RAA 371
OCTOBRE 2017
ISSN 0762-6096

Recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France

Prix de vente : 0.50 € - Abonnement annuel : 5 €

Les demandes d'abonnement peuvent être adressées au Bureau du Cabinet et des Interventions de la Région d'Île-de-France, 33, rue Barbet de Jouy, 75700 Paris.

Les paiements sont effectués par chèque bancaire ou postal au nom du Régisseur des dépenses et des recettes de la Région d'Île-de-France.

Commission paritaire n° 1716 ADEP

La loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, version consolidée au 22 avril 2006, définit notamment les règles d'organisation et de fonctionnement des régions.

Le présent recueil publie mensuellement :

- les délibérations du Conseil régional d'Île-de-France,
- les délibérations de la Commission Permanente du Conseil régional d'Île-de-France,
- les vœux du Conseil régional d'Île-de-France,
- les arrêtés de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France et décisions,
- les questions écrites à la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,
- les circulaires de la Région d'Île-de-France,
- les avis du Conseil Economique, Social et Environnemental de la Région d'Île-de-France,
- les délibérations de l'Agence des Espaces Verts de la Région d'Île-de-France.

SOMMAIRE

DELIBERATIONS DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL RÉGIONAL DANS DIVERS ORGANISMES

- N° CR 2017-178 du 18 octobre 2017 portant sur les représentants du conseil régional dans divers organismes –Octobre 2017……..……..……..12

RENOUVELLEMENT DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

- N° CR 2017-180 du 18 octobre 2017 portant sur renouvellement de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France.……..……..……...18

RENOUVELLEMENT DES COMMISSIONS THEMATIQUES DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

- N° CR 2017-181 du 18 octobre 2017 portant sur le renouvellement des commissions thématiques du conseil régional d'Île-de-France.……..……..……...21

DELIBERATIONS DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

ECONOMIE ET EMPLOI

- N° CP 2017-488 du 18 octobre 2017 relative aux mesures en faveur de l'entrepreneuriat : - soutien à la création et reprise d'entreprise - soutien aux points d'accueil à la création d'entreprise - appui à divers organismes - soutien aux espaces de travail collaboratifs.……..……31

- N° CP 2017-490 du 18 octobre 2017 relative aux mesures en faveur de l'économie sociale et solidaire : - soutien à la chambre régionale de l'ESS Île-de-France (CRESS) - appui aux coopératives d'activités et d'emploi - financement des entreprises ESS - soutien à l'Union régionale des Sociétés Coopératives et Participatives d'Île-de-France (URSCOP).……..……..……218

- N° CP 2017-466 du 18 octobre 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #LEADER pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) : Autorisation des établissements publics territoriaux de plaine commune et de Vallée Sud Grand Paris et de la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise à participer au financement des régimes d'aides régionaux.……..……..……..347

- N° CP 2017-459 du 18 octobre 2017 relative à la stratégie Smart Industrie (2017-2021) - soutien au déploiement de l'accélérateur PME industrielles.……..……..……...349

- N° CP 2017-496 du 18 octobre 2017 relative à Paris Région Up - Attribution de subventions dans le cadre des dispositifs PM'Up, TP'Up et Back'Up, Innov'Up Proto - Augmentation du capital du fonds régional de Co-Investissement d'Île-de-France -Dotation au dispositif de prêts d'amorçage.……382

- N° CP 2017-501 du 18 octobre 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #LEADER pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) : Actions pour l'économie, l'emploi et la formation sur les territoires……..438

- N° CP 2017-420 du 18 octobre 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de soutien aux missions locales : Appel à projets - Affectation 2017.……499

- N° CP 2017-492 du 18 octobre 2017 relative à la rémunération des stagiaires en formation professionnelle 2017 - Troisième affectation.……656

- N° CP 2017-453 du 18 octobre 2017 relative aux attributions de subventions d'investissement dans le cadre de la politique régionales de développement de l'apprentissage - cinquième affectation 2017.……..661

- N° CP 2017-497 du 18 octobre 2017 relative au soutien régional à l'organisation de sessions d'examens 2018.……697

- N° CP 2017-500 du 18 octobre 2017 relative au dispositif chéquier unique validation des acquis de l'expérience (VAE) 2018 - Affectation complémentaire chéquier unique VAE 2017 - Troisième et dernière reconduction du programme d'information d'entretiens conseil et de promotion de la VAE.……715

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

- N° CP 2017-522 du 18 octobre 2017 relative à l'évolution du règlement d'intervention et de la convention type du dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire.……..721

- N° CP 2017-404 du 18 octobre 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la « Stratégie régionale pour la biodiversité » -quatrième affectation 2017 - Attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale « Emplois d'insertion environnement » - deuxième affectation 2017 - Contrat d'objectifs Biodiversité : réserve de biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais / Région - Autorisation exceptionnelle de travaux dans la réserve naturelle régionale du Bassin de la Bièvre.……748

- N° CP 2017-408 du 18 octobre 2017 relative à l'affectation d'autorisations de programme en faveur de l'eau, des milieux aquatiques et humides - quatrième affectation 2017.……..847

- N° CP 2017-487 du 18 octobre 2017 relative aux attributions de subventions dans le cadre de la politique économie circulaire, des déchets et du fonds propreté - quatrième affectations 2017 - Attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale « Emplois d'insertion environnement » - deuxième affectation 2017…...899

- N° CP 2017-491 du 18 octobre 2017 relative au financement régional des mesures foncières du plan de prévention des risques technologiques de STORENGY à Saint-Clair-sur-Epte (95).……985

- N° CP 2017-481 du 18 octobre 2017 relative au dispositif « Véhicules propres » et délégation de gestion auprès de l'ASP.……..987

TRANSPORTS

- N° CP 2017-403 du 18 octobre 2017 relative aux aménagements de voirie visant à l'amélioration de la sécurité routière - troisième affectation.……1002

- N° CP 2017-425 du 18 octobre 2017 relative au schéma directeur RER - Modernisation des gares……1029

- N° CP 2017-430 du 18 octobre 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique Vélo en Île-de-France - Projets situés dans les départements de la Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne.……1198

- N° CP 2017-412 du 18 octobre 2017 relative aux adaptations des infrastructures liées au matériel roulant : Ligne Transilien J6 - Ligne RER D -Ligne Transilien R - Ligne Transilien P - Nexteo RER B, D et E……..1295

- N° CP 2017-414 : du 18 octobre 2017 relative à la poursuite de la mise en œuvre du plan régional « Anti-bouchon » et pour changer la route, incluant les Contrats-cadre avec les départements de la Seine-et-Marne, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne.……1507

- N° CP 2017-449 du 18 octobre 2017 relative au CPER 2015-2020 - volet routier - RN406 desserte du port de Bonneuil (94), RN104 élargissement entre A4 et RN4 (77) et A6 protections phoniques (91)……..1791

- N° CP 2017-454 du 18 octobre 2017 relative à la novation logistique - Expérimentation d'un procédé de livraisons route-fleuve-route.……1807

- N° CP 2017-457 du 18 octobre 2017 relative à l'affectation sécurité dans le réseau de transport OPTILE…..1824

- N° CP 2017-460 du 18 octobre 2017 relative au tramway prolongement du T1 à l'Est (Val-de-Fontenay)…..1833

RURALITE ET AGRICULTURE

- N° CP 2017-452 du 18 octobre 2017 relative au dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural : quatrième affectation.……1885

- N° CP 2017-447 du 18 octobre 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité : Programme de développement rural (FEADER) - Agriculture périurbaine - Agriculture et filières 5ème affectation 2017.……1939

SECURITE

- N° CP 2017-493 du 18 octobre 2017 relative au bouclier de sécurité - Cinquième série d'affectations pour l'année 2017.……...1975

- N° CP 2017-480 du 18 octobre 2017 relative à la mise en œuvre de la politique régionale « Mieux protéger les victimes » - Première affectation pour l'année 2017 - Approbation des avenants 2017 aux conventions TGD pour les départements : Seine-et-Marne - Yvelines - Essonne - Hauts-de-Seine - Val-de-Marne - Val d'Oise……2028

FINANCES

- N° CP 2017-505 du 18 octobre 2017 relative aux admissions en non-valeur - Octobre 2017.……2269

EDUCATION

- N° CP 2017-407 du 18 octobre 2017 relative au lycée Robert Doisneau à Corbeil-Essonne (91) - Restructuration partielle et extension -Autorisation à signer un protocole transactionnel avec le groupement conjoint Sefrain-Souquet De-So associés/Terreneuve n°10-031 Mandataire : Essonne Aménagement.……2278

- N° CP 2017-411 du 18 octobre 2017 relative au développement des parcours européens de formation dans les sections européennes des lycées professionnels d'Île-de-France 2016-2017.……2291

- N° CP 2017-489 du 18 octobre 2017 relative aux travaux dans les cités mixtes régionales de la région Île-de-France - 6ème rapport de l'année 2017……2304

- N° CP 2017-494 du 18 octobre 2017 relative aux logements de fonction des établissements publics locaux d'enseignement - Valeur des prestations accessoires accordées gratuitement pour l'année 2017 aux agents logés par nécessité absolue de service - Conventions d'occupation précaire et conventions d'occupations temporaire conclues pour l'année scolaire 2016/2017……2312

- N° CP 2017-450 du 18 octobre 2017 relative aux constructions et équipements scolaires - Affectations d'autorisations de programme & d'autorisations d'engagement cités scolaires internationales des Yvelines - programme 2017 - Budget 2017……2323

- N° CP 2017-463 du 18 octobre 2017 relative aux travaux dans les EPLE de la Région Île-de-France - 6ème rapport de l'année 2017……2329

- N° CP 2017-467 du 18 octobre 2017 relative aux dotations pour la maintenance immobilière - 6ème rapport de l'année 2017- Avenants au marché des installations de chauffage - Prestations P2……2341

- N° CP 2017-473 du 18 octobre 2017 relative à la lutte contre le décrochage scolaire « Projets - réussite pour tous » - Seconde affectation 2017……2346

- N° CP 2017-475 du 18 octobre 2017 relative aux aides régionales aux élèves de second cycle et aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées : ajustement des dotations - aide régionale à la demi-pension - aide régionale à l'équipement - aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires - aide régionale aux frais de concours - subvention d'équilibre……2556

- N° CP 2017-476 du 18 octobre 2017 relative au lycée Nicolas Ledoux aux Pavillons-Sous-Bois (93) - Restructuration d'ensemble et extension du lycée - Autorisation à signer un protocole transactionnel avec GTM Bâtiment Mandataire : Essonne aménagement……2575

- N° CP 2017-498 du 18 octobre 2017 relative à la dotation complémentaire de fonctionnement en faveur des lycées supports des formations de la mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS) de l'Éducation Nationale ou d'un projet « Réussite pour tous » pour l'année scolaire 2016/2017……2589

- N° CP 2017-508 du 18 octobre 2017 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : Des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 Première année de mise en œuvre - 2ème rapport……2596

- N° CP 2017-396 du 18 octobre 2017 relative à la mise en œuvre du programme d'actions culturelles - Année scolaire 2017-2018……2639

CULTURE

- N° CP 2017-465 du 18 octobre 2017 relative aux aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel - Convention de coopération 2017-2019 pour le cinéma et l'image animée entre l'État, le CNC, le département de Seine-Saint-Denis, la ville de Paris et la région Île-de-France - Avenant financier 2017 - Soutien à des manifestations et réseaux cinématographiques - 4ème affectation 2017……2669

N° CP 2017-507 du 18 octobre 2017 relative aux attributions de subventions dans le cadre de la politique du spectacle vivant inclusive sur tout le territoire francilien (troisième affectation pour 2017) : - aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional - aide au projet mutualisé pour les territoires ruraux et périurbains - aide à la résidence territoriale - aide à la création au titre des crédits de fonctionnement et d'investissement……2738

ACTION SOCIALE, SANTE ET FAMILLE

N° CP 2017-471 du 18 octobre 2017 relative à la mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles - Cinquième affectation pour 2017……..3016

N° CP 2017-486 du 18 octobre 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de l'action régionale dans le domaine du handicap -Cinquième affectation pour 2017……..……3044

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

N° CP 2017-464 du 18 octobre 2017 relative au soutien régional aux radios locales en Île-de-France : 1ères affectations pour 2017 - Affectation pour un marché simple de formation.……3078

N° CP 2017-512 du 18 octobre 2017 relative à l'attribution d'autorisations de programme et d'engagement dans le cadre de la politique régionale du sport en Île-de-France - Dispositif d'aide à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées - Dispositif terrains synthétiques de grand jeu - Dispositif équipements de proximité.……..……..……...3161

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

N° CP 2017-477 du 18 octobre 2017 relative à valoriser le mérite, l'excellence et l'ouverture sociale à travers le soutien régional aux cordées de la réussite - 3ème affectation 2017.……..……3207

N° CP 2017-478 du 18 octobre 2017 relative au 1. CPER 2015-2020 Affectation d'autorisations de programme pour les opérations immobilières suivantes : - COMUE Paris Seine : Campus international de Cergy-Pontoise - Études de programmation - Université de Cergy-Pontoise : IUT de Neuville-sur-Oise - Études 2. Convention avec le MEDEF pour le portail de l'orientation.……..……..3258

LOGEMENT ET POLITIQUE DE LA VILLE

N° CP 2017-458 du 18 octobre 2017 relative à l'aide en faveur du logement des étudiants, des jeunes et des apprentis - Quatrième affectation pour 2017.……..……...3276

N° CP 2017-462 du 18 octobre 2017 relative aux attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale d'aide à la création de logements locatifs sociaux - Quatrième affectation pour 2017……..3298

N° CP 2017-451 du 18 octobre 2017 relative aux attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale du logement - aide au parc privé - Quatrième affectation pour 2017……3573

ADMINISTRATION GENERALE

N° CP 2017-521 du 18 octobre 2017 relative aux affectations provisionnelles d'autorisations d'engagement sur le chapitre 930 et d'autorisations de programme sur le chapitre 900 relatives à la communication institutionnelle - 3ème rapport pour 2017.……..……..……..3629

N° CP 2017-520 du 18 octobre 2017 relative au rapport donnant mandats spéciaux aux élus régionaux - octobre 2017.……..……..……..……...3631

N° CP 2017-386 du 18 octobre 2017 relative aux cotisations et subventions en faveur de diverses associations (Régions de France, CESER de France, AMCT / AMIF, Amicale des anciens élus)……..3637

GRAND PARIS ET COOPERATION INTERREGIONALE

N° CP 2017-524 du 18 octobre 2017 relative à l'avis sur le projet de SDAASP du département de l'Essonne..3654

TOURISME

N° CP 2017-503 du 18 octobre 2017 relative à l'affectation d'autorisations de programme et d'engagement dans le cadre de la politique régionale du tourisme - Attribution de subventions en investissement et en fonctionnement au titre du fonds pour le tourisme - quatrième affectation 2017.……..……..3825

DÉLIBERATIONS DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS

- N° 17-111 du 24 octobre 2017 relative à l'approbation de l'avenant n° 5 à la convention d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et l'Agence des espaces verts et habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant.……..……..……...3913

- N° 17-112 du 24 octobre 2017 relative à l'approbation de la nouvelle convention d'occupation précaire type dite COP15 pour la mise à disposition de logement.……..…….3918

- N° 17-113 du 24 octobre 2017 relative à l'approbation de la nouvelle convention d'occupation précaire type pour la mise à disposition de logement à l'ONF.……..……3923

- N° 17-114 du 24 octobre 2017 relative à l'approbation de la liste des propriétés régionales à usage de logements pouvant être proposées dans le cadre d'une convention d'occupation précaire…….3928

- N° 17-115 du 24 octobre 2017 relative à l'approbation d'une convention de mise à disposition d'une propriété régionale pour l'implantation d'un poste de distribution d'électricité et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention (Plaine de la Haye).……..……..3931

- N° 17-116 du 24 octobre 2017 relative à l'approbation d'un avenant à un bail rural à long terme avec un agriculteur et habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant (Plaine de Montesson surface 2ha 15ca 64a).……..……..……..…….3940

- N° 17-117 du 24 octobre 2017 relative à l'approbation d'un bail rural à long terme avec un agriculteur et habilitation donnée à la Présidente pour signer ce bail (Plaine de Montesson surface 1ha 60ca 16a.…….3942

- N° 17-118 du 24 octobre 2017 relative à l'approbation d'un avenant à un bail rural à long terme avec un agriculteur et habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant (Haute Vallée de Chevreuse).…3944

- N° 17-119 du 24 octobre 2017 relative à l'approbation de la convention de partenariat de mise à disposition réciproque de bases de données d'information géographique avec la département de Seine et Marne et habilitation donnée à la Présidente de la signer.……..……3946

- N° 17-120 du 24 octobre 2017 relative à l'approbation d'un protocole d'accord avec la commune de Claye-Souilly (77) relatif au développement de l'accessibilité à la forêt régionale dans le cadre de la création d'un centre commercial.……..……..……3958

- N° 17-121 du 24 octobre 2017 relative à l'approbation d'une convention de recherche et de développement entre l'Agence des espaces verts et le Muséum National d'Histoire Naturelle – UMS 2006 – Patrinat et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention.……3965

- N° 17-122 du 24 octobre 2017 relative à l'approbation d'acquisitions foncières et habilitation donnée à la Présidente pour signer les actes correspondants.……..……3981

- N° 17-123 du 24 octobre 2017 relative à l'approbation d'une cession de parcelles régionales situées sur la commune de Herblay (95) au sein du périmètre régional d'intervention foncière de la plaine de Pierrelaye.……..……..……..……3986

- N° 17-124 du 24 octobre 2017 relative à l'approbation d'une cession de parcelles régionales situées sur la commune de Chelles (77) au sein du périmètre régional d'intervention foncière du Mont Guichet au profit de la Société du Grand-Paris.……..……..……...3988

- N° 17-125 du 24 octobre 2017 relative à l'approbation d'une cession d'une parcelle régionale située sur la commune de Chelles (77) au sein du périmètre régional d'intervention foncière du Mont Guichet au profit de la commune de Montfermeil.……..……..……3990

- N° 17-126 du 24 octobre 2017 relative à l'approbation d'un échange de parcelles régionales avec la commune de Franconville (95) au sein du Périmètre régional d'intervention foncière des Buttes du Parisis.……..……..……..……..3991

- N° 17-127 du 24 octobre 2017 relative à l'approbation d'une cession de parcelles régionales situées sur la commune de Claye-Souilly (77) au sein de la forêt régionale de Claye-Souilly au profit de la commune…..3994

- N° 17-128 du 24 octobre 2017 relative à l'habilitation donnée à la Présidente de l'Agence des espaces verts pour signer les décisions de préemption au titre des Espaces Naturels et Sensibles Plateau d'Andilly……3997

- N° 17-129 du 24 octobre 2017 relative à la demande de prorogation de la Déclaration d'utilité publique relative au projet de la coulée verte « La Tégéval ».……..……3999

- N° 17-131 du 24 octobre 2017 relative à la décision modificative.……4001

- N° 17-132 du 24 octobre 2017 relative à l'approbation affectation autorisation de programme……4006

ARRETES DE LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

- N° 17-150 du 25 septembre 2017 portant délégations de signature du pôle logement et transports……...4008

- N° 17-151 du 29 septembre 2017 portant désignation des candidats admis à présenter une offre dans le cadre du concours de maîtrise d'œuvre pour les travaux d'aménagement de l'hémicycle et d'une salle polyvalente du futur hôtel de la Région Île-de-France.……..……4011

- N° 17-152 du 2 octobre 2017 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional au sein du Comité consultatif de la Réserve Naturelle Régionale des Bruyeres Sainte-Assise (77)……4012

- N° 17-153 du 2 octobre 2017 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional au sein du Comité consultatif de la Réserve Naturelle Régionale des Etangs de Bonnelles (78)……4013

- N° 17-154 du 2 octobre 2017 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional au sein du Comité consultatif de la Réserve Naturelle Régionale du Marais de Larchant (77)…….4014

- N° 17-156 du 2 octobre 2017 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional au sein du Comité consultatif de la Réserve Naturelle Régionale du site géologique de Limay (78)……..4015

- N° 17-157 du 2 octobre 2017 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional au sein du Comité consultatif de la Réserve Naturelle Régionale du site géologique de Vigny-Longuesse (95).……..……..……..……..4016

- N° 17-158 du 2 octobre 2017 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional au sein du Comité consultatif de la Réserve Naturelle Régionale du domaine des Seiglats (77)…….4017

- N° 17-159 du 2 octobre 2017 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional au sein du Comité consultatif de la Réserve Naturelle Régionale du Grand Voyeux (77)…….4018

- N° 17-160 du 5 octobre 2017 portant délégation à Madame Manon LAPORTE, nommée déléguée en charge de l'Education artistique et culturelle……..……..4019

- N° 17-162 du 9 octobre 2017 portant délégation temporaire de signature…….……4020

- N° 17-163 du 11 octobre 2017 portant délégations de signature du Pôle ressources humaines……..4021

- N° 17-165 du 18 octobre 2017 (modifiant l'arrêté 16-326) fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Île-de-France ainsi que le direction fonctionnelle du conseil économique, social et environnemental régional……..……..4028

- N° 17-166 du 18 octobre 2017 portant délégation temporaire de signature……4031

- N° 17-167 du 18 octobre 2017 portant délégation à Monsieur Jérôme CHARTIER, nommé 1er vice-président en charge de la stratégie institutionnelle et aux relations internationales……..4032

- N° 17-168 du 18 octobre 2017 portant délégation à Madame Marie-Carole CIUNTU, nommée 2ème vice-présidente en charge des lycées et de l'administration générale…….....4033

- N° 17-169 du 18 octobre 2017 portant délégation à Monsieur Stéphane SALINI, nommé 3ème vice-président en charge des finances et de l'évaluation des politiques publiques…….....4034

- N° 17-170 du 18 octobre 2017 portant délégation à Madame Agnès EVREN, nommée 4ème vice-présidente en charge de la culture, du patrimoine et à la création…….....4035

- N° 17-171 du 18 octobre 2017 portant délégation à Monsieur Stéphane BEAUDET, nommé 5ème vice-président en charge des transports et aux mobilités durables…….....4036

- N° 17-172 du 18 octobre 2017 portant délégation à Madame Stéphanie VON EUW, nommée 6ème vice-présidente en charge des affaires européennes…….....4037

- N° 17-173 du 18 octobre 2017 portant délégation à Monsieur Geoffroy DIDIER, nommé 7ème vice-président en charge de l'attractivité, du logement et de la rénovation urbaine…….....4038

- N° 17-174 du 18 octobre 2017 portant délégation à Madame Faten HIDRI, nommée 8ème vice-présidente en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche…….....4039

- N° 17-175 du 18 octobre 2017 portant délégation à Monsieur Geoffroy DIDIER, nommé 9ème vice-président en charge des loisirs, de la jeunesse, de la citoyenneté et de la vie associative…….....4040

- N° 17-176 du 18 octobre 2017 portant délégation à Madame Farida ADLANI, nommée 10ème vice-présidente en charge des solidarités, de la santé et de la famille…….....4041

- N° 17-177 du 18 octobre 2017 portant délégation à Madame Alexandra DUBLANCHE, nommée 11ème vice-présidente en charge du développement économique, de l'agriculture et de la ruralité……..4042

- N° 17-178 du 18 octobre 2017 portant délégation à Monsieur Frédéric PECHENARD, nommé 12ème vice-président en charge de la sécurité et à l'aide aux victimes…….....4043

- N° 17-179 du 18 octobre 2017 portant délégation à Madame Béatrice de LAVALETTE, nommée 13ème vice-présidente en charge du dialogue socia…….....4044

- N° 17-180 du 18 octobre 2017 portant délégation à Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT, nommé 14ème vice-président en charge de la sécurité et à l'aide aux victimes…….....4045

- N° 17-181 du 18 octobre 2017 portant délégation à Madame Hamida REZEG, nommée 15ème vice-présidente en charge du tourisme…….....4046

- N° 17-182 du 18 octobre 2017 portant délégation à Monsieur Vincent JEANBRUN, nommé conseiller régional délégué spécial à l'emploi, la formation professionnelle et à l'apprentissage……4047

- N° 17-183 du 18 octobre 2017 portant délégation à Monsieur Arnaud RICHARD, nommé conseiller régional délégué spécial à l'économie social et solidaire…….....4048

- N° 17-184 du 18 octobre 2017 portant délégation à Monsieur Pierre DENIZIOT, nommé conseiller régional délégué spécial au handicap.…….....4049

- N° 17-185 du 18 octobre 2017 portant délégation à Monsieur Thierry MEIGNEN, nommé conseiller régional délégué spécial au déménagement.…….....4050

- N° 17-186 du 18 octobre 2017 portant délégation à Monsieur David DOUILLET, nommé conseiller régional délégué spécial aux grands projets d'investissements.…….....4051

- N° 17-187 du 18 octobre 2017 portant délégation à Monsieur Didier BARIANI, nommé conseiller régional délégué spécial à la coopération interrégionale.…….....4052

- N° 17-188 du 18 octobre 2017 portant délégation à Monsieur Philippe LAURENT, nommé conseiller régional délégué spécial à l'exposition universelle.…….....4053

- N° 17-189 du 18 octobre 2017 portant délégation à Monsieur Frédéric VALLETOUX, nommé conseiller régional délégué spécial au commerce et à l'artisanat.…….....4054

- N° 17-190 du 18 octobre 2017 portant délégation à Monsieur Vincent ROGER, nommé conseiller régional délégué spécial aux Jeux Olympiques.…….....4055

- N° 17-191 du 18 octobre 2017 portant délégation à Madame Anne CABRIT, nommée conseillère régionale déléguée spéciale à l'agriculture et à la ruralité.…….....4056

- N° 17-192 du 18 octobre 2017 portant délégation à Madame Babette de ROZIERES, nommée conseillère régionale déléguée spéciale à la Cité de la gastronomie.…….....4057

- N° 17-193 du 18 octobre 2017 portant délégation à Madame Charlotte BAELDE, nommée conseillère régionale déléguée spéciale au Campus des métiers et des qualifications.…….....4058

- N° 17-194 du 18 octobre 2017 portant délégation à Madame Marie-Pierre BADRE, nommée conseillère régionale déléguée spéciale à l'égalité femme-homme.…….....4059

- N° 17-195 du 18 octobre 2017 portant délégation à Madame Manon LAPORTE, nommée conseillère régionale déléguée spéciale aux actions culturelles et artistiques dans les lycées.…….....4060

- N° 17-196 du 18 octobre 2017 portant délégation à Madame Marie-Christine DIRRINGER, nommée conseillère régionale déléguée spéciale à la smart région.…….....4061

- N° 17-197 du 18 octobre 2017 portant délégation à Madame Sophie DESCHIENS, nommée conseillère régionale déléguée spéciale à l'économie circulaire.…….....4062

- N° 17-198 du 18 octobre 2017 portant délégation à Madame Béatrice LECOUTURIER, nommée conseillère régionale déléguée spéciale à l'orientation.…….....4063

- N° 17-203 du 24 octobre 2017 portant composition de la commission de désignation des candidats aux logements sociaux de la Région d'Île-de-France.…….....4064

- N° 17-204 du 26 octobre 2017 portant délégation temporaire de signature.....4069

- N° 17-205 du 27 octobre 2017 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional à la présidence de la commission d'appel d'offres, du jury de conception-réalisation et du jury de concours…..4070

- N° 17-207 du 30 octobre 2017 portant désignation du représentant du Conseil Régional d'Île-de-France au sein de la SA EQUISOL.....4071

- N° 17-208 du 31 octobre 2017 portant composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Région d'Île-de-France.....4072

- N° 17-209 du 7 novembre 2017 portant désignation du représentant du Conseil Régional d'Île-de-France au sein de la SAS FinanCités.....4076

- N° 17-210 du 7 novembre 2017 portant désignation du représentant du Conseil Régional d'Île-de-France et du Président du Conseil de Surveillance au sein de la SAS Fonds Régional de Co-investissement (FRCI) Île-de-France (futur Paris Région Venture Fund »).....4077

- N° 17-211 du 7 novembre 2017 portant désignation du représentant du Conseil Régional d'Île-de-France et du Président du Conseil de Surveillance au sein de la SA IDF CAPITAL.....4078

- N° 17-212 du 7 novembre 2017 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France au sein de la SAS SCIENTIPOLE CAPITAL.....4079

- N° 17-213 du 7 novembre 2017 portant désignation du représentant du Conseil Régional d'Île-de-France au sein de la G1J Île-de-France.....4080

- N° 17-216 du 8 novembre 2017 fixant les modalités du tirage au sort pour la désignation des représentants de la catégorie C (groupe hiérarchique 2) de la commission administrative paritaire du 28 novembres 2017.....4081

Les annexes ne figurant pas au recueil des actes administratifs peuvent être consultées au Conseil régional d'Île-de-France.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-178

DU 18 OCTOBRE 2017

DÉSIGNATION ET REMPLACEMENT DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE DANS DIVERS ORGANISMES - OCTOBRE 2017

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'Éducation ;

VU le décret n° 2017-596 du 21 avril 2017 portant création de l'université « Sorbonne Université » ;

VU la délibération n° CR 13-16 du 21 janvier 2016 modifiée relative au règlement intérieur du Conseil régional ;

VU la délibération n° CR 2017-121 du 22 septembre 2017 relative au soutien régional aux radios locales d'Île-de-France et à l'organisation d'un concours « Les Chanté Nwel en Île-de-France » ;

VU les statuts de l'université « Sorbonne Université » ;

VU le rapport n°CR 2017-178 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Jury du concours régional des « Chanté Nwel en Île-de-France »

Désigne 5 représentants au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne :

Mme Anne-Louise MÉSADIEU
Mme Manon LAPORTE-SIERACZEK
M. Benoît JIMENEZ
Mme Loubna MÉLIANE
M. Jean-Philippe DAVIAUD

Article 2 : Remplacements des représentants du Conseil régional dans divers organismes

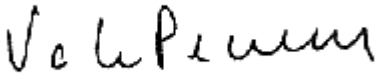
Procède aux remplacements annexés à la présente délibération.

Article 3 : Conseil d'administration de l'université « Sorbonne Université »

Désigne 1 représentant au scrutin majoritaire à deux tours :

Mme Florence BERTHOUT

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Remplacements des représentants du Conseil régional dans divers organismes

DÉMISSIONS		CANDIDATURES
Commission pour la Permanence Artistique et Culturelle (PAC)		
Mme Clémentine AUTAIN	Titulaire	Mme Vanessa GHIATI
Assemblée générale et conseil d'administration du Fonds Régional d'Art Contemporain (FRAC)		
Mme Clémentine AUTAIN	Représentante	Mme Vanessa GHIATI
Dispositif d'aide après-réalisation : commission de visionnage long métrage		
Mme Clémentine AUTAIN	Titulaire	Mme Vanessa GHIATI
Conseil d'administration d'Arcadi		
Mme Clémentine AUTAIN	Suppléante	Mme Vanessa GHIATI
Conseil d'administration de la Commission du Film d'Île-de-France (CFIDF)		
Mme Clémentine AUTAIN	Suppléante	Mme Vanessa GHIATI
Comité syndical de la Cité de la Gastronomie de Paris-Rungis et de son quartier		
M. Bruno MILLIENNE	Suppléant	Mme Charlotte BAELDE
Présidence de la Société d'Aménagement et d'Équipement de la Région Parisienne (SAERP)		
M. Laurent LAFON	Président	M. Bernard GAUDUCHEAU
Assemblée générale de l'Observatoire Régional des Déchets en Île-de-France (ORDIF)		
M. Jean-Philippe DUGOIN-CLÉMENT	Représentant	Mme Véronique COTÉ-MILLARD
M. Bruno MILLIENNE	Représentant	M. Didier DOUSSET
Conseil de surveillance de la Société d'Économie Mixte (SEM) Énergies POSIT'IF		
M. Brice NKONDA	Représentant	M. Benjamin CHKROUN
Conseil d'administration de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Île-de-France (IAU IDF)		
Mme Chantal JOUANNO	Titulaire	Mme Sylvie MARIAUD
Commission consultative du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de Chantiers (PREDEC)		
M. Bruno MILLIENNE	Représentant	M. Yann WEHRLING
Commission consultative du Plan Régional d'Élimination des Déchets Ménagers (PREDMA)		
M. Bruno MILLIENNE	Représentant	M. Yann WEHRLING
Conseil d'administration de l'Agence des Espaces Verts (AEV)		
M. Jean-François VIGIER	Représentant	Mme Sylvie MONCHECOURT
Comité syndical du Parc Naturel Régional (PNR) de la Brie et des Deux Morins		
Mme Anne CHAIN-LARCHÉ	Titulaire	Mme Claudine THOMAS

Conseil du syndicat Île-de-France Mobilités / ex- Syndicat des Transports d'Île-de-France (STIF)

M. Bernard GAUDUCHEAU	Représentant	M. Brice NKONDA
Mme Brigitte KUSTER	Représentante	Mme Delphine BÜRKLI

Assemblée générale du Centre Hubertine Auclert (CHA), centre francilien pour l'égalité femmes-hommes

Mme Béatrice de LAVALETTE	Représentante	Mme Karine FRANCLET

Comité syndical de la Base de Plein Air et de Loisirs (BPAL) de Moisson-Mousseaux

Mme Anne PÈRE-BRILLAULT	Suppléante	M. Gaël BARBOTIN

Comité syndical de la Base de Plein Air et de Loisirs (BPAL) de Saint-Quentin-en-Yvelines

Mme Anne PÈRE-BRILLAULT	Suppléante	M. Gaël BARBOTIN

Assemblée générale du Comité Régional du Tourisme (CRT)

M. Bruno MILLIENNE	Représentant	Mme Thi Hong Chau VAN

Assemblée générale de l'association des Centres d'accueil Régionaux du Tourisme (CaRT)

M. Bruno MILLIENNE	Représentant	Mme Charlotte BAELDE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 19/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 19/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-180

DU 18 OCTOBRE 2017

RENOUVELLEMENT DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 4133-4 et L. 4133-5 ;

VU le règlement intérieur du conseil régional et particulièrement son article 3 ;

VU la délibération n° CR 89-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 13-16 du 21 janvier 2016 relative au règlement intérieur du conseil régional d'Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 150-16 du 17 juin 2016 relative à la modification du règlement intérieur du conseil régional ;

VU le rapport n°CR 2017-180 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Considérant qu'à l'expiration du délai d'une heure prévu par le CGCT pour le dépôt des listes, six listes ont été déposées et qu'il y a lieu de procéder à un scrutin public ;

Considérant l'élection de la commission permanente au scrutin de liste à la proportionnelle à la plus forte moyenne ;

Considérant l'élection des vice-présidents au scrutin de liste à la majorité absolue ;

Article 1 :

L'article 1 de la délibération précitée n° CR 89-15 est rédigé ainsi : « Le nombre de vice-présidents est fixé à quinze et le nombre des autres membres de la commission permanente est fixé à cinquante-trois. »

Au quatrième alinéa de l'article 3 du règlement intérieur du conseil régional d'Île-de-France, le nombre « 44 » est remplacé par le nombre « 53 ».

Article 2 :

L'article 2 de la délibération précitée n° CR 89-15 est rédigé ainsi :

« La commission permanente est composée comme suit :

- de sa présidente : **Mme Valérie PÉCRESSE** présidente du conseil régional

- des 15 vice-présidents suivants :

1er vice-président **M. Jérôme CHARTIER** en charge de la stratégie institutionnelle et des relations internationales

2ème vice-présidente **Mme Marie-Carole CINTU** en charge des lycées et de l'administration générale

3ème vice-président **M. Stéphane SALINI** en charge des finances et de l'évaluation des politiques publiques

4ème vice-présidente **Mme Agnès EVREN** en charge de la culture, du patrimoine et de la création

5ème vice-président **M. Stéphane BEAUDET** en charge des transports et des mobilités durables

6ème vice-présidente **Mme Stéphanie VON EUW** en charge des affaires européennes

7ème vice-président **M. Geoffroy DIDIER** en charge de l'attractivité, du logement et de la rénovation urbaine

8ème vice-présidente **Mme Faten HIDRI** en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche

9ème vice-président **M. Patrick KARAM** en charge des sports, des loisirs, de la jeunesse, de la citoyenneté et de la vie associative

10ème vice-présidente **Mme Farida ADLANI** en charge des solidarités, de la santé et de la famille

11ème vice-présidente **Mme Alexandra DUBLANCHE** en charge du développement économique, de l'agriculture et de la ruralité

12ème vice-président **M. Frédéric PECHENARD** en charge de la sécurité et de l'aide aux victimes

13ème vice-présidente **Mme Béatrice de LAVALETTE** en charge du dialogue social

14ème vice-président **M. Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT** en charge de l'écologie et du développement durable

15ème vice-présidente **Mme Hamida REZEG** en charge du tourisme

- des 53 autres membres suivants :

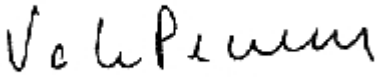
16	M. Vincent JEANBRUN	43	Mme Hella KRIBI-ROMDHANE
17	M. Othman NASROU	44	M. Roberto ROMERO
18	Mme Anne CABRIT	45	Mme Bénédicte MONVILLE – DE CECCO
19	M. David DOUILLET	46	M. Pierre SERNE
20	Mme Florence PORTELLI	47	Mme Samia KASMI

21	M. Jeremy REDLER	48	M. Benoît HAMON
22	Mme Brigitte MARSIGNY	49	M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL
23	M. Denis GABRIEL	50	Mme Muriel GUENOUX
24	Mme Catherine PRIMEVERT	51	M. Eddie AIT
25	M. Pierre DENIZIOT	52	M. Carlos DA SILVA
26	Mme Manon LAPORTE	53	Mme Roseline SARKISSIAN
27	M. Benoit CHEVRON	54	M. Rachid TEMAL
28	Mme Yasmine CAMARA	55	Mme Marie-Pierre DE LA GONTRIE
29	M. Frédéric VALLETOUX	56	M. Yannick TRIGANCE
30	Mme Sophie DESCHIENS	57	Mme Nadège AZZAZ
31	M. Pierre LEQUILLER	58	M. François KALFON
32	Mme Sylvie PIGANEAU	59	Mme Christine FREY
33	M. Jean-François VIGIER	60	M. Jonathan KIENZLEN
34	Mme Véronique COTE-MILLARD	61	M. Didier MIGNOT
35	M. Mustapha SAADI	62	Mme Céline MALAISE
36	Mme Nathalie DELEPAULE	63	M. Michel JALLAMION
37	M. Franck CECCONI	64	Mme Mathilde ANDROUET
38	Mme Clotilde DEROUARD	65	M. Wallerand DE SAINT JUST
39	M. Yann WHERLING	66	Mme Audrey GUIBERT
40	Mme Marie-Christine DIRRINGER	67	M. Aurélien LEGRAND
41	M. Pascal GIAFFERI	68	Mme Béatrice TROUSSARD
42	M. Mounir SATOURI		

Article 3 :

L'article 3 de la délibération précitée n° CR 89-15 est abrogé.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CR 2017-181

DU 18 OCTOBRE 2017

RENOUVELLEMENT DES COMMISSIONS THÉMATIQUES DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 4132-21 ;

VU le règlement intérieur du conseil régional et particulièrement son article 5.2 ;

VU la délibération n° CR 13-16 du 21 janvier 2016 relative au règlement intérieur du conseil régional d'Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 14-16 du 21 janvier 2016 relative à la constitution des commissions thématiques du conseil régional d'Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 150-16 du 17 juin 2016 relative à la modification du règlement intérieur du conseil régional ;

VU le rapport n°CR 2017-181 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

La délibération précitée n° CR 14-16 est abrogée.

Article 2 :

Après le quatrième alinéa de l'article 5.2, 1, du règlement intérieur du conseil régional d'Île-de-France, les noms des commissions thématiques sont ainsi modifiés :
« Commission des finances
Commission du développement économique et de l'innovation
Commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire
Commission des transports et des mobilités
Commission des affaires européennes
Commission de la sécurité
Commission de la ruralité et de l'agriculture
Commission de l'emploi, de la formation professionnelle et de l'apprentissage
Commission de l'administration générale
Commission de la famille, de l'action sociale et du handicap
Commission du sport, de la jeunesse, de la citoyenneté et de la vie associative
Commission de l'éducation
Commission de la culture
Commission du logement et de la rénovation urbaine
Commission de l'enseignement supérieur et de la recherche
Commission de la réforme territoriale

Commission du tourisme
Commission de la coopération internationale
Commission de la santé »

Article 3 :

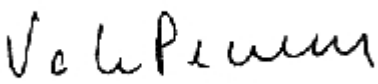
Les membres des 20 commissions listées à l'article 5.2, 1, du règlement intérieur du conseil régional sont choisis conformément à l'article 5.2, 2, du même texte.

Par une information adressée au secrétariat général, les groupes politiques désignent les membres dans les commissions pour les postes qui leur sont attribués, à la proportionnelle à la plus forte moyenne appliquée à l'effectif des commissions en fonction de l'effectif total des groupes.

En application de l'article 5.2, 5, du règlement intérieur, la composition des commissions renouvelées est présentée en conseil régional. Elle figure en annexe de la présente délibération.

Les changements ultérieurs de membres des commissions seront communiqués au secrétariat général et seront effectifs immédiatement. La modification de composition d'une commission devra cependant être confirmée par une information donnée à la plus prochaine séance du conseil régional.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Liste des membres des commissions du conseil régional d'Île-de-France

1. **Commission du règlement :**

Membres titulaires	Membres suppléants
Mme Valérie PECRESSE, présidente	M. BODIN
M. LEGARET	M. NASROU
M. GABRIEL	M. LECOQ
M. DIDIER	M. ROGER
Mme CIUNTU	M. DE LASTEYRIE
Mme Y. CAMARA	Mme MESSIER
M. GONZALES	Mme GROS
Mme PAWLIK	Mme DESCHIENS
Mme PERDEREAU	Mme DUBLANCHE
M. VIGIER	M. FERNIOT
M. GAUDUCHEAU	Mme MOLLARD-CADIX
M. LAURENT	M. RICHARD
M. MILLIENNE	Mme LAMIRE-BURTIN
Mme BORD	M. SERNE
Mme AZZAZ	M. BENHAIM
M. O. THOMAS	M. DAMERVAL
Mme DE LA GONTRIE	M. COSKUN
M. SATOURI	Mme GUENOUX
Mme MALAISE	M. DUBOIS
M. NICOLLE	
M. DE SAINT JUST	
M. CUZOU	

2. **Commission des finances :**

M. NASROU	Mme ELIMAS
M. LECOQ	Mme DE LA GONTRIE
M. DOUILLET	M. DA SILVA
M. LEGARET	M. SATOURI
M. LEQUILLER	Mme JARRY-BOUABID
M. TARDY-JOUBERT	Mme MALAISE
Mme ROYER	M. LOUSTAU
M. VIGIER	Mme COSSE
M. LAURENT	M. CHEVRIER

3. **Commission du développement économique et de l’innovation :**

Mme PERDEREAU
M. COURTOIS
M. PROFFIT
M. MARGAIN
M. LE BOHELLEC
M. REDLER
Mme MONTANDON
Mme GHIATI
M. CHKROUN
Mme DELEPAULE
Mme LANIESSE
M. BAYOU
M. DE SAINT JUST
Mme GUENOUX
M. DENIZ

4. Commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire :

Mme DESCHIENS
M. GONZALES
M. DOSNE
Mme MARSIGNY
Mme CABRIT
M. HUMBERT
M. CHEVRON
M. CHKROUN
Mme COTE-MILLARD
M. DOUSSET
Mme SARKISSIAN
Mme LAHMER
M. HAMON
M. MIGNOT
Mme FATNA
Mme ROMANA

5. Commission des transports et des mobilités :

Mme BURKLI
M. MEIGNEN
M. BODIN
Mme Y. CAMARA
Mme CARILLON
M. BARBOTIN
M. DENIZIOT
M. NKONDA
Mme DURANTON
Mme FOUCHE
M. KALFON
Mme BERESSI
M. KIENZLEN
Mme SENEE
M. GUILLAUD-BATAILLE
Mme GUIBERT
M. AIT
Mme YOUSSOUF

6. Commission des affaires européennes :

Mme GROS
M. CAFFIN
Mme CHAIN-LARCHE
M. JEANBRUN
M. LEQUILLER
M. VALLETOUX
M. JEUNEMAITRE
M. CHERON
Mme DEROUARD
Mme ELIMAS
M. KANUTY
M. DAMERVAL
M. R. ROMERO
M. COQUEREL
M. PLACE
M. DUTHEIL DE LA ROCHERE
M. DUBOIS

7. Commission de la sécurité :

M. JEANBRUN
M. BESCHIZZA
Mme PAWLIK
Mme AIDOUD
M. SAADI
M. CHERON
Mme AZZAZ
Mme YOUSSOUF
M. HUMBERT
M. BODIN
M. SANTINI
Mme FOUCHE
Mme LAHMER
M. GUILLAUD-BATAILLE
M. LACAPELLE

8. Commission de la ruralité et de l'agriculture :

M. CAFFIN
M. PROFFIT
Mme C. THOMAS
M. CHEVRON
Mme CABRIT
M. HEBERT
Mme BADRE
Mme GROUX
Mme MONCHECOURT
M. MILLIENNE
M. O. THOMAS
Mme SARKISSIAN
Mme SENEE
Mme MONVILLE - DE CECCO
M. RUIZ
M. OUCHIKH
Mme JUILLE

9. Commission de l'emploi, de la formation professionnelle et de l'apprentissage :

Mme AESCHLIMANN
Mme PERE-BRILLAULT
Mme PERDEREAU
Mme C. DUMAS
M. GONZALES
M. LE BOHELLEC
Mme COBLENTZ
Mme DURANTON
Mme FRANCLET
Mme DIRRINGER
Mme KRIBI-ROMDHANE
Mme SALL
M. JALLAMION
M. BOURSE-PROVENCE
M. DENIZ

10. Commission de l'administration générale :

M. LEGARET
Mme PAWLIK
Mme MONTANDON
Mme CARMANTRAND
M. BATTAIL
M. GABRIEL
M. LOREC
Mme MARIAUD
M. RICHARD
M. GIAFFERI
Mme AZZAZ
M. DAMERVAL
Mme JARRY-BOUABID
M. JALLAMION
M. BOLLEE

11. Commission de la famille, de l'action sociale et du handicap :

Mme CARMANTRAND
Mme C. DUMAS
M. HUGONET
M. DENIZIOT
Mme C. THOMAS
Mme QUILLERY
Mme DEROUARD
Mme JAOUEN
M. DOUILLET
Mme KRIBI-ROMDHANE
Mme CARREY-CONTE
Mme PORTELLI
Mme FUCHS
Mme LANIESSE
M. OUCHIKH

12. Commission du sport, de la jeunesse, de la citoyenneté et de la vie associative :

M. REDLER
Mme DESCHIENS
M. HEBERT
Mme Y. CAMARA
M. BARBOTIN
Mme PIGANEAU
Mme CARILLON
M. JIMENEZ
Mme MOLLARD-CADIX
Mme LAMIRE-BURTIN
M. TEMAL
Mme D'ASTA
M. DES GAYETS
M. MECHMACHE
M. L. CAMARA
Mme SALL

13. Commission de l'éducation :

Mme COBLENTZ
Mme PRIMEVERT
Mme BURKLI
Mme LAPORTE
M. LE CLERE
M. SPIRI
Mme MESSIER
M. NKONDA
Mme FRANCLET
Mme LECOUTURIER
Mme BARJOU
M. TRIGANCE
Mme MONVILLE – DE CECCO
Mme GRANDGAMBE
M. COQUEREL
Mme TROUSSARD

14. Commission de la culture :

Mme GIAZZI
M. GIAFFERI

Mme MESADIEU
Mme DE ROZIERES
Mme BERTHOUT
Mme PORTELLI
Mme LAPORTE
Mme PRIMEVERT
M. CECCONI
M. SAADI
M. O. THOMAS
M. MARQUAILLE
Mme RUFET
Mme SALL
Mme GHIATI
M. LEGRAND
Mme F. DUMAS

15. Commission du logement et de la rénovation urbaine :

M. BATTAIL
M. MEIGNEN
Mme MARTINI-PEMEZEC
Mme DAUVERGNE
Mme MARSIGNY
Mme KENYA
M. BESCHIZZA
M. JIMENEZ
M. GAUDUCHEAU
Mme BAELDE
Mme VENEZIANO
Mme MELIANE
Mme KASMI
M. CUZOU
M. COSKUN
M. BARDELLA

16. Commission de l’enseignement supérieur et de la recherche :

M. DE LASTEYRIE
Mme MARTINI-PEMEZEC
Mme BERTHOUT
M. LECOQ
Mme AESCHLIMANN
Mme MESSIER
M. ROGER
Mme DELEPAULE
Mme MOLLARD-CADIX
Mme LECOUTURIER
Mme THIS SAINT-JEAN
Mme BARJOU
Mme BERTELLA-GEFFROY
Mme FUCHS
Mme ESPARGILIERE
Mme BERTHAUD
M. BAYOU

17. Commission de la réforme territoriale :

M. GABRIEL
M. SOLERE
M. NASROU
Mme GIAZZI
M. DE LASTEYRIE
M. COURTOIS
Mme CHAIN-LARCHE
M. LAURENT
M. BARIANI
M. WEHRLING
Mme FREY
Mme RUFET
M. SERNE
M. MIGNOT
M. NICOLLE
M. CHEVRIER

18. Commission du tourisme :

M. JEUNEMAITRE
M. VALLETOUX
Mme DAUVERGNE
M. HUGONET
M. SANTINI
Mme DE ROZIERES
Mme PIGANEAU
M. FERNIOT
Mme MONCHECOURT
Mme BAELDE
Mme BORD
Mme MELIANE
M. PLANCHOU
Mme KASMI
M. COSKUN
Mme COURNET
M. SERNE

19. Commission de la coopération internationale :

Mme BADRE
M. SOLERE
Mme AIDOUD
M. LOREC
Mme GROS
Mme MESADIEU
M. TARDY-JOUBERT
Mme GUILLAUME
M. TORO
Mme VAN
M. KANUTY
M. R. ROMERO
M. MECHMACHE
M. L. CAMARA
M. DUBOIS
M. J-L ROMERO-MICHEL

20. Commission de la santé :

M. DOSNE
M. LE CLERE
M. ROGER
Mme PERE-BRILLAUT
M. SPIRI
Mme ROYER
Mme KENYA
M. TORO
Mme QUILLERY
Mme LAMIRE-BURTIN
Mme BERTELLA-GEFFROY
Mme YOUSSOUF
Mme CARREY-CONTE
M. RUIZ
Mme ANDROUET

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-488

DU 18 OCTOBRE 2017

MESURES EN FAVEUR DE L'ENTREPRENEURIAT : - SOUTIEN À LA CRÉATION ET REPRISE D'ENTREPRISE - SOUTIEN AUX POINTS D'ACCUEIL À LA CRÉATION D'ENTREPRISE - APPUI À LA CPME - SOUTIEN AUX ESPACES DE TRAVAIL COLLABORATIFS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité publié au JOUE le 26 juin 2014 au numéro L 187 ;
VU Le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
VU Le régime cadre exempté de notification n° SA.40390 relatif aux aides en faveur de l'accès des PME au financement pour la période 2014-2020 ;
VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code de commerce ;
VU La délibération n° CR 87-13 du 21 novembre 2013 relative à la politique régionale en faveur de l'entrepreneuriat ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 21-16 du 17 juin 2016 relatif à la politique régionale en matière de création de 1000 tiers lieux à l'horizon 2021 en doublant prioritairement le nombre de tiers lieux en milieu rural des 2016 ;
VU La délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à #LEADER Stratégie pour la croissance, l'emploi et l'innovation de la région Île-de-France - Adoption du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 ;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017, relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;
VU La délibération n° CR 2017-141 du 6 juillet 2017 relative aux mesures en faveur de l'entrepreneuriat, de l'artisanat et du commerce ;
VU La délibération n° CP 13-367 du 30 mai 2013 adoptant les 26 conventions avec l'ensemble des structures de prêts d'honneur, qui vont des n°00001277 à n°00001303 ;
VU La délibération n° CP 14-126 du 30 janvier 2014 adoptant la convention triennale 2014-2016 relative au partenariat avec l'ADIE et AFÎLE 77 ;
VU La délibération n° CP 14-475 du 18 juin 2014 adoptant la convention triennale 2014-2016 relative au partenariat avec le Réseau France Active ;
VU La délibération n° CP 14-643 du 17 octobre 2014 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale en faveur de l'ESS ;
VU La délibération n° CP 14-750 du 20 novembre 2014 relative à l'adoption de la convention type des Point d'accueil à la création d'entreprise PACE et à l'adoption de la convention pluriannuelle des PACE des agglomérations d'Argenteuil/Bezons, Est Ensemble, 2 Rives de Seine et de Val de Bièvre et des associations Espace pour Entreprendre, de La Maison d'Initiative Economique Locale et de la Maison de l'Emploi de Sénart ;
VU La délibération n° CP 15-515 du 9 juillet 2015 relative à l'adoption de la convention

pluriannuelle de PACE de l'agglomération 2 Rives de Seine ;
VU La délibération n° CP 15-440 du 9 juillet 2015 relative au soutien régional aux espaces de travail collaboratifs ;
VU La délibération n° CP 15-675 du 8 octobre 2015 relative au soutien de projets dans le cadre de la politique régionale en faveur du développement numérique ;
VU La délibération n° CP 16-642 du 16 novembre 2016 relative à la politique de soutien de création aux tiers lieux ;
VU La délibération n° CP 16-647 du 13 décembre 2016 relative à la déclinaison du dispositif « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » envers certains opérateurs de transport ;
VU Les délibérations n° CP 16-043 du 22 janvier 2016 et n° CP 16-462 du 21 septembre 2016 adoptant les prolongations aux 26 conventions n°0001277 à n°00001303 par voie d'avenants ;
VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;
VU Le règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France voté en CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU l'avis de la commission du développement économique de l'emploi et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-488 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien à l'offre d'accompagnement à la création et reprise d'entreprise

Décide de participer, au titre de l'appel à manifestions d'intérêt régional « offre d'accompagnement pour un parcours coordonné vers la création et reprise d'entreprise 2017-2019 », au financement des projets (annexe n°2) détaillés dans le tableau suivant par l'attribution de 2 subventions de fonctionnement d'un montant global maximum prévisionnel de 6 447 959 €, répartis comme ci-après :

Nom	Phase d'accompagnement	Subvention proposée
BGE PaRIF	Ante création	4 177 551 €
CCI Paris Île-de-France	Post création 3 ans	2 270 408 €

Adopte la convention type annexée à la présente délibération (annexe n°3).

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type mentionnée à l'alinéa précédent, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 6 447 959 €, prélevée sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-001 « soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100102 « sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2017.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 7 juillet 2017, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 relative au règlement budgétaire et financier.

Article 2 : Soutien à l'entrepreneuriat dans les quartiers de la politique de la ville

Décide de participer au titre de l'appel à projets « Entreprendre dans les quartiers de la politique de la ville 2017-2019 » au financement de 12 projets détaillés en annexe n°4 par l'attribution de 12 subventions de fonctionnement d'un montant global maximum prévisionnel de 549 688 €, répartis comme ci-après :

N° IRIS	Nom	Territoire	Subvention proposée	Date prévisionnelle de démarrage
17014697	TIME2START	93	25 000 €	07/07/2017
17014706	FIA ISM	91	10 400 €	07/07/2017
17014784	CA VAL PARISIS	95	12 640 €	07/07/2017
17014683	PLAINE DE SAVEURS	93, 92	96 000 €	01/10/2017
17014686	GRDR	75, 93	90 000 €	01/09/2017
17014735	MOOVJEE	région	39 000 €	01/11/2017
17014747	REC/ADIVE	région	150 000 €	01/09/2017
17014748	EPICEA	région	17 640 €	07/07/2017
17014794	MDE Evry Centre Essonne	91	37 202 €	07/07/2017
17014843	POSITIVE PLANET volet accompagnement	75, 78, 93, 95	23 729 €	07/07/2017
17014849	POSITIVE PLANET volet mentorat	75, 78, 93,95	33 077 €	07/07/2017
17014776	LE PHARES	93	15 000 €	07/07/2017

Adopte la convention type annexée à la présente délibération (annexe n°5).

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type mentionnée à l'alinéa précédent, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte en conséquence une autorisation d'engagement d'un montant de 549 688 €, prélevée sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-001 « soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100102 « Soutien à la création et au développement des entreprises », Action 19100102 « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2017.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-dessus, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 3 : Soutien aux PACE et PACE+ labellisés

Décide de participer au titre du dispositif « Points d'accueil à la création d'entreprise » au financement des projets détaillés en annexe n°6 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 150 000 € répartis comme ci-après :

Nom	Dpt	Subvention proposée
L'Etablissement Public Territorial Boucle Nord de Seine	92 et 95	30 000 €
L'Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre	91 et 94	15 000 €
L'Etablissement Public Territorial Est-Ensemble	93	35 000 €
La Maison de l'Emploi et de l'Entreprise de Sénart	77	20 000 €
La Maison de l'Initiative Economique Locale - La MIEL	93	20 000 €
L'association Espace pour Entreprendre	94	30 000 €

Adopte les avenants annexés à la présente délibération (annexe n°7).

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, des avenants mentionnés à l'alinéa précédent, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant global de 150 000 € disponible sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-001 « soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100102 « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises», nature 657, du budget 2017.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 relative au règlement budgétaire et financier.

Article 4 : Nouvelle affectation au PACE de la Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise (Ex CA 2 Rives de Seine) – 2ème année

Décide de réaffecter une subvention de 35 000 € (annexe n°6) à la Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise (Ex CA 2 Rives de Seine) pour le dispositif PACE (avenant N° 15013051 rattaché à la convention pluriannuelle N°14018122) correspondant à la subvention accordée par délibération n° CP 15-515 du 9 juillet 2015.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 35 000 € disponible sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-001 « soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100102 « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises», nature 657, du budget 2017.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche projets par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 relative au règlement budgétaire et financier.

Article 5 : Soutien financier à la CPME Paris Ile-de-France pour l'organisation de l'Université francilienne des entreprises

Décide d'octroyer à la CPME Paris Ile-de-France une subvention de fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de 7 000 €, conformément à la fiche projet jointe en annexe n°8.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention figurant en annexe n°9 de la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 7 000 € prélevée sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-006 « développement économique des territoires », action 19100602 « Divers organismes de développement économique » du budget 2017.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er juin 2017, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 relative au règlement budgétaire et financier.

Article 6 : Soutien aux espaces de travail collaboratif

Décide de participer au titre du dispositif Tiers Lieux au financement de quatre projets détaillés en annexe n°10 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 264 653 € réparti comme suit :

N° fiche projet	Bénéficiaire	Lieu	Montant subvention régionale proposée (€)	Date prévisionnelle de démarrage
17006293	SNCF Mobilités	Vaucresson (92)	71 253	01/06/2017
17006297	SNCF Mobilités	Gagny (93)	43 400	01/01/2017
17006288	CCI Paris IDF	Versailles (78)	75 000	01/04/2017
17006284	CCI Paris IDF	Bobigny (93)	75 000	01/04/2017

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 16-642 du 16 novembre 2016, le cas échéant modifiée par les délibérations n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et n° CP 2017-191 du 17 mai 2017, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 264 653 € disponible sur le chapitre 905, Aménagement des territoires, code fonctionnel 53, Espace rural et autres espaces de

développement, Programme HP 53-001 (153001), Aménagement et équipement de l'espace rural, action 15300107 Espaces de travail collaboratifs, du budget 2017.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-dessus, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 7 : Avenant type aux espaces de travail collaboratif

Approuve l'avenant type n°2 aux conventions n° EX009107 et n°EX009150, adoptées par délibération n°CP 15-440 du 9 juillet 2015, tel qu'il figure en annexe n°11 de la présente délibération.

Autorise la Présidente du Conseil régional à signer un avenant conforme à cet avenant type n°2 avec les deux bénéficiaires concernés.

Article 8 : Réaffectation de subvention à l'ADIE

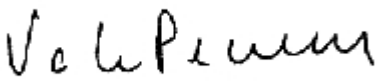
Décide, dans le cadre de la convention triennale adoptée par délibération n° CP 14-126 du 30 janvier 2014 et dans le cadre des CP 16-043 et CP 16-612 de réaffecter une subvention d'un montant maximum de 566 340 € à l'ADIE pour son activité de financement en micro-crédit des micro-entrepreneurs exclus du système bancaire au titre de l'année 2016 telle que détaillée en annexe (fiche projet) à la présente délibération.

Réaffecte au titre de 2016 une autorisation d'engagement de 566 340 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-003 « Economie Sociale et Solidaire », action «19100301 « Soutien à l'économie sociale et solidaire » du budget 2017.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er janvier 2016, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 relative au règlement budgétaire et financier.

N° fiche projet	Bénéficiaire	Dossier	Montant subvention régionale proposée
17014851	ADIE	Subvention en fonctionnement pour 2016	566 340 €

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 : Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-488	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**53 - Espace rural et autres espaces de développement**
Programme	**153001 - Aménagement et équipement de l'espace rural**
Action	**15300104 - Espaces de travail collaboratifs**

Dispositif : N° 00000962 - Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs

Dossier	17006284 - TIERS LIEU- CCIP- SMART HUB BUSINESS 93			
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	75 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
288 500,00 €	HT	26 %	75 000,00 €	

Dossier	17006288 - TIERS LIEU - CCIP- SMART BUSINESS 78			
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	75 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
625 300,00 €	HT	11,99 %	75 000,00 €	

Dossier	17006293 - TIERS LIEU- SNCF- VAUCRESSON			
Bénéficiaire	R22844 - SNCF MOBILITES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	71 253,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
203 580,00 €	HT	35 %	71 253,00 €	

Dossier	17006297 - TIERS LIEU- SNCF-GAGNY			
Bénéficiaire	R22844 - SNCF MOBILITES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	43 400,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
124 000,00 €	HT	35 %	43 400,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000962 - Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	264 653,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-488	Budget	2017

Total sur l'imputation 905 - 53 - 153001 - 15300104	264 653,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191001 - Soutien à la création et au développement des entreprises**
Action	**19100102 - Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises**

Dispositif : N° 00000314 - Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE

Dossier	15013051 - REAFFECTATION - LABELLISATION PACE CA DES 2 RIVES DE SEINE 2015-2016 (2ème ANNEE)			
Bénéficiaire	R31407 - COMMUNAUTE D AGGLOMERATION DES DEUX RIVES DE LA SEINE			
Localisation	(EX78) CC DES DEUX RIVES DE LA SEINE (DISSOUTE AU 01/01/2016)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
86 415,00 €	TTC	40,5 %	35 000,00 €	

Dossier	17014030 - LABELLISATION PACE EPT 12 2017-2018 (4ème ANNEE)			
Bénéficiaire	P0034103 - GRAND ORLY SEINE BIEVRE			
Localisation	T12 (EPT12 / 94-VAL DE MARNE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
66 550,00 €	TTC	22,54 %	15 000,00 €	

Dossier	17014032 - PACE de EPT Boucle Nord de Seine (Ex CA ARGENTEUIL BEZONS) -3ème ANNEE			
Bénéficiaire	P0034121 - BOUCLE NORD DE SEINE			
Localisation	(EX95) CA D'ARGENTEUIL/BEZONS (DISSOUTE AU 01/01/2016)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	TTC	60 %	30 000,00 €	

Dossier	17014034 - PACE ESPACE POUR ENTREPRENDRE (ANNEE 3)			
Bénéficiaire	P0026823 - ESPACE POUR ENTREPRENDRE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
65 537,00 €	TTC	45,78 %	30 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-488	Budget	2017

Dossier	17014037 - LABELLISATION PACE CA EST ENSEMBLE (2ème ANNEE DE FONCTIONNEMENT)			
Bénéficiaire	P0034126 - EST ENSEMBLE			
Localisation	(EX93) CA EST ENSEMBLE (DISSOUTE AU 01/01/2016)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
72 958,00 €	TTC	47,97 %	35 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000314 - Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	145 000,00 €

Dispositif : N° 00000850 - Soutien aux points d'accueil création et développement d'entreprise – labellisation PACE+

Dossier	17014035 - PACE+ LA MIEL (3ème ANNEE DE FONCTIONNEMENT)			
Bénéficiaire	R23851 - MIEL MAISON INITIATIVE ECONOMIQUE LOCALE			
Localisation	(EX93) CA PLAINE COMMUNE (DISSOUTE AU 01/01/2016)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
57 500,00 €	TTC	34,78 %	20 000,00 €	

Dossier	17014036 - LABELLISATION PACE+ MAISON DE L'EMPLOI DE SENART (3ème ANNEE DE FONCTIONNEMENT)			
Bénéficiaire	R19891 - MAISON DE L' EMPLOI ET DE LA FORMATION DE SENART (MDEF)			
Localisation	(EX77) CA SENART (DISSOUTE AU 01/01/2016)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
48 846,00 €	TTC	40,95 %	20 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000850 - Soutien aux points d'accueil création et développement d'entreprise – labellisation PACE+	40 000,00 €

Dispositif : N° 00001056 - Politique de soutien à l’entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-488	Budget	2017

Dossier	17014683 - PLAINE SAVEURS 2017-2016			
Bénéficiaire	P0029294 - ASSOCIATION PLAINE DE SAVEURS			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	96 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
160 400,00 €	TTC	59,85 %	96 000,00 €	

Dossier	17014686 - ECOLE REGIONALE DES PROJET- GRDR 2017-2018			
Bénéficiaire	R17697 - GRDR GROUPE DE RECHERCHE ET DE REALISATIONS POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	90 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
150 000,00 €	TTC	60 %	90 000,00 €	

Dossier	17014697 - TIME2STRART			
Bénéficiaire	P0037819 - TIME TO START			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
55 750,00 €	TTC	44,84 %	25 000,00 €	

Dossier	17014706 - FIA-ISM Emergence et accompagnement de la capacité entreprenariale des femmes des quartiers 2017			
Bénéficiaire	R4694 - FIAISM FEMMES INTER ASSOCIATION ISM			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 400,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
21 300,00 €	TTC	48,83 %	10 400,00 €	

Dossier	17014735 - MOOVJEE-BATISSEURS D'AVENIR 2017			
Bénéficiaire	EX004220 - AJ2E ASSOCIATION POUR LES JEUNES ETUDIANTS ENTREPRENEURS MOOVJEE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	39 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
78 000,00 €	TTC	50 %	39 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-488	Budget	2017

Dossier	17014747 - REC/ADIVE -PROGRAMME ACCELERATEUR DE CROISSANCE DES TPE ISSUES DES QPV 2017-2018			
Bénéficiaire	P0026816 - REC RESEAU DES ENTREPRENEURS CITOYENS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
267 170,00 €	TTC	56,14 %	150 000,00 €	

Dossier	17014748 - EPICEAS - Accompagnement à la création d'activité dans l'ESS 2017			
Bénéficiaire	R7937 - PROJETS-19			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 640,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 914,00 €	TTC	38,42 %	17 640,00 €	

Dossier	17014776 - LE PHARES: DES COOPERATIVES EPHEMERES POUR LES JEUNES ISSUS DES QPV 2017			
Bénéficiaire	P0031255 - CITE PHARES			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
39 116,00 €	TTC	38,35 %	15 000,00 €	

Dossier	17014784 - DEVELOPPER UNE OFFRE D'ACCOMPAGNEMENT SUR LA CA DE VAL PARISIS			
Bénéficiaire	P0034108 - CAVP COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL PARISIS			
Localisation	CA VAL PARISIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 640,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
29 015,00 €	TTC	43,56 %	12 640,00 €	

Dossier	17014794 - MDE CORBEIL ESSONNE EVRY : SENSIBILISER ET ACCOMPAGNER LES HABITANTS DES QPV			
Bénéficiaire	EX006713 - MAISON DE L'EMPLOI CORBEIL ESSONNES EVRY			
Localisation	CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	37 202,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
130 985,00 €	TTC	28,4 %	37 202,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-488	Budget	2017

Dossier	17014843 - POSITIVE PLANET : ACCOMPAGNEMENT A LA CREATION D'ENTREPRISE DANS LES QPV			
Bénéficiaire	EXM00003 - PPF POSITIVE PLANET FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 729,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
47 459,00 €	TTC	50 %	23 729,00 €	

Dossier	17014849 - POSITIVE PLANET MENTORAT			
Bénéficiaire	EXM00003 - PPF POSITIVE PLANET FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	33 077,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
66 153,00 €	TTC	50 %	33 077,00 €	

Dossier	17014954 - PARCOURS REGIONAL EN FAVEUR DE L'ENTREPRENEURIAT - PHASE ANTE CREATION - 2017-2018			
Bénéficiaire	R15807 - BOUTIQUES DE GESTION PARIS IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 177 551,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 479 341,00 €	HT	49,27 %	4 177 551,00 €	

Dossier	17014958 - PARCOURS REGIONAL EN FAVEUR DE L'ENTREPRENEURIAT - PHASE POST CREATION - 2017-2018			
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 270 408,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 130 127,00 €	HT	44,26 %	2 270 408,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001056 - Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	6 997 647,00 €

Total sur l'imputation 939 - 91 - 191001 - 19100102	7 182 647,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-488	Budget	2017

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191003 - Economie sociale et solidaire**
Action	**19100301 - Soutien à l'économie sociale et solidaire**

Dispositif : N° 00000308 - Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens

Dossier	17014851 - ADIE 2016 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R10512 - ADIE ASS POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	566 340,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 151 741,00 €	TTC	17,97 %	566 340,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000308 - Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	566 340,00 €

Total sur l'imputation 939 - 91 - 191003 - 19100301	566 340,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191006 - Développement économique des territoires**
Action	**19100602 - Divers organismes de développement économique**

Dispositif : N° 00001056 - Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)

Dossier	17013440 - Université francilienne des entreprises			
Bénéficiaire	R36346 - CGPME IDF FED REGION PME ET PMI DE PARIS IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
28 210,65 €	TTC	24,81 %	7 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001056 - Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	7 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 91 - 191006 - 19100602	7 000,00 €

Annexe n°2 : Fiches projets AMI entrepreneuriat

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014954

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : PARCOURS REGIONAL EN FAVEUR DE L'ENTREPRENEURIAT - PHASE ANTE CREATION - 2017-2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	8 479 341,00 €	49,27 %	4 177 551,00 €
	Montant Total de la subvention		4 177 551,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BOUTIQUES DE GESTION PARIS IDF
Adresse administrative : 18 RUE DU FAUBOURG DU TEMPLE
75011 PARIS 11
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Daniel HOURI, Président

Date de publication au JO : 11 avril 2006

N° SIRET : 32250551200044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aide de minimis général

Date prévisionnelle de début de projet : 7 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : A la suite du transfert de compétences relatif à la création/reprise d'entreprises des personnes sans emploi ou rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi, il convient de faire débuter les dépenses à compter du 7 juillet 2017 tel qu'inscrit à la délibération CR 2017-141 dans son article 1.

Objectifs :
La phase ante création de l'offre régionale d'accompagnement à la création et reprise d'entreprise a pour but d'accompagner toute personne, quel que soit son statut, souhaitant créer ou reprendre une entreprise. Cette phase ante création propose la formalisation du projet, l'élaboration du business plan et de l'étude de marché. Cette phase permet également d'accompagner vers le financement ou de lancer directement son entreprise de manière plus sécurisée.

Cette phase peut être poursuivie par une phase financement (prêt d'honneur/garantie bancaire) et/ou une phase post création permettant d'accompagner l'entrepreneur jusqu'à 3 ans d'activité.

L'objectif de cette phase est d'accompagner 6 500 personnes par an dont 50% de femmes, 15% de personnes issus des Quartiers Politiques de la Ville et 60% de demandeurs d'emploi.

Sur la période juillet-décembre 2017, l'objectif pour le consortium est de réaliser 3 250 accompagnements dont 258 en couveuses lab (test d'activités).

Sur 2018, l'objectif du consortium est de réaliser 6500 accompagnements dont 516 en couveuses lab.

Description :
BGE PaRIF est le chef de file du consortium regroupant les opérateurs suivants:
- Accompagnement des porteurs de projets : réseau BGE, CCI Paris IDF, CRMA
- Test d'activités : Réseau BGE, Astrolabe Conseil, Rives de Seine Initiative, Afile 77

L'offre d'accompagnement en phase ante création se décompose en 3 temps :
1) une information collective de présentation du parcours (3-4h) : étapes de la création d'activité, financer son projet, présentation du parcours proposé dans le cadre de l'offre régionale d'accompagnement;
2) une phase d'accueil–diagnostic de projet (adéquation individu/projet puis état d'avancement du projet) : entretien individuel (2 rdv d'1h en moyenne, soit 2h total) => diagnostic partagé qui oriente vers la poursuite du parcours ou vers une autre sortie positive (emploi, formation, etc.);
3) un accompagnement à la réalisation d'étude de faisabilité du projet : formalisation totale ou partielle en plan d'affaires nécessaire à la poursuite du parcours. Cette phase s'articule autour de l'étude faisabilité économique (qui va jusqu'à la définition de l'organisation de l'entreprise), puis autour de l'étude financière permettant à l'entrepreneur d'être autonome sur la gestion de son entreprise au quotidien et de pouvoir discuter avec ses futurs financeurs.

Dans les cas de reprise d'entreprise, cet accompagnement est complété par un diagnostic de reprise (audit de l'entreprise à reprendre, adéquation avec le repreneur, etc.).

Les projets portés par les créateurs ou repreneurs non réalistes ou non viables sont accompagnés sur le « deuil » de leur projet et réorientés de façon qualifiée.

La durée de l'accompagnement ante création est comprise entre 3-10h de conseil individualisé (6h de RDV en moyenne) + 2h de travail à distance soit 7-8h en moyenne d'accompagnement par projet.
=> cette moyenne est à apprécier en fonction du candidat (niveau de qualification, situation sociale), typologie du projet ou caractéristiques du territoire. Cette moyenne sera réinterrogée après le lancement du dispositif avec les services de la Région.

En complément, l'offre d'accompagnement en phase ante création propose une intégration en couveuse-lab (test d'activité avec hébergement juridique et fiscal) pour :
- Valider le modèle économique ;
- Booster la phase de lancement de l'activité ;
- Apprendre à entreprendre ;
- Renforcer les fonds propres et la capacité d'emprunt.

Le consortium porté par BGE PaRIF propose une couverture territoriale de l'ensemble des 24 bassins

d'emplois franciliens avec 36 antennes territoriales et 4 antennes thématiques régionalisées : métiers de la création, innovation, entrepreneuriat social, développement durable

Le projet propose de cibler prioritairement les créateurs et repreneurs suivants :
- manque de visibilité économique (domaine novateur ou carnet de commande trop faible pour se lancer sereinement);
- manque d'expérience commerciale;
- temps long de certains projets (secteur d'activité de la mode par ex);
- réseau à mettre en place, labellisation nécessaire;
- besoins particuliers en formation et conseil;
- besoin de l'entrepreneur de prendre plus de temps pour se lancer (posture du chef d'entreprise).

Un bilan synthétique de chaque entretien définissant un plan d'action sera produit systématiquement.

Moyens mis en œuvre :
Le chef de file BGE PaRIF coordonne sur la base des règles suivantes :
- lorsque plusieurs opérateurs sont sur 1 même bassin d'emploi, les informations collectives sont organisées à tour de rôle 1 fois par mois;
- le choix de la structure accompagnatrice est fait par le porteur de projet;
- standardisation de l'offre de service à l'échelle régionale quel que soit l'opérateur d'accompagnement ou de test d'activité (mise en place d'un contrat d'engagement avec le porteur de projet);
- la mise en place et le suivi des partenariats locaux relèvent de la responsabilité de chaque opérateur membre du consortium.

Sur le plan de la communication, le chef de file orchestre la promotion d'une « offre homogène et de qualité » (événements, salons, sites Internet, plaquettes.).

BGE PaRIF anime une démarche qualité autour d'un « référentiel de services commun », d'une boîte à outils partagée et de la formation des membres du consortium sur le contrôle de conformité (défini dans la réponse à l'AMI sur une base d'échantillonnage (10% des dossiers) – méthode qualité du réseau BGE) notamment.

Chaque organisme membre du consortium nomme un référent opérationnel qui sera l'interlocuteur du coordinateur du consortium nommé par le chef de file.

Plus d'une centaine d'ETP sera mobilisée sur cette phase ante création.

L'offre d'accompagnement en phase ante création est présente sur l'ensemble des 24 bassins d'emploi. La liste des permanences ou antennes est disponible en annexe à la convention.

Intérêt régional :
Le projet du consortium animé par BGE Parif répond aux objectifs de la Région sur sa politique en faveur de l'entrepreneuriat à savoir :
• déployer d'une offre d'accompagnement de la création/reprise d'entreprise de proximité, lisible, et efficace ;
• mettre en place un parcours unique coordonné du créateur/repreneur, sur les différentes phases de la création/reprise d'entreprises : phase 1 : ante création / phase 2 : financement / phase 3 : suivi post création 3 ans ;
• proposer une offre de service homogène et de qualité qui couvre l'ensemble des 24 bassins d'emploi franciliens pour chacune des 3 phases du parcours avec une attention particulière auprès de publics prioritaires (demandeurs d'emplois, femmes, jeunes, habitants des QPV).
• impulser une action coordonnée et mutualisée des opérateurs de l'accompagnement et du financement de la création/reprise d'entreprises à l'échelle régionale.

L'objectif général est d'augmenter le nombre de créateurs et repreneurs franciliens accompagnés,

d’accroître le taux de création et reprise d’entreprises sur les territoires fragiles et de renforcer la pérennité et le développement des entreprises créées et reprises sur l’ensemble du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 11 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
Toute personne souhaitant créer ou reprendre une entreprise en Île-de-France.

Certains publics prioritaires feront l'objet d'une attention particulière :
- Personnes sans emploi ou personnes rencontrant des difficultés pour s’insérer durablement dans l’emploi : a minima 60 % des bénéficiaires du parcours ;
- Femmes : 50 % des bénéficiaires du parcours ;
- Habitants des quartiers Politique de la Ville et des zones de revitalisation rurale : a minima 15 % des bénéficiaires du parcours ;
- Entreprises innovantes technologiquement à fort potentiel de croissance : a minima 150 entreprises par an.

Détail du calcul de la subvention :
Toutes les dépenses présentées au plan de financement sont éligibles. La subvention régionale est répartie de la façon suivante :

BGE PaRIF (accompagnement ante création et test d’activité) :
en tant que chef de file : 160 675 €
en tant qu'opérateur: 1 282 607 €

BGE ADIL (accompagnement ante création et test d’activité) :
850 513 €

BGE Yvelines (accompagnement ante création et test d’activité) :
361 071 €

CRMA (accompagnement ante création) :
273 308 €

CCIR (accompagnement ante création) :
1 016 225 €

Astrolabe Conseil (test d’activité) :
111 025 €

AFILE 77 (test d’activité) :
81 418 €

Rives de Seine Initiatives (test d’activité) :
40 709 €

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	215 316,00	2,54%
Services extérieurs	749 183,00	8,84%
Autres services extérieurs	511 129,00	6,03%
Impôts et taxes directement liés au projet	352 929,00	4,16%
Charges de personnel	6 550 789,00	77,26%
Autres charges de gestion courante	99 995,00	1,18%
Total	8 479 341,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	4 177 551,00	49,27%
Etat	47 600,00	0,56%
Départements	242 088,00	2,86%
EPCI	90 551,00	1,07%
Communes	17 478,00	0,21%
FSE	1 856 288,00	21,89%
Autofinancement	699 595,00	8,25%
Subventions privées	1 348 190,00	15,90%
Total	8 479 341,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 088 775,00 €
2018	2 088 776,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	87 500,00 €
2014	Promotion itinérante de l'entrepreneuriat	150 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	120 707,75 €
2016	Ecole Entreprise	40 000,00 €
2016	Ecole Régionale des Projets - ERP	60 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	281 476,75 €
2017	Ecole Entreprise	40 000,00 €
	Montant total	779 684,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014958

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : PARCOURS REGIONAL EN FAVEUR DE L'ENTREPRENEURIAT - PHASE POST CREATION - 2017-2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	5 130 127,00 €	44,26 %	2 270 408,00 €
	Montant Total de la subvention		2 270 408,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-65738-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG
Adresse administrative : 27 AV DE FRIEDLAND 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur Didier KLING, Président

N° SIRET : 13001727000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aide de minimis général

Date prévisionnelle de début de projet : 7 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : A la suite du transfert de compétences relatif à la création/reprise d'entreprises des personnes sans emploi ou rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi, il convient de faire débuter les dépenses à compter du 7 juillet 2017 tel qu'inscrit à la délibération CR 2017-141 dans son article 1.

Objectifs :
La phase post création de l'offre régionale d'accompagnement à la création et à la reprise d'entreprise a pour but d'accompagner les nouveaux dirigeants d'entreprises pendant les 3 premières années d'activité. Cet accompagnement renforcé sur cette phase a pour objectif d'augmenter le taux de pérennité des entreprises franciliennes et d'accroître la création d'emplois sur cette cible.

Le parcours post création d'une durée de 3 ans doit répondre aux besoins suivants :
- S'informer
- Optimiser l'organisation de son entreprise
- Se développer

La phase post création fait suite à une phase ante création et/ou à une phase financement. Certaines entreprises peuvent également y accéder sans avoir réalisé le parcours antérieur.

L'objectif de cette phase est d'accompagner à terme 4 000 chefs d'entreprise par an (cohorte intégrant les nouvelles entrées, ceux en 2ème année d'accompagnement et ceux en 3ème année d'accompagnement) dont 50% de femmes, 15% de personnes issus des Quartiers Politiques de la Ville et 60% de demandeurs d'emploi.

Sur la période juillet-décembre 2017, le consortium a pour objectif de réaliser 1 000 accompagnements (nouvelles entrées).

Sur 2018, le consortium vise 2 650 accompagnements (nouvelles entrées dans le parcours + 2ème année d'accompagnement).

Description :
La CCI Paris Île-de-France est le chef de file d'un consortium regroupant les opérateurs suivants :
- CCI Paris Île-de-France;
- Chambre Régionale des Métiers et de l'Artisanat (CRMA) ;
- Réseau BGE ;
- InitiActive IDF ;
- ADIE.

Les règles d'entrée dans la phase post création sont les suivantes :
- Dans le cas où le chef d'entreprise a bénéficié d'un accompagnement en phase 1, il sera naturellement orienté, mais sans exclusivité, vers le partenaire qui l'aura accompagné dans cette phase et pourra bénéficier ainsi de la connaissance que ce partenaire a de son projet.
- Dans le cas d'une entrée directe en phase 2, et si les fondamentaux du montage de projet dédiés à la phase 1 sont respectés, le chef d'entreprise bénéficiera d'un accompagnement, non exclusif, porté par le partenaire engagé à ses côtés dans la phase 2.
- Dans le cas d'une entrée directe dans la phase 3, un diagnostic de l'entreprise devra être impérativement réalisé afin de préciser le parcours proposé au chef d'entreprise et l'orienter ainsi vers le partenaire le plus adapté à son projet de développement.

L'offre de service auprès des créateurs/repreneurs d'entreprise est constituée de temps individuels et collectifs. Les services déployés sont individualisés (modularité dans le parcours) et les services d'accompagnement se positionnent en experts.

La phase post création s'organise selon 3 principes d'accompagnement :
- le choix : le dirigeant choisit ses priorités de développement ;
- la pertinence : le conseiller propose les actions et en mesure l'efficacité avec le dirigeant ;
- la liberté : souplesse de l'accompagnement dans les RDV et thématiques.

Les éléments suivants sont communs à tous les parcours :
- Diagnostic d'entrée et charte d'engagement réciproque (2h) ;
- Plusieurs RDV d'étapes chaque année (6h en année 1, 4h en année 2, 2h en année 3) ;
- Communication privilégiée avec le conseiller (hotline) => 4h/an ;
- Workshops par des experts => session de 3h par workshop et a minima 6 workshops /3 ans (thématiques : action commerciale, emploi & gestion RH, management de l'entreprise, networking, sécurité juridique, stratégique & croissance, outils de pilotage, posture managériale).
- Bilan de sortie (2h) ;

L'entreprise dispose d'une relation renforcée avec un conseiller référent de profil généraliste tout au long de son parcours.

Livrables proposés
- Diagnostic d'entrée ;
- Charte des engagements réciproques ;
- Carnet de suivi des actions ;
- Compte-rendu de RDV d'étape.
- Bilan de sortie ;

Moyens mis en œuvre :
Un accord de consortium entre les opérateurs est en projet pour définir les obligations de chaque membre du consortium et du coordinateur de la phase post création.

La démarche qualité est organisée autour d'un comité de suivi opérationnel périodique (réunion une fois par trimestre) chargé de :
- Etablir les modalités de déploiement des prestations ;
- Faire évoluer les supports utilisés ;
- Suivre les actions mises en œuvre par les parties ;
- Suivre les indicateurs de performance de la Région.

Les membres du consortium mobilisent environ 90 ETP sur la phase 3 post création.

La répartition géographique des permanences ou antennes est en annexe à la convention.

Intérêt régional :
Le projet du consortium animé par CCI Paris-Île de France répond aux objectifs de la Région sur sa politique en faveur de l'entrepreneuriat à savoir :
• déployer d'une offre d'accompagnement de la création/reprise d'entreprise de proximité, lisible, et efficace ;
• mettre en place un parcours unique coordonné du créateur/repreneur, sur les différentes phases de la création/reprise d'entreprises : phase 1 : ante création / phase 2 : financement / phase 3 : suivi post création 3 ans ;
• proposer une offre de service homogène et de qualité qui couvre l'ensemble des 24 bassins d'emploi franciliens pour chacune des 3 phases du parcours avec une attention particulière auprès de publics prioritaires (demandeurs d'emplois, femmes, jeunes, habitants des QPV).
• impulser une action coordonnée et mutualisée des opérateurs de l'accompagnement et du financement de la création/reprise d'entreprises à l'échelle régionale.

L'objectif général est d'augmenter le nombre de créateurs et repreneurs franciliens accompagnés, d'accroître le taux de création et reprise d'entreprises sur les territoires fragiles et de renforcer la pérennité et le développement des entreprises créées et reprises sur l'ensemble du territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 11 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tout créateur d'entreprise de moins de 3 ans d'activité ou tout repreneur ayant repris depuis moins de 3 ans une entreprise en Île-de-France.

Certains publics prioritaires feront l'objet d'une attention particulière :
- Personnes sans emploi ou personnes rencontrant des difficultés pour s'insérer durablement dans l'emploi : a minima 60 % des bénéficiaires du parcours ;
- Femmes : 50 % des bénéficiaires du parcours ;
- Habitants des quartiers Politique de la Ville et des zones de revitalisation rurale : a minima 15 % des bénéficiaires du parcours ;
- Entreprises innovantes technologiquement à fort potentiel de croissance : a minima 150 entreprises par an.

Détail du calcul de la subvention :
Toutes les dépenses présentées au plan de financement sont éligibles. La subvention régionale est répartie de la façon suivante :

CCI Paris Île-de-France (accompagnement post création) :
En tant que chef de file : 87 323 €
En tant qu'opérateur : 553 643 €

BGE PaRIF (accompagnement post création) :
303 985 €

BGE ADIL (accompagnement post création) :
215 769 €

BGE Yvelines (accompagnement post création) :
77 917 €

CRMA (accompagnement post création) :
340 906 €

InitiActive (accompagnement post création) :
598 656 €

ADIE (accompagnement post création) :
92 209 €

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	139 770,00	2,72%
Services extérieurs	441 575,00	8,61%
Autres services extérieurs	432 586,00	8,43%
Impôts et taxes directement liés au projet	193 880,00	3,78%
Charges de personnel	3 875 651,00	75,55%
Autres charges de gestion courante	46 665,00	0,91%
Total	5 130 127,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	2 270 408,00	44,26%
Etat	37 811,00	0,74%
Départements	81 011,00	1,58%
EPCI	255 570,00	4,98%
Communes	22 665,00	0,44%
FSE	716 977,00	13,98%
Autofinancement	672 221,00	13,10%
Subventions privées	1 073 464,00	20,92%
Total	5 130 127,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 135 204,00 €
2018	1 135 204,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité des apprentis	385 100,00 €
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	24 750,00 €
2014	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	40 404,20 €
2014	Ateliers d'animation éducative	11 121,60 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	163 500,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	465 360,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	232 773,00 €
2014	Ecole Régionale des Projets - ERP	30 000,00 €
2014	EVOA (Evolution et Optimisation de l’Apprentissage)	6 720,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	11 500,00 €
2014	Olympiades des métiers	5 600,00 €
2014	PM'up - Investissement	45 500,00 €
2014	Soutien au développement du conseil en mobilité en Ile-de-France (Fct)	22 809,00 €
2014	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	500 360,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	18 032,00 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	2 423 619,00 €

2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	2 531 696,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	27 260 691,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	325 700,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	9 900,00 €
2015	Ateliers d'animation éducative	29 164,16 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	149 875,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	473 176,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	527 162,55 €
2015	Ecole Régionale des Projets - ERP	45 000,00 €
2015	Formation de formateurs en CFA	14 675,00 €
2015	Olympiades des métiers	5 600,00 €
2015	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	4 851 000,87 €
2015	Participation de la Région au programme ERASMUS+, volet Formation Professionnelle	60 070,00 €
2015	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	787 670,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	12 600,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	150 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 039 602,60 €
2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	130 810,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	25 962 605,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des apprentis	171 200,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	13 050,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	136 250,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	433 488,00 €
2016	Formation de formateurs en CFA	11 100,00 €
2016	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	8 263 125,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Actions d'accompagnement individuelles et collectives en faveur des PME/PMI de la SRI-SI	320 534,35 €
2016	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	45 600,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	50 000,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 659 933,00 €
2016	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	674 235,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	23 313 815,00 €
2016	Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	69 300,00 €
2017	Développeurs de l'apprentissage	40 875,00 €
2017	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	5 439 319,84 €
2017	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 281 383,00 €
2017	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	282 620,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	18 633 000,00 €
	Montant total	105 482 081,57 €

Annexe n°3 : Convention type AMI entrepreneuriat

CONVENTION N° RELATIVE A L'OFFRE D'ACCOMPAGNEMENT POUR UN PARCOURS COORDONNÉ VERS LA CRÉATION ET REPRISE D'ENTREPRISE 2017 - 2019

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2017-266 du 5 juillet 2017,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

XXXXXXX
N° SIRET : XXXXXX
dont le siège social est situé au : XXXXXX
ayant pour représentant le XXXXXX

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Après avoir rappelé :

- **la stratégie # Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) adoptée en décembre 2016 prévoit de développer l'accompagnement à l'entrepreneuriat dans un cadre plus lisible, rationalisé et mieux adapté aux cibles.**
- **que l'article 7 de la loi Notre du 7 août 2015 transfère la compétence du dispositif Nacre (Nouvel accompagnement à la création et à la reprise d'entreprise) à compter de janvier 2017.**
- **que la convention de la Région avec l'Etat et la Caisse des dépôts et Consignations qui a fait l'objet d'une délibération N° CP 2017-111 du 8 mars 2017 prévoit la mise à disposition par la CDC de son offre de prêt à taux 0 % NACRE pour les bénéficiaires des actions régionales d'accompagnement et de conseil à la création/reprise d'entreprise à partir du 1er janvier 2017.**
- **que l'avenant à la convention de la Région avec l'Etat et la Caisse des Dépôts et Consignations qui a fait l'objet d'une délibération N° CP 2017-220 le 17 mai 2017 propose les conditions de mise en œuvre du dispositif transitoire.**
- **La mise en place d'un parcours unique coordonné du créateur/repreneur, sur les différentes phases de la création/reprise d'entreprises : phase 1 : ante création / phase 2 : financement / phase 3 : suivi post création 3 ans**
- **que les réseaux régionaux d'accompagnement à la création, au financement et au développement d'entreprises se sont regroupés en consortium par phase**
- **que chaque consortium doit désigner un opérateur régional chef de file, nommé « bénéficiaire »**
- **que le bénéficiaire a été désigné par les membres du consortium pour passer convention avec la Région et être l'établissement support financier pour la subvention régionale (hors opérations immobilières),**
- **que de ce fait, les engagements pris au titre de la présente convention par le bénéficiaire sont considérés comme ceux du consortium dans le cadre de la mise en œuvre des actions subventionnées impliquant des dépenses de fonctionnement.**
-

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2017-488 du 18 octobre 2017, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'action en faveur de l'entrepreneuriat du consortium phase XXX de 2017 à 2019 [dont le descriptif figure dans la fiche projet en annexe à la convention, par l'attribution à XXXXX d'une subvention de fonctionnement XXXXX € pour la période du 07/07/2017 au 31/12/2017.

Au titre des deux autres années d'exécution de la convention, soit 2018 et 2019, le consortium pourra prétendre au versement d'une subvention, sous réserve d'un vote d'approbation par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à assurer la coordination, le reporting et l'évaluation des actions subventionnées.

Le bénéficiaire participe aux réunions organisées par la Région en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, de l'évaluation des actions subventionnées, informe la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention et des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution des programmes et met en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale.

Le bénéficiaire s'engage à ce que les subventions soient affectées, pour la durée de la présente convention, à la réalisation des actions subventionnées.

Toutes modifications substantielles du programme doit faire l'objet d'une demande à la Région et doit être approuvée par celle-ci. La Région ne prendra en charge aucun surcoût lié à une modification des actions subventionnées sur la période 2017-2019.

Le bénéficiaire s'engage à renseigner l'outil reporting de la Région dès sa mise en œuvre.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATION RELATIVE A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à ce que le consortium recrute X stagiaires ou alternants pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale.

La répartition des stagiaires ou alternants fait l'objet d'un accord entre les membres du consortium.
Les membres du consortium saisissent les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme des Aides Régionales selon les modalités communiquées par la Région et relayées par le bénéficiaire.»

ARTICLE 2.4 OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.

Respecter les procédures de mise en concurrence pour la passation des marchés auxquelles le bénéficiaire ou les membres du consortium peuvent être assujettis tant au regard du droit français que communautaire.

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il (ou, le cas échéant, les établissements bénéficiaires d'allocations de recherche) pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Produire un justificatif de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.5 de la présente convention (convention de stage signée ou contrat de travail signé), lors de la demande de versement du solde.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, l'ensemble des partenaires qui bénéficient d'un soutien de la Région dans le cadre du consortium s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative au soutien régional prend la forme de la mention « XXXXXX » dans les publications françaises et internationales, et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale pour les présentations orales.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats des projets subventionnés (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. De même, les communications écrites ou orales (programme, affiche, documents remis aux participants, articles, interviews…) indiquent explicitement l'implication de la Région. Enfin, concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50% du budget total de l'opération, la taille du logo régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.
Le bénéficiaire prévient et associe la Région dans l'organisation de tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation (lancement, inauguration, conférence de Presse…) liés aux projets subventionnés et y invite un représentant de la Région. Ces évènements font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.6 CONVENTION AVEC LES MEMBRES DU CONSORTIUM

Le bénéficiaire s'engage à conclure avec les membres du consortium une convention permettant la réalisation des actions subventionnées.
Cette convention prévoit notamment :
- **la répercussion sur les membres du consortium des obligations de respect et de promotion de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, ainsi que des obligations en matière de communication, fixées par la Région au bénéficiaire,**
- **la répartition du nombre de stagiaires entre les différents membres du consortium,**
- **que le reversement, par le bénéficiaire, d'une partie la subvention régionale à chaque membre du consortium est conditionnée au respect de l'ensemble de leurs obligations. »**

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 REPARTITION DES SUBVENTIONS « EN CASCADE »

Autorise le bénéficiaire à reverser une partie de la subvention régionale dans les conditions suivantes :
- X € à [nom du partenaire n°1] pour [indiquer la partie du projet qui lui incombe]
- X € à [nom du partenaire n°2] pour [indiquer partie du projet qui lui incombe]
- …. »

ARTICLE 3.2 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 3.3 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.3.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.
Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme

ARTICLE 3.3.2: VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.
Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.3.3: VERSEMENT DU SOLDE

Le solde ne peut être versé qu'après justification de l'achèvement et du paiement complet des actions subentionnées, accompagné des documents suivants :

- **un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment, en fonction du type de dépense :**
  - **les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;**
  - **et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés.**

Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de la structure et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme ;

- **un compte-rendu financier (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées au titre de ces coûts environnés, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme, à défaut le trésorier de l'organisme subventionné.**
- **un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.**

ARTICLE 3.4 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.5 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date de démarrage de la fiche projet et ce, jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La convention couvre la période 2017-2019. Elle prend effet à compter de sa signature et expire au versement du solde des flux financiers dûs au titre des présentes, ou par application des règles de caducité prévues à l'article 3.2.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un

délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier des actions subventionnées ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du programme subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CPXX-XXX du [DATE DE VOTE DE LA SUBV].

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le	**Le**
xxxxxx	**Pour la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France et par délégation La directrice des entreprises et de l'emploi**
xxxxxxxxx	**Marie ESNAULT-BERTRAND**

Annexe n°4: Fiches projets AAP QPV

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014784

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : DEVELOPPER UNE OFFRE D'ACCOMPAGNEMENT SUR LA CA DE VAL PARISIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	29 015,00 €	43,56 %	12 640,00 €
	Montant Total de la subvention		12 640,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-65734-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAVP COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL PARISIS
Adresse administrative : 271 CHAUSSEE JULES CESAR 95250 BEAUCHAMP
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Yannick BOËDEC, Président

N° SIRET : 20005848500018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 7 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 6 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il convient de faire débuter les dépenses à compter du 7 juillet 2017 tel qu'inscrit à la délibération CR 2017-141

Objectifs :
La Communauté d'agglomération Val Parisis, issue de la fusion des communautés d'agglomération du Parisis et de Val-et-Forêt, étendue à la commune de Frépillon, a vu le jour au 1er janvier 2016. Elle regroupe 267 600 hab sur 15 communes.
Dans le cadre d'un certain nombre de compétences définies par la loi, mais également déterminées par les élus communautaires, des projets sont menés dans les domaines du développement économique et de l'emploi afin de maintenir les entreprises existantes et de favoriser la création d'entreprise sur le

territoire.
Elle propose pour cela depuis de nombreuses années (Ex : Communauté d'Agglomération Le Parisis) un parcours d'accompagnement à la création d'entreprise pour les porteurs souhaitant s'installer ou issus de son territoire. Elle réunit autour de ce parcours la quasi-totalité des acteurs de la création d'entreprise présents sur son territoire (Initiactive 95, Réseau Entreprendre Val d'Oise, EGEE, etc).

Objectifs :
Objectif 1 : Mesurer la demande potentielle ou latente des porteurs d'idées des quartiers
Objectif 2 : Assurer un service au public permettant de conduire les porteurs d'idée à devenir des porteurs de projet.
Objectif 3 : permettre aux habitants des quartiers d'accéder aux outils traditionnels de financement et d'accompagnement de la création d'entreprise
Objectif 4 : Contribuer à une plus grande lisibilité du dispositif intercommunal d'accompagnement et de financement de la création d'entreprises
Objectif 5 : Mettre en place des actions visant à éveiller l'intérêt de la population, des acteurs locaux pour la création d'entreprise et des structures de proximités présentes au sein des quartiers

Description :
Proposition de parcours d'accompagnement à la création d'entreprise tout au long du processus création suivi par un porteur de projet : de l'idée à la création et au développement de sa société.

Ce parcours repose sur 2 axes de travail, des ateliers collectifs et un accompagnement individuel du porteur de projet.

Atelier collectifs :
- La sensibilisation à l'entrepreneuriat et la détection de potentiels porteurs de projets à travers le dispositif CitésLab soutenu par la CDC et mis en place sur le territoire depuis 2015.
- Le renforcement des compétences entrepreneuriales autour d'ateliers thématiques portant sur la vie de l'entrepreneur (La protection sociale, les assurances, les réseaux d'entreprises …) ; le projet d'entreprise (la comptabilité, les statuts, la recherche de local) ; La commercialisation de ses produits / services (Marketing / Prospections / Vente) et les différents secteurs d'activités (Entreprendre dans la restauration, entreprendre dans le service à la personne , entreprendre dans le numérique etc…).

Accompagnement Individuel :
- Validation de l'idée : L'agent CitésLab réalise 4 permanences hebdomadaires sur les Espaces Emploi de la Communauté d'Agglomération. Lors de celle-ci, il réalise un premier entretien d'évaluation de l'avancement des porteurs de projet pour les orienter sur le partenaire pouvant répondre à ces besoins. Il intervient également sur l'étape de la validation de l'idée et la concordance homme projet.
- L'aide à l'élaboration du Business Plan : 4 permanences hebdomadaires d'accompagnement à la méthodologie du business plan, animées par l'association EGEE. - Le Financement
- Les locaux
- Post création : En plus des parcours d'accompagnement au démarrage proposés par les acteurs du financement de la création d'entreprise, nous proposons aux nouveaux entrepreneurs qui ne peuvent y accéder, un accompagnement au travers d'audits pour faire le point sur le développement de leur société. Ce programme d'audits (5 rdv/entreprises suivies) peut aussi être sollicité pour de la croissance d'entreprise et une aide au montage de dossiers de subventions (PM'up, TP'up)
- Emploi / Formation pour le dirigeant ou dans le cadre de recrutements

L'ensemble de cette offre d'accompagnement individuel est proposé gratuitement, et sans limite de rendez-vous, à l'exception des audits en post-création, qui sont proposées afin d'établir une dynamique auprès des chefs d'entreprise pour sortir de leur isolement et les amener petit à petit vers une offre marchande d'accompagnement, non-exécutée par la collectivité, s'ils veulent aller plus loin.

Moyens mis en œuvre :
- Agent CitésLab et en charge de la création d 'entreprises : 1 ETP – 36h30 hebdo

- Responsable d'équipe et en charge de la croissance et de la reprise des entreprises : 1 ETP - 15h hebdo
- Locaux et matériel mis à disposition par l'ensemble des 15 communes du territoire

Intérêt régional :
Territoires QPV concernés par l'action :
L'opération rayonne sur l'ensemble du territoire de l'agglomération Val Parisis et veut s'implanter plus particulièrement sur les QPV du territoire :
- Les Sarments et les Nérins (Taverny)
- Les Pins (Taverny)
- Clos Saint Pierre élargi (Pierrelaye)
- Les Naquettes (Herblay)
- Les Frances (Montigny lès Cormeilles)
- Montédour (Franconville)
- Bas des Aulnaies – Carreaux Fleuris – Fontaines Bertin (Franconville ; Sannois)
- Mare des Noues (Franconville – Ermont)
- Les Chênes (Ermont)

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Habitants n'exerçant pas d'emplois : 60% dont 40% de QPV
- Habitants en reconversion : 10% dont 5% de QPV
- Habitants salariés ayant une idée d'activité : 10% dont 5% de QPV
- Habitants salariés ou non, ou entrepreneurs, en besoin de financement : 10% dont 5% de QPV
- Entrepreneurs déjà en activité : 10% dont 5% de QPV

Partenaires impliqués :
Association EGEE
Initiactive 95
Réseaux Entreprendre Val d'Oise
ACCET : Gestionnaire de la pépinière présente sur le territoire
Rives de Seine Initiative : Couveuse d'entreprises du 95
RAM-GAMEX : Intervention 2 fois par an sur les sujets de protection social.
Caisse des Dépôts et Consignation : Financement du dispositif CitésLab
CGET : Financement du dispositif CitésLab
Les municipalités de l'agglomération : Mise à disposition de salles pour accueillir les ateliers collectifs et les permanences individuelles.
Les Missions Locales du territoire : mise en place d'actions de sensibilisation à l'entrepreneuriat auprès des jeunes inscrits.
Les Services Sociaux Départementaux du 95

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligibible au calcul de l'assiette subventionnable

Localisation géographique :
- CA VAL PARISIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Alimentation	200,00	0,69%
Fournitures	2 750,00	9,48%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	5 815,00	20,04%
Publicité, publications, relations publiques	500,00	1,72%
Déplacements, missions et réceptions	1 000,00	3,45%
Rémunération des personnels	18 750,00	64,62%
Total	29 015,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF - AFE	12 640,00	43,56%
CDC	5 785,00	19,94%
Crédits Politique de la Ville	3 000,00	10,34%
CA VAL PARISIS	7 590,00	26,16%
Total	29 015,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	28 300,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	6 000,00 €
2016	Aide au développement de bornes de recharges électriques	206 500,40 €
2016	Construction et aménagement de médiathèques	418 140,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	11 825,00 €
2016	Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	80 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	873 000,00 €
2017	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	12 250,00 €
	Montant total	1 607 715,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014683

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : PLAINE SAVEURS 2017-2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	160 400,00 €	59,85 %	96 000,00 €
	Montant Total de la subvention		96 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION PLAINE DE SAVEURS
Adresse administrative : 65 AVENUE JEAN MERMOZ
93120 LA COURNEUVE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Laurent KUBLER, Président

Date de publication au JO : 10 août 2013

N° SIRET : 79492957000024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La 1ère promotion de porteurs de projets accompagnés démarre le 1er octobre 2017.

Objectifs :
Créée en 2013, l'association Plaine de Saveur est née de la volonté de favoriser la création et le développement des métiers de la bouche sur le territoire de Plaine Commune, à travers des actions de sensibilisation et la mise en œuvre d'un programme d'accompagnement entrepreneurial. Leurs actions

visent principalement les métiers de traiteur et de restauration de rue.

Objectifs :
Le programme d'accompagnement entrepreneurial a pour but de former localement des personnes vivant dans les territoires « politiques de la ville » afin d'accélérer le démarrage d'une activité viable et ainsi consolider leur projet, assurer la pérennité de leur entreprise.

Ce programme global qui intègre de nombreux partenariats locaux, tant institutionnels que professionnels du secteur d'activité, s'articule sur un parcours global intégré:
- Sensibilisation sur les métiers techniques de la restauration
- Mise en place d'un incubateur culinaire équipé d'un laboratoire de cuisine
- Création d'un espace de co-working pour les jeunes créateurs et entrepreneurs.

L'incubateur culinaire a ainsi pour objectif de :
•mettre en place un programme pédagogique relevant de l'entrepreneuriat « culinaire »,
•mettre à disposition un plateau technique,
•mettre en place des événements d'application,
•mettre à disposition un accompagnateur «métier technique»,
•permettre aux incubés de tester leur production propre,
•mettre en place un centre de ressources métier.
•permet aux porteurs de projets à la sortie de l'incubateur de produire dans un laboratoire aux normes,
•met en place une assistance administrative, commerciale, et de gestion,
•mutualise des outils techniques (camion de livraison frigorifique, matériel de réception, matériel d'animation).

Description :
Ce dispositif professionnel unique en Ile-de-France répond aux défis d'accompagner spécifiquement les relevant de secteur culinaire en proposant sur une durée de 6 à 9 mois un programme pédagogique adapté au domaine de la restauration.

L'action est centrée sur la mutualisation d'un outil technique de production (laboratoire culinaire professionnel de 120m2 qui permet d'apprendre à entreprendre, de tester, d'améliorer et de produire.
La méthodologie repose sur un accompagnement qui accompagne à la construction « métier » du projet (avec utilisation intensive de l'outil technique) et un apprentissage entrepreneurial dédié au secteur d'activité:
- une approche qualitative du produit (amélioration gustative, tests et dégustation, recherche de fournisseurs, rédaction de fiches techniques et d'argumentaires) permet de se différencier sur le marché.
- une approche quantitative (mesures de quantités et de temps de travail, calculs de coûts, amélioration des cadences) permet de rationaliser son offre et définir ses prix.
- une approche globale de l'offre culinaire (amélioration des paniers moyens, compléter une offre, ajouter des services, des produits dérivés…), permettent aux projets de répondre à un marché.
- une approche stratégique (commercialisation, circuits et modes de distribution, la communication, la dimension ESS (circuit court), juridique et financière) permettant de finaliser le business plan.
- Une approche terrain (programme d'exercices pratiques de mise en situation, entrainement dans des restaurants éphémères, stands de dégustation ou vente, créneaux dans des restaurants associatifs, pop up, réception, dégustation, journées portes ouvertes...) permettant de tester en grandeur réelle leurs produits, leur capacité de production, de vente, de communication.

Suite d'accompagnement à l'issue de la période d'incubation:
Plaine de Saveurs propose à la suite de l'incubation de bénéficier du laboratoire sous forme d'espace de Co-working afin de permettre à ces futurs entrepreneurs de poursuivre leurs activité en attendant d'avoir leurs propres outils de production de manière individuelle ou collective sous forme de SCOP.

Partenaires impliqués:
Partenaires financiers : Région Île de France, Plaine Commune, Garance, Fondation de France
Partenaires techniques : PTCE restau Passerelle, la MIEL, Pôle Emploi, Missions locales de Plaine Commune, l'EPT Est Ensemble, l'EPT Terre d'Envol, les Boutiques de Gestions d'Ile-de-France, les Agences Pôle emploi du territoire, les associations d'aide aux porteurs de projets (ADIE, Planet Adam…)
Partenaires privés : la Poste, BNP, Le Crédit Coop, le Crédit Mutuel

Moyens mis en œuvre :
Ressources humaines
L'équipe pédagogique est principalement constituée de :
-2 traiteurs professionnels fondateurs de l'association à temps plein
-Des consultants experts dans le secteur entrepreneurial
-Des mécènes de compétences issus du monde de la restauration
-Des entreprises témoins

Ressources matériels
Un local de 270m2 comprenant un laboratoire de cuisine professionnel de 70m2, des espaces de stockages secs et froids (100m2), une salle de réunion/formation, des espaces administratifs (100m2)

1 Chambre Froide, 4 Armoires réfrigérées positives et négative, 2 fours mixtes (vapeur/chaleur pulsée), 1 cellule de refroidissement, 1 piano de cuisson 4 feux, 1 batteur mélangeur 20L, des robots de cuisines et trancheuses…

Intérêt régional :
L'incubateur est implanté à la Courneuse mais est ouvert à l'ensemble des bénéficiaires franciliens issus des QPV.

Le déploiement sur d'autres territoires de la région est projeté par le biais d'accords avec d'autre espaces de cuisines partagées (co-working) ou par la création d'autres incubateurs à proximité des Quartiers Politique de la Ville (92 et 91).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
25 places seront ouvertes dès 2017, réparties sur 2 sessions de 6 mois (12 à 13 bénéficiaires par session).

Les porteurs sont à 80% des femmes, issus à 90% des Quartiers Politique de la Ville, étant inscrits à Pôle Emploi et plutôt de CSP+. Il s'agit très majoritairement de reconversion professionnelle.

Toutes les candidatures se font sur dossier et présentation de leur projet et de leurs produits devant un comité de sélection composé des partenaires financiers, techniques et représentants de l'association.

Pré requis :
- Posséder un projet professionnel de création d'activité réalisable

- Avoir de l’expérience même non professionnelle ou une formation dans le culinaire
- exprimer une motivation à travailler collectivement

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible à l'assiette subventionnable

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières et fournitures	4 000,00	2,49%
Achats stockés Matières premières et fournitures	12 000,00	7,48%
Achats stockés Autres fournitures	1 500,00	0,94%
Locations	46 000,00	28,68%
Assurance	500,00	0,31%
Documentation	700,00	0,44%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	38 000,00	23,69%
Publicité, publications, relations publiques	2 500,00	1,56%
Frais postaux et frais de télécommunications	1 200,00	0,75%
Rémunération des personnels	54 000,00	33,67%
Total	160 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF - AFE	96 000,00	59,85%
Département Seine Saint-Denis	7 000,00	4,36%
Crédits Politique de la Ville	17 000,00	10,60%
Prestation des usagers	30 000,00	18,70%
Autres prestations de services	2 000,00	1,25%
Emplois aidés (CNASEA)	8 400,00	5,24%
Total	160 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	96 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	18 000,00 €
2015	Ecole Régionale des Projets - ERP	60 000,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	18 100,00 €
2016	Ecole Régionale des Projets - ERP	60 000,00 €
	Montant total	156 100,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014686

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : FORMATION/ACTION A L'ENTREPRENEURIAT - GRDR 2017-2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	150 000,00 €	60,00 %	90 000,00 €
	Montant Total de la subvention		90 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRDR GROUPE DE RECHERCHE ET DE REALISATIONS POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL
Adresse administrative : 66-72 RUE MARCEAU
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel COLIN DE VERDIERE, Président

Date de publication au JO : 18 juillet 1969

N° SIRET : 31027064000074

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La 1ère promotion de porteurs de projets accompagnés démarre le 1er septembre 2017.

Objectifs :

Le Grdr intervient depuis 1994 dans le champ de l'accompagnement des diasporas entrepreneuriales. Son expertise dans le champ de l'accompagnement des entrepreneurs s'est renforcée en 2011 dans le cadre d'un partenariat conventionné avec la Cité des métiers de Paris la Villette. Depuis 2015, dans le cadre d'une convention avec la Région Ile de France, le Grdr a expérimenté un dispositif de formation/action continue, qui a permis le développement d'outils pédagogiques, la constitution d'un consortium d'accompagnateurs, et la formation de 70 porteurs de projets économiques sur 3 ans.

Objectifs:
- Accompagner la création d'entreprises dans les Quartiers prioritaires ;
- Faciliter le développement et le changement d'échelle des entrepreneurs des Quartiers prioritaires ;
- Participer à la structuration d'un « parcours intégré » d'accompagnement entrepreneurial à l'échelle régionale

Description :
Le dispositif s'appuie sur 2 approches selon l'état d'avancement du projet

- Formation/action « Emergence » (2 mois) : approche basée sur l'identification des expériences et la valorisation des compétences (managériales, comportementales, transnationales, etc.) et les fondamentaux de la création », reprenant l'ensemble des aspects de la création et la gestion d'une entreprise (Articulation Homme / Projet, Posture, Etude de marché, Marketing, Achat-vente, Ecriture financière, Aspects juridiques, Environnement social, Assurances, etc.

- 2) Formation/action « Développement » (6 mois)
L'objectif général de la formation « Développement » est d'accompagner le changement d'échelle de leurs activités (passer d'une activité individuelle à une activité impactante sur le territoire d'implantation) à travers un travail sur l'individu et sa posture, la singularisation sur le marché, l'augmentation de l'impact social et du potentiel de croissance.

Les 2 offres combineront plusieurs formes d'accompagnement :
- Des ateliers collectifs avec une équipe pédagogique de 10 consultants intervenants sur les différents modules de formation. 1 journée / semaine
- Des accompagnements individualisés assurés par l'équipe technique du Grdr : 10 rendez-vous d'1h30
- Des accompagnements collectifs assurés par l'équipe technique du Grdr : identification des compétences, application des notions vues en formation, pitch. 1 journée / semaine
- Des séances de tutorat entrepreneurial avec une équipe de 7 tuteurs – entrepreneurs. Chaque tuteur accompagnera 3 entrepreneurs. ½ journée / semaine
- Des séances de coaching individualisé. Avec une équipe de 13 coachs spécialisés dans différentes expertises. Chaque porteur de projet bénéficiera de 3 rendez-vous de coaching

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains internes:
- 1 ETP « chargé d'accompagnement » : spécifiquement en charge de l'accompagnement individuel et collectif des porteurs de projets sur les 2 dispositifs « Emergence » et « Développement »
- 1 stagiaire en charge de l'appui logistique sur le volet « Développement » : préparation des salles, organisation du calendrier, suivi des parcours des porteurs de projets, etc. 1 stagiaire par an.
- 1 stagiaire en charge de l'appui logistique sur le volet « Emergence » : préparation des salles, organisation du calendrier, suivi des parcours des porteurs de projets, etc. 1 stagiaire par an.
- 1 ETP « chargée de la coordination pédagogique » : structuration de l'offre pédagogique, animation des comités de pilotages et comités techniques, mise en œuvre des partenariats, communication autour du projet, etc.

Au niveau de l'offre pédagogique le dispositif associera :
- Formateurs
- Tuteurs
- Coachs
- Partenaires de la création, développement d'entreprise

Intérêt régional :
Territoires concernés par l'action:
3 territoires seront ciblés pour 2017-2019 : Paris (75), Aubervilliers (93) et Choisy le Roi (94)
- La Cité des métiers de Paris – la Villette pour les porteurs de projets « en développement » venant de toute l'Ile de France (19ème)
- Aubervilliers : pour les porteurs de projet en « Emergence » de Seine Saint Denis (93)
- La Cité des métiers de Choisy le Roi pour les porteurs de projet en « Emergence » du Val de Marne (94)

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le dispositif vise sur la période 2017-2019, 120 porteurs de projets résidants dans les Quartiers prioritaires « Politique de la ville » (soit 40 par an).

Une attention particulière sera portée sur :
- les femmes (supérieur à 50%) et les jeunes de moins de 32 ans (supérieur à 25%)
- les projets relevant du secteur de l'Economie sociale et solidaire
- les projets ayant un impact sur le rayonnement transnational
- les projets ayant un impact sur le développement économique endogène dans les territoires prioritaires « Politique de la ville »
- les projets visant une inscription dans le circuit formel d'activités économiques non déclarées.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible au calcul de la base subventionnable

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats stockés Matières premières et fournitures	1 000,00	0,67%
Achats de matériels, équipements et travaux	500,00	0,33%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	22 179,00	14,79%
Publicité, publications, relations publiques	3 000,00	2,00%
Rémunération des personnels	103 754,00	69,17%
Autres charges de gestion courante	16 067,00	10,71%
Locations	1 000,00	0,67%
Déplacements, missions et réceptions	2 500,00	1,67%
Total	150 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF - AFE	90 000,00	60,00%
DRJSCS	21 000,00	14,00%
VILLE DE PARIS	10 000,00	6,67%
FSE	29 000,00	19,33%
Total	150 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	90 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	8 000,00 €
2014	Ecole Régionale des Projets - ERP	60 000,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	12 000,00 €
2014	E-inclusion - Fonctionnement	34 200,00 €
2014	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	25 000,00 €
2014	Lutte contre les discriminations	25 000,00 €
2014	Soutien à la prévention	10 000,00 €
2015	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	41 000,00 €
2015	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV)	30 000,00 €
2015	Ecole Régionale des Projets - ERP	90 000,00 €
2015	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI) - fonctionnement	150 000,00 €
2015	Soutien à la prévention	7 500,00 €
2016	Ecole Régionale des Projets - ERP	60 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 3	35 311,50 €
2017	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	16 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 3	121 648,00 €
	Montant total	745 659,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014697

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : TIME2STRART

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	55 750,00 €	44,84 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TIME TO START
Adresse administrative : 19 RUE D'EDIMBOURG
75008 PARIS
Statut Juridique :
Représentant :

N° SIRET : 82798986400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 7 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il convient de faire débuter les dépenses à compter du 7 juillet 2017 tel qu'inscrit à la délibération CR 2017-141

Objectifs :
L'association Time to Start a pour objet de développer l'entrepreneuriat en région Ile de France par des actions de sensibilisation, de formation, d'accompagnement à la création d'entreprise et de suivi auprès des porteurs de projet et des entrepreneurs en particulier ceux issus des quartiers populaires.

L'objectif est d'aider le porteur de projet à la construction d'un projet solide par un accompagnement qui prend en compte dès le départ le potentiel de croissance des entreprises.

Les missions sont de :
- favoriser l'entrepreneuriat dans les quartiers populaires,
- réduire le taux d'échec des entreprises créées sur 3 ans
- faciliter le développement des projets qui vont créer demain, les emplois dans les quartiers et dans notre territoire.

Pour atteindre ses objectifs l'association a mis au point un programme de formation unique qui dure 6 mois ("académie"), le temps nécessaire pour valider son business model et préparer le porteur de projet à se projeter.

Description :
Après la phase de sélection, le programme pédagogique d'une durée de 6 mois est basée sur la combinaison d'une formation nomade, de l'apprentissage par le « jeu» (gamification) et du concept du « Blended Learning » ou formation mixte - c'est-à-dire des cours en ligne suivis par une séance physique de coaching pendant laquelle les compétences acquises sont validées.

1.FORMATION E-LEARNING
Une plateforme de e-learning, à travers laquelle les entrepreneurs suivent des séances de construction de leur business plan. Elle est constituée d'une centaine de petits films en BD.

2.INTELLIGENCE COLLECTIVE
La force de ce dispositif est la diversité des profils formés qui va permettre de créer une synergie de groupe favorisée par des séances de coaching encadrées par des business coach.

3.FORMATION «NOMADE»
Cette formation qui se déroule pendant la durée de l'académie permet une mise en situation des entrepreneurs dans des contextes variés en fonction des résidences et face à des personnes ayant des fonctions, des compétences et des savoir-faire divers au sein des entreprises accueillantes. La formation nomade (1 fois par semaine en moyenne) s'effectue chez leurs partenaires. C'est également l'occasion d'acquérir les codes et usages du monde professionnel et de comprendre la notion de « réseau ».

4.LA GAMIFICATION
Les entrepreneurs évoluent avec de l'argent fictif tout au long des six mois et peuvent acheter des heures des conseils ou du mentoring.
Time to Start intervient en phase d'amorçage du projet. L'association forme le porteur de projet à transformer son idée en un modèle d'affaires solide, se confronter au terrain et à ses futurs clients, devenir entrepreneur et faire de son projet une entreprise finançable.

Tout au long des 6 mois de formation les porteurs de projet seront challengés notamment par la mise en place de jurys (3 au total). Le jury est composé d'entrepreneurs et de professionnels qui auront pour rôle de guider les porteurs de projet et de participer à l'évaluation du potentiel de l'entrepreneur.

Une dotation financière serait accordée aux entrepreneurs ayant prouvés la pertinence de leur concept et la validité de leur business model afin de démarrer leur activité avec un petit capital pour leur société (la dotation sera versé uniquement si la société est créée).

Moyens mis en œuvre :
Moyens Humains:
-une responsable pédagogique et partenariats temps plein qui aura pour mission de mettre en place les

promotions, développer les académies et trouver des partenaires (financier et humains).
-un responsable communication (emploi tremplin ou stage).
-1 à 2 business coachs (prestataires) pour animer les séances de coaching en groupe 72 heures de séances pour 6 mois de formation en année 1, 144 heures année 2, 180 heures en année 3.

-Des experts partenaires dans différents domaines (marketing, comptabilité, droit,)

Moyens matériels :
-Plateforme e-learning avec un espace créé pour chaque Starter
-Locaux ou salle de réunion pour formation

Intérêt régional :
Territoires QPV concernés par l'action :
Le territoire Ile de France sera ciblé (avec des actions menées sur l'ensemble du territoire) notamment sur les territores suivants:
- Est-Ensemble (93)
- Paris Terre d'Envol (93)
- Val de France (95)
- Evry Centre Essonne (91)
- Choisy le Roi (94)

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Encouragé par les valeurs de la mixité sociale, le projet cible en priorité les porteurs de projet issus des quartiers politique de la ville (obj : 70% des effectifs) de la région île de France. Une attention particulière est porté sur les femmes entrepreneures issues des ses territoires.

2017: 25 porteurs de projet
2018: 40 porteurs de projet
2019: 60 porteurs de projet

Détail du calcul de la subvention :
Toutes les dépenses sont éligibles à l'assiette subventionnable

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures	600,00	1,08%
Assurance	200,00	0,36%
Déplacements, missions et réceptions	600,00	1,08%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	11 600,00	20,81%
Site internet, communication...	7 500,00	13,45%
Fournisseur Plateforme	10 000,00	17,94%
Rémunération des personnels	25 250,00	45,29%
Total	55 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF - AFE	25 000,00	44,84%
Financements privés AVIVA	15 000,00	26,91%
Financements privés Fondation Time2Start	15 750,00	28,25%
Total	55 750,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014706

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : FIA-ISM EMERGENCE ET ACCOMPAGNEMENT DE LA CAPACITÉ ENTREPRENARIALE DES FEMMES DES QUARTIERS 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	21 300,00 €	48,83 %	10 400,00 €
	Montant Total de la subvention		10 400,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FIAISM FEMMES INTER ASSOCIATION ISM
Adresse administrative : 21 TER RUE VOLTAIRE
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Thérèse AUCLAIR, Présidente

Date de publication au JO : 27 mai 1987

N° SIRET : 34930533400048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 7 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il convient de faire débuter les dépenses à compter du 7 juillet 2017 tel qu'inscrit à la délibération CR 2017-141

Objectifs :
FIA-ISM est un réseau national d'associations de femmes, avec une forte implantation en Ile-de-France, particulièrement en Essonne et dans le Val de marne, oeuvrant pour la promotion de l'Egalité entre les

femmes et les hommes.

Objectifs:
- Organiser des actions de sensiblisation pour détecter les femmes possédant un potentiel entrepreneurial.
- Création d'un espace collaboratif installé au sein même d'un quartier Politique de la ville. Espace qui permettrait de donner de la visibilité à ces femmes sur leurs compétences et savoir faire, d'encourager d'autres femmes à développer leur activité, d'être un point d'information, d'échanges et de réseau sur le développement économique par et pour leurs quartiers.

Description :
L'action comporte plusieurs axes :

1 – Détection des femmes au sein même des QPV en lien avec les maisons de quartier, les associations de proximité et celles adhérentes au réseau FIA. Forte de son implantation FIA organise des actions conjointes avec les associations permettant de découvrir le potentiel de ces femmes des quartiers.

2 – Accompagnement des femmes dans leur potentiel entrepreneurial en individuel et en collectif. Travail d'émergence sur leur projet individuel puis orientation vers les acteurs du réseau local de la création d'entreprise.

3 - Mise en place d'un lieu collaboratif fin 2017 au sein d'un quartier politique de la ville (sur la ville de Grigny, Evry ou Courcouronnes) : recrutement d'un salarié compétent dans l'émergence de projet et l'entreprenariat des quartiers.

4 – En 2018 et 2019 : animation interne et externe du lieu collaboratif en lien avec les partenaires associatifs et du réseau de la création d'entreprises.

5 - Mise en valeur des réussites par des soirées évènementielles, annuaire des créatrices, forum des talents, participation à des rencontres, animation de la page Facebook du lieu collaboratif…

Moyens mis en œuvre :
L'action s'appuiera sur les salariés de FIA à savoir sa directrice, et la coordinatrice de l'Essonne ainsi que sur les stagiaires qui sont accueillis tout au long de l'année.
Il est également prévu d'embaucher sur le dernier trimestre de 2017 un.e chargé.e de mission entrepreneuriat dans les quartiers qui sera à plein temps sur l'action et l'animation du lieu collaboratif.

Intérêt régional :
Territoires QPV concernées par l'action:
Les 8 quartiers politique de la ville d'Evry (27 770 habitants)
Le quartier politique de la ville du Plateau à Ris-Orangis (5 166 habitants)
Le quartier politique de la ville du Canal à Courcouronnes (5 182 habitants)
Les 2 quartiers politique de la ville de Grigny (23 955 habitants)

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- 40 femmes (tous âges et toutes origines confondus) issues des QPV en priorité (soit 120 sur la durée de l'action 2017/2019) porteuses de projet relevant de la restauration, confection/couture, artisanat, esthétique et artisanat d'art.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible à l'assiette subventionnable

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures	500,00	2,35%
Locations	2 500,00	11,74%
Assurance	100,00	0,47%
Documentation	150,00	0,70%
Autres services extérieurs	250,00	1,17%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2 000,00	9,39%
Publicité, publications, relations publiques	1 500,00	7,04%
Déplacements, missions et réceptions	900,00	4,23%
Frais postaux et frais de télécommunications	400,00	1,88%
Rémunération des personnels	13 000,00	61,03%
Total	21 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF - AFE	10 400,00	48,83%
Département : ESSONNE	1 500,00	7,04%
EPCI GRAND PARIS SUD	3 000,00	14,08%
Commune EVRY	1 500,00	7,04%
Entreprises	2 900,00	13,62%
Fonds propres	2 000,00	9,39%
Total	21 300,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	10 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	30 000,00 €
2015	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement (CR46-14)	10 000,00 €
	Montant total	50 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014735

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : MOOVJEE-BATISSEURS D'AVENIR 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	78 000,00 €	50,00 %	39 000,00 €
	Montant Total de la subvention		39 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AJ2E ASSOCIATION POUR LES JEUNES ETUDIANTS ENTREPRENEURS MOOVJEE
Adresse administrative : 5 RUE DE CHARONNE 75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Dominique RESTINO

Date de publication au JO : 28 novembre 2009

N° SIRET : 52223008500014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Moovjee, association loi 1901, accompagne depuis 2009 les jeunes entrepreneurs de 18 à 30 ans dans leur développement personnel et la croissance de leur entreprise, dans l'objectif de pérenniser les entreprises et de créer des emplois en France. Très implanté sur le territoire francilien, le Moovjee a accompagné depuis sa création près de 850 jeunes entrepreneurs pour plus de 350 entreprises. En 2017,

le Moovjee prévoit d'accompagner 100 jeunes entrepreneurs sur la région Ile-de-France.
Le Réseau M France propose un accompagnement à la mise en place de cellules de mentorat en France. Actuellement, le Réseau M France accompagne la mise en place et/ou le développement de 5 dispositifs de mentorat en Ile-de-France.
Ainsi, l'ensemble des entrepreneurs accompagnés le seront avec un outil soit du Moovjee, soit du Réseau M France.

Objectifs:
Le programme Bâtisseurs d'avenir permet de contribuer à la professionnalisation des personnes et au développement économique du secteur du bâtiment.
Les besoins principaux identifiés sont :
- Favoriser le développement d'entreprises pérennes dans un secteur porteur en Ile-de-France
- Développer l'innovation au travers d'axes sociaux, écologiques, digitaux et technologiques,
- Professionnaliser les entrepreneurs,
- Travailler sur la posture entrepreneuriale pour que ces entrepreneurs deviennent des ambassadeurs de la filière du BTP,
- Lutter contre le chômage dans les quartiers prioritaires et favoriser la création d'emplois pérennes,
- Orienter les futurs créateurs vers des secteurs porteurs afin de leur garantir un avenir et un emploi stable et durable.

Les objectifs de ce programme sont de :
- Favoriser la mixité sociale par la variété des « cibles » bénéficiaires (QPV, urbains, jeunes, confirmés, innovants, traditionnels, etc),
- Valoriser les acteurs du BTP auprès du grand public autour d'un projet mettant en avant l'innovation et l'excellence de la filière,
- Aider les porteurs de projet à obtenir les qualifications nécessaires pour la bonne réalisation de leur entreprise,
- Réinsérer professionnellement des personnes éloignées de l'emploi,
- Favoriser la création d'emploi pérenne dans le secteur du bâtiment ayant un impact favorable et dynamisant sur les territoires,
- Favoriser la création d'entreprises dans le secteur du BTP et intégrer la filière dans l'écosystème entrepreneurial global,
- Pérenniser les entreprises créées.

Description :
Construit suite à la sollicitation par un acteur majeur du BTP, le programme s'appuie sur 2 structures complémentaires (Positive Planet et Les Déterminés), avec une approche innovante de l'accompagnement (mentorat) et des QPV.

Le programme Bâtisseurs d'avenir porte sur la sensibilisation, la détection et l'accompagnement de toute personne souhaitant entreprendre dans le secteur du BTP dans un but de développement des compétences des entrepreneurs.
Le projet se décline sous la forme d'un programme d'accompagnement avec un parcours adapté aux différents niveaux de maturité du projet :
- Niveau 1 : Des porteurs d'idée pour construire le projet.
- Niveau 2 : Des porteurs de projet pour poser des fondations solides et accélérer l'amorçage de leur entreprise.
- Niveau 3 : Des entrepreneurs pour consolider et faire grandir leur entreprise.

Grâce à l'accompagnement et aux actions mises en place, les participants vont pouvoir changer de niveau à leur rythme mais dans un objectif d'atteindre le niveau 3.
L'entrée dans le programme se fait à travers un recrutement étalé sur une période de 4 mois.

Le programme s'articule autour de :

- Témoignages inspirants : Niveaux 1, 2, 3

Intervention de jeunes entrepreneurs qui se sont lancés dans le secteur du BTP et qui vivent le même quotidien. Les échanges porteront sur des sujets précis avec une approche métier et/ou une approche fonction.

Il s'agira, par exemple d'une intervention d'Edouard Barthès (EBS Isolation) sur le recrutement ou de Julien Mousseau/Idir Aït Si Amer (Tracktor) sur les nouvelles pratiques du travail collaboratif.

- Benchmark : Niveaux 2, 3

Travail avec des experts de l'accompagnement sur une analyse de l'offre et de la concurrence afin de définir les éléments de différenciation et favoriser l'innovation au sein des entreprises participantes. Des critères d'évaluation de la performance pourront être proposés.

- Focus métier : Niveaux 1, 2, 3

Visites d'entreprises et/ou de chantiers et rencontres avec des professionnels.

- Consolidation du projet : Niveaux 1, 2, 3

Workshops animés par des experts de l'accompagnement afin de challenger les projets des entrepreneurs. Chaque participant bénéficie du regard des autres participants et des experts. Pour les niveaux 1 et 2, les porteurs de projets pourront être redirigés vers les formations qualifiantes nécessaires à l'exercice du métier, proposées par les acteurs du secteur.

- Savoir-faire gestionnaire : Niveaux 2, 3

Ateliers collectifs sur la gestion d'entreprise abordant des thèmes tels que l'administratif ou le juridique mais aussi la prospection commerciale, la communication/réseaux... Ces ateliers viennent en complément des formations obligatoires demandées par le secteur et ont vocation à accompagner l'appropriation des méthodes dans le cadre de son projet entrepreneurial.

- Intégration dans l'écosystème entrepreneurial : Niveaux 1, 2, 3

Les partenaires de niveau 1 feront en sorte de créer des parcours dédiés pour les participants dans le cadre des grands événements de l'écosystème entrepreneurial (Salon des Entrepreneurs, BIG de BPI France…) et de les intégrer dans les prises de parole. Ils seront également sollicités pour prendre la parole dans les médias au sein des émissions dédiées aux entrepreneurs afin qu'ils participent à la mise en valeur de leur secteur.

- Accompagnement individuel (sur la posture de l'entrepreneur) :

Au niveau 1 : Suivi par les Déterminés et Positive Planet et participation à l'ensemble des activités proposées par la structure jusqu'à l'atteinte du niveau 2,

Au niveau 2 : Accompagnement par Positive Planet pour aider les porteurs de projet à formaliser leur projet et structurer leur idée, les guider dans toutes les étapes de la création et les appuyer dans leur recherche de financement. Cet accompagnement inclut un diagnostic personnalisé, une recommandation de parcours de formation, des mises en relation avec des experts, des entrepreneurs…

Au niveau 3 : Mentorat Moovjee/Réseau M France durant un an. Dans le cadre du programme Bâtisseurs d'avenir, le Moovjee/Réseau M France recrutera des mentors ayant une appétence pour le secteur du BTP ou qui de près ou de loin travaillent avec le secteur. Accès à des experts métiers sur demande, en fonction de besoins exprimés par les entrepreneurs.

- Développement du réseau : Niveaux 1, 2, 3

Le rôle de l'animateur du programme est également de stimuler la collaboration entre participants du programme afin de les aider à se créer un premier réseau puis à le développer.

A l'issue de leur parcours, les entrepreneurs font partie des communautés et réseaux des structures qui les ont accompagnées et bénéficient de l'effet réseau de celles-ci.

Réalisation commune et médiatisation :

Positive Planet a créé en 2017 un programme « L'Union fait la force », destiné à impliquer les entrepreneurs pour répondre à un défi solidaire. Positive Planet créera, pour les participants de Bâtisseurs d'avenir, un défi solidaire dans le BTP. Ce défi permettra de donner une visibilité supplémentaire au dispositif et à ses participants. Il permettra également de renforcer les liens dans la promotion pour mieux faire passer l'intérêt du réseau.

Moyens mis en œuvre :
Pour le premier cycle de conception + production du programme (durée de 14 mois) :
- Gestion du projet : un responsable projet : ½ ETP senior rémunéré-
- Un coordinateur/animateur du programme : ½ ETP junior rémunéré
- Accompagnement des participants : 2 ETP

Pour compléter le pilotage du programme et le suivi des participants, ils programment la charge suivante :
- Recrutement des participants, sensibilisation et promotion du programme (salons, présentations terrain, formations des partenaires...) : ½ ETP confirmé rémunéré
- Communication (conception du dispositif de communication, animation des réseaux sociaux, relations presse…) : ½ ETP confirmé rémunéré
A partir de 2018, de nombreux bénévoles interviendront sur le programme. Nous pouvons en estimer le temps tel que suit :
- Jury de sélection : 6 jours x 7h x 2 promotions x 5 participants = 420 heures (60 jours)
- Témoignages inspirants : (5 évènements x 4 x 4h par an x 2 ans = 160 h sur l'ensemble du programme)
- Les interventions d'experts et d'entrepreneurs pour du partage d'expérience ponctuel représenteront l'équivalent d'1 ETP sur l'ensemble de la période de l'appel à projet (2 journées par participant)
- 60 à 90* mentors seront mobilisés pour accompagner les entrepreneurs au niveau 3 (12x3hx90 = 3240h d'intervention auprès des mentorés soit 463 jours de 7h = 2 ETP et la formation des mentors soit 1 atelier de 3h par groupe de 10 mentors soit 3h x 90 mentors + 1 mentor référent x 9 groupes x 3h + 1h de hotline en moyenne par mentor par le mentor référent = 387 heures)
(* inclus l'abandon par des participants en niveau 3)

Moyens matériels :
- Supports de communication : flyers, dossiers de presse, goodies… : 15 000 euros HT
- Evénements : location de salles, stands sur salons, restauration… : 10 000 euros HT
Nous solliciterons les partenaires pour mettre à disposition des moyens matériels :
- Mise à disposition de locaux pour l'accueil de workshop, ateliers collectifs, témoignages.
- Utilisation de services de reprographie
- Accueil sur leurs stands dans des salons professionnels
- …

Intérêt régional :
Territoires QPV concernés:
Le projet est à caractère régional et accueillera donc tout entrepreneur (ou entrepreneur en devenir) issu de l'ensemble du territoire francilien.
Toutefois, grâce aux implantations des partenaires, le programme sera particulièrement présent sur les départements des Yvelines, du Val d'Oise, de la Seine Saint Denis et de Paris.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le projet vise 60 personnes sélectionnées pour entrer dans le programme par période de recrutement (la première de novembre 2017 à mars 2018 ; la seconde de novembre 2018 à février 2019).

Dans un but de mixité sociale, Les Batisseurs d'Avenir inclut des profils issus de milieux sociaux différents, de territoires diverses (comme précisé ci-dessus), de formation, qualifications et de niveaux de diplômes variés. Toutefois, afin de respecter les règles du présent appel à projet, les profils accompagnés seront majoritairement issus des Quartiers Politique de la Ville.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible au calcul de l'assiette subventionnable

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières et fournitures	100,00	0,13%
Achats stockés Autres fournitures	500,00	0,64%
Locations	1 000,00	1,28%
Primes d'assurance	200,00	0,26%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	35 000,00	44,87%
Publicité, publications, relations publiques	5 000,00	6,41%
Déplacements, missions et réceptions	1 000,00	1,28%
Frais postaux et frais de télécommunications	200,00	0,26%
Rémunération des personnels	35 000,00	44,87%
Total	78 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF - AFE	39 000,00	50,00%
AFE	17 500,00	22,44%
Entreprises	21 500,00	27,56%
Total	78 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	39 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Ecole Régionale des Projets (phase de suivi des jeunes entreprises) –	15 000,00 €

	ERP+	
	Montant total	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014747

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : REC/ADIVE -PROGRAMME ACCELERATEUR DE CROISSANCE DES TPE ISSUES DES QPV 2017-2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	267 170,00 €	56,14 %	150 000,00 €
	Montant Total de la subvention		150 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : REC RESEAU DES ENTREPRENEURS CITOYENS
Adresse administrative : 84 QUAI DE JEMMAPES 75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philip PECHAYRE, Président

Date de publication au JO : 25 janvier 2014

N° SIRET : 53157184200032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La 1ère promotion de porteurs de projets accompagnés démarre le 1er septembre 2017.

Objectifs :

Le projet est porté par un consortium complémentaire REC/ADIVE afin de répondre au besoin de développement des entreprises issues des QPV.
Né en 2010, en Seine-Saint-Denis, REC (Réseau des Entrepreneurs Citoyens) est une association engagée et dédiée au développement des entreprises à impact social, culturel et ou environnemental. Elle intervient auprès des structures à impact positif dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville initialement sur le territoire de Plaine Commune (93). L'association a ainsi accompagné de nombreuses structures à fort potentiel de développement sur ces territoires.
Avec un réseau de plus de 25 experts, consultants expérimentés, l'association accompagne les TPE à impact positif dans leur stratégie de développement (levée de fonds, optimisation commercial, marketing), de rayonnement (communication on et offline, événementiel, relations presse) et les aide dans leurs problématiques de gouvernance et structuration (fonctions supports, juridique, comptable, etc.).

Fondée en 2009, l'Agence pour la Diversité Entrepreneuriale (Adive),a pour mission de soutenir le développement économique dans les quartiers sensibles en France, notamment en donnant de la visibilité aux entrepreneurs issus de ces milieux ainsi qu'en les mettant en relation commerciale avec des acheteurs de grands groupes. Depuis sa création, l'Adive a accompagné plus de 600 entrepreneurs des quartiers sur leurs phases de développement notamment en partenariat avec la Région IDF dans le cadre du dispositif CREARIF DEVELOPPEMENT.

Objectifs:
Le taux de création d'entreprises dans les quartiers est presque deux fois plus élevé que la moyenne nationale mais le taux de survie à 5 ans est 30% inférieur. Ainsi plus d'un tiers des entrepreneurs des quartiers déclarent avoir des difficultés à accéder aux financements ou manquer de réseau et de débouchés commerciaux. (sondage Adive - Opinionway, 2010).

Le programme REC/ADIVE a pour objectif de répondre à ce défi en encourageant la création d'emplois pérennes. Il a pour ambition de mobiliser l'ensemble des opérateurs de terrain pour identifier les entrepreneurs en phase de développement dans les quartiers d'Île-de-France, aller à leur rencontre, effectuer un diagnostic de leur activité et les accompagner pendant 9 à 12 mois dans leur développement.

Description :
Les étapes du programme:
- mise en ligne d'un formulaire de candidature de l'entrepreneur qui synthétise l'activité de sa société (description d'activité, références,…) et le fonctionnement de son entreprise.
- sélection des entrepreneurs selon la taille de l'entreprise et des enjeux de développement (125 entrepreneurs séléctionnés)
- diagnostic 360°c de l'entreprise permettant à l'entrepreneur d'expliciter son activité et au consultant de diagnostiquer ses besoins et de préconiser un accompagnement sur mesure pour son développement. Ces diagnostics seront assurés par les consultants d'Accenture et de KPMG mobilisés par l'Adive ainsi que par les experts de REC.
- accompagnement sur mesure : Le consortium formé par REC et l'Adive sera en charge de piloter le réseau de partenaires issus de Grandes Entreprises ou de grands groupes qui seront en mesure d'apporter des solutions aux problématiques soulevées par les entrepreneurs. Ces professionnels seront sollicités afin de participer à la convention d'affaires finale. Les experts pourront s'engager à suivre les entrepreneurs par du coaching individuel (2/3 sessions de 2H) pour mettre en place les préconisations délivrées lors du diagnostic. Par ailleurs des boots camps seront organisés par REC pour accélérer le développement des entreprises.

Parmi les problématiques déjà identifiées, on note notamment :
•Développement commercial : seront sollicités des grands comptes susceptibles, dans le cadre de leur politique d'achats responsables, d'acheter des prestations et services des entrepreneurs. Les acheteurs de l'Etat seront également sollicités, afin de diffuser les marchés publics en cours et d'accompagner les

entrepreneurs dans la réponse.
•Accès au financement : des investisseurs ainsi que des banques seront invités.
•Gestion et d'aide juridique : des consultants, comptables, cabinet d'avocats seront des partenaires adéquats pour cette problématique.
•Fonction supports: des organismes de formation et grandes écoles seront partenaires.
•Immobilier : régies immobilières,…

Par ailleurs des Master class, "RDV solutions" thématiques, seront aussi montés. Les thématiques seront définies avec les experts en fonction des différents diagnostics établis. Ces Master class porteront sur différents aspects entrepreneuriaux :
• Financement du développement
• Réponse aux appels d'offres
• Aide au recrutement
• Prospection commerciale
• Fundraising
• Développement à l'international ...

L'objectif est d'organiser 5 workshops et 5 formations entre octobre 2017 et Juillet 2018.

Le programme s'achèvera par une convention d'affaires où seront invités tous les lauréats, ainsi que le partenaires pour une mise en réseau business unique. Par ailleurs, il est prévu grâce aux dotations offertes par les partenaires, de récompenser des entreprises remarquables afin de poursuivre leur accompagnement.

Moyens mis en œuvre :
Le programme s'appuie sur 4 ETP:
- Un Chef de projet
- un chargé de mission diagnostic
- un chargé de mission accompagnement
- un chargé de mission communication, web, presse...

Une équipe de bénévoles :
- 50 jours de pro bono Accenture
- 30 jours de pro bono KMPG
- 35 experts de différentes catégories (digital, communication, coaching, international...): OpenMind Dirigeant, L'Académie des Ruches, Econovia, DLAPiper....
- Le Figaro pour la couverture médiatique

Intérêt régional :
Les territoires concernés sont prioritairement les territoires QPV de la Région avec une attention particulière pour la grande couronne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- 3000 entreprises sensibilisées
- 250 entreprises candidates

- 125 entreprises selectionnées et diagnostiquées

Profil des entreprises : entreprises à fort potentiel de développement dont 60% minimum implantées dans les QPV.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible au calcul de l'assiette subventionnable

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats stockés Matières premières et fournitures	10 800,00	4,04%
Locations	12 000,00	4,49%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	103 500,00	38,74%
Déplacements, missions et réceptions	47 500,00	17,78%
Communication, vidéo, relations publiques	3 500,00	1,31%
Rémunération des personnels	89 870,00	33,64%
Total	267 170,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF - AFE	150 000,00	56,14%
Entreprises	67 500,00	25,26%
Fondations	35 000,00	13,10%
Autres prestations de services	14 670,00	5,49%
Total	267 170,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	150 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	15 000,00 €
	Montant total	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014748

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : EPICEAS - ACCOMPAGNEMENT À LA CRÉATION D'ACTIVITÉ DANS L'ESS 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	45 914,00 €	38,42 %	17 640,00 €
	Montant Total de la subvention		17 640,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PROJETS-19
Adresse administrative : 9 RUE MATHIS
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Carlos DURAN, Président

Date de publication au JO : 17 janvier 1998

N° SIRET : 42294844800044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 7 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il convient de faire débuter les dépenses à compter du 7 juillet 2017 tel qu'inscrit à la délibération CR 2017-141

Objectifs :
Projets-19, association de développement local implantée historiquement dans le nord-est du Grand-Paris, se positionne sur 2 axes d'intervention :
- l'accompagnement des personnes en insertion socio-professionnelle

- l'accompagnement à la création d'activités génératrices d'emploi par les demandeurs d'emploi et les habitants des QPV.

Forte de son expertise dans l'accompagnement d'entreprises, Projets-19 propose aux créateurs et chefs d'entreprise un accompagnement adapté à l'avancée du projet de création allant de la sensibilisation à la post-création. Divers outils d'accompagnement au sein de l'association permettent de sensibiliser et d'accompagner les habitants des QPV du nord-est de Paris avec le CitésLab, le FPH (Fonds Participatif des Habitants), le Point d'Appui des Initiatives locales et de tester et de développer avec la Couveuse Epicéas (couveuse de l'ESS labélisée par l'Union des Couveuses) et d'accompagner en post-création avec le DLA pour les QPV parisiens et la pépinière Mathis pour les associations des QPV du 19ème arrondissement de Paris.

Objectifs:
Aujourd'hui sa bonne connaissance des quartiers en politique de la ville et de l'accompagnement à la création d'activité, Projets-19 renforce ses partenariats avec les établissements territoriaux du Nord et Est du Grand Paris (Nord et Est de Paris, Plaine Commune, Est-Ensemble, Boucle Nord de Seine) pour proposer, au sein de la couveuse de l'ESS, aux demandeurs d'emplois et collectifs d'habitants des QPV un accompagnement allant du test à la post-création d'entreprises de l'ESS créatrices
d'emploi sur ces territoires et une formation diplômante de gérant de TPE en partenariat avec le CNAM.

Description :
Sur une période de 6 mois renouvelable 3/4 fois, la couveuse propose des rencontres collectives et individuelles soit au sein de la couveuse Epicéas soit sur le lieu d'implantation des projets:

Etape 1 : La sensibilisation à l'ESS et à la politique de la ville et l'identification des porteurs de projet individuel ou collectif d'habitants ou chefs d'entreprise dans un QPV et des besoins économiques du territoire.

Etape 2 : La réalisation de l'écriture du projet par un accompagnement collectif pour réaliser le business plan social du projet. Le contenu pédagogique est présenté sous la forme d'un cycle de formations sur la méthodologie du Business Plan social (BPS).Des rencontres collectives de 3 à 4 heures reposent sur une partie théorique et une application sur 1 ou 2 projets.

Etape 3 : Accompagnement individuel pour tester le projet afin de valider la faisabilité économique du projet. Pour mettre un test du projet, la couveuse s'appuie sur la stratégie du Produit Minimum Viable qui consiste à établir dans un premier temps les fonctionnalités techniques du produit ou service avec les publics cibles et les partenaires publics et privés. Puis de tester l'usage primaire du service ou produit dans sa globalité. Et enfin de déterminer les points forts/faibles du produit ou service.
Une fiche savoir mettre en place une stratégie de test ou de développement est remis à chaque porteur de projet. La couveuse accompagne chaque porteur de projet à identifier ce qu'il peut tester.

Etape 4 : L'accès aux financements privés et publics pour le démarrage. Mise en réseau avec les acteurs financiers pour faciliter l'accès aux financements privés du réseau France Active, par le crowdfunding… pour le démarrage du projet afin de financer les investissements et le besoin en fonds de roulement. Des accompagnements individuels pour réaliser la levée de fonds. En fonction de l'avancée du projet, c'est le porteur de projet qui décide de participer à ces formations.

Etape 5 : La Création de la structure et le développement du projet.Accompagnement collectif et individuel au développement du projet pour créer le ou les 1ers emplois dans la structure installée dans un QPV ou sur un autre territoire francilien. En fonction de l'avancée du projet, c'est le porteur de projet qui décide de participer à ces formations.

Etape 6 : La pérennisation de la structure, le changement d'échelle du projet ou la post-création.

- Formations en post-création permettant aux chefs d'entreprise de pérenniser leurs activités et de se développer.
- Identification des chefs d'entreprise situés dans un QPV avec les acteurs du territoire.
- Diagnostic des entreprises non accompagnées.
- Mise en place d'une stratégie de développement partant d'une analyse de la structure et posant les leviers d'actions puis les actions à mettre en place.
- Les chefs d'entreprise qui n'ont pas été accompagnés dès le début par la couveuse, ont la possibilité de participer aux formations proposées à l'étape 4 afin qu'ils aient les bases de la recherche de financement et les formations de l'étape 5 sauf celle sur les budgets.

Etape 7 : La formation diplômante.Partenariat avec la chaire économie solidaire du CNAM représenté par Elisabetta Bucolo commencé en 2015 sur une réflexion sur les publics moins diplômés et l'entrepreneuriat. Cette réflexion a abouti à la volonté de mettre en place une validation par un diplôme, accessible au niveau baccalauréat, du parcours réalisé par un porteur de projet pour mettre en place son entreprise de l'ESS.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains:
Un coordinateur de la couveuse 1 ETP
Un chargé d'accompagnement 1 ETP
Un gestionnaire administrative et financière de la couveuse 0,15 ETP

Moyens technique: création d'un formulaire en ligne pour mieux gérer les données sur les porteurs de projet.

Intérêt régional :
Territoires QPV concernés:
Le projet rayonne essentiellement sur les QPV des territoires de Plaine Commune, Est-Ensemble, Clichy-la-Garenne, Gennevilliers, Nord et Est de Paris où le siège est implanté (19ème).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
De par son expérience dans l'accompagnement des porteurs de projet ou de projets situés dans les QPV, la couveuse renforce son accompagnement auprès de ces publics et également auprès des porteurs de projet ou chefs d'entreprise des quartiers voisins pour harmoniser ses partenariats.
C'est pourquoi, Projet-19 cible 60 % de porteurs de projet, collectifs d'habitants, chefs d'entreprise issus des QPV et également des porteurs de projet souhaitant installer leurs entreprises dans ses quartiers. 40 % viendront des quartiers non QPV des EPT cibles partenaires.

Typologies des profils
- Demandeurs d'emploi résidants dans un QPV souhaitant crées dans un QPV
- Demandeurs d'emploi hors QPV souhaitant crées dans un QPV
- Les collectifs d'habitants résidants dans un QPV souhaitant créés dans un QPV
- Demandeurs d'emploi hors QPV
- Chefs d'entreprise d'une structure de l'ESS situé dans un QPV existante depuis plus de 2 ans avec un maximum de 1 ETP
- Chefs d'entreprise d'une structure de l'ESS situé hors QPV existante depuis plus de 2 ans avec un maximum de 1 ETP

Typologies des projets
Projet de l'économie sociale et solidaire ayant la forme juridique soit d'une association, soit d'une coopérative, soit d'une société commerciale avec l'agrément ESUS avec l'ambition de créer au moins 1 emploi ou son propre emploi.

Nombre :
Juillet 2017-décembre 2017 : 18 accompagnements dont 12 issus des QPV
En 2018 et 2019 : 50 accompagnements/an dont 30 en QPV

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible au calcul de l'assiette subventionnable

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats stockés Matières premières et fournitures	222,00	0,48%
Achats stockés Autres fournitures	150,00	0,33%
Locations	2 319,00	5,05%
Adhésion Union des Couveuses	200,00	0,44%
Documentation	100,00	0,22%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	7 200,00	15,68%
Publicité, publications, relations publiques	600,00	1,31%
Frais postaux et frais de télécommunications	500,00	1,09%
Rémunération des personnels	30 123,00	65,61%
Formulaire en ligne	4 500,00	9,80%
Total	45 914,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF -AFE	17 640,00	38,42%
Ville de Paris	4 634,00	10,09%
FSE	23 640,00	51,49%
Total	45 914,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	17 640,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	15 000,00 €
2014	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	37 500,00 €
2015	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	37 500,00 €
2015	Pré-demande Programme opérationnel régional FSE-FEDER	24 892,21 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	37 500,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l’entreprenariat	47 428,10 €
2016	Soutien aux contrats de ville	6 890,00 €
2017	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	20 000,00 €
	Montant total	236 710,31 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014776

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LE PHARES: DES COOPERATIVES EPHEMERES POUR LES JEUNES ISSUS DES QPV 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	39 116,00 €	38,35 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CITE PHARES
Adresse administrative : 6 RUE ARNOLD GERAUX
93450 L'ILE-SAINT-DENIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame Anne HURAND, Directrice

Objet : La société coopérative a pour objet, sur son territoire, à savoir la commune de L'Île-Saint-Denis, la communauté d'agglomération de Plaine Commune, le Département de la Seine-Saint-Denis et la Région Île-de-France :
- le développement d'unpôle d'ahospitalité dédié à toute structure ayant une activité écologique, sociale et/ou solidaire et oeuvrant au bien-être des populations de son territoire et qui s'inscrit dans le projet du PHARES;
- De proposer des activités de services nécessaires ou souhaités pour l'organisation de la vie collective au sein de ce pôle d'hospitalité;
- ...

N° SIRET : 80882948500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 25 septembre 2017

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il convient de faire débuter les dépenses à compter du 7 juillet 2017 tel qu'inscrit à la délibération CR 2017-141

Objectifs :
Le PHARES est reconnu comme pôle territorial de coopération économique (PTCE) en Ile-de-France depuis 2011. C'est au titre des PTCE qu'il a bénéficié d'un co-financement de la région Ile-de-France de 2014 à 2016. Géré par une SARL structurée en société coopérative d'intérêt collectif, le PHARES fédère aujourd'hui une vingtaine de structures de l'économie sociale et solidaire, des TPE et des universités autour d'un projet de développement local favorisant l'insertion des personnes éloignées de l'emploi et l'écologie.

Depuis 2016, le PHARES a renforcé son autofinancement et poursuit son développement en renforçant notamment ses action auprès de deux publics cibles : les porteurs de projets entrepreneuriaux, ESS notamment, et les collectivités dans le cadre de leurs projets de développement local.

Les actions du PHARES auprès du public « entrepreneur » inclus l'accompagnement de l'idée au projet (émergence), du projet à la création, puis dans leur développement. Depuis 2017, et du fait de son implantation en proximité de quartiers prioritaires, le PHARES souhaite co-construire des solutions pérennes pour l'emploi et l'émancipation des jeunes (18-30 ans) issus de ces quartiers.

Objectifs:
Les coopératives éphémères d'entreprenariat pour les jeunes : une initiative ascendante aux objectifs d'émancipation et d'insertion professionnelle

Objectifs généraux:
- Les jeunes participent à l'intégralité du dispositif
- Les profils des jeunes coopérants représentent la diversité de chacun des bassins d'emploi

Objectifs opérationnels:
- Les fondamentaux de la création d'activités économiques sont maîtrisés
- La valeur ajoutée de l'action collective est comprise par les jeunes
- Les jeunes coopérants sont conscients et en confiance vis-à-vis de leur pouvoir d'agir en matière d'insertion professionnelle et de pratiques professionnelles
- Les jeunes sont insérés dans l'éco-système socio-économique du territoire (employeurs, dispositifs et structures de formation et d'insertion, etc.)

Description :
Le projet s'inspire du modèle des coopératives jeunesses de services (CJS) qui sont nées au Québec il y a près de trente ans. Le principe est simple: permettre à des jeunes de 16-18 ans de monter une coopérative, le temps d'un été, afin de proposer des services dans leur quartier. Les jeunes peuvent ainsi proposer aux particuliers ou aux entreprises de leur quartier des prestations telles que du jardinage, de la peinture, des livraisons, des déménagements, etc.

Face à l'urgente nécessité de trouver des dispositifs innovants et structurants pour insérer les jeunes majeurs du territoire dans l'emploi et dans une démarche citoyenne, nous avons décidé de créer un projet de coopérative jeunesse dédié à un public bénéficiaire un peu plus âgé (18-30 ans) et sur une durée de 3 mois.

Le parti pris de la coopérative éphémère est de proposer une démarche très ascendante du point de vue de la prise de décision. L'objectif principal de l'encadrement du projet par notre collectif est de mettre en

capacité les jeunes à décider par eux-mêmes, à faire par eux-mêmes, et à se mettre en action de manière collective.

Grâce à un encadrement tourné vers la mise en capacité des jeunes, la coopération économique et la mise à disposition de services mutualisés pour ces jeunes entrepreneurs (facturation, comptabilité, facturation) l'action permet de fournir un cadre sécurisant à une action innovante de création d'activités économiques rémunérées sur une durée de quatre mois (1 mois de préparation et 3 mois de vie de la coopérative jeunesse) pour des jeunes d'horizons et de parcours différents.

LE PHARES envisage de créer 13 coopératives éphémères sur la période 2017-2019 et ainsi toucher entre 150 et 200 jeunes des quartiers. 1 coopérative éphémère sera ouverte à partir du 23 octobre 2017 jusqu'au 19 janvier 2018 sur Plaine Commun.
Ils prévoient ensuite d'ouvrir 6 coopératives éphémères sur d'autres territoires en 2018 et 6 en 2019.

Moyens mis en œuvre :
Sont nécessaires à la réalisation de l'action :
- le recrutement de 4 animateurs pendant 27 mois
- le recrutement d'un(e) chargé(e) de projet en charge de la coordination du projet et de l'encadrement des animateurs
- l'affectation d'un temps partiel du directeur de projet pour le pilotage global du projet et la mobilisation des partenaires institutionnels et locaux

De manière détaillée, cela correspond à :

- 2 Animateurs/animatrices par « coopérative éphémère d'entreprenariat »(15 jeunes) :
Temps : 2 ETP par coopérative éphémère d'entreprenariat
Fonctions : Animation, tutorat, accompagnement
1 chargé/chargée de projet « coopérative éphémère d'entreprenariat »
Temps : 1 ETP
Fonctions : Responsable opérationnel des animateurs, gestion de planning et logistique, lien avec le directeur de projet

1 directeur de projet
Temps : 0,2 ETP
Fonction : Pilotage global du projet, Responsable RH, Partenariats

Partenaires impliqués:
2 partenaires sont impliqués dans le co-pilotage du projet : la coopérative d'activités et d'emploi Coopaname et l'association Etudes & Chantiers Ile-de-France
Ensuite, pour chaque coopérative éphémère, un comité local est créé. Il sera composé des acteurs locaux suivants : mairie, EPT, chambres consulaires, associations d'entreprises locales, mission locale, maison de l'emploi, Agence de Pôle Emploi, mission d'information jeunesse, réseau action jeunesse, associations locales, structures ESS employeuses.

- Moyens matériels :
Locaux : la plupart des locaux seront mis à disposition par les partenaires locaux, qu'il s'agisse des communes, des bailleurs sociaux ou des associations locales. Néanmoins, dans l'éventualité de difficultés à trouver des locaux, une enveloppe pour la location de locaux est prévue au budget prévisionnel.

Matériel informatique et téléphonique : Chaque coopérative éphémère nécessite 15 postes d'ordinateur et

une imprimante. Le nombre maximum de coopératives éphémères concomitantes est de 2, par conséquent les besoins en matériel informatique sont les suivants :
- 30 postes d'ordinateurs
- 2 imprimantes-scanner
- 4 téléphones-fax

Intérêt régional :
Territoires QPV concernés:
Le rayonnement du projet se fera sur les bassins d'emploi suivants :
Plaine Commune (T6)
Paris (T1)
Est Ensemble (T8)
Boucle Nord de Seine (T5)
Paris Terre d'envol (T7)

Au sein de ces bassins d'emploi, le projet se concentrera exclusivement sur les quartiers Politique de la Ville (QPV). En particulier, la localisation des locaux qui hébergeront les différentes coopératives éphémères se situera obligatoirement en QPV.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les bénéficiaires sont résidents des bassins d'emploi visés plus haut et ils sont âgés de 18 à 30 ans. Notre objectif est de créer un groupe de 12 à 15 jeunes par coopérative éphémère qui sera capable de créer collectivement, de s'apporter mutuellement des apprentissages, et d'entreprendre en situation réelle pendant 3 mois.

Outre le lieu de résidence des jeunes coopérateurs, LE PHARE souhaite avoir un public bénéficiaire aussi diverse que possible du point de vue du parcours, de la situations familiale, sociale ou économique: jeunes bénéficiaires du RSA, d'indemnités chômage, jeunes en décrochage scolaire, étudiants en réflexion, jeunes travailleurs, jeunes créateurs d'entreprises, etc.

Aucune participation financière n'est demandée aux bénéficiaires ou à leurs éventuels prescripteurs, mais les informations collectives et les entretiens individuels de présentation du projet permettront de partager les engagements moraux des futurs coopérants :
- un engagement à ne pas être ni en situation d'emploi à temps plein ni en étude à temps plein
- un engagement à être présent au moins 4 jours par semaine lors des trois semaines de lancement de la coopérative
- un engagement à être présent au moins 3 jours par semaine lors des 10 semaines restantes

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible au calcul de l'assiette subventionnable

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats stockés Matières premières et fournitures	1 500,00	3,83%
Achats stockés Autres fournitures	1 500,00	3,83%
Entretien et réparations	900,00	2,30%
Primes d'assurance	600,00	1,53%
Autres services extérieurs	2 000,00	5,11%
Déplacements, missions et réceptions	1 000,00	2,56%
Frais postaux et frais de télécommunications	900,00	2,30%
Rémunération des personnels	30 716,00	78,53%
Total	39 116,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF - AFE	15 000,00	38,35%
CDC	7 500,00	19,17%
FSE	1 287,00	3,29%
CAF	11 250,00	28,76%
Fondations	1 000,00	2,56%
Participations des usagers	3 079,00	7,87%
Total	39 116,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux Pôles territoriaux de coopération économique	50 000,00 €
2015	Soutien aux Pôles territoriaux de coopération économique	50 000,00 €
	Montant total	100 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014794

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : MDE CORBEIL ESSONNE EVRY : SENSIBILISER ET ACCOMPAGNER LES HABITANTS DES QPV

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	130 985,00 €	28,40 %	37 202,00 €
	Montant Total de la subvention		37 202,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DE L'EMPLOI CORBEIL ESSONNES EVRY
Adresse administrative : 14 RUE DU BOIS SAUVAGE
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Eric BAREILLE, Président

Date de publication au JO : 2 janvier 2007

N° SIRET : 49444394800034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 7 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il convient de faire débuter les dépenses à compter du 7 juillet 2017 tel qu'inscrit à la délibération CR 2017-141

Objectifs :
Au sein de la MDE Corbeil Essonne Evry, la Maison de la Création d'Entreprise (MCE) a été créée pour

développer des outils de sensibilisation, de promotion de l'esprit d'entreprise et susciter ainsi la création d'activité auprès des salariés, demandeurs d'emploi et plus particulièrement des publics QPV.
Après validation de l'idée, la MCE oriente les réateurs vers les partenaires locaux pour le montage du dossier, le financement du projetet la recherche de locaux. La MCE peut modéliser son approche pour essaimer ces compétences sur d'autres territoires.

Objectifs :
Accompagner à l'amorçage de projets 300 bénéficiaires issus des QPV par an et par agent de sensibilisation, par la mise en place de permanences, l'animation d'ateliers de sensibilisation et d'amorçage de projets etl'organisation d'événements avec le réseau de la création d'entreprise en essonne.

Description :
3 actions à déployer :
- Sensibilisation à l'entrepreneuriat par un concours d'idées de création d'entreprises, des ateliers de sensibilisation, des manifestations événementielles avec le réseau de la création
- actions d'amorçage pour orientation vers le bon réseau d'accompagnement (CCI, CMA, BGE, etc.) sur la base d'ateliers collectifs de créativité ou de RDV individuels
- Valorisation des réussites des quartiers à travers des cafés créa ou de manifestations

Ces actions s'articulent autour de 6 moments clés :
- concours d'idées à la création d'entreprises
- Journées de la création d'entreprises
- Cafés créa
- Ateliers
- Entretiens individuels
- permanences MCE chez les partenaires

A cela s'ajoute la diffusion d'une newsletter deux fois par an.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :
- 1 responsable
- 1 assistante administrative
- 2 chargés de sensibilisation et d'accompagnement

Intérêt régional :
Territoires QPV concernés par l'action :
La MCE intervient sur le territoire de la MDE au sein de la CA Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart et en particulier sur les communes de Corbeil, Evry, Ris Orangis, Coucouronnes. L'action est déployée depuis 2016 sur Grigny et pouyrra être élargie à d'autres communes du 91 si les moyens humains et financiers le permettent.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Sont ciblés les salariés en reconversion, les demandeurs d'emploi, les personnes bénéficiant des minima sociaux, le public jeune et la population issue de QPV.

Partenariats :
Financeurs + partenaires prescripteurs tels que Pole Emploi, les 12 communes, les missions locales, les associations + les structures d'accompagnement qui prennent le relais (CCI, CMA, ADIE, BGE, Initiative Essonne, Essonne Active, Réseau Entreprendre, les Experts comptables, les banques, etc.)

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible au calcul de la base subventionnable

Localisation géographique :

- CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats stockés Matières premières et fournitures	1 193,00	0,91%
Achats non stockés de matières et fournitures	412,00	0,31%
Locations	19 900,00	15,19%
Documentation	250,00	0,19%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	9 000,00	6,87%
Publicité, publications, relations publiques	3 000,00	2,29%
Déplacements, missions et réceptions	1 700,00	1,30%
Frais postaux et frais de télécommunications	1 023,00	0,78%
Rémunération des personnels	94 507,00	72,15%
Total	130 985,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF-AFE	37 202,00	28,40%
Crédits Politique de la Ville	9 000,00	6,87%
EPT	10 330,00	7,89%
FSE	74 453,00	56,84%
Total	130 985,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	37 202,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	50 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	59 688,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	50 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	35 000,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	50 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2017	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises et les Associations	25 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l’entreprenariat	52 038,62 €
	Montant total	346 726,62 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014843

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : POSITIVE PLANET : ACCOMPAGNEMENT A LA CREATION D'ENTREPRISE DANS LES QPV

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	47 459,00 €	50,00 %	23 729,00 €
	Montant Total de la subvention		23 729,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PPF POSITIVE PLANET FRANCE
Adresse administrative : 1 PLACE VICTOR HUGO
92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame VALERIE BLANC-SAUBERT, Autre

Date de publication au JO : 2 mai 2006

N° SIRET : 49162266800219

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 7 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il convient de faire débuter les dépenses à compter du 7 juillet 2017 tel qu'inscrit à la délibération CR 2017-141

Objectifs :
Depuis 10 ans, Positive Planet France s'attache à lutter contre la précarité et l'exclusion dans les quartiers prioritaires, en donnant le goût d'entreprendre et en favorisant le succès d'entreprises durables.

L'association accompagne les personnes éloignées de l'emploi, en particulier résidant en QPV, et avec un focus sur les femmes et les jeunes.
Elle contribue à assurer la pérennité des actions menées : après 3 ans, 67% des entreprises sont encore en activité et 87% des créateurs ont un emploi (étude menée en 2015, et qui sera renouvelée en 2018).
Sur le territoire d'IDF, 17 lieux d'accueil sont ouverts sur 3 départements et 14 QPV : 629 personnes ont été accompagnées (+13% vs 2016) et 247 ont créé leur entreprise (+11%) au 04/09/2017 (soit 33% des créations nationales). Positive Planet prévoit de contribuer à créer 320 entreprises en IDF, dont 101 en IDF. Les projets de développement sur 2 ans permettraient de multiplier par 2.4 le nb de créations d'entreprises en QPV, soit 240.

Objectifs
La méthodologie de Positive Planet France a fait ses preuves depuis une dizaine d'années et permet aujourd'hui d'étendre son offre et de couvrir de nouvelles zones dans une volonté de changement d'échelle en Ile-de-France.
En 2016, près de 850 porteurs de projets l'ont été en Ile-de-France, permettant la création de 300 entreprises dont 80 au cœur des QP. Cela représente 15% des créations recensées en région Ile-de-France. Fin 2016, 8 chargés d'accompagnement et 4 responsables d'antennes composaient l'équipe Ile-de-France.
En 2017, nous prévoyons une augmentation de ces chiffres avec l'accompagnement de plus de 100 créations d'entreprise en QP. Ceci sera notamment impulsé par le recrutement de 2 chargés d'accompagnement mi-2017 à Paris, et un dans les Yvelines permettant de développer notre couverture dans ces deux départements.
En 2018, grâce à la montée en puissance des antennes parisiennes et yvelinoises (intégration et formation des nouveaux chargés d'accompagnement, mais aussi retombées du travail de promotion de l'entrepreneuriat dans les espaces partenaires et communication) ainsi qu'à l'implantation de deux lieux d'accueil dans les Hauts-de-Seine, nous accompagnerons la création de 140 entreprises par les habitants des QPV.
Fin 2018, l'équipe Ile-de-France comptera 14 chargés d'accompagnement et 4 responsables d'antennes. Positive Planet recrute également un manager réseau supplémentaire pour consolider l'équipe du siège et soutenir de manière pérenne notre développement.
En 2019, l'ouverture de 2 nouvelles implantations dans le Val d'Oise, à Sarcelles/Garge-lès-Gonesse ainsi que sur le territoire de Plaine Commune, nous permettront d'atteindre 240 créations d'entreprises en QPV, soit un quart de l'objectif de la région Ile-de-France prévu dans cet appel à projet.

Cette prévision permet de multiplier le nombre de créations par 2,4 entre 2017 et 2019 et implique ainsi un réel changement d'échelle. Les effectifs des antennes de Positive Planet France en Ile-de-France seront quasiment multipliés par 2, passant de 9 chargés d'accompagnement début 2017 à 17 en 2019, et développeront de manière importante leur maillage territorial.
Ces 240 entreprises accompagnées en QPV seront autant d'entreprises qui consolideront leur capacité de résistance à la défaillance et dynamiseront les quartiers prioritaires d'implantation.
Cette prévision s'appuie sur notre décennie d'existence, nous permettant d'affiner l'analyse de notre activité et de nos données, pour coller au plus près de nos capacités dans les années à venir.

Description :
Positive Planet France présente une action d'accompagnement à la création d'entreprise à destination des habitants des quartiers prioritaires de la ville. Cet accompagnement, gratuit, est assuré par des chargés d'accompagnements répartis en Ile-de-France au sein de lieux d'accueil (17 antennes et permanences), dans 3 départements : Seine-Saint-Denis, les Yvelines ainsi que Paris.

L'accompagnement se compose de rendez-vous individuels, d'une heure environ permettant un diagnostic de l'idée du porteur de projet, puis un travail sur les étapes nécessaires à la création d'entreprise (étude de marché, stratégie commerciale, choix du statut juridique, prévisions financières etc)

ainsi que sur la posture entrepreneuriale du futur chef d'entreprise. Le porteur de projet bénéficie de nos outils lui permettant de structurer et formaliser son projet (étude de marché, business plan narratif et financier…)

Cet accompagnement peut être soutenu par des bénévoles qui mettent leur temps et leurs compétences à profit des porteurs de projet afin de leur apporter un soutien dans un domaine précis (marketing digital, communication, comptabilité, rédaction de business plan…).
Positive Planet développe également des partenariats de mécénat de compétence avec des entreprises. Par exemple, la Société Française de Protection Juridique met à disposition, dans nos antennes parisiennes, plusieurs salariés quelques journées par an pour faire bénéficier nos porteurs de projets de leur domaine d'expertise.

Leur expérience, ainsi que les retours de ses partenaires dont la région et l'AFE, ont montré qu'il ne suffisait pas d'accompagner une entreprise pour qu'un projet fonctionne. L'accompagnement du porteur de projet est également primordial, d'autant plus pour des populations souffrant d'un manque de confiance en leurs capacités comme celles issues des QP.
L'accompagnement inclut ainsi cette double nécessité et démontre l'impact positif de cette action.

Moyens mis en œuvre :
Chaque territoire dispose d'un responsable d'antenne manageant des chargés d'accompagnements qui sensibilisent, accueillent et accompagnent les porteurs de projets vers la création de leur entreprise.

En 2017, 2 ETP à Paris et 1 ETP dans les Yvelines
En 2018, 1 manager du réseau au siège et 2 ETP en Hauts-de-Seine
En 2019, 2 ETP dans le Val d'Oise et 1 ETP à Plaine Commuine

Moyens matériels :
- Ordinateur, connexion internet, imprimante, bureau, locaux (30-40m2 en moyenne) au cœur des quartiers
- SalesForce
- Outils Business Plan narratif et financier mis en place grâce à nos équipes et des consultants externe en mécénat de compétence (Accenture).
- Fiches pratiques pour la création d'entreprise

Intérêt régional :
Les lieux d'accueil QPV par départements :

Seine-Saint-Denis : La Noue, Bel Air-Grands Pêchers, Abrevoir/bondy Nord, Les Courtillères, Le Londeau, Hoche/arpents, Selengro/Gaston Roulaud Centre ville, Le Plateau, les Malassis,
Paris : Porte Pouchet, Porte Montmartre, la goutte d'or – Porte des Poissonniers – Moskova, Belleville et les portes du 20e
Yvelines : Merisiers-Plaine de Neauphle, Val Fourré, Lisière Cité Renault – Centre ville,

Positive Planet France travaille dans chaque ville avec l'ensemble des quartiers prioritaires proches de ses implantations.

D'ici 2019, l'association souhaite s'implanter dans deux nouveaux départements, les Hauts-de-Seine (92) ainsi que le Val d'Oise (95) et développer de nouveaux lieux d'accueil pour renforcer son impact territorial notamment en Seine-Saint-Denis (93), à Paris (75) ainsi que dans les Yvelines (78).

Concernant les nouveaux départements, une antenne et une permanence seront ouvertes à Asnières-sur-Seine et Gennevilliers dans les quartiers Agnettes et Haut d'Asnières de même qu'une antenne et une permanence à Garge-lès-Gonesse dans les quartiers Dame Blanche et Lochères. Ces nouvelles implantations vont ainsi permettre de développer l'accompagnement et de travailler dans de nouvelles collectivités, où le besoin en accompagnement est important et où les problématiques économiques et sociales sont proches des quartiers dans lesquels Positive Planet travaille déjà depuis de nombreuses années.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Positive Planet France a pour vocation de donner le goût d'entreprendre et de favoriser la réussite des entrepreneurs des quartiers par la création d'entreprises durables. Sa mission première est d'accompagner des personnes éloignées de l'emploi, bénéficiaires bien souvent, des minimas sociaux.
La population au chômage, ou bénéficiaire du RSA représente plus de deux tiers des créateurs d'entreprises accompagnés par l'association.
Ainsi, et grâce au travail de terrain qu'effectuent les équipes sur chacun de leurs territoires, plus de la moitié des porteurs de projets proviennent d'organisations prescriptrices, au premier rang desquelles Pôle Emploi, l'ADIE, les missions locales, les missions d'insertion ou encore les maisons de quartier.

En 2016, en Ile-de-France, plus de 40% des personnes accompagnées étaient des femmes. Les entreprises accompagnées sont en majorité des TPE. Plus de la moitié des créations d'entreprises se font sous régime de la micro-entreprise. Les porteurs de projet cherchent avant tout à créer leur propre emploi pour sortir du cercle vicieux du chômage, de la marginalisation économique et donc de l'exclusion parfois sociale.

Cet accompagnement permet enfin de faciliter l'accès au financement, ce qui constitue l'un des freins principaux pour les porteurs de projets au niveau national et d'autant plus dans les Quartiers Prioritaires, première difficulté citée par les entrepreneurs des Quartiers d'après l'étude menée par BpiFrance et Terra Nova « Entreprendre dans les quartiers ».

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible au calcul de l'assiette subventionnable

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
taxes sur les salaires	2 565,00	5,40%
Rémunération des personnels	43 291,00	91,22%
Autres charges de personnel	1 603,00	3,38%
Total	47 459,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF - AFE	23 729,00	50,00%
Crédits Politique de la Ville	23 730,00	50,00%
Total	47 459,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	23 729,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	185 887,52 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	518 293,17 €
	Montant total	704 180,69 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014849

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : POSITIVE PLANET MENTORAT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	66 153,00 €	50,00 %	33 077,00 €
	Montant Total de la subvention		33 077,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PPF POSITIVE PLANET FRANCE
Adresse administrative : 1 PLACE VICTOR HUGO
92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame VALERIE BLANC-SAUBERT, Autre

Date de publication au JO : 2 mai 2006

N° SIRET : 49162266800219

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 7 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 6 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il convient de faire débuter les dépenses à compter du 7 juillet 2017 tel qu'inscrit à la délibération CR 2017-141

Objectifs :
Depuis 10 ans, Positive Planet France s'attache à lutter contre la précarité et l'exclusion dans les quartiers prioritaires, en donnant le goût d'entreprendre et en favorisant le succès d'entreprises durables.
L'association accompagne les personnes éloignées de l'emploi, en particulier résidant en QPV, et avec un

focus sur les femmes et les jeunes.
Elle contribue à assurer la pérennité des actions menées : après 3 ans, 67% des entreprises sont encore en activité et 87% des créateurs ont un emploi (étude menée en 2015, et qui sera renouvelée en 2018).
En France : 33 lieux d'accueil sont ouverts sur 10 départements et + de 75 QP.
Sur le territoire d'IDF, 17 lieux d'accueil sont ouverts sur 3 départements et 14 QP : 629 personnes ont été accompagnées (+13% vs 2016) et 247 ont créé leur entreprise (+11%) au 04/09/2017 (soit 33% des créations nationales). Positive Planet prévoit de contribuer à créer 320 entreprises en IDF, dont 101 en IDF. Les projets de développement sur 2 ans permettraient de multiplier par 2.4 le nb de créations d'entreprises en QPV, soit 240.

Objectifs:
Après 3 ans d'activité 82% des entreprises qui ont bénéficié de l'accompagnement de suivi post-création sont toujours en activité (étude BIT / CGSP / CDC de juin 2014).
Dans le but d'améliorer continuellement le taux de pérennité, de développer les entreprises crées et la création d'emploi, Positive Planet France propose un suivi complet de l'entrepreneur : un programme de mentorat, un Club des Positiveurs et un événement de promotion récompensant des entrepreneurs remarquables : les « Positive Awards ».

L'objectif principal de l'implantation d'un programme de mentorat par Positive Planet France est d'accélérer le développement de l'entreprise et d'aider l'entrepreneur à acquérir la posture entrepreneuriale nécessaire pour faire face aux différents obstacles. Grâce à l'accompagnement d'un mentor, l'entrepreneur met toutes les chances de son côté pour augmenter le taux de pérennité de son entreprise et en favoriser son développement. Le programme présente un caractère original car les entrepreneurs accompagnés sont très peu accompagnés après la création de leur entreprise. En effet, la structure de leur entreprise et leur profil ne correspondent pas toujours aux critères d'éligibilité soutenus par les autres acteurs de la création d'entreprise.

Le Club des Positiveurs quant à lui, a comme objectif de favoriser la réussite des entrepreneurs. Il comprend un espace privé en ligne avec de nombreux outils, comme par exemple un tchat d'experts, des outils de formations (e-learning), etc… Parallèlement, des événements sur des thématiques différentes (marketing, digital, juridique, prospection commerciale, etc.) sont organisés localement afin de lever les freins que peuvent rencontrer les entrepreneurs. Ces événements auront pour intérêt de développer le réseau des entrepreneurs et de les mettre en relation avec de potentiels financeurs.

Enfin, les « Positive Awards » mettent en lumière et récompensent (dotation financière, communication) des entrepreneurs « remarquables », en France et à l'international. Et nous veillons à ce que les entrepreneurs des QP soient représentés.

Description :
Pour la mise en place du programme de mentorat, Positive Planet France utilise une méthodologie détaillée qui se décompose en 7 étapes :
- Le recrutement
- L'étude et la sélection des mentors
- La formation des équipes de Positive Planet France, des mentors et mentorés
- Le matching
- La suivi de la relation
- La sortie
- L'évaluation

La mise en place opérationnelle est composée de 2 phases :
- Le recrutement à travers le lancement d'un événement, la sélection et la formation
- Le matching et le lancement des relations

En ce qui concerne le contenu pédagogique, des modules de formation sont prévus pour les mentorés et les mentors.
Les contenus abordés pour les mentorés sont :
- La familiarisation avec le concept du mentorat, l'intérêt du mentorat pour le développement de son entreprise, des conseils pour la réussite de la relation.

Pour celle des mentors :
- Les familiariser avec le processus de mentorat et ses différentes étapes, l'exploration des différentes façons de soutenir les mentorés et la mise en pratique des compétences et techniques de mentorat

En ce qui concerne le Club des Positiveurs celui-ci est composé de 2 éléments interdépendants :
- Des événements locaux pour être au plus près des entrepreneurs : 4 événements par an seront réalisés par 4 antennes sur des thématiques professionnelles. Ces événements ont également pour objectif de favoriser le networking entre entrepreneurs et avec des acteurs financiers
- Un espace privé en ligne accessible aux entrepreneurs et leur permettant de retrouver l'ensemble des documents nécessaires à la création et au développement de leur entreprise, l'accès à un tchat live d'expert, la possibilité de mettre en avant leur entreprise et de proposer des offres et enfin la liste des événements locaux qui pourraient les intéresser avec possibilité de s'inscrire aux événements en ligne.

Enfin, afin de mettre en lumière les forces vives des quartiers prioritaires et les talents qui entreprennent, Positive Planet récompensera chaque année, au travers des « Positive Awards » les entrepreneurs les plus remarquables.

Moyens mis en œuvre :
programme de mentorat:
- 2 personnes issues du partenariat YBI (Youth Business International), ont mis en place un atelier de 3 jours durant le mois de mai ainsi qu'une autre journée de formation.

- deux personnes sont affectées à l'opération : la Responsable des Opérations et une Chargée d'accompagnement qui est en charge de la production des outils pour le programme. Cette dernière est en support du Responsable des Opérations et elles passent 2 jours par semaine à la mise en place du projet. En ce qui concerne les moyens matériels : locaux de Paris, Salesforce pour la saisie des mentors sur notre base de données.

Pour la mise en place du Club des Positiveurs : la Responsable de la Communication et du Marketing, stagiaires, mobilisation des Chargés d'accompagnement et des Responsables d'antennes. Bénévoles, parrains et experts. Support de communication et promotion sur internet. Restauration pour les ateliers de networking.

Pour les Positive Awards : Responsable Marketing et Communication, Responsables d'antennes, supports communication, promotion sur internet et stagiaires.

Intérêt régional :
Territoires concernés:
Pour les 3 programmes il est prévu un développement progressif:

En 2017 :
Seine-Saint-Denis > La Noue, Bel Air-Grands Pêchers, Abrevoir/Bondy Nord, Les Courtillères, Le Londeau, Hoche/arpents, Selengro/Gaston Roulaud Centre ville, Le Plateau, les Malassis
Paris : Porte Pouchet, Porte Montmartre – Porte des Poissonniers – Moskova

En 2018 : poursuivre en Seine-Saint-Denis et Paris, plus Yvelines : Merisiers-Plaine de Neauphle, Val Fourré, Lisière Cité Renault – Centre ville, et ouvrir dans le 92 Hauts-de-Seine 1 antenne et 1 permanence à Asnières-sur-Seine / Gennevilliers dans les QPV des Agnettes et des Hauts-d'Asnières.

Pour 2019 : poursuivre et renforcer dans les départements où nous sommes présents, plus ouvrir dans le 95 Val d'Oise 1 antenne et 1 permanence à Gargés- lès-Gonesse / Sarcelle, dans les QPV Dame Blache et Lochères.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Pour le programme de mentorat :
Pour le dernier trimestre 2017 : 15 paires mentorés/mentors
Pour 2018 : 30 paires
Pour 2019 : 50 paires
Total pour toute la durée du programme sur 2,5 ans : 95 paires
Concernant la typologie des profils des mentorés Positive Planet France n'a pas de critères de sélection. En effet la sélection est basée principalement sur le besoin des entrepreneurs et sur leur volonté de développer leur pratique professionnelle et s'améliorer de manière continue.

Pour le Club des Positiveurs : pas limité aux créateurs issus des QPV:
2017 : 100 créateurs en QPV
2018 : 140
2019 : 240

Pour les Positive Awards :
2017 : 100
2018 : 140
2019 : 240

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible au calcul de l'assiette subventionnable

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Documentation	75,00	0,11%
Publicité, publications, relations publiques	33 133,00	50,09%
Déplacements, missions et réceptions	300,00	0,45%
Taxes sur salaires	1 764,00	2,67%
Rémunération des personnels	29 778,00	45,01%
Autres charges de personnel	1 103,00	1,67%
Total	66 153,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF - AFE	33 077,00	50,00%
FONDATION	33 076,00	50,00%
Total	66 153,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	33 077,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	185 887,52 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	518 293,17 €
	Montant total	704 180,69 €

Annexe n°5 : Convention type AAP QPV

Convention type relative relative au soutien à l'entrepreneuriat dans les quartiers Politique de la ville

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2017-266 du 5 juillet 2017,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

XXXXXXX
N° SIRET : XXXXXX
dont le siège social est situé au : XXXXXX
ayant pour représentant le XXXXXX

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Après avoir rappelé :

- **Le règlement n°1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.**
- **La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine**
- **Le décret n°2014-1750 du 30 novembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la Ville**
- **La délibération n°CR 2017-141 relative la politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME**

La convention s'inscrit dans le cadre d'un appel à projet lancé conjointement par la Région Ile-de-France et l'Agence France Entrepreneur dans le but de renforcer les actions d'accompagnement des créateurs-repreneurs et jeunes dirigeants d'entreprises et de favoriser la pérennité des entreprises et des emplois créées sur les territoires fragiles des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° [CP d'attribution XXXXX] du [date CP d'attribution XXXXX], la Région Île-de-France a décidé de soutenir en faveur de l'entrepreneuriat dans les quartiers Politique de la Ville de 2017 à 2019 [dont le descriptif figure dans la fiche projet en annexe à la convention, par l'attribution à XXXXX d'une subvention de fonctionnement XXXXX € pour la période du XXX au XXXX.

Au titre des autres années d'exécution de la convention, soit XXX et XXX, le bénéficiaire pourra prétendre au versement d'une subvention, sous réserve d'un vote d'approbation par l'assemblée délibérante régionale.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire :

- **une subvention de fonctionnement correspondant à XXXXX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXXXX € TTC, soit un montant maximum de subvention de XXXXX € pour l'année XXXXX.**

Ce montant pourra évoluer chaque année en fonction du budget voté par la Région.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à assurer la mise en œuvre et l'évaluation des actions subventionnées, informe la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention et des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution de l'action subventionnée et met en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale.

Le bénéficiaire s'engage à ce que les subventions soient affectées, pour la durée de la présente convention, à la réalisation des actions subventionnées.

Toutes modifications substantielles du projet doit faire l'objet d'une demande à la Région et doit être approuvée par celle-ci. La Région ne prendra en charge aucun surcoût lié à une modification des actions subventionnées sur la période XXX-XXXX.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATION RELATIVE A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaires ou alternants pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale et à saisir les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme des Aides Régionales selon les modalités communiquées par la Région et relayées par le bénéficiaire.»

ARTICLE 2.4 OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.

Respecter les procédures de mise en concurrence pour la passation des marchés auxquelles le bénéficiaire ou les membres du consortium peuvent être assujettis tant au regard du droit français que communautaire.

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il (ou, le cas échéant, les établissements bénéficiaires d'allocations de recherche) pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Produire un justificatif de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.5 de la présente convention (convention de stage signée ou contrat de travail signé), lors de la demande de versement du solde.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire s'engage à communiquer sur le soutien de la Région Île-de-France et de l'AFE et s'engage à intégrer les éléments de communication et de promotion de la Région Île-de-France et de l'AFE. Les supports associés seront mis à disposition du bénéficiaire pour être utilisés et relayés auprès des porteurs de projets entrepreneuriaux accompagnés.

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, l'ensemble des partenaires qui bénéficient d'un soutien de la Région dans le cadre du consortium s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région et l'AFE à utiliser les résultats des projets subventionnés (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale.

La présence des logotypes de la Région et de l'AFE sont obligatoires, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. De même, les communications écrites ou orales (programme, affiche, documents remis aux participants, articles, interviews…) indiquent explicitement l'implication de la Région et l'AFE. Enfin, concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page

d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France et de l'AFE.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région et de l'AFE est égal ou dépasse 50% du budget total de l'opération, la taille du logo régional et de l'AFE sont proportionnellement supérieures à celle des autres co-financeurs.
Le bénéficiaire prévient et associe la Région et l'AFE dans l'organisation de tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation (lancement, inauguration, conférence de Presse…) liés aux projets subventionnés et y invite un représentant de la Région et de l'AFE. Ces évènements font expressément référence à l'implication de la Région et de l'AFE selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région et de l'AFE sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme

ARTICLE 3.2.2: VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtudu nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3: VERSEMENT DU SOLDE

Le solde ne peut être versé qu'après justification de l'achèvement et du paiement complet des actions subentionnées, accompagné des documents suivants :

- **un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment, en fonction du type de dépense :**
  - **les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;**
  - **et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés.**

  Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de la structure et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme ;
- **un compte-rendu financier (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées au titre de ces coûts environnés, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme, à défaut le trésorier de l'organisme subventionné.**
- **un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.**

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date de démarrage de la fiche projet et ce, jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date

d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La convention couvre la période XXX-XXX. Elle prend effet à compter de sa signature et expire au versement du solde des flux financiers dûs au titre des présentes, ou par application des règles de caducité prévues à l'article 3.2.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier des actions subventionnées ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du programme subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CPXX-XXX du [DATE DE VOTE DE LA SUBV].

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le	**Le**
xxxxxx	**Pour la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France et par délégation La directrice des entreprises et de l'emploi**
xxxxxxxxx	**Marie ESNAULT-BERTRAND**

Annexe n°6 : Fiches projets PACE-PACE+

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15013051

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : REAFFECTATION - LABELLISATION PACE CA DES 2 RIVES DE SEINE 2015-2016 (2ÈME ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	86 415,00 €	40,50 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-65734-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D AGGLOMERATION DES DEUX RIVES DE LA SEINE
Adresse administrative : 100 AVENUE VANDERBILT
78955 CARRIERES-SOUS-POISSY
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Philippe TAUTOU, Président

N° SIRET : 20000032100014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE
Rapport Cadre : CR87-13 du 21/11/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 21 novembre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 novembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :

Objectifs :
La création et la labellisation du Point d'Accueil à la Création d'Entreprise (PACE), localisée dans les quartiers prioritaires de Carrières-sous-Poissy, Chanteloup-les-Vignes, Vernouillet, vise à créer et conforter l'offre de services en matière d'aide à la création d'entreprise sur le territoire de la Communauté d'agglomération des 2 Rives de Seine. Les publics cibles sont les demandeurs d'emploi et bénéficiaires de minima sociaux, porteurs d'idée ou de projet de création d'entreprise.

Missions du PACE:

- Accueillir et orienter les porteurs de projet vers les experts, membres du réseau

Un accueil permanent est assuré (permanences libres et sur RV, en alternance dans la semaine) par l'animateur. Depuis le montage technique du dossier de création jusqu'au lancement de l'activité, le PACE propose une orientation personnalisée, en fonction du profil, de la situation sociale et professionnelle et de la nature du projet. Cette approche sur-mesure constitue la garantie d'un accompagnement efficace, condition d'une création réussie.

- Etre un centre de ressources dédié à la création d'entreprises
Un accès internet et de la documentation sont mis à disposition des créateurs pour travailler sur leur projet. Des postes de travail sont mis à disposition des créateurs pour travailler sur place (2 postes informatiques dédiés).

- Assurer des permanences, des sessions de formations et d'informations collectives en collaboration avec les membres du réseau

Description :
Le premier semestre 2015 est consacré à la préparation de l'ouverture du PACE.
L'ouverture du Point d'Accueil à la Création d'Entreprise (PACE), basé à l'Espace Emploi Entreprise de Chanteloup les Vignes est prévue pour juin 2015. L'inauguration officielle aura lieu le 16 septembre au cœur d'une semaine évènementielle dédiée à la création d'entreprise.

Recrutement de l'animatrice du PACE :
Elle a consacré les premières semaines de sa prise de fonction à l'élaboration de l'offre de services du PACE, à la rédaction du cahier des charges pour la sélection de prestataires d'accompagnement et à préparer les travaux du PACE.
Elle travaille actuellement sur la recherche d'intervenants pour animer les différents ateliers et formations.

Rencontres avec les acteurs de la création d'entreprises
L'animatrice a rencontré, au cours du mois de mars, les principaux acteurs locaux de la création d'entreprises pour leur présenter le projet de Pace et engager la nouvelle dynamique partenariale que l'on souhaite créer. Les rencontres se poursuivent pour constituer un noyau solide d'experts prêts à s'investir sur des permanences gratuites ou l'animation de formation. Il s'agira notamment d'experts comptables, banquier, dirigeants d'entreprise en activité ou retraités, assureur, organisme de formation spécialisé…

Sélection des prestataires :
La consultation marchés publics pour sélectionner des prestataires pour assurer la sensibilisation du public, l'animation des réunions collectives d'information, l'accompagnement individuel et la formation des porteurs de projet du territoire est sur le point de paraître. Le marché démarrera en juin 2015.

Moyens mis en œuvre :
Le premier semestre 2015 est consacré à la préparation de l'ouverture du PACE.
Le Point d'Accueil à la Création d'Entreprise (PACE), basé à l'Espace Emploi Entreprise de Chanteloup les Vignes ouvre ses portes pour juin 2015. L'inauguration officielle aura lieu le 16 septembre au cœur d'une semaine évènementielle dédiée à la création d'entreprise.

Recrutement de l'animateur du PACE :
Véronique COTINET, chargée de mission création d'entreprise a pris ses fonctions le 2 mars 2015.
Elle a consacré les premières semaines de sa prise de fonction à l'élaboration de l'offre de services du PACE, à la rédaction du cahier des charges pour la sélection de prestataires d'accompagnement et à préparer les travaux du PACE.
Elle travaille actuellement sur la recherche d'intervenants pour animer les différents ateliers et formations.

Intérêt régional :
Le PACE participe à la politique régionale en faveur du développement économique des quartiers en difficulté.

Public(s) cible(s) :
Le public cible du PACE est tout porteur de projet quel que ce soit son état d'avancement ; cependant, une priorité est portée en direction des habitants vivant sur les communes relevant de la géographie prioritaire, soit 38% de la population totale de la CA2RS.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible au calcul de la base subventionnable.

Localisation géographique :

- (EX78) CC DES DEUX RIVES DE LA SEINE (DISSOUTE AU 01/01/2016)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de réception	1 875,00	2,17%
Fournitures administratives ou d'entretien	1 000,00	1,16%
Documentation	800,00	0,93%
Formation du personnel	640,00	0,74%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 500,00	1,74%
Publicité, publications, relations publiques	2 700,00	3,12%
Déplacements et missions	800,00	0,93%
Frais postaux et frais de télécommunications	800,00	0,93%
Evènements dédiés à la création	20 000,00	23,14%
Rémunération du personnel spécifique au projet	56 300,00	65,15%
Total	86 415,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	35 000,00	40,50%
CDC	15 000,00	17,36%
EPCI	15 915,00	18,42%
FSE	20 500,00	23,72%
Total	86 415,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	35 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Aide au développement de bornes de recharges électriques	20 000,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	66 829,00 €
2014	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	147 700,00 €
2014	Soutien à la création et à la labellisation de points d'accueil création d'entreprise - Investissement	13 222,00 €
2014	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	40 000,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	70 525,68 €
2015	Chantier école	39 150,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	673 707,50 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	24 000,00 €
2015	Soutien aux nouvaux services à la mobilité (Fct)	50 000,00 €
2015	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	35 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agriurbains : aide à la mise en oeuvre du plan d'action	12 500,00 €
2015	Soutien aux programmes de territoires agri-urbains. Aide d'investissement dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'action	24 766,67 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 3	75 926,86 €
	Montant total	1 222 802,03 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014030

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LABELLISATION PACE EPT 12 2017-2018 (4ÈME ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	66 550,00 €	22,54 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-65734-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND ORLY SEINE BIEVRE
Adresse administrative : 2 AVENUE YOURI GAGARINE
94400 VITRY SUR SEINE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Michel LEPRETRE, Président

N° SIRET : 20005801400016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE
Rapport Cadre : CR87-13 du 21/11/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 20 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 19 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
A travers la labellisation de la Fabrique comme Point d'Accueil à la Création d'Entreprise (PACE), l'établissement Public Territorial 12 (Grand Orly, Val de Bièvre, Seine-Amont) a structuré et renforcé son dispositif d'accompagnement des porteurs de projet notamment en direction des habitants des quartiers Politique de la Ville :
• Structuration du parcours du créateur en proposant une offre complète quel que soit l'état d'avancement du projet
• Structuration du réseau des acteurs de la création permettant de travailler plus en amont avec les prescripteurs et capter plus de porteurs de projet afin de leur faire bénéficier d'un environnement entrepreneurial de proximité, complet et gratuit, propice à la réalisation de leur projet.

• Renforcement d'un environnement entrepreneurial favorable : les services et prestations déployés permettent d'offrir aux habitants l'opportunité d'accéder facilement et rapidement à une information qualifiée, à des conseils et services d'accompagnement pour la concrétisation de leurs projets de création d'entreprise.

• L'accès facilité aux publics en difficulté : Le PACE doit permet de capter davantage les publics des quartiers en difficulté et de sécuriser le parcours de développement de ces créateurs qui enregistrent un taux de pérennité peu élevé. Il en va de même pour les inactifs et les chômeurs de longue durée représentant une partie importante des créateurs sur l'EPT 12. Le travail de fond amorcé avec les prescripteurs tel que Pôle Emploi ou les acteurs du Réseau emploi du territoire a été renforcé.

Description :
Données quantitatives typologie du public :
•175 nouvelles personnes accueillies
- dont 43% de femmes
- dont 20% d'entrepreneurs

•10 % des nouveaux porteurs accueillis résident en politique de la ville
•59 % sont des demandeurs d'emploi (y compris bénéficiaire RSA / ASS)
•23% ont moins de 30 ans
•25% ont un niveau égal ou inférieur au CAP/BEP
•43% ont un niveau égal ou supérieur BAC+3/4

•Besoins exprimés :
oS'informer sur la création d'entreprise / l'accompagnement à la création d'entreprise : 53%
oÊtre aidé dans le montage du projet / formaliser - finaliser son business plan : 15%
oFinancer son projet : 7%
oÊtre conseillé sur le démarrage de l'activité : 17%
oTrouver des locaux : 3%
oDévelopper son activité : 3%
oAutres : 2%

Données quantitatives de l'activité :
• 82% orientations ont été réalisées auprès des partenaires
• 22 partenaires mobilisés (10 prescripteurs principalement les collectivités, le Pôle Emploi du territoire et les Mission Locale, antenne Cap Emploi) et autres (Cité des Métiers 94, Banque))
o
o 12 Structures d'accompagnement : (pour une majorité des orientations mais liste non exhaustives) - acteurs de l'accompagnement (BGE Adil, CMA 94, Espace pour Entreprendre), acteurs du financement (ADIE, VMAPI, Réseau Entreprendre 94), acteurs de l'ESS (notamment Coopaname), autres (INPI, Chargé mission commerce villes du territoire, Cité des Métiers 94, WIMOOV, Plateforme RH Val de Bièvre)
• nb rencontres collectives organisées : 10 ateliers thématiques + 20 ateliers méthodologie de projet (BGE Adil)

Moyens mis en œuvre :
Une animatrice dédiée à temps plein a pour mission :
• l'accueil, l'information et l'orientation des porteurs de projet
• le suivi des prestations des partenaires intervenant dans le cadre du PACE et l'animation de ce réseau
• la mise en réseau des acteurs du réseau de la création d'entreprise et du monde associatif présent

notamment dans les quartiers politique de la ville
• la planification et la coordination des permanences thématiques de partenaires et d'experts
• la participation aux réseaux locaux des acteurs de la création d'entreprise, et notamment du réseau départemental « J'entreprends en Val de Marne »
• la gestion et l'animation du centre de ressources et veille sur l'actualité de la création d'activité
• la communication auprès des villes, des prescripteurs, des partenaires, du public pour mieux faire connaître le PACE
Les objectifs et indicateurs de mesure de l'efficacité du PACE :

Intérêt régional :
Le PACE participe à la politique régionale en faveur du développement économique des quartiers en difficulté.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les publics cibles sont les habitants de l'EPT 12 dont les demandeurs d'emploi et bénéficiaires de minima sociaux, et les habitants des quartiers, porteurs d'idée ou de projet de création d'entreprise.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible au calcul de la base subventionnable.

Localisation géographique :
- T12 (EPT12 / 94-VAL DE MARNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Locations	12 780,00	19,20%
Documentation	2 500,00	3,76%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	8 000,00	12,02%
Publicité, publications, relations publiques	1 000,00	1,50%
Frais postaux et frais de télécommunications	50,00	0,08%
Rémunération du personnel PACE	40 000,00	60,11%
Achats stockés Autres fournitures	2 220,00	3,34%
Total	66 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	15 000,00	22,54%
EPT 12 GRAND ORLY SEINE BIEVRE	36 550,00	54,92%
CDC	15 000,00	22,54%
Total	66 550,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2015	Construction et aménagement de médiathèques	133 359,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	50 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	67 130,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	50 000,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	17 000,00 €
2016	Passerelles entreprises	247 720,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	50 000,00 €
2016	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	30 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	35 000,00 €
2017	Construction et aménagement de médiathèques	392 371,00 €
2017	Dispositifs de fonds européns	86 613,04 €
2017	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises et les Associations	25 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 3	142 000,00 €
	Montant total	1 351 193,04 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014032

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : PACE DE EPT BOUCLE NORD DE SEINE (EX CA ARGENTEUIL BEZONS) -3ÈME ANNEE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	50 000,00 €	60,00 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-65734-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BOUCLE NORD DE SEINE
Adresse administrative : 177 AV GABRIEL PERI
92230 GENNEVILLIERS
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Madame Nicole GOUETA, Présidente

N° SIRET : 20005799000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE
Rapport Cadre : CR87-13 du 21/11/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 20 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'une convention pluriannuelle 2014-2018 et il convient de maintenir la continuité de celle-ci.

Objectifs :
En novembre 2014, l'agglomération d'Argenteuil-Bezons s'est doté d'un PACE sur son territoire en hébergé au sein du bâtiment dénommé l'Ouvre-boîte qui constitue un lieu visible et facile d'accès pour les publics des quartiers en difficulté, puisqu'il se situe en ZFU et à proximité immédiate des quartiers Politique de la Ville.
L'Ouvre-boîte se positionne comme un guichet unique et une plate-forme d'accompagnement à la création/reprise d'entreprise. Il a vocation à offrir des informations et conseils aux porteurs de projet, à les accompagner dans leurs démarches et à les mettre en lien avec les différents dispositifs d'aide à la création/reprise d'entreprise à toutes les étapes de leur projet.

A partir de 2016, l'EPT Boucle nord de Seine reprend de droit les actions mises en œuvre par la Communauté d'agglomération d'Argenteuil/Bezons.

Description :

Le PACE réponde à 2 enjeux :

-Structurer le réseau des acteurs de la création et du développement d'entreprise: cela implique notamment de renforcer la collaboration avec les prescripteurs du territoire et les acteurs de la création et du développement, pour qu'un plus grand nombre de bénéficiaires est accès à un environnement entrepreneurial de proximité, complet et gratuit ;

-Structurer, rendre clair et lisible le parcours du créateur et du dirigeant d'entreprise, et de ce fait conforter le parcours résidentiel du bénéficiaire sur le territoire et l'aider à consolider et à développer son activité ;

Le PACE a ainsi quatre missions :

-Animer et coordonner des réseaux locaux et régionaux de sensibilisation et d'appui à la création et au développement d'entreprise (CCI, CMA, BGE, ADAM, Pole Emploi, Mission Locale, Ile de France Active, Ile de France Initiative, ADIE…)

-Assurer l'accueil et la première information des porteurs d'idée et de projet de création d'activité (marchande ou non marchande) ainsi que des dirigeants d'entreprises,

-Diagnostiquer et accompagner en fonction de l'état d'avancement du projet ou de l'activité de l'entreprise afin de mobiliser le bon interlocuteur

-Constituer un espace ouvert de documentation pour les bénéficiaires et de travail et d'échanges pour les autres acteurs de la création et de développement d'activité dans les quartiers en difficulté (consulaires, agents de sensibilisation et d'amorçage de projets, services de développement économique des collectivités locales, conseillers en création et développement d'activités, consultants…)

Le PACE a accueilli et sensibilisé 441 personnes de novembre 2015 à novembre 2016 :

•36 % sont des femmes,
•55 % sont des demandeurs d'emploi, la création d'entreprise apparait donc comme un levier d'insertion professionnelle
•62 % sont issus des Quartiers Politique de la Ville
•34 % ont moins de 30 ans- nb orientations réalisées auprès des partenaires
•49 créations d'entreprises
•57 % des créations relèvent du statut des sociétés contre 28 % d'entreprises individuelles,
•43% des créations sont dans le secteur tertiaire
•30% des créations sont dans la restauration
•28% des créations sont portées par des femmes (14)

Données quantitatives de l'activité :

-100% ont été orientés vers les partenaires de la création
-63% bénéficie d'un suivi individuel
-7 partenaires mobilisés
-36 rencontres collectives organisées
-288 participants aux actions collectives

Moyens mis en œuvre :

1 animatrice est dédiée à l'animation du réseau des partenaires et du centre de ressource, à l'accueil, à l'organisation des permanences et des manifestations mensuelles.

Elle est en charge de diffuser chaque mois dans le magasine « LAB MAG », l'activité du PACE afin de porter à la connaissance des publics, les différentes actions proposées par l'Ouvre Boite et ses partenaires.

Intérêt régional :

Le PACE participe à la politique régionale en faveur du développement économique des quartiers en difficulté.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Les publics cibles sont les habitants de l'EPT dont les demandeurs d'emploi et bénéficiaires de minima sociaux, et les habitants des quartiers, porteurs d'idée ou de projet de création d'entreprise.

Détail du calcul de la subvention :

L'ensemble des dépenses est éligible à la subvention

Localisation géographique :

- (EX95) CA D'ARGENTEUIL/BEZONS (DISSOUTE AU 01/01/2016)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières et fournitures	4 476,00	8,95%
Fournitures	1 500,00	3,00%
Alimentation	1 500,00	3,00%
Locations	383,00	0,77%
Entretien et réparations	1 313,00	2,63%
Etudes et recherches	3 000,00	6,00%
Documentation	500,00	1,00%
Publicité, publications, relations publiques	1 000,00	2,00%
Frais postaux et frais de télécommunications	100,00	0,20%
Autres services extérieurs	3 000,00	6,00%
Rémunération des personnels	33 228,00	66,46%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	30 000,00	60,00%
Ville d'Argenteuil	20 000,00	40,00%
Total	50 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	27 171,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2016	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	26 129,00 €
	Montant total	26 129,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014037

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LABELLISATION PACE CA EST ENSEMBLE (2ÈME ANNEE DE FONCTIONNEMENT)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	72 958,00 €	47,97 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-65734-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EST ENSEMBLE
Adresse administrative : 100 AV GASTON ROUSSEL
93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Gérard COSME, Président

N° SIRET : 20005787500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE
Rapport Cadre : CR87-13 du 21/11/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 10 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'une convention pluriannuelle 2015-2019 et il convient de maintenir la continuité de celle-ci.

Objectifs :
Afin de compléter et optimiser les dispositifs existants en matière d'aide à la création d'entreprises l' EPT Est Ensemble, dans le cadre du dispositif PACE (Point d'accès à la création d'entreprise / service de base) a noué un partenariat avec la Région Ile de France d'une part et la Caisse des dépôts.

L'action du PACE se décline en deux principaux axes : Coordination des acteurs et orientation des porteurs de projet.

Le PACE a ouvert ses portes le 1er septembre 2016 après une première année dédiée au recrutement de l'animateur, à l'installation et au maillage partenarial.

Description :
Les activités du PACE :

1.Déploiement de lieux d'accueil et d'accompagnement sur 3 sites : la Maison de l'emploi de Pantin, la Maison de l'emploi de Noisy-le-Sec et la pépinière Atrium (Montreuil).

2.Développement et animation un large réseau de prescripteurs sur le territoire: Pôle emploi, CCAS, Mairie, Missions locales...

3. Oragnisation et mutualisation d'une offre de formations collectives au bénéfice des porteurs de projet. Ces formations sont mutualisées pour les porteurs de projet accompagnés par tous les opérateurs, et animées par les opérateurs eux-mêmes.

4.Animation du réseau local des acteurs de la création d'entreprise : EGEE, BGE, CCI 93, ADIE, Initiative 93, Réseau Entreprendre, Planet Adam, Groupement de créateurs, Bond'Innov, Astrolab Conseil...

5.Communication sur l'aide à la création d'entreprise en mettant en avant un n° de tél. unique de la création. Ce travail est complété d'actions en direction des médias municipaux (sites web, journaux municipaux, réseaux sociaux…), par voie d'affichage municipal ou dans les établissements scolaires, par un travail de présentation aux personnels des accueils des mairies, etc.

6.Renforcement de l'offre du premier accueil : L'animateur PACE assure le premier accueil, à la fois en information collective et en RDV individuel, des porteurs de projet.
Les RDV individuels permettent à l'animateur du PACE de faire un diagnostic précis du projet. Il oriente ensuite les porteurs de projet, selon le diagnostic réalisé, vers les interlocuteurs et partenaires appropriés : Rives de Seine, Planet Adam, EGEE, Boutique de Gestion, Pôle emploi, CCI 93, Initiative 93, Entreprendre 93, ADIE, bourse des locaux ...

Bilan d'activité de la typologie des bénéficiaires du 1er septembre 2016 au 30 juin 2017:
-238 nouvelles personnes accueillies
-dont 60% de femmes
-dont 7% sont déjà immatriculés
-16% des nouveaux porteurs accueillis résident en politique de la ville
-64% sont des demandeurs d'emploi
-16% ont moins de 30 ans
-21% ont un niveau égal ou inférieur au CAP/BEP et 43% ont un niveau égal ou supérieur BAC+3/4
- 24% des projets relèvent du secteur du commerce

Données quantitatives de l'activité :
- 41% des prescriptions viennent des mairies
- 85% des bénéficiaires ont été orientés vers les partenaires de la création d'entreprise
- 35 partenaires mobilisés
- 10 rencontres collectives organisées
- un taux de création d'entreprise de 11%

Moyens mis en œuvre :
Un animateur est dédié à temps plein au PACE.
Il a pour principales missions :

-le premier accueil de porteurs de projet, en individuel et collectif, puis l'orientation vers les structures d'accompagnement
-l'animation de l'espace ressources
-l'organisation et l'animation de formations collectives
-le développement et l'animation d'un réseau de prescripteurs
-la coordination des acteurs de l'aide à la création d'entreprise
-le pilotage des actions de communication

Intérêt régional :
Le PACE participe à la politique régionale en faveur du développement économique des quartiers en difficulté.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les publics cibles sont les habitants du terriroire dont les demandeurs d'emploi et bénéficiaires de minima sociaux, et les habitants des quartiers, porteurs d'idée ou de projet de création d'entreprise.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible à la base subventionnable.

Localisation géographique :
- (EX93) CA EST ENSEMBLE (DISSOUTE AU 01/01/2016)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures	1 667,00	2,28%
Services extérieurs	7 750,00	10,62%
Communication	2 781,00	3,81%
Frais postaux et frais de télécommunications	1 160,00	1,59%
Rémunération des personnels	59 600,00	81,69%
Total	72 958,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	35 000,00	47,97%
CDC	15 000,00	20,56%
EPT EST ENSEMBLE	22 958,00	31,47%
Total	72 958,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	35 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation et ccordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	10 012,20 €
2015	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	14 000,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	6 974,00 €
2015	Etude territoriale du Pacte pour le développement du territoire	20 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	40 000,00 €
2016	Aide à l'écriture de scénario (structures)	4 625,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	11 000,00 €
2016	Construction et aménagement de médiathèques	36 540,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	204 735,00 €
2016	Fonds Propreté	157 200,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	200 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	30 000,00 €
2017	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2017	Dispositifs de fonds européns	100 515,72 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 4	65 932,00 €
	Montant total	951 533,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014034

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : PACE ESPACE POUR ENTREPRENDRE (ANNEE 3)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	65 537,00 €	45,78 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPACE POUR ENTREPRENDRE
Adresse administrative : 13 RUE CHRISTOPHE COLOMB
94600 CHOISY-LE-ROI
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CLAUDE SANCHO, Président

Date de publication au JO : 10 février 2011

N° SIRET : 41016837100038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE
Rapport Cadre : CR87-13 du 21/11/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'une convention pluriannuelle 2015-2019 et il convient de maintenir la continuité de celle-ci.

Objectifs :
Bénéficiant de l'appui de l'ancienne communauté d'agglomération de Seine Amont -CASA- (regroupant les communes de Choisy-le-Roi, Vitry-sur-Seine, Ivry-sur-Seine et Valenton.), Espace pour Entreprendre porte depuis 2015 un PACE rayonnant sur la communauté d'agglomération et les communes suivantes : Orly et Villeneuve Le Roi, Villeneuve-Saint-Georges et Bonneuil-sur-Marne.

Le PACE est installé au Centre de l'entrepreneuriat situé au cœur de la ZFU Orly-Choisy-le-Roi. Cet espace vise à regrouper dans un immeuble les fonctions classiques d'hôtel d'entreprises (bureaux – activités) et un pôle de ressources à l'entrepreneuriat, loué par la CASA et la ville d'Orly. Ce centre est l'outil en matière de création d'entreprise de l'ancienne CASA (Ivry, Vitry, Choisy), mais également à un niveau plus large en faveur des villes actuellement partenaires d'Espace pour Entreprendre, acteur principal du Centre, à savoir : Villeneuve-le-Roi, Villeneuve-Saint-Georges, Valenton, Bonneuil-sur-Marne.

Description :
Le PACE répond à 2 enjeux :
-Structurer le réseau des acteurs de la création et du développement d'entreprise: cela implique notamment de renforcer la collaboration avec les prescripteurs du territoire et les acteurs de la création et du développement, pour qu'un plus grand nombre de bénéficiaires est accès à un environnement entrepreneurial de proximité, complet et gratuit
-Structurer, rendre clair et lisible le parcours du créateur et du dirigeant d'entreprise, et de ce fait conforter le parcours résidentiel du bénéficiaire sur le territoire et l'aider à consolider et à développer son activité

Données quantitatives typologie du public du 01/04/2016 au 31/03/2017:

-291 nouvelles personnes accueillies
- dont 43% de femmes
- dont 8% ont été reçues en entretien de suivi post-création
- 31% des nouveaux porteurs accueillis résident en politique de la ville
- 68% sont des demandeurs d'emploi
- 23% ont moins de 30 ans
- 20% ont un niveau égal ou inférieur au CAP/BEP et 20% ont un niveau égal ou supérieur BAC+3/4

Merci d'indiquer par ailleurs les besoins exprimés : rencontres réseau, formation, choix des statuts, financement,

Données quantitatives de l'activité :
- 35% orientations réalisées auprès des partenaires dont 25% sur des partenaires du réseau "J'entreprends en Val de Marne"
- 28 partenaires mobilisés (16 prescripteurs et 12 structures d'accompagnement)
- 19 rencontres collectives organisées mobilsant 251 personnes
- 120 entretiens de suivi réalisés
- 15 créations d'entreprise dont 35% par des femmes
- 60% des créations sont sous forme de société

Moyens mis en œuvre :
Un animateur est dédié à temps plein au PACE. Il a pour principales missions :
-le premier accueil de porteurs de projet, en individuel et collectif, puis l'orientation vers les structures d'accompagnement
-l'animation de l'espace ressources
-l'organisation et l'animation de formations collectives
-le développement et l'animation d'un réseau de prescripteurs
-la coordination des acteurs de l'aide à la création d'entreprise
-le pilotage des actions de communication

Intérêt régional :
Le PACE participe à la politique régionale en faveur du développement économique des quartiers en difficulté.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Le PACE accueille tous les porteurs d'idées et de projets de création/reprise d'entreprise rencontrant des difficultés dans l'insertion professionnelle, prioritairement : Les personnes résidant en quartiers politique de la ville, les demandeurs d'emploi de longue durée, les bénéficiaires de minima sociaux, les personnes de moins de 25 ans ou de plus de 50 ans, les bénéficiaires de l'API, les salariés repreneurs de leur entreprise, etc.

Détail du calcul de la subvention :

Les dépenses financières (720€) ne sont pas éligibles au calcul de l'assiette subventionnable

Localisation géographique :

- BONNEUIL-SUR-MARNE
- CHOISY-LE-ROI
- IVRY-SUR-SEINE
- ORLY
- VALENTON
- VILLENEUVE-LE-ROI
- VILLENEUVE-SAINT-GEORGES
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Founitures entretien et petits équipements	320,00	0,48%
Fournitures administratives	430,00	0,65%
Entretiens et réparations	360,00	0,54%
Locations	4 670,00	7,05%
Assurance	145,00	0,22%
Documentation	950,00	1,43%
Divers Services extérieurs	200,00	0,30%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	630,00	0,95%
Déplacements, missions et réceptions	2 333,00	3,52%
Frais postaux et frais de télécommunications	1 429,00	2,16%
Cotisation	200,00	0,30%
Publicité, publications, relations publiques	2 050,00	3,09%
Rémunération des personnels	50 220,00	75,80%
Formation	700,00	1,06%
Indemnité de stages	900,00	1,36%
Frais bancaires (NE)	520,00	0,78%
Autre services bancaires (NE)	200,00	0,30%
Total	66 257,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	30 000,00	45,28%
EPT 12	9 617,00	14,51%
CDC	15 000,00	22,64%
Financements privés (Mécénat, convention revitalisation)	6 740,00	10,17%
Etat Politique de la Ville	4 500,00	6,79%
Cotisations, dons manuels ou legs	400,00	0,60%
Total	66 257,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	40 000,00 €
2016	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	35 000,00 €
	Montant total	75 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014035

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : PACE+ LA MIEL (3ÈME ANNEE DE FONCTIONNEMENT)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux points d'accueil création et développement d'entreprise – labellisation PACE+	57 500,00 €	34,78 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MIEL MAISON INITIATIVE ECONOMIQUE LOCALE
Adresse administrative : 113 RUE DANIELLE CASANOVA
93200 ST DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DAVID PROULT, Président

Date de publication au JO : 12 septembre 1998

N° SIRET : 42071447900011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux points d'accueil création et développement d'entreprise – labellisation PACE+
Rapport Cadre : CR87-13 du 21/11/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 20 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 19 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'une convention pluriannuelle 2014-2018 et il convient de maintenir la continuité de celle-ci.

Objectifs :
La Miel a été créée il y a 16 ans, par les élus locaux, après une période où les industries ont fermé une à une, laissant au chômage un volume important d'ouvriers habitants du territoire.
La Miel dans ce contexte a été conçue comme un outil mis en place pour permettre de générer de

l'activité économique endogène et créer des emplois par et pour les habitants.
Elle soutient la création d'entreprise et le développement des Très Petites Entreprises du territoire de Plaine Commune. Elle gère et anime deux pépinières et anime le PACE rayonnant sur Plaine Commune depuis 2009.

La Miel présente la particularité d'être située au cœur des quartiers sensibles. Son siège social, le PACE et la pépinière de Saint Denis sont situés dans le quartier des Francs Moisins en ZUS. La pépinière de La Courneuve est située en ZFU au cœur du quartier des 4000.

Le territoire concerne le périmètre de l'ancienne communauté d'agglomération de Plaine Commune soit les villes de Saint Denis, Aubervilliers, La Courneuve, Stains, Epinay, Villetaneuse, Pierrefitte, Ile Saint Denis et Saint Ouen.

Description :

1.L'accueil et le diagnostic

Le PACE + est un lieu physique d'accueil des TPE situé au cœur du quartier des Francs-Moisins à Saint Denis. Un conseiller dédié reçoit les dirigeants sur RDV afin d'établir avec eux un diagnostic approfondi de leur entreprise. Ce diagnostic va permettre d'identifier le positionnement du dirigeants dans son entreprise, d'analyser les aspects économiques et financiers de l'activité, d'échanger sur leur business model et leur stratégie de développement.
A noter que le diagnostic peut s'effectuer directement au sein de l'entreprise.

2.L'orientation

Au regard des besoins du dirigeant et des freins identifiés au développement de son entreprise, seront proposées des actions organisées au sein du PACE+ et/ou des orientations vers les partenaires (ou La Miel s'il s'agit d'un accompagnement individuel).
Les partenaires seront identifiés selon 6 thématiques relevant du développement de la jeune entreprise, à savoir :
-Le financement,
-Le développement du chiffre d'affaires,
-L'organisation juridique et comptable,
-La communication,
-Les ressources humaines,
-Le développement personnel,
-L'environnement économique (veille concurrentielle, juridique, prospective…).

Les partenaires et relais peuvent émaner de réseaux nationaux (France Active, Réseau Initiative, Réseau Entreprendre, ADIE, consulaires….), d'associations locales (clubs de dirigeants, Plaine de Saveurs…), l'initiatives publiques (bourses de locaux, plateforme RH, relais ZFU, service de développement économique de Plaine Commune, services commerces des villes…) ou de partenaires privés (consultants, Barreau de la Seine Saint Denis, Centre de Gestion Agréé, CGPME, experts comptables…) incluant les grandes entreprises (accueil des RDV de l'Expert, mécénat de compétences).

3.Les animations

Au sein du PACE + seront organisées des animations de type :
Les RDV de l'Expert : Conférences faisant appel à un expert. Elles sont l'occasion de sensibiliser les

dirigeants à une problématique, d'échanger avec un expert consultant et avec d'autres dirigeants. Les thématiques sont définies en fonction des besoins identifiés. Elles sont animées en soirées de 18h30 à 20h30 et sont décentralisées au sein de grandes entreprises.

Les ateliers flash : Ce sont des ateliers d'une heure trente, organisés sur l'heure de déjeuner et proposés deux fois par semaine. Ils permettent d'acquérir de manière très pratique des outils et méthodes relevant des 7 thématiques du PACE +.

4.Le recours aux experts :

Le PACE + proposera des permanences d'experts permettant aux dirigeants d'avoir accès gratuitement à un premier niveau d'expertise sur le plan juridique (avocats), comptable (experts comptables), sur les risques (assurance) ou la propriété industrielle (INPI).

Par ailleurs, au regard du diagnostic initialement établit avec le dirigeant, La Miel pourra proposer dans le cadre du PACE +, le recours ponctuel à un expert dans les limites d'un cahier des charges. Il s'agit de lettres de mission co-financées par l'entreprise et le PACE +.

5.Les Rencontres Professionnelles

Il s'agit d'un grand évènement d'une demie journée organisé en partenariat avec Plaine Commune Promotion. Il a pour objectif de dynamiser les échanges entre les entreprises et de leur donner les informations utiles relatives au territoire. Les Rencontres Professionnelles sont organisées en deux temps avec d'une part les rencontres One to One (une plateforme web permet d'organiser des RDV d'affaires de 20 mn entre les entreprises participantes). Une douzaine d'acheteurs de grandes entreprises sont notamment mobilisés à cette occasion. Le second temps est consacré à une conférence portant sur un sujet relatif au développement endogène.

Bilan d'activité du PACE+ en 2016:

Données quantitatives typologie du public et de l'entreprise:
178 entreprises accueillies
37 % des dirigeants d'entreprise sont des femmes
51 % des dirigeants ont un BAC+3 minimum dont 40% ont un BAC+4 et plus
L'âge moyen du dirigeant est de 39 ans
La taille des entreprises est en moyenne de 1.3 associés et de 0.73 salariés
L'âge moyen des entreprises est de 7 ans
62 000€ : CA moyen (calculé à partir des CA communiqués)
65 % des entreprises sont en société

Les secteurs d'activité :
26% commerce
20% services aux particuliers
35% services aux entreprises
3% restauration
8% transport
8% btp.

Besoins exprimés
Prospecter de nouveaux clients
Chiffrage d'une stratégie de développement de l'entreprise et identification de solutions de financements

(ex : embauches, nouveau local, etc)
Structurer l'offre (ciblage, positionnement, produits, prix, distribution)
Stratégie de communication (surtout présence sur le web)
Evolution du statut de l'entreprise
Entreprises en difficulté (besoin d'un regard extérieur sur l'opportunité de poursuivre l'activité malgré les difficultés financières)

Données quantitatives de l'activité :
84% des entreprises sont orientées vers les partenaires (suite aux rdvs diag)
45 partenaires mobilisés (33 prescripteurs et 12 structures d'accompagnement)
20 rencontres collectives organisées
104 entreprises participantes aux actions collectives
73 entreprises bénéficiaires des permanences experts dont 45 entreprises (Avocats, expert comptables, INPI, RSI…)

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains internes :
Une personne est dédiée à l'animation du dispositif.

Moyens humains externes :
Recours aux prestataires externes dans le cadre du dispositif sous forme de :
-Animations des rendez-vous de l'expert.
-Lettres de mission : intervention d'un consultant auprès de l'entreprise bénéficiaire à la suite des préconisations du diagnostic

Intérêt régional :
Le PACE+ participe à la politique régionale en faveur du développement économique des quartiers en difficulté.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le territoire concerne le périmètre de l'ancienne communauté d'agglomération de Plaine Commune soit les villes de Saint Denis, Aubervilliers, La Courneuve, Stains, Epinay, Villetaneuse, Pierrefitte, Ile Saint Denis et Saint Ouen. Le siège de La MIEL se trouve à Saint Denis dans le quartier des Francs Moisins qui est une zone CUCS et ZUS. Les bénéficiaires sont répartis sur les villes proportionnellement au nombre d'habitants.

Détail du calcul de la subvention :
La rémunération emploi tremplin (12 500€) n'est pas éligible à l'assiette subventionnable.

Localisation géographique :
- (EX93) CA PLAINE COMMUNE (DISSOUTE AU 01/01/2016)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat Fournitures non stockées	300,00	0,43%
Locations	2 500,00	3,57%
Entretien et réparations	800,00	1,14%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	7 300,00	10,43%
Publicité, publications, relations publiques	3 500,00	5,00%
Déplacements, missions et réceptions	6 400,00	9,14%
Frais postaux et frais de télécommunications	2 500,00	3,57%
Rémunération du personnel PADE	34 200,00	48,86%
Rémunération emploi tremplin (NE)	12 500,00	17,86%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	20 000,00	28,57%
Crédit Politique de la Ville	6 000,00	8,57%
Emploi Tremplin	12 500,00	17,86%
CDC	19 600,00	28,00%
EPT PLAINE COMMUNE	11 900,00	17,00%
Total	70 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	20 000,00 €
2014	Soutien aux points d'accueil création et développement d'entreprise – labellisation PACE+	30 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	94 258,62 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 3	91 845,95 €
2016	Soutien aux points d'accueil création et développement d'entreprise – labellisation PACE+	25 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 3	77 709,00 €
	Montant total	338 813,57 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014036

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LABELLISATION PACE+ MAISON DE L'EMPLOI DE SENART (3ÈME ANNEE DE FONCTIONNEMENT)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux points d'accueil création et développement d'entreprise – labellisation PACE+	48 846,00 €	40,95 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DE L' EMPLOI ET DE LA FORMATION DE SENART (MDEF)
Adresse administrative : 9 ALLEE DE LA CITOYENNETE
77567 SENART LIEUSAINT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Clément CAILLAUD

Date de publication au JO : 12 février 1992

N° SIRET : 38830264800026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux points d'accueil création et développement d'entreprise – labellisation PACE+
Rapport Cadre : CR87-13 du 21/11/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 17 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 16 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'une convention pluriannuelle 2015-2019 et il convient de maintenir la continuité de celle-ci.

Objectifs :
Dans le prolongement de l'activité du PACE, la Maison de l'Emploi et de la Formation de Sénart, complète son offre de service à destination des entrepreneurs implantés sur leur territoire d'intervention comprenant

12 communes* réparties sur les départements de la Seine et Marne et de l'Essonne et représentant près de 115 000 habitants.
(* Combs-la-Ville, Moissy-Cramayel, Savigny-le-Temple, Lieusaint, Réau, Cesson, Nandy, Vert-Saint-Denis, Saint-Pierre-du-Perray, Tigery, Saintry-sur-Seine et Morsang-sur-Seine).

Description :
* L'accueil et le suivi individuel
L'animateur du PACE+ accompagne les entreprises sur les thèmes suivants :
-la lecture et la compréhension des documents comptables (bilan, compte de résultats, rapprochement bancaire…),
-l'appréhension de la notion de trésorerie et sa gestion,
-la gestion de l'entreprise (construction d'outils de suivi, de tableau de bord, de planning, de reporting…)
-la stratégie de développement,
-les contrats avec des prestataires, des fournisseurs…
-les documents commerciaux (devis, factures…)
-la stratégie commerciale (définition d'un plan d'action, construction et mobilisation d'outils)
-créer son site Internet,
-comprendre la fiscalité,
-accéder aux marchés publics…

* Les ateliers thématiques
La jeune entreprise peut rapidement être déstabilisée par des imprévus de toute nature, pour cela elle a besoin d'être accompagnée à la fois sur de la méthodologie, sur de l'outillage, du pragmatisme et de l'apport théorique et législatif :
-organiser son administratif afin d'être performant pour son activité
-faire face aux échéances fiscales et sociales
-organiser la gestion quotidienne de son entreprise
-contrôler la montée en régime de l'activité
-concevoir et mettre en place des actions commerciales afin de vendre et développer son offre de produits ou de services

En fonction de la situation de la thématique abordée, ces ateliers sont animés par les partenaires (les chambres consulaires, les structures de financement, des comptables, des juristes, des réseaux de chefs d'entreprises tel que ESF – Entreprises du Sud Franciliens, le CJD, l'URSSAF)

Données quantitatives typologie du public et de l'entreprise:
- 199 entreprises accueillies
- 20% des dirigeants d'entreprise sont des femmes
- 16% d'entreprises issues des QPV
- 29 % des dirigeants ont un BAC+3 minimum dont 3% ont un BAC+4/3
- 22% des dirigeants ont moins de 30 ans = 22%
- 68% des entreprises emploient au moins une personnes ; 24% d'entre elles au moins 2 ; 8% des entreprises accompagnées ont au moins 3 salariés et plus
- 45% des entrepris ont entre 2 et 3 années d'activité
- 98% des entreprises ont un CA compris en 0 et 10 000€
- 90% des entreprises sont en société
- les secteurs d'activité représentés: 50% des entreprises accueillies exercent dans le conseil aux entreprises

Données quantitatives de l'activité :
- 73% des entreprises ont été orientées vers les partenaires (Afile77 ; (expert-comptable, avocats, assureurs, le réseau BNI, CMA 77, CCI77
- 18 partenaires mobilisés : 7 prescripteurs et 6 structures d'accompagnement

- 17 rencontres collectives organisées
- 162 entreprises participantes aux actions collectives

Moyens mis en œuvre :
L'animateur du PACE+ occupe un poste à temps plein. Il organise son temps de travail autour de :
-la participation à des manifestations du territoire de type forum, journée thématique, journée de sensibilisation…,
-l'accueil des dirigeants d'entreprises et/ou d'associations lors de rendez-vous individuels, afin de diagnostiquer la situation, apporter un premier niveau d'analyse et de réponse puis d'orienter vers l'interlocuteur adapté,
-l'animation d'ateliers collectifs thématiques répondant aux problématiques des chefs d'entreprises,
-l'organisation de la communication autour du dispositif afin de faire connaitre l'offre de service au plus grand nombre,
-l'organisation et l'animation d'événements en lien avec les problématiques rencontrées (réseau de créateurs, business meeting, speed-business avec des personnes ressources…).

Durant toute la 1ère année de mise en œuvre de l'action du PACE+, l'animateur s'est attaché à diffuser de l'information sur son activité auprès des réseaux afin de faire connaitre l'offre de services du PACE+ et pour pouvoir accompagner un maximum de jeunes entreprises dans les premiers moments de leurs activités. L'animateur n'a été recruté qu'en septembre 2015.

Intérêt régional :
Le PACE+ participe à la politique régionale en faveur du développement économique des quartiers en difficulté.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Toutes les entreprises ou dirigeants issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Localisation géographique :
- (EX77) CA SENART (DISSOUTE AU 01/01/2016)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des personnels	39 038,00	79,92%
Documentation	350,00	0,72%
Déplacements, missions et réceptions	200,00	0,41%
Publicité, publications, relations publiques	200,00	0,41%
Charges indirectes de fonctionnement	9 058,00	18,54%
Total	48 846,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	20 000,00	40,95%
CDC	15 000,00	30,71%
Politique de la Ville	5 000,00	10,24%
CA Grand Paris Sud	5 000,00	10,24%
FSE ITI	3 846,00	7,87%
Total	48 846,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Développeurs de l'apprentissage	47 197,45 €
2014	Egalité professionnel entre les femmes et les hommes	15 460,00 €
2014	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2014	Sensibilisation à l'ESS et à l'Innovation Sociale	50 000,00 €
2014	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	15 000,00 €
2014	Soutien aux points d'accueil création et développement d'entreprise – labellisation PACE+	30 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	7 000,00 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	65 435,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	52 500,00 €
2014	Soutien régional en faveur des Groupements de Créateurs Franciliens et de l'ANGC	52 500,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2015	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	23 233,50 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	104 495,48 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	50 000,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	10 000,00 €
2015	Lutte contre les discriminations dans la formation et l'emploi (CR46-14)	12 475,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2015	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	15 000,00 €

2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	7 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	55 600,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	32 500,00 €
2015	Soutien régional en faveur des Groupements de Créateurs Franciliens et de l'ANGC	60 000,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	22 000,00 €
2016	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	40 560,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	75 000,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 3	278 355,63 €
2016	Soutien aux points d'accueil création et développement d'entreprise – labellisation PACE+	25 000,00 €
2016	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	4 075,00 €
2017	Développeurs de l'apprentissage	25 000,00 €
2017	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises et les Associations	30 000,00 €
2017	Soutien régional en faveur des Groupements de Créateurs Franciliens et de l'ANGC	30 000,00 €
	Montant total	1 417 887,06 €

Annexe n°7 : Avenants conventions

1) Avenant n°3 à la convention de partenariat n° 14018129, PACE porté par l'EPT Grand Orly – Val de Bièvre – Seine Amont (T12)

La Région Ile-de-France, sise 33 rue Barbet de Jouy à Paris, représentée par sa Présidente, Mme Valérie PECRESSE, habilitée à signer la convention par délibération XXX.
Ci-après dénommée « la Région »,

Et,

L'Etablissement Public Territorial Grand Orly – Val de Bièvre – Seine Amont (T12), sis 2 avenue Youri Gagarine 94400 Vitry-sur-Seine, représenté par son Président, Mr Michel LEPRETRE.
Ci-après dénommé «le bénéficiaire»,

***APRÈS AVOIR RAPPELÉ* :**

La convention n°14018129 porte sur la période 2014-2018. Toutefois seul le montant de la subvention régionale pour l'année 2014, correspondant au cofinancement du plan d'actions de la première année d'exécution de la convention a été fixé initialement. Par ailleurs, cet avenant modifie également l'article relatif aux modalités de versement des avances, en conformité avec le Règlement budgétaire et financier adopté par la délibération CR 33-10 du 17 juin 2010, prorogée par délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016.

***SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT* :**

ARTICLE 1 :

Après le dernier alinéa de l'article 1, sont insérés les alinéas suivants :
« *La Région a décidé de soutenir la labellisation d'un Point d'Accueil à la Création d'Entreprise (PACE) dont les objectifs et le contenu de l'action sont décrits dans la fiche projet jointe à la présente convention. Chaque année, sur la période conventionnée, la poursuite du soutien régional est conditionnée à la réalisation des indicateurs de mesure de l'action du PACE indiqués dans la fiche projet en annexe de la convention.*
La Région apporte son soutien financier à l'action, menée par l'EPT Grand Orly – Val de Bièvre – Seine Amont (T12) et décrite dans la fiche projet annexée, pour la période du 20 novembre 2017 au 19 novembre 2018, à hauteur de 22,54% des dépenses éligibles, soit une aide régionale d'un montant de 15 000 € au maximum en fonctionnement.
Le montant global des dépenses éligibles du projet s'élève à 66 550 € pour la période 2017-2018 ».

ARTICLE 2 :

Après le dernier alinéa de l'article 2.2, est inséré l'alinéa suivant :
« Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement. »

Après l'article 2.4, il est inséré un article 2.5 ainsi rédigé :
« ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS
Le bénéficiaire s'engage à recruter un stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit l'offre de stage ou de contrat de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. »

ARTICLE 3 :

L'article 3.2 est rédigé comme suit :
A l'article 3.2, le mot «*dates*» est supprimé.
Après les mots «action subventionnée», il est ajouté les mots suivants « *Le bloc signature du bénéficiaire comprend les termes suivants : « le bénéficiaire certifie que l'ensemble des dépenses ci-dessus listées sont réputées acquittées à la date du … ».* ».

Le troisième alinéa de l'article 3.2.3 est ainsi rédigé : « *Le compte rendu financier comporte la signature du représentant du bénéficiaire.* »

Après l'alinéa 3 de l'article 3.2.3 il est inséré deux alinéas ainsi rédigés :
« *Le bénéficiaire s'engage à présenter un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.5 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).*

Pour les personnes morales de droit public, il convient de rajouter en fin d'alinéa : « Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé) ».

ARTICLE 4 :

Au deuxième alinéa de l'article 6 « Restitution de la subvention », après les mots « l'action subventionnée », sont insérés les mots : « *ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants* ».

ARTICLE 5 :
Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Le présent avenant comporte la fiche projet relative au plan d'actions pour 2017-2018.

Fait en 3 exemplaires originaux,

À Paris, le

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France	**Le Président de l'EPT Grand Orly – Val de Bièvre – Seine Amont (T12)**
Mme Valérie PECRESSE	**M. Michel LEPRETRE**

2) Avenant n°2 à la convention de partenariat n° 14018135, PACE de BOUCLE NORD DE SEINE

La Région Ile-de-France, sise 33 rue Barbet de Jouy à Paris, représentée par sa Présidente, Mme Valérie PECRESSE, habilitée à signer la convention par délibération xxxxxx.
Ci-après dénommée « la Région »,

Et,

L'Etablissement Public Territorial BOUCLE NORD DE SEINE, sise, HOTEL DE VILLE DE GENNEVILLIERS 177 AV GABRIEL PERI 92230 GENNEVILLIERS, représenté par sa Présidente, Mme Nicole GOUETA.
Ci-après dénommé «le bénéficiaire»,

***APRÈS AVOIR RAPPELÉ* :**

La convention n°14018135 porte sur la période 2014-2018. Toutefois seul le montant de la subvention régionale pour l'année 2014, correspondant au cofinancement du plan d'actions de la première année d'exécution de la convention a été fixé initialement. Par ailleurs, cet avenant modifie également l'article relatif aux modalités de versement des avances, en conformité avec le Règlement budgétaire et financier adopté par la délibération CR 33-10 du 17 juin 2010, prorogée par délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016.

***SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT* :**

ARTICLE 1 :
A l'article 1 de la convention, il est ajouté l'alinéa suivant : « *la Région a décidé de soutenir la labellisation d'un point PACE dont les objectifs et le contenu de l'action sont décrits dans la fiche projet jointe à la présente convention ».*

ARTICLE 2 :
A l'article 2 de la convention, il est ajouté l'alinéa suivant :
« *ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS*
Le bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. »

En conséquence, l'article 2.2 « OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES » devient l'article 2.3 et l'article 2.3 « OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION » devient l'article 2.4.

Au sein du nouvel article 2.3 relatif aux « OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES », il est inséré après le quatrième alinéa, les mentions suivantes :
« *Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.* »

ARTICLE 3 :
L'article 3 est complété par la disposition suivante : « *La Région apporte son soutien financier à l'action, menée par l'EPT BOUCLE NORD DE SEINE et décrite dans la fiche projet annexée, pour la période du 20/11/2016 au 19/11/2017, à hauteur de 60 % des*

dépenses éligibles, soit une aide régionale d'un montant de 30 000,00 € au maximum en fonctionnement. »

Il convient de supprimer la mention de la date de règlement des factures sur les états récapitulatifs des dépenses mentionnée dans l'article 3.2 relatif aux modalités de versement.

Cette suppression est accompagnée par une modification du bloc signature du bénéficiaire dans les termes suivants : « *le bénéficiaire certifie que l'ensemble des dépenses ci-dessus listées sont réputées acquittées à la date du …* ».

L'article 3.2.3 relatif au « VERSEMENT DU SOLDE » est modifié par les dispositions suivantes :
« *la signature du compte-rendu financier par un commissaire aux comptes ou un expert-comptable (lorsque l'organisme n'en est pas doté) ne sera plus requise pour procéder au versement du solde d'une subvention. Elle sera remplacée par celle du trésorier de la structure subventionnée*
De plus, le bénéficiaire s'engage à présenter un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé). »

Pour les personnes morales de droit public, il convient de rajouter en fin d'alinéa : « *Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé)* »

ARTICLE 4:
L'article 4 intitulé « Plan de financement » est modifié comme suit :
« *Le montant global des dépenses éligibles du projet s'élève à 50 000,00 € pour la période 2016-2017* ».

ARTICLE 5 :

Au sein de l'article 6 relatif à la « RESTITUTION DE LA SUBVENTION »

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée, il convient de rajouter les mentions suivantes : « *ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants* ».

ARTICLE 6:
Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Le présent avenant comporte la fiche projet relative au plan d'actions pour 2016-2017.
Fait en 3 exemplaires originaux,

À Paris, le

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

Mme Valérie PECRESSE

La Présidente de l'EPT BOUCLE NORD DE SEINE

Mme Nicole GOUETA

3) Avenant n°3 à la convention de partenariat n° 14018125, PACE de l'association Espace pour Entreprendre

La Région Ile-de-France, sise 33 rue Barbet de Jouy à Paris, représentée par sa Présidente, Mme Valérie PECRESSE, habilitée à signer la convention par délibération xxxxxx.
Ci-après dénommée « la Région »,

Et,

L'association Espace pour Entreprendre, sise, 137 avenue Anatole France 94600 CHOISY LE ROI, représentée par son Président, Claude SANCHO.

Ci-après dénommée «le bénéficiaire»,

***APRÈS AVOIR RAPPELÉ* :**

La convention n° 14018125 porte sur la période 2015-2019. Toutefois seul le montant de la subvention régionale pour l'année 2015, correspondant au cofinancement du plan d'actions de la première année d'exécution de la convention a été fixé initialement. Par ailleurs, cet avenant modifie également l'article relatif aux modalités de versement des avances, en conformité avec le Règlement budgétaire et financier adopté par la délibération CR 33-10 du 17 juin 2010, prorogée par délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016.

L'avenant n° 1 à la convention PACE n° 14018125 adopté lors de la Commission permanente du Conseil régional Ile-de-France le 9 juillet 2015 sous le n° CP15-515.

Cet avenant modifie l'article 10 de la convention concernant les dates d'éligibilité des dépenses. Celles-ci sont désormais les suivantes :

- Date prévisionnelle de début de projet : 1er avril 2017
- Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018

***SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT* :**

ARTICLE 1 :

A l'article 1 de la convention, il est ajouté l'alinéa suivant : « *la Région a décidé de soutenir la labellisation d'un point PACE dont les objectifs et le contenu de l'action sont décrits dans la fiche projet jointe à la présente convention* ».

ARTICLE 2 :

A l'article 2 de la convention, il est ajouté l'alinéa suivant :
« *ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS*
Le bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région. »

En conséquence, l'article 2.2 « OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES » devient l'article 2.3 et l'article 2.3 « OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION » devient l'article 2.4.

Au sein du nouvel article 2.3 relatif aux « OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES », il est inséré après le quatrième alinéa, les mentions suivantes :
« *Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.* »

ARTICLE 3 :
L'article 3 est complété par la disposition suivante : « *La Région apporte son soutien financier à l'action, menée par ESPACE POUR ENTREPRENDRE et décrite dans la fiche projet annexée, pour la période du 01/04/2017 au 31/03/2018, à hauteur de 45.78 % des dépenses éligibles, soit une aide régionale d'un montant de 30 000,00 € au maximum en fonctionnement. »*

Il convient de supprimer la mention de la date de règlement des factures sur les états récapitulatifs des dépenses mentionnée dans l'article 3.2 relatif aux modalités de versement.
Cette suppression est accompagnée par une modification du bloc signature du bénéficiaire dans les termes suivants : « *le bénéficiaire certifie que l'ensemble des dépenses ci-dessus listées sont réputées acquittées à la date du …* ».

L'article 3.2.3 relatif au « VERSEMENT DU SOLDE » est modifié par les dispositions suivantes :
« *la signature du compte-rendu financier par un commissaire aux comptes ou un expert-comptable (lorsque l'organisme n'en est pas doté) ne sera plus requise pour procéder au versement du solde d'une subvention. Elle sera remplacée par celle du trésorier de la structure subventionnée*
De plus, le bénéficiaire s'engage à présenter un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé). »

Pour les personnes morales de droit public, il convient de rajouter en fin d'alinéa : « *Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé)* »

ARTICLE 4:
L'article 4 intitulé « Plan de financement » est modifié comme suit :
« *Le montant global des dépenses éligibles du projet s'élève à 65 537,00 € pour la période 2017-2018* ».

ARTICLE 5 :

Au sein de l'article 6 relatif à la « RESTITUTION DE LA SUBVENTION »

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée, il convient de rajouter les mentions suivantes : « *ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants* ».

ARTICLE 6:
Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Le présent avenant comporte la fiche projet relative au plan d'actions pour 2017-2018.

Fait en 3 exemplaires originaux,

À Paris, le

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France	**Le Président d'Espace pour Entreprendre**
Mme Valérie PECRESSE	**M. Claude SANCHO**

4) Avenant n°2 à la convention de partenariat n° 14018131, PACE de l'EPT Est Ensemble

La Région Ile-de-France, sise 33 rue Barbet de Jouy à Paris, représentée par sa Présidente, Mme Valérie PECRESSE, habilitée à signer la convention par délibération xxxxxx.
Ci-après dénommée « la Région »,

Et,

L'organisme dénommé : EPT EST ENSEMBLE
N° SIRET : 200 023 430 00032
statut juridique : EPT
adresse : 100 avenue Gaston Roussel – 93230 ROMAINVILLE
représenté par Monsieur Gérard COSME, Président

Ci-après dénommée «le bénéficiaire»,

***APRÈS AVOIR RAPPELÉ* :**

La convention n° 14018131 porte sur la période 2014-2018. Toutefois seul le montant de la subvention régionale pour l'année 2014, correspondant au cofinancement du plan d'actions de la première année d'exécution de la convention a été fixé initialement. Par ailleurs, cet avenant modifie également l'article relatif aux modalités de versement des avances, en conformité avec le Règlement budgétaire et financier adopté par la délibération CR 33-10 du 17 juin 2010, prorogée par délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016.

L'avenant n° 1 à la convention PACE n° 14018131 adopté lors de la Commission permanente du Conseil régional Ile-de-France le 9 juillet 2015 sous le n° CP15-515.

Cet avenant modifie l'article 10 de la convention concernant les dates d'éligibilité des dépenses. Celles-ci sont désormais les suivantes :

- Date prévisionnelle de début de projet : 10 octobre 2016
- Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017

***SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT* :**

ARTICLE 1 :

A l'article 1 de la convention, il est ajouté l'alinéa suivant : « *la Région a décidé de soutenir la labellisation d'un point PACE dont les objectifs et le contenu de l'action sont décrits dans la fiche projet jointe à la présente convention* ».

ARTICLE 2 :

A l'article 2 de la convention, il est ajouté l'alinéa suivant :
« *ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS*
Le bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. »

En conséquence, l'article 2.2 « OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES » devient l'article 2.3 et l'article 2.3 « OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION »

devient l'article 2.4.

Au sein du nouvel article 2.3 relatif aux « OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES », il est inséré après le quatrième alinéa, les mentions suivantes :
« *Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.* »

ARTICLE 3 :
L'article 3 est complété par la disposition suivante : « *La Région apporte son soutien financier à l'action, menée par ESPACE POUR ENTREPRENDRE et décrite dans la fiche projet annexée, pour la période du 10/10/2016 au 30/09/2017, à hauteur de 47.97 % des dépenses éligibles, soit une aide régionale d'un montant de 35 000,00 € au maximum en fonctionnement. »*

Il convient de supprimer la mention de la date de règlement des factures sur les états récapitulatifs des dépenses mentionnée dans l'article 3.2 relatif aux modalités de versement.
Cette suppression est accompagnée par une modification du bloc signature du bénéficiaire dans les termes suivants : « *le bénéficiaire certifie que l'ensemble des dépenses ci-dessus listées sont réputées acquittées à la date du …* ».

L'article 3.2.3 relatif au « VERSEMENT DU SOLDE » est modifié par les dispositions suivantes :
« *la signature du compte-rendu financier par un commissaire aux comptes ou un expert-comptable (lorsque l'organisme n'en est pas doté) ne sera plus requise pour procéder au versement du solde d'une subvention. Elle sera remplacée par celle du trésorier de la structure subventionnée*
De plus, le bénéficiaire s'engage à présenter un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé). »

Pour les personnes morales de droit public, il convient de rajouter en fin d'alinéa : « *Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé)* »

ARTICLE 4:
L'article 4 intitulé « Plan de financement » est modifié comme suit :
« *Le montant global des dépenses éligibles du projet s'élève à 72 958,00 € pour la période 2016-2017* ».

ARTICLE 5 :

Au sein de l'article 6 relatif à la « RESTITUTION DE LA SUBVENTION »

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée, il convient de rajouter les mentions suivantes : « *ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants* ».

ARTICLE 6:
Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Le présent avenant comporte la fiche projet relative au plan d'actions pour 2016-2017.

Fait en 3 exemplaires originaux,

À Paris, le

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France	**Le Président d'Est Ensemble**
Mme Valérie PECRESSE	**M. Gérard COSME**

5) Avenant n°3 à la convention de partenariat n° 14018138, PACE de la MDEF DE SENART

La Région Ile-de-France, sise 33 rue Barbet de Jouy à Paris, représentée par sa Présidente, Mme Valérie PECRESSE, habilitée à signer la convention par délibération xxxxxx.
Ci-après dénommée « la Région »,

Et,

La MDEF de Sénart, sise, 462 Rue Benjamin Delessert 77550 MOISSY CRAMAYEL, représentée par son Président, M. Eric BAREILLE.
Ci-après dénommée « le bénéficiaire »,

***APRÈS AVOIR RAPPELÉ* :**

La convention n° 14018138 porte sur la période 2014-2018. Toutefois seul le montant de la subvention régionale pour l'année 2014, correspondant au cofinancement du plan d'actions de la première année d'exécution de la convention a été fixé initialement. Par ailleurs, cet avenant modifie également l'article relatif aux modalités de versement des avances, en conformité avec le Règlement budgétaire et financier adopté par la délibération CR 33-10 du 17 juin 2010, prorogée par délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016.

L'avenant n° 1 à la convention PACE+ n° 14018138 adopté lors de la Commission permanente du Conseil régional Ile-de-France le 17 juin 2015 sous le n° CP15-348.
Cet avenant modifie l'article 10 de la convention concernant les dates d'éligibilité des dépenses. Celles-ci sont désormais les suivantes :

- Date prévisionnelle de début de projet : 17 juin 2017
- Date prévisionnelle de fin de projet : 16 juin 2018

***SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT* :**

ARTICLE 1 :
A l'article 1 de la convention, il est ajouté l'alinéa suivant : « *la Région a décidé de soutenir la labellisation d'un point PACE dont les objectifs et le contenu de l'action sont décrits dans la fiche projet jointe à la présente convention* ».

ARTICLE 2 :
A l'article 2 de la convention, il est ajouté l'alinéa suivant :
« *ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS*
Le bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. »
En conséquence, l'article 2.2 « OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES » devient l'article 2.3 et l'article 2.3 « OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION » devient l'article 2.4.

Au sein du nouvel article 2.3 relatif aux « OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES », il est inséré après le quatrième alinéa, les mentions suivantes :
« *Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de*

toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement. »

ARTICLE 3 :
L'article 3 est complété par la disposition suivante : « *La Région apporte son soutien financier à l'action, menée par la MDEF de Sénart et décrite dans la fiche projet annexée, pour la période du 17/06/2017 au 16/06/2018, à hauteur de 40.95 % des dépenses éligibles, soit une aide régionale d'un montant de 20 000,00 € au maximum en fonctionnement.* »

Il convient de supprimer la mention de la date de règlement des factures sur les états récapitulatifs des dépenses mentionnée dans l'article 3.2 relatif aux modalités de versement.
Cette suppression est accompagnée par une modification du bloc signature du bénéficiaire dans les termes suivants : « *le bénéficiaire certifie que l'ensemble des dépenses ci-dessus listées sont réputées acquittées à la date du …* ».

L'article 3.2.3 relatif au « VERSEMENT DU SOLDE » est modifié par les dispositions suivantes :
« *la signature du compte-rendu financier par un commissaire aux comptes ou un expert-comptable (lorsque l'organisme n'en est pas doté) ne sera plus requise pour procéder au versement du solde d'une subvention. Elle sera remplacée par celle du trésorier de la structure subventionnée*
De plus, le bénéficiaire s'engage à présenter un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé). »

Pour les personnes morales de droit public, il convient de rajouter en fin d'alinéa : « *Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé)* ».

ARTICLE 4:
L'article 4 intitulé « Plan de financement » est modifié comme suit :
« *Le montant global des dépenses éligibles du projet s'élève à 48 846,00 € pour la période 2017-2018* ».

ARTICLE 5 :

Au sein de l'article 6 relatif à la « RESTITUTION DE LA SUBVENTION »

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée, il convient de rajouter les mentions suivantes : « *ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants* ».

ARTICLE 6:
Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Le présent avenant comporte la fiche projet relative au plan d'actions pour 2016-2017.
Fait en 3 exemplaires originaux,

À Paris, le

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

Mme Valérie PECRESSE

Le Président de la MDEF de Sénart

M. Eric BAREILLE

6) Avenant n°2 à la convention de partenariat n° 14018139, PACE de La MIEL

La Région Ile-de-France, sise 33 rue Barbet de Jouy à Paris, représentée par sa Présidente, Mme Valérie PECRESSE, habilitée à signer la convention par délibération xxxxxx.
Ci-après dénommée « la Région »,

Et,

La MIEL, sise, 113 RUE DANIELLE CASANOVA 93200 ST DENIS, représentée par son Président, M. DAVID PROULT.
Ci-après dénommée «le bénéficiaire»,

***APRÈS AVOIR RAPPELÉ* :**

La convention n° 14018139 porte sur la période 2014-2018. Toutefois seul le montant de la subvention régionale pour l'année 2014, correspondant au cofinancement du plan d'actions de la première année d'exécution de la convention a été fixé initialement. Par ailleurs, cet avenant modifie également l'article relatif aux modalités de versement des avances, en conformité avec le Règlement budgétaire et financier adopté par la délibération CR 33-10 du 17 juin 2010, prorogée par délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016.

***SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT* :**

ARTICLE 1 :
A l'article 1 de la convention, il est ajouté l'alinéa suivant : « la Région a décidé de soutenir la labellisation d'un point PACE dont les objectifs et le contenu de l'action sont décrits dans la fiche projet jointe à la présente convention ».

ARTICLE 2 :
A l'article 2 de la convention, il est ajouté l'alinéa suivant :
« *ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS*
Le bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. »
En conséquence, l'article 2.2 « OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES » devient l'article 2.3 et l'article 2.3 « OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION » devient l'article 2.4.

Au sein du nouvel article 2.3 relatif aux « OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES », il est inséré après le quatrième alinéa, les mentions suivantes :
« *Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.* »

ARTICLE 3 :
L'article 3 est complété par la disposition suivante : « *La Région apporte son soutien financier à l'action, menée par la MIEL et décrite dans la fiche projet annexée, pour la période du 20/11/2016 au 19/11/2017, à hauteur de 34.78 % des dépenses éligibles, soit une aide régionale d'un montant de 20 000,00 € au maximum en fonctionnement.* »

Il convient de supprimer la mention de la date de règlement des factures sur les états récapitulatifs des dépenses mentionnée dans l'article 3.2 relatif aux modalités de versement.
Cette suppression est accompagnée par une modification du bloc signature du bénéficiaire dans les termes suivants : « *le bénéficiaire certifie que l'ensemble des dépenses ci-dessus listées sont réputées acquittées à la date du …* ».

L'article 3.2.3 relatif au « VERSEMENT DU SOLDE » est modifié par les dispositions suivantes :
« *la signature du compte-rendu financier par un commissaire aux comptes ou un expert-comptable (lorsque l'organisme n'en est pas doté) ne sera plus requise pour procéder au versement du solde d'une subvention. Elle sera remplacée par celle du trésorier de la structure subventionnée*
De plus, le bénéficiaire s'engage à présenter un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé). »

Pour les personnes morales de droit public, il convient de rajouter en fin d'alinéa : « *Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé)* ».

ARTICLE 4:
L'article 4 intitulé « Plan de financement » est modifié comme suit :
« *Le montant global des dépenses éligibles du projet s'élève à 57 500,00 € pour la période 2016-2017* ».

ARTICLE 5 :

Au sein de l'article 6 relatif à la « RESTITUTION DE LA SUBVENTION »

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée, il convient de rajouter les mentions suivantes : « *ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants* ».

ARTICLE 6:
Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Le présent avenant comporte la fiche projet relative au plan d'actions pour 2016-2017.

Fait en 3 exemplaires originaux,

À Paris, le

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

Mme Valérie PECRESSE

Le Président de la MIEL

M. David PROULT

Annexe n°8 : Fiche projet CPME

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013440

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : UNIVERSITÉ FRANCILIENNE DES ENTREPRISES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	28 210,65 €	24,81 %	7 000,00 €
	Montant Total de la subvention		7 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192002-400
19200207- Evaluation, études et promotion

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CGPME IDF FED REGION PME ET PMI DE PARIS IDF
Adresse administrative : 19 RUE DE L'AMIRAL D'ESTAING 75116 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-François ROUBAUD, Président

Date de publication au JO : 20 mai 2000

N° SIRET : 43523742500036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)
Rapport Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Date de la manifestation.

Objectifs :
La CPME (Confédération des Petites et Moyennes Entreprises) Paris Ile-de-France a organisé le 29 juin 2018 la première édition de l'Université francilienne des entreprises sur le thème « Réussir ensemble ! ». Partant du constat qu'entreprendre est une aventure qu'il est difficile de réussir seul, la CPME Ile-de-France a choisi de réunir les conditions du succès en multipliant les opportunités de coopération entre les entreprises au cours de cet évènement. Au-delà, l'Université francilienne des entreprises a été un moment de mobilisation des acteurs au bénéfice de l'emploi des franciliens et a permis d'informer

l'ensemble des participants sur l'action de la Région et les dispositifs d'appui accessibles aux entreprises en matière de développement économique et d'innovation.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
Chefs d'entreprises franciliens

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	4 907,68	17,40%
Sécurité	1 431,30	5,07%
Aménagement de la salle	7 622,52	27,02%
Accueil	744,00	2,64%
Badges et sacs remis à l'accueil	1 123,80	3,98%
Cocktail de clôture	5 832,00	20,67%
Goodies participants	1 818,82	6,45%
Communication	1 414,80	5,02%
Prestation vidéo	1 700,00	6,03%
Prestation photos	600,00	2,13%
Communication digitale	634,60	2,25%
Frais divers	381,13	1,35%
Total	28 210,65	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Réservation des stands par les exposants	3 500,00	12,41%
Financement ptivé (partenaires)	17 500,00	62,03%
Région Ile-de-France	7 000,00	24,81%
CPME Ile-de-France	210,65	0,75%
Total	28 210,65	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Développeurs de l'apprentissage	2 725,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	16 350,00 €
	Montant total	19 075,00 €

Annexe n°9 : Convention CPME

Convention relative au soutien
d'actions relatives à l'entrepreneuriat

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2017-266 du 5 juillet 2017,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

XXXXXXX
N° SIRET : XXXXXX
dont le siège social est situé au : XXXXXX
ayant pour représentant le XXXXXX

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Après avoir rappelé :

- **Le règlement n°1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.**
- **La délibération n°CR 2017-141 relative la politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME**

La convention s'inscrit dans le cadre du soutien de la Région à des actions d'information et d'accompagnement des créateurs-repreneurs et jeunes dirigeants d'entreprises.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° [CP d'attribution XXXXX] du [date CP d'attribution XXXXX], la Région Île-de-France a décidé de soutenir XXXXX en faveur de l'entrepreneuriat [dont le descriptif figure dans la fiche projet en annexe à la convention], par l'attribution à XXXXX d'une subvention de fonctionnement XXXXX € pour la période du XXX au XXXX.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire :

- **une subvention de fonctionnement correspondant à XXXXX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXXXX € TTC, soit un montant maximum de subvention de XXXXX € pour l'année XXXXX.**

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à assurer la mise en œuvre et l'évaluation des actions subventionnées, informe la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention et des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution de l'action subventionnée et met en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale.

Le bénéficiaire s'engage à ce que les subventions soient affectées, pour la durée de la présente convention, à la réalisation des actions subventionnées.

Toutes modifications substantielles du projet doit faire l'objet d'une demande à la Région et doit être approuvée par celle-ci. La Région ne prendra en charge aucun surcoût lié à une modification des actions subventionnées sur la période XXX-XXXX.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATION RELATIVE A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaires ou alternants pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale et à saisir les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme des Aides Régionales selon les modalités communiquées par la Région et relayées par le bénéficiaire.»

ARTICLE 2.4 OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.

Respecter les procédures de mise en concurrence pour la passation des marchés auxquelles le bénéficiaire ou les membres du consortium peuvent être assujettis tant au regard du droit français que communautaire.

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il (ou, le cas échéant, les établissements bénéficiaires d'allocations de recherche) pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Produire un justificatif de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.5 de la présente convention (convention de stage signée ou contrat de travail signé), lors de la demande de versement du solde.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire s'engage à communiquer sur le soutien de la Région Île-de-France et s'engage à intégrer les éléments de communication et de promotion de la Région Île-de-France. Les supports associés seront mis à disposition du bénéficiaire pour être utilisés et relayés auprès des porteurs de projets entrepreneuriaux accompagnés.

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, l'ensemble des partenaires qui bénéficient d'un soutien de la Région dans le cadre du consortium s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats des projets subventionnés (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. De même, les communications écrites ou orales (programme, affiche, documents remis aux participants, articles, interviews…) indiquent explicitement l'implication de la Région. Enfin, concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50% du budget total de l'opération, la taille du logo régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.
Le bénéficiaire prévient et associe la Région dans l'organisation de tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation (lancement, inauguration, conférence de Presse…) liés aux projets subventionnés et y invite un représentant de la Région. Ces évènements font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.
Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme

ARTICLE 3.2.2: VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.
Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3: VERSEMENT DU SOLDE

Le solde ne peut être versé qu'après justification de l'achèvement et du paiement complet des actions subventionnées, accompagné des documents suivants :

- **un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment, en fonction du type de dépense :**
  - **les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;**
  - **et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés.**

  Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de la structure et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme ;
- **un compte-rendu financier (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées au titre de ces coûts environnés, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme, à défaut le trésorier de l'organisme subventionné.**
- **un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.**

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date de démarrage de la fiche projet et ce, jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date d'attribution de la subvention par l'assemblée régionale, soit le XX 2017.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier des actions subventionnées ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du programme subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CPXX-XXX du [DATE DE VOTE DE LA SUBV].

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

xxxxxx

xxxxxxxxx

Le

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Île-de-France et par délégation
La directrice des entreprises et de l’emploi

Marie ESNAULT-BERTRAND

Annexe n°10 : Fiches projets ETC

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17006293

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : TIERS LIEU- SNCF- VAUCRESSON

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	203 580,00 €	35,00 %	71 253,00 €
	Montant Total de la subvention		71 253,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204181-153001-1700
15300104- Espaces de travail collaboratifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNCF MOBILITES
Adresse administrative : 9 RUE JEAN-PHILIPPE RAMEAU
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Jacques PEYNOT, Directeur des gares Ile de France

N° SIRET : 55204944792805

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs
Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : RGEC 651/2014 (publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Infrastructures locales

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

Objectifs :
Il s'agit de créer un espace de coworking de 131 m² au 1er étage de la gare Transilien à Vaucresson (92).

Description :
L'espace proposera les services suivants:
- 10 postes de coworking nomade avec location à l'heure, à la journée ou au mois (Zone « cowork »)

- 3 bureaux partagés (2 postes de travail par bureau) pour les travailleurs sédentaires (« Buros »)
- Une salle de réunion et de formation (MOOC, animations, suivis des entrepreneurs, etc.)
- Un espace détente (tisanerie)

Moyens mis en œuvre :
La SNCF mettra à la disposition des coworkers des moyens humains et techniques leur permettant de s'informer, communiquer et échanger : réseau Wifi, accès sécurisé, formation MOOC, événements avec Club Entreprises, salarié présent à plein temps.
A cela s'ajoute une offre de conciergerie pour les voyageurs et les habitants du quartier.

Intérêt régional :
- Développement du télétravail
- Développement de l'entreprenariat

Public(s) cible(s) :
Entrepreneurs
Freelances
Etudiants
Demandeurs d'emplois
Clients de la gare (conciergerie)

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagements	203 580,00	71,09%
Finitions et équipements (non retenu)	82 790,00	28,91%
Total	286 370,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	71 253,00	24,88%
SNCF	132 327,00	46,21%
Burolab	82 790,00	28,91%
Total	286 370,00	100,00%

Echéancier prévisionnel de crédits de paiement

Exercice	**Montant**
2018	50 000,00 €
2019	21 253,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	**Dispositif d'aide**	**Montant voté**
2014	Accessibilité des transports	2 000 000,00 €
2014	Amélioration de la sécurité dans les transports en commun	6 741 000,00 €
2014	Matériel roulant	17 100 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	12 400 398,00 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	126 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	6 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 380 533,28 €
2016	Accessibilité des transports	15 250 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	58 634 032,12 €
2016	Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	307 792,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	1 000 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	46 815 000,00 €
	Montant total	208 983 421,93 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17006297

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : TIERS LIEU- SNCF-GAGNY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	124 000,00 €	35,00 %	43 400,00 €
	Montant Total de la subvention		43 400,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204181-153001-1700
15300104- Espaces de travail collaboratifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNCF MOBILITES
Adresse administrative : 9 RUE JEAN-PHILIPPE RAMEAU
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Jacques PEYNOT, Directeur des gares Ile de France

N° SIRET : 55204944792805

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs
Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : RGEC 651/2014 (publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Infrastructures locales

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

Objectifs :
il s'agit de créer un espace de bureaux partagés de 131 m² au 1er étage de la gare de la ligne B du RER :

Description :
Le projet vise à héberger et accompagner des entrepreneurs du territoire :

- 4 bureaux privatifs (2 à 3 postes de travail par bureau)
- Une salle de réunion et de détente

Intérêt régional :
Développement du télétravail

Public(s) cible(s) :
Entrepreneurs des quartiers prioritaires à la recherche de :
locaux professionnels à bas coût
conseils/formations au démarrage de l'activité
clients et partenaires sur le territoire

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagements	124 000,00	100,00%
Total	124 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	43 400,00	35,00%
Fonds propres	80 600,00	65,00%
Total	124 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	43 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accessibilité des transports	2 000 000,00 €
2014	Amélioration de la sécurité dans les transports en commun	6 741 000,00 €
2014	Matériel roulant	17 100 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	12 400 398,00 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	126 000,00 €

2015	Accessibilité des transports	6 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 380 533,28 €
2016	Accessibilité des transports	15 250 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	58 634 032,12 €
2016	Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	307 792,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	1 000 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	46 815 000,00 €
	Montant total	208 983 421,93 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17006284

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : TIERS LIEU- CCIP- SMART HUB BUSINESS 93

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	288 500,00 €	26,00 %	75 000,00 €
	Montant Total de la subvention		75 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700
15300104- Espaces de travail collaboratifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG
Adresse administrative : 27 AV DE FRIEDLAND 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur Jean-Paul VERMES, Président

N° SIRET : 13001727000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs
Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : RGEC 651/2014 (publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Infrastructures locales

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 avril 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La CCI souhaite terminer la livraison de cet espace à la fin de l'année 2017 et ce afin de pouvoir accueillir le public visé par le projet. Afin de tenir ces délais, la CCI souhaite pouvoir commencer rapidement les travaux.

Objectifs :
La CCI Paris Ile-de-France souhaite se projeter dans une politique de développement de l'offre digitale, tant pour les besoins des entreprises d'Ile-de-France que pour ceux de ses propres collaborateurs. C'est donc à ce titre que la CCI Paris Ile-de-France souhaite la création d'espaces de coworking dans les CCI départementales. Ces espaces sont dénomés "Smart Hub Business". L'objectif de ce projet présenté

dans cette fiche est le création d'un Smart Hub Business pour le département de Seine- Saint-Denis

Description :
L'espace Entrepreneurs s'implantera au 4ème étage de la CCID 93 et occupera une surface de 395 m².
Le public visé est le suivant:
- Les "coworkers" entreprises: formules à la journée, demi-journée, forfaits 10 jours, 1 mois;
- Les "Coworkers" collaborateurs CCIR;
- Les entrepreneurs ,
- les attributaires du RSA accomapgnés vers la création d'entreprise (partenariat avec le cosneil départemental du 93);

Moyens mis en œuvre :
L'aménagement des locaux s'inscrit de manière plus générale dans un plan immobilier dédié aux espaces de coworking dans l'ensemble des CCI départementales de la CCIR.
Pour la CCID 93, l'espace aura les caractéristiques suivantes:

Intérêt régional :
- développement du télétravail,
- développement de l'entrepreneuriat.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- PME de Seine-Saint-Denis
- Télétravailleur

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Amenagement	188 500,00	65,34%
Equipement	100 000,00	34,66%
Total	288 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	75 000,00	26,00%
Fonds propres	213 500,00	74,00%
Total	288 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	37 500,00 €
2018	37 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité des apprentis	385 100,00 €
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	24 750,00 €
2014	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	40 404,20 €
2014	Ateliers d'animation éducative	11 121,60 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	163 500,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	465 360,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	232 773,00 €
2014	Ecole Régionale des Projets - ERP	30 000,00 €
2014	EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)	6 720,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	11 500,00 €
2014	Olympiades des métiers	5 600,00 €
2014	PM'up - Investissement	45 500,00 €
2014	Soutien au développement du conseil en mobilité en Ile-de-France (Fct)	22 809,00 €
2014	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	500 360,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	18 032,00 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	2 423 619,00 €
2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	2 531 696,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	27 260 691,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	325 700,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	9 900,00 €
2015	Ateliers d'animation éducative	29 164,16 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	149 875,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	473 176,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	527 162,55 €
2015	Ecole Régionale des Projets - ERP	45 000,00 €
2015	Formation de formateurs en CFA	14 675,00 €
2015	Olympiades des métiers	5 600,00 €
2015	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	4 851 000,87 €
2015	Participation de la Région au programme ERASMUS+, volet Formation Professionnelle	60 070,00 €
2015	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	787 670,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	12 600,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	150 000,00 €

2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 039 602,60 €
2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	130 810,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	25 962 605,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des apprentis	171 200,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	13 050,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	136 250,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	433 488,00 €
2016	Formation de formateurs en CFA	11 100,00 €
2016	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	8 263 125,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Actions d'accompagnement individuelles et collectives en faveur des PME/PMI de la SRI-SI	320 534,35 €
2016	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	45 600,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	50 000,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 659 933,00 €
2016	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	674 235,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	23 313 815,00 €
2016	Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	69 300,00 €
2017	Aide à la mobilité internationale des étudiants (universités, écoles et grands établissements)	7 350,00 €
2017	Développeurs de l'apprentissage	40 875,00 €
2017	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	5 439 319,84 €
2017	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 281 383,00 €
2017	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	282 620,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	18 633 000,00 €
	Montant total	105 489 431,57 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17006288

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : TIERS LIEU - CCIP- SMART BUSINESS 78

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	625 300,00 €	11,99 %	75 000,00 €
	Montant Total de la subvention		75 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700
15300104- Espaces de travail collaboratifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG
Adresse administrative : 27 AV DE FRIEDLAND 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur Jean-Paul VERMES, Président

N° SIRET : 13001727000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs
Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : RGEC 651/2014 (publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Infrastructures locales

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 avril 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La CCI souhaite terminer la livraison de cet espace à la fin de l'année 2017 et ce afin de pouvoir accueillir le public visé par le projet. Afin de tenir ces délais, la CCI souhaite pouvoir commencer rapidement les travaux.

Objectifs :
La CCI Paris Ile-de-France souhaite se projeter dans une politique de développement de l'offre digitale, tant pour les besoins des entreprises d'Ile-de-France que pour ceux de ses propres collaborateurs. C'est donc à ce titre que la CCI Paris Ile-de-France souhaite la création d'espaces de coworking dans les CCI départementales. Ces espaces sont dénomés "Smart Hub Business". L'objectif de ce projet présenté

dans cette fiche est le création d'un Smart Hub Business pour le département des Yvelines.

Description :
Le projet se caractérise par:
- un espace d'une superficie de 272 m² réparties de la manière suivante:
-105 m² pour l'espace accueil des entreprises - 17 postes de travail;
- 167 m² pour l'espace de coworking, d'ateliers co-création, de salle multimédia et de salon "lounge" - 16 postes de travail

La CCID 78 souhaite à traver ce projet:
- Offrir un espace de co-working pour les entreprises,
- Aider les créateurs à accéder à des espaces de travail professionnel en optimisant les coûts de transport et de logistique,
- Proposer aux entrepreneurs de disposer d'outils de communication,
- disposer de postes de travail plus appropriés aux besoins de mobilité

Intérêt régional :
- développement du télétravail,
- développement de l'entrepreneuriat.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- PME des Yvelines
- Télétravailleur

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagements	510 000,00	81,56%
Mobiliers	90 000,00	14,39%
Equipements informatiques	25 300,00	4,05%
Total	625 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	75 000,00	11,99%
Auto Financement	550 300,00	88,01%
Total	625 300,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	75 000,00 €
2018	75 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité des apprentis	385 100,00 €
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	24 750,00 €
2014	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	40 404,20 €
2014	Ateliers d'animation éducative	11 121,60 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	163 500,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	465 360,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	232 773,00 €
2014	Ecole Régionale des Projets - ERP	30 000,00 €
2014	EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)	6 720,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	11 500,00 €
2014	Olympiades des métiers	5 600,00 €
2014	PM'up - Investissement	45 500,00 €
2014	Soutien au développement du conseil en mobilité en Ile-de-France (Fct)	22 809,00 €
2014	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	500 360,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	18 032,00 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	2 423 619,00 €
2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	2 531 696,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	27 260 691,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	325 700,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	9 900,00 €
2015	Ateliers d'animation éducative	29 164,16 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	149 875,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	473 176,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	527 162,55 €
2015	Ecole Régionale des Projets - ERP	45 000,00 €
2015	Formation de formateurs en CFA	14 675,00 €
2015	Olympiades des métiers	5 600,00 €
2015	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	4 851 000,87 €
2015	Participation de la Région au programme ERASMUS+, volet Formation Professionnelle	60 070,00 €
2015	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	787 670,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	12 600,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	150 000,00 €

2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 039 602,60 €
2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	130 810,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	25 962 605,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des apprentis	171 200,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	13 050,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	136 250,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	433 488,00 €
2016	Formation de formateurs en CFA	11 100,00 €
2016	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	8 263 125,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Actions d'accompagnement individuelles et collectives en faveur des PME/PMI de la SRI-SI	320 534,35 €
2016	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	45 600,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	50 000,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 659 933,00 €
2016	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	674 235,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	23 313 815,00 €
2016	Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	69 300,00 €
2017	Aide à la mobilité internationale des étudiants (universités, écoles et grands établissements)	7 350,00 €
2017	Développeurs de l'apprentissage	40 875,00 €
2017	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	5 439 319,84 €
2017	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 281 383,00 €
2017	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	282 620,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	18 633 000,00 €
	Montant total	105 489 431,57 €

Annexe n°11 : Avenant type conventions ETC

AVENANT N°2 A LA CONVENTION N°XXXXX
Relative au soutien pour la réalisation d'un espace de travail collaboratif

ENTRE :

La Région Ile-de-France,
représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France,
agissant en exécution de la délibération n° CP 2017-488 du 18 octobre 2017,
ci-après dénommée « La Région » ;

ET :

La structure bénéficiaire « XXXX »
dont le statut juridique est : XXXX
N° SIRET : XXXXXX
dont le siège social est situé au : XXXXXX
ayant pour représentant, XXXXXX, titre du représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Espaces de travail collaboratif » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 63-13 du 27 septembre 2013.
Par délibération n° XXX du XXX une subvention de XXX € lui a été accordée donnant lieu à la signature de la convention n° XXX.
L'avenant n°1, adopté par la délibération n° XXX du XXX a ensuite été signé.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES ET DUREE DU PROJET

Le second alinéa de l'article 3.4 de la convention, tel que modifié par l'avenant type n°1, est supprimé.

ARTICLE 2 : MAINTIEN DES OBJECTIFS ET ELEMENTS DU PROJET

Le présent avenant subit toutes les dispositions de la convention initiale et de son avenant n°1 non modifiées par l'article précédent, et devient pièce contractuelle

Fait à Paris, en trois exemplaires, le

Annexe n°12 : Fiche projet ADIE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014851

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ADIE 2016 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	3 151 741,00 €	17,97 %	566 340,00 €
	Montant Total de la subvention		566 340,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADIE ASS POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE
Adresse administrative : 139 BOULEVARD DE SEBASTOPOL 75002 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GREGOIRE HEAULME, Directeur régional

Date de publication au JO : 1 février 1989

N° SIRET : 35221687301565

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré-existant avec la région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 01/01/2016.

Objectifs :
L'objectif pour l'année 2016 est d'accompagner et de financer 1089 entreprises nouvelles, dont ¼ situés dans les quartiers sensibles d'Ile-de-France.

L'Adie s'engage par ailleurs à maintenir son public cible les créateurs demandeurs d'emplois, les

allocataires de minima sociaux, les travailleurs pauvres doivent représenter au minimum 70% de l'activité.

Description :
L'Adie accompagne et finance les porteurs de projets de très petites entreprises qui n'ont pas accès au crédit bancaire, en leur proposant un microcrédit.

Moyens mis en œuvre :
Ses efforts porteront sur :

- la mise en oeuvre du nouveau plan stratégique 2015-2017 de l'Adie, autour de 3 axes prioritaires : l'accompagnement des créateurs dans la durée, le digital au service des clients et une évolution de l'organisation interne en équipes intégrées (salariés/bénévoles).
- le renforcement de l'ancrage local, l'approfondissement des partenariats existants et la conduite d'actions de communication régulières, permettant à l'Adie d'être visible des porteurs de projets.
- l'accompagnement des jeunes.
- le renforcement de l'accompagnement sur le développement commercial.
- le maintien d'un niveau de risque maîtrisé.
- l'extension des services de microassurance.

Intérêt régional :
L'ADIE fait l'objet de plusieurs engagements régionaux (ERP, prêt d'honneur et microcrédit). L'ADIE s'est engagée à recruter au total 5 stagiaires pour l'ensemble de ces dispositifs.

La subvention fléchée sur le microcrédit donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou 2 alternants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le public cible est celui des créateurs d'entreprises qui ne peuvent accéder au crédit par la voie classique.

Détail du calcul de la subvention :
La Région s'engage à financer l'ADIE par le biais d'une subvention annuelle déterminée par le nombre prévisionnel, puis effectif, de dossiers d'entreprise instruits et financés dans l'année à hauteur de 520 € par projet d'entreprise nouvelle.

Pour l'année 2016, il est prévu de créer 1089 entreprises nouvelles. Une affectation de 566 340 € doit permettre de couvrir le coût de l'accompagnement et de l'instruction de 1089 microcrédits création x 520 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Achats	50 194,00	1,59%	Subventions d'exploitation	500 000,00	15,86%
Services extérieurs	513 615,00	16,30%	Etat	314 280,00	9,97%
Autres services extérieurs	107 869,00	3,42%	Collectivités territoriales	1 580 840,00	50,16%
Impôts et taxes	8 162,00	0,26%	Entreprises privées	681 180,00	21,61%
Frais personnel	2 018 390,00	64,04%	Etablissements publics	41 000,00	1,30%
Fonctions mutualisées	453 511,00	14,39%	Marge nette-reveneus crédits	34 441,00	1,09%
Total	3 151 741,00	100,00%	Total	3 151 741,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	566 340,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Appui aux actions de formation entrepreneuriale et d'accompagnement des porteurs de projets à fort potentiel économique et social	200 000,00 €
2014	Primes régionales à la création d'entreprises pour les créateurs demandeurs d'emplois accompagnés et financés par l'ADIE	1 015 200,00 €
2014	Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	624 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	450 000,00 €
2015	Ecole Régionale des Projets - ERP	225 000,00 €
2015	Fonds de prêts d'honneur - ADIE	300 000,00 €
2015	Primes régionales à la création d'entreprises pour les créateurs demandeurs d'emplois accompagnés et financés par l'ADIE	1 200 000,00 €
2015	Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	603 720,00 €
2016	Ecole Régionale des Projets - ERP	163 000,00 €
2016	Fonds de prêts d'honneur - ADIE	300 000,00 €

2016	Primes régionales à la création d'entreprises pour les créateurs demandeurs d'emplois accompagnés et financés par l'ADIE	0,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	1 000 000,00 €
2016	Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	566 340,00 €
2017	Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	295 880,00 €
	Montant total	6 943 140,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-490

DU 18 OCTOBRE 2017

MESURES EN FAVEUR DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE : - SOUTIEN À LA CHAMBRE RÉGIONALE DE L'ESS ÎLE-DE-FRANCE (CRESS) - APPUI AUX COOPÉRATIVES D'ACTIVITÉS ET D'EMPLOI - FINANCEMENT DES ENTREPRISES ESS - SOUTIEN À L'UNION RÉGIONALE DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES ET PARTICIPATIVES D'ÎLE-DE-FRANCE (URSCOP)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La partie VI du Code du travail ;

VU La loi n° 2010-1249 du 22 octobre 2010 de régulation bancaire et financière ;

VU La loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'Economie sociale et solidaire ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment son article 133 ;

VU La délibération n° CR 93-12 du 22 novembre 2012 relative à l'Economie sociale et solidaire : vers l'innovation sociale ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 ayant adopté la Stratégie Régionale pour la croissance, l'emploi et l'innovation ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibération n° CR 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n° CP 14-475 du 18 juin 2014 approuvant les conventions triennales avec le réseau France active ;

VU La délibération n° CP 15-098 du 29 janvier 2015 relative à l'adoption des conventions type définissant les modalités de financement de l'amorçage d'antenne et d'accompagnement des nouveaux porteurs de projets des couveuses et CAE d'Ile-de-France ;

VU La délibération n° CP 15-262 du 17 juin 2015 relative à la signature de la convention d'agrément Etat, Région, CRESS et appui financier à la CRESS ;

VU La délibération n° CP 16-346 du 12 juillet 2016 relative à l'affectation d'une subvention à la CRESS Île-de-France pour 2016 ;

VU La délibération n° CP 16-612 du 13 décembre 2016 relative au financement de l'entrepreneuriat ;

VU La délibération CP n°2017-111 du 08 mars 2017 relative à l'affectation de la première tranche

de soutien aux CAE et de la première tranche pour le soutien au réseau France active pour 2017 ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission du développement économique de l'emploi et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-490 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien à la CRESS Île-de-France

Décide, au titre du dispositif Développement de filières stratégiques pour l'ESS, d'attribuer à la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire d'Île-de-France (CRESS) une subvention de 200 000 €.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de 200 000 € prélevée sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », Programme HP 91-003 (191003) « Economie Sociale et Solidaire », action 19100301 « Soutien à l'économie sociale et solidaire », du budget 2017.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter du 1er juillet 2017, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n°01-16 du 21 janvier 2016.

Subordonne le versement de la subvention à la CRESS (fiche-projet annexe 2) à la signature de la convention annexée à la présente délibération (annexe 3), et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Adopte la convention triennale 2017-2020 de partenariat avec l'Etat et la CRESS Île-de-France (annexe 4) et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 2 : Soutien au réseau France Active pour le financement des entreprises ESS

Décide dans le cadre de la convention triennale adoptée par délibération de la CP n° 14-475 du 18 juin 2014 d'attribuer une subvention d'un montant maximum de 256 000 € aux structures identifiées ci-dessous pour leurs activités d'accompagnement et de financement des entreprises sociales et solidaires au titre du 2nd semestre 2017 tel que détaillé en annexe 5 à la présente délibération.

Code dossier	Bénéficiaire	Nombre de dossiers ESS	Montant proposé de la décision 2ème semestre 2017 (€)
17002639	75 - PIE	14	56 000
17002635	77 - AFILE 77	6	24 000
17002641	78 - Yvelines Actives	6	24 000
17002634	91 - Essonne Active	7	28 000

17002637	92 - HDSI	8	32 000
17002636	93 - Garances	9	36 000
17002640	94 - VMAPI	6	24 000
17002638	95 - Initiactive 95	8	32 000
Total		**64**	**256 000**

Approuve l'avenant n°2 à la convention triennale conclue avec France Active, France Active Garantie, Ile-de-France Active, Paris Initiative Entreprise, Afile 77, Yvelines Actives, Essonne Active, Hauts-de-Seine Initiative, Garances, Val-de-Marne Actif pour l'Initiative et Initiactive 95 adoptée par délibération n° CP N° 14-475 du 18 juin 2014, en annexe 6 à la présente délibération, et autorise la présidente du Conseil régional à le signer.

Subordonne le versement des subventions à la signature de cet avenant n°2 par toutes les parties.

Affecte une autorisation d'engagement de 256 000 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique » - code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales » - programme HP 91-003 (191003) « Economie Sociale et Solidaire » - action 19100301 « Soutien à l'Economie Sociale et Solidaire » - nature 6574, du budget 2017.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er janvier 2017, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 3 : Soutien aux coopératives d'activité et d'emploi (CAE)

Décide, dans le cadre du dispositif régional d'appui à la création et au fonctionnement des coopératives d'activités et d'emploi (CAE), d'attribuer au titre du 2nd semestre 2017 un complément aux subventions accordées par délibération CP n° 2017-111 du 08 mars 2017, pour les projets conformes aux fiches projets présentées en annexe 7 de la délibération :

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Nombre de porteurs de projet accompagnés	Montant proposé de la décision 2nd semestre 2017 (€)
17002473	ALTER-BATIR - Appui aux nouveaux porteurs de projets de 1 antenne de CAE	ALTER BATIR	10	25 000,00
17002477	CAE CLARA - APPUI AUX NOUVEAUX PORTEURS DE PROJETS DE 2 ANTENNES DE CAE	COOPERATIVE DE LIAISON DES ACTIVITES ET DES RESSOURCES ARTISTIQUES	21	42 000,00
17002478	COOPANAME - Appui aux nouveaux porteurs de projets de 5 antennes de CAE	COOPANAME	55	110 000,00
17002479	COOPERATIFS ! - Appui aux nouveaux porteurs de projets de 1 antenne de CAE	COOPERATIFS	8	16 000,00
17002480	COOPETIC MEDIAS - Appui aux nouveaux porteurs de projets d'1 antenne de CAE	COOPETIC MEDIAS	6	12 000,00
17002482	ESSCOOP - Appui aux nouveaux porteurs de projets de 1 antenne de CAE	ESSCOOP	9	18 000,00

17002485	LA FORGE - Appui aux nouveaux porteurs de projets d'1 antenne de CAE	LA FORGE	8	16 000,00
17002486	PORT PARALLELE - Appui aux nouveaux porteurs de projets de 2 antennes de CAE	PORT PARALLELE	23	46 000,00
17002488	RURBAN COOP - Appui aux nouveaux porteurs de projets de 1 antenne de CAE	RURBAN COOP	11	22 000,00
Total COOPERATIVES D'ACTIVITE ET D'EMPLOI			**151**	**307 000**

Subordonne le versement de l'ensemble de ces subventions à la conclusion entre la Région et chaque bénéficiaire d'un avenant conforme au modèle type présenté en annexe 8 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de 307 000 € prélevée sur le Chapitre 939 « Action économique », Code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », Programme HP 91-003 (191003) « Economie sociale et solidaire », Action 19100301 « Soutien à l'économie sociale et solidaire », du budget 2017.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er juillet 2017, par dérogation à l'article 29 du règlement budgétaire et financier.

Article 4 : Soutien à l'URSCOP

Décide de soutenir l'URSCOP pour ses actions de promotion et de sensibilisation au statut coopératif et d'accompagnement à la création, reprise ou transmission de sociétés sous forme de SCOP ou de SCIC une subvention de 150 000 € (fiche projet en annexe 9).

Code dossier	Bénéficiaire	Dossier	Montant proposé
17014244	URSCOP	URSCOP 2017 : Aide à la création de SCOP et SCIC et sensibilisation au statut coopératif	150 000 €

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de 150 000 € prélevée sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », Programme HP 91-003 (191003) « Economie Sociale et Solidaire », action 19100301 « Soutien à l'économie sociale et solidaire », du budget 2017.

Subordonne le versement de la subvention à la signature entre la Région et l'URSCOP d'une convention présentée en annexe 10 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter du 1er janvier 2017, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 : Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-490	Budget	2017

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191003 - Economie sociale et solidaire**
Action	**19100301 - Soutien à l'économie sociale et solidaire**

Dispositif : N° 00000360 - Soutien à l'URSCOP pour son action d'accompagnement à la création - reprise - transmission de SCOP ou de SCIC franciliennes

Dossier	17014244 - URSCOP 2017 - AIDE A LA CREATION DE SCOP et SCIC ET SENSIBILISATION AU STATUT COOPERATIF			
Bénéficiaire	R22464 - UNION REG HAUTE NORMANDIE CRTE ORLEANS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 575 000,00 €	TTC	9,52 %	150 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000360 - Soutien à l'URSCOP pour son action d'accompagnement à la création - reprise - transmission de SCOP ou de SCIC franciliennes	150 000,00 €

Dispositif : N° 00000374 - Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active

Dossier	17002634 - ESSONNE ACTIVE - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT FRANCE ACTIVE 2017			
Bénéficiaire	R32391 - ESSONNE ACTIVE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
857 650,00 €	TTC	8,09 %	69 400,00 €	

Dossier	17002635 - AFILE 77 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT FRANCE ACTIVE 2017			
Bénéficiaire	R29690 - ASSOCIATION AFILE 77			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 163 353,00 €	TTC	8,15 %	94 800,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-490	Budget	2017

Dossier	17002636 - GARANCES - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT FRANCE ACTIVE 2017			
Bénéficiaire	R29694 - GARANCES GARANT COMMUN ENTREPRENEURS SOC CCI			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	36 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
422 909,00 €	TTC	23,17 %	98 000,00 €	

Dossier	17002637 - HAUTS DE SEINE INITIATIVE - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT FRANCE ACTIVE 2017			
Bénéficiaire	R29693 - HAUTS DE SEINE INITIATIVES			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	32 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 045 649,00 €	TTC	6,35 %	66 400,00 €	

Dossier	17002638 - INITIACTIVES 95 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT FRANCE ACTIVE 2017			
Bénéficiaire	R13309 - INITIACTIVE 95 ESPACE SAINT CHRISTOPHE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	32 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 921 900,00 €	TTC	4,02 %	77 200,00 €	

Dossier	17002639 - PARIS INITIATIVE ENTREPRISE - SUBVENTION FRANCE ACTIVE 2017			
Bénéficiaire	R29675 - PARIS INITIATIVES ENTRE PRISES			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	56 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 311 500,00 €	TTC	8,78 %	115 200,00 €	

Dossier	17002640 - VAL DE MARNE ACTIF POUR L'INITIATIVE - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT FRANCE ACTIVE 2017			
Bénéficiaire	R29689 - VMAPI VAL DE MARNE ACTIF POUR L INITIATIVE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
655 909,00 €	TTC	8,23 %	54 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-490	Budget	2017

Dossier	17002641 - YVELINES ACTIVES - SUBVENTION FONCTIONNEMENT FRANCE ACTIVE 2017			
Bénéficiaire	P0003115 - YVELINES ACTIVES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
503 000,00 €	TTC	12,88 %	64 800,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000374 - Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	256 000,00 €

Dispositif : N° 00000793 - Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants

Dossier	17002473 - ALTER-BATIR - Appui aux nouveaux porteurs de projets de 1 antenne de CAE		
Bénéficiaire	R32365 - ALTER BATIR		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	25 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		47 500,00 €	

Dossier	17002477 - CAE CLARA - APPUI AUX NOUVEAUX PORTEURS DE PROJETS DE 2 ANTENNES DE CAE		
Bénéficiaire	R36880 - COOPERATIVE DE LIAISON DES ACTIVITES ET DES RESSOURCES ARTISTIQUES		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	42 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		84 000,00 €	

Dossier	17002478 - COOPANAME - Appui aux nouveaux porteurs de projets de 5 antennes de CAE		
Bénéficiaire	R26600 - COOPANAME		
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	110 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		220 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-490	Budget	2017

Dossier	17002479 - COOPERATIFS ! - Appui aux nouveaux porteurs de projets de 1 antenne de CAE		
Bénéficiaire	R38802 - COOPERATIFS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	16 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		32 000,00 €	

Dossier	17002480 - COOPETIC MEDIAS - Appui aux nouveaux porteurs de projets d'1 antenne de CAE		
Bénéficiaire	P0030334 - COOPETIC MEDIAS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		24 000,00 €	

Dossier	17002482 - ESSCOOP - Appui aux nouveaux porteurs de projets de 1 antenne de CAE		
Bénéficiaire	P0019831 - ESSCOOP		
Localisation	ESSONNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	18 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		36 000,00 €	

Dossier	17002485 - LA FORGE - Appui aux nouveaux porteurs de projets d'1 antenne de CAE		
Bénéficiaire	P0031669 - LA FORGE		
Localisation	YVELINES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	16 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		32 000,00 €	

Dossier	17002486 - PORT PARALLELE - Appui aux nouveaux porteurs de projets de 2 antennes de CAE		
Bénéficiaire	R33437 - PORT PARALLELE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	46 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		92 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-490	Budget	2017

Dossier	17002488 - RURBAN COOP - Appui aux nouveaux porteurs de projets de 1 antenne de CAE		
Bénéficiaire	P0020291 - RURBAN COOP		
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	22 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		44 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000793 - Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	307 000,00 €

Dispositif : N° 00000812 - Développement de filières stratégiques pour l'ESS

Dossier	17009027 - CRESS SOUTIEN A L'ESS : MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION CRESS IDF PERIODE DU 01/07/2017 AU 31/12/2018				
Bénéficiaire	P0031557 - CRESS IDF CHAMBRE REGIONALE ECONOMIE SOCIALE SOLIDAIRE ILE DE FRANCE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	200 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
425 000,00 €	TTC		47,06 %	200 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000812 - Développement de filières stratégiques pour l'ESS	200 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 91 - 191003 - 19100301	913 000,00 €

Annexe n°2 : Fiche projet CRESS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009027

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SOUTIEN A L'ESS : MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION CRESS IDF PÉRIODE DU 01/07/2017 AU 31/12/2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Développement de filières stratégiques pour l'ESS	425 000,00 €	47,06%	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CRESS IDF CHAMBRE REGIONALE ECONOMIE SOCIALE SOLIDAIRE ILE DE France (CRESS IDF)
Adresse administrative : 3 RUE DE VINCENNES 93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Eric FORTI, Président

Date de publication au JO : 23 mars 2000

N° SIRET : 51482283200010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Développement de filières stratégiques pour l'Economie sociale et solidaire (ESS)
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1er juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La subvention régionale à la CRESS nécessite une prise en charge des dépenses à compter du 1er juillet 2017

Objectifs :
L'objectif de la CRESS IDF est de structurer son rôle régional conformément à ses obligations légales inscrites dans la Loi de 2014 relative à l'Economie sociale et solidaire.

Description :

Pour renforcer le rôle de la CRESS IDF et sa montée en charge progressive, il est proposé un plan d'actions couvrant la période du 1er juillet 2017 au 31 décembre 2018.

AXE 1 – Représentation, structuration et connaissance de l'ESS en Ile-de-France

Action 1 – Participer à la stratégie régionale ESS et structurer l'équipe de référents territoriaux

Contexte et problématique :

Le SRDEII prend notamment les 24 bassins d'emplois comme échelon territorial pertinent d'action. Ainsi la CRESS va se doter de 24 référents ESS parmi ses membres. En sélectionnant les entrepreneurs de l'ESS les plus pertinents pour chaque bassin.
De la même manière depuis octobre 2015, la CRESS a rencontré le comité de pilotage des investissements publics du Grand Paris sous l'angle de la question des clauses d'insertion dans les marchés de travaux du nouveau Grand Paris (Plan de mobilisation, Grand Paris express, nouvelles lignes et rénovations des anciennes lignes). Le GIP Maximilien s'est rapproché de la CRESS IDF et l'a intégrée au Groupe de Travail Insertion.

Objectifs et résultats attendus :

- Elaborer des diagnostics croisés avec les services de la Région sur l'observation de l'ESS et son évolution sur les bassins d'emplois. Il s'agit d'être capable de fournir un interlocuteur ou interlocutrice pertinent à tous les échelons des sollicitations.
- Former des référents territoriaux parmi les adhérents afin de disposer d'un maillage plus fin à l'échelon des bassins d'emploi. Ces référents sont suivis et encadrés par les salariés de la CRESS IDF qui ont en charge le suivi et la veille à l'échelon interdépartemental.
- Lancer une campagne d'adhésion auprès des entreprises et des structures au plus proche des territoires, des entreprises et des filières économiques.
- Favoriser et renforcer l'élaboration de clauses sociales dans les marchés publics.

Actions proposées :

- Réunion d'information des membres de la CRESS pour appropriation du SRDEII et formation des référents ;
- Fléchage d'1 ETP pour coordonner, former ces référents CRESS et conventionner les partenariats avec les collectivités locales cheffes de file ;
- Auditions par le cabinet Accenture en vue de l'élaboration de la stratégie régionale ESS et participation aux réunions de restitution ;
- Participation aux instances de concertation sur les sujets ESS régionaux (CAE, SIAE, Aides UP…) ;
- Formation des salariés de la CRESS au suivi territorial et veille collective ;
- Communiquer sur les rencontres entre acheteurs publics et structures de l'ESS ;
- Sensibiliser les acteurs souhaitant mieux connaître l'offre de services des structures ESS ;
- Participation aux groupes de travail et COPIL, apport d'expertise (observatoire et animation de réseau des acteurs) ;
- Diffuser les bonnes pratiques en termes d'intégration des clauses sociales ;
- Lancement d'une campagne d'adhésion renforcée : travailler sur le modèle économique et diversifier les sources de financement : poursuivre la campagne d'adhésion à la CRESS pour élargir le réseau d'acteurs de l'ESS (renforcer les partenariats avec les réseaux des entrepreneurs sociaux, tenir des permanences ou participer à des évènements organisés en lien avec les grands lieux de l'innovation et de l'ESS franciliens par exemple la station F, Made in Montreuil).

Action 2 : Observatoire de l'ESS francilienne

Contexte et problématique :

Conformément à ses missions, la CRESS IDF mène un travail d'observatoire régional de l'ESS. Elle publie chaque année un panorama de l'ESS en région Île-de-France, ce panorama vise à faire connaitre la force et la diversité de l'ESS francilienne mais aussi à produire des données mobilisables par les adhérents, les collectivités et les partenaires.

Objectifs et résultats attendus :

Il est prévu de diffuser les données actualisées sur l'ESS dans les territoires. Les Panorama au niveau régional n°8 et 9, diffusé à l'occasion du Mois de l'ESS, sont proposé en deux formats, une synthèse de 4 pages et un recto-verso type tableau de bord, avec les données statistiques actualisées et périmètres sur les territoires. La CRESS IDF participe aux groupes de travail du CNCRES sur l'observation de l'ESS. Les réunions permettent la mutualisation et l'harmonisation des méthodes d'observation, l'enrichissement des travaux (3/4 réunions par an), ainsi que la formation. La CRESS IDF propose chaque année de coupler au panorama une enquête sectorielle, cette année il s'agit de proposer une étude sur l'Opinion des Responsables Associatifs (ORA). Cette enquête doit permettre aux décideurs franciliens, aux adhérents et aux partenaires de mieux comprendre l'état d'esprit des responsables d'associations franciliens, leurs dynamiques et problématiques.

Actions proposées :

- Piloter l'observatoire régional de l'ESS en Île-de-France ;
- Produire des données statistiques de l'ESS portant sur différentes échelles territoriales (régionale, départementale, infra-départementale, bassins d'emplois) ;
- Produire et diffuser des études sur les caractéristiques du développement de l'ESS en Ile-de-France ;
- Mettre à disposition des collectivités et du grand public les analyses et statistiques sur l'ESS ;
- Mise à jour des listes des entreprises de l'ESS ;
- Publication de l'enquête l'Opinion des Responsables Associatifs (ORA).

Action 3 – Elaborer une offre de service aux collectivités territoriales et la diffuser

Contexte et problématique :

De nombreuses collectivités territoriales manquent de données sur les entreprises de l'ESS de leur territoire et sous-estiment ainsi les potentiels d'emplois et d'impact social de celles-ci. La CRESS IDF souhaite mobiliser ses ressources humaines, statistiques et documentaires afin d'accompagner les collectivités dans leurs politiques en terme de développement de l'ESS.

Objectifs / résultats attendus :

Elaboration de diagnostics croisés avec les services de la Région sur l'observation de l'ESS et son évolution sur les bassins d'emplois. La CRESS souhaite décliner à l'échelle territoriale une offre de diagnostic sur la base des données de l'observatoire francilien de l'ESS. De plus, par un travail de veille sur les politiques publiques régionales et un travail en commun avec les autres observatoires en France, la CRESS proposera des recommandations pour développer l'ESS sur le territoire concerné.

Actions proposées :

- Constitution d'une offre de diagnostic territorial
- Constitution d'une offre de formation / accompagnement des acteurs publics dans la réalisation de leurs objectifs impactant l'ESS
- Déploiement des offres proposées

AXE 2 – Développement économique de l'ESS

Action 4 – Structuration de filière ESS pour la transition écologique et énergétique (TEE)

Contexte et problématique :

De nombreuses associations et coopératives environnementales ont été les pionnières pour faire émerger en France une autre voie de la transition énergétique. Il est important de soutenir le développement de ces structures, qui sont à la fois lieux d'innovation et créatrices d'emploi, mais également d'accompagner l'ensemble du secteur de l'ESS à se saisir de cet enjeu. De par sa position centrale au sein de l'ESS, la CRESS IDF doit ainsi contribuer à entrainer l'ensemble du secteur dans une participation active à la transition énergétique et écologique.

Objectifs et résultats attendus :

- Soutenir et promouvoir les initiatives des acteurs ESS engagés dans la TEE pour faciliter le développement de leur activité ;
- Favoriser l'essaimage en les faisant mieux se connaître pour susciter de nouvelles initiatives ;
- Sensibiliser et mobiliser les acteurs ESS non engagés pour l'instant pour qu'ils mettent progressivement en œuvre une transformation de leurs pratiques ;
- Développer des partenariats entre le secteur de l'environnement et les autres secteurs de l'ESS et plus largement entre ces derniers et les acteurs publics et privés de l'environnement.

Actions proposées :

- Soutenir et promouvoir les initiatives innovantes des acteurs de l'ESS

- Mise en place d'un partenariat avec l'ARENE et les Canaux pour :
  - affiner le recensement des acteurs-clés de l'ESS engagés dans la TEE ;
  - articuler les besoins des collectivités, des entreprises et des particuliers aux offres de services des structures de l'ESS ;
- Participation de la CRESS IDF à l'Open Map ESS, animé par le GIP Maximilien et consacré à l'économie circulaire en novembre 2017 (comités de pilotage, mobilisation du réseau, membre du jury de sélection, accompagnement et coaching des entreprises sélectionnées) ;
- Participation et force de proposition de la CRESS IDF dans les instances de pilotage territoriales (notamment du Plan de prévention et de gestion des déchets piloté par la Région).

- Mobilisation des acteurs de l'ESS et de la TEE pour l'élaboration d'un plan d'actions

- Participation de la CRESS IDF au groupe de travail national (CNCRESS/Labo de l'ESS) dans une logique de dynamique nationale ;
- En lien avec le Conseil scientifique de l'Observatoire porté par la CRESS IDF, définition du cadre d'une étude sur l'état de la TEE au sein des structures ESS franciliennes ;
- Constitution d'un groupe de travail (structures ESS, lieux ressources et acteurs publics) au sein de la CRESS IDF pour l'élaboration d'un plan d'action ;
- Identifier en lien avec les DLA départementaux et les acteurs de la TEE les besoins en accompagnement des structures de l'économie circulaire (organisation d'une manifestation le 7 décembre 2017).

Action 5 – Structuration d'une filière économique francilienne ESS – JO 2024

Contexte et problématique :

L'obtention des JO pour Paris en 2024 est une opportunité pour le développement de l'ESS

régionale. Riche des enseignements des JO des dernières années les exécutifs territoriaux concernés par l'accueil des jeux souhaitent mettre en avant des JO propres, utiles aux franciliens et impactant sur l'emploi en Ile-de-France.

Objectifs et résultats attendus :
Les nombreux travaux et contrats qui vont découler des JO sont une opportunité pour favoriser le développement des structures de l'ESS franciliennes. La CRESS IDF doit identifier, rassembler et promouvoir des groupes d'entreprises d'ESS à même de répondre aux marchés. Ces groupes « clusters ESS » permettront de renforcer la visibilité de l'ESS en Ile-de-France mais aussi de faire émerger des champions régionaux capables de poursuivre leur croissance au-delà des JO.

Actions proposées :
- Identification des marchés qui découlent de l'obtention des JO ;
- Organisation de réunions correspondantes et d'une convention d'affaires ;
- Sensibilisation et promotion de l'action auprès des financeurs et des organismes de crédits pour faciliter le développement de l'ESS dans les secteurs impactés par les JO.

Action 6 – Informer et accompagner les entreprises de l'ESS dans l'accès aux dispositifs d'aides économiques de la Région (Gamme UP)

Contexte et problématique :
La Région souhaite rendre plus accessible les aides financières destinées aux entreprises de l'ESS en particulier TP'up, PM'up et INNOV'up.

Objectifs et résultats attendus :
L'objectif est d'intervenir à la fois auprès des équipes de la Région et lors des jurys des dispositifs pour les sensibiliser aux spécificités de l'ESS et aux modes d'entreprendre de l'ESS. Mais aussi auprès des réseaux et des entreprises de l'ESS pour les informer et les accompagner dans la candidature aux dispositifs de la gamme « UP ».

Actions proposées :
- Formation et sensibilisation des équipes de la Région, en leur faisant partager les panoramas de l'ESS de l'observatoire, et en présentant les spécificités de l'entrepreneuriat social, solidaire, coopératif, etc. pour qu'ils en saisissent mieux les enjeux dans l'étude des dossiers ;
- Formation et accompagnement des entreprises de l'ESS pour déposer des demandes d'aides financières « UP » de la Région. Notamment au cours d'ateliers lors de salons ou de rencontres (ESS'presso…) ;
- Etudier la possibilité d'étendre les financements « INNOV'up » à l'innovation sociale.

Action 7 – Cartographie de l'offre d'accompagnement et de développement économique franciliens pour l'ESS

Contexte et problématique :
L'offre francilienne d'accompagnement, de formation, d'espaces de travail et de financement est dense mais aussi inégalement répartie sur le territoire. Pour les porteurs de projet et les entrepreneurs, il est souvent compliqué d'identifier l'interlocuteur pertinent selon la phase de développement, la forme, la nature et le champs d'action du projet.

Objectifs et résultats attendus :
- Mettre à disposition du public une offre de cartographie rassemblant les éléments de manière efficientes ;
- Faciliter la connaissance des porteurs de projets des financements ESS ;
- Veille sur les aappels à projets (AAP) et aappels à mmanifestation d'intérêt (AMI) pouvant intéresser les structures de l'ESS francilienne ;

- Il s'agit aussi de permettre l'organisation de rencontres physiques entre les acteurs.

Actions menées :

- Cartographie simple des financements disponibles pour l'ESS au niveau régional ;
- Cartographie dynamique des espaces de travail (coworking, pépinières, incubateurs franciliens) en lien avec l'IAU
- Participation au travail de référencement et d'orientation des CRESS et de l'AVISE « Hub'ESS » ;
- Tenue d'une liste des AAP et AMI et la diffuser ;
- Organisation de rencontres physiques (ESS'presso, Busin'ESS…) autour des acteurs et des secteurs principaux de cette cartographie renforçant la structuration des filières (actions 4 et 5).

AXE 3 – Promotion, sensibilisation et formation à l'ESS

Action 8– Développement des outils de communication de la CRESS

Contexte et problématique :

Les publics en attente d'information de la CRESS IDF sont multiples : entreprises de l'ESS, institutions, collectivités territoriales, étudiants, porteurs de projets, entrepreneurs, entreprises, et le grand public avec un questionnement plus général sur l'ESS.
La CRESS IDF doit répondre à ces sollicitations mais aussi améliorer la visibilité de ses actions et réalisations. Dans ce cadre, la CRESS IDF doit mener des actions événementielles en direction des entreprises de l'ESS, pour leur permettre de se connaître et de se faire reconnaître dans ce champ. Elle doit également attirer le grand public, dans une optique d'attraction des métiers et de l'emploi vers les entreprises de l'ESS.

Objectifs et résultats attendus :

Proposer des supports de communication qui rassemblent toutes ces demandes et assurer l'organisation de temps forts de communication.

Actions proposées :

- Newsletter mensuelle apportant un suivi de l'actualité ESS, du point de vue institutionnel (Etat, Région, collectivités locales, partenaires financiers) et offrant une vitrine des initiatives. Rédaction par un journaliste professionnel ;
- Réédition des 4 pages généralistes ;
- Fabrication d'outils de communication : affiches et kakémonos pour identifier la CRESS IDF à la tribune des différentes manifestations professionnelles ;
- Elaboration d'une V2 du site internet incluant les pages web de l'Atelier.

Mois de l'ESS :
- Coordination des événements à rayonnement départemental et régional (comité de suivi)
- Organisation d'un temps fort de sensibilisation et de mobilisation sur la région ;
- En 2017, organisation d'un événement à dimension régionale, conçu en 2 temps (professionnel, guide des bonnes pratiques, grand public, remise des prix de l'ESS). Il s'agit étape francilienne du tour de France du Mois de l'ESS organisé avec le réseau des CRESS ;
- En 2017, co-organisation du « Forum des expertes de l'ESS » qui vise à promouvoir la place et la parole des femmes au sein des organismes et des débats de l'ESS (média training, visibilité) ;
- soutien aux semaines thématiques : finance solidaire, Semaine Etudiante de l'ESS dans l'organisation de leurs temps forts.

Autres événements :

- Participations au Salon Comités d'Entreprises.

Action 9 – Formations Enseignement Supérieur

Contexte et problématique :

L'Ile-de-France concentre de très nombreux établissements d'enseignement supérieur. Ceux-ci n'ont pas forcément une bonne connaissance des débouchés dans l'ESS pour leurs étudiants (accompagnements de projet et emplois en devenir du secteur). A l'inverse, l'offre de formation ESS n'est pas toujours visible pour les jeunes comme pour les structures employeuses de l'ESS franciliennes.

Objectifs et résultats attendus :

- Faciliter les passerelles études et emplois de l'ESS ;
- Développer les filières d'enseignement supérieur formant aux entreprises et métiers de l'ESS en les connectant à un tissu régional de professionnels et d'entreprises ;
- Créer une filière professionnelle en alternance, de niveau 3 ;
- Sensibiliser les jeunes entrepreneurs étudiants aux formes d'entreprendre de l'ESS.

Actions proposées :

- Tisser un ensemble de partenariats et diffuser les outils, ressources et données de la CRESS IDF auprès des diplômes et chaires ESS ;
- Consolidation du Master 2 « Droit, Economie, Gestion », parcours : « Emploi et Economie Sociale et Solidaire » de l'Université Paris 8 à St Denis ;
- Participation aux travaux de la chaire ESS de UPEM (Marne-La-Vallée) ;
- Construction d'un BTS gestion-comptabilité option ESS en alternance au Lycée René-Cassin à Paris et d'autres établissements implantés en Ile-de-France notamment les CFA ;
- Partenariat avec les PEPITE franciliens et mise en relation entre les structures de l'ESS et les DEE (Diplômes d'Etudiants Entrepreneurs).

Action 10 – Sensibilisation de tous les jeunes à l'ESS

Contexte et problématique :

S'il y a plusieurs jeunesses, elles partagent toutes une aspiration commune à l'insertion sociale et professionnelle. Par la diversité des formes d'entreprendre et des métiers qu'elle rassemble, et parce qu'elle est porteuse de valeurs et de sens, l'ESS doit être un acteur central de cette insertion.

Il convient néanmoins d'apporter des sensibilisations adaptées aux différentes réalités sociales et parcours scolaires, en fonction des âges des jeunes franciliens.

Objectifs et résultats attendus :

Il s'agit de présenter un ensemble d'acteurs, membres de la CRESS IDF, et de ressources ; mise en cohérence pour offrir un « continuum » éducatif du primaire à l'insertion professionnelle.

Actions menées :

- Participation à la semaine de l'ESS à l'école : portée par l'OCCE, CoopFR et l'ESPER cette semaine se concentre sur le primaire et la maternelle, elle vise à développer la bienveillance et la coopération dans les classes. La CRESS diffuse les actions de cette semaine qui est organisée en mars et met à disposition des ressources et des intervenants selon les sollicitations des enseignants ;
- Mise en place du dispositif de l'ESPER « mon ESS à l'école » : le concept est de faire monter aux élèves des collèges et lycées des entreprises de l'ESS, afin de leur faire découvrir le fonctionnement d'une entreprise, leur apprendre les bases de la gestion de projet, mais aussi leur montrer que cela peut se faire collectivement, en coopération et en étant attentif à son

impact. La CRESS a soutenu l'expérimentation menée sur l'année 2016/2017 (9 établissements). Sur 2017/2018, la CRESS IDF souhaite développer fortement le projet ;

- Action de sensibilisation des llycéens par leurs pairs, formation d'ambassadeurs de l'ESS dans les lycées franciliens : la loi a transformé les foyers d'Etudiants (FSE) en Maison des Lycéens (MDL). Au-delà du changement de nom, il s'agit aussi désormais d'associations d'élèves autonomes. La CRESS, en partenariat avec la fédération des MDL, se propose de les sensibiliser à l'ESS afin que les étudiants s'insèrent dans cet écosystème et y trouvent des ressources et des partenaires ;
- Reprise du dispositif Succ'ESS et ESS'Team : héritière du travail de l'Atelier, la CRESS souhaite poursuivre le développement de l'outil Succ'ESS. Pour cela, la CRESS IDF souhaite s'appuyer sur l'association Concordia et développer des kits « Succ'ess » adaptés à chaque public. Ces kits sont ensuite déployés par les volontaires en Service Civique de l'ESS'team animée par Concordia auprès de publics ciblés ensemble. La CRESS IDF participe à la formation et à l'animation de l'ESS'team en mettant à disposition des ressources et des outils de communication.

Moyens mis en œuvre :

Pour mener à bien les actions décrites, la CRESS IDF s'engage à mobiliser les compétences requises en recrutant les personnels nécessaires.

Par ailleurs, la CRESS a mis en place de forts partenariats pour le développement de l'ESS en Île-de-France :

Partenaires sur les questions de renforcement de compétences RH, évolutions professionnelles et parcours des salariés : l'UDES, Uniformation, Unifaf, l'APEC, Pôle Emploi

Sur la promotion et la sensibilisation : ESPER, Crajep, concordia, FMDL, MIE, OCCE, CoopFR

Sur les structurations de filières : le REFER, les canaux, le CROSIF, le CNOSF, les SCOP, le Grafie, l'UCPA…

Les partenaires de la formation autres que les OPCA :
Le Lycée professionnel René CASSIN de Paris 16ème
Le CNAM et réseau Sol
L'Université de Paris 8 (Saint Denis) et d'autres établissements scolaires et partenaires à mobiliser

Sur l'expertise de l'Observatoire ESS :
INSEE, Chaire ESS de l'université Paris-Est Marne-la-Vallée – UPEM, chaire Entrepreneuriat social de l'ESSEC, chaire d'économie solidaire du Cnam, Chorum, URIOPSS, Pôle-Emploi, DIRECCTE IDF

Outre ces partenariats forts, la CRESS s'appuie sur un important réseau de bénévoles et d'entreprises de l'ESS.

Intérêt régional : La Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire d'Île-de-France s'est vue confier par la loi du 31 juillet 2014 relative à l'ESS diverses missions pour le développement de l'Economie Sociale et Solidaire.
La Région à travers cet appui souhaite donner à la CRESS des moyens supplémentaires pour soutenir le développement l'économie sociale et solidaire francilienne.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'engage à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les entreprises de l'ESS, et leurs salariés, les entrepreneurs sociaux et les porteurs de projet ESS, les jeunes en formation, les lycéens, les étudiants, les dirigeants et les salariés de l'ESS, etc.

Détail du calcul de la subvention :
Toutes les dépenses du plan de financement sont éligibles.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : période du 01/07/17 au 31/12/18

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	220 000,00	51,77 %
Prestations externes (groupement d'employeurs pour charges de personnel, communication, sous traitance, évènementiel, études et conseils)	60 000,00	14,12 %
Charges de structure directement liées au projet	145 000,00	34,11%
Total	425 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF	200 000,00	47,06 %
Etat (DIRECCTE IDF)	70 000,00	16,47 %
Ville de paris	10 000,00	2,35 %
Autofinancement	95 000,00	22,35 %
Fonds privés	50 000,00	11,76 %
Total	425 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €
2018	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Sensibilisation à l'ESS et à l'Innovation Sociale	50 000,00 €
2016	Développement de filières stratégiques pour l'ESS	50 000,00 €
	Montant total	100 000,00 €

Annexe n°3 : Convention financière CRESS

CONVENTION CRESS ILE-DE-FRANCE 2017/2018

CONVENTION N°17009027

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° du ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire Ile-de-France – CRESS IDF
dont le statut juridique est : Association d'utilité publique
N° SIRET : 51482283200010
dont le siège social est situé au : 24, rue Saint Victor, 75005 Paris
ayant pour représentant : Monsieur Eric Forti, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

La loi ESS du 31 juillet 2014 a confié à la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire d'Île-de-France (CRESS IDF) de nouvelles missions, notamment d'animation et de coordination des réseaux ESS au niveau francilien. Dès juin 2015, la Région et l'Etat ont signé avec la CRESS Île-de-France une convention d'agrément conformément à la loi ESS. Conformément à sa stratégie ESS, intégrée dans la stratégie régionale # Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation, la Région souhaite soutenir la CRESS Île-de-France au titre de l'année 2017/2018, période du 01/07/17 au 31/12/18. Ce soutien doit permettre à l'organisme d'inscrire ses activités dans la durée, de les anticiper et de les faire évoluer en fonction des objectifs de la présente convention.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° 2017-490 du 18 octobre 2017, la Région Île-de-France a décidé de soutenir la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire Ile-de-France – CRESS IDF pour la réalisation du plan d'action dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention type.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 47,06 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 425 000 €, soit un montant maximum de subvention de 200 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à :
- réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe 1 dénommée « fiche projet »,

- organiser et participer aux réunions concernant les bilans, l'échange, le suivi général, l'évaluation du programme subventionné,
- fournir à la Région un bilan annuel quantitatif et qualitatif du programme subventionné au plus tard dans les 3 mois suivant la période soutenue,
- organiser le pilotage du programme d'action en invitant la Région à participer à ces instances (comité de pilotage, comités techniques, etc.) ;
- assurer l'évaluation du programme : à ce titre, il assure la mesure de l'activité et de l'efficacité sur la base des indicateurs mentionnés dans le programme et validé par le comité de pilotage. La réalisation du programme de travail fait l'objet d'un suivi et d'une évaluation formalisée avec la Région sur la base d'indicateurs précisé dans l'annexe 2 dénommée « tableau de suivi des indicateurs ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter trois stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois. Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. »

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Faire parvenir à la Région a liste des instances internes à l'organisme susceptibles d'orienter et de mettre en œuvre la politique de l'organisme.

- Respecter les dispositions existantes quant à l'utilisation des fonds publics.
- Respecte les dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics et soumettant les marchés de fournitures, services, travaux aux règles de publicité et de mise en concurrence prévue par ladite ordonnance ou par le code des marchés publics.
- Informer la Région des autres participations financières publiques ou privées attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur et au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des organismes et fondations.

- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné et la présentation de son budget en conformité avec la déclinaison des missions de l'organisme en objectifs généraux et objectifs opérationnels voire en actions, tel que décrit dans la « fiche projet » annexée à la présente convention (Annexe 1).

- Fournir annuellement à la Région :
  a) au plus tard, au 1er décembre de l'année N l'avant-projet de budget 2018 et au 1er décembre de l'année N+1 l'avant-projet de budget 2019 ;
  b) dès leur approbation, le budget et le programme d'actions définitifs définis sur 2018 ;
  c) au plus tard avant le 30 juin de l'année N+1 :
    - les comptes annuels de l'année 2017 (bilan, compte de résultat et annexe) du dernier exercice clos (certifiés par un Commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce), et notamment un compte emploi ressources ;
    - le rapport d'activité annuel du dernier exercice clos.
  d) dans les délais utiles, tous les rapports et correspondances émis par le Commissaire aux comptes.

- Fournir les indicateurs de suivi et d'évaluation de la période d'action tels que annexés à la présente convention (Annexe 2).

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PILOTAGE ET D'EVALUATION

PILOTAGE

Pour assurer le suivi de la présente convention, la CRESS IDF s'engage à réunir un comité de pilotage technique constitué des services de l'organisme, ceux de la Région et de l'Etat. Ce comité technique est chargé de préparer le programme d'actions relevant des objectifs communs à l'organisme définis avec la Région et l'Etat, le budget et sa mise en œuvre, le suivi des indicateurs et les travaux relatifs à l'évaluation des actions. Il se réunit en tant que de besoin et au moins deux fois par an. Un compte rendu de réunions est transmis à la Région et à l'Etat par l'organisme.

EVALUATION DES ACTIONS ET SUIVI DES INDICATEURS

L'évaluation des objectifs et le suivi des actions sont engagés par l'organisme au travers d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs tels que précisés à l'annexe 2 à la présente convention.
Cette évaluation fait l'objet d'un travail itératif avec les services de la Région et ceux de l'Etat dans le cadre du comité technique de suivi. Ces tableaux d'indicateurs sont assortis d'une note d'analyse des résultats obtenus au regard notamment des actions menées par l'organisme pour atteindre ses objectifs.

Ces documents doivent permettre :

- d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs définis dans l'article 1 ;
- de disposer d'une description précise et étayée de données objectives et chiffrées des actions menées grâce aux financements apportés à l'organisme ;
- de mesurer les résultats obtenus et les retombées indirectes des actions de l'organisme.

Les tableaux d'indicateurs et la note d'analyse des résultats s'inscrivent en complément du rapport d'activité de l'organisme joint lors de la demande de solde de la subvention régionale.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 30% de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

La période d'éligibilité des dépenses subventionnables est inscrite dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention (dates prévisionnelles de début et de fin de projet).

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 18 octobre 2017.
Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou, en tout état de cause, par application des règles de caducité figurant à l'article 3 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de manquement avéré au respect de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.
Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite des deux annexes à savoir l'annexe 1 dénommée « fiche projet » et l'annexe 2 dénommée « tableau de suivi des indicateurs », adoptée par délibération N° du 18 octobre 2017.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux,

Le

Le Président de la CRESS Île-de-France	**La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France**
M. Eric FORTI	**Mme Valérie PECRESSE**

Annexe : tableau de suivi des indicateurs

AXE		actions	ACTIONS	Indicateurs d'intervention	Livrables
1	**Représentation, Structuration et Connaissance de l'ESS régionale**	1	**Participer à la stratégie régionale ESS et Structurer l'équipe de référents territoriaux adhérents et salariés**	Répartition des ETP sur le sujet, et par secteur géographique ; Identification des adhérents mobilisés, participations des adhérents aux formations, participation aux réunions du GIP	Organigramme ; liste d'adhérents et retours des interventions
		2	**Observatoire de l'ESS francilienne**	publication, diffusion, impact des enquetes	panoramas, enquêtes ESS
		3	**Elaborer une offre de service aux collectivités et la diffuser**	Rédaction d'offres de service, sollicitaion du service par les collectivités	Offre de diagnostic type, offre d'accompagnement
2	**Développement économique de l'ESS**	4	**Structuration de filière ESS pour la transition écologique et énergétique (TEE)**	Identification des partenaires et des leviers de développement, conventions élaborées, participation à l'open map, nombre de rencontres et participation	feuille de route régionale, co-élaboration d'une stratégie TEE, CR des réunions, bilan Open Map,
		5	**Structuration de filière économique Francilienne ESS – JO**	création d'une task force JO2024, participations de membre, CR des rencontres	stratégie JO ESS 2024
		6	**Informer et Accompagner les entreprises de l'ESS dans l'accès aux dispositifs d'aides économiques de la Région (Gamme UP)**	nombre de demandes ESS à la gamme UP, étude qualitative des évaluations des jurys	formation et sensibilisation des équipes Région, formation des réseaux de l'ESS, accompagnement des entreprises ESS
		7	**Cartographie de l'offre d'accompagnement et de développement économique franciliens pour l'ESS**	composition et participation des acteurs au tour de table de préparation des projets, utilisation des cartographies, rencontres induites.	cartographie des financements, cartographie de l'offre d'accompagnement et de developpement, CR participation au projet Hub ESS, bilan des expérimentations ESSpresso et BusinESS
3	**Promotion, sensibilisation et formation à l'ESS**	8	**Développement des outils de communication de la CRESS**	Consultation du site internet, statistiques Newletters, participations aux événements et temps forts, nombres d'actions dans le mois de l'ESS	Site internet réactualisé incluant les pages web de l'Atelier, newsletter, CR des temps fort
		9	**Formations Enseignement Supérieur**	nombre de partenariat, nombre de jeunes en formation, insertion profesionnelle des jeunes dans ces formations.	CR des partenariats et retour qualitatif et quantitafif

		10	**Sensibilisation de tous les jeunes à l'ESS**	Participation à la semaine de ESS à l'école : nombre de classes participantes; Mise en place du dispositif de l'ESPER « mon ESS à l'école » : nombre de classes participantes, nombres de parrain professionnels mobilisés par la CRESS, Action de sensibilisation des Lycéens et des étudiants en alternance par les pairs : nombre de référents formés et nombres d'actions menées dans les lycées et dans les CFA, Dispositif Succ'ESS et ESS'Team : nombre d'actions menées, nombre de participants, Start'in ESS : nombres de participants, accompagnement qualitatifs de projets.

Annexe n°4 : Convention triennale CRESS

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LA REGION ILE DE FRANCE ET LA CHAMBRE REGIONALE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE D'ILE DE FRANCE (CRESS IDF)

Entre

L'Etat, situé 5 rue Leblanc 75015 Paris, représentée par son Préfet, Monsieur Michel CADOT**,**
Ci-après dénommée « L'Etat »

La Région d'Île-de-France, située 33 rue Barbet-de-Jouy 75007 Paris, représentée par son Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

Ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

Et

La Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire Ile-de-France (CRESS IDF)
dont le n° SIRET est 51482283200010
dont le siège social est situé au 24, rue Saint Victor, 75005 Paris
ayant pour représentant son Président, Eric FORTI

ci-après dénommé « l'organisme »

d'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU DE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS) est une association reconnue d'utilité publique par la Loi relative à l'ESS du 31 juillet 2014 qui bénéficie d'une convention d'agrément avec l'Etat et la Région depuis juin 2015 (durée de 3 ans).

La loi lui confère des missions particulières comme représenter les intérêts de l'ESS auprès des pouvoirs publics, assurer au plan local la promotion et le développement de l'économie sociale et solidaire, appuyer la création, le développement et le maintien des entreprises, aider à former les dirigeants et les salariés, et contribuer à la collecte, à l'exploitation et à la mise à disposition des données économiques et sociales relatives aux entreprises de l'économie sociale et solidaire.

Elle est composée des représentants des structures de l'ESS en Île-de-France : associations, mutuelles, coopératives, fondations, entreprises solidaires d'utilité sociale (ESUS).

En 2014, la Loi ESS a renforcé le rôle des CRESS dans les territoires. La Région a pris acte de la Loi et a signé une convention d'agrément co-signée par l'Etat et la Région en juin 2015 reconnaissant la CRESS Île-de-France comme son interlocuteur privilégié sur sa politique en faveur de l'ESS.

En 2016, la CRESS reprend deux missions celle de l'observatoire régional de l'ESS et l'organisation du mois de l'ESS en Île-de-France organisé chaque année en novembre. Enfin, elle porte depuis 2017 le volet animation du Dispositif Local d'Accompagnement Régional (DLA R) avec Île-de-France Active.

La CRESS a contribué à l'organisation de la Conférence régionale de l'ESS (Loi ESS) le 19 octobre 2016 aux côtés de la Région et de l'Etat et a contribué à alimenter le volet ESS de la stratégie la Stratégie Régionale pour la croissance, l'emploi et l'innovation # LEADER adopté au CR 230-16 du 14 décembre 2016.

ARTICLE I : Objet de la Convention

La présente convention précise les objectifs de la CRESS IDF qui s'inscrivent pleinement dans la politique régionale en faveur de l'économie sociale et solidaire.

L'objectif du programme d'actions de la CRESS IDF est de structurer son rôle régional en matière d'économie sociale et solidaire conformément à ses obligations légales inscrites dans la Loi de 2014 relative à l'Economie sociale et solidaire.

Pour renforcer le rôle de la CRESS IDF et sa montée en charge progressive, il est proposé un programme général d'actions triennal sur la période 2017/2020 défini d'un commun accord avec la Région et l'Etat. Celui-ci est décliné comme indiqué ci-après.

AXE 1 : Structuration régionale

La CRESS IDF est l'interlocuteur privilégié auprès des pouvoirs publics et représente l'ESS auprès des instances.

- Elle participe à la co-construction de politiques et de stratégies pour le développement de l'ESS en lien avec les différents acteurs (institutionnels, privés etc.) : Conférence régionale, SRDESS ;
- Au-delà de son rôle de représentation dans les instances nationales, la CRESS IDF assure aussi un rôle de représentation de l'ESS au sein des instances et organismes régionaux CESER, SRDEII ;
- Elle diffuse les informations relatives à la veille stratégique à destination des acteurs de l'ESS. La CRESS IDF doit jouer son rôle de relais local auprès des entreprises et des associations pour diffuser les informations au-delà des communes ;
- Elle contribue à structurer l'ESS sur les territoires, en prenant en compte l'organisation des bassins d'emploi. Elle propose une offre de service pour l'accompagnement des collectivités territoriales (EPCI, EPT) dans le cadre des conventions partenariales (aide à la conception, mise en œuvre et évaluation des projets et politiques publiques, pilotage ou animation de diagnostics territoriaux).

AXE 2 : Développement économique de l'ESS

Du fait de la composition de ses adhérents majoritairement composés de têtes de réseaux et de fédérations, la CRESS IDF ne délivre pas un accompagnement direct au développement des structures et des entreprises. Cependant ses actions contribuent au développement de l'ESS.

- Porter la mission animation du dispositif DLA R avec France active (2017/2019) ;
- Etablir et développer un outil de cartographie des financements de l'ESS ou tout type d'outil permettant une connaissance de ces ressources ;
- Organiser des conventions d'affaires ESS ;
- Relayer les actions du GIP Maximilien dans le cadre de la mission d'appui des clauses sociales (MACS) auprès des entreprises de l'ESS ;
- Accompagner les entreprises de l'ESS dans l'accès aux dispositifs d'aides économiques de la Région en communiquant sur la gamme UP (PM'up, TP'up, INNOV'up, Back'up etc..), aux dispositifs Etat (Appui PME, …) et aux dispositifs de financement de la CDC.
- Développer une approche « Filières d'avenir sur l'ESS » en lien avec les filières prioritaires du SRDEII (santé/silver économie, ville durable/ éco-activités économie circulaire, agriculture/circuits courts, mobilités) ;
- Renforcer le dialogue social au sein de l'ESS en lien avec les syndicats employeurs et améliorer la qualité de l'emploi et les conditions de travail dans l'ESS.

AXE 3 : La promotion de l'ESS

La CRESS est la référence régionale et doit se faire l'écho des actions de promotion menées dans ce secteur par l'ensemble de ses adhérents, vis-à-vis des pouvoirs publics, des collectivités territoriales et des entreprises.

- Coordonner la mise en œuvre du Mois de l'ESS ;
- Accroître la visibilité de la CRESS, de ses actions et productions auprès des acteurs de l'ESS et du grand public en améliorant ses outils de communication (site internet, newsletter, présence sur les réseaux sociaux …) ;
- Intégrer un volet « veille » à destination des acteurs de l'ESS dont une information sur les appels à projets (lien GIP Maximilien) ;
- Tenir à jour et communiquer davantage sur l'agenda des évènements et manifestations ESS organisés en Ile-de-France ;
- Enrichir le site internet de la CRESS par la reprise partielle des contenus numériques du site Internet de l'Atelier en concertation avec la Région ;
- Informer et orienter sur la mise en œuvre de l'agrément ESUS.

AXE 4 : L'Observatoire de l'ESS

La CRESS porte l'outil régional d'observation et d'étude de l'ESS, qui doit permettre de définir à moyen terme des réflexions stratégiques pour le développement de l'ESS.

- Piloter l'observatoire régional de l'ESS en Île-de-France : constituer un plan d'action et un comité scientifique ;
- Réaliser des diagnostics territoriaux : produire des données statistiques de l'ESS enrichies portant sur différentes échelles territoriales (régionale, départementale, bassins d'emploi) et en s'appuyant sur les données des DLA ;
- Réaliser des études ciblées sur des secteurs porteurs tels que la restauration, le traitement des déchets, le numérique… ;
- Publier des "Panorama de l'ESS" enrichi et des publications d'études sectorielles ou thématiques sur les filières prioritaires et les métiers en devenir ;
- Améliorer la connaissance de l'ESS régionale et la compréhension de ses conditions de fonctionnement : connaitre précisément le tissu des entreprises de l'ESS (nombre d'associations, coopératives, entreprises sociales etc…) ;
- Créer et mettre à jour un annuaire des structures de l'ESS (sur la base du registre des entreprises de l'ESS).
- Proposer des critères / indicateurs de mesure de l'impact social des entreprises ESS

AXE 5 : Sensibilisation et formation initiale à l'ESS

Il existe une forte demande sur ce sujet. En s'appuyant sur son réseau d'adhérents, la CRESS souhaite apporter son expertise.

- Reprise progressive (2018/2019) et développement du programme régional SUCCESS à destination des 16-25 ans : proposer des ressources pédagogiques (jeux, films, expositions, quizz...) et des animations participatives (ateliers sur la recherche d'emploi, rencontres sur la création d'entreprises sociales, speed dating avec des professionnels de l'ESS, visites d'entreprises, sensibilisation à l'entreprenariat avec les correspondants « pépites »...) ;
- Evolution, élargissement des actions de promotion à mener auprès des jeunes (Chaires ESS des grandes écoles, lycées, Universités, CFA...) ;
- Sensibiliser les fonctionnaires territoriaux via une journée régionale annuelle (ou dans l'offre de service aux collectivités) avec le CNFPT.

AXE 6 : Appui à la formation des dirigeants et salariés de l'ESS et introduction à la dimension européenne

Cet axe devra progressivement être étoffé, en terme de formation continue, à la fois sur des axes métiers, ou sur des axes support.

- Identification des besoins des dirigeants des entreprises ESS en s'appuyant sur les syndicats d'employeurs ou les clubs d'entreprises et leur proposer des actions de formation collective adaptées à leur besoin ;
- Mettre en place une offre de formation en renforcement de compétences des ressources hu-

maines (salariés, bénévoles et dirigeants), à l'évolution professionnelle et à la sécurisation des parcours professionnels en lien avec l'APEC et Pole Emploi (conventions de partenariat à établir).
- Produire et diffuser une veille sur les programmes européens en appui du CNCRES ;
- Relayer les actions du programme opérationnel FSE (Etat et Région)

AXE 7 : La Gouvernance et le fonctionnement de la CRESS

La CRESS IDF a fait évoluer ses statuts en 2015 et construit progressivement son modèle économique.

- Travailler sur le modèle économique et diversifier les sources de financement : poursuivre la campagne d'adhésion à la CRESS pour élargir le réseau d'acteurs de l'ESS (renforcer les partenariats avec les réseaux des entrepreneurs sociaux, tenir des permanences ou participer à des évènements organisés en lien avec les grands lieux de l'innovation et de l'ESS franciliens par exemple la station F, Made in Montreuil,...) ;

- Suivi de la convention avec la Région et l'Etat : organiser des COPIL trimestriels avec les financeurs (Etat, Région, CDC) et prévoir un COPIL annuel élargi avec les principaux partenaires (Réseaux de l'ESS représentatifs du secteur de l'ESS en Ile-de-France), organiser des réunions régulières de suivi des actions engagées et des opérations à mener.

Le rôle de CRESS Ile-de-France sera renforcé à partir de 2018 dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie régionale de l'économie sociale et solidaire intégrée dans le SRDEII.

Cette liste d'objectifs est susceptible d'évoluer en tant que de besoin à la demande de la Région de l'Etat et/ou de l'organisme.

ARTICLE 2 : Engagements des parties

La CRESS s'engage à mettre en œuvre les moyens et les compétences nécessaires pour la réalisation des objectifs tels que définis dans l'article 1.

Sous réserves des crédits disponibles, le soutien financier de l'Etat et de la Région sera décliné à travers une convention d'octroi de subvention spécifique à chacune des institutions.

ARTICLE 3 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de son adoption en Commission permanente du Conseil régional du 18 octobre 2017 et expire au 31 décembre 2020.

ARTICLE 4 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par les instances de gouvernance de l'organisme et par la Commission permanente du Conseil régional et par l'Etat.

Cet avenant précise explicitement les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci remettent en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

ARTICLE 5 : Résiliation de la convention

La Région ou l'Etat peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région ou par l'Etat.

La CRESS IDF peut demander la résiliation de la présente convention. Elle doit justifier sa demande par lettre recommandée adressée à la Région et à l'Etat. Cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le ……	**Le ……**	**Le ……**
Pour l'Etat,	**Pour la Région,**	**Pour la CRESS IDF**
Le Préfet de la région d'Île-de-France,	la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France,	Le Président,
M. Michel CADOT	**Mme Valérie PECRESSE**	**M. Eric FORTI**

Annexe N°5 : Fiches projets France Active

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002634

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ESSONNE ACTIVE - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT FRANCE ACTIVE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	857 650,00 €	8,09 %	69 400,00 €
	Montant Total de la subvention		28 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESSONNE ACTIVE
Adresse administrative : 2 CRS MONSEIGNEUR ROMERO
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Gérard LEJEUNE, Président

Date de publication au JO : 8 juillet 2006

N° SIRET : 49153027500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans la mesure où l'association enregistre des frais d'instruction tout au long de l'année à mesure des dossiers d'entreprises étudiés, il est proposé que soit pris en compte pour le calcul de la subvention l'ensemble des dossiers d'entreprises pour lesquels une garantie bancaire/prêt/apport associatf ont été versés au cours de l'année 2017.

Objectifs :
Soutenir l'activité de financement de l'économie Sociale et Solidaire en Ile-de-France.

Indicateurs d'évaluation et reporting :
- Nombre d'entreprises nouvelles financées et accompagnées sur les programmes FINES
- Nombre d'emplois induits sur les programmes FINES
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux bancaires régionaux
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux régionaux de l'accompagnement et du financement de la création d'entreprise

Ces informations devront figurer dans le rapport d'activité intermédiaire (remis en mai et septembre pour 4 mois d'activités) et annuel (remis en janvier de l'année n+1) d'Ile-de-France Active.

Ces rapports d'activité devront faire une synthèse de l'activité exercée par le réseau France Active sur le territoire francilien.

Description :
Activité de financement ESS :
Le fonds territorial reçoit les porteurs de projet et, si le projet est éligible, instruit la demande de financement et la présente au Comité d'engagement régional. Le Fonds territorial assure un suivi dans la durée des structures ainsi financées.
Les outils de financement mobilisés pour les entreprises solidaires sont : le Contrat d'apport associatif, le Fonds d'amorçage associatif, le Fonds régional d'investissement solidaire, la SIFA et la garantie bancaire (FOES, FGIF...).

Intérêt régional :
La 1ere tranche de la subvention 2017 a été adoptée par délibération CP n° 2017-111 du 8 mars 2017 pour faciliter l'accès au financement pour les structures ESS.

La 2ème tranche permettra de revaloriser le montant de la subvention et d'augmenter le nombre de porteurs de projet ESS financés afin de permettre à l'organisme d'accompagner des porteurs de projet sur l'ensemble de l'année civile 2017.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Financement ESS : ensemble des structures éligibles aux financements France Active.

Détail du calcul de la subvention :

Tranche 1 (1er semestre 2017)

Subvention TPE : 17 400 € soit 29 entreprises financées dont 9 NACRE (29 * 600 €)
Subvention ESS : 24 000 € soit 6 structures financées (6* 4 000 €)

2ème tranche (2ème semestre 2017)

Subvention ESS : 28 000 € soit 7 structures financées (7*4 000€)

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges	23 785,00	2,77%
Services extérieurs	169 207,00	19,73%
Autres services extérieurs	39 811,00	4,64%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	19 984,00	2,33%
Charges de personnel	595 163,00	69,39%
Dotations aux amortissements et aux provisions	9 700,00	1,13%
Total	857 650,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Production vendue	22 300,00	2,60%
Cotisations	1 000,00	0,12%
Région-1ere tranche	41 400,00	4,83%
Région-2ème tranche	28 000,00	3,26%
Europe	307 600,00	35,87%
Etat	95 300,00	11,11%
Collectivités territoriales (hors Région)	275 250,00	32,09%
Financements externes privés	86 800,00	10,12%
Total	857 650,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	41 400,00 €
2018	28 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Sensibilisation à l'ESS et à l'Innovation Sociale	13 000,00 €

2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	85 200,00 €
2014	Soutien aux dispositifs locaux d’accompagnement - DLA	28 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	50 000,00 €
2015	Sensibilisation à l’ESS et à l’Innovation Sociale	31 500,00 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	75 400,00 €
2015	Soutien aux dispositifs locaux d’accompagnement - DLA	35 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	5 100,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l’entreprenariat	165 000,00 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	75 400,00 €
2016	Soutien aux dispositifs locaux d’accompagnement - DLA	16 500,00 €
2017	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	41 400,00 €
	Montant total	621 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002635

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AFILE 77 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT FRANCE ACTIVE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	1 163 353,00 €	8,15 %	94 800,00 €
	Montant Total de la subvention		24 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION AFILE 77
Adresse administrative : 10 RUE CARNOT
77000 MELUN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Florence RIGAULT, Directrice

Date de publication au JO : 11 décembre 1991

N° SIRET : 38470641200036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans la mesure où l'association enregistre des frais d'instruction tout au long de l'année à mesure des dossiers d'entreprises étudiés, il est proposé que soit pris en compte pour le calcul de la subvention l'ensemble des dossiers d'entreprises pour lesquels une garantie bancaire/prêt/apport associatf ont été versés au cours de l'année 2017.

Objectifs :

Soutenir l’activité de financement de l’économie Sociale et Solidaire en Ile-de-France.

Indicateurs d’évaluation et reporting :
- Nombre d’entreprises nouvelles financées et accompagnées sur les programmes FINES
- Nombre d’emplois induits sur les programmes FINES
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux bancaires régionaux
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux régionaux de l’accompagnement et du financement de la création d’entreprise ESS

Ces informations devront figurer dans le rapport d’activité annuel (remis en janvier de l’année n+1) d’Ile-de-France Active.

Ces rapports d’activité devront faire une synthèse de l’activité exercée par le réseau France Active sur le territoire francilien.

Description :
Activité de financement ESS :
Le fonds territorial reçoit les porteurs de projet et, si le projet est éligible, instruit la demande de financement et la présente au Comité d’engagement régional. Le Fonds territorial assure un suivi dans la durée des structures ainsi financées.
Les outils de financement mobilisés pour les entreprises solidaires sont : le Contrat d’apport associatif, le Fonds d’amorçage associatif, le Fonds régional d’investissement solidaire, la SIFA et la garantie bancaire (FOES, FGIF...).

Intérêt régional :
La 1ere tranche de la subvention 2017 a été adoptée par délibération CP n° 2017-111 du 8 mars 2017 pour faciliter l'accès au financement pour les structures ESS.

Il s'agit de revaloriser le montant de la subvention et d'augmenter le nombre de porteurs de projet ESS financés afin de permettre à l'organisme d'accompagner des porteurs de projet sur l'ensemble de l'année civile 2017.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Financement ESS : ensemble des structures éligibles aux financements France Active.

Détail du calcul de la subvention :

Tranche 1 (1er semestre 2017)

Subvention TPE : 46 800 € soit 78 entreprises financées dont 40 NACRE (78 * 600 €)
Subvention ESS : 24 000 € soit 6 structures financées (6* 4 000 €)

2ème tranche (2ème semestre 2017)

Subvention ESS : 24 000 € soit 6 structures financées (6*4 000€)

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats et services extérieurs	198 539,00	17,07%
Charges de personnel	945 647,00	81,29%
Dotations et provisions	19 067,00	1,64%
Charges financières	100,00	0,01%
Total	1 163 353,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région-tranche 1	70 800,00	6,09%
Région-tranche 2	24 000,00	2,06%
Autres ressources	1 055 864,00	90,76%
Contributions financières	11 250,00	0,97%
Autres produits	1 439,00	0,12%
Total	1 163 353,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	70 800,00 €
2018	24 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	100 000,00 €

2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	107 000,00 €
2014	Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	39 000,00 €
2014	Soutien aux associations dans le domaine de l'environnement.	7 200,00 €
2014	Soutien aux dispositifs locaux d’accompagnement - DLA	30 000,00 €
2015	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	100 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	105 364,65 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	94 200,00 €
2015	Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	35 880,00 €
2015	Soutien aux dispositifs locaux d’accompagnement - DLA	30 000,00 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	100 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l’entreprenariat	207 148,50 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	94 200,00 €
2016	Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	33 280,00 €
2016	Soutien aux dispositifs locaux d’accompagnement - DLA	17 500,00 €
2017	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	50 000,00 €
2017	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	70 800,00 €
2017	Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	16 640,00 €
	Montant total	1 238 213,15 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002636

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : GARANCES - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT FRANCE ACTIVE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	422 909,00 €	23,17 %	98 000,00 €
	Montant Total de la subvention		36 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GARANCES GARANT COMMUN ENTREPRENEURS SOC CCI
Adresse administrative : 191 AV PAUL VAILLANT COURTURIER 93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Thierry DU BOUETIEZ, Président

Date de publication au JO : 3 novembre 2007

N° SIRET : 43840243000054

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans la mesure où l'association enregistre des frais d'instruction tout au long de l'année à mesure des dossiers d'entreprises étudiés, il est proposé que soit pris en compte pour le calcul de la subvention l'ensemble des dossiers d'entreprises pour lesquels une garantie bancaire/prêt/apport associatf ont été versés au cours de l'année 2017.

Objectifs :
Soutenir l'activité de financement de l'économie Sociale et Solidaire en Seine-Saint-Denis.
Soutenir l'activité de garantie d'emprunt pour les TPE en Seine-Saint-Denis.

Indicateurs d'évaluation et reporting :
- Nombre d'entreprises financées et accompagnées sur les programmes FINES
- Nombre d'emplois induits sur les programmes FINES
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux bancaires régionaux
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux régionaux de l'accompagnement et du financement de la création d'entreprise

Ces informations devront figurer dans le rapport d'activité annuel d'Ile-de-France Active.

Description :
Activité de financement ESS :
Le fonds territorial reçoit les porteurs de projet et, si le projet est éligible, instruit la demande de financement et la présente au Comité d'engagement régional. Le Fonds territorial assure un suivi dans la durée des structures ainsi financées.
Les outils de financement mobilisés pour les entreprises solidaires sont : le Contrat d'apport associatif, le Fonds d'amorçage associatif, le Fonds régional d'investissement solidaire, la SIFA, le FCPIE et la garantie bancaire.

Intérêt régional :
La 1ere tranche de la subvention 2017 a été adoptée par délibération CP n° 2017-111 du 8 mars 2017 pour faciliter l'accès au financement pour les structures ESS.

La 2ème tranche permettra de revaloriser le montant de la subvention et d'augmenter le nombre de porteurs de projet ESS financés afin de permettre à l'organisme d'accompagner des porteurs de projet sur l'ensemble de l'année civile 2017.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Financement ESS : ensemble des structures éligibles aux financements France Active (associations, entreprises agréées solidaires, coopératives...)

Détail du calcul de la subvention :

Tranche 1 (1er semestre 2017)

Subvention TPE : 30 000 € soit 50 entreprises financées dont 36 NACRE (50 * 600 €)
Subvention ESS : 32 000 € soit 8 structures financées (8* 4 000 €)

2ème tranche (2ème semestre 2017)

Subvention ESS : 36 000 € soit 9 structures financées (9*4 000€)

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	6 700,00	1,58%
Services extérieurs	34 147,00	8,07%
Autres services extérieurs	27 737,00	6,56%
Impôts et taxes	0,00	0,00%
Charges de personnel	321 725,00	76,07%
Autres charges de gestion courante	2 100,00	0,50%
Dotations aux amortissements et aux provisions	500,00	0,12%
Charges exceptionnelles	30 000,00	7,09%
Total	422 909,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de produits finis	12 825,00	3,03%
Transferts de charges	2 000,00	0,47%
Région-tranche 1	62 000,00	14,66%
Région-Tranche 2	36 000,00	8,51%
Etat	68 000,00	16,08%
Département	80 000,00	18,92%
CNASEA	6 084,00	1,44%
Autres ressources	156 000,00	36,89%
Total	422 909,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	62 000,00 €
2018	36 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	95 800,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	45 307,14 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	84 800,00 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	84 800,00 €
2017	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	62 000,00 €
	Montant total	372 707,14 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002637

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : HAUTS DE SEINE INITIATIVE - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT FRANCE ACTIVE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	1 045 649,00 €	6,35 %	66 400,00 €
	Montant Total de la subvention		32 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HAUTS DE SEINE INITIATIVES
Adresse administrative : 123 RUE SALVADORE ALLENDE
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Lionel RAINFRAY, Président

Date de publication au JO : 21 octobre 2010

N° SIRET : 42325730200038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans la mesure où l'association enregistre des frais d'instruction tout au long de l'année à mesure des dossiers d'entreprises étudiés, il est proposé que soit pris en compte pour le calcul de la subvention l'ensemble des dossiers d'entreprises pour lesquels une garantie bancaire/prêt/apport associatf ont été versés au cours de l'année 2017.

Objectifs :
Soutenir l'activité de financement de l'économie Sociale et Solidaire en Ile-de-France.

Indicateurs d'évaluation et reporting :
- Nombre d'entreprises nouvelles financées et accompagnées sur les programmes FINES
- Nombre d'emplois induits sur les programmes FINES
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux bancaires régionaux
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux régionaux de l'accompagnement et du financement de la création d'entreprise

Ces informations devront figurer dans le rapport d'activité intermédiaire (remis en mai et septembre pour 4 mois d'activités) et annuel (remis en janvier de l'année n+1) d'Ile-de-France Active.

Ces rapports d'activité devront faire une synthèse de l'activité exercée par le réseau France Active sur le territoire francilien.

Description :
Activité de financement ESS :
Le fonds territorial reçoit les porteurs de projet et, si le projet est éligible, instruit la demande de financement et la présente au Comité d'engagement régional. Le Fonds territorial assure un suivi dans la durée des structures ainsi financées.
Les outils de financement mobilisés pour les entreprises solidaires sont : le Contrat d'apport associatif, le Fonds d'amorçage associatif, le Fonds régional d'investissement solidaire, la SIFA, le FCPIE et la garantie bancaire.

Intérêt régional :
La 1ere tranche de la subvention 2017 a été adoptée par délibération CP n° 2017-111 du 8 mars 2017 pour faciliter l'accès au financement pour les structures ESS.

La 2ème tranche permettra de revaloriser le montant de la subvention et d'augmenter le nombre de porteurs de projet ESS financés afin de permettre à l'organisme d'accompagner des porteurs de projet sur l'ensemble de l'année civile 2017.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Financement ESS : ensemble des structures éligibles aux financements France Active.

Détail du calcul de la subvention :

Tranche 1 (1er semestre 2017)

Subvention TPE : 2 400 € soit 4 dossiers financés (4 * 600 €)
Subvention ESS : 32 000 € soit 8 dossiers financés (8* 4 000 €)

2ème tranche (2ème semestre 2017)

Subvention ESS : 32 000 € soit 8 dossiers financés (8*4 000€)

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	47 000,00	4,49%
Services extérieurs	120 349,00	11,51%
Autres services extérieurs	105 000,00	10,04%
Impôts et taxes	36 800,00	3,52%
Charges de personnel	727 500,00	69,57%
Dotations aux amortissements et aux provisions	9 000,00	0,86%
Total	1 045 649,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de produits finis	28 000,00	2,68%
Autres produits de gestion courante	50 000,00	4,78%
Etat	173 876,00	16,63%
Département	35 411,00	3,39%
Europe	257 488,00	24,62%
CDC	66 000,00	6,31%
Aides privées	181 244,00	17,33%
Région-1ere tranche	34 000,00	3,25%
Région- 2ème tranche	32 000,00	3,06%
Autres subventions	154 130,00	14,74%
Communes et rterritoires	33 500,00	3,20%
Total	1 045 649,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	34 400,00 €
2018	32 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	78 000,00 €
2014	Soutien aux associations dans le domaine de l'environnement.	5 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	72 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	200 000,00 €
2014	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	30 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	160 063,43 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	68 800,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	72 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	80 000,00 €
2015	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	32 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	300 000,00 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	68 800,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	72 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	200 000,00 €
2016	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	18 500,00 €
2017	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	34 400,00 €
2017	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	39 000,00 €
	Montant total	1 530 563,43 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002638

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : INITIACTIVES 95 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT FRANCE ACTIVE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	1 921 900,00 €	4,02 %	77 200,00 €
	Montant Total de la subvention		32 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIACTIVE 95 ESPACE SAINT CHRISTOPHE
Adresse administrative : 3 AV DES BEGUINES
95800 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel LEFEVRE, Président

Date de publication au JO : 25 février 2012

N° SIRET : 40156625200060

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans la mesure où l'association enregistre des frais d'instruction tout au long de l'année à mesure des dossiers d'entreprises étudiés, il est proposé que soit pris en compte pour le calcul de la subvention l'ensemble des dossiers d'entreprises pour lesquels une garantie bancaire/prêt/apport associatf ont été versés au cours de l'année 2017.

Objectifs :
Soutenir l'activité de financement de l'économie Sociale et Solidaire dans le Val-d'Oise.

Indicateurs d'évaluation et reporting :
- Nombre d'entreprises financées et accompagnées sur les programmes FINES
- Nombre d'emplois induits sur les programmes FINES
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux bancaires régionaux
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux régionaux de l'accompagnement et du financement de la création d'entreprise

Ces informations devront figurer dans le rapport d'activité annuel d'Ile-de-France Active.

Description :
Activité de financement ESS :
Le fonds territorial reçoit les porteurs de projet et, si le projet est éligible, instruit la demande de financement et la présente au Comité d'engagement régional. Le Fonds territorial assure un suivi dans la durée des structures ainsi financées.
Les outils de financement mobilisés pour les entreprises solidaires sont : le Contrat d'apport associatif, le Fonds d'amorçage associatif, le Fonds régional d'investissement solidaire, la SIFA, le FCPIE et la garantie bancaire.

Intérêt régional :

La 1ere tranche de la subvention 2017 a été adoptée par délibération CP n° 2017-111 du 8 mars 2017 pour faciliter l'accès au financement pour les structures ESS.

La 2ème tranche permettra de revaloriser le montant de la subvention et d'augmenter le nombre de porteurs de projet ESS financés afin de permettre à l'organisme d'accompagner des porteurs de projet sur l'ensemble de l'année civile 2017.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Financement ESS : ensemble des structures éligibles aux financements France Active (associations, entreprises agréées solidaires, coopératives...)

Détail du calcul de la subvention :
Tranche 1 (1er semestre 2017)

Subvention TPE : 13 200 € soit 22 entreprises financées (22 * 600 €)
Subvention ESS : 32 000 € soit 8 structures financées (8* 4 000 €)

2ème tranche (2ème semestre 2017)

Subvention ESS : 32 000 € soit 8 structures financées (8*4 000€)

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	20 000,00	1,04%
Services extérieurs	180 300,00	9,38%
Autres services extérieurs	140 300,00	7,30%
Prestations ingéniéries DLA	186 500,00	9,70%
Impôts et taxes	69 500,00	3,62%
Charges de personnel	1 046 800,00	54,47%
Autres charges	2 000,00	0,10%
Charges financières	61 500,00	3,20%
Charges exceptionnelles	20 000,00	1,04%
Dotations aux amortissements et provisions	195 000,00	10,15%
Total	1 921 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région-tranche1	45 200,00	2,35%
Région-tranche2	32 000,00	1,67%
Ventes	15 000,00	0,78%
Autres ressources	1 665 200,00	86,64%
Produits financiers	5 000,00	0,26%
Produits exceptionnels	2 500,00	0,13%
Reprises sur amortissements et provisions	130 000,00	6,76%
Transferts de charges	27 000,00	1,40%
Total	1 921 900,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	45 200,00 €
2018	32 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	102 000,00 €
2014	Soutien aux associations dans le domaine de l'environnement.	3 700,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	66 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	300 000,00 €
2014	Soutien aux dispositifs locaux d’accompagnement - DLA	33 000,00 €
2014	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	30 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	259 737,71 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	90 400,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	66 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	270 000,00 €
2015	Soutien aux dispositifs locaux d’accompagnement - DLA	32 000,00 €
2015	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	15 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l’entreprenariat	370 000,00 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	90 400,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	66 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	250 000,00 €
2016	Soutien aux dispositifs locaux d’accompagnement - DLA	18 500,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l’entreprenariat	84 784,31 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 3	70 061,30 €
2017	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	45 200,00 €
2017	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	81 000,00 €
	Montant total	2 343 783,32 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002639

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : PARIS INITIATIVE ENTREPRISE - SUBVENTION FRANCE ACTIVE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	1 311 500,00 €	8,78 %	115 200,00 €
	Montant Total de la subvention		56 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS INITIATIVES ENTRE PRISES
Adresse administrative : 68 BD MALESHERBES
75008 PARIS 08
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Lucien JIBERT, Président

Date de publication au JO : 5 février 2000

N° SIRET : 34802705300043

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans la mesure où l'association enregistre des frais d'instruction tout au long de l'année à mesure des dossiers d'entreprises étudiés, il est proposé que soit pris en compte pour le calcul de la subvention l'ensemble des dossiers d'entreprises pour lesquels une garantie bancaire/prêt/apport associatf ont été versés au cours de l'année 2017.

Objectifs :

Soutenir l’activité de financement de l’Economie Sociale et Solidaire à Paris.

Indicateurs d’évaluation et reporting :
- Nombre d’entreprises financées et accompagnées sur les programmes FINES
- Nombre d’emplois induits sur les programmes FINES
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux bancaires régionaux
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux régionaux de l’accompagnement et du financement de la création d’entreprise

Ces informations devront figurer dans le rapport d’activité annuel d’Ile-de-France Active.

Description :
Activité de financement ESS :
Le fonds territorial reçoit les porteurs de projet et, si le projet est éligible, instruit la demande de financement et la présente au Comité d’engagement régional. Le Fonds territorial assure un suivi dans la durée des structures ainsi financées.
Les outils de financement mobilisés pour les entreprises solidaires sont : le Contrat d’apport associatif, le Fonds d’amorçage associatif, le Fonds régional d’investissement solidaire, la SIFA, le FCPIE et la garantie bancaire.

Intérêt régional :
La 1ere tranche de la subvention 2017 a été adoptée par délibération CP n° 2017-111 du 8 mars 2017 pour faciliter l'accès au financement pour les structures ESS.

La 2ème tranche permettra de revaloriser le montant de la subvention et d'augmenter le nombre de porteurs de projet ESS financés afin de permettre à l'organisme d'accompagner des porteurs de projet sur l'ensemble de l'année civile 2017.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Financement ESS : ensemble des structures éligibles aux financements France Active (associations, coopératives, entreprises agréées solidaires...)

Détail du calcul de la subvention :

Tranche 1 (1er semestre 2017)

Subvention TPE : 7 200 € soit 12 dossiers financés (12 * 600 €)
Subvention ESS : 52 000 € soit 13 dossiers financés (13* 4 000 €)

2ème tranche (2ème semestre 2017)

Subvention ESS : 56 000 € soit 14 dossiers financés (14*4 000€)

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	11 000,00	0,84%
Services extérieurs	170 700,00	13,02%
Autres services extérieurs	192 800,00	14,70%
Impôts et taxes	47 000,00	3,58%
Charges de personnel	866 000,00	66,03%
Dotations au xmaortissements	24 000,00	1,83%
Total	1 311 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région-tranche 1	59 200,00	4,51%
Région-tranche 2	56 000,00	4,27%
Paris	394 000,00	30,04%
Etat	266 000,00	20,28%
FSE	150 000,00	11,44%
Caisse des dépôts	11 400,00	0,87%
France active outils garantie	30 000,00	2,29%
Partenaires privés	112 700,00	8,59%
CCI-Paris IDF	20 000,00	1,52%
Cotisations adhérents	15 000,00	1,14%
Autres ressources	197 200,00	15,04%
Total	1 311 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	59 200,00 €
2018	56 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	138 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	90 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	480 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	123 600,00 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	122 400,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	90 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	400 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l’entreprenariat	280 000,00 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	122 400,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	90 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	350 000,00 €
2017	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	59 200,00 €
2017	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	69 000,00 €
	Montant total	2 414 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002640

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VAL DE MARNE ACTIF POUR L'INITIATIVE - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT FRANCE ACTIVE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	655 909,00 €	8,23 %	54 000,00 €
	Montant Total de la subvention		24 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VMAPI VAL DE MARNE ACTIF POUR L INITIATIVE
Adresse administrative : 85 AV DU GENERAL DE GAULLE
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Olivier BENASSI, Président

Date de publication au JO : 3 janvier 2011

N° SIRET : 42822211100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans la mesure où l'association enregistre des frais d'instruction tout au long de l'année à mesure des dossiers d'entreprises étudiés, il est proposé que soit pris en compte pour le calcul de la subvention l'ensemble des dossiers d'entreprises pour lesquels une garantie bancaire/prêt/apport associatf ont été versés au cours de l'année 2017.

Objectifs :
Soutenir l'activité de financement de l'économie Sociale et Solidaire dans le Val-de-Marne.

Indicateurs d'évaluation et reporting :
- Nombre d'entreprises financées et accompagnées sur les programmes FINES
- Nombre d'emplois induits sur les programmes FINES
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux bancaires régionaux
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux régionaux de l'accompagnement et du financement de la création d'entreprise

Ces informations devront figurer dans le rapport d'activité annuel d'Ile-de-France Active.

Description :
Activité de financement ESS :
Le fonds territorial reçoit les porteurs de projet et, si le projet est éligible, instruit la demande de financement et la présente au Comité d'engagement régional. Le Fonds territorial assure un suivi dans la durée des structures ainsi financées.
Les outils de financement mobilisés pour les entreprises solidaires sont : le Contrat d'apport associatif, le Fonds d'amorçage associatif, le Fonds régional d'investissement solidaire, la SIFA, le FCPIE et la garantie bancaire.

Intérêt régional :
La 1ere tranche de la subvention 2017 a été adoptée par délibération CP n° 2017-111 du 8 mars 2017 pour faciliter l'accès au financement pour les structures ESS.

La 2ème tranche permettra de revaloriser le montant de la subvention et d'augmenter le nombre de porteurs de projet ESS financés afin de permettre à l'organisme d'accompagner des porteurs de projet sur l'ensemble de l'année civile 2017.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Financement ESS : ensemble des structures éligibles aux financements France Active (associations, entreprises agréées solidaires, coopératives...)

Détail du calcul de la subvention :
Tranche 1 (1er semestre 2017)

Subvention TPE : 6 000 € soit 10 entreprises financées (10 * 600 €)

Subvention ESS : 24 000 € soit 6 structures financées (6* 4 000 €)

2ème tranche (2ème semestre 2017)

Subvention ESS : 24 000 € soit 6 structures financées (6*4 000€)

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	12 600,00	1,92%
Services extérieurs	90 850,00	13,85%
Autres services extérieurs	69 200,00	10,55%
Impôts et taxes	3 500,00	0,53%
Charges de personnel	477 035,00	72,73%
Dotations aux amortissements et aux provisions	2 724,00	0,42%
Total	655 909,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de produits	40 000,00	6,10%
Région-1ere tranche	30 000,00	4,57%
Région-2ème tranche	24 000,00	3,66%
Autres produits de gestion courante	20 000,00	3,05%
Transferts de charges	14 000,00	2,13%
Etat	50 000,00	7,62%
Département	50 000,00	7,62%
Communes et intercommunalités	224 909,00	34,29%
FSE	60 000,00	9,15%
Autres subventions	143 000,00	21,80%
Total	655 909,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €
2018	24 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	70 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	79 200,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	150 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	50 000,00 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	61 800,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	76 200,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	190 000,00 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	61 800,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	76 200,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	98 983,57 €
2017	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	30 000,00 €
2017	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	55 200,00 €
	Montant total	999 383,57 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002641

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : YVELINES ACTIVES - SUBVENTION FONCTIONNEMENT FRANCE ACTIVE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	503 000,00 €	12,88 %	64 800,00 €
	Montant Total de la subvention		24 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : YVELINES ACTIVES
Adresse administrative : 3 RUE SAINT CHARLES
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Denis PAINCHAULT, Président

Date de publication au JO : 25 avril 2009

N° SIRET : 51242664400013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans la mesure où l'association enregistre des frais d'instruction tout au long de l'année à mesure des dossiers d'entreprises étudiés, il est proposé que soit pris en compte pour le calcul de la subvention l'ensemble des dossiers d'entreprises pour lesquels une garantie bancaire/prêt/apport associatf ont été versés au cours de l'année 2017.

Objectifs :

Soutenir l’activité de financement de l’économie Sociale et Solidaire en Ile-de-France.

Indicateurs d’évaluation et reporting :
- Nombre d’entreprises nouvelles financées et accompagnées sur les programmes FINES
- Nombre d’emplois induits sur les programmes FINES
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux bancaires régionaux
- Nombre de partenariats actifs avec les réseaux régionaux de l’accompagnement et du financement de la création d’entreprise ESS

Ces informations devront figurer dans le rapport d’activité intermédiaire (remis en mai et septembre pour 4 mois d’activités) et annuel (remis en janvier de l’année n+1) d’Ile-de-France Active.

Ces rapports d’activité devront faire une synthèse de l’activité exercée par le réseau France Active sur le territoire francilien.

Description :
Le fonds territorial reçoit les porteurs de projet et, si le projet est éligible, instruit la demande de financement et la présente au Comité d’engagement régional. Le Fonds territorial assure un suivi dans la durée des structures ainsi financées.
Les outils de financement mobilisés pour les entreprises solidaires sont : le Contrat d’apport associatif, le Fonds d’amorçage associatif, le Fonds régional d’investissement solidaire, la SIFA et la garantie bancaire (FOES, FGIF..).

Intérêt régional :
La 1ere tranche de la subvention 2017 a été adoptée par délibération CP n° 2017-111 du 8 mars 2017 pour faciliter l'accès au financement pour les structures ESS.

La 2ème tranche permettra de revaloriser le montant de la subvention et d'augmenter le nombre de porteurs de projet ESS financés afin de permettre à l'organisme d'accompagner des porteurs de projet sur l'ensemble de l'année civile 2017.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Financement ESS : ensemble des structures éligibles aux financements France Active.

Détail du calcul de la subvention :

Tranche 1 (1er semestre 2017)

Subvention TPE : 16 800 € soit 28 entreprises financées dont 8 NACRE (28 * 600 €)
Subvention ESS : 24 000 € soit 6 structures financées (6* 4 000 €)

2ème tranche (2ème semestre 2017)

Subvention ESS : 24 000 € soit 6 structures financées (6*4 000€)

Financement ESS
Enveloppe affectée : 24 000 €
L'objectif est de 6 structures financées (6*4000€).

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	7 000,00	1,39%
Services extérieurs	13 400,00	2,66%
Autres services extérieurs	56 000,00	11,13%
Charges de personnel	422 950,00	84,09%
Autres charges	3 650,00	0,73%
Total	503 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de produits et services	15 000,00	2,98%
Autres produits	423 200,00	84,14%
Région-tranche 2	40 800,00	8,11%
Région-tranche 2	24 000,00	4,77%
Total	503 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 800,00 €
2018	24 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	83 800,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	49 786,23 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	73 800,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	130 531,00 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	73 800,00 €
2017	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	40 800,00 €
	Montant total	452 517,23 €

Annexe n°6 : Avenant n°2 convention France Active

Avenant n°2 à la convention triennale entre le réseau France Active et la Région Île-de-France pour la période 2014-2016

Les parties signataires de la convention

La Région Ile-de-France
dont le siège est situé au 33 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération N°CP XXX.

ci-après dénommée « la Région »
d'une part

et

L'organisme dénommé France Active,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901,
sise 122 rue Réaumur 75002 Paris
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 27 avril 1988,
et dont le N°SIRET est 344 891 668 000 40 et code APE est 9499 Z
représentée par son Président Christian SAUTTER, habilité par ses statuts,

ci-après dénommé « France Active »

et

L'organisme dénommé France Active Garantie - FAG,
dont le statut juridique est : société anonyme, agréée en tant que société financière,
sise 122 rue Réaumur 75002 Paris
et dont le N°SIRET est 401 723 408 00027 et code APE est 6492 Z :
représentée par sa Directeur Général, Jaques PIERRE,

ci-après dénommé « FAG »

et

L'organisme dénommé Ile-de-France Active,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901
sise 155 rue de Picpus. 75012 - PARIS
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 4/10/2001,
et dont le N°SIRET et code APE sont 442 562 716 00021 / 9499Z
représentée par son Président Lionnel RAINFRAY,
habilité par ses statuts,

ci-après dénommé « Ile-de-France Active »

et

L'organisme dénommé Paris Initiative Entreprise,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901
sise 68, Boulevard Malesherbes, 75008 Paris
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 02/11/1999,
et dont le N°SIRET et code APE sont 348 027 053 00043 / 9499Z
représentée par son Président Lucien JIBERT,
habilité par ses statuts

ci-après dénommé « Paris Initiative Entreprise »

et

L'organisme dénommé Afile 77,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901
sise 10, rue Carnot, 77 000 Melun
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 06/11/1991,
et dont le N°SIRET et code APE sont 384 706 412 00036 / 8299Z
représentée par son Président, Christian MESNIER ,
habilité par ses statuts

ci-après dénommé « Afile 77 »

et

L'organisme dénommé Yvelines Actives,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901
sise Domaine La Bruyère – Bâtiment Rosny – 3 Rue Saint Charles 78000 Versailles
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 07/04/2009,
et dont le N°SIRET et code APE sont 512 426 644 00013 / 9499Z
représentée par son Président, Denis PAINCHAULT,
habilité par ses statuts

ci-après dénommé « Yvelines Actives »

et

L'organisme dénommé Essonne Active,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901
sise 2, cours Monseigneur Roméro, 91 000 Evry
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 12/06/2006,
et dont le N°SIRET et code APE sont 491 530 275 / 9499Z
représentée par son Président, Gérard LEJEUNE,
habilité par ses statuts

ci-après dénommé « Essonne Active »

et

L'organisme dénommé Hauts-de-Seine Initiative,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901
sise 123, rue Salvador Allende, 92 000 Nanterre
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 18/03/1999,
et dont le N°SIRET et code APE sont : 423 257 302 00012 / 9499Z
représentée par son Président, Lionnel RAINFRAY
habilité par ses statuts

ci-après dénommé « Hauts-de-Seine Initiative »

et

L'organisme dénommé Garances,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901
sise C/O Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis 191, avenue Paul Vaillant Couturier 93000 Bobigny
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 30/05/1998,
et dont le N°SIRET et code APE sont : 438 402 430 00039 / 9499Z
représentée par son Président, Thierry du BOUTIEZ de KERORGUEN

habilité par ses statuts

ci-après dénommé « Garances »

et

L'organisme dénommé Val-de-Marne Actif pour l'Initiative,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901
sise 85-87 Avenue du Général de Gaulle, 94000 Créteil
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 11/06/1999,
et dont le N°SIRET et code APE sont : 428 222 111 00026 / 9499Z
représentée par son Président, Olivier BENASSI,
habilité par ses statuts

ci-après dénommé « Val-de-Marne Actif pour l'Initiative »

et

L'organisme dénommé Initiactive 95,
dont le statut juridique est : Association loi de 1901
sise 3 avenue des Béguines 95800 Cergy Saint-Christophe
dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le 22/04/1994,
et dont le N°SIRET et code APE sont : 401 566 252 00045 / 9499Z
représentée par son Président, Michel LEFEBVRE,
habilité par ses statuts

ci-après dénommé « Initiactive 95 »
collectivement dénommés « les bénéficiaires », d'autre part ;

ARTICLE 1: OBJET DE LA CONVENTION

Le présent avenant a pour objet de prolonger de six mois la durée de la convention triennale adoptée par délibération CP 14-475 du 18 juin 2014 entre l'association, membre du réseau France active qui propose des garanties bancaires à des très petites entreprises portées par des publics en difficulté et une gamme de financement pour des entreprises ESS et la Région Ile-de-France, soit du 1er juillet 2017 au 31 décembre 2017 et modifiée par la délibération CP 2017-111 du 8 mars 2017 qui porte sur la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES :

2.4- Obligations relatives à la Charte régionale des valeurs de la République et de la Laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Il s'engage à rédiger un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité.

2.5 Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants :

Ce rapport met également en œuvre l'obligation pour les structures subventionnées d'accueillir au moins un stagiaire pendant une période de deux mois minimum, créée par la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016. Le nombre de stagiaires à recruter par structure est précisé dans la fiche projet afférente, annexée au projet de délibération.

Le bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région.

Le bénéficiaire s'engage à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats…etc..) dans leur déroulement.

ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT DU SOUTIEN REGIONAL

3.6 Versement du solde à Ile-de-France Active et aux 8 fonds territoriaux :

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

-un ou des justificatifs de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.1 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

- un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

ARTICLE 4 : Date d'effet et durée de la convention

L'article 4 de la convention est modifié comme suit :

« La convention prend fin lors du versement du solde de la subvention ou dotation régionale accordées pour le 2ème semestre 2017 ou, à défaut, lors de la caducité de la dernière autorisation d'engagement ou de programme affectée au titre de cette convention »

ARTICLE 5 : RESTITUTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

ARTICLE 6 :

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Fait en 12 exemplaires originaux à Paris, le

(date, signature et cachet de chaque organisme)

Pour la Région Ile-de-France
La Présidente du Conseil Régional
Valérie PECRESSE

Pour France Active
Le Président
Christian SAUTTER

Pour France Active Garantie
Le Président
Jean-Denis NGYUEN

Pour Ile-de-France Active
Le Président
Lionnel RAINFRAY

Pour Afile 77
Le Président,
Christian MESNIER

Pour Paris Initiative Entreprise
Le Président,
Lucien JIBERT

Pour Garances
Le Président,
Thierry Du BOUTIEZ De KERORGUEN

Pour Essonne Active
Le Président,
Gérard LEJEUNE

Pour Val-de-Marne Actif pour l'Initiative
Le Président,
Olivier BENASSI

Pour Hauts-de-Seine Initiative
Le Président
Lionnel RAINFRAY

Pour Initiactive 95
Le Président,
Michel LEFEBVRE

Pour Yvelines Actives
Le Président,
Denis PAINCHAULT

Annexe n°7 : Fiches projets CAE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002473

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ALTER-BATIR - APPUI AUX NOUVEAUX PORTEURS DE PROJETS DE 1 ANTENNE DE CAE

PAR APPLICATION DU BAREME	**MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 47 500,00 €**

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALTER BATIR
Adresse administrative : 11 RUE DE L'ESCAUT
75019 PARIS 19
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur Vincent GOENEUTTE-LEFEVRE et Nacer AKIL, Cogérants

Objet : La coopérative a pour objet principalement la réalisation et la vente de tous travaux et prestations de services dans les domaines du bâtiment : maçonnerie, carrelage, peinture, vitrerie, revêtement, plâtrerie, couverture, plomberie, chauffage, aménagement et agencement, électricité ainsi que la réalisation de travaux et prestations en matière d'aménagement d'espaces verts, de travaux publics ainsi que la formation, avec une spécialité en écoconstruction.

N° SIRET : 49141910700033

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est nécessaire pour permettre l'accompagnement des porteurs de projets ayant intégré la structure en janvier.

Objectifs :
L'objectif de la CAE Alter-Bâtir est d'accompagner 19 nouveaux porteurs de projet sur l'année civile

Description :
Alter-Bâtir vise à répondre à des problèmes spécifiques au secteur du Bâtiment, afin de :
• Réhabiliter auprès des jeunes, les métiers du secteur professionnel du Bâtiment qui possède à la fois l'une des plus fortes sinistralités (accidents du travail, maladies professionnelles) et un faible niveau de revenus ;

• Encourager les femmes qui veulent travailler ou qui travaillent déjà dans le Bâtiment et les aider à créer leur propre activité ;
• Créer des emplois qualifiés et pérennes pour succéder aux artisans du papy-boom (importants départs à la retraite dans l'artisanat du Bâtiment) ;
• Participer à améliorer les conditions de vie environnementales et sanitaires en Région Ile-de-France par l'encouragement, auprès des professionnels du Bâtiment, des pratiques de l'éco-construction (utilisation de matériaux sains et naturels, réduction de la pollution de l'air intérieur, réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre, etc) ;

Moyens mis en œuvre :
1. Structure :
a. Equipe permanente : 1 ETP gérant-fondateur, 1 ETP responsable technique, 1 ETP comptable, 1 ETP assistante comptable, 1 ETP assistant de direction
b. 1 local de bureaux équipé dans Paris 19ème dont : 1 salle de réunion pour 20 personnes, 9 postes informatiques, 5 imprimantes jet d'encre avec scanners, 2 imprimantes laser couleurs, petit matériel et consommables de bureau, logiciels : gestion, comptabilité, paye, bureautique.
2. Matériel pédagogique Bâtiment : 2 séries de prix, REEF (CSTB), matériel diagnostic chantier (1 testeur humidité des murs, 1 compteur radioactivité, 1 testeur qualité des prises de terre, etc), 1 échafaudage SYAM, logiciels spécifiques du Bâtiment, abonnements presse spécialisée.

Intérêt régional : Dans le cadre de sa politique d'aide à la création d'entreprises et sa volonté d'appuyer les projets relevant d'une démarche sociale et solidaire, la Région Île-de-France s'est fixé pour objectif d'encourager et soutenir l'action spécifique des couveuses et CAE en Île-de-France.

Le but de la Région est d'offrir aux créateurs d'entreprises franciliens une possibilité d'accès à ces types de structures, aux niveaux départemental, pour les projets généralistes, et régional, pour les projets spécialisés dans la création d'entreprises relevant spécifiquement des secteurs de l'ESS.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
3 catégories de Professionnels :
1. Professionnels du Bâtiment déjà sensibilisés à l'écoconstruction et qui veulent tester la réalisation de leur projet,
2. Travailleurs non déclarés qui cherchent à régulariser leur situation, tout en changeant de clientèle,
3. Professionnels du Bâtiment sans emploi, qui aimeraient créer leur structure mais qui n'ont pas forcément les compétences suffisantes en gestion pour le faire.

3 conditions d'entrée :
1. Expérience significative dans le Bâtiment et/ou un diplôme type BEP ou CAP
2. Motivation pour créer son activité
3. Ne pas rejeter a priori l'idée de travailler en écoconstruction

Détail du calcul de la subvention :
Alter Bâtir travaille sur l'accompagnement de porteurs de projet d'éco-construction dans une démarche économie sociale et solidaire. Dès lors, le barème applicable est de 2 500 € par porteur de projet accompagné.

19 porteurs de projet X 2 500 = 47 500 €

La première tranche de la subvention 2017 a été adoptée par délibération n° CP 2017-111 afin de proposer un appui sur le premier semestre de l'année 2017 dans l'attente de la définition de la nouvelle intervention régionale en faveur de l'entrepreneuriat et de l'ESS

La deuxième tranche est proposée au vote de la commission permanente afin de permettre à l'organisme d'accueillir des porteurs de projets sur l'ensemble de l'année civile 2017.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	167 700,00	72,93%
Achats	11 710,00	5,09%
Services extérieurs	28 200,00	12,26%
Autres services extérieurs	22 320,00	9,70%
Total	229 930,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Tranche 1	22 500,00	9,78%
Région tranche 2	25 000,00	10,87%
Autofinancement	159 930,00	69,55%
Ville de Paris	22 500,00	9,78%
Total	229 930,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	22 500,00 €
2018	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	60 000,00 €
2015	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	60 000,00 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	45 000,00 €
2017	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	22 500,00 €
	Montant total	187 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002477

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : CAE CLARA - APPUI AUX NOUVEAUX PORTEURS DE PROJETS DE 2 ANTENNES DE CAE

PAR APPLICATION DU BAREME	**MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 84 000,00 €**

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COOPERATIVE DE LIAISON DES ACTIVITES ET DES RESSOURCES ARTISTIQUES
Adresse administrative : 9 RUE DE LA CHARBONNIERE
75018 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame Myriam FAIVRE, Gérante,

Objet : La coopérative a pour objet :
- production et vente de prestations de services, d'études et de formation, dans les domaines artistique et culturel
- Lproduction et commerce de biens, d'objets, de projets artistiques divers, en sédentaire et en ambulant
- production audiovisuelle et numérique dans le cadre des activités suivantes :
production de contenu (...), réalisation et fourniture de prestations audiovisuelles, rédaction d'articles, vidéo, son ou écrits pour tout support télévisuel, internet, dvd, presse.

N° SIRET : 49423878500021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est nécessaire pour permettre l'accompagnement des porteurs de projets ayant intégré la structure en janvier.

Objectifs :
L'objectif de la structure est d'accompagner 42 nouveaux porteurs de projet sur l'année civile, répartis sur 2 antennes comme indiqué ci-dessous :
- Antenne Clara : 22 porteurs

- Antenne Clarabis: 20 porteurs

Description :
La CAE CLARA a pour objectif de soutenir le développement économique des professionnels du secteur culturel, de leurs multi-activité, de leur créations, de leurs projets professionnels et surtout de leur autonomie entrepreneuriale en les accompagnant dans la structuration de leur projet, dans le test de la viabilité économique de leur activité et dans l'encadrement administratif et la gestion de la création de leur emploi.

La démarche d'accompagnement est la suivante :
1. Informer sur les activités de la CAE les professionnels de l'accompagnement (prescripteurs) et accueillir les porteurs de projets intéressés lors de réunions d'informations collectives.
2. Accueillir en rendez-vous individuels tous les porteurs de projets qui souhaitent être informés de ses activités et savoir si leurs projets d'activités professionnelles pourraient se développer dans le cadre de la coopérative.
3. Entretiens d'accompagnement individuel pour les entrepreneurs en convention de partenariat (3 mois renouvelable 2 fois).
4. Entretiens d'accompagnement et de consolidation, développement, pérennisation des activités pour les entrepreneurs déjà salariés
5. Formations aux principes comptables, techniques de commercialisation et de négociation, utilisation des NTIC. Les formations au développement spécifique de l'activité par Pôle Métiers (3h par mois et 3h de préparations des actualités du marché du secteur par l'animateur, permettant de donner de nouvelles pistes stratégiques et commerciales chaque mois).
6. Ateliers d'échanges de pratiques et de travail en commun sur les projets communs et collaborations artistiques (3x3h par mois)
7. La cellule de veille d'appels à projets et projets collectifs, les réponses aux appels d'offres portées par la structure CAE CLARA.
8. L'animation participative du collectif avec les réunions mensuelles, les projets mutualisés et la construction du projet d'entreprise partagée.
9. Gestion interne de la structure CAE par les permanents (statistiques d'entrées et d'activités des E.S -entrepreneurs-salariés-. Gestion administrative, financière, communication et partenariat ainsi que les prestations d'expertise proposées par la structure).

L'antenne Clarabis déploie cette méthodologie auprès de porteurs de projets audiovisuels, et constitue également une société de production spécialisée dans l'audiovisuel, les arts numériques et le multimédia. En proposant de devenir entrepreneur salarié, elle permet de répondre à un besoin spécifique pour les producteurs et techniciens, créateurs et développeurs numériques et multimédias des secteurs en mutation technologique : développer un projet dans un cadre sécurisé, favoriser les créativités collectives, limiter la multi-activité et le cumul de statuts courants dans ces secteurs. Tout en permettant à ces professionnels de bénéficier d'un hébergement juridique, social, comptable et fiscal, CLARAbis les accompagne en leur offrant la possibilité d'appréhender concrètement l'ensemble des réseaux et marchés culturels et plus particulièrement de concevoir et réaliser leurs activités de création et de les lier à leurs activités de production.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :
- une directrice opérationnelle : Gestion de la structure/management de l'équipe/animation des réunions collectives, développement des partenariats extérieurs et financiers et accompagnements, conseils de porteurs de projets spécifiques, développement de nouveaux projets.
- Une collaboratrice sur l'accompagnement des entrepreneurs et l'animation des temps collectifs et des formations
- Une responsable de l'antenne Clarabis
- Une assistante administrative en contrat de professionnalisation : missions d'assistanat RH et administratif, gestion des plannings des locaux (ouverture du co working aux entrepreneurs en 2013 à organiser), des plannings des formations et temps collectifs, des questions commerciales des

entrepreneurs.
- Une responsable comptable et administrative

Moyens techniques :
La CAE CLARA est installée depuis 2009 à la Goutte d'Or dans un espace de 120m² :
- une salle de réunions collective et de formation,
- une cuisine (espace convivial)
- 5 bureaux individuels pour les entretiens et de travail d'accompagnement.
- un espace de présentation de leurs communications
- espace ressources d'informations sur le secteur, l'entrepreneuriat et leurs métiers,
- salle de coworking lorsque de besoin pour les entrepreneurs mais en permanence le soir et tous les jeudis toute la journée.
- wifi
- logiciel de gestion dématérialisé de leurs factures, suivi de règlements etc…..

Depuis mai 2012, CLARAbis bénéficie d'un bureau au sein de la pépinière de la Gaîté Lyrique, permettant aux entrepreneurs de venir rencontrer leur conseillère et d'autres entrepreneurs dans un lieu technologique et innovant.

Les entrepreneurs bénéficient aussi d'un espace personnel au sein du site de la CAE CLARA ainsi qu'un espace « profil » pour présenter leurs activités sur le site public de la CAE CLARA. Les porteurs de projets de Clarabis disposent également d'un espace de présentation « Clarabis ».

Intérêt régional : Dans le cadre de sa politique d'appui au développement économique, la Région Île-de-France soutient l'action des couveuses et CAE en Île-de-France.

Le but de la Région est d'offrir aux créateurs d'entreprises franciliens une possibilité d'accès à ces types de structures, aux niveaux départemental, pour les projets généralistes, et régional, pour les projets spécialisés sur certains métiers (innovation, bâtiment, métiers culturels, numérique…).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- les demandeurs d'emplois et les personnes souhaitant créer une entreprise individuelle.
- Les personnes souhaitant créer leur activité, tester et valider leur activité de manière entrepreneuriale, coopérative ou recherchant la démarche de mutualisation entrepreneuriale.
- les professionnels du secteur culturel, de la création et de l'art qui souhaitent développer leurs activités professionnelles et leur multi-activité (issue de tous secteurs culturels) dans un cadre salarié.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au règlement d'intervention régional, le calcul de la subvention a été réalisé par antenne en appliquant le barème d'une subvention de 2000 € par porteur de projet, plafonné à 60 000 € par antenne de CAE.

- Clara : 22 x 2000 € = 44 000 €
- ClaraBis : 20 x 2000 € = 40 000 €

les subventions sont non fongibles entre les antennes.

La première tranche de la subvention 2017 a été adoptée par délibération n° CP 17-111 afin de proposer un appui sur le premier semestre de l'année 2017 dans l'attente de la définition de la nouvelle intervention régionale en faveur de l'entrepreneuriat et de l'ESS

La deuxième tranche est proposée au vote de la commission permanente afin de permettre à l'organisme d'accueillir des porteurs de projets sur l'ensemble de l'année civile 2017.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	320 500,00	78,36%
Achats	16 300,00	3,99%
Services extérieurs	44 000,00	10,76%
Autres services extérieurs	28 200,00	6,89%
Total	409 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région tranche 1	42 000,00	10,27%
Région tranche 2	42 000,00	10,27%
Autofinancement	199 000,00	48,66%
Mairie de Paris	58 000,00	14,18%
FSE	68 000,00	16,63%
Total	409 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	42 000,00 €
2018	42 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	120 000,00 €
2015	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	120 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	74 494,28 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	86 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	162 407,95 €
2017	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	42 000,00 €

	Montant total	604 902,23 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002478

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : COOPANAME - APPUI AUX NOUVEAUX PORTEURS DE PROJETS DE 5 ANTENNES DE CAE

PAR APPLICATION DU BAREME	**MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 220 000,00 €**

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COOPANAME
Adresse administrative : 3/7 RUE ALBERT MARQUET
75020 PARIS 20
Statut Juridique : Société Anonyme Coopérative Ouvrière de Production
Représentant : Madame NOEMIE DE GRENIER, Co-Directrice générale

Objet : La coopérative a pour objet :
- la production et le commerce sédentaire et ambulant de biens et de services, de formation... ;
- la promotion de l'entrepreneuriat collectif.

N° SIRET : 44876252600136

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est nécessaire pour permettre l'accompagnement des porteurs de projets ayant intégré la structure en janvier.

Objectifs :
L'objectif de l'antenne Nanterre de Coopaname est d'intégrer 110 nouveaux porteurs de projet sur l'année civile, répartis sur 5 antennes comme indiqué ci-dessous :
- antenne de Paris-Est: 22 porteurs
- antenne de Paris-Sud: 22 porteurs
- antenne de Nanterre : 22 porteurs
- antenne de Plaine Commune: 22 porteurs
- antenne du Val de Marne : 22 porteurs

Description :

Coopaname offre une alternative à la création d'entreprise classique (et notamment aux formes précarisées de type auto-entrepreneuriat) à toute personne qui souhaite « se mettre à son compte ». Plutôt que de créer sa propre structure juridique, le porteur de projet est invité à créer son emploi salarié dans une entreprise partagée (une SCOP-SA) avec 650 autres entrepreneurs. Collectivement, les coopérateurs se dotent du droit, de la protection sociale, des sécurités, des outils financiers, des réseaux, de la force de négociation, des moyens mutualisés, auxquels ils ne pourraient accéder en étant entrepreneurs individuels. Ils contribuent aussi à accompagner de nouveaux arrivants de manière à ce que chacun ait les capacités de vivre de ses savoir-faire. L'accès à la coopérative s'effectue sans sélection préalable du projet ni de la personne. Le porteur de projet bénéficie d'un accompagnement individuel, collectif et mutuel de manière à tester, lancer, développer, pérenniser son activité économique. Dès les premiers chiffres d'affaires, il signe un CDI avec la coopérative. Il en devient associé dès lors qu'il en fait le choix, une fois son emploi stabilisé. Coopaname construit une forme originale de mutualité, une « mutuelle de travail », dans laquelle des professionnels se protègent mutuellement et dans la durée leurs parcours professionnels. L'antenne Nanterre accueille et accompagne les porteurs de projet des Hauts-de-Seine, mais aussi des Yvelines et du Val d'Oise.

Moyens mis en œuvre :
Fonction d'accueil et d'accompagnement individuel:
- antenne de Paris-Est: 1 chargé d'accompagnement, au 3 rue Albert Marquet, Paris 20e
- antenne de Paris-Sud: 1 chargé d'accompagnement, au 17 bis rue Jenner, Paris 13e.
- antenne de Nanterre : 1 chargé d'accompagnement, au 2 av Félix Faure, Nanterre.
- antenne de Plaine Commune: 1 chargé d'accompagnement, au 9-13 rue de la Nouvelle France, Aubervilliers.
- antenne du Val de Marne : 1 chargé d'accompagnement, principalement dans le local du 1 rue de Verdun, Chevilly-Larue.

Moyens mutualisés à échelle de la coopérative :
- services comptables, juridiques, direction,
- animation des collectifs d'apprentissage,
- formation professionnelle,
- mécanismes de couverture des trésoreries, effets réseaux,
- mise à disposition de locaux,
- accompagnement mutuel etc.

Intérêt régional : Dans le cadre de sa politique d'appui au développement économique, la Région Île-de-France soutient l'action des couveuses et CAE en Île-de-France.

Le but de la Région est d'offrir aux créateurs d'entreprises franciliens une possibilité d'accès à ces types de structures, aux niveaux départemental, pour les projets généralistes, et régional, pour les projets spécialisés sur certains métiers (innovation, bâtiment, métiers culturels, numérique…).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tout public francilien souhaitant créer son activité. Il n'y a aucune sélection selon des critères sociodémographiques. De fait, la coopérative s'adresse très majoritairement à des demandeurs d'emploi dont la moitié l'est depuis plus d'un an. Certaines populations font l'objet d'une prescription plus volontariste : bénéficiaires de minima sociaux, personnes handicapées, jeunes issus des quartiers

populaires. Les 2/3 des coopérateurs sont des coopératrices. Par ailleurs, la coopérative est particulièrement adaptée à l'accompagnement de projets collectifs, notamment s'ils sont amenés à se constituer sous forme d'entreprises de l'économie sociale (coopérative, mutuelle).

Au niveau des antennes :
- Coopaname Nanterre est, dans le cadre du programme national « Piments », un lieu d'expérimentation de compagnonnage à destination des jeunes, notamment issus des quartiers populaires.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au règlement d'intervention régional, le calcul de la subvention a été réalisé par antenne en appliquant le barème suivant : une subvention de 2000 € par porteur de projet plafonné à 60 000 € par antenne.

- antenne de Paris-Est: 22 porteurs de projet X 2 000 = 44 000 €
- antenne de Paris-Sud: 22 porteurs de projet X 2 000 = 44 000 €
- antenne de Nanterre : 22 porteurs de projet X 2 000 = 44 000 €
- antenne de Plaine Commune: 22 porteurs de projet X 2 000 = 44 000 €
- antenne du val de Marne : 22 porteurs de projet X 2 000 = 44 000 €

Les subventions accordées par antenne sont non fongibles entre les antennes.

La première tranche de la subvention 2017 a été adoptée par délibération n° CP 17-111 afin de proposer un appui sur le premier semestre de l'année 2017 dans l'attente de la définition de la nouvelle intervention régionale en faveur de l'entrepreneuriat et de l'ESS

La deuxième tranche est proposée au vote de la commission permanente afin de permettre à l'organisme d'accueillir des porteurs de projets sur l'ensemble de l'année civile 2017.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	491 300,00	58,88%
Achats	157 884,00	18,92%
Services extérieurs	91 274,00	10,94%
Autres services extérieurs	94 004,00	11,27%
Total	834 462,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Tranche 1	110 000,00	13,18%
Région Tranche 2	110 000,00	13,18%
Autofinancement	350 962,00	42,06%
Ville de Paris	45 900,00	5,50%
Conseil départemental du Val de Marne	25 000,00	3,00%
Ville de Nanterre	12 600,00	1,51%
FSE	90 000,00	10,79%
Autres financements publics	90 000,00	10,79%
Total	834 462,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	110 000,00 €
2018	110 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	300 000,00 €
2015	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	300 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	200 000,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	17 300,00 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	218 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	239 942,78 €
2017	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	110 000,00 €
	Montant total	1 385 242,78 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002479

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : COOPERATIFS ! - APPUI AUX NOUVEAUX PORTEURS DE PROJETS DE 1 ANTENNE DE CAE

PAR APPLICATION DU BAREME	**MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 32 000,00 €**

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COOPERATIFS
Adresse administrative : 3 RUE ALBERT MARQUET
75020 PARIS 20
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Stéphane VEYER, Gérant

Objet : La réalisation et la vente de prestations de services au domicile des personnes ou dans son environnement immédiat si ces services contribuent au maintien à domicile des personnes. La mutualisation, l'accompagnement, la coordination et la formation de personnes dans la création de leur propre emploi dans le domaine exclusif des services à domicile.

N° SIRET : 49761043600014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est nécessaire pour permettre l'accompagnement des porteurs de projets ayant intégré la structure en janvier.

Objectifs :
L'objectif de la CAE Coopératifs! est d'accompagner 16 nouveaux porteurs de projet sur l'année civile.

Description :
Coopératifs! offre une alternative à la création d'entreprise classique (et notamment aux formes précarisées de type auto-entrepreneuriat) à toute personne qui souhaite « se mettre à son compte ». Plutôt que de créer sa propre structure juridique, le porteur de projet est invité à créer son emploi salarié dans une entreprise partagée (une société coopérative) avec 60 autres entrepreneurs. Collectivement, les

coopérateurs se dotent du droit, de la protection sociale, des sécurités, des outils financiers, des réseaux, de la force de négociation, des moyens mutualisés, auxquels ils ne pourraient accéder en étant entrepreneurs individuels. Ils contribuent aussi à accompagner de nouveaux arrivants de manière à ce que chacun ait les capacités de vivre de ses savoir-faire. L'accès à la coopérative s'effectue sans sélection préalable du projet ni de la personne. Le porteur de projet bénéficie d'un accompagnement individuel, collectif et mutuel de manière à tester, lancer, développer, pérenniser son activité économique. Dès les premiers chiffres d'affaires, il signe un CDI avec la coopérative. Il en devient associé dès lors qu'il en fait le choix, une fois son emploi stabilisé.
Coopératifs!, filiale de Coopaname, permet à des personnes ayant un savoir-faire de créer leur propre activité dans le secteur de services à la personne. Pour ce faire, Coopératifs! dispose de l'agrément simple règlementé par la loi Borloo 2005 relative à ce secteur. Cette déclaration mutualisée permet aux entrepreneurs de bénéficier des avantages sociaux et fiscaux spécifiques aux services à la personne sans avoir à effectuer eux-mêmes les démarches administratives. Cette CAE à vocation régionale mutualise avec les antennes généralistes de Coopaname et Esscoop certains ateliers collectifs, frais administratifs ou fonctions, et assure le suivi individuel des porteurs de projet dans les différents points d'accueil existants (75, 91, 92, 93 et 94).

Moyens mis en œuvre :
L'accompagnement est effectué par une chargée d'accompagnement à mi-temps. Elle reçoit les porteurs de projet en premier entretien et les suit ensuite individuellement, autant que leur projet le nécessite. Cette chargée d'accompagnement animera également des ateliers dans le cadre de l'accompagnement collectif.
La comptabilité de Coopératifs! est assurée par une salariée ayant connaissance des spécificités des services à la personne (0,50 ETP).
Filiale de Coopaname, Coopératifs! bénéficie de la mutualisation avec la CAE généraliste des locaux, du service administratif, des ateliers de développement et d'un appui humain lorsqu'il est nécessaire.

Intérêt régional : Dans le cadre de sa politique d'appui au développement économique, la Région Île-de-France soutient l'action des couveuses et CAE en Île-de-France.

Le but de la Région est d'offrir aux créateurs d'entreprises franciliens une possibilité d'accès à ces types de structures, aux niveaux départemental, pour les projets généralistes, et régional, pour les projets spécialisés sur certains métiers (innovation, bâtiment, métiers culturels, numérique…).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tout public francilien. Il n'y a aucune sélection selon des critères sociodémographiques. De fait, la coopérative s'adresse très majoritairement à des demandeurs d'emploi dont la moitié l'est depuis plus d'un an. Certaines populations font l'objet d'une prescription plus volontariste : bénéficiaires de minima sociaux, personnes handicapées, jeunes issus des quartiers populaires.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au règlement d'intervention régional, le calcul de la subvention a été réalisé par antenne en appliquant le barème d'une subvention de 2000 € par porteur de projet plafonné à 60 000 € par antenne.

- Une subvention de 2000 € par porteur de projet, soit 16 x 2 000 € = 32 000 €

La première tranche de la subvention 2017 a été adoptée par délibération n° CP 17-111 afin de proposer un appui sur le premier semestre de l'année 2017 dans l'attente de la définition de la nouvelle intervention régionale en faveur de l'entrepreneuriat et de l'ESS

La deuxième tranche est proposée au vote de la commission permanente afin de permettre à l'organisme d'accueillir des porteurs de projets sur l'ensemble de l'année civile 2017.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	46 990,00	69,20%
Achats	1 550,00	2,28%
Services extérieurs	6 000,00	8,84%
Autres services extérieurs	13 360,00	19,68%
Total	67 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF tranche 2	16 000,00	23,56%
Région IDF tranche 2	16 000,00	23,56%
Autofinancement	20 600,00	30,34%
Ville de Paris	15 300,00	22,53%
Total	67 900,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	32 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	32 000,00 €
2015	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	32 000,00 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	24 000,00 €

2017	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	16 000,00 €
	Montant total	104 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002480

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : COOPETIC MEDIAS - APPUI AUX NOUVEAUX PORTEURS DE PROJETS D'1 ANTENNE DE CAE

PAR APPLICATION DU BAREME	**MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 24 000,00 €**

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COOPETIC MEDIAS
Adresse administrative : 7 RUE DE PALESTRO
75002 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Nicolas FESTE, gérant

Objet : - la promotion de l'entrepreneuriat collectif par l'accomapgnement, le conseil et la formation des hommes et des femmes dans la création de leur propre emploi, activité ou entreprise, la mutualisation des moyens et outils d'accompagnement et de gestion des entrepreneurs salariés
- la fourniture à titre professionnel, la collecte, le traitement, la mise en forme de tous éléments d'information ayant fait l'objet d'un traitement journalistique par Coopetic medias.

N° SIRET : 80457246900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est nécessaire pour permettre l'accompagnement des porteurs de projets ayant intégré la structure en janvier.

Objectifs :
L'objectif de la structure est d'accompagner 12 nouveaux porteurs de projet sur l'année civile

Description :
COOPETIC MEDIAS, créée en octobre 2014, a pour objet d'accueillir des professionnels de la presse (journalistes, journalistes reporters d'images, rédacteurs en chef, secrétaires de rédaction, iconographes…) et de leur proposer un statut qui leur permet d'exercer leur métier dans des conditions sécurisées.
Pour ce faire, COOPETIC MEDIAS a obtenu l'agrément d'agence de presse pour une durée de 3 ans, à l'unanimité de la commission paritaire. Il permet d'assurer aux journalistes qui facturent à des médias via COOPETIC MEDIAS, de bénéficier ou de conserver la carte de presse.

L'arrivée d'une CAE organisée en agence de presse a comblé un vide dans un secteur professionnel en grande difficulté et a été très bien accueillie :
- Par les journalistes, à qui les médias et les groupes de presse, demandent de plus en plus fréquemment de facturer et les poussent vers le statut de l'auto-entreprenariat
- Par ces mêmes médias et groupes de presse, pour qui le recours à l'agence de presse COOPETIC MEDIAS, leur permet de rester dans la légalité
- Par les partenaires : les associations de journalistes, les syndicats, les clubs de la presse, le pôle emploi journaliste, qui trouvent en COOPETIC MEDIAS une proposition qui permet de reconstituer du salariat et garantit donc le statut de journaliste.

Le parcours d'un coopérateur entrant chez Coopetic Media est schématiquement le suivant :
- information collective
- intégration avec la signature d'un contrat d'appui au projet d'entreprise (CAPE) pour le test d'activité. L'objectif prioritaire est que les professionnels puissent se reconstituer un CDI grâce à leur facturation.
- journée d'accueil avec formation à l'utilisation des outils de devis et facturation, repérage de compétences le cas échéant
- ateliers collectifs (formation de formateurs, formation commerciale, animation des réseaux sociaux....)

Comme les CAE généralistes, Coopétic Medias prévoit la CDIsation de ses journalistes à terme, puis l'entrée au sociétariat. Particularité de la structure, Coopétic Media propose aussi des contrats de piges (CDD d'usage) pour les journalistes déjà multi pigistes et ne se projetant pas immédiatement dans du salariat en CDI.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains:
- 1 chargée de mission et d'animation
- 1 chargé de communication
les deux postes correspondant à 0.75 ETP.

Prestations externes :
Une mutualisation des fonctions supports est notamment organisée entre Coopetic Media et Coopetic, tant sur des prestations comptables et administratives que pour la mise à disposition de bureau et de salles de réunion.

Intérêt régional : Dans le cadre de sa politique d'appui au développement économique, la Région Île-de-France soutient l'action des couveuses et CAE en Île-de-France.

Le but de la Région est d'offrir aux créateurs d'entreprises franciliens une possibilité d'accès à ces types

de structures, aux niveaux départemental, pour les projets généralistes, et régional, pour les projets spécialisés sur certains métiers (innovation, bâtiment, métiers culturels, numérique…).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les journalistes franciliens en situation précaire : demandeurs d'emploi, free lance non titulaires de la carte de presse, jeunes professionnels. Avec 21 419 cartes de presse comptabilisées en 2013, l'Ile-de-France compte 59,08 % des journalistes de France et est particulièrement concernée par l'enjeu de précarisation de ce secteur d'activité.

Une attention particulière sera apportée aux journalistes franciliens de plus de 45 ans voire de plus de 50 ans qui constituent une grande partie du public déjà intéressé par le projet.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au règlement d'intervention régional, le calcul de la subvention a été réalisé par antenne.

- Une subvention de 2000 € par porteur de projet, soit 12 x 2 000 € = 24 000 €

La première tranche de la subvention 2017 a été adoptée par délibération n° CP 17-111 afin de proposer un appui sur le premier semestre de l'année 2017 dans l'attente de la définition de la nouvelle intervention régionale en faveur de l'entrepreneuriat et de l'ESS

La deuxième tranche est proposée au vote de la commission permanente afin de permettre à l'organisme d'accueillir des porteurs de projets sur l'ensemble de l'année civile 2017.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	46 990,00	69,20%
Achats	1 550,00	2,28%
Services extérieurs	6 000,00	8,84%
Autres services extérieurs	13 360,00	19,68%
Total	67 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF tranche 1	16 000,00	23,56%
Région IDF tranche 2	16 000,00	23,56%
Autofinancement	20 600,00	30,34%
Ville de Paris	15 300,00	22,53%
Total	67 900,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €
2018	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Couveuses et CAE : amorçage	30 000,00 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	24 000,00 €
2017	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	12 000,00 €
	Montant total	66 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002482

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ESSCOOP - APPUI AUX NOUVEAUX PORTEURS DE PROJETS DE 1 ANTENNE DE CAE

PAR APPLICATION DU BAREME	**MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 36 000,00 €**

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ESSCOOP
Adresse administrative	:	105/117 AV VICTOR SCHOELCHER 91170 VIRY-CHATILLON
Statut Juridique	:	Société Anonyme Coopérative Ouvrière de Production
Représentant	:	Madame Goenael LEBRAULT, Gérante
Objet	:	La coopérative a pour objet : - la production et le commerce sédentaire et ambulant de biens et de services, de formation... ; - la promotion de l'entrepreneuriat collectif.
N° SIRET	:	53932839300027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est nécessaire pour permettre l'accompagnement des porteurs de projets ayant intégré la structure en janvier.

Objectifs :
L'objectif de la CAE ESSCOOP est d'accompagner 19 nouveaux porteurs de projet sur l'année civile.

Description :
L'ACCOMPAGNEMENT :
L'accompagnement individuel : suivi de l'évolution du projet et de son porteur. Ce temps de partage a aussi pour vocation d'appréhender et d'assimiler dans le temps tous les aspects techniques liés à l'entrepreneuriat comme la comptabilité, la fiscalité, commercialisation….
L'accompagnement collectif : ateliers de démarrage regroupant l'ensemble des éléments stratégiques à définir lors de l'amorçage du projet : gestion de projet, communication, marketing, stratégie de commercialisation, tarification, simulations d'entretien de vente,…et ateliers spécifiques métiers

mutualisés avec Coopaname.
L'accompagnement mutuel : transfert de compétences (travail en groupe, binôme..), échanges de bonnes pratiques...

TRAVAIL EN RESEAU, MUTUALISATION, MISE A DISPOSITION D'OUTILS ET DE LIEUX DE TRAVAIL :
Outil extranet mutualisé avec quatre coopératives dont Coopaname pour se rencontrer, partager créer et mutualiser les compétences de chacun entre plus de 700 entrepreneurs, mais aussi de connaître et participer aux projets de chaque coopérative.
Membres de Développement et Partage, association d'entrepreneurs qui dispense des formations techniques et propose des matinées de mise en réseau avec des acteurs locaux.
Mutualisation des aspects comptables, administratifs, juridiques et de gestion.
Un bureau partagé dédié à la prospection téléphonique avec la possibilité d'être conseillé et suivi par son chargé d'accompagnement, réunions et travaux collectifs entre entrepreneurs ou individuels, rendez-vous commerciaux avec les clients et prospects.
Une salle de réunion de 90m2 pouvant accueillir jusqu'à 40 personnes. Dans ce lieu, les entrepreneurs disposent d'un espace pour dispenser des formations auprès de leurs clients.

Moyens mis en œuvre :
Direction : 0,30 ETP
Accompagnement : 1,29 ETP
Administratif : 0,27 ETP

Equipement : locaux composés de 2 bureaux et d'une grande salle de réunion partagée, 2 pc informatiques (dont 1 portable) 1 imprimante hp réseau, ligne adsl et wifi, 2 téléphones (1 portable et 1 ligne fixe), outils de gestion, extranet et serveurs mutualisés avec autres coopératives.

Intérêt régional : Dans le cadre de sa politique d'appui au développement économique, la Région Île-de-France soutient l'action des couveuses et CAE en Île-de-France.

Le but de la Région est d'offrir aux créateurs d'entreprises franciliens une possibilité d'accès à ces types de structures, aux niveaux départemental, pour les projets généralistes, et régional, pour les projets spécialisés sur certains métiers (innovation, bâtiment, métiers culturels, numérique…).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Esscoop s'adresse à tous les porteurs de projet essonniens.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au règlement d'intervention régional, le calcul de la subvention a été réalisé par antenne.

- Une subvention de 2000 € par porteur de projet plafonné à 60 000 € par antenne, soit pour Esscoop : 18 porteurs de projet X 2 000 = 36 000 €

La première tranche de la subvention 2017 a été adoptée par délibération n° CP 17-111 afin de proposer

un appui sur le premier semestre de l'année 2017 dans l'attente de la définition de la nouvelle intervention régionale en faveur de l'entrepreneuriat et de l'ESS

La deuxième tranche est proposée au vote de la commission permanente afin de permettre à l'organisme d'accueillir des porteurs de projets sur l'ensemble de l'année civile 2017.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	84 360,00	74,00%
Achats	16 670,00	14,62%
Services extérieurs	5 570,00	4,89%
Autres services extérieurs	7 400,00	6,49%
Total	114 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF tranche 1	18 000,00	15,79%
Région IDF tranche 2	18 000,00	15,79%
Autofinacement	35 000,00	30,70%
PRE	20 000,00	17,54%
Coeur Essonne EPCI	15 000,00	13,16%
EPT 12	5 000,00	4,39%
Financement privé	3 000,00	2,63%
Total	114 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	18 000,00 €
2018	18 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	50 000,00 €
2015	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	50 000,00 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	38 000,00 €
2017	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	18 000,00 €

	Montant total	156 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002485

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LA FORGE - APPUI AUX NOUVEAUX PORTEURS DE PROJETS D'1 ANTENNE DE CAE

PAR APPLICATION DU BAREME	**MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 32 000,00 €**

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA FORGE
Adresse administrative : 29 RUE RIEUSSEC
78220 VIROFLAY
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Laurent Thuvignon, Gérant

Objet : La Société réalise l'accompagnement et le conseil des hommes et des femmes dans la création et le développement de leur propre emploi, activité ou entreprise : production et études paysagistes, édition vidéographique et production visuelle, commerce de biens et de services, prestation de conseil, de formation et d'évaluation, de ventes d'objets mobiliers et d'antiquités, de joaillerie, de métaux précieux et de restauration, animations culturelles et sportives.

N° SIRET : 53740977300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est nécessaire pour permettre l'accompagnement des porteurs de projets ayant intégré la structure en janvier.

Objectifs :
L'objectif de la CAE La Forge est d'accompagner 16 nouveaux porteurs de projet sur l'année civile.

Description :
Les micro- ou auto-entrepreneurs rencontrent souvent, tous, les mêmes difficultés : isolement, absence d'accompagnement, impossibilité d'accéder à des marchés importants par manque de crédibilité, précarité accrue à l'égard de leur couverture sociale, difficultés à articuler vies professionnelle et familiale, revenus aléatoires, dépendance à l'égard d'une poignée de donneurs d'ordres etc.
Les Coopératives d'Activités et d'Emploi (CAE), s'adressent à toutes celles et ceux qui, en se « mettant à leur compte », visent surtout à créer leur propre emploi dans une mutuelle de travail. Plutôt que de créer sa propre entreprise, il s'agit de créer son emploi salarié dans une entreprise coopérative que l'on partage avec d'autres entrepreneurs ayant des compétences et des projets très divers.

Le parcours type d'un entrepreneur intégrant la CAE la Forge est le suivant :
- information collective
- entretien individuel de diagnostic
- entrée dans la CAE sous convention d'accompagnement (3 mois, renouvelable 4 fois)
- signature d'un CDI lorsque le chiffre d'affaires existe (contrat de minimum 5h par mois)
- accès au sociétariat

A partir du moment où le porteur de projet intègre la Forge, il bénéficie d'un accompagnement individualisé, composé de :
- ateliers collectifs communs sur l'entrepreneuriat : gestion de projet, environnement du projet, tarification, stratégie commerciale, bilan etc...
- ateliers spécifiques aux besoins des entrepreneurs : gestion des stocks, facturation, appels d'offre
- entretiens individuels avec un conseiller
- rencontres mensuelles entre entrepreneurs

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :
- 1 ETP gérance
- 1 chargé d'accompagnement
- 1 apprenti administratif

Prestations de services :
- mutualisation des outils comptables paye etc de Coopaname
- formations collectives

Charges de structure, notamment :
- locaux
- assurances
- frais généraux

Intérêt régional : Dans le cadre de sa politique d'appui au développement économique, la Région Île-de-France soutient l'action des couveuses et CAE en Île-de-France.

Le but de la Région est d'offrir aux créateurs d'entreprises franciliens une possibilité d'accès à ces types de structures, aux niveaux départemental, pour les projets généralistes, et régional, pour les projets spécialisés sur certains métiers (innovation, bâtiment, métiers culturels, numérique…).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La CAE 78 s'adresse à toute personne souhaitant créer ou développer une activité sous statut salarié. Il s'agit généralement de demandeurs d'emplois, d'auto-entrepreneurs, de travailleurs indépendants ... Ils sont souvent motivés par la possibilité de créer leur propre emploi sans avoir à créer une boîte, de conserver ou revenir vers un statut salarié ou de ne plus rester isolé dans leur activité d'auto-entrepreneur.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au règlement d'intervention régional, le calcul de la subvention a été réalisé par antenne.

Une subvention de 2000 € par porteur de projet plafonné à 60 000 € par antenne, soit 16 x 2 000 € = 32 000 €.

La première tranche de la subvention 2017 a été adoptée par délibération n° CP 17-111 afin de proposer un appui sur le premier semestre de l'année 2017 dans l'attente de la définition de la nouvelle intervention régionale en faveur de l'entrepreneuriat et de l'ESS

La deuxième tranche est proposée au vote de la commission permanente afin de permettre à l'organisme d'accueillir des porteurs de projets sur l'ensemble de l'année civile 2017.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	55 500,00	54,52%
Achats	13 300,00	13,06%
Services exterieurs	5 000,00	4,91%
Autres services extérieurs	20 284,00	19,93%
Impôts et taxes	7 717,00	7,58%
Total	101 801,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF tranche 1	16 000,00	15,72%
Région IDF tranche 2	16 000,00	15,72%
Autofinancement	37 301,00	36,64%
Département	15 000,00	14,73%
Prefecture	17 500,00	17,19%
Total	101 801,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	16 000,00 €
2018	16 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Couveuses et CAE : amorçage	30 000,00 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	24 000,00 €
2017	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	16 000,00 €
	Montant total	70 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002486

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : PORT PARALLELE - APPUI AUX NOUVEAUX PORTEURS DE PROJETS DE 2 ANTENNES DE CAE

PAR APPLICATION DU BAREME	**MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 92 000,00 €**

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PORT PARALLELE
Adresse administrative : 70 RUE AMELOT
75011 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme Coopérative Ouvrière de Production
Représentant : Monsieur Olivier JOUAN, Président

Objet : La coopérative a pour objet:
- la production et la vente de prestations de services, d'études, d'ingénierie et de formations, plus particulièrement dans les domaines des nouvelles technologies de l'information et de la communication;
- La production et le commerce de biens, d'objets mobiliers divers, en sédentaire et en ambulant;
- La promotion de l'entrepreneuriat collectif par :
=> L'accompagnement, le conseil et la formation des hommes et des femmes dans la création de leur propre emploi, activité ou entreprise,
=> La mutualisation des moyens et des outils d'accompagnement ...

N° SIRET : 49219620900026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est nécessaire pour permettre l'accompagnement des porteurs de projets ayant intégré la structure en janvier.

Objectifs :
L'objectif de la structure est d'accompagner 46 nouveaux porteurs de projet sur l'année civile, répartis sur 2 antennes comme indiqué ci-dessous :

- Antenne Port Parallèle : 24 porteurs
- Antenne Confluences : 22 porteurs

Description :

PORT PARALLELE est une structure d'appui conseil pour la phase de test de la viabilité économique des projets. Elle offre un accompagnement à des porteurs de projets qui sont de bons experts mais qui ont besoin d'apprendre le métier de chef d'entreprise : gérer, prospecter et commercialiser. Elle héberge juridiquement et socialement le porteur de projet et son activité économique, elle minimise le risque financier et juridique.

Elle permet de :

- gagner du temps dans les formalités administratives et réglementaires
- d'être assisté pour la résolution des litiges ou des impayés, véritables plaies des travailleurs indépendants.

Tout porteur de projet Francilien est accueilli sans présumer de sa réussite économique future.

PORT PARALLELE s'appuie sur le concept d'entrepreneuriat salarié. Un entrepreneur signe un CDI et est salarié de son chiffre d'affaires. Il bénéficie ainsi d'une protection sociale de bonne qualité en tant que salarié, un statut qui couvre le mieux les périodes non travaillées de la vie : maternité, retraite, invalidité, maladie, formation, chômage. Une participation de 10% de son CA HT permet de faire fonctionner les services supports mutualisés entre tous les entrepreneurs.

Une fois que l'entrepreneur est assuré d'avoir passé le cap du test, il fait le choix de créer une entreprise ou bien de développer durablement son activité au sein de la CAE.

Ce choix de rester et pourquoi pas de devenir associé repose sur un goût personnel à entreprendre dans l'économie sociale mais c'est aussi parce que l'entrepreneur a développé un réseau d'affaires, des solidarités collectives.

La CAE Port Parallèle est généraliste, mais a développé deux pôles de compétences :

- métiers du numérique et communication
- activités liées au développement soutenable

La logique de pôle renforce le réseau des entrepreneurs, leur permet de sortir de l'isolement commercial pour élaborer des offres communes.

Port Parallèle développe également une enseigne commerciale collective, Omnicité, créée, organisée et gérée par les entrepreneurs. Un apprenti chef de projet et management commercial est chargé d'animer l'enseigne. Son objectif : se consacrer à la recherche de nouveaux marchés à fort potentiel.

L'antenne Confluences, pour sa part, se concentre sur l'accueil de porteurs de projets issus du Val d'Oise et du Nord des Yvelines.

Moyens mis en œuvre :

Moyens humains pour l'ensemble de la structure Port Parallèle :

- 2,5 ETP sur l'accompagnement comptable et des affaires sociales
- 2 ETP sur l'appui à la création et au développement des activités économiques
- 2 salariés en charge de Confluences
- Des consultants extérieurs pour l'animation de certains ateliers et formations
- 1 bénévole en accompagnement de la direction et 1 en appui conseil de l'enseigne commerciale collective.

Moyens logistiques :

- siège à Paris 11e
- lieu d'accueil pour Confluences sur Cergy-Pontoise.

Intérêt régional : Dans le cadre de sa politique d'appui au développement économique, la Région Île-de-France soutient l'action des couveuses et CAE en Île-de-France.

Le but de la Région est d'offrir aux créateurs d'entreprises franciliens une possibilité d'accès à ces types de structures, aux niveaux départemental, pour les projets généralistes, et régional, pour les projets spécialisés sur certains métiers (innovation, bâtiment, métiers culturels, numérique…).

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire d'accueillir 2 stagiaires ou alternants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
Tout porteur de projet francilien et notamment : femmes, demandeurs d'emploi, bénéficiaires du RSA, handicapés, personnes immigrées ou issues de l'immigration, personnes issues de quartiers politiques de la ville, séniors.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au règlement d'intervention régional, le calcul de la subvention a été réalisé par antenne en appliquant le barème suivant : une subvention de 2000 € par porteur de projet plafonné à 60 000 € par antenne.

- Port parallèle Paris: 24 porteurs de projet X 2 000 = 48 000 €
- Confluences : 22 porteurs de projet X 2 000 = 44 000 €

Les subventions accordées par antenne sont non fongibles entre les antennes.

La première tranche de la subvention 2017 a été adoptée par délibération n° CP 17-111 afin de proposer un appui sur le premier semestre de l'année 2017 dans l'attente de la définition de la nouvelle intervention régionale en faveur de l'entrepreneuriat et de l'ESS

La deuxième tranche est proposée au vote de la commission permanente afin de permettre à l'organisme d'accueillir des porteurs de projets sur l'ensemble de l'année civile 2017.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	373 000,00	91,20%
Achats d'études et prestations de services	6 500,00	1,59%
services extérieurs	24 900,00	6,09%
Autres services extérieurs	4 600,00	1,12%
Total	409 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF tranche 1	46 000,00	11,25%
Région IDF tranche 2	46 000,00	11,25%
Autofinancement	240 000,00	58,68%
Département de Paris	20 000,00	4,89%
CAC	2 000,00	0,49%
Fonds européens	55 000,00	13,45%
Total	409 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	46 000,00 €
2018	46 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	120 000,00 €
2015	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	120 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	73 000,00 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	86 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	82 341,00 €
2017	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	46 000,00 €
	Montant total	467 341,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002488

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : RURBAN COOP - APPUI AUX NOUVEAUX PORTEURS DE PROJETS DE 1 ANTENNE DE CAE

PAR APPLICATION DU BAREME	**MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 44 000,00 €**

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RURBAN COOP
Adresse administrative : 32 RUE JEAN ANTOINE HOUDON
77350 LE MEE-SUR-SEINE
Statut Juridique : Société Anonyme Coopérative Ouvrière de Production
Représentant : Madame Céline Romain, Gérante

Objet : La coopérative a pour objet :
- la production et le commerce sédentaire et ambulant de biens et de services, de formation... ;
- la promotion de l'entrepreneuriat collectif.

N° SIRET : 53941610700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est nécessaire pour permettre l'accompagnement des porteurs de projets ayant intégré la structure en janvier.

Objectifs :
L'objectif de la CAE RURBAN COOP est d'accompagner 22 nouveaux porteurs de projet sur l'année civile.

Description :
RurBan Coop a pour vocation de fédérer des entrepreneurs individuels, porteurs de projets avancés ou ayant débuté leurs activités et qui souhaitent entreprendre autrement dans un cadre collaboratif.
Leur adhésion est conditionnée à l'acceptation du dossier par l'équipe dirigeante puis par l'assureur de Rurban Coop, la MACIF.

Le parcours de l'entrepreneur se découpe en plusieurs phases :

1) Premier contact lors d'une réunion d'information collective chez un de nos partenaires ou dans nos locaux, suivi d'un entretien individuel.
Cet entretien aura pour but de cerner le besoin de l'entrepreneur en terme d'accompagnement dans la mise en place de son activité, et l'orienter si besoin vers un partenaire de la création type couveuse ou boutiques de gestion si le projet n'est pas assez avancé.
Si le projet est adéquat et l'entrepreneur motivé par l'entrée dans la CAE, la réelle phase de formalisation et d'accompagnement commence.

2) Accompagnement au développement de l'activité de l'entrepreneur, en fonction de ses besoins personnels et de l'état d'avancement de son projet ou de son activité, dans le cadre d'une convention d'accompagnement.
Mise en place d'un plan de formation et d'accompagnement personnalisé, et d'une comptabilité analytique propre à l'entrepreneur. Aide dans la génération de devis, de factures, dans le suivi comptable de son activité. Réflexion sur la démarche commerciale et aide dans la rédaction des documents commerciaux.

3) Une fois l'activité lancée et suffisamment rémunératrice, signature d'un CDI à horaires variables, ajusté en fonction de l'activité de l'entrepreneur et du besoin de lisser les revenus sur l'année. La CAE assure toute la gestion administrative et comptable de l'activité et met à la disposition de l'entrepreneur des locaux pour recevoir ses clients/fournisseurs et avoir un lieu pour travailler. La CAE propose des formations et des temps collectifs importants pour contrer l'isolement que l'on retrouve couramment chez les créateurs d'entreprise. Elle propose également une mutualisation des achats de type fournitures de bureau, création et édition des documents commerciaux, logos, charte graphique, et a le projet de mutualiser un véhicule.
A terme la mutualisation de la trésorerie sera mise en place pour permettre d'assurer un revenu minimum à tous les entrepreneurs, même en cas de coup dur.

Moyens mis en œuvre :
1 ETP Gérance et accompagnement des porteurs de projet et entrepreneurs du 77
0,8 ETP Direction et accompagnement des porteurs de projet et entrepreneurs du 91 et du 77
0,3 ETP Comptabilité

Développement des informations collectives, notamment chez les partenaires. Permanences à Melun (77 Sud), Serris (77 Nord), et Etampes (91 Sud). Une permanence dans les locaux du PTCE Pole NOE sera mis en place début 2015 pour rencontrer les entrepreneur-e-s du Nord Essonne.

Développement de la partie « RurBan Coop, Vivier de Compétences » afin de vendre la coopérative auprès des TPE/PME comme une structure pouvant répondre à leurs besoins, afin d'augmenter le CA des entrepreneur-e-s et de ce fait les fonds propres de la coopérative.

Intérêt régional : Dans le cadre de sa politique d'appui au développement économique, la Région Île-de-France soutient l'action des couveuses et CAE en Île-de-France.

Le but de la Région est d'offrir aux créateurs d'entreprises franciliens une possibilité d'accès à ces types de structures, aux niveaux départemental, pour les projets généralistes, et régional, pour les projets spécialisés sur certains métiers (innovation, bâtiment, métiers culturels, numérique…).

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous publics, demandeurs d'emploi, bénéficiaires du RSA, focus sur l'entrepreneuriat féminin et le rebond après un échec.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au règlement d'intervention régional, le calcul de la subvention a été réalisé par antenne en appliquant le barème suivant :

22 porteurs de projet X 2 000 = 44 000 €

La première tranche de la subvention 2017 a été adoptée par délibération n° CP 17-111 afin de proposer un appui sur le premier semestre de l'année 2017 dans l'attente de la définition de la nouvelle intervention régionale en faveur de l'entrepreneuriat et de l'ESS

La deuxième tranche est proposée au vote de la commission permanente afin de permettre à l'organisme d'accueillir des porteurs de projets sur l'ensemble de l'année civile 2017.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	56 926,00	45,03%
Achats	24 500,00	19,38%
Services extérieurs	18 500,00	14,63%
Autres services extérieurs	26 500,00	20,96%
Total	126 426,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF tranche 1	22 000,00	17,40%
Région IDF tranche 2	22 000,00	17,40%
Autofinancement	76 000,00	60,11%
EPCI	5 000,00	3,95%
Financement CE	1 426,00	1,13%
Total	126 426,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	22 000,00 €
2018	22 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	60 000,00 €
2015	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	60 000,00 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	44 000,00 €
2017	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	22 000,00 €
	Montant total	186 000,00 €

Annexe n°8 : Avenant type convention CAE

Avenant n° 1 à la convention n° xxxxxxx

La Région Île-de-France, sise au 33, rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
en vertu de la délibération n° CP XX-XXX en date du 18 octobre 2017,
ci-après dénommée « *la Région* »,

D'une part,

L'organisme dénommé :
N° SIRET :
statut juridique :
adresse :
représenté par
ci-après dénommé « l'organisme »

D'autre part,

Préambule :

La convention n° XXXXXXX a pour objet l'octroi d'une subvention pour l'accompagnement de porteurs de projet dans le cadre du dispositif "Couveuses et coopératives d'activité et d'emploi" par délibération n° CP 2017-111 du 22 mars 2017.

Le présent avenant a pour objet de revaloriser le montant de la subvention et d'augmenter le nombre de porteurs de projet accompagnés, afin de permettre à l'organisme d'accueillir des porteurs de projet sur l'ensemble de l'année civile 2017.

Par ailleurs, cet avenant met en œuvre l'obligation pour le bénéficiaire de respecter et de promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur créée par la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017.

SONT CONVENUS CE QUI SUIT :

Article 1 :

Au sein de l'article 2 relatif aux « OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE », il est inséré l'article suivant :

ARTICLE 2.B : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

« ARTICLE 2.C : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. »

En conséquence, l'article 2.C « OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES » devient l'article 2.D et l'article 2.D « OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION » devient l'article 2.E et l'article 2.E « OBLIGATIONS RELATIVE A LA REGLEMENTATION DES AIDES D'ETAT devient l'article 2.F

Article 2 :

L'article 3 relatif aux « ENGAGEMENTS DE LA REGION », de la convention n° xxxxxx est modifié ainsi :

« La Région s'engage à soutenir financièrement, les projets menés par le bénéficiaire selon les modalités suivantes » :

Nom Antenne	Généraliste/ESS	Montant prévisionnel de subvention (1ère et 2e tranche)	Objectif en nombre de nouveaux entrants (1ère et 2e tranche)
TOTAL			

Article 3 :

Au sein de l'article 4 relatif au « VERSEMENT DU SOLDE », il est inséré les mentions suivantes :

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée assorti d'un compte-rendu d'exécution. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, mentionné à l'article 2.B de la présente convention,
- d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.C de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Article 4 :

L'article 7 relatif à la « RESTITUTION EVENTUELLE DE LA SUBVENTION », il est inséré la mention suivante :
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Article 5 :

Les autres dispositions demeurent inchangées.

Fait en 3 exemplaires originaux à Paris, le _____

Le Président

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

Valérie PECRESSE

Annexe n°9 : Fiche projet URSCOP

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014244

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : URSCOP 2017 - AIDE A LA CREATION DE SCOP ET SCIC ET SENSIBILISATION AU STATUT COOPERATIF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'URSCOP pour son action d'accompagnement à la création - reprise - transmission de SCOP ou de SCIC franciliennes	1 575 000,00 €	9,52 %	150 000,00 €
	Montant Total de la subvention		150 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNION REG HAUTE NORMANDIE CRTE ORLEANS
Adresse administrative : 100 RUE MARTRE
92110 CLICHY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Françoise Fagois, Directrice

Date de publication au JO : 18 juin 2010

N° SIRET : 78452290600048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'URSCOP pour son action d'accompagnement à la création - reprise - transmission de SCOP ou de SCIC franciliennes
Rapport Cadre : CR93-12 du 22/11/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la continuité de l'activité de la structure et du partenariat pré- existant avec la Région, il est proposé une prise en compte des dépenses à compter du 01/01/2017.

Objectifs :
La Région et l'URSCOP se donnent pour objectif commun de promouvoir et de sensibiliser au statut coopératif et de favoriser l'augmentation du nombre de SCOP et de SCIC et de faire des formes coopératives une alternative reconnue pour la création, la reprise et la transmission des sociétés régionales.

La Région et l'URSCOP se donnent aussi pour objectif commun de favoriser l'augmentation du nombre de sociétés coopératives en Île-de-france en apportant un appui à la création de SCOP et de SCIC, à la reprise et à la transmission d'entreprises sous forme de SCOP et à l'évolution vers le statut de SCOP ou de SCIC.

.

Description :
L'URSCOP est une des 12 Unions Régionales faisant partie de la Confédération Nationale des SCOP. Créée en 1983, elle fédère aujourd'hui près de 350 coopératives des régions Ile de france.
L'URSCOP a pour objet de promouvoir la culture coopérative, de défendre les intérêts des SCOP et des SCIC, de proposer des services, des conseils à ses adhérents et de favoriser la création ou la reprise de sociétés sous les formes coopératives.

Moyens mis en œuvre :
La Région apporte un soutien financier à l'URSCOP pour la globalité de ses activités contribuant à l'essor du mouvement coopératif francilien. L'URSCOP s'engage à mener également des actions afin d'augmenter le nombre de coopératives en Ile-de-France.

Pour les actions de sensibilisation, l'URSCOP poursuivra sa mobilisation auprès des :
-professionnels de la création-transmission-reprise, prescripteurs actifs
-porteurs de projets création-transmission-reprise

L'URSCOP propose aux créateurs d'entreprisex un parcours "balisé" pour l'aider à passer de l'idée à un modèle d'entreprise viable, pour l'aider à partager le modèle coopératif et financer la future SCOP/SCIC (validation de l'étude de marché, aide au montage du business plan, aide à la recherche de financement.....).

L'URSCOP propose un parcours de formation post-création (9 ateliers : formation administrative; commerciale, atelier coopératif.....)

L'URSCOP a su développer un maillage partenarial étroit avec Equisol, France active, Crédit coopératif, BPI, Banque de france, Chambre de commerce et d'industrie....

L'URSCOP s'engage à sensibiliser les experts-compables, les avocats et les notaires à la forme coopérative afin de les sensibiliser aux enjeux de la reprise et la transmission.

Intérêt régional :
Développement de l'entrepreneuriat collectif en Île-de-France.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Sur les actions de promotion et de sensibilisation :

-Prescripteurs : structures d'accompagnement de financement et de transmission des entreprises, chambres consulaires, cabinets d'experts-comptables, conseils aux entreprises, avocats d'affaires, administrateurs judiciaires, tribunaux de commerce....

-créateurs et repreneurs d'entreprises ; dirigeants d'entreprises et dirigeants associatifs cherchant à transmettre.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale à l'URSCOP pour 2017 porte sur 2 volets :

1er volet :

Par l'action d'accompagnement de société sous la forme de SCOP ou de SCIC, la subvention est calculée en fonction du nombre de SCOP/SCIC accompagnées par l'URSCOP en création, reprise ou transmission, sur la base de l'activité effectivement réalisée :

- à hauteur de 2 500 € par SCOP et de 5 000 € par SCIC créée
- à hauteur de 5 000 € par reprise ou transmission d'entreprise, sous la forme SCOP, ou transformation d'association en SCOP ou en SCIC.

La subvention régionale sera au maximum de 120 000 €.

2ème volet :

Subvention forfaitaire de 30 000 € au regard du plan de financement prévisionnel de l'URSCOP au titre des actions engagées à la sensibilisation et à la promotion du mouvement coopératif.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges	1 575 000,00	100,00%
Total	1 575 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	150 000,00	9,52%
Ressources	1 425 000,00	90,48%
Total	1 575 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	150 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Prime régionale à la création - reprise - transmission de SCOP et de SCIC franciliennes	350 000,00 €
2014	Soutien à l'URSCOP pour son action d'accompagnement à la création - reprise - transmission de SCOP ou de SCIC franciliennes	205 000,00 €
2014	Soutien régional à l'animation du réseau des SCOP	100 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	151 316,00 €
2015	Prime régionale à la création - reprise - transmission de SCOP et de SCIC franciliennes	350 000,00 €
2015	Soutien à l'URSCOP pour son action d'accompagnement à la création - reprise - transmission de SCOP ou de SCIC franciliennes	182 500,00 €
2015	Soutien régional à l'animation du réseau des SCOP	100 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	253 092,00 €
2016	Soutien à l'URSCOP pour son action d'accompagnement à la création - reprise - transmission de SCOP ou de SCIC franciliennes	150 000,00 €
	Montant total	1 841 908,00 €

Annexe n°10 : Convention URSCOP

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA RÉGION ET L'URSCOP

CONVENTION n°

La Région d'Ile-de-France
ayant son siège social au 33, rue Barbet de Jouy - 75007 PARIS
représentée par sa Présidente Madame Valérie PECRESSE
habilitée en vertu de la délibération n° CP 16-XXXX du 18 octobre 2017

ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

L'Union Régionale des Sociétés Coopératives et Participatives d'Ile-de-France, Centre Orléanais, Haute-Normandie, DOM-TOM,
domiciliée 100, rue Martre – 92220 Clichy-la-Garenne
n° de SIRET : 784 522 906 00022
association régie par la loi du 1er juillet 1901 et déclarée à la Préfecture le 21 janvier 1938, sous l'intitulé « Fédération de Sociétés Coopératives Ouvrières de Production de la Région Parisienne »
représentée par son Président en exercice, Monsieur Charles-Henri MONTAUT.

ci-après dénommée « l'URSCOP »

d'autre part,

APRÈS AVOIR RAPPELÉ :

- La Région Ile-de-France, attachée au développement de l'emploi francilien, souhaite soutenir l'économie sociale et solidaire et notamment le mouvement coopératif qui en fait partie, conformément aux engagements approuvés par la délibération n°CR 93-12 du 22 novembre 2012 et conformément au règlement d'intervention adopté par cette même délibération.
- La Région entend encourager l'augmentation du nombre de Sociétés Coopératives et Participatives (SCOP), de Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif (SCIC) installées sur le territoire régional.

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet le développement des créations des SCOP et des SCIC et de faire de ces structures coopératives une alternative reconnue pour la création, la transmission ou la pérennité des entreprises régionales.
La présente convention a également l'ambition de développer et d'encourager l'apprentissage dans les coopératives d'Ile-de-France.

Dans ce but, la Région Ile-de-France apporte un soutien financier à l'URSCOP, prenant la forme d'une aide calculée en fonction des réalisations de l'URSCOP en matière de création, reprise, transmission d'entreprises régionales et/ou transformations d'associations sous forme coopérative, permettant de prendre en charge une partie du coût de l'accompagnement réalisé par l'URSCOP.
L'URSCOP s'engage à mobiliser ses réseaux et ses savoir-faire pour la réalisation de ces objectifs, compte tenu de l'amélioration des moyens accordés par la Région Ile-de-France.

Par ailleurs, la Région apporte son soutien financier à l'URSCOP qui s'engage dans la promotion de l'apprentissage auprès de ses adhérents et la mobilisation des apprentis auprès du réseau coopératif dans un objectif de lutte contre le chômage des jeunes, véritable engagement régional.

Article 2- Obligations du bénéficiaire

L'organisme bénéficiaire a pour obligations de :

A/ Obligations concernant la convention

- Mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation de l'ensemble des actions définies dans les annexes techniques et financières à la présente convention.
- Informer la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention.
- Informer la Région des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet.

B/ Obligations relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la Laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Il s'engage à rédiger un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité.

C/ Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 oblige les structures subventionnées d'accueillir un ou plusieurs stagiaires ou alternants pendant un minimum de 2 mois.

- Le bénéficiaire s'engage à recruter **3 stagiaire(s) ou alternant(s)** pour une période minimale de deux mois.
- Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région. »

D/ Obligations administratives

- Communiquer à la Région, dans les trois mois, suivant la notification de la présente convention, le nom et les coordonnées de l'expert-comptable ou du commissaire au compte chargés de certifier les comptes.
- Porter à la connaissance de la Région toute modification concernant notamment les statuts, le trésorier, le président, le commissaire aux comptes, la composition du conseil d'administration.
- Mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires :
  - au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale,
  - au calcul des coûts de chaque action faisant l'objet de la présente convention.
- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.
- Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements mentionnés dans l'article 4 « modalités de versement de la subvention régionale » de la présente convention.
- Conserver les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de l'expiration de la convention ;
- Fournir à la Région, sur toute la durée de la convention :
  - les comptes annuels : bilan et compte de résultat et annexe du dernier exercice certifiés, selon le cas, par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du code de commerce ou un expert comptable ;
  - le rapport d'activité annuel chiffré et détaillé pour la partie variable de subvention de fonctionnement et pour la subvention relative à la création, reprise ou transmission des SCOP ou des SCIC ;
  - le compte d'emploi de la subvention allouée par la Région et distinguer, pour ce faire, dans ses écritures, la comptabilité des subventions reçues au titre de la présente convention ;
  - les données permettant le recensement des aides d'Etat réalisé annuellement par la Région (notamment la liste des bénéficiaires de primes régionales et le montant des primes versées).

E/ Obligation en matière de communication

- Faire clairement apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
- La présence du logotype de la Région et la référence à la plate-forme téléphonique 0810181818 est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.
- Les correspondances, notamment celles vis-à-vis des bénéficiaires de l'objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région.
- Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
- Lorsque le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

L'organisme s'engage par ailleurs à participer aux manifestations soutenues par la Région sur la création d'entreprise, notamment au Salon des entrepreneurs, et aux conventions d'affaires mises en œuvre pendant la durée de la convention.

Article 3 : Engagements de la Région Ile-de-France

La Région Ile-de-France s'engage à soutenir financièrement l'URSCOP en 2017 au travers de:

- Une aide en fonctionnement maximum de **120 000 €** permettant de soutenir le travail d'accompagnement des coopératives mené par l'URSCOP, accordée sur la base de l'activité effectivement réalisée et selon le barème suivant :
  - pour l'appui à la création de coopératives : 2 500 € par SCOP et 5 000 € par SCIC ;
  - pour l'appui à la reprise ou la transmission en SCOP et à l'évolution d'association vers le statut de SCOP ou de SCIC : 5 000 € par reprise, transmission ou transformation justifiée ;

- Une aide globale en fonctionnement d'un montant maximum de **30 000 €** et à hauteur de 50 % maximum du budget de fonctionnement de l'association pour ses activités en faveur de l'économie sociale et solidaire, notamment :
  - la promotion des formes coopératives auprès des prescripteurs et la prospection des projets relevant de l'entrepreneuriat collectif ;
  - la conduite d'actions de communication locales ;

Toute autre utilisation de cette subvention est interdite.

Le montant des crédits nécessaires au versement des aides à l'investissement accordées aux entreprises bénéficiaires fait l'objet de décisions d'affectation de la Commission permanente du Conseil régional.

Article 4 : Modalités de versement

Rappel concernant la caducité.

Pour les subventions de fonctionnement, les règles sont les suivantes :

- Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de un an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

- A compter de la date de demande de premier versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération.

A/ Modalités de versement applicables aux subventions accordées à l'URSCOP

- Subvention de fonctionnement forfaitaire à l'URSCOP

Versements d'acomptes calculés sur présentation des dépenses réalisées :

- un appel de fonds signé par le représentant de l'organisme,
- la liste des dépenses engagées, signé par le représentant de la structure. Cet état comprendra les références, dates et montants des factures payées au titre du fonctionnement subventionné, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Le total des acomptes versés ne peut excéder 80 % de la subvention prévue.

Le versement du solde de la subvention est effectué sur présentation :

- d'un appel de fonds, signé le représentant légal de la structure qui certifiera l'achèvement et le paiement complet de l'opération,
- du bilan et compte de résultat, signé par le représentant légal de l'organisme et l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes (si l'organisme en dispose d'un).

- Subvention de fonctionnement-partie variable :

Versements d'acomptes, sur présentation des justificatifs suivants :

- un appel de fonds signé par le représentant de l'organisme,
- un document récapitulatif signé par le représentant habilité de l'URSCOP présentant la liste des nouvelles SCOP et SCIC accompagnées par l'URSCOP,
- l'ensemble des K-bis des sociétés nouvellement accompagnées et listés dans le document précédent.

Le montant total des acomptes ne peut excéder 80 % du montant total de la subvention.

Le versement du solde est effectué sur présentation des justificatifs suivants :

- un appel de fonds signé par le représentant de l'organisme,
- un document récapitulatif signé par le représentant habilité de l'URSCOP présentant l'ensemble des SCOP et SCIC accompagnées par l'URSCOP sur l'année écoulée.
- l'ensemble des K-bis des sociétés nouvellement accompagnées et listées dans le document précédent.
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

- un ou des justificatif(s) de recrutement de **2** stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

B/ Règles générales applicables pour les appels de fonds

L'appel de fonds est signé par le représentant habilité qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Le comptable assignataire de la Région est le Receveur Général des finances de Paris, Trésorier payeur Général de la Région Ile-de-France, 94 rue Réaumur, 75002 Paris cedex 02.

Les sommes sont versées à l'Union Régionale des SCOP
sur le compte établi au nom de : Union Régionale des SCOP Ile-de-France Haute Normandie Centre Orléanais
ouvert à l'agence Paris Courcelles du Crédit Coopératif
compte n°21022637005 / clé 22 / code banque 42559 / code guichet 00001

C/ Frais Financiers

Tous les frais financiers, notamment les frais bancaires, sont à la charge de l'URSCOP.

Article 5 : Restitution éventuelle de la subvention

Le reversement total de la subvention est exigé en cas d'inexécution de la convention notamment :

- dans le cas de non respect des obligations du bénéficiaire,
- en l'absence de production du compte rendu financier,
- en cas d'utilisation des fonds non-conforme à leur objet.

Dans ce cas, il est procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues dans l'article 8 « résiliation de la convention ».

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées au regard de la qualité d'exécution de la présente convention et de l'examen du compte d'emploi de la subvention régionale et du bilan financier final de l'exécution de la convention tel que définis à l'article 2.
La Région se réserve également le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Article 6 : Modifications de la convention

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par l'assemblée délibérante régionale compétente.

Article 7 : Date d'effet et durée de la convention

La convention prend effet à la date d'attribution de la subvention. Compte-tenu du caractère continu de l'activité de l'URSCOP tout au long de l'année et du partenariat préexistant entre la Région et l'association, les dépenses éligibles sont calculées à compter du 1er janvier 2017, conformément à la dérogation prévue à l'article 29 du Règlement budgétaire et financier.

La convention prend fin après le versement des soldes des subventions et dans un délai de six mois après réception du bilan financier de la subvention régionale relative à l'aide à l'investissement pour les SCOP et les SCIC franciliennes signé par le représentant habilité de l'URSCOP et par son expert-comptable ou par son commissaire aux comptes s'il en est doté.

Article 8 : Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

La présente convention comprend l'annexe technique et financière (fiche projet).

Fait à Paris, en deux exemplaires originaux

Le	Le
Pour L'URSCOP, **Le Président**	**Pour la Région Ile-de-France,** **La Présidente du Conseil régional**
Charles-Henri MONTAUT	**Valérie PECRESSE**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-466

DU 18 OCTOBRE 2017

MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE #LEADER POUR LA CROISSANCE, L'EMPLOI ET L'INNOVATION (SRDEII) : AUTORISATION DES COLLECTIVITÉS INFRA-RÉGIONALES À PARTICIPER AU FINANCEMENT DES RÉGIMES D'AIDES RÉGIONAUX

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108 ;

VU Le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 ;

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégation d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 simplifier le fonctionnement du conseil régional ;

VU La délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à l'adoption du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la Républiques et de la laïcité, modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n° CR 2017-101 du 19 mai 2017 relative aux régimes d'aides régionaux « prix », à l' « émergence et au développement des lieux d'innovation » ;

VU La délibération n° CR 2017-141 du 6 juillet 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #leader : mesures en faveur de l'entrepreneuriat, l'artisanat et le commerce ;

VU l'avis de la commission du développement économique de l'emploi et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-466 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Autorisation donnée à l'Etablissement Public Territorial de Plaine Commune pour participer au financement de régimes d'aides régionaux

Décide d'autoriser l'EPT de Plaine Commune à participer au financement de 4 régimes d'aides régionaux suivants : « Aide pour les projets à utilité sociale », « Prix » et « Soutien à l'émergence et au développement de lieux d'innovation ».

Subordonne cette autorisation à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par la délibération n° CR 2017-141 du 6 juillet 2017 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 2 : Autorisation donnée à la Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise pour participer au financement de régimes d'aides régionaux

Décide d'autoriser la Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise à participer au financement du régime d'aide régional « Prix ».

Subordonne cette autorisation à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par la délibération n° CR 2017-141 du 6 juillet 2017 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 3 : Autorisation donnée à l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris pour participer au financement de régimes d'aides régionaux

Décide d'autoriser l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris à participer au financement du régime d'aide régional « Prix ».

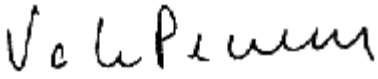
Subordonne cette autorisation à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par la délibération n° CR 2017-141 du 6 juillet 2017 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 4 : Autorisation donnée à la Ville de Paris pour participer au financement de régimes d'aides régionaux

Décide d'autoriser la Ville de Paris à participer au financement du régime d'aide régional « Prix ».

Subordonne cette autorisation à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par la délibération n° CR 2017-141 du 6 juillet 2017 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-459

DU 18 OCTOBRE 2017

STRATÉGIE SMART INDUSTRIE (2017-2021) - SOUTIEN AU DÉPLOIEMENT DE L'ACCÉLÉRATEUR PME INDUSTRIELLES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU les articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) ;

VU le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

VU le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission Européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU le régime cadre exempté de notification N° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission Européenne, publié au JOUE du 24 juin 2014 ;

VU le régime cadre exempté de notification N° SA.40207 relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2020,adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 24 juin 2014 ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'ordonnance n°2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives ;

VU le code des marchés publics ;

VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 portant adoption de la stratégie régionale pour la croissance, l'innovation et l'emploi de la région Ile-de-France ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n°CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU la délibération n° CR 2017-130 7 juillet 2017 portant adoption de la Stratégie Smart Industrie 2017-2021 ;

VU le règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France voté en CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU la délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégation d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU l'ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 relative à la Banque publique d'investissement ;

VU l'avis de la commission du développement économique de l'emploi et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-459 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

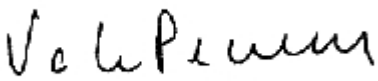
Approuve la convention de partenariat avec Bpifrance relative au déploiement de l'accélérateur de PME industrielles en Ile-de-France telle qu'elle figure en annexe n°3 de la présente délibération.

Décide en conséquence d'attribuer à l'EPIC Bpifrance une subvention de 1 955 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention mentionnée à l'alinéa 1, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de 1 955 000 €, prélevée sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », Programme HP 94001, «Soutien à l'industrie et aux autres services», Action « 19400108 – Projets industriels » pour l'EPIC Bpifrance, du budget régional 2017.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Fiche projet

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013886

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ACCÉLÉRATEUR ETI INDUSTRIELLES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	6 035 000,00 €	32,39 %	1 955 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 955 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-94-65736-194001-400
19400108- Projets industriels

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BPIFRANCE
Adresse administrative : 27 AVENUE DU GENERAL LECLERC
94710 MAISONS ALFORT
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Pierre LEPETIT, Président

N° SIRET : 48379006900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires
Rapport Cadre : CR63-07 du 27/09/2007

Date prévisionnelle de début de projet : 31 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Ce programme concernera 90 entreprises sur 4 ans (3 promotions de 30 Pme seront lancées successivement de 2018 à 2020) avec l'objectif de susciter :

- Une augmentation significative du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises : a minima + 20 %
- Une augmentation des effectifs de l'ensemble des entreprises : a minima +20 %
- Le passage au statut ETI pour 20 entreprises sur les 90 accompagnées.

Description :
En partenariat avec Bpifrance il est proposé de lancer dès le premier trimestre 2018 un accélérateur ETI pour apporter un soutien renforcé à des PME industrielles sélectionnées sur leur capacité à passer à l'échelle pour devenir des ETI. Bpifrance dispose d'une expérience et de références solides dans

l'accélération de PME et ETI.

L'accélérateur ciblera des Pme industrielles à potentiel avec un chiffre d'affaires compris entre 10 et 50 millions d'euros, issues des filières industrielles stratégiques du SRDEII (aéronautique, mécanique, automobile, énergie notamment), et des techno-clés sur lesquelles la Région veut consolider un leadership international (IA, robotique, fabrication additive). Elles seront sourcées parmi le vivier des lauréats Up, par Bpifrance et par nos partenaires industriels. L'accompagnement sur mesure des dirigeants se déroulera sur une durée de 24 mois.

Moyens mis en œuvre :
L'accompagnement sur mesure des dirigeants se déroulera sur une durée de 24 mois selon les modalités suivantes :

- Une phase de cadrage, diagnostic et élaboration d'une feuille de route
- Un accompagnement individuel sur mesure délivré par des consultants sélectionnés par BPI et choisis par l'entreprise sur des leviers de croissance pour l'entreprise. Il est prévu que l'entreprise suive deux modules de chacun 8 à 10 jours sur 6 à 8 semaines
- Des ateliers de formations collectifs sur des sujets communs aux entreprises, en partenariat avec une grande école : 16 jours sur 24 mois
- Un mentorat pour les dirigeants qui le souhaiteront.

Les services de la Région assureront un suivi et un pilotage de cette mesure centrale de la Stratégie Smart Industrie.

Intérêt régional : La stratégie Smart Industrie 2017-2021, vise à faire de l'Ile-de-France, d'ici 5 ans, un territoire industriel de pointe, reconnu comme tel au niveau mondial, pleinement intégré dans la révolution numérique et dont les métiers seront plus attractifs. Les actions seront déclinées en 3 axes :

1. Moderniser les entreprises industrielles et former aux besoins de l'industrie de demain
2. Attirer et maintenir les activités industrielles en Ile-de-France
3. Renouveler l'image de l'industrie.

L'axe 1 prévoit le « lancement d'un accélérateur offrant un accompagnement sur-mesure de haut niveau à une trentaine de PME industrielles franciliennes, afin qu'elles puissent passer à l'échelle et devenir des ETI.». Seules 200 ETI industrielles sont présentes sur le territoire francilien alors que ces entreprises souvent familiales, sont fortement créatrices d'emplois et de valeur à long terme à long terme (plus grande ouverture à l'international, faible délocalisation).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ce programme s'adresse à des PME industrielles à potentiel avec un chiffre d'affaires compris entre 10 et 50 millions d'euros, représentatives des filières industrielles stratégiques du SRDEII (aéronautique/spatial/défense, automobile, industrie agroalimentaire, énergie) et des techno-clés sur lesquelles la Région veut consolider un leadership international (Intelligence Artificielle, robotique, fabrication additive).

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Structuration du programme	80 000,00	1,33%
Pilotage et animation de la promtion	540 000,00	8,95%
Pilotage - Encadrement Conseil	1 215 000,00	20,13%
Réalisation des diagnostics 360	1 080 000,00	17,90%
Réalisation des modules complémentaires	2 520 000,00	41,76%
Formation	600 000,00	9,94%
Total	6 035 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	1 955 000,00	32,39%
Contribution BPI	900 000,00	14,91%
Participation des entreprises	3 180 000,00	52,69%
Total	6 035 000,00	100,00 %

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 564 000,00 €
2021	391 000,00 €

Etat récapitulatif des dépenses

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	R0009722	Budget	2017

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services**
Programme	**194001 - Soutien à l'industrie et aux autres services**
Action	**19400108 - Projets industriels**

Dispositif : N° 00000322 - Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires

Dossier	17013886 - Accélérateur ETI industrielles			
Bénéficiaire	P0037549 - BPIFRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 955 000,00 €		Code nature	65736
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 035 000,00 €	TTC	32,39 %	1 955 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000322 - Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	1 955 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 94 - 194001 - 19400108	1 955 000,00 €

Convention Accelerateur Régional IDF Region_Bpi V17-RIF-17102017 version votée.pdf

CONVENTION DE DEPLOIEMENT DE L'ACCELERATEUR PME INDUSTRIELLES ILE-DE-FRANCE

Entre

La Région Ile-de-France

« La Région »

ET

L'EPIC Bpifrance

ET

Bpifrance SA

TABLE DES MATIERES

PAGE

Convention de déploiement d'un Accélérateur PME Industrielles Ile-de-France 3

ARTICLE 1 OBJET de la Convention 6

ARTICLE 2 Définitions 6

ARTICLE 3 NATURE DU PROGRAMME 7

ARTICLE 4 MISE EN œuvre DU PROGRAMME 9

ARTICLE 5 ENGAGEMENTS DES PARTIES 9

ARTICLE 6 SUIVI ET EVALUATION DU PROGRAMME 11

ARTICLE 7 CONDITIONS FINANCIERES 12

ARTICLE 8 MODALITES DE CONTROLE DE L'UTILISATION DE LA SUBVENTION 14

ARTICLE 9 NON CESSIBILITE 15

ARTICLE 10 NON EXCLUSIVITE 15

ARTICLE 11 PROPRIETE INTELLECTUELLE 15

ARTICLE 12 CONFIDENTALITE 16

ARTICLE 13 FORCE MAJEURE 16

ARTICLE 14 COMMUNICATION 16

ARTICLE 15 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL 16

ARTICLE 16 MODIFICATION DE LA CONVENTION 17

ARTICLE 17 DOMICILIATION ET NOTIFICATIONS 17

ARTICLE 18 Restitution DE LA SUBVENTION 17

ARTICLE 19 DUREE DE LA CONVENTION 17

ARTICLE 20 RESILIATION 17

ARTICLE 21 REGLEMENT DES LITIGES 18

ARTICLE 22 PIECES CONTRACTUELLES 18

Convention de déploiement d'un Accélérateur PME Industrielles Ile-de-France

ENTRE

La Région Ile-de-France,

Représentée par la Présidente du Conseil régional Valérie Pécresse,

Autorisé à signer la présente Convention par délibération n°CR 2017- 459 du 18 octobre 2017 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente.

Ci-après dénommée « **La Région**»

d'une part,

ET

L'EPIC Bpifrance, Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial (EPIC), dont le siège est à Maisons-Alfort (94710), 27-31 avenue du Général Leclerc, identifié sous le n° 483 790 069 RCS Créteil, représenté par son Président Directeur Général, Monsieur Pierre Lepetit,

Ci-après dénommé « l'EPIC Bpifrance » ou l'« Opérateur »,

ET

Bpifrance SA, Société anonyme, dont le siège social est à Maisons-Alfort (94710), 27-31 avenue du Général Leclerc, identifié sous le n° 507 523 678 RCS Créteil, au capital de 20 981 406 140 €, représentée par son Directeur Général, Monsieur Nicolas Dufourcq, agissant tant pour son compte que pour le compte de ses filiales Bpifrance Financement et Bpifrance Investissement,

Ci-après indifféremment dénommées ensemble le « Gestionnaire » ou « **Bpifrance** »

d'autre part,

Ci-après collectivement dénommés « **Les Parties** ».

VU les articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE),
VU le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité,
VU le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission Européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis,
VU le régime cadre exempté de notification N° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission Européenne, publié au JOUE du 24 juin 2014,
VU le régime cadre exempté de notification N° SA.40207 relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2020,adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 24 juin 2014,
VU la loi n°2012-1559 du 31 décembre 2012 relative à la création de la Banque publique d'investissement,
VU l'ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 relative à la Banque publique d'investissement,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1511-1 et suivants,
VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10,
VU le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000,
Vu le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aides à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020
VU l'arrêté du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier prévu à l'article10 de la loi 200-321 du 12 avril 2000,
VU le règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;
VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du 18 octobre 2017 attribuant une subvention de 1 955 000 € à Bpifrance pour la mise en place d'un accélérateur régional.
…..

ATTENDU QUE

La Région Ile-de-France a souhaité affirmer une nouvelle ambition économique régionale, présentée dans le cadre de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation en Ile-de-France et de la stratégie Smart Industrie 2017-2021.

La stratégie Smart Industrie 2017-2021, vise à faire de l'Ile-de-France, d'ici 5 ans, un territoire industriel de pointe, reconnu comme tel au niveau mondial, pleinement intégré dans la révolution numérique et dont les métiers seront plus attractifs. Plus spécifiquement, la Région se donne pour objectif de faire émerger les champions industriels de demain.

Seules 200 Entreprises de Tailles Intermédiaires (ETI) sont présentes sur le territoire francilien. 96 % des 45 000 établissements industriels franciliens comptent moins de 199 salariés. Le risque de décrochage de ces Petites ou Moyennes Industrie (PMI) est d'autant plus fort que ces entreprises sont marquées par une forte dépendance aux grands donneurs d'ordre, un faible positionnement à l'export et plus globalement une difficulté à passer à l'échelle.

La Région souhaite donc expérimenter les modalités d'un accompagnement sélectif, ciblé et personnalisé de chefs d'entreprises à la tête de PME industrielles disposant d'un potentiel de croissance leur permettant de devenir des ETI. Elle sera particulièrement attentive aux effets d'entrainement sur la chaine de valeur et sur l'emploi, induit par cet accompagnement et plus globalement sur le renforcement de l'ancrage territorial des activités ainsi soutenues et de leur écosystème (sous-traitance, fournisseurs…).

L'accélérateur francilien ciblera de grosses PME industrielles avec un chiffre d'affaires compris entre 10 et 50 millions d'euros, représentatives des filières industrielles stratégiques du SRDEII (aéronautique/spatial/défense,

automobile, industrie agroalimentaire, énergie) et des techno-clés sur lesquelles la Région veut consolider un leadership international (Intelligence Artificielle, robotique, fabrication additive).
Par ailleurs, conformément à l'article 1 de la loi relative à la création de la Banque publique d'investissement, Bpifrance fait de l'accompagnement des entreprises un axe fort de ses missions d'intérêt général et de ses orientations stratégiques, convaincu qu'au-delà des financements, les entreprises ont besoin d'être soutenues dans la réalisation de leurs projets, particulièrement en innovation et à l'international.

En considération de sa mission d'intérêt général, Bpifrance est au service des entreprises et de leur expansion.

Il cible prioritairement les très petites entreprises (TPE) les petites et moyennes entreprises (PME) et les entreprises de taille intermédiaire (ETI), dont l'économie nationale et régionale a aujourd'hui besoin.

Ancré dans les territoires, Bpifrance mène son action au plus près des écosystèmes régionaux et travaille dans ce cadre en lien étroit avec les Régions, chef de file du développement économique sur leur territoire.
Bpifrance apporte ainsi un service de proximité et d'accompagnement des entreprises, tout au long de leur cycle de vie. C'est pourquoi, il a déployé depuis 2014, avec le soutien de la DGE, un Accélérateur PME™[1] National qui consiste à accompagner 60 PME/ETI de croissance pendant 24 mois.

Afin de démultiplier le nombre d'entreprises accompagnées sur le territoire national, Bpifrance propose aux Régions qui le souhaitent de déployer des accélérateurs Régionaux qui bénéficieront de l'expertise développée et éprouvée par Bpifrance dans le cadre de l'Accélérateur PME™ ainsi que de ses retours d'expérience et bonnes pratiques.

Dans leur volonté de créer les conditions de la croissance de demain et compte tenu de l'intérêt général des objectifs poursuivis, la Région Ile-de-France et Bpifrance se sont rapprochés dans le cadre d'une coopération public-public, afin d'acter leur collaboration à travers un nouveau partenariat adossé aux priorités stratégiques du territoire et destiné à déployer un accélérateur régional.

Le renouvellement de la collaboration entre les Parties tiendra compte des impacts des mesures mises en place sur le tissu entrepreneurial de la Région.

Quatre principales actions constituent le cœur du parcours des entreprises sélectionnées dans l'Accélérateur PME Industrielles Ile-de-France :

- Le diagnostic 360° de l'entreprise et les missions de conseil complémentaires avec Initiative Conseil,
- La formation en présentiel et en e-learning avec Bpifrance Université,
- L'animation de la communauté des entreprises membres et leur mise en réseau,
- Le mentorat des accélérés par des industriels expérimentés exerçant dans des grandes entreprises ou ETI industrielles.

1 « Accélérateur PME » est une marque enregistrée par Bpifrance.

EN CONSEQUENCE DE QUOI, LES PARTIES ONT CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention a pour objet de définir les modalités du partenariat entre la Région Ile-de-France et Bpifrance pour le déploiement de l'Accélérateur PME Industrielles d'Ile-de-France et au titre de laquelle :

1. La Région a décidé de subventionner, selon les conditions établies dans la présente Convention et ses annexes, le déploiement du dispositif Accélérateur PME Industrielles Ile-de-France relatif à trois promotions de 30 entreprises accompagnées sur 24 mois avec un lancement effectif au premier trimestre 2018, les entreprises ayant été préalablement sélectionnées par la Région.
2. Ce dispositif s'appuie sur les outils méthodologiques élaborés et développés par Bpifrance pour le programme Accélérateur PME™ déployés par Bpifrance et qui sont en cours de certification ISO 9001.

   Le partenariat consiste à :

   a) Mettre ces outils méthodologiques à disposition de la Région Ile-de-France durant la période couverte par la convention,
   b) Opérer pour le compte de la Région, l'intégralité des services nécessaires au bon déroulement du programme Accélérateur PME Industrielles Ile-de-France durant cette période,
   c) Faire bénéficier la Région des enrichissements continus du programme Accélérateur PME™ déployé par Bpifrance durant cette période.
3. Bpifrance en acceptant la subvention s'engage à réaliser l'action définie à l'article 3 ci-dessous sous sa propre responsabilité et en mettant en œuvre tous les moyens à sa disposition.
4. La description détaillée de l'action figurant en annexe 1 fait partie intégrante de la présente Convention.

ARTICLE 2 DEFINITIONS

Les termes en lettres capitales définis ci-après, indifféremment utilisés au singulier ou au pluriel dans la présente Convention, devront être compris comme suit :

« **Convention**» désigne le présent accord de Partenariat entre les Parties.

« **Accélérateur PME™** » désigne le programme sur mesure d'accélération créé par Bpifrance pour booster le développement des PME, à travers la constitution au niveau national de promotions de 60 entreprises sélectionnées pour leur potentiel de croissance, l'animation de cette promotion dans un esprit de coopération et d'émulation collective, et un suivi personnalisé de chaque entreprise participante, composé d'actions de conseils (diagnostic 360°, modules de conseils thématiques), de formation (en présentiel et e-learning) et de mise en relation (Bpifrance Excellence, Le Hub).

La marque Accélérateur PME**™** est une marque enregistrée par Bpifrance (N°4310609).

L'intégralité du dispositif Accélérateur PME**™** fait l'objet d'une démarche de certification ISO 9001.

« Accélérateur PME Industrielles Ile-de-France» désigne la déclinaison régionale du programme national « **Accélérateur PME™** ». Le programme Accélération PME Industrielles Ile-de-France a été conçu avec une volonté d'adaptation aux besoins exprimés par la Région et aux dispositifs déjà existants en Ile-de-France. Il vise à accompagner, dès 2018, une première promotion de 30 PME.

« Community manager » : désigne l'interlocuteur privilégié de la Région en charge de l'animation et du déploiement du programme. Il suit chacune des entreprises sélectionnées afin de garantir son insertion dans la promotion et le suivi personnalisé de leurs besoins. Il coordonne la préparation des comités de pilotage mentionnés à l'article 6, ci-dessous.

« **Gestionnaire** » : désigne Bpifrance SA et ses filiales Bpifrance Investissement et Bpifrance Financement qui conformément aux dispositions des textes gouvernant l'organisation du Groupe public Bpifrance, sont chargées de la mise en œuvre opérationnelle de la présente Convention.

« **Opérateur** » : désigne dans le cadre de la présente Convention, l'EPIC Bpifrance, intermédiaire financier.

« Prestataires » désigne les experts Bpifrance ou externes mobilisés pour conseiller les entreprise dans le cadre du Programme.

ARTICLE 3 NATURE DU PROGRAMME

3.1 Description du programme et objectifs poursuivis

Le déploiement de l'Accélérateur PME Industrielles Ile-de-France vise à accompagner, dès 2018, une première promotion de 30 PME indépendantes dans leur développement. La promotion se déroule sur une durée de 24 mois.

L'objectif est de faciliter la croissance des entreprises sélectionnées et volontaires par :

- l'intégration à un réseau régional d'entreprises de croissance, puissant, constitué d'entrepreneurs industriels connaissant des phases de croissance analogues, dans un « esprit de promotion » fédérateur et au rayonnement national de par ses interactions avec leurs pairs, membres accélérateurs de tout le territoire.
- un diagnostic à l'entrée dans le programme dit « Diagnostic 360° », selon une méthode propre à Bpifrance (ISO 9001 en cours de certification) qui permet notamment d'identifier les enjeux prioritaires de croissance des entreprises.
- 1 à 2 modules complémentaires de conseil dans les domaines identifiés comme prioritaires pour l'entreprise : stratégie, organisation, RH, management, performance industrielle, gouvernance, commercial, commercial grands comptes, transformation digitale, Industrie 4.0, International, export, croissance externe, marketing incrémental ou tout autre sujet pertinent.
- un accompagnement collectif à travers des séminaires thématiques d'une ou deux journées, consistant à proposer aux dirigeants d'entreprise, et aux membres de leur comité de direction, une vision et un partage des bonnes pratiques sur des sujets clés
- si l'entreprise le souhaite, un mentorat réalisé par des dirigeants de grandes entreprises et ETI, en capacité d'apporter des conseils et un retour d'expérience aux dirigeants de PME.

Les entreprises sélectionnées pour intégrer le programme demeurent totalement libres de leurs décisions en matière de stratégie, d'utilisation de services, de mise en relation ou autres.

Les Parties ne sont ni habilitées, ni qualifiées, à se substituer, même partiellement aux missions dévolues à des cabinets d'audit, aux commissaires aux comptes, à des banques d'affaires, à des cabinets d'avocats, ou à des cabinets spécialisés dans l'accompagnement de transactions financières.

3.2 Animation de la promotion Accélérateur PME Industrielles Ile-de-France

L'intégration des entreprises sélectionnées à la communauté Accélérateur PME Industrielles Ile-de-France, animée localement dans un esprit de promotion solidaire et fédérateur, favorise la prise de recul stratégique, crée la fierté d'appartenance et permet notamment, d'éviter les situations d'isolement rencontrées par certains dirigeants dans la gestion quotidienne de la croissance.

Le partage entre pairs sur les bonnes pratiques et les écueils rencontrés ainsi que le rapprochement avec d'autres membres des accélérateurs de la communauté nationale déployés par Bpifrance, sont favorisés par la participation aux évènements transverses organisés tout au long du programme. Le community manager de Bpifrance assure cette animation du réseau en coordination étroite avec la Région qui participe aux événements transverses et introduit chacune des séances.

3.3 Accompagnement collectif (Bpifrance Université)

Cette action vise à apporter aux dirigeants et aux comités de direction de l'ensemble des entreprises sélectionnées une culture commune sur les sujets clés de compétitivité et de croissance, et à créer un réseau d'entreprises rencontrant des enjeux comparables. L'objectif est de donner les éléments permettant d'optimiser la conception et la mise en œuvre de démarches de croissance, dans leur dimension organisationnelle, logistique, marketing, d'innovation et d'excellence opérationnelle. Pour l'Accélérateur PME Industrielles Ile-de-France, 8 journées de séminaires thématiques par an seront organisées en partenariat avec une Ecole de Commerce et/ou une Ecole d'Ingénieur partenaire soit 16 jours au total par promotion, sur le modèle des séminaires développés dans le cadre de l'Accélérateur PME National. Une évaluation en continu des formations sera réalisée auprès des participants, de manière à ajuster le contenu pédagogique à leurs attentes.

3.4 Accompagnement individuel (Initiative Conseil)

L'Accélérateur PME Industrielles Ile-de-France comporte des missions de conseils ciblées ayant pour objectif de guider l'entreprise et de l'aider à actionner les bons leviers.

Chaque mission, d'une durée de 8 à 10 jours, est réalisée par un binôme composé d'un expert Bpifrance et d'un consultant externe habilité, sur une période de 6 à 8 semaines. Elle fait l'objet d'une convention tripartite signée entre l'entreprise, Bpifrance et le consultant externe.

Un choix parmi une quinzaine de modules possibles est proposé après une 1ère mission appelée « Diagnostic 360° » qui permet de faire un point global avec le chef d'entreprise et son comité de direction et de définir les axes d'amélioration, et par conséquent, les thèmes des missions conseils complémentaires : croissance externe, performance industrielle, commerciale, stratégie internationale, …. .

Bpifrance garantit la confidentialité (la mission est réalisée pour le compte de l'entreprise uniquement), la possibilité de mise en œuvre immédiate de conseils par l'entreprise, l'intervention d'un consultant rompu aux enjeux des PME/ETI, sélectionné et suivi par Bpifrance tout au long de ses missions.
Le processus d'habilitation des consultants par Bpifrance fait partie de la démarche de certification ISO 9001 de l'Accélérateur PME™.

3.4.1 Diagnostic 360°

Le Diagnostic 360° a pour objectif de définir un plan d'action dont les différents leviers feront l'objet, si l'entreprise le souhaite, d'un accompagnement plus ciblé sur la base de modules conseils spécifiques. Ce diagnostic doit être partagé par le chef d'entreprise et son comité de direction. Il identifie le potentiel de croissance de l'entreprise dans sa filière, au regard de son positionnement, de ses atouts et de ses faiblesses, notamment en termes de compétitivité prix et hors prix.

Les conclusions du diagnostic sont remises à l'une ou l'autre des Parties, sous réserve de l'accord préalable et écrit du chef d'entreprise et, si l'une ou l'autre des Parties en fait la demande, après signature d'un engagement de confidentialité avec l'entreprise.

3.4.2 Modules conseils

L'objectif des modules conseils est de mettre en œuvre le plan d'action issu du diagnostic initial, selon les leviers stratégiques pour la croissance de l'entreprise, parmi les leviers suivants :

- organisationnel,
- performance industrielle,
- stratégique,
- etc… (voir le détail en annexe 1 Présentation du programme).

Un plan d'action établi par le consultant pour le chef d'entreprise lui est remis à l'issue du module conseil.

Le plan d'action est remis à l'une ou l'autre des Parties, sous réserve de l'accord préalable et écrit du chef d'entreprise et, si l'une ou l'autre des Parties en fait la demande, après signature d'un engagement de confidentialité avec l'entreprise.

3.5 Services complémentaires optionnels proposés par Bpifrance

Le community manager de l'Accélérateur PME Industrielles Ile-de-France pourra proposer aux entreprises du programme Accélérateur PME Industrielles Ile-de-France de participer à des évènements, missions ou voyages internationaux transverses aux différents programmes accélérateurs.

L'ensemble des entreprises sélectionnées bénéficieront par ailleurs des services proposés par Bpifrance Excellence, Bpifrance Le Hub pour la mise en relation avec des start-ups innovantes. Le Community manager pourra aussi mettre les entreprises sélectionnées en relation avec les autres partenaires de Bpifrance.

Le coût éventuel de ces services complémentaires sera à la charge des entreprises participantes.

3.6 Mise à disposition de l'offre régionale d'accompagnement et de financement

L'Accélérateur PME Industrielles Ile-de-France sera déployé en cohérence avec l'offre régionale et ses principaux dispositifs comme par exemple, les dispositifs de la Stratégie smart industrie, ainsi que les différentes aides régionales (aides Up, fonds propres, fonds régional de garantie) et programme sur l'international tel que Paris Région Expertise (PRX).

ARTICLE 4 MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

4.1 Cible des entreprises et sélection

Le dispositif s'adresse à des PME telles que définies à l'annexe 1 du règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité. Il s'adresse prioritairement aux dirigeants, volontaires, propriétaires de leur entreprise, et dont l'entreprise « industrielle » dispose d'une activité de production localisée en Ile-de-France, dans une des filières d'excellence du SRDEII ou développe une technologie-clé pour l'industrie (intelligence artificielle, fabrication additive, robotique, …) et affiche un CA annuel compris entre 10 et 50 M€. Les parties s'engagent à sélectionner en priorité des entreprises à fort potentiel au CA annuel de plus de 20M€.Au-delà de ces prérequis, un comité de sélection régional présidé par la Région et associant Bpifrance déterminera une grille d'appréciation des candidatures au regard de plusieurs items, notamment :

- critères de taille (effectifs, CA)
- positionnement sur les filières ou les technologies stratégiques régionales (automobiles et mobilités, aéronautique, spatial, défense, santé, biotechnologies, agro-alimentaire)
- critères de dynamisme (croissance moyenne du CA sur 3 ans, part de l'export dans le CA…)
- critères financiers (rentabilité, cotation Banque de France)
- respect de la règlementation sur les aides d'état

Le comité de sélection régional se réunira autant que de besoin pour la sélection des entreprises dont le lancement de la promotion 1 est prévu début 2018. Un règlement intérieur précisera les règles applicables au comité de sélection.

4.2 Déploiement du programme

Le programme se déroulera sur une période de 2 ans, ayant vocation à évaluer la pertinence du dispositif et opérer les ajustements nécessaires en vue de la poursuite. Les modalités de reconduction de ce dispositif les années suivantes feront l'objet d'un avenant à la présente Convention ou d'une nouvelle convention.

Le calendrier prévisionnel se trouve en annexe.

ARTICLE 5 ENGAGEMENTS DES PARTIES

5.1 Engagements des Parties

Les Parties veillent à ce que les diligences relatives à la connaissance client (cf. dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ainsi que la lutte contre la corruption) sur les cibles des

entreprises pré-identifiées, aient été préalablement réalisées, en vue de la présentation de leur candidature au comité de sélection.

Les Parties s'entendront sur le nom du dispositif déployé en Ile-de-France, le logo et la marque associée ainsi que sur leur déclinaison sur les différents supports de communication et de promotion.

Les Parties s'engagent, à promouvoir auprès des entreprises régionales, les actions d'accompagnements proposées dans le cadre de ce partenariat.

Les Parties s'engagent à promouvoir ce nouveau partenariat ainsi que le déploiement des actions d'accompagnement auprès des réseaux économiques régionaux et sur leurs supports de communication respectifs, c'est-à-dire le site internet bpifrance.fr pour Bpifrance et le site internet de la Région Ile-de-France iledefrance.fr ainsi que sur tout autre support papier ou numérique, existant ou que la Région souhaiterait réaliser. Les Parties s'engagent à produire deux fois par an, un état de suivi des actions réalisées dans le cadre de cette Convention qui sera diffusé notamment aux membres du Comité Régional d'Orientation.

Enfin, les Parties s'engagent à suivre et à appliquer les orientations validées par le comité de pilotage durant le temps de la présente Convention.

5.2 Engagements de Bpifrance

Dans le cadre du déploiement de l'Accélérateur PME Industrielles Ile-de-France, Bpifrance assure les opérations suivantes :

- Détecter et participer à la sélection des entreprises (voir article 4), en mettant notamment à disposition de la Région et de ses partenaires une plateforme facilitant le sourcing d'entreprises candidates éligibles,
- Déployer, gérer et suivre globalement le programme dans toutes ses dimensions : Bpifrance met en place une direction de projet en charge de l'animation de la communauté des entreprises « accélérées » (community management) en coordination avec la Région,
- Organiser la logistique des formations collectives et séminaires,
- Identifier des mentors, dirigeants de grandes entreprises industrielles ou ETI, pour les entreprises souhaitant en bénéficier,
- Produire les reportings trimestriels d'activité (voir article 6), et tout élément d'évaluation du programme et de satisfaction des entreprises,
- Organiser les comités de sélection et de pilotage, et produire les relevés de décision,
- Procéder aux diligences relatives à la connaissance client (cf. dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ainsi que la lutte contre la corruption),
- Nouer une relation soutenue avec l'équipe projet désignée en Région Ile-de-France et lui apporter toute information utile au déploiement et à l'évolution du programme ;
- Transmettre une information qualitative sur la satisfaction des entreprises accompagnées et les premières actions décidées/engagées par celles-ci grâce au programme (projets de recrutement, de croissance externe, de déploiement à l'international, d'innovation…)

Pour le déploiement de l'Accélérateur PME Industrielles Ile-de-France, Bpifrance veillera, chaque fois que possible et en fonction des besoins des entreprises, à mobiliser les expertises existantes en Ile-de-France. S'agissant du volet conseil, la Région pourra participer en tant qu'invitée au comité d'habilitation organisé par Bpifrance lors de l'examen de candidatures de consultants proposées à son initiative.

En application de la délibération N° CR 08-16 du 18 février 2016, Bpifrance s'engage à recruter 3 stagiaires pour une durée de 2 mois minimum, sur la durée de la présente convention. Bpifrance saisira les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités communiquées par la Région.

5.3 Engagements de la Région Ile-de-France

En sus de la subvention apportée à Bpifrance, la Région Ile-de-France s'engage à désigner une équipe projet ou un collaborateur chargé de :

- Participer à la détection et la sélection des entreprises avec Bpifrance (voir article 4),
- Veiller à la bonne conduite du programme et à sa mise en œuvre, en lien avec le community manager Bpifrance
- Co-animer avec Bpifrance le comité de pilotage stratégique, présidé par la Région (voir article 6), et le suivi global du programme,
- Organiser des points d'étapes réguliers avec Bpifrance,
- Participer à l'élaboration et aux séminaires de formation,
- Organiser avec Bpifrance, les réunions collectives avec les entreprises participantes en amont et à l'issue du programme d'accompagnement,
- Participer à l'animation de la communauté des PME accélérées
- Coordonner la communication sur le programme en Région.

Cette équipe projet ou ce collaborateur sera le point de contact en Région de la direction de projet de Bpifrance.

La Région Ile-de-France s'engage à ne pas utiliser les marques Accélérateur PME™ y compris leur adaptation à l'Accélérateur PME Industrielles Ile-de-France, en dehors du cadre du présent partenariat. De même, elle s'engage à ne pas utiliser les outils méthodologiques fournis par Bpifrance.

ARTICLE 6 SUIVI ET EVALUATION DU PROGRAMME

Bpifrance rend compte à la Région des actions menées dans le cadre d'un comité de pilotage stratégique constitué de représentants de la Région, qui en assurent la présidence, et de Bpifrance. Il se réunira en tant que de besoin à la demande de l'un de ses membres, et a minima trois fois par an, pour s'assurer de l'adéquation entre la mise en œuvre de l'action et les objectifs initialement définis.

En début de chaque trimestre, un reporting d'activité sera préparé par Bpifrance à l'attention de la Région Ile-de-France, et sera constitué :

- d'un tableau général récapitulant les actions réalisées pour chaque entreprise,
- du compte rendu des différents points d'étape de déploiement du programme,
- du suivi budgétaire des actions engagées.

Par ailleurs, chaque année, Bpifrance fournira à la Région, un état récapitulatif des aides d'Etat obtenues par chaque entreprise et leurs montants, sur la base de chacun des régimes d'aides.

Les échanges se font en tant que de besoin et au cours de réunions régulières. Le reporting prévu permet à la Région Ile-de-France et à Bpifrance, indépendamment des travaux du comité de pilotage, de faire le point sur l'avancement du programme, les conditions de sa réalisation, les remontées de terrain, les préoccupations remontées des entreprises et toute réflexion permettant d'adapter le programme aux besoins identifiés.

Le comité sera également chargé de déterminer les modalités d'évaluation du programme et de formuler les propositions d'ajustement au regard des enseignements tirés de la mise en œuvre de la 1ère promotion.

Il fixera en début de programme les objectifs quantitatifs (indicateurs de progression CA, CA export, effectifs, santé financière,…) et en particulier le nombre de PME accélérées devenues ETI ou sur la trajectoire pour le devenir. Sur cette base, il sera amené à évaluer le succès de la mise en œuvre de la présente convention. Au lancement de chaque promotion, puis de façon annuelle, Bpifrance produira les indicateurs définis en comité de pilotage.

Bpifrance sera en charge de la préparation et de l'organisation des réunions, en partenariat avec la Région, et rédigera à l'issue de chaque comité un relevé de décisions qui sera adressé aux participants après la validation de la Région.

Par ailleurs, le Comité Régional d'Orientation de Bpifrance Ile-de-France, prévu par le décret n°2013-445 du 30 mai 2013 et présidé par la Présidente du Conseil régional sera tenu informé de la mise en œuvre de la présente Convention.

ARTICLE 7 CONDITIONS FINANCIERES

7.1 Principes

Le plan de financement prévisionnel de l'action, précisant l'ensemble des dépenses et des recettes, en annexe 2, fait partie intégrante de la présente Convention. Il s'agit d'un plan de financement estimatif de l'opération, qui est susceptible d'évoluer en fonction du nombre d'entreprises impliquées, et du volume de modules complémentaires mobilisés. Il ne comprend pas les services complémentaires optionnels.

La répercussion du coût global du programme est constituée de coûts fixes et de coûts variables.

Les coûts fixes comprennent :

- la conception initiale du programme au 1er semestre 2018,
- la direction de projet Bpifrance pendant les 4 années.

Les coûts variables relèvent des actions d'Initiative Conseil et de Bpifrance Université, autrement dit les missions de conseils et les séminaires de formation, opérés par des Prestataires, et dont le montant total est fixé en fonction du nombre de missions ou de sessions de formation.

Les coûts des séminaires de formation sont pris en charge par la Région, à hauteur de 50 % afin de respecter les dispositions du régime cadre exempté de notification N°SA.40207 relatif aux aides à la formation.

Les coûts de conseil (Diagnostic 360° et modules complémentaires) sont répartis entre les Parties pour 50 % (à parité, 25-25) et l'entreprise pour les 50 % restants.
Il est également précisé pour les PME que la prise en charge sus évoquée du Diagnostic 360° et des modules complémentaires par Bpifrance et la Région Ile-de-France constitue une aide d'Etat allouée sur la base du régime cadre exempté de notification N° SA.40453 pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014, relatif aux services de conseil aux PME

Les entreprises participantes au programme Accélérateur PME Industrielles Ile-de-France contribuent au financement par le biais :

- d'une part d'un ticket d'entrée fixé à 12 000 € TTC par entreprise pour la durée du programme qui couvrent l'animation des entreprises au sein du groupe ainsi constitué, toutes les actions de mises en

relation au sein de la promotion et au-delà, le pilotage et d'encadrement des missions de conseil, le suivi personnalisé réalisé par le chargé de mission accélérateur en charge de la promotion,
- d'autre part par la prise en charge de 50% des coûts du diagnostic conseil, des modules de conseil et de la formation.

Un contrat relatif à l'entrée dans le programme « Accélérateur PME Industrielles Ile-de-France» sera proposé par Bpifrance à chaque entreprise, accompagné d'un courrier émanant de la Présidente du Conseil Régional. Le projet de contrat aura été validé au préalable par l'équipe projet de la Région.

7.2 Subvention de la Région Ile-de-France pour les trois promotions 2018/2019, 2019/2020, 2020/2021

Au vu du budget prévisionnel de l'opération présenté par Bpifrance, la Région s'engage à verser à l'Epic Bpifrance, une subvention de fonctionnement d'un montant maximum de 1 955 000 € sur une dépense subventionnable de 6 035 000 € sur la durée du partenariat pour les trois promotions susvisées, conformément aux éléments financiers figurant en annexe 2 à la présente convention.

7.3 Modalités de versement

Sous réserve de la disponibilité des crédits et du vote de l'assemblée régionale, l'engagement régional sur la période fera l'objet d'une affectation unique au moment de l'approbation de la présente convention par l'Assemblée régionale ou, par délégation, par sa commission permanente.

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande de l'EPIC Bpifrance. Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal de l'EPIC qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

Les modalités de versement de cette subvention sont les suivantes :

- Un premier versement sous forme d'avance à hauteur de 80%, soit 1 564 000 €, sera effectué à la signature de la présente convention sous réserve de la transmission des attestations de dépôt des offres de stage sur la plateforme des aides régionales (cf. article 5.2),
- Le solde de la subvention à l'issue du programme d'accompagnement des entreprises sur présentation du compte-rendu financier d'exécution de l'action aidée et d'un état récapitulatif de la totalité des dépenses effectuées au titre de la présente Convention accompagnée d'un état récapitulatif des aides perçues par chaque entreprise de la 3ème promotion, d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 5.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé)..

L'EPIC Bpifrance, intermédiaire financier en charge de la gestion de cette subvention, procèdera à la redistribution des fonds sur les comptes bancaires du Gestionnaire chargé de la mise en œuvre opérationnelle des prestations dans le cadre du dispositif précité. L'EPIC Bpifrance assume le pilotage et le contrôle de l'utilisation de ladite subvention.
En tout état de cause, la subvention bénéficiera directement et intégralement aux entreprises concernées, sous forme d'aides d'Etat compatibles avec le marché intérieur au sens de la réglementation européenne (art 107 et 108 du TFUE).
Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

7.4 Caducité de la subvention

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. En tant que de besoin, la Région procèdera à une nouvelle affectation, qui ouvrira un nouveau délai, pour permettre le versement du solde.

7.5 Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'EPIC Bpifrance s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté.

Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les versements perçus par le bénéficiaire et pour lesquels ce dernier n'aurait pas produit les pièces justificatives mentionnées pour le solde dans le délai de 3 années indiqué à l'article 7.4. de la présente convention donneront lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

7.6 Conditions d'utilisation de la subvention

Le Gestionnaire s'engage à utiliser la subvention pour la seule réalisation des objectifs et activités définis dans la présente Convention.

Le Gestionnaire est seul responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'action.

ARTICLE 8 MODALITES DE CONTROLE DE L'UTILISATION DE LA SUBVENTION

8.1 La Région peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle juge utile, directement ou par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du respect de ses engagements par le Gestionnaire et l'Opérateur.

La Région se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place, qui consiste en un examen de l'ensemble des pièces justificatives relatives au coût de l'action subventionnée.

8.2 Le Gestionnaire s'engage, pour l'exécution de l'article précédent, à donner au personnel de la Région ainsi qu'aux personnes mandatées par elle, un droit d'accès approprié aux sites, locaux ou siège de l'organisme Bénéficiaire.

8.3 L'EPIC Bpifrance est tenu de présenter à la Région dans un délai de six mois suivant la fin chaque promotion, un compte rendu financier attestant de la conformité des dépenses effectuées.

Ce compte-rendu financier, issu du compte de résultat du Gestionnaire, est présenté sous la forme d'un tableau des charges et des produits affectés à l'action subventionnée.

Ce compte-rendu est impérativement accompagné de deux annexes comprenant respectivement :

- un commentaire sur les écarts entre le budget prévisionnel et la réalisation de l'action et un tableau de répartition entre le budget principal et le compte rendu financier des charges communes indiquant les critères utilisés à cet effet,
- une information qualitative sur la satisfaction des entreprises accompagnées et les premières actions décidées/engagées par celles-ci grâce au programme (projets de recrutement, de croissance externe, de déploiement à l'international, d'innovation…).

8.4 Le Gestionnaire et l'Opérateur acceptent que la Région puisse contrôler l'utilisation qui a été faite de la subvention pendant toute la durée de la Convention ainsi que pendant une période de 4 ans à compter du paiement du solde de la subvention par la Région. Le Gestionnaire s'engage par conséquent, aux fins de contrôle, à conserver toutes les pièces justificatives des dépenses effectuées dans le cadre de la présente Convention pendant une durée de 4 ans à compter du paiement du solde de la subvention par la Région.

ARTICLE 9 NON CESSIBILITE

Les Parties ne peuvent céder tout ou partie des droits et obligations de la présente Convention à un tiers sans l'accord exprès et préalable de l'autre Partie par un représentant dûment habilité de celles-ci.

ARTICLE 10 NON EXCLUSIVITE

La présente Convention est conclue entre les Parties à titre non exclusif.

ARTICLE 11 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les outils méthodologiques, avis, expertises, analyses ou tout document élaboré par Bpifrance pendant la durée de la convention sont la propriété exclusive de Bpifrance.

11.1 Propriété de la Charte graphique Bpifrance, du logo et de la marque Accélérateur PME™

La charte graphique Bpifrance, la marque « Accélérateur PME™ », son logo et sa charte graphique ainsi que son adaptation pour l'Accélérateur Industrielles Ile-de-France, sont des créations originales dont les droits de propriété intellectuelle appartiennent à Bpifrance. La Région Ile-de-France reconnait qu'elle ne pourra en aucun cas en faire l'usage sans l'accord écrit préalable de Bpifrance et s'engage à respecter les chartes graphiques.

11.2 Propriété des modules de formation Bpifrance Université:

Bpifrance déclare avoir acquis tous droits d'auteur ainsi que tous autres droits de propriété intellectuelle, droits de sous-licence, droits sur des marques existantes et autorisations de tiers (personnes physiques ou morales) nécessaires à l'utilisation des modules de formation, notamment ceux relatifs aux séminaires de formation en présentiel, ainsi que les modules présentés sur Bpifrance Université, plateforme de e-learning développée par Bpifrance.

La Région reconnait que la mise en disposition par Bpifrance de ces modules ne pourra sous aucun cas être assimilée comme une cession quelconque de la titularité des droits de la Propriété intellectuelle au vu des dispositions du Code de la Propriété intellectuelle.

En ce qui concerne l'utilisation de la plateforme pédagogique en ligne, dite « e-learning », l'utilisation desdits supports devra être conforme aux conditions générales d'utilisation du site internet Bpifrance dédié, ce que la Région reconnait et accepte.

ARTICLE 12 CONFIDENTALITE

La Région reconnait avoir connaissance du caractère confidentiel des informations concernant les projets et les porteurs de projets, lesquels sont protégés par des accords de confidentialité, des règles de propriété intellectuelle, le secret des affaires et/ou le secret professionnel bancaire.

Il est rappelé également que toutes les sociétés du groupe Bpifrance sont soumises au secret professionnel conformément aux dispositions à l'article L 511-33 et suivants du Code Monétaire et Financier et que la communication d'information par ces sociétés à la Région et aux tiers ne pourra se faire qu'en conformité avec les dispositions dudit Code.

Les Parties ont une stricte obligation de confidentialité à l'égard des porteurs de projets et des projets présentés. Elles ne doivent divulguer, sans l'accord préalable écrit des représentants légaux des entreprises, porteurs de projets concernés, aucune des information(s) confidentielle(s) dont elles auront eu connaissance, soit au cours de l'examen préalable des projets, soit au cours du suivi des projets.

Les Parties s'engagent à garder le secret le plus absolu sur les informations qui sont couverts par lesdits secrets. Elles s'engagent à empêcher, par tous les moyens, la reproduction et l'utilisation des documents, données ou d'informations liées expressément ou non aux projets présentés, quels qu'en soit la forme, le support ou le moyen, et à prendre toutes mesures nécessaires pour en préserver la confidentialité, à l'égard notamment de leur personnel permanent ou temporaire et de leurs sous-traitants amenés à avoir connaissance des Informations confidentielles pour l'exécution de la Présente Convention.

ARTICLE 13 FORCE MAJEURE

Aucune des Parties ne pourra voir sa responsabilité engagée au titre de l'inexécution de la Convention du fait d'un cas de force majeure, d'un cas fortuit ou du fait d'un tiers, tels que définis par la jurisprudence.
Dans ces cas, l'exécution de cette Convention sera suspendue pendant une durée maximale de trois (3) mois à l'issue de laquelle les Parties se concerteront pour envisager la suite à donner à cette Convention.

ARTICLE 14 COMMUNICATION

Toute communication sur le présent partenariat, quelle qu'en soit la forme, le support et l'origine, devra obtenir l'autorisation préalable et écrite de chacune des Parties quant à sa forme et à son contenu, notamment quant à l'utilisation des signes distinctifs, logos et charte graphique de chacune des Parties, qui sont réputées demeurer respectivement la propriété exclusive de celles-ci.
La Région devra être informée par Bpifrance de toute initiative médiatique ayant trait à l'objet de la subvention versée. Cette obligation d'information est assurée dans un délai raisonnable à la Présidente du Conseil Régional l'invitant à participer aux opérations médiatiques initiées par le bénéficiaire.
Il s'engage également à faire mention du soutien de la Région dans ses rapports avec les médias.

ARTICLE 15 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les Parties s'engagent à respecter leurs obligations légales concernant la protection des données à caractère personnelle, notamment celles issues des dispositions de la loi du 6 Août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard de données à caractère personnel et modifiant la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés relatives à l'informatique, aux fichiers et libertés, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées, bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition, pour motifs légitimes, aux informations les concernant. Elles peuvent également s'opposer, sans frais, à ce que les données les concernant soient utilisées à des fins de prospection, notamment commerciale.

A ce titre, les Parties s'engagent à définir et mettre en place toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité, l'intégrité et la confidentialité de ses données à caractère personnel et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des tiers non autorisés.

ARTICLE 16 MODIFICATION DE LA CONVENTION

16.1 Toute modification des termes de la présente Convention, y compris de ses annexes, doit faire l'objet d'un avenant écrit entre les Parties, conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente Convention.

16.2 Tout nouvel axe de collaboration ou évolution significative entre Bpifrance et la Région qui se révélerait nécessaire entre les Parties pour la bonne marche du projet sera ajouté par avenant à la présente Convention.

ARTICLE 17 DOMICILIATION ET NOTIFICATIONS

Les Parties élisent domicile aux adresses figurant en tête de la présente Convention.

Toutes les notifications, pour être valides, devront avoir été effectuées à l'adresse de domiciliation

ARTICLE 18 RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la réalisation des engagements définis en 5.2.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Dans la perspective d'une demande de restitution motivée de tout ou partie de la subvention par la Région, Bpifrance est invité par la Région, à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et à présenter ses observations orales dans un délai de quinze jours à la date de réception des observations écrites.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par Bpifrance sont à la charge de ce dernier après la mise en demeure de Bpifrance par lettre recommandé avec accusé de réception, restée infructueuse pendant un délai de 30 jours.

ARTICLE 19 DUREE DE LA CONVENTION

La présente Convention prend effet à compter de sa signature par les Parties et s'achève, au plus tard le 31 décembre 2022.
Les Parties conviendront d'un commun accord de la poursuite de leur partenariat et des modalités de renouvellement de la présente Convention par voie d'avenant au plus tard le 30 mars 2021.
Il est convenu que la fin de la présente Convention ne donnera lieu à aucune indemnité, à quelque titre que ce soit, au bénéfice de l'une des Parties.

ARTICLE 20 RESILIATION

En cas de manquement par l'une des Parties aux obligations décrites à la présente Convention, non réparé dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la lettre recommandée avec accusé de réception notifiant le manquement, la Partie créancière de l'obligation pourra faire valoir, de plein droit, la résiliation de la

Convention, sans préjudice de tous dommages et intérêts auxquels elle pourrait prétendre en réparation du préjudice subi.

Par ailleurs, chacune des Parties pourra résilier à tout moment et pour tout motif, la présente Convention sous réserve de respecter un délai de préavis de 6 mois notifié à l'autre partie.
La résiliation prend effet à l'issue du délai de huit (8) jours à compter de la réception de la lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse.

ARTICLE 21 REGLEMENT DES LITIGES

22.1 La présente Convention est régie par le droit français. En cas de litige concernant son interprétation ou son exécution, les Parties sont tenues de mettre tous leurs efforts afin de résoudre leur différend amiable et de bonne foi, avant de soumettre le litige aux tribunaux compétents.

22.2 En cas de désaccord persistant, le litige sera porté à l'appréciation du Tribunal Administratif compétent.

ARTICLE 22 PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces régissant la Convention sont :
- la présente Convention
- annexe 1 : présentation du programme Accélérateur PME Industrielles Ile-de-France
- annexe 2 : annexe financière
- annexe 3 : modèle d'état récapitulatif de dépenses
- annexe 4 : calendrier du programme

Fait à XXXX, le XXXX 2017 en quatre exemplaires.

Pour la Région Ile-de-France

Valérie PECRESSE

Présidente du
Conseil régional
d'Ile-de-France

Pour l'EPIC Bpifrance

Pierre LEPETIT

Président Directeur général de
L'EPIC Bpifrance

Pour Bpifrance SA

Nicolas DUFOURCQ

Directeur Général de
Bpifrance SA

Annexe 1 : Présentation du programme Accélérateur PME Industrielles Ile-de-France

Objectif :

Le programme Accélérateur PME a fait l'objet d'une 1ère expérimentation au plan national dans le cadre d'un programme confié à Bpifrance par l'Etat afin d'aider les entreprises les plus dynamiques à se développer.
Il s'agit de fournir aux entreprises à fort potentiel l'appui nécessaire pour identifier les leviers de croissance les plus porteurs et les réaliser dans les meilleures conditions. Des entreprises de croissance sont sélectionnées chaque année en France pour un programme d'accompagnement individuel et collectif, des diagnostics, des séminaires de formation, un apport d'expertise et du mentorat.
L'enjeu, pour la Région Ile-de-France est de décliner le programme au plan régional, en le ciblant sur des entreprises industrielles s'inscrivant dans les filières d'excellence régionales (aéronautique/spatial/défense, automobile, industrie agroalimentaire, énergie) et des techno-clés sur lesquelles la Région veut consolider un leadership international (IA, robotique, fabrication additive), en s'appuyant sur la méthodologie et les acquis de l'expérimentation nationale.
Animés par une ambition commune, la Région Ile-de-France et Bpifrance souhaitent que l'Accélérateur PME Industrielles Ile-de-France favorise :
- la structuration du tissu industriel francilien : passage au statut ETI de 20 entreprises a minima sur les 90, les autres tendant vers l'objectif de devenir potentiellement des ETI,
- l'augmentation significative du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises accompagnées : a minima + 20 %,
- l'augmentation des effectifs de l'ensemble des entreprises accompagnées : a minima +20 %,

Contenu :

Le programme se déroule sur une période de 24 mois et est organisé autour de 4 volets :

Volet diagnostic / conseil

- Une offre de **diagnostic panoramique 360°** sur les axes stratégiques et opérationnels d'entreprises à potentiel couvrant plusieurs thèmes: marché, stratégie, organisation/gouvernance, finance/juridique, RH, système d'information, opérations, marketing/business développement, digital, ESG.

  Un diagnostic se déroulant en 3 phases sur 6 à 8 semaines :
  - cadrage en présence de l'équipe dirigeante (1 jour)
  - approfondissement des thématiques (12 entretiens minimum)
  - séminaire de restitution avec l'équipe dirigeante (1 jour)

  Chaque diagnostic mobilise un/des consultants externes habilités par Bpifrance.et un expert de Bpifrance pour le cadrage et le séminaire de restitution avec l'équipe dirigeante.

  Bpifrance assure le suivi et l'animation du réseau de consultants avec des modèles de notes de cadrage et de restitution fournis par Bpifrance, une formation aux outils de diagnostic et aux modalités de fonctionnement, des réunions trimestrielles de capitalisation d'expérience, des interventions externes sur des sujets ciblés.

- **Des modules d'accompagnement complémentaires en libre choix** à adapter aux besoins des entreprises : stratégie, organisation-RH-management, développement export et implantation internationale, accès aux programmes européens, stratégie internationale, transformation digitale, Big data, design, performance commerciale, performance opérationnelle (industriel/lean), parrainage grands comptes, industrie 4.0, RSE, gouvernance familiale, stratégie d'innovation.

Volet séminaires de formation / ateliers d'échanges de pratiques

- Une offre de formation pour les PME organisée autour de 16 journées de séminaires ouverts aux chefs d'entreprises et à leurs comités de direction (8 journées la 1ère année et 8 journées la 2e année), sur des thèmes stratégiques le matin, couplés avec des ateliers de partage d'expériences et d'échange de bonnes pratiques l'après-midi.

- Nombre limité à 30 participants par session de formation.

Volet animation de la communauté et mise en réseau des entreprises :

- Les entreprises sélectionnées intègrent la communauté Accélérateur PME Industrielles Ile-de France, constituée d'entrepreneurs de secteurs différents connaissant des problématiques analogues. Ce réseau est animé localement dans un esprit de promotion fédérateur afin d'alimenter la prise de recul stratégique par le partage des expériences de chacun et de parer à la solitude dans laquelle peuvent se retrouver certains dirigeants dans leurs réflexions et prises de décisions pour le développement de leur entreprise.

- Les membres Accélérateur PME Industrielles Ile-de-France intègrent la communauté nationale des Accélérateurs Bpifrance et participent à leurs évènements transverses tout au long du programme où ils peuvent explorer les pistes commerciales et partenariales avec des entreprises de croissance de tout le territoire.

- L'ensemble des entreprises sélectionnées bénéficient des services proposés par Bpifrance Excellence, Bpifrance Le Hub pour la mise en relation avec des start-ups innovantes

Volet mentorat :

- Les entreprises sélectionnées pourront demander à bénéficier d'un mentorat de la part d'un dirigeant d'une grande entreprise ou ETI industrielle. Il s'agit de favoriser le partage d'expériences de pair à pair, qui sera complémentaire à l'apport d'expertise externe apportée par les consultants du programme.

Annexe 2 : Maquette financière prévisionnelle

30 PME par promotion de 2 ans 3 Promotions	Unité (par X)	Qté	Coût unitaire	Total k€ TTC	Prise en charge PME	 BPI.	 REG.	Répartition PME	 BPI.	 REG.
Nature de la prestation										
1 Structuration du programme	Prog	1	80	80	-	-	100%	-	-	80
2 Pilot./Animat° Promo & Région	PME	90	6	540	-	-	100%	-	-	540
3 Pilotage-encadrement conseil	M°IC	270	4,5	1 215	-	-	100%	-	-	1 215
4 Réal° Diagnostics 360°	M°IC	90	12	1 080	50%	25%	25%	540	270	270
5 Réal° Modules complémentaires	M°IC	180	14	2 520	50%	25%	25%	1 260	630	630
6 Formation d'une promo (PME)	An	6	100	600	50%		50%	300	0	300
// Ticket d'entrée des entreprises	PME	90	12	-1 080	Hors TK entrée			1 080		-1 080
Coût total du programme				6 035				3 180	900	1 955
Coût total moyen par Entreprise				*67*				*35,3*	*10,0*	*21,7*
				100%				53%	15%	32%

Annexe 3 : Modèle d'état récapitulatif de dépenses

Le bénéficiaire peut présenter son propre état sous réserve d'y faire figurer l'ensemble des rubriques suivantes

BENEFICIAIRE : BPIFRANCE		
DELIBERATION : N° CP2017-459 du	**N° DOSSIER IRIS :** 17013886 - 19/10/2017	**ENGAGEMENT COMPTABLE :**

ETAT RECAPITULATIF DETAILLE DES PAIEMENTS EFFECTUES

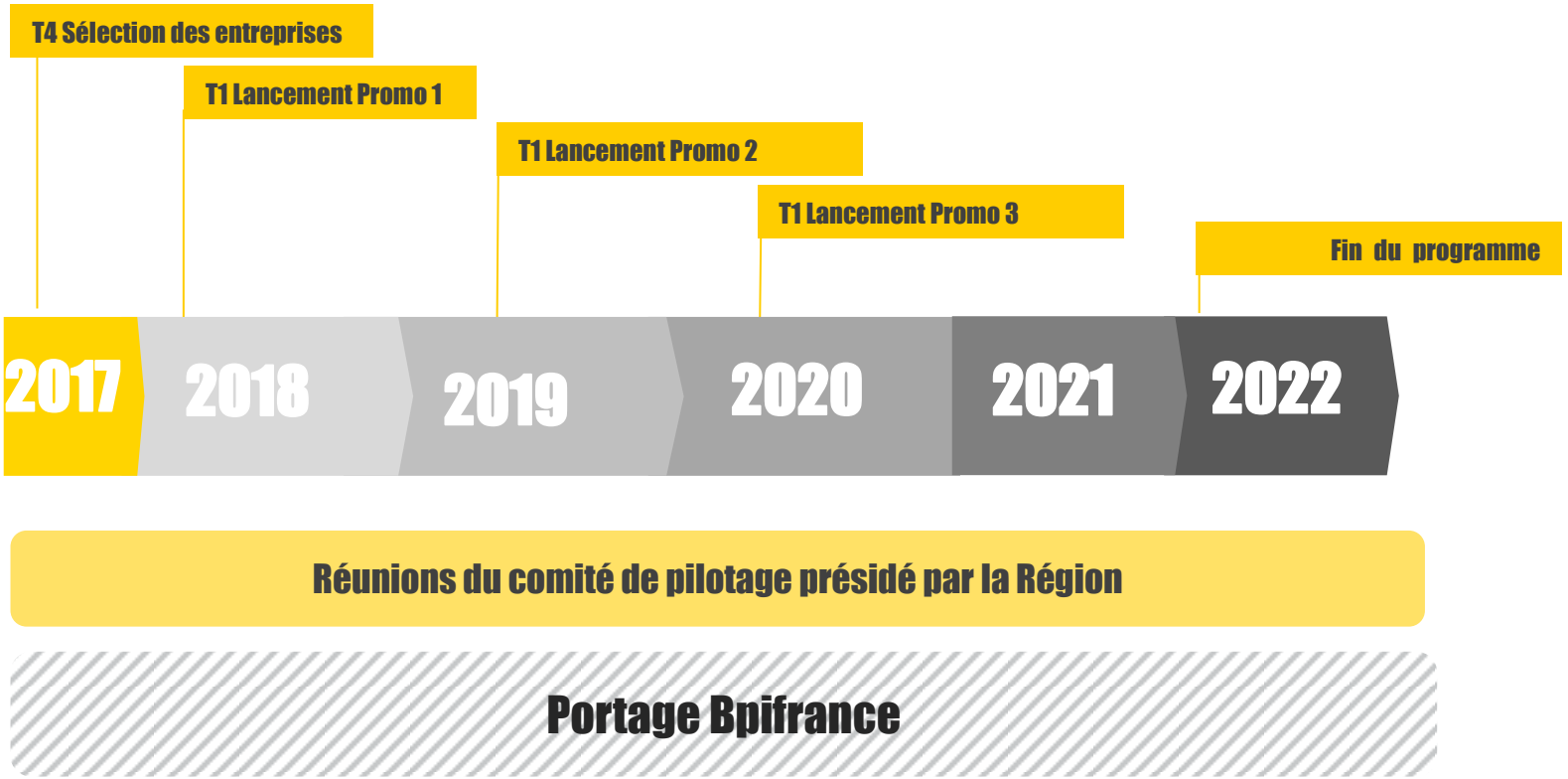
			RAPPEL DU TOTAL APPARAISSANT SUR LA PRECEDENTE DEMANDE DE VERSEMENT (en €)		
NOM DU FOURNISSEUR	**REF. DE PIECE DE DEPENSE**	**DATE DE PIECE DE DEPENSE**	**NATURE PRECISE DE LA DEPENSE**	**MONTANT HT**	**MONTANT TTC**
			TOTAL A REPORTER SUR LA PROCHAINE DEMANDE DE VERSEMENT OU TOTAL DEFINITIF		

A compléter uniquement pour la demande de solde et s'il s'agit d'un organisme doté d'un comptable public

CERTIFIE SINCERE ET VERITABLE **Le bénéficiaire certifie que l'ensemble des dépenses ci-dessus listées sont réputées acquittées à la date du[2] ……..** A : Le : **Le représentant légal de l'organisme bénéficiaire** **(Nom, qualité, signature et le cas échéant cachet)**	**CERTIFIE LA PRISE EN CHARGE DANS SA COMPTABILITE DES DEPENSES AINSI QUE LEUR REGLEMENT** A : Le : **Le comptable public de l'organisme bénéficiaire** **(Nom, qualité, signature et le cas échéant cachet)**

[2] Toute fausse déclaration est passible des peines d'emprisonnement et d'amendes prévues par les articles 441-6 et 441-7 du code pénal.

Annexe 4 : Calendrier prévisionnel du programme



DÉLIBÉRATION N° CP 2017-496

DU 18 OCTOBRE 2017

PARIS RÉGION UP
ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DES DISPOSITIFS PM'UP, TP'UP ET BACK'UP, INNOV'UP PROTO
AUGMENTATION DU CAPITAL DU FONDS RÉGIONAL DE CO-INVESTISSEMENT D'ILE-DE-FRANCE
DOTATION AU DISPOSITIF DE PRÊTS D'AMORÇAGE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et publié au JOUE L 114 du 26 avril 2012 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 ;

VU le règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission européenne du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

VU le régime cadre exempté de notification N°SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

VU le régime cadre exempté de notification N°SA.40391 relatif aux aides à la recherches, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 , pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

VU le régime d'aide notifié à la Commission européenne relatif aux aides au sauvetage et à la restructuration pour les PME en difficulté - Aide d'État SA. 41259 (2015/N) ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'ordonnance n°2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives ;

VU le code des marchés publics ;

VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du

Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 portant désignation des représentants du conseil régional dans divers organismes ;

VU la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU la délibération n° CR 40-10 du 30 septembre 2010 qui a créé le fonds régional de co-investissement ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU la délibération n° CR 105-16 du 17 juin 2016 relative aux aides régionales aux entreprises PM'up - Innov'up – TP'up – Back'up ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 ayant adopté la Stratégie Régionale #leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU la délibération n° CR 2017-101 du 18 mai 2017 relative à l'adoption du nouveau réglement d'intervention Tp'up;

VU la délibération n° CP 09-563 du 9 juillet 2009 décidant le financement du soutien aux projets coopératifs 2009 du pôle Systématic Paris-Région (7e appel à projet) – projets VERDE et SIRSEC ;

VU la délibération n° CP 11-185 du 10 mars 2011 portant sur la création du Fonds Régional de Co-Investissement ;

VU la délibération n° CP 15-681 du 8 octobre 2015 désignant la société WIN MS lauréate PM'up ;

VU la délibération n° CP 16-596 du 16 novembre 2016 relative à l'adoption du règlement d'intervention d'INNOV'up ;

VU la délibération n° CP 16-635 du 16 novembre 2016 relative à la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois-tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement de la prime régionale aux employeurs d'apprentis, le fonds de transition ESS, le règlement des subventions PM'up, TP'up et l'aide aux commerces de proximité en milieu rural ;

VU la délibération n° CP 2017-212 du 17 mai 2017 relative à la modification des conventions types de PM'up et Back'up ;

VU La délibération n° CP 2017-220 du 17 mai 2017 relative à l'augmentation des capacités d'intervention du Fonds Régional de Co-Investissement Ile-de-France sur la période 2017 -2020 ;

VU la délibération n° CP 2017-306 du 5 juillet 2017 relative au soutien à divers organismes contribuant au déploiement de la stratégie #leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation ;

VU la délibération n° CP 2017-429 du 20 septembre 2017 relative à la mofication de la convention type TP'up ;

VU les conventions n° I-09-2017/R et I-09-2033/R signées respectivement le 9 septembre 2009 et le 22 septembre 2009 entre la Région et l'entreprise GEENSYS, devenue SEE4SYS le 1er septembre 2010 ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission du développement économique de l'emploi et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-496 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Désignation de 19 nouveaux bénéficiaires PM'up

Décide de participer au titre du dispositif PM'up, au financement des projets détaillés en annexe 2.1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 3 125 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération n° CP 2017-212 du 17 mai 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 3 125 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », sous fonction 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400101 « PM'up » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.1.

Article 2 : Adoption d'un avenant spécifique PM'up

Approuve l'avenant à la convention n° 2014-1-TM-589829-A, approuvée par délibération n° CP 15-681 du 8 octobre 2015, tel qu'il figure en annexe 2.2 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 3 : Désignation de 11 nouveaux bénéficiaires TP'up

Décide de participer au titre du dispositif TP'up, au financement des projets détaillés en annexe 2.3 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 437 849 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération n° CP 2017- 429 du 20 septembre 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 352 149 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », sous fonction 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme 194002 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 19400201 « TP'up et métiers d'art » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.1

Affecte une autorisation d'engagement de 85 700 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique », sous fonction 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme 194002 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 19400202 « TP'up et métiers d'art » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.1

Article 4 : Adoption de la convention Innov'up Proto

Approuve la convention type Innov'up Proto jointe en annexe 2.4

Article 5 : Désignation des 16 lauréats de l'appel à projets Innov'up Proto 2017

Décide de participer au titre du dispositif Innov'up Proto, au financement des projets détaillés en annexe 2.5 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 1 460 419 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée à l'article précédent et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 1 460 419 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », HP 92-002 (192002) « Soutien à l'innovation », Action (19200201) « INNOV'up » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.1.

Article 6 : Adaptation du règlement d'intervention PM'up

Approuve les adaptations du règlement d'intervention PM'up jointes en annexe 2.6.

Article 7 : Capital investissement : recours à expertise juridique et financière

Affecte une autorisation d'engagement de 30 000 € disponible sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales » Programme HP 91-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100102 « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2017 pour mobiliser une expertise juridique et financière dans le cadre de la politique de capital investissement.

Autorise la Présidente du Conseil Régional à signer tout document et à réaliser tous les actes nécessaires à l'apport de ces fonds.

Article 8 : Augmentation de capital du Fonds Régional de Co-Investissement Ile-de-France

Adopte les statuts modifiés de la SAS Fonds Régional de Co-Investissement Ile-de-France figurant en annexe n°2.7 à la présente délibération.

Autorise la Présidente du Conseil régional à signer les statuts ainsi modifiés de la SAS Fonds Régional de Co-Investissement Ile-de-France.

Décide de faire un apport d'une somme de 12 300 000 € en numéraire, pour la souscription de 12 300 000 actions d'une valeurs nominale de un euro chacune.

Article 9 : Renforcer le dispositif francilien de prêts d'amorçage

Adopte l'anenant n°3 à la convention pluriannuelle relative au Fonds Régional de Garantie Ile-de-France 2016-2018 figurant en annexe n°2.8 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation de programme de 5 000 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », Code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales »,

Programme 91001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », Action 19100101 « Sensibilisation à l'entreprenariat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2017 afin de renforcer le dispositif francilien de prêts d'amorçage.

Article 10 : Admissions en non valeur

Approuve les admissions en non-valeur proposées par le comptable de la Région (la Direction régionale des finances publiques d'Ile-de-France) pour un montant de 71 235,32 €, suite à son insuccès de récupérer cette somme auprès de la société SEE4SYS (ex-GEENSYS). Le détail de ces admissions en non-valeur figure en annexe 2.9 à la présente délibération.

Article 11 : Suivi et pilotage de l'action économique

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant prévisionnel de 30 000 € au titre d'un marché public d'outil de pilotage de l'action économique régionale. Cette autorisation d'engagement sera prélevée sur le chapitre 939 « Action économique », Code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », Programme 91001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », Action 19100102 « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2017.

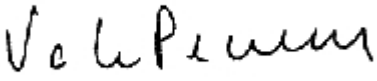
Article 12 : Evaluation en continu des aides économiques régionales

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant prévisionnel de 150 000 € au titre d'un marché public d'évaluation en continu des aides régionales. Cette autorisation d'engagement sera prélevée sur le chapitre 939 « Action économique », Code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », Programme 91001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », Action 19100102 « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2017.

Article 13 : Appui au lancement du projet Guichets actifs

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant prévisionnel de 30 000 € au titre d'un marché public de définition de l'offre de service guichets actifs grâce au design thinking. Cette autorisation d'engagement sera prélevée sur le chapitre 939 « Action économique », Code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », Programme 91001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », Action 19100102 « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 à la délibération - Etat récapitulatif.pdf

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-496	Budget	2017

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191001 - Soutien à la création et au développement des entreprises**
Action	**19100101 - Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises**

Dispositif : N° 00000433 - Fonds de garantie

Dossier	17014865 - BPI FRG Volet Amorçage 2017			
Bénéficiaire	R23349 - BPIFRANCE REGIONS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	TTC	%	5 000 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000433 - Fonds de garantie	5 000 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 91 - 191001 - 19100101	5 000 000,00 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192002 - Soutien à l'innovation**
Action	**19200201 - INNOV'up**

Dispositif : N° 00000507 - INNOV'up Proto

Dossier	EX025540 - LIFE PLUS - INNOPROTO 12/07/2017 Développement d'une solution de prévention de la fragilisation pour les seniors de plus de 75 ans basé sur des algorithmes utilisant les technologies d'intelligence ar			
Bénéficiaire	EXM01976 - LIFE PLUS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
225 000,00 €	HT	45 %	100 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-496	Budget	2017

Dossier	EX025563 - BASECAMP VASCULAR 12/07/2017 CurveControl - Prototype complet du dispositif médical MULTICURVE – amélioration de la navigation endovasculaire – et bancs de tests in vitro pour démonstration du prototy			
Bénéficiaire	EXM01981 - BASECAMP VASCULAR			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
224 000,00 €	HT	45 %	100 000,00 €	

Dossier	EX025570 - LGM 12/07/2017 OCELOT est une architecture « HUMS » pour instrumenter tout système industriel ou équipement. Le projet OCELOT-NN proposé consiste à utiliser l'IA pour l'exploitation des données opérat			
Bénéficiaire	EXM01984 - LGM VELIZY ESPACE			
Localisation	VELIZY-VILLACOUBLAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	90 400,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
361 600,00 €	HT	25 %	90 400,00 €	

Dossier	EX025584 - IKTOS 13/07/2017 Le projet a pour objectif la création d'une plateforme SaaS mettant à disposition la technologie Iktos : l'intelligence artificielle au service de la conception de nouveaux médicament			
Bénéficiaire	EXM01994 - IKTOS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
226 465,00 €	HT	45 %	100 000,00 €	

Dossier	EX025587 - PROXEM 13/07/2017 Demande de subvention dans le cadre de l'appel à projet "Innov'Up Proto" - réalisation : studio de réalisation d'un chatbot gérant toute la partie compréhension du langage d'un robot			
Bénéficiaire	EXM01090 - PROXEM			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	99 940,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
222 090,00 €	HT	45 %	99 940,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-496	Budget	2017

Dossier	EX025596 - STANLEY ROBOTICS 13/07/2017 Financer le développement et la réalisation d'un prototype de robot voiturier autonome dont la concrétisation débloquera plusieurs commandes déjà enregistrées.			
Bénéficiaire	EXM01999 - STANLEY ROBOTICS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
246 580,00 €	HT	45 %	100 000,00 €	

Dossier	EX025599 - AERIAL COBOTICUS 13/07/2017 Fabrication d'un prototype d'un drone filaire d'autonomie illimitée, industriel, pouvant porter des charges lourdes telles qu'un bras robotisé pour différents types d'usage			
Bénéficiaire	EXM02000 - ASMA & CLEMENT AERIAL ADVANCED TECHNOLOGIES			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
259 535,00 €	HT	45 %	100 000,00 €	

Dossier	EX025600 - VITADX INTERNATIONAL 13/07/2017 VitaDX a travers ce projet, souhaite réaliser un prototype qui sera un intermédiaire entre le dispositif VisioCyt offline actuellement en cours de développement et une			
Bénéficiaire	EXM02001 - VITADX INTERNATIONAL			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	53 306,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
118 457,00 €	HT	45 %	53 306,00 €	

Dossier	EX025609 - HEAR KNOW 13/07/2017 Candidature Innov'up			
Bénéficiaire	EX006559 - HEAR AND KNOW			
Localisation	MONTMORENCY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	38 991,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
86 648,00 €	HT	45 %	38 991,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-496	Budget	2017

Dossier	EX025610 - DAVI 13/07/2017 Nous proposons un concept de salle de recrutement "Recruit Room" immersive piloté par un recruteur holographique pour mettre en relation les bons profils de candidats avec les offres d			
Bénéficiaire	P0018003 - DAVI			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
242 300,00 €	HT	45 %	100 000,00 €	

Dossier	EX025612 - LIGHTON SAS 13/07/2017 Prototype de calculateur optique bio-inspiré			
Bénéficiaire	EXM02005 - LIGHTON			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	78 773,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
175 050,00 €	HT	45 %	78 773,00 €	

Dossier	EX025626 - ATELIERS LAUMONIER 13/07/2017 MACIR, machine automatique d'entretien des souliers en cuir par cirage selon les règles de l'art.			
Bénéficiaire	P0036066 - ATELIERS LAUMONIER			
Localisation	NESLES-LA-VALLEE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	99 559,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
284 455,00 €	HT	35 %	99 559,00 €	

Dossier	EX025627 - XYT 13/07/2017 Développer le premier prototype de véhicule modulaire électrique autonome PIXEL Y ouvert au développement d'applications partenaires (Ex : Projet NAAVEX labellisé par CAP DIGITAL).			
Bénéficiaire	P0037514 - XYT			
Localisation	CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
338 300,00 €	HT	45 %	100 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-496	Budget	2017

Dossier	EX025631 - SMARTWARE 13/07/2017 Robot de test et personnalisation de composants électroniques de sécurité (Secure Element) qui sont notamment amenés à terme à remplacer les cartes SIM des mobiles GSM/Tablettes/			
Bénéficiaire	EXM02017 - SMARTWARE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
231 833,00 €	HT	45 %	100 000,00 €	

Dossier	EX025635 - SPOON SAS 13/07/2017 Spoon conçoit des créatures artificielles, apprenantes et adaptatives, favorisant la convivialité locale et l'accès aux services numériques en leurs donnant une existence dans les			
Bénéficiaire	EXM02018 - SPOON			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
231 333,00 €	HT	45 %	100 000,00 €	

Dossier	EX025645 - LINKFLUENCE 13/07/2017 NLP&CV for SMI Natural Language Processing et Computer Vision pour la Social Media Intelligence			
Bénéficiaire	P0029115 - LINKFLUENCE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	99 450,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
284 144,00 €	HT	35 %	99 450,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000507 - INNOV'up Proto	1 460 419,00 €

Total sur l'imputation 909 - 92 - 192002 - 19200201	1 460 419,00 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services**
Programme	**194001 - Soutien à l'industrie et aux autres services**
Action	**19400101 - PM'up**

Dispositif : N° 00000396 - PM'up - Investissement

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-496	Budget	2017

Dossier	17014422 - PM'up jury 14 septembre 2017			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 125 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	TTC	00 %	3 125 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000396 - PM'up - Investissement	3 125 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 94 - 194001 - 19400101	3 125 000,00 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services**
Programme	**194002 - Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art**
Action	**19400201 - TP'up et métiers d'art**

Dispositif : N° 00001040 - TP'up (investissement)

Dossier	17014432 - Affectations TP'UP INVESTISSEMENT CP 18 octobre 2017			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	352 149,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	TTC	%	352 149,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001040 - TP'up (investissement)	352 149,00 €

Total sur l'imputation 909 - 94 - 194002 - 19400201	352 149,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services**
Programme	**194002 - Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art**
Action	**19400202 - TP'up et métiers d'art**

Dispositif : N° 00000952 - TP'up - financement individuel à l'international (fonctionnement)

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-496	Budget	2017

Dossier	17014436 - Affectations TP'up FONCTIONNEMENT CP 18 octobre 2017				
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	85 700,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %		85 700,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000952 - TP'up - financement individuel à l'international (fonctionnement)	85 700,00 €

Total sur l'imputation 939 - 94 - 194002 - 19400202	85 700,00 €

ANNEXES 2 A LA DELIBERATION

2.1 Désignation de 19 bénéficiaires PM'up

Des données plus détaillées figurent dans le Tome 2 du rapport non publié, pour préserver le secret industriel et commercial des sociétés.

Jury – 14 septembre 2017

Filière/Domaine d'activité	Raison sociale	Ville	Subvention attribuée	Date de prise en compte des dépenses	Nbre de stagiaires
Numérique	MADMAGZ	Paris	130 000 €	23/06/2017	3
Agriculture, Agro-alimentaire et nutrition, Sylviculture	ETLB	PARIS	150 000 €	22/06/2017	3
Numérique	Waasbros SAS	Paris	180 000 €	16/06/2017	3
Industrie	RPS - REPRO	SAINT GRATIEN	150 000 €	14/06/2017	3
Automobile et mobilités	ecov	Paris	115 000 €	09/06/2017	3
Autre	Qiriness SAS	Puteaux	150 000 €	04/06/2017	3
Santé	THERADIAG	CROISSY BEAUBOURG	250 000 €	03/06/2017	3
Numérique	My EASY MOVIE	Paris	170 000 €	02/06/2017	3
Autre	AFIH	Gennevilliers	250 000 €	02/06/2017	3
Agriculture, Agro-alimentaire et nutrition, Sylviculture	ROTISOL	Chelles	170 000 €	01/06/2017	3
Numérique	LENI	MONTREUIL	180 000 €	22/05/2017	3
Industrie	CADIXPRO	Bussy Saint Georges	150 000 €	19/05/2017	3
Industrie	EURO CLS	COURCOURONNES	120 000 €	08/05/2017	3
Numérique	IZBERG	Paris	170 000 €	02/05/2017	3
Numérique	CLOUD CORPORATION	EGLY	150 000 €	26/04/2017	3
Industrie	UNION THERMIQUE	GOUVERNES	170 000 €	21/04/2017	3
Aéronautique, spatial et défense	Alliantech SAS	GENNEVILLIERS	200 000 €	20/04/2017	3
Autre	Saint honore cleaning	Paris	120 000 €	11/04/2017	3
Santé	SOLSTEO	Paris	150 000 €	31/03/2017	3

2.2 Avenant Pm'up – WIN MS

Avenant n°3 à la convention n° 2014-1-TM-589829-A
attribuant la subvention PM'up à la société WIN MS

Identification des parties

Région Ile de France

35, boulevard des Invalides

75007 PARIS

Dûment représenté par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 17-xxx du 18 octobre 2017.

Titulaire :

Raison sociale : **WIN MS**

Adresse : 503 Rue du Belvédère

91400 Orsay

SIREN : 749 872 818

Représentée par : M. Arnaud PELTIER, Président, dûment habilité

Article 1: Objet

Le présent avenant a pour objet :

- de modifier l'Annexe technique et financière de l'avenant n°1, comme suit la ventilation des aides votées par axe dans la délibération CP 15-681 du 8 octobre 2015 :

axe 1 : 55 572 € au lieu de 40 572 €

axe 2 : 12 100 € au lieu de 27 100 €

Article 2 :

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Signature des parties

A……., le…….

Arnaud PELTIER, Président

A……., le ……..

La Région Île de France

2.3 Désignation de 11 bénéficiaires TP'up

Des données plus détaillées figurent dans le tome 2 du rapport non publié, pour préserver le secret industriel et commercial des sociétés

Filière SRDEII	Raison sociale	Ville	Subvention attribuée en investissement	Taux applicable en investissement	Subvention attribuée en fonctionnement	Taux applicable en fonctionnement	Total subvention attribuée	Date de candidature	Nombre de stagiaires	Nombre de création d'emplois
Agriculture, agro-alimentaire et nutrition, sylviculture	Société Parisienne de Bière	Paris	55 000 €	30%			**55 000 €**	28/06/2017	2	4
Numérique	Agence Marianne	Paris	41 506 €	30%			**41 506 €**	12/05/2017	2	4
Numérique	FH SAS	Le Kremlin-Bicêtre	21 700 €	30% et 50%	5 000 €	50,00%	**26 700 €**	12/06/2017	2	5
Agriculture, agro-alimentaire et nutrition, sylviculture	Cuillère d'argent	Paris	41 400 €	30% et 50%	12 500 €	50,00%	**53 900 €**	08/06/2017	2	2
Numérique	Print&CO2	Mantes la Jolie	31 500 €	30% et 50%	12 000 €	50,00%	**43 500 €**	06/06/2017	2	4
Autre	SARL Julie Sion	Paris	13 900 €	30% et 50%	25 000 €	50,00%	**38 900 €**	07/07/2017	2	2
Region - Ville durable et intelligente	SIMUTECH	Bagneux	20 700 €	30% et 50%			**20 700 €**	03/07/2017	1	4
Autre	DECOSENS	Louveciennes	25 108 €		5 000 €		**30 108 €**	27/07/2017	2	3
Numérique	LF FINANCE	Courbevoie	23 835 €	30% et 50%	24 700 €	50,00%	**48 535 €**	07/09/2017	2	5
Agriculture, agro-alimentaire et nutrition, sylviculture	AUFRADET	Nemours	55 000 €	30%			**55 000 €**	28/07/2017	2	2
Agriculture, agro-alimentaire et nutrition, sylviculture	FRUITS&YOU	Saint Denis	22 500 €	30%	1 500 €	50,00%	**24 000 €**	10/07/2017	2	10

2.4 Convention type INNOV'UP PROTO

Convention n° XXXX

Relative au soutien à la réalisation du prototype « XXXXX » dans le cadre d'INNOV'up Proto

Entre

D'une part

La Région d'Ile-de-France,
Sise au 33, rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse,
Habilitée à signer la convention par délibération N°XXXX du XX/XX/XXXX

Ci-après dénommée la Région,

Et

Le pôle Cap Digital,
N° SIRET :
Statut Juridique :
Sis au
Représenté par son Président, XXXXXXXXXX, dûment habilité.

Ci-après dénommé « le pôle »,

Et

L'entreprise« XXXX »
N° SIRET :
Statut Juridique :
Sise
Représentée par son Président XXXXX dûment habilité.

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »,

APRES AVOIR RAPPELE :

La subvention régionale, objet de la présente convention est attribuée sur le fondement des textes suivants :

- Le Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;
- Le régime cadre exempté n°SA.40391 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014*;*
- La communication de la Commission européenne n°2014/C3282 du 21 mai 2014 relative à l'encadrement des aides d'Etat à la R&D&I.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP XXXX du XXXXX, la Région a décidé de soutenir l'entreprise « XXXXX » pour la réalisation du prototype « XXXXXX » dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention dans les conditions définies au règlement d'intervention d'INNOV'up adopté par la délibération n° CP 16-596 du 16 novembre 2016.

Pour ce faire, elle accorde au bénéficiaire une subvention d'un montant maximum de XXXXX €.

Cette convention définit les droits et obligations de la Région, du pôle et de l'entreprise XXXX concernant le versement et l'utilisation des subventions reçues.

La Région et son partenaire le pôle de compétitivité Cap Digital pourront mobiliser, en complément de cette aide financière, un accompagnement technologique tout au long du projet de prototype.

ARTICLE 2 - LES OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE

1 – Concernant le cadre législatif

L'entreprise s'engage sur l'honneur à respecter le cadre légal et réglementaire.

2 – Concernant le projet

Dans le cadre de son projet de prototype, avec la participation financière accordée par la Région Ile-de-France, l'entreprise s'engage, à :

- réaliser le prototype en région Ile-de-France,
- mettre tout en œuvre pour présenter le prototype lors des évènements de « Paris Région Smart Weeks », en tenant compte notamment des contraintes calendaires et des contraintes d'exposition lors des évènements,

- assurer tout au long des évènements de « Paris Région Smart Weeks » une présence permettant de garantir la mise en œuvre et la maintenance du prototype, ainsi que l'interaction avec les visiteurs lors des évènements
- mobiliser les moyens techniques, humains et financiers nécessaires à la bonne réalisation du projet,
- participer aux comités de suivi mis en place par le pôle de compétitivité Cap Digital et la Région, en vue du suivi de l'avancement du projet,
- participer aux entretiens organisés par la Région et le pôle, ou leurs représentants dûment habilités, tout au long de la durée de la présente convention,
- respecter le règlement d'intervention précité.

3 – Concernant le recrutement de stagiaires ou d'alternants

L'entreprise s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois dans le cadre du programme « 100 000 stages pour les jeunes franciliens ». Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région,

4 – Concernant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

L'entreprise s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

5 - Concernant le contrôle de son exécution

L'entreprise s'engage à :
- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au Plan comptable général en vigueur,
- produire pendant toute la durée de la convention pour chaque exercice, les pièces justificatives suivantes :
  -les comptes de gestion du dernier exercice, certifiés conformes par l'expert-comptable ou par un commissaire aux comptes,
  - l'état des aides publiques reçues au cours des trois dernières années,
- tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné,
- informer la Région et le pôle par écrit et documents à l'appui, dans les deux mois de la survenance de l'évènement, de toute modification susceptible d'impacter la réalisation du projet, notamment : changement de représentants légaux, changement d'interlocuteur(s) pour suivi du projet, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social ou de l'établissement secondaire, toute opération en capital affectant le contrôle de l'entreprise, procédure collective, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire, etc.,
- informer la Région et le pôle de toute modification du projet : des dépenses, de durée, de caractéristique du prototype, etc.,
- informer la Région et le pôle des opérations suivantes engagées dans le cadre du projet de prototype dans le délai de la convention : dépôt de brevets, dépôt de certificat d'utilité, dépôt de certificat d'addition, cession de brevet, licences octroyées à titre onéreux ou gratuit sur les brevets déposés,
- communiquer sur simple demande de la Région et du pôle tout document afférent au programme mis en œuvre au titre de la présente convention,

- informer la Région et le pôle de toute autre aide publique perçue au titre du présent projet,
- conserver les pièces justificatives pendant 10 ans à compter de la date d'expiration de la présente convention,
- informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'elle pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE EN MATIERE DE COMMUNICATION

L'entreprise s'engage à faire apparaître clairement la contribution régionale dans toutes les actions de communication et publications liées au projet de prototype, objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « ce projet bénéficie du soutien financier de la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale sur toutes les communications relatives au projet.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région et le pôle à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La mention et le logotype de la Région Ile-de-France sont positionnés sur le site web de l'entreprise et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller l'entreprise dans sa démarche.

ARTICLE 4 – MONTANT DES PARTICIPATIONS PUBLIQUES

Seules les dépenses engagées à compter du XX/XX/XXXX, et jusqu'à la date de fin des « Paris Region Smart Weeks » 20XX sont éligibles à l'aide régionale.

Montant total du projet : «Montant_total_du_projet» €

Montant de l'assiette retenue : «Montant_de_lassiette_retenue» €

Montant maximum des aides de la Région Ile-de-France pour l'ensemble du projet : «Totale_Attribution» €, soit «M__de_lassiette_subventionnable» % de l'assiette subventionnable

Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses H.T. pour les structures assujetties à la TVA et des dépenses T.T.C. pour les structures non assujetties à la TVA.

Le montant de la subvention défini ci-dessus constitue un plafond. Si les dépenses justifiées par le bénéficiaire sont inférieures au montant prévisionnel, l'aide régionale est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté par application des taux et plafonds prévus par le règlement d'intervention. La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

ARTICLE 5 – MODALITES DE VERSEMENT

Avance :
L'organisme peut bénéficier d'une avance à valoir sur les paiements à effectuer dans les 3 mois, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 30 % du montant de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie, sur la base des documents suivants :
- la demande de versement de subvention
- un plan de trésorerie sur une période annuelle qui court à compter de la demande d'avance
- un état des paiements à effectuer dans les trois mois

Acompte :
Les versements d'acomptes, à valoir sur les paiements déjà effectués par le bénéficiaire, calculés en fonction du taux d'intervention régional, interviennent sur appels de fonds et au vu des documents suivants :
- la demande de versement de subvention,
- un **état récapitulatif des dépenses effectuées** précisant les références, dates, montants HT et TTC des factures, marchés ou actes payés au titre du projet, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état doit être signé par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie que l'ensemble des dépenses listées sont réputées acquittées à la date de la demande et sont affectées à l'opération subventionnée.

Le total des avances et acomptes ne pourra pas dépasser la limite de 80% de la subvention prévue.

Solde :
Le versement du solde de l'aide est subordonné à la présentation des documents suivants :
- la demande de versement de subvention
- un compte-rendu financier du projet signé par le représentant de l'entreprise et l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes si elle en est dotée.
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).
- un compte-rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- Un état récapitulatif des dépenses réalisées précisant les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de ces dépenses, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état est signé par le représentant légal

du bénéficiaire qui certifie que l'ensemble des dépenses listées sont réputées acquittées à la date de la demande et sont affectées à l'opération subventionnée.

Caducité :
Le bénéficiaire dispose d'un **délai maximum de 3 ans, à compter de la date d'attribution de la subvention par la commission permanente,** pour présenter un premier appel de fonds.
Passé ce délai, la subvention est caduque et le bénéfice de la subvention est perdu en application du règlement budgétaire et financier de la Région.
Ce délai peut être prorogé d'un an maximum si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai précité, que les retards ne lui sont pas imputables.

La demande de versement du solde doit être présentée **dans un délai maximum de 4 ans, à compter de la date de première demande de versement.**
A défaut, la subvention devient caduque et le bénéfice du solde est perdu en application du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France.

Comptable assignataire de la dépense :

Le Comptable assignataire de paiement est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur Général de la Région d'Ile-de-France, 94 rue Réaumur, 75014 Paris cedex 02.

ARTICLE 6 – EVALUATION

L'entreprise communique à la Région toute information susceptible de lui permettre de mesurer l'impact des aides versées sur sa situation, y compris postérieurement à l'accomplissement du projet soutenu. Cette communication est limitée à 2 années après l'accomplissement du projet.

ARTICLE 7 – REVERSEMENT DES AIDES - CONTROLE

La Région exerce sur pièce et sur place tout contrôle de l'utilisation des fonds qu'elle juge utile.
La Région et Cap Digital pourront ne pas présenter le prototype lors des évènements de « Paris Région Smart Weeks » si celui-ci ne répond pas à la description initiale ou présente des dysfonctionnements.
La Région se réserve le droit d'exiger le reversement total ou partiel de la subvention :
- si l'entreprise ne respecte pas les obligations mentionnées dans la présente convention et le règlement d'intervention (annexe n°1),
- si l'entreprise ne mobilise pas tous les moyens nécessaires au maintien de ses effectifs salariés en Ile-de-France pendant une période de 2 années à compter de l'accomplissement du projet,
- en cas de cession de la propriété intellectuelle portant préjudice à la bonne réalisation du projet de prototype,
- en cas d'absence de production par l'entreprise bénéficiaire d'un compte-rendu financier du projet de développement,
- en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.
- en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

ARTICLE 8 – DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date d'attribution de la subvention en commission permanente.
Elle expire deux ans après le versement du solde de l'aide ou caducité de l'aide.

ARTICLE 9 – MODIFICATION DU PROJET

L'entreprise doit notifier à la Région, par écrit de toute nature, les modifications n'altérant pas l'objet, les délais et la correcte exécution de la présente convention. Toute dépense contribuant à la réalisation du projet de prototype et conforme au calendrier de réalisation, tels que décrits en annexe à la convention, est réputée éligible dès lors qu'elle répond aux règles d'éligibilité définies par le règlement d'intervention.

Au-delà des ajustements susmentionnés, toute modification de la présente convention doit faire l'objet d'un avenant préalablement adopté par la Commission permanente du Conseil Régional.

ARTICLE 10 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier postal envoyé par la Région en recommandé avec demande d'avis de réception.
La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation.
Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

ARTICLE 11 – PIECES CONTRACTUELLES

- la convention proprement dite,
- le règlement d'intervention.

Fait à Paris, en quatre exemplaires originaux, le

Le représentant légal de la structure

XXXXXX

La Présidente du Conseil régional d'Ile de France

Valérie PECRESSE

Le Président de Cap Digital

XXXXXXXX

2.5 Désignation de 16 lauréats INNOV'UP PROTO

Raison sociale	Thématique	Ville	Prototype	Subvention attribuée	Nbre de stagiaires
BASECAMP VASCULAR	Robotique	PARIS 75	BASECAMP VASCULAR	100 000	2
HEAR & KNOW	IA	MONTMORENCY 95	HEAR & KNOW	38 991	2
LINKFLUENCE	IA	COMPIEGNE 62	LINKFLUENCE	99 450	2
STANLEY ROBOTICS	Robotique et IA	VERSAILLES 78	Stan, robot voiturier	100 000	2
ATELIERS LAUMONIER	Robotique et IA	NESLES-LA-VALLEE 95	ATELIERS LAUMONIER	99 559	2
LIGHTON SAS	IA	PARIS 75	LightOnBrain	78 773	2
PROXEM	IA	PARIS 75	ChatBot NLP Studio	99 940	2
VITADX INTERNATIONAL	IA	PARIS 75	VisioCyt Web	53 306	2
SMARTWARE	Robotique	EVRY 91	Robot PerSE	100 000	2
AERIAL COBOTICUS	Robotique	SAINT-MAUR-DES-FOSSES 94	AERIAL COBOTICUS	100 000	2
LGM	IA	VELIZY-VILLACOUBLAY 78	OCELOT-NN	90 400	2
DAVI	IA	PUTEAUX 92	DAVI	100 000	2
XYT	Robotique et IA	GRIGNY 91	XYT (Y^2)	100 000	2
IKTOS	IA	PARIS 75	IKTOS	100 000	2
SPOON	Robotique et IA	PARIS 75	Spoon	100 000	2
LIFE PLUS	IA	VERSAILLES 78	Prévention de la fragilisation	100 000	2

2.6 Adaptation du règlement d'intervention PM'up

Il est ajouté à l'article 5) Dépenses éligibles a) investissements matériels et immatériels, l'alinéa suivant :

« Pour les structures d'insertion par l'activité économique conventionnées relevant de la catégorie des moyennes entreprises, le taux maximum de prise en charge des investissements est de 20%. »

L'article 5) Dépenses éligibles e) Recrutement de cadres est remplacé comme suit :

« e) Recrutements structurants

Les dépenses de recrutement éligibles sont les coûts salariaux sur un an à compter de l'embauche en contrat à durée indéterminée d'un salarié sur une fonction nouvelle permettant d'améliorer la structure d'encadrement de l'entreprise. Le recrutement par promotion interne est admis sous réserve que la personne promue soit remplacée. L'aide ne peut porter sur plus de 3 recrutements.

Les recrutements bénéficient d'un taux de subvention maximum de 50 %. L'aide est plafonnée à 25 000 € par recrutement, soit 75 000 € maximum par projet. »

2.7 Statuts du fonds Régional de co-Investissement Ile-de-France

« Fonds Régional de Co-Investissement Ile-de-France »

Société par Actions Simplifiée
au capital de 33 400 000 d'euros
Siège social : 35, boulevard des Invalides, 75007 PARIS
533 567 566 RCS Paris

STATUTS

La soussignée :

LA REGION ILE-DE-FRANCE:

Ayant son siège social à PARIS 7ème (75), 33 rue Barbet de Jouy

Représentée par sa Présidente Madame Valérie PECRESSE

Habilitée à cet effet par les délibérations du Conseil régional Ile-de-France CR 40-10 du 30 septembre 2010 et de la Commission Permanente CP 11-185 du 10 mars 2011.

A établi les statuts constitutifs de la Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle qu'elle a décidé de constituer.

TITRE I.

FORME - DÉNOMINATION - OBJET - DURÉE - SIÈGE

FORME

Il est formé par l'Associé Unique, soussigné, propriétaire des actions ci-après créées une Société par Actions Simplifiée régie par les présents statuts par les dispositions légales et réglementaires applicables, notamment le Code civil et le Code de commerce.

La Société est susceptible d'opter pour le régime fiscal des Sociétés de Capital Risque, instauré par la loi du 11 juillet 1985.

La Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

DÉNOMINATION

La dénomination sociale de la Société est : « Fonds Régional de Co-Investissement Ile-de-France ».

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par Actions Simplifiées » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du capital social.

OBJET

La Société entend se conformer à la directive 2011/61/UE sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (directive dite « AIFM »), ainsi que ses textes d'application (notamment le règlement délégué (UE) n° 231/2013 de la Commission du 19 décembre 2012), tels que ceux-ci ont été transposés en droit français et pourront être révisés, complétés, ou faire l'objet d'une substitution ultérieurement (ci-après la « **Règlementation AIFM** »).

La Société a pour objet la levée de capitaux auprès d'un ou plusieurs investisseurs privés ou publics en vue de les investir dans des jeunes entreprises innovantes franciliennes et de leur apporter son concours aux premiers financements, conformément à une politique d'investissement définie par la Société et, ou sa Société de Gestion (telle que définie ci-après), dans l'intérêt de ses investisseurs en vue de générer un rendement.
Plus particulièrement, la Société a pour objet :

- le renforcement, par l'intermédiaire de prises de participations, des fonds propres et quasi fonds propres des Petites et Moyennes Entreprises au sens de la réglementation de l'Union Européenne (Annexe I du Règlement d'exemption n° 800/2008 du 6 août 2008 – Règlement Général d'Exemption par Catégorie ou toute autre réglementation communautaire qui viendrait s'y substituer), ayant leur siège social ou un établissement en Région Ile-de-France ; et notamment les TPE/PME/PMI présentant un caractère innovant ;
- la gestion et l'administration desdites participations ;
- le placement des fonds disponibles ;
- la participation, par tous les moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat d'actions ou droits sociaux, de fusion d'avances en compte courant ou autrement.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, qui s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

DURÉE

La durée de la Société est fixée à seize (16) années, à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, prorogeable deux (2) fois chaque fois pour une durée d'un (1) an, sur décision de l'Associé Unique ou de la collectivité des associés, sauf dissolution anticipée.

SIÈGE SOCIAL

Le siège social de la Société est fixé au 35, boulevard des Invalides, 75007 PARIS.

Il pourra être transféré à tout autre endroit de la Région Ile-de-France par décision du Président, sous réserve de ratification de cette décision par la plus prochaine décision de l'Associé Unique ou de la collectivité des associés.

En cas de transfert, le Président est habilité à modifier le présent article 5 des statuts.

TITRE II.

APPORTS - CAPITAL SOCIAL

APPORTS

Lors de la constitution de la Société, il a été fait à la société des apports en numéraire d'un montant total de SIX MILLIONS EUROS (6.000.000 €), correspondant à la souscription et libération intégrale de 6.000.000 actions d'une valeur nominale de 1 Euro (1 €) chacune.

Par décision de l'Associé Unique en date du 13 novembre 2013, le capital social a été augmenté d'une somme de TROIS MILLIONS CINQ CENT MILLE EUROS (3.500.000 €), par émission de 3.500.000 actions nouvelles, entièrement souscrites et libérées.

Par décision de l'Associé Unique en date du 15 mai 2014, le capital social a été augmenté d'une somme de DEUX MILLIONS CINQ CENT MILLE EUROS (2.500.000 €), par émission de 2.500.000 actions nouvelles, entièrement souscrites et libérées.

Par décision de l'associé unique en date du 16 avril 2015, le capital social a été augmenté d'une somme de TROIS MILLIONS EUROS (3.000.000 euros), par émission de 3.000.000 actions nouvelles, entièrement souscrites et libérées.

Par décision de l'associé unique en date du 19 novembre 2015, le capital social a été augmenté d'une somme de DEUX MILLIONS D'EUROS (2.000.000 euros), par émission de 2.000.000 actions nouvelles, entièrement souscrites et libérées.

Par décision de l'associé unique en date du xx octobre 2017, le capital social a été augmenté d'une somme de SEIZE MILLIONS QUATRE CENT MILLE EUROS (16 400 000 euros), par émission de 16 400 000 actions nouvelles, entièrement souscrites et libérées.

CAPITAL SOCIAL

Le capital social, entièrement libéré, est fixé à la somme de TRENTE TROIS MILLIONS QUATRE CENT MILLE EUROS (33 400 000,00 euros), divisé en 33 400 000 actions de valeur nominale de un (1) euro chacune, toutes de même catégorie, entièrement souscrites et intégralement libérées de leur valeur nominale.

AVANTAGES PARTICULIERS – ACTIONS DE PRÉFÉRENCE

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de quiconque, associé ou non.

La Société peut créer des actions de préférence avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent.

Elle a toujours la faculté d'exiger le rachat de la totalité de ses propres actions de préférence ou de certaines catégories d'entre elles.

MODIFICATIONS DE CAPITAL

Le capital peut être augmenté, amorti ou réduit, par décision de l'Associé Unique ou de la collectivité des associés par les moyens et selon les modalités prévues par la Loi pour les sociétés anonymes.

ÉMISSION DE VALEURS MOBILIÈRES AUTRES QUE DES ACTIONS

L'émission d'obligations, dès lors qu'il ne s'agit pas de valeurs mobilières donnant accès à terme au capital, est décidée ou autorisée par décision de l'Associé Unique ou de la collectivité des associés.

La Société peut émettre des valeurs mobilières donnant accès à son capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances. L'émission de ces valeurs mobilières est décidée ou autorisée par décision de l'Associé Unique ou de la collectivité des associés et s'effectue selon les modalités prévues par le Code de commerce pour les sociétés anonymes.

FORME DES TITRES DE CAPITAL

Les titres de capital et autres valeurs mobilières pouvant être émis par la Société revêtent obligatoirement la forme nominative. Ils sont inscrits en compte au nom de leur propriétaire.

TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIÈRES DONNANT ACCÈS AU CAPITAL

Toutes les transmissions d'actions s'effectuent librement.

La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte sur instruction signée du cédant ou de son représentant qualifié.

DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX TITRES DE CAPITAL

L'Associé Unique ou la collectivité des associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sauf à tenir compte, s'il y a lieu, des droits des titres de capital de catégories différentes qui pourraient être émis, chaque titre de capital donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'il représente dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation.

Sous la même réserve et, le cas échéant, sous réserve de prescriptions impératives, il sera fait masse entre tous les titres de capital indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la Société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la Société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, tous les titres de capital alors existants reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

TITRE III.

ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ – COMITÉ D'INVESTISSEMENT

PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ

Fonction – Nomination – Durée du mandat - Rémunération

La Société est représentée et dirigée par un Président, nommé par décision de la Présidente du Conseil régional.

Toute personne, physique ou morale, peut être désignée Président.

Le Président ne peut démissionner de ses fonctions que sous réserve d'un préavis de trois (3) mois.

L'Associé Unique ou la collectivité des associés peut mettre fin à tout moment au mandat du Président, étant entendu que le Président est révocable ad nutum et que l'Associé Unique ou la collectivité des associés ne sera donc pas tenu de justifier d'un quelconque motif pour révoquer le Président. La révocation du Président (dont le mandat n'est pas rémunéré) ne peut en aucun cas donner lieu à dommages-intérêts.

Le Président exerce ses fonctions gracieusement et ne peut être lié à la Société par un contrat de travail. Il est remboursé de ses frais professionnels raisonnables sur production de justificatifs.

Pouvoirs du Président

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts à l'Associé Unique ou la collectivité des associés et au Conseil de Surveillance.

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Il est institué un Conseil de Surveillance dont la composition, les pouvoirs et le fonctionnement, respectent les conditions suivantes :

Composition

Le Conseil de Surveillance est composé de membres, personnes physiques ou morales, dont le nombre est au minimum de 5 et au maximum de 7. Peuvent avoir la qualité de membres :

- Un représentant du Conseil régional, désigné par sa Présidente ;
- Un à trois représentants de l'écosystème francilien : incubateurs, pôles de compétitivité, laboratoires ou universités de recherche, plateformes de prêts d'honneur ou organismes assimilés ;
- Un représentant des réseaux de business angels ;
- Deux représentants du marché (personnalité qualifiée apportant son expertise dans le capital investissement).

Il est présidé de droit par un membre représentant l'Associé majoritaire. Le Conseil de Surveillance peut élire parmi ses membres un vice-Président.

Les membres sont nommés par la Présidente du Conseil régional, pour une durée de trois (3) ans, venant à échéance à l'issue de la décision de l'Associé Unique ou de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les fonctions de membre du Conseil de Surveillance sont renouvelables, sans limitation.

Deux représentants de la Société de Gestion assistent également aux réunions du Conseil de Surveillance en tant qu'invités.

Afin de l'assister et de le conseiller, le Conseil de Surveillance pourra désigner à l'unanimité de ses membres et pour une période de trois (3) ans, un maximum de trois (3) censeurs, tous bénévoles.

Un censeur est désigné de droit par la Région Ile-de-France.

Les censeurs ne disposent que d'une voix consultative lors des délibérations du Conseil et il peut être mis fin à leurs fonctions à tout moment, sans préavis ni indemnités.

Les membres du Conseil de surveillance ou les Censeurs ne représentent pas la Société et ne sauraient l'engager.

Fonctions et pouvoirs

Le Conseil de Surveillance est chargé de l'orientation de la stratégie et de la politique d'investissement de la Société, qui est mise en œuvre par le Président.

Il surveille et évalue l'exécution de la convention de gestion de la Société signée avec la Société de Gestion, et émet le cas échéant des observations sur les conditions d'exécution de la mission.

A toute époque de l'année, il opère les vérifications et contrôles qu'il juge opportuns et se fait communiquer les documents qu'il estime utiles pour l'accomplissement de sa mission.

Le Conseil de Surveillance examine le rapport de gestion préparé par la Société de Gestion.

Il peut préciser et définir, notamment :

- La politique d'investissement de la Société et les critères d'éligibilité des bénéficiaires des investissements ;
- Les modalités d'intervention en fonds propres et quasi fonds propres ;
- Les modalités et règles de sélection des différents prestataires ;
- Les modalités de fonctionnement du Comité d'Investissement.

Il examine les comptes annuels, qui sont arrêtés par le Président avec l'assistance de la Société de Gestion, en vue de les soumettre à l'approbation de l'Associé Unique ou de la collectivité des associés.

Le Conseil de Surveillance se réunit par ailleurs aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation de son Président ou de son Vice-président.

Le Conseil de Surveillance peut se réunir par visioconférence ou par acte sous seing privé signé par tous ses membres ou se prononcer par écrit. Il peut être convoqué par tous les moyens, même verbalement.

Le Conseil de Surveillance diffuse à l'issue de chaque réunion et dans un délai de deux mois au maximum, un compte rendu écrit synthétisant ses avis et/ou recommandations concernant la stratégie. Ce compte rendu est soumis à l'approbation des membres la séance suivante.

Sous réserve de la présence d'un quorum d'au moins la moitié de ses membres, le Conseil de Surveillance statue à la majorité simple des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, la voix du Président du Conseil de Surveillance est prépondérante.

Aucun membre du Conseil de Surveillance n'est investi de pouvoirs de représentation de la Société envers les tiers et ne peut engager celle-ci de quelque manière que ce soit.

COMITE D'INVESTISSEMENT

Composition

Le Comité d'Investissement est composé d'un maximum de sept (7) membres désignés par décision de l'Associé Unique. Les membres se répartissent de la façon suivante :

- Un représentant de la Région Ile-de-France ;
- Un représentant de l'écosystème francilien : des incubateurs, pôles de compétitivité, laboratoires ou universités de recherche, plateformes de prêts d'honneur ou organismes assimilés ;
- Trois représentants ou experts du marché (sphère financière et économique) ;
- Deux représentants des réseaux de « *business angels* ».

Compte tenu de la spécificité de certains projets, des membres spécialisés ou des experts viendront à titre exceptionnel s'adjoindre aux membres du Comité d'Investissement sur invitation de la Société de gestion. Leurs avis sont consultatifs.
Le Conseil Régional dispose toujours d'un représentant de droit au sein du Comité d'Investissement, qui est une personne physique membre des services économiques de la Région Ile-de-France.

Les membres du Comité d'Investissement sont désignés jusqu'à révocation.

Les membres sont désignés *intuitu personae*, ils ne peuvent pas se faire représenter, sauf par un autre membre du comité.

Aucun membre du Comité d'Investissement n'est investi de pouvoirs de représentation de la Société envers les tiers et ne peut engager celle-ci de quelque manière que ce soit.

Il est demandé à chacun des membres un engagement écrit de confidentialité sur toutes les informations qui leur sont données dans le cadre de ce comité.

Fonctions et pouvoirs

Le Président de la Société de Gestion réunit le Comité d'Investissement aussi souvent que cela est nécessaire au fonctionnement de la Société.

Il désigne un autre membre de la Société de Gestion pour le suppléer dans cette mission en cas d'empêchement ponctuel.

Sous réserve de la présence d'un quorum d'au moins la moitié de ses membres, le Comité d'Investissement adopte un avis, par écrit, à la majorité simple des membres présents ou représentés, qui n'est que consultatif, sur le choix des partenaires financiers sélectionnés ainsi que sur les projets de co-investissements présentés par ces derniers.

SOCIETE DE GESTION

La Société est tenue de désigner une société de gestion de portefeuille régie par les dispositions du titre I bis du livre III du Règlement général de l'Autorité des Marchés financiers conformément à la Réglementation AIFM et aussi longtemps que cette réglementation lui sera applicable (la « **Société de Gestion** ») et de lui déléguer globalement la gestion des actifs levés conformément aux dispositions de l'article L.214-24 du Code monétaire et financier. La Société de Gestion sera désignée par l'Associé Unique ou la collectivité des associés.

TITRE IV.

CONVENTIONS REGLEMENTEES - COMMISSAIRES AUX COMPTES

CONVENTIONS REGLEMENTEES

En cas de pluralité d'associés, les conventions conclues directement ou par personne interposée entre la Société et

- ses dirigeants ;
- l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ;
- s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant, au sens de l'article L. 233-3 du Code de Commerce ;
- l'un des membres du Conseil de Surveillance ou du Comité d'Investissement,

doivent être portées à la connaissance du commissaire aux comptes par le Président dans un délai d'un mois de leur conclusion.

Le commissaire aux comptes, s'il en a été désigné un, doit établir un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé avec les personnes intéressées telles que visées au premier paragraphe du présent article. Lors de la décision collective statuant sur les comptes dudit exercice, les associés statuent sur ce rapport.

Les conventions non approuvées par décision collective des associés produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée ou le Président d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions de l'Associé Unique des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et les personnes intéressées telles que visées au premier paragraphe du présent article, étant précisé que lorsque le Président n'est pas associé, les conventions intervenues entre celui-ci, directement ou par personnes interposées, et la Société, sont soumises à l'approbation de l'Associé Unique.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Sous peine de nullité du contrat, il est interdit au Président de la Société de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle un engagement envers les tiers. La même interdiction s'applique aux dirigeants de la personne morale qui serait Président de la Société, ainsi qu'aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent alinéa, ainsi qu'à toute personne interposée.

COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'Associé Unique ou la collectivité des associés désigne, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la Loi, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires.

TITRE V.

DÉCISIONS ET INFORMATION DE L'ASSOCIÉ UNIQUE OU DES ASSOCIÉS – EXERCICE SOCIAL – COMPTES ANNUELS

DOMAINES RÉSERVÉS AUX DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE OU DES ASSOCIÉS

Une décision du ou des associés est nécessaire notamment pour les actes et opérations énumérées ci-dessous :

- Approuver les comptes annuels et affecter le résultat ;
- Nommer et révoquer le Président ;
- Nommer les commissaires aux comptes ;
- Décider la transformation de la Société, une opération de fusion, de scission, d'augmentation, de réduction ou d'amortissement du capital ;
- Modifier les statuts ;
- Dissoudre la Société ;
- Donner autorisation préalable à tout emprunt ou engagement similaire.

DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE OU DES ASSOCIÉS

Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, l'Associé Unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi et les présents statuts à la collectivité des associés.

L'Associé Unique prend toute décision, soit de sa propre initiative, soit à l'initiative du Président, qu'il exprime dans un procès-verbal. Dans le premier cas, il en avise le Président dans les meilleurs délais. Si la décision intervient à l'initiative du Président, ce dernier peut établir un rapport.

Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les règles relatives aux décisions collectives des associés (convocation, vote, majorité) ne sont pas applicables.

En cas de décision de l'Associé Unique, le ou les commissaires aux comptes sont avisés dans les meilleurs délais et par tous moyens écrits, de la décision projetée par celui qui en a eu l'initiative.

En cas de consultation écrite de l'Associé Unique prise à l'initiative soit de l'Associé Unique soit du Président, le ou les commissaires aux comptes sont avisés dans les meilleurs délais par tous moyens écrits.

Dans le cas particulier d'une décision relative à l'approbation des comptes, le ou les commissaires aux comptes reçoivent les comptes de la Société au moins trente (30) jours avant la date de la décision et le rapport de gestion du Président au moins quinze (15) jours avant la date susvisée.

Le commissaire aux comptes peut occasionnellement dispenser la Société de respecter ces délais.

En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises à l'initiative du Président ou du Président du Conseil de Surveillance ou, à défaut, à l'initiative de tout associé (ou groupe d'associés) disposant de plus de 10 % des droits de vote attachés aux actions (un « **Demandeur** »). Dans ce dernier cas, le Président, s'il n'est pas associé, est avisé de la même façon que les associés.

L'ordre du jour en vue des décisions collectives des associés est arrêté par l'auteur de la convocation.

Les droits de vote attachés aux actions sont proportionnels à la quotité de capital qu'ils représentent et chaque action donne droit à son détenteur à une voix.

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix du Demandeur, en Assemblée Générale (soit au siège social, soit en tout autre endroit désigné dans la convocation) ou par consultation écrite ou par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. Elles peuvent s'exprimer aussi par un consentement unanime des associés donné dans un acte.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire de son choix, qui peut ou non être un associé. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat. Toutefois, en cas d'Associé Unique, celui-ci ne peut déléguer ses pouvoirs.

Les décisions collectives sont prises à la majorité des actions ayant le droit de vote, sous réserve des dispositions du paragraphe ci-après.

Nonobstant ce qui précède, et si la Société comporte plusieurs associés, l'unanimité des associés est requise lorsque l'exige la Loi.

Décisions prises en Assemblée Générale

L'Assemblée Générale est convoquée par un Demandeur. La convocation est faite par une notification envoyée huit (8) jours au moins avant la date de la réunion, par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique ; elle indique l'ordre du jour. Cependant, lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'Assemblée Générale peut se réunir sans convocation préalable. Le ou les commissaires aux comptes seront convoqués à l'Assemblée Générale dans les mêmes conditions que les associés.

L'Assemblée Générale est présidée par le Président de la Société ou, en son absence, par un associé spécialement délégué ou élu à cet effet par l'Assemblée.

A chaque Assemblée Générale est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé (i) par le Président de séance et (ii) par au moins un associé, présent ou le mandataire d'un associé représenté, étant précisé que si le Président de séance est associé, il signe seul le procès-verbal.

Décisions prises par consultation écrite

En cas de consultation écrite (en ce compris toute consultation effectuée par télécopie ou par transmission électronique), le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires sont adressés par le Demandeur à chaque associé et au Président si celui-ci n'est pas le Demandeur, par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique. Les associés disposent d'un délai de huit (8) jours à compter de la date d'envoi des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai accordé aux associés pour répondre (s'il n'est pas précisé dans les résolutions, ce délai sera de huit (8) jours) est considéré comme s'étant abstenu. Si les votes de tous les associés sont reçus avant l'expiration dudit délai, la résolution concernée sera réputée avoir fait l'objet d'un vote à la date de réception du dernier vote. Le ou les commissaires aux comptes sont informés, par tous moyens, préalablement à la consultation écrite, de l'objet de ladite consultation.

La décision collective des associés fait l'objet d'un procès-verbal établi et signé par le Demandeur auquel est annexée chaque réponse des associés, et qui est immédiatement communiqué à la Société pour être conservé dans les conditions visées au § 21.4 ci-après.

Décisions prises par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle

Lors des réunions par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, les associés et le Président, s'il n'est pas le Demandeur, sont convoqués par le Demandeur par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique huit (8) jours au moins avant la date de la réunion. L'ordre du jour doit être indiqué, ainsi que la manière dont les associés peuvent prendre part à la réunion.

Le ou les commissaires aux comptes sont informés de la téléconférence téléphonique ou audiovisuelle dans les mêmes conditions que les associés.

Lorsque les décisions sont prises par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, le Demandeur établit, dans un délai de huit (8) jours, à compter de la téléconférence, le projet de procès-verbal de séance après avoir indiqué :

- l'identité des associés présents ou représentés, en précisant, le cas échéant, les mandats donnés à cet effet, dans cette hypothèse, les mandats sont annexés au procès-verbal ;
- l'identité des associés absents ;
- le texte des résolutions ;
- le résultat du vote pour chaque délibération.

Le Demandeur en adresse immédiatement une copie par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique, à chacun des associés. Les associés ayant pris part à la téléconférence en retournent une copie au Président, dans les huit (8) jours, après l'avoir signée, par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique.

A réception des copies signées par les associés, le Demandeur établit le procès-verbal définitif. Ledit procès-verbal dûment signé par le Demandeur, ainsi que la preuve de l'envoi du procès-verbal aux associés et les copies renvoyées dûment signées par les associés ainsi qu'il est indiqué ci-dessus sont immédiatement communiqués à la Société pour être conservés comme indiqué ci-après.

Les décisions de l'Associé Unique ou des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuillets mobiles numérotés. Les copies ou extraits des délibérations sont valablement certifiés par le Président ou un fondé de pouvoir dûment habilité à cet effet.

INFORMATION DES ASSOCIÉS

L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des associés sont tenus à la disposition des associés ou de l'Associé Unique à l'occasion de toute consultation. L'Associé Unique ou les associés ont, sur tous les documents sociaux, un droit de communication permanent qui leur assure l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la Société.

Plus particulièrement, l'Associé Unique ou les associés auront le droit de consulter, au siège social de la Société, les documents énumérés par l'article L. 225-115 du Code de commerce. En cas de pluralité des associés, l'exercice de ce droit de consultation sera cependant soumis aux conditions suivantes : (i) l'associé concerné devra informer la Société, raisonnablement à l'avance, de son intention d'exercer ce droit de consultation, et (ii) l'exercice dudit droit ne devra pas perturber le fonctionnement de la Société.

TITRE VI.

EXERCICE SOCIAL – COMPTES ANNUELS

EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

COMPTES ANNUELS

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, ainsi qu'un rapport de gestion de la Société pendant l'exercice écoulé, qu'il présente au Conseil de Surveillance aux fins d'examens et d'avis.

L'Associé Unique ou en cas de pluralité d'associés, une décision collective des associés statue sur les comptes annuels, après un rapport du commissaire aux comptes, dans le délai de six (6) mois à compter de la clôture de l'exercice.

TITRE VII.

AFFECTATION ET RÉPARTITION DU BÉNÉFICE

AFFECTATION ET RÉPARTITION DU BÉNÉFICE

La différence entre les produits et les charges de l'exercice constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue en-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est à la disposition des associés qui, sur proposition du Président après avis favorable du Conseil de Surveillance, peuvent, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer à titre de dividende.

En outre, l'Associé Unique ou la collectivité des associés peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont il a la disposition, en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable, il peut être incorporé en tout ou en partie au capital.

Le Président de la Société sur avis favorable du Conseil de Surveillance peut, avant l'approbation des comptes, distribuer des acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la Loi.

L'Associé Unique ou la collectivité des associés a la faculté d'opter pour tout ou partie du dividende ou des acomptes sur dividendes mis en distribution, entre le paiement en numéraire ou en actions des dividendes ou des acomptes sur dividendes.

PAIEMENT DU DIVIDENDE

Le paiement du dividende se fait annuellement à l'époque et aux lieux fixés par l'Associé Unique ou la collectivité des associés, à défaut, par le Président de la Société. La mise en paiement du dividende doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf (9) mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur la requête à la demande du Président de la Société.

TITRE VIII.

TRANSFORMATION - DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ

TRANSFORMATION – PROROGATION

La Société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions prévues par les présents statuts et par les dispositions légales en vigueur pour la forme nouvelle adoptée. Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président de la Société devra provoquer une décision de l'Associé Unique ou de la collectivité des associés, à l'effet de décider si la Société doit être prorogée.

PERTE DE CAPITAL– DISSOLUTION

Si les pertes constatées dans les documents comptables ont pour effet d'entamer le capital dans la proportion fixée par la loi, le Président de la Société est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de provoquer une décision de l'Associé Unique ou des associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée.

2.8 Avenant n°3 à la convention FRG

Avenant N°3 à la CONVENTION Pluriannuelle relative

au Fonds Régional de Garantie ILE DE FRANCE 2016-2018

ENTRE :

La Région Ile-de-France, représentée par la Présidente du Conseil Régional, Madame Valérie PECRESSE dûment habilitée par la délibération n°CP 17-… du … 2017.

d'une part,

ET

Bpifrance Régions, société anonyme au capital de 4.800.000 €, identifiée sous le numéro 319.997.466, RCS Créteil, dont le siège social est à Maisons-Alfort 94710, 27/31, avenue du Général Leclerc, représentée par Monsieur Arnaud CAUDOUX, agissant en qualité de Directeur Général,

d'autre part.

Vu la convention relative au Fonds Régional de Garantie Ile-de-France N°10024658 signée le 17 février 2011 et ses avenants N°1 à 8,

Vu la convention relative au Fonds Régional de Garantie Ile-de-France signée le 22 octobre 2015 et ses avenants N°1 et 2 signés les 30 septembre 2016 et 8 mars 2017.

PREAMBULE

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de fonctionnement du Fonds Régional de Garantie Ile de France 2. Les documents repris en annexe font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 1 – Réabondement du Fonds Régional de Garantie Ile-de-France

Il est prévu de réabonder le Fonds Régional de Garantie Ile-de-France 2 d'un montant de 5 000 000 euros pour l'année 2017.

Cette dotation est affectée au Volet « Spécifique-Prêts d'Amorçage » selon les modalités de l'annexe financière 2017 du Fonds Régional de Garantie 2 jointe au présent avenant.

ARTICLE 2 – Modification du paragraphe 2 « Nature et montants des concours éligibles » de l'annexe N°3 à la convention du 22 octobre 2015 :

Le paragraphe 2 « Nature et montants des concours éligibles » du Volet « Spécifique-Prêts d'Amorçage » du Fonds Régional de Garantie Ile-de-France 2 est modifié, le montant maximum des Prêts d'Amorçage susceptibles d'être garantis au titre du présent Fonds étant porté à 300 000 euros.

Le paragraphe 2 de l'annexe N°3 jointe au présent avenant est donc modifié.

ARTICLE 3 : Modification du plan de financement de l'annexe N°4 pour les années 2016 à 2018

Le tableau de répartition des dotations 2016 à 2018 affectées à chacun des volets du FRG Ile-de-France 2 est modifié pour y intégrer le montant du réabondement du volet « Spécifique-Prêt d'Amorçage » pour 2017.

Le plan de financement de l'annexe N°4 jointe au présent avenant est donc modifié.

ARTICLE 4 : Modification du paragraphe 1 « Modalités d'intervention du Prêt Back'Up Prévention » de l'annexe N°2 à la convention du 22 octobre 2015

Il convient de remplacer le montant de 300 000 euros par 500 000 euros dans l'alinea 2 « Montant et durée du Prêt Back'Up Prévention » du paragraphe 1 « Modalités d'intervention du Prêt Back'Up Prévention » de l'annexe N°2 à la convention.

<u>ARTICLE 5</u> – Novation :

Les autres dispositions de la convention du 22 octobre 2015 et de ses avenants N°1 et 2, non modifiées par le présent avenant, restent inchangées.

<u>ARTICLE 6</u> : Entrée en vigueur de l'avenant N°3

Le présent avenant entrera en vigueur à compter de sa signature par les parties.

Fait à Paris, le

En deux exemplaires originaux.

Pour la Région,	**Pour Bpifrance Régions,**
La Présidente du Conseil Régional	**Le Directeur Général**
Valérie PECRESSE	**Arnaud CAUDOUX**

ANNEXE 2

MODALITES D'INTERVENTION DU VOLET « PRETS BACK'up PREVENTION »

1. Modalités d'interventions du Prêt BACK'up Prévention

Bpifrance met à disposition un « Prêt BACK'up Prévention » pour les entreprises saines qui ont pu être fragilisées par un choc conjoncturel et qui engagent un projet de développement permettant de sauvegarder des emplois.

i. Entreprises, secteurs d'activité et finalités éligibles

Pour pouvoir faire l'objet d'une garantie de Bpifrance Régions au titre du Fonds Régional de Garantie Ile-de-France 2, les concours financiers doivent être accordés :

- à des PME ou TPE respectant la définition européenne en vigueur, quelle que soit leur forme juridique et leur secteur d'activité, localisées dans la Région XXX, à l'exclusion :
  - (i) des activités d'intermédiation financière (NAF : section K 64 , sauf 64-2 pour les achats d'entreprises),
  - (ii) des activités de promotion et de locations immobilières (NAF : section L 68-1, L 68-2 et F 41-1), à l'exception des SCI finançant des acquisitions immobilières destinées à être louées à une entreprise, elle-même éligible, dont des associés sont titulaires du capital de la SCI,
  - (iii) des entreprises agricoles (NAF : section A01 et A02) réalisant moins de 750 000 euros de chiffre d'affaires,
  - (iv) des entreprises en difficultés au sens de la réglementation européenne en vigueur.

- dans le but de permettre le financement des programmes d'investissement nécessaires au renforcement de la structure financière.

ii. Montant et durée du Prêt BACK'up Prévention

Le montant du Prêt BACK'up Prévention, par entreprise ou groupe d'entreprises, est compris entre 40 000 euros et 500 000 euros, sous réserve du respect du montant maximal d'encours de risque tel que défini à l'article 2 ci-dessous.

La durée de remboursement du prêt est de 7 ans dont 2 ans de différé de remboursement en capital.

2. Montant du plafond de risque maximum du volet « Prêt BACK'up Prévention »

Le montant maximal d'encours de risque de Bpifrance Régions au titre du volet « Prêts de développement » du Fonds Régional de Garantie Ile-de-France 2, par entreprise ou groupe d'entreprises, est fixé à 200 000 euros, dans la limite des encours de risque maximum de Bpifrance Financement, tous Fonds de garantie, régionaux et nationaux, confondus.

3. Quotité de garantie sur le volet « Prêt BACK'up Prévention »

La quotité de garantie qui s'applique au capital restant dû est au maximum de 40 % dans la limite d'une quotité globale – au titre du Fonds Régional de Garantie Ile-de-France 2 constitué auprès de Bpifrance Régions et des fonds nationaux constitués auprès de Bpifrance Financement – de 80 %.

4. Coefficient multiplicateur du Volet « Prêt BACK'up Prévention »

Le coefficient multiplicateur du volet « spécifique » du Fonds Régional de Garantie Ile-de-France 2 est fixé à 3 pour la génération 2016.

5. Coût de la garantie sur le volet « Prêt BACK'up Prévention »

Pour chaque concours garanti par Bpifrance Régions à hauteur d'une quotité globale de q% au titre du Fonds Régional de Garantie Ile-de-France 2, Bpifrance Régions perçoit une commission annuelle au plus égale à 0,60% x (q% / 50%).

Le non-paiement de cette commission entraîne la déchéance de la garantie

ANNEXE 3

MODALITES D'INTERVENTION DU VOLET « SPECIFIQUE-Prêts d'Amorçage »

1. Entreprises, secteurs d'activité et finalités éligibles

Pour pouvoir faire l'objet d'une garantie de Bpifrance Régions au titre du Fonds Régional de Garantie Ile-de-France 2, les concours financiers doivent être accordés :

1-1 - à des PME ou TPE respectant la définition européenne en vigueur, quelle que soit leur forme juridique et leur secteur d'activité, localisées dans la Région Ile-de-France, à l'exclusion :

(i) des activités d'intermédiation financière (NAF : section K 64, sauf 64-2 pour les achats d'entreprises),
(ii) des activités de promotion et de locations immobilières (NAF : section L 68-1, L 68-2 et F 41-1), à l'exception des SCI finançant des acquisitions immobilières destinées à être louées à une entreprise, elle-même éligible, dont des associés sont titulaires du capital de la SCI,
(iii) des entreprises agricoles (NAF : section A01 et A02) réalisant moins de 750 000 euros de chiffre d'affaires,
(iv) des entreprises en difficultés au sens de la réglementation européenne en vigueur.

1-2 - dans le but de permettre le financement des programmes d'investissement nécessaires :

- à l'amorçage,
- et au renforcement de la trésorerie.

2. Nature et montants des concours éligibles

Les concours garantis peuvent prendre la forme de prêts participatifs d'amorçage. Le montant du prêt, par entreprise ou groupe d'entreprises est compris entre 100 000 euros et 300 000 euros maximum.

Leur durée doit être supérieure ou égale à deux ans.

3. Quotité garantie

La quotité de garantie qui s'applique au capital restant dû est au maximum de 40 % dans la limite d'une quotité globale – au titre du Fonds Régional de Garantie Ile-de-France 2 constitué

auprès de Bpifrance Régions et des fonds nationaux constitués auprès de Bpifrance Financement – de 80%.

4. Coefficient multiplicateur

Le coefficient multiplicateur du volet « spécifique » du Fonds Régional de Garantie Ile-de-France 2 est fixé à 2 pour la génération 2017.

5. Coût de la garantie

Pour chaque concours garanti par Bpifrance Régions à hauteur d'une quotité globale de q% au titre du Fonds Régional de Garantie Ile-de-France 2, Bpifrance Régions perçoit une commission annuelle au plus égale à 3,04% x (q% / 80%) pour les prêts participatifs d'amorçage.

Le non-paiement de cette commission entraîne la déchéance de la garantie.

ANNEXE 4

« ANNEXE FINANCIERE »

Plan de Financement prévisionnel 2016/2018

SYNTHESE					
Situation FRG 1 + FRG 2 IDF		Situation	Prévisionnel		
		2015	2016	2017	2018
Détail des flux	Production annuelle en risques autorisés	101 074 161	174 000 000	174 000 000	174 000 000
	Dotation théorique	-	16 333 333	16 333 333	16 333 333
Prise en compte du stock	Engagement hors-bilan au 31 Dec	260 578 570	354 723 488	432 729 014	496 999 635
	Redéploiement du reliquat probable au 31 Dec FRG1	27 116 626	8 614 223	14 722 365	5 068 862
	Dotation complémentaire nécessaire		-	-	-
	Engagement (Hors bilan) en montant de financement	1 006 094 865	1 306 647 254	1 552 776 012	1 753 759 159

<u>Avertissements</u> :

Le plan de financement ci-dessus est établi sur la base de simulations effectuées à l'arrêté comptable du 31/12/2015 dans le cadre de la mise en gestion extinctive du FRG 1.

Les résultats présentés ne constituent qu'un prévisionnel de redéploiements qui nécessitera une actualisation annuelle tenant compte notamment de la réalisation de la sinistralité.

Seul le volet Général du FRG 1 est pris en compte (exclusion des volets « PA-spécifique » et « Prêts BACK'up Prévention »).

Les prévisions s'effectuent sous les hypothèses d'une gestion extinctive du FRG 1 et de la création d'un nouveau FRG 2.

<u>Le montant de 27 116 626 euros de redéploiements au 31/12/2015 comprend une dotation de 8 000 000 euros versée par la Région en décembre 2015 : cette dotation a été transférée le 23/02/2016 sur le FRG 2 Ile-de-France conformément aux précédents accords. A la date de la signature du précédent avenant le montant net du redéploiement est donc de 19 116 626 euros.</u>

Dotations pour les années 2016 à 2018 par volet

Les dotations 2017 et 2018 des volets spécifiques proviendront de ventilation du volet général, d'excédent de redéploiement ou de nouvelles dotations régionales.

Dotations 2017 du Fonds régional de Garantie Ile-de-France 2

Dotations 2017	Nouvelle dotation FRG 2	Transferts issus du FRG 1	Total
Volet général	0	16 333 333	16 333 333
Volet spécifique-Prêts d'Amorçage	4 761 905	0	4 761 905
Volet Prêts Back Up Prévention	0	0	0
Total	4 761 905	16 333 333	21 095 238
Commissions d'assurance	238 095		

2.9 NON VALEUR 2017

IMPUTATION 902 92 2042 : Action économique - Recherche et innovation

TITRES	DÉBITEURS	SOMMES PROPOSÉES
985/2012	SAS SEE4SYS (ex-GEENSYS)	12 659,50
986/2012	SAS SEE4SYS (ex-GEENSYS)	58 575,82
TOTAL		**71 235,32**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-501

DU 18 OCTOBRE 2017

MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE #LEADER POUR LA CROISSANCE, L'EMPLOI ET L'INNOVATION (SRDEII) : ACTIONS POUR L'ÉCONOMIE, L'EMPLOI ET LA FORMATION SUR LES TERRITOIRES - OCTOBRE 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales, notamment les articles L.1511-1 à L.1511-8 ;

VU La délibération n° CR 86-07 du 27 septembre 2007 « Emploi et Territoires » ;

VU La délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier;

VU La délibération n° CR 90-12 du 22 novembre 2012 relative à l'approbation d'une nouvelle convention constitutive pour le GIP Emploi Roissy-CDG ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;

VU La délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à l'adoption de la Stratégie Régionale pour la croissance, l'emploi et l'innovation ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n° CR 2017-128 du 21 septembre 2017 relative au rapprochement du GIP Emploi de Roissy CDG et de l'association Hubstart Paris Region au sein d'un GIP rénové ;

VU La délibération n° CP 13-824 du 20 novembre 2013 relative à l'adoption du Pacte pour le développement du territoire Val de France ;

VU La délibération n° CP 16-121 du 15 juin 2016 adoptant la convention-type des dispositifs « Pactes », la convention-type « PDELc », la convention-type « appui régional à la professionnalisation des acteurs de l'emploi » et de la convention-type « soutien à divers organismes » ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2017 ;

VU l'avis de la commission du développement économique de l'emploi et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU le rapport n°CP 2017-501 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 (Programme de développement économique local ciblé) :

Décide de soutenir au titre du dispositif Programme de développement économique local ciblé le financement de sept projets détaillés en annexe 2 (fiches projets) à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 241 750 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type du dispositif « PDELC » adoptée par délibération n° CP 16-121 du 15 juin 2016, le cas échéant modifiée par délibérations n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et CP 2017-191 du 17 mai 2017

Affecte une autorisation d'engagement de 241 750 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-006 « Développement économique des territoires », action 19100605 « Soutien aux projets de développement économique locaux», nature 657 du budget 2017.

Article 2 (Soutien à divers organismes de développement économique) :

Décide le versement d'une subvention de 70 000 € au GIP Emploi de Roissy Charles-de-Gaulle au titre du dispositif soutien à divers organismes.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type « soutien à divers organismes » adoptée par délibération n° CP 16-121 du 15 juin 2016, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 70 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action Economique », code fonctionnel 91 « Interventions Economiques transversales », programme HP 91-006 (191006) «Développement Economique des territoires », action 19100602 « Divers organismes de développement économique », code nature 6281 « concours divers, cotisations… » du budget 2017 – Localisation : Ile-de-France.

Article 3 (Démarrage anticipé) :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage	Motivation démarrage anticipé
17012559	PDELC PROFESSIONNALISATION DES ACTEURS DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION	CARPF COMMUNAUTE D AGGLOMERATION ROISSY PAYS DE FRANCE	01/01/2017	Il s'agit de la poursuite de l'action de professionnalisation des acteurs de l'emploi et de l'insertion débutée en 2016 et qui ne peut s'interrompre afin de ne pas suspendre l'animation de l'action d'intérêt public.
17014052	PROGRAMME DE STRUCTURATION ET D'ANIMATION DE LA FILIERE NUMERIQUE AUTOUR DE LA MAISON DU NUMERIQUE	CARPF COMMUNAUTE D AGGLOMERATION ROISSY PAYS DE FRANCE	01/01/2017	Le démarrage anticipé est sollicité pour pouvoir assurer la continuité de la structuration et de l'animation de la filière numérique au titre de la deuxième année du PDELC et permettre de poursuivre les actions engagées dans le plan d'action.

17014009	SOUTIEN A LA FILIERE DES SERVICES A LA PERSONNE - PARIS	EPEC ENSEMBLE PARIS EMPLOI COMPETENCES	01/07/2017	Le démarrage anticipé se justifie par la nécessité de soutenir les dynamiques engagées par la plateforme SAP, auprès des entreprises et des demandeurs d'emplois notamment, sans interruption de l'action.
17014283	PDELC : SOUTIEN DE LA FILIERE SERVICES A LA PERSONNE EN SEINE-SAINT-DENIS, DEVELOPPEMENT DE L'EMPLOI VIA LA PLATEFORME EVOLIA 93	EVOLIA 93	02/05/2017	il s'agit d'assurer la continuité de l'action d'EVOLIA 93, soutenue en 2015, et notamment l'ensemble des actions déployées auprès des demandeurs d'emploi en termes d'information sur les métiers, d'orientation vers les formations et d'accompagnement vers l'emploi.
17013911	Soutien à la filière des services à la personne dans les Yvelines, notamment par le développement d'un axe innovation	INVIE	01/09/2017	Le démarrage anticipé se justifie par la nécessité de soutenir les dynamiques engagées par INVIE, auprès des entreprises et des demandeurs d'emplois notamment, sans interruption de l'action.
17014046	SOUTIEN REGIONAL A LA PLATEFORME DES SERVICES A LA PERSONNE (SAP) DE L'ESSONNE	MAISON DE L'EMPLOI CORBEIL ESSONNES EVRY	01/06/2017	Le démarrage anticipé est sollicité pour assurer la continuité du financement régional de la plateforme SAP, garant de son bon fonctionnement.
17014167	SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT DES SERVICES A LA PERSONNE DANS LE VAL D'OISE - PDELC ANNEE 2	MEEVO MAISON DE L EMPLOI DE ROISSY PAYS DE FRANCE	01/09/2017	Le démarrage anticipé est sollicité pour ne pas interrompre la dynamique engagée depuis 01/09/2016 par la Maison de l'emploi de Roissy Pays de France.
17013901	CELLULE INGENIERIE TERRITORIALE EMPLOI - FORMATION - ALTERNANCE	GIP GROUPEMENT D INTERET PUBLIC EMPLOI ROISSY CHARLES DE GAULLE	15/10/2017	éviter d'interrompre la dynamique de travail partenariale engagée avec l'ensemble des acteurs du Grand Roissy – Le Bourget et poursuivre l'atteinte des objectifs prévus.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Etat récapitulatif des subventions

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-501	Budget	2017

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191006 - Développement économique des territoires**
Action	**19100602 - Divers organismes de développement économique**

Dispositif : N° 00000665 - Subvention en faveur du GIP Emploi de Roissy-CDG

Dossier	17013901 - CELLULE INGENIERIE TERRITORIALE EMPLOI - FORMATION - ALTERNANCE			
Bénéficiaire	P0025579 - GIP GROUPEMENT D INTERET PUBLIC EMPLOI ROISSY CHARLES DE GAULLE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	70 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
105 000,00 €	TTC	66,67 %	70 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000665 - Subvention en faveur du GIP Emploi de Roissy-CDG	70 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 91 - 191006 - 19100602	70 000,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191006 - Développement économique des territoires**
Action	**19100605 - Soutien aux projets de développement économique locaux**

Dispositif : N° 00000262 - Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés

Dossier	17012559 - PDELC PROFESSIONNALISATION DES ACTEURS DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION			
Bénéficiaire	P0034129 - CARPF COMMUNAUTE D AGGLOMERATION ROISSY PAYS DE FRANCE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 750,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 500,00 €	TTC	50 %	11 750,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-501	Budget	2017

Dossier	17013824 - SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT DE LA PLATEFORME DE SERVICES A LA PERSONNE DES HAUTS-DE-SEINE - PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL CIBLE			
Bénéficiaire	P0031577 - CAP 92 PLATEFORME DES SERVICES A DOMICILE DES HAUTS DE SEINE			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
116 523,00 €	TTC	21,45 %	25 000,00 €	

Dossier	17013911 - Soutien à la filière des services à la personne dans les Yvelines, notamment par le développement d'un axe innovation			
Bénéficiaire	P0020204 - INVIE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
64 800,00 €	TTC	38,58 %	25 000,00 €	

Dossier	17014009 - SOUTIEN A LA FILIERE DES SERVICES A LA PERSONNE - PARIS			
Bénéficiaire	P0007486 - EPEC ENSEMBLE PARIS EMPLOI COMPETENCES			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
42 341,73 €	TTC	35,43 %	15 000,00 €	

Dossier	17014046 - SOUTIEN REGIONAL A LA PLATEFORME DES SERVICES A LA PERSONNE (SAP) DE L'ESSONNE			
Bénéficiaire	EX006713 - MAISON DE L'EMPLOI CORBEIL ESSONNES EVRY			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
277 611,00 €	HT	9,01 %	25 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-501	Budget	2017

Dossier	17014052 - PROGRAMME DE STRUCTURATION ET D'ANIMATION DE LA FILIERE NUMERIQUE AUTOUR DE LA MAISON DU NUMERIQUE			
Bénéficiaire	P0034129 - CARPF COMMUNAUTE D AGGLOMERATION ROISSY PAYS DE FRANCE			
Localisation	CA ROISSY PAYS DE FRANCE (95-VAL D'OISE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
125 000,00 €	TTC	32 %	40 000,00 €	

Dossier	17014167 - SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT DES SERVICES A LA PERSONNE DANS LE VAL D'OISE - PDELC ANNEE 2			
Bénéficiaire	P0016425 - MEEVO MAISON DE L EMPLOI DE ROISSY PAYS DE FRANCE			
Localisation	CA ROISSY PAYS DE FRANCE (95-VAL D'OISE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
164 045,60 €	TTC	15,24 %	25 000,00 €	

Dossier	17014247 - SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE DES SERVICES A LA PERSONNE EN SEINE-ET-MARNE : CONFORTER LA PLATEFORME DEPARTEMENTALE			
Bénéficiaire	R19891 - MAISON DE L' EMPLOI ET DE LA FORMATION DE SENART (MDEF)			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
275 899,62 €	TTC	18,12 %	50 000,00 €	

Dossier	17014283 - PDELC : SOUTIEN DE LA FILIERE SERVICES A LA PERSONNE EN SEINE-SAINT-DENIS, DEVELOPPEMENT DE L'EMPLOI VIA LA PLATEFORME EVOLIA 93			
Bénéficiaire	P0003458 - EVOLIA 93			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
110 000,00 €	TTC	22.73 %	25 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000262 - Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	241 750,00 €

Total sur l'imputation 939 - 91 - 191006 - 19100605	241 750,00 €

Fiches projet

ANNEXE 2

FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014052

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : PROGRAMME DE STRUCTURATION ET D'ANIMATION DE LA FILIERE NUMERIQUE AUTOUR DE LA MAISON DU NUMERIQUE SUR L'AGGLOMERATION DE ROISSY PAYS DE FRANCE – ANNEE 2

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	125 000,00 €	32,00 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-65734-191006-400
19100605- Soutien aux projets de développement économique locaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CARPF COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ROISSY PAYS DE France
Adresse administrative : 6B AVENUE CHARLES DE GAULLE 95700 ROISSY EN FRANCE
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur PATRICK RENAUD, Président

N° SIRET : 20005565500019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés
Rapport Cadre : CR86-07 du 27/09/2007

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :
Le démarrage anticipé est sollicité pour pouvoir assurer la continuité de la structuration et de l'animation de la filière numérique au titre de la deuxième année du PDELC et permettre de poursuivre les actions engagées dans le plan d'action.

Objectifs :

Il s'agit de poursuivre, au titre de sa 2ème année, la structuration et l'animation de l'écosystème numérique (animation, étude, communication) sur le territoire de la communauté d'agglomération de Roissy-Pays de France.

La construction d'un écosystème numérique représente un véritable levier de développement territorial que ce soit en termes de création d'activités, d'emplois, d'innovations et donc de nouveaux services et produits. Elle s'appuie sur la création d'une Maison du numérique, structure pivot qui doit permettre

d'accompagner le développement des structures numériques et la promotion du territoire.
Ce site totem, au cœur du campus de l'IUT de Cergy-Pontoise à Sarcelles, sera avant tout un lieu de formation, d'incubation, de fabrication, démonstration et de médiation doté d'experts et des meilleurs outils technologiques. Cet écosystème rayonnera donc sur l'ensemble du territoire de la nouvelle communauté d'agglomération Roissy Pays de France et aura vocation à s'étendre aux problématiques de rénovation urbaine, de la plate-forme aéroportuaire, aux grands projets comme Europa City pour préparer ce que sera la ville de demain.

Description :

Le plan d'action global du PDELC repose sur 3 axes :

Axe 1 : Développer l'entrepreneuriat dans le numérique grâce à un nouvel équipement (Maison du numérique)

- Création d'une pépinière d'entreprises dédiée aux activités numériques
- Accompagner la création et le développement des entreprises du numérique
- Fournir des outils nécessaires à l'expression et l'expansion des talents numériques du territoire
- En lien avec l'Université, identifier les conditions de mise en œuvre d'un cluster des humanités numériques

Axe 2 : Développement numérique des entreprises

- Sensibiliser les entreprises aux enjeux du numérique notamment avec l'organisation des « RDV du numérique»
- Créer, tester et expérimenter de nouveaux outils numériques
- Répondre plus efficacement aux besoins des entreprises en développant une application mobile dédiée

Axe 3 : Sensibilisation / inclusion sociale

- En direction des jeunes :
  - Organiser des événements spécifiques (comme Hour of Code) pour présenter les métiers du numérique et sensibiliser aux codes informatiques dans les établissements scolaires

- En direction des prescripteurs de l'emploi :
- Sessions de sensibilisation et d'informations aux futurs métiers du numérique et aux formations existantes

- En direction de la population :
  - Diffusion de la culture numérique auprès des habitants

Axe 4 : Accès aux opportunités d'emploi liées au numérique

- Coordonner et accompagner le développement de l'ensemble des formations numériques sur le territoire
- Promouvoir en particulier les formations labellisées Grande Ecole du Numérique (Simplon à Sarcelles/ le Pôle et la Fabrique du numérique à Gonesse) pour faciliter l'accès aux métiers du numérique aux personnes peu ou pas diplômées.

<u>Le bilan de l'année 2016 :</u>

L'année 2016 a été la 1ère année de mise en œuvre du PDELC. De nombreuses actions ont étés réalisées dans le cadre du projet, notamment :

- L'implantation d'une formation « Grande Ecole du Numérique » avec Simplon à Sarcelles, dont une première session s'est tenue en janvier 2017
- La sensibilisation des prescripteurs de l'insertion professionnelle~~s~~ aux métiers du numérique, aux formations existantes et au codage informatique.

- Une deuxième édition des challenges du numérique a été organisée, qui a attiré deux fois plus de participants que l'année précédente (180 équipes de start-up et d'étudiants)
- Le partenariat avec l'université de Cergy-Pontoise et l'IUT de Cergy-Pontoise (antenne de Sarcelles) sur le projet de Maison du numérique a été formalisé.
- Une étude d'approfondissement du positionnement économique de la maison du numérique a été menée, permettant notamment de définir le portfolio de services du futur équipement en partant des besoins du territoire et de l'offre existant à proximité.
- Des groupes de travail ont étés mis en place afin d'affiner le scénario et préparer les éléments de programmation.
- Le programmiste de la Maison du numérique a été choisi.

Dans la continuité de ces actions menées depuis 2016, il sera nécessaire de poursuivre la mobilisation de l'écosystème et les actions de sensibilisation, d'approfondir les différentes composantes de la Maison du numérique avant le lancement de la construction en 2018. Le plan d'actions proposé pour la 2ème année du PDELC est donc le suivant :

1- Poursuite de la mobilisation de l'écosystème et actions de sensibilisation
- Mise en place du Conseil local du numérique et de l'innovation
- Ouverture de la 2ème promotion de Simplon
- Lancement de la 3ème édition des Challenges du numérique sur la thématique « la ville de demain »
- Développement d'applications en destination de la population
- Accompagnement des projets numériques (Val d'Oise technopôle), organisation des « RDV du numérique ».
- Soutien à l'entrepreneuriat numérique
- Animation de la communauté du numérique en lien avec la mission confiée à Val d'Oise Technopôle.

• Actions de sensibilisation auprès :
- Des prescripteurs de l'insertion professionnels sur la découverte des métiers du numérique, des formations existantes et du code informatique et qui y sont associés.
- Des collégiens et lycéens avec la démarche « Hour of code ».

2- Approfondissement du projet de Maison du numérique
- Accompagnement à la mise en place d'un FABLAB au sein de l'IUT de Cergy-Pontoise à Sarcelles
- Poursuivre les demandes de financements
- Poursuite de la réflexion avec les partenaires du projet autour des actions opérationnelles facilitant le rapprochement entre les collectivités, les pouvoirs publics, le monde économique et le monde de l'enseignement supérieur et de la recherche.
- Réflexion sur le portage et la gouvernance du projet

Moyens mis en œuvre :

Le pilotage est assuré par la communauté d'agglomération Roissy Pays de France avec la Direction du développement économique.

Un comité de pilotage se réunira au minimum 1 fois par an pour faire le bilan annuel et valider les orientations. Ce comité sera composé des élus en charge du développement économique, de l'emploi et du numérique de la communauté d'agglomération Roissy Pays de France (CARPF) ainsi que de représentants de: l'université de Cergy-Pontoise, la Région, du Conseil Départemental, la caisse des dépôts et de représentants de la direction du développement économique de la CARPF.

Un comité technique se réunira au minimum 2 fois par an pour suivre les actions et les faire évoluer. Ce comité sera composé de représentants : de la direction du développement économique de la CARPF, de la Région, du Conseil départemental, de l'Université de Cergy-Pontoise, de l'IUT de l'Université de Cergy-Pontoise-Antenne de Sarcelles, de la Fonderie, de Simplon, de Val-d'Oise technopôle et de la Caisse des

Dépôts.

Intérêt régional :
- Contribuer au déploiement de la SRDEII, la filière numérique faisant partie des 7 filières de la stratégie
- Accompagner le développement d'une filière innovante et optimiser les retombées en termes d'emploi
- Soutenir la croissance et l'innovation des entreprises

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s):

Créateurs d'entreprises, start-up dans le domaine du numérique, demandeurs d'emploi, jeunes en insertion, étudiants...

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du Programme de développement local ciblé (PDELC), le niveau d'intervention est plafonné à 50 % des dépenses éligibles dans une limite de 50 000 euros par an. Dans le cas présent, le coût global éligible de cette opération est de 125 000 € et un financement est demandé à hauteur de 40 000 €, soit 32.00 %.

Localisation géographique :
- CA ROISSY PAYS DE FRANCE (95-VAL D'OISE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel dédié aux actions	31 000,00	24,80%
Prestations extérieures (étude de préfiguration du Fablab, prestation d'organisation des challenges du numérique, accompagnement des projets d'entrepreneuriat numérique, etc)	90 000,00	72,00%
Frais de réception liés aux actions	4 000,00	3,20%
Total	125 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Département du Val d'Oise	10 000,00	8,00%
Etat	10 000,00	8,00%
Région	40 000,00	32,00%
FEDER (Axe 7-ITI)	30 000,00	24,00%
CA Roissy Pays de France	35 000,00	28,00%
Total	125 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €
2018	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	24 000,00 €
2015	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	20 000,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	31 000,00 €
2016	Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	30 000,00 €
2016	Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	40 000,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	20 000,00 €
2016	Appui régional à la professionnalisation des acteurs de l'emploi	15 000,00 €
2016	Chantier école	55 000,00 €
2016	Fonds Propreté	65 749,80 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	168 200,60 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2017	Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	30 000,00 €

2017	Dispositifs de fonds européns	108 059,52 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 3	112 750,00 €
2017	Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	202 300,00 €
	Montant total	947 059,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012559

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : PDELC PROFESSIONNALISATION DES ACTEURS DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION SUR L'AGGLOMERATION DE ROISSY PAYS DE FRANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	23 500,00 €	50,00 %	11 750,00 €
	Montant Total de la subvention		11 750,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-65734-191006-400
19100605- Soutien aux projets de développement économique locaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CARPF COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ROISSY PAYS DE FRANCE
Adresse administrative : 6B AVENUE CHARLES DE GAULLE 95700 ROISSY EN FRANCE
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur PATRICK RENAUD, Président

N° SIRET : 20005565500019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés
Rapport Cadre : CR86-07 du 27/09/2007

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de la poursuite de l'action de professionnalisation des acteurs de l'emploi et de l'insertion débutée en 2016 et qui ne peut s'interrompre afin de ne pas suspendre l'animation de l'action d'intérêt public.

Contexte :

Dans le cadre du PACTE pour le Développement du territoire signé entre la Région Ile de France, le Département du Val d'Oise et l'ancienne agglomération Val de France en 2014, une démarche de professionnalisation des acteurs a été engagée en direction des professionnels qui œuvrent dans le champ de l'accueil, de l'orientation, de l'emploi et de l'insertion socio- professionnelle pour remédier aux difficultés de mobilisation des publics sur les dispositifs de droit communs et contractuels et aux phénomènes d'exclusion pour accéder à l'emploi.

Avec la création de la CA Roissy Pays de France en 2016, née de la fusion des agglomérations de Val de France et de Roissy Porte de France et de l'extension à 17 communes de la Seine-et-Marne, le périmètre de l'action a été étendu en 2016 à celui de la nouvelle CA.

La première étape de la démarche menée sur 2015 et 2016 s'est avéré une réussite non seulement en termes de nombre de participants mais aussi en termes de diversité et de richesse des contenus proposés. En deux ans, près de 20 actions ont ainsi été réalisées et plus de 600 participants recensés. Les professionnels du territoire ont pu se former sur des thèmes aussi variés que les droits des étrangers, la linguistique, la formation professionnelle, les grands projets du territoire, etc.

Plus de 40 métiers ont pu être ciblés, favorisant ainsi le maillage et la mise en réseau des acteurs; enjeu fort du territoire de la CARPF nouvellement constitué.

La prolongation de la démarche en 2017 vise à élargir la cible des professionnels concernés, à proposer de nouveaux thèmes sollicités par les partenaires et à approfondir certaines problématiques abordées les années précédentes.

Dans le cadre de la mise en place des bassins d'emploi en 2018, certaines actions portées par la CA Roissy Pays de France pourraient être ouvertes aux acteurs de l'EPT Paris Terres d'envol dans une logique "d'essaimage" (en fonction des places disponibles sur certaines actions).

Objectifs :

La démarche de professionnalisation des acteurs de l'emploi et de l'insertion permet d'améliorer le service offert aux usagers (entreprises et demandeurs d'emploi) en renforçant la connaissance des dispositifs, en facilitant les partenariats entre structures et en facilitant l'identification des opportunités d'emploi sur le territoire.

Elle s'inscrit dans les axes prioritaires de développement économique de l'Agglomération Roissy Pays de France que sont l'ESS, l'entrepreneuriat, le numérique et les grands projets d'aménagement. L'idée est de permettre aux professionnels de l'emploi et de l'insertion de mieux appréhender ces filières afin de connaître les opportunités d'emploi associées et de mobiliser les publics sur les offres disponibles.

Au travers de cette action, il s'agit donc de :

3- optimiser la connaissance et la lisibilité de l'offre de services des partenaires et des différents dispositifs ;
4- mieux mobiliser l'offre existante et améliorer la prescription ;
5- contribuer à une meilleure efficacité des actions menées sur le terrain ;
6- développer la collaboration entre les acteurs et améliorer la dynamique de réseau ;
7- faciliter l'adaptation des professionnels aux évolutions de l'environnement socio-économique
8- dynamiser les pratiques et éviter l'usure professionnelle ;
9- renforcer les connaissances professionnelles (ex : dispositifs spécifiques, expériences innovantes, etc.) ;
10- faciliter l'adaptation des professionnels aux évolutions de l'environnement socio-économique institutionnel et juridique ;
11- faciliter les échanges de pratiques.

Description :

Le plan d'actions 2017 vient compléter le plan d'actions 2016 et en approfondir certains aspects.

AXE 1 : Mieux appréhender les problématiques des demandeurs d'emploi

Action 1 : Mise en place de « p'tits dej partenaires » et des « vis ma vie ». (Constitution de groupes territoriaux d'agent d'accueil, recensements de besoins, co-construction d'actions innovantes, mise en œuvre d'actions…)

Action 2 : Recherche action (formation) destinés aux agents des structures du territoire (pour 2018 en incluant les milieux péri-urbain compris dans le périmètre de la nouvelle agglomération)

Action 3 : Améliorer sa connaissance des outils de recrutement :

Accès aux droits :
- Reconduction et poursuite de l' « Accès au marché du travail et maintien en emploi des ressortissants étrangers et européens » qui a été sollicité à nouveau par les acteurs.

- « Informations sur le fonctionnement du casier judiciaire et fichiers de police, ses incidences sur l'insertion sociale et professionnelle » afin de connaitre le fonctionnement du casier judiciaire et des fichiers de police, ses impacts au niveau social, administratif et au niveau de l'emploi, zoom sur certains métiers, lever les freins à l'insertion.

Action 4 : sensibilisation à l'accompagnement des personnes vulnérables et des personnes en souffrance psychique

AXE 2: Connaissance de l'environnement professionnel et des opportunités d'emploi du territoire

Action 5: Informations collectives sur les projets du territoire

Action 6 à 10 : Élargissement des choix professionnels sur des filières: découvertes des métiers et des secteurs (avec visite de plateaux techniques ou d'entreprises) :

- Découverte des métiers des Services à la personne octobre 2017
- Découverte des métiers du numérique novembre 2017
- Découvertes des métiers de l'hôtellerie Restauration novembre 2017
- Découverte des métiers de l'industrie décembre 2017

Action 11: Mode d'emploi de l'alternance

Action 12 : Sensibilisation à la création d'entreprise et à l'entreprenariat

Action 13 : « Comprendre l'ESS pour mieux en parler »

Action 14 : Atelier de réflexion sur l'insertion par l'activité économique (IAE) et visite technique de structures IAE

Moyens mis en œuvre :

Moyens humains : 0,5 ETP

La coordination de l'action sera assurée par la Responsable de l'Espace Emploi de Sarcelles (ingénierie, animation, coordination des actions, recherche des intervenants, communication sur les actions, …) et supervisée par la responsable Emploi et Politique de la ville de l'agglomération.

- Comité de suivi dédié à l'action de professionnalisation du Pacte : Trois comités par an.

- Réunions techniques : Groupes de travail spécifiques pour préparer les actions.

Indicateurs :

- Nombre d'actions ou d'ateliers ateliers de sensibilisation mis en place
- Nombre de séminaires ou de conférences mis en place
- Nombre de professionnels ayant participé aux actions
- Nature des actions mises en place selon les axes
- Nombre de métiers ciblés - par typologie des missions
- Nombre de comité de suivi mis en place

Intérêt régional :

- Concourir à la réalisation des objectifs du SRDEII.
- Intégrer un objectif de Haute Qualité Sociale en participant à la réduction des inégalités sociales et territoriales.
- Contribuer à la structuration d'une nouvelle intercommunalité issue du SRCI

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s):
Professionnels œuvrant sur le territoire de la communauté d'agglomération Roissy Pays de France. Acteurs de l'emploi, de l'insertion, de l'accueil, de l'information de l'orientation du territoire.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du Programme de développement local ciblé (PDELc), le niveau d'intervention est plafonné à 50 % des dépenses éligibles dans une limite de 50 000 euros par an.
Dans le cas présent, le coût global de cette opération est de 23 500 € et un financement est demandé à hauteur de 11 750 €, soit 50 % du montant total de la base subventionnable.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	21 900,00	93,19%
Prestations de services	1 600,00	6,81%
Total	23 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	11 750,00	50,00%
Communauté d'agglomération Roissy Pays de France	11 750,00	50,00%
Total	23 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	11 750,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	24 000,00 €
2015	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	20 000,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	31 000,00 €
2016	Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	30 000,00 €
2016	Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	40 000,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	20 000,00 €
2016	Appui régional à la professionnalisation des acteurs de l'emploi	15 000,00 €
2016	Chantier école	55 000,00 €
2016	Fonds Propreté	65 749,80 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	168 200,60 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2017	Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	30 000,00 €
2017	Dispositifs de fonds européns	108 059,52 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 3	112 750,00 €
2017	Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	202 300,00 €
	Montant total	947 059,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013901

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : CELLULE INGENIERIE TERRITORIALE EMPLOI - FORMATION - ALTERNANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention en faveur du GIP Emploi de Roissy-CDG	105 000,00 €	66,67 %	70 000,00 €
		Montant Total de la subvention	70 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-65738-191006-400
19100602- Divers organismes de développement économique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GIP GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC EMPLOI ROISSY CHARLES DE GAULLE
Adresse administrative : ESPACE MAGELLAN 93290 TREMBLAY EN FRANCE
Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public
Représentant : M. Jean-Yves Latournerie, Préfet du Val d'Oise

N° SIRET : 13001811200016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention annuelle en faveur du GIP Emploi de Roissy-CDG
Rapport Cadre : CR 90-12 du 22 novembre 2012 relative à la rénovation du soutien aux groupements de créateurs et à l'association nationale des groupements de créateurs et attribution de subventions, et à la refondation du GIP Emploi de Roissy-CDG : approbation de la nouvelle convention constitutive ; délibération CP 16-121 du 15 juin 2016 relative à l'adoption d'une convention type « Soutien à divers organismes ».

Date prévisionnelle de début de projet : 15 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 14 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : oui
Motivation de démarrage anticipé de projet : éviter d'interrompre la dynamique de travail partenariale engagée avec l'ensemble des acteurs du Grand Roissy – Le Bourget et poursuivre l'atteinte des objectifs prévus.

Objectifs : Accompagner les demandeurs d'emploi et les entreprises dans leur recherche de compétences

Refondé le 1er juin 2013, le GIP Emploi Roissy Charles de Gaulle a pour objet de mobiliser les moyens destinés à la conception, à la mise en œuvre et au soutien d'actions concertées en vue de satisfaire localement les besoins d'emploi, d'insertion, de sécurisation et de formation professionnelles sur le bassin

du Grand Roissy, au bénéfice des populations, notamment riveraines et des acteurs économiques de la zone d'emprise et d'attractivité.
Sa mission s'inscrit dans le cadre des politiques publiques emploi/formation définies aux niveaux européen, national, régional et infra-régional. Son champ d'intervention géographique est le territoire des trois départements riverains de l'aéroport : Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis, et Val d'Oise.

Il est pour le moment composé de 6 membres : l'Etat, la Région Île-de-France, le Département de Seine-et-Marne, le Département de Seine-Saint-Denis, et le Groupe Aéroports de Paris. La société La Belle Etoile, porteuse du projet Europa City, vient d'adhérer.

Sur l'impulsion de la Région, le GIP est actuellement dans une phase de mutation importante au cours de laquelle il va intégrer les activités de promotion économique du Grand Roissy – Le Bourget à l'international, menées sous la marque Hubstart Paris Region. Cette évolution va conduire d'ici la fin 2017 à un élargissement de sa composition, avec l'entrée attendue du Département du Val d'Oise, de la CA Roissy Pays de France et de l'EPT Paris Terres d'Envol. Des acteurs économiques sont également attendus, dont Air France.

Le GIP Emploi Roissy Charles de Gaulle (dont le nom de marque va changer pour rendre compte de l'évolution de ses missions) est donc, par construction, le partenaire privilégié de la Région pour animer le bassin d'emploi Grand Roissy – Le Bourget.

Description :

Actions prévues 2016-2017	Actions réalisées 2016-2017
1. Co-animation de 5 groupes de travail du Comité d'Orientation Stratégique Emploi-Formation du GIP : Formation : Recensement de l'offre de formation territoriale et communication aux prescripteurs ; développement d'un réseau d'acteurs de la formation pour fluidifier, sécuriser les parcours et instaurer un dialogue sur les pratiques d'accès à la formation et de sorties de formation, création d'outils partagés pour suivre les bénéficiaires ; Professionnalisation des acteurs de la formation et de l'emploi sur les contraintes aéroportuaires ; Organisation de conférences sectorielles ; Cartographie de l'offre de formation notamment à destination des entreprises et des porteurs de projet. Observatoire : création d'un document d'observation socio-économique du territoire du Grand Roissy – Le Bourget ; diffusion d'une étude d'impact emploi sur les projets structurants du territoire pour mieux cibler les filières métiers qui recrutent, poursuite de l'étude sur le secteur du tourisme d'affaires. Accompagnement des porteurs de projet sur leurs besoins en compétences et sur l'offre de formation territoriale. Fiches métiers : diffusion des fiches métiers réalisées avec Défi Métiers et ajustement du	Co-animation de groupes de travail permettant la réalisation d'action en faveur de la professionnalisation des acteurs du Grand Roissy Le Bourget, de l'accompagnement d'entreprises grands comptes et TPE/PME, de programme de mobilité, de structuration des filières… Formation : développement de la prise en main de l'offre de formation notamment par la diffusion des outils de Défi Métiers mais également par des actions spécifiques. Développement d'actions expérimentales pour développer des compétences transversales : posture professionnelle, anglais, service client. Animation de la démarche de conception d'un projet retenu dans le cadre du Programme d'Investissement d'Avenir Partenariat pour l'emploi et la formation professionnelle, permettant de construire des formations innovantes au regard des besoins des entreprises sur le Grand Roissy Le Bourget. Observatoire : publication d'un document de chiffres clés diffusé à 2000 exemplaires sur le territoire. Projet développé en partenariat avec la DIreccte, l'IAU IDF, Hubstart Paris Région, les maisons de l'emploi du territoire et Pôle emploi. Accompagnement de

contenu à partir des évolutions des métiers. Offre de service aux entreprises : création d'une offre de service territoriale sur les dispositifs d'accompagnement des PME avec l'appui de la DIRECCTE et de Pôle emploi, animation de la plateforme entreprise qui accompagne les PME du territoire, mise en place de démarches filières pour faire émerger des besoins collectifs d'entreprise. Langues et mobilité européenne : acquisition ou renfort en langues (dont le Français langue étrangère) et mobilité européenne. Apprentissage : Accompagnement de la développeuse territoriale de l'apprentissage dans la promotion de l'apprentissage sur le territoire et sur l'animation du groupe de travail. 2. Mise en place d'un pôle de conseil en évolution professionnelle et accompagnement de la démarche d'expérimentation d'une Cité des métiers. 3. Participation aux groupes de travail Campus des métiers et Cité des métiers ainsi qu'à l'ingénierie de projet sur de nouvelles actions.	porteurs de projet pour l'anticipation de leur besoin de main d'œuvre. Mise en place d'un partenariat avec Défi métiers pour le développement d'un outil d'observation à l'échelle du bassin d'emploi. Co-animation du groupe de travail en charge de l'ensemble des sujets observation anticipation. Offre de service aux entreprises : Mise en place d'une action d'appui aux TPE/PME dans le cadre d'un appel à projet européen et de fonds de revitalisation. Langues et mobilité européenne : mise en œuvre d'actions de mobilité européenne dans le cadre de parcours d'accès à l'emploi avec des entreprises (60 départs sur la période), des organismes de formation et les acteurs de l'accompagnement. Animation du consortium en charge de la réalisation de ce projet. Apprentissage : accompagnement de la développeuse de l'apprentissage dans l'animation partenariale et la relation aux grands comptes. Développement de l'ingénierie avec l'ANAF d'une expérimentation sur le Grand Roissy Le Bourget. Animation de la démarche de conception de l'outil Cité des métiers en partenariat avec le groupe ADP et les acteurs du territoire en matière d'orientation. Participation aux groupes de travail campus des métiers et des qualifications.

Plan d'action pour 2017-2018

Groupe de travail emploi Formation : animation du groupe de travail en particulier sur les questions actuelles de sourcing. Travail avec les branches, OPCA, entreprises et financeurs de formation sur les réponses à apporter aux centaines de recrutement sur l'aérien et aux recrutements induits par ce développement d'activité (sûreté, accueil, logistique, services aéroportuaires et commerce). Identification et mise en œuvre de solutions avec les structures d'accompagnement des demandeurs d'emploi.

Groupe de travail observatoire : diffusion des chiffres clés pour une appropriation du bassin d'emploi par les acteurs et décideurs du territoire. Production d'un document de portraits du Grand Roissy Le Bourget permettant une analyse quantitative et qualitative du territoire. Action partenariale avec Défi Métiers sur la mise en œuvre d'un outil dynamique permettant l'analyse continue du bassin d'emploi. Accompagnement à la construction d'une méthodologie permettant l'anticipation des besoins en compétences liés aux grands projets du territoire. Appui à l'étude menée sur le projet EuropaCity.

Hub Entreprises : accompagnement de l'ingénierie du dispositif Hub Entreprises visant à diagnostiquer 200 entreprises par an. Cet accompagnement portera notamment sur la relation aux partenaires territoriaux et dans le cadre de la construction d'un guide des partenaires et des dispositifs mobilisables par les entreprises sur le territoire. Accompagnement sur la construction d'actions collectives et plus spécifiquement l'association des hôteliers du grand roissy et l'ASLOG (association nationale d'entreprise de la logistique) dans la construction des réponses à leurs besoins RH.

Langues et mobilité européenne : construction d'une nouvelle réponse à l'appel à projet Erasmus + au regard notamment des besoins des entreprises sur les compétences en langues et relation client en environnement international et interculturel. Construction d'un projet de mobilité vers l'asie au regard de l'évolution du besoin de compétences vers les langues et la culture asiatiques et en particulier la Chine.

Apprentissage : accompagnement du groupe de travail apprentissage notamment pour les actions dans le cadre du projet Hub Compétences à la mise en œuvre d'actions partenariales innovantes sur la relation entreprise – CFA – apprentis.

Projet Hub Compétences : aide à l'ingénierie du projet (mis en œuvre suite à la réponse à l'appel à projet PIA « Partenariats pour la Formation Professionnelle et l'Emploi ») notamment sur les sujets :

- GPECT : construction de la démarche dans le cadre du groupe de travail observatoire et appui notamment sur la partie anticipation des besoins
- Orientation : aide à la mise en œuvre d'une cité des métiers de l'emploi et de la formation en réseau sur le territoire
- Apprentissage : en plus de ce qui a déjà été indiqué, accompagnement à l'ingénierie sur le volet aide à la mobilité (mise en place d'une nouvelle offre de service avec des véhicules sans permis pour les apprentis)
- Formation : en lien avec le Campus des métiers et des qualifications, aide à l'ingénierie pour la mise en œuvre de formations innovantes sur les compétences transversales du territoire (langue, relation client en environnement international et interculturel et posture professionnel au regard des standards internationaux)

Moyens mis en œuvre :
La mise en œuvre de cette cellule ingénierie est assurée par un(e) chef de projet à 50%, un(e) chargé(e) de mission à 70%

Intérêt régional :
- contribution à une meilleure articulation des dispositifs régionaux ;
- préfiguration de l'animation du bassin d'emploi Grand Roissy – Le Bourget.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public-cible :
Demandeurs d'emploi et apprenants jeunes et adultes, grands comptes et TPE-PME du Grand Roissy – Le Bourget.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017-2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et traitement	97 000,00	92,38%
Formation	3 000,00	2,86%
Frais de déplacement	3 000,00	2, 86%
Frais de télécommunications et fournitures	2 000,00	1,90%
Total	105 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	70 000,00	66,67%
GIP Emploi Roissy CDG	35 000,00	33,33%
Total	105 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	70 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contribution annuelle en faveur du GIP Emploi de Roissy-CDG	130 000,00 €
2014	Subvention annuelle en faveur du GIP Emploi de Roissy-CDG	79 150,00 €
2015	Contribution annuelle en faveur du GIP Emploi de Roissy-CDG	260 000,00 €
2015	Subvention annuelle en faveur du GIP Emploi de Roissy-CDG	75 000,00 €
2016	Contribution annuelle en faveur du GIP Emploi de Roissy-CDG	130 000,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	25 000,00 €
2016	Subvention annuelle en faveur du GIP Emploi de Roissy-CDG	70 000,00 €
2017	Contribution annuelle en faveur du GIP Emploi de Roissy-CDG	130 000,00 €
2017	Développeurs de l'apprentissage	50 000,00 €
	Montant total	949 150,00 €

Indicateurs d'évaluation :

- Création de parcours sécurisés au regard des enjeux de recrutement du territoire
- Nombre de réunions de réseau et qualité des membres participants
- Développement des projets du territoire favorisant le lien emploi – formation – entreprises
- Publications de l'observatoire du Grand Roissy – Le Bourget
- Bilans des actions opérationnelles mises en œuvre (salons, opérations de recrutement, mobilités…)
- Méthodologie d'anticipation des besoins du Grand Roissy Le Bourget
- Contribution aux travaux du Campus des métiers et des qualifications

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014009

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SOUTIEN A LA FILIERE DES SERVICES A LA PERSONNE - PARIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	42 341,73 €	35,43 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191006-400
19100605- Soutien aux projets de développement économique locaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EPEC ENSEMBLE PARIS EMPLOI COMPETENCES
Adresse administrative : 209 RUE LA FAYETTE 75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Antoine CHAPPE, Directeur

Date de publication au JO : 9 juillet 2005

N° SIRET : 48338140600048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés
Rapport Cadre : CR86-07 du 27/09/2007

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé se justifie par la nécessité de soutenir les dynamiques engagées par la plateforme SAP, auprès des entreprises et des demandeurs d'emplois notamment, sans interruption de l'action.

Objectifs :

Le projet présenté vise à soutenir la plateforme SAP dans le redéploiement de son offre de services, ciblée jusqu'ici en priorité sur un accompagnement RH des dirigeants (cf : cahier des charges des

plateformes RH).

Via ce soutien, la plateforme SAP pourra contribuer à la structuration de la filière sur les volets emploi / formation, par la mise en place d'actions spécifiques en direction des structures adhérentes, des salariés et demandeurs d'emploi du secteur des services à la personne et des activités de l'aide à domicile.

Description :

Contexte territorial du projet

La Maison de l'emploi, portée par le GIP Maison de l'emploi de Paris d'octobre 2005 au 31 décembre 2015, puis par l'EPEC depuis le 1er janvier 2016, dispose d'une antériorité, d'une expérience et d'un savoir-faire dans l'intervention en direction des structures, associations et entreprises, du secteur des Services à la Personne (SAP) du territoire parisien.

L'offre de services est développée depuis plus de dix ans sur les volets : GPEC, professionnalisation des dirigeants et des salariés intervenants, accompagnement à la VAE, conseil à la création d'entreprise, d'aide au recrutement, appui à la gestion des ressources humaine, etc. Ces différentes actions ont été soutenues par la Région Ile-de-France, à compter de janvier 2014 par le lancement d'une plateforme RH spécialisée sur le secteur des Services à la Personne.

Sur les cinq dernières années (1er janvier 2013 – 30 juin 2017), la plateforme SAP a pu accompagner près de 300 structures différentes -sachant que le territoire parisien compte environ 1000 structures SAP dont 294 services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD)-.
En moyenne par an, plus de 100 structures sont accompagnées (20% d'associations et 80% d'entreprises à but lucratif), des structures de plus en plus importantes en nombre de salariés (près de 3000 salariés pour l'ensemble des structures SAP accompagnées au 1er semestre 2017).

Capitalisant sur son expérience, l'EPEC souhaite s'inscrire pleinement dans les orientations de la Région et déployer une offre de service structurée au bénéfice du développement de la filière SAP à l'échelle du bassin d'emploi parisien.

La structure proposera la mise en œuvre du plan d'actions suivant, visant à proposer aux demandeurs d'emploi, aux salariés et aux employeurs une offre de services adaptée, facilitant une insertion et un développement pérenne dans la filière SAP.

I. Professionnalisation des dirigeants et appui au développement des structures

a) Professionnaliser les dirigeants et salariés

Organisation d'ateliers thématiques dans les domaines suivants : ressources humaines, management, démarche qualité, cadre légal, prévention des risques professionnels, etc.
Accompagnement individuel au sein des structures

b) Améliorer la qualité des prestations par un accompagner les dirigeants en matière de stratégie d'entreprise et la mise en place d'outils RH, et de solutions techniques et numériques innovantes

II. Professionnalisation, emploi et insertion : intermédiation entre les prestataires de service et les demandeurs d'emplois ou les personnes intéressés par les métiers de ce secteur

a) Informer sur les métiers, les compétences attendues et l'évolution du secteur

Déploiement d'informations collectives / informations métiers auprès des demandeurs d'emploi
Organisation de sessions de sensibilisation des partenaires de l'emploi sur l'évolution des métiers et des attentes du secteur

b) *Aider au recrutement*
Identification des besoins de recrutement auprès des structures SAP (outils spécifiques et démarche de recensement des besoins)
Pré-sélection de candidats et présentation de candidats aux prestataires SAP
Organisation de job-dating (mutualisation des besoins de recrutement – démarche inter-entreprises)

c) Développer des parcours d'accès à l'emploi réussis entre les organismes de formations et les structures SAP
Cartographie des formations métiers (OF, compétences visées, calendriers de formations)
Mise en lien des demandeurs d'emploi en sortie de formation avec les structures SAP

III. Animation territoriale des acteurs de la filière SAP

a) Animer le réseau adhérent
Mise en place d'un dispositif de connaissance des métiers et des emplois avec les structures adhérentes à la Plateforme SAP (typologie des structures, évolution des métiers, besoins d'emplois, …)
Production et diffusion de newsletters

b) *Structurer le réseau d'acteurs à l'échelle du bassin d'emploi parisien*
Développer le maillage entre les acteurs institutionnels et sociaux notamment par la mise en place d'un comité technique territorial de la filière SAP en 2018

Critères d'évaluation

Nombre d'adhérent ; nombre de recrutements réalisés grâce aux actions menées par la plateforme pendant la durée du partenariat ; nombre de participation à des actions liées à l'emploi (atelier thématiques, forums, cessions d'information à l'attention des demandeurs d'emploi, etc.).

Moyens mis en œuvre :

L'action mobilise des moyens humains au sein de l'EPEC, en particulier un chargé de mission dédié à l'animation de la plateforme SAP. Elle s'appuie également sur le recours à un prestataire spécialisé pour l'organisation des ateliers thématique RH.

Deux comités techniques seront réalisés au cours du second semestre 2017.

Intérêt régional :

Cette action contribue à la bonne adéquation de l'offre et de la demande d'emplois sur un secteur en tension à l'échelle du bassin d'emploi Parisien.

Elle participe à la structuration de la filière et à son développement au moyen d'une animation régulière

et la mise en œuvre d'outils permettant une professionnalisation durable des acteurs de la filière.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Les bénéficiaires de l'action sont, d'une part les demandeurs d'emploi ayant exprimé un souhait d'orientation vers le secteur des services à la personne, et les entreprises de la filière.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du PDELC, le niveau d'intervention est plafonné à 50% des dépenses éligibles dans une limite de 50 000 euros par an. Dans le cas présent, cette opération est de 42 341,73 euros et un financement est demandé à hauteur de 15 000 euros, soit 35.43 % du coût total de l'action.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des personnels	40 841,73	96,46%
Prestations de service	1 500,00	3,54%
Total	42 341,73	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat- Dirrecte UD 75	27 341,73	64,57%
Région	15 000,00	35,43%
Total	42 341,73	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €
2018	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	30 000,00 €
2014	Chantier école	55 000,00 €
2014	Cotisations Unité Développement	50 000,00 €
2014	Passerelles entreprises	48 657,48 €
2014	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	57 900,00 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2015	Cotisations Unité Développement	26 248,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	59 100,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2016	Chantier école	55 000,00 €
2016	Passerelles entreprises	55 000,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	59 100,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2017	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises et les Associations	29 550,00 €
	Montant total	545 555,48 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013911

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SOUTIEN À LA FILIÈRE DES SERVICES À LA PERSONNE DANS LES YVELINES, NOTAMMENT PAR LE DÉVELOPPEMENT D'UN AXE INNOVATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	64 800,00 €	38,58 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191006-400
19100605- Soutien aux projets de développement économique locaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INVIE
Adresse administrative : 1 RUE BAPTISTE MARCET
78130 LES MUREAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur François GARAY, Président

Date de publication au JO : 23 février 2012

N° SIRET : 75002676700012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés
Rapport Cadre : CR86-07 du 27/09/2007

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé se justifie par la nécessité de soutenir les dynamiques engagées par INVIE, auprès des entreprises et des demandeurs d'emplois notamment, sans interruption de l'action.

Contexte territorial du projet :

La plateforme départementale INVIE est le fruit de la fusion des 2 associations CIMAP et AMADOM, ancrées sur le département des Yvelines, bénéficiant du soutien des institutions publiques notamment la CNSA, le Conseil Départemental 78, la Région Ile de France, la DIRECCTE Ile de France, Activit'Y…

La création de la nouvelle identité « INVIE» traduit la volonté de la plateforme, de ses décideurs, mais également de ses partenaires institutionnels et privés, d'une nouvelle impulsion et d'un décloisonnement des filières du numérique de la robotique digital avec les métiers du prendre soin, en investissant le champ de l'innovation.
La structuration de la filière des services à la personne nécessite en effet une approche transverse à la fois en engageant un travail de modernisation et de professionnalisation des acteurs de la filière mais également en imaginant les nouveaux modes d'intervention humaine et technique pourvoyeurs d'emplois sur le territoire des Yvelines et au-delà.

Le projet s'inscrit dans une volonté convergente des acteurs du départ : C.U. GPSEO, autres EPCI, Département, acteurs économiques du champ du médico social, la Région.
A ce titre, la plateforme est identifiée comme le porteur de projet agile capable de fédérer une multiplicité d'acteurs provenant d'horizons à priori totalement différents.
In fine, il s'agira de libérer la compétitivité des acteurs économiques du secteur en produisant des emplois pérennes.

Objectifs :

Le projet présenté a pour vocation de contribuer à la structuration et au soutien de la filière notamment sur les volets : emploi / formation et sur le volet innovation du secteur

Les objectifs sont notamment :

1- le déploiement des pôles orientations sur l'ensemble des territoires Yvelinois afin de sensibiliser les futurs salariés du secteur et de faciliter leur parcours de formation et d'intégration dans l'emploi.

2- le soutien à l'innovation dans la filière services à la personne. La plateforme posera les bases d'une stratégie et d'un plan d'action dans le domaine, afin de réunir les acteurs des filières numériques, robotiques, digitales et métiers du prendre soin afin d'engager une réflexion sur les axes d'innovation possibles.

Description :

AXE 1 - POLES ORIENTATION

La connaissance des métiers de l'aide à domicile, de leurs exigences ainsi que de leur environnement et contraintes quotidiennes sont indispensables à un parcours réussi pour la personne en recherche d'emploi. Le dispositif « pôle orientation » de cinq jours permet d'évaluer les motivations, l'attitude et les connaissances de chaque demandeur d'emploi intéressés par les métiers des services à la personne pour ensuite construire un parcours individualisé répondant à ses besoins :
- L'évaluation de la faisabilité du projet professionnel dans les services à la personne
- L'aide à la construction du projet professionnel dans les services à la personne notamment par la découverte et la sensibilisation métiers concernés

INVIE organisera des sessions sur l'ensemble du territoire des Yvelines.

Résultat attendus :
- validation du projet professionnel dans le secteur des services à la personne,
- diagnostic du besoin en formation,
- mise en place d'un parcours sécurisé d'accès à la qualification professionnelle des publics et suivi

dans l'insertion professionnelle.

AXE 2 - SOUTIEN A L'INNOVATION, PROJET E-TONOMY

INVIE engagera un diagnostic (niveau de digitalisation du secteur des SAP, freins à la transformation numérique du secteur, part des startups ayant choisi de développer des innovations en lien avec le secteur, niveau de connaissance des acteurs du secteur...) qui permettra la définition et le déploiement d'un plan d'action opérationnel.

INVIE s'appuiera notamment sur un événement baptisé E-TONOMY, pour mobiliser largement les acteurs institutionnels, de la société civile, des associations d'usagers, des startups, des TPE/PME, des grands groupes, des étudiants et des chercheurs intéressés par l'innovation créatrice...

E-Tonomy est un promoteur de projets et un observatoire de l'innovation et du décloisonnement de 9 filières professionnelles pour :
- permettre un lieu de rencontre des acteurs des filières
- stimuler la réflexion et la créativité
- anticiper les métiers de demain et la compétitivité économique
- développer des partenariats R&D, accompagner et pérenniser les initiatives

L'évènement se déroulera du 11 au 15 octobre 2017, sous forme de salon / conférences / hackathon.

Moyens mis en œuvre :
L'action mobilise des moyens humains au sein d'INVIE, en particulier deux chargés de mission pôle innovation.
Elle s'appuie également sur le recours à un prestataire spécialisé pour l'organisation des pôles d'orientation.
Un comité de pilotage sera mis en place pour le suivi des actions.

Intérêt régional : Cette action contribue à la compétitivité des acteurs de la filière SAP et a pour objectif de déployer des outils de rapprochement de l'offre et de la demande d'emplois sur un secteur en tension.
Elle permettra de limiter les ruptures de parcours de formation, de sécuriser l'insertion en emploi et de limiter les problématiques de gestion des ressources humaines au sein des structures employeuses.
Elle participe à la structuration de la filière, à son développement grâce au déploiement, à terme de solutions innovantes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les bénéficiaires de l'action sont, d'une part les demandeurs d'emploi ayant exprimé un souhait d'orientation vers le secteur des services à la personne, d'autre part les entreprises de la filière et les startups dont les solutions verront une application grâce à la démarche.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du PDEL-C, le niveau d'intervention est plafonné à 50% des dépenses éligibles dans une limite de 50 000 euros par an. Dans le cas présent, le coût global de cette opération est de 64 000 euros et un financement est demandé à hauteur de 25 000 euros, soit 38,58%.
Il s'agit de la 1ère année d'intervention dans le cadre de ce PDELC.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
prestations extérieures (organisation de pôles d'orientation)	48 000,00	74,07%
dépenses de personnel	16 800,00	25,93%
Total	64 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	25 000,00	38,58%
Direccte	17 700,00	27,31%
ACTIVIT'Y	13 500,00	20,83%
CNSA	8 600,00	13,27%
Total	64 800,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	0,00 €
2018	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)	200 000,00 €
2015	Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)	180 000,00 €
2016	Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)	168 000,00 €
	Montant total	548 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014046

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SOUTIEN REGIONAL A LA PLATEFORME DES SERVICES A LA PERSONNE (SAP) DE L'ESSONNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	277 611,00 €	9,01 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191006-400
19100605- Soutien aux projets de développement économique locaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DE L'EMPLOI CORBEIL ESSONNES EVRY
Adresse administrative : 14 RUE DU BOIS SAUVAGE 91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Eric BAREILLE, Président

Date de publication au JO : 2 janvier 2007

N° SIRET : 49444394800034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés
Rapport Cadre : CR86-07 du 27/09/2007

Objet du projet : soutien régional à la plateforme des services à la personne (SAP) de l'Essonne.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité pour assurer la continuité du financement régional de la plateforme SAP, garant de son bon fonctionnement.

Objectifs :
Dans l'Essonne, le nombre de structures SAP est estimé à 700 dont 391 microentreprises en 2016. Les 309 structures (hors micro entreprises) répondent à trois types de besoin représentant 21 métiers :

- La dépendance (PA-PH)
- La garde d'enfants de moins de 3 ans (+ sorties d'école)
- Le « confort »

Le secteur des Services A la Personne est en perpétuelle évolution au regard de l'évolution de la société et de ses besoins. La loi de l'adaptation de la société face au vieillissement, du 28 décembre 2015, apparait comme un enjeu incontournable pour une
partie de ce secteur liée au maintien à domicile. En effet, L'INSEE envisage au niveau régional une forte augmentation de la population âgée dépendante à l'horizon 2030 avec
76.600 personnes dépendantes supplémentaires par rapport à l'année 2007 qui sert de référence.

L'Essonne, serait le département le plus touché par ce phénomène avec 9.600 personnes dépendantes supplémentaires parmi les personnes âgées de 75 ans ou plus.
En outre, les études montrent que les personnes demeureraient plus longtemps à leur domicile et seraient plus souvent seules, nécessitant la présence croissante d'un aidant, familial et/ou professionnel.

Aussi, les besoins en emploi dans ce domaine y sont croissants. Mais ce secteur apparait comme peu structuré (multiplicité des petites structures, jeunes entreprises, chefs d'entreprise en reconversion) et soumis à de fortes évolutions législatives. Ses
métiers, diversifiés, y sont en tension. Pourtant, la gamme des emplois proposés est susceptible d'intéresser les demandeurs d'emploi essonniens peu ou non qualifiés. Ils offrent des parcours professionnels à potentiel, mais peu ou mal connus. Un accompagnement des demandeurs d'emploi afin de leur permettre de les découvrir et de s'y former (pré-qualification, qualification) est indispensable.

Il ressort, une inadéquation structurelle entre les offres d'emploi et les profils des demandeurs d'emploi liée à plusieurs facteurs:
- D'un côté, de nombreuses offres dans des secteurs comme les services à la personne, accessibles à des bas niveaux de qualification, qui restent insatisfaites…
- et de l'autre, des demandeurs d'emploi inscrits dans ces mêmes métiers, qui n'arrivent pas à accéder à ces offres.

Dès 2009, la Maison De l'Emploi de Corbeil-Essonnes / Evry, s'est attaché à identifier les besoins spécifiques du secteur SAP sur son territoire. En 2014, souhaitant aller plus loin, une phase d'étude et d'ingénierie a été menée dans le cadre d'une démarche GPECT (Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences Territoriale) soutenue par la région Ile de France et la Direccte. Afin d'accompagner la structuration de la filière des services à la personne sur l'ensemble du territoire régional, La Direccte de l'Essonne, l'agglomération Grand Paris Sud et la Région Île de France ont contribué à la création d'une plateforme dédiée aux Services A la Personne (SAP) couvrant le territoire de l'Essonne et portée par la Maison De l'Emploi (MDE) de Corbeil Essonne/
Evry. La plateforme a rejoint les 7 plateformes franciliennes regroupées sous l'Union Régionale SAP (URSAP-IDF), dont l'objectif est de capitaliser et d'harmoniser les solutions et outils nécessaires à l'accompagnement du secteur d'activité des SAP.

Description :
La Plateforme est un outil fonctionnant sur une coordination partenariale avec les acteurs de l'emploi, de l'insertion et du développement économique du département (Pôle Emploi, communes, communautés d'agglomération, missions locales, Plies,
CCAS,...).

La plateforme souhaite développer les 4 actions suivantes :

Action 1 : mobiliser et fédérer l'ensemble des structures territoriales.

- Mise en place d'un club d'adhérents et d'un espace de coworking
- Continuité et renforcement d'Animation de collectifs thématiques pour l'ensemble des structures du territoire
- Constitution et mise en ligne d'un annuaire des structures SAP de l'Essonne

Action 2 : Favoriser une meilleure adéquation entre besoin en emploi et insertion dans les SAP
- Collectifs de sensibilisation et formation à destination des prescripteurs emplois : engager une meilleure connaissance des contraintes sectorielles et des pré-requis nécessaires
- Soutien aux recrutements et sourcing de candidats. Cette action pourra initier le projet de la création d'un pôle d'orientation spécifique Services A la Personne au sein de la plateforme.

Action 3 : Création d'une charte d'engagement valorisation/insertion.
Les objectifs de cette charte doivent permettre aux structures d'être actrices dans l'anticipation des emplois et de s'approprier une démarche insertion en favorisant :
- la promotion et valorisation du secteur,
- une meilleure connaissance du secteur des publics en recherche d'emploi par Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel (PMSMP - mesure d'aide au recrutement déployée par Pole Emploi)
- la recherche de stages lors de formation pré-qualifiantes, qualifiantes ou certifiantes

Cette charte pourra à terme être labélisée sur le territoire de l'Essonne telle une appellation RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) emploi /insertion. Elle pourra être également la préfiguration de la constitution d'un Groupement d'employeurs d'insertion et de qualification spécifique ay secteur des SAP.

Action 4 : la Mobilité et Proximité dans les Services A la Personne.
- développement d'un projet partenarial sur la Mobilité avec Essonne Mobilité
- développement d'un partenariat avec les prescripteurs emploi sur les zones non-couvertes par les plie.

Moyens mis en œuvre :
1 ETP responsable de la plateforme et 0,39 ETP pour appuis complémentaires (postes assistant, appui technique chargé de mission, direction)
Actions de communication / promotion et recours à des prestations extérieures pour l'appui à des études complémentaires.

Intérêt régional : - soutien à une filière porteuse d'emploi
- concours à la mise en œuvre de la Stratégie #Leader : appui au développement solidaire des territoires.
- soutien des PME

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Structures/Entreprises des services à la personne, acteurs/prescripteurs de l'emploi/formation/insertion, demandeurs d'emploi.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	157 271,00	56,65%
Fonctionnement	87 840,00	31,64%
Prestations extérieures	25 000,00	9,01%
Communication promotion	7 500,00	2,70%
Total	277 611,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FSE (AGFE 91 - CD 91)	125 000,00	45,03%
FAPI - CD 91	125 000,00	45,03%
Adhésions	1 783,00	0,64%
Subvention Région (sollicitée)	25 000,00	9,01%
Etat (CPO MDE)	828,00	0,30%
Total	277 611,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	0,00 €
2018	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	50 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	59 688,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	50 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	35 000,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	50 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2017	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises et les Associations	25 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	52 038,62 €
	Montant total	346 726,62 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013824

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT DE LA PLATEFORME DE SERVICES A LA PERSONNE DES HAUTS-DE-SEINE - PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL CIBLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	116 523,00 €	21,45 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191006-400
19100605- Soutien aux projets de développement économique locaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAP 92 PLATEFORME DES SERVICES A DOMICILE DES HAUTS DE SEINE
Adresse administrative : 47 B AVENUE ARISTIDE BRIAND 92160 ANTONY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Frédéric PRIMAT, Président

Date de publication au JO : 11 octobre 2013

N° SIRET : 79933007100025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés
Rapport Cadre : CR86-07 du 27/09/2007

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

- Poursuivre la structuration, l'animation et le développement du réseau des opérateurs de services à la personne à l'échelle du département (associations, entreprises, prestataires, mandataires…), particulièrement actifs dans les Hauts-de-Seine.
- Soutenir les entreprises et associations employeurs alto-séquanaises du secteur des services à la personne pour développer la formation et faciliter les recrutements en fonction des spécificités des 4

Bassins d’emploi existants dans les Hauts-de-Seine : Boucle Nord de Seine, Paris Ouest La Défense, Grand Paris Seine Ouest, Vallée Sud Grand Paris.
Cette action apporte une série de réponses concrètes aux problématiques du secteur des services à la personne, tant du point de vue des adhérents employeurs que des salariés et demandeurs d'emploi intéressés par ce secteur.

Description :

1. Contexte territorial du projet.

Le secteur des services à la personne représente dans la Région Ile-de-France environ 5% de l’emploi, soit un pourcentage équivalent à celui du bâtiment et des travaux publics.
Comme les autres départements fanciliens, celui des Hauts-de-Seine s’est doté d’une plateforme des services à la personne depuis octobre 2013. La plateforme a été créée sous la forme d’une association loi 1901, par des acteurs de terrain, sous l’impulsion de la convention de revitalisation Pfizer sur le sud des Hauts-de-Seine. Rattachée à l‘Union Régionale des Plateformes de services à la personne d’Ile-de-France, cette plateforme dénommée "CAP 92" a vocation à rayonner sur l’ensemble du département des Hauts-de-Seine. La plateforme alto-séquanaise s’inscrit dans un objectif d’accompagnement des opérateurs de services à la personne qui présentent la particularité d’être à la fois très nombreux sur le département et d’être constitués d’une grande diversité de statuts juridiques, de tailles et de champs d’intervention.
Aujourd’hui la plateforme CAP 92 fédère 50 entreprises et associations du secteur des services à la personne et de l’aide à domicile sur ce département.

2. Contenu du plan d'actions.

Depuis deux ans, grâce notamment au soutien de la Direccte UD 92, du Département des Hauts-de-Seine et de la Région Ile-de-France, la plateforme CAP 92 a contribué à l'optimisation des créations d'emplois dans ce secteur, en participant à la création de 730 ETP depuis 2014 (source : sondage fait auprès des adhérents). En développant un travail de partenariat avec l'ensemble des acteurs institutionnels, des entreprises et des associations dans les domaines de l'emploi et de la formation, la plateforme s'est positionnée comme un acteur représentatif, facilitateur et médiateur pour permettre de développer l'emploi, la formation et la sécurisation des parcours conformément aux nouvelles orientations régionales.

Axe 1 : poursuite de la structuration et de l'organisation de la plateforme départementale.
Afin d'avoir à terme une plateforme au modèle économique sécurisé dans la durée, il est essentiel que l'association poursuive son travail d'adhésion dans les Hauts-de-Seine auprès des acteurs du secteur (entreprises, associations...) afin de les fédérer et d'offrir aux demandeurs d'emploi, aux salariés et aux employeurs une offre de services adaptée et de qualité en facilitant notamment le recrutement des demandeurs d'emploi, en sécurisant le parcours des salariés dans un secteur où le turn-over est important. Plus généralement, la plateforme départementale apportera une offre de service opérationnelle à ses adhérents afin de leur permettre un soutien aux projets de développement.
L'objectif fixé est d'atteindre fin 2018 les 100 adhérents, répartis sur les 4 Bassins d'emploi des Hauts-de-Seine.

Axe 2 : appui au développement, à la professionnalisation et à la modernisation des structures de services à la personne dans les Hauts-de-Seine.
Il s'agit de conforter le développement des organismes employeurs (mandataires, prestataires, franchisés...), en accompagnant la professionnalisation des dirigeants, des salariés afin d’assurer la qualité de service et la pérennité des emplois créés. En complémentarité des actions soutenues par les

partenaires, il s’agira d’optimiser les parcours des demandeurs d’emploi, de l’orientation vers les formations, jusqu’à l’insertion professionnelle par la mobilisation des adhérents.

Axe 3 : appui aux employeurs pour permettre de développer l'emploi. Il s'agit d'orienter, de professionnaliser, de recruter et d'accompagner les personnes intéressées par les métiers du secteur des services à la personne.
Au travers d'un partenariat avec les acteurs et opérateurs de l'emploi (notamment Pôle emploi, les espaces départementaux d'insertion, les 11 Missions locales situées sur le département, les Maisons de l'emploi, les PLIE...), CAP 92 soutiendra les employeurs dans l'une des phases les plus importantes dans la vie des entreprises et associations : le sourcing de profils adaptés aux besoins de l'entreprise (ou de l'association) et l'accompagnement de demandeurs d'emploi prêts à travailler dans le secteur des services à la personne.
CAP 92 participera à 8 forums de recrutement à l'échelle des 4 Bassins d'emploi des Hauts-de-Seine ; l'objectif est de placer a minima une centaine de personnes dans l'emploi, en particulier en CDI. Les autres demandeurs d'emploi seront orientés et accompagnés vers des dispositifs de droit commun (appui à la préqualification, formation professionnelle continue, VAE...) ou vers des opérateurs accompagnant les porteurs de projets intéressés par la création d'entreprise (ADIE, Boutique de gestion...).

Il est souligné que CAP 92 devra dans l'ensemble de ses publications (newsletters...) et supports de communication (site internet...) valoriser le partenariat avec la Région Ile-de-France.

3. Critères d'évaluation.

Nombre d'adhérents, avec répartition sur les 4 Bassins d'emploi ; nombre de recrutements réalisés grâce aux actions menées par CAP 92 pendant la durée du partenariat ; nombre de participation à des actions liées à l'emploi (forums, cessions d'information à l'attention des demandeurs d'emploi, etc.). Pour information, CAP 92 communiquera également le nombre de salariés ayant bénéficié d'une action de formation professionnelle continue.

Moyens mis en œuvre :
1 Directeur de l'association, qui est l'interlocuteur des services régionaux pour ce projet.
1 chargé de mission recrutement et formation.
2 stagiaires selon le règlement de la Région.

Il est prévu 3 réunions de comités de pilotage associant la Direccte UD 92, la Région Ile-de-France et le Département des Hauts-de-Seine. CAP 92 s'engage à transmettre les bilans intermédiaires, bilans et synthèses de réunions aux services régionaux, en mettant en valeur les conditions d'un modèle économique pérenne.

Intérêt régional :
- Structuration de la filière SAP (TPE, PME, grands groupes et associations).
- Développement de l'emploi et de l'accès à la formation à l'échelle des 4 Bassins d'emploi du département des Hauts-de-Seine.
- Soutien à un secteur d'activités très fortement pourvoyeur d'emplois.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Public(s) cible(s) :
Les dirigeants et les salariés des entreprises, des associations, des entreprises intermédiaires, etc. du secteur.
Les demandeurs d'emploi, notamment ceux peu ou pas qualifiés, dont certains en politique de la ville.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du PDELC, le niveau d'intervention est plafonné à 50% des dépenses éligibles dans une limite de 50 000 euros par an. Dans le cas présent, cette opération est de 116 523 euros et un financement est demandé à hauteur de 25 000 euros, soit 21,45 % du coût total de l'action. Il s'agit d'une troisième année d'intervention.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des personnels	70 000,00	60,07%
Autres services extérieurs (publicité, communication, frais de déplacements, prestations extérieures...)	27 700,00	23,77%
Autres charges directement liées au projet	18 823,00	16,16%
Total	116 523,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de l'association	21 523,00	18,48%
Direccte UD 92	70 000,00	60,07%
Région Ile-de-France	25 000,00	21,45%
Total	116 523,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 500,00 €
2018	12 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	35 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
	Montant total	60 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014247

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE DES SERVICES A LA PERSONNE EN SEINE-ET-MARNE : CONFORTER LA PLATEFORME DEPARTEMENTALE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	275 899,62 €	18,12 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191006-400
19100605- Soutien aux projets de développement économique locaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DE L' EMPLOI ET DE LA FORMATION DE SENART (MDEF)
Adresse administrative : 462 RUE BENJAMIN DELESSERT 77550 MOISSY-CRAMAYEL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Eric BAREILLE, Président

Date de publication au JO : 12 février 1992

N° SIRET : 38830264800026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés
Rapport Cadre : CR86-07 du 27/09/2007

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Contexte :
La Maison de l'Emploi et de la Formation de Sénart a engagé depuis fin 2011, une démarche, dans le cadre du Pacte de Sénart et Melun Val de Seine, visant à structurer un plan d'action sur la filière des services à la personne et à soutenir les activités existantes avec la création de la Plateforme de services à la personne « SAP77 ». Cette plateforme s'est progressivement déployée dans le cadre des Pactes Sud 77 (en lien avec l'Association Pacte Sud 77) et Nord-Est 77 (en lien avec la Maison de l'Emploi du Nord-Est) dans l'objectif de proposer une réponse coordonnée et mutualisée aux besoins des structures et des

demandeurs d'emploi. Les actions menées ont mis en évidence la nécessité de professionnaliser ce secteur, d'améliorer la qualité de l'emploi et de l'orientation/formation des demandeurs d'emplois mais également un besoin de mieux anticiper les évolutions du marché. Une étude menée en 2016 par l'Aract IDF (Baromètre social) en lien avec l'Union régionale des plateformes de services à la personne d'Ile de France (URSAP IDF) et les Plateformes départementales a confirmé ce besoin de professionnalisation (obtention du DEAVS en particulier) ou de montée en responsabilité (encadrement, tutorat, responsable de secteur), et de formation permettant une évolution « métier ». L'entrée en vigueur de la loi de 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement renforce cette priorité d'accompagnement à domicile et la nécessité de mieux adapter l'offre à la demande d'emploi. Par ailleurs, une étude récente menée par le cabinet ENEIS à la demande du Conseil Départemental de Seine -et-Marne a permis de valider l'intérêt et le besoin pour les structures SAP de bénéficier de l'offre de service apportée par la Plateforme SAP77.

Une réflexion a été engagée en 2016 entre la Région, le Département de Seine-et-Marne, la Direccte UT 77, et la MDEF de Sénart afin d'apporter une réponse coordonnée et de proximité qui mobilise les compétences respectives de chacun des partenaires. Sur la base des résultats obtenus et de la légitimité acquise auprès des établissements, l'outil plateforme SAP77 a été conforté dans son rôle d'animation et d'appui à la structuration et à la professionnalisation de cette filière à l'échelle du département de Seine-et-Marne.

Eléments chiffrés :
En septembre 2017, le territoire de la Seine-et-Marne compte 662 structures SAP (recensement juin 2017) dont 415 structures sous le régime du micro-entrepreneur ou de l'entreprise individuelle, qui sont donc sans salarié.
Les 247 autres structures qui ont au moins un salarié se répartissent ainsi :
- 169 entreprises privées de services à la personne
- 57 associations dont 7 associations intermédiaires
- 21 CCAS

Le secteur SAP emploie 4500 salariés en Seine-et-Marne (2016). Les associations réalisent 42,4% des heures de prestation (811 221 h), les entreprises 47% (898 739h) et les CCAS 10,6 % (203 834 h).
(Sources Direccte UD77)

Depuis sa création, la Plateforme SAP77 a rencontré 108 structures (1/3 des structures du 77 ayant au moins 1 salarié). En 2016, elle compte 47 structures adhérentes, qui bénéficient d'une offre de services sur mesure et adaptée aux besoins locaux: ateliers GPEC, groupes de travail thématiques (mobilité, formation, recrutement, emploi direct, etc.), salon des services à la personne, diffusion d'offres d'emploi, etc...

Cet outil « plateforme SAP 77 » permet de :
- s'informer de l'actualité et renforcer ses connaissances du tissu local SAP (via un site internet et une newsletter),
- actualiser ses connaissances et ses champs de compétences (ateliers thématiques et d'échanges de pratiques),
- promouvoir son activité auprès du public et des professionnels du secteur (actions collectives de promotion),
- informer et faciliter l'accès à l'emploi des demandeurs d'emplois (action de sensibilisation sur la représentation des métiers en lien avec Pole emploi et les missions locales, salons de l'emploi…)
- faciliter l'accès à une offre de formation adaptée pour les demandeurs d'emplois et les salariés
- créer et consolider l'activité des établissements (mise en relation avec le réseau d'acteurs de la création et du développement des entreprises ; projets de coopération et de mutualisation en lien avec l'URSAP),
- professionnaliser les dirigeants de structures en matière de recrutement RH et faciliter le recrutement (en lien avec Pôle emploi et les branches professionnelles),

Objectif de l'action: Soutenir et déployer le développement d'une filière des services à la personne

en Seine-et-Marne en s'appuyant sur l'outil plateforme des services à la personne, SAP 77
Il s'agit de déployer cette action sur les territoires non couverts par l'offre de services de la plateforme SAP77 et de renforcer l'action SAP sur les secteurs existants (Sénart, Melun, bassin d'emploi NE77, bassin d'emploi Sud 77)

Description :
Axe 1 : Animer, fédérer et promouvoir la filière des services à la personne
Objectifs :
• Fédérer les acteurs des services à la personne au sein d'un réseau de professionnels et piloter la structuration et le développement de la filière
• Améliorer la visibilité et la lisibilité du secteur pour les acteurs économiques, les demandeurs d'emploi et le public utilisateur,
• Anticiper les évolutions du marché
Actions :
- Animation du réseau des acteurs SAP (employeurs, fédérations professionnelles, organismes de formations, prescripteurs) et de groupes de travail thématique
- Implication dans le réseau régional et national
- Déploiement des outils de communication et d'information (site internet, newsletter…)
- Développement des outils de promotion de la filière à destination des professionnels et des demandeurs d'emploi
- Développement des outils de veille partagés

Axe 2 : Professionnaliser, accompagner le développement des structures et anticiper les évolutions du secteur des services à la personne
Objectifs :
• Accompagner individuellement et collectivement les dirigeants dans le développement de leur structure (RH, GPEC, Stratégie et financier…)
• Sécuriser les parcours professionnels des salariés de la filière et favoriser la fidélisation des salariés,
• Faciliter l'intégration dans l'emploi des demandeurs d'emploi
Actions :
- Elaboration et mise en œuvre d'une offre de formation adaptée et de sécurisation des parcours
- Animation d'actions d'information/orientation et de repérage des compétences auprès des demandeurs d'emploi
- Sensibilisation et accompagnement des structures SAP à la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) et à l'amélioration des conditions de travail

Moyens mis en œuvre :
4 ETP d'Animateur et appuis complémentaires (postes assistant, communication et responsable service)
Le comité de concertation créé entre les partenaires financiers aura pour mission le suivi et l'évaluation de l'action. Il pourra procéder aux ajustements nécessaires pour l'atteinte de l'objectif visé.

Intérêt régional : - Structuration de la filière et développement de l'emploi
- mutualisation et impact à l'échelle du département de Seine-et-Marne
- Participation à l'atteinte des objectifs des bassins d'emploi
- Appui au développement solidaire des territoires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Public(s) cible(s) :
Structures/Entreprises des services à la personne, acteurs de l'emploi/formation/insertion, salariés et demandeurs d'emploi.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du PDEL-C, le niveau d'intervention est plafonné à 50% des dépenses éligibles dans une limite de 50 000 euros par an. Dans le cas présent, le coût global de cette opération est de 340 000 euros et un financement est demandé à hauteur de 50 000 euros, soit 14,71 %.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : du 1er janvier au 31 décembre 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Animation (salaires et traitement)	232 149,62	84,14%
Frais de fonctionnement (frais de déplacement et de mission, abonnement téléphone portable)	3 250,00	1,18%
Prestations extérieures (appui ingénierie, salons, actualisation site internet)	40 500,00	14,68%
Total	275 899,62	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	50 000,00	18,12%
FSE	59 268,29	21,48%
ETAT (CPO MDE)	24 000,00	8,70%
ETAT Direccte UD77	40 000,00	14,50%
CD77 (secteur RSA)	26 633,33	9,65%
CD77 (secteur autonomie)	64 000,00	23,20%
Agglo GPS (CPO)	5 998,00	2,18 %
Adhésion plateforme	6 000,00	2,17%
Total	275 899,62	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	25 000,00 €
2019	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Développeurs de l'apprentissage	47 197,45 €
2014	Egalité professionnel entre les femmes et les hommes	15 460,00 €
2014	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2014	Sensibilisation à l'ESS et à l'Innovation Sociale	50 000,00 €
2014	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	15 000,00 €
2014	Soutien aux points d'accueil création et développement d'entreprise – labellisation PACE+	30 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	7 000,00 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	65 435,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	52 500,00 €
2014	Soutien régional en faveur des Groupements de Créateurs Franciliens et de l'ANGC	52 500,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2015	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	23 233,50 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	104 495,48 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	50 000,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	10 000,00 €
2015	Lutte contre les discriminations dans la formation et l'emploi (CR46-14)	12 475,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2015	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	15 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	7 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	55 600,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	32 500,00 €
2015	Soutien régional en faveur des Groupements de Créateurs Franciliens et de l'ANGC	60 000,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	22 000,00 €
2016	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	40 560,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	75 000,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 3	278 355,63 €
2016	Soutien aux points d'accueil création et développement d'entreprise – labellisation PACE+	25 000,00 €
2016	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	4 075,00 €
2017	Développeurs de l'apprentissage	25 000,00 €
2017	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises et les Associations	30 000,00 €
2017	Soutien régional en faveur des Groupements de Créateurs Franciliens et de l'ANGC	30 000,00 €

	Montant total	1 417 887,06 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014283

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : PDELC : SOUTIEN DE LA FILIERE SERVICES A LA PERSONNE EN SEINE-SAINT-DENIS, DEVELOPPEMENT DE L'EMPLOI VIA LA PLATEFORME EVOLIA 93

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	110 000,00 €	22,73 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191006-400
19100605- Soutien aux projets de développement économique locaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EVOLIA 93
Adresse administrative : 2 RUE LOUIS NADOT
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : 19 novembre 2009

N° SIRET : 50274768600025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés
Rapport Cadre : CR86-07 du 27/09/2007

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : il s'agit d'assurer la continuité de l'action d'EVOLIA 93, soutenue par la Région en 2016, et des actions déployées auprès des demandeurs d'emploi.

Objectifs :
Soutien de l'emploi et de la filière des services à la personne en Seine-Saint-Denis.

Le présent projet vise à poursuivre les actions en faveur de la sécurisation des parcours d'insertion en emploi dans le domaine des services à la personne.

Evolia93 développe depuis 2 ans un parcours intégré allant de la sensibilisation à l'orientation vers la

formation pré qualifiante, qualifiante et en direction de l'emploi au sein du département de la Seine-Saint-Denis. En 2016, en lien avec les partenaires de l'emploi et de la formation, Evolia93 a ainsi réalisé 17 actions de sensibilisation aux métiers de l'aide à domicile qui ont bénéficié à 397 personnes.
Neuf pôles d'orientations ont été réalisés, touchant ainsi 116 personnes orientées vers la formation ou l'emploi directement, par le biais des job-dating organisés par la plateforme à destination de ses adhérents.
Enfin, 218 entretiens ont été réalisés dans le cadre des jobs dating d'EVOLIA dont 32 se sont transformés en emploi.

La poursuite de l'action d'Evolia93 doit permettre de consolider les parcours professionnels, de réduire les ruptures de parcours de formation, de sécuriser l'insertion en emploi et de limiter les problématiques de gestion des ressources humaines au sein des structures employeuses.

L'action d'Evolia93 permet de renforcer l'action de formation professionnelle de la Région en permettant de mieux identifier les bénéficiaires en amont des entrées en formation.
A ce titre Evolia93 a établi des conventions avec 12 organismes de formation inscrits dans le programme régional.

L'appui financier de la Région Ile de France permettra enfin de renforcer l'accompagnement des bénéficiaires dans leur parcours de formation avec un suivi systématisé 1 mois et 3 mois après les actions, et de faire appel à des prestataires ayant une expertise dans la filière des SAP qui pourront :
- Accompagner les personnes dans l'élaboration de leur bilan professionnel,
- Etablir un parcours de formation individualisé (orientation qualitative, diagnostic linguistique…).

Contexte :

Créée en 2008 à l'initiative du Conseil Départemental 93, Evolia 93, la plateforme de services à la Personne, a pour vocation de structurer et de professionnaliser la filière, dont les besoins en recrutement sont importants, à l'échelle du département.

Evolia93 fédère en 2017, 62 structures de services à la personne, dont 95% sont autorisées à intervenir auprès de publics fragiles (27 entreprises, 27 associations et 8 CCAS).

La plateforme EVOLIA 93 est l'interface entre les employeurs du secteur de l'aide à domicile et les demandeurs d'emploi.

Description :
Le projet vise à accompagner la plateforme EVOLIA 93 à poursuivre les actions qu'elle a déployées pour structurer et professionnaliser la filière SAP en Seine Saint Denis et développer un programme d'action en matière de sécurisation des parcours d'insertion.

L'action menée se décline en 3 axes :

- Axe 1 : **Pôle information sur les métiers**, diagnostic (consolidation du projet professionnel), orientation (formations pré-qualifiantes-qualifiantes/VAE/emploi) et construction du parcours de formation.

L'objectif de cet axe est d'accueillir le public en recherche d'emploi et de lui proposer un parcours intégré et sécurisé pour le préparer à rentrer en formation pré-qualifiante ou qualifiante. Les partenaires de l'emploi (Pôle Emploi, les maisons de l'emploi, les PLIE et Missions Locales, le Conseil Départemental) sont informés de l'offre de parcours et orientent le public vers Evolia93.

- Axe 2 : **Pôle de suivi vers et dans l'emploi et de sécurisation des parcours des salariés**

•1ème phase du parcours : orientation vers l'emploi
Intervention d'Evolia93 au sein des centres de formation pour présenter les structures d'aide à domicile qui recrutent, les attendus des employeurs, les techniques de recrutement.
•2ème phase du parcours : accompagnement dans l'emploi
Mise en place d'un suivi téléphonique des candidats une fois leur insertion en emploi pour sécuriser leur insertion.

- Axe 3 : **Coordination avec les acteurs de la formation, de l'emploi et de l'insertion professionnelle**.

•Sessions de Sensibilisations aux évolutions des métiers et informations sur les formations du territoire à destination des prescripteurs de l'emploi (les référents Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Projets de Ville RSA) :
L'objectif de ces sessions d'information auprès des professionnels est de leur proposer un récapitulatif du panel des métiers et des formations, de revenir sur les prérequis attendus par les employeurs.

•Organisation d'un événement spécifique au service à la personne sur le territoire de la Seine Saint Denis dédié à la filière des services à la personne « Mon emploi dans l'aide au domicile » sur une journée complète (matin et après-midi) en lien avec les partenaires de l'emploi et de la formation.

Il s'agit d'une démarche qui a pour objectif de promouvoir la filière de l'aide à domicile et de permettre aux dirigeants des services d'aide à domicile de rencontrer des candidats ayant une expérience ou une formation dans le secteur.
Cette journée dédiée aux services à la personne et aura pour objectifs
- Préparer à l'emploi des candidat(e)s sur les métiers du domicile
- Faciliter la mise en relation avec les employeurs du territoire pour des personnes ayant une certification ou de l'expérience dans le secteur.

Moyens mis en œuvre :
Les moyens humains affectés : Direction à 35% de son temps de travail, Assistante administrative à 20%, une chargée de mission à 45%
Il sera également fait appel à des prestataires ayant une expertise dans la filière des SAP.

Intérêt régional : Cette action contribue à la compétitivité des acteurs de la filière SAP et a pour objectif de déployer des outils de rapprochement de l'offre et de la demande d'emplois sur un secteur en tension.
Elle permettra de limiter les ruptures de parcours de formation, de sécuriser l'insertion en emploi et de limiter les problématiques de gestion des ressources humaines au sein des structures employeuses.
Elle participe à la structuration d'une offre de services dédiée aux organismes de services à la personne dans chacun des 8 départements d'Ile-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les principaux bénéficiaires de l'action sont les demandeurs d'emploi ayant exprimé un souhait

d'orientation vers le secteur des services à la personne. Indirectement, les structures employeuses et les particuliers employeurs bénéficieront de l'arrivée de professionnels à la motivation plus sûre.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du PDEL-C, le niveau d'intervention est plafonné à 50% des dépenses éligibles dans une limite de 50 000 euros par an. Dans le cas présent, le coût global de cette opération est de 110 000 euros et un financement est demandé à hauteur de 25 000 euros, soit 22,73 %.
Il s'agit de la 3e année d'intervention dans le cadre de ce PDELC.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	89 800,00	81,64%
Prestations extérieures	20 200,00	18,36%
Total	110 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	25 000,00	22,73%
CGET	55 000,00	50,00%
CD 93	25 000,00	22,73%
Communautés d'agglomérations de Seine-Saint-Denis	5 000,00	4,55%
Total	110 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	30 806,00 €
2015	Accompagnement VAE renforcé	16 092,00 €

2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
	Montant total	71 898,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014167

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT DES SERVICES A LA PERSONNE DANS LE VAL D'OISE - PDELC ANNEE 2

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	164 045,60 €	15,24 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191006-400
19100605- Soutien aux projets de développement économique locaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEEVO MAISON DE L'EMPLOI DE ROISSY PAYS DE FRANCE
Adresse administrative : 22 BIS RUE DU DOCTEUR PAUL BRUEL 95380 LOUVRES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Ilhame Moustachir, Présidente

Date de publication au JO : 21 avril 2007

N° SIRET : 49828012200025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés
Rapport Cadre : CR86-07 du 27/09/2007

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité pour ne pas interrompre la dynamique engagée depuis 01/09/2016 par la Maison de l'emploi de Roissy Pays de France.

Contexte :

La Région Ile-de-France soutient fortement le développement du secteur des services à personne, dans le cadre de ses politiques de formation, d'apprentissage, des lycées et de développement économique.
Afin de répondre aux enjeux d'adéquation de la main d'œuvre aux besoins des organismes SAP, de turn-over dans le secteur lié entre-autres à une méconnaissance initiale des métiers, de qualité des services et de soutien aux professionnels, la Région a ainsi contribué à la création de plates-formes départementales, aux côtés de l'Etat (UT de la Direccte) et des conseils départementaux.

Dans le Val d'Oise, une plateforme SAP portée par la M2E95 a été mise en place en 2016 afin de proposer une offre globale en direction des :

- Employeurs OSP ;
- Salariés ;
- Demandeurs d'emploi ;
- Particuliers employeurs.

La première année d'activité a notamment été consacrée à :
- La création de la plateforme et la mobilisation des professionnels et partenaires
- La définition d'une offre de services adaptée aux réalités locales et aux besoins des professionnels
- La structuration de la filière et l'animation du réseau

Des premières actions concrètes destinées aux professionnels ont été menées en matière d'appui au recrutement, de professionnalisation des demandeurs d'emploi ou de sensibilisation aux risques professionnels.

Objectifs :

La sollicitation du soutien régional pour 2017-2018 vise à renforcer le déploiement de l'offre de services de la plateforme UNISAP 95 auprès des professionnels de la filière.

Dans le cadre de la poursuite des actions menées depuis 2016, il s'agira sur 2017-2018 de déployer la plateforme SAP « UNISAP 95 » autour de 3 axes :

- Accompagnement de la compétitivité économique, organisationnelle et sociale des OSP
- Animation du réseau et des acteurs à l'appui du développement de la filière SAP sur le 95
- Création d'un pôle ressources départemental à l'appui du développement des SAP

Description :

Axe 1 : Accompagnement à la compétitivité économique, organisationnelle et sociale des organismes de Services à la Personne (OSP)

Action 1 : L'accompagnement des organismes

- Rendez-vous individuels et autodiagnostic par l'URSAP (sensibilisation, analyse du plan d'actions, identifications des besoins…)
- Mise en place d'évènements collectifs (ateliers et/ou formation sur les thèmes de l'évaluation interne, la loi à l'adaptation de la société au vieillissement (ASV), les conventions collectifs des SAP…)

Action 2 : Le soutien aux politiques de recrutement

- Appui aux recrutements individuels ou collectifs (aide au « profilage » des candidats, création d'une CV thèque, appui à l'organisation de recrutements collectifs)
-Professionnalisation de nouveaux collaborateurs allocataires RSA ou demandeurs d'emploi (POEC, Passerelles, Contrat de professionnalisation…)

Action 3 : Le développement des ressources internes à l'appui de la pérennisation des OSP

- Le développement d'un outillage adapté au secteur (boite à outils dédiés au SAP, accompagnement des

encadrants…)
- Sensibilisation et information sur la prévention des risques professionnels (mise en place de formation/information collectives, aide à la mobilisation des dispositifs de formation…)

Axe 2 : Animation du réseau et des acteurs à l'appui du développement de la filière SAP sur le 95

Action 1 : Animation du réseau et appui au fonctionnement des différentes instances :

- Comité de pilotage, comité de suivi opérationnel…)
- Gestion administrative (préparation, comptes rendus…).
- Réalisation de supports de communication, bilans des actions...
- Réalisation d'entretiens et de rendez-vous individuels avec les acteurs de la branche pour ajuster l'offre de services déployée par la plateforme ;
- Articulation des actions des différents partenaires afin de faciliter la mise en œuvre du plan d'action ;
- Plan de communication de la Plateforme RH SAP en direction des différentes cibles (organismes, acteurs, organismes de formation…) …

Action 2 : Complémentarité et renforcement des actions du GIDAD, des plateformes ressources humaines du 95 et de l'URSAP :

- Coordination du réseau de partenaires (cercle restreint au GIDAD et au Plateformes RH d'AVEC, Réflexe 95, maison de l'emploi de Roissy Pays de France)
- Elaboration de conventions de cadrage du partenariat
- Participation aux réunions / travaux de l'URSAP (capitalisation et déploiement des outils régionaux de l'URSAP, évaluation et suivi.

Action 3 : Information et sensibilisation des prescripteurs

- Mise en place d'actions de sensibilisation

Action 4 : Elaboration d'une charte

- Définition des modalités de fonctionnement et d'engagement réciproques entre la plateforme SAP et les stagiaires signataires de la charte

Axe 3 : Création d'un pôle ressources départemental à l'appui du développement des SAP

Action 1 : Création d'un site internet :

- Phase d'élaboration du site (suivi des travaux en concertation avec la commission, alimentation du site, renforcer le site par les réseaux sociaux)
- Phase de « maintenance » des informations diffusées (constituer et développer la boite à outils RH, collecter les articles en liens à la thématique, appui à la promotion de la plateforme et de la filière, mise en ligne de l'outil régional d'auto diagnostics…)

Action 2 : Recensement des ressources du territoire :

- Création d'un annuaire des acteurs institutionnels SAP, des acteurs professionnels
- Fiche métiers de l'URSAP, fiche technique de la FEPEM…
- Réalisation d'une typologie des activités des OSP

Action 3 : Promotion de la formation continue et des parcours professionnels dans ce secteur :

- Les offres de formations ;
- Le financement de la formation
- Les modalités d'accès à l'emploi ;
- Fiches métiers

Indicateurs:

- Nombre de structures SAP sensibilisés et nombre d'adhésions à la plateforme ;
- Nombre d'entreprises SAP ayant participé aux réunions/événements thématiques ;
- Nombre d'actions/événements (forums / rencontres…) organisés;
- Nombre de personnes accueillies et informées dans les réunions collectives ;
- Nombre d'actions collectives organisées ;
- Nombre d'accompagnements réalisés.

Moyens mis en œuvre :

Moyens mis en œuvre :
• Un responsable de projet SAP: 1 ETP
• Un assistant : 0,5 ETP
• Gestion administrative et financière, représentation, management : 0,13 ETP

Intérêt régional :
- Structuration d'une offre de services dédiée aux organismes de services à la personne dans les 8 départements d'Ile-de-France
- Appui au recrutement et à la sécurisation des parcours dans la filière SAP
- Consolidation du modèle économique des organismes SAP

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Employeurs OSP ; Salariés ; Demandeurs d'emploi ; Particuliers employeurs.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du PDELC, le niveau d'intervention est plafonné à 50% des dépenses éligibles dans une limite de 50 000€ par an. Dans le cas présent, le coût global de cette opération est de 164 045,60 €. Un financement est demandé à hauteur de 25 000 €, soit 15,24 % du montant total de la base subventionnable.

Localisation géographique :
- CA ROISSY PAYS DE FRANCE (95-VAL D'OISE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	300,00	0,18%
Services extérieurs	27 875,00	16,99%
Rémunération des personnels	126 296,75	76,99%
Autres services extérieurs	2 279,60	1,39%
Impôts et taxes	7 294,25	4,45%
Total	164 045,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	68 009,32	41,46%
Région	25 000,00	15,24%
FSE	71 036,28	43,30%
Total	164 045,60	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 500,00 €
2018	12 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Passerelles entreprises	140 286,87 €
2014	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	46 175,74 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	8 000,00 €
2015	Passerelles entreprises	212 904,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	46 175,74 €
2016	Passerelles entreprises	178 244,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	46 175,74 €
2016	Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)	63 945,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2017	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises et les Associations	23 000,00 €
	Montant total	789 907,09 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-420

DU 18 OCTOBRE 2017

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DE SOUTIEN AUX MISSIONS LOCALES : APPEL À PROJETS

AFFECTATION 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU La partie VI du code du travail ;

VU La loi quinquennale 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle modifiée ;

VU La loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale modifiée ;

VU La loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion ;

VU La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU Le protocole 2010 des missions locales signé le 30 septembre 2010 entre l'Etat, l'Association des Régions de France, l'Assemblée des Départements de France, l'Association des Maires de France et le Conseil National des Missions Locales ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative au « schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007 – 2013 » ;

VU La délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative au rapport cadre « vers un service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles**»** et notamment de son annexe 1 ;

VU La délibération n° CR 54-09 du 18 juin 2009 relative au rapport cadre « Service public régional de formation et d'insertion professionnelles : refonte des dispositifs régionaux de formations des personnes privées d'emploi » ;

VU La délibération cadre n° CR 23-15 du 12 février 2015 relative à la « Politique de la ville – Orientations pour une nouvelle action régionale » ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 relative à « prorogation du règlement budgétaire et financier » ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « la Région s'engage pour l'emploi: 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU La délibération n° CR 185-16 du 17 novembre 2016 relative à l'évolution du cadre de conventionnement des missions locales, présentation de l'accord-cadre Etat/Région/Association Régionale des missions locales Ile-de-France, soutien régional aux missions locales avance 2017 et ajustement 2016 ;

VU La délibération n° CP 14-768 du 20 novembre 2014 relative au « Soutien régional aux missions locales, avance 2015 et ajustement 2014 » et au renouvellement de la convention triennale de partenariat et de financement ;

VU La délibération n° CP 16-635 du 16 novembre 2016 relative à la convention entre la région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois-tremplin, les dispositifs d'accès a l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement des aides aux employeurs d'apprentis, le fonds de transition ESS, le règlement des subventions PM 'up, TP 'up et l'aide aux commerces de proximité en milieu rural ;

VU La délibération n° CP 2017-219 du 17 mai 2017 relative au soutien régional aux missions locales – 2ème affectation, mise en œuvre du règlement d'intervention modifié, lancement d'un appel à projet, présentation d'un avenant de transfert ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-420 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer à 44 projets présentés dans le cadre de l'appel à projets missions locales 2017 en lien avec les priorités régionales annuelles. Les fiches projets sont présentées en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération pour l'attribution de subventions d'un montant prévisionnel global de 1 079 300 €.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 1 079 300 € sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 11 « formation professionnelle, programme HP 11-004 (111004) » « accès à la formation et à l'orientation », action 11100401 « soutien aux missions locales », nature 657 « subventions » du budget 2017.

Article 2 :

Approuve la convention type modifiée relative à la mise en œuvre de l'appel à projets annuel figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Article 3 :

Autorise la Présidente à signer les conventions avec les 44 lauréats de l'appel à projets « missions locales – Fonds spécifique et variable en lien avec les priorités annuelles ».

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

CONVENTION RELATIVE A L'APPEL A PROJET

CONVENTION :

Unité Développement
Direction de la Formation Professionnelle

CONVENTION Type
Appel à projet pour les Missions locales et à l'ARML
Fonds spécifique en lien avec les priorités régionales

Entre

La Région Ile-de-France, dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

En vertu de la délibération n° CP……du……, ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

(cette partie est à compléter par le bénéficiaire)
L'organisme dénommé :.....
dont le statut juridique est : *(forme juridique)*.....
dont le n° SIRET et code APE sont : .....
dont le siège social est situé au : *(adresse siège social)*.....
ayant pour représentant : .....
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région Ile-de-France afin d'obtenir son soutien financier au titre l'appel à projet adopté par délibération n° CP n °2017-219 du 17 mai 2017.

L'attribution d'une subvention et de son versement par la Région Ile-de-France se font dans le respect des règles fixées par le Règlement Budgétaire et Financier adopté par délibération du Conseil Régional 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et dans le respect des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP XX- du XXXXXX, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir (*nom du bénéficiaire)* pour la réalisation du projet détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Ce soutien financier porte sur :

- **L'axe1 – « Territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement »** : elle accorde au bénéficiaire une subvention spécifique correspondant à XX % du budget du projet, soit un montant maximum de subvention de XXXX €.

- **L'axe 2 – « Projets spécifiques et soutien d'actions en lien avec les priorités régionales »** : elle accorde au bénéficiaire une subvention spécifique correspondants à XX jeunes accompagnés soit un montant maximum de XXXX €.

Le budget prévisionnel du projet est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les actions présentées dans la fiche projet jointe à la présente convention.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région Ile-de-France dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Informer la Région Ile-de-France des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

- Informer la Région Ile-de-France par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Faciliter tout contrôle par la Région Ile-de-France, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

- Fournir le bilan financier et comptable annuel approuvé et certifié par le dirigeant ou par un commissaire aux comptes lorsque l'organisme en est doté.

- Tenir un compte d'emploi de la subvention allouée et distinguer pour ce faire dans ses écritures la comptabilité propre à chaque opération.

- Respecter les obligations en matières d'achat de prestations auxquelles il peut être soumis tant au regard du droit français que du droit communautaire. Et appliquer s'il y a lieu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le cas échéant le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

En cas de renouvellement de la subvention, il sera vérifié que lesdites informations ont bien été communiquées à la Région Ile-de-France.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région Ile-de-France à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région Ile-de-France ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région Ile-de-France est interdite.

La présence du logotype de la Région Ile-de-France est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région Ile-de-France selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région Ile-de-France sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES

Au sens de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, la structure gestionnaire est responsable du traitement de données afférentes aux auditeurs accueillis.

Conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978, les jeunes accompagnés bénéficient d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui les concernent. S'ils souhaitent exercer ce droit pour obtenir communication des informations les concernant, ils doivent en faire la demande par courrier à l'Unité Développement - Direction de la Formation Professionnelle, 142, rue du Bac, CS 40 727 - 75 345 Paris Cedex 07.

Le non-respect par la structure gestionnaire de cette obligation d'information est sanctionné par la résiliation anticipée de la convention par la Région Ile-de-France conformément aux dispositions prévues à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Art 3.1 : Caducité

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, sur demande expresse du bénéficiaire et s'il prouve que, les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Cette demande doit être transmise à la Région Ile-de-France avant la date de caducité de la subvention.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

Art 3.2 : Modalités de versement

Toute demande de versement est effectuée à l'initiative de l'organisme. Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Art 3.2.1 : Versement de l'avance

Le bénéficiaire peut demander le versement d'une avance de 30% du montant prévisionnel de la subvention. Pour cela, le bénéficiaire doit transmettre :

- Un courrier de demande de versement de l'avance,
- et un plan de trésorerie.

Art 3.2.2 : Versement du solde

Le versement du solde de la subvention est effectué sur demande. Il est subordonné à la production :

- du courrier de demande de versement,
- du compte rendu financier final (indicateurs financiers)
- et du bilan d'activités final de l'action (indicateurs qualitatifs et quantitatifs).

Ces documents doivent être datés, cachetés et signés par le représentant du bénéficiaire.

Le montant total de la subvention ne dépassera en aucun cas le montant prévisionnel fixé par la convention.

Le comptable assignataire est l'Agence de Services et de Paiement, Délégation régionale Ile-de-France, 12 rue Henri Rol-Tanguy, 93555 MONTREUIL cedex.

Pour l'axe 2, en ce qui concerne le versement du solde de la subvention :
Si le nombre de jeunes accompagnés est inférieur au prévisionnel mais que le nombre de jeunes placés est supérieur au prévisionnel, il est possible de verser le forfait de 200€ par jeune supplémentaire placé, dans la limite du montant de la subvention attribuée.

Art 3.3 : Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Art 3.4 : Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du (date de la CP) et au maximum jusqu'à la date de fin d'exécution de l'action renseignée dans la fiche projet.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XX XX XXX.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région Ile-de-France peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région Ile-de-France.

La Région Ile-de-France peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire. Dans ce cas, la Région Ile-de-France adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région Ile-de-France adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région Ile-de-France.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région Ile-de-France.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région Ile-de-France se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée :

- au regard de la qualité des actions réalisées ;
- en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région Ile-de-France pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par la commission permanente régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP ……..

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le..... **Le.....**

L'organisme **nom, qualité du** **signataire et cachet du bénéficiaire**	**La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France**

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-420	Budget	2017

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**11 - Formation professionnelle**
Programme	**111004 - Accès à l'information et à l'orientation**
Action	**11100401 - Soutien aux missions locales**

Dispositif : N° 00000263 - Subventions de fonctionnement Missions locales

Dossier	17011799 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE INTERCOMMUNALE DES BORDS DE MARNE			
Bénéficiaire	R16295 - MISSION LOCALE INTERCOM BORDS MARNE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	15 000,00 €	

Dossier	17011800 - APPEL A PROJET MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE VITACITE			
Bénéficiaire	R16363 - ASSOCIATION MISSION LOCALE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	12 000,00 €	

Dossier	17011801 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE DES BOUCLES DE LA MARNE			
Bénéficiaire	R23459 - MISSION LOCALE DES BOUCLES DE LA MARNE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 200,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	13 200,00 €	

Dossier	17011802 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE DU BASSIN ECONOMIQUE DE MONTEREAU			
Bénéficiaire	R7805 - MISSION LOCALE DU BASSIN ECONOMIQUE MONTEREAU MAISON DES SERVICES PUBLICS			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	7 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-420	Budget	2017

Dossier	17011803 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE SUD ESSONNE			
Bénéficiaire	R19893 - MISSION LOC SUD ESSONNE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 800,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	18 800,00 €	

Dossier	17011808 - APPEL A PROJET MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE SUD 93			
Bénéficiaire	R13977 - ML MISSION LOCALE POUR L'EMPLOI SUD 93			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	16 200,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	16 200,00 €	

Dossier	17011811 - APPEL A PROJET MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE DE LA BRIE ET DES MORINS			
Bénéficiaire	R5608 - MISSION LOCALE DE LA BRIE ET DES MORINS			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 600,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	13 600,00 €	

Dossier	17011816 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE DE LA MARNE AUX BOIS			
Bénéficiaire	R9224 - MISSION LOCAL DE LA MARNE AUX BOIS			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 200,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	13 200,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-420	Budget	2017

Dossier	17011818 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE DES TROIS VALLEES			
Bénéficiaire	R17545 - MISSION LOCALE DES TROIS VALLEES			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 200,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	30 200,00 €	

Dossier	17011821 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - AIFP MISSION LOCALE PLAINE CENTRALE DU VAL DE MARNE			
Bénéficiaire	R16351 - CLLAJ - AIFP MISSION LOCALE PLAINE CENTRALE DU VAL DE MARNE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 400,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	11 400,00 €	

Dossier	17011825 - APPEL A PROJET MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - ML ORLY CHOISY VILLENEUVE LE ROI ABLON SUR SEINE			
Bénéficiaire	R16345 - MISSION LOCALE ORLY CHOISY			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 200,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	13 200,00 €	

Dossier	17011826 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - INSERTION DEVELOPPEMENT VAL D'YERRES VAL DE SEINE			
Bénéficiaire	R16373 - INSERTION ET DEVELOPPEMENT DU VAL D YERRES VAL DE SEINE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 500,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	19 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-420	Budget	2017

Dossier	17011829 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE INTERCOMMUNALE SEVRAN TREMBLAY VILLEPINTE			
Bénéficiaire	P0001343 - MISSION LOCALE INTERCOMMUNALE SEVRAN / TREMBLAY / VILLEPINTE			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 500,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	19 500,00 €	

Dossier	17011832 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - GIP MISSION LOCALE IVRY VITRY			
Bénéficiaire	R4271 - GROUPEMENT D INTERET PUBLIC D IVRY VITRY			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 200,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	13 200,00 €	

Dossier	17011837 - APPEL A PROJET MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE NORD OUEST VAL DE MARNE INNOVAM			
Bénéficiaire	R7521 - MISSION LOC NORD OUEST94			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	7 000,00 €	

Dossier	17011843 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - SAINT DENIS PIERREFITTE - OBJECTIF EMPLOI			
Bénéficiaire	R19881 - ASSOCIATION OBJECTIF EMPLOI			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 600,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	13 600,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-420	Budget	2017

Dossier	17011846 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 - ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE DE BONDY PAVILLONS SOUS BOIS			
Bénéficiaire	R5628 - MISSION LOCALE DE BONDY			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 600,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	22 600,00 €	

Dossier	17011849 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE DU VAL D'ORGE			
Bénéficiaire	R16371 - MISSION LOC VAL D'ORGE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	26 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	26 000,00 €	

Dossier	17011851 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE DE PARIS			
Bénéficiaire	P0017943 - MISSION LOCALE PARIS			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	110 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	110 000,00 €	

Dossier	17011859 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE INTERCOMMUNALE DE VERSAILLES			
Bénéficiaire	R14299 - MISSION LOCALE INTERCOMMUNALE VERSAILLES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 600,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	13 600,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-420	Budget	2017

Dossier	17011860 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - ML CORBEIL ESSONNES - MIVE			
Bénéficiaire	R7295 - MIVE MISSION INTERCOMMUNALE VERS L'EMPLOI			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 600,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	13 600,00 €	

Dossier	17011861 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE DU MANTOIS			
Bénéficiaire	R16361 - MISSION LOCALE DU MANTOIS			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	26 200,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	26 200,00 €	

Dossier	17011862 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - BOBIGNY DRANCY LE BLANC MESNIL			
Bénéficiaire	R7813 - MISSION LOC BOBIGNY DRAN CY LE BLANC-MESNIL			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	29 800,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	29 800,00 €	

Dossier	17011863 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE VALLEE DE MONTMORENCY			
Bénéficiaire	R13351 - MISSION LOCALE VALLEE DE MONTMORENCY			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	182 600,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	182 600,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-420	Budget	2017

Dossier	17011864 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MIEJ4-93 MISSION INTERCOMMUNALE POUR L'EMPLOI DES JEUNES			
Bénéficiaire	R7743 - MIEJ 4-93 MISSION INTERCOM EMPLOI JEUNES 4-93			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 400,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	22 400,00 €	

Dossier	17011865 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE INTERCOMMUNALE LES MUREAUX			
Bénéficiaire	R16367 - MISSION LOC LES MUREAUX			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	23 000,00 €	

Dossier	17011866 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE INTERCOMMUNALE DE SARTROUVILLE			
Bénéficiaire	R20973 - MISSION LOCALE DE SARTROUVILLE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 200,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	18 200,00 €	

Dossier	17011868 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION NORD EST 77 -ML DE MEAUX			
Bénéficiaire	R38803 - MAISON DE L EMPLOI ET DE LA FORMATION DU NORD EST 77			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 500,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	13 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-420	Budget	2017

Dossier	17011869 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION INTERCOMMUNALE DE MAISONS ALFORT CHARENTON SAINT MAURICE SAINT MAUR			
Bénéficiaire	R16359 - MISSION LOC MAISONS ALFO			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	7 000,00 €	

Dossier	17011870 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE -MISSION LOCALE DYNAM JEUNES SAINT GERMAIN EN LAYE ET COMMUNES ENVIRONNANTES			
Bénéficiaire	R14201 - MISSION LOCALE DE SAINT GERMAIN EN LAYE ET DES COMMUNES ENVIRONNANTES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 200,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	18 200,00 €	

Dossier	17011872 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - SEINE OUEST ENTREPRISE ET EMPLOI - MAISON DES ENTREPRISES ET DE L'EMPLOI			
Bénéficiaire	R30283 - SEINE OUEST ENTREPRISE ET EMPLOI MAISON DES ENTREPRISES ET DE L EMPLOI			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	62 400,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	62 400,00 €	

Dossier	17011874 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE BIEVRE VAL DE MARNE			
Bénéficiaire	R19883 - MISSION LOC BIEVRE 94			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 500,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	10 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-420	Budget	2017

Dossier	17011876 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE INTERCOMMUNALE DE RAMBOUILLET			
Bénéficiaire	R13995 - MISSION LOCALE INTERCOMMUNALE RAMBOUILLET			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 200,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	14 200,00 €	

Dossier	17011879 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE POUR L'EMPLOI DE MARNE LA VALLEE VAL MAUBUEE			
Bénéficiaire	R16297 - MISSION LOC POUR L EMPLOI DE MARNE LAV			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	54 400,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	54 400,00 €	

Dossier	17011881 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE VILLENEUVE SAINT GEORGES VALENTON			
Bénéficiaire	R22811 - MISSION LOC VALENTON VILLENEUVE ST GEORGES			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 300,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	13 300,00 €	

Dossier	17011887 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION DE SENART			
Bénéficiaire	R19891 - MAISON DE L' EMPLOI ET DE LA FORMATION DE SENART (MDEF)			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 600,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	28 600,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-420	Budget	2017

Dossier	17011891 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE DE LA SEINE ET DU LOING			
Bénéficiaire	R24802 - LA MISSION LOCALE DE LA SEINE ET LOING			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 300,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	11 300,00 €	

Dossier	17011905 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE DU PLATEAU BRIARD			
Bénéficiaire	R22679 - MISSION LOCALE DU PLATEAU BRIARD			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	9 000,00 €	

Dossier	17011910 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION DE SAINT QUENTIN EN YVELINES ET DES ENVIRONS			
Bénéficiaire	R16357 - MISSION LOCALE DINSERTION SOCIALE PROFESSIONNELE DES JEUNES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	36 400,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	36 400,00 €	

Dossier	17011918 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE DE PROVINS			
Bénéficiaire	R7809 - MISSION LOCALE DU PROVINOIS			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	27 200,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	27 200,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-420	Budget	2017

Dossier	17011938 - APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE INTERCOMMUNALE POISSY CONFLANS SAINTE HONORINE			
Bénéficiaire	R16369 - MLIPC MISSION LOCALE INTERCOMMUNALE POISSY CONFLANS SAINTE HONORINE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 200,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	11 200,00 €	

Dossier	17012333 - APPEL A PROJET - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE DES PORTES DE LA BRIE			
Bénéficiaire	R7768 - MISSION LOCALE DES PORTES DE LA BRIE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 500,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	10 500,00 €	

Dossier	17012334 - APPEL A PROJET - AXE 1 TERRITORIALISATION ET ACTIONS DE MUTUALISATION - MISSION LOCALE DE PLAISIR VAL DE GALLY			
Bénéficiaire	R7777 - MISSION LOCALE DE PLAISIR-VAL DE GALLY			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
48 127,00 €	HT	41,56 %	20 000,00 €	

Dossier	17013873 - APPEL A PROJETS -AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE DU SUD OUEST SEINE ET MARNE			
Bénéficiaire	P0026681 - MISSION EMPLOI INSERTION MELUN VAL DE SEINE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	HT	00 %	7 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000263 - Subventions de fonctionnement Missions locales	1 079 300,00 €

Total sur l'imputation 931 - 11 - 111004 - 11100401	1 079 300,00 €

FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011799

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE INTERCOMMUNALE DES BORDS DE MARNE

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	15 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOCALE INTERCOM BORDS MARNE
Adresse administrative : 8 RUE CORLUIS
94170 LE PERREUX S/MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Annie PELLET SCHRIFFINE

Date de publication au JO : 6 juillet 1998

N° SIRET : 37863157600022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.
- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.
Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :
Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :
Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 000,00	4,88%
Services extérieurs	400,00	1,95%
frais de personnel	19 100,00	93,17%
Total	20 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 28 jeunes accompagnés * 500	14 000,00	68,29%
subvention région 5 jeunes placés en CFA*200	1 000,00	4,88%
fonds propres	5 500,00	26,83%
Total	20 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Chantier école	53 400,00 €
2014	Soutien régional en faveur des Groupements de Créateurs Franciliens et de l'ANGC	52 700,00 €
2015	Campagne d'informatisation	1 512,00 €
2015	Participation de la Région au programme ERASMUS+, volet Formation Professionnelle	98 764,00 €
2015	Soutien régional en faveur des Groupements de Créateurs Franciliens et de l'ANGC	47 700,00 €
2016	Chantier école	54 477,90 €
2017	Soutien régional en faveur des Groupements de Créateurs Franciliens et de l'ANGC	35 000,00 €
	Montant total	343 553,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011800

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJET MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE VITACITE

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	12 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION MISSION LOCALE
Adresse administrative : 10 AVENUE DU NOYER LAMBERT
91300 MASSY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pierre COSTI, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 37907056800017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.
- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.
Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :
Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :
Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	3 200,00	11,43%
Services extérieurs	2 400,00	8,57%
frais de personnel	21 400,00	76,43%
Emplois des contributions volontaires en nature	1 000,00	3,57%
Total	28 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 20 jeunes accompagnés * 500	10 000,00	35,71%
subvention région 10 jeunes placés en CFA*200	2 000,00	7,14%
fonds propres	15 000,00	53,57%
Contributions volontaires en nature	1 000,00	3,57%
Total	28 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	25 000,00 €
2015	Campagne d'informatisation	3 272,40 €
2016	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	40 000,00 €
	Montant total	68 272,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011801

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE DES BOUCLES DE LA MARNE

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	13 200,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOCALE DES BOUCLES DE LA MARNE
Adresse administrative : 7 RUE VACHERESSE
77400 LAGNY-SUR-MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 43918152000024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.
- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,

- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation

- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage

- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :

- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	200,00	1,52%
frais de personnel	13 000,00	98,48%
Total	13 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 20 jeunes accompagnés * 500 €	10 000,00	75,76%
subvention région 16 jeunes accompagnés * 200 €	3 200,00	24,24%
Total	13 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2018	13 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Campagne d'informatisation	767,40 €
	Montant total	767,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011802

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE DU BASSIN ECONOMIQUE DE MONTEREAU

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	7 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOCALE DU BASSIN ECONOMIQUE MONTEREAU MAISON DES SERVICES PUBLICS
Adresse administrative : CENTRE D'AFFAIRES LES CLOMARTS 77130 MONTEREAU-FAULT-YONNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain DEMELUN, Président

Date de publication au JO : 1 février 1999

N° SIRET : 42257321200038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.

Cette enveloppe permet :.

- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	150,00	0,88%
Services extérieurs	95,00	0,56%
Autres services extérieurs	263,00	1,55%
Impôts et taxes	1 039,00	6,12%
frais de personnel	15 271,00	90,00%
dotations	150,00	0,88%
Total	16 968,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 10 jeunes accompagnés * 500 €	5 000,00	29,47%
subvention région 10 jeunes placés en CFA * 200 €	2 000,00	11,79%
fonds propres	9 968,00	58,75%
Total	16 968,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	7 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Passerelles entreprises	54 384,00 €
	Montant total	54 384,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011803

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE SUD ESSONNE

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	18 800,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOC SUD ESSONNE
Adresse administrative : 76 RUE SAINT JACQUES
91150 ETAMPES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Guy CROSNIER, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 39249021500044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.

Cette enveloppe permet :.

- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	289,00	1,54%
Services extérieurs	1 248,00	6,64%
Autres services extérieurs	2 327,00	12,38%
Impôts et taxes	441,00	2,35%
frais de personnel	14 204,00	75,55%
Dotations aux amortissements	291,00	1,55%
Total	18 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 30 jeunes accompagnés * 500 €	15 000,00	79,79%
subvention région 19 jeunes placés en CFA * 200 €	3 800,00	20,21%
Total	18 800,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	18 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Développeurs de l'apprentissage	47 197,45 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	50 000,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	75 000,00 €
2017	Développeurs de l'apprentissage	25 000,00 €
	Montant total	174 697,45 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011808

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJET MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE SUD 93

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	16 200,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ML MISSION LOCALE POUR L'EMPLOI SUD 93
Adresse administrative : 14 PLACE GEORGES POMPIDOU
93160 NOISY-LE-GRAND
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Joëlle HELENON

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 40345840900022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.
- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,

- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation

- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage

- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :

- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	376,00	1,34%
Services extérieurs	3 213,00	11,45%
Autres services extérieurs	1 865,00	6,65%
Frais de personnel	22 600,00	80,56%
Total	28 054,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 26 jeunes accompagnés *500	13 000,00	46,34%
16 jeunes placés en CFA*200	3 200,00	11,41%
fonds propres	11 854,00	42,25%
Total	28 054,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2018	16 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Campagne d'informatisation	2 947,50 €
	Montant total	2 947,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011811

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJET MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE DE LA BRIE ET DES MORINS

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	13 600,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOCALE DE LA BRIE ET DES MORINS
Adresse administrative : 27 AV DE STRASBOURG BP 49
77521 COULOMMIERS CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Franck RIESTER, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 38989786900027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.
- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la

restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.
Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :
Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :
Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	690,00	2,29%
Services extérieurs	1 883,00	6,26%
Autres services extérieurs	560,00	1,86%
Impôts et taxes	1 235,00	4,10%
frais de personnel	25 732,00	85,49%
Total	30 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 22 jeunes accompagnés * 500	11 000,00	36,54%
subvention région 13 jeunes placés en CFA * 200	2 600,00	8,64%
autres subventions d'exploitation	14 500,00	48,17%
fonds propres	2 000,00	6,64%
Total	30 100,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	13 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Campagne d'informatisation	2 127,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	25 000,00 €
	Montant total	27 127,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011816

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE DE LA MARNE AUX BOIS

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	13 200,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOCAL DE LA MARNE AUX BOIS
Adresse administrative : PARC DE NANTEUIL BAT R SCHUMAN
93110 ROSNY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Pierre MALJEAN

Date de publication au JO : 16 janvier 1999

N° SIRET : 42180364400028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.
- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la

restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	300,00	1,32%
Services extérieurs	4 800,00	21,15%
Autres services extérieurs	800,00	3,52%
Impôts et taxes	1 300,00	5,73%
frais de personnel	14 500,00	63,88%
Emplois des contributions volontaires en nature	1 000,00	4,41%
Total	22 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 24 jeunes accompagnés * 500 €	12 000,00	52,86%
subvention région 6 jeunes placés en CFA * 200 €	1 200,00	5,29%
fonds propres	8 500,00	37,44%
Contributions volontaires en nature	1 000,00	4,41%
Total	22 700,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	13 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011818

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE DES TROIS VALLEES

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	30 200,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOCALE DES TROIS VALLEES
Adresse administrative : 35 RUE EDOUARD DANAUX
91220 BRETIGNY-SUR-ORGE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean WATTRE

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 38286467600046

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.
- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la

restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	564,00	1,40%
Services extérieurs	5 286,00	13,15%
Autres services extérieurs	672,00	1,67%
frais de personnel	33 668,00	83,77%
Total	40 190,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 50 jeunes accompagnés * 500 €	25 000,00	62,20%
subvention région 26 jeunes placés en CFA * 200 €	5 200,00	12,94%
Fonds prores	9 990,00	24,86%
Total	40 190,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011821

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - AIFP MISSION LOCALE PLAINE CENTRALE DU VAL DE MARNE

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	11 400,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLLAJ - AIFP MISSION LOCALE PLAINE CENTRALE DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 7 ESPLANADE DES ABYMES 94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Danièle CORNET

Date de publication au JO : 2 septembre 2002

N° SIRET : 32871316900022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.
- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,

- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation

- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage

- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :

- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 116,00	8,39%
Autres services extérieurs	476,00	3,58%
Impôts et taxes	859,00	6,46%
frais de personnel	10 844,00	81,56%
Total	13 295,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 20 jeunes accompagnés * 500 €	10 000,00	75,22%
subvention région 7 jeunes placés en CFA * 200	1 400,00	10,53%
fonds propres	1 895,00	14,25%
Total	13 295,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	11 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Développeurs de l'apprentissage	47 197,45 €
2014	Soutien à l'action des comités locaux pour le logement autonome des jeunes (CLLAJ)	15 000,00 €
2015	Campagne d'informatisation	924,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	50 000,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	75 000,00 €
2017	Développeurs de l'apprentissage	25 000,00 €
	Montant total	190 621,45 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011825

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJET MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - ML ORLY CHOISY VILLENEUVE LE ROI ABLON SUR SEINE

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	13 200,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOCALE ORLY CHOISY
Adresse administrative : 7 AV MARCEL CACHIN
94310 ORLY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Hind BENAINI

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 32660706600023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.

Cette enveloppe permet :.

- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	385,00	2,72%
Autres services extérieurs	300,00	2,12%
frais de personnel	13 450,00	95,15%
Total	14 135,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 20 jeunes accompagnés * 500	10 000,00	70,75%
16 jeunes placés en CFA * 200	3 200,00	22,64%
fonds propres	935,00	6,61%
Total	14 135,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	13 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Campagne d'informatisation	2 651,70 €
	Montant total	2 651,70 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011826

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - INSERTION DEVELOPPEMENT VAL D'YERRES VAL DE SEINE

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	19 500,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSERTION ET DEVELOPPEMENT DU VAL D YERRES VAL DE SEINE
Adresse administrative : 32 AVENUE JEAN JAURES 91560 CROSNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Paule FONTANIEU

Date de publication au JO : 25 mars 2006

N° SIRET : 32652236400057

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.

- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Autres services extérieurs	1 000,00	3,85%
fraiis de personnel	24 957,82	96,15%
Total	25 957,82	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 33 jeunes accompagnés * 500 €	16 500,00	63,56%
subvention région 15 jeunes placés en CFA * 200 €	3 000,00	11,56%
fonds propres	6 457,82	24,88%
Total	25 957,82	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	19 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Développeurs de l'apprentissage	47 197,45 €
2015	Chantier école	110 000,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	50 000,00 €
2016	Chantier école	55 000,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	75 000,00 €
2017	Développeurs de l'apprentissage	25 000,00 €
	Montant total	339 697,45 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011829

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE INTERCOMMUNALE SEVRAN TREMBLAY VILLEPINTE

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	19 500,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOCALE INTERCOMMUNALE SEVRAN / TREMBLAY / VILLEPINTE
Adresse administrative : 10 AVENUE SALVADOR ALLENDE 93270 SEVRAN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur TON TONA KHUL, Président

Date de publication au JO : 19 mai 2004

N° SIRET : 39518176100044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.

- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services extérieurs	100,00	0,17%
Impôts et taxes	3 833,30	6,44%
frais de personnel	55 582,82	93,39%
Total	59 516,12	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 33 jeunes accompagnés * 500	16 500,00	27,72%
subvention région 15 jeunes placés en CFA *200	3 000,00	5,04%
autres subventions d'exploitation	9 500,00	15,96%
fonds propres	30 516,12	51,27%
Total	59 516,12	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	19 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	5 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	6 000,00 €
2015	Campagne d'informatisation	1 722,00 €
	Montant total	12 722,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011832

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - GIP MISSION LOCALE IVRY VITRY

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	13 200,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GROUPEMENT D INTERET PUBLIC D IVRY VITRY
Adresse administrative : 39 AVENUE HENRI BARBUSSE 94400 VITRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public
Représentant : Monsieur TMIMI Hocine

N° SIRET : 18940906300071

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.
- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,

- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation

- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage

- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :

- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	266,00	1,52%
Services extérieurs	1 170,00	6,69%
Autres services extérieurs	600,00	3,43%
frais de personnel	15 034,00	85,91%
Autres charges de gestion	430,00	2,46%
Total	17 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 20 jeunes accompagnés * 500 €	10 000,00	57,14%
subvention région 16 jeunes placés en CFA * 200 €	3 200,00	18,29%
fonds propres	4 300,00	24,57%
Total	17 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	13 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	21 000,00 €
2014	Passerelles entreprises	118 164,00 €
2015	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	21 000,00 €
2015	Campagne d'informatisation	2 052,00 €
2015	Passerelles entreprises	39 192,00 €
2016	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	15 000,00 €
	Montant total	216 408,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011837

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJET MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE NORD OUEST VAL DE MARNE INNOVAM

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	7 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOC NORD OUEST94
Adresse administrative : 1 RUE DE LA GARE
94230 CACHAN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jacques FOULON

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 41297493300019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.

- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la

restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	469,00	3,88%
Services extérieurs	784,00	6,48%
frais de personnel	10 720,00	88,65%
Autres charges de gestion	120,00	0,99%
Total	12 093,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 10 jeunes accompagnés * 500 €	5 000,00	41,35%
subvention région 10 jeunes placés en CFA * 200 €	2 000,00	16,54%
fonds propres	5 093,00	42,12%
Total	12 093,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	7 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Campagne d'informatisation	850,80 €
	Montant total	850,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011843

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - SAINT DENIS PIERREFITTE - OBJECTIF EMPLOI

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	13 600,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION OBJECTIF EMPLOI
Adresse administrative : 5 RUE JEAN JAURES
93200 ST DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame BALLY BAGAYOKO

Date de publication au JO : 7 octobre 1992

N° SIRET : 38974058000037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.

Cette enveloppe permet :.

- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	260,00	1,91%
Services extérieurs	1 515,00	11,14%
Autres services extérieurs	555,00	4,08%
Impôts et taxes	1 263,00	9,29%
frais de personnel	10 007,00	73,58%
Total	13 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 24 jeunes accompagnés *500	12 000,00	88,24%
8 jeunes placés en CFA * 200	1 600,00	11,76%
Total	13 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	13 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Protocole de sécurisation des parcours	12 500,00 €
2015	Campagne d'informatisation	688,80 €
2015	Protocole de sécurisation des parcours	16 000,00 €
2016	Phénix	6 500,00 €
	Montant total	35 688,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011846

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 - ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE DE BONDY PAVILLONS SOUS BOIS

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	22 600,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOCALE DE BONDY
Adresse administrative : 29B RUE JULES GUESDE
93140 BONDY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie-Christine CARVALHO, présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 39492240500037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.
- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la

restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fond spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
frais de personnel	19 965,00	88,34%
autres indirectes	2 070,00	9,16%
Charges exceptionnelles	565,00	2,50%
Total	22 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 40 jeunes accompagnés * 500	20 000,00	88,50%
subvention région 13 jeunes placés en CFA * 200	2 600,00	11,50%
Total	22 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	22 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	3 000,00 €
2015	Campagne d'informatisation	1 033,20 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	600,00 €
2016	Passerelles entreprises	55 000,00 €
2016	Phénix	11 500,00 €
	Montant total	74 133,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011849

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE DU VAL D'ORGE

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	26 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOC VAL D'ORGE
Adresse administrative : 27 AVENUE DE BRETIGNY
91700 SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 38356827600018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.
- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la

restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	476,00	1,19%
Services extérieurs	6 770,00	16,93%
Autres services extérieurs	4 689,00	11,72%
frais de personnel	28 065,00	70,16%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 48 jeunes accompagnés * 500 €	24 000,00	60,00%
subvention région 10 jeunes placés * 200 €	2 000,00	5,00%
fonds propres	14 000,00	35,00%
Total	40 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	26 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Campagne d'informatisation	456,00 €
	Montant total	456,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011851

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE DE PARIS

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	110 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOCALE PARIS
Adresse administrative : 34 QUAI DE LA LOIRE
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MAITE ERRECART, Présidente

Date de publication au JO : 10 mars 2011

N° SIRET : 53132862300123

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.

- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la

restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 000,00	0,76%
Services extérieurs	9 800,00	7,48%
Autres services extérieurs	3 800,00	2,90%
Impôts et taxes	6 400,00	4,89%
frais de personnel	110 000,00	83,97%
Total	131 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 200 jeunes accompagnés *500	100 000,00	76,34%
subvention région 50 jeunes placés en CFA*200	10 000,00	7,63%
Autres subventions d'exploitation	9 500,00	7,25%
fonds propres	11 500,00	8,78%
Total	131 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	110 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Développeurs de l'apprentissage	94 394,90 €
2015	Campagne d'informatisation	14 000,00 €
2015	Chantier école	42 600,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	100 000,00 €
2015	Protocole de sécurisation des parcours	16 500,00 €
2016	Chantier école	42 600,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	150 000,00 €
2016	Phénix	23 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Lutte contre le décrochage scolaire / Sécurisation des parcours	23 298,85 €
2016	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	4 250,00 €
2017	Développeurs de l'apprentissage	50 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Renforcement des nouveaux usages et contenus numériques dans les domaines de l'e-éducation et l'e-santé	281 615,04 €
2017	Soutien régional en faveur des Groupements de Créateurs Franciliens et de l'ANGC	30 000,00 €
	Montant total	827 258,79 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011859

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE INTERCOMMUNALE DE VERSAILLES

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	13 600,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOCALE INTERCOMMUNALE VERSAILLES
Adresse administrative : 7 RUE JEAN MERMOZ
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BELLAMY, Président

Date de publication au JO : 8 janvier 1997

N° SIRET : 41096907500010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.

- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	500,00	1,35%
Services extérieurs	1 000,00	2,70%
Impôts et taxes	2 482,00	6,69%
frais de personnel	33 098,00	89,26%
Total	37 080,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 24 jeunes accompagnés * 500 €	12 000,00	32,36%
subvention région 8 jeunes placés en CFA * 200 €	1 600,00	4,31%
fonds propres	23 480,00	63,32%
Total	37 080,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	13 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes	5 650,00 €
2014	Passerelles entreprises	161 274,00 €
2015	Campagne d'informatisation	1 173,00 €
2015	Passerelles entreprises	34 428,00 €
	Montant total	202 525,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011860

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - ML CORBEIL ESSONNES - MIVE

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	13 600,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MIVE MISSION INTERCOMMUNALE VERS L'EMPLOI
Adresse administrative : 4 BIS BOULEVARD CRETE
91100 CORBEIL ESSONNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Serge DASSAULT, Président

Date de publication au JO : 10 novembre 2012

N° SIRET : 41004816900040

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.

- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	129,00	0,60%
Services extérieurs	12 552,00	58,61%
Autres services extérieurs	593,00	2,77%
Impôts et taxes	589,00	2,75%
charges de personnel	7 479,00	34,92%
Dotations aux amortissements et aux provisions	73,00	0,34%
Total	21 415,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 20 jeunes accompagnés * 500	10 000,00	46,70%
subvention région 18 jeunes placés en CFA * 200	3 600,00	16,81%
communauté de communes ou d'agglomération	7 742,00	36,15%
transfert de charges	73,00	0,34%
Total	21 415,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	13 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Chantier école	36 957,11 €
2015	Campagne d'informatisation	4 973,40 €
2015	Soutien aux contrats de ville	18 700,00 €
2016	Phénix	11 500,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	15 000,00 €
2017	Phénix	11 500,00 €
	Montant total	98 630,51 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011861

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE DU MANTOIS

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	26 200,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOCALE DU MANTOIS
Adresse administrative : ALL DES MEDECINS
78200 MANTES LA JOLIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Raphaël COGNET, Président

Date de publication au JO : 16 novembre 1982

N° SIRET : 32659357100044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.

- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la

restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
achats de matières et fournitures	709,00	1,92%
Services extérieurs	1 869,00	5,07%
Autres services extérieurs	2 820,00	7,64%
Impôts et taxes	2 393,00	6,49%
frais de personnel	29 103,00	78,88%
Total	36 894,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 40 jeunes accompagnés *500	20 000,00	54,21%
subvention région 31 jeunes placés en CFA*200	6 200,00	16,80%
fonds propres	10 694,00	28,99%
Total	36 894,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	26 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Passerelles entreprises	46 250,00 €
2015	Campagne d'informatisation	1 386,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	25 000,00 €
2015	Passerelles entreprises	91 553,10 €
2015	Soutien régional en faveur des Groupements de Créateurs Franciliens et de l'ANGC	72 635,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	75 000,00 €
2016	Passerelles entreprises	46 920,00 €
2017	Développeurs de l'apprentissage	25 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 3	52 644,30 €
	Montant total	436 388,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011862

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - BOBIGNY DRANCY LE BLANC MESNIL

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	29 800,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOC BOBIGNY DRAN CY LE BLANC-MESNIL
Adresse administrative : 1 RUE DE LA GAITE
93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Grégory CHAVAROC, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 42405972300017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage.

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.

- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 000,00	2,10%
Services extérieurs	2 500,00	5,26%
Autres services extérieurs	1 000,00	2,10%
Impôts et taxes	2 844,00	5,98%
frais de personnel	40 200,00	84,55%
Total	47 544,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 50 jeunes accompagnés * 500 €	25 000,00	52,58%
subvention région 24 jeunes placés en CFA * 200 €	4 800,00	10,10%
fonds propres	17 744,00	37,32%
Total	47 544,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	29 800,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011863

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE VALLEE DE MONTMORENCY

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	182 600,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOCALE VALLEE DE MONTMORENCY
Adresse administrative : 30 RUE DE LA STATION
95130 FRANCONVILLE CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Francis DELATTRE, Président

Date de publication au JO : 15 août 1998

N° SIRET : 39963316300023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.

- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	139 215,00	76,24%
Services extérieurs	3 575,00	1,96%
Impôts et taxes	12 430,00	6,81%
frais de personnel	27 380,00	14,99%
Total	182 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 292 jeunes accompagnés * 500 €	146 000,00	79,96%
subvention région 183 jeunes placés en CFA * 200 €	36 600,00	20,04%
Total	182 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	182 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	12 600,00 €
	Montant total	12 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011864

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MIEJ4-93 MISSION INTERCOMMUNALE POUR L'EMPLOI DES JEUNES

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	22 400,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MIEJ 4-93 MISSION INTERCOM EMPLOI JEUNES 4-93
Adresse administrative : 15 AVENUE DE LA RESISTANCE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Olivier DELEU, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 41402213700023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.

- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 300,00	5,80%
Impôts et taxes	4 700,00	20,98%
frais de personnel	16 400,00	73,21%
Total	22 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 32 jeunes accompagnés * 500 €	16 000,00	71,43%
subvention région 32 jeunes placés en CFA * 200 €	6 400,00	28,57%
Total	22 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	22 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011865

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE INTERCOMMUNALE LES MUREAUX

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	23 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOC LES MUREAUX
Adresse administrative : 38 RUE PAUL RAOULT
78130 LES MUREAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marianne CANTAU, Présidente

Date de publication au JO : 27 juin 1990

N° SIRET : 38065998700024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.
- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la

restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	3 099,00	7,85%
Services extérieurs	5 817,00	14,73%
Autres services extérieurs	3 190,00	8,08%
Impôts et taxes	700,00	1,77%
frais de personnel	11 794,00	29,86%
dotations	14 900,00	37,72%
Total	39 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 40 jeunes accompagnés * 500 €	20 000,00	50,63%
subvention région 15 jeunes placés en CFA * 200 €	3 000,00	7,59%
fonds propres	16 500,00	41,77%
Total	39 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	23 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Passerelles entreprises	101 936,00 €
2016	Passerelles entreprises	46 920,00 €
	Montant total	148 856,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011866

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE INTERCOMMUNALE DE SARTROUVILLE

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	18 200,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOCALE DE SARTROUVILLE
Adresse administrative : 27 RUE LAMARTINE
78500 SARTROUVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Ingrid CAVRET, Présidente

Date de publication au JO : 25 septembre 2012

N° SIRET : 39442633200018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.
- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la

restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

30 jeunes accompagnés *500 €
16 jeunes placés en CFA *200 €

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 100,00	6,04%
Services extérieurs	3 450,00	18,96%
Impôts et taxes	970,00	5,33%
frais de personnel	11 368,00	62,46%
divers	312,00	1,71%
provisions pour risques	1 000,00	5,49%
Total	18 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région jeunes accompagnées 30*500 €	15 000,00	82,42%
Subvention région jeunes placés en CFA 16 * 200 €	3 200,00	17,58%
Total	18 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	18 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Campagne d'informatisation	1 026,00 €
2015	Passerelles entreprises	29 543,00 €
2016	Passerelles entreprises	38 745,00 €
	Montant total	69 314,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011868

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION NORD EST 77 -ML DE MEAUX

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	13 500,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DE L EMPLOI ET DE LA FORMATION DU NORD EST 77
Adresse administrative : 12 BOULEVARD JEAN ROSE
77105 MEAUX CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-François COPE, Député-maire de Meaux

Date de publication au JO : 14 avril 2007

N° SIRET : 49789232300039

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.

- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services extérieurs	575,00	2,90%
Impôts et taxes	932,00	4,70%
frais de personnel	18 310,00	92,40%
Total	19 817,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 23 jeunes accompagnés *500 €	11 500,00	58,03%
subvention région 10 jeunes placés en CFA * 200 €	2 000,00	10,09%
fonds propres	6 317,00	31,88%
Total	19 817,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	13 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	15 000,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	30 000,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2017	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	30 000,00 €
2017	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises et les Associations	30 000,00 €
	Montant total	310 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011869

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION INTERCOMMUNALE DE MAISONS ALFORT CHARENTON SAINT MAURICE SAINT MAUR

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	7 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOC MAISONS ALFO
Adresse administrative : 83 RUE VICTOR HUGO
94700 MAISONS ALFORT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur HERBILLON Michel, Député-maire

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 35405476900022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage.

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.

- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 635,00	16,75%
Autres services extérieurs	400,00	4,10%
Impôts et taxes	527,00	5,40%
frais de personnel	6 500,00	66,58%
Autres charges de gestion	700,00	7,17%
Total	9 762,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 10 jeunes accompagnés * 500 €	5 000,00	51,22%
subvention région 10 jeunes placés en CFA * 200 €	2 000,00	20,49%
fonds propres	2 762,00	28,29%
Total	9 762,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	7 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Développeurs de l'apprentissage	47 197,45 €
2015	Campagne d'informatisation	261,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	50 000,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	75 000,00 €
2017	Développeurs de l'apprentissage	25 000,00 €
	Montant total	174 958,45 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011870

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE -MISSION LOCALE DYNAM JEUNES SAINT GERMAIN EN LAYE ET COMMUNES ENVIRONNANTES

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	18 200,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOCALE DE SAINT GERMAIN EN LAYE ET DES COMMUNES ENVIRONNANTES
Adresse administrative : 111B RUE LEON DESOYER
78100 ST GERMAIN EN LAYE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marta DE CIDRAC, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 41314295100016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage.

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets

innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.

- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.
Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :
Axe 1 : Territorialisation

- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage

- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :
Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :

- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	584,00	2,51%
Services extérieurs	1 082,00	4,65%
Autres services extérieurs	842,00	3,62%
Impôts et taxes	623,00	2,68%
frais de personnel	20 143,00	86,55%
Total	23 274,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention région 30 jeunes accompagnés * 500 €	15 000,00	64,45%
subvention région 16 jeunes placés en CFA * 200 €	3 200,00	13,75%
Fonds propres	4 594,00	19,74%
fonds propres PIJ CHATOU	480,00	2,06%
Total	23 274,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	18 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Campagne d'informatisation	1 787,40 €
	Montant total	1 787,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011872

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - SEINE OUEST ENTREPRISE ET EMPLOI - MAISON DES ENTREPRISES ET DE L'EMPLOI

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	62 400,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEINE OUEST ENTREPRISE ET EMPLOI MAISON DES ENTREPRISES ET DE L EMPLOI
Adresse administrative : 2 RUE DE PARIS
92190 MEUDON
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Hervé MARSEILLE, Président

Date de publication au JO : 19 février 2011

N° SIRET : 45385371500028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.

Cette enveloppe permet :.

- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
frais de personnel	59 280,00	95,00%
Autres charges de gestion	3 120,00	5,00%
Total	62 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 104 jeunes accompagnés *500 €	52 000,00	83,33%
subvention région 52 jeunes en CFA * 200 €	10 400,00	16,67%
Total	62 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	62 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2017	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises et les Associations	30 000,00 €
	Montant total	210 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011874

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE BIEVRE VAL DE MARNE

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	10 500,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOC BIEVRE 94
Adresse administrative : 28 RUE MAURICE TENINE
94260 FRESNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BRIDEY, Président

Date de publication au JO : 25 novembre 1992

N° SIRET : 39255554600028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage.

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.
- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la

restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Autres services extérieurs	400,00	2,86%
frais de personnel	13 600,00	97,14%
Total	14 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 15 jeunes accompagnés * 500 €	7 500,00	53,57%
subvention région 15 jeunes placés en CFA * 200 €	3 000,00	21,43%
fonds propres	3 500,00	25,00%
Total	14 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	6 000,00 €
2015	Campagne d'informatisation	1 377,60 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	3 000,00 €
2016	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	5 000,00 €
	Montant total	15 377,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011876

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE INTERCOMMUNALE DE RAMBOUILLET

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	14 200,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOCALE INTERCOMMUNALE RAMBOUILLET
Adresse administrative : 19 R RUE DE CLAIREFONTAINE 78120 RAMBOUILLET
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Gilles SCHMIDT, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 39442738900041

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage.

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.

- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	400,00	2,20%
Services extérieurs	700,00	3,85%
Autres services extérieurs	1 350,00	7,42%
Impôts et taxes	800,00	4,40%
FRAIS DE PERSONNEL	14 950,00	82,14%
Total	18 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 24 jeunes accompagnés * 500	12 000,00	65,93%
subvention région 11 jeunes accompagnés *200	2 200,00	12,09%
fonds propres	4 000,00	21,98%
Total	18 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	14 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Campagne d'informatisation	1 868,40 €
	Montant total	1 868,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011879

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE POUR L'EMPLOI DE MARNE LA VALLEE VAL MAUBUEE

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	54 400,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOC POUR L EMPLOI DE MARNE LAV
Adresse administrative : 5 PASSAGE DE L'ARCHE GUEDON 77200 TORCY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Paul MIGUEL, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 38367466000022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage.

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.

- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	146,00	0,25%
Services extérieurs	187,00	0,32%
Autres services extérieurs	6 135,00	10,50%
frais de personnel	16 742,00	28,65%
Autres charges de gestion	35 132,00	60,12%
dotations	98,00	0,17%
Total	58 440,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 88 jeunes accompagnés * 500	44 000,00	75,29%
subvention région 52 jeunes placés en CFA * 200	10 400,00	17,80%
autres subventions d'exploitation	4 040,00	6,91%
Total	58 440,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	54 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Développeurs de l'apprentissage	47 197,45 €
2014	Soutien régional en faveur des Groupements de Créateurs Franciliens et de l'ANGC	52 500,00 €
2015	Campagne d'informatisation	2 473,80 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	50 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur des Groupements de Créateurs Franciliens et de l'ANGC	52 500,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	75 000,00 €
2017	Développeurs de l'apprentissage	25 000,00 €
2017	Soutien régional en faveur des Groupements de Créateurs Franciliens et de l'ANGC	40 000,00 €
	Montant total	322 171,25 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011881

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE VILLENEUVE SAINT GEORGES VALENTON

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	13 300,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOC VALENTON VILLENEUVE ST GEORGES
Adresse administrative : 30 RUE JULES GUESDE
94190 VILLENEUVE ST GEORGES
Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public
Représentant :

N° SIRET : 18940907100017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage.

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.
- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat

et Région.

Intérêt régional :
Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.
Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :
Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :
Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)			**Recettes (€)**		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
SERVICES EXTERIEURS	2 065,00	10,17%	Subvention région 19 jeunes accompagnés * 500	9500,00	46,80 %
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	1 150,00	5,67%	Subvention 19 jeunes placés en CFA * 200	3800,00	18,72 %
IMPOTS ET TAXES	5 750,00	28,33%	FONDS PROPRES	7000	34,48 %
FRAIS DE PERSONNEL	9 875,00	48,65%			
AUTRES CHARGES DE GESTION	467,00	2,30%			
CHARGES EXCEPTIONNELLES	343,00	1,69%			
DOTATIONS	650,00	3,20%			
Total	20 300,00	100,00%	Total	20 300,00	100%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	13 300,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011887

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION DE SENART

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	28 600,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DE L' EMPLOI ET DE LA FORMATION DE SENART (MDEF)
Adresse administrative : 9 ALLEE DE LA CITOYENNETE
77567 SENART LIEUSAINT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Clément CAILLAUD

Date de publication au JO : 12 février 1992

N° SIRET : 38830264800026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage.

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.

- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	675,00	2,26%
Services extérieurs	1 625,00	5,43%
frais de personnel	27 624,00	92,31%
Total	29 924,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 42 jeunes accompagnés * 500 €	21 000,00	70,17%
subvention région 38 jeunes placés en CFA * 200 €	7 600,00	25,41%
autres subventions d'exploitation	1 324,00	4,42%
Total	29 924,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	28 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Développeurs de l'apprentissage	47 197,45 €
2014	Egalité professionnel entre les femmes et les hommes	15 460,00 €
2014	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2014	Sensibilisation à l'ESS et à l'Innovation Sociale	50 000,00 €
2014	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	15 000,00 €
2014	Soutien aux points d'accueil création et développement d'entreprise – labellisation PACE+	30 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	7 000,00 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	65 435,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	52 500,00 €
2014	Soutien régional en faveur des Groupements de Créateurs Franciliens et de l'ANGC	52 500,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2015	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	23 233,50 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	104 495,48 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	50 000,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	10 000,00 €
2015	Lutte contre les discriminations dans la formation et l'emploi (CR46-14)	12 475,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2015	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	15 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	7 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	55 600,00 €

2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	32 500,00 €
2015	Soutien régional en faveur des Groupements de Créateurs Franciliens et de l'ANGC	60 000,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	22 000,00 €
2016	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	40 560,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	75 000,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 3	278 355,63 €
2016	Soutien aux points d'accueil création et développement d'entreprise – labellisation PACE+	25 000,00 €
2016	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	4 075,00 €
2017	Développeurs de l'apprentissage	25 000,00 €
2017	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises et les Associations	30 000,00 €
2017	Soutien régional en faveur des Groupements de Créateurs Franciliens et de l'ANGC	30 000,00 €
	Montant total	1 417 887,06 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011891

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE DE LA SEINE ET DU LOING

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	11 300,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA MISSION LOCALE DE LA SEINE ET LOING
Adresse administrative : 17 QUAI DES TANNEURS
77140 NEMOURS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Bernard COZIC, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 44270199100014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage.

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.

- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Autres services extérieurs	5 550,00	25,00%
Frais de personnel	16 649,00	75,00%
Total	22 199,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 17 jeunes accompagnés * 500 €	8 500,00	38,29%
subvention 14 jeunes placés en CFA * 200 €	2 800,00	12,61%
Autres produits	10 899,00	49,10%
Total	22 199,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	11 300,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Campagne d'informatisation	1 276,20 €
	Montant total	1 276,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011905

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE DU PLATEAU BRIARD

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	9 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOCALE DU PLATEAU BRIARD
Adresse administrative : 2 AVENUE HOTTINGUER
94470 BOISSY-SAINT-LEGER
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Régis CHARBONNIER, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 41794861900032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage.

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.
- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la

restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.
Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :
Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :
Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	300,00	1,12%
Services extérieurs	1 000,00	3,74%
Impôts et taxes	956,00	3,57%
frais de personnel	23 000,00	85,96%
Autres charges de gestion	1 500,00	5,61%
Total	26 756,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 14 jeunes accompagnés * 500 €	7 000,00	26,16%
subvention région 10 jeunes placés en CFA * 200 €	2 000,00	7,47%
fondss propres	17 756,00	66,36%
Total	26 756,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	9 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011910

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION DE SAINT QUENTIN EN YVELINES ET DES ENVIRONS

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	36 400,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOCALE DINSERTION SOCIALE PROFESSIONNELE DES JEUNES
Adresse administrative : 1 RUE DES HETRES
78190 TRAPPES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Erwan LE GALL, Président

Date de publication au JO : 21 janvier 1988

N° SIRET : 34462156000038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage.

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.

- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.
Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :
Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :
Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	290,00	0,48%
Services extérieurs	3 303,00	5,41%
Autres services extérieurs	1 943,00	3,18%
Impôts et taxes	1 622,00	2,66%
FRAIS DE PERSONNEL	48 670,00	79,75%
Charges exceptionnelles	5 200,00	8,52%
Total	61 028,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention région 62 jeunes accompagnés * 500 €	31 000,00	50,80%
subvention région 27 jeunes placés en CFA *200 €	5 400,00	8,85%
autres subventions d'exploitation	24 628,00	40,36%
Total	61 028,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	36 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Développeurs de l'apprentissage	47 197,45 €
2014	Passerelles entreprises	46 250,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	50 000,00 €
2015	Passerelles entreprises	45 350,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	75 000,00 €
2017	Développeurs de l'apprentissage	25 000,00 €
	Montant total	266 297,45 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011918

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE DE PROVINS

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	27 200,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOCALE DU PROVINOIS
Adresse administrative : 1 CR DES BENEDICTINS
77160 PROVINS
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 42180445100035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage.

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.

- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la

restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	4 213,50	11,95%
Services extérieurs	2 800,00	7,94%
Autres services extérieurs	3 525,00	10,00%
Impôts et taxes	720,00	2,04%
frais de personnel	24 000,00	68,07%
Total	35 258,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 50 jeunes accompagnés * 500 €	25 000,00	70,90%
subvention région 11 jeunes placés en CFA * 200 €	2 200,00	6,24%
autres subventions d'exploitation	300,00	0,85%
fondss prores	7 758,50	22,00%
Total	35 258,50	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	27 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Campagne d'informatisation	1 771,20 €
	Montant total	1 771,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011938

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS MISSIONS LOCALES - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE INTERCOMMUNALE POISSY CONFLANS SAINTE HONORINE

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	11 200,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MLIPC MISSION LOCALE INTERCOMMUNALE POISSY CONFLANS SAINTE HONORINE
Adresse administrative : 19 BOULEVARD DEVAUX 78300 POISSY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Lydie GRIMAUD, Présidente

Date de publication au JO : 17 juin 2013

N° SIRET : 41373978000042

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage.

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.
- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.
Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :
Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage.

Détail du calcul de la subvention :
Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention.
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	300,00	1,85%
Services extérieurs	600,00	3,70%
Autres services extérieurs	1 300,00	8,02%
Impôts et taxes	700,00	4,32%
frais de personnel	13 300,00	82,10%
Total	16 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2018	11 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012333

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJET - AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE DES PORTES DE LA BRIE

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	10 500,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOCALE DES PORTES DE LA BRIE
Adresse administrative : 41 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94420 LE PLESSIS TREVISE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Didier DOUSSET, Président

Date de publication au JO : 20 avril 1998

N° SIRET : 41830933200025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage.

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.

- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	400,00	1,35%
Services extérieurs	400,00	1,35%
Autres services extérieurs	200,00	0,67%
Impôts et taxes	2 580,00	8,69%
frais de personnel	26 120,00	87,95%
Total	29 700,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Campagne d'informatisation	425,40 €
	Montant total	425,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012334

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJET - AXE 1 TERRITORIALISATION ET ACTIONS DE MUTUALISATION - MISSION LOCALE DE PLAISIR VAL DE GALLY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention régional	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	48 127,00	41, 56%	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOCALE DE PLAISIR-VAL DE GALLY
Adresse administrative : 1416 BD LEON BLUM
78370 PLAISIR
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Véronique GUERNON, Présidente

Date de publication au JO : 3 mars 1999

N° SIRET : 41913202200049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage.

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets

innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.

- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.
Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :
Axe 1 : Territorialisation

- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage

- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :
Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :

- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Autres services extérieurs	23 800,00	49,45%	subvention région	20 000,00	41,56%
frais de personnel	24 327,00	50,55%	fondss propres	28 127,00	58,44%
Total	48 127,00	100,00%	Total	48 127,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013873

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : APPEL A PROJETS -AXE 2 ORIENTER VERS L'APPRENTISSAGE - MISSION LOCALE DU SUD OUEST SEINE ET MARNE

Libellé base subventionnable	Montant de subvention maximum
Subventions de fonctionnement Missions locales	7 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION EMPLOI INSERTION MELUN VAL DE SEINE
Adresse administrative : RUE CLAUDE BERNARD
77000 LA ROCHETTE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Louis VOGEL, Président

Date de publication au JO : 25 février 2013

N° SIRET : 79512091400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions de fonctionnement Missions locales
Rapport Cadre : CR58-08 du 28/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Deux axes de financement sont proposés pour cet appel à projets : un axe « territorialisation et action de mutualisation dans le cadre d'un projet de regroupement » et un axe « projets spécifiques et soutien d'action en lien avec les priorités régionales » portant sur la thématique de l'orientation des jeunes vers l'apprentissage.

Description :
Dans le cadre de l'évolution du financement des missions locales, le Conseil Régional du 17 novembre 2016, a adopté en CR 185-16, le principe d'une enveloppe spécifique destinée à soutenir de projets innovants ou thématiques à l'échelle du territoire d'intervention de la mission locale.
Cette enveloppe permet :.

- le financement des frais inhérents aux projets de regroupements des missions locales liés à la restructuration du réseau,
- le soutien d'actions en lien avec les priorités régionales (en 2017, renforcer les entrées en apprentissage pour les jeunes accompagnés par les missions locales).

Ce fonds spécifique permet ainsi de s'adapter aux priorités conjoncturelles de chacun des financeurs Etat et Région.

Intérêt régional : Les modalités de financement et d'intervention relatives au soutien des missions locales, ont été modifiées et harmonisées, par l'Etat et la Région afin de renforcer l'analyse des résultats et amplifier la notion de performance.

Afin de déployer cette enveloppe sur des besoins identifiés et des actions ciblées, la Région lance un appel à projet couvrant les deux champs d'intervention suivants : accompagner les missions locales dans leur regroupement ou rapprochement, et soutenir des actions ciblées visant une amélioration du taux d'accès à l'apprentissage pour des jeunes suivis par les missions locales.

Public(s) cible(s) :

Axe 1 : Territorialisation
- Les missions locales engagées dans une démarche de regroupement
- L'association régionale des missions locales en qualité de tête de réseau régionale

Axe 2 : Orienter vers l'apprentissage
- Les missions locales portant une action ciblée pour orienter des jeunes vers l'apprentissage

Détail du calcul de la subvention :

Montant défini au regard du budget prévisionnel présenté et des autres cofinancements dans la limite des modalités définies par le règlement d'intervention :
- d'une subvention forfaitaire de 500 € par bénéficiaire suivi et 200 € par bénéficiaire placé en CFA

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
frais de personnel	10 802,00	100,00%
Total	10 802,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région 10 jeunes accompagnés * 500 €	5 000,00	46,29%
subvention région 10 jeunes placés en CFA * 200 €	2 000,00	18,52%
fonds propres	3 802,00	35,20%
Total	10 802,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	7 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	54 490,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	12 000,00 €
2014	Chantier école	49 200,00 €
2014	Egalité professionnel entre les femmes et les hommes	5 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	11 000,00 €
2015	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	76 230,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	23 500,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	5 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	21 268,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	28 146,59 €
	Montant total	285 834,59 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-492

DU 18 OCTOBRE 2017

RÉMUNÉRATION DES STAGIAIRES EN FORMATION PROFESSIONNELLE 2017 TROISIÈME AFFECTATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Education ;

VU Le livre III de la sixième partie du Code du Travail ;

VU La Loi 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU Le décret n° 2002-1551 du 23 décembre 2002 modifiant le décret n° 88-368 du 15 avril 1988 fixant les taux et les montants de rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle ;

VU Le décret n°2009-340 du 27 mars 2009 modifié relatif à l'Agence de Services et Paiement (ASP) ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération CR fixant le montant des recettes et portant ouverture d'autorisations de programme, d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement dans le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017.

VU La délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 relative à l'engagement régional pour l'emploi et la formation professionnelle, mobilisation et renouvellement des conventions Pôle Emploi Ile de France, Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels, Association Régionale des Missions Locales, formalisation des modalités d'aides aux stagiaires mobilisation des espaces de dynamique d'insertion dans le cadre du plan 500 000 ;

VU La délibération n° CP 16-635 du 16 novembre 2016 relative à l'adoption de la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois-tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement des aides aux employeurs d'apprentis, le règlement des subventions PM'UP et TP'UP, le fonds de transition et l'aide aux commerces de proximité en milieu rural ;

VU La délibération n° CP 2017-030 du 27 janvier 2017 relative au programme de rémunération des stagiaires de la formation professionnelle 2017 – première affectation 2017 ;

VU La délibération n° CP 2017-316 du 5 juillet 2017 relative au programme de rémunération des stagiaires de la formation professionnelle 2017 – deuxième affectation 2017 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-492 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1:

Affecte au titre de la rémunération des stagiaires, une autorisation d'engagement d'un montant de 13 950 000 **€** disponible sur le chapitre budgétaire 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage » code fonctionnel 11 « Formation professionnelle » programme HP 11 008 « Rémunération des stagiaires et frais annexes » action 11100801 « Rémunération des stagiaires et frais annexes » nature 65111 « Rémunérations », du budget régional 2017.

Code dossier	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle du démarrage
17000229	Rémunération des stagiaires 3ème affectation	ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT	01/01/2017

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

ETAT RECAPITULATF DE LA REMUNERATION DES STAGIAIRES

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	R0009734	Budget	2017

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**11 - Formation professionnelle**
Programme	**111008 - Rémunération des stagiaires et frais annexes**
Action	**11100801 - Rémunération des stagiaires et frais annexes**

Dispositif : N° 00000580 - Rémunération des stagiaires

Dossier	17000229 - REMUNERATION DES STAGIAIRES -3EME AFFECTATION 2017			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 950 000,00 €		Code nature	65113
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
116 420 000,00 €	HT	11,98 %	13 950 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000580 - Rémunération des stagiaires	13 950 000,00 €

Total sur l'imputation 931 - 11 - 111008 - 11100801	13 950 000,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-453

DU 18 OCTOBRE 2017

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT DE L'APPRENTISSAGE - CINQUIÈME AFFECTATION 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Livre II de la 6ème partie du Code du travail ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU La délibération du Conseil Régional n° CR 72-07 du 27 juillet 2007 relative au Schéma régional des formations 2007-2013 en Ile-de-France :

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de compétences du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP 16-364 du 12 juillet 2016 relative à la mise en œuvre du plan d'action régional en faveur de l'apprentissage : une nouvelle convention régionale pour les CFA d'Ile-de-France ;

VU La délibération n° CP 2017-078 du 8 mars 2017 relative à l'attribution de subventions d'investissement dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage – Première affectation 2017 – Institut des métiers et de l'artisanat de Cergy (95) : décision de l'arrêt de la construction de cet institut – Modification des conventions-types investissement travaux et équipements – avenant n° 1 à la convention n° CP 14-491 02 relative à l'acquisition de nouveaux locaux pour le CFA ADAFORSS ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-453 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

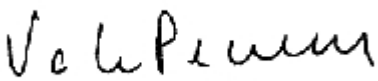
Article unique : Construction et travaux dans les centres de formation d'apprentis

Décide de participer, au titre du dispositif « Aide régionale aux investissements dans les centres de formation d'apprentis » au financement des projets, détaillés en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 3 152 316 €.

Subordonne le versement de chacune de ces subventions à la conclusion, avec son bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type « investissement travaux » adoptée par la délibération du 8 mars 2017, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 3 152 316 € disponible sur le chapitre 901 « formation professionnelle et apprentissage » - code fonctionnel 12 « apprentissage », programme HP 12-001 (112001) « constructions et travaux CFA », action 11200101 « constructions et travaux CFA », nature 204 « subvention d'investissement » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	R0009766	Budget	2017

Chapitre	**901 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**12 - Apprentissage**
Programme	**112001 - Construction et travaux dans les CFA**
Action	**11200101 - Construction et travaux dans les CFA**

Dispositif : N° 00000442 - Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage

Dossier	17013490 - CFA DE L'ECOLE SUPERIEURE D'INGENIEURS EN ELECTROTECHNIQUE ET ELECTRONIQUE (ESIEE) - TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE RENOVATION SUR LE SITE DE NOISY-LE-GRAND (93)			
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG			
Localisation	NOISY-LE-GRAND			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	130 762,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
261 524,00 €	TTC	50 %	130 762,00 €	

Dossier	17013719 - CFA CFI L'ECOLE CONNECTEE AU FUTUR DE L'INDUSTRIE - TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE SECURITE SUR LES SITES DE MONTIGNY-LE-BRETONNEUX (78) ET ORLY (94)			
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	101 042,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
202 084,00 €	TTC	50 %	101 042,00 €	

Dossier	17013740 - CFA DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS DE NANGIS (77) - TRAVAUX DE RENOVATION DES LOCAUX			
Bénéficiaire	R1620 - BTP CFA ILE DE FRANCE			
Localisation	NANGIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	715 964,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
894 955,00 €	TTC	80 %	715 964,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	R0009766	Budget	2017

Dossier	17013755 - CFA DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS D'OCQUERRE (77) - TRAVAUX DE REFECTION ET D'ISOLATION			
Bénéficiaire	R1620 - BTP CFA ILE DE FRANCE			
Localisation	OCQUERRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	498 272,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
622 840,00 €	TTC	80 %	498 272,00 €	

Dossier	17013785 - CFA DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS DE NOISY-LE-GRAND (93) - TRAVAUX DE RENOVATION ET DE SECURITE			
Bénéficiaire	R1620 - BTP CFA ILE DE FRANCE			
Localisation	NOISY-LE-GRAND			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	373 600,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
467 000,00 €	TTC	80 %	373 600,00 €	

Dossier	17013799 - CFA DE LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DU VAL-D'OISE (95) - ETUDES POUR TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET D'EXTENSION DU SITE DE CERGY			
Bénéficiaire	R7279 - CHAM METIERS VAL D'OISE			
Localisation	CERGY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	400 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
500 000,00 €	TTC	80 %	400 000,00 €	

Dossier	17013823 - INSTITUT DES METIERS ET DE L'ARTISANAT DE VILLIERS-LE-BEL (95) - TRAVAUX DE RENOVATION ET ETUDES POUR TRAVAUX DE PEINTURE			
Bénéficiaire	R7279 - CHAM METIERS VAL D'OISE			
Localisation	VILLIERS-LE-BEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	132 676,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
165 845,00 €	TTC	80 %	132 676,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	R0009766	Budget	2017

Dossier	17013851 - INSTITUT DES METIERS ET DE L'ARTISANAT D'EAUBONNE (95) - ETUDES POUR TRAVAUX DE REHABILITATION ET D'EXTENSION DES LOCAUX				
Bénéficiaire	R7279 - CHAM METIERS VAL D'OISE				
Localisation	EAUBONNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	800 000,00 €			Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 000 000,00 €	TTC	80 %		800 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000442 - Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	3 152 316,00 €

Total sur l'imputation 901 - 12 - 112001 - 11200101	3 152 316,00 €

FICHES PROJETS TRAVAUX DANS LES CENTRES DE FORMATION D'APPRENTIS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013490

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : CFA DE L'ECOLE SUPERIEURE D'INGENIEURS EN ELECTROTECHNIQUE ET ELECTRONIQUE (ESIEE) - TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE RENOVATION SUR LE SITE DE NOISY-LE-GRAND (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	261 524,00 €	50,00 %	130 762,00 €
	Montant Total de la subvention		130 762,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-204182-112001-400
11200101- Construction et travaux dans les CFA

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE REGION PARIS ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 27 AVENUE DE FRIEDLAND 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
N° SIRET : 13001727000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : travaux d'aménagement et de rénovation sur le site de Noisy-le-Grand (93)

Date prévisionnelle de début de projet : 23 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

L'ESIEE doit réaliser des travaux de rénovation de la salle "banc convoyeur" pour l'automatisation et la mécanisation de la chaine logistique en génie industriel, des espaces de stockage en bureaux enseignants, des travaux pour le nouveau laboratoire de la filière systèmes embarqués ainsi qu'une remise à niveau des infrastructures sportives.

Description :

Travaux d'aménagement et de rénovation comprenant :

* Nouveau laboratoire de la filière systèmes embarqués "transports et objets intelligents" : 145 000 €

- installation de faux-plafonds
- travaux de peinture
- travaux de câblage (perches équipées)
- rénovation de salles en bureaux enseignants

* Laboratoire usine connectée : 41 210 €

- travaux d'agrandissement
- rénovation des sols
- installation de faux-plafonds
- travaux de peinture
- canalisation et éclairage

* Infrastructures sportives : 75 314 €

- réfection complète de deux vestiaires
- réfection du parquet du gymnase
- création d'un terrain multisports extérieur

Les infrastructures sportives étant partagées avec d'autres publics autre que l'apprentissage, un prorata de 30 % d'apprentis a été appliqué sur le montant des travaux.

Soit un montant total investissement de 261 524 €.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Niveau 1 : électricité, électronique. 360 apprentis.

Localisation géographique :

- NOISY-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux laboratoire filière systèmes embarqués	145 000,00	55,44%
Travaux laboratoire usine connectée	41 210,00	15,76%
Travaux infrastructures sportives	75 314,00	28,80%
Total	261 524,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	130 762,00	50,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	130 762,00	50,00%
Total	261 524,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €
2018	90 762,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité des apprentis	385 100,00 €
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	24 750,00 €
2014	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	40 404,20 €
2014	Ateliers d'animation éducative	11 121,60 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	163 500,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	465 360,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	232 773,00 €
2014	Ecole Régionale des Projets - ERP	30 000,00 €
2014	EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)	6 720,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	11 500,00 €
2014	Olympiades des métiers	5 600,00 €
2014	PM'up - Investissement	45 500,00 €
2014	Soutien au développement du conseil en mobilité en Ile-de-France (Fct)	22 809,00 €
2014	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	500 360,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	18 032,00 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	2 423 619,00 €
2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	2 531 696,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	27 260 691,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	325 700,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	9 900,00 €
2015	Ateliers d'animation éducative	29 164,16 €

2015	Développeurs de l'apprentissage	149 875,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	473 176,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	527 162,55 €
2015	Ecole Régionale des Projets - ERP	45 000,00 €
2015	Formation de formateurs en CFA	14 675,00 €
2015	Olympiades des métiers	5 600,00 €
2015	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	4 851 000,87 €
2015	Participation de la Région au programme ERASMUS+, volet Formation Professionnelle	60 070,00 €
2015	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	787 670,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	12 600,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	150 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 039 602,60 €
2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	130 810,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	25 962 605,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des apprentis	171 200,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	13 050,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	136 250,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	433 488,00 €
2016	Formation de formateurs en CFA	11 100,00 €
2016	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	8 263 125,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Actions d'accompagnement individuelles et collectives en faveur des PME/PMI de la SRI-SI	320 534,35 €
2016	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	45 600,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	50 000,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 659 933,00 €
2016	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	674 235,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	23 313 815,00 €
2016	Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	69 300,00 €
2017	Développeurs de l'apprentissage	40 875,00 €
2017	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	176 785,84 €
2017	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 281 383,00 €
2017	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	282 620,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	18 633 000,00 €
	Montant total	100 219 547,57 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013719

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : CFA CFI L'ECOLE CONNECTEE AU FUTUR DE L'INDUSTRIE - TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE SECURITE SUR LES SITES DE MONTIGNY-LE-BRETONNEUX (78) ET ORLY (94)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	202 084,00 €	50,00 %	101 042,00 €
	Montant Total de la subvention		101 042,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-204182-112001-400
11200101- Construction et travaux dans les CFA

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE REGION PARIS ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative	:	27 AVENUE DE FRIEDLAND 75008 PARIS
Statut Juridique	:	Organisme Consulaire
N° SIRET	:	13001727000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : travaux d'aménagement et de sécurité sur les sites de Montigny-le-Bretonneux (78) et Orly (94).

Date prévisionnelle de début de projet : 23 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Ile-de-France souhaite renforcer les mesures de sécurité des sites de Montigny-le-Bretonneux (78) et d'Orly (94) ainsi qu'aménager les espaces pédagogiques du site d'Orly (94).

Des travaux de mise en sécurité avec des équipements de vidéosurveillance et anti-intrusion sont envisagés ainsi qu'une remise en état des sols des ateliers de maintenance des véhicules.

Description :

Travaux d'aménagement et de sécurité comprenant :

* Site d'Orly : 192 268 €

- mise à niveau de l'installation anti-intrusion
- pose de plaques métalliques pour la fosse
- certification pose plaques métalliques fosse
- mise à jour des plans d'évacuation
- remplacement de 3 portes métalliques
- réfection des sols de l'atelier VI
- modernisation du système vidéo existant
- installation d'un système complet de contrôle d'accès et interphonie

* Site de Montigny-le-Bretonneux : 9 816 €

- mise à niveau de l'installation anti-intrusion

Soit un montant total investissement de 202 084 €.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 3 à 5 : moteurs et mécanique automobile, structures métalliques, énergie, génie climatique, électricité, électronique. 305 apprentis.

Localisation géographique :

- MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
- ORLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux sur le site d'Orly	192 268,00	95,14%
Travaux sur le site de Montigny-le-Bretonneux	9 816,00	4,86%
Total	202 084,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	101 042,00	50,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	101 042,00	50,00%
Total	202 084,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €
2018	61 042,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité des apprentis	385 100,00 €
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	24 750,00 €
2014	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	40 404,20 €
2014	Ateliers d'animation éducative	11 121,60 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	163 500,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	465 360,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	232 773,00 €
2014	Ecole Régionale des Projets - ERP	30 000,00 €
2014	EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)	6 720,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	11 500,00 €
2014	Olympiades des métiers	5 600,00 €
2014	PM'up - Investissement	45 500,00 €
2014	Soutien au développement du conseil en mobilité en Ile-de-France (Fct)	22 809,00 €
2014	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	500 360,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	18 032,00 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	2 423 619,00 €
2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	2 531 696,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	27 260 691,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	325 700,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	9 900,00 €
2015	Ateliers d'animation éducative	29 164,16 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	149 875,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	473 176,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	527 162,55 €
2015	Ecole Régionale des Projets - ERP	45 000,00 €
2015	Formation de formateurs en CFA	14 675,00 €
2015	Olympiades des métiers	5 600,00 €
2015	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	4 851 000,87 €
2015	Participation de la Région au programme ERASMUS+, volet Formation Professionnelle	60 070,00 €
2015	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	787 670,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	12 600,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	150 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local	25 000,00 €

	ciblés	
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 039 602,60 €
2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	130 810,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	25 962 605,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des apprentis	171 200,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	13 050,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	136 250,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	433 488,00 €
2016	Formation de formateurs en CFA	11 100,00 €
2016	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	8 263 125,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Actions d'accompagnement individuelles et collectives en faveur des PME/PMI de la SRI-SI	320 534,35 €
2016	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	45 600,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	50 000,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 659 933,00 €
2016	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	674 235,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	23 313 815,00 €
2016	Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	69 300,00 €
2017	Développeurs de l'apprentissage	40 875,00 €
2017	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	176 785,84 €
2017	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 281 383,00 €
2017	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	282 620,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	18 633 000,00 €
	Montant total	100 219 547,57 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013799

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : CFA DE LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DU VAL-D'OISE (95) - ETUDES POUR TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET D'EXTENSION DU SITE DE CERGY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	500 000,00 €	80,00 %	400 000,00 €
	Montant Total de la subvention		400 000,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-204182-112001-400
11200101- Construction et travaux dans les CFA

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DU VAL-D'OISE
Adresse administrative : 1 AVENUE DU PARC
95015 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Organisme Consulaire
N° SIRET : 18950901100020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : études pour travaux de restructuration et d'extension du site de Cergy.

Date prévisionnelle de début de projet : 23 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Afin de proposer une offre de formation de proximité et de répondre aux besoins en terme d'effectifs, des travaux de restructuration et d'extension doivent être effectués sur le site actuel de Cergy de 2017 à 2019.

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat a décidé d'affecter au CFA des locaux inoccupés et une extension sera réalisée à l'arrière du bâtiment sur le forum extérieur d'une surface d'environ 240 m^2. Les locaux attribués et l'extension représenteront une surface totale de 544 m^2.

Ces travaux ont pour objectif d'améliorer et de moderniser l'accueil des apprentis et contribueront à augmenter la qualité des formations.

Ce projet permettra également de développer de nouvelles formations.

Description :

Etudes pour travaux de restructuration et d'extension comprenant :
- assistance maîtrise d'ouvrage : 14 602 €
- maîtrise d'œuvre : 183 287 €
- contrôle SSI : 9 164 €
- contrôle technique : 14 662 €
- Coordonnateur : 16 495 €
- reprise terrasse et auvent : 158 781 €
- assurance dommage ouvrage : 27 493 €
- aléas : 25 000 €
- divers : 50 516 €

Soit un montant total études de 500 000 €.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 5 : accueil, hôtellerie, tourisme, agroalimentaire, alimentation, cuisine. 145 apprentis.

Localisation géographique :
- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Assistance maîtrise d'ouvrage	14 602,00	2,92%
Maîtrise d'oeuvre	183 287,00	36,66%
Contrôle SSI	9 164,00	1,83%
Contrôle technique	14 662,00	2,93%
Coordonnateur	16 495,00	3,30%
Reprise terrasse et auvent	158 781,00	31,76%
Assurance dommage ouvrage	27 493,00	5,50%
Aléas	25 000,00	5,00%
Divers Services extérieurs	50 516,00	10,10%
Total	500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	400 000,00	80,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	100 000,00	20,00%
Total	500 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €
2018	300 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Développeurs de l'apprentissage	54 500,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	174 768,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	63 684,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	6 050,00 €
2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	65 552,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	3 917 066,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	61 312,50 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	182 176,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	140 624,00 €
2015	EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)	14 999,16 €
2015	Formation de formateurs en CFA	5 550,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	137 824,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	4 206 733,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	74 937,50 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	199 676,00 €
2016	Formation de formateurs en CFA	2 500,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	4 167 732,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	3 071 000,00 €
	Montant total	13 132 050,16 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013823

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : INSTITUT DES METIERS ET DE L'ARTISANAT DE VILLIERS-LE-BEL (95) - TRAVAUX DE RENOVATION ET ETUDES POUR TRAVAUX DE PEINTURE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	165 845,00 €	80,00 %	132 676,00 €
	Montant Total de la subvention		132 676,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-204182-112001-400
11200101- Construction et travaux dans les CFA

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DU VAL-D'OISE
Adresse administrative : 1 AVENUE DU PARC
95015 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Organisme Consulaire
N° SIRET : 18950901100020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : travaux de rénovation et études pour les travaux de peinture.

Date prévisionnelle de début de projet : 23 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

L'Institut des Métiers et de l'Artisanat de Villiers-le-Bel (95), créé en 2003, doit faire face à des travaux de rénovation dont certains ont un caractère d'urgence.

Les travaux concerneront la remise en état du réseau d'évacuation des eaux, la sécurisation du tableau général basse tension, la mise en conformité de la centrale incendie, la remise en état du réseau de chauffage et la rénovation/mise aux normes des portes et issues de secours. Enfin, des études de faisabilité doivent être réalisées pour les travaux de peinture murale.

Description :

Travaux de rénovation et études pour les travaux de peinture comprenant :

- remise en état du réseau d'évacuation des eaux et sécurisation du tableau général basse tension : 51 940 €

- mise en conformité de la centrale incendie : 18 000 €

- sécurisation du site et actualisation de l'organigramme des clés : 19 685 €

- remise en état des équipements et du réseau de chauffage : 25 720 €

- rénovation et mise aux normes des portes et issues de secours : 32 500 €

- études de faisabilité et cahier des charges de la mise en peinture du site : 18 000 €

Soit un montant total investissement de 165 845 €.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 4 et 5 : agroalimentaire, alimentation, cuisine, moteurs et mécanique automobile, accueil, hôtellerie, tourisme, coiffure, esthétique, commerce, vente, structures métalliques. 530 apprentis.

Localisation géographique :

- VILLIERS-LE-BEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Remise en état réseau d'évacuation des eaux et sécurisation du tableau général basse tension	51 940,00	31,32%
Mise en conformité centrale incendie	18 000,00	10,85%
Sécurisation du site et organigramme des clés	19 685,00	11,87%
Remise en état des équipements et du réseau de chauffage	25 720,00	15,51%
Rénovation et mise aux normes des portes et issues de secours	32 500,00	19,60%
Etudes travaux de peinture	18 000,00	10,85%
Total	165 845,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	132 676,00	80,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	33 169,00	20,00%
Total	165 845,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €
2018	82 676,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Développeurs de l'apprentissage	54 500,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	174 768,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	63 684,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	6 050,00 €
2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	65 552,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	3 917 066,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	61 312,50 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	182 176,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	140 624,00 €
2015	EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)	14 999,16 €
2015	Formation de formateurs en CFA	5 550,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	137 824,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	4 206 733,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	74 937,50 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	199 676,00 €
2016	Formation de formateurs en CFA	2 500,00 €

2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	4 167 732,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	3 071 000,00 €
	Montant total	13 132 050,16 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013851

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : INSTITUT DES METIERS ET DE L'ARTISANAT D'EAUBONNE (95) - ETUDES POUR TRAVAUX DE REHABILITATION ET D'EXTENSION DES LOCAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	1 000 000,00 €	80,00 %	800 000,00 €
	Montant Total de la subvention		800 000,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-204182-112001-400
11200101- Construction et travaux dans les CFA

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DU VAL-D'OISE
Adresse administrative : 1 AVENUE DU PARC
95015 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Organisme Consulaire
N° SIRET : 18950901100020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : études pour travaux de réhabilitation et d'extension des locaux.

Date prévisionnelle de début de projet : 23 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Val-d'Oise prévoit la mise en conformité, la réhabilitation et l'extension des locaux existants pour une modernisation de l'outil pédagogique et une hausse de la capacité d'accueil.

Ce projet s'inscrit dans une démarche de promotion de l'attractivité des formations par le biais de l'apprentissage, de la diversification du public accueilli et du maintien d'un site de proximité dans le bassin d'emploi de Val Parisis.

Les locaux actuels accueillent sur deux niveaux la formation des métiers du soin pour le corps (coiffure et esthétique) sur une superficie d'environ 2300 m^2.

Les travaux permettront de réhabiliter ces deux niveaux en prenant en compte la réglementation incendie et l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite.
Compte tenu de la configuration actuelle de l'établissement, de l'exiguïté de la parcelle et de l'implantation du bâtiment sur cette même parcelle, une surélévation du bâtiment permettra la création de surfaces supplémentaires pour un total de 1150 m^2.

Description :

Etudes pour travaux de réhabilitation et d'extension des locaux comprenant :

- assistance maîtrise d'ouvrage (étude et programmation) : 113 724 €
- maîtrise d'œuvre ; 424 646 €
- contrôle technique : 57 420 €
- coordonnateur SPS et SSI : 57 420 €
- diagnostics amiante, plomb, sol : 150 000 €
- assurance dommage ouvrage : 114 840 €
- aléas : 50 000 €
- divers : 31 950 €

Soit un montant total études de 1 000 000 €.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Niveaux 3 à 5 : coiffure, esthétique, commerce, vente. 585 apprentis.

Localisation géographique :
- EAUBONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Assistance maîtrise d'ouvrage	113 724,00	11,37%
Maîtrise d'œuvre	424 646,00	42,46%
Contrôle technique	57 420,00	5,74%
Coordonnateur SPS/SSI	57 420,00	5,74%
Diagnostics techniques (amiante, plomb, sol)	150 000,00	15,00%
Assurance dommage ouvrage	114 840,00	11,48%
Aléas	50 000,00	5,00%
Divers	31 950,00	3,20%
Total	1 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	800 000,00	80,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	200 000,00	20,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	300 000,00 €
2018	500 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Développeurs de l'apprentissage	54 500,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	174 768,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	63 684,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	6 050,00 €
2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	65 552,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	3 917 066,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	61 312,50 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	182 176,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	140 624,00 €
2015	EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)	14 999,16 €
2015	Formation de formateurs en CFA	5 550,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	137 824,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	4 206 733,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	74 937,50 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	199 676,00 €
2016	Formation de formateurs en CFA	2 500,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	4 167 732,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	3 071 000,00 €
	Montant total	13 132 050,16 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013740

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : CFA DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS DE NANGIS (77) - TRAVAUX DE RENOVATION DES LOCAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	894 955,00 €	80,00 %	715 964,00 €
	Montant Total de la subvention		715 964,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
11200101- Construction et travaux dans les CFA

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BTP CFA ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 10 RUE DU DEBARCADERE
75017 PARIS
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 77566214100081

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : travaux de rénovation des locaux.

Date prévisionnelle de début de projet : 23 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Le CFA du bâtiment et des travaux publics de Nangis (77) doit poursuivre le maintien et la modernisation des équipements vieillissants afin d'assurer la mise à niveau de son patrimoine.

Les travaux de rénovation des locaux sont destinés à l'enseignement général.

Description :

Travaux de rénovation des locaux du CFA comprenant :

- réfection de la chaufferie : 197 343,58 €

- réfection des plafonds et peintures : 219 490,61 €

- réhabilitation électrique : 53 660,26 €
- remplacement des menuiseries : 53 638,81 €
- création d'une issue de secours : 21 766,80 €
- revêtement de sol : 274 143,32 €
- mise en place d'une vidéo-surveillance : 11 568 €
- Honoraires (assistance maîtrise d'ouvrage, bureau d'étude, suivi et bureau de contrôle) : 63 343,62 €

Soit un montant total investissement de 894 955 €.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 3 à 5 : bâtiment, électricité, électronique, énergie, génie climatique, travail du bois et de l'ameublement. 340 apprentis.

Localisation géographique :

- NANGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réfection de la chaufferie	197 343,58	22,05%
Réfection plafonds et peintures	219 490,61	24,53%
Réhabilitation électrique	53 660,26	6,00%
Remplacement des menuiseries	53 638,81	5,99%
Création d'une issue de secours	21 766,80	2,43%
Revêtement de sol	274 143,32	30,63%
Mise en place d'une vidéosurveillance	11 568,00	1,29%
Honoraires (assistance maîtrise d'ouvrage, bureau d'étude, suivi et bureau de contrôle)	63 343,62	7,08%
Total	894 955,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	715 964,00	80,00%
CCCA-BTP	178 991,00	20,00%
Total	894 955,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	300 000,00 €
2018	415 964,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité des apprentis	35 900,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	95 375,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	420 544,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	133 246,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	6 400,00 €
2014	Soutien aux expérimentations régionales en apprentissage	39 605,00 €
2014	Subvention des CFA ayant un internat en gestion propre	23 917,50 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	356 626,00 €
2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	59 439,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	8 363 645,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	34 350,00 €
2015	Ateliers d'animation éducative	2 356,90 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	149 875,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	442 752,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	310 627,82 €
2015	Subvention des CFA ayant un internat en gestion propre	29 796,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 353 079,57 €
2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	2 485 118,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	9 407 859,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des apprentis	13 000,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	190 750,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	337 812,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 013 995,00 €
2016	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	3 584 000,00 €
2016	Subvention exceptionnelle de fonctionnement aux CFA	380 030,36 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	9 285 008,00 €
2017	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	457 716,00 €
2017	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	485 932,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	7 396 000,00 €
	Montant total	39 686 569,54 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013755

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : CFA DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS D'OCQUERRE (77) - TRAVAUX DE REFECTION ET D'ISOLATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	622 840,00 €	80,00 %	498 272,00 €
	Montant Total de la subvention		498 272,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
11200101- Construction et travaux dans les CFA

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BTP CFA ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 10 RUE DU DEBARCADERE
75017 PARIS
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 77566214100081

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : travaux de réfection et d'isolation.

Date prévisionnelle de début de projet : 23 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Le CFA du bâtiment et des travaux publics d'Ocquerre (77) doit poursuivre le maintien et la modernisation des équipements vieillissants afin d'assurer la mise à niveau de son patrimoine.

Les travaux concernent l'étanchéité des toits-terrasses des ateliers, la réfection et la mise aux normes pour les personnes à mobilité réduite des sanitaires, l'amélioration de l'isolation thermiques des plafonds des coursives et du préau ainsi que la réfection des fenêtres, l'étanchéité des menuiseries de l'hébergement.

Description :

Travaux de réfection et d'isolation comprenant :

- réfection de l'étanchéité des toits-terrasses des ateliers gros œuvre, métallerie et menuiserie : 470 252 €

- réfection des sanitaires et mise aux normes pour les personnes à mobilité réduite : 48 335 €
- amélioration de l'isolation thermique des plafonds extérieurs (coursives et préau) : 41 573 €
- réfection des fenêtres, étanchéité des menuiseries coulissantes de l'hébergement et occultation des fenêtres : 30 331 €
- réfection de la régulation des centrales de traitement d'air : 11 666 €
- Réfection des serrures du CFA : 19 191 €
- pose de protection solaire du bureau de l'animateur, fourniture et pose de stores vénitiens : 1 492 €

Soit un montant total investissement de 622 840 €.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 4 et 5 : bâtiment, énergie, génie climatique, mines et carrières, structures métalliques, travail du bois et de l'ameublement. 350 apprentis.

Localisation géographique :

- OCQUERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etanchéité des toits-terrasses	470 252,00	75,50%
Réfection sanitaires et mise aux normes PMR	48 335,00	7,76%
Amélioration isolation thermique plafonds extérieurs	41 573,00	6,67%
Réfection fenêtres, étanchéité menuiseries hébergement et occultation des fenêtres	30 331,00	4,87%
Réfection régulation centrales de traitement de l'air	11 666,00	1,87%
Réfection serrures du CFA	19 191,00	3,08%
Protection solaire bureau animateur et store vénitiens	1 492,00	0,24%
Total	622 840,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	498 272,00	80,00%
CCCA-BTP	124 568,00	20,00%
Total	622 840,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €
2018	398 272,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité des apprentis	35 900,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	95 375,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	420 544,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	133 246,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	6 400,00 €
2014	Soutien aux expérimentations régionales en apprentissage	39 605,00 €
2014	Subvention des CFA ayant un internat en gestion propre	23 917,50 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	356 626,00 €
2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	59 439,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	8 363 645,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	34 350,00 €
2015	Ateliers d'animation éducative	2 356,90 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	149 875,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	442 752,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	310 627,82 €
2015	Subvention des CFA ayant un internat en gestion propre	29 796,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 353 079,57 €
2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	2 485 118,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	9 407 859,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des apprentis	13 000,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	190 750,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	337 812,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 013 995,00 €
2016	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	3 584 000,00 €
2016	Subvention exceptionnelle de fonctionnement aux CFA	380 030,36 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	9 285 008,00 €
2017	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	457 716,00 €
2017	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	485 932,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	7 396 000,00 €
	Montant total	39 686 569,54 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013785

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : CFA DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS DE NOISY-LE-GRAND (93) - TRAVAUX DE RENOVATION ET DE SECURITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	467 000,00 €	80,00 %	373 600,00 €
	Montant Total de la subvention		373 600,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
11200101- Construction et travaux dans les CFA

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BTP CFA ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 10 RUE DU DEBARCADERE
75017 PARIS
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 77566214100081

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage
Rapport Cadre : CP16-364 du 12/07/2016

Objet du projet : travaux de rénovation et de sécurité.

Date prévisionnelle de début de projet : 23 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Le CFA du bâtiment et des travaux publics de Noisy-le-Grand (93) doit poursuivre le maintien et la modernisation des équipements vieillissants afin d'assurer la mise à niveau de son patrimoine.

Les travaux concernent le ravalement complet de la façade, une mise aux normes d'installations des appareils et d'évacuation des gaz, une mise aux normes des installations électriques des différents bâtiments d'enseignement, le remplacement complet des serrures des portes ainsi que le renforcement de la sécurité par la mise en place d'une vidéosurveillance.

Description :

Travaux de rénovation et de sécurité comprenant :

- ravalement complet des façades : 147 272 €

- rénovation d'un atelier de maintenance des équipements de chauffage gaz et fuel : 69 871 €

- système organigramme des clés : 27 468 €

- mise aux normes électriques des bâtiments A et B : 60 025 €

- pose de faux-plafonds bâtiments A et B : 55 188 €

- installation d'une vidéosurveillance : 29 356 €

- remise en état des portes de secours, d'une porte de secours métallerie et porte du parking : 3 302 €

- rehausse du portail électrique : 2 054 €

- remplacement des télécommandes : 1 197 €

- remplacement d'une vitre secrétariat : 1 787 €

- honoraires (assistance maîtrise d'ouvrage, bureau de contrôle) : 69 480 €

Soit un montant total investissement de 467 000 €.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 4 et 5 : électricité, électronique, énergie, génie climatique, bâtiment, structures métalliques, travail du bois et de l'ameublement. 280 apprentis.

Localisation géographique :

- NOISY-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ravalement des façades	147 272,00	31,54%
Rénovation d'un atelier de maintenance	69 871,00	14,96%
Organigramme des clés	27 468,00	5,88%
Mise aux normes électriques bâtiments A et B	60 025,00	12,85%
Pose de faux-plafonds bâtiments A et B	55 188,00	11,82%
Installation d'une vidéosurveillance	29 356,00	6,29%
Remise en état portes de secours, porte de secours métallerie et porte du parking	3 302,00	0,71%
Réhausse du portail électrique	2 054,00	0,44%
Remplacement des télécommandes	1 197,00	0,26%
Remplacement d'une vitre secrétariat	1 787,00	0,38%
Honoraires (assistance maîtrise d'ouvrage, bureau de contrôle)	69 480,00	14,88%
Total	467 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	373 600,00	80,00%
CCCA-BTP	93 400,00	20,00%
Total	467 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €
2018	273 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité des apprentis	35 900,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	95 375,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	420 544,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	133 246,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	6 400,00 €
2014	Soutien aux expérimentations régionales en apprentissage	39 605,00 €
2014	Subvention des CFA ayant un internat en gestion propre	23 917,50 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	356 626,00 €
2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	59 439,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	8 363 645,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	34 350,00 €

2015	Ateliers d'animation éducative	2 356,90 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	149 875,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	442 752,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	310 627,82 €
2015	Subvention des CFA ayant un internat en gestion propre	29 796,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 353 079,57 €
2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	2 485 118,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	9 407 859,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des apprentis	13 000,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	190 750,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	337 812,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 013 995,00 €
2016	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	3 584 000,00 €
2016	Subvention exceptionnelle de fonctionnement aux CFA	380 030,36 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	9 285 008,00 €
2017	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	457 716,00 €
2017	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	485 932,00 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	7 396 000,00 €
	Montant total	39 686 569,54 €

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-497

DU 18 OCTOBRE 2017

SOUTIEN RÉGIONAL À L'ORGANISATION DE SESSIONS D'EXAMENS 2018

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Livre III de la 6ème partie du Code du travail ;

VU La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10 ;

VU La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014, relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU La délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative au service public de la formation et notamment son annexe n°6 portant sur le financement des sessions de certificateurs ;

VU La délibération n° CR 59-08 du 16 octobre 2008, relative à « la promotion sociale et sécurisation des parcours professionnels » ;

VU La délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au rapport « service public régional de formation et d'insertion professionnelles – refonte des dispositifs régionaux de formation des personnes privées d'emploi » ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015, portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente et notamment son article 4 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du Conseil Régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « la Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU La délibération n° CR 56-16 du 6 avril 2016 relative au plan 500 000 formations supplémentaires pour les demandeurs d'emploi ;

VU La délibération n° CP 13-700 du 17 octobre 2013 relative au soutien régional à l'organisation de sessions d'examens de certification pour le programme 2014 et faisant état du relèvement du forfait attribué à IPERIA institut ;

VU La délibération n° CP 14-645 du 17 octobre 2014 relative au soutien régional à l'organisation de sessions d'examens de certification pour le programme 2015 ;

VU La délibération n° CP 16-617 du 16 novembre 2016 relative au soutien régional à l'organisation de sessions d'examens de certification pour le programme 2017 ;

VU La délibération CP n° 16-635 du 16 novembre 2016 relative à la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois-tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement des aides aux employeurs d'apprentis, le fonds de transition ESS, le règlement des subventions PM 'up, TP 'up et l'aide aux commerces de proximité en milieu rural ;

VU La délibération CR n° 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité, modifiée par amendement à la délibération n° CP 2017-189 du 17 mai 2017;

VU l'avis de la Commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la Commission des finances ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU le rapport n°CP 2017-497 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Décide au titre du programme 2018, de participer financièrement à l'organisation de sessions d'examens (hors périodes ordinaires d'examens, et/ou en continu) pour la mise en œuvre de certifications de niveaux V, représentant un montant total de **97 670 €**, conformément aux modalités financières présentées aux annexes 1 et 2 de la présente délibération et selon la répartition suivante :

- **69 760,00 €** en faveur d'IPERIA l'Institut ;
- **5 410,00 €** en faveur du GIP formation continue et insertion professionnelle – Dispositif Académique de Validation des Acquis de l'Académie de Versailles ;
- **22 500,00 €** en faveur du GIP Formation continue et insertion professionnelle – Centre Académique de Validation des Acquis de Créteil ;

Affecte, à ce titre, une autorisation d'engagement d'un montant total maximum de la subvention de **97 670 €**, disponible sur le chapitre budgétaire 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation professionnelle », programme HP 11-004 (111004) « Accès à l'information et à l'orientation », Action 11100403 « Actions VAE », nature 657 « subventions », du budget régional 2017, axe de territorialité « Ile-de-France », conformément à l'état récapitulatif figurant en annexe 3 à la présente délibération.

Article 2

Subordonne le versement de chaque subvention, dont la ventilation est présentée en annexe 1 à la présente délibération et les fiches projets sont présentées en annexe 2, à la conclusion avec chacun des attributaires, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 13-700 du 17 octobre 2013, modifiée pour tenir compte des dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 et de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à signer les conventions correspondantes.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 à la délibération : répartition des volumes entre les certificateurs - 2018

REPARTITION DES SUBVENTIONS 2018

Identité structure	Intitulé certifications	Places proposées	Coût unitaire en €	Coût total en €
GIP FCIP /DAVA VERSAILLES	CAP-BEP épreuves générales	68	70 €	4 760 €
	CAP-BEP épreuves pratiques	5	130 €	650 €
	Certificat de Formation Générale	0	70 €	0 €
Sous-total				**5 410 €**
GIP FCIP /CAVA CRETEIL	CAP-BEP épreuves générales	70	70 €	4 900 €
	CAP-BEPépreuves pratiques	130	130 €	16 900 €
	Certificat de Formation Générale	10	70 €	700 €
Sous-total				**22 500 €**
IPERIA /FEPEM	Employé Familial	35	109 €	3 815 €
	Assistant de vie dépendance	293	109 €	31 937 €
	Assistant Maternel/Garde d'enfants	312	109 €	34 008 €
Sous-total				**69 760 €**
TOTAL		**923**		**97 670 €**

Annexe 2 à la délibération : fiches-projets

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014146

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : IPERIA L'INSTITUT (FEPEM) - 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Financement des sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs	69 760,00 €	100,00 %	69 760,00 €
	Montant Total de la subvention		69 760,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100403- Actions VAE

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IPERIA L INSTITUT
Adresse administrative : 60 AVENUE QUAKENBRUCK
61004 ALENCON
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : 7 juillet 1994

N° SIRET : 40041787900089

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Financement des sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs
Rapport-cadre n° CR 58-08 du 26 juin 2008.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Assurer le jury des épreuves concernant les certifications totales et partielles pour les Titres « Employé Familial », « Garde d'enfants – Assistante maternelle » et « Assistante de Vie - Dépendance » dont cet Institut, représentant de la Branche professionnelle des salariés du particulier employeur, est détenteur ;
- Coordonner la mise en œuvre des certifications, en concertation avec les organismes de formation retenus par la Région sur le Programme Régional Compétences des sessions en continu, dès l'issue des formations.

Description :
Permettre aux stagiaires inscrits sur le programme régional « Compétences » de bénéficier de jurys et de

participer à des sessions d'examens dès la fin de leur formation afin d'accélérer leur insertion professionnelle à plusieurs moments durant l'année.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
Les demandeurs d'emploi, ayant suivi les parcours du programme régional de qualification « Formations aux métiers des Services d'Aide au Domicile des Personnes » au titre des trois certifications citées en supra.
Les demandeurs d'emploi relevant des priorités de la Région ayant suivi les parcours du programme régional Compétences visant les trois certifications citées ci-dessus.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant prévisionnel maximal correspond à la prise en charge prévisionnelle de l'organisation de sessions d'examens au bénéfice des 546 candidats du programme régional Compétences (lot consacré aux « Formations aux métiers des Services d'Aide au Domicile des Personnes »), pour un coût unitaire de 109 €.

Elle permet la prise en charge des actions programmées, durant la période de référence, c'est-à-dire du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PERSONNEL ENSEIGNANT	21 289,00	30,52%
PERSONNELS NON ENSEIGNANTS	10 092,00	14,47%
FONCTIONNEMENT	38 379,00	55,02%
Total	69 760,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	69 760,00	100,00%
Total	69 760,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	48 832,00 €
2019	20 928,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Financement des sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs	49 050,00 €
2015	Financement des sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs	54 827,00 €
2016	Financement des sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs	59 514,00 €
	Montant total	163 391,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014147

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : GIP FCIP-DAVA DE VERSAILLES - 2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Financement des sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs	5 410,00 €	100,00 %	5 410,00 €
	Montant Total de la subvention		5 410,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100403- Actions VAE

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GIP FCIP FORMATION CONTINUE ET INSERTION PROF
Adresse administrative : 19 AV DU CENTRE
78280 GUYANCOURT
Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public
Représentant :

N° SIRET : 18780913200041

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Financement des sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs
Rapport-cadre n° CR 58-08 du 26 juin 2008.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Organiser, autant que de besoin, et au minimum deux fois dans l'année civile, des sessions d'examen en vue de l'acquisition du CAP ou du BEP MC5 Domaines généraux et du CAP ou du BEP MC5 Domaines professionnels ;
- Coordonner la mise en œuvre des certifications correspondantes, au minimum deux fois dans l'année, hors des sessions d'examen, en concertation avec les organismes de formation retenus par la Région sur le Programme Régional Compétences des sessions d'épreuves que ce soit au titre de domaines généraux ou professionnels.

Description :
Permettre aux stagiaires inscrits sur le programme régional « Compétences » de bénéficier de jurys et de participer à des sessions d'examens dès la fin de leur formation afin d'accélérer leur insertion professionnelle à plusieurs moments durant l'année.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Les demandeurs d'emploi relevant des priorités de la Région ayant suivi les parcours du programme régional Compétences visant les certifications citées en supra.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant prévisionnel maximal correspond à la prise en charge prévisionnelle de l'organisation de sessions d'examen au bénéfice de candidats du programme régional Compétences pour un montant unitaire de 70 € (CAP ou BEP - Domaines généraux) ainsi que de candidats du programme régional Compétences, pour un coût unitaire de 130 € (CAP ou BEP - Domaines professionnels).

Elle permet la prise en charge des actions programmées, durant la période de référence, c'est-à-dire du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PERSONNEL ENSEIGNANT	4 810,00	88,91%
FONCTIONNEMENT	300,00	5,55%
FRAIS ADMINISTRATIFS	300,00	5,55%
Total	5 410,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	5 410,00	100,00%
Total	5 410,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	3 787,00 €
2019	1 623,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Développeurs de l'apprentissage	20 437,50 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	29 588,00 €
2014	Financement des sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs	11 000,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 144 388,00 €
2015	Centre de ressources Illettrisme Ile-de-France	120 000,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	6 812,50 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	33 740,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	14 364,00 €
2015	Financement des sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs	8 900,00 €
2015	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	3 768 374,69 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 400 327,00 €
2016	Centre de ressources Illettrisme Ile-de-France	120 000,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	6 812,50 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	72 524,00 €
2016	Financement des sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs	7 730,00 €
2016	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	2 545 789,17 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 771 868,00 €
2017	Centre de ressources Illettrisme Ile-de-France	180 000,00 €
2017	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	1 463 126,71 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 313 000,00 €
	Montant total	13 258 849,07 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014149

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : GIP FCIP - CAVA DE CRETEIL -2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Financement des sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs	22 500,00 €	100,00 %	22 500,00 €
	Montant Total de la subvention		22 500,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100403- Actions VAE

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GIP FCIP FORMATION CONTINUE ET INSERTION PROFESSIONNELLE DE L'ACADEMIE DE CRETEIL
Adresse administrative : 12 RUE GEORGES ENESCO
94025 CRETEIL CEDEX
Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public
Représentant : Monsieur Jacques CHERITEL, Président

N° SIRET : 18940910500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Financement des sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs
Rapport-cadre n° CR 58-08 du 26 juin 2008.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Organiser, autant que de besoin, et au minimum deux fois dans l'année civile, des sessions d'examen en vue de l'acquisition du CAP ou du BEP - Domaines généraux et du CAP ou du BEP - Domaines professionnels.
- Coordonner la mise en œuvre des certifications correspondantes, au minimum deux fois dans l'année, hors des sessions d'examen, en concertation avec les organismes de formation retenus par la Région sur le Programme Avenir jeunes et le Programme Régional Qualifiant des sessions d'épreuves que ce soit au titre de domaines généraux ou professionnels.

Description :

Permettre aux stagiaires inscrits sur le programme régional « Compétences » de bénéficier de jurys et de participer à des sessions d'examens dès la fin de leur formation afin d'accélérer leur insertion professionnelle à plusieurs moments durant l'année.

Intérêt régional : Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Les demandeurs d'emploi relevant des priorités de la Région ayant suivi les parcours du programme régional Compétences et Avenir jeunes visant les certifications citées en supra.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant prévisionnel maximal correspond à la prise en charge prévisionnelle de l'organisation de sessions d'examen au bénéfice de candidats des Programmes "Avenir jeunes et Régional Qualifiant" pour un montant unitaire de 70 € (CFG, CAP ou BEP - domaines généraux) et pour un coût unitaire de 130 € (CAP ou BEP - Domaines professionnels).

Elle permet la prise en charge des actions programmées, durant la période de référence, c'est-à-dire du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PERSONNEL ENSEIGNANT	9 530,00	41,62%
PERSONNELS NON ENSEIGANTS	5 884,00	25,69%
FONCTIONNEMENT	7 486,00	32,69%
Total	22 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	22 900,00	100,00%
Total	22 900,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 750,00 €
2019	6 750,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité des apprentis	0,00 €
2014	Ateliers d'animation éducative	21 000,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	40 875,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	123 820,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	56 450,00 €
2014	Financement des sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs	32 550,00 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	23 388,00 €
2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	13 476,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	3 767 281,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	10 000,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	47 687,50 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	115 108,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	79 346,33 €
2015	Financement des sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs	29 750,00 €
2015	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	4 054 650,13 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	-16 657,92 €
2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	9 080,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	4 251 540,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	61 312,50 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	179 852,00 €
2016	Financement des sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs	29 750,00 €
2016	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	2 602 240,88 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	4 616 440,00 €
2017	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	1 221 429,32 €
2017	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	4 071 000,00 €
	Montant total	23 655 471,16 €

Annexe 3 à la délibération : état récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-497	Budget	2017

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**11 - Formation professionnelle**
Programme	**111004 - Accès à l'information et à l'orientation**
Action	**11100403 - Actions VAE**

Dispositif : N° 00000500 - Financement des sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs

Dossier	17014146 - IPERIA L'INSTITUT (FEPEM) - 2018			
Bénéficiaire	P0021744 - IPERIA L INSTITUT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	69 760,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
69 760,00 €	HT	100 %	69 760,00 €	

Dossier	17014147 - GIP FCIP-DAVA DE VERSAILLES - 2018			
Bénéficiaire	R25568 - GIP FCIP FORMATION CONTINUE ET INSERTION PROF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 410,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 410,00 €	HT	100 %	5 410,00 €	

Dossier	17014149 - GIP FCIP - CAVA DE CRETEIL -2018			
Bénéficiaire	R26516 - GIP FCIP FORMATION CONTINUE ET INSERTION PROFESSIONNELLE DE L'ACADEMIE DE CRETEIL			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 500,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 500,00 €	HT	100 %	22 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000500 - Financement des sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs	97 670,00 €

Total sur l'imputation 931 - 11 - 111004 - 11100403	97 670,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-500

DU 18 OCTOBRE 2017

DISPOSITIF CHÉQUIER UNIQUE VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE (VAE) 2018 AFFECTATION COMPLÉMENTAIRE CHÉQUIER UNIQUE VAE 2017 TROISIÈME ET DERNIÈRE RECONDUCTION DU PROGRAMME D'INFORMATION D'ENTRETIENS CONSEIL ET DE PROMOTION DE LA VAE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Education ;

VU Le Livre IV de la 6ème partie du Code du Travail ;

VU La loi de « modernisation sociale » n° 2002-73 du 17 janvier 2002, notamment chapitre II section I, et ses décrets d'application ;

VU La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale

VU Loi n°2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels

VU La délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 89-14 du 21 novembre 2014 relative à la décentralisation de la formation professionnelle ;

VU La délibération n° CR 48-15 du 10 juillet 2015 relative à la mise en œuvre de la décentralisation et partenariats pour l'emploi et la formation professionnelle, particulièrement son annexe 10 à la délibération, relative aux aides individuelles régionales à la validation des acquis de l'expérience ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative à la délégation du Conseil régional à sa Présidente en matière de marchés publics ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 relative à « prorogation du règlement budgétaire et financier »

VU La délibération n° CP 14-359 du 18 juin 2014 relative au programme régional d'information, d'entretiens conseil et de la promotion de la VAE, lancement de la consultation 2015;

VU La délibération n° CP 15-079 du 29 janvier 2015 relative à la décentralisation de la formation professionnelle : clarifier les compétences de la Région pour en simplifier l'accès ;

VU La délibération n° CP 16-603 du 16 novembre 2016 relative à la politique régionale d'encouragement à la Validation des acquis de l'expérience;

VU La délibération n° CP 16-635 du 16 novembre 2016 relative à la convention entre la région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois-tremplin, les dispositifs d'accès a l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement des aides aux employeurs d'apprentis, le fonds de transition ESS, le règlement des subventions PM 'up, TP 'up et l'aide aux commerces de proximité en milieu rural ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-500 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme d'Information, d'entretien conseil et de promotion de la VAE

Affecte une autorisation d'engagement de 1 300 000 € pour la mise en œuvre de la troisième reconduction du programme d'information, d'entretien conseil et de promotion de la VAE disponible sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation professionnelle », Programme HP 11-004 « Accès à l'information et à l'orientation », Action 1 11 004 02 « Pôle régional d'information et de conseil en VAE », Nature 611 « Contrat de prestations de services avec les entreprises » du budget régional 2017.

Article 2 : Dispositif chéquier VAE

Autorise le lancement de la programmation 2018 du dispositif Chéquier VAE.

Décide d'attribuer, au titre de l'année 2018, 1 274 chéquiers VAE selon la répartition prévisionnelle suivante :

- 615 accompagnements classiques à la VAE, intégrant l'accompagnement post-jury si besoin est ;
- 616 accompagnements renforcés pour les publics les plus en difficulté ;
- 43 actions de formation avant ou après jury d'un montant de 1600€.

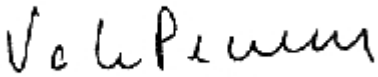
Décide d'attribuer des chéquiers VAE supplémentaires au titre de l'année 2017.

Affecte, à ce titre :

- une autorisation d'engagement pour 2018 de 1 300 000 € disponible sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation professionnelle », programme HP 11-004 « Accès à l'information et à l'orientation », Action 1 11 004 03 « Actions VAE », code nature 657 (subvention) du budget 2017.
- une autorisation d'engagement complémentaire pour l'année 2017 de 300 000 € disponible sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation professionnelle », programme HP 11-004 « Accès à l'information et à l'orientation », Action 1 11 004 03 « Actions VAE », code nature 657 (subvention) du budget 2017

Autorise la Présidente du Conseil régional à signer les décisions d'aide individuelle et à verser les aides correspondantes, conformément au dispositif de soutien à l'accompagnement de la validation des acquis adopté par délibération du Conseil régional n° CR 48-15 du 10 juillet 2015.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-500	Budget	2017

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**11 - Formation professionnelle**
Programme	**111004 - Accès à l'information et à l'orientation**
Action	**11100403 - Actions VAE**

Dispositif : N° 00000645 - Chéquier VAE

Dossier	17014267 - DISPOSITIF CHEQUIER UNIQUE VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPERIENCE 2018			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 600 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 600 000,00 €	TTC	00 %	1 600 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000645 - Chéquier VAE	1 600 000,00 €

Total sur l'imputation 931 - 11 - 111004 - 11100403	1 600 000,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-522

DU 18 OCTOBRE 2017

EVOLUTION DU RÈGLEMENT D'INTERVENTION ET DE LA CONVENTION TYPE DU DISPOSITIF RÉGIONAL DE SOUTIEN AUX INITIATIVES D'URBANISME TRANSITOIRE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 du Conseil régional relative à l'approbation du CPER 2015-2020 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative à des délégations d'attribution du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU Le Règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU La délibération n° CR 101-16 du 16 juin 2016 relative à la « création d'un dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire » ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par amendement à la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU Le budget de la région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-522 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

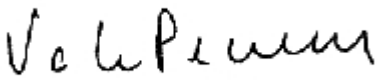
Article 1 :

Approuve le règlement d'intervention joint en annexe n° 1 à la présente délibération, qui consiste en une adaptation du règlement relatif au soutien financier régional aux initiatives d'urbanisme transitoire, approuvé par la délibération n°CR 101-16 du 16 juin 2016 susvisée, ainsi que la convention type correspondante correspondante jointe en annexe n° 2 à la présente délibération.

Article 2 :

Le règlement d'intervention et la convention type, approuvés par la délibération du 16 juin 2016 précitée, sont abrogés.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N°1 : REGLEMENT D'INTERVENTION

APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

DISPOSITIF REGIONAL DE SOUTIEN

AUX INITIATIVES D'URBANISME TRANSITOIRE

Règlement d'intervention

La Région Île-de-France accompagne les collectivités dans la réalisation de leurs projets d'aménagement afin de stimuler le développement de leur territoire et d'offrir aux Franciliens un cadre de vie de qualité répondant à tous leurs besoins, grâce notamment à deux dispositifs concernant :

- la réalisation d'études sur les territoires périurbains, ruraux et des pôles de centralité, via son aide à l'ingénierie commune avec l'Etat (doté d'un montant cumulé de 10M€) ;
- l'aménagement de projets exemplaires en matière de développement durable, à travers son dispositif de soutien à « 100 quartiers innovants et écologiques » (doté de 235M€).

En complément et afin de conforter son positionnement en tant qu'acteur clé de la transformation des villes, la Région Île-de-France décide de lancer un appel à manifestation d'intérêt de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire. Il s'agit d'encourager les collectivités et leurs opérateurs à optimiser les temps longs de la mise en œuvre opérationnelle de leurs projets d'aménagement. Ce dispositif, dans un champ nouveau de l'aménagement, s'adresse à l'ensemble des territoires franciliens souhaitant engager une démarche d'amorçage, de préfiguration de leurs projets d'aménagement ou d'expérimentation d'implantations économiques temporaires, dans l'attente de leur transformation.

Sommaire :

1. ENJEUX POUR LA REGION.....2
2. OBJECTIFS DE L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET (AMI).....2
3. ORGANISATION DE L'AMI ET SOUTIEN DE LA REGION.....4
4. CONVENTIONNEMENT.....6
5. MODALITES DE SELECTION DE L'AMI.....6
6. CALENDRIER.....8
7. BILAN, CAPITALISATION ET DIFFUSION.....8
Annexe A : GRILLE D'ANALYSE.....9
Annexe B : MODELE DU DOSSIER DE PRESENTATION.....12
Annexe C : ENGAGEMENTS RELATIFS A L'ACCUEIL DE NOUVEAUX STAGIAIRES.....13

1. ENJEUX POUR LA REGION

Le foncier est un enjeu majeur du développement régional. Or le territoire régional compte de nombreux espaces en friches, délaissés ou en mutation. Aussi, la Région Île-de-France souhaite générer de la valeur ajoutée partout, notamment sur des territoires sans affectation, définitive ou non.

Le temps de l'aménagement est un temps long, les populations ont souvent l'impression de subir ces temps d'attente ou de chantier et de voir perdurer des friches avant de pouvoir profiter d'un nouveau cadre de vie, de nouvelles opportunités en termes d'équipements, de services ou d'emploi.

En outre, les manières de faire la ville se transforment, en réponse, notamment aux enjeux environnementaux, aux mutations économiques et aux évolutions sociales et sociétales mais aussi aux contraintes financières pesant sur les projets. L'implication des acteurs (habitants, actifs, futurs usagers) en amont des projets, et tout au long de leur réalisation, est devenue essentielle et répond à de nouvelles attentes en termes de participation citoyenne et de co-construction. Enfin, les formes de l'économie se diversifient, appelant une nouvelle organisation du travail et des structures pouvant les accueillir.

Alors qu'elle accompagne la définition et la réalisation de projets d'aménagement à travers ses dispositifs de soutien à l'ingénierie et aux quartiers innovants et écologiques, la Région souhaite s'investir, au côté des collectivités et de leurs opérateurs, dans des démarches d'innovation urbaine tournées vers l'urbanisme transitoire. Ce champ nouveau de l'aménagement vise à optimiser les temps de latence des projets et permet de préfigurer des usages futurs ou de réactiver des espaces figés dans l'attente de leur transformation, redonnant ainsi de la valeur à des lieux délaissés. La Région Île-de-France met donc en place, sous la forme d'un appel à manifestation d'intérêt, un dispositif souple d'impulsion et d'accompagnement de démarches innovantes. Renforçant son rôle d'incubateur d'idées, la Région vise à accélérer la réalisation de projets d'aménagements, à en favoriser l'appropriation sociale et à optimiser l'usage du foncier disponible, dans l'espace et dans le temps.

La collectivité régionale ambitionne de mettre en place un dispositif vertueux. Il vise à optimiser les potentiels fonciers par la réalisation anticipée des aménagements et équipements nécessaires à leur exploitation, à faire émerger plus rapidement des projets d'aménagement et à redonner de la valeur aux territoires tout au long de leurs différentes phases de développement. Au terme de leur phase d'amorçage, ces projets sont susceptibles d'être accompagnés par la Région dans le cadre de ses autres aides (100 quartiers innovants et écologiques, Pacte rural ou dispositif régionaux de droit commun). Quant aux initiatives, les actions pourront être reproduites sur de nouveaux sites, les équipements provisoires réadaptés.

2. OBJECTIFS DE L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET (AMI)

L'appel à manifestation d'intérêt vise à identifier les collectivités souhaitant s'engager dans des démarches d'urbanisme transitoire afin d'amorcer, d'accélérer ou de tester des projets d'aménagement et à les accompagner.
Il s'agit d'un nouveau dispositif, innovant dans sa forme, visant à :

- apporter un soutien financier à ces démarches afin d'en faciliter le déploiement et de démultiplier les expérimentations ;
- valoriser et diffuser ces pratiques afin de sensibiliser les acteurs de l'aménagement et de consolider une ingénierie spécialisée sur ces problématiques.

Trois objectifs sont poursuivis :

1. Accompagner et accélérer la réalisation des projets d'aménagement engagés ou non

Les opérations d'aménagement sont de plus en plus longues en Ile-de-France (12 ans en moyenne pour une ZAC). La ville se refaisant « sur la ville », les chantiers ont souvent lieu dans des secteurs urbanisés, habités, entrainant des conflits d'usages, voire des recours. L'enjeu d'acceptabilité des projets est particulièrement important. Pour certains projets, les phases d'amélioration rapide du cadre de vie sont un enjeu en tant que telles. La Région souhaite accompagner ces actions de préfiguration d'espaces publics, d'aménagements transitoires de friches bâties ou non-bâties, d'occupations artistiques/culturelles éphémères, d'animations de chantier, etc. indispensables à la réalisation rapide des projets.

2. Amorcer des projets d'aménagement et de développement territorial nouveaux

Des actions de préfiguration peuvent également permettre de tester des usages et donner à voir le potentiel des sites, faisant par là-même émerger des projets. Sur ces secteurs « sans projet », la Région souhaite aider à l'amorçage d'une dynamique en participant à redonner de la valeur à des espaces « en attente » par des actions d'appropriation de ces sites et d'impulsion de nouveaux usages.

3. Impulser des dynamiques économiques sur des fonciers délaissés

La réalisation d'un certain nombre de projets d'aménagement ou d'infrastructures va nécessiter du portage foncier à moyen ou long terme (plus de 3 ans). Paradoxalement, ces secteurs en devenir peuvent apparaître comme figés. Ils représentent pourtant une opportunité intéressante pour y développer une offre innovante de locaux abordables pour des associations et de jeunes entreprises ou start-up. Ces locaux provisoires peuvent être l'occasion d'amorcer des dynamiques économiques et de création d'emplois. La Région souhaite favoriser l'occupation transitoire par des activités économiques des sites non-bâtis ou des bâtiments vides, maîtrisés par un acteur public et appelés à muter à terme.

Si les collectivités franciliennes et leurs opérateurs s'engagent de plus en plus, en secteur urbain comme rural, dans des actions d'impulsion ou d'anticipation d'aménagement, ces démarches sont encore balbutiantes. Elles peinent à trouver leurs modèles économiques.
A travers, le présent AMI, la Région souhaite, à l'échelle de l'ensemble du territoire régional, accompagner, déployer et fédérer les démarches innovantes visant, par des actions légères, à :

- investir des friches et en amorcer la reconquête ;
- activer des projets d'aménagements ou des projets de territoire ;
- préfigurer de futurs aménagements ou équipements ;
- amorcer de nouvelles dynamiques économiques ;
- favoriser l'acceptabilité des projets et « humaniser » la transformation de la ville, pendant les phases chantiers notamment ;
- renouveler les pratiques de concertation et d'implication citoyenne ;
- expérimenter l'aménagement de nouvelles offres de locaux abordables pour les associations et les jeunes entreprises dans les secteurs en transformation, sur lesquels des projets sont engagés à plus long terme.

Afin de répondre aux besoins de l'ensemble des collectivités franciliennes, dans leur diversité, l'AMI s'adapte aux différentes échelles de projets, pour accompagner leur déploiement :

- échelle de la parcelle, bâtie ou non (sites emblématiques ou à effet « levier ») ;
- échelle du quartier ou de l'opération d'aménagement (ZAC, lotissements, opérations de renouvellement urbain, zones d'activités économiques) ;
- échelle du projet de territoire (dynamique territoriale supra-quartier voire supra-communale).

Les initiatives d'urbanisme transitoire peuvent intervenir aussi bien dans le cadre de projets d'aménagement matures (engagés ou en cours d'engagement) – on parlera d'amorçage de projet - que d'« intentions » de projet, notamment lors des temps de portage foncier de moyens à longs termes – on parlera davantage d'impulsion de projet. Seules priment l'existence d'une stratégie globale d'intervention sur le site (à travers une ou plusieurs actions) en lien avec le projet d'aménagement définitif et la volonté de mettre en place une démarche novatrice permettant de créer de la valeur (valeur d'usage, amélioration immédiate du cadre de vie, création d'activité économique). Ainsi, il est attendu que le porteur de projet qualifie l'effet attendu de l'initiative sur le projet

d'aménagement (préfiguration, accélération, rétroaction, …) et anticipe les conditions de passage à une autre phase opérationnelle (anticipation de la « sortie » de l'initiative).

3. ORGANISATION DE L'AMI ET SOUTIEN DE LA REGION

a) Modalités de mise en œuvre

Sur la base du présent appel à manifestation d'intérêt, la collectivité et/ou son opérateur dépose un dossier de candidature via la Plateforme d'Aide Régionale (PAR).

Ce dossier de candidature doit justifier le caractère innovant du projet et la création d'une valeur nouvelle, en corrélation avec les investissements concédés à sa mise en œuvre. Les projets lauréats de l'AMI font l'objet d'un conventionnement pour une durée de 3 ans et bénéficient d'une subvention régionale.

b) Territoires concernés

Ce dispositif concerne l'ensemble du territoire régional.

c) Bénéficiaires

Sont invités à répondre à cet AMI :

1. Les collectivités et leurs aménageurs
- les communes, EPCI, EPT de la Métropole et syndicats mixtes ;
- les établissements publics d'aménagement dans le cadre de leurs compétences ou d'une concession d'aménagement ;
- les structures ou établissements disposants d'une concession d'aménagement (SEM, SPLA,…).

Les bénéficiaires de la subvention sont :
- soit les communes, EPCI, EPT de la Métropole et syndicats mixtes (collectivités au sens large) si elles candidatent directement ;
- soit les opérateurs de projet (aménageur, association, société coopérative) dans le cas d'une opération sous maîtrise d'ouvrage déléguée.

2. Les associations de type loi 1901

3. Les sociétés coopératives au sens entreprises solidaires et sociales (SCIC, SCOP, …).

Si différents types d'opérateurs de projets peuvent candidater (aménageur, association, société coopérative), cela doit s'inscrire dans un partenariat avec la collectivité concernée. Pour cela, cette dernière est systématiquement signataire de la convention. Les projets lauréats font donc l'objet d'un conventionnement bipartite (Région-collectivité au sens large) ou d'un conventionnement tripartite (Région-collectivité au sens large-opérateur).

d) Nature des projets soutenus

Sont finançables les projets d'investissement relevant du champ de l'urbanisme transitoire, c'est-à-dire participant de l'amorçage ou de l'impulsion d'un projet (de territoire, d'aménagement, de construction) et pouvant prendre différentes formes du type :
- expérimentations urbaines, architecturales ou de nouveaux usages ;
- actions de préfiguration ou d'activation de l'espace public ;
- occupations artistiques ou culturelles éphémères ;
- animations chantier ;

- actions et supports (numériques notamment) de participation citoyenne (hors concertation règlementaire) ;
- création d'une offre nouvelle de locaux d'activités temporaires ;
- etc.

e) Modalités de calcul de l'aide

Chaque subvention est calculée selon les modalités suivantes :
- sur la base d'un taux maximum de participation régionale de 50% ;
- avec un plafond maximum de la subvention régionale de 200.000 € ;
- avec un seuil minimal d'intervention de 20.000 € ;

La participation financière de la Région peut être attribuée même si l'opération est financée en partie par d'autres subventions publiques sous réserve que la totalité de ces subventions - y compris celles de la Région – ne dépasse pas 70% du coût total du projet.

f) Dépenses éligibles

Les dépenses éligibles sont exclusivement des dépenses d'investissement. A ce titre sont éligibles :
- les aménagements nécessaires à l'ouverture du site (sécurisation, accessibilité…), dès lors qu'elles participent à la réalisation du projet d'occupation temporaire ;
- les travaux ou éléments concourant à son équipement provisoire : matériaux, mobilier, construction de structures légères, installation d'œuvres d'art, aménagement d'espaces de loisirs (murs de grimpe, bacs à sable, …), d'espaces à planter, de palissades,… ;
- des outils numériques complémentaires (type serious-game ou maquette numérique 3D) ;
- des études techniques préalables ;
- des prestations d'ingénierie spécialisée concourant à la réalisation opérationnelle ;
- les dépenses de maîtrise d'œuvre, dès lors qu'elles participent à des dépenses effectives de travaux ;
- les travaux de rénovation ou de réhabilitation (aménagement, achat d'équipements et de matériels d'usage collectif).

Sont exclus :
- les dépenses de fonctionnement (frais de structure), les travaux d'entretien courant et les achats de matériel non amortissable ;
- les dépenses d'acquisition du foncier ;
- les opérations de construction ;
- les frais relatifs à la gestion.

Une opération d'urbanisme transitoire qui bénéficie d'une subvention au titre du présent dispositif ne peut bénéficier d'une subvention au titre d'un autre dispositif.

g) Obligation en matière de recrutement de stagiaires ou d'alternants

Engagée dans la création de « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », la Région subordonne l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale – sauf dispositifs spécifiques contraires – au recrutement d'au moins un stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.
Les modalités de mise en œuvre de cette mesure sont décrites en annexe (cf. annexe C). Chaque bénéficiaire de subvention doit recruter au moins un stagiaire ou alternant quel que soit le montant de la subvention. Leur nombre est fixé au cas par cas, en négociation avec le bénéficiaire, dans le respect des planchers prévus par la délibération régionale (2 stagiaires pour une subvention entre 23.001 et 100.000 € et 3 stagiaires pour une subvention entre 100.001 et 500.000 €) et du cadre légal applicable aux stages.

h) Obligation en matière de respect de la charte de la laïcité et des valeurs de la République

Suite au vote de la délibération du Conseil régional N°2017-51 du 9 mars 2017, les porteurs de projet, à l'exception des collectivités, leur groupement et l'Etat, doivent s'engager à respecter la charte de la laïcité et des valeurs de la République. Le document doit être signé et joint au dossier de candidature (cf. 5.a).

4. CONVENTIONNEMENT

L'attribution de la subvention régionale est subordonnée à la signature d'une convention à laquelle est annexée la fiche projet, signée entre la Région et la collectivité territoriale concernée (au sens large : commune, EPCI, etc.) ou la Région, la collectivité territoriale concernée (au sens large) et l'opérateur de projet (aménageur, association, société coopérative). Elle fixe le programme d'actions financé, le périmètre d'intervention, les objectifs poursuivis, le budget et le calendrier prévisionnels, les conditions et modalités de versement de la subvention mais aussi les engagements du bénéficiaire de la subvention régionale.

Parmi les engagements du porteur de projet et du bénéficiaire, les conventions fixent des obligations concernant :

- le délai de mise en œuvre des actions financées (au plus tard dans l'année suivant la signature de la convention) ;
- la communication : utilisation systématique du logo de la Région sur tous les supports de communication relatifs à l'action, invitation de la Région à l'inauguration des projets financés, remise à la Région d'un reportage photos en appui à une évaluation d'actions d'amorçage ou d'expérimentations (cf. ci-après).

Une commune, un EPCI, un EPT de la Métropole ou un syndicat mixte peut être signataire de plusieurs conventions portant sur des secteurs d'intervention différents.

5. MODALITES DE SELECTION DE L'AMI

a) Constitution du dossier de candidature

Le dossier de candidature est composé des pièces suivantes :

Documents obligatoires :

- Lettre de candidature du porteur de projet.
- Lettre de soutien du Maire de la commune où se situe le projet (si le projet est porté par un aménageur, une association, une société coopérative ou une intercommunalité)
- Dossier de présentation du projet reprenant les items présentés en annexe B du règlement. Le dossier doit impérativement préciser en quoi le projet est innovant et quelles sont ses modalités d'évaluation (cf. paragraphe *b-Analyse du dossier* ci-après).
- Plan de financement prévisionnel intégrant dépenses et recettes (dont autres subventions), distinguant l'investissement et le fonctionnement. Les montants sont indiqués HT.
- Attestation de TVA (si le porteur de projet ne récupère pas la TVA, le plan de financement prévisionnel TTC doit également être joint).
- RIB de banque avec tampon de la structure et signature de son représentant.
- Lettre d'engagement relatif à l'accueil de stagiaires intégrant le nombre de stagiaires prévu selon le montant de la subvention régionale attendue (un stagiaire pour une subvention inférieure à 23 000 €, deux stagiaires pour une subvention comprise entre 23 001 € et 100 000 €, trois stagiaires pour une subvention comprise entre 100 001 € et 200 000 €).
- La charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité signée – à l'exception des collectivités et de leurs groupements.

En outre :
Pour les collectivités uniquement :

- Délibération de la commune, de l'EPCI, de l'EPT de la métropole ou du syndicat mixte porteur du projet et bénéficiaire de la subvention

Pour les aménageurs uniquement :

- Attestation de concession d'aménagement précisant le concédeur et si le contrat prévoit une participation financière publique

Pour les associations uniquement :

- Plan de trésorerie
- Statuts et date de publication au Journal officiel

Pour les entreprises uniquement :

- Attestation de minimis
- Composition du groupe et CV du dirigeant
- Kbis

Documents facultatifs :

- Devis
- Un ou plusieurs visuels emblématiques du site et/ou du projet (ces visuels seront réclamés en haute définition si le projet est lauréat).
- Tout document utile à la compréhension du projet.

L'ensemble des pièces obligatoires et facultatives le cas échéant doit être compilé en un document PDF au format A4 imprimable dont la taille du fichier est inférieure à 17 Mo.

Le dossier de candidature à l'appel à manifestation d'intérêts est disponible sur la plateforme des aides régionales : https://par.iledefrance.fr.

Le dépôt des dossiers se fait uniquement de manière dématérialisée sur cette même plateforme.

b) Analyse du dossier

Les dossiers sont étudiés au regard du caractère innovant de l'initiative proposée et sur sa capacité à créer une valeur nouvelle, selon la grille de lecture figurant en annexe A.
En plus d'éléments de présentation du territoire, des intentions et objectifs de l'initiative, des actions proposées et des éléments de faisabilité et de fonctionnement, les porteurs de projets sont incités à s'interroger :

- sur la façon dont l'initiative favorise le développement territorial et apporte de la « valeur ajoutée territoriale », notamment dans le cas d'initiatives pour l'implantation d'activités économiques temporaires sur des sites voués à muter ;
- sur la prise en compte des besoins actuels et futurs des usagers (habitants, actifs, touristes, etc.), en quoi l'initiative permet d'impulser et de tester de nouveaux usages ;
- sur la maîtrise des impacts environnementaux, en quoi l'initiative amorce la transition écologique ;
- sur l'effet levier des actions d'impulsion et de préfiguration pour le projet d'aménagement ultérieur à mener sur le site, sur l'anticipation des phases opérationnelles ultérieures (conditions de « sortie » des initiatives temporaires) et sur le réemploi opéré au regard des investissements réalisés pour l'initiative transitoire.

Ces quatre objectifs constituent la grille d'examen du dossier. A ce titre, le candidat est invité à exposer la réponse apportée par le projet à ces quatre objectifs.

c) Composition et rôle du jury

Le jury, constitué à parité d'élus régionaux et d'experts, analyse les dossiers complets

Le jury est particulièrement vigilant à soutenir des projets portés par les communes et qui mettent en avant le respect des principes de l'économie circulaire afin de garantir un investissement régional optimal (recyclage des matériaux, réutilisation des bâtis provisoires et des mobiliers entre les différents sites aidés par la Région).

La Commission Permanente, au vu des travaux du jury, désigne les projets lauréats du présent dispositif et décide de la conclusion des conventions correspondantes.

6. CALENDRIER

Chaque appel à manifestation d'intérêt est annoncé sur le site Internet de la Région Île-de-France www.iledefrance.fr, rubriques Aides régionales et services.

Chaque session comprend les étapes suivantes :
- ouverture puis clôture de la session environ 6 semaines après
- analyse par les services de la Région (6 à 8 semaines)
- examen par le jury.
- désignation des lauréats par la Commission Permanente du Conseil régional d'Île-de-France.

7. BILAN, CAPITALISATION ET DIFFUSION

Les projets retenus dans le cadre de l'AMI feront l'objet d'une valorisation par la Région.

Chaque lauréat s'engage à remettre à la Région le bilan des initiatives conduites permettant d'évaluer en quoi les actions ont permis d'accélérer, d'amorcer ou d'impulser des projets et de quelle manière les investissements réalisés ont pu bénéficier à l'initiative et au projet d'aménagement ultérieur. Il est demandé de répondre aux items suivants : mesure du caractère innovant, valeur nouvelle apportée, pertinence par rapport aux objectifs de l'AMI, gouvernance du projet, identification du modèle économique.

Un reportage photographique doit également être réalisé.

Annexe A : GRILLE D'ANALYSE

Les dossiers de candidatures sont étudiés au regard du caractère innovant de l'initiative proposée et de la valeur nouvelle apportée.

Ils doivent comprendre une présentation générale de l'initiative incluant notamment une description du site et du territoire, les intentions et objectifs de l'initiative, les actions proposées en matière d'animation et de valorisation, une analyse de la faisabilité (contraintes et solutions proposées, modalités juridiques…), une présentation du fonctionnement de l'initiative (temps d'ouverture, accès au site…), le calibrage financier, un planning prévisionnel et les partenariats mobilisés.

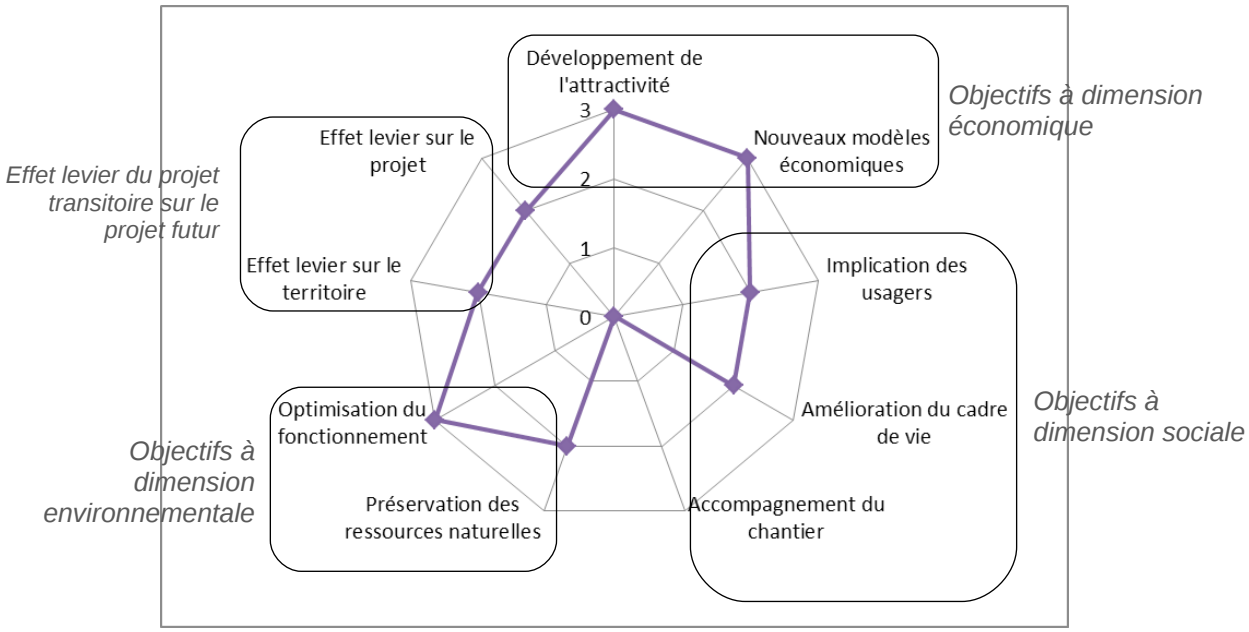
Pour les actions d'expérimentation d'implantations économiques temporaires, des précisions sur le modèle économique du projet sont attendues.

Les porteurs de projets sont incités à s'interroger :

- sur la façon dont l'initiative favorise le développement territorial et apporte de la « valeur ajoutée territoriale » (notamment dans le cas d'initiatives pour l'implantation d'activités économiques temporaires sur des sites voués à muter) ;
- sur la prise en compte des besoins des usagers actuels et futurs (habitants, actifs, touristes, etc.), en quoi l'initiative permet d'impulser et de tester de nouveaux usages ;
- sur la maîtrise des impacts environnementaux, en quoi l'initiative amorce la transition écologique ;
- sur l'effet levier des actions d'impulsion et de préfiguration pour le projet d'aménagement ultérieur à mener sur le site, sur l'anticipation des phases opérationnelles ultérieures (conditions de « sortie » des initiatives temporaires) et sur le réemploi opéré au regard des investissements réalisés pour l'initiative transitoire ;

Ces quatre objectifs constituent la grille de lecture du dossier. Lors de l'analyse et de la sélection des initiatives lauréates, est étudié le degré d'innovation et de valeur nouvelle apportée par les initiatives candidates. Chaque objectif sera étudié au regard de 3 valeurs de référence : innovant, intéressant et standard. Cette analyse permet d'élaborer un profil synthétique du niveau d'innovation pour chaque initiative.

Exemple de profil d'innovation



Par ailleurs, afin de capitaliser les retours d'expérience et de développer une ingénierie relative aux initiatives d'urbanisme transitoire, il est demandé aux dossiers de candidature de prévoir les modalités de suivi et d'évaluation ou de bilan de l'initiative selon les critères suivants : mesure du caractère

innovant, valeur nouvelle apportée, pertinence par rapport aux objectifs de l’AMI, gouvernance du projet, identification du modèle économique.

Grille d'analyse détaillée - Objectifs à rechercher dans les démarches d'urbanisme transitoire : en quoi le projet d'urbanisme transitoire est innovant ? En quoi redonne-t-il de la valeur ?

OBJECTIFS	SOUS-OBJECTIFS	ACTIONS SPECIFIQUES POSSIBLES
Favoriser le développement territorial et apporter de la « valeur ajoutée territoriale »	Développer l'attractivité du site	▪ Actions participant à l'identification du site et à la qualification de son image ▪ Expérimentation de nouveaux usages (innovants ?) de manière transitoire sur des friches et/ou des espaces en devenir ▪ Expérimentations architecturales et sociales
	Viser des modèles économiques nouveaux	▪ Intégration dans les actions d'impulsion/ de préfiguration les problématiques de circuits courts, d'économie sociale et solidaire, d'économie collaborative, d'économie culturelle et créative, de locaux low-cost, de télétravail,… ▪ Programmation temporaire de locaux répondant aux nouveaux usages (petites surfaces, espaces et fonctions partagés…) ▪ Développement de nouveaux partenariats, liens avec le tissu local et les acteurs du projet ▪ Innovation des montages proposés pour assurer l'animation et le fonctionnement des usages proposés
Répondre aux besoins des (futurs) usagers (habitants, actifs, touristes, etc.), impulser et tester de nouveaux usages	Impliquer les usagers et les acteurs locaux tout au long des projets	▪ Maison de projet, maquette numérique, ▪ Signalétique, mise en lumière, ▪ Dispositifs participatifs, partenariats avec des associations locales / des établissements scolaires ou d'enseignement supérieur, ▪ chantiers participatifs,
	Améliorer le cadre de vie / résoudre une carence tout au long des projets	▪ Préfiguration de nouveaux espaces publics ou cheminements ▪ Mobilier temporaire ▪ Préfiguration d'espace vert / végétalisation temporaire ▪ Activités temporaires de loisirs (installations sportives, installations de convivialité et de jeux, parcours patrimonial, cirque, théâtre de verdure, restauration/bar…) ▪ Installation temporaire d'activités agri urbaines (jardin pédagogique, jardin solidaire, plantations, , serres, bacs

		hors sols, plantation d'une vigne…)
	Accompagner les chantiers	▪ Installations pérennes ou éphémères devant les chantiers (expositions temporaires, vidéos) Signalétique
Maîtriser les impacts environnementaux et amorcer la transition écologique	Préserver et valoriser les ressources naturelles	▪ Actions de phytoremédiation ▪ Actions temporaires participant du respect de la biodiversité (hôtel à insectes, ruches…), de la limitation de la perméabilisation des sols (espace de pleine-terre)
	Optimiser le fonctionnement au regard des enjeux environnementaux	▪ Limitation de l'effet d'îlot de chaleur urbain, ▪ Gestion des déchets (circuits-courts et actions de ré-emploi des matériaux de chantier), ▪ sobriété énergétique, récupération des eaux de pluie, gestion des risques, limitation des nuisances
Evaluer et conforter l'effet levier des actions d'impulsion/de préfiguration sur le projet d'aménagement	Par rapport au projet urbain ou de territoire à venir (en quoi cela répond à des besoins identifiés face aux enjeux du territoire, en quoi cela permet-il de « tester » des usages futurs.)	▪ Impacts des actions sur les éléments du projet urbain (usages et programmes) : renforcement de la centralité, amélioration de la mixité, développement de l'accessibilité, offre nouvelle d'espaces et services publics, renforcement de l'attractivité… ▪ Impulsion et test d'usages futurs ▪ Expérimentation d'éléments de programmes
	Par rapport à la mise en œuvre opérationnelle du projet (en quoi cette démarche influence le montage du projet et devient à ce titre un « nouveau mode de faire »)	▪ Appui à la définition du projet, impact sur la programmation, ▪ Gestion des phases de transition, anticipation des phases opérationnelles suivantes (conditions de « sortie » des initiatives) ▪ Nouvelles conditions d'émergence des projets
	Par rapport aux montants des investissements concédés	▪ Au regard de la valeur nouvelle apportée (en termes d'usage, de dynamique, d'identité…) ▪ Possibilité de réemployer les aménagements et équipements déployés (locaux provisoires, signalétique...) sur le site ou sur un autre site

Annexe B : MODELE DU DOSSIER DE PRESENTATION

1. PRESENTATION DU PORTEUR DE PROJET

2. PRESENTATION DE DE L'INITIATIVE

Description

- du site et du territoire,
- des intentions et objectifs de l'initiative,
- de l'effet attendu sur le projet (impulsion, accélération, accompagnement),
- des actions proposées en matière d'animation et de valorisation,
- des modalités de clôture des actions transitoires.

Eléments de faisabilité

- calibrage financier
- planning prévisionnel
- contraintes et solutions proposées
- modalités de fonctionnement
- partenariats envisagés
- informations complémentaires

3. ELEMENTS D'ANALYSE

En quoi l'initiative est-elle innovante ?

- En quoi l'initiative favorise le développement territorial et apporte de la « valeur ajoutée territoriale » (notamment dans le cas d'initiatives pour l'implantation d'activités économiques temporaires sur des sites voués à muter) ?
- Comment prend-elle en compte les besoins des (futurs) usagers (habitants, actifs, touristes, etc.) ? En quoi l'initiative permet-elle d'impulser et de tester de nouveaux usages ?
- Quel est son impact environnemental ? En quoi l'initiative amorce-t-elle la transition écologique ?
- Quel est l'effet levier des actions d'impulsion et de préfiguration pour le projet d'aménagement ultérieur à mener sur le site sur l'anticipation des phases opérationnelles ultérieures (conditions de « sortie » des initiatives temporaires) ?
- Quelles sont les actions prévues en matière de réemploi au regard des investissements réalisés pour l'initiative transitoire ?

Quelles sont les modalités d'évaluation et de bilan de l'initiative ?

4. ANNEXES (FACULTATIVES)

- Cartes et photographies du site et/ou du territoire
- Devis
- Liste des documents de références sur le territoire (SCOT, PLU, dossier de création de ZAC, études, …).

Annexe C : ENGAGEMENTS RELATIFS A L'ACCUEIL DE NOUVEAUX STAGIAIRES

Dans le cadre de la mise en œuvre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », la Région a décidé de subordonner l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale – sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires – au recrutement d'au moins un stagiaire pour une période minimale de 2 mois. Sont concernées :

- les périodes de formation en milieu professionnel et les stages au sens du code de l'éducation ;
- les stages d'application réalisés dans le cadre de la formation professionnelle continue par des stagiaires de moins de 25 ans et sans limite d'âge si le stagiaire est en situation de handicap ;
- les périodes de formation en alternance qui donnent lieu à des contrats de travail de type particulier : le contrat d'apprentissage et le contrat de professionnalisation.

Chaque bénéficiaire de subvention doit recruter au moins un stagiaire quel que soit le montant de la subvention.

Le nombre de stagiaires est fixé au cas par cas, en négociation avec le bénéficiaire en prenant en compte :

- l'objectif de 100 000 stages à atteindre ;
- le montant de la subvention régionale ;
- les capacités d'accueil de chaque bénéficiaire ;
- les plafonds légaux précisés en annexe n°1.

Il est demandé de respecter les plancher suivants sauf à justifier d'une impossibilité du bénéficiaire.

Ces planchers sont des minimums :

Montant de la subvention régionale	Plancher
Entre 23.001 € et 100.000 €	2 stagiaires
Entre 100.001 € et 500.000 €	3 stagiaires
Au-delà, le nombre de stagiaires fait l'objet d'une négociation annuelle avec le bénéficiaire de la subvention s'appliquant à l'ensemble des subventions.	

La négociation peut prendre en compte la situation de handicap des stagiaires.

Le bénéficiaire fournit un engagement de recruter au moment du dépôt de la demande de subvention. Le stage ou le contrat doit débuter après la date d'attribution de la subvention. Le respect de l'obligation est vérifié au moment de l'instruction de la demande de versement du solde. A l'appui de cette demande il est demandé au bénéficiaire qu'il fournisse une copie de la / des convention(s) de stage ou contrat(s) d'apprentissage ou de professionnalisation. Les pièces peuvent être rattachées à la Plateforme des Aides Régionales (PAR) pour clôturer le dossier.

Le bénéficiaire doit saisir le contenu du / des stage(s) (nature, durée, objet, niveau…) sur la Plateforme des Aides Régionales (PAR) dès l'attribution de la subvention régionale votée.

Le cadre légal de l'emploi de stagiaire s'applique.

ANNEXE N°2 : CONVENTION-TYPE

INITIATIVES D'URBANISME TRANSITOIRE
SUR LES FONCIERS DÉLAISSÉS OU EN COURS DE MUTATION EN ÎLE-DE-FRANCE

SOUTIEN DE LA RÉGION ILE-DE-FRANCE

Nom du site / Nom de la ville / Nom de l'EPCI

CONVENTION

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération N° CR XXXX du DATE DELIB

ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

➔ DANS LE CADRE D'UNE CONVENTION BIPARTITE DONT LE BENEFICIARE EST LA COLLECTIVITE TERRITORIALE :

Le nom de la collectivité xxxxxxx,
dont le siège social est situé XXXX,
représenté-e par XXXX, titrer xxxx, en vertu de xxxxx[1]
et dont le n° SIRET est : XXXX

ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

d'autre part,

➔ DANS LE CADRE D'UNE CONVENTION TRIPARTITE AVEC LA COLLECTIVITE, DONT LE BENEIFICIAIRE EST L'AMENAGEUR ou L'ASSOCIATION ou LA SOCIETE COOPERATIVE :

Le nom de la collectivité xxxxxxx,
dont le siège social est situé XXXX,
représenté-e par XXXX, titrer xxxx, en vertu de xxxxx[2]
et dont le n° SIRET est : XXXX

Et

Le nom du bénéficiaire (raison sociale), statut juridique xxxx S'il s'agit d'une association : dont les statuts ont été publiés au Journal officiel le xxxx [3]
Sis : XXXX
représenté par XXXX , titre xxxxxx, en vertu de xxxxx[4]
dont le n° SIRET est : XXXX

ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

d'autre part.

[1] *S'il ne s'agit pas du maire ou du président de la collectivité territoriale, joindre la délégation de signature*
[2] *S'il ne s'agit pas du maire ou du président de la collectivité territoriale, joindre la délégation de signature*
[3] *Une copie doit être transmise à la Région Île-de-France*
[4] *Soit le signataire est habilité à signer en vertu des fonctions qu'il occupe au sein l'organisme (par exemple le Président de l'association) et dans ce cas inscrire : « en vertu des statuts », soit préciser s'il s'agit d'une délégation de signature, d'une délibération du Conseil d'administration, etc. La copie certifiée conforme par le responsable de l'organisme doit être adressée à la Région Île-de-France.*

***APRÈS AVOIR RAPPELÉ* :**

XXXX a sollicité la Région Ile-de-France afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif dénommé : « *SOUTIEN AUX INITIATIVES D'URBANISME TRANSITOIRE* » adopté par délibération du conseil régional n° CR 101-16 du 16 juin 2016.

Après examen par le jury du dossier déposé le XX/XX/XXXX, à la suite de l'appel à manifestation d'intérêt au dispositif précité, la Région Ile-de-France, par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV a décidé de soutenir financièrement la réalisation des actions d'urbanisme transitoire décrites dans la « fiche projet » ci-annexée par le bénéficiaire XXXXX.

L'attribution de la subvention régionale correspondante et son versement respectent les règles du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit les conditions et modalités de la participation financière de la Région Ile-de-France à la réalisation du projet « xxxxx » détaillé dans la fiche-projet ci-annexée, ainsi que les obligations des signataires.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE LA RÉGION

Pour la réalisation du projet défini à l'article 1 ci-dessus la Région a décidé de l'attribution au bénéficiaire d'une subvention correspondant à 50% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à MONTANT BASE € (OU 400 000 € SI PLAFOND DEPASSE), soit un montant maximum de subvention de MONTANT SUBVENTION €.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 3.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche-projet ».

Le bénéficiaire doit mettre en œuvre les actions financées soutenues par la Région Île-de-France au plus tard dans l'année suivant la signature de la convention et à réaliser l'ensemble des actions faisant l'objet de la présente convention dans le délai maximum de 3 ans, sauf dérogation accordée par la Région Île-de-France sur demande motivée du bénéficiaire [COMPLEMEMENT EN CAS DE CONVENTION TRIPARTITE : et avec accord de la collectivité concernée].

➔ COMPLEMENT DANS LE CAS D'UNE CONVENTION REGION – COLLECTIVITE – AMENAGEUR :
Le bénéficiaire atteste d'une part que l'opération subventionnée est réalisée dans le cadre d'une opération d'aménagement ou de concession de travaux, et d'autre part que la concession d'aménagement (ou de travaux) prévoit que l'opération correspondante peut bénéficier de subventions de collectivités territoriales. A défaut, l'attribution de la subvention régionale doit donner lieu à un avenant à la concession d'aménagement (ou de travaux) conformément aux dispositions applicables à la commande publique en général et aux opérations d'aménagement (art L.300-4 du code de l'urbanisme).

Le bénéficiaire s'engage à informer la Région dans les meilleurs délais des éventuelles modifications apportées au projet dont notamment le nombre et la nature des actions programmées ces modifications doivent faire l'objet d'un avenant à la présente convention si la Région maintient sa participation financière.

Le bénéficiaire s'engage à assurer la prise en charge de tout dépassement financier éventuel par rapport à l'estimation du coût initial de l'opération définie ci-dessus.

➔ COMPLEMENT DANS LE CAS D'UNE CONVENTION REGION – COLLECTIVITE – AMENAGEUR
La collectivité concédante reste responsable de l'équilibre économique de son opération d'aménagement (ou de sa concession de travaux) de manière à s'assurer que la subvention régionale ne procure pas un avantage économique à l'opérateur.

➔ COMPLEMENT POUR LES PERSONNES MORALES DE DROIT PRIVE :
ARTICLE 3.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 3.2 ou 3.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stage ou de contrat de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 3.3 ou 3.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de la présente convention.

- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement.

- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives à compter de l'expiration de la convention.

- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 3.4 ou 3.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire s'engage à mentionner la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

- ✓ **Présence de la mention :**

Le bénéficiaire appose la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

- ✓ **Apposition du logotype**

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos, etc.)
De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

- ✓ **Evènements :**

Le bénéficiaire porte à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

- ✓ **Relations presse / relations publiques :**

Le bénéficiaire porte à la connaissance de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

- ✓ **Réalisation d'un panneau d'information ou pose d'un panneau de chantier réalisé par la Région**

Le bénéficiaire s'engage à autoriser la Région à poser, pendant la période de réalisation de l'opération, sur son site un panneau de chantier fourni par ses soins.

- ✓ **Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.**

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…
Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale.

- ✓ **Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région:**

Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.
- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

Par ailleurs, le bénéficiaire s'engage à transmettre les informations susceptibles d'enrichir l'ingénierie sur l'urbanisme transitoire, ainsi qu'à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale. Ainsi, le bénéficiaire doit procéder à des reportages photographiques que la Région pourra mobiliser pour des actions de valorisation et communication, et autorise la Région à utiliser à titre gracieux les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale.

La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet.

Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le non-respect des obligations en matière de communication peut justifier le non versement du solde de la subvention.

ARTICLE 3.5 ou 3.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE BILAN, DE SUIVI ET D'EVALUATION

Le bénéficiaire élabore le bilan ou le suivi et l'évaluation de l'opération au regard du projet d'aménagement global.

Le bilan doit permettre de constater les apports (en termes financier, d'acceptation citoyenne, de programmation, etc.) des actions d'urbanisme transitoire dans le déroulé du projet d'aménagement préciser dans quelle mesure le projet d'aménagement a été adapté à la suite des actions menées. Il doit également permettre d'apprécier les modalités de transition entre l'initiative d'urbanisme transitoire et la poursuite du projet d'aménagement.

La Région est associée à tout comité de pilotage et instance de suivi de l'opération subventionnée.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 4.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 4.2 : MODALITÉS DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande écrite du bénéficiaire.

Toute demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et du cachet de l'organisme.

ARTICLE 4.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le dispositif ne prévoit pas le versement d'avances.

ARTICLE 4.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de TAUX MAXI ACOMPTES % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, l'état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 4.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être soldée qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet du programme d'actions subventionné.

➔ COMPLEMENT DANS LE CAS OU LE BENEFICIAIRE EST UNE PERSONNE MORALE DE DROIT PUBLIC :

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production de l'état récapitulatif des dépenses qui précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif, daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et du cachet de l'organisme, doit être signé par le comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants conformément à l'article 3.2 de la présente convention (convention de stage signé, contrat de travail signé).

➔ COMPLEMENT DANS LE CAS OU LE BENEFICIAIRE EST UNE PERSONNE MORALE DE DROIT PRIVE :

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- l'état récapitulatif des dépenses qui indique notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et du cachet de l'organisme,

- le compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document est signé par le représentant légal du bénéficiaire, l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

- **un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 3.2 de la présente convention (convention de stage signé, contrat de travail signé).**

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France.
.

ARTICLE 4.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, défini à l'article 2 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire est avérée inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 4.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du DATE D'ELIGIBILITE SINON DATE DE VOTE et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le DATE DE VOTE, jusqu'au versement du solde de la subvention.

ARTICLE 6: RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

➔ COMPLEMENT DANS LE CAS OU LE BENEFICIAIRE EST UNE PERSONNE MORALE DE DROIT PUBLIC :

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

➔ COMPLEMENT DANS LE CAS OU LE BENEFICIAIRE EST UNE PERSONNE MORALE DE DROIT PRIVE :

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée **ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.**

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la conclusion est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention :

- pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.
- en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région lui adresse une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

La présente convention comprend en annexe la « fiche-projet » qui définit l'opération objet de ce document contractuel, telle qu'elle est jointe à la délibération n° CP XXXX du XXXXX.

Fait en XX exemplaires originaux

Le _____

Pour la **Région Ile-de-France**,

Valérie Pécresse
présidente du conseil régional

Le _____

Pour **libellé du tiers,**

M. xxxxxx[5]
Titre xxxxxx
(signature revêtue du cachet de l'organisme)

Le _____

Pour **libellé du tiers**,

M. xxxxxx[6]
Titre xxxxxx
(signature revêtue du cachet de l'organisme

[5] *Le signataire nom et fonction doit être le même que celui indiqué sur la première page à l'emplacement de la désignation des parties à la convention*
[65] *Idem*

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-404

DU 18 OCTOBRE 2017

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA ' STRATÉGIE RÉGIONALE POUR LA BIODIVERSITÉ ' QUATRIÈME AFFECTATION 2017

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE ' EMPLOIS INSERTION ENVIRONNEMENT ' DEUXIÈME AFFECTATION 2017

AUTORISATION EXCEPTIONNELLE DE TRAVAUX DANS LA RÉSERVE NATURELLE RÉGIONALE DU BASSIN DE LA BIÈVRE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;
VU Le Code de l'Environnement ;
VU La délibération n° CR 30-06 du 5 octobre 2006 relative aux nouvelles compétences régionales sur le patrimoine naturel d'Ile-de-France ;
VU La délibération n° CR 09-860 du 24 septembre 2009 relative aux Emplois d'insertion environnement (convention type) ;
VU La délibération n° CR 71-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour la biodiversité en Ile-de-France ;
VU La délibération CR 108-13 du 21 novembre 2013, relative au soutien des structures dans le secteur de l'environnement ;
VU La délibération n° CR 12-14 du 13 février 2014 relative à la convention d'objectifs et de moyens avec l'Agence des Espaces Verts ;
VU La délibération du Conseil Régional n° 53-15 du 18 juin 2015 relative à l'approbation du contrat de plan Etat Région 2015-2020, l'approbation du contrat de plan interrégional Etat régions 2015-2020 Vallée de la Seine, l'approbation du projet de contrat de plan interrégional Etat Régions plan Seine 2015-2020 ;
VU La délibération du Conseil Régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 « délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente » modifiée par délibération n° CR 162 du 22 septembre 2017 « simplifier le fonctionnement du Conseil régional » ;
VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 2017-49 du 9 mars 2017 relative à la convention de partenariat précisant les modalités du transfert de gestion du parc de la Poudrerie de Sevran entre la Région Ile-de-France, le Département de Seine-Saint-Denis, l'Etat et les communes concernées ;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;
VU La délibération n° CR 2017-119 du 7 juillet 2017 relative au Règlement d'intervention du Plan Vert de l'Ile-de-France : la nature pour tous et partout ;

VU La délibération n° CP 15-364 du 17 juin 2015 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale « emplois d'insertion environnement » (troisième affectation juin 2015) ;

VU La délibération n° CP 15-521 du 09 juillet 2015 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale « Soutien direct pour les structures du secteur de l'environnement » ;

VU La délibération n° CP 15-716 du 08 octobre 2015 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale « Soutien direct pour les structures du secteur de l'environnement » ;

VU La délibération n° CP 16-157 du 15 juin 2016 approuvant la convention type biodiversité, modifiée par délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 ;

VU La convention passée avec l'Association LEPOLES relative aux Emplois Insertion Environnement n° EIE 14-92-03, approuvée par la délibération n° CP 14-447 du 18 juin 2014, modifiée par l'avenant n°1 approuvé par la délibération n° CP 16-560 du 16 novembre 2016 ;

VU La convention passée avec l'Association Confluences relative aux Emplois Insertion Environnement n° EIE 14-92-02, approuvée par la délibération n° CP 14-447 du 18 juin 2014, modifiée par l'avenant n°1 approuvée par la délibération n° CP 16-560 du 16 novembre 2016 ;

VU La convention passée avec l'Association Confluences relative aux Emplois Insertion Environnement n° EIE 15-94-01, approuvée par la délibération n° CP 15-364 du 17 juin 2015 ;

VU L'avis favorable de la Ville d'Antony pour la réalisation des travaux d'aménagement du sentier d'interprétation sur la Réserve Naturelle Régionale du Bassin de la Bièvre (arrêté du 12 mai 2016) ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-404 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Décide, **au titre de la Stratégie régionale pour la biodiversité**, d'attribuer au Département de Seine-et-Marne une subvention **d'investissement** pour la requalification écologique du pont de la Marsange à Presles-en-Brie - telle que décrite dans la fiche projet n° 17014003 ci-annexée) - et dont le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable du projet, pour un montant total de **80 500 €.**

Subordonne l'attribution de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention biodiversité type approuvée par délibération n° CP 16-157 du 15 juin 2016, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **80 500 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement » code fonctionnel 71 « Actions transversales » Programme PR 71-009 « Actions transversales », action 471009053 « Actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité – Actions territorialisées », du budget 2017. Cette subvention relève du CPER 2015-2020, volet

« Transition écologique et énergétique », sous-volet « Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources «, action « Restauration des milieux »

Article 2

Décide, **au titre de la Stratégie régionale pour la biodiversité,** d'attribuer des subventions de **fonctionnement** de **705 523,05 €** pour les opérations désignées dans le tableau ci-dessous et détaillées dans les fiches-projets correspondantes ci-jointes en annexe 2. Le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets, pour un montant total de **705 233,05 €** selon la répartition suivante :

Bénéficiaires	Nom de l'opération	Subvention	Fiche projet
Département de Seine-Saint-Denis	Parc de la Poudrerie de Sevran en Seine-Saint-Denis – Affectation pour 2017	450 000 €	17008910
Office pour les insectes et leur environnement (OPIE)	Observatoire régional des insectes en Ile-de-France	17 500 €	17011646
Société Nationale de Protection de la Nature (SNPN)	Programme 2017 de reconquête des zones humides en Ile-de-France	71 408 €	17011585
Agence de Service et de Paiement (ASP)	Animation NATURA 2000 pour 2017	16 615,05 €	17008817
Association Espaces	Concertation d'acteurs en vue de l'élaboration d'un contrat trame verte et bleue du corridor écologique de l'ouest parisien autour de la ligne L du transilien	55 000 €	17014007
Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais	Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais – année 2017	95 000 €	17014001

Subordonne l'attribution des subventions à la conclusion de conventions conformes à la convention biodiversité type approuvée par délibération n° CP 16-157, modifiée par la délibération n° CR 2017-51 susvisées et, autorise la Présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **705 523,05 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement » code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel » programme HP 76-003 « Protections des milieux naturels et des paysages» (176003), action « Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité » (17600302) du budget 2017.

Article 3

Décide, **au titre de la Stratégie régionale pour la biodiversité,** d'attribuer des subventions **d'investissement** pour les opérations désignées dans le tableau ci-dessous et détaillées dans les fiches-projets correspondantes ci-jointes en annexe 2. Le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets, pour un montant total de **198 146,30 €,** selon la répartition suivante :

Bénéficiaires	Nom de l'opération	Subvention	Fiche projet
Association ESPACES	Valorisation écologique d'emprises ferroviaires	191 071,30 €	17011777
Commune du Kremlin-Bicêtre	Diagnostic écologique sur la faune et la flore et étude de trame verte et bleue	7 075 €	17011779

Subordonne l'attribution des subventions à la conclusion de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 16-157 du 16 juin 2016, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **198 146,30 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement » code fonctionnel 71 «Actions transversales» programme HP 71-009 «Actions territorialisées» (171009), action « Actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité – Actions territorialisées » (17100905) du budget 2017.

Article 4

Décide, **au titre des Réserves naturelles régionales,** d'attribuer des subventions **d'investissement** pour les opérations désignées dans le tableau ci-dessous et détaillées dans les fiches-projets correspondantes ci-jointes en annexe 2. Le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets, pour un montant total de **107 397,60 €,** selon la répartition suivante :

Bénéficiaires	Nom de l'opération	Subvention	Fiche projet
Commune de Saint-Rémy-les-Chevreuse	Réserve Naturelle Régionale du Val et Coteau de Saint-Rémy	15 960 €	17011649
Commune de Bonnelles	Réserve Naturelle des Etangs de Bonnelles : aménagement d'un point accueil et des travaux de restauration d'une friche humide.	59 325 €	17011660
Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomérations Parisienne (SIAAP)	Travaux d'aménagement du Sentier d'interprétation de la Réserve Naturelle Régionale du Bassin de la Bièvre à Antony : plate-forme d'observation aval	32 112,60 €	17011780

Subordonne l'attribution des subventions à la conclusion de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 16-157 du 16 juin 2016, modifiée par les

dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **107 397,60 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP 76-003 « Protection des milieux naturels et des paysages », action « Réserves Naturelles Régionales (17600305) du budget 2017.

Article 5

Décide, **au titre des Réserves naturelles régionales**, d'attribuer à la commune de Saint-Rémy une subvention de **fonctionnement** pour ses opérations de gestion 2017 de la Réserve Naturelle Régionale du Val et Coteau de Saint-Rémy - telle que décrite et détaillée dans la fiche projet n° 17011968 ci-annexée – et dont le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable du projet, pour un montant total de **30 015 €.**

Subordonne l'attribution des subventions à la conclusion de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 16-157 du 16 juin 2016, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **30 015 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme PR 76-003 « Protection des milieux naturels et des paysages » action « Réserves Naturelles Régionales » (476003053) du budget 2017. Cette subvention relève du CPER 2015-2020, volet « Transition écologique et énergétique », sous-volet « Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources », action « Réservoirs ».

Article 6

Décide, **au titre du soutien aux associations et organismes du domaine de l'environnement et du développement durable**, d'attribuer des subventions de **fonctionnement** pour les opérations désignées dans le tableau ci-dessous et détaillées dans les fiches-projets correspondantes ci-jointes en annexe 2. Le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets, pour un montant total de **58 000 €,** selon la répartition suivante :

Bénéficiaires	Nom de l'opération	Subvention	Fiche projet
Association France Nature Environnement	Animation du réseau associatif environnemental d'Ile-de-France et participation au dialogue environnemental avec les institutions	50 000 €	17011957
Association Ligue de Protection des Oiseaux (LPO)	Actions d'animation et de sensibilisation pour le projet « Coups d'Crayon pour les hirondelles »	8 000 €	17011636

Subordonne l'attribution des subventions à la conclusion de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CR 108-13 du 21 novembre 2013 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **50 000 €** disponible sur le chapitre 937 «Environnement» code fonctionnel 71 «Actions transversales » programme HP 71-008 « Soutien aux associations et organismes du domaine de l'environnement et du développement durable – Action 17100803 «Soutien aux associations et organismes œuvrant pour l'environnement», du budget 2017.

Affecte une autorisation d'engagement de **8 000 €** disponible sur le chapitre 937 «Environnement» code fonctionnel 71 «Actions transversales », programme HP 71-008 « Soutien aux associations et organismes du domaine de l'environnement et du développement durable – Action 17100801 « Education à l'environnement vers un Développement Durable » du budget 2017.

Article 7

Décide, au titre de la **mise en en œuvre des emplois d'insertion pour l'environnement**, d'attribuer des subventions de f**onctionnement** pour les opérations désignées dans le tableau ci-dessous et détaillées dans les fiches-projets correspondantes ci-jointes en annexe 2. Le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la basesubventionnable des projets, pour un montant total de **63 730 €,** selon la répartition suivante **:**

Bénéficiaires	Nom de l'opération	Subvention	Fiche projet
Association CONFLUENCE	Chantier d'Insertion – Année 2	17 500 €	EX022774
Association LEPOLES	Chantier d'Insertion La Caravelle – Année 3	24 200 €	EX013799
Association LEPOLES	Chantier d'Insertion La Garenne – Année 3	22 030 €	EX013865

Subordonne l'attribution des subventions à la conclusion de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 09-860 de la Commission permanente du 24 septembre 2009, modifiée conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **63 730 €** disponible sur le chapitre 937 «Environnement» code fonctionnel 71 «Actions transversales » programme HP 71-008 « Soutien aux associations et organismes du domaine de l'environnement et du développement durable », action 17100802 « Emplois d'insertion en environnement », du budget 2017.

Article 8

Décide, au titre du **soutien à l'Agence des Espaces Verts,** d'attribuer des subventions **d'investissement** pour les opérations désignées dans le tableau ci-dessous et détaillées dans les fiches projets correspondantes ci-jointes en annexe 2, pour un montant total de **3 712 950 €** selon la répartition suivante :

Bénéficiaires	Code action	Imputation budgétaire	Subvention	Fiche projet
Agence des Espaces Verts	17600101	Acquisition d'espaces verts régionaux	260 000 €	17011454
Agence des Espaces Verts	17600102	Aménagements d'espaces verts régionaux	2 472 950 €	17011432
Agence des Espaces Verts	17600104	TEGEVAL	720 000 €	17011447
Agence des Espaces Verts	17600105	Acquisition d'espaces agricoles régionaux	260 000 €	17011454

L'affectation sur la ligne « Aménagements d'espaces verts régionaux » tient compte de la rétrocession du produit des ventes 2016, qui s'élève à 672 950 €.

Subordonne l'attribution des subventions à la conclusion de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 16-157 du 16 juin 2016, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **3 712 950 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme « Agence des Espaces Verts », HP 76-001 du budget 2017.

Article 9

Autorise, à titre exceptionnel, conformément aux articles L 332-9 et R332-44 du Code de l'environnement, le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) à réaliser des travaux d'aménagement du sentier d'interprétation au sein de la Réserve Naturelle Régionale du Bassin de la Bièvre.

Article 10

En application des alinéas 3 et suivants des articles 17 et 29 – selon les cas - du règlement budgétaire et financier susvisé, autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions, définies aux articles 1 à 9 de la présente délibération, à compter des dates inscrites dans le tableau ci-dessous, au regard des motifs exposés dans les fiches projets correspondantes ci-annexées.

Dossier Code	Opération	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17008910	Parc de la Poudrerie de Sevran en Seine-Saint-Denis – Affectation pour 2017	Conseil départemental de Seine-Saint-Denis (93)	01/01/2017
17011646	Observatoire régional des insectes en Ile-de-France	Office pour les insectes et leur environnement (OPIE)	01/01/2017
17011585	Programme 2017 de reconquête des zones	Société Nationale de Protection de la Nature	01/01/2017

	humides en Ile-de-France	(SNPN)	
17008817	Animation NATURA 2000 pour 2017	Agence de Service et de Paiement (ASP)	01/01/2017
17011777	Valorisation écologique d'emprises ferroviaires	Association ESPACES	01/07/2017
17011779	Diagnostic écologique sur la faune et la flore et étude de trame verte et bleue	Commune du Kremlin-Bicêtre	01/03/2017
17011649	Réserve Naturelle Régionale du Val et Coteau de Saint-Rémy-les-Chevreuse - Opérations de gestion - Investissement	Commune de Saint-Rémy-les-Chevreuse (78)	01/09/2017
17011432	Aménagements d'espaces verts régionaux	Agence des Espaces Verts	01/01/2017
17011447	TEGEVAL	Agence des Espaces Verts	01/01/2017
17011454	Acquisition d'espaces agricoles régionaux	Agence des Espaces Verts	01/01/2017
17014001	Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais – année 2017	Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais	01/01/2017
17014003	Requalification écologique du pont de franchissement de la Marsange sur la commune de Presles-en-Brie (77)	Département de Seine-et-Marne	01/07/2017
EX022774	Chantier d'Insertion – Année 2	Association CONFLUENCE	01/01/2016
EX013799	Chantier d'Insertion La Caravelle – Année 3	Association LEPOLES	01/01/2016
EX013865	Chantier d'Insertion La Garenne – Année 3	Association LEPOLES	01/01/2016
17011636	Actions d'animation et de sensibilisation pour le projet « Coups D'Crayon pour les hirondelles »	Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO)	01/09/2017
17011968	Réserve Naturelle régionale du Val et Coteau de Saint-Rémy (78) : Opérations de gestion 2017 - Fonctionnement	Commune de Saint-Rémy-les- Chevreuse	01/09/2017
17011957	Animation du réseau associatif environnemental d'Ile de France et participation au dialogue environnemental avec les institutions – France Nature Environnement	France Nature Environnement	01/01/2017
17011428	AEV – Acquisition d'espaces verts régionaux- Solde 2017	Agence des Espaces verts	01/01/2017

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N°1 - ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-404	Budget	2017

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**171008 - Soutien aux associations et organismes du domaine de l'environnement et du développement durable**
Action	**17100801 - Education à l'environnement vers un développement durable**

Dispositif : N° 00000391 - Education à l'environnement vers un développement durable

Dossier	17011636 - ACTIONS D'ANIMATION ET DE SENSIBILISATION POUR LE PROJET "COUPS D'CRAYON POUR LES HIRONDELLES" - LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX (LPO) - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R22188 - LIGUE FRANCAISE PROTECTION OISEAUX			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6281
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 697,49 €	TTC	35,25 %	8 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000391 - Education à l'environnement vers un développement durable	8 000,00 €

Total sur l'imputation 937 - 71 - 171008 - 17100801	8 000,00 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**171008 - Soutien aux associations et organismes du domaine de l'environnement et du développement durable**
Action	**17100802 - Emplois d'insertions en environnement**

Dispositif : N° 00000449 - Emploi Insertion Environnement (EIE)

Dossier	EX013799 - LEPOLES - EIE - CHANTIER INSERTION LA CARAVELLE (92) - ANNEE 3			
Bénéficiaire	R36350 - LEPOLES			
Localisation	VILLENEUVE-LA-GARENNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 200,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
227 893,00 €	HT	10,62 %	24 200,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-404	Budget	2017

Dossier	EX013865 - LEPOLES - EIE - CHANTIER D'INSERTION VILLENEUVE-LA-GARENNE (92) - ANNEE 3			
Bénéficiaire	R36350 - LEPOLES			
Localisation	VILLENEUVE-LA-GARENNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 030,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
218 600,00 €	HT	10,08 %	22 030,00 €	

Dossier	EX022774 - CONFLUENCES CHANTIERS D'INSERTION - ESPACES VERTS/COMPOSTAGE - ANNEE 2			
Bénéficiaire	P0023453 - CONFLUENCES CHANTIERS D'INSERTION			
Localisation	T12 (EPT12 / 94-VAL DE MARNE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
274 635,79 €	HT	6,37 %	17 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000449 - Emploi Insertion Environnement (EIE)	63 730,00 €

Total sur l'imputation 937 - 71 - 171008 - 17100802	63 730,00 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**171008 - Soutien aux associations et organismes du domaine de l'environnement et du développement durable**
Action	**17100803 - Soutien aux associations et organismes oeuvrant pour l'environnement**

Dispositif : N° 00000446 - Soutien des structures dans le secteur de l'environnement

Dossier	17011957 - ANIMATION DU RESEAU ASSOCIATIF ENVIRONNEMENTAL D'ILE DE FRANCE ET PARTICIPATION AU DIALOGUE ENVIRONNEMENTAL AVEC LES INSTITUTIONS - FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT			
Bénéficiaire	R20847 - FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
134 250,00 €	HT	37,24 %	50 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000446 - Soutien des structures dans le secteur de l'environnement	50 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-404	Budget	2017

Total sur l'imputation 937 - 71 - 171008 - 17100803	50 000,00 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**171009 - Actions territorialisées**
Action	**17100905 - Actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité - Actions territorialisées**

Dispositif : N° 00000255 - Stratégie régionale pour la biodiversité investissement

Dossier	17011777 - VALORISATION ECOLOGIQUE D'EMPRISES FERROVIAIRES : LIGNES N ET L DU TRANSILIEN, LIGNE 2 DU TRAMWAY, PETITE CEINTURE, RER C (QUAI JAVEL), TALUS ENTRE LIGNES FERROVIAIRES A SURESNE			
Bénéficiaire	R10630 - ASSOCIATION ESPACES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	191 071,30 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
272 959,00 €	HT	70 %	191 071,30 €	

Dossier	17011779 - LE KREMLIN-BICETRE : DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE SUR LA FAUNE ET LA FLORE ET ETUDE DE TRAME VERTE ET BLEUE (94)			
Bénéficiaire	R21 - COMMUNE DU KREMLIN BICETRE			
Localisation	LE KREMLIN-BICETRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 075,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 150,00 €	HT	50 %	7 075,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000255 - Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	198 146,30 €

Total sur l'imputation 907 - 71 - 171009 - 17100905	198 146,30 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**76 - Patrimoine naturel**
Programme	**176001 - Agence des espaces verts**
Action	**17600101 - Acquisition d'espaces verts régionaux**

Dispositif : N° 00000508 - Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-404	Budget	2017

Dossier	17011428 - AEV - ACQUISITION D'ESPACES VERTS REGIONAUX - SOLDE 2017			
Bénéficiaire	R5008 - AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	260 000,00 €		Code nature	238
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
260 000,00 €	TTC	100 %	260 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000508 - Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes	260 000,00 €

Total sur l'imputation 907 - 76 - 176001 - 17600101	260 000,00 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**76 - Patrimoine naturel**
Programme	**176001 - Agence des espaces verts**
Action	**17600102 - Aménagements d'espaces verts régionaux**

Dispositif : N° 00000508 - Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes

Dossier	17011432 - AEV - AMENAGEMENT D'ESPACES VERTS REGIONAUX - SOLDE 2017			
Bénéficiaire	R5008 - AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 472 950,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 472 950,00 €	TTC	100 %	2 472 950,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000508 - Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes	2 472 950,00 €

Total sur l'imputation 907 - 76 - 176001 - 17600102	2 472 950,00 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**76 - Patrimoine naturel**
Programme	**176001 - Agence des espaces verts**
Action	**17600104 - Tégéval**

Dispositif : N° 00000508 - Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-404	Budget	2017

Dossier	17011447 - AEV - TEGEVAL - SOLDE 2017			
Bénéficiaire	R5008 - AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	720 000,00 €		Code nature	238
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
720 000,00 €	HT	100 %	720 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000508 - Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes	720 000,00 €

Total sur l'imputation 907 - 76 - 176001 - 17600104	720 000,00 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**76 - Patrimoine naturel**
Programme	**176001 - Agence des espaces verts**
Action	**17600105 - Acquisition d'espaces agricoles régionaux**

Dispositif : N° 00000508 - Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes

Dossier	17011454 - AEV - ACQUISITION D'ESPACES AGRICOLES REGIONAUX - SOLDE 2017			
Bénéficiaire	R5008 - AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	260 000,00 €		Code nature	238
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
260 000,00 €	HT	100 %	260 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000508 - Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes	260 000,00 €

Total sur l'imputation 907 - 76 - 176001 - 17600105	260 000,00 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**76 - Patrimoine naturel**
Programme	**176003 - Protection des milieux naturels et des paysages**
Action	**17600302 - Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité**

Dispositif : N° 00000257 - Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-404	Budget	2017

Dossier	17008817 - ANIMATION NATURA 2000 POUR L'ANNEE 2017 - AGENCE DES ESPACES VERTS			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	16 615,05 €		Code nature	611
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
65 620,25 €	HT	25,32 %	16 615,05 €	

Dossier	17008910 - PARC DE LA POUDRERIE EN SEINE-SAINT-DENIS : AFFECTATION POUR 2017 - DEPARTEMENT DE SEINE-SAINT-DENIS (93)			
Bénéficiaire	R2304 - DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	450 000,00 €		Code nature	65733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
900 000,00 €	HT	50 %	450 000,00 €	

Dossier	17011585 - PROGRAMME 2017 DE RECONQUETE DES ZONES HUMIDES EN ILE DE FRANCE - SOCIETE NATIONALE DE PROTECTION DE LA NATURE (SNPN)			
Bénéficiaire	R35940 - ST NLE PROTECTION NATURE SNPN			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	71 408,00 €		Code nature	6281
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
147 510,00 €	HT	48,41 %	71 408,00 €	

Dossier	17011646 - OBSERVATOIRE REGIONAL DES INSECTES EN ILE-DE-FRANCE - OFFICE POUR LES INSECTES ET LEUR ENVIRONNEMENT (OPIE)			
Bénéficiaire	R21511 - OFFICE POUR LES INSECTES ET LEUR ENVIRONNEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 500,00 €		Code nature	6281
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 000,00 €	TTC	29,17 %	17 500,00 €	

Dossier	17014001 - RESERVE DE BIOSPHERE DE FONTAINEBLEAU ET DU GATINAIS – ANNEE 2017			
Bénéficiaire	EXM01452 - RESERVE DE BIOSPHERE DE FONTAINEBLEAU ET DU GATINAIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	95 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
237 500,00 €	TTC	40 %	95 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-404	Budget	2017

Dossier	17014007 - CONCERTATION D'ACTEURS EN VUE DE L'ELABORATION D'UN CONTRAT TRAME VERTE ET BLEUE DU CORRIDOR ECOLOGIQUE DE L'OUEST PARISIEN AUTOUR DE LA LIGNE L DU TRANSILIEN				
Bénéficiaire	R10630 - ASSOCIATION ESPACES				
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	55 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
81 875,00 €	TTC		67,18 %	55 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000257 - Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	705 523,05 €

Total sur l'imputation 937 - 76 - 176003 - 17600302	705 523,05 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**76 - Patrimoine naturel**
Programme	**176003 - Protection des milieux naturels et des paysages**
Action	**17600305 - Réserves naturelles régionales**

Dispositif : N° 00000256 - Réserves Naturelles Régionales Investissement

Dossier	17011649 - RESERVE NATURELLE REGIONALE DU VAL ET COTEAU DE SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE : PROGRAMME D'ACTIONS 2017 - INVESTISSEMENT				
Bénéficiaire	R717 - COMMUNE DE SAINT REMY LES CHEVREUSE				
Localisation	SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	15 960,00 €			Code nature	204142
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 800,00 €	TTC		70 %	15 960,00 €	

Dossier	17011660 - RESERVE NATURELLE REGIONALE DES ETANGS DE BONNELLES : AMENAGEMENT D'UN POINT ACCUEIL ET TRAVAUX D'ABATTAGE D'UNE PEUPLERAIE AVEC RESTAURATION D'UNE FRICHE HUMIDE - INVESTISSEMENT (78)				
Bénéficiaire	R523 - COMMUNE DE BONNELLES				
Localisation	BONNELLES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	59 325,00 €			Code nature	204142
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
95 814,00 €	HT		61,92 %	59 325,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-404	Budget	2017

Dossier	17011780 - TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU SENTIER D'INTERPRETATION DE LA RNR DU BASSIN DE LA BIEVRE A ANTONY : PLATEFORME D'OBSERVATION AVAL - INVESTISSEMENT			
Bénéficiaire	R7132 - SIAAP SYND INTERDEPT ASSAINISSEMENT AGGLO PARIS			
Localisation	ANTONY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	32 112,60 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
64 225,20 €	HT	50 %	32 112,60 €	

Total sur le dispositif N° 00000256 - Réserves Naturelles Régionales Investissement	107 397,60 €

Total sur l'imputation 907 - 76 - 176003 - 17600305	107 397,60 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**471009 - Actions territorialisées**
Action	**471009053 - Actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité - Actions territorialisées**

Dispositif : N° 00000255 - Stratégie régionale pour la biodiversité investissement

Dossier	17014003 - REQUALIFICATION ECOLOGIQUE DU PONT DE FRANCHISSEMENT DE LA MARSANGE SUR LA COMMUNE DE PRESLES-EN-BRIE (77)			
Bénéficiaire	R2300 - DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux - Hors CPRD			
Montant total	80 500,00 €		Code nature	204131
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
115 000,00 €	HT	70 %	80 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000255 - Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	80 500,00 €

Total sur l'imputation 907 - 71 - 471009 - 471009053	80 500,00 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**76 - Patrimoine naturel**
Programme	**476003 - Protection des milieux naturels et des paysages**
Action	**476003053 - Réserves naturelles régionales**

Dispositif : N° 00000258 - Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-404	Budget	2017

Dossier	17011968 - RESERVE NATURELLE REGIONALE DU VAL ET COTEAU DE SAINT REMY-LES-CHEVREUSE (78) : OPERATIONS DE GESTION 2017 - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R717 - COMMUNE DE SAINT REMY LES CHEVREUSE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs - Hors CPRD			
Montant total	30 015,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
42 879,00 €	HT	70 %	30 015,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000258 - Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	30 015,00 €

Total sur l'imputation 937 - 76 - 476003 - 476003053	30 015,00 €

ANNEXE N° 2 : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011777

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VALORISATION ECOLOGIQUE D'EMPRISES FERROVIAIRES : LIGNES N ET L DU TRANSILIEN, LIGNE 2 DU TRAMWAY, PETITE CEINTURE, RER C (QUAI JAVEL), TALUS ENTRE LIGNES FERROVIAIRES A SURESNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Etudes, créations, restaurations, aménagements et entretien des continuités écologiques	272 959,00 €	70,00 %	191 071,30 €
	Montant Total de la subvention		191 071,30 €

Imputation budgétaire : 907-71-20421-171009-1700
17100905- Actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ESPACES
Adresse administrative : 855 AVENUE ROGER SALENGRO
92370 CHAVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Pascale FLAMANT, Présidente

Date de publication au JO : 12 octobre 1994

N° SIRET : 39924109000063

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Stratégie régionale pour la biodiversité investissement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Début des travaux le 01 juillet 2017 pour le semis des prairies fleuries, pour l'observatoire de la flore de juillet dans les études naturalistes et pour la bonne gestion des chantiers d'insertion.

Objectifs :
- Améliorer le cadre de vie en enrichissant le cordon végétal et la biodiversité en ville (Grand ouest parisien et Paris).
- Mettre en œuvre le SRCE notamment en ville en contribuant à la formation d'un réseau écologique

dense et fonctionnel s'appuyant sur les emprises ferroviaires urbaines.
- Procurer un emploi à des personnes en situation d'exclusion tout en leur proposant une formation spécifique et un suivi professionnel et social.

Description :
Dans sa démarche d'une gestion écologique des milieux naturels, Espaces gère et valorise les espaces végétalisés de plusieurs gares des lignes L et N du Transilien, de talus de la ligne ferroviaire L du Transilien (Hauts-de-Seine, Yvelines), du RER C (Paris 15ème) et de la Petite ceinture ferroviaire dans l'ouest parisien, ainsi que les espaces verts des 18 kms du tramway T2, en partenariat avec les propriétaires et gestionnaires des sites (SNCF et RATP) et les collectivités territoriales et locales (Conseil régional d'Ile-de-France, Département des Hauts-de-Seine, Villes de Suresnes, Courbevoie, Bougival, Saint-Cloud, Paris). Ces espaces et talus traversant l'agglomération constituent un élément essentiel de la Trame verte et bleue régionale.

Les interventions prévues en 2017-2018 portent sur les lieux suivants :
- 11 gares et 5 talus ferroviaires aval du Grand ouest Parisien, sur les lignes L et N du Transilien, dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines.
- La Petite Ceinture ferroviaire des 14e, 15e, 16e et 17e arrondissements de Paris intégrant les sites de la Promenade du 15e, du Sentier nature du 16e et des anciens quais de la Muette (16e).
- Les 18 kilomètres linéaires de la ligne 2 du Tramway, des talus associés et 3 kilomètres linéaires de berge de Seine associés.
- 10 talus à Suresnes.
- Le quai André Citroën (anciennement Quai Javel) dans le 15e arrondissement à proximité du RER C.

Elles consistent :

1) - à procéder à des aménagements en faveur de la biodiversité : hôtels à insectes, spirales à insectes, aménagements légers pour hyménoptères (abeilles, guêpes, bourdons, fourmis) ; pots en terre cuite retournés, fagots de branche à tige creuse, tuiles ou briques ; rocailles et murs de pierres sèches (propices à beaucoup d'espèces : petits mammifères : hérissons, rongeurs, mustélidés - belettes, martres, … ; reptiles ; petits papillons, certaines espèces de mollusques) ; tas de bois (insectes xylophages, qui se nourrissent de bois comme le Lucane cerf-volant) ; nichoirs à oiseaux. Sont prévus à ce titre :
. hôtels à insectes : en gares de Garenne-Colombes, Courbevoie, la Celle-St-Cloud, Bougival, Villiers, Montfort ; sur les talus de Château du Loir, Rue latérale, R. Salengro, Carrières, les Moulineaux, Sèvres, Garibaldi, deux talus inter-stations du T2, deux sur la petite ceinture, le quai André Citroën ;
. spirales à insectes : gare de Garancières, quai André Citroën, sur le Sentier nature, un sur la ligne du T2
. rocailles : en gare de Courbevoie et un sur la petite ceinture ;
. nichoirs, fagots, gîtes à hérisson : une quarantaine de chaque dans les différents milieux pertinents associés aux autres lieux d'interventions ;

2) - à enrichir la trame verte pour la biodiversité avec également un effet esthétique et des actions sur la maîtrise des ruissellements : implantation de prairies fleuries (prisées par les pollinisateurs comme par les oiseaux insectivores et granivores) ; implantation de haies champêtres (caractérisées par leur diversité floristique par association de végétaux locaux, essentielles également comme zone de défens pour la petite faune en ville et pour la continuité de la trame verte en milieu urbain) ; sont prévues des implantations en gares de Garenne-Colombes, la Celle-St-Cloud, Bougival, Montfort, Garancières, quai André Citroën, et autant d'autres lieux restant à déterminer ;

3) - à procéder à des aménagements spécifiques pour les talus ferroviaires et assimilés :
. murets de pierres sèches : protégeant les talus du ruissellement et de l'érosion, ils permettent l'accueil et le développement de la biodiversité ainsi que la sensibilisation des voyageurs à la biodiversité en milieu urbain ;
. tressages : réalisés en gaulettes de châtaignier, ils ont le même rôle que les murets mais sont adaptés à des linéaires moins importants et apportent une touche esthétique, pouvant servir de soutien à des

jardinières ou des bordures à des massifs ; . recouvrement par géotextiles biodégradables : ces filets réalisés en fibre de coco, biodégradables en 3 à 5 ans, permettent de stabiliser les talus et les fortes pentes contre l'érosion, et, associés à l'action qui suit, de lutter contre les espèces exotiques invasives et de faciliter la reprise des végétaux ; à terme les plantations fixent le talus par entrelacs racinaire ;
. plantation de ligneux et diversification du couvert végétal : l'implantation d'une nouvelle strate arborée (arbres et arbustes) protège le talus, jugule les espèces exotiques envahissantes (notamment : Ailante, Robinier faux-acacia, buddleia, Renouée du japon, laurier palme) et accueille toute une faune et une flore associées, restaurant ainsi une continuité écologique fonctionnelle (trame verte). Les espèces privilégiées sont, pour les arbres : charme, érable champêtre, sorbier des oiseleurs, merisier commun ; pour les arbustes : noisetier, viorne obier, cornouiller sanguin, aubépine, troène, sureau.
A ce titre sont prévus :
. murets de pierre sèches : sur les talus Périchaux, Merlon de Bougival, talus du T2
. tressages en gaulettes : en gares de Garenne-Colombes, la Celle Saint-Cloud, ligne N, sur le sentier Nature ;
. recouvrement par géotextiles et/ou plantation de ligneux et diversification du couvert végétal : sur les talus Belvédère, Villa-Virginie, sur le sentier Nature, et autant d'autres lieux restant à déterminer ;

4) - à mettre en place la signalétique correspondante pour le respect des aménagements et la sensibilisation du public, et conséquemment à ouvrir certains de ces espaces verts de proximité au public (création d'escaliers, de sentiers de reconnaissance,…).
A ce titre sont prévus :
. un escalier sur le talus Belvédère et un sur la petite ceinture,
. la mise en place de signalétique sur l'ensemble des sites d'intervention.

5) - à mener plusieurs études naturalistes :
. Trois inventaires, qui iront au-delà du recensement des seules espèces protégées pour s'attacher aussi aux espèces plus ordinaires et aux invasives. Ils concerneront trois lieux de la Petite Ceinture dont l'ouverture au public et la fréquentation varient : un premier fermé au public, un second ouvert et aménagé pour l'accueil du public ; un dernier ouvert mais géré comme espace naturel ;
. Une étude sur les interactions homme-plante et leurs conséquences écologiques sur les sites d'intervention d'Espaces : menée autour de l'Ailante, espèce considérée comme invasive naturalisée au court du temps et très présente dans les interstices du tissu urbain parisien, l'étude a pour but d'identifier et de relier les idées véhiculées, les images perçues ou représentées et projetées (plante indésirable, mauvaise herbe, invasive, exotique, …) et les valeurs partagées avec les actions pratiquées et la gestion des espaces.

Ces travaux sont réalisés en régie par l'association Espaces.

Intérêt régional :

Mise en œuvre du Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) : les talus ferroviaires et espaces assimilés ou associés sont identifiés au sein du SRCE comme des corridors importants de la trame verte et bleue régionale à renforcer, préserver et à valoriser.
Contribution au Plan Vert régional : l'accès partiel à ces espaces et leur enrichissement en biodiversité avec signalétique adaptée, participe de l'accès aux espaces verts et aux services rendus aux franciliens.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
« Action 2 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité »

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Valorisation écologique	272 959,00	100,00%
Total	272 959,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	191 071,30	70,00%
SNCF (subvention obtenue)58975	53 888,00	19,74%
Fonds propres	27 999,70	10,26%
Total	272 959,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	95 535,65 €
2018	95 535,65 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif d'aide au sauvetage et restructuration des SIAE en difficulté	30 000,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	8 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	24 130,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	141 780,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	35 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	35 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	34 010,00 €

2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	231 725,90 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	57 701,00 €
2015	ARSIE- Aide à l'investissement (CR46-14)	22 000,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	105 849,00 €
2015	Jardins solidaires en Ile de France	10 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	104 731,60 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	37 208,26 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	180 805,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	53 536,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	91 580,00 €
2016	Jardins solidaires en Ile de France	25 000,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	48 995,12 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	55 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	260 358,00 €
2017	Emploi Insertion Environnement (EIE)	91 770,00 €
2017	Politique de l'eau-Investissement	45 186,00 €
2017	Projet interrégional Seine CPIER	12 039,00 €
2017	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	46 507,44 €
	Montant total	1 788 412,32 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011779

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LE KREMLIN-BICETRE : DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE SUR LA FAUNE ET LA FLORE ET ETUDE DE TRAME VERTE ET BLEUE (94)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Diagnostic écologique et élaboration des plans de gestion, création d'espaces protégés	14 150,00 €	50,00 %	7 075,00 €
	Montant Total de la subvention		7 075,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204141-171009-1700
17100905- Actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU KREMLIN BICETRE
Adresse administrative : 42 RUE DE LA CONVENTION
94270 LE KREMLIN BICETRE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Luc LAURENT, Député-maire

N° SIRET : 21940043900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Stratégie régionale pour la biodiversité investissement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Nécessité de débuter les inventaires flore au printemps.

Objectifs :
Réaliser un diagnostic écologique de l'entrée de ville sud-ouest de la ville préalable à son réaménagement et dans le cadre du projet de "Ruban vert".

Description :
L'entrée de ville sud-ouest de la Commune de Kremlin-Bicêtre est constituée d'une soixantaine de pavillons implantés de façon disparate et de trois ensembles d'habitats collectifs, se déployant le long de la couverture de l'A6.

Ce site urbanisé pourrait sembler présenter peu d'intérêt écologique. Or, plusieurs espaces verts s'y trouvent (notamment ceux de la Cité Schumann), ainsi que des friches, et des jardins privatifs.
Ainsi un potentiel de biodiversité existe, notamment dans la perspective de réalisation d'une trame verte et bleue en liaison avec le réaménagement de l'entrée de ville.

Sont prévus :
- Un diagnostic environnemental faune/flore (végétaux arbres compris, oiseaux, mammifères, insectes, chiroptères,...).
- L'identification des enjeux environnementaux (espèces et habitats, notamment corridors écologiques).
- Une proposition de recommandations et prescriptions environnementales (ce qui est à protéger, à valoriser, à développer et à suivre).

Intérêt régional :
Plan vert/SRCE : le diagnostic s'inscrit dans un projet d'ensemble, "le Ruban Vert", qui consiste à aménager une trame verte et beue s'étendant du sud au nord de la ville, depuis la ZAC des coteaux d'Arcueuil jusqu'au Parc Kellermann à Paris ; l'entrée de ville sud-ouest est la porte d'entrée du "Ruban vert" au sud de la commune.

Par ailleurs, le Kremlin-Bicêtre est une Commune carrencée en espaces verts.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
« Action 1 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité »

Localisation géographique :
- LE KREMLIN-BICETRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réalisation d'un diagnostic environnemental de la faune et de la flore	6 975,00	49,29%
Identification des enjeux environnementaux	2 800,00	19,79%
Définition des recommandations et prescriptions environnementales	4 375,00	30,92%
Total	14 150,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile de France	7 075,00	50,00%
Fonds propres	7 075,00	50,00%
Total	14 150,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 000,00 €
2018	3 075,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	5 000,00 €
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	1 472,00 €
2014	Stratégies territoriales de sécurité – Investissement	40 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	5 000,00 €
2015	Soutien au Réseau Information Jeunesse	4 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	8 995,00 €
2017	DESSINE-MOI LE GRAND PARIS DE DEMAIN (INV) : une expérimentation pour soutenir la qualité architecturale des projets portés par les collectivités franciliennes (clôturé)	60 000,00 €
	Montant total	119 467,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014003

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : REQUALIFICATION ECOLOGIQUE DU PONT DE FRANCHISSEMENT DE LA MARSANGE SUR LA COMMUNE DE PRESLES-EN-BRIE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	115 000,00 €	70,00 %	80 500,00 €
	Montant Total de la subvention		80 500,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204131-471009-1700
471009053- Actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : HOTEL DU DEPARTEMENT
77010 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BARBAUX, PRESIDENT

N° SIRET : 22770001000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Stratégie régionale pour la biodiversité investissement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à intervenir sur cet ouvrage et nécessité de le faire hors période scolaire (route empruntée par les transports scolaires).

Objectifs :
Rétablir les continuités écologiques à l'occasion de la reconstruction d'un ouvrage permettant à la route départementale n° 32 de franchir le ru de la Marsange sur la commune de Presles-en-Brie (77).

Description :
La commune de Presles-en-Brie, entourée de forêts, possède un riche contexte environnemental. Elle est

traversée par le ru de la Marsange et comprend de nombreuses mares qui enrichissent sa trame verte et bleue. Toutefois, les déplacements des espèces sont contraints principalement, par les lignes LGV et la RN4 qui encadrent la commune. La Marsange et ses ouvrages de franchissement constituent donc une opportunité de rétablir ces continuités écologiques pour un certain nombre d'espèces.

Au sein du Département 77, le Service « Biodiversité et Réseaux Naturels » a accompagné la Direction des Routes afin qu'à l'occasion du besoin de renouvellement d'un ouvrage de franchissement, le SRCE puisse être pris en compte autant que possible.

Les travaux prévus engendrent donc un surcoût de 115 000 € HT pour permettre de rendre l'ouvrage franchissable aux espèces terrestres et aquatiques :

- réalisation d'une seule travée au lieu de deux pour favoriser la mise en forme du lit et des banquettes à l'intérieur de l'ouvrage, et l'écoulement hydraulique en limitant les remous liés à la présence de pile au milieu du cours d'eau ;
- prolongation du lit mineur à l'intérieur du pont cadre, en mettant en œuvre le substrat naturel du lit pour favoriser le transit de la faune piscicole ;
- aménagement d'une banquette dans l'ouvrage, en prolongement des berges afin de permettre à la faune terrestre de circuler ;
- réalisation sur le tablier des accotements enherbés et suppression des glissières métalliques pour faciliter les échanges entre les milieux.

Intérêt régional :
Le remplacement de deux buses par un pont cadre, l'aménagement d'une banquette dans l'ouvrage cumulé à la suppression des glissières de sécurité le long de la RD32 vont permettre d'améliorer les continuités écologiques de ce territoire, identifiées au SRCE : corridor aquatique et continuum de la sous-trame bleue de la rivière Marsange et trame herbacée matérialisée par les prairies, dépendances vertes routières et berges de la Marsange et de ses affluents.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
« Action 2 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité »

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Restauration des milieux

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DE L'OUVRAGE	115 000,00	50,17%
TRAVAUX NON RETENUS	114 237,00	49,83%
Total	229 237,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	148 737,00	64,88%
REGION	80 500,00	35,12%
Total	229 237,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €
2018	30 000,00 €
2019	20 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	516 100,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 225 000,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	366 800,00 €
2014	Politique énergie climat	31 000,00 €
2014	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	14 950 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	793 000,00 €
2014	Soutien aux nouvaux services à la mobilité (Inv)	147 515,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	55 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	145 828,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 100 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	2 805 230,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	588 600,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	440 000,00 €
2015	Politique énergie climat	66 035,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 652 000,00 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	25 500,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 075 000,00 €
2016	Aide à la restauration du patrimoine protégé	322 975,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	96 000,00 €
2016	Fonds Propreté	361 250,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	303 151,07 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	880 000,00 €
2016	Soutien aux nouveaux services à la mobilité (Inv)	49 500,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 100 000,00 €
2017	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 333 500,00 €

2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	15 000,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 050 000,00 €
	Montant total	35 935 184,07 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011649

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : RESERVE NATURELLE REGIONALE DU VAL ET COTEAU DE SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE : PROGRAMME D'ACTIONS 2017 - INVESTISSEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Investissement	22 800,00 €	70,00 %	15 960,00 €
	Montant Total de la subvention		15 960,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
17600305- Réserves naturelles régionales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT REMY LES CHEVREUSE
Adresse administrative : 2 RUE VICTOR-HUGO
78470 SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Agathe BECKER, Maire

N° SIRET : 21780575300019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Réserves Naturelles Régionales Investissement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, travaux nécessitant un démarrage à l'automne 2017 pour pouvoir planter le verger au pus tard au printemps 2018.

Objectifs :
Mise en oeuvre du programme d'actions 2017 validé en comité consultatif de gestion.

Description :
Les parcelles de la Réserve Naturelle Régionale Val et Côteau de Saint-Rémy-lès-Chevreuse appartiennent à la Commune de Saint-Rémy-lès-Chevreuse. La réserve est régie par une co-gestion exercée par la Commune et le Parc naturel de la Haute Vallée de Chevreuse.
Le site des Prés de Vaugiens héberge un ancien verger-potager rattaché historiquement au domaine du

château de Vaugien. Ce site a fait l'objet de travaux de réouverture et de pose de clôture en 2014.

Cet ancien verger présente la particularité d'être entouré partiellement d'un mur d'enceinte de 170 mètres linéaires. A l'entrée, il existe également un petit local abritant d'anciennes pompes servant à alimenter en eau le verger et le château.

Suite à l'abandon progressif du site, ce patrimoine vernaculaire a fait l'objet d'un nettoyage et d'un diagnostic afin de déterminer son état sanitaire et les travaux de restauration à mettre en oeuvre. Cette action prévoit ainsi la restauration d'une partie des murs d'enceinte.

Depuis 2016, un partenariat a été mis en place entre la Commune, le Parc et une association, "YVette Vallée en Transition" pour la mise en oeuvre d'un verger conservatoire et participatif sur ce espace. L'entretien et la gestion du verger nécessitent la création d'un point d'eau pour assurer l'arrosage des arbres et l'abreuvement des animaux sur le site.

Cette action implique :
- la création d'un raccordement sur le réseau collectif avec mise en place d'une compteur ;
- la création d'une conduite d'eau jusqu'au verger.

Intérêt régional :

Les Réserves Naturelles régionales (RNR), sont des espaces protégés qui relèvent de la compétence de la Région depuis 2006. Ces sites sont référencés au sein du Schéma régional de cohérence écologique comme réservoirs de biodiversité. Le statut de RNR permet de créer un statut juridique de protection à hauteur du fort intérêt patrimonial, de veiller à une gestion des sites dans le respect des équilibres écologiques. La mise en place d'une stratégie d'organisation de la fréquentation, favorise par ailleurs leur accès aux Franciliens. Cette RNR s'inscrit dans un réseau plus large de 16 réserves naturelles franciliennes et dans un réseau national de 341 RN classées.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
« Action 3 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité »

Localisation géographique :
- SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programme d'actions 2017	22 800,00	100,00%
Total	22 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	15 960,00	70,00%
Auto-financement	6 840,00	30,00%
Total	22 800,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 980,00 €
2018	7 980,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat régional territorial	721 671,50 €
2014	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	14 000,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	12 530,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	10 500,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	48 999,99 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	17 500,00 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Investissement	17 500,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	62 814,00 €
	Montant total	905 515,49 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011660

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : RESERVE NATURELLE REGIONALE DES ETANGS DE BONNELLES : AMENAGEMENT D'UN POINT ACCUEIL ET TRAVAUX D'ABATTAGE D'UNE PEUPLERAIE AVEC RESTAURATION D'UNE FRICHE HUMIDE - INVESTISSEMENT (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Investissement	95 814,00 €	61,92 %	59 325,00 €
		Montant Total de la subvention	59 325,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
17600305- Réserves naturelles régionales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BONNELLES
Adresse administrative : 22 RUE DE LA LIBERATION
78830 BONNELLES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Guy POUPART, Maire

N° SIRET : 21780087900017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Réserves Naturelles Régionales Investissement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Requalifier l'aspect architectural du préau
- Insérer davantage le préau dans son contexte paysager et l'isoler de l'aire de stationnement
- Installer du mobilier et une signalétique adaptée pour l'accueil du public

Description :
La Réserve Naturelle Régionale des Etangs de Bonnelles, classée le 13 octobre 2016, est située au cœur

du bourg, à proximité de nombreux équipements, écoles, terrains de sport, gymnase qui sont desservis par une vaste zone de stationnement, également utilisée pour accéder à la réserve naturelle dont il constitue la principale porte d'entrée.
Ce secteur à l'interface entre le cœur de bourg et la réserve, constitue un point d'arrêt des promeneurs à la fois pratique et agréable. Cependant, l'entrée de la réserve n'est pas encore signalée depuis le parking et aucun équipement d'accueil et de signalétique n'oriente le public.

Sur cet espace, se trouve un préau, de structure métallique, aujourd'hui en mauvais état, mais que la commune souhaiterait réhabiliter pour le transformer en point d'accueil de la réserve naturelle et de départ de randonnées.

Le préau pourrait donc devenir le point d'accueil du site, avec quelques aménagements pour le rendre plus facilement utilisable notamment pour :
- S'abriter en cas de mauvais temps : la couverture du préau sera réalisée en bacs acier isolants couleur gris souris (pas trop foncés afin d'éviter la surchauffe estivale). Les parois latérales seront en panneau de bois ajourée afin de filtrer la lumière et de ne pas isoler totalement.
- Accueillir des supports d'information : l'une des parois servirait d'appui pour les panneaux d'information de la réserve et les circuits de randonnée alentour. En complément, des systèmes d'accroche permanents sont prévus pour permettre de poser sur ces panneaux des expositions temporaires relatives à la réserve, l'environnement, la biodiversité, le paysage….
- Accueillir une classe ou des randonneurs : des tables de pique-nique seraient installées sous le couvert; une cabine de toilettes publiques accessible aux personnes en fauteuil roulant serait intégrée au local existant ainsi qu'un petit espace de rangement pour le matériel pédagogique lié à l'animation sur la réserve. Pour des installations à un coût moindre et impliquant davantage les habitants et utilisateurs du site, le Parc naturel régional de la Haute vallée de Chevreuse pourrait accompagner la commune pour organiser un chantier de construction de mobilier participatif.
- Planter les abords : plantation d'une haie basse qui délimite la surface dédiée au stationnement, de quelques arbres fruitiers, qui donneraient de l'ombre à des tables de pique-nique.
- Créer un cheminement ou balisage le long des terrains de sport pour diriger le public vers l'entrée de la réserve.
- Servir de refuge pour les chauves-souris : des nichoirs à chiroptères, seront fixés sur le local.

Intérêt régional :

Les Réserves Naturelles Régionales, Espaces naturels protégés et de ressourcement de qualité, sont des réservoirs de biodiversité qui accueillent le grand public et les scolaires. L'aménagement de ce point d'accueil du public, en particulier en milieu urbain, par ailleurs accessible en transports en commun, est primordial.

Il permettra d'informer sur la diversité de la faune et de la flore locale, de la réglementation de la réserve, de sensibiliser les visiteurs à la préservation du site mais également aux actions mises en œuvres tout au long de l'année par les gestionnaires. Cet espace sera notamment polyvalent afin de pouvoir également accueillir et orienter les randonneurs et servir le cas échéant d'abris pour les utilisateurs des équipements limitrophes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
« Action 3 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité »

Localisation géographique :

- BONNELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement Point accueil	74 814,00	78,08%
Travaux d'abattage d'une peupleraie avec restauration d'une friche humide	21 000,00	21,92%
Total	95 814,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	59 325,00	61,92%
Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DTER)	17 326,00	18,08%
Fonds propres	19 163,00	20,00%
Total	95 814,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	29 662,50 €
2018	29 662,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011780

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU SENTIER D'INTERPRETATION DE LA RNR DU BASSIN DE LA BIEVRE A ANTONY : PLATEFORME D'OBSERVATION AVAL - INVESTISSEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Investissement	64 225,20 €	50,00 %	32 112,60 €
	Montant Total de la subvention		32 112,60 €

Imputation budgétaire : 907-76-204142-176003-1700
17600305- Réserves naturelles régionales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIAAP SYND INTERDEPT ASSAINISSEMENT AGGLO PARIS
Adresse administrative : 2 RUE JULES CESAR 75589 PARIS 12 CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Représentant : Monsieur Belaïde BEDREDDINE, Président

N° SIRET : 25755000400077

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Réserves Naturelles Régionales Investissement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Afin d'améliorer l'accueil sur le site de la Réserve Naturelle Régionale du Bassin de la Bièvre, ainsi que sa visibilité depuis la voie verte, le plan de gestion de la réserve prévoit la création d'un sentier d'interprétation (opération AD10), validé lors du comité de gestion de la Réserve en 2013.
Suite à la réunion du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel de la Région d'Ile-de-France (CSRPN), le 25 septembre 2014, les aménagements suivants ont été proposés et validés :

- Agrandissement dissymétrique de l'observatoire existant.
- Création d'une plate-forme d'observation en sortie de bassin.
- Aménagements sur la voie verte de points de vue en accès libre.
- Aménagement d'un point d'accueil.

Les travaux sont réalisés dans le cadre d'un marché de travaux comprenant deux lots (lot 1 : conception-pose et lot 2 : signalétique). Chaque lot est par ailleurs décomposé en deux tranches soit :

• une tranche ferme (ensemble des aménagements hors plate-forme aval) qui a déjà fait l'objet d'une individualisation par délibération CP 14-801 du 20 novembre 2014 pour un montant d'aide de 105 000 €
• une tranche optionnelle pour la plate-forme d'observation aval, qui fait l'objet de la présente demande de subvention.

Description :
La plateforme aval offrira un point d'observation privilégié et d'accueil sur la RNR, permettant d'observer le bassin dans presque toute sa longueur et de bénéficier de la vue sur l'intégralité du site. Elle offrira également un point de vue sur la sortie des eaux du bassin, ce qui représente un élément clé du fonctionnement hydraulique de la réserve.
Elle représente donc un intérêt majeur d'un point de vue biologique et hydraulique.

L'opération « Travaux d'aménagement du sentier d'interprétation de la Réserve », classée en priorité 1, correspond à l'opération TU8 du plan de gestion.

Elle est rattachée :
- à l'enjeu 3 « Valorisation du patrimoine naturel de la réserve » ;
- à l'objectif à long terme A «Permettre l'appropriation du site et la découverte de son patrimoine naturel» ;
- à l'objectif du Plan de Gestion A1 «Offrir des moyens de découverte du patrimoine naturel».

La plate-forme aval est localisée à l'intérieur du périmètre clos du bassin et concerne donc des parcelles appartenant au SIAAP. Elle est caractérisée par :
- La plateforme aval est en bois. Il est prévu un portique de fondation en chêne et robinier ; une structure en chêne, et une couverture en bardeaux de châtaignier sur charpente en chêne. Le Platelage est en chêne.
- La réalisation d'une circulation en béton désactivé pour la transition entre le platelage bois et l'accès.
- La signalétique (Impression numérique sur support rigide, panneau de composite d''aluminium).
Il est prévu la mise en place d'une affiche 4000*100 (réalisation d'une grande coupe du site de la RNR) et de quatre affiches 600*800 (photos des métiers du SIAAP)

Intérêt régional :
Les Réserves Naturelles régionales (RNR), sont des espaces protégés qui relèvent de la compétence de la Région depuis 2006. Ces sites sont référencés au sein du Schéma régional de cohérence écologique comme réservoirs de biodiversité. Le statut de RNR permet de créer un statut juridique de protection à hauteur du fort intérêt patrimonial, de veiller à une gestion des sites dans le respect des équilibres écologiques. La mise en place d'une stratégie d'organisation de la fréquentation, favorise par ailleurs leur l'accès aux franciliens. La RNR du Bassin de la Bièvre est accessible en transports en commun, station « Les Baconnets » du RER B et par la voie verte qui dessert un itinéraire cyclable au sein du département des Hauts de Seine. La plateforme aval offrira un point d'observation privilégié et d'accueil sur la RNR accessible notamment aux personnes à mobilité réduite. De plus, cette RNR s'inscrit dans un réseau plus large de 16 réserves naturelles franciliennes et dans un réseau national de 341 RN classées.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

« Action 3 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité »

Localisation géographique :

- ANTONY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de réalisation de la plate-forme d'observation aval (tranche optionnelle)	64 225,20	100,00%
Total	64 225,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile de France	32 112,60	50,00%
Conseil départemental des Hauts-de-Seine	12 845,04	20,00%
Fonds propres	19 267,56	30,00%
Total	64 225,20	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	16 056,30 €
2018	16 056,30 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Réserves Naturelles Régionales Investissement	130 000,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	5 447,40 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	20 671,00 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	15 527,40 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Investissement	12 740,00 €
2017	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	31 353,00 €
2017	Réserves Naturelles Régionales Investissement	21 000,00 €
	Montant total	236 738,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008817

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ANIMATION NATURA 2000 POUR L'ANNEE 2017 - AGENCE DES ESPACES VERTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Animation des réseaux écologiques franciliens	65 620,25 €	25,32 %	16 615,05 €
		Montant Total de la subvention	16 615,05 €

Imputation budgétaire : 937-76-611-176003-1700
17600302- Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT
Adresse administrative : 2 RUE DU MAUPAS
87040 LIMOGES CEDEX 1
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur Fabien BEYRIA, CHEF DE SERVICE

N° SIRET : 13000637200010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'animation des sites se déroule sur une année civile.

Objectifs :
Natura 2000 est le réseau des sites naturels remarquables de l'Union européenne (UE). Il est composé de sites désignés par chacun des pays en application de deux directives européennes : la directive 79/409/CEE du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages dite directive «Oiseaux » et la directive 92/43/CEE du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages dite directive «Habitats».

Natura 2000 a pour objectif de contribuer à préserver la diversité biologique sur le territoire des 27 pays de l'Europe. Il vise à assurer le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels et des habitats d'espèces de la flore et de la faune sauvages d'intérêt communautaire.

L’ambition de Natura 2000 est de concilier les activités humaines et les engagements pour la biodiversité dans une synergie faisant appel aux principes d’un développement durable.

Pour mettre en œuvre les directives «Oiseaux» et «Habitats», la France a choisi une démarche originale. Pour chaque site Natura 2000, un plan de gestion appelé "document d’objectifs" (DOCOB) propose des mesures de gestion et les modalités de leur mise en oeuvre pour «la conservation et, le cas échéant, le rétablissement des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la création du site Natura 2000».

L'AEV assure l'animation sur les sites :
- Boucles de la Marne (77)
- Bois de Vaires (77)
- Boucles de Moisson, de Guernes et forêt de Rosny (78).

Intérêt régional :
Pour la Région, ce positionnement reflète la volonté de :
- mettre en oeuvre une politique forte en matière de protection de la biodiversité, ceci en accord avec sa stratégie régionale en faveur de la biodiversité, le SDRIF, le SRCE et le plan vert. La stratégie régionale biodiversité prévoit dans son plan d’action que « sur les sites Natura 2000 situés sur les propriétés régionales, la Région assure la présidence des COPIL et l’AEV l’animation » ;
- se montrer exemplaire sur les propriétés régionales ;
- devenir la première écorégion d’Europe, Natura 2000 étant, aujourd’hui, le seul outil européen de protection de la biodiversité commun à tous les Etats membres ;
- participer à l’élaboration d’un vaste réseau d’aires protégées, véritable pierre angulaire dans l’élaboration des trames vertes et bleues.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter des stagiaires ou alternants conformément à l'avenant n° 4 à la convention AEV/Région.

Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 1 du règlement d'attribution des aides régionales pour la biodiversité prévu en CR 71-13 du 26 septembre 2013.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépense Animation des réseaux écologiques franciliens	65 620,25	100,00%
Total	65 620,25	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	16 615,06	25,32%
Etat	16 335,06	24,89%
FEADER	32 670,13	49,79%
Total	65 620,25	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	16 615,05 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accès à l'apprentissage	7 307 610,32 €
2014	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	995 000,00 €
2014	AFPA	698 000,00 €
2014	Aide à la transition vers une agriculture biologique locale (ATABLE)	269 628,08 €
2014	Aide Régionale à l'Alimentation de Qualité (ARAQ)	700 000,00 €
2014	AREF - Aide Régionale aux Exploitants forestiers	76 576,00 €
2014	ARREA (Aide Régionale à la Rémunération des Emplois d'Avenir)	5 148 000,00 €
2014	ATREA volet 2 - Appui à la Transmission Reprise des Exploitations Agricoles	130 625,46 €
2014	Chèques Mobilité	1 240 000,00 €
2014	Chéquier qualifiant	5 000 000,00 €
2014	Chéquier VAE	1 400 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs (formation)	-2 000,00 €
2014	Emplois-tremplin IAE	4 810 700,00 €
2014	Emplois-tremplin Projet	24 988 000,00 €
2014	Formation des salariés en emploi-tremplin	100 000,00 €
2014	MAE directive cadre eau - aides aux agriculteurs	358 624,61 €
2014	MAE régionales (races menacées, végétaux menacés, apiculture) - aides aux agriculteurs	29 424,00 €
2014	Parcours d'orientation professionnelle	3 970 900,00 €
2014	Parrainage	560 590,00 €
2014	Plan Végétal pour l'Environnement (PVE)	22 910,00 €
2014	PM'up - Investissement	21 803 041,00 €
2014	PRAIRIE 2007-2013. Aide aux agriculteurs	235 190,00 €
2014	PREVAIR - Programme Régional pour l'Elevage, la Valorisation Agricole et l'Initiative Rurale	800 000,00 €
2014	Primes régionales versées aux employeurs d'apprentis	98 475 000,00 €
2014	PRIMHEUR - Programme régional pour l'initiative en maraîchage et horticulture dans les espaces urbanisés et ruraux	800 000,00 €
2014	Programme régional de formation des personnels des missions locales	123 490,00 €

2014	Programme Unique de Mobilité Internationale	500 600,00 €
2014	Rémunération des stagiaires	86 000 000,00 €
2014	Soutien régional à l'agroforesterie	17 011,62 €
2014	Subventions de fonctionnement Missions locales	14 189 995,00 €
2015	Accès à l'apprentissage	7 657 384,69 €
2015	Aide à la transition vers une agriculture biologique locale (ATABLE)	105 329,88 €
2015	Aide régionale au permis de conduire	600 000,00 €
2015	ANIMATION NATURA 2000	13 107,29 €
2015	ARREA (Aide Régionale à la Rémunération des Emplois d'Avenir)	5 063 280,00 €
2015	ATREA volet 2 - Appui à la Transmission Reprise des Exploitations Agricoles	160 000,00 €
2015	Chantier école	27 033,42 €
2015	Chèques Mobilité	1 240 000,00 €
2015	Chéquier qualifiant	1 000 000,00 €
2015	Chéquier VAE	1 600 000,00 €
2015	DIVAIR	500 000,00 €
2015	Emplois-tremplin IAE	4 169 250,00 €
2015	Emplois-tremplin Projet	20 349 000,00 €
2015	Investissements agricoles non productifs	7 510,48 €
2015	Investissements non productifs à vocation environnementale	37 000,00 €
2015	Investissements productifs à vocation environnementale	103 000,00 €
2015	MAEC - Aides aux agriculteurs	640 000,00 €
2015	Parcours d'orientation professionnelle	4 060 950,00 €
2015	Parrainage	555 405,00 €
2015	PM'up - Investissement	25 671 102,00 €
2015	Primes régionales versées aux employeurs d'apprentis	44 765 120,00 €
2015	PRIMVAIR	1 000 000,00 €
2015	Programme régional de formation des personnels des missions locales	102 000,00 €
2015	Programme Unique de Mobilité Internationale	525 000,00 €
2015	QUALITAIR	500 000,00 €
2015	Rémunération des stagiaires	107 246 781,00 €
2015	Subventions de fonctionnement Missions locales	14 284 000,00 €
2016	Accès à l'apprentissage	7 870 196,45 €
2016	Aide à la transition vers une agriculture biologique locale (ATABLE)	100 000,00 €
2016	Améliorer l'employabilité des salariés en parcours d'insertion et accroître le taux de placement en entreprise	837 400,00 €
2016	ARREA (Aide Régionale à la Rémunération des Emplois d'Avenir)	4 000 000,00 €
2016	ATREA volet 2 - Appui à la Transmission Reprise des Exploitations Agricoles	6 328,12 €
2016	Chèques Mobilité	1 100 000,00 €
2016	Chéquier VAE	1 350 000,00 €
2016	Développer le chiffre d'affaires par le lancement de projets mutualisés entre plusieurs SIAE	160 000,00 €
2016	DIVAIR	1 000 000,00 €
2016	Emplois-tremplin Projet	15 239 000,00 €
2016	Investissements non productifs à vocation environnementale	15 000,00 €
2016	Investissements productifs à vocation environnementale	170 000,00 €
2016	MAEC - Aides aux agriculteurs	420 490,61 €
2016	Mise en place de systèmes agroforestiers	15 000,00 €

2016	PAEC - Aides aux porteurs de projet	42 800,00 €
2016	Parcours d'orientation professionnelle	3 247 500,00 €
2016	Parrainage	471 530,00 €
2016	PM'up - Investissement	40 338 929,00 €
2016	Primes régionales versées aux employeurs d'apprentis	41 600 000,00 €
2016	PRIMVAIR	1 000 000,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	36 112,50 €
2016	QUALITAIR	600 000,00 €
2016	Rémunération des stagiaires	110 214 000,00 €
2016	Soutien à la filière forêt-bois	840 000,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	6 833,98 €
2016	Subventions de fonctionnement Missions locales	12 521 800,55 €
2017	Accès à l'apprentissage	7 362 977,35 €
2017	ARREA (Aide Régionale à la Rémunération des Emplois d'Avenir)	1 140 000,00 €
2017	Chèques Mobilité	1 000 000,00 €
2017	DIVAIR	1 000 000,00 €
2017	Emplois-tremplin Projet	11 890 000,00 €
2017	Investissements productifs à vocation environnementale	160 000,00 €
2017	MAEC - Aides aux agriculteurs	400 000,00 €
2017	PAEC - Aides aux porteurs de projet	62 300,00 €
2017	Paiement des opérateurs NACRE par l'ASP	2 512 398,00 €
2017	Parcours d'orientation professionnelle	1 999 800,00 €
2017	Parrainage	349 835,00 €
2017	PM'up - Investissement	24 885 000,00 €
2017	Primes régionales versées aux employeurs d'apprentis	34 496 000,00 €
2017	PRIMVAIR	1 500 000,00 €
2017	Rémunération des stagiaires	93 136 000,00 €
2017	Soutien à la filière forêt-bois	300 000,00 €
2017	Subventions de fonctionnement Missions locales	8 200 000,00 €
2017	TP'up - financement individuel à l'international (fonctionnement)	131 315,00 €
2017	TP'up - financement individuel (investissement)	302 997,00 €
2017	TP'up (investissement)	365 095,00 €
	Montant total	926 691 662,49 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008910

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : PARC DE LA POUDRERIE EN SEINE-SAINT-DENIS : AFFECTATION POUR 2017 - DEPARTEMENT DE SEINE-SAINT-DENIS (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Etudes, créations, restaurations, aménagements et entretien des continuités écologiques	900 000,00 €	50,00 %	450 000,00 €
	Montant Total de la subvention		450 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65733-176003-1700
17600302- Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : 3 ESPLANADE JEAN MOULIN
93006 BOBIGNY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur STEPHANE TROUSSEL, Président

N° SIRET : 22930008201453

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'entretien du Parc se fait sur une année complète : il débute le 1er janvier 2017 et s'achèvera le 31 décembre 2017.

Objectifs :
Au titre de la convention de partenariat précisant les modalités du transfert de gestion du parc de la Poudrerie de Sevran entre la Région Ile-de-France, le Département de Seine-Saint-Denis, l'Etat et les communes concernées (délibération n° CR 2017-49 du 9 mars 2017), la Région participe à la gestion du Parc de la Poudrerie de Sevran réalisée par le Département de Seine-Saint-Denis pour l'année 2017.

Description :
Le parc de la Poudrerie est un espace vert urbain d'environ 115 ha, dans le département de la Seine-Saint-Denis. Propriété de l'État, il est situé sur les emprises de l'ancienne Poudrerie nationale de Sevran. Le parc, véritable poumon vert dans ce secteur carencé et proche de zones d'urbanisation, propose de multiples espaces d'activités et de loisirs et connaît une fréquentation très importante.

La Région, le Département de Seine-Saint-Denis et les communes concernées ont signé avec l'Etat une convention pour l'année 2017. L'objectif est de maintenir en 2017 le partenariat pour poursuivre la gestion du parc et d'élaborer de façon concertée un modèle de gestion pérenne du parc permettant de le valoriser au regard de ses contraintes, et tendant à promouvoir des activités culturelles, sportives et patrimoniales ainsi que des actions valorisant la transition énergétique, dans une recherche permanente de bonne gestion des deniers publics.

Intérêt régional :

Mise en oeuvre du Plan Vert de l'Île-de-France : ce parc se situe dans un territoire très carencé identifié dans le Plan Vert régional. Le maintien de son ouverture au public est donc essentiel pour les habitants de ce secteur.

La structure s'est engagée concomittamment au recrutement de stagiaires dans le cadre d'autres dispositifs régionaux.

Détail du calcul de la subvention :
La convention de partenariat précise modalités du transfert de gestion du Parc de la poudrerie de Sevran entre la Région Ile-de-France, le Département de Seine-Saint-Denis, l'Etat et les communes concernées. Elle fixe également les modalités financières de participation des parties à la gestion du parc en vue de conserver sa vocation d'espace récréatif ouvert au public. A ce titre, la Région participe à hauteur de 50%.

Localisation géographique :
- LIVRY-GARGAN
- SEVRAN
- VAUJOURS
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gestion du Parc	900 000,00	100,00%
Total	900 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	450 000,00	50,00%
Département du 93	450 000,00	50,00%
Total	900 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	450 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	374 650,00 €
2014	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	27 600,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	865 154,43 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	14 877 100,00 €
2014	Politique énergie climat	252 600,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	1 200 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 017 500,00 €
2014	Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des piétons	243 600,00 €
2014	Soutien aux structures de prévention	235 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	500 000,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	576 000,00 €
2015	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	717 224,00 €
2015	E-administration	60 000,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	455 040,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 958 012,67 €
2015	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	950 000,00 €
2015	Plan Piscines Régional	1 920 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	60 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	235 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	11 452 504,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 072 000,00 €
2015	Soutien au haut débit et ressources numériques au développement des	96 000,00 €

	TICE	
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 015 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	104 785,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	100 000,00 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	927 500,00 €
2016	Soutien aux actions en faveur de la lutte contre la pollution	38 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	915 000,00 €
2017	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	-628,00 €
2017	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	251 880,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	550 000,00 €
	Montant total	47 912 400,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011585

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : PROGRAMME 2017 DE RECONQUETE DES ZONES HUMIDES EN ILE DE FRANCE - SOCIETE NATIONALE DE PROTECTION DE LA NATURE (SNPN)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	147 510,00 €	48,41 %	71 408,00 €
	Montant Total de la subvention		71 408,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-6281-176003-1700
17600302- Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ST NLE PROTECTION NATURE SNPN
Adresse administrative : 9 RUE CELS
75014 PARIS 14
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean UNTERMAIER, Président

Date de publication au JO : 10 mai 1977

N° SIRET : 77566275200044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les inventaires du patrimoine naturel doivent se faire lors de périodes adéquates.

Objectifs :
Le programme de la Société Nationale de Protection de la Nature (SNPN) s'inscrit dans le cadre des compétences régionales en matière d'inventaire du patrimoine naturel, de mise en oeuvre du Schéma régional de cohérence écologique et de la Stratégie régionale pour la biodiversité.

Il vise la conservation de l'amphibien patrimonial Sonneur à ventre jaune, Bombina variegata (grenouille), qui est une espèce menacée à l'échelle mondiale et nationale (cf liste rouges des amphibiens et reptiles et l'annexe II de la convention de Berne). Les actions consistent à mener un suivi des populations de la vallée du Peit Morin (77), et à poursuivre la mise en oeuvre d'actions conservatoires et de sensibilisation en vue de la préservation de l'espèce.

Ce programme a également pour objectif, la préservation des zones humides franciliennes dont l'objectif est de renforcer les "espaces de nature en zones humides" sur le territoire francilien en accompagnant les porteurs de projet dans la réalisation de travaux d'aménagement, de restauration et de création de mares tout en facilitant leur appropriation, en suscitant la découverte de ces lieux et en impliquant les populations dans une démarche participative.

Description :
1) Conservation de l'amphibien patrimonial "Sonneur à ventre jaune"

Pour l'année 2017, les actions prévues sont les suivantes :
- Poursuivre, en partenariat avec les acteurs du territoire, les actions conservatoires initiées en 2016 afin de protéger les sites abritant le Sonneur à ventre jaune dans la vallée du Petit Morin (77).
- Sensibiliser des acteurs, des usagers et des habitants de la vallée du Petit Morin à l'importance et à la fragilité de l'espèce.
- Effectuer le suivi des populations identifiées et prospecter les sites favorables dans la vallée du Petit Morin.

Ce programme s'inscrit dans le cadre de la déclinaison régionale du Plan National d'Actions "Sonneur à ventre jaune". Il permet la mise en place d'une trame verte et bleue francilienne fonctionnelle. En effet le Sonneur à ventre jaune est une espèce dite de "cohérence trame verte et bleue" classée en priorité 1 et au titre de la Stratégie de création d'aires protégées (SCAP).

2) Poursuite du programme 2017 sur la reconquête des zones humides dans le cadre de la création, la restauration et l'aménagement de mares. Ce programme participe à la mise en oeuvre du plan d'actions stratégiques du SRCE d'Ile-de-France en visant une meilleure représentation, préservation et qualité écologique des zones humides franciliennes.

Intérêt régional :
Le Sonneur à ventre jaune (Bombina variegata) accuse un déclin de ses populations sur l'ensemble de son aire de répartition. Sa préservation est nécessaire.

La création et ou l'aménagement d'espaces de nature liés à la préservation de mares participent au maintien de la biodiversité et des continuités écologiques et contribuent à l'adaptation au changement climatique. Ce programme concourt également à la mise en œuvre du Schéma régional de cohérence écologique (SRCE).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
« Action 4 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité »

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	115 303,00	78,17%
Frais de déplacements	11 490,00	7,79%
Prestations de service	12 205,00	8,27%
Matériel durable	2 623,00	1,78%
Fourniture	2 548,00	1,73%
Frais généraux	3 341,00	2,26%
Total	147 510,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	71 408,00	48,41%
Fonds propres	35 102,00	23,80%
DRIEE Ile de France	21 000,00	14,24%
CD 91	5 000,00	3,39%
CD 95	15 000,00	10,17%
Total	147 510,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €
2018	31 408,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	99 952,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	80 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	3 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	73 261,50 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	2 100,00 €
	Montant total	258 813,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011646

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : OBSERVATOIRE REGIONAL DES INSECTES EN ILE-DE-FRANCE - OFFICE POUR LES INSECTES ET LEUR ENVIRONNEMENT (OPIE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Animation des réseaux écologiques franciliens	60 000,00 €	29,17 %	17 500,00 €
	Montant Total de la subvention		17 500,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-6281-176003-1700
17600302- Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OFFICE POUR LES INSECTES ET LEUR ENVIRONNEMENT
Adresse administrative : CHEMIN RURAL N 7
78041 GUYANCOURT CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Laurent PERU, Président

Date de publication au JO : 28 décembre 1969

N° SIRET : 31822366600013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Travail à mener durant la période propice pour les inventaires, en fonction des espèces, et impliquant convenablement le réseau d'observateurs dans les actions de terrain.

Objectifs :
Suite à trois années de mise en œuvre du programme d'Observatoire francilien des insectes (contrat d'objectifs « biodiversité » n°13-696), l'Opie souhaite poursuivre cette dynamique en 2017.

Le travail sera principalement consacré au groupe des Orthoptéroïdes (criquets, grillons, sauterelles,

Mante religieuse et Phasme gaulois), avec pour principal objectif, la finalisation de la Liste rouge régionale pour ce groupe, comme cela a pu être fait précédemment pour les Odonates et les Papillons de jour.

Description :
1) Axe 1 : Gestion de la base de données
L'objectif de cette action est d'obtenir une base de données de référence standardisée complète. Une part importante du travail sera consacrée aux Orthoptères (sauterelles, grillons, criquets...).

2) Axe 2 : Amélioration des connaissances
Le principal objectif de cette thématique est d'animer le réseau des naturalistes afin d'orienter les prospections vers les zones en déficit de connaissance. Pour cela, un outil d'aide à la prospection a été développé pour les Odonates, puis en 2015-2016 pour les Rhopalocères (papillons diurnes) et Zygènes (papillons de la famille des zygénides). Il sera mis à jour et rendu disponible sur l'atlas dynamique associé à Cettia. Il sera également adapté pour le groupe des Orthoptéroïdes.

3) Axe 3 : Production d'évaluations, de tendances, d'indicateurs…
En 2017, le principal objectif sera la finalisation de la Liste rouge des Orthoptères d'Île-de-France. Cette évaluation se basera sur les données recueillies par l'Observatoire francilien des insectes et sur celles saisies sur Cettia directement par les Observateurs. L'OPIE réalisera les documents préparatoires à l'évaluation. Un comité d'experts regroupant des naturalistes sera formellement constitué et se réunira avec l'objectif de définir pour chaque espèce son niveau de menace. Enfin, la Liste rouge régionale des Orthoptèroïdes sera valorisée à travers la rédaction du fascicule. Ce support de communication des résultats est très apprécié des élus, des administrations, et des naturalistes.

4) Axe 4 : Formation du réseau d'acteurs
En 2017, l'animation du Steli (Suivi temporelle des libellules) auprès des gestionnaires, entamée en 2015, sera poursuivie. Il en sera de même pour le soutien à la mise en œuvre des mesures environnementales et climatiques (MAEC) qui pourra être étendu aux autres territoires concernés.

Intérêt régional :
Du fait de leur qualité de « bio-indicateurs », l'étude des quatre groupes ciblés, réalisée de façon croisée, permet d'améliorer la connaissance de la biodiversité en Ile-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
« Action 4 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité »

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gestion de la base de données	14 000,00	23,33%
Amélioration des connaissances	14 400,00	24,00%
Production d'évaluations, tendances, indicateurs	26 000,00	43,33%
Formation du réseau	5 600,00	9,33%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	17 500,00	29,17%
DRIEE : animation du PRA Odonates + soutien plateforme SINP	30 000,00	50,00%
OPIE (Fonds propres ou autres partenariats)	12 500,00	20,83%
Total	60 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 750,00 €
2018	8 750,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	37 758,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	37 002,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	5 901,97 €
	Montant total	80 661,97 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014001

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : RESERVE DE BIOSPHERE DE FONTAINEBLEAU ET DU GATINAIS – ANNEE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	237 500,00 €	40,00 %	95 000,00 €
	Montant Total de la subvention		95 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-6574-176003-1700
17600302- Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESERVE DE BIOSPHERE DE FONTAINEBLEAU ET DU GATINAIS
Adresse administrative : ROUTE DE L'ERMITAGE
77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique :
Représentant : Madame Isoline MILLOT, Présidente

N° SIRET : 50051004500031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les actions débutent au 1er janvier.

Objectifs :
Afin de se faire aider dans sa mission de coordination, l'association de la Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais sollicite la Région pour la réalisation de ses missions confiées par l'UNESCO dans le cadre de son programme « L'Homme et la Biosphère ».

Description :
L'UNESCO a créé en 1968 un programme dénommé « L'Homme et la biosphère » (Man and Biosphere MAB). Les premières réserves de Biosphère ont été créées en 1976. Le réseau comprend plus de 600

sites répartis dans une centaine de pays.

Relai du programme scientifique international l'Homme et la Biosphère de l'UNESCO, la Réserve de biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais favorise de nouvelles relations entre les activités humaines et la nature, encourage les initiatives locales en révélant la nécessité d'agir ensemble différemment. C'est un territoire de concertation local, d'éducation, de diffusion des savoirs et expériences, avec une ouverture à l'international, un nœud de réseau.

Les Réserves de Biosphère ont trois fonctions principales :

- Conserver et favoriser la biodiversité
- Assurer le développement humain, social et économique
- Encourager la recherche, l'éducation, la formation et la surveillance continue de l'environnement.

Le programme d'actions s'intègre dans les objectifs généraux de la stratégie régionale pour la biodiversité. Description des actions de l'année 1 à titre d'exemple :

Action 1 : TRAME VERTE ET BLEUE :
Favoriser la réalisation par les acteurs du territoire d'actions en faveur des milieux naturels terrestres et aquatiques en cohérence avec les politiques régionales :

Action 2 : PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES :
Favoriser la réduction de l'usage des produits antiparasitaires équins et des phytosanitaires dommageables à la biodiversité et promouvoir les alternatives :

Action 3 : SENSIBILISATION DES CITOYENS ET DES ELUS A LA BIODIVERSITE :
Coordonner un programme de mobilisation des citoyens et des élus en faveur de la biodiversité.

Action 4 : AMELIORER LA CONNAISSANCE DE LA BIODIVERSITE FRANCILIENNE, DES ECOSYSTEMES ET DE LEUR FONCTIONNEMENT :
Assurer la coordination de programmes d'études aidant à la décision.

Action 5 : FAVORISER DES SYNERGIES MULTI-ACTEURS :
Fédérer les acteurs, notamment économiques, pour une meilleure prise en compte de la biodiversité dans leurs activités

Biosphère Ecotourisme
- Promotion d'une Charte d'engagement dans des pratiques responsables envers la biodiversité auprès des acteurs du tourisme et des loisirs (objectif de cinq nouvelles entreprises du tourisme par an) ;
- Valorisation et évaluation des initiatives et actions développées par ces acteurs, promotion de partenariats intersectoriels ;

Biosphère Industrie
- Transposition de la charte d'engagement sur le secteur du tourisme au secteur industriel du territoire, exploitant historiquement ses nombreuses ressources naturelles (eau, forêt, grès, sables, bois, etc.).

Intérêt régional :
La Réserve de biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais, territoire reconnu par l'UNESCO et unique Réserve de biosphère en Ile-de-France, s'étend sur 150 000 ha, 122 communes, 15 intercommunalités, pour 270 000 habitants. Les collectivités concernées sont la Région Ile-de-France, les Départements de l'Essonne et la Seine-et-Marne.

La forêt de Fontainebleau et ses extensions occidentales (Trois-Pignons, vallée de l'Ecole) figure au Schéma régional de Cohérence Ecologique en tant que réservoir de biodiversité d'importance nationale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
« Action 4 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité »

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Observatoire des connaissances	20 000,00	8,42%
Education / Formation	20 000,00	8,42%
Fonctionnement	25 000,00	10,53%
Coordination	172 500,00	72,63%
Total	237 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	95 000,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 ET 91	83 000,00	34,95%
DRIEE	10 000,00	4,21%
LEADER	5 000,00	2,11%
AUTOFINANCEMENT ET MECENAT	44 500,00	18,74%
Total	237 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	95 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014007

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : CONCERTATION D'ACTEURS EN VUE DE L'ELABORATION D'UN CONTRAT TRAME VERTE ET BLEUE DU CORRIDOR ECOLOGIQUE DE L'OUEST PARISIEN AUTOUR DE LA LIGNE L DU TRANSILIEN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Inventaires locaux, régionaux et programmes de recherche	81 875,00 €	67,18 %	55 000,00 €
	Montant Total de la subvention		55 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-6574-176003-1700
17600302- Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ESPACES
Adresse administrative : 855 AVENUE ROGER SALENGRO
92370 CHAVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Pascale FLAMANT, Présidente

Date de publication au JO : 12 octobre 1994

N° SIRET : 39924109000063

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Ce projet s'inscrit dans la mise en œuvre du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) et du SDRIF, documents dans lesquels la ligne L du Transilien et les espaces en connexion potentielle sont assimilés à un « corridor écologique à restaurer ».
Pour permettre l'application de ces schémas à l'échelle d'un corridor écologique de l'Ouest parisien, l'animation d'une concertation des acteurs de ce territoire et les prestations associées visent à constituer

une charte, à mener un diagnostic approfondi et à conduire l'élaboration d'une stratégie Trame Verte et Bleue intégrant les objectifs du Plan Vert.

Description :
Le projet débuté en 2016 portera en 2017-2018 sur la réalisation de 4 volets :
- la finalisation et le lancement de la mise en œuvre de la charte Trame verte et bleue : document stratégique, cadre de référence pour la mobilisation des acteurs.
- l'extension du diagnostic TVB mené sur l'ouest parisien pour aboutir à un schéma recouvrant tout le territoire de la Seine centrale urbaine.
- ceci conduira à la définition de la stratégie territoriale « Trame verte et bleue » pour le territoire, avec notamment la déclinaison de la TVB à différentes échelles de projets et la définition de scénarios, incluant les objectifs du Plan Vert (densité, accès, services éco-systémiques)
- enfin il sera possible d'esquisser un programme d'actions.

Dans le cadre de cette démarche, des groupes de travail seront proposés aux différents acteurs du territoire afin de réfléchir à chaque enjeu et de les décliner en objectifs et actions en vue du diagnostic et du programme d'actions. De plus, des formations seront proposées à destination de publics spécifiques (élus, entreprises,…) ou pour approfondir un thème particulier, afin notamment d'acquérir un vocabulaire commun et une vision partagée. Des visites commentées seront également proposées sur le thème de l'éco-paysage pour une appréhension commune de ce que peut être une trame verte et bleue dans ce territoire très anthropisé.

Intérêt régional :
Le territoire couvert par ce projet porte sur un corridor écologique et le réseau trame verte et bleue associé concernant plusieurs départements (Paris, Hauts-de-Seine, Yvelines), avec les enjeux Plan Vert associés.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Selon l'action 1 du règlement d'attribution des aides régionales pour la biodiversité prévu en CR 71-13 du 26 septembre 2013.

Localisation géographique :
- YVELINES
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 000,00	1,22%
Autres services extérieurs	4 250,00	5,19%
Impôts, taxes et versements assimilés	3 125,00	3,82%
Charges de personnel	54 606,00	66,69%
Charges indirectes affectées à l'action	18 894,00	23,08%
Total	81 875,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	8 875,00	10,84%
Région	55 000,00	67,18%
DRIEE	10 000,00	12,21%
Autres financements	8 000,00	9,77%
Total	81 875,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €
2018	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Dispositif d'aide au sauvetage et restructuration des SIAE en difficulté	30 000,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	8 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	24 130,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	141 780,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	35 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	35 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	34 010,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	231 725,90 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	57 701,00 €
2015	ARSIE- Aide à l'investissement (CR46-14)	22 000,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	105 849,00 €
2015	Jardins solidaires en Ile de France	10 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	104 731,60 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	37 208,26 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	180 805,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	53 536,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	91 580,00 €
2016	Jardins solidaires en Ile de France	25 000,00 €
2016	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau -	48 995,12 €

	spécifique	
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	55 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	260 358,00 €
2017	Emploi Insertion Environnement (EIE)	91 770,00 €
2017	Politique de l'eau-Investissement	45 186,00 €
2017	Projet interrégional Seine CPIER	12 039,00 €
2017	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	46 507,44 €
	Montant total	1 788 412,32 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011968

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : RESERVE NATURELLE REGIONALE DU VAL ET COTEAU DE SAINT REMY-LES-CHEVREUSE (78) : OPERATIONS DE GESTION 2017 - FONCTIONNEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	42 879,00 €	70,00 %	30 015,00 €
	Montant Total de la subvention		30 015,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65734-476003-1700
476003053- Réserves naturelles régionales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT REMY LES CHEVREUSE
Adresse administrative : 2 RUE VICTOR-HUGO
78470 SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Agathe BECKER, Maire

N° SIRET : 21780575300019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement
Rapport Cadre : CR71-13 du 26/09/2013

Objet du projet : un poste de technicien de gestion des réserves naturelles régionales mutualisé entre la RNR du Val et Coteau de Saint-Rémy et celle des Etangs de Bonnelles.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La nécessité de continuité du service public et de paiement de salaire.

Objectifs :
Doter les deux Réserves Naturelles Régionales « Val et Coteau de Saint-Rémy » et « Etangs de Bonnelles » d'un technicien de gestion.

Description :
Le technicien de gestion a pour mission d'assurer la surveillance et la protection du patrimoine naturel,

culturel et paysager des deux réserves, d'informer le public et de participer aux suivis scientifiques. Il contribue à améliorer les connaissances et participe à la mise en œuvre du plan de gestion.
Le technicien de gestion assure une présence sur les réserves, auprès du public qui les fréquente et en interface avec de nombreux intervenants.

Les missions et activités principales :

1. Réaliser des activités de surveillance
• Participer à des patrouilles de surveillance sur des sites ou sur l'ensemble d'un territoire ;
• Participer au balisage règlementaire, identifier les travaux à réaliser et les dysfonctionnements ;
• Signaler les infractions et les comportements à risque, aux autorités compétentes ;
• Assurer le suivi de la fréquentation du site et repérer les usages illicites, dangereux, ou ne répondant pas aux enjeux de préservation ;
• Intervenir en situation d'urgence (alerte et secours médical, réparation d'urgence, mise en sécurité…).

2. Réaliser des suivis scientifiques :
• Participer ou réaliser des inventaires scientifiques avec observation, comptage, capture, marquage (et parfois déplacement d'animaux) ;
• Appliquer des protocoles scientifiques, fournir des données et photographies ;
• Participer à la rédaction de documents scientifiques ;
• Participer à des études d'impact lors de projets de travaux ;
• Tenir les carnets de bord journaliers des actions réalisées (état de conservation des éléments patrimoniaux, notes techniques, compte rendus et bilans d'activités).

3. Sensibiliser et informer le public :
• Accueillir le public sur le site ;
• Répondre aux sollicitations du public, des acteurs et usagers du site (élus, résidents, agriculteurs, journalistes, scientifiques…) ;
• Informer et sensibiliser les usagers sur les enjeux de la préservation ;
• Préparer et réaliser des présentations ou animations (sur le site, lors de manifestations...) ;
• Accompagner des groupes de visiteurs et de professionnels sur le terrain, en assurant la pédagogie et en veillant à leur sécurité.

Intérêt régional :
Le technicien de gestion est l'interface de la Région avec le public et les usagers qui fréquentent les deux réserves. Il relaie la politique régionale en matière de protection du patrimoine naturel. Il contribue à l'élaboration des deux plans de gestion, aux suivis scientifiques et aux actions de protection et d'entretien courant des Réserves Naturelles Régionales. Sa présence permet une bonne gestion et une bonne évolution des réserves naturelles régionales. Il anime les sites classés par la Région.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Grand public, scolaires, élus, associations.

Détail du calcul de la subvention :
« Action 3 du règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité »

Localisation géographique :

- BONNELLES
- SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Réservoirs

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Poste de technicien de gestion (2/3 EPT)	42 879,00	100,00%
Total	42 879,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	30 015,00	70,00%
Commune de Bonnelles	6 432,00	15,00%
Autofinancement	6 432,00	15,00%
Total	42 879,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €
2018	10 015,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat régional territorial	721 671,50 €
2014	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	14 000,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	12 530,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	10 500,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	48 999,99 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	17 500,00 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Investissement	17 500,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	62 814,00 €
	Montant total	905 515,49 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011636

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ACTIONS D'ANIMATION ET DE SENSIBILISATION POUR LE PROJET "COUPS D'CRAYON POUR LES HIRONDELLES" - LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX (LPO) - FONCTIONNEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Education à l'environnement vers un développement durable	22 697,49 €	35,25 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6281-171008-1700
17100801- Education à l'environnement vers un développement durable

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE FRANCAISE PROTECTION OISEAUX
Adresse administrative : 8 RUE DOCTEUR PUJOS
17300 ROCHEFORT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Allain BOUGRAIN-DUBOURG, Président

Date de publication au JO : 17 octobre 1980

N° SIRET : 78426328700103

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Education à l'environnement vers un développement durable
Rapport Cadre : CR108-13 du 21/11/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, animations prévues dès le début 2017.

Objectifs :
Ce projet de sensibilisation qui s'adresse directement aux enfants, doit venir compléter le travail de la Région sur la nécessaire présence d'espaces de nature dans les villes et les villages. Ces espaces fournissent nourriture et matériaux de construction aux hirondelles qui nichent sur les bâtis environnant.

Description :

En Ile-de-France, la biodiversité est présente dans les espaces verts, mais également dans les villes et villages. Dans le cadre du plan vert, la Région souhaite soutenir les associations qui réalisent des projets d'éducation à la biodiversité.
La problématique des hirondelles concentre à la fois les enjeux de cohabitation Homme-Faune sauvage, mais également le besoin de mélanger nature et urbanisme pour le bien-être des humains et de la faune inféodée au bâti.

Les hirondelles sont au nombre de 3 espèces en Ile-de-France, territoire qui constitue un endroit de reproduction de ces migrateurs.

Ainsi, la Ligue pour la Protection des Oiseaux d'Ile-de-France propose aux enfants de réaliser eux-mêmes une bande dessinée sur les hirondelles qui sera diffusée dans les écoles élémentaires de la région.

Ce nouveau projet pédagogique a pour but de permettre aux apprenants de faire des recherches sur les différentes espèces d'hirondelles présentes dans la région et de trouver des moyens accessibles à tous pour les préserver. A la fin de celui-ci, une restitution des connaissances et des recherches des participants sera effectuée sur un support pédagogique, sous forme de bande dessinée.

Il s'applique à développer trois notions principales :
- la notion de valeur de la nature,
- la notion de respect de l'animal et de la vie,
- la notion de responsabilité à l'égard de la nature.

Intérêt régional :
Cette action s'inscrit dans les actions menées par la région notamment sur le SRCE et Plan Vert.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- Les enfants d'écoles élémentaires.
- Les familles.
- Les lecteurs des médiathèques.
- Les habitants des communes franciliennes, et en particulier de la grande couronne.

Détail du calcul de la subvention :
Selon le dispositif "projets pédagogiques" prévu par la politique d'aide régionale en matière d'Education à l'Environnement vers un Développement durable.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- YVELINES
- ESSONNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personel	6 114,79	26,94%
Regroupement et maquettage des enfants, création et maquette de couverture	890,00	3,92%
Relecture, génération PDF, suivi fabrication	353,00	1,56%
Impression et façonnage 5000 exemplaires	15 339,70	67,58%
Total	22 697,49	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	8 000,00	35,25%
Fondation Nature et découverte (sollicitée)	10 000,00	44,06%
CD 91 (sollicitée)	2 000,00	8,81%
Fonds propres	2 697,49	11,88%
Total	22 697,49	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	5 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	10 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	39 523,57 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	3 140,00 €
2016	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement	40 000,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	7 894,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	10 500,00 €
	Montant total	116 057,57 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011957

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ANIMATION DU RESEAU ASSOCIATIF ENVIRONNEMENTAL D'ILE DE FRANCE ET PARTICIPATION AU DIALOGUE ENVIRONNEMENTAL AVEC LES INSTITUTIONS - FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien des structures dans le secteur de l'environnement	134 250,00 €	37,24 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-1700
17100803- Soutien aux associations et organismes oeuvrant pour l'environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT IDF
Adresse administrative : 2 RUE DU DESSOUS DES BERGES
75013 PARIS 13
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Dominique DUVAL, Présidente

Date de publication au JO : 13 décembre 1995

N° SIRET : 32464467300067

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien des structures dans le secteur de l'environnement
Rapport Cadre : CR108-13 du 21/11/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : S'agissant d'un soutien au programme d'actions annuel de l'organisme, les dépenses sont à considérer sur l'ensemble de l'année civile.

Objectifs :
- Améliorer le bien-être des Franciliens en mobilisant le réseau associatif pour des actions dans les domaines de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, de la protection de la nature, de la lutte contre les pollutions (air, eau, sols...) et les nuisances (bruit, déchets, nuisances aériennes...).
- Accompagner la réussite des transitions écologique et énergétique en pleine évolution institutionnelle

face à des enjeux environnementaux cruciaux.
- Faciliter le dialogue environnemental.

Description :
Les axes d'actions pluriannuelles s'inscrivent dans un plan d'actions 2016-2018 :
- Développer une veille active sur la pollution de l'Air et promouvoir la sensibilisation du public, en particulier des jeunes dans ce domaine.
- Prévenir les pollutions de l'eau et favoriser une gestion raisonnée de cette ressource : "Les sentinelles de l'eau".
- Promouvoir une réflexion sur les modes de consommation, la collecte et la gestion des déchets, mettre en place des actions préventives et curatives.
- Assurer une présence active des associations dans les évolutions du territoire institutionnel francilien (OIN, MGP, PLUI...).
- Défendre et favoriser la reconquête de la biodiversité en Ile-de-France, la protection des espaces naturels et agricoles.
- Engager une réflexion sur les transports (routiers, aériens), leur impact sur l'environnement et promouvoir la mobilité durable en Ile-de-France.
- Stabiliser la fonction de tête de réseau de FNE IDF et développer les outils et services pour les associations adhérentes.

Les axes d'action pour 2017 :
- Poursuivre l'action sur les thématiques vitales pour la protection de l'environnement et la santé des Franciliens (Air : suivi et avis sur le Plan de Protection Atmosphère régional).
- Aménagement du territoire, avec promotion d'un urbanisme respectueux des principes du développement durable (dont la protection des terres agricoles, naturelles et forestières) et participation à des colloques et groupes de travail, organisation de formation, etc.
- Etre moteur de la fonction "Sentinelles de l'environnement" des Franciliens en tant que Tête de réseau sur les combats emblématiques d'aménagement du territoire (Serre d'Auteuil/75, Triangle de Gonesse/95, Plateau de Saclay/78 et 91, etc., en appui des fédérations et associations adhérentes afin de valoriser leurs actions et en réactualisant la carte des points noirs et verts environnementaux en Ile-de-France et adhérant au projet "Sentinelles de l'environnement".
- Conduire des actions de communication sur des thématiques identifiées, poursuivre la modernisation des outils numériques et leur appropriation par les fédérations départementales, mobiliser de nouveaux bénévoles.
- Participer aux choix d'aménagement importants pour l'Ile-de-France (Métropole du Grand Paris, candidatures de Paris aux Jeux olympiques 2014 et à l'Exposition universelle 2025).
- Engager la Fédération dans une évolution de ses statuts et une professionnalisation de ses modalités d'action (juridique, organisation, mise en réseau des compétences, partenariats inscrits dans la durée,etc.).

Intérêt régional :
FNE Île-de-France constate une montée en puissance, année après année, de la demande à participer à des groupes de travail, des instances de concertation, des organismes régionaux....
La disponibilité de ses bénévoles est limitée, mais surtout elle doit être encouragée par une structuration de l'union régionale avec l'embauche de chargés de mission qui peuvent les épauler sur telle ou telle thématique. Cet appui offert aux bénévoles doit aussi permettre de faire face à toujours plus de technicités sur les divers domaines environnementaux.
En outre, FNE Île-de-France a souhaité construire un programme pluriannuel 2016/2018 en cohérence avec l'évolution des compétences des territoires (MGP, loi NOTRE) et avec les priorités de la Région Île-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tout public. En effet, l'ensemble des franciliens peut bénéficier de l'action de la FNE Ile-de-France.

Détail du calcul de la subvention :
Selon le module "soutien aux têtes de réseaux" prévu par le dispositif de soutien aux structures dans le secteur de l'Environnement.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	38 900,00	28,98%
Services extérieurs	25 150,00	18,73%
Autres services extérieurs	20 582,00	15,33%
Charges de personnel	49 618,00	36,96%
Total	134 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	50 000,00	37,24%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	6 100,00	4,54%
Subvention Etat (sollicitée)	30 000,00	22,35%
Subvention Commune de Paris (sollicitée)	15 000,00	11,17%
Cotisations, dons manuels ou legs...	18 000,00	13,41%
Aides privées	15 000,00	11,17%
Produits financiers	150,00	0,11%
Total	134 250,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations dans le domaine de l'environnement.	40 000,00 €
2014	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement	45 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	21 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	55 000,00 €
2016	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement	50 000,00 €
	Montant total	211 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013799

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LEPOLES - EIE - CHANTIER INSERTION LA CARAVELLE (92) - ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	227 893,00 €	10,62 %	24 200,00 €
	Montant Total de la subvention		24 200,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-1700
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LEPOLES
Adresse administrative : 11 ALL SAINT EXUPERY
92390 VILLENEUVE LA GARENNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame LOUISA CHERIFI, Autre

Date de publication au JO : 11 novembre 2000

N° SIRET : 43249772500031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : EIE - CHANTIER INSERTION LA CARAVELLE - ANNEE 3

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet mutipartenarial et pluriannuel, le projet a dû débuter sans attendre l'accord de financement de la Région Ile-de-France

Objectifs :
Les objectifs sont de :
- Répondre aux besoins de l'AFUL et des habitants en assurant le nettoyage urbain du quartier de la Caravelle
- Assurer une démarche de tri sélectif des déchets végétaux et urbains et une sensibilisation des habitants sur le ramassage et le tri des déchets

- Assurer l’intégration professionnelle et l’accompagnement social des habitants de la Caravelle en leur proposant un parcours préprofessionnalisant aux métiers du nettoyage .
- Répondre à des besoins de recrutement exprimés des entreprises et collectivités sur ces types de métiers
- Permettre aux salariés d’acquérir en complément de la formation technique une formation théorique dans l'entretien des voiries.
La conjugaison de ces objectifs devrait permettre de répondre aux besoins exprimés par les collectivités et les entreprises et d’insérer professionnellement des personnes en recherche d’emploi.

Description :
Le Pole solidaire (LePoleS) est implanté au cœur de la cité de la caravelle dont la gestion des résidences et espaces est assurée par une Association Foncière Urbaine Libre (AFUL). L’AFUL de la Caravelle a passé un marché visant l’entretien des parties communes extérieures, des espaces plantés et parking extérieurs, mais aussi le ramassage des encombrants sur l’ensemble du quartier de la Caravelle. Cette Cité comprend plus de 1 700 logements et concentre un quart de la population de Villeneuve-la-Garenne soit près de 8000 habitants.
Le Pole solidaire s’engage dans le développement d’activités de proximité afin de développer l’employabilité durable des habitants de ce quartier dit « sensible ». Ainsi en cohérence avec ses valeurs et les objectifs de l’Agenda 21, lePoleS s’est positionné sur ce marché en y intégrant une démarche de développement durable et d’écocitoyenneté par le biais du tri sélectif et de démarches de sensibilisation auprès des habitants.

Les salariés sont intégrés au sein d’une équipe sous l’autorité d’un encadrant technique, pour mener l'entretien des parties communes extérieures des résidences de la Caravelle (17 000 mètres carrés).

Intérêt régional :
Diminution des déchets, propreté des espaces.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
10 postes en CDD et CDI à 35h par semaine
Les habitants de la Caravelle sont des personnes rencontrant des difficultés particulières d’insertion sociale ou professionnelle, des jeunes sans qualification, des bénéficiaires du RSA et de l’ASS, des seniors, des demandeurs d’emploi de longue durée.

Détail du calcul de la subvention :
Selon le règlement d'intervention "emploi insertion environnement".

Localisation géographique :
- VILLENEUVE-LA-GARENNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Tenues de travail et petits outillages	4 000,00	1,76%
Salaire encadrant + salaire formateur + personnes en parcours + charges sociales	223 893,00	98,24%
Total	227 893,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
EIE	24 200,00	10,62%
ETAT AIDE AUX POSTES	80 000,00	35,10%
DEPARTEMENT 92	8 000,00	3,51%
MARCHE AFUL	115 693,00	50,77%
Total	227 893,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	24 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	25 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	75 440,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	9 400,00 €
2016	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	200 000,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	46 230,00 €
	Montant total	331 070,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013865

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LEPOLES - EIE - CHANTIER D'INSERTION VILLENEUVE-LA-GARENNE (92) - ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	218 600,00 €	10,08 %	22 030,00 €
		Montant Total de la subvention	22 030,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-1700
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LEPOLES
Adresse administrative : 11 ALL SAINT EXUPERY
92390 VILLENEUVE LA GARENNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame LOUISA CHERIFI, Autre

Date de publication au JO : 11 novembre 2000

N° SIRET : 43249772500031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : EIE - CHANTIER D'INSERTION VILLENEUVE-LA-GARENNE - ANNEE 3

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multipartenarial et pluriannuel, le projet a dû débuter sans attendre l'accord de financement de la Région Ile-de-France

Objectifs :
- Proposer un parcours préprofessionnalisant aux métiers de l'entretien des espaces urbains minéraux et végétaux en faisant appel aux techniques de collectes, de tri des déchets et de nettoyage.
- Répondre à des besoins de recrutement exprimés par les entreprises et collectivités.
- Permettre d'acquérir en complément de la formation technique une formation théorique dans l'entretien des voiries ou des espaces verts.

Description :
Dans le cadre de ses marchés, la Commune de Villeneuve-la-Garenne confie depuis plusieurs années à des prestataires la majorité de l'entretien des espaces verts de la ville. Afin de répondre aux objectifs de développement durable de l'agenda 21 de la commune, LePoleS, entreprise d'insertion, s'engage dans une démarche environnementale qualité qui consiste à ne plus utiliser de produits phytosanitaires sur les surfaces minérales et végétales dont elle a l'entretien. La mise en œuvre de ce projet repose sur l'analyse du secteur d'activité de traitement et gestion des végétaux qui sont créateurs d'emplois.

Les salariés sont intégrés au sein d'une équipe sous l'autorité de l'encadrant technique.
Ils effectuent des tâches d'entretien manuel et mécanique des espaces végétaux et minéraux, la collecte et tri des déchets végétaux, l'entretien de massifs floraux.

Intérêt régional :
Diminution des déchets, gestion favorable à la biodiversité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
10 personnes seront recrutés à 35 heures sur ce chantier.
Nous ciblons les habitants de la Commune de Villeneuve-la-Garenne et plus particulièrement les habitants des quartiers prioritaires.
Ce sont des personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion sociale ou professionnelle : jeunes sans qualification, bénéficiaires du RSA et de l'ASS, seniors, demandeurs d'emploi de longue durée.

Détail du calcul de la subvention :
Selon le règlement d'intervention "emploi insertion environnement".

Localisation géographique :
- VILLENEUVE-LA-GARENNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Tenue de travail + matériel	5 000,00	2,29%
Salaire encadrant + salariés en parcours + salaire formateur	213 600,00	97,71%
Total	218 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ETAT AIDES AUX POSTES	102 170,00	46,74%
DEPARTEMENT 92	10 000,00	4,57%
EIE	22 030,00	10,08%
MARCHE PUBLIC	84 400,00	38,61%
Total	218 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	22 030,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	25 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	75 440,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	9 400,00 €
2016	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	200 000,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	46 230,00 €
	Montant total	331 070,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022774

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : CONFLUENCES CHANTIERS D'INSERTION - ESPACES VERTS/COMPOSTAGE - ANNEE 2

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	274 635,79 €	6,37 %	17 500,00 €
	Montant Total de la subvention		17 500,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-1700
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CONFLUENCES CHANTIERS D'INSERTION
Adresse administrative : 28 RUE JOACHIM DU BELLAY
94110 ARCUEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRAN OIS HUBERT, Directeur

Date de publication au JO : 14 janvier 2012

N° SIRET : 75175905100012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : DEMANDE DE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multipartenarial et pluriannuel, le projet a dû débuter sans attendre l'accord du financement de la Région Ile-de-France

Objectifs :
Au sein du territoire de la communauté d'agglomération du Val de Bièvre, aujourd'hui devenu Etablissement Public territorial 12 :
- entretien et aménagement d'espaces naturels,
- réduction des déchets à travers la réalisation d'une action innovante de compostage collectif en école primaire.

Moyens mis en œuvre :
- Encadrement et la formation d'une équipe de huit salariés en insertion,
- Réalisation des chantiers
- Accompagnement socio-professionnel
- Suivi des salariés dans leur parcours d'insertion.

Intérêt régional :
Réduction des déchets, propreté des espaces.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ce dispositif est destiné à un public jeune et adulte, éloigné conjoncturellement ou structurellement de l'emploi (DELD, niveau V ou infra V, personnes sous mains de justice, personnes ayant la RQTH, ...).

Détail du calcul de la subvention :
Selon le règlement d'intervention "emploi insertion environnement".

Localisation géographique :
- T12 (EPT12 / 94-VAL DE MARNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de marchandises et matières premières	26 909,44	9,80%
Services extérieurs	18 212,78	6,63%
Autres services extérieurs	8 492,18	3,09%
Impôts, taxes et versements assimilés	2 909,78	1,06%
Salaires et traitements et charges	202 188,85	73,62%
Dotation aux amortissements	15 873,76	5,78%
Dotations aux provisions	49,00	0,02%
Total	274 635,79	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes	99 595,62	36,26%
Subvention collectivité attribuée	21 290,00	7,75%
Subvention Département 94 (attribuée)	16 350,00	5,95%
Subvention Région fonds de transition IAE	10 000,00	3,64%
EIE encadrant technique	17 500,00	6,37%
Aides au postes CUI-CAE	1 577,99	0,57%
CDDI	98 371,02	35,82%
Emploi Tremplin Projet	6 916,16	2,52%
Transfert de charges	3 035,00	1,11%
Total	274 635,79	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	17 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	19 506,00 €
2014	Soutien aux associations dans le domaine de l'environnement.	5 000,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	44 358,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	14 000,00 €
	Montant total	82 864,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011428

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AEV - ACQUISITION D'ESPACES VERTS REGIONAUX - SOLDE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes	260 000,00 €	100,00 %	260 000,00 €
	Montant Total de la subvention		260 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-238-176001-1700
17600101- Acquisition d'espaces verts régionaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame ANNE CABRIT, Présidente

N° SIRET : 28750005200074

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes
Rapport Cadre : CR12-14 du 13/02/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Affectation nécessaire à la mise en oeuvre du programme d'acquisitions foncières de l'AEV.

Objectifs :
Poursuite du programme d'action 2017 de l'Agence des Espaces Verts, établissement public régional à caractère administratif, chargé de mettre en oeuvre la politique régionale en matière d'espaces verts, de forêts et de promenades, et de coordonner en ces domaines les actions de la Région avec celles de l'Etat et de ses établissements publics.

Description :
Les autorisations de programme porteront sur l'acquisition des espaces naturels et boisés inscrits dans le périmètre de DUP sur la commune de Cormeilles-en-Parisis (95) au sein du PRIF des Buttes du Parisis.

Intérêt régional :
Mise en oeuvre de la convention d'objectifs et de moyens fixant pour 2014-2018 les orientations prioritaires en matière d'espaces verts, naturels et agricoles.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter des stagiaires ou alternants, conformément à l'avenant n° 4 à la convention AEV/Région.

Détail du calcul de la subvention :
Application de la convention quinquennale d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et l'Agence des Espaces Verts relative au CR n° 12-14 du 13 février 2014.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	260 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	391 757,50 €
2014	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2014	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 940 000,00 €
2014	Réserves Naturelles Régionales Investissement	645 534,00 €
2014	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	19 850 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	14 137,53 €
2015	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2015	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 050 000,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	597 291,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	339 106,00 €
2015	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	20 950 000,00 €

2016	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2016	OA / Agence des espaces verts (AEV)	9 660 000,00 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	524 763,06 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Investissement	769 107,50 €
2016	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	9 400 000,00 €
2017	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2017	OA / Agence des espaces verts (AEV)	9 081 760,00 €
2017	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	645 031,69 €
2017	Réserves Naturelles Régionales Investissement	273 430,30 €
2017	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes	4 560 000,00 €
	Montant total	87 581 918,58 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011432

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AEV - AMENAGEMENT D'ESPACES VERTS REGIONAUX - SOLDE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes	2 472 950,00 €	100,00 %	2 472 950,00 €
	Montant Total de la subvention		2 472 950,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204162-176001-1700
17600102- Aménagements d'espaces verts régionaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame ANNE CABRIT, Présidente

N° SIRET : 28750005200074

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes
Rapport Cadre : CR12-14 du 13/02/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Affectation nécessaire à la mise en oeuvre de la poursuite du programme d'aide à l'acquisition et à l'aménagement d'espaces verts de l'AEV.

Objectifs :
Affectation nécessaire à la poursuite de la mise en oeuvre du programme d'action 2017 de l'Agence des Espaces Verts, établissement public régional à caractère administratif, chargé de mettre en oeuvre la politique régionale en matière d'espaces verts, de forêts et de promenades, et de coordonner en ces domaines les actions de la Région avec celles de l'Etat et de ses établissements publics.

Description :
Les projets d'aménagement 2017 porteront entre-autre sur :

- tous secteurs : sécurisation du domaine régional (abattages de sécurité le long des chemins, aménagements de lutte contre les incivilités, remise en état de terrains occupés de manière illicite, sécurisation vis-à-vis des risques naturels) ; amélioration de l'accueil du public ; études naturalistes préalables aux aménagements forestiers ; actions de desserte forestière (Montgé, Rosny et Ferrières) ;

- les Buttes du Parisis (95) : suite à de nombreuses incivilités se déroulant au sommet de la butte des Châtaigniers, une réflexion et des études sur la mise en sécurité du sommet côté Ville de Sannois vont être engagées, en lien avec la commune. La présence de galeries souterraines sous le talus de la butte des Châtaigniers nécessite des suivis particuliers. La première tranche des travaux de mise en valeur du site des Cascades de Montigny débutera avec les travaux hydrauliques ;

- la Butte Pinson (93-95) : le site présente de nombreuses carrières souterraines non remblayées, en mauvais état, divers travaux de mise en sécurité doivent être engagés afin de maintenir le site ouvert au public ;

- Montjean (91-94) : l'étude agricole de 2015-2016, portée avec les partenaires locaux, a proposé différents scénarii de reconversion du site agricole. Les démarches en cours seront poursuivies par une étude de faisabilité ;

- le Moulin des Marais (77) : projet d'aménagement pour l'ouverture au public du site : création de cheminements au travers de la forêt et réaménagement des ouvrages hydrauliques autour du puit artésien ;

- des travaux sylvicoles : selon les recommandations des documents d'aménagement forestier établis pour différentes forêts régionales, un programme de travaux sylvicoles doit être mis en œuvre, comprenant des interventions sur les jeunes peuplements – dépressages, dégagements, broyages de cloisonnements, enlèvement des protections anti-gibier, regarnis, …
Au titre de cette affectation, 672 950 € correspondant au reversement des produits de cession 2016.

Intérêt régional :

Mise en oeuvre de la convention d'objectifs et de moyens fixant pour 2014-2018 les orientations prioritaires en matière d'espaces verts, naturels et agricoles.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter des stagiaires ou alternants conformément à l'avenant n° 4 à la convention AEV/Région.

Détail du calcul de la subvention :
Application de la convention quinquennale d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et l'Agence des Espaces Verts approuvée en CR n°12-14 du 13 février 2014.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement d'espaces verts régionaux	2 472 950,00	100,00%
Total	2 472 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	2 472 950,00	100,00%
Total	2 472 950,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 472 950,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	391 757,50 €
2014	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2014	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 940 000,00 €
2014	Réserves Naturelles Régionales Investissement	645 534,00 €
2014	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	19 850 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	14 137,53 €
2015	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2015	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 050 000,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	597 291,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	339 106,00 €
2015	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	20 950 000,00 €
2016	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2016	OA / Agence des espaces verts (AEV)	9 660 000,00 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	524 763,06 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Investissement	769 107,50 €
2016	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	9 400 000,00 €
2017	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2017	OA / Agence des espaces verts (AEV)	9 081 760,00 €
2017	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	645 031,69 €
2017	Réserves Naturelles Régionales Investissement	273 430,30 €
2017	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement	4 560 000,00 €

	des propriétés régionales et subventions à divers organismes	
	Montant total	87 581 918,58 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011447

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AEV - TEGEVAL - SOLDE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes	720 000,00 €	100,00 %	720 000,00 €
	Montant Total de la subvention		720 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-238-176001-1700
17600104- Tégéval

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame ANNE CABRIT, Présidente

N° SIRET : 28750005200074

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes
Rapport Cadre : CR12-14 du 13/02/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Affectation nécessaire à la mise en oeuvre de la poursuite du programme 2017 du projet TEGEVAL.

Objectifs :
Le parcours, d'une longueur de 20 km à travers le Val-de-Marne, s'étend de la base de loisirs de Créteil (94) jusqu'à la forêt domaniale de Notre-Dame et au Chemin des roses à Santeny (94). Huit communes situées dans le 91 et le 94 sont traversées : Créteil, Valenton, Limeil-Brévannes, Yerres, Villecresnes, Mandres-les-Roses, Marolles-en-Brie et Santeny. Il permettra d'offrir aux Franciliens un axe privilégié

réservé aux circulations douces dans le sud-est de la région.

La Tégéval répond à des enjeux urbains, sociaux et environnementaux.

Description :
Le Syndicat Mixte d'Etude et de Réalisation (SMER) la Tégéval prévoit la poursuite des aménagements dans la ZAC du Val-Pompadour à Valenton, le démarrage des travaux de réaménagement du pont des voies SNCF de la grande ceinture à Valenton et de la traversée de la rue Foreau à Villecresnes. Des interventions de sauvegarde des milieux naturels sont par ailleurs programmées au fur et à mesure des acquisitions. Il s'agit également de poursuivre la démarche participative avec la mise en œuvre des animations issues de l'appel à projets « Animons la Tégéval ! ». La déclinaison du programme de signalétique sera également engagée pour un déploiement progressif.

Intérêt régional :
Création d'une liaision verte au sud-est de la région, qui permettra de développer les modes actifs de déplacement, tout en préservant les milieux naturels, en créant un maillage vert par la mise en réseau des espaces verts et naturels et en renforçant la présence de la nature en ville. (Plan Vert).

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter des stagiaires ou alternants, conformément à l'avenant n°4 à la convention AEV/Région.

Détail du calcul de la subvention :
Application de la convention quinquennale d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et l'Agence des Espaces Verts relative au CR n°12-14 du 13 février 2014.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	720 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	391 757,50 €
2014	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2014	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 940 000,00 €

2014	Réserves Naturelles Régionales Investissement	645 534,00 €
2014	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	19 850 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	14 137,53 €
2015	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2015	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 050 000,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	597 291,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	339 106,00 €
2015	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	20 950 000,00 €
2016	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2016	OA / Agence des espaces verts (AEV)	9 660 000,00 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	524 763,06 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Investissement	769 107,50 €
2016	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	9 400 000,00 €
2017	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2017	OA / Agence des espaces verts (AEV)	9 081 760,00 €
2017	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	645 031,69 €
2017	Réserves Naturelles Régionales Investissement	273 430,30 €
2017	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes	4 560 000,00 €
	Montant total	87 581 918,58 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011454

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AEV - ACQUISITION D'ESPACES AGRICOLES REGIONAUX - SOLDE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes	260 000,00 €	100,00 %	260 000,00 €
	Montant Total de la subvention		260 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-238-176001-1700
17600105- Acquisition d'espaces agricoles régionaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGCE ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 90 AV DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Madame ANNE CABRIT, Présidente

N° SIRET : 28750005200074

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes
Rapport Cadre : CR12-14 du 13/02/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Affectation nécessaire à la mise en oeuvre du programme d'acquisition des terres agricoles.

Objectifs :
Réaliser des acquisitions dans le cadre de la veille foncière, en lien avec la SAFER (Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural) : vente à des non-agriculteurs, prix spéculatifs,etc.

Intérêt régional :

Mise en oeuvre de la convention d'objectifs et de moyens signée avec la Région fixant pour 2014-2018 les orientations prioritaires en matière d'espaces verts naturels et agricoles.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter des stagiaires ou alternants, conformément à l'avenant n° 4 à la convention AEV/Région.

Détail du calcul de la subvention :
Application de la convention quinquennale d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et l'Agence des Espaces Verts approuvée en CR n°12-14 du 13 février 2014.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	260 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	391 757,50 €
2014	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2014	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 940 000,00 €
2014	Réserves Naturelles Régionales Investissement	645 534,00 €
2014	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	19 850 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	14 137,53 €
2015	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2015	OA / Agence des espaces verts (AEV)	10 050 000,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	597 291,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	339 106,00 €
2015	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	20 950 000,00 €
2016	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2016	OA / Agence des espaces verts (AEV)	9 660 000,00 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	524 763,06 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Investissement	769 107,50 €
2016	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagemnt	9 400 000,00 €

	des propriétés régionales et subventions à divers organismes.	
2017	Garanties de recettes Vaires/Torcy	200 000,00 €
2017	OA / Agence des espaces verts (AEV)	9 081 760,00 €
2017	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	645 031,69 €
2017	Réserves Naturelles Régionales Investissement	273 430,30 €
2017	Soutien à l'agence des espaces verts pour l'acquisition et l'aménagement des propriétés régionales et subventions à divers organismes	4 560 000,00 €
	Montant total	87 581 918,58 €

ANNEXE N° 3 : AVIS DU CSRPN DU 28/09/2017 SUR L'AUTORISATION DE TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU SENTIER D'INTERPRETATION DE LA RNR DU BASSIN DE LA BIEVRE (92)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA REGION
D'ÎLE-DE-FRANCE

îledeFrance

CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

CONSEIL SCIENTIFIQUE RÉGIONAL DU PATRIMOINE NATUREL DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

Séance du 28 septembre 2017

Avis sur l'autorisation de travaux d'aménagement du sentier d'interprétation de la Réserve Naturelle Régionale du Bassin de la Bièvre (92)

Suite à la présentation du dossier de demande d'autorisation de travaux conformément aux articles L332-9 et R333-44 du Code de l'Environnement concernant la procédure « modification de l'état et de l'aspect de la réserve ».

Ces travaux d'aménagement ont été prévus au plan de gestion de la réserve et répondent à l'enjeu n°3 « Valorisation du patrimoine naturel de la réserve naturelle régionale », l'objectif prioritaire n°3.1 « Offrir des moyens de découverte du patrimoine naturel pour tous publics » via l'action TU8 « Aménagement du sentier d'interprétation et mise en place du mobilier s'y rapportant ».
Le plan de gestion a été adopté par délibération du Conseil régional en novembre 2014. Les co-gestionnaires (SIAAP et CORIF) prévoient la réalisation d'un sentier d'interprétation accessible à tous, notamment aux personnes à mobilité réduite et aux malvoyants. Ce projet a fait l'objet d'une concertation auprès des acteurs locaux depuis 2013 et d'une validation en comité consultatif de gestion en 2015.

Avis du CSRPN d'Ile-de France

Le SIAAP et le CORIF, accompagnés par le bureau d'étude OCTOBRE Environnement, ont présenté un projet de sentier d'interprétation au bord du bassin de la Bièvre à Antony, qui affecte la RNR du Bassin de la Bièvre et ses abords. Ce projet intègre, outre l'aménagement d'un cheminement qui longe le site, le remplacement de l'actuel observatoire, et l'aménagement de nouveaux points d'observation et d'accueil.

Le CSRPN a trouvé que le dossier était bien étayé et apportait l'ensemble des éléments nécessaires à l'évaluation de l'impact du projet. Concernant le projet lui-même, le CSRPN a trouvé que ce projet d'aménagement était bien calibré : en particulier, le projet proposé est en bonne adéquation à la fois avec les enjeux de conservation de la nature au sein de la RNR, et avec les enjeux paysagers et pédagogiques. A l'évidence, la qualité de ce calibrage résulte de la qualité des interactions entre les différents acteurs impliqués dans ce projet, afin de trouver les meilleures solutions possibles.

Le CSRPN constate que l'impact des travaux sur la faune et la flore a été réduit au minimum possible, en particulier concernant les impacts à l'intérieur de la RNR. Le CSRPN insiste cependant sur un point de vigilance : cet impact ne sera vraiment minimum que si le calendrier proposé est correctement respecté lors des travaux. Par ailleurs, même si le bénéfice pour la RNR n'est pas d'ordre faunistique et floristique, mais en termes d'accessibilité, de visibilité de la réserve et de sa fréquentation à des fins pédagogiques, le projet d'aménagement doit bien apporter un bénéfice pour la réserve, bénéfice qui est en cohérence avec le plan de gestion de la RNR.
Au regard de ces éléments, le CSRPN donne un avis favorable à la réalisation des travaux impactant la RNR, en insistant sur l'importance du respect du calendrier compte-tenu des enjeux faunistiques.

Adopté à l'unanimité
Sur proposition de la REGION Île-de-France

Le 28 septembre 2017

La Présidente du Conseil scientifique régional
du patrimoine naturel régional



Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-408

DU 18 OCTOBRE 2017

AFFECTATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME EN FAVEUR DE L'EAU, DES MILIEUX AQUATIQUES ET HUMIDES - QUATRIÈME AFFECTATION 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 210-1 et suivants ;

VU Le décret d'approbation du SDRIF n° 2013-1241 du 27 décembre 2013, portant approbation du SDRIF

VU La délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013 relative à l'adoption du schéma directeur de la région Ile-de-France

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015, relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;

VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, relative à la mise en œuvre de la mesure « 100 000 stages » pour les jeunes franciliens » ;

VU La délibération n° CR 103-16 du 22 septembre 2016, relative à la nouvelle stratégie régionale dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides ;

VU La délibération n° CP 12-816 du 21 novembre 2012, approuvant le contrat de partenariat entre l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et la Région ;

VU La délibération n° CP 16-313 du 16 novembre 2016 approuvant les nouvelles conventions types dans le domaine de l'Eau, des milieux aquatiques et humides ;

VU La délibération n° CP 16-546 du 13 décembre 2016, relative à l'approbation du règlement d'intervention en faveur de l'Eau, des milieux aquatiques et humides ;

VU Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2016-2021 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands, adopté le 5 novembre 2015 par le Comité de bassin et Arrêté le 1er décembre 2015 par le Préfet coordonnateur de bassin ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-408 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Décide, pour **la protection et la restauration des milieux aquatiques**, d'attribuer à chaque maître d'ouvrage des opérations présentées dans les fiches projets ci-jointes en annexe 2 - à l'exception des celles présentées dans le fiches numérotées : 17011512, 17013996 et 17011963 – une subvention dont le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de la participation régionale à la base subventionnable de chaque projet, pour un montant total de 342 705.50 €.

Subordonne l'attribution des subventions supérieures à 23 000 € à la conclusion de conventions conformes au modèle approuvé par la délibération n° CP 16-313 (article 17) modifié par la délibération n° CR 2017-51 susvisées, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet, un montant d'autorisations de programme de 342 705.50 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement » code fonctionnel 71 « Actions transversales » programme HP 71 009 (1 71 009) « Actions territorialisées » - Action 1 71 009 03 « Protection et restauration des milieux aquatiques – Actions territorialisées » du budget 2017.

Article 2

Décide, pour **la prévention des risques d'inondations et la maîtrise des ruissellements** , d'attribuer à chaque maître d'ouvrage des opérations présentées dans les fiches projets numérotées 17011512, 17013996 et 17011963 ci-jointes en annexe 2 – une subvention dont le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de la participation régionale à la base subventionnable de chaque projet, pour un montant total de 95 753.26 €.

Subordonne l'attribution des subventions supérieures à 23 000 € à la conclusion de conventions conformes au modèle approuvé par la délibération n° CP 16-313 (article 17) modifié par la délibération n° CR 2017-51 susvisées, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet, un montant d'autorisations de programme de 95 753.26 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement » - code fonctionnel 74 « politique de l'Eau » programme HP 74 001 (1 74 001) « prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements » - Action 1 74 001 01 « Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements » du budget 2017.

Article 3

En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier susvisé, autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions, définies aux articles 1 et 2 de la présente délibération, à compter des dates inscrites dans le tableau ci-dessous, au regard des motifs exposés dans les fiches projets correspondantes ci-annexées.

n° IRIS	Bénéficiaire	Dossier	Date prévisionnelle de démarrage
17007187	SIAVB SYNDICAT MIXTE ASSAINISSEMENT VALLEE DE LA BIEVRE	REALISATION DE LA PHASE 2 DE L'OPERATION PHYT'EAU BIEVRE	01/07/2017
17009893	COMMUNE DE FOURQUEUX	DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF PAR LA COMMUNE DE FOURQUEUX	01/07/2017
17011090	COMMUNE DE BEAUCHERY SAINT MARTIN	DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE BEAUCHERY-SAINT-MARTIN	15/04/2017
17011152	PARIS VALLEE DE LA MARNE	DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF POUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE	01/07/2017
17003407	COMMUNE DE SAINT CYR L'ECOLE	DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE SAINT-CYR-L'ECOLE	01/03/2017
17013996	VALLEE RU DE PRESLES SIA	ETUDE DE DEFINITION DES TRAVAUX DE RENATURATION ET D'AMENAGEMENTS VEGETALISES POUR LA MAITRISE DES RUISSELLEMENTS SUR LES COMMUNES DE MAFFLIERS ET ST-MARTIN-DU-TERTRE	01/09/2017
17011512	COMMUNE DE SURESNES	TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DE LA RUE DU DOCTEUR MAGNAN A SURESNES	01/08/2017

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N° 1 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-408	Budget	2017

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**171009 - Actions territorialisées**
Action	**17100903 - Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées**

Dispositif : N° 00000215 - Politique de l'eau-Investissement

Dossier	17003407 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE SAINT-CYR-L'ECOLE			
Bénéficiaire	R703 - COMMUNE DE SAINT CYR L'ECOLE			
Localisation	SAINT-CYR-L'ECOLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 370,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 900,00 €	HT	30 %	8 370,00 €	

Dossier	17003521 - RENATURATION DU RU DES HAULDRES A MOISSY-CRAMAYEL, SECTEUR DE LA ZAC DE CHANTELOUP AU DROIT DU BASSIN JATTEAU			
Bénéficiaire	R3937 - EPA SENART			
Localisation	MOISSY-CRAMAYEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	262 790,50 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 313 952,50 €	HT	20 %	262 790,50 €	

Dossier	17007110 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE D'ANNET-SUR-MARNE			
Bénéficiaire	R237 - COMMUNE D'ANNET SUR MARNE			
Localisation	ANNET-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 823,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 411,50 €	HT	21,24 %	5 823,00 €	

Dossier	17007187 - REALISATION DE LA PHASE 2 DE L'OPERATION PHYT'EAU BIEVRE			
Bénéficiaire	R1707 - SIAVB SYNDICAT MIXTE ASSAINISSEMENT VALLEE DE LA BIEVRE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 358,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
57 000,00 €	HT	9,4 %	5 358,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-408	Budget	2017

Dossier	17008907 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE DAMMARTIN-EN-GOELE			
Bénéficiaire	R370 - COMMUNE DE DAMMARTIN EN GOELE			
Localisation	DAMMARTIN-EN-GOELE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 567,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 557,50 €	HT	15,5 %	2 567,00 €	

Dossier	17009893 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF PAR LA COMMUNE DE FOURQUEUX			
Bénéficiaire	R583 - COMMUNE DE FOURQUEUX			
Localisation	FOURQUEUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 124,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 620,00 €	HT	20 %	4 124,00 €	

Dossier	17010427 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE DAVRON			
Bénéficiaire	R563 - COMMUNE DE DAVRON			
Localisation	DAVRON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	481,60 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 408,00 €	HT	20 %	481,60 €	

Dossier	17011090 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE BEAUCHERY-SAINT-MARTIN			
Bénéficiaire	R257 - COMMUNE DE BEAUCHERY SAINT MARTIN			
Localisation	BEAUCHERY-SAINT-MARTIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	600,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 000,00 €	HT	4 %	600,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-408	Budget	2017

Dossier	17011152 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF POUR LE TERRITOIRE DE LA CA PARIS VALLEE DE LA MARNE			
Bénéficiaire	P0034597 - PARIS VALLEE DE LA MARNE			
Localisation	CA PARIS VALLEE DE LA MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	27 990,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
90 000,00 €	HT	31,1 %	27 990,00 €	

Dossier	17011423 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE SAINT-ESCOBILLE			
Bénéficiaire	R1197 - COMMUNE DE SAINT ESCOBILLE			
Localisation	SAINT-ESCOBILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 415,90 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 053,00 €	HT	30 %	2 415,90 €	

Dossier	17011424 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE SAMOREAU			
Bénéficiaire	R914 - COMMUNE DE SAMOREAU			
Localisation	SAMOREAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 693,50 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 645,00 €	HT	30 %	4 693,50 €	

Dossier	17011427 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE COLLEGIEN			
Bénéficiaire	R339 - COMMUNE DE COLLEGIEN			
Localisation	COLLEGIEN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 100,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	HT	17 %	5 100,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-408	Budget	2017

Dossier	17011781 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE VILLECRESNES			
Bénéficiaire	R9 - COMMUNE DE VILLECRESNES			
Localisation	VILLECRESNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 400,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 000,00 €	HT	40 %	4 400,00 €	

Dossier	17012228 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE MONTMORENCY			
Bénéficiaire	R165 - COMMUNE DE MONTMORENCY			
Localisation	MONTMORENCY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 992,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
26 643,00 €	HT	30 %	7 992,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000215 - Politique de l'eau-Investissement	342 705,50 €

Total sur l'imputation 907 - 71 - 171009 - 17100903	342 705,50 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**74 - Politique de l'eau**
Programme	**174001 - Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements**
Action	**17400101 - Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements.**

Dispositif : N° 00000215 - Politique de l'eau-Investissement

Dossier	17011512 - TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DE LA RUE DU DOCTEUR MAGNAN A SURESNES			
Bénéficiaire	R1040 - COMMUNE DE SURESNES			
Localisation	SURESNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	46 829,26 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
156 097,53 €	HT	30 %	46 829,26 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-408	Budget	2017

Dossier	17011963 - GESTION ALTERNATIVE DES EAUX PLUVIALES A L'OCCASION DE LA REHABILITATION DE L'ECOLE MARIE CURIE A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE			
Bénéficiaire	R705 - COMMUNE DE SAINT GERMAIN EN LAYE			
Localisation	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	36 524,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
91 310,00 €	HT	40 %	36 524,00 €	

Dossier	17013996 - ETUDE DE DEFINITION DES TRAVAUX DE RENATURATION ET D'AMENAGEMENTS VEGETALISES POUR LA MAITRISE DES RUISSELLEMENTS SUR LES COMMUNES DE MAFFLIERS ET ST-MARTIN-DU-TERTRE			
Bénéficiaire	R10104 - VALLEE RU DE PRESLES SIA			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 400,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
62 000,00 €	HT	20 %	12 400,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000215 - Politique de l'eau-Investissement	95 753,26 €

Total sur l'imputation 907 - 74 - 174001 - 17400101	95 753,26 €

ANNEXE N°2 : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003407

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE SAINT-CYR-L'ECOLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	27 900,00 €	30,00 %	8 370,00 €
	Montant Total de la subvention		8 370,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT CYR L'ECOLE
Adresse administrative : SQ HOTEL DE VILLE
78210 SAINT-CYR-L'ECOLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard DEBAIN, Maire

N° SIRET : 21780545600019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, le désherbage doit débuter dès le printemps.

Objectifs :
Depuis le 1er janvier 2017, la collectivité s'est engagée dans la politique « Zéro phyto » sur ses espaces publics y compris les cimetières. La collectivité bénéficiera de l'animation « Zéro phyto » portée sur ce territoire par la Société des Eaux de Versailles et de Saint-Cloud (SEVESC) qui conduira entre autres à l'établissement d'un plan de gestion. Aujourd'hui la commune s'est déjà engagée vers une gestion plus « écologique » avec la mise en œuvre de paillages des massifs et un fauchage tardif des espaces verts.

Description :
Pour remplir ses objectifs, la commune souhaite s'équiper d'un matériel alternatif à l'usage des phytosanitaires et au binage manuel, soit l'acquisition d'une balayeuse-desherbeuse équipée de brosses mécaniques pour traiter les 33.70 Km de routes soit 67.4 Km de trottoirs communaux.

Intérêt régional : Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.
Cette aide tient compte des montants plafonds de l'AESN (Agence de l'Eau Seine Normandie).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :

- SAINT-CYR-L'ECOLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mini Balayeuse	27 900,00	50,00%
Montant non retenu	27 900,00	50,00%
Total	55 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	33 480,00	60,00%
REGION	8 370,00	15,00%
AUTRES FINANCEURS (Sub. prévisionnelle)	13 950,00	25,00%
Total	55 800,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 370,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Aide au développement de bornes de recharges électriques	16 000,00 €
2017	Fonds Propreté	29 847,59 €
	Montant total	45 847,59 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17007110

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE D'ANNET-SUR-MARNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	27 411,50 €	21,24 %	5 823,00 €
	Montant Total de la subvention		5 823,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ANNET SUR MARNE
Adresse administrative : 38 RUE PAUL VALENTIN
77410 ANNET-SUR-MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian MARCHANDEAU, Maire

N° SIRET : 21770005300010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mettre en place des techniques d'entretien des espaces publics, alternatives à l'utilisation de produits phytosanitaires et réduire la consommation d'eau sur la Commune.

Description :
Afin d'accompagner dans de bonnes conditions ses services vers le zéro phyto et les bonnes pratiques environnementales, la Commune d'Annet-sur-Marne souhaite acquérir un système de brossage-désherbage qui présente de nombreux avantages en terme de simplicité, de maniabilité et d'efficacité. Il s'agit d'une désherbeuse avec un bras de désherbage et une brosse douce.

L'assiette des travaux aidés tient compte du montant de référence de l'Agence de l'eau.

Intérêt régional : Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :
- ANNET-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Système de brossage-désherbage	27 411,50	50,00%
Montant non retenu	27 411,50	50,00%
Total	54 823,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	32 894,25	60,00%
REGION	5 823,00	10,62%
AUTRES FINANCEURS	16 105,75	29,38%
Total	54 823,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 823,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17007187

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : REALISATION DE LA PHASE 2 DE L'OPERATION PHYT'EAU BIEVRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	57 000,00 €	9,40 %	5 358,00 €
	Montant Total de la subvention		5 358,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIAVB SYNDICAT MIXTE ASSAINISSEMENT VALLEE DE LA BIEVRE
Adresse administrative : 9 CHE DU SALVART 91370 VERRIERES LE BUISSON
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur Thomas JOLY, Président

N° SIRET : 25910017000051

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, nécessité de débuter à la saison estivale.

Objectifs :
L'opération « Phyt'Eau Bièvre » qui a débuté depuis 2009, vise à mettre en place une politique incitative et durable de limitation des usages de produits phytosanitaires pour tendre vers le zéro phytosanitaire sur l'ensemble du territoire du SIAVB.
Le programme Phyt'Eau Bièvre 2016-2017-2018 s'inscrit dans la continuité du programme d'actions engagé depuis 2009.

Description :
L'opération comporte 2 volets :

1. Analyse de la présence de produits phytosanitaires dans les eaux de surface et souterraine pour

permettre le suivi des actions engagées depuis 2009. 35 molécules recherchées sur 9 stations rivière et sur 6 stations « eaux souterraines ».

2. Interventions auprès des collectivités :
- Suivi annuel auprès des communes de leur politique de réduction des produits phytosanitaires,
- Réalisation de plans de gestion communaux adaptés aux moyens humains et matériels disponibles,
- Réalisation d'une animation/conférence sur le jardinage écologique,
- Animation d'une rencontre annuelle entre les services techniques sur les techniques alternatives
- Rédaction d'un article sur l'opération phyt'eau Bièvre pour valoriser les actions menées par les communes.

Intérêt régional : Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Volet 1 - analyses	9 100,00	15,96%
Volet 2 - actions auprès des collectivités	47 900,00	84,04%
Total	57 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	17 100,00	30,00%
REGION	5 358,00	9,40%
AUTRES FINANCEURS	34 542,00	60,60%
Total	57 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 000,00 €
2018	2 358,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	5 178,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	24 500,00 €
	Montant total	24 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008907

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE DAMMARTIN-EN-GOELE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	16 557,50 €	15,50 %	2 567,00 €
	Montant Total de la subvention		2 567,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DAMMARTIN EN GOELE
Adresse administrative : 79 RUE DU GENERAL DE GAULLE
77230 DAMMARTIN-EN-GOELE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel DUTRUGE, Maire

N° SIRET : 21770153100014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mettre en place des techniques d'entretien des espaces publics, alternatives à l'utilisation de produits phytosanitaires et réduire la consommation d'eau sur la commune.

Description :
La commune de Dammartin-en-Goële poursuit sa stratégie d'investissement et d'équipement sans faire usage de produits phytosanitaires grâce à des techniques alternatives de désherbage mécanique. Elle souhaite acquérir un tracteur équipé d'une désherbeuse frontale.

L'assiette des travaux aidés tient compte du montant de référence de l'Agence de l'eau.

Intérêt régional : Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :

- DAMMARTIN-EN-GOELE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Désherbeuse et Tracteur	16 557,50	50,00%
Montant non retenu	16 557,50	50,00%
Total	33 115,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	11 590,50	35,00%
REGION	2 567,00	7,75%
AUTRES FINANCEURS	18 957,50	57,25%
Total	33 115,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 567,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	1 435 207,00 €
2015	Aide à la restauration du patrimoine protégé	156 530,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	145 457,00 €
2016	Terrains Synthétiques de grands Jeux	114 843,89 €
	Montant total	1 852 037,89 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009893

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF PAR LA COMMUNE DE FOURQUEUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	20 620,00 €	20,00 %	4 124,00 €
	Montant Total de la subvention		4 124,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FOURQUEUX
Adresse administrative : 1 PL DE LA GRILLE
78112 FOURQUEUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Daniel LEVEL, Maire

N° SIRET : 21780251100014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, il convient de maîtriser, avant la période de germination, la pousse de la végétation le long des voies et trottoirs.

Objectifs :
Progresser vers la suppression totale de l'usage des pesticides par l'achat de matériel adapté.

Description :
La Ville de Fourqueux a supprimé l'usage de pesticides dans tous les espaces qu'elle gère. Elle favorise par ailleurs la biodiversité en ville : première ville « refuge LPO (Ligue pour la Protection des Oiseaux) » de France, elle procède ainsi à la pose de nichoirs, points d'eau, arbres à baies. Le désherbage actuel le long des voies (23 km soit 46 km de trottoirs) est fait au moyen de débrousailleuses à souffleurs. Celles-ci sont bruyantes et envoient des projections de petits cailloux, voire de mottes. Pour supprimer ces inconvénients et améliorer la productivité, la Ville projette l'achat d'une désherbeuse de voirie électrique, d'un porte-outils pour l'ensemble des accessoires et équipements, et d'un désherbeur de chemin (sorte de

motoculteur à guidon pivotant, utilisable dans les deux sens).

Intérêt régional : Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :

- FOURQUEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Désherbeuse de voirie, porte-outils et désherbeur de chemin	20 620,00	100,00%
Total	20 620,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	6 186,00	30,00%
REGION	4 124,00	20,00%
AUTRES FINANCEURS	10 310,00	50,00%
Total	20 620,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 124,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Politique de l'eau-Investissement	210 956,00 €
2016	Terrains Synthétiques de grands Jeux	122 375,55 €
2017	Aide au développement de bornes de recharges électriques	13 000,00 €
	Montant total	346 331,55 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17010427

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE DAVRON

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	2 408,00 €	20,00 %	481,60 €
	Montant Total de la subvention		481,60 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DAVRON
Adresse administrative : MAIRIE
78810 DAVRON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Damien GUIBOUT, Maire

N° SIRET : 21780196800017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Début 2015, la commune s'est engagée dans la démarche « zéro phyto ».
Depuis septembre 2015 aucun produit n'est utilisé pour l'entretien des surfaces communales.
Un audit des pratiques d'entretien des espaces publics a été réalisé avec l'aide de l'animatrice «zéro phyto» de la Société des Eaux de Versailles et de Saint-Cloud (SEVESC).
Un plan de gestion différenciée est en cours d'élaboration et la Ville met déjà en pratique des techniques alternatives d'entretien (fauchages tardifs, paillages, non travail du sol, plantes vivaces et autochtones, etc…)

Description :
Cet audit a conclu sur la nécessité d'acquérir un broyeur afin de faciliter le travail de paillage tout en réduisant le volume de déchets verts.

Intérêt régional : Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :

- DAVRON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Broyeur	2 408,00	100,00%
Total	2 408,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	722,40	30,00%
REGION	481,60	20,00%
AUTRES FINANCEURS	1 204,00	50,00%
Total	2 408,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	481,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011090

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE BEAUCHERY-SAINT-MARTIN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	15 000,00 €	4,00 %	600,00 €
	Montant Total de la subvention		600,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BEAUCHERY SAINT MARTIN
Adresse administrative : 2 RUE TOUR MAUROUARD
77560 BEAUCHERY-SAINT-MARTIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Claire CRAPART, Maire

N° SIRET : 21770026900012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, la Commune souhaite se lancer dans la démarche '0 phyto' dès la reprise de la végétation.

Objectifs :
Un plan de gestion des espaces verts et d'entretien de la commune a été élaboré, travaillé en commission et adopté en conseil municipal. L'un de ses ojectifs majeurs est de dégager du temps de travail pour l'unique employé communal en limitant la tonte et permettre du désherbage manuel, notamment dans les cimetières.
Avec un employé communal sur une commune aussi vaste que Beauchery-Saint-Martin, il est impossible d'envisager un entretien manuel des espaces verts et des caniveaux. Aussi, dans le cadre de ce plan de gestion, la commune a étudié l'hypothèse de s'équiper d'un matériel de désherbage mécanique.

Description :

La réflexion a été menée en lien avec la Commune voisine de Louan-Villegruis-Fontaine et les deux Communes ont décidé d'acheter ce matériel en commun.
La commune sollicite donc une subvention pour l'achat de cet appareil de désherbage mécanique.
Cette mutualisation permettra des économies d'échelle.

Intérêt régional : Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :

- BEAUCHERY-SAINT-MARTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel de désherbage mécanique tracté	15 000,00	89,45%
Montant non-retenu	1 770,00	10,55%
Total	16 770,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	6 270,00	37,39%
REGION	600,00	3,58%
AUTRES FINANCEURS	9 900,00	59,03%
Total	16 770,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011152

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF POUR LE TERRITOIRE DE LA CA PARIS VALLEE DE LA MARNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	90 000,00 €	31,10 %	27 990,00 €
	Montant Total de la subvention		27 990,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS VALLEE DE LA MARNE
Adresse administrative : 5 CRS DE L ARCHE GUEDON
77200 TORCY
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Paul MIGUEL, Président

N° SIRET : 20005795800015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, il convient de maîtriser, avant la période de germination, la pousse de la végétation le long des voies et trottoirs.

Objectifs :
Progresser vers la suppression totale de l'usage des pesticides par l'achat de matériel adapté.

Description :
Elue capitale française de la biodiversité en 2013, la communauté d'agglomération (alors nommée "Marne la Vallée - Val Maubuée") s'est engagée dès cette époque dans la suppression de l'usage des pesticides. Ceux-ci ne sont aujourd'hui encore utilisés que dans très peu de sites, surtout pour les lieux de développement de plantes invasives et le long de certaines voies, notamment les 115 km en zones d'activité. Pour progresser vers la suppression totale, est projeté l'achat d'une désherbeuse-ramasseuse de voirie : ce véhicule multi-usage avec barre désherbeuse, flexible d'aspiration pour feuilles et lame d'eau haute pression, plus étroit et léger que le matériel classique, permet de passer dans des endroits

plus resserrés : Il peut être déplacé également facilement sur un véhicule plateau.

Intérêt régional : Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :

- CA PARIS VALLEE DE LA MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Désherbeuse-ramasseuse de voirie	90 000,00	100,00%
Total	90 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	27 000,00	30,00%
REGION	27 990,00	31,10%
AUTRES FINANCEURS	35 010,00	38,90%
Total	90 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	27 990,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	26 248,08 €
2014	Réserves Naturelles Régionales Investissement	8 750,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	8 000,00 €
2015	Politique énergie climat	20 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	190 850,50 €
2016	Politique énergie climat	321 705,00 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	13 603,80 €

2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	17 471,15 €
2017	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	58 968,00 €
2017	Réserves Naturelles Régionales Investissement	34 020,00 €
2017	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	20 000,00 €
	Montant total	719 616,53 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011423

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE SAINT-ESCOBILLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	8 053,00 €	30,00 %	2 415,90 €
	Montant Total de la subvention		2 415,90 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT ESCOBILLE
Adresse administrative : 2 RUE DU CHATEAU
91410 SAINT-ESCOBILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yves VILLATE, Maire

N° SIRET : 21910547500012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans le cadre du programme Phyt'eaux Juine proposé par le Syndicat de la Juine, il a été préconisé l'achat de matériel spécifique pour optimiser le temps et la qualité de travail.

Description :
Afin de s'engager dans cette démarche, le syndicat va procéder à l'achat :
- d'un réciprocateur : appareil de coupe à lames tournant en sens inverse.
- d'une tondeuse polyvalente permettant le mulching : tonte sans ramassage.

Intérêt régional : Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :

- SAINT-ESCOBILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réciprocateur + Tondeuse polyvalente	8 053,00	51,90%
Montant non retenu	7 462,88	48,10%
Total	15 515,88	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	9 073,00	58,48%
REGION	2 415,90	15,57%
AUTRES FINACEURS	4 026,98	25,95%
Total	15 515,88	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 415,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011424

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE SAMOREAU

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	15 645,00 €	30,00 %	4 693,50 €
	Montant Total de la subvention		4 693,50 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAMOREAU
Adresse administrative : 24 RUE DU HAUT SAMOREAU
77210 SAMOREAU
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pascal GOUHOURY, Maire

N° SIRET : 21770442800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les objectifs du projet sont d'arrêter l'usage de pesticides pour l'entretien des espaces verts et des voiries afin de préserver les ressources en eau et biodiversité.

Description :
Afin de s'engager dans cette démarche, la commune va procéder à l'achat :
- d'une désherbeuse mécanique "Cochet GECKO" pour le désherbage des trottoirs.
- d'une balayeuse désherbeuse "CITY CLEAN" pour le désherbage des voiries.

Intérêt régional : Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :

- SAMOREAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Désherbeuse mécanique Cochet Gecko	7 260,00	23,20%
Balayeuse désherbeuse Cochet City Clean	8 385,00	26,80%
Montant non retenu	15 645,00	50,00%
Total	31 290,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	13 973,00	44,66%
REGION	4 693,50	15,00%
AUTRES FINANCEURS	12 623,50	40,34%
Total	31 290,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 693,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011427

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE COLLEGIEN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	30 000,00 €	17,00 %	5 100,00 €
	Montant Total de la subvention		5 100,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COLLEGIEN
Adresse administrative : 8 PL MIREILLE MORVAN
77090 COLLEGIEN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Marc PINOTEAU, Maire

N° SIRET : 21770121800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Commune de Collégien s'est engagée en 2014 à réduire ses consommations de produits phytosanitaires sur ses espaces communaux, en gestion directe ou déléguée. Elle est parvenue à l'objectif "0 phyto" en 2016.

Description :
La commune souhaite acquérir une désherbeuse à eau chaude. L'achat de cette machine permettra aux agents de gagner du temps vis-à-vis du travail de désherbage manuel mais aussi proscrira tout usage de produits chimiques sur la Commune. L'achat de ce type de machine améliorera les conditions de travail des agents ; car silencieuse (fonctionnement sur batterie), et ne dégageant aucune vapeur ni de gaz ni de fuel.

Intérêt régional : Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :
- COLLEGIEN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Désherbeuse à eau chaude	30 000,00	94,76%
Montant non-retenu	1 660,00	5,24%
Total	31 660,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	10 560,00	33,35%
REGION	5 100,00	16,11%
AUTRES FINANCEURS	16 000,00	50,54%
Total	31 660,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 100,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Terrains Synthétiques de grands Jeux	92 198,25 €
	Montant total	92 198,25 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011781

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE VILLECRESNES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	11 000,00 €	40,00 %	4 400,00 €
	Montant Total de la subvention		4 400,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLECRESNES
Adresse administrative : 68 RUE DU LIEUTENANT DAGORNO
94440 VILLECRESNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Gérard GUILLE, Maire

N° SIRET : 21940075100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Progresser vers la suppression totale de l'usage des pesticides par l'achat de matériel adapté.

Description :
La ville de Villecresnes a déjà supprimé l'usage de pesticides dans ses espaces verts et son cimetière. Elle compte étendre cette pratique à la voirie et s'équiper pour cela d'une désherbeuse avec outils associés.

Intérêt régional : Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :

- VILLECRESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Désherbeuse mécanique	11 000,00	100,00%
Total	11 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	6 600,00	60,00%
REGION	4 400,00	40,00%
Total	11 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Politique énergie climat	12 250,00 €
	Montant total	12 250,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012228

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL ALTERNATIF SUR LA COMMUNE DE MONTMORENCY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	26 643,00 €	30,00 %	7 992,00 €
	Montant Total de la subvention		7 992,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204142-171009-1700
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTMORENCY
Adresse administrative : 2 AV FOCH
95160 MONTMORENCY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Michèle BERTHY, Maire

N° SIRET : 21950428900014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mettre en place des techniques d'entretien des espaces publics, alternatives à l'utilisation de produits phytosanitaires et réduire la consommation d'eau sur la commune.

Description :
Afin d'accompagner dans de bonnes conditions ses services vers le zéro phyto et les bonnes pratiques environnementales, la Commune de Montmorency souhaite acquérir un système de désherbage mécanique par brossage-désherbage qui présente de nombreux avantages en terme de simplicité, de maniabilité et d'efficacité. Il s'agit d'une désherbeuse avec un bras de désherbage et d'une cuve d'aspiration.

L'assiette des travaux aidés tient compte du montant de référence de l'Agence de l'eau.

Intérêt régional : Démarche zéro phyto pour la protection de la biodiversité du territoire régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Localisation géographique :
- MONTMORENCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Balayeuse mécanique équipée de bras de désherbage	26 643,00	50,00%
Montant non retenu	26 643,40	50,00%
Total	53 286,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	31 972,90	60,00%
REGION	7 992,00	15,00%
AUTRES FINANCEURS	13 321,50	25,00%
Total	53 286,40	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 992,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	2 500,00 €
2015	Soutien au Réseau Information Jeunesse	4 000,00 €
	Montant total	6 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003521

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : RENATURATION DU RU DES HAULDRES A MOISSY-CRAMAYEL, SECTEUR DE LA ZAC DE CHANTELOUP AU DROIT DU BASSIN JATTEAU

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	1 313 952,50 €	20,00 %	262 790,50 €
	Montant Total de la subvention		262 790,50 €

Imputation budgétaire : 907-71-204182-171009-1700
17100903- Protection et restauration des milieux aquatiques - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EPA SENART
Adresse administrative : HAM DE LA GRANGE LA PREVOTE
77547 SAVIGNY LE TEMPLE CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Madame AUDE DEBREIL, Directrice

N° SIRET : 30154531500014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Constitution d'une trame verte et bleue indiquée au SRCE par la réouverture d'une section du rû des Hauldres et gestion des ruissellements, amélioration du cadre de vie.

Description :
Le rû des Hauldres parcourt 17,5 km de sa source située à Lissy (à l'est de l'aérodrome de Melun-Villaroche) à la Seine qu'il rejoint à Etiolles. Il a été progressivement dénaturé par le drainage des terres agricoles et l'urbanisation de la ville nouvelle de Melun-Sénart. Sa reconquête, inscrite au SDAGE comme au SRCE, a fait l'objet d'une étude d'ensemble. Sa restauration a débuté à Lieusaint (aval de la ZNIEFF de la Motte, ZAC des Pyramides : reconstitution de 2,2 km de ruisseau).
Dans Moissy-Cramayel, le rû a été remplacé par une succession de trois plans d'eau (d'amont en aval : le bassin du Centre, le canal du jeu de Paume et le bassin de Jatteau) et sectionné par plusieurs ouvrages transversaux. A l'occasion de la réalisation de la ZAC de Chanteloup (77 ha pour l'accueil de 2400

logements en une quinzaine d'années), le projet porté par l'EPA Sénart est de recréer un nouveau lit pour le rû en liaison avec la régulation des ruissellements. Il s'agit également d'offrir aux habitants un environnement paysager et naturel permettant d'observer la biodiversité. A cette fin, il est prévu :
- de créer autour du bassin Jatteau une vaste zone humide de très faible profondeur, propice à la diversité des milieux ; le bassin sera lui-même transformé en partie en zone humide, dans sa partie nord ;
- de reconstituer entièrement le lit du rû au droit du bassin Jatteau en optimisant les habitats liés au ruisseau : profil en long régulier et sans seuil, lit mineur d'étiage pour éviter l'échauffement par temps sec et favoriser l'écoulement, création de méandres, berges en pente douce, diversification de la granulométrie du lit. La largeur moyenne du lit reconstitué sera de 17 m ; la reconstitution porte sur 800 m en ligne droite soit environ 1200 m avec le reméandrage ;
- de végétaliser l'ensemble par des plantations adaptées : semis de prairies fraîches à humides, hélophytes, arbres et arbustes de ripisylve (essences indigènes uniquement : saules, merisiers, aulnes, ormes, fusains, sureaux, viornes, églantiers, cornouillers, etc.) ;
- de mettre en place des ouvrages de continuité écologique : franchissement de la RD 57 par un dalot de 16 m traité pour rétablir le flux solide et la circulation piscicole (surlargeur, fonds graveleux de granulométrie variée), et équipés d'une banquette latérale terrestre pour la petite faune ; compléter les ouvrages interbassins existants par trois passages à faune spécifiques ;
- de connecter la partie reconstituée au lit aval existant par la création de 65 m de petits méandres à l'aval du franchissement de la RD 57 ;
- de créer 1 500 m de chemin de promenade de découverte de la zone humide et du rû afin de canaliser les cheminements, avec installation de panneaux d'information sur la flore, la faune et les milieux associés au ruisseau, lesquels feront l'objet d'un suivi écologique pendant les trois premières années.

Enfin, s'agissant de la partie amont (canal du jeu de Paume et bassin du Centre), l'engagement est pris de mener une opération semblable de reconstitution écologique du ruisseau et des milieux associés, sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart.

Intérêt régional : SRCE, Plan vert : reconstitution d'une trame verte et bleue identifiée comme d'intérêt régional, création d'espaces naturels de qualité accessibles aux riverains.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. A : PROTECTION, RESTAURATION ET VALORISATION DES MILIEUX AQUATIQUES, HUMIDES ET DES BERGES

Localisation géographique :
- MOISSY-CRAMAYEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX PREPARATOIRES ET TERRASSEMENTS	518 685,00	15,04%
CHEMINEMENTS, INFORMATION	53 520,00	1,55%
VEGETALISATION	332 745,50	9,65%
OUVRAGES POUR CONTINUITE ECOLOGIQUE, DALOT	409 002,00	11,86%
TRAVAUX NON RETENUS	2 133 627,50	61,89%
Total	3 447 580,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	2 527 813,25	73,32%
REGION	262 790,50	7,62%
AUTRES FINANCEURS	656 976,25	19,06%
Total	3 447 580,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	80 000,00 €
2018	80 000,00 €
2019	102 790,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011512

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DE LA RUE DU DOCTEUR MAGNAN A SURESNES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	156 097,53 €	30,00 %	46 829,26 €
	Montant Total de la subvention		46 829,26 €

Imputation budgétaire : 907-74-204142-174001-1700
17400101- Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements.

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SURESNES
Adresse administrative : 2 RUE CARNOT
92151 SURESNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian DUPUY, Maire

N° SIRET : 21920073000014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence, les travaux ont dû débuter au plus tôt pour être réalisés en été afin de gêner le moins possible la circulation.

Objectifs :
Trame verte et bleue locale, maîtrise des ruissellements.

Description :
La Commune est engagée dans un programme de réduction des eaux pluviales envoyées au réseau, réaffirmé lors de l'approbation de son plan climat-énergie approuvé en 2015.
Le projet consiste à remplacer des places de stationnement rue du Docteur Magnan devant une école, supprimées du fait du risque d'attentats, en désimperméabilisant et en plantant une pelouse avec une noue d'infiltration paysagée en terre végétale de 1,40 m de profondeur et de 50 cm de largeur. Les ruissellements seront entièrement gérés à ciel ouvert.

Intérêt régional : Retour à la pleine terre et végétalisation des sols répondant aux objectifs du Plan Vert

et de la stratégie dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. B : DISPOSITIFS PAYSAGERS VEGETALISES CONCOURANT A LA MAITRISE A LA SOURCE DES RUISSELLEMENTS, A L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, ET A LA BIODIVERSITE

Localisation géographique :
- SURESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX PREPARATOIRES, DEMOLITION, EVACUATION	118 535,53	49,72%
VEGETALISATION, FOURNITURE ET MISE EN OEUVRE	29 562,00	12,40%
BORDURES, FOURNITURE ET POSE	8 000,00	3,36%
TRAVAUX NON RETENUS	82 319,00	34,53%
Total	238 416,53	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	160 367,77	67,26%
REGION	46 829,26	19,64%
AUTRES FINANCEURS	31 219,50	13,09%
Total	238 416,53	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €
2018	15 000,00 €
2019	16 829,26 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt	4 050,00 €

	régional	
2014	Jardins solidaires en Ile de France	1 230,75 €
2014	Soutien régional en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	8 300,00 €
2015	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	13 000,00 €
2015	Aide au patrimoine non-protégé d'intérêt régional – projet de valorisation patrimoniale	10 185,00 €
2016	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	10 000,00 €
2016	Construction et aménagement de médiathèques	289 680,60 €
2016	E-administration	25 000,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	23 288,00 €
2017	Aide à la restauration du patrimoine protégé	11 340,00 €
2017	Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	15 000,00 €
2017	DESSINE-MOI LE GRAND PARIS DE DEMAIN (INV) : une expérimentation pour soutenir la qualité architecturale des projets portés par les collectivités franciliennes (clôturé)	50 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	36 000,00 €
	Montant total	497 074,35 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011963

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : GESTION ALTERNATIVE DES EAUX PLUVIALES A L'OCCASION DE LA REHABILITATION DE L'ECOLE MARIE CURIE A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	91 310,00 €	40,00 %	36 524,00 €
	Montant Total de la subvention		36 524,00 €

Imputation budgétaire : 907-74-204142-174001-1700
17400101- Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements.

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT GERMAIN EN LAYE
Adresse administrative : 16 RUE DE PONTOISE
78103 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Emmanuel LAMY, Maire

N° SIRET : 21780551400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Trame verte et bleue locale et régionale, maîtrise des ruissellements.

Description :
L'école Marie Curie va être réhabilitée par restructuration du bâtiment existant et construction d'une école maternelle à proximité, avec réaménagement des espaces publics (cour de récréation, circulations, espaces verts). Actuellement toutes les eaux pluviales issues du bâtiment et des surfaces imperméables sont évacuées au réseau. Le parti-pris est de les diminuer le plus possible, en réalisant une trame verte et bleue locale associée à la réouverture du rû de Buzot, projet phare de la trame verte et bleue liée à la Seine. Les partenaires concernés par ce projet se sont engagés dans le cadre du contrat «Plaine et Coteaux de la Seine centrale urbaine». Le projet, qui respecte le tracé et l'espace nécessaire au futur rû à ciel ouvert, prévoit la désimperméabilisation de 1 059 m2. La mise en place d'une noue d'infiltration dont le tracé exact sera défini après la réouverture du rû et sera ultérieurement envisagée.

Intérêt régional : Retour à la pleine terre et végétalisation des sols répondant aux objectifs du Plan Vert et de la stratégie dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. B : DISPOSITIFS PAYSAGERS VEGETALISES CONCOURANT A LA MAITRISE A LA SOURCE DES RUISSELLEMENTS, A L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, ET A LA BIODIVERSITE

Localisation géographique :
- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX PREPARATOIRES ET TERRASSEMENTS	13 310,00	1,07%
DEMOLITION, EVACUATION	27 000,00	2,17%
VEGETALISATION, FOURNITURE ET MISE EN OEUVRE	51 000,00	4,10%
MONTANT NON RETENU	1 153 690,00	92,67%
Total	1 245 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	1 208 476,00	97,07%
REGION	36 524,00	2,93%
Total	1 245 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €
2018	12 000,00 €
2019	12 524,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	31 200,00 €
2014	Politique énergie climat	30 420,00 €
2016	Contrat régional territorial	800 000,00 €
2017	Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	1 900 000,00 €
2017	DESSINE-MOI LE GRAND PARIS DE DEMAIN (INV) : une expérimentation pour soutenir la qualité architecturale des projets portés par les collectivités franciliennes (clôturé)	60 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	22 500,00 €
	Montant total	2 844 120,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013996

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ETUDE DE DEFINITION DES TRAVAUX DE RENATURATION ET D'AMENAGEMENTS VEGETALISES POUR LA MAITRISE DES RUISSELLEMENTS SUR LE RU DU PRESLES ET LES COMMUNES DE MAFFLIERS ET ST-MARTIN-DU-TERTRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	62 000,00 €	20,00 %	12 400,00 €
	Montant Total de la subvention		12 400,00 €

Imputation budgétaire : 907-74-204142-174001-1700
17400101- Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements.

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VALLEE RU DE PRESLES SIA
Adresse administrative : HOTEL DE VILLE
95590 PRESLES
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Représentant : Monsieur PIERRE BEMELS, Président

N° SIRET : 25950005600017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Politique de l'eau-Investissement
Rapport Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence afin de pouvoir bénéficier des conditions saisonnières qui permettront d'observer les conséquences des plus fortes intensités pluvieuses.

Objectifs :
La maîtrise des ruissellements a pour objectifs d'assurer le bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques en limitant les transferts de débits solides et polluants associés vers la rivière, d'assurer la conservation des terres arables, de limiter les risques d'augmentation des inondations par ensablement des rivières et de sécuriser les personnes et les biens dans les secteurs sensibles.

Description :
Le ru du Presles subit de nombreux désordres engendrés par les ruissellements provenant des communes de St-Martin-du-Tertre et de Maffliers en particulier.
Il s'agit de réaliser une étude pré-opérationnelle qui comportera deux premiers volets d'analyse des eaux

pluviales et des ruissellements sur les communes concernées et une étude hydromorphologique du ru et du marais de Presles. L'étude prendra en compte les terrains urbanisés des communes et les secteurs potentiellement constructibles au regard des documents d'urbanisme en vigueur.
Le troisième volet d'analyse consiste à établir un programme d'actions pluriannuel hiérarchisé qui précisera les futurs travaux par tronçons en matière de renaturation de la rivière, de restauration des berges et d'aménagements végétalisés sur les parties rurales et agricoles qui permettront de maîtriser les ruissellements.

Intérêt régional : Mise en oeuvre de la politique de l'Eau, des milieux aquatiques et humides.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif II. B : DISPOSITIFS PAYSAGERS VEGETALISES CONCOURANT A LA MAITRISE A LA SOURCE DES RUISSELLEMENTS, A L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, ET A LA BIODIVERSITE

Localisation géographique :
- MAFFLIERS
- SAINT-MARTIN-DU-TERTRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDE	62 000,00	100,00%
Total	62 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	18 600,00	30,00%
REGION	12 400,00	20,00%
AUTRES FINANCEURS (Sub. prévisionnelle)	31 000,00	50,00%
Total	62 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 200,00 €
2017	6 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Politique de l'eau-Investissement	38 792,00 €
	Montant total	38 792,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-487

DU 18 OCTOBRE 2017

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE ÉCONOMIE CIRCULAIRE, DES DÉCHETS ET DU FONDS PROPRETÉ QUATRIÈME AFFECTATIONS 2017

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE "EMPLOIS D'INSERTION ENVIRONNEMENT" DEUXIÈME AFFECTATION 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le règlement n°360/2012 de la Commission Européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides des minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général

VU Le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission Européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis

VU Le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission Européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité

VU Le régime cadre exempté de notification N°SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales

VU Le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L 541-13 et suivants

VU Le décret n°2016-811 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets

VU La délibération n° CR 09-860 du 24 septembre 2009 relative aux Emplois d'insertion environnement (convention type)

VU La délibération n° CR 117-09 du 26 novembre 2009 portant approbation du plan régional d'élimination des déchets ménagers et assimilés (PREDMA)

VU La délibération CR 105-11 du 17 novembre 2011 relative à la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets

VU La délibération CR 53-15 du 18 juin 2015 portant approbation du CPER 2015-2020

VU La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente

VU Le Règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016

VU La délibération CR 08-16 du 18 février 2016 relative au 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens

VU La délibération CR 22-16 du 17 mars 2016 relative à la simplification des dispositifs d'aides régionales par la suppression de la modulation

VU La délibération CR 127-16 du 7 juillet 2016 relative au dispositif Ile-de-France propre et à la mise en œuvre du fonds propreté

VU La délibération CR 174-16 du 22 septembre 2016 relative aux engagements de la Région vers un objectif « zéro déchet » en Ile de France

VU La délibération CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

VU La convention passée avec l'Association Rejoue pour les Emplois Insertion Environnement n° 15-75-01, approuvée par la délibération n° CP 15-364 du 17 juin 2015, modifiée par l'avenant n° 1 approuvé par la délibération n° CP 16-144 du 15 juin 2016

VU La convention passée avec l'Association Chantiers Ile-de-France pour les Emplois Insertion Environnement n° 15-91-03, approuvée par la délibération n° CP 15-475 du 09 juillet 2015, modifiée par l'avenant n° 1 approuvé par la délibération n° CP 16-404 du 21 septembre 2016

VU La convention passée avec l'Association Chantiers Ile-de-France pour les Emplois Insertion Environnement n° 15-91-02, approuvée par la délibération n° CP 15-475 du 09 juillet 2015, modifiée par l'avenant n° 1 approuvé par la délibération n° CP 16-404 du 21 septembre 2016

VU La délibération CP 16-158 du 18 mai 2016 relative à l'adoption de nouvelles conventions types

VU La délibération CP 16-581 du 16 novembre 2016 relative à l'adoption de nouvelles conventions types dans le cadre du fonds propreté

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2017

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-487 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :**Soutien régional à la gestion des déchets investissement**

Décide de participer, au titre du dispositif **soutien régional à la prévention et à la valorisation des déchets,** au financement des opérations désignées dans le tableau ci-dessous et détaillées dans les fiches-projets correspondantes ci-jointes en annexe 2. Le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets pour un montant un montant total de **821 268,25 €** selon la répartition suivante :

Bénéficiaire	Opération	Subvention Régionale	Fiche projets N°
SYCTOM SYNDICAT MIXTE CENTRAL TRAITEMENT ORDURES MENAGERES	CREATION DU CENTRE DE TRI PARIS 17ème	200 000,00 €	17014151
SIREDOM SM INTERCOMMUNAL POUR LE RECYCLAGE ET L ENERGIE PAR LES DECHETS ET ORDURES MENAGERES	IMPLANTATION DE BORNES D'APPORT VOLONTAIRE	300 000,00 €	17014152
SIETOM SM ENLEV TRAIT ORDURES MENAGER	ACQUISITION DE COMPOSTEURS	27 993,00 €	17014153
REGIE PERSONNALISEE VALORISATION ET EXPLOITATION DECHETS REGION DE RUNGIS	DEVELOPPEMENT DU COMPOSTAGE	27 655,25 €	17014154
BG INGENIEURS CONSEILS	PROJET GEOBAPA : CARACTERISATIONS DE SOLS POUR L'ELABORATION D'UN REFERENTIEL DE FOND PEDO-GEOCHIMIQUE POUR L'ILE-DE-FRANCE ET LA NORMANDIE	98 050,00 €	17014156
SYNDICAT EMERAUDE	ACQUISITION DE COMPOSTEURS	40 170,00 €	17014159
IMMOBILIERE 3F	INSTALLATION DE BORNES ENTERREES A AULNAY-SOUS-BOIS	127 400,00 €	17014160

Subordonne le versement des subventions susvisées à la signature de conventions conformes à la convention type approuvées par délibération CP n°16-158 du 18 mai 2016, au titre du dispositif de soutien régional à la prévention et à la valorisation des déchets et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **821 268,25 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », Code fonctionnel 71 « Actions transversales », Programme PR 71-009 (471009) « Actions territorialisées », Action 471009023 « économie circulaire – déchets - actions territorialisées » du budget 2017. Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 Volet 3 : « transition écologique et énergétique » Sous-volet 32 : « économie circulaire et économie des ressources» Projet 321 : stratégie de prévention des déchets »

Article 2 : Soutien régional à la gestion des déchets fonctionnement

Décide de participer, au titre du dispositif **soutien régional à la prévention et à la valorisation des déchets**, au financement des opérations désignées dans le tableau ci-dessous et détaillées dans les fiches-projets correspondantes ci-jointes en annexe 2. Le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets. pour un montant un montant total de **86 041,50 €** selon la répartition suivante :

Bénéficiaire	Opération	Subvention Régionale	Fiche projets N°
LES ALCHIMISTES	EXPERIMENTATION D'UNE SOLUTION DE COLLECTE DE PROXIMITE ET DE COMPOSTAGE URBAIN DE BIODECHETS PAR LA SAS LES ALCHIMISTES (93) FONCTIONNEMENT	20 000,00 €	17009753
GEOVARIANCES	PROJET GEOBAPA : ELABORATION D'UN REFERENTIEL DE FOND PEDO-GEOCHIMIQUE POUR L'ILE-DE-FRANCE ET LA NORMANDIE PAR GEOVARIANCES (77)	20 000,00 €	17014158
CELLULE ECONOMIQUE MAT CONST	ETUDE DES PRATIQUES DES ENTREPRISES FRANCILIENNES DU BTP EN MATIERE DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS DE CHANTIERS ET ACTUALISATION DU GISEMENT FRANCILIEN	46 041,50 €	17014185

Subordonne le versement des subventions susvisées à la signature de conventions conformes à la convention type approuvées par délibération CP n°16-158 du 18 mai 2016, au titre du dispositif de soutien régional à la prévention et à la valorisation des déchets et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations d'engagement de **86 041,50 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », sous-fonction 72 « Actions en matière de Déchets », programme HP 72001 (172001) « Prévention et gestion des déchets », action « plan régional de prévention » (17200107) du budget 2017.

Article 3 : Fonds propreté

Décide de participer, au titre du dispositif **Fonds propreté** au financement des opérations désignées dans le tableau ci-dessous et détaillées dans les fiches-projets correspondantes ci-jointes en annexe 2. Le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets. pour un montant un montant total de **510 098,20 €** selon la répartition suivante :

Bénéficiaire	Opération	Subvention Régionale	Fiche projets numero
COMMUNE DE COMBS-LA-VILLE	FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LA COMMUNE DE COMBS-LA-VILLE (77)	18 600,00 €	17014128

COMMUNE DE MENNECY	FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LA COMMUNE DE MENNECY (91)	12 000,00 €	17014137
ONF OFFICE NATIONAL DES FORETS	FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR L'ONF - AGENCE TERRITORIALE IDF EST (77)	214 210,00 €	17014140
COMMUNE DE SCEAUX	FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LA COMMUNE DE SCEAUX (92)	47 588,40 €	17014141
COMMUNE DE VILLIERS-LE-BEL	FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LA COMMUNE DE VILLIERS-LE-BEL (95)	61 549,80 €	17014142
SYNDICAT AZUR	FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LE SYNDICAT AZUR (95)	59 880,00 €	17014143
SIETOM SM ENLEV TRAIT ORDURES MENAGER	FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LE SIETOM DE LA REGION DE TOURNAN-EN-BRIE (77)	96 270,00 €	17014144

Subordonne le versement des subventions susvisées à la signature de conventions conformes à la convention type approuvées par délibération CP n°16-581 du 16 novembre 2016, au titre du dispositif Fonds propreté et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **510 098,20 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », Code fonctionnel 72 «actions en matière de déchets», Programme HP 72-001 (172001) «Prévention et gestion des déchets », Action 17200109 –« Fonds propreté » du budget 2017.

Article 4 : dispositif « Emplois Insertion Environnement »

Décide de participer, au titre du dispositif **« Emplois Insertion Environnement »** au financement des opérations désignées dans le tableau ci-dessous et détaillées dans les fiches-projets correspondantes ci-jointes en annexe 2. Le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets pour un montant un montant total de **62 332,00 €** selon la répartition suivante :

Bénéficiaire	Opération	Subvention Régionale	Fiche projets numero
ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE	EIE - AIDE DE BASE-ETUDES ET CHANTIERS - Atelier vélo de Clichy - ANNEE 3	22 172,00 €	EX014317
ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE	EIE - AIDE DE BASE-ETUDES ET CHANTIERS IDF - Chantier d'insertion sur le recyclage, la vente et la location de Vélos aux Ulis - ANNEE 3	22 660,00 €	EX014318

REJOUE	EIE - REJOUE - Aide de Base (poste d'encadrant technique) Année 3	17 500,00 €	EX015259

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 09-860 de la Commission permanente du 24 septembre 2009, modifiée conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens, ainsi que par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **62 332,00 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement, code fonctionnel 71 « Actions transversales » programme HP 71-008 (171008) « Soutien aux associations et organismes du domaine de l'environnement et du développement durable», action 17100802 « Emplois d'insertion en environnement» du budget 2017.

Article 5 :

A titre exceptionnel, en application de l'alinéa 3 et suivants de l'article 29 – selon les cas -du règlement budgétaire et financier susvisé, autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions définies à l'article 3 , à compter des dates inscrites dans le tableau ci-dessous, au regard des motifs exposés dans les fiches projets correspondantes ci-annexées.

Dossier Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
EX 015259	Aide de base	REJOUE	01/01/2016
EX 014317	Atelier vélo de Clichy	Etudes et chantiers Ile-de-France	01/01/2016
EX 014318	Chantier d'insertion sur le recyclage , la vente et la location de vélos aux Ulis	Etudes et chantiers Ile-de-France	01/01/2016

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexes 1 Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-487	Budget	2017

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**171008 - Soutien aux associations et organismes du domaine de l'environnement et du développement durable**
Action	**17100802 - Emplois d'insertions en environnement**

Dispositif : N° 00000449 - Emploi Insertion Environnement (EIE)

Dossier	EX014317 - EIE - AIDE DE BASE- ETUDES ET CHANTIERS - Atelier vélo de Clichy - ANNEE 3			
Bénéficiaire	R34363 - ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE			
Localisation	CLICHY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 172,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
318 165,00 €	TTC	6,97 %	22 172,00 €	

Dossier	EX014318 - EIE - AIDE DE BASE- ETUDES ET CHANTIERS IDF - Chantier d'insertion sur le recyclage, la vente et la location de Vélos aux Ulis - ANNEE 3			
Bénéficiaire	R34363 - ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE			
Localisation	LES ULIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 660,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
338 829,00 €	TTC	6,69 %	22 660,00 €	

Dossier	EX015259 - EIE - REJOUE - Aide de Base (poste d'encadrant technique) Année 3			
Bénéficiaire	P0010518 - REJOUE			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
849 918,00 €	TTC	2,06 %	17 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000449 - Emploi Insertion Environnement (EIE)	62 332,00 €

Total sur l'imputation 937 - 71 - 171008 - 17100802	62 332,00 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**72 - Actions en matière des déchets**
Programme	**172001 - Prévention et gestion des déchets**
Action	**17200107 - Plan régional de prévention**

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-487	Budget	2017

Dispositif : N° 00000356 - Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)

Dossier	17009753 - EXPERIMENTATION D'UNE SOLUTION DE COLLECTE DE PROXIMITE ET DE COMPOSTAGE URBAIN DE BIODECHETS PAR LA SAS LES ALCHIMISTES (93) – FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	P0036972 - LES ALCHIMISTES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
58 445,00 €	TTC	34,22 %	20 000,00 €	

Dossier	17014158 - PROJET GEOBAPA : ELABORATION D'UN REFERENTIEL DE FOND PEDO-GEOCHIMIQUE POUR L'ILE-DE-FRANCE ET LA NORMANDIE PAR GEOVARIANCES (77)			
Bénéficiaire	P0037674 - GEOVARIANCES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
63 910,00 €	TTC	31,29 %	20 000,00 €	

Dossier	17014185 - ETUDE DES PRATIQUES DES ENTREPRISES FRANCILIENNES DU BTP EN MATIERE DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS DE CHANTIERS ET ACTUALISATION DU GISEMENT FRANCILIEN			
Bénéficiaire	R6633 - CELLULE ECONOMIQUE MAT CONST			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	46 041,50 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
92 083,00 €	TTC	50 %	46 041,50 €	

Total sur le dispositif N° 00000356 - Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	86 041,50 €

Total sur l'imputation 937 - 72 - 172001 - 17200107	86 041,50 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**72 - Actions en matière des déchets**
Programme	**172001 - Prévention et gestion des déchets**
Action	**17200109 - Fonds propreté**

Dispositif : N° 00000977 - Fonds Propreté

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-487	Budget	2017

Dossier	17014128 - FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LA COMMUNE DE COMBS-LA-VILLE (77)			
Bénéficiaire	R340 - COMMUNE DE COMBS-LA-VILLE			
Localisation	COMBS-LA-VILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 600,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
31 000,00 €	HT	60 %	18 600,00 €	

Dossier	17014137 - FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LA COMMUNE DE MENNECY (91)			
Bénéficiaire	R1158 - COMMUNE DE MENNECY			
Localisation	MENNECY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 000,00 €	HT	60 %	12 000,00 €	

Dossier	17014140 - FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR L'ONF - AGENCE TERRITORIALE IDF EST (77)			
Bénéficiaire	R7848 - ONF OFFICE NATIONAL DES FORETS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	214 210,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
428 420,00 €	HT	50 %	214 210,00 €	

Dossier	17014141 - FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LA COMMUNE DE SCEAUX (92)			
Bénéficiaire	R1038 - COMMUNE DE SCEAUX			
Localisation	SCEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	47 588,40 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
79 314,00 €	HT	60 %	47 588,40 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-487	Budget	2017

Dossier	17014142 - FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LA COMMUNE DE VILLIERS-LE-BEL (95)			
Bénéficiaire	R230 - COMMUNE DE VILLIERS-LE-BEL			
Localisation	VILLIERS-LE-BEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	61 549,80 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
102 583,00 €	HT	60 %	61 549,80 €	

Dossier	17014143 - FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LE SYNDICAT AZUR (95)			
Bénéficiaire	P0035598 - SYNDICAT AZUR			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	59 880,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
99 800,00 €	HT	60 %	59 880,00 €	

Dossier	17014144 - FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LE SIETOM DE LA REGION DE TOURNAN-EN-BRIE (77)			
Bénéficiaire	R8365 - SIETOM SM ENLEV TRAIT ORDURES MENAGER			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	96 270,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
160 450,00 €	HT	60 %	96 270,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000977 - Fonds Propreté	510 098,20 €

Total sur l'imputation 907 - 72 - 172001 - 17200109	510 098,20 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**471009 - Actions territorialisées**
Action	**471009023 - Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées**

Dispositif : N° 00000353 - Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-487	Budget	2017

Dossier	17014151 - CREATION DU CENTRE DE TRI PARIS 17ème PAR LE SYCTOM - AGENCE METROPOLITAINE DES DECHETS MENAGERS (75)				
Bénéficiaire	R20100 - SYCTOM SYNDICAT MIXTE CENTRAL TRAITEMENT ORDURES MENAGERES				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets - Hors CPRD				
Montant total	200 000,00 €			Code nature	204141
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
19 891 882,00 €	HT		1,01 %	200 000,00 €	

Dossier	17014152 - IMPLANTATION DE BORNES D'APPORT VOLONTAIRE POUR LA COLLECTE SELECTIVE SUR LE TERRITOIRE DU SIREDOM (91)				
Bénéficiaire	R12746 - SIREDOM SM INTERCOMMUNAL POUR LE RECYCLAGE ET L ENERGIE PAR LES DECHETS ET ORDURES MENAGERES				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets - Hors CPRD				
Montant total	300 000,00 €			Code nature	204141
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 600 000,00 €	HT		11,54 %	300 000,00 €	

Dossier	17014153 - ACQUISITION DE COMPOSTEURS PAR LE SIETOM DE LA REGION DE TOURNAN-EN-BRIE (77)				
Bénéficiaire	R8365 - SIETOM SM ENLEV TRAIT ORDURES MENAGER				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets - Hors CPRD				
Montant total	27 993,00 €			Code nature	204141
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
79 980,00 €	HT		35 %	27 993,00 €	

Dossier	17014154 - DEVELOPPEMENT DU COMPOSTAGE PAR LA RIVED (94)				
Bénéficiaire	P0035991 - REGIE PERSONNALISEE VALORISATION ET EXPLOITATION DECHETS REGION DE RUNGIS				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets - Hors CPRD				
Montant total	27 655,25 €			Code nature	204181
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
79 015,00 €	HT		35 %	27 655,25 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-487	Budget	2017

Dossier	17014156 - PROJET GEOBAPA : CARACTERISATIONS DE SOLS POUR L'ELABORATION D'UN REFERENTIEL DE FOND PEDO-GEOCHIMIQUE POUR L'ILE-DE-FRANCE ET LA NORMANDIE PAR BG INGENIEURS CONSEILS (94)				
Bénéficiaire	P0037673 - BG INGENIEURS CONSEILS				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Eco circulaire BTP - Hors CPRD				
Montant total	98 050,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
196 100,00 €	TTC		50 %	98 050,00 €	

Dossier	17014159 - ACQUISITION DE COMPOSTEURS PAR LE SYNDICAT EMERAUDE (95)				
Bénéficiaire	R4956 - SYNDICAT EMERAUDE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets - Hors CPRD				
Montant total	40 170,00 €			Code nature	204141
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
114 771,00 €	HT		35 %	40 170,00 €	

Dossier	17014160 - INSTALLATION DE BORNES ENTERREES A AULNAY-SOUS-BOIS PAR IMMOBILIERE 3F (93)				
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F				
Localisation	AULNAY-SOUS-BOIS				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets - Hors CPRD				
Montant total	127 400,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
637 000,00 €	HT		20 %	127 400,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000353 - Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	821 268,25 €

Total sur l'imputation 907 - 71 - 471009 - 471009023	821 268,25 €

Annexes 2 Fiches projets

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014151

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : CREATION DU CENTRE DE TRI PARIS 17ÈME PAR LE SYCTOM - AGENCE METROPOLITAINE DES DECHETS MENAGERS (75)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	19 891 882,00 €	1,01 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204141-471009-1700
471009023- Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYCTOM SYNDICAT MIXTE CENTRAL TRAITEMENT ORDURES MENAGERES
Adresse administrative : 35 BD DE SEBASTOPOL 75001 PARIS 01
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Hervé MARSEILLE, Sénateur-maire de Meudon

N° SIRET : 25750007400014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le SYCTOM, agence métropolitaine des déchets ménagers, souhaite réaliser un centre de tri des déchets ménagers recyclables dans la ZAC des Batignolles à Paris dans le XVIIème arrondissement.

Description :
Le centre de tri des déchets recyclables de Paris 17 sera le deuxième centre de tri de collectes sélectives intra-muros de Paris. Il pourra accueillir des collectes sélectives en transfert depuis d'autres zones dépourvues de centre de tri, et équilibrer ainsi les bassins versants.
Sa construction, estimée à 58 768 000 € HT (études, travaux bâtiment et travaux procédé), s'inscrit dans l'objectif d'un bilan nul des émissions de CO^2 pour les constructions et aménagements publics. La conception des bâtiments reposera sur un principe de sobriété énergétique, un principe d'efficacité et le recours à des énergies renouvelables (centrale photovoltaïque).

Il s'agira d'un centre de tri conçu pour trier les flux de collectes sélectives multi-matériaux qui bénéficiera de l'ensemble des équipements nécessaires au tri des emballages plastiques et des petits métaux.
Il accueillera les emballages ménagers de près de 900 000 habitants pour un tonnage annuel estimé de 45 000 tonnes avec une capacité horaire de 15 tonnes par heure. Les refus de tri, estimés à 19,90 %, seront traités sur le site d'Isseane à Issy les Moulineaux.

Le centre de tri sera composé d'un seul bâtiment de 6 130 m², avec une surface plancher de 11 626 m² se décomposant de la manière suivante :
- locaux administratifs : 2 207,04 m²
- procédé de tri : 4 048,63 m²
- zone de stockage : 2 436,2 m²
- toiture végétalisée : 2 486,86 m²
- locaux technique : 447,3 m².

Le centre de tri sera composé de :
- 6 alvéoles de stockage de déchets non triés (50 à 80 camions par jour) d'une capacité de 7 000 m3
- 1 trémie doseuse Fond Mouvant Alternatif d'une puissance nominale de 15 kW
- 1 élévateur à chaine et à tasseaux d'alimentation
- 1 trommel, permettant de séparer le flux de déchets en 3 flux (fines, gros, reste du flux), équipé de 2 motoréducteurs d'une puissance de 18 kW
- 3 séparateurs balistiques d'une capacité de 5,5 kW
- 13 séparateurs optiques
- 9 chaines de tri en cabine
- 1 ligne de conditionnement (alimentateur de vidage des alvéoles, un convoyeur d'alimentation, un transporteur réversible, deux presses à balles de puissance unitaire de 75 kW, une presse à paquet de 60 tonnes d'une puissance de 22 kW)
- 2 compacteurs des refus de procédés du centre de tri de 16 tonnes chacun
- Des alvéoles de stockage des déchets triés d'une capacité de 3 600 m3.

Le centre de tri sera connecté à la plateforme logistique de la SNCF permettant d'évacuer par voie ferrée l'ensemble des tonnages de journaux magazines, soit une estimation de 14 000 tonnes par an.

Le marché de conception, construction, exploitation d'une durée prévisionnelle de 66 mois, est constitué de 3 phases :
- Phase 1 : études – conception (18 mois)
- Phase 2 : travaux – réalisation (24 mois)
- Phase 3 : exploitation (24 mois).

Moyens mis en œuvre :
Le SYCTOM est maître d'ouvrage.

Intérêt régional : Ce projet contribue à l'atteinte des objectifs du PREDMA et du futur plan régional de prévention et de gestion des déchets en permettant de réduire les distances à parcourir par les camions de collecte et en répondant ainsi au principe de proximité, et en permettant de mettre en œuvre l'extension des consignes de tri à l'ensemble des plastiques ménagers.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants du Nord-Ouest de Paris : Paris (arrondissements 1, 2, 3, 4, 8, 9, 10, 16, 17, 18), Neuilly-Sur-Seine, Levallois Perret, Clichy et Saint Ouen.

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 3 :
1% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 19 891 882,00 €, soit une aide régionale plafonnée à 200 000,00 €.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux Process interne	19 891 882,00	100,00%
Total	19 891 882,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	16 691 882,00	83,91%
Subvention Région Ile-de-France	200 000,00	1,01%
Subvention ADEME prévisionnelle	3 000 000,00	15,08%
Total	19 891 882,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	100 000,00 €
2019	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	200 000,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	46 331,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	150 000,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	250 000,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	8 400,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	250 000,00 €
	Montant total	704 731,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014152

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : IMPLANTATION DE BORNES D'APPORT VOLONTAIRE POUR LA COLLECTE SELECTIVE SUR LE TERRITOIRE DU SIREDOM (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	2 600 000,00 €	11,54 %	300 000,00 €
	Montant Total de la subvention		300 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204141-471009-1700
471009023- Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIREDOM SM INTERCOMMUNAL POUR LE RECYCLAGE ET L ENERGIE PAR LES DECHETS ET ORDURES MENAGERES
Adresse administrative : 63 RUE DU BOIS CHALAND
91090 LISSES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Xavier DUGOIN, Président

N° SIRET : 25910155800049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le SIREDOM (Syndicat Intercommunal pour la Revalorisation et l'Elimination des Déchets et Ordures Ménagères - Agence Sud Francilienne de Valorisation des Déchets), est en charge de la prévention, de la collecte et du traitement des déchets de 129 communes (pour 750 000 habitants), réparties en Essonne et en Seine et Marne, et gère plus de 425 000 tonnes de déchets par an. Le SIREDOM est le 2ème plus important syndicat intercommunal de traitement des déchets de France par la quantité des déchets traités.
L'apport volontaire des collectes sélectives est structuré autour du réseau des déchèteries ou éco centres (16 à ce jour), et autour d'un réseau de bornes d'apport volontaire (BAV).

Ce réseau nécessite d'être rénové, et d'évoluer dans son maillage territorial afin :
- D'être mis en adéquation avec les évolutions de l'urbanisation du territoire
- D'être repensé, s'agissant de la conception et de la fonctionnalité.

Il s'agit pour le SIREDOM de proposer à ses collectivités adhérentes l'implantation de BAV de type mobilier urbain, visibles et remarquables, homogènes dans leur conception, fonctionnelles, au service de la promotion et du développement de l'apport volontaire, aussi bien en milieu urbain que rural, garantissant une bonne intégration paysagère, ainsi qu'une conception (design et éco-matériaux) permettant une maintenance facile, et garantissant une meilleure qualité de service à l'usager.

Description :
Depuis 2015, les bornes d'apport volontaire constituées de conteneurs enterrés renforcent ce parc et permettent une meilleure adéquation avec les évolutions de l'urbanisation du territoire. Le SIREDOM a décidé l'implantation de 100 BAV par an, à compter de 2017.
La quatrième tranche du programme est prévue pour le premier semestre 2018, avec l'implantation de 50 BAV dont la description est la suivante :
- Les bornes enterrées seront réalisées en majorité avec des matériaux recyclés, et seront conformes aux normes en vigueur et présenteront toutes les garanties, elles seront d'une capacité de 3 à 5 m3 selon les flux de déchets (verre, papier, emballages ménagers recyclables, ordures ménagères résiduelles)
- L'éclairage des sites facilitera l'apport des déchets par les usagers en sécurisant le site, et permettra de limiter les dépôts sauvages ; le système d'éclairage sera autonome (alimentation par panneaux photovoltaïques)
- Une palissade ou barrière délimitera les zones et permettra l'intégration de l'équipement à son environnement.

La collecte des bornes d'apport volontaire sera réalisée par une société prestataire du SIREDOM. Les futures plates-formes intègreront le circuit de collecte déjà en place.

Moyens mis en œuvre :
Cette opération s'inscrit dans le cadre du Programme Pluriannuel d'Investissements du SIREDOM

Intérêt régional : Ce projet répond à plusieurs objectifs du PREDMA :
- Augmenter les performances de collecte sélective
- Augmenter le taux de recyclage des déchets
- Optimiser les collectes de tri sélectif pour réduire les coûts et nuisances liés aux transports.

Les moyens mis en œuvre contribuent également à limiter les dépôts sauvages.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants du territoire du SIREDOM.

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 6.
Le SIREDOM a signé un Contrat d'Objectif Territorial avec la Région qui permet une bonification des taux et des plafonds d'aides régionales :
35% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 2 600 000,00 €, soit une aide régionale plafonnée à 300 000,00 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture de 50 bornes	1 300 000,00	50,00%
Travaux de génie civil	1 300 000,00	50,00%
Total	2 600 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	2 300 000,00	88,46%
Subvention Région Ile-de-France	300 000,00	11,54%
Total	2 600 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	300 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	251 913,50 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	988 067,30 €
2016	Fonds Propreté	126 120,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	1 852 657,28 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	779 000,00 €
	Montant total	3 997 758,08 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014153

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ACQUISITION DE COMPOSTEURS PAR LE SIETOM DE LA REGION DE TOURNAN-EN-BRIE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	79 980,00 €	35,00 %	27 993,00 €
	Montant Total de la subvention		27 993,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204141-471009-1700
471009023- Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIETOM SM ENLEV TRAIT ORDURES MENAGER
Adresse administrative : 45 ROUTE DE FONTENAY
77220 TOURNAN EN BRIE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur DOMINIQUE RODRIGUEZ, Président

N° SIRET : 25770354600024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans la continuité du travail engagé depuis 2006, le SIETOM de la région de Tournan-en-Brie souhaite poursuivre la promotion du compostage individuel auprès de ses 41 communes, des associations et de la population.
Le SIETOM envisage d'acquérir des composteurs en bois de 600 et 300 litres, permettant d'équiper les foyers individuels, y compris ceux comportant des espaces verts importants, et permettant aussi d'équiper les pieds d'immeubles pour un compostage collectif de proximité.

Description :
La promotion du compostage est directement mise en œuvre par le service compostage du SIETOM, qui gère :
-la prise de rendez-vous
-le planning des formations
-la remise des composteurs
-la gestion des stocks.

Un maître composteur assure la sensibilisation et le suivi de la pratique lors du retrait des composteurs par les particuliers, et lors des animations à destination des scolaires et du grand public. Il assure aussi la mise en place de composteurs en pied d'immeuble.
Un réseau de 22 guides composteurs bénévoles contribue au développement de cette sensibilisation auprès des habitants. Ils peuvent intervenir en renfort, dans le cadre de manifestations grand public, de mises en place de composteurs dans les établissements et d'animations scolaires.

Depuis 2015, les composteurs sont gratuits, et 1 728 composteurs ont été distribués.
Une communication adaptée est mise en œuvre par le SIETOM (guide, mémo, lettre du compostage)

Le SIETOM prévoit d'acheter :
-900 composteurs de 600 litres et 800 composteurs de 300 litres
-100 bioseaux de 10 litres et 100 bioseaux de 7 litres pour les animations sur le jardinage au naturel
-divers outils (griffes, fourches..) nécessaires aux animations sur le compostage et le jardinage au naturel.

Moyens mis en œuvre :
Le SIETOM est maître d'ouvrage.

Intérêt régional : Le projet contribue à l'atteinte des objectifs du PREDMA et du futur plan régional de prévention et de gestion des déchets par le développement du compostage de proximité, qui permet la réduction des déchets à collecter et à traiter, tout en valorisant les déchets organiques.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ensemble des habitants du territoire du SIETOM de la Région de Tournan-en-Brie

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 1 :
35% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 79 980,00 €, soit une aide régionale de 27 993,00 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 900 composteurs de 600 litres	45 900,00	57,39%
Achat de 800 composteurs de 300 litres	33 200,00	41,51%
Achat de 200 bioseaux	480,00	0,60%
Achat d'outils divers	400,00	0,50%
Total	79 980,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	51 987,00	65,00%
Subvention Région Ile-de-France	27 993,00	35,00%
Total	79 980,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	27 993,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	13 500,00 €
	Montant total	13 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014154

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : DEVELOPPEMENT DU COMPOSTAGE PAR LA RIVED (94)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	79 015,00 €	35,00 %	27 655,25 €
	Montant Total de la subvention		27 655,25 €

Imputation budgétaire : 907-71-204181-471009-1700
471009023- Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : REGIE PERSONNALISEE VALORISATION ET EXPLOITATION DECHETS REGION DE RUNGIS
Adresse administrative : 1 RUE DU FOUR
94150 RUNGIS
Statut Juridique : Régie de Collectivité Locale à Caractère Administratif
Représentant : Madame Stephanie DAUMIN, Présidente

N° SIRET : 20006247900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La RIVED poursuit sa démarche de prévention et de gestion des déchets engagée en 2009. Un second programme local de prévention des déchets (PLPD) a été lancé pour la période 2015-2020 ainsi qu'un projet « Territoire zéro déchet zéro gaspillage ».
Une campagne de caractérisation des ordures ménagères résiduelles en décembre 2014, a permis de mesurer la part des biodéchets à 37%.
Pour capter ce gisement et le valoriser, la RIVED a placé la prévention et la gestion des biodéchets en priorité de son PLPD. Elle souhaite s'orienter vers le déploiement à grande échelle du compostage de proximité de l'habitat vertical (compostage partagé) et des établissements publics, tout en poursuivant la dotation des habitations individuelles (habitat pavillonnaire)

Description :
Pour atteindre les objectifs de son PLPD, la RIVED vise un taux de couverture en composteurs de 31% de son habitat pavillonnaire, avec le développement de 60 aires de compostage et la distribution de 90 lombricomposteurs.

L'action de promotion du compostage se décline en 4 points :
1. La dotation en matériel de compostage, la RIVED met à disposition, à titre gratuit, le matériel (composteurs, bio seaux et mélangeurs)
2. La formation et l'accompagnement

Pour les particuliers : la RIVED assure gratuitement la formation des foyers lors de la distribution du matériel par l'intervention d'un maître composteur, le suivi de la pratique par l'organisation d'ateliers techniques, et une assistance téléphonique ou par mail, en cas de problème.
Pour le compostage partagé : la RIVED accompagne les porteurs de projets pendant un an, temps nécessaire pour l'autonomie du site (diagnostic et rencontre avec les porteurs de projet, installation du matériel, fourniture de la matière sèche, formation des référents et des foyers participants, 5 à 6 visites de contrôle par an)
3- La promotion du broyage des végétaux, dans ce cadre la RIVED travaille en étroite collaboration avec les fermes pédagogiques du territoire pour le développement de ces pratiques
4- La communication et la sensibilisation, la RIVED intervient régulièrement sur les évènements communaux, organise des distributions de compost sur les déchèteries intercommunales et sur les fermes pédagogiques du territoire, et s'est dotée d'outils de communication à destination des collectivités et du public (flyer sur le compostage, guide compostage et bâches…).

Depuis 2011, 1 897 composteurs et 152 lombricomposteurs ont été distribués, et 9 aires de compostage ont été aménagées.

Les objectifs d'ici 2020 sont les suivants :
Distribution de 1 200 composteurs en bois (de 300, 570 et 800 litres) et de 90 lombricomposteurs
Aménagement de 45 aires de compostage.

Ces objectifs en équipements devraient permettre, à l'horizon 2020, de détourner par an :
- Pour les composteurs : 400 tonnes de biodéchets
- Pour les lombricomposteurs : 8 tonnes de biodéchets
- Pour les aires de compostage : 56 tonnes de biodéchets.

Moyens mis en œuvre :
La RIVED est maître d'ouvrage.

Intérêt régional : Le projet contribue à l'atteinte des objectifs du PREDMA et du futur plan régional de prévention et de gestion des déchets, par le développement du compostage et des actions de prévention des déchets contribuant à la diminution des tonnages collectés.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants et acteurs (bailleurs, associations, personnels des établissements publics, cuisines centrales, crèches, écoles, cantines scolaires..) de la RIVED.

Détail du calcul de la subvention :

Il s'agit de la mesure 1 :
35 % des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 79 015,00 €, soit une aide régionale de 27 655,25 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisitions de composteurs	56 038,50	70,92%
Acquisition de lombricomposteurs	7 389,00	9,35%
Acquisition de bioseaux	4 372,50	5,53%
Acquisition de mélangeurs	4 680,00	5,92%
Panneaux aire de compostage	4 456,00	5,64%
Panneaux identification des composteurs	2 079,00	2,63%
Total	79 015,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	43 018,50	54,44%
Subvention Région Ile-de-France	27 655,25	35,00%
Subvention ADEME prévisionnelle	8 341,25	10,56%
Total	79 015,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	9 218,00 €
2019	9 218,00 €
2020	9 219,25 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	150 000,00 €
	Montant total	150 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014156

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : PROJET GEOBAPA : CARACTERISATIONS DE SOLS POUR L'ELABORATION D'UN REFERENTIEL DE FOND PEDO-GEOCHIMIQUE POUR L'ILE-DE-FRANCE ET LA NORMANDIE PAR BG INGENIEURS CONSEILS (94)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	196 100,00 €	50,00 %	98 050,00 €
	Montant Total de la subvention		98 050,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-20421-471009-1700
471009023- Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BG INGENIEURS CONSEILS
Adresse administrative : IMMEUBLE METROSUD
94200 IVRY SUR SEINE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Pierre KOHLER, Président

N° SIRET : 30355924900162

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les terres excavées issues des chantiers de construction et de travaux publics représentent en Île-de-France un gisement important, dont le potentiel de réutilisation est encore peu ou mal utilisé.
En effet, une grande majorité des terres excavées sur les chantiers franciliens sont, à l'heure actuelle, stockées en installations dédiées ou utilisées en remblayage de carrière. La réutilisation de ces terres en remblais sur d'autres chantiers, ou dans le cadre d'aménagements paysagers, représente un potentiel important et répondant à un triple enjeu :

- prévention des déchets
- diminution de la demande en matières premières pour les opérations concernées
- optimisation des distances de transport et des émissions de gaz à effet de serre.

Au moins 15% des terres excavées sont estimées valorisables en réutilisation hors site, ce qui correspond

à un potentiel de plusieurs millions de tonnes en Île-de-France.
Afin de faciliter et de généraliser ces pratiques de réutilisation des terres, le projet GEOBAPA vise à élaborer un outil opérationnel de référence sur les concentrations en substances dans les sols franciliens et normands. Une fois élaboré, ce référentiel permettra aux aménageurs et aux maîtres d'ouvrage de repérer les zones du territoire dont les valeurs de fond dans les sols sont compatibles avec la qualité chimique des terres excavées sur leurs projets, permettant ainsi de développer une filière de réutilisation régionale et locale des terres entre opérations d'aménagement voisines.
De plus, le référentiel permettra de valoriser des terres non inertes présentant des teneurs élevées en substances naturellement présentes dans les sols et sous-sols d'origine sédimentaire du bassin parisien, notamment les terres sulfatées.
« Le projet GEOPAPA est un projet lauréat de l'appel à manifestation d'intérêt 2017 organisé par l'ADEME pour sélectionner les bénéficiaires des aides au titre de la fiche 3.2 – Transition énergétique et valorisation économique du CPIER vallée de la Seine.
Son coût total s'élève à 1 070 223 € dont 428 089 € apportés par les cosignataires du CPIER (Etat, Ile-de-France et Normandie), qui interviennent chacun sur des dépenses de nature différente et complémentaires.

La présente proposition d'affectation porte sur la réalisation des opérations de traitement et d'interprétation des données issues des caractérisations de sols, et la définition et communication des valeurs de fond (phases 2 à 4). Il est à noter que le projet fait partie d'une opération plus globale, GEOBAPA II, lauréate 2017 de l'appel à manifestation d'intérêt « Transition écologique et valorisation économique » organisé dans le cadre du CPIER Vallée de la Seine. »

Description :
Le projet d'élaboration du référentiel de fond géochimique interrégional en Vallée de la Seine se déroule en quatre phases :
- Phase 1 terminée en juillet : intégration des acteurs, montage du groupe de pilotage, analyse de l'état de l'art, et établissement d'un plan d'échantillonnage pour la phase 2
- Phase 2 : phase pilote de déploiement restreint sur des secteurs tests et expérimentation opérationnelle (durée prévisionnelle de 6 mois)
- Phase 3 : déploiement à l'échelle interrégionale en Île-de-France et en Normandie (durée prévisionnelle de 10 mois)
- Phase 4 : diffusion du référentiel aux acteurs et communication (durée prévisionnelle de 6 mois).

Ce sont les phases 2 et 3 qui font l'objet de la demande de subvention. Ces deux phases portent sur la réalisation des caractérisations des sols.
Le référentiel de fonds géochimique sera constitué à partir de données d'aménageurs publics et privés, et complété pour les zones non couvertes par des caractérisations de sols telles que définies par le plan d'échantillonnage réalisé en phase 1 du projet.
Les sondages seront réalisés à une profondeur de 5 mètres environ, permettant de recouper le sol (au sens pédologique), les niveaux anthropisés, les formations naturelles peu ou pas affectées. 5 échantillons seront prélevés pour chaque sondage et feront l'objet d'analyses (granulométrie, teneur en eau, pH, éléments traces métalliques, fractions solubles, sulfates, composés organiques, …).
En première approche, il est envisagé de réaliser environ 80 sondages sur l'ensemble des zones pilotes, soit un total de 400 échantillons destinés aux analyses. Celles-ci seront réalisées par le laboratoire Alcontrol, accrédité COFRAC.
Par la suite, une expérimentation opérationnelle réalisée sur un projet d'aménagement en cours permettra de vérifier l'adéquation du référentiel élaboré avec la réalité du terrain, et éventuellement d'adapter la méthodologie.
Lors de la phase 3, 300 sondages supplémentaires seront réalisés (soit environ 1 500 échantillons). La

bancarisation des données sera ensuite assurée par le BRGM dans le cadre de la Base de Données sur les Sols Urbains (BDSolU).
Un comité de pilotage sera réuni tout au long du projet pour permettre aux différents acteurs parties-prenantes et co-financeurs de suivre sa réalisation.

Moyens mis en œuvre :
Le projet GEOBAPA est mené par un groupement de quatre structures : Soltracing (qui coordonne le projet), BG Ingénieurs Conseils, Geovariances et Althea Ingénierie.
Concernant la réalisation des caractérisations de sols, BG Ingénieurs Conseils pilotera cet aspect du projet, dont la réalisation opérationnelle sera sous-traitée au laboratoire Alcontrol.

Intérêt régional : Le projet contribue à l'atteinte des objectifs du PREDEC en permettant le développement des pratiques de réutilisation des terres excavées. De plus, le projet s'inscrit dans une logique d'économie circulaire locale, et rejoint ainsi les ambitions du futur plan régional de prévention et gestion des déchets, qui est en cours d'élaboration par la Région.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Chantiers publics et privés d'Île-de-France

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 1 :
50% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 196 100,00 €, soit une aide régionale de 98 050,00 €.
Cette aide est appliquée sous le regime des minimis.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Eco circulaire BTP

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Caractérisations des sols (phase 2)	42 400,00	21,62%
Caractérisations des sols (phase 3)	153 700,00	78,38%
Total	196 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	98 050,00	50,00%
Subvention Région Ile-de-France	98 050,00	50,00%
Total	196 100,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	49 025,00 €
2019	49 025,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014159

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ACQUISITION DE COMPOSTEURS PAR LE SYNDICAT EMERAUDE (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	114 771,00 €	35,00 %	40 170,00 €
	Montant Total de la subvention		40 170,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204141-471009-1700
471009023- Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT EMERAUDE
Adresse administrative : 12 RUE MARCEL DASSAULT
95130 LE PLESSIS BOUCHARD
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur GERARD LAMBERT-MOTTE, Président

N° SIRET : 25950236700024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le syndicat Emeraude (17 communes, 270 000 habitants), lauréat 2015 « Territoire zéro déchet zéro gaspillage » du Ministère de l'Ecologie, souhaite faciliter la pratique du compostage chez les particuliers, en pieds d'immeubles et dans les établissements scolaires de son territoire.

Description :
Le syndicat Emeraude propose aux habitants de son territoire des composteurs, des lombricomposteurs et des aérateurs à prix réduit.Chaque distribution est accompagnée d'un livret explicatif, d'un bioseau et d'un autocollant rappelant les consignes de tri. Des ateliers de sensibilisation sont également proposés pour apprendre à composter ou améliorer sa pratique.
Les campagnes de communication précédentes ont permis de faire évoluer le nombre de composteurs vendus de 481 en 2015, à 807 en 2016.

Parallèlement, afin de développer la pratique du compostage en pieds d'immeubles, le syndicat :
- a édité un support de communication spécifique pour le compostage collectif
- a réalisé des panneaux signalétiques à fixer sur les composteurs
- propose des formations.

En 2016, les 17 sites équipés étaient alimentés par les apports de 208 foyers.

Des composteurs sont fournis aux établissements scolaires souhaitant développer un projet pédagogique pour lesquels des formations sont proposées au personnel. 41 établissements scolaires étaient concernés en 2016.

Pour cette nouvelle phase de développement du compostage, le syndicat Emeraude souhaite mener par ailleurs une nouvelle phase de developpement du compostage et s'est fixé les objectifs suivants :
- distribution de
o 800 composteurs en 2018, et 900 en 2019
o 20 lombricomposteurs en 2018, et 30 en 2019
o 400 aérateurs en 2018, et 500 en 2019
o 1000 bioseaux en 2018, et 1200 en 2019
- équipement de 20 sites collectifs supplémentaires en 2018, et 30 sites en 2019
- mobilisation de 10 établissements scolaires en 2018, et 15 en 2019.

- Deux chargés de mission prévention des déchets, un maitre composteur, et un chargé de communication seront mobilisés par le syndicat pour réaliser le projet.
- Un prestataire pour le suivi des sites de compostage collectif et de compostage en établissement scolaire.
Les composteurs seront distribués par les agents techniques du syndicat et des services techniques des communes.

Moyens mis en œuvre :
Le syndicat Emeraude est maître d'ouvrage

Intérêt régional : Le projet contribue à l'atteinte des objectifs du PREDMA et du futur plan régional de prévention et de gestion des déchets par le développement du compostage et des actions de prévention des déchets contribuant à la diminution des tonnages collectés.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les habitants, élèves et personnels des établissements scolaires concernés du syndicat Emeraude

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 1 :
35 % des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 114 771,00 €, soit une aide régionale de 40 170,00 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisitions de composteurs	93 229,00	81,23%
Acquisition de lombricomposteurs	4 375,00	3,81%
Acquisition d'aérateurs	13 500,00	11,76%
Acquisition de bioseaux	3 667,00	3,20%
Total	114 771,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	74 601,00	65,00%
Subvention Région Ile-de-France	40 170,00	35,00%
Total	114 771,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 085,00 €
2019	20 085,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	12 810,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	40 358,50 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	250 193,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	22 400,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	200 000,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	194 877,00 €
	Montant total	720 638,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014160

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : INSTALLATION DE BORNES ENTERREES A AULNAY-SOUS-BOIS PAR IMMOBILIERE 3F (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	637 000,00 €	20,00 %	127 400,00 €
	Montant Total de la subvention		127 400,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-20421-471009-1700
471009023- Economie circulaire - Déchets - Actions territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 février 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet consiste à équiper en bornes enterrées deux résidences I3F au Gros Saule à Aulnay-Sous-Bois, concernant 521 habitants.
Actuellement, les déchets sont collectés en porte-à-porte en bacs roulants. Le projet de mise en place de bornes enterrées a pour objectif d'améliorer les performances de collectes sélectives tout en diminuant les problèmes d'hygiène liés à la présence des bacs.

Description :
Pour répondre aux besoins des habitants, I3F avec l'appui des services techniques de la ville d'Aulnay-Sous-Bois prévoit l'installation de 2 modules de 6 bornes (2 bornes pour chaque flux de déchets collectés) rue du Dr Laënnec, et de 2 modules de 3 bornes (une borne par flux) rue du Dr Fleming.

Au total, 18 bornes seront installées sur 4 emplacements, réparties de la manière suivante :
- 6 bornes enterrées de couleur grise de 5m3 pour la collecte des ordures ménagères résiduelles
- 6 bornes enterrées de couleur bleue de 5m3 pour la collecte des emballages (hors verre)
- 6 bornes enterrées de couleur verte de 3m3 pour la collecte du verre.

Le calcul du nombre de bornes nécessaires pour la collecte des emballages intègre l'évolution des consignes de tri à l'ensemble des plastiques, qui doit être mise en place d'ici 2022 (Loi TECV).

L'achat, les travaux et la pose des bornes enterrées seront assurés par Immobilière 3F. L'établissement Public Territorial Terres d'Envols, dont la ville d'Aulnay-sous-Bois fait partie, sera en charge de la collecte.
Une sensibilisation des habitants à l'utilisation de ces nouveaux dispositifs de collecte est prévue via l'association « Voisin Malin ».

Moyens mis en œuvre :
Immobilière 3F est maître d'ouvrage.

Intérêt régional : Le projet contribue à l'atteinte des objectifs du PREDMA et du futur plan régional de prévention et de gestion par l'amélioration des performances de la collecte sélective des emballages et du verre en habitat collectif.
Le projet vise également à améliorer le cadre de vie et la propreté du domaine public.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Habitants du quartier concerné à Aulnay-sous-Bois (Le Gros Saule)

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 3 :
20% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 637 000,00 €, soit une aide régionale de 127 400,00 €.

Localisation géographique :
- AULNAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat, travaux et pose des bornes enterrés	637 000,00	100,00%
Total	637 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	509 600,00	80,00%
Subvention Région Ile-de-France	127 400,00	20,00%
Total	637 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	127 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 251 076,00 €
	Montant total	27 293 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009753

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : EXPERIMENTATION D'UNE SOLUTION DE COLLECTE DE PROXIMITE ET DE COMPOSTAGE URBAIN DE BIODECHETS PAR LA SAS LES ALCHIMISTES (93) – FONCTIONNEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	58 445,00 €	34,22 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-72-6574-172001-1700
17200107- Plan régional de prévention

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES ALCHIMISTES
Adresse administrative : 6 RUE ARNOLD GERAUX
93450 L'ILE SAINT DENIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Alexandre GUILLUY, Président

N° SIRET : 82429834300016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif du projet est d'expérimenter en zone urbaine dense la collecte et le compostage des biodéchets produits par les ménages et les activités économiques. Cette expérimentation sur un seul site devrait permettre de tester et valider le modèle technique, économique et réglementaire de cette solution, et de montrer la pertinence du modèle aux financeurs et partenaires. A terme, l'objectif est de développer, d'ici 2023, 10 sites similaires, ce qui représenterait 5 400 tonnes de biodéchets traitées par an.

Description :
La solution envisagée repose sur plusieurs innovations :

- La collecte des biodéchets de la restauration en zone hyper-urbaine en logistique douce au moyen de vélos-cargos. La clientèle visée est constituée des « gros producteurs » (plus de 10 t/an), qui ont depuis 2016 l'obligation de trier et valoriser leurs biodéchets. Il s'agit principalement des restaurants, cantines scolaires et supermarchés. La phase d'expérimentation permettra de tester différentes modalités de collecte , ainsi que les prix des prestations pour définir la ou les meilleures offres de collecte adaptées aux différents producteurs. L'expérimentation sera calibrée sur une quantité de 150 à 300 kg de biodéchets collectés par jour.
- Le compostage des biodéchets en milieu hyper-urbain au moyen d'un électro-composteur, qui permet d'offrir une solution industrielle et commerciale aboutie, tout en restant en-dessous du seuil de classement ICPE (installation classée pour la protection de l'environnement). Des contacts étroits ont été pris avec les autorités environnementales (services de l'Etat) pour valider la conformité réglementaire de cette solution, et la maîtrise des nuisances éventuelles (nuisances olfactives maîtrisées par la mise en place d'un biofiltre). Les structurants (broyats végétaux) nécessaires au process seront fournis par les associations Halage et Etudes et Chantiers.
- La création d'un nouveau métier de « collecteur – composteur », en travaillant notamment avec l'ADIE (Association pour le Droit à l'Initiative Economique) sur l'idée d'un déploiement sous forme de micro-franchise.
- La production d'un compost en ville à partir de biodéchets urbains, répondant aux normes de qualité réglementaire (NFU 44051), et susceptible d'être valorisé en circuit court (particuliers, espaces verts et projets d'agriculture urbaine).

Ce dispositif n'a pas encore fait l'objet d'une expérimentation en France. Cependant, le porteur de projet est en relation avec deux initiatives similaires à l'étranger :

- La start-up canadienne HopCompost basée à Calgary.
- La ville néerlandaise de Hengelo.

Moyens mis en œuvre :
Les moyens humains mobilisés seront constitués de 2 ingénieurs à tiers-temps pendant 9 mois et un stagiaire à temps plein pendant 6 mois pour l'organisation générale et technique, les relations clients et l'élaboration du système d'information. Il s'agira de l'équipe des Alchimistes et du personnel de l'association Halage.

Intérêt régional : A court terme, l'objectif est de démultiplier ces installations sur d'autres zones urbaines franciliennes et de se positionner également en prestataire des collectivités pour collecter et traiter les biodéchets des ménages.

Cette opération contribue à l'atteinte des objectifs du PREDMA, en concourant à la valorisation organique des déchets. Elle permet également de contribuer aux objectifs ambitieux de la loi de transition énergétique pour la croissance verte, qui met un focus particulier sur le flux de biodéchets, et qui a imposé le développement d'une filière de collecte et de traitement des biodéchets des professionnels en 2016, et des biodéchets des ménages en 2025.
De plus, cette opération répond à une des problématiques spécifiques de l'Ile-de-France, qui est la zone urbaine très dense, rendant difficile l'implantation d'installations industrielles de méthanisation ou de compostage des biodéchets sur le territoire du Grand Paris.
Elle permet d'élargir l'offre de service de collecte et de traitement aux producteurs de biodéchets, tout en

réduisant très fortement le transport routier généré par la gestion des biodéchets (facteur 20 par rapport à un traitement en grande couronne). Elle contribue donc à l'atteinte des objectifs du Plan de Protection de l'Atmosphère de la Région.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le public cible de cette opération est constitué prioritairement des professionnels de la restauration du quartier, dans un rayon de 1,5 km autour des Grands Voisins, dont les 2 sites de restauration des Grands Voisins. Ce sont principalement des petits et moyens établissements, dont les déchets sont actuellement majoritairement gérés par le service public de gestion des déchets (il s'agit en fait de déchets assimilés aux déchets ménagers).
S'ils le souhaitent, les riverains pourront apporter leurs biodéchets, cela permettra de sonder l'intérêt des particuliers pour ce type de solution.

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 3 :
34,22% des dépenses éligibles en fonctionnement qui correspondent à 58 445,00 €, soit une aide régionale de 20 000,00 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	50 445,00	86,31%
Analyses laboratoires	3 000,00	5,13%
Evaluation externe	5 000,00	8,56%
Total	58 445,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	18 445,00	31,56%
Subvention Région Ile de France	20 000,00	34,22%
Subvention prévisionnelle BPI - Paris Initiative Amorçage	20 000,00	34,22%
Total	58 445,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	9 000,00 €
	Montant total	9 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014158

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : PROJET GEOBAPA : ELABORATION D'UN REFERENTIEL DE FOND PEDO-GEOCHIMIQUE POUR L'ILE-DE-FRANCE ET LA NORMANDIE PAR GEOVARIANCES (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	63 910,00 €	31,29 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-72-6574-172001-1700
17200107- Plan régional de prévention

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GEOVARIANCES
Adresse administrative : 49 BIS AVENUE FRANKLIN ROOSEVELT
77210 AVRON
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Olivier BERTOLI, Président

N° SIRET : 33769058000051

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les terres excavées issues des chantiers de construction et de travaux publics représentent en Île-de-France un gisement important, dont le potentiel de réutilisation est encore peu ou mal utilisé.
En effet, une grande majorité des terres excavées sur les chantiers franciliens sont, à l'heure actuelle, stockées en installations dédiées ou utilisées en remblayage de carrière. La réutilisation de ces terres en remblais sur d'autres chantiers, ou dans le cadre d'aménagements paysagers, représente un potentiel important et répondant à un triple enjeu :

- prévention des déchets
- diminution de la demande en matières premières pour les opérations concernées
- optimisation des distances de transport et des émissions de gaz à effet de serre.

Au moins 15% des terres excavées sont estimées valorisables en réutilisation hors site, ce qui correspond à un potentiel de plusieurs millions de tonnes en Île-de-France.

Afin de faciliter et de généraliser ces pratiques de réutilisation des terres, le projet GEOBAPA vise à élaborer un outil opérationnel de référence sur les concentrations en substances dans les sols franciliens et normands. Une fois élaboré, ce référentiel permettra aux aménageurs et aux maîtres d'ouvrage de repérer les zones du territoire dont les valeurs de fond dans les sols sont compatibles avec la qualité chimique des terres excavées sur leurs projets, permettant ainsi de développer une filière de réutilisation régionale et locale des terres entre opérations d'aménagement voisines.
De plus, le référentiel permettra de valoriser des terres non inertes présentant des teneurs élevées en substances naturellement présentes dans les sols et sous-sols d'origine sédimentaire du bassin parisien, notamment les terres sulfatées.
« Le projet GEOPAPA est un projet lauréat de l'appel à manifestation d'intérêt 2017 organisé par l'ADEME pour sélectionner les bénéficiaires des aides au titre de la fiche 3.2 – Transition énergétique et valorisation économique du CPIER vallée de la Seine.
Son coût total s'élève à 1 070 223 € dont 428 089 € apportés par les cosignataires du CPIER (Etat, Ile-de-France et Normandie), qui interviennent chacun sur des dépenses de nature différente et complémentaires.

La présente proposition d'affectation porte sur la réalisation des opérations de traitement et d'interprétation des données issues des caractérisations de sols, et la définition et communication des valeurs de fond (phases 2 à 4). Il est à noter que le projet fait partie d'une opération plus globale, GEOBAPA II, lauréate 2017 de l'appel à manifestation d'intérêt « Transition écologique et valorisation économique » organisé dans le cadre du CPIER Vallée de la Seine. »

Description :
Le projet d'élaboration du référentiel de fond géochimique interrégional en Vallée de la Seine se déroule en quatre phases :
- Phase 1 terminée en juillet : intégration des acteurs, montage du groupe de pilotage, analyse de l'état de l'art, et établissement d'un plan d'échantillonnage pour la phase 2
- Phase 2 : phase pilote de déploiement restreint sur des secteurs tests et expérimentation opérationnelle (durée prévisionnelle de 6 mois)
- Phase 3 : déploiement à l'échelle interrégionale en Île-de-France et en Normandie (durée prévisionnelle de 10 mois)
- Phase 4 : diffusion du référentiel aux acteurs et communication (durée prévisionnelle de 6 mois).

Ce sont les opérations de traitement et d'interprétation des données issues des caractérisations de sols qui font l'objet de la demande de subvention, auxquelles se rajoutent la définition et la communication des valeurs de fond.
Ces actions sont comprises dans les phases 2, 3 et 4.
Le fond géochimique ne peut pas être décrit par une seule valeur de concentration ; il s'agit d'assurer un traitement statistique de l'ensemble des valeurs obtenues par les caractérisations de sols, afin de définir les valeurs de fond qui seront utilisées dans le référentiel final. Afin de limiter le nombre de prélèvements à réaliser, la méthodologie prévoit également l'exploitation de données historiques relatives au fond géochimique des sols d'Île-de-France et de Normandie, dont il s'agira de garantir la représentativité pour les entités concernées.
Un comité de pilotage sera réuni tout au long du projet pour permettre aux différents acteurs parties-prenantes et co-financeurs de suivre sa réalisation.

Moyens mis en œuvre :
Le projet GEOBAPA est mené par un groupement de quatre structures : Soltracing (qui coordonne le projet), BG Ingénieurs Conseils, Geovariances et Althea Ingénierie.
Au sein de ce groupement, Géovariances est en charge du traitement statistique des différentes données

de caractérisation de sols et de l'interprétation de ces données.

Intérêt régional : Le projet contribue à l'atteinte des objectifs du PREDEC en permettant le développement des pratiques de réutilisation des terres excavées. De plus, le projet s'inscrit dans une logique d'économie circulaire locale, et rejoint ainsi les ambitions du futur plan régional de prévention et gestion des déchets, qui est en cours d'élaboration par la Région.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Chantiers publics et privés d'Île-de-France

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 1 :
31,29% des dépenses éligibles en fonctionnement qui correspondent à 63 910,00 €, soit une subvention régionale de 20 000,00 €.
Cette aide est attribuée sous le régime des minimis.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Traitement statistiques et interprétation (phase 2)	17 080,00	26,73%
Traitement statistiques et interprétation (phase 3)	39 760,00	62,21%
Communication et diffusion du référentiel (phase 4)	7 070,00	11,06%
Total	63 910,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	17 782,00	25,80%
Subvention Région Ile-de-France	20 000,00	29,02%
Subvention ADEME prévisionnelle	31 128,00	45,17%
Total	68 910,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 000,00 €
2019	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014185

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ETUDE DES PRATIQUES DES ENTREPRISES FRANCILIENNES DU BTP EN MATIERE DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS DE CHANTIERS ET ACTUALISATION DU GISEMENT FRANCILIEN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	92 083,00 €	50,00 %	46 041,50 €
	Montant Total de la subvention		46 041,50 €

Imputation budgétaire : 937-72-6574-172001-1700
17200107- Plan régional de prévention

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CELLULE ECONOMIQUE MAT CONST
Adresse administrative : 19 RUE MIOLLIS
75732 PARIS 15 CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Olivier DE MOURGUES, Président

N° SIRET : 31008213600014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
En Île-de-France, les déchets de chantiers produits par les entreprises du bâtiment et des travaux publics représentent un volume qui avait été estimé à 30 millions de tonnes par an en 2010, dans le cadre des travaux d'élaboration du PREDEC. Les enjeux concernant ces déchets sont nombreux, et il est essentiel de mobiliser les producteurs de ces déchets afin de les réduire et de les valoriser au mieux.
La Cellule Economique Régionale de la Construction (CERC) Île-de-France propose de réactualiser ces données en réalisant une étude auprès des entreprises franciliennes du BTP, qui permettra de quantifier et qualifier le gisement des déchets générés par leurs activités. Ce travail d'actualisation sera utile pour alimenter le nouveau Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD), en cours d'élaboration par la Région.

Description :
L'étude proposée par la CERC sera structurée autour de 5 volets :

Volet 1 – Enquête auprès d'un échantillon d'entreprises de Travaux Publics
Il s'agira d'une enquête avec analyse des pratiques des entreprises de Travaux Publics, qui sera réalisée en partenariat avec la FRTP (Fédération Régionale des Travaux Publics) d'Ile-de-France.
Elle permettra d'obtenir des données représentatives au niveau départemental des entreprises selon :
- Leur activité
- Leur taille (nombre de salariés)
- La localisation géographique des chantiers de l'entreprise.

Le questionnaire sera élaboré en étroite collaboration avec la FRTP.
Les attendus :
- Quantifier et qualifier le gisement des déchets produits par les entreprises du TP
- Préciser les modes de gestion des déchets pour chaque typologie de déchets
- Quantifier et préciser la consommation de matériaux recyclés, et notamment le réemploi sur chantiers (utilisation sur le même chantier de production des déchets) ou sur d'autres chantiers.

Volet 2 – Etude des déchets produits par les entreprises du bâtiment hors démolition
Il s'agira d'une étude des déchets générés en 2015 par les entreprises du bâtiment hors démolition, à partir de ratios actualisés et d'une enquête qualitative sur les pratiques de ces entreprises.
Sur la base de l'étude menée par la CERC Île-de-France en 2013, dans le cadre du PREDEC, une enquête sera réalisée auprès d'un échantillon représentatif au niveau départemental des entreprises du bâtiment, pour mettre à jour les ratios 2015 de production de déchets par activités et en fonction des :
- Surfaces construites pour les activités liées à la construction
- Surfaces réhabilitées, et à défaut chiffre d'affaire pour les activités liées à la réhabilitation.

Les attendus :
- Quantifier et qualifier le gisement des déchets produits par les entreprises du bâtiment
- Préciser les modes de gestion des déchets pour chaque typologie de déchets.

Volet 3 – Enquête auprès des entreprises de démolition adhérentes au SNED (Syndicat National des Entreprises de Démolition)
Cette enquête sera réalisée en partenariat avec le SNED sur les gisements produits en 2015.
Elle permettra d'obtenir des données des entreprises représentatives au niveau départemental, sur la typologie des déchets produits ainsi que sur leurs modes de gestion, selon :
- Leur activité
- Leur taille (nombre de salariés)
- La localisation géographique des chantiers de l'entreprise.

Les attendus :
- Quantifier et qualifier le gisement des déchets produits par les entreprises de démolition
- Préciser les modes de gestion des déchets pour chaque typologie de déchets.

Volet 4 – Etude prospective aux horizons 2025 et 2031 des déchets du BTP
Il s'agira d'une étude basée sur une analyse des grands projets et des évolutions de différents indicateurs franciliens (démographie, renouvellement urbain, …).
L'évaluation du gisement prospectif des déchets du BTP sera réalisée sur la base d'une évolution courante avec intégration des grands projets, avec notamment l'interview des principaux maîtres d'ouvrages régionaux.
Les attendus :
Quantifier et qualifier par grande typologie de déchets le gisement régional des déchets attendus aux horizons 2025 et 2031, selon plusieurs scénarios notamment en tenant compte de la mise en œuvre plus ou moins forte des politiques de prévention des déchets.

Volet 5 – Etude sur le gisement des déchets du BTP pour l'année 2015 et de manière prospective aux horizons 2025 et 2031
Il s'agira d'une étude basée sur la méthodologie développée par Vincent Augiseau dans le cadre de ses travaux de thèse (soutenue par la Région Île-de-France), portant notamment sur l'analyse des flux de matériaux et de déchets de construction en Île-de-France :
- Une évaluation du gisement issu des activités du BTP pour l'année 2015
- Une évaluation prospective du gisement issu des activités du BTP aux horizons 2025 et 2031.

Cette étude sera réalisée en partenariat avec Vincent Augiseau. Elle permettra de croiser avec une autre approche les chiffres issus des études et enquêtes précédemment citées.
Les attendus :
- Quantifier et qualifier le gisement des déchets produits, en 2015, par les entreprises du BTP par grande typologie de déchet, et de manière prospective aux horizons 2025 et 2031
- Disposer d'une évaluation pouvant être comparée aux résultats issus des volets 1, 2, 3 et 4.

La CERC Île-de-France confiera à un prestataire extérieur la réalisation des enquêtes, et assurera pour ces dernières :
-les travaux préparatoires au lancement (élaboration des questionnaires, échantillonnage)
-le suivi
-le traitement des résultats et les analyses statistiques.

Moyens mis en œuvre :
La CERC sera maître d'ouvrage.

Intérêt régional : Cette opération s'inscrit dans la réalisation de l'état des lieux du nouveau Plan Régional de Prévention et Gestion des Déchets (PRPGD), pour sa partie concernant les déchets du BTP.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les entreprises et maîtres d'ouvrage du BTP en Île-de-France

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 4 :
50% des dépenses éligibles en fonctionnement qui correspondent à 92 083,00 €, soit une aide régionale de 46 041,50 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Enquêtes	26 400,00	28,67%
Analyses	65 683,00	71,33%
Total	92 083,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	18 416,60	20,00%
Subvention Région Ile-de-France	46 041,50	50,00%
Subvention ADEME prévisionnelle	27 624,90	30,00%
Total	92 083,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	46 041,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Cotisations Unité Développement	19 820,00 €
2015	Cotisations Unité Développement	19 820,00 €
	Montant total	39 640,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014317

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : EIE - AIDE DE BASE- ETUDES ET CHANTIERS - ATELIER VÉLO DE CLICHY - ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	318 165,00 €	6,97 %	22 172,00 €
	Montant Total de la subvention		22 172,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-1700
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 PLACE JULES VALLES
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrice NICOLAS, Président

Date de publication au JO : 10 février 2001

N° SIRET : 44066204700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : ACI Atelier vélo de Clichy recyclage de vélos et promotion de la mobilité douce

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multi partenarial et pluriannuel, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Ile-de-France.

Objectifs :
L'Atelier Vélo de Clichy emploie depuis avril 2011, des personnes en insertion sociale et professionnelle dans le cadre d'un chantier d'insertion. Ce lieu de travail accueillant et convivial bénéficie de la participation de bénévoles et d'habitants du quartier.
Ses objectifs sont multiples. Il s'agit de :
Promouvoir la mobilité à vélo et le recyclage,

Accompagner des personnes en difficultés dans leur parcours d'insertion,
Créer du lien social, de la mixité et de la participation bénévole en proposant une activité de nature participative (l'auto-réparation de vélos).
La réussite de ce projet repose sur le professionnalisme de l'outil d'insertion, l'implication bénévole, la convivialité du lieu, l'accompagnement personnalisé, la valorisation du travail par les citoyens du quartier ou d'ailleurs qui s'intéressent à l'action sous ses différentes facettes : recyclage, promotion du vélo, solidarité, lien social.

Description :
Depuis janvier 2014, l'ACI Atelier Vélo de Clichy est porté par l'association études ET chantiers IDF qui s'en est vu confier la gestion par l'association BicyclAide afin que cette dernière puisse se consacrer à l'animation de la vie associative locale et au développement de nouveaux projets.
Etudes et chantiers assure la continuité de l'opération menée les 3 années précédentes par BicyclAide, qui consiste à :
Récupérer des vélos initialement destinés au rebut par le biais de partenariats divers (vélos réformés de la Poste, déchetteries, bailleurs sociaux, Police Municipale, dons de particuliers...)
Remettre en état ces vélos et les proposer à la vente aux adhérentEs,
Assurer des séances d'auto-réparation visant à former les adhérentEs à entretenir et à réparer leur vélo, dans le but qu'ils et elles circulent à vélo plus souvent et plus longtemps.
Réaliser des animations hors des murs à destination d'entreprises et de collectivités soucieuses de promouvoir la pratique du vélo auprès de leurs usagers.
Embaucher, former et accompagner 10 personnes en parcours d'insertion qui assureront elles-mêmes les missions d'accueil et de vente ainsi que de formation à la mécanique cycle des adhérentEs.
Etudes ET chantiers prévoit dès 2014 de développer l'impact environnemental de l'action (croissance de l'activité de recyclage et d'animation) ainsi que son impact social (amélioration des procédures d'accompagnement, augmentation du nombre de stages d'immersion, renforcement du plan de formation...)

Moyens mis en œuvre :
Les moyens humains mobilisés au service de ce projet sont nombreux :
- 1 encadrant technique et pédagogique (1 ETP)
- 1 accompagnatrice socioprofessionnelle (0,5 ETP)
- 1 cadre senior via la fondation Orange en charge du développement technique et des partenariats (0,6 ETP)
- 1 volontaire en service civique en charge de l'animation de la vie associative (0,8 ETP)

La mobilisation d'une vingtaine de bénévoles actifs assurant notamment les permanences du dimanche et participant aux animations ayant lieu à Clichy.
La mobilisation de l'équipe d'études et chantiers en appui (direction, coordination insertion et technique, pôle administratif et financier, communication…)
L'atelier est situé rue Martre à Clichy au Centre Léon Blum, Pôle dédié à l'économie sociale et solidaire à Clichy. Il dispose actuellement d'un local de 200 m² composé de 2 espaces d'atelier, 2 espaces de stockage, 1 bureau, des vestiaires/sanitaires H/F, ainsi que d'1 espace d'accueil et de vente. Il est actuellement équipé pour 8 postes de mécanique en simultané et possède également un vélo triporteur à assistance électrique, le tout acquis en 2010-2011.

Intérêt régional : L'Atelier vélo de Clichy s'inscrit pleinement dans les orientations régionales par une prise en compte exhaustives des dimensions environnementales et d'utilité sociale à travers son action. Il s'agit d'une action d'économie circulaire.
Environnement : recyclage et réemploi de déchets, promotion du vélo et des mobilités douces, déplacements en véhicule mécanique ou électrique.
Utilité sociale : mobilisation des habitants par le choix de l'autoréparation (do it yourself), participation bénévole, mixité sociale et de genre. Création d'emplois de transition et d'emplois pérennes.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
Les publics ciblés par les emplois d'insertion sont les jeunes de moins de 26 ans de faible niveau de qualification, les personnes de plus de 45 ans, les demandeurs d'emploi de longue durée, les travailleurs handicapés, les bénéficiaires des minimas sociaux (RSA, ASS, AHH...)..
Les publics ciblés par le poste d'animateur en emploi d'avenir sont les jeunes de faible niveau de qualification.
Les publics cibles de l'offre de service vélos sont les habitants des zones CUCS des quartiers situés sur un rayon de 2 km de l'atelier et le grand public.

Localisation géographique :

- CLICHY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	12 950,00	4,07%
Charges extérieures	5 160,00	1,62%
Autres charges de gestion courante	4 672,00	1,47%
Impôts et taxes	4 500,00	1,41%
Salaires et charges de personnel	243 023,00	76,38%
Autres charges de personnel	4 110,00	1,29%
Charges exceptionnelles	43 750,00	13,75%
Total	318 165,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	84 853,00	26,67%
Aides aux postes	142 024,00	44,64%
Subvention Département 92 (sollicitée)	21 000,00	6,60%
Subvention Commune de Clichy-la-Gerenne (sollicitée)	10 000,00	3,14%
Subvention Région IDF EIE (sollicitée)	22 172,00	6,97%
Subvention Région IDF autres (sollicitée)	7 000,00	2,20%
FSE	15 000,00	4,71%
FDI	10 000,00	3,14%
OPCA	1 116,00	0,35%
Auto-financement	5 000,00	1,57%
Total	318 165,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	22 172,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	23 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	210 195,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	260 218,00 €
2016	ARSIE- Aide à l'investissement	11 230,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	201 783,00 €
2016	Passerelles entreprises	55 000,00 €
	Montant total	761 426,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014318

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : EIE - AIDE DE BASE- ETUDES ET CHANTIERS IDF - CHANTIER D'INSERTION SUR LE RECYCLAGE, LA VENTE ET LA LOCATION DE VÉLOS AUX ULIS - ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	338 829,00 €	6,69 %	22 660,00 €
	Montant Total de la subvention		22 660,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-1700
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 PLACE JULES VALLES
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrice NICOLAS, Président

Date de publication au JO : 10 février 2001

N° SIRET : 44066204700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Ce projet a pour but la mise en œuvre d'un chantier d'insertion accueillant 12 personnes en parcours d'insertion vers l'emploi au travers du recyclage, de la vente, de la location de vélos aux Ulis

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multi partenarial et pluriannuel, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Ile-de-France.

Objectifs :
Cet atelier d'insertion a pour objectifs de permettre à des personnes exclues du marché du travail une mise en activités progressive, de développer l'autonomie et l'employabilité des salariés en insertion, d'accompagner de manière renforcée pour une inscription dans une suite de parcours, de mettre en place

une action solidaire qui encourage une implication active des personnes, de promouvoir la responsabilisation de chacun autour du développement durable. Il s'inscrit dans l'agenda 21 de la Ville des Ulis.
L'objectif technique poursuivi est la récupération, le recyclage, la réparation, la location et la revente des vélos d'occasion. Les salariés en insertion réalisent donc des tâches liées à la mécanique cycle et à la vente de ces biens et services.
Initialement, l'association études et chantiers Ile-de-France a répondu à l'appel à projets lancé par Jean-Paul Doyer, Chargé de mission emploi-insertion à la ville des Ulis, pour la mise en place d'un chantier d'insertion avec pour support d'activité la remise en état de cycles.
Il répond également à un besoin d'accompagnement de personnes éloignées de l'emploi.
L'ensemble des acteurs de l'insertion et de l'emploi du secteur des Ulis a détecté de réels besoins auprès des habitants du secteur en termes d'accompagnement vers l'emploi et d'accompagnement social renforcé. Peu d'actions de ce type sont offertes aux publics en difficultés, éloignés de l'emploi : Atout PLIE, UT91, CG91, Mission Locale, Pôle Emploi, Services d'accompagnement des bénéficiaires du RSA, etc...

Description :
Ce chantier d'insertion est ouvert à 12 personnes en difficultés sociales et/ou professionnelle bénéficiant d'un CDDI.
Le chantier se déroule en trois temps bien distincts sachant que le temps de travail est de 24 heures / semaine (du lundi au vendredi) :
- Un temps de production, mené par l'encadrant technique
- Un temps d'accompagnement professionnel et social, dont la durée varie en fonction des problématiques des salariés
- Un temps de formation pré-qualifiante, destiné à compléter l'application pratique sur le terrain

PRODUCTION :
L'atelier fonctionne donc autour de 5 services :
1 - Récupération/Recyclage
2 - Réparation : le service de réparation est désormais exclusivement orienté vers l'autoréparation. Les salariés accompagnent les adhérents dans la réparation ou restauration de leur vélo.
3 - Vente occasion
4 - Location
5 - Accueil des adhérents et gestion informatique des adhérents

FORMATION
En parallèle de la production, nous mettons un accent fort sur la formation des salariés
Depuis l'année 2012 nous avons mis en place une formation technique (cqp mécanicien cycle) avec l'Institut National du Cycle et Motocycle sur ma base de 100 heures, complétant ainsi la formation dispensée par l'encadrant technique du chantier.
Chaque salarié est également formé au SST/PRAP par notre formateur interne labellisé INRS/chantier école.

ACCOMPAGNEMENT SOCIO PROFESSIONNEL
Le troisième axe de travail auprès des salarié est fondamental pour la remobilisation vers l'emploi En effet l'accompagnement socio professionnel est organisé autour d'entretien individuel, d'ateliers collectifs, de bilan avec les référents sociaux de parcours, afin de définir les plus précisément les freins vers un emploi durable et ainsi élaboré un plan d'accompagnement à la résolution de ces freins : santé physique et mentale, logement, linguistique, formation, projet professionnel, budget, justice, etc…

Moyens mis en œuvre :
RESSOURCES HUMAINES :
Pour encadrer l'atelier, nous nous appuyons sur une équipe d'encadrement complsée de :
- 1 encadrant technique - 1 ETP
- 1 assistant encadrant technique - 0.74 ETP
- 1 accompagnatrice socioprofessionnelle - 0.5 ETP

Cette équipe est soutenue par l'équipe administrative de l'association : direction, coordination, comptabilité, administration, communication, logistique.
MOYENS TECHNIQUES :LOCAUX (140m²) : mise à disposition par la ville de l'atelier, stockage, bureaux, salle de formation, vestiaires, sanitaires
TRANSPORT : 1 véhicule utilitaire
MATERIEL : pieds porte-vélos, outillage électroportatif et à main, vêture, matériel sécurité, matériel bureautique et informatique
L'année 2014 devait être l'année du changement de local mais cela a été repoussé à 2015. En effet nous rencontrons des problèmes de manutention et de travail dans les locaux actuels, trop exigus. de plus la Ville des Ulis veut récupérer les locaux mise à disposition. Un travail est mené avec le service patrimoine de la vile des Ulis dans ce sens.

Intérêt régional : Ce projet s'incrit dans une politique globale de développement durable s'appuyant sur les 3 piliers de ce concept :
- socialement équitable par l'accompagnement des personnes éloignées de l'emploi et l'accès à la mobilité douce à faible cout ;
- écologiquement vivable par le réemploi de produits destinés au rebut et connaissant une nouvelle vie;
- économiquement viable par la vente de produits et de prestations, le soutien financier institutionnel.

Il s'inscrit dans la politique régionale de réduction des déchets, de formation professionnelle des personnes de faible niveau et de l'emploi par le développement d'action d'insertion par l'activité économique.
Cette action est labellisée dans le cadre de l'agenda 21 du Conseil Départemental de l'Essonne et de celui de la ville des Ulis.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
2 typologies de publics sont visées par ce chantier :
1- Les personne en parcours d'insertion :
Il s'agit de personnes en remobilisation vers l'emploi ayant des freins à l'accès à un situation professionnelle stable. Les personnes intégrant ce chantier sont suivies et orientée par des partenaires sociaux en charge de leur parcours social et professionnel (Missions locales, MDS, Atout PLIE, etc.)
Les bénéficiaires de chantier sont des personnes éloignées de l'emploi, répondant aux critères des CDDI, s'inscrivant déjà dans une démarche d'insertion et pour qui un chantier se révèlera un véritable outil dans son parcours.
2 - Les citoyens du territoire :
Il s'agit des habitants du territoire adhérents intéressés par l'entretien, l'achat ou la location de vélos d'occasion.

Localisation géographique :
- LES ULIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	10 600,00	3,13%
Charges extérieures	11 507,00	3,40%
Autres charges de gestion courante	20 060,00	5,92%
Impôts et taxes	7 500,00	2,21%
Salaires et charges de personnel	240 912,00	71,10%
Charges indirectes	43 750,00	12,91%
Dotations aux amortissements et aux provisions	4 500,00	1,33%
Total	338 829,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	55 000,00	16,23%
Subvention État (sollicitée)	154 940,00	45,73%
Subvention Département 91 (sollicitée)	62 145,00	18,34%
Subvention Commune des Ulis (sollicitée)	3 000,00	0,89%
Subvention Région IDF EIE (sollicitée)	22 660,00	6,69%
Subvention Région autres (sollicitée)	7 000,00	2,07%
FSE	10 000,00	2,95%
Contributions volontaires en nature Mairie des Ulis	12 000,00	3,54%
Auto-financement	12 084,00	3,57%
Total	338 829,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	22 660,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	23 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	210 195,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	260 218,00 €
2016	ARSIE- Aide à l'investissement	11 230,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	201 783,00 €
2016	Passerelles entreprises	55 000,00 €
	Montant total	761 426,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX015259

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : EIE - REJOUE - AIDE DE BASE (POSTE D'ENCADRANT TECHNIQUE) ANNÉE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	849 918,00 €	2,06 %	17 500,00 €
	Montant Total de la subvention		17 500,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-1700
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : REJOUE
Adresse administrative : 14 RUE DU GENERAL HUMBERT
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame RAPHAELLE VOSS, Présidente

Date de publication au JO : 29 juillet 2010

N° SIRET : 52364715400013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Financement d'un poste d'encadrant technique année 3

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multipartenarial et pluriannuel, l'association a du démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Ile-de-France.

Objectifs :
1- Développer le réemploi et le recyclage de jouets
2- Sensibiliser les particuliers et les professionnels aux enjeux environnementaux liés à la filière jouets et influencer leurs pratiques de consommation
3- Accompagner des personnes en difficultés à résoudre les freins sociaux à l'emploi et à concrétiser un projet professionnel

Description :
L'activité de l'association est la collecte, le tri selon une charte qualité, le nettoyage écologique et la revente à petits prix de jouets de seconde main. Rejoué collecte 20 tonnes de jouets par an et en remet à la vente 50%. Les jouets sont collectés chez les particuliers et auprès d'un réseau de 60 entreprises qui organisent des collectes auprès de leurs salariés. Ils sont revendus auprès de particuliers.

Moyens mis en œuvre :
11.84 ETP (18 postes en insertion). pour réaliser les tâches de collecte de jouets, tri, nettoyage, contrôle qualité, emballage, prix et vente. 50% du temps est consacré à l'accompagnement social et professionnel et à la formation.
L'encadrante technique a été promue au poste de responsable de la production et compte pour 1 ETP. Elle est chargée de coordonner les activités de l'atelier et les salarié-e-s en insertion sont sous sa responsabilité. Elle travaille en lien étroit avec la chargée d'insertion pour faire acquérir aux salarié-e-s en insertion les comportements professionnels attendus dans une entreprise et régler leurs problématiques socio-professionnelles.
Les locaux se répartissent entre 1 atelier de production, des bureaux administratifs, des espaces de stockage répartis dans 3 lieux différents, 1 boutique.
Rejoué a emménagé dans son nouvel atelier de production début 2017 et a regroupé les activités de stockage et de production ainsi que les bureaux administratifs.

Intérêt régional : La réduction et la prévention des déchêts font l'objet d'une politique nationale et régionale dans laquelle s'inscrit ce projet.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :
Salarié(e)s en insertion correspondant aux caractéristiques du secteur de l'insertion par l'activité économique accompagnés pendant 2 ans maximum dans le cadre d'un parcours d'insertion sociale et professionnelle.
Les personnes sont de faible niveau de qualification.

Caractéristiques de la promotion de salariés 2016 (N.B. : recrutement de 3 postes de salarié(e)s en insertion supplémentaires en cours) :
- 71% de femmes - 12 femmes
- 29% d'hommes - 5 hommes
- 18% de seniors - 3 personnes
- 76% de salarié-e-s de faible niveau (Vbis-VI, inférieur au CAP, BEP)
- 71% de demandeurs d'emploi de 2 ans
- 82% de bénéficiaires du RSA
- 2 personnes reconnues travailleurs(ses) handicapé(e)s

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	27 731,00	3,26%
Charges extérieures	120 675,00	14,20%
Autres charges	15 259,00	1,80%
Impôts et taxes	26 464,00	3,11%
Salaires et charges personnelles	630 097,00	74,14%
Dotations aux amortissements et aux provisions	26 647,00	3,14%
Charges exceptionnelles	3 045,00	0,36%
Total	849 918,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	279 761,00	32,92%
Subvention réserve parlementaire et Mairie de Paris (sollicitée)	154 881,00	18,22%
Subvention Région IDF EIE (sollicitée)	17 500,00	2,06%
Subvention Région IDF autres (sollicitée)	47 356,00	5,57%
Subvention Département (sollicitée)	59 400,00	6,99%
Fondations	156 073,00	18,36%
Fonds privés	134 947,00	15,88%
Total	849 918,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	17 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	36 800,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	33 670,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	17 500,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	50 000,00 €
	Montant total	137 970,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014128

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LA COMMUNE DE COMBS-LA-VILLE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté	31 000,00 €	60,00 %	18 600,00 €
	Montant Total de la subvention		18 600,00 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
17200109- Fonds propreté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COMBS-LA-VILLE
Adresse administrative : PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
77380 COMBS-LA-VILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Guy GEOFFROY, Député-maire

N° SIRET : 21770122600011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds Propreté
Rapport Cadre : CR127-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Commune de Combs-La-Ville est confrontée aux dépôts sauvages. Plusieurs sites ont été recensés : bords et accès des chemins ruraux et abords de la déchèterie.
L'équivalent de deux temps agents par an est consacré à l'enlèvement des dépôts sauvages qui sont constitués de déchets de chantiers, de déchets verts, d'encombrants, de pneus…
Le tonnage annuel moyen est d'environ 130 tonnes. En avril 2017, la commune a fait l'acquisition d'un camion benne dédié à la collecte des dépôts sauvages.
La commune de Combs-La-Ville souhaite amplifier et développer ses actions de lutte contre les dépôts sauvages, en installant des barrières à l'entrée des chemins ruraux et en plantant des bosquets/haies pour éviter le contournement de ces barrières.

Description :
La Ville de Combs-La-Ville a décidé d'engager un plan d'actions complet de lutte contre les dépôts sauvages :
-Identification des points noirs sur l'ensemble du territoire, une réflexion sera menée avec les agriculteurs utilisateurs de chemins ruraux, le service communal de nettoiement et les naturalistes qui réalisent des inventaires sur la commune
-Réalisation d'une cartographie de l'installation des barrières aux entrées des chemins ruraux en concertation avec les propriétaires des parcelles attenantes et les agriculteurs utilisateurs
-Reprise des fossés
-Plantation de bosquets / haies de végétaux locaux pour éviter le contournement des barrières
-Analyse des bilans de mise en œuvre des dispositifs installés par l'ONF et l'AEV
-Envoi de courriers aux propriétaires de parcelles contenant des dépôts sauvages, les incitant à les nettoyer avant la pose des barrières
-Installation de 10 barrières à l'entrée des chemins ruraux.

La Ville souhaite mener une réflexion avec l'association Seine et Marne Environnement et les agriculteurs pour tester la plantation de haies de végétaux locaux et mellifères, afin d'éviter les dépôts sauvages sur les parcelles agricoles. La Ville testera un site et fera appel à un organisme d'insertion pour réaliser la plantation.
Une communication sera mise en œuvre via les relais habituels, et permettra de diffuser les informations et les retours d'expériences.

Combs-La-Ville suivra l'efficacité de ses actions en suivant la résorption des points noirs et en mesurant les quantités de déchets ramassés.

Moyens mis en œuvre :
La ville de Combs-La-Ville est maître d'ouvrage.

Intérêt régional : Ce projet s'inscrit dans les objectifs régionaux de lutte contre les dépôts sauvages, et répond aux critères du dispositif « fonds propreté ».

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ensemble des habitants et usagers de la ville de Combs-La-Ville.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté :
60% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 31 000,00 €, soit une aide régionale de 18 600,00 €.

Localisation géographique :
- COMBS-LA-VILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation de 10 barrières	25 000,00	80,65%
Plantation de haies et bosquets	6 000,00	19,35%
Total	31 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	12 400,00	40,00%
Subvention Région	18 600,00	60,00%
Total	31 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	18 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique énergie climat	1 540,00 €
2015	Construction et aménagement de médiathèques	188 654,00 €
2016	Aide au patrimoine non-protégé d'intérêt régional – projet de valorisation patrimoniale	115 131,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	13 156,00 €
2017	Aide à l'implantation des forces de sécurité	87 771,00 €
2017	Plan Piscines Régional	800 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	919,00 €
	Montant total	1 207 171,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014137

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LA COMMUNE DE MENNECY (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté	20 000,00 €	60,00 %	12 000,00 €
	Montant Total de la subvention		12 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
17200109- Fonds propreté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MENNECY
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
91540 MENNECY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT, Maire

N° SIRET : 21910386800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds Propreté
Rapport Cadre : CR127-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Ville de Mennecy s'est engagée dans une politique de réduction des dépôts sauvages sur son territoire, par la sensibilisation des habitants et par la verbalisation des contrevenants.
Elle souhaite aujourd'hui déployer un système de caméras fixes sur des points de collecte en apport volontaire, et à proximité d'espaces jouxtant des zones de champs et de bois, et ce afin d'identifier et de sanctionner les auteurs des dépôts sauvages.

Description :
La Ville de Mennecy s'inscrit dans un dispositif global de territoire de lutte contre les déchets sauvages porté par le SIREDOM, Syndicat Intercommunal pour le Recyclage et l'Énergie par les Déchets et les Ordures Ménagères de l'Essonne.

Huit lieux de dépôts sauvages récurrents, particulièrement problématiques pour le territoire de la Ville , ont été retenus pour installer ce nouveau dispositif de caméras fixes :

- 3 sites de collecte en apport volontaire
- 2 sites à proximité d'habitations de type habitat vertical
- 3 sites à proximité de zones moins denses.

Ce dispositif de caméras sera complété par la pose de panneaux d'interdiction de dépôts sauvages et par un plan d'actions contenant des mesures préventives et curatives mis en œuvre par l'ensemble des partenaires du territoire :

- Actions préventives qui seront renforcées :

- Campagnes d'information sur les risques liés aux dépôts sauvages et sur leurs impacts sur l'environnement et la santé (information sur les panneaux électroniques, sur la lettre municipale, distribution de flyers dans les boites aux lettres, affiches…)
- Sensibilisation au respect de l'environnement auprès des plus jeunes par des interventions éducatives dans les écoles
- Sensibilisation auprès des administrés, par la création par quartier du dispositif « les Sentinelles de la Nature », qui, par le biais d'une charte, s'engageront à dénoncer les nuisances près de chez eux

• Actions préventives qui seront mises en œuvre :

- Création d'une carte de localisation des déchèteries, avec leurs spécificités, qui sera affichée dans les lieux administratifs ouverts au public
- Installation de panneaux « décharge interdite » sur tous les lieux répertoriés, et comportant les textes, décrets et sanctions liés aux décharges sauvages
- Patrouilles de la police municipale et des agents des services techniques
- Mise en place d'obstacles (barrières, mobiliers urbains, rochers…) pour gêner le déchargement des dépôts sauvages

• Actions curatives qui seront mises en œuvre :

- Enquêtes systématiques de la police municipale pour la recherche des contrevenants avec application des pouvoirs de police du maire
- Evacuation des déchets et nettoyage régulier des lieux, soit par les équipes des services techniques, soit par des prestataires
- Mise en place, en lien avec « les Sentinelles de la Nature », de journées de nettoyage dans les quartiers impactés, en faisant participer les écoles.

Pour l'ensemble de ces actions préventives et curatives, les partenaires de la ville de Mennecy sont les administrés dans le cadre des « Sentinelles de la Nature », l'éducation nationale, le SIARCE (syndicat intercommunal d'aménagement, de rivières et du cycle de l'eau), le SIREDOM et le Conseil Départemental de l'Essonne.

Moyens mis en œuvre :
La ville de Mennecy est maître d'ouvrage.

Intérêt régional : Ce projet s'inscrit dans les objectifs régionaux de lutte contre les dépôts sauvages, et répond aux critères du dispositif « fonds propreté ».

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ensemble des habitants et usagers de la ville de Mennecy.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté :
60% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 20 000,00 €, soit une aide régionale de 12 000,00 €.

Localisation géographique :

- MENNECY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de caméras de surveillance	16 250,00	81,25%
Panneaux d'information	3 750,00	18,75%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	8 000,00	40,00%
Subvention Région Ile-de-France	12 000,00	60,00%
Total	20 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	6 000,00 €
2019	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Agendas 21 locaux - Deuxième phase	26 250,00 €
2015	Politique énergie climat	6 475,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	7 000,00 €
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	12 423,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	26 507,58 €
2017	Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement	7 000,00 €

	régional	
2017	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	2 048,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	14 113,40 €
	Montant total	101 816,98 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014140

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR L'ONF - AGENCE TERRITORIALE IDF EST (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté	428 420,00 €	50,00 %	214 210,00 €
	Montant Total de la subvention		214 210,00 €

Imputation budgétaire : 907-72-204181-172001-1700
17200109- Fonds propreté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ONF OFFICE NATIONAL DES FORETS
Adresse administrative : 2 AV DE SAINT MANDE
75012 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur FRANCOIS BLAND, Directeur

N° SIRET : 66204311600018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds Propreté
Rapport Cadre : CR127-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'agence territoriale ONF Ile de France Est gère les forêts publiques des départements de Seine-et-Marne, du Val-de-Marne et de l'est du département de l'Essonne, soit 41 000 ha de forêts domaniales et 8 000 ha d'autres forêts publiques : communales, départementales et régionales.
Les forêts franciliennes accueillent un grand nombre de visiteurs, 80 millions de visites par an, dont 11 millions pour le massif de Fontainebleau. Ces forêts sont traversées par de nombreux axes routiers très fréquentés (Francilienne, autoroutes, départementales).
Il en résulte un important problème de propreté et de dépôts sauvages. D'après les enquêtes de fréquentation, la propreté de la forêt est le premier enjeu pour le public. C'est également le premier poste de dépense de l'agence en matière d'accueil du public : plus de 40% de son budget est consacré à la collecte, au tri et au traitement des déchets et dépôts sauvages.
La présence de toutes sortes de déchets est constatée :
-déchets diffus, principalement issus des restes de pique-nique

-dépôts sauvages : gravats, amiante, pneus, déchets d'équipements électriques et électroniques, déchets verts…
L'ONF n'a pas pour mission de collecter les déchets du grand public en forêt, mais se retrouve dans l'obligation de le faire depuis plusieurs années, et les dépôts sauvages sont en constante augmentation.
Ainsi, pour faire face à ce fléau, l'agence Ile de France Est de l'ONF a mis en place, avec ses partenaires, un plan d'action propreté dont l'objectif est de stopper l'augmentation des dépôts sauvages et de les réduire, et de mieux trier les déchets collectés pour les valoriser.

Description :
Les actions seront menées sur toutes les forêts de l'agence qui sont toutes concernées par les dépôts sauvages.
Les 4 axes du plan d'action propreté sont les suivants.

Axe 1 – Mesures de sensibilisation
Des opérations de nettoyage des forêts seront organisées. Il s'agira :
-de ramasser les déchets par des bénévoles (opération forêt propre) afin de sensibiliser les scolaires (centres de loisirs et écoles) et le grand public sur le fait de ramener ses déchets et de les trier
-de l'envoi de courriers et de notes d'information ciblés par période et par public (pique-nique/centres de loisirs, déchets verts/automne)
-de communiqués de presse sur les bonnes pratiques, les sanctions appliquées…
Les partenaires sont les associations, les mairies concernées, et les scolaires.
L'ONF achètera et fournira le matériel de ramassage.

Axe 2 – Mesures de prévention
Les nombreuses routes et nombreux parking présents dans les forêts facilitent les dépôts sauvages. Il s'agira donc de limiter ou de fermer les accès, comme cela avait été testé en forêt de Sénart en 2016, permettant une diminution de 50% des dépôts. Les différents équipements qui seront installés par l'ONF sont les suivants :
- 300 barrières chartées Fontainebleau et 200 barrières standard, avec des cadenas et des protèges cadenas
- Des blocs en pierre, des merlons et des fossés
- Des pieux anti-voitures en bois ou en métal
- Des portiques, en bois ou en métal, pour limiter la hauteur sur les aires de stationnement.

Axe 3 – Mesures de répression
L'ONF ne peut pas condamner toutes les entrées des forêts car les engins forestiers, les ayants droits ou le public doivent pouvoir circuler. C'est pourquoi, sur ces entrées, un dispositif de surveillance sera installé. L'agence Ile de France Est a été pionnière dans l'équipement en pièges photographiques qui permettent de prendre les contrevenants en flagrant délit, et a participé au partage d'expérience auprès des Conseils départementaux, des Communes et de la Région, lors des travaux d'élaboration du dispositif Ile de France propre.
Ainsi, l'ONF installera de nouveaux pièges photographiques sur des sites impactés par des dépôts sauvages afin d'identifier les contrevenants. Deux appareils photographiques seront installés sur chaque site afin d'avoir plusieurs angles de vue sur le même lieu.
L'ONF fera l'acquisition de 32 appareils photographiques avec boitiers de protection.

Axe 4 – Mesure de correction
L'agence assure la collecte des déchets et des dépôts sauvages en bordure et à l'intérieur de la forêt. Elle a noué des partenariats avec les syndicats de traitement des déchets afin d'accéder en déchèteries, sous réserve que les déchets soient correctement triés. Par conséquent, l'ONF doit organiser le tri et le stockage temporaire des déchets dans différentes bennes sur des plates-formes adaptées.
L'ONF fera l'acquisition de bennes, mais aussi d'éléments de stockage spécifiques plus petits :

- 2 bennes couvertes pour les déchets destinés à l'incinération
- 2 cuves de collecte pour les huiles de moteur
- 1 système de remplissage de big bags pour les déchets amiantés
- 1 benne pour les déchets inertes
- 1 benne pour les déchets de plâtre
- 1 système pour déjanter les pneus
- 8 caisses fermées pour les batteries usagées, les bouteilles de gaz, les filtres à huile, les emballages vides souillés, les bidons pleins, les pots de peinture pleins, les pots de colle pleins…
- 1 grappin pour équiper le camion de collecte des dépôts sauvages.

Les outils de veille existants et l'outil web de localisation que souhaite développer l'agence, lui permettront un suivi des dépôts sauvages, qui consistera en la mise en place d'un observatoire.
Les indicateurs qui seront suivis sont :
- Les volumes ramassés par an par massif et par type de déchet
- Le nombre et la localisation des dépôts
- Les coûts de collecte
- Les coûts de traitement
- Le nombre de procès-verbaux dressés concernant les dépôts sauvages.

Moyens mis en œuvre :
L'agence territoriale ONF Ile de France Est est maître d'ouvrage.

Intérêt régional : Ce projet s'inscrit dans les objectifs régionaux de lutte contre les dépôts sauvages, et répond aux critères du dispositif « fonds propreté ».

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ensemble des usagers des massifs forestiers gérés par l'agence territoriale ONF Ile de France Est.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté :
50% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 428 420,00 €, soit une aide régionale de 214 210,00 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Sensibilisation : achat de matériel de ramassage	2 300,00	0,54%
Installation de barrières	273 600,00	63,86%
Pose de blocs en pierre, et création de merlons et de fossés	29 720,00	6,94%
Pose de pieux anti-voitures	32 500,00	7,59%
Pose de portiques	42 000,00	9,80%
Installation de pièges photographiques	17 400,00	4,06%
Matériel de collecte et de tri des déchets	30 900,00	7,21%
Total	428 420,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	214 210,00	50,00%
Subvention Région Ile-de-France	214 210,00	50,00%
Total	428 420,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	214 210,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	15 000,00 €
2014	PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	10 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	215 767,00 €
2015	PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	10 000,00 €
2016	Fonds Propreté	70 650,00 €
	Montant total	321 417,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014141

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LA COMMUNE DE SCEAUX (92)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté	79 314,00 €	60,00 %	47 588,40 €
	Montant Total de la subvention		47 588,40 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
17200109- Fonds propreté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SCEAUX
Adresse administrative : 122 RUE HOUDAN
92331 SCEAUX CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe LAURENT, Maire

N° SIRET : 21920071400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds Propreté
Rapport Cadre : CR127-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Depuis de nombreuses années, des dépôts sauvages réguliers sont observés par la ville de Sceaux dans différents quartiers. Ces dépôts sont constitués de gravats, d'encombrants, de déchets d'équipements électriques et électroniques, ainsi que de sacs d'ordures ménagères.
Dans la continuité des actions engagées depuis 2013, la ville de Sceaux souhaite déployer de nouvelles actions pour lutter contre les dépôts sauvages, dont notamment l'installation de caméras de vidéosurveillance.

Description :
Quatre nouvelles actions seront menées par la Commune :
1-Installation d'un dispositif de vidéosurveillance au niveau du square Robinson

Le square Robinson est un lieu de passage très fréquenté. Les dépôts sauvages sont à la fois récurrents et de volume important, mais également diffus sur l'ensemble du square. Il s'agira d'installer deux caméras de vidéosurveillance qui permettront de couvrir l'ensemble de l'espace public du site. Les images seront enregistrées afin d'être exploitées au besoin par les services de police.
Partenaires : syndics de copropriété, police nationale, associations de riverains, et établissements commerciaux. La mise en place d'un comité de pilotage a été actée lors d'une réunion de l'ensemble des partenaires en juin 2017 ; en plus de ces derniers, seront présents des élus et des riverains.

2- Mise en place de grilles et contrôles des accès
Il s'agit d'éviter les dépôts sauvages dans les zones de recoins (coursives, arrières des accès de parkings), en installant des grilles à barreaudage en fer plein.
Partenaires : syndics de copropriétés, associations de riverains, et établissements commerciaux.

3- Mise en place d'abris fermés et sécurisés pour les conteneurs
La présence en bord de voie d'abris ouverts, un peu masqués par des haies, favorise la présence de dépôts sauvages permanents. Il s'agira de remplacer les abris actuels par des abris fermés et sécurisés, dont l'accès sera réservé aux seuls ayants droit.

4- Installations de panneaux d'information sur le site du square Robinson, mais aussi sur deux autres lieux de la ville (place de Gaulle et rue Florian).

La Ville de Sceaux poursuivra sa campagne de communication sur les dépôts sauvages, et intensifiera la recherche des contrevenants, ainsi que leur verbalisation.

La Commune vise un objectif de « zéro dépôt ». Les équipes de la tranquillité urbaine et du service espace public et environnement seront chargées du suivi et du contrôle quotidien.

Moyens mis en œuvre :
La ville de Sceaux est maître d'ouvrage.

Intérêt régional : Ce projet s'inscrit dans les objectifs régionaux de lutte contre les dépôts sauvages, et répond aux critères du dispositif « fonds propreté ».

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ensemble des habitants et usagers de la ville de Sceaux.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté :
60% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 79 314,00 €, soit une aide régionale de 47 588,40 €.

Localisation géographique :

- SCEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de caméras de vidéosurveillance	45 314,00	57,13%
Installation de grilles	17 000,00	21,43%
Installation d'abris	14 000,00	17,65%
Panneaux d'information	3 000,00	3,78%
Total	79 314,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	31 725,60	40,00%
subvention Région Ile-de-France	47 588,40	60,00%
Total	79 314,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	23 794,20 €
2019	23 794,20 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	6 000,00 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	8 000,00 €
2016	Construction et aménagement de médiathèques	600 000,00 €
	Montant total	614 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014142

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LA COMMUNE DE VILLIERS-LE-BEL (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté	102 583,00 €	60,00 %	61 549,80 €
	Montant Total de la subvention		61 549,80 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
17200109- Fonds propreté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS-LE-BEL
Adresse administrative : 32 RUE DE LA REPUBLIQUE
95400 VILLIERS LE BEL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Louis MARSAC, Maire

N° SIRET : 21950680500015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds Propreté
Rapport Cadre : CR127-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Ville de Villiers-Le-Bel s'est engagée dans une politique de réduction des dépôts sauvages sur son territoire en sensibilisant les habitants, et en mettant en place un numéro vert permettant aux habitants de signaler un problème de propreté.
Elle souhaite aujourd'hui réaliser des travaux d'aménagement sur trois lieux de dépôts récurrents pour limiter ses dépenses de nettoyage et d'enlèvement, et pour améliorer la sécurité et le cadre de vie des habitants.

Description :
Trois lieux de dépôts récurrents, et particulièrement problématiques pour le territoire de la Commune de Villiers-Le-Bel ont été retenus pour installer des dispositifs de lutte contre les dépôts sauvages.

Les actions et aménagements prévus tiendront compte de la typologie des lieux, et sont les suivants :
- nettoiement
- pose d'enrochements
- installation de panneaux de communication
- installation de caméras de surveillance
- installation de 8 barrières forestières à l'entrée de chemins faisant l'objet de dépôts récurrents
- installation de bornes pour empêcher l'accès aux véhicules légers.

Pour ce faire la Ville de Villiers-Le-Bel a développé des partenariats avec :
- la Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France
- le syndicat de traitement SIGIDURS
- les agriculteurs et les propriétaires des terrains concernés
- la police municipale, ainsi que la police nationale.

Moyens mis en œuvre :
La Ville de Villiers-Le-Bel est maître d'ouvrage.

Intérêt régional : Ce projet s'inscrit dans les objectifs régionaux de lutte contre les dépôts sauvages, et répond aux critères du dispositif « fonds propreté ».

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ensemble des habitants et usagers de la ville de Villiers-Le-Bel.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté :
60% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 102 583,00 €, soit une aide régionale de 61 549,80 €.

Localisation géographique :
- VILLIERS-LE-BEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Barrières forestières	75 000,00	73,11%
Pose d'enrochements	25 000,00	24,37%
Caméras de surveillance	1 333,00	1,30%
Panneaux de communication	1 250,00	1,22%
Total	102 583,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	41 033,20	40,00%
Subvention Région Ile-de-France	61 549,80	60,00%
Total	102 583,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	61 549,80 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accompagnement d'élèves de troisième vers le lycée ou le CFA	8 500,00 €
2014	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2014	Agendas 21 locaux - Deuxième phase	27 500,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	18 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	47 400,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	975 931,00 €
2014	Politique énergie climat	42 180,00 €
2014	Protocole de sécurisation des parcours	16 500,00 €
2014	Structures d'accueil collectif des jeunes enfants	116 222,40 €
2015	Contrat régional territorial	864 463,80 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	1 452 630,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	79 000,00 €
2016	Contrat régional territorial	807 596,69 €
2016	Soutien aux contrats de ville	50 000,00 €
	Montant total	4 251 855,89 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014143

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LE SYNDICAT AZUR (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté	99 800,00 €	60,00 %	59 880,00 €
		Montant Total de la subvention	59 880,00 €

Imputation budgétaire : 907-72-204181-172001-1700
17200109- Fonds propreté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT AZUR
Adresse administrative : 2 RUE DU CHEMIN VERT
95100 ARGENTEUIL
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Gilbert AH-YU, Président

N° SIRET : 25950002300025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds Propreté
Rapport Cadre : CR127-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le syndicat Azur exerce les compétences collecte et traitement des déchets ménagers pour 4 communes du Val d'Oise (161 059 habitants).
En complément de ses compétences, le syndicat souhaite engager la mise en œuvre de son plan d'actions de lutte contre les dépôts sauvages, en faisant l'acquisition d'un nouveau véhicule de collecte, et en installant des panneaux de signalisation.

Description :
En 2016, le tonnage des dépôts sauvages collectés sur Argenteuil (90 points de dépôts récurrents), et Bezons (12 points de dépôts récurrents), s'élevait à 2 106 tonnes (2 785 tonnes en 2015).
Les Villes de Bezons et d'Argenteuil ont délégué au syndicat Azur la collecte des dépôts sauvages (signature d'une convention de partenariat) ; un plan d'actions a été élaboré conjointement et comprend

les actions suivantes :
- Actions de prévention : mise à jour de la cartographie des dépôts récurrents, identification des aménagements paysagers ou de voirie permettant de limiter les dépôts sauvages, développement d'outils de communication (panneaux de signalétique), réflexion sur l'extension des systèmes de vidéo protection aux zones de dépôts récurrents
- Actions coercitives : étude en cours concernant la création d'une unité spécialisée « environnement » au sein de la police municipale d'Argenteuil
- Actions curatives : mise en place d'un contingent de véhicules spécifiques, affectés au ramassage des dépôts sauvages.

Après avoir fait l'acquisition de deux camions en 2016 dédiés à la collecte des encombrants, le syndicat Azur souhaite poursuivre la mise en œuvre de son plan d'actions par l'acquisition :
- d'un nouveau véhicule de 19 tonnes équipé d'un bras de levage type « polybras », permettant le dépôt de benne de 10 à 35 m3
- de panneaux de signalétique.

Les tonnages collectés seront suivis par le syndicat, qui a fixé un objectif de collecte de 135 tonnes par mois en 2018, alors qu'il s'élevait à 185 tonnes par mois en 2015, et à 175 tonnes par mois en 2016.

Moyens mis en œuvre :
Le syndicat Azur est maître d'ouvrage.

Intérêt régional : Ce projet s'inscrit dans les objectifs régionaux de lutte contre les dépôts sauvages, et répond aux critères du dispositif « fonds propreté ».

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
L'ensemble des habitants et usagers des communes d'Argenteuil et de Bezons.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté :
60% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 99 800,00 €, soit une aide régionale de 59 880,00 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'un véhicule type « polybras »	91 000,00	91,18%
Panneaux de signalétique	8 800,00	8,82%
Total	99 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	39 920,00	40,00%
Subvention Région prévisionnelle	59 880,00	60,00%
Total	99 800,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	59 880,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Fonds Propreté	111 000,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	24 000,00 €
	Montant total	135 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014144

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : FONDS PROPRETE : ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR LE SIETOM DE LA REGION DE TOURNAN-EN-BRIE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté	160 450,00 €	60,00 %	96 270,00 €
		Montant Total de la subvention	96 270,00 €

Imputation budgétaire : 907-72-204181-172001-1700
17200109- Fonds propreté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIETOM SM ENLEV TRAIT ORDURES MENAGER
Adresse administrative : 45 ROUTE DE FONTENAY
77220 TOURNAN EN BRIE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur DOMINIQUE RODRIGUEZ, Président

N° SIRET : 25770354600024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds Propreté
Rapport Cadre : CR127-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le territoire du SIETOM de la région de Tournan-en-Brie fait l'objet de nombreux dépôts sauvages, les 41 communes adhérentes sont impactées. Ainsi, le SIETOM a décidé de lancer un plan d'actions de lutte contre les dépôts sauvages sur l'ensemble de son territoire. Le SIETOM se fixe comme objectif de réduire les dépôts sauvages de 20% en 3 ans.

Description :
En 2016, le SIETOM a réalisé un état des lieux de son territoire, en menant une enquête auprès de ses 41 communes adhérentes, ainsi :
-135 lieux de dépôts sauvages ont été répertoriés
-916,8 tonnes collectées, soient 6,79 tonnes en moyenne par site

-coût total de traitement 150 442 € (collecte, transport et traitement), soient 164 €/tonne
-coût moyen par lieu de dépôt de 1 114 €.

Actuellement, les communes du SIETOM organisent elles-mêmes le ramassage des dépôts sauvages.
Les déchets les plus fréquents trouvés dans les dépôts sauvages sont les déchets inertes de type gravats et les déchets verts. Quelques déchets dangereux de type amiante sont ramassés chaque année.

Plan d'actions prévu par le SIETOM :
1- Sensibilisation des maires et agents communaux assermentés afin de verbaliser systématiquement les contrevenants
2- Réflexion en cours avec l'ONF et l'AEV pour aboutir à une convention ou un travail collaboratif pour la prise en charge des dépôts sauvages ramassés sur les massifs forestiers ou parcelles leur appartenant
3-Lancement d'une campagne de communication sur les risques et pollutions que peuvent engendrer les dépôts sauvages, mais aussi sur l'exigence de traçabilité que doivent avoir les particuliers concernant les déchets produits lors de la réalisation de travaux à leur domicile. Cette campagne sera visible de tous les administrés et de toutes les entreprises, puisqu'il s'agira d'une campagne d'affichage en milieu urbain (panneaux publicitaires, affichages municipaux), sur les bus roulant sur le territoire du SIETOM, et dans les magazines municipaux, le SIETOM info et les sites Internet des communes et intercommunalités du territoire
4- Installation de pièges vidéo mobiles aux abords des lieux de dépôts sauvages récurrents afin de faciliter l'identification et la poursuite de leurs auteurs. 41 pièges seront installés (1 par commune). Il s'agira de caméras à vision nocturne permettant de récupérer des vidéos et d'être alerté par un mail ou un message sur téléphone
5- Installation de 10 barrières pivotantes dans les chemins fortement impactés par les dépôts sauvages, les emplacements définitifs seront choisis en concertation avec les maires et les agriculteurs
6- Le SIETOM fera l'acquisition d'un camion muni d'un grappin et d'un godet pour ramasser les dépôts sauvages signalés par les communes. Ces déchets seront ensuite triés puis dirigés vers les filières adaptées à leur traitement. Ce camion permettra un ramassage rapide et efficace des dépôts sauvages et évitera ainsi que ces dépôts se développent. Le camion sera conduit par des agents SIETOM habilités.

Un comité de pilotage du plan d'actions s'est réuni 2 fois en 2017 et doit se réunir plusieurs tout au long de la mise en œuvre du plan d'actions.
Les partenaires du SIETOM sont : le CD77, l'ONF, l'AEV, les maires et élus locaux, une association de protection de l'environnement, et la CCI 77.

Afin de suivre l'atteinte de l'objectif de réduction de 20% des dépôts sauvages en 3 ans (en volume et en poids), le SIETOM prévoit d'envoyer des questionnaires aux communes ou autres acteurs, et de les compléter avec des entretiens.

Moyens mis en œuvre :
Le SIETOM est maître d'ouvrage.

Intérêt régional : Ce projet s'inscrit dans les objectifs régionaux de lutte contre les dépôts sauvages, et répond aux critères du dispositif « fonds propreté ».

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ensemble des habitants et usagers du territoire du SIETOM de la Région de Tournan-en-Brie

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté :
60% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 160 450,00 €, soit une aide régionale de 96 270,00 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation de 10 barrières	7 500,00	4,67%
Achat de 41 pièges vidéo	10 250,00	6,39%
Actions de communication	30 000,00	18,70%
Acquisition camion	112 700,00	70,24%
Total	160 450,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	64 180,00	40,00%
Subvention Région Ile-de-France	96 270,00	60,00%
Total	160 450,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	96 270,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	13 500,00 €
	Montant total	13 500,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-491

DU 18 OCTOBRE 2017

FINANCEMENT RÉGIONAL DES MESURES FONCIÈRES DU PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES DE STORENGY À SAINT-CLAIR-SUR-EPTE (95)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU L'article L 515-19 du Code de l'Environnement ;

VU L'article L 515-19-1 du Code de l'Environnement ;

VU L'article L 515-19-2 du Code de l'Environnement ;

VU L'arrêté inter-préfectoral n°11644 approuvant, sur le territoire des communes de Saint-Clair-sur-Epte, Buhy, Saint-Gervais et La Chapelle-en-Vexin dans le Val d'Oise, Guerny et Noyers dans l'Eure, le plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour du stockage de gaz naturel exploité par la société STORENGY sise à Saint-Clair-sur-Epte ;

VU L'arrêté inter-préfectoral n°2015-19 DRIEE en date du 28 octobre 2015 portant engagement de l'Etat au financement des mesures foncières du PPRT autour du stockage souterrain de gaz naturel exploité par la société STORENGY à Saint-Clair-sur-Epte et stipulant l'absence de convention et l'application de facto de la répartition des coûts par défaut définit par l'article L515-19-2 du code de l'environnement ;

VU L'arrêté inter-préfectoral n°13559 de consignation du financement des mesures foncières du plan de prévention des risques technologiques autour du stockage de gaz naturel exploité par la société STORENGY sis à Saint-Clair-sur-Epte ;

VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU la délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 « Délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente » ;

VU le budget de la Région Ile de France ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-491 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

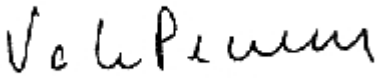
Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide, en application de l'article L. 515-19-2. du Code de l'Environnement et des arrêtés susvisés, de verser une contribution de 10 857,60 € pour le financement des mesures foncières du Plan de Prévention des Risques Technologiques du site de stockage de gaz naturel exploité par la société STORENGY, située à Saint-Clair-sur-Epte.

Affecte une autorisation de programme pour un montant total de 10 857,60 € à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), prélevé sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-007 (71007) « Soutien aux démarches de développement durable », action 17100701 « Soutien aux démarches de développement durable », nature 275, du budget 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-481

DU 18 OCTOBRE 2017

DISPOSITIF "VÉHICULES PROPRES" ET DÉLÉGATION DE GESTION AUPRÈS DE L'ASP

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le règlement (UE) n°360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des servives d'intérêt économique général et publié au JOUE L114 du 26 avril 2012 ;

VU Le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 ;

VU Le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L1111-2, L1111-9, L4211-1, L 4221-1 et L 1611-7;

VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n°CR01.16 du 21 janvier 2016 ;

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération CR 114-16 du 17 juin 2016 approuvant le plan régional pour la qualité de l'air « Changeons d'air en Île-de-France » ;

VU La délibération n° CR 2017-137 du 07 juillet 2017 relative au dispositif d'accompagnement des petites et moyennes entreprises franciliennes, tout particulièrement artisanales, pour l'acquisition de véhicules propres ;

VU La délibération n° CP 15-549 du 20 octobre 2015 relative à la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois-tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement de la prime régionale aux employeurs d'apprentis et pour le contrôle du service fait pour les actions éligibles au fonds social européen ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-481 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Adopte le règlement d'intervention modifié du dispositif « véhicules propres » figurant en annexe 1 à la présente délibération et abroge le règlement d'intervention adopté par la délibération CR 2017-137.

Article 2 :

Approuve l'avenant à la convention entre la Région et l'ASP figurant en annexe 2 pour la délégation de la gestion et du paiement des aides relatives au dispositif « véhicules propres ».

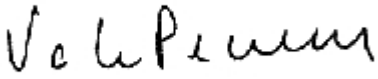
Article 3 :

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant total de 22 500 € à l'ASP pour la gestion du dispositif véhicules propres et le versement des aides aux entreprises relevant de ce dispositif, conformément à l'avenant présenté en annexe 2 à la délibération. Cette autorisation d'engagement est disponible sur le chapitre 937 « Environnement » du budget 2017, code fonctionnel 73 « Politique de l'air », Programme HP73-002 « Actions en faveur de la lutte contre la pollution atmosphérique », action 17300203 « Actions liées au PRQA et au SRCAE ».

Article 4 :

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de 2 M€ à l'ASP pour le paiement aux entreprises des aides relevant du dispositif véhicules propres conformément à l'avenant présenté en annexe 2 à la délibération. Cette autorisation de programme est disponible sur le chapitre 909 « Action économique » du budget 2017, code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP94-003 « Programme Aide au renouvellement de véhicules utilitaires des artisans et des TPE », action 19400301 « Aide au renouvellement de véhicules utilitaires des artisans et des TPE ».

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : REGLEMENT D'INTERVENTION

REGLEMENT DU DISPOSITIF VEHICULES PROPRES

I. OBJECTIFS DE L'AIDE RÉGIONALE

L'aide régionale a pour objectif d'augmenter la part des véhicules propres dans le parc de véhicules utilitaires des petites entreprises franciliennes notamment artisanales.

II. CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

a. Bénéficiaires

Sont éligibles les entreprises, comptant au plus 50 salariés, ayant leur siège en Ile-de-France et dont le chiffre d'affaire annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions d'€. Les entreprises de transport de marchandises pour le compte d'autrui pour l'acquisition de véhicules de transport de marchandise par route ne sont pas éligibles à ce dispositif.

b. Dépenses éligibles

Les dépenses d'investissements éligibles doivent être exploitées sur le territoire francilien. Elles doivent concerner les véhicules utilitaires *([1])* neuf ou d'occasion électriques, à hydrogène ou au GNV de PTAC (Poids Total Autorisé en Charge) inférieur à 12 tonnes inclus.

L'acquisition de ce véhicule pourra être effectuée par son achat directement ou via une location.

Les véhicules d'occasion sont éligibles à l'aide régionale à la condition supplémentaire de n'avoir pas déjà fait l'objet d'une subvention au titre de ce même dispositif lors d'une précédente acquisition.

Les dépenses éligibles doivent avoir été réalisées postérieurement à la date de notification de l'attribution de l'aide.

Dans le cas de la location, le preneur doit s'engager à immobiliser cette dépense dans son bilan. La durée du contrat doit être de 2 ans minimum si le locataire acquiert le véhicule loué à l'issue de cette période ou via une location longue durée de 5 ans minimum dès lors que le véhicule loué n'est pas destiné à être vendu. Le loueur s'engage à restituer l'aide dans les trois mois suivant la modification du contrat de location si celui-ci déroge aux conditions ci-dessus.

III. MODALITES DE L'AIDE

Dans le cadre de ce dispositif, l'aide est attribuée sur le fondement du règlement n°1407/2013 de la Commission Européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité aux aides *de minimis.*

Le montant de l'aide régionale est forfaitaire :
- 6 000 € pour un véhicule utilitaire léger électrique, GNV ou à hydrogène (PTAC inférieur à 3,5 tonnes)

[1] *Sont éligibles les véhicules dont les codes nationaux (colonne J1 de la carte grise) sont CTTE, Dériv-VP, VTSU, VASP et CAM. Sont notamment exclus de ce dispositif les véhicules dont le code est VP.*

- 9 000€ pour un véhicule utilitaire électrique, GNV ou à hydrogène (PTAC compris entre 3,5 tonnes et 12 tonnes inclus)

Dans le cadre d'une location longue durée, l'aide est versée au loueur qui la répercute en totalité sur les loyers. Le contrat de location doit faire apparaitre le coût d'achat du véhicule et l'impact de l'aide sur les loyers.

L'aide régionale est cumulable avec les aides de l'Etat mais non cumulable avec les autres aides de collectivités, ayant le même objet.

Le cumul d'aides publiques est plafonné à 70% du prix d'achat HT du véhicule. En cas de dépassement de ce taux, l'aide régionale est revue à la baisse à due concurrence.

Au titre de ce dispositif, une même entreprise ne peut prétendre à une aide régionale pour plus de cinq véhicules.

Les bénéficiaires de l'aide ne sont pas tenus par les engagements énoncés dans la délibération CR 2017-51 relative à la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité. Ils sont de plus, exonérés de l'obligation de recruter de(s) stagiaire(s) ou alternant(s), prévue initialement par la délibération CR 08-16.

IV. ENGAGEMENT DU BÉNÉFICIAIRE

Le bénéficiaire de l'aide régionale s'engage à ne pas revendre le(s) véhicule(s) concerné(s) dans un délai de 5 ans à compter de la date d'acquisition.

V. GESTION DU DISPOSITIF

La liste des pièces nécessaires à la demande d'aide figure sur le portail des aides de la Région : https://www.iledefrance.fr/aides-regionales-appels-projets

Le dépôt de la demande s'opère de façon dématérialisée via la plateforme des aides régionales : https://par.iledefrance.fr

La gestion et le paiement des aides au titre de ce dispositif sont confiés à l'Agence de Services et de Paiement.

ANNEXE 2 : AVENANT A LA CONVENTION ASP

AVENANT N° 1

Á LA CONVENTION 2017 ENTRE LA REGION ET L'ASP POUR LA GESTION ET LE REGLEMENT DES AIDES AUX STAGIAIRES, DES PRESTATIONS ET SUBVENTIONS POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE, LE RESEAU D'ACCUEIL DES MISSIONS LOCALES, LES EMPLOIS TREMPLIN, LES DISPOSITIFS D'ACCES A L'APPPRENTISSAGE, DE MOBILITE EUROPEENNE ET INTERNATIONALE, LE VERSEMENT DES AIDES AUX EMPLOYEURS D'APPRENTIS, LE REGLEMENT DES SUBVENTIONS PM'UP et TP'UP, LE FOND DE TRANSITION ESS ET LE SOUTIEN AUX COMMERCES DE PROXIMITE EN MILIEU RURAL

ENTRE :

La Région Ile-de-France,
Sise 33 rue Barbet de Jouy à Paris
Représentée par sa Présidente, Madame Valerie PECRESSE,
Habilitée à signer l'avenant n°1 à la convention par délibération n° CP 17-481
Ci-après dénommée « la Région »,
d'une part,

Et, **l'Agence de Services et de Paiement (ASP)**, établissement public administratif dont le siège est situé 2, rue du Maupas à Limoges (87), représentée par son Président-Directeur Général, Monsieur Stéphane LE MOING
ci-après dénommée « l'ASP ».
d'autre part,

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.313-1 à L313-7 et R.313-13 et suivants relatifs à l'ASP ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales en son article L1611-7 Alinéa II ;

Vu la loi de finances pour 2014, n° 2013-1278, du 29 décembre 2013, notamment son article 140 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu la convention entre la Région et l'ASP approuvée par la délibération n° CP 16-635 du 16 novembre 2016 signée le 14 décembre 2016.

Est convenu de ce qui suit :

ARTICLE 1 :

Le présent avenant a pour objet de modifier la convention signée le 14 décembre 2016 précitée en y intégrant la création d'un nouveau dispositif (« véhicules propres ») adopté par la délibération CR 137-2017 du 7 juillet 2017 et modifié par la délibération n° CP 17-481 du 18 octobre 2017.

ARTICLE 2 :

Dans l'article 1 « objet » de la convention, dans la liste des missions confiées par la Région à l'ASP est ajouté un seizième alinéa rédigé comme suit : « la gestion et le paiement des aides à l'acquisition de véhicules propres par des petites entreprises franciliennes notamment artisanales ».

ARTICLE 3 :

L'article 4 « dispositifs spécifiques mis en œuvre par la Région » de la convention est complété d'un onzième alinéa rédigé ainsi : « l'acquisition de véhicules propres par des petites entreprises franciliennes notamment artisanales ».

ARTICLE 4 :

L'article 6 « dispositions financières générales » de la convention est complété d'un septième alinéa rédigé ainsi : « l'acquisition de véhicules propres par des petites entreprises franciliennes notamment artisanales ».

ARTICLE 5 :

L'article 7 « mise à disposition des fonds par la Région » est modifié ainsi :

L'article 7-12 devient l'article 7-13
L'article 7-13 devient l'article 7-14

Un nouvel article 7-12 est ainsi rédigé :

« Gestion et paiement des aides à l'acquisition de véhicules propres par des petites entreprises franciliennes notamment artisanales »

Les modalités de gestion et de paiement sont définies à l'annexe VII de la convention.

ARTICLE 6 :

L'article 10 « coût des missions confiées à l'ASP » est ainsi complété :

Pour le dispositif des aides à l'acquisition de véhicules propres par des petites entreprises franciliennes notamment artisanales, le coût est fixé à :

- 24,40 € HT par dossier instruit en phase 1 (points a et b du chapitre 4 de l'annexe VII)
- 10,50 € HT par dossier instruit en phase 2 (point c du chapitre 4 de l'annexe VII)
- 2,14 € HT par paiement (un véhicule = un paiement)
- 7,80 € HT par dossier ayant fait l'objet d'une demande de pièces complémentaires

Forfait de mise en œuvre et développement d'un outil de gestion : 11 000 € HT (uniquement la 1ère année)
Forfait restitutions des données et contrôles : 3 000 € HT annuel.

ARTICLE 7 :

L’article 26 « pièces contractuelles » est modifié ainsi :

L’annexe VII devient l’annexe VIII

La nouvelle annexe VII est ainsi intitulée :

Dispositions relatives à l’aide à « l’acquisition de véhicules propres par des petites entreprises franciliennes notamment artisanales ».

ARTICLE 8 :

Les nouvelles dispositions, objet du présent avenant, prennent effet à compter de sa signature.

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Le	**Le**
Pour l’ASP,	**Pour la Région Ile-de-France,**
Le Président-Directeur Général	**La Présidente du Conseil régional**
Stéphane LE MOING	**Valérie PECRESSE**

ANNEXE VII : AIDE A L'ACQUISITION DE VEHICULES PROPRES PAR DES PETITES ENTREPRISES FRANCILIENNES NOTAMMENT ARTISANALES

I OBJECTIFS DE L'AIDE REGIONALE

L'aide régionale a pour objectif d'augmenter la part des véhicules « propres » dans le parc de véhicules utilitaires des petites entreprises franciliennes notamment artisanales.

II CONDITIONS D'ELIGIBILITE

a. Bénéficiaires

Sont éligibles les entreprises, comptant au plus 50 salariés, ayant leur siège en Ile-de-France et dont le chiffre d'affaire annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions d'€. Les entreprises de transport de marchandises pour le compte d'autrui pour l'acquisition de véhicules de transport de marchandise par route ne sont pas éligibles à ce dispositif.

b. Investissements éligibles

Les dépenses d'investissements éligibles doivent être exploitées sur le territoire francilien. Elles doivent concerner les véhicules utilitaires[1] neufs ou d'occasion électriques, à hydrogène ou au GNV[2] de PTAC (Poids Total Autorisé en Charge) inférieur à 12 tonnes[3] inclus.

L'acquisition de ce véhicule pourra être effectuée par son achat directement ou via une location.

Dans le cas de la location, le preneur doit s'engager à immobiliser cette dépense dans son bilan. La durée du contrat doit être de 2 ans minimum si le locataire acquiert le véhicule loué à l'issue de cette période ou de 5 ans minimum dès lors que le véhicule loué n'est pas destiné à être vendu. Le loueur s'engage à restituer l'aide dans les trois mois suivant la modification du contrat de location si celui-ci déroge aux conditions ci-dessus.

III MODALITES DE L'AIDE

L'aide régionale est imputée au chapitre budgétaire 909 « Action économique », sous fonction 94 « Industrie, artisanat, commerces et autres services »

Dans le cas où l'aide octroyée dans le cadre de ce dispositif est susceptible d'affecter les échanges communautaires ou menace de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions au sens de l'article 107 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, elle est attribuée sur le fondement du règlement n° 1407/2013 de la

---

1 *Sont éligibles les véhicules dont les codes nationaux (colonne J1 de la carte grise) sont CTTE, Dériv-VP, VTSU,VASP et CAM. Sont notamment exclus de ce dispositif les véhicules dont le code est VP.*

2 *Sont éligibles les véhicules dont les codes nationaux (colonne P3 de la carte grise) sont EL, H2, GN.*

3 *Colonne F2 de la carte grise.*

Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité aux aides de minimis.

Le montant de l'aide régionale est forfaitaire :

- 6 000 € pour un véhicule utilitaire léger électrique, hydrogène ou GNV (PTAC inférieur à 3,5 tonnes)
- 9 000 € pour un véhicule utilitaire électrique, hydrogène ou GNV (PTAC compris entre 3,5 tonnes et 12 tonnes inclus)

L'aide régionale est cumulable avec les aides de l'Etat mais non cumulable avec les autres aides de collectivités ayant le même objet.

Le cumul d'aides publiques est plafonné à 70 % du prix d'achat du véhicule. En cas de dépassement de ce taux, l'aide régionale est revue à la baisse à due concurrence.

Une même entreprise ne peut prétendre à une aide régionale pour plus de 5 véhicules.

Dans le cas de la location, l'aide est versée au loueur qui en répercute la baisse sur les loyers. Le contrat de location doit faire apparaître le coût d'achat du véhicule et l'impact de l'aide sur les loyers.

IV ENGAGEMENT DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire de l'aide régionale s'engage à ne pas revendre le véhicule concerné dans un délai de 5 ans à compter de la date d'acquisition. Dans le cadre d'une location, le preneur doit s'engager à immobiliser cette dépense dans son bilan.

IV MODALITES DE GESTION

a. Réception des dossiers

Les entreprises déposent leur dossier de demande d'aide pour 1 à 5 véhicules sur la Plateforme des Aides Régionales (PAR), dans un fichier compressé (zip) contenant l'ensemble des pièces justificatives. Ces dossiers sont automatiquement transférés dans IRIS, le logiciel régional de gestion des aides.
La Région, **au minimum une fois par semaine**, procède pour chacun de ces dossiers sur IRIS (disponibles via un tableau de bord) à une demande d'avis d'un tiers, l'ASP, puis envoie la liste des dossiers concernés à l'ASP.
L'ASP peut ensuite se connecter sur la PAR grâce aux identifiants créés spécifiquement à son attention par l'administration IRIS, et télécharger chaque fichier compressé de demande d'aide.

b. Contrôle de l'éligibilité des entreprises

Suite à la transmission des dossiers par la Région à l'ASP, les entreprises reçoivent une réponse dans **un délai de 2 semaines**.

Le formulaire contient toutes les informations permettant de s'assurer de l'éligibilité de l'entreprise :

- Son siège est en Île de France et elle emploie moins de 50 salariés
- Ce n'est pas une entreprise de transport de marchandises pour le compte d'autrui (exclues de *Minimis* pour l'achat de véhicules destinés à de tels transports)

- Engagements répondant aux impératifs du dispositif, qui pourront faire l'objet de contrôles à postériori.

Rôle de l'ASP :

- Vérifier la complétude du dossier (formulaire, KBis, RIB, attestation de minimis, devis)
- Envoyer un accusé de réception complet ou incomplet avec demande de pièces complémentaires, modèles fournis par la Région
- Relances éventuelles et réponses téléphoniques concernant l'instruction des dossiers.

<u>En cas d'éligibilité :</u>

- L'ASP détermine le montant de l'aide d'après le type de véhicule.
- L'ASP envoie une notification au bénéficiaire dans le cas d'un achat et au locataire ainsi qu'au loueur dans le cas d'une location (courriers type Région).

Le bénéficiaire peut désormais acheter son véhicule ou faire son contrat de location (modalités spécifiques décrites ci-dessous).

<u>En cas d'inéligibilité :</u>

L'ASP envoie un courrier de refus expliquant les motifs de non-éligibilité (modèle fourni par la Région).

c. Précisions pour la gestion des aides

<u>Dans le cadre d'un achat :</u>

La notification d'attribution de l'aide est envoyée par l'ASP au bénéficiaire final et l'aide est versée au bénéficiaire final.

<u>Dans le cadre d'une location longue durée :</u>

Le devis du contrat de location signé entre le loueur et le locataire, envoyé pour la demande de l'aide, fait apparaître le coût d'achat du véhicule sur lequel sera calculé le montant de subvention.

La notification d'attribution est envoyée par l'ASP au locataire et au loueur.

Le contrat de location signé entre le loueur et le locataire, envoyé pour le paiement de l'aide, fait mention de l'impact de l'aide sur les loyers et fait apparaître le coût d'achat du véhicule sur lequel est calculé le montant de subvention.

L'aide est versée au loueur qui la répercute sur les loyers du véhicule et un avis de paiement est envoyé au loueur.

<u>Les courriers :</u>

Chaque document (accusé réception, notification, refus, *etc.*) fait l'objet d'un modèle type pré-signé électroniquement par la direction générale adjointe du pôle Cohésion territoriale, par délégation de la Présidente du Conseil régional.

d. Le paiement de l'aide

L'ASP procède au versement en une seule fois, sur production par le bénéficiaire des pièces suivantes transmises à l'ASP, qui procède à la vérification/conformité du véhicule acheté et de la nature et du montant des investissements soutenus :

- factures acquittées d'investissements réalisés
- copie de la carte grise des véhicules

L'ASP réalise le versement de l'aide et envoie un avis de paiement.

L'ASP adresse à la Région un état récapitulatif des aides versées sous la forme d'un tableau de bord, et par voie électronique (cf. données statistiques)

e. Appels de fonds pour le versement des aides

Au fur et à mesures des besoins en trésorerie pour le versement des aides, l'ASP transmet à la Région un fichier électronique d'appel de fonds accompagné d'un courrier signé par l'ASP ainsi que le compte d'emploi des crédits alloués.

f. Contrôles

L'unicité de la subvention pour le véhicule est contrôlée au moment du paiement (suivi des subventions grâce au numéro de série des véhicules (colonne E sur la carte grise) sur la durée de vie du dispositif). Si un véhicule fait doublon :

- Soit cela fait moins de 5 ans, le 1er bénéficiaire n'a pas respecté ses engagements et l'ASP émet un titre de recette pour récupérer la subvention, le 2nd bénéficiaire est éligible.

- Soit cela fait plus de 5 ans et le nouveau bénéficiaire n'est pas éligible.

L'ASP contrôle le nombre de véhicules financés par entreprise via le numéro SIRET dans le tableau de suivi de l'attribution des aides (ensemble des aides attribuées à un même SIRET).

Afin de contrôler le plafond d'aides publiques (70% du prix d'achat du véhicule), l'ASP, payeur également du bonus écologique sur financement Etat, transmettra tous les semestres au service de la Région concerné, la liste des bénéficiaires de l'aide régionale pour lesquels ce plafond est dépassé.

Cette liste comprendra les informations suivantes :
- N°IRIS
- N°SIRET de l'entreprise
- Nom de l'entreprise
- N° de série du véhicule
- Coût d'achat du véhicule
- Montant d'aide régionale versé
- Montant du bonus écologique versé
- Pourcentage d'aide
- Montant de l'aide régionale à régulariser

Après validation de cette liste par les services de la Région, l'ASP émettra les ordres à recouvrer à l'encontre des entreprises concernées.

g. Données et statistiques

Tous les semestres, l'ASP adresse à la Région, par courrier électronique, un état récapitulatif (sous format Excel) des aides versées comprenant :

- Les données des entreprises (SIRET, nombre d'employés, coordonnées)
- Le montant et la nature des investissements (nombre de véhicules, motorisation, PTAC, numéro de série du véhicule).

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-403

DU 18 OCTOBRE 2017

AMÉNAGEMENTS DE VOIRIE VISANT À L'AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE TROISIÈME AFFECTATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

Vu Le Code général des collectivités territoriales ;

Vu La loi n° 82-1153 modifiée du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs ;

Vu La délibération cadre n° CR 36-14 du 19 juin 2014 relative au Plan de Déplacements Urbains d'Île-de-France (PDUIF) ;

Vu La délibération cadre n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au Plan d'action Régional en faveur de la Mobilité Durable (PRMD) ;

Vu La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à la mise en œuvre de la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » ;

Vu La délibération n° CP 15-175 du 09 avril 2015 relative à l'approbation de la convention-type concernant les dispositifs de la « politique régionale de sécurité routière » ;

Vu Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission des transports ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-403 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : HP 825-004 « Aménagements de sécurité »

Décide de participer au titre de l'annexe 6 à la délibération n° CR 37-14 relative à la politique régionale de la sécurité routière, au financement des projets détaillés en annexe 2

(fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de **4** subventions d'un montant total maximum prévisionnel de **1 036 931,77 €**.

Bénéficiaire	Opérations	Localisation	Montant des subventions
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES YVELINES	Création d'un giratoire entre la RD912 et la rue Paul Verlaine	Commune de Trappes (78)	323 000,00 €
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE SEINE-SAINT-DENIS	Sécurisation de deux carrefour sur l'ex-RN370, Route de Neuilly	Noisy-Le-Grand (93)	416 500,00 €
VILLE DE VINCENNES	Sécurisation des traversées aux abords du lycée Hector Berlioz	Commune de Vincennes (94)	79 571,21 €
VILLE D'ASNIERES-SUR-SEINE	Sécurisation des abords du lycée de Prony	Commune d'Asnières-sur-Seine (92)	217 860,56 €

Subordonne le versement des subventions aux Départements à la signature de la convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 15-175 du 09 avril 2015, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Subordonne le versement des subventions aux communes à la signature de la convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 15-175 du 09 avril 2015, modifiée pour tenir compte des dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme **739 500 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 825 « Sécurité routière » programme HP 825-004 (182004) « Aménagements de sécurité » - action 18200402 « Aménagements de sécurité sur RD » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme **297 431,77 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 825 « Sécurité routière » programme HP 825-004 (182004) « Aménagements de sécurité » - action 18200403 « Aménagements de sécurité sur voiries communales » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

Article 2 : HP 811-009 « Suppression des passages à niveau »

Décide de participer au titre de l'annexe 6 à la délibération n° CR 37-14 relative à la politique régionale de la sécurité routière, au financement du projet détaillé en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant total maximum prévisionnel de **577.108 €.**

Bénéficiaire	Opérations	Localisation	Action (18100901)
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU VAL-D'OISE	Etudes d'avant-projet routier liées à la suppression du passage à niveau n°4 Deuil/Montmagny	Communes de Deuil-la-Barre et de Montmagny (78)	577 108,00 €

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 15-175 du 09 avril 2015 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme **577 108 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de voyageurs » programme HP 811-009 (181009) « Suppression des passages à niveau » - action 18100901 « Suppression des passages à niveau » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

Article 3 : Démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier. Pour des raisons de sécurité, la Commune de Vincennes souhaite en effet profiter de la période estivale pour réaliser ces aménagements : s'agissant des abords d'un lycée, la réalisation de travaux en période scolaire engendrerait des risques conséquents. Par ailleurs, il convient d'intervenir dès cette année afin d'éviter que ne se produisent des accidents.

Code IRIS du dossier	Libellé IRIS du dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17012331	SECURISATION DES TRAVERSEES AUX ABORDS DU LYCEE HECTOR BERLIOZ A VINCENNES (94)	Commune de Vincennes	01/07/2017

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-403	Budget	2017

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs**
Programme	**181009 - Suppression des passages à niveau**
Action	**18100901 - Suppression des passages à niveau**

Dispositif : N° 00000404 - Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau

Dossier	17012335 - ETUDES D'AVANT-PROJET ROUTIER LIEES A LA SUPPRESSION DU PASSAGE A NIVEAU N°4 DEUIL/MONTMAGNY A DEUIL-LA-BARRE (95)			
Bénéficiaire	R2306 - DEPARTEMENT DU VAL D'OISE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	577 108,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 648 880,00 €	HT	35 %	577 108,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000404 - Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	577 108,00 €

Total sur l'imputation 908 - 811 - 181009 - 18100901	577 108,00 €

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**825 - Sécurité routière**
Programme	**182004 - Aménagements de sécurité**
Action	**18200402 - Aménagements de sécurité sur RD**

Dispositif : N° 00000741 - Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure

Dossier	17011580 - CREATION D'UN GIRATOIRE ENTRE LA RD912 ET LA RUE PAUL VERLAINE A TRAPPES (78)			
Bénéficiaire	R2301 - DEPARTEMENT DES YVELINES			
Localisation	TRAPPES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	323 000,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
646 000,00 €	HT	50 %	323 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-403	Budget	2017

Dossier	17013913 - Sécurisation de deux carrefours sur l'ex RN 370 Route de Neuilly à Noisy-le-Grand			
Bénéficiaire	R2304 - DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS			
Localisation	NOISY-LE-GRAND			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	416 500,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
833 000,00 €	HT	50 %	416 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000741 - Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	739 500,00 €

Total sur l'imputation 908 - 825 - 182004 - 18200402	739 500,00 €

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**825 - Sécurité routière**
Programme	**182004 - Aménagements de sécurité**
Action	**18200403 - Aménagements de sécurité sur voiries communales**

Dispositif : N° 00000759 - Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables

Dossier	17012331 - SECURISATION DES TRAVERSEES AUX ABORDS DU LYCEE HECTOR BERLIOZ A VINCENNES (94)			
Bénéficiaire	R36 - COMMUNE DE VINCENNES			
Localisation	VINCENNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	79 571,21 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
113 673,16 €	HT	70 %	79 571,21 €	

Dossier	17013904 - SR - SECURISATION DES ABORDS DU LYCEE DE PRONY - ASNIERES (92)			
Bénéficiaire	R1010 - COMMUNE D'ASNIERES SUR SEINE			
Localisation	ASNIERES-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	217 860,56 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
311 229,37 €	HT	70 %	217 860,56 €	

Total sur le dispositif N° 00000759 - Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables	297 431,77 €

Total sur l'imputation 908 - 825 - 182004 - 18200403	297 431,77 €

ANNEXE 2 : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012335

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ETUDES D'AVANT-PROJET ROUTIER LIEES A LA SUPPRESSION DU PASSAGE A NIVEAU N°4 DEUIL/MONTMAGNY A DEUIL-LA-BARRE (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 648 880,00 €	35,00 %	577 108,00 €
	Montant Total de la subvention		577 108,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-204132-181009-200
18100901- Suppression des passages à niveau

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL D'OISE
Adresse administrative : 2 AV DU PARC
95032 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Arnaud BAZIN, Président

N° SIRET : 22950127500015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : ETUDES D'AVANT-PROJET ROUTIER LIEES A LA SUPPRESSION DU PASSAGE A NIVEAU N°4 DEUIL/MONTMAGNY A DEUIL-LA-BARRE (95)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 avril 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le passage à niveau n°4 de Deuil est inscrit à la liste des passages à niveau dit "préoccupants" par l'instance nationale de la sécurité des passage à niveau et Réseau Ferré de France.
Il supporte un trafic routier d'environ 7.500 véhicules et 181 trains par jour. Ces éléments conduisent à un moment résultant (produit des trafics routier et ferroviaire) de 1.400.000, ce qui le désigne comme le plus important de la Région Ile-de-France.
Il s'inscrit dans un milieu urbain relativement dense et à proximité de carrefours.
Il est équipé d'une Signalisation Automatique Lumineuse couplée à 4 barrières (SAL 4) afin de limiter les franchissements interdits.
Le passage à niveau (PN) n° 4 est situé en bout de quai de la gare de Deuil-Montmagny de la ligne

d'Epinay-Villetaneuse au Tréport-Mers.
Les données du trafic piéton ne sont pas connues, mais la proximité de la gare est un facteur aggravant l'insécurité de cet équipement.
Il a été recensé 2 personnes décédées et environ 50 incidents ont été relevés sur les installations ferrées pendant une période de 10 ans.
L'étude Avant-Projet de la part ferrée de cette opération est en cours de finalisation par SNCF Réseau. Cette étude a été menée en concertation avec les communes de Deuil, Montmagny, la communauté d'agglomération de Plaine Vallée, le Conseil Départemental du Val d'Oise, la Région Ile de France, le STIF et la RATP.

Description :
Le maître d'ouvrage propose d'engager les études et les travaux pour la création du barreau routier entre la rue Théophile Gautier et la rue Guynemer ainsi que la requalification de la rue Théophile Gautier existante afin de de compléter les études précédentes réalisées par SNCF Réseau pour la part ferrée de cette opération.
La voie nouvelle porte sur un linéaire d'environ 200ml et présentera un profil en travers de 2 x 1 avec des cheminements piétons latéraux. Des places de stationnements seront créées, hors chaussée sur la totalité de la voie.
La section requalifiée portera sur un linéaire d'environ 175ml et présentera un profil de 2 x 1 voie ainsi que des cheminements piétons latéraux. Des places de stationnements seront créées hors chaussée au sud de la voie.
Ce raccordement permettra d'assurer le rétablissement de tous les modes de déplacements doux, piétons et routiers liés à la suppression de ce passage à niveau.

Intérêt régional :
Poursuite de la politique régionale de sécurité routière par son dispositif 3 à l'annexe 6 à la délibération CR 37-14 du 19 juin 2014 portant sur le soutien à la sécurisation des passages à niveau.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Tous les types d'usagers des réseaux routier et ferré.

Détail du calcul de la subvention :
- Dépense subventionnable : 1.648.880 € HT.
- Part de financement relevant de maîtrise d'ouvrage : 35% de la dépense subventionnable HT soit 577.108 €.
- Subvention régionale (CR 37-14) dans le cadre du dispositif de sécurité routière : le taux de financement maximal est de 35% du montant de la dépense subventionnable, soit une subvention de 577.108 € afin d'engager les études et les travaux pour la création du barreau routier entre la rue Théophile Gautier et la rue Guynemer ainsi que la requalification de la rue Théophile Gautier existante liées à la suppression du passage à niveau n°4 Deuil/Montmagny à Deuil-la-Barre dans le Val-d'Oise.

Localisation géographique :
- DEUIL-LA-BARRE
- MONTMAGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDES	494 664,00	30,00%
TRAVAUX DE VOIRIE	1 154 216,00	70,00%
Total	1 648 880,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	577 108,00	35,00%
DEPARTEMENT DU VAL-D'OISE (en cours)	494 664,00	30,00%
VILLE DE DEUIL-LA-BARRE (en cours)	206 110,00	12,50%
VILLE DE MONTMAGNY (en cours)	206 110,00	12,50%
SNCF RESEAU (en cours)	164 888,00	10,00%
Total	1 648 880,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 500,00 €
2019	28 000,00 €
2020	70 000,00 €
2021	140 000,00 €
2022	210 000,00 €
2023	68 608,00 €
2024	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	8 500 000,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	675 799,00 €
2014	E-administration	-23 350,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 500 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	5 800 000,00 €
2014	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	48 918,52 €
2014	Réserves Naturelles Régionales Investissement	19 390,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	42 881,18 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	550 000,00 €
2015	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	360 000,00 €

2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	1 682 480,00 €
2015	Innovation et actions pilotes - Inv	83 750,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	22 921,22 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	33 482,40 €
2015	Soutien à l'immobilier d'entreprises	973 330,00 €
2015	Soutien aux espaces de travail collaboratif	110 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	32 500,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	440 000,00 €
2016	Aménagement des infrastructures routières départementales	1 500 000,00 €
2016	Fonds Propreté	236 150,00 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	38 591,70 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 473 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	18 200,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	800 000,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 000 000,00 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d’infrastructures sur voirie départementale	12 300 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 6 OS 9	1 500 000,00 €
2017	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	40 959,04 €
2017	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 600,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	300 000,00 €
	Montant total	43 088 453,06 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011580

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : CREATION D'UN GIRATOIRE ENTRE LA RD912 ET LA RUE PAUL VERLAINE A TRAPPES (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	646 000,00 €	50,00 %	323 000,00 €
	Montant Total de la subvention		323 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-825-204132-182004-200
18200402- Aménagements de sécurité sur RD

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES YVELINES
Adresse administrative : 2 PLACE ANDRE MIGNOT
78012 VERSAILLES
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Pierre BEDIER, Président

N° SIRET : 22780646000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : CREATION D'UN GIRATOIRE ENTRE LA RD912 ET LA RUE PAUL VERLAINE A TRAPPES (78)

Date prévisionnelle de début de projet : 6 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La RD912 est classée à Grande Circulation notamment du fait qu'elle est située sur un itinéraire de transport exceptionnel. Elle constitue l'axe de liaison Est-Ouest entre la RN10 et la RN12.
Elle supporte un trafic d'environ 17.600 véhicules/jour dont 7% de poids lourds. C'est une voie rectiligne bordée d'arbres.
Situé hors agglomération au sens du code de la route, le carrefour formé par la RD 912 et la rue Paul Verlaine est desservi par 2 arrêts de bus en "encoche" et sont utilisés par 6 lignes régulières et des transports scolaires.

La rue Paul Verlaine et la RD 912 forment un carrefour en « T » peu lisible pour les usagers.
Les mouvements de "Tourne à gauche" sont interdits et bloqués physiquement par des bordures et des balises.

Notamment du fait des arrêts de bus, les piétons sont nombreux à traverser au niveau du carrefour. La traversée s'effectue en 2 temps avec un refuge en axe de la RD.

Entre 2010 et 2014, les forces de l'ordre ont recensé 7 accidents corporels ayant occasionnés 13 victimes dont 1 décédée et 3 hospitalisées.

Il s'agit donc d'améliorer la lisibilité du carrefour et d'apaiser les vitesses afin de sécuriser les traversées piétonnes et les mouvements tournants.

Description :
Le maître d'ouvrage propose de transformer le carrefour en un giratoire d'une quinzaine de mètres de rayon qui permettra à la fois une réduction des vitesses, améliorera la lisibilité du carrefour et permettra l'ensemble des mouvements en sécurité.
Les caractéristiques de l'aménagement respecteront les normes édictées par le CEREMA et particulièrement les rayons de giration des véhicules de transports en commun.

La lisibilité des traversées piétonnes sera renforcée par de la signalisation appropriée.

Les cheminements piétons et les bandes cyclables seront raccordés à l'existant.

Intérêt régional :
Poursuite de la politique régionale de sécurité routière par son article 1§5 du dispositif 1 de l'annexe 6 à la délibération CR 37-14 du 19 juin 2014 visant à améliorer la sécurisation des carrefours à visibilité insuffisante en rase campagne.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Tous les types d'usagers de la route.

Détail du calcul de la subvention :
- Dépense subventionnable : 646.000 € HT.
- Part de financement relevant de maîtrise d'ouvrage : 50% de la dépense subventionnable HT soit 323.000 €.
- Subvention régionale dans le cadre de l'article 1§5 de l'annexe 6 à la délibération CR37-14 du 19 juin 2014 visant à mettre en œuvre les actions portant sur l'infrastructure : le taux de financement maximal est de 50% du montant de la dépense subventionnable, soit une subvention de 323.000 € pour la création d'un giratoire entre la RD912 et la rue Paul Verlaine à Trappes dans les Yvelines.

Localisation géographique :

- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	646 000,00	100,00%
Total	646 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	323 000,00	50,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES YVELINES	323 000,00	50,00%
Total	646 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	23 000,00 €
2018	235 000,00 €
2019	65 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	2 528 349,70 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	29 155,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 939 221,78 €
2014	Environnement des infrastructures routières départementales	3 410 546,40 €
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	623 600,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	399 980,09 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	2 484 500,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 400 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	5 000 000,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	4 200 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	511 328,20 €

2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	621 600,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 390 000,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 197 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 146 000,00 €
2016	Aide à l'implantation des forces de sécurité	1 190 138,00 €
2016	Aménagement des infrastructures routières départementales	17 471 650,30 €
2016	Aménagements de voirie nationale	230 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	3 200 000,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	621 600,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	131 979,44 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	795 394,91 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	653 450,00 €
2017	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	621 600,00 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d’infrastructures sur voirie départementale	7 750 000,00 €
2017	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	405 500,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	700 000,00 €
	Montant total	65 852 593,82 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013913

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SÉCURISATION DE DEUX CARREFOURS SUR L'EX RN 370 ROUTE DE NEUILLY À NOISY-LE-GRAND

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	833 000,00 €	50,00 %	416 500,00 €
	Montant Total de la subvention		416 500,00 €

Imputation budgétaire : 908-825-204132-182004-200
18200402- Aménagements de sécurité sur RD

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : 3 ESPLANADE JEAN MOULIN
93006 BOBIGNY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur STEPHANE TROUSSEL, Président

N° SIRET : 22930008201453

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'ex-RN 370 route de Neuilly se situe dans le nord de la commune de Noisy-le-Grand. Il s'agit d'un axe important ; le seul permettant la traversée routière de la Marne entre Noisy-le-Grand et Neuilly-sur-Marne. Le trafic moyen est de 28 000 véhicules/jour. Le trafic poids lourds représente 5% du trafic global.
Composé de 3 voies de circulation, l'axe est d'aspect interurbain. Il est bordé par des activités industrielles et de rares pavillons.
Le projet a été mené dans le but de sécuriser les deux carrefours, avec la rue René Navier et avec la rue de la Plaine.

Description :
Une ligne de bus Mobilien (303) circule sur cet axe. Les modes actifs sont peu présents; les trottoirs sont étroits.

La vitesse de circulation est limitée à 50 km/h. Des panneaux rappellent cette limitation et un radar pédagogique a également été installé. Toutefois le peu de contraintes sur cet axe amène à des dépassements de limitation de vitesse constatés (relevés de vitesses non disponibles).

8 accidents ont été recensés sur cette section entre 2010 et 2014 dont 4 ayant occasionné au moins un blessé hospitalisé. L'ensemble des accidents a entraîné 8 blessés hospitalisés, 7 blessés légers et 5 indemnes. Les victimes sur cette section sont en majorité, outre les conducteurs de véhicules, les usagers de deux-roues motorisés. Sur les 6 accidents correctement localisés, 3 ont eu lieu en intersection et 3 en section courante.

Moyens mis en œuvre :
L'objectif visé est de sécuriser les deux carrefours, Plaine/Varenne et Varenne/Navier/Lafargue.

Il s'agit précisément :
- d'équiper de signalisation lumineuse tricolore le carrefour au nord et d'aménager des traversées piétonnes à chaque branche ;
- de simplifier le carrefour le plus au sud et le rendre davantage praticable pour les piétons, en : supprimant le shunt vers la rue Paul Lafargue ; changeant les sens de circulation des rues adjacentes à l'ex-RN ; aménageant deux nouvelles traversées piétonnes, une sur la branche nord de l'ex-RN 370 et une sur la rue Paul Lafargue qui sera située plus proche du carrefour que la traversée qui existe actuellement ;
- simplifier les sens de circulation sur l'ex-RN, avec tout du long deux voies pour le sens sud-nord et une voie pour le sens nord-sud ;

Intérêt régional :
Poursuite de la politique régionale de sécurité routière mise en oeuvre dans le cadre de la délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 (annexe 6), qui vise à sécuriser les zones d'accumulation d'accidents répertoriés.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Tous les usagers de la route

Détail du calcul de la subvention :
Dépense subventionnable: 833 000 € HT
Part de financement régional: 50% de la dépense subventionnable, soit 416 500 €.

Localisation géographique :
- NOISY-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	833 000,00	100,00%
Total	833 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	416 500,00	50,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE SEINE-SAINT-DENIS	416 500,00	50,00%
Total	833 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	0,00 €
2018	366 500,00 €
2019	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	374 650,00 €
2014	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	27 600,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	865 154,43 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	14 877 100,00 €
2014	Politique énergie climat	252 600,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	1 200 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 017 500,00 €
2014	Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des piétons	243 600,00 €
2014	Soutien aux structures de prévention	235 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	500 000,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	576 000,00 €
2015	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	717 224,00 €
2015	E-administration	60 000,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	455 040,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 958 012,67 €
2015	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	950 000,00 €

2015	Plan Piscines Régional	1 920 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	60 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	235 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	11 452 504,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 072 000,00 €
2015	Soutien au haut débit et ressources numériques au développement des TICE	96 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 015 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	104 785,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	100 000,00 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	927 500,00 €
2016	Soutien aux actions en faveur de la lutte contre la pollution	38 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	915 000,00 €
2017	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	-628,00 €
2017	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	251 880,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	550 000,00 €
	Montant total	47 912 400,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012331

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SECURISATION DES TRAVERSEES AUX ABORDS DU LYCEE HECTOR BERLIOZ A VINCENNES (94)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables	113 673,16 €	70,00 %	79 571,21 €
	Montant Total de la subvention		79 571,21 €

Imputation budgétaire : 908-825-204142-182004-200
18200403- Aménagements de sécurité sur voiries communales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VINCENNES
Adresse administrative : 53 RUE DE FONTENAY
94300 VINCENNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Laurent LAFON, Maire

N° SIRET : 21940080100011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : SECURISATION DES TRAVERSEES AUX ABORDS DU LYCEE HECTOR BERLIOZ A VINCENNES (94)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour des raisons de sécurité, la Commune de Vincennes a souhaité profiter de la période estivale pour réaliser rapidement ces aménagements. En effet, s'agissant des abords d'un lycée, la réalisation de travaux en période scolaire engendrerait des risques conséquents. Par ailleurs, il convient d'intervenir dès cette année afin d'éviter que ne se produisent des accidents.

Objectifs :
Le lycée Hector Berlioz, mitoyen du collège du même nom, forme un ensemble scolaire qui accueille au

total environ 1600 élèves. Chacune des entrées de ces deux établissements est située au droit de la rue Antoine Quinson.
Cette voie à sens unique, assure la desserte entre Montreuil, l'avenue de Paris et le bois de Vincennes ; par ailleurs, elle présente un tracé rectiligne qui longe la voie SNCF située en contre bas et est bordée à sa gauche d'un alignement d'arbres.
La bande longitudinale de stationnement a été neutralisée par barrières amovibles en raison de l'application des mesures de sécurité Vigipirate.
Malgré des aménagements adaptés, de type coussins berlinois aux abords de cet établissement scolaire, et une limitation de vitesses à 30km/h, il est à regretter la pratique de vitesse excessive de certains usagers.
Le croisement entre les rues A. Quinson et V. Basch est géré par une signalisation lumineuse tricolore mais le stationnement aux abords immédiats ne permet pas la visibilité entre les usagers et notamment les piétons.

Description :
Le maître d'ouvrage propose de supprimer définitivement la bande de stationnement latéral pour permettre le déplacement de la chaussée en bordure de l'alignement d'arbres conservé et permettre l'élargissement des cheminements piétons au droit de l'entrée du lycée.
Cet aménagement favorisera la limitation des vitesses par la modification de la trajectoire des usagers.
Les barrières de jalonnement seront implantées au droit du nouveau fil d'eau devant l'entrée du lycée.
Le croisement entre les rues A. Quinson et V. Basch sera protégé par l'implantation de coussins berlinois sur la rue V. Basch et par la diminution de la longueur de la traversée piétonne grâce à l'élargissement des deux courbes de bordures qui permettront une meilleure visibilité réciproque entre tous les types d'usagers particulièrement en faveur des piétons.
Les signalisations horizontale et verticale seront mises en conformité.

Intérêt régional :
Poursuite de la politique régionale de sécurité routière par son article 3 du dispositif 2 de l'annexe 6 à la délibération CR 37-14 du 19 juin 2014 visant à améliorer la sécurisation des traversées aux abords des établissements recevant du public.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les types d'usagers de la route, particulièrement les piétons.

Détail du calcul de la subvention :
- Dépense subventionnable : 113 673,16 € HT.
- Part de financement relevant de maîtrise d'ouvrage : 70% de la dépense subventionnable HT soit 79 571,21 €.
- Subvention régionale dans le cadre de l'article 3 du dispositif 2 de l'annexe 6 à la délibération CR 37-14 du 19 juin 2014 visant à améliorer la sécurisation des traversées aux abords des établissements recevant du public, soit une subvention de 79 571,21 € pour la sécurisation des traversées aux abords du lycée Hector Berlioz à Vincennes (94).

Localisation géographique :
- VINCENNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE VOIRIE	113 673,16	100,00%
Total	113 673,16	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	79 571,21	70,00%
COMMUNE DE VINCENNES	34 101,95	30,00%
Total	113 673,16	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €
2018	69 571,21 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	3 900,00 €
2015	Aide au développement de bornes de recharges électriques	5 040,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	226 125,00 €
2015	Soutien au Réseau Information Jeunesse	1 700,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	173 321,93 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	184 950,00 €
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	6 665,50 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	34 781,00 €
2016	Terrains Synthétiques de grands Jeux	176 000,37 €
	Montant total	812 483,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013904

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SR - SECURISATION DES ABORDS DU LYCEE DE PRONY - ASNIERES (92)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables	311 229,37 €	70,00 %	217 860,56 €
	Montant Total de la subvention		217 860,56 €

Imputation budgétaire : 908-825-204142-182004-200
18200403- Aménagements de sécurité sur voiries communales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ASNIERES SUR SEINE
Adresse administrative : 1 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
92602 ASNIERES-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Manuel AESCHLIMANN, Maire

N° SIRET : 21920004500017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
À quelques minutes à pied de la gare SNCF d'Asnières-sur-Seine, le lycée Prony accueille environ 630 élèves du CAP au baccalauréat professionnel. Bâti sur deux sites, rue de Bretagne et rue du Maine, le lycée Prony est spécialisé dans les formations des métiers du bois, de l'ébénisterie et de l'architecture. C'est aussi un lycée du tertiaire, du commerce, de la vente et des services.

L'entrée du site Maine est située au droit de la rue du même nom. Cette voie à sens unique, fait la jonction entre la RD 7, sur les quais de Seine et la gare d'Asnières (Transilien J et L) via la rue d'Anjou. La liaison avec le second site du lycée, rue de Bretagne, s'effectue par les rue de l'Embranchement et de l'Orne, elles aussi en sens unique.

Ces rues ne possèdent pas d'aménagements visant à lutter contre les vitesses excessives, excepté une chicane devant l'entrée du lycée.

L'objectif du projet est donc d'apaiser la zone et de sécuriser les traversées piétonnes.

Description :
Il s'agit de la sécurisation des 2 carrefours formés par la rue du Maine et rue de l'Embranchement d'une part et la rue de l'Orne d'autres part. Il est envisagé d'apaiser la zone en implantant des plateaux surélevés au niveau des traversées piétonnes dont la longueur sera réduite par l'élargissant des trottoirs au droit de chacune d'entre-elle afin de garantir une co-visibilité des usagers et notamment des piétons. Des contre-sens cyclables seront également créés dans les 3 rues.

Les traversées piétonnes seront mises aux normes PMR (suppression des ressauts, repères tactiles…).

Intérêt régional :
Poursuite de la politique régionale de sécurité routière par son dispositif 2 de l'annexe 6 à la délibération CR 37-14 du 19 juin 2014 visant à améliorer la sécurisation des abords des établissements recevant du public.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les types d'usagers de la route, particulièrement les piétons.

Détail du calcul de la subvention :
- Dépense subventionnable : 311 229,37 € HT.
- Taux de financement : 70% de la dépense subventionnable HT soit 217 860,56 €.
- Subvention régionale dans le cadre du dispositif 2 de l'annexe 6 à la délibération CR 37-14 du 19 juin 2014 visant à améliorer la sécurisation des abords des établissements recevant du public, soit une subvention de 217 860,56 € pour la sécurisation des traversées aux abords du lycée de Prony à Asnières (92).

Localisation géographique :
- ASNIERES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de voirie	311 229,37	100,00%
Total	311 229,37	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	93 368,81	30,00%
Subvention Région (sollicitée)	217 860,56	70,00%
Total	311 229,37	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	167 860,56 €
2019	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	53 480,00 €
2015	Campagne préventive lutte contre le saturnisme	41 700,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	12 348,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	16 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	8 000,00 €
2017	Aide aux structures d'exercice collectif	186 500,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	2 750,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	49 500,00 €
	Montant total	370 278,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-425

DU 18 OCTOBRE 2017

SCHÉMA DIRECTEUR RER - MODERNISATION DES GARES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports ;
VU Le décret n° 2010-756 du 7 juillet 2010 relatif à la Société du Grand Paris, modifié par le décret n° 2014-1168 du 10 octobre 2014, notamment l'alinéa *o)* de l'article 9, étendant les missions de la Société du Grand Paris (SGP) et définissant les conditions dans lesquelles elle peut participer à des projets d'infrastructures de réseaux de transport public de voyageurs, autres que ceux dont elle s'est vu confier la maîtrise d'ouvrage en 2010 ;
VU Le décret n° 2014-1168 du 10 octobre 2014 modifiant le décret n° 2010-756 du 7 juillet 2010 relatif à la Société du Grand Paris ;
VU Le décret n° 2015-308 du 18 mars 2015 relatif à l'association du Syndicat des Transports d'Ile-de-France aux missions de la Société du Grand Paris de conception et de réalisation du réseau de transport public du Grand Paris ;
VU L'ordonnance n°2014-690 du 26 juin 2014 relative à la participation de la Société du Grand Paris à certains projets du réseau des transports en Ile-de-France ;
VU La délibération n° CR 55-13 du 11 juin 2013 relative à la mise en œuvre et au financement du Plan de Mobilisation pour les transports en Ile-de-France sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013 ;
VU La délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au Plan d'action Régional en faveur de la Mobilité Durable ;
VU La délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 approuvant le versement des subventions régionales accordées pour les opérations de transports du Contrat de Plan 2015-2020 sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale, dans son article 3 ;
VU La délibération cadre n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan État-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant formalisant la révision du Contrat de Plan État Région Île-de-France 2015-2020 portant sur le volet mobilité multimodale ;
VU La délibération n° CP 15-695 du 8 octobre 2015 approuvant la convention de financement relative aux études d'Avant-projet, niveau projet, de la gare d'Auber et portant affectation d'une autorisation de programme en son article 2 ;
VU La délibération n° CP 15-695 du 8 octobre 2015 approuvant la convention de financement relative au schéma directeur du RER C aménagement de la gare d'Ivry-sur-Seine et portant affectation d'une autorisation de programme en son article 2 ;
VU La délibération n° CP 2017-206 du 17 mai 2017 portant sur la convention spécifique des 100 000 stages entre la Région Île-de-France et la RATP ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission des transports ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-425 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article n° 1: PR 811-004 «liaisons ferroviaires»

Décide de participer au financement du schéma directeur du RER A détaillé en annexe 2 *(fiche projet)* à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de **7 875 000 €**.

Bénéficiaire	Opération	Localisation	Action (481004011)
RATP	Schéma Directeur du RER A – PRO/premiers travaux de la gare d'Auber	Paris	**7 875 000 €**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **7 875 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 811 «Transport ferroviaire régional de voyageurs », programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Ces affectations relèvent du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :
- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 111 « Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs »

Article n° 2: PR 811-004 «liaisons ferroviaires»

Décide de participer au financement du schéma directeur du RER B détaillé en annexe 2 *(fiche projet)* à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **3 412 500 €**.

Bénéficiaire	Opération	Localisation	Action (481004011)
RATP	Schéma Directeur du RER B – PRO/premiers travaux de la gare de Robinson	Hauts-de-Seine	**3 412 500 €**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 4 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **3 412 500 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 811 «Transport ferroviaire régional de voyageurs », programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Ces affectations relèvent du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :
- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 111 « Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs »

Article n°3 : PR 811-004 «liaisons ferroviaires»

Décide de participer au financement du schéma directeur du RER C détaillé en annexe 2 *(fiches projet)* à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de **1 098 292 €.**

Bénéficiaires	Opérations	Localisation	Action (481004011)
SNCF Réseau	Schéma Directeur du RER C – Création de l'accès Seine gare d'Ivry-sur-Seine	Ivry-sur-Seine	**694 706 €**
SNCF Mobilité	Schéma Directeur du RER C – Création de l'accès Seine gare d'Ivry-sur-Seine	Ivry-sur-Seine	**403 586 €**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 5 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **1 098 292 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 811 «Transport ferroviaire régional de voyageurs », programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Ces affectations relèvent du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :
- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 111 « Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs »

Article n° 4: PR 811-004 «liaisons ferroviaires»

Décide de participer au financement du schéma directeur du RER D détaillé en annexe 2 *(fiche projet)* à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **7 014 000 €**.

Bénéficiaire	Opération	Localisation	Action (481004011)
SNCF Mobilités	Schéma Directeur du RER D – PRO/premiers travaux de la gare de Villeneuve Saint-Georges	Val de Marne	**7 014 000 €**

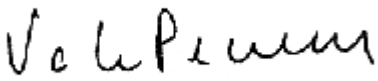
Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 6 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **7 014 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 811 «Transport ferroviaire régional de voyageurs », programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Ces affectations relèvent du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 111 « Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs »

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-425	Budget	2017

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs**
Programme	**481004 - Liaisons ferroviaires**
Action	**481004011 - Liaisons ferroviaires**

Dispositif : N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun

Dossier	17006924 - SCHEMA DIRECTEUR RER A - PRO ET TRAVAUX DE LA GARE D'AUBER			
Bénéficiaire	R6930 - RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER A - Hors CPRD			
Montant total	7 875 000,00 €		Code nature	2041783
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 000 000,00 €	HT	52,5 %	7 875 000,00 €	

Dossier	17012246 - SCHEMA DIRECTEUR DU RER C - REALISATION DE LA GARE D'IVRY-SUR-SEINE - ACCES SEINE - SNCF MOBILITE			
Bénéficiaire	R22844 - SNCF MOBILITES			
Localisation	IVRY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Modernisation des gares RER C - Hors CPRD			
Montant total	403 586,00 €		Code nature	2041713
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
768 735,00 €	HT	52,5 %	403 586,00 €	

Dossier	17012267 - SCHEMA DIRECTEUR DU RER C - REALISATION DE LA GARE D'IVRY-SUR-SEINE - ACCES SEINE - SNCF RESEAU			
Bénéficiaire	R14154 - RFF SNCF RESEAU			
Localisation	IVRY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Modernisation des gares RER C - Hors CPRD			
Montant total	694 706,00 €		Code nature	2041723
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 323 249,00 €	HT	52,5 %	694 706,00 €	

Dossier	17012620 - SCHEMA DIRECTEUR RER B - GARE DE ROBINSON - CONVENTION ETUDES PROJET ET TRAVAUX			
Bénéficiaire	R6930 - RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Modernisation des gares RER B - Hors CPRD			
Montant total	3 412 500,00 €		Code nature	2041783
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 500 000,00 €	HT	52,5 %	3 412 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-425	Budget	2017

Dossier	17013469 - SCHEMA DIRECTEUR DU RER D - GARE DE VILLENEUVE SAINT-GEORGES - CONVENTION ETUDES PROJET ET TRAVAUX				
Bénéficiaire	R22844 - SNCF MOBILITES				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Modernisation des gares RER D - Hors CPRD				
Montant total	7 014 000,00 €			Code nature	2041713
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 360 000,00 €	HT	52,5 %		7 014 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun	19 399 792,00 €

Total sur l'imputation 908 - 811 - 481004 - 481004011	19 399 792,00 €

ANNEXE 2 : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17006924

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SCHEMA DIRECTEUR RER A - PRO ET TRAVAUX DE LA GARE D'AUBER

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	15 000 000,00 €	52,50 %	7 875 000,00 €
	Montant Total de la subvention		7 875 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041783-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS
Adresse administrative : 54 QUAI DE LA RAPEE
75599 PARIS CEDEX 12
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Catherine GUILLOUARD, Présidente Directrice Générale

N° SIRET : 77566343801906

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : l'attribution d'une subvention relative au financement des études de PRO et des travaux de la gare d'Auber dans le cadre du schéma directeur du RER A.

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans le cadre de l'élaboration du Schéma Directeur du RER A, approuvé en Conseil du STIF du 06 juin 2012, la RATP a mené un diagnostic complet des gares de cette ligne afin d'établir un programme sur l'ensemble des espaces : accès, quais, circulations et salles.

Description :
Au delà de la partie "infrastructure", le Schéma Directeur du RER A a donc déterminé une liste de gares à

réaménager, dont Auber.

Auber est une gare importante du réseau RER (180 000 passages quotidiens et plus de 20.000m² dédiés aux voyageurs), faisant l'objet de projets de maintenance et de renouvellement d'équipements. Dès 2016, les ventilateurs Scribe (salle des échanges) ont été remplacés et plus largement le système de sécurité incendie. Le traitement des infiltrations a commencé sur une partie test (correspondance Havre-Caumartin) et se poursuivra sur le reste de la gare. Une grande partie des escaliers mécaniques et trottoirs roulant sera renouvelée d'ici 2020.

La RATP a engagé le renouvellement intégral des voies (RVB) du tronçon central du RER A entre les gares de Nanterre Préfecture et Vincennes pour garantir la sécurité et la disponibilité sur le long terme. Les travaux sont réalisés sur plusieurs étés par section de 2 à 4,5 km. Le projet de rénovation d'Auber doit alors se coordonner avec les différents projets en cours sur la gare et optimiser les périodes de fermeture liées au RVB.

Le programme de rénovation de la gare d'Auber prévoit :
- Rénovation de l'ensemble des espaces voyageurs de la gare en améliorant la qualité des espaces voyageurs (intervention sur les lieux dégradés, intervention sur les endroits majoritairement empruntés et visibles) ;

- Amélioration des cheminements des voyageurs (amélioration de la circulation de la gare en déplaçant les locaux entravant les cheminements, reprise complète de la signalétique et de l'information voyageurs) ;

- Traitement spécifique de la mise en accessibilité pour les personnes atteintes d'handicaps sensoriels et cognitifs (traitement des escaliers fixes, de l'information voyageurs, de l'éclairage…) ;

- Traitement de l'information voyageurs et de l'éclairage.

Moyens mis en œuvre :
Le projet global de revalorisation de la gare fera l'objet d'un financement mixte :

- Les travaux préalables, désamiantage et étanchéité, sont financés par la RATP ;

- Le projet de rénovation, inscrit au schéma directeur du RER A en 2012, est financé en partie dans le cadre du CPER par l'Etat, la Région Île-de-France et la RATP.

Les études et les travaux sont sous maîtrise d'ouvrage de la RATP.

Intérêt régional :
La gare d'Auber est l'une des six grandes gares souterraines parisiennes, comptant près de 180.000 passages quotidiens (5e des 65 gares RER RATP), la majorité provenant ou rejoignant une des deux stations de métro en correspondance avec la gare, Opéra et Havre-Caumartin.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Pour la RATP, la convention a été adoptée par la délibération n° CP 2017-206 du 17 mai 2017.

Public(s) cible(s) :
Les franciliens et particulièrement les usagers des TC, notamment ceux transitant par la gare d'Auber.

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit d'une opération d'un coût total de 70 M€, dont 40 M€ financés dans le cadre du CPER (le reste est financé dans le cadre du PQI STIF-RATP), pour laquelle la présente délibération constitue une première tranche. Une voire deux autres tranches ultérieures seront prévues et feront l'objet d'une ou deux conventions futures à hauteur de 25,2 M€ dont 13,23 M€ pour la Région à financement inchangé de l'Etat.

Le financement du périmètre CPER est assuré par l'Etat (22,5%), la Région Île-de-France (52,5%) et la RATP (25%). Cette première convention de financement porte 15M€ courants (dont 7,875M€ de part Région) sur un périmètre global de 40,175M€.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER A

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Modernisation des aménagements de la salle d'échange et des quais	4 923 000,00	32,82%
Courants forts/faibles	5 751 000,00	38,34%
Systèmes de telecom	1 260 000,00	8,40%
Fluides	447 000,00	2,98%
Signalétique	306 000,00	2,04%
Frais MOE	1 284 000,00	8,56%
Frais MOA	1 029 000,00	6,86%
Total	15 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	7 875 000,00	52,50%
Etat	3 375 000,00	22,50%
RATP	3 750 000,00	25,00%
Total	15 000 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	0,00 €
2018	2 636 550,00 €
2019	5 238 450,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	200 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	182 318 316,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 020 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	86 112 887,59 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	2 610 700,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 880 629,94 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	161 765 154,10 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	85 818 242,87 €
	Montant total	551 376 940,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012246

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SCHEMA DIRECTEUR DU RER C - REALISATION DE LA GARE D'IVRY-SUR-SEINE - ACCES SEINE - SNCF MOBILITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	768 735,00 €	52,50 %	403 586,00 €
	Montant Total de la subvention		403 586,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041713-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNCF MOBILITES
Adresse administrative : 9 RUE JEAN-PHILIPPE RAMEAU
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Séverine LEPERE, DIRECTRICE D'EXPLOITATION TRANSILIEN

N° SIRET : 55204944792805

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : réalisation des travaux d'aménagement de l'accès Seine de la gare du RER C d'Ivry-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Schéma Directeur du RER C, voté en Conseil du STIF du 08 juillet 2009, a été élaboré pour le court et le moyen terme et propose, une modernisation des infrastructures existantes (modernisation du nœud de Brétigny, renforcement des sous-stations, création d'un nouveau terminus intermédiaire à Paris-Austerlitz,…). Ces opérations, dont les études d'avant-projet sont d'ores et déjà lancées, vont permettre d'améliorer la robustesse de la ligne à desserte constante.

En complément, une enveloppe de 70M€ (CE2008) concernant la modernisation des gares extra-muros du RER C a été inscrite au Schéma Directeur afin de valoriser sa mise en œuvre.
L'objectif consiste à élaborer un programme d'aménagement complémentaire pour l'aménagement des

gares de la ligne les plus problématiques.

Sur cette base, un premier travail technique préliminaire mené par la SNCF Mobilités en collaboration étroite avec SNCF Réseau, le STIF et la Région, a permis d'identifier 10 gares de la ligne C répondant à des problématiques :

- d'accompagnement des projets urbains majeurs ou des projets de maillages aux gares RER C (ligne 14, TTME,…),
- des saturations identifiées par l'exploitant.

Les gares retenues sont :
- Brétigny,
- Epinay-sur-Orge,
- Gennevilliers,
- Ivry-sur-Seine,
- Sainte-Geneviève-des-Bois,
- Saint-Quentin-en-Yvelines,
- St-Ouen,
- Savigny-sur-Orge,
- Villeneuve-le-Roi,
- Vitry-sur-Seine.

Les études préalables et d'Avant-Projet sont menées depuis, en lien étroit avec les programmes connexes déjà engagés pour la plupart (SDA, Impaqt, pôles PDU…).
Ainsi, la présente convention relative au financement des études Projet et Travaux de la gare d'Ivry-sur-Seine permet d'enclencher un second volet de modernisation des gares du Schéma Directeur du RER C, après la gare d'Epinay-sur-Orge, en cohérence avec le schéma directeur d'accessibilité.

Description :
La mise en service des accès Seine permet de fluidifier la circulation des clients en gare facilitant ainsi la réalisation de la passerelle de franchissement des voies prévues par les programmes SDA et IMPAQT.

Ainsi, le programme détaillé de l'opération se décompose de la manière suivante :
- Alarmes, balise sonore, télécom et vidéo protection.
- Signalétique et affichage
- Parvis
- Plateforme accès (CAB)
- Equipements et mobiliers

Intérêt régional :
Permettre une meilleure accessibilité aux usagers de la ligne C du RER.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers de la ligne C du RER

Détail du calcul de la subvention :
Le financement des premières études Projet et Réalisation de la gare d'Ivry-sur-Seine est inscrit au Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

Le CPER 2015-2020 a inscrit une ligne spécifique pour la « modernisation des gares RER » avec une participation de la Région (52,5 %), de l'Etat (22,5 %) et de 25 % par opérateur.

Le montant total de la gare d'Ivry-sur-Seine concernant l'accès Seine s'élève à 2 091 984 € et selon les clés de répartition, cela représente :

- part RIF : 1 098 292 € (52,5 %)
- part Etat : 470 696 € (22,5 %)
- part SNCF Réseau : 330 812 € (25 % de son périmètre)
- part SNCF Mobilités : 192 184 € (25 % de son périmètre)

Localisation géographique :
- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Modernisation des gares RER C

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Telecom	7 182,00	0,93%
Installations chantiers	13 245,00	1,72%
Parvis	160 406,00	20,87%
Plateforme accès	338 767,00	44,07%
Ressources SNCF	71 823,00	9,34%
Provisions pour risques	59 142,00	7,69%
Frais Maitrise d'oeuvre	87 294,00	11,36%
Frais Maitrise d'ouvrage	30 876,00	4,02%
Total	768 735,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	172 965,00	22,50%
Région Ile-de-France	403 586,00	52,50%
SNCF Mobilités	192 184,00	25,00%
Total	768 735,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	18 158,00 €
2019	385 428,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Accessibilité des transports	2 000 000,00 €
2014	Amélioration de la sécurité dans les transports en commun	6 741 000,00 €
2014	Matériel roulant	17 100 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	12 400 398,00 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	126 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	6 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 380 533,28 €
2016	Accessibilité des transports	15 250 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	58 634 032,12 €
2016	Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	307 792,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	1 000 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	46 815 000,00 €
	Montant total	208 983 421,93 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012267

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SCHEMA DIRECTEUR DU RER C - REALISATION DE LA GARE D'IVRY-SUR-SEINE - ACCES SEINE - SNCF RESEAU

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	1 323 249,00 €	52,50 %	694 706,00 €
	Montant Total de la subvention		694 706,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93418 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Patrick JEANTET, PRESIDENT

N° SIRET : 41228073720375

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : Réalisation des travaux de l'accès Seine de la gare d'Ivry-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Schéma Directeur du RER C, voté en Conseil du STIF du 08 juillet 2009, a été élaboré pour le court et le moyen terme et propose, une modernisation des infrastructures existantes (modernisation du nœud de Brétigny, renforcement des sous-stations, création d'un nouveau terminus intermédiaire à Paris-Austerlitz,…). Ces opérations, dont les études d'avant-projet sont d'ores et déjà lancées, vont permettre d'améliorer la robustesse de la ligne à desserte constante.

En complément, une enveloppe de 70M€ (CE2008) concernant la modernisation des gares extra-muros du RER C a été inscrite au Schéma Directeur afin de valoriser sa mise en œuvre.
L'objectif consiste à élaborer un programme d'aménagement complémentaire pour l'aménagement des gares de la ligne les plus problématiques.

Sur cette base, un premier travail technique préliminaire mené par la SNCF Mobilités en collaboration étroite avec SNCF Réseau, le STIF et la Région, a permis d'identifier 10 gares de la ligne C répondant à des problématiques :

- d'accompagnement des projets urbains majeurs ou des projets de maillages aux gares RER C (ligne 14, TTME,…),
- des saturations identifiées par l'exploitant.

Les gares retenues sont :
- Brétigny,
- Epinay-sur-Orge,
- Gennevilliers,
- Ivry-sur-Seine,
- Sainte-Geneviève-des-Bois,
- Saint-Quentin-en-Yvelines,
- St-Ouen,
- Savigny-sur-Orge,
- Villeneuve-le-Roi,
- Vitry-sur-Seine.

Les études préalables et d'Avant-Projet sont menées depuis, en lien étroit avec les programmes connexes déjà engagés pour la plupart (SDA, Impaqt, pôles PDU…).
Ainsi, la présente convention relative au financement des études Projet et Travaux de la gare d'Ivry-sur-Seine permet d'enclencher un second volet de modernisation des gares du Schéma Directeur du RER C, après la gare d'Epinay-sur-Orge, en cohérence avec le schéma directeur d'accessibilité.

Description :
La mise en service des accès Seine permet de fluidifier la circulation des clients en gare facilitant ainsi la réalisation de la passerelle de franchissement des voies prévues par les programmes SDA et IMPAQT.

Ainsi, le programme détaillé de l'opération se décompose de la manière suivante :

Sur périmètre SNCF Réseau

- Abri CAB
- Alimentation et télécom
- Parvis
- Dispositifs de protection contre chocs routiers
- Clôtures et panneaux grillages (parvis/plate-forme)
- Plateforme accès (sol et métallerie)

Intérêt régional :
Permettre une meilleure accessibilité aux usagers de la ligne C du RER.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers de la ligne C du RER

Détail du calcul de la subvention :
Le financement des premières études Projet et Réalisation de la gare d'Ivry-sur-Seine est inscrit au Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

Le CPER 2015-2020 a inscrit une ligne spécifique pour la « modernisation des gares RER » avec une participation de la Région (52,5 %), de l'Etat (22,5 %) et de 25 % par opérateur.

Le montant total de la gare d'Ivry-sur-Seine concernant l'accès Seine s'élève à 2 091 984 € et selon les clés de répartition, cela représente :

- part RIF : 1 098 292 € (52,5 %)
- part Etat : 470 696 € (22,5 %)
- part SNCF Réseau : 330 812 € (25 % de son périmètre)
- part SNCF Mobilités : 192 184 € (25 % de son périmètre)

Localisation géographique :
- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Modernisation des gares RER C

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Abri CAB	306 447,00	23,16%
Telecom	126 888,00	9,59%
Installations chantiers	52 671,00	3,98%
Parvis	147 238,00	11,13%
Protection choc routier	17 956,00	1,36%
Clôtures & grillages	117 312,00	8,87%
Plateforme accès	118 509,00	8,96%
Ressources SNCF	143 738,00	10,86%
Provisions pour risques	103 076,00	7,79%
Frais Maîtrise d'oeuvre	135 235,00	10,22%
Frais Maîtrise d'ouvrage	54 179,00	4,09%
Total	1 323 249,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	297 731,00	22,50%
Région	694 706,00	52,50%
SNCF Réseau	330 812,00	25,00%
Total	1 323 249,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	29 892,00 €

2019	664 814,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accessibilité des transports	8 973 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 892 260,00 €
2014	Protections phoniques le long du réseau ferré	735 589,04 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 901 000,00 €
2014	Voirie des TIRN	800 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	14 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	26 562 398,40 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	4 012 404,41 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	5 370 000,00 €
2016	Accessibilité des transports	48 750 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	2 930 488,98 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	68 159 985,80 €
2016	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	7 831 000,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	6 000 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	179 636 420,00 €
2017	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 079 000,00 €
	Montant total	535 553 115,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012620

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SCHEMA DIRECTEUR RER B - GARE DE ROBINSON - CONVENTION ETUDES PROJET ET TRAVAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	6 500 000,00 €	52,50 %	3 412 500,00 €
	Montant Total de la subvention		3 412 500,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041783-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS
Adresse administrative : 54 QUAI DE LA RAPEE
75599 PARIS CEDEX 12
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Catherine GUILLOUARD, Présidente Directrice Générale

N° SIRET : 77566343801906

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : attribution d'une subvention études Projet et travaux relative à l'aménagement de la gare de Robinson au titre du Schéma Directeur du RER B Sud

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le niveau de dégradation du service offert aux voyageurs, les évolutions récentes d'usage de la ligne et la prise en considération de nouveaux projets de transports collectifs structurants ont rendu nécessaires l'élaboration du Schéma Directeur du RER B Sud afin d'assurer une restructuration complète et pérenne de cette ligne ferroviaire très complexe et ayant atteint ses limites.

Le Schéma Directeur du RER B Sud, au-delà de la partie « infrastructure » a déterminé une liste de gares dont le réaménagement était à étudier. Les gares concernées par le périmètre RATP sont St Michel-Notre-Dame, La Croix-de-Berny, Port Royal, Denfert-Rochereau, Cité Universitaire, Robinson et les 10 gares situées entre Palaiseau et St-Rémy-Lès-Chevreuse. Au travers des aménagements envisagés,

l'objectif consiste à améliorer la qualité de service offerte aux usagers et optimiser l'exploitation de la ligne par une meilleure gestion des flux en gare.

Description :
La gare de Robinson constitue l'un des terminus de la ligne du RER B, situé dans la commune de Sceaux (92).

Conçu initialement comme un accès secondaire à la gare de Robinson, l'accès Ouest situé avenue Jules Guesde accueille plus de voyageurs que l'accès principal avenue de la gare. Cet accès est actuellement saturé, avec seulement cinq appareils de péage composant la ligne de contrôle. Du fait des projets de développement urbain (éco-quartier des Quatre-Chemins) et du déplacement du pôle bus, cet accès va être privilégié par les usagers, ce qui va accentuer le phénomène de saturation. La bonne imbrication du projet avec celui du pôle de Robinson en est donc indispensable. L'objectif du projet global est d'assurer une correspondance efficace entre les modes bus et RER.

La RATP a donc étudié un projet d'agrandissement et de reconfiguration de l'accès secondaire (dit Ouest) pour dimensionner les espaces voyageurs en cohérence avec les flux actuels et à venir. Ce faisant, le bâtiment actuel va être entièrement démoli pour laisser place à un nouveau offrant plus d'espace, de sécurité, de confort et de services aux voyageurs.

La reconfiguration de l'accès Ouest sur deux niveaux comprend :
- l'élargissement de la ligne de contrôle à 9 valideurs de titres de transport (5 aujourd'hui) ;
- de nouveaux services pour les voyageurs ;
- une facilitation des flux et une meilleure accessibilité ;
- l'amélioration et l'accessibilité de la gare avec la création d'un ascenseur pour les Personnes à Mobilité Réduite (PMR) et la mise aux normes pour les personnes présentant des handicaps.

La gare de Robinson restera ouverte pendant toute la durée des travaux, via l'accès Avenue de la Gare. La RATP estime à ce stade que les travaux occasionneront la fermeture de l'accès Ouest pendant environ un an et demi.

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage des études est assurée par la RATP.

Intérêt régional :
La Gare de Robinson constitue l'un des terminus de la ligne B, dans la commune de Sceaux, département des Hauts-de-Seine (92).
Le projet se situe dans un contexte urbain assez dense : à proximité de l'Avenue Jule Guesde, de la Gare de Robinson et donc des voies de RER.
L'objectif est d'améliorer le confort des usagers de ligne B du RER via la reconfiguration de l'accès sur deux niveaux et offrant plus de sécurité, de fluidité, d'accessibilité aux PMR ainsi que de nouveaux services.

La convention relative à la mise en oeuvre du dispositif 100 000 stages de la Région Île-de-France dans le domaine des transports avec la RATP a été adoptée en Commission permanente du 17 mai 2017 (CP n°2017-206).

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports collectifs et en particulier ceux de la ligne du RER B.

Détail du calcul de la subvention :

Les travaux sont financés dans le cadre du CPER 2015-2020.

Le montant global des études Projet (PRO) et travaux (REA) s'élève à 6 500 000 € financé à 52,5 % par la Région, 22,5 % par l'Etat et 25 % par la RATP.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Modernisation des gares RER B

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Génie civil	2 697 000,00	41,49%
BT, CFA, telecom et fluides	1 127 000,00	17,34%
EM, signalétique, caténaire et désamiantage	706 000,00	10,86%
PRI, SAV, rémunération et missions complémentaires	700 000,00	10,77%
Frais maîtrise d'oeuvre	450 000,00	6,92%
Frais maîtrise d'ouvrage	445 000,00	6,85%
Provisions pour Aléas et Imprévus (PAI)	375 000,00	5,77%
Total	6 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	3 412 500,00	52,50%
Etat	1 462 500,00	22,50%
RATP	1 625 000,00	25,00%
Total	6 500 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	201 002,00 €
2019	653 053,00 €
2020	1 325 510,00 €
2021	995 583,00 €
2022	237 352,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	200 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	182 318 316,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 020 000,00 €

2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	86 112 887,59 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	2 610 700,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 880 629,94 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	161 765 154,10 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	85 818 242,87 €
	Montant total	551 376 940,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013469

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SCHEMA DIRECTEUR DU RER D - GARE DE VILLENEUVE SAINT-GEORGES - CONVENTION ETUDES PROJET ET TRAVAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	13 360 000,00 €	52,50 %	7 014 000,00 €
	Montant Total de la subvention		7 014 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041713-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNCF MOBILITES
Adresse administrative : 9 RUE JEAN-PHILIPPE RAMEAU
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Séverine LEPERE, DIRECTRICE D'EXPLOITATION TRANSILIEN

N° SIRET : 55204944792805

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : attribution d'une subvention travaux relative à l'aménagement de la gare de Villeneuve Saint-Georges au titre du Schéma Directeur du RER D

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Schéma de Principe du RER D, voté au Conseil du STIF du 08 juillet 2009, a été élaboré pour deux horizons : le court terme (SA2014) et le long terme (> 2020). Les différents objectifs consistent à moderniser les infrastructures existantes (modernisation du nœud de Corbeil-Essonnes, travaux de signalisation, aménagement d'infrastructures lourdes, modification des schémas de desserte et renfort d'offre, mesures de gestion des situations perturbées …). Ces opérations contribuent à améliorer la robustesse de la ligne.

En complément, un programme relatif à la modernisation des gares extra-muros du RER D a été initié, pour un montant total de 70M€ (CE2008). L'objectif a consisté à élaborer un programme d'aménagement

complémentaire pour l'aménagement des gares de la ligne les plus problématiques. Sur cette base, un premier travail technique préliminaire mené par SNCF Mobilités en collaboration étroite avec SNCF Réseau, Ile-de-France Mobilités et la Région, a permis d'identifier cinq gares de la ligne D répondant à des problématiques :

- d'accompagnement des projets urbains majeurs ou des projets de maillages aux gares RER D (TZen, …),
- de fonctionnement des gares (désaturation / capacitaire),
- relatives à l'état des installations « lourdes » en gares (quais, abris (bénéfice sur la régularité), passerelles et souterrains,
- relatives à la nécessité de réaliser un site complet et en cohérence (SDA, IMPAQT).

Les gares retenues sont Melun, Villeneuve Saint-Georges, Saint-Denis Stade de France, Maisons-Alfort-Alfortville, Lieusaint-Moissy et Corbeil-Essonnes.

Les études préalables et d'Avant-Projet ont été menées depuis l'été 2013, en lien avec les programmes connexes déjà engagés pour la plupart (SDA, Impaqt, pôles PDU…).

Description :
Le projet de restructuration du bâtiment gare a pour objectifs principaux :

- d'améliorer l'intermodalité au droit de la gare, en cohérence avec le projet de réaménagement de la RN 6 et la réorganisation des lignes de bus en correspondance,
- d'améliorer la lisibilité des espaces en gare et la fluidité des cheminements des voyageurs,
- d'augmenter l'offre de services en gare,
- d'optimiser la gestion de la gare.

Il prévoit à cet effet la reconstruction complète d'un bâtiment gare de deux étages sur l'emprise du bâtiment actuel, entre les voies ferrées et la RN6. Le projet permet de libérer le rez-de-chaussée de la gare pour réorganiser les fonctionnalités voyageurs, en relogeant les locaux exploitants sur les deux étages du nouveau bâtiment :

- création d'une zone intermodale bus devant le bâtiment voyageurs de type parvis ouvert de 6 à 8 mètres de large, couvert par un grand auvent sur l'ensemble du linéaire de la gare routière,
- équipement de la zone intermodale bus de bancs « connectés » (paravents vitrés et bois, assises bois à différentes hauteurs, implantation d'information dynamique sur les lignes de bus et vie du quartier et de la gare),
- maintien en exploitation du bras du passage souterrain sous RN 6 relié à la mairie, avec élargissement de la trémie d'escaliers fixes devant le futur bâtiment gare,
- suppression des coudes des passages souterrains pour fluidifier les flux de sortie des passages souterrains, et augmentation du nombre de lignes de CAB,
- réimplantation de la bulle d'accueil au centre de la ligne de contrôle billets,
- implantation de trois guichets de billetterie SNCF et aménagement de son back-office (avec une partie en R+1 accessible depuis le Quai 1 et partie en R+2),
- implantation d'un sanitaire PMR.

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage des études est assurée par SNCF Mobilités.

Intérêt régional :
Permettre une meilleure accessibilité aux usagers de la ligne D du RER.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires

fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports collectifs et en particulier ceux de la ligne du RER D.

Détail du calcul de la subvention :
Les travaux sont financés dans le cadre du CPER 2015-2020.

Le montant global des travaux (REA) s'élève à 13 360 000 € financé à 52,5 % par la Région, 22,5 % par l'Etat et 25 % par SNCF Mobilités.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Modernisation des gares RER D

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation chantier	847 362,00	6,34%
Désamiantage	248 226,00	1,86%
Voirie	339 478,00	2,54%
Génie civil	6 701 206,00	50,16%
Billetterie provisoire	508 236,00	3,80%
Ascenseurs (contrat cadre)	124 487,00	0,93%
Equipements et mobilier	558 368,00	4,18%
SNCF Entrepreneur (emprise gare + ITC)	927 326,00	6,94%
Relogement SUGE	210 996,00	1,58%
Provision pour risques	789 532,00	5,91%
Frais de maîtrise d'oeuvre	1 019 853,00	7,63%
Frais maîtrise d'ouvrage	749 494,00	5,61%
Pilotage chantier/contrôles sécurité et technique	209 314,00	1,57%
Communication	126 122,00	0,94%
Total	13 360 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	7 014 000,00	52,50%
Etat	3 006 000,00	22,50%
SNCF Mobilités	3 340 000,00	25,00%
Total	13 360 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	61 000,00 €

2018	243 000,00 €
2019	1 064 000,00 €
2020	2 301 000,00 €
2021	2 300 000,00 €
2022	1 045 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accessibilité des transports	2 000 000,00 €
2014	Amélioration de la sécurité dans les transports en commun	6 741 000,00 €
2014	Matériel roulant	17 100 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	12 400 398,00 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	126 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	6 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 380 533,28 €
2016	Accessibilité des transports	15 250 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	58 634 032,12 €
2016	Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	307 792,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	1 000 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	46 815 000,00 €
	Montant total	208 983 421,93 €

ANNEXE 3 : Convention de financement relative aux études Projet et premiers travaux de rénovation générale de la gare d'Auber

2017

Schéma Directeur du RER A

Rénovation générale de la gare d'Auber

Convention de financement relative aux études Projet et premiers travaux de rénovation générale de la gare d'Auber

CONVENTION 17DPI064

Schéma Directeur du RER A

« Convention relative aux études Projet et premiers travaux de rénovation générale de la gare d'Auber du RER A»

SOMMAIRE

CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION 6
Article 1. Objet de la convention 8
Article 2. Périmètre et calendrier de réalisation des études projet et travaux de la gare d'Auber 9
2.1. Contexte 9
2.2. Programme de rénovation générale de la gare d'Auber 10
2.3. Délais de réalisation 10
Article 3. Rôles et engagements des parties 11
3.1. L'Autorité organisatrice 11
3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations 11
3.3. Les financeurs 12
Article 4. Modalités de financement et de paiement 13
4.1. Estimation du coût des études de Projet et des travaux 13
4.2. Coût global des études Projet et des travaux 14
4.3. Plan de financement 16
4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région 17
4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région 20
4.6. Comptabilité du Bénéficiaire 20
Article 5. Modalités de contrôle 20
5.1. Par les financeurs 20
5.2. Par le Syndicat des Transports d'Île-de-France 21
5.3. Intervention d'experts 21
Article 6. Gestion des écarts 21
6.1. Dispositions en cas d'écart ou de dépassement du coût d'objectif prévisionnel de la Convention 21
6.2. Dispositions en cas de modification des délais 22
Article 7. Organisation et suivi de la présente convention 22
7.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF) 22
7.2. Comité des financeurs 23
7.3. Information hors CSCF et comité des financeurs 24
Article 8. Modification des avant-projets 25
Article 9. Diffusion des documents, confidentialité et communication 26
9.1. Propriété intellectuelle et des études 26
9.2. Communication institutionnelle des financeurs 26
9.3. Confidentialité 26
Article 10. Bilan de l'opération 28
10.1. Bilan physique et financier 28
10.2. Évaluation économique, sociale et environnementale 28
Article 11. Dispositions générales 29
11.1. Modification de la convention 29
11.2. Règlement des litiges 29
11.3. Résiliation de la convention 29
11.4. Date d'effet et durée de la convention 30
11.5. Mesures d'ordre 30
ANNEXES 32

Entre,

En premier lieu,

- L'**État**, représenté par le Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris,

- La **Région Île-de-France** (ci-après « la Région »), représentée par la Présidente du Conseil Régional, dûment mandaté par délibération n° de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du 18 octobre 2017,

Ci-après désignés par « les financeurs »,

En deuxième lieu,

- **La RATP,** Régie Autonome des Transports Parisiens, établissement public à caractère industriel et commercial, inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 663 438, dont le siège est situé à Paris 12^{e}, 54 quai de la Râpée, représentée par Catherine GUILLOUARD, sa présidente Directrice Générale,

Ci-après désignée par « la RATP », financeur ou le Maître d'ouvrage,

En troisième lieu,

- **le Syndicat des Transports d'Île-de-France**, dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2016/091 en date du 30 mars 2016,

Ci-après désigné par « Île-de-France Mobilités », « le Syndicat des Transports d'Île-de-France », « l'Autorité Organisatrice » ou « l'AO »,

Ci-après collectivement désignés comme « **les Parties** »

Visas

Vu le code des transports,

Vu le code de l'environnement,

Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,

Vu la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, notamment son article 20-1,

Vu le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France,

Vu la délibération n° 55-13 du Conseil Régional du 20 juin 2013 relative au protocole Etat-Région correspondant à la mise en œuvre du Plan de Mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris et signé le 19 juillet 2013,

Vu le Contrat de Plan Etat-Région Ile-de-France 2015-2020 approuvé au Conseil Régional par délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015,

Vu le règlement budgétaire et financier de la région Ile-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016,

Vu le Dossier de schéma directeur du RER A approuvé par décision du Conseil d'Administration du Syndicat des Transports d'île de France n°2012/0163 du 06 juin 2012,

Vu la délibération de la Commission Permanente de la Région Ile de France n° CP 13-419 du 30 mai 2013 correspondant à la convention de financement des études préliminaires relatives à l'aménagement des gares du RER A sur périmètre RATP,

Vu la délibération de la Commission Permanente de la Région Ile de France n° CP 15-527 du 09 juillet 2015 correspondant à la convention de financement des études d'Avant-Projet relatives à l'aménagement des gares du RER A sur périmètre RATP,

Vu la délibération de la Commission Permanente de la Région Ile de France n° CP 15-695 du 08 octobre 2015 correspondant à la convention de financement des études complémentaires d'Avant-Projet – niveau PRO - relatives à l'aménagement des gares du RER A sur périmètre RATP,

Vu l'approbation de l'avant-projet relatif à la modernisation de la modernisation de la gare d'Auber, approuvé par décision du Conseil du Syndicat des Transports d'île de France n°2017/146 du 22/03/2017.

Il est convenu ce qui suit :

DEFINITIONS

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la mise en service de la gare d'Auber, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne l'étape du Projet et son financement définis dans le cadre de la présente convention.

« **Etudes** » : désigne les Etudes PROJET réalisées par le maître d'ouvrage définies dans le cadre de la présente convention de financement.

« **Résultats des Etudes** » : désigne les synthèses des Etudes PROJET réalisées dans le cadre de la présente convention de financement.

CONTEXTE GÉNÉRAL DE L'OPÉRATION

Le niveau de dégradation du service offert aux voyageurs, les évolutions récentes d'usage de la ligne et la prise en considération de nouveaux projets de transports collectifs structurants ont rendu nécessaires l'élaboration du Schéma Directeur du RER A afin d'assurer une restructuration complète et pérenne de cette ligne ferroviaire très complexe et ayant atteint ses limites.

Le Schéma Directeur du RER A a été approuvé au Conseil du Syndicat des Transports d'île de France le 06 juin 2012.

Il propose une série d'actions et d'investissements permettant de répondre à l'urgence de la situation pour les court et moyen termes :

- renforcer les performances de la ligne de RER A : augmenter la capacité, supprimer les points de fragilité d'exploitation et améliorer l'exploitation commune par les opérateurs sur chacun de leur périmètre,
- améliorer la gestion des situations perturbées en plaçant le voyageur au centre du dispositif,
- adapter l'offre de transport aux besoins des voyageurs,
- améliorer la qualité de service, notamment dans les espaces voyageurs,
- faire évoluer leur desserte respective en lien avec le renouvellement du matériel roulant et l'évolution du système de signalisation.

Le Schéma Directeur du RER A, au-delà de la partie « infrastructure » a déterminé une liste de gares dont le réaménagement était à étudier. Les gares concernées par le périmètre RATP sont Nanterre Ville, Auber, Vincennes, Torcy, Bussy Saint-Georges, Chatou-Croissy, Rueil Malmaison, Neuilly Plaisance. Au travers des aménagements envisagés, l'objectif consiste à améliorer la qualité de service offerte aux usagers et optimiser l'exploitation de la ligne par une meilleure gestion des flux en gare.

L'enveloppe budgétaire de 10 M€ aux CE 2008, prévue à la revoyure 2012 de la convention particulière transport pour les gares des lignes A et B sud du RER, a permis d'engager les premières études. Le CPER 2015-2020 intègre la modernisation des gares RER.

La participation de l'Etat et de la Région est complétée par celle des opérateurs à hauteur de 25%, selon leur périmètre d'intervention.

Par délibérations des Commissions Permanentes de la Région Ile de France n° CP 13-419 du 30 mai 2013 et n° CP 15-527 du 09 juillet 2015, le financement des études préliminaires et d'Avant-projet de toutes les gares a été approuvé pour un montant total de 6 784 000 €, complété par des études complémentaires d'AVP pour un montant total de 1 500 000 €. L'engagement financier est assuré par la Région Ile de France (52,5 %), l'Etat (22,5 %) et la RATP (25 %).

Le protocole Etat-Région correspondant à la mise en œuvre du Plan de Mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris et signé le 19 juillet 2013 prévoit le financement des différentes phases opérationnelles des Schémas Directeurs des RER A et B Sud pour les volets infrastructure et gares. Il se traduit financièrement par le Contrat de Plan 2015-2020, approuvé au Conseil Régional d'Ile de France n° CR 53-15 du 18 juin 2015. Ce contrat de plan a été confirmé au travers de sa revoyure signée le 7 février 2017 par le Premier Ministre et la Présidente de la Région Ile de France.

L'Etat, la Région, la RATP et le Syndicat des Transports d'Île-de-France partagent la volonté de réaliser le Projet d'Auber et décident d'organiser le financement de la rénovation générale de la gare d'Auber selon le schéma décrit ci-après.

Le financement de la rénovation générale de la gare d'Auber est porté par le CPER 2015-2020 (Etat, Région et Maître d'ouvrage) et la RATP pour les travaux de rénovation générale de la gare pour un montant global de 71,6 M€ aux conditions économiques de septembre 2015.

La composante de la rénovation générale de la gare d'Auber financée au titre du CPER concerne les études et travaux qui participent au développement de l'offre de service, des conditions d'accueil, de confort, d'ambiance et de sureté de la gare sur les périmètres suivants :

- salle des échanges
- quais
- modernisation des courants forts, courants faibles, télécommunication, fluides et signalétique d'évacuation, sur l'ensemble du périmètre de rénovation générale.

Le montant financé au titre du CPER s'établit à 37,27 M€ aux CE 09/2015 soit 40,20 M€ courants conventionnels.

Le reste du financement de l'opération de rénovation générale est complété par la RATP pour un montant de 34,33 M€ aux CE 09/2015. Ce financement ne fait pas l'objet de la présente convention et s'organise dans le cadre contractuel qui lie le Syndicat des Transports d'Île-de-France et la RATP (Contrat STIF-RATP 2016-2020 / Plan Quinquennal d'Investissement).

Par ailleurs, la RATP assure le financement, au titre du Contrat STIF-RATP 2016-2020 (Plan Quinquennal d'Investissement) des travaux de désamiantage et de traitement des infiltrations, dits travaux préalables à la rénovation de la gare, ainsi que ceux des projets connexes.

Les financements à mobiliser pour mener la part des travaux de rénovation générale de la gare d'Auber relevant du CPER seront mobilisés dans le cadre de deux ou trois conventions de financement dans un calendrier compatible avec les besoins financiers du Maître d'ouvrage et dans le respect des dates de mises en service du projet :

- La **présente convention de financement**, d'un montant de **14,25 M€ CE 09/2015 soit 15 M€ courants conventionnels** ;

- Une **seconde et/ou une troisième convention de financement bouclant le financement des travaux** d'un montant total restant de **23,02 M€ CE 09/2015 soit 25,2 M€ courants conventionnels**.

La présente convention, qui ne relève que du financement au titre du CPER 2015-2020, a pour objet le financement des études Projet et des premiers travaux de rénovation générale de la gare d'Auber.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de fixer les engagements réciproques des parties pour le financement et la conduite des études Projet et des travaux concernant la rénovation générale de la gare d'Auber inscrite au Schéma Directeur du RER A, suite à l'expertise de l'AVP menée par Île-de-France Mobilités.

Elle permet de mobiliser les premiers financements au titre du CPER pour les études de Projet et les premiers travaux de rénovation. Elle organise de plus les futurs financements au titre du CPER pour les travaux restants de rénovation.

Elle a pour objet :

- de définir les modalités de financement des études Projet et travaux de la gare d'Auber,
- de préciser les conditions de suivi de ces études et travaux dans le respect du calendrier général du projet,
- de définir les documents à remettre aux Parties.

Pour mémoire : pour toute décision antérieure à juillet 2017, il est fait mention du STIF. Pour toute décision à partir de juillet 2017, il est fait mention du Syndicat des Transports d'Île-de-France dont le nom d'usage est Île-de-France Mobilités.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Schéma Directeur du RER A - Etudes de projet et premier travaux de rénovation générale de la gare d'Auber »

ARTICLE 2. PERIMETRE ET CALENDRIER DE REALISATION DES ETUDES PROJET ET TRAVAUX DE LA GARE D'AUBER

2.1. Contexte

Gare stratégique et monumentale du réseau RER (180 000 passages quotidiens et plus de 20.000m² dédiés aux voyageurs), Auber fait actuellement l'objet de projets de maintenance et de renouvellement d'équipements. Le système de sécurité en cas d'incendie incluant le remplacement des ventilateurs Scribe est en cours de refonte. Le traitement des infiltrations a commencé sur une partie test (correspondance Havre-Caumartin) et se poursuivra dès 2017 sur le reste de la gare. Une grande partie des escaliers mécaniques et trottoirs roulant sera renouvelée d'ici 2020.

D'autre part, la RATP engage le Renouvellement intégral des Voies et du Ballast (RVB) du tronçon central du RER A entre les gares de Nanterre Préfecture et Vincennes pour garantir la sécurité et la disponibilité sur le long terme. Les travaux sont principalement réalisés sur pendant 4 semaines durant les étés 2016, 2017 et 2018 provoquant l'arrêt de la circulation des trains, par section de 2 à 4,5 km.

Le projet de rénovation générale de la gare d'Auber doit être coordonné avec les différents projets en cours sur la gare, les autres projets connexes de la RATP très imbriqués avec le projet de rénovation (remplacement des ascenseurs, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et amélioration de la sécurité incendie) et bénéficier des périodes de fermeture de la gare liées au RVB.
La rénovation de la gare suppose donc une articulation fine de ces différentes interventions, à réaliser dans une gare maintenue en exploitation. Cependant certains travaux supposent de neutraliser certains espaces.

D'après les premières études de la RATP, l'ensemble des travaux (travaux préalables, travaux de rénovation…) nécessiterait la fermeture totale pendant deux ans de la correspondance Opéra pour préserver les conditions d'évacuation et de circulation acceptables pour les voyageurs. Lors de cette phase de fermeture, une grande campagne d'information destinée aux voyageurs sera réalisée sur l'ensemble du réseau afin d'indiquer les trajets alternatifs les plus pertinents par la surface principalement.

Pour autant, dans sa délibération du 22 mars 2017, le Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France a demandé à la RATP de limiter au mieux les impacts des travaux pour les usagers concernant la fermeture de la correspondance avec la station Opéra.

Aussi les études de Projet doivent permettre de stabiliser un planning global optimisant l'articulation entre les travaux préalables de désamiantage/traitement des infiltrations, les travaux de rénovation générale et les autres projets connexes (remplacement des escaliers mécaniques…).

La RATP s'engage en conséquence à transmettre et à arbitrer avec Île-de-France Mobilités les modalités permettant de limiter les impacts des travaux sur la correspondance avec la station Opéra avant la fin de la phase d'études PRO.

2.2. Programme de rénovation générale de la gare d'Auber

Sur la gare d'Auber, plusieurs objectifs d'amélioration de la qualité de service fondent les principes de rénovation:

- Rénovation de l'ensemble des espaces voyageurs de la gare en améliorant la qualité des espaces voyageurs (quais, salles d'échanges, couloirs de correspondances):
  - Intervenir sur les lieux dégradés,
  - Intervenir sur les endroits majoritairement empruntés et visibles (voyageurs et riverains) pour toucher le plus grand nombre et optimiser l'intervention.

- Faciliter le déplacement des voyageurs :
  - Améliorer la circulation des voyageurs dans la gare en déplaçant les locaux entravant les cheminements,
  - Reprise complète de la signalétique et de l'information voyageurs.

- Traitement spécifique de la mise en accessibilité pour les personnes atteintes d'handicaps sensoriels et cognitifs :
  - Traitement des escaliers fixes (bande d'éveil et vigilance, nez de marche et mains courantes),
  - Traitement de l'information voyageurs (jalonnement continu de la signalétique, implantation d'hypersignes, signalétique de proximité au niveau des accès, repérage des bornes d'appel),
  - Traitement et de l'éclairage (exigences liées aux niveaux d'éclairement),
  - Repérage sonore des accès.

Le CPER prend en charge les travaux qui participent au développement de l'offre de service, des conditions d'accueil, de confort, d'ambiance et de sûreté de la gare sur les périmètres suivants :

- Modernisation de la salle des échanges
- Modernisation des quais
- Modernisation des courants forts, courants faibles, télécommunication, fluides et signalétique d'évacuation, sur l'ensemble du périmètre de rénovation générale de la gare d'Auber.

2.3. Délais de réalisation

Le délai de réalisation des travaux est fixé à 51 mois à compter de la date de validation de la convention par le Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France. La mise en service complète de la gare rénovée est attendue pour fin 2021.
Le projet de rénovation générale de la gare d'Auber s'articule avec les interventions de désamiantage, d'étanchéité et de renouvellement des escaliers mécaniques, ascenseurs et trottoirs roulants.

Pour traiter la correspondance Opéra (Lignes 7 et 8), les interventions sur les batteries d'escaliers mécaniques et trottoirs roulants nécessitent la fermeture d'accès.

Conformément au planning présenté dans l'AVP, la fin de la phase d'études PRO est prévue en septembre / octobre 2017.

La RATP s'engage à optimiser la durée des travaux, à transmettre à Île-de-France Mobilités les éléments d'études afférents à fin d'expertise. Sur la base de ces analyses, les modalités permettant de limiter les impacts des travaux sur la correspondance avec la station Opéra seront arbitrées avec Île-de-France Mobilités . Sur cette base les parties confirmeront le programme de réalisation des travaux.

Le planning prévisionnel du projet est joint en annexe 3 à la présente convention.

ARTICLE 3. ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. L'Autorité organisatrice

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R 1241-30 et suivants du code des transports, Île-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France. A cet effet, Île-de-France Mobilités suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le Maître d'ouvrage.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, Île-de-France Mobilités est uniquement Autorité Organisatrice. Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage.

Dans le cadre de sa responsabilité d'Autorité Organisatrice, conformément aux articles L.1241-2 et R.1241-30 du code des transports, le Syndicat des Transports d'Île-de-France est amené à réaliser des expertises des projets sous maîtrise d'ouvrage des opérateurs des réseaux de transport, afin de veiller à la cohérence des investissements. A cet effet, le Syndicat des Transports d'Île-de-France suit la mise en œuvre et veille au respect du programme, de l'objectif et des coûts du Projet.

3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations

3.2.1. Identification, engagements et périmètre d'intervention du Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage de l'opération est la RATP. La responsabilité du Maître d'ouvrage est définie conformément à la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 dite « loi MOP ».

La RATP assure la maîtrise d'ouvrage des éléments de l'infrastructure, ainsi que les biens dévolus à l'exploitation et à la gestion des services de transport sur le réseau RATP, conformément aux dispositions des articles L.2142-1 à L.2142-15 du code des transports.

Le Maître d'ouvrage s'engage à prévenir le Syndicat des Transports d'Île-de-France, en qualité d'Autorité Organisatrice des transports, des risques de dérive du planning et/ou des coûts dans les meilleurs délais. Le Syndicat des Transports d'Île-de-France informera alors les financeurs

de la situation, en relation avec le Maître d'ouvrage, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

3.2.2. Périmètre d'intervention du Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage est responsable de la conception et de la réalisation du système et des ouvrages qui le composent, ainsi que leur aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'Avant-projet approuvé par le Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 22/03/2017 pour le projet de la rénovation générale de la gare d'Auber.

Le Maître d'ouvrage est responsable du respect des délais, des dépenses et de leur échelonnement conformément aux termes de l'Avant-projet et dans la mesure où les financeurs ont eux-mêmes respecté le programme de mise en place des financements et leurs paiements.

3.2.3. Respect du coût d'objectif

Le Maître d'ouvrage s'engage sur le respect de son coût d'objectif en euros constants aux conditions économiques de référence de septembre 2015 tel qu'il est défini à l'article 4.2.1.

3.2.4. Respect des délais de réalisation

Le Maître d'ouvrage s'engage sur la réalisation des opérations, objets de la présente convention et sur le respect des délais de réalisation précisés à l'article 2.3.

L'engagement du Maître d'ouvrage ne vaut que si les conventions de financement sont établies selon le calendrier qu'il préconise et justifie.

3.3. Les financeurs

3.3.1. Identification

La part de financement CPER des études Projet et des travaux de l'opération de rénovation générale de la gare d'Auber figurant au Schéma Directeur du RER A est assuré par :

- L'Etat (22,5 %),
- La Région Ile-de-France (52,5 %),
- La RATP (25 %).

Le cout objectif des opérations financées dans le cadre du CPER s'élève à 37,27 M€ aux conditions économiques de septembre 2015, soit 40,20 M€ courants conventionnels.

Ce financement s'inscrit dans l'enveloppe dédiée aux schémas directeurs des RER prévue au Contrat de Plan Etat-Région sur la période 2015-2020.

La RATP est financeur sur son périmètre et bénéficiaire des financements versés par l'Etat et la Région et ci-après désigné « **le bénéficiaire** ».

3.3.2. Engagements des financeurs

La signature de la Convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP/AE nécessaires à la réalisation, par le Maître d'ouvrage visé à l'article 3.2, des Etudes de Projet et des travaux, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visées à l'annexe 2.

Afin de poursuivre les travaux initiés par cette présente convention, il est prévu une deuxième et/ou troisième phase de financement. Ce financement complémentaire à inscrire dans le cadre de l'exécution du CPER 2015-2020 par l'Etat et la Région fera l'objet d'une ou plusieurs conventions de financement en fonction de l'état d'avancement. Ce financement sera l'objet d'une affectation prioritaire au budget régional.

Les affectations d'AP/AE seront mises en place selon les calendriers conventionnels fournis par la RATP.

Les financeurs reconnaissent l'obligation et la capacité de la RATP, en tant que Maître d'ouvrage chargé de la conduite et de la réalisation de l'opération, à prendre dès la signature de la présente convention, toutes dispositions et engagements pour mener à bien le projet, conformément à l'AVP du projet approuvé par le Syndicat des Transports d'Île-de-France le 22 mars 2017.

Dans l'hypothèse où l'Etat et la Région ne mettraient pas à disposition le financement complémentaire sollicité par la RATP avant avril 2019, la RATP se retrouverait déliée de ses engagements vis-à-vis de l'Etat et de la Région sur la réalisation intégrale du projet. Il serait alors de la responsabilité de la RATP d'effectuer les ajustements nécessaires à la poursuite du projet. Ces ajustements pourront affecter le projet (périmètre, calendrier, cout,..) ou tout autre projet du plan d'investissement de la RATP.

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Estimation du coût des études de Projet et des travaux

Le coût prévisionnel des dépenses relatives aux Etudes Projet et des travaux de l'opération de la présente convention est évalué à :

- **14,25 M€** aux conditions économiques de septembre 2015

Et

- **15 M€** courants conventionnels

La part totale de financement CPER correspondante se monte à 37,27 M€ aux conditions économiques de septembre 2015, soit 40,20 M€ courants conventionnels.

L'estimation de ces dépenses inclut les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre.

Les montants en euros courants conventionnels sont estimés en actualisant les coûts prévus aux conditions économiques de référence de septembre 2015, par application des modalités de calculs de l'article 4.2.3.

Les appels de fonds seront calculés par application des modalités de calculs de l'article 4.4.1.

4.2. Coût global des études Projet et des travaux

4.2.1. Coût d'objectif du Maître d'ouvrage

Le coût d'objectif du Maître d'ouvrage, des opérations réalisées au titre du CPER, en euros constants aux conditions économiques de septembre 2015 est donné ci-dessous. Le coût en euros courants est donné à titre indicatif selon les modalités de l'article 4.2.3.

MOA	Coûts aux CE 09/2015 M€ HT	Coûts courants M€ HT
RATP	**37,27**	**40,20**
Total	**37,27**	**40,20**

4.2.2. Coût de réalisation détaillé

Le Maître d'ouvrage fournit une estimation en euros constants et courants des postes.

Le détail des coûts, des opérations réalisées au titre du CPER 2015-2020, est le suivant :

Etudes de conception détaillée et travaux de la gare d'Auber au titre du CPER			
Maître d'ouvrage	Opération	Total M€ HT CE 09/2015	Total M€ HT Courants conventionnels
RATP	Modernisation des aménagements de la salle des échanges et des quais	12,165	13,185
	Courants forts : Modernisation des systèmes d'éclairage et d'alimentation électrique	8,400	8,975
	Courants faibles : Modernisation des fonctions d'accueil et de vente, d'information voyageur, de vidéo protection, de sonorisation et de sureté	5,910	6,425
	Modernisation des systèmes de télécommunication	3,160	3,375
	Fluides : Mise à niveau des équipes de secours (colonne sèches) et sprinklage des locaux à risques particuliers	1,125	1,200
	Mise à niveau de la signalétique d'évacuation de l'ERP	0,765	0,820
	Frais de MOE	3,190	3,440
	Frais de MOA	2,555	2,755
Total Etudes de conception détaillée & travaux		**37,270**	**40,175**

Conformément à l'AVP validé par le Syndicat des Transports d'Île-de-France, l'ensemble du projet de rénovation concerne les périmètres CPER et fonds propres.

Afin de s'assurer de la cohérence d'ensemble des investissements du projet complet de rénovation générale de la gare d'Auber, la RATP opère auprès de l'AO un reporting de l'ensemble de ces dépenses et de l'état d'avancement des opérations structurellement dépendantes dans le planning de la rénovation de la gare.

A titre indicatif, au-delà de cette convention et du périmètre de rénovation pris en charge par le CPER, la RATP finance les éléments de programme suivants :

- Travaux préalables (désamiantage et traitement des infiltrations)
- Modernisation des correspondances et des accès (y compris accès aux quais)
- Recomposition des commerces
- Mise en accessibilité de l'ensemble de la gare pour les personnes en situation de handicaps cognitif et sensoriel (hors périmètre CPER)
- Modernisation des systèmes et équipements de la gare (hors périmètre CPER).

4.2.3. Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence de la présente convention sont celles de septembre 2015.

Pour être comparable au coût d'objectif, tous les coûts sont calculés aux conditions économiques de référence de la présente convention par application de l'indice professionnel TP 01. Les coûts sont exprimés en euros constants.

Cet indice est également utilisé pour l'établissement des coûts conventionnels en euros courants conventionnels :

- à partir des indices connus à la date de la convention,
- puis de 1,8 % par an au-delà.

Ceci définit les coûts exprimés en euros courants conventionnels.

Les états d'acompte seront établis en euros courants et en euros constants par application des derniers indices connus. Le solde sera établi en euros courants et en euros constants par application des indices définitifs.

Les appels de fonds seront payés en euros courants.

Le Maître d'ouvrage justifie in fine le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application des indices définitifs.

4.3. Plan de financement

Les études et travaux, objet de la présente convention, sont financés sous forme de subvention d'investissement suivant la clé de répartition indiquée dans le tableau ci-après.

En conséquence, le plan de financement des travaux de la présente convention est établi en euros HT, aux conditions économiques de référence de septembre 2015, comme suit :

Gare d'Auber– SD RER A (Euros CE 09/2015) Montant € HT et %				
	État 22,5%	**Région 52,5%**	**RATP 25%**	**Total**
RATP	3 205 125	7 478 625	3 561 250	**14 245 000**
Total	**3 205 125**	**7 478 625**	**3 561 250**	**14 245 000**

En euros courants conventionnels, le plan de financement de la présente convention est défini comme suit :

Gare d'Auber – SD RER A (Euros courants) Montant € HT et %				
	État 22,5%	**Région 52,5%**	**RATP 25%**	**Total**
RATP	3 375 000	7 875 000	3 750 000	15 000 000
Total	**3 375 000**	**7 875 000**	**3 750 000**	**15 000 000**

Le plan de financement de l'ensemble des études et travaux du périmètre CPER est donné en annexe 2.

4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région

Les appels de fonds seront payés en euros courants dans le respect du montant de la présente convention en euros constants.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de son approbation par la commission permanente de la Région Ile-de-France.

4.4.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le Maître d'ouvrage.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Maître d'ouvrage par financeur.

A cette fin, le Maître d'ouvrage transmettra aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Les états d'acompte seront établis en euros courants et en euros constants CE 09/2015 par application des derniers indices connus.

Le dossier de demande de versement des acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

a – Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le Maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des dépenses comptabilisées, leur date de comptabilisation et le montant des dépenses comptabilisées ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- la demande d'acompte est signée par le représentant dûment habilité du Maître d'ouvrage.

b – Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2.2, daté et signé par le représentant dûment habilité du Maître d'ouvrage ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3.

c- Plafonnement des acomptes

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés au Maître d'ouvrage est plafonné à 95% du montant total des subventions dues par la Région avant versement du solde et à 90 % pour l'Etat avant le versement du solde.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du bénéficiaire.

4.4.2. Versement du solde

Après achèvement des études Projet et de la phase réalisation couvertes par la présente convention, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents signés par le représentant légal ou le représentant dûment habilité de la RATP indiqués à l'article 4.4.3. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu. Le solde sera établi en euros courants et en euros constants CE 09/2015 calculés à partir des indices définitifs.

Pour la RATP, le versement du solde se fera sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses acquittées signé par le représentant dûment habilité du Maître d'ouvrage

4.4.3. Paiement pour la RATP

Le versement des montants de subvention appelés par la RATP doit être effectué dans un délai conforme aux règlements budgétaires de chacun des financeurs à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.4.1 de la présente convention.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance des bénéficiaires.

4.4.4. Bénéficiaires et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- RATP sur le compte RATP ENCAISSEMENTS COLLECTIVITES CALYON

Code banque : 31489
Code guichet : 00010
N° compte : 00 198 757 753
Clé : 47

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Téléphone / courriel
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	01.40.61.86.08 Veronique.schaeffer@ developpement- durable.gouv.fr
Région Île-de-France	35, boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle Logement Transports	
Syndicat des Transports d'Île-de-France	39-41 rue de Châteaudun 75009 PARIS	Direction des infrastructures	01.53.59.14.02 Arnaud ZIMMERMAN
RATP	Maison de la RATP LAC C42 54 quai de la Râpée 75599 PARIS Cedex 12	Contrôle de Gestion et Finances / Contrôle de Gestion Investissements	subvention.investissement@ratp.fr

4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente de la Région Ile-de-France, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Cette opération faisant l'objet de l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6. Comptabilité du Bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres à ces études et travaux.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs et l'AO de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE

5.1. Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire jugée utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

5.2. Par le Syndicat des Transports d'Île-de-France

Conformément à l'article R1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.
Pour répondre à ce suivi, le Maître d'ouvrage fournit et actualise la fiche de programmation financière présentée à l'occasion de chacun des comités de suivi de la convention de financement tels que décrits ci-dessous à l'article 7.1.
Dans sa recherche d'optimisation des délais des travaux et de leurs impacts sur les voyageurs, la RATP remet à Île-de-France Mobilités d'ici la fin des études de PROjet tous les éléments nécessaires à la justification des plannings, du phasage et des méthodes de réalisation des travaux.

5.3. Intervention d'experts

Sur proposition de l'Autorité Organisatrice ou à la demande de l'un des financeurs après information préalable des autres financeurs et de l'Autorité Organisatrice, le Maître d'ouvrage s'engage à permettre aux experts désignés ou missionnés par l'Autorité Organisatrice, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet sous réserve de l'accord du chef de Projet, qui pourra le refuser pour des raisons de sécurité, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Le Maître d'ouvrage est chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

ARTICLE 6. GESTION DES ECARTS

6.1. Dispositions en cas d'écart ou de dépassement du coût d'objectif prévisionnel de la Convention

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.1 de la présente convention constitue un plafond global pour le bénéficiaire.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le bénéficiaire s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement du montant visé à l'article 4.1, les co-financeurs sont informés lors de la réunion du comité des financeurs. Le bénéficiaire doit obtenir l'accord préalable des co-financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe au Maître d'ouvrage.

En cas de désaccord des financeurs (Etat, Région) et d'Île-de-France Mobilités, les parties se rencontreront afin d'envisager les différents scenarii dans lesquels l'achèvement des Études Projet et des travaux peut être proposé.

6.2. Dispositions en cas de modification des délais

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect de tout ou partie des délais de réalisation des Etudes Projet et travaux prévus à l'article 2 de la Convention ne peut être assuré, l'Etat, la Région et l'AO peuvent solliciter du Maître d'ouvrage un rapport détaillé sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.
Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par l'AO à l'Etat et à la Région, qui s'appuiera sur les éléments transmis par le Maître d'ouvrage, et précisera la nécessité éventuelle de réaliser une étude AVP modificatif.

Il indiquera notamment les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux. Par ailleurs cet avis précisera l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport et de l'avis formulé par Île-de-France Mobilités, l'Etat et la Région émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre l'Etat, la Région, l'AO et le Maître d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant.

ARTICLE 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

La gouvernance s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge de la réalisation de l'Opération et les financeurs, de comités de suivi composées des élus et des financeurs, et de réunions entre maîtres d'ouvrage auxquelles peuvent être conviés les financeurs.

7.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF)

A l'initiative d'Île-de-France Mobilités, il est constitué un Comité de Suivi de la Convention de Financement, ci-après désigné « le Comité de Suivi ou CSCF » comprenant des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention. Ce Comité de Suivi aborde principalement les questions techniques et financières du Projet.

Le CSCF se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire, les membres étant convoqués par Île-de-France Mobilités avec un préavis minimum d'un mois.
En tant que de besoin, et notamment pour les questions comptables, à l'initiative d'un des membres, le Comité de Suivi peut être réuni en séance extraordinaire par Île-de-France Mobilités, dans le mois de sa saisine par le demandeur.

Le Maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses. Ce compte-rendu est analysé par Île-de-France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis d'Île-de-France Mobilités aux financeurs.

A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par le Maître d'ouvrage devront être transmis aux membres du Comité de Suivi sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité de Suivi.

Le suivi de l'Opération s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'Opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre),
- le point sur l'avancement des Etudes et des travaux,
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature,
- la liste des principaux marchés signés avec leur montant d'engagement,
- la liste des principaux marchés à venir,
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu,
- un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour les maîtres d'ouvrage,
- un état des lieux sur la consommation des provisions,
- un état d'avancement des dépenses et l'EAT sur le périmètre de la présente convention,
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais,
- le montant des dépenses comptabilisées,
- le montant des subventions appelées et versées,
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).

Au titre de la présente convention, et le cas échéant pour les autres conventions de financement et programme de financement PQI en vigueur concernant le même Projet, le maîtres d'ouvrage effectue une mise à jour des prévisions pluriannuelles de ses dépenses et de ses engagements. Ces tableaux couvrent la totalité de la période du Projet. Ils sont établis en euros courants conventionnels et en euros constants aux conditions économiques de référence de 09/2015 pour toute la période de réalisation.

Lors de sa première séance, le Comité de Suivi acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés du Maître d'ouvrage et leur décomposition (postes CERTU), celui-ci servant de base au suivi, en termes financier et d'avancement, du Projet.

3/ La communication autour du Projet :

- le suivi du plan de communication mis en place pour le Projet,
- les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

7.2. Comité des financeurs

Il réunit, sous la présidence de l'AO, les financeurs et le Maître d'ouvrage. Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois.

Le Maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses réalisées sur la base des documents transmis. A cette fin, l'ensemble des documents devra être transmis aux membres du Comité sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité des financeurs.

Ce Comité des financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du projet dans le respect des délais et de coûts prévus à l'avant-projet.

Il se réunit en tant que de besoin concernant des questions ayant des incidences majeures sur l'opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés par le CSCF décrit à l'article 7.1. Le Maître d'ouvrage présente alors au Comité des financeurs les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le projet, et ce, en vue de permettre au Comité de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'opération. Le cas échéant, les dispositions prévues aux articles 6 et 10 de la présente convention seront mises en œuvre.

7.3. Information hors CSCF et comité des financeurs

Le Maître d'ouvrage s'engage pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des travaux du projet de la Gare d'Auber (travaux préalables et travaux de rénovation), devant le Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France à la demande de ce dernier ;
- à informer les financeurs, entre deux CSCF, de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;
- à informer Île-de-France Mobilités et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme,
- à présenter au Syndicat des Transports d'Île-de-France de manière globale un état d'avancement des dépenses et l'EAT pour les travaux de la gare d'Auber (travaux préalables + travaux de rénovation), en identifiant les dépenses non subventionnées (détail par ligne de financement) et celles inscrites au CPER, et ce sur la totalité de l'opération de rénovation (71,6 M€).

Les maîtres d'ouvrage s'engagent également à inviter Île-de-France Mobilités et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins quinze (15) jours avant la réunion.

Au regard des imbrications étroites du projet avec les projets préparatoires et connexes, et afin de disposer d'une vision consolidée et globale des investissements liés au projet de rénovation, RATP assurer un reporting financier à la fois sur les volets d'investissements non subventionnés et sur le volet CPER.
Les états d'avancement des dépenses et l'EAT seront présentés par la RATP de manière globale pour les travaux de la gare d'Auber, en identifiant les dépenses non subventionnées (détail par ligne de financement) et celles inscrites au CPER.

Cette vision consolidée de l'opération (travaux préalables + travaux de rénovation) sera à présenter lors des réunions de suivi spécifiques du PQI, à la demande du Syndicat des Transports d'Île-de-France.

ARTICLE 8. MODIFICATION DES AVANT-PROJETS

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'Avant-Projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (article 2 de la Convention), entrainant un décalage de la mise en service, ou des objectifs de coûts précisés à l'article 4.1.de la Convention, peut conduire, selon l'appréciation d' Île-de-France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la réalisation d'un avant-projet modificatif, présenté au Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France.

En conséquence, dès que le Maître d'ouvrage envisage des modifications significatives du programme de l'opération, précisé notamment à l'article 2 de la Convention, il transmettra, à Île-de-France Mobilités ainsi qu'à l'Etat et la Région, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Il devra veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Île-de-France Mobilités validera les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou appréciera l'opportunité d'une saisine du Comité de Suivi ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

L'avant-projet modificatif sera présenté au Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France. Il donnera lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la Convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation du Projet. Les travaux concernés ne pourront avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par le Maître d'ouvrage de demandes, d'un des Financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet. La prise en compte de ces modifications sera soumise à l'accord préalable du Maître d'ouvrage. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

ARTICLE 9. DIFFUSION DES DOCUMENTS, CONFIDENTIALITE ET COMMUNICATION

Les règles et dispositions décrites dans le paragraphe suivant s'appliqueront exclusivement à la présente convention « **Schéma Directeur du RER A - Etudes Projet et premiers travaux de rénovation générale de la gare d'Auber».**

9.1. Propriété intellectuelle et des études

Les études réalisées dans le cadre de la présente convention restent de la propriété du Maître d'ouvrage.

Le Maître d'ouvrage transmettra, dans le respect du secret industriel et commercial et sous réserve des droits des tiers, aux financeurs et à l'AO les résultats d'études et, sur demande des financeurs et du Syndicat des Transports d'Île-de-France, les études visées à l'article 1 et tout autre document et support d'information nécessaires au Syndicat des Transports d'Île-de-France pour remplir son rôle d'Autorité Organisatrice.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité de toutes les informations considérées comme confidentielles conformément à l'article 9.3.

9.2. Communication institutionnelle des financeurs

Les présents signataires s'engagent à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elle vise, notamment par une indication portée sur les documents finaux.

L'ensemble des dossiers d'études, documents et supports d'information mentionnera de manière explicite les logos des financeurs.

Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de projets Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre entre partenaires : l'Etat, la Région, RATP
- l'ordre des financeurs : l'Etat, la Région et la RATP
- en dernier : le logo du Syndicat des Transports d'Île-de-France

9.3. Confidentialité

Au sens du présent article, l'expression « Informations Confidentielles» recouvre toutes les informations ou données de nature commerciale, financière ou technique, quelle qu'en soit la nature ou la forme (écrite ou orale et notamment tous documents écrits ou imprimés, modèles, disques, DVD, cédéroms et plus généralement toutes formes et modèles susceptibles d'être adoptés), qui seront transmises par la RATP au Syndicat des Transports d'Île-de-France, à l'Etat et à la Région dont ils auraient connaissance au cours de leurs missions respectives.

L'absence de mention confidentielle portée sur les documents ne vaudra en aucun cas dérogation à cette règle. Les parties s'engagent à ce que, pendant la durée de la présente convention et à l'issue de dix (10) années qui s'ensuivront, les informations confidentielles telles que définies ci-avant :

- soient traitées avec la même précaution que les parties portent à la préservation de leurs propres Informations Confidentielles ;
- ne soient pas utilisées dans un cadre autre que leurs missions respectives telles que définies à l'article 2;
- pour permettre au Syndicat des Transports d'Île-de-France d'assurer son rôle d'Autorité organisatrice et de mener à bien ses propres expertises, la RATP autorise le Syndicat des Transports d'Île-de-France à faire appel à des prestataires dans le cadre stricte de leurs missions qui leurs ont été confiées et communiquer à cet effet des Informations Confidentielles. Le Syndicat des Transports d'Île-de-France s'assurera que ses prestataires s'engagent à signer un accord de confidentialité.
- ne soient pas divulguées à des tiers, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la partie propriétaire des informations ;
- conformément à l'article 1120 du code civil, les parties se portent fort pour tout leur personnel (salariés et collaborateurs, intervenants), du respect de cette obligation de confidentialité.

La présente convention ne s'applique pas aux informations confidentielles pour lesquelles les parties apporteraient la preuve écrite :

- qu'elles étaient en leurs possession ou qu'elles étaient tombées dans le domaine public avant qu'elles ne leurs soient communiquées par l'autre Partie ;
- qu'elles sont, postérieurement à la date de la signature de la présente convention, tombées dans le domaine public et ce, sans violation des termes de la convention ;
- qu'elle les a licitement acquises d'un tiers qui était en droit de les divulguer.

Enfin, les parties ne seront pas soumises à l'obligation de confidentialité prévue au présent article :

- en cas d'injonction d'un tribunal ou de toute autre autorité de contrôle de fournir des informations confidentielles à l'autre partie ;
- en application d'une obligation légale ou réglementaire qui imposerait à la partie destinataire de communiquer des Informations Confidentielles de l'autre partie.
- En cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, ils devront informer la partie propriétaire des informations de la requête ou de l'injonction qui leur a été faite de communiquer.

ARTICLE 10. BILAN DE L'OPERATION

10.1. Bilan physique et financier

Le Maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité, au plus tard cinq ans après la mise en service, un bilan financier et physique des aménagements relevant de son périmètre dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan présentera notamment une décomposition selon les postes constitutifs de son coût d'objectif, défini à l'article 4.2.1, ramenée aux conditions économiques de l'Avant-Projet (avec mise en évidence du montant de l'actualisation réglée par le Maître d'ouvrage) afin de permettre une comparaison.

Ce bilan comportera notamment :
- un rapport de présentation indiquant le descriptif des aménagements réalisés et retraçant l'évolution éventuelle du coût de réalisation et des principales décisions concernant les aménagements dont il assure la maîtrise d'ouvrage,
- le récapitulatif des subventions attribuées,
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs (y compris fonds propres),
- le récapitulatif des dépenses comptabilisées à la date de réalisation du bilan (établi sur la base des décomptes généraux définitifs des marchés lorsqu'ils existent),
- le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses comptabilisées par le Maître d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les versements effectués par les financeurs,
- un état des éventuelles suggestions de compléments d'aménagement le concernant consécutives à la mise en service de l'opération.

10.2. Évaluation économique, sociale et environnementale

Les signataires de la présente convention ont décidé la réalisation des opérations en tenant compte de l'évaluation économique et sociale effectuée par le Maître d'ouvrage et figurant dans l'Avant-projet approuvés par Île-de-France Mobilités. Cette évaluation préalable comporte un bilan prévisionnel des avantages et inconvénients entraînés par la mise en service des opérations. C'est au vu des prévisions et objectifs explicités dans l'Avant-projet que les signataires ont pu reconnaître ensemble la validité économique et sociale de l'opération.

Sous le pilotage d'Île-de-France Mobilités, le Maître d'ouvrage organise conjointement la collecte des informations nécessaires au bilan a posteriori, à établir au plus tard dans les cinq années qui suivent la mise en service, comme stipulé au Contrat de Projets État – Région d'Ile-de-France. Le Maître d'ouvrage transmettra ce bilan à Île-de-France Mobilités ainsi qu'à l'Etat et la Région.

ARTICLE 11. DISPOSITIONS GENERALES

11.1. Modification de la convention

La convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.5 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

11.2. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la convention.

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable dans un délai de deux (2) mois à compter de la naissance du différend, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

11.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser aux bénéficiaires, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, les maîtres d'ouvrage procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire des subventions.

11.4. Date d'effet et durée de la convention

La Convention prend effet à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres Parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Néanmoins, à titre exceptionnel et compte tenu de l'urgence des travaux de rénovation engagés et à engager sur la gare d'Auber, les dépenses du Maître d'ouvrage comptabilisées pour l'opération de rénovation sont prises en compte à compter de la date d'approbation de la présente convention par la commission permanente de la Région Ile-de-France en octobre 2017. Cette disposition (prise en compte des dépenses à partir d'octobre 2017, date d'approbation de la présente convention) restera valable pour les futures conventions.

Sans préjudice des articles 5, 9 et 10, la Convention expire soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 11.3, soit après la réalisation des étapes suivantes :

- mise en service des projets indiqués à l'article 2 de la Convention,
- paiement du solde de la totalité des subventions dues au Maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4 de la Convention.

La convention expire au plus tard le 01/01/2027.

11.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour l'Etat **Michel CADOT** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PÉCRESSE** Présidente du Conseil régional d'Île-de-France
Pour la RATP, **Catherine GUILLOUARD** Présidente Directrice Générale	Pour le Syndicat des Transports d'Île-de-France (Île-de-France Mobilités), **Laurent PROBST** Directeur Général

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme de l'opération

Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds et des dépenses

Annexe 3 : Calendrier

Annexe 4 : Décomposition du coût total de l'opération de rénovation générale sur les périmètres CPER et PQI

ANNEXE 1
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE RATP
Maître d'ouvrage : Département de la Maîtrise d'Ouvrage des Projets

ANNEXE 2
Echéancier prévisionnel

2.1 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS ASSOCIES A LA PRESENTE CONVENTION :

k€ HT constants CE 09/2015	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total
total	7 180	7 065						**14 245**

k€ HT courants	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total
total	7 495	7 505						**15 000**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE L'ENSEMBLE DES BESOINS ASSOCIES AU CPER :

k€ HT constants CE 09/2015	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total
total	7 180	11 205	8 650	4 895	3 280	1 280	780	**37 270**

k€ HT courants	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total
total	7 495	11 900	9 350	5 390	3 675	1 460	905	**40 175**

2.2 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS RATP ASSOCIES A LA PRESENTE CONVENTION

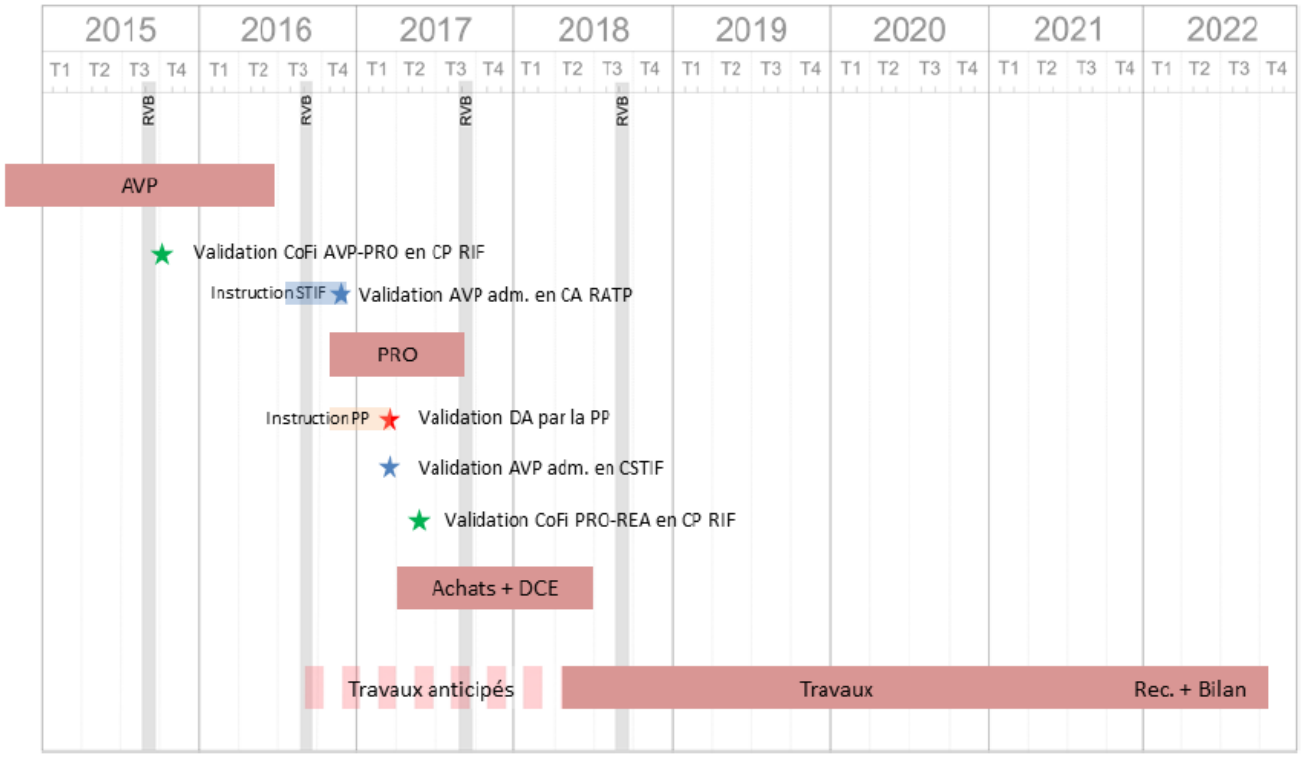
k€ HT courants	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total
total	5 022	9 978						**15 000**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE L'ENSEMBLE DES APPELS DE FONDS RATP ASSOCIES AU CPER :

k€ HT courants	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Total
total	5 022	10 446	10 191	6 697	4 241	2 191	1 088	299	**40 175**

ANNEXE 3
Calendrier indicatif

Le planning ci-dessous extrait de l'avant-projet administratif aborde exclusivement le projet de rénovation. Préalablement aux travaux de rénovation, sur chaque zone, des interventions de désamiantage et de traitement de l'étanchéité seront réalisées.



CA : Conseil d'Administration
CoFi : Convention de financement
CP : Commission Permanente
CSTIF : Conseil du STIF
DA : Demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public
PP : Préfecture de Police

ANNEXE 4
Décomposition du coût total de l'opération de rénovation générale

Extrait de la notice d'Avant Projet (M€ constants CE 09/2015)

Description des postes	Montant (M€ 09/2015)
- Aménagements second œuvre	29,1
- Courants forts	9,5
- Courants faibles	12,5
- Fluides	2,3
- Transversal	0,9
PRI travaux rénovation	2,5
Total travaux rénovation	56,8
FES MOE rénovation	5,5
FES MOA rénovation	4,4
PAI travaux rénovation	4,9
Coût total de la rénovation	71,6

ANNEXE 4 : Convention de financement relative aux études de projet et aux travaux de la gare de Robinson

2017

Schéma Directeur du RER B

Agrandissement de l'accès secondaire de la gare de Robinson

Convention de financement relative aux études de projet et aux travaux de la gare de Robinson



Schéma Directeur du RER B

« Convention relative aux études de projet et aux travaux d'agrandissement de l'accès secondaire de la gare de Robinson»

SOMMAIRE

CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION 6
Article 1. Objet de la convention 7
Article 2. Périmètre et calendrier de réalisation des études projets et travaux de l'grandissement de l'accès secondaire de la gare de Robinson 8
2.1. Contexte 8
2.2. Délais de réalisation 9
Article 3. Rôles et engagements des parties 9
3.1. L'Autorité organisatrice 9
3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations 9
3.3. Les financeurs 10
Article 4. Modalités de financement et de paiement 11
4.1. Estimation du coût des études de projet et des travaux 11
4.2. Coût global des études de projet et des travaux 11
4.3. Plan de financement 13
4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région 13
4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région 16
4.6. Comptabilité du Bénéficiaire 16
Article 5. Modalités de contrôle 16
5.1. Par les financeurs 16
5.2. Par le Syndicat des Transports d'Île-de-France 17
5.3. Intervention d'experts 17
Article 6. Gestion des écarts 17
6.1. Dispositions en cas d'écart ou de dépassement du coût d'objectif prévisionnel de la Convention 17
6.2. Dispositions en cas de modification des délais 18
Article 7. Organisation et suivi de la présente convention 18
7.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF) 18
7.2. Comité des financeurs 19
7.3. Information hors CSCF et comité des financeurs 20
Article 8. Modification des avant-projets 20
Article 9. Diffusion des documents, confidentialité et communication 21
9.1. Propriété intellectuelle et diffusion des études 21
9.2. Communication institutionnelle des financeurs 21
9.3. Confidentialité 22
Article 10. Bilan de l'opération 23
10.1. Bilan physique et financier 23
10.2. Évaluation économique, sociale et environnementale 23
Article 11. Dispositions générales 24
11.1. Modification de la convention 24
11.2. Règlement des litiges 24
11.3. Résiliation de la convention 24
11.4. Date d'effet et durée de la convention 25
11.5. Mesures d'ordre 25
ANNEXES 27

Entre,

En premier lieu,

- L'**État**, représenté par le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris,

- La **Région Île-de-France** (ci-après « la Région »), représentée par la Présidente du Conseil Régional, dûment mandaté par délibération n° de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du 18 octobre 2017,

Ci-après désignés par « les financeurs »,

En deuxième lieu,

- **La RATP,** Régie Autonome des Transports Parisiens, établissement public à caractère industriel et commercial, inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 663 438, dont le siège est situé à Paris 12^{e}, 54 quai de la Râpée, représentée par Catherine GUILLOUARD, sa présidente Directrice Générale,

Ci-après désignée par « la RATP », financeur, bénéficiaire ou le Maître d'ouvrage,

En troisième lieu,

- **le Syndicat des Transports d'Ile de France**, dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2016/091 en date du 30 mars 2016,

Ci-après désigné par « Île-de-France Mobilités », « le Syndicat des Transports d'Île-de-France », « l'Autorité Organisatrice » ou « l'AO »,

Ci-après collectivement désignés comme « **les Parties** »

Visas

Vu le code des transports,

Vu le code de l'environnement,

Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,

Vu la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, notamment son article 20-1,

Vu le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France,

Vu la délibération n° 55-13 du Conseil Régional du 20 juin 2013 relative au protocole Etat-Région correspondant à la mise en œuvre du Plan de Mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris et signé le 19 juillet 2013,

Vu le Contrat de Plan Etat-Région Ile-de-France 2015-2020 approuvé au Conseil Régional par délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015,

Vu La délibération cadre n° CR 123-16 du Conseil Régional du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020 ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la région Ile-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016,

Vu le Dossier de schéma directeur du RER B Sud approuvé par décision du Conseil d'Administration du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n° 2013/172 du 10 juillet 2013,

Vu la délibération de la Commission Permanente de la Région Ile de France n° CP 13-580 du 11 juillet 2013 correspondant à la convention de financement des études préliminaires des gares du Schéma Directeur du RER B Sud

Vu l'approbation de l'avant-projet relatif à l'agrandissement de l'accès secondaire de la gare de Robinson et de sa convention de financement par décision du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 04/10/2017.

Il est convenu ce qui suit :

DEFINITIONS

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la mise en service de la gare de Robinson, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne l'étape du Projet et son financement définis dans le cadre de la présente convention.

« **Etudes** » : désigne les Etudes PROJET réalisées par le maître d'ouvrage définies dans le cadre de la présente convention de financement.

« **Résultats des Etudes** » : désigne les synthèses des Etudes PROJET réalisées dans le cadre de la présente convention de financement.

CONTEXTE GÉNÉRAL DE L'OPÉRATION

Le niveau de dégradation du service offert aux voyageurs, les évolutions récentes d'usage de la ligne et la prise en considération de nouveaux projets de transports collectifs structurants ont rendu nécessaires l'élaboration du Schéma Directeur du RER B Sud afin d'assurer une restructuration complète et pérenne de cette ligne ferroviaire très complexe et ayant atteint ses limites.

Le Schéma Directeur du RER B, approuvé par le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 10 juillet 2013, vise à répondre aux enjeux suivants :

- Satisfaire les attentes des usagers en améliorant la situation existante (régularité, qualité de service),
- Consolider de façon pérenne l'exploitation de la ligne,
- Prévoir les demandes de développement à venir.

Pour cela, le Schéma Directeur du RER B au Sud identifie un panel d'actions de court et moyen termes pour :

- Fiabiliser l'exploitation du RER B,
- Mieux gérer les situations perturbées,
- Offrir aux usagers une information et un niveau de service fiable et de qualité.

Le Schéma Directeur du RER B Sud, au-delà de la partie « infrastructure » a déterminé une liste de gares dont le réaménagement était à étudier. Les gares concernées par le périmètre RATP sont St Michel-Notre-Dame, La Croix-de-Berny, Port Royal, Denfert-Rochereau, Cité Universitaire, Robinson et les 10 gares situées entre Palaiseau et St-Rémy-Lès-Chevreuse. Au travers des aménagements envisagés, l'objectif consiste à améliorer la qualité de service offerte aux usagers et optimiser l'exploitation de la ligne par une meilleure gestion des flux en gare.

L'enveloppe budgétaire de 10 M€ aux CE 2008, prévue à la revoyure 2012 de la convention particulière transport pour les gares des lignes A et B sud du RER, a permis d'engager les premières études. Le CPER 2015-2020 intègre la modernisation des gares RER.

La participation de l'Etat et de la Région est complétée par celle des opérateurs à hauteur de 25%, selon leur périmètre d'intervention.
Le protocole Etat-Région correspondant à la mise en œuvre du Plan de Mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris et signé le 19 juillet 2013 prévoit le financement des différentes phases opérationnelles des Schémas Directeurs des RER A et B Sud pour les volets infrastructure et gares. Il se traduit financièrement par le Contrat de Plan 2015-2020, approuvé au Conseil Régional d'Ile de France n° CR 53-15 du 18 juin 2015. Ce contrat de plan a été confirmé au travers de sa revoyure signée le 7 février 2017 par le Premier Ministre et la Présidente de la Région Ile de France.

La présente convention a pour objet le financement des études de projet et des travaux d'agrandissement de l'accès secondaire de la gare de Robinson.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de fixer les engagements réciproques des parties pour le financement et la conduite des études de projet et des travaux concernant l'agrandissement de l'accès secondaire de la gare de Robinson, inscrite au Schéma Directeur du RER B Sud, suite à l'expertise de l'AVP menée par Île-de-France Mobilités.

Elle a pour objet :

- de définir les modalités de financement des études de projet et travaux de l'agrandissement de l'accès secondaire de la gare de Robinson,
- de préciser les conditions de suivi de ces études et travaux dans le respect du calendrier général du projet,
- de définir les documents à remettre aux Parties.

Pour mémoire : pour toute décision antérieure à juillet 2017, il est fait mention du STIF. Pour toute décision à partir de juillet 2017, il est fait mention du Syndicat des Transports d'Île-de-France dont le nom d'usage est Île-de-France Mobilités.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Schéma Directeur du RER B Sud – Etudes PRO/REA d'agrandissement de l'accès secondaire de la gare de Robinson »

ARTICLE 2. PERIMETRE ET CALENDRIER DE REALISATION DES ETUDES PROJETS ET TRAVAUX DE L'GRANDISSEMENT DE L'ACCES SECONDAIRE DE LA GARE DE ROBINSON

2.1. Contexte

La gare de Robinson constitue l'un des terminus de la ligne du RER B, situé dans la commune de Sceaux (92).
Conçu initialement comme un accès secondaire à la gare de Robinson, l'accès Ouest situé avenue Jules Guesde accueille plus de voyageurs que l'accès principal avenue de la gare. Cet accès est actuellement saturé, avec seulement cinq appareils de péage composant la ligne de contrôle. Du fait des projets de développement urbain (éco-quartier des Quatre-Chemins) et du déplacement du pôle bus, cet accès va être privilégié par les usagers, ce qui va accentuer le phénomène de saturation. La bonne imbrication du projet avec celui du pôle de Robinson en est donc indispensable.
L'objectif du projet global est d'assurer une correspondance efficace entre les modes bus et RER.

La RATP a donc étudié un projet d'agrandissement et de reconfiguration de l'accès secondaire (dit Ouest) pour dimensionner les espaces voyageurs en cohérence avec les flux actuels et à venir. Ce faisant, le bâtiment actuel va être entièrement démoli pour laisser place à un nouveau offrant plus d'espace, de sécurité, de confort et de services aux voyageurs.

La reconfiguration de l'accès Ouest sur deux niveaux comprend :
- l'élargissement de la ligne de contrôle à 9 valideurs de titres de transport (5 aujourd'hui) ;
- de nouveaux services pour les voyageurs ;
- une facilitation des flux et une meilleure accessibilité ;
- l'amélioration et l'accessibilité de la gare avec la création d'un ascenseur pour les Personnes à Mobilité Réduite (PMR) et la mise aux normes pour les personnes présentant des handicaps sensoriels et cognitifs.

Le projet consiste à agrandir l'accès secondaire existant de la gare de Robinson. Pour y parvenir, un mur de soutènement doit être réalisé au droit du talus existant pour permettre cet agrandissement. De plus, un heurtoir à absorption avec poteau caténaire, ainsi qu'un poteau caténaire seront mis en place à la fin de la voie 6 et de la voie 8.
De plus, afin d'améliorer le service voyageur au niveau de l'accès, il sera notamment mis en place un comptoir Club ainsi qu'un front de vente automatique.

La gare de Robinson restera ouverte pendant toute la durée des travaux, via l'accès Avenue de la Gare.

La RATP estime à ce stade que les travaux occasionneront la fermeture de l'accès Ouest pendant environ un an et demi.

2.2. Délais de réalisation

Le délai de réalisation de l'opération est fixé à 39 mois à compter de la date de validation de la convention par le Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France. La mise en service complète de l'accès est donc attendue pour décembre 2020.
Conformément au planning présenté dans l'AVP, la fin de la phase d'études PRO est prévue au 2ème trimestre 2018.

Le planning prévisionnel du projet est joint en annexe 3 à la présente convention.

ARTICLE 3. ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. L'Autorité organisatrice

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R 1241-30 et suivants du code des transports, Île-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France. A cet effet, Île-de-France Mobilités suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le Maître d'ouvrage.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, Île-de-France Mobilités est uniquement Autorité Organisatrice. Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage.

Dans le cadre de sa responsabilité d'Autorité Organisatrice, conformément aux articles L. 1241-2 et R. 1241-30 du code des transports, le Syndicat des Transports d'Île-de-France est amené à réaliser des expertises des projets sous maîtrise d'ouvrage des opérateurs des réseaux de transport, afin de veiller à la cohérence des investissements. A cet effet, le Syndicat des Transports d'Ile de France suit la mise en œuvre et veille au respect du programme, de l'objectif et des coûts du Projet.

3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations

3.2.1. Identification, engagements et périmètre d'intervention du Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage de l'opération est la RATP. La responsabilité du Maître d'ouvrage est définie conformément à la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 dite « loi MOP ».

La RATP assure la maîtrise d'ouvrage des éléments de l'infrastructure, ainsi que les biens dévolus à l'exploitation et à la gestion des services de transport sur le réseau RATP, conformément aux dispositions des articles L.2142-1 à L.2142-15 du code des transports.

Le Maître d'ouvrage s'engage à prévenir le Syndicat des Transports d'Île-de-France, en qualité d'Autorité Organisatrice des transports, des risques de dérive du planning et/ou des coûts dans les meilleurs délais. Le Syndicat des Transports d'Île-de-France informera alors les financeurs de la situation, en relation avec le maître d'ouvrage, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

3.2.2. Périmètre d'intervention du Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage est responsable de la conception et de la réalisation du système et des ouvrages qui le composent, ainsi que leur aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'Avant-projet approuvé par le Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 04/10/2017 pour le projet d'agrandissement de l'accès secondaire de la gare de Robinson.

Le Maître d'ouvrage est responsable du respect des délais, des dépenses et de leur échelonnement conformément aux termes de l'Avant-projet et dans la mesure où les financeurs ont eux-mêmes respecté le programme de mise en place des financements et leurs paiements.

3.2.3. Respect du coût d'objectif

Le Maître d'ouvrage s'engage sur le respect de son coût d'objectif en euros constants aux conditions économiques de référence de 01/2017 tel qu'il est défini à l'article 4.2.1.

3.2.4. Respect des délais de réalisation

Le Maître d'ouvrage s'engage sur la réalisation des opérations, objets de la présente convention et sur le respect des délais de réalisation précisés à l'article 2.2.

3.3. Les financeurs

3.3.1. Identification

Le financement des études de projet et des travaux de l'opération d'agrandissement de l'accès secondaire de la gare de Robinson figurant au Schéma Directeur du RER B Sud est assuré par :

- L'Etat (22,5 %),
- La Région Ile-de-France (52,5 %),
- La RATP (25 %).

Ce financement s'inscrit dans l'enveloppe dédiée aux Schémas Directeurs des RER prévue au Contrat de Plan Etat-Région sur la période 2015-2020.

La RATP est financeur sur son périmètre et bénéficiaire des financements versés par l'Etat et la Région et ci-après désignée « **le bénéficiaire** ».

3.3.2. Engagements

La signature de la Convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP/AE nécessaires à la réalisation, par le Maître d'ouvrage visé à l'article 3.2, des Etudes de Projet et des travaux, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visées à l'annexe 2.

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Estimation du coût des études de projet et des travaux

Le coût prévisionnel des dépenses relatives aux Etudes Projet et des travaux de l'opération de la présente convention est évalué à :

- **6 200 000 €** aux conditions économiques de janvier 2017

Et

- **6 500 000 €** courants conventionnels

L'estimation de ces dépenses inclut les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, ainsi qu'une provision pour aléas et imprévus, déterminée au stade de l'Avant-Projet.

Les montants en euros courants conventionnels sont estimés en actualisant les coûts prévus **aux conditions économiques de référence de janvier 2017**, par application des modalités de calculs de l'article 4.2.3.

Les appels de fonds seront calculés par application des modalités de calculs de l'article 4.4.1.

4.2. Coût global des études de projet et des travaux

4.2.1. Coût d'objectif du Maître d'ouvrage

Le coût d'objectif du Maître d'ouvrage au titre de la présente convention en euros constants aux conditions économiques de janvier 2017 est donné ci-dessous. Le coût en euros courants est donné à titre indicatif selon les modalités de l'article 4.2.3.

MOA	Coûts aux CE 01/2017 € HT	Coûts courants € HT
RATP	6 200 000	6 500 000

4.2.2. Coût de réalisation détaillé

Le Maître d'ouvrage fournit une estimation en euros constants et courants des postes.

Au titre du CPER 2015-2020 et de la présente convention, le détail des coûts est le suivant :

Etudes de conception détaillée et travaux d'agrandissement de l'accès secondaire de la gare de Robinson			
Maître d'ouvrage	Postes	Total M€ HT CE 01/2017	Total M€ HT Courants conventionnels
RATP	Génie civil	2,574	2,697
	BT, CFA, télécom et fluides	1,059	1,127
	EM, signalétique, caténaire, désamiantage	0,670	0,706
	PRI, SAV, et rémunération missions complémentaires	0,688	0,700
	Frais de MOE	0,439	0,450
	Frais de MOA	0,431	0,445
	Provisions pour Aléas et Imprévus (PAI)	0,339	0,375
TOTAUX		**6,200**	**6,500**

L'utilisation des provisions pour aléas et imprévus (PAI) du projet reste soumise à l'accord de l'ensemble des partenaires en Commission de Suivi de la Convention de Financement et sous réserve de justificatifs (note explicative détaillée,….).

4.2.3. <u>Modalités d'actualisation</u>

Les conditions économiques de référence de la présente convention sont celles de janvier 2017.

Pour être comparable au coût d'objectif, tous les coûts sont calculés aux conditions économiques de référence de la présente convention par application de l'indice professionnel TP 01. Les coûts sont exprimés en euros constants.

Cet indice est également utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants conventionnels :

- à partir des indices connus à la date de la convention,
- puis de 1,8 % par an au-delà.

Ceci définit les coûts exprimés en euros courants conventionnels.

Les états d'acompte seront établis en euros courants et en euros constants par application des derniers indices connus. Le solde sera établi en euros courants et en euros constants par application des indices définitifs.

Les appels de fonds seront payés en euros courants.

Le Maître d'ouvrage justifie in fine le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application des indices définitifs.

4.3. Plan de financement

Les études de projet et travaux, objet de la présente convention, sont financés sous forme de subvention d'investissement suivant la clé de répartition indiquée dans le tableau ci-après.
En conséquence, le plan de financement des études de projet et des travaux de la présente convention est établi en euros HT, aux conditions économiques de référence de janvier 2017, comme suit :

Accès Ouest– Gare de Robinson - SD RER B Sud (Euros CE 01/2017) Montant € HT et %				
	État 22,5%	**Région 52,5%**	**RATP 25%**	**Total**
Total	**1 395 000**	**3 255 000**	**1 550 000**	**6 200 000**

En euros courants conventionnels, le plan de financement de la présente convention est défini comme suit :

Accès Ouest - Gare de Robinson – SD RER B Sud (Euros courants) Montant € HT et %				
	État 22,5%	**Région 52,5%**	**RATP 25%**	**Total**
Total	**1 462 500**	**3 412 500**	**1 625 000**	**6 500 000**

4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région

Les appels de fonds seront payés en euros courants dans le respect du montant de la présente convention en euros constants.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de son approbation par la commission permanente de la Région Ile-de-France.

4.4.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le Maître d'ouvrage.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Maître d'ouvrage par financeur.
A cette fin, le Maître d'ouvrage transmettra aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Les états d'acompte seront établis en euros courants et en euros constants CE 01/2017 par application des derniers indices connus.

Le dossier de demande de versement des acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

a – Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le Maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des dépenses comptabilisées, leur date de comptabilisation et le montant des dépenses comptabilisées ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- la demande d'acompte est signée par le représentant dûment habilité du Maître d'ouvrage.

b – Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2.2, daté et signé par le représentant dûment habilité du Maître d'ouvrage ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3.

c- Plafonnement des acomptes

Par dérogation, le montant cumulé des acomptes pouvant être versés au Maître d'ouvrage est plafonné à 95% du montant total des subventions dues par la Région avant versement du solde et à 90 % pour l'Etat avant le versement du solde.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du bénéficiaire.

4.4.2. Versement du solde

Après achèvement des études de projet et de la phase réalisation couvertes par la présente convention, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents signés par le représentant de la RATP dûment habilité indiqué à l'article 4.4.3. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu. Le solde sera établi en euros courants et en euros constants CE 01/2017 calculés à partir des indices définitifs.

Pour la RATP, le versement du solde se fera sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses acquittées signé par le représentant dûment habilité du Maître d'ouvrage.

4.4.3. Paiement pour la RATP

Le versement des montants de subvention appelés par la RATP doit être effectué dans un délai conforme aux règlements budgétaires de chacun des financeurs à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.4.1 de la présente convention.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance des bénéficiaires.

4.4.4. Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- RATP sur le compte RATP ENCAISSEMENTS COLLECTIVITES CALYON

Code banque : 31489
Code guichet : 00010
N° compte : 00 198 757 753
Clé : 47

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Téléphone / courriel
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	01.40.61.86.08 Veronique.schaeffer@ developpement- durable.gouv.fr
Région Île-de-France	35, boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle Logement Transports	
Île-de-France Mobilités	39-41 rue de Châteaudun 75009 PARIS	Direction des Infrastructures	01.53.59.14.02 Arnaud ZIMMERMAN

RATP	Maison de la RATP LAC C42 54 quai de la Râpée 75599 PARIS Cedex 12	Contrôle de Gestion et Finances / Contrôle de Gestion Investissements	subvention.investissement@ratp.fr

4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.
Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente de la Région Ile-de-France, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Cette opération faisant l'objet de l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6. Comptabilité du Bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres à ces études et travaux.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs et l'AO de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE

5.1. Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire jugée utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

5.2. Par le Syndicat des Transports d'Île-de-France

Conformément à l'article R1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.
Pour répondre à ce suivi, le Maître d'ouvrage fournit et actualise la fiche de programmation financière présentée à l'occasion de chacun des comités de suivi de la convention de financement tels que décrits ci-dessous à l'article 7.1.

5.3. Intervention d'experts

Sur proposition de l'Autorité Organisatrice ou à la demande de l'un des financeurs après information préalable des autres financeurs et de l'Autorité Organisatrice, le Maître d'ouvrage s'engage à permettre aux experts désignés ou missionnés par l'Autorité Organisatrice, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet sous réserve de l'accord du chef de Projet, qui pourra le refuser pour des raisons de sécurité, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Le Maître d'ouvrage est chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

ARTICLE 6. GESTION DES ECARTS

6.1. Dispositions en cas d'écart ou de dépassement du coût d'objectif prévisionnel de la Convention

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.1 de la présente convention constitue un plafond global pour le bénéficiaire.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le bénéficiaire s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement du montant visé à l'article 4.1, les co-financeurs sont informés lors de la réunion du comité des financeurs. Le bénéficiaire doit obtenir l'accord préalable des co-financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe au Maître d'ouvrage.

En cas de désaccord des financeurs (Etat, Région) et d'Île-de-France Mobilités, les parties se rencontreront afin d'envisager les différents scenarii dans lesquels l'achèvement des études de projet et des travaux peut être proposé.

6.2. Dispositions en cas de modification des délais

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect de tout ou partie des délais de réalisation des Etudes Projet et travaux prévus à l'article 2 de la Convention ne peut être assuré, l'Etat, la Région et l'AO peuvent solliciter du Maître d'ouvrage un rapport détaillé sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par l'AO à l'Etat et à la Région, qui s'appuiera sur les éléments transmis par le Maître d'ouvrage, et précisera la nécessité éventuelle de réaliser une étude AVP modificatif.

Il indiquera notamment les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux. Par ailleurs cet avis précisera l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport et de l'avis formulé par l'AO, l'Etat et la Région émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre l'Etat, la Région, Île-de-France Mobilités et le Maître d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant.

ARTICLE 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

La gouvernance s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge de la réalisation de l'Opération et les financeurs, de comités de suivi composés des élus et des financeurs, et de réunions du Maître d'ouvrage auxquelles peuvent être conviés les financeurs.

7.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF)

A l'initiative d'Île-de-France Mobilités, il est constitué un Comité de Suivi de la Convention de Financement, ci-après désigné « le Comité de Suivi ou CSCF » comprenant des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention. Ce Comité de Suivi aborde principalement les questions techniques et financières du Projet.

Le CSCF se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire, les membres étant convoqués par Île-de-France Mobilités avec un préavis minimum d'un mois.

En tant que de besoin, et notamment pour les questions comptables, à l'initiative d'un des membres, le Comité de Suivi peut être réuni en séance extraordinaire par Île-de-France Mobilités, dans le mois de sa saisine par le demandeur.

Le Maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses. Ce compte-rendu est analysé par Île-de-France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis d'Île-de-France Mobilités aux financeurs.
A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par le Maître d'ouvrage devront être transmis aux membres du Comité de Suivi sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité de Suivi.

Le suivi de l'Opération s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'Opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre),
- le point sur l'avancement des Etudes et des travaux,
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature,
- la liste des principaux marchés signés avec leur montant d'engagement,
- la liste des principaux marchés à venir,
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu,
- un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour le maître d'ouvrage,
- un état des lieux sur la consommation des provisions,
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais,
- un état d'avancement des dépenses et l'EAT,
- le montant des dépenses comptabilisées,
- le montant des subventions appelées et versées,
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).

Au titre de la présente convention, et le cas échéant pour les autres conventions de financement et programme de financement PQI en vigueur concernant le même Projet, le maître d'ouvrage effectue une mise à jour des prévisions pluriannuelles de ses dépenses et de ses engagements. Ces tableaux couvrent la totalité de la période du Projet. Ils sont établis en euros courants conventionnels et en euros constants aux conditions économiques de référence de 01/2017 pour toute la période de réalisation.

Lors de sa première séance, le Comité de Suivi acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés du Maître d'ouvrage et leur décomposition, celui-ci servant de base au suivi, en termes financier et d'avancement, du Projet.

3/ La communication autour du Projet :

- le suivi du plan de communication mis en place pour le Projet,
- les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

7.2. Comité des financeurs

Il réunit, sous la présidence d'Île-de-France Mobilités, les financeurs et le Maître d'ouvrage. Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois.

Le Maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses réalisées sur la base des documents transmis. A cette fin, l'ensemble des documents devra être transmis aux membres du Comité sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité des financeurs.

Ce Comité des financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du projet dans le respect des délais et de coûts prévus à l'avant-projet.

Il se réunit en tant que de besoin concernant des questions ayant des incidences majeures sur l'opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés par le CSCF décrit à l'article 7.1. Le Maître d'ouvrage présente alors au Comité des financeurs les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le projet, et ce, en vue de permettre au Comité de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'opération. Le cas échéant, les dispositions prévues aux articles 6 et 10 de la présente convention seront mises en œuvre.

7.3. Information hors CSCF et comité des financeurs

Le Maître d'ouvrage s'engage pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des travaux du projet d'agrandissement de l'accès secondaire de la gare de Robinson devant le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France à la demande de ce dernier ;
- à informer les financeurs, entre deux CSCF, de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;
- à informer Île-de-France Mobilités et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent également à inviter Île-de-France Mobilités et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins quinze (15) jours avant la réunion.

ARTICLE 8. MODIFICATION DES AVANT-PROJETS

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'Avant-Projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (article 2 de la Convention), entraînant un décalage de la mise en service, ou des objectifs de coûts précisés à l'article 4.1.de la Convention, peut conduire, selon l'appréciation d'Île-de-France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la réalisation d'un avant-projet modificatif, présenté au Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France.

En conséquence, dès que le Maître d'ouvrage envisage des modifications significatives du programme de l'opération, précisé notamment à l'article 2 de la Convention, il transmettra, à Île-de-France Mobilités ainsi qu'à l'Etat et la Région, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Il devra veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Île-de-France Mobilités validera les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou appréciera l'opportunité d'une saisine du Comité de Suivi ainsi que la

nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

L'avant-projet modificatif sera présenté au Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France. Il donnera lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la Convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation du Projet. Les travaux concernés ne pourront avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.
L'application de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par le Maître d'ouvrage de demandes, d'un des Financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet. La prise en compte de ces modifications sera soumise à l'accord préalable du Maître d'ouvrage. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

ARTICLE 9. DIFFUSION DES DOCUMENTS, CONFIDENTIALITE ET COMMUNICATION

Les règles et dispositions décrites dans le paragraphe suivant s'appliqueront exclusivement à la présente convention **« Schéma Directeur du RER B Sud – Etudes PRO/REA d'agrandissement de l'accès secondaire de la gare de Robinson ».**

9.1. Propriété intellectuelle et diffusion des études

Les études réalisées dans le cadre de la présente convention restent de la propriété du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage transmettra, dans le respect du secret industriel et commercial et sous réserve des droits des tiers, aux financeurs et à l'AO les résultats d'études et, sur demande des financeurs et du Syndicat des Transports d'Île-de-France, les études visées à l'article 1 et tout autre document et support d'information nécessaires au Syndicat des Transports d'Île-de-France pour remplir son rôle d'Autorité Organisatrice.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité de toutes les informations considérées comme confidentielles conformément à l'article 9.3.

9.2. Communication institutionnelle des financeurs

Les présents signataires s'engagent à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elle vise, notamment par une indication portée sur les documents finaux. L'ensemble des dossiers d'études, documents et supports d'information mentionnera de manière explicite les logos des financeurs.

Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de projets Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre entre partenaires : l'Etat, la Région, RATP
- l'ordre des financeurs : l'Etat, la Région et la RATP
- en dernier : le logo du Syndicat des Transports d'Île-de-France

9.3. Confidentialité

Au sens du présent article, l'expression « Informations Confidentielles» recouvre toutes les informations ou données de nature commerciale, financière ou technique, quelle qu'en soit la nature ou la forme (écrite ou orale et notamment tous documents écrits ou imprimés, modèles, disques, DVD, cédéroms et plus généralement toutes formes et modèles susceptibles d'être adoptés), qui seront transmises par la RATP au Syndicat des Transports d'Île-de-France, à l'Etat et à la Région dont ils auraient connaissance au cours de leurs missions respectives.

L'absence de mention confidentielle portée sur les documents ne vaudra en aucun cas dérogation à cette règle. Les parties s'engagent à ce que, pendant la durée de la présente convention et à l'issue de dix (10) années qui s'ensuivront, les informations confidentielles telles que définies ci-avant :

- soient traitées avec la même précaution que les parties portent à la préservation de leurs propres Informations Confidentielles ;
- ne soient pas utilisées dans un cadre autre que leurs missions respectives telles que définies à l'article 2;
- pour permettre au Syndicat des Transports d'Île-de-France d'assurer son rôle d'Autorité organisatrice et de mener à bien ses propres expertises, la RATP autorise le Syndicat des Transports d'Île-de-France à faire appel à des prestataires dans le cadre stricte de leurs missions qui leurs ont été confiées et communiquer à cet effet des Informations Confidentielles. Le Syndicat des Transports d'Île-de-France s'assurera que ses prestataires s'engagent à signer un accord de confidentialité.
- ne soient pas divulguées à des tiers, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la partie propriétaire des informations,;
- conformément à l'article 1120 du code civil, les parties se portent fort pour tout leur personnel (salariés et collaborateurs, intervenants), du respect de cette obligation de confidentialité.

La présente convention ne s'applique pas aux informations confidentielles pour lesquelles les parties apporteraient la preuve écrite :

- qu'elles étaient en leurs possession ou qu'elles étaient tombées dans le domaine public avant qu'elles ne leurs soient communiquées par l'autre Partie ;
- qu'elles sont, postérieurement à la date de la signature de la présente convention, tombées dans le domaine public et ce, sans violation des termes de la convention ;
- qu'elle les a licitement acquises d'un tiers qui était en droit de les divulguer.

Enfin, les parties ne seront pas soumises à l'obligation de confidentialité prévue au présent article :

- en cas d'injonction d'un tribunal ou de toute autre autorité de contrôle de fournir des informations confidentielles à l'autre partie ;
- en application d'une obligation légale ou réglementaire qui imposerait à la partie destinataire de communiquer des Informations Confidentielles de l'autre partie.

En cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, ils devront informer la partie propriétaire des informations de la requête ou de l'injonction qui leur a été faite de communiquer.

ARTICLE 10. BILAN DE L'OPERATION

10.1. Bilan physique et financier

Le Maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité, au plus tard cinq ans après la mise en service, un bilan financier et physique des aménagements relevant de son périmètre dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan présentera notamment une décomposition selon les postes constitutifs de son coût d'objectif, défini à l'article 4.2.1, ramenée aux conditions économiques de l'Avant-Projet (avec mise en évidence du montant de l'actualisation réglée par le Maître d'ouvrage) afin de permettre une comparaison.

Ce bilan comportera notamment :
- un rapport de présentation indiquant le descriptif des aménagements réalisés et retraçant l'évolution éventuelle du coût de réalisation et des principales décisions concernant les aménagements dont il assure la maîtrise d'ouvrage,
- le récapitulatif des subventions attribuées,
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs (y compris fonds propres),
- le récapitulatif des dépenses comptabilisées à la date de réalisation du bilan (établi sur la base des décomptes généraux définitifs des marchés lorsqu'ils existent),
- le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses comptabilisées par le Maître d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les versements effectués par les financeurs,
- un état des éventuelles suggestions de compléments d'aménagement le concernant consécutives à la mise en service de l'opération.

10.2. Évaluation économique, sociale et environnementale

Les signataires de la présente convention ont décidé la réalisation des opérations en tenant compte de l'évaluation économique et sociale effectuée par le Maître d'ouvrage et figurant dans l'Avant-projet approuvé par Île-de-France Mobilités. Cette évaluation préalable comporte un bilan prévisionnel des avantages et inconvénients entraînés par la mise en service des opérations. C'est au vu des prévisions et objectifs explicités dans l'Avant-projet que les signataires ont pu reconnaître ensemble la validité économique et sociale de l'opération.
Sous le pilotage d'Île-de-France Mobilités, le Maître d'ouvrage organise conjointement la collecte des informations nécessaires au bilan a posteriori, à établir au plus tard dans les cinq

années qui suivent la mise en service, comme stipulé au Contrat de Projets État – Région d'Ile-de-France. Le Maître d'ouvrage transmettra ce bilan à Île-de-France Mobilités ainsi qu'à l'Etat et la Région.

ARTICLE 11. DISPOSITIONS GENERALES

11.1. Modification de la convention

La convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.5 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

11.2. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la convention.

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable dans un délai de deux (2) mois à compter de la naissance du différend, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

11.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au bénéficiaire, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le Maître d'ouvrage

procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire des subventions.

11.4. Date d'effet et durée de la convention

La Convention prend effet à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres Parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date fixée par la délibération de la commission permanente de la Région Ile-de-France approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes.

Sans préjudice des articles 5, 9 et 10, la Convention expire soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 11.3, soit après la réalisation des étapes suivantes :

- mise en service du projet indiqué à l'article 2 de la Convention,
- paiement du solde de la totalité des subventions dues au Maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4 de la Convention.

La convention expire au plus tard le 01/01/2025.

11.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour l'Etat **Michel CADOT** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PÉCRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
Pour la RATP, **Catherine GUILLOUARD** Présidente Directrice Générale	Pour le Syndicat des Transports d'Île-de-France (Île-de-France Mobilités), **Laurent PROBST** Directeur Général

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme de l'opération

Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds et des dépenses

Annexe 3 : Calendrier

ANNEXE 1
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE RATP
Maître d'ouvrage : Département de la Maîtrise d'Ouvrage des Projets

ANNEXE 2

Echéancier prévisionnel

2.1 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS EN K€ CONSTANTS 2017

k€ HT Constants 2017	2017	2018	2019	2020	2021	TOTAL
Total	75,9	449,8	1 574,1	2 810,8	1 289,4	6200,0

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS EN K€ COURANTS

k€ HT Courants	2017	2018	2019	2020	2021	TOTAL
Total	75,9	457,9	1 631,2	2 965,3	1 369,7	6500,0

2.2 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES

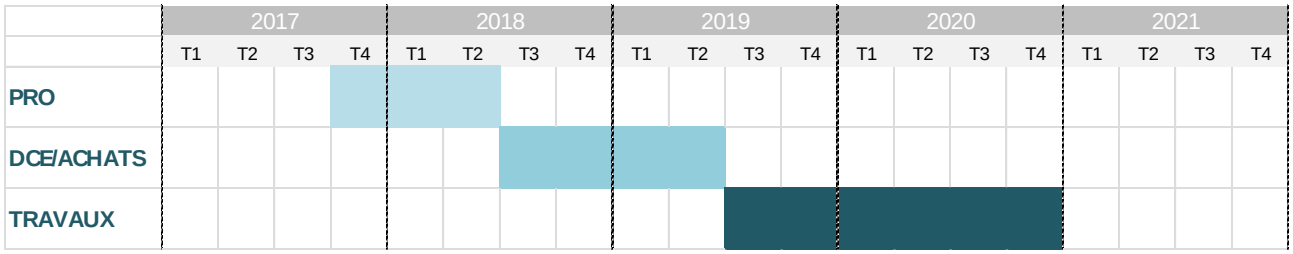
ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS EN AP/AE EN € COURANTS

€ HT COURANTS	2017 RATP	TOTAL
Etat	1 462 500	1 462 500
Région	3 412 500	3 412 500
RATP	1 625 000	1 625 000
Total	**6 500 000**	**6 500 000**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS RATP EN € COURANTS

€ HT Courants	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
Etat	**86 144**	**279 880**	**568 076**	**426 678**	**101 722**	**1 462 500**
Région	**201 002**	**653 053**	**1 325 510**	**995 583**	**237 352**	**3 412 500**
RATP	**95 715**	**310 978**	**631 195**	**474 088**	**113 024**	**1 625 000**
Total	**382 861**	**1 243 911**	**2 524 781**	**1 896 349**	**452 098**	**6 500 000**

ANNEXE 3
Calendrier indicatif



ANNEXE 5 : Convention de financement relative aux études de projet et premiers travaux d'aménagement de la gare de Villeneuve Saint-Georges

2017

Schéma Directeur du RER D

Convention de financement

Aménagement de la gare de Villeneuve Saint-Georges

Etudes de projet et premiers travaux d'aménagement de la gare de Villeneuve Saint-Georges

Schéma Directeur du RER D

« Convention relative aux études Projet et premiers travaux d'aménagement de la gare de Villeneuve Saint-Georges »

SOMMAIRE

CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION 6
Article 1. Objet de la convention 7
Article 2. Périmètre et calendrier de réalisation des études projet et travaux de l'aménagement de la gare de Villeneuve Saint Georges 8
2.1. Contexte 8
2.2. Délais de réalisation 8
Article 3. Rôles et engagements des parties 9
3.1. L'Autorité organisatrice 9
3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations 9
3.3. Les financeurs 10
3.4. Les bénéficiaires 10
Article 4. Modalités de financement et de paiement 11
4.1. Estimation du coût des études de Projet/DCE et des travaux 11
4.2. Coût global des études Projet/DCE et des travaux 11
4.3. Plan de financement 13
4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région 13
4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région 15
4.6. Comptabilité du Bénéficiaire 16
Article 5. Modalités de contrôle 16
5.1. Par les financeurs 16
5.2. Par le Syndicat des Transports d'Île-de-France 16
5.3. Intervention d'experts 17
Article 6. Gestion des écarts 17
6.1. Dispositions en cas d'écart ou de dépassement du coût d'objectif prévisionnel de la Convention 17
6.2. Dispositions en cas de modification des délais 17
Article 7. Organisation et suivi de la présente convention 18
7.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF) 18
7.2. Comité des financeurs 19
7.3. Information hors CSCF et comité des financeurs 20
Article 8. Modification des avant-projets 20
Article 9. Diffusion des documents, confidentialité et communication 21
9.1. Propriété intellectuelle et diffusion des études 21
9.2. Communication institutionnelle des financeurs 21
9.3. Confidentialité 21
Article 10. Bilan de l'opération 23
10.1. Bilan physique et financier 23
10.2. Évaluation économique, sociale et environnementale 23
Article 11. Dispositions générales 24
11.1. Modification de la convention 24
11.2. Règlement des litiges 24
11.3. Résiliation de la convention 24
11.4. Date d'effet et durée de la convention 25
11.5. Mesures d'ordre 25
Annexes 27

Entre,

En premier lieu,

- L**'État**, représenté par le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris,

- La **Région Île-de-France** (ci-après « la Région »), représentée par la Présidente du Conseil Régional, dûment mandaté par délibération n° de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du ,

Ci-après désignés par « **les financeurs** »,

En deuxième lieu,

- **SNCF Mobilités**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Bobigny sous le numéro 552 049 447, dont le siège est à Saint-Denis (93200), 2 place aux Etoiles, représentée par Patrick ROPERT, Directeur Général de Gares & Connexions, dûment habilité à signer la présente convention,

Ci-après désigné par « **le Maître d'ouvrage »**,

En troisième lieu,

- **le Syndicat des Transports d'Ile de France**, dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2016/091 en date du 30 mars 2016,

Ci-après désigné par « Île-de-France Mobilités », « le Syndicat des Transports d'Île-de-France », « l'Autorité Organisatrice » ou « l'AO »,

Ci-après collectivement désignés comme « **les Parties** »

Visas

Vu le code des transports,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de l'environnement,
Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,
Vu la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et relative à la création de l'Epic SNCF et de ses deux filiales SNCF Mobilités et SNCF Réseau,
Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application 2002-428 du 25 mars 2002,
Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France,
Vu le décret n° 2015-138 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Mobilités,
Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015,
Vu La délibération cadre n° CR 123-16 du Conseil Régional du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020,
Vu le règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016,
Vu le schéma de principe de l'opération « RER D » approuvé par décision n° 2009/0567 du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France 08 juillet 2009,

Vu la convention de financement entre l'Etat et la Région Ile de France relative aux études d'Avant-Projet de l'opération « RER D+ scénario de desserte à l'horizon 2014 », votée en Commission Permanente Régionale n° CP 09-1225 du 17 novembre 2009,

Vu la convention de financement entre la Région Ile de France et le STIF relative aux études préliminaires et d'Avant-Projet de l'opération « Schéma Directeur du RER D – Modernisation des gares » votée en Commission Permanente Régionale n° CP 13-419 du 30 mai 2013 et approuvée par décision n° 2013/174 du Conseil du STIF du 10 juillet 2013,

Vu l'approbation de l'avant-projet relatif aux premiers travaux d'aménagement de la gare de Villeneuve Saint-Georges et de sa convention de financement par décision du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 04/10/2017.

Il est convenu ce qui suit :

DEFINITIONS

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la mise en service de la gare de Villeneuve Saint-Georges, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne l'étape du Projet et son financement définis dans le cadre de la présente convention.

« **Etudes** » : désigne les Etudes PROJET réalisées par le maître d'ouvrage définies dans le cadre de la présente convention de financement.

« **Résultats des Etudes** » : désigne les synthèses des Etudes PROJET réalisées dans le cadre de la présente convention de financement.

CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION

Le Schéma de Principe du RER D, voté au Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 08 juillet 2009, a été élaboré pour deux horizons : le court terme (SA2014) et le long terme (> 2020). Les différents objectifs consistent à moderniser les infrastructures existantes (modernisation du nœud de Corbeil-Essonnes, travaux de signalisation, aménagement d'infrastructures lourdes, modification des schémas de desserte et renfort d'offre, mesures de gestion des situations perturbées …). Ces opérations, dont celles dites de « court terme » qui doivent être mises en service dès le SA2014 (décembre 2013), devraient fortement contribuer à améliorer la robustesse de la ligne.
En complément, le Syndicat des Transports d'Ile-de-France a souhaité qu'un programme d'un montant total de 70M€ (aux conditions économiques de janvier 2008) relatif à la modernisation des gares extra-muros du RER D soit financé afin de valoriser sa mise en œuvre. L'objectif consiste à élaborer un programme d'aménagement complémentaire pour l'aménagement des gares de la ligne les plus problématiques.
Sur cette base, un premier travail technique préliminaire mené par la SNCF en collaboration étroite avec RFF, le Syndicat des Transports d'Ile-de-France et la Région, a permis d'identifier 6 gares de la ligne D répondant à des problématiques :

- d'accompagnement des projets urbains majeurs ou des projets de maillages aux gares RER D (TZen, …),
- de fonctionnement des gares (désaturation / capacitaire),
- relatives à l'état des installations « lourdes » en gares (quais, abris (bénéfice sur la régularité), passerelles et souterrains,
- relatives à la nécessité de réaliser un site complet et en cohérence (SDA, IMPAQT).

Les gares retenues sont :

- Melun,
- Villeneuve Saint-Georges,
- Saint-Denis Stade de France,
- Maisons-Alfort-Alfortville,
- Lieusaint-Moissy,
- Corbeil-Essonnes.

Les études préalables et d'Avant-Projet sont menées depuis l'été 2013, en lien étroit avec les programmes connexes déjà engagés pour la plupart (SDA, Impaqt, pôles PDU…).
La présente convention concerne les études Projet et la phase réalisation de la gare de Villeneuve Saint-Georges.

Elle porte sur le périmètre de maîtrise d'ouvrage de SNCF Mobilités.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de fixer les engagements réciproques des parties pour le financement et la conduite des études Projet/DCE et des travaux concernant l'aménagement de de la gare de Villeneuve Saint-Georges.

Elle a pour objet :

- de définir les modalités de financement des études Projet et travaux de l'aménagement de la gare de Villeneuve Saint-Georges,
- de préciser les conditions de suivi de ces études et travaux dans le respect du calendrier général du projet,
- de définir les documents à remettre aux Parties.

Pour mémoire : pour toute décision antérieure à juillet 2017, il est fait mention du STIF. Pour toute décision à partir de juillet 2017, il est fait mention du Syndicat des Transports d'Île-de-France dont le nom d'usage est Île-de-France Mobilités.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Schéma Directeur du RER D - Etudes de projet et premiers travaux d'aménagement de la gare de Villeneuve Saint-Georges »

ARTICLE 2. PERIMETRE ET CALENDRIER DE REALISATION DES ETUDES PROJET ET TRAVAUX DE L'AMENAGEMENT DE LA GARE DE VILLENEUVE SAINT GEORGES

2.1. Contexte

Cette convention concerne les études Projet/DCE et les travaux d'aménagement de la gare de Villeneuve Saint-Georges sous maîtrise d'ouvrage de SNCF Mobilités.

Le projet de restructuration du bâtiment gare a pour objectifs principaux :

- d'améliorer l'intermodalité au droit de la gare, en cohérence avec le projet de réaménagement de la RN 6 et la réorganisation des lignes de bus en correspondance,
- d'améliorer la lisibilité des espaces en gare et la fluidité des cheminements des voyageurs,
- d'augmenter l'offre de services en gare,
- d'optimiser la gestion de la gare.

Il prévoit à cet effet la reconstruction complète d'un bâtiment gare de deux étages sur l'emprise du bâtiment actuel, entre les voies ferrées et la RN6. Le projet permet notamment de libérer le rez-de-chaussée de la gare pour réorganiser les fonctionnalités voyageurs, en relogeant les locaux exploitants sur les deux étages du nouveau bâtiment :

- création d'une zone intermodale bus devant le bâtiment voyageurs couvert,
- équipement de la zone intermodale bus de bancs « connectés »,
- maintien en exploitation du bras du passage souterrain sous RN 6 relié à la mairie, avec rétrécissement de la trémie d'escaliers fixes devant le futur bâtiment gare,
- suppression des coudes des passages souterrains pour fluidifier les flux de sortie des passages souterrains, et augmentation du nombre de CAB,
- réimplantation de la bulle d'accueil au centre de la ligne de contrôle billets,
- implantation de trois guichets de billetterie SNCF et aménagement de son back-office (avec une partie en R+1 accessible depuis le Quai 1 et depuis le rez-de-chaussée et une partie en R+2),
- implantation d'un sanitaire PMR.

Les plans du bâtiment gare figurent en annexe 4.

2.2. Délais de réalisation

Le délai de réalisation des études PRO/DCE et des travaux est fixé à 59 mois à compter de la date de validation de la convention par le Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France. La mise en service complète de la gare de Villeneuve Saint-Georges est donc attendue pour septembre 2022.

Conformément au planning présenté dans l'APS, la fin de la phase d'études PRO est prévue en novembre 2018.

Le planning prévisionnel du projet est joint en annexe 3 à la présente convention.

ARTICLE 3. ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. L'Autorité organisatrice

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, Île-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France. A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des Projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. Île-de-France Mobilités désigne le ou les maîtres d'ouvrage des Projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, Île-de-France Mobilités est uniquement Autorité Organisatrice. Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage.

Dans le cadre de sa responsabilité d'Autorité Organisatrice, conformément aux articles L. 1241-2 et R. 1241-30 du code des transports, le Syndicat des Transports d'Île-de-France est amené à réaliser des expertises des projets sous maîtrise d'ouvrage des opérateurs des réseaux de transport, afin de veiller à la cohérence des investissements. A cet effet, le Syndicat des Transports d'Ile de France suit la mise en œuvre et veille au respect du programme, de l'objectif et des coûts du Projet.

3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations

3.2.1. Identification et engagements du maître d'ouvrage

Conformément aux dispositions de la Loi n° 2014-872, SNCF Mobilités est maître d'ouvrage sur les biens dévolus à l'exploitation et à la gestion des services de transport sur le Réseau ferré national.

Le maître d'ouvrage s'engage sur le respect de son coût prévisionnel de la présente convention en euros constants aux conditions économiques de référence de juin 2016 tel qu'il est défini à l'article 4.2.1.
Ce respect sera examiné par comparaison entre le coût final justifié par le maître d'ouvrage ramené en euros constants sur la base de l'indice TP01 et le coût d'objectif prévisionnel de la convention fixé en euros constants.
Le Maître d'ouvrage s'engage sur la réalisation des éléments d'études PRO et travaux, tels que définis dans l'article 2.1, objet de la présente convention et sur le respect des délais de réalisation précisés à l'article 2.2.

Le Maître d'ouvrage s'engage à prévenir le Syndicat des Transports d'Île-de-France, en qualité d'Autorité Organisatrice des transports, des risques de dérive du planning et/ou des coûts dans les meilleurs délais. Le Syndicat des Transports d'Île-de-France informera alors les financeurs de la situation, en relation avec le maître d'ouvrage, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

3.2.2. Périmètre d'intervention du Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage est responsable de la conception et de la réalisation du système et des ouvrages qui le composent, ainsi que leur aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'Avant-projet approuvé par le Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 04/10/2017 pour le projet de rénovation de la gare de Villeneuve Saint-Georges.

Le Maître d'ouvrage est responsable du respect des délais, des dépenses et de leur échelonnement conformément aux termes de l'Avant-projet et dans la mesure où les financeurs ont eux-mêmes respecté le programme de mise en place des financements et leurs paiements.

3.2.3. Respect du coût d'objectif

Le maître d'ouvrage s'engage sur le respect de son coût d'objectif en euros constants aux conditions économiques de référence de 06/2016 tel qu'il est défini à l'article 4.2.1.

3.2.4. Respect des délais de réalisation

Le maître d'ouvrage s'engage sur la réalisation des opérations, objets de la présente convention et sur le respect des délais de réalisation précisés à l'article 2.2.

3.3. Les financeurs

3.3.1. Identification

Le financement des études PRO/DCE et premiers travaux, objet de la présente convention, s'inscrit dans le cadre Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, pour un montant total de 13 360 000 € courants conventionnels, réparti selon les clés de répartition suivantes :

- L'Etat (22,5 %), soit 3 006 00 0 € ;
- La Région Ile-de-France (52,5 %), soit 7 014 000 € ;
- SNCF Mobilités (25 %), soit 3 340 000 €.

3.3.2. Engagements

La signature de la Convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP/AE nécessaires à la réalisation, par les Maîtres d'ouvrage visés à l'article 3.2, des Etudes de Projet/DCE et des travaux, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visées à l'annexe 2.

3.4. Les bénéficiaires

SNCF Mobilités est bénéficiaire des financements versés par l'Etat et la Région Ile-de-France et ci-après désigné « le bénéficiaire ».

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Estimation du coût des études de Projet/DCE et des travaux

Le coût prévisionnel des dépenses relatives aux Etudes Projet/DCE et des travaux de l'opération de la présente convention est évalué à :

- **12 663 772 €** aux conditions économiques de juin 2016

Et

- **13 360 000 €** courants conventionnels

L'estimation de ces dépenses inclut les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, ainsi qu'une provision pour aléas et imprévus, déterminée au stade de l'Avant-Projet.

Les montants en euros courants conventionnels sont estimés en actualisant les coûts prévus **aux conditions économiques de référence de juin 2016**, par application des modalités de calculs de l'article 4.2.3.

Les appels de fonds seront calculés par application des modalités de calculs de l'article 4.4.1.

4.2. Coût global des études Projet/DCE et des travaux

4.2.1. Coût d'objectif du Maître d'ouvrage

Le coût d'objectif du maître d'ouvrage au titre de la présente convention en euros constants aux conditions économiques de juin 2016 est donné ci-dessous. Le coût en euros courants est donné à titre indicatif selon les modalités de l'article 4.2.3.

MOA	Coûts aux CE 06/2016 € HT	Coûts courants € HT
SNCF Mobilités	12 663 772	13 360 000

4.2.2. Coût de réalisation détaillé

Le maître d'ouvrage fournit une estimation de niveau APS en euros constants et courants des différents postes pour toutes les phases, dont le détail figure à titre indicatif en annexe 3.

Au titre du CPER 2015-2020 et de la présente convention, le détail des coûts est le suivant :

Etudes de conception détaillée et travaux			
Maître d'ouvrage	**Opérations**	**Coût en € constants CE 06/16**	**Coût en € courants conventionnels**
SNCF MOBILITES	Travaux	9 920 289	10 465 685
	Provision pour Risques	748 387	789 532
	MOE	1 488 043	1 569 853
	CT/CSPS/OPC	198 406	209 314
	Frais MOA	348 202	367 345
	Communication	119 549	126 122
	Forfait MOA	362 235	382 149
	Phases déjà financées (EP/AVP/données)	-521 338	-550 000
TOTAL		**12 663 772**	**13 360 000**

L'utilisation des provisions pour aléas et imprévus (PAI) du projet reste soumise à l'accord de l'ensemble des partenaires en Commission de Suivi de la Convention de Financement et sous réserve de justificatifs (note explicative détaillée,….).

Afin de s'assurer de la cohérence d'ensemble des investissements du projet complet de rénovation de la gare de Villeneuve Saint-Georges, la SNCF opère auprès de l'AO un reporting de l'ensemble de ces dépenses et de l'état d'avancement des opérations structurellement dépendantes dans le planning de la rénovation de la gare. Ils sont présentés dans le cadre des comités prévus à l'article 7 de la présente convention.

4.2.3. <u>Modalités d'actualisation</u>

Les conditions économiques de référence de la présente convention sont celles de juin 2016.
Pour être comparable au coût d'objectif, tous les coûts sont calculés aux conditions économiques de référence de la présente convention par application de l'indice professionnel TP 01. Les coûts sont exprimés en euros constants.

Cet indice est également utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants conventionnels :

- à partir des indices connus à la date de la convention,
- puis de 1,8 % par an au-delà.

Ceci définit les coûts exprimés en euros courants conventionnels.

Les états d'acompte seront établis en euros courants et en euros constants par application des derniers indices connus. Le solde sera établi en euros courants et en euros constants par application des indices définitifs.

Les appels de fonds seront payés en euros courants.

Le maitre d'ouvrage justifie in fine le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application des indices définitifs.

4.3. Plan de financement

Les études Projet/DCE et travaux, objet de la présente convention, sont financés sous forme de subvention d'investissement suivant la clé de répartition indiquée dans le tableau ci-après.

En conséquence, le plan de financement des études Projet et travaux de la présente convention est établi en euros HT, aux conditions économiques de référence de juin 2016, comme suit :

Modernisation gare de Villeneuve Saint-Georges Montant € constant 06/2016 HT et %				
	Etat 22,5 %	**Région 52,5 %**	**SNCF Mobilités 25 %**	**TOTAL**
MOA SNCF Mobilités	2 849 349	6 648 480	3 165 943	**12 663 772**
S/TOTAL	2 849 349	6 648 480	3 165 943	**12 663 772**

En euros courants conventionnels, le plan de financement de la présente convention est défini comme suit :

Modernisation gare de Villeneuve Saint-Georges Montant € courants conventionnels HT et %				
	Etat 22,5 %	**Région 52,5 %**	**SNCF Mobilités 25 %**	**TOTAL**
MOA SNCF Mobilités	3 006 000	7 014 000	3 340 000	**13 360 000**

4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région

Les appels de fonds seront payés en euros courants dans le respect du montant de la présente convention en euros constants.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de son approbation par la commission permanente de la Région Ile-de-France.

4.4.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du maître d'ouvrage par financeur.

A cette fin, le maître d'ouvrage transmettra aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Les états d'acompte seront établis en euros courants et en euros constants CE 06/2016 par application des derniers indices connus.

Le dossier de demande de versement des acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

a – Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des dépenses comptabilisées, leur date de comptabilisation et le montant des dépenses comptabilisées ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- la demande d'acompte est signée par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage.

b – Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2.2, daté et signé par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- un récapitulatif des factures comptabilisées, daté et signé par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage.

c- Plafonnement des acomptes

Par dérogation, le montant cumulé des acomptes pouvant être versés au maître d'ouvrage est plafonné à 95% du montant total des subventions dues par la Région avant versement du solde et à 90 % pour l'Etat avant le versement du solde.
L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du bénéficiaire.

4.4.2. Versement du solde

Après achèvement des études et travaux couverts par la présente convention, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents prévus dans l'article 2.1 et signés par le représentant légal des organismes indiqués à l'article 3.4. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Le versement du solde pour SNCF Mobilités se fera sur présentation des factures acquittées.

4.4.3. Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.4.1. Dans la mesure du possible, les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du bénéficiaire.

4.4.5. Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- SNCF Mobilités sur le compte ouvert de l'Agence Centrale de la Banque de France à Paris, dont le relevé d'identité bancaire est le suivant :

Code banque : 30001
Code guichet : 00064
N° compte : 00000062471
Clé : 31

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Fonction Téléphone / courriel
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
Région Île-de-France	35, boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle Logement-Transports, Direction des transports	emmanuel.hastings@iledefrance.fr
SNCF Mobilités	Transilien SNCF Département Gestion Finances 34 – rue du Commandant Mouchotte 75699 PARIS Cedex 14	Division des Investissements	01 85 56 59 76 Sophie.leman@sncf.fr

4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision du Président de la Région Ile-de-France, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Cette opération faisant l'objet de l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6. Comptabilité du Bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres à ces études et travaux.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs et l'AO de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE

5.1. Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.
Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire jugée utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

5.2. Par le Syndicat des Transports d'Île-de-France

Conformément à l'article R1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

Pour répondre à ce suivi, le maître d'ouvrage fournit et actualise la fiche de programmation financière présentée à l'occasion de chacun des comités de suivi de la convention de financement tels que décrits ci-dessous à l'article 7.1.

5.3. Intervention d'experts

Sur proposition de l'Autorité Organisatrice ou à la demande de l'un des financeurs après information préalable des autres financeurs et de l'Autorité Organisatrice, le Maître d'ouvrage s'engage à permettre aux experts désignés ou missionnés par l'Autorité Organisatrice, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet sous réserve de l'accord du chef de Projet, qui pourra le refuser pour des raisons de sécurité, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Le Maître d'ouvrage est chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

ARTICLE 6. GESTION DES ECARTS

6.1. Dispositions en cas d'écart ou de dépassement du coût d'objectif prévisionnel de la Convention

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.1 de la présente convention constitue un plafond global pour le bénéficiaire.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le bénéficiaire s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.
En cas de perspective de dépassement du montant visé à l'article 4.1, les co-financeurs sont informés lors de la réunion du comité des financeurs. Le bénéficiaire doit obtenir l'accord préalable des co-financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage.

En cas de désaccord des financeurs (Etat, Région) et d'Île-de-France Mobilités, les parties se rencontreront afin d'envisager les différents scenarii dans lesquels l'achèvement des Études Projet et des travaux peut être proposé.

6.2. Dispositions en cas de modification des délais

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect de tout ou partie des délais de réalisation des Etudes Projet et travaux prévus à l'article 2 de la Convention ne peut être assuré, l'Etat, la Région et l'AO peuvent solliciter du maître d'ouvrage un rapport détaillé sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par l'AO, à l'Etat et à la Région, qui s'appuiera sur les éléments transmis par le maître d'ouvrage, et précisera la nécessité éventuelle de réaliser une étude AVP modificatif.

Il indiquera notamment les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux. Par ailleurs, cet avis précisera l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport et de l'avis formulé par le maître d'ouvrage, l'Etat et la Région émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre l'Etat, la Région, l'AO et le maître d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant.

ARTICLE 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

La gouvernance s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge de la réalisation de l'Opération et les financeurs, de comités de suivi composées des élus et des financeurs, et de réunions entre maîtres d'ouvrage auxquelles peuvent être conviés les financeurs.

7.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF)

A l'initiative d'Île-de-France Mobilités, il est constitué un Comité de Suivi de la Convention de Financement, ci-après désigné « le Comité de Suivi ou CSCF » comprenant des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention. Ce Comité de Suivi aborde principalement les questions techniques et financières du Projet.

Le CSCF se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire, les membres étant convoqués par Île-de-France Mobilités avec un préavis minimum d'un mois.
En tant que de besoin, et notamment pour les questions comptables, à l'initiative d'un des membres, le Comité de Suivi peut être réuni en séance extraordinaire par Île-de-France Mobilités, dans le mois de sa saisine par le demandeur.

Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses. Ce compte-rendu est analysé par Île-de-France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis d'Île-de-France Mobilités aux financeurs.
A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par le maître d'ouvrage devra être transmis aux membres du Comité de Suivi sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité de Suivi.

Le suivi de l'Opération s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'Opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre),
- le point sur l'avancement des Etudes et des travaux,
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature,
- la liste des principaux marchés signés avec leur montant d'engagement,
- la liste des principaux marchés à venir,
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu,
- un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour le maître d'ouvrage,
- un état des lieux sur la consommation des provisions,
- un état d'avancement des dépenses et l'EAT,
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais,
- le montant des dépenses comptabilisées,
- le montant des subventions appelées et versées,
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).

Au titre de la présente convention, le maître d'ouvrage effectue une mise à jour des prévisions pluriannuelles de ses dépenses et de ses engagements. Ces tableaux couvrent la totalité de la période du Projet. Ils sont établis en euros courants conventionnels et en euros constants aux conditions économiques de référence de 06/2016 pour toute la période de réalisation.

Lors de sa première séance, le Comité de Suivi acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés du maître d'ouvrage et leur décomposition (postes CERTU), celui-ci servant de base au suivi, en termes financier et d'avancement, du Projet.

3/ La communication autour du Projet :

- le suivi du plan de communication mis en place pour le Projet,
- les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

7.2. Comité des financeurs

Il réunit, sous la présidence d'Île-de-France Mobilités, les financeurs et le maître d'ouvrage. Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois.

Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses réalisées sur la base des documents transmis. A cette fin, l'ensemble des documents devra être transmis aux membres du Comité sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité des financeurs.

Ce Comité des financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du projet dans le respect des délais et de coûts prévus à l'avant-projet.

Il se réunit en tant que de besoin concernant des questions ayant des incidences majeures sur l'opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés par le CSCF décrit à l'article 7.1. Le maître d'ouvrage présente alors au Comité des financeurs les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le projet, et ce, en vue de permettre au Comité de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'opération. Le cas échéant, les dispositions prévues aux articles 6 et 10 de la présente convention seront mises en œuvre.

7.3. Information hors CSCF et comité des financeurs

Le maître d'ouvrage s'engage pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des travaux d'aménagement de la gare de Villeneuve Saint-Georges devant le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France à la demande de ce dernier ;
- à informer les financeurs, entre deux CSCF, de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;
- à informer Île-de-France Mobilités et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Le maître d'ouvrage s'engage également à inviter Île-de-France Mobilités et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins quinze (15) jours avant la réunion.

ARTICLE 8. MODIFICATION DES AVANT-PROJETS

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'Avant-Projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (article 2 de la Convention), entrainant un décalage de la mise en service, ou des objectifs de coûts précisés à l'article 4.1.de la Convention, peut conduire, selon l'appréciation d'Île-de-France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la réalisation d'un avant-projet modificatif, présenté au Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France.
En conséquence, dès que le maître d'ouvrage envisage des modifications significatives du programme de l'opération, précisé notamment à l'article 2 de la Convention, il transmettra à Île-de-France Mobilités ainsi qu'à l'Etat et la Région, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Il devra veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Île-de-France Mobilités validera les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou appréciera l'opportunité d'une saisine du Comité de Suivi ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

L'avant-projet modificatif sera présenté au Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France. Il donnera lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la Convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation du Projet. Les travaux concernés ne pourront avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par le maître d'ouvrage de demandes, d'un des Financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet. La prise en compte de ces modifications sera soumise à l'accord préalable du maître d'ouvrage. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

ARTICLE 9. DIFFUSION DES DOCUMENTS, CONFIDENTIALITE ET COMMUNICATION

Les règles et dispositions décrites dans le paragraphe suivant s'appliqueront exclusivement à la présente convention « **Schéma Directeur du RER D - Etudes de projet/DCE et travaux d'aménagement de la gare de Villeneuve Saint-Georges** ».

9.1. Propriété intellectuelle et diffusion des études

Les études réalisées dans le cadre de la présente convention restent de la propriété du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage transmettra, dans le respect du secret industriel et commercial et sous réserve des droits des tiers, aux financeurs et à l'AO les résultats d'études et, sur demande des financeurs et d'Île-de-France Mobilités, les études visées à l'article 1 et tout autre document et support d'information nécessaires à Île-de-France Mobilités pour remplir son rôle d'Autorité Organisatrice.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité de toutes les informations considérées comme confidentielles conformément à l'article 9.3.

9.2. Communication institutionnelle des financeurs

Les présents signataires s'engagent à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elle vise, notamment par une indication portée sur les documents finaux.

L'ensemble des dossiers d'études, documents et supports d'information mentionnera de manière explicite les logos des financeurs.

Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de projets Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre entre partenaires : l'Etat, la Région, SNCF Mobilités
- l'ordre des financeurs : l'Etat, la Région et SNCF Mobilités
- en dernier : le logo du Syndicat des Transports d'Île-de-France

9.3. Confidentialité

Au sens du présent article, l'expression « Informations Confidentielles» recouvre toutes les informations ou données de nature commerciale, financière ou technique, quelle qu'en soit la nature ou la forme (écrite ou orale et notamment tous documents écrits ou imprimés,

modèles, disques, DVD, cédéroms et plus généralement toutes formes et modèles susceptibles d'être adoptés), qui seront transmises par la SNCF à Île-de-France Mobilités, à l'Etat et à la Région dont ils auraient connaissance au cours de leurs missions respectives.

L'absence de mention confidentielle portée sur les documents ne vaudra en aucun cas dérogation à cette règle. Les parties s'engagent à ce que, pendant la durée de la présente convention et à l'issue de dix (10) années qui s'ensuivront, les informations confidentielles telles que définies ci-avant :

- soient traitées avec la même précaution que les parties portent à la préservation de leurs propres informations confidentielles ;
- ne soient pas utilisées dans un cadre autre que leurs missions respectives telles que définies à l'article 2;
- pour permettre à Île-de-France Mobilités d'assurer son rôle d'Autorité organisatrice et de mener à bien ses propres expertises, la SNCF autorise Île-de-France Mobilités à faire appel à des prestataires dans le cadre stricte de leurs missions qui leurs ont été confiées et communiquer à cet effet des Informations Confidentielles. Île-de-France Mobilités s'assurera que ses prestataires s'engagent à signer un accord de confidentialité.
- ne soient pas divulguées à des tiers, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la partie propriétaire des informations, sauf exceptions prévues à l'article 8.1. ;
- conformément à l'article 1120 du code civil, les parties se portent fort pour tout leur personnel (salariés et collaborateurs, intervenants), du respect de cette obligation de confidentialité.

La présente convention ne s'applique pas aux informations confidentielles pour lesquelles les parties apporteraient la preuve écrite :

- qu'elles étaient en leurs possession ou qu'elles étaient tombées dans le domaine public avant qu'elles ne leurs soient communiquées par l'autre partie ;
- qu'elles sont, postérieurement à la date de la signature de la présente convention, tombées dans le domaine public et ce, sans violation des termes de la convention ;
- qu'elle les a licitement acquises d'un tiers qui était en droit de les divulguer.

Enfin, les parties ne seront pas soumises à l'obligation de confidentialité prévue au présent article :

- en cas d'injonction d'un tribunal ou de toute autre autorité de contrôle de fournir des informations confidentielles à l'autre partie ;
- en application d'une obligation légale ou réglementaire qui imposerait à la partie destinataire de communiquer des informations confidentielles de l'autre partie.

En cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, ils devront informer la partie propriétaire des informations de la requête ou de l'injonction qui leur a été faite de communiquer.

ARTICLE 10. BILAN DE L'OPERATION

10.1. Bilan physique et financier

Le maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité, au plus tard cinq ans après la mise en service, un bilan financier et physique des aménagements relevant de son périmètre dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan présentera notamment une décomposition selon les postes constitutifs de son coût d'objectif, défini à l'article 4.2.1, ramenée aux conditions économiques de l'Avant-Projet (avec mise en évidence du montant de l'actualisation réglée par le maître d'ouvrage) afin de permettre une comparaison.

Ce bilan comportera notamment :
- un rapport de présentation indiquant le descriptif des aménagements réalisés et retraçant l'évolution éventuelle du coût de réalisation et des principales décisions concernant les aménagements dont il assure la maîtrise d'ouvrage,
- le récapitulatif des subventions attribuées,
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs (y compris fonds propres),
- le récapitulatif des dépenses comptabilisées à la date de réalisation du bilan (établi sur la base des décomptes généraux définitifs des marchés lorsqu'ils existent),
- le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses comptabilisées par le maître d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les versements effectués par les financeurs,
- un état des éventuelles suggestions de compléments d'aménagement le concernant consécutives à la mise en service de l'opération.

10.2. Évaluation économique, sociale et environnementale

Les signataires de la présente convention ont décidé la réalisation des opérations en tenant compte de l'évaluation économique et sociale effectuée par le maître d'ouvrage et figurant dans l'Avant-projet approuvés par Île-de-France Mobilités. Cette évaluation préalable comporte un bilan prévisionnel des avantages et inconvénients entraînés par la mise en service des opérations. C'est au vu des prévisions et objectifs explicités dans l'Avant-projet que les signataires ont pu reconnaître ensemble la validité économique et sociale de l'opération.

Sous le pilotage d'Île-de-France Mobilités, le maître d'ouvrage organise conjointement la collecte des informations nécessaires au bilan a posteriori, à établir au plus tard dans les cinq années qui suivent la mise en service, comme stipulé au Contrat de Plan État – Région d'Ile-de-France. Le maître d'ouvrage transmettra ce bilan à Île-de-France Mobilités ainsi qu'à l'Etat et la Région.

ARTICLE 11. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

11.1. Modification de la convention

La convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.5 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

11.2. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la convention.

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable dans un délai de deux (2) mois à compter de la naissance du différend, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

11.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au bénéficiaire, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.
La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire des subventions.

11.4. Date d'effet et durée de la convention

La Convention prend effet à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres Parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Néanmoins, la présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date fixée par la délibération de la commission permanente de la Région Ile-de-France approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes.

Sans préjudice des articles 5, 9 et 10, la Convention expire soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 11.3, soit après la réalisation des étapes suivantes :

- mise en service des projets indiqués à l'article 2 de la Convention,
- paiement du solde de la totalité des subventions dues au Maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4 de la Convention.

La convention expire au plus tard le 01/01/2025.

11.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour l'Etat, **Michel CADOT** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PÉCRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
Pour SNCF Mobilités, **Patrick ROPERT** Directeur Général de Gares & Connexions	Pour le Syndicat des Transports d'Île-de-France (Île-de-France Mobilités), **Laurent PROBST** Directeur Général

Annexes

Annexe 1 : Organigramme de l'opération

Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds et des dépenses

Annexe 3 : Estimation détaillée

Annexe 4 : Calendrier

Annexe 5 : Plan projet du niveau RDC de la gare

ANNEXE 1
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF MOBILITES

Direction des Gares d'Île-de-France, Direction des Projets de Lignes D et R

MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE SNCF MOBILITES

Sans objet

MAITRISE D'ŒUVRE SNCF MOBILITES

Direction des Gares d'Île-de-France, Pôle Conception Réalisation - AREP

ANNEXE 2
Echéancier prévisionnel

2.1 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS PAR MOA

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS EN AP/AE SNCF MOBILITES EN M€

M€ HT Courants	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
Etat	0,025	0,099	0,432	0,935	0,935	0,424	3,006
Région	0,061	0,243	1,064	2,300	2,300	1,045	7,014

2.2 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND SNCF MOBILITES EN M€

M€ HT Courants	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
Etat	0,025	0,099	0,432	0,935	0,935	0,424	3,006
Région	0,061	0,243	1,064	2,300	2,300	1,045	7,014

ANNEXE 3
Estimation détaillée (à titre indicatif)

Coût des études de conception détaillée et travaux			
Maître d'ouvrage	**Opérations**	**Coût en € constants CE 06/16**	**Coût en € courants conventionnels**
SNCF MOBILITES	Travaux	9 920 289	10 465 685
	Lot installations de chantier	*803 203*	*847 362*
	Lot désamiantage	*235 290*	*248 226*
	Lot VRD	*321 787*	*339 478*
	Lot démolition – GO	*1 081 790*	*1 141 265*
	Lot charpente – couverture	*454 329*	*479 307*
	Lot clos-couvert	*1 332 883*	*1 406 162*
	Lot second-œuvre	*1 042 444*	*1 099 755*
	Lot CFo	*479 050*	*505 387*
	Lot CFa – sonorisation	*1 308 131*	*1 380 049*
	Lot CVC	*396 406*	*418 199*
	Lot plomberie	*186 721*	*196 986*
	Lot pneumatique	*70 235*	*74 096*
	Lot billetterie provisoire	*481 750*	*508 236*
	Lot ascenseurs contrat cadre	*118 000*	*124 487*
	Lot commandes hors contrat cadre : équipements et mobiliers	*529 270*	*558 368*
	Lot SNCF E (emprise gare)	*229 000*	*241 590*
	Lot relogement SUGE	*200 000*	*210 996*
	Lot SNCF E (ITC/LTV)	*650 000*	*685 736*
	Provision pour Risques	748 387	789 532

	MOE	1 488 043	1 569 853
	CT/CSPS/OPC	198 406	209 314
	Frais MOA	348 202	367 345
	Communication	119 549	126 122
	Forfait MOA	362 235	382 149
	Phase déjà financée (EP/AVP/données)	-521 338	-550 000
TOTAL		**12 663 772**	**13 360 000**

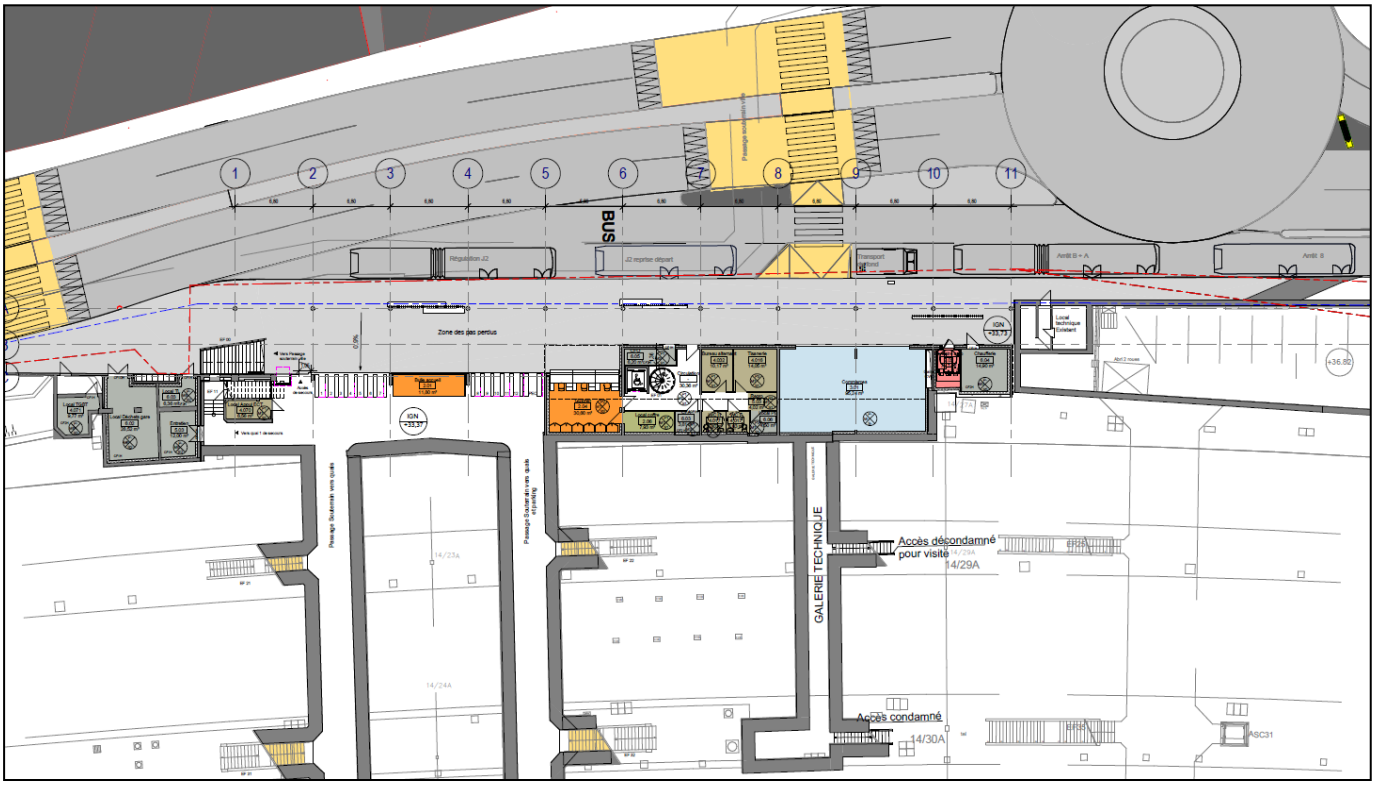
ANNEXE 4
Calendrier indicatif

Ce planning est prévisionnel et a été établi en phase APS (Avant-Projet Sommaire)

APD (Avant-Projet Définitif) – 4,5 mois :	novembre 2017 à mars 2018
PRO marché 1 (travaux préparatoires) et 2 (réaménagement du BV) – 6 mois :	avril 2018 à novembre 2018
Instruction PC – 10 mois :	mai 2018 à mars 2019
AO (Appel d'offres) marché 1 – 3 mois :	janvier 2019 à avril 2019
AO marché 2 – 10 mois :	janvier 2019 à novembre 2019
Option AO marché 3 – 7 mois :	janvier 2019 à juillet 2019
Travaux marché 1 – 10 mois :	avril 2019 à janvier 2020
Travaux marché 2 – 32 mois :	novembre 2019 à septembre 2022
Demandes d'ITC/LTV – 663 jours :	octobre 2019 à avril 2022
Réception :	septembre 2022

ANNEXE 5
Plan projet du RDC de la gare

Plan du BV projeté : 0022-ARP-VSB-APS-PLN-BV00-A - APS ind. A du 15/05/2017



ANNEXE 6 : Convention de financement des études projet et travaux de la gare d'Ivry-sur-Seine

2017

Schéma Directeur du RER C
Modernisation des Gares

Convention de financement des études Projet et Travaux de la gare d'Ivry-sur-Seine

2ème partie : Création de l'accès Seine

Convention n°17DPI066

Convention de financement régissant les rapports entre
l'État, la Région Île-de-France, SNCF Mobilités,
SNCF Réseau et le Syndicat des Transports d'Île-de-France
relative à la réalisation de l'accès Seine de la gare RER d'Ivry-sur-Seine

« Convention relative à la réalisation de l'accès Seine de la gare RER d'Ivry-sur-Seine »

CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION 8

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION 9

ARTICLE 2. PERIMETRE ET CALENDRIER DE REALISATION DES ETUDES ET DES TRAVAUX 10

2.1. LE PERIMETRE DE LA CONVENTION 10
2.2. CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION DES ETUDES ET DES TRAVAUX 11

ARTICLE 3. ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 11

3.1. L'AUTORITE ORGANISATRICE 11
3.2. LA MAITRISE D'OUVRAGE DES OPERATIONS 12
3.3. LES FINANCEURS 13

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 14

4.1. ESTIMATION DU COUT 14
4.2. COUT GLOBAL DES ETUDES ET DES TRAVAUX REALISES PAR LES MAITRES D'OUVRAGE 14
4.3. DISPOSITIONS FINANCIERES - PLAN DE FINANCEMENT 16
4.4. MODALITES DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS PAR L'ETAT ET LA REGION 17
4.5. CADUCITE DES SUBVENTIONS AU TITRE DU REGLEMENT BUDGETAIRE DE LA REGION 19
4.6. COMPTABILITE DES BENEFICIAIRES 19

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS 20

5.1. PAR LES FINANCEURS 20
5.2. PAR LE SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ÎLE-DE-FRANCE 20
5.3. INTERVENTIONS D'EXPERTS 20

ARTICLE 6. GESTION DES ECARTS 20

6.1. DISPOSITIONS EN CAS DE MODIFICATION DU COUT DE LA PRESENTE CONVENTION 20
6.2. DISPOSITIONS EN CAS DE MODIFICATION DES DELAIS DE LA PRESENTE CONVENTION 21

ARTICLE 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION..... 22

7.1. COMITE DE SUIVI DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT (CSCF).....22
7.2. COMITE DES FINANCEURS 23
7.3. INFORMATION HORS COMITE ET COMMISSION DE SUIVI 24

ARTICLE 8. MODIFICATION DE L'AVANT-PROJET 24

ARTICLE 9. DIFFUSION DES DOCUMENTS, CONFIDENTIALITE, COMMUNICATION..... 25

9.1. PROPRIETE INTELLECTUELLE ET DIFFUSION DES ETUDES.....25
9.2. COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE DES FINANCEURS 25
9.3. CONFIDENTIALITE 25

ARTICLE 10. BILAN DE L'OPERATION..... 27

10.1. BILAN PHYSIQUE ET FINANCIER 27
10.2. ÉVALUATION ECONOMIQUE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE.....27

ARTICLE 11. DISPOSITIONS GENERALES 28

11.1. MODIFICATION DE LA CONVENTION.....28
11.2. REGLEMENT DES LITIGES 28
11.3. RESILIATION DE LA CONVENTION 28
11.4. DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 29
11.5. PROPRIETES ET DIFFUSION DES ETUDES.....29
11.6. MESURES D'ORDRE 29

Entre,

En premier lieu,

- L'**Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,

- La **Région Île-de-France** représentée par la Présidente du Conseil Régional, ci-après désignée par « la Région », dûment mandaté par délibération n° _____ de la Commission Permanente du Conseil régional en date du ,

Ci-après désignés par « les financeurs ».

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est au 15/17 rue Jean-Philippe RAMEAU, 93212 La Plaine Saint-Denis Cédex, représenté par Stéphane CHAPIRON, Directeur des Projets Franciliens, dûment habilité à signer la présente convention.

- **SNCF Mobilités**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Bobigny sous le numéro 552 049 447, dont le siège est à Saint-Denis (92300), 2 place aux Etoiles, représentée par Patrick ROPERT, Directeur Général de Gares & Connexions, dûment habilité à signer la présente convention,

Ci-après désignés par « les Maîtres d'ouvrage ».

En troisième lieu,

- **le Syndicat des Transports d'Île-de-France**, dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2016/091 en date du 30 mars 2016,

Ci-après désigné par « Île-de-France Mobilités », « le Syndicat des Transports d'Île-de-France », « l'Autorité Organisatrice » ou « l'AO »,

Ci-après désignés ensemble comme « **les Parties** » ou individuellement « **une Partie** ».

Visas

Vu le code des transports,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement,

Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP,

Vu la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et relative à la création de l'Epic SNCF et de ses deux filiales SNCF Mobilités et SNCF Réseau ;

Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application 2002-428 du 25 mars 2002,

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France,

Vu le décret n°93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé,

Vu le décret n°2015-138 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Mobilités,

Vu le décret n°2015-140 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau,

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

Vu la délibération du Conseil Régional n° CR 50-11 du 23 juin 2011 relative à la Convention particulière transports et le courrier du 21 décembre 2012 portant le relevé de conclusion du comité du pilotage du 6 novembre 2012 relatif à la revoyure de la Convention particulière transports,

Vu la délibération n°55-13 du Conseil Régional du 20 juin 2013 relative au protocole Etat-Région correspondant à la mise en œuvre du Plan de Mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris et signé le 19 juillet 2013,

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015,

Vu La délibération cadre n° CR 123-16 du Conseil Régional du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020,

Vu le Règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016,

Vu le schéma directeur de l'opération « RER C » approuvé par décision n° 2009/0568 du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France 08 juillet 2009,

Vu la convention de financement entre l'Etat et la Région Ile de France relative aux études de Schéma de Principe de l'opération « RER C », votée en Commission Permanente Régionale n° CP 09-1225 du 17 novembre 2009,

Vu la convention de financement entre la Région Ile de France et le Syndicat des Transports d'Ile-de-France relative aux études préliminaires et d'Avant-Projet de l'opération « Schéma Directeur du RER C – Modernisation des gares », numérotée 12DPI027 et notifiée le 13 mars 2013,

Vu la délibération du Conseil régional d'Ile-de-France n° CP 15-659 du 8 octobre 2015 approuvant la convention de financement des études projet et travaux de la gare d'Ivry-sur-Seine, création de l'accès Saint Just,

Vu la délibération du Conseil régional d'Ile-de-France n°_____ du _____ approuvant la convention de financement des études projet et travaux de la gare d'Ivry-sur-Seine, création de l'accès Seine,

Vu l'approbation de l'avant-projet relatif à la réalisation de l'accès Seine à la gare d'Ivry-sur-Seine et de sa convention de financement par décision du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 03/10/2017.

Il est convenu ce qui suit :

DEFINITIONS

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle destinée au transport public de voyageurs, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne l'étape du Projet et son financement définis dans le cadre de la présente convention.

« **Etudes** » : désigne tous les éléments Etudes PROJET, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui ont permis de réaliser les résultats des études, tels que notamment les rapports, les documents, les plans, dont l'objet est décrit dans la présente convention.

« **Résultats des Etudes** » : désigne les synthèses des Etudes PROJET réalisées dans le cadre de la présente convention de financement.

Pour mémoire : pour toute décision antérieure à juillet 2017, il est fait mention du STIF. Pour toute décision à partir de juillet 2017, il est fait mention du Syndicat des Transports d'Île-de-France dont le nom d'usage est Île-de-France Mobilités.

CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION

Présentation du projet

Le Schéma Directeur du RER C, voté en Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 8 juillet 2009, a été élaboré pour le court et le moyen terme et propose, une modernisation des infrastructures existantes (modernisation du nœud de Brétigny, renforcement des sous-stations, création d'un nouveau terminus intermédiaire à Paris-Austerlitz,…). Ces opérations, dont les études d'avant-projet sont d'ores et déjà lancées, vont permettre d'améliorer la robustesse de la ligne à desserte constante.

En complément, le Syndicat des Transports d'Ile-de-France a souhaité qu'une enveloppe de 70 M€ sur la modernisation des gares extra-muros du RER C soit inscrite au schéma directeur afin de valoriser sa mise en œuvre. L'objectif consiste à élaborer un programme d'aménagement complémentaire pour l'aménagement des gares de la ligne les plus problématiques.

Sur cette base, un premier travail technique préliminaire mené par la SNCF (SNCF Mobilités depuis le 1er janvier 2015) en collaboration étroite avec RFF (SNCF Réseau depuis le 1er janvier 2015) , le Syndicat des Transports d'Ile-de-France et la Région, a permis d'identifier 10 gares de la ligne C répondant à des problématiques :

- d'accompagnement des projets urbains majeurs ou des projets de maillages aux gares RER C (ligne 14, TTME,…),
- des saturations identifiées par l'exploitant.

Les gares retenues sont :

- Brétigny,
- Epinay-sur-Orge,

- Gennevilliers,
- Ivry-sur-Seine,
- Sainte-Geneviève-des-Bois,
- Saint-Quentin-en-Yvelines,
- St-Ouen,
- Savigny-sur-Orge,
- Villeneuve-le-Roi,
- Vitry-sur-Seine

Les études préalables et d'Avant-Projet ont été menées depuis, en lien étroit avec les programmes connexes déjà engagés pour la plupart (SDA, Impaqt, pôles PDU…).

La présente convention porte sur les périmètres de maîtrise d'ouvrage de SNCF Réseau et SNCF Mobilités.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de fixer les engagements réciproques des parties pour le financement et la conduite des études Projet et des travaux concernant la réalisation de l'accès Seine de la gare d'Ivry-sur-Seine.

La présente convention (ci-après « la Convention ») a pour objet :

- de définir les modalités de financement des études de projet et des travaux de la gare d'Ivry-sur-Seine pour l'accès Seine,
- de définir les études de projet et des travaux de la gare d'Ivry-sur-Seine pour l'accès Seine,
- de définir l'organisation du pilotage des études et travaux,
- de préciser les conditions de suivi de ces études et des travaux dans le respect du calendrier général du Projet,
- de définir les documents à remettre aux Parties.

Pour mémoire : pour toute décision antérieure à juillet 2017, il est fait mention du STIF. Pour toute décision à partir de juillet 2017, il est fait mention du Syndicat des Transports d'Île-de-France dont le nom d'usage est Île-de-France Mobilités.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la Convention la dénomination suivante :

« Schéma Directeur du RER C – Modernisation des gares – Etudes PRO-REA de la gare d'Ivry-sur-Seine – accès Seine».

ARTICLE 2. PERIMETRE ET CALENDRIER DE REALISATION DES ETUDES ET DES TRAVAUX

2.1. Le périmètre de la convention

La gare d'Ivry-sur-Seine est située sur la branche sud du RER C. Elle comptait en juin 2012 environ 8000 montants par jour ouvrable de base (JOB). La commune d'Ivry sur Seine bénéficiant de nombreux projets de développement à court et à moyen terme, ce chiffre devrait croître dans les années à venir.

La gare d'Ivry-sur-Seine comporte 3 accès munis de Contrôles d'Accès Banlieue (CAB) et de portes anti-retours. Dans le bâtiment voyageur, on trouve un Passage Élargi Contrôlé (PEC) donnant accès au quai A. Les divers accès sont présentés ci-dessous :

- E1 : Accès Principal (place Marcel Cachin, commune d'Ivry-sur-Seine) qui permet d'accéder directement de plein pied au bâtiment voyageurs (BV) et au quai A.
- E2 : Accès de nuit (place Marcel Cachin, commune d'Ivry-sur-Seine) qui permet de sortir du quai A, via des portes anti-retours, et d'accéder au quai B via le souterrain et les escaliers fixes 1 et 3.
- E3 : Accès de nuit (rue de la gare, commune d'Ivry-sur-Seine) qui permet d'accéder directement aux quais via le souterrain et les escaliers fixes 1, 2 et 3.

La gare d'Ivry-sur-Seine dispose de 2 quais latéraux, le passage d'un quai à l'autre se fait par un passage souterrain hors CABs, équipé uniquement d'escaliers fixes.

- Le quai A latéral, de hauteur 50 cm environ, desservant la voie 2bis en direction Paris,
- Le quai B latéral, de hauteur 50 cm environ, desservant la voie 1bis en direction du Sud.

Le projet global se découpe en deux principaux secteurs : l'accès rue St Just (1ère phase - validée par convention en 2015) et l'accès côté Seine (2ème phase, objet de la présente convention de financement).

Le périmètre de la première phase consiste en la création de 2 nouveaux accès en entrée et sortie, rue Saint-Just, en extrémité des quais vers les quartiers au sud de la gare. Ces accès permettent de relier les futures ZAC Gagarine et Confluence avec les quais de la gare d'Ivry-sur-Seine. La mise en service de l'accès Saint Just permet de fluidifier la circulation des clients en gare facilitant ainsi la réalisation de la passerelle de franchissement des voies prévues par les programmes SDA et IMPAQT.

La création d'un accès côté Seine (deuxième phase) permet de développer l'accessibilité de la gare. La création d'une nouvelle passerelle permettra de relier le quai A au quai B et offrira une nouvelle entrée de la gare côté Seine (au nord). Elle désengorgera le passage souterrain et notamment l'accès au quai B, aujourd'hui sous dimensionné.

Le projet comprend également l'aménagement d'un futur accès Voyageurs côté Seine (accès secondaire), situé à l'extrémité de la future passerelle pour desservir le quartier de la ville d'Ivry se trouvant entre les voies ferrées et la Seine. Ce quartier est en cours de transformation urbaine.

Ainsi, le programme détaillé de l'opération se décompose de la manière suivante :

Sur périmètre SNCF Réseau
- Abri CAB
- Alimentation et télécom
- Parvis
- Dispositifs de protection contre chocs routiers
- Clôtures et panneaux grillages (parvis/plate-forme)
- Plateforme accès (sol et métallerie)

Sur périmètre SNCF Mobilités
- Alarmes, balise sonore, télécom et vidéo protection.
- Signalétique et affichage
- Parvis
- Plateforme accès (CAB)
- Equipements et mobiliers

2.2. Calendrier prévisionnel de réalisation des études et des travaux

Conformément à l'AVP soumis au Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 3 octobre 2017, la date de fin de déploiement est prévue 26 mois à compter de la date de validation de la convention par le Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France.

La mise en service complète de l'accès est donc attendue pour décembre 2019.

Le planning prévisionnel d'établissement des Etudes et des travaux est joint en annexe 3 à la Convention.

ARTICLE 3. ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. L'Autorité organisatrice

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, Île-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des Projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. Île-de-France Mobilités désigne le ou les maîtres d'ouvrage des Projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, Île-de-France Mobilités est uniquement Autorité Organisatrice. Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage.

Dans le cadre de sa responsabilité d'Autorité Organisatrice, conformément aux articles L. 1241-2 et R. 1241-30 du code des transports, le Syndicat des Transports d'Île-de-France est amené à réaliser des expertises des projets sous maîtrise d'ouvrage des opérateurs des réseaux de transport, afin de veiller à la cohérence des investissements. A cet effet, le Syndicat des Transports d'Ile de France suit la mise en œuvre et veille au respect du programme, de l'objectif et des coûts du Projet.

3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations

3.2.1. Identification et engagements des Maîtres d'ouvrage

Conformément aux dispositions de la Loi n° 2014-872, SNCF Réseau est maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du réseau ferré national (RFN).
Conformément aux dispositions de la Loi n° 2014-872, SNCF Mobilités est maître d'ouvrage sur les biens dévolus à l'exploitation et à la gestion des services de transport sur le Réseau ferré national.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent sur le respect de leur coût prévisionnel de la présente convention en euros constants aux conditions économiques de référence de 2017 tel qu'il est défini à l'article 4.2.1

Ce respect sera examiné par comparaison entre le coût final justifié par chaque maître d'ouvrage ramené en euros constants sur la base de l'indice TP01 et le coût d'objectif prévisionnel de la convention fixé en euros constants.

Chaque Maître d'ouvrage s'engage sur la réalisation des éléments d'études PRO et travaux, tels que définis dans l'article 2.1, objet de la présente convention et sur le respect des délais de réalisation précisés à l'article 2.2.

Les Maîtres d'ouvrage s'engagent à prévenir Île-de-France Mobilités, en qualité d'Autorité Organisatrice des transports, des risques de non-respect du planning et/ou celui du dépassement des coûts, dans les meilleurs délais. Île-de-France Mobilités informera par la suite les financeurs, en relation avec les Maîtres d'ouvrage, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

3.2.2. Périmètre d'intervention des Maîtres d'ouvrage

Les Maîtres d'ouvrage sont responsables de la conception et de la réalisation du système et des ouvrages qui le composent, ainsi que leur aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'Avant-projet approuvé par le Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 03/10/2017 pour le projet de réalisation de l'accès Seine de la gare d'Ivry-sur-Seine.

Les Maîtres d'ouvrage sont responsables du respect des délais, des dépenses et de leur échelonnement conformément aux termes de l'Avant-projet et dans la mesure où les financeurs ont eux-mêmes respecté le programme de mise en place des financements et leurs paiements.

3.2.3. Rôle du Maître d'Ouvrage Coordinateur

Les Maîtres d'ouvrage sont convenus de désigner un **maître d'ouvrage coordinateur, SNCF Réseau** (ci-après « le Maître d'Ouvrage Coordinateur »).

Le maître d'Ouvrage Coordinateur est chargé :

- D'établir un planning d'ensemble des opérations faisant apparaître l'état d'avancement général des études et des travaux des différents maîtres d'ouvrage, et d'en assurer une mise à jour et un suivi régulier ;
- D'agréger et de synthétiser les éléments relatifs au suivi général des actions couvertes par la convention, notamment les éléments techniques et financiers ;
- D'identifier le plus en amont possible les questions posées par l'articulation des périmètres et par les conditions d'intervention des différents maîtres d'ouvrage.

A cette fin, le maître d'Ouvrage Coordinateur se charge :

- De rassembler les informations obtenues auprès des maîtres d'ouvrage des opérations,
- De formaliser et de susciter les échanges réguliers entre les maîtres d'ouvrage pour résoudre les problèmes d'interfaces entre les maîtres d'ouvrage et/ou les présenter lors des comités et des commissions prévues à cet effet (cf. article 7 de la Convention).

Afin de permettre au Maître d'Ouvrage Coordinateur d'exercer sa mission, les Maîtres d'ouvrage s'engagent à lui fournir les informations dans un délai de trois (3) semaines maximum à compter de la demande du Maître d'Ouvrage Coordinateur. Une fois intégrés, le Maître d'ouvrage coordinateur retransmet les éléments précités aux Maîtres d'ouvrage, pour vérification de leurs données avant envoi officiel des documents à Île-de-France Mobilités.

Le Maître d'Ouvrage Coordinateur ne se substitue en aucun cas aux différents Maîtres d'ouvrage dans les responsabilités propres qui leur incombent et ne peut leur imposer des choix ou des solutions qui relèvent de leurs prérogatives.

Chaque Maître d'ouvrage s'engage à apporter, conformément au calendrier défini à l'article 2.2 de la Convention, les éléments d'information qui le concernent au Maître d'ouvrage Coordinateur afin que celui-ci puisse exercer la mission qui lui est dévolue.

3.2.4. Respect du coût d'objectif

Les maîtres d'ouvrage s'engagent sur le respect du coût d'objectif en euros constants aux conditions économiques de référence de 03/2017 tel qu'il est défini à l'article 4.2.1.

3.2.5. Respect des délais de réalisation

Les maîtres d'ouvrage s'engagent sur la réalisation des opérations, objets de la présente convention et sur le respect des délais de réalisation précisés à l'article 2.2.

3.3. Les Financeurs

3.3.1. Identification

Le financement des Etudes projet et des travaux, objet de la présente convention, est assuré par :

- L'Etat 22,5%
- La Région Ile-de-France 52,5%
- SNCF Réseau 25% (sur son périmètre)
- SNCF Mobilités 25% (sur son périmètre)

SNCF Réseau et SNCF Mobilités sont bénéficiaires des financements versés par l'Etat et la Région Ile-de-France.

3.3.2. Engagements

La signature de la Convention vaut engagement des Financeurs à verser les subventions nécessaires à la réalisation, par les Maîtres d'ouvrage visés à l'article 3.2, des Etudes de projet et des travaux, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.4 de la convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visées à l'annexe 2.

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Estimation du coût

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à **1 989k€ aux conditions économiques de 03/2017.**

Le coût prévisionnel des dépenses en **euros courants conventionnels** est estimé à **2 092 k€ HT**, conformément aux modalités d'actualisation définies à l'article 4.3.

L'estimation de ces dépenses inclut les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, ainsi qu'une provision pour aléas et imprévus, déterminée au stade de l'Avant-Projet.

Les appels de fonds seront calculés par application des modalités de calculs de l'article 4.4.1.

4.2. Coût global des études et des travaux réalisés par les maîtres d'ouvrage

4.2.1. Tableau de synthèse de répartition des coûts par Maître d'ouvrage

Les coûts des études PRO et Travaux par périmètre de Maîtrise d'ouvrages, rattachés aux périmètres définis à l'article 3.2.1 et 3.2.2 de la Convention sont établis comme suit :

Maîtres d'ouvrage	Coûts € HT constants aux CE 03/2017	Coûts € courants HT
SNCF RESEAU	1 258 024	1 323 249
SNCF MOBILITES	730 844	768 735
TOTAL	**1 988 868**	**2 091 984**

4.2.2. Coûts détaillés par Maître d'ouvrage

Chacun des Maîtres d'ouvrage fournit une estimation en euros constants et en euros courants des postes nécessaires pour mener à bien les études projet et travaux :

Etudes et travaux – Réalisation de l'Accès Seine				
Maître d'ouvrage	Opérations		Coûts	
			€ CE 03/17	€ courants
SNCF RESEAU	Montant Brut Travaux	Abri CAB	291 342	306 447
		Telecom	120 634	126 888
		Installations chantiers	50 074	52 671
		Parvis	139 981	147 238
		Protection choc routier	17 071	17 956
		Clôtures & grillages	111 529	117 312
		Plateforme accès	112 667	118 509
		Ressources SNCF	136 653	143 738
		Total MBP	**979 951**	**1 030 759**

	Provisions pour Risques		97 995	103 076
	Frais Maitrise d'œuvre MOE		128 570	135 235
	Frais Maitrise d'ouvrage MOA		51 508	54 179
	Total SNCF Réseau		**1 258 024**	**1 323 249**
SNCF MOBILITES	Montant Brut Travaux	Telecom	6 828	7 182
		Installations chantiers	12 591	13 245
		Parvis	152 499	160 406
		Plateforme accès	322 069	338 767
		Ressources SNCF	68 283	71 823
		Total MBP	**562 272**	**591 423**
	Provisions pour Risques		56 227	59 142
	Frais Maitrise d'œuvre MOE		82 991	87 294
	Frais Maitrise d'ouvrage MOA		29 354	30 876
	Total SNCF Mobilités		**730 844**	**768 735**
TOTAL			**1 988 868**	**2 091 984**

L'utilisation des provisions pour aléas et imprévus (PAI) du projet reste soumise à l'accord de l'ensemble des partenaires en Commission de Suivi de la Convention de Financement et sous réserve de justificatifs (note explicative détaillée …).

Afin de s'assurer de la cohérence d'ensemble des investissements du projet complet de réalisation de l'accès Seine de la gare d'Ivry-sur-Seine, la SNCF opère auprès de l'AO un reporting de l'ensemble de ces dépenses et de l'état d'avancement des opérations structurellement dépendantes dans le planning de la rénovation de la gare. Ils sont présentés dans le cadre des comités prévus à l'article 7 de la présente convention.

4.2.3. Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence de la convention sont celles de 2017.

Pour être comparables aux objectifs de coûts, tous les coûts sont calculés aux conditions économiques de référence de la Convention par application de l'indice professionnel TP 01. Les coûts sont exprimés en euros constants.

Cet indice est également utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants conventionnels fin de chantier :

- à partir des indices connus à la date de la convention (dernier indice connu TP 01 de mars 2017),
- puis de 1,8% % par an au-delà jusqu'à la date de fin de chantier.

Ceci définit les coûts exprimés en euros courants conventionnels.

Les états d'acompte seront établis à partir des derniers indices connus et pertinents ; l'état du solde sera établi par application des indices définitifs.

Les appels de fonds seront payés en euros courants.
Les maitres d'ouvrage justifient in fine le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application des indices définitifs.

4.3. Dispositions financières - Plan de financement

Les études Projet et travaux, objet de la présente convention, sont financés sous forme de subvention d'investissement suivant la clé de répartition indiquée dans le tableau ci-après.

Le plan de financement est établi en euros constants CE 03/17 et en courants conventionnels, suivant les modalités d'actualisation de l'article 4.3 de la Convention.

Modernisation gare d'Ivry-sur-Seine – accès Seine Montant € CE 03/17conventionnels HT et %					
	Etat 22,5 %	**Région 52,5 %**	**SNCF Mobilités 25 % (sur son périmètre)**	**SNCF Réseau 25 % (sur son périmètre)**	**TOTAL**
MOA SNCF Mobilités	164 440	383 693	182 711		**730 844**
MOA SNCF Réseau	283 055	660 463		314 506	**1 258 024**
S/TOTAL	447 495	1 044 156	182 711	314 506	**1 988 868**

Modernisation gare d'Ivry-sur-Seine – accès Seine Montant € courants conventionnels HT et %					
	Etat 22,5 %	**Région 52,5 %**	**SNCF Mobilités 25 % (sur son périmètre)**	**SNCF Réseau 25 % (sur son périmètre)**	**TOTAL**
MOA SNCF Mobilités	172 965	403 586	192 184		**768 735**
MOA SNCF Réseau	297 731	694 706		330 812	**1 323 249**
S/TOTAL	470 696	1 098 292	192 184	330 812	**2 091 984**

4.4. Modalités de versement des subventions par l'Etat et la Région

Les appels de fonds seront payés en euros courants dans le respect du montant de la présente convention en euros constants.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de son approbation par la commission permanente de la Région Ile-de-France.

4.4.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement des Etudes et Travaux sur présentation d'appels de fonds par chaque Maître d'ouvrage.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses des maîtres d'ouvrage par financeur.

A cette fin, chaque Maître d'ouvrage transmettra aux Financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 2 de la Convention afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.
Les états d'acomptes seront établis selon les modalités en vigueur applicables à chaque financeur. Les appels de fonds seront payés en euros courants.

A-Versement des acomptes

a – Versement des acomptes par la Région :

La demande de versement des acomptes par SNCF Réseau et SNCF Mobilités comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par les bénéficiaires indiquant notamment la référence des **dépenses réalisées**, leur **date de réalisation** et le montant des **dépenses réalisées**. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 4.2.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement.
- La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3.
- Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal des bénéficiaires.

b – pour l'Etat :

La demande de versement des acomptes par SNCF Réseau et SNCF Mobilités comprendra :

- l'état d'avancement de chacun des postes de dépenses (exprimé en pourcentage) tel que définis à l'article 4.2.2, signé par le Directeur d'opérations du Bénéficiaire ;
- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3.

Par ailleurs un récapitulatif annuel des dépenses comptabilisées sera adressé à l'Etat.

B-Plafonnement des acomptes

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés aux bénéficiaires est plafonné à 95% suite à la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 – article 3 pour la Région et à 90 % pour l'Etat avant le versement du solde.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses des bénéficiaires.

4.4.2. Versement du solde

Après achèvement des études PRO et des travaux dont le financement fait l'objet de la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par chacun des bénéficiaires :

- du relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage ;
- du bilan physique et financier de l'Opération.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents, signés par le représentant légal ou le directeur financier de chaque bénéficiaire, indiqués à l'article 4.2.2. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, chaque bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu. Le solde sera établi en euros courants et en euros constants calculés à partir des indices définitifs.

Le versement du solde à SNCF Réseau et SNCF Mobilités se fera sur présentation des factures acquittées.

4.4.3. Paiement

Paiement pour SNCF Réseau et SNCF Mobilités
Le versement des montants de subvention appelés par les maîtres d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.5.2. Dans la mesure du possible, les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la Convention.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance des Maîtres d'ouvrage.

4.4.4. Domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- SNCF Réseau sur le compte ouvert à la Société Générale, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN							**Code BIC**
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPPHPO

- SNCF Mobilités sur le compte ouvert de l'Agence Centrale de la Banque de France à Paris, dont le relevé d'identité bancaire est le suivant :

Code banque : 30001

Code guichet : 00064
N° compte : 00000062471
Clé : 31

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Fonction Téléphone / courriel
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
Région Île-de-France	35, boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle Logement-Transports, Direction des transports	emmanuel.hastings@iledefrance.fr
SNCF Réseau	SNCF CAMPUS RESEAU 15/17 rue Jean-Philippe RAMEAU CS80001 93418 LA PLAINE ST DENIS CEDEX France 75013 Paris Cedex	Service Juridique et des Marchés	Patricia LANGELEZ Patricia.langelez@reseau.sncf.fr TEL : 01 85 57 96 70
SNCF Mobilités	Transilien SNCF Département Gestion Finances 34 – rue du Commandant Mouchotte 75699 PARIS Cedex 14	Division des Investissements	01 85 56 59 76 Sophie.leman@sncf.fr

4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Lorsque l'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projets, **comme c'est le cas en l'espèce**, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6. Comptabilité des Bénéficiaires

Les Maîtres d'ouvrage s'engagent à faire ressortir dans leur comptabilité les dépenses propres aux Etudes et Travaux dont le financement fait l'objet de la présente convention.
Les Maîtres d'ouvrage s'engagent à informer préalablement les Financeurs et l'AO de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la Convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Les maîtres d'ouvrage conservent l'ensemble des pièces justificatives de l'opération pendant dix ans à compter de l'émission des dites pièces.

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS

5.1. Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire jugée utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

5.2. Par le Syndicat des Transports d'Île-de-France

Conformément à l'article R1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

Pour répondre à ce suivi, les maîtres d'ouvrage fournissent et actualisent la fiche de programmation financière présentée à l'occasion de chacun des comités de suivi de la convention de financement tels que décrits ci-dessous à l'article 8.

5.3. Interventions d'experts

Sur proposition de l'autorité organisatrice ou à la demande de l'un des financeurs après information préalable des autres financeurs et de l'autorité organisatrice, les maîtres d'ouvrage s'engagent à permettre aux experts désignés ou missionnés par l'autorité organisatrice, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet sous réserve de l'accord du chef de Projet, qui pourra le refuser pour des raisons de sécurité, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Les maîtres d'ouvrage sont chargés de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

ARTICLE 6. GESTION DES ECARTS

6.1. Dispositions en cas de modification du coût de la présente convention

6.1.1. En cas d'économies

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par les Maîtres d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article

4.3. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

6.1.2. <u>En cas de dépassement du coût prévisionnel</u>

S'il apparaît que, au cours de l'opération, malgré toutes les mesures correctives proposées, le coût prévisionnel ne peut être respecté, les maîtres d'ouvrage fournissent à Île-de-France Mobilités un rapport détaillé sur l'origine des surcoûts, l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par Île-de-France Mobilités aux financeurs, qui s'appuiera notamment sur les éléments transmis par chaque maître d'ouvrage et précisera la nécessité éventuelle de réaliser un avant-projet modificatif.

Au vu de l'avis rendu par Île-de-France Mobilités, les financeurs préciseront alors, lors du Comité de suivi de la convention de financement (CSCF) (Cf article 7.1), le montant du dépassement et la nature des surcoûts qu'ils entendent financer ou les adaptations, notamment de phasage, qu'ils souhaiteraient voir apporter à l'opération pour porter leur financement au-delà de celui prévu par l'article 4.1. au titre du coût prévisionnel des dépenses de chaque maître d'ouvrage.

Le plan de financement des surcoûts est alors arrêté en concertation entre les financeurs, Île-de-France Mobilités et les Maîtres d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité la prise en charge des dits dépassements incombe aux maîtres d'ouvrage.
En cas de désaccord entre les parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii dans lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

6.2. <u>Dispositions en cas de modification des délais de la présente convention</u>

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect du délai de réalisation de l'opération prévu à l'article 2.2 de la présente convention ne peut être assuré, Île-de-France Mobilités et les financeurs peuvent solliciter un rapport détaillé auprès des maitres d'ouvrage, sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences. Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par Île-de-France Mobilités aux financeurs, qui s'appuiera notamment sur les éléments transmis par les maîtres d'ouvrage, et précisera la nécessité éventuelle de réaliser un avant-projet modificatif.
Il indiquera notamment les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux de l'opération. Par ailleurs cet avis précisera l'impact sur l'offre de transport.
Au vu de ce rapport, et de l'avis éventuel formulé par Île-de-France Mobilités, les financeurs émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre les financeurs, Île-de-France Mobilités et les maîtres d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant.

ARTICLE 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

La gouvernance du projet s'articule comme suit autour de comités et de commissions, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

En tant qu'autorité organisatrice, Île-de-France Mobilités s'assure notamment du respect, par les Maîtres d'ouvrage, de la remise des documents, des délais indiqués et des estimations à cette étape du projet indiqués aux articles 2 et 4.

7.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF)

A l'initiative d'Île-de-France Mobilités, il est constitué un comité de suivi de la convention de financement, ci-après désigné « le Comité de Suivi » ou « CSCF » comprenant l'ensemble des signataires de la présente convention. Le comité de suivi aborde principalement les questions techniques et financières des opérations relevant de la Convention.

Le Comité de Suivi se réunit au moins deux (2) fois par an en séance ordinaire, les membres étant convoqués par Île-de-France Mobilités avec un préavis minimum d'un (1) mois.

En tant que de besoin, et notamment pour les questions comptables, à l'initiative d'un des membres, le Comité de Suivi peut être réuni en séance extraordinaire par Île-de-France Mobilités, dans le mois de sa saisine par le demandeur.

Les maîtres d'ouvrage établissent un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses. Ce compte-rendu est analysé par Île-de-France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis d'Île-de-France Mobilités à l'Etat et à la Région.

Le suivi de la réalisation des études Projet et des travaux s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'Opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre),
- le point sur l'avancement des Etudes et des travaux,
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature,
- la liste des principaux marchés signés avec leur date et leur montant d'engagement,
- la liste des principaux marchés à venir avec leur date et leur montant prévisionnel d'engagement,
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu,
- un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour les maîtres d'ouvrage,
- un état comparatif entre le coût prévisionnel de l'opération détaillé par postes CERTU ou équivalent tel qu'indiqué à l'AVP et le coût final de l'opération

détaillé par poste CERTU ou équivalent tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser ;
- un état des lieux sur la consommation des provisions,
- un état d'avancement des dépenses et l'EAT,
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais,
- le montant des dépenses comptabilisées,
- le montant des subventions appelées et versées,
- un prévisionnel des appels de fond réactualisé,
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).

Au titre de la présente convention, et le cas échéant pour les autres conventions de financement en vigueur concernant le même Projet, les maîtres d'ouvrage effectuent une mise à jour des prévisions pluriannuelles de ses dépenses, de ses engagements et des appels de fond. Ces tableaux couvrent la totalité de la période du Projet. Ils sont établis en euros courants conventionnels et en euros constants aux conditions économiques de référence de 03/2017 pour toute la période de réalisation.

Lors de sa première séance, le Comité de Suivi acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés du maître d'ouvrage et leur décomposition, celui-ci servant de base au suivi, en termes financier et d'avancement, du Projet.

3/ La communication autour des opérations :

- le suivi du plan de communication si un tel plan est mis en place pour les opérations,
- les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

7.2. Comité des financeurs

Le comité des Financeurs (ci-après « le Comité des Financeurs ») réunit, sous la présidence d'Île-de-France Mobilités.

Les membres du Comité des Financeurs sont convoqués avec un préavis minimum d'un (1) mois, les éléments étant envoyés au moins quinze (15) jours au préalable.

Les maîtres d'ouvrage établissent un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses réalisées sur la base des documents transmis. Ce compte-rendu est analysé par Île-de-France Mobilités et fait l'objet d'un avis d'Île-de-France Mobilités, l'Etat et la Région.

Le Comité des Financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du Projet. Le Comité des Financeurs se réunit en tant que de besoin concernant des questions ayant des incidences majeures sur le Projet, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés par le CSCF et qui impactent la planification financière du projet.

Les maîtres d'ouvrage présentent alors au Comité des Financeurs les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le Projet, et ce, en vue de permettre au Comité des Financeurs de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'opération.

7.3. Information hors comité et commission de suivi

Les maîtres d'ouvrage s'engagent pendant toute la durée de validité de la Convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des études Projet et des travaux devant le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France à la demande de ce dernier,
- à tenir informés les financeurs, entre deux CSCF, de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;
- à informer l'Etat, la Région et Île-de-France Mobilités sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier des opérations,

Les maîtres d'ouvrage s'engagent également à inviter Île-de-France Mobilités ainsi que l'Etat et la Région ou les experts missionnés par Île-de-France Mobilités à assister, sur leur demande, et dans le respect des contraintes de confidentialité, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

Les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins quinze (15) jours avant la réunion.

ARTICLE 8. MODIFICATION DE L'AVANT-PROJET

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'avant-projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (article 2.2 de la Convention), entrainant un décalage de la mise en service, ou des objectifs de coûts précisés à l'article 4.1. de la Convention, peut conduire, selon l'appréciation d'Île-de-France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la réalisation d'un avant-projet modificatif, présenté au Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France.

En conséquence, dès qu'un maître d'ouvrage envisage des modifications de son programme dans le Projet, précisé notamment à l'article 2 de la Convention, il transmettra, à Île-de-France Mobilités et aux Financeurs, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. il devra veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Île-de-France Mobilités validera les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou appréciera l'opportunité d'une saisine du Comité de Suivi ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

L'avant-projet modificatif sera présenté au Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France. Il donnera lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la Convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation du Projet. Les travaux concernés ne pourront avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par les maîtres d'ouvrage de demandes, d'un des Financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet approuvé le 03 octobre 2017 en Conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Île-de-France. La prise en compte de ces modifications sera soumise à l'accord préalable des Maîtres d'Ouvrage. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

ARTICLE 9. DIFFUSION DES DOCUMENTS, CONFIDENTIALITE, COMMUNICATION

Les règles et dispositions décrites dans le paragraphe suivant s'appliqueront exclusivement à la présente convention « **Schéma Directeur du RER C – Modernisation des gares – Etudes PRO-REA de la gare d'Ivry-sur-Seine – accès Seine** ».

9.1. Propriété intellectuelle et diffusion des études

Les études réalisées dans le cadre de la présente convention restent de la propriété du maître d'ouvrage.

Les maîtres d'ouvrage transmettront, dans le respect du secret industriel et commercial et sous réserve des droits des tiers, aux financeurs et à l'AO les résultats d'études et, sur demande des financeurs et d'Île-de-France Mobilités, les études visées à l'article 1 et tout autre document et support d'information nécessaires au Syndicat des Transports d'Île-de-France pour remplir son rôle d'Autorité Organisatrice.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité de toutes les informations considérées comme confidentielles conformément à l'article 9.3.

9.2. Communication institutionnelle des financeurs

Les présents signataires s'engagent à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elle vise, notamment par une indication portée sur les documents finaux.
L'ensemble des dossiers d'études, documents et supports d'information mentionnera de manière explicite les logos des financeurs.

Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de projets Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre entre partenaires : l'Etat, la Région, SNCF Mobilités
- l'ordre des financeurs : l'Etat, la Région et SNCF Mobilités
- en dernier : le logo du Syndicat des Transports d'Île-de-France

9.3. Confidentialité

Au sens du présent article, l'expression « Informations Confidentielles» recouvre toutes les informations ou données de nature commerciale, financière ou technique, quelle qu'en soit la nature ou la forme (écrite ou orale et notamment tous documents écrits ou

imprimés, modèles, disques, DVD, cédéroms et plus généralement toutes formes et modèles susceptibles d'être adoptés), qui seront transmises par la SNCF au Syndicat des Transports d'Île-de-France, à l'Etat et à la Région dont ils auraient connaissance au cours de leurs missions respectives.

L'absence de mention confidentielle portée sur les documents ne vaudra en aucun cas dérogation à cette règle. Les parties s'engagent à ce que, pendant la durée de la présente convention et à l'issue de dix (10) années qui s'ensuivront, les informations confidentielles telles que définies ci-avant :

- soient traitées avec la même précaution que les parties portent à la préservation de leurs propres informations confidentielles ;
- ne soient pas utilisées dans un cadre autre que leurs missions respectives telles que définies à l'article 2;
- pour permettre au Syndicat des Transports d'Île-de-France d'assurer son rôle d'Autorité organisatrice et de mener à bien ses propres expertises, la SNCF autorise le Syndicat des Transports d'Île-de-France à faire appel à des prestataires dans le cadre stricte de leurs missions qui leurs ont été confiées et communiquer à cet effet des Informations Confidentielles. Le Syndicat des Transports d'Île-de-France s'assurera que ses prestataires s'engagent à signer un accord de confidentialité.
- ne soient pas divulguées à des tiers, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la partie propriétaire des informations, sauf exceptions prévues à l'article 8.1. ;
- conformément à l'article 1120 du code civil, les parties se portent fort pour tout leur personnel (salariés et collaborateurs, intervenants), du respect de cette obligation de confidentialité.

La présente convention ne s'applique pas aux informations confidentielles pour lesquelles les parties apporteraient la preuve écrite :

- qu'elles étaient en leurs possession ou qu'elles étaient tombées dans le domaine public avant qu'elles ne leurs soient communiquées par l'autre partie ;
- qu'elles sont, postérieurement à la date de la signature de la présente convention, tombées dans le domaine public et ce, sans violation des termes de la convention ;
- qu'elle les a licitement acquises d'un tiers qui était en droit de les divulguer.

Enfin, les parties ne seront pas soumises à l'obligation de confidentialité prévue au présent article :

- en cas d'injonction d'un tribunal ou de toute autre autorité de contrôle de fournir des informations confidentielles à l'autre partie ;
- en application d'une obligation légale ou réglementaire qui imposerait à la partie destinataire de communiquer des informations confidentielles de l'autre partie.

En cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, ils devront informer la partie propriétaire des informations de la requête ou de l'injonction qui leur a été faite de communiquer.

ARTICLE 10. BILAN DE L'OPERATION

10.1. Bilan physique et financier

A l'appui de la demande de solde de la convention, chaque maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité un bilan financier des dépenses relevant de son périmètre dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan présentera notamment une décomposition selon les postes constitutifs de son coût prévisionnel des dépenses, **l'ensemble des dépenses acquittées étant désactualisé aux conditions économiques de référence de la convention** (avec mise en évidence du montant de l'actualisation réglée pour chacun des maîtres d'ouvrage) afin de permettre une comparaison.

Ce bilan financier de la convention comportera notamment :

- un rapport de présentation « d'avancement de chantier » indiquant le descriptif des études réalisées et retraçant l'évolution éventuelle du coût prévisionnel des dépenses et des principales décisions concernant les aménagements dont il assure la maîtrise d'ouvrage ;
- le récapitulatif des subventions attribuées au titre de la présente convention ;
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs ;
- le récapitulatif des dépenses effectivement payées à la date de réalisation du bilan ;
- le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses effectivement payées par les maîtres d'ouvrage à la date de réalisation du bilan de la dernière convention de réalisation du projet et les versements effectués par les financeurs (l'ensemble des dépenses de chacun des maîtres d'ouvrage fera l'objet d'une désactualisation afin de permettre la vérification du respect du coût d'objectif du projet, établi en euros constants)
- un état des éventuelles suggestions de compléments d'aménagement le concernant consécutives à la mise en service de l'opération.

10.2. Évaluation économique, sociale et environnementale

Les signataires de la présente convention ont décidé la réalisation des opérations en tenant compte de l'évaluation économique et sociale effectuée par les maîtres d'ouvrage et figurant dans l'Avant-projet approuvés par Île-de-France Mobilités. Cette évaluation préalable comporte un bilan prévisionnel des avantages et inconvénients entraînés par la mise en service des opérations. C'est au vu des prévisions et objectifs explicités dans l'Avant-projet que les signataires ont pu reconnaître ensemble la validité économique et sociale de l'opération.

Sous le pilotage d'Île-de-France Mobilités, les maîtres d'ouvrage organisent conjointement la collecte des informations nécessaires au bilan a posteriori, à établir au plus tard dans les cinq années qui suivent la mise en service, comme stipulé au Contrat de Plan État – Région d'Ile-de-France. Les maîtres d'ouvrage transmettront ce bilan à Île-de-France Mobilités ainsi qu'à l'Etat et la Région.

ARTICLE 11. DISPOSITIONS GENERALES

11.1. Modification de la convention

La Convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnée à l'article 4.4.4 de la Convention qui font l'objet d'un échange de lettre entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties.

11.2. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à trouver une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les éventuels litiges ne pouvant être réglés de manière amiable entre les Parties sont de la compétence du Tribunal Administratif de Paris.

11.3. Résiliation de la convention

Les Parties peuvent prononcer la résiliation de la Convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la Partie en cause par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la Convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la Convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les Financeurs s'engagent à rembourser aux Maîtres d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation ainsi que les dépenses nécessaires à l'établissement d'une situation à caractère définitif.
Sur cette base, les Maîtres d'ouvrage procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des Financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des Maîtres d'ouvrage.

11.4. Date d'effet et durée de la Convention

La Convention prend effet à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres Parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date fixée par la délibération de la commission permanente de la Région Ile-de-France approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes.

La Convention expire soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 11.3 soit après la réalisation des étapes suivantes :

- mise en service des infrastructures objets de la présente convention ;
- paiement du solde de la totalité des subventions dues aux Maîtres d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4 de la Convention

La convention expire au plus tard le 01/01/2025.

11.5. Propriétés et diffusion des études

« **Etudes** » : désigne les Etudes réalisées par les maîtres d'ouvrage dans le cadre de la présente convention de financement.

« **Résultats des Etudes** » : désigne les synthèses des Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention de financement.

Les études et les résultats d'études réalisés dans le cadre de la présente convention de financement sont la propriété du maître d'ouvrage qui les a réalisés.

Le régime d'utilisation de ces études entre maîtres d'ouvrage sera prévu dans la convention de maîtrise d'ouvrage PRO REA relative au projet.

Les résultats des études seront communiqués aux co-financeurs qui s'interdisent toute diffusion en dehors des signataires de la présente convention, sauf accord préalable des maîtres d'ouvrage.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable des parties signataires.

Les données des études pourront être utilisées librement par les financeurs et Île-de-France Mobilités dans le cadre de la poursuite de la réalisation du projet.

11.6. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la Convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la Convention.

La présente convention est établie en 5 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour l'Etat, **Michel CADOT** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PÉCRESSE** Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France	
Pour SNCF Réseau, **Stéphane CHAPIRON** Directeur des Projets Franciliens	Pour SNCF Mobilités,	Pour le Syndicat des Transports d'Île-de-France (Île-de-France Mobilités), **Laurent PROBST** Directeur Général

ANNEXES

- Annexe 1 : Organigramme de l'opération
- Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des autorisations de programme et des appels de fonds
- Annexe 3 : Calendrier prévisionnel

ANNEXE 1 :
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF MOBILITES

- ✓ Maître d'ouvrage : Direction Déléguée des Gares Transiliennes

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF RESEAU

- ✓ Maître d'ouvrage : Direction des Projets Franciliens, Agence Accessibilité

MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE SNCF MOBILITES

sans objet

MAITRISE D'ŒUVRE SNCF MOBILITES

Direction Déléguée des Gares Transiliennes, Pôle Conception Réalisation

MAITRISE D'ŒUVRE SNCF RESEAU

Direction des Projets Franciliens, Agence Accessibilité

ANNEXE 2 :
Echéancier prévisionnel des autorisations de programme et des dépenses

2.1 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS PAR MOA

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS EN AP/AE SNCF RESEAU EN K€ COURANTS

k€ courants HT	2017	2018	2019	2020	**Total**
Etat (22,5%)	12 811	-	284 920	-	**297 731**
Région IdF (52,5%)	29 892	-	664 814	-	**694 706**
SNCF Réseau (25%)	14 234	-	316 578	-	**330 812**
Total	**56 937**	**-**	**1 266 312**	**-**	**1 323 249**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS EN AP/AE SNCF MOBILITES EN K€ COURANTS

k€ courants HT	2017	2018	2019	2020	**Total**
Etat (22,5%)	7 781	-	165 184	-	**172 965**
Région IdF (52,5%)	18 158	-	385 428	-	**403 586**
SNCF Mobilités (25%)	8 647	-	183 537	-	**192 184**
Total	**34 586**	**-**	**734 149**	**-**	**768 735**

2.2 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES

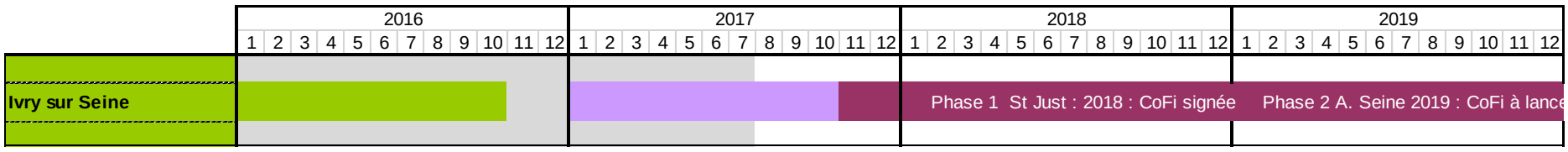
ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND SNCF RESEAU EN K€ COURANTS

k€ courants HT	2017	2018	2019	2020	**Total**
Etat (22,5%)	-	12 811	284 920	-	**297 731**
Région IdF (52,5%)	-	29 892	664 814	-	**694 706**
SNCF Réseau (25%)	-	14 234	316 578	-	**330 812**
Total	**-**	**56 937**	**1 266 312**	**-**	**1 323 249**

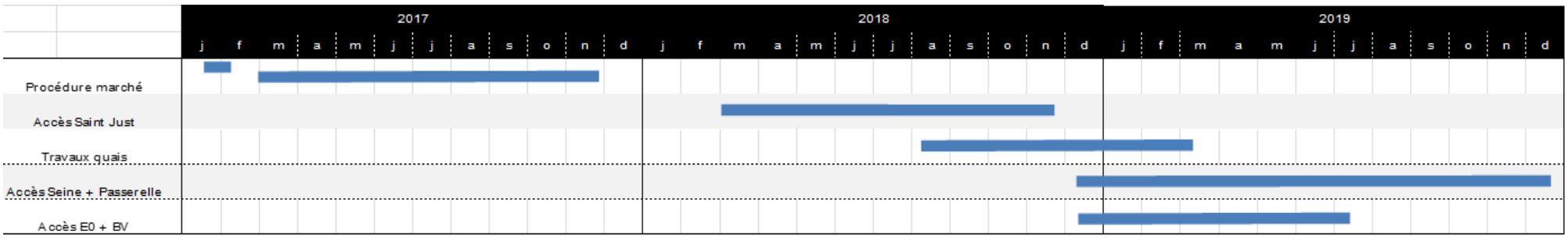
ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND SNCF MOBILITES EN K€ COURANTS

k€ courants HT	2017	2018	2019	2020	**Total**
Etat (22,5%)	-	7 781	165 184	-	**172 965**
Région IdF (52,5%)	-	18 158	385 428	-	**403 586**
SNCF Mobilités (25%)	-	8 647	183 537	-	**192 184**
Total	**-**	**34 586**	**734 149**	**-**	**768 735**

ANNEXE 3:
Calendrier prévisionnel



(Vert : PRO) (Violet : Marchés) (Bordeaux : REA)



Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-430

DU 18 OCTOBRE 2017

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE VÉLO EN ÎLE-DE-FRANCE
PROJETS SITUES DANS LES DÉPARTEMENTS DE LA SEINE-ET-MARNE, DES YVELINES, DE L'ESSONNE, DES HAUTS-DE-SEINE, DE LA SEINE-SAINT-DENIS ET DU VAL-DE-MARNE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

Vu Le Code général des collectivités territoriales ;
Vu Le Code de la route ;
Vu L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu La délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au plan d'action régional en faveur de la mobilité durable et particulièrement son annexe 2 – dispositif « Déplacements à vélo en Île-de-France » ;

Vu La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

Vu La délibération n° CR 2017-54 du 9 mars 2017 relative à la mise en œuvre du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Vu La délibération n° CR 2017-77 du 18 mai 2017 relative au Plan Vélo régional ;

Vu La délibération n° CP 15-520 du 9 juillet 2015 relative à la convention financière type concernant les opérations cyclables ;

Vu Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission des transports ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-430 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : «Programme HP 78-001 - Circulations douces»

Décide de participer au titre du dispositif **«** *Déplacements à vélo en Île-de-France »,* au financement des projets détaillés en annexe 2 *(fiches projets)* à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **5 299 410,88 €** répartis comme suit :

Maître d'ouvrage	Nom de l'opération	Montant de la subvention
Commune de Champagne-sur Seine (77)	Scandibérique : Aménagement cyclable le long de la Seine à Champagne-sur-Seine	790 955.40 €
Commune de Mouroux (77)	Itinéraire cyclable le long de la RD934 à Mouroux	540 000 €
CC de l'Orée de la Brie (77)	Itinéraire cyclable de desserte du Lycée Blaise Pascal à Servon et Brie-Comte-Robert	1 072 209,32 €
CA de Versailles Grand Parc (78)	Itinéraire cyclable de desserte de l'ile de loisir de Saint-Quentin-en-Yvelines à Bois d'Arcy	192 500 €
CU Grand Paris Seine et Oise (78)	Elaboration d'un schéma directeur cyclable	25 000 €
CU Grand Paris Seine et Oise (78)	Plan de stationnement vélo à proximité des équipements communautaires	15 970,50 €
CA Cœur d'Essonne (91)	Itinéraire cyclable de desserte de la Gare de Brétigny-sur-Orge et d'IRBA (91)	183 704,06 €
Département de l'Essonne	Itinéraire cyclable le long de la RD17 à Fontenay-le-Vicomte et Ballancourt-sur-Essonne	160 000 €
Département de l'Essonne	Itinéraire cyclable le long de la RD17 entre Lardy et Saint-Vrain	152 500 €
Département des Hauts-de-Seine	Itinéraire cyclable le long de la RD906 entre le rond-point du Petit Clamart et le Tram 6 à Clamart	225 772 €
Département des Hauts-de-Seine	Itinéraire cyclable le long de la RD67A entre rue Georges Suant et la Villa Yvonne à Antony	59 327 €
Département des Hauts-de-Seine	Itinéraire cyclable le long de la RD74 entre la RD920 et la rue Marcel Sambat à Bourg-La-Reine	112 585 €
Département des Hauts-de-Seine	Itinéraire cyclable le long de la RD985 entre le Parc du Pré Saint-Jean et la rue du Mont Valérien à Saint-Cloud	82 675 €
Département de la Seine Saint-Denis	Itinéraire cyclable le long du Canal de l'Ourcq à Pantin (section Elis - Eqiom (ex-Holcim))	285 480 €
Département de la Seine Saint-Denis	Itinéraire cyclable le long de l'ex-RN14 à Epinay-sur-Seine	303 400 €
Département de la Seine Saint-Denis	Itinéraire cyclable le long de la RD 20 (rue du Landy) à Saint-Denis	301 000 €
Département du Val de Marne	Itinéraire cyclable le long de la RD160 à Chevilly Larue	183 000 €
Département du Val de Marne	Scandibérique – Etudes AVP sur Passerelle Ablon-Vigneux	30 000 €
Département des Yvelines	Itinéraire cyclable le long de la RD 190 à Saint-Germain-en-Laye et Le Pecq	333 333 €
Département des Yvelines	Véloscénie - Itinéraire cyclable le long de la RD 195 à Magny-les-Hameaux	249 999,60 €
	TOTAL	**5 299 410,88 €**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 15-520 du 09 juillet 2015, modifiée pour tenir compte des dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **5 299 410,88 €** disponible sur le chapitre 907 «Environnement» - code fonctionnel 78 «Autres actions» programme HP 78-001 « Circulations douces » - action 17800101 «Réseaux verts et équipements cyclables», du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Circulations douces – opérations en démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 (subventions d'investissement) de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier. Les motivations de démarrage anticipé sont explicitées dans la fiche projet relative à l'opération concernée et jointe en annexe 2.

N° DE DOSSIER	Nom de l'opération	Bénéficiaire	Date prévisionnelle du démarrage des travaux
17014059	Elaboration d'un schéma directeur cyclable	CU Grand Paris Seine et Oise (78)	01/07/2017

Article 3 : Soutien à l'investissement pour le déploiement, par Ile-de-France Mobilités, de vélos à assistance électrique

Décide de participer au financement de la première phase de déploiement du système de location longue durée de vélos à assistance électrique par Ile-de-France Mobilités par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 6 000 000€ au titre du dispositif « management de la mobilité / nouveaux services de mobilité » conformément à l'annexe 4 du rapport CR 2017-54 « Plan régional anti-bouchon et pour changer la route ».

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **6 000 000 €** disponible sur le chapitre 907 «Environnement» - code fonctionnel 78 «Autres actions» programme HP 78-001 « Circulations douces » - action 17800101 «Réseaux verts et équipements cyclables», du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 4 : Scandibérique (Eurovéloroute 3) – missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage et inauguration

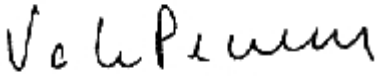
Approuve le principe de lancement par la Région, en tant que chef de file de la « Scandibérique » (Eurovéloroute 3), d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage visant à animer et coordonner les actions du COTECH « identité marketing » en vue de l'inauguration de l'itinéraire cyclable mi 2018, pour un montant global de 30 000 €.

Affecte une autorisation d'engagement de 30 000 € disponible sur le chapitre 938 «Transports », code fonctionnel 80 « Services communs », programme HP 80-001 « Etudes générales », action 18000101 « Etudes générales, expérimentations et innovations » du budget 2017, pour la réalisation de cette mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Approuve le principe de lancement par la Région, en tant que chef de file de la « Scandibérique » (Eurovéloroute 3), d'une mission d'évènementiel en vue de l'inauguration de l'EV3 en juin 2018, pour un montant global de 80 000 €.

Affecte une autorisation d'engagement de 80 000 € disponible sur le chapitre 938 «Transports », code fonctionnel 80 « Services communs », programme HP 80-001 « Etudes générales », action 18000101 « Etudes générales, expérimentations et innovations » du budget 2017, pour la réalisation de cette mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-430	Budget	2017

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**78 - Autres actions**
Programme	**178001 - Circulations douces**
Action	**17800101 - Réseaux verts et équipements cyclables**

Dispositif : N° 00000718 - Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)

Dossier	17012423 - VÉLO - ITINERAIRE CYCLABLE DE DESSERTE DU LYCEE BLAISE PASCAL A SERVON ET BRIE-COMTE-ROBERT (77)			
Bénéficiaire	R1998 - COMMU CMNES OREE DE BRIE			
Localisation	CC OREE DE LA BRIE (77-SEINE ET MARNE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 072 209,32 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 144 418,64 €	HT	50 %	1 072 209,32 €	

Dossier	17013881 - VELO - ITINERAIRE CYCLABLE LE LONG DU CANAL DE L'OURCQ A PANTIN (93)			
Bénéficiaire	R2304 - DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS			
Localisation	PANTIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	285 480,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
475 800,00 €	HT	60 %	285 480,00 €	

Dossier	17013882 - VELO - ITINERAIRE CYCLABLE LE LONG DE L'EX RN 14 A EPINAY-SUR-SEINE (93)			
Bénéficiaire	R2304 - DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS			
Localisation	EPINAY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	303 400,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
606 800,00 €	HT	50 %	303 400,00 €	

Dossier	17013883 - VELO - ITINERAIRE CYCLABLE LE LONG DE LA RD20 A SAINT-DENIS (93)			
Bénéficiaire	R2304 - DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS			
Localisation	SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	301 000,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
602 000,00 €	HT	50 %	301 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-430	Budget	2017

Dossier	17013910 - VÉLO - ITINÉRAIRE CYCLABLE ENTRE LA GARE DE BRÉTIGNY-SUR-ORGE ET L'IRBA (91)			
Bénéficiaire	P0034024 - CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION			
Localisation	BRETIGNY-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	183 704,06 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
367 408,12 €	HT	50 %	183 704,06 €	

Dossier	17013914 - VÉLO - ITINÉRAIRE CYCLABLE LE LONG DE LA RD17 ENTRE LARDY ET SAINT-VRAIN (91)			
Bénéficiaire	R2302 - DEPARTEMENT DE L ESSONNE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	152 500,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
305 000,00 €	HT	50 %	152 500,00 €	

Dossier	17013915 - VELO - RD 906 ENTRE ROND-POINT DU PETIT CLAMART ET LE TRAM 6 – CLAMART (CD92)			
Bénéficiaire	R2303 - DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE			
Localisation	CLAMART			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	225 772,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
451 544,00 €	HT	50 %	225 772,00 €	

Dossier	17013916 - VELO - RD 67A ENTRE RUE GEORGES SUANT ET LA VILLA YVONNE – ANTONY (CD92)			
Bénéficiaire	R2303 - DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE			
Localisation	ANTONY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	59 327,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
118 654,00 €	HT	50 %	59 327,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-430	Budget	2017

Dossier	17013917 - VELO - RD 74 ENTRE RD920 ET RUE MARCEL SEMBAT – BOURG-LA-REINE (CD92)			
Bénéficiaire	R2303 - DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE			
Localisation	BOURG-LA-REINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	112 585,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
225 170,00 €	HT	50 %	112 585,00 €	

Dossier	17013918 - VELO - RD 985 ENTRE LE PARC DU PRE SAINT-JEAN ET LA RUE DU MONT VALERIEN – SAINT-CLOUD (CD92)			
Bénéficiaire	R2303 - DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE			
Localisation	SAINT-CLOUD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	82 675,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
165 350,00 €	HT	50 %	82 675,00 €	

Dossier	17013999 - VELO - ITINERAIRE CYCLABLE LE LONG DE LA RD 934 A MOUROUX (77)			
Bénéficiaire	R816 - COMMUNE DE MOUROUX			
Localisation	MOUROUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	540 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 080 000,00 €	HT	50 %	540 000,00 €	

Dossier	17014025 - SCANDIBÉRIQUE (EV3): AMÉNAGEMENT CYCLABLE LE LONG DE LA SEINE À CHAMPAGNE-SUR-SEINE (77)			
Bénéficiaire	R306 - COMMUNE DE CHAMPAGNE-SUR-SEINE			
Localisation	CHAMPAGNE-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	790 955,40 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 318 259,00 €	HT	60 %	790 955,40 €	

Dossier	17014031 - VÉLO - ITINÉRAIRE CYCLABLE ENTRE BALLANCOURT-SUR-ESSONNE ET FONTENAY-LE-VICOMTE - RD17 (91)			
Bénéficiaire	R2302 - DEPARTEMENT DE L ESSONNE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	160 000,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
320 000,00 €	HT	50 %	160 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-430	Budget	2017

Dossier	17014056 - SCANDIBÉRIQUE (EV3) - PASSERELLE ABLON (94) - VIGNEUX-SUR-SEINE (91) - ÉTUDE AVP			
Bénéficiaire	R2305 - DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	HT	60 %	30 000,00 €	

Dossier	17014057 - VELO-ITINERAIRE CYCLABLE DE DESSERTE DE L'ILE DE LOISIR DE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES A BOIS D'ARCY (78)			
Bénéficiaire	R27679 - CAVGP COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VERSAILLES GRAND PARC			
Localisation	BOIS-D'ARCY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	192 500,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
385 000,00 €	HT	50 %	192 500,00 €	

Dossier	17014058 - VELO - ITINERAIRE CYCLABLE LE LONG DE LA RD160 A CHEVILLY LARUE (94)			
Bénéficiaire	R2305 - DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE			
Localisation	CHEVILLY-LARUE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	183 000,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
366 000,00 €	HT	50 %	183 000,00 €	

Dossier	17014060 - VELO - PLAN DE STATIONNEMENT VELO A PROXIMITE DES EQUIPEMENTS COMMUNAUTAIRES DE GRAND PARIS SEINE ET OISE (78)			
Bénéficiaire	P0034120 - GRAND PARIS SEINE ET OISE			
Localisation	COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 970,50 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
31 941,00 €	HT	50 %	15 970,50 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-430	Budget	2017

Dossier	17014165 - VELO - CREATION DE PISTES CYCLABLES LE LONG DE LA RD 190 A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE ET LE PECQ (78)			
Bénéficiaire	R2301 - DEPARTEMENT DES YVELINES			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	333 333,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
666 666,00 €	HT	50 %	333 333,00 €	

Dossier	17014169 - VELO - VELOSCENIE : ITINERAIRE CYCLABLE LE LONG DE LA RD 195 A MAGNY-LES-HAMEAUX (78)			
Bénéficiaire	R2301 - DEPARTEMENT DES YVELINES			
Localisation	MAGNY-LES-HAMEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	249 999,60 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
416 666,00 €	HT	60 %	249 999,60 €	

Total sur le dispositif N° 00000718 - Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	5 274 410,88 €

Dispositif : N° 00001061 - Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables

Dossier	17014059 - VELO - ELABORATION D'UN SCHEMA DIRECTEUR CYCLABLE SUR LE TERRITOIRE DE GPS&O (78)			
Bénéficiaire	P0034120 - GRAND PARIS SEINE ET OISE			
Localisation	COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	HT	50 %	25 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001061 - Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	25 000,00 €

Dispositif : N° 00001063 - Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-430	Budget	2017

Dossier	17014062 - FINANCEMENT DE VAE POUR MISE EN PLACE D'UNE LOCATION LONGUE DUREE PAR IDF MOBILITES - 1ERE AFFECTATION			
Bénéficiaire	R1989 - STIF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 000 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 000 000,00 €	HT	50 %	6 000 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001063 - Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV	6 000 000,00 €

Total sur l'imputation 907 - 78 - 178001 - 17800101	11 299 410,88 €

ANNEXE 2 : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013881

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VELO - ITINERAIRE CYCLABLE LE LONG DU CANAL DE L'OURCQ A PANTIN (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	475 800,00 €	60,00 %	285 480,00 €
	Montant Total de la subvention		285 480,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : 3 ESPLANADE JEAN MOULIN
93006 BOBIGNY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur STEPHANE TROUSSEL, Président

N° SIRET : 22930008201453

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : l'aménagement de l'itinéraire cyclable le long du Canal de l'Ourcq à Pantin (section Elis-Eqiom)

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le département de Seine-Saint-Denis a lancé un Plan Mobilités Durables dont l'un des objectifs est de réaliser 20 km d'itinéraires cyclables d'ici 2020. La présente opération fait partie de ce Plan.

Le projet a pour objectif d'aménager la piste cyclable le long du canal de l'Ourcq à Pantin, entre la limite avec Bobigny et l'entreprise Elis.

Lors de précédents travaux financés par la Région, le département a déjà aménagé le long du canal de l'Ourcq les cheminements en amont et en aval de la section proposée ici. Côté ouest par une séparation des usages avec une piste bidirectionnelle, une bande végétalisée et un cheminement piétons. De l'autre côté, c'est une voie verte partagée entre piétons et cyclistes qui a été mise en œuvre.

Description :

D'une longueur d'environ 780 ml, le projet se déploie comme suit :

Sur la section "ouest", l'aménagement est dans la continuité de ce qui a été réalisé précédemment et donc comprend une piste cyclable bidirectionnelle, une bande végétalisée intégrant l'éclairage public et un cheminement piéton coté canal.

Au niveau de la section centrale, le projet de port à sec nécessite un quai laissé libre. Le profil envisagé est donc une piste cyclable et un cheminement piéton. L'éclairage sera installé le long du bâtiment.

Sur la section "est" et devant la centrale à béton, le quai sera aménagé en voie verte.
Sur cette section, sous le pont Hippolyte Boyer et au niveau de l'intersection avec l'allée rejoignant le Chemin latéral au chemin de fer, un béton balayé de couleur beige symbolisera la priorité donnée au piéton (signalisation d'aire piétonne) afin que les cyclistes soient davantage vigilants.

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage sera assurée par le Département de la Seine-Saint-Denis.

Intérêt régional :
L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 2 de la politique vélo régional : « Réaliser un réseau vélo de loisirs, de tourisme durable et de véloroutes à l'échelle de la Région ».

Conformément à la délibération n°CR 37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 60% maximum d'une dépense subventionnable de 610 € /ml.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Tous les types d'usagers de la route et particulièrement les cyclistes.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total des aménagements prévus par le Département est de 1 165 700 € HT.

Au regard du linéaire prévu de 780 ml et du ratio linéaire applicable de 610€/ml, le plafond de dépense subventionnable est de 475 800 € (780*610 ml). Il est inférieur au coût de l'opération. Le montant des dépenses éligibles est donc limité à ce plafond.
Après application du taux maximum de 60% (car l'itinéraire est inscrit sur la carte du Schéma Régional des Véloroutes Voies Vertes), le montant de la subvention s'élève à 285 480 €.

Localisation géographique :
- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
EQUIPEMENT (éclairage public)	248 750,00	21,34%	Département de la Seine-Saint-Denis	880 220,00	75,51%
TRAVAUX DE VOIRIE	916 950,00	78,66%	Région Île-de-France	285 480,00	24,49%
Total	1 165 700,00	100,00%	Total	1 165 700,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	95 160,00 €
2018	190 320,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	374 650,00 €
2014	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	27 600,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	865 154,43 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	14 877 100,00 €
2014	Politique énergie climat	252 600,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	1 200 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 017 500,00 €
2014	Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des piétons	243 600,00 €
2014	Soutien aux structures de prévention	235 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	500 000,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	576 000,00 €
2015	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	717 224,00 €
2015	E-administration	60 000,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	20 000,00 €

2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	455 040,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 958 012,67 €
2015	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	950 000,00 €
2015	Plan Piscines Régional	1 920 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	60 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	235 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	11 452 504,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 072 000,00 €
2015	Soutien au haut débit et ressources numériques au développement des TICE	96 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 015 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	104 785,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	100 000,00 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	927 500,00 €
2016	Soutien aux actions en faveur de la lutte contre la pollution	38 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	915 000,00 €
2017	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	-628,00 €
2017	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	251 880,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	550 000,00 €
	Montant total	47 912 400,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013882

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VELO - ITINERAIRE CYCLABLE LE LONG DE L'EX RN 14 A EPINAY-SUR-SEINE (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	606 800,00 €	50,00 %	303 400,00 €
	Montant Total de la subvention		303 400,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : 3 ESPLANADE JEAN MOULIN
93006 BOBIGNY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur STEPHANE TROUSSEL, Président

N° SIRET : 22930008201453

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : l'aménagement de l'itinéraire cyclable le long de l'ex RN14 à Epinay-sur-Seine (93)

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le département de Seine-Saint-Denis a lancé un Plan Mobilités Durables dont l'un des objectifs est de réaliser 20 km d'itinéraires cyclables d'ici 2020. La présente opération fait partie de ce Plan.

Ce projet a pour objectif de créer un itinéraire cyclable à Epinay-sur-Seine, sur l'ex-RN 14, avenue de Lattre de Tassigny, entre l'ex-RN 310 avenue Joffre et la RD 234 avenue Salvador Allende.

Description :
Le projet consiste en l'aménagement de pistes cyclables d'environ 1,50 m de large.

Sur la section ouest (entre ex-RN 310 et rue de Saint-Gratien), une piste cyclable unidirectionnelle ayant déjà été aménagée en 2016 sur le trottoir Nord, dans le cadre de la réfection du trottoir, seule une piste unidirectionnelle sera créée côté sud sur environ 300m.

A partir du carrefour avec l'avenue d'Enghien (RD 23Quater), des pistes unidirectionnelles bilatérales sont prévues. L'aménagement cyclable côté sud sera situé sur chaussée, grâce à la suppression d'une voie de circulation, et sera protégé par une bordure colombe.

Au niveau du carrefour avec la RD 234, une traversée cyclable sera aménagée le long du passage piéton et permettra de rejoindre la piste cyclable bidirectionnelle aménagée le long du T8.

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage sera assurée par le Département de la Seine-Saint-Denis.

Intérêt régional :
L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 1 de la politique vélo régional : « Soutien aux projets relatifs à la réalisation d'itinéraires et équipements cyclables - article 1.1. Compléter le réseau cyclable régional structurant de niveau 1 en accompagnant les opérations sur le réseau viaire et celles définies au schéma vélo de la Ville de Paris, ainsi que celles portées par les réseaux viaires départementaux ».

Conformément à la délibération n°CR 37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 50% maximum d'une dépense subventionnable de 610 € m/l.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Tous les types d'usagers de la route et particulièrement les cyclistes.

Le projet permettra notamment une desserte cyclable du tramway T8, du collège Robespierre et du lycée professionnel Louise Michel.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total des aménagements prévus par le Département est de 606 800 € HT.

Au regard du linéaire prévu d'environ 1 200 ml (300m + 450m X2) et du ratio linéaire applicable de 610€/ml, le plafond de dépense subventionnable est de 732 000 €, supérieur au coût de l'opération. Le montant des dépenses éligibles est donc limité au coût de l'opération.
Après application du taux maximum de 50%, le montant de la subvention s'élève à 303 400 €.

Localisation géographique :
- EPINAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de voiries	606 800,00	100,00%
Total	606 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Département de Saine-Saint-Denis	303 400,00	50,00%
Région Île-de-France	303 400,00	50,00%
Total	606 800,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	303 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	374 650,00 €
2014	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	27 600,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	865 154,43 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	14 877 100,00 €
2014	Politique énergie climat	252 600,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	1 200 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 017 500,00 €
2014	Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des piétons	243 600,00 €
2014	Soutien aux structures de prévention	235 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	500 000,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	576 000,00 €
2015	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	717 224,00 €
2015	E-administration	60 000,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	455 040,00 €

2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 958 012,67 €
2015	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	950 000,00 €
2015	Plan Piscines Régional	1 920 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	60 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	235 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	11 452 504,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 072 000,00 €
2015	Soutien au haut débit et ressources numériques au développement des TICE	96 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 015 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	104 785,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	100 000,00 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	927 500,00 €
2016	Soutien aux actions en faveur de la lutte contre la pollution	38 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	915 000,00 €
2017	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	-628,00 €
2017	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	251 880,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	550 000,00 €
	Montant total	47 912 400,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013883

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VELO - ITINERAIRE CYCLABLE LE LONG DE LA RD20 A SAINT-DENIS (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	602 000,00 €	50,00 %	301 000,00 €
	Montant Total de la subvention		301 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : 3 ESPLANADE JEAN MOULIN
93006 BOBIGNY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur STEPHANE TROUSSEL, Président

N° SIRET : 22930008201453

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : l'aménagement de l'itinéraire cyclable le long de la RD20 (rue du Landy) à Saint-Denis (93)

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le département de Seine-Saint-Denis a lancé un Plan Mobilités Durables dont l'un des objectifs est de réaliser 20 km d'itinéraires cyclables d'ici 2020. La présente opération fait partie de ce Plan.

Ce projet a pour objectif de créer un itinéraire cyclable sur la RD 20, rue du Landy à Saint-Denis, seule liaison Est-Ouest possible sur ce territoire pour les modes actifs, entre Aubervilliers et Saint-Ouen.

Description :
Le projet se situe entre l'ex-RN 1 avenue du Président Wilson et la RD 14 boulevard Ornano, soit une

section d'une longueur d'environ 950 mètres.

Le projet consiste en l'aménagement de bandes et pistes cyclables sur chaussée, d'une largeur d'environ 1,50 m, ponctuellement réduite à 1,20 m quand la chaussée est plus contrainte.

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage sera assurée par le Département de la Seine-Saint-Denis.

Intérêt régional :
L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 1 de la politique vélo régional : « Soutien aux projets relatifs à la réalisation d'itinéraires et équipements cyclables - article 1.1. Compléter le réseau cyclable régional structurant de niveau 1 en accompagnant les opérations sur le réseau viaire et celles définies au schéma vélo de la Ville de Paris, ainsi que celles portées par les réseaux viaires départementaux ».

Conformément à la délibération n°CR 37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 50% maximum d'une dépense subventionnable de 610 € m/l.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Tous les types d'usagers de la route et particulièrement les cyclistes.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total des aménagements prévus par le Département est de 602 000 € HT.

Au regard du linéaire prévu de environ 1 900 ml (950ml X2) et du ratio linéaire applicable de 610€/ml, le plafond de dépense subventionnable est de 1 159 000 € (1 900*610 €/ml) et est supérieur au coût de l'opération. Le montant des dépenses éligibles est donc limité au coût de l'opération.
Après application du taux maximum de 50%, le montant de la subvention s'élève à 301 000 €.

Localisation géographique :

- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux	602 000,00	100,00%
Total	602 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Département de Seine-Saint-Denis	301 000,00	50,00%
Région Île-de-France	301 000,00	50,00%
Total	602 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	75 250,00 €
2018	225 750,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	374 650,00 €
2014	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	27 600,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	865 154,43 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	14 877 100,00 €
2014	Politique énergie climat	252 600,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	1 200 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 017 500,00 €
2014	Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des piétons	243 600,00 €
2014	Soutien aux structures de prévention	235 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	500 000,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	576 000,00 €
2015	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	717 224,00 €
2015	E-administration	60 000,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	455 040,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 958 012,67 €

2015	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	950 000,00 €
2015	Plan Piscines Régional	1 920 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	60 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	235 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	11 452 504,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 072 000,00 €
2015	Soutien au haut débit et ressources numériques au développement des TICE	96 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 015 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	104 785,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	100 000,00 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	927 500,00 €
2016	Soutien aux actions en faveur de la lutte contre la pollution	38 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	915 000,00 €
2017	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	-628,00 €
2017	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	251 880,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	550 000,00 €
	Montant total	47 912 400,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013914

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VÉLO - ITINÉRAIRE CYCLABLE LE LONG DE LA RD17 ENTRE LARDY ET SAINT-VRAIN (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	305 000,00 €	50,00 %	152 500,00 €
	Montant Total de la subvention		152 500,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE L ESSONNE
Adresse administrative : BD DE FRANCE
91012 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur FRANCOIS DUROVRAY, Président

N° SIRET : 22910228000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : attribution d'une subvention pour le financement de l'aménagement d'un itinéraire cyclable le long de la RD17 entre Lardy et Saint-Vrain (91).

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'aménagement de la piste cyclable le long de la RD17, entre la route de Saint-Vrain (située sur la commune de Saint-Vrain) et le boulevard du Québec (situé sur la commune de Lardy) s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du schéma directeur départemental des circulations douces (SDDCD). Cette section est une composante de l'itinéraire n°16 entre les communes d'Étréchy et de Ballancourt-sur-Essonne.

Description :

L'aménagement consiste à créer, sur environ 500ml :

- une piste cyclable bidirectionnelle unilatérale, en accotement de la RD17 ;
- la création de traversées sécurisées pour les modes doux ;
- la suppression des tourne-à-gauche depuis la route nationale vers les rues adjacentes de Lardy, ces mouvements étant assurés par deux giratoires existants aux extrémités ;
- la pose d'une bordure axiale sur la RD17 pour empêcher le franchissement des véhicules ;
- la reprise de la couche de roulement, en lien avec les modifications de la géométrie de la route départementale.

Les aménagements comporteront les marquages et signalétiques nécessaires.

Cet aménagement permettra d'assurer la continuité entre les deux sections cyclables déjà existantes. Il permettra également de développer une liaison continue vers la gare RER C de Bourray-sur-Juine.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Moyens mis en œuvre :
Le Département de l'Essonne assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux.

Intérêt régional :
L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 1 de la politique vélo régional : « Soutien aux projets relatifs à la réalisation d'itinéraires et équipements cyclables - article 1.1. Compléter le réseau cyclable régional structurant de niveau 1 en accompagnant les opérations sur le réseau viaire et celles définies au schéma vélo de la Ville de Paris, ainsi que celles portées par les réseaux viaires départementaux ».

Conformément à la délibération n° CR 37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 50% maximum d'une dépense subventionnable de 610 € /ml.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Tous les types d'usagers de la route et particulièrement les cyclistes.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux s'élève à 310 000 € HT.

Au regard du linéaire aménagé de 500 ml et du ratio linéaire applicable de 610€/ml, le plafond de la dépense subventionnable est de 305 000 € (500 * 610 €/ml).

Après application du taux maximum de 50%, le montant de la subvention régionale s'élève à 152 500 €.

Localisation géographique :

- LARDY
- SAINT-VRAIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	310 000,00	100,00%
Total	310 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ILE-DE-FRANCE	152 500,00	49,19%
DÉPARTEMENT ESSONNE (fonds propres)	157 500,00	50,81%
Total	310 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	91 500,00 €
2018	61 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accueil de jour en EHPAD	100 000,00 €
2014	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	90 000,00 €
2014	Aide à l'écriture de scénario (structures)	2 500,00 €
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	1 020 000,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 113 221,73 €
2014	Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	584 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	2 000 000,00 €
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	16 670,00 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	4 096 400,50 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	30 000,00 €

2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	4 000 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 038 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	15 500,00 €
2016	Plan régional énergies- sensibilisation	38 720,00 €
2016	Plan régional pour la qualité de l'air	961 500,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	302 740,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	950 000,00 €
2017	Aide à la restauration du patrimoine protégé	188 400,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	432 750,00 €
2017	Fonds pour le tourisme Fonctionnement	24 006,00 €
2017	Fonds Propreté	211 500,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 000 000,00 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	500 000,00 €
2017	Plan régional énergies- sensibilisation	18 720,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	20 000,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	60 000,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	550 000,00 €
	Montant total	23 509 628,23 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013915

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VELO - RD 906 ENTRE ROND-POINT DU PETIT CLAMART ET LE TRAM 6 – CLAMART (CD92)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	451 544,00 €	50,00 %	225 772,00 €
	Montant Total de la subvention		225 772,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
Adresse administrative : 2 BD JACQUES-GERMAIN SOUFFLOT
92015 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Patrick DEVEDJIAN, Président

N° SIRET : 22920050600157

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La RD906 est un axe de liaison interdépartemental très important qui traverse Clamart. Inscrit au réseau routier d'intérêt régional de niveau 1 et au réseau cyclable structurant régional, elle relie Paris aux Yvelines et à l'Essonne.

La section entre le carrefour du Petit Clamart et la station Pavé Blanc du Tram 6 est actuellement la seule partie de la RD906 à ne pas disposer d'aménagement en faveur des cycles au sud du département. Le réaménagement de l'avenue du Général de Gaulle (RD906) est l'occasion pour le conseil départemental des Hauts-de-Seine de compléter cet itinéraire cyclable mais également de finaliser un véritable le maillage cyclable de ce secteur.

L'objectif du projet est de :

- améliorer la lisibilité du carrefour du Petit Clamart pour la sécurité de tous les usagers de la route
- réaliser le chainon manquant du maillage cyclable au sud du département,
- assurer la liaison avec les départements limitrophes (78 et 91),
- améliorer le rabattement vers le Tram 6 et la desserte du parc d'affaires Noveos.

Description :
L'opération porte sur le réaménagement de l'avenue du Général de Gaulle (RD906) et le rond-point du Général Leclerc à Clamart, afin notamment d'intégrer les circulations douces à la voirie.

Le réaménagement de cet axe consiste, sur une portion d'1km environ du Rond-point du Général Leclerc à la Route du Pavé Blanc (RD 406), en la création d'une piste cyclable unilatérale bidirectionnelle. Pour garantir la continuité des aménagements cyclables certaines portions seront en double-sens cyclable sur les contre-allées. Le projet, prévoit également la généralisation des sas vélo à chaque intersection.
Les aménagements comporteront les marquages et panneaux signalétiques nécessaires.

Le démarrage des travaux est prévu en janvier 2018 pour une durée prévisionnelle de 36 mois.

Intérêt régional :
L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 1 : « Soutien aux projets relatifs à la réalisation d'itinéraires et équipements cyclables - article 1.1. Compléter le réseau cyclable régional structurant de niveau 1 »

Conformément à la délibération CR n°37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 50% maximum d'une dépense subventionnable de 610 € /ml.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Tous les types d'usagers de la route et particulièrement les cyclistes.

Détail du calcul de la subvention :
Au sein de l'aménagement global prévu par le CD92 sur l'avenue du Général de Gaulle (RD906) et le rond-point du Général Leclerc, la présente subvention ne s'applique qu'à la part des travaux liée aux aménagements cyclables, dont le coût s'élève à 451 544 € HT.

Au regard du linéaire de 955 mètres et du ratio linéaire applicable de 610€m/l, l'ensemble du coût des travaux est éligible, car inférieur au plafond subventionnable. (955*610 = 582 550).

Avec un taux de subvention de 50 %, la subvention s'élève à 225 772 €.

Localisation géographique :
- CLAMART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE VOIRIE	451 544,00	100,00%
Total	451 544,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	225 772,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	225 772,00	50,00%
Total	451 544,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	90 000,00 €
2019	90 000,00 €
2020	45 772,00 €
2021	0,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	7 250,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	112 536,50 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 017 921,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	383 700,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	770 000,00 €
2015	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	18 100,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	24 678,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	19 603 510,09 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	30 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	383 700,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	746 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	9 200,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	500 640,50 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	8 850 380,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	750 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	35 800,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	3 434 410,00 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	3 700 000,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	400 000,00 €
	Montant total	47 000 705,48 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013916

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VELO - RD 67A ENTRE RUE GEORGES SUANT ET LA VILLA YVONNE – ANTONY (CD92)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	118 654,00 €	50,00 %	59 327,00 €
	Montant Total de la subvention		59 327,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
Adresse administrative : 2 BD JACQUES-GERMAIN SOUFFLOT
92015 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Patrick DEVEDJIAN, Président

N° SIRET : 22920050600157

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La RD67A traverse Antony d'Est en Ouest. Inscrit au réseau routier d'intérêt régional de niveau 2, elle relie Verrières-le-Buisson à Wissous dans l'Essonne (91).

Cette voie ne dispose pas actuellement d'aménagement en faveur des cycles. Le réaménagement de la rue Adolphe Pajeaud est l'occasion pour le conseil départemental des Hauts-de-Seine de prolonger l'itinéraire cyclable de la rue Georges Suant.

L'objectif du projet est d'améliorer la desserte directe du collège Anne Franck, des équipements sportifs et du programme immobilier en cours de construction. Le projet améliorera également la desserte des commerces et des deux gares du RER B situées à proximité.

Description :

L’opération porte sur le réaménagement de rue Adolphe Pajeaud (RD67A), afin notamment d’intégrer les circulations douces à la voirie.

Le réaménagement de cet axe consiste, sur une portion de plus de 400m entre la rue Georges Suant et la Villa Yvonne, en la création d’une piste cyclable unilatérale bidirectionnelle. Pour garantir la continuité des aménagements cyclables certaines portions seront en double-sens cyclable sur les contre-allées. Le projet, prévoit également la généralisation des sas vélo à chaque intersection.
Les aménagements comporteront les marquages et panneaux signalétiques nécessaires.

Le démarrage des travaux est prévu à l’automne 2018 pour une durée prévisionnelle de 24 mois.

Intérêt régional :
L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d’aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d’espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

L’opération répond aux critères d’éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 1 : « Soutien aux projets relatifs à la réalisation d’itinéraires et équipements cyclables » en vue de compléter le réseau cyclable régional de niveau 2.

Conformément à la délibération CR n°37-14, l’opération bénéficie donc d’une subvention à hauteur de 50% maximum d’une dépense subventionnable de 450 € m/l.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l’obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d’ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d’accueillir des stagiaires fera l’objet d’une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d’une vision d’ensemble.

Public(s) cible(s) :
Tous les types d'usagers de la route et particulièrement les cyclistes.

Détail du calcul de la subvention :
Au sein de l’aménagement global prévu par le CD92 sur rue Adolphe Pajeaud (RD67A), la présente subvention ne s’applique qu’à la part des travaux liée aux aménagements cyclables, dont le coût s’élève à 118 654 € HT.

Au regard du linéaire de 422 mètres et du ratio linéaire applicable de 450€ m/l, l’ensemble du coût des travaux est éligible, car inférieur au plafond subventionnable. (422*450 = 189 900).

Avec un taux de subvention de 50 %, la subvention s’élève à 59 327 €.

Localisation géographique :
- ANTONY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE VOIRIE	118 654,00	100,00%
Total	118 654,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	59 327,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	59 327,00	50,00%
Total	118 654,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €
2019	20 000,00 €
2020	19 327,00 €
2021	0,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	7 250,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	112 536,50 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 017 921,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	383 700,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	770 000,00 €
2015	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	18 100,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	24 678,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	19 603 510,09 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	30 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	383 700,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	746 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	9 200,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	500 640,50 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	8 850 380,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	750 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	35 800,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	3 434 410,00 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	3 700 000,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	400 000,00 €
	Montant total	47 000 705,48 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013917

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VELO - RD 74 ENTRE RD920 ET RUE MARCEL SEMBAT – BOURG-LA-REINE (CD92)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	225 170,00 €	50,00 %	112 585,00 €
	Montant Total de la subvention		112 585,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
Adresse administrative : 2 BD JACQUES-GERMAIN SOUFFLOT
92015 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Patrick DEVEDJIAN, Président

N° SIRET : 22920050600157

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La RD74 traverse Bourg-La-Reine d'Est en Ouest. Inscrit au réseau routier d'intérêt régional de niveau 2 et au réseau cyclable structurant régional, elle relie Le Plessis Robinson et Fontenay-aux-Roses à L'Haÿ-les-Roses dans le Val-de-Marne (94).

Cette voie ne dispose actuellement d'aménagement en faveur des cycles qu'à l'Ouest de la RD920. Le réaménagement des rues du 8 mai 1945 et de la Bièvre est l'occasion pour le conseil départemental des Hauts-de-Seine de prolonger l'itinéraire cyclable de la rue de Fontenay (RD74) jusqu'aux limites du département.

L'objectif du projet est de :
- poursuivre le maillage cyclable au sud du département,
- améliorer la desserte directe du collège Notre-Dame

- assurer la liaison avec le Val-de-Marne (94),
- améliorer le rabattement vers la gare du RER B.

Description :
L'opération porte sur le réaménagement de la RD74, nommée rue du 8 mai 1945 et rue de la Bièvre, afin notamment d'intégrer les circulations douces à la voirie.

Le réaménagement de cet axe consiste, sur la section entre le boulevard du Maréchal Joffre et la rue Marcel Sembat, en la création de pistes cyclables bilatérale unidirectionnelle. Pour garantir la continuité des aménagements cyclables, la portion la plus étroite de la zone sera complétée par des bandes cyclables. Le projet, prévoit également la généralisation des sas vélo à chaque intersection.
Les aménagements comporteront les marquages et panneaux signalétiques nécessaires.

Le démarrage des travaux est prévu au second semestre 2018.

Intérêt régional :
L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 1 : « Soutien aux projets relatifs à la réalisation d'itinéraires et équipements cyclables - article 1.1. Compléter le réseau cyclable régional structurant de niveau 1 »

Conformément à la délibération CR n°37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 50% maximum d'une dépense subventionnable de 610 € m/l.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Tous les types d'usagers de la route et particulièrement les cyclistes.

Détail du calcul de la subvention :
L'aménagement global prévu par le CD92 sur les rues du 8 mai 1945 et de la Bièvre (RD74) coûte 2,6M€ HT. La présente subvention ne s'applique qu'à la part des travaux liée aux aménagements cyclables, dont le coût s'élève à 225 170 € HT.

Au regard du linéaire de 1 100 mètres et du ratio linéaire applicable de 610€m/l, l'ensemble du coût des travaux est éligible, car inférieur au plafond subventionnable. (1 100*61 0 = 671 000).

Avec un taux de subvention de 50 %, la subvention s'élève à 112 585 €.

Localisation géographique :
- BOURG-LA-REINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE VOIRIE	225 170,00	100,00%
Total	225 170,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	112 585,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	112 585,00	50,00%
Total	225 170,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 000,00 €
2019	40 000,00 €
2020	32 585,00 €
2021	0,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	7 250,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	112 536,50 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 017 921,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	383 700,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	770 000,00 €
2015	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	18 100,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	24 678,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	19 603 510,09 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	30 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	383 700,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	746 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	9 200,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	500 640,50 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	8 850 380,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	750 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	35 800,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	3 434 410,00 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d’infrastructures sur voirie départementale	3 700 000,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	400 000,00 €
	Montant total	47 000 705,48 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013918

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VELO - RD 985 ENTRE LE PARC DU PRE SAINT-JEAN ET LA RUE DU MONT VALERIEN – SAINT-CLOUD (CD92)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	165 350,00 €	50,00 %	82 675,00 €
	Montant Total de la subvention		82 675,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
Adresse administrative : 2 BD JACQUES-GERMAIN SOUFFLOT
92015 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Patrick DEVEDJIAN, Président

N° SIRET : 22920050600157

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La RD985 traverse toute la ville de Saint-Cloud du Nord au Sud. Inscrit au réseau routier d'intérêt régional de niveau 1 et au réseau cyclable structurant régional, elle relie le Bois de Boulogne au Domaine National de Saint-Cloud.

Cet itinéraire ne dispose pas encore d'aménagements en faveur des cycles. Le Département des Hauts-de-Seine met en œuvre une opération spécifiquement dédiée à la sécurité des mobilités actives.

L'objectif du projet est de :
- sécuriser les flux vélos dans le sens montant de la RD 985
- améliorer la desserte de pôles d'attractivités situés à proximité (les gares du Val d'Or et de Saint-Cloud, le lycée Alexandre Dumas, le golf de Paris…)

- assurer le maillage des itinéraires existants (RD907, RD180A…),
- sécuriser les traversées piétonnes.

Description :
L'opération porte sur l'intégration des circulations douces sur la RD985, nommée boulevard de la République puis avenue du Général Leclerc.

Le réaménagement de cet axe consiste, sur la section entre le Parc du Pré Saint-Jean et la rue du Mont Valérien, en la création de bandes cyclables unilatérale unidirectionnelle dans le sens montant (par alternance selon les différentes sections de l'axe). Le projet, prévoit également la généralisation des sas vélo à chaque intersection, ainsi que la sécurisation des traversées piétonnes. Les aménagements comporteront les marquages et panneaux signalétiques nécessaires.

Le démarrage des travaux est prévu au second semestre 2018 pour une durée prévisionnelle de 18 mois.

Intérêt régional :
L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 1 : « Soutien aux projets relatifs à la réalisation d'itinéraires et équipements cyclables - article 1.1. Compléter le réseau cyclable régional structurant de niveau 1 »

Conformément à la délibération CR n°37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 50% maximum d'une dépense subventionnable de 610 € m/l.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Tous les types d'usagers de la route et particulièrement les cyclistes.

Détail du calcul de la subvention :
L'aménagement global prévu par le CD92 sur la RD985 coûte 1,6M € HT. La présente subvention ne s'applique qu'à la part des travaux liée aux aménagements cyclables, dont le coût s'élève à 165 350 € HT.

Au regard du linéaire de 1 100 mètres et du ratio linéaire applicable de 610€m/l, l'ensemble du coût des travaux est éligible, car inférieur au plafond subventionnable. (2 700*61 0 = 1 647 000).

Avec un taux de subvention de 50 %, la subvention s'élève à 82 675€.

Localisation géographique :
- SAINT-CLOUD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE VOIRIE	165 350,00	100,00%
Total	165 350,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	82 675,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	82 675,00	50,00%
Total	165 350,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €
2019	30 000,00 €
2020	22 675,00 €
2021	0,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	7 250,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	112 536,50 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 017 921,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	383 700,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	770 000,00 €
2015	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	18 100,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	24 678,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	19 603 510,09 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	30 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	383 700,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	746 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	9 200,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	500 640,50 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	8 850 380,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	750 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	35 800,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	3 434 410,00 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d’infrastructures sur voirie départementale	3 700 000,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	400 000,00 €
	Montant total	47 000 705,48 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014031

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VÉLO - ITINÉRAIRE CYCLABLE ENTRE BALLANCOURT-SUR-ESSONNE ET FONTENAY-LE-VICOMTE - RD17 (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	320 000,00 €	50,00 %	160 000,00 €
	Montant Total de la subvention		160 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE L ESSONNE
Adresse administrative : BD DE FRANCE
91012 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur FRANCOIS DUROVRAY, Président

N° SIRET : 22910228000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : attribution d'une subvention pour le financement de la continuité cyclable entre Ballancourt-sur-Essonne et Fontenay-le-Vicomte - RD17 (91).

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'aménagement de la piste cyclable au droit de la RD17 (route de Fontenay) entre la rue du Four à Chaux (située sur la commune de Ballancourt-sur-Essonne) et la Grande Rue (située sur la commune de Fontenay-le-Vicomte) s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du schéma directeur départemental des circulations douces (SDDCD). Cette section est une composante de l'itinéraire n°10 entre les communes de Corbeil-Essonnes et de Ballancourt-sur-Essonne.

Description :

L'aménagement s'étend sur environ 1,5 Km :

- l'aménagement d'une piste cyclable bidirectionnelle unilatérale d'environ 3,5 m de large, séparée de la chaussée par une bordure colombe. Cette piste devient une voie verte piétons / cycles à partir de la zone d'activités de Ballancourt sur un secteur non urbanisé.

- la sécurisation des carrefours Route de Fontenay et Grande Rue et des accès à la zone artisanale de Ballancourt ;

- le recalibrage du giratoire Route de Fontenay et rue des Fours à Chaux ;

- le renforcement de la structure de la chaussée de la RD17.

A noter que les emprises initiales de la RD17 étant insuffisantes pour la réalisation de cet aménagement cyclable, une procédure d'acquisition foncière a été effectuée. Les terrains appartiennent aujourd'hui au Département qui possède désormais la totalité des emprises nécessaires pour réaliser cet aménagement.

Les aménagements comporteront les marquages et panneaux signalétiques nécessaires.

Moyens mis en œuvre :
Le Département de l'Essonne assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux.

Intérêt régional :
L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 1 de la politique vélo régional : « Soutien aux projets relatifs à la réalisation d'itinéraires et équipements cyclables - article 1.1. Compléter le réseau cyclable régional structurant de niveau 1 en accompagnant les opérations sur le réseau viaire et celles définies au schéma vélo de la Ville de Paris, ainsi que celles portées par les réseaux viaires départementaux ».

Conformément à la délibération n° CR 37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 50% maximum d'une dépense subventionnable de 610 € /ml.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Tous les types d'usagers de la route et particulièrement les cyclistes.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux s'élève à 320 000 € HT.
L'ensemble du coût des travaux est éligible car inférieur au plafond subventionnable.
Avec un taux de subvention de 50%, la subvention régionale s'élève à 160 000 €.

Localisation géographique :

- BALLANCOURT-SUR-ESSONNE

- FONTENAY-LE-VICOMTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	320 000,00	100,00%
Total	320 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ILE-DE-FRANCE	160 000,00	50,00%
DÉPARTEMENT ESSONNE (fonds propres)	160 000,00	50,00%
Total	320 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	64 000,00 €
2018	64 000,00 €
2019	32 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accueil de jour en EHPAD	100 000,00 €
2014	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	90 000,00 €
2014	Aide à l'écriture de scénario (structures)	2 500,00 €
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	1 020 000,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 113 221,73 €
2014	Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	584 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	2 000 000,00 €
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	16 670,00 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	4 096 400,50 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	30 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	4 000 000,00 €

2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 038 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	15 500,00 €
2016	Plan régional énergies- sensibilisation	38 720,00 €
2016	Plan régional pour la qualité de l'air	961 500,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	302 740,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	950 000,00 €
2017	Aide à la restauration du patrimoine protégé	188 400,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	432 750,00 €
2017	Fonds pour le tourisme Fonctionnement	24 006,00 €
2017	Fonds Propreté	211 500,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 000 000,00 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	500 000,00 €
2017	Plan régional énergies- sensibilisation	18 720,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	20 000,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	60 000,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	550 000,00 €
	Montant total	23 509 628,23 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014056

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SCANDIBÉRIQUE (EV3) - PASSERELLE ABLON (94) - VIGNEUX-SUR-SEINE (91) - ÉTUDE AVP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	50 000,00 €	60,00 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94054 CRETEIL
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Christian FAVIER, Président

N° SIRET : 22940028800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : attribution d'une subvention pour le financement des études d'avant-projet (AVP) de la passerelle d'Ablon-Vigneux (EV3).

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les départements du Val-de-Marne et de l'Essonne sont traversés par l'EuroVélo 3 – la Scandibérique (EV3) reliant Trondheim en Norvège à Saint-Jacques-de-Compostelle en Espagne.

Le but de l'EuroVélo 3 est double : encourager le vélo comme mode de transport et promouvoir le tourisme à vélo à travers l'Europe. Elle s'inscrit dans un réseau continu et cohérent de liaisons cyclables et piétonnes d'échelle régionale, nationale et européenne.

Le tracé retenu implique de traverser la Seine au niveau de la passerelle de l'écluse d'Ablon-Vigneux. Si VNF a accepté la circulation piétonne sur cet ouvrage technique, il n'est pas adapté pour les cycles.

L'objectif de cet aménagement est d'assurer la continuité de la véloroute Scandibérique (EV3) entre le Val de Marne et l'Essonne et également de permettre de raccorder les gares de Vigneux-sur-Seine et Ablon de part et d'autre de la Seine.

Description :
Une étude de faisabilité initiée en 2016 et co-financée par la Région et les départements du Val-de-Marne et de l'Essonne a permis d'étudier plusieurs scénarii d'aménagement de la passerelle : avec ascenseurs et avec rampes.

Le scénario retenu consiste à :

- élargir la passerelle existante de environ 1,50 m à environ 2m ;
- créer une rampe d'accès côté Vigneux-sur-Seine ;
- créer une rampe d'accès côté Ablon-sur-Seine.

Les études d'avant-projet (AVP) ont pour objectif de confirmer la faisabilité technique des aménagements proposés dans le scénario retenu, de proposer des variantes si besoin, et de définir les coûts prévisionnels des travaux.

Moyens mis en œuvre :
Le Département du Val-de-Marne assurera la maîtrise d'ouvrage des études d'avant-projet (AVP).

Intérêt régional :
L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif dispositif 2 de la politique vélo du PRMD "Réaliser un réseau vélo de loisirs, de tourisme durable et de véloroutes à l'échelle de la région - article 1- point 1. Soutien aux projets relatifs à la réalisation des véloroutes régionales et de leurs variantes ».

Conformément à la délibération n°CR 37-14, le plafond de la dépense subventionnable des études préalables de faisabilité est de 50 000 € HT par étude. Le taux maximum de la dépense subventionnable est de 60% maximum.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Tout public

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des études AVP s'élève à 55 843,75 € HT.

Le taux de subvention retenu est de 60 % avec un montant plafond de la dépense subventionnable des études préalables fixé à 50 000 € HT, la subvention régionale s'élève ainsi à 30 000 €.

Localisation géographique :

- VIGNEUX-SUR-SEINE
- ABLON-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
AVP	55 843,75	100,00%
Total	55 843,75	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ILE-DE-FRANCE	30 000,00	53,72%
DEPARTEMENT ESSONNE (en cours)	12 921,87	23,14%
DEPARTEMENT VAL-DE-MARNE (fonds propres)	12 921,88	23,14%
Total	55 843,75	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 400,00 €
2018	24 600,00 €
2019	0,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	95 000,00 €
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	4 951 650,30 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	12 956 555,50 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	3 157 778,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	50 000,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	3 261 500,00 €
2014	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	4 567 150,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	5 800 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	142 500,00 €

2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	45 000,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00 €
2015	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	76 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	530 990,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	25 000,00 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	450 000,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	2 548 361,76 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	-2 217 545,93 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	116 604,00 €
2015	Plan régional énergies- sensibilisation	10 000,00 €
2015	Politique énergie climat	100 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	3 035 865,93 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 090 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	58 900,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	7 401 563,80 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 1 OS 1	650 000,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00 €
2017	Plan régional énergies- sensibilisation	10 000,00 €
2017	Programme de résidences d'écrivains (Organismes)	3 500,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Renforcement des nouveaux usages et contenus numériques dans les domaines de l'e-éducation et l'e-santé	159 113,17 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	600 000,00 €
	Montant total	54 248 032,46 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014058

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VELO - ITINERAIRE CYCLABLE LE LONG DE LA RD160 A CHEVILLY LARUE (94)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	366 000,00 €	50,00 %	183 000,00 €
		Montant Total de la subvention	183 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94054 CRETEIL
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Christian FAVIER, Président

N° SIRET : 22940028800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : aménagement de l'itinéraire cyclable le long de la RD160 à Chevilly Larue (94)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Conseil Départemental du Val-de-Marne poursuit la mise en œuvre de son schéma directeur cyclable par la requalification de l'avenue Roosevelt (RD160) à Chevilly-Larue. Ce tronçon est inscrit au Schéma Départemental des Itinéraires Cyclables comme itinéraire structurant n°8 reliant les communes de l'Hay les Roses à Santeny.

Ce projet permettra de rejoindre la station « Moulin Vert » du tramway T7 et de se rapprocher de la future gare « Chevilly trois communes » de la ligne de métro n°14.

Description :

Le principe retenu est une piste cyclable bidirectionnelle d'environ 2,5 m de largeur sur le linéaire d'environ 600 m entre les carrefours avec la rue du lieutenant Petit Leroy et l'avenue Georges Brassens.

En parallèle, la Ville de Chevilly-Larue a engagé une démarche pour faire évoluer les espaces publics de son projet « Coeur de Ville » afin de les rendre plus qualitatifs et plus accueillants en y favorisant également l'accessibilité par les modes actifs.

Intérêt régional :
L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 1 : « Soutien aux projets relatifs à la réalisation d'itinéraires et équipements cyclables - article 1.1. Compléter le réseau cyclable régional structurant de niveau 1 ».

Conformément à la délibération CR n°37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 50% maximum d'une dépense subventionnable de 610 € m/l.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Tous les types d'usagers de la route et particulièrement les cyclistes.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux s'élève à 715 000 € HT.

La base de calcul du linéaire est de 600 m et le ratio linéaire applicable est de 610 € m/l. Par conséquent, la dépense subventionnable s'élève donc à 366 000€.
Avec un taux de subvention de 50%, la subvention s'élève à 183 000 €.

Coût des travaux : 715 000 € HT
Coût des études : sans objet
Dépense subventionnable : 366 000 € HT
Taux : 50%
Subvention : 183 000 €

Localisation géographique :

- CHEVILLY-LARUE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement de la piste cyclable bidirectionnelle	715 000,00	100,00%
Total	715 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	183 000,00	25,59%
Conseil Départemental du Val de Marne	532 000,00	74,41%
Total	715 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	180 000,00 €
2019	3 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	95 000,00 €
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	4 951 650,30 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	12 956 555,50 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	3 157 778,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	50 000,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	3 261 500,00 €
2014	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	4 567 150,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	5 800 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	142 500,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	45 000,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00 €
2015	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	76 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	530 990,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	25 000,00 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	450 000,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	2 548 361,76 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	-2 217 545,93 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	116 604,00 €
2015	Plan régional énergies- sensibilisation	10 000,00 €
2015	Politique énergie climat	100 000,00 €

2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	3 035 865,93 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 090 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	58 900,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	7 401 563,80 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 1 OS 1	650 000,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00 €
2017	Plan régional énergies- sensibilisation	10 000,00 €
2017	Programme de résidences d'écrivains (Organismes)	3 500,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Renforcement des nouveaux usages et contenus numériques dans les domaines de l'e-éducation et l'e-santé	159 113,17 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	600 000,00 €
	Montant total	54 248 032,46 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014165

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VELO - CREATION DE PISTES CYCLABLES LE LONG DE LA RD 190 A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE ET LE PECQ (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	666 666,00 €	50,00 %	333 333,00 €
	Montant Total de la subvention		333 333,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES YVELINES
Adresse administrative : 2 PLACE ANDRE MIGNOT
78012 VERSAILLES
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Pierre BEDIER, Président

N° SIRET : 22780646000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : aménagement d'un itinéraire cyclable le long de la RD 190 entre Le Pecq et Saint-Germain-en-Laye (Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny)

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juin 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La RD 190 est un axe reliant de l'Est à l'Ouest, la commune du Pecq à la commune Limay, en passant notamment par Saint-Germain-en-Laye, et Poissy.

Inscrit au réseau routier d'intérêt régional de niveau 1 et au réseau cyclable structurant régional, le tronçon entre le Pont du Pecq et la Place Royale à Saint-Germain-en-Laye, dénommé avenue de Lattre de Tassigny, et délimitant les deux communes, fait l'objet du présent dossier.

Cette section de la RD 190, d'environ 1km, est classée en agglomération. Elle présente une forte dénivellation (6 % de pente) vers la Seine et est constituée d'une succession de trois virages.

La section ne dispose pas d'aménagement pour les cyclistes, malgré la fréquentation de cet itinéraire estimée à 130 vélos/j. Entre 2009 et 2013, 7 accidents ont été recensés sur la section, dont 2 impliquant des cyclistes. Le manque de visibilité dû aux virages, ajouté à la vitesse excessive favorisée par la pente et la largeur des voies, le stationnement sauvage, ainsi que l'absence d'équipements spécifiques pour les vélos sont les principales causes identifiées de ces accidents.

Ce projet a pour objectif d'offrir aux cyclistes une zone dédiée et protégée pour circuler entre la place Royale de Saint-Germain-en-Laye et le pont du Pecq. Il permettra également de réduire l'accidentologie des piétons et des cycles, qui représentent les usagers les plus vulnérables sur la section.

Description :
La mesure principale du projet consiste à aménager des pistes cyclables unidirectionnelles de chaque côté de la chaussée. Les pistes auront une largeur d'environ 1,50 m (hors bordure et hors marquage) et seront implantées sur le trottoir élargi à 3m ou plus (sauf point dur), compatible avec les flux piétons et cyclistes attendus. La séparation entre piste cyclable et trottoir est assurée par un caniveau double pente.
Le projet prévoit également la sécurisation des traversées piétonnes et la mise aux normes des arrêts de bus.

Le démarrage des travaux est prévu au second semestre 2018 pour une durée prévisionnelle de 3 mois.

Intérêt régional :
L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 1 : « Soutien aux projets relatifs à la réalisation d'itinéraires et équipements cyclables - article 1.1. Compléter le réseau cyclable régional structurant de niveau 1 »

Conformément à la délibération CR n°37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 50% maximum d'une dépense subventionnable de 610 € m/l.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Tous les types d'usagers de la route et particulièrement les cyclistes.

Détail du calcul de la subvention :
L'aménagement global prévu par le CD78 sur la RD190 représente un coût de 666 666 € HT.

Au regard du linéaire de 2 000 mètres de piste cyclable créées et du ratio linéaire applicable de 610€m/l, l'ensemble du coût des travaux est éligible, car inférieur au plafond subventionnable. (2 000*610 =1 220 000).

Avec un taux de subvention de 50 %, la subvention s'élève à 333 333 €.

Localisation géographique :

- LE PECQ
- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux de voirie	666 666,00	100,00%
Total	666 666,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	333 333,00	50,00%
Fonds propres	333 333,00	50,00%
Total	666 666,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	0,00 €
2018	300 000,00 €
2019	33 333,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	2 528 349,70 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	29 155,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 939 221,78 €
2014	Environnement des infrastructures routières départementales	3 410 546,40 €
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	623 600,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	399 980,09 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	2 484 500,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 400 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	5 000 000,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	4 200 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	511 328,20 €

2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	621 600,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 390 000,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 197 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 146 000,00 €
2016	Aide à l'implantation des forces de sécurité	1 190 138,00 €
2016	Aménagement des infrastructures routières départementales	17 471 650,30 €
2016	Aménagements de voirie nationale	230 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	3 200 000,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	621 600,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	131 979,44 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	795 394,91 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	653 450,00 €
2017	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	621 600,00 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d’infrastructures sur voirie départementale	7 750 000,00 €
2017	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	405 500,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	700 000,00 €
	Montant total	65 852 593,82 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014169

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VELO - VELOSCENIE : ITINERAIRE CYCLABLE LE LONG DE LA RD 195 A MAGNY-LES-HAMEAUX (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	416 666,00 €	60,00 %	249 999,60 €
	Montant Total de la subvention		249 999,60 €

Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES YVELINES
Adresse administrative : 2 PLACE ANDRE MIGNOT
78012 VERSAILLES
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Pierre BEDIER, Président

N° SIRET : 22780646000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : aménagement d'un itinéraire cyclable le long de la RD 195 à Magny-les-Hameaux

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2019
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La RD 195, également appelée route de Port Royal de Champs, est un axe ouest-est de 6,35 km, qui relie la RD 91 à Magny-les-Hameaux (ouest) à la RD 938 en limite de Saint-Rémy-lès-Chevreuse et de Magny-les-Hameaux (est).
Inscrit au Schéma Régional des Véloroutes et Voies Vertes, cet itinéraire, hors agglomération, s'intègre dans la véloroute nationale Paris - Le Mont-Saint-Michel, la Véloscénie. Il est inscrit au schéma départemental des liaisons douces et au Schéma Directeur des Circulations Douces de Saint Quentin en Yvelines.

Le projet consiste en l'aménagement d'une piste cyclable bidirectionnelle du côté Sud de la chaussée, reliant le Hameau de Magny-Village à celui de Villeneuve.
Il sera complété de part et d'autres par des aménagements sous maîtrise d'ouvrage de la ville de Magny-les-Hameaux et de la CASQY.

Ce projet a pour objectif d'offrir aux cyclistes une zone dédiée et protégée pour circuler entre les différents hameaux de Magny-les-Hameaux, ainsi que sur l'itinéraire longue distance Paris-Le Mont Saint Michel.

Description :
L'aménagement prévoit la création d'une piste bidirectionnelle d'environ 2,50 m de large, du côté Sud de la chaussée, reliant le hameau de Magny Village à celui de Villeneuve, où sera réalisée par la Commune la liaison avec la piste existante le long de la RD 195 au niveau du hameau de Gomberville.

La piste se raccordera à l'existant dans le hameau de Magny Village au niveau de la rue Ernest Chausson (voie communale), du côté Nord de la route, en continuité de la Véloscénie qui traverse ce hameau.

La traversée des cyclistes se fera au droit du passage piéton existant et qui relie les arrêts de bus de chaque côté de la chaussée. La traversée cycliste sera matérialisée sur la chaussée par des logos vélo accolés au passage piétons.

L'emprise derrière l'abri bus n'étant pas suffisante pour y insérer une piste cyclable, cette dernière sera ponctuellement interrompue au droit de l'arrêt de bus. Les cyclistes pourront circuler sur l'encoche prévue pour les bus.

Le démarrage des travaux est prévu au second semestre 2019 pour une durée prévisionnelle de 2 mois.

Intérêt régional :
L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 2 de la politique vélo régionale : « Réaliser un réseau vélo de loisirs, de tourisme durable et de véloroutes à l'échelle de la région » - article 1 point 1 « Soutien aux projets d'aménagements cyclables relatifs à la réalisation des véloroutes régionales et de leurs variantes».
Conformément à la délibération n°CR 37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 60% au titre du dispositif 2 (véloroute), avec un plafond de 610 €/ml d'aménagement.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Tous les types d'usagers de la route et particulièrement les cyclistes.

Détail du calcul de la subvention :
L'aménagement global prévu par le CD78 sur la RD195 représente un coût de 416 666 € HT.

Au regard du linéaire prévu de 1 064 mètres de piste cyclable créées et du ratio linéaire applicable de 610€m/l, l'ensemble du coût des travaux est éligible, car inférieur au plafond subventionnable. (1 064 x 610 =649 040).

Avec un taux de subvention de 60 %, la subvention s'élève à 249 999,60 €.

Localisation géographique :

- MAGNY-LES-HAMEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux de voirie	416 666,00	100,00%
Total	416 666,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	249 999,60	60,00%
fonds propres	166 666,40	40,00%
Total	416 666,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	0,00 €
2018	0,00 €
2019	200 000,00 €
2020	49 999,60 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	2 528 349,70 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	29 155,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 939 221,78 €
2014	Environnement des infrastructures routières départementales	3 410 546,40 €
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	623 600,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	399 980,09 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	2 484 500,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 400 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	5 000 000,00 €

2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	4 200 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	511 328,20 €
2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	621 600,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 390 000,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 197 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 146 000,00 €
2016	Aide à l'implantation des forces de sécurité	1 190 138,00 €
2016	Aménagement des infrastructures routières départementales	17 471 650,30 €
2016	Aménagements de voirie nationale	230 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	3 200 000,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	621 600,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	131 979,44 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	795 394,91 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	653 450,00 €
2017	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	621 600,00 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d’infrastructures sur voirie départementale	7 750 000,00 €
2017	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	405 500,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	700 000,00 €
	Montant total	65 852 593,82 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012423

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VÉLO - ITINERAIRE CYCLABLE DE DESSERTE DU LYCEE BLAISE PASCAL A SERVON ET BRIE-COMTE-ROBERT (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 144 418,64 €	50,00 %	1 072 209,32 €
	Montant Total de la subvention		1 072 209,32 €

Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMU CMNES OREE DE BRIE
Adresse administrative : 1 PLACE DE LA GARE
77170 BRIE-COMTE-ROBERT
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Monsieur Jean LAVIOLETTE, Président

N° SIRET : 24770064400021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : ITINERAIRE CYCLABLE DE DESSERTE DU LYCEE BLAISE PASCAL A SERVON ET BRIE-COMTE-ROBERT (77)

Date prévisionnelle de début de projet : 23 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La communauté de communes de l'Orée de la Brie a été créée le 01 janvier 2004 et regroupe les quatre communes de Brie-Comte-Robert, Chevry-Cossigny, Servon et Varennes-Jarcy.

Elle est située à égale distance de l'extrême nord-ouest et de l'extrême sud de la Seine-et-Marne, à 30 km de Paris et 20 km de Melun.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses compétences, cette collectivité s'est fixée l'objectif de réaliser

un réseau intercommunal de liaisons douces grâce à un meilleur partage multimodal des déplacements. Cette mixité de la voirie sera obtenue par la création d'aménagements sur une part importante de son territoire.

L'objectif du projet présenté est de permettre d'aménager une liaison cyclable sécurisé vers le lycée Blaise Pascal à Brie-Comte-Robert depuis le Nord de l'EPCI.

Description :
L'aménagement est prévu sur environ 7 km. Il consiste en une création de piste cyclable bidirectionnelle.

Cet aménagement présentera ponctuellement des adaptations communes entre piétons et cycles en raison du contexte urbain et sera raccordé aux réseaux viaires existants.

Les aménagements comporteront les marquages et panneaux signalétiques réglementaires.

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage des travaux sera assurée par la Communauté de communes de l'Orée de la Brie.

Intérêt régional :
L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 1: « Soutien aux projets relatifs à la réalisation d'itinéraires et équipements cyclables » au titre de l'accès aux lycées (point 3).

Conformément à la délibération n°CR 37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 50% maximum pour un montant subventionnable de 450 € /ml €.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les types d'usagers de la route et particulièrement les cyclistes.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux s'élève à 2 144 418,64 € HT.

Le calcul est basé sur un linéaire prévu de 7070 mètres avec un ratio linéaire applicable de 450 € m/l, le plafond de dépenses subventionnables s'élève à 3 181 500 € (7070*450) et est supérieur au coût des travaux. L'intégralité du coût de l'opération peut donc être prise en compte.

Après application du taux de subvention de 50%, le montant de la subvention s'élève à 1 072 209,32 € HT.

Le coût des travaux s'élève à 2 031 610 € HT et se décompose comme suit :
- Voirie : 1 625 288 € HT
- Equipement / signalisation : 406 322 € HT

A cela s'ajoute 112 808,64€ de frais de maîtrise d'oeuvre.

Localisation géographique :

- CC OREE DE LA BRIE (77-SEINE ET MARNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE PISTE CYCLABLE	2 031 610,00	94,74%
FRAIS DE MOE	112 808,64	5,26%
Total	2 144 418,64	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	1 072 209,32	50,00%
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OREE DE LA BRIE (fonds propres)	1 072 209,32	50,00%
Total	2 144 418,64	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €
2018	231 610,00 €
2019	256 404,32 €
2020	200 000,00 €
2021	284 195,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013910

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VÉLO - ITINÉRAIRE CYCLABLE ENTRE LA GARE DE BRÉTIGNY-SUR-ORGE ET L'IRBA (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	367 408,12 €	50,00 %	183 704,06 €
	Montant Total de la subvention		183 704,06 €

Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION
Adresse administrative : 1 PLACE SAINT EXUPERY
91700 SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur OLIVIER LEONHARDT, Président

N° SIRET : 20005785900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : l'aménagement de l'itinéraire cyclable entre la gare de Brétigny-sur-Orge et l'IRBA (ex. base aérienne 217) (91)

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Cœur d'Essonne agglomération poursuit le développement d'itinéraires cyclables engagé depuis plusieurs années sur le territoire. L'agglomération a initié deux études pour définir un nouveau schéma d'itinéraires cyclables.

Ces études ont montré que l'usage du vélo est en fort développement depuis plusieurs années sur ce territoire. Les comptages réalisés sur les itinéraires existants montrent un usage important sur certains secteurs, notamment les zones d'emplois et les pôles générateurs de flux, aussi bien en semaine que les

week-ends. Pour encourager cette pratique, la collectivité envisage de compléter le maillage et travailler notamment sur la résorption des coupures ou points noirs pour assurer des continuités cyclables.

Avec ce schéma, l'agglomération s'est dotée d'une stratégie cyclable cohérente à l'échelle du nouveau périmètre issu de la fusion des deux intercommunalités.

Elle a pour objectif de :
1/ D'identifier les aménagements cyclables à réaliser pour compléter le réseau cyclables existant ;
2/ De valider un programme d'actions pour les 5 prochaines années qui définira les itinéraires prioritaires, les coûts et les sources de financement potentielles.

Dans le cadre de ce schéma, le projet présenté a pour objectif de créer une liaison cyclable entre la gare RER C de Bretigny et l'IRBA.

Description :
L'itinéraire aménagé entre la gare RER C de Brétigny-sur-Orge et l'IRBA (ex base aérienne 217) comportera des caractéristiques différenciées en fonction de l'insertion dans le site : bande cyclable, zone de rencontre et piste cyclable bidirectionnelle.

Les travaux consisteront à aménager :

- une piste cyclable bidirectionnelle
- des bandes cyclables sur les ronds-points
- une zone de rencontre
- le jalonnement sur l'ensemble de l'itinéraire

Le linéaire du projet est d'environ 2 Km.

Les aménagements comporteront les marquages et panneaux signalétiques nécessaires.

Le démarrage des travaux est prévu en octobre 2017 avec une réception globale des travaux fin du 1er trimestre 2018.

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage sera assurée par la Communauté d'agglomération Coeur d'Essonne.

Intérêt régional :
L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 1 : « Soutien aux projets relatifs à la réalisation d'itinéraires et équipements cyclables - article 1.1. Compléter le réseau cyclable régional structurant de niveau 2 ».

Conformément à la délibération CR n°37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 50% maximum d'une dépense subventionnable de 450 € m/l.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Tous les types d'usagers de la route et particulièrement les cyclistes.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 367 408,12 € HT.

L'ensemble du coût des travaux est éligible car inférieur au plafond subventionnable.
Avec un taux de subvention de 50%, la subvention régionale s'élève à 183 704,06 €.

Localisation géographique :

- BRETIGNY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	349 912,50	95,24%
FRAIS MAÎTRISE D'OEUVRE	17 495,62	4,76%
Total	367 408,12	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ILE-DE-FRANCE	183 704,06	50,00%
ÉTAT (TEPCV)	73 481,63	20,00%
FONDS PROPRES	110 222,43	30,00%
Total	367 408,12	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €
2018	153 704,06 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	69 000,00 €
2015	Amélioration de la desserte de certains équipements à vocation régionale	840 000,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	42 345,32 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €

2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	69 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2016	Fonds Propreté	31 650,00 €
2016	Réalisation de lotissements agricoles	203 000,00 €
2016	Soutien à la création et à la diffusion numérique	40 597,00 €
2016	Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	91 700,00 €
2016	Soutien aux espaces de travail collaboratif	10 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2017	Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	69 000,00 €
2017	Aides aux manifestations culturelles	40 000,00 €
2017	Construction et aménagement de médiathèques	1 372 041,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 6 OS 9	400 966,55 €
2017	Soutien à la création et à la diffusion numérique	112 218,00 €
2017	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	5 000,00 €
	Montant total	3 491 517,87 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013999

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VELO - ITINERAIRE CYCLABLE LE LONG DE LA RD 934 A MOUROUX (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	1 080 000,00 €	50,00 %	540 000,00 €
	Montant Total de la subvention		540 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MOUROUX
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
77120 MOUROUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Joseph ALLEBE, Maire

N° SIRET : 21770320600011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune de Mouroux réalise, depuis 2012, des travaux d'aménagements cyclables sur la RD 934, en traversée de son agglomération.

Les séquences 1 à 3 de ce projet ont été finalisées en 2016 et subventionnées par la Région. Il s'agit des tronçons de la RD934 compris entre la rue de Montmartin et la rue de Rebais.

La commune s'apprête aujourd'hui à lancer les séquences 4 et 5 qui se déploient respectivement entre la rue de Rebais et la rue Truchot et entre la rue Truchot et la rue du Bois de Pouty.

Description :
L'opération consiste en l'aménagement de deux pistes cyclables unidirectionnelles au niveau du trottoir,

de part et d'autre de la RD934, sur un linéaire d'environ 1 200 m entre la rue de Rebais (où s'arrêtent les aménagements de la séquence 3) et la rue du Bois Pouty, à Mouroux.

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage sera assurée par la commune de Mouroux.

Intérêt régional :
L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 1 : « Soutien aux projets relatifs à la réalisation d'itinéraires et équipements cyclables - article 1.1. Compléter le réseau cyclable régional structurant de niveau 2 ».

Conformément à la délibération CR n°37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 50% maximum d'une dépense subventionnable de 450 €/ml.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les types d'usagers de la route et particulièrement les cyclistes.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux s'élève à 256.845€ HT pour la séquence 4 et 923.205 €HT pour la séquence 5, auxquels s'ajoutent 102.440 € de frais de maîtrise d'œuvre, soit un total de 1.282.490 € HT.

Au regard du linéaire aménagé de 2 400 ml (1 200 ml*2 pistes unidirectionnelles) et du ratio linéaire applicable de 450€/ml, le plafond de dépense subventionnable est de 1.080.000 € (2 400 ml*450 €/ml) et est inférieur au coût de l'opération. Le montant des dépenses éligibles est donc limité à ce plafond.

Après application du taux maximum de 50%, le montant de la subvention s'élève à 540 000 €.

Localisation géographique :
- MOUROUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 180 050,00	92,01%
MAITRISE D'OEUVRE	102 440,00	7,99%
Total	1 282 490,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ILE-DE-FRANCE	540 000,00	42,11%
COMMUNE DE MOUROUX	642 490,00	50,10%
CONTRAT CID	100 000,00	7,80%
Total	1 282 490,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	54 000,00 €
2018	378 000,00 €
2019	108 000,00 €
2020	0,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014025

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SCANDIBÉRIQUE (EV3): AMÉNAGEMENT CYCLABLE LE LONG DE LA SEINE À CHAMPAGNE-SUR-SEINE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	1 318 259,00 €	60,00 %	790 955,40 €
	Montant Total de la subvention		790 955,40 €

Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAMPAGNE-SUR-SEINE
Adresse administrative : 149 RUE GRANDE
77430 CHAMPAGNE-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel GONORD, Maire

N° SIRET : 21770079800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : attribution d'une subvention pour l'aménagement de l'Eurovélouroute 3 le long de la Seine à Champagne-sur-Seine (77).

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le département de la Seine-et-Marne est traversé par l'Eurovéloroute 3 – la Scandibérique (EV3) reliant Trondheim en Norvège à Saint-Jacques-de-Compostelle en Espagne.

Le but de l'Eurovéloroute est double : encourager le vélo comme mode de transport et promouvoir le tourisme à vélo à travers l'Europe. Elle s'inscrit dans un réseau continu et cohérent de liaisons cyclables et piétonnes d'échelle régionale, nationale et européenne. La Région Ile de France est chef de file du projet en France.

La commune de Champagne-sur-Seine s'est engagée dans la réalisation de la section de l'Eurovéloroute traversant la commune. L'itinéraire est situé le long de la Seine et représente un linéraire de 4,3km. A cela s'ajoute une portion permettant de relier la véloroute à la gare SNCF de Champagne-sur-Seine.

Description :
Le projet est découpé en plusieurs séquences.

Pour les séquences situées dans la zone urbaine :
La véloroute sera réalisée sous forme de voie partagée (zones 30 / zones de rencontre où la vitesse des véhicules est limitée à 20km/h) et le revêtement sera en bi-couche ou en enrobé avec une largeur allant de 3m à 4,5m selon les séquences.

Pour les séquences situées en zone naturelle :
La véloroute sera traitée selon les caractéristiques des voies vertes : sable stabilisé et largeur d'environ 3 mètres et avec des contrôles d'accès que ne constitueront pas une gêne pour les cyclistes.

Cet aménagement cyclable permettra de desservir les principaux équipements structurants et les pôles d'emplois de la commune (gare SNCF, lycée, commerces, plaine des sports, zone d'activités, espaces naturels, etc.).

Moyens mis en œuvre :
Les travaux seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la commune de Champagne-sur-Seine.

Intérêt régional :
L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 2 de la politique vélo du PRMD "Réaliser un réseau vélo de loisirs, de tourisme durable et de véloroutes à l'échelle de la région - article 1- point 1. Soutien aux projets relatifs à la réalisation des véloroutes régionales et de leurs variantes ».

Conformément à la délibération n°CR 37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 60% maximum d'une dépense subventionnable de 610 € m/l.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les types d'usagers de la route et particulièrement les cyclistes.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux s'élève à 1 318 259 € HT.
Au regard du linéaire de 2 835 mètres et du ratio linéaire applicable de 610 €/ml, la totalité de la somme des travaux est éligible au titre de l'itinéraire Véloroute régionale.

Après application du taux maximum de subvention de 60%, la subvention s'élève à 790 955,40 €.

Localisation géographique :

- CHAMPAGNE-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 220 610,00	92,59%
FRAIS DE MOE	97 649,00	7,41%
Total	1 318 259,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ILE-DE-FRANCE	790 955,40	60,00%
COMMUNE DE CHAMPAGNE-SUR-SEINE (fonds propres)	527 303,60	40,00%
Total	1 318 259,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	316 382,16 €
2018	316 382,16 €
2019	158 191,08 €
2020	0,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide au patrimoine non-protégé d'intérêt régional – projet de valorisation patrimoniale	42 500,00 €
2017	Aide aux structures d'exercice collectif	242 068,00 €
2017	Politique de l'eau-Investissement	27 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	4 969,00 €
	Montant total	316 537,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014057

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VELO-ITINERAIRE CYCLABLE DE DESSERTE DE L'ILE DE LOISIR DE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES A BOIS D'ARCY (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	385 000,00 €	50,00 %	192 500,00 €
	Montant Total de la subvention		192 500,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAVGP COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VERSAILLES GRAND PARC
Adresse administrative : 6 AVENUE DE PARIS
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur FRANCOIS de MAZIERES, Président

N° SIRET : 24780058400036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : aménagement de l'itinéraire cyclable de desserte de l'Ile de loisir de Saint-Quentin-en-Yvelines à Bois d'Arcy (78)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Communauté d'Agglomération de Versailles Grand Parc poursuit la mise en œuvre de son schéma directeur cyclable par l'aménagement d'une voie verte d'accès à l'Ile de loisir de Saint-Quentin-en-Yvelines à Bois d'Arcy.

L'aménagement permet de relier la ville de Bois d'Arcy à l'Ile de loisir Saint-Quentin-en-Yvelines, en

levant partiellement une coupure urbaine au-dessus de la RN12.

Description :
Le principe retenu est une voie verte d'environ 3m de largeur sur le linéaire sauf au droit de l'ouvrage au-dessus de la RN12, dont la largeur à titre dérogatoire est réduite à moins de 2m, lié à la largeur restreinte de l'ouvrage d'art.

Le linéaire du projet est d'environ 640 m.

Intérêt régional :
L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 2 de la politique vélo régional : « Soutien aux projets d'aménagements cyclables relatifs à la desserte des équipements régionaux et ceux contribuant à la trame verte et bleue du SRCE. - article 2.1. Améliorer l'accès pour les circulations douces aux équipements régionaux suivants : les bases de plein air et de loisirs régionales, les PNR et les forets régionales».

Conformément à la délibération n°CR 37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 50% maximum d'une dépense subventionnable de 450 € m/l.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les types d'usagers de la route et particulièrement les cyclistes.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux s'élève à 385 000 € HT.

La base de calcul du linéaire est de 640 m (dont 80 sur l'ouvrage d'art). Le ratio linéaire applicable est de 450€ m/l. Par conséquent, l'ensemble des dépenses sont (640*450 = 385 000). La dépense subventionnable s'élève donc à 385 000€.
Avec un taux de subvention de 50%, la subvention s'élève à 192 500 €.

Coût des travaux : 385 000 € HT
Coût des études : sans objet
Dépense subventionnable : 385 000 € HT
Taux : 50%
Subvention : 192 500 €

Localisation géographique :
- BOIS-D'ARCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement de la Voie Verte	385 000,00	100,00%
Total	385 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	192 500,00	50,00%
Département des Yvelines (attribué)	25 600,00	6,65%
Fonds propres	166 900,00	43,35%
Total	385 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	190 000,00 €
2019	2 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	16 000,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	1 324 000,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	114 461,10 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	24 549,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	1 585 657,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	200 000,00 €
2016	Fonds Propreté	137 273,86 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	57 200,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	384 483,00 €
2017	Soutien à l'immobilier d'entreprises	105 029,51 €
	Montant total	3 948 653,47 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014060

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VELO - PLAN DE STATIONNEMENT VELO A PROXIMITE DES EQUIPEMENTS COMMUNAUTAIRES DE GRAND PARIS SEINE ET OISE (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	31 941,00 €	50,00 %	15 970,50 €
	Montant Total de la subvention		15 970,50 €

Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PARIS SEINE ET OISE
Adresse administrative : RUE DES CHEVRIES
78410 AUBERGENVILLE
Statut Juridique : Communauté Urbaine
Représentant : Monsieur Philippe TAUTOU, Président

N° SIRET : 20005988900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : plan de stationnement vélo à proximité des équipements communautaires de la communauté urbaine de Grand Paris Seine et Oise.

Date prévisionnelle de début de projet : 31 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Après la création de la nouvelle communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise en 2016, ce nouveau territoire souhaite exercer pleinement sa compétence en matière de mobilité et de voiries. En parallèle de l'élaboration de son schéma stratégique cyclable la communauté urbaine souhaite réaliser des opérations cyclables à court terme et en particulier l'implantation de stationnements vélo à proximité des équipements communautaires.

Description :

Ce projet consiste en la mise en place d'arceaux vélo permettant le stationnement des vélos à proximité de 13 équipements communautaires (Stade Nautique, Graff parc, théâtre de la Nacelle, piscines de Meulan et des Mureaux, Les bains de Seine Mauldre, École Nationale de Musique, de Danse et de Théâtre , Patinoire de Mantes-la-Jolie , Hospice St-Charles , Château Éphémère , site de la CU Magnanville, site de la CU Autoneum, site de la CU Mantes-la-Jolie)
En tout, ce sont 86 arceaux qui doivent être implanté, soit 172 places de vélos créées.

Intérêt régional :
L'article L.4413-3 du CGCT reconnaît à la Région la possibilité de participer au financement d'aménagements de sécurité routière et donc, à ce titre, de soutenir les opérations permettant la création d'espaces de circulation destinés aux usagers vulnérables que sont les cyclistes.

L'opération répond aux critères d'éligibilité de la politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France au titre du dispositif 1 de la politique vélo régional : « Soutien aux projets relatifs à la réalisation d'itinéraires et d'équipements cyclables » - article 1.4. « Proposer sur l'ensemble des espaces publics ou accessibles au public francilien,…, des espaces de stationnements vélo … dans le cadre de plan globaux à l'échelle d'un territoire pertinent… ».

Conformément à la délibération n°CR 37-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 50% maximum d'une dépense subventionnable de 2500 € / place de vélos créée.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les types d'usagers de la route et particulièrement les cyclistes.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux s'élève à 31 941 € HT.

Au regard du plafond de 2500€ par place de stationnement vélo, la dépense subventionnable s'élève donc à 31 941€ HT.
Avec un taux de subvention de 50%, la subvention s'élève à 15 970,50 €.

Coût des travaux : 31 941 € HT
Dépense subventionnable HT : 31 941 € HT
Taux : 50%
Subvention : 15 970,50 €

Localisation géographique :
- COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement de stationnements vélos	31 941,00	100,00%
Total	31 941,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	15 970,50	50,00%
CU GPSEO	15 970,50	50,00%
Total	31 941,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 000,00 €
2019	5 970,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Egalité professionnel entre les femmes et les hommes	30 000,00 €
2014	Expérimentations en faveur de l'emploi	44 000,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	200 000,00 €
2016	Aide de fonctionnement à l'élaboration de la charte et du plan d'actions (Territoires de catégorie 1)	30 000,00 €
2016	Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	16 000,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	25 706,00 €
2016	Fonds Propreté	34 560,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	445 536,00 €
2016	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	5 000,00 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	261 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	21 993,00 €
2016	Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	178 500,00 €
2016	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	30 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	15 000,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	12 773,20 €
2017	Aide au développement de bornes de recharges électriques	187 000,00 €
2017	Dispositifs de fonds européns	146 571,41 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 5 OS 8	24 391,54 €

2017	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	52 500,00 €
	Montant total	1 785 531,15 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014059

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VELO - ELABORATION D'UN SCHEMA DIRECTEUR CYCLABLE SUR LE TERRITOIRE DE GPS&O (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	50 000,00 €	50,00 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PARIS SEINE ET OISE
Adresse administrative : RUE DES CHEVRIES
78410 AUBERGENVILLE
Statut Juridique : Communauté Urbaine
Représentant : Monsieur Philippe TAUTOU, Président

N° SIRET : 20005988900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables
Rapport Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017

Objet du projet : élaboration d'un schéma directeur cyclable (78)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le Plan Vélo régional ayant été adopté le 18 mai 2017, la Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise est la première collectivité s'étant lancée dans l'élaboration de son Document Stratégique Territorial, conformément aux orientations de ce plan vélo. Afin d'atteindre les objectifs de triplement du nombre de déplacements quotidiens à vélo entre 2010 et 2021, il convient de ne pas retarder les initiatives locales qui concourent à la sécurisation des déplacements à vélo.

Objectifs :
La nouvelle communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise souhaite exercer pleinement sa compétence en matière de mobilité et de voiries. Dans ce cadre, elle va élaborer une stratégie de développement de la pratique cyclable sur l'ensemble de son territoire.

Description :
Cette étude de schéma directeur cyclable se déploie sur 4 axes : le stationnement vélo, les itinéraires cyclables et leur jalonnement, les actions associées au vélo et la communication.
Il a deux objectifs principaux : répondre aux besoins des usagers actuels mais aussi inciter à la pratique du vélo, tout en prenant compte de la pluralité des usages en termes de mobilité sur le territoire.

Intérêt régional :
Conformément au vote du nouveau plan régional vélo les 18 et 19 mai 2017 par le Conseil régional, le financement des études de définition d'une stratégie territoriale de développement de la pratique cyclable se déclinant en un plan opérationnel à court terme est éligible.

Conformément à la délibération n°CR 2017-077 l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 50% maximum d'une dépense subventionnable de 50 000 €.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les types d'usagers de la route et particulièrement les cyclistes.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des études s'élève à 129 000 € HT.

Au regard du plafond, la dépense subventionnable s'élève donc à 50 000€ HT.
Avec un taux de subvention de 50%, la subvention s'élève à 25 000 €.

Coût des études : 129 000 € HT
Dépense subventionnable HT : 50 000 € HT
Taux : 50%
Subvention : 25 000 €

Localisation géographique :
- COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes schéma directeur cyclable	129 000,00	100,00%
Total	129 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	25 000,00	19,38%
CU GPSEO	104 000,00	80,62%
Total	129 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	25 000,00 €
2019	0,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Egalité professionnel entre les femmes et les hommes	30 000,00 €
2014	Expérimentations en faveur de l'emploi	44 000,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	200 000,00 €
2016	Aide de fonctionnement à l'élaboration de la charte et du plan d'actions (Territoires de catégorie 1)	30 000,00 €
2016	Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	16 000,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	25 706,00 €
2016	Fonds Propreté	34 560,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	445 536,00 €
2016	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	5 000,00 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	261 000,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	21 993,00 €
2016	Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	178 500,00 €
2016	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	30 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	15 000,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	12 773,20 €
2017	Aide au développement de bornes de recharges électriques	187 000,00 €
2017	Dispositifs de fonds européns	146 571,41 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 5 OS 8	24 391,54 €
2017	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	52 500,00 €
	Montant total	1 785 531,15 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014062

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : FINANCEMENT DE VAE POUR MISE EN PLACE D'UNE LOCATION LONGUE DUREE PAR IDF MOBILITES - 1ERE AFFECTATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV	12 000 000,00 €	50,00 %	6 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		6 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-78-204162-178001-200
17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STIF
Adresse administrative : 39 BIS - 41 RUE DE CHATEAUDUN
75009 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Monsieur Laurent PROBST, Directeur

N° SIRET : 28750007800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV
Rapport Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017

Objet du projet : attribution d'une subvention pour l'achat de vélos à assistance électrique dans le cadre de la mise en place d'une location longue durée à l'échelle de l'Ile de France par IDF Mobilités. Il s'agit de la première phase de lancement du projet.

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 avril 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le vélo à assistance électrique (VAE) présente tous les avantages du vélo et du deux-roues motorisé : efficace en cœur de ville dense, facile à stationner, économique à l'usage, 8 fois moins accidentogène que le deux-roues motorisé, bon pour la santé, il permettrait de remettre en selle de nombreux Franciliens.

Il existe plus de 5 millions de vélos « classiques » en Ile-de-France contre 100.000 à 200.000 VAE, l'un des principaux freins à leur usage restant leur coût d'achat important. C'est pourquoi Île-de-France Mobilités lance le développement d'un service de location longue durée aidé, visant à multiplier l'offre existante et à permettre aux Franciliens de le tester sur une longue période.

Ce service mettra à disposition de tout Francilien un vélo qu'il pourra utiliser sous sa responsabilité, avec un système de franchise en cas de vol ou de dégradation. Les VAE proposés répondront à des exigences fortes en termes de robustesse, résistance au vol et vandalisme, ainsi que d'aide à la maintenance préventive. Ces vélos seront connectés et adaptés au plus grand nombre possible de profils de cyclistes.

Île-de-France Mobilités s'est fixé un objectif de mise en service de l'ordre de 20 000 VAE en location moyenne longue durée, avec un seuil minimum au lancement de l'ordre de 10 000 VAE. Ce service fera l'objet d'une délégation de service public d'une durée de 6 à 10 ans intégrant la fourniture des VAE, la mise à disposition, l'exploitation et la maintenance de vélos. La désignation du titulaire du contrat est prévue à l'été 2018.

Dans le cadre de la délégation de service public en cours de passation, Île-de-France Mobilités finance les éléments permettant de construire les grandes briques du service en investissement (achat des vélos, logiciels, pièces de rechange, ateliers, etc.) et en fonctionnement (maintenance lourde, abonnements données, etc.).

Au stade de la première phase de déploiement du service, objet de la présente affectation, un parc de 10 000 VAE doit être acheté pour permettre le lancement du service en Ile-de-France.

Description :
Ce service mettra à disposition de tout Francilien un vélo qu'il pourra utiliser sous sa responsabilité, avec un système de franchise en cas de vol ou de dégradation. Les VAE proposés répondront à des exigences fortes en termes de robustesse, résistance au vol et vandalisme, ainsi que d'aide à la maintenance préventive. Ces vélos seront connectés et adaptés au plus grand nombre possible de profils de cyclistes.

L'objectif est de proposer dans toute la région une période d'essai des vélos d'au moins 6 mois sur la base d'un tarif mensuel de 40 euros maximum, soit 20 euros maximum en coût final pour un salarié (avec un remboursement à 50% par l'employeur dans le cas de déplacements intermodaux). Ces principes sont indicatifs et seront adaptés en fonction des résultats des négociations. Une des attentes fortes vis-à-vis des candidats à l'appel d'offres sera de proposer une réponse au-delà de la période initiale, en proposant par exemple un achat sous forme de leasing ou la prolongation de l'offre de location, au prix de revient et sans aide publique.

Le service s'appuiera, pour son lancement, sur un parc de 10 000 vélos à assistance électrique en location, correspondant à la phase 1 du déploiement, objet de la présente affectation.

Intérêt régional :
Ce service porté par IDF Mobilités va se déployer à terme sur l'ensemble de l'Ile de France, permettant d'inciter le public à utiliser des VAE pour ses déplacements du quotidien.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :

Grand Public

Détail du calcul de la subvention :
Cette première affectation doit permettre de lancer la première phase du projet pour une tranche de 6000 vélos.

Le financement s'établit comme suit :

Besoin d'investissement pour cette première tranche de déploiement de 6000 vélos : 12 000 000 € sur le total de 20 000 000 € prévus pour l'ensemble de la première phase estimée à 10 000 vélos.

Financement régional à 50% conformément à l'article 5 de la délibération CR 2017-54

Subvention proposée de 6 000 000 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de Vélos à Assistance electriques pour la mise en place d'un service de location longue durée	12 000 000,00	100,00%
Total	12 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	6 000 000,00	50,00%
IDF Mobilités (STIF)	6 000 000,00	50,00%
Total	12 000 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	2 000 000,00 €
2019	4 000 000,00 €
2020	0,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 345 000,00 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	2 058 000,00 €
2014	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	627 875 946,00 €
2014	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	55 197 000,00 €
2014	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	82 334 000,00 €
2014	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	37 143 309,00 €
2015	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	6 100 939,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	-1 330 000,00 €
2015	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	664 154 752,00 €
2015	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	77 365 000,00 €
2015	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	83 981 000,00 €
2015	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	495 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 411 949,14 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	13 110 000,00 €
2016	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	5 428 856,00 €
2016	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	640 496 300,00 €
2016	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	58 474 000,00 €
2016	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	75 500 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	647 500,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	75 509 882,00 €
2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	980 000,00 €
2017	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 705 703,00 €
2017	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	645 620 270,00 €
2017	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	23 900 000,00 €
2017	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	78 739 000,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	1 120 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	86 631 000,00 €
	Montant total	3 072 066 804,14 €

ANNEXE 3 : CONVENTION VAE ILE DE FRANCE MOBILITE

Convention de financement relative à la mise à disposition d'un service public de vélos à assistance électrique en longue durée (VAELD) dans la Région Île-de-France

Entre :

La **Région Île-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, dûment mandatée par la délibération n° CP 2017-430 du 18 octobre 2017

Ci-après désignée « la Région Ile-de-France », d'une part,

Et :

Le **Syndicat de Transports d'Île-de-France**, Etablissement Public Administratif, dont le siège est situé à Paris 9e, 39 bis-41 rue de Châteaudun, numéro de SIRET 287 500 078 00020 représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de **Directeur général**,

Ci-après désigné « Île-de-France Mobilités», d'autre part.

*
* *

Vu le code des transports et notamment les articles L. 1241-1 et suivants, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1411-1 à L.1411-18 ;
Vu l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
Vu le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
Vu la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Région d'Île-de-France, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 ;
Vu la délibération n° CR 2017-054 du Conseil régional d'Ile-de-France en date du 9 mars 2017 relative à la mise en œuvre du plan régional « anti bouchon » et pour changer la route ;
Vu la délibération n° CR 2017-077 du Conseil régional d'Ile-de-France en date du 18 mai 2017 relative au plan vélo régional ;
Vu la délibération n°2017/344 du Syndicat des Transports d'Île-de-France en date du 28 juin 2017 relative à la délégation de service public pour la mise à disposition, l'entretien-maintenance et l'exploitation d'un service public de vélos à assistance électrique en longue durée (VAELD) dans la région Île-de-France

Il est précisé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le vélo à assistance électrique (VAE) présente tous les avantages du vélo et du deux-roues motorisé : efficace en cœur de ville dense, facile à stationner, économique à l'usage, 8 fois moins accidentogène que le deux-roues motorisé, bon pour la santé, il permettrait de remettre en selle de nombreux Franciliens.

Il existe plus de 5 millions de vélos « classiques » en Ile-de-France contre 100.000 à 200.000 VAE, l'un des principaux freins à leur usage restant leur coût d'achat important. C'est pourquoi Île-de-

France Mobilités lance le développement d'un service de location longue durée aidé, visant à multiplier l'offre existante et à permettre aux Franciliens de le tester sur une longue période.

Île-de-France Mobilités s'est fixé un objectif de mise en service de l'ordre de 20 000 VAE en location moyenne longue durée, avec un seuil minimum au lancement de l'ordre de 10 000 VAE. Ce service fera l'objet d'une délégation de service public d'une durée de 6 à 10 ans intégrant la fourniture des VAE, la mise à disposition, l'exploitation et la maintenance de vélos. La désignation du titulaire du contrat est prévue à l'été 2018.

Dans le cadre de la délégation de service public en cours de passation, Île-de-France Mobilités finance les éléments permettant de construire les grandes briques du service en investissement (achat des vélos, logiciels, pièces de rechange, ateliers, etc.) et en fonctionnement (maintenance lourde, abonnements données, etc.).

Au stade de la première phase de déploiement du service, un parc de 10 000 VAE doit être acheté pour permettre le lancement du service en Ile-de-France.

C'est dans ce cadre que les parties se sont rapprochées.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir entre les parties les modalités de la participation financière de la Région Ile-de-France à la première phase de déploiement du service, consistant en l'acquisition d'un parc de 10 000 vélos à assistance électrique nécessaire au lancement du service de location longue durée, ci-après désigné « l'opération ».

ARTICLE 2 - MAITRISE D'OUVRAGE

Île-de-France Mobilités assure la maitrise d'ouvrage de l'opération.
A ce titre, il a lancé une délégation de service public intégrant la fourniture du parc de VAE, leur mise à disposition, l'exploitation, la maintenance du parc et la gestion du service de location.

Ile de France Mobilités fera son affaire personnelle des relations contractuelles avec son futur délégataire dans le cadre de la délégation de service public en cours de passation.

Ile de France Mobilités s'engage à maintenir pendant une durée de 6 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de son service de location longue durée.

ARTICLE 3 – DESCRIPTION DU SERVICE

Ce service mettra à disposition de tout Francilien un vélo qu'il pourra utiliser sous sa responsabilité, avec un système de franchise en cas de vol ou de dégradation.

Les VAE proposés répondront à des exigences fortes en termes de robustesse, résistance au vol et vandalisme, ainsi que d'aide à la maintenance préventive. Ces vélos seront connectés et adaptés au plus grand nombre possible de profils de cyclistes.

L'objectif est de proposer dans toute la région une période d'essai des vélos d'au moins 6 mois sur la base d'un tarif mensuel de 40 euros maximum, soit 20 euros maximum en coût final pour un salarié (avec un remboursement à 50% par l'employeur dans le cas de déplacements intermodaux). Ces principes sont indicatifs et seront adaptés en fonction des résultats des négociations. Une des attentes fortes vis-à-vis des candidats à l'appel d'offres sera de proposer une réponse au-delà de la période initiale, en proposant par exemple un achat sous forme de leasing ou la prolongation de l'offre de location, au prix de revient et sans aide publique.

Le service s'appuiera, pour son lancement, sur un parc de 10 000 vélos à assistance électrique en location, correspondant à la phase 1 du déploiement, objet de la présente convention.

Dans le cadre de tranches conditionnelles, ce parc pourra augmenter jusqu'à 20 000 vélos en fonction de la fréquentation du service et pourra également intégrer une flotte de vélos cargos.

Le lancement du service est prévu au printemps 2019 pour une durée de 6 à 10 ans.

ARTICLE 4 - ESTIMATION DES DEPENSES

Sur la base d'une étude technico-économique réalisée en amont, la subvention forfaitaire versée par Île-de-France Mobilités à son délégataire pour la gestion du service de 20 000 VAE, dans le cadre de la délégation de service public, devrait être de l'ordre de :
- 40 millions d'euros en investissement, incluant : la fourniture des VAE (tranche ferme de 10 000 VAE + 2 options de 5 000 VAE chacune + une option de vélos cargos), les pièces détachées, ateliers, ainsi que la solution logicielle essentielle à la gestion du service)
- 30 millions d'euros en exploitation sur 6 ans, incluant la maintenance lourde des VAE.

A l'inverse, les coûts de commercialisation seront à la charge des exploitants en s'appuyant sur les recettes issues de la location.

Les détails financiers par poste de dépense seront affinés avec les candidats en cours de dialogue.

ARTICLE 5 – FINANCEMENT DE LA PREMIERE PHASE DE DEPLOIEMENT DU SERVICE

Ile de France Mobilités participe au financement de l'investissement lié à la mise en œuvre de ce nouveau service et a sollicité la Région Ile-de-France afin d'obtenir une subvention au titre du dispositif n° CR 2017-54 dans le cadre de la première phase de déploiement du service (acquisition d'un parc de 10 000 VAE).

A titre indicatif, le calendrier prévisionnel de l'opération (première phase) est le suivant :
- Signature du contrat de DSP : mi 2018
- Fabrication des vélos et aménagement des locaux : 2ème semestre 2018
- Déploiement des VAE : 1er trimestre 2019
- Lancement du service : printemps 2019.

5-1 Plan de financement prévisionnel de la première phase

Investissement pour l'achat de 10 000 VAE pour la première phase : 20 000 000 €.
Plan de financement :
- Région Ile de France 50% : 10 000 000 €
- Fonds propres d'IDF Mobilités 50% : 10 000 000 €

La Région financera une première tranche de 6 000 000 € à la mise en service des 6000 premiers vélos, puis une seconde tranche complémentaire à la mise en service des 4000 vélos restants sous réserve du vote de la subvention par l'assemblée délibérante et de la disponibilité des crédits.

A titre indicatif, le calendrier prévisionnel de l'opération (première phase) est le suivant :
- Signature du contrat de DSP : mi 2018
- Fabrication des vélos et aménagement des locaux : 2ème semestre 2018
- Déploiement des VAE : 1er trimestre 2019
- Lancement du service : printemps 2019.

5-2 Financement

Par délibération n° CP 2017-430, la Région d'Île-de-France a décidé de soutenir Île-de-France Mobilités pour la création d'un service de location longue durée de vélos à assistance électrique, dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention et plus particulièrement pour l'acquisition d'un parc de 10 000 vélos à assistance électrique, correspondant à la première phase de déploiement du projet.

Dans le cadre de la présente convention et au titre de la première tranche d'acquisition de 6000 vélos, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50% de la dépense subventionnable, dont le montant prévisionnel s'élève à 12 000 000€, soit un montant maximum de subvention de 6 000 000€.

Une seconde subvention peut être attribuée pour l'acquisition de 4000 vélos complémentaires, sous réserve du vote par l'assemblée délibérante de la Région d'Ile-de-France. Cette attribution ultérieure fait l'objet d'une fiche projet adoptée par l'assemblée délibérante, fixant le montant de subvention. Cette fiche sera annexée dans un avenant à la présente convention.

La Région autorise Île-de-France Mobilités à reverser la subvention à son délégataire, dans le cadre de l'acquisition des VAE nécessaires au lancement de ce nouveau service.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

A l'issue de cette première tranche, Île-de-France mobilités s'engage à communiquer à la Région un bilan de l'opération. Ce bilan, chiffré, devra indiquer les moyens réellement mis en œuvre et les objectifs atteints. Le cas échéant, il devra également indiquer les difficultés rencontrées et les solutions apportées.

ARTICLE 6 - MODALITES DE PAIEMENT

6-1 Caducité

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, chaque subvention attribuée dans le cadre de la présente convention devient caduque et est annulée si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de versement.

Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

6-2 Modalités de demandes de versement

Les demandes de versement sont établies par Ile-de-France Mobilités par application de la clé de financement de la Région Ile-de-France définie à l'article 5-2.

Les appels de fonds présentés par Île-de-France Mobilités comportent :

- la demande de versement de subvention selon le modèle type de la Région, indiquant notamment les autorisations de programme de rattachement de ces dépenses ;

- un compte rendu financier de l'opération signé du représentant légal d'Île-de-France Mobilités ;
- une attestation de mise en service des vélos, fournie par son délégataire à Ile-de-France Mobilités ;
- un état récapitulatif des dépenses engagées signé par le représentant légal et par le comptable public d'Île-de-France Mobilités qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité.

6-3 Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

6-4 Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement de la mise en service des vélos concernés et du paiement complet par Ile-de-France Mobilités de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

6-5 Modalités de mandatement pour la Région

Les crédits de paiement sont versés par la Région après mise en œuvre d'une première phase de déploiement du service décrit à l'article 3, dans un délai de 40 jours à compter de la présentation par Île-de-France Mobilités du compte-rendu financier de l'opération signé par le comptable public.

Les versements sont effectués auprès de l'Agent Comptable d'Île-de-France Mobilités aux coordonnées ci-après :

SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE, RGF, PARIS

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé
10071	75000	00001005079	72

IBAN : FR76 1007 1750 0000 0010 0507 972

Le paiement de la Région est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention (libellé du virement portant le numéro de la facture).

Les dates de référence de mandatement sont portées par écrit à la connaissance d'Île-de-France Mobilités.

6-6 Révision du montant subventionné

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 5.2 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 5.2 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 7 - MESURES DESTINEES A FACILITER LE SUIVI

7-1 Comptabilité de l'opération

Île-de-France Mobilités s'engage à faciliter le contrôle par la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, de la réalisation de l'opération et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Il s'engage également à conserver l'ensemble des pièces relatives à ces prestations pendant une durée minimale de 10 ans à compter de la date de fin de la convention.

7-2 Information

Île-de-France Mobilités s'engage, pendant toute la durée de validité de la convention à informer sans délai les services de la Région en cas de difficulté ayant une incidence financière.

7-3 Pilotage des études

La Région est tenue étroitement informée de l'avancement du projet et du déploiement du service par Île-de-France Mobilités.

Île-de-France Mobilités s'engage notamment à inviter la Région à assister, à sa demande, de toute réunion permettant d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques, financières et de communication de l'opération et à communiquer les documents diffusés à cette occasion (présentations, comptes rendus…).

ARTICLE 8 - COMMUNICATION

La diffusion à des personnes ou organismes extérieurs aux services de la Région et d'Île-de-France Mobilités, des documents liés à l'opération fera l'objet d'un accord préalable des parties.

Île-de-France Mobilité s'engage à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication relative à l'opération, notamment par une indication portée sur les documents finaux.

Les documents et équipements réalisés dans le cadre de cette convention portent le logo des parties et font l'objet d'une consultation des parties avant diffusion.

ARTICLE 9 - DATE D'EFFET ET VALIDITE DE LA CONVENTION

La convention prend effet à compter de a notification par la Région Ile-de-France des exemplaires originaux signés par l'ensemble des parties.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité figurant à l'article 6-1 de la présente convention.

ARTICLE 10 - RESILIATION DE LA CONVENTION

Les signataires de la convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par l'une des parties par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée en cas d'inexécution par l'autre partie d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois démarrant à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure, telle que définie par la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêté définitif des comptes, et à la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.
La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

ARTICLE 11 – RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, ou en cas d'annulation ou de résiliation de la délégation de service public conclue par île-de-France Mobilités pour la mise en œuvre du service de location longue durée de VAE.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.
Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 12 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 13 - LITIGES

Les parties s'engagent à trouver une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Les litiges éventuels entre les parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

ARTICLE 14 - STAGIAIRES

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

ARTICLE 15 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° CP 2017-430 du 18 octobre 2017.

Etablie à Paris en deux exemplaires originaux

Date d'effet de la convention à compter de la notification par la Région Île-de-France,

le ….. - ….. - …….

Le Directeur général du Syndicat des transports d'Ile de France *Date et signature* Laurent PROBST	La Présidente du conseil régional d'Île-de-France *Date et signature* Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-412

DU 18 OCTOBRE 2017

ADAPTATIONS DES INFRASTRUCTURES LIÉES AU MATÉRIEL ROULANT :
LIGNE TRANSILIEN J6
LIGNE RER D
LIGNE TRANSILIEN R
LIGNE TRANSILIEN P
NEXTEO RER B, D ET E

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports ;
VU La délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au Plan d'action Régional en faveur de la Mobilité Durable ;
VU La délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 approuvant le versement des subventions régionales accordées pour les opérations de transports du Contrat de Plan 2015-2020 sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale, dans son article 3 ;
VU La délibération cadre n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan État-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens;
VU La délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant formalisant la révision du Contrat de Plan État Région Île-de-France 2015-2020 portant sur le volet mobilité multimodale ;
VU La délibération n° CP 2017-121 du 08 mars 2017 approuvant la convention de financement des études d'adaptation des infrastructures de la ligne Transilien J ;
VU La délibération n° CP 2017-121 du 08 mars 2017 approuvant la convention de financement des études d'adaptation des infrastructures SNCF Réseau pour le déploiement du RER NG sur le RER D ;
VU La délibération n° CP 2017-243 du 05 juillet 2017 approuvant la convention de financement des études d'adaptation des infrastructures SNCF Réseau pour le déploiement du Regio2N sur la ligne Transilien R ;
VU La délibération CP 2017-121 du 8 mars 2017 approuvant la convention de financement des adaptations des infrastructures sur la ligne P ;
VU La délibération n° CP 2017-383 du 20 septembre 2017 approuvant la convention de financement des études d'adaptation des infrastructures RATP pour le déploiement du MING sur la ligne du RER B ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission des transports ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-412 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article n°1 : PR 811-004 «Liaisons ferroviaires»

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 2 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution de subvention d'un montant maximum de **5 353 677 €**.

Bénéficiaire	Opération	Localisation	Action (481004011)
SNCF Réseau	Ligne J6 – adaptation des infrastructures – convention APO et REA	Île-de-France	**5 353 677 €**

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de 5 353 677 € disponible sur le chapitre 908 «Transports», code fonctionnel 811 «Transport ferroviaire régional de voyageurs», programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :
- Volet 1 «Mobilité multimodale»
- Sous-volet 11 «Nouveau Grand Paris»
- Action 111 «Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs»

Article n°2 : PR 811-004 «Liaisons ferroviaires»

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 2 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution de subvention d'un montant maximum prévisionnel de **451 500 €**.

Bénéficiaire	Opération	Localisation	Action (481004011)
SNCF Réseau	RER D – Sous-station Cesson-SDMR- convention APO	Île-de-France	**451 500 €**

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de 451 500 € disponible sur le chapitre 908 «Transports», code fonctionnel 811 «Transport ferroviaire régional de voyageurs», programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :
- Volet 1 «Mobilité multimodale»
- Sous-volet 11 «Nouveau Grand Paris»

- Action 111 «Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs»

Article n°3 : PR 811-004 «Liaisons ferroviaires»

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 2 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution de subvention d'un montant maximum prévisionnel de **721 835,10 €**.

Bénéficiaire	Opération	Localisation	Action (481004011)
SNCF Réseau	Ligne R- Création voies sous fosses – SDMR- Convention APO et REA	Île-de-France	**721 835,10 €**

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de 721 835,10 € disponible sur le chapitre 908 «Transports», code fonctionnel 811 «Transport ferroviaire régional de voyageurs», programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :
- Volet 1 «Mobilité multimodale»
- Sous-volet 11 «Nouveau Grand Paris»
- Action 111 «Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs»

Article n°4 : PR 811-004 «Liaisons ferroviaires»

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 2 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution de subvention d'un montant maximum prévisionnel de **840 000 €**.

Bénéficiaire	Opération	Localisation	Action (481004011)
SNCF Réseau	Ligne P – Renforcement des capacités d'alimentation électrique de la sous-station de Villenoy – SDMR- Convention Schéma de principe, enquête publique, AVP et APO	Île-de-France	**840 000 €**

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de 840 000 € disponible sur le chapitre 908 «Transports», code fonctionnel 811 «Transport ferroviaire régional de voyageurs», programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :
- Volet 1 «Mobilité multimodale»

- Sous-volet 11 «Nouveau Grand Paris»
- Action 111 «Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs»

Article n°5 : PR 811-004 «Liaisons ferroviaires»

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 2 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution de subvention d'un montant maximum prévisionnel de **9 457 000 €**.

Bénéficiaire	Opération	Localisation	Action (481004011)
SNCF Réseau	RER E – Prolongement de NExTEO jusqu'à Pantin - Convention études et REA	Île-de-France	**9 457 000 €**

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de 9 457 000 € disponible sur le chapitre 908 «Transports», code fonctionnel 811 «Transport ferroviaire régional de voyageurs», programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :
- Volet 1 «Mobilité multimodale»
- Sous-volet 11 «Nouveau Grand Paris»
- Action 111 «Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs»

Article n°6 : PR 811-004 «Liaisons ferroviaires»

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **5 610 800 €**.

Bénéficiaires	Opération	Localisation	Action (481004011)
RATP	RER B et RER D – Développement NExTEO – Convention AVP	Île-de-France	**2 769 000 €**
SNCF Réseau			**1 624 000 €**
SNCF Mobilités			**1 145 000 €**
Ile-de-France Mobilités			**72 800 €**

Subordonne le versement des subventions à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de 5 610 800 € disponible sur le chapitre 908 «Transports», code fonctionnel 811 «Transport ferroviaire régional de voyageurs», programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :

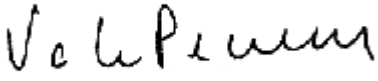
- Volet 1 «Mobilité multimodale»
- Sous-volet 11 «Nouveau Grand Paris»
- Action 111 «Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs»

Article n° 7 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Code IRIS du dossier	**Libellé IRIS du dossier**	**Bénéficiaires**	***Date prévisionnelle de démarrage***
17012571	Ligne J6 – adaptation des infrastructures – convention APO et REA	SNCF Réseau	01/10/2015
17012647	RER D – création sous-station Cesson – SDMR – convention APO	SNCF Réseau	01/06/2017
17012648	Ligne R – création voies sous fosses à Villeneuve Prairie – SDMR – convention APO et REA	SNCF Réseau	01/10/2016
17013811	RER B et RER D – Développement NExTEO – convention AVP	SNCF Réseau	01/01/2017
17013814	RER B et RER D – Développement NExTEO – convention AVP	SNCF Mobilités	01/01/2017
17013780	RER B et RER D – Développement NExTEO – convention AVP	RATP	01/01/2017

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-412	Budget	2017

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs**
Programme	**481004 - Liaisons ferroviaires**
Action	**481004011 - Liaisons ferroviaires**

Dispositif : N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun

Dossier	17012366 - LIGNE TRANSILIEN P - ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES - SOUS-STATION DE VILLENOY			
Bénéficiaire	R14154 - RFF SNCF RESEAU			
Localisation	VILLENOY			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne P - Hors CPRD			
Montant total	840 000,00 €		Code nature	2041723
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 200 000,00 €	HT	70 %	840 000,00 €	

Dossier	17012408 - SCHEMA DIRECTEUR DU RER E - ETUDES ET TRAVAUX DU PROLONGEMENT DE NEXTEO JUSQU'A LA GARE DE PANTIN			
Bénéficiaire	R14154 - RFF SNCF RESEAU			
Localisation	PANTIN			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER E - Hors CPRD			
Montant total	9 457 000,00 €		Code nature	2041723
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 510 000,00 €	HT	70 %	9 457 000,00 €	

Dossier	17012571 - LIGNE TRANSILIEN J - ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES - CONVENTION APO et REA			
Bénéficiaire	R14154 - RFF SNCF RESEAU			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne J - Hors CPRD			
Montant total	5 353 677,00 €		Code nature	2041723
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 648 110,00 €	HT	70 %	5 353 677,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-412	Budget	2017

Dossier	17012647 - SCHEMA DIRECTEUR RER D - ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES A CESSON - CONVENTION ETUDES AVANT-PROJET ET PROJET (dit APO)			
Bénéficiaire	R14154 - RFF SNCF RESEAU			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER D - Hors CPRD			
Montant total	451 500,00 €		Code nature	2041723
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
645 000,00 €	HT	70 %	451 500,00 €	

Dossier	17012648 - LIGNE TRANSILIEN R - ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES - AMENAGEMENT VOIES SUR FOSSES - CONVENTION ETUDES AVANT-PROJET/PROJET (APO) ET PREMIERS TRAVAUX			
Bénéficiaire	R14154 - RFF SNCF RESEAU			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne R - Hors CPRD			
Montant total	721 835,10 €		Code nature	2041723
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 031 193,00 €	HT	70 %	721 835,10 €	

Dossier	17013780 - DEVELOPPEMENT NOUVEAU SYSTEME DE SIGNALISATION NEXTEO SUR RER B ET RER D - CONVENTION ETUDES AVP			
Bénéficiaire	R6930 - RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER B - Hors CPRD			
Montant total	2 769 000,00 €		Code nature	2041723
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 617 000,00 €	HT	49,3 %	2 769 000,00 €	

Dossier	17013811 - DEVELOPPEMENT NOUVEAU SYSTEME DE SIGNALISATION NEXTEO SUR RER B ET RER D - CONVENTION ETUDES D'AVP			
Bénéficiaire	R14154 - RFF SNCF RESEAU			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER B - Hors CPRD			
Montant total	1 624 000,00 €		Code nature	2041723
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 570 000,00 €	HT	63,19 %	1 624 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-412	Budget	2017

Dossier	17013814 - DEVELOPPEMENT NOUVEAU SYSTEME DE SIGNALISATION NEXTEO SUR RER B ET RER D - CONVENTION ETUDES D'AVP			
Bénéficiaire	R22844 - SNCF MOBILITES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER B - Hors CPRD			
Montant total	1 145 000,00 €		Code nature	2041723
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 886 000,00 €	HT	60,71 %	1 145 000,00 €	

Dossier	17013817 - DEVELOPPEMENT NOUVEAU SYSTEME DE SIGNALISATION NEXTEO SUR RER B ET RER D - CONVENTION ETUDES D'AVP			
Bénéficiaire	R1989 - STIF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER B - Hors CPRD			
Montant total	72 800,00 €		Code nature	2041723
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
104 000,00 €	HT	70 %	72 800,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun	22 434 812,10 €

Total sur l'imputation 908 - 811 - 481004 - 481004011	22 434 812,10 €

ANNEXE 2 : Fiches projets

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012571

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LIGNE TRANSILIEN J - ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES - CONVENTION APO ET REA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	7 648 110,00 €	70,00 %	5 353 677,00 €
		Montant Total de la subvention	5 353 677,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93418 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Patrick JEANTET, PRESIDENT

N° SIRET : 41228073720375

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : l'attribution d'une subvention pour les études AVP/PRO et les travaux d'adaptation des infrastructures de la ligne Transilien J entre les gares de Conflans-Sainte-Honorine et Mantes-la-Jolie.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de tenir le calendrier de déploiement du Francilien sur la ligne J Nord, le maître d'ouvrage a été contraint de commencer les études dès mai 2015.
De plus, la mise en place des financements de la phase REA doit être réalisée impérativement au plus tard début septembre 2017. En effet, des commandes critiques sont à réaliser au plus tôt et les durées prévisionnelles de phase Marché (notamment marché de Génie Civil de quai) nécessitent un lancement des procédures associées au plus tôt.

Objectifs :
Le STIF a approuvé le 13 juillet 2016 un programme très ambitieux de renouvellement et de rénovation du matériel roulant Transilien sur le fondement des propositions du groupe SNCF.

Le projet de déploiement du Francilien sur la ligne J6 s'inscrit dans le cadre de la modernisation des matériels en circulation en Ile de France, nécessaire afin d'améliorer la qualité de service sur les lignes Transilien.

Les matériels VB2N, actuellement utilisés sur la Ligne J6, représentent un parc en tension et vieillissant. L'insertion de lignes de roulement en Francilien permettra d'améliorer la qualité de service mais également d'améliorer la robustesse d'exploitation sur la région de Paris Saint Lazare, et notamment sur les Paris-Mantes via Conflans Sainte Honorine.

Description :
L'opération consiste en la réalisation de toutes les modifications d'infrastructures nécessaires pour permettre la mise en exploitation commerciale des rames Francilien sur la ligne J6 entre les gares de Conflans Sainte Honorine et Mantes la Jolie.

Les adaptations d'infrastructure nécessaires pour la mise en circulation du Francilien sur la ligne exploitée et sur tous les itinéraires techniques (accès VS, circulations vers les sites de garage, etc.) comprennent :
o Adaptation des quais (cotes L et H, allongements…),
o Mise au gabarit des obstacles,
o Adaptations de voies de service si nécessaire,
o Modifications d'installations de signalisation (pancartes d'arrêt, points information KVB, visibilité des signaux, adaptations de circuits de voie…),
o Vérification et adaptations éventuelles des Infrastructures nécessaires au déploiement du Francilien n'étant pas conformes aux référentiels en vigueur.

Moyens mis en œuvre :
Le financement des études et des travaux se fait dans le cadre du CPER 2015-2020.

La maîtrise d'ouvrage des travaux est assurée par SNCF Réseau.

Intérêt régional :
L'adaptation des infrastructures de la ligne Transilien J6 doit permettre la mise en circulation du Francilien. Le matériel roulant est une composante déterminante de l'amélioration de la qualité de service sur la ligne.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports collectifs et en particulier ceux de la ligne Transilien J6.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant global des travaux d'adaptation d'infrastructure sur la ligne J6 s'élève à 7 648 110 €, financé à 30% par l'État et à 70% par la Région.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne J

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisitions de données	60 294,00	0,79%
Génie civil quai adaptation groupe 5	543 670,00	7,11%
Génie civil adaptation groupe 6	2 154 244,00	28,17%
Génie civil quai allongement groupe 6	264 681,00	3,46%
Pancartes	300 449,00	3,93%
Signalisation	1 317 277,00	17,22%
Frais de MOE/MOA	1 436 844,00	18,79%
Provisions pour Aléas et Imprévus (PAI)	636 600,00	8,32%
Mise sur bus	934 051,00	12,21%
Total	7 648 110,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	5 353 677,00	70,00%
Etat	2 294 433,00	30,00%
Total	7 648 110,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	4 017 000,00 €
2019	876 000,00 €
2020	460 677,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accessibilité des transports	8 973 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 892 260,00 €
2014	Protections phoniques le long du réseau ferré	735 589,04 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 901 000,00 €
2014	Voirie des TIRN	800 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	14 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	26 562 398,40 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	4 012 404,41 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	5 370 000,00 €
2016	Accessibilité des transports	48 750 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	2 930 488,98 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	68 159 985,80 €
2016	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	7 831 000,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	6 000 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	179 636 420,00 €
2017	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 079 000,00 €
	Montant total	535 553 115,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012647

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SCHEMA DIRECTEUR RER D - ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES A CESSON - CONVENTION ETUDES AVANT-PROJET ET PROJET (DIT APO)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	645 000,00 €	70,00 %	451 500,00 €
	Montant Total de la subvention		451 500,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93418 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Patrick JEANTET, PRESIDENT

N° SIRET : 41228073720375

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : attribution d'une subvention pour les études d'Avant-Projet et Projet relative à la création d'une sous-station à Cesson au titre de l'adaptation des infrastructures de la ligne du RERD suite au déploiement du nouveau matériel roulant

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de tenir le calendrier de livraison du RER NG sur la ligne du RER D, le maître d'ouvrage a été contraint de débuter les études dès le 01 juin 2017.

Objectifs :
Le STIF a approuvé le 13 juillet 2016 un programme très ambitieux de renouvellement et de rénovation du matériel roulant Transilien sur le fondement des propositions du groupe SNCF.

Les nouveaux matériels roulants sont une composante déterminante de l'amélioration de la qualité de service sur les lignes ferrées du réseau francilien :
- réponse à la saturation du réseau, en limite de capacité,
- fiabilisation de la robustesse d'exploitation avec des matériels plus performants (freinage, accélération)
- amélioration de la disponibilité (fiabilité).

A ce titre, l'adaptation des infrastructures est indissociable des Schémas Directeurs et Schémas de Secteur.

Description :
Cette convention concerne les études d'Avant-Projet/Projet et DCE de la création de la sous-station de Cesson sous la maîtrise d'ouvrage (MOA) de SNCF Réseau liée au déploiement du matériel roulant RER NG de la ligne du RER D.

Les études de dimensionnement réalisées font apparaître des tensions basses entre les sous-stations de Lieusaint et Melun, et ce malgré la présence d'un poste de mise en parallèle à Cesson permettant de rééquilibrer les tensions entre les différentes voies.

Peu pénalisant pour l'exploitation actuelle, cette situation compromettra la tenue des temps de parcours à l'horizon du déploiement du RER NG à partir de septembre 2021 sur la branche de Melun du RER D. En effet, par rapport aux Z2N circulant actuellement sur la ligne D, les RER NG limiteront leur appel de puissance dans les zones de tensions basse afin de limiter ces chutes de tension.

La situation la plus pénalisante correspondra à la mixité de circulations Z2N et RERNG : les Z2N dégradant le niveau de tension et les RER NG limitant leur appel de puissance et donc leur accélération.

Afin de remonter le niveau de tension, la seule solution technique consiste en la création d'une sous-station au droit du poste actuel de Cesson situé en zone non urbanisée, favorable en termes d'insertion.

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage des études est assurée par la SNCF Réseau.

Intérêt régional :
L'adaptation des infrastructures du RER D doit permettre la mise en place d'un nouveau matériel roulant.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports collectifs et en particulier ceux du RER D.

Détail du calcul de la subvention :
Les études sont financées dans le cadre du CPER 2015-2020.

Le montant global des études d'Avant-Projet et Projet s'élève à 645 000€ financé à 30 % par l'Etat et 70 % par la Région.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER D

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes Avant-Projet / Projet (APO)	495 000,00	76,74%
Dossier de Consultation des entreprises (DCE)	150 000,00	23,26%
Total	645 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	451 500,00	70,00%
Etat	193 500,00	30,00%
Total	645 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	419 500,00 €
2019	32 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Accessibilité des transports	8 973 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 892 260,00 €
2014	Protections phoniques le long du réseau ferré	735 589,04 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 901 000,00 €
2014	Voirie des TIRN	800 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	14 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	26 562 398,40 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	4 012 404,41 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	5 370 000,00 €
2016	Accessibilité des transports	48 750 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	2 930 488,98 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	68 159 985,80 €
2016	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	7 831 000,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	6 000 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	179 636 420,00 €
2017	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 079 000,00 €
	Montant total	535 553 115,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012648

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LIGNE TRANSILIEN R - ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES - AMENAGEMENT VOIES SUR FOSSES - CONVENTION ETUDES AVANT-PROJET/PROJET (APO) ET PREMIERS TRAVAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	1 031 193,00 €	70,00 %	721 835,10 €
	Montant Total de la subvention		721 835,10 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93418 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Patrick JEANTET, PRESIDENT

N° SIRET : 41228073720375

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : attribution d'une subvention pour les études d'Avant-Projet et Projet relative à l'aménagement de trois voies sur fosses au titre de l'adaptation des infrastructures de la ligne Transilien R suite au déploiement du nouveau matériel roulant.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 février 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de tenir le calendrier de livraison du Regio2N sur la ligne Transilien R, le maître d'ouvrage a été contraint de débuter les études dès le 01 octobre 2016.

Objectifs :
Le STIF a approuvé le 13 juillet 2016 un programme très ambitieux de renouvellement et de rénovation du matériel roulant Transilien sur le fondement des propositions du groupe SNCF.

Les nouveaux matériels roulants sont une composante déterminante de l'amélioration de la qualité de service sur les lignes ferrées du réseau francilien :

- réponse à la saturation du réseau, en limite de capacité,
- fiabilisation de la robustesse d'exploitation avec des matériels plus performants (freinage, accélération)
- amélioration de la disponibilité (fiabilité).

A ce titre, l'adaptation des infrastructures est indissociable des Schémas Directeurs et Schémas de Secteur.

Description :
Les études Projet et les premiers travaux d'adaptation, sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau, sont liées au déploiement du nouveau matériel roulant Régio2N sur la ligne Transilien R.

Le projet consiste à adapter, sous la maîtrise d'ouvrage de SNCF Réseau, les installations du réseau ferré national (RFN) afin de permettre, sous la maîtrise d'ouvrage de SNCF Mobilités, l'aménagement de trois voies sur fosses sur le site de Villeneuve Prairie.

Concernant le périmètre de SNCF Réseau pour les adaptations du RFN, elles se caractérisent principalement par :

- des Travaux de renforcement des 12 portiques caténaires,
- des Modifications des enclenchements du poste de signalisation
    Phase 1 : neutralisation des installations de la zone travaux (suppression de 5 voies),
    Phase 2 : modifications des IS pour commande à pied d'œuvre,
    Phase 3 : modifications des IS pour commande à distance.

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage des études est assurée par SNCF Réseau.

Intérêt régional :
L'adaptation des infrastructures de la ligne Transilien R doit permettre la mise en place d'un nouveau matériel roulant.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports collectifs et en particulier ceux de la ligne Transilien R.

Détail du calcul de la subvention :
Les études Avant-Projet/Projet et premiers travaux sont financés dans le cadre du CPER 2015-2020.

Le montant global de cet APO/REA s'élève à 1 031 193 € financé à 70 % par la Région et 30 % par l'Etat.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne R

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires renforcement 12 caténaires	237 000,00	22,98%
Travaux caténaires	160 000,00	15,52%
Travaux signalisation	313 523,00	30,40%
Frais MOE/MOA	191 384,00	18,56%
Autres dépenses MOA	53 954,00	5,23%
Provisions pour aléas et imprévus (PAI)	75 332,00	7,31%
Total	1 031 193,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	721 835,10	70,00%
Etat	309 357,90	30,00%
Total	1 031 193,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	279 000,00 €
2019	380 000,00 €
2020	8 835,10 €
2021	54 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accessibilité des transports	8 973 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 892 260,00 €
2014	Protections phoniques le long du réseau ferré	735 589,04 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 901 000,00 €
2014	Voirie des TIRN	800 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	14 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	26 562 398,40 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	4 012 404,41 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	5 370 000,00 €
2016	Accessibilité des transports	48 750 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	2 930 488,98 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	68 159 985,80 €
2016	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	7 831 000,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	6 000 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	179 636 420,00 €
2017	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 079 000,00 €
	Montant total	535 553 115,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012366

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LIGNE TRANSILIEN P - ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES - SOUS-STATION DE VILLENOY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	1 200 000,00 €	70,00 %	840 000,00 €
	Montant Total de la subvention		840 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93418 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Patrick JEANTET, PRESIDENT

N° SIRET : 41228073720375

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : réalisation de la sous-station de Villenoy.

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le STIF a approuvé le 13 juillet 2016 un programme très ambitieux de renouvellement et de rénovation du matériel roulant Transilien sur le fondement des propositions du groupe SNCF.

Les nouveaux matériels roulants sont une composante déterminante de l'amélioration de la qualité de service sur les lignes ferrées du réseau francilien:
- réponse à la saturation du réseau, en limite de capacité
- fiabilisation de la robustesse d'exploitation avec des matériels plus performants (freinage, accélération)
- amélioration de la disponibilité (fiabilité)

À ce titre, l'adaptation des infrastructures est indissociable des Schémas Directeurs et Schémas de Secteur.

Description :
Le projet de renforcement des IFTE prévoit le remplacement de la sous-station de Villenoy qui alimente la section de ligne comprise entre Lagny et La Ferté Sous Jouarre.
Il a pour objectif de retendre des marches des missions ligne P de Meaux, ce qui n'est pas possible actuellement compte tenu des limites de performance de la sous-station de Villenoy.
Ce projet est par ailleurs un prérequis à tout renforcement l'offre ferroviaire sur l'axe de Château Thierry, qui connaît aujourd'hui un problème de charge des trains.
Par ailleurs, la sous-station actuelle de Villenoy ne permettant pas d'assurer une qualité d'alimentation suffisante en vue de l'électrification de la branche de La Ferté Milon, le projet de renforcement des IFTE est un préalable à cette électrification.
Cette électrification permettra de faire circuler des trains de type Francilien, plus capacitaires que les trains circulant actuellement.

La convention vise à permettre :
- la réalisation du schéma de principe comprenant l'étude d'infrastructure, y compris détermination du site d'implantation de la nouvelle sous-station, détermination du coût et du planning , le diagnostic écologique
- le dossier d'étude d'impact
- le dossier et la procédure d'enquête d'utilité publique
- les études d'Avant-Projet
- les études de Projet

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage des études est assurée par SNCF Réseau.

Intérêt régional :
L'adaptation des infrastructures de la ligne Transilien P doit permettre la mise en place d'un nouveau matériel roulant.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports collectifs et en particulier ceux de la ligne Transilien P.

Détail du calcul de la subvention :
Le financement des études et des procédures est inscrit au Contrat de Plan Etat-Région.
Le montant total de l'opération s'élève à 1 200 000 € et selon les clés de répartition cela représente :

- part Région : 840 000 € (70%)
- part Etat : 360 000 € (30%)

Localisation géographique :
- VILLENOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne P

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Schéma de principe	200 000,00	16,67%
Procédures	200 000,00	16,67%
Etudes d'avant-projet et projet	800 000,00	66,67%
Total	1 200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	360 000,00	30,00%
Région Ile-de-France	840 000,00	70,00%
Total	1 200 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	0,00 €
2018	297 500,00 €
2019	262 500,00 €
2020	280 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accessibilité des transports	8 973 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 892 260,00 €
2014	Protections phoniques le long du réseau ferré	735 589,04 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 901 000,00 €
2014	Voirie des TIRN	800 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	14 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	26 562 398,40 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	4 012 404,41 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	5 370 000,00 €
2016	Accessibilité des transports	48 750 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	2 930 488,98 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	68 159 985,80 €
2016	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	7 831 000,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	6 000 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	179 636 420,00 €
2017	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 079 000,00 €
	Montant total	535 553 115,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012408

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SCHEMA DIRECTEUR DU RER E - ETUDES ET TRAVAUX DU PROLONGEMENT DE NEXTEO JUSQU'A LA GARE DE PANTIN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	13 510 000,00 €	70,00 %	9 457 000,00 €
	Montant Total de la subvention		9 457 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93418 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Patrick JEANTET, PRESIDENT

N° SIRET : 41228073720375

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : réalisation des études et des travaux de prolongement de Nexteo jusqu'à la gare de Pantin.

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 décembre 2025
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le prolongement du système d'exploitation Nexteo du RER E jusqu'à la gare de Pantin permettra d'améliorer la robustesse de la ligne, d'améliorer la qualité de service et d'augmenter la fréquence des trains, jusqu'à 28 trains par heure et par sens.
Nexteo est d'ores et déjà prévu dans la partie centrale du RER E entre les gares de Rosa Parks et Nanterre-La Folie, quand la ligne sera prolongée vers l'ouest.

Description :
Le domaine équipé du nouveau système d'exploitation NExTEO (ATP + ATO) s'étend en tranche ferme :
- Dans le sens Ouest-Est de Nanterre-La Folie (inclus) jusqu'à la gare de Pantin (incluse), la limite Est étant fixée au signal protégeant la bifurcation entre l'itinéraire menant à Chelles et celui menant à Villiers –

Tournan ;
- Dans le sens Est-Ouest de la gare de Rosa Parks (incluse) jusqu'à Nanterre-La Folie (inclus).

Cette différence entre les 2 sens s'explique par l'asymétrie des limites des postes de signalisation.

Le domaine NExTEO ainsi défini permet :
- Dans le sens Ouest-Est : un intervalle de 2 minutes entre trains NExTEO jusqu'à la bifurcation entre l'itinéraire menant à Chelles et celui menant à Villiers – Tournan ;
- Dans le sens Est-Ouest : un intervalle de 2 minutes entre trains NExTEO à partir de la gare de Rosa Parks.

Toute création de missions supplémentaires sur une des branches Est depuis Paris ne pourra se faire qu'avec une augmentation du nombre de trains sur la section allant de Rosa Parks à Noisy-le-Sec. Pour permettre cette augmentation du nombre de circulations sur les branches Est, une diminution de l'intervalle entre les trains est nécessaire dans le sens Est – Ouest après la convergence des lignes de Chelles et de Tournan.

Par ailleurs, cette extension permet d'améliorer la robustesse de l'exploitation :
- Elle permet de rapprocher les trains au niveau de la gare de Pantin, qui sera la seule gare de la ligne avec une voie à quai par sens et 16 trains / heure qui s'y arrêtent en heures de pointe.
- Elle permet au niveau de cette gare sensible un gain de capacité de plus de 25 % sur une heure lié à la diminution de l'intervalle entre trains de 2 min 50 s à 2 min.

La subvention permet de couvrir les besoins de financement liés aux études et aux travaux nécessaires à sa réalisation.

Moyens mis en œuvre :
Les études et les travaux sont sous maîtrise d'ouvrage de SNCF Réseau.

Intérêt régional :
Permettre une meilleure qualité de service et une fréquence plus rapide des trains du RER E.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers du RER E.

Détail du calcul de la subvention :
Le financement des études et des travaux est inscrit au Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.
Le montant total de l'opération est de 13 510 000 € et selon les clés répartis selon les clés de répartition, cela représente:
- part Région : 9 457 000 € (70%)
- part Etat : 4 053 000 € (30%)

Localisation géographique :
- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER E

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Industriel	5 560 000,00	41,15%
Intégration RFN	6 280 000,00	46,48%
Frais de Maitrîse d'oeuvre	1 350 000,00	9,99%
Frais Maîtrise d'ouvrage	320 000,00	2,37%
Total	13 510 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	4 053 000,00	30,00%
Région	9 457 000,00	70,00%
Total	13 510 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	1 157 000,00 €
2019	1 780 000,00 €
2020	2 840 000,00 €
2021	2 620 000,00 €
2022	260 000,00 €
2023	260 000,00 €
2024	270 000,00 €
2025	270 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accessibilité des transports	8 973 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 892 260,00 €
2014	Protections phoniques le long du réseau ferré	735 589,04 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 901 000,00 €
2014	Voirie des TIRN	800 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	14 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	26 562 398,40 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	4 012 404,41 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	5 370 000,00 €
2016	Accessibilité des transports	48 750 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	2 930 488,98 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	68 159 985,80 €
2016	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	7 831 000,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	6 000 000,00 €

2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	179 636 420,00 €
2017	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 079 000,00 €
	Montant total	535 553 115,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013780

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : DEVELOPPEMENT NOUVEAU SYSTEME DE SIGNALISATION NEXTEO SUR RER B ET RER D - CONVENTION ETUDES AVP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	5 617 000,00 €	49,30 %	2 769 000,00 €
	Montant Total de la subvention		2 769 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS
Adresse administrative : 54 QUAI DE LA RAPEE
75599 PARIS CEDEX 12
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Catherine GUILLOUARD, Présidente-Directrice-Générale

N° SIRET : 77566343801906

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : attribution d'une subvention relative aux études d'Avant-Projet du projet de développement du nouveau système de signalisation sur les RERB et RERD

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de tenir le calendrier contraint, en lien notamment avec le déploiement des futurs matériels roulants RER NG et MING, les maîtres d'ouvrage ont du débuter les études d'Avant-Projet dès le 01 janvier 2017.

Objectifs :
Les lignes B et D du RER sont actuellement équipées du système de block automatique lumineux (BAL) à cantonnement fixe et signalisation latérale, complétés par un système de contrôle de vitesse (KVB sur le RER D, KCVP sur le RER B). Or ces équipements ne permettent plus de répondre aux besoins d'exploitation en zone dense (vitesses, débit et régularité élevée). Afin de retrouver des marges d'exploitation sur ces lignes, la mise en place d'un système de nouvelle génération type CBTC (cantonnement mobile ou virtuel, pilotage automatique et avec signalisation en cabine) permettrait de

regagner des marges en temps de parcours, d'optimiser l'espacement entre les trains tout en rendant la régulation plus efficace lorsqu'il est couplé avec un système du type ATS.

Le système NExTEO a été développé et est en phase de mise en œuvre au titre du RER E (projet EOLE).

Sa déclinaison sur les lignes B et D du RER nécessite de rendre NEXTEO compatible avec les circulations correspondantes à ces deux lignes, qui partagent les mêmes voies dans le tunnel Châtelet – Gare du Nord en interopérabilité.

Description :
Les études menées conjointement par la RATP, SNCF Mobilités et SNCF Réseau, sous pilotage d'Ile-de-France Mobilités, et financées par l'Etat et la Région Ile de France dans le cadre de la révision du Schéma Directeur RER B Sud, ont permis de mettre en avant les avantages à déployer le système de CBTC NEXTEO à l'occasion de l'arrivée d'un nouveau matériel roulant sur la ligne B.

Par ailleurs, les réflexions menées par SNCF Mobilités et SNCF Réseau sur la ligne D du RER ont conduit à considérer que le même système NEXTEO, couplé au nouveau matériel RER NG, serait de nature à aller au-delà de la prochaine étape d'amélioration du service sur le RER D. Il permettrait en effet :

- d'améliorer les temps de parcours – en lien avec les meilleures performances du futur matériel,
- d'accroitre le débit et de mettre en œuvre une 3ème mission au quart d'heure entre Melun et Paris Gare de Lyon en heure de pointe,
- d'améliorer la régularité de la ligne en reconstituant les marges de régularité sans dégrader les temps de parcours,
- d'améliorer l'interconnexion avec le réseau Grand Paris en gare du Vert-de-Maisons,
- de mieux gérer les situations perturbées en lien avec le développement du système de contrôle commande et de régulation automatique ATS+ IdF.

Les composantes principales du système NExTEO sont :
- le pilotage automatique, permettant d'homogénéiser la conduite des trains au plus près des performances permises par l'infrastructure,
- le cantonnement mobile ou virtuel avec annulation de la signalisation permettant d'augmenter en zone dense le nombre de circulations.

Les études (AVP) du système de signalisation NExTEO pour les premiers déploiements portent, d'une part sur la ligne D et d'autre part sur la ligne B du RER :

1/ sur les voies du RER D de Saint-Denis à Villeneuve-Saint-Georges (ainsi que sur les trains RER NG affectés au RER D),
2/ sur les voies du RER B :
- d'Aulnay sous-bois à Bourg-La-Reine en type 1 (et les trains MING),
- En variante, d'Aulnay-sous-bois à Saint-Rémy-Lès-Chevreuse et Robinson en mixité type 1/ type 2 (et les trains MING)

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage des études est assurée conjointement par la RATP, SNCF Réseau, SNCF Mobilités.

Intérêt régional :
Permettre une meilleure qualité de service en retrouvant des marges d'exploitation.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de

transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

La convention relative à la mise en oeuvre du dispositif 100 000 stages de la Région Île-de-France dans le domaine des transports avec la RATP a été adoptée en Commission permanente du 17 mai 2017 (CP n°2017-206).

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports collectifs et en particulier ceux des lignes des RER B et RER D

Détail du calcul de la subvention :
Les études Avant-Projet/Projet sont financées dans le cadre du CPER 2015-2020.

Le montant global de ces études d'AVP s'élève à 10 177 000 € financé par la Région et par l'Etat, dont 2 161 000 € par la RATP, SNCF Réseau et SNCF Mobilités.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER B

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rédaction documents de programme pour les lignes RERB et RERD	1 872 334,00	33,33%
Préparation dossiers préliminaires de sécurité	350 000,00	6,23%
Rédaction AVP administratif par ligne de RER	22 332,00	0,40%
Livrables techniques et administratifs du Dossier de Consultation des entreprises	1 500 000,00	26,70%
Etudes d'intégration du concept CBTC type 2 et analyse comparative	1 872 334,00	33,33%
Total	5 617 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	2 769 000,00	49,30%
Etat	1 187 000,00	21,13%
RATP	1 661 000,00	29,57%
Total	5 617 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	1 179 000,00 €
2019	1 200 000,00 €
2020	390 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	200 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	182 318 316,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 020 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	86 112 887,59 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	2 610 700,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 880 629,94 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	161 765 154,10 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	87 715 479,26 €
	Montant total	553 274 177,19 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013811

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : DEVELOPPEMENT NOUVEAU SYSTEME DE SIGNALISATION NEXTEO SUR RER B ET RER D - CONVENTION ETUDES D'AVP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	2 570 000,00 €	63,19 %	1 624 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 624 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93418 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Patrick JEANTET, PRESIDENT

N° SIRET : 41228073720375

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : attribution d'une subvention relative aux études d'Avant-Projet du projet de développement du nouveau système de signalisation sur les RER B et RER D

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de tenir le calendrier contraint, en lien notamment avec le déploiement des futurs matériels roulants RER NG et MING, les maîtres d'ouvrage ont du débuter les études d'Avant-Projet dès le 01 janvier 2017.

Objectifs :
Les lignes B et D du RER sont actuellement équipées du système de block automatique lumineux (BAL) à cantonnement fixe et signalisation latérale, complétés par un système de contrôle de vitesse (KVB sur le RER D, KCVP sur le RER B). Or ces équipements ne permettent plus de répondre aux besoins d'exploitation en zone dense (vitesses, débit et régularité élevée). Afin de retrouver des marges d'exploitation sur ces lignes, la mise en place d'un système de nouvelle génération type CBTC (cantonnement mobile ou virtuel, pilotage automatique et avec signalisation en cabine) permettrait de regagner des marges en temps de parcours, d'optimiser l'espacement entre les trains tout en rendant la

régulation plus efficace lorsqu'il est couplé avec un système du type ATS.

Le système NExTEO a été développé et est en phase de mise en œuvre au titre du RER E (projet EOLE).

Sa déclinaison sur les lignes B et D du RER nécessite de rendre NEXTEO compatible avec les circulations correspondantes à ces deux lignes, qui partagent les mêmes voies dans le tunnel Châtelet – Gare du Nord, en interopérabilité.

Description :
Les études menées conjointement par la RATP, SNCF Mobilités et SNCF Réseau, sous pilotage d'Ile-de-France Mobilités, et financées par l'Etat et la Région Ile de France dans le cadre de la révision du Schéma Directeur RER B Sud, ont permis de mettre en avant les avantages à déployer le système de CBTC NEXTEO à l'occasion de l'arrivée d'un nouveau matériel roulant sur la ligne B.

Par ailleurs, les réflexions menées par SNCF Mobilités et SNCF Réseau sur la ligne D du RER ont conduit à considérer que le même système NEXTEO, couplé au nouveau matériel RER NG, serait de nature à aller au-delà de la prochaine étape d'amélioration du service sur le RER D. Il permettrait en effet :

- d'améliorer les temps de parcours – en lien avec les meilleures performances du futur matériel,
- d'accroitre le débit et de mettre en œuvre une 3ème mission au quart d'heure entre Melun et Paris Gare de Lyon en heure de pointe,
- d'améliorer la régularité de la ligne en reconstituant les marges de régularité sans dégrader les temps de parcours,
- d'améliorer l'interconnexion avec le réseau Grand Paris en gare du Vert-de-Maisons,
- de mieux gérer les situations perturbées en lien avec le développement du système de contrôle commande et de régulation automatique ATS+ IdF.

Les composantes principales du système NExTEO sont :
- le pilotage automatique, permettant d'homogénéiser la conduite des trains au plus près des performances permises par l'infrastructure,
- le cantonnement mobile ou virtuel avec annulation de la signalisation permettant d'augmenter en zone dense le nombre de circulations.

Les études (AVP) du système de signalisation NExTEO pour les premiers déploiements portent, d'une part sur la ligne D et d'autre part sur la ligne B du RER :

1/ sur les voies du RER D de Saint-Denis à Villeneuve-Saint-Georges (ainsi que sur les trains RER NG affectés au RER D),
2/ sur les voies du RER B :
- d'Aulnay sous-bois à Bourg-La-Reine en type 1 (et les trains MING),
- En variante, d'Aulnay-sous-bois à Saint-Rémy-Lès-Chevreuse et Robinson en mixité type 1/ type 2 (et les trains MING)

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage des études est assurée conjointement par la RATP, SNCF Réseau, SNCF Mobilités.

Intérêt régional :
Permettre une meilleure qualité de service en retrouvant des marges d'exploitation.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.) d'accueillir des stagiaires

fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports collectifs et en particulier ceux des lignes des RER B et RER D

Détail du calcul de la subvention :
Les études Avant-Projet/Projet sont financées dans le cadre du CPER 2015-2020.

Le montant global de ces études d'AVP s'élève à 10 177 000 € financé par la Région et par l'Etat, dont 2 161 000 € par la RATP, SNCF Réseau et SNCF Mobilités.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER B

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rédaction documents de programme pour les lignes RERB et RERD	1 000 000,00	38,91%
Préparation dossiers préliminaires de sécurité	120 000,00	4,67%
Rédaction AVP administratif par ligne de RER	150 000,00	5,84%
Livrables techniques et administratifs du Dossier de Consultation des entreprises	300 000,00	11,67%
Etudes d'intégration du concept CBTC type 2 et analyse comparative	1 000 000,00	38,91%
Total	2 570 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	1 624 000,00	63,19%
Etat	696 000,00	27,08%
SNCF Réseau	250 000,00	9,73%
Total	2 570 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	724 000,00 €
2019	900 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accessibilité des transports	8 973 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 892 260,00 €
2014	Protections phoniques le long du réseau ferré	735 589,04 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 901 000,00 €
2014	Voirie des TIRN	800 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	14 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	26 562 398,40 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	4 012 404,41 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	5 370 000,00 €
2016	Accessibilité des transports	48 750 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	2 930 488,98 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	68 159 985,80 €
2016	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	7 831 000,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	6 000 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	179 636 420,00 €
2017	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 079 000,00 €
	Montant total	535 553 115,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013814

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : DEVELOPPEMENT NOUVEAU SYSTEME DE SIGNALISATION NEXTEO SUR RER B ET RER D - CONVENTION ETUDES D'AVP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	1 886 000,00 €	60,71 %	1 145 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 145 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNCF MOBILITES
Adresse administrative : 9 RUE JEAN-PHILIPPE RAMEAU
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Séverine LEPERE, DIRECTRICE D'EXPLOITATION TRANSILIEN

N° SIRET : 55204944792805

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : attribution d'une subvention relative aux études d'Avant-Projet du projet de développement du nouveau système de signalisation sur les RER B et RER D

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de tenir le calendrier contraint, en lien notamment avec le déploiement des futurs matériels roulants RER NG et MING, les maîtres d'ouvrage ont du débuter les études d'Avant-Projet dès le 01 janvier 2017.

Objectifs :
Les lignes B et D du RER sont actuellement équipées du système de block automatique lumineux (BAL) à cantonnement fixe et signalisation latérale, complétés par un système de contrôle de vitesse (KVB sur le RER D, KCVP sur le RER B). Or ces équipements ne permettent plus de répondre aux besoins d'exploitation en zone dense (vitesses, débit et régularité élevée). Afin de retrouver des marges d'exploitation sur ces lignes, la mise en place d'un système de nouvelle génération type CBTC (cantonnement mobile ou virtuel, pilotage automatique et avec signalisation en cabine) permettrait de

regagner des marges en temps de parcours, d'optimiser l'espacement entre les trains tout en rendant la régulation plus efficace lorsqu'il est couplé avec un système du type ATS.

Le système NExTEO a été développé et est en phase de mise en œuvre au titre du RER E (projet EOLE).

Sa déclinaison sur les lignes B et D du RER nécessite de rendre NEXTEO compatible avec les circulations correspondantes à ces deux lignes, qui partagent les mêmes voies dans le tunnel Châtelet – Gare du Nord, en interopérabilité.

Description :
Les études menées conjointement par la RATP, SNCF Mobilités et SNCF Réseau, sous pilotage d'Ile-de-France Mobilités, et financées par l'Etat et la Région Ile de France dans le cadre de la révision du Schéma Directeur RER B Sud, ont permis de mettre en avant les avantages à déployer le système de CBTC NEXTEO à l'occasion de l'arrivée d'un nouveau matériel roulant sur la ligne B.

Par ailleurs, les réflexions menées par SNCF Mobilités et SNCF Réseau sur la ligne D du RER ont conduit à considérer que le même système NEXTEO, couplé au nouveau matériel RER NG, serait de nature à aller au-delà de la prochaine étape d'amélioration du service sur le RER D. Il permettrait en effet :

- d'améliorer les temps de parcours – en lien avec les meilleures performances du futur matériel,
- d'accroitre le débit et de mettre en œuvre une 3ème mission au quart d'heure entre Melun et Paris Gare de Lyon en heure de pointe,
- d'améliorer la régularité de la ligne en reconstituant les marges de régularité sans dégrader les temps de parcours,
- d'améliorer l'interconnexion avec le réseau Grand Paris en gare du Vert-de-Maisons,
- de mieux gérer les situations perturbées en lien avec le développement du système de contrôle commande et de régulation automatique ATS+ IdF.

Les composantes principales du système NExTEO sont :
- le pilotage automatique, permettant d'homogénéiser la conduite des trains au plus près des performances permises par l'infrastructure,
- le cantonnement mobile ou virtuel avec annulation de la signalisation permettant d'augmenter en zone dense le nombre de circulations.

Les études (AVP) du système de signalisation NExTEO pour les premiers déploiements portent, d'une part sur la ligne D et d'autre part sur la ligne B du RER :

1/ sur les voies du RER D de Saint-Denis à Villeneuve-Saint-Georges (ainsi que sur les trains RER NG affectés au RER D),
2/ sur les voies du RER B :
- d'Aulnay sous-bois à Bourg-La-Reine en type 1 (et les trains MING),
- En variante, d'Aulnay-sous-bois à Saint-Rémy-Lès-Chevreuse et Robinson en mixité type 1/ type 2 (et les trains MING)

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage des études est assurée conjointement par la RATP, SNCF Réseau, SNCF Mobilités.

Intérêt régional :
Permettre une meilleure qualité de service en retrouvant des marges d'exploitation.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de

transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports collectifs et en particulier ceux des lignes des RER B et RER D

Détail du calcul de la subvention :
Les études Avant-Projet/Projet sont financées dans le cadre du CPER 2015-2020.

Le montant global de ces études d'AVP s'élève à 10 177 000 € financé par la Région et par l'Etat, dont 2 161 000 € par la RATP, SNCF Réseau et SNCF Mobilités.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER B

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rédaction documents de programme pour les lignes RERB et RERD	650 000,00	34,46%
Préparation dossiers préliminaires de sécurité	120 000,00	6,36%
Rédaction AVP administratif par ligne de RER	140 000,00	7,42%
Livrables techniques et administratifs du Dossier de Consultation des entreprises	292 000,00	15,48%
Etudes d'intégration du concept CBTC type 2 et analyse comparative	684 000,00	36,27%
Total	1 886 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	1 145 000,00	60,71%
Etat	491 000,00	26,03%
SNCF Mobilités	250 000,00	13,26%
Total	1 886 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	530 000,00 €
2019	615 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accessibilité des transports	2 000 000,00 €
2014	Amélioration de la sécurité dans les transports en commun	6 741 000,00 €
2014	Matériel roulant	17 100 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	12 400 398,00 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	126 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	6 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 380 533,28 €
2016	Accessibilité des transports	15 250 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	58 634 032,12 €
2016	Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	307 792,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	1 000 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	46 815 000,00 €
	Montant total	208 983 421,93 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013817

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : DEVELOPPEMENT NOUVEAU SYSTEME DE SIGNALISATION NEXTEO SUR RER B ET RER D - CONVENTION ETUDES D'AVP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	104 000,00 €	70,00 %	72 800,00 €
	Montant Total de la subvention		72 800,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STIF
Adresse administrative : 39 BIS - 41 RUE DE CHATEAUDUN
75009 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant :

N° SIRET : 28750007800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : attribution d'une subvention relative aux études d'Avant-Projet du projet de développement du nouveau système de signalisation sur les RER B et RER D

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les lignes B et D du RER sont actuellement équipées du système de block automatique lumineux (BAL) à cantonnement fixe et signalisation latérale, complétés par un système de contrôle de vitesse (KVB sur le RER D, KCVP sur le RER B). Or ces équipements ne permettent plus de répondre aux besoins d'exploitation en zone dense (vitesses, débit et régularité élevée). Afin de retrouver des marges d'exploitation sur ces lignes, la mise en place d'un système de nouvelle génération type CBTC (cantonnement mobile ou virtuel, pilotage automatique et avec signalisation en cabine) permettrait de regagner des marges en temps de parcours, d'optimiser l'espacement entre les trains tout en rendant la régulation plus efficace lorsqu'il est couplé avec un système du type ATS.

Le système NExTEO a été développé et est en phase de mise en œuvre au titre du RER E (projet EOLE).

Sa déclinaison sur les lignes B et D du RER nécessite de rendre NEXTEO compatible avec les circulations correspondantes à ces deux lignes, qui partagent les mêmes voies dans le tunnel Châtelet – Gare du Nord, en parfaite interopérabilité.

Description :
Les études menées conjointement par la RATP, SNCF Mobilités et SNCF Réseau, sous pilotage d'Ile-de-France Mobilités, et financées par l'Etat et la Région Ile de France dans le cadre de la révision du Schéma Directeur RER B Sud, ont permis de mettre en avant les avantages à déployer le système de CBTC NEXTEO à l'occasion de l'arrivée d'un nouveau matériel roulant sur la ligne B.

Par ailleurs, les réflexions menées par SNCF Mobilités et SNCF Réseau sur la ligne D du RER ont conduit à considérer que le même système NEXTEO, couplé au nouveau matériel RER NG, serait de nature à aller au-delà de la prochaine étape d'amélioration du service sur le RER D. Il permettrait en effet :

- d'améliorer les temps de parcours – en lien avec les meilleures performances du futur matériel,
- d'accroitre le débit et de mettre en œuvre une 3ème mission au quart d'heure entre Melun et Paris Gare de Lyon en heure de pointe,
- d'améliorer la régularité de la ligne en reconstituant les marges de régularité sans dégrader les temps de parcours,
- d'améliorer l'interconnexion avec le réseau Grand Paris en gare du Vert de Maisons,
- de mieux gérer les situations perturbées en lien avec le développement du système de contrôle commande et de régulation automatique ATS+ IdF.

Les composantes principales du système NExTEO sont :
- le pilotage automatique, permettant d'homogénéiser la conduite des trains au plus près des performances permises par l'infrastructure,
- le cantonnement mobile ou virtuel avec annulation de la signalisation permettant d'augmenter en zone dense le nombre de circulations.

Les études (AVP) du système de signalisation NExTEO pour les premiers déploiements portent, d'une part sur la ligne D et d'autre part sur la ligne B du RER :

1/ sur le RER D de Saint Denis à Villeneuve Saint Georges (et les RER NG affectés au RER D),
2/ sur le RER B :
- d'Aulnay sous-bois à Bourg-La-Reine en type 1 et les MING,
- En variante, d'Aulnay sous-bois à Saint-Rémy-Lès-Chevreuse et Robinson en mixité type 1/ type 2 et les MING

Ile-de-France Mobilités, pour le compte des financeurs Etat et Région Ile-de-France, va effectuer l'expertise des études d'Avant-Projet menées par la RATP, SNCF Réseau et SNCF Mobilités.

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage des études est assurée conjointement par la RATP, SNCF Réseau, SNCF Mobilités.

L'expertise des études d'Avant-Projet est quant à elle réalisée par Ile-de-France Mobilités pour le compte des financeurs du projet, l'Etat et la Région Ile-de-France.

Intérêt régional :
Permettre une meilleure qualité de service en retrouvant des marges d'exploitation.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Moiblités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports collectifs et en particulier ceux des lignes des RER B et RER D

Détail du calcul de la subvention :
Les études Avant-Projet/Projet sont financées dans le cadre du CPER 2015-2020.

Le montant global de ces études d'AVP s'élève à 10 177 700 € financé par la Région et par l'Etat, dont 2 161 000 € par la RATP, SNCF Réseau et SNCF Mobilités.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER B

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Expertise des études d'Avant-Projet	104 000,00	100,00%
Total	104 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	72 800,00	70,00%
Etat	31 200,00	30,00%
Total	104 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	72 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 345 000,00 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	2 058 000,00 €
2014	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	627 875 946,00 €

2014	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	55 197 000,00 €
2014	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	82 334 000,00 €
2014	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	37 143 309,00 €
2015	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	6 100 939,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	-1 330 000,00 €
2015	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	664 154 752,00 €
2015	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	77 365 000,00 €
2015	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	83 981 000,00 €
2015	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	495 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 411 949,14 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	13 110 000,00 €
2016	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	5 428 856,00 €
2016	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	640 496 300,00 €
2016	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	58 474 000,00 €
2016	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	75 500 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	647 500,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	75 509 882,00 €
2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	980 000,00 €
2017	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 705 703,00 €
2017	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	645 620 270,00 €
2017	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	23 900 000,00 €
2017	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	78 739 000,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	1 120 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	86 631 000,00 €
	Montant total	3 072 066 804,14 €

ANNEXE 3 : Ligne Transilien J6 - Convention de financement pour la réalisation des études APO et travaux d'adaptation des infrastructures pour l'arrivée de la NAT

2017

Convention de financement des adaptations des infrastructures SNCF Réseau pour le

Déploiement du la NAT sur la ligne Transilien J entre Conflans et Mantes (Etudes APO-Travaux)

SOMMAIRE

CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION 5
Article 1. OBJET DE LA CONVENTION 5
Article 2. PERIMETRE ET CALENDRIER DE REALISATION DES ETUDES ET TRAVAUX D'ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES SUR LA LIGNE J 5
2.1. Contexte 5
2.2. Délais de réalisation 6
2.3. Financement des moyens de substitution 6
Article 3. ROLES ET ENGAGEMENTs DES PARTIES 6
3.1. L'Autorité organisatrice 6
3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations 7
3.3. Les financeurs 7
3.4. Le bénéficiaire 8
Article 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 8
4.1. Estimation du coût des études de Projet et des travaux 8
4.2. Coût global des études Projet et travaux 8
4.3. Plan de financement 10
4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région 10
4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région 12
4.6. Comptabilité du Bénéficiaire 13
Article 5. MODALITES DE CONTRÔLE 13
5.1. Par les financeurs 13
5.2. Par le Syndicat des Transports d'Ile de France 13
Article 6. GESTION DES ECARTS 13
6.1. Dispositions en cas d'écart ou de dépassement du coût d'objectif prévisionnel de la Convention 13
6.2. Dispositions en cas de modification des délais 14
Article 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION 14
7.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF) 14
7.2. Comité des financeurs 16
7.3. Information hors CSCF et comité des financeurs 16
Article 8. MODIFICATION DES AVANT-PROJETS 17
Article 9. DIFFUSION DES DOCUMENTS, CONFIDENTIALITE, COMMUNICATION 17
9.1. Propriété intellectuelle et diffusion des études 17
9.2. Communication institutionnelle des financeurs 18
9.3. Confidentialité 18
Article 10. BILAN DE L'OPERATION 19
Bilan physique et financier 19
Article 11. DISPOSITIONS GENERALES 19
11.1 Modification de la convention 19
11.2 Règlement des litiges 19
11.3 Résiliation de la convention 20
11.4 Date d'effet et durée de la convention 20
11.5 Mesures d'ordre 21
ANNEXES 23

Entre,

En premier lieu,

- L'**État**, représenté par le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris,

- La **Région Île-de-France** (ci-après « la Région »), représentée par la Présidente du Conseil Régional, dûment mandaté par délibération n° de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du ,

Ci-après désignés par « **les financeurs** »,

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est 15/17 rue Jean-Philippe Rameau 936418 La Plaine St Denis, représenté par Stéphane CHAPIRON, Directeur des Projets Franciliens, dûment habilité à signer la présente convention.

Ci-après désigné par « **le maître d'ouvrage** »,

En troisième lieu,

- **Le Syndicat des Transports d'Ile de France** dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2016/091 en date du 30 mars 2016,

Ci-après désigné comme « **Ile-de-France Mobilités** » ou **« l'autorité organisatrice** » ou « **l'AOT** ».

Ci-après collectivement désignés comme « **les Parties** »

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

Vu la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et relative à la création de l'Epic SNCF et de ses deux filiales SNCF Mobilités et SNCF Réseau ;

Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application 2002-428 du 25 mars 2002 ;

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

Vu le décret n° 2015-138 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Mobilités ;

Vu le décret n° 2015-140 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau ;

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;

Vu La délibération cadre n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020 ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

Vu la délibération n° 2016/253 du Conseil du STIF du 13 juillet 2016 approuvant les orientations du Schéma Directeur du Matériel Roulant ;

Vu la délibération n° 2016/498 du Conseil du STIF du 15 novembre 2016 approuvant la commande de 52 NAT pour le réseau Transilien de Paris Saint Lazare ;

Vu la délibération n° CP 2017-121 du 8 mars 2017 approuvant la convention de financement des études Avant-Projet/Projet et premiers travaux des études d'adaptation des infrastructures SNCF Réseau de la ligne Transilien J.

Il est convenu ce qui suit :

CONTEXTE GÉNÉRAL DE L'OPÉRATION

Lors de la séance de son conseil d'administration du 13 juillet 2016, le Syndicat des Transports a validé l'acquisition de matériel type NAT pour le réseau de Paris Saint Lazare. Une commande de 52 rames pour les lignes L et J a été formalisée ensuite lors du Conseil d'Administration du 15 novembre 2016.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la formalisation du financement nécessaire pour adapter les infrastructures SNCF Réseau à l'ensemble de ces déploiements de nouveaux matériels roulants.

Elle couvre les besoins de financement liés aux opérations nécessaires sur la ligne J entre Conflans-Sainte-Honorine et Mantes-la-Jolie, pour ne pas mettre en péril de calendrier de déploiement envisagé.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet :

- D'une part, de définir les modalités de financement des études d'Avant-Projet/Projet ainsi que les travaux nécessaires aux adaptations des infrastructures SNCF Réseau pour le déploiement commercial de la NAT sur la ligne J entre Conflans-Sainte-Honorine et Mantes-la-Jolie ;
- D'autre part, de préciser le contenu et les conditions de suivi de ces études et travaux dans le respect du calendrier général du projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Adaptation des infrastructures SNCF Réseau pour le déploiement de la NAT sur la ligne J entre Conflans-Sainte-Honorine et Mantes-la-Jolie – études APO et travaux ».

ARTICLE 2. PERIMETRE ET CALENDRIER DE REALISATION DES ETUDES ET TRAVAUX D'ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES SUR LA LIGNE J

2.1. Contexte

Cette convention concerne les études et les travaux d'adaptations sous la maîtrise d'ouvrage (MOA) de SNCF Réseau liées aux matériels roulants NAT de la ligne J, notamment :

- Les adaptations de quais : hauteur, longueur, suppression de traversées de voies,
- Les adaptations d'équipements permettant l'arrêt en gare : pancartes, balises, visibilité des signaux, …
- Les adaptations d'équipements permettant la bonne circulation des trains : caténaires, circuits de retour du courant de traction, sectionnements critiques, KVB, annonces PN,…

La convention vise à permettre la réalisation des opérations et phases suivantes :

Opérations	Caractéristiques	Enjeu	Phases concernées
Adaptation infrastructures de la ligne J entre Conflans-Sainte-Honorine et Mantes-la-Jolie	Permettre la circulation et la desserte commerciale des gares par la NAT en US/UM2 et circulation technique associée entre Poissy et Mantes-la-Jolie	Circulation matériel roulant	APO et REA

2.2. Délais de réalisation

Le délai de réalisation prévisionnel de l'achèvement de l'ensemble des travaux est fixé à 18 mois à compter de la notification de la convention par Ile de France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception. Le calendrier prévisionnel de réalisation des études et travaux figure en annexe 3.

2.3. Financement des moyens de substitution

La réalisation de ces opérations nécessite la mise en place de transports de substitution afin de garantir la continuité d'exploitation. Le surcoût des substitutions routières est intégré au coût global du projet.

On entend par frais de substitution les frais directement liés à la mise en œuvre de transports alternatifs lors des travaux d'opérations dans la limite des surcoûts engendrés au-delà du financement usuel de l'exploitation en Île-de-France.

Les mesures mises en œuvre par le MOA seront présentées en comité de suivi de l'opération, à chaque phase du projet (avant PRO et REA). Cette présentation s'attachera à en préciser les contours, la durée et le cas échéant les montants financiers prévisionnels.
Ile de France Mobilités pourra le cas échéant apporter son concours à l'analyse de surcouts présentés, conformément aux dispositions figurant dans le contrat Syndicat des Transports d'Ile de France-SNCF en vigueur.

Un bilan économique global, intégrant les autres surcoûts et économies pour le transporteur sera présenté a posteriori. Avec l'appui d'Ile-de-France Mobilités, les financeurs et les maitres d'ouvrage conviendront sur cette base d'un support adéquat pour assurer le financement de ce poste de dépenses

ARTICLE 3. ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. L'Autorité organisatrice

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R 1241-30 et suivants du code des transports, le Syndicat des Transports d'Ile de France veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, Ile de France Mobilités suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le Maître d'ouvrage.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, Ile de France Mobilités est uniquement Autorité Organisatrice. Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage.

3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations

3.2.1. Identification et engagements du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage des opérations est SNCF Réseau.

La responsabilité des maîtres d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

Conformément aux dispositions des articles L 2101-1 et suivants du code des transports, SNCF Réseau est maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du réseau ferré national et SNCF Transilien sur son périmètre (financé hors présente convention). Les maîtres d'ouvrages mettront en évidence les éventuelles interfaces entre leur périmètre respectif, au droit notamment de l'accès aux installations de garage, remisage et maintenance de l'exploitant. SNCF Réseau s'assure de la cohérence des études et des éventuelles réserves qu'elles appellent au niveau des interfaces.

Les cahiers des charges des études sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau intègrent la quantification des besoins du transporteur (programme d'exploitation, caractéristiques des interfaces sol-bord, …) dans le périmètre des études demandées.

3.2.2. Respect du coût d'objectif

Le maître d'ouvrage s'engage sur le respect de son coût d'objectif en euros constants aux conditions économiques de référence de 01/2017 tel qu'il est défini à l'article 4.2.

3.2.3. Respect des délais de réalisation

Le maître d'ouvrage s'engage sur la réalisation des opérations, objets de la présente convention et sur le respect des délais de réalisation précisés à l'article 2.2.

3.3. Les financeurs

3.3.1. Identification

Le financement des études et travaux, objet de la présente convention, s'inscrit dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, pour un montant total de 7 483 930 € aux conditions économiques de janvier 2017 soit 7 648 110 € courants, réparti selon les clés de répartition suivantes :

- L'Etat (30 %), soit 2 294 433 € ;
- La Région Ile-de-France (70 %), soit 5 353 677 € ;

3.3.2. Engagements

La signature de la Convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP/AE nécessaires à la réalisation, par le Maître d'ouvrage visé à l'article 3.2.1, des Etudes de Projet et des travaux, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visées à l'annexe 2.

3.4. Le bénéficiaire

SNCF Réseau est bénéficiaire des financements versés par l'Etat et la Région Ile-de-France et ci-après désigné « le bénéficiaire ».

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Estimation du coût des études de Projet et des travaux

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à l'objet de la présente convention est évalué à 7 483 930 € HT en euros constants, aux conditions économiques de janvier 2017. (Il est précisé que ce montant ne comprend pas la part d'études APO préalablement financée par SNCF Mobilités.)

Le coût en euros courants conventionnels est estimé à 7 648 110 € HT en euros courants conventionnels conformément aux modalités d'actualisation définies à l'article 4.2.

Les appels de fonds seront calculés par application des modalités de calculs de l'article 4.4.1.

4.2. Coût global des études Projet et travaux

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à l'objet de la présente convention est le suivant :

Opération	Phases financées	Coût en M€ CE01/2017	Coût en M€ courants
Ligne J entre Conflans-Sainte-Honorine et Mantes-la-Jolie	APO	0,298	0,293
	REA	7,186	7,355
Total ligne J		**7,484**	**7,648**

4.2.1. Coût de réalisation détaillé

Le maître d'ouvrage fournit une estimation prévisionnelle en euros constants des postes.

Au titre du CPER 2015-2020 et de la présente convention, le détail des coûts est le suivant :

Etudes de conception détaillée et travaux Adaptation Infra NAT - ligne J		
Maître d'ouvrage	Opérations	Total M€ HT CE 01/2017
SNCF Réseau	Acquisitions de données	0,059
	GC quai adaptation groupe 5	0,532
	GC quai adaptation groupe 6	2,108
	GC quai allongement groupe 6	0,259
	Pancartes	0,294
	Signalisation	1,289
	Frais de MOE/MOA et autres dépenses de MOA	1,406
	Provisions pour Aléas et Imprévus (PAI)	0,623
	Mise sur bus	0,914
		7,484

L'utilisation des provisions pour aléas et imprévus (PAI) du projet reste soumise à l'accord préalable de l'ensemble des financeurs et sous réserve de justificatifs (note explicative détaillée,….).

4.2.2. <u>Modalités d'actualisation</u>

Les conditions économiques de référence de la présente convention sont celles de janvier 2017.

Pour être comparable au coût d'objectif, tous les coûts sont calculés aux conditions économiques de référence de la présente convention par application de l'indice professionnel TP 01. Les coûts sont exprimés en euros constants.

Cet indice est également utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants conventionnels :

- à partir des indices connus à la date de la convention (dernier indice connu TP 01 de janvier 2017),
- puis de 1,8 % par an au-delà.

Ceci définit les coûts exprimés en euros courants conventionnels.

Les états d'acompte seront établis en euros courants. Le solde sera établi en euros courants et en euros constants par application des indices définitifs.

Les appels de fonds seront payés en euros courants.

Le maitre d'ouvrage justifie in fine le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application des indices définitifs.

4.3. Plan de financement

Les études Projet et travaux, objet de la présente convention, sont financés sous forme de subvention d'investissement suivant la clé de répartition indiquée dans le tableau ci-après.

En conséquence, le plan de financement des études d'Avant-Projet/Projet et travaux de la présente convention est établi en euros HT, aux conditions économiques de référence de janvier 2017, comme suit :

Adaptation Infra – NAT ligne J Plan de financement Montant M€ constants CE01/2017 HT et %			
Périmètre	**État 30,00%**	**Région 70,00%**	**Total**
SNCF Réseau	2,245	5,239	7,484

Adaptation Infra – NAT ligne J Plan de financement Montant en M€ courants et %			
Périmètre	**Etat 30%**	**Région 70%**	**Total**
SNCF Réseau	2,294	5,354	7,648

4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région

Les appels de fonds seront payés en euros courants dans le respect du montant de la présente convention en euros constants.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de son approbation par la commission permanente de la Région Ile-de-France

4.4.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du maître d'ouvrage par financeur.

A cette fin, le maître d'ouvrage transmettra aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Les états d'acompte seront établis en euros courants selon les modalités applicables à chaque financeur.
Le dossier de demande de versement des acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

a – Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des dépenses comptabilisées, leur date de comptabilisation et le montant des dépenses comptabilisées ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- la demande d'acompte est signée par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage.

b – Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2.1, daté et signé par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- un récapitulatif des factures comptabilisées, daté et signé par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage.

c - Plafonnement des acomptes

Par dérogation, le montant cumulé des acomptes pouvant être versés au bénéficiaire est plafonné à 95 % avant le versement du solde conformément à la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 – article 3 pour la Région. Ce taux de 95 % est applicable uniquement dans le cas d'une opération inscrite au CPER 2015-2020.
Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés à l'Etat au bénéficiaire est plafonné à 90% du montant de la subvention

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du bénéficiaire.

4.4.2. Versement du solde

Après achèvement des études et travaux couverts par la présente convention, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents prévus dans l'article 2.1 et signés par le représentant légal des organismes indiqués à l'article 3.4. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Le versement du solde pour SNCF Réseau se fera sur présentation des factures acquittées.

4.4.3. Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par les maîtres d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.4.1. Dans la mesure du possible, les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du bénéficiaire.

4.4.4. Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- SNCF Réseau sur le compte ouvert à la Société générale, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN							**Code BIC**
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPP

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	**Nom du service**	**Téléphone / courriel**
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	01.40.61.86.08
Région	35, boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle Finances et Direction de la comptabilité	01.53.85.53.85
SNCF Réseau	SNCF CAMPUS RESEAU 15/17 rue Jean-Philippe RAMEAU CS80001 93418 LA PLAINE ST DENIS CEDEX	Service Trésorerie Groupe – Unité Crédit Management	01.85.57.96.70 patricia.langelez@reseau.sncf.fr

4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision du Président de la Région Ile-de-France, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le

démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Cette opération faisant l'objet de l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6. Comptabilité du Bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres à ces études et travaux.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTRÔLE

5.1. Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire jugée utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

5.2. Par le Syndicat des Transports d'Ile de France

Conformément à l'article R1241-30 du code des transports, le Syndicat des Transports d'Ile de France veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

Pour répondre à ce suivi, le maître d'ouvrage fournit et actualise la fiche de programmation financière présentée à l'occasion de chacun des comités de suivi de la convention de financement tels que décrits ci-dessous à l'article 7.1.

ARTICLE 6. GESTION DES ECARTS

6.1. Dispositions en cas d'écart ou de dépassement du coût d'objectif prévisionnel de la Convention

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.1 de la présente convention constitue un plafond global pour le bénéficiaire.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le bénéficiaire s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement du montant visé à l'article 4.1, les co-financeurs sont informés lors de la réunion du comité des financeurs. Le bénéficiaire doit obtenir l'accord préalable des co-financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage.

En cas de désaccord des financeurs (Etat, Région) et du d'Ile de France Mobilités, les parties se rencontreront afin d'envisager les différents scenarii dans lesquels l'achèvement des Études Projet et des travaux peut être proposé.

6.2. Dispositions en cas de modification des délais

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect de tout ou partie des délais de réalisation des Etudes Projet et travaux prévus à l'article 2 de la Convention ne peut être assuré, l'Etat, la Région et Ile de France Mobilités peuvent solliciter du maître d'ouvrage un rapport détaillé sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par Ile de France Mobilités à l'Etat et à la Région, qui s'appuiera sur les éléments transmis par le maître d'ouvrage, et précisera la nécessité éventuelle de réaliser une étude AVP modificatif.

Il indiquera notamment les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux. Par ailleurs cet avis précisera l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport et de l'avis formulé par le maître d'ouvrage, l'Etat et la Région émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre l'Etat, la Région, Ile de France Mobilités et le maître d'ouvrage.

ARTICLE 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

La gouvernance s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge de la réalisation de l'Opération et les financeurs, de comités de suivi composées des élus et des financeurs, et de réunions entre maîtres d'ouvrage auxquelles peuvent être conviés les financeurs.

7.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF)

A l'initiative d'Ile de France Mobilités, il est constitué un Comité de Suivi de la Convention de Financement, ci-après désigné « le Comité de Suivi ou CSCF » comprenant des représentants de

l'ensemble des Parties à la présente convention. Ce Comité de Suivi aborde principalement les questions techniques et financières du Projet.

Le CSCF se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire, les membres étant convoqués par Ile de France Mobilités avec un préavis minimum d'un mois.

En tant que de besoin, et notamment pour les questions comptables, à l'initiative d'un des membres, le Comité de Suivi peut être réuni en séance extraordinaire par Ile de France Mobilités, dans le mois de sa saisine par le demandeur.

Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses. Ce compte-rendu est analysé par Ile de France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis d'Ile de France Mobilités aux financeurs.

A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par le maître d'ouvrage devront être transmis aux membres du Comité de Suivi sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité de Suivi.

Le suivi de l'Opération s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'Opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre),
- le point sur l'avancement des Etudes et des travaux,
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature,
- la liste des principaux marchés signés avec leur montant d'engagement,
- la liste des principaux marchés à venir,
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu,
- un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour les maîtres d'ouvrage,
- un état des lieux sur la consommation des provisions,
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais,
- le montant des dépenses comptabilisées,
- le montant des subventions appelées et versées,
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).

Au titre de la présente convention, le maître d'ouvrage effectue une mise à jour des prévisions pluriannuelles de ses dépenses et de ses engagements. Ces tableaux couvrent la totalité de la période du Projet. Ils sont établis en euros courants prévisionnels et en euros constants aux conditions économiques de référence de 01/2017 pour toute la période de réalisation.

Lors de sa première séance, le Comité de Suivi acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés du maître d'ouvrage et leur décomposition (postes CERTU), celui-ci servant de base au suivi, en termes financier et d'avancement, du Projet.

3/ La communication autour du Projet :

- le suivi du plan de communication mis en place pour le Projet,
- les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

7.2. Comité des financeurs

Il réunit, sous la présidence d'Ile de France Mobilités, les financeurs et le maître d'ouvrage. Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois.

Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses réalisées sur la base des documents transmis. A cette fin, l'ensemble des documents devra être transmis aux membres du Comité sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité des financeurs.

Ce Comité des financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du projet dans le respect des délais et de coûts prévus à l'avant-projet.

Il se réunit en tant que de besoin concernant des questions ayant des incidences majeures sur l'opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés par le CSCF décrit à l'article 7.1. Le maître d'ouvrage présente alors au Comité des financeurs les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le projet, et ce, en vue de permettre au Comité de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'opération. Le cas échéant, les dispositions prévues aux articles 6 et 10 de la présente convention seront mises en œuvre.

7.3. Information hors CSCF et comité des financeurs

Le maître d'ouvrage s'engage pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des travaux devant le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France à la demande de ce dernier ;
- à informer les financeurs, entre deux CSCF, de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;
- à informer Ile de France Mobilités et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent également à inviter Ile de France Mobilités et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins quinze (15) jours avant la réunion.

ARTICLE 8. MODIFICATION DES AVANT-PROJETS

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'Avant-Projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (article 2.2 de la Convention), entrainant un décalage de la mise en service, ou des objectifs de coûts précisés à l'article 4.1. de la Convention, peut conduire, selon l'appréciation d'Ile de France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la réalisation d'un avant-projet modificatif, présenté au Conseil d'Ile de France Mobilités

En conséquence, dès que le maître d'ouvrage envisage des modifications significatives du programme de l'opération, précisé notamment à l'article 2 de la Convention, il transmettra à Ile de France Mobilités ainsi qu'à l'Etat et la Région, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Il devra veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Ile de France Mobilités validera les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou appréciera l'opportunité d'une saisine du Comité de Suivi ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

L'avant-projet modificatif sera présenté au Conseil du Syndicat des Transports d'Ile de France. Il donnera lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la Convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation du Projet. Les travaux concernés ne pourront avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par le maître d'ouvrage de demandes, d'un des Financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet. La prise en compte de ces modifications sera soumise à l'accord préalable du maître d'ouvrage. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

ARTICLE 9. DIFFUSION DES DOCUMENTS, CONFIDENTIALITE, COMMUNICATION

9.1. Propriété intellectuelle et diffusion des études

Les études réalisées dans le cadre de la présente convention restent de la propriété du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage transmettra, dans le respect du secret industriel et commercial et sous réserve des droits des tiers, aux financeurs et à Ile de France Mobilités les résultats d'études et, sur demande des financeurs et d'Ile de France Mobilités, les études visées à l'article 1.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité de toutes les informations considérées comme confidentielles conformément à l'article 9.3.

9.2. Communication institutionnelle des financeurs

Les présents signataires s'engagent à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elle vise, notamment par une indication portée sur les documents finaux.

L'ensemble des dossiers d'études, documents et supports d'information mentionnera de manière explicite les logos des financeurs.

Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de projets Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre entre partenaires : l'Etat, la Région, SNCF Réseau
- l'ordre des financeurs : l'Etat, la Région et SNCF Réseau
- en dernier : le logo du d'Ile de France Mobilités

9.3. Confidentialité

Pendant toute la durée de la convention et pendant cinq années civiles suivant son terme les parties s'engagent à traiter les informations liées au secret commercial des maîtres d'ouvrage, abordées dans le cadre de cette convention, comme strictement confidentielles et non divulgables.

Les parties s'engagent à ce que les informations confidentielles telles que définies ci-avant :

- soient traitées avec la même précaution que les parties portent à la préservation de leurs propres informations confidentielles ;
- ne soient pas divulguées à des tiers, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la partie propriétaire des informations, sauf exceptions prévues à l'article 8.1. ;
- conformément à l'article 1120 du code civil, les parties se portent fort pour tout leur personnel (salariés et collaborateurs, intervenants), du respect de cette obligation de confidentialité.

La présente convention ne s'applique pas aux informations confidentielles pour lesquelles les parties apporteraient la preuve écrite :

- qu'elles étaient en leurs possession ou qu'elles étaient tombées dans le domaine public avant qu'elles ne leurs soient communiquées par l'autre partie ;
- qu'elles sont, postérieurement à la date de la signature de la présente convention, tombées dans le domaine public et ce, sans violation des termes de la convention ;
- qu'elle les a licitement acquises d'un tiers qui était en droit de les divulguer.

Enfin, les parties ne seront pas soumises à l'obligation de confidentialité prévue au présent article :

- en cas d'injonction d'un tribunal ou de toute autre autorité de contrôle de fournir des informations confidentielles à l'autre partie ;
- en application d'une obligation légale ou réglementaire qui imposerait à la partie destinataire de communiquer des informations confidentielles de l'autre partie.

En cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, ils devront informer la partie propriétaire des informations de la requête ou de l'injonction qui leur a été faite de communiquer.

ARTICLE 10. BILAN DE L'OPERATION

Bilan physique et financier

Le maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité, au plus tard cinq ans après la mise en service, un bilan financier et physique des aménagements relevant de son périmètre dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan présentera notamment une décomposition selon les postes constitutifs de son coût d'objectif, défini à l'article 4.2.1, ramenée aux conditions économiques de l'Avant-Projet (avec mise en évidence du montant de l'actualisation réglée par le maître d'ouvrage) afin de permettre une comparaison.

Ce bilan comportera notamment :
- un rapport de présentation indiquant le descriptif des aménagements réalisés et retraçant l'évolution éventuelle du coût de réalisation et des principales décisions concernant les aménagements dont il assure la maîtrise d'ouvrage,
- le récapitulatif des subventions attribuées,
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs (y compris fonds propres),
- le récapitulatif des dépenses comptabilisées à la date de réalisation du bilan (établi sur la base des décomptes généraux définitifs des marchés lorsqu'ils existent),
- le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses comptabilisées par le maître d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les versements effectués par les financeurs,
- un état des éventuelles suggestions de compléments d'aménagement le concernant consécutives à la mise en service de l'opération.

ARTICLE 11. DISPOSITIONS GENERALES

11.1 Modification de la convention

La convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4. ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

11.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la convention.

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable dans un délai de deux (2) mois à compter de la naissance du différend, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

11.3 Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser aux bénéficiaires, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, les maîtres d'ouvrage procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire des subventions.

11.4 Date d'effet et durée de la convention

La Convention prend effet à compter de sa notification par Ile de France Mobilités à l'ensemble des autres Parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sans préjudice des articles 5, 9 et 10, la Convention expire soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 11.3, soit après la réalisation des étapes suivantes :

- mise en service des projets indiqués à l'article 2 de la Convention,
- paiement du solde de la totalité des subventions dues au Maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4 de la Convention.
- au 31/12/2022

Sans préjudice de l'article 9, la présente convention prendra fin à réalisation de l'objet de la présente convention.

11.5 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour l'Etat, Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Pour SNCF Réseau, **Stéphane CHAPIRON** Directeur des Projets Franciliens	Pour le Syndicat des Transports d'Ile de France, **Laurent PROBST** Directeur Général

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme de l’opération

Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds et des dépenses

Annexe 3 : Calendrier

ANNEXE 1
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF RESEAU
Delphine GRIN, Direction des Projets Franciliens

ANNEXE 2
Echéancier prévisionnel

2.1 Echéancier prévisionnel des besoins par MOA

Echéancier prévisionnel des besoins en AP/AE SNCF Réseau en M€

M€ HT Courants	2017	2018	2019	2020	TOTAL
Ligne J	2,171	3,568	1,251	0,658	7,648
Etat	0,651	1,070	0,375	0,197	2,294
Région	1,520	2,497	0,876	0,460	5,354

2.2 Echéancier prévisionnel des appels de fonds

Echéancier prévisionnel des appels de fond SNCF Réseau en M€

M€ HT courants	2017	2018	2019	2020	TOTAL
Ligne J	0,577	5,162	1,251	0,658	7,648
Etat	0,173	1,549	0,375	0,197	2,294
Région	0,404	3,613	0,876	0,460	5,354

ANNEXE 3
Calendrier indicatif

Opération	Phases	2015				2016				2017				2018				2019			
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Ligne J Conflans-Mantes	APO																				
	REA (hors essai MR)																				

ANNEXE 4 : RER D - Convention de financement des études APO et dossiers de consultation des entreprises pour la craétion de la sous-station de Cesson en lien avec le déploiement du RER NG

2017

Convention de financement des adaptations des infrastructures SNCF Réseau pour le

Déploiement du RER NG sur la ligne du RER D

(*Sous station de Cesson - Études APO et DCE*)

Table des matières

CONTEXTE GENERAL 6

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION 6

ARTICLE 2. CONTENU DE LA PRESENTE CONVENTION DE FINANCEMENT 7

2.1. LE PERIMETRE DE LA CONVENTION 7
2.2. CALENDRIER DE REALISATION DES OPERATIONS 7

ARTICLE 3. ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 7

3.1. L'AUTORITE ORGANISATRICE DES TRANSPORTS 7
3.2. LA MAITRISE D'OUVRAGE DES OPERATIONS 8
3.3. LES FINANCEURS 8
3.4 LE BENEFICIAIRE 8

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 9

4.1. ESTIMATION DU COUT DES ETUDES ET D'ELABORATION DES DOSSIERS DE CONSULTATION DES ENTREPRISES 9
4.2. REPARTITION DETAILLEE DU RESTE A FINANCER DES COUTS DES ETUDES ET ELABORATION DES DOSSIERS DE CONSULTATION DES ENTREPRISES 9
4.3. PLAN DE FINANCEMENT 9
4.4. MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT POUR L'ETAT ET LA REGION 9
4.5. CADUCITE DES SUBVENTIONS AU TITRE DU REGLEMENT BUDGETAIRE DE LA REGION 12
4.6. COMPTABILITE DES BENEFICIAIRES 12

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS 12

ARTICLE 6. GESTION DES ECARTS 13

ARTICLE 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION 13

7.1. COMITE TECHNIQUE 14
7.2. COMITE DES FINANCEURS 14
7.3. COMMISSION DE SUIVI 15
7.4. INFORMATION HORS COMITE ET COMMISSION DE SUIVI 15

ARTICLE 8. PROPRIETE, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ETUDES 16

8.1. PROPRIETE INTELLECTUELLE..... 16
8.2. COMMUNICATION DES FINANCEURS 16
8.3. CONFIDENTIALITE..... 17

ARTICLE 9. DISPOSITIONS GENERALES 18

9.1. MODIFICATION DE LA CONVENTION 18
9.2. REGLEMENT DES LITIGES 18
9.3. RESILIATION DE LA CONVENTION..... 18
9.4. DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 19
9.5. MESURES D'ORDRE 19

ANNEXES..... 20

ANNEXE 1 ORGANIGRAMME NOMINATIF..... 21

ANNEXE 2 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET DES DEPENSES..... 22

ANNEXE 3 CALENDRIER PREVISIONNEL DES ETUDES ET DOSSIERS DE CONSULTATION DES ENTREPRISES..... 23

Entre,

En premier lieu,

- **L'Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
- **La Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région », dûment mandatée par délibération n°_____ de la Commission Permanente du _____ du Conseil régional d'Ile-de-France,

Ci-après désignés par « **les financeurs** ».

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est 15/17 rue Jean-Philippe Rameau 936418 La Plaine St Denis, représenté par Stéphane CHAPIRON, Directeur des Projets Franciliens, dûment habilité à signer la présente convention.

Ci-après désigné par « **le maître d'ouvrage** ».

En troisième lieu,

- **Le Syndicat des Transports d'Ile de France** dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2016/091 en date du 30 mars 2016,

Ci-après désigné comme « **Ile-de-France Mobilités » ou « l'autorité organisatrice » ou « l'AOT ».**

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

Vu la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et relative à la création de l'Epic SNCF et de ses deux filiales SNCF Mobilités et SNCF Réseau ;

Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application 2002-428 du 25 mars 2002 ;

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

Vu le décret n° 2015-138 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Mobilités ;

Vu le décret n° 2015-140 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau ;

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;

Vu La délibération cadre n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020 ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

Vu la délibération n° 2016/253 du Conseil du STIF du 13 juillet 2016 approuvant les orientations du Schéma Directeur du Matériel Roulant ;

Vu la délibération n° CP 2017-121 du 08 mars 2017 approuvant la convention de financement des études d'adaptation des infrastructures SNCF Réseau pour le déploiement du RER NG sur le RER D

Il est convenu ce qui suit :

CONTEXTE GENERAL

Lors de la séance de son conseil d'administration le 13 juillet 2016, le Syndicat des Transports d'Ile de France a préconisé l'acquisition du RER NG sur la ligne D. Les premières rames ont été commandées au conseil du Syndicat des Transports d'Ile de France du 11 janvier 2017.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la formalisation du financement nécessaire pour adapter les infrastructures SNCF Réseau à l'ensemble de ces déploiements de nouveaux matériels roulants.

Elle couvre les besoins de financement liés aux engagements de phases nécessaires en 2017 et 2018, pour ne pas mettre en péril le calendrier de déploiement envisagé.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des études d'Avant-Projet et Projet ainsi que la phase d'élaboration des dossiers de consultation des entreprises nécessaires à la création de la sous-station de Cesson pour le déploiement du RER NG sur le RER D ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces études dans le respect du calendrier général du projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Création de la sous-station de Cesson pour le déploiement du RERNG sur le RERD – études d'Avant-Projet/Projet (dites APO) et dossier de Consultation des Entreprises (dit DCE)».

ARTICLE 2. CONTENU DE LA PRESENTE CONVENTION DE FINANCEMENT

2.1. Le périmètre de la convention

Cette convention concerne les études d'Avant-Projet/Projet et DCE de la création de la sous-station de Cesson sous la maîtrise d'ouvrage (MOA) de SNCF Réseau liée au déploiement du matériel roulant RER NG de la ligne du RER D.

Les études de dimensionnement réalisées dans le cadre du SA 2019 font apparaître des tensions basses entre les sous-stations de Lieusaint et Melun, et ce malgré la présence d'un poste de mise en parallèle à Cesson permettant de rééquilibrer les tensions entre les différentes voies.

Peu pénalisant pour l'exploitation actuelle, cette situation compromettra la tenue des temps de parcours à l'horizon du déploiement du RER NG à partir de septembre 2021 sur la branche de Melun du RER D. En effet, par rapport aux Z2N circulant actuellement sur la ligne D, les RER NG limiteront leur appel de puissance dans les zones de tensions basse afin de limiter ces chutes de tension.

La situation la plus pénalisante correspondra à la mixité de circulations Z2N et RERNG : les Z2N dégradant le niveau de tension et les RER NG limitant leur appel de puissance et donc leur accélération.

Afin de remonter le niveau de tension, la seule solution technique consiste en la création d'une sous-station au droit du poste actuel de Cesson situé en zone non urbanisée, favorable en termes d'insertion.

2.2. Calendrier de réalisation des opérations

Le délai de réalisation prévisionnel de l'ensemble des études et DCE est fixé à 24 mois à compter de la notification de la convention par Ile de France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception. Le calendrier prévisionnel de réalisation des études et dossiers de consultations des entreprises figure en annexe 3.

ARTICLE 3. ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, Ile de France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, Ile de France Mobilités est uniquement Autorité organisatrice. Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage.

3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations

Le maître d'ouvrage des opérations est SNCF Réseau.

La responsabilité des maîtres d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

Conformément aux dispositions des articles L 2101-1 et suivants du code des transports, SNCF Réseau est maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du réseau ferré national et SNCF Transilien sur son périmètre (financé hors présente convention). SNCF Réseau s'assure de la cohérence des études et des éventuelles réserves qu'elles appellent au niveau des interfaces.

Les cahiers des charges des études sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau intègrent la quantification des besoins du transporteur (programme d'exploitation) dans le périmètre des études demandées.

3.3. Les financeurs

3.3.1. Identification

Le financement des études et premiers travaux, objet de la présente convention, s'inscrit dans le cadre Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, pour un montant total de 645 000€, réparti selon les clés de répartition suivantes :

- L'Etat (30 %), soit 193 500 € ;
- La Région Ile-de-France (70 %), soit 451 500 €.

3.3.2. Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP/AE nécessaires pour la réalisation de l'opération par les bénéficiaires visés à l'article 3.4, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention, dans la limite de la durée prévue à l'article 9.4. et dans le respect du calendrier visé à l'article 2.2.

3.4 Le bénéficiaire

SNCF Réseau est bénéficiaire des financements versés par l'Etat et la Région Ile-de-France et ci-après désigné « le bénéficiaire ».

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Estimation du coût des études et d'élaboration des dossiers de consultation des entreprises

Le coût prévisionnel des dépenses relatives aux études et dossier de consultation des entreprises de la présente convention est évalué à 645 000 € HT courants, **non actualisables et non révisables**.

4.2. Répartition détaillée du reste à financer des coûts des études et élaboration des dossiers de consultation des entreprises

Opération	Phases financées	Coût en M€ courants
Création de la sous-station de Cesson (ligne D du RER)	APO	0,495
	DCE	0,150
Total		**0,645**

4.3. Plan de financement

Le plan de financement est établi en Meuros courants, non actualisables, non révisables.

Création de la sous-station de Cesson (ligne D du RER) Plan de financement Montant M€ courants HT et %			
Périmètre	**État 30,00%**	**Région 70,00%**	**Total**
SNCF Réseau	0,194	0,452	0,645

4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région

4.4.1. ***Versement d'acomptes***

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le bénéficiaire.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du bénéficiaire, par financeur.

Le Comité des Financeurs est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

A cette fin, le bénéficiaire transmettra aux financeurs et sur son périmètre, une demande

de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprendra les pièces suivantes :

A) Pour la Région :

La demande de versements d'acomptes par SNCF Réseau :

- l'état récapitulatif des montants des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures réalisées, leur date de réalisation et le montant des factures réalisées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 3.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3. ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire.

B) pour l'Etat :

La demande de versements d'acomptes par chaque bénéficiaire comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en euros courants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2.2 signé par le responsable de projet ;
- un état récapitulatif: des factures comptabilisées, signé par le responsable du projet ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire ou le directeur financier.

C) Plafonnement des acomptes

Par dérogation, le montant cumulé des acomptes pouvant être versés au bénéficiaire est plafonné à 95 % avant le versement du solde conformément à la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 – article 3 pour la Région. Ce taux de 95 % est applicable uniquement dans le cas d'une opération inscrite au CPER 2015-2020.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés à l'Etat au bénéficiaire est plafonné à 90% du montant de la subvention.

4.4.2. ***Versement du solde***

Après achèvement des études et travaux couverts par la présente convention, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents prévus dans l'article 2.1 et signés par le représentant légal des organismes indiqués à l'article 3.4. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Le versement du solde pour SNCF Réseau se fera sur présentation des factures acquittées.

4.4.3. ***Paiement***

Le versement des montants de subvention appelés par les maîtres d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.4.1. Dans la mesure du possible, les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du bénéficiaire.

4.4.4. ***Bénéficiaire et domiciliation***

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- SNCF Réseau sur le compte ouvert à la Société générale, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN							**Code BIC**
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPP

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	**Nom du service**	**Téléphone / courriel**
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	01.40.61.86.08
Région	35, boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle Finances et Direction de la comptabilité	01.53.85.53.85

SNCF Réseau	SNCF CAMPUS RESEAU 15/17 rue Jean-Philippe RAMEAU CS80001 93418 LA PLAINE ST DENIS CEDEX	Service Trésorerie Groupe – Unité Crédit Management	01.85.57.96.70 patricia.langelez@reseau.sncf.fr

4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage des études ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'étude, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6. Comptabilité des bénéficiaires

Les bénéficiaires s'engagent à faire ressortir dans leur comptabilité les dépenses propres à cette étude.

Les bénéficiaires s'engagent à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, Ile de France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice des transports, veille à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

ARTICLE 6. GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention, constitue un plafond global et par bénéficiaire.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par un bénéficiaire s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement d'un des montants visé à l'article 4.3, les financeurs sont informés lors du Comité Technique et du Comité des Financeurs. Les bénéficiaires doivent obtenir l'accord préalable des financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage désigné dans la présente convention.

En cas de désaccord entre les parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii dans lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

ARTICLE 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

Conformément au Contrat de projets État Région Ile-de-France, les financeurs chargent conjointement Ile de France Mobilités d'assurer pour leur compte le contrôle des maîtrises d'ouvrage. Ile de France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, s'assure notamment du respect, par les maîtres d'ouvrage, des délais indiqués, de la remise des documents et des estimations à cette étape du projet indiqués aux articles 2.2 et 4.1 de la présente convention.

A la demande expresse d'Ile de France Mobilités, chaque maître d'ouvrage s'engage également à lui fournir directement tous les documents relatifs à l'opération, nécessaires au suivi de la maîtrise d'ouvrage, qu'ils soient à caractère organisationnel (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre) ou technique (dossier projet, etc.).

La gouvernance du projet s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge des études et les financeurs, de commissions de suivi composées

des élus et des financeurs et des MOA, et de réunions entre maîtres d'ouvrage auxquelles peuvent être conviés les financeurs.

7.1. Comité technique

Il est constitué un Comité technique de suivi de l'opération. Ce comité, convoqué par le maître d'ouvrage coordinateur, comprend les représentants de l'ensemble des signataires de la présente convention et des maîtres d'ouvrages concernés par ces études.

Le Comité technique se réunit en tant que besoin et au moins une fois par an, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de deux semaines et les éléments étant envoyés au moins sept jours au préalable par le maître d'ouvrage coordinateur.

Le Comité technique est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération ;
- de développer un point technique lors d'une séance spécifique ;
- de valider les choix techniques si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique de la démarche ;
- de préparer les différents comités et les commissions de suivi sur les aspects techniques.

A cette fin, les membres du Comité technique peuvent se faire assister de leurs prestataires et inviter, si besoin, les partenaires impliqués dans les études.

Le Comité des financeurs se réunit également autant que de besoin sur les questions spécifiques relevant du pilotage des études, notamment leur financement, les ajustements de programmation technique et financière, et les points spécifiques qui n'auraient pu être validés par ailleurs.

7.2. Comité des financeurs

Il est constitué un Comité des financeurs comprenant les représentants de l'ensemble des signataires de la convention, sous la présidence d'Ile de France Mobilités.

Le Comité des financeurs se réunit au moins une fois par an, et autant que de besoins, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par le maître d'ouvrage coordonnateur.

Dans le cadre du suivi financier, le Comité technique se prononce et valide :

- l'avancement des études au regard des éléments demandés dans la convention de financement et du calendrier ;
- le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et des délais ;

- le montant des dépenses réalisées ;
- le montant des subventions appelées et versées ;
- un prévisionnel des appels de fond réactualisé ;
- les éventuels écarts constatés, dans le respect de l'article 6 ;
- les besoins d'études complémentaires possibles à ce stade ;
- le suivi des estimations des études (confirmation des postes prévus au regard du périmètre du projet) ;
- le projet de contenu des conventions de financement des étapes ultérieures des études ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil d'Ile de France Mobilités.

Le compte rendu de chaque Comité technique est transmis pour avis avant envoi officiel.

7.3. Commission de suivi

Placé sous la présidence du Directeur Général d'Ile de France Mobilités, la Commission de suivi comprend les représentants de l'ensemble des signataires de la convention et les élus des collectivités territoriales concernées par les études.

Elle se réunit si nécessaire, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par Ile de France Mobilités.

La Commission de suivi informe ses membres de l'avancement des études.

Elle recueille les avis et observations de ses membres sur :

- les orientations et la démarche à engager ;
- les conclusions de la démarche à chaque étape importante ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil d'Ile de France Mobilités.

7.4. Information hors comité et commission de suivi

Les maîtres d'ouvrage s'engagent pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des études devant le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France à la demande de ce dernier ;
- à informer Ile de France Mobilités et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Chaque maître d'ouvrage s'engage également à inviter Ile de France Mobilités et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute

réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet.

Un Comité des maîtres d'ouvrage est constitué des maîtres d'ouvrage ainsi que de leurs assistants et prestataires techniques suivant les besoins. Ce comité piloté par le maître d'ouvrage coordinateur, se réunira mensuellement. Les réunions sont dédiées à la coordination entre les différentes études. Les financeurs et Ile de France Mobilités en seront informés, pourront y assister. Les comptes rendus de réunions seront adressés à l'ensemble des financeurs.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins sept jours avant la réunion.

ARTICLE 8. PROPRIETE, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ETUDES

8.1. Propriété intellectuelle

« **Etudes** » : désigne les Etudes réalisées par les maîtres d'ouvrage dans le cadre de la présente convention de financement.

« **Résultats des Etudes** » : désigne les synthèses des Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention de financement.

Les études et les résultats d'études réalisés dans le cadre de la présente convention de financement sont la propriété du maître d'ouvrage qui les a réalisés.

Les études et résultats des études seront communiqués, sur première demande, aux co-financeurs qui s'interdisent toute diffusion en dehors des signataires de la présente convention, sauf accord préalable des maîtres d'ouvrage.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable des parties signataires.

Les données des études pourront être utilisées librement par les financeurs et Ile de France Mobilités dans le cadre de la poursuite de la réalisation du projet.

8.2. Communication des financeurs

Les présents signataires s'engagent à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elle vise, notamment par une indication portée sur les documents finaux.

L'ensemble des dossiers d'études, documents et supports d'information mentionnera de manière explicite les logos des financeurs.

Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de projets Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre entre partenaires : l'Etat, la Région, SNCF Réseau ;

- l'ordre des financeurs : l'Etat, la Région, SNCF Réseau ;
- en dernier : le logo d'Ile de France Mobilités.

8.3. Confidentialité

Pendant toute la durée de la convention et pendant cinq années civiles suivant son terme les parties s'engagent à traiter les informations liées au secret commercial des maîtres d'ouvrage, abordées dans le cadre de cette convention, comme strictement confidentielles et non divulgables.

Les parties s'engagent à ce que les informations confidentielles telles que définies ci-avant :

- soient traitées avec la même précaution que les parties portent à la préservation de leurs propres informations confidentielles ;
- ne soient pas utilisées dans un cadre autre que leurs missions respectives telles que définies à l'article 2 sur le projet d'études objet de la présente convention ;
- ne soient pas divulguées à des tiers, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la partie propriétaire des informations, sauf exceptions prévues à l'article 8.1. ;
- conformément à l'article 1120 du code civil, les parties se portent fort pour tout leur personnel (salariés et collaborateurs, intervenants), du respect de cette obligation de confidentialité.

La présente convention ne s'applique pas aux informations confidentielles pour lesquelles les parties apporteraient la preuve écrite :

- qu'elles étaient en leurs possession ou qu'elles étaient tombées dans le domaine public avant qu'elles ne leurs soient communiquées par l'autre partie ;
- qu'elles sont, postérieurement à la date de la signature de la présente convention, tombées dans le domaine public et ce, sans violation des termes de la convention ;
- qu'elle les a licitement acquises d'un tiers qui était en droit de les divulguer.

Enfin, les parties ne seront pas soumises à l'obligation de confidentialité prévue au présent article :

- en cas d'injonction d'un tribunal ou de toute autre autorité de contrôle de fournir des informations confidentielles à l'autre partie ;
- en application d'une obligation légale ou réglementaire qui imposerait à la partie destinataire de communiquer des informations confidentielles de l'autre partie.

En cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, ils devront informer la partie propriétaire des informations de la requête ou de l'injonction qui leur a été faite de communiquer.

ARTICLE 9. DISPOSITIONS GENERALES

9.1. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnée à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

9.2. Règlement des litiges

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Les litiges éventuels entre les parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

9.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une au moins des autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation des études et premiers travaux. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser aux bénéficiaires, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation ainsi que les remboursements que les maitres d'ouvrages seraient amener à faire à leurs prestataires en application des marchés ou contrats passés avec eux. Sur cette base, les maîtres d'ouvrage procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

9.4. Date d'effet et durée de la convention

La convention prend effet à compter de sa notification par Ile de France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle expire soit dans le cadre de l'article 4.5 relatif à la caducité, soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 9.3, soit après la réalisation des étapes suivantes :

- solde de la totalité des subventions dues aux maîtres d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4.2. ;
- au 31/12/2020

9.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux.

Fait en quatre exemplaires originaux

Pour l'Etat, Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PÉCRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
Pour SNCF Réseau, **Stéphane CHAPIRON** Directeur des Projets Franciliens	Pour le Syndicat des Transports d'Ile de France, **Laurent PROBST** Directeur Général

ANNEXES

- **Annexe 1** : Organigramme de l'opération
- **Annexe 2** : Echéancier prévisionnel des autorisations de programme et des appels de fonds
- **Annexe 3** : Calendrier prévisionnel de réalisation des études et dossiers de consultation des entreprises

ANNEXE 1
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF RESEAU

Stéphane RUCHON, Direction des Projets Franciliens

ANNEXE 2
Echéancier prévisionnel des autorisations de programme et des dépenses

---

2.1 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS PAR MOA

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS EN AP/AE SNCF RESEAU EN M€

M€ HT Courants	2017	2018	2019	TOTAL
SST Cesson ligne D	0,495	0,150	0,000	0,645
Etat	0,149	0,045	0,000	0,194
Région	0,347	0,105	0,000	0,452

2.2 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND SNCF RESEAU EN M€

M€ HT courants	2017	2018	2019	TOTAL
SST Cesson ligne D	0,000	0,600	0,045	0,645
Etat	0,000	0,180	0,014	0,194
Région	0,000	0,420	0,032	0,452

ANNEXE 3
Calendrier prévisionnel des études et dossiers de consultation des entreprises

---

Opération	Phases	2017				2018				2019			
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Sous-station Cesson (ligne D)	APO												
	DCE												

ANNEXE 5 : Ligne Transilien R - Convention de financement des études APO et REA partielle - site de Villeneuve

2017

Convention de financement des adaptations des infrastructures SNCF Réseau pour le

Déploiement du Regio2N sur la ligne Transilien R

(Site de Villeneuve - Etudes APO et premiers Travaux)

SOMMAIRE

CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION 5
Article 1. Objet de la convention 5
Article 2. PERIMETRE ET CALENDRIER DE REALISATION DES ETUDES PROJET ET TRAVAUX d'adaptation du RFN pour l'amenagement de trois voies sur fosses a villeneuve prairie 6
2.1. Contexte 6
2.2. Délais de réalisation 6
Article 3. ROLES ET ENGAGEMENTs DES PARTIES 6
3.1. L'Autorité organisatrice 6
3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations 7
3.3. Les financeurs 7
3.4. Le bénéficiaire 8
Article 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 8
4.1. Estimation du coût des études de Projet et des travaux 8
4.2. Coût global des études Projet et des travaux 8
4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région 11
4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région 13
4.6. Comptabilité du Bénéficiaire 13
Article 5. MODALITES DE contrôle 14
5.1. Par les financeurs 14
5.2. Par Ile de France Mobilités 14
Article 6. Gestion des ecarts 14
6.1. Dispositions en cas d'écart ou de dépassement du coût d'objectif prévisionnel de la Convention 14
6.2. Dispositions en cas de modification des délais 15
Article 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION 15
7.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF) 15
7.2. Comité des financeurs 16
7.3. Information hors CSCF et comité des financeurs 17
Article 8. MODIFICATION DEs AVANT-PROJETs 17
Article 9. DIFFUSION DES DOCUMENTS, CONFIDENTIALITe, communication, ... 18
9.1. Propriété intellectuelle et diffusion des études 18
9.2. Communication institutionnelle des financeurs 18
9.3. Confidentialité 19
Article 10. BILAN DE L'OPERATION 20
10.1 Bilan physique et financier 20
10.2 Évaluation économique, sociale et environnementale 20
Article 11. Disposition générales 20
11.1 Modification de la convention 20
11.2 Règlement des litiges 21
11.3 Résiliation de la convention 21
11.4 Date d'effet et durée de la convention 22
11.5 Mesures d'ordre 22
ANNEXES 24

Entre,

En premier lieu,

- L'**État**, représenté par le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris,

- La **Région Île-de-France** (ci-après « la Région »), représentée par la Présidente du Conseil Régional, dûment mandaté par délibération n° de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du ,

Ci-après désignés par « **les financeurs** »,

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est 15/17 rue Jean-Philippe Rameau 936418 La Plaine St Denis, représenté par Stéphane CHAPIRON, Directeur des Projets Franciliens, dûment habilité à signer la présente convention.

Ci-après désigné par « **le maître d'ouvrage** »,

En troisième lieu,

- **Le Syndicat des Transports d'Ile de France** dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2016/091 en date du 30 mars 2016,

Ci-après désigné comme « **Ile-de-France Mobilités » ou « l'autorité organisatrice » ou « l'AOT ».**

Ci-après collectivement désignés comme « **les Parties** »

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

Vu la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et relative à la création de l'Epic SNCF et de ses deux filiales SNCF Mobilités et SNCF Réseau ;

Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application 2002-428 du 25 mars 2002 ;

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

Vu le décret n° 2015-138 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Mobilités ;

Vu le décret n° 2015-140 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau ;

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;

Vu La délibération cadre n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020 ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

Vu les orientations du Schéma Directeur du Matériel Roulant, adoptées au conseil d'administration du STIF du 13/07/2016 ;

Vu la délibération n° 2014/496 du Conseil du STIF du 10 décembre 2014 approuvant la commande de 42 Régio2N pour la ligne R ;

Vu la délibération n° CP 2017-243 du 05 juillet 2017 approuvant la convention de financement des études Avant-Projet/Projet et premiers travaux des études d'adaptation des infrastructures SNCF Réseau pour le déploiement du Regio2N sur la ligne R.

Il est convenu ce qui suit :

CONTEXTE GÉNÉRAL DE L'OPÉRATION

Lors de la séance de son conseil d'administration du 10 décembre 2014, le Syndicat des Transports d'Ile de France a approuvé l'acquisition de Régio2N pour la ligne R.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la formalisation du financement nécessaire pour adapter les infrastructures SNCF Réseau à l'ensemble de ces déploiements de nouveaux matériels roulants.

Elle couvre les besoins de financement liés aux premiers engagements d'opérations nécessaires en 2017 sur la ligne R, pour ne pas mettre en péril de calendrier de déploiement envisagé.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de fixer les engagements réciproques des parties pour le financement et la conduite des études Projet et des premiers travaux concernant l'aménagement de trois voies sur fosses au droit de la gare de Villeneuve Prairie.

Elle a pour objet :

- de définir les modalités de financement des études Projet et premiers travaux d'adaptation du réseau ferré national pour l'aménagement de trois voies sur fosses sur le site de Villeneuve,
- de préciser les conditions de suivi de ces études et premiers travaux dans le respect du calendrier général du projet,
- de définir les documents à remettre aux Parties, sur leur demande.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Etudes d'adaptation des infrastructures SNCF Réseau pour le déploiement du Régio2N sur la ligne R – Aménagement 3 voies sur fosses à Villeneuve Prairie-études APO-REA partielle »

Cette convention sera suivie d'une seconde convention permettant de couvrir les besoins financiers de 2018 et au-delà pour l'achèvement de la phase de réalisation des travaux.

ARTICLE 2. PERIMETRE ET CALENDRIER DE REALISATION DES ETUDES PROJET ET TRAVAUX D'ADAPTATION DU RFN POUR L'AMENAGEMENT DE TROIS VOIES SUR FOSSES A VILLENEUVE PRAIRIE

2.1. Contexte

Cette convention concerne les études Projet et les premiers travaux d'adaptations du RFN, sous la maîtrise d'ouvrage (MOA) de SNCF Réseau, liés à la création de trois voies sur fosses pour les matériels roulants Régio2N de la ligne R.

Le projet de la présente convention consiste à adapter, sous la maîtrise d'ouvrage de SNCF Réseau, les installations du réseau ferré national (RFN) afin de permettre, sous la maîtrise d'ouvrage de SNCF Mobilités, l'aménagement de trois voies sur fosses sur le site de Villeneuve Prairie.

La présente convention concerne le périmètre de SNCF Réseau pour les adaptations du RFN.

Ces adaptations se caractérisent principalement par :

- des Travaux de renforcement des 12 portiques caténaires,
- des Modifications des enclenchements du poste de signalisation
    - Phase 1 : neutralisation des installations de la zone travaux (suppression de 5 voies),
    - Phase 2 : modifications des IS pour commande à pied d'œuvre,
    - Phase 3 : modifications des IS pour commande à distance.

2.2. Délais de réalisation

Le délai de réalisation des travaux est fixé à 16 mois à compter de la notification de la convention par Ile de France Mobilités, sous réserve de la mise en place du financement complémentaire en adéquation avec le besoin du maître d'ouvrage. La mise en service complète de l'aménagement des trois voies sur fosses à Villeneuve Prairie est donc attendue pour 2019.

Compte-tenu des délais contraints, les études se poursuivent en phase REA pour alimenter les commandes et marchés successifs nécessaires à la réalisation du programme de l'opération.

Le planning prévisionnel du projet est joint en annexe 3 à la présente convention.

ARTICLE 3. ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. L'Autorité organisatrice

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R 1241-30 et suivants du code des transports, le Syndicat des transports d'Ile de France veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.
A cet effet, Ile de France Mobilités suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le Maître d'ouvrage.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, Ile de France Mobilités est uniquement Autorité Organisatrice. Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage.

3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations

3.2.1. Identification et engagements du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage de l'opération est SNCF Réseau.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

Conformément aux dispositions des articles L 2101-1 et suivants du code des transports, SNCF Réseau est maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du réseau ferré national et SNCF Transilien sur son périmètre (financé hors présente convention). Les maîtres d'ouvrages mettront en évidence les éventuelles interfaces entre leur périmètre respectif, au droit notamment de l'accès aux installations de garage, remisage et maintenance de l'exploitant. SNCF Réseau s'assure de la cohérence des études et des éventuelles réserves qu'elles appellent au niveau des interfaces.

Les cahiers des charges des études sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau intègrent la quantification des besoins du transporteur (programme d'exploitation, caractéristiques des interfaces sol-bord, …) dans le périmètre des études demandées.

3.2.2. Respect du coût d'objectif

Le maître d'ouvrage s'engage sur le respect de son coût d'objectif en euros constants aux conditions économiques de référence de 01/2017 tel qu'il est défini à l'article 4.2.1.

3.2.3. Respect des délais de réalisation

Le maître d'ouvrage s'engage sur la réalisation des opérations, objets de la présente convention et sur le respect des délais de réalisation précisés à l'article 2.3. sous réserve de la mise en place du financement complémentaire en adéquation avec le besoin du maître d'ouvrage.

3.3. Les financeurs

3.3.1. Identification

Le financement des études et premiers travaux, objet de la présente convention, s'inscrit dans le cadre Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, pour un montant total de 1 017 153 € aux conditions économiques de janvier 2017 soit 1 031 193 € courants, réparti selon les clés de répartition suivantes :

- L'Etat (30 %), soit 309 358 € ;
- La Région Ile-de-France (70 %), soit 721 835 € ;

3.3.2. Engagements

La signature de la Convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP/AE nécessaires à la réalisation, par le Maître d'ouvrage visé à l'article 3.2, des Etudes de Projet et des travaux, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visées à l'annexe 2.

Les financeurs s'engagent à mettre en place une seconde convention de financement permettant d'achever la phase de réalisation de l'opération, en adéquation avec les besoins du maître d'ouvrage.

3.4. Le bénéficiaire

SNCF Réseau est bénéficiaire des financements versés par l'Etat et la Région Ile-de-France et ci-après désigné « le bénéficiaire ».

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Estimation du coût des études de Projet et des travaux

Le coût prévisionnel des dépenses relatives aux Etudes Projet et des travaux de l'opération de la présente convention est évalué à :

- 1 017 153 € aux conditions économiques de janvier 2017

Et

- **1 031 193 €** courants conventionnels

L'estimation de ces dépenses inclut les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, ainsi qu'une provision pour aléas et imprévus, déterminée au stade de l'Avant-Projet.

Les montants en euros courants conventionnels sont estimés en actualisant les coûts prévus **aux conditions économiques de référence de janvier 2017**, par application des modalités de calculs de l'article 4.2.3.

Les appels de fonds seront calculés par application des modalités de calculs de l'article 4.4.1.

4.2. Coût global des études Projet et des travaux

4.2.1. Coût d'objectif du Maître d'ouvrage

Le coût d'objectif du maître d'ouvrage au titre de la présente convention en euros constants aux conditions économiques de janvier 2017 est donné ci-dessous. Le coût en euros courants est donné à titre indicatif selon les modalités de l'article 4.2.3.

MOA	Coûts aux CE 01/2017 € HT	Coûts courants € HT
SNCF Réseau	1 017 153	1 031 193

4.2.2. Coût de réalisation détaillé

Le maître d'ouvrage fournit une estimation détaillée prévisionnelle en euros constants des postes.

Au titre du CPER 2015-2020 et de la présente convention, le détail des coûts liés à la présente convention est le suivant :

Etudes de conception détaillée et premiers travaux d'adaptation du RFN pour l'aménagement de trois voies sur fosses à Villeneuve Prairie		
Maître d'ouvrage	Opérations	Total M€ HT CE 01/2017
SNCF Réseau	Travaux préparatoires Renforcement 12 supports caténaires	0,233
	Travaux Caténaires	0,158
	Travaux de signalisation :	
	Phase 1 – neutralisation	0,006
	Phase 2 – MES à pied d'œuvre	0,305
	Phase 3 – MES Définitive	
	Frais de MOE/MOA	0,188
	Autres dépenses de MOA	0,053
	Provisions pour Aléas et Imprévus (PAI)	0,074
		1,017

Ces coûts couvrent partiellement la phase de réalisation.

L'utilisation des provisions pour aléas et imprévus (PAI) du projet reste soumise à l'accord de l'ensemble des partenaires en Commission de Suivi de la Convention de Financement et sous réserve de justificatifs (note explicative détaillée,….).

4.2.3. Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence de la présente convention sont celles de janvier 2017.

Pour être comparable au coût d'objectif, tous les coûts sont calculés aux conditions économiques de référence de la présente convention par application de l'indice professionnel TP 01. Les coûts sont exprimés en euros constants.

Cet indice est également utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants conventionnels :

- à partir des indices connus à la date de la convention (dernier indice connu TP 01 de janvier 2017),
- puis de 1,8 % par an au-delà.

Ceci définit les coûts exprimés en euros courants conventionnels.

Les états d'acompte seront établis en euros courants. Le solde sera établi en euros courants et en euros constants par application des indices définitifs.

Les appels de fonds seront payés en euros courants.

Le maitre d'ouvrage justifie in fine le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application des indices définitifs.

4.3. Plan de financement

Les études Projet et premiers travaux, objet de la présente convention, sont financés sous forme de subvention d'investissement suivant la clé de répartition indiquée dans le tableau ci-après.

En conséquence, le plan de financement des études Projet et premiers travaux de la présente convention est établi en Meuros HT, aux conditions économiques de référence de janvier 2017, comme suit :

Adaptation Infra – NAT ligne J **Plan de financement** **Montant M€ constants CE01/2017 HT et %**			
Périmètre	**État** **30,00%**	**Région** **70,00%**	**Total**
SNCF Réseau	0,305	0,712	1,017

En Meuros courants conventionnels, le plan de financement de la présente convention est défini comme suit :

Adaptation Infra – NAT ligne J Plan de financement Montant M€ courants HT et %			
Périmètre	**État** **30,00%**	**Région** **70,00%**	**Total**
SNCF Réseau	0,309	0,722	1,031

4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région

Les appels de fonds seront payés en euros courants dans le respect du montant de la présente convention en euros constants.

4.4.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du maître d'ouvrage par financeur.

A cette fin, le maître d'ouvrage transmettra aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Les états d'acompte seront établis en euros courants et en euros constants CE 01/2017 par application des derniers indices connus.

Le dossier de demande de versement des acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

a – Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des dépenses comptabilisées, leur date de comptabilisation et le montant des dépenses comptabilisées ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- la demande d'acompte est signée par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage.

b – Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2.2, daté et signé par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage ;

- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- un récapitulatif des dépenses comptabilisées, daté et signé par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage.

c- Plafonnement des acomptes

Par dérogation, le montant cumulé des acomptes pouvant être versés au maître d'ouvrage est plafonné à 95% du montant total des subventions dues par la Région avant versement du solde et à 90 % pour l'Etat avant le versement du solde.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du bénéficiaire.

4.4.2. Versement du solde

Après achèvement des études et premiers travaux couverts par la présente convention, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents prévus dans l'article 2.1 et signés par le représentant légal des organismes indiqués à l'article 3.4. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Le versement du solde pour SNCF Réseau se fera sur présentation des factures acquittées.

4.4.3. Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par les maîtres d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.4.1. Dans la mesure du possible, les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du bénéficiaire.

4.4.5. Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- SNCF Réseau sur le compte ouvert à la Société générale, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN	Code BIC

FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPP

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	**Nom du service**	**Téléphone / courriel**
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	01.40.61.86.08
Région	35, boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle Finances et Direction de la comptabilité	01.53.85.53.85
SNCF Réseau	SNCF CAMPUS RESEAU 15/17 rue Jean-Philippe RAMEAU CS80001 93418 LA PLAINE ST DENIS CEDEX	Service Trésorerie Groupe – Unité Crédit Management	01.85.57.96.70 patricia.langelez@reseau.sncf.fr

4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente de la Région Ile-de-France, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Cette opération faisant l'objet de l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6. Comptabilité du Bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres à ces études et travaux.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTRÔLE

5.1. Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire jugée utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

5.2. Par Ile de France Mobilités

Conformément à l'article R1241-30 du code des transports, Ile de France Mobilités veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

Pour répondre à ce suivi, le maître d'ouvrage fournit et actualise la fiche de programmation financière présentée à l'occasion de chacun des comités de suivi de la convention de financement tels que décrits ci-dessous à l'article 7.1.

ARTICLE 6. GESTION DES ECARTS

6.1. Dispositions en cas d'écart ou de dépassement du coût d'objectif prévisionnel de la Convention

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.1 de la présente convention constitue un plafond global pour le bénéficiaire.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le bénéficiaire s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement du montant visé à l'article 4.1, les co-financeurs sont informés lors de la réunion du comité des financeurs. Le bénéficiaire doit obtenir l'accord préalable des co-financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage.

En cas de désaccord des financeurs (Etat, Région) et d'Ile de France Mobilités, les parties se rencontreront afin d'envisager les différents scenarii dans lesquels l'achèvement des Études Projet et des travaux peut être proposé.

6.2. Dispositions en cas de modification des délais

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect de tout ou partie des délais de réalisation des Etudes Projet et travaux prévus à l'article 2 de la Convention ne peut être assuré, l'Etat, la Région et Ile de France Mobilités peuvent solliciter du maître d'ouvrage un rapport détaillé sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par Ile de France Mobilités à l'Etat et à la Région, qui s'appuiera sur les éléments transmis par le maître d'ouvrage, et précisera la nécessité éventuelle de réaliser une étude AVP modificatif.

Il indiquera notamment les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux. Par ailleurs cet avis précisera l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport et de l'avis formulé par le maître d'ouvrage, l'Etat et la Région émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre l'Etat, la Région, Ile de France Mobilités et le maître d'ouvrage.

ARTICLE 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

La gouvernance s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge de la réalisation de l'Opération et les financeurs, de comités de suivi composées des élus et des financeurs, et de réunions entre maîtres d'ouvrage auxquelles peuvent être conviés les financeurs.

7.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF)

A l'initiative d'Ile de France Mobilités, il est constitué un Comité de Suivi de la Convention de Financement, ci-après désigné « le Comité de Suivi ou CSCF » comprenant des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention. Ce Comité de Suivi aborde principalement les questions techniques et financières du Projet.

Le CSCF se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire, les membres étant convoqués par Ile de France Mobilités avec un préavis minimum d'un mois.

En tant que de besoin, et notamment pour les questions comptables, à l'initiative d'un des membres, le Comité de Suivi peut être réuni en séance extraordinaire par Ile de France Mobilités, dans le mois de sa saisine par le demandeur.

Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses. Ce compte-rendu est analysé par Ile de France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis d'Ile de France Mobilités aux financeurs.

A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par le maître d'ouvrage devront être transmis aux membres du Comité de Suivi sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité de Suivi.

Le suivi de l'Opération s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'Opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre),
- le point sur l'avancement des Etudes et des travaux,
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature,
- la liste des principaux marchés signés avec leur montant d'engagement,
- la liste des principaux marchés à venir,
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu,
- un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour les maîtres d'ouvrage,
- un état des lieux sur la consommation des provisions,
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais,
- le montant des dépenses comptabilisées,
- le montant des subventions appelées et versées,
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).

Au titre de la présente convention, le maître d'ouvrage effectue une mise à jour des prévisions pluriannuelles de ses dépenses et de ses engagements. Ces tableaux couvrent la totalité de la période du Projet. Ils sont établis en euros courants prévisionnels et en euros constants aux conditions économiques de référence de 01/2017 pour toute la période de réalisation.

Lors de sa première séance, le Comité de Suivi acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés du maître d'ouvrage et leur décomposition, celui-ci servant de base au suivi, en termes financier et d'avancement, du Projet.

3/ La communication autour du Projet :

- le suivi du plan de communication mis en place pour le Projet,
- les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

7.2. Comité des financeurs

Il réunit, sous la présidence d'Ile de France Mobilités, les financeurs et le maître d'ouvrage. Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois.

Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses réalisées sur la base des documents transmis. A cette fin, l'ensemble des documents

devra être transmis aux membres du Comité sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité des financeurs.

Ce Comité des financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du projet dans le respect des délais et de coûts prévus à l'avant-projet.

Il se réunit en tant que de besoin concernant des questions ayant des incidences majeures sur l'opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés par le CSCF décrit à l'article 7.1. Le maître d'ouvrage présente alors au Comité des financeurs les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le projet, et ce, en vue de permettre au Comité de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'opération. Le cas échéant, les dispositions prévues aux articles 6 et 10 de la présente convention seront mises en œuvre.

7.3. Information hors CSCF et comité des financeurs

Le maître d'ouvrage s'engage pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des travaux du projet devant le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France à la demande de ce dernier ;
- à informer les financeurs, entre deux CSCF, de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;
- à informer Ile de France Mobilités et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent également à inviter Ile de France Mobilités et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins quinze (15) jours avant la réunion.

ARTICLE 8. MODIFICATION DES AVANT-PROJETS

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'Avant-Projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (article 2 de la Convention), entrainant un décalage de la mise en service, ou des objectifs de coûts précisés à l'article 4.1.de la Convention, peut conduire, selon l'appréciation d'Ile de France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la réalisation d'un avant-projet modificatif, présenté au Conseil d'Ile de France Mobilités.

En conséquence, dès que le maître d'ouvrage envisage des modifications significatives du programme de l'opération, précisé notamment à l'article 2 de la Convention, il transmettra, au STIF ainsi qu'à l'Etat et la Région, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Il devra veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Ile de France Mobilités validera les propositions mineures sans incidence sur le coût,

ou appréciera l'opportunité d'une saisine du Comité de Suivi ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

L'avant-projet modificatif sera présenté au Conseil d'Ile de France Mobilités. Il donnera lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la Convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation du Projet. Les travaux concernés ne pourront avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par le maître d'ouvrage de demandes, d'un des Financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet. La prise en compte de ces modifications sera soumise à l'accord préalable du maître d'ouvrage. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

ARTICLE 9. DIFFUSION DES DOCUMENTS, CONFIDENTIALITE, COMMUNICATION,

Les règles et dispositions décrites dans le paragraphe suivant s'appliqueront exclusivement à la présente convention :

« Etudes d'adaptation des infrastructures SNCF Réseau pour le déploiement du Régio2N sur la ligne R – Aménagement 3 voies sur fosses à Villeneuve Prairie- études APO-REA partielle »

9.1. Propriété intellectuelle et diffusion des études

Les études réalisées dans le cadre de la présente convention restent de la propriété du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage transmettra, dans le respect du secret industriel et commercial et sous réserve des droits des tiers, aux financeurs et à Ile de France Mobilités les résultats d'études et, sur demande des financeurs et d'Ile de France Mobilités, les études visées à l'article 1.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité de toutes les informations considérées comme confidentielles conformément à l'article 9.3.

9.2. Communication institutionnelle des financeurs

Les présents signataires s'engagent à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elle vise, notamment par une indication portée sur les documents finaux.

L'ensemble des dossiers d'études, documents et supports d'information mentionnera de manière explicite les logos des financeurs.

Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de projets Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre entre partenaires : l'Etat, la Région, SNCF Réseau
- l'ordre des financeurs : l'Etat, la Région et SNCF Réseau
- en dernier : le logo d'Ile de France Mobilités

9.3. Confidentialité

Pendant toute la durée de la convention et pendant cinq années civiles suivant son terme les parties s'engagent à traiter les informations liées au secret commercial des maîtres d'ouvrage, abordées dans le cadre de cette convention, comme strictement confidentielles et non divulgables.

Les parties s'engagent à ce que les informations confidentielles telles que définies ci-avant :

- soient traitées avec la même précaution que les parties portent à la préservation de leurs propres informations confidentielles ;
- ne soient pas divulguées à des tiers, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la partie propriétaire des informations, sauf exceptions prévues à l'article 8.1. ;
- conformément à l'article 1120 du code civil, les parties se portent fort pour tout leur personnel (salariés et collaborateurs, intervenants), du respect de cette obligation de confidentialité.

La présente convention ne s'applique pas aux informations confidentielles pour lesquelles les parties apporteraient la preuve écrite :

- qu'elles étaient en leurs possession ou qu'elles étaient tombées dans le domaine public avant qu'elles ne leurs soient communiquées par l'autre partie ;
- qu'elles sont, postérieurement à la date de la signature de la présente convention, tombées dans le domaine public et ce, sans violation des termes de la convention ;
- qu'elle les a licitement acquises d'un tiers qui était en droit de les divulguer.

Enfin, les parties ne seront pas soumises à l'obligation de confidentialité prévue au présent article :

- en cas d'injonction d'un tribunal ou de toute autre autorité de contrôle de fournir des informations confidentielles à l'autre partie ;
- en application d'une obligation légale ou réglementaire qui imposerait à la partie destinataire de communiquer des informations confidentielles de l'autre partie.

En cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, ils devront informer la partie propriétaire des informations de la requête ou de l'injonction qui leur a été faite de communiquer.

ARTICLE 10. BILAN DE L'OPERATION

10.1 Bilan physique et financier

Le maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité, au plus tard cinq ans après la mise en service, un bilan financier et physique des aménagements relevant de son périmètre dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan présentera notamment une décomposition selon les postes constitutifs de son coût d'objectif, défini à l'article 4.2.1, ramenée aux conditions économiques de l'Avant-Projet (avec mise en évidence du montant de l'actualisation réglée par le maître d'ouvrage) afin de permettre une comparaison.

Ce bilan comportera notamment :
- un rapport de présentation indiquant le descriptif des aménagements réalisés et retraçant l'évolution éventuelle du coût de réalisation et des principales décisions concernant les aménagements dont il assure la maîtrise d'ouvrage,
- le récapitulatif des subventions attribuées,
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs (y compris fonds propres),
- le récapitulatif des dépenses comptabilisées à la date de réalisation du bilan (établi sur la base des décomptes généraux définitifs des marchés lorsqu'ils existent),
- le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses comptabilisées par le maître d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les versements effectués par les financeurs,
- un état des éventuelles suggestions de compléments d'aménagement le concernant consécutives à la mise en service de l'opération.

10.2 Évaluation économique, sociale et environnementale

Les signataires de la présente convention ont décidé la réalisation des opérations en tenant compte de l'évaluation économique et sociale effectuée par le maître d'ouvrage et figurant dans l'Avant-projet approuvés par Ile de France Mobilités. Cette évaluation préalable comporte un bilan prévisionnel des avantages et inconvénients entraînés par la mise en service des opérations. C'est au vu des prévisions et objectifs explicités dans l'Avant-projet que les signataires ont pu reconnaître ensemble la validité économique et sociale de l'opération.

Sous le pilotage du Ile de France Mobilités, le maître d'ouvrage organise conjointement la collecte des informations nécessaires au bilan a posteriori, à établir au plus tard dans les cinq années qui suivent la mise en service, comme stipulé au Contrat de Projets État – Région d'Ile-de-France. Le maître d'ouvrage transmettra ce bilan à Ile de France Mobilités ainsi qu'à l'Etat et la Région.

ARTICLE 11. DISPOSITION GÉNÉRALES

11.1 Modification de la convention

La convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.5 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

11.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la convention.

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable dans un délai de deux (2) mois à compter de la naissance du différend, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

11.3 Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser aux bénéficiaires, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, les maîtres d'ouvrage procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire des subventions.

11.4 Date d'effet et durée de la convention

La Convention prend effet à compter de sa notification par Ile de France Mobilités à l'ensemble des autres Parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.
Sans préjudice des articles 5, 9 et 10, la Convention expire soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 11.3, soit après la réalisation des étapes suivantes :

- mise en service des projets indiqués à l'article 2 de la Convention,
- paiement du solde de la totalité des subventions dues au Maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4 de la Convention.
- au 31/12/2021

Sans préjudice de l'article 9, la présente convention prendra fin à réalisation de l'objet de la présente convention.

11.5 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour l'Etat, Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PÉCRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
Pour SNCF Réseau, **Stéphane CHAPIRON** Directeur des Projets Franciliens	Pour le Syndicat des transports d'Ile de France, **Laurent PROBST** Directeur Général

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme de l'opération

Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds et des dépenses

Annexe 3 : Calendrier

ANNEXE 1
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF RESEAU
Claude BARROYER, Direction des Projets Franciliens

ANNEXE 2
Echéancier prévisionnel

2.1 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS PAR MOA

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS EN AP/AE SNCF RESEAU EN M€

M€ HT Courants	2017	2018	2019	2020	TOTAL
3 voies sur fosses - ligne R	0,944	0,000	0,000	0,074	1,017
Etat	0,283	0,000	0,000	0,022	0,305
Région	0,660	0,000	0,000	0,052	0,712

2.2 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND SNCF RESEAU EN M€

M€ HT courants	2017	2018	2019	2020	TOTAL
3 voies sur fosses - ligne R	0,399	0,543	0,011	0,078	1,031
Etat	0,120	0,163	0,003	0,023	0,309
Région	0,279	0,380	0,008	0,054	0,722

ANNEXE 3
Calendrier indicatif

Opération	Phases	2016				2017				2018				2019			
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Adaptation RFN pour 3 voies sur fosses	Etudes																
	REA (hors essai MR)																

ANNEXE 6 : Ligne Transilien P - Convention de financement du schéma de principe, de l'enquête publique et des études AVP et PRO - sous-station de Villenoy

2017

Ligne Transilien P

Convention de financement

Renforcement des capacités d'alimentation électrique de la sous-station de Villenoy

(Schéma de principe, enquête publique et études d'avant-projet et projet)

Convention DPI

Convention de financement régissant les rapports entre
l'État, la Région Île-de-France,
SNCF Réseau et Ile de France Mobilités
relative à la réalisation des études et des procédures pour le renforcement des capacités d'alimentation électrique de la sous-station de Villenoy

« Convention relative à la réalisation des études et des procédures pour le renforcement des capacités d'alimentation électrique de la sous-station de Villenoy – Ligne P »

Table des matières

CONTEXTE GENERAL 7

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION 7

ARTICLE 2. CONTENU DE LA PRESENTE CONVENTION DE FINANCEMENT 8

2.1. LE PERIMETRE DE LA CONVENTION 8
2.2. DELAIS DE REALISATION DES ETUDES 8

ARTICLE 3. ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 8

3.1. AUTORITE ORGANISATRICE DES TRANSPORTS 8
3.2. LA MAITRISE D'OUVRAGE DES OPERATIONS 9
3.3. LES FINANCEURS 9
3.3.1. IDENTIFICATION 9
3.3.2. ENGAGEMENTS 9
3.4. LE BENEFICIAIRE 9

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 9

4.1. ESTIMATION DU COUT DES ETUDES 9
4.2. REPARTITION DETAILLEES DES COUTS DES ETUDES 10
4.3. PLAN DE FINANCEMENT 10
4.4. MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT POUR L'ETAT ET LA REGION 10
4.4.1. VERSEMENT D'ACOMPTES 10
4.4.2. VERSEMENT DU SOLDE 11
4.4.3. PAIEMENT 12
4.4.4. BENEFICIAIRES ET DOMICILIATION 12
4.5. CADUCITE DES SUBVENTIONS AU TITRE DU REGLEMENT BUDGETAIRE DE LA REGION 12
4.6. COMPTABILITE DES BENEFICIAIRES 13

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS 13

ARTICLE 6. GESTION DES ECARTS 13

ARTICLE 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION 14

7.1. COMITE TECHNIQUE 14
7.2. COMITE DES FINANCEURS 14

7.3. COMMISSION DE SUIVI 15
7.4. INFORMATION HORS COMITE ET COMMISSION DE SUIVI 15

ARTICLE 8. DIFFUSION DES ETUDES ET PROPRIETE INTELLECTUELLE 16

8.1. PROPRIETE INTELLECTUELLE 16
8.2. COMMUNICATION DES FINANCEURS 16
8.3. CONFIDENTIALITE 17

ARTICLE 9. DISPOSITIONS GENERALES 17

9.1. MODIFICATION DE LA CONVENTION 17
9.2. REGLEMENT DES LITIGES 18
9.3. RESILIATION DE LA CONVENTION 18
9.4. DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 18
9.5. MESURES D'ORDRE 19

ANNEXES 20

ANNEXE 1 ORGANIGRAMME NOMINATIF 21

ANNEXE 2 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS 22

ANNEXE 3 CALENDRIER PREVISIONNEL 23

Entre,

En premier lieu,

- **L'Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
- **La Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région », dûment mandatée par délibération n°_____ de la Commission Permanente du Conseil régional d'Ile-de-France en date du _____

Ci-après désignés par « **les financeurs** ».

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est 15/17 rue Jean-Philippe Rameau 936418 La Plaine St Denis, représenté par Jean FAUSSURIER, Directeur Accès au Réseau, dûment habilité à signer la présente convention.

Ci-après désignés par « **le maître d'ouvrage** ».

En troisième lieu,

- **Le Syndicat des Transports d'Ile de France** dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2016/091 en date du 30 mars 2016,

Ci-après désigné comme « **Ile-de-France Mobilités** » ou **« l'autorité organisatrice** » ou « **l'AOT** ».

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

Vu la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et relative à la création de l'Epic SNCF et de ses deux filiales SNCF Mobilités et SNCF Réseau ;

Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application 2002-428 du 25 mars 2002 ;

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

Vu le décret n° 2015-138 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Mobilités ;

Vu le décret n° 2015-140 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau ;

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;

Vu La délibération cadre n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020 ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR01-16 du 21 janvier 2016

Il est convenu ce qui suit :

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

- « **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle destinée au transport public de voyageurs, et à laquelle la présente convention fait référence.
- « **Opération** » : désigne l'étape du Projet et son financement définis dans le cadre de la présente convention.
- « **Etudes** » : désigne tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui ont permis de réaliser les résultats des études, tels que notamment les rapports, les documents, les plans, dont l'objet est décrit dans la présente convention.
- « **Résultats des études** » : sont les livrables d'études d'Avant-Projets validés par le maître d'ouvrage en responsabilité des études dont le niveau de précision devra être approprié aux besoins de l'AOT ;
- « **AVP administratif**» : est la synthèse des résultats d'étude d'Avant-Projets ou d'Avant-Projet / Projet, devant notamment répondre au contenu de l'annexe de la délibération n°2011/0631 du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile de France du relative au contenu des études AVP rappelée en annexe 5 de la présente convention, obtenus à partir des études objet de la présente convention et qui seront présentés au conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Ile de France.

CONTEXTE GENERAL

Lors de la séance de son conseil d'administration le 1er juin 2016, le Syndicat des Transports d'Ile de France a approuvé le schéma directeur du RER et de la ligne P.

A l'horizon 2021, il est prévu de remplacer la sous-station de Villenoy par une sous-station plus performante permettant de réduire le temps de parcours entre Paris et Meaux et d'organiser une meilleure desserte de la ligne P nord.

Le renforcement de cette sous-station est un préalable permettant l'électrification de la ligne Trilport – La Ferté-Milon et permettra d'utiliser aussi bien du matériel roulant AGC ou Francilien.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la formalisation du financement des études préalables à la réalisation des études de renforcement de la sous-station de Villenoy.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des études et acquisitions de données nécessaires au renforcement de la sous-station de Villenoy
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces études dans le respect du calendrier général du projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante : **« Ligne Transilien P - Etudes de réalisation de renforcement des capacités d'alimentation électrique de la sous-station de Villenoy– schéma de principe, enquête publique et études d'avant-projet et projet ».**

ARTICLE 2. CONTENU DE LA PRESENTE CONVENTION DE FINANCEMENT

2.1. Le périmètre de la convention

Le projet de renforcement des IFTE prévoit le remplacement de la sous-station de Villenoy qui alimente la section de ligne comprise entre Lagny et La Ferté Sous Jouarre.

Il a pour objectif de retendre des marches des missions ligne P de Meaux, ce qui n'est pas possible actuellement compte tenu des limites de performance de la sous-station de Villenoy.

Ce projet est par ailleurs un pré-requis à tout renforcement l'offre ferroviaire sur l'axe de Château Thierry, qui connaît aujourd'hui un problème de charge des trains.

Par ailleurs, la sous-station actuelle de Villenoy ne permettant pas d'assurer une qualité d'alimentation suffisante en vue de l'électrification de la branche de La Ferté Milon, le projet de renforcement des IFTE est un préalable à cette électrification.

Le périmètre de la convention comprend :

- La réalisation du Schéma de principe, comprenant :
  - L'étude d'infrastructure, y compris détermination du site d'implantation de la nouvelle sous-station, détermination du coût et du planning
  - Le diagnostic écologique
- Le dossier d'étude d'impact
- Le dossier et la procédure d'enquête d'utilité publique
- Etudes d'Avant-Projet
- Etudes de Projet

2.2. Délais de réalisation des études

Le délai de réalisation prévisionnel de l'ensemble des études est fixé à 28 mois à compter de la notification de la convention par Ile de France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception. Le calendrier prévisionnel de réalisation des études figure en annexe 3.

ARTICLE 3. ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. Autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, Ile de France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, Ile de France Mobilités est uniquement Autorité organisatrice. Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage. Dans le cadre de sa responsabilité d'Autorité Organisatrice, Ile de France Mobilités est amené à réaliser des expertises des projets sous maîtrise d'ouvrage des opérateurs des réseaux de transport, afin notamment, de contrôler les coûts et les délais du Projet, ainsi que la juste adéquation du Projet par rapport au programme défini.

3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations

Le maître d'ouvrage des opérations est SNCF Réseau.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

Conformément aux dispositions des articles L 2101-1 et suivants du code des transports, SNCF Réseau est maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du réseau ferré national et SNCF Transilien sur son périmètre (financé hors présente convention). Les maîtres d'ouvrages mettront en évidence les éventuelles interfaces entre leur périmètre respectif, au droit notamment de l'accès aux installations de garage, remisage et maintenance de l'exploitant. SNCF Réseau s'assure de la cohérence des études et des éventuelles réserves qu'elles appellent au niveau des interfaces.

Les cahiers des charges des études sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau intègrent la quantification des besoins du transporteur (programme d'exploitation, caractéristiques des interfaces sol-bord, …) dans le périmètre des études demandées.

Le maître d'ouvrage s'engage à prévenir Ile de France Mobilités, en qualité d'Autorité Organisatrice des Transports, des risques de dérive du planning et/ou des coûts dans les meilleurs délais. Le STIF informera alors les financeurs de la situation, en relation avec le maître d'ouvrage, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

3.3. Les financeurs

3.3.1. Identification

Le financement des études, objet de la présente convention, s'inscrit dans le cadre Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, pour un montant de 1 200 000 €, réparti selon les clés de répartition suivantes:

- L'Etat (30%) : soit 360 000 € ;
- La Région Ile-de-France (70%) : soit 840 000 €.

3.3.2. Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP/AE nécessaires pour la réalisation des études par le bénéficiaire visé à l'article 3.2, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention, dans la limite de la durée prévue à l'article 9.4.et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'annexe 2.

3.4. Le bénéficiaire

SNCF Réseau est bénéficiaire des financements versés par l'Etat et la Région Ile-de-France et ci-après désigné « le bénéficiaire ».

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Estimation du coût des études

Le coût prévisionnel des dépenses relatives aux études de la présente convention est évalué à 1 200 000 € HT courants, **non actualisables et non révisables**.

4.2. Répartition détaillées des coûts des études

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

Projet	Phase	Montant (en €courants)
Renforcement des installations de tractions électriques au Nord	Schéma de principe	200 000
	Procédures/Enquête publique	200 000
	Etudes d'avant-projet-Projet	800 000

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect de l'enveloppe globale.

4.3. Plan de financement

Le plan de financement est établi en euros courants, non actualisables, non révisables.

Les études, objet de la présente convention, sont financées sous forme de subvention d'investissement suivant la clé de répartition indiquée dans le tableau ci-après.

En conséquence, le plan de financement des études de la présente convention est établi en euros HT, aux conditions économiques de référence de janvier 2017, comme suit :

Renforcement des installations électriques au nord – Ligne P Plan de financement Montant € courant CE 01/2017 HT et %			
Périmètre	Etat	Région	Total
Clés	30%	70%	100%
SNCF Réseau	**360 000**	**840 000**	**1 200 000**

4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région

4.4.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par les bénéficiaires.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses de chaque bénéficiaire, par financeur.

Le Comité des Financeurs est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

A cette fin, chaque bénéficiaire transmettra aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprendra les pièces suivantes :

A) Pour la Région :

La demande de versements d'acomptes par SNCF Réseau :

- l'état récapitulatif des montants des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures réalisées, leur date de réalisation et le montant des factures réalisées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 4.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3. ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire.

B) pour l'Etat :

La demande de versements d'acomptes par SNCF Réseau comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en euros courants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2, daté et signé par le responsable de projet du maître d'ouvrage ;
- un état récapitulatif des factures comptabilisées, signé par le responsable du projet du maître d'ouvrage ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3;
- la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire ou le directeur financier.

C) Plafonnement des acomptes

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés au bénéficiaire est plafonné à 95% avant le versement du solde conformément à la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 – article 3 pour la Région. Ce taux de 95 % est applicable uniquement dans le cas d'une opération inscrite au CPER 2015-2020.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par l'Etat au bénéficiaire est plafonné à 90% du montant de la subvention.

4.4.2. Versement du solde

Après achèvement des études et travaux couverts par la présente convention, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents prévus dans l'article 2.1 et signés par le représentant légal des organismes indiqués à l'article 3.2. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, les bénéficiaires procèdent, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Le versement du solde pour SNCF Réseau se fera sur présentation des factures acquittées.

4.4.3. Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par les maîtres d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.4.1. Dans la mesure du possible, les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du bénéficiaire.

4.4.4. Bénéficiaires et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- SNCF Réseau sur le compte ouvert à la Société générale, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN							**Code BIC**
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPP

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	**Nom du service**	**Téléphone / courriel**
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	01.40.61.86.08
Région	35, boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle Finances Direction de la comptabilité	01.53.85.53.85
SNCF Réseau	SNCF CAMPUS RESEAU 15/17 rue Jean-Philippe RAMEAU CS80001 93418 LA PLAINE ST DENIS CEDEX	Service Trésorerie Groupe – Unité Crédit Management	01.85.57.96.70 patricia.langelez@reseau.sncf.fr

4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage des études ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'étude, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6. Comptabilité des bénéficiaires

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans leur comptabilité les dépenses propres aux études réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, Ile de France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice des transports, veille à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

ARTICLE 6. GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention, constitue un plafond global et par bénéficiaire.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par un bénéficiaire s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement d'un des montants visés à l'article 4.3, les financeurs sont informés lors du Comité Technique et du Comité des Financeurs. Les bénéficiaires doivent obtenir l'accord préalable des financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage désigné dans la présente convention.

En cas de désaccord entre les parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii dans lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

ARTICLE 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

Conformément au Contrat de projets État Région Ile-de-France, les financeurs chargent conjointement Ile de France Mobilités d'assurer pour leur compte le contrôle des maîtrises d'ouvrage. Ile de France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, s'assure notamment du respect, par les maîtres d'ouvrage, des délais indiqués, de la remise des documents et des estimations à cette étape du projet indiqués aux articles 2.1 et 4.1 de la présente convention.

A la demande expresse d'Ile de France Mobilités, chaque maître d'ouvrage s'engage également à lui fournir directement tous les documents relatifs à l'opération, nécessaires au suivi de la maîtrise d'ouvrage, qu'ils soient à caractère organisationnel (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre) ou technique (dossier projet, etc.).

La gouvernance du projet s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge des études et les financeurs, de commissions de suivi composées des élus et des financeurs et du maître d'ouvrage, et de réunions du maître d'ouvrage auxquelles peuvent être conviés les financeurs.

7.1. Comité technique

Il est constitué un Comité technique de suivi de l'opération. Ce comité, convoqué par le maître d'ouvrage, comprend les représentants de l'ensemble des signataires de la présente convention et le maître d'ouvrage concerné par ces études.

Le Comité technique se réunit en tant que besoin et au moins une fois par an, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de deux semaines et les éléments étant envoyés au moins sept jours au préalable par le maître d'ouvrage coordinateur.

Le Comité technique est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération ;
- de développer un point technique lors d'une séance spécifique ;
- de valider les choix techniques si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique de la démarche ;
- de préparer les différents comités et les commissions de suivi sur les aspects techniques.

A cette fin, les membres du Comité technique peuvent se faire assister de leurs prestataires et inviter, si besoin, les partenaires impliqués dans les études.

7.2. Comité des financeurs

Il est constitué un Comité des financeurs comprenant les représentants de l'ensemble des signataires de la convention, sous la présidence d'Ile de France Mobilités.

Le Comité des financeurs se réunit au moins une fois par an, et autant que de besoins, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Dans le cadre du suivi financier, le Comité technique se prononce et valide :

- l'avancement des études au regard des éléments demandés dans la convention de financement et du calendrier ;
- le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et des délais ;
- le montant des dépenses réalisées ;
- le montant des subventions appelées et versées ;
- le prévisionnel des appels de fond réactualisé ;
- les éventuels écarts constatés, dans le respect de l'article 5 ;
- les besoins d'études complémentaires possibles à ce stade ;
- le suivi des estimations des études (confirmation des postes prévus au regard du périmètre du projet) ;
- le projet de contenu des conventions de financement des étapes ultérieures des études ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil d'Ile de France Mobilités.

Le compte rendu de chaque Comité technique est transmis pour avis avant envoi officiel.

Le Comité des financeurs se réunit également autant que de besoin sur les questions spécifiques relevant du pilotage des études, notamment leur financement, les ajustements de programmation technique et financière, et les points spécifiques qui n'auraient pu être validés par ailleurs.

7.3. Commission de suivi

Placé sous la présidence du Directeur Général d'Ile de France Mobilités, la Commission de suivi comprend les représentants de l'ensemble des signataires de la convention et les élus des collectivités territoriales concernées par les études.

Elle se réunit si nécessaire, les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par Ile de France Mobilités.

La Commission de suivi informe ses membres de l'avancement des études.

Elle recueille les avis et observations de ses membres sur :

- les orientations et la démarche à engager ;
- les conclusions de la démarche à chaque étape importante ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil d'Ile de France Mobilités.

7.4. Information hors comité et commission de suivi

Les maîtres d'ouvrage s'engagent pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des études devant le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France à la demande de ce dernier ;
- à informer Ile de France Mobilités et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Chaque maître d'ouvrage s'engage également à inviter Ile de France Mobilités et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet.

Un Comité des maîtres d'ouvrage est constitué des maîtres d'ouvrage ainsi que de leurs assistants et prestataires techniques suivant les besoins. Ce comité piloté par le maître d'ouvrage coordinateur, se réunira mensuellement. Les réunions sont dédiées à la coordination entre les différentes études. Les

financeurs et Ile de France Mobilités en seront informés, pourront y assister. Les comptes rendus de réunions seront adressés à l'ensemble des financeurs.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins sept jours avant la réunion.

ARTICLE 8. DIFFUSION DES ETUDES ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le maître d'ouvrage est propriétaire des Etudes et Résultats des études qu'il réalise dans le cadre de la présente convention de financement.

8.1. Propriété intellectuelle

Les Etudes et les résultats d'Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention restent la propriété du maître d'ouvrage qui les a réalisés.

Ces études et résultats seront communiqués, sur première demande, aux financeurs et à Ile de France Mobilités. Les financeurs et Ile de France Mobilités s'engagent à respecter les obligations de confidentialité prévues à l'article 8.3.

Pour que Ile de France Mobilités puisse assumer pleinement son rôle d'AOT, les maîtres d'ouvrage concèdent à Ile de France Mobilités une licence sur les droits patrimoniaux afférents aux Etudes et Résultats des Etudes réalisés dans le cadre de la présente convention, et ce pour permettre à Ile de France Mobilités de remplir ses fonctions d'Autorité Organisatrice de Transport dans le cadre du Projet.

Ile de France Mobilités pourra utiliser ces études et résultats pour pouvoir notamment, sans que cela ne soit limitatif, réaliser des expertises et contre-expertises, veiller à la cohérence et assurer la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France. A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage (conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports).

Dans ce cadre, les maîtres d'ouvrage autorisent Ile de France Mobilités à procéder à toute fixation et reproduction des études et des résultats sur tout type de support existant.

Ile de France Mobilités s'engage à ne diffuser les études et résultats qu'en interne, ainsi qu'à ses prestataires dans le cadre strict de leurs missions confiées par Ile de France Mobilités. Ile de France Mobilités s'assurera que ses prestataires s'engagent à respecter la confidentialité conformément à l'article 8.3.

Cette concession est consentie pour l'Ile-de-France, à titre gratuit et pour la durée du Projet.

8.2. Communication des financeurs

Les présents signataires s'engagent à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elle vise, notamment par une indication portée sur les documents finaux.

L'ensemble des dossiers d'études, documents et supports d'information mentionnera de manière explicite les logos des financeurs.
Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de projets Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre entre partenaires : l'Etat, la Région, SNCF Réseau l'ordre des financeurs : l'Etat, la Région ;
- en dernier : le logo d'Ile de France Mobilités.

8.3. Confidentialité

Pendant toute la durée de la Convention et pendant cinq années civiles suivant son terme les parties s'engagent à traiter toutes les informations liées à la Convention comme strictement confidentielles et non divulgables.

Ces dispositions ne sont toutefois pas applicables :

- aux études elles-mêmes dans l'hypothèse où, conformément à l'article 8.1 ci-dessus, le(s) maître(s) d'ouvrage autoriserai(en)t leur diffusion par les financeurs et Ile de France Mobilités ;
- aux résultats d'études qui seront approuvés par le CA d'Ile de France Mobilités qui ne sont pas considérés comme des informations confidentielles.

Les Parties s'engagent à ce que :

- soient traitées avec la même précaution que les parties portent à la préservation de leurs propres Informations Confidentielles,
- ne soient pas utilisées dans un cadre autre que leurs missions respectives telles que définies à l'article 3 « Rôle et engagements des parties » dans le cadre du Projet,
- ne soient pas divulguées à des tiers, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la partie propriétaire des informations, sauf exceptions prévues à l'article 8.1.
- Conformément à l'article 1120 du code civil, les parties se portent fort pour tout leur personnel (salariés et collaborateurs, intervenants), du respect de cette obligation de confidentialité.

La présente convention ne s'applique pas aux Informations Confidentielles pour lesquelles les parties apporteraient la preuve écrite :

- qu'elles étaient en leurs possession ou qu'elles étaient tombées dans le domaine public avant qu'elles ne leurs soient communiquées par l'autre Partie ;
- qu'elles sont, postérieurement à la date de la signature de la présente convention, tombées dans le domaine public et ce, sans violation des termes de la Convention ;
- qu'elle les a licitement acquises d'un tiers qui était en droit de les divulguer.

Enfin, les parties ne seront pas soumises à l'obligation de confidentialité prévue au présent article :

- en cas d'injonction d'un tribunal ou de toute autre autorité de contrôle de fournir des informations confidentielles à l'autre partie,
- en application d'une obligation légale ou réglementaire qui imposerait à la partie destinataire de communiquer des Informations Confidentielles de l'autre partie.

En cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, ils devront informer la partie propriétaire des informations de la requête ou de l'injonction qui leur a été faite de communiquer.

ARTICLE 9. DISPOSITIONS GENERALES

9.1. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnée à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

9.2. Règlement des litiges

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

9.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une au moins des autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation des études. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser aux bénéficiaires, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation ainsi que les remboursements que les maitres d'ouvrages seraient amener à faire à leurs prestataires en application des marchés ou contrats passés avec eux. Sur cette base, les maîtres d'ouvrage procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

9.4. Date d'effet et durée de la convention

La convention prend effet à compter de sa notification par Ile de France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de son passage en Commission permanente de la Région.

Elle expire soit dans le cadre de l'article 4.5. relatif à la caducité, soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 9.3, soit après la réalisation des étapes suivantes :

- réception des documents indiqués à l'article 2.1 de la présente convention ;
- solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4.2. ;
- au 31/12/2022

9.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en quatre exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour l'Etat, Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Île-de-France, **Valérie PÉCRESSE** Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France
Pour SNCF Réseau, **Jean FAUSSURIER** Directeur Accès au Réseau	Pour le Syndicat des Transports d'Ile de France, **Laurent PROBST** Directeur Général

ANNEXES

- **Annexe 1** : Organigramme de l'opération
- **Annexe 2** : Echéancier prévisionnel des appels de fonds
- **Annexe 3** : Calendrier prévisionnel de réalisation des études

ANNEXE 1
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF RESEAU

Représentant de la maîtrise d'ouvrage : Philippe FELTZ

ANNEXE 2
Echéancier prévisionnel des appels de fonds

2.1 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS – SNCF RESEAU

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS SNCF RESEAU EN €

SNCF RESEAU	ANNEE				TOTAL
	2017	2018	2019	2020	
REGION	105 000	245 000	210 000	280 000	840 000
DRIEA	45 000	105 000	90 000	120 000	360 000
TOTAL	150 000	350 000	300 000	400 000	1 200 000

ANNEXE 3
Calendrier prévisionnel

Le calendrier prévisionnel ci-dessous comprend les délais d'études et de procédures, hors délais de validation.

- Schéma de principe : novembre 2017 – septembre 2018
  - Etudes techniques : novembre 2017 – février 2018
  - Etude socio-économique : mars 2018 – juin 2018
  - Etude d'impact : novembre 2017 – septembre 2018
- Enquête d'utilité publique : novembre 2018 – janvier 2019
- Avant Projet - Projet : Janvier-décembre 2019

ANNEXE 7 : RER E - Convention de financement des études et travaux du prolongement de NExTEO jusqu'à Pantin

2017

Convention de financement des études et travaux relatifs au prolongement de NExTEO jusqu'à Pantin

Convention DPI_____

Table des matières

TABLE DES MATIERES 2

CONTEXTE GENERAL 6

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION 7

ARTICLE 2. CONTENU DE LA PRESENTE CONVENTION DE FINANCEMENT 7

2.1. LE PERIMETRE DE LA CONVENTION 7
2.2. CALENDRIER DE REALISATION DES OPERATIONS 8

ARTICLE 3. ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 8

3.1. L'AUTORITE ORGANISATRICE DES TRANSPORTS 8
3.2. LA MAITRISE D'OUVRAGE DES OPERATIONS 8
3.3. LES FINANCEURS 9
3.4 LE BENEFICIAIRE 9

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 9

4.1. ESTIMATION DU COUT DES ETUDES ET PREMIERS TRAVAUX 9
4.2. MODALITES D'ACTUALISATION 9
4.3. REPARTITION DETAILLEE DES COUTS DES ETUDES ET TRAVAUX 10
4.4. PLAN DE FINANCEMENT 11
4.5. MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT POUR L'ETAT ET LA REGION 11
4.6. CADUCITE DES SUBVENTIONS AU TITRE DU REGLEMENT BUDGETAIRE DE LA REGION 14
4.7. COMPTABILITE DU BENEFICIAIRE 14

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS 14

ARTICLE 6. GESTION DES ECARTS 15

ARTICLE 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION .. 15

7.1. COMITE TECHNIQUE 16
7.2. COMITE DES FINANCEURS 16
7.3. COMMISSION DE SUIVI 17
7.4. INFORMATION HORS COMITE ET COMMISSION DE SUIVI 17

7.1. ARTICLE 8. PROPRIETE, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ETUDES 18

8.1. PROPRIETE INTELLECTUELLE 18
8.2. COMMUNICATION DES FINANCEURS 19
8.3. CONFIDENTIALITE 19

ARTICLE 9. BILAN PHYSIQUE ET FINANCIER 20

ARTICLE 10. DISPOSITIONS GENERALES 21

10.1. MODIFICATION DE LA CONVENTION 21
10.2. REGLEMENT DES LITIGES 21
10.3. RESILIATION DE LA CONVENTION 21
10.4. DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 22
10.5. MESURES D'ORDRE 22

ANNEXES 24

ANNEXE 1 ORGANIGRAMME NOMINATIF 25

ANNEXE 2 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS 26

ANNEXE 3 CALENDRIER PREVISIONNEL DES ETUDES ET DES TRAVAUX 27

Entre,

En premier lieu,

- **L'Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
- **La Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région », dûment mandatée par délibération n°_____ de la Commission Permanente du Conseil régional d'Ile-de-France en date du _____

Ci-après désignés par « **les financeurs** ».

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Bobigny-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est 15/17 rue Jean-Philippe Rameau 936418 La Plaine St Denis, représenté par Alain QUINET, directeur général délégué SNCF Réseau, dûment habilité à signer la présente convention.

Ci-après désignés par « **le maître d'ouvrage** ».

En troisième lieu,

- **Le Syndicat des Transports d'Ile de France** dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2016/091 en date du 30 mars 2016,

Ci-après désigné comme « **Ile-de-France Mobilités » ou « l'autorité organisatrice » ou « l'AOT ».**

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

Vu la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et relative à la création de l'Epic SNCF et de ses deux filiales SNCF Mobilités et SNCF Réseau ;

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

Vu le décret n° 2015-140 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau ;

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;

Vu La délibération cadre n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020 ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

Vu la délibération n°2014/039 du Conseil du STIF du 5 mars 2014 approuvant l'avant-projet relatif au prolongement du RER à l'Ouest,

Vu la délibération du STIF n°2016/220 du 1er juin 2016 approuvant le schéma directeur du Réseau Paris Est,

Vu la délibération n°2016-261 du Conseil du STIF prise du 13 juillet 2016 approuvant le protocole global de financement d'EOLE,

Vu les orientations du Schéma Directeur du Matériel Roulant, adoptées au conseil d'administration du STIF du 13/07/2016 ;

Vu la délibération du conseil d'administration SNCF Réseau du 22 juin 2016 approuvant le protocole-cadre EOLE

Vu la délibération du Conseil du RIF n° CP2017-412 du 18/10/2017 approuvant la convention de financement des études et travaux relatifs au prolongement de NExTEO jusqu'à Pantin

Il est convenu ce qui suit :

CONTEXTE GENERAL

L'exploitation de la ligne E repose sur l'utilisation d'un nouveau système d'exploitation des trains, dit NExTEO. Il sera mis en place sur la section centrale de la ligne E dans le cadre du prolongement de la ligne E à l'Ouest. Il répond aux exigences de débit (jusqu'à 28 trains par heure/sens maximum), de temps de parcours, et de qualité de service.

Le domaine équipé du nouveau système d'exploitation NExTEO (ATP + ATO) s'étend en tranche ferme financé à travers le protocole-cadre EOLE:

- Dans le sens Ouest ⇒ Est de Nanterre-La Folie (inclus) jusqu'à la gare de Pantin (incluse), la limite Est étant fixée au signal protégeant la bifurcation entre l'itinéraire menant à Chelles et celui menant à Villiers – Tournan ;
- Dans le sens Est ⇒ Ouest de la gare de Rosa Parks (incluse) jusqu'à Nanterre-La Folie (inclus).

Cette différence entre les 2 sens s'explique par l'asymétrie des limites des postes de signalisation

Le domaine NExTEO ainsi défini permet :

- Dans le sens Ouest ⇒ Est : un intervalle de 2 minutes entre trains NExTEO jusqu'à la bifurcation entre l'itinéraire menant à Chelles et celui menant à Villiers – Tournan ;
- Dans le sens Est ⇒ Ouest : un intervalle de 2 minutes entre trains NExTEO à partir de la gare de Rosa Parks. Cependant l'intervalle donné par la signalisation classique sera de 2 min 50 s au droit de la gare de Pantin ; un tel intervalle est compatible avec la circulation de 16 trains par heure et par sens, mais peut s'avérer contraignant dans certaines situations particulières.

Toute création de missions supplémentaires sur une des branches Est depuis Paris (Nanterre – Gagny, Nanterre – Val-de-Fontenay, ….) ne pourra se faire qu'avec une augmentation du nombre de trains sur la section allant de Rosa Parks à Noisy-le-Sec (passage de 16 à 18 ou 20 sillons en heures de pointe entre Rosa Parks et Noisy-le-Sec).

Pour permettre cette augmentation du nombre de circulations sur les branches Est, une diminution de l'intervalle entre les trains est nécessaire dans le sens Est – Ouest après la convergence des lignes de Chelles et de Tournan (passage de 2 min 50 s à 2 minutes à Pantin).

Par ailleurs, cette extension permet d'améliorer la robustesse de l'exploitation :

- Elle permet de rapprocher les trains au niveau de la gare de Pantin, qui sera la seule gare de la ligne avec une voie à quai par sens et 16 trains / heure qui s'y arrêtent en heures de pointe.

- Elle permet au niveau de cette gare sensible un gain de capacité de plus de 25 % sur une heure, lié à la diminution de l'intervalle entre trains de 2 min 50 s à 2 min.

Le schéma directeur du RER E et de la ligne P prévoit d'améliorer la régularité de ces lignes, et il y est inscrit que le système NExTEO doit être prolongé sur le tronçon central jusqu'à Pantin.

La présente convention s'inscrit donc dans ce cadre afin de formaliser le financement nécessaire pour le déploiement de NExTEO jusqu'à Pantin.

Elle couvre les besoins de financement liés aux études et aux travaux nécessaires à sa réalisation.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet :

- D'une part, de définir les modalités de financement des études et travaux nécessaires au déploiement du système Nexteo jusqu'à la gare de Pantin,
- D'autre part, de préciser le contenu et les conditions de suivi de ces études et travaux dans le respect du calendrier général du projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Déploiement de Nexteo sur le RER E jusqu'à Pantin – études et travaux de réalisation ».

ARTICLE 2. CONTENU DE LA PRESENTE CONVENTION DE FINANCEMENT

2.1. Le périmètre de la convention

Cette convention concerne les études et les travaux de réalisation sous la maîtrise d'ouvrage (MOA) de SNCF Réseau liées à l'extension de Nexteo jusqu'à la gare de Pantin, concomitamment avec la réalisation des travaux EOLE

La convention vise à permettre la réalisation des opérations et phases suivantes :

- Avant-Projet Opérationnel (APO)

- Réalisation.

La convention couvre les prestations suivantes :

- Prolongation du contrat industriel jusque Pantin (ATS et ATC) incluant notamment les études, les équipements, l'installation, les essais, la mise à jour du dossier de sécurité et la garantie,
- Les activités d'intégration RFN des équipements de l'industriel incluant :
  - Adaptation du poste d'aiguillage existant (Poste 24) dont prédispositions de la signalisation et adaptation des locaux techniques,
  - Extension du réseau STD NExTEO au nouveau périmètre : double desserte en fibre optique des installations,
  - Extension du réseau radio NExTEO : prolongement des 4 boucles fibres optiques radios, création des massifs d'antennes, déroulage des câbles d'alimentation,
  - Acquisition sur le poste 25 des informations de signalisation nécessaires à la transition dynamique,
- les prestations de MOE et MOA NExTEO – EOLE jusqu'à la fin de la garantie

2.2. Calendrier de réalisation des opérations

Le délai de réalisation prévisionnel de l'ensemble des études et travaux est fixé à 98 mois à compter de la notification par Ile de France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception Le calendrier prévisionnel de réalisation des études et travaux figure en annexe 3.

ARTICLE 3. ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, Ile de France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, Ile de France Mobilités est uniquement Autorité organisatrice. Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage.

3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations

Le maître d'ouvrage des opérations est SNCF Réseau.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

Conformément aux dispositions des articles L 2101-1 et suivants du code des transports, SNCF Réseau est maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du réseau ferré national. Le maître d'ouvrage mettra en évidence les éventuelles interfaces entre son périmètre au droit notamment de l'accès aux installations de garage, remisage et maintenance de l'exploitant. SNCF Réseau s'assure de la cohérence des études et des éventuelles réserves qu'elles appellent au niveau des interfaces.

3.3. Les financeurs

Identification

Le financement des études et travaux, objet de la présente convention, s'inscrit dans le cadre Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, pour un montant total de 13 510 000 € en euros courants correspond à 13 000 000 € en euros constants aux conditions économiques de Janvier 2012, réparti selon les clés de répartition suivantes :

- L'Etat (30 %), soit 3 900 000 € ;
- La Région Ile-de-France (70 %), soit 9 100 000 € ;

Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les Autorisation de Programme /Autorisation d'Engagement nécessaires pour la réalisation de l'opération par les bénéficiaires visés à l'article 3.4, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention, dans la limite de la durée prévue à l'article 9.4. et dans le respect du calendrier visé à l'article 2.2.

3.4 Le bénéficiaire

SNCF Réseau est bénéficiaire des financements versés par l'Etat et la Région Ile-de-France et ci-après désigné « le bénéficiaire ».

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Estimation du coût des études et premiers travaux

Le coût prévisionnel des dépenses relatives aux études et travaux de la présente convention est évalué à 13 000 000€ HT constants de janvier 2012, soit 13 510 000 € courants à échéance 2025.

4.2. Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence du présent protocole-cadre sont celles de janvier 2012. Pour être comparables, tous les coûts finaux de réalisation du Projet

doivent être ramenés aux conditions économiques de janvier 2012, par application d'un indice composite issu du TP01.

L'actualisation conventionnelle prévisionnelle est calculée en utilisant un taux d'actualisation de 1.8% par an lorsque l'indice de référence TP01 n'est pas disponible.

Les appels de fonds seront formulés et payés en euros courants, les maîtres d'ouvrage justifieront in fine la cohérence d'ensemble avec le coût d'objectif de l'opération exprimé en euros constants aux conditions économiques de janvier 2012.

Les états d'acomptes seront établis en euros courants et en euros constants aux conditions économiques de référence de janvier 2012 par application des derniers indices connus. Le solde sera établi en euros courants et en euros constants aux conditions économiques de référence de janvier 2012 par application des indices définitifs. Les maîtres d'ouvrage justifieront in fine le respect du coût d'objectif de l'opération exprimé en euros 01/2012 par application des indices définitifs.

4.3. Répartition détaillée des coûts des études et travaux

Opération	Phase	Coût en M€ courants
Industriel	APO / REA	5,56
Intégration RFN		6,28
MOE		1,35
MOA		0,32
	Total	**13,51**

Opération	Phase	Coût en M€ constants
Industriel	APO / REA	5,3
Intégration RFN		6,1
MOE		1,3
MOA		0,3
	Total	**13,0**

4.4. Plan de financement

Le plan de financement est établi en millions d'euros courants et en millions d'euros constants aux conditions économiques de janvier 2012.

Déploiement de Nexteo sur le RER E jusqu'à Pantin Plan de financement Montant M€ courants HT et %			
	État **30,00%**	**Région** **70,00%**	**Total**
SNCF Réseau	4,053	9,457	13,51

Déploiement de Nexteo sur le RER E jusqu'à Pantin Plan de financement Montant M€ constants Janvier 2012 HT et %			
	État **30,00%**	**Région** **70,00%**	**Total**
SNCF Réseau	3,9	9,1	13,0

4.5. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région

Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le bénéficiaire.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du bénéficiaire, par financeur.

Le Comité des Financeurs est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

A cette fin, le bénéficiaire transmettra aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprendra les pièces suivantes :

A) Pour la Région :

La demande de versements d'acomptes par SNCF Réseau :

- l'état récapitulatif des montants des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;

- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures réalisées, leur date de réalisation et le montant des factures réalisées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 4.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3. ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire.

B) pour l'Etat :

La demande de versements d'acomptes par chaque bénéficiaire comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en euros courants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2 signé par une personne habilitée ;
- un état récapitulatif: des factures comptabilisées, signé par une personne habilitée ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire ou une personne habilitée.

C) Plafonnement des acomptes

Par dérogation, le montant cumulé des acomptes pouvant être versés au bénéficiaire est plafonné à 95% avant le versement du solde conformément à la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 – article 3 pour la Région. Ce taux de 95 % est applicable uniquement dans le cas d'une opération inscrite au CPER 2015-2020.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés à l'Etat au bénéficiaire est plafonné à 90% du montant de la subvention.

Versement du solde

Après achèvement des études et travaux couverts par la présente convention, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la réalisation des prestations prévues à l'article 2.1 et signés par le représentant légal des organismes ou une personne habilitée indiqués à l'article 3.4. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Le versement du solde pour SNCF Réseau se fera sur présentation des factures acquittées.

Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.4.1. Dans la mesure du possible, les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du bénéficiaire.

Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- SNCF Réseau sur le compte ouvert à la Société générale, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN							**Code BIC**
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPP

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	**Nom du service**	**Téléphone / courriel**
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	01.40.61.86.08
Région	35, boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle Finances et Direction de la comptabilité	01.53.85.53.85
SNCF Réseau	SNCF CAMPUS RESEAU 15/17 rue Jean-Philippe RAMEAU CS80001 93418 LA PLAINE ST DENIS CEDEX	Service Trésorerie Groupe – Unité Crédit Management	01.85.57.96.70 patricia.langelez@reseau.sncf.fr

4.6. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage des études ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente de Région. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Cette opération faisant l'objet de l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'étude, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.7. Comptabilité du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres à cette étude.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, le Syndicat des Transports d'Ile de France, en tant qu'autorité organisatrice des transports, veille à la cohérence des

plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

ARTICLE 6. GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention, constitue un plafond global et par bénéficiaire.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par un bénéficiaire s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement d'un des montants visé à l'article 4.3, les financeurs sont informés lors du Comité Technique et du Comité des Financeurs. Le bénéficiaire doit obtenir l'accord préalable des financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage désigné dans la présente convention.

En cas de désaccord entre les parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii dans lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

ARTICLE 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

Conformément au Contrat de projets État Région Ile-de-France, les financeurs chargent conjointement le Syndicat des Transports d'Ile de France d'assurer pour leur compte le contrôle de la maîtrise d'ouvrage. Ile de France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, s'assure notamment du respect, par le maître d'ouvrage, des délais indiqués, de la remise des documents et des estimations à cette étape du projet indiqués aux articles 2.2 et 4.1 de la présente convention.

A la demande expresse d'Ile de France Mobilités, le maître d'ouvrage s'engage également à lui fournir directement tous les documents relatifs à l'opération, nécessaires au suivi de la maîtrise d'ouvrage, qu'ils soient à caractère organisationnel (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre) ou technique (dossier projet, etc.).

La gouvernance du projet s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge des études et les financeurs, de commissions de suivi composées des élus et des financeurs et des MOA, et de réunions entre maîtres d'ouvrage auxquelles peuvent être conviés les financeurs.

NExTEO et donc son prolongement font partis du projet EOLE. A ce titre, le suivi de l'avancement de la présente convention sera intégré dans les présentations aux différents comités dont le Comité Technique et des Financeurs visés à l'article 6, commissions inscrits dans le protocole de financement du projet.

7.1. Comité technique

Il est constitué un Comité technique de suivi de l'opération. Ce comité, convoqué par le maître d'ouvrage coordinateur, comprend les représentants de l'ensemble des signataires de la présente convention et des maîtres d'ouvrages concernés par ces études.

Le Comité technique se réunit en tant que besoin et au moins une fois par an, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de deux semaines et les éléments étant envoyés au moins sept jours au préalable par le maître d'ouvrage coordinateur.

Le Comité technique est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération ;
- de développer un point technique lors d'une séance spécifique ;
- de valider les choix techniques si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique de la démarche ;
- de préparer les différents comités et les commissions de suivi sur les aspects techniques.

A cette fin, les membres du Comité technique peuvent se faire assister de leurs prestataires et inviter, si besoin, les partenaires impliqués dans les études.

Le Comité des financeurs se réunit également autant que de besoin sur les questions spécifiques relevant du pilotage des études, notamment leur financement, les ajustements de programmation technique et financière, et les points spécifiques qui n'auraient pu être validés par ailleurs.

7.2. Comité des financeurs

Il est constitué un Comité des financeurs comprenant les représentants de l'ensemble des signataires de la convention, sous la présidence d'Ile de France Mobilités.

Le Comité des financeurs se réunit au moins une fois par an, et autant que de besoins, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par le maître d'ouvrage coordonnateur.

Dans le cadre du suivi financier, le Comité technique se prononce et valide :

- l'avancement des études au regard des éléments demandés dans la convention de financement et du calendrier ;
- le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et des délais ;
- le montant des dépenses réalisées ;
- le montant des subventions appelées et versées ;

- un prévisionnel des appels de fond réactualisé ;
- les éventuels écarts constatés, dans le respect de l'article 6 ;
- les besoins d'études complémentaires possibles à ce stade ;
- le suivi des estimations des études (confirmation des postes prévus au regard du périmètre du projet) ;
- le projet de contenu des conventions de financement des étapes ultérieures des études ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil d'Ile de France Mobilités.

Le compte rendu de chaque Comité technique est transmis pour avis avant envoi officiel.

7.3. Commission de suivi

Placé sous la présidence du Directeur Général d'Ile de France Mobilités, la Commission de suivi comprend les représentants de l'ensemble des signataires de la convention et les élus des collectivités territoriales concernées par les études.

Elle se réunit si nécessaire, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par le Syndicat des Transports d'Ile de France.

La Commission de suivi informe ses membres de l'avancement des études.

Elle recueille les avis et observations de ses membres sur :

- les orientations et la démarche à engager ;
- les conclusions de la démarche à chaque étape importante ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil d'Ile de France Mobilités.

7.4. Information hors comité et commission de suivi

Les maîtres d'ouvrage s'engagent pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des études devant le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France à la demande de ce dernier ;
- à informer le Syndicat des Transports d'Ile de France et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Chaque maître d'ouvrage s'engage également à inviter Ile de France Mobilités et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet.

Un Comité des maîtres d'ouvrage est constitué des maîtres d'ouvrage ainsi que de leurs assistants et prestataires techniques suivant les besoins. Ce comité piloté par le maître d'ouvrage coordinateur, se réunira mensuellement. Les réunions sont dédiées à la coordination entre les différentes études. Les financeurs et Ile de France Mobilités en seront informés, pourront y assister. Les comptes rendus de réunions seront adressés à l'ensemble des financeurs.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins sept jours avant la réunion.

7.1. ARTICLE 8. PROPRIETE, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ETUDES

8.1. Propriété intellectuelle

« **Etudes** » : désigne les Etudes réalisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de la présente convention de financement.

« **Résultats des Etudes** » : désigne les synthèses des Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention de financement.

Les études et les résultats d'études réalisés dans le cadre de la présente convention de financement sont la propriété du maître d'ouvrage qui les a réalisés.

Les études et résultats des études seront communiqués dans les conditions indiquées ci-après, sur première demande, aux co-financeurs qui s'interdisent toute diffusion en dehors des signataires de la présente convention, sauf accord préalable du maître d'ouvrage.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable des parties signataires.

Ces études réalisées par les Maitres d'ouvrages dans le cadre de la présente convention, nonobstant le respect des obligations de confidentialité décrites à l'article 8.3 ci-dessus, font l'objet de dispositions supplémentaires dans les conditions suivantes.

Les documents seront consultables uniquement dans un local dont l'accès sera strictement règlementé et limité aux personnes préalablement et nominativement présentées par Ile de France Mobilités et agréés par le Maître d'ouvrage qui les a émis. En outre, et en complément des engagements pris par Ile de France Mobilités au titre de la confidentialité à l'article 8.3, les personnes ayant accès à ce local sécurisé dans les conditions précisées ci-dessus, qu'il s'agisse de salariés d'Ile de France Mobilités ou d'autres personnes intervenant directement ou indirectement pour le compte d'Ile de France Mobilités, devront parallèlement s'engager nominativement et individuellement au strict respect des dispositions des dispositions de l'article 8.3.

8.2. Communication des financeurs

Les présents signataires s'engagent à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elle vise, notamment par une indication portée sur les documents finaux.

L'ensemble des dossiers d'études, documents et supports d'information mentionnera de manière explicite les logos des financeurs.

Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de projets Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre entre partenaires : l'Etat, la Région, SNCF Réseau ;
- l'ordre des financeurs : l'Etat, la Région;
- en dernier : le logo d'Ile de France Mobilités.

8.3. Confidentialité

Pendant toute la durée de la convention et pendant cinq années civiles suivant son terme les parties s'engagent à traiter les informations liées au savoir-faire et secret industriel et commercial du maître d'ouvrage (dont les informations à caractère financier, économique ou technique), abordées dans le cadre de cette convention, comme strictement confidentielles et non divulgables.

Les parties s'engagent à ce que les informations confidentielles telles que définies ci-avant :

- soient traitées avec la même précaution que les parties portent à la préservation de leurs propres informations confidentielles ;
- ne soient pas utilisées dans un cadre autre que leurs missions respectives telles que définies à l'article 2;
- ne soient pas divulguées à des tiers, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la partie propriétaire des informations, sauf exceptions prévues à l'article 8.1. ;
- conformément à l'article 1120 du code civil, les parties se portent fort pour tout leur personnel (salariés et collaborateurs, intervenants), du respect de cette obligation de confidentialité.

La présente convention ne s'applique pas aux informations confidentielles pour lesquelles les parties apporteraient la preuve écrite :

- qu'elles étaient en leurs possession ou qu'elles étaient tombées dans le domaine public avant qu'elles ne leurs soient communiquées par l'autre partie ;

- qu'elles sont, postérieurement à la date de la signature de la présente convention, tombées dans le domaine public et ce, sans violation des termes de la convention ;
- qu'elle les a licitement acquises d'un tiers qui était en droit de les divulguer.

Enfin, les parties ne seront pas soumises à l'obligation de confidentialité prévue au présent article :

- en cas d'injonction d'un tribunal ou de toute autre autorité de contrôle de fournir des informations confidentielles à l'autre partie ;
- en application d'une obligation légale ou réglementaire qui imposerait à la partie destinataire de communiquer des informations confidentielles de l'autre partie.

En cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Ils devront informer la partie propriétaire des informations de la requête ou de l'injonction qui leur a été faite de communiquer.

ARTICLE 9. BILAN PHYSIQUE ET FINANCIER

Le maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité, au plus tard cinq ans après la mise en service, un bilan financier et physique des aménagements relevant de son périmètre dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan présentera notamment une décomposition selon les postes constitutifs de son coût d'objectif, défini à l'article 4.2.1, ramenée aux conditions économiques de l'Avant-Projet (avec mise en évidence du montant de l'actualisation réglée par le maître d'ouvrage) afin de permettre une comparaison.

Ce bilan comportera notamment :

- un rapport de présentation indiquant le descriptif des aménagements réalisés et retraçant l'évolution éventuelle du coût de réalisation et des principales décisions concernant les aménagements dont il assure la maîtrise d'ouvrage,
- le récapitulatif des subventions attribuées,
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs (y compris fonds propres),
- le récapitulatif des dépenses comptabilisées à la date de réalisation du bilan (établi sur la base des décomptes généraux définitifs des marchés lorsqu'ils existent),
- le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses comptabilisées par le maître d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les versements effectués par les financeurs,

- un état des éventuelles suggestions de compléments d'aménagement le concernant consécutives à la mise en service de l'opération.

ARTICLE 10. DISPOSITIONS GENERALES

10.1. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnée à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

10.2. Règlement des litiges

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

10.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé aux autres parties avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une au moins des autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation des études et travaux. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception à la partie concernée sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;

- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser aux bénéficiaires, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation ainsi que les remboursements que le maitre d'ouvrage serait amener à faire à ses prestataires en application des marchés ou contrats passés avec eux. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

10.4. Date d'effet et durée de la convention

La convention prend effet à compter de sa notification par Ile de France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle expire soit dans le cadre de l'article 4.6. relatif à la caducité, soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 10.3, soit après la réalisation des étapes suivantes :

- solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.3 ;
- le 31/12/2029 si aucun litige entre financeurs et Maitre d'ouvrages n'est constaté à cette date.

10.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux.

Fait en quatre exemplaires originaux

Pour l'Etat, Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PÉCRESSE** Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Pour SNCF Réseau, **Alain QUINET** Directeur Général délégué SNCF Réseau	Pour le Syndicat des Transports d'Ile de France, **Laurent PROBST** Directeur Général du Syndicat des Transports d'Ile de France

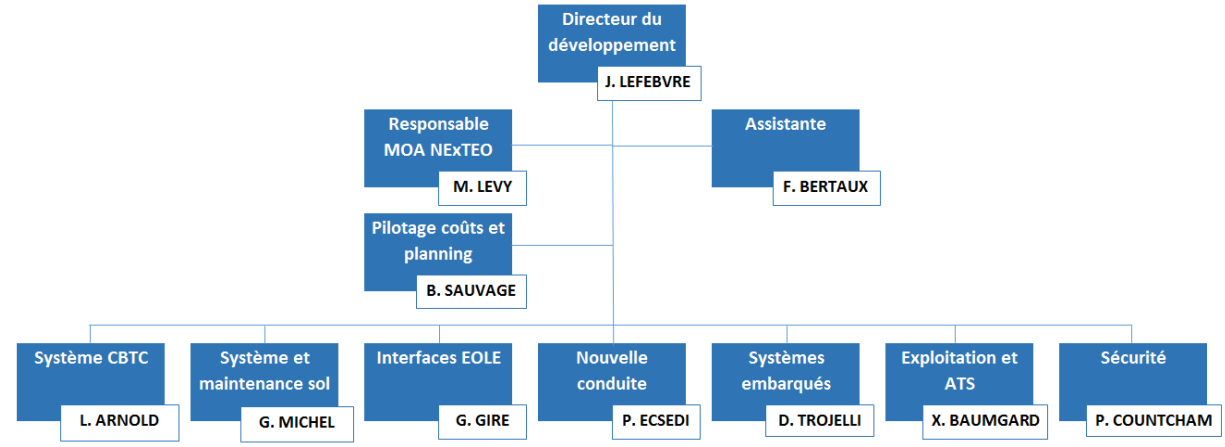
ANNEXES

- **Annexe 1** : Organigramme nominatif
- **Annexe 2** : Echéancier prévisionnel des appels de fonds
- **Annexe 3** : Calendrier prévisionnel de réalisation des études et travaux

ANNEXE 1
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE NExTEO



ANNEXE 2
Echéancier prévisionnel des appels de fonds

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS

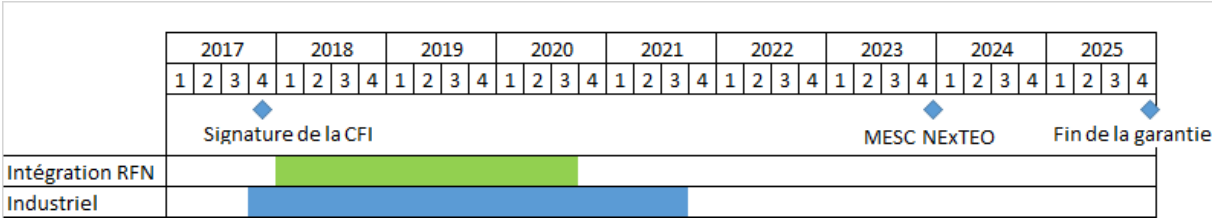
ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND SNCF RESEAU EN M€

EN M€ CONSTANTS									

EN M€ CONSTANTS	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	TOTAL
ETAT	0,49	0,76	1,17	1,07	0,11	0,11	0,11	0,11	3,90
REGION	1,16	1,76	2,73	2,49	0,24	0,24	0,24	0,24	9,10
TOTAL	1,65	2,52	3,90	3,56	0,35	0,35	0,35	0,35	13,0

EN M€ COURANT	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	TOTAL
ETAT	0,49	0,77	1,19	1,12	0,12	0,12	0,12	0,12	4,05
REGION	1,16	1,78	2,84	2,62	0,26	0,26	0,27	0,27	9,46
TOTAL	1,65	2,55	4,03	3,74	0,38	0,38	0,39	0,39	13,51

ANNEXE 3
Calendrier prévisionnel des études et des travaux



ANNEXE 8 : RER B et D - Convention de financement des études AVP du développement et déploiement de NExTEO sur les lignes B et D

2017

Schéma directeur du RER B Sud – Convention de financement des études d'Avant-projet (AVP) pour le développement et le déploiement de NExTEO sur le RER B et le RER D

CONVENTION 17DPI

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

îledeFrance

îledeFrance mobilités

RATP

SNCF

CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION 6

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION 8

ARTICLE 2. CONTENU DE LA PRESENTE CONVENTION DE FINANCEMENT 8

2.1. LE PERIMETRE DE LA CONVENTION 8
2.2. LE CONTENU DE L'ETUDE D'AVANT-PROJET (AVP) 9
2.3. MISE EN PLACE D'UN PROCESSUS D'ECHANGE DES ELEMENTS DE CHOIX DU PROJET ..11
2.4. CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION DES ETUDES 12

ARTICLE 3. ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 12

3.1. L'AUTORITE ORGANISATRICE DES TRANSPORTS 12
3.2. LA MAITRISE D'OUVRAGE DES ETUDES 12
3.3. ROLE DU MAITRE D'OUVRAGE COORDONNATEUR VIS-A-VIS DES MAITRES D'OUVRAGE 13
3.4. LES FINANCEURS 13

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 14

4.1. ESTIMATION DU COUT DE L'ETUDE 14
4.2. COUT GLOBAL DES ETUDES A LA CHARGE DES MAITRES D'OUVRAGE 14
4.3. PLAN DE FINANCEMENT 15
4.4. MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT POUR L'ETAT ET LA REGION ..16
4.5. CADUCITE DES SUBVENTIONS AU TITRE DU REGLEMENT BUDGETAIRE DE LA REGION ..19
4.6. COMPTABILITE DES BENEFICIAIRES 20

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS 20

ARTICLE 6. GESTION DES ECARTS 20

ARTICLE 7. DISPOSITIONS GENERALES 20

7.1. MODIFICATION DE LA CONVENTION 20
7.2. REGLEMENT DES LITIGES 20
7.3. RESILIATION DE LA CONVENTION 21
7.4. DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 21
7.5. MESURES D'ORDRE 22

ARTICLE 8. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION 22

8.1. COMITE TECHNIQUE 22

8.2. COMITE DES FINANCEURS 22
8.3. SUIVI DE LA COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 23
8.4. COMMISSION DE SUIVI.....23
8.5. INFORMATION HORS COMITE ET COMMISSION DE SUIVI 24

ARTICLE 9. PROPRIETE INTELLECTUELLE, DIFFUSION DES DOCUMENTS ET CONFIDENTIALITE..... 24

9.1. DIFFUSION DES RESULTATS DES ETUDES 24
9.2. COMMUNICATION DES FINANCEURS 25
9.3. OBLIGATION GENERALE DE CONFIDENTIALITE.....25
9.4. OBLIGATION SPECIFIQUE DE CONFIDENTIALITE.....26

Entre,

En premier lieu,

- L'**Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,

- La **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région », dûment mandatée par délibération n°_____ de la Commission Permanente du _____ du Conseil régional d'Ile-de-France,

Ci-après désignés par « **les financeurs »**.

En deuxième lieu,

- **SNCF Mobilités**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Bobigny sous le numéro 552 049 447, dont le siège est à Saint-Denis (92300), 9 rue Jean-Philippe Rameau, représenté par Alain KRAKOVITCH, Directeur Général SNCF Transilien, dûment habilité à cet effet.

- **SNCF Réseau,** Etablissement public à caractère industriel et commercial anciennement dénommé « Réseau Ferré de France » et renommé « SNCF Réseau » aux termes de l'article 25 II de la loi numéro 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire, publiée au Journal Officiel de la République Française numéro 0179 du 5 août 2014 page 12930, dont le siège est situé à La Plaine Saint Denis (93 418 Cedex), 15/17 rue Jean Philippe RAMEAU CS 80001, identifié au SIREN sous le numéro 412 280 737, et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny.
  Représenté par Monsieur Didier BENSE, Directeur Général Ile de France

- la **RATP,** Régie Autonome des Transports parisiens, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 663 438, dont le siège est situé à Paris 12ème, 54 quai de la Rapée, représentée par Catherine GUILLOUARD, sa Présidente Directrice Générale,,

Ci-après désignés par « **les Maîtres d'ouvrages »**.

En troisième lieu,

Le Syndicat des Transports d'Ile de France dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2016/302 en date du 13 juillet 2016,

Ci-après désigné comme « **- Île-de-France Mobilités » ou « l'autorité organisatrice » ou « l'AOT ».**

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports,

Vu le code de l'environnement,

Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP,

Vu la loi n°2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et relative à la création de l'Epic SNCF et de ses deux filiales SNCF Mobilités et SNCF Réseau,

Vu le décret no 2015-138 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Mobilités,

Vu le décret no 2015-140 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau,

Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions versées par l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application n°2002-428 du 25 mars 2002,

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France,

Vu la délibération du Conseil Régional d'Île-de-France CR n°55-13 du 20 juin 2013 relative à l'approbation du protocole Etat-Région relatif à la mise en œuvre du plan de mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris signé le 19 juillet 2013,

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;

Vu La délibération cadre n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020 ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

Vu la délibération du Comité National des Investissements de RFF du 22/05/2013 prenant en considération le Schéma Directeur du RER B Sud,

Vu la délibération du Comité National des Investissements et des Engagements de SNCF Réseau du xx/xx/2017 autorisant le Directeur des Projets Franciliens à signer la présente convention,

Vu le Schéma directeur du RER B approuvé par décision du Conseil d'Administration du Syndicat des Transports d'Ile-de-France n°2013/172 du 10 juillet 2013,

Vu la délibération de la Commission Permanente de la Région Ile de France n° CP 13-580 du 11 juillet 2013 correspondant à la convention de financement des études de moyen terme du schéma directeur,

Vu la délibération du Conseil d' Île-de-France Mobilités du ….. 2017 approuvant la convention de financement des études avant projet pour le développement et le déploiement de NExTEO sur le RER B et le RER D

Il est convenu ce qui suit :
Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la mise en service du système NExTEO destiné au transport public de voyageurs, et auquel la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne l'étape du Projet et son financement définis dans le cadre de la présente convention.

« **Etudes** » : désigne tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui ont permis de réaliser les résultats des études, tels que notamment les rapports, les documents, les plans, dont l'objet est décrit dans la présente convention.

« **Résultats des études** » : sont les livrables d'études d'Avant-Projets validés par le Maître d'ouvrage en responsabilité des études dont le niveau de précision devra être approprié aux besoins de l'AOT ;

« **AVP administratif**» : est la synthèse des résultats d'étude d'Avant-Projets ou d'Avant-Projet / Projet, devant notamment répondre au contenu de l'annexe de la délibération n°2011/0631 du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile de France du relative au contenu des études AVP rappelée en annexe 4 de la présente convention, obtenus à partir des études objet de la présente convention et qui seront présentés au conseil d'administration d' Île-de-France Mobilités.

CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION

Les lignes B et D du RER sont actuellement équipées du système de block automatique lumineux (BAL) à cantonnement fixe et signalisation latérale, complétés par un système de contrôle de vitesse (KVB sur le RER D, KCVP sur le RER B). Or ces équipements ne permettent plus de répondre aux besoins d'exploitation en zone dense (vitesses, débit et régularité élevée). Afin de retrouver des marges d'exploitation sur ces lignes, la mise en place d'un système de nouvelle génération type CBTC (cantonnement mobile ou virtuel, pilotage automatique et avec signalisation en cabine) permettrait de regagner des marges en temps de parcours, d'optimiser l'espacement entre les trains tout en rendant la régulation plus efficace lorsqu'il est couplé avec un système du type ATS.

Le système NExTEO a été développé et est en phase de mise en œuvre au titre du RER E (projet EOLE). Ce système basé sur une architecture STM (Specific Transmission Module) / EVC (European Vital Computer) est classé comme étant de classe B :

- conformément à la décision européenne 2015/14/UE du 5 janvier 2015, les STI imposent d'équiper tout nouveau matériel roulant destiné à circuler sur le RFN (Réseau Ferré National), à partir de 2018, avec un EVC calculateur de bord du système ETCS (European Traffic Control System), qu'il est possible d'associer par STM aux systèmes existants de contrôle-commande et de signalisation, et dont la liste définitive est stipulée dans le document technique ERA/TD/2011-11 en version 2.0 du 5 décembre 2014 (systèmes dits de « classe B »). L'article 2 de la STI CCS 2012/88/UE du 23 février 2012 précise que : Les États membres veillent à ce que les fonctionnalités, les performances et les interfaces des systèmes de classe B restent conformes aux spécifications actuelles, sauf dans les cas où des modifications sont requises pour remédier à des défauts mettant en cause la sécurité de ces systèmes,
- le document technique de l'EUAR (European Union Agency for Railways) ERA/TD/2011-11, version 2.0, dresse la liste exhaustive des systèmes de classe B pour la France. Le CBTC NExTEO bénéficie de la qualification «classe B» pour la seule région parisienne. SNCF Réseau doit donc déposer auprès de l'EUAR le numéro de version unique du CBTC NExTEO.

Sa déclinaison sur les lignes B et D du RER nécessite de rendre NEXTEO compatible avec les circulations correspondantes à ces deux lignes, qui partagent les mêmes voies dans le tunnel Châtelet – Gare du Nord, en parfaite interopérabilité. D'autre part, la recherche d'un produit interchangeable doit permettre d'assurer le développement d'un système pérenne, à même de répondre aux calendriers étalés dans la durée de mise en œuvre de ces systèmes (très imbriqués aux futurs matériels roulant devant circuler sur ces lignes), et d'assurer un champ concurrentiel élargi à même de réduire les coûts d'achats.

Le Schéma Directeur du RER B, approuvé par le Conseil d'Île-de-France Mobilités du 10 juillet 2013, a mis en avant l'opportunité de mettre en place sur cette ligne B du RER un pilotage automatique. Couplé à une fonction d'annulation de la signalisation latérale, le système CBTC (Communication Train Based Control) permettrait de répondre aux enjeux de fiabilisation de l'exploitation du RER B et de meilleure production sur le tronçon équipé.

Les études menées conjointement par la RATP, SNCF Mobilités et SNCF Réseau, sous pilotage du STIF, et financées par l'Etat et la Région Ile de France dans le cadre de la révision du Schéma Directeur RER B Sud, ont permis de mettre en avant les avantages à déployer le système de CBTC NEXTEO à l'occasion de l'arrivée d'un nouveau matériel roulant sur la ligne B.

Par ailleurs, les réflexions menées par SNCF Mobilités et SNCF Réseau sur la ligne D du RER ont conduit à considérer que le même système NEXTEO, couplé au nouveau matériel RER NG, serait de nature à aller au-delà de la prochaine étape d'amélioration du service sur le RER D (SA 2019). Il permettrait en effet :

- d'améliorer les temps de parcours – en lien avec les meilleures performances du futur matériel,
- d'accroitre le débit et de mettre en œuvre une 3ème mission au quart d'heure entre Melun et Paris Gare de Lyon en heure de pointe,
- d'améliorer la régularité de la ligne en reconstituant les marges de régularité sans dégrader les temps de parcours,
- d'améliorer l'interconnexion avec le réseau Grand Paris en gare du Vert de Maisons,
- de mieux gérer les situations perturbées en lien avec le développement du système de contrôle commande et de régulation automatique ATS+ IdF.

Les composantes principales du système NExTEO sont :

- le pilotage automatique, permettant d'homogénéiser la conduite des trains au plus près des performances permises par l'infrastructure,
- le cantonnement mobile ou virtuel avec annulation de la signalisation permettant d'augmenter en zone dense le nombre de circulations.

SNCF Mobilités, SNCF Réseau et la RATP ont convenu par protocole d'assurer en commun la maitrise d'ouvrage du développement du produit NExTEO, en vue de son déploiement sur les RER B et D. Ce partenariat doit permettre d'en assurer la mise en œuvre sur la ligne B du RER, co-exploitée par SNCF Mobilités ; SNCF Réseau et la RATP ainsi que sur la ligne D du RER circulant dans le tunnel RATP entre Châtelet et Gare du Nord en mixité avec le RER B. Ce tunnel impose le développement d'un système d'automatisation compatible entre ces 2 lignes RER.

Avec le déploiement de NExTEO sur les lignes B et D du RER, le tunnel Chatelet-Gare du Nord verra son potentiel nettement accru avec l'atteinte d'une capacité à faire circuler l'ensemble des RER B et D proche du plan de transport commandé par Île-de-France Mobilités. Actuellement le débit moyen du tunnel B/D est de 29 trains par heure contre 32 trains commandés par Île-de-France Mobilités. Couplé à des systèmes de contrôle commande et de régulation automatique type ATS (Automatic Train Supervision), prévus par ailleurs par SNCF (ATS+) et RATP (SAE+), le CBTC NExTEO est un vecteur fort d'amélioration de cette performance, permettant de se rapprocher au plus près de l'offre théorique en situation normale et en cas de faibles perturbations (bruit de fond). Il permettra également un retour plus rapide au service nominal en cas de situation perturbée.

Les études d'avant-projet à lancer tant pour un déploiement sur le RER B que sur le RER D permettront de mieux qualifier les bénéfices attendus de NExTEO, d'en déterminer le programme et les coûts et d'en fiabiliser les plannings.
Elles permettront de mesurer les bénéfices apportés aux voyageurs et ainsi que les gains associés à la mise en place concomitante d'une régulation automatique.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet :

- de définir les modalités de financement des études d'AVP du nouveau système de signalisation NExTEO pour un déploiement sur le RER B et le RER D permettant aux matériels roulants futurs (RER NG et MI NG) de circuler en interopérabilité[1] sur le Réseau Ferré National et sur le domaine RATP,
- de définir l'organisation du pilotage des études d'AVP du système de signalisation NExTEO pour un déploiement sur le RER B et le RER D,
- de préciser le contenu des études nécessaires à la constitution des dossiers d'avant-projet,
- de définir les modalités de partage en continu du projet avec Île-de-France Mobilités et les financeurs au cours des études d'avant-projet, afin de partager les éventuels recalages à opérer (coûts-programme…),
- de définir les résultats attendus par Île-de-France Mobilités et les financeurs,
- de définir les documents à remettre aux signataires de la convention,
- de préciser les conditions de suivi de ces études dans le respect du calendrier général du projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Schémas directeurs des RER B et D –
Avant-projet (AVP) du système de signalisation NExTEO et de son déploiement sur le RER B et le RER D».

ARTICLE 2. CONTENU DE LA PRÉSENTE CONVENTION DE FINANCEMENT

2.1. Le périmètre de la convention

Le périmètre de la présente convention porte le financement des études d'avant-projet (AVP) du système de signalisation NExTEO pour les premiers déploiements suivants, d'une part sur la ligne D et d'autre part sur la ligne B du RER :

- sur le RER D de Saint Denis à Villeneuve Saint Georges (et les RER NG affectés au RER D),
- sur le RER B :
  1. d'Aulnay sous-bois à Bourg-La-Reine en type 1 et les MING,
  2. En variante, d'Aulnay sous-bois à Saint-Rémy-Lès-Chevreuse et Robinson en mixité type 1/ type 2 et les MING,
  3. Un dossier de phasage associé devant permettre aux parties de décider des suites à donner en matière de périmètre de déploiement prioritaire et de typologie(s) de système associée(s)

[1] Les matériels roulants des RER B et D gérés par la RATP et SNCF Mobilités devront pouvoir circuler sur le RFN géré par SNCF Réseau et sur le domaine RATP. Dans ce but il convient de finaliser les spécifications fonctionnelles de NExTEO qui n'ont pas été activées pour le RER E en particulier pour tenir compte des modes d'exploitation spécifiques à la RATP.

Les études AVP devront permettre à Île-de-France Mobilités, en lien avec les financeurs et les opérateurs sur proposition des MOA, de définir le calendrier et le périmètre et le phasage des déploiements sol (*) sur la ligne D du RER d'une part, et sur la ligne B du RER d'autre part. Elles permettront en particulier, dans le cadre de l'AVP RER B, de définir les conditions de déploiement dans le tunnel Gare du Nord/Châtelet circulé à la fois par les RER B et les RER D.

(*) le déploiement à Bord des trains devant quant à lui être total, sans considération de phasage, de part la nature du système qui ne trouve sa pleine efficacité qu'en équipant tous les parcs matériels à considérer (RER B et/ou RER D).

2.2. Le contenu de l'étude d'avant-projet (AVP)

L'avant-projet a vocation à approfondir les éléments suivants :

- Les caractéristiques du système NExTEO en adéquation aux besoins du réseau francilien. A ce titre, les Maîtres d'ouvrage rendront compte au fil des études des écarts ou niveau de satisfaction vis-à-vis des besoins exprimés par l'AOT portés en annexe 6,
- les modalités de mise en œuvre de NExTEO sur les RER B et D, qui intègreront à ce titre toutes les appréciations nécessaires à l'interfaçage avec les lignes B et D, que ce soit en matière d'intégration dans les postes d'aiguillages que dans les futurs matériels roulants,
- l'instruction des dossiers de sécurité nécessaires,
- les gains associés et la quantification des bénéfices aux voyageurs (production, temps de parcours, ponctualité…) en particulier au travers de simulations dynamiques permettant de justifier précisément à Île-de-France Mobilités et aux financeurs les performances attendues tant sur la ligne B que sur la ligne D. SNCF Mobilités, SNCF Réseau et la RATP quantifieront par ligne les gains attendus en débit et en amélioration de la ponctualité. Sur cette base et en fonction des coûts d'investissement au titre de NExTEO, Île-de-France Mobilités et les financeurs confirmeront les conditions de mise en œuvre des projets,
- les coûts (investissement et exploitation), le calendrier de réalisation, les impacts et l'intérêt socio-économique. Les Maîtres d'ouvrages préciseront et chercherons à optimiser[2] leurs coûts de maitrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre (mutualisation/optimisation de leurs ingénieries et moyens à mobiliser pour la réalisation du projet, …),
- les surcoûts de substitutions routières nécessaires à la réalisation des travaux.

Ces études seront menées avec un niveau de précision suffisant pour permettre aux Maîtres d'ouvrage :

- de fiabiliser le coût objectif de réalisation et minimiser les perturbations lors de la mise en service,
- de les faire approuver par leurs conseils d'administration et de permettre à Île-de-France Mobilités et aux financeurs d'apprécier les éléments de performance, de coûts, de planning, d'interface avec les programmes de déploiement des matériels roulant tant sur le RER B que sur le RER D.

Les études d'Avant-Projet permettront ainsi aux signataires de la présente convention de disposer d'un panel d'études complets, à même de lancer les phases PRO/REA tant sur le RER B que sur le RER D et devra permettre aux Maîtres d'ouvrage de proposer, si cela s'avère nécessaire, un phasage du déploiement sur les lignes B et D.

[2] Les premiers éléments financiers apportés en phase préliminaire (précision +/- 20%) dans le cadre des études du Schéma Directeur RER B Sud ont montré des coûts associés considérés comme trop élevés par le STIF et les financeurs

Les Maîtres d'ouvrage devront ainsi être en mesure de :

- arrêter le programme complet de chacun des déploiements notamment la prédisposition des postes de signalisation,
- préciser les plannings généraux de l'opération, en les articulant avec ceux du matériel roulant et de systèmes ATS+ IDF et SAE+, établir les estimations des coûts prévisionnels des études et des travaux,
- garantir la faisabilité technique du projet,
- confirmer l'absence d'impact substantiels sur les RER NG de la ligne D en matière d'intégration du système NEXTEO à bord des trains, les RER NG étant déjà spécifiés pour NEXTEO (EOLE) et étant déjà en phase de conception ;
- analyser et de maitriser les risques concernant le système relatifs au coût objectif des opérations, au planning de réalisation et aux performances du système,
- déterminer les gains associés pour le RER B et le RER D,
- évaluer les gains socio-économiques de la mise en œuvre de NExTEO sur les RER B et D,
- préciser les conditions de mise en œuvre des projets, particulièrement en termes de ressources humaines (signalisation…),
- déposer auprès de l'European Union Agency for Railways le numéro de version unique de NExTEO. Cette démarche relèvera de la responsabilité de SNCF Réseau,
- disposer d'une appréciation globale des coûts d'investissements de toutes les composantes associées directement ou indirectement (postes, ATS) avec un détourage par source de financement (CPER, fonds propres…).

Par ailleurs, à la demande d' Île-de-France Mobilités, les études intègrent la spécification de NEXTEO dans une déclinaison de type 2. Une note technique[3] précisera les gains attendus de NExTEO type 2[4] compte tenu de la minimisation des interfaces avec la signalisation.

Les études associées seront menées dans un cadre de suivi et de maîtrise des coûts.

La présente convention finance, outre les études techniques de conception générale :

- la rédaction des documents de programme pour les lignes B et D du RER la préparation des livrables techniques et administratifs du DCE de la variante retenue permettant de lancer la consultation auprès des industriels et en vue de déployer NExTEO sur les lignes B et D,
- les dossiers préliminaires de sécurité,
- la rédaction d'un avant-projet par ligne de RER, dit « administratif », conforme à la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'île de France en date du 6 juillet 2011[5],
- en complément du CBTC Type 1, la déclinaison des spécifications de NExTEO en une version complémentaire de type 2 qui aurait l'avantage de permettre un équipement de zones en

[3] Cette note technique s'attachera en particulier à éclairer les conditions d'intégration dans les postes de signalisation du Type 2 par rapport au Type 1 et les coûts associés ainsi que les différences fonctionnelles entre ces derniers. A la demande du STIF, cette note traduira les bénéfices attendus d'un couplage du CBTC type 1 ou CBTC type 2 avec un système de régulation automatique, en réponse à l'étude STIF/SETEC de 2016. En effet, la cible de saut de performance du RER B tient à l'imbrication des 3 composantes CBTC, MING et ATS+/SAE+. Même si la composante régulation automatique n'est pas à étudier dans le cadre de cette convention, il revient aux MOA d'exposer les effets cumulés des différents projets qu'ils portent par ailleurs.

[4] Sur le RFN, la mise en œuvre de NExTEO impliquera la dépose du système KCVP (toutes les voies du RFN empruntées par le RER B sont équipées en KVB). A l'horizon de l'obsolescence du KVB, le système européen ETCS sera déployé

[5] L'avant-projet, concernant la ligne B inclus le déploiement dans le tunnel B/D et la spécification du Référentiel De Développement de l'Interopérabilité et de l'Interchangeabilité.

limitant les interfaces dans les postes d'aiguillage. Afin d'éclairer Île-de-France Mobilités et les financeurs sur les perspectives d'emploi de ce type 2, une analyse comparative sommaire sur les avantages procurés par du type 2 sur du type 1 est produite par les MOA.

La présente convention **intègre notamment dans son périmètre** :

- La prise en compte de l'expression des besoins exprimés par l'AOT portée en annexe 6. Les MOA rendront compte au fil des études des écarts ou niveau de satisfaction de ces objectifs qui seront discutés autant que de besoin au court des études d'AVP,
- La prise en charge des frais de maîtrise d'ouvrage (notamment pilotage, encadrement, contrôle qualité, contrôle de gestion, frais de structure, la participation des entités des Maîtres d'ouvrage en charge de l'exploitation, de la maintenance, de la sûreté et de la sécurité des lieux et des services de transport à l'élaboration de l'avant-projet),
- Les prestations de maîtrise d'œuvre nécessaires à la bonne exécution de leurs missions.
- Les prestations d'évaluation par experts ou organismes qualifiés et agrées (EOQA), mandatés par les maîtres d'ouvrage, se prononçant sur la conception générale de l'opération nécessaires à la constitution du projet de dossier préliminaire de sécurité (DPS) prévu par la réglementation en vigueur.
- Les activités et prestations nécessaires au compte rendu de l'avancement des études qui sont à la charge des Maîtres d'ouvrage dans le cadre de la présente convention,
- La mise à jour et la présentation d'un planning de réalisation des opérations RER B et RER D de mise en œuvre de NEXTEO jusqu'à ses mises en service,
- L'évaluation pour chaque situation concernée des frais liés à la mise en place d'une offre de substitution en cas d'interruption du trafic**.**

2.3. Mise en place d'un processus d'échange des éléments de choix du projet

Dans le cadre des études et conformément à l'article 8 de la présente convention, les maîtres d'ouvrage, Île-de-France Mobilités et les financeurs conviennent de mettre en place un échange tout au long de l'AVP associant les partenaires dans le but d'aboutir en fin d'avant-projet à un projet répondant à l'expression des besoins initiaux exprimés par l'AOT et aux besoins des opérateurs. Ce dispositif permettra de cadrer et valider les études au fil de l'eau dans le but d'aboutir en fin d'avant-projet à un projet répondant aux attentes d' Île-de-France Mobilités, des financeurs et des opérateurs.

Les maîtres d'ouvrage organisent en conséquence les prestations d'études et les échanges avec Île-de-France Mobilités et les financeurs de manière à pouvoir échanger, à des étapes clés du projet, les éléments de choix ou d'ajustements permettant d'optimiser le programme, le calendrier et les coûts du projet.

Dans le même esprit, les maîtres d'ouvrage remettront à Île-de-France Mobilités :

- Le programme initial des études et les fonctionnalités travaillées par RATP et SNCF Mobilités et Réseau
- L'expression des éventuelles évolutions de ce programme et fonctionnalités aux étapes clés du projet,
- Tout au long de l'AVP, les informations les plus complètes possibles et notamment sur les coûts, de manière à pouvoir agir sur le contenu des Etudes avant la finalisation des études.

Lors des études, les maîtres d'ouvrage informeront Île-de-France Mobilités de toute évolution significative des champs de contrainte du projet ou de ses composantes.

Les documents remis comprendront les dossiers d'AVP administratif par ligne de RER ainsi que les Résultats des Etudes nécessaires à leurs réalisations. Île-de-France Mobilités, en tant qu'AOT, sera amené à expertiser les propositions des maîtres d'ouvrage, sur la base des Etudes et du Résultats des Etudes des MOA. A ce titre les MOA rendront les Etudes consultables et les Résultats des

Etudes diffusables à Île-de-France Mobilités et ses prestataires dans les termes de la présente convention (voir ci-dessous article 9, Diffusion des études et propriété intellectuelle).

L'annexe 4 de la présente convention rappelle la constitution type d'un AVP soumis à Île-de-France Mobilités.

L'ensemble des documents diffusables sera remis par les Maîtres d'ouvrage à Île-de-France Mobilités et aux financeurs de la présente convention en deux exemplaires papiers et un exemplaire sous format CD-Rom.

Les annexes 4 et 5 de la présente convention détaillent les éléments constitutifs produits dans le cadre des AVP objet de cette convention de financement.

2.4. Calendrier prévisionnel de réalisation des études

Le délai de réalisation de l'ensemble des études est fixé à 18 mois à compter de la date de l'approbation de la présente convention en Conseil d' Île-de-France Mobilités.
Le calendrier prévisionnel des AVP est joint en Annexe 3.

ARTICLE 3. RÔLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, Île-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.
A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le Maître d'ouvrage.
Pour la mise en œuvre de la présente convention, Île-de-France Mobilités est uniquement Autorité Organisatrice. Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage. Île-de-France Mobilités. Il est chargé de l'expertise des études des maitres d'ouvrage en tant qu'AOT.
.

3.2. La maîtrise d'ouvrage des études

RATP, SNCF Réseau et SNCF Mobilités sont désignés Maîtres d'ouvrage du programme des Etudes décrit à l'article 2.2 de la présente convention.
La responsabilité des Maîtres d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

Conformément aux dispositions de la Loi n° 2014-872, SNCF Réseau est Maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du réseau ferré national (RFN).

Conformément aux dispositions de la Loi n° 2014-872, SNCF Mobilités est Maître d'ouvrage pour les biens dévolus à l'exploitation et à la gestion des services de transport sur le réseau ferré national (RFN).

Conformément aux dispositions des articles L.2142-1 à L.2142-15 du code des transports, la RATP assure la maîtrise d'ouvrage des éléments de l'infrastructure, ainsi que les biens dévolus à l'exploitation et à la gestion des services de transport sur le réseau RATP,

Les Maîtres d'ouvrage ont convenu de désigner un Maître d'ouvrage coordonnateur (ci-après « le Maître d'ouvrage coordonnateur »).

3.3. Rôle du Maître d'ouvrage coordonnateur vis-à-vis des Maîtres d'ouvrage

SNCF Réseau est désigné **Maître d'ouvrage coordonnateur** de l'Opération.
Le Maître d'ouvrage coordonnateur est chargé :

- d'établir le planning d'ensemble faisant apparaître l'état d'avancement général des Etudes des différents Maîtres d'ouvrage, et d'en assurer une mise à jour et un suivi régulier ;
- d'agréger et de synthétiser les éléments relatifs à l'exécution de l'Opération, notamment les éléments techniques et financiers ;
- d'identifier le plus en amont possible les questions posées par l'articulation des périmètres et par les conditions d'intervention des différents Maîtres d'ouvrage ;
- d'organiser la production des documents en phase AVP.

A cette fin, le Maître d'ouvrage coordonnateur se charge :

- de rassembler les informations obtenues auprès des Maîtres d'ouvrage de l'Opération,
- de formaliser et de susciter les échanges réguliers entre les Maîtres d'ouvrage pour résoudre les problèmes d'interfaces entre les Maîtres d'ouvrage et/ou les présenter lors des comités et des commissions prévues à cet effet (cf. article 8 de la présente convention),
- d'organiser les processus d'échanges avec Île-de-France Mobilités et les financeurs permettant d'assurer un partage continu des éléments de choix du projet, conformément à l'article 8 de la présente convention.
- d'être le rapporteur des Maîtres d'ouvrage devant les différents comités de suivi (Cf. article 8 de la présente convention) et de faire la synthèse, qui fera l'objet d'une validation préalable par les Maîtres d'ouvrage avant transmission, des rapports des Maîtres d'ouvrage.

Le Maître d'ouvrage coordonnateur ne se substitue en aucun cas aux différents Maîtres d'ouvrage dans les responsabilités propres qui leur incombent et ne peut leur imposer des choix ou des solutions qui relèvent de leurs prérogatives.

Chaque Maître d'ouvrage s'engage à apporter, conformément au calendrier défini à l'article 2.3 de la présente convention, les éléments d'information qui le concernent au Maître d'ouvrage coordonnateur afin que celui-ci puisse assurer la mission qui lui est dévolue.

3.4. Les financeurs

3.4.1. Identification

Le financement de l'Opération, objet de la présente convention, est assuré par :

- L'Etat
- La Région Ile-de-France Les maîtres d'Ouvrage par une avance de 2,16 M€.

SNCF Réseau, SNCF Mobilités, la RATP et Île-de-France Mobilités sont bénéficiaires des financements versés par l'Etat et la Région Ile-de-France et ci-après désignés conjointement « les bénéficiaires ».

3.4.2. Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP/AE nécessaires pour la réalisation de l'Opération par les bénéficiaires visés à l'article 3.2, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention.

ARTICLE 4. MODALITÉS DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Estimation du coût de l'étude

Le coût prévisionnel des dépenses relatives aux études d'AVP de la présente convention est évalué à 9 820 000 € HT aux CE 01/2016.

Compte tenu du planning de réalisation des études (Cf. annexe 3) et des conditions économiques (01/2016) auxquelles le montant de l'AVP a été chiffré lors des études préliminaires, le coût prévisionnel des dépenses relatives aux études d'AVP de la présente convention est estimé à 10 176 700 € HT courants, non actualisables et non révisables.

4.2. Coût global des études à la charge des Maîtres d'ouvrage

4.2.1. Tableau de synthèse de répartition des coûts

Les coûts pris en charge par les bénéficiaires, rattachés aux périmètres définis à l'article 3.2, sont établis comme suit :

Maîtres d'ouvrage	Coûts M€ HT constants aux CE 01/2016	Coûts € courants HT
RATP	5,42	5,617
SNCF Réseau	2,48	2,57
SNCF Mobilités	1,82	1,886
Île-de-France Mobilités	0,1	0,104
TOTAL	**9,82**	10,177

4.2.2. Coûts détaillés

Les bénéficiaires fournissent une estimation en euros courants valeur de référence 2017 des postes nécessaires pour mener à bien les études d'AVP :

Etudes d'avant-projet **Développement et déploiement de NExTEO sur le RER B et le RER D**		
Maître d'ouvrage	Opération	Coût en M€ HT courants
RATP	• la rédaction des documents de programme pour les lignes B et D du RER • les dossiers préliminaires de sécurité, • la rédaction d'un avant-projet par ligne de RER, dit « administratif », conforme à la délibération du Conseil ddu Syndicat des Transport d'Ile-de-France en date du 6 juillet 2011 rédaction des documents de programme pour les lignes B et D, • préparation des livrables techniques et administratifs du DCE permettant de lancer la	5,617
SNCF Réseau		2,57
SNCF Mobilités		1,886

	consultation auprès des industriels et en vue de déployer NExTEO sur les lignes B et D de la variante retenue • études de l'intégration du concept CBTC type 2, et analyse comparative sommaire sur les avantages procurés par du type 2 sur du type 1	
Île-de-France Mobilités	**Expertise**	0,104
	TOTAL Etudes AVP	10,177

4.3. Plan de financement

Le plan de financement est établi en euros courants, non actualisables et non révisables et tient compte d'une avance sur fonds propres de la part de SNCF Mobilités (250 k€ en euros courants), SNCF Réseau (250 k€ en euros courants) et RATP (1661 k€ en euros courants). Elle sera récupérable sur les conventions de financement PRO / REA de NExTEO sur le RER B et le RER D qui devront donc intégrer le remboursement des sommes avancées en phase AVP, en sus du financement de la phase PRO / REA elle-même.

Pour les Gestionnaires d'Infrastructures, cette avance est une anticipation de leur participation au titre de la régénération de leur patrimoine et de la capacité contributive du projet qui sera calculée à l'issue de l'AVP

Le plan de financement général à titre indicatif est ainsi bâti :

Etudes d'AVP Développement et déploiement de NExTEO sur le RER B et le RER D (€ courants) Montant M€ HT et %						
	État 23,632%	**Région** 55,134%	**RATP** 16.321%	**SNCF Réseau** 2.456%	**SNCF Mobilités** 2.456%	**Total**
	Financement		**Avance de fonds**			
RATP	1,187	**2,769**	1,661			5,617
SNCF Réseau	0,696	**1,624**		0,250		2,57
SNCF Mobilités	0,491	**1,145**			0,250	1,886
Île-de-France Mobilités	0,031	**0,073**				0,104
Total	**2,405**	**5,611**	**1,661**	**0,25**	**0,25**	**10,177**

Le plan de financement par bénéficiaire est ainsi bâti :

Etudes d'AVP Développement et déploiement de NExTEO sur le RER B et le RER D Montant € courants et %				
	État **21,13 %**	**Région** **49,30 %**	**RATP** **29,57 %**	**Total**
RATP	1 187 000	2 769 000	1 661 000	5 617 000

Etudes d'AVP Développement et déploiement de NExTEO sur le RER B et le RER D Montant € courants et %				
	État **27,08 %**	**Région** **63,19 %**	**SNCF Réseau** **9,73 %**	**Total**
SNCF Réseau	696 000	1 624 000	250 000	2 570 000

Etudes d'AVP Développement et déploiement de NExTEO sur le RER B et le RER D Montant € courants et %				
	État **26,03 %**	**Région** **60,71 %**	**SNCF Mobilités** **13,26 %**	**Total**
SNCF Mobilités	491 000	1 145 000	250 0000	1 886 000

Etudes d'AVP Développement et déploiement de NExTEO sur le RER B et le RER D Montant en € courants et %			
	État **30 %**	**Région** **70 %**	**Total**
Ile-de-France Mobilités	31 200	72 800	104 000

4.4. <u>Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région</u>

4.4.1. <u>Versement d'acomptes</u>

L'Annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses de chaque bénéficiaire, par financeur.
Le Comité des Financeurs est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par les bénéficiaires.

A cette fin, chaque bénéficiaire transmettra aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une

identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprendra les pièces suivantes :
A - Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

- l'état récapitulatif des montants des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures réalisées, leur date de réalisation et le montant des factures réalisées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 3.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3. ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal ou personne habilitée du bénéficiaire.

B – Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat :
La demande de versements d'acomptes par chaque bénéficiaire comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention,
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en euros courants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2.2 signé par le responsable de projet,
- un état récapitulatif des factures comptabilisées signé par le représentant légal du bénéficiaire,
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3,
- la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire ou le directeur financier.

C – Plafonnement des acomptes

Par dérogation, le montant cumulé des acomptes pouvant être versés au bénéficiaire est plafonné à 95% avant le versement du solde conformément à la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 – article 3 pour la Région. Ce taux de 95 % est applicable uniquement dans le cas d'une opération inscrite au CPER 2015-2020.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés à l'Etat au bénéficiaire est plafonné à 90% du montant de la subvention. L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du bénéficiaire.

4.4.2. Versement du solde

Après achèvement des études couvertes par la présente convention, les bénéficiaires présentent le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage, le cas échéant.
Le versement du solde est subordonné à la production des documents signés par le représentant légal du bénéficiaire. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.
Pour la RATP, SNCF Réseau et SNCF Mobilités le versement du solde se fera sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses acquittées signé par le représentant dûment habilité du Maître d'ouvrage.
Pour Île-de-France Mobilités, le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif des dépenses acquittées signé par son représentant légal et certifié par son comptable public.

4.4.3. Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par les maîtres d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.4.1. Dans la mesure du possible, les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours. .
Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.
Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance des bénéficiaires.

4.4.4. Bénéficiaires et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- RATP sur le compte RATP ENCAISSEMENTS COLLECTIVITES CALYON

Code banque : 31489
Code guichet : 00010
N° compte : 00 198 757 753
Clé : 47

- SNCF Réseau sur le compte ouvert à la Société générale, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN							Code BIC
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPPHPO

- SNCF Mobilités sur le compte ouvert de l'Agence Centrale de la Banque de France à Paris, dont le relevé d'identité bancaire est le suivant :

Titulaire du compte	Etablissement/ Agence	Code banque	Code Guichet	N° de compte	Clé RIB
SNCF TRESO INVEST PROXI TN	SIEGE CENTRAL – (2310) SEGPS	**30001**	**00064**	**00000034753**	**56**
Identification Internationale (IBAN) **IBAN FR76 3000 1000 6400 0000 3475 356**					
Identification internationale de la Banque (BIC) **BDFEFRPPCCT**					

- Île-de-France Mobilités sur le compte ouvert au Trésor Public au nom du STIF, dont le relevé d'identité bancaire est le suivant :

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé
10071	75000	00001005079	72

Code IBAN						
FR76	1007	1750	0000	0010	0507	972

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF
Région Île-de-France	35, boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle finances et Direction de la comptabilité
Île-de-France Mobilités	39-41 rue de Châteaudun 75009 PARIS	Direction des projets d'investissement (DPI) Division Appui aux projets d'investissement
RATP	Maison de la RATP LAC C42 54 quai de la Râpée 75599 PARIS Cedex 12	Contrôle de Gestion et Finances / Contrôle de Gestion Investissements subvention.investissement@ratp.fr
SNCF Réseau	Pôle Finances et achats 15-17 rue Jean Philippe Rameau 93200 SAINT DENIS	Direction Finance et Trésorerie – Unité Back Office Exploitation – Crédit Management
SNCF Mobilités	34 rue du Cdt René Mouchotte 75699 PARIS Cedex 14	SNCF – Transilien Division des investissements

4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente du Conseil régional, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Cette opération faisant l'objet de l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6. Comptabilité des bénéficiaires

Chaque bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention.
Les bénéficiaires s'engagent à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITÉS DE CONTRÔLE PAR LES FINANCEURS

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
Les bénéficiaires de la subvention conservent l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a postériori.
Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice des transports, veille à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

ARTICLE 6. GESTION DES ÉCARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond global et par bénéficiaire.
Dans le cas où les dépenses réelles engagées par un bénéficiaire s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.
En cas de perspective de dépassement du montant visé à l'article 4.3, les co-financeurs sont informés lors du Comité Technique et du Comité des Financeurs. Les bénéficiaires doivent obtenir l'accord préalable des financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.
Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe aux bénéficiaires dans le périmètre duquel ces dépassements sont intervenus.

En cas de désaccord entre les Parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii dans lesquels l'achèvement des Études peut être proposé.

ARTICLE 7. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

7.1. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.5 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

7.2. Règlement des litiges

Les parties s'engagent à chercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est

porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les éventuels litiges entre les parties liés à l'application ou à l'interprétation de la présente convention seront soumis au tribunal territorialement compétent à défaut de règlement amiable.

7.3. Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent chacune prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au(x) bénéficiaire(s) de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.
La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :
si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser à chaque Maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation de la convention. Ces dépenses incluront notamment les coûts de résiliation des marchés dans la limite du coût global des travaux du Projet par Maître d'ouvrage prévu à l'article 4.2 de la présente convention. Sur cette base, chaque Maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

7.4. Date d'effet et durée de la convention

La convention prend effet à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres Parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Néanmoins, la présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date fixée par la délibération de la commission permanente de la Région Ile-de-France approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes.

Sans préjudice de la durée de conservation des pièces indiquée à l'article 5, la présente convention expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 7.3, soit après le versement du solde de la totalité des subventions dues aux Maîtres d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4.2, soit en cas d'application des modalités prévues à l'article 4.5 et au plus tard le 31 décembre 2019 si aucun litige entre financeurs et Maitre d'ouvrages n'est constaté à cette date .

7.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.
Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 8. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Conformément au Contrat de Plan État Région Ile-de-France, les financeurs chargent conjointement Île-de-France Mobilités d'assurer pour leur compte le contrôle des maîtrises d'ouvrage. Île-de-France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, s'assure notamment du respect, par les Maîtres d'ouvrage, des délais indiqués, de la remise des documents et des estimations à cette étape du projet indiqués aux articles 2.2 et 2.3 de la présente convention.

A la demande expresse d' Île-de-France Mobilités, chaque Maître d'ouvrage s'engage également à lui communiquer dans les termes de la présente convention (voir ci-dessous article 9, Diffusion des études et propriété intellectuelle) tous les documents relatifs à l'opération, nécessaires au suivi de la maîtrise d'ouvrage, qu'ils soient à caractère organisationnel (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre) ou technique (dossier projet, etc.).

La gouvernance du projet s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge des études et les financeurs, de commissions de suivi composées des élus et des financeurs et des MOA, et de réunions entre Maîtres d'ouvrage auxquelles peuvent être conviés les financeurs.

8.1. Comité technique

Il est constitué un Comité Technique de suivi de l'Opération composé des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention.

Le Comité Technique est convoqué par le Maître d'ouvrage coordonnateur SNCF Réseau. Il est réuni autant que besoin et au moins une fois par an, les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un (1) mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par SNCF Réseau.

Le Comité Technique est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'Etudes techniques de l'AVP, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération,
- de développer un point technique lors d'une séance spécifique,
- de valider les choix techniques si nécessaire,
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier de la démarche,
- de préparer les différents comités et les commissions de suivi sur les aspects techniques.

A cette fin, les membres du Comité Technique peuvent se faire assister de leurs prestataires et inviter, si besoin, les partenaires impliqués dans le Projet.

8.2. Comité des financeurs

Il est constitué un Comité des Financeurs composé des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention, sous la présidence d'Île-de-France Mobilités en qualité d'autorité organisatrice des transports.

Le Comité des Financeurs se réunit au moins une fois par an, et autant que de besoin, les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un (1) mois et les éléments étant envoyés au moins quinze (15) jours au préalable par le Maître d'ouvrage coordonnateur SNCF Réseau.

Le Comité des Financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement de l'Opération dans le respect des délais et du coût prévisionnel.

Le comité se prononce et valide :

- l'avancement de l'étude au regard des éléments demandés dans la convention de financement, et du calendrier,
- le suivi financier de la convention et les éventuels écarts constatés, les besoins d'études complémentaires possibles à ce stade,
- le suivi des estimations du projet (confirmation des postes prévus au regard du périmètre du projet),
- les éléments liés à la communication du projet,
- le projet de contenu des conventions de financement des étapes ultérieures du projet,
- les éléments présentés lors de la Commission de suivi,
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil d'Île-de-France Mobilités.

Le compte rendu de chaque Comité des financeurs est transmis pour avis avant envoi officiel.
Le comité des financeurs se réunit également autant que de besoins sur les questions spécifiques relevant du pilotage du projet, notamment son financement, les ajustements de programmation technique et financière, et les points spécifiques qui n'auraient pu être validés par ailleurs.

8.3. Suivi de la communication institutionnelle

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par un Comité de Communication composé des MOA et des financeurs et d'Île-de-France Mobilités.

Le Comité de Communication est coordonné par le Maître d'ouvrage coordonnateur. En fonction des besoins, il réunit l'ensemble des Maîtres d'ouvrage et des financeurs du Projet ainsi que les prestataires de communication de l'Opération (stratégie et mise en œuvre). Le compte-rendu est assuré par le Maître d'ouvrage coordonnateur puis approuvé par les autres MOA.

Ce comité échange sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par les MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, Maîtres d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, RIF ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

8.4. Commission de suivi

Il est constitué une Commission de Suivi des Etudes, placée sous la présidence du Directeur général d'Île-de-France Mobilités, composée des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention, des Collectivités Territoriales concernées par le Projet.

La Commission de Suivi est réunie sur demande, les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un (1) mois et les éléments étant envoyés au moins quinze (15) jours au préalable par Île-de-France Mobilités.

La Commission de suivi informe ses membres de l'avancement des Etudes.

Elle recueille les avis et observations de ses membres sur :

- les orientations et la démarche à engager ;
- les conclusions de la démarche à chaque étape importante ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil d'Île-de-France Mobilités.

- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil d'Île-de-France Mobilités.

8.5. Information hors comité et commission de suivi

Les Maîtres d'ouvrage s'engagent pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des Etudes devant le Conseil d'Île-de-France Mobilités à la demande de ce dernier ;
- à informer Île-de-France Mobilités et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Les Maîtres d'ouvrage s'engagent également à inviter les financeurs et Île-de-France Mobilités ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.
Un Comité des Maîtres d'ouvrage est constitué des Maîtres d'ouvrage ainsi que de leurs assistants et prestataires techniques suivant les besoins. Ce comité piloté par le Maître d'ouvrage coordinateur, se réunira mensuellement. Les réunions sont dédiées à la coordination entre les différentes études. Les financeurs et Île-de-France Mobilités en seront informés, pourront y assister. Les comptes-rendus de réunions seront adressés à l'ensemble des financeurs.
Par défaut, Les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins quinze jours avant la réunion.

ARTICLE 9. PROPRIETE INTELLECTUELLE, DIFFUSION DES DOCUMENTS ET CONFIDENTIALITE

Les études réalisées dans le cadre de la présente convention restent la propriété du Maître d'ouvrage qui les a émises. Elles seront portées à la connaissance du STIF et de ses prestataires dans les conditions prévues à l'article 9.4.

9.1. Diffusion des résultats des études

Pour qu'Île-de-France Mobilités puisse assumer pleinement son rôle d'AOT, les maîtres d'ouvrage concèdent à Île-de-France Mobilités une licence sur les droits patrimoniaux afférents aux Résultats des Etudes réalisés dans le cadre de la présente convention, et ce pour permettre à Île-de-France Mobilités de remplir ses fonctions d'Autorité Organisatrice de Transport dans le cadre du Projet. Les Résultats des Etudes seront communiqués, aux financeurs et à Île-de-France Mobilités. Les financeurs et Île-de-France Mobilités s'engagent à respecter les obligations de confidentialité prévues à l'article 9.3.

Les Résultats des Etudes, listés aux annexes 4 et 5, traduiront des éléments suffisamment détaillés pour permettre au STIF de mener ses expertises et de disposer des éléments de choix permettant la validation du projet et les conditions de poursuite du projet. Ils comprendront notamment des éléments d'analyse des maîtres d'ouvrage détaillés et motivés sur des thématiques particulières, jugées stratégiques, listées en Annexe 5 de la présente convention.

Île-de-France Mobilités, pour remplir ses fonctions d'Autorité Organisatrice de Transport dans le cadre du Projet, pourra utiliser les Résultats des Etudes afin notamment de réaliser des expertises et contre-expertises, de veiller à la cohérence et d'assurer la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France. A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage (conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports).

Dans ce cadre, les maîtres d'ouvrage autorisent Île-de-France Mobilités à procéder à toute fixation, adaptation, modification et reproduction des Résultats des Etudes sur tout type de support existant.

Île-de-France Mobilités s'engage à ne diffuser les Résultats des Etudes ou les éléments issus des Etudes qu'en interne, ainsi qu'à ses prestataires dans le cadre strict de leurs missions confiées par Île-de-France Mobilités. Île-de-France Mobilités s'assurera que ses prestataires s'engagent à respecter la confidentialité conformément à l'article 9.3.

Cette concession est consentie pour l'Ile-de-France, à titre gratuit et pour la durée du Projet.

9.2. Communication des financeurs

Les présents signataires s'engagent à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elle vise, notamment par une indication portée sur les documents finaux.

L'ensemble des dossiers d'études, documents et supports d'information mentionnera de manière explicite les logos des financeurs.
Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de projets Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre entre partenaires : l'Etat, la Région, la RATP, SNCF Réseau, SNCF Mobilités
- l'ordre des financeurs : l'Etat, la Région
- en dernier : le logo d'Île-de-France Mobilités

9.3. Obligation générale de confidentialité

Pendant toute la durée de la Convention et pendant 10 années civiles suivant son terme les parties s'engagent à traiter toutes les informations liées à la Convention comme strictement confidentielles et non divulgables.

Ces dispositions ne sont toutefois pas applicables :

- aux études elles-mêmes dans l'hypothèse où, le(s) maître(s) d'ouvrage autoriserai(en)t leur diffusion par les financeurs et Île-de-France Mobilités;
- aux éléments du résultat des d'études qui feront partie du dossier à faire approuver par le Conseil d' Île-de-France Mobilités mais qui ne seraient pas considérés comme des informations confidentielles.

Les Parties s'engagent à ce que :

- soient traitées avec la même précaution que les parties portent à la préservation de leurs propres Informations Confidentielles,
- ne soient pas utilisées dans un cadre autre que leurs missions respectives telles que définies à l'article 3 « Rôle et engagements des parties » dans le cadre du Projet,
- ne soient pas divulguées à des tiers, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la partie propriétaire des informations, sauf exceptions prévues à l'article 9.1.
- Conformément à l'article 1120 du code civil, les parties se portent fort pour tout leur personnel (salariés et collaborateurs, intervenants), du respect de cette obligation de confidentialité.

La présente convention ne s'applique pas aux Informations Confidentielles pour lesquelles les parties apporteraient la preuve écrite :

- qu'elles étaient en leurs possession ou qu'elles étaient tombées dans le domaine public avant qu'elles ne leurs soient communiquées par l'autre Partie ;
- qu'elles sont, postérieurement à la date de la signature de la présente convention, tombées dans le domaine public et ce, sans violation des termes de la Convention ;
- qu'elle les a licitement acquises d'un tiers qui était en droit de les divulguer.

Enfin, les parties ne seront pas soumises à l'obligation de confidentialité prévue au présent article :

- en cas d'injonction d'un tribunal ou de toute autre autorité de contrôle de fournir des informations confidentielles à l'autre partie,
- en application d'une obligation légale ou réglementaire qui imposerait à la partie destinataire de communiquer des Informations Confidentielles de l'autre partie.

En cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, ils devront informer la partie propriétaire des informations de la requête ou de l'injonction qui leur a été faite de communiquer.

9.4. Obligation spécifique de confidentialité

Le STIF, pour remplir ses fonctions d'Autorité Organisatrice de Transport dans le cadre strict du Projet, pourra consulter les études réalisées par les Maitres d'ouvrages.

Ces études réalisées par les Maitres d'ouvrage dans le cadre de la présente convention, nonobstant le respect des obligations de confidentialité décrites à l'article 9.3 ci-dessus, font l'objet de dispositions supplémentaires dans les conditions suivantes.

Les documents seront consultables uniquement dans un local dont l'accès sera strictement règlementé et limité aux personnes préalablement et nominativement présentées par le STIF et agréés par le Maître d'ouvrage qui les a émis.

En outre, et en complément des engagements pris par le STIF au titre de la confidentialité à l'article 9.3, les personnes ayant accès à ce local sécurisé dans les conditions précisées ci-dessus, qu'il s'agisse de salariés du STIF ou d'autres personnes intervenant directement ou indirectement pour le compte du STIF, devront parallèlement s'engager nominativement et individuellement au strict respect des dispositions des dispositions de l'article 9.3.

Fait en six (6) exemplaires originaux

Pour l'Etat, Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Pour SNCF Réseau, **Stéphane CHAPIRON** Directeur des Projets Franciliens	Pour SNCF Mobilités, **Alain KRAKOVITCH** Directeur Général SNCF Transilien
Pour la RATP, Présidente Directrice Générale	Pour Île-de-France Mobilités, **Laurent PROBST** Directeur Général

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme de l'opération

Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des autorisations de programme et des appels de fonds

Annexe 3 : Calendrier prévisionnel

Annexe 4 : Détail du programme des études d'avant-projet

Annexe 5 : Résultats des Etudes et les livrables

ANNEXE 1 :
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRE D'OUVRAGE SNCF MOBILITES & SNCF RESEAU : BRUNO DEROCHE

MAITRISE D'OUVRAGE RATP : Département de la Maîtrise d'Ouvrage des Projets NOM

MAITRE D'OUVRAGE COORDONNATEUR : SNCF RESEAU REPRESENTE PAR JEROME LEFEBVRE

ANNEXE 2 :
Echéancier prévisionnel des autorisations de programme et des dépenses

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS EN AP/AE EN M€ COURANTS

M€ HT Courants	2017				TOTAL
	RATP	SNCF Réseau	SNCF Mobilités	Île-de-France Mobilités	
Etat	1,19	0,70	0,49	0,03	2,41
Région	2,77	1,62	1,15	0,07	5,61
RATP (avance de fonds)	**1,66**				**1,66**
SNCF Réseau (avance de fonds)		**0,25**			**0,25**
SNCF Mobilités (avance de fonds)			**0,25**		**0,25**
Total	**5,62**	**2,57**	**1,89**	**0,10**	**10,18**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND RATP EN M€ COURANTS

M€ HT Courants	2017	2018	2019	TOTAL
Etat	0,51	0,51	0,17	1,19
Région	1,18	1,2	0,39	2,77
RATP (avance de fonds)		1,66		1,66
Total	**1,69**	**3,37**	**0,56**	**5,62**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND SNCF RESEAU EN M€ COURANTS

M€ HT Courants	2017	2018	2019	TOTAL
Etat	0,31	0,39		0,70
Région	0,72	0,90		1,62
SNCF RESEAU (avance de fonds)		0,25		0,25
Total	1,03	1,54		2,57

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND EN AP/AE SNCF MOBILITES EN M€ COURANTS

M€ HT Courants	2017	2018	2019	TOTAL
Etat	0,23	0,26		0,49
Région	0,53	0,62		1,15
SNCF MOBILITES (avance de fonds)		0,25		0,25
Total	0,76	1,13		1,89

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND Île-de-France Mobilités **EN M€ COURANTS**

M€ HT Courants	2017	2018	2019	TOTAL
Etat			**0,031**	0,031
Région			0,073	0,073
Total			**0,104**	0,104

ANNEXE 3:

Calendrier prévisionnel

Début des études à T0 en avril 2017

Fin des études AVP à T0 + 18 mois

Des réunions régulières, a minima trimestrielles, permettront aux maîtres d'ouvrages d'échanger avec Île-de-France Mobilités et les financeurs sur la base de remise d'éléments d'études intermédiaires.

Les jalons principaux des études sont indiqués dans le tableau ci-après.

	M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	M10	M11	M12	M13	M14	M15	M16	M17	M18
Organisation projet pour la phase AVP				●														
Organisation projet pour la phase PRO-REA															●			●
Expression du besoin STIF + réponse des MOA							●											
Fonctionnel + NExTEO système de classe B							●											
Performances							●											
Dossiers de sécurité							●					●						●
Fiche stratégie achat						●												
Programmes équipement						●												
Programme de migration						●												
NExTEO en interface avec MI-NG et RER-NG								●										
NExTEO en interface avec ATS+/SAE+/SIG								●				●			●			●
Note technique NExTEO Type2								●										
AVP administratif ligne D (1er éléments, 1er version, ...)									●			●			●			●
AVP administratif ligne B (1er éléments, 1er version, ...)									●			●			●			●

Île-de-France Mobilités et les financeurs prennent acte que, pour respecter ce calendrier, les Maîtres d'Ouvrage doivent engager une partie du programme d'étude par anticipation de la notification par Île-de-France Mobilités de la présence convention.

ANNEXE 4

Détail du programme des études d'avant-projet

CONTENU TYPE DES AVANT-PROJETS SOUMIS A L'APPROBATION DU SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE-DE-FRANCE

Objectif

L'objectif de l'avant-projet est d'obtenir des études dont le niveau de détail permettent d'arrêter le programme détaillé définitif, de définir le plan de financement et le planning des travaux de l'opération puis le dépôt du permis de construire le cas échéant.

Enjeux

- **Respect du code de l'environnement et compatibilité avec le cadre règlementaire régional**

Le contenu de l'avant-projet est compatible avec le SDRIF et le PDU Ile-de-France. Il tient compte des conclusions de l'Enquête Publique.

- **Articulation avec la loi MOP**
  - Le contenu de l'avant-projet devra être conforme aux dispositions des articles 4, 13 et 20 du décret 93-1268 précité :
  - « Confirmer, compte tenu des études et reconnaissances complémentaires, la faisabilité de la solution retenue et en déterminer ses principales caractéristiques ;
  - proposer une implantation topographique des principaux ouvrages ;
  - permettre au maître de l'ouvrage de prendre ou de confirmer la décision de réaliser le projet, d'en arrêter définitivement le programme et d'en déterminer les moyens nécessaires, notamment financiers ;
  - établir l'estimation du coût prévisionnel des travaux, en distinguant les dépenses par partie d'ouvrage et nature de travaux et en indiquant l'incertitude qui y est attachée compte tenu des bases d'estimation utilisées ;
  - permettre l'établissement du forfait de rémunération dans les conditions prévues par le contrat de maîtrise d'œuvre.

Les études d'avant-projet comprennent également l'établissement des dossiers et autres autorisations administratives nécessaires à ce stade du projet et qui relèvent de la compétence de la maîtrise d'œuvre, ainsi que l'assistance au maître de l'ouvrage au cours de leur instruction. »

L'article 2 de la loi MOP prévoit que, pour des projets de réutilisation/réhabilitation d'ouvrage existants ou de réalisation d'ouvrages neufs complexes d'infrastructure et de bâtiments, le programme défini avant commencement de l'avant-projet pourra être précisé avant le commencement des études de projet.

Adaptation

Les éléments présentés ici constituent un cadre. Chaque opération pourra nécessiter une approche différenciée, le contenu devant être adapté au cas par cas.

Contenu

L'ensemble des résultats des études réalisées dans le cadre de l'avant-projet pourra être regroupé dans un document final présentant notamment les points suivants :

I. historique :
a. rappel de l'historique de l'opération et des procédures administratives,

II. diagnostics Transport des Territoires concernés
a. Rappel du schéma de principe et mises à jour éventuelles,

III. objectifs du Projet / Programme
a. Programme de l'opération arrêté en adéquation avec les objectifs précédents. Justification des changements apportés le cas échéant,
b. Nature et étendue des besoins (tient compte des conclusions de l'enquête publique et sont modifiées en conséquence par rapport au schéma de principe),
c. Contraintes et exigences (tient compte des conclusions de l'enquête publique et sont modifiées en conséquence par rapport au schéma de principe),

IV. description du Projet
a. Caractéristiques principales (évolutions depuis le schéma de principe),
b. Insertion : tracés, pôles et stations,
c. Définition :
i. fonctionnelle des installations,
ii. périmètre du projet,
iii. consistance des dessertes envisagées,
iv. dispositions techniques retenues (options principales, modalités),
v. dimensionnement justifié des installations,
d. Aménagements urbains et interfaces avec le projet :
i. solution de référence : abords, aménagements ponctuels, opérations connexes,
ii. variantes d'aménagements spécifiques sur demande,
e. Phasages fonctionnels éventuels, avec avantages et inconvénients techniques,
f. Compatibilité entre l'avant-projet et la déclaration de projet,
g. Pour les projets en souterrain : sondages détaillés permettant d'arrêter les choix des techniques de réalisation,

V. impacts du projet
a. Descriptif de la prise en compte des conclusions de l'Etude d'impact et de l'Enquête Publique, et de leurs effets sur l'opération, en termes de définition, de performances, de coûts, de délais,

VI. management et calendrier du Projet
a. Organisation :
i. identification des différentes parties : Île-de-France Mobilités, MOA(s) désignés, MOE(s) études, collectivités…,
ii. périmètres d'intervention des parties arrêtés : périmètres de maîtrises d'ouvrage, d'exploitation et de maintenance (plans),
iii. méthodes : Schéma Directeur Qualité,
b. Planification :
i. calendrier d'ensemble de l'opération, avec le déroulement des procédures et des travaux à l'échelle du mois,
ii. état et calendrier des procédures particulières aux autres autorités susceptibles d'être concernées par le projet, notamment en matière d'infrastructure ferroviaire et de voirie,
iii. plannings de l'opération (Gantt et chemin de fer), niveau synthèse et sous-ensembles, en cohérence avec la décomposition des coûts (maîtrise d'ouvrage, composantes fonctionnelles telles que : infrastructure/ouvrages d'art, stations/ gares/pôles d'échange, ateliers-dépôts, système de

transport (voie, énergie, signalisation/aide à l'exploitation), matériel roulant, aménagements urbains, …).

VII. économie du Projet

a. Coûts de réalisation :

- *i. présentation synthétique des coûts : coûts travaux ventilés par grands postes de dépenses, assortis d'un taux de tolérance de + ou – 5%, Provisions pour Aléas et Incertitudes*, frais de MOE, acquisitions foncières, frais de MOA*, présentation et justification des évolutions de coûts au regard de l'étape précédente (technique, enquête publique,…)*

ii. présentation détaillée des coûts : coûts travaux organisés selon les 19 postes de dépenses identifiés par le CERTU : infrastructure/ouvrages d'art, stations/gares/pôles d'échange, ateliers-dépôts, système de transport (voie, énergie, signalisation/aide à l'exploitation), matériel roulant, aménagements urbains, …), opérations connexes (accès, gares routières, parkings relais, …), frais d'études, de MOE, de MOA, provisions diverses, acquisitions foncières… pour chaque poste de coût : présentation et justification des hypothèses prises et des évolutions au regard de l'étape précédente,
iii. identification des coûts d'aménagements urbains spécifiques (par demandeur),
b. Gestion des risques
i. coûts : Schéma Directeur Qualité
c. Coûts d'exploitation :
i. bilan financier pour l'exploitant d'une part, pour les collectivités publiques d'autre part,
ii. éléments chiffrés permettant de préparer contrat d'exploitation (ou avenant),

VIII. financement :

a. plan de financement global et annualisé,
b. pour les aménagements urbains spécifiques, montage financier permettant au demandeur de financer son quota de surcoût,

IX. Evaluation de l'intérêt socio-économique

a. Mise à jour du schéma de principe par rapport au programme retenu

X. annexes graphiques selon loi MOP

XI. annexes de constitution du dossier :

a. Décision de lancement de l'AVP,
b. Avis du commissaire enquêteur,
c. Déclaration de projet,
d. DUP le cas échéant,

XII. annexes complémentaires au dossier :

a. Projet de Convention de Financement,
b. *Eventuellement Dossier Préliminaire de Sécurité.*

Une synthèse de l'AVP destinée aux élus et aux services techniques des collectivités concernées devra également être produite.

ANNEXE 5 - Résultats des Etudes et les livrables

Parmi les résultats des études et les livrables, que les maîtres d'ouvrage apporteront à Île-de-France Mobilités figureront :

- Rapport argumenté et détaillé permettant de justifier des éléments de réponse à l'expression des besoins de l'AOT pour NExTEO B/D (ATP+ATO) et ses interfaces avec les autres systèmes associés (MR, ATS)
- Estimation détaillée des coûts du projet par périmètres fonctionnels et temporels comportant à minima les items suivants et sous décompositions associées :
    - système (industriel),
    - prédisposition de la signalisation,
    - Moyens d'essais et simulateurs,
    - frais de MOE,
    - frais de MOA,
    - les provisions pour aléas et imprévus.
- Note détaillée justificative de l'optimisation des coûts du projet en fin d'AVP par rapport aux coûts énoncés en études préliminaires,
- Note organisationnelle décrivant la répartition des rôles entre RATP et SNCF précisant le nombre d'ETP par discipline du périmètre du projet,
- Analyse complète de risques du projet (occurrence, gravité, mesures de gestion des risques),
- Analyse argumentée des conditions d'homologation du système NEXTEO,
- Programmes d'équipements et les spécifications fonctionnelles de haut niveau du système NEXTEO B/D (ATP+ATO) : évolutions intermédiaires et finale avec justifications associées,
- Production des éléments pour permettre le partage des fondamentaux du programme au cours des études avec Île-de-France Mobilités et les financeurs : évolutions par rapport au programme initial, estimations des coûts des évolutions programmatiques, spécifications fonctionnelles complémentaires au CdCF NExTEO EOLE, interfaces et spécificités liées aux domaines RATP et SNCF…),
- Rapport complet des résultats d'études des simulations dynamiques et d'analyses des gains associés au projet,
- Note technique des MOA précisant les gains attendus de NExTEO type 2 compte tenu de la minimisation des interfaces avec la signalisation. Elle s'attachera en particulier à éclairer les conditions d'intégration dans les postes de signalisation du Type 2 par rapport au Type 1 et les coûts associés ainsi que les différences fonctionnelles entre ces derniers, en analysant les effets attendus du couplage de l'ATC avec une régulation automatique
- Les AVP administratifs,
- Les dossiers de sécurités nécessaires à Île-de-France Mobilités en tant que demandeur des autorisations de mise en service commercial auprès du DSTC,

Ces éléments ne sont pas exclusifs des Etudes qu'Île-de-France Mobilités pourra consulter à fin d'expertise sur les thématiques du ressort de l'AOT et des financeurs (programme, coûts, délais, risques….)

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-414

DU 18 OCTOBRE 2017

POURSUITE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN RÉGIONAL "ANTI-BOUCHON" ET POUR CHANGER LA ROUTE, INCLUANT LES CONTRATS-CADRE AVEC LES DÉPARTEMENTS DE LA SEINE-ET-MARNE, DE LA SEINE-SAINT-DENIS ET DU VAL-DE-MARNE.

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code des transports ;

VU Le décret en Conseil d'État n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF) ;

VU La délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 relative au Plan de déplacements urbains d'Île-de-France (PDUIF) ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-54 du 9 mars 2017 relative à la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route

VU Les délibérations n° CP 2017-151 du 17 mai 2017 et CP 2017-226 du 5 juillet 2017 relatives aux contrats-cadre Région-Département pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route

VU Le budget de la Région d' Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission des transports ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-414 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Contrats-cadres avec les Départements pour la mise en œuvre du Plan « anti-bouchon »

Adapte le contrat-cadre type prévu par le Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route pour tenir compte des spécificités des réseaux de Seine-et-Marne, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne.

Approuve les contrats-cadres avec les Départements de Seine-et-Marne, de Seine-Saint-

Denis et du Val-de-Marne pour la mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » tel que présentés en annexe 3 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 2 : Programme HP823-003 « Aménagement des infrastructures de voirie départementale »

Décide de participer au financement des projets d'infrastructures de voirie départementale détaillés en annexe 2 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **25 150 000 €** répartis comme suit :

Maître d'ouvrage	Nom de l'opération	Montant de la subvention
CD Hauts-de-Seine (92)	RD1 Quai de Clichy à Clichy-la-Garenne et Quai Michelet à Levallois	11 400 000 €
CD Seine-Saint-Denis (93)	Gerfaut II – nouvelles tranches fonctionnelles	415 000 €
CD Val-de-Marne (94)	Accessibilité et desserte du pôle d'Orly	1 000 000 €
CD Val-de-Marne (94)	Franchissement de Seine au nord du Val-de-Marne – Études	1 100 000 €
Sous Total action 18200301 « Aménagement des infrastructures de voirie départementale »		*13 915 000 €*
CD Seine-et-Marne (77)	RD1605 Liaison RN105/RD636 – Contournement de Melun	3 000 000 €
CD Seine-et-Marne (77)	Barreau RN2-RN3 – Liaison Meaux-Roissy	2 500 000 €
CD Seine-et-Marne (77)	RD471 : aménagement du carrefour de Belle-Croix et des 4 pavés à Ozoir-la-Ferrière et Chévry-Cossigny	480 000 €
CD Seine-et-Marne (77)	Contournement de Coulommiers – Études	120 000 €
CD Essonne (91)	RD31 – Liaison Nord/Sud dont le barreau manquant RD17/RD74 – Études	135 000 €
CD Val d'Oise (95)	Réaménagement de la patte d'oie d'Herblay A15/RD14/RD392/RD106	5 000 000 €
Sous-total action 18200302 « Aménagement des infrastructures de voirie départementale en grande couronne »		*11 235 000 €*
Total Général		**25 150 000 €**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des conventions jointes en annexe 4 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **13 915 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transport » - code fonctionnel 823 « voirie départementale » - programme HP 823-003 « Aménagement des infrastructures de voirie départementale » - action 18200301 « Aménagement des infrastructures de voirie départementale » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Affecte une autorisation de programme de projet de **11 235 000 €** disponible sur le chapitre

908 « Transport » - code fonctionnel 823 « voirie départementale » - programme HP 823-003 « Aménagement des infrastructures de voirie départementale » - action 18200302 « Aménagement des infrastructures de voirie départementale en grande couronne » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 : Convention-type relative à la politique de management de la mobilité

Approuve la convention-type pour les subventions d'investissement attribuées dans le cadre de la politique de management de la mobilité inscrite dans le Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » (délibération CR 2017-54 du 9 mars 2017), figurant en annexe 5 à la présente délibération.

Article 4 : Programme HP810-003 « Études et expérimentations » - Investissement

Décide de participer au titre du dispositif « Management de la mobilité – INV » du plan « anti-bouchon » et pour changer la route au financement des projets de création d'aires de covoiturage détaillés en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant prévisionnel de **7 500 €**.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée dans l'article 3 de la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **7 500 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 810 « Services communs » programme HP 810-003 « Études et expérimentations » - Action 18100301 « Études et expérimentations » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article n°5 : démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Code IRIS du dossier	Libellé IRIS du dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17013912	Gerfaut II – nouvelles tranches fonctionnelles	CD 93	09/03/2017

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-414	Budget	2017

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**810 - Services communs**
Programme	**181003 - Études et expérimentations**
Action	**18100301 - Etudes et expérimentations**

Dispositif : N° 00001063 - Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV

Dossier	17014067 - ROUTE - CRÉATION DE 3 AIRES DE COVOITURAGE (91)			
Bénéficiaire	R2302 - DEPARTEMENT DE L ESSONNE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 500,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 000,00 €	HT	50 %	7 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001063 - Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV	7 500,00 €

Total sur l'imputation 908 - 810 - 181003 - 18100301	7 500,00 €

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**823 - Voirie départementale**
Programme	**182003 - Aménagement des infrastructures de voirie départementale**
Action	**18200301 - Aménagement des infrastructures de voirie départementale**

Dispositif : N° 00001025 - Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale

Dossier	17012928 - ROUTE - RD1 A CLICHY-LA-GARENNE ET LEVALLOIS-PERRET - CD92			
Bénéficiaire	R2303 - DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 400 000,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 800 000,00 €	HT	50 %	11 400 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-414	Budget	2017

Dossier	17012968 - ROUTE - ACCESSIBILITE ET DESSERTE DU POLE D'ORLY - CD94			
Bénéficiaire	R2305 - DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE			
Localisation	T12 (EPT12 / 94-VAL DE MARNE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000 000,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 000 000,00 €	HT	50 %	1 000 000,00 €	

Dossier	17012971 - ROUTE - FRANCHISSEMENT DE SEINE AU NORD DU VAL-DE-MARNE - CD94			
Bénéficiaire	R2305 - DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 100 000,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 200 000,00 €	HT	50 %	1 100 000,00 €	

Dossier	17013912 - ROUTE - GERFAUT II NOUVELLES TRANCHES FONCTIONNELLES - CD93			
Bénéficiaire	R2304 - DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	415 000,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
830 000,00 €	HT	50 %	415 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001025 - Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	13 915 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 823 - 182003 - 18200301	13 915 000,00 €

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**823 - Voirie départementale**
Programme	**182003 - Aménagement des infrastructures de voirie départementale**
Action	**18200302 - Aménagement des infrastructures de voirie départementale en grande couronne**

Dispositif : N° 00001025 - Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-414	Budget	2017

Dossier	17012933 - ROUTE - REAMENAGEMENT DE LA PATTE D'OIE D'HERBLAY - CD95			
Bénéficiaire	R2306 - DEPARTEMENT DU VAL D'OISE			
Localisation	HERBLAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000 000,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000 000,00 €	HT	50 %	5 000 000,00 €	

Dossier	17012937 - ROUTE - RD1605 CONTOURNEMENT MELUN - AF ET TRAVAUX PHASE 1 - CD77			
Bénéficiaire	R2300 - DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE			
Localisation	MELUN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000 000,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 000 000,00 €	HT	50 %	3 000 000,00 €	

Dossier	17012944 - ROUTE - BARREAU RN3-RN2 LIAISON MEAUX-ROISSY - ETUDES - CD77			
Bénéficiaire	R2300 - DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500 000,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 000 000,00 €	HT	50 %	2 500 000,00 €	

Dossier	17012948 - ROUTE - RD471 CARREFOURS DE BELLE-CROIX ET DES 4 PAVES - CD77			
Bénéficiaire	R2300 - DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	480 000,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 600 000,00 €	HT	30 %	480 000,00 €	

Dossier	17012952 - ROUTE - CONTOURNEMENT DE COULOMMIERS - ETUDES - CD77			
Bénéficiaire	R2300 - DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE			
Localisation	CC PAYS DE COULOMMIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	120 000,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
400 000,00 €	HT	30 %	120 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-414	Budget	2017

Dossier	17014010 - ROUTE - RD31 LIAISON NORD-SUD - DÉVIATION D'ITTEVILLE - ÉTUDES - CD91			
Bénéficiaire	R2302 - DEPARTEMENT DE L ESSONNE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	135 000,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
270 000,00 €	HT	50 %	135 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001025 - Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	11 235 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 823 - 182003 - 18200302	11 235 000,00 €

ANNEXE 2 : Fiches projet

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012937

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ROUTE - RD1605 CONTOURNEMENT MELUN - AF ET TRAVAUX PHASE 1 - CD77

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	6 000 000,00 €	50,00 %	3 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		3 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
18200302- Aménagement des infrastructures de voirie départementale en grande couronne

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : HOTEL DU DEPARTEMENT
77010 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BARBAUX, PRESIDENT

N° SIRET : 22770001000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale
Rapport Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017

Objet du projet : attribution d'une subvention en vue du financement de la 1ère phase de travaux de l'aménagement de la RD1605 - contournement de Melun (77).

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La RD605 supporte un trafic moyen journalier de 42 000 véhicules / jour. Ce trafic est voué à augmenter significativement du fait de plusieurs projets de développement urbain en cours ou à venir sur ce secteur (notamment le projet de renouvellement urbain des quartiers nord de Melun, la réalisation de la ZAC de la Plaine de Montaigu et la création d'un nouvel hôpital à Melun).

Le projet consiste à créer un barreau de liaison, la RD 1605, entre la RD 636 et la RN 105 qui permettra

de :
- délester la RD 605 d'une partie du trafic de transit est/ouest afin qu'elle puisse être requalifiée en vue de l'arrivée du TZen 2 ;
- desservir le futur quartier de la ZAC de la Plaine de Montaigu ;
- participer à la desserte des futures zones d'aménagement prévues à l'est sur les communes de Melun et de Rubelles ainsi que du futur pôle hospitalier de Melun.

Cette future liaison constitue une des composantes du contournement de Melun

La déclaration d'utilité publique du projet a été prise par arrêté du 14 janvier 2016 suite à l'approbation de la déclaration de projet par l'Assemblée départementale le 18 décembre 2015.

Le projet a fait l'objet d'une autorisation en application de l'article L.214-3 du Code de l'environnement (loi sur l'Eau) par arrêté du 22 novembre 2016.

Description :
Le projet consiste à réaliser un barreau de liaison, dénommé RD1605, entre l'échangeur Est RD636xRD605 dit « des Mézereaux » et le giratoire RN105xRD605 dit « du Bois du Jard » sur les communes de Melun, Rubelles et Vert-Saint-Denis.

L'opération prévoit :
1/ la création d'un barreau routier à 2x2 voies ;
2/ le ré aménagement des carrefours existants ;

L'assainissement est envisagé de la manière suivante :
- les eaux pluviales du bassin naturel seront collectées dans des fossés extérieurs côté Nord de la chaussée, pour infiltration ;
- sur la partie Est du projet, les eaux de ruissellement issues de la plateforme routière seront acheminées via des fossés vers des bassins de rétention avant rejet dans le réseau de transport de la CAMVS ;
- sur la partie Ouest du projet, les eaux de ruissellement seront acheminées vers des noues d'infiltration prévues de part et d'autre de la chaussée.

Des espaces végétalisés le long du barreau de liaison seront réalisés par les aménageurs, en concertation avec les services du Département, dans le cadre de la réalisation de la ZAC de la plaine de Montaigu (Melun) et de la ZAE des Hautes Bornes (Melun-Rubelles).
En complément, le Département proposera des traitements paysagers assurant la cohérence paysagère entre l'infrastructure de transport et le territoire qu'elle traverse, en particulier au niveau du giratoire intermédiaire et de l'échangeur.

Moyens mis en œuvre :
Les acquisitions foncières, les études et 1ers travaux de la passerelle piétons / cycles et la réalisation de la 1ère phase de travaux seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage du Département de Seine-et-Marne.

Intérêt régional :
Ce projet est inscrit au programme d'opérations du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, adopté par délibération n° CR 2017-54.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des routes franciliennes.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR 2017-54, la Région s'engage à financer l'opération «RD1605 Liaison RN105-RD606 Contournement de Melun » selon une clé de financement de 50% appliquée à une enveloppe maximale de 15,6 M€.

La première phase du projet, objet du présent rapport, s'élève à 6 M€ HT. Par application de la clé ci-dessus, la participation régionale est de 3 M€.

Localisation géographique :
- MELUN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX - 1ère PHASE	4 500 000,00	75,00%
ÉTUDES ET TRAVAUX PASSERELLE PIÉTONS / CYCLES	750 000,00	12,50%
CONTRÔLES EXTÉRIEURS DES TRAVAUX / COORDINATION SPS	100 000,00	1,67%
ACQUISITIONS FONCIERES	650 000,00	10,83%
Total	6 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ILE-DE-FRANCE	3 000 000,00	50,00%
DÉPARTEMENT SEINE-ET-MARNE (fonds propres)	3 000 000,00	50,00%
Total	6 000 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	1 500 000,00 €
2019	1 000 000,00 €
2020	500 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	516 100,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 225 000,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	366 800,00 €
2014	Politique énergie climat	31 000,00 €
2014	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	14 950 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	793 000,00 €
2014	Soutien aux nouvaux services à la mobilité (Inv)	147 515,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	55 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	145 828,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 100 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	2 805 230,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	588 600,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	440 000,00 €
2015	Politique énergie climat	66 035,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 652 000,00 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	25 500,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 075 000,00 €
2016	Aide à la restauration du patrimoine protégé	322 975,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	96 000,00 €
2016	Fonds Propreté	361 250,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Favoriser la production et la distribution d’énergie provenant de sources renouvelables	303 151,07 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	880 000,00 €
2016	Soutien aux nouveaux services à la mobilité (Inv)	49 500,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 100 000,00 €
2017	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 333 500,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	15 000,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 050 000,00 €
	Montant total	35 935 184,07 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012944

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ROUTE - BARREAU RN3-RN2 LIAISON MEAUX-ROISSY - ETUDES - CD77

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	5 000 000,00 €	50,00 %	2 500 000,00 €
	Montant Total de la subvention		2 500 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
18200302- Aménagement des infrastructures de voirie départementale en grande couronne

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : HOTEL DU DEPARTEMENT
77010 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BARBAUX, PRESIDENT

N° SIRET : 22770001000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale
Rapport Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La liaison routière entre Meaux et l'Aéroport de Roissy est composée de trois éléments distincts : le contournement Est de Roissy (soutenu par la Région au titre du CPER), l'aménagement de la RN 3 (sous la Maîtrise d'Ouvrage de l'Etat) et la liaison entre les RN 2 et RN 3 (inscrite au Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route »).
Outre la desserte routière de la zone aéroportuaire, cette liaison améliorera également les conditions de desserte de la gare RER et de la zone industrielle Mitry-Compans.

Description :

L'opération comprend les aménagements suivants :
- la création d'une voie nouvelle entre la RN 3 et la RD 212 sur 6 kilomètres environ, comprenant plusieurs ouvrages d'art ;
- l'élargissement à 2 fois 2 voies de la RD 212 dans sa section Nord entre la voie nouvelle et la RN2, soit sur 3 kilomètres environ (réalisé au nord de la voie ferrée) :
- un barreau d'accès à deux voies vers Mitry-Mory depuis la RD 212, dit « barreau de Mitry », comprenant un ouvrage de franchissement des voies ferrées (réalisé).

La présente affectation concerne :
- les travaux d'élargissement de la RD 212 au sud des voies ferrées, dont un ouvrage de rétablissement des circulations agricoles et des liaisons douces,
- la poursuite des études du barreau neuf,
- la fin des acquisitions foncières.

Intérêt régional :
Ce projet est inscrit au programme d'opérations du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, adopté par délibération n° CR 2017-54.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des routes franciliennes.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR 2017-54, la Région s'engage à financer l'opération « Barreau RN3-RN2 Liaison Meaux-Roissy » selon une clé de financement de 50% appliquée à une enveloppe maximale de 40 M€ HT. La première phase du projet, objet du présent rapport, s'élève à 5 M€ HT. Par application de la clé ci-dessus, la participation régionale est de 2,5 M€.

Localisation géographique :
- CLAYE-SOUILLY
- COMPANS
- FRESNES-SUR-MARNE
- GRESSY
- MESSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes techniques	980 000,00	19,60%
Travaux de voirie	2 600 000,00	52,00%
Acquisitions foncières	1 380 000,00	27,60%
Provisions pour aléas et imprévus	40 000,00	0,80%
Total	5 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres CD77	2 500 000,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	2 500 000,00	50,00%
Total	5 000 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	700 000,00 €
2019	1 500 000,00 €
2020	300 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	516 100,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 225 000,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	366 800,00 €
2014	Politique énergie climat	31 000,00 €
2014	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	14 950 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	793 000,00 €
2014	Soutien aux nouvaux services à la mobilité (Inv)	147 515,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	55 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	145 828,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 100 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	2 805 230,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	588 600,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	440 000,00 €
2015	Politique énergie climat	66 035,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 652 000,00 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	25 500,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 075 000,00 €
2016	Aide à la restauration du patrimoine protégé	322 975,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	96 000,00 €
2016	Fonds Propreté	361 250,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	303 151,07 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	880 000,00 €
2016	Soutien aux nouveaux services à la mobilité (Inv)	49 500,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 100 000,00 €
2017	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 333 500,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	15 000,00 €

2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 050 000,00 €
	Montant total	35 935 184,07 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012948

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ROUTE - RD471 CARREFOURS DE BELLE-CROIX ET DES 4 PAVES - CD77

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	1 600 000,00 €	30,00 %	480 000,00 €
	Montant Total de la subvention		480 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
18200302- Aménagement des infrastructures de voirie départementale en grande couronne

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : HOTEL DU DEPARTEMENT
77010 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BARBAUX, PRESIDENT

N° SIRET : 22770001000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale
Rapport Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La RD471 assure une liaison nord-sud entre Melun et Marne la Vallée.
Le projet consiste à fluidifier la circulation de la voie et à améliorer les conditions de sécurité tous modes de déplacements confondus.

Lors de sa séance du 20 juin 2003, l'Assemblée départementale a pris en considération l'aménagement de la RD 471 en traversée du massif forestier d'Armainvilliers et de Ferrières.
Le Département avait alors décidé d'étudier 4 projets d'aménagement sur cet itinéraire s'étendant sur environ 12 kilomètres :

- le réaménagement du carrefour des 4 Pavés (RN4xRD471xRD216) à Gretz-Armainvilliers ;

- le réaménagement du carrefour de la Belle-Croix (RD471xRD350) à Ozoir-la-Ferrière ;
- le rétablissement en souterrain de l'allée des Séquoïas (liaison douce) au droit du carrefour de Piscop à Ferrières-en-Brie ;
- le rétablissement en souterrain du GR « du pays vallées et forêts Briardes » au droit du carrefour forestier Tripier à Ozoir-la-Ferrière.

L'objectif du présent projet est d'actualiser le diagnostic fonctionnel et les études concernant les carrefours de Belle-Croix et des 4 Pavés de la RD471.

Description :
Au vu de l'ancienneté du dossier de prise en considération, le Département va procéder à la mise à jour du diagnostic fonctionnel : diagnostic routier (analyse de la configuration de la RD 471, accidentalité, analyse des trafics VL et autres), diagnostic socio-économique et réglementaire, diagnostic de l'environnement et du paysage, diagnostic trafic et l'établissement d'une synthèse multi-critères.

Ce diagnostic devra permettre de confirmer, de compléter ou de préciser les enjeux et les objectifs d'aménagements et servira de base technique pour les projets d'aménagements de la RD471.
Suite à ce diagnostic, des études techniques plus avancées seront réalisées et les procédures administratives préalables et nécessaires aux travaux seront lancées.
Des acquisitions foncières pourront également être réalisées au cours de cette phase en fonction des opportunités et de l'avancée des études.

Intérêt régional :
Ce projet est inscrit au programme d'opérations du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, adopté par délibération n° CR 2017-54.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des routes franciliennes.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR 2017-54, la Région s'engage à financer l'opération « RD 471: Aménagement du carrefour de Belle-Croix et des 4 pavés à Chévry-Cossigny et Ozoir-la-Ferrière» selon une clé de financement de 30% appliquée à une enveloppe maximale de 5 M€ HT. La première phase du projet, objet du présent rapport, s'élève à 1,6 M€ HT. Par application de la clé ci-dessus, la participation régionale est de 480 000 €.

Localisation géographique :
- CHEVRY-COSSIGNY
- OZOIR-LA-FERRIERE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes d'opportunité	100 000,00	6,25%
Etudes techniques, dont études nécessaires aux procédures administratives	1 300 000,00	81,25%
Acquisitions foncières	150 000,00	9,38%
Provisions pour aléas et imprévus	50 000,00	3,13%
Total	1 600 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres CD77	1 120 000,00	70,00%
Subvention Région (sollicitée)	480 000,00	30,00%
Total	1 600 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2019	200 000,00 €
2020	280 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	516 100,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 225 000,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	366 800,00 €
2014	Politique énergie climat	31 000,00 €
2014	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	14 950 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	793 000,00 €
2014	Soutien aux nouvaux services à la mobilité (Inv)	147 515,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	55 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	145 828,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 100 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	2 805 230,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	588 600,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	440 000,00 €
2015	Politique énergie climat	66 035,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 652 000,00 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	25 500,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 075 000,00 €
2016	Aide à la restauration du patrimoine protégé	322 975,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	96 000,00 €
2016	Fonds Propreté	361 250,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	303 151,07 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	880 000,00 €

2016	Soutien aux nouveaux services à la mobilité (Inv)	49 500,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 100 000,00 €
2017	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 333 500,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	15 000,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 050 000,00 €
	Montant total	35 935 184,07 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012952

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ROUTE - CONTOURNEMENT DE COULOMMIERS - ETUDES - CD77

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	400 000,00 €	30,00 %	120 000,00 €
	Montant Total de la subvention		120 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
18200302- Aménagement des infrastructures de voirie départementale en grande couronne

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : HOTEL DU DEPARTEMENT
77010 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BARBAUX, PRESIDENT

N° SIRET : 22770001000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale
Rapport Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'agglomération de Coulommiers est asphyxiée par la congestion aux heures de pointe alors qu'une part non négligeable du trafic ne fait que transiter par ce secteur.
Après concertation, le contournement par le sud a été retenu.
Il prend ainsi naissance à l'Est sur la RD 222 pour capter les usagers venant du territoire de Rebais, intercepte la RD 934 en provenance de la Ferté-Gaucher, pour se raccorder à l'Ouest de Mouroux, sur la RD 934 vers Marne-la-Vallée. Cette opération d'environ 11 km de long dont 9 km en tracé neuf prévoit notamment la création de plusieurs ouvrages d'art.

Avant d'envisager les travaux, il est nécessaire de réaliser des études techniques approfondies pour

préciser la géométrie de la voie et des ouvrages, les conditions de réalisation techniques et réglementaires, l'insertion environnementale notamment du viaduc au-dessus du Grand Morin, l'impact foncier et le coût d'objectif.

Description :
Ces études porteront sur :
- la géométrie du tracé et des carrefours,
- les études d'ouvrages d'art.
- les études de terrassement,
- les principes d'assainissement et les ouvrages de rétention à prévoir,
- les études acoustiques et de protection phonique,
- les études architecturales des ouvrages (viaduc, ponts, écrans anti-bruit, …),
- les études d'insertion paysagère et environnementale.

L'exécution de ces études spécifiques devra s'appuyer sur la réalisation préalable d'un levé topographique par photogrammétrie et d'études géotechniques.

Intérêt régional :
Ce projet est inscrit au programme d'opérations du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, adopté par délibération n° CR 2017-54.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des routes franciliennes.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR 2017-54, la Région s'engage à financer 30% d'une enveloppe de 400 000 € HT allouée pour l'opération « Contournement de Coulommiers - études », soit une participation régionale de 120 000 €.

Localisation géographique :
- CC PAYS DE COULOMMIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Levés topographiques	30 000,00	7,50%
Etudes géotechniques	100 000,00	25,00%
Etudes de conception	270 000,00	67,50%
Total	400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Département 77	80 000,00	20,00%
CC du Pays de Coulommiers	200 000,00	50,00%
Région IDF	120 000,00	30,00%
Total	400 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	50 000,00 €
2019	70 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	516 100,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 225 000,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	366 800,00 €
2014	Politique énergie climat	31 000,00 €
2014	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	14 950 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	793 000,00 €
2014	Soutien aux nouvaux services à la mobilité (Inv)	147 515,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	55 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	145 828,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 100 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	2 805 230,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	588 600,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	440 000,00 €
2015	Politique énergie climat	66 035,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 652 000,00 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	25 500,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 075 000,00 €
2016	Aide à la restauration du patrimoine protégé	322 975,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	96 000,00 €
2016	Fonds Propreté	361 250,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	303 151,07 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	880 000,00 €
2016	Soutien aux nouveaux services à la mobilité (Inv)	49 500,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 100 000,00 €
2017	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 333 500,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	15 000,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 050 000,00 €
	Montant total	35 935 184,07 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014010

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ROUTE - RD31 LIAISON NORD-SUD - DÉVIATION D'ITTEVILLE - ÉTUDES - CD91

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	270 000,00 €	50,00 %	135 000,00 €
	Montant Total de la subvention		135 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
18200302- Aménagement des infrastructures de voirie départementale en grande couronne

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE L ESSONNE
Adresse administrative : BD DE FRANCE
91012 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur FRANCOIS DUROVRAY, Président

N° SIRET : 22910228000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale
Rapport Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017

Objet du projet : attribution d'une subvention en vue du financement des études AVP et des procédures environnementales du projet RD31 Liaison nord-sud - réalisation du barreau manquant RD17 - RD74 entre les communes d'Itteville et de Saint-Vrain (91).

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La création du barreau entre la RD17 et la RD74, dite déviation d'Itteville, constitue l'achèvement de l'itinéraire départemental assurant une liaison interurbaine entre le sud du département et le « Croissant » économique du nord de l'Essonne.

Le projet consiste en la création d'une voie nouvelle permettant de désengorger les zones urbaines.

Avant d'initier la phase de travaux, il est nécessaire de réaliser les études d'avant-projet (AVP) et engager toutes les procédures environnementales.

Description :
Réalisée sur une section nouvelle, la déviation sera aménagée en 2 X 1 voie. Il sera également étudié la possibilité d'aménager ponctuellement des stationnements longitudinaux et de créer une piste cyclable bidirectionnelle et une allée piétonne.

Le tracé a pour origine, au nord, le carrefour giratoire RD31 / RD17 situé sur la commune de Saint-Vrain. Il rejoint l'avenue de la gare, au niveau de l'intersection avec le Chemin des Prés Picard et franchit le plateau agricole situé à l'est du domaine de l'Épine. Il coupe la route du Bouchet au Nord de la zone d'habitation de la rue des Carrières, se connecte avec la RD74 entre les installations ERDF et les bâtiments de la Générale des Eaux et se raccorde à la RD31.

Moyens mis en œuvre :
Les études AVP, le dossier Loi sur l'Eau, l'étude d'impact sont réalisées sous la maîtrise d'ouvrage du Département de l'Essonne.

Intérêt régional :
Ce projet est inscrit au programme d'opérations du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, adopté par délibération n° CR 2017-54.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des routes franciliennes.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR 2017-54, la Région s'engage à financer l'opération "RD31 Liaison nord- sud dont le barreau manquant RD17 / RD74" selon une clé de financement de 50% appliquée à une enveloppe maximale de 6 M€ HT.

La première phase du projet, objet du présent rapport, s'élève à 270 000 € HT. Par application de la clé ci-dessus, la participation régionale est de 135 000 €.

Localisation géographique :
- ITTEVILLE
- SAINT-VRAIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ÉTUDES AVP	125 000,00	46,30%
DOSSIER D'AUTORISATION LOI SUR L'EAU ET ÉTUDE D'IMPACT	85 000,00	31,48%
ASSISTANCE MOA	10 000,00	3,70%
PROVISIONS POUR ÉTUDES SUPPLÉMENTAIRES MOA	50 000,00	18,52%
Total	270 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ILE-DE-FRANCE	135 000,00	50,00%
DÉPARTEMENT ESSONNE (fonds propres)	135 000,00	50,00%
Total	270 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	45 000,00 €
2018	60 000,00 €
2019	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accueil de jour en EHPAD	100 000,00 €
2014	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	90 000,00 €
2014	Aide à l'écriture de scénario (structures)	2 500,00 €
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	1 020 000,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 113 221,73 €
2014	Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	584 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	2 000 000,00 €
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	16 670,00 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	4 096 400,50 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	30 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	4 000 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 038 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	15 500,00 €
2016	Plan régional énergies- sensibilisation	38 720,00 €
2016	Plan régional pour la qualité de l'air	961 500,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	302 740,00 €

2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	950 000,00 €
2017	Aide à la restauration du patrimoine protégé	188 400,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	432 750,00 €
2017	Fonds pour le tourisme Fonctionnement	24 006,00 €
2017	Fonds Propreté	211 500,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 000 000,00 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	500 000,00 €
2017	Plan régional énergies- sensibilisation	18 720,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	20 000,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	60 000,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	550 000,00 €
	Montant total	23 509 628,23 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014067

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ROUTE - CRÉATION DE 3 AIRES DE COVOITURAGE (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV	15 000,00 €	50,00 %	7 500,00 €
	Montant Total de la subvention		7 500,00 €

Imputation budgétaire : 908-810-204132-181003-200
18100301- Etudes et expérimentations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE L ESSONNE
Adresse administrative : BD DE FRANCE
91012 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur FRANCOIS DUROVRAY, Président

N° SIRET : 22910228000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV
Rapport Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017

Objet du projet : attribution d'une subvention pour le financement de trois aires de covoiturage à Longpont-sur-Orge, à Milly-la-Forêt et à Étiolles (91).

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Département de l'Essonne s'est engagé depuis 2013 dans la création d'aires de voiturage. Une dizaine d'aires de covoiturage ont vu le jour, principalement dans le sud du territoire essonnien.

Le Département souhaite poursuivre la réalisation d'aires de covoiturage et étendre le périmètre d'intervention à l'ensemble de l'Essonne, conformément au plan Ecomobilité voté par l'Assemblée départementale le 27 mars 2017.

La poursuite du développement des aires de covoiturage permettra notamment de :

- encadrer la pratique et de rendre licite le stationnement des covoitureurs en offrant des aires de stationnement adaptées et sécurisées ;
- promouvoir le covoiturage en accroissant la visibilité dans le paysage et le trajet quotidien des automobilistes avec une signalétique visible et homogène ;
- donner une impulsion et un signal fort sur l'encouragement par le territoire de pratiques alternatives à la voiture utilisée solo.

Dans ce cadre, le Département de l'Essonne souhaite renforcer le réseau partenarial d'aires de covoiturage en collaboration avec les EPCI, la Région Ile-de-France, les communes, la SNCF et les partenaires privés.

Description :
En lien avec les gestionnaires de centres commerciaux, le Département souhaite créer trois aires de covoiturage à Longpont-sur-Orge (RN20), à Milly-le-Forêt (RD837) et à Etiolles (RD448).

Les travaux consistent à signaler l'aire correspondante depuis les axes routiers proches, puis à l'intérieur des centres commerciaux concernés au moyen d'une signalisation adaptée.

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage des aménagements des 3 aires de covoiturage sera assurée par le Département de l'Essonne.

Intérêt régional :
Les aires de covoiturage s'inscrivent pleinement dans les orientations du Plan "anti-bouchon" et pour changer la route car elles contribuent au développement de nouveaux services de mobilité.

Les 3 aires de covoiturage proposées par le Département de l'Essonne répondent aux critères d'éligibilité car elles sont situées à proximité d'un itinéraire du réseau routier d'intérêt régional (RRIR) et elles concourent à la mise en oeuvre des objectifs du plan régional pour la qualité de l'air.

Conformément à l'article 6 de la délibération n° CR 2017-54, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 50% maximum de la dépense supportée par le maître d'ouvrage.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des routes franciliennes.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR 2017-54, la Région s'engage à financer 50% de la dépense supportée par le maître d'ouvrage, soit une participation régionale maximale de 7 500 €.

Localisation géographique :
- MILLY-LA-FORET
- ETIOLLES
- LONGPONT-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PEINTURE AU SOL	3 000,00	20,00%
FOURNITURE ET MISE EN OEUVRE DE PANNEAUX	12 000,00	80,00%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ILE-DE-FRANCE	7 500,00	50,00%
DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE (fonds propres)	7 500,00	50,00%
Total	15 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 500,00 €
2018	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accueil de jour en EHPAD	100 000,00 €
2014	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	90 000,00 €
2014	Aide à l'écriture de scénario (structures)	2 500,00 €
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	1 020 000,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 113 221,73 €
2014	Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	584 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	2 000 000,00 €
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	16 670,00 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	4 096 400,50 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	30 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	4 000 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 038 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	15 500,00 €
2016	Plan régional énergies- sensibilisation	38 720,00 €
2016	Plan régional pour la qualité de l'air	961 500,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	302 740,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	950 000,00 €
2017	Aide à la restauration du patrimoine protégé	188 400,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	432 750,00 €
2017	Fonds pour le tourisme Fonctionnement	24 006,00 €

2017	Fonds Propreté	211 500,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 000 000,00 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d’infrastructures sur voirie départementale	500 000,00 €
2017	Plan régional énergies- sensibilisation	18 720,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	20 000,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	60 000,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	550 000,00 €
	Montant total	23 509 628,23 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012928

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ROUTE - RD1 A CLICHY-LA-GARENNE ET LEVALLOIS-PERRET - CD92

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	22 800 000,00 €	50,00 %	11 400 000,00 €
	Montant Total de la subvention		11 400 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
18200301- Aménagement des infrastructures de voirie départementale

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
Adresse administrative : 2 BD JACQUES-GERMAIN SOUFFLOT
92015 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Patrick DEVEDJIAN, Président

N° SIRET : 22920050600157

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale
Rapport Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La RD1 est un axe majeur pour les échanges économiques entre le sud et le nord du département des Hauts-de-Seine. La section entre le pont d'Asnières et le pont de Clichy, supportant plus de 26 000 véhicules/jour, est l'une des dernières à ne comporter qu'une voie par sens de circulation, créant un étranglement, source de congestion récurrente. Afin de répondre à ces difficultés de circulation et d'anticiper la livraison des programmes immobiliers du secteur, le Département des Hauts-de-Seine transforme la RD1 (Quais de Clichy et Charles Pasqua) en artère à 2 voies de circulation par sens.

Cet aménagement se fait dans la continuité des aménagements existants de part et d'autre permettant ainsi d'homogénéiser cet axe depuis Neuilly-sur-Seine jusqu'à Saint-Ouen.
Il permettra d'améliorer les conditions de circulations en termes de fluidité et de sécurité pour tous les

modes (automobilistes, cyclistes et piétons) et d'accompagner les mutations très importantes du secteur liées notamment à l'activité économique.

Description :
La phase 1 de la rue Jules Guesde à la rue Paul Dupont, objet de la présente fiche, doit permettre la réalisation :

- du passage de la RD 1 à deux files de circulation par sens, avec circulations cyclables sur trottoirs, et modernisation de l'éclairage public et des aménagements paysagers ;
- de la création d'un passage souterrain au niveau de la tête du pont d'Asnières ;
- de l'aménagement du carrefour giratoire de la tête du pont d'Asnières ;
- de l'aménagement des berges de Seine sous le pont d'Asnières.

La réalisation de cet aménagement a nécessité au préalable que SNCF Réseau élargisse le passage sous les voies ferrées.

Intérêt régional :
Ce projet est inscrit au programme d'opérations du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, adopté par délibération n° CR 2017-54.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des routes franciliennes.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR 2017-54, la Région s'engage à financer 50% d'une enveloppe de 22,8 M€ HT allouée pour l'opération "RD1 Quai de Clichy à Clichy-la-Garenne et Quai Charles Pasqua à Levallois", soit une participation régionale de 11,4 M€.

Localisation géographique :

- CLICHY
- LEVALLOIS-PERRET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	22 800 000,00	100,00%
Total	22 800 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres CD 92	11 400 000,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	11 400 000,00	50,00%
Total	22 800 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	4 850 000,00 €
2019	4 125 000,00 €
2020	1 125 000,00 €
2021	1 300 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	7 250,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	112 536,50 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 017 921,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	383 700,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	770 000,00 €
2015	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	18 100,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	24 678,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	19 603 510,09 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	30 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	383 700,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	746 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	9 200,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	500 640,50 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	8 850 380,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	750 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	35 800,00 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	3 700 000,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	400 000,00 €
	Montant total	43 566 295,48 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013912

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ROUTE - GERFAUT II NOUVELLES TRANCHES FONCTIONNELLES - CD93

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	830 000,00 €	50,00 %	415 000,00 €
	Montant Total de la subvention		415 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
18200301- Aménagement des infrastructures de voirie départementale

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : 3 ESPLANADE JEAN MOULIN
93006 BOBIGNY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur STEPHANE TROUSSEL, Président

N° SIRET : 22930008201453

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale
Rapport Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le Département a réalisé en urgence certains travaux de déploiement de Gerfaut II car il n'était pas possible de laisser la signalisation lumineuse tricolore en mode dégradé pour la sécurité des usagers de la route empruntant les voies départementales.

Objectifs :
Gerfaut II est le système de Gestion et Exploitation des Régulations des Feux AUTomatisés du CD93. Ce système prend en charge la régulation de plus de 600 carrefours à feux situés pour la plupart sur le RRIR. Il permet de donner la priorité en traversée de carrefour aux transports collectifs (Tram, Tzen, bus Mobilien). Un réseau de capteurs de trafic, de vidéo-trafic et de stations météorologiques assure une connaissance permanente des conditions de déplacement et permet d'informer les usagers de la route sur leurs conditions de circulation.

Le système vise les objectifs suivants :
- Maîtrise des déplacements tous modes,
- Désaturation des points noirs de circulation routière,
- Optimisation des déplacements des TC,
- Amélioration de la sécurité routière,
- Mise en œuvre d'une information aux usagers,
- Coordination avec des gestionnaires partenaires (réseaux départementaux limitrophes, réseau magistral).

Description :
Suite à une refonte globale du système Gerfaut, financée à hauteur de 13,2M€ par la Région dans le cadre du CPRD 2009-2013, le Plan régional « anti-bouchon et pour changer le route » doit permettre la mise en place de nouvelles tranches fonctionnelles permettant d'améliorer en continu les capacités du système.

La présente affectation concerne les 3 tranches suivantes :
- Le gestion optimisée d'un point dur de congestion – zone d'actions renforcées (ZAR) de Villemomble
- Le déploiement du Backbone (cœur de réseau) de Villemomble à Aulnay, pour permettre une gestion en temps réel fiable depuis le poste central de régulation.
- La centralisation des carrefours situés sur la RD 44 (Aulnay-sous-Bois et Sevran), rendue possible par l'extension du cœur de réseau.

Intérêt régional :
Ce projet est inscrit au programme d'opérations du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, adopté par délibération n° CR 2017-54.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des routes franciliennes.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR 2017-54, la Région s'engage à financer l'opération « Gerfaut II, nouvelles tranches fonctionnelles » selon une clé de financement de 50% appliquée à une enveloppe maximale de 5,85 M€ HT. La première phase du projet, objet du présent rapport, s'élève à 830 000 € HT. Par application de la clé ci-dessus, la participation régionale est de 415 000 €.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ZAR de Villemomble	50 000,00	6,02%
Backbone	630 000,00	75,90%
Centralisation carrefour RD44	150 000,00	18,07%
Total	830 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	415 000,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	415 000,00	50,00%
Total	830 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	415 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	374 650,00 €
2014	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	27 600,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	865 154,43 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	14 877 100,00 €
2014	Politique énergie climat	252 600,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	1 200 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 017 500,00 €
2014	Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des piétons	243 600,00 €
2014	Soutien aux structures de prévention	235 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	500 000,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	576 000,00 €
2015	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	717 224,00 €
2015	E-administration	60 000,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	455 040,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 958 012,67 €
2015	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	950 000,00 €
2015	Plan Piscines Régional	1 920 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	60 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	235 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	11 452 504,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 072 000,00 €
2015	Soutien au haut débit et ressources numériques au développement des	96 000,00 €

	TICE	
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 015 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	104 785,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	100 000,00 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	927 500,00 €
2016	Soutien aux actions en faveur de la lutte contre la pollution	38 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	915 000,00 €
2017	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	-628,00 €
2017	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	251 880,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	550 000,00 €
	Montant total	47 912 400,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012968

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ROUTE - ACCESSIBILITE ET DESSERTE DU POLE D'ORLY - CD94

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	2 000 000,00 €	50,00 %	1 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
18200301- Aménagement des infrastructures de voirie départementale

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94054 CRETEIL
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Christian FAVIER, Président

N° SIRET : 22940028800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale
Rapport Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Route Départementale 7 est l'un des axes nord-sud structurants du sud francilien. Cependant, entre les différents aménagements réalisés pour l'arrivée du Tram 7, la RD 7 garde un caractère de route express et ne dessert pas les grands équipements économiques (MIN, aéroport,…) qu'elle traverse (accessibles par l'autoroute). Une augmentation de la perméabilité de cet axe avec le réseau local et les axes Est-Ouest permettrait une meilleure répartition des flux routiers.
Pour accompagner l'implantation de deux pôles du Grand Paris Express, l'évolution de la trame viaire dans le secteur du pôle d'Orly-Rungis depuis l'esplanade du Cimetière de Thiais jusqu'à l'entrée dans l'Essonne, apparait désormais indispensable. Le Département s'est ainsi engagé dans une démarche visant à améliorer l'accessibilité et la desserte du pôle d'Orly, en partenariat avec les acteurs économiques locaux motivés par le projet.

Objectifs du projet global

- améliorer l'accès au pôle d'emploi d'Orly-Rungis ;
- fluidifier le trafic sur la RD7 en traitant les points durs de congestion, et lui permettre d'être support de toutes les mobilités ;
- mailler le territoire en réalisant des connexions entre la RD7 avec les liaisons est / ouest existantes et à venir (ex : déviation de Paray-vielle-Poste) afin de créer un réseau viaire cohérent et lisible en lien avec les besoins du territoire ;
- accompagner l'évolution du territoire et l'émergence de projets métropolitains : Cité de la gastronomie, gares M14 sud du Grand Paris Express, développement de l'aéroport d'Orly ;
- permettre un adressage et participer au développement des zones économiques et logistiques majeures positionnées sur les franges de la voirie : Semmaris, Sogaris, Icade, Klépierre.
- profiter des initiatives de certains de ces grands opérateurs économiques pour développer des expérimentations de véhicules autonomes (secteurs propices : emprises closes, horaires décalées, …).

Description :

L'opération doit permettre la réalisation :

- de la constitution du dossier d'enquête publique, notamment pour déclasser la RD7 de son statut de voie Express ;
- des enquêtes publiques (environnementale, d'utilité publique) ;
- du contenu des études d'avant-projet ;
- du contenu des études de projet ;
- in fine, préparer la réalisation des travaux.

Intérêt régional :

Ce projet est inscrit au programme d'opérations du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, adopté par délibération n° CR 2017-54.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :

Les usagers des routes franciliennes.

Détail du calcul de la subvention :

Conformément à la délibération CR 2017-54, la Région s'engage à financer l'opération « Accessibilité et desserte du pôle d'Orly » selon une clé de financement de 50% appliquée à une enveloppe maximale de 15 M€ HT. La première phase du projet, objet du présent rapport, s'élève à 2 M€ HT. Par application de la clé ci-dessus, la participation régionale est de 1 M€.

Localisation géographique :

- T12 (EPT12 / 94-VAL DE MARNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	2 000 000,00	100,00%
Total	2 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres CD94	1 000 000,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	1 000 000,00	50,00%
Total	2 000 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	500 000,00 €
2019	500 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	95 000,00 €
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	4 951 650,30 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	12 956 555,50 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	3 157 778,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	50 000,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	3 261 500,00 €
2014	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	4 567 150,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	5 800 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	142 500,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	45 000,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00 €
2015	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	76 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	530 990,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	25 000,00 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	450 000,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	2 548 361,76 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	-2 217 545,93 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	116 604,00 €
2015	Plan régional énergies- sensibilisation	10 000,00 €
2015	Politique énergie climat	100 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	3 035 865,93 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 090 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	58 900,00 €

2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	7 401 563,80 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 1 OS 1	650 000,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00 €
2017	Plan régional énergies- sensibilisation	10 000,00 €
2017	Programme de résidences d'écrivains (Organismes)	3 500,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Renforcement des nouveaux usages et contenus numériques dans les domaines de l'e-éducation et l'e-santé	159 113,17 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	600 000,00 €
	Montant total	54 248 032,46 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012971

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ROUTE - FRANCHISSEMENT DE SEINE AU NORD DU VAL-DE-MARNE - CD94

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	2 200 000,00 €	50,00 %	1 100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 100 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
18200301- Aménagement des infrastructures de voirie départementale

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94054 CRETEIL
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Christian FAVIER, Président

N° SIRET : 22940028800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale
Rapport Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'insuffisance des traversées des cours d'eau, des réseaux ferrés et des grandes infrastructures routières pénalisent le développement et la connexion entre eux des différents bassins de vie et d'emploi du Val-de-Marne. Afin de remédier à la saturation du réseau départemental, de compléter le maillage du réseau routier d'intérêt régional et de dynamiser le développement économique, la Région accompagne le Département dans son ambition de création d'un nouveau franchissement de Seine au nord du Val-de-Marne.

Le projet s'inscrit bien dans une stratégie de développement des mobilités en réduisant les grandes coupures et fragmentations du territoire et les enclavements qu'elles produisent. Il prend en compte l'ensemble des modes de déplacement à satisfaire : routier, transport en commun (site propre) et modes

doux, notamment pistes

Le nouveau pont sur la Seine au nord du département permettrait de débloquer la situation d'enclavement des territoires à plusieurs échelles :
- à l'échelle métropolitaine : pour le développement des Ardoines, un deuxième accès à l'A86 par l'échangeur de carrefour Pompadour
- A l'échelle locale, notamment pour le développement d'Alfortville et de Villeneuve St Georges, permettant une liaison TC rapide vers les Ardoines et un accès au Grand Paris Express
- A l'échelle du bassin de vie de Vitry-Créteil, une nouvelle liaison viaire pour soulager les ponts d'Ivry et du Port à l'Anglais.

Description :
L'Opération doit permettre la réalisation :
- de la constitution du dossier d'enquête publique ;
- des enquêtes publiques (environnementale, d'utilité publique et parcellaire) ;
- du contenu des études de projet.

Intérêt régional :
Ce projet est inscrit au programme d'opérations du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, adopté par délibération n° CR 2017-54.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des routes franciliennes.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR 2017-54, la Région s'engage à financer 50% d'une enveloppe de 2,2 M€ HT allouée pour l'opération « Franchissement de Seine au nord du Val-de-Marne - études », soit une participation régionale de 1,1 M€.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	2 200 000,00	100,00%
Total	2 200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres CD94	1 100 000,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	1 100 000,00	50,00%
Total	2 200 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	325 000,00 €
2019	375 000,00 €
2020	400 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	95 000,00 €
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	4 951 650,30 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	12 956 555,50 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	3 157 778,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	50 000,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	3 261 500,00 €
2014	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	4 567 150,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	5 800 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	142 500,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	45 000,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00 €
2015	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	76 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	530 990,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	25 000,00 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	450 000,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	2 548 361,76 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	-2 217 545,93 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	116 604,00 €
2015	Plan régional énergies- sensibilisation	10 000,00 €
2015	Politique énergie climat	100 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	3 035 865,93 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 090 000,00 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	58 900,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	7 401 563,80 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 1 OS 1	650 000,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00 €
2017	Plan régional énergies- sensibilisation	10 000,00 €

2017	Programme de résidences d'écrivains (Organismes)	3 500,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Renforcement des nouveaux usages et contenus numériques dans les domaines de l'e-éducation et l'e-santé	159 113,17 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	600 000,00 €
	Montant total	54 248 032,46 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012933

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ROUTE - REAMENAGEMENT DE LA PATTE D'OIE D'HERBLAY - CD95

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	10 000 000,00 €	50,00 %	5 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
18200302- Aménagement des infrastructures de voirie départementale en grande couronne

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL D'OISE
Adresse administrative : 2 AV DU PARC
95032 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Arnaud BAZIN, Président

N° SIRET : 22950127500015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale
Rapport Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le carrefour de la Patte d'Oie d'Herblay constitue, sur les communes d'Herblay et Pierrelaye, un nœud routier stratégique en même temps qu'un site emblématique de l'activité commerciale du département du Val d'Oise. Situé à l'insertion de trois routes départementales inscrites au RRIR de niveau 1 (RD14, RD392, RD106) et à proximité de l'échangeur avec l'autoroute A15, il assure les échanges très sensibles de ce secteur marqué par une implantation commerciale importante le long de la RD14. Le fonctionnement du carrefour étant complexe, le Département du Val d'Oise veut améliorer la circulation et la sécurité de la zone.

Description :
Le projet consiste en l'aménagement du diffuseur A15/RD392 conjointement à l'aménagement du carrefour de la Patte d'Oie d'Herblay afin d'améliorer la circulation et le fonctionnement prévisionnel de la Patte d'Oie d'Herblay et de l'échangeur 5 sur A15.

Les éléments constitutifs du projet sont :

a. L'aménagement de la rue Marceau Colin à double sens
b. L'aménagement d'un giratoire Nord-est permettant les échanges RD14/A15/RD392
c. La suppression du principe de collectrices au Nord et au Sud de l'A15
d. Le regroupement des échanges entre A15/RD392 sur 3 giratoires
e. L'aménagement du carrefour de la Patte d'Oie d'Herblay

Intérêt régional :
Ce projet est inscrit au programme d'opérations du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, adopté par délibération n° CR 2017-54.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des routes franciliennes.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR 2017-54, la Région s'engage à financer 50% d'une enveloppe de 10 M€ HT allouée pour l'opération "Réaménagement de la patte d'Oie d'Herblay A15/RD14/RD392/RD106", soit une participation régionale de 5 M€.

Localisation géographique :
- HERBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et travaux	10 000 000,00	100,00%
Total	10 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres CD 95	5 000 000,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	5 000 000,00	50,00%
Total	10 000 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	2 000 000,00 €
2019	1 000 000,00 €
2020	1 000 000,00 €
2021	1 000 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	8 500 000,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	675 799,00 €
2014	E-administration	-23 350,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 500 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	5 800 000,00 €
2014	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	48 918,52 €
2014	Réserves Naturelles Régionales Investissement	19 390,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	42 881,18 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	550 000,00 €
2015	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	360 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	1 682 480,00 €
2015	Innovation et actions pilotes - Inv	83 750,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	22 921,22 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	33 482,40 €
2015	Soutien à l'immobilier d'entreprises	973 330,00 €
2015	Soutien aux espaces de travail collaboratif	110 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	32 500,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	440 000,00 €
2016	Aménagement des infrastructures routières départementales	1 500 000,00 €
2016	Fonds Propreté	236 150,00 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	38 591,70 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 473 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	18 200,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	800 000,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 000 000,00 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	12 300 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 6 OS 9	1 500 000,00 €
2017	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	40 959,04 €
2017	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 600,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	300 000,00 €
	Montant total	43 088 453,06 €

ANNEXE 3 : Contrats-cadres

Contrat cadre de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » et pour changer la route

La Région Île-de-France représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, autorisée par la délibération n° CR 2017-54 du Conseil régional en date du 09 mars 2017,

Et

le Département de Seine-et-Marne représenté par Monsieur Jean-Jacques BARBAUX, Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne, autorisé par la délibération _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ de l'assemblée départementale du 9 juin 2017.

Conviennent ce qui suit :

Conformément au Plan « anti-bouchon » et pour changer la route adopté par délibération CR 2017-54 du Conseil régional en date du 09 mars 2017, la Région Île-de-France et le Conseil départemental de Seine-et-Marne souhaitent développer un réseau routier d'intérêt régional (RRIR) qualitatif à travers une programmation financière portant sur la période allant de 2016 à 2020, qui doit permettre la réalisation des projets prioritaires identifiés sur le territoire.

Le présent contrat marque la volonté conjointe de la Région et du Département de développer et de moderniser les routes, préalable au dynamisme économique et social de l'Île-de-France et des territoires qui le composent.

Dans ce cadre, le Département de Seine-et-Marne consacrera 76 M€ HT aux opérations inscrites dans le présent contrat cadre. La Région d'Île-de-France, pour sa part, participera au financement de ces opérations selon les clés définies en annexe 1. La mise en œuvre de chaque projet fera l'objet d'une convention spécifique établie sur la base des principes énoncés ci-après et approuvée par les organes délibérants des deux collectivités sous réserve de l'inscription des crédits correspondants à leurs budgets respectifs.

Cet engagement financier de la Région est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 de la présente convention, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n°CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

1. Le programme de mise œuvre du réseau routier d'intérêt régional

La Région et le Département décident, par le présent contrat, de financer conjointement la réalisation des opérations suivantes :

- Barreau RN3-RN2 Liaison Meaux-Roissy
- RD1605 Liaison RN105-RD606 (Contournement de Melun)
- Liaison sud de Chelles. Accès à la base régionale de Vaires
- Franchissements de Seine à Melun
- RD471 : aménagement du carrefour de Belle-Croix et des 4 pavés à Chevry-Cossigny et Ozoir-la-Ferrière
- Contournement de Coulommiers - études
- Complément échangeur RD603 et A4 Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux
- Contournement de Guignes (études, AF)
- Liaison RD306-RD346 - contournement de Melun

Le Département, maître d'ouvrage des opérations, fera ses meilleurs efforts pour en limiter les externalités négatives et en optimiser les impacts positifs.

De plus, dans le cadre de la réalisation de ces projets, le Département s'engage à mettre en œuvre les opportunités offertes par les procédures de marchés publics visant à favoriser et à développer des technologies innovantes.

Enfin, le Département transmettra à la Région, après la mise en service de l'opération, une note technique permettant de mesurer l'impact du projet sur la résorption de la congestion dans le territoire concerné.

2. Le RRIR, un réseau routier qualitatif

Une gestion optimale du réseau routier offre de nombreux avantages tels que le meilleur niveau de sécurité des infrastructures, un niveau de service attractif grâce à l'amélioration de la fluidité, la régularité et la sécurité des déplacements. Elle permet de garantir le bon fonctionnement des dispositifs de lutte contre les nuisances. Elle permet également de préserver le patrimoine et de soutenir l'économie locale et le tourisme. Dans cette perspective, la Région attend une évolution de la qualité du réseau régional qui conditionne l'attribution des aides au financement des projets routiers du Département sur le réseau d'intérêt régional.

2.1. Le recueil et la mise à disposition des données de trafic sur le réseau départemental

Le Département s'engage à mettre à disposition les données de trafic à jour sur le réseau départemental dont il dispose, et en particulier sur le RRIR.

L'objectif est de parvenir dès que possible à publier des données de trafic **en temps réel.**

Cette démarche permet d'exploiter les opportunités de développement d'outils d'aide au déplacement des usagers, tels que les outils de prévision de trafic, les calculateurs d'itinéraires multimodaux et de favoriser de nouvelles formes de mobilité comme la mobilité connectée.

Les modalités de recueil, de diffusion et d'exploitation des données, en particulier par le STIF et l'OMNIL, feront l'objet de conventions spécifiques.

2.2. La définition d'objectifs de performance

L'état des routes ayant une incidence significative sur la consommation et l'usure des véhicules, sur la sécurité, sur le temps de parcours et sur le confort des déplacements, la Région a souhaité définir des objectifs de qualité de service pour l'entretien et l'exploitation courants du RRIR, présentés dans le tableau ci-après.

Le Département, par le présent contrat, prend acte de ces objectifs pour les itinéraires départementaux de niveau 1 et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour l'entretien et la maintenance du RRIR garantissant le niveau de service minimal précisé ci-après.

Sur les itinéraires départementaux de niveau 2, le Département s'engage à améliorer, ou a minima maintenir, la qualité de service existante sur les thématiques citées dans le tableau ci-après.

Par souci d'homogénéité, le Département s'engage, avec l'appui de la Région, à inciter les communes à assurer un niveau de service équivalent sur le RRIR urbain.

Afin d'améliorer l'information fournie aux usagers sur les situations perturbées, le Département et la Région agiront conjointement afin d'améliorer la fourniture d'informations validées par les gestionnaires sur les événements affectant le RRIR. Ils pourront le cas échéant s'appuyer sur le dispositif innovant du Plan.

Objectif de qualité de service sur le RRIRR	Critère d'évaluation	itinéraire départemental de niveau 1	
		En agglomération*	**Hors agglomération***
Entretien courant	Fréquence d'entretien des abords Campagnes d'enlèvement des déchets	- -	2/an 1/an
Viabilité hivernale	Fréquence d'intervention sur le RIRR - Saumurage ou autres traitements préventifs - Délais de retour aux conditions de référence ou retour au noir, hors phénomène exceptionnels ou de crise *(les délais démarrent à la fin des épisodes de neiges)* : • neige • verglas	selon indications météorologiques, pré-curatif intégral 4h 3h	selon indications météorologiques, pré-curatif intégral 6h 4h
Fonctionnement des équipements (éclairage, signalisation lumineuse tricolore)	Fréquence de la maintenance Délai d'intervention de mise en sécurité en cas de panne ou de dégradation à partir du signalement	en fonction des usages locaux 2h dynamique 4h statiques	en fonction des usages locaux 3h dynamique 4h statiques
Viabilité	Fréquence de patrouille sur le RRIR Délai d'intervention en procédure d'urgence, de mise en sécurité en cas de détérioration du réseau ou d'incident détecté par le patrouilleur	1/sem immédiate	1/sem immédiate
Guidage et jalonnement sur le RRIR	Fréquence des campagnes de rénovation de la signalisation horizontale Vérification visuel du bon état et de la bonne lisibilité de la signalisation verticale de police et directionnelle Délai d'intervention sur la signalisation de police ou la signalisation lumineuse à partir du signalement d'un dysfonctionnement	5 ans 1/an -	5 ans 1/an 1jour pour pose du panneau provisoire
Information des usagers en cas d'incident ou de travaux importants	Information des usagers du RRIR : - Délai de pose de panneaux en amont de la perturbation (ou d'affichage PMV le cas échéant) [idem procédure d'urgence] - Délai d'intervention pour mettre en sécurité les incidents avérés, signalés par les usagers [idem procédure d'urgence]	 3h 3h	 3h 3h

*Au sens du Code de la route

2.3. Les modalités de suivi et d'évaluation

Afin d'assurer le suivi de l'évolution du réseau routier d'intérêt régional, le Département précisera les moyens mobilisés et les résultats relevés pour répondre aux objectifs de qualité de service pour les thématiques précisées dans le tableau en article 2.2, a minima une fois par an.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), les conventions de financement particulières pourront prévoir une clause de suspension des versements de subvention ou de fonds de concours prévus au point 1 du présent contrat.

En parallèle, la Région se réserve le droit de réaliser un audit du réseau d'intérêt régional et des projets financés dans le cadre de ce contrat de mise en œuvre du plan anti-bouchon.

2.4. Les principes contractuels

Cette contractualisation est le résultat d'échanges entre la Région et le Département de Seine-et-Marne, qui ont abouti aux éléments cadre suivants :

- le contrat de mise en œuvre du plan anti-bouchon porte sur un engagement global de 76 M€ HT
- la participation de la Région est fixée entre 30% et 50% (cf. tableau en annexe)

Les engagements financiers pris par la Région et le Département restent subordonnés à la conclusion de conventions de financement spécifiques ainsi qu'au vote des crédits correspondants par les organes délibérants des deux collectivités.

Les deux partenaires se réservent le droit de réviser par voie d'avenant le contrat de mise en œuvre du Plan anti-bouchon afin de prendre en compte l'avancement des projets et les éventuels redéploiements nécessaires.

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France et le Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne sont chargés conjointement de l'exécution du présent contrat.

Fait à _ _ _ _ _ _ _ , le _ _ _ _ _ _ _ _ 2017

Fait en deux exemplaires originaux,

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France	**Le Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne**

Annexe au contrat type n°1 : tableau des opérations et clés de financement

Opérations	Montant (M€)	Part 2016-2020 (M€)	Clé de financement régional	Crédits Région (M€)
Barreau RN3-RN2 Liaison Meaux-Roissy	60,8	40,0	50%	20,0
RD1605 Liaison RN105-RD606 (Contournement de Melun)	15,6	15,6	50%	7,8
Liaison sud de Chelles. Accès à la base régionale de Vaires.	9,0	9,0	30%	2,7
Franchissements de Seine à Melun	50,0	2,0	50%	1,0
RD471 : aménagement du carrefour de Belle-Croix et des 4 pavés à Chévry-Cossigny et Ozoir-la-Ferrière	11,5	5,0	30%	1,5
Contournement de Coulommiers-études	0,4	0,4	30%	0,1
Complément échangeur RD603 et A4 Saint Jean les Deux Jumeaux	1,0	1,0	30%	0,3
Contournement de Guignes (études, AF)		2,0	50%	1,0
Liaison RD306-RD346, contournement de Melun	7,4	1,0	50%	0,5
Total		**76**		**34,9**

Annexe au contrat type n°2 : Thématiques soutenues par la Région au titre de l'expérimentation, de l'innovation, et des actions permettant de maîtriser la demande de déplacements

A. Thématiques liées à l'infrastructure routière

- Mise en place d'enrobés de nouvelle génération présentant par exemple une faculté de résilience et/ou une résistance renforcée…
- Structures de chaussée amovible facilitant l'accès aux réseaux
- Solutions de haute technologie permettant de faciliter l'entretien et la maintenance des infrastructures et des équipements, et d'en diminuer sensiblement le coût
- Déploiement de techniques innovantes permettant d'améliorer le confort acoustique des voies ; en particulier les enrobés à très haute performance acoustique
- Eclairage modulable selon les besoins avec maîtrise des nuisances, efficacité énergétique et alimentation en énergie renouvelable
- Solutions d'assainissement à faible impact, notamment en termes d'inondation et de pollution des eaux
- Implantation d'équipements permettant la communication entre l'infrastructure et le véhicule.
- Récupération de l'énergie par la chaussée, permettant sa mise hors gel, voire de contribuer à alimenter les réseaux de chaleur à proximité
- Récupération de l'énergie par la chaussée, permettant d'alimenter des équipements, voire de contribuer à alimenter les réseaux de distribution d'électricité
- Expérimentation de dispositifs d'alimentation de véhicules à motorisation hybride par l'infrastructure en continu, par caténaires ou par le sol en tenant compte de l'impact sur le réseau de distribution d'énergie
- Voies et parkings dédiés aux véhicules propres définis selon les bases légales en vigueur

B. Thématiques liées à l'exploitation

- Solutions numériques permettant le recueil des données de trafic en temps réel

- Traitement de points de congestion par la gestion dynamique du trafic : carrefours, gestion des feux…
- Gestion dynamique des voies pour lutter contre la congestion (bandes d'arrêt d'urgence, voies réservées) et/ou pour faciliter les nouveaux usages, en particulier le covoiturage.
- Gestion dynamique des vitesses pour lutter contre la congestion
- Reconnaissance dynamique de certaines catégories d'usagers, par exemple les véhicules à fort taux d'occupation.
- Régulation d'accès
- Détections en temps réel d'incidents ou d'accidents de la circulation
- Outils de signalisation dynamique et dispositifs de répétition dynamique embarqués associés
- Équipement de véhicules du gestionnaire en unités embarquées permettant la communication inter-véhicules

C. Thématiques liées aux véhicules

- Solutions de communication inter-véhicules, en particulier pour celles qui visent à améliorer la sécurité (anticollision, avertissements de danger imminent…) ou à lutter contre la congestion
- Déploiement expérimental, sur des espaces où l'évolution de la réglementation le rend possible, de flottes de véhicules connectés ainsi que de véhicules partiellement ou totalement autonomes. Ces expérimentations devront viser préférentiellement les innovations incrémentales permettant l'augmentation du nombre de fonctions de conduite délégables et l'élargissement progressif des environnements d'usage; seront plus spécifiquement ciblés les domaines d'application suivants :
    - la conduite de véhicule particulier sur autoroute fluide
    - la conduite de véhicule particulier en situation de forte congestion (vitesse < 30 km/h)
    - le valet de parking pour véhicule particulier
    - le véhicule de transport collectif de taille réduite (6 à 10 passagers) en environnement suffisamment sécurisé (y compris par des vitesses limites de circulation réduites)
    - les véhicules de gestion des flux de marchandises en environnement maîtrisé (centres ou zones logistiques par exemple)
    - la conduite de poids lourds en convois.
- Déploiement de flottes de véhicules propres mutualisés, y compris les équipements associés (dont les dispositifs de recharge), soit dans le cadre d'un service public, soit dans le cadre d'un plan de mobilité d'entreprise ou

d'administration. Les offres d'accès public non interopérables sont exclues de l'aide régionale.

- Test en vraie grandeur de véhicules propres utilisant de nouvelles motorisations ou de nouvelles énergies (hydrogène, inertie, hybrides…)

D. Thématiques liées aux usages, aux services et au management de la mobilité

- « Nouveaux services de mobilité » visant à utiliser la route de façon plus efficace. Ces derniers comprennent : les solutions de covoiturage, les solutions d'autopartage, mais aussi des ensembles de solutions regroupées au sein de « bouquets de services », ciblant des publics variés (étudiants, salariés, habitants…) et/ou des territoires situés hors de la zone dense et mal desservis par les transports en commun. La Région participera au financement des dépenses d'investissement et de fonctionnement relatives au déploiement des « Nouveaux services de mobilité » sur un territoire.

- Développement et déploiement d'outils numériques permettant d'alimenter en temps réel la connaissance et la diffusion des données de trafic, de stationnement, de localisation d'évènements (accidents, chantiers…) qui permettront d'informer les usagers, de faciliter ou de rationaliser leurs déplacements, de lutter contre la congestion ou de permettre d'en diminuer l'impact, en particulier en termes de pollution.

- Nouvelles approches visant au report modal ou l'augmentation des taux de remplissage (mise en relation des véhicules individuels/ petit logistique, logistique dernier kilomètre, etc.)

Contrat cadre de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » et pour changer la route

La Région Île-de-France représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, autorisée par la délibération n° CR 2017-54 du Conseil régional en date du 09 mars 2017,

Et

Le Département de Seine-Saint-Denis représenté par Monsieur Stéphane TROUSSEL, Président du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis, autorisé par la délibération _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ de l'assemblée départementale du _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Conviennent ce qui suit :

Conformément au Plan « anti-bouchon » et pour changer la route adopté par délibération CR 2017-54 du Conseil régional en date du 09 mars 2017, la Région Île-de-France et le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis souhaitent développer un réseau routier d'intérêt régional (RRIR) qualitatif à travers une programmation financière portant sur la période allant de 2016 à 2020, qui doit permettre la réalisation des projets prioritaires identifiés sur le territoire.

Le présent contrat marque la volonté conjointe de la Région et du Département de développer et de moderniser les routes, préalable au dynamisme économique et social de l'Île-de-France et des territoires qui le composent.

Dans ce cadre, le Département de Seine-Saint-Denis consacrera 19,6 M€ HT aux opérations inscrites dans le présent contrat cadre. La Région d'Île-de-France, pour sa part, participera au financement de ces opérations selon les clés définies en annexe 1. La mise en œuvre de chaque projet fera l'objet d'une convention spécifique établie sur la base des principes énoncés ci-après et approuvée par les organes délibérants des deux collectivités sous réserve de l'inscription des crédits correspondants à leurs budgets respectifs.
Dans ce même cadre, les Départements des Hauts-de-Seine et de la Seine-Saint-Denis consacreront 2 M€ HT à l'opération BUCSO, selon une répartition restant à définir. La Région d'Île-de-France, pour sa part, participera à son financement à hauteur de 50%, conformément à l'annexe 1. Sa mise en œuvre fera l'objet d'une convention spécifique établie sur la base des principes énoncés ci-après et approuvée par les organes délibérants des trois collectivités sous réserve de l'inscription des crédits correspondants à leurs budgets respectifs.

Cet engagement financier de la Région est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;

- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 de la présente convention, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n°CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

1. Le programme de mise œuvre du réseau routier d'intérêt régional

La Région et le Département décident, par le présent contrat, de financer conjointement la réalisation des opérations suivantes :

- Traitement du point noir de circulation Ex-RN 302 - RD 116
- Gerfaut II, nouvelles tranches fonctionnelles
- Carrefour ex N 186 - A3 (pl. Saint-Just) et nouveau franchissement, études
- Réaménagement RD1 (5 km) au débouché du Pont de Saint Ouen
- BUSCO (Boulevard Urbain de Clichy-St Ouen)*
  *opération financée également par le CD 92 selon une répartition restant à définir

Le Département, maître d'ouvrage des opérations, fera ses meilleurs efforts pour en limiter les externalités négatives et en optimiser les impacts positifs.
De plus, dans le cadre de la réalisation de ces projets, le Département s'engage à mettre en œuvre les opportunités offertes par les procédures de marchés publics visant à favoriser et à développer des technologies innovantes.
Enfin, le Département transmettra à la Région, après la mise en service de l'opération, une note technique permettant de mesurer l'impact du projet sur la résorption de la congestion dans le territoire concerné.

2. Le RRIR, un réseau routier qualitatif

Une gestion optimale du réseau routier offre de nombreux avantages tels que le meilleur niveau de sécurité des infrastructures, un niveau de service attractif grâce à l'amélioration de la fluidité, la régularité et la sécurité des déplacements. Elle permet de garantir le bon fonctionnement des dispositifs de lutte contre les nuisances. Elle permet également de préserver le patrimoine et de soutenir l'économie locale et le tourisme. Dans cette perspective, la Région attend une évolution de la qualité du réseau régional qui conditionne l'attribution des aides au financement des projets routiers du Département sur le réseau d'intérêt régional.

2.1. Le recueil et la mise à disposition des données de trafic sur le réseau départemental

Le Département s'engage à mettre à disposition les données de trafic à jour sur le réseau départemental dont il dispose, et en particulier sur le RRIR.
L'objectif est de parvenir dès que possible à publier des données de trafic **en temps réel.**
Cette démarche permet d'exploiter les opportunités de développement d'outils d'aide au déplacement des usagers, tels que les outils de prévision de trafic, les calculateurs d'itinéraires multimodaux et de favoriser de nouvelles formes de mobilité comme la mobilité connectée.

Les modalités de recueil, de diffusion et d'exploitation des données, en particulier par le STIF et l'OMNIL, feront l'objet de conventions spécifiques.

2.2. La définition d’objectifs de performance

L’état des routes ayant une incidence significative sur la consommation et l’usure des véhicules, sur la sécurité, sur le temps de parcours et sur le confort des déplacements, la Région a souhaité définir des objectifs de qualité de service pour l’entretien et l’exploitation courants du RRIR, présentés dans le tableau ci-après.

Le Département, par le présent contrat, prend acte de ces objectifs pour les itinéraires départementaux de niveau 1 et s’engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour l’entretien et la maintenance du RRIR garantissant le niveau de service minimal précisé ci-après.

Sur les itinéraires départementaux de niveau 2, le Département s’engage à améliorer, ou a minima maintenir, la qualité de service existante sur les thématiques citées dans le tableau ci-après.

Par souci d’homogénéité, le Département s’engage, avec l’appui de la Région, à inciter les communes à assurer un niveau de service équivalent sur le RRIR urbain.

Afin d’améliorer l’information fournie aux usagers sur les situations perturbées, le Département et la Région agiront conjointement afin d’améliorer la fourniture d’informations validées par les gestionnaires sur les événements affectant le RRIR. Ils pourront le cas échéant s’appuyer sur le dispositif innovant du Plan.

Objectif de qualité de service sur le RRIRR	Critère d'évaluation	itinéraire départemental de niveau 1	
		En agglomération*	**Hors agglomération***
Entretien courant	Fréquence d'entretien des abords Campagnes d'enlèvement des déchets	- -	2/an 1/an
Viabilité hivernale	Fréquence d'intervention sur le RIRR - Saumurage ou autres traitements préventifs - Délais de retour aux conditions de référence ou retour au noir, hors phénomène exceptionnels ou de crise *(les délais démarrent à la fin des épisodes de neiges)* : • neige • verglas	selon indications météorologiques, pré-curatif intégral 4h 3h	selon indications météorologiques, pré-curatif intégral 6h 4h
Fonctionnement des équipements (éclairage, signalisation lumineuse tricolore)	Fréquence de la maintenance Délai d'intervention de mise en sécurité en cas de panne ou de dégradation à partir du signalement	en fonction des usages locaux 2h dynamique 4h statiques	en fonction des usages locaux 3h dynamique 4h statiques
Viabilité	Fréquence de patrouille sur le RRIR Délai d'intervention en procédure d'urgence, de mise en sécurité en cas de détérioration du réseau ou d'incident détecté par le patrouilleur	1/sem immédiate	1/sem immédiate
Guidage et jalonnement sur le RRIR	Fréquence des campagnes de rénovation de la signalisation horizontale Vérification visuel du bon état et de la bonne lisibilité de la signalisation verticale de police et directionnelle Délai d'intervention sur la signalisation de police ou la signalisation lumineuse à partir du signalement d'un dysfonctionnement	5 ans 1/an -	5 ans 1/an 1jour pour pose du panneau provisoire
Information des usagers en cas d'incident ou de travaux importants	Information des usagers du RRIR : - Délai de pose de panneaux en amont de la perturbation (ou d'affichage PMV le cas échéant) [idem procédure d'urgence] - Délai d'intervention pour mettre en sécurité les incidents avérés, signalés par les usagers [idem procédure d'urgence]	 3h 3h	 3h 3h

*Au sens du Code de la route

2.3. Les modalités de suivi et d'évaluation

Afin d'assurer le suivi de l'évolution du réseau routier d'intérêt régional, le Département précisera les moyens mobilisés et les résultats relevés pour répondre aux objectifs de qualité de service pour les thématiques précisées dans le tableau en article 2.2, a minima une fois par an.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), les conventions de financement particulières pourront prévoir une clause de suspension des versements de subvention ou de fonds de concours prévus au point 1 du présent contrat.

En parallèle, la Région se réserve le droit de réaliser un audit du réseau d'intérêt régional et des projets financés dans le cadre de ce contrat de mise en œuvre du plan anti-bouchon.

3. Les principes contractuels

Cette contractualisation est le résultat d'échanges entre la Région et le Département de Seine-Saint-Denis, qui ont abouti aux éléments cadre suivants :

- le contrat de mise en œuvre du plan anti-bouchon porte sur un engagement global de 19,6 M€ HT auxquels s'ajoutent 2 M€ HT pour l'opération BUCSO, incluant une participation du CD92 selon une répartition restant à définir
- la participation de la Région est fixée à 50% (cf. tableau en annexe)

Les engagements financiers pris par la Région et le Département restent subordonnés à la conclusion de conventions de financement spécifiques ainsi qu'au vote des crédits correspondants par les organes délibérants des deux collectivités.

Les deux partenaires se réservent le droit de réviser par voie d'avenant le contrat de mise en œuvre du Plan anti-bouchon afin de prendre en compte l'avancement des projets et les éventuels redéploiements nécessaires.

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France et le Président du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis sont chargés conjointement de l'exécution du présent contrat.

Fait à _ _ _ _ _ _ _ , le _ _ _ _ _ _ _ _ 2017

Fait en deux exemplaires originaux,

La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France	**Le Président du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis**

Annexe au contrat type n°1 : tableau des opérations et clés de financement

Opération	Montant (M€)	Part 2016-2020	Clé de financement régional	Crédits Région (M€)
Traitement du point noir de circulation Ex-RN 302 - RD 116	2,7	2,7	50%	1,4
Gerfaut II, nouvelles tranches fonctionnelles	5,9	5,9	50%	2,9
Carrefour ex N 186 - A3 (pl. Saint-Just) et nouveau franchissement, études	3	3	50%	1,5
Réaménagement RD1 (5 km) au débouché du Pont de Saint Ouen	25	8	50%	4
Total		**19,6**	50%	**9,8**

Opération interdépartementale complémentaire : BUCSO (Boulevard Urbain de Clichy-Saint-Ouen)	**18,5**	**2**	50%	**1**

Annexe au contrat type n°2 : Thématiques soutenues par la Région au titre de l'expérimentation, de l'innovation, et des actions permettant de maîtriser la demande de déplacements

A. Thématiques liées à l'infrastructure routière

- Mise en place d'enrobés de nouvelle génération présentant par exemple une faculté de résilience et/ou une résistance renforcée…
- Structures de chaussée amovible facilitant l'accès aux réseaux
- Solutions de haute technologie permettant de faciliter l'entretien et la maintenance des infrastructures et des équipements, et d'en diminuer sensiblement le coût
- Déploiement de techniques innovantes permettant d'améliorer le confort acoustique des voies ; en particulier les enrobés à très haute performance acoustique
- Eclairage modulable selon les besoins avec maîtrise des nuisances, efficacité énergétique et alimentation en énergie renouvelable
- Solutions d'assainissement à faible impact, notamment en termes d'inondation et de pollution des eaux
- Implantation d'équipements permettant la communication entre l'infrastructure et le véhicule.
- Récupération de l'énergie par la chaussée, permettant sa mise hors gel, voire de contribuer à alimenter les réseaux de chaleur à proximité
- Récupération de l'énergie par la chaussée, permettant d'alimenter des équipements, voire de contribuer à alimenter les réseaux de distribution d'électricité
- Expérimentation de dispositifs d'alimentation de véhicules à motorisation hybride par l'infrastructure en continu, par caténaires ou par le sol en tenant compte de l'impact sur le réseau de distribution d'énergie
- Voies et parkings dédiés aux véhicules propres définis selon les bases légales en vigueur

B. Thématiques liées à l'exploitation

- Solutions numériques permettant le recueil des données de trafic en temps réel

- Traitement de points de congestion par la gestion dynamique du trafic : carrefours, gestion des feux…
- Gestion dynamique des voies pour lutter contre la congestion (bandes d'arrêt d'urgence, voies réservées) et/ou pour faciliter les nouveaux usages, en particulier le covoiturage.
- Gestion dynamique des vitesses pour lutter contre la congestion
- Reconnaissance dynamique de certaines catégories d'usagers, par exemple les véhicules à fort taux d'occupation.
- Régulation d'accès
- Détections en temps réel d'incidents ou d'accidents de la circulation
- Outils de signalisation dynamique et dispositifs de répétition dynamique embarqués associés
- Équipement de véhicules du gestionnaire en unités embarquées permettant la communication inter-véhicules

C. Thématiques liées aux véhicules

- Solutions de communication inter-véhicules, en particulier pour celles qui visent à améliorer la sécurité (anticollision, avertissements de danger imminent…) ou à lutter contre la congestion
- Déploiement expérimental, sur des espaces où l'évolution de la réglementation le rend possible, de flottes de véhicules connectés ainsi que de véhicules partiellement ou totalement autonomes. Ces expérimentations devront viser préférentiellement les innovations incrémentales permettant l'augmentation du nombre de fonctions de conduite délégables et l'élargissement progressif des environnements d'usage; seront plus spécifiquement ciblés les domaines d'application suivants :
    - la conduite de véhicule particulier sur autoroute fluide
    - la conduite de véhicule particulier en situation de forte congestion (vitesse < 30 km/h)
    - le valet de parking pour véhicule particulier
    - le véhicule de transport collectif de taille réduite (6 à 10 passagers) en environnement suffisamment sécurisé (y compris par des vitesses limites de circulation réduites)
    - les véhicules de gestion des flux de marchandises en environnement maîtrisé (centres ou zones logistiques par exemple)
    - la conduite de poids lourds en convois.
- Déploiement de flottes de véhicules propres mutualisés, y compris les équipements associés (dont les dispositifs de recharge), soit dans le cadre d'un service public, soit dans le cadre d'un plan de mobilité d'entreprise ou

d'administration. Les offres d'accès public non interopérables sont exclues de l'aide régionale.

- Test en vraie grandeur de véhicules propres utilisant de nouvelles motorisations ou de nouvelles énergies (hydrogène, inertie, hybrides…)

D. Thématiques liées aux usages, aux services et au management de la mobilité

- « Nouveaux services de mobilité » visant à utiliser la route de façon plus efficace. Ces derniers comprennent : les solutions de covoiturage, les solutions d'autopartage, mais aussi des ensembles de solutions regroupées au sein de « bouquets de services », ciblant des publics variés (étudiants, salariés, habitants…) et/ou des territoires situés hors de la zone dense et mal desservis par les transports en commun. La Région participera au financement des dépenses d'investissement et de fonctionnement relatives au déploiement des « Nouveaux services de mobilité » sur un territoire.

- Développement et déploiement d'outils numériques permettant d'alimenter en temps réel la connaissance et la diffusion des données de trafic, de stationnement, de localisation d'évènements (accidents, chantiers…) qui permettront d'informer les usagers, de faciliter ou de rationaliser leurs déplacements, de lutter contre la congestion ou de permettre d'en diminuer l'impact, en particulier en termes de pollution.

- Nouvelles approches visant au report modal ou l'augmentation des taux de remplissage (mise en relation des véhicules individuels/ petit logistique, logistique dernier kilomètre, etc.)

Contrat cadre de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » et pour changer la route

La Région Île-de-France représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, autorisée par la délibération n° CR 2017-54 du Conseil régional en date du 09 mars 2017,

Et

le Département du Val-de-Marne représenté par Monsieur Christian FAVIER, Président du Conseil départemental du Val-de-Marne, autorisé par la délibération _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ de l'assemblée départementale du _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Conviennent ce qui suit :

Conformément au Plan « anti-bouchon » et pour changer la route adopté par délibération CR 2017-54 du Conseil régional en date du 09 mars 2017, la Région Île-de-France et le Conseil départemental du Val-de-Marne souhaitent développer un réseau routier d'intérêt régional (RRIR) qualitatif à travers une programmation financière portant sur la période allant de 2016 à 2020, qui doit permettre la réalisation des projets prioritaires identifiés sur le territoire.

Le présent contrat marque la volonté conjointe de la Région et du Département de développer et de moderniser les routes, préalable au dynamisme économique et social de l'Île-de-France et des territoires qui le composent.

Dans ce cadre, le Département du Val-de-Marne consacrera 22,2 M€ HT aux opérations inscrites dans le présent contrat cadre. La Région d'Île-de-France, pour sa part, participera au financement de ces opérations selon les clés définies en annexe 1. La mise en œuvre de chaque projet fera l'objet d'une convention spécifique établie sur la base des principes énoncés ci-après et approuvée par les organes délibérants des deux collectivités sous réserve de l'inscription des crédits correspondants à leurs budgets respectifs.

Cet engagement financier de la Région est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 de la présente convention, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n°CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

1. Le programme de mise œuvre du réseau routier d'intérêt régional

La Région et le Département décident, par le présent contrat, de financer conjointement la réalisation des opérations suivantes :

- Extension de PARCIVAL
- Accessibilité et desserte du pôle d'Orly
- Franchissement de Seine au nord du Val-de-Marne (études)

Le Département, maître d'ouvrage des opérations, fera ses meilleurs efforts pour en limiter les externalités négatives et en optimiser les impacts positifs.
De plus, dans le cadre de la réalisation de ces projets, le Département s'engage à mettre en œuvre les opportunités offertes par les procédures de marchés publics visant à favoriser et à développer des technologies innovantes.
Enfin, le Département transmettra à la Région, après la mise en service de l'opération, une note technique permettant de mesurer l'impact du projet sur la résorption de la congestion dans le territoire concerné.

2. Le RRIR, un réseau routier qualitatif

Une gestion optimale du réseau routier offre de nombreux avantages tels que le meilleur niveau de sécurité des infrastructures, un niveau de service attractif grâce à l'amélioration de la fluidité, la régularité et la sécurité des déplacements. Elle permet de garantir le bon fonctionnement des dispositifs de lutte contre les nuisances. Elle permet également de préserver le patrimoine et de soutenir l'économie locale et le tourisme. Dans cette perspective, la Région attend une évolution de la qualité du réseau régional qui conditionne l'attribution des aides au financement des projets routiers du Département sur le réseau d'intérêt régional.

2.1. Le recueil et la mise à disposition des données de trafic sur le réseau départemental

Le Département s'engage à mettre à disposition les données de trafic à jour sur le réseau départemental dont il dispose, et en particulier sur le RRIR.
L'objectif est de parvenir dès que possible à publier des données de trafic **en temps réel.**
Cette démarche permet d'exploiter les opportunités de développement d'outils d'aide au déplacement des usagers, tels que les outils de prévision de trafic, les calculateurs d'itinéraires multimodaux et de favoriser de nouvelles formes de mobilité comme la mobilité connectée.

Les modalités de recueil, de diffusion et d'exploitation des données, en particulier par le STIF et l'OMNIL, feront l'objet de conventions spécifiques.

2.2. La définition d'objectifs de performance

L'état des routes ayant une incidence significative sur la consommation et l'usure des véhicules, sur la sécurité, sur le temps de parcours et sur le confort des déplacements, la Région a souhaité définir des objectifs de qualité de service pour l'entretien et l'exploitation courants du RRIR, présentés dans le tableau ci-après.

Le Département, par le présent contrat, prend acte de ces objectifs pour les itinéraires départementaux de niveau 1 et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour l'entretien et la maintenance du RRIR garantissant le niveau de service minimal précisé ci-après.

Sur les itinéraires départementaux de niveau 2, le Département s'engage à améliorer, ou a minima maintenir, la qualité de service existante sur les thématiques citées dans le tableau ci-après.

Par souci d'homogénéité, le Département s'engage, avec l'appui de la Région, à inciter les communes à assurer un niveau de service équivalent sur le RRIR urbain.

Afin d'améliorer l'information fournie aux usagers sur les situations perturbées, le Département et la Région agiront conjointement afin d'améliorer la fourniture d'informations validées par les gestionnaires sur les événements affectant le RRIR. Ils pourront le cas échéant s'appuyer sur le dispositif innovant du Plan.

Objectif de qualité de service sur le RRIRR	Critère d'évaluation	itinéraire départemental de niveau 1	
		En agglomération*	**Hors agglomération***
Entretien courant	Fréquence d'entretien des abords Campagnes d'enlèvement des déchets	- -	2/an 1/an
Viabilité hivernale	Fréquence d'intervention sur le RIRR - Saumurage ou autres traitements préventifs - Délais de retour aux conditions de référence ou retour au noir, hors phénomène exceptionnels ou de crise *(les délais démarrent à la fin des épisodes de neiges)* : • neige • verglas	selon indications météorologiques, pré-curatif intégral 4h 3h	selon indications météorologiques, pré-curatif intégral 6h 4h
Fonctionnement des équipements (éclairage, signalisation lumineuse tricolore)	Fréquence de la maintenance Délai d'intervention de mise en sécurité en cas de panne ou de dégradation à partir du signalement	en fonction des usages locaux 2h dynamique 4h statiques	en fonction des usages locaux 3h dynamique 4h statiques
Viabilité	Fréquence de patrouille sur le RRIR Délai d'intervention en procédure d'urgence, de mise en sécurité en cas de détérioration du réseau ou d'incident détecté par le patrouilleur	1/sem immédiate	1/sem immédiate
Guidage et jalonnement sur le RRIR	Fréquence des campagnes de rénovation de la signalisation horizontale Vérification visuel du bon état et de la bonne lisibilité de la signalisation verticale de police et directionnelle Délai d'intervention sur la signalisation de police ou la signalisation lumineuse à partir du signalement d'un dysfonctionnement	5 ans 1/an -	5 ans 1/an 1jour pour pose du panneau provisoire
Information des usagers en cas d'incident ou de travaux importants	Information des usagers du RRIR : - Délai de pose de panneaux en amont de la perturbation (ou d'affichage PMV le cas échéant) [idem procédure d'urgence] - Délai d'intervention pour mettre en sécurité les incidents avérés, signalés par les usagers [idem procédure d'urgence]	 3h 3h	 3h 3h

*Au sens du Code de la route

2.3. Les modalités de suivi et d'évaluation

Afin d'assurer le suivi de l'évolution du réseau routier d'intérêt régional, le Département précisera les moyens mobilisés et les résultats relevés pour répondre aux objectifs de qualité de service pour les thématiques précisées dans le tableau en article 2.2, a minima une fois par an.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), les conventions de financement particulières pourront prévoir une clause de suspension des versements de subvention ou de fonds de concours prévus au point 1 du présent contrat.

En parallèle, la Région se réserve le droit de réaliser un audit du réseau d'intérêt régional et des projets financés dans le cadre de ce contrat de mise en œuvre du plan anti-bouchon.

3. Les principes contractuels

Cette contractualisation est le résultat d'échanges entre la Région et le Département du Val-de-Marne, qui ont abouti aux éléments cadre suivants :

- le contrat de mise en œuvre du plan anti-bouchon porte sur un engagement global de 22,2 M€ HT
- la participation de la Région est fixée à 50% (cf. tableau en annexe)

Les engagements financiers pris par la Région et le Département restent subordonnés à la conclusion de conventions de financement spécifiques ainsi qu'au vote des crédits correspondants par les organes délibérants des deux collectivités.

Les deux partenaires se réservent le droit de réviser par voie d'avenant le contrat de mise en œuvre du Plan anti-bouchon afin de prendre en compte l'avancement des projets et les éventuels redéploiements nécessaires.

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France et le Président du Conseil départemental du Val-de-Marne sont chargés conjointement de l'exécution du présent contrat.

Fait à _ _ _ _ _ _ _ , le _ _ _ _ _ _ _ _ 2017

Fait en deux exemplaires originaux,

La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France	**Le Président du Conseil départemental du Val-de-Marne**

Annexe au contrat type n°1 : tableau des opérations et clés de financement

Opération	Montant (M€)	Part 2016-2020	Clé de financement régional	Crédits Région (M€)
Extension de PARCIVAL	50	5	50%	2,5
Accessibilité et desserte du pôle d'Orly	50	15	50%	7,5
Franchissement de Seine au nord du Val-de-Marne (études)		2,2	50%	1,1
Total		**22,2**	50%	**11,1**

Annexe au contrat type n°2 : Thématiques soutenues par la Région au titre de l'expérimentation, de l'innovation, et des actions permettant de maîtriser la demande de déplacements

A. Thématiques liées à l'infrastructure routière

- Mise en place d'enrobés de nouvelle génération présentant par exemple une faculté de résilience et/ou une résistance renforcée…
- Structures de chaussée amovible facilitant l'accès aux réseaux
- Solutions de haute technologie permettant de faciliter l'entretien et la maintenance des infrastructures et des équipements, et d'en diminuer sensiblement le coût
- Déploiement de techniques innovantes permettant d'améliorer le confort acoustique des voies ; en particulier les enrobés à très haute performance acoustique
- Eclairage modulable selon les besoins avec maîtrise des nuisances, efficacité énergétique et alimentation en énergie renouvelable
- Solutions d'assainissement à faible impact, notamment en termes d'inondation et de pollution des eaux
- Implantation d'équipements permettant la communication entre l'infrastructure et le véhicule.
- Récupération de l'énergie par la chaussée, permettant sa mise hors gel, voire de contribuer à alimenter les réseaux de chaleur à proximité
- Récupération de l'énergie par la chaussée, permettant d'alimenter des équipements, voire de contribuer à alimenter les réseaux de distribution d'électricité
- Expérimentation de dispositifs d'alimentation de véhicules à motorisation hybride par l'infrastructure en continu, par caténaires ou par le sol en tenant compte de l'impact sur le réseau de distribution d'énergie
- Voies et parkings dédiés aux véhicules propres définis selon les bases légales en vigueur

B. Thématiques liées à l'exploitation

- Solutions numériques permettant le recueil des données de trafic en temps réel

- Traitement de points de congestion par la gestion dynamique du trafic : carrefours, gestion des feux…
- Gestion dynamique des voies pour lutter contre la congestion (bandes d'arrêt d'urgence, voies réservées) et/ou pour faciliter les nouveaux usages, en particulier le covoiturage.
- Gestion dynamique des vitesses pour lutter contre la congestion
- Reconnaissance dynamique de certaines catégories d'usagers, par exemple les véhicules à fort taux d'occupation.
- Régulation d'accès
- Détections en temps réel d'incidents ou d'accidents de la circulation
- Outils de signalisation dynamique et dispositifs de répétition dynamique embarqués associés
- Équipement de véhicules du gestionnaire en unités embarquées permettant la communication inter-véhicules

C. Thématiques liées aux véhicules

- Solutions de communication inter-véhicules, en particulier pour celles qui visent à améliorer la sécurité (anticollision, avertissements de danger imminent…) ou à lutter contre la congestion
- Déploiement expérimental, sur des espaces où l'évolution de la réglementation le rend possible, de flottes de véhicules connectés ainsi que de véhicules partiellement ou totalement autonomes. Ces expérimentations devront viser préférentiellement les innovations incrémentales permettant l'augmentation du nombre de fonctions de conduite délégables et l'élargissement progressif des environnements d'usage; seront plus spécifiquement ciblés les domaines d'application suivants :
    - la conduite de véhicule particulier sur autoroute fluide
    - la conduite de véhicule particulier en situation de forte congestion (vitesse < 30 km/h)
    - le valet de parking pour véhicule particulier
    - le véhicule de transport collectif de taille réduite (6 à 10 passagers) en environnement suffisamment sécurisé (y compris par des vitesses limites de circulation réduites)
    - les véhicules de gestion des flux de marchandises en environnement maîtrisé (centres ou zones logistiques par exemple)
    - la conduite de poids lourds en convois.
- Déploiement de flottes de véhicules propres mutualisés, y compris les équipements associés (dont les dispositifs de recharge), soit dans le cadre d'un service public, soit dans le cadre d'un plan de mobilité d'entreprise ou

d'administration. Les offres d'accès public non interopérables sont exclues de l'aide régionale.

- Test en vraie grandeur de véhicules propres utilisant de nouvelles motorisations ou de nouvelles énergies (hydrogène, inertie, hybrides…)

D. Thématiques liées aux usages, aux services et au management de la mobilité

- « Nouveaux services de mobilité » visant à utiliser la route de façon plus efficace. Ces derniers comprennent : les solutions de covoiturage, les solutions d'autopartage, mais aussi des ensembles de solutions regroupées au sein de « bouquets de services », ciblant des publics variés (étudiants, salariés, habitants…) et/ou des territoires situés hors de la zone dense et mal desservis par les transports en commun. La Région participera au financement des dépenses d'investissement et de fonctionnement relatives au déploiement des « Nouveaux services de mobilité » sur un territoire.

- Développement et déploiement d'outils numériques permettant d'alimenter en temps réel la connaissance et la diffusion des données de trafic, de stationnement, de localisation d'évènements (accidents, chantiers…) qui permettront d'informer les usagers, de faciliter ou de rationaliser leurs déplacements, de lutter contre la congestion ou de permettre d'en diminuer l'impact, en particulier en termes de pollution.

- Nouvelles approches visant au report modal ou l'augmentation des taux de remplissage (mise en relation des véhicules individuels/ petit logistique, logistique dernier kilomètre, etc.)

ANNEXE 4 : Conventions de financement

RD 1605
Liaison RN 105 – RD 636
(Contournement de Melun)

Convention de financement relative aux acquisitions foncières et à la 1ère phase de travaux

2017

TABLE DES MATIERES

0 PREAMBULE 6

1 OBJET DE LA CONVENTION 6

1.1 DEFINITIONS ET CONTENU DE L'OPERATION 6
1.2 DELAIS DE REALISATION DES TRAVAUX 7

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 7

2.1 HISTORIQUE 7
2.2 OBJECTIFS DU PROJET 7
2.3 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 7

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 8

3.1 LA MAITRISE D'OUVRAGE 8
3.1.1 IDENTIFICATION 8
3.1.2 ENGAGEMENTS 8
3.2 LES FINANCEURS 9
3.2.1 IDENTIFICATION 9
3.2.2 ENGAGEMENTS 9

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 9

4.1 ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 9
4.2 COUTS DETAILLES 9
4.3 PLAN DE FINANCEMENT 10
4.4 MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 10
4.4.1 VERSEMENT D'ACOMPTES 10
4.4.2 VERSEMENT DU SOLDE 10
4.4.3 PAIEMENT 11
4.4.4 BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION 11
4.5 CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 11
4.6 COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 12

5 GESTION DES ECARTS 12

6 MODALITES DE CONTROLE 12

7 ORGANISATION ET SUIVI DE L'OPERATION 12

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 13

9 DISPOSITIONS GENERALES 13

9.1 MODIFICATION DE LA CONVENTION 13
9.2 REGLEMENT DES LITIGES 13
9.3 RESILIATION DE LA CONVENTION 13
9.4 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 14
9.5 QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL 14
9.6 MESURES D'ORDRE 15

ANNEXES 16

Entre,

- **La Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée « la Région » dûment mandatée par la délibération n°…….….. de la Commission permanente en date du …….….. du Conseil régional d'Ile-de-France,

- **Le Département de Seine-et-Marne**, représenté par Monsieur Jean-Jacques BARBAUX, Président du Conseil départemental, ci-après désigné « le Département » dûment mandaté par la délibération n°…….….. de la Commission permanente en date du …….….. du Conseil départemental de Seine-et-Marne,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'expropriation ;

Vu la loi 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maitrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP ;

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° 7/02 du Conseil départemental en date du 29/06/2012 approuvant son Règlement budgétaire et financier, modifié par délibération n°7/01 du 26/04/2013 ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du Conseil régional d'Île de France du 09/03/2017 approuvant le Plan « anti-bouchons et pour changer la route » ;

Vu la délibération n° CP …… de la Commission permanente du Conseil régional du …… approuvant les termes du contrat cadre entre le Département et la Région d'Île-de-France relatif à la mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Vu la délibération du Conseil départemental n° 3/02 du 9 juin 2017 approuvant les termes du contrat cadre entre le Département et la Région d'Île-de-France relatif à la mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Vu la délibération du Conseil départemental n° 2/01 du 20 novembre 2015 portant délégation de compétences au Président du Conseil départemental dans le cadre des dispositions générales de l'article susvisé du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil départemental n° …… du …… ;

Vu la délibération du Conseil régional n° CP …… de la Commission permanente du …… ;

Il est convenu ce qui suit :

0 Préambule

Le contrat-cadre pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route passé entre le Département de Seine-et-Marne et la Région Île-de-France prévoit une enveloppe globale de 15,6 millions d'euros pour l'opération « RD1605 Liaison RN105-RD605 (Contournement de Melun) ». La présente convention ne concerne que le financement de la première partie de cette enveloppe relative aux acquisitions foncières, études et travaux de la passerelle piétons / cycles et à la 1ère phase de travaux. Les phases suivantes du projet feront l'objet de conventions ultérieures.

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

1 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des acquisitions foncières, études et travaux de la passerelle et la 1ère phase de travaux de réalisation du projet de création de la RD1605, barreau de liaison entre la RD636 et la RN105, composante du contournement de Melun ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi des travaux dans le respect du calendrier général du projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Aménagement de la RD1605 – contournement Melun – AF et 1ers travaux »

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 6 000 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 3 000 000 €.

1.1 Définitions et contenu de l'opération

L'opération doit permettre la réalisation :

- des acquisitions foncières restantes ;
- des études et 1ers travaux de la passerelle piétons / cycles ;
- des travaux de la 1ère phase de travaux d'aménagement de la RD1605.

1.2 Délais de réalisation des travaux

Le délai prévisionnel des travaux est 26 mois. Le calendrier prévisionnel de l'opération figure en annexe 1.

2 Contexte général du projet

2.1 Historique

La RD605 supporte actuellement 42 000 véhicules / jour en moyenne les jours ouvrés. Le trafic important sur la RD605 est voué à augmenter significativement du fait de plusieurs projets de développement urbain en cours ou à venir sur ce secteur :

- le projet de renouvellement urbain des quartiers nord de Melun (au sud de la RD605)
- la réalisation de la ZAC de la Plaine de Montaigu (au nord de la RD605).
- la création d'un nouvel hôpital à Melun au cœur du quadrilatère formé par la RD306 à l'ouest, la RD606 au sud et la R 605 à l'est et au nord.
- la ville de Rubelles a également engagé un programme de construction de logements à proximité des RD471 et RD636 (ZAC des 3 Noyers).
- la Communauté d'agglomération Melun Val-de-Seine (CAMVS) projette l'aménagement d'une future zone d'activités économiques sur les communes de Melun et de Rubelles, à l'est de la Plaine de Montaigu (ZAE des Hautes Bornes), à moyen terme.

La déclaration d'utilité publique du projet a été prise par arrêté du 14 janvier 2016 suite à l'approbation de la déclaration de projet par l'Assemblée départementale le 18 décembre 2015.

Le projet a fait l'objet d'une autorisation en application de l'article L.214-3 du Code de l'environnement (loi sur l'Eau) par arrêté du 22 novembre 2016.

D'autres procédures administratives préalables et nécessaires à la réalisation des travaux sont en cours (archéologie préventive notamment).

Des concertations ont eu lieu avec les différentes collectivités concernées par ce projet, pour traiter notamment les continuités piétons / cycles.

2.2 Objectifs du projet

La RD1605, barreau de liaison entre la RD636 et la RN105, permettra de :

- délester la RD 605 d'une partie du trafic de transit est/ouest afin que cette voie puisse être requalifiée en vue de l'arrivée du TZen 2 et afin de favoriser la liaison urbaine entre les différentes opérations d'aménagement situées de part et d'autre de la voie ;
- desservir le futur quartier de la ZAC de la Plaine de Montaigu ;
- participer à la desserte des futures zones d'aménagement prévues à l'est sur les communes de Melun et de Rubelles ainsi que du futur pôle hospitalier de Melun.

Cette future liaison RD1065 constitue une des composantes du contournement de Melun.

2.3 Caractéristiques principales du projet

Le projet consiste à réaliser un barreau de liaison dénommé RD1605, entre l'échangeur Est RD636xRD605 dit « des Mézereaux » et le giratoire RN105xRD605 dit « du Bois du Jard » sur les communes de Melun, Rubelles et Vert-Saint-Denis.

L'opération est composé de :

- un **barreau routier à 2x2 voies** ;
- des **aménagements de carrefours** existants :
    - le réaménagement du giratoire du Bois du Jard (RD605xRN105), afin d'en augmenter la capacité (by-pass) et d'intégrer la 4ème branche d'arrivée de la RD1605 ;
    - la reconfiguration de l'échangeur RD605xRD636, afin d'assurer une continuité naturelle entre la RD605 Est et le barreau de liaison, tout en limitant l'emprise foncière nécessaire et en réutilisant au maximum les chaussées existantes ;
    - la réalisation d'une passerelle piétons-cycles de franchissement de la RD1605 pour rétablir la liaison douce existante parallèle à la route de Voisenon ;
    - la création d'un giratoire intermédiaire à 4 branches pour desservir les zones d'activités et de logements de Melun et de Rubelles et auquel se raccordera la route de Voisenon.
- l'**assainissement** :
    - les eaux du bassin naturel intercepté seront collectés dans des fossés extérieurs côté Nord de la chaussée, pour infiltration ;
    - sur la partie Est du projet, les eaux de ruissellement issues de la plateforme routière seront acheminées via de fossés vers des bassins de rétention avant rejet dans le réseau de transport de la CAMVS ;
    - sur la partie Ouest du projet, les eaux de ruissellement seront acheminées vers des noues d'infiltration disposées de part et d'autre de la chaussée.
- **l'aménagement paysager** : des espaces végétalisés le long de la déviation seront réalisés par les aménageurs, en concertation avec les services du Département, dans le cadre de la réalisation de la ZAC de la plaine de Montaigu (Melun) et de la ZAE des Hautes Bornes (Melun-Rubelles). En complément, le Département proposera des traitements paysagers permettant la cohérence paysagère entre l'infrastructure de transport et le territoire qu'elle traverse, en particulier au niveau du giratoire intermédiaire et de l'échangeur.

3 Rôles et engagements des parties

3.1 La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqué respectivement dans l'article 4.1 et dans l'annexe 1 « calendrier prévisionnel de réalisation des travaux » de la présente convention. Le calendrier de l'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

Le Département s'engage à maintenir les infrastructures réalisées dans le cadre de cette convention pendant une durée de 30 ans dans le domaine public routier.

3.2 Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de l'opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant de 6 000 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Ile-de-France (50%) : soit 3 000 000 €
- Département de Seine-et-Marne (50 %), soit 3 000 000 €

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'annexe 2.

4 Modalités de financement et de paiement

4.1 Estimation du coût de l'opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 6 000 000 HT en euros courants conventionnels, non actualisables et non révisables.

4.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

Aménagement de la RD1065	
Postes de dépenses	**Montant HT**
Travaux – 1ère phase	4 500 000
Etudes et 1ers travaux de la passerelle piétons / vélos	750 000
Contrôles extérieurs des travaux / coordination SPS	100 000
Acquisitions foncières	650 000
TOTAL en € courants	**6 000 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect du principe de fongibilité entre postes de dépenses du maître d'ouvrage, et dans le respect de l'enveloppe globale par le maître d'ouvrage, après information et accord express de la Région Ile-de-France.

4.3 Plan de financement

Le plan de financement est établi en euros courants conventionnels HT, non actualisables et non révisables.

Montant € courants HT et %			
Financeurs	**Région Ile-de-France**	**Département de Seine-et-Marne**	**Total**
Maîtrise d'ouvrage : Département de Seine-et-Marne	3 000 000 €	3 000 000 €	**6 000 000 €**
	50%	*50%*	***100%***

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Pour les dépenses à engager par la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquelles l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le Département indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- l'état d'avancement des travaux ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des travaux couverts par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- du relevé final des dépenses et des recettes réalisées ;
- les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;

- un rapport de présentation « d'avancement de chantier » indiquant le descriptif des réalisations (études, acquisitions foncières, travaux,…) effectuées au moment du solde financier de la présente convention ;
- du bilan financier de l'opération.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département aux coordonnées suivantes :

Bénéficiaire	Etablissement Agence	Code établissement	Code guichet	N° de compte	Clé RIB	IBAN
Département de Seine-et-Marne	Payeur départemental de Seine-et-Marne	30001	00525	C7700000000	66	FR5730001005 25C770000000066

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Région Ile-de-France	35 Boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle Finances Direction de la comptabilité Service dépenses d'intervention social et territorial

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, le Département dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Lorsque l'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais. Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses liées à l'opération réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 Gestion des écarts

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informée lors du Comité de suivi.

6 Modalités de contrôle

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

7 Organisation et suivi de l'opération

La gouvernance du Projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il est réuni autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'échanger sur la communication relative au projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 Communication institutionnelle

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeur, maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 Dispositions générales

9.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

9.3 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées

immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par la Région.

La présente convention de financement tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la Commission permanente de la Région approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.3, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signée avec le Département de Seine-et-Marne dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n°CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de

progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la présente convention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le Département de Seine-et-Marne, **Jean-Jacques BARBAUX** Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PÉCRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

ANNEXES

Annexe 1 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Travaux

Annexe 2 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fond

Annexe 1 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Travaux

Notification du marché travaux du barreau routier	**Début 2018**
Travaux 1ère tranche – barreau routier	**2nd trimestre 2018 – 2nd trimestre 2019**
Etudes Passerelle (AVP, PRO, DCE)	**3ème trimestre 2018**
Travaux 1ère tranche - passerelle	**Début 1er trimestre 2019**

Annexe 2 Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Echéancier prévisionnel des dépenses

(En euros courants HT)

	ANNEE			Total
	2018	2019	2020	
Département de Seine-et-Marne	**3 000 000**	**2 000 000**	**1 000 000**	**6 000 000**

Echéancier prévisionnel des appels de fonds

(En euros courants HT)

	ANNEE			Total
	2018	2019	2020	
Région Ile-de-France	**1 500 000**	**1 000 000**	**500 000**	**3 000 000**

Barreau RN2 – RN3
Liaison Meaux – Roissy

Convention de financement relatives aux études, aux travaux et acquisitions foncières

2017

TABLE DES MATIERES

0 PREAMBULE 6

1 OBJET DE LA CONVENTION 6

1.1 DEFINITIONS ET CONTENU DE L'OPERATION 6
1.2 DELAIS DE REALISATION DES ETUDES ET TRAVAUX 7

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 7

2.1 HISTORIQUE 7
2.2 OBJECTIFS DU PROJET 7
2.3 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 8

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 8

3.1 LA MAITRISE D'OUVRAGE 8
3.1.1 IDENTIFICATION 8
3.1.2 ENGAGEMENTS 9
3.2 LES FINANCEURS 9
3.2.1 IDENTIFICATION 9
3.2.2 ENGAGEMENTS 9

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 9

4.1 ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 9
4.2 COUTS DETAILLES 10
4.3 PLAN DE FINANCEMENT 10
4.4 MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 10
4.4.1 VERSEMENT D'ACOMPTES 10
4.4.2 VERSEMENT DU SOLDE 11
4.4.3 PAIEMENT 11
4.4.4 BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION 11
4.5 CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 12
4.6 COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 12

5 GESTION DES ECARTS 12

6 MODALITES DE CONTROLE 13

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 13

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 13

9 DISPOSITIONS GENERALES 14

9.1 MODIFICATION DE LA CONVENTION 14
9.2 REGLEMENT DES LITIGES 14
9.3 RESILIATION DE LA CONVENTION 14
9.4 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 15
9.5 QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL 15
9.6 MESURES D'ORDRE 16

10 ANNEXES 17

Annexe 1 Échéancier prévisionnel des appels de fond 18
Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des études, travaux et acquisitions foncières 19
Annexe 3 : Détail du programme des Etudes, travaux et acquisitions foncières 20

Entre,

- **La Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n°_____ de la Commission permanente en date du _____du Conseil régional d'Ile-de-France,

- **Le Département de Seine-et-Marne**, représenté par le Président du Conseil départemental, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par la délibération n°…… de la Commission permanente en date du …… du Conseil départemental de Seine-et-Marne,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'expropriation ;

Vu la loi 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maitrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP ;

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° 7/02 du Conseil départemental en date du 29/06/2012 approuvant son Règlement budgétaire et financier, modifiée par délibération n°7/01 du 26/04/2013 ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du Conseil régional d'Île de France du 09/03/2017 approuvant le Plan « anti-bouchons et pour changer la route » ;

Vu la délibération du Conseil départemental n° 3/02 du 9 juin 2017 approuvant les termes du contrat cadre entre le Département et la Région d'Île-de-France relatif à la mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Vu la délibération du Conseil départemental n° 2/01 du 20 novembre 2015 portant délégation de compétences au Président du Conseil départemental dans le cadre des dispositions générales de l'article susvisé du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil départemental n° …… du …… ;

Vu la délibération du Conseil régional n° …… de la commission permanente du …… ;

Il est convenu ce qui suit :

0 Préambule

Le contrat-cadre pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route passé entre le Département de Seine-et-Marne et la Région Île-de-France prévoit une enveloppe globale de 40 millions d'euros pour l'opération « Barreau RN3-RN2 Liaison Meaux-Roissy ». La présente convention ne décline que la première partie de cette enveloppe relative à la poursuite des études, travaux et des acquisitions foncières pour un montant global de 5 000 000 €. Les étapes suivantes du projet feront l'objet de conventions ultérieures.

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

1 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des études du barreau neuf, à la fin des travaux de la RD212 et des acquisitions foncières de la liaison Meaux – Roissy (Barreau RN2 – RN3) ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces études, travaux et acquisitions foncières dans le respect du calendrier général du Projet.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'Opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Barreau RN2 – RN3, Liaison Meaux – Roissy, travaux RD212 – études – AF».

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 5 000 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 2 500 000 €.

1.1 Définitions et contenu de l'Opération

L'opération doit permettre la poursuite :

- des travaux d'élargissement de la RD 212 au sud des voies ferrées;
- des acquisitions foncières ;
- des études techniques pour le barreau neuf ;

L'Annexe 3 : Détail du programme des Etudes, travaux et acquisitions foncières de la présente convention en détaille les éléments constitutifs.

1.2 Délais de réalisation des études et travaux

Le délai prévisionnel des études, travaux et acquisitions foncières visés au 1.1 est 28 mois. Le calendrier prévisionnel de réalisation des études, travaux et acquisitions foncières figure en Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des études, travaux et acquisitions foncières.

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1 Historique

La liaison routière entre Meaux et l'Aéroport de Roissy est composée de trois éléments distincts :

- le contournement Est de Roissy (sous la Maîtrise d'Ouvrage de l'Etat)
- la liaison entre les RN 2 et RN 3 (sous la Maîtrise d'Ouvrage du Département)
- l'aménagement de la RN 3 (sous la Maîtrise d'Ouvrage de l'Etat)

La liaison Meaux-Roissy représente ainsi un élément déterminant pour le développement de tout le quadrant Nord-Ouest du département, notamment par le rapprochement qu'elle permettra entre Meaux et la plate-forme aéroportuaire de Roissy.

De plus, elle améliorera les conditions de desserte de la gare RER et de la zone industrielle Mitry-Compans.

Pour le Département, les travaux concernent la liaison entre la RN 2 et la RN 3, sur le territoire des communes de Compans, Mitry-Mory, Gressy, Messy, Claye-Souilly et Fresnes-sur-Marne.

Le projet du barreau RN2 – RN3, sous maîtrise d'ouvrage départementale, a été pris en considération les 15 décembre 2000 et 22 novembre 2002 par l'Assemblée départementale.

Le projet a été déclaré d'utilité publique le 20 juin 2005 et a été autorisé au titre de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques le 12 février 2010.

Les acquisitions foncières relatives au barreau neuf pour lesquelles un arrêté de cessibilité a été pris le 26 février 2015 et une ordonnance d'expropriation le 30 mars 2015 sont en cours.

2.2 Objectifs du Projet

L'opération comprend les aménagements suivants :

- la création d'une voie nouvelle entre la RN 3 et la RD 212 sur 6 kilomètres environ, comprenant de nombreux ouvrages d'art (dont un viaduc de franchissement de la Beuvronne et un pont sur l'interconnexion TGV) ;

- l'élargissement à 2 fois 2 voies de la RD 212 dans sa section Nord entre la voie nouvelle et la RN2, soit sur 3 kilomètres environ, comprenant des ouvrages d'art (franchissement de la RD 9 et des voies ferrées, rétablissement des circulations agricoles) :

• un barreau d'accès à deux voies vers Mitry-Mory depuis la RD 212, dit " barreau de Mitry ", comprenant un ouvrage de franchissement des voies ferrées.

2.3 Caractéristiques principales du Projet

- Procédures administratives : Les acquisitions foncières sont en cours. Reste également à réaliser la procédure d'archéologie préventive pour le nouveau barreau.

- Travaux : Au vu de leur importance, les travaux sont réalisés par phase.

  Les travaux réalisés concernent :

  - l'ouvrage de doublement de la RD 212 au niveau de la RD 9 ;
  - les ouvrages de franchissement des voies ferrées par la RD 212 et le barreau de Mitry.
  - l'élargissement de la RD 212, au nord des voies ferrées ;
  - le barreau de Mitry et le giratoire entre le barreau de Mitry et la RD 212.

  Reste à réaliser :

  - les travaux d'élargissement de la RD 212 au sud des voies ferrées, dont un ouvrage de rétablissement des circulations agricoles et des liaisons douces. L'élargissement se fait côté Ouest.
  - les travaux du barreau neuf entre le giratoire du barreau de Mitry et la RN 3, y compris les ouvrages d'art. La voie nouvelle s'échange avec la RN3. Elle est à 2 voies puis s'élargit à 2 x 2 voies après le franchissement de la Beuvronne juste avant son raccordement sur la RD 212.

  Les prochains travaux, objet de la présente convention, sont l'élargissement restant de la RD 212 et l'ouvrage de rétablissement des circulations agricoles et des liaisons douces. Le démarrage de ces travaux est envisagé en 2018.

- Etudes : la présente convention permet de mener les études techniques d'avant-projet, PRO et DCE du barreau neuf. Elles permettront notamment de cadrer les prochaines tranches de financement.

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'Opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqué respectivement dans l'article 4.1 et dans l'Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des études, travaux et acquisitions foncières, de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

Le Département s'engage à maintenir les infrastructures réalisées dans le cadre de cette convention pendant une durée de 30 ans dans le domaine public routier.

3.2 Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de l'Opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant de 5 000 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Ile-de-France (50%) : soit 2 500 000 €
- Département de Seine-et-Marne (50 %), soit 2 500 000 €

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP nécessaires pour la réalisation de l'Opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'Annexe 1.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1 Estimation du coût de l'Opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 5 000 000 € HT en euros courants conventionnel, non actualisable et non révisable.

4.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet :

Postes de dépenses	**Montant en € courants**
Acquisitions foncières	1 380 000
Travaux d'élargissement de la RD 212	2 600 000
Etudes techniques	980 000
Provisions pour aléas et imprévus	40 000
TOTAL en € courants	**5 000 000€**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles.

4.3 Plan de financement

Le plan de financement est établi en euros courants conventionnels HT, non actualisables et non révisables.

Montant € courants HT et %			
MOA	**Région**	**Département de Seine-et-Marne**	**Total**
Département de Seine-et-Marne	2 500 000 €	2 500 000 €	5 000 000 €
	50%	50%	**100%**

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'Opération sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les Etudes objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le Département indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées ;

- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- l'état d'avancement des études ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement de l'opération par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- du relevé final des dépenses et des recettes réalisées incluant le cas échéant les frais de maîtrise d'ouvrage ;
- les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- un rapport de présentation « d'avancement de l'opération » indiquant le descriptif des études produites, des travaux réalisés et du bilan des acquisitions foncières, effectuées au moment du solde financier de la présente convention ;
- du bilan financier de l'Opération.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département aux coordonnées suivantes :

- Conseil général de Seine-et-Marne Hôtel du Département 77 010 MELUN :

Payeur Départemental de Seine et Marne

Code banque : 30001

Code guichet : 00525

N° compte : C7700000000

Clé : 66

IBAN : FR5730001005 25C770000000066

BIC : BDFEFRPPCCT

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	**Nom du service**
Région Ile-de-France	35 Boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle Finances Direction de la comptabilité Service dépenses d'intervention social et territorial

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'Opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, le Département dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Lorsque l'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais. Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informé lors du Comité de suivi.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il est réuni autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'Opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'échanger sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeur(s), maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

9.3 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par la Région.

La présente convention de financement tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la Commission Permanente de la Région approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes (18/10/2017)

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.3, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signée avec le Département de Seine-et-Marne dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n°CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la présente convention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le Département de Seine-et-Marne,	Pour la Région Ile-de-France,
Jean-Jacques BARBAUX Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne	**Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

10 ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fond

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des études, travaux et acquisitions foncières

Annexe 3 : Détail du programme des études

Annexe 1 Échéancier prévisionnel des appels de fond

Echéancier prévisionnel des dépenses du MOA

(En euros courants HT)

	ANNEE			Total
	2018	2019	2020	
Département de Seine-et-Marne	**2 700 000**	**1 800 000**	**500 000**	**5 000 000**

Echéancier prévisionnel des appels de fonds auprès de la Région

(En euros courants HT)

	ANNEE			Total
	2018	2019	2020	
Région Ile-de-France	**700 000**	**1 500 000**	**300 000**	**2 500 000**

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des études, travaux et acquisitions foncières

Acquisitions foncières : finalisation en 2018

Travaux doublement RD212 (y compris ouvrage) : 2018-2019

Etudes (AVP, PRO, DCE) du barreau neuf en trois phases géographiques liés aux ouvrages d'art à réaliser et trois marchés de maîtrise d'œuvre :

- appels d'offres sur fin 2017-1° trimestre 2018
- études sur 2018-début 2019 phase 1, 2° semestre 2018-1° semestre 2019 phase 2, fin 2018 à début 2020 phase 3.

Annexe 3 : Détail du programme des Etudes, travaux et acquisitions foncières

Les acquisitions foncières concernent le barreau neuf.

Les études techniques portent sur les AVP, PRO et DCE du barreau neuf y compris les ouvrages d'art.

Les travaux concernent l'élargissement de la RD 212 au sud des voies ferrées, dont un ouvrage de rétablissement des circulations agricoles et des liaisons douces. L'élargissement se fait côté Ouest.

RD 471 – Aménagement des carrefours de Belle-Croix et des 4 Pavés à Ozoir-la-Ferrière et Chevry-Cossigny

Convention de financement relatives aux études d'opportunité et techniques et acquisitions foncières

2017

TABLE DES MATIERES

0 PREAMBULE 6

1 OBJET DE LA CONVENTION 6

1.1 DEFINITIONS ET CONTENU DE L'OPERATION 6
1.2 DELAIS DE REALISATION DES ETUDES 7

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 7

2.1 HISTORIQUE 7
2.2 OBJECTIFS DU PROJET 7
2.3 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 8

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 8

3.1 LA MAITRISE D'OUVRAGE 8
3.1.1 IDENTIFICATION 8
3.1.2 ENGAGEMENTS 8
3.2 LES FINANCEURS 8
3.2.1 IDENTIFICATION 8
3.2.2 ENGAGEMENTS 8

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 9

4.1 ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 9
4.2 COUTS DETAILLES 9
4.3 PLAN DE FINANCEMENT 9
4.4 MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 9
4.4.1 VERSEMENT D'ACOMPTES 9
4.4.2 VERSEMENT DU SOLDE 10
4.4.3 PAIEMENT 10
4.4.4 BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION 11
4.5 CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 11
4.6 COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 11

5 GESTION DES ECARTS 12

6 MODALITES DE CONTROLE 12

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 12

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 13

9 DISPOSITIONS GENERALES 13

9.1 MODIFICATION DE LA CONVENTION 13
9.2 REGLEMENT DES LITIGES 13
9.3 RESILIATION DE LA CONVENTION 13
9.4 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 14
9.5 QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL 14
9.6 MESURES D'ORDRE 15

10 ANNEXES 16

Annexe 1 Échéancier prévisionnel des appels de fond 17
Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Etudes 18
Annexe 3 : Détail du programme des Etudes 19

Entre,

- **La Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n°_____ de la Commission permanente en date du _____du Conseil régional d'Ile-de-France,

- **Le Département de Seine-et-Marne**, représenté par le Président du Conseil départemental, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par la délibération n°……. du Conseil départemental de Seine-et-Marne,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'expropriation ;

Vu la loi 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maitrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° 7/02 du Conseil départemental en date du 29/06/2012 approuvant son Règlement budgétaire et financier, modifiée par délibération n°7/01 du 26/04/2013 ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du Conseil régional d'Île de France du 09/03/2017 approuvant le Plan « anti-bouchons et pour changer la route » ;

Vu la délibération du Conseil départemental n° 3/02 du 9 juin 2017 approuvant les termes du contrat cadre entre le Département et la Région d'Île-de-France relatif à la mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Vu la délibération du Conseil départemental n° 2/01 du 20 novembre 2015 portant délégation de compétences au Président du Conseil départemental dans le cadre des dispositions générales de l'article susvisé du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil régional n° …… de la commission permanente du ……;

Vu la délibération du Conseil départemental n° …… du …… ;

Il est convenu ce qui suit :

0 Préambule

Le contrat-cadre pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route passé entre le Département de Seine-et-Marne et la Région Ile-de-Fance prévoit une enveloppe globale de 5 000 000 € pour l'aménagement des carrefours de Bellecroix et des 4 Pavés sur les communes d'Ozoir-la-Ferrières et Chevry-Cossigny. La présente convention ne porte que sur une première partie de cette enveloppe relative aux études d'opportunité et techniques, et aux premières acquisitions foncières. Les phases suivantes du projet feront l'objet de conventions ultérieures.

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

1 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des études d'opportunité et techniques, et des acquisitions foncières de l'aménagement du carrefour de Belle-Croix à Ozoir-la-Ferrière et du carrefour des 4 pavés à Chevry-Cossigny (RD 471) ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces études et acquisitions foncières dans le respect du calendrier général de l'opération.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'Opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« RD 471 – carrefours Belle-Croix / 4 pavés e– Etudes ».

Pour cele, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 30% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 1 600 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 480 000 €.

1.1 Définitions et contenu de l'Opération

L'Opération doit permettre la réalisation :

- Les études d'opportunités;
- Les études techniques (AVP, spécifiques dont environnement) en vue du lancement des procédures administratives

- des premières acquisitions foncières.

L'Annexe 3 : Détail du programme des Etudes, de la présente convention en détaille les éléments constitutifs.

1.2 Délais de réalisation des études

Le délai prévisionnel des études est 20 mois. Le calendrier prévisionnel de réalisation des études figure en Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Etudes.

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1 Historique

La RD471 est une route structurante du réseau départemental de la Seine-et-Marne ayant un trafic moyen de 18 700 véhicules par jour, dont environ 10% de poids lourds. Cette route assure une liaison nord-sud entre Melun et Marne la Vallée tout en irrigant le plateau de la Brie-Boisée et en traversant les massifs forestiers d'Armainvilliers et de Ferrières.

La RD471 a déjà bénéficié de différents aménagements permettant de supprimer certains problèmes de congestion et de sécurité :

- la déviation de Pontcarré mise en service en 1998 ;
- la déviation de Coubert et de Soignolles-en-Brie en 2000 ;
- l'implantation de feux tricolores aux carrefours de Belle Croix (RD471xRD350) et des Quatre Pavés (RN4xRD471xRD216)

Lors de sa séance du 20 juin 2003, l'Assemblée départementale a pris en considération l'aménagement de la RD 471 en traversée du massif forestier d'Armainvilliers et de Ferrières. Les enjeux principaux de ce programme d'aménagement étaient d'améliorer les conditions de sécurité et de circulation tous modes de déplacements confondus (véhicules motorisés, modes actifs), d'assurer la desserte locale et d'atténuer les effets de coupure de la RD471 en traversée du massif forestier. Le Département a décidé d'étudier 4 projets d'aménagement sur cet itinéraire s'étendant sur environ 12 kilomètres :

- le réaménagement du carrefour des 4 Pavés (RN4xRD471xRD216) à Gretz-Armainvilliers ;
- le réaménagement du carrefour de la Belle-Croix (RD471xRD350) à Ozoir-la-Ferrière ;
- le rétablissement en souterrain de l'allée des Séquoïas (liaison douce) au droit du carrefour de Piscop à Ferrières-en-Brie ;
- le rétablissement en souterrain du GR « du pays vallées et forêts Briardes » au droit du carrefour forestier Tripier à Ozoir-la-Ferrière.

2.2 Objectifs du Projet

Les objectifs principaux de ce projet d'aménagement de la RD 471 sont toujours d'améliorer les conditions de sécurité et de circulation tous modes de déplacements confondus (véhicules motorisés véhicules légers et poids-lourds, modes actifs) au regard de l'évolution des trafics et de l'usage de cette voie parallèle à la Francilienne, d'assurer la desserte locale et d'atténuer les effets de coupure de la RD471 en traversée du massif forestier.

2.3 Caractéristiques principales du Projet

Au vu de l'ancienneté du dossier de prise en considération, le Département va procéder à la mise à jour du diagnostic fonctionnel comprenant la réactualisation de différentes données transversales : diagnostic routier (analyse de la configuration de la RD 471, accidentalité, analyse des autres usagers de la route), diagnostic socio-économique et réglementaire, diagnostic de l'environnement et du paysage, diagnostic trafic et l'établissement d'une synthèse multicritères.

Ce diagnostic devra permettre de confirmer, de compléter ou de préciser les enjeux et les objectifs d'aménagements et servira de base technique pour prioriser les projets d'aménagements sur la RD471.

Suite à ce diagnostic, des études techniques plus avancées seront réalisées en vue du lancement des procédures administratives préalables (environnement, expropriation, défrichement, …) et nécessaires aux travaux.

Les premières acquisitions amiables pourront être réalisées suivant l'avancement des procédures administratives.

Les travaux seront réalisés par la suite.

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'Opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqué respectivement dans l'article 4.1 et dans l'Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Etudes, de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

3.2 Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de l'Opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant de 1 600 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Ile-de-France (30%) : soit 480 000 €
- Département de Seine-et-Marne (70 %), soit 1 120 000 €

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP nécessaires pour la réalisation de l'Opération par le maître d'ouvrage visé à

l'article 3.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'Annexe 1.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1 Estimation du coût de l'Opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 1 600 000 HT en euros courants conventionnel, non actualisable et non révisable.

4.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet :

Postes de dépenses	**Montant en € courants**
Etudes d'opportunité	100 000
Etudes techniques dont études nécessaires aux procédures administratives	1 300 000
Acquisitions foncières	150 000
Provisions pour aléas et imprévus	50 000
TOTAL en € courants	**1 600 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles.

4.3 Plan de financement

Le plan de financement est établi en euros courants conventionnels HT, non actualisables et non révisables.

Montant € courants HT et %			
MOA	**Région**	**Département de Seine-et-Marne**	**Total**
Département de Seine-et-Marne	*480 000 €*	*1 120 000€*	*1 600 000 €*
	30%	*70%*	***100%***

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'Opération sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les Etudes objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le Département indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- l'état d'avancement des études ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des Etudes couvertes par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- du relevé final des dépenses et des recettes réalisées ;
- les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- des études produites et du bilan des acquisitions foncières ;
- du bilan financier de l'Opération.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département aux coordonnées suivantes :

- Conseil général de Seine-et-Marne Hôtel du Département 77 010 MELUN :

Payeur Départemental de Seine et Marne

Code banque : 30001

Code guichet : 00525

N° compte : C7700000000

Clé : 66

IBAN : FR573000100525C770000000066

BIC : BDFEFRPPCCT

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	**Nom du service**
Région Ile-de-France	35 Boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle Finances Direction de la comptabilité Service dépenses d'intervention social et territorial

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'Opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, le Département dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Lorsque l'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais. Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informé lors du Comité de suivi.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il est réuni autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'Opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'échanger sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeur(s), maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

9.3 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par la Région.

La présente convention de financement tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la Commission Permanente de la Région approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes (18/10/2017)

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.3, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signée avec le Département de Seine-et-Marne dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n°CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la présente convention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le Département de Seine-et-Marne,	Pour la Région Ile-de-France,
Jean-Jacques BARBAUX	**Valérie PECRESSE**
Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne	Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

10 ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fond

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Etudes

Annexe 3 : Détail du programme des études

Annexe 1 Échéancier prévisionnel des appels de fond

Echéancier prévisionnel des dépenses du MOA

(En euros courants HT)

	ANNEE			Total
	2018	2019	2020	
Département de Seine-et-Marne	**100 000**	**1 000 000**	**500 000**	**1 600 000**

Echéancier prévisionnel des appels de fonds auprès de la Région

(En euros courants HT)

	ANNEE			Total
	2018	2019	2020	
Région Ile-de-France	**-**	**200 000**	**280 000**	**480 000**

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Etudes

Etudes d'opportunité : appel d'offres automne 2017 – notification : 1er trimestre 2018 - réalisation 2° et 3° trimestre 2018

AVP : 4° trimestre 2018 – 1er trimestre 2019

Etudes nécessaires aux procédures administratives : 2019 (si études faune-flore durée un an)

Lancement des procédures administratives : fin 2019

Acquisitions foncières amiables : fin 2019

Annexe 3 : Détail du programme des Etudes

- Etudes d'opportunité : diagnostic routier (analyse de la configuration de la RD 471, accidentalité, analyse des autres usagers de la route,), diagnostic socio-économique et réglementaire (notamment PLU, …), diagnostic de l'environnement et du paysage, diagnostic trafic (dont interactions avec les RN4 et RN104) et l'établissement d'une synthèse multi-critères.

- Avant-projet et études techniques spécifiques

- Etudes nécessaires aux procédures administratives définies dans le cadre des études d'opportunité (code environnement, code expropriation, défrichement, règlementions et servitudes PLU, loi sur l'eau, nécessité étude faune-flore, accord DIRIF …)

- Montage des dossiers pour demandes d'instructions administratives

- Suivant les procédures administratives nécessaires et leur déroulement, réalisation des premières acquisitions foncières à l'amiable

Contournement de Coulommiers

Convention de financement relatives aux études de conception

2017

TABLE DES MATIERES

0 PREAMBULE

0 PREAMBULE 6

1 OBJET DE LA CONVENTION 6

1.1 DEFINITIONS ET CONTENU DE L'OPERATION 6
1.2 DELAIS DE REALISATION DES ETUDES 7

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 7

2.1 HISTORIQUE 7
2.2 OBJECTIFS DU PROJET 7
2.3 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 7

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 8

3.1 LA MAITRISE D'OUVRAGE 8
3.1.1 IDENTIFICATION 8
3.1.2 ENGAGEMENTS 8
3.2 LES FINANCEURS 8
3.2.1 IDENTIFICATION 8
3.2.2 ENGAGEMENTS 8

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 8

4.1 ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 8
4.2 COUTS DETAILLES 9
4.3 PLAN DE FINANCEMENT 9
4.4 MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 9
4.4.1 VERSEMENT D'ACOMPTES 9
4.4.2 VERSEMENT DU SOLDE 10
4.4.3 PAIEMENT 10
4.4.4 BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION 10
4.5 CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 11
4.6 COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 11

5 GESTION DES ECARTS 11

6 MODALITES DE CONTROLE 12

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 12

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 12

9 DISPOSITIONS GENERALES 13

9.1 MODIFICATION DE LA CONVENTION 13
9.2 REGLEMENT DES LITIGES 13
9.3 RESILIATION DE LA CONVENTION 13
9.4 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 14
9.5 QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL 14
9.6 MESURES D'ORDRE 15

10 ANNEXES 16

Annexe 1 Échéancier prévisionnel des appels de fond 17
Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Etudes 18
Annexe 3 : Détail du programme des Etudes 19

Entre,

- **La Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n°_____ de la Commission permanente en date du ……du Conseil régional d'Ile-de-France,

- **Le Département de Seine-et-Marne**, représenté par le Président du Conseil départemental, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par la délibération n°…… de la Commission permanente en date du ……. du Conseil départemental de Seine-et-Marne,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maitrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° 7/02 du Conseil départemental en date du 29/06/2012 approuvant son Règlement budgétaire et financier, modifiée par délibération n°7/01 du 26/04/2013 ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du Conseil régional d'Île de France du 09/03/2017 approuvant le Plan « anti-bouchons et pour changer la route » ;

Vu la délibération du Conseil départemental n° 3/02 du 9 juin 2017 approuvant les termes du contrat cadre entre le Département et la Région d'Île-de-France relatif à la mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Vu la délibération du Conseil départemental n° 2/01 du 20 novembre 2015 portant délégation de compétences au Président du Conseil départemental dans le cadre des dispositions générales de l'article susvisé du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil régional n° …… de la commission permanente du ……;

Vu la délibération du Conseil départemental n° …… du …… ;

Il est convenu ce qui suit :

0 Préambule

Le contrat-cadre pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route passé entre le Département de Seine-et-Marne et la Région Île-de-France prévoit une enveloppe globale de 400 000 euros pour l'opération « Contournement de Coulommiers - études ».

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

1 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des études de conception du contournement de Coulommiers ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces études dans le respect du calendrier général de l'opération.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'Opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Contournement de Coulommiers - Etudes ».

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 30% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 400 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 120 000 €.

1.1 Définitions et contenu de l'Opération

L'Opération doit permettre la réalisation :

- Des levés topographiques;
- des études géotechniques ;
- des études de conception.

L'Annexe 3 : Détail du programme des Etudes, de la présente convention en détaille les éléments constitutifs.

1.2 Délais de réalisation des études

Le délai prévisionnel des études est 20 mois. Le calendrier prévisionnel de réalisation des études figure en Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Etudes.

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1 Historique

L'agglomération de Coulommiers subit des contraintes de circulation aux heures de pointes qui perturbent la vie locale. Aussi afin de réduire le trafic de transit à l'échelle du bassin de vie de Coulommiers, différentes variantes de tracés ont été étudiées en concertation avec les élus locaux et un dessin de principe de contournement par le Sud a été arrêté par les élus locaux, par délibération du Comité syndical du Syndicat mixte d'études et de préfiguration (SMEP) en date du 25 mars 2013 dans le cadre de l'élaboration du SCOT. Les études préalables (comparaison des solutions de contournement par le nord avec un tracé court et par le sud), réalisées en 2013, faisaient état d'une prolongation vers la RN 36, scenario aujourd'hui complétement abandonné localement par les Comité Syndical du SMEP.

Les études ne seront menées que pour le contournement de Coulommiers.

2.2 Objectifs du Projet

Le contournement sud de Coulommiers permettra de capter le trafic de l'Est (RD 222 et RD 934) de l'agglomération vers l'Ouest (RD 934) et Marne-la-Vallée, et inversement, et de fluidifier le trafic dans l'agglomération. Il favorisera la desserte des secteurs de Rebais et de La Ferté-Gaucher vers les pôles attractifs de la ville nouvelle. De même il permet la mise en relation et la desserte des zones d'activités situées à l'Est et à l'ouest de l'agglomération columéenne.

Dans la perspective de faire avancer le projet, il convient maintenant d'engager les études techniques de conception qui permettront de préciser la géométrie de la voie et des ouvrages, les conditions de réalisation techniques et réglementaires, l'insertion environnementale, l'impact foncier et un coût d'objectif.

2.3 Caractéristiques principales du Projet

Le projet de contournement de l'agglomération de Coulommiers prend ainsi naissance à l'Est sur la RD 222 pour capter les usagers venant du territoire de Rebais, intercepte la RD 934 en provenance de la Ferté-Gaucher, pour se raccorder à l'Ouest de Mouroux, sur la RD 934 vers Marne-la-Vallée. Il correspond à un linéaire d'environ 11 km dont 9 km en tracé neuf, comprenant plusieurs points d'échange et ouvrages d'art dont un viaduc de grande portée au-dessus du Grand Morin (plus de 900 m de long).

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'Opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqué respectivement dans l'article 4 et dans l'Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Etudes, de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

3.2 Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de l'Opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant de 400 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Ile-de-France (30%) : soit 120 000 €
- Département de Seine-et-Marne (70 %), soit 280 000 €

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP nécessaires pour la réalisation de l'Opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'Annexe 1.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1 Estimation du coût de l'Opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 400 000 HT en euros courants conventionnel, non actualisable et non révisable.

4.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet :

Postes de dépenses	**Montant en € courants**
Levés topographiques	30 000
Etudes géotechniques	100 000
Etudes de conception	270 000
TOTAL en € courants	**400 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles.

4.3 Plan de financement

Le plan de financement est établi en euros courants conventionnels HT, non actualisables et non révisables.

Montant € courants HT et %			
MOA	**Région**	**Département de Seine-et-Marne**	**Total**
Département de Seine-et-Marne	120 000 €	*280 000€*	*400 000 €*
	30%	*70%*	***100%***

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'Opération sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les Etudes objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le Département indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- l'état d'avancement des études ;

- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des Etudes couvertes par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- du relevé final des dépenses et des recettes réalisées incluant le cas échéant les frais de maîtrise d'ouvrage ;
- les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- des études géotechniques et de conception produites ;
- du bilan financier de l'Opération.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département aux coordonnées suivantes :

- Conseil général de Seine-et-Marne Hôtel du Département 77 010 MELUN :

Payeur Départemental de Seine et Marne

Code banque : 30001

Code guichet : 00525

N° compte : C7700000000

Clé : 66

IBAN : FR573000100525C770000000066

BIC : BDFEFRPPCCT

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Région Ile-de-France	35 Boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle Finances Direction de la comptabilité Service dépenses d'intervention social et territorial

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'Opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, le Département dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Lorsque l'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais. Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article

4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4, la Région est informé lors du Comité de suivi.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il est réuni autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'Opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'échanger sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeur(s), maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

9.3 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par la Région.

La présente convention de financement tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la Commission Permanente de la Région approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes (18/10/2017).

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.3, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signée avec le Département de Seine-et-Marne dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n°CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la présente convention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le Département de Seine-et-Marne,	Pour la Région Ile-de-France,
Jean-Jacques BARBAUX Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne	**Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

10 ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fond

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Etudes

Annexe 3 : Détail du programme des études

Annexe 1 Échéancier prévisionnel des appels de fond

Echéancier prévisionnel des dépenses du MOA

(En euros courants HT)

	ANNEE			Total
	2017	2018	2019	
Département de Seine-et-Marne	**30 000**	**280 000**	**90 000**	**400 000**

Echéancier prévisionnel des appels de fonds auprès de la Région

(En euros courants HT)

	ANNEE			Total
	2017	2018	2019	
Région Ile-de-France	**-**	**50 000**	**70 000**	**120 000**

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Etudes

Levés topographiques : 4° trimestre 2017

Etudes géotechniques à définir précisément avec le maître d'œuvre : 2°-3° trimestres 2018

Etudes de conception : appel d'offres 4° trimestre 2017, notification marché 1° trimestre 2018, durée du marché 1 an.

Annexe 3 : Détail du programme des Etudes

Les études de conception porteront sur :

- la géométrie du tracé et des carrefours,
- les études d'ouvrages d'art.
- les études de terrassement,
- les principes d'assainissement et les ouvrages de rétention à prévoir,
- les études acoustiques et de protection phonique,
- les études architecturales des ouvrages (viaduc, ponts, écrans anti-bruit, …),
- les études d'insertion paysagère et environnementale.

L'exécution de ces études spécifiques devra s'appuyer sur la réalisation préalable d'un levé topographique par photogrammétrie et d'études géotechniques. Pourront être également nécessaires des études complémentaires, par exemple des études de trafics pour la définition des aménagements de carrefours ; celles-ci seront réalisées sur des marchés existants du Département.

RD 31 – Liaison Nord – Sud
Réalisation du barreau manquant RD17/RD74 (déviation d'Itteville)

Convention de financement relative aux études d'avant-projet (AVP) et enquête publique

2017

TABLE DES MATIERES

0 PREAMBULE 6

1 OBJET DE LA CONVENTION 6

1.1 DEFINITIONS ET CONTENU DE L'OPERATION 6
1.2 DELAIS DE REALISATION DES ETUDES 7

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 7

2.1 HISTORIQUE 7
2.2 OBJECTIFS DU PROJET 7
2.3 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 7

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 8

3.1 LA MAITRISE D'OUVRAGE 8
3.1.1 IDENTIFICATION 8
3.1.2 ENGAGEMENTS 8
3.2 LES FINANCEURS 8
3.2.1 IDENTIFICATION 8
3.2.2 ENGAGEMENTS 8

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 8

4.1 ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 8
4.2 COUTS DETAILLES 9
4.3 PLAN DE FINANCEMENT 9
4.4 MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 9
4.4.1 VERSEMENT D'ACOMPTES 9
4.4.2 VERSEMENT DU SOLDE 10
4.4.3 PAIEMENT 10
4.4.4 BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION 11
4.5 CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 11
4.6 COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 11

5 GESTION DES ECARTS 12

6 MODALITES DE CONTROLE 12

7 ORGANISATION ET SUIVI DE L'OPERATION 12

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 12

9 DISPOSITIONS GENERALES 13

9.1 MODIFICATION DE LA CONVENTION 13
9.2 REGLEMENT DES LITIGES 13
9.3 RESILIATION DE LA CONVENTION 13
9.4 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 14
9.5 QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL 14
9.6 MESURES D'ORDRE 14

ANNEXES 16

Entre,

- **La Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée « la Région » dûment mandatée par la délibération n°…… de la Commission permanente en date du …… du Conseil régional d'Ile-de-France,

- **Le Département de l'Essonne**, représenté par Monsieur François DUROVRAY, Président du Conseil départemental, ou son délégataire, ci-après désigné « le Département » dûment mandaté par la délibération n°…… de la Commission permanente en date du 11 septembre 2017,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'expropriation ;

Vu la loi 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maitrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° 2011-01-0012 du Conseil départemental en date du 27 juin 2011 adoptant son nouveau règlement financier ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du Conseil régional d'Île de France du 09/03/2017 approuvant le Plan « anti-bouchons et pour changer la route » ;

Vu la délibération du Conseil régional n° CP 2017-226 de la commission permanente du 05/07/2017, approuvant le contrat-cadre avec le Département de l'Essonne pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération du Conseil départemental n° …… du …… approuvant les termes du contrat cadre entre le Département et la Région d'Île-de-France relatif à la mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Vu la délibération de la Commission permanente du Département de l'Essonne n°…… du 11 septembre 2017 ;

Vu la délibération du Conseil régional n°…… de la commission permanente du …… ;

Il est convenu ce qui suit :

0 Préambule

Le contrat-cadre pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route passé entre le Département de l'Essonne et la Région Île-de-France prévoit une enveloppe globale de 6 millions d'euros pour l'opération « RD31 – Liaison Nord/Sud » consistant en la réalisation du barreau manquant RD17-RD74 entre les communes d'Itteville et de Saint-Vrain. La présente convention ne porte que sur la première partie de l'opération pour permettre la réalisation des études d'avant-projet (AVP) et des procédures environnementales. Les phases suivantes du projet feront l'objet de conventions ultérieures.

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (DOCP, concertation préalable, schéma de principe, enquête publique, études d'Avant-projet, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle destinée au transport public de voyageurs, et à laquelle la présente convention fait référence.*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

1 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des études d'avant-projet (AVP) et des procédures environnementales du projet RD31 – Liaison nord – sud dont le barreau manquant RD17/RD74 ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces études dans le respect du calendrier général du projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« RD31 liaison Nord Sud – Déviation d'Itteville

Etudes AVP et enquête publique ».

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 270 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 135 000 €.

1.1 Définitions et contenu de l'opération

L'opération doit permettre la réalisation :

- de la constitution du dossier Loi sur l'Eau et de l'enquête publique ;

- des enquêtes publiques ;
- du contenu des études d'avant-projet.

Cf. Annexe 3 « Détail du programme des études AVP – Dossier Loi sur l'eau – étude d'impact ».

1.2 Délais de réalisation des études

La durée prévisionnelle des études AVP est estimée à **25 mois** à compter de la date de notification de la convention.

Le calendrier prévisionnel de réalisation des études figure en annexe 1.

2 Contexte général du projet

2.1 Historique

La déclaration d'utilité publique du projet a été prise par arrêté du 18 décembre 2008 et prorogée jusqu'en décembre 2018.

L'acquisition des emprises nécessaires à la réalisation des travaux a été effectuée soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation. Le Département dispose désormais de la maîtrise foncière de l'ensemble des emprises nécessaires à la réalisation du projet.

Par délibération du 17 octobre 2016, la commune d'Itteville a approuvé le projet de modification simplifiée de son plan local d'urbanisme (PLU) intégrant la réduction de l'emplacement réservé N°8 relatif à l'emprise de la future déviation, conformément à l'arrêté de cessibilité du 10 août 2012 et au jugement du tribunal administratif de Versailles du 10 octobre 2013.

2.2 Objectifs du projet

Classée dans le réseau routier d'intérêt régional (RRIR) et en catégorie 1 dans le schéma directeur de la voirie départementale 2020, la déviation d'Itteville constitue l'achèvement de l'itinéraire départemental assurant une liaison interurbaine entre le sud du département et le « Croissant » économique du nord de l'Essonne.

Le projet permettra également de désengorger les zones urbaines des communes traversées qui supportent actuellement un trafic nord/sud important de plus de 7 000 véhicules / jour.

2.3 Caractéristiques principales du projet

La déviation de la RD31 constitue le tronçon manquant de la RD31 entre la RD74 et la RD17 sur les communes d'Itteville et de Saint-Vrain.

Réalisée sur une section nouvelle, la déviation sera aménagée en 2 X 1 voie. Il sera également étudié la possibilité d'aménager ponctuellement des stationnements longitudinaux, de créer une piste cyclable bidirectionnelle et une allée piétonne.

Le tracé a pour origine, au nord, le carrefour giratoire RD31 / RD17 situé sur commune de Saint-Vrain. Il rejoint l'avenue de la gare, au niveau de l'intersection avec le Chemin des Prés Picard et franchit le plateau agricole situé à l'Est du domaine de l'Epine. Il coupe la route du Bouchet au Nord de la zone d'habitation de la rue des Carrières, se connecte avec la RD74 entre les installations ERDF et les bâtiments de la Générale des Eaux et se raccorde à la RD31.

3 Rôles et engagements des parties

3.1 La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqué respectivement dans l'article 4.1 et dans l'annexe 1 de la présente convention. Le calendrier de l'opération peut faire l'objet d'adaptations après accord du comité de suivi défini à l'article 7 de la présente convention.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

3.2 Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de l'opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant de 270 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Ile-de-France (50%) : soit 135 000 € HT
- Département de l'Essonne (50 %), soit 135 000 € HT

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'annexe 2.

4 Modalités de financement et de paiement

4.1 Estimation du coût de l'opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué, en euros courants conventionnels, à 270 000 € HT, non actualisables et non révisables.

4.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

RD31 liaison Nord Sud – Déviation d'Itteville	
Postes de dépenses	**Montants HT**
Etudes AVP	125 000,00
Dossier d'autorisation Loi sur l'Eau et étude d'impact	85 000,00
Assistance MOA pour consultation et informations auprès des partenaires	10 000,00
Provisions pour études supplémentaires MOA	50 000,00
Total	**270 000,00 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect du principe de fongibilité entre postes de dépenses du maître d'ouvrage, et dans le respect de l'enveloppe globale par le maître d'ouvrage, après information et accord express de la Région Ile-de-France.

4.3 Plan de financement

Le plan de financement est établi en euros courants et HT, non révisables et non actualisables.

Montant € courants HT et %			
Financeurs	**Région**	**Département de l'Essonne**	**Total**
Maîtrise d'ouvrage : Département de l'Essonne	135 000 €	135 000 €	**270 000 €**
	50%	*50%*	***100%***

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement des études couvertes par la présente convention sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Pour les études objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de

rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le Département indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- l'état d'avancement des études ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des études couvertes par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- du relevé final des dépenses et des recettes réalisées incluant les frais de maîtrise d'ouvrage liés aux études supplémentaires ;
- les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- des études produites : dossier AVP, dossier Loi sur l'Eau, étude d'incidence environnementale, étude d'impact actualisée, dossier d'enquête publique ;
- du bilan financier de l'opération.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département aux coordonnées suivantes :

Bénéficiaire	Etablissement Agence	Code établissement	Code guichet	N° de compte	Clé RIB	IBAN
Département de l'Essonne	Banque de France à EVRY	30001	00312	C9110000000	19	FR 54 3000 1003 12C9 1100 0000 019

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Région Ile-de-France	35 Boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle Finances Direction de la comptabilité Service dépenses d'intervention social et territorial

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, le Département dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Lorsque l'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais. Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux études réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 Gestion des écarts

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informée lors du Comité de suivi.

6 Modalités de contrôle

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

7 Organisation et suivi de l'opération

La gouvernance de l'opération s'articule autour d'un comité de suivi comprenant des représentants des parties de la présente convention. Ce comité de suivi aborde principalement les questions techniques et financières du projet. Il veille au bon déroulement et à la qualité des études, de présenter les résultats des études à chacune des étapes clés de l'opération et de contribuer à la réorientation de leur contenu si nécessaire.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il est réuni autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'opération et une fois par an.

Le compte rendu de chaque comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 Communication institutionnelle

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeur, maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 Dispositions générales

9.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

9.3 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par la Région.

La présente convention de financement tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la Commission permanente de la Région approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 4.5 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.3, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5.

9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signée avec le Département de l'Essonne dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n°CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la présente convention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le Département de l'Essonne, **François DUROVRAY** Président du Conseil départemental de l'Essonne	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PÉCRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

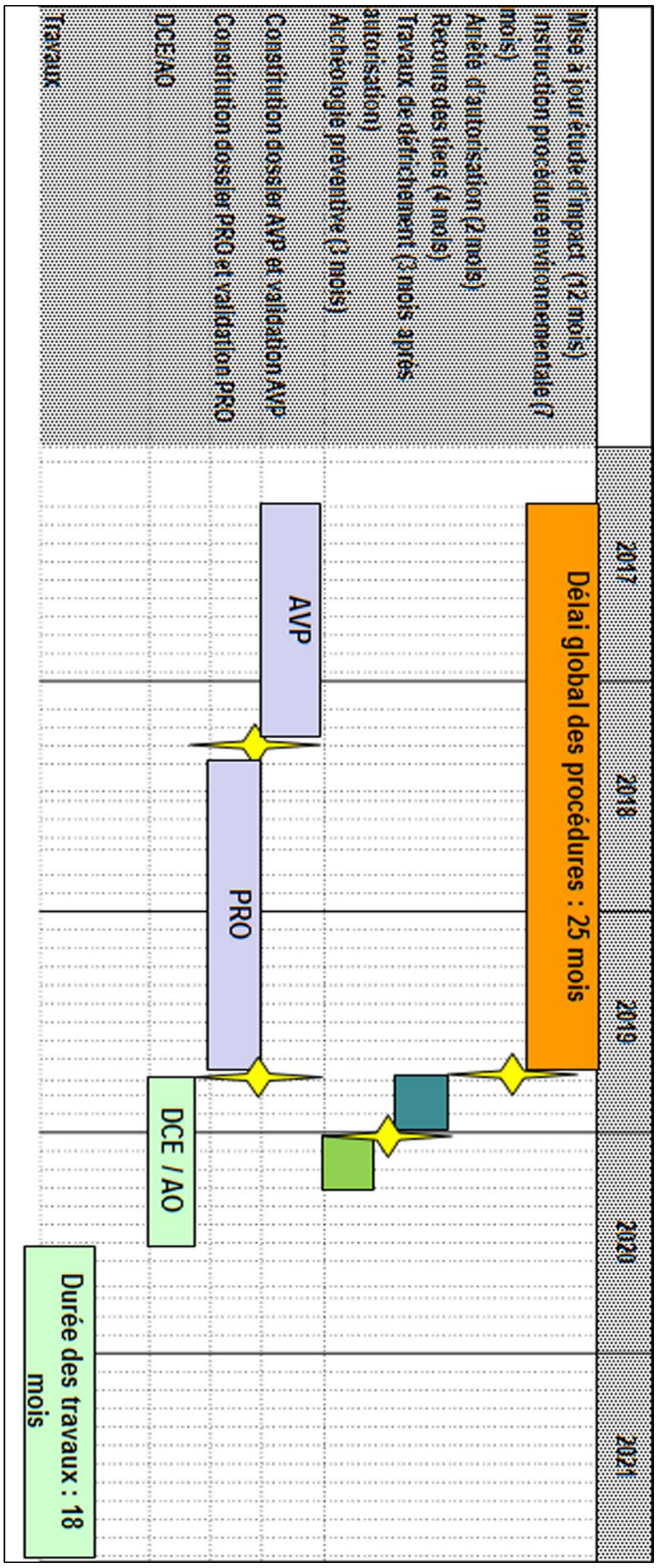
ANNEXES

Annexe 1 : Calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération

Annexe 2 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fond

Annexe 3 : Détail du programme des études AVP Dossier Loi sur l'eau et étude d'impact

Annexe 1 Calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération



Annexe 2 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Echéancier prévisionnel des dépenses

AVP– Dossier Loi sur l'Eau et étude d'impact

(En euros courants HT)

	ANNEE			Total
	2017	2018	2019	
Département de l'Essonne	**90 000**	**120 000**	**60 000**	**270 000**

Echéancier prévisionnel du versement des fonds de concours

AVP– Dossier Loi sur l'eau et étude d'impact

(En euros courants HT)

	ANNEE			Total
	2017	2018	2019	
Région Ile-de-France	**45 000**	**60 000**	**30 000**	**135 000**

Annexe 3 : Détail du programme
des études AVP – Dossier Loi sur l'eau – étude d'impact

L'AVP comprendra notamment les études de définition géométrique issues des études géologiques, hydrologiques et géotechniques ;

Les profils en travers type au 1/100^{e} ou 1/200^{e} localisés et significatifs (2 à 3 profils par km de voirie) ;

Pour les ouvrages : les vues en plan avec report de la voie projetée, des voies franchies, des abords et des talus, et définition de l'implantation, les élévations ; les coupes longitudinales,

Les documents graphiques particuliers, les dessins de carrefours et le rétablissement des communications, un sous-dossier des équipements permettant d'appréhender les dispositifs de retenue à prévoir.

Le projet entre dans le cadre du **nouveau régime d'évaluation environnementale.** Le dossier à constituer intègre le volet Loi sur l'Eau et milieux aquatiques, le défrichement ainsi que les espèces et habitats protégés.

Le dossier sera conforme à l'article R.181-13 du code de l'environnement et comprendra également une étude d'incidence environnementale ; l'étude d'impact sera actualisée et jointe au dossier de demande d'autorisation environnementale ; le dossier est soumis à enquête publique.

RD1 Quai de Clichy à Clichy la Garenne
et
Quai Charles Pasqua à Levallois-Perret

Convention de financement relative aux travaux.

2017

TABLE DES MATIERES

1 OBJET DE LA CONVENTION 6

1.1 DEFINITION ET CONTENU DE L'OPERATION 6
1.2 DELAIS DE REALISATION DES TRAVAUX 6

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 6

2.1 HISTORIQUE 6
2.2 OBJECTIFS DU PROJET 7
2.3 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 7

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 7

3.1 LA MAITRISE D'OUVRAGE 7
3.1.1 IDENTIFICATION 7
3.1.2 ENGAGEMENTS 7
3.2 LES FINANCEURS 8
3.2.1 IDENTIFICATION 8
3.2.2 ENGAGEMENTS 8

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 8

4.1 ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 8
4.2 COUTS DETAILLES 8
4.3 PLAN DE FINANCEMENT 9
4.4 MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 9
4.4.1 VERSEMENT D'ACOMPTES 9
4.4.2 VERSEMENT DU SOLDE 9
4.4.3 PAIEMENT 10
4.4.4 BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION 10
4.5 CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 10
4.6 COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 11

5 GESTION DES ECARTS 11

6 MODALITES DE CONTROLE 11

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 11

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 12

9 DISPOSITIONS GENERALES 12

9.1 MODIFICATION DE LA CONVENTION 12

9.2 REGLEMENT DES LITIGES 12
9.3 RESILIATION DE LA CONVENTION 13
9.4 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 13
9.5 QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL 13
9.6 MESURES D'ORDRE 14

10 ANNEXES 15

ANNEXE 1 : ÉCHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND 15
ANNEXE 2 : CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION DES TRAVAUX 15

Entre,

- **La Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n°_____ de la Commission permanente en date du _____ du Conseil régional d'Ile-de-France,

Et,

- **Le Département des Hauts-de-Seine**, représenté par le Président du Conseil départemental, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par la délibération n°_____ de la Commission permanente en date du _____ du Conseil départemental des Hauts-de-Seine,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.131-1 à L.131-8 et R.131-1 à R.131-11 ;

Vu le code de la voirie routière, notamment ses articles L.131-1 à L.131-8 et R.131-1 à R.131-11,

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maitrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° 1717 du Conseil départemental en date du 31 mars 2017 approuvant son Règlement budgétaire et financier ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du Conseil régional d'Île de France du 09/03/2017 approuvant le Plan « anti-bouchons et pour changer la route » ;

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil régional n° CP 2017-226 du 05/07/2017, approuvant le contrat-cadre avec le Département des Hauts-de-Seine pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération de la commission permanente en date du 10 juillet 2017 faisant suite au rapport de M. le Président du Conseil départemental n°17.229 CP relative à l'approbation de la convention cadre de mise en œuvre du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route,

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil départemental des Hauts-de-Seine n° _____ du 09 octobre 2017;

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil régional n° CP 2017-414 du 18 octobre 2017 ;

Il est convenu ce qui suit :

1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement de la réalisation du projet RD1 Quai de Clichy à Clichy-la-Garenne et Quai Charles Pasqua à Levallois-Perret;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi des travaux dans le respect du calendrier général du Projet.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'Opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« RD 1 à Clichy et Levallois ».

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50% de la dépense maximale dont le montant est fixé à 22 800 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 11 400 000 €.

1.1 Définition et contenu de l'Opération

L'Opération porte sur le projet d'élargissement de la RD1, nommée quai Charles Pasqua sur la commune de Levallois-Perret et quai de Clichy à Clichy-la-Garenne, toutes deux communes du département des Hauts-de-Seine. La section considérée, d'une longueur de 1200 m environ, se situe entre le carrefour formé avec la rue Jules Guesde sur la commune de Levallois-Perret et le carrefour formé avec la rue Médéric à Clichy-la-Garenne.

Le projet d'aménagement concerne la voirie ainsi que les espaces publics attenants et les berges de Seine sous le Pont d'Asnières.

1.2 Délais de réalisation des travaux

Le délai prévisionnel des travaux est de 36 mois pour la phase I des travaux (de la rue Jules Guesde à la rue Paul Dupont) et de 24 mois pour la phase II des travaux (de la rue Paul Dupont à la rue Médéric). Le calendrier prévisionnel de l'opération figure en Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Travaux.

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1 Historique

La RD 1, classée comme axe de distribution au schéma directeur de la voirie de 1997 supporte actuellement un trafic de 26.000 véhicules par jour.

Le Conseil Départemental des Hauts-de-Seine souhaite l'aménagement de la RD 1 en boulevard urbain à deux files de circulation par sens, au lieu d'une voie par sens actuellement.

Cet aménagement se fait dans la continuité des aménagements existants de part et d'autres permettant ainsi d'homogénéiser cet axe depuis Neuilly-sur-Seine jusqu'à Saint-Ouen. Les aménagements veilleront à améliorer les conditions d'utilisation de cet axe

pour tous les usagers. Le traitement des quais vise à la réalisation d'une promenade bleue en berges de Seine.

2.2 Objectifs du Projet

L'objectif du projet est d'améliorer les conditions de circulations en termes de fluidité et de sécurité pour tous les modes (automobilistes, cyclistes et piétons). Il doit également permettre d'accompagner les mutations du territoire très importantes du secteur liées notamment à l'activité économique

2.3 Caractéristiques principales du Projet

L'Opération doit permettre la réalisation de :

- l'aménagement de la RD 1 en boulevard urbain à deux files de circulation par sens, avec circulations cyclables sur trottoirs, et modernisation de l'éclairage public et des aménagements paysagers ;
- la création d'un passage souterrain au niveau de la tête du pont d'Asnières ;
- l'aménagement du carrefour giratoire de la tête du pont d'Asnières ;
- de l'aménagement des berges de Seine sous le pont d'Asnières.

La réalisation de cet aménagement a nécessité au préalable que SNCF Réseau élargisse le passage sous les voies ferrées.

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'Opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1 et les caractéristiques sont précisées dans l'article 2.3, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqué respectivement dans l'article 4.1 et dans l'Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Travaux, de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

Le Département s'engage à maintenir les infrastructures réalisées dans le cadre de cette convention pendant une durée de 30 ans dans le domaine public routier.

3.2 Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de l'Opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant maximum de 22 800 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Ile-de-France (50%) : soit 11 400 000 €
- Département des Hauts-de-Seine (50 %), soit 11 400 000 €

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP nécessaires pour la réalisation de l'Opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'Annexe 1.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1 Estimation du coût de l'Opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 22 800 000 € HT en euros, non actualisable et non révisable pour la phase I des travaux (de la rue Jules Guesde à la rue Paul Dupont).

4.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet :

Postes de dépenses	**Montant en €**
Installation de chantier	1 360 600 €
Travaux préparatoires et dégagement des emprises	431 600 €
Génie civil (Terrassement, voirie, assainissement, …)	3 763 800 €
Ouvrages d'arts	11 148 300 €
Produits bitumineux (structure et couche de roulement)	2 780 100 €
Eclairage public et Signalisation Lumineuse de Trafic	684 600 €
Signalisation horizontale, verticale et directionnelle	307 600 €
Aménagements paysagers	2 089 300 €
Mesure d'exploitation sous chantier	234 100 €
TOTAL en €	**22 800 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles.

4.3 Plan de financement

Le plan de financement est établi en euros.

Montant € HT et %			
MOA	**Région**	**Département des Hauts-de-Seine**	**Total**
Département des Hauts-de-Seine	11 400 000 €	11 400 000 €	22 800 000 €
	50%	**50%**	**100%**

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'Opération sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les travaux objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le Département indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- l'état d'avancement des travaux ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des travaux couverts par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- un rapport de présentation « d'avancement de chantier » indiquant le descriptif des réalisations effectuées au moment du solde financier de la présente convention ;

- du bilan financier de l'Opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département aux coordonnées suivantes :

• Département des Hauts-de-Seine sur le compte ouvert au nom Paierie Départementale des Hauts-de-Seine (Domiciliation : Banque de France Nanterre la Défense), dont le RIB est le suivant :

Code banque : 30001

Code guichet : 00936

N° compte : D920 0000000

Clé : 03

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	**Nom du service**
Région Ile-de-France	35 Boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle Finances Direction de la comptabilité Service dépenses d'intervention social et territorial

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'Opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, le Département dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Lorsque l'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais. Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses liées à l'opération réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informée lors du Comité de suivi.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il est réuni autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'Opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'échanger sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeur(s), maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

9.3 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par la Région.

La présente convention de financement tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la Commission Permanente de la Région approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes (18/10/2017).

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.3, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signée avec le Département des Hauts-de-Seine dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;

- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;

- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n° CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la présente convention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le Département des Hauts-de-Seine, **Patrick DEVEDJIAN** Président du Conseil départemental des Hauts-de-Seine	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

10 ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fond

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Travaux

ANNEXE 1

Échéancier prévisionnel des appels de fond (en M€)

	Année				Total
	2018	2019	2020	2021	
Région Ile-de-France	4.85	4.125	1.125	1.30	**11.40**
Département des Hauts-de-Seine	4.85	4.125	1.125	1.30	**11.40**
TOTAL	**9.70**	**8.25**	**2.25**	**2.60**	**22.80**

Annexe 2
Calendrier prévisionnel de réalisation des Travaux

- **Dévoiement des concessionnaires : début 2017 à fin 2018**
- **Appel d'offres de travaux RD1 Clichy/Levallois – phase 1 : Juillet 2017**
- **Travaux RD1 Clichy/Levallois – phase 1 : Début 2018 à fin 2020**

Gerfaut II

–

Plan Régional « Anti-Bouchon et pour changer la route »

1ères tranches fonctionnelles

Convention de financement relatives aux études/travaux

2017

TABLE DES MATIERES

1 PREAMBULE 6

2 OBJET DE LA CONVENTION 6

2.1 DEFINITIONS ET CONTENU DE L'OPERATION 6
2.1.1 DEPLOIEMENT DU « BLACKBONE 2 » DE VILLEMOMBLE A AULNAY 6
2.1.2 LA MISE EN ŒUVRE DE LA MACRO-REGULATION A VILLEMOMBLE 7
2.1.3 LA CENTRALISATION DES CARREFOURS SITUES SUR LA RD 44 A AULNAY-SOUS-BOIS ET SEVRAN 7
2.2 DELAIS DE REALISATION DES TRAVAUX 7

3 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 8

3.1 HISTORIQUE 8
3.2 OBJECTIFS DU PROJET 8
3.3 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 9

4 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 9

4.1 LA MAITRISE D'OUVRAGE 9
4.1.1 IDENTIFICATION 9
4.1.2 ENGAGEMENTS 9
4.2 LES FINANCEURS 9
4.2.1 IDENTIFICATION 9
4.2.2 ENGAGEMENTS 9

5 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 10

5.1 ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 10
5.2 COUTS DETAILLES 10
5.2.1 DEPLOIEMENT DU « BLACKBONE 2 » DE VILLEMOMBLE A AULNAY 10
5.2.2 LA MISE EN ŒUVRE DE LA MACRO-REGULATION A VILLEMOMBLE 10
5.2.3 LA CENTRALISATION DES CARREFOURS SITUES SUR LA RD 44 A AULNAY-SOUS-BOIS ET SEVRAN 10
5.3 PLAN DE FINANCEMENT 10
5.4 MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 11
5.4.1 VERSEMENT D'ACOMPTES 11
5.4.2 VERSEMENT DU SOLDE 11
5.4.3 PAIEMENT 12
5.4.4 BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION 12
5.5 CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 12
5.6 COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 12

6 GESTION DES ECARTS 13

7 MODALITES DE CONTROLE 13

8 ORGANISATION ET SUIVIDE LA CONVENTION 13

9 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE..... 14

10 DISPOSITIONS GENERALES..... 14

10.1 MODIFICATION DE LA CONVENTION..... 14
10.2 REGLEMENT DES LITIGES..... 14
10.3 RESILIATION DE LA CONVENTION 14
10.4 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 15
10.5 QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL 15
10.6 MESURES D'ORDRE 16

ANNEXES..... 17

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fond 18
Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Travaux 19

Entre,

- **La Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n°_____ de la Commission permanente en date du JJ/MM/AAAA du Conseil régional d'Ile-de-France,

- **Le Département de Seine-Saint-Denis**, représenté par le Président du Conseil départemental, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par la délibération n°_____ de la Commission permanente en date du JJ/MM/AAAA du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'expropriation ;

Vu la loi 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maitrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° ……du Conseil départemental en date du JJ/MM/AAAA approuvant son Règlement budgétaire et financier ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du Conseil régional d'Île de France du 09/03/2017approuvant le Plan « anti-bouchons et pour changer la route » ;

Vu la délibération du Conseil départemental……n° ……du JJ/MM/AAAA;

Vu la délibération du Conseil régional n° ……de la commission permanente du JJ/MM/AAAA ;

Il est convenu ce qui suit :

1 Préambule

Le contrat-cadre pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route passé entre le Département de Seine-Saint-Denis et la Région Île-de-France prévoit une enveloppe globale de 5,9 millions d'euros pour l'opération « Gerfaut II, nouvelles tranches fonctionnelles ».

La présente convention concerne la mise en œuvre de 3 tranches fonctionnelles suivantes :

1. Déploiement du « Blackbone 2 » de Villemomble à Aulnay,
2. La mise en œuvre de la macro-régulation à Villemomble,
3. La centralisation des carrefours situés sur la RD 44 à Aulnay-sous-Bois et Sevran.

Le montant global de l'investissement est estimé à 830 000 € HT.

Les étapes suivantes du projet feront l'objet de conventions ultérieures.

2 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement de la réalisation du projet de Gerfaut II, sur les 3 tranches fonctionnelles que constituent le déploiement du backbone2 de Villemomble à Aulnay, la mise en œuvre de la macro-régulation à Villemomble, et la centralisation des carrefours situés sur la RD 44 à Aulnay-sous-Bois et Sevran,
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi des travaux dans le respect du calendrier général du Projet.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'Opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Gerfaut II–Plan Anti-Bouchon- 1ères tranches fonctionnelles ».

Pour cela, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 830 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 415 000 €.

2.1 Définitions et contenu de l'Opération

2.1.1 Déploiement du « Blackbone 2 » de Villemomble à Aulnay

Le Back-Bone constitue le cœur de réseau sur lequel s'appuie le réseau de fibre optique auquel se raccordent les contrôleurs de carrefours à feux.

Il s'agit de la poursuite du déploiement du back-bone entre les communes de Villemomble et d'Aulnay.

Les travaux sont répartis selon trois phases :

- Phase 1 Sevran – Aulnay-sous-Bois : réalisation du génie civil et déroulage de la fibre optique,
- Phase 2 Le Raincy, Livry-Gargan – Sevran : réalisation du génie civil et déroulage de la fibre optique,
- Phase 3 Centralisation des carrefours du Raincy – Livry - Gargan : remplacement et raccordement des contrôleurs.

2.1.2 La mise en œuvre de la macro-régulation à Villemomble

Les études menées pour la mise en place de la macro-régulation du trafic sur la ZAR de Villemomble visent à optimiser les conditions de déplacement sur la zone selon les trois objectifs suivant :

- optimisation du trafic routier (VP, PL) afin de diminuer les congestions et réduire les temps de parcours,
- prise en compte des modes de déplacement TC pour contribuer à l'amélioration du confort des usagers (régularité, temps de parcours stabilisés,...),
- prise en compte des modes actifs (piétons, vélos) en termes de facilitation des déplacements et d'amélioration de la sécurité routière.

L'étude est menée en trois phases :

- Phase de diagnostic et définition des critères de mise en œuvre de la macro-régulation,
- Phase d'accompagnement à la mise en œuvre opérationnelle au poste central de régulation des déplacements,
- Phase d'évaluation du dispositif selon une grille d'indicateurs.

2.1.3 La centralisation des carrefours situés sur la RD 44 à Aulnay-sous-Bois et Sevran

La poursuite du back-bone 2 entre Villemomble et Sevran permet d'irriguer la partie est du département rendant ainsi possible la centralisation en fibre optique de la RD 44 sur les communes d'Aulnay-sous-Bois et Sevran.

Cette centralisation représente un enjeu important au regard des travaux de la gare du Grand-Paris à Aulnay.

Aussi, l'opération concernée par la présente convention consiste à remplacer et raccorder les 15 contrôleurs situés sur cet axe.

2.2 Délais de réalisation des travaux

La fin prévisionnelle des travaux est programmée en juin 2018. Le calendrier prévisionnel de l'opération figure en Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Travaux.

3 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

3.1 Historique

Le Conseil général a délibéré, le 13 juin 2006, pour l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique de maîtrise des déplacements sur la voirie de la Seine-Saint-Denis, avec l'ébauche d'un Schéma Départemental de Régulation des Déplacements. L'ébauche de ce Schéma place au centre des réflexions la question du partage du temps entre les différents modes de déplacements par la régulation des carrefours à feux.

L'enjeu majeur est de passer d'un objectif «d'amélioration des conditions générales de circulation» à une politique de «maîtrise des déplacements ». En outre, le système Gerfaut II constituera un outil essentiel de gestion des flux dans la période pluriannuelle à venir de grands chantiers d'infrastructures et d'aménagement, dont le métro du Grand Paris.

Cette politique ambitieuse nécessitait une rénovation globale et une modernisation du système GERFAUT. Ce système n'était plus adapté pour gérer la nature, la capacité et la qualité de ces déplacements urbains, et notamment la prise en compte des besoins futurs de gestion des lignes de bus Mobilien, des lignes de tramways et du projet du Grand Paris.

Le projet Gerfaut II, amorcé en 2010, se poursuit jusqu'en 2017 pour permettre un déploiement sur la partie est du département.

Les subventions accordées, dans le cadre du CPRD 2009-2014, prorogé en 2015 par la Région Ile-de-France au Département de la Seine-Saint-Denis, pour l'opération gerfaut II, ont fait l'objet d'une participation financière couvrant la phase des études générales et des études techniques appliquées, suivi de 4 programmes de travaux. Elles ont permis la réalisation d'une première tranche fonctionnelle.

La seconde tranche fonctionnelle permettra d'achever le déploiement terrain et de raccorder les équipements terrains nécessaires au fonctionnement du système.

3.2 Objectifs du Projet

Gerfaut II est le système de Gestion et Exploitation des Régulations des Feux AUTomatisés du CD93. Ce système prend en charge la régulation de plus de 600 carrefours à feux et permet de donner la priorité en traversée de carrefour aux transports collectifs (Tram, Tzen, bus Mobilien). Un réseau de capteurs de trafic, de vidéo-trafic et de stations météorologiques assure une connaissance permanente des conditions de déplacement et permet d'informer les usagers de la route sur leurs conditions de circulation.

Le système vise les objectifs suivants :

- Maîtrise des déplacements tous modes,
- Désaturation des points noirs de circulation routière,
- Optimisation des déplacements des TC,
- Amélioration de la sécurité routière,
- Mise en œuvre d'une information aux usagers,
- Coordination avec des gestionnaires partenaires (réseaux départementaux limitrophes, réseau magistral).

3.3 Caractéristiques principales du Projet

Suite à une refonte globale du système Gerfaut, financée à hauteur de 13,2M€ par la Région dans le cadre du CPRD 2009-2013, le Plan régional « anti-bouchon et pour changer le route» doit permettre la mise en place de nouvelles tranches fonctionnelles permettant d'améliorer en continue les capacités du système. Ces nouvelles tranches sont réparties en 4 volets :

- La poursuite du déploiement Gerfaut,
- La mise en œuvre de mesures innovantes pour accompagner le potentiel technologique de Gerfaut II,
- Le développement de nouvelles fonctionnalités de stratégies de régulation,
- La mise en œuvre d'un Living Lab Gerfaut II.

4 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

4.1 La maîtrise d'ouvrage

4.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'Opération dont le contenu est décrit à l'article 2.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

4.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 2.1, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqué respectivement dans l'article 5.1 et dans l'Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Travaux, de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

4.2 Les financeurs

4.2.1 Identification

Le financement de l'Opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant maximum de 830 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- **Région Ile-de-France (50%) : soit 415 000**€
- Département de Seine-Saint-Denis (50 %), soit **415 000**€

4.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP nécessaires pour la réalisation de l'Opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 4.1,dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 5.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'Annexe 1.

5 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

5.1 Estimation du coût de l'Opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 830 000 HT en euros non actualisable et non révisable.

5.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet :

5.2.1 Déploiement du « Blackbone 2 » de Villemomble à Aulnay

Opérations	Estimation coût HT
Phase 1 Sevran – Aulnay-sous-Bois (GC+ tirage de câbles)	**70 K€**
Phase 2 Le Raincy, Livry-Gargan – Sevran **Génie Civil**	**400 K€**
Phase 2 Le Raincy, Livry-Gargan – Sevran **Tirage de câbles**	**60 K€**
Phase 3 Centralisation des carrefours du Raincy – Livry - Gargan	**100 K€**
TOTAL	**630 K€**

5.2.2 La mise en œuvre de la macro-régulation à Villemomble

L'estimation globale de l'opération s'élève à 50 000 € HT.

5.2.3 La centralisation des carrefours situés sur la RD 44 à Aulnay-sous-Bois et Sevran

L'estimation globale de l'opération s'élève à 150 000 € HT.

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles.

5.3 Plan de financement

Le plan de financement est établi en euros.

Montant € HT et %			
MOA	**Région**	**Département de Seine-Saint-Denis**	**Total**
Département de Seine-Saint-Denis	415 000€	415 000€	830 000 €
	50%	50%	**100%**

5.4 Modalités de versement des crédits de paiement

5.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'Opération sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les Etudes objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 2 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention,
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le Département indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées,
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 5.3,
- l'état d'avancement des travaux,
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde.

5.4.2 Versement du solde

Après achèvement des travaux couverts par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 5.4.1,
- un rapport de présentation « d'avancement de chantier » indiquant le descriptif des réalisations (études, acquisitions foncières, travaux,…) effectuées au moment du solde financier de la présente convention,
- du bilan financier de l'Opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

5.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 2.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

5.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département sur le compte ouvert au nom du receveur général des finances des collectivités territoriales, à Saint-Denis, Banque de France, dont le RIB est le suivant :

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé
30001	00934	C 9340000000	92

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	**Nom du service**
Région Ile-de-France	35 Boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle Finances Direction de la comptabilité Service dépenses d'intervention social et territorial

5.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'Opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, le Département dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Lorsque l'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais. Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

5.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses liées à l'opération réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

6 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 5.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 5.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 5.1, la Région est informé lors du Comité de suivi.

7 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

8 ORGANISATION ET SUIVIDE LA CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il est réuni autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'Opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération,
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire,
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet,
- d'échanger sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

9 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeur(s), maître d'ouvrage,
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

10 DISPOSITIONS GENERALES

10.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 5.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

10.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

10.3 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

10.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par la Région.

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 9 mars 2017 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 5.5 de la présente convention, sauf dispositions contraires prévues dans ladite délibération.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 4.1.2 et 7, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 10.3, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 5.4.2 et 6 ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 5.5 de la présente convention.

10.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signée avec le Département de Seine-Saint-Denis dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre,
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé,
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n°CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de

progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la présente convention.

10.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le Département de Seine-Saint-Denis,	Pour la Région Île-de-France,
Stéphane TROUSSEL Président du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	**Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fond

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Travaux

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fond

	Année		Total
	2017	2018	
Région Ile-de-France	310 000	105 000	415 000
Département de Seine-Saint-Denis	310 000	105 000	415 000
TOTAL	620 000	210 000	830 000

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Travaux

Poursuite du déploiement du Backbone 2 (cœur de réseau) de Villemomble à Aulnay

Opérations	Fin prévisionnelle des travaux
Phase 1 Sevran – Aulnay-sous-Bois (GC+ tirage de câbles)	Mai 2017
Phase 2 Le Raincy, Livry-Gargan – Sevran Génie Civil	Novembre 2017
Phase 2 Le Raincy, Livry-Gargan – Sevran Tirage de câbles	Avril 2018
Phase 3 Centralisation des carrefours du Raincy – Livry - Gargan	Juin 2018

Accessibilité et desserte du pôle d'Orly

Convention de financement relatives aux études, de la définition du programme, jusqu'au PRO.

2017

TABLE DES MATIERES

0 PREAMBULE 6

1 OBJET DE LA CONVENTION 6

1.1 DEFINITIONS ET CONTENU DE L'OPERATION 6
1.2 DELAIS DE REALISATION DES ETUDES 7

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 7

2.1 HISTORIQUE 7
2.2 OBJECTIFS DU PROJET 8
2.3 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 8

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 9

3.1 LA MAITRISE D'OUVRAGE 9
3.1.1 IDENTIFICATION 9
3.1.2 ENGAGEMENTS 9
3.2 LES FINANCEURS 9
3.2.1 IDENTIFICATION 9
3.2.2 ENGAGEMENTS 9

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 10

4.1 ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 10
4.2 COUTS DETAILLES 10
4.3 PLAN DE FINANCEMENT 10
4.4 MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 10
4.4.1 VERSEMENT D'ACOMPTES 10
4.4.2 VERSEMENT DU SOLDE 11
4.4.3 PAIEMENT 11
4.4.4 BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION 11
4.5 CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 12
4.6 COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 12

5 GESTION DES ECARTS 12

6 MODALITES DE CONTROLE 13

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 13

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 13

9 DISPOSITIONS GENERALES 14

9.1 MODIFICATION DE LA CONVENTION 14
9.2 REGLEMENT DES LITIGES 14
9.3 RESILIATION DE LA CONVENTION 14
9.4 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 15
9.5 QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL 15
9.6 MESURES D'ORDRE 16

10 ANNEXES 17

Annexe 1 Échéancier prévisionnel des appels de fond 18
Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Etudes 19
Annexe 3 : Détail du programme des Etudes 20

Entre,

- **La Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n°_____ de la Commission permanente en date du _____ du Conseil régional d'Ile-de-France,

- **Le Département du Val de Marne**, représenté par le Président du Conseil départemental, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par la délibération n°_____ de la Commission permanente en date du _____ du Conseil départemental du Val de Marne,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maitrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° …… du Conseil départemental en date du ……approuvant son Règlement budgétaire et financier ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du Conseil régional d'Île de France du 09/03/2017 approuvant le Plan « anti-bouchons et pour changer la route » ;

Vu la délibération du Conseil départemental n° …… du ……;

Vu la délibération du Conseil régional n° …… de la commission permanente du …… ;

Il est convenu ce qui suit :

0 Préambule

Le contrat-cadre pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, passé entre le Département du Val-de-Marne et la Région Île-de-France prévoit une enveloppe globale de 15 millions d'euros pour l'opération « Accessibilité et desserte du pôle d'Orly ». La présente convention ne décline que la première partie de cette enveloppe relative aux études, de la définition du programme, jusqu'au PRO. Les étapes suivantes du projet (travaux) feront l'objet de conventions ultérieures.

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

1 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des Etudes de la définition du programme jusqu'aux études projets (PRO), du projet d'accessibilité et de desserte du pôle d'Orly ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces Etudes dans le respect du calendrier général de l'opération.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'Opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Desserte pôle d'Orly-Rungis – Etudes ».

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 2 000 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 1 000 000 €.

1.1 Définitions et contenu de l'Opération

L'Opération doit permettre:

- la constitution du dossier d'enquête publique, notamment pour déclasser la RD7 de son statut de voie Express ;
- la préparation et la réalisation des enquêtes publiques (environnementale, d'utilité publique) ;

- la réalisation des études d'avant-projet (AVP) ;
- la réalisation des études de projet (PRO);
- in fine, préparer la réalisation des travaux.

L'Annexe 3 : Détail du programme des Etudes de la présente convention en détaille les éléments constitutifs.

1.2 Délais de réalisation des études

Le délai prévisionnel des études est d'environ 24 mois. Le calendrier prévisionnel de réalisation des études figure en Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Etudes.

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1 Historique

La Route Départementale 7 (RD7)

La RD7 est l'un des trois axes structurants du sud francilien. Cet axe supporte une part importante du trafic nord-sud, à la fois pour les véhicules particuliers, les poids lourds, mais aussi pour les transports en commun (bus existants, tramway T7 Villejuif – Athis-Mons et son prolongement jusqu'à Juvisy-sur-Orge…).

Au sud du Val-de-Marne, entre l'esplanade du cimetière de Thiais et la plateforme aéroportuaire, la « RD7 sud » traverse un territoire fortement marqué par de grands équipements (MIN de Rungis, SOGARIS, SENIA, SILIC, aéroport d'Orly, Centre commercial régional Belle Epine) qui répondent à des fonctions très spécifiques mais génèrent des coupures urbaines importantes comme la trame viaire contournant l'aéroport d'Orly. La desserte routière de ces grandes unités se fait à partir du réseau autoroutier existant sans utiliser la voirie locale structurante qui est pourtant indispensable pour assurer les continuités territoriales et contribuer au développement des activités économiques et des emplois du sud Val-de-Marne. Le réseau viaire «intermédiaire» existant est soit discontinu, soit confondu avec le réseau magistral. La RD7 permet de traverser le territoire dans la direction nord-sud, mais peu d'accès permettent des échanges en est-ouest ce qui rend ces échanges compliqués.

Au nord du cimetière de Thiais et au sud de la plateforme aéroportuaire, des investissements importants ont été réalisés en accompagnement du tramway T7 et ont permis une requalification urbaine de la voirie. Le projet de prolongement du T7 en Essonne entre Athis-Mons et Juvisy-sur-Orge devrait permettre d'améliorer le cadre de vie le long de la RN7 sur cette section. Entre deux portions de routes requalifiées ou en projet de requalification, la RD7 sud reste une route express : elle ne permet donc pas la mise en place d'échanges avec des liens est-ouest et ne laisse pas de place aux circulations douces et piétonnes.

Les évolutions du territoire

Des évolutions importantes sont attendues sur le secteur de la RD7 sud et vont avoir un impact sur la trame viaire.

L'implantation de deux gares de la ligne 14 du Grand Paris Express (MIN Porte de Thiais, Pont de Rungis), à proximité plus ou moins immédiate de la RD7 sud, vont bouleverser les habitudes de déplacements.

Parallèlement, des **acteurs économiques et institutionnels** gestionnaires des grands équipements, riverains de la RD7 sud, ont lancé des réflexions sur le devenir de leurs emprises. La nécessité de retisser le réseau viaire

Pour accompagner ces mutations, l'évolution de la trame viaire, dans le secteur du pôle d'Orly-Rungis, depuis l'esplanade du Cimetière de Thiais jusqu'à l'entrée dans l'Essonne, apparait désormais indispensable pour favoriser les échanges est-ouest et répondre à l'ensemble des besoins de mobilité actuels et à venir. .

L'amélioration de l'accessibilité du pôle passe également par la résorption des points durs de congestion présents sur la trame viaire du secteur (Une enquête SIRUS de 2015 sur les bouchons en Ile-de-France, classe la section sud de la RD7 en 14ème place).

2.2 Objectifs du Projet

A terme, l'amélioration de l'accessibilité et de la desserte du pôle d'Orly permettra de :

- améliorer l'accès au pôle d'emploi d'Orly-Rungis ;
- fluidifier le trafic sur la RD7 en traitant les points durs de congestion, et lui permettre d'être support de toutes les mobilités ;
- mailler le territoire en réalisant des connexions entre la RD7 avec les liaisons est / ouest existantes et à venir (ex : déviation de Paray-vielle-Poste) afin de créer un réseau viaire cohérent et lisible en lien avec les besoins du territoire ;
- accompagner l'évolution du territoire et l'émergence de projets métropolitain : Cité de la gastronomie, gares M14 sud du Grand Paris Express, développement de l'aéroport d'Orly ;
- permettre un adressage et participer au développement des zones économiques et logistiques majeures positionnées sur les franges de la voirie : Semmaris, Sogaris, Icade, Klépierre.
- Profiter des initiatives de certains de ces grands opérateurs économiques pour développer des expérimentations de véhicules autonomes (secteurs propices : emprises closes, horaires décalées, …).

Objectifs spécifiques à la résorption du point noir de congestion du pôle d'Orly-Rungis

- Décongestionner la zone, que cela soit pour les flux en nord-sud que pour ceux en est-ouest.
- Maintenir des échanges efficaces entre l'A86 et la RD7, et l'A106 et la RD7, et les rendre plus lisibles.
- Supprimer les dysfonctionnements observés.
- Réduire le trafic de transit sur le réseau viaire local.
- Favoriser les liens est-ouest.
- Adresser la gare Pont de Rungis sur la RD7.

2.3 Caractéristiques principales du Projet

Le projet consiste à :

- Revoir le profil en travers de la RD7
- Créer des carrefours aux liaisons RD7/RN7 historique et mettre en œuvre une gestion des feux interdépartementale avec l'Essonne
- Créer un carrefour entre les bretelles de l'A106 en remplacement des deux giratoires de l'actuelle voie des avernaises à Paray-Vieille-Poste
- Rendre plus accessibles les échanges avec l'A106
- Envisager l'insertion d'un site propre bus

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'Opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqué respectivement dans l'article 4.1 et dans l'Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Etudes, de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

3.2 Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de l'Opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant de 2 000 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Ile-de-France (50%) : soit 1 000 000 €
- Département du Val de Marne (50 %), soit 1 000 000 €

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP nécessaires pour la réalisation de l'Opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'Annexe 1.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1 Estimation du coût de l'Opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 2 000 000 HT en euros, non actualisable et non révisable.

4.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet :

Postes de dépenses	**Montant en €**
Relevés topo	50 000 €
Etudes d'esquisse – ESQ	80 000 €
Etudes d'avant-projet – AVP	270 000 €
Etudes de projet – PRO	450 000 €
Etudes de présence d'amiante dans les revêtements de voirie	200 000 €
Missions techniques ouvrages d'art	300 000 €
Mission d'animation et de concertation des acteurs sur le projet	150 000 €
Etudes de circulation	250 000 €
Etudes environnementales (impacts bruit, qualité de l'air, état biologique)	250 000 €
TOTAL en €	**2 000 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles.

4.3 Plan de financement

Montant € HT et %			
MOA	**Région**	**Département du Val de Marne**	**Total**
Département du Val de Marne	1 000 000 €	1 000 000 €	2 000 000 €
	50%	50%	**100%**

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'Opération sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les Etudes objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à

l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le Département indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- l'état d'avancement des études ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des Etudes couvertes par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- des études produites, dont études AVP et PRO ;
- du bilan financier de l'Opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département aux coordonnées suivantes :

• Le Département du Val-de-Marne sur le compte ouvert au nom Paierie Départemental du Val-de-Marne, dont le RIB est le suivant :

Code banque : 30001

Code guichet : 00907

N° compte : D9400000000

Clé : 49

IBAN : FR05 3000 1009 07D9 4000 0000 49

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	**Nom du service**
Région Ile-de-France	35 Boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle Finances Direction de la comptabilité Service dépenses d'intervention social et territorial

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'Opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, le Département dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Lorsque l'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais. Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informé lors du Comité de suivi.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il est réuni autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'Opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'échanger sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeur(s), maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

9.3 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;

- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par la Région.

La présente convention de financement tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la Commission Permanente de la Région approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes (18/10/2017)

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.3, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signée avec le Département du Val de Marne dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n°CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la présente convention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le Département du Val de Marne, **Christian FAVIER** Président du Conseil départemental du Val de Marne	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

10 ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fond

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Etudes

Annexe 3 : Détail du programme des études

Annexe 1 Échéancier prévisionnel des appels de fond

	Année		**Total**
	2018	2019	
Région Ile-de-France	**500 000**	**500 000**	**1 000 000**
Département du Val de Marne	**500 000**	**500 000**	**1 000 000**
TOTAL	**1 000 000**	**1 000 000**	**2 000 000**

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Etudes

- 2017 : constitution du programme du projet d'amélioration de l'accessibilité du pôle d'Orly-Rungis en partenariat avec les acteurs du territoire (groupes de travail)
- Mi 2018 : AVP finalisé
- 2019 : PRO finalisé / DUP
- 2020 : démarrage travaux par séquences

Annexe 3 : Détail du programme des Etudes

Le travail sera polarisé sur les points suivants :

- Améliorer les conditions de circulation des véhicules (lisibilité, trafic) et améliorer le fonctionnement des carrefours

Des études de trafic seront nécessaires pour évaluer l'évolution des conditions de circulation, en lien avec les nouvelles possibilités d'accès au territoire permises par la nouvelle trame viaire.

- USAGES / prise en compte du caractère logistique du lieu

L'accès aux grandes plateformes de logistique et aux secteurs tertiaires doivent être conservés.

- TRANSPORTS EN COMMUNS / développement d'opportunités de sites propres bus

Une liaison est/ouest sur la voie des Avernaises et une liaison nord/sud sur la RD7 (accès bus performant jusqu'au MIN de Rungis depuis l'Essonne) en termes de site propre bus pourraient être étudiés. Une desserte de bus structurants sur la RD7 permettra un meilleur développement de ses franges. Une complémentarité devra être mise en place entre les lignes de transport structurantes (T7) et les lignes de cabotage (bus).

- Améliorer les connexions modes actifs inexistantes aujourd'hui
- Développer les polarités existantes et a venir

De nouvelles centralités vont apparaitre avec l'implantation des gares du Grand Paris. Ces centralités vont générer de nouveaux flux qu'il conviendra de gérer de manière adéquate. Le quartier du Pont de Rungis, cœur d'Orly, et le parc ICADE sont les principales centralités et supposent donc la gestion des flux liée à ces quartiers.

- Quelle image et quels usages pour ce territoire ?

La section au sud de l'A86, s'inscrit dans une section moins urbaine et nécessite donc un traitement paysager particulier. La question de l'ambiance donnée aux espaces publics est primordiale : on peut en effet qualifier un espace d'urbain lorsque tous les usages sont accueillis dans de bonnes conditions. La section RD7 se prolongeant vers la RN7 historique sera urbanisée jusqu'à Cœur d'Orly. Des ambiances différentes pourront être mises en œuvre pour profiter des nouvelles centralités à proximité.

Franchissement de Seine au nord du Val-de-Marne

Convention de financement relatives à la concertation préalable, à l'enquête publique, aux études d'Avant-Projet et aux études de Projet

2017

TABLE DES MATIERES

1 OBJET DE LA CONVENTION 6

1.1 DEFINITIONS ET CONTENU DE L'OPERATION 6
1.2 DELAIS DE REALISATION DES ETUDES 7

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 7

2.1 HISTORIQUE 7
2.2 OBJECTIFS DU PROJET 8
2.3 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 8

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 9

3.1 LA MAITRISE D'OUVRAGE 9
3.1.1 IDENTIFICATION 9
3.1.2 ENGAGEMENTS 9
3.2 LES FINANCEURS 9
3.2.1 IDENTIFICATION 9
3.2.2 ENGAGEMENTS 9

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 9

4.1 ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 9
4.2 COUTS DETAILLES 10
4.3 PLAN DE FINANCEMENT 10
4.4 MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 10
4.4.1 VERSEMENT D'ACOMPTES 10
4.4.2 VERSEMENT DU SOLDE 11
4.4.3 PAIEMENT 11
4.4.4 BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION 11
4.5 CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 12
4.6 COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 12

5 GESTION DES ECARTS 12

6 MODALITES DE CONTROLE 13

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 13

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 14

9 DISPOSITIONS GENERALES 14

9.1 MODIFICATION DE LA CONVENTION 14

9.2 REGLEMENT DES LITIGES 14
9.3 RESILIATION DE LA CONVENTION 14
9.4 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 15
9.5 QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL 15
9.6 MESURES D'ORDRE 16

10 ANNEXES 17

Annexe 1 Échéancier prévisionnel des appels de fond 18
Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Etudes 19
Annexe 3 : Détail du programme des Etudes 20

Entre,

- **La Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n°_____ de la Commission permanente en date du _____ du Conseil régional d'Ile-de-France,

- **Le Département du Val de Marne**, représenté par le Président du Conseil départemental, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par la délibération n°_____ de la Commission permanente en date du _____ du Conseil départemental du Val de Marne,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'expropriation ;

Vu la loi 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maitrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP ;

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° …… du Conseil départemental en date du …… approuvant son Règlement budgétaire et financier ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du Conseil régional d'Île de France du 09/03/2017 approuvant le Plan « anti-bouchons et pour changer la route » ;

Vu la délibération du Conseil départemental n° …… du ……;

Vu la délibération du Conseil régional n° …… de la commission permanente du …… ;

Il est convenu ce qui suit :

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

1 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement de la concertation, de l'enquête publique et de ses études (EUP), des études d'Avant-Projet (AVP) et des études de Projet (PRO) ainsi que des premières acquisitions foncières du projet de franchissement de Seine au nord du Val-de-Marne ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces Etudes et acquisitions foncières dans le respect du calendrier général de l'opération.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'Opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Franchissement Seine Nord 94 – Etudes ».

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 2 200 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 1 100 000 €.

1.1 Définitions et contenu de l'Opération

L'Opération doit permettre la réalisation :

- de la concertation préalable
- de la constitution du dossier d'enquête publique ;
- des enquêtes publiques (environnementale, d'utilité publique et parcellaire) ;
- du contenu des études d'avant-projet ;
- du contenu des études de projet.

L'Annexe 3 : Détail du programme des Etudes de la présente convention en détaille, à titre indicatif, les éléments constitutifs.

1.2 Délais de réalisation des études

Le délai prévisionnel des études est 36 mois. Le calendrier prévisionnel de réalisation des études figure en Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Etudes.

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1 Historique

L'insuffisance des traversées des cours d'eau, des réseaux ferrés et des emprises routières pénalisent le développement et la connexion entre eux des différents bassins de vie et d'emploi du Val-de-Marne.

Aussi, le projet de Schéma directeur de la Région Ile-de-France adopté par le Conseil régional le 25 septembre 2008 prévoyait la réalisation de 2 ouvrages de franchissement de Seine sur le territoire de la Seine amont.

De son côté, le plan de déplacements du Val de Marne approuvé le 16 septembre 2009 identifiait l'action A2 "engager la réalisation d'ouvrages de franchissement des coupures naturelles et physiques".

Dans le cadre de la mise en œuvre du volet Grand projet 3 (GP3) du Contrat de Projets Etat/Région sur la période 2007-2013, une convention d'objectifs a été élaborée entre le Département et la Région, afin d'établir un programme de financement sur des actions structurantes pour le développement du territoire d'Orly-Rungis-Seine Amont. Cette convention d'objectifs a été adoptée par le Conseil général le 12 avril 2010 (délibération n° 2010-2–2.4.6) et par le Conseil régional le 27 mai 2010 (délibération n°CP 10-429).

En complément, un avenant à cette convention d'objectifs pour la mise en œuvre de la tranche conditionnelle sur l'opération d'intérêt national Orly, Rungis, Seine amont a été adopté par le Conseil général le 25 juin 2012 (délibération n°2012-3–2 .3.12) et par le Conseil régional le 29 mars 2012 (délibération n°CP 12-327).

C'est ainsi que parmi les actions retenues dans cette convention d'objectifs, l'une concerne les études de franchissement des coupures naturelles et physiques, identifiés dans le plan de déplacements du Val-de-Marne comme nécessaires pour remédier à la saturation du réseau départemental, améliorer les échanges entre les deux rives du fleuve et dynamiser le développement économique.

Dans le cadre de la Grande Opération d'Urbanisme Orly-Rungis – Seine-Amont, et de la mise en œuvre du Nouveau Grand Paris sur le secteur du projet urbain des Ardoines, le Département du Val-de-Marne et l'Etablissement Public d'Aménagement Orly-Rungis – Seine Amont (EPA ORSA) ont souhaité désigner un maitre d'œuvre pour assurer les études et le suivi des travaux répondant à la réalisation de cette liaison reliant Vitry-sur-Seine à Alfortville. Le concours de maîtrise d'œuvre a d'ailleurs été financé par la Région Ile-de-France dans le cadre d'une convention de réalisation avec le Département du Val-de-Marne notifiée le 2 janvier 2014. Le jury de concours présidée par le Département du Val-de-Marne et auquel la Région Ile-de-France a participé a permis de désigner une équipe mandatée par le cabinet Richez et associés.

Le Département du Val-de-Marne a notifié le marché du groupement Richez et Associés le 6 février 2017, consistant en une mission de maîtrise d'œuvre de base « ouvrages neufs d'infrastructures », conforme à la loi MOP, étendue à une mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) et présentant des éléments de mission spécifiques complémentaires.

2.2 Objectifs du Projet

Le projet s'inscrit bien dans une stratégie de développement des mobilités en réduisant les grandes coupures et fragmentations du territoire et les enclavements qu'elles produisent.

Il prend en compte l'ensemble des modes de déplacement à satisfaire : routier, transport en commun (site propre) et modes doux.

Le nouveau pont sur la Seine au droit de la zone des Ardoines permettrait de débloquer la situation d'enclavement des territoires à plusieurs échelles :

- à l'échelle métropolitaine : pour le développement des Ardoines, un deuxième accès à l'A86 par l'échangeur de carrefour Pompadour,
- à l'échelle locale :
    - pour le développement d'Alfortville, une liaison viaire et un bus local qui relie les deux rives,
    - pour le développement de Villeneuve-Saint-Georges et Valenton permettant une liaison en transport en commun rapide vers les Ardoines et un accès au Grand Paris Express,
- à l'échelle du bassin de vie de Vitry-Créteil, une nouvelle liaison viaire pour soulager les ponts d'Ivry et du Port à l'Anglais.

2.3 Caractéristiques principales du Projet

Le projet relie la rue en cours de constitution débouchant du franchissement du RER C au droit de la rue Léon Mauvais à Vitry-sur-Seine et le quai de la Révolution à Alfortville. Le profil en travers retenu au cahier des charges du concours de MOE permet toutes les fonctionnalités routières et comprend:

- Deux voies de circulation générale en section courante,
- un site propre bus bidirectionnel,
- de larges trottoirs et des aménagements cyclables séparés de la partie chaussée,
- les raccordements aux quais avec une approche architecturale et paysagère homogène avec la partie de liaison correspondant à la voirie Alfortville et à l'ouvrage de franchissement du faisceau ferroviaire Paris Sud Est (RER D).

L'ouvrage à étudier fait environ 200 m de longueur, dont 150 m au-dessus de la Seine.

L'estimation du projet se monte à environ 40 M€ HT aux conditions économiques de janvier 2015, dont 30 M€ HT pour les travaux.

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'Opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqué respectivement dans l'article 4.1 et dans l'Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Etudes, de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

3.2 Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de l'Opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant de 2 200 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Ile-de-France (50%) : soit 1 100 000 €
- Département du Val de Marne (50 %), soit 1 100 000 €

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP nécessaires pour la réalisation de l'Opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'Annexe 1.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1 Estimation du coût de l'Opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 2 200 000 HT euros, non actualisable et non révisable.

4.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet :

Postes de dépenses	**Montant en € courants**
Avant-projet (AVP)	500 000 €
Projet (PRO)	670 000 €
Concertation	75 000 €
Etudes du dossier d'enquête publique et enquête publique	105 000 €
Assistance à maîtrise d'ouvrage	350 000 €
Frais de maîtrise d'ouvrage	100 000 €
Acquisitions foncières	400 000 €
TOTAL en € courants	**2 200 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles.

4.3 Plan de financement

Le plan de financement est établi en euros.

Montant € HT et %			
MOA	**Région**	**Département du Val de Marne**	**Total**
Département du Val de Marne	1 100 000 €	1 100 000 €	**2 200 000 €**
	50%	*50%*	***100%***

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'Opération sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les Etudes objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;

- l'état détaillé des dépenses réalisées par le Département indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- l'état d'avancement des études ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des Etudes couvertes par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- des études produites et du bilan des acquisitions foncières ;
- du bilan financier de l'Opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département aux coordonnées suivantes :

• Le Département du Val-de-Marne sur le compte ouvert au nom Paierie Départemental du Val-de-Marne, dont le RIB est le suivant :

Code banque : 30001

Code guichet : 00907

N° compte : D9400000000

Clé : 49

IBAN : FR05 3000 1009 07D9 4000 0000 49

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Région Ile-de-France	35 Boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle Finances Direction de la comptabilité Service dépenses d'intervention social et territorial

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'Opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, le Département dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Lorsque l'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais. Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article

4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informé lors du Comité de suivi.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il est réuni autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'Opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'échanger sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeur(s), maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

9.3 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par la Région.

La présente convention de financement tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la Commission Permanente de la Région approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes (18/10/2017).

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.3, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signée avec le Département du Val de Marne dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n°CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la présente convention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le Département du Val de Marne, **Christian FAVIER** Président du Conseil départemental du Val de Marne	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

10 ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fond

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Etudes

Annexe 3 : Détail du programme des études

Annexe 1 Échéancier prévisionnel des appels de fond

Montants en milliers d'euros HT

	Année			Total
	2018	2019	2020	
Région Ile-de-France	187,5	200,0	712,5	**1 100**
Département du Val de Marne	287,5	185,0	627,5	**1 100**
TOTAL	475,0	385,0	1 340,0	**2 200**

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Etudes

Avant-projet (AVP) :	2018
Concertation :	2018
Etudes du dossier d'enquête publique :	2019
Enquête publique :	2020
Projet (PRO) :	2020
Travaux :	2021-2024
Mise en service :	2024

Annexe 3 : Détail du programme des Etudes

Avant-projet

L'objectif recherché par ces études est de fournir au maître de l'ouvrage une solution répondant aux objectifs donnés, exigences et contraintes du programme permettant au maître d'ouvrage d'arrêter son choix.

Il est également de préparer les dossiers de consultations pour toutes les reconnaissances et études spécifiques nécessaires pour les phases ultérieures de la conception.

L'objet et le contenu des études d'avant-projet sont définis dans l'arrêté du 21 décembre 1993 loi MOP « précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé ».

A titre indicatif et non exhaustif, le dossier d'AVP doit permettre de :

- Définir les études techniques parallèles qui s'avéreraient nécessaires pour permettre de conduire les études dans les phases ultérieures (levés topographiques, reconnaissances d'ouvrages, reconnaissances géotechniques, études hydrauliques, études de trafic, expertises, présence d'amiante, pollution des sols, mesures acoustiques…). Le MOE engage sa responsabilité dans la définition des ouvrages. A cet égard, il doit s'assurer qu'il a en sa possession tous les résultats d'études et travaux complémentaires indispensables à sa mission. Le contenu du programme qu'il proposera au maître de l'ouvrage devra être justifié en mettant en évidence les risques d'une méconnaissance des contraintes.

- Préciser les limites géographiques d'intervention (aménagement urbain et paysager)

- Préciser la solution retenue en déterminant : ses caractéristiques techniques, fonctionnelles, environnementales et d'exploitation.

- Confirmer la cohérence fonctionnelle d'ensemble de tous les éléments du programme (organisation entre les différents modes de déplacements notamment)

- Proposer une implantation topographique de tous les ouvrages sur des plans au 1/500ème, voire au 1/200ème pour les secteurs complexes où une définition plus précise est nécessaire (carrefours, position des appuis dans le lit de la Seine,…)

- Vérifier la compatibilité du programme avec les contraintes du site ainsi qu'avec les différentes réglementations applicables pour les projets d'infrastructures linéaires (environnement, hygiène, sécurité).

- Intégrer les interfaces avec les projets connexes notamment pour la conception définitive du programme et prévoir l'organisation des phases chantiers.

- Apprécier la volumétrie, l'aspect extérieur des ouvrages, des aménagements paysagers et des équipements connexes envisagés.

- Signaler les aléas de réalisation qui paraissent prévisibles (sous-sols, réseaux, notamment réseaux occultés, ouvrages souterrains) et préciser la durée de cette réalisation.

- Proposer, le cas échéant, une décomposition en tranches de réalisation,
- Evaluer les impacts du chantier et les mesures compensatoires à mettre en œuvre aux différentes phases de réalisation. Prévoir les organisations à mettre en œuvre aux différentes phases de l'opération (stationnement, plan de circulation …).
- Etablir une estimation du coût prévisionnel des travaux en détaillant par catégorie d'ouvrage et nature des travaux et en indiquant l'incertitude qui y est attachée compte-tenu des bases d'estimation utilisées.
- Permettre au maître de l'ouvrage de prendre ou de confirmer la décision de réaliser le projet, d'en arrêter définitivement le programme ainsi que certains choix d'équipements en fonction des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance, d'en fixer les phases de réalisation et de déterminer les moyens nécessaires, notamment financiers ;
- Permettre au maître de l'ouvrage d'évaluer les coûts d'exploitation et de maintenance
- Permettre la définition du phasage de l'opération en déterminant les moyens à mobiliser (institutionnels, financiers, juridiques et techniques).
- Elaborer une décomposition en tranches de réalisation et en lots
- Transmettre les supports d'information nécessaires aux procédures de concertation avec le public.
- Etablir, le cas échéant, les demandes de renseignements vis-à-vis des concessionnaires de réseaux et prendre les premiers contacts avec lesdits concessionnaires, conformément à la réglementation en vigueur ;
- Proposer les délais de travaux pour les réseaux concessionnaires, la voirie ...
- Permettre au maître de l'ouvrage de confirmer la décision de réaliser le projet, d'en arrêter certains choix d'équipements en fonction des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance, d'en fixer les phases de réalisation et de déterminer les moyens nécessaires, notamment financiers ;
- Affiner l'estimation du coût prévisionnel des travaux, en distinguant les dépenses par partie d'ouvrage et nature de travaux, et en indiquant l'incertitude qui est attachée compte tenu des bases d'estimation utilisées ;
- Etablir le forfait de rémunération dans les conditions prévues au CCAP ;
- s'assurer que le dimensionnement (capacité, débit,...), l'emplacement ainsi que le planning de réalisation du réseau de recueil des eaux pluviales du pont sont compatibles avec les réseaux projetés dans le projet urbain de part et d'autre ou avec les réseaux communautaires.

Les études d'avant-projet comprennent également l'établissement des dossiers à déposer, le cas échéant en vue de l'obtention du permis de construire et autres autorisations administratives nécessaires et qui relèvent de la compétence de la maîtrise d'œuvre, ainsi que l'assistance du maître de l'ouvrage au cours de leur instruction.

Projet (PRO)

Les études du projet seront établies après approbation par le maître d'ouvrage des études d'avant-projet définitif.

A titre indicatif et non exhaustif, les études de projet ont pour objet de :

- Préciser la solution d'ensemble au niveau de chacun des éléments constitutifs de l'opération ;
- Confirmer les choix techniques, et architecturaux et préciser la nature et la qualité des matériaux et équipements et les conditions de leur mise en œuvre ;
- Fixer, avec toute la précision nécessaire, les caractéristiques et dimensions des ouvrages ainsi que leur implantation topographique, en vue de leur exécution ;
- Vérifier, au moyen de notes de calculs appropriées, que la stabilité et la résistance des ouvrages est assurée dans les conditions d'exploitation auxquelles ils pourront être soumis ;
- Préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides ainsi que des réseaux souterrains existants et, en fonction du mode de dévolution des travaux, coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages ;
- Finaliser les conditions techniques et administratives de dévoiement des réseaux ;
- Préciser les dispositions générales et les spécifications techniques des équipements répondant aux besoins de l'exploitation ;
- Permettre au maître de l'ouvrage d'arrêter le coût prévisionnel de la solution d'ensemble et de chaque tranche de réalisation, et d'évaluer les coûts d'exploitations et de maintenance ;
- Permettre au maître de l'ouvrage de fixer l'échéancier d'exécution (particulièrement important vis-à-vis du réseau ferré) et d'arrêter, s'il y a lieu, le partage en lots.
- Déterminer avec précision le planning des travaux. Ce dernier devra être suffisamment précis et fiable pour fixer définitivement les contraintes liées aux interactions entre l'exploitation ferroviaire et la construction de l'ouvrage. Les dates et durées de coupures, ralentissements et interactions de tous types sur la circulation ferroviaire doivent être fixées à l'issue de cet élément de mission.
- Produire, pour chaque lot envisagé, des avants métrés détaillés destinés à établir l'estimation ;
- Produire, pour chaque lot envisagé, une estimation sur la base des avants métrés ;
- Produire un récapitulatif des différentes estimations pour le calcul du coût prévisionnel des travaux ;

- Définir le contenu du contrôle extérieur pour permettre au maître d'ouvrage d'organiser les consultations des prestataires qui réaliseront ce contrôle extérieur en phase chantier ;
- Assister le maître d'ouvrage dans l'élaboration de la charte chantier propre en proposant éventuellement des adaptations ou des compléments au document afin de prendre en compte les spécificités du chantier du pont. Cette charte chantier propre traitera des sujets suivants : communication du chantier, gestion des nuisances sonores et des vibrations, gestion sélective des déchets, gestion des eaux. Cette charte sera jointe aux dossiers de consultation des entreprises. Le maître d'œuvre devra veiller, ensuite, à l'application de cette charte sur le chantier ;
- Participer aux réunions de présentation du projet ou de concertation du public. Il n'est pas demandé au maître d'œuvre de mettre en place un dispositif spécifique de communication ou de concertation.
- Produire les éléments support pour ces réunions (panneaux, versions simplifiées et pédagogiques de plans du pont pour une meilleure compréhension par le public) ; Les dimensions seront définies par le Maître d'Ouvrage en fonction des réunions.

Les études Projet porteront, notamment, sur les thèmes suivants :

- Étude de projet géotechnique ;
- Études hydrauliques – Études incendie – études de vent ;
- La constitution des ouvrages d'art ;
- Les Réseaux ;
- Les ouvrages d'art annexes (trémies, murs) ;
- La constitution ou l'adaptation de la Voirie ;
- L'éclairage public ;
- Les espaces verts et plantations ;
- Le mobilier urbain et équipements spécifiques ;
- La signalisation verticale et horizontale et la signalisation lumineuse.

Etudes du dossier d'enquête publique

Les études et dossiers réglementaires seront être conformes à la réglementation en vigueur.

Le dossier d'Enquête Publique (EP)

Le dossier sera du type enquête de droit commun relevant des articles R-11-1 et suivants du Code de l'Expropriation pour cause D'utilité Publique.

Le dossier d'étude d'Impact

Une étude d'impact d'un projet doit répondre à trois objectifs :

- aider le maître d'ouvrage à concevoir un projet respectueux de l'environnement,
- éclairer l'autorité administrative sur la nature et le contenu de la décision à prendre,
- informer le public et lui donner les moyens de jouer son rôle de citoyen averti et vigilant.

L'étude d'impact est la pièce maîtresse du dossier d'enquête publique qui constitue le moment privilégié de l'information du public.

Elle prend en compte les enjeux « développement durable ».

Le contenu de l'étude d'impact doit être proportionné à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée par le projet, à l'importance et la nature des travaux, ouvrages et aménagements projetés et à leurs incidences prévisibles sur l'environnement ou la santé humaine.

Le contenu de l'étude d'impacts est défini aux articles R 122- 4 et R 122-5 du code de l'Environnement (CE).

Le dossier Loi sur l'Eau

La loi sur l'eau (codifiée dans le code de l'environnement dans les articles L210-1 et suivants) définit une procédure en fonction de la nature ou du volume des travaux à réaliser.

Trois types de procédures sont applicables :

- Pas de procédure, pour les projets n'ayant qu'un impact minime sur les eaux et les milieux aquatiques. Vous pouvez dans ce cas réaliser les travaux sans en informer l'administration.
- Déclaration, pour les projets ayant un impact faible. Vous devez alors faire une déclaration de votre projet à l'administration qui a 2 mois pour vous répondre sur la base d'un dossier complet.
- Autorisation, pour les projets à impact important, tels ceux comportant des infiltrations d'eaux pluviales. Un dossier de demande d'autorisation doit être constitué. Après une procédure comprenant une enquête publique et qui peut durer un an environ, un arrêté préfectoral d'autorisation vous sera délivré. Ce dossier a tout avantage à être groupé avec le dossier de l'étude d'impact, pour ne réaliser qu'une seule enquête publique.

La « Nomenclature loi sur l'eau » permet de vérifier si le projet est soumis à une procédure de Déclaration ou d'Autorisation au titre de la Loi sur l'eau.

Cette nomenclature, définie à l'article R.214-1 du Code de l'Environnement, est une grille à multiples entrées (rubriques) définissant les différents impacts susceptibles de concerner le projet et le régime « loi sur l'eau » s'y appliquant (Déclaration ou Autorisation).

Dans le cas de projet soumis à autorisation, le dossier d'enquête peut être présenté avec celui de l'enquête publique et l'enquête parcellaire, ou séparément.

Le dossier d'enquête parcellaire

L'étude foncière consiste en l'identification des biens et des titulaires de droits fonciers avec évaluation des indemnisations à prévoir, pour toutes les parcelles.

Ainsi, l'étude devra permettre aux services du Conseil départemental de :

- connaître la typologie des fonciers traversés en disposant d'un état exhaustif à jour et documenté des propriétés foncières impactées ;
- connaitre le degré de complexité des sites à acquérir, considérés comme points durs prévisionnels ;
- identifier les servitudes ou autres contraintes pouvant jouer sur le prix d'acquisition ou retarder les négociations foncières ;
- obtenir une première évaluation foncière des biens afin de préciser le budget du « poste foncier » en distinguant la valeur des biens et les frais annexes ;
- aider à la décision sur l'opportunité d'acquisition de l'intégralité de certaines parcelles ;
- aider ou conforter l'arbitrage entre les trois variantes pressenties ;
- constituer un outil d'aide à la décision et à la négociation en cas de vente à l'amiable ou de délaissement ;
- aider à la mise en place des procédures foncières adaptées.

La composition du dossier d'enquête parcellaire est définie à l'article R11-19 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

A15 / RD14 / RD392 / RD106 Réaménagement de la Patte d'Oie d'Herblay

Convention de financement relatives à l'aménagement du carrefour de la Patte d'Oie d'Herblay et du diffuseur A15/RD392

2017

TABLE DES MATIERES

0 PREAMBULE 6

1 OBJET DE LA CONVENTION 6

1.1 CONTENU DE L'OPERATION 6
1.2 DELAIS DE REALISATION DES TRAVAUX 7

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 7

2.1 HISTORIQUE 7
2.2 OBJECTIFS DU PROJET 7
2.3 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 7

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 8

3.1 LA MAITRISE D'OUVRAGE 8
3.1.1 IDENTIFICATION 8
3.1.2 ENGAGEMENTS 8
3.2 LES FINANCEURS 8
3.2.1 IDENTIFICATION 8
3.2.2 ENGAGEMENTS 8

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 8

4.1 ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 8
4.2 COUTS DETAILLES 9
4.3 PLAN DE FINANCEMENT 9
4.4 MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 9
4.4.1 VERSEMENT D'ACOMPTES 9
4.4.2 VERSEMENT DU SOLDE 10
4.4.3 PAIEMENT 10
4.4.4 BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION 10
4.5 CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 11
4.6 COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 11

5 GESTION DES ECARTS 11

6 MODALITES DE CONTROLE 12

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 12

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 12

9 DISPOSITIONS GENERALES 13

9.1 MODIFICATION DE LA CONVENTION 13
9.2 REGLEMENT DES LITIGES 13
9.3 RESILIATION DE LA CONVENTION 13
9.4 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 14
9.5 QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL 14
9.6 MESURES D'ORDRE 15

10 ANNEXES 16

Annexe 1 Échéancier prévisionnel des appels de fond 17
Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Travaux 18

Entre,

- **La Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n°_____ de la Commission permanente en date du _____ du Conseil régional d'Ile-de-France,

- **Le Département du Val d'Oise**, représenté par le Président du Conseil départemental, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par la délibération n°_____ de la Commission permanente en date du _____ du Conseil départemental du Val d'Oise,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'expropriation ;

Vu la loi 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maitrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° …… du Conseil départemental en date du …… approuvant son Règlement budgétaire et financier ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du Conseil régional d'Île de France du 09/03/2017 approuvant le Plan « anti-bouchons et pour changer la route » ;

Vu la délibération du Conseil régional n° CP 2017-151 de la commission permanente du 17/05/2017, approuvant le contrat-cadre avec le Département du Val d'Oise pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération du Conseil départemental n° …… du ……;

Vu la délibération du Conseil régional n° …… de la commission permanente du …… ;

Il est convenu ce qui suit :

0 Préambule

Le projet d'aménagement du carrefour de la Patte d'Oie d'Herblay et du diffuseur A15/RD392 est estimé à 14,3M € HT dans sa globalité. Le contrat-cadre pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route passée entre le Département du Val d'Oise et la Région Ile-de-France prévoit pour ce projet une enveloppe de 10 000 000 € correspondant au besoin de financement de la période 2017-2022. La présente convention ne porte que sur cette enveloppe inscrite au Plan « anti-bouchon ». Les phases suivantes du projet pourront faire l'objet de conventions ultérieures.

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

1 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement de la réalisation du projet de réaménagement de la patte d'Oie d'Herblay (A15/RD14/RD392/RD106) ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi des travaux dans le respect du calendrier général du Projet.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'Opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Patte d'Oie d'Herblay – REA ».

1.1 Contenu de l'Opération

Le projet consiste en la réalisation de l'aménagement du carrefour de la Patte d'Oie d'Herblay et du diffuseur A15/RD392.

L'opération objet de la présente convention consiste en la réalisation des études, de la concertation, l'enquête publique du projet dans son ensemble et des travaux nécessaires à la fluidification du trafic en périphérie de la Patte d'Oie d'Herblay, à savoir :

- Création d'un giratoire sur la bretelle A15 (depuis Paris)
- Mise à double-sens de la rue Marceau Colin
- Reprise totale de l'échangeur n°5 de l'A15

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 10 000 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 5 000 000 €, sur la période 2017-2022.

Le projet dans son ensemble étant estimé à 14,3 M€ HT, les 4,3 M€ HT nécessaires à son achèvement pourront faire l'objet d'une convention ultérieure entre les parties.

1.2 Délais de réalisation des travaux

Le délai prévisionnel des travaux est 48 mois. Le calendrier prévisionnel de l'opération figure en Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Travaux.

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1 Historique

Le carrefour de la Patte d'Oie d'Herblay constitue, sur les communes d'Herblay et Pierrelaye, un nœud stratégique de circulation en même temps qu'un site emblématique de l'activité commerciale du département du Val d'Oise.

Situé au croisement des RD14, RD392, RD106 et de la rue de la Marne et à proximité de l'échangeur avec l'autoroute A15, il assure les échanges très sensibles de ce secteur marqué par une implantation commerciale importante le long de la RD14.

2.2 Objectifs du Projet

Le projet s'inscrit dans le double contexte d'amélioration de la circulation sur la RD14 à Pierrelaye et Herblay, en particulier au carrefour de la Patte d'Oie d'Herblay, et du projet de requalification de la RD14, attendu par les villes et la Communauté d'Agglomération Valparisis.

Le projet vise également à pacifier les traversées piétonnes et à favoriser des transports en commun.

2.3 Caractéristiques principales du Projet

Le projet consiste en l'aménagement du diffuseur A15/RD392 conjointement à l'aménagement du carrefour de la Patte d'Oie d'Herblay afin d'améliorer la circulation et le fonctionnement prévisionnel de la Patte d'Oie d'Herblay et de l'échangeur 5 sur A15.

Les éléments constitutifs de cet aménagement sont :

a. Aménagement de la rue Marceau Colin à double sens

b. Aménagement d'un giratoire Nord-est permettant les échanges RD14/A15/RD392

c. Suppression du principe de collectrices au Nord et au Sud de l'A15

d. Regroupement des échanges entre A15/RD392 sur 3 giratoires

e. Aménagement du carrefour de la Patte d'Oie d'Herblay

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'Opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqué respectivement dans l'article 4.1 et dans l'Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Travaux, de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

Le Département s'engage à maintenir les infrastructures réalisées dans le cadre de cette convention pendant une durée de 30 ans dans le domaine public routier.

3.2 Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de l'Opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant de 10 000 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Ile-de-France (50%) : soit 5 000 000 €
- Département du Val d'Oise (50 %), soit 5 000 000 €

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP nécessaires pour la réalisation de l'Opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'Annexe 1.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1 Estimation du coût de l'Opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué sur la période 2017-2022 à 10 000 000 HT en euros, non actualisable et non révisable.

4.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet :

Postes de dépenses	**Montant en €**
Etudes, Ingénierie et communication	1 000 000
Acquisitions foncières	1 000 000
Travaux	7 200 000
Somme à valoir	800 000
TOTAL en €	**10 000 000**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles.

4.3 Plan de financement

Le plan de financement sur la période 2017-2022 est établi en euros

Montant € HT et %			
MOA	**Région**	**Département du Val d'Oise**	**Total**
Département du Val d'Oise	5 000 000 €	5 000 000 €	10 000 000 €
	50%	*50%*	***100%***

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'Opération sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les Etudes objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le Département indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées ;

- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- l'état d'avancement des travaux ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des travaux couverts par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- D'un relevé des dépenses et des recettes réalisées ;
- les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- un rapport de présentation « d'avancement de chantier » indiquant le descriptif des réalisations (études, acquisitions foncières, travaux,…) effectuées au moment du solde financier de la présente convention ;
- du bilan financier de l'Opération.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département sur le compte ouvert au nom du Payeur Départemental, dont le RIB est le suivant :

Code banque : 300001

Code guichet : 0651

N° compte : C956 000000097

Clé : 97

IBAN : FR18 3000 1008 5100 00D0 5005 908

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Région Ile-de-France	35 Boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle Finances Direction de la comptabilité Service dépenses d'intervention social et territorial

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'Opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, le Département dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Lorsque l'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet ce qui est le cas pour cette opération de « réaménagement de la patte d'Oie d'Herblay », celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais. Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses liées à l'opération réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article

4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informé lors du Comité de suivi.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il est réuni autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'Opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'échanger sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeur(s), maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

9.3 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par la Région.

La présente convention de financement tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la Commission Permanente de la Région approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes (18/10/2018)

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.3, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signée avec le Département du Val d'Oise dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n°CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la présente convention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le Département du Val d'Oise, **Arnaud BAZIN** Président du Conseil départemental du Val d'Oise	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

10 ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fond

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Travaux

Annexe 1 Échéancier prévisionnel des appels de fond

Appels de fonds auprès de la Région :

Année					Total
2018	2019	2020	2021	2022	
100 000	**100 000**	**1 500 000**	**2 000 000**	**1 300 000**	**5 000 000**

Dépenses supportées en anticipation par le Département du Val d'Oise :

Année					Total
2018	2019	2020	2021	2022	
400 000	**3 000 000**	**4 000 000**	**2 600 000**		**10 000 000**

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des Travaux

2017-2018 : Etudes pré-opérationnelles

2018-2019 : Concertation / Enquêtes publiques

2020 : Démarrage des travaux

2021 : Mise en service de la bretelle A15 → rue Marceau Colin + mise en service de la rue Marceau Colin à double-sens

2020-2021 : Travaux sur l'échangeur n°5

2022-2023 : réaménagement de la Patte d'Oie d'Herblay

ANNEXE 5 : Convention type

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° **CP xxxx-xxx** du **DATE DE VOTE**,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **NOM BENEFICIAIRE (signataire de la convention)**
dont le statut juridique est : **FORME JURIDIQUE DU TIERS**
N° SIRET : **xxxxxxxxx xxxxx**
Code APE : **xx.xxx (SI RENSEIGNE SUR LE TIERS)**
dont le siège social est situé au : **ADRESSE ADMINISTRATIVE DU TIERS**
ayant pour représentant **CIVILITE, PRENOM, NOM, FONCTION (représentant signataire convention)**
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Plan régional «anti-bouchon» et pour changer la route – Management de la mobilité – INV » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-54 du 9 mars 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° **CP xxxx-xxx** du **DATE DU VOTE DE LA SUBVENTION**, la Région Île-de-France a décidé de soutenir **NOM BENEFICIAIRE** pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : **« OBJET DU DOSSIER » (référence dossier n°xxxxxxxx)**.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à **TAUX DE SUBVENTION** % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **MONTANT DE BASE €**, soit un montant maximum de subvention de **MONTANT DE SUBVENTION €**.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 3 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité définie à l'article 1.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonnée à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document est accompagné d'un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du **DATE D'ELIGIBILITE SINON DATE DE VOTE** et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **DATE DU VOTE**.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° **CP xxxx-xxx** du **DATE DE VOTE**.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La Présidente
du Conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
NOM DU BENEFICIAIRE (signataire de la convention)
TITRE, FONCTION

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-449

DU 18 OCTOBRE 2017

CPER 2015-2020 - VOLET ROUTIER

RN406 DESSERTE DU PORT DE BONNEUIL (94), RN104 ÉLARGISSEMENT ENTRE A4ET RN4 (77) ET A6 PROTECTIONS PHONIQUES (91)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports ;
VU Le décret en Conseil d'État n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF) ;
VU La délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 relative au Plan de déplacements urbains d'Île-de-France (PDUIF) ;
VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le CPER 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant formalisant la révision du Contrat de Plan État Région Île-de-France 2015-2020 portant sur le volet mobilité multimodale ;
VU La délibération n° CP 15-307 du 22 septembre 2015 approuvant la convention de financement du projet RN104 – élargissement entre A4 et RN4 ;
VU La délibération n° CP 16-329 du 12 avril 2016 approuvant la convention de financement du projet RN406 – desserte du port de Bonneuil ;
VU La délibération n° CP 16-389 du 21 septembre 2016 approuvant la convention de financement du projet A6 qualité – protections phoniques
VU Le budget de la Région d' Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission des transports ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-449 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Desserte routière des ports

Décide de participer au financement du projet RN406 – desserte du port de Bonneuil (94) détaillé en annexe 2 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution à l'Etat d'un fonds de concours d'un montant maximum prévisionnel de 1 700 000 €.

Affecte une autorisation de programme de 1 700 000 € disponible sur le chapitre 908

« Transport » - code fonctionnel 821 « voirie nationale » - programme PR 821-001 « Aménagement des infrastructures de voirie nationale » - action 482001041 « Desserte routière des ports », du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :
- Volet 1 « Mobilité Multimodale »,
- Sous-volet 12 « Opérations multimodales hors Nouveau Grand Paris »,
- Action 124 « Projets portuaires ».

Article 2 : Rocades (A86, Franciliennes)

Décide de participer au financement du projet RN104 – élargissement entre A4 et RN4 (77) détaillé en annexe 2 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution à l'Etat d'un fonds de concours d'un montant maximum prévisionnel de 4 900 000 €.

Affecte une autorisation de programme de 4 900 000 € disponible sur le chapitre 908 « Transport » - code fonctionnel 821 « voirie nationale » - programme PR 821-001 « Aménagement des infrastructures de voirie nationale » - action 482001021 « Rocades (A86, Franciliennes) », du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :
- Volet 1 « Mobilité Multimodale »,
- Sous-volet 13 « Opérations sur le réseau routier »,
- Action 131 « Opérations d'optimisation des caractéristiques du réseau routier structurant ».

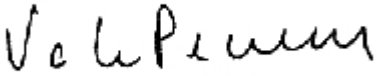
Article 3 : Protection contre le bruit

Décide de participer au financement du projet A6 Qualité – protection phoniques (91) détaillé en annexe 2 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution à l'Etat d'un fonds de concours d'un montant maximum prévisionnel de 502 000 €.

Affecte une autorisation de programme de 502 000 € disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 77 « Environnement des infrastructures de transport », programme PR 77-001 « Réseau routier », action 477001041 « Protection contre le bruit routier », du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :
- Volet 1 « Mobilité Multimodale »,
- Sous-volet 12 « Opérations multimodales hors Nouveau Grand Paris »,
- Action 121 « Etudes et interventions générales ».

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-449	Budget	2017

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**77 - Environnement des infrastructures de transport**
Programme	**477001 - Réseau routier**
Action	**477001041 - Protection contre le bruit routier**

Dispositif : N° 00001068 - Intégration environnementale des infrastructures routières nationales

Dossier	17013778 - ROUTE - A6 QUALITE PROTECTIONS PHONIQUES (91) - 2EME AFFECTATION			
Bénéficiaire	P0020134 - SECRETARIAT GENERAL DU MEDDTL			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/A6 Qualité - Protections phoniques - Hors CPRD			
Montant total	502 000,00 €		Code nature	204113
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
653 645,00 €	TTC	76,8 %	502 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001068 - Intégration environnementale des infrastructures routières nationales	502 000,00 €

Total sur l'imputation 907 - 77 - 477001 - 477001041	502 000,00 €

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**821 - Voirie nationale**
Programme	**482001 - Aménagement des infrastructures de voirie nationale**
Action	**482001021 - Rocades (A86, Francilienne)**

Dispositif : N° 00001067 - CPER – Aménagement des infrastructures de voirie nationale

Dossier	17013772 - ROUTE - RN104 - ELARGISSEMENT ENTRE A4 ET RN4 (77) - 2EME AFFECTATION			
Bénéficiaire	P0020134 - SECRETARIAT GENERAL DU MEDDTL			
Localisation	CA PARIS VALLEE DE LA MARNE			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/RN104 - Elargissement entrel'A4 et la RN4 - Hors CPRD			
Montant total	4 900 000,00 €		Code nature	204113
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 800 000,00 €	TTC	50 %	4 900 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001067 - CPER – Aménagement des infrastructures de voirie nationale	4 900 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 821 - 482001 - 482001021	4 900 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-449	Budget	2017

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**821 - Voirie nationale**
Programme	**482001 - Aménagement des infrastructures de voirie nationale**
Action	**482001041 - Desserte routière des ports**

Dispositif : N° 00001067 - CPER – Aménagement des infrastructures de voirie nationale

Dossier	17013757 - ROUTE - RN406 AMENAGEMENT DE LA DESSERTE DU PORT DE BONNEUIL-SUR-MARNE (94) - 2EME AFFECTATION			
Bénéficiaire	P0020134 - SECRETARIAT GENERAL DU MEDDTL			
Localisation	BONNEUIL-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/RN406 - Desserte du port de Bonneuil (phase principale) - Hors CPRD			
Montant total	1 700 000,00 €		Code nature	204113
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 230 770,00 €	TTC	32,5 %	1 700 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001067 - CPER – Aménagement des infrastructures de voirie nationale	1 700 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 821 - 482001 - 482001041	1 700 000,00 €

ANNEXE 2 : Fiches projet

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013757

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ROUTE - RN406 AMENAGEMENT DE LA DESSERTE DU PORT DE BONNEUIL-SUR-MARNE (94) - 2EME AFFECTATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CPER – Aménagement des infrastructures de voirie nationale	5 230 770,00 €	32,50 %	1 700 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 700 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-821-204113-482001-200
482001041- Desserte routière des ports

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SECRETARIAT GENERAL DU MEDDTL
Adresse administrative : GRANDE ARCHE
92055 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Statut Juridique : Service Central D'un Ministère
Représentant :

N° SIRET : 12006602200027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CPER – Aménagement des infrastructures de voirie nationale
Rapport Cadre : CR123-16 du 15/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le port de Bonneuil-sur-Marne constitue la seconde plate-forme multimodale d'Île-de-France, après le port de Gennevilliers, tous deux gérés par Ports de Paris. Situé à 8 km de Paris dans le Val-de-Marne, il accueille plus de 150 entreprises sur 186 ha. Avec une hausse de 11% des marchandises manutentionnées ces cinq dernières années, le port de Bonneuil confirme son dynamisme et sa position stratégique dans l'Est de l'Île-de-France.

Le port est desservi par une unique route départementale au Nord et au Sud : la RD130. Il est tributaire d'un réseau départemental très chargé et en partie enserré dans des quartiers d'habitat (RD130 et RD10 à Bonneuil-sur-Marne). Sa desserte routière contraint excessivement ses capacités de développement.

Le projet de prolongement de la RN406 a donc comme principal objectif d'améliorer la desserte du port depuis le réseau magistral en lui offrant un accès rapide depuis

l'autoroute A86.

Description :
Sur l'ensemble du projet, l'aménagement consiste à réaliser une section de route nouvelle à 2x1 voie d'une longueur totale d'environ 2 km. Après le raccordement à l'échangeur RN19/RN406, l'infrastructure doit franchir les voies SNCF Réseau de la grande ceinture, puis la RD10 et enfin la voie ferrée de desserte du port pour se raccorder à la voirie du port.

Un carrefour est prévu pour le raccordement à la voirie du port au Sud de la voie ferrée. Aucun échange direct n'est prévu avec la voirie départementale (RD10) pour éviter tout trafic supplémentaire dans la traversée de Sucy-en-Brie et Ormesson-sur-Marne.

Un carrefour est prévu pour desservir les zones d'activités au sud de la RD10.

Intérêt régional : Le projet est inscrit au CPER 2015-2020 pour un montant total de 77,2M€ dont 25,1 M€ de participation de la Région.
Le SDRIF approuvé en 2013 prévoit l'optimisation du fonctionnement des réseaux routiers sur le secteur de Sucy-en-Brie/ Bonneuil-sur-Marne afin de compléter le maillage et ainsi optimiser l'exploitation du réseau structurant d'autoroutes et de voies rapides.
Le projet est également inscrit au PDUIF.

Public(s) cible(s) :
Les usagers du port de Bonneuil ainsi que les usagers des routes franciliennes et plus particulièrement des RD 10 et 19 qui seront délestées d'une partie de leur trafic.

Détail du calcul de la subvention :
Tel qu'indiqué dans la convention financière (CP 16-329) engageant les partenaires sur la totalité de la part du projet inscrite au CPER 2015/2020 (77,2M€), les co-financeurs mettent en place les autorisations de programme au fur et à mesure des besoins du maître d'ouvrage.

Suite à la première affectation de 2016 (1,2M€), la Région propose dans la cadre du présent rapport une seconde affectation de 1,7M€.

Localisation géographique :
- BONNEUIL-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/RN406 - Desserte du port de Bonneuil (phase principale)

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
RN406 Amenagement du Port de Bonneuil	5 230 770,00	100,00%
Total	5 230 770,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	1 700 000,00	32,50%
Région	1 700 000,00	32,50%
Autres	1 830 770,00	35,00%
Total	5 230 770,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	1 700 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aménagements de voirie nationale	5 000 000,00 €
2014	Soutien aux réalisations de voies réservées sur autoroutes & voies rapides	1 600 000,00 €
2015	Aménagements de voirie nationale	38 800 000,00 €
2015	Environnement des infrastructures routières nationales	4 500 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	5 750 000,00 €
2016	Aménagements de voirie nationale	54 050 000,00 €
2016	Environnement des infrastructures routières nationales	265 000,00 €
2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	4 850 000,00 €
2017	Aménagements de voirie nationale	9 900 000,00 €
2017	Environnement des infrastructures routières nationales	9 965 000,00 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV	300 000,00 €
	Montant total	136 980 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013772

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ROUTE - RN104 - ELARGISSEMENT ENTRE A4 ET RN4 (77) - 2EME AFFECTATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CPER – Aménagement des infrastructures de voirie nationale	9 800 000,00 €	50,00 %	4 900 000,00 €
	Montant Total de la subvention		4 900 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-821-204113-482001-200
482001021- Rocades (A86, Francilienne)

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SECRETARIAT GENERAL DU MEDDTL
Adresse administrative : GRANDE ARCHE
92055 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Statut Juridique : Service Central D'un Ministère
Représentant :

N° SIRET : 12006602200027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CPER – Aménagement des infrastructures de voirie nationale
Rapport Cadre : CR123-16 du 15/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans le département de Seine-et-Marne, la section de la Francilienne (RN104) située entre la RN4 et l'A4 est marquée par des conditions de circulation de plus en plus difficiles. La multiplicité des échanges dans la traversée de Marne-la-Vallée comme la forte croissance des trafics et des contraintes liées au tronc commun A4-francilienne sont principalement en cause. Le trafic sur cette section à 2x2 voies s'élève à environ 115 000 véhicules par jour.

Cette opération, qui vise à améliorer les déplacements de rocade dans la grande couronne de l'Ile-de-France, à l'est, permet d'améliorer, en particulier, l'accès à Marne-la-Vallée, à Sénart et à Melun.

Les objectifs du projet sont :

- Fluidifier la circulation ;

- Améliorer les échanges entre l'A4 et la RN4 ;
- Limiter les nuisances sonores ;
- Améliorer le traitement des eaux de ruissellement.

Description :
Le projet d'aménagement prévoit l'élargissement de la Francilienne à 2x3 voies, permettant d'améliorer la fluidité du trafic et les systèmes d'échanges entre l'A4 et la RN4.

Il comprend également un important volet environnemental, pour diminuer les nuisances routières, avec l'implantation de protections phoniques et la reprise complète du système de traitement des eaux de ruissellement.

Intérêt régional : Le projet est inscrit au CPER 2015-2020 pour un montant total de 80,8M€ dont 40,4 M€ de participation de la Région.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des routes franciliennes.

Détail du calcul de la subvention :
Tel qu'indiqué dans la convention financière (CP 15-307) engageant les partenaires sur la totalité de la part du projet inscrite au CPER 2015/2020 (80,8M€), la Région met en place les autorisations de programme au fur et à mesure des besoins du maître d'ouvrage.

Suite à la première affectation de 2015 (10M€), la Région propose dans la cadre du présent rapport une seconde affectation de 4,9M€.

Localisation géographique :
- CA PARIS VALLEE DE LA MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/RN104 - Elargissement entrel'A4 et la RN4

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Elargissement RN 104	9 800 000,00	100,00%
Total	9 800 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	4 900 000,00	50,00%
Région	4 900 000,00	50,00%
Total	9 800 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	3 000 000,00 €
2019	1 900 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aménagements de voirie nationale	5 000 000,00 €
2014	Soutien aux réalisations de voies réservées sur autoroutes & voies rapides	1 600 000,00 €
2015	Aménagements de voirie nationale	38 800 000,00 €
2015	Environnement des infrastructures routières nationales	4 500 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	5 750 000,00 €
2016	Aménagements de voirie nationale	54 050 000,00 €
2016	Environnement des infrastructures routières nationales	265 000,00 €
2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	4 850 000,00 €
2017	Aménagements de voirie nationale	9 900 000,00 €
2017	Environnement des infrastructures routières nationales	9 965 000,00 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV	300 000,00 €
	Montant total	136 980 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013778

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ROUTE - A6 QUALITE PROTECTIONS PHONIQUES (91) - 2EME AFFECTATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Intégration environnementale des infrastructures routières nationales	653 645,00 €	76,80 %	502 000,00 €
	Montant Total de la subvention		502 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-77-204113-477001-200
477001041- Protection contre le bruit routier

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SECRETARIAT GENERAL DU MEDDTL
Adresse administrative : GRANDE ARCHE
92055 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Statut Juridique : Service Central D'un Ministère
Représentant :

N° SIRET : 12006602200027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Intégration environnementale des infrastructures routières nationales
Rapport Cadre : CR 123-16 du 15/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'opération A6 Qualité a pour objectif de réaliser des écrans anti-bruit et des isolations de façades à Chilly-Mazarin, Epinay-sur-Orge, Savigny-sur-Orge, Longjumeau, Morangis, Morsang-sur-Orge, Viry-Châtillon et Wissous.

Description :
L'opération a été scindée en deux groupes.

Le premier groupe d'écrans a déjà été financé et réalisé. Il concernait les communes de Chilly-Mazarin (Parc de Chilly, la Fontaine Augère), Savigny-sur-Orge (clair village) et Epinay-sur-Orge (Sillery/Charaintru).

Le second groupe concerne l'implantation d'écrans complétée par des isolations de façades sur les

communes de Wissous (La voie de Beuze, les Glaises, et Bas de Fresnes), Savigny-sur-Orge (zone pavillonaire), Epinay-sur-Orge (Petit Vaux), Longjumeau (Les Hauts de Gravigny). Le projet intègre aussi des aménagements paysagers visant à l'intégration paysagère de ces murs et à la meilleure intégration de l'A6 dans son environnement.

Intérêt régional : Cette opération est inscrite au CPER 2015-2020 dans le volet Etudes et interventions générales pour un montant total de 5,6M€ avec une répartition de 1,3M€ pour l'Etat et 4,3 M€ pour la Région.

Public(s) cible(s) :
Les riverains de l'A6 entre Wissous et Evry.

Détail du calcul de la subvention :
Tel qu'indiqué dans la convention financière (CP 16-389) engageant les partenaires sur la totalité de la part du projet inscrite au CPER 2015/2020 (5,6M€), la Région met en place les autorisations de programme au fur et à mesure des besoins du maître d'ouvrage.

Suite à la première affectation de 2016 (265 000€), la Région propose dans la cadre du présent rapport une seconde affectation de 502 000€.

Localisation géographique :

- EPINAY-SUR-ORGE
- LONGJUMEAU
- WISSOUS
- SAVIGNY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/A6 Qualité - Protections phoniques

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
A6 qualité	653 645,00	100,00%
Total	653 645,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	151 645,00	23,20%
Région	502 000,00	76,80%
Total	653 645,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	502 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aménagements de voirie nationale	5 000 000,00 €
2014	Soutien aux réalisations de voies réservées sur autoroutes & voies rapides	1 600 000,00 €
2015	Aménagements de voirie nationale	38 800 000,00 €
2015	Environnement des infrastructures routières nationales	4 500 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	5 750 000,00 €
2016	Aménagements de voirie nationale	54 050 000,00 €
2016	Environnement des infrastructures routières nationales	265 000,00 €
2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	4 850 000,00 €
2017	Aménagements de voirie nationale	9 900 000,00 €
2017	Environnement des infrastructures routières nationales	9 965 000,00 €
2017	Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV	300 000,00 €
	Montant total	136 980 000,00 €

- Par publication ou notification le 23/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-454

DU 18 OCTOBRE 2017

INNOVATION LOGISTIQUE - EXPÉRIMENTATION D'UN PROCÉDÉ DE LIVRAISONS ROUTE-FLEUVE-ROUTE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

Vu Le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

Vu Le Code général des collectivités territoriales ;

Vu Le Code des transports ;

Vu La délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au plan d'actions régional en faveur de la mobilité durable ;

Vu La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant sur la prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à la mise en place du dispositif 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

Vu La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la mise en œuvre de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

Vu Le Budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission des transports ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-454 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : HP 884-006 « Logistique urbaine »

Décide de participer, au titre du dispositif « Fret – Soutenir les entreprises et optimiser les bonnes pratiques » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 37-14 du 19 juin 2014, au financement du projet indiqué dans le tableau ci-dessous, et détaillé en annexe 2 (fiche projet) à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention en investissement d'un montant maximum prévisionnel total de **180 000 €**.

Bénéficiaire	Projet	Action (18800601)
Green Switch Meridian France	Expérimentation d'un procédé logistique route-fleuve-route par caisses mobiles LUDEB	**180 000 €**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention correspondante jointe en annexe 3 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **180 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports », sous-fonction 88 « Autres transports », programme HP 884-006 « Logistique urbaine », action 18800601 « Logistique urbaine » du budget 2017.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - État récapitulatif des subventions

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-454	Budget	2017

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**884 - Transports ferroviaires de marchandises**
Programme	**188006 - Logistique urbaine**
Action	**18800601 - Logistique urbaine**

Dispositif : N° 00000772 - Fret - Soutenir les entreprises et optimiser les bonnes pratiques

Dossier	17013861 - EXPERIMENTATION D'UN PROCEDE LOGISTIQUE ROUTE-FLEUVE-ROUTE PAR CAISSES MOBILES LUDEB			
Bénéficiaire	P0037531 - GSMF GREEN SWITCH MERIDIAN FRANCE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	180 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
360 000,00 €	HT	50 %	180 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000772 - Fret - Soutenir les entreprises et optimiser les bonnes pratiques	180 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 884 - 188006 - 18800601	180 000,00 €

Annexe 2 - Fiche projet

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013861

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : EXPERIMENTATION D'UN PROCEDE LOGISTIQUE ROUTE-FLEUVE-ROUTE PAR CAISSES MOBILES LUDEB

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - Soutenir les entreprises et optimiser les bonnes pratiques	360 000,00 €	50,00 %	180 000,00 €
	Montant Total de la subvention		180 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-884-20421-188006-200
18800601- Logistique urbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GSMF GREEN SWITCH MERIDIAN FRANCE
Adresse administrative : 64 RUE BENJAMIN DELESSERT 93500 PANTIN
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Marc BAZENET

N° SIRET : 82233571700010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fret - Soutenir les entreprises et optimiser les bonnes pratiques
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : financer l'expérimentation d'une solution logistique route-fleuve-route par caisses mobiles LUDEB

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La livraison de marchandises en zone urbaine dense est nécessaire au bon approvisionnement des villes. Le mode routier assure la quasi-intégralité des mouvements de marchandises sur le dernier kilomètre, notamment en raison de la flexibilité qu'il offre. Mais le transit des camions en zone urbaine, entre l'entrepôt de chargement et le point de livraison, est générateur d'externalités négatives (congestion, bruit, pollution atmosphérique).

La livraison urbaine par voie fluviale est une solution qui peut permettre de mettre à profit les réserves de capacité de la voie d'eau pour réduire l'encombrement des voiries routières par les poids-lourds.

La subvention régionale sollicitée dans le cadre de ce projet vise à permettre le lancement du pilote commercial d'une solution de livraison route-fleuve-route sur une durée de un an.

Description :
Les coûts de transbordement représentent un obstacle majeur dans l'utilisation de la voie d'eau pour acheminer les marchandises au cœur de la zone dense. Afin de disposer d'un outil adapté aux livraisons urbaines par voie fluviale, le Cluster Logistique Urbaine Île-de-France, initié par la CCI des Hauts-de-Seine, a développé un modèle de caisses mobiles adaptées aux bateaux et poids-lourds.

Ce modèle de caisse mobile de 20m3 et le procédé de livraison fleuve-route associé ont reçu une labellisation du pôle de compétitivité Nov@log sous les acronymes LUDEB (pour le transport « sec ») et LUDAP (pour le transport frigorifique). Quatre tests ponctuels visant à vérifier les conditions de mise en œuvre technique de la solution ont déjà été réalisés depuis 2014.

L'entreprise Green Switch Meridian France (GSMF) a identifié deux verrous à l'adoption de ce type de solution par les chargeurs : l'aversion au risque lié aux premiers investissements, et le coût lié aux changements procéduraux nécessaires au lancement du service.

En réponse à ce constat, GSMF souhaite proposer un service de prestation de transport de marchandises pour compte d'autrui clef en main pour les chargeurs, concentrant les fonctions de fret fluvial (navette au départ ou à l'arrivée de chacun des 70 ports d'Ile-de-France), de grutage portuaire, de location des caisses mobiles, du pré et du post acheminement, et prenant en charge le risque lié aux investissements. GSMF prévoit un plan de développement sur 5 ans à l'issue du pilote commercial. À terme, tous les ports BTP urbains pourraient être transformés en hub de livraison urbaine.

Un pilote commercial organisé dès janvier 2018, et ce pour une période d'un an, devra permettre de valider la viabilité de ce modèle économique. Il consiste à assurer une navette quotidienne en péniche Freycinet entre le Port de Gennevilliers et le port urbain du Point du Jour (plateforme de Cemex Granulat).

Moyens mis en œuvre :
Pour être compétitive, une prestation route-fleuve-route en caisse mobile de 20m3 doit être facturée au même prix que la location d'un camion de taille équivalente avec chauffeur et carburant (soit environ 320€HT/jour).

Atteindre ce niveau de prix est possible grâce à des économies d'échelle : le format des caisses permet de mutualiser différents types de marchandises (alimentaire, colis, mais aussi palettes et déchets) et il permet de réduire le coût des ruptures de charges par rapport aux outils classiques. Pour couvrir le surcoût lié aux frais fixes, le service doit assurer, a minima, une navette de 50 caisses par jour.

Le modèle économique n'est donc viable qu'à partir de 50 caisses en rotation par jour. Le pilote commercial sera réalisé avec 40 caisses au total (dont 10 ont déjà été produites dans le cadre des tests précédents), soit une rotation quotidienne de 20 caisses. Ce faible volume se traduit par un surcoût de 20€ par jour et par caisse. La subvention régionale aura pour objet, durant la phase de pilote commercial, de soutenir l'effort d'investissement et ainsi réduire ce surcoût à 10€ afin de convaincre les chargeurs.

L'acquisition d'un lot de 30 caisses mobiles, de deux palonniers adaptés (un hydraulique et un mécanique de secours), ainsi que l'équipement permettant d'accueillir les caisses mobiles sur un camion sont nécessaires à l'organisation du pilote commercial. Aussi, il est proposé de subventionner à hauteur de 50% les investissements nécessaires à la mise en œuvre du pilote commercial.

Intérêt régional : Ce projet s'inscrit dans les objectifs du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation 2017-2021, adopté par délibération CR 230-16 du 14 décembre 2016, qui dispose : "Accroître l'attractivité francilienne nécessite un renforcement des infrastructures et services de transport (...). L'armature portuaire et le fret fluvial devront également être

renforcés (...) pour permettre une logistique multimodale indispensable au développement économique de l'Ile-de-France".

En outre le service répond aux enjeux identifiés dans le plan régional "Changeons d'air en Ile-de-France: Plan régional pour la qualité de l'air" (délibération n° CR114-16 du 16 juin 2016) et s'inscrit dans ses orientations. Le service proposé permet ainsi d'optimiser les flux en mutualisant plusieurs types de marchandises sur un même déplacement, et ainsi de réduire les émissions atmosphériques (CO2, particules fines).

En mettant à profit les réserves capacitaires de la voie d'eau, il permet de réduire la congestion sur les infrastructures routières.

Ainsi, le calculateur en ligne développé par TK Blue Agency prévoit les gains suivants par rapport à un trajet 100% routier en véhicule de 3,5t : réduction du bruit (84%), réduction de la congestion (56%), réduction des accidents (87%), réduction des émissions de particules fines (39%).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ce projet vise les entreprises disposant d'entrepôts à moins de 5km d'un port fluvial, ou de zones de livraison dans un rayon de 2,5 à 3km autour d'un port fluvial.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention sollicitée entre dans le cadre du régime des aides de minimis encadré par le Règlement (UE) n ° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 le 24 décembre 2013. Elle se conforme, entre autres, aux dispositions de ses articles 2 et 3.

Dans le cadre de la présente subvention, la distinction des coûts entre les différentes activités exercées par l'entreprise, c'est-à-dire le transport routier de marchandises pour compte d'autrui d'une part (activité à laquelle s'applique le plafond de minimis de 100000€), et le transport fluvial et la manutention d'autre part (activités auxquelles s'applique le plafond de minimis de 200000€), se fait convenablement dans la mesure où chaque équipement financé a un usage spécifique.

Les 30 caisses mobiles sont des contenants et ne constituent donc pas un élément lié au transport routier de marchandises. Il en est de même pour les palonniers qui sont des engins de manutention.

L'adaptation d'une carrosserie de camion pour permettre le transport des caisses mobiles est clairement à vocation de transport routier, sans qu'il s'agisse d'une acquisition de véhicule. Aussi, cette dépense est subventionnable sous réserve d'un plafond de 100000€.

La subvention proposée s'élève donc à 180000€ pour une base subventionnable de 360000€HT. La part de la subvention liée aux dépenses destinées à la réalisation d'une activité de transport routier de marchandises pour compte d'autrui ne pourra excéder 100000€.

Localisation géographique :
- PARIS
- GENNEVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de 30 caisses mobiles 20m3	300 000,00	75,00%
Carrosserie spéciale ciasse mobile avec hayon élévateur	15 000,00	3,75%
Acquisition de 2 palonniers	45 000,00	11,25%
Acquisition d'un camion hybride	40 000,00	10,00%
Total	400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	180 000,00	45,00%
Fonds propres entreprise	220 000,00	55,00%
Total	400 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	150 000,00 €
2019	30 000,00 €

Annexe 3 - Convention de financement

CONVENTION DE FINANCEMENT
RELATIVE À L'EXPÉRIMENTATION D'UN PROCÉDÉ LOGISTIQUE ROUTE-FLEUVE-ROUTE PAR CAISSES MOBILES LUDEB

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2017-454 du 18 octobre 2017,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : GSMF GREEN SWITCH MERIDIAN FRANCE
dont le statut juridique est : Société à Responsabilité Limitée
N° SIRET : 822335717 00010
Code APE : 74.90B
dont le siège social est situé au : 64 RUE BENJAMIN DELESSERT 93500 PANTIN
ayant pour représentant Monsieur Marc BAZENET,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PRÉAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Fret - Soutenir les entreprises et optimiser les bonnes pratiques » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR37-14 du 19 juin 2014.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2017-454 du 18 octobre 2017, la Région Île-de-France a décidé de soutenir GSMF GREEN SWITCH MERIDIAN FRANCE pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : l'expérimentation d'une solution logistique route-fleuve-route par caisses mobiles LUDEB (référence dossier n°17013861).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 360 000,00 €, soit un montant maximum de subvention de 180 000,00 €.

Cette aide est allouée au titre du règlement UE n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 le 24 décembre 2013.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».
Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée minimale de 3 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif du transport multimodal.

Le bénéficiaire s'engage à fournir à la Région, à l'issue du projet, un rapport présentant les enseignements tirés de l'expérimentation objet de la présente convention. La remise de ce rapport de retour d'expérience conditionnera le versement du solde de la subvention

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES À LA CHARTE RÉGIONALE DES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITÉ

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit ces offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire déclare ne pas être bénéficiaire d'aide illégale et incompatible soumise à obligation de remboursement en vertu d'une décision de la Commission européenne.

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Informer la Région de toute aide attribuée au titre d'un régime régi par l'un des règlements suivants : (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis, (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis , (CE) n° 875/2007 de la Commission du 24 juillet 2007 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis octroyées dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, (UE) n°717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du TFUE

aux aides de minimis dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, (CE) n° 1535/2007 de la Commission du 20 décembre 2007 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides de minimis dans le secteur de la production de produits agricoles, (UE) n°1408/2013 relatif aux aides de minimis pour le secteur agricole, (UE) n° 360/2012 relatif aux aides de minimis pour les entreprises fournissant des services d'intérêt économique général (SIEG).

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 3.1 : CADUCITÉ

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de un (1) an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

À compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. À défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- 3 justificatifs de recrutement conformément au nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : RÉVISION DU MONTANT SUBVENTIONNÉ

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ÉLIGIBILITÉ DES DÉPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 18 octobre 2017 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 18 octobre 2017.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : MODALITÉS DE SUIVI DE LA CONVENTION

Un comité technique est chargé du suivi de la présente convention. Il se réunit chaque trimestre pendant la durée de la convention. Il est composé du ou des représentant(s) du bénéficiaire et des services instructeurs de la Région, à savoir la direction des transports. À la demande du bénéficiaire ou des services instructeurs de la Région, ce comité technique peut être ouvert ponctuellement à d'autres personnes concernées par le projet.

Lors de chaque tenue du comité technique, le bénéficiaire doit présenter un état des lieux des contrats et engagements conclus ou en cours de discussion avec des tiers. Cet état des lieux détaillera les engagements sur les volumes, les prix et la durée des engagements contractuels, dans le respect du secret professionnel et des clauses contractuelles qui lient le bénéficiaire à ses clients.

ARTICLE 6 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.
Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP2017-454 du 18 octobre 2017.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du Conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
GSMF GREEN SWITCH MERIDIAN FRANCE
Monsieur Marc BAZENET,

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-457

DU 18 OCTOBRE 2017

AFFECTATION SÉCURITÉ DANS LE RÉSEAU DE TRANSPORT OPTILE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales,

VU Le Code des transports et notamment ses articles L1241-2 et L1632-1,

VU La loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales,

VU La délibération n° CR 70-98 du 4 décembre 1998 relative à la contribution du Conseil régional à l'amélioration de la sécurité en Île-de-France,

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010

VU La délibération n° CP 11- 152 relative à la participation de la Région Ile-de-France au financement de la sécurité dans les transports publics franciliens,

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017,

VU l'avis de la commission des transports ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU le rapport n°CP 2017-457 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article n°1 :

Affecte, en vue de solder la participation de la Région Ile-de-France au complément du troisième programme de sécurité sur les réseaux OPTILE, votée par délibération n° CP 11-152 du 27 janvier 2011, une autorisation de programme de 2 961 592,09 €, disponible sur le chapitre 908 «Transports», Code fonctionnel 81 «Transports en commun de voyageurs», Programme HP 818-016 «Aménagement de voirie pour autobus», Action 18101604 «Exploitation du réseau », du budget 2017.

Article n°2 :
Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17

de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Code IRIS du dossier	Libellé IRIS du dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17013906	Participation de la région au financement de la sécurité sur le réseau OPTILE dans le cadre d'un complément au 3ème programme de sécurité	STIF	27/01/2011

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Etat récapitulatif des subventions

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-457	Budget	2017

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**818 - Autres transports en commun**
Programme	**181016 - Aménagement de voirie pour autobus**
Action	**18101604 - Exploitation du réseau**

Dispositif : N° 00000397 - PDUIF : axes Mobilien et pôles d'échanges Aménagements de voirie pour autobus

Dossier	17013906 - Participation de la Région au financement de la sécurité sur le réseau Optile dans le cadre d'un complément au 3ème programme de sécurité			
Bénéficiaire	R1989 - STIF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 961 592,09 €		Code nature	2041732
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 923 184,18 €	HT	50 %	2 961 592,09 €	

Total sur le dispositif N° 00000397 - PDUIF : axes Mobilien et pôles d'échanges Aménagements de voirie pour autobus	2 961 592,09 €

Total sur l'imputation 908 - 818 - 181016 - 18101604	2 961 592,09 €

Fiche projet

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013906

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : PARTICIPATION DE LA RÉGION AU FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SUR LE RÉSEAU OPTILE DANS LE CADRE D'UN COMPLÉMENT AU 3ÈME PROGRAMME DE SÉCURITÉ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PDUIF : axes Mobilien et pôles d'échanges Aménagements de voirie pour autobus	5 923 184,18 €	50,00 %	2 961 592,09 €
	Montant Total de la subvention		2 961 592,09 €

Imputation budgétaire : 908-818-2041732-181016-200
18101604- Exploitation du réseau

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STIF
Adresse administrative : 39 BIS - 41 RUE DE CHATEAUDUN
75009 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Monsieur Laurent PROBST, Directeur

N° SIRET : 28750007800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : PDUIF : axes Mobilien et pôles d'échanges Aménagements de voirie pour autobus
Rapport Cadre : CR03-08 du 17/04/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 27 janvier 2011
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Caducité de l'AP affectée par la délibération N°CP 11-152

Objectifs :
Lutte contre les attentats et les incivilités dans les transports en commun

Description :
Equiper les entreprises du réseau OPTILE d'appareils de vidéo-protection embarqués, de géo/radio localisation des véhicules et de cabines anti-agression pour les conducteurs.

Public(s) cible(s) :
Usagers des transports en commun franciliens notamment.

Détail du calcul de la subvention :
Pour rappel, ce programme est financé à 50% par le STIF et 50% par la Région.
Le STIF procède au reversement de la participation régionale.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de matériel de vidéo-surveillance	5 923 184,18	100,00%
Total	5 923 184,18	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	2 961 592,09	50,00%
STIF	2 961 592,09	50,00%
Total	5 923 184,18	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 722 070,84 €
2018	239 521,25 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 345 000,00 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	2 058 000,00 €
2014	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	627 875 946,00 €
2014	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	55 197 000,00 €
2014	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	82 334 000,00 €
2014	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €

2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	37 143 309,00 €
2015	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	6 100 939,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	-1 330 000,00 €
2015	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	664 154 752,00 €
2015	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	77 365 000,00 €
2015	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	83 981 000,00 €
2015	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	495 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 411 949,14 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	13 110 000,00 €
2016	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	5 428 856,00 €
2016	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	640 496 300,00 €
2016	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	58 474 000,00 €
2016	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	75 500 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	647 500,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	75 509 882,00 €
2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	980 000,00 €
2017	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 705 703,00 €
2017	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	645 620 270,00 €
2017	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	23 900 000,00 €
2017	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	78 739 000,00 €
2017	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	1 120 000,00 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	86 631 000,00 €
	Montant total	3 072 066 804,14 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-460

DU 18 OCTOBRE 2017

TRAMWAY
PROLONGEMENT DU T1 À L'EST (VAL-DE-FONTENAY)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code des transports ;

VU Le décret en Conseil d'État n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma directeur de la région Île-de-France ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 55-13 du 11 juin 2013 relative à la mise en œuvre et au financement du Plan de Mobilisation pour les transports en Île-de-France sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signée le 19 juillet 2013 ;

VU La délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 relative au Plan de déplacements urbains d'Île-de-France (PDUIF) ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan État-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération cadre n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan État-Région 2015-2020 ;

VU La délibération n° CP 2016-501 du 16 novembre 2016 approuvant la convention de financement relative aux modalités d'insertion du tramway à Noisy le Sec et portant affectation d'une autorisation de programme dans son article 2;

VU La délibération n° CP 2017-206 du 17 mai 2017 approuvant la convention spécifique entre la Région et la RATP relative au dispositif 100 000 stages pour les grands comptes ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission des transports ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-460 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : PR 811-005 « Liaisons tramways »

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 2 *(fiches projet)* à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **3 000 000 €**.

Bénéficiaires	Opérations	Localisation	action (481005011)
CD93	PROLONGEMENT DU TRAMWAY T1 A L'EST – convention de financement des acquisitions foncières et des travaux préparatoires	Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne	2 571 400,00 €
RATP	TRAMWAY PROLONGEMENT DU T1 A L'EST - ETUDES DU SYSTEME DE TRANSPORT - RATP	Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne	428 600,00 €

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **3 000 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de voyageurs » - programme PR 811-005 « Liaisons tramways » - Action 481005011 « Liaisons tramways », du budget 2017 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 112 « Développement du réseau »

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, dans la mesure où ces dépenses correspondent à la dérogation prévue à l'alinéa 4 de l'art. 17 de l'annexe de la délibération n° CR 01-06 du 22 janvier 2017 portant prorogation du règlement budgétaire et financier

Code IRIS du dossier	Libellé IRIS du dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17013850	PROLONGEMENT DU TRAMWAY T1 A L'EST – convention de financement des acquisitions foncières et des travaux préparatoires	CD 93	01/12/2016
17014101	TRAMWAY PROLONGEMENT DU T1 A L'EST - ETUDES DU SYSTEME DE TRANSPORT - RATP	RATP	01/12/2016

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-460	Budget	2017

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs**
Programme	**481005 - Liaisons tramways**
Action	**481005011 - Liaisons tramways**

Dispositif : N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun

Dossier	17013850 - TRAMWAY PROLONGEMENT DU T1 A L'EST – convention de financement d'acquisitions foncières et de travaux préparatoires			
Bénéficiaire	R2304 - DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/T1 à l'Est - Val de Fontenay - Hors CPRD			
Montant total	2 571 400,00 €		Code nature	204133
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 000 000,00 €	HT	42,86 %	2 571 400,00 €	

Dossier	17014101 - TRAMWAY PROLONGEMENT DU T1 A L'EST - ETUDES DU SYSTEME DE TRANSPORT - RATP			
Bénéficiaire	R6930 - RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/T1 à l'Est - Val de Fontenay - Hors CPRD			
Montant total	428 600,00 €		Code nature	2041783
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 000 000,00 €	HT	42,86 %	428 600,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun	3 000 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 811 - 481005 - 481005011	3 000 000,00 €

ANNEXE 2 : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013850

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : TRAMWAY PROLONGEMENT DU T1 A L'EST – CONVENTION DE FINANCEMENT D'ACQUISITIONS FONCIÈRES ET DE TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	6 000 000,00 €	42,86 %	2 571 400,00 €
	Montant Total de la subvention		2 571 400,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-204133-481005-200
481005011- Liaisons tramways

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : 3 ESPLANADE JEAN MOULIN
93006 BOBIGNY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur STEPHANE TROUSSEL, Président

N° SIRET : 22930008201453

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : attribution d'une subvention pour la réalisation d'acquisitions foncières et de travaux préparatoires

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Des opportunités foncières s'étant présentées, le maître d'ourvage a acquis en urgence des parcelles nécessaires au projet, le délai de rédaction de la convention de financement risquant de laisser passer ces opportunités et de renchérir in fine le coût du projet. En corrolaire, des dépenses de gardiennage de ces parcelles ont été réalisées

Objectifs :
Le prolongement à l'Est du T1 de la station « Bobigny – Pablo Picasso » à « Val-de-Fontenay » constitue un maillon important pour la construction de la rocade tramway autour de Paris. Il desservira les communes de Noisy-le-Sec, Romainville, Montreuil, Rosny-sous-Bois et Fontenay-sous-Bois.

Le projet s'inscrit dans la politique d'amélioration du réseau de transports en commun de l'agglomération parisienne, et particulièrement de la Seine-Saint-Denis, visant à désenclaver des territoires encore mal

desservis et à inciter la population à emprunter les transports collectifs.
Ce prolongement s'accompagnera de la mise en service d'un nouveau matériel roulant, plus capacitaire, prévu sur l'ensemble de la ligne T1.

Description :
La longueur totale du projet est de 10,7 km, dont 7,7 km de voie nouvelle. Le projet comprend la création de 15 nouvelles stations et le réaménagement des 6 stations existantes entre Bobigny et Noisy-le-Sec.
Le prolongement permettra de relier Bobigny à Val-de-Fontenay en 35 minutes environ. À terme, des correspondances seront assurées avec le RER E à Noisy-le-Sec et Val-de-Fontenay, le RER A à Val-de-Fontenay, la ligne M5 à Bobigny Pablo Picasso, la future station de la ligne M11, le Tram 11 Express et le T Zen 3 à Bondy.

Au stade des études d'avant-projet, le coût d'objectif du projet est estimé à 458,412 M€ (CE 01/2011), hors matériel roulant.
Le matériel roulant, à la charge du STIF, est estimé à 78,5 M€ (CE 01/2011).

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage des acquisitions foncières complémentaires, des frais de MOA et de MOE et des premiers travaux de la présente convention de financement est portée par le Département de Seine-Saint-Denis.

Intérêt régional :
Ce projet permettra aux habitants de bénéficier d'une ligne de transport en rocade capacitaire et fiable, maillé avec la ligne 5 du métro, les RER A et E, puis à terme avec la L 15 Est, la ligne 11, la Tangentielle Nord et le TZen 3. Il permettra également la transformation urbaine des secteurs traversés (transformation de l'A 186 en avenue paysagère, requalification du quartier des Ruffins à Montreuil et création d'une entrée de ville paysagère à Rosny-sous-Bois et Fontenay-sous-Bois).
La composante urbaine du prolongement du T1 à l'Est est très présente et s'affiche dans les objectifs :
- transformer l'A 186 en avenue paysagère,
- participer à la requalification du quartier des Ruffins à Montreuil,
- créer une entrée de ville paysagère à Rosny-sous-Bois et Fontenay-sous-Bois.

Le TRI du projet est estimé à 8,4 %.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports en commun, les habitants des communes traversées, les salariés des entreprises du secteur.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet est financé au titre du CPER 2015-2020, en application des clés de financement suivantes : 42,86% pour l'Etat, 42,86% pour la Région et 14,28% pour le bloc local.

Localisation géographique :
- MONTREUIL
- NOISY-LE-SEC
- ROMAINVILLE
- ROSNY-SOUS-BOIS
- FONTENAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/T1 à l'Est - Val de Fontenay

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de maîtrise d'ouvrage	250 000,00	4,17%
Frais de maîtrise d'oeuvre	1 450 000,00	24,17%
Frais fonciers	3 750 000,00	62,50%
Travaux préparatoires	150 000,00	2,50%
Provision pour aléas et imprévus	400 000,00	6,67%
Total	6 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	2 571 400,00	42,86%
Région	2 571 400,00	42,86%
Département de Seine-Saint-Denis	857 200,00	14,29%
Total	6 000 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 468 000,00 €
2018	1 103 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	374 650,00 €
2014	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	27 600,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	865 154,43 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	14 877 100,00 €
2014	Politique énergie climat	252 600,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	1 200 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 017 500,00 €
2014	Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des piétons	243 600,00 €
2014	Soutien aux structures de prévention	235 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	500 000,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	576 000,00 €
2015	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	717 224,00 €

2015	E-administration	60 000,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	455 040,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 958 012,67 €
2015	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	950 000,00 €
2015	Plan Piscines Régional	1 920 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	60 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	235 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	11 452 504,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 072 000,00 €
2015	Soutien au haut débit et ressources numériques au développement des TICE	96 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 015 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	104 785,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	100 000,00 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	927 500,00 €
2016	Soutien aux actions en faveur de la lutte contre la pollution	38 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2017	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	915 000,00 €
2017	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	-628,00 €
2017	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	251 880,00 €
2017	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	550 000,00 €
	Montant total	47 912 400,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014101

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : TRAMWAY PROLONGEMENT DU T1 A L'EST - ETUDES DU SYSTEME DE TRANSPORT - RATP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	1 000 000,00 €	42,86 %	428 600,00 €
	Montant Total de la subvention		428 600,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041783-481005-200
481005011- Liaisons tramways

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS
Adresse administrative : 54 QUAI DE LA RAPEE
75599 PARIS CEDEX 12
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Elisabeth BORNE, Présidente

N° SIRET : 77566343801906

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Suite à des acquisitions foncières, le maître d'ourvage a dû faire protéger en urgence des parcelles nécessaires au projet.

Objectifs :
Le prolongement à l'Est du T1 de la station « Bobigny – Pablo Picasso » à « Val-de-Fontenay » constitue un maillon important pour la construction de la rocade tramway autour de Paris. Il desservira les communes de Noisy-le-Sec, Romainville, Montreuil, Rosny-sous-Bois et Fontenay-sous-Bois.

Le projet s'inscrit dans la politique d'amélioration du réseau de transports en commun de l'agglomération parisienne, et particulièrement de la Seine-Saint-Denis, visant à désenclaver des territoires encore mal desservis et à inciter la population à emprunter les transports collectifs.
Ce prolongement s'accompagnera de la mise en service d'un nouveau matériel roulant, plus capacitaire,

prévu sur l'ensemble de la ligne T1.

Description :
La longueur totale du projet est de 10,7 km, dont 7,7 km de voie nouvelle. Le projet comprend la création de 15 nouvelles stations et le réaménagement des 6 stations existantes entre Bobigny et Noisy-le-Sec.
Le prolongement permettra de relier Bobigny à Val-de-Fontenay en 35 minutes environ. À terme, des correspondances seront assurées avec le RER E à Noisy-le-Sec et Val-de-Fontenay, le RER A à Val-de-Fontenay, la ligne M5 à Bobigny Pablo Picasso, la future station de la ligne M11, le Tram 11 Express et le T Zen 3 à Bondy.

Au stade des études d'avant-projet, le coût d'objectif du projet est estimé à 458,412 M€ (CE 01/2011), hors matériel roulant.
Le matériel roulant, à la charge du STIF, est estimé à 78,5 M€ (CE 01/2011).

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage des études du système de transport de la présente convention de financement est portée par la RATP.

Ces études comprennent notamment :
- les missions de synthèse (PRO et réseaux) en association avec la maîtrise d'ouvrage Insertion Urbaine ;
- la finalisation du Dossier Préliminaire de Sécurité et le suivi de ce dossier, notamment avec les services de l'État ;
- la finalisation des Dossiers de Consultation des Entreprises (DCE).

Intérêt régional :
Ce projet permettra aux habitants de bénéficier d'une ligne de transport en rocade capacitaire et fiable, maillé avec la ligne 5 du métro, les RER A et E, puis à terme avec la L 15 Est, la ligne 11, la Tangentielle Nord et le TZen 3. Il permettra également la transformation urbaine des secteurs traversés (transformation de l'A 186 en avenue paysagère, requalification du quartier des Ruffins à Montreuil et création d'une entrée de ville paysagère à Rosny-sous-Bois et Fontenay-sous-Bois).
La composante urbaine du prolongement du T1 à l'Est est très présente et s'affiche dans les objectifs :
- transformer l'A 186 en avenue paysagère,
- participer à la requalification du quartier des Ruffins à Montreuil,
- créer une entrée de ville paysagère à Rosny-sous-Bois et Fontenay-sous-Bois.

Le TRI du projet est estimé à 8,4 %.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fait l'objet de conventions passées avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble. Pour la RATP, la convention pour l'année 2017 a été approuvée par le Commission permanente du 17 mai (CP2017-206).

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports en commun, les habitants des communes traversées, les salariés des entreprises du secteur.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet est financé au titre du CPER 2015-2020, en application des clés de financement suivantes : 42,86% pour l'Etat, 42,86% pour la Région et 14,28% pour le bloc local.

Localisation géographique :

- MONTREUIL
- NOISY-LE-SEC
- ROMAINVILLE
- ROSNY-SOUS-BOIS
- FONTENAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/T1 à l'Est - Val de Fontenay

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de maîtrise d'ouvrage	400 000,00	40,00%
Frais de maîtrise d'oeuvre	500 000,00	50,00%
Provision pour aléas et imprévus	100 000,00	10,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	428 600,00	42,86%
Région	428 600,00	42,86%
Département de Seine-Saint-Denis	142 800,00	14,28%
Total	1 000 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	428 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	200 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	182 318 316,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 020 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	86 112 887,59 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	2 610 700,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 880 629,94 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	161 765 154,10 €
2017	Opérations d'infrastructure de transports en commun	85 818 242,87 €
	Montant total	551 376 940,80 €

ANNEXE 3 : CONVENTION DE FINANCEMENT

2017

Prolongement du T1 à l'Est

Bobigny Pablo Picasso

–

Val-de-Fontenay

Première convention de financement
Réalisation« Insertion Urbaine » et
Etudes du « Système de transport »

Convention n°17DPI071

PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ILE-DE-FRANCE

îledeFrance

seine-saint-denis
LE DÉPARTEMENT

VAL de MARNE
Le département

RATP

îledeFrance mobilités

Première convention de financement Réalisation Insertion urbaine et études système de transport régissant les rapports entre
l'État, la Région Ile-de-France, le Département de la Seine-Saint-Denis,
le Département du Val-de-Marne, la RATP et le Syndicat des Transports d'Ile-de-France,
relative à l'opération de prolongement du Tramway T1 à l'Est Bobigny Pablo Picasso – Val-de-Fontenay

PREAMBULE **6**

0.1 DEFINITIONS 6
0.2 HISTORIQUE 6
0.3 DESCRIPTION 7
0.4 LES OBJECTIFS 7

ARTICLE 1. PRINCIPES GENERAUX RELATIFS AU PROJET **8**

1.1. DEFINITION DU PROJET **8**

1.2. RAPPEL DES CONVENTIONS ANTERIEURES **8**

1.3. PRINCIPE DE CONVENTIONNEMENT **9**

1.4. COUT GLOBAL DU PROJET **9**

1.4.1. COUT D'OBJECTIF GLOBAL DU PROJET 9
1.4.2. COUT DES TRAVAUX DU PROJET 11

1.5. LE FINANCEMENT DU PROJET **11**

1.6. ROLE ET ENGAGEMENT DES PARTIES **11**

1.6.1. L'AUTORITE ORGANISATRICE DES TRANSPORTS 11
1.6.2. LES FINANCEURS 11
1.6.3. LES MAITRES D'OUVRAGE 12
1.6.4. MODALITES D'ACTUALISATION 13

ARTICLE 2. OBJET DE LA CONVENTION ET MODALITES DE FINANCEMENT **14**

2.1. OBJET DE LA CONVENTION **14**

2.2. DEFINITIONS ET CONTENU **14**

2.2.1. FRAIS DE MOA – INSERTION URBAINE : 14
2.2.2. FRAIS DE MOE– INSERTION URBAINE : 14
2.2.3. FRAIS FONCIERS– INSERTION URBAINE : 14
2.2.4. TRAVAUX PREPARATOIRES – INSERTION URBAINE : 15
2.2.5. ETUDE DU SYSTEME DE TRANSPORT 15

2.3. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT DE L'OPERATION **15**

2.3.1. ESTIMATION DU COUT DE LA PRESENTE CONVENTION 15
2.3.2. COUT GLOBAL ET COUTS DETAILLES A LA CHARGE DES MAITRES D'OUVRAGE 15
2.3.3. PLAN DE FINANCEMENT 17
2.3.4. MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT PAR L'ETAT, LA REGION, LE DEPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS 18
2.3.5. CADUCITE DES SUBVENTIONS AU TITRE DU REGLEMENT BUDGETAIRE DE LA REGION ILE-DE-FRANCE 21
2.3.6. CADUCITE AU TITRE DU REGLEMENT BUDGETAIRE DU DEPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS 22
2.3.7. COMPTABILITE DE L'OPERATION 22

ARTICLE 3. GOUVERNANCE DU PROJET **22**

3.1. MODALITES D'AUDIT ET DE CONTROLE **22**

3.1.1. PAR LES FINANCEURS 22
3.1.2. PAR ILE-DE-FRANCE MOBILITES 22
3.1.3. INTERVENTION D'EXPERTS 23

3.2. DEFINITION ET GESTION DES ECARTS **23**

3.2.1. DISPOSITIONS EN CAS DE MODIFICATION DU COUT D'OBJECTIF DE L'AVANT-PROJET 23
3.2.2. DISPOSITIONS COMMUNES 24

3.3. PILOTAGE ET SUIVI DU PROJET **24**

3.3.1. COMITE DE SUIVI DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT (CSCF) 24
3.3.2. COMITE DES FINANCEURS 26
3.3.3. INFORMATION HORS CSCF ET COMITE DES FINANCEURS 26
3.3.4. COMMUNICATION 26

3.4. MODIFICATION DU PROGRAMME **27**
3.5. BILAN DE LA CONVENTION **27**
3.6. BILAN DE LA REALISATION DU PROJET **28**
3.7. DISPOSITIONS GENERALES **28**
3.7.1. MODIFICATION DE LA CONVENTION 28
3.7.2. REGLEMENT DES LITIGES 28
3.7.3. RESILIATION DE LA CONVENTION 29
3.7.4. DATE D'EFFET DE LA CONVENTION 29
3.7.5. MESURES D'ORDRE 29
ANNEXES **31**
ORGANIGRAMME DE L'OPERATION 32
ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES ET DES CREDITS DE PAIEMENT DE LA PRESENTE CONVENTION 33
ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS 34

Entre,

En premier lieu,

- L'**Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,

- La **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désigné par « la Région », dûment mandatée par délibération n°_____ de la Commission Permanente du _____ du Conseil régional d'Ile-de-France,

- Le **Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis**, représenté par le Président du Conseil départemental, ci-après désigné par « le Département 93 », dûment mandaté par délibération de la commission permanente du conseil départemental n°_____ en date du _____,

- Le **Conseil départemental du Val-de-Marne**, représenté par le Président du Conseil départemental, ci-après désigné par « le Département 94 », dûment mandaté par délibération n°_____ de l'Assemblée départementale du _____ du Conseil départemental,

Ci-après désignés par « **les financeurs »**.

En deuxième lieu,

- Le **Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis**, représenté par le Président du Conseil départemental, ci-après désigné par « le Département 93 », dûment mandaté par délibération de la commission permanente du conseil départemental n°_____ en date du _____,

- la **RATP,** Régie Autonome des Transports Parisiens, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 663 438, dont le siège est situé à Paris 12ème, 54 quai de la Râpée, représentée par son Président, dûment habilité à signer la présente convention,

Ci-après désignés par « **les maîtres d'ouvrages »**.

En troisième lieu,

- le **Syndicat des Transports d'Ile-de-France**, Établissement Public à caractère Administratif, numéro de SIRET 287 500 078 00020, dont le siège est situé à Paris 9e, 41 rue de Châteaudun, représenté par le Directeur Général, dûment mandaté par délibération n° _____ son Conseil en date du _____.

Ci-après désigné comme « **Ile-de-France Mobilités » ou « l'autorité organisatrice »**.

Visas

Vu le code des transports,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement,

Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP,

Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application 2002-428 du 25 mars 2002,

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France,

Vu le décret n°2011-320 du 23 mars 2011 relatif aux missions de gestionnaire d'infrastructure exercées par la Régie autonome des transports parisiens (RATP) et aux transferts patrimoniaux entre l'Etat, le Syndicat des transports d'Ile-de-France et la RATP,

Vu le décret n°93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé,

Vu l'arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé,

Vu le contrat de plan État - Région Île-de-France 2015-2020, adopté par délibération du Conseil régional n°CR 53-15 du 18 juin 2015 et signé par l'État et la Région Île-de-France le 9 juillet 2015,

Vu la délibération cadre n°CR 123-16 du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du contrat de plan État - Région Île-de-France 2015-2020et signé par l'État et la Région Île-de-France le 07 février 2017,

Vu la délibération n° CR 33-10 du Conseil régional d'Ile-de-France du 17 juin 2010 approuvant son Règlement budgétaire et financier et la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier,

Vu la délibération n° 2006-0899 du STIF du 11 octobre 2006 relative au Dossier d'objectifs et de caractéristiques principales du prolongement du tramway T1 de Bobigny à Val-de-Fontenay,

Vu la délibération n° 2009-0571 du STIF du 8 juillet 2009 approuvant le bilan de la concertation et les orientations pour le schéma de principe et le dossier d'enquête publique,

Vu la délibération n°5-4 du 25 avril 2013 de la Commission Permanente du Conseil Général de Seine-Saint-Denis approuvant les bilans des concertations et le dossier d'enquête publique,

Vu la délibération n° CP 09-1225 de la commission permanente du 17 novembre 2009 du Conseil régional, relative au financement des études et l'élaboration du schéma de principe complémentaire et du dossier d'enquête publique,

Vu la délibération n° 2012-371 du 13 décembre 2012 du Conseil du STIF approuvant le schéma de principe complémentaire,

Vu la délibération n° CP 11-991 de la commission permanente du 16 novembre 2011 du Conseil régional, relative financement des études d'avant-projet,

Vu la délibération n° CP 14-799 de la commission permanente du 20 novembre 2014 du Conseil régional, relative à l'avenant n°1 à la convention de financement des études d'avant-projet,

Vu la délibération n° 5-5 du 21 novembre 2013 de la Commission Permanente du Conseil Général de Seine-Saint-Denis déclarant l'intérêt général du projet du prolongement du tramway T1 de Bobigny à Val-de-Fontenay,

Vu l'arrêté inter-préfectoral du 17 février 2014 déclarant le projet d'utilité publique, et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes de Bobigny, Noisy-le-Sec, Romainville, Montreuil-sous-Bois, Rosny-sous-Bois, Fontenay-sous-Bois,

Vu la délibération n° 2014-406 du Conseil du STIF du 1er octobre 2014 approuvant l'avant-projet du prolongement du tramway T1 de Bobigny à Val-de-Fontenay,

Vu la délibération n°5-1 de la Commission Permanente du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis du 12 février 2015 approuvant l'avant-projet du prolongement du tramway T1 de Bobigny à Val-de-Fontenay,

Vu la convention de financement n°1 relative à la réalisation des études et l'élaboration du schéma de principe complémentaire et du dossier d'enquête publique, pour un montant total de 10,7 M€ HT courants, notifiée le 24 septembre 2010,

Vu la convention de financement n°2 notifiée le 22 octobre 2013 et modifiée par avenant notifiée le 2 juin 2016 relative à l'élaboration du dossier d'avant-projet et des premières acquisitions foncières, d'un montant total de 33,25 M€ HT courants,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

0.1 Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle destinée au transport public de voyageurs, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne l'étape du projet et son financement définis dans le cadre de la présente convention de financement.

0.2 Historique

Le prolongement du tramway T1 de Bobigny à Val-de-Fontenay figure :

- dans le SDRIF approuvé par décret le 27 décembre 2013 ;
- au Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France ;
- au contrat de plan Etat-Région 2015-2020, où il est doté d'une enveloppe de 300 M€.

Après plusieurs phases de concertation menées à partir de 2001, le Conseil du STIF a approuvé le 8 juillet 2009 le bilan de la concertation, préconisant notamment la poursuite du projet avec une desserte du centre-ville de Noisy-le-Sec par la rue Jean Jaurès. Il a également désigné le Département de la Seine-Saint-Denis maître d'ouvrage des études et travaux insertion urbaine des aménagements de voirie et la RATP maître d'ouvrage des études et travaux du système de transport.

En 2010, une étude d'exploitation sur l'ensemble de la ligne T1 a conclu à l'opportunité d'une coupure d'exploitation à Bobigny – Pablo Picasso et à la nécessité d'adapter les infrastructures de la section Bobigny – Noisy-le Sec. En conséquence, le périmètre d'intervention de l'opération s'est étendu de la station Bobigny Pablo Picasso à la gare de RER de Val-de-Fontenay.

Le schéma de principe a été approuvé le 13 décembre 2012 par le Conseil du STIF.

L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme et l'enquête parcellaire qui se sont déroulées du 27 juin au 31 juillet 2013, ont conduit, sur la base de l'avis favorable de la commission d'enquête le 2 septembre 2013, le Département de la Seine-Saint-Denis le 21 novembre 2013 à déclarer le projet d'intérêt général. Les préfets de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne ont déclaré conjointement le projet d'utilité publique le 17 février 2014. L'avant-projet a été approuvé par le Conseil du STIF du 1er octobre 2014, puis le 12 février 2015 par le Département de la Seine-Saint-Denis.

0.3 Description

Le projet de prolongement du T1 à Val-de-Fontenay s'inscrit dans la politique d'amélioration du réseau de transports en commun de l'agglomération parisienne, et particulièrement de la Seine-Saint-Denis, visant à désenclaver des territoires encore mal desservis et à inciter la population à emprunter les transports collectifs.

Le projet comprend notamment :

- Le prolongement de la ligne T1 entre Noisy-le-Sec et Val-de-Fontenay RER, ainsi que la création des stations et du terminus associés ;
- La réalisation d'une coupure d'exploitation à Bobigny Pablo Picasso et la reprise des stations et du tracé existant, entre les stations Bobigny Pablo Picasso et Gare de Noisy-le-Sec ;
- La création du site de maintenance et de remisage des Mûrs-à-Pêches à Montreuil ;
- La suppression de l'A 186, transformée en avenue paysagère ;
- La requalification du boulevard Michelet à Noisy-le-Sec ;
- La réalisation d'ouvrages de franchissement de l'A 3 et l'A 86.

La longueur totale du projet est de 10,7 km, dont 7,7 km de voie nouvelle. Le projet comprend la création de 15 nouvelles stations et le réaménagement des 6 stations existantes entre Bobigny et Noisy-le-Sec. Le prolongement permettra de relier Bobigny à Val-de-Fontenay en 35 minutes environ. A terme, des correspondances seront assurées avec le RER E à Noisy-le-Sec et Val-de-Fontenay, le RER A à Val-de-Fontenay, la ligne M5 à Bobigny Pablo Picasso, la future station de la ligne M11, la future tangentielle Nord à Noisy-le-Sec et le T Zen 3 à Bondy.

0.4 Les objectifs

Le projet de tramway T1 entre Bobigny et Val-de-Fontenay répond à plusieurs objectifs :

- un objectif de transport visant à améliorer le maillage et la desserte en transports en commun de l'Est parisien, en reliant les centres urbains et les quartiers entre eux ;
- un objectif d'aménagement en accompagnant le projet d'une requalification de l'espace public et en contribuant à faire éclore des projets nouveaux de construction.

Les principaux enjeux identifiés à partir des carences et dysfonctionnements du secteur ont motivé ce projet :

- un maillage en transport en commun de l'Est parisien ;
- une exploitation optimisée de la ligne T1 historique (SMR/PACT T1) ;
- une meilleure liaison entre les quartiers ;
- une amélioration du traitement des circulations douces et de la prise en compte des personnes à mobilité réduite ;
- la requalification des territoires.

Article 1. PRINCIPES GENERAUX RELATIFS AU PROJET

1.1. DEFINITION DU PROJET

Le projet consiste d'une part en l'extension de la ligne du tramway T1 depuis la station Gare de Noisy-le-Sec vers la gare RER de Val-de-Fontenay, en traversant les communes de Noisy-le-Sec, Romainville, Montreuil, Rosny-sous-Bois et Fontenay-sous-Bois, et d'autre part en la reprise des infrastructures du tramway existant entre les stations Bobigny Pablo Picasso et Gare de Noisy-le-Sec, pour accueillir le nouveau matériel roulant.

1.2. RAPPEL DES CONVENTIONS ANTERIEURES

Les conventions de financement déjà notifiées dans le cadre du projet sont les suivantes :

- Convention relative à la réalisation des études et l'élaboration du schéma de principe complémentaire et du dossier d'enquête publique, pour un montant total de 10,7 M€ HT courants, approuvée en commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France le 17 novembre 2009 (n° CP 09-1225) ;
- Convention relative à l'élaboration du dossier d'avant-projet et des premières acquisitions foncières, d'un montant total de 22 M€ HT courants, approuvée en commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France le 16 novembre 2011 (n° CP 11-991) ;
- Avenant à la convention relative à l'élaboration du dossier d'avant-projet et des premières acquisitions foncières, pour compléter le financement de l'avant-projet réalisé sur la base d'études techniques de niveau PRO, financer la phase d'assistance à la passation des contrats de travaux (ACT) et poursuivre les acquisitions foncières, d'un montant complémentaire de 11,25 M€ HT courants, approuvée en commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France le 20 novembre 2014 (n° CP 14-799).

Financements antérieurs - Opération de Tramway T1 de Bobigny à Val-de-Fontenay Montant en € courants HT					
Convention	**État**	**Région**	**CD 93**	**Total € HT courants**	**Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France**
Schéma de principe complémentaire et dossier d'enquête publique	3 000 000	7 700 000	-	10 700 000	17 novembre 2009
Avant-projet et premières acquisitions foncières	-	22 000 000	-	22 000 000[1]	16 novembre 2011
Avenant à la convention avant-projet et premières acquisitions foncières	2700 000	6 300 000	2 250 000	11 250 000	20 novembre 2014
Total	**5 700 000**	**36 000 000**	**2 250 000**	**43 950 000**	
	13 %	*81,9%*	*5,1%*	*100 %*	

1.3. PRINCIPE DE CONVENTIONNEMENT

Concernant le financement de la phase travaux, et afin de prendre en compte d'une part le montant et la période couverte par le CPER 2015-2020 et d'autre part les contraintes de mise en place des autorisations d'engagement / de programme des financeurs, il est convenu de mettre en place plusieurs conventions de financement successives relatives au financement des travaux Insertion urbaine. Elles permettront l'adéquation entre les besoins des maîtres d'ouvrage et les capacités de mobilisation de crédits des financeurs.

1.4. COUT GLOBAL DU PROJET

Sauf indication contraire les montants ci-dessous sont des montants hors taxes.

1.4.1. Coût d'objectif global du projet

Le coût d'objectif global du projet, défini au niveau Avant-projet, validé par le Conseil du STIF du 1er octobre 2014, est de **458 412 052 € aux conditions économiques de janvier 2011**, soit **496 607 000 € courants conventionnels** établis selon les modalités prévues à l'article 1.6.4.

Ce coût recouvre les frais liés aux études pour l'élaboration du schéma de principe complémentaire, du dossier d'enquête publique, des études d'avant-projet, et de projet et les acquisitions foncières conventionnés précédemment. Ainsi, le coût d'objectif du Projet est différent du coût des travaux.

L'estimation des dépenses inclut les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, les frais d'acquisitions foncières ainsi qu'une provision pour aléas et imprévus déterminée au stade de l'avant-projet et destinée à couvrir un ensemble de petits postes de dépenses non individualisés, et les aléas normaux.

[1] Nota : A la date du 16 novembre 2015, l'AP de 4M€ de la Région pour la RATP est devenue caduque conformément à l'article 2.3.5 de la convention de financement afférente.

Elle ne comprend pas de provision destinée à couvrir les aléas exceptionnels.
Sa répartition, par maître d'ouvrage, est la suivante :

Prolongement du tramway T1 de Bobigny à Val-de-Fontenay Coût d'objectif global par maître d'ouvrage en M € HT constants et courants conventionnels		
Maîtres d'ouvrage	Montant en M€ constants HT CE janvier 2011	Montant en M€ HT courants conventionnels
CD 93	237,45	260,038
RATP	220,96	236,57
Total	**458,41**	**496,607**

Le coût d'objectif de l'opération placée sous la maîtrise d'ouvrage du département de la Seine-Saint-Denis est fixé à **237,45 M€** (CE01/2011) répartis comme suit :

Prolongement du tramway T1 de Bobigny à Val-de-Fontenay Coût d'objectif de l'opération du maître d'ouvrage du département de la Seine-Saint-Denis	
Frais de maîtrise d'ouvrage	9,58 M€
Frais de maîtrise d'œuvre	24,48 M€
Acquisitions foncières et évictions commerciales	35,20 M€
Travaux d'aménagements	152,90 M€
Provision pour aléas et imprévus	15,29 M€
TOTAL	237,45 M€

Le coût d'objectif de l'opération placée sous la maîtrise d'ouvrage de la RATP est fixé à **220,96 M€** (CE01/2011) répartis comme suit :

Prolongement du tramway T1 de Bobigny à Val-de-Fontenay Coût d'objectif de l'opération du maître d'ouvrage de la RATP	
Frais de maîtrise d'ouvrage	11,95 M€
Frais de maîtrise d'œuvre	20,38M€
Travaux d'aménagements en ligne et SMR	163,30 M€
Acquisitions foncières et évictions commerciales	9,00 M€
Provisions pour aléas et imprévus	16,33 M€
TOTAL	220,96 M€

1.4.2. Coût des travaux du projet

Le coût des travaux s'entend comme étant le coût du projet moins le montant des conventions déjà mises en place par les financeurs, détaillé ci-après :

Prolongement du tramway T1 de Bobigny à Val-de-Fontenay Coûts des travaux		
Maîtres d'ouvrage	**Montant en M€ constants HT CE janvier 2011**	**Montant en M€ HT courants conventionnels**
CD93	213,40	235,988
RATP	201,06	216,67
Total	**414,46**	**452,658**

1.5. LE FINANCEMENT DU PROJET

La révision du volet « Mobilité multimodale » du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 prévoit un financement de la phase travaux à hauteur de 300 M € courants HT. Le reste à financer sera mis en place dans le cadre du prochain CPER comme indiqué à l'article 1.6.2.

1.6. ROLE ET ENGAGEMENT DES PARTIES

1.6.1. L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2, R1241-16 et R1241-30 du code des transports, Ile-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. Ile-de-France Mobilités désigne le ou les maîtres d'ouvrage des Projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

1.6.2. Les financeurs

a. Identification

La révision du volet « Mobilité multimodale » du CPER 2015-2020 consacre une enveloppe de 300 M€ HT courants au financement des travaux du Projet selon le plan de financement suivant :

- La Région Ile-de-France : 58,33 %, soit 175 M€ ;
- L'Etat : 30,67 %, soit 92 M€ ;
- Le Département de Seine-Saint-Denis : 10 %, soit 30 M€ ;
- Le Département du Val-de-Marne : 1 %, soit 3 M€.

Les engagements de l'ensemble des financeurs sur le reste à financer au-delà de la période de validité du CPER 2015-2020, soit environ 150 M€ HT courants, seront précisés dans le cadre d'une prochaine contractualisation.

b. Engagements

La présente convention est de 7 M € HT courants conventionnels. Elle couvre les besoins à court terme exprimés par les maîtres d'ouvrage c'est à dire les études, acquisitions foncières et démarrage des travaux d'insertion urbaine pour le Département Seine-Saint-Denis et les études du système de transport pour la RATP.

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP/AE nécessaires pour la réalisation de l'opération par les maîtres d'ouvrages visés à l'article 1.6.3 de la présente convention dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 2.3.3 de la présente convention.

1.6.3. Les maîtres d'ouvrage

a. Identification et périmètre d'intervention des maîtres d'ouvrage

Le **Département de la Seine-Saint-Denis** assure la maîtrise d'ouvrage de l'insertion urbaine et des aménagements de voirie sur la partie prolongée (entre la gare de Noisy-le-Sec et la gare de Val-de-Fontenay) ; de l'insertion urbaine du tronçon « avenue Gallieni », situé entre l'ex-RN3 et la gare de Noisy-le-Sec, de la requalification du boulevard Michelet à Noisy-le-Sec ainsi que de l'A186 en avenue paysagère et de la création de l'ouvrage de franchissement de l'A3. Pour mémoire, le Département de la Seine-Saint-Denis a passé une convention avec le Département du Val-de-Marne organisant les modalités d'intervention sur son territoire.

La **RATP** assure la maîtrise d'ouvrage du système de transport sur la totalité du linéaire (y compris de la plateforme et des stations) et du site de maintenance et de remisage des rames ; des aménagements des espaces publics impactés par les évolutions d'infrastructure sur le tronçon déjà en service entre Bobigny Pablo Picasso et l'intersection ex-RN3 / Avenue Gallieni à Noisy-le-Sec, ainsi que de l'ouvrage d'art, spécifique au tramway, de franchissement de l'A86.

La responsabilité des Maîtres d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

b. Rôle du maître d'ouvrage coordinateur vis-à-vis des maîtres d'ouvrage

Le Département de la Seine-Saint-Denis est désigné **maître d'ouvrage coordinateur du projet.**

Le maître d'ouvrage coordinateur est chargé :

- d'agréger et de synthétiser les éléments relatifs à l'exécution du projet, notamment les éléments techniques et financiers ;
- d'établir les outils communs aux maîtres d'ouvrage et d'assurer leur mise à jour et suivi régulier (planning d'ensemble du projet, plan de management de Projet, analyse des risques, conventions, rapports, éléments de reporting et de synthèse) ;
- de formaliser, susciter et animer les échanges réguliers entre les maîtres d'ouvrage ;
- de s'assurer du traitement des problèmes d'interfaces entre les maîtres d'ouvrage, avec les exploitants et gestionnaires impactés et avec les projets connexes dans la mesure où il est coordonnateur de l'interface ;
- d'assurer le suivi de la cohérence du Projet et le respect du programme selon les prérogatives de chaque MOA sur la base du schéma de principe puis de l'avant-Projet validé par le Conseil d'Ile-de-France Mobilités ;
- de la gestion des relations avec les riverains, conjointement avec la RATP ;
- d'assurer la mise en œuvre du plan de communication tel que défini à l'article 3.3.4 et dont le suivi est assuré par le Comité de Suivi de la Convention de Financement (article 3.3.1) ;
- de définir et proposer, en cas de besoin, la mise en place d'une politique d'achat commune aux maîtres d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage coordinateur ne se substitue en aucun cas aux différents maîtres d'ouvrage dans les responsabilités propres qui leur incombent et ne peut leur imposer des choix ou des solutions qui relèvent de leurs prérogatives.

c. Engagements

Les maîtres d'ouvrage s'engagent, pour leur périmètre, sur le respect du coût d'objectif prévisionnel du projet en euros constants hors taxes aux conditions économiques de référence de janvier 2011 tel qu'il est défini à l'article 1.4.1 sous réserve que la notification de la présente convention et celles à venir ne génère pas de retards ou d'arrêts pour les prestations prévues.

Ce respect sera examiné par comparaison entre le coût final de chacun des maîtres d'ouvrage ramené en euros constants, sur la base de l'indice TP01, et le coût d'objectif prévisionnel du projet en euros constants HT et des conditions d'exécution réelle du projet au regard du calendrier effectif de notification des financements partiels.

Chaque maître d'ouvrage s'engage à apporter a minima mensuellement et conformément au calendrier directeur de l'opération les éléments d'information qui le concernent au maître d'ouvrage coordinateur afin que celui-ci puisse exercer la mission qui lui est dévolue. Le calendrier directeur du projet peut faire l'objet d'adaptations validées conjointement par les maîtres d'ouvrage dans le respect de l'article 3.2.2.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à prévenir les financeurs et Ile-de-France Mobilités des risques de dérive du planning et/ou des coûts dans les meilleurs délais après avoir informé la maîtrise d'ouvrage coordinatrice.

1.6.4. Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence de la présente convention sont celles de janvier 2011.

Pour être comparables au coût d'objectif, tous les coûts prévisionnels sont calculés aux conditions économiques de référence de la présente convention par application de l'indice professionnel TP 01. Les coûts sont exprimés en euros constants.

Cet indice est également utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants :

- à partir des indices connus à la date de la convention (dernier indice connu TP 01 01/2017) ;
- puis de 1,8 % par an au-delà jusqu'à la date de fin de chantier.

Ceci définit les coûts exprimés en euros courants conventionnels.

Les états d'acomptes seront établis en euros courants et en euros constants par application des derniers indices connus. Le solde sera établi en euros courants et en euros constants par application des derniers indices connus.

Les appels de fonds seront payés en euros courants.

Les maîtres d'ouvrage justifient *in fine* le respect du coût d'objectif de l'opération exprimé en euros constants par application des indices définitifs, selon la périodicité de calcul de l'indice.

Article 2. OBJET DE LA CONVENTION ET MODALITES DE FINANCEMENT

2.1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de :

- de définir les modalités de financement :

  -des frais de MOA (études et investigations préalables aux travaux insertion urbaine, conception et réalisation de la communication…) ;

  -des frais de MOE ;

  -des frais fonciers (études foncières, libérations d'emprises, acquisitions, gardiennage…) ;

  -des travaux préparatoires d'insertion urbaine.

- de définir les documents à remettre aux signataires de la convention par les MOA ;
- de préciser les conditions de suivi des acquisitions foncières au regard du calendrier prévisionnel du projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Tramway T1 de Bobigny à Val-de-Fontenay – Première convention de financement Réalisation « Insertion urbaine » et études du « système de transport»

2.2. Définitions et contenu

2.2.1. Frais de MOA – insertion urbaine :

Ces frais incluent notamment :

- la réalisation d'investigations et sondages nécessaires au démarrage des travaux de l'insertion urbaine ;
- des frais de conception et de réalisation de la communication de l'opération ;
- des frais de reprographie.

2.2.2. Frais de MOE– insertion urbaine :

Ces frais incluent partiellement les missions normalisées en phases conception et réalisation correspondant à la production du projet, et l'assistance au contrat de travaux

2.2.3. Frais fonciers– insertion urbaine :

Les acquisitions foncières seront menées dans un cadre de suivi et de maîtrise des coûts du projet.

Outre les acquisitions elles-mêmes, cette convention autorise également le financement des frais afférents à ces acquisitions et notamment :

- les frais d'études et de procédure (agent foncier, établissement de plans parcellaires, procédures foncières et archéologiques, diagnostics légaux, prestations d'huissiers, de notaires et d'avocats, frais d'hypothèque, frais de reprographie, frais de relogement

dans le cadre de la maîtrise d'œuvre urbaine et sociale, frais d'études de relocalisation des gens du voyage de Romainville et Montreuil...) ;

- les sécurisations et les frais de maintenance qui pourraient s'avérer nécessaires pour prévenir le risque d'occupations illégales (notamment le gardiennage du SMR suite à sa libération du camp d'insertion mi 2014 ainsi que de l'ensemble des parcelles acquises dans le cadre du projet).

Les libérations d'emprises ont pour objectif :

- d'effectuer les défrichements et débroussaillages nécessaires ;
- de réaliser les démolitions des biens acquis si nécessaires ;
- de préparer les emprises en vue de travaux préalables (concessionnaires…)
- de permettre l'accès aux emprises pour la mise en œuvre de fouilles archéologiques (SMR) ;
- de dépolluer certains sols ;
- de déplacer des clôtures et accès, ainsi que de reconstituer des stationnements qui pourraient être impactés.

2.2.4. Travaux préparatoires – insertion urbaine :

Ces travaux comprennent notamment des travaux d'accompagnement préalables aux travaux d'infrastructure, des frais d'exploitation sous chantier et des premiers travaux d'infrastructure.

2.2.5. Etude du Système de transport

Les frais du système de transport permettent de réaliser les missions relatives à la maîtrise d'ouvrage de la RATP et notamment :

- les missions de synthèse (PRO et réseaux) en association avec la maîtrise d'ouvrage Insertion Urbaine ;
- la finalisation du Dossier Préliminaire de Sécurité et le suivi de ce dossier, notamment avec les services de l'État ;
- la finalisation des Dossiers de Consultation des Entreprises (DCE).

2.3. Modalités de financement et de paiement de l'opération

2.3.1. Estimation du coût de la présente convention

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à l'objet de la présente convention est évalué à **6,77 M € HT en euros constants**, aux conditions économiques de janvier 2011.

Le coût en euros courants conventionnels est estimé à **7 M € HT en euros courants conventionnels** conformément aux modalités d'actualisation définies à l'article 1.6.4.

2.3.2. Coût global et coûts détaillés à la charge des maîtres d'ouvrage

Tableau de synthèse de répartition des coûts par maître d'ouvrage
Les coûts par maître d'ouvrage, rattachés aux périmètres définis à l'article 1.6.3, sont les suivants :

Tramway T1 de Bobigny à Val-de-Fontenay – Première convention de financement Réalisation « Insertion urbaine » et études du « système de transport » Coût en € constants HT (CE01/2011) et € courants conventionnels HT		
Maîtres d'ouvrage	**€ constants HT**	**€ courants conventionnels HT**
CD 93	5 800 000	6 000 000
RATP	980 000	1 000 000
TOTAL	**6 780 000**	**7 000 000**

Coûts détaillés à la charge des maîtres d'ouvrage

Le maître d'ouvrage CD93 fournit une estimation en euros courants des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet.

Tramway T1 de Bobigny à Val-de-Fontenay – Première convention de financement Réalisation « Insertion urbaine » et études du « système de transport » Coûts détaillés		
Estimation prévisionnelle	€ HT CE 01/2011	€ HT courants
Frais de MOA	250 000	250 000
Frais de MOE	1 420 000	1 450 000
Frais fonciers	3 590 000	3 750 000
Travaux préparatoires	150 000	150 000
Provision pour aléas et imprévus	390 000	400 000
TOTAL	**5 800 000**	**6 000 000**

Le maître d'ouvrage RATP fournit une estimation en euros courants des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet.

Tramway T1 de Bobigny à Val-de-Fontenay – Première convention de financement Réalisation « Insertion urbaine » et études du « système de transport » Coûts détaillés		
Estimation prévisionnelle	€ HT CE 01/2011	€ HT courants
Frais de MOA	390 000	400 000
Frais de MOE	490 000	500 000
Provision pour aléas et imprévus	100 000	100 000
TOTAL	**980 000**	**1 000 000**

2.3.3. Plan de financement

Les prestations, objets de la présente convention, sont financées sous forme de subventions d'investissement suivant les montants indiqués dans le tableau ci-après.

Les pourcentages de participation des différents financeurs dérogent à la clé définie au plan de financement figurant dans la révision du volet « Mobilité multimodale du CPER 2015-2020 » comme précisé à l'article 1.6.2 (a) de la présente convention. La régularisation correspondante interviendra dans le cadre des prochaines conventions de financement.

En conséquence, le plan de financement des prestations de la présente convention est établi en euros HT constants, aux conditions économiques de référence de janvier 2011, comme suit :

	Tramway T1 de Bobigny à Val-de-Fontenay – Première convention de financement Réalisation « Insertion urbaine » et études du « système de transport » **€ HT constants (CE 01/2011) et %**				
	Etat	**Région**	**CD 93**	**CD 94**	**TOTAL**
CD 93	2 486 000	2 486 000	828 000	0,00	5 800 000
RATP	420 000	420 000	140 000	0,00	980 000
TOTAL	**2 906 000**	**2 906 000**	**968 000**	**0,00**	**6 780 000**
	42,86%	*42,86%*	*14,28%*	*0,00%*	*100%*

En euros courants conventionnels, le plan prévisionnel de financement de la présente convention est défini comme suit :

	Tramway T1 de Bobigny à Val-de-Fontenay – Première convention de financement Réalisation « Insertion urbaine » et études du « système de transport » € courants conventionnels et %				
	Etat	**Région**	**CD 93**	**CD 94**	**TOTAL**
CD 93	2 571 400	2 571 400	857 200	0,00	6 000 000
RATP	428 600	428 600	142 800	0,00	1 000 000
TOTAL	**3 000 000**	**3 000 000**	**1 000 000**	**0,00**	**7 000 000**
	42,86%	*42,86%*	*14,28%*	*0,00%*	*100%*

2.3.4. Modalités de versement des crédits de paiement par l'Etat, la Région, le Département de la Seine-Saint-Denis

a. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses de chacun des maîtres d'ouvrage.

A cette fin, chaque maître d'ouvrage transmettra, auprès de l'ensemble des financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 2.1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme ou d'engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Les états d'acomptes seront établis en euros courants et en euros constants CE 01/2011 par application des derniers indices connus.

Le dossier de demande de versement des acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

Pour la Région :

La demande de versement des acomptes par le **Département de la Seine-Saint-Denis** comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des dépenses acquittées, leur date d'acquittement et le montant des dépenses acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 2.3.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 2.3.3 pour chaque maître d'ouvrage ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage.

La demande de versement par la **RATP** comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;

- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures comptabilisées, leur date de comptabilisation et le montant des factures comptabilisées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 2.3.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 2.3.3;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant dûment habilité.

Pour l'Etat :

La demande de versement des acomptes formulée par le **Département de la Seine-Saint-Denis** comprendra :

- un courrier de demande de versement de l'acompte avec la référence claire de la subvention (nom de l'opération et de la présente convention), daté et signé par le directeur financier ou un représentant habilité de la maîtrise d'ouvrage ;
- l'état récapitulatif des montants déjà obtenus au titre de la présente convention ;
- un état récapitulatif des factures acquittées, daté et signé par le comptable public du bénéficiaire ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement de l'opération par postes de dépenses tels que définis à l'article 2.3.2 de la présente convention, daté et certifié par le directeur financier ou un représentant habilité de la maîtrise d'ouvrage. Ce tableau sera exprimé en euros courants, en euros constants et en pourcentages par rapport au coût d'objectif;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 2.3.3;
- un état récapitulatif des factures acquittées, daté et signé par le comptable public du bénéficiaire.

La demande de versement des acomptes formulée par la **RATP** comprendra :

- un courrier de demande de versement de la subvention avec la référence claire de la subvention (nom de l'opération et de la présente convention), daté et signé par le directeur financier ou un représentant habilité de la maîtrise d'ouvrage ;
- l'état récapitulatif des montants déjà obtenus au titre de la présente convention ;
- un état récapitulatif des factures comptabilisées, datées et certifiées par le directeur financier ou le représentant légal de la maîtrise d'ouvrage
- un tableau de justification de l'état d'avancement de l'opération par postes de dépenses tels que définis à l'article 2.3.2 de la présente convention, daté et certifié par le représentant dûment habilité. Ce tableau sera exprimé en euros courants, en euros constants et en pourcentages par rapport au coût d'objectif;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 2.3.3.

Pour le Département de la Seine-Saint-Denis :

La demande de versement des acomptes formulée par la **RATP** comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;

- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures comptabilisées, leur date de comptabilisation et le montant des factures comptabilisées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 2.3.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 2.3.3 ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant dûment habilité.

b. Plafonnement des acomptes

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés **par la Région** aux bénéficiaires est plafonné à 95% du montant total des subventions dues par la Région sur l'ensemble du projet avant le versement du solde. Ce taux de 95% est applicable pour la Région uniquement dans le cas d'une opération inscrite au CPER 2015-2020, ce qui est le cas du projet de prolongement du T1 à l'Est.

Le Département de la Seine-Saint-Denis adopte le même principe d'un cumul des acomptes plafonné à 95%.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versé avant le versement du solde **par l'Etat** aux bénéficiaires est plafonné :

- pour le Département de la Seine-Saint-Denis à 80% du montant de la subvention mise en place en euros courants, conformément au décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement ;
- pour la RATP à 90% du montant de l'autorisation d'engagement mise en place en euros courants.

c. Versement du solde

Après achèvement des **travaux Insertion Urbaine et des études système de transport** couverts par la présente convention, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents, signés par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire, indiqués aux articles 2.3.4 (a) et 3.5. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

d. Paiement

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 2.1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

e. Bénéficiaires et domiciliations

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- Département de la Seine-Saint-Denis sur le compte ouvert au nom du receveur général des finances des collectivités territoriales, à Saint-Denis, Banque de France, dont le RIB est le suivant :

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé
30001	00934	C 9340000000	92

- RATP sur le compte ouvert au nom de RATP ENCAISSEMENTS COLLECTIVITES de CALYON, dont le RIB est le suivant :

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé
31489	00010	00198757753	47

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	**Nom du service**	**Téléphone / courriel**
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	01.40.61.86. 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
Région Île-de-France	35, boulevard des Invalides 75007 PARIS	Pôle Finance Direction de la comptabilité Service dépenses d'intervention social et territorial	01.53.85.58.76
Département de la Seine-Saint-Denis	Hôtel du Département Direction de la Voirie et des Déplacements 93006 BOBIGNY Cedex	Direction de la voirie et des déplacements Service des projets de transport	Chef du service des projets de transport 01.43.93.95.75
Département du Val-de-Marne	Hôtel du Département Avenue du Général de Gaulle 94011 CRETEIL	Direction des Transports, de la Voirie et des Déplacements	Chef du service des Grands Projets 01.49.56.53.58
RATP	Maison de la RATP LAC C42 54 quai de la Râpée 75599 PARIS Cedex 12	Contrôle de Gestion et Finances Contrôle de Gestion Investissements	subvention.investissement@ratp.fr

2.3.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région Ile-de-France

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Si l'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projets, **comme c'est le cas en l'espèce**, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

2.3.6. Caducité au titre du règlement budgétaire du Département de la Seine-Saint-Denis

Sans objet

2.3.7. Comptabilité de l'opération

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à faire ressortir dans leur comptabilité les dépenses liées à l'opération faisant l'objet de la présente convention.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Article 3. GOUVERNANCE DU PROJET

3.1. Modalités d'audit et de contrôle

Les maîtres d'ouvrage conservent l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission desdites pièces.

3.1.1. Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire jugée utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

A compter de la mise en service du projet, la Région Île-de-France pourra engager un audit financier du projet.

3.1.2. Par Ile-de-France Mobilités

Conformément à l'article R1241-30 du code des transports, Ile-de-France Mobilités veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

Pour répondre à ce suivi, les maîtres d'ouvrage fournissent et actualisent un tableau de programmation et de suivi financier présenté à l'occasion de chacun des comités de suivi de la convention de financement tels que décrits ci-dessous à l'article 3.3.1.

3.1.3. Intervention d'experts

Sur proposition de l'autorité organisatrice ou à la demande de l'un des financeurs après information préalable des autres financeurs et de l'autorité organisatrice, les maîtres d'ouvrage s'engagent à permettre aux experts désignés ou missionnés par l'autorité organisatrice, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Les maîtres d'ouvrage sont chargés de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

3.2. Définition et Gestion des Ecarts

Les maîtres d'ouvrage sont responsables, dans les conditions de droit commun, de la pleine réalisation du Projet, dans les délais convenus, dans le respect du coût d'objectif du Projet, selon les modalités techniques prévues, ainsi que selon l'analyse de risque réalisée, dans le cadre de l'élaboration de l'Avant-projet et approuvée dans ce cadre.

3.2.1. Dispositions en cas de modification du coût d'objectif de l'Avant-Projet

<u>En cas de surcoût</u>

Il est rappelé que le coût d'objectif du projet validé par le Conseil d'Ile-de-France Mobilités comprend d'une part une Provision pour Risques issue d'une analyse des maîtres d'ouvrage des risques techniques, déterminée selon le type de risque couvert et les montants associés, et d'autre part la prise en charge d'assurances couvrant une partie des événements susceptibles d'affecter le projet. En cas de dépassement du Coût d'objectif du Projet, la répartition du surcoût est discutée par les Parties, dans les conditions ci-dessous décrites.

S'il apparaît que, au cours du Projet, malgré toutes les mesures correctives proposées, le coût d'objectif au niveau AVP en euros constants ne peut être respecté par un maître d'ouvrage, le maître d'ouvrage fournit à Ile-de-France Mobilités et aux financeurs, un rapport détaillé sur l'origine des surcoûts, l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par Ile-de-France Mobilités aux financeurs qui s'appuie notamment sur les éléments transmis par le maître d'ouvrage et propose le cas échéant la réalisation d'un Avant-Projet modificatif.

Au vu de l'avis rendu par Ile-de-France Mobilités sur ce rapport détaillé, les financeurs précisent alors le montant du dépassement et la nature des surcoûts qu'ils entendent financer ou les adaptations, notamment de phasage, qu'ils souhaiteraient voir apporter au projet pour porter leur financement au-delà du coût d'objectif au niveau Avant-Projet initial.

Le plan de financement des surcoûts est alors arrêté en concertation entre les financeurs et Ile-de-France Mobilités. Le maître d'ouvrage est entendu et informé de la nécessité éventuelle de la formalisation d'un avant-Projet modificatif et d'un avenant à la présente convention de financement.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité la prise en charge desdits dépassements incombe au maître d'ouvrage.

En cas d'économies

En cas d'économie, la participation des financeurs est réduite en conséquence par application des clés de répartition définies au plan de financement. En cas de trop-perçu, les financeurs sont remboursés à due concurrence.

3.2.2. Dispositions communes

Si, en application des statuts du maître d'ouvrage concerné, ou des règles qui lui sont applicables, les propositions doivent faire l'objet d'une décision d'approbation d'Ile-de-France Mobilités, le maître d'ouvrage transmet à Ile-de-France Mobilités l'ensemble des pièces et dossier justificatif éventuel (Avant-Projet modificatif).

Ile-de-France Mobilités instruit la demande du maître d'ouvrage, approuve le cas échéant l'Avant-Projet modificatif et arrête selon les cas :

- un nouveau coût d'objectif pour le maître d'ouvrage concerné et pour les travaux du projet,
- un nouveau délai de réalisation des travaux du projet.

En application de ces décisions, un avenant formalisera l'ensemble des modifications apportées au projet notamment en terme :

- d'augmentation du coût d'objectif initial,
- d'augmentation du délai initial.

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 1.4.1 de la présente convention comme le coût d'objectif de l'Avant-Projet, constitue un plafond global.

3.3. Pilotage et Suivi du projet

La gouvernance du Projet s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge de la réalisation de l'Opération et les financeurs, et de réunions entre maîtres d'ouvrage auxquelles peuvent être conviés les financeurs.

3.3.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF)

A l'initiative d'Ile-de-France Mobilités, il est constitué un Comité de Suivi de la Convention de Financement, ci-après désigné « le Comité de Suivi ou CSCF » comprenant des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention. Ce Comité de Suivi aborde principalement les questions techniques et financières du Projet.

Le CSCF se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire, les membres étant convoqués par Ile-de-France Mobilités avec un préavis minimum d'un mois.

En tant que de besoin, et notamment pour les questions comptables, à l'initiative d'un des membres, le Comité de Suivi peut être réuni en séance extraordinaire par Ile-de-France Mobilités, dans le mois de sa saisine par le demandeur.

Le maître d'ouvrage coordinateur établit un compte-rendu de l'exécution des missions et des différentes analyses des maîtres d'ouvrage. Ce compte-rendu est analysé par Ile-de-France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis d'Ile-de-France Mobilités aux financeurs.

A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par les maîtres d'ouvrage devront être transmis aux membres du Comité de Suivi sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité de Suivi.

Le suivi de projet s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation du projet (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre) ;
- le point sur l'avancement des Etudes et des travaux ;
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature ;
- la liste des principaux marchés signés avec leur montant d'engagement ;
- la liste des principaux marchés à venir ;
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu ;
- un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour le maître d'ouvrage ;
- un état comparatif entre le coût prévisionnel de l'opération détaillé par postes CERTU tel qu'indiqué à l'AVP et le coût final de l'opération détaillé par postes CERTU tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser ;
- un état des lieux sur la consommation des provisions ;
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais ;
- le montant des dépenses comptabilisées ;
- le montant des subventions appelées et versées ;
- un prévisionnel des appels de fond réactualisé ;
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).

Au titre de la présente convention, et le cas échéant pour les autres conventions de financement en vigueur concernant le même Projet, les maîtres d'ouvrage effectuent une mise à jour des prévisions pluriannuelles de leurs dépenses et de leurs engagements. Ces tableaux couvrent la totalité de la période du Projet. Ils sont établis en euros courants prévisionnels et en euros constants aux conditions économiques de référence de 01/2011 pour toute la période de réalisation.

Lors de sa première séance, le Comité de Suivi acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés de chaque maître d'ouvrage et leur décomposition, celui-ci servant de base au suivi, en termes financier et d'avancement, du Projet.

3/ La communication autour du Projet :

- le suivi du plan de communication mis en place pour le Projet ;
- les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

3.3.2. Comité des financeurs

Il réunit, sous la présidence d'Ile-de-France Mobilités, les financeurs et les maîtres d'ouvrage. Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois.

Les maîtres d'ouvrage établissent un compte-rendu de l'exécution de leurs missions et des différentes analyses réalisées sur la base des documents transmis. A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par Île-de-France Mobilités devra être transmis aux membres du Comité sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité des financeurs.

Ce Comité des financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du projet dans le respect des délais et de coûts prévus à l'avant-projet modificatif.

Il se réunit en tant que de besoin concernant des questions ayant des incidences majeures sur l'opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés par le CSCF décrit à l'article 3.3.1. Île-de-France Mobilités présente alors au Comité des financeurs les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le projet, et ce, en vue de permettre au Comité de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'opération. Le cas échéant, les dispositions prévues aux articles 3.2 et 3.4 de la présente convention seront mises en œuvre.

3.3.3. Information hors CSCF et Comité des financeurs

Les maîtres d'ouvrage s'engagent pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des travaux du Projet devant le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France à la demande de ce dernier ;
- à informer les financeurs, entre deux CSCF, de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;
- à informer Ile-de-France Mobilités et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent également à inviter Ile-de-France Mobilités et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins quinze (15) jours avant la réunion.

3.3.4. Communication

Le Département de Seine-Saint-Denis, maître d'ouvrage coordinateur est en charge de la communication.

Le maître d'ouvrage coordinateur s'engage, jusqu'à la mise en service du projet, à :

- associer, au sein d'un comité de communication, les signataires de la présente convention à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan de communication commun. Ce comité de communication établira notamment le cahier des charges destiné à choisir le prestataire qui aura pour mission de proposer et de créer les outils de communication dédiés au projet ;
- mentionner les financeurs de l'opération et Ile-de-France Mobilités sur tout acte de communication relevant de la communication institutionnelle concernant le projet par la présence de leurs logos ou de toute information sur les taux de financement ;
- prévoir systématiquement un délai suffisant afin que chaque représentant au comité de communication puisse faire valider le principe des outils (plan de communication) par leurs responsables respectifs ;
- permettre l'implantation de la signalétique de chantier des co-signataires ;

- rapporter en tant que de besoin les réactions de la population concernant les travaux entrepris.

Le comité de communication regroupe les représentants des directeurs ou responsables de communication de chacun des organismes financeurs. Il est piloté par le maître d'ouvrage coordinateur.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maîtres d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, Région, Département de Seine-Saint-Denis, Département du Val-de-Marne;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

3.4. Modification du programme

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'avant-projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais, entrainant un décalage de la mise en service, ou des coûts d'objectif au niveau de l'avant-projet approuvé en Conseil d'Île-de-France Mobilités du 1er octobre 2014 (article 1.4.1), peut conduire, selon l'appréciation d'Île-de-France Mobilités, à la réalisation d'un avant-projet modificatif, présenté au Conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités.

En conséquence, dès que les maîtres d'ouvrage envisagent des modifications du programme du projet défini dans l'avant-projet approuvé en Conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités du 1er octobre 2014, ils transmettent aux financeurs, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Ils devront veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Île-de-France Mobilités validera les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou appréciera l'opportunité d'une saisine du CSCF ainsi que la nécessité de réaliser un nouvel avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

Cet avant-projet modificatif sera présenté au Conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités. Il donnera lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la présente convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation du projet. Les travaux concernés ne pourront avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application des dispositions de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par les maîtres d'ouvrage de demandes, d'un des financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées du projet, ne modifiant pas son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet approuvé le 1er octobre 2014 en Conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités. La prise en compte de ces modifications sera soumise à l'accord préalable du maître d'ouvrage. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

3.5. Bilan de la convention

A l'appui de la demande de solde de la présente convention, chaque maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité un bilan des dépenses relevant de son périmètre dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan présentera notamment une décomposition selon les postes constitutifs de son coût prévisionnel des dépenses, l'ensemble des dépenses acquittées étant actualisé aux conditions économiques de référence de la convention (avec mise en évidence du montant de l'actualisation réglée par les maîtres d'ouvrage) afin de permettre une comparaison.

Ce bilan de la convention comportera notamment :

- un rapport de présentation indiquant le descriptif des études réalisées et retraçant l'évolution éventuelle du coût prévisionnel des dépenses et des principales décisions concernant les aménagements dont il assure la maîtrise d'ouvrage ;
- le récapitulatif des subventions attribuées au titre de la présente convention;
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs ;
- le récapitulatif des dépenses effectivement payées à la date de réalisation du bilan ;
- le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses effectivement payées par le maître d'ouvrage à la date de réalisation du bilan de la convention et les versements effectués par les financeurs.

3.6. Bilan de la réalisation du Projet

La dernière convention de financement de réalisation du projet de prolongement du T1 de Bobigny à Val-de-Fontenay actera, dans des articles spécifiques :

- le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses effectivement payées par les maîtres d'ouvrage à la date de réalisation du bilan de la dernière convention de réalisation du Projet et les versements effectués par les financeurs (l'ensemble des dépenses de chacun des maîtres d'ouvrage fera l'objet d'une désactualisation afin de permettre la vérification du respect du coût d'objectif du projet, établi en euros constants) ;
- les modalités de bilan financier, d'audit et de clôture des travaux du Projet ;
- les modalités de réalisation du bilan LOTI du Projet.

Le versement du solde de la présente convention n'est pas suspendu à la réalisation d'un audit.

3.7. Dispositions Générales

3.7.1. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 2.3.4(e) ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres parties signataires de la présente convention.

3.7.2. Règlement des Litiges

Les parties s'engagent à chercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les éventuels litiges entre les parties liés à l'application ou à l'interprétation de la présente convention seront soumis au tribunal administratif de Paris à défaut de règlement amiable.

3.7.3. Résiliation de la convention

Les parties à la présente convention peuvent chacune prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée aux bénéficiaires de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser à chaque maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation de la convention. Ces dépenses incluront notamment les coûts de résiliation des marchés dans la limite du coût global des travaux du projet par maître d'ouvrage prévu à l'article 1.4.2 de la présente convention. Sur cette base, chaque maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune autre indemnisation pour les maîtres d'ouvrage.

3.7.4. Date d'effet de la convention

La convention prend effet à compter de sa notification par Ile-de-France Mobilités à l'ensemble des autres Parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de son approbation par la commission permanente de la Région Ile-de-France ainsi que les dépenses réalisées, depuis décembre 2016, et attribuant les subventions afférentes.

Sans préjudice de la durée de conservation des pièces indiquée à l'article 3.1, la présente convention expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 3.7.3, soit après le solde de la totalité des subventions dues aux maîtres d'ouvrage selon les modalités de l'article 3.5. et au plus tard [48 mois] après la mise en service du projet.

3.7.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

Fait en six exemplaires originaux

Signée par toutes les parties et notifiée le

Pour l'Etat, **Michel CADOT** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Île-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil régional d'Île-de-France	Pour le Département de la Seine-Saint-Denis, **Stéphane TROUSSEL** Président du Conseil départemental De la Seine-Saint-Denis
Pour le Département du Val-de-Marne, **Christian FAVIER** Président du Conseil départemental du Val-de-Marne	Pour la RATP, **Catherine GUILLOUARD** Présidente Directrice Générale de la RATP	Pour le Syndicat des transports d'Île-de-France, **Laurent PROBST** Directeur Général

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme de l'opération

Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des dépenses et des crédits de paiements de la présente convention

Annexe 3 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds

ANNEXE 1 :

Organigramme de l'opération

MAITRISE D'OUVRAGE DEPARTEMENT

Maître d'ouvrage :

Direction de la Voirie et des Déplacements – Service des projets de transport

MAITRISE D'OUVRAGE RATP

Maître d'ouvrage :

Département Maîtrise d'Ouvrage des Projets

ANNEXE 2 :

Echéancier prévisionnel des dépenses et des crédits de paiement de la présente convention

DEPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS :

k€ HT courants	2016	2017	2018	TOTAL
CDE 93	625	4800	575	6000

RATP :

k€ HT courants	2016	2017	2018	TOTAL
RATP	50	150	800	1000

ANNEXE 3:

Echéancier prévisionnel des appels de fonds

DEPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS :

K€ HT courant	2017	2018	Total
CD93	0	6 000	6 000

RATP :

K€ HT courant	2017	2018	TOTAL
RATP	0	1 000	1 000

MAITRES D'OUVRAGE (SYNTHESE)

EN K€ H.T. COURANT

FINANCEURS		**2018**		**TOTAL**
	Clé	CD93	RATP	
Région	42,86%	2 571 400	428 600	**3 000 000**
Etat	42,86%	2 571 400	428 600	**3 000 000**
CD 93	14,28%	857 200	142 800	**1 000 000**
CD 94	0,00%	0,00	0,00	**0,00**
Total	**100%**	**6 000 000**	**1 000 000**	**7 000 000**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-452

DU 18 OCTOBRE 2017

DISPOSITIF DE SAUVEGARDE DES COMMERCES DE PROXIMITÉ EN MILIEU RURAL : QUATRIÈME AFFECTATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L352 du 24 décembre 2013

VU La circulaire du 14 septembre 2015 relative à l'application du règlement n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis

VU Le Code général des collectivités territoriales

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente

VU Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens

VU La délibération n°CR 113-16 du 7 juillet 2016 relative à la sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural

VU La délibération n° CP 16-468 du 21 septembre 2016 relative à la mise en œuvre opérationnelle du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural, et à la contribution des Parcs naturels régionaux à la revitalisation commerciale en milieu rural, et approuvant l'avenant n°2 à la convention avec l'ASP approuvée par la délibération n° CP 15-549 du 20 octobre 2015

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission du développement économique de l'emploi et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU le rapport n°CP 2017-452 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre **du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural**, au financement des projets tels que détaillés en annexe 2 (fiches projets) à la présente délibération, et concernant les entreprises suivantes :

	Entreprises/N° fiche projet	Nature du projet, *(détail des investissements)*	Localisation	Nombre d'habitants en 2014 et EPCI de rattachement	Montant de subvention en euros
Attribution aux entreprises	Salon de coiffure NAT'TIF EX019997	Création du commerce *(achat d'équipements professionnels)*	Villiers-Saint-Georges (77)	1 212 habitants, Communauté de communes du Provinois	4 446,52
	Bar/tabac/ restaurant TOTEM EX023706	Modernisation et rénovation des locaux (*achat d'équipements professionnels et travaux d'aménagement et mise aux normes)*	Lizy-sur-Ourcq (77)	4 823 habitants, Communauté de communes du Pays de l'Ourcq	17 385,04
	Boucherie DUMAS EX025738	Création du commerce *(achat d'équipements professionnels)*	Chessy (77)	4 842 habitants, Val d'Europe Agglomération	9 393,50
	Bar/brasserie/ épicerie SAS NO STRESS EX025973	Reprise du commerce *(acquisition du fonds de commerce et d'équipements professionnels)*	Villecerf (77)	707 habitants, Communauté de communes Moret Seine et Loing	10 852,1
	Charcuterie MAGNEN SARL EX023233	Modernisation de l'outil de production *(achat d'équipements professionnels et mise aux normes)*	Provins (77)	11 736 habitants, communauté de communes du Provinois	10 185,93
	Boutique de chaussures SARL THE SHOP AROUND THE CORNER EX025811	Rénovation des locaux *(travaux d'aménagement)*	Dourdan (91)	10 507 habitants, Communauté de communes Le Dourdannais en Hurepoix	29 407,26

	Restaurant/traiteur/ salon de thé SARL LES CEDRES PHENICIA EX026060	Création du commerce *(achat d'équipements et mobiliers professionnels et travaux d'aménagement)*	Bures-sur-Yvette (91)	9 926 habitants, Communauté d'agglomération Paris Saclay	35 031,2
	Boulangerie/pâtisserie SAS VERMAR EX025003	Mise aux normes électriques	Crosne (91)	9 048 habitants, Communauté d'agglomération Val d'Yerres Val de Seine	12 077
	Boulangerie/pâtisserie KERJAN EX026123	Reprise du commerce *(acquisition du fonds de commerce et achat d'équipements professionnels)*	Sagy (95), commune membre du PNR du Vexin Français	1 137 habitants, Communauté de communes Vexin Centre	46 081,1
	Boulangerie SAS CHARPANTIER EX026106	Reprise du commerce *(acquisition du fonds de commerce et achat d'équipements professionnels)*	Nesles-La-Vallée (95), commune membre du PNR du Vexin Français	1 780 habitants, Communauté de communes Sausseron Impressionnistes	50 800
	Boulangerie/pâtisserie MARGO EX024668	Création du commerce *(achat d'équipements professionnels et travaux d'aménagement et de mise aux normes)*	Villeron (95)	758 habitants, Communauté d'agglomération Roissy Pays de France	50 800
	Restaurant SAS MSDD EX026122	Reprise du commerce *(achat d'équipements professionnels et travaux de rénovation des locaux)*	Dampierre-en-Yvelines (78), Commune membre du PNR de la Haute Vallée de Chevreuse	1 040 habitants, Communauté de communes de la haute Vallée de Chevreuse	8 722,78
	Salon de coiffure SARL DS COIFFURE EX025849	Transfert d'activité *(travaux d'aménagement/d' agencement des locaux et achat d'équipements et mobiliers professionnels)*	Mesnil-Saint-Denis (78), Commune membre du PNR de la Haute Vallée de Chevreuse	6 684 habitants, Communauté de communes de la Haute Vallée de Chevreuse	36 676,52

	Pâtisserie LE JARDIN SUCRE EX026095	Développement *(achat d'équipements professionnels)*	Cernay-La-Ville (78), Commune membre du PNR de la Haute Vallée de Chevreuse	1 614 habitants, Communauté d'agglomération Rambouillet Territoires	16 740
Total					338 598,95

Affecte une autorisation de programme d'un montant total 338 598,95 €, disponible sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », Code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », Programme HP 53-001 (153001) « Aménagement et équipement de l'espace rural », Action 15300108 « Sauvegarde des commerces de proximité », du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif figurant en annexe 1 à la délibération.

Article 2 :

Décide de participer, au titre **du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural**, au financement des projets tels que détaillés dans les fiches projets en annexe 2 à la présente délibération, et concernant les communes suivantes :

	Communes/N° fiche projet	Nombre d'habitants en 2014 et EPCI de rattachement	Nature du projet *(détail des actions)*	Montant de subvention en euros
Attribution aux collectivités	Chessy (77) EX026048	4 842 habitants, Val d'Europe Agglomération	Rénovation des locaux en vue d'y installer une boucherie *(travaux d'aménagement)*	132 650
	Machault (77) EX026006	787 habitants, Communauté de communes de la Brie des Rivières et Châteaux	Revitalisation commerciale du centre-bourg *(création de deux commerces et travaux d'aménagement)*	150 000
	Messy (77) EX024520	1 111 habitants, Communauté de communes Plaines et Monts de France	Acquisition et réhabilitation d'une épicerie (*achat des murs et travaux d'aménagement et de mise aux normes)*	115 250
Total				397 900

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de 397 900 €, disponible sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », Code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », Programme HP 53-001 (153001) « Aménagement et équipement de l'espace rural », Action 15300108 « Sauvegarde des commerces de proximité », du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif figurant en annexe 1 à la délibération.

Article 3 :

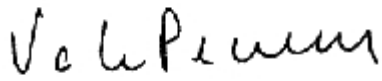
Subordonne le versement des subventions attribuées aux articles 1 et 2 à la signature de conventions, conformes aux conventions type adoptées par délibération n° CP 16-468 de la du 21 septembre 2016 et modifiées par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017.

Article 4 :

En application des alinéas 3 et 4 de l'article 17 du règlement budgétaire et financier susvisé, autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions, définies aux articles 1 et 2 de la présente délibération, à compter des dates inscrites dans le tableau ci-dessous, au regard des motifs exposés dans les fiches projets correspondantes ci-annexées.

Bénéficiaire	Nature du projet	Numéro de dossier	Date prévisionnelle de démarrage
Boulangerie SAS CHARPANTIER	Reprise du commerce	EX026106	01/08/2017
Restaurant SAS MSDD	Reprise du commerce	EX026122	01/07/2017
Bar/brasserie/ épicerie SAS NO STRESS	Reprise du commerce	EX025973	01/06/2017
Salon de coiffure SARL DS COIFFURE	Transfert d'activité	EX025849	01/02/2017
Salon de coiffure NAT'TIF	Création du commerce	EX019997	01/07/2017

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-452	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**53 - Espace rural et autres espaces de développement**
Programme	**153001 - Aménagement et équipement de l'espace rural**
Action	**15300108 - Sauvegarde des commerces de proximité**

Dispositif : N° 00000970 - Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural

Dossier	EX024520 - Commune de Messy - Acquisition et réhabilitation d'une épicerie			
Bénéficiaire	R788 - COMMUNE DE MESSY			
Localisation	MESSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	115 250,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
230 500,00 €	HT	50 %	115 250,00 €	

Dossier	EX026006 - Commune de Machault - Création d'une boulangerie et d'une épicerie solidaire et travaux d'aménagement			
Bénéficiaire	R766 - COMMUNE DE MACHAULT			
Localisation	MACHAULT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
414 519,00 €	HT	36,19 %	150 000,00 €	

Dossier	EX026048 - Commune de Chessy - Réhabilitation et mise aux normes d'un bâtiment communal destiné à l'accueil d'une boucherie			
Bénéficiaire	R329 - COMMUNE DE CHESSY			
Localisation	CHESSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	132 650,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
265 300,00 €	HT	50 %	132 650,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000970 - Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	397 900,00 €

Dispositif : N° 00000971 - Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-452	Budget	2017

Dossier	EX019997 - Salon de coiffure NAT'TIF - Création du commerce			
Bénéficiaire	EXM01396 - NAT TIF			
Localisation	VILLIERS-SAINT-GEORGES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 446,52 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 955,08 €	HT	34,32 %	4 446,52 €	

Dossier	EX023233 - Charcuterie MAGNEN SARL - Achat d'équipements professionnels et mise aux normes			
Bénéficiaire	EXM01659 - MAGNEN SARL			
Localisation	PROVINS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 185,93 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
32 086,42 €	HT	31,75 %	10 185,93 €	

Dossier	EX023706 - Bar/tabac/restaurant TOTEM - Achat d'équipements professionnels et travaux d'aménagement intérieur			
Bénéficiaire	EXM01710 - BOUMARGU ALI			
Localisation	LIZY-SUR-OURCQ			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 385,04 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
56 083,47 €	HT	31 %	17 385,04 €	

Dossier	EX024668 - Boulangerie MARGO - Création			
Bénéficiaire	EXM01837 - BOULANGERIE MARGO			
Localisation	VILLERON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 800,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
227 905,83 €	HT	22,29 %	50 800,00 €	

Dossier	EX025003 - Boulangerie pâtisserie SAS VERMAR - Mise aux normes des installations électriques			
Bénéficiaire	EXM01888 - SAS VERMAR			
Localisation	CROSNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 077,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
38 390,00 €	HT	31,46 %	12 077,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-452	Budget	2017

Dossier	EX025738 - Boucherie DUMAS - Reprise du commerce			
Bénéficiaire	EXM02032 - BOUCHERIE DUMAS			
Localisation	CHESSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 393,50 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
29 445,00 €	HT	31,9 %	9 393,50 €	

Dossier	EX025811 - Boutique de chaussures SARL THE SHOP AROUND THE CORNER - Rénovation des locaux			
Bénéficiaire	EXM02042 - THE SHOP AROUND THE CORNER			
Localisation	DOURDAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	29 407,26 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
95 357,53 €	HT	30,84 %	29 407,26 €	

Dossier	EX025849 - Salon de coiffure SARL DS COIFFURE - Transfert d'activité			
Bénéficiaire	EXM02046 - DS COIFFURE			
Localisation	LE MESNIL-SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	36 676,52 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
122 255,07 €	HT	30 %	36 676,52 €	

Dossier	EX025973 - Bar brasserie epicerie SAS NO STRESS - Reprise du commerce			
Bénéficiaire	EXM02058 - NO STRESS			
Localisation	VILLECERF			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 852,10 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
34 307,00 €	HT	31,63 %	10 852,10 €	

Dossier	EX026060 - Restaurant/traiteur/salon de thé SARL LES CEDRES PHENICIA - Création			
Bénéficiaire	EXM02069 - LES CEDRES PHENICIA			
Localisation	BURES-SUR-YVETTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 031,20 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
114 904,00 €	HT	30,49 %	35 031,20 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-452	Budget	2017

Dossier	EX026095 - Pâtisserie LE JARDIN SUCRE - Développement			
Bénéficiaire	EXM02074 - LE JARDIN SUCRE			
Localisation	CERNAY-LA-VILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	16 740,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
55 800,00 €	HT	30 %	16 740,00 €	

Dossier	EX026106 - Boulangerie SAS CHARPANTIER - Reprise du commerce			
Bénéficiaire	EXM02077 - SAS CHARPANTIER			
Localisation	NESLES-LA-VALLEE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 800,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
238 460,00 €	HT	21,3 %	50 800,00 €	

Dossier	EX026122 - Restaurant SAS MSDD - Reprise du commerce			
Bénéficiaire	EXM02079 - MSDD			
Localisation	DAMPIERRE-EN-YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 722,78 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
29 075,93 €	HT	30 %	8 722,78 €	

Dossier	EX026123 - Boulangerie/pâtisserie SARL KERJAN - Reprise du commerce			
Bénéficiaire	EXM02080 - KERJAN			
Localisation	SAGY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	46 081,10 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
151 737,00 €	HT	30,37 %	46 081,10 €	

Total sur le dispositif N° 00000971 - Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	338 598,95 €

Total sur l'imputation 905 - 53 - 153001 - 15300108	736 498,95 €

ANNEXE 2 : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024520

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : COMMUNE DE MESSY - ACQUISITION ET RÉHABILITATION D'UNE ÉPICERIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	230 500,00 €	50,00 %	115 250,00 €
	Montant Total de la subvention		115 250,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-1700
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MESSY
Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE
77410 MESSY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Lou SZYSZA, Maire
N° SIRET : 21770292700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Achat des murs et réhabilitation de l'épicerie multi services

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Il s'agit d'un projet d'acquisition et de réhabilitation d'une épicerie multi service (d'une surface de 120 m² environ) porté par la commune rurale de Messy (1 111 habitants), en Seine et Marne.

La commune souhaite acquérir les murs de l'épicerie et entreprendre des travaux de réhabilitation et de mise aux normes du local (accessibilité, sécurité, électricité, notamment) afin de moderniser l'un des derniers commerces de Messy qui joue un rôle important en termes de services à la population. Le gérant actuel sera maintenu.
Le projet est accompagné par la CCI de la Seine-et-Marne.

Description :
Le coût total des investissements est de 237 000 € comprenant l'achat des murs et la réhabilitation du local. Le montant des investissements éligibles à l'aide régionale est de 230 500 € (hors dépenses d'achat de mobilier).
L'Etat dans le cadre du FISAC est sollicité à hauteur de 49 525 €.

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. L'aide régionale dédiée à « la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural » s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural. Elle a pour objectifs de soutenir les actions de revitalisation commerciale des centres villes et centres bourgs des territoires ruraux, concourant à l'amélioration de l'environnement des commerces de proximité, et/ou à sauver le dernier commerce.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MESSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat des murs du commerce	100 000,00	43,38%
Travaux d'aménagement (menuiseries extérieures, mise aux normes, climatisation)	116 300,00	50,46%
Honoraire AMO, pré-étude aménageur	12 700,00	5,51%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	1 500,00	0,65%
Total	230 500,00	100,00%

Libellé	Montant	%
Aide régionale	115 250,00	50,00%
Etat (aide FISAC)	49 525,00	21,49%
Auto financement	65 725,00	28,51%
Total	230 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €
2018	15 250,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026006

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : COMMUNE DE MACHAULT - CRÉATION D'UNE BOULANGERIE ET D'UNE ÉPICERIE SOLIDAIRE ET TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	414 519,00 €	36,19 %	150 000,00 €
	Montant Total de la subvention		150 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-1700
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MACHAULT
Adresse administrative : MAIRIE
77133 MACHAULT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian POTEAU, Maire
N° SIRET : 21770266100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Création d'une boulangerie et d'une épicerie

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune rurale de Machault, qui compte de près de 800 habitants, porte un projet global d'aménagement du centre-bourg, créant une nouvelle offre commerciale, de services et d'équipements publics. Le corps de ferme, acquis en 2012, fera l'objet d'un aménagement créant une centralité, inexistante actuellement : création d'une boulangerie et d'une coopérative alimentaire distribuant des produits locaux, installation d'équipements (bibliothèque, salle de billard, salle des fêtes, groupe scolaire, micro crèche, notamment), et réalisation de travaux d'aménagement pour constituer une place au cœur de cet ensemble immobilier et pour relier ce nouveau centre-bourg avec la rue centre/route départementale dans laquelle se situe une église classée. Cette nouvelle offre commerciale bénéficiera d'une zone de chalandise qui dépasse celle de la commune (communes de Féricy,Valence en Brie, Pamfou).

Ce projet d'envergure se décompose en deux phases, dont la première est la création de ces deux commerces et la deuxième est la construction des équipements publics et la création de la place piétonne centrale dans la cour du corps de ferme.

L'assistance à maitrise d'ouvrage est assurée par la SEM Aménagement 77.

Description :
Le coût total des investissements liés à la création des deux commerces (hors le logement du futur boulanger) est de 436 756 € HT. Le montant des dépenses éligibles est de 414 519 €, incluant les travaux, les honoraires, études et rémunération de l'AMO, hors frais divers. Sur cette phase, l'Etat au titre du Fisac, est aussi sollicité pour participer au financement de ce projet du développement de l'appareil commercial.

Le Département, au titre du Fonds d'Equipement Rural (Fer), est appelé à soutenir le financement du logement du boulanger. La Région et le Département, dans le cadre d'un contrat rural (COR), sont sollicités pour accompagner la réalisation des équipements publics locaux.

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. L'aide régionale dédiée à « la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural » s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural. Elle a pour objectifs de soutenir les actions de revitalisation commerciale des centres villes et centres bourgs des territoires ruraux, concourant à l'amélioration de l'environnement des commerces de proximité, et/ou à sauver le dernier commerce.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- MACHAULT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement et travaux sur bâtiment	349 500,00	84,31%
Honoraires sur travaux	45 851,00	11,06%
Etudes préalables	9 130,00	2,20%
Frais d'AMO	10 038,00	2,42%
Total	414 519,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	150 000,00	36,19%
Etat (Fisac)	131 027,00	31,61%
Autofinancement	133 492,00	32,20%
Total	414 519,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	75 000,00 €
2018	75 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Politique de l'eau-Investissement	1 680,00 €
	Montant total	1 680,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026048

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : COMMUNE DE CHESSY - RÉHABILITATION ET MISE AUX NORMES D'UN BÂTIMENT COMMUNAL DESTINÉ À L'ACCUEIL D'UNE BOUCHERIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	265 300,00 €	50,00 %	132 650,00 €
	Montant Total de la subvention		132 650,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-1700
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHESSY
Adresse administrative : 32 RUE DU GENERAL DE GAULLE
77700 CHESSY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Olivier BOURJOT, Maire
N° SIRET : 21770111900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Réhabilitation et mise aux normes d'un bâtiment communal, destiné l'accueil d'une boucherie.

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Il s'agit d'un projet de réhabilitation d'un local commercial, propriété de la commune de Chessy (commune de 4 842 habitants de la Seine-et-Marne), destiné à l'accueil d'une nouvelle boucherie, à la suite du départ en février 2016 de l'exploitant boucher. Le bâtiment comprend un local commercial au rez-de-chaussée d'une surface de 50 m² (objet de la demande de soutien), et un logement situé aux étages.

L'absence de boucherie a appauvri l'offre commerciale de proximité en termes de commerces de bouche. Ce qui a donné l'opportunité à un jeune entrepreneur d'exercer cette activité de boucherie de manière ambulante quelques jours par semaine. Ce "test" couronné de succès, de par la fidélisation de la clientèle habitante, et le développement du chiffre d'affaires depuis quelques mois a catalysé la mise en relation entre ce repreneur, actuellement accompagné par la chambre de métiers et de l'artisanat de Seine-et-Marne, et la ville.

L'Etat au titre du Fisac, est aussi sollicité pour participer financement à ce projet communal.
Une demande de soutien à l'acquisition de matériels professionnels, au titre de ce dispositif régional dans son volet "aides directes aux entreprises", est également soumise en parallèle par cet entrepreneur.

Description :
Le coût total des investissements HT est de 320 800 €, correspondant au coût de la réhabilitation de l'ensemble du bâtiment communal. Le montant des dépenses éligibles liées à la partie commerciale est de 265 300 € HT.

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. L'aide régionale dédiée à « la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural » s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural. Elle a pour objectifs de soutenir les actions de revitalisation commerciale des centres villes et centres bourgs des territoires ruraux, concourant à l'amélioration de l'environnement des commerces de proximité, et/ou à sauver le dernier commerce.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- CHESSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de réhabilitation et de mise aux normes (pose devanture, ravalement et menuiseries extérieures...)	220 000,00	82,92%
Frais de maitrise d'oeuvre	30 300,00	11,42%
honoraires bureau de contrôle, CSPS	15 000,00	5,65%
Total	265 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	132 650,00	50,00%
Aide Etat (Fisac)	53 060,00	20,00%
Autofinancement	79 590,00	30,00%
Total	265 300,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	66 325,00 €
2018	66 325,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrat régional territorial	418 359,50 €
	Montant total	418 359,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019997

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SALON DE COIFFURE NAT'TIF - CRÉATION DU COMMERCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	12 955,08 €	34,32 %	4 446,52 €
	Montant Total de la subvention		4 446,52 €

Imputation budgétaire : 905-53-204181-153001-1700
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NAT TIF
Adresse administrative : 2 RUE DE SANCY
77560 VILLIERS-SAINT-GEORGES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame NATHALIE BILLIET
N° SIRET : 82975906700012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Achat d'équipements dans le cadre d'une création

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : S'agissant d'une très petite entreprise s'installant dans une commune rurale peu dotée en commerces de proximité et à l'attractivité faible, même si une partie des investissements est déjà anticipée, le reste à charge reste conséquent, risquant de compromettre sa pérennité dans le temps. En l'espèce, l'inauguration des locaux a eu lieu en août dernier. La majorité des investissements a dû être réalisée.

Objectifs :
Il s'agit d'un projet de création d'un salon de coiffure dans le centre-bourg de Villiers-Saint-Georges (commune de 1 212 habitants), qui en est dépourvu. Le nouveau salon sera installé en lieu et place du salon qui a cessé son activité en 2014.

Le porteur de projet exerçait cette activité de coiffure dans son domicile à Saint-Martin des Champs, depuis 2009.

Ce projet est accompagné par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Seine-et-Marne.

Description :
Les investissements concernent l'achat d'équipements professionnels (une enseigne, du mobilier et matériels professionnels).

Le coût de ces investissements HT est de 14 220.08 €, incluant une prestation d'ingénierie d'un montant de 800 €, délivrée par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat. Le montant des dépenses éligibles est de 12 955,08 €.

Sont exclues de l'assiette de subvention, les dépenses courantes de fonctionnement et les produits consommables (bonnets, papiers, cotons,...) et le matériel informatique.

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. La présente aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Elle s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention d'un montant global de 4 446.52 € se décompose de la manière suivante :
- un montant d'achat d'équipements de 12 155.08 auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit une subvention de 3 646.52 € ;
- un montant forfaitaire de 800 €, finançant la prestation d'ingénierie.

Localisation géographique :
- VILLIERS-SAINT-GEORGES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'équipements professionnels (enseigne, fauteuils, repose pied, tabouret, pouf, table de service, porte séchoir mural, casques mise en plis et quartz, pied pour casque, bras séchoir, caisse)	12 155,08	93,82%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	6,18%
Total	12 955,08	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	3 646,52	28,15%
Aide régionale - ingénierie	800,00	6,18%
Fonds propres	8 508,56	65,68%
Total	12 955,08	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 446,52 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023233

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : CHARCUTERIE MAGNEN SARL - ACHAT D'ÉQUIPEMENTS PROFESSIONNELS ET MISE AUX NORMES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	32 086,42 €	31,75 %	10 185,93 €
	Montant Total de la subvention		10 185,93 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAGNEN SARL
Adresse administrative : 7 PLACE ST AYOUL
77160 PROVINS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur DIDIER MAGNEN
N° SIRET : 44049049800019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Modernisation de l'outil de production, mise aux normes et achat d'équipements professionnels.

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Il s'agit d'un projet de modernisation des locaux et de mise aux normes d'hygiène de la charcuterie traiteur Magnen. Ce commerce est localisé dans le centre-ville de Provins, ville de 11 736 habitants (membre de la communauté de communes du Provinois, EPCI rural).
Ce commerce emploie actuellement 1 salarié.

Le projet est accompagné par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-et-Marne (CMA 77).

Description :
Le coût total des investissements est de 32 086,42 € HT, incluant la prestation d'ingénierie déployée par la CMA77.

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour

faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. La présente aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Elle s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention d'un montant global de 10 185.93 € se décompose ainsi :
- un montant de travaux éligibles de 31 286.42 € auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit une subvention de 9 385.93 € ;
- un montant forfaitaire de 800 €, finançant la prestation d'ingénierie.

Localisation géographique :
- PROVINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'équipements professionnels (fourneau 4 feux)	4 095,52	12,76%
Mise aux normes (travaux d'alimentation gaz, déplacement des groupes réfrigérants)	10 099,41	31,48%
Réhabilitation de la zone froid (travaux de maçonnerie)	17 091,49	53,27%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	2,49%
Total	32 086,42	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	9 385,93	29,25%
Aide régionale - ingénierie	800,00	2,49%
Fonds propres	21 900,49	68,25%
Total	32 086,42	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 185,93 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023706

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : BAR/TABAC/RESTAURANT TOTEM - ACHAT D'ÉQUIPEMENTS PROFESSIONNELS ET TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	56 083,47 €	31,00 %	17 385,04 €
		Montant Total de la subvention	17 385,04 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BOUMARGU ALI
Adresse administrative : 24 AVENUE DE LA GARE
77440 LIZY-SUR-OURCQ
Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant : Monsieur ALI BOUMARGU

N° SIRET : 49237917700024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Modernisation et diversification du commerce

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Il s'agit d'un projet de modernisation des équipements et mobiliers professionnels ainsi que de diversification de l'activité commerciale du bar tabac restaurant Totem, localisé en centre-bourg de la commune rurale de Lizy-sur-Ourcq (4 823 habitants), en Seine-et-Marne.

La diversification consiste en la création d'une offre de restauration rapide (sandwichs et pizzas) nécessitant d'investir dans de nouveaux équipements de cuisine adaptés.

Ce commerce emploie actuellement 6 salariés.

Le projet est accompagné par la Chambre de commerce et d'Industrie de Seine-et-Marne.

Description :
Le coût total des investissements est de 56 083,43 € HT. Ce coût intègre la prestation d'ingénierie déployée

par la CCI.

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. La présente aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Elle s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention d'un montant global de 17 385.04 € se décompose de la manière suivante :
- un montant de travaux et d'achat d'équipements de 55 283.47 € auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit une subvention de 16 585.04 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € finançant la prestation d'ingénierie.

Localisation géographique :
- LIZY-SUR-OURCQ

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'équipements et mobiliers professionnels (table réfrigérée, mobilier restaurant, climatisation, rideaux métalliques)	46 702,47	83,27%
Travaux de mise en conformité électrique	4 410,00	7,86%
Pose d'un faux plafond	4 171,00	7,44%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	1,43%
Total	56 083,47	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	16 585,04	29,57%
Aide régionale - ingénierie	800,00	1,43%
Fonds propres	38 698,43	69,00%
Total	56 083,47	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	17 385,04 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024668

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : BOULANGERIE MARGO - CRÉATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	227 905,83 €	22,29 %	50 800,00 €
	Montant Total de la subvention		50 800,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BOULANGERIE MARGO
Adresse administrative : 32 RUE DU BOIS D'ARGENTEUIL
95380 VILLERON
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame MARILYN FITOUSSI

N° SIRET : 83051564900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Création d'une boulangerie-pâtisserie

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Il s'agit d'un projet de création d'une boulangerie-pâtisserie localisée à Villeron, commune rurale de près de 800 habitants, en Val d'Oise. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'une opération immobilière en centre-bourg : 460 nouveaux logements, un cabinet médical et deux commerces seront livrés fin décembre 2017, dont le local commercial, objet de la présente demande de subvention.

Ce commerce emploiera 4 salariés.

Il est accompagné par la plateforme d'initiative INITIACTIVE 95 qui lui a octroyé un prêt d'honneur.

Description :
Le coût total des investissements est de 235 703.83 € HT. Ce coût intègre la prestation d'ingénierie déployée par Initiactive 95. Les dépenses liées à l'achat d'équipement informatique d'un montant de 7 798 € ne sont pas comprises dans l'assiette de subvention.

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. La présente aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Elle s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention d'un montant global de 50 800 € se décompose de la manière suivante :
- un montant de travaux et d'achat d'équipements professionnels éligibles de 227 105.83 € auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit une subvention de 50 000 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € finançant la prestation d'ingénierie.

Localisation géographique :
- VILLERON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'équipements professionnels (four à socle, balance électronique, crêpière, meubles plonge, vitrines..)	171 358,61	75,19%
Création et installation d'une façade de magasin	7 900,00	3,47%
Travaux et installation frigorifique et électrique	7 674,72	3,37%
Travaux de maçonnerie (carrelage, faïence)	40 172,50	17,63%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	0,35%
Total	227 905,83	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	50 000,00	21,94%
Aide régionale - ingénierie	800,00	0,35%
Fonds propres et prêts	177 105,83	77,71%
Total	227 905,83	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 400,00 €
2018	25 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025003

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : BOULANGERIE PÂTISSERIE SAS VERMAR - MISE AUX NORMES DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	38 390,00 €	31,46 %	12 077,00 €
	Montant Total de la subvention		12 077,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAS VERMAR
Adresse administrative : 13 AVENUE JEAN JAURES
91560 CROSNE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame VERONIQUE ALLEGRE
N° SIRET : 79913211300017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : mise aux normes des installations électriques

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La boulangerie SAS Vermar, localisée à Crosne, commune rurale de 9 048 habitants, en Essonne, a été reprise en 2013 par un couple d'artisans. Il s'agit de réaliser des travaux de mise aux normes électriques.

Ce commerce emploie 6 salariés. Le projet est accompagné par la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne.

Description :
Le coût total des investissements liés à cette mise aux normes est de 38 390 € HT, incluant la prestation d'ingénierie déployée par la CCI de l'Essonne.

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de

services, dans la proximité. La présente aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Elle s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention d'un montant global de 12 077 € se décompose de la manière suivante :
- un montant de travaux éligibles de 37590 € auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit une subvention de 11 277 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € finançant la prestation d'ingénierie.

Localisation géographique :
- CROSNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et équipements de mise aux normes électriques (installation d'une armoire électrique, câblage des appareils et points lumineux)	37 590,00	97,92%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	2,08%
Total	38 390,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	11 277,00	29,37%
Aide régionale - ingénierie	800,00	2,08%
Fonds propres	26 313,00	68,54%
Total	38 390,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 077,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025738

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : BOUCHERIE DUMAS - REPRISE DU COMMERCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	29 445,00 €	31,90 %	9 393,50 €
	Montant Total de la subvention		9 393,50 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BOUCHERIE DUMAS
Adresse administrative : 32 RUE DU GENERAL DE GAULLE
77700 CHESSY
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur STEPHANE DUMAS

N° SIRET : 82215814300013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : reprise d'une boucherie.

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Il s'agit de la reprise d'une boucherie dans le centre-ville de Chessy, commune de 4842 habitants, de la Seine-et-Marne. Le local, propriété de la commune, était aussi affecté antérieurement à une boucherie.
Dans le cadre de cette installation, le local fera l'objet de travaux financés pour partie par la collectivité : une demande de soutien, au titre de ce dispositif en l'espèce, est également soumise, en parallèle, par la commune de Chessy .

Ce nouveau commerce de bouche, inexistant depuis février 2016, confortera l'offre commerciale du centre-ville. Le porteur de projet accompagné par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-et-Marne exerce déjà cette activité de manière ambulante, y compris à Chessy depuis quelques mois. Le développement croissant de son affaire l'a encouragé à s'installer dans la commune.

Description :
Le coût total des investissements est de 29 445 € HT, incluant la prestation d'ingénierie déployée par la

CMA de la Seine-et-Marne.

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. La présente aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Elle s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention d'un montant global de 9 393.50 € se décompose ainsi :
- un montant de 28 645.00 € d'achat d'équipements auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit une subvention de 8 593.50 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € finançant la prestation d'ingénierie.

Localisation géographique :
- CHESSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'équipements professionnels (hachoirs, rôtissoire, vitrine réfrigérée, scie à os...)	28 645,00	97,28%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	2,72%
Total	29 445,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	8 593,50	29,18%
Aide régionale - ingénierie	800,00	2,72%
Fonds propres	20 051,50	68,10%
Total	29 445,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 393,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025811

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : BOUTIQUE DE CHAUSSURES SARL THE SHOP AROUND THE CORNER - RÉNOVATION DES LOCAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	95 357,53 €	30,84 %	29 407,26 €
	Montant Total de la subvention		29 407,26 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THE SHOP AROUND THE CORNER
Adresse administrative : 24 RUE SAINT PIERRE
91410 DOURDAN
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur PASCAL MARTINSKY
N° SIRET : 79370291100017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : rénovation de la devanture commerciale et aménagement du point de vente en vue de moderniser le magasin

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
The Shop around the corner est une boutique de chaussures située dans le centre-ville de Dourdan, commune de 10 507 habitants, membre de la communauté de communes le Doudonnais en Hurepoix (EPCI rural). Le gérant envisage de réaliser des travaux de rénovation et d'aménagement des locaux, dans un objectif de modernisation de la boutique.

Le commerce n'emploie aucun salarié.

Le commerçant est accompagné par la Chambre de Commerce et de l'Industrie de l'Essonne.

Description :
Le coût total des investissements est de 96 062.49 € HT, incluant le coût de la prestation d'ingénierie déployée par la CCI. Ils concernent la façade commerciale (peinture et changement de vitres),

l'aménagement, l'agencement et l'éclairage intérieur du point de vente ainsi que des travaux de réfection des sols, murs et plafonds.
Est exclu de l'assiette de subvention, l'achat d'un écran de télévision d'un montant de 704,96 €.

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. La présente aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Elle s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention d'un montant global de 29 407.26 € se décompose de la manière suivante :
- un montant de travaux éligibles de 94 557.53 € auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit une subvention de 28 367.26 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € finançant la prestation d'ingénierie.

Localisation géographique :
- DOURDAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation des locaux (sols, murs, plafonds enseigne)	29 234,00	30,66%
Achat d'équipements (luminaires, radiateurs)	4 840,68	5,08%
Travaux, achat et pose de meubles d'agencement (menuiserie, rampe d'accès, miroir sur pied, caissons tiroir, table évènementielle...)	47 572,85	49,89%
Achat, et pose de vitrages isolants	12 910,00	13,54%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	0,84%
Total	95 357,53	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	28 367,26	29,75%
Aide régionale - ingénierie	800,00	0,84%
Fonds propres	66 190,27	69,41%
Total	95 357,53	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	14 703,63 €
2018	14 703,63 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025849

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SALON DE COIFFURE SARL DS COIFFURE - TRANSFERT D'ACTIVITÉ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	122 255,07 €	30,00 %	36 676,52 €
		Montant Total de la subvention	36 676,52 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DS COIFFURE
Adresse administrative	:	9 BIS AVENUE CHARLES DE GAULLE 78320 LE MESNIL-SAINT-DENIS
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur ABDESSAMAD DEBLAOUI
N° SIRET	:	50219274300016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : transfert d'activité dans le centre-ville.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : S'agissant d'une très petite entreprise s'installant dans une commune rurale peu dotée en commerces de proximité et à l'attractivité faible, même si une partie des investissements est déjà anticipée, le reste à charge reste conséquent, risquant de compromettre sa pérennité dans le temps. En l'espèce, les locaux ont été achetés dans le cadre d'une opération immobilière, en 2016. Les premiers investissements ont été réalisés dès le mois de février 2017.

Objectifs :
Il s'agit d'un projet de transfert d'activité du salon de coiffure DS Coiffure, au sein du centre-bourg de la commune du Mesnil Saint-Denis. Cette commune de 6 684 habitants est membre du PNR de la Haute Vallée de la Chevreuse.

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'une opération immobilière : le gérant a acheté les murs d'un local de 93 m², répondant à ses besoins de développement et de diversification d'activité. Une pièce sera consacrée à des soins esthétiques ; ce qu'il n'était pas possible de réaliser dans les anciens locaux vétustes et exigus.

Description :

Le coût total des investissements éligibles est de 122 255,07 € HT, correspondant aux dépenses de travaux d'aménagement/d'agencement locaux, et d'achat d'équipements et mobiliers professionnels. Les dépenses liées aux consommables (tuniques, pinceaux...) ainsi que celles liées à la vidéo protection sont exclues de l'assiette de subvention.

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. La présente aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Elle s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des investissements éligibles s'élèvent à 122 255.07 € auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit une subvention de 36 676.52 €

Localisation géographique :
- LE MESNIL-SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement/d'agencement des locaux (platerie/cloison, électricité, revêtement mural/plafond et peinture et sols, plomberie, électricité,pose cloison,bloc porte, plaques,carrelages...)	89 337,44	73,07%
Achat d'équipements et mobiliers professionnels (fauteuils, bacs, coiffeuse, ..)	26 930,68	22,03%
Achat et pose d'un système de climatisation	5 986,95	4,90%
Total	122 255,07	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	36 676,52	30,00%
Fonds propres	85 578,55	70,00%
Total	122 255,07	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	18 338,26 €
2018	18 336,26 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025973

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : BAR BRASSERIE EPICERIE SAS NO STRESS - REPRISE DU COMMERCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	34 307,00 €	31,63 %	10 852,10 €
	Montant Total de la subvention		10 852,10 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NO STRESS
Adresse administrative : 53 RUE GRANDE
77250 VILLECERF
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur OLIVIER LE MENAHEZE

N° SIRET : 82987919600014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : Reprise d'un bar brasserie épicerie

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : S'agissant d'une très petite entreprise s'installant dans une commune rurale peu dotée en commerces de proximité et à l'attractivité faible, même si une partie des investissements est déjà anticipée, le reste à charge reste conséquent, risquant de compromettre sa pérennité dans le temps. En l'espèce, l'achat du fonds de commerce a été entrepris au mois de juin 2017.

Objectifs :
Il s'agit de la reprise d'un bar brasserie épicerie, localisé dans le centre-bourg de Villecerf, commune rurale de la Seine-et-Marne, comprenant 707 habitants.
Le local est la propriété de la commune depuis 2014 qui l'a préempté pour maintenir la dernière activité commerciale locale. La reprise de ce commerce constitue une opportunité pour son maintien, et pour le développement de l'offre de services aussi à destination des habitants : des animations ainsi qu'une activité de restauration plus étoffée sont prévues.

Ce projet de reprise est accompagné par la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Seine-et-Marne.

Description :
Le coût total des investissements est de 34 307 € HT, incluant la prestation d'ingénierie déployée par la CCI de la Seine-et-Marne.

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. La présente aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Elle s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention d'un montant global de 10 852.10 € se décompose de la manière suivante :
- un montant d'investissements éligibles de 33 507 € auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit une subvention de 10 052.10 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € finançant la prestation d'ingénierie.

Localisation géographique :
- VILLECERF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat du fonds de commerce	22 500,00	65,58%
Achat d'équipements et mobiliers professionnels (pose d'un store banne, toaster, rôtissoire, balance électronique, petit électroménager)	11 007,00	32,08%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	2,33%
Total	34 307,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	10 052,10	29,30%
Aide régionale - ingénierie	800,00	2,33%
Fonds propres	23 454,90	68,37%
Total	34 307,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 852,10 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026060

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : RESTAURANT/TRAITEUR/SALON DE THÉ SARL LES CEDRES PHENICIA - CRÉATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	114 904,00 €	30,49 %	35 031,20 €
		Montant Total de la subvention	35 031,20 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES CEDRES PHENICIA
Adresse administrative : 74 ROUTE DE CHARTRES
91440 BURES-SUR-YVETTE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur RICHARD FORTUNAT

N° SIRET : 48399043800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : création d'un restaurant traiteur salon de thé libanais

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Il s'agit de la création d'un restaurant traiteur salon de thé libanais dans le centre-ville de Bures-sur-Yvette, commune de 9 708 habitants localisée en Essonne. La création de ce restaurant confortera l'offre commerciale de la ville à destination des habitants.

Ce commerce emploiera 4 salariés. Le projet de création est accompagné par la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne.

Description :
Le coût total des investissements est de 169 293 € HT. Le montant des dépenses éligibles, incluant la prestation d'accompagnement déployée par la CCI, est de 126 018 € (hors achat de matériels informatique et de bureau, et véhicules). Le montant des dépenses éligibles est de 114 904 €.

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire

face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. La présente aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Elle s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention d'un montant global de 35 031.20 € se décompose de la manière suivante :
- un montant de travaux d'aménagement et d'achat d'équipements éligibles de 114 104 € auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit une subvention de 34 231.20 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € finançant la prestation d'ingénierie.

Localisation géographique :
- BURES-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement (façade, électricité et plomberie)	75 000,00	65,27%
Achat d'équipements et mobiliers professionnels (équipement salle, mobilier restaurant, équipement professionnel hors ustensiles et vaisselle)	39 104,00	34,03%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	0,70%
Total	114 904,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	34 231,20	29,79%
Aide régionale - ingénierie	800,00	0,70%
Fonds propres	79 872,80	69,51%
Total	114 904,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	17 515,60 €
2018	17 515,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026095

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : PÂTISSERIE LE JARDIN SUCRE - DÉVELOPPEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	55 800,00 €	30,00 %	16 740,00 €
	Montant Total de la subvention		16 740,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE JARDIN SUCRE
Adresse administrative : 10 PLACE PAUL GRIMAULT
78720 CERNAY-LA-VILLE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame MELANIE LHERITIER

N° SIRET : 75233622200027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : achat d'équipements professionnels.

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans le cadre de son développement, la pâtisserie le Jardin Sucré, localisée à Cernay-La-Ville, commune rurale des Yvelines de 1 614 habitants (membre du PNR de la Haute Vallée de Chevreuse) envisage d'augmenter sa capacité de production de macarons en achetant de nouveaux équipements de laboratoire.

Une partie de sa production servira à alimenter sa nouvelle boutique à ouvrir en octobre 2017, à Paris.

Elle emploie actuellement 1 vendeur, à Cernay.

Description :
Le coût total des investissements HT est de 68 000 €. Le montant des dépenses éligibles est de 55 800 € (hors consommables, véhicule, communication...).

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. La présente aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Elle s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des investissements éligibles s'élève à 55 800 € auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit une subvention totale de 16 740 €.

Localisation géographique :

- CERNAY-LA-VILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'équipements et mobiliers professionnels (chariot pour four, vitrine réfrigérée, meuble banque, armoires)	55 800,00	100,00%
Total	55 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	16 740,00	30,00%
Fonds propres	39 060,00	70,00%
Total	55 800,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	16 740,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026106

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : BOULANGERIE SAS CHARPANTIER - REPRISE DU COMMERCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	238 460,00 €	21,30 %	50 800,00 €
	Montant Total de la subvention		50 800,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAS CHARPANTIER
Adresse administrative : 20 PLACE ARISTIDE PARTOIS
95690 NESLES-LA-VALLEE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur XAVIER CHARPANTIER

N° SIRET : 83086659600018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : acquisition du fonds de commerce et achat d'équipements professionnels.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : S'agissant d'une très petite entreprise s'installant dans une commune rurale peu dotée en commerces de proximité et à l'attractivité faible, même si une partie des investissements est déjà anticipée, le reste à charge reste conséquent, risquant de compromettre sa pérennité dans le temps. En l'espèce, l'achat du fonds a été entrepris le 1er août 2017.

Objectifs :
Il s'agit de la reprise d'une boulangerie pâtisserie localisée dans le centre-bourg de Nesles-la-Vallée, commune de 1 780 habitants, membre du PNR du Vexin Français. Cette boulangerie continuera de livrer les différents établissements scolaires.

La boulangerie emploiera une vendeuse, et prévoit d'embaucher un nouveau boulanger, en plus des 2 cogérants salariés.

Ce projet est accompagné par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Val d'Oise.

Description :
Le coût total des investissements est de 238 460 € HT, incluant la prestation déployée par la CCI.

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. La présente aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Elle s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention d'un montant global de 50 800 € se décompose de la manière suivante :
- un montant d'investissements éligibles de 237 660 € auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit une subvention de 50 000 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € finançant la prestation d'ingénierie.

Localisation géographique :
- NESLES-LA-VALLEE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat du fonds de commerce	195 000,00	81,77%
Achat d'équipements professionnels (dresseuse, pétrin, tempéreuse)	42 660,00	17,89%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	0,34%
Total	238 460,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	50 000,00	20,97%
Aide régionale - ingénierie	800,00	0,34%
Fonds propres	187 660,00	78,70%
Total	238 460,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 400,00 €
2018	25 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026122

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : RESTAURANT SAS MSDD - REPRISE DU COMMERCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	29 075,93 €	30,00 %	8 722,78 €
	Montant Total de la subvention		8 722,78 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MSDD
Adresse administrative : 5/7 GRANDE RUE
78720 DAMPIERRE-EN-YVELINES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame SOPHIE DUMOND

N° SIRET : 83106490200016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : reprise d'un restaurant

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :S'agissant d'une très petite entreprise s'installant dans une commune rurale peu dotée en commerces de proximité et à l'attractivité faible, même si une partie des investissements est déjà anticipée, le reste à charge reste conséquent, risquant de compromettre sa pérennité dans le temps. En l'espèce, la prise à bail a été faite le 1er juillet 2017. Les premiers investissements ont été aussi engagés dès cette période.

Objectifs :
Il s'agit de la reprise d'un restaurant, localisé dans le centre-bourg de Dampierre-en-Yvelines, au sein du PNR de la Haute Vallée de Chevreuse. La gérante, originaire de la ville, et ayant déjà géré un restaurant à Paris, souhaite développer cette activité de restauration en y adjoignant un bar à vins et un service traiteur, inexistants dans la ville.

Le restaurant emploiera une cuisinière, récemment diplômée d'une école hôtelière.

Description :
Le coût total des investissements est de 29 075,93 € HT, correspondant aux dépenses de travaux de

rénovation du local et à l'achat d'équipements professionnels.

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. La présente aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Elle s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des investissements éligibles s'élève à 29 075.93 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit une subvention de 8 722.78 €.

Localisation géographique :

- DAMPIERRE-EN-YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation (menuiserie, peinture, plâtrerie, électricité, lambris, parquet toilettes, terrasse)	21 607,00	74,31%
Achat d'équipements professionnels (plancha, friteuse, hotte, fourneaux, vitrine réfrigérée, chambre froide, lave-vaisselle...)	7 468,93	25,69%
Total	29 075,93	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	8 722,78	30,00%
Fonds propres	20 353,15	70,00%
Total	29 075,93	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 722,78 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026123

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : BOULANGERIE/PÂTISSERIE SARL KERJAN - REPRISE DU COMMERCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	151 737,00 €	30,37 %	46 081,10 €
	Montant Total de la subvention		46 081,10 €

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700
15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KERJAN
Adresse administrative : 8 GRANDE PLACE
95450 SAGY
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur REMI KERJAN

N° SIRET : 83066856200010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Objet du projet : reprise du commerce.

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Il s'agit de la reprise d'une boulangerie pâtisserie, localisée dans le centre-bourg de Sagy, commune rurale de 1 137 habitants, au sein du PNR du Vexin Français.

Le local commercial ainsi que le logement à l'étage sont la propriété de la commune qui les a acquis il y a 10 ans, dans un objectif de maintien de l'activité commerciale. La commune est très peu dotée en commerces : une boucherie et un bar/brasserie.

La zone de chalandise de la boulangerie est locale : la clientèle est la population de la commune et des communes avoisinantes qui ne sont pas dotées de ce commerce de base. Elle continuera d'alimenter les établissements scolaires, et la brasserie locale.

Elle emploiera 1 salariée vendeuse.

Ce projet de reprise est accompagné par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Val d'Oise.

Description :
Le coût total des investissements est de 151 737 €, incluant la prestation déployée par la CCI du Val d'Oise.

Intérêt régional : Le Pacte rural traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Pour faire face aux problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés, le Pacte rural, au travers de ses différents axes, se veut une réponse pour rétablir l'égalité d'accès, pour ses habitants, à une offre de services, dans la proximité. La présente aide régionale s'adresse aux commerces de proximité. Elle a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux. Elle s'inscrit au coeur du volet économique du Pacte rural.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention d'un montant global de 46 081.10 € se décompose de la manière suivante :
- un montant total d'investissements (achat du fonds de commerce et équipements professionnels) pour un coût de 151 737 € auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit une subvention de 45 281.10 € ;
- un montant de 800 €, finançant la prestation d'ingénierie.

Localisation géographique :
- SAGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat du fonds de commerce	144 000,00	94,90%
Achat d'équipements professionnels (four)	6 937,00	4,57%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	0,53%
Total	151 737,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	45 281,10	29,84%
Aide régionale - ingénierie	800,00	0,53%
Fonds propres	105 655,90	69,63%
Total	151 737,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	23 040,55 €
2018	23 040,55 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-447

DU 18 OCTOBRE 2017

MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE RÉGIONALE POUR UNE AGRICULTURE DURABLE ET DE PROXIMITÉ : PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL (FEADER) AGRICULTURE PÉRIURBAINE AGRICULTURE ET FILIÈRES 5ÈME AFFECTATION 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la Politique agricole commune, et abrogeant les règlements (CEE) n°352/78, (CE) n°165/94, (CE) n°2799/98, (CE) n°814/2000, (CE) n°1200/2005 et n°485/2008 ;

Vu le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

Vu le règlement (UE) n°702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, et notamment son article 78 ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des Programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 ;

Vu le régime cadre notifié n° SA 41595 (2016/N-2) - Partie B relatif aux aides au développement de la sylviculture et à l'adaptation au changement climatique en date du 12 août 2016 ;

Vu le Programme de développement rural FEADER de la Région Ile-de-France pour la période de programmation 2014-2020 ;

Vu Le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

Vu la délibération n° CR 77-14 du 21 novembre 2014 relative à la Stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité ;

Vu la délibération n° CR 10-15 du 13 février 2015 relative à la Convention cadre triennale entre la Région et la chambre régionale d'agriculture, la chambre d'agriculture interdépartementale Ouest Ile-de-France, la chambre d'agriculture de Seine-et- Marne et l'établissement régional de l'élevage ;

Vu la délibération n° CR 77-14 du 21 novembre 2014 relative à la Stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité en Ile-de-France, modifiée par l'article 2 de la délibération n° CR 42-15 du 18 juin 2015 ;

Vu la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attribution du Conseil régional à sa Commission permanente ;

Vu la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

Vu la délibération n° CR 203-16 du 17 novembre 2016 relative aux actions en faveur de l'agriculture et de la forêt : Installation – Innovation – Forêt ;

Vu la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

Vu la délibération n° CP 15-117 du 29 janvier 2015 approuvant la convention relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France ;

Vu la convention triennale d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et le Centre Régional de Valorisation et d'Innovation agricole et alimentaire de Paris – Ile-de-France approuvée par délibération n° CR 77-14 du 21 novembre 2014 et signée le 5 mars 2015 ;

Vu la convention entre la Région Ile-de-France et l'INRA pour la mise en œuvre du Programme PSDR 4 approuvée par délibération n° CR 77-14 du 21 novembre 2014 et signée le 7 aout 2015 ;

Vu la convention-cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Région Île-de-France et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la période de programmation 2014-2020 approuvée par délibération n° CP 15-701 du 8 octobre 2015 et signée le 11 décembre 2015 et son avenant n° 1 approuvé par délibération n° CR 203-16 du 17 novembre 2016 et signé le 15 mars 2017 ;

Vu la convention entre la Région Ile-de-France, le CERVIA et l'ASP relative à la gestion du dispositif QUALITAIR approuvée par délibération n° CP 15-212 du 9 avril 2015 et signée le 10 novembre 2016 ;

Vu le budget 2017 de la Région Ile-de-France ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-447 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-

France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « **MAEC - Mesures agro-environnementales et climatiques** » au financement des projets des agriculteurs par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 500 000,00 €.

Affecte en faveur de l'Agence de services et de paiement (ASP) une autorisation d'engagement d'un montant de **500 000,00 €** disponible sur le Chapitre budgétaire 939 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie » ; Programme HP93-003 (193003) « Actions agri-environnementales » ; Action 19300306 « Agriculture et environnement » du budget 2017.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif « **Aides aux investissements à vocation environnementale** » au financement de l'acquisition par des agriculteurs de matériel agricole à caractère productif et non productif par l'attribution d'une dotation 2017.

Affecte en faveur de l'Agence de Services et de Paiement (ASP) une autorisation de programme d'un montant de **540 000,00 €** disponible sur le Chapitre 909 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, Pêche, Agro-industrie » ; Programme HP 93-004 (193004) « Agriculture et environnement » ; Action 19300405 « Agriculture et environnement » du budget 2017.

Article 3 :

Décide de participer au titre du dispositif « **Soutien à la filière Forêt-bois** » au financement d'opérations d'investissement dans le secteur de la forêt et du bois par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 700 000,00 €.

Affecte en faveur de l'agence de services et de paiement (ASP) une autorisation de programme d'un montant de **700 000,00 €** disponible sur le Chapitre 909 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie » ; Programme HP93-001 (193001) « Soutien au secteur de l'agriculture et de l'agro-alimentaire» ; Action 19300108 « Soutien aux filières », du budget 2017.

Article 4 :

Décide de participer au titre du dispositif **« DIVAIR »**, au financement de la mise en œuvre du dispositif, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 1 000 000,00 €.

Affecte en faveur de l'Agence de services et de paiement (ASP) une autorisation de programme d'un montant de **1 000 000,00 €**, disponible sur le Chapitre budgétaire 909 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie » ; Programme HP 93-001 (193001) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire » ; Action 19300109 « Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits » du budget 2017.

Article 5 :

Décide de participer au titre du dispositif **« PRIMVAIR »**, au financement de la mise en œuvre du dispositif, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 2 000 000,00 €

Affecte en faveur de l'Agence de services et de paiement (ASP) une autorisation de programme d'un montant de **2 000 000,00 €**, disponible sur le Chapitre budgétaire 909 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie » ; Programme HP93-001 (193001) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire » ; Action 19300109 « Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits » du budget 2017.

Article 6 :

- Décide de participer au titre du dispositif **« Programme PSDR (Pour et Sur le Développement Régional) »** au financement du projet figurant en annexe n° 2 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 128 000,00 €

Affecte en faveur de l'INRA une autorisation d'engagement d'un montant de **128 000,00 €** disponible sur le Chapitre budgétaire 939 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie » ; Programme HP 93-003 « Actions agri-environnementales » ; Action 19300307 « Agriculture péri-urbaine » du budget 2017.

Approuve l'avenant n° 1 à la convention relative à la prorogation de la mise en œuvre du programme PSDR4 ci-joint en annexe n° 4 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 7 :

Décide de participer au titre du soutien à l'amélioration de la qualité des entreprises « **du champ à l'assiette** », au financement de la mise en œuvre du dispositif QUALITAIR en 2017.

Affecte en faveur de l'ASP une autorisation de programme d'un montant de **500 000,00 €,** disponible sur le Chapitre budgétaire 909 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie » ; Programme HP93-001 (193001) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire »; Action 19300109 « Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits » du budget 2017.

Affecte en faveur de l'ASP une autorisation d'engagement de **7 500,00 €** disponible sur le Chapitre budgétaire 939 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie » ; Programme HP 93-001 « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire » ; Action 19300112 « Soutien aux filières » du budget 2017, pour les frais de gestion 2017 au titre de ce dispositif.

Article 8 :

Affecte en faveur du CERVIA une autorisation d'engagement d'un montant de **405 000,00 €** au titre d'une subvention de fonctionnement pour l'année 2017, complémentaire au solde affecté par délibération n° CP 17-351 du 5 juillet 2017, disponible sur le Chapitre budgétaire 939 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie » ; Programme HP 93-002 « Valorisation de la production agricole et agroalimentaire » ; Action 19300202 « CERVIA » du budget 2017. Cette subvention complémentaire sera versée sur la base des justificatifs prévus pour le versement du solde.

Article 9 :

Décide de participer en fonctionnement, au titre de la « **Convention cadre triennale entre la Région et la chambre régionale d'agriculture, la chambre d'agriculture interdépartementale Ouest Ile-de-France, la chambre d'agriculture de Seine-et- Marne et l'établissement régional de l'élevage** » au financement du projet de la Chambre Régionale d'Agriculture.

Affecte une autorisation d'engagement de **100 000,00 €** disponible sur le Chapitre budgétaire 939 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie » ; Programme HP 93-001 « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire » ; Action 19300111 « Appui à la Transmission Reprise des Exploitations Agricoles» du budget 2017.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 16-432 de la Commission permanente du 21 septembre 2016, modifiée par les dispositions des délibérations n° CP 2017-103 du 8 mars 2017 et CR 2017-51 du 9 mars 2017.

Article 10 :

- Décide de participer, au titre du dispositif « **Convention Jeunes Agriculteurs »,** au financement du projet de Jeunes Agriculteurs Région Ile-de-France.

Affecte une autorisation d'engagement de **150 000,00 €** disponible sur le Chapitre budgétaire 939 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie » ; Programme HP 93-001 « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire » ; Action 19300111 « Appui à la Transmission Reprise des Exploitations Agricoles » du budget 2017.

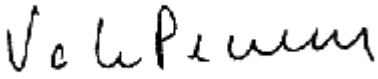
Article 11 :

Suite à une erreur matérielle, il convient de prendre en compte les dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après :

Dossier code	N° et date de délibération	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17008805	CP 2017-228 du 5/07/17	Développement de la brasserie « PACHAMAMA »	SYBOPE	03/04/2017
17009741	CP 2017-228 du 5/07/17	Création d'une unité de production de produits laitiers	I GREC	11/03/2017

Approuve l'avenant n° 1 correspondant à ces modifications ci-joint en annexe n° 3. Les fiches projets n° 17008805 et 17009741 ci-jointes en annexe n° 2 à la présente délibération remplacent celles annexées à la délibération n° CP 2017-228 du 5 juillet 2017.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N° 1 : ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-447	Budget	2017

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**93 - Agriculture, pêche, agro-industrie**
Programme	**193001 - Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro- alimentaire**
Action	**19300108 - Soutien aux filières**

Dispositif : N° 00000979 - Soutien à la filière forêt-bois

Dossier	17013766 - SOUTIEN AU SECTEUR FORESTIER - 2EME AFFECTATION 2017			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	700 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
700 000,00 €	HT	100 %	700 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000979 - Soutien à la filière forêt-bois	700 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 93 - 193001 - 19300108	700 000,00 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**93 - Agriculture, pêche, agro-industrie**
Programme	**193001 - Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro- alimentaire**
Action	**19300109 - Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits**

Dispositif : N° 00000888 - PRIMVAIR

Dossier	17012696 - PRIMVAIR - 2ème DOTATION 2017			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 000 000,00 €	HT	100 %	2 000 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000888 - PRIMVAIR	2 000 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-447	Budget	2017

Dispositif : N° 00000889 - QUALITAIR

Dossier	17014437 - DISPOSITIF QUALITAIR DOTATION 2017			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	500 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
500 000,00 €	HT	100 %	500 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000889 - QUALITAIR	500 000,00 €

Dispositif : N° 00000890 - DIVAIR

Dossier	17012929 - DIVAIR -2ème DOTATION 2017			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 000 000,00 €	HT	100 %	1 000 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000890 - DIVAIR	1 000 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 93 - 193001 - 19300109	3 500 000,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**93 - Agriculture, pêche, agro-industrie**
Programme	**193001 - Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro- alimentaire**
Action	**19300111 - Appui à la transmission reprise des exploitations agricoles**

Dispositif : N° 00000898 - Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)

Dossier	17013775 - MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME REGIONAL INSTALLATION TRANSMISSION 2017 (PRIT)			
Bénéficiaire	R15962 - CHAM REG D'AGRICULTURE CRA SEINE ET MARNE ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
125 228,00 €	HT	79,85 %	100 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000898 - Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	100 000,00 €

Dispositif : N° 00000981 - Convention Jeunes Agriculteurs

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-447	Budget	2017

Dossier	17014466 - CONVENTION JEUNES AGRICULTEURS ILE DE FRANCE			
Bénéficiaire	P0035635 - JEUNES AGRICULTEURS REGION ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
187 500,00 €	HT	80 %	150 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000981 - Convention Jeunes Agriculteurs	150 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 93 - 193001 - 19300111	250 000,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**93 - Agriculture, pêche, agro-industrie**
Programme	**193002 - Valorisation de la production agricole et agro-alimentaire**
Action	**19300202 - Centre régional de valorisation et d'innovation agricole et agro-alimentaire de Paris Ile-de-France**

Dispositif : N° 00000492 - OA / Centre Régional de Valorisation et d'Innovation Agricole et Alimentaire de Paris Ile-de-France (CERVIA)

Dossier	17013907 - MANIFESTATIONS ET STRUCTURATION DES FILIERES			
Bénéficiaire	R34091 - CERVIA			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	405 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
405 000,00 €	HT	100 %	405 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000492 - OA / Centre Régional de Valorisation et d'Innovation Agricole et Alimentaire de Paris Ile-de-France (CERVIA)	405 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 93 - 193002 - 19300202	405 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-447	Budget	2017

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**93 - Agriculture, pêche, agro-industrie**
Programme	**193003 - Actions agri-environnementales**
Action	**19300306 - Agriculture et environnement**

Dispositif : N° 00000445 - MAEC - Aides aux agriculteurs

Dossier	17013763 - MISE EN OEUVRE DES MAEC (MESURES AGRO-ENVIRONNEMENTALES ET CLIMATIQUES) 2EME AFFECTATION 2017			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	500 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
500 000,00 €	HT	100 %	500 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000445 - MAEC - Aides aux agriculteurs	500 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 93 - 193003 - 19300306	500 000,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**93 - Agriculture, pêche, agro-industrie**
Programme	**193003 - Actions agri-environnementales**
Action	**19300307 - Agriculture périurbaine**

Dispositif : N° 00000912 - Programme Pour et Sur le Développement Régional (PSDR) - Fct

Dossier	17013771 - PROGRAMME POUR ET SUR LE DEVELOPPEMENT REGIONAL - INRA			
Bénéficiaire	R20236 - INRA INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	128 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
256 000,00 €	HT	50 %	128 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000912 - Programme Pour et Sur le Développement Régional (PSDR) - Fct	128 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 93 - 193003 - 19300307	128 000,00 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**93 - Agriculture, pêche, agro-industrie**
Programme	**193004 - Agricuture et environnement**
Action	**19300405 - Agriculture et environnement**

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-447	Budget	2017

Dispositif : N° 00000467 - Investissements productifs à vocation environnementale

Dossier	17012943 - MISE EN OEUVRE DES INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS A VOCATION ENVIRONNEMENTALE 2ème AFFECTATION 2017			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	350 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
350 000,00 €	HT	100 %	350 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000467 - Investissements productifs à vocation environnementale	350 000,00 €

Dispositif : N° 00000468 - Investissements non productifs à vocation environnementale

Dossier	17012945 - MISE EN OEUVRE DES INVESTISSEMENTS NON PRODUCTIFS A VOCATION ENVIRONNEMENTALE			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	190 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
190 000,00 €	HT	100 %	190 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000468 - Investissements non productifs à vocation environnementale	190 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 93 - 193004 - 19300405	540 000,00 €

ANNEXE N° 2 : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013771

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : PROGRAMME POUR ET SUR LE DEVELOPPEMENT REGIONAL - INRA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme Pour et Sur le Développement Régional (PSDR) - Fct	256 000,00 €	50,00 %	128 000,00 €
	Montant Total de la subvention		128 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-65738-193003-1700
19300307- Agriculture périurbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INRA INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE
Adresse administrative : 147 RUE DE L'UNIVERSITE
75338 PARIS 07 CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur Benoit MALPAUX, Président

N° SIRET : 18007003901803

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme Pour et Sur le Développement Régional (PSDR) - Fct
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Objet du projet : PSDR 4

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif est la mise en œuvre du programme de recherche «Pour et Sur et le Développement Régional » (PSDR 4) mené par l'INRA et ses partenaires IRSTEA, IFSTTAR et AgroParisTech pour l'année 2017-2018.

Le programme « Pour et Sur le Développement Régional » (PSDR) est un programme de recherche national décliné au niveau des Régions qui souhaitent s'engager dans un dispositif de recherche partenariale entre chercheurs et acteurs régionaux.

Description :
L'affectation de 128 000 € présentée dans ce rapport concerne la seconde tranche de participation régionale pour l'année 2017-2018 au titre du dispositif PSDR.

Les cinq projets sélectionnés, qui sont mis en œuvre depuis janvier 2016, sont décrits ci-dessous.

1. PROLEG: Ecologisation de l'agriculture via les produits résiduaires et les légumineuses pour améliorer les services éco systémiques

Objectif du projet :
L'objectif du projet est la construction d'un outil d'évaluation des services et disservices éco systémiques associés à l'introduction de légumineuses et l'usage de matières fertilisantes d'origine résiduaires visant à limiter le recours aux intrants de synthèse dans la fertilisation des cultures.

Pour cela, différentes expérimentations sont menées en partenariat avec la Chambre d'Agriculture.

Porteur scientifique : INRA
Partenaires socio-économiques:
Chambre d'Agriculture IDF, APPVPA (Association Patrimoniale de la Plaine de Versailles et du Plateau des Alluets), Terres Innovia, SMAROV (Syndicat Mixte D'assainissement De La Région Ouest De Versailles), CA Versailles Grand Parc, Terre et Cité.

2. AGRIGE
Archipels agriurbains résistances et gouvernances

Objectif du projet : Comment penser ensemble « ville et agriculture » ? L

Porteur scientifique : AgroParisTech

Partenaires socio-économiques: CAUE IDF (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement); ADADSA (Association pour le développement agricole durable en Seine Aval), APPVPA, Triangle Vert, CA Cœur d'Essonne, Plaine d'Avenir 78, Terre et Cité, Conseil Départemental 77.

3. BRIE'EAU V

Objectif du projet :
Proposer une démarche partenariale pour protéger les ressources d'un bassin versant par l'intégration de zones tampons.

Porteur scientifique : IRSTEA (Institut national de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture)
Partenaires socio-économiques: Chambre d'Agriculture 77,
AQUI'Brie (Association pour la connaissance et la protection de l'aquifère du Champigny), DDT 77, BIOTOPE (bureau d'études spécialisé en ingénierie écologique).

4. CAP IDF: Gouvernance foncière de l'agriculture de proximité

Objectif du projet : comprendre les logiques de localisation et de diversification des activités agricoles de proximité autour des pôles urbains franciliens.

Porteur scientifique : INRA
Partenaires socio-économiques:
SAFER IDF (Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural); Parc Naturel Régional du Gâtinais, Réserve de Biosphère de Fontainebleau, EPA Plaine de France,
CA Grand Roissy Porte de France, Terres de Lien.

5. DYNAMIQUES
Dynamiques de la biodiversité et des services éco systémiques pendant le développement périurbain

Objectif du projet :
Le projet vise à comprendre et décrire les dynamiques de la biodiversité et des services éco systémiques pour anticiper les effets du développement périurbain sur ces services éco systémiques.

Porteur scientifique : UP SUD (Université Paris-Sud, Orsay)

Partenaires socio-économiques:
EPPS (Etablissement Public Paris Saclay),
Terre et Cité.

Le montant de l'affectation annuelle se fait dans la limite du montant global prévu dans la convention cadre.

Intérêt régional : Le programme PSDR a pour but de contribuer au développement régional et territorial et débouche sur des opérations de recherche-développement réalisées en partenariat avec des acteurs locaux.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les bénéficiaires appartiennent à la fois au secteur de la recherche et au secteur socio-économique de l'agriculture (Chambres d'agriculture, bureau d'études, associations soutenant le développement de l'agriculture ...).
Les cinq projets ont l'ambition de nouer des partenariats permettant des retombées pour les acteurs socio-économiques (valorisation d'essais expérimentaux, pistes d'actions pour lutter contre l'urbanisation des terres agricoles, solutions pour la régulation de ravageurs agricoles...).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel	130 000,00	50,78%
Fonctionnement (consommables, frais de mission, communication)	75 000,00	29,30%
Sous-traitance	51 000,00	19,92%
Total	256 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional	128 000,00	50,00%
INRA	128 000,00	50,00%
Total	256 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	64 000,00 €
2018	64 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI) - fonctionnement	274 600,00 €
2014	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	202 258,47 €
2014	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	900 000,00 €
2014	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	632 000,00 €
2015	Programme Pour et Sur le Développement Régional (PSDR) - Fct	160 000,00 €
2015	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	750 000,00 €
2015	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	328 000,00 €
2015	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	764 520,00 €
2016	Programme Pour et Sur le Développement Régional (PSDR) - Fct	105 300,00 €
2016	SESAME	130 000,00 €
2016	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	150 000,00 €
2016	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	650 000,00 €
	Montant total	4 282 158,47 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013775

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME REGIONAL INSTALLATION TRANSMISSION 2017 (PRIT)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	125 228,00 €	79,85 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-65738-193001-1700
19300111- Appui à la transmission reprise des exploitations agricoles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAM REG D'AGRICULTURE CRA SEINE ET MARNE ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur Hervé BILLET, Président

N° SIRET : 18750013700042

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR10-15 modifiée du 13/02/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
L'action porte sur l'animation et la mise en œuvre opérationnelle, au titre de l'année 2017, du programme d'action régional en faveur de l'installation transmission, en partenariat avec les Chambres départementales et les Jeunes agriculteurs, ainsi que l'ensemble des opérateurs de l'installation en Ile de France (SAFER, pôle Abiosol, acteurs des filières et des territoires et plus largement l'ensemble des membres du CRIT).

Description :
Le programme d'action se découpe en 6 grands piliers :
1/ Piloter, animer et communiquer sur le programme

Il s'agira notamment de coordonner le programme et de mettre en place un Observatoire de l'installation et de la transmission
2/ Accompagner les transmission
Information et sensibilisation des cédants, accompagnement des démarches individuelles
3/ Accompagner les reprises et l'installation en agriculture
Informer des démarches en format individuel ou collectif, accompagner et suivre les projets
4/ Promouvoir le métier d'agriculteur et l'installation
Redéfinir une nouvelle stratégie de communication et la mettre en oeuvre
5/ Mettre en relation des acteurs de l'installation autour du foncier
Développer et animer une veille foncière citoyenne, mobiliser le foncier disponible et favoriser l'accès au foncier des porteurs de projet
6/ Mettre en ouvre des actions ciblées sur des territoires et des filières fragilisées
Contribuer à la sensibilisation dans le cadre d'animation territoriale et renforcer les actions de transmission reprise dans les filières fragilisées (élevage et agriculture spécialisée)

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coûts internes	119 228,00	95,21%
Coûts externes	3 000,00	2,40%
Dépenses de communication	3 000,00	2,40%
Total	125 228,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil Régional Ile-de-France	100 000,00	79,85%
Autofinancement	25 228,00	20,15%
Total	125 228,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ATREA (volet 1) - Appui à la transmission et à la reprise des exploitations	75 051,80 €

	agricoles (programme d'information et d'accompagnement)	
2014	ATREA volet 2 - Appui à la Transmission Reprise des Exploitations Agricoles	6 900,00 €
2014	PASS Filière - Animation du plan d'action	60 000,00 €
2015	Mise en œuvre de la convention "Chambres"	179 268,00 €
2016	Convention chambres "Innovation"	1 000 000,00 €
2016	Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	340 000,00 €
2016	Mise en œuvre de la convention « Chambres » (investissement)	800 000,00 €
2016	PASS Filière - Animation du plan d'action	50 000,00 €
	Montant total	2 511 219,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014466

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : CONVENTION JEUNES AGRICULTEURS ILE DE FRANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention Jeunes Agriculteurs	187 500,00 €	80,00 %	150 000,00 €
	Montant Total de la subvention		150 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
19300111- Appui à la transmission reprise des exploitations agricoles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JEUNES AGRICULTEURS REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 7 RUE DU LOUVRES
75001 PARIS
Statut Juridique : Syndicat
Représentant : Monsieur ALEXANDRE RUECHE, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 79827381900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Convention Jeunes Agriculteurs
Rapport Cadre : CR203-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mise en oeuvre d'un programme intégré de communication autour du métier d'agriculteur et d'accompagnement de l'installation en Ile-de-France.

Description :
Poursuite des actions prévues dans la convention cadre. En particulier, il s'agit de mettre en place le volet de communication sur le métier d'agriculteur, auprès des établissements scolaires et d'un public plus large.

Ces actions seront conduites en partenariat avec d'autres acteurs agricoles.

Moyens mis en œuvre :
Agents des Jeunes Agriculteurs, prestations externes

Intérêt régional : Encourager et accompagner les projets d'installation en agriculture en Ile-de-France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément aux dispositions de la convention cadre approuvée par délibération n° CR 16-2013, la subvention est calculée sur la base d'une assiette subventionnable de 187 500 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel et frais externes	187 500,00	100,00%
Total	187 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Ile-de-France	150 000,00	80,00%
Autofinancement	37 500,00	20,00%
Total	187 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	75 000,00 €
2018	75 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Convention Jeunes Agriculteurs	63 000,00 €
	Montant total	63 000,00 €

ANNEXE N° 3 : AVENANT N° 1 A LA CONVENTION ALIMENTAIR

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION
relative au financement par la Région Ile de France du projet « intitulé du projet» dans le cadre du dispositif ALIMENTAIR

La REGION D'ILE-DE-FRANCE, sise au 33, rue Barbet de Jouy, 75 007 PARIS
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE en vertu de la délibération n° CP 2017-447 du 18 octobre 2017 et ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

et

Bénéficiaire
Statut juridique
domicilié au « adresse »
représenté par « nom du représentant » « titre » « fonction »
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif régional ALIMENTAIR adopté par l'Assemblée Délibérante n° CR 77-14 du 21 novembre 2014. Sa demande a été pré-instruite par le CERVIA Paris Ile-de-France en vertu de la convention cadre triennale 2015-2017 et retenue par le comité de sélection composé de représentants de la Région et du CERVIA.

VU :

Le Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture.

Le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

La délibération CR 77-14 du 21 novembre 2014 relative au rapport « Stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité en Ile-de-France » et son annexe relative au règlement d'intervention du dispositif ALIMENTAIR ;

La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

Cet avenant a pour objet de modifier la date d'éligibilité des dépenses suite à une erreur matérielle.

La Région a décidé de soutenir le bénéficiaire par délibération n° CP 2017-228 du 5 juillet 2017 pour la réalisation du projet dont le descriptif est rappelé dans l'annexe dénommée « fiche projet » du présent avenant.

Dans cet objectif, elle a accordé au bénéficiaire une subvention d'investissement correspondant à xx % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à xx €, soit un montant maximum de subvention de **xx €**.

ARTICLE 2 – ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du « date de l'accusé de réception de la demande» et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la convention.

ARTICLE 3 – PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent l'avenant n° 1 à la convention proprement dite ainsi que l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée en délibération n° CP 2017-447 du 18 octobre 2017.

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Paris
En 2 exemplaires originaux

Le _____

Pour le bénéficiaire,
(Titre et nom du signataire)
(Cachet de l'organisme)

Le _____

Pour la Région d´Ile de France,
La Présidente,

Valérie PECRESSE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008805

Commission permanente du 5 juillet 2017 CP2017-228 modifiée par la Commission permanente du 18 octobre 2017 CP 2017-447

Objet : DEVELOPPEMENT DE LA BRASSERIE PACHAMAMA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
ALIMENTAIR	85 640,96 €	16,00 %	13 702,55 €
	Montant Total de la subvention		13 702,55 €

Imputation budgétaire : 909-93-20422-193001-1700
19300109- Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYBOPE BRASSERIE ARTISANALE PACHAMAMA
Adresse administrative : 4 RUE DE LA FERME
77690 LA GENEVRAYE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur BORIS PENOT, Président

N° SIRET : 82033127000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : ALIMENTAIR
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 3 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Projet cofinancé LEADER, démarré à la date de transmission du formulaire LEADER en version électronique.

Objectifs :
La SAS SYBOSE développe une activité brassicole à base principalement d'orge (200 g/l) et également de houblon. L'activité de cette entreprise a démarré en août 2016. Le projet s'inscrit dans une volonté de valoriser l'orge maltée locale.
L'objectif du projet est de réaliser des investissements pour accompagner le développement de cette activité de micro-brasserie.

Description :
Le projet a pour objectif d'augmenter la capacité de production de bières pour répondre à une forte

demande du marché de consommation locale (particuliers et restauration hors foyer).
Les investissements portent sur des travaux pour modifier le revêtement du sol et ainsi répondre aux exigences d'hygiène des entreprises agro-alimentaires, ainsi que sur des investissements pour la production, le conditionnement de bières et la distribution.

L'objectif quantitatif est de multiplier par 2 les capacités de production (production visée de 2000 litres de bières par semaine).

Ce projet a un intérêt pour la mutualisation d'achat d'orge dans le cadre d'une collaboration avec des micro-brasseries franciliennes afin de permettre une traçabilité efficace de la part des malteurs.

Ce projet s'inscrit dans la stratégie du territoire du GAL Sud Seine-et-Marne et donnera lieu à une subvention LEADER en contrepartie du financement régional.

Intérêt régional : Développement des entreprises de première transformation de produits agricoles en Ile-de-France.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement et acquisition de gros et petits matériels	85 640,96	100,00%
Total	85 640,96	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	13 702,55	16,00%
LEADER	20 553,83	24,00%
Autofinancement	51 384,58	60,00%
Total	85 640,96	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	13 702,55 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	ALIMENTAIR	13 702,55 €
	Montant total	13 702,55 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17009741

Commission permanente du 5 juillet 2017 CP2017-228 modifiée par la Commission permanente du 18 octobre 2017 CP 2017-447

Objet : CREATION D'UNE UNITE DE PRODUCTION DE PRODUITS LAITIERS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
ALIMENTAIR	221 782,80 €	35,00 %	77 623,98 €
	Montant Total de la subvention		77 623,98 €

Imputation budgétaire : 909-93-20422-193001-1700
19300109- Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : I GREC
Adresse administrative : 9 RUE DES CHARNELLES
78410 BOUAFLE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur MAXIMILIEN DUPUIS, Président

N° SIRET : 80257614000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : ALIMENTAIR
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 11 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Projet démarré à la date de dépôt du dossier.

Objectifs :
L'entreprise I-GREC a été créée par trois jeunes actionnaires non-salariés en 2014 autour d'un petit outil de transformation du lait pour la réalisation de yaourts suivant une recette dite "à la grecque". L'entreprise fabrique des yaourts natures et aromatisés avec de la confiture, dont les durées de vie sont assez courtes (moins de 20 jours) et destinés à des distributeurs et GMS (Grande et Moyenne Surface) de proximité.
L'entreprise a développé un partenariat avec la Ferme de Grignon portant sur l'approvisionnement local de lait. Un nouvel actionnaire a rejoint l'entreprise en 2017.
L'objectif du projet est de réaliser des investissements pour augmenter la capacité de production pour répondre à la forte demande (forte croissance du CA depuis 2015).

Description :
Les investissements portent sur des travaux pour modifier le revêtement du sol et ainsi répondre aux exigences d'hygiène des entreprises agro-alimentaires, ainsi que sur des investissements pour la transformation du lait en yaourt.
L'objectif est d'augmenter par 5 la capacité de production.
Le recrutement d'une salariée pour la vente des produits accompagne cet investissement.

Ce projet a un intérêt pour la valorisation de la production de la filière laitière régionale.

Intérêt régional : Développement des entreprises de première transformation de produits agricoles en Ile-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement et acquisition de matériels de production	221 782,80	100,00%
Total	221 782,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	77 623,98	35,00%
Autofinancement	144 158,82	65,00%
Total	221 782,80	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	38 811,99 €
2018	38 811,99 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	ALIMENTAIR	77 623,98 €
	Montant total	77 623,98 €

ANNEXE N° 4 : AVENANT N° 1 A LA CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME PSDR4

Avenant n° 1 à la convention relative à la Mise en œuvre du programme PSDR4

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

l'INRA (INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE)
dont le statut juridique est : Etablissement public national à caractère administratif
dont le siège social est situé au : 147 rue de l'Université - 75338 PARIS 07 CEDEX
ayant pour représentant Monsieur Benoît MALPAUX, Président de l'INRA Ile-de-France

ci-après dénommé « le Bénéficiaire »

d'autre part,

- Vu la délibération n°CR 77-14 du 21 novembre 2014 relative à une stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité en Île-de-France ;
- Vu la convention entre la Région Île-de-France et l'INRA Île-de-France relative à la mise en œuvre du programme PSDR4 signée le 7 août 2015 ;
- Vu la délibération n°CP 2017-447 du 18 octobre 2017 approuvant le présent avenant.

ARTICLE 1 : objet du présent avenant :

Le présent avenant a pour objet :

- de procéder à la modification de l'article 1 de la convention initiale.

ARTICLE 2 : modification de l'article 1er de la convention initiale, intitulé « Objet » :

L'article 1er de la convention initiale est supprimé et remplacé comme suit :

Par délibération N°CR 77-14 du 21 novembre 2014, la Région Île-de-France a décidé de participer au 4ème cycle du programme « Pour et Sur le Développement Régional » (PSDR 4) mené par l'INRA et ses partenaires (IRSTEA, IFSTTAR et AGROPARITECH) dont le descriptif complet et les modalités de collaboration entre les parties signataires figurent dans l'annexe technique de la présente convention.

Le programme PSDR4 (4ème génération) va se dérouler sur la période 2014-2020. Le budget total alloué au programme francilien sur 6 ans sera d'un montant maximum de 1 300 000 HT à parité entre la Région Ile-de-France (650 000 €) et les acteurs de la recherche (650 000€). L'utilisation et la répartition de l'enveloppe est fonction des résultats de l'appel à projets et des candidatures effectivement retenues qui seront validées en commission permanente du Conseil régional.

Ce budget intègre également les frais liés à l'animation, la communication et la valorisation du programme qui ne peuvent excéder 10% du montant global de la présente convention.

Il sera réparti en frais de fonctionnement (allocations de recherche et autres dépenses de fonctionnement) et en dépenses d'investissement (petits et moyens équipements) à l'issu du processus de sélection des projets.

La subvention régionale est attribuée à l'INRA à l'initiative et responsable du programme selon l'état d'avancement du projet et dans les conditions prévues par la présente convention. L'INRA est autorisé à reverser tout ou partie de la subvention régionale aux organismes de recherche, établissements

d’enseignement supérieur et acteurs socio-économique mobilisés dans les projets de recherche lauréats de l’appel à projet, selon les modalités définies dans des conventions particulières

La présente convention n’est applicable qu’à la subvention versée par la Région Ile-de-France à l’INRA au titre de la gestion financière assurée par l’INRA pour le compte de tous les partenaires-financeurs.

Les fonds alloués par les organismes de recherche et d’enseignement supérieur au programme PSDR 4 ne sont pas soumis aux stipulations de la présente convention. Les stipulations applicables à ces fonds seront fixées dans des conventions distinctes pour chaque organisme.

ARTICLE 3 : dispositions diverses :

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Le présent avenant à la convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties.

Fait à Paris en deux exemplaires originaux

Le

La Présidente
du Conseil Régional d'Île-de-France

Le

Pour le Bénéficiaire
Benoît MALPAUX, Président de l’INRA Ile-de-France
(signature du représentant légal et cachet de l’organisme)

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-493

DU 18 OCTOBRE 2017

BOUCLIER DE SÉCURITÉ
CINQUIÈME SÉRIE D'AFFECTATIONS POUR L'ANNÉE 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.613-13 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 10-16 du 22 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité en Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP 16-132 du 18 mai 2016 relative à la mise en œuvre du bouclier de sécurité, et adoptant les règlements d'intervention régionaux « Soutien à l'équipement en vidéoprotection » et « Soutien à l'équipement des polices municipales » ;

VU La délibération n° CP 16-551 du 16 novembre 2016 relative au bouclier de sécurité modifiant le règlement d'intervention régional « Soutien à l'équipement des polices municipales » et adoptant la convention type relative à ce dispositif ;

VU La délibération n° CP 16-572 du 16 novembre 2016 adoptant la convention-type relative à l'équipement en vidéoprotection et affectant des crédits à ce titre ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-493 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien à l'équipement en vidéoprotection », au financement des projets d'équipement détaillés en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 816 681 €, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 2.

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec les collectivités territoriales bénéficiaires, de conventions conformes à la convention-type adoptée par

délibération n° CP 16-572 du 16 novembre 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **816 681 €,** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » du code fonctionnel 57 « Sécurité » du programme HP 57-001 (157001) « Bouclier de sécurité », action 15700103 « Soutien à l'équipement en vidéoprotection » du budget 2017.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien à l'équipement des polices municipales », au financement d'équipements détaillés en annexe 4 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 24 765 €, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 2.

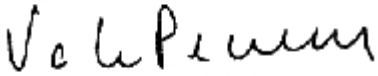
Subordonne le versement des subventions à la signature, avec les collectivités territoriales bénéficiaires, de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 16-551 du 16 novembre 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **24 765 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » du code fonctionnel 57 « Sécurité » du programme HP 57-001 (157001) « Bouclier de sécurité », action 15700104 « Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie » du budget 2017.

Article 3 :

Autorise, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 adoptant le règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau présenté en annexe 1.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : DEROGATION A L'ARTICLE 17 DU RBF

N° de dossier	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17014148	SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE CLAMART	COMMUNE DE CLAMART	01/10/2017
17013998	SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE SCEAUX	COMMUNE DE SCEAUX	01/10/2017
17011499	SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE D'EAUBONNE	COMMUNE D'EAUBONNE	01/07/2017
EX017045	VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE BAGNOLET	COMMUNE DE BAGNOLET	20/09/2017
EX023505	VIDEOPROTECTION – COMMUNE DE BEYNES	COMMUNE DE BEYNES	01/07/2017
EX023603	VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE COULOMMIERS	COMMUNE DE COULOMMIERS	03/07/2017
EX020815	VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE COURBEVOIE	COMMUNE DE COURBEVOIE	01/09/2017
EX019189	VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE LA GARENNE COLOMBES	COMMUNE DE LA GARENNE COLOMBES	01/03/2017
EX024071	VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE LESIGNY	COMMUNE DE LESIGNY	01/10/2017
EX026212	VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE LIZY SUR OURCQ	COMMUNE DE LIZY SUR OURCQ	01/10/2017
EX018750	VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE NANDY	COMMUNE DE NANDY	22/05/2017

ANNEXE 2 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-493	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**57 - Sécurité**
Programme	**157001 - Bouclier de sécurité**
Action	**15700103 - Soutien à l'équipement en vidéo protection**

Dispositif : N° 00000947 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection

Dossier	EX015604 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE MAROLLES-EN-BRIE			
Bénéficiaire	R5 - COMMUNE DE MAROLLES EN BRIE			
Localisation	MAROLLES-EN-BRIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	26 250,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
87 500,00 €	HT	30 %	26 250,00 €	

Dossier	EX017045 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE BAGNOLET			
Bénéficiaire	R1242 - COMMUNE DE BAGNOLET			
Localisation	BAGNOLET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	152 250,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
589 885,00 €	HT	25,81 %	152 250,00 €	

Dossier	EX018750 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE NANDY			
Bénéficiaire	R821 - COMMUNE DE NANDY			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	21 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
149 614,00 €	HT	14,04 %	21 000,00 €	

Dossier	EX019189 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE LA GARENNE COLOMBES			
Bénéficiaire	R1024 - COMMUNE DE LA GARENNE COLOMBES			
Localisation	LA GARENNE-COLOMBES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 888,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
96 294,00 €	HT	30 %	28 888,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-493	Budget	2017

Dossier	EX020815 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE COURBEVOIE			
Bénéficiaire	R1021 - COMMUNE DE COURBEVOIE			
Localisation	COURBEVOIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	54 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
396 358,00 €	HT	13,62 %	54 000,00 €	

Dossier	EX023505 - VIDEOPROTECTION – COMMUNE DE BEYNES			
Bénéficiaire	R513 - COMMUNE DE BEYNES			
Localisation	BEYNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 989,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
46 630,00 €	HT	30 %	13 989,00 €	

Dossier	EX023603 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE COULOMMIERS			
Bénéficiaire	R349 - COMMUNE DE COULOMMIERS			
Localisation	COULOMMIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	170 946,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
569 820,00 €	TTC	30 %	170 946,00 €	

Dossier	EX024071 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE LESIGNY			
Bénéficiaire	R487 - COMMUNE DE LESIGNY			
Localisation	LESIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 483,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 945,00 €	HT	30 %	4 483,00 €	

Dossier	EX024470 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE MOUROUX			
Bénéficiaire	R816 - COMMUNE DE MOUROUX			
Localisation	MOUROUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	225 609,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
752 030,00 €	HT	30 %	225 609,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-493	Budget	2017

Dossier	EX026005 - VIDEOPROTECTION – COMMUNE DE BRUYERES-SUR-OISE			
Bénéficiaire	R81 - COMMUNE DE BRUYERES SUR OISE			
Localisation	BRUYERES-SUR-OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	61 166,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
174 762,00 €	HT	35 %	61 166,00 €	

Dossier	EX026212 - VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE LIZY SUR OURCQ			
Bénéficiaire	R757 - COMMUNE DE LIZY SUR OURCQ			
Localisation	LIZY-SUR-OURCQ			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	58 100,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
166 000,00 €	HT	35 %	58 100,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000947 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection	816 681,00 €

Total sur l'imputation 905 - 57 - 157001 - 15700103	816 681,00 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**57 - Sécurité**
Programme	**157001 - Bouclier de sécurité**
Action	**15700104 - Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie**

Dispositif : N° 00000949 - Soutien à l’équipement des polices municipales

Dossier	17011499 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE D'EAUBONNE			
Bénéficiaire	R104 - COMMUNE D'EAUBONNE			
Localisation	EAUBONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 554,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
28 515,00 €	HT	30 %	8 554,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-493	Budget	2017

Dossier	17013998 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE SCEAUX			
Bénéficiaire	R1038 - COMMUNE DE SCEAUX			
Localisation	SCEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 582,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 943,00 €	HT	29,99 %	3 582,00 €	

Dossier	17014148 - SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE CLAMART			
Bénéficiaire	R1018 - COMMUNE DE CLAMART			
Localisation	CLAMART			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 629,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
42 096,49 €	HT	30 %	12 629,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000949 - Soutien à l’équipement des polices municipales	24 765,00 €

Total sur l'imputation 905 - 57 - 157001 - 15700104	24 765,00 €

ANNEXE 3 : FICHES PROJETS VIDEOPROTECTION

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX015604

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE MAROLLES-EN-BRIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	87 500,00 €	30,00 %	26 250,00 €
	Montant Total de la subvention		26 250,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAROLLES EN BRIE
Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE
94440 MAROLLES-EN-BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Sylvie GERINTE, Maire

N° SIRET : 21940048800017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Marolles-en-Brie

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Afin de compléter son programme de vidéosurveillance urbaine, la ville de Marolles-en-Brie souhaite ajouter 8 caméras suplémentaires, à son réseau actuel de 4 appareils.

Description :
L'installation comporte :
- 2 caméras rue des Orfèvres et rond-point de l'église
- 2 caméras à l'Espace des Buissons
- 1 caméra des Blés d'Or
- 1 caméra rond point de la Saussaye
- 1 caméra rond-point des bois
- 1 caméra rond-point au Centre d'entrainement de Grosbois

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n°CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Marolles-en-Brie.

Localisation géographique :
- MAROLLES-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Vidéoprotection (équipement du local de gestion vidéo, caméra, raccordement et routeur)	87 500,00	100,00%
Total	87 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	26 250,00	30,00%
FIPD (EC)	43 750,00	50,00%
Commune Marolles-en-Brie (ATT)	17 500,00	20,00%
Total	87 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	26 250,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2017	Equipements sportifs de proximité	17 024,20 €
	Montant total	17 024,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX017045

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE BAGNOLET

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	589 885,00 €	25,81 %	152 250,00 €
	Montant Total de la subvention		152 250,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BAGNOLET
Adresse administrative : 1 PLACE SALVADOR ALLENDE
93171 BAGNOLET CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Tony DI MARTINO, Maire

N° SIRET : 21930006800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur Bagnolet

Date prévisionnelle de début de projet : 20 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
La ville de Bagnolet souhaite s'équiper d'un système de vidéoprotection assurant une aide à la police administrative et à la police judiciaire.

Description :
29 caméras vont être mises en place, augmentant ainsi le sentiment de sécurité des habitants et assurant la mise à disposition des forces de l'ordre d'éléments permettant la résolution d'enquêtes.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Bagnolet.

Détail du calcul de la subvention :
Sont inéligibles les dépenses suivantes : étude aléas (40 000€), maintenance (50 000€) et abonnement carte SIM pour BVI (8 400€).

Le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 152 250€ pour 29 caméras, représentant 35% (s'agissant d'une première installation d'un équipement de vidéoprotection sur la commune) de 435 000€.

Localisation géographique :

- BAGNOLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
29 caméras (matériel, montage, raccordement, génie civil, mise en service)	589 885,00	85,70%
Etude aléas (dépense inéligible)	40 000,00	5,81%
Maintenance (dépense inéligible)	50 000,00	7,26%
Abonnement carte SIM pour BVI (dépense inéligible)	8 400,00	1,22%
Total	688 285,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	152 250,00	22,12%
Fonds de soutien à l'investissement local (ec)	398 378,00	57,88%
Commune de Bagnolet (att)	137 657,00	20,00%
Total	688 285,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	76 125,00 €
2019	76 125,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	27 710,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	350 000,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 489 381,00 €
2015	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	12 000,00 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	52 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	16 300,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	11 000,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	13 353,20 €
2017	Fonds Propreté	61 500,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 4	239 364,46 €
	Montant total	783 227,66 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX018750

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE NANDY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	149 614,00 €	14,04 %	21 000,00 €
	Montant Total de la subvention		21 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NANDY
Adresse administrative : MAIRIE
77176 NANDY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur René RETHORE, Maire

N° SIRET : 21770326300012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Nandy

Date prévisionnelle de début de projet : 22 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Prévenir les actes d'incivilités ou d'atteinte à la sécurité des personnes et des biens commis sur la voie publique de la commune, protéger les bâtiments et leurs abords par un système de vidéoprotection.
La vidéoprotection figure parmi les priorités de contrat local de sécurité et de prévention de la délinquance de Sénart 2015-2020.

Description :
- Implantation d'une caméra Na05 rue des champs.

- Implantation de deux caméras Na07 et Na08 rue des 18 Sous et parking du stade
- Implantation d'une caméra Na09 rue d'Arqeuil angle rue de l'Eglise.
soit 4 caméras

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Nandy.

Détail du calcul de la subvention :
Sont inéligibles, les études (6 235€).
S'agissant d'une création de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 35%.
Le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 21 000€ pour 4 caméras, représentant 35% de 60 000€.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
4 caméras	149 614,00	96,00%
Etudes (non éligibles)	6 235,00	4,00%
Total	155 849,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région EC	21 000,00	13,47%
DETR EC	59 846,00	38,40%
Commune de Nandy EC	75 003,00	48,13%
Total	155 849,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	21 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	172 033,00 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	2 638,20 €
	Montant total	174 671,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019189

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE LA GARENNE COLOMBES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	96 294,00 €	30,00 %	28 888,00 €
	Montant Total de la subvention		28 888,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA GARENNE COLOMBES
Adresse administrative : 68 BD DE LA REPUBLIQUE
92251 LA GARENNE COLOMBES CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe JUVIN, Maire

N° SIRET : 21920035900012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de la Garenne-Colombes

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
- Renforcer le programme d'actions visant à améliorer la tranquillité publique.
- Centralisation des moyens liés au Centre de supervision urbain
- Lutter contre la délinquance de voie publique en temps réel
- Protection des bâtiments et installations publics et leurs abords sur la commune

Développement de la stratégie locale de prévention de la sécurité des personnes et des biens

Description :
Aménagement du CSU :
Le centre de supervision urbain sera implanté dans des locaux annexe de la mairie qui seront également les locaux futurs de la police municipale.
Ce centre regroupe l'ensemble des moyens de contrôle, de visualisation de télécommande de communication et de gestion des images et des caméras.
Il s'agit d'un centre de coordination et de pilotage des équipes de prévention et d'intervention de la police municipale.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de la Garenne-Colombes.

Détail du calcul de la subvention :
Le taux maximum d'intervention est de 30%.

Localisation géographique :
- LA GARENNE-COLOMBES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mur d'images et postes opérateurs	87 294,00	90,65%
Maître d'oeuvre	9 000,00	9,35%
Total	96 294,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région EC	28 888,00	30,00%
Conseil Départemental 92 EC	16 723,00	17,37%
La Garenne-Colombes EC	50 683,00	52,63%
Total	96 294,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	28 888,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Soutien à l'équipement des polices municipales	3 760,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	2 161,00 €
	Montant total	5 921,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020815

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE COURBEVOIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	396 358,00 €	13,62 %	54 000,00 €
	Montant Total de la subvention		54 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COURBEVOIE
Adresse administrative : 2 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
92401 COURBEVOIE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jacques KOSSOWSKI, Maire

N° SIRET : 21920026800015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Courbevoie

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Améliorer la sécurité publique sur les lieux où le CLSPD en a constaté la nécessité.

Description :
La ville de Courbevoie développe depuis 2010 un réseau de vidéoprotection composé actuellement de 63 caméras reliées à un mur d'image situé dans les locaux de la police municipale, 9 rue Lambrechts et réparties en trois secteurs. Il est prévu l'installation de 12 caméras supplémentaires sur des sites sur lesquels une dégradation de la sécurité a été constatée en 2016. A noter qu'en 2016, le réseau a été relié

au réseau de la Préfecture de Police de Paris, et que des secteurs de vidéo verbalisation ont été mis en place à compter de janvier 2017 à partir de certaines caméras.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Courbevoie.

Détail du calcul de la subvention :
Sont inéligibles les frais d'études pour 18 836 €.
S'agissant d'une extension de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.
Le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 54 000€ pour 12 caméras, représentant 30% de 180 000€.

Localisation géographique :

- COURBEVOIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mâts et massifs	126 264,00	30,41%
Génie civil	270 094,00	65,05%
Etudes, ... (non éligibles)	18 836,00	4,54%
Total	415 194,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région EC	54 000,00	13,01%
Conseil départemental EC	18 863,00	4,54%
FIPD EC	145 300,00	35,00%
Commune de Courbevoie ATT	197 031,00	47,46%
Total	415 194,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	54 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	20 400,00 €
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	1 500,00 €
2015	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	4 600,00 €
2016	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	1 000 000,00 €
2016	Politique énergie climat	17 980,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	27 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	10 456,00 €
2017	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	10 000,00 €
	Montant total	1 091 936,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023505

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VIDEOPROTECTION – COMMUNE DE BEYNES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	46 630,00 €	30,00 %	13 989,00 €
	Montant Total de la subvention		13 989,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BEYNES
Adresse administrative : PLACE DU 8 MAI 1945
78650 BEYNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Alain BRICAULT, Maire

N° SIRET : 21780062200011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de la ville de Beynes

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
La vidéoprotection est un moyen de sûreté à part entière et s'inscrit dans une démarche globale de sécurité, alliant moyens techniques et humains. Elle renforce le partenariat entre les collectivités et les forces de l'ordre, et elle a un pouvoir dissuasif chez les délinquants.

Description :
La commune de Beynes, qui dispose déjà à ce jour de 12 caméras sur voies publiques et 17 caméras extérieures, souhaite installer 6 caméras supplémentaires aux entrées et sorties des voies principales des

hameaux de la collectivité.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n°CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidente ou de passage sur le territoire de la commune de Beynes.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses liées à la formation des agents et à la maintenance sont inéligibles, soit 2 785 € HT de dépenses inéligibles.
S'agissant d'une extension de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention s'établit à 30 % des seules dépenses éligibles (46 630 €), soit un montant de subvention proposé de 13 989 €.

Localisation géographique :

- BEYNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 6 caméras	19 179,00	38,81%
Main d'oeuvre pour installation	8 476,00	17,15%
Travaux de raccordement	4 393,00	8,89%
Travaux de création de tranchées	13 985,00	28,30%
Travaux d'électricité	597,00	1,21%
Formation des agents (dépense non éligible)	300,00	0,61%
Maintenance (dépense non éligible)	2 485,00	5,03%
Total	49 415,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région SSP (EC)	13 989,00	28,31%
FIPD (EC)	14 824,00	30,00%
Autofinancement commune (EC)	20 602,00	41,69%
Total	49 415,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2018	13 989,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	13 758,50 €
2017	Aide au développement de bornes de recharges électriques	8 000,00 €
	Montant total	21 758,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023603

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE COULOMMIERS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	569 820,00 €	30,00 %	170 946,00 €
	Montant Total de la subvention		170 946,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COULOMMIERS
Adresse administrative : 13 RUE DU GENERAL DE GAULLE
77120 COULOMMIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame GINETTE MOTOT, Maire

N° SIRET : 21770131700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Coulommiers

Date prévisionnelle de début de projet : 3 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
L'extension (46 caméras) du système de vidéo-protection poursuit les objectifs suivants :
- Augmenter le nombre d'emplacements afin de couvrir les voies de fuite et les quartiers non encore couverts ;
- Renforcer les caméras pour voir toutes les entrées et sorties de la ville, de jour comme de nuit, afin d'augmenter la résolution d'enquête ;
- Couvrir des zones de surveillance plus importantes dans les secteurs du centre-ville (secteurs de population dense)

Description :
Dans le cadre de cette extension de 46 caméras, l'opération consiste en :
• l'implantation de 22 nouveaux emplacements ;
• le renforcement et la modifications de 12 emplacements existants (modifications ou ajout de caméras, changement d'angles…).

Pour cette installation de caméras supplémentaires, il convient de :
• renouveler le serveur de vidéoprotection,
• renouveler le serveur d'affichage,
• raccorder un de nos points hauts en fibre optique pour collecter les images.
L'opération comportera plusieurs phases :
- phase 1 : achat des serveurs et installation de la fibre optique et de caméras
- phase 2 : installation d'une deuxième partie de caméras
- phase 3 : installation d'une troisième partie de caméras
- phase 4 : Installation d'une quatrième partie de caméras

Le projet a été élaboré suite à un diagnostic des besoins réalisé par les forces de police, permettant de définir les zones à couvrir en termes de sécurité et de prévention de la délinquance. C'est ainsi qu'en lien avec les services de la Police municipale et de la Police nationale, il a été défini :
- les nouveaux emplacements, permettant de couvrir les voies de fuite non encore équipées,
- le renforcement (rajout de caméras et de projecteurs infrarouge), pour les caméras déjà installées, afin de s'adapter aux nouveaux besoins,
- le changement de certaines caméras (de fixe à motorisé), dans le but de couvrir une zone de surveillance plus importante.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Coulommiers.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.

Localisation géographique :
- COULOMMIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel (46 caméras)	373 240,00	65,50%
Logiciels	3 600,00	0,63%
Raccordement	34 200,00	6,00%
Génie civil	128 000,00	22,46%
Serveurs	30 780,00	5,40%
Total	569 820,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région EC	170 946,00	30,00%
Coulommiers EC	398 874,00	70,00%
Total	569 820,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	170 946,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	10 064,00 €
2015	Aide aux études préalables des aires de valorisation de l'architecture et du patrimoine	16 660,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	7 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	2 000,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	20 872,68 €
2016	Politique de l'eau-Investissement	8 904,00 €
2017	Fonds pour le tourisme Fonctionnement	35 311,00 €
	Montant total	100 811,68 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024071

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE LESIGNY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	14 945,00 €	30,00 %	4 483,00 €
		Montant Total de la subvention	4 483,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LESIGNY
Adresse administrative : 6 RUE DE VILLARCEAU
77150 LESIGNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel PAPIN, Maire

N° SIRET : 21770249700017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : installation d'un équipement de vidéo protection sur la commune de Lésigny

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 février 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Afin de compléter son programme de vidéoprotection, la commune de Lésigny souhaite installer une caméra dôme à lecture de plaques sur le rond-point de Monthéty. Cette caméra permettra de compléter et d'assurer la sécurité aux entrées de la ville et notamment sur le secteur de Villarceau, un axe très fréquenté desservant la commune d'Ozoir-la-Ferrière.
Elle permettra également d'identifier, la nuit, l'ensemble des véhicules et les potentiels auteurs de délits grâce à l'exploitation des images vidéo.

Description :
Installation d'une caméra lecture de plaques sur le rond point de Monthéty sur l'axe routier nord D361 de la commune, desservant notamment Ozoir-la-Ferrière.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n°CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Lésigny.

Localisation géographique :
- LESIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Caméra (fournitures, pose et actualisation licence)	14 945,00	100,00%
Total	14 945,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	4 483,00	30,00%
Commune de Lesigny (ATT)	10 462,00	70,00%
Total	14 945,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	4 483,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrats régionaux	98 000,00 €
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	1 670,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	1 637,40 €
2015	Soutien au Réseau Information Jeunesse	1 070,00 €

	Montant total	102 377,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024470

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE MOUROUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	752 030,00 €	30,00 %	225 609,00 €
		Montant Total de la subvention	225 609,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MOUROUX
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
77120 MOUROUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Joseph ALLEBE, Maire

N° SIRET : 21770320600011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Mouroux

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

1. identification des auteurs d'infraction en temps réel, dans le cadre d'intervention et en temps différé (permettre aux services de sécurité de consulter les enregistrements à des fins judiciaires ou de sécurité publique),
2. dissuasion avec la présence visible des caméras dans les secteurs de délinquance avérés et le contrôle des points de fixation de la délinquance (lieux de regroupements …),
3. surveillance de certains individus recherchés, l'identification de véhicules impliqués dans des procédures judiciaires, protection des établissements sensibles (écoles, gare, distributeur de billets, poste …),
4. appui opérationnel à la gestion des évènements de voie publique comme la surveillance du trafic

routier, l’aide à la décision en matière de service d’ordre (manifestations de voie publique, festivités …),

Description :
Soit un total de 88 caméras :
- Groupe 1 : visualisation des plaques d'immatriculation en entrées et/ou en sorties de la ville.
- Groupe 2 : protection des périmètres des places, des bâtiments et espaces communaux, du complexe sportif pluridisciplinaire, de la salle des fêtes, etc...
- Groupe 3 : protection des carrefours aux axes principaux et dans une zone de dépôts sauvages.
- Groupe 4 : accès aux écoles primaires, y compris aux bâtiments en voie de réalisation.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Mouroux.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.

Localisation géographique :
- MOUROUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
88 caméras	525 960,00	69,94%
enregistrement et stockage en police municipale	75 630,00	10,06%
exploitation logicielle police municipale	57 260,00	7,61%
Point de relayage	86 450,00	11,50%
travaux divers	6 730,00	0,89%
Total	752 030,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région EC	225 609,00	30,00%
Etat DETR EC	188 007,00	25,00%
FIPD EC	150 406,00	20,00%
Commune de Mouroux EC	188 008,00	25,00%
Total	752 030,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	225 609,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026005

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VIDEOPROTECTION – COMMUNE DE BRUYERES-SUR-OISE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	174 762,00 €	35,00 %	61 166,00 €
	Montant Total de la subvention		61 166,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BRUYERES SUR OISE
Adresse administrative : 6 RUE DE LA MAIRIE
95820 BRUYERES-SUR-OISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Alain GARBE, Maire

N° SIRET : 21950116000010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Bruyères-sur-Oise

Date prévisionnelle de début de projet : 20 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Souhaitant améliorer la sécurité des personnes et des biens, répondre davantage aux demandes sociales de prévention et de protection et lutter contre le sentiment d'insécurité, la ville de Bruyères-sur-Oise a décidé de compléter son dispositif de sûreté par la mise en place d'un système de vidéoprotection.

Description :
La protection des personnes et des biens apparaît comme un objectif primordial pour la ville de Bruyères-Sur-Oise et ses partenaires. En effet, certains espaces, de par leur configuration spatiale, urbanistique ou architecturale, leur fonctionnalité ou leur destination, constituent des pôles attractifs pour les délinquants et favorisent le développement de certaines formes de criminalité. La ville souhaite donc pouvoir sécuriser

ces lieux particulièrement exposés aux phénomènes de délinquance et accroître la dissuasion.

Moyens mis en œuvre :
17 caméras sont prévues, elles seront utilisées selon deux objectifs :
- objectif stratégique : permet l'identification ainsi que le zoom sur enregistrement ;
- objectif tactique : permet la visualisation et la compréhension des évènements.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n°CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidente ou de passage sur le territoire de la commune de Bruyères-sur-Oise.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant de la première installation d'un équipement de vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 35%.

Localisation géographique :
- BRUYERES-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 17 caméras	47 374,00	27,11%
Matériel local technique vidéo	5 190,00	2,97%
Matériel supervision	1 240,00	0,71%
Logiciels	7 210,00	4,13%
Raccordement (fibre optique, haut débit)	36 600,00	20,94%
Raccordement (génie civil, mâts, structure d'accrochage)	28 218,00	16,15%
Travaux électriques	48 930,00	28,00%
Total	174 762,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région SSP (EC)	61 166,00	35,00%
CG 95 (EC)	34 952,00	20,00%
FIPD (EC)	43 692,00	25,00%
Autofinancement commune	34 952,00	20,00%
Total	174 762,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	61 166,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrats régionaux	188 580,00 €
2015	Contrats régionaux	231 420,00 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	9 816,00 €
	Montant total	429 816,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026212

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VIDEOPROTECTION - COMMUNE DE LIZY SUR OURCQ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	166 000,00 €	35,00 %	58 100,00 €
		Montant Total de la subvention	58 100,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LIZY SUR OURCQ
Adresse administrative : MAIRIE
77440 LIZY-SUR-OURCQ
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Nicolle CONAN, Maire

N° SIRET : 21770257000011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement en vidéoprotection
Rapport Cadre : CP16-132 du 18/05/2016

Objet du projet : financement d'un équipement de vidéoprotection sur la commune de Lizy-sur-Ourcq

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Au regard de l'état de la délinquance et afin de renforcer la visibilité sur les agissements nuisibles à la sécurité des personnes et des biens, le conseil municipal a décidé de doter la commune de moyens pour assurer la protection à distance des différents quartiers composant l'agglomération et ses principaux axes routiers.

Description :
Le système se compose de 17 caméras placées aux endroits les plus sensibles. Les images seront

transmises par voies hertziennes sécurisées vers un local aménagé dans le bâtiment de la mairie et seront exploitées en étude des enregistrements réalisés notamment par la Gendarmerie nationale.
Le choix de la vidéonumérique et de la technique d'acheminement des images permet une sécurité en matière de transmission et de piratage des images.

Intérêt régional : L'action s'inscrit dans le cadre du développement de la vidéoprotection tel qu'adopté par la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 "Bouclier de sécurité".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage sur le territoire de la commune de Lizy-sur-Ourcq.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une première installation de vidéoprotection dans la commune, le taux d'intervention est de 35%

Localisation géographique :

- LIZY-SUR-OURCQ

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel 17 caméras	100 000,00	60,24%
Logiciels et formations	3 000,00	1,81%
Raccordement liaisons radio	18 000,00	10,84%
Ecrans de contrôle	1 000,00	0,60%
Aménagement local sécurisé	38 000,00	22,89%
Honoraires de Maîtrise d'Oeuvre	6 000,00	3,61%
Total	166 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	33 200,00	20,00%
Région	58 100,00	35,00%
DETR (ATT)	74 700,00	45,00%
Total	166 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	58 100,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide à la restauration du patrimoine protégé	132 000,00 €
	Montant total	132 000,00 €

ANNEXE 4 : FICHES PROJETS EQUIPEMENT DES POLICES MUNICIPALES

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011499

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE D'EAUBONNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	28 515,00 €	30,00 %	8 554,00 €
		Montant Total de la subvention	8 554,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'EAUBONNE
Adresse administrative : 1 RUE D'ENGHIEN
95601 EAUBONNE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Grégoire DUBLINEAU, Maire

N° SIRET : 21950203600011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : soutien à l'équipement de la police municipale d'Eaubonne

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Le commissariat de police nationale d'Eaubonne ayant fermé en 2014 et la circonscription de police nationale d'Ermont s'étant agrandie de 7 à 12 communes, la ville d'Eaubonne a décidé de créer 7 postes supplémentaires, afin de pouvoir répondre aux sollicitations constantes des habitants, relatives aux actes de malveillance.

Description :
Equipement des nouveaux agents :
- 1 véhicule Dacia Duster équipé
- 12 gilets pare-balles

- 7 postes portatifs de radiocommunication
- 12 bâtons télescopiques

Intérêt régional :
Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune de Eaubonne

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidente ou de passage sur le territoire de la commune de Eaubonne

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible.

Localisation géographique :

- EAUBONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gilets pare-balles	5 602,00	19,65%
Bâtons de défense	1 346,00	4,72%
Véhicule	17 861,00	62,64%
Terminaux portatifs de radiocommunication	3 706,00	13,00%
Total	28 515,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région SSP (EC)	8 554,00	30,00%
FIDPR (ATT)	2 250,00	7,89%
Autofinancement commune d'Eaubonne	17 711,00	62,11%
Total	28 515,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	8 554,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à l'équipement numérique des salles de cinéma Franciliennes	19 320,00 €

2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	65 000,00 €
	Montant total	84 320,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013998

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE SCEAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	11 943,00 €	29,99 %	3 582,00 €
		Montant Total de la subvention	3 582,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SCEAUX
Adresse administrative : 122 RUE HOUDAN
92331 SCEAUX CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe LAURENT, Maire

N° SIRET : 21920071400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : soutien à l'équipement de la police municipale de Sceaux

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Les policiers municipaux disposent actuellement de 12 radios datant de 2016 qui ne permettent pas une liaison optimale entre les effectifs, ni la localisation des appels de détresse, ne disposant pas de la géolocalisation. La commune souhaite par conséquent équiper ses effectifs de radios récentes.

Description :
La commune va acquérir 12 radios avec écran, clavier et GPS, ainsi qu'un logiciel d'exploitation de ces radios, permettant la géolocalisation en temps réel et l'envoi des consignes.

Intérêt régional :
Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune de Sceaux.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage à Sceaux.

Localisation géographique :
- SCEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Radios Motorola, logiciel DMR ALERT, licences	11 943,00	100,00%
Total	11 943,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	3 582,00	29,99%
Commune de Sceaux(att)	8 361,00	70,01%
Total	11 943,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	3 582,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	6 000,00 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	8 000,00 €
2016	Construction et aménagement de médiathèques	600 000,00 €
	Montant total	614 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014148

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DE LA POLICE MUNICIPALE DE CLAMART

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des polices municipales	42 096,49 €	30,00 %	12 629,00 €
	Montant Total de la subvention		12 629,00 €

Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
15700104- Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CLAMART
Adresse administrative : 1 PLACE MAURICE GUNSBOURG
92140 CLAMART
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Didier BERGER, Maire

N° SIRET : 21920023500014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'équipement des polices municipales
Rapport Cadre : CP16-132 du 18 mai 2016 - modifié par la délibération CP16-551 du 16/11/2016

Objet du projet : soutien à l'équipement de la police municipale de Clamart

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 février 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Objectifs :
Depuis décembre 2014, une police municipale armée exerce ses missions 7 jours sur 7 à Clamart afin de diminuer la délinquance de droit commun et de préserver la sécurité et la tranquillité publique sur la commune. Celle-ci souhaite compléter ses moyens de défense et de protection par l'acquisition de nouveaux équipements.

Description :
La commune va acquérir :

- 4 bâtons de défense
- 4 gilets pare-balles
- 6 gilets de protection lourds
- 1 véhicule Citroën Jumpy, équipé et sérigraphié

Intérêt régional :
Contribuer à assurer la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la commune de Clamart.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La population résidante ou de passage à Clamart.

Localisation géographique :

- CLAMART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
4 bâtons de défense	285,00	0,68%
4 gilets pare-balles	1 578,66	3,75%
6 porte-plaques	7 260,00	17,25%
Véhicules Citroën	21 772,83	51,72%
équipement et sérigraphie du véhicule	11 200,00	26,61%
Total	42 096,49	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	12 629,00	30,00%
Commune de Clamart (att)	29 467,49	70,00%
Total	42 096,49	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	12 629,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	750 000,00 €
2014	Politique énergie climat	91 400,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	54 000,00 €
	Montant total	895 400,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-480

DU 18 OCTOBRE 2017

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE ' MIEUX PROTÉGER LES VICTIMES '
PREMIÈRE AFFECTATION POUR L'ANNÉE 2017

APPROBATION DES AVENANTS 2017 AUX CONVENTIONS TGD POUR LES DÉPARTEMENTS :
- SEINE-ET-MARNE
- YVELINES
- ESSONNE
- HAUTS-DE-SEINE
- VAL-DE-MARNE
- VAL D'OISE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.613-13 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 portant adoption de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n° CR 2017-85 du 18 mai 2017 « Mieux protéger les victimes » ;

VU La délibération n° CP 15-462 du 9 juillet 2015 portant approbation de la convention relative au dispositif de téléprotection grave danger (TGD) dans le Val-de-Marne ;

VU La délibération n° CP 15-630 du 8 octobre 2015 portant approbation de la convention relative au dispositif de téléprotection grave danger (TGD) dans les départements du Val d'Oise, des Yvelines et de l'Essonne ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-480 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Mieux protéger les victimes », au financement des projets détaillés en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution de subventions, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 2.

Affecte une autorisation d'engagement de **526 585 €** disponible sur le chapitre 935 « Aménagement des territoires » - code fonctionnel 57 « sécurité » - programme HP57- 004 (157004) « Actions de prévention et de médiation » - action (15700408) « Prévention, aide aux victimes et désengagement » du budget 2017.

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec les organismes bénéficiaires, de conventions conformes à la convention type visée à l'article 5 de la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Téléprotection Grave Danger », au financement des projets portés par 7 des associations référentes du dispositif TDG détaillés en annexe 4 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant global prévisionnel maximum de 52 018 €, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 2.

Approuve l'avenant à la convention relative au dispositif Téléprotection Grave Danger (TGD) en Seine-et-Marne, joint en annexe 5, subordonne le versement de la subvention à la signature de celui-ci et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Approuve l'avenant à la convention relative au dispositif Téléprotection Grave Danger (TGD) dans les Yvelines, joint en annexe 6, subordonne le versement de la subvention à la signature de celui-ci et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Approuve l'avenant à la convention relative au dispositif Téléprotection Grave Danger (TGD) en Essonne, joint en annexe 7, subordonne le versement de la subvention à la signature de celui-ci et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Approuve l'avenant à la convention relative au dispositif Téléprotection Grave Danger (TGD) dans les Hauts-de-Seine, joint en annexe 8, subordonne le versement de la subvention à la signature de celui-ci et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Approuve l'avenant à la convention relative au dispositif Téléprotection Grave Danger (TGD) dans le Val-de-Marne, joint en annexe 9, subordonne le versement de la subvention à la signature de celui-ci et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Approuve l'avenant à la convention relative au dispositif Téléprotection Grave Danger (TGD) dans le Val d'Oise, joint en annexe 10, subordonne le versement des subventions à la signature de celui-ci et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **52 018 €** disponible sur le chapitre 935 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 57 « Sécurité », programme HP 57-004 (157004) « Actions de prévention et de médiation », action 15700407 « Appui aux stratégies de prévention et de sécurité » du budget 2017.

Article 3 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Téléprotection Grave Danger », au financement de téléphones par voie de fonds de concours.

Affecte une autorisation d'engagement de **15 579,54 €** disponible sur le chapitre 935 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 57 « Sécurité », programme HP 57-004 (157004) « Actions de prévention et de médiation », action 15700407 « Appui aux stratégies de prévention et de sécurité » du budget 2017.

Subordonne le versement des dotations à la signature, avec les partenaires désignés, des avenants présentés en annexes 6 à 10 de la délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 4 :

Autorise, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 adoptant le règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau présenté en annexe 1.

Article 5 :

Adopte la convention type relative au dispositif « Aide aux victimes et accès au droit » (dispositifs IRIS 750 et 751), présentée en annexe 11 de la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : TABLEAU DEROGATION ARTICLE 29 DU RBF

Numéro de dossier	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
EX024325	ACCES AU DROIT - ACCES AU DROIT EN DIRECTION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	AGE91	04/09/2017
EX024269	ACCES AU DROIT - Aide à l'action juridique de reconnaissance des délits pénaux de violences psychologiques et de harcèlement pour les femmes victimes	AJC CONTRE LA VIOLENCE MORALE INTFAM STALKING	01/09/2017
EX024201	ACCÈS AU DROIT - Orienter et soutenir des personnes en difficulté, travailler à leur restauration personnelle et à leur insertion	APASO ASSOCIATION POUR LA PREVENTION L'ACCUEIL LE SOUTIEN ET L'ORIENTATION	01/01/2017
EX024350	ACCES AU DROIT - information et accompagnement dans les démarches pour faire valoir ses droits	ASSOCIATION BEL AGIR	01/01/2017
EX024179	ACCES AU DROIT - Actions juridiques individualisées de promotion d'un égal accès au droit et à la justice	CATRED COLLECTIF DES ACCIDENTES DU TRAVAIL, HANDICAPES ET RETRAITES POUR L'EGALITE DES DROITS	01/01/2017
EX024217	ACCES AU DROIT - Permanences d'information juridique et d'accès au droit	CIDFF DE PARIS CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES	01/01/2017
EX024189	ACCES AU DROIT - Accès au droit des femmes et des familles, permanences d'information juridique	CIDFF 92 CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES	01/01/2017
EX024330	ACCES AU DROIT - Développer l'accès au droit à destination de publics exclus : usagers en santé mentale, détenus et victimes de violences	DROITS D 'URGENCE	01/01/2017
EX024210	ACCES AU DROIT - Accompagnement juridique des personnes malades et handicapées	FNATH ASSOCIATION DES ACCIDENTES DE LA VIE CHEMIN VERT	01/01/2017
EX024238	ACCES AU DROIT - Favoriser l'accès au droit aux populations en difficulté, assurer une mise en œuvre effective des droits de la femme par des actions d'information	JURIS SECOURS	02/10/2017
EX024336	ACCES AU DROIT - Permanences gratuites d'accompagnement polyvalent administratif et juridique et d'aide personnalisée aux démarches	NOUVELLES VOIES	01/01/2017
EX024134	ACCES AU DROIT - accompagnement de proximité	SFM SOLIDARITE FORMATION MEDIATION RELAIS DAGOBERT	01/01/2017
EX024000	AIDE AUX VICTIMES - Permanences au Centre Médico-Judiciaire des Hauts-de-Seine	ADAVIP ASSOCIATION DEPARTEMENTALE D'AIDE AUX VICTIMES D'INFRACTIONS PENALES	02/01/2017
EX024332	AIDE AUX VICTIMES - Soutien et accompagnement vers et dans la procédure pénale pour les femmes victimes de traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle	ADBDF LES AMIS DU BUS DES FEMMES	01/01/2017
EX024317	AIDE AUX VICTIMES - Accueillir et mettre à l'abri des femmes victimes de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle	AFJ ASSOCIATION FOYER JORBALAN	01/07/2017
EX024310	AIDE AUX VICTIMES - VIVA : Volontaires intervenants auprès de victimes d'attentats	AFVT ASSOCIATION FRANCAISE DES VICTIMES DU TERRORISME	01/01/2017
EX024181	AIDE AUX VICTIMES - Consultations et entretiens pour les femmes et les enfants victimes de violences intrafamiliales.	APCE ASSOCIATION POUR COUPLE ET L'ENFANT	01/01/2017

EX023730	AIDE AUX VICTIMES - Accompagnement des femmes victimes de harcèlement, de violences conjugales et intra-familiales	APCE ASSOCIATION POUR LE COUPLE ET L'ENFANT	01/09/2017
EX024053	AIDE AUX VICTIMES - accueil, information et soutien psychologique des victimes de violences conjugales et intrafamiliales	APCE 77 ASSOCIATION POUR LE COUPLE ET L'ENFANT	01/01/2017
EX023765	AIDE AUX VICTIMES - Soutien psychologique pour femmes victimes de violences conjugales en Seine-Saint-Denis	APCE 93 ASSOCIATION POUR LE COUPLE ET L'ENFANT	01/01/2017
EX024027	AIDE AUX VICTIMES - Accompagner les femmes victimes des violences et des femmes en difficulté	ASSOCIATION DIALOGUES DE FEMMES	02/01/2017
EX023814	AIDE AUX VICTIMES - ACCUEIL ET ORIENTATION DES VICTIMES	AVIMEJ AIDE AUX VICTIMES ET MEDIATION JUDICIAIRE	01/01/2017
EX024323	AIDE AUX VICTIMES - Accompagnement des francilien(nes) victimes d'agressions sexuelles	CFCV COLLECTIF FEMINISTE CONTRE LE VIOL	01/01/2017
EX024147	AIDE AUX VICTIMES - Aide aux victimes d'actes terroristes, de délits routiers et de femmes victimes de violences à Paris et dans le Val-de-Marne	CHRS APCARS	01/01/2017
EX024360	AIDE AUX VICTIMES - Accompagnement des femmes victimes de violences	CIDFF CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES 92 BOULOGNE-BILLANCOURT	01/01/2017
EX024251	AIDE AUX VICTIMES - accompagnement et information des victimes d'infractions pénales sur leurs droits et sur les procédures	CIDFF 78 CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES DES YVELINES	01/01/2017
EX024121	AIDE AUX VICTIMES - femmes victimes de violences (conjugales, viols, harcèlement, intra-familiales...), victimes d'attentats, victimes de délits routiers	CIDFF 94 CENTRE D'INFORMATION SUR LE DROIT DES FEMMES ET DES FAMILLES DU VAL DE MARNE	01/01/2017
EX024069	AIDE AUX VICTIMES - Permanences d'aide aux victimes d'infractions pénales par l'information juridique et le soutien psychologique	CIDFF 95 CENTRE D'INFORMATION DEPARTEMENTAL SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES DU VAL D'OISE	01/01/2017
EX024086	AIDE AUX VICTIMES - Aide aux victimes d'infractions pénales, d'accidents de la circulation, de catastrophes collectives et d'actes de terrorisme	DIRE - DEVELOPPEMENT IGNYMONTAIN DE RENCONTRE ET D'ENTRAIDE	01/01/2017
EX024321	AIDE AUX VICTIMES - Aide psychologique aux victimes : accueil, écoute, orientations, consultations	ENTR'ACTES	02/01/2017
EX024177	AIDE AUX VICTIMES - Aide juridique, accompagnement social et psychologique des victimes de traite des êtres humains	EQUIPES D'ACTION CONTRE LE PROXENETISME	01/01/2017
EX024175	AIDE AU VICTIMES - Accompagnement psychologique des mineurs victimes de la traite des êtres humains	HORS LA RUE	01/01/2017
EX024176	AIDE AUX VICTIMES - Prise en charge psychiatrique et psychologique des femmes et des enfants victimes de violences	INSTITUT DE VICTIMOLOGIE	01/01/2017
EX024335	AIDE AUX VICTIMES - Financement d'actions d'accompagnement psychologique et juridique des enfants et adultes victimes de maltraitances	L'ENFANT BLEU	02/01/2017
EX023776	AIDE AUX VICTIMES - Mise en oeuvre de permanences juridiques pour les femmes victimes de violences conjugales et accompagnement dans les commissariats	LIBRES TERRES DES FEMMES	01/10/2017
EX024214	AIDE AUX VICTIMES - Consultations thérapeutiques et groupes de paroles pour femmes victimes de violences conjugales	LIGUE FRANCAISE POUR LA SANTE MENTALE	01/01/2017

EX024438	AIDE AUX VICTIMES - Aide aux victimes d'infractions pénales	MEDIAVIPP 91 - ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE MEDIATION ET D'AIDE AUX VICTIMES	01/01/2017
17012241	AIDE AUX VICTIMES - Aide aux victimes d'infractions pénales	PARIS AIDE AUX VICTIMES	01/01/2017
EX024132	AIDE AUX VICTIMES - écouter, informer, accompagner les victimes d'infractions pénales et d'accidents collectifs	SOS VICTIMES 78	01/01/2017
EX024204	AIDE AUX VICTIMES - Aide aux victimes d'infractions pénales en Seine-Saint-Denis	SOS VICTIMES 93	01/01/2017
EX024333	AIDE AUX VICTIMES - Tenue de permanences d'aide aux victimes	TREMPLIN 94 SOS FEMMES	01/01/2017
17014049	TELEPROTECTION GRAVE DANGER - VAL D'OISE	ASSOCIATION DU COTE DES FEMMES	01/01/2017
17011128	TELEPROTECTION GRAVE DANGER - YVELINES	CIDFF 78 CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES DES YVELINES	01/01/2017
17011126	TELEPROTECTION GRAVE DANGER - VAL D'OISE	CIDFF 95 CENTRE D'INFORMATION DEPARTEMENTAL SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES DU VAL D'OISE	01/01/2017
17013985	TELEPROTECTION GRAVE DANGER - HAUTS-DE-SEINE	L'ESCALE - SOLIDARITE FEMMES	01/01/2017
17013902	TELEPROTECTION GRAVE DANGER - ESSONNE	MEDIAVIPP 91 - ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE MEDIATION ET D'AIDE AUX VICTIMES	01/01/2017
17014045	TELEPROTECTION GRAVE DANGER - SEINE-ET-MARNE	SOS FEMMES 77	01/01/2017
17014103	TELEPROTECTION GRAVE DANGER - VAL-DE-MARNE	TREMPLIN 94 SOS FEMMES	01/01/2017

ANNEXE 2 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-480	Budget	2017

Chapitre	**935 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**57 - Sécurité**
Programme	**157004 - Actions de prévention et de médiation**
Action	**15700407 - Appui aux stratégies de prévention et de sécurité**

Dispositif : N° 00001038 - Téléprotection grave danger (TGD)

Dossier	17011126 - TELEPROTECTION GRAVE DANGER - VAL D'OISE			
Bénéficiaire	R4527 - CIDFF 95 CENTRE D'INFORMATION DEPARTEMENTAL SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES DU VAL D'OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
36 028,00 €	HT	24,98 %	9 000,00 €	

Dossier	17011128 - TELEPROTECTION GRAVE DANGER - YVELINES			
Bénéficiaire	R22047 - CIDFF 78 CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES DES YVELINES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 860,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 360,00 €	HT	12,95 %	1 860,00 €	

Dossier	17013902 - TELEPROTECTION GRAVE DANGER - ESSONNE			
Bénéficiaire	R22083 - MEDIAVIPP 91 - ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE MEDIATION ET D'AIDE AUX VICTIMES			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 448,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 244,00 €	HT	33,48 %	7 448,00 €	

Dossier	17013985 - TELEPROTECTION GRAVE DANGER - HAUTS-DE-SEINE			
Bénéficiaire	R9234 - L'ESCALE - SOLIDARITE FEMMES			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 500,00 €	HT	29,63 %	12 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-480	Budget	2017

Dossier	17014045 - TELEPROTECTION GRAVE DANGER - SEINE-ET-MARNE			
Bénéficiaire	R9965 - SOS FEMMES 77			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
25 500,00 €	HT	39,22 %	10 000,00 €	

Dossier	17014049 - TELEPROTECTION GRAVE DANGER - VAL D'OISE			
Bénéficiaire	EXM00691 - ASSOCIATION DU COTE DES FEMMES			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 689,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 378,00 €	TTC	50 %	6 689,00 €	

Dossier	17014103 - TELEPROTECTION GRAVE DANGER - VAL-DE-MARNE			
Bénéficiaire	R9044 - TREMPLIN 94 SOS FEMMES			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 021,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 089,00 €	HT	20,84 %	5 021,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001038 - Téléprotection grave danger (TGD)	52 018,00 €

Dispositif : N° 00001069 - Appui aux stratégies de prévention et de sécurité

Dossier	17014673 - FONDS DE CONCOURS POUR TGD 78		
Bénéficiaire	R1883 - MINISTERE DE LA JUSTICE		
Localisation	YVELINES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 308,08 €	Code nature	65731
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 308,08 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-480	Budget	2017

Dossier	17014674 - FONDS DE CONCOURS POUR TGD 91		
Bénéficiaire	R1883 - MINISTERE DE LA JUSTICE		
Localisation	ESSONNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 308,08 €	Code nature	65731
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 308,08 €	

Dossier	17014675 - FONDS DE CONCOURS POUR TGD 92		
Bénéficiaire	R1883 - MINISTERE DE LA JUSTICE		
Localisation	HAUTS DE SEINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 308,08 €	Code nature	65731
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 308,08 €	

Dossier	17014676 - FONDS DE CONCOURS POUR TGD 94		
Bénéficiaire	R1883 - MINISTERE DE LA JUSTICE		
Localisation	VAL DE MARNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 885,10 €	Code nature	65731
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 885,10 €	

Dossier	17014677 - FONDS DE CONCOURS POUR TGD 95		
Bénéficiaire	R1883 - MINISTERE DE LA JUSTICE		
Localisation	VAL D'OISE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 770,20 €	Code nature	65731
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 770,20 €	

Total sur le dispositif N° 00001069 - Appui aux stratégies de prévention et de sécurité	15 579,54 €

Total sur l'imputation 935 - 57 - 157004 - 15700407	67 597,54 €

Chapitre	**935 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**57 - Sécurité**
Programme	**157004 - Actions de prévention et de médiation**
Action	**15700408 - Prévention, aide aux victimes et désengagement**

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-480	Budget	2017

Dispositif : N° 00000750 - Accès au droit

Dossier	EX024032 - ACCES AU DROIT - Informations juridiques individuelles et collectives des femmes victimes de violences			
Bénéficiaire	P0007743 - CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES DES HAUTS DE SEINE NANTERRE			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 800,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
90 300,00 €	TTC	14,17 %	12 800,00 €	

Dossier	EX024134 - ACCES AU DROIT - accompagnement de proximité			
Bénéficiaire	R4617 - SFM SOLIDARITE FORMATION MEDIATION RELAIS DAGOBERT			
Localisation	CLICHY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
84 805,00 €	TTC	5,9 %	5 000,00 €	

Dossier	EX024179 - ACCES AU DROIT - Actions juridiques individualisées de promotion d'un égal accès au droit et à la justice			
Bénéficiaire	EXM01764 - CATRED COLLECTIF DES ACCIDENTES DU TRAVAIL, HANDICAPES ET RETRAITES POUR L'EGALITE DES DROITS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
159 075,00 €	TTC	3,14 %	5 000,00 €	

Dossier	EX024189 - ACCES AU DROIT - Accès au droit des femmes et des familles, permanences d'information juridique			
Bénéficiaire	P0002037 - CIDFF 92 CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
175 782,00 €	TTC	3,98 %	7 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-480	Budget	2017

Dossier	EX024201 - ACCÈS AU DROIT - Orienter et soutenir des personnes en difficulté, travailler à leur restauration personnelle et à leur insertion			
Bénéficiaire	EX001166 - APASO ASSOCIATION POUR LA PREVENTION L'ACCUEIL LE SOUTIEN ET L'ORIENTATION			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
47 165,00 €	TTC	21,2 %	10 000,00 €	

Dossier	EX024210 - ACCES AU DROIT - Accompagnement juridique des personnes malades et handicapées			
Bénéficiaire	EXM01771 - FNATH ASSOCIATION DES ACCIDENTES DE LA VIE CHEMIN VERT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
58 253,00 €	TTC	8,58 %	5 000,00 €	

Dossier	EX024217 - ACCES AU DROIT - Permanences d'information juridique et d'accès au droit			
Bénéficiaire	R38167 - CIDFF DE PARIS CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 800,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
163 500,00 €	TTC	6,61 %	10 800,00 €	

Dossier	EX024238 - ACCES AU DROIT - Favoriser l'accès au droit aux populations en difficulté, assurer une mise en œuvre effective des droits de la femme par des actions d'information			
Bénéficiaire	R4528 - JURIS SECOURS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
87 300,00 €	TTC	11,45 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-480	Budget	2017

Dossier	EX024269 - ACCES AU DROIT - Aide à l'action juridique de reconnaissance des délits pénaux de violences psychologiques et de harcèlement pour les femmes victimes			
Bénéficiaire	P0000131 - AJC CONTRE LA VIOLENCE MORALE INTFAM STALKING			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 000,00 €	TTC	45,45 %	5 000,00 €	

Dossier	EX024325 - ACCES AU DROIT - ACCES AU DROIT EN DIRECTION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP			
Bénéficiaire	EXM01783 - AGE91			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
25 950,00 €	TTC	19,27 %	5 000,00 €	

Dossier	EX024330 - ACCES AU DROIT - Développer l’accès au droit à destination de publics exclus : usagers en santé mentale, détenus et victimes de violences			
Bénéficiaire	EXM00042 - DROITS D 'URGENCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
196 014,00 €	TTC	6,79 %	13 300,00 €	

Dossier	EX024336 - ACCES AU DROIT - Permanences gratuites d'accompagnement polyvalent administratif et juridique et d'aide personnalisée aux démarches			
Bénéficiaire	R29958 - NOUVELLES VOIES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
61 275,00 €	TTC	16,32 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-480	Budget	2017

Dossier	EX024350 - ACCES AU DROIT - information et accompagnement dans les démarches pour faire valoir ses droits			
Bénéficiaire	P0018472 - ASSOCIATION BEL AGIR			
Localisation	NANTERRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
19 760,00 €	TTC	25,3 %	5 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000750 - Accès au droit	103 900,00 €

Dispositif : N° 00000751 - Aide aux victimes

Dossier	EX023730 - AIDE AUX VICTIMES - Accompagnement des femmes victimes de harcèlement, de violences conjugales et intra-familiales			
Bénéficiaire	EXM00048 - APCE ASSOCIATION POUR LE COUPLE ET L'ENFANT			
Localisation	CC DU PAYS DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 000,00 €	TTC	18,52 %	5 000,00 €	

Dossier	EX023765 - AIDE AUX VICTIMES - Soutien psychologique pour femmes victimes de violences conjugales en Seine-Saint-Denis			
Bénéficiaire	EX000903 - APCE 93 ASSOCIATION POUR LE COUPLE ET L'ENFANT			
Localisation	PLAINE COMMUNE (EPT6)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 960,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
17 921,00 €	TTC	50 %	8 960,00 €	

Dossier	EX023776 - AIDE AUX VICTIMES - Mise en oeuvre de permanences juridiques pour les femmes victimes de violences conjugales et accompagnement dans les commissariats			
Bénéficiaire	R37542 - LIBRES TERRES DES FEMMES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 700,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 000,00 €	TTC	39,17 %	4 700,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-480	Budget	2017

Dossier	EX023814 - AIDE AUX VICTIMES - ACCUEIL ET ORIENTATION DES VICTIMES			
Bénéficiaire	R9766 - AVIMEJ AIDE AUX VICTIMES ET MEDIATION JUDICIAIRE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
377 171,00 €	TTC	10,61 %	40 000,00 €	

Dossier	EX024000 - AIDE AUX VICTIMES - Permanences au Centre Médico-Judiciaire des Hauts-de-Seine			
Bénéficiaire	EX001015 - ADAVIP ASSOCIATION DEPARTEMENTALE D'AIDE AUX VICTIMES D'INFRACTIONS PENALES			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
73 373,00 €	TTC	24,53 %	18 000,00 €	

Dossier	EX024027 - AIDE AUX VICTIMES - Accompagner les femmes victimes des violences et des femmes en difficulté			
Bénéficiaire	R40797 - ASSOCIATION DIALOGUES DE FEMMES			
Localisation	VILLIERS-LE-BEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
91 600,00 €	TTC	5,46 %	5 000,00 €	

Dossier	EX024053 - AIDE AUX VICTIMES - accueil, information et soutien psychologique des victimes de violences conjugales et intrafamiliales			
Bénéficiaire	EX000805 - APCE 77 ASSOCIATION POUR LE COUPLE ET L'ENFANT			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 000,00 €	TTC	50 %	7 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-480	Budget	2017

Dossier	EX024069 - AIDE AUX VICTIMES - Permanences d'aide aux victimes d'infractions pénales par l'information juridique et le soutien psychologique			
Bénéficiaire	R4527 - CIDFF 95 CENTRE D'INFORMATION DEPARTEMENTAL SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES DU VAL D'OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
557 185,00 €	TTC	1,49 %	8 300,00 €	

Dossier	EX024086 - AIDE AUX VICTIMES - Aide aux victimes d'infractions pénales, d'accidents de la circulation, de catastrophes collectives et d'actes de terrorisme			
Bénéficiaire	R22099 - DIRE - DEVELOPPEMENT IGNYMONTAIN DE RENCONTRE ET D'ENTRAIDE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 800,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
218 170,00 €	TTC	4,03 %	8 800,00 €	

Dossier	EX024121 - AIDE AUX VICTIMES - femmes victimes de violences (conjugales, viols, harcèlement, intra-familiales...), victimes d'attentats, victimes de délits routiers			
Bénéficiaire	EX001131 - CIDFF 94 CENTRE D'INFORMATION SUR LE DROIT DES FEMMES ET DES FAMILLES DU VAL DE MARNE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 700,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
191 167,00 €	TTC	10,31 %	19 700,00 €	

Dossier	EX024132 - AIDE AUX VICTIMES - écouter, informer, accompagner les victimes d'infractions pénales et d'accidents collectifs			
Bénéficiaire	R23701 - SOS VICTIMES 78			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
212 000,00 €	TTC	7,31 %	15 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-480	Budget	2017

Dossier	EX024147 - AIDE AUX VICTIMES - Aide aux victimes d'actes terroristes, de délits routiers et de femmes victimes de violences à Paris et dans le Val-de-Marne			
Bénéficiaire	P0016548 - CHRS APCARS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
301 500,00 €	TTC	13,27 %	40 000,00 €	

Dossier	EX024175 - AIDE AU VICTIMES - Accompagnement psychologique des mineurs victimes de la traite des êtres humains			
Bénéficiaire	EX001129 - HORS LA RUE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
676 670,00 €	HT	1,26 %	8 500,00 €	

Dossier	EX024176 - AIDE AUX VICTIMES - Prise en charge psychiatrique et psychologique des femmes et des enfants victimes de violences			
Bénéficiaire	R26674 - INSTITUT DE VICTIMOLOGIE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
102 300,00 €	TTC	19,55 %	20 000,00 €	

Dossier	EX024177 - AIDE AUX VICTIMES - Aide juridique, accompagnement social et psychologique des victimes de traite des êtres humains			
Bénéficiaire	P0036850 - EQUIPES D'ACTION CONTRE LE PROXENETISME			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
103 000,00 €	TTC	4,85 %	5 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-480	Budget	2017

Dossier	EX024181 - AIDE AUX VICTIMES - Consultations et entretiens pour les femmes et les enfants victimes de violences intrafamiliales.			
Bénéficiaire	P0032947 - APCE ASSOCIATION POUR COUPLE ET L'ENFANT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 875,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 750,00 €	TTC	50 %	3 875,00 €	

Dossier	EX024204 - AIDE AUX VICTIMES - Aide aux victimes d'infractions pénales en Seine-Saint-Denis			
Bénéficiaire	R4718 - SOS VICTIMES 93			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
506 183,00 €	TTC	7,9 %	40 000,00 €	

Dossier	EX024214 - AIDE AUX VICTIMES - Consultations thérapeutiques et groupes de paroles pour femmes victimes de violences conjugales			
Bénéficiaire	R25008 - LIGUE FRANCAISE POUR LA SANTE MENTALE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 750,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
71 600,00 €	TTC	12,22 %	8 750,00 €	

Dossier	EX024251 - AIDE AUX VICTIMES - accompagnement et information des victimes d'infractions pénales sur leurs droits et sur les procédures			
Bénéficiaire	R22047 - CIDFF 78 CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES DES YVELINES			
Localisation	COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 100,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
195 040,00 €	TTC	6,2 %	12 100,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-480	Budget	2017

Dossier	EX024310 - AIDE AUX VICTIMES - VIVA : Volontaires intervenants auprès de victimes d'attentats			
Bénéficiaire	EXM00690 - AFVT ASSOCIATION FRANCAISE DES VICTIMES DU TERRORISME			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
930 023,00 €	HT	2,37 %	22 000,00 €	

Dossier	EX024317 - AIDE AUX VICTIMES - Accueillir et mettre à l'abri des femmes victimes de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle			
Bénéficiaire	EXM00685 - AFJ ASSOCIATION FOYER JORBALAN			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
511 598,00 €	TTC	0,98 %	5 000,00 €	

Dossier	EX024321 - AIDE AUX VICTIMES - Aide psychologique aux victimes : accueil, écoute, orientations, consultations			
Bénéficiaire	EX000997 - ENTR'ACTES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 700,00 €	TTC	26,43 %	6 000,00 €	

Dossier	EX024323 - AIDE AUX VICTIMES - Accompagnement des francilien(nes) victimes d'agressions sexuelles			
Bénéficiaire	R7853 - CFCV COLLECTIF FEMINISTE CONTRE LE VIOL			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
33 900,00 €	TTC	35,4 %	12 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-480	Budget	2017

Dossier	EX024332 - AIDE AUX VICTIMES - Soutien et accompagnement vers et dans la procédure pénale pour les femmes victimes de traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle			
Bénéficiaire	R4181 - ADBDF LES AMIS DU BUS DES FEMMES			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
64 480,00 €	TTC	7,75 %	5 000,00 €	

Dossier	EX024333 - AIDE AUX VICTIMES - Tenue de permanences d’aide aux victimes			
Bénéficiaire	R9044 - TREMPLIN 94 SOS FEMMES			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 233,00 €	TTC	24,64 %	4 000,00 €	

Dossier	EX024335 - AIDE AUX VICTIMES - Financement d'actions d'accompagnement psychologique et juridique des enfants et adultes victimes de maltraitances			
Bénéficiaire	R4873 - L'ENFANT BLEU			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
127 937,00 €	TTC	9,38 %	12 000,00 €	

Dossier	EX024360 - AIDE AUX VICTIMES - Accompagnement des femmes victimes de violences			
Bénéficiaire	EX001233 - CIDFF CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES 92 BOULOGNE-BILLANCOURT			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
49 900,00 €	TTC	19,04 %	9 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-480	Budget	2017

Dossier	EX024438 - AIDE AUX VICTIMES - Aide aux victimes d'infractions pénales			
Bénéficiaire	R22083 - MEDIAVIPP 91 - ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE MEDIATION ET D'AIDE AUX VICTIMES			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
430 515,00 €	TTC	9,29 %	40 000,00 €	

Dossier	17012241 - AIDE AUX VICTIMES - Aide aux victimes d'infractions pénales			
Bénéficiaire	R9760 - PARIS AIDE AUX VICTIMES			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	27 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
774 045,00 €	TTC	3,55 %	27 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000751 - Aide aux victimes	422 685,00 €

Total sur l'imputation 935 - 57 - 157004 - 15700408	526 585,00 €

ANNEXE 3 : FICHES PROJETS AIDE AUX VICTIMES - ACCES AU DROIT

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024032

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ACCES AU DROIT - INFORMATIONS JURIDIQUES INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Accès au droit	90 300,00 €	14,17 %	12 800,00 €
	Montant Total de la subvention		12 800,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES DES HAUTS DE SEINE NANTERRE
Adresse administrative : 71 RUE DES FONTENELLES 92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Stéphane LAURENT, Président

Date de publication au JO : 22 décembre 1972

N° SIRET : 31778064100021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Accès au droit
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'accès au droit " Informations juridiques individuelles et collectives des femmes victimes de violences "

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La connaissance de ses droits est une des conditions fondamentales de la citoyenneté et de son exercice. L'accès à une information juridique de qualité permet de réduire les inégalités. Or, les sources du droit sont nombreuses (lois, conventions internationales…). La jurisprudence est abondante, les textes se multiplient tant au niveau national qu'européen et d'importantes réformes ont été votées ces dernières années, par exemple en matière de droit des femmes (loi sur l'égalité réelle entre les femmes et les hommes du 4 août 2014, renforçant la loi de 2010 relative aux violences faites aux femmes). L'accès à

l'information permet de désengorger les tribunaux, grâce à la résolution à l'amiable de certains conflits et à l'abandon de procédures pas toujours pertinentes.

Description :
Le CIDFF Nanterre assure 47 permanences dans 18 lieux différents, dans 10 communes des Hauts-de-Seine. Les entretiens sont confidentiels, gratuits et anonymes. De plus, le public est reçu tous les jours au siège (entretiens physiques sur rdv et permanence téléphonique). Pour les cas de violences (violences conjugales, viols, harcèlement au travail, mariages forcés...) les entretiens durent en moyenne une heure. Les juristes renseignent sur les droits, les procédures, les juridictions compétentes. Elles aident à la constitution des dossiers d'aide juridictionnelle. Elles travaillent en étroite collaboration avec les professionnel-les compétents lorsque cela est nécessaire (police, avocats, Parquet, associations spécialisées...). Le CIDFF propose désormais un accompagnement psychologique aux femmes victimes de violences grâce à l'embauche d'une psychologue, ce qui soulage la prise en charge des victimes pour les juristes. Il est envisagé de mettre en place des groupes de paroles pour ces victimes.
Le CIDFF propose également des actions de formations et de sensibilisation aux professionnel-les, au jeunes, aux parents, au grand public.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
7 juristes, une psychologue et une directrice, toutes titulaires d'un bac +5, ainsi qu'une secrétaire. Toute l'équipe est salariée de droit privé (8.5 ETP). Cela correspond à environ 15500 heures par an. Chaque salariée bénéficie d'environ 30 heures de formation par an. Chaque intervenante est spécialisée dans le repérage et l'accompagnement des victimes d'infraction pénale. Les juristes proposent également des informations sur le plan civil.

Partenaires :
Les communes du nord 92 (Asnières, Clichy, Colombes, Courbevoie, Gennevilliers, Nanterre, Puteaux, Rueil Malmaison, Suresnes, Villeneuve la Garenne), la déléguée départementale aux droits des femmes (DRDFE), le conseil départemental, DDCS, CDAD, FIPD, la cellule de lutte contre la radicalisation, le TGI, la police, l'ordre des avocats, l'éducation nationale, l'ASE, la CAF, les CIDFF de la région, le Centre Hubertine Auclert, le CNIDFF, l'Escale, Flora Tristan, l'ADAVIP.

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les permanences sont ouvertes à tout public.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, eau-gaz-électricité, ...)	500,00	0,55%
Services extérieurs (locations, assurance, documentation, ...)	4 100,00	4,54%
Autres services extérieurs (honoraires, publicité, frais postaux et telecom, ...)	4 500,00	4,98%
frais de personnel	81 200,00	89,92%
Total	90 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Crédits Politique de la ville EN	10 000,00	11,07%
Droits des femmes EC	40 000,00	44,30%
Emplois aidés par l'Etat (CNASEA) ATT	6 800,00	7,53%
CDAD ATT	6 000,00	6,64%
Région	12 800,00	14,17%
Département ATT	9 000,00	9,97%
Communes EN	5 700,00	6,31%
Total	90 300,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	12 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à la prévention	17 000,00 €
2015	Appel à projets thématique annuel destiné aux personnes en situation de handicap, âgées, en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	4 999,00 €
2015	Soutien à la prévention	12 750,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	10 800,00 €
	Montant total	50 549,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024134

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ACCES AU DROIT - ACCOMPAGNEMENT DE PROXIMITÉ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Accès au droit	84 805,00 €	5,90 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SFM SOLIDARITE FORMATION MEDIATION
RELAIS DAGOBERT
Adresse administrative : 9 RUE MAL DE LATTRE DE TASSIGNY
92110 CLICHY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Mireille GRIZZO, Présidente

Date de publication au JO : 29 juin 1994

N° SIRET : 39964471500027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Accès au droit
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'accès au droit " accompagnement de proximité "

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
- Favoriser l'accès aux droits sociaux à travers les actions individuelles et collectives du Relais d'Accès au Droit (RAD),
- orienter les personnes vers les structures ad hoc,
- permettre l'accès à des démarches nécessitant le recours à un avocat en informant et en mettant en lien les personnes,
- Accompagner les publics face à la dématérialisation des démarches administratives.

Description :
- accueil quotidien, information, orientation de façon transversale aux activités :
- 9 permanences écrivain public de 2h30 par semaine,
- accompagnement des dossiers DALO sur rendez-vous,
- médiation individualisée : accueil sur rendez-vous proposé aux personnes dont la situation administrative est complexe et nécessite de nombreuses mises en relation avec l'institution concernée.
- réunions collectives d'informations, d'échanges et d'accès aux droits
- partenaires opérationnels intégrés au projet

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
Salariés : 2 animatrices médiatrices + 1coordinatrice
Bénévoles : une quinzaine

Partenaires :
Services Sociaux du Conseil Départemental des hauts de Seine, CAF des Hauts de Seine, Centre communal d'action Sociale, Accueil de la Mairie de Clichy, Maison du droit, (ville de Clichy), Maison de l'habitat, (ville de Clichy), Service retraité (ville de Clichy), Mission handicap (ville de Clichy), Pôle emploi.

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Publics résidant en quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Détail du calcul de la subvention :
Ne sont pas comprises dans la base subventionnable, les dotations aux amortissements et aux provisions pour 1 345€.

Localisation géographique :
- CLICHY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, eau-gaz-électricité, ...)	1 790,00	2,08%
Services extérieurs (locations, entretien et réparations, assurance, ...)	2 100,00	2,44%
Autres services extérieurs (honoraires, publicité, déplacements, frais postaux et telecom,...)	4 995,00	5,80%
Impôts et taxes	5 450,00	6,33%
Frais de personnel	70 470,00	81,80%
Dotations aux amortissements et aux provisions (dépenses non éligibles)	1 345,00	1,56%
Total	86 150,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation des usagers EC	3 010,00	3,49%
Crédits politique de la ville (ATT)	10 000,00	11,61%
ASP ATT	13 530,00	15,71%
BOP 104 EC	10 000,00	11,61%
Région EC	5 000,00	5,80%
Communes EC	2 500,00	2,90%
CNAV ATT	5 000,00	5,80%
Associations ATT	33 000,00	38,31%
Autres produits de gestion courante	4 110,00	4,77%
Total	86 150,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	3 000,00 €
2015	Appel à projets thématique annuel destiné aux personnes en situation de handicap, âgées, en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	4 725,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	19 200,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	12 605,00 €
	Montant total	39 530,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024179

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ACCES AU DROIT - ACTIONS JURIDIQUES INDIVIDUALISÉES DE PROMOTION D'UN ÉGAL ACCÈS AU DROIT ET À LA JUSTICE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Accès au droit	159 075,00 €	3,14 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CATRED COLLECTIF DES ACCIDENTES DU TRAVAIL, HANDICAPES ET RETRAITES POUR L'EGALITE DES DROITS
Adresse administrative : 20 BOULEVARD VOLTAIRE 75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Nicole HERIN, Présidente

Date de publication au JO : 18 septembre 1985

N° SIRET : 39022384000021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Accès au droit
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'accès au droit "Actions juridiques individualisées de promotion d'un égal accès au droit et à la justice"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre son organisation.

Objectifs :
- Accompagner de manière effective toute personne, quelle que soit son âge, son sexe, sa catégorie ou sa nationalité, dans ses démarches d'accès aux droits et à la justice, ainsi que favoriser la prise en

compte de leurs droits par les structures de droit commun ;
- faciliter l'accès aux soins des personnes handicapées, invalides et dépendantes, par l'apprentissage des démarches et voies de recours, en mutualisant son action avec des partenaires associatifs (associations GISTI, CIMADE, COMEDE, ESD, AMA) ;
- encourager l'exercice effectif des droits et la lutte contre toutes les pratiques discriminatoires grâce à une meilleure connaissance des outils de défense et d'accès aux droits juridiques et sociaux et à une méthodologie d'action éprouvée.

Description :
- 2 permanences hebdomadaires ont lieu dans le local de l'association les lundis et jeudis après-midi ;
- 1 permanence hebdomadaire est assurée par une salariée juriste-audiencière ;
- 1 permanence hebdomadaire au sein du Pont d'accès au droit (PAD) 18ème arrondissement de Paris, et 1 mensuelle au sein du PAD du 15ème arrondissement de Paris.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
3 juristes, 1 responsable du développement - assistant juridique, 2 avocates.

Partenaires :
CDAD 75, DRJSCS IDF, DASES Bureau des personnes handicapées et des personnes âgées, CCFD–Terre Solidaire, Secours Catholique, CASP–ARAPEJ, CPAM 75, 92, 93, 94, 95, PAD (18, 15, 13, 19, 20, Jeunes), MJD (10ème, 14ème et 17ème), les services sociaux hospitaliers (Garches, Lariboisière), Expert-DOC, le CASVP 20ème, les CHRS (Charonne), les PIMMS, Pôle Emploi...

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Plus de 7000 résidents franciliens. En 2016 :
- 5131 personnes ont bénéficié d'un accompagnement administratif et juridique direct, dont 5000 résidents franciliens : enfants mineurs, adultes, hommes ou femmes, personnes âgées.
- 1974 personnes ont bénéficié d'un accompagnement juridique direct (résidents franciliens).
- 264 personnes ont été reçues dans les PAD, dont 66,7% nécessitant un suivi. Le public est issu de Paris (92,5%) et d'Ile-de-France (5 départements).

Détail du calcul de la subvention :
Pour le calcul de la dépense subventionnable ne sont pas prises en compte les dépenses suivantes : les impôts et taxes non liés strictement au projet pour 555 €, les frais financiers pour 270 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (eau-gaz-électricité, fournitures administratives ou d’entretien, petit matériel)	5 185,00	3,24%
Services externes (locations immobilières et de matériels, entretient et réparations, assurances, docs, études, recherhe, frais de formations)	24 015,00	15,02%
Autres services externes (honoraires, personnel extérieur, publicité, transports, missions et réceptions, frais postaux et téléphoniques, cotisations et dons)	10 760,00	6,73%
Impôts et taxes non liés au projet (dépenses non éligibles)	555,00	0,35%
Frais de personnel	119 115,00	74,49%
Charges financières (dépenses non éligibles)	270,00	0,17%
Total	159 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	10 900,00	6,82%
Région SSP (EC)	5 000,00	3,13%
DRJSCS IDF (EC)	54 800,00	34,27%
DDCS 75(EC)	7 500,00	4,69%
Ville de Paris (EC)	19 900,00	12,45%
DASES (EC)	31 000,00	19,39%
Subventions privées (EC)	22 300,00	13,95%
Dons, cotisations	8 500,00	5,32%
Total	159 900,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024189

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ACCES AU DROIT - ACCÈS AU DROIT DES FEMMES ET DES FAMILLES, PERMANENCES D'INFORMATION JURIDIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Accès au droit	175 782,00 €	3,98 %	7 000,00 €
	Montant Total de la subvention		7 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIDFF 92 CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES
Adresse administrative : 55 AVENUE JEAN JAURES
92140 CLAMART
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie-Françoise LEFILLEUL, Présidente

Date de publication au JO : 28 septembre 1977

N° SIRET : 32186349000041

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Accès au droit
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'accès au droit " accès au droit des femmes et des familles, permanences d'information juridique "

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
- Informer, orienter, accompagner les femmes et les familles, de manière globale, confidentielle et gratuite avec une réponse avant tout juridique dans les domaines de la parentalité, de l'emploi, de la vie familiale, sociale.

- Faciliter l’accès aux droits du public et en priorité des femmes.

Description :
Tenue par des juristes salariées de permanences d'information juridique (droit de la famille, droit du travail et protection sociale, procédures, droit des étrangers, droit international privé de la famille, droit général.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
salariés du CIDFF 92/Clamart : 4 Juristes et 1 directrice, titulaires d'un master 2 en droit
4000 heures annuelles

Partenaires :
Communes, CCAS, EDAS, Associations partenaires, professionnels de l'action sociale, centre d'hébergement, DRDFE, ...

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tout public et en priorité les femmes

Détail du calcul de la subvention :
Ne sont pas prises dans la base subventionnable, les dotations aux amortissements et aux provisions pour 2 000€.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, ...)	3 302,00	1,86%
Services extérieurs (entretien et réparations, assurance, documentation, ...)	4 230,00	2,38%
Autres services extérieurs (honoraires, déplacements, frais postaux et telecom, ...)	19 050,00	10,72%
Impôts et taxes	500,00	0,28%
charges de personnel	148 700,00	83,64%
Dotations aux amortissements et aux provisions	2 000,00	1,12%
Total	177 782,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services	15 000,00	8,44%
Droits des femmes EC	7 437,00	4,18%
CDAD EC	7 520,00	4,23%
CGET Politique Ville Bagneux EC	5 000,00	2,81%
DDCS Conseil Conjugal EC	6 800,00	3,82%
DDCS BOP 104 EC	9 200,00	5,17%
Région EC	7 000,00	3,94%
Département EC	9 000,00	5,06%
Communes EC	44 475,00	25,02%
CAF EC	59 850,00	33,66%
Reprises sur amortissementse et provisions	6 500,00	3,66%
Total	177 782,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	7 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	5 410,00 €
2014	Soutien à la prévention	1 300,00 €
2015	Appel à projets thématique annuel destiné aux personnes en situation de handicap, âgées, en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	5 000,00 €
2016	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	5 000,00 €
	Montant total	16 710,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024201

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ACCÈS AU DROIT - ORIENTER ET SOUTENIR DES PERSONNES EN DIFFICULTÉ, TRAVAILLER À LEUR RESTAURATION PERSONNELLE ET À LEUR INSERTION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Accès au droit	47 165,00 €	21,20 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APASO ASSOCIATION POUR LA PREVENTION L'ACCUEIL LE SOUTIEN ET L'ORIENTATION
Adresse administrative : 88 BOULEVARD ARAGO 75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Gilles GERARD, Président

Date de publication au JO : 9 octobre 1999

N° SIRET : 37937216200055

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Accès au droit
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'accès au droit " orienter et soutenir des personnes en difficulté, travailler à leur restauration personnelle et à leur insertion "

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
- Garantir un égal accès au droit des jeunes franciliens en allant à la rencontre de ce public absent des dispositifs classiques d'accès au droit ;
- proposer un accompagnement juridique permettant l'exercice effectif des droits en recevant le jeune le

temps nécessaire à la résolution du problème juridique repéré ;
- éviter que les difficultés juridiques/administratives/judiciaires ne freinent ou compromettent leur insertion socioprofessionnelle ;
- accueillir et informer les personnes victimes de discriminations ;
- orienter vers les structures d'accompagnement social ou de santé pour consolider leurs parcours d'insertion.

Description :
APASO propose à la fois un accueil centralisé au sein du Centre d'Information et de Documentation Jeunesse (CIDJ), accessible à tous les jeunes franciliens, et également un accueil en proximité, via le réseau des missions locales de l'Essonne et de Paris pour les jeunes moins mobiles et autonomes.
L'action se déroule au sein des structures fréquentées par les jeunes : Missions locales, Espaces dynamiques d'insertion, CIDJ :
- entretiens individuels pour traiter les problématiques juridiques identifiées ;
- animations d'ateliers collectifs sur le droit du travail et la citoyenneté.

Moyens mis en œuvre :
Pour 2017, le projet est rattaché à l'établissement de Massy.
Intervenants :
2,21 ETP dont 1,88 de juristes et 0,33 de temps administratif (Direction, secrétariat). Les juristes d'APASO s'appuient également sur l'équipe pluridisciplinaire d'APASO-Paris constituée de psychologues, travailleurs sociaux et de conseillers en insertion professionnelle.

Partenaires :
Missions locales de Paris, Massy, Val-d'Orge, Grigny, Brétigny, Evry, Les Ulis, Corbeil, Crosnes, Etampes ; Espaces Dynamiques Insertion de Savigny et Brétigny-sur-Orge ; Centre d'Information et de Documentation des Jeunes ainsi que le réseau (BIJ/BIJ) ; Barreau et les délégués du défenseur des droits...

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le nombre prévisionnel de bénéficiaires est estimé à 3300.
Pour les Missions Locales et les Edi : 1100 jeunes âgés de 16 à 25 ans, 550 reçus en individuel, 550 participants à un atelier collectif.
Pour le PAD-Jeunes de Paris :
Environ 2000 jeunes âgés de moins de 30 ans, 200 professionnels des champs juridiques, sanitaires et sociaux.
Le public bénéficiaire est mixte, l'action d'APASO est localisée sur le territoire de l'Essonne et sur Paris.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, eau-gaz-électricité, fournitures administratives ou d'entretien...)	358,00	0,76%
Services externes (locations, entretien et réparations, assurance, documentation, formation, séminaire)	3 257,00	6,91%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, déplacements et missions, frais postaux et de télécommunication, publicité, publications, cotisations...)	4 241,00	8,99%
Impôts et taxes liés au projet	3 832,00	8,12%
Frais de personnel	35 477,00	75,22%
Total	47 165,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région SSP (EC)	10 000,00	21,20%
Politique de la Ville (ATT)	7 400,00	15,69%
Ville de Paris (ATT)	5 500,00	11,66%
Organismes semi-publics (EC)	20 423,00	43,30%
Autres prestations de service	3 842,00	8,15%
Total	47 165,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à la prévention	30 000,00 €
2015	Soutien à la prévention	22 500,00 €
	Montant total	52 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024210

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ACCES AU DROIT - ACCOMPAGNEMENT JURIDIQUE DES PERSONNES MALADES ET HANDICAPÉES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Accès au droit	58 253,00 €	8,58 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FNATH ASSOCIATION DES ACCIDENTES DE LA VIE CHEMIN VERT
Adresse administrative : 11 RUE DU CHEMIN VERT 75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame HENRIETTE MARIE, Présidente

Date de publication au JO : 19 décembre 2015

N° SIRET : 81803632900014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Accès au droit
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'accès au droit "Accompagnement juridique des personnes malades et handicapées"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre son organisation.

Objectifs :
Plusieurs objectifs sont poursuivis:
- faciliter l'accès aux droits des personnes en difficulté, en raison de leur état de santé ou de leur handicap ;

- détecter et mieux accompagner certains publics en situation de fragilité, tels que les bénéficiaires d'une pension d'invalidité, de minima sociaux ou bien encore de l'allocation aux adultes handicapés ;
- renforcer l'information des personnes devenues malades ou handicapées, à la suite d'un accident ou d'une maladie, en lien ou pas avec leur travail ;
- diffuser les informations aux personnes ou différents organismes en charge de la réception de ces usagers.

Description :
Mise en place d'un accompagnement personnalisé destiné à permettre un diagnostic précis des droits des personnes. Ces rendez-vous doivent permettre de détecter les situations, d'analyser les besoins et d'y répondre au plus près, en apportant les explications nécessaires à la sortie d'une situation d'incompréhension engendrée par la complexité des droits, et éviter ainsi les situations de rupture et les procédures inappropriées, susceptibles d'aggraver des situations déjà fragilisées.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
1 juriste, 2 stagiaires : la juriste est compétente dans les domaines du droit du travail, du droit social, du droit du handicap et du droit de la sécurité sociale ; les stagiaires sont des stagiaires juristes qui viendront appuyer les actions de la juriste. Des bénévoles pour l'organisation des permanences, sur les aspects administratifs, mais aussi dans le cadre de l'accompagnement juridique.

Partenaires :
Mairie de Paris, Agefiph, associations, hôpitaux, médecins...

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les publics plus particulièrement visés sont les personnes handicapées, les personnes invalides, les personnes malades, leurs familles, notamment les aidants.
Les personnes sont accompagnées quelle que soit l'origine de leur handicap ou de leur maladie : accidents de la route, accidents du travail, maladies chroniques, handicap de naissance. De même, tous les types de handicap seront concernés.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, eau-gaz-électricité, matériel informatique)	1 700,00	2,92%
Services externes (locations, assurance)	5 300,00	9,10%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, publicité, publications, transport de biens et, déplacements et missions, frais postaux et frais de télécommunications...)	5 800,00	9,96%
Frais de personnel	45 453,00	78,03%
Total	58 253,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région SSP (EC)	5 000,00	8,58%
Ville de Paris (ATT)	5 000,00	8,58%
AGEFIPH (ATT)	5 000,00	8,58%
Dons, cotisations	43 253,00	74,25%
Total	58 253,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024217

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ACCES AU DROIT - PERMANENCES D'INFORMATION JURIDIQUE ET D'ACCÈS AU DROIT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Accès au droit	163 500,00 €	6,61 %	10 800,00 €
	Montant Total de la subvention		10 800,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIDFF DE PARIS CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES
Adresse administrative : 17 RUE JEAN POULMARCH
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Jocelyne MONGELLAZ, Vice-présidente

Date de publication au JO : 22 avril 2006

N° SIRET : 48937656600035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Accès au droit
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'accès au droit "Permanences d'information juridique et d'accès au droit"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre son organisation.

Objectifs :
- Dispenser sur l'ensemble du territoire parisien une mission d'intérêt général d'information juridique auprès du public prioritairement féminin ;

- informer sur les droits des femmes en privilégiant la prise en compte de la globalité des situations vécues, et en y répondant par une approche personnalisée ;
- prendre en charge des femmes victimes de violences.

Description :
- Permanences juridiques anonymes, gratuites et confidentielles. L'ensemble des permanences du CIDFF de Paris s'inscrit en complémentarité avec le réseau parisien d'accès au droit : PAD et MJD ;
- mise en place de lieux d'accueil, d'écoute, d'information juridique et d'orientation dans les domaines de compétences du CIDFF de Paris à disposition du public parisien, et en priorité des femmes ;
- toute information utile dans les domaines juridique, professionnel, économique, social et familial, pour permettre l'exercice de leur pleine citoyenneté ;
- travail en partenariat avec la Ville de Paris dans le domaine de la lutte contre les violences faites aux femmes.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
- 4 juristes pour les rendez-vous individuels d'information juridique, 1 secrétaire pour la gestion des planning et la pré-orientation, 1 directrice pour la gestion globale, le suivi des orientations et le suivi des dossiers.

Partenaires :
Direction Régionale aux Droits des Femmes et à l'égalité , ville de Paris : DDCT-SEII, FIPD, Parquet de Paris, Points d'accès au droit parisiens, Maisons de justice et du droit, associations d'aide aux victimes (Halte aux Femmes Battues, Le Phare, Collectif féministe Contre le Viol, Elles s'imaginent, Centre Hubertine Auclert, Paris Aides aux Victimes, Centre de victimologie)

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Environ 4000 personnes par an, principalement des femmes parisiennes.

Détail du calcul de la subvention :
L’ensemble des dépenses est éligible.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures administratives ou d'entretien)	500,00	0,31%
Services externes (locations)	13 500,00	8,26%
Frais de personnel	149 500,00	91,44%
Total	163 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région SSP (EC)	10 800,00	6,61%
Droit des femmes (ATT)	82 000,00	50,15%
FIPD (EC)	11 700,00	7,16%
Ville de Paris (EC)	59 000,00	36,09%
Total	163 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Egalité professionnel entre les femmes et les hommes	9 312,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	14 820,00 €
2014	Soutien à la prévention	9 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	12 000,00 €
2015	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	10 500,00 €
2015	Soutien à la prévention	6 750,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	5 800,00 €
2016	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	10 500,00 €
2017	Téléprotection grave danger (TGD)	10 500,00 €
	Montant total	89 182,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024238

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ACCES AU DROIT - FAVORISER L'ACCÈS AU DROIT AUX POPULATIONS EN DIFFICULTÉ, ASSURER UNE MISE EN ŒUVRE EFFECTIVE DES DROITS DE LA FEMME PAR DES ACTIONS D'INFORMATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Accès au droit	87 300,00 €	11,45 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JURIS SECOURS
Adresse administrative : 5 B IMPASSE ONFROY
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JULIEN SAINT FELIX, Président

Date de publication au JO : 16 juillet 1991

N° SIRET : 40437164300036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Accès au droit
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'accès au droit "Favoriser l'accès au droit aux populations en difficulté, assurer une mise en œuvre effective des droits de la femme par des actions d'information"

Date prévisionnelle de début de projet : 2 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre son organisation.

Objectifs :
Etre au plus proche des habitants de Paris et de la Seine-Saint-Denis et constituer un relais entre eux et les institutions. La permanence juridique, en tant que lieu et espace d'accès au droit de proximité, constitue :

- un accueil gratuit et permanent, permettant l'apport d'une information de proximité sur les droits et devoirs de chacun ;
- un accueil accessible aux personnes fragilisées, en état de précarité, leur permettant de rencontrer gratuitement des professionnels du droit ;
- un lieu d'écoute, d'orientation et d'accompagnement des personnes démunies dans leurs démarches auprès des institutions judiciaires, administratives ou des entreprises privées ;
- un lieu pour aider les personnes à connaître, faire reconnaître et à retrouver leurs droits en leur apportant des conseils et un accompagnement.

Description :
- Permanences juridiques téléphoniques (tout public): ces entretiens permettent d'apporter une réponse rapide, circonstanciée et adaptée ;
- permanences juridiques (tout public) assurées du lundi au samedi ;
- permanences Juridiques assurées dans les locaux de Bobigny du lundi au vendredi ;
Villes : Rosny-sous-Bois, Bobigny, Epinay-sur-Seine, Aubervilliers, Drancy, Paris 10ème, 13ème, 14ème, 17ème.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
1 avocat ou 1 juriste à chaque permanence juridique, des juristes stagiaires, 1 médiatrice pour l'accueil et les accompagnements extérieurs, 1 agent administratif.

Partenaires :
CDAD 75 & 93, Préfecture 93, villes de Bobigny, Drancy, Epinay-sur-Seine, Rosny-sous-Bois, Aubervilliers, PAD de Paris 13, MJD de Paris et de Seine-Saint-Denis, Maison des services publics de Drancy, Maison du droit et de la citoyenneté de Rosny-sous-Bois, Espace Nelson Mandela, associations, services sociaux,...

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tout public pour la majorité originaire de Paris et de Seine-Saint-Denis. Toutes les tranches d'âge sont concernées.
Près de 2000 usagers pour les permanences physiques et 1200 pour les permanences téléphoniques.

Détail du calcul de la subvention :
Pour le calcul de la dépense subventionnable ne sont pas prises en compte les dépenses suivantes : les services bancaires pour 800 €, les dotations aux amortissements et provisions pour 100 €, les contributions volontaires en nature pour 5 400 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, fournitures administratives ou d'entretien)	820,00	0,88%
Services externes (locations, entretien et réparations, assurance)	1 200,00	1,28%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, déplacements et missions, frais postaux et de télécommunication, publicité, publications...)	22 170,00	23,69%
Frais de personnel	63 110,00	67,43%
Services bancaires (dépenses non éligibles)	800,00	0,85%
Dotations aux amortissements (dépenses non éligibles)	100,00	0,11%
Emplois des contributions volontaires en nature (dépenses non éligibles)	5 400,00	5,77%
Total	93 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région SSP (EC)	10 000,00	10,68%
Politique de la Ville (EC)	22 000,00	23,50%
Emplois aidés par l'Etat ASP (EC)	8 000,00	8,55%
Villes de Bobigny, Rosny-sous-Bois, Drancy, Epinay-sur-Seine (EC)	26 700,00	28,53%
CDAD 75 (EC)	21 500,00	22,97%
Contributions volontaires en nature	5 400,00	5,77%
Total	93 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à la prévention	15 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	20 000,00 €
2015	Soutien à la prévention	11 250,00 €
2015	Soutien régional en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes (CR46-14)	13 100,00 €

2016	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d’aide aux familles	35 000,00 €
	Montant total	94 350,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024269

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ACCES AU DROIT - AIDE À L'ACTION JURIDIQUE DE RECONNAISSANCE DES DÉLITS PÉNAUX DE VIOLENCES PSYCHOLOGIQUES ET DE HARCÈLEMENT POUR LES FEMMES VICTIMES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Accès au droit	11 000,00 €	45,45 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AJC CONTRE LA VIOLENCE MORALE INTFAM STALKING
Adresse administrative : 2 PLACE D'AUXOIS 78310 MAUREPAS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Florence MAYER, Présidente

Date de publication au JO : 6 novembre 1999

N° SIRET : 47921355500028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Accès au droit
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'accès au droit " Aide à l'action juridique de reconnaissance des délits pénaux de violences psychologiques et de harcèlement pour les femmes victimes "

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un démarrage anticipé dans le cadre de son déroulement.

Objectifs :
L'objectif du projet est de mieux protéger les femmes victimes d'infractions pénales en leur permettant d'être informées, orientées et aidées à l'accomplissement des actions juridiques nécessaires à l'exercice

de leur droit de reconnaissance des délits pénaux de violences psychologiques et/ou de harcèlement reconnus et sanctionnés depuis la Loi du 09 juillet 2010.

Description :
L'association reçoit plus de 7.300 demandes d'informations annuelles sur les violences morales et le harcèlement. La moitié est issue de personnes franciliennes soit 3.000 à 3.500 contacts annuels ayant subi des violences conjugales ou intra-familiales ou du harcèlement.
Fondée en 1999, l'association AJC est la seule association spécialisée en violences morales intra-familiales (violences psychologiques, manipulation, harcèlement) et propose un accompagnement et suivi des victimes par des démarches concrètes de conseils, informations pratiques et juridiques, de tutorats et de diagnostics auprès des familles concernées.
La violence psychologique est un délit difficile à faire reconnaître car elle est insidieuse et invisible.
Il s'agit de proposer un travail de circonscription et de caractérisation des 2 délits de violences psychologiques et de harcèlement auprès des femmes victimes ainsi qu'un accompagnement au dépôt de plainte, aux audiences pénales et à la constitution de partie civile. L'association aide les victimes à comprendre les démarches et procédures pour l'accomplissement de l'exercice de leurs droits et une aide psychologique individualisé dans le cas des traumatismes causés par cette violence non visible.
L'association travaille en collaboration avec un avocat pénaliste compétent pour assister les victimes devant les juridictions.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
- une conseillère socio-judiciaire à raison de 30 heures par dossier
- un psychologue à raison de 10 heures par dossier
- une chargée de mission (secrétariat) à raison de 5% du salaire mensuel chargé
- un stagiaire
- un avocat pénaliste pour l'analyse de la caractérisation des délits subis par les victimes

Partenaires :
- Cabinet d'avocat pénaliste DFGHK, Maitre Théo Heguy
- Chantal Paoli-Texier, conseillère socio-judiciaire prestataire
- Marianne Huteau, psychologue prestataire
- le Conseil Départemental des Yvelines,
- la mairie de Maurepas, Montigny, Elancourt
- la CAF des Yvelines,
- la communauté d'agglomération de Saint Quentin en Yvelines

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Femmes, victimes de viol, harcèlement, violences conjugales ou intra-familiales, violences psychologiques.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, ...)	300,00	2,73%
Services extérieurs (assurance, documentation, ...)	500,00	4,55%
Autres services extérieurs (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, déplacements, frais postaux et télécom,	7 320,00	66,55%
Frais de personnel	2 880,00	26,18%
Total	11 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services	2 500,00	22,73%
Région EC	5 000,00	45,45%
Département EC	500,00	4,55%
Intercommunalité CA SQY EC	500,00	4,55%
Communes (Maurepas, Montigny, Elancourt) ATT	500,00	4,55%
CAF ATT	1 000,00	9,09%
Autres produits de gestion courante	1 000,00	9,09%
Total	11 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	5 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	3 750,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	3 400,00 €
2017	Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	5 000,00 €
	Montant total	17 150,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024325

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ACCES AU DROIT - ACCES AU DROIT EN DIRECTION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Accès au droit	25 950,00 €	19,27 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGE91
Adresse administrative : 26 RUE DES CHAMPS
91830 LE COUDRAY-MONTCEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BERNARD DUPORTET, Président

Date de publication au JO : 5 mars 2015

N° SIRET : 33066709800025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Accès au droit
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'accès au droit " accès au droit en direction des personnes en situation de handicap "

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un démarrage anticipé dans le cadre de son déroulement

Objectifs :
Développer une politique d'aide à l'accès au droit des personnes en situation de handicap, de leurs familles et des professionnels les accompagnant.

Description :

Les missions des juristes sont les suivantes :
•Répondre à toute demande d'information sur les droits et obligations dans les domaines civil, pénal, social et administratif ;
•Aider à remplir les demandes administratives ;
•Orienter vers les organismes compétents ;
•Aider à la rédaction de courriers ;
•Préparer les consultations juridiques auprès des professionnels du droit (avocat, notaire, huissier…) ;
•Assurer des permanences juridiques physiques auprès des structures sociales, points d'accès au droit ou maisons de justice et du droit ;
•Dispenser des sessions d'information et de formation à destination des personnes âgées, de leurs proches et des professionnels en contact avec des personnes âgées (notamment les professionnels médicaux, sociaux et médico-sociaux) et des adultes en situation de handicap.
•Participer par des actions individuelles et collectives à la prévention de la lutte contre la maltraitance à l'égard des personnes âgées, des adultes en situation de handicap et de leur entourage familial.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants
Juristes salariés par AGE 91 dans le cadre du Point d'accès au droit des personnes âgées et des personnes en situation de handicap. Postes à plein temps.
Secrétaire de l'association à temps partiel pour le service d'accès au droit.

Partenaires
Points d'accès au droit, MDPH, Centres locaux d'information et de coordination (CLIC), Centres communaux d'action sociale, Intercommunalités et communautés de communes. (Val d'Orge, Etampois Sud-Essonne, Val d'Yerres Val-de-Seine, Val d'Essonne), Caisse primaire d'assurance maladie, 4 dispositifs Méthode d'Action pour l'Intégration des services d'aide et de soins dans le champ de l'Autonomie (MAIA), CDAD de l'Essonne, Conseil départemental de l'Essonne, Caisse primaire d'Assurance maladie de l'Essonne

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Au premier chef les 2500 personnes en situation de handicap recensées par les services de la MDPH mais de plus toutes celles et ceux qui ne se sont pas manifestés et qui peuvent apparaître par le seul fait de disposer de ce service spécialisé.
L'ensemble des professionnels des établissements à destination des adultes handicapés et ceux des associations d'aide à domicile, de soins infirmiers à domicile et d'hospitalisation à domicile qui sont souvent confrontés à une méconnaissance des droits de leur public de bénéficiaires.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matières et fournitures, autres fournitures...)	500,00	1,93%
Services extérieurs (documentation...)	800,00	3,08%
Autres services extérieurs (publicité, publications, déplacemetns et missions, frais postaux et frais de télécommunication...)	1 150,00	4,43%
Frais de personnel (rémunération, charges sociales de l'employeur, autres charges...)	23 500,00	90,56%
Total	25 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prosuits des services et ventes diverses (autres...)	250,00	0,96%
Etat (autres...)	900,00	3,47%
Région (EC)	5 000,00	19,27%
Département (EC)	3 000,00	11,56%
Produits exceptionnels	16 800,00	64,74%
Total	25 950,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024330

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ACCES AU DROIT - DÉVELOPPER L'ACCÈS AU DROIT À DESTINATION DE PUBLICS EXCLUS : USAGERS EN SANTÉ MENTALE, DÉTENUS ET VICTIMES DE VIOLENCES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Accès au droit	196 014,00 €	6,79 %	13 300,00 €
	Montant Total de la subvention		13 300,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DROITS D 'URGENCE
Adresse administrative : 5 RUE DU BUISSON SAINT LOUIS
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jérôme GIUSTI, Président

Date de publication au JO : 6 septembre 2003

N° SIRET : 45101859200027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Accès au droit
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'accès au droit "Développer l'accès au droit à destination de publics exclus : usagers en santé mentale, détenus et victimes de violences conjugales"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre son organisation.

Objectifs :
A travers sa mission qui consiste à promouvoir l'accès au droit à destination des publics les plus exclus, Droits d'urgence poursuit différents objectifs :
- apporter gratuitement conseils et informations juridiques aux plus démunis, pour les aider à prendre conscience de leurs droits, à les connaître, les faire reconnaître, afin de pouvoir les exercer de manière

effective ;
- lutter contre le non-recours au droit et faire de chaque personne un acteur de droit : permettre la réappropriation du droit par les usagers en favorisant leur autonomie, et faire du droit un outil d'inclusion en généralisant l'information juridique ;
- participer aux politiques publiques de lutte contre l'exclusion : s'associer aux pouvoirs publics en alliant l'expertise associative à l'exigence de service public ;
- favoriser la visibilité de l'action d'accès au droit auprès du public et des professionnels.

Description :
- Victimes de violences conjugales : poursuite du point dédié destiné à accueillir les femmes et les hommes victimes de violences au sein du couple à Paris ; formation et sensibilisation des acteurs locaux, permanences d'accueil et d'accompagnement dans des lieux dédiés (mairie, Point d'accès au droit, services sociaux…), actions de communication et échanges entre professionnels.
- Usagers en santé mentale : poursuite du dispositif "Accès au droit et santé mentale" créé en 2009, implanté au sein des établissements psychiatriques parisiens ; permanences juridiques bimensuelles généralistes, gratuites et confidentielles tenues par deux juristes ; pôle des avocats volontaires du dispositif "Barreau de Paris Solidarité" (conseils et prises en charge contentieuses).

Moyens mis en œuvre :
L'action visée est centrée autour de 5 intervenants salariés :
-2 juristes coordinateurs (CDI temps plein, niveau Master 2 en droit) ;
-2 juristes (CDI temps plein, niveau Master 2 en droit) ;
-1 intervenant à la coordination (CDI temps plein, diplôme d'Etat d'Educateur spécialisé, diplôme d'assistance juridique).

Partenaires :
Copnseils départementaux de Paris et du Val-de-Marne, Points d'accès au droit de la ville de Paris, Mairie du 20e arrondissement de Paris, Ville de Paris, commissariats, Espaces solidarité insertion, associations d'aide aux victimes, établissements de santé mentale, Ordres des avocats de Paris et du Val-de-Marne.

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Victimes de violences conjugales, usagers en santé mentale, professionnels médico-sociaux, juridiques, judiciaires, personnels administratifs.
En 2016, cette action globale a bénéficié à 1749 personnes.

Détail du calcul de la subvention :
Ne font pas partie de la base subventionnable, les impôts et taxes non liés au projet pour 14 311€.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (prestations de services, matières et fournitures)	7 657,00	3,64%
Services externes (locations, entretien et réparations, assurance, documentation)	7 788,00	3,70%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, déplacements et missions, frais postaux et de télécommunication, publicité, publications...)	4 686,00	2,23%
Impôts et taxes non liés au projet	14 311,00	6,80%
Frais de personnel	175 883,00	83,62%
Total	210 325,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région SSP (EC)	13 300,00	6,32%
CDAD 94 (EC)	62 025,00	29,49%
Département 75 DASES (EC)	30 000,00	14,26%
Départements 75 DDCT (EC)	5 000,00	2,38%
Ville de Paris (EC)	10 000,00	4,75%
CGET 94 (EC)	10 000,00	4,75%
CHT (EC)	80 000,00	38,04%
Total	210 325,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	13 300,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien à la prévention	9 750,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	8 300,00 €
	Montant total	18 050,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024336

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ACCES AU DROIT - PERMANENCES GRATUITES D'ACCOMPAGNEMENT POLYVALENT ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE ET D'AIDE PERSONNALISÉE AUX DÉMARCHES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Accès au droit	61 275,00 €	16,32 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NOUVELLES VOIES
Adresse administrative : 4 AVENUE ROBERT SCHUMANN
92360 MEUDON LA FORET
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Sylvie JANIN, Présidente

Date de publication au JO : 31 août 2002

N° SIRET : 43903707800029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Accès au droit
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'accès au droit : " permanences gratuites d'accompagnement polyvalent administratif et juridique et d'aide personnalisée aux démarches "

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
Accompagner durablement toute personne en difficulté sociale administrative et juridique.

Description :
1 : Mise en place de permanences pendant lesquelles l'association reçoit les personnes individuellement sur R.D.V.

Les rendez-vous sont d'au minimum 30 mn, pendant lesquelles les personnes exposent leur situation et les difficultés qu'elles rencontrent. Apres écoute, analyse et synthèse, éventuellement consultation des travailleurs sociaux et/ou d'un avocat, l'action prend 4 formes différentes et complémentaires :
- Rédaction d'un ou plusieurs courriers
- Aide à la rédaction de dossiers administratifs avec contact des administrations concernées
- Orientation ou information juridique, avec l'aide de l'avocat consulté
- Mise en place d'un accompagnement personnalisé

2 : Accompagnements personnalisés
Ces accompagnements sont mis en place, au delà des permanences, dès que la situation des personnes l'exige.
Ils prennent des formes très différentes, qui dépendent de la complexité de la situation et du niveau d'autonomie de la personne. Si la situation l'exige, l'association peut accompagner physiquement, auprès d'une administration, d'un partenaire social, d'un avocat, ou d'une entreprise concernée (banque, bailleur, employeur…).

Moyens mis en œuvre :
Intervenants
Salariés de l'association, de la licence d'écrivain public aux juristes

Partenaires
centres sociaux, travailleurs sociaux, professionnels du droits, autres associations, Etat, conseils départementaux, intercommunalité, communes, fondations privées, entreprises

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Toute personne de tout âge, toute origine, ayant des difficultés administratives et juridiques

Détail du calcul de la subvention :
Pour le calcul de la dépense subventionnable ne sont pas prises en compte les charges financières pour 350 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (eau, gaz, électricité, fournitures entretien et équipement, ...)	750,00	1,22%
Services extérieurs (locations, entretien et réparation, assurances, documentation...)	3 100,00	5,03%
Autres services extérieurs (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, publicité, déplacements, frais postaux et telecom, ...)	11 200,00	18,17%
Impôts et taxes	3 150,00	5,11%
Charges de personnel	43 075,00	69,90%
Charges financières	350,00	0,57%
Total	61 625,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CGET EC	6 000,00	9,74%
ASP EC	4 000,00	6,49%
Région EC	10 000,00	16,23%
Départements EC	16 500,00	26,77%
Interco EC	3 000,00	4,87%
Communes EC	9 500,00	15,42%
CAF EC	2 000,00	3,25%
Subventions privées EC	4 625,00	7,51%
Autres produits de gestion courante	6 000,00	9,74%
Total	61 625,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à la prévention	50 000,00 €
2015	Soutien à la prévention	37 500,00 €
	Montant total	87 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024350

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ACCES AU DROIT - INFORMATION ET ACCOMPAGNEMENT DANS LES DÉMARCHES POUR FAIRE VALOIR SES DROITS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Accès au droit	19 760,00 €	25,30 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION BEL AGIR
Adresse administrative : 19 B RUE EDMOND DUBUIS
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur XAVIER FIQUEMO, Président

Date de publication au JO : 19 juillet 2003

N° SIRET : 47859038300020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Accès au droit
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'accès au droit "information et accompagnement dans les démarches pour faire valoir ses droits "

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
- Renseigner et accompagner toute personne pour connaitre ses droits et mieux les exercer et les défendre.
- Constituer un premier niveau d'information avant d'orienter vers les structures compétentes.
- Favoriser l'égal accès de tous à l'information juridique par un service gratuit et confidentiel.
- Orienter et informer les personnes de manière efficace pour simplifier une situation complexe et éclaircir

les problèmes juridiques.
- Accompagner les personnes en situation précaire dans leurs démarches pour exercer et défendre leurs droits.
- Travailler en collaboration avec tous les partenaires pour mieux recenser les actions et proposer les meilleures réponses.
- Accompagner les personnes ayant un faible niveau en français dans leurs démarches administratives sur internet.
- Rédiger des courriers ou lettres pour les personnes qui en ont besoin et traduire le courrier administratif.
- Remplir des dossiers, des formulaires, et aider à constituer un dossier.

Description :
Les permanences juridiques sont assurées par un juriste pour toutes les questions du droit relatives au droit du travail : Exécution du contrat de travail, problèmes avec l'employeur, licenciement … Il s'agit aussi de donner une information de premier niveau pour les questions de droit des étrangers (recours, dossiers à remplir…)

L'aide aux démarches administratives et l'écrivain public donnent à toute personne les renseignements nécessaires pour expliquer et répondre aux courriers administratifs ou autres (CAF, CPAM, impôts, retraites...). Il est possible de pratiquer la médiation en cas de problèmes de facture de téléphone, EDF, GDF ou autres.
Le but est aussi d'orienter les personnes vers le service concerné et faire la liaison pour faciliter le contact. Grâce au travail de partenariat, le renvoi est fréquent vers un partenaire plus compétent pour traiter une demande spécifique.

Moyens mis en œuvre :
Intervenant
1 salarié Bac+4, juriste, (9h/semaine)

Partenaires
Association CIDFF, APTM, CRESUS, Nouvelles voies, Centres sociaux, CVS, CAF, CPAM, le conseil Départemental des Hauts de Seine de l'accès aux droits, le réseau de l'accès aux droits de la ville de Nanterre, PAD-RAD

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Personnes adultes vivant une situation précaire ou non. Femmes seules ou familles monoparentales. Personnes confrontées à la fracture numérique y compris les personnes âgées. Personnes à faible niveau scolaire ayant des difficultés à exercer leurs droits.

Détail du calcul de la subvention :
Ne sont pas pris en compte dans la base subventionnable les impôts et taxes non liés au projet pour 240€.

Localisation géographique :

- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matières et fournitures)	3 500,00	17,50%
Services externes (locations, entretien et réparations, assurance)	5 610,00	28,05%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, déplacements et missions, frais postaux et de télécommunication, publicité, publications)	2 300,00	11,50%
Impôts et taxes non liés au projet	240,00	1,20%
Frais de personnel	7 812,00	39,06%
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	538,00	2,69%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région SSP (EC)	5 000,00	25,00%
CUCS (EC)	5 000,00	25,00%
Commune (EC)	5 000,00	25,00%
Département 92 (EC)	5 000,00	25,00%
Total	20 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	ARSIE- Aide à l'investissement (CR46-14)	25 000,00 €
	Montant total	25 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023730

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AUX VICTIMES - ACCOMPAGNEMENT DES FEMMES VICTIMES DE HARCÈLEMENT, DE VIOLENCES CONJUGALES ET INTRA-FAMILIALES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux victimes	27 000,00 €	18,52 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APCE ASSOCIATION POUR LE COUPLE ET L'ENFANT
Adresse administrative : 6 RUE ROBERT SCHUMAN 95300 PONTOISE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne DANIERE, Présidente

Date de publication au JO : 1 avril 1978

N° SIRET : 31338509800055

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux victimes
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Accompagnement des femmes victimes de harcèlement, de violences conjugales et intra-familiales"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre son organisation.

Objectifs :
Ecouter, accompagner et soutenir les femmes victimes de harcèlements physiques, et psychologiques, de violences conjugales et intra-familiales.

Description :
Les psychologues cliniciennes de l'APCE reçoivent les femmes victimes de toutes formes de harcèlement et de violences.
Elles proposent des entretiens individuels, confidentiels et gratuits pour les habitants résidant dans les communes de l'Est du Val d'Oise. Ces entretiens peuvent devenir des suivis pour les femmes qui demandent un accompagnement plus soutenu. Elles peuvent aussi orienter ces femmes vers des structures partenaires, faire le lien avec des services sociaux et juridiques pour les aider dans leurs démarches.
Les lieux de permanences se situent dans les villes de Gonesse, Sarcelles et Villiers-le-Bel, souvent sur des quartiers prioritaires.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
2 psychologues cliniciennes spécialisées dans les problématiques de violences familiales, 3 médiatrices familiales de l'APCE.

Partenaires :
DDCS, Préfecture, communes de Gonesse, Sarcelles et Villiers-le-Bel, travailleurs sociaux de la CAF et du Conseil départemental, associations "Du coté des Femmes", l'AFAVO, juristes du CIDFF 95, commissariats, services de la santé (médecins, hôpitaux, planning familial).

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Environ 200 femmes adultes, subissant toutes sortes de violences physiques, psychologiques, sexuelles, conjugales et familiales, issues des communes de l'Est du Département du Val-d'Oise.

Localisation géographique :
- CC DU PAYS DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (petit matériel, fournitures administratives et d'entretien)	43,00	0,16%
Services externes (assurance, documentation)	200,00	0,74%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, transports, déplacements et missions, frais postaux et bancaires, publicité, publications)	1 390,00	5,15%
Impôts et taxes liés au projet	448,00	1,66%
Frais de personnel	23 964,00	88,76%
Autres charges de gestion courante	955,00	3,54%
Total	27 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région SSP (EC)	5 000,00	18,52%
Commissariat Général Egalité des Territoires CGET (EC)	10 000,00	37,04%
DDCS (EC)	7 500,00	27,78%
Villes de Gonesse, Sarcelles, Villiers-le-Bel (EC)	4 500,00	16,67%
Total	27 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien à la prévention	2 850,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	2 500,00 €
	Montant total	5 350,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023765

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AUX VICTIMES - SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES EN SEINE-SAINT-DENIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux victimes	17 921,00 €	50,00 %	8 960,00 €
	Montant Total de la subvention		8 960,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APCE 93 ASSOCIATION POUR LE COUPLE ET L'ENFANT
Adresse administrative : 5 RUE ANATOLE FRANCE 93120 LA COURNEUVE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne DANIERE, Présidente

Date de publication au JO : 29 décembre 2007

N° SIRET : 31338509800089

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux victimes
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Soutien psychologique pour femmes victimes de violences conjugales en Seine-Saint-Denis"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre son organisation.

Objectifs :
Proposer des entretiens d'accueil et d'orientation, ainsi que des accompagnements, à toutes les femmes victimes de violences, quelles que soient leurs situations familiales, sociales et professionnelles.
Ces entretiens ont aussi pour objectif de fournir aux femmes les informations pratiques, notamment

juridiques, liées à leur situation et de les orienter vers les structures qu'elles ne connaissent pas ou bien qu'elles n'osent pas contacter : centres d'hébergement d'urgence, Centre d'information sur les droits des femmes (CIDF), SOS Femmes, etc...

Description :
Une partie des femmes contacte l'association par téléphone ou en étant orientée directement par l'un de ses partenaires. Une autre partie est orientée en interne par des collègues de l'APCE, notamment les intervenants de l'Espace de Rencontre Enfants-Parents qui reçoivent beaucoup de femmes victimes de violences, dans le cadre des ordonnances de protection émises par les magistrats du tribunal de Bobigny.
Les entretiens se déroulent ensuite principalement dans les locaux associatifs situés à La Courneuve, ainsi qu'à Epinay-sur-Seine. Il s'agit d'entretiens gratuits, d'une durée d'une heure. La majorité de ces femmes sont également orientées vers une ou plusieurs structures (hébergement, aide juridique, etc.) selon leurs situations respectives.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
Ils sont tous salariés en CDI à temps partiel.
- 1 psychologue clinicienne (Master 2) : 260H/an
- 1 conseillère conjugale et familiale également thérapeute familiale : 160h/an

Partenaires :
- Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis, Direction Départementale de la Cohésion Sociale de la Seine-Saint-Denis, commissariats de police de Plaine-Commune, CHRS du 93, CCAS, Juges aux Affaires Familiales du Tribunal de Grande Instance de Bobigny.

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Femmes victimes de violences qui résident sur le territoire de Plaine Commune en Seine-Saint-Denis. Le public cible comprend aussi les enfants de ces femmes victimes de violences, qu'ils soient témoins directs ou non des violences subies par leur mère.
En 2016, 190 heures d’entretiens ont été réalisées avec 65 femmes différentes, soit une moyenne de 3,32 heures d’entretien pour chacune des victimes.

Détail du calcul de la subvention :
Pour le calcul de la dépense subventionnable ne sont pas prises en compte les dépenses suivantes : les dotations aux amortissements et provisions pour 79 €.

Localisation géographique :
- PLAINE COMMUNE (EPT6)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, énergie, fournitures administratives ou d'entretien)	157,00	0,87%
Services externes (locations, entretien et réparations, assurance, documentation, formation, séminaire)	689,00	3,83%
Autres services externes (déplacements et missions, frais postaux et de télécommunication, publicité, publications, cotisations...)	1 231,00	6,84%
Impôts et taxes liés au projet	1 013,00	5,63%
Frais de personnel	14 259,00	79,22%
Autres charges de gestion courante	572,00	3,18%
Dotations aux amortissements (dépenses non éligibles)	79,00	0,44%
Total	18 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région SSP (EC)	8 960,00	49,78%
CDAD 93 (EC)	9 040,00	50,22%
Total	18 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	8 960,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Soutien à la médiation	7 000,00 €
2015	Soutien à la médiation	12 540,00 €
2015	Soutien à la prévention	3 000,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	4 300,00 €
	Montant total	16 340,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023776

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AUX VICTIMES - MISE EN OEUVRE DE PERMANENCES JURIDIQUES POUR LES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES ET ACCOMPAGNEMENT DANS LES COMMISSARIATS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux victimes	12 000,00 €	39,17 %	4 700,00 €
	Montant Total de la subvention		4 700,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIBRES TERRES DES FEMMES
Adresse administrative : 111 BOULEVARD MACDONALD
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Hélène DUREUX, Présidente

Date de publication au JO : 26 octobre 2006

N° SIRET : 49334953400021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux victimes
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Mise en oeuvre de permanences juridiques pour les femmes victimes de violences conjugales et accompagnement dans les commissariats"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre son organisation.

Objectifs :
L'objectif général est de permettre aux femmes victimes de violences conjugales d'avoir accès au droit en matière pénale ou civile, car bien souvent les deux sont concernés.
Les objectifs opérationnels sont :

- appropriation des procédures judiciaires,
- accompagnement moral et physique,
- accès à des outils pour comprendre les étapes des procédures,
- bénéficier d'une écoute en toute confidentialité et en confiance,
- rencontre et demande de conseils auprès des professionnels de la justice.

Description :
Mise en place d'une permanence juridique un jeudi sur deux, par session de 5 ou 6 heures. Il s'agit d'entretiens individuels entre les victimes et les avocates. Les permanences s'appuient aussi sur des supports (plaquettes, schémas explicatifs, films, etc.)
Par ailleurs, un accompagnement physique systématique des victimes de violences conjugales est mis en place dans les commissariats et les tribunaux pour les audiences pénales.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
6 avocates sur les barreaux des départements 75, 77, 92, 93, 94, 95, spécialisées en droit de la famille et droit pénal ; la directrice de l'association, 1 assistante sociale, 1 stagiaire.

Partenaires :
Travailleurs sociaux (scolaires, de secteur, d'entreprise), hôpitaux, commissariats, CHRS, associations locales, bureaux d'aide juridictionnelle, Points d'Accès aux Droits, SPIP, Maisons de la Justice et du Droit, CIDFF.

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les femmes victimes de violences essentiellement conjugales, et plus largement victimes de violences intrafamiliales, notamment suite à une radicalisation d'un membre de la famille. L'association reçoit des femmes de toute l'Ile-de-France (55% de parisiennes et 45% de franciliennes).
En 2016, 116 heures de permanences juridiques pour 176 femmes reçues et 143 démarches engagées (au civil comme au pénal).

Détail du calcul de la subvention :
L’ensemble des dépenses est éligible.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (eau, gaz, électricité ; fournitures administratives ou d'entretien)	155,00	1,29%
Services externes (locations, documentation)	310,00	2,58%
Autres sevices externes (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, publicité, frais postaux et télecom.)	5 490,00	45,75%
Frais de personnel	6 045,00	50,38%
Total	12 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région SSP (EC)	4 700,00	39,17%
FIPD (EC)	5 000,00	41,67%
Droit des femmes (EC)	1 300,00	10,83%
Ville de Paris (EC)	1 000,00	8,33%
Total	12 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	4 700,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	25 000,00 €
2014	Soutien à la prévention	3 500,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	13 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	5 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	3 000,00 €
2015	Appel à projets thématique annuel destiné aux personnes en situation de handicap, âgées, en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	8 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	13 000,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	2 700,00 €
2016	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	10 500,00 €
2017	Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	3 000,00 €
	Montant total	86 700,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023814

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AUX VICTIMES - ACCUEIL ET ORIENTATION DES VICTIMES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux victimes	377 171,00 €	10,61 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AVIMEJ AIDE AUX VICTIMES ET MEDIATION JUDICIAIRE
Adresse administrative : 19 RUE DU GENERAL LECLERC 77100 MEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BERNARD ROUX, Président

Date de publication au JO : 18 décembre 1996

N° SIRET : 41160098400024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux victimes
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes " Accueil et orientation des victimes "

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
Assurer une aide généraliste et spécialisée, pluridisciplinaire auprès des personnes victimes d'une infraction pénale : information juridique, soutien psychologique, accompagnement social.

Description :
- Aide généraliste et pluridisciplinaire auprès des personnes victimes : information juridique, soutien psychologique, accompagnement social au siège social, en BAV, et hors Bureau d'Aides aux Victimes via

des antennes de proximité réparties sur le département (37 antennes en 2016).
- Démarche proactive envers certaines victimes et selon certains dispositifs locaux.
- Suivis assurés avec prise de contact nouvelle au bout de trois à six mois.
- Aide spécialisée (dispositif référents attentats et suivis des victimes des attentats sur le territoire, violences conjugales etc.)
- Représentation des mineurs victimes avec l'administration ad hoc : 300 procédures en cours. Cette activité est très dense au sein de l'association, seul organisme administrateur ad hoc du département. Nécessité d'un soutien et d'une prise en considération des temps passés, besoin d'un chef de service, assurer les interventions des administrateurs ad hoc sur le département, coordination, réactivité auprès des magistrats, services de police et de gendarmerie, UMJ, déplacements avec le mineur, auditions etc.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
Professionnels salariés exclusivement tous diplômés. 80% le sont à BAC+4/+5. 80% interviennent dans l'aide aux victimes depuis plus de 10 ans.
En 2016 : 10,3 ETPT dont 5,8 Juristes / 1,8 psychologues et 2,7 autres (administratifs, collaborateurs).
En 2017 : + 2 ETPT salariés, + collaborateurs administrateurs ad hoc.

Partenaires :
Ministère de la Justice, autorités judiciaires des Tribunaux de Grande Instance, personnels des antennes de Justice (PAD, MJD), agents communaux et inter-communaux, Maisons des solidarités, intervenants sociaux...

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Toute personne s'estimant victime d'une infraction pénale. Homme, femme, majeur ou mineur.

Détail du calcul de la subvention :
Pour le calcul de la dépense subventionnable ne sont pas prises en compte les dotations aux amortissements et provisions pour 3 286 €.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (eau-gaz-électricité, fournitures, ...)	8 084,00	2,12%
Services extérieurs (locations, entretien et réparations, assurance, documentation, ...)	26 134,00	6,87%
Autres services extérieurs (honoraires, publicité, déplacements, ...)	52 167,00	13,71%
Impôts et taxes	5 451,00	1,43%
Charges de personnel	285 335,00	75,00%
Dotations aux amortissements et aux provisions	3 286,00	0,86%
Total	380 457,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services	25 100,00	6,60%
Etat - FIPD EC	50 000,00	13,14%
BOP 101 Justice EC	201 167,00	52,88%
Région EC	40 000,00	10,51%
Département EC	2 000,00	0,53%
CDAD EC	12 300,00	3,23%
Commune EC	48 790,00	12,82%
Produits financiers	100,00	0,03%
Produits exceptionnels	1 000,00	0,26%
Total	380 457,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	70 000,00 €
2014	Soutien à la prévention	15 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	58 000,00 €
2015	Soutien à la prévention	11 250,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	49 300,00 €
	Montant total	203 550,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024000

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AUX VICTIMES - PERMANENCES AU CENTRE MÉDICO-JUDICIAIRE DES HAUTS-DE-SEINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux victimes	73 373,00 €	24,53 %	18 000,00 €
	Montant Total de la subvention		18 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADAVIP ASSOCIATION DEPARTEMENTALE D'AIDE AUX VICTIMES D'INFRACTIONS PENALES
Adresse administrative : 57 RUE ERNEST RENAN 92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel PINKERT, Président

Date de publication au JO : 10 novembre 1984

N° SIRET : 33218741800030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux victimes
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes " Permanences au Centre Médico-Judiciaire des Hauts-de-Seine "

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
Prise en charge psychologique des victimes de violences (sexuelles, conjugales, intra familiales, de voie publique, accident de la circulation ...) dans un délai court après la commission des faits.

Description :
Toutes les victimes de violences, d'accident de la circulation ou de d'atteintes à leur intégrité physique se présentent à la demande des services de police du département des Hauts de Seine au Centre Médico-Judicaire des Hauts-de-Seine.
La permanence de l'ADAVIP-92 permet de proposer aux victimes une aide psychologique immédiate et une orientation vers l'ensemble des services, et notamment vers les services juridiques et sociaux de l'ADAVIP-92.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
- 1,14 ETP de psychologues de l'ADAVIP-92

Partenaires :
- Justice, Département des Hauts-de-Seine, Hôpital Raymond Poincaré, équipe médicale du Centre Médico-Judiciaire.

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Toutes personnes, hommes, femmes, mineurs, victimes de violences ou d'accident de la circulation se présentant au Centre Médico-Judicaire des Hauts-de-Seine à la demande des services de police du département.
En 2016, 985 victimes reçues dont 59% pour agressions, 27% pour des violences conjugales,7% pour des agressions sexuelles, 6% pour des accidents de la circulation.
68% de femmes, 32% d'hommes dont 14% de mineurs

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Impôts et taxes	4 280,00	5,83%
charges de personnel	61 198,00	83,41%
Autres charges de gestion courante	7 895,00	10,76%
Total	73 373,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Justice EC	4 500,00	6,13%
Région EC	18 000,00	24,53%
Département EC	50 873,00	69,33%
Total	73 373,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	18 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	20 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	20 000,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	18 000,00 €
	Montant total	58 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024027

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AUX VICTIMES - ACCOMPAGNER LES FEMMES VICTIMES DES VIOLENCES ET DES FEMMES EN DIFFICULTÉ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux victimes	91 600,00 €	5,46 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DIALOGUES DE FEMMES
Adresse administrative : 1 ALLEE DES CHARMES
95400 VILLIERS LE BEL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Solange CABIT, Présidente

Date de publication au JO : 21 novembre 1998

N° SIRET : 38994866200025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux victimes
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Accompagner les femmes victimes des violences et des femmes en difficulté"

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre son organisation.

Objectifs :
- Accompagner les femmes seules ou avec enfants en difficulté dans leurs démarches (social, juridique, administratif, à la santé ...)
- Accès aux droits
- Accès aux actions de formation et d'intégration

Description :
- Accueillir et écouter attentivement la victime pour mieux l'accompagner et qu'elle puisse bénéficier d'une meilleure orientation
- Aider à monter les dossiers de demande de logement ou d'hébergement d'urgence
- Accompagner dans les démarches d'ordre juridique, social et psychologique
- Travailler avec la victime sur l'ensemble des besoins et si possible l'éloignement de l'auteur des violences
- Promouvoir et organiser des actions de lutte et de sensibilisation contre les violences
- Organiser d'un suivi psychologique pour la mère et les enfants
- Maintenir la relation des partenaires institutionnels et associatifs
- Aider les femmes à retrouver la confiance en soi, à se reconstruire, les accompagner dans l'acquisition de l'autonomie et mettre en place des moyens favorisant la resocialisation et les sortir de l'isolement

Moyens mis en œuvre :
Intervenants
Femmes à la recherche d'emploi ou de formation, en insertion professionnelle, à la recherche d'un logement, victimes des violences conjugales, rencontrant des difficultés financières, soit 730 heures à l'année

Partenaires
La commune de Villiers Le Bel, la direction Régionale des Droits de Femmes, la Fondation BNP PARIBAS, l'Etat (dans le cadre du FIPD), ASP (contrat aidé)

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tout public victime pénale, femmes victimes de violences, victimes d'attentats et/ou d'accidents collectifs.

Localisation géographique :
- VILLIERS-LE-BEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (Fournitures, eau, gaz, électricité, alimentation, fournitures administratives ou d'entretien...)	5 250,00	5,73%
Services externes (locations, entretien et réparations, pirme d'assurance, études et recherches, documentation, formations, séminaires...)	3 800,00	4,15%
Autres services extérieurs	15 050,00	16,43%
Charges exceptionnelles	500,00	0,55%
Frais de personnel (rémunération du personnel, charges sociale de l'employeur,autres charges...)	67 000,00	73,14%
Total	91 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services et ventes diverses (participation des usagers, autres prestations de services EN, autres...)	900,00	0,98%
Crédit Politique de la Ville ATT	15 000,00	16,38%
Droit des femmes (EN)	7 500,00	8,19%
Département	1 000,00	1,09%
Région EC	5 000,00	5,46%
Communes EC	4 500,00	4,91%
Emploi aidés par l'Etat (CNASEA)	45 000,00	49,13%
FIPD	2 500,00	2,73%
Services civiques et intégration	3 700,00	4,04%
Organismes privés	4 000,00	4,37%
Cotisations, dons manuels ou legs	2 500,00	2,73%
Total	91 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Départ en vacances et/ou échanges inter intra régionaux	4 050,00 €
	Montant total	4 050,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024053

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AUX VICTIMES - ACCUEIL, INFORMATION ET SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE DES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES ET INTRAFAMILIALES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux victimes	15 000,00 €	50,00 %	7 500,00 €
	Montant Total de la subvention		7 500,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APCE 77 ASSOCIATION POUR LE COUPLE ET L'ENFANT
Adresse administrative : 12 SQUARE BLAISE PASCAL 77000 MELUN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANNE DANIERE, Présidente

Date de publication au JO : 29 décembre 2007

N° SIRET : 31338509800121

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux victimes
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes " accueil, information et soutien psychologique des victimes de violences conjugales et intrafamiliales "

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
Accueillir les victimes de violences, leur permettre de s'exprimer dans un lieu bienveillant en dehors du cadre policier/judiciaire, les informer sur leurs droits, les soutenir psychologiquement, et ce notamment dans le but de leur permettre d'être autonomes afin de se projeter dans l'avenir.

Description :
Les bénéficiaires seront reçus en entretiens individuels par la conseillère conjugale ou la psychologue, en fonction du lieu qui leur conviendra le mieux.
Ils/elles pourront contacter directement le service ou être orientés par différents partenaires et plus particulièrement la Gendarmerie Nationale. Une convention va être formalisée, dans le but de recevoir les victimes directement dans les gendarmeries territoriales.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
une psychologue et une conseillère conjugale et familiale, salariées.
Nombre annuel d'heures d'intervention pour les deux intervenantes : 260 heures minimum.

Partenaires :
Les gendarmeries du territoire (Nangis, Rozay-en-Brie...) et les différents partenaires qui peuvent orienter le public (centres sociaux, CCAS).

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les victimes de violences conjugales et intrafamiliales, ayant ou non porté plainte, de tous âges et toutes catégories sociales, ainsi que leurs enfants.

Détail du calcul de la subvention :
Ne font pas partie de la base subventionnable, les dotations aux amortissements et provisions pour 30€.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (eau-gaz-électricité, fournitures, ...)	43,00	0,29%
Services extérieurs (entretien et réparations, assurance, documentation, ...)	47,00	0,31%
Autres services extérieurs (honoraires, publicité, déplacements, ...)	900,00	5,99%
Impôts et taxes	580,00	3,86%
Frais de personnel	13 250,00	88,16%
Autres charges de gestion courante	180,00	1,20%
Dotations aux amortissements et aux provisions	30,00	0,20%
Total	15 030,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FIPD ATT	7 000,00	46,57%
Région EC	7 500,00	49,90%
Autres produits de gestion courante	30,00	0,20%
DDCS	500,00	3,33%
Total	15 030,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	7 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien à la médiation	5 000,00 €
2014	Soutien à la prévention	5 500,00 €
2015	Soutien à la médiation	3 600,00 €
	Montant total	14 100,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024069

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AUX VICTIMES - PERMANENCES D'AIDE AUX VICTIMES D'INFRACTIONS PÉNALES PAR L'INFORMATION JURIDIQUE ET LE SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux victimes	557 185,00 €	1,49 %	8 300,00 €
	Montant Total de la subvention		8 300,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIDFF 95 CENTRE D'INFORMATION DEPARTEMENTAL SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES DU VAL D'OISE
Adresse administrative : 1 PLACE DES ARTS
95000 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Charles MODAT, Président

Date de publication au JO : 2 janvier 1983

N° SIRET : 33102507200041

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux victimes
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Permanences d'aide aux victimes d'infractions pénales par l'information juridique et le soutien psychologique "

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre son organisation.

Objectifs :
Développer et renforcer le dispositif d'aide aux victimes existant sur le Val d'Oise pour la prise en compte,

le soutien et l'aide aux victimes.
L'intervention de l'association permet d'évaluer la complexité de ses attentes, de dégager les priorités, de l'informer sur ses droits, de l'accompagner tout au long de la procédure judiciaire, d'expliquer et de donner du sens à son action mais aussi à celle des professionnels.

Description :
L'association est adhérente des fédérations Centre Nationale d'Informations sur les Droits des Femmes et des Familles et Institut National d'Aide aux Victimes. Dans ce cadre elle assure des permanences juridiques et de soutien psychologique dans de nombreux lieux du Val d'Oise.
Elles sont situées au TGI, aux UMJ, au sein des Maisons de Justice et du Droit, des centres sociaux du département, de la mission locale de Cergy et au siège de l'association.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
7 juristes, 2 psychologues, 1 travailleur social, 1 accueillante, 1 secrétaire, 1 directrice-adjointe et 1 directeur.
Les intervenants interviennent sur 21 lieux de permanences répartis sur l'ensemble du département du Val d'Oise.

Partenaires :
Cour d'Appel de Versailles, Ministère du Droit des Femmes, Politique de la Ville-FIPD-Préfecture du 95, Conseil Général du Val d'Oise, EPCI et villes accueillant les permanences, TGI, Maisons de Justice et du Droit, UMJ, centres sociaux, mairies, commissariats de police, gendarmerie, Unités médicales Judiciaires, structures associatives d'insertion.

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les bénéficiaires sont des victimes provenant de l'ensemble du département du Val d' Oise et notamment des quartiers prioritaires.
Pour 2016, 11 552 personnes ont été accueillies au total sur les permanences dont 67,2% de femmes.

Détail du calcul de la subvention :
Pour le calcul de la dépense subventionnable ne sont pas prises en compte les dépenses suivantes :
- les frais financiers pour 1 433 €, les dotations aux amortissements et provisions pour 8 596 €, soit un total de 10 029 €.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures administratives ou d'entretien)	2 508,00	0,44%
Services externes (locations, entretien et réparations, assurance, documentation, études et recherches)	14 893,00	2,63%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, déplacements et missions, frais postaux et de télécommunication, publicité, publications...)	34 385,00	6,06%
Impôts et taxes liés au projet	23 640,00	4,17%
Frais de personnel	480 254,00	84,67%
Autres charges de gestion courante	430,00	0,08%
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 075,00	0,19%
Dotations	8 596,00	1,52%
Charges financières	1 433,00	0,25%
Total	567 214,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emplois aidés par l'Etat ASP (ATT)	4 397,00	0,78%
Justice, Cour d'Appel (ATT)	192 532,00	33,94%
FIPD (EC)	95 405,00	16,82%
Région (EC)	8 300,00	1,46%
Département (ATT)	96 657,00	17,04%
Intercommunicalité : EPCI (EC)	48 432,00	8,54%
Communes (EC)	96 327,00	16,98%
CDAD (ATT)	23 750,00	4,19%
Associations (EC)	1 414,00	0,25%
Total	567 214,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	8 300,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	13 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	9 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	9 750,00 €
2015	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	9 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	8 300,00 €
2016	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	9 000,00 €
	Montant total	68 050,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024086

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AUX VICTIMES - AIDE AUX VICTIMES D'INFRACTIONS PÉNALES, D'ACCIDENTS DE LA CIRCULATION, DE CATASTROPHES COLLECTIVES ET D'ACTES DE TERRORISME

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux victimes	218 170,00 €	4,03 %	8 800,00 €
	Montant Total de la subvention		8 800,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DIRE - DEVELOPPEMENT IGNYMONTAIN DE RENCONTRE ET D'ENTRAIDE
Adresse administrative : HOTEL DE VILLE 78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Thierry OLIVE, Président

Date de publication au JO : 11 avril 1990

N° SIRET : 43368557500022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux victimes
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Aide aux victimes d'infractions pénales, d'accidents de la circulation, de catastrophes collectives et d'actes de terrorisme"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile.

Objectifs :
- être présent aux côtés des victimes à tous les stades de la procédure, dans le souci de les aider à obtenir réparation de leur préjudice, tant moral que physique ;
- leur permettre, par le biais d'entretiens juridiques et/ou psychologiques, de retrouver une autonomie

après le traumatisme subi, qu'il soit ponctuel ou multiple.

Description :
- Accueillir, écouter, informer juridiquement, soutenir psychologiquement, accompagner et orienter les victimes d'infractions pénales, d'accidents de la circulation, de catastrophes collectives et d'actes de terrorisme,
- favoriser auprès des victimes la connaissance de leurs droits,
- leur expliquer les démarches privées, administratives, sociales et judiciaires, qu'elles doivent entreprendre,
- leur apporter un soutien psychologique le temps nécessaire à leur reconstruction,
- sensibiliser les enfants autour du harcèlement scolaire, et intervenir auprès des enfants victimes de harcèlement scolaire,
- apporter un soutien psychologique aux enfants témoins de violences conjugales,
- sensibiliser les auteurs de violences conjugales aux conséquences de l'infraction, notamment sur les enfants,
- travailler autour des projets de justice restaurative,
- prendre en charge de la façon la plus optimale possible les victimes gravement traumatisées, en faisant preuve de proactivité,
- établir en concertation avec la Préfecture un plan d'intervention, en cas d'attaques terroristes dans le département.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
1 directeur administratif, 1 responsable de service, 1 juriste diplômée, 1 psychologue clinicienne diplômée, 1 assistante administrative, 1 éducateur du Service prévention de l'association.

Partenaires :
Unité Médico Judiciaire de Versailles, Maison de la Justice et du Droit de Saint-Quentin-en-Yvelines, Institut en Santé Génésique de Saint-Germain-en-Laye, Accueil de jour départemental pour les femmes victimes, l'Etincelle, Relais d'Accès au Droit, Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation, l'ASSOEDY, Mouvement Français du Planning Familial...

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Toutes les personnes victimes d'une infraction pénale, d'un accident de la circulation, d'une catastrophe collective, d'un acte de terrorisme sans distinction d'âge, de sexe ou de conditions.
3 018 entretiens ont été réalisés en 2016 : 2 947 victimes aidées (1 831 femmes et 1 116 hommes).

Détail du calcul de la subvention :
Pour le calcul de la dépense subventionnable ne sont pas prises en compte les dépenses suivantes : les dotations aux amortissements et provisions pour 700 €.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, fournitures administratives...)	5 000,00	2,28%
Services externes (entretien et réparations, prime d'assurantes, autres...)	2 320,00	1,06%
Autres services externes	25 500,00	11,65%
Impots et taxes (taxes sur les salaires...)	11 000,00	5,03%
Frais du personnel	174 350,00	79,66%
Dotations aux amortissements et aux provisions (dépenses non éligibles)	700,00	0,32%
Total	218 870,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autres prestations de services (EC)	1 500,00	0,69%
Droit des femmes (EC)	3 000,00	1,37%
FIPD (EC)	15 500,00	7,08%
Justice (ATT)	94 500,00	43,18%
Région (EC)	8 800,00	4,02%
EPCI (ATT)	31 320,00	14,31%
Communes (Montigny le Bretonneux, Plaisir) EC	64 250,00	29,36%
Total	218 870,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	8 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	10 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	7 500,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	6 800,00 €
	Montant total	24 300,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024121

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AUX VICTIMES - FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES (CONJUGALES, VIOLS, HARCÈLEMENT, INTRA-FAMILIALES...), VICTIMES D'ATTENTATS, VICTIMES DE DÉLITS ROUTIERS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux victimes	191 167,00 €	10,31 %	19 700,00 €
	Montant Total de la subvention		19 700,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIDFF 94 CENTRE D'INFORMATION SUR LE DROIT DES FEMMES ET DES FAMILLES DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 12 AVENUE FRANCOIS MITTERRAND
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Dominique PERIGORD, Présidente

Date de publication au JO : 3 avril 1975

N° SIRET : 31251792300164

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux victimes
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes " femmes victimes de violences (conjugales, viols, harcèlement, intra-familiales...), victimes d'attentats, victimes de délits routiers "

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
- l'activité généraliste : première information, orientation et suivi des victimes pénales
- l'activité spécialisée - violences faites aux femmes

- la prise en charge spécifique des victimes gravement traumatisées

Description :
A) Activité généraliste
Le CIDFF assure le premier accueil d'accès au droit et la prise en charge, l'aide aux démarches et le suivi des victimes d'infractions pénales.
Il informe et recueille les premières demandes sur toutes ses antennes (35).
Il assure le suivi sur des permanences dites spécialisées pour toutes victimes d'infractions pénales dans 13 lieux sur le Département.
Membre actif du Schéma départemental d'aide aux victimes du Val-de-Marne, le CIDFF est associé à son développement et à sa mise en application.

B) Activité spécialisée dont les femmes victimes de violences
Le CIDFF est spécialisé sur les violences faites aux femmes et la lutte contre les violences sexistes : violences au sein du couple, violences intra-familiales, violences au travail, harcèlement, mariages forcés, mutilations sexuelles féminines, prostitution…

C) Prise en charge spécifique des victimes gravement traumatisées (attentats, accidents collectifs)
Co-référent avec l'APCARS SAJIR, et en lien avec le Parquet et la Préfecture, le CIDFF participe à l'élaboration et à l'application du cadre relatif à la prise en charge des victimes d'actes de terrorisme, le suivi des victimes du terrorisme. Le CIDFF propose simultanément par sa pluridisciplinarité l'approche globale des situations : aspects civils et pénaux.

Moyens mis en œuvre :
Salariées :
1er semestre 2017 :
10 juristes (3,30 ETP) dont une coordinatrice aide aux victimes et une coordinatrice « attentats-accidents collectifs », 1 psychologue (0,60 ETP) et la Direction (0,40 ETP)
2nd semestre 2017 :
10 juristes (3,50 ETP) dont une coordinatrice aide aux victimes et une coordinatrice « attentats-accidents collectifs », 1 psychologue (0,80 ETP), 1 travailleur social (0,40 ETP) et la Direction (0,40 ETP)

Partenaires :
Fédération des Centres d'Information des Droits des Femmes et des Familles
France victimes (INAVEM)
Schéma départemental d'Aide aux victimes (SDAV), Tremplin94, APCE et le Bureau d'aide aux victimes – APCARS
Cellule de suivi départementale et de prévention de la radicalisation
Communes pour les permanences spécialisées aide aux victimes et réseaux violences sur le Département

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Tout victime pénale d'infraction, femmes victimes de violences, victimes d'attentats et/ou d'accidents collectifs.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (eau-gaz-électricité, fournitures, ...)	1 464,00	0,77%
Services extérieurs (locations, entretien et réparations, assurance, documentation, ...)	8 687,00	4,54%
Autres services extérieurs (honoraires, publicité, déplacements, frais postaux et télécom, ...)	11 321,00	5,92%
Impôts et taxes	11 534,00	6,03%
Frais de personnel	158 161,00	82,73%
Total	191 167,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services	1 500,00	0,78%
Crédits politique de la ville EC	21 000,00	10,99%
Droit des femmes EC	15 300,00	8,00%
Justice EC	19 000,00	9,94%
Région EC	19 700,00	10,31%
Communes EC	114 667,00	59,98%
Total	191 167,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	19 700,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	23 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	17 250,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	14 700,00 €
	Montant total	54 950,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024132

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AUX VICTIMES - ÉCOUTER, INFORMER, ACCOMPAGNER LES VICTIMES D'INFRACTIONS PÉNALES ET D'ACCIDENTS COLLECTIFS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux victimes	212 000,00 €	7,31 %	15 500,00 €
	Montant Total de la subvention		15 500,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOS VICTIMES 78
Adresse administrative : 3 PLACE ANDRE MIGNOT
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Louis-Pierre CORADIN, Président

Date de publication au JO : 10 décembre 1990

N° SIRET : 39100005600013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux victimes
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes " écouter, informer, accompagner les victimes d'infractions pénales et d'accidents collectifs "

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
- Accueillir, informer sur leurs droits les victimes d'une infraction pénale, d'une catastrophe collective ou d'un attentat.
- Proposer un accompagnement global et adapté (accompagnement social, juridique et soutien psychologique)
- Réaliser sur mandat judiciaire des évaluations personnalisées des victimes et/ou enquêtes victimes

- Participer à la mise en oeuvre des mesures de justice restaurative
- Sensibiliser les partenaires et le public sur l'action menée envers les victimes reçues

Description :
Toute personne victime d'une infraction pénale (atteinte aux biens, atteinte à la personne) contacte l'association ou est contactée par elle au sein des différentes permanences sur le département des Yvelines (Siège de l'association à Versailles, permanences dans les commissariats de Versailles, Rambouillet, St Germain en Laye, le Vésinet, permanence à l'UMJ de Versailles, permanence au PAD de Sartrouville).

Les victimes rencontrent un intervenant qui établit un diagnostic de sa situation et évalue ses besoins. Il lui propose alors un accompagnement global et adapté (accompagnement social, juridique, psychologique)
A tout moment de cet accompagnement, il travaille en relais avec les partenaires opérationnels.

L'association participe également à la mise en oeuvre de mesures de justice restaurative (rencontres détenus/victimes à la Centrale de Poissy, stages de responsabilisation, stages de citoyenneté...).
Enfin, elle intervient lors de colloques, journées de formation ou de sensibilisation, organisé(e)s sur le département des Yvelines à destination des professionnels ou du public.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
- Une équipe de salariés: 1 directrice, 2 juristes, 2 psychologues, des stagiaires
- Une équipe de 8 bénévoles

Partenaires :
Les élus locaux, le Ministère de la Justice, la Préfecture des Yvelines, le Conseil Départemental des Yvelines, les communes, ...

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Toutes les victimes d'une infraction pénale sont reçues (femmes victimes de viol, harcèlement, violences conjugales ou intra-familiales, victimes d'attentats, victimes de délits routiers).

Détail du calcul de la subvention :
L’ensemble des dépenses est éligible.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (eau-gaz-électricité, fournitures, ...)	6 500,00	3,07%
Services extérieurs (locations, assurance, documentation, ...)	27 800,00	13,11%
Autres services extérieurs (honoraires, publicité, déplacements, frais postaux et télécom, ...)	17 500,00	8,25%
frais de personnel	160 200,00	75,57%
Total	212 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FIPD EC	10 000,00	4,72%
Ministère de la justice EC	165 700,00	78,16%
Région EC	15 500,00	7,31%
Département EC	8 000,00	3,77%
Communes EC	5 000,00	2,36%
Autres orgaismes privés EC	7 800,00	3,68%
Total	212 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	20 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	15 000,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	13 500,00 €
	Montant total	48 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024147

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AUX VICTIMES - AIDE AUX VICTIMES D'ACTES TERRORISTES, DE DÉLITS ROUTIERS ET DE FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES À PARIS ET DANS LE VAL-DE-MARNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux victimes	301 500,00 €	13,27 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHRS APCARS
Adresse administrative : 4 BD DU PALAIS
75001 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur André ZERVUDACHI, Président

Date de publication au JO : 18 octobre 1980

N° SIRET : 32073428800014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux victimes
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Aide aux victimes d'actes terroristes, de délits routiers et de femmes victimes de violences à Paris et dans le Val-de-Marne"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre son organisation.

Objectifs :
Offrir gratuitement aux victimes d'infractions pénales un accueil, une information juridique et une aide psychologique permettant :
- la reconnaissance de la victime et de ses droits ;

- l'apaisement des conflits ;
- la lutte contre l'isolement des victimes ;
- la diminution du sentiment d'insécurité.
Depuis 2015, l'APCARS expérimente de nouvelles pratiques en matière d'aide aux victimes, centrées sur la Justice Restaurative avec l'appui de l'Institut Français pour la Justice Restaurative (IFJR).

Description :
Le service accueille, informe sur les droits, soutient et accompagne psychologiquement tout au long de la procédure pénale, toute victime directe ou indirecte d'agressions, mineures ou majeures, ayant subi :
- une atteinte aux biens (vol,dégradations, escroqueries, abus de confiance...) ;
- une atteinte aux personnes (violences volontaires intra-familiales ou etxra-familiales, agressions de nature sexuelle, actes de terrorisme...) ;
- un accident de la circulation ;
- un accident collectif ou naturel.
Tous les services proposés sont gratuits et dispensés par des professionnels diplômés. Le service d'aide aux victimes intervient dans des permanences :
TGI de Paris (Bureau d'Aide aux Victimes) ; TGI de Créteil (Bureau d'Aide aux Victimes) ; unité de consultation médico-judiciaire de l'Hôpital de Créteil ; maisons de Justice et du Droit de Champigny-sur-Marne et Villejuif.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
1 directeur, 1 psychologue, 1 chef de service, 3,5 juristes pénalistes, 1 assistant social pour le suivi des victimes ou familles de victimes des attentats pour toutes les démarches administratives, des stagiaires psychologues et élèves avocats.

Partenaires :
94 : chefs de juridiction de Créteil (Président et Procureur) ; Juge Délégué aux Victimes de Créteil ; Barreau du Val-de-Marne ; hôpital intercommunal de Créteil ; services judiciaires du TGI du 94, services de police, services sociaux et mairies du département 94.
75 : chefs de juridictions de Paris (Président et Procureur) ; Barreau de Paris ; associations d'aide aux victimes.

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Toutes victimes de violences, d'attentats et/ou d'accidents collectifs, ou d'infraction routière. En 2016, l'assocation a reçu au total 2506 femmes. Parmi celles-ci, 72% concernent des atteintes aux personnes (violences physiques ou psychologiques), des agressions sexuelles, des atteintes aux biens ou des accidents de circulation.

Détail du calcul de la subvention :
L’ensemble des dépenses est éligible.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, eau, gaz, électricié, alimentation, fournitures...)	1 700,00	0,56%
services externes (locations, entretien et réparations, prime d'assurance, études et recherches, documentation...)	2 700,00	0,90%
Autres services externes (rémunération et honoraires, publicité, publications, transports de biens et collectifs, déplacements et missions, frais postaux et télécoms,...)	20 500,00	6,80%
Impots et taxes liés au projet	18 148,00	6,02%
Frais de personnel	243 161,00	80,65%
Autres charges de gestion courante	15 291,00	5,07%
Total	301 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FIPD (ATT)	72 000,00	23,88%
Cour d'appel de Paris (ATT)	119 500,00	39,64%
Région SSP (EC)	40 000,00	13,27%
Associations	70 000,00	23,22%
Total	301 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	20 000,00 €
2014	Soutien à la prévention	45 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	20 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	49 274,25 €
2015	Soutien à la prévention	45 000,00 €

2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	40 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions de formation à destination des personnes placées sous main de justice	61 245,87 €
	Montant total	280 520,12 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024175

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AU VICTIMES - ACCOMPAGNEMENT PSYCHOLOGIQUE DES MINEURS VICTIMES DE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux victimes	676 670,00 €	1,26 %	8 500,00 €
	Montant Total de la subvention		8 500,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HORS LA RUE
Adresse administrative : 70 RUE DOUY DELCUPE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Edouard DONNELLY, Président

Date de publication au JO : 19 juin 2010

N° SIRET : 43991448200047

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux victimes
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Accompagnement psychologique des mineurs victimes de la traite des êtres humains"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre son organisation.

Objectifs :
- Accompagnement psychologique des mineurs victimes de Traite des Etres Humains (TEH),
- repérage, accroche et suivi éducatif des mineurs victimes de traite des êtres humains,
- protection des mineurs victimes de traite des êtres humains en région parisienne,
- meilleure compréhension des mécanismes d'exploitation des mineurs.

Description :
– Repérage et accroche : rencontre des jeunes en situation quotidienne de travail afin d'observer leurs activités, mais aussi entrer en contact avec les enfants et gagner peu à peu leur confiance.
– Accompagnement : accompagnement et suivi des situations individuelles s'effectuent, soit lors des tournées dans les lieux d'activité ou lieux de vie soit au sein du centre d'accueil de jour.
– Orientation et suivi des mineurs victimes : Hors la Rue participe au dispositif de protection consistant en un placement des mineurs dans des conditions sécurisantes, fondé sur la nécessité d'un éloignement géographique et sur un accompagnement par des éducateurs spécialement formés à cet effet, mis en place par la Mission Interministérielle de Protection des Femmes.
- Renforcement de l'action auprès des mineurs en situation de TEH : depuis juillet 2016, Hors la Rue multiplie les contextes de rencontres individuelles grâce à la mise en place de permanences auprès des UEAT (Unité Educative Auprès du Tribunal), de permanences pour les sorties de détentions, de permanences mobiles auprès des commissariats.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
1 directeur (0.76ETP), 1 chargée de mission de la protection des victimes contre la traite des êtres humains (1 ETP), 1 responsable de l'équipe éducative, 6 éducateurs polyvalents, 1 psychologue, 1 art-thérapeute (0.8 ETP), 1 assistante de direction, comptable et professeur de FLE (Français langue étrangère) (0.5ETP), 1 professeur de roumain (0.05 ETP).

Partenaires :
Missions Interministérielle de Lutte contre les violences faites aux femmes et contre la Traite des Etres Humains, Parquet de Paris, Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance, Préfecture de Police, Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse,
Cour d'Appel de Paris, Direction générale de la cohésion sociale, services de l'Aide Sociale à l'Enfance, unités éducatives auprès des Tribunaux, brigade de protection des mineurs, commissariats parisiens, Secours Catholique - Caritas France, Médecins du Monde, Amis du bus des femmes, Amicale du Nid, Aux Captifs la Libération, Comité Contre l'Esclavage Moderne, Jeunes Errants...

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Mineurs étrangers (ressortissants européens et extra-européens) présumés victimes de la Traite des Etres Humains agés de 10 à 18 ans.
En 2016, 197 jeunes présumés victimes de Traite des Etres Humains ont été rencontrés. 147 jeunes ont été suivis, ces suivis recouvrant des actions très diverses : suivi de signalements et/ou accompagnement éducatif.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (eau-gaz-électricité, fournitures administratives ou d'entretien, alimentation,...)	52 647,00	7,78%
Services externes (locations, entretien et réparations, assurance, documentation, formation, séminaire)	53 944,00	7,97%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, déplacements et missions, frais postaux et de télécommunication, publicité, publications...)	46 971,00	6,94%
Frais de personnel	523 108,00	77,31%
Total	676 670,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région SSP (EC)	8 500,00	1,26%
DRIHL (EC)	300 894,00	44,47%
FIPD 75 (EC)	20 000,00	2,96%
Ministère de la Justice (EC)	15 000,00	2,22%
SG-CIPD (EC)	25 286,00	3,74%
DGCS (EC)	5 000,00	0,74%
Départements 75 & 93 (EC)	134 524,00	19,88%
Réserve parlementaire (EC)	17 000,00	2,51%
Entreprises (EC)	76 000,00	11,23%
Associations (EC)	65 000,00	9,61%
Dons, cotisations (EC)	5 000,00	0,74%
Fondations privées	4 466,00	0,66%
Total	676 670,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	8 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	22 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	16 500,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	6 500,00 €
	Montant total	45 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024176

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AUX VICTIMES - PRISE EN CHARGE PSYCHIATRIQUE ET PSYCHOLOGIQUE DES FEMMES ET DES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux victimes	102 300,00 €	19,55 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT DE VICTIMOLOGIE
Adresse administrative : 131 RUE DE SAUSSURE
75017 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Gérard LOPEZ, Président

Date de publication au JO : 30 novembre 1994

N° SIRET : 41158475800022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux victimes
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Prise en charge psychiatrique et psychologique des femmes et des enfants victimes de violences"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre son organisation.

Objectifs :
L'Institut de Victimologie a pour mission l'amélioration de la prise en charge des femmes et des enfants qui ont subi un traumatisme psychologique. Cette mission vise à :
- promouvoir le traitement précoce et spécifique des victimes ;
- mettre en oeuvre un travail de réseau d'une équipe de professionnels, qui prennent en charge les

enfants victimes de violences, principalement de violences conjugales et de leurs mères ;
- organiser la reconnaissance et la prise en charge d'un temps spécifique alloué aux psychologues, en dehors de la prise en charge thérapeutique. Ce temps est consacré à la bonne circulation des informations entre les intervenants, en charge des enfants et de leurs mères.

Description :
Le centre prend actuellement en charge une centaine d'enfants victimes de violences conjugales, de maltraitance, d'inceste ou d'agressions. Le suivi pour un enfant maltraité est d'une quarantaine de séances sur l'année, auxquelles l'association souhaite ajouter un véritable temps de travail en réseau avec les parents et les travailleurs sociaux, complément indispensable au regard des soins prodigués.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
3 psychologues cliniciennes victimologues, 1 médecin psychiatre responsable médical du centre.

Partenaires :
Aide Sociale à l'Enfance, aide départementale des enfants et des familles des départements de la Région-Ile-de-France, Département 93, Observatoire des violences faites aux femmes du 93, Cellule de Recueils des Informations Préoccupantes, Maison départementale de la solidarité des placements d'urgence (foyers), placements familiaux, centres d'hébergement, foyers de longue durée...

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
100 enfants originaires d'Ile-de-France avec une vingtaine de mères, victimes de violences intra et extra familiales. 1719 consultations ont été données en 2016, dont 195 concernant 230 enfants. 80 enfants ont suivi une psychothérapie : 59 dans un cadre individuel et 21 dans un cadre familial. Age des patients :
- 5ans : 5% - 5 à 9 ans : 26% - 10 à 14ans : 31% - 15 à 19ans : 38%.
22 mères ont été parallèlement prises en charge par le département adultes du centre.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, eau, gaz, électricité, fournitures administratives ou d'entretien)	2 500,00	2,44%
Services externes (locations, assurance)	4 800,00	4,69%
Autres services externes (Autres services externes (frais postaux et de télécommunication)	1 000,00	0,98%
Impôts et taxes liés au projet	1 500,00	1,47%
Frais de personnel	92 500,00	90,42%
Total	102 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services et ventes diverses	75 000,00	73,31%
Région (EC)	20 000,00	19,55%
Département 93 (EC)	7 300,00	7,14%
Total	102 300,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	20 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	20 000,00 €
2015	Appel à projets thématique annuel destiné aux personnes en situation de handicap, âgées, en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	1 500,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	18 000,00 €
	Montant total	59 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024177

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AUX VICTIMES - AIDE JURIDIQUE, ACCOMPAGNEMENT SOCIAL ET PSYCHOLOGIQUE DES VICTIMES DE TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux victimes	103 000,00 €	4,85 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EQUIPES D'ACTION CONTRE LE PROXENETISME
Adresse administrative : 14 RUE MONDETOUR
75001 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Elda CARLY, Présidente

Date de publication au JO : 6 octobre 1956

N° SIRET : 78424388300021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux victimes
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Aide juridique, accompagnement social et psychologique des victimes de traite des êtres humains"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre son organisation.

Objectifs :
Objectifs généraux :
- porter la voix des victimes de proxénétisme devant les tribunaux,
- favoriser la réinsertion sociale des personnes prostituées,

- réduire les risques de retour à l'activité prostitutionnelle.
Objectifs opérationnels :
- offrir aux personnes souhaitant déposer plainte contre leur proxénète une aide juridique, ainsi que la présence d'un avocat spécialisé tout au long de la procédure pénale ;
- proposer aux personnes souhaitant quitter l'activité prostitutionnelle un suivi psychologique, ainsi qu'un accompagnement social adapté à leurs besoins ;
- assurer un accueil humain de 10h à 18h tous les jours de la semaine, ainsi qu'un numéro SOS accessible 24/24h et 7/7j.

Description :
L'association EACP se constitue partie civile dans des dossiers mettant en cause des proxénètes. Les personnes accompagnées dans ce pôle sont en effet dans une situation de particulière vulnérabilité. Les problématiques rencontrées sont multiples :
- certaines victimes sont sans papiers et de nombreuses démarches administratives doivent être effectuées ;
- dès lors qu'elles quittent la prostitution, les victimes n'ont plus de ressources financières, il faut donc leur trouver une solution de mise à l'abri ;
- un important travail est effectué autour de la question du retour à l'emploi. Certains bénéficiaires se voient également proposer des cours de français ou d'alphabétisation ;
- certaines victimes ont besoin de recevoir des aides financières ponctuelles. A ce titre, les EACP donnent des sommes allant de 10 à 100 €.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
1 chargé du pôle juridique, 1 chargé du pôle social qui reçoit les victimes en rendez-vous, 1 psychologue (bénévole).

Partenaires :
Mairie de Paris, mairies d'arrondissements, tribunaux.

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Toutes victimes de traite des êtres humains. Le pôle juridique de l'association EACP est actif sur l'ensemble du territoire français, toutefois 80% de ses actions se situent en Île-de-France.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures)	1 080,00	1,05%
Service externes (locations, entretien et réparations, assurance, documentation)	19 692,00	19,12%
Autres services extérieurs (rémunération d'intermédiaires et honoraires, publicité et publications, missions et déplacements, transports de biens, frais postaux et télécom,...)	27 538,00	26,74%
Frais de personnel	34 690,00	33,68%
Autres charges de gestion courante	20 000,00	19,42%
Total	103 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (EC)	5 000,00	4,85%
Emplois aidés par l'Etat ASP (EC)	10 500,00	10,19%
Ville de Paris, Mairie du XVIe (ATT)	1 000,00	0,97%
Autres produits de gestion courante	86 500,00	83,98%
Total	103 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024181

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AUX VICTIMES - CONSULTATIONS ET ENTRETIENS POUR LES FEMMES ET LES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCES INTRAFAMILIALES.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux victimes	7 750,00 €	50,00 %	3 875,00 €
	Montant Total de la subvention		3 875,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APCE ASSOCIATION POUR COUPLE ET L'ENFANT
Adresse administrative : 24 ALLEE DE L'ARLEQUIN
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne DANIERE, Présidente

Date de publication au JO : 29 décembre 2007

N° SIRET : 31338509800071

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux victimes
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes " consultations et entretiens pour les femmes et les enfants victimes de violences intrafamiliales "

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
- Ecouter, accompagner, orienter et soutenir les femmes victimes de violences conjugales et intrafamiliales ainsi que leurs enfants,
- Soutien à la parentalité
- Préparer l'exercice du droit de visite entre les enfants et le parent auteur des violences,

Description :
- Prise de contact avec les bénéciaires via leur propre initiative ou via l'orientation des personnes par nos partenaires et les différents services de l'APCE 92 (ce qui constitue la majorité des situations),
- Traitement des demandes par la secrétaire : prises de rendez-vous et échange avec les partenaires concernés,
- Les femmes et leurs enfants sont reçus par le psychologue lors d'un entretien individuel. Les plus jeunes enfants sont reçus en présence de leur mère.
- Après 3 à 5 séances maximum, les personnes sont orientées vers une prise en charge adaptée à leurs besoins.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
-1 psychologue clinicien spécialisé en victimologie.
-1 secrétaire

Partenaires :
- Les Espaces de Rencontre de l'APCE 92 et ses autres services,
- Les associations d'aide et de soutien aux femmes victimes de violences,
- DDCS, ville de Nanterre et de Suresnes, autres subventions publics.

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les femmes et les enfants victimes de violences intrafamiliales.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (eau-gaz-électricité, fournitures, ...)	200,00	2,58%
Services extérieurs (locations, entretien et réparations, assurance, ...)	130,00	1,68%
Autres services extérieurs (publicité, déplacements, frais postaux et télecom, ...)	400,00	5,16%
Impôts et taxes	490,00	6,32%
frais de personnel	6 090,00	78,58%
Autres charges de gestion courante	440,00	5,68%
Total	7 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DDCS ATT	2 000,00	25,81%
Région EC	3 875,00	50,00%
Communes (Nanterre et Suresnes) ATT	875,00	11,29%
EPCI	1 000,00	12,90%
Total	7 750,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	3 875,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	6 375,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	6 800,00 €
	Montant total	13 175,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024204

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AUX VICTIMES - AIDE AUX VICTIMES D'INFRACTIONS PÉNALES EN SEINE-SAINT-DENIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux victimes	506 183,00 €	7,90 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOS VICTIMES 93
Adresse administrative : 5 RUE CARNOT
93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne-Elisabeth POUY, Présidente

Date de publication au JO : 5 mars 1997

N° SIRET : 41335115600026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux victimes
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Aide aux victimes d'infractions pénales en Seine-Saint-Denis"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre son organisation.

Objectifs :
L'objectif est de concilier une prise en charge des victimes au plus près de la date de commission de l'infraction et un accompagnement personnalisé tout au long de la procédure.

Description :

La prise en charge au plus près des faits :
- développement de nombreux partenariats avec différents professionnels (police nationale et polices municipales, travailleurs sociaux, avocats, services hospitaliers, associations spécialisées, observatoire départemental des violences envers les femmes...).
- en lien avec le Parquet, développement d'une démarche proactive à l'égard des victimes les plus traumatisées ou les plus vulnérables (femmes victimes de violences conjugales, personnes agées...).

L'accompagnement personnalisé de proximité :
l'association propose, aux victimes, une vingtaine de permanences hebdomadaires de proximité dans le département. Les juristes les accompagnent dans les démarches juridiques, administratives ou privées (assurances...). Un soutien par un psychologue spécialisé de l'association pourra être proposé.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
6 juristes : dont deux d'entre eux ont intégré le réseau national de référents "terrorisme", 2 psychologues cliniciens, 2 accueillants victimes (permanences en commissariat), 1 secrétaire, 1 directeur, stagiaires indemnisés : 1 stagiaire avocat et 1 psychologue.

Partenaires :
Tribunal de grande Instance (Parquet et siège) : 55% des orientations ; mairies, services sociaux : 14% ; polices : 14% ; structures hospitalières, corps médical: 3% ;
associations : 5%

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Toute victime d'infraction pénale domiciliée en Seine-Saint-Denis. Environ 4500 victimes chaque année, dont 65% de femmes. Les victimes d'atteintes aux personnes représentent environ 65% du public reçu, notamment : femmes victimes de violences conjugales (25%) ou de viol/agressions sexuelles (6%), victimes de délits routiers (6%), victimes vols aggravés (14%).
En 2016, 117 victimes d'attentats ont fait l'objet d'un accompagnement qui se poursuit en 2017.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (énergie, fournitures administratives ou d'entretien)	5 200,00	1,03%
Services externes (entretien et réparations, assurance, documentation)	5 950,00	1,18%
Autres services extérieurs (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, publicité, publications, transport de biens et collectifs, frais postaux et télecom, ...)	30 600,00	6,05%
Impôts et taxes liés au projet	21 553,00	4,26%
Frais de personnel	442 880,00	87,49%
Total	506 183,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la Justice (ATT)	220 000,00	43,46%
Emplois aidés par l'Etat ASP (EC)	3 000,00	0,59%
FIPD (EC)	78 250,00	15,46%
ARS (ATT)	3 000,00	0,59%
Région SSP (EC)	40 000,00	7,90%
Communes (EC)	154 933,00	30,61%
CDAD 93 (EC)	7 000,00	1,38%
Total	506 183,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	47 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	33 638,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	47 000,00 €
2015	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	5 000,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	40 000,00 €
	Montant total	172 638,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024214

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AUX VICTIMES - CONSULTATIONS THÉRAPEUTIQUES ET GROUPES DE PAROLES POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux victimes	71 600,00 €	12,22 %	8 750,00 €
	Montant Total de la subvention		8 750,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE FRANCAISE POUR LA SANTE MENTALE
Adresse administrative : 11 RUE TRONCHET
75008 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Roland COUTANCEAU, Président

Date de publication au JO : 27 janvier 1921

N° SIRET : 78436122200010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux victimes
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Consultations thérapeutiques et groupes de paroles pour femmes victimes de violences conjugales"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre son organisation.

Objectifs :
Prise en charge globale des victimes de violences.

Description :

L'association LFSM enrichit son dispositif pour les femmes victimes de violences.
Suivi comprenant évaluation puis orientation vers un entretien individuel ou/et de groupe. Parallèlement suivi le cas échéant des enfants exposés à la violence, à la demande de la mère, ou d'un travailleur social.
La consultation vise à libérer la parole, accompagner et soutenir les victimes de violences, mais également à développer la capacité de résilience.
La participation à un groupe thérapeutique de parole permet de partager son histoire et de ne pas rester seul.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
Médecins, psychologues, infirmiers, 8 psychologues cliniciens à temps partiel dont 5 bénévoles y compris le responsable clinique.

Partenaires :
TGI de Paris, Ville de Paris, services sociaux.

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Toute victime d'infraction pénale de la Région Ile-de-France, en particulier les femmes et les enfants.
En 2016 : 199 personnes victimes de violences conjugales ont été reçues pour un total de 3061 actes - 24 groupes de parole de 8 à 10 personnes - 3 couples dans le cadre d'une thérapie de couple (20h de consultations) - 26 enfants ont été pris en charge pour 160 consultations effectuées.

Détail du calcul de la subvention :
Pour le calcul de la dépense subventionnable ne sont pas prises en compte les dépenses suivantes : les dotations aux amortissements et provisions pour 4 900 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (eau, gaz, électricité, fournitures administratives ou d'entrentien)	2 100,00	2,75%
Services externes (locations, entretien et réparations, assurance, documentation)	8 450,00	11,05%
Autres services externes (rémunération d'intermédiaires et honoraires, publicité, publications, déplacements et missions, frais postaux et télecoms, cotisations)	9 100,00	11,90%
Impôts et taxes liés au projet	1 550,00	2,03%
Frais de personnel	50 400,00	65,88%
Dotations aux amortissements (dépenses non éligibles)	4 900,00	6,41%
Total	76 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services et ventes diverses	16 750,00	21,90%
Cour d'Appel (EC)	15 000,00	19,61%
Droit des femmes (EC)	5 000,00	6,54%
FIPD (EC)	20 000,00	26,14%
Région (EC)	8 750,00	11,44%
Ville de Paris (EC)	10 000,00	13,07%
Dons, cotisations	1 000,00	1,31%
Total	76 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	8 750,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	10 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	7 500,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	6 750,00 €
	Montant total	24 250,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024251

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AUX VICTIMES - ACCOMPAGNEMENT ET INFORMATION DES VICTIMES D'INFRACTIONS PÉNALES SUR LEURS DROITS ET SUR LES PROCÉDURES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux victimes	195 040,00 €	6,20 %	12 100,00 €
	Montant Total de la subvention		12 100,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIDFF 78 CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES DES YVELINES
Adresse administrative : 29 PLACE DES FLEURS
78955 CARRIERES-SOUS-POISSY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Danièle COLOMBO, Présidente

Date de publication au JO : 4 novembre 1982

N° SIRET : 33040620800042

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux victimes
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes " accompagnement et information des victimes d'infractions pénales sur leurs droits et sur les procédures "

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
- Informer les victimes d'infractions pénales sur leurs droits et procédures (procédures judiciaires, procédures d'indemnisation...) et les accompagner tout au long de leurs démarches via des professionnels juristes et psychologues.

- Offrir aux victimes d'infractions pénales un soutien immédiat afin d'évacuer le stress consécutif à l'agression.

Description :
Le CIDFF 78 est missionné pour assurer des permanences d'aide aux victimes sur le secteur Nord du département des Yvelines (conformément au schéma départemental arrêté par le Parquet en 2004) ainsi que sur les lieux spécifiques que sont l'Unité Médico-Judiciaire, l'Institut en Santé Génésique et l'Etincelle (lieu d'accueil de jour des femmes victimes de violences).

Les problématiques les plus souvent évoquées lors des permanences juridiques concernent le droit pénal et la procédure pénale (principalement dans le cadre d'atteintes aux personnes et d'atteintes aux biens) mais aussi le droit de la famille (divorce, ordonnance de protection...). Une réponse adaptée est délivrée aux victimes et leur permet d'être reconnues en tant que telles

Les juristes salariées du CIDFF 78 reçoivent les victimes en permanences individuelles dans des lieux neutres et facilement accessibles (PAD, MJD, maisons de quartier, Commissariat...). Au total nos juristes assurent des permanences dans 22 lieux du département.

Les psychologues salariées du CIDFF 78 assurent quant à elle un soutien psychologique aux victimes. Elles assurent leurs permanences dans 5 lieux du département.

Les victimes sont orientées vers elles par le Parquet, la Police, la Gendarmerie, les Mairies, les Secteurs d'Action Sociale, la CAF, les associations... Elles peuvent également être orientées dans le cadre du numéro vert national : 08VICTIMES.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants : 8 juristes titulaires au minimum d'un Master I en droit et suivant régulièrement les formations auprès des fédérations nationales France Victimes et France Victimes et Centre National d'Informations sur les Droits des Femmes et des Familles (4 ETP), 2 psychologues cliniciennes en victimologie titulaires de Master II (psychologie clinique et psychopathologie) et suivant régulièrement les formations auprès des fédérations nationales France Victimes et le CNIDFF (1 ETP) et 1 Directrice assurant la coordination de l'action d'aide aux victimes, assistant aux réunions partenariales et rédigeant les bilans (0,1 ETP). 1 stagiaire sera également recruté(e) pour une période de 2 mois au moins.

Partenaires :
Ministère de la Justice (Procureur Général près la Cour d'Appel, Procureur de la République), la fédération nationale France Victimes (ex-INAVEM), la fédération nationale CNIDFF, les communes et les EPCI des Yvelines, le service des droits des femmes et à l'égalité, le service politique de la ville, le Conseil départemental des Yvelines, la Région Ile-de-France.
Les services opérationnels sont les Points d'accès au droit, les Maisons de la Justice et du Droit, les Relais d'accès au droit, les Mairies, les Territoires et secteurs d'action sociale, les associations, les services de police et de gendarmerie du département des Yvelines.

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Public(s) cible(s) :
Environ 3500 victimes d'infractions pénales.
Répartition femmes/hommes : 75% de femmes.
Ces victimes sont de tous âges, toutes nationalités, toutes catégories socioprofessionnelles, toutes situations familiales. Environ 65% résident en zone prioritaire.

Localisation géographique :

- COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, ...)	600,00	0,31%
Services extérieurs (locations, assurance, documentation, ...)	9 800,00	5,02%
Autres services extérieurs (déplacements, frais postaux et télecom, ...)	5 000,00	2,56%
Frais de personnel	179 640,00	92,10%
Total	195 040,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Crédits politique de la ville ATT	31 000,00	15,89%
Droits des femmes ATT	9 155,00	4,69%
FIPD EC	11 550,00	5,92%
Justice ATT	81 500,00	41,79%
Région EC	12 100,00	6,20%
Département EC	8 000,00	4,10%
Interco EC	9 400,00	4,82%
Communes EC	32 335,00	16,58%
Total	195 040,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	12 100,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	19 000,00 €
2014	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes	10 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	7 123,80 €

2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	14 250,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	10 000,00 €
2015	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	1 860,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	12 100,00 €
2016	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	1 860,00 €
	Montant total	69 070,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024310

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AUX VICTIMES - VIVA : VOLONTAIRES INTERVENANTS AUPRÈS DE VICTIMES D'ATTENTATS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux victimes	930 023,00 €	2,37 %	22 000,00 €
	Montant Total de la subvention		22 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFVT ASSOCIATION FRANCAISE DES VICTIMES DU TERRORISME
Adresse administrative : 5 BOULEVARD PEREIRE
75017 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Danièle KLEIN, Présidente

Date de publication au JO : 2 mai 2009

N° SIRET : 51348142400028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux victimes
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "VIVA : Volontaires intervenants auprès de victimes d'attentats"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre son organisation.

Objectifs :
Structurée autour de deux principaux axes programmatiques, l'action VIVA vise à :
- fournir une aide individualisée et pluridisciplinaire aux victimes du terrorisme à court, moyen et long terme en vue de leur reconstruction personnelle, notamment les jeunes,

- stimuler à un niveau européen et international, la recherche de meilleures pratiques en matière de prise en charge et de soutien aux victimes, notamment à travers le développement d'un réseau de solidarité internationale associatif et institutionnel.

Description :
1) Le volet "VIVA - généraliste" est dédié à l'assistance continue aux victimes du terrorisme. Il vise à fournir sur le long terme, un accompagnement psychologique et juridique personnalisé aux victimes d'actes terroristes, dès lors qu'elles en font la demande dans des domaines aussi divers que la procédure judiciaire, l'indemnisation, la lutte contre l'oubli et l'organisation d'événements à valeur mémorielle. En solidarité avec les victimes de tous les attentats, l'AFVT se porte partie civile dans les procès liés aux affaires de terrorisme, et mandate un avocat spécialisé pour suivre chaque dossier.
2) Le volet "VIVA - spécifique" est consacré à l'élaboration et la mise en œuvre des projets Papillon, Phœnix et Mimosa ; 3 programmes thérapeutiques destinés aux victimes se déroulant sur 1 semaine, 1 à 2 fois par an :
- projet Papillon : il s'adresse à des adolescents ou jeunes adultes francophones de différentes nationalités ;
- projet Phœnix : il vise des adultes et/ou des adolescents de nationalité française ;
- Projet Mimosa : il est conçu pour les enfants, dont nombre d'entre eux ont été traumatisés après l'attentat du 14 juillet 2016 à Nice.
Ces actions offrent aux victimes la possibilité de se reconstruire individuellement et collectivement, grâce à la tenue de groupes de parole et d'ateliers d'art-thérapie.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
VIVA - généraliste : 6 membres (juristes, référent psychologue, chargé de mission communication), 1 juriste.
VIVA - spécifique : Projet Papillon : 3 psychologues, 3 arts-thérapeutes,1 réalisateur vidéo et 1 photographe, 1 équipe de 3 animateurs. Projet Phoenix : 2 arts-thérapeuteset 1 psychologue de l'AFVT. Projet Phoenix ados : 2 animateurs, 1 à 2 arts-thérapeuteset 1 psy de l'AFVT. Projet Mimosa : 2 éducateurs jeunesses, 1 art-thérapeute et 1 psychologue de l'AFVT.

Partenaires :
Premier Ministre, Ministère des Armées, Ministère de la Justice, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Ministère de l'Intérieur, INAVEM, Hôpital Saint-Anne de Paris, Hôpital Lenval de Nice, psychologues, art-thérapeutes, éducateurs et animateurs, avocats, photographe, réalisateur vidéo...

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Toutes victimes pénale, femmes victimes de violences, victimes d'attentats et/ou d'accidents collectifs. Pour l'année 2016, l'AFVT a conseillé et soutenu 482 nouvelles victimes françaises et étrangères, dont 239 victimes des attentats du 13 novembre 2015 et 221 victimes de l'attentat du 14 juillet 2016 à Nice. Elle a accueilli 24 jeunes lors de l'édition 2016 du Projet Papillon et 14 adultes aux deux éditions de Projet Phoenix en 2016.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (prestations de services, matières et fournitures)	96 752,00	10,40%
Services externes (locations, assurance, documentation)	41 540,00	4,47%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, déplacements et missions, publicité, publications)	227 868,00	24,50%
Frais de personnel (rémunération du personnel, charges sociales de l'employeur, autres charges)	468 665,00	50,39%
Autres charges de gestion courante (charges fixes de fonctionnement)	95 198,00	10,24%
Total	930 023,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Justice (ATT)	60 000,00	6,45%
Armées (EC)	35 000,00	3,76%
Europe et Affaires étrangères (EC)	35 000,00	3,76%
Premier Ministre (EC)	35 000,00	3,76%
Région SSP (EC)	22 000,00	2,37%
Départements (EC)	70 000,00	7,53%
Communes (EC)	75 000,00	8,06%
ONACVG (EC)	40 000,00	4,30%
Aides privées (EC)	558 023,00	60,00%
Total	930 023,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	22 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	20 000,00 €
2017	Avenir Citoyen	20 000,00 €

	Montant total	40 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024317

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AUX VICTIMES - ACCUEILLIR ET METTRE À L'ABRI DES FEMMES VICTIMES DE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS À DES FINS D'EXPLOITATION SEXUELLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux victimes	511 598,00 €	0,98 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFJ ASSOCIATION FOYER JORBALAN
Adresse administrative : 20 RUE EDOUARD PAILLERON
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Christina PANADERO SANCHEZ, Présidente

Date de publication au JO : 16 janvier 1968

N° SIRET : 49137130800025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux victimes
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Accueillir et mettre à l'abri des femmes victimes de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre son organisation.

Objectifs :
- Garantir la protection des victimes de Traite des Etres Humains (TEH) aux fins d'exploitation sexuelle, par l'information et l'accès effectif à leurs droits, l'amélioration de la prise en charge psychologique des femmes victimes par une approche globale ;
- soutenir ces victimes durant toute la procédure pénale et maintenir par l'hébergement un lien entre la

victime, les associations spécialisées et les autorités judiciaires ;
- accompagner les femmes victimes à se reconstruire : se reconnaître comme victime pour accepter l'aide proposée et la prise en charge ; puis se dégager de l'identité de victime et se reconstruire psychiquement et socialement.

Description :
Le foyer Jorbalan (AFJ) accueille des femmes victimes de traite à des fins d'exploitation sexuelle depuis 2000. L'activité s'articule autour de 4 axes :
- identification et orientation des victimes,
- mise à l'abri (dans le foyer, 12 places, 24h/24 et 365 jours/an ; dans un appartement 3 places à titre expérimental),
- post suivi des personnes hébergées au foyer,
- sensibilisation et formation sur la TEH.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
1 directrice, 1 responsable administrative et financière, 1 cheffe de projet Traite, 1 psychologue, 1 intervenante sociale, 2 surveillantes de nuits, 21 bénévoles réguliers, réseaux de bienfaiteurs de façon ponctuelle, 2 services civiques, 3 stagiaires.

Partenaires :
Secours Catholique, Fondation Notre Dame, Bouées d'espoir, Fondation Julienne Dumeste, Fondation du Roi Baudoin, Fondation Abbé Pierre, Procureur de la République, Secrétariat d'état aux droits des femmes (MIPROF), Ville de Paris, Préfet de région, Préfet de Police de Paris, Drihl, PASS de l'hôpital Saint-Louis, centres santé Stalingrad, Belleville.

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les femmes victimes de traite à des fin d'exploitation sexuelle.
File active 2016 : 101 personnes dont 39 femmes hébergées dans le dispositif de protection.

Détail du calcul de la subvention :
Pour le calcul de la dépense subventionnable ne sont pas prises en compte les dotations aux amortissements, soit 26325 €.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (équipements mobilier, achats matières et fournitures)	35 386,00	6,58%
Services extérieurs (locations, entretien et réparation, assurance, documentation...)	22 191,00	4,13%
Autres services extérieurs (rémunérations intermédiaires et honoraires, déplacements,...)	37 619,00	6,99%
Impôts et taxes liés au projet	26 288,00	4,89%
Frais de personnel	383 336,00	71,26%
Autres charges de gestion courante	5 406,00	1,00%
Charges exceptionnelles	1 372,00	0,26%
Dotations aux amortissements (dépenses non éligibles)	26 325,00	4,89%
Total	537 923,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région SSP (EC)	5 000,00	0,93%
DRIHL (EC)	180 000,00	33,46%
DRDFE (EC)	40 000,00	7,44%
Ministère de la Justice (EC)	40 000,00	7,44%
Barreau solidarité (EC)	5 000,00	0,93%
ARS	18 900,00	3,51%
DASES EDUCATION	25 000,00	4,65%
DASES SANTE	25 000,00	4,65%
DDCS FIPD	10 000,00	1,86%
MAIRIE DE PARIS	53 336,00	9,92%
AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT	7 553,00	1,40%
AIDES PRIVEES	126 118,00	23,45%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	2 016,00	0,37%
Total	537 923,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024321

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AUX VICTIMES - AIDE PSYCHOLOGIQUE AUX VICTIMES : ACCUEIL, ÉCOUTE, ORIENTATIONS, CONSULTATIONS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux victimes	22 700,00 €	26,43 %	6 000,00 €
	Montant Total de la subvention		6 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENTR'ACTES
Adresse administrative : 5 BIS BOULEVARD DE VALMY
92700 COLOMBES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Christian LUJAN, Président

Date de publication au JO : 30 octobre 1996

N° SIRET : 41093154700021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux victimes
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes " Aide psychologique aux victimes : accueil, écoute, orientations, consultations "

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
- répondre au mal-être, à la souffrance et à la culpabilité ;
- prévenir les conduites à risque, les troubles psychologiques ;
- favoriser l'accès aux suivis et aux prises en charge psychologiques pour éviter l'isolement, l'hospitalisation ;
- rechercher la dimension et la dynamique partenariale et collective dans la résolution des difficultés.

Description :
Accueil, écoute, orientation : de 1 à 3 entretiens pour 70 situations environ :
-prise en compte de la situation actuelle, d'éléments du parcours de vie, des difficultés vécues dans le présent, de ce qui a été fait et est en cours, ainsi que des attentes ;
-information sur les dispositifs et les ressources locales ;
-lien et orientation.

Soutien et accompagnement en prenant appui sur les difficultés identifiées
En fonction de la situation, de 5 à 10 entretiens pour 30 situations visant à :
- accompagner de manière thérapeutique tout au long des procédures engagées, préparer et anticiper des démarches à venir ;
-avancer avec les personnes, adultes, jeunes et enfants, dans la compréhension de ce qui fait souffrir ou des troubles qui se manifestent en considérant les interactions avec l'entourage ;
-nommer les situations de violence, signifier ce que dit la loi sociale et reconnaitre la souffrance et l'atteinte profonde que peuvent générer ces situations ;
-appréhender avec les personnes leur protection, leurs intentions et l'aide attendue.

Groupe de parole ouvert à 10 femmes victimes de violence vivant seules avec leur(s) enfant(s) :
En collaboration avec le Centre Social et Culturel Europe de Colombes, 4 rencontres de 2 heures centrées sur l'échange et le partage de parcours de vie, des difficultés passées ou présentes et les ressources mobilisées.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
1 psychosociologue, thérapeute familial ; 2 psychologues cliniciennes ; 1 psychothérapeute ; 1 administratif et 1 coordinateur du projet.

Partenaires :
Escale et le dispositif Femmes Victimes de Violences 92, Amicale du Nid, CIDFF, CAF, services sociaux, Espaces Départementaux d'Actions Sociales, Services Sociaux Départementaux, Centres Communaux d'Actions Sociales, Centres sociaux et culturels, Espace Jeunesse Famille, Permanences d'accès aux droits, Maisons du droit et de la justice, ADAVIP, Médecins de ville, Réseaux de santé, Centres Médico-Psychologiques, Hôpitaux de Colombes, Argenteuil, Beaumont/Oise et Pontoise, Centres Départementaux de Dépistage et de Soins du Val d'Oise, Services de l'Aide Sociale à l'Enfance, services d'Aide Educative en Milieu Ouvert, Juges aux Affaires Familiales, Police Nationale, Police Municipale sur Colombes et autres villes, psychologues de la Police Nationale, ...

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
100 personnes victimes résidant sur les Hauts de Seine ou le Val d'Oise dont
-85 femmes victimes violences conjugales ou intrafamiliales
-15 personnes victimes d'infractions pénales autres

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (eau-gaz-électricité, alimentation, fournitures, ...)	600,00	2,64%
Services extérieurs (locations, assurance, documentation, ...)	2 400,00	10,57%
Autres services extérieurs (rémunérations d'intérmédiaires et honoraires, publicité, déplacements, frais postaux et télecom, ...)	720,00	3,17%
Impôts et taxes	80,00	0,35%
frais de personnel	18 900,00	83,26%
Total	22 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Crédits politique de la ville ATT	2 500,00	11,01%
Région EC	6 000,00	26,43%
Départements 92 et 95 ATT	6 000,00	26,43%
Communes Colombes et Eaubonne ATT	2 000,00	8,81%
CAF EC	6 200,00	27,31%
Total	22 700,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	7 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	8 000,00 €
2014	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique malades	10 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	5 250,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	10 000,00 €
2015	Soutien aux actions multi-territoires en Politique de la ville	10 000,00 €

2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	4 700,00 €
2016	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	15 000,00 €
	Montant total	69 950,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024323

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AUX VICTIMES - ACCOMPAGNEMENT DES FRANCILIEN(NES) VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux victimes	33 900,00 €	35,40 %	12 000,00 €
	Montant Total de la subvention		12 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CFCV COLLECTIF FEMINISTE CONTRE LE VIOL
Adresse administrative : 9 VILLA D'ESTE
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Emmanuelle PIET, Présidente

Date de publication au JO : 23 mai 1989

N° SIRET : 35135354500020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux victimes
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes : "Accompagnement des francilien(nes) victimes d'agressions sexuelles"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre son organisation.

Objectifs :
Renforcer l'accompagnement des franciliens et des franciliennes, victimes de viols et d'agressions sexuelles.

Description :
Ecouter et soutenir les victimes au travers une permanence téléphonique "Viols Femmes Informations 0 800 05 95 95", gratuite et anonyme, du lundi au vendredi, de 10 h à 19h :
- soutenir des femmes vulnérables, ou victimes d'agresseurs en série, en se constituant occasionnellement partie civile dans des procédures judiciaires ;
- organiser des accompagnements solidaires lors des procès, afin de rassurer et protéger les victimes durant les audiences ;
- développer le réseau partenaire et tisser des liens entre les différents acteurs, afin de faciliter les démarches des victimes, mais également le travail des professionnels ;
- présence aux Unités médico-judiciaires de l'Hotel Dieu ;
- sensibilisation du grand public par des campagnes et des débats.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
L'association compte 10 salariées, et 20 bénévoles : 6 chargées de mission écoutantes, 1 coordinatrice d'équipe, 1 coordinatrice administrative, 1 responsable des formations et 1 secrétaire.

Partenaires :
Secrétariat aux droits des femmes, service des Droits des femmes, Ville de Paris, Police Judiciaire, Haut Conseil à l'Egalité, Mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains (MIPROF),
Centre Hubertine Auclert, Ecole nationale d'administration, Fondation des femmes et sa force juridique, Fondation Orange Solidarité, Fondation d'entreprise HRA Pharma, association nationale pour la formation permanente du personnel hospitalier (ANFH).

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Victimes de viols ou d'agressions sexuelles, principalement des femmes (de 92% à 98%) isolées, culpabilisées ou désespérées.
En 2016, 4003 appels concernant des viols ou agressions sexuelles ont été traités à la permanence téléphonique "Viols-Femmes-Informations".
L'Ile-de-France représente 39% du total des nouveaux appels de l'année :
39% de Paris, 15% des Hauts-de-Seine, 14% de Seine-Saint-Denis; 12% de l'Essonne et du Val-de-Marne, 11% de Seine-et-Marne et 9% des Yvelines et du Val-d'Oise.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, eau, gaz, électricité, alimentation, fournitures administratives ou d'entretien, autres...)	1 000,00	2,95%
Services externes (locations, entretien et réparations, prime d'assurance, études et recherches, documentation...)	5 550,00	16,37%
Autres services externes	4 050,00	11,95%
Frais de personnel	23 300,00	68,73%
Total	33 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
produits des services et ventes diverses (autres prestations de services)	4 900,00	14,45%
Affairs sociales (ATT)	2 000,00	5,90%
Région SSP (EC)	12 000,00	35,40%
Département (EC)	3 000,00	8,85%
Communes (ATT)	10 000,00	29,50%
Autres produits de gestion courante	2 000,00	5,90%
Total	33 900,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	10 000,00 €
2017	Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes	10 000,00 €
	Montant total	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024332

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AUX VICTIMES - SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT VERS ET DANS LA PROCÉDURE PÉNALE POUR LES FEMMES VICTIMES DE TRAITE DES ÊTRES HUMAINS AUX FINS D'EXPLOITATION SEXUELLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux victimes	64 480,00 €	7,75 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADBDF LES AMIS DU BUS DES FEMMES
Adresse administrative : 58 RUE DES AMANDIERS
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FRANCOISE GIL, Présidente

Date de publication au JO : 20 juillet 1994

N° SIRET : 39904958400036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux victimes
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Soutien et accompagnement vers et dans la procédure pénale pour les femmes victimes de traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre son organisation.

Objectifs :
- Faciliter l'accès à la justice aux femmes victimes de traite des êtres humains, via un accompagnement global, pluridisciplinaire, spécialisé, individualisé et coordonné vers et dans la procédure pénale ;
- lutter contre tous les obstacles qu'elles peuvent rencontrer (peur, incompréhension de la langue, du

système et de leurs droits, précarité extrême, isolement social, menaces, séquelles physiques et psychologiques…).

Description :
1) Informer et protéger les femmes victimes de traite des êtres humains :
- organisation et coordination d'un accompagnement global par la chef de projet "traite des êtres humains (TEH)" ;
- mise en place d'entretiens individuels et confidentiels, création d'un espace de parole ;
- mise en place d'un suivi, entretiens individuels et confidentiels ;
- soutien financier pour les besoins de premières nécessités ;
- appui dans les démarches ;
- mise en place d'un suivi psychologique.
2) Soutenir dans la procédure pénale les femmes victimes de traite des êtres humains :
- accompagnement physique individuel des victimes aux dépôts de plainte et dans les différentes démarches ;
- soutien à la constitution de partie civile.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
1 chef de projet pôle traite des êtres humains, 1 chargée de mission pôle des êtres humains, 1 assistante sociale, 1 psychologue, 1 avocate extérieure.

Partenaires :
Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité ; Conseil général 77, Police judiciaire, brigade de répression du proxénétisme, Parquet de Paris, section C2 Crime organisé, dispositif national AcSé (mise à l'abri), foyers d'hébergement de Paris, avocats, Préfecture de Police.

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les femmes victimes de traite aux fins d'exploitation sexuelle de la Région Ile-de-France . En 2016, 256 femmes ont été identifiées : 96% sont de nationalité nigériane, 80% des femmes accueillies sont entrées en France en 2015 ou 2016.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (eau, gaz, électricité, alimentation, fournitures administratives ou d'entretien)	2 300,00	3,57%
Services externes (locations, entretien et réparations, assurance)	9 200,00	14,27%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, frais postaux et de télécommunication)	16 000,00	24,81%
Impôts et taxes liés au projet	1 080,00	1,67%
Frais de personnel	35 900,00	55,68%
Total	64 480,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRDFE (ATT)	49 480,00	76,74%
Région SSP (EC)	5 000,00	7,75%
CG 77 (EC)	10 000,00	15,51%
Total	64 480,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programmes triennaux destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	50 000,00 €
2015	Lutte contre les discriminations dans la formation et l'emploi (CR46-14)	20 000,00 €
	Montant total	70 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024333

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AUX VICTIMES - TENUE DE PERMANENCES D'AIDE AUX VICTIMES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux victimes	16 233,00 €	24,64 %	4 000,00 €
	Montant Total de la subvention		4 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TREMPLIN 94 SOS FEMMES
Adresse administrative : 50 RUE CARNOT
94700 MAISONS ALFORT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Isabelle ADNOT, Présidente

Date de publication au JO : 12 juillet 1995

N° SIRET : 40411275700020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux victimes
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes " Tenue de permanences d'aide aux victimes "

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
- Etre à l'écoute et soutenir les personnes venant d'être victimes d'une infraction pénale
- Favoriser la connaissance de l'institution judiciaire
- Informer la victime de ses droits, de la procédure juridique
- Les rendre attentives aux effets possibles du traumatisme
- Les orienter vers des structures facilitant l'accès et l'exercice de leurs droits.

Description :
- Apporter une écoute de première ligne à des victimes d'infractions pénales, mesurer le traumatisme et d'évoquer les possibles effets sur la victime.
- Informer les victimes sur l'institution judiciaire, sur leurs droits, sur les procédures à conduire et l'assistance dont les victimes peuvent bénéficier pour faciliter l'exercice de leurs droits.
- Orienter vers des structures de proximité et répondant à leurs besoins.

S'inscrivant dans une logique de prévention secondaire, la permanence contribue :
- à une meilleure prise en compte des traumatismes subis
- à un mieux être des victimes favorisant la conduite de procédures ad hoc.
- à déjouer le sentiment d'impunité et/ou de méfiance à l'égard des institutions.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants
Une psychologue spécialisée en victimologie

Partenaires : le Parquet de Créteil, les services de police, la Préfecture du Val de Marne, le service de consultations médico-judiciaire du centre hospitalier de Créteil, la délégation départementale aux Droits des Femmes, le conseil départemental du Valide-Marne, les associations partenaires du Schéma Départementale d'Aide aux Victimes (APCE, Apcars-Sajir et le CIDFF du Val-de-Marne), les services du Tribunal susceptibles d'intervenir à différents stades de la procédure, les structures de soins et de victimologie, les avocats, les services sociaux, les centres hébergements et associations de proximité

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Personnes victimes d'infractions pénales orientées vers l'UCMJ sous réquisition des services de police.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, ...)	603,00	3,71%
Services extérieurs (entretien et réparations, assurance, documentation, ...)	233,00	1,44%
Autres services extérieurs (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, publicité, déplacements, ...)	1 524,00	9,39%
Impôts et taxes	587,00	3,62%
frais de personnel	13 286,00	81,85%
Total	16 233,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Crédits politique de la ville ATT	12 000,00	73,92%
Région EC	4 000,00	24,64%
Transferts de charge	233,00	1,44%
Total	16 233,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	5 388,00 €
	Montant total	5 388,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024335

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AUX VICTIMES - FINANCEMENT D'ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT PSYCHOLOGIQUE ET JURIDIQUE DES ENFANTS ET ADULTES VICTIMES DE MALTRAITANCES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux victimes	127 937,00 €	9,38 %	12 000,00 €
	Montant Total de la subvention		12 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'ENFANT BLEU
Adresse administrative : 397 TER RUE DE VAUGIRARD
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Eric CANNAMELA, Président

Date de publication au JO : 24 octobre 1989

N° SIRET : 40048550400049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux victimes
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "'Accompagnement psychologique et juridique des enfants et adultes victimes de maltraitances"

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre son organisation.

Objectifs :
Proposer un accompagnement psychologique et juridique gratuit, immédiat et dans la durée, aux enfants et adultes victimes de maltraitances dans l'enfance, en particulier au public féminin (61% des bénéficiaires).

L'accompagnement psychologique et juridique est au cœur des missions de l'association, il s'agit de permettre aux victimes de surmonter le traumatisme de maltraitances physiques, sexuelles et psychologiques.

Description :
Lorsque l'association est contactée par l'entourage d'un enfant en danger, par un adolescent (souvent directement via le site internet ou la page Facebook) ou par un adulte ayant été victime dans l'enfance, une équipe pluridisciplinaire se réunit afin de définir l'accompagnement de cette victime :
- thérapie individuelle avec une psychologue (enfants et adultes) ;
- groupe de parole pour adultes ;
- accompagnement juridique par téléphone ;
- rencontre avec la juriste pour les cas les plus complexes ou pour des points de droits précis.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
2 psychologues cliniciennes, 1 juriste, 10 écoutants bénévoles.

Partenaires :
Ministère des affaires sociales (via le Sénat), entreprise privée Akéo, services de la protection de l'enfance, Parquets des différents départements de la Région Ile-de-France , Préfecture de Police, Ministère de la Jeunesse et des sports, Académies de Paris, Créteil, Versailles, Conseil Français des Droits des Enfants (COFRADE),Groupement d'Intérêt Public Enfance en Danger (GIPED)...

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les enfants, adolescents et adultes victimes de maltraitances.
2016 : 475 dossiers, 624 dossiers ouverts, 88 patients en thérapie psychologique, 11 groupes de parole pour les adultes victimes de maltraitances sexuelles dans l’enfance, 2235 accompagnements juridiques par téléphone, 369 entretiens juridiques individuels, 68 signalements à la justice ou au Conseil départemental.

Détail du calcul de la subvention :
Pour le calcul de la dépense subventionnable ne sont pas prises en compte les dotations aux amortissements, soit 355 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (Eau, gaz, électricité, fournitures administratives)	1 989,00	1,55%
Services extérieurs (locations, entretien et réparation, assurance)	25 080,00	19,55%
Autres services extérieurs (rémunérations intermédiaires et honoraires, publicité, publication, déplacements, missions, frais postaux et télécommunications, services bancaires, autres...)	18 677,00	14,56%
Impots et taxes liés au projet	426,00	0,33%
Frais de personnel (rémunération du personnel, charges sociales de l'employeur, autres charges...)	81 765,00	63,73%
Dotations aux amortissements	355,00	0,28%
Total	128 292,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région SSP (EC)	12 000,00	9,35%
Affaires sociales	30 000,00	23,38%
Entreprises	37 000,00	28,84%
Autres produits de gestion courante	49 292,00	38,42%
Total	128 292,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	10 000,00 €
	Montant total	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024360

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AUX VICTIMES - ACCOMPAGNEMENT DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux victimes	49 900,00 €	19,04 %	9 500,00 €
	Montant Total de la subvention		9 500,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIDFF CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES 92 BOULOGNE-BILLANCOURT
Adresse administrative : 5 RUE DES QUATRE CHEMINEES 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Daniel LAMAR, Président

Date de publication au JO : 1 février 1973

N° SIRET : 31533229600039

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux victimes
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'aides aux victimes " Accompagnement des femmes victimes de violences "

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
- Offrir un accompagnement global dans les démarches judiciaires, sociales, psychologiques et professionnelles aux victimes de violences grâce à une équipe pluridisciplinaire et au travail en réseau avec les différents partenaires ;
- Favoriser la prise en compte de la relation parents-enfants dans un contexte de violences conjugales, en

proposant un accompagnement spécifique avec les psychologues du service de soutien à la fonction parentale.
- Identifier, animer, sensibiliser et contribuer à la formation du réseau de professionnels partenaires de l'association.

Description :
Le CIDFF propose un accueil quotidien à toute personne pour une information juridique.
- La juriste référente violences accompagne juridiquement la victime tout au long de ses démarches notamment en lui facilitant l'accès aux partenaires. Elle coordonne le service d'accompagnement des victimes de violences sexistes (SAVS) qui est également composé des professionnelles suivantes :

- La conseillère conjugale et familiale se concentre sur l'accompagnement psychologique en permettant à la victime de se réapproprier sa vie personnelle et affective pour renforcer sa confiance en elle et favoriser la sortie du contexte de violences.

- Les psychologues du service de soutien à la parentalité travaillent sur le lien parent-enfant dans ce contexte passé ou présent de violences en aidant la mère à se réapproprier sa parentalité de manière plus apaisée pour le bien de l'enfant. Les enfants étant touchés indirectement voire directement par ces violences intrafamiliales, une permanence d'écoute psychologique à destination des enfants exposés aux violences conjugales a été mise en place. Les mères de ces enfants se disent rassurées de savoir leurs enfants pris en charge par la même structure sur l'aspect psychologique.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants
0.8 ETP de la fonction de juriste dont la référente "violences" niveau Master 2 en Droit formée à la lutte contre les violences (Réseau des CIDFF et formations externes). 1 288 heures d'interventions.
0.40 ETP de la fonction de conseillère conjugale et familiale, Qualification conseil conjugal et familial Master EM Lyon. Soit 644 heures d'interventions.
0.35 ETP de la fontion de psychologue clinicienne (Master 2 psychologie) formée à la lutte contre les violences. Soit 563.5 heures d'interventions.
0.20 ETP de la fonction de coordinatrice projet pour 322 heures.
0.25 ETP de la fonction de directrice pour 402.5 heures.

Partenaires : Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) des communes partenaires (GPSO ou Coeur de Seine), Maison du Droit de Boulogne-Billancourt (avocats, conciliateurs, juristes de l'Adil, écrivain public, défenseur des Droits), comité de pilotage violences de la ville de Boulogne-Billancourt, centre Sociaux, CCAS et CVS des différentes communes, associations de Boulogne-Billancourt, Chaville, Châtenay-Malabry, Meudon, Garches, Issy-les-Moulineaux, Sèvres, Espace Parent-enfants d'Issy-les-Moulineaux.

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
1000 à 3000 personnes, dont 90% de femmes de 20 à 60 ans ; 80 à 100 dossiers suivis. Les bénéficiaires de l'action proviennent de Boulogne-Billancourt, Meudon, Chaville, Châtenay-Malabry, Garches, Issy-les-

Moulineaux, Sèvres, Paris, 78, 94, 95, 93.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures administratives ou d'entretien...)	464,00	0,93%
Services externes (prime d'assurance, formations, séminaires...)	1 392,00	2,79%
Autres services externes (rémunération d'intermédiaires et honoraires, déplacements et misions, frais postaux et télécommunications...)	2 630,00	5,27%
Frais de personnel	45 414,00	91,01%
Total	49 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autres prestations de service	1 000,00	2,00%
Affaires sociales (EC)	6 400,00	12,83%
FIPD (ATT)	1 500,00	3,01%
Région (EC)	9 500,00	19,04%
Département (ATT)	9 000,00	18,04%
Communes (ATT)	15 000,00	30,06%
CAF (ATT)	7 500,00	15,03%
Total	49 900,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	9 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	7 000,00 €
2014	Egalité professionnel entre les femmes et les hommes	4 460,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	15 250,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	9 600,00 €
2015	Soutien à la médiation	8 500,00 €
2015	Soutien à la prévention	10 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	5 500,00 €

	(CR46-14)	
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	4 500,00 €
2016	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d’aide aux familles	21 600,00 €
	Montant total	67 760,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024438

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AUX VICTIMES - AIDE AUX VICTIMES D'INFRACTIONS PÉNALES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux victimes	430 515,00 €	9,29 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEDIAVIPP 91 - ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE MEDIATION ET D'AIDE AUX VICTIMES
Adresse administrative : 9 RUE DES MAZIERES - TGI
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Françoise VOCANSON, Présidente

Date de publication au JO : 15 novembre 1989

N° SIRET : 37995500800014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux victimes
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes " Aide aux victimes d'infractions pénales "

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
Intervenir dans les lieux de fréquentation des victimes : tribunal, maisons de justice, commissariats, communes, centres sociaux, hôpitaux... ;
- intervenir au plus près des faits, dès le dépôt de plainte, et assurer aux victimes une information juridique de proximité et un accompagnement tout au long de la procédure pénale, ainsi qu'un soutien psychologique et/ou social ;

- assurer la prise en charge de publics spécifiques : mineurs victimes, témoins de violences intrafamiliales, Femmes victimes de violences y compris de violences à caractère sexuel, personnes âgées ou isolées ;
- prise en charge des victimes des attentats ou d'accidents collectifs (2 référents désignés par la Cour d'appel de Paris au sein de l'association) ;
- accompagnement des victimes des accidents routiers ;
- prise en charge des professionnels victimes dans l'exercice de leurs fonctions.

Description :
Assurer l'accueil quotidien des victimes au Tribunal de grande instance d' Evry ainsi que dans 33 lieux de permanence du département.

Assurer l'information juridique et l'accompagnement durant la procédure judiciaire, de la commission des faits au recouvrement des dommages et intérêts :
- par une information téléphonique,
- par un accueil dans les différents lieux de permanences,
- sur réquisitions du Procureur de la République dans le cadre d'une démarche pro active (urgence procédurale ou victimes les plus fragilisées) : comparutions immédiates, victimes de violences conjugales, notamment lorsque qu'une mesure d'éloignement du conjoint violent est prise par l'autorité judiciaire, procédures criminelles (viols...).

Soutien psychologique des victimes assuré par une équipe de psychologues cliniciens, principalement dans les situations de viols et agressions sexuelles, violences intrafamiliales, vols avec violences, accidents de la circulation.
Prise en charge de publics spécifiques :
- professionnels victimes dans l'exercice de leurs fonctions ;
- usagers des transports en commun lors de leurs déplacements dans le département.

Prise en charge des victimes d'actes de terrorisme ou d'accidents collectifs : un accompagnement juridique et psychologique est assuré au sein de l'association.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants
6 juristes = 5,8 ETP, 3 psychologues = 1,4 ETP, 2 assistants sociaux = 2 ETP, 1 directrice = 1 ETP

Partenaires
La Cour d'appel de Paris, le TGI d'Evry, la Direction départementale de la sécurité publique, ...

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Toute victime d'infraction pénale qu'elle ait ou non déposé plainte, majeure comme mineure, soit environ 4 950 personnes.
Plus particulièrement les publics fragilisés ou exposés à des risques, en raison de l'urgence de la procédure, de leur sexe, de leur âge, de leur activité professionnelle.

Détail du calcul de la subvention :

Pour le calcul de la dépense subventionnable ne sont pas prises en compte les dotations aux amortissements, soit 2100 €.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	4 800,00	1,11%
Services externes (locations, entretiens et réparations, prime d'assurance, documentation, autres...)	22 500,00	5,20%
Autres services extérieurs (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, publicité, publications, déplacements et missions, frais postaux et télécommunication, services bancaires...)	39 500,00	9,13%
Impôts et taxes (taxes sur les salaires, autres impôs et taxes)	9 000,00	2,08%
Frais de personnel	354 715,00	81,99%
Dotations aux amortissements et aux provisions	2 100,00	0,49%
Total	432 615,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autres prestations de services	75 000,00	17,34%
FIPD EC	115 000,00	26,58%
Cour d"appel de Paris EC	150 000,00	34,67%
Région EC	40 000,00	9,25%
Département EC	51 100,00	11,81%
Courcouronnes EC	1 500,00	0,35%
Cotisations, dons manuels ou legs	15,00	0,00%
Total	432 615,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	65 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	15 831,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	65 000,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	58 500,00 €
2016	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	11 045,00 €
	Montant total	215 376,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012241

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AUX VICTIMES - AIDE AUX VICTIMES D'INFRACTIONS PÉNALES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux victimes	774 045,00 €	3,55 %	27 500,00 €
	Montant Total de la subvention		27 500,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700408- Prévention, aide aux victimes et désengagement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS AIDE AUX VICTIMES
Adresse administrative : 12 RUE CHARLES FOURIER
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Claude LIENHARD, Président

Date de publication au JO : 23 décembre 1987

N° SIRET : 34958524000030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux victimes
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Aide aux victimes d'infractions pénales"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre son organisation.

Objectifs :
- Proposer un soutien psychologique spécialisé aux victimes d'infraction pénales ;
- mettre en place des actions spécifiques aux mineurs victimes et victimes de violences conjugales ;
- définir des process particuliers pour la prise en charge de ces deux catégories de victimes particulièrement exposées.

Description :

- Assurer dans le cadre de permanences en dehors des bureaux d'aide aux victimes, des MJD, et du PAD20 (subvention exclusive du CDAD), l'accueil, l'écoute, l'orientation, l'accompagnement, l'information de victimes parisiennes ;
- assurer le suivi de la victime dès avant le dépôt de plainte jusqu'à l'éventuelle indemnisation de son préjudice.
- soutien psychologique : le psychologue prévient ou apaise le syndrome post traumatique présenté par la victime, et en évite sur le long terme les conséquences psychologiques et sociales ;
- aide et soutien aux victimes d'actes de terrorisme au sein de l'espace informatif dédié aux victimes.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
PAV13 : 3 ETP juristes + 1 ETP stagiaire juriste + 1,70 ETP psychologue + 0,5 ETP stagiaire psychologue PAV17 : 1,8 ETP juriste + 1 ETP stagiaire juriste + 0,35 ETP psychologue + 0,5 ETP psychologue ; Morland : 1,2 ETP juriste + 1 ETP psychologue.
Permanences :
PAV13 : du lundi au vendredi de 9h à 17h ; PAV17 : du lundi au vendredi de 9h30 à 17h30 ; Morland : du lundi au vendredi de 09 à 17h.

Partenaires :
Juridiction (TGI) et Cour d'appel (procès exceptionnels), Direction de la Sécurité de Proximité de l'Agglomération Parisienne et PJ, convention avec la Brigade de Protecion des Mineurs, AP/HP (particulièrement UMJ), PJJ, association du CLAVIF (Comité de liaison de l'aide aux victimes en IDF), Barreau de Paris (conventions) , Fonds de Garantie des Victimes d'Actes Terroristes.

Intérêt régional :
Domaine d'intervention régionale correspondant aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Toutes victimes d'infractions pénales (mineures et majeures), toutes victimes de violences au sein du couple, issues de tous les arrondissements de Paris et plus particulièrement des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville.
PAV 13 : Kellermann/Paul Bourget, Villa d'Este, Oudiné Chevaleret ; PAV17 : Blémont, Porte de Saint-Ouen/Porte Pouchet.

Détail du calcul de la subvention :
Pour le calcul de la dépense subventionnable ne sont pas prises en compte les dépenses suivantes : les dotations aux amortissements et provisions pour 1 000 €.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures administratives ou d'entretien)	2 500,00	0,32%
Services externes (entretien et réparations, assurance, documentation, formation, séminaire)	9 000,00	1,16%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, déplacements et missions, frais postaux et de télécommunication, publicité, publications...)	24 500,00	3,16%
Impôts et taxes liés au projet	15 900,00	2,05%
Frais de personnel	721 695,00	93,12%
Autres charges de gestion courante	450,00	0,06%
Dotations aux amortissements (dépenses non éligibles)	1 000,00	0,13%
Total	775 045,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région SSP (EC)	27 500,00	3,55%
Produits des services et ventes diverses	20 000,00	2,58%
Cour d'Appel de Paris (EC)	484 075,00	62,46%
Cour d'Appel de Paris : complément BAV (EC)	35 000,00	4,52%
Préfecture de Paris (EC)	50 000,00	6,45%
Ville de Paris (EC)	100 000,00	12,90%
Dons, cotisations (EC)	58 470,00	7,54%
Total	775 045,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	27 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	30 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	30 000,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	25 500,00 €
	Montant total	85 500,00 €

ANNEXE 4 : FICHES PROJETS TGD

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011126

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : TELEPROTECTION GRAVE DANGER - VAL D'OISE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Téléprotection grave danger (TGD)	36 028,00 €	24,98 %	9 000,00 €
	Montant Total de la subvention		9 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700407- Appui aux stratégies de prévention et de sécurité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIDFF 95 CENTRE D'INFORMATION DEPARTEMENTAL SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES DU VAL D'OISE
Adresse administrative : 1 PLACE DES ARTS
95000 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Charles MODAT, Président

Date de publication au JO : 2 janvier 1983

N° SIRET : 33102507200041

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Téléprotection grave danger (TGD)
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : soutien au dispositif TGD dans le Val d'Oise

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action s'organise sur l'année civile.

Objectifs :
- Recevoir les victimes de violences conjugales qui se sentent en très grand danger, qui contactent l'association ou lui sont signalées par les partenaires du dispositif TGD, afin de leur présenter celui-ci, d'évaluer leur éligibilité et, le cas échéant, de constituer un dossier qui sera transmis au Parquet pour décision.
- Assurer le suivi juridique de l'ensemble des victimes bénéficiaires du dispositif.
Une coopération est assurée avec l'autre association référente du dispositif TGD sur le Val d'Oise, "du

côté des femmes".

Description :
L'association accueille lors d'un ou plusieurs rendez-vous individuels les victimes de violences conjugales se sentant en très grand danger. Après présentation du diagnostic au Procureur de la République, celui-ci peut décider d'attribuer un téléphone TGD si :
- la victime a déposé plainte,
- la victime réside séparément du mis en cause,
- le mis en cause fait l'objet d'une interdiction judiciaire de rencontrer la victime (dans le cadre d'un contrôle judiciaire, d'une ordonnance de protection, d'une mesure d'exécution de peine),
- la gravité des violences commises par l'auteur, leur réitération, le profil psychiatrique ou psychologique et les antécédents de l'auteur, ainsi que l'isolement éventuel et la fragilité de la victime la rendent particulièrement vulnérable.
Lorsque le téléphone est attribué pour une période de 6 mois, renouvelable tant que dure le danger, le CIDFF 95 assure le suivi et l'accompagnement juridique, psychologique et social de la victime, ainsi que l'évaluation de l'évolution de la situation.

Moyens mis en œuvre :
8 juristes et 2 psychologues informent et accompagnent les victimes.

Intérêt régional : Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les victimes de violences conjugales, en très grand danger car menacées par leur ex-conjoint, résidant dans le Val d'Oise.

Détail du calcul de la subvention :
Sont inéligibles les services bancaires (157€), les intérêts des emprunts (45€) et les dotations aux amortissements (270€), soit 472€.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	86,00	0,24%
Services externes	459,00	1,26%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires, publicité, déplacements)	921,00	2,52%
Services bancaires (dépense inéligible)	157,00	0,43%
impôts et taxes liés au projet	741,00	2,03%
Frais de personnel	33 774,00	92,53%
Autres charges de gestion courante	13,00	0,04%
Charges financières (intérêts des emprunts = dépense inéligible)	45,00	0,12%
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	34,00	0,09%
Dotations aux amortissements (dépense inéligible)	270,00	0,74%
Total	36 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	9 000,00	24,66%
Ministère de la justice (ec)	16 500,00	45,21%
FIPD (ec)	9 000,00	24,66%
Conseil départemental Val d'Oise (ec)	2 000,00	5,48%
Total	36 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	13 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	9 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	9 750,00 €
2015	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	9 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	8 300,00 €
2016	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	9 000,00 €
	Montant total	68 050,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011128

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : TELEPROTECTION GRAVE DANGER - YVELINES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Téléprotection grave danger (TGD)	14 360,00 €	12,95 %	1 860,00 €
	Montant Total de la subvention		1 860,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700407- Appui aux stratégies de prévention et de sécurité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIDFF 78 CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES DES YVELINES
Adresse administrative : 29 PLACE DES FLEURS
78955 CARRIERES-SOUS-POISSY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Danièle COLOMBO, Présidente

Date de publication au JO : 4 novembre 1982

N° SIRET : 33040620800042

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Téléprotection grave danger (TGD)
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : soutien au dispositif TGD dans les Yvelines

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action s'organise sur l'année civile.

Objectifs :
L'objectif est de :
- protéger les femmes victimes de violences conjugales ou de viol en leur attribuant un téléphone d'alerte doté d'un appel direct leur permettant d'être directement mises en relation avec une plateforme de téléassistance et de régulation dédiée, chargée d'évaluer le danger au moment où l'appel est émis et de diligenter immédiatement les secours (police, gendarmerie),

- leur permettre de se reconstuire parallèlement grâce à un accompagnement pluridisciplinaire.
5 téléphones sont mis à disposition sur le département des Yvelines.

Description :
Le CIDFF 78 est chargé des évaluations des situations de danger qui lui sont transmises par les acteurs sociaux, les médecins et les hôpitaux. L'Ordre des avocats du Barreau de Versailles, la police nationale, la gendarmerie nationale, le service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) et les acteurs judiciaires (juges aux affaires familiales, juges d'application des peines) transmettent quant à eux leurs situations directement au Procureur.

Les juristes du CIDFF 78 reçoivent en urgence les femmes susceptibles d'entrer dans le dispositif. Ils évaluent plusieurs critères liés à la dangerosité de l'auteur (attitude globale de ce dernier, addictions, antécédents judiciaires…) et à la vulnérabilité des femmes (hébergement, situation financière, sphères professionnelle/familiale et amicale/privée, santé…). Les évaluations sont ensuite transmises au Procureur de la République qui décide ou non d'attribuer un téléphone.

Une fois l'attribution décidée, le CIDFF 78 assure l'accompagnement des femmes, de façon pluridisciplinaire (accompagnement juridique, psychologique et en matière d'emploi) en lien avec les partenaires. Il oriente par ailleurs les femmes vers les autres services compétents selon les besoins (ordre des avocats, aide sociale, aide au logement, accès à la santé…).

Moyens mis en œuvre :
- 2 juristes salariées, titulaires de Master en droit et spécifiquement formées aux questions de violences faites aux femmes, chargées des rapports d'évaluation et de l'accompagnement des femmes (0,2 ETP).
- 1 directrice salariée, titulaire d'un Master II et spécifiquement formée aux questions de violences faites aux femmes, chargée de la communication, de la coordination de l'action et de participer au comité de pilotage (0,03 ETP).
- 1 psychologue clinicienne salariée, titulaire d'un Master II en psychopathologie et victimologie et spécifiquement formée aux questions de violences faites aux femmes, chargée du soutien psychologique des victimes (0,05 ETP).

Intérêt régional : Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les femmes résidant dans les Yvelines et victimes de violences conjugales ou de viol, en situation de grave danger.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	265,00	1,85%
Services externes (locations)	595,00	4,14%
Autres services externes (publicité, frais postaux et de télécommunication)	2 490,00	17,34%
Impôts et taxes liés au projet	250,00	1,74%
frais de personnel	10 760,00	74,93%
Total	14 360,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	1 860,00	12,95%
Ministère de la justice (att)	5 500,00	38,30%
FIPD (ec)	7 000,00	48,75%
Total	14 360,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	1 860,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	19 000,00 €
2014	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes	10 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	7 123,80 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	14 250,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	10 000,00 €
2015	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	1 860,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	12 100,00 €
2016	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	1 860,00 €
	Montant total	69 070,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013902

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : TELEPROTECTION GRAVE DANGER - ESSONNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Téléprotection grave danger (TGD)	22 244,00 €	33,48 %	7 448,00 €
	Montant Total de la subvention		7 448,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700407- Appui aux stratégies de prévention et de sécurité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEDIAVIPP 91 - ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE MEDIATION ET D'AIDE AUX VICTIMES
Adresse administrative : 9 RUE DES MAZIERES - TGI
99999 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Françoise VOCANSON, Présidente

Date de publication au JO : 15 novembre 1989

N° SIRET : 37995500800014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Téléprotection grave danger (TGD)
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : soutien au dispositif TGD en Essonne

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action s'organise sur l'année civile.

Objectifs :
Le dispositif TGD vise à renforcer et améliorer la protection des femmes particulièrement exposées à des risques de violences graves. Ce dispositif d'alerte est accordé aux bénéficiaires sur décision de l'autorité judiciaire.

Description :

En premier lieu, l'association identifie, parmi les femmes victimes de violences conjugales, celles qui, exposées à des violences graves, pourraient faire l'objet d'un signalement au Parquet. Après décision d'admission au dispositif, l'association assure le suivi de chaque femme bénéficiant d'un téléphone d'urgence, lui proposant un accompagnement juridique, psychologique et social, ainsi qu'à ses enfants. Cet accompagnement s'effectue en lien avec les organismes et associations partenaires et l'association coordonne l'intervention des différents partenaires.

Moyens mis en œuvre :
- Intervenants : 1 juriste (0,25 ETP), 1 directrice (0,10 ETP).

- Partenaires : le Parquet, les services de police et de gendarmerie, les avocats, les services sociaux du département, les services hospitaliers, les associations partenaires…

Intérêt régional : Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Toute femme, demeurant en Essonne, victime de violences commises par son conjoint, compagnon, ancien conjoint ou ancien compagnon, exposée à des risques de violences graves. Elle doit avoir préalablement déposé plainte.

Détail du calcul de la subvention :
Les dotations aux amortissements sont inéligibles, soit 100€.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures)	260,00	1,16%
Services externes (locations, assurances, documentation, entretien)	1 140,00	5,10%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, publicité, déplacements, frais postaux et de télécommunication)	2 300,00	10,29%
Impôts et taxes	90,00	0,40%
Frais de personnel	18 374,00	82,23%
Autres charges de gestion courante	80,00	0,36%
Dotations aux amortissements (dépense inéligible)	100,00	0,45%
Total	22 344,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	7 448,00	33,33%
Etat (politique de la ville) - ec	7 448,00	33,33%
Conseil départemental 91 -ec	7 448,00	33,33%
Total	22 344,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	7 448,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	65 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	15 831,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	65 000,00 €
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	58 500,00 €
2016	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	11 045,00 €
	Montant total	215 376,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013985

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : TELEPROTECTION GRAVE DANGER - HAUTS-DE-SEINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Téléprotection grave danger (TGD)	40 500,00 €	29,63 %	12 000,00 €
	Montant Total de la subvention		12 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700407- Appui aux stratégies de prévention et de sécurité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'ESCALE - SOLIDARITE FEMMES
Adresse administrative : 6 ALLEE FRANTZ FANON
92230 GENNEVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Kadija AKHENKHAM, Présidente

Date de publication au JO : 15 septembre 1993

N° SIRET : 39257319200037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Téléprotection grave danger (TGD)
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : soutien au dispositif TGD dans les Hauts-de-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile.

Objectifs :
Le dispositif TGD permet de protéger les femmes en situation de très grand danger, victimes de violences conjugales ou de viol. Il facilite le secours et l'assistance grâce à un téléphone d'alerte qui permet aux femmes d'aviser et de susciter l'intervention rapide des services de police.

Description :
L'association agit de différentes manières :
- elle évalue le danger dans les situations transmises par les partenaires selon des critères définis avec le

Parquet,
- elle transmet au Parquet les éléments permettant la prise de décision d'attribution d'un téléphone,
- elle assure un soutien et un accompagnement aux femmes concernées,
- elle suit les situations et en informe le Parquet,
- elle participe aux comités de pilotage trimestriels.
Durant toute la durée d'attribution du TGD, chaque femme bénéficiaire s'entretient tous les 15 jours avec la référente du dispositif au sein de l'association.

Moyens mis en œuvre :
Une directrice, une chargée de mission référente "violences", une psychologue, une assistante sociale.

Intérêt régional : Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les femmes victimes de violences conjugales en très grand danger sur le département des Hauts-de-Seine.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	50,00	0,12%
Services externes (locations)	55,00	0,14%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires et honoraires)	2 500,00	6,17%
Impôts et taxes	2 760,00	6,81%
Frais de personnel	35 135,00	86,75%
Total	40 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	12 000,00	29,63%
FIPD (att)	5 000,00	12,35%
Cour d'appel - aide aux victimes (att)	5 500,00	13,58%
Conseil départemental 92 (ec)	15 000,00	37,04%
Mécénat fondation (ec)	2 550,00	6,30%
Autres produits de gestion courante	450,00	1,11%
Total	40 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	12 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	21 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	29 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	19 680,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	9 000,00 €
2015	Appel à projets thématique annuel destiné aux personnes en situation de handicap, âgées, en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	30 000,00 €
2015	Lutte contre les discriminations dans la formation et l'emploi (CR46-14)	10 000,00 €
2017	Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes	15 000,00 €
	Montant total	145 680,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014045

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : TELEPROTECTION GRAVE DANGER - SEINE-ET-MARNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Téléprotection grave danger (TGD)	25 500,00 €	39,22 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700407- Appui aux stratégies de prévention et de sécurité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOS FEMMES 77
Adresse administrative : 13 RUE GEORGES COURTELINE
77100 MEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Raymonde JOBELIN, Présidente

Date de publication au JO : 23 octobre 1979

N° SIRET : 32125412000025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Téléprotection grave danger (TGD)
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : soutien au dispositif TGD en Seine-et-Marne

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action s'organise sur l'année civile.

Objectifs :
Le dispositif de Téléprotection Grave Danger vise à assurer la protection et une prise en charge globale des femmes victimes de violences conjugales, en très grand danger, grâce à un dispositif d'alerte.

Description :
L'association SOS Femmes 77 accompagne les femmes bénéficiant d'un téléphone durant toute la durée de la mesure, soit 6 mois renouvelables tant que dure le danger.
Elle instruit les dossiers sur demande du Parquet pour permettre l'attribution par celui-ci des terminaux et

la transmission des données à Mondial Assistance, en identifiant les femmes victimes et en évaluant, dans les 72 heures de la saisine par le Parquet, leurs situations familiales, notamment en cas de présence d'enfants.
L'association facilite également la prise en charge de la victime par son information et son orientation (constitution de partie civile, divorce...).

Moyens mis en œuvre :
1 juriste à 0,43 ETP, et 0,03 ETP de personnel administratif.

Intérêt régional : Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Toute femme victime de violences conjugales, en très grand danger, résidant dans le département de la Seine-et-Marne.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	200,00	0,78%
Services externes	150,00	0,59%
Impôts et taxes	1 593,00	6,25%
Frais de personnel	23 407,00	91,79%
Autres services externes	150,00	0,59%
Total	25 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	10 000,00	39,22%
FIPD (ec)	10 000,00	39,22%
Ministère de la justice (ec)	5 500,00	21,57%
Total	25 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	4 316,00 €
2014	Soutien à la prévention	10 000,00 €
2015	Soutien à la prévention	7 500,00 €
	Montant total	21 816,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014049

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : TELEPROTECTION GRAVE DANGER - VAL D'OISE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Téléprotection grave danger (TGD)	13 378,00 €	50,00 %	6 689,00 €
	Montant Total de la subvention		6 689,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700407- Appui aux stratégies de prévention et de sécurité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DU COTE DES FEMMES
Adresse administrative : 21 AVENUE DES GENOTTES
95800 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Michèle ROUBINET-LOUP, Présidente

Date de publication au JO : 5 mars 1983

N° SIRET : 33027588400097

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Téléprotection grave danger (TGD)
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : soutien au dispositif TGD dans le Val d'Oise

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action s'organise sur l'année civile.

Objectifs :
Permettre la protection des victimes de violences conjugales, en situation de très grand danger, et leur assurer soutien et accompagnement.

Une coopération est assurée avec l'autre association référente du dispositif TGD sur le Val d'Oise, le CIDFF 95.

Description :

L'association agit à plusieurs niveaux :
- elle participe à l'amélioration de la transmission d'informations entre les différents partenaires institutionnels et associatifs afin de faciliter l'identification des victimes de violences exposées à un très grand danger,
- elle prend en charge les victimes de violences, assurant leur information, leur orientation et leur accompagnement si elles l'ont décidé,
- elle évalue le danger auquel sont exposées les victimes qu'elle accompagne,
- elle propose un travail de compréhension autour des violences et un accompagnement spécifique à la mise en place d'un projet d'avenir.

Moyens mis en œuvre :
2 cheffes de service (une sur le site de Sarcelles, l'autre sur celui de Cergy), une psychologue, des travailleuses sociales.

Intérêt régional : Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les victimes de violences conjugales en situation de très grand danger.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Autres services extérieurs (transport)	186,00	1,39%
Frais de personnel	13 192,00	98,61%
Total	13 378,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	6 689,00	50,00%
FIPD (ec)	6 689,00	50,00%
Total	13 378,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	6 689,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	2 300,00 €
2016	Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	19 252,80 €
	Montant total	21 552,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014103

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : TELEPROTECTION GRAVE DANGER - VAL-DE-MARNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Téléprotection grave danger (TGD)	24 089,00 €	20,84 %	5 021,00 €
	Montant Total de la subvention		5 021,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700407- Appui aux stratégies de prévention et de sécurité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TREMPLIN 94 SOS FEMMES
Adresse administrative : 50 RUE CARNOT
94700 MAISONS ALFORT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Isabelle ADNOT, Présidente

Date de publication au JO : 12 juillet 1995

N° SIRET : 40411275700020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Téléprotection grave danger (TGD)
Rapport Cadre : CR2017-085 du 18/05/2017

Objet du projet : soutien au dispositif TGD dans le Val-de-Marne

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action s'organise sur l'année civile.

Objectifs :
Dans le cadre du dispositif TGD, l'association sensibilise, informe, évalue et accompagne les victimes de violences conjugales en très grand danger.

Description :
Tremplin 94 :
- conduit les entretiens avec les victimes de violences conjugales : évaluation du danger, de la situation personnelle, conjugale et familiale (gravité des violences et réitération, profil psychiatrique ou

psychologique de l'auteur et ses antécédents, isolement, fragilité de la victime), appréciation de l'adhésion de la femme aux conditions encadrant le dispositif,
- évalue l'éligibilité des victimes au dispositif,
- transmet la fiche au Parquet.
Si celui-ci donne son accord, un rendez-vous est organisé au Tribunal pour la remise du téléphone d'alerte.
L'association, dès l'admission au dispositif, travaille sur les moyens de sortir de la violence et de mettre les victimes en sécurité. Celles-ci peuvent ainsi avoir accès au soutien à la parentalité, au dispositif de mise en sécurité (éloignement, hébergement), au relogement...

Moyens mis en œuvre :
Une travailleuse sociale titulaire d'un diplôme d'Etat, et une cheffe de service.

Intérêt régional : Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les victimes de violences conjugales résidant dans le Val-de-Marne, ayant déposé plainte, résidant séparément du mis en cause. Celui-ci doit faire l'objet d'une interdiction judiciaire de rencontrer la victime (dans le cadre d'un contrôle judiciaire, d'une ordonnance de protection, d'une mesure d'exécution de peine).

Détail du calcul de la subvention :
Sont inéligibles les services bancaires (28€) et les dotations aux amortissements (4€), soit 32€.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures)	1 358,00	5,63%
Services extérieurs (entretien, assurance, documentation, formation)	376,00	1,56%
Autres services extérieurs (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, publicité, déplacements, frais postaux et de télécommunication, cotisations)	2 216,00	9,19%
services bancaires (dépense inéligible)	28,00	0,12%
Impôts et taxes liés au projet	872,00	3,62%
Frais de personnel	19 267,00	79,88%
Dotations aux amortissements (dépense inéligible)	4,00	0,02%
Total	24 121,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	5 021,00	20,82%
FIPD (att)	7 958,00	32,99%
Ministère de la justice (ec)	6 000,00	24,87%
Conseil départemental 94 (ec)	5 021,00	20,82%
Autres produits de gestion courante	3,00	0,01%
Reprise sur amortissements	4,00	0,02%
Transfert de charges	114,00	0,47%
Total	24 121,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	5 021,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	5 388,00 €
	Montant total	5 388,00 €

ANNEXE 5 : AVENANT A LA CONVENTION TGD EN SEINE-ET-MARNE

AVENANT 2017

À LA CONVENTION signée le à Meaux

DISPOSITIF DE TELEPROTECTION GRAVE DANGER (TGD)

VISANT A RENFORCER LA PROTECTION DES FEMMES, VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES, EN TRES GRAND DANGER

AVENANT CONVENTION
TELEPROTECTION D'ALERTE GRAVE DANGER

DANS LE DEPARTEMENT DE LA SEINE-ET-MARNE
(RESSORT DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MEAUX)

ENTRE :

LA PREFECTURE DE LA SEINE-ET-MARNE ;
représentée par Madame Béatrice ABOLLIVIER, Préfète du département

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA SEINE-ET-Marne
représenté par Monsieur Jean-Jacques BARBAUX, Président du Conseil départemental

LE CONSEIL REGIONAL ILE-DE-FRANCE
représenté par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MEAUX
représenté par Madame Dominique LAURENS, Procureure de la République près le Tribunal de Grande Instance de Meaux et Monsieur Bertrand MENAY, Président du Tribunal de Grande Instance de Meaux

L'ASSOCIATION SOS FEMMES 77,
représentée par Madame Raymonde JOBELIN, présidente de l'association SOS FEMMES 77,

GTS MONDIAL ASSISTANCE
Société anonyme au capital de 720 000 Euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 330 377 193 et dont le siège social est situé au 81, rue Pierre Sémard 92320 Châtillon,
Représentée par Monsieur Frédéric DUHAMEL, en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité à cet effet,

ORANGE SA
Société anonyme au capital de 10 595 541 532 euros, 380 129 866 RCS Paris,
Domiciliée 78, rue Olivier de Serres 75015 PARIS

PREAMBULE
- Vu l'action 22 du 5ème plan de mobilisation et de lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes 2017- 2019 ;
- Vu l'article 41-3-1 du code de procédure pénale ;
- Vu la circulaire note dépêche N° JUS.D.14277 61C en date du 24 novembre 2014 du ministère de la Justice ;
- Vu la circulaire du 17 juin 2015 de la Ministre des affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes, du Ministre de l'intérieur et de la Secrétaire d'Etat chargée des Droits des femmes ;
- Vu la convention « dispositif de téléprotection grave danger (TGD) dans le département de la Seine-et-Marne (ressort du tribunal de grande instance de Meaux) » signée le ;
- Vu la délibération n° CP 2017-480 du 18 octobre 2017 de la commission permanente du conseil régional ;

Avenant relatif à la participation en 2017 du Conseil régional d'Ile-de-France à la Convention portant sur le dispositif de téléprotection grave danger (TGD), visant à renforcer la protection des femmes, victimes de violences conjugales, en très grave danger

Le présent avenant a pour objet la mise en place d'un accompagnement social dans le cadre du dispositif téléprotection grave danger, dans le ressort du Tribunal de Grande Instance de Meaux.

ARTICLE 1 :
Le Conseil régional d'Ile-de-France contribue au renforcement de la protection des femmes, victimes de violences conjugales, en très grand danger, dans les conditions de la convention signée le 15 juillet 2015 pour ce qui concerne le territoire du tribunal de grande instance de Meaux.

ARTICLE 2 :
La Région Île-de-France est désormais partie à la convention. A ce titre, elle s'engage, au titre de l'année 2017, à :

Participer au financement de l'association SOS Femmes 77, référente du dispositif par le versement d'une subvention d'un montant maximum de 10 000 €, tel que cela est indiqué dans l'annexe budgétaire du présent avenant et conformément à la délibération n° CP 2017-480 du 18 octobre 2017, ainsi que dans le respect de la délibération n° CR 2017-085 du 18 mai 2017 relative au dispositif cadre « Mieux protéger les victimes ».

Une annexe financière précisant le budget prévisionnel pour 2017 complète le présent avenant.

ARTICLE 3 :
Le Conseil régional d'Ile-de-France souscrit aux engagements des parties et participera aux réunions du Comité de pilotage (COPIL) dans les conditions définies par la convention (article 5 et 6).

L'avenant peut être dénoncé sous un préavis de 3 mois par chacune des parties signataires par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à Meaux en 8 exemplaires originaux, dont un remis à chaque partie

le …… 2017

Dominique Laurens

Procureure de la République de Meaux

Bertrand Menay

Président du Tribunal de Grande Instance de Meaux

Béatrice Abollivier

Préfète de Seine-et-Marne

Valérie Pécresse

Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

Jean-Jacques Barbaux

Président du Conseil départemental De Seine-et-Marne

Frédéric Duhamel

Directeur Général, GTS Mondial Assistance

Marianne Lahaye

Directrice régionale Ile-de-France, Orange SA

Raymonde Jobelin

Présidente de SOS femmes 77

ANNEXE FINANCIERE

Contributions des partenaires au financement de l’association SOS FEMMES 77 pour l’année 2017 :

Financeurs	Montant
Conseil régional d'Ile-de-France	10 000 €
FIPD	10 000 €
Ministère de la Justice	5 500 €

ANNEXE 6 : AVENANT A LA CONVENTION TGD DANS LES YVELINES

AVENANT 2017

CONVENTION DU DISPOSITIF DE TELEPROTECTION GRAVE DANGER (TGD) DANS LE DEPARTEMENT DES YVELINES

Ressort du Tribunal de Grande Instance de Versailles

ENTRE

LA PREFECTURE DES YVELINES

Représentée par Monsieur Serge MORVAN, Préfet du département,
ci-après désigné **« le Préfet »**.

LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE VERSAILLES

Représenté par Monsieur Vincent LESCLOUS, Procureur de la République près le tribunal de grande instance de VERSAILLES,
ci-après désigné **« le Procureur de la République »**.

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

Représenté par Madame Valérie PECRESSE, sa présidente, dûment habilitée à signer la présente Convention,
ci-après désigné « **le Conseil Régional** ».

ORANGE

Société anonyme au capital de 10 595 541 532 Euros, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 380 129 866 et dont le siège social est situé au 78 rue Olivier de Serres 75505 Paris cedex 15,
Représentée par Monsieur Rémi DUPUY en sa qualité de Délégué Régional Ile-de-France-Ouest, dûment habilité à cet effet,
ci-après désignée par «**Orange »**.

GTS MONDIAL ASSISTANCE

Société anonyme au capital de 720 000 Euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 330 377 193 et dont le siège social est situé au 81 rue Pierre Sémard 92320 Châtillon ;
Représentée par Monsieur Frédéric DUHAMEL, en sa qualité de directeur général, dûment habilité à cet effet,
ci-après désignée par « **GTS Mondial Assistance »**.

L' ASSOCIATION

Le « Centre d'information sur les droits des femmes et des familles - centre d'information et d'aide aux victimes » 78

Association régie par La loi du 01er juillet 1901, déclarée en sous-préfecture de Saint Germain en Laye le 19 octobre 1982 et légalement représentée par sa présidente, Madame Danièle COLOMBO,
ci-après désignée par « **l'association »**.

PREAMBULE

Vu l'action 22 du 5ème plan mobilisation et de lutte contre toutes formes de violences faites aux femmes 2017-2019 ;

Vu l'article 41-3-1 du code de procédure pénale ;

Vu la circulaire note dépêche N° JUS.D.14277 61C en date du 24 novembre 2014 du ministère de la Justice ;

Vu la circulaire du 17 juin 2015 de la Ministre des affaires sociales, de la Santé et des droits des femmes, du Ministre de l'intérieur et de la Secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes ;

Vu la circulaire CRIM AP 2014/030/C16 d'orientation de politique pénale en matière de lutte contre les violences dans le couple et relative au dispositif de téléassistance pour la protection des personnes en grave danger.

Vu la convention « dispositif de téléprotection grave danger (TGD) » dans le département des Yvelines (ressort du Tribuna de Grande Instance de Versailles » signée le 16 novembre 2015.

Vu la délibération du « date « de la commission permanente de la collectivité.

1. OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet la mise en place de terminaux supplémentaires dans le cadre du dispositif téléprotection grave danger, dans le ressort du Tribunal de Grande Instance de Versailles, ainsi que les engagements financiers apportés à l'association CIDFF 78 au titre de ce dispositif pour l'année 2017.

Il a pour objet la mise en place de deux terminaux supplémentaires à la signature de cet avenant.

2. ENGAGEMENTS DES PARTIES

Le Préfet des Yvelines, Le Tribunal de Grande Instance de Versailles, le Conseil Régional d'Ile de France, les sociétés GTS Mondial assistance et Orange SA, le CIDFF 78, sont engagés dans le dispositif conformément à la convention signée le 16 novembre 2015.

2-1 Engagements communs des parties

Les parties s'engagent :

- à apporter les moyens nécessaires- techniques, humains etc. pour mener à bien la mise en place du dispositif et à son évaluation.
- à ne pas divulguer, pendant la durée de la présente convention, toute appréciation relative au dispositif, sans l'accord express de chacune des parties.
- à coopérer activement à la mise en place et au suivi du dispositif.
- à s'échanger toute information nécessaire et utile à la réalisation et à l'amélioration du dispositif.
- à ne lancer, ou ne mener sur le département aucune opération ayant le même objet sans accord préalable du COPIL.
- A mettre en place des actions d'information et de formation de leurs personnels sur les violences commises au sein du couple et les violences sexuelles, sur le dispositif TGD et l'ordonnance de protection.

Dans ce cadre, les parties sont tenues à une obligation de moyens.

2-2 Engagements des parties à l'avenant

Le Préfet des Yvelines s'engage à :

- Participer au financement de l'association CIDFF 78 par le versement d'une subvention au titre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD) **d'un montant de 7000 euros** pour une année de fonctionnement.
- Veiller à l'implication des services de l'Etat dans le dispositif.

Le procureur de la République est, en application des dispositions légales et notamment des articles 39-1 et 41, et 41-3-1 du code de procédure pénale, compétent :

- en matière de prévention de la délinquance ;
- pour requérir une association spécialisée aux fins d'aide aux victimes d'une infraction. Dans ce cadre, il lui appartient notamment de prévenir la commission d'atteintes dont une femme, déjà victime de violences conjugales, est susceptible d'être à nouveau la cible.

Le Conseil régional d'Ile de France s'engage à :

- participer au financement de l'association CIDFF 78, référente du dispositif, par le versement d'une subvention d'un montant maximum de 1 860 €, tel que cela est indiqué dans l'annexe budgétaire du présent avenant et conformément à la délibération n° CP 2017-480 du 18 octobre 2017, ainsi que dans le respect de la délibération n° CR 2017-085 du 18 mai 2017 relative au dispositif cadre « Mieux protéger les victimes ».

- participer au financement du dispositif technique (téléphonie, téléassistance, achat de matériel) en vue de l'acquisition de deux terminaux supplémentaires, en versant des crédits dédiés à son financement pour un montant de 2 308,08 euros, tel que cela est indiqué dans l'annexe budgétaire du présent avenant et conformément à la délibération de la commission permanente n° CP 2017-480 du 18 octobre 2017, ainsi que dans le respect de la délibération n° CR 2017-085 du 18 mai 2017 relative au dispositif cadre « Mieux protéger les victimes ». Cette contribution s'effectue par voie de fonds de concours.

  Une annexe financière précisant le budget prévisionnel pour 2017 complète le présent avenant, ainsi qu'une annexe détaillant les modalités du financement des téléphones par la Région Ile-de-France par voie de fonds de concours, le cas-échéant.

La société Mondial Assistance, grâce à sa filiale TEL2S, réalise des services de télésurveillance et de traitement des appels d'urgence émis par des bénéficiaires depuis des dispositifs fixes ou mobiles, avec ou sans géo-localisation. En partenariat avec France Télécom Orange et en qualité de prestataire, Mondial Assistance reçoit et traite les appels de la télé assistance mobile commercialisée par **la société téléassistance mobile** commercialisée par Orange.

Orange a mis en œuvre, un groupe de travail au sein de son Technocentre en collaboration avec ses équipes de Recherche et Développement, pour développer à titre expérimental une gamme de services visant notamment à rompre l'isolement des personnes dépendantes et sécuriser les personnes fragiles mais néanmoins actives.

Le « centre d'information sur les droits des femmes et des familles - centre d'information et d'aide aux victimes des Yvelines » CIDFF 78 :

- assure des permanences d'aide aux victimes et d'accès au droit en direction des femmes en particulier et du public en général ;

- propose aux victimes d'infraction pénale un soutien à la fois psychologique et juridique tout au long de la procédure pénale ;
- développe des actions collectives spécifiques ;
- mène son action de manière à favoriser l'autonomie des personnes et contribue ainsi à la diminution du sentiment d'insécurité grâce à une meilleure prise en compte des victimes.

Fait à VERSAILLES en 6 exemplaires originaux conservée par _____, le

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DES YVELINES

Le Préfet des Yvelines

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Versailles

La Présidente du Conseil Régional d'Ile de France

îledeFrance

Le Délégué Régional Ile de France Ouest d'Orange

orange™

Le Directeur Général de GTS Mondial Assistance

MONDIAL ASSISTANCE

CIDFF
Centre d'information sur les droits des femmes et des familles
Yvelines

La Présidente du Centre d'Information sur les droits des femmes et des familles - Centre d'information et d'aide aux victimes

ANNEXE N°1
ANNEXE BUDGETAIRE

Budget annuel pour 5 téléphones plus 2 téléphones supplémentaires :

				Marché national	
		ACHAT UNIQUE	**Montant mensuel de l'abonnement TTC /téléphone**	**Montant annuel pour 5 téléphones**	**Montant annuel pour 2 téléphones supplémentaires (financement Région)**
ORANGE	Achat téléphones	59,88 €		299,40 €	119,76 €
	Abonnement téléphonique		23,88 €	1 432,80 €	573,12 €
MONDIAL ASSISTANCE	Abonnement téléassistance		67,30 €	4 038,00 €	1 615,20 €
	total global			**5 770,20 €**	**2 308,08 €**
	TOTAL GENERAL POUR LES 7 TELEPHONES			**8 078,28 €**	

Répartition des financements à l'association CIDFF 78 :

	ETAT (FIPD)	7000
	CONSEIL REGIONAL IDF	**1860**
	JUSTICE	5500
	TOTAL	14 360,00 €

21/07/2017

ANNEXE 2 :

Modalités de financement des téléphones grave danger

par la Région Île-de-France par voie de fonds de concours

1. Cadre général

Le financement du dispositif « Téléprotection grave danger » est assuré par le programme 137 "Égalité entre les femmes et les hommes" du ministère des affaires sociales. Un fonds de concours a été créé et rattaché à ce programme afin d'assurer le financement de terminaux supplémentaires par, notamment, les collectivités territoriales.

2. Coût total d'un Téléphone Grave Danger (dispositif matériel + téléassistance)

- Achat du téléphone, payable une seule fois : **59,88 € TTC par téléphone**

- Abonnements mensuels :
  - abonnement téléphonique forfaitaire Orange : **23,88 € TTC mensuels par téléphone**
  - abonnement téléassistance forfaitaire Mondial Assistance : **67,30 € TTC mensuels par téléphone**

  soit un budget d'abonnement total de 91,18 € TTC mensuels par téléphone, à financer sur 12 mois par an (représentant 1 154,04 € la première année et 1 094,16€ les années suivantes).

3. Modalités de financement

Après approbation par la commission permanente du montant attribué au dispositif, le service de l'accès au droit et à la justice et de l'aide aux victimes (SADJAV) du ministère de la justice communique à la Région Île-de-France le RIB du compte sur lequel les crédits doivent être versés, à savoir celui du ministère des affaires sociales qui finance le dispositif sur le programme 137.

La Région Île-de-France communique au SADJAV :

- le nom et l'adresse de la collectivité
- le numéro de SIRET
- le numéro de virement

4. Utilisation des crédits

Les crédits sont entièrement consommés car versés pour assurer le bon fonctionnement du terminal pendant une durée d'un an : si le versement des crédits se fait en septembre, l'utilisation du téléphone se fera de septembre N à septembre N+1. La Région Île-de-France devra de nouveau délibérer pour assurer le financement entre septembre N+1 et septembre N+2).

A réception des crédits, la demande de déploiement des téléphones supplémentaires est effectuée afin que ces derniers soient transmis rapidement à la juridiction concernée.

ANNEXE 7 : AVENANT A LA CONVENTION TGD EN ESSONNE

Avenant 2017 à la convention signée le 26 novembre 2015 à EVRY Dispositif de téléprotection grave danger dans le département de l'Essonne

ENTRE :

LA PRÉFECTURE DU DEPARTEMENT DE L'ESSONNE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE

LE CONSEIL RÉGIONAL D'ILE DE FRANCE

LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE D'EVRY

LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DESECURITE PUBLIQUE

LE COMMANDEMENT DU GROUPEMENT DE GENDARMERIE DÉPARTEMENTALE DE L'ESSONNE

L'ASSOCIATION MEDIAVIPP 91

GTS MONDIAL ASSISTANCE

ORANGE

Collectivement désignées "les Parties" et individuellement une "Partie"

PREAMBULE

Le 26 novembre 2015 les Parties ont conclu, jusqu'au 31 décembre 2017, une convention afférente à la mise en œuvre du dispositif dit "Téléphone Grave Danger" dans le département de l'Essonne.

Ladite convention prévoit en son article 6-3, que la participation financière du Conseil Régional d' Île-de-France sera revue annuellement par le biais d'un avenant.

Le présent avenant a pour objet de préciser les engagements financiers du Conseil Régional d' Île-de-France pour l'année 2017 et d'actualiser l'annexe financière.

En conséquence de quoi, il a été arrêté ce qui suit:

Article unique:

La convention du 26 novembre 2015 demeure inchangée en toutes ses dispositions.
S'y ajoutent les engagements suivants:

La Région Île-de-France s'engage, au titre de l'année 2017, à :

- Participer au financement de l'association MEDIAVIPP 91, référente du dispositif, par le versement d'une subvention d'un montant maximum de 7 448 €, tel que cela est

indiqué dans l'annexe budgétaire du présent avenant et conformément à la délibération n° CP 2017-480 du 18 octobre 2017, ainsi que dans le respect de la délibération n° CR 2017-085 du 18 mai 2017 relative au dispositif cadre « Mieux protéger les victimes ».

- Participer au financement du dispositif technique (téléphonie et téléassistance) en vue de l'acquisition de deux terminaux supplémentaires, en versant des crédits dédiés à son cofinancement pour un montant de 2 308,08 €, tel que cela est indiqué dans l'annexe budgétaire du présent avenant et conformément à la délibération n° CP 2017-480 du 18 octobre 2017 , ainsi que dans le respect de la délibération n° CR 2017-085 du 18 mai 2017 relative au dispositif cadre « Mieux protéger les victimes ». Cette contribution s'effectue par voie de fonds de concours.

- Une annexe financière précisant le budget prévisionnel pour 2017 complète le présent avenant, ainsi qu'une annexe détaillant les modalités du financement des téléphones par la Région Île-de-France par voie de fonds de concours.

Annexe 1: Financement du dispositif de téléprotection grave danger dans le département de l'Essonne

Au titre de l'année 2017, les partenaires État, (Préfecture de l'Essonne), Conseil régional et Conseil départemental se sont engagés, à partager en trois parts égales le financement de l'action mise en œuvre par l'association MEDIAVIPP 91.

En conséquence, pour l'année 2017, le plan de financement est le suivant :

- **L'Etat, ministère de la justice**

• Six abonnements téléphoniques forfaitaires Orange : 23,88 € par téléphone et par mois
• Six abonnements téléassistance forfaitaires Mondial Assistance : 67,30 € TTC mensuel par téléphone

- **L'Etat, préfecture de l'Essonne**

• Participation pour 1/3 au financement de l'action mise en œuvre par l'association MEDIAVIPP 91

- **Le conseil régional d'Ile de France**

• Participation pour 1/3 au financement de l'action mise en œuvre par l'association MEDIAVIPP 91

• Achat de deux téléphones payables en une seule fois: 59,88 € par téléphone
• Deux abonnements téléphoniques forfaitaires Orange : 23,88 € par téléphone et par mois
• Deux abonnements téléassistance forfaitaires Mondial Assistance : 67,30 € TTC mensuel par téléphone
• Participation pour 1/3 au financement de l'action mise en œuvre par l'association MEDIAVIPP 91

- **Le conseil départemental de l'Essonne**

• Cinq abonnements téléphoniques forfaitaires Orange : 23,88 € par téléphone et par mois
• Cinq abonnements téléassistance forfaitaires Mondial Assistance : 67,30 € TTC mensuel par téléphone
• Participation pour 1/3 au financement de l'action mise en œuvre par l'association MEDIAVIPP 91

TABLEAU N° 1: FINANCEMENT DE MEDIAVIPP 91

Année 2017	Etat Ministère de la justice	Etat Préfecture de l'Essonne	Conseil Régional	Conseil Départemental
Prestation MEDIAVIPP 91		7 448,00 €	7 448,00 €	7 448,00 €
		7 448,00 €	**7 448,00 €**	**7 448,00 €**

TABLEAU N°2: FINANCEMENT DES TGD AVEC FONDS DE CONCOURS

Année 2017 (mois N à N+1)	Etat Ministère de la justice	Etat Préfecture de l'Essonne	Conseil Régional	Conseil Départemental
Achat de téléphones			119,76 €	
Abonnements téléphoniques	1 719,36 €		573,12 €	1 432,80 €
Abonnements de téléassistance	4 845,60 €		1615,20 €	4 038,00 €
	6 564,96 €	**7 448,00 €**	**2308,08 €**	**5470,80 €**

ANNEXE 2 : Modalités de financement des téléphones grave danger par la

Région Île-de-France par voie de fonds de concours

1. Cadre général

Le financement du dispositif « Téléprotection grave danger » est assuré par le programme 137 "Égalité entre les femmes et les hommes" du ministère des affaires sociales. Un fonds de concours a été créé et rattaché à ce programme afin d'assurer le financement de terminaux supplémentaires par, notamment, les collectivités territoriales.

2. Coût total d'un Téléphone Grave Danger (dispositif matériel + téléassistance)

- Achat du téléphone, payable une seule fois : **59,88 € TTC par téléphone**

- Abonnements mensuels :
  - § abonnement téléphonique forfaitaire Orange : **23,88 € TTC mensuels par téléphone**
  - § abonnement téléassistance forfaitaire Mondial Assistance : **67,30 € TTC mensuels par téléphone**

soit un budget d'abonnement total de 91,18 € TTC mensuels par téléphone, à financer sur 12 mois par an (représentant 1 154,04 € la première année et 1 094,16€ les années suivantes).

3. Modalités de financement

Après approbation par la commission permanente du montant attribué au dispositif, le service de l'accès au droit et à la justice et de l'aide aux victimes (SADJAV) du ministère de la justice communique à la Région Île-de-France le RIB du compte sur lequel les crédits doivent être versés, à savoir celui du ministère des affaires sociales qui finance le dispositif sur le programme 137.

La Région Île-de-France communique au SADJAV :
- le nom et l'adresse de la collectivité
- le numéro de SIRET
- le numéro de virement

4. Utilisation des crédits

Les crédits sont entièrement consommés car versés pour assurer le bon fonctionnement du terminal pendant une durée d'un an : si le versement des crédits se fait en septembre, l'utilisation du téléphone se fera de septembre N à septembre N+1. La Région Île-de-France devra de nouveau délibérer pour assurer le financement entre septembre N+1 et septembre N+2).

A réception des crédits, la demande de déploiement des téléphones supplémentaires est effectuée afin que ces derniers soient transmis rapidement à la juridiction concernée.

ANNEXE 8 : AVENANT A LA CONVENTION TGD DANS LES HAUTS-DE-SEINE

AVENANT A LA CONVENTION

DISPOSITIF DE TELEPROTECTION GRAVE DANGER (TGD)

DANS LE DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE LA JUSTICE

hauts-de-seine
LE DÉPARTEMENT

orange

MONDIAL ASSISTANCE

L'Escale
Solidarité Femmes
Centre d'accueil et d'hébergement
pour femmes victimes de violences,
en particulier conjugales.

TROISIEME AVENANT A LA CONVENTION

DISPOSITIF DE TELEPROTECTION GRAVE DANGER (TGD)

DANS LE DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

ENTRE :

LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE
Représenté par M. Jacques BOULARD, Président du tribunal de grande instance de NANTERRE, ci-après désigné « **le Président du TGI »**
Et Mme Catherine DENIS, Procureur de la République près le tribunal de grande instance de NANTERRE, ci-après désigné **« le Procureur de la République »** ;

LA PREFECTURE DES HAUTS DE SEINE
Représentée par Monsieur Pierre SOUBELET, Préfet du département, ci-après désigné **« le Préfet »** ;

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DES HAUTS-DE-SEINE
Représenté par Monsieur Patrick DEVEDJIAN, en sa qualité de Président du Conseil départemental des Hauts-de-Seine, agissant au nom et pour le compte du Département en vertu d'une délibération de la Commission permanente du 6 novembre 2017, ci-après désigné « **le Président du Conseil départemental » ;**

LE CONSEIL REGIONAL d'ILE-DE-FRANCE
Représenté par Madame Valérie PECRESSE, sa présidente, dûment habilitée à signer le présent avenant, ci-après désigné « **le Conseil Régional** ».

LA DIRECTION TERRITORIALE DE SECURITE DE PROXIMITE DES HAUTS-DE-SEINE
Représentée par Monsieur le Contrôleur Général Jean-Paul PECQUET, Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité des Hauts-de-Seine, ci-après désignée «**la DTSP** » ;

ORANGE
Société anonyme immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 380 129 866 et dont le siège social est situé au 78 rue Olivier de Serres 75505 Paris cedex 15,
Représentée par Monsieur Rémi DUPUY en sa qualité de Délégué Régional Ile-de-France-Ouest, dûment habilité à cet effet, ci-après désignée par «**Orange »** ;

GTS MONDIAL ASSISTANCE
Société anonyme immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 330 377 193 et dont le siège social est situé au 81 rue Pierre Sémard 92320 Châtillon ;
Représentée par Monsieur Frédéric DUHAMEL, en sa qualité de directeur général, dûment habilité à cet effet, ci-après désignée par « **GTS Mondial Assistance »** ;

L' ASSOCIATION
"L'escale- Solidarité Femmes", Association régie par la loi du 1er juillet 1901, déclarée à la Préfecture des Hauts-de-Seine, légalement représentée par sa présidente, Mme Hélène GALLAIS, ci-après désignée par **« l'association ».**

PREAMBULE

- Vu la mesure 2-2 du 4ème plan interministériel de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes 2014-2016 ;

- Vu l'article 41-3-1 du code de procédure pénale ;

- Vu la circulaire note dépêche N° JUS.D.14277 61C en date du 24 novembre 2014 du ministère de la Justice ;

- Vu la circulaire du 17 juin 2015 de la Ministre des affaires sociales, de la Santé et des droits des femmes, du Ministre de l'intérieur et de la Secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes ;

- Vu la convention « dispositif de téléprotection grave danger (TGD) dans le département des Hauts de Seine, signée le 11 mai 2016 annexée au présent avenant ;

- Vu l'avenant en date du 1er juin 2017 portant financement de trois téléphones complémentaires par le conseil départemental des Hauts-de-Seine ;

- Vu l'avenant en date du 25 août 2017 portant renouvellement du dispositif jusqu'au 31 décembre 2017 ;

Le marché national de *« fourniture d'un dispositif de téléassistance dans le cadre de la protection des personnes en situation de « très grave danger » sur le territoire hexagonal, Corse comprise* », conclu par le Ministère de la Justice, permet l'achat des téléphones au niveau national, qui sont ensuite répartis au plan local dans le ressort de chaque Tribunal de grande instance.

La dotation initiale par l'Etat du TGI de Nanterre est de cinq téléphones, auxquels s'ajoutent trois téléphones actuellement financés par le conseil départemental des Hauts-de-Seine.

Le Conseil Régional d'Ile-de-France, ayant déclaré la lutte contre les violences faites aux femmes comme étant une « *grande cause régionale 2017* », s'est engagé à participer au dispositif TGD dans chacun des départements d'Ile-de-France, notamment dans les Hauts-de-Seine, et devient désormais partie au dispositif, tout en s'engageant à financer deux téléphones complémentaires, portant ainsi au nombre de dix la dotation totale de téléphones pour le département.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qu'il suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet l'intégration du Conseil Régional d'Ile-de-France dans le cadre du partenariat mettant en place le dispositif de téléprotection grave danger (TGD) dans le département des Hauts-de-Seine, la mise en place de deux terminaux supplémentaires dans le cadre du dispositif, financés par le Conseil Régional, et la participation de ce dernier au financement de l'association l'Escale-solidarités Femmes, référente du dispositif.

La Région Île-de-France est donc désormais partie à la convention.

ARTICLE 2 – PARTICIPATION FINANCIERE DU CONSEIL REGIONAL d'ILE-DE-FRANCE

L'article 6.3 de la convention relative au dispositif de téléprotection grave danger est complété ainsi qu'il suit :

« Le Conseil Régional d'ile-de-France est partie à la convention à compter de la date du présent avenant.

A ce titre, il s'engage, au titre de l'année 2017, à :

- *Participer au financement de l'association l'Escale - Solidarité Femmes, référente du dispositif, par le versement d'une subvention d'un montant maximum de 12 000 €, tel que cela est indiqué dans l'annexe budgétaire du présent avenant et conformément à la*

délibération n° CP 2017-480 du 18 octobre 2017 ainsi que dans le respect de la délibération n° CR 2017-085 du 18 mai 2017 relative au dispositif cadre « Mieux protéger les victimes ».

- *Participer au financement du dispositif technique (téléphonie et téléassistance) en vue de l'acquisition de 2 terminaux supplémentaires, en versant des crédits dédiés à son cofinancement pour un montant de 2 308,08 euros, tel que cela est indiqué dans l'annexe budgétaire du présent avenant et conformément à la délibération n° CP 2017-480 du 18 octobre 2017, ainsi que dans le respect de la délibération n° CR 2017-085 du 18 mai 2017 relative au dispositif cadre « Mieux protéger les victimes ». Cette contribution s'effectue par voie de fonds de concours.*

Une annexe financière précisant le budget prévisionnel pour 2017 complète le présent avenant, ainsi qu'une annexe détaillant les modalités du financement des téléphones par la Région Île-de-France par voie de fonds de concours, le cas échéant.

Fait à Nanterre en 9 exemplaires originaux, le ……..

Le Président du Tribunal de Grande Instance de Nanterre,

Le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Nanterre,

Le Préfet des Hauts-de-Seine,

Le Président du Conseil départemental des Hauts-de-Seine,

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

Le Directeur territorial de sécurité de proximité des Hauts-de-Seine,

Le Délégué Régional Ile-de-France Ouest d'Orange,

Le Directeur Général de GTS Mondial Assistance,

La Présidente de l'association L'escale – Solidarité Femmes,

ANNEXE n°1

ANNEXE FINANCIERE

Budget pour un an pour 2 téléphones :

	Coût unitaire	Montants pour 2 téléphones
Achat de téléphones	59,88 €	119,76 €
Abonnement téléphonique	23,88 €/mois	573,12 €
Abonnement de téléassistance	67,30 €/mois	1 615,20 €

(*) Marché public en date 1er septembre 2014, N°2014-145001277, conclu avec le ministère de la Justice

Répartition des financements à l'association l'Escale :

Financeurs	Association L'Escale
Etat (FIPD)	5 000 €
Conseil Régional Ile-de-France	12 000 €
Conseil Départemental du Val-de-Marne	15 000 €
Cour d'Appel	5 500 €
TOTAL	37 500 €

ANNEXE 2 :
Modalités de financement des téléphones grave danger par la Région Île-de-France par voie de fonds de concours

1. Cadre général

Le financement du dispositif « Téléprotection grave danger » est assuré par le programme 137 "Égalité entre les femmes et les hommes" du ministère des affaires sociales. Un fonds de concours a été créé et rattaché à ce programme afin d'assurer le financement de terminaux supplémentaires par, notamment, les collectivités territoriales.

2. Coût total d'un Téléphone Grave Danger (dispositif matériel + téléassistance)

- Achat du téléphone, payable une seule fois : **59,88 € TTC par téléphone**

- Abonnements mensuels :
    - abonnement téléphonique forfaitaire Orange : **23,88 € TTC mensuels par téléphone**
    - abonnement téléassistance forfaitaire Mondial Assistance : **67,30 € TTC mensuels par téléphone**

  soit un budget d'abonnement total de 91,18 € TTC mensuels par téléphone, à financer sur 12 mois par an (représentant 1 154,04 € la première année et 1 094,16€ les années suivantes).

3. Modalités de financement

Après approbation par la commission permanente du montant attribué au dispositif, le service de l'accès au droit et à la justice et de l'aide aux victimes (SADJAV) du ministère de la justice communique à la Région Île-de-France le RIB du compte sur lequel les crédits doivent être versés, à savoir celui du ministère des affaires sociales qui finance le dispositif sur le programme 137.

La Région Île-de-France communique au SADJAV :
- le nom et l'adresse de la collectivité
- le numéro de SIRET
- le numéro de virement

4. Utilisation des crédits

Les crédits sont entièrement consommés car versés pour assurer le bon fonctionnement du terminal pendant une durée d'un an : si le versement des crédits se fait en septembre, l'utilisation du téléphone se fera de septembre N à septembre N+1. La Région Île-de-France devra de nouveau délibérer pour assurer le financement entre septembre N+1 et septembre N+2).

A réception des crédits, la demande de déploiement des téléphones supplémentaires est effectuée afin que ces derniers soient transmis rapidement à la juridiction concernée.

ANNEXE 9 : AVENANT A LA CONVENTION TGD DANS LE VAL-DE-MARNE

AVENANT A LA

CONVENTION

DISPOSITIF DE TELEPROTECTION GRAVE DANGER (TGD)

DANS LE DEPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

RESSORT DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE CRÉTEIL

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU VAL-DE-MARNE

Tribunal de grande instance de Créteil

VAL de MARNE
Conseil général

îledeFrance

Tremplin 94
SOS Femmes

MONDIAL ASSISTANCE

orange™

AVENANT CONVENTION

TELEPROTECTION D'ALERTE
GRAVE DANGER

DANS LE DEPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE
(RESSORT DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE CRETEIL)

ENTRE :

LA PREFECTURE DU DEPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE ;
représentée par Monsieur Thierry LELEU, Préfet du département

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL-DE-MARNE
représenté par Monsieur Christian FAVIER, Président du Conseil Départemental

LE CONSEIL REGIONAL ILE-DE-FRANCE
représenté par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil Régional Ile-de-France

LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE CRETEIL
représenté par Madame Laure BECCUAU, Procureure de la République près le Tribunal de Grande Instance de Créteil et Monsieur Stéphane NOËL, Président du Tribunal de Grande Instance de CRETEIL

L'ASSOCIATION TREMPLIN 94-SOS FEMMES,
représentée par Madame ADNOT, présidente de l'Association TREMPLIN 94-SOS FEMMES,

GTS MONDIAL ASSISTANCE
Société anonyme au capital de 720 000 Euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 330 377 193 et dont le siège social est situé au 81 rue Pierre Sémard 92320 Châtillon,
Représentée par Monsieur Frédéric DUHAMEL, en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité à cet effet,

ORANGE SA
Société anonyme au capital de 10 595 541 532 euros, 380 129 866 RCS Paris,
Domiciliée 78 Rue Olivier de Serres 75015 PARIS

PREAMBULE

- Vu l'action 22 du 5ème plan de mobilisation et de lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes 2017- 2019 ;

- Vu l'article 41-3-1 du code de procédure pénale ;

- Vu la circulaire note dépêche N° JUS.D.14277 61C en date du 24 novembre 2014 du ministère de la Justice ;

- Vu la circulaire du 17 juin 2015 de la Ministre des affaires sociales, de la Santé et des droits des femmes, du Ministre de l'intérieur et de la Secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes ;

- Vu la convention « dispositif de téléprotection grave danger (TGD) dans le département du Val-de-Marne (ressort du tribunal de grande instance de Créteil) » signée le 17 juillet 2015;

- Vu la délibération n° CR 2017-085 du 18 mai 2017 relative au dispositif cadre « Mieux protéger les victimes » du Conseil Régional Ile-de-France ;

- Vu la délibération 2017-3-49 du 13 mars 2017 de la commission permanente du Conseil Départemental du Val-de-Marne.

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet la mise en place de terminaux supplémentaires dans le cadre du dispositif téléprotection grave danger, dans le ressort du Tribunal de Grande Instance de Créteil, ainsi que les engagements financiers apportés à l'association Tremplin 94 – SOS Femmes au titre de ce dispositif pour l'année 2017.

Il est prévu la mise en place de 5 terminaux supplémentaires, financés par l'Etat, le conseil régional Ile-de-France et le conseil départemental du Val-de-Marne, à compter de la signature de cet avenant.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DES PARTIES

2-1 Engagements communs des parties

Les parties s'engagent :

- à apporter les moyens nécessaires – techniques, humains, etc.- pour mener à bien la mise en place du dispositif et à son évaluation ;
- à ne pas divulguer, pendant la durée de la présente convention, toute appréciation relative au dispositif, sans l'accord express de chacune des parties ;
- à coopérer activement à la mise en place et au suivi du dispositif ;
- à s'échanger toute information nécessaire et utile à la réalisation et à l'amélioration du dispositif ;
- à ne lancer, ou ne mener sur le département aucune opération ayant le même objet sans accord préalable du COPIL ;
- à mettre en place des actions d'information et de formation de leurs personnels sur les violences commises au sein du couple et les violences sexuelles, sur le dispositif TGD et l'ordonnance de protection.

Dans ce cadre, les parties sont tenues à une obligation de moyens.

2-2 – Engagements des parties à l'avenant

Le Tribunal de Grande Instance de Créteil, la Direction territoriale de la sécurité de proximité du Val-de-Marne, l'association Tremplin 94-SOS Femmes, les sociétés GTS Mondial assistance et Orange SA sont engagés dans le dispositif conformément à la convention signée le 17 juillet 2015.

Le Préfet du Val-de-Marne s'engage à :

- participer au financement de l'association TREMPLIN 94 – SOS Femmes au titre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD) par le versement d'une subvention auprès de l'association de 7 958 euros pour une année de fonctionnement ;
- veiller à l'implication des services de l'Etat dans le dispositif.

Le conseil départemental du Val-de-Marne s'engage à :

- participer au dispositif technique (téléassistance et téléphonie), par le financement de 5 dispositifs TGD (téléphonie et téléassistance) supplémentaires au nombre de dispositifs déjà attribués par l'Etat lors du comité de pilotage national, en versant chaque année, pendant la durée de la présente convention, des crédits dédiés au cofinancement du dispositif technique pour un montant de 2 885,10 € TTC. Cette contribution s'effectue par

voie de fonds de concours. Une copie de la délibération du conseil départemental est jointe en annexe du présent avenant ;

- participer au financement de l'action de l'association référente partenaire TREMPLIN 94-SOS FEMMES par le versement d'une subvention auprès de l'association pour 5 021 euros pour une année de fonctionnement ;
- mobiliser les travailleurs sociaux placés sous son autorité pour fournir les signalements à l'association et participer activement à la transmission d'information entre les différents acteurs institutionnels ou associatifs afin de faciliter l'identification des victimes.

La Région Île-de-France s'engage au titre de l'année 2017 :

- participer au financement de l'association Tremplin 94 – SOS Femmes référente du dispositif par le versement d'une subvention d'un montant maximum de 5 021 euros tel que cela est indiqué dans l'annexe budgétaire du présent avenant et conformément à la délibération n° CP 2017-480 du 18 octobre 2017, ainsi que dans le respect de la délibération n° CR 2017-085 du 18 mai 2017 relative au dispositif cadre « Mieux protéger les victimes » ;
- participer au financement du dispositif technique (téléphonie et téléassistance) en vue de l'acquisition de 5 terminaux supplémentaires, en versant des crédits dédiés à son cofinancement pour un montant de 2 885,10 € TTC, tel que cela est indiqué dans l'annexe budgétaire du présent avenant et conformément à la délibération n° CP 2017-480 du 18 octobre 2017, ainsi que dans le respect de la délibération n° CR 2017-085 du 18 mai 2017 relative au dispositif cadre « Mieux protéger les victimes ». Cette contribution s'effectue par voie de fonds de concours.

Une annexe financière précisant le budget prévisionnel pour 2017 complète le présent avenant, ainsi qu'une annexe détaillant les modalités du financement des téléphones par la Région Île-de-France par voie de fonds de concours, le cas échéant.

Fait en 9 exemplaires originaux, dont un remis à chacune des parties,

Fait à Créteil, le

Madame Laure BECCUAU,

Procureure de la République près du Tribunal de Grande Instance de CRETEIL

Monsieur Laurent PREVOST,

Préfet du Val-de-Marne

Monsieur Christian FAVIER,

Président du Conseil départemental du Val-de-Marne

Madame Valérie PECRESSE,

Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

Monsieur Stéphane NOËL,

Président du Tribunal de Grande Instance de CRETEIL

Madame Isabel ADNOT,

Présidente de l’Association TREMPLIN 94 - SOS FEMMES

Madame BRUNAT,

Directrice Régionale d'ORANGE SA

Frédéric DUHAMEL,

Directeur Général de GTS MONDIAL ASSISTANCE

ANNEXE n°1

ANNEXE BUDGETAIRE

Budget pour un an pour 10 téléphones :

Dépenses	10 téléphones	montants
Téléphonie Orange Fourniture de nouveaux téléphones avec géolocalisation	marché national TGD (*) 5 téléphones	tarifs marché
	5 téléphones supplémentaires	299,40 € (59,88 euros TTC/téléphone)
Abonnements Mondial Assistance (Réception traitement des appels et gestion logistique de téléphones) et abonnements téléphoniques Orange	marché national TGD 5 téléphones	tarifs marché
	5 téléphones supplémentaires	5 470,80 € (91,18 euros TTC/mois/téléphone)
Accueil, évaluation des situations, accompagnement des victimes bénéficiaires, suivi : Association TREMPLIN 94 SOS FEMMES		18 000 (1 800 euros TTC/téléphone)
TOTAL		23 874, 40 euros TTC

(*) Marché public en date 1er septembre 2014, N°2014-145001277, conclu avec le ministère de la Justice

Répartition des financements :

	Fonctionnement des téléphones (Téléphonie Orange et abonnements)	Association TREMPLIN 94 – SOS FEMMES	TOTAL
Etat (FIPD)		7 958 euros	7 958 euros
Conseil Régional Ile-de-France	2 885,10 euros (par voie de fonds de concours)	5 021 euros	7 958, 20 euros
Conseil Départemental du Val-de-Marne	2 885,10 euros (par voie de fonds de concours)	5 021 euros	7 958, 20 euros
TOTAL	5 770,20 euros	18 000 euros	23 874, 40 euros

ANNEXE 2 :
Modalités de financement des téléphones grave danger
par la Région Île-de-France par voie de fonds de concours

1. Cadre général

Le financement du dispositif « Téléprotection grave danger » est assuré par le programme 137 "Égalité entre les femmes et les hommes" du ministère des affaires sociales. Un fonds de concours a été créé et rattaché à ce programme afin d'assurer le financement de terminaux supplémentaires par, notamment, les collectivités territoriales.

2. Coût total d'un Téléphone Grave Danger (dispositif matériel + téléassistance)

- Achat du téléphone, payable une seule fois : **59,88 € TTC par téléphone**

- Abonnements mensuels :
    - abonnement téléphonique forfaitaire Orange : **23,88 € TTC mensuels par téléphone**
    - abonnement téléassistance forfaitaire Mondial Assistance : **67,30 € TTC mensuels par téléphone**

  soit un budget d'abonnement total de 91,18 € TTC mensuels par téléphone, à financer sur 12 mois par an (représentant 1 154,04 € la première année et 1 094,16€ les années suivantes).

3. Modalités de financement

Après approbation par la commission permanente du montant attribué au dispositif, le service de l'accès au droit et à la justice et de l'aide aux victimes (SADJAV) du ministère de la justice communique à la Région Île-de-France le RIB du compte sur lequel les crédits doivent être versés, à savoir celui du ministère des affaires sociales qui finance le dispositif sur le programme 137.

La Région Île-de-France communique au SADJAV :
- le nom et l'adresse de la collectivité
- le numéro de SIRET
- le numéro de virement

4. Utilisation des crédits

Les crédits sont entièrement consommés car versés pour assurer le bon fonctionnement du terminal pendant une durée d'un an : si le versement des crédits se fait en septembre, l'utilisation du téléphone se fera de septembre N à septembre N+1. La Région Île-de-France devra de nouveau délibérer pour assurer le financement entre septembre N+1 et septembre N+2).

A réception des crédits, la demande de déploiement des téléphones supplémentaires est effectuée afin que ces derniers soient transmis rapidement à la juridiction concernée.

ANNEXE 10 : AVENANT A LA CONVENTION TGD DANS LE VAL D'OISE

AVENANT A LA CONVENTION

TELEPROTECTION D'ALERTE
GRAVE DANGER

DANS LE DEPARTEMENT DU VAL D'OISE

ENTRE :

LA PREFECTURE DU DEPARTEMENT DU VAL D'OISE
Représenté par Monsieur Jean-Yves LATOURNERIE, Préfet du département

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE.
Représenté par Monsieur Arnaud BAZIN, son Président, dûment habilité à signer la présente convention.
Ci-après désigné « Le Conseil départemental du Val d'Oise »

LE CONSEIL RÉGIONAL D'ILE DE FRANCE
Représenté par Madame Valérie PECRESSE, sa Présidente, dûment habilitée à signer la présente Convention.
Ci-après désigné « Le Conseil régional d'Ile de France».

LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PONTOISE
Représenté par Madame Gwenola JOLY-COZ Présidente du Tribunal de Grande Instance et Monsieur Eric CORBAUX, Procureur de la République près ledit Tribunal

LA **DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DU VAL D'OISE**
Représentée par Monsieur le Commissaire Général Frédéric LAUZE, Directeur Départemental de la Sécurité Publique

LE GROUPEMENT DE GENDARMERIE DÉPARTEMENTALE DU VAL D'OISE
Représenté par Monsieur le Colonel Charles-Antoine THOMAS, Commandant de Groupement

L'ASSOCIATION « CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES – CENTRE D'INFORMATION ET D'AIDE AUX VICTIMES DU VAL D'OISE »,
Représentée par son Président, Monsieur Charles MODAT,
ci-après désignée « CIDFF-CIDAV 95 »

L'ASSOCIATION « DU COTE DES FEMMES »,
Représentée par sa Présidente, Madame Michèle LOUP,
ci-après désignée « DU COTE DES FEMMES »

LE SERVICE PÉNITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION DU VAL D'OISE
Représenté par son Directeur, Monsieur Boujemaa ARSAFI

GTS MONDIAL ASSISTANCE

Société anonyme au capital de 720 000 Euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 330 377 193 et dont le siège social est situé au 81 rue Pierre Sémard 92320 Châtillon,
Représentée par Monsieur Frédéric DUHAMEL, en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité à cet effet,

ORANGE SA
Société Anonyme au capital de 10 595 541 532 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 380 129 866, ayant son siège social sis 78 rue Olivier de Serres 75505 Paris CEDEX 15,
Représentée par Monsieur Rémi DUPUY en qualité de Directeur Régional Ile de France Ouest dûment habilité à cet effet,

Collectivement désignées “les Parties” et individuellement une “Partie”

Préambule :

Le 10 novembre 2015, les Parties ont conclu une convention afférente à la mise en oeuvre dans le département du Val d’Oise pour une durée de 3 ans courant rétroactivement à compter du 1er janvier 2015, du dispositif dit « téléphone grave danger ».

Cette convention prévoyait en son article 6-3, que les participations financières du Conseil Départemental et du Conseil Régional seraient revues annuellement par le biais d'un avenant.

Le présent avenant a donc pour objet de préciser les engagements financiers du Conseil Départemental du Val d'Oise et du Conseil Régional d'Ile de France pour l'année 2017 et d'actualiser en conséquence l'annexe financière.

En conséquence de quoi, il a été arrêté ce qui suit :

La convention du 10 novembre 2015 demeure inchangée en toutes ses dispositions. S'y ajoutent les engagements suivants :

Le Conseil Régional d’Île-de-France s’engage pour l'année 2017 à :

- Participer au financement de l’association CIDFF 95, référente du dispositif par le versement d’une subvention d’un montant maximum de 9 000 €, tel que cela est indiqué dans l’annexe budgétaire du présent avenant et conformément à la délibération n° CP 2017-480 du 18 octobre 2017, ainsi que dans le respect de la délibération n° CR 2017-085 du 18 mai 2017 relative au dispositif cadre « Mieux protéger les victimes ».
- Participer au financement de l’association Du côté des femmes, référente du dispositif par le versement d’une subvention d’un montant maximum de 6 889 €, tel que cela est indiqué dans l’annexe budgétaire du présent avenant et conformément à la délibération n° CP 2017-480 du 18 octobre 2017, ainsi que dans le respect de la délibération n° CR 2017-085 du 18 mai 2017 relative au dispositif cadre « Mieux protéger les victimes ».

- Participer au financement du dispositif technique (téléphonie et téléassistance) en vue de l’acquisition de 5 terminaux supplémentaires, en versant des crédits dédiés à son cofinancement pour un montant de 5 770,20 euros, tel que cela est indiqué dans l’annexe

budgétaire du présent avenant et conformément à la délibération n° CP 2017-480 du 18 octobre 2017 ainsi que dans le respect de la délibération n° CR 2017-085 du 18 mai 2017 relative au dispositif cadre « Mieux protéger les victimes ». Cette contribution s'effectue par voie de fonds de concours.

Une annexe financière précisant le budget prévisionnel pour 2017 complète le présent avenant, ainsi qu'une annexe détaillant les modalités du financement des téléphones par la Région Île-de-France par voie de fonds de concours, le cas échéant.

Une copie de la délibération est jointe en annexe D à la présente convention.

Le document joint en annexe E désigne le comptable assignataire compétent pour l'exécution de cette délibération.

Fait en TREIZE exemplaires originaux, dont un remis à chacune des Parties,

Le …. (à compléter)

Signé par

Monsieur Jean-Yves LATOURNERIE
Préfet du Val d'Oise

Monsieur Arnaud BAZIN
Président du Conseil Départemental du Val d'Oise

Madame Valérie PECRESSE
Président du Conseil Régional d'Ile de France

Madame Gwenola JOLY-COZ
Présidente du Tribunal de Grande Instance de Pontoise

Monsieur Eric CORBAUX,
Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Pontoise

Monsieur Rémi DUPUY
Directeur Régional Ile de France Ouest
de la SA Orange

Monsieur Frédéric DUHAMEL, en qualité de Directeur Général de la société GTS Mondial Assistance

Monsieur le Commissaire Général
Frédéric LAUZE
Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Val d'Oise

Monsieur le Colonel Charles-Antoine THOMAS
Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale du Val d'Oise

Monsieur Boujemaa ARSAFI
Directeur du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation du Val d'Oise

Monsieur Charles MODAT
Président de l'association
CIDFF-CIDAV 95

Madame Michèle LOUP
Présidente de l'association
DU COTE DES FEMMES

Annexe 1

Annexe budgétaire: budget prévisionnel du dispositif Très Grave Danger

Budget pour 15 téléphones

2017

Dépenses	**15 téléphones**	**Financement**	**Montants**
Téléassistance-Mondial assistance	Marché National TGD (*)	Etat – marché public – Ministère de la Justice	Tarifs marché
Téléphonie Orange	Marché National TGD	Etat – marché public – Ministère de la Justice	Tarifs marché
Téléassistance et Téléphonie Orange	5.475 €	Conseil départemental	5.475,00 €
	5.770,20 € (**pour les 5 TGD supplémentaires)**	**Région Ile de France**	**5.770,20 €**
Accueil, évaluation, accompagnement des victimes bénéficiaires, suivi : associations CIDFF-CIDAV et Du côté des femmes	42.389 €	FIPD ou PROGRAMME 101	24.500 euros soit CIDFF : 7000 euros au titre du FIPD et 11000 euros de crédits SADJAV / CA pour Du Coté des Femmes : 6.500 euros au titre du FIPD
		Part Conseil Départemental	2.000 euros pour le CIDFF-CIDAV
		Part Conseil Régional	**15.889 € dont 9 000 € pour le CIDFF-CIDAV 6.889 € pour Du côté des femmes**
Total	53.364,20 €	Total	53.364,20 €

* Marché public en date du 1/09/2014, N° 2014-145001277, conclu avec le ministère de la Justice

ANNEXE 2 :
Modalités de financement des téléphones grave danger
par la Région Île-de-France par voie de fonds de concours

- **Cadre général**

Le financement du dispositif « Téléprotection grave danger » est assuré par le programme 137 "Égalité entre les femmes et les hommes" du ministère des affaires sociales. Un fonds de concours a été créé et rattaché à ce programme afin d'assurer le financement de terminaux supplémentaires par, notamment, les collectivités territoriales.

- **Coût total d'un Téléphone Grave Danger (dispositif matériel + téléassistance)**

Achat du téléphone, payable une seule fois : **59,88 € TTC par téléphone**

Abonnements mensuels :

- abonnement téléphonique forfaitaire Orange : **23,88 € TTC mensuels par téléphone**
- abonnement téléassistance forfaitaire Mondial Assistance : **67,30 € TTC mensuels par téléphone**

soit un budget d'abonnement total de 91,18 € TTC mensuels par téléphone, à financer sur 12 mois par an (représentant 1 154,04 € la première année et 1 094,16€ les années suivantes).

- **Modalités de financement**

Après approbation par la commission permanente du montant attribué au dispositif, le service de l'accès au droit et à la justice et de l'aide aux victimes (SADJAV) du ministère de la justice communique à la Région Île-de-France le RIB du compte sur lequel les crédits doivent être versés, à savoir celui du ministère des affaires sociales qui finance le dispositif sur le programme 137.

La Région Île-de-France communique au SADJAV :
- le nom et l'adresse de la collectivité
- le numéro de SIRET
- le numéro de virement

- **Utilisation des crédits**

Les crédits sont entièrement consommés car versés pour assurer le bon fonctionnement du terminal pendant une durée d'un an : si le versement des crédits se fait en septembre, l'utilisation du téléphone se fera de septembre N à septembre N+1. La Région Île-de-France devra de nouveau délibérer pour assurer le financement entre septembre N+1 et septembre N+2).

A réception des crédits, la demande de déploiement des téléphones supplémentaires est effectuée afin que ces derniers soient transmis rapidement à la juridiction concernée.

ANNEXE 11 : CONVENTION TYPE AIDE AUX VICTIMES - ACCES AU DROIT

CONVENTION

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° X du X,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : X
dont le statut juridique est : X
N° SIRET : X
Code APE :X
dont le siège social est situé au :X
ayant pour représentant Monsieur ou Madame X, Président (e)
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « X » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR2017-085 du 18 mai 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° X du X, la Région Île-de-France a décidé de soutenir X pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : description projet (référence dossier n° X).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à X % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à X €, soit un montant maximum de subvention de X €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 60 % du montant de la subvention.

Pour les subventions inférieures ou égales à 10 000 €, la subvention fait l'objet d'un versement unique sur demande du bénéficiaire après notification d'attribution de la subvention. Le bénéficiaire est tenu de produire les pièces demandées dans le cadre du versement du solde (article 3.2.3 de la présente convention) dès l'achèvement de l'action. A défaut, il devra restituer à la Région le montant de la subvention versée.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux

comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du X et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le X.
Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° X du X.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
Association
Monsieur ou Madame X, Président (e)

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-505

DU 18 OCTOBRE 2017

ADMISSIONS EN NON-VALEUR - OCTOBRE 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU Le livre des procédures fiscales et notamment les articles L 251 A et L 255 A ;

VU Le Code de l'Urbanisme ;

VU Le décret n° 96-628 du 15 juillet 1996 relatif à la remise des pénalités de retard assorties aux prélèvements en matière d'urbanisme ;

VU Le décret n° 98-1239 du 29 décembre 1998 relatif à l'admission en non valeur des taxes d'urbanisme ;

VU La délibération CR n° 2017-09 du 23 janvier 2017 portant budget primitif de la Région pour l'année 2017 ;

VU La délibération CR n° 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations du conseil régional à sa commission permanente ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-505 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Un avis conforme est donné aux propositions d'admission en non-valeur en matière de taxes d'urbanisme faites par les administrateurs payeurs généraux des départements des Hauts-de-Seine et de la Seine Saint-Denis, conformément à l'état ci-annexé.

Article 2 :

Un avis conforme est donné aux propositions d'admissions en créances éteintes faites par la Direction régionale des finances publiques de la Région Île-de-France, conformément à l'état ci-annexé.

Article 3 :

Approuve les annulations partielles de titres de recettes émis sur exercices antérieurs, conformément à l'état ci-annexé.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ADMISSIONS EN NON-VALEUR

TAXES D'URBANISME IRRECOUVRABLES

PROPOSITIONS D'ADMISSION EN NON-VALEUR

Poste comptable	Numéro du permis de construire	Montant dû à la Région	Admission en non-valeur	Motif de la demande*
92 - Yvelines				
Les Mureaux	PC01506G1054	382,00 €	382,00 €	2
Les Mureaux	PC31111G0109	1 218,00 €	1 218,00 €	2
Les Mureaux	PC33507X1039	2 577,00 €	1 289,00 €	2
Les Mureaux	PC5510000056	49 229,00 €	22 821,00 €	1
Les Mureaux	PC5510000056C1	2 297,00 €	438,00 €	1
93 - Seine Saint-Denis				
Le Raincy	PC07309C0049	337,00 €	169,00 €	2
Le Raincy	PC04909C0030	559,00 €	41,00 €	2
Le Raincy	PC00111A0092	644,00 €	304,00 €	2
Le Raincy	PC00511C0013	90,00 €	85,00 €	2
Le Raincy	PC00511C0013C01	60,00 €	44,00 €	2
Le Raincy	PC00511C0117C01	22,00 €	22,00 €	2
Le Raincy	PC04710C0068	698,00 €	346,00 €	2
Le Raincy	PC07008A0026	981,00 €	4,00 €	4
Le Raincy	PC04611C0062	456,00 €	228,00 €	2
TOTAL :			**27 391,00 €**	

* Motifs :
1) Liquidation judiciaire, clôture pour insuffisance d'actif
2) Procès verbal de carence, insolvabilité, irrecouvrabilité
3) Disparition / Décès
4) Autres (Prescription, faible montant, annulation du permis, etc.)

ADMISSIONS EN CREANCES ETEINTES

TITRES DE RECETTES IRRECOUVRABLES

PROPOSITIONS D'ADMISSION EN CREANCES ETEINTES

Poste comptable	Numéro du titre de recette	Montant dû à la Région	Admission en créance éteinte	Motif de la demande*
DRFIP	N° 1974 de 2013	500,00 €	500,00 €	2
DRFIP	N° 1975 de 2013	1 900,00 €	1 900,00 €	2
DRFIP	N° 1976 de 2013	1 150,00 €	1 150,00 €	2
DRFIP	N° 1977 de 2013	1 700,00 €	1 700,00 €	2
TOTAL :			**5 250,00 €**	

* Motifs :
1) Liquidation judiciaire, clôture pour insuffisance d'actif
2) Procès verbal de carence, insolvabilité, irrecouvrabilité
3) Disparition / Décès
4) Autres (Prescription, faible montant, annulation du permis, etc.)

ANNULATIONS PARTIELLES DE TITRES DE RECETTE

ANNULATION PARTIELLE DE TITRES

OBJET	N° DE TITRE DE RECETTE	MONTANT DE LA REMISE
Avance TVA IDL - SMEAG de MOISSON-MOUSSEAU	937 05	41 716,86
sous-total MOISSON-MOUSSEAU		***41 716,86***
Avance TVA IDL - SMEAG de PORT AUX CERISES	1442 07	13 681,07
sous-total PORT AUX CERISES		***13 681,07***
TOTAL GENERAL		***55 397,93***

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-407

DU 18 OCTOBRE 2017

LYCÉE ROBERT DOISNEAU À CORBEIL-ESSONNE (91) RESTRUCTURATION PARTIELLE ET EXTENSION AUTORISATION À SIGNER UN PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC LE GROUPEMENT CONJOINT SEFRAIN-SOUQUET DE-SO ASSOCIÉS/TERRENEUVE N°10-031 MANDATAIRE : ESSONNE AMÉNAGEMENT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code des marchés publics ;

VU Le code civil et notamment ses articles 2044 à 2058

VU La Circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits, NOR: PRMX1109903C.

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU Le budget de la Région Ile de France pour 2017 et plus particulièrement les inscriptions du chapitre 902 « Enseignement » ;

VU Les délibérations CP n°07-441 du 31 mai 2007, CP n°14-015 du 31 janvier 2014 et CP n°16-033 du 22 janvier 2016 affectant un montant total d'autorisation de programme de 40 251 113 € pour l'opération de restructuration partielle et extension du lycée Robert Doisneau à Corbeil-Essonnes;

VU La convention de mandat n°07S0426-03 notifiée le 13 juin 2008 à Essonne Aménagement ;

VU Le marché n° relatif au marché de maitrise d'œuvre notifié le 21 juin 2010 au groupement conjoint Defrain-Souquet De-So associés/Terreneuve, son avenant n°1 notifié le 9 juillet 2012 et son avenant n°2 notifié le 14 février 2014;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-407 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

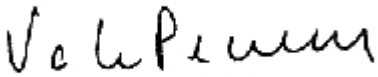
Approuve le protocole transactionnel, figurant à l'annexe n°1, relatif au marché n°10-031 conclu

avec le groupement conjoint Defrain-Souquet De-So associés/Terreneuve pour la restructuration partielle et extension du lycée Robert Doisneau à Corbeil-Essonnes qui prévoit le versement d'une indemnité globale, forfaitaire et définitive est décomposée comme suit :

- 216 993,13 € HT a l'entreprise Defrain-Souquet De-So Associés soit 260 391,76 € TTC
- 109 559,79 € HT a l'entreprise Terreneuve soit 131 471,75 € TTC

et autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile de France à le signer

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Protocole transactionnel DE-SO Assouciés

Essonne aménagement

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

Relatif à l'exécution du marché de maîtrise d'œuvre n°10-031
pour la restructuration partielle et extension du lycée Robert Doisneau
à Corbeil-Essonnes (91)

ENTRE

La REGION D'ILE-DE-FRANCE représentée par sa Présidente en exercice, domiciliée en cette qualité 33 rue Barbet de Jouy – 75007 Paris, dûment habilitée à cet effet, par délibération de la Commission Permanente n° CP..... du.....

Ci-après désignée « La Région d'Ile-de-France »

Et

Le Groupement conjoint suivant :

TITULAIRE *(mandataire du groupement)* : personne morale	
Nom et prénom(s) :	Société DE-SO sas
domicilié(e)	adresse : 10 rue des Bluets – 75011 PARIS Téléphone : 01.55.43.97.07- Télécopie : 01.55.43.97.06
immatriculé(e)	N° de SIRET : 48040537200016 - Code A.P.E : 742A

2ème contractant :CO-TRAITANT n° 1 : personne morale	
Nom et prénom(s)	TERRENEUVE
agissant	Au nom et pour le compte de la société TERRENEUVE Architectes
domicilié(e)	adresse : 10 rue Vicq d'Azir – 75010 PARIS Téléphone : 01.43.70.64.70-Télécopie : 01.43.70.44.10
immatriculé(e)	N° de SIRET : 42968500100027 - Code A.P.E : 742A C

d'autre part,

Préambule :

La Région Ile-de-France a été amenée à envisager une opération de restructuration partielle et extension du lycée Robert Doisneau à Corbeil-Essonnes (91). Pour la réalisation de cette opération, la Région Ile-de-France, Maître d'Ouvrage, a confié mandat à Essonne Aménagement par convention de mandat n° 07S0426-03 notifiée le 13 juin 2008

Essonne Aménagement agissant en qualité de mandataire de la Région Ile de France a conclu un marché de maîtrise d'œuvre n°10-031 avec le Groupement conjoint DEFRAIN-SOUQUET DE-SO ASSOCIES, mandataire/TERRENEUVE dans le cadre de l'opération de restructuration partielle et extension du lycée Robert Doisneau à Corbeil-Essonnes (91).

Le marché a été notifié à la maîtrise d'œuvre en date du 21/06/2010.

La durée d'exécution globale des travaux de l'ensemble l'opération est de 34 mois.

Le montant du marché initial est de : 1 966 682.53 € HT

L'avenant n°1 d'un montant de 44 151.15 € HT soit 52 804.77 €TC, soit 2.24 % d'augmentation par rapport au marché initial, a été notifié en date du 09/07/2012 et avait pour objet (conformément aux termes de l'article 4.3 du CCAP du marché initial et compte tenu que le coût prévisionnel de travaux proposé par le Maître d'Oeuvre à l'appui de son Avant-Projet Définitif (A.P.D) est supérieure à la partie de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux mentionnée à l'article 3.2 de l'Acte d'Engagement du marché initial) :

- d'arrêter l'estimation définitive des travaux au stade APD ;
- d'arrêter le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre résultant de l'estimation définitive des travaux.

L'avenant n°2 d'un montant de 390 606.00 € HT soit 467 164.78 € TTC, soit 19.86 % d'augmentation par rapport au marché initial, a été notifié en date du 17/02/2014 et avait pour objet :

- de fixer le nouveau coût définitif des travaux ;
- d'arrêter le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre résultant de l'estimation définitive de ces travaux.

Cette augmentation du cout des travaux est notamment la conséquence de la prise en compte de plusieurs ajouts au programme technique au programme d'origine datant de 2006 :
- en premier lieu la constatation du vieillissement et d'une dégradation des locaux : éléments techniques de sécurité, cloisons, peinture, réseaux de toute nature,
- l'évolution des normes en vigueur qui conduisent à prendre en compte des prestations supplémentaires comme par exemple en matière de désamiantage ou pour ce qui concerne les installations intervenant dans le domaine énergétique (RT 2012)

- les contraintes liées à la réalisation de ces travaux en site occupé avec l'étude d'un nouveau phasage, au regard d'un établissement accueillant 2500 élèves , l'appréhension des contraintes de chantier : bruit , poussières, évacuation et apports de matériaux, le nombre de classes provisoires nécessaires pour dégager une surface libre des locaux en chantier, la durée totale des travaux constituent un ensemble de contraintes qui interagissent sur le planning des travaux sans négliger l'objectif de garantir le maintien de l'activité scolaire pendant toute la durée du chantier.

Ces ajouts ont entrainé une augmentation significative du cout de l'opération.

Cet ajustement du coût des travaux prend également en compte des prestations nouvelles estimées :

- la réfection des peintures de tous les locaux, hors circulation : 191 700 € HT (complément par rapport au montant inscrit à l'avenant 1)
- la remise à niveau totale des réseaux électriques courants forts : 561 710 € HT
- la réfection complète des étanchéités en toiture des bâtiments A et B : 875 000 € HT
- la réfection des canalisations au droit du bâtiment B : 200 000 € HT

Soit un total de prestations de travaux complémentaires de 1 828 410 € HT

Le montant total du marché de maîtrise d'œuvre, y compris avenants n°1 et 2, s'établit donc à :

2 401 439.69 € HT soit 2 872 121.86 € TTC, soit une augmentation de+ 22.10 %

Les travaux sont répartis en 4 macrolots :

Macro lot 1 : Gros oeuvre étendu
- CE1.1 : INSTALLATIONS DE CHANTIER
- CE1.2 : DESAMIANTAGE
- CE1.3 : DEMOLITION- CURAGE
- CE1.4 : TERRASSEMENT - GROS OEUVRE
- CE1.5 : CHARPENTE METALLIQUE
- CE1.6 : OSSATURE ET CHARPENTE BOIS
- CE1.7 : REVETEMENTS DE FACADES (BOIS)
- CE1.8 : COUVERTURE
- CE1.9 : MENUISERIES EXTERIEURES – OCCULTATIONS
- CE1.10 : REVETEMENTS DE FACADES METALLIQUE ET PEINTURE EXTERIEURE
- CE1.11 : METALLERIE SERRURERIE
- CE1.12 : MENUISERIES INTERIEURES
- CE1.13 : CLOISONS – DOUBLAGES – FAUX PLAFONDS
- CE1.14 : CARRELAGES - FAIENCES
- CE1.15 : REVETEMENTS SOLS SOUPLES
- CE1.16 : PEINTURE – SIGNALETIQUE
- CE1.17 : ASCENSEURS
- CE1.18 : VRD – AMENAGEMENTS EXTERIEURS – ESPACES VERTS
- CE1.19 : BATIMENTS PROVISOIRES

Macro lot 2 : Electricité courants forts et faibles
Macro lot 3 : Chauffage ventilation Plomberie – équipements sanitaires
Macro lot 4 : Equipements de Cuisine

A – DEMANDE D'INDEMNISATION DE LA MAITRISE D'OEUVRE

La demande d'honoraires complémentaires réclamée par la maîtrise d'œuvre dans son courrier du 29/05/17 fait apparaître une demande d'indemnisation s'élevant à **473 319 € HT** € HT, décomposée comme suit :

- Etudes complémentaires pour un montant demandé de 114 325 € HT
- Honoraires sur travaux complémentaires pour un montant demandé de 59 827 € HT
- Prolongation du délai de chantier pour un montant demandé de 299 167 € HT

Après plusieurs échanges entre le Maitre d'Ouvrage et son mandataire, lors d'un premier courrier en date du 17 janvier 2017, ESSONNE AMENAGEMENT proposait une somme de 50.166,96 € HT en guise de contre-proposition. Une réunion a ensuite eu lieu dans les bureaux du Maitre d'Ouvrage le 08 février dernier, et à l'issue, il a été confirmé à la Maitrise d'œuvre que sa réclamation devait être plus détaillée et justifiée si elle voulait obtenir plus d'honoraires complémentaires. Cela a été fait par la production de sa nouvelle réclamation en date du 29 mai dernier.

B- ANALYSE PAR LE MANDATAIRE DU MAITRE D'OUVRAGE

1 - Etudes complémentaires pour un montant demandé de 114 325 € HT

Les études complémentaires intervenues après la notification de l'avenant 2 concernent :

- 1.00 - Panneaux d'exposition de format A0 de tous les plans des différents bâtiments pour diffusion au lycée, et permettre des échanges avec la Maitrise d'Ouvrage avant le démarrage du chantier à la demande de l'équipe de Maitrise d'Ouvrage,
  Il est annoncé un montant de : 2 550.00 € HT (3 jours x 850 €). Cette demande est recevable.

- 1.01Reprise des plans des différents niveaux suite à la modification de programme administration et pôle Langues RDC et R+1 bâtiment B, à la demande de l'équipe de Maitrise d'Ouvrage suite aux différentes réunions de concertation.
  Il est annoncé un montant de : 27 200.00 € HT (32 jours x 850 €). Cette demande est recevable.

- 1.02 – Reprise des plans des différents niveaux suite à la modification de programme pôle Langues (de A vers B) et déplacement salle de danse au RDC à la demande de l'équipe de maitrise d'Ouvrage suite aux différentes réunions de concertation.
  Il est annoncé un montant de : 6 800.00 € HT (8 jours x 850 €). Cette demande est recevable.

- 1.03 –Reprise des plans des différents niveaux des bungalows provisoires à la demande de l'équipe de Maitrise d'Ouvrage suite aux modifications de programme citées dans les deux points ci-dessus,
  Il est annoncé un montant de : 8 500.00 € HT (10 jours x 850 €). Cette demande est recevable.

- 1.04 - Aménagement d'un local commun à RDC bâtiment B1 (en remplacement. d'un studio) suite à la demande de changement de besoins du lycée pendant le chantier validée par l'équipe de Maitrise d'Ouvrage
  Il est annoncé un montant de : 1 700.00 € HT (2 jours x 850 €). Cette demande est recevable.

- 1.05 - Mises à jour au début du chantier des relevés géomètres du bâtiment B n'ayant pas pris en compte toutes les modifications et aménagements faites par le lycéepostérieurement à l'établissement de ces relevés,
  Il est annoncé un montant de : 4 250.00 € HT (5 jours x 850 €). Cette demande est recevable.

- 1.06 – Pendant le chantier, études complémentaires et modifications CFO CFA dans les bâtiments B et A suite aux demandes de changement de besoins du lycée, et validées par l'équipe de Maitrise d'Ouvrage
  Il est annoncé un montant de : 8 075.00 € HT (9.5 jours x 850 €). Cette demande est recevable.

- 1.07 – Pendant le chantier, étude pour réalisation locaux de stockage et un atelier menuiserie à RDJ suite demande de changement de besoins du lycée, et validée par l'équipe de Maitrise d'Ouvrage (finalement non retenu dans le cadre de la présente opération),
  Il est annoncé un montant de : 425.00 € HT (0.5 jours x 850 €). Cette demande est recevable.

- 1.08 - Adaptation des lignes de self pour intégration distributeurs à plateaux RIDF, à la demande de l'équipe de Maitrise d'Ouvrage et plus particulièrement de son service hébergement suite à une nouvelle définition des besoins
  Il est annoncé un montant de : 425.00 € HT (0.5 jours x 850 €). Cette demande est recevable.

- 1.09 Pendant le chantier, changement de programme d'affectation des locaux par le Lycée suite à de nouveaux besoins , validée par l'équipe de Maitrise d'Ouvrage, mise à jour des plans de projet bâtiment B,
  Il est annoncé un montant de : 5 100.00 € HT (6 jours x 850 €). Cette demande est recevable.

- 1.10 - Inventaire ferme-porte manquants sur blocs portes conservés des salles hors programme et donc non restructurées - bâtiment B (suite changement d'affectation de locaux à risques par le Lycée), demandé par la commission de sécurité et validé par l'équipe de Maitrise d'Ouvrage
  Il est annoncé un montant de : 1 700.00 € HT (2 jours x 850 €). Cette demande est recevable pour un montant de 850 € HT (1 jour x 850 €).

- 1.11 - Etude Signalétique bâtiment B demandée par la commission de sécurité suite à son premier passage dans la demi barre B1 pour connaitre précisément l'affectation de tous les locaux , et validée par l'équipe de Maitrise d' Ouvrage
  Il est annoncé un montant de : 5 100.00 € HT (6 jours x 850 €). Cette demande est recevable.

- 1.12 – Etude Signalétique restaurant demandée par la commission de sécurité pour connaitre précisément l'affectation de tous les locaux lors de son passage, et validée par l'équipe de Maitrise d'Ouvrage.
  Il est annoncé un montant de : 3 400.00 € HT (4 jours x 850 €). Cette demande est recevable.

- 1.13 – Accomplissement de taches de coordination et validation des avancements rendues nécessaires par l'absence d'OPC pendant 10 mois,
  Il est annoncé un montant de : 11 900.00 € HT (14 jours x 850 €). Cette demande est recevable pour un montant de 5 950 € HT (7 jours x 850€).

- 1.14 - Modification de la répartition et nature des stores dans les bâtiments A et B (A en cours) - Demande du lycée suite à l'expression de nouveaux besoins d'occultation, validée par l'équipe de Maitrise d'Ouvrage
  Il est annoncé un montant de : 5 100.00 € HT (6 jours x 850 €). Cette demande est recevable.

- 1.15 – Pendant le chantier, modification du programme du théâtre demandée par le lycée suite à la précision de nouveaux besoins de la Professeure de théatre, et validée par l'équipe de Maitrise d'Ouvrage
  Il est annoncé un montant de : 8 500.00 € HT (10 jours x 850 €). Cette demande est recevable.

- 1.16 – Pendant le chantier, modification du programme d'affectation des locaux du bâtiment A demandée par le lycée suivant modifications des besoins (notamment concernant la section théatre dans le bâtiment A) et validée par l'équipe de Maitrise d'Ouvrage,
  Il est annoncé un montant de : 13 600.00 € HT (16 jours x 850 €). Cette demande est recevable.

❖ **Conclusion pour ces études complémentaires**:

Les demandes de la maîtrise d'œuvre sont recevables, déduction faites des montants suivants:

. 1 j au lieu de 2 j pour le poste 1.10 soit -850 € HT
. 7 j au lieu de 14j pour le poste 1.13 soit – 5 950 € HT

Le montant proposé par Essonne Aménagement est donc de : **107 525 € HT**

2 - Honoraires sur travaux complémentaires pour un montant demandé de 59 827 € HT

En fonction des 4 avenants connus à ce jour, et des montants qui y sont portés, dont 3 notifiés et 1 accepté par l'entreprise et dans le circuit de validation juridique de la Région, les TS retenus pour accorder des honoraires complémentaires à la maîtrise d'oeuvre, correspondant à 49% de la mission (VISA +DET +AOR) sont ceux qui figurent dans les postes C1 (travaux à la demande du MOA) et C3 (aléas) des différents avenants, soient :

- Eiffage : 686 852,34 € HT
- Brunet : 340 522,00 € HT
- Sésar : 10 357,36 € HT
- Ragueneau : 4 864,40 € HT

Soit un total de 1 042 596,10 € HT ce qui correspond à un montant d'honoraires complémentaires proposé de 1 042 596,10 *10,44%*49%= **53 335,05 € HT** au lieu des 59 827 € HT demandé par la MOE,et correspondant aux diligences MOE relatives aux travaux supplémentaires ayant fait l'objet des avenants sus rappelés.

3 - Prolongation du délai de chantier pour un montant demandé de 299 167 € HT

A la date du 29 mai 2017 le retard du chantier est évalué à 13 mois, dont 5,8 mois occasionnés par les TS sur lesquels des honoraires de DET ont été pris en compte déjà au point 2 ci-dessus.
En conséquence, des honoraires linéaires de DET (pour l'équipe de MOE : 23 012,90 € HT par mois) peuvent donc être accordés sur 13- 5,8= 7,2 mois (7,2 mois de retard dus à : absence d'OPC pendant 10 mois, modification d'implantation des brise soleil par les pompiers du SDIS, retards de déménagement du lycée pour les 2 phases du bâtiment B, retards des 3 macrolots) ce qui correspond à un montant proposé de 7,2* 23 012,90 € HT= **165 692,88 € HT** au lieu des 299 197 € HT demandés par la MOE

Conclusion :

ESSONNE AMENAGEMENT, mandataire, en accord avec la Région Ile-de-France, maître d'ouvrage, estiment que le montant des honoraires complémentaires justifiés au titre de la prolongation de délai de chantier, à la date du 29 mai 2017, s'élève à **326 552,93 € HT au lieu des 473 319 € HT demandés par la maîtrise d'oeuvre**.

C – PROPOSITION FAITE PAR LES SERVICES DE LA REGION ILE DE FRANCE

A l'issue de l'instruction de la réclamation, tant par le Mandataire du Maitre d'Ouvrage que par les services de la Région, des négociations et mises au point ont eu lieu.
A l'issue de l'ensemble des échanges, des concessions respectives ont été faites tout particulièrement sur les points suivants :

- Pour le paragraphe 1 ci-dessus, 7 jours ont été supprimés permettant de diminuer de 6 800 € HT la demande de la MOE correspondante
- Pour le paragraphe 2 ci-dessus, les montants des travaux éligibles ont été recalculés précisément permettant de diminuer de 6491.95 € HT la demande correspondante de la MOE

- Pour le paragraphe 3 ci-dessus, les 5,8 mois de retard correspondant aux travaux éligibles dans le paragraphe 2 ont été retirés du retard de 13 mois, permettant de diminuer de 133 504,12 € HT la demande correspondante de la MOE

Au total, les concessions respectives ont permis de diminuer de 146 796,07 € HT la demande initiale de la MOE pour la faire passer de 473 319 à 326 552,93 € HT, ce qui représente une diminution de 31 %

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 :

Le présent protocole a pour objet de régler amiablement le litige né de la réclamation de la maîtrise d'oeuvre en date du 29 mai 2017 et de régler les modalités financières liées à l'exécution du marché de maîtrise d'oeuvre afin d'éviter les aléas et charges qu'entraineraient nécessairement une procédure contentieuse.

Article 2 :

La maîtrise d'oeuvre renonce à exercer à l'encontre de la Région Ile-de-France et de son mandataire ESSONNE AMENAGEMENT toute action contentieuse en conséquence des diligences accomplies et listées dans son mémoire du 29 mai 2017, objet du présent protocole.

Pour ces mêmes diligences, la maitrise d'ouvrage et la maitrise d'ouvrage déléguée renoncent à toute pénalité.

, La maîtrise d'oeuvre déclare ainsi être pleinement remplie dans ses droits découlant de l'exécution du marché de maîtrise d'oeuvre pour la restructuration partielle et extension du lycée Robert Doisneau à Corbeil-Essonnes (91.

Article 3 :

Le paiement prévu à l'article 2 sera opéré en une seule fois, par virement, opérés directement auprès des sociétés DE-SO (226 037,68 € HT soit 271 245.22 € TTC) et TERRENEUVE (100 515,24 € HT soit 120 618.28 € TTC), la société DE-SO faisant son affaire des versements aux sous-traitants.

Les RIB des co-traitants sont joints en annexe.

Selon les conditions suivantes :

Règlement des sommes dues au titre de l'article 2 du présent protocole : dans un délai de 30 jours à compter de la signature du présent protocole par les parties.

Article 4 :

Cet accord transactionnel est de commune intention des parties, conclu conformément aux articles 2044 et suivants du Code Civil sur les transactions et à l'article 2052 du même code prévoyant que le présent accord aura autorité de la chose jugée en dernier ressort et ne pourra être attaqué ni pour cause de lésion, ni pour cause d'erreur de droit.

Essonne aménagement

Les parties admettent expressément, par les concessions réciproques qu'elle consentent, que les dispositions de la présente transaction seront exécutées à titre global et forfaitaire, conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil et qu'elles auront pour effet de mettre fin aux différends, ayant leur origine dans les conditions d'exécution du marché.

Article 5 :

La présente transaction laisse subsister toutes autres obligations pour la maîtrise d'oeuvre résultant du marché, notamment au titre des garanties légales et contractuelles.

Article 6 :

Si l'une quelconque des stipulations de cet accord transactionnel est nulle au regard d'une règle de droit ou d'une loi en vigueur, elle sera réputée non écrite, mais n'entraînera pas la nullité de cet accord transactionnel. Les Parties s'efforceront, dans les meilleurs délais, de lui substituer des dispositions de portée équivalente et les plus proches des clauses invalidées reflétant leur commune intention.

Fait à Paris, le 11 Septembre 2017

En 2 exemplaires originaux.
(Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé, bon pour transaction »)

Pour la maîtrise d'œuvre	Pour la Région Ile-de-France Dûment habilité par la délibération de la Commission Permanente n° CP.....du .....
lu et approuvé, bon pour transaction DE-SO 10, rue des Bluets - 75011 Paris - France Tél. : +33 (0) 155 439 707 - Fax : +33 (0) 155 439 706 mail : contact@de-so.com - site : www.de-so.com SAS d'architecture et urbanisme au capital de 54.560€ siret : 480 405 372 00016 - rcs : Paris B 480 405 372 - apr : 7111Z	

lu et approuvé
TERRENEUVE
architectes DPLG
10 rue vicq d'azir 75010 paris
T 01 43 70 64 70 F 01 43 70 44 10
Bon pour transaction

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-411

DU 18 OCTOBRE 2017

DÉVELOPPEMENT DES PARCOURS EUROPÉENS DE FORMATION DANS LES SECTIONS EUROPÉENNES DES LYCÉES PROFESSIONNELS D'ÎLE-DE-FRANCE 2016-2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales;

VU Le code de l'éducation

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 01-12 du 17 février 2012 relative aux « Lycées municipaux de la ville de Paris. Application des politiques régionales d'aides aux lycéens ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéens et prorogeant le schéma des formations ;

VU La délibération n° CP 2017-012 du 27 janvier 2017 relative au Développement des parcours européens de formation ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-411 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

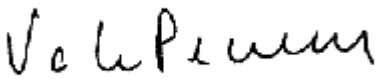
Décide de participer au titre du dispositif « Développement des parcours européens de formation dans les sections européennes des lycées professionnels » au financement des dépenses supportées par les établissements pour nouer des partenariats avec des entreprises européennes offrant des stages par l'attribution de subventions d'un montant maximum de 77.529,47 €, conformément à l'annexe 2 à la présente délibération.

Désaffecte une autorisation d'engagement de **27 229,05 €**, affectés par délibération n°CP 2017-012 du 27 janvier 2017 et figurant sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des formations »

(128005), action "Réussite des élèves" (12800501), du budget 2017.

Affecte une autorisation d'engagement de **54 331,52** € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 "Autres services périscolaires et annexes", programme HP28-005 (128005) "Schéma des formations", action "Réussite des élèves" (12800501), du budget 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Etat récapitulatif des subventions.doc

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-411	Budget	2017

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**128005 - Schéma des formations**
Action	**12800501 - Réussite des élèves**

Dispositif : N° 00000026 - Développement des parcours européens des lycées professionnels

Dossier	EX015239 - LPO LOUIS ARMAND EAUBONNE - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3744 - LPO LOUIS ARMAND EAUBONNE		
Localisation	LYP LOUIS ARMAND (EAUBONNE)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 148,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 130,00 €	

Dossier	EX015242 - LPO LYC METIER FLORA TRISTAN MONTEREAU FAULT YONNE - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3279 - LPO LYC METIER FLORA TRISTAN MONTEREAU FAULT YONNE		
Localisation	LYP FLORA TRISTAN (MONTEREAU)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 376,80 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 080,80 €	

Dossier	EX015281 - LP PAUL BELMONDO ARPAJON - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3322 - LP PAUL BELMONDO ARPAJON		
Localisation	LP PAUL BELMONDO		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 000,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 650,00 €	

Dossier	EX015460 - LP LYC METIER FLORIAN SCEAUX -PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3606 - LP LYC METIER FLORIAN SCEAUX		
Localisation	LP FLORIAN		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 000,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		9 242,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-411	Budget	2017

Dossier	EX015507 - LP LYC METIER VOILIN PUTEAUX - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3599 - LP LYC METIER VOILIN PUTEAUX		
Localisation	LP VOILIN		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 000,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 260,00 €	

Dossier	EX015522 - LPO NEWTON-ENREA CLICHY - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3570 - LPO NEWTON-ENREA CLICHY		
Localisation	LYP NEWTON-ENREA		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 000,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 982,00 €	

Dossier	EX015587 - LP GUSTAVE EIFFEL ERMONT 95 - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3686 - LP GUSTAVE EIFFEL ERMONT 95		
Localisation	LP GUSTAVE EIFFEL (ERMONT)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 778,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 778,00 €	

Dossier	EX015615 - LP PR SAINT FRANCOIS D ASSISE FONTENAY - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3053 - LP PR SAINT FRANCOIS D ASSISE FONTENAY		
Localisation	LP SAINT FRANCOIS D'ASSISE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	722,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		9 242,00 €	

Dossier	EX015636 - LGT PR NOTRE DAME DE GRANDCHAMP - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3025 - LGT PR NOTRE DAME DE GRANDCHAMP		
Localisation	LP NOTRE DAME GRANDCHAMP		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 148,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 278,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-411	Budget	2017

Dossier	EX015766 - LYCEE NADAR DRAVEIL - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3332 - LP LYC METIER NADAR DRAVEIL		
Localisation	LP NADAR		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 000,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 650,00 €	

Dossier	EX015870 - LYCEE ROBERT SCHUMAN - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3527 - LPO ROBERT SCHUMAN CHARENTON LE PONT		
Localisation	LYP ROBERT SCHUMAN (CHARENTON)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 297,79 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 279,79 €	

Dossier	EX015898 - LPO VINCENT VAN GOGH AUBERGENVILLE - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3722 - LPO VINCENT VAN GOGH AUBERGENVILLE		
Localisation	LYP VINCENT VAN GOGH (AUBERGEN		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 000,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 408,00 €	

Dossier	EX015952 - LPO DE L'ESSOURIAU LES ULIS - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R18509 - LPO DE L'ESSOURIAU LES ULIS		
Localisation	LYP DE L'ESSOURIAU		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 000,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		9 242,00 €	

Dossier	EX016030 - LP LYC METIER THEODORE MONOD ANTONY 92 - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3614 - LP LYC METIER THEODORE MONOD ANTONY 92		
Localisation	LP THEODORE MONOD (ANTONY)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 000,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 650,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-411	Budget	2017

Dossier	EX016032 - LPO PR SAINT BENOIST DE L'EUROPE BAGNOLET - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3069 - LPO PR SAINT BENOIT DE L'EUROPE BAGNOLET		
Localisation	LP SAINT BENOIST DE L'EUROPE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 556,00 €	

Dossier	EX016037 - LP LYC METIER CHATEAU DES COUDRAIES ETIOLLES - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3335 - LP LYC METIER CHATEAU DES COUDRAIES ETIOLLES		
Localisation	LP CHATEAU DES COUDRAIES HOTEL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 000,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 650,00 €	

Dossier	EX016040 - LPO PR METIER CARCADO SAISSEVAL PARIS 06EME - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3134 - LPO PR METIER CARCADO SAISSEVAL PARIS 06EME		
Localisation	LYP CARCADO SAISSEVAL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 556,00 €	

Dossier	EX016050 - LP LYC METIER COLBERT LA CELLE SAINT CLOUD - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3302 - LP LYC METIER COLBERT LA CELLE SAINT CLOUD (FUSION LE 01/09/2017 AVEC CORNEILLE 3304)		
Localisation	LP COLBERT		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 000,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 408,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-411	Budget	2017

Dossier	EX016070 - LP JEAN MACE CHOISY LE ROI - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3518 - LP JEAN MACE CHOISY LE ROI		
Localisation	LP JEAN MACE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 428,45 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 280,45 €	

Dossier	EX016072 - LP LYC METIER LES COTES DE VILLEBON MEUDON LA FORET - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3588 - LP LYC METIER LES COTES DE VILLEBON MEUDON LA FORET		
Localisation	LP LES COTES DE VILLEBON		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 000,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 650,00 €	

Dossier	EX016081 - LP DU VEXIN CHARS - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3679 - LP DU VEXIN CHARS		
Localisation	LP DU VEXIN		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 000,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 260,00 €	

Dossier	EX016082 - LP LYC METIER JEAN MONNET MONTROUGE -PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3590 - LP LYC METIER JEAN MONNET MONTROUGE		
Localisation	LP JEAN MONNET (MONTROUGE)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 911,79 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 041,79 €	

Dossier	EX016091 - LPO MARGUERITE YOURCENAR MORANGIS - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R15365 - LPO MARGUERITE YOURCENAR MORANGIS		
Localisation	LYP MARGUERITE YOURCENAR		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	740,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 444,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-411	Budget	2017

Dossier	EX016103 - LP ARTS GRAPHIQUES CORVISART PARIS 13EME - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3449 - LP ARTS GRAPHIQUES CORVISART PARIS 13EME		
Localisation	LP ARTS GRAPHIQUES CORVISART		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	28,20 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 306,20 €	

Dossier	EX016116 - LPO MARTIN NADAUD PARIS 20EME - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3362 - LPO MARTIN NADAUD PARIS 20EME		
Localisation	LYT MARTIN NADAUD		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	722,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 686,00 €	

Dossier	EX016117 - LPO LYC METIER JEAN-BAPTISTE POQUELIN ST GERMAIN EN LAYE - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3710 - LPO LYC METIER JEAN-BAPTISTE POQUELIN ST GERMAIN EN LAYE		
Localisation	LYP JEAN-BAPTISTE POQUELIN		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	785,31 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 193,31 €	

Dossier	EX016120 - LPO LYC METIER CLAUDE GARAMONT COLOMBES - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3753 - LPO LYC METIER CLAUDE GARAMONT COLOMBES		
Localisation	LYP CLAUDE GARAMONT		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 148,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 834,00 €	

Dossier	EX016135 - LP GUSTAVE EIFFEL PARIS 07EME - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3420 - LP GUSTAVE EIFFEL PARIS 07EME		
Localisation	LP GUSTAVE EIFFEL (PARIS 7)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 000,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		7 112,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-411	Budget	2017

Dossier	EX016138 - LP PIERRE LESCOT PARIS 17/11/2016 - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3884 - LP PIERRE LESCOT PARIS		
Localisation	LP LESCOT		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	296,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 816,00 €	

Dossier	EX016150 - LP ANTONIN CAREME SAVIGNY LE TEMPLE - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3286 - LP ANTONIN CAREME SAVIGNY LE TEMPLE		
Localisation	LP ANTONIN CAREME		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	704,90 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		704,90 €	

Dossier	EX016157 - LPO LYC METIER CAMILLE CLAUDEL MANTES LA VILLE - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3671 - LPO LYC METIER CAMILLE CLAUDEL MANTES LA VILLE		
Localisation	LYP CAMILLE CLAUDEL MANTES LV		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 574,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		9 668,00 €	

Dossier	EX016163 - LP FERDINAND BUISSON ERMONT - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3685 - LP FERDINAND BUISSON ERMONT		
Localisation	LP FERDINAND BUISSON		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	529,78 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 659,78 €	

Dossier	EX016197 - LP JACQUES PREVERT VERSAILLES - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3695 - LP JACQUES PREVERT VERSAILLES		
Localisation	LP JACQUES PREVERT VERSAILLES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 000,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 260,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-411	Budget	2017

Dossier	EX016228 - LPO LYC METIER GUSTAVE EIFFEL RUEIL MALMAISON - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3745 - LPO LYC METIER GUSTAVE EIFFEL RUEIL MALMAISON		
Localisation	LYP GUSTAVE EIFFEL (RUEIL)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 574,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 834,00 €	

Dossier	EX016239 - LP LYC METIER DE PRONY ASNIERES - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3558 - LP LYC METIER DE PRONY ASNIERES		
Localisation	LP DE PRONY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 574,00 €	Code nature	657351
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 408,00 €	

Dossier	EX016386 - LPO PR METIER LE REBOURS PARIS 13EME - PARCOURS EUROPEENS 2016-2017		
Bénéficiaire	R3160 - LPO PR METIER LE REBOURS PARIS 13EME		
Localisation	LYT LE REBOURS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 844,50 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 400,50 €	

Total sur le dispositif N° 00000026 - Développement des parcours européens des lycées professionnels	54 331,52 €

Total sur l'imputation 932 - 28 - 128005 - 12800501	54 331,52 €

Code Dossier	Type	Bénéficiaire	Niveau, discipline	Pays de destination	Affectation CP 2017-012	Nbre bourse élève	Réalisé bourse	Réalisé Forfait	Reliquat N-1	Réalisé total	Différence	Désaffectation	Revalorisation
EX015201	Lycée public	LPO CHARLES BAUDELAIRE FOSSES	terminale bac professionnel	ROYAUME-UNI	5 112,00 €	7	2 982,00 €	2 000,00 €	0,00 €	4 982,00 €	-130,00 €	-130,00 €	0,00 €
EX015205	Lycée public	LP LYC METIER JEAN PERRIN LONGJUMEAU	terminale gestion administration	Irlande, Dublin	3 408,00 €	7	2 982,00 €	0,00 €	0,00 €	2 982,00 €	-426,00 €	-426,00 €	0,00 €
EX015210	Lycée public	LP LYC METIER FEUILLET PARIS 16EME	première bac pro métiers de la mode vêtements	Allemagne,	3 813,00 €	*nc*	*nc*	*nc*	873,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
EX015239	Lycée public	LPO LOUIS ARMAND EAUBONNE	terminale vente ou terminale commerce	Irlande	2 982,00 €	5	2 130,00 €	2 000,00 €	0,00 €	4 130,00 €	1 148,00 €	0,00 €	1 148,00 €
EX015242	Lycée public	LPO LYC METIER FLORA TRISTAN MONTEREAU FAULT YONNE	première professionnel métiers de la mode vêtement	Lituanie	1 704,00 €	4	1 704,00 €	1 376,80 €	0,00 €	3 080,80 €	1 376,80 €	0,00 €	1 376,80 €
EX015281	Lycée public	LP PAUL BELMONDO ARPAJON	bac pro vente et commerce	Espagne	10 650,00 €	25	10 650,00 €	2 000,00 €	0,00 €	12 650,00 €	2 000,00 €	0,00 €	2 000,00 €
EX015353	Lycée public	LPO LYC METIER HENRI POINCARE PALAISEAU	terminale commerce	ROYAUME-UNI	4 260,00 €	7	2 982,00 €	300,00 €	0,00 €	3 282,00 €	-978,00 €	-978,00 €	0,00 €
EX015460	Lycée public	LP LYC METIER FLORIAN SCEAUX	terminale bac pro commerce/vente	Angleterre	7 242,00 €	17	7 242,00 €	2 000,00 €	0,00 €	9 242,00 €	2 000,00 €	0,00 €	2 000,00 €
EX015507	Lycée public	LP LYC METIER VOILIN PUTEAUX	terminales a et ga	ROYAUME UNI	4 260,00 €	10	4 260,00 €	2 000,00 €	0,00 €	6 260,00 €	2 000,00 €	0,00 €	2 000,00 €
EX015522	Lycée public	LPO NEWTON-ENREA CLICHY	terminale bac pro sen	Royaume uni	2 982,00 €	7	2 982,00 €	2 000,00 €	0,00 €	4 982,00 €	2 000,00 €	0,00 €	2 000,00 €
EX015526	Lycée public	LPO PAUL LANGEVIN SAINTE GENEVIEVE DES BOIS	bac professionnel accueil relation clients usagers	Espagne	6 816,00 €	16	6 816,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	8 816,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
EX015587	Lycée public	LP GUSTAVE EIFFEL ERMONT 95	terminal, section euro	IRLANDE		7	2 982,00 €	2 000,00 €	3 204,00 €	4 982,00 €	1 778,00 €	0,00 €	1 778,00 €
EX015615	Lycée privé	LP PR SAINT FRANCOIS D ASSISE FONTENAY	1ere bac pro arcu et gestion administration	Irlande	8 520,00 €	17	7 242,00 €	2 000,00 €	0,00 €	9 242,00 €	722,00 €	0,00 €	722,00 €
EX015636	Lycée privé	LGT PR NOTRE DAME DE GRANDCHAMP	terminale gestion administration	IRLANDE	2 130,00 €	3	1 278,00 €	2 000,00 €	0,00 €	3 278,00 €	1 148,00 €	0,00 €	1 148,00 €
EX015766	Lycée public	LYCEE NADAR	baccalaureat commerce	MALTE - ESPAGNE	10 650,00 €	25	10 650,00 €	2 000,00 €	0,00 €	12 650,00 €	2 000,00 €	0,00 €	2 000,00 €
EX015818	Lycée public	LP LINO VENTURA OZOIR LA FERRIERE	terminale commerce et vente	PAYS DE GALLES	4 686,00 €	2	852,00 €	2 000,00 €	0,00 €	2 852,00 €	-1 834,00 €	-1 834,00 €	0,00 €
EX015870	Lycée public	LYCEE ROBERT SCHUMAN	bac pro - commerce/arcu	ROME	2 982,00 €	7	2 982,00 €	1 297,79 €	0,00 €	4 279,79 €	1 297,79 €	0,00 €	1 297,79 €
EX015888	Lycée public	LPO LYC METIER JEAN MONNET LA QUEUE LES YVELINES	terminales professionnelles vente et commerce	Irlande	5 112,00 €	6	2 556,00 €	2 000,00 €	0,00 €	4 556,00 €	-556,00 €	-556,00 €	0,00 €
EX015898	Lycée public	LPO VINCENT VAN GOGH AUBERGENVILLE	terminale gestion-administration/discipline non linguistique (dnl)	IRLANDE	3 408,00 €	8	3 408,00 €	2 000,00 €	0,00 €	5 408,00 €	2 000,00 €	0,00 €	2 000,00 €
EX015952	Lycée public	LPO DE L'ESSOURIAU LES ULIS	terminale bac professionnel eelec	Irlande	7 242,00 €	17	7 242,00 €	2 000,00 €	0,00 €	9 242,00 €	2 000,00 €	0,00 €	2 000,00 €
EX015966	Lycée public	LP LYC METIER LE CORBUSIER CORMEILLES EN PARISIS	terminale geometre topographe et technicien du batiment : gros oeuvre	PAYS DE GALLES	3 834,00 €	*nc*	*nc*	*nc*	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
EX016000	Lycée public	LPO AUGUSTE BLANQUI SAINT OUEN 93	première baccalauréat professionnel gestion administration	Angleterre	4 260,00 €	***Désistement***	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-4 260,00 €	-4 260,00 €	0,00 €
EX016030	Lycée public	LP LYC METIER THEODORE MONOD ANTONY 92	tacc - bac accueil	Malte	10 650,00 €	25	10 650,00 €	2 000,00 €	0,00 €	12 650,00 €	2 000,00 €	0,00 €	2 000,00 €
EX016032	Lycée privé	LPO PR SAINT BENOIST DE L'EUROPE BAGNOLET	baccalaureat professionnel commerce section europeenne espagnole	ESPAGNE	2 556,00 €	6	2 556,00 €	2 000,00 €	0,00 €	4 556,00 €	2 000,00 €	0,00 €	2 000,00 €
EX016037	Lycée public	LP LYC METIER CHATEAU DES COUDRAIES ETIOLLES	bac professionnel cuisine, service et pâtisserie	Irlande - Norvège	10 650,00 €	25	10 650,00 €	2 000,00 €	0,00 €	12 650,00 €	2 000,00 €	0,00 €	2 000,00 €
EX016040	Lycée privé	LPO PR METIER CARCADO SAISSEVAL PARIS 06EME	baccalaureat professionnel commerce section europeenne	ESPAGNE	2 556,00 €	6	2 556,00 €	2 000,00 €	0,00 €	4 556,00 €	2 000,00 €	0,00 €	2 000,00 €
EX016044	Lycée public	LP ARMAND CARREL PARIS 19EME	elèves de 1ère baccalauréat professionnel gestion-administration et arcu	Royaume-Uni	3 408,00 €	7	2 982,00 €	0,00 €	0,00 €	2 982,00 €	-426,00 €	-426,00 €	0,00 €
EX016050	Lycée public	LP LYC METIER COLBERT LA CELLE SAINT CLOUD	terminale bac pro aga en anglais	Irlande	3 408,00 €	8	3 408,00 €	2 000,00 €	0,00 €	5 408,00 €	2 000,00 €	0,00 €	2 000,00 €
EX016055	Lycée public	LPO LYC METIER JULES VERNE SARTROUVILLE	terminale bac pro commerce	ESPAGNE	9 798,00 €	20	8 520,00 €	0,00 €	0,00 €	8 520,00 €	-1 278,00 €	-1 278,00 €	0,00 €
EX016059	Lycée public	LPO LYC METIER VIOLLET LE DUC VILLIERS SAINT FREDERIC	terminale tbee tbaa	Royaume-Uni	5 538,00 €	8	3 408,00 €	2 000,00 €	0,00 €	5 408,00 €	-130,00 €	-130,00 €	0,00 €
EX016070	Lycée public	LP JEAN MACE CHOISY LE ROI	1ère bac pro gestion-administration	Grande Bretagne	852,00 €	2	852,00 €	1 428,45 €	0,00 €	2 280,45 €	1 428,45 €	0,00 €	1 428,45 €
EX016072	Lycée public	LP LYC METIER LES COTES DE VILLEBON MEUDON LA FORET	premières et terminales en bac pro trois ans (électrotechnique et boulangerie-pâtisserie).	ALLEMAGNE, ANGLETERRE	10 650,00 €	25	10 650,00 €	2 000,00 €	0,00 €	12 650,00 €	2 000,00 €	0,00 €	2 000,00 €
EX016074	Lycée public	LPO LYC METIER PARC DE VILGENIS MASSY	terminale professionnelle gestion administration	Grande-Bretagne	4 260,00 €	8	3 408,00 €	810,95 €	0,00 €	4 218,95 €	-41,05 €	-41,05 €	0,00 €
EX016081	Lycée public	LP DU VEXIN CHARS	terminale bac pro commerce section euro	Malte	4 260,00 €	10	4 260,00 €	2 000,00 €	0,00 €	6 260,00 €	2 000,00 €	0,00 €	2 000,00 €
EX016082	Lycée public	LP LYC METIER JEAN MONNET MONTROUGE	première bac pro gestion administration	Irlande	2 130,00 €	5	2 130,00 €	1 911,79 €	0,00 €	4 041,79 €	1 911,79 €	0,00 €	1 911,79 €
EX016086	Lycée privé	LP PR SAINT VINCENT DE PAUL VERSAILLES	terminal bac pro arcu	ESPAGNE	5 538,00 €	6	2 556,00 €	2 000,00 €	0,00 €	4 556,00 €	-982,00 €	-982,00 €	0,00 €
EX016091	Lycée public	LPO MARGUERITE YOURCENAR MORANGIS	bac pro commerce et vente	ESPAGNE	1 704,00 €	4	1 704,00 €	740,00 €	0,00 €	2 444,00 €	740,00 €	0,00 €	740,00 €
EX016094	Lycée public	LPO HENRI BECQUEREL NANGIS	terminale bac pro commerce section européenne	IRLANDE	3 834,00 €	*nc*	*nc*	*nc*	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
EX016103	Lycée public	LP ARTS GRAPHIQUES CORVISART PARIS 13EME	brevet des métiers d'art reliure dorure,diplôme niveau iv	Irlande/Lettonie/Ecosse	1 278,00 €	1	426,00 €	880,20 €	0,00 €	1 306,20 €	28,20 €	0,00 €	28,20 €
EX016116	Lycée public	LPO MARTIN NADAUD PARIS 20EME	terminale	Royaume Uni	5 964,00 €	11	4 686,00 €	2 000,00 €	0,00 €	6 686,00 €	722,00 €	0,00 €	722,00 €
EX016117	Lycée public	LPO LYC METIER JEAN-BAPTISTE POQUELIN ST GERMAIN EN LAYE	terminale bac professionnel - gestion et administration	Angleterre	3 408,00 €	8	3 408,00 €	785,31 €	0,00 €	4 193,31 €	785,31 €	0,00 €	785,31 €
EX016120	Lycée public	LPO LYC METIER CLAUDE GARAMONT COLOMBES	terminale cv	Irlande	4 686,00 €	9	3 834,00 €	2 000,00 €	0,00 €	5 834,00 €	1 148,00 €	0,00 €	1 148,00 €
EX016135	Lycée public	LP GUSTAVE EIFFEL PARIS 07EME	tga1 section europenne	IRLANDE	5 112,00 €	12	5 112,00 €	2 000,00 €	0,00 €	7 112,00 €	2 000,00 €	0,00 €	2 000,00 €
EX016138	Lycée public	LP PIERRE LESCOT PARIS	premières vente, commerce et arcu (accueil, relations clients usagers)	Grande-Bretagne ou Ecosse et Espagne	8 520,00 €	16	6 816,00 €	2 000,00 €	0,00 €	8 816,00 €	296,00 €	0,00 €	296,00 €
EX016150	Lycée public	LP ANTONIN CAREME SAVIGNY LE TEMPLE	première bac pro restauration section euro	Espagne		1		1 623,90 €	919,00 €	1 623,90 €	704,90 €	0,00 €	704,90 €
EX016157	Lycée public	LPO LYC METIER CAMILLE CLAUDEL MANTES LA VILLE	terminale bac pro commerce, vente, accueil	Espagne	8 094,00 €	18	7 668,00 €	2 000,00 €	0,00 €	9 668,00 €	1 574,00 €	0,00 €	1 574,00 €
EX016163	Lycée public	LP FERDINAND BUISSON ERMONT	terminale, commerce et arcu (accueil, relations clients usagers)	IRLANDE	2 130,00 €	5	2 130,00 €	529,78 €	0,00 €	2 659,78 €	529,78 €	0,00 €	529,78 €
EX016180	Lycée public	LPO JACQUES BREL CHOISY LE ROI	terminale	ITALIE	2 982,00 €	***Désistement***	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-2 982,00 €	-2 982,00 €	0,00 €
EX016197	Lycée public	LP JACQUES PREVERT VERSAILLES	terminale baccalauréat gestion administration	Espagne	4 260,00 €	10	4 260,00 €	2 000,00 €	0,00 €	6 260,00 €	2 000,00 €	0,00 €	2 000,00 €
EX016228	Lycée public	LPO LYC METIER GUSTAVE EIFFEL RUEIL MALMAISON	1ere bac pro vente	ROYAUME UNI	4 260,00 €	9	3 834,00 €	2 000,00 €	0,00 €	5 834,00 €	1 574,00 €	0,00 €	1 574,00 €
EX016233	Lycée public	LYCEE TECHNOLOGIQUE FRANCOIS TRUFFAUT PARIS	terminale bac pro commerce	Malte	5 112,00 €	***Désistement***	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-5 112,00 €	-5 112,00 €	0,00 €
EX016239	Lycée public	LP LYC METIER DE PRONY ASNIERES	elèves de premières bac pro commerce section européenne.	Malte	3 834,00 €	8	3 408,00 €	2 000,00 €	0,00 €	5 408,00 €	1 574,00 €	0,00 €	1 574,00 €
EX016386	Lycée privé	LPO PR METIER LE REBOURS PARIS 13EME	1ère bac professionnel gestion administration mrcu	Irlande	2 556,00 €	6	2 556,00 €	1 844,50 €	0,00 €	4 400,50 €	1 844,50 €	0,00 €	1 844,50 €
EX016424	Lycée public	LP LYC METIER FLORIAN SCEAUX	terminale bac pro commerce et vente	Angleterre	7 242,00 €	***Désistement***	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	-7 242,00 €	-7 242,00 €	0,00 €
EX016442	Lycée public	LP LYC METIER HOTELIER PARIS 18EME	1ère bac pro restauration	Royaume-Uni	5 112,00 €	12	5 112,00 €	0,00 €	0,00 €	5 112,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
EX016455	Lycée public	LP GALILEE PARIS 13EME	première et terminale sen et prothèse dentaire	Angleterre, Belgique	4 260,00 €	8	3 408,00 €	0,00 €	0,00 €	3 408,00 €	-852,00 €	-852,00 €	0,00 €
56					**266 655,00 €**	**496**	**210 870,00 €**	**77 529,47 €**	**6 996,00 €**	**288 399,47 €**		**-27 229,05 €**	**54 331,52 €**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-489

DU 18 OCTOBRE 2017

TRAVAUX DANS LES CITÉS MIXTES RÉGIONALES DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE
6ÈME RAPPORT DE L'ANNÉE 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales,
VU Le code de l'éducation,
VU La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,
VU La délibération du conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa présidente
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,
VU La délibération du CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,
VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
VU Le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
Vu Le Budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2017

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-489 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **64.139,40 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202901) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales – part lycées » du budget 2017.

Article 2 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **32.860,60 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202902) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales – part collège » du budget 2017.

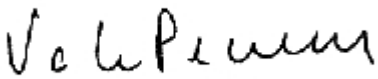
Article 3 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 3 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **50.000,00 €** à titre d'affectations provisionnelles figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202905) « Fonds d'urgence aux cités mixtes régionales – parties communes » du budget 2017.

Article 4 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 4 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **322.600,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales» programme HP 224-034 (122034) « Etudes générales cités mixtes régionales », action (12203401) « Etudes générales cités mixtes régionales – part lycées» du budget 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

annexes 1 à 4

Budget 2017 chapitre 902 - Env. HP224-029-1 / 236.1

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
75	PARIS 16EME	LCM J-DE-SAILLY	0750699C	PROVISION 2017 : RÉFECTION LOGEMENT DE LA CONSEILLIÈRE PRINCIPALE D'ÉDUCATION OP.No Complément de crédit soit 0,010 ME	7 380,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2017: RÉAMÉNAGEMENT DU BUREAU VIE SCOLAIRE COLLÈGE (CLOISONNEMENT POUR CRÉATION D'UNE SALLE DE PERMANENCE VISIBLE DEPUIS LA VIE SCOLAIRE) OP.No Complément de crédit soit 0,015 ME	9 909,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2017: ADAPTATION DE LA ZONE ET DE LA LOGE OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	13 014,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2017: RÉNOVATION (PONÇAGE ET VÉRIFICATION) DU SOL COULÉ DE LA 1/2 PENSION OP.No Complément de crédit soit 0,030 ME	19 521,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2017 : PURGE ET MISE D'UN FILM ANTICAPILARITE SUR LE MURE SITUE AU DROIT DE L'ESCALIER MENANT AU RDJ - PARTIES COMMUNES OP.No Complément de crédit soit 0,022 ME	14 315,40

Budget 2017 - HP224-029-1 / 236. chapitre 902 **64 139,40**

Budget 2017 chapitre 902 - Env. HP224-029-2 / 4551

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
75	PARIS 16EME	LCM J-DE-SAILLY	0750699C	PROVISION 2017 : RÉFECTION LOGEMENT DE LA CONSEILLIÈRE PRINCIPALE D'ÉDUCATION OP.No Complément de crédit soit 0,010 ME	2 620,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2017: RÉAMÉNAGEMENT DU BUREAU VIE SCOLAIRE COLLÈGE (CLOISONNEMENT POUR CRÉATION D'UNE SALLE DE PERMANENCE VISIBLE DEPUIS LA VIE SCOLAIRE) OP.No Complément de crédit soit 0,015 ME	5 091,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2017: ADAPTATION DE LA ZONE ET DE LA LOGE OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	6 986,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2017: RÉNOVATION (PONÇAGE ET VÉRIFICATION) DU SOL COULÉ DE LA 1/2 PENSION OP.No Complément de crédit soit 0,030 ME	10 479,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2017 : PURGE ET MISE D'UN FILM ANTICAPILARITE SUR LE MURE SITUE AU DROIT DE L'ESCALIER MENANT AU RDJ - PARTIES COMMUNES OP.No Complément de crédit soit 0,022 ME	7 684,60

Budget 2017 - HP224-029-2 / 4551 chapitre 902 **32 860,60**

Budget 2017 chapitre 902 - Env. HP224-029-5 / 236.1

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	FU CMR 2017 OP.No 17B0222240290001 Complément de crédit soit 0,350 ME	50 000,00

Budget 2017 - HP224-029-5 / 236. chapitre 902 **50 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	CONSULT MARCHE ASSITANCE TECHNIQUE ET OU MO RELATIVE AUX TRAVAUX D'INSTALLATION ET DE RENOVATION CHAUFFAGE OP.No 15B6672240340001 Complément de crédit soit 0,230 ME	200 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MARCHÉS RALATIFS À DES PRESTATIONS DE RELEVÉS TOPOGRAPHIQUES LISTE 2016	122 600,00

Budget 2017 - HP224-034-1 / 2031 chapitre 902 **322 600,00**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-494

DU 18 OCTOBRE 2017

LOGEMENTS DE FONCTION DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX D'ENSEIGNEMENT - VALEUR DES PRESTATIONS ACCESSOIRES ACCORDÉES GRATUITEMENT POUR L'ANNÉE 2017 AUX AGENTS LOGÉS PAR NÉCESSITÉ ABSOLUE DE SERVICE - CONVENTIONS D'OCCUPATION PRÉCAIRE ET CONVENTIONS D'OCCUPATIONS TEMPORAIRE CONCLUES POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2016/2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'éducation et notamment ses articles R 216-4 à R 216-19 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article L2124-32 ;

VU la délibération n°CR 83-06 du 6 octobre 2006 relative à la mise en œuvre de la loi du 13 août 2004 ;

VU la délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégation d'attribution du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;

VU la délibération CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-494 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de fixer le montant des prestations accessoires accordées gratuitement en 2017 aux personnels logés dans les E.P.L.E., dans le cadre d'une concession par nécessité absolue de service aux valeurs suivantes :

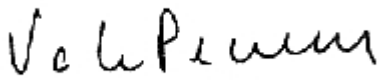
PRESTATIONS ACCESSOIRES
ANNEE CIVILE 2017

CATEGORIES DE PERSONNEL	Logement avec chauffage collectif		Logement sans chauffage collectif	
	année 2016	année 2017	année 2016	année 2017
- chef d'établissement - adjoint au chef d'établissement - gestionnaire - responsable d'exploitation (lycée agricole) - conseiller d'éducation - A.A.S.U. ou S.A.S.U. non gestionnaire - personnel soignant - personnels territoriaux	1 785 €	1 785 €	2 382 €	2 382 €

Article 2 :

Approuve les conventions d'occupation précaire et les conventions d'occupation temporaire conclues pour l'année scolaire 2016/2017 détaillées dans les annexes 1 et 2 jointes à la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1

CONVENTIONS D'OCCUPATION PRECAIRE (COP)

Dpt	UAI	Patronyme de l'établissement	Commune de l'établissement	Type de logement	Superficie (m²)	Nombre de pièces	Occupation du logement	Fonction de l'occupant	Date de début d'occupation	Date de fin d'occupation
75	0750648X	VICTOR-HUGO	PARIS 03EME	Appartement	40.0	2	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
75	0750648X	VICTOR-HUGO	PARIS 03EME	Appartement	65.0	3	Convention d’occupation précaire	personnel administratif de l'Education nationale	01/07/2016	30/06/2017
75	0750653C	SOPHIE-GERMAIN	PARIS 04EME	Appartement	75.0	3	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
75	0750653C	SOPHIE-GERMAIN	PARIS 04EME	Appartement	40.0	2	Convention d’occupation précaire	personnel administratif de l'Education nationale	01/07/2016	30/06/2017
75	0750653C	SOPHIE-GERMAIN	PARIS 04EME	Appartement	18.0	1	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
75	0750655E	LOUIS-LE-GRAND	PARIS 05EME	Chambre	19.0	1	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/10/2016	30/06/2017
75	0750655E	LOUIS-LE-GRAND	PARIS 05EME	Chambre	19.0	1	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/10/2016	30/06/2017
75	0750655E	LOUIS-LE-GRAND	PARIS 05EME	Chambre	19.0	1	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/10/2016	30/06/2017
75	0750655E	LOUIS-LE-GRAND	PARIS 05EME	Chambre	19.0	1	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/10/2016	30/06/2017
75	0750655E	LOUIS-LE-GRAND	PARIS 05EME	Appartement	19.0	1	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	31/08/2017
75	0750657G	MONTAIGNE	PARIS 06EME	Appartement	30.0	1	Convention d’occupation précaire	agent de maintenance/entretien technique	01/07/2016	30/06/2017
75	0750657G	MONTAIGNE	PARIS 06EME	Appartement	25.0	1	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
75	0750657G	MONTAIGNE	PARIS 06EME	Appartement	25.0	1	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
75	0750671X	EDGAR-QUINET	PARIS 09EME	Appartement	29.0	1	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	15/10/2016	30/06/2017
75	0750679F	PAUL-VALERY	PARIS 12EME	Appartement	20.0	1	Convention d’occupation précaire	personnel administratif de l'Education nationale	01/07/2016	30/06/2017
75	0750679F	PAUL-VALERY	PARIS 12EME	Appartement	17.0	1	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/10/2016	01/09/2017
75	0750679F	PAUL-VALERY	PARIS 12EME	Appartement	17.0	1	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/10/2016	30/04/2017
75	0750679F	PAUL-VALERY	PARIS 12EME	Appartement	17.0	1	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/10/2016	28/04/2017
75	0750685M	PIERRE-GILLES-DE-GENNES-ENCPB	PARIS 13EME	Appartement	48.0	2	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
75	0750685M	PIERRE-GILLES-DE-GENNES-ENCPB	PARIS 13EME	Appartement	53.0	2	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
75	0750690T	FRANCOIS-VILLON	PARIS 14EME	Appartement	32.0	2	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	31/08/2017
75	0750689S	PAUL-BERT	PARIS 14EME	Appartement	25.0	1	Convention d’occupation précaire	adjoint/e au chef de cuisine	01/09/2016	30/06/2017
75	0750694X	CAMILLE-SEE	PARIS 15EME	Appartement	27.0	2	Convention d’occupation précaire	conseiller/ère principal/e d'éducation	01/07/2016	30/06/2017
75	0750700D	JEAN-BAPTISTE-SAY	PARIS 16EME	Chambre	10.0	1	Convention d’occupation précaire	agent de maintenance/entretien technique	01/07/2016	30/06/2017
75	0750700D	JEAN-BAPTISTE-SAY	PARIS 16EME	Chambre	10.0	1	Convention d’occupation précaire	agent de maintenance/entretien technique	01/07/2016	30/06/2017
75	0750711R	HENRI-BERGSON	PARIS 19EME	Chambre	14.0	1	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	26/09/2016	30/06/2017
75	0750711R	HENRI-BERGSON	PARIS 19EME	Chambre	14.0	1	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/10/2016	30/06/2017
75	0750714U	HÉLÈNE-BOUCHER	PARIS 20EME	Appartement	48.0	2	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
77	0770918E	URUGUAY-FRANCE	AVON	Chambre	12.0	1	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/10/2016	31/08/2017
77	0770918E	URUGUAY-FRANCE	AVON	Appartement	84.0	4	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
77	0770919F	URUGUAY-FRANCE (PROFESSIONNEL)	AVON	Appartement	75.0	4	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/10/2016	31/08/2017
77	0772230F	BLAISE-PASCAL	BRIE-COMTE-ROBERT	Appartement	70.0	3	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/06/2017
77	0771436T	BOUGAINVILLE	BRIE-COMTE-ROBERT	Appartement	78.0	4	Convention d’occupation précaire	responsable d'exploitation	01/03/2016	25/02/2017
77	0771436T	BOUGAINVILLE	BRIE-COMTE-ROBERT	Appartement	78.0	4	Convention d’occupation précaire	responsable d'exploitation	01/01/2016	10/01/2017
77	0770342D	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	Appartement	24.0	1	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
77	0770342D	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	Appartement	40.0	2	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
77	0770342D	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	Appartement	24.0	1	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
77	0770342D	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	Appartement	40.0	2	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
77	0770342D	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	Appartement	40.0	2	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
77	0770342D	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	Appartement	60.0	2	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
77	0770342D	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	Appartement	60.0	3	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/06/2017	30/06/2017
77	0770342D	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	Appartement	80.0	4	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
77	0770342D	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	Appartement	40.0	2	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
77	0770342D	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	Appartement	60.0	3	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/10/2016	30/06/2017
77	0770342D	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	Appartement	24.0	1	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
77	0770342D	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	Appartement	40.0	2	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
77	0772223Y	RENE-DESCARTES	CHAMPS-SUR-MARNE	Pavillon	101.0	5	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
77	0770922J	GASTON-BACHELARD	CHELLES	Appartement	73.0	4	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/02/2017	30/06/2017
77	0770922J	GASTON-BACHELARD	CHELLES	Appartement	59.0	3	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	27/01/2017	30/06/2017
77	0772276F	JEHAN-DE-CHELLES	CHELLES	Pavillon	100.0	4	Convention d’occupation précaire	agent d'accueil	01/11/2016	30/06/2017
77	0772276F	JEHAN-DE-CHELLES	CHELLES	Pavillon	100.0	4	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	15/06/2016	30/06/2017
77	0771171E	LOUIS-LUMIÈRE	CHELLES	Appartement	83.0	4	Convention d’occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
77	0771171E	LOUIS-LUMIÈRE	CHELLES	Appartement	83.0	4	Convention d’occupation précaire	personnel administratif de l'Education nationale	01/07/2016	30/06/2017

Dpt	UAI	Patronyme de l'établissement	Commune de l'établissement	Type de logement	Superficie (m²)	Nombre de pièces	Occupation du logement	Fonction de l'occupant	Date de début d'occupation	Date de fin d'occupation
77	0772311U	GEORGES-CORMIER	COULOMMIERS	Appartement	63.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	31/08/2017
77	0772311U	GEORGES-CORMIER	COULOMMIERS	Appartement	71.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	20/10/2016	30/06/2017
77	0771027Y	FRÉDÉRIC-JOLIOT-CURIE	DAMMARIE-LES-LYS	Appartement	35.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
77	0771027Y	FRÉDÉRIC-JOLIOT-CURIE	DAMMARIE-LES-LYS	Appartement	18.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
77	0771027Y	FRÉDÉRIC-JOLIOT-CURIE	DAMMARIE-LES-LYS	Appartement	56.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/06/2017
77	0771027Y	FRÉDÉRIC-JOLIOT-CURIE	DAMMARIE-LES-LYS	Appartement	98.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/11/2016	30/06/2017
77	0771027Y	FRÉDÉRIC-JOLIOT-CURIE	DAMMARIE-LES-LYS	Appartement	76.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
77	0770926N	FRANCOIS-COUPERIN	FONTAINEBLEAU	Appartement	24.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
77	0770926N	FRANCOIS-COUPERIN	FONTAINEBLEAU	Appartement	45.0	3	Convention d'occupation précaire	agent de maintenance/entretien technique	01/02/2017	30/06/2017
77	0770926N	FRANCOIS-COUPERIN	FONTAINEBLEAU	Appartement	32.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
77	0770926N	FRANCOIS-COUPERIN	FONTAINEBLEAU	Appartement	138.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	15/09/2016	30/06/2017
77	0770926N	FRANCOIS-COUPERIN	FONTAINEBLEAU	Appartement	38.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
77	0772685A	SAMUEL-BECKETT	LA FERTE-SOUS-JOUARRE	Pavillon	100.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
77	0771512A	VAN-DONGEN	LAGNY-SUR-MARNE	Pavillon	100.0	4	Convention d'occupation précaire	responsable de maintenance/entretien technique	01/09/2016	31/08/2017
77	0771663P	GEORGE-SAND	LE MEE-SUR-SEINE	Appartement	90.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
77	0771663P	GEORGE-SAND	LE MEE-SUR-SEINE	Appartement	42.0	2	Convention d'occupation précaire	agent de maintenance/entretien technique	01/07/2016	30/06/2017
77	0772228D	CHARLES-DE-GAULLE	LONGPERRIER	Appartement	20.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/06/2017
77	0771880A	CHARLES-BAUDELAIRE	MEAUX	Appartement	90.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
77	0770930T	HENRI-MOISSAN	MEAUX	Chambre	21.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	28/09/2016	30/04/2017
77	0770933W	JACQUES-AMYOT	MELUN	Appartement	90.0	4	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education nationale	01/07/2016	30/06/2017
77	0772277G	HENRI-BECQUEREL	NANGIS	Pavillon	105.0	5	Convention d'occupation précaire	adjoint/e au chef de cuisine	01/07/2016	31/08/2017
77	0770940D	ETIENNE-BEZOUT	NEMOURS	Appartement	88.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
77	0771940R	GÉRARD-DE-NERVAL	NOISIEL	Appartement	99.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
77	0771941S	RENÉ-CASSIN	NOISIEL	Pavillon	91.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
77	0771941S	RENÉ-CASSIN	NOISIEL	Pavillon	81.0	3	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education nationale	01/07/2016	30/06/2017
77	0771941S	RENÉ-CASSIN	NOISIEL	Pavillon	91.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/04/2017	30/06/2017
77	0770942F	THIBAUT-DE-CHAMPAGNE	PROVINS	Appartement	90.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
77	0770687D	SAINT-MAMMÈS	SAINT-MAMMES	Appartement	77.0	4	Convention d'occupation précaire	agent de maintenance/entretien technique	01/07/2016	30/06/2017
77	0772688D	EMILIE-DU-CHÂTELET	SERRIS	Appartement	84.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
77	0770945J	GUSTAVE-EIFFEL	VARENNES-SUR-SEINE	Pavillon	90.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
78	0781950W	LOUISE-WEISS	ACHERES	Pavillon	102.0	5	Convention d'occupation précaire	responsable de maintenance/entretien technique	01/07/2016	30/06/2017
78	0781860Y	PIERRES-VIVES (LES)	CARRIERES-SUR-SEINE	Appartement	90.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
78	0781860Y	PIERRES-VIVES (LES)	CARRIERES-SUR-SEINE	Appartement	90.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
78	0783447Y	SIMONE-WEIL	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	Appartement	101.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	12/02/2017
78	0783213U	HÉRIOT	LA BOISSIERE-ECOLE	Pavillon	90.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	19/02/2017	30/06/2017
78	0783213U	HÉRIOT	LA BOISSIERE-ECOLE	Appartement	116.0	5	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2016	30/06/2017
78	0783249H	COLBERT	LA CELLE-SAINT-CLOUD	Appartement	89.0	4	Convention d'occupation précaire	proviseur/e adjoint/e	01/09/2016	30/06/2017
78	0782822U	CORNEILLE	LA CELLE-SAINT-CLOUD	Appartement	105.0	4	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education nationale	01/07/2016	30/06/2017
78	0781839A	JEAN-MONNET	LA QUEUE-LES-YVELINES	Appartement	110.0	5	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2017	31/05/2017
78	0782602E	JEAN-MOULIN	LE CHESNAY	Appartement	56.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/08/2016	31/07/2017
78	0782568T	ALAIN	LE VESINET	Appartement	110.0	4	Convention d'occupation précaire	conseiller/ère principal/e d'éducation	01/07/2016	30/06/2017
78	0782568T	ALAIN	LE VESINET	Appartement	89.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
78	0781984H	VAUCANSON	LES MUREAUX	Appartement	112.0	5	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/01/2017	30/06/2017
78	0781951X	LEOPOLD-SÉDAR-SENGHOR	MAGNANVILLE	Pavillon	110.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/04/2017	30/06/2017
78	0781951X	LEOPOLD-SÉDAR-SENGHOR	MAGNANVILLE	Pavillon	110.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
78	0782539L	SAINT-EXUPÉRY	MANTES-LA-JOLIE	Appartement	54.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
78	0782539L	SAINT-EXUPÉRY	MANTES-LA-JOLIE	Appartement	54.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/06/2017
78	0782539L	SAINT-EXUPÉRY	MANTES-LA-JOLIE	Appartement	60.0	3	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education nationale	01/07/2016	30/06/2017
78	0780582J	JEAN-VILAR	PLAISIR	Appartement	72.0	3	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education nationale	01/07/2016	30/06/2017
78	0780582J	JEAN-VILAR	PLAISIR	Appartement	64.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
78	0781983G	ADRIENNE-BOLLAND	POISSY	Appartement	80.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	15/02/2017	30/06/2017
78	0782549X	LOUIS-BASCAN	RAMBOUILLET	Appartement	50.0	3	Convention d'occupation précaire	agent de maintenance/entretien technique	01/07/2016	30/06/2017
78	0782549X	LOUIS-BASCAN	RAMBOUILLET	Appartement	50.0	3	Convention d'occupation précaire	agent de maintenance/entretien technique	01/07/2016	30/06/2017
78	0782549X	LOUIS-BASCAN	RAMBOUILLET	Appartement	83.0	5	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	31/08/2017

Dpt	UAI	Patronyme de l'établissement	Commune de l'établissement	Type de logement	Superficie (m²)	Nombre de pièces	Occupation du logement	Fonction de l'occupant	Date de début d'occupation	Date de fin d'occupation
78	0780004F	AGRICOLE	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	Appartement	40.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
78	0782556E	LÉONARD-DE-VINCI	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	Appartement	70.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
78	0780273Y	LOUIS-BLÉRIOT	TRAPPES	Appartement	60.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	31/08/2017
78	0781297L	PLAINE-DE-NEAUPHLE (LA)	TRAPPES	Appartement	80.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
78	0782562L	HOCHE	VERSAILLES	Chambre	12.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2016	30/06/2017
78	0782562L	HOCHE	VERSAILLES	Chambre	12.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/04/2017	07/07/2017
78	0782562L	HOCHE	VERSAILLES	Appartement	220.0	6	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	09/03/2017	09/04/2017
78	0782567S	MARIE-CURIE	VERSAILLES	Appartement	101.58	4	Convention d'occupation précaire	conseiller/ère principal/e d'éducation	01/07/2016	30/06/2017
91	0911961M	EDMOND-MICHELET	ARPAJON	Appartement	95.0	4	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education nationale	01/07/2016	30/06/2017
91	0911961M	EDMOND-MICHELET	ARPAJON	Appartement	95.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
91	0911632E	RENÉ-CASSIN	ARPAJON	Appartement	118.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/04/2017	30/06/2017
91	0911937L	FRANCOIS-TRUFFAUT	BONDOUFLE	Appartement	46.0	4	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education nationale	01/09/2016	30/06/2017
91	0911937L	FRANCOIS-TRUFFAUT	BONDOUFLE	Appartement	100.0	5	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education nationale	01/07/2016	30/06/2017
91	0910620E	ROBERT-DOISNEAU	CORBEIL-ESSONNES	Appartement	77.44	4	Convention d'occupation précaire	agent de maintenance/entretien technique	15/10/2016	30/06/2017
91	0910620E	ROBERT-DOISNEAU	CORBEIL-ESSONNES	Appartement	20.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/06/2017
91	0910620E	ROBERT-DOISNEAU	CORBEIL-ESSONNES	Appartement	20.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/04/2017
91	0910620E	ROBERT-DOISNEAU	CORBEIL-ESSONNES	Appartement	84.02	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	15/09/2016	30/06/2017
91	0910620E	ROBERT-DOISNEAU	CORBEIL-ESSONNES	Appartement	20.0	1	Convention d'occupation précaire	agent de maintenance/entretien technique	01/09/2016	30/06/2017
91	0910620E	ROBERT-DOISNEAU	CORBEIL-ESSONNES	Appartement	20.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2016	30/04/2017
91	0911828T	GEORGES-BRASSENS	COURCOURONNES	Appartement	88.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	31/08/2017
91	0911927A	MAURICE-ELIOT	EPINAY-SOUS-SENART	Appartement	120.0	6	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
91	0910622G	GEOFFROY-SAINT-HILAIRE	ETAMPES	Appartement	90.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2016	30/06/2017
91	0910622G	GEOFFROY-SAINT-HILAIRE	ETAMPES	Appartement	80.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	02/07/2016	30/06/2017
91	0910629P	CHÂTEAU-DES-COUDRAIES	ETIOLLES	Appartement	25.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	21/10/2016	30/06/2017
91	0911343R	AUGUSTE-PERRET	EVRY	Appartement	89.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	02/09/2016	30/06/2017
91	0911251R	PARC-DES-LOGES	EVRY	Pavillon	90.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/06/2017
91	0911251R	PARC-DES-LOGES	EVRY	Pavillon	90.0	4	Convention d'occupation précaire	conseiller/ère principal/e d'éducation	01/09/2016	30/06/2017
91	0911492C	ESSOURIAU (DE L')	LES ULIS	Appartement	70.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
91	0911492C	ESSOURIAU (DE L')	LES ULIS	Appartement	85.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	29/08/2016	30/06/2017
91	0911492C	ESSOURIAU (DE L')	LES ULIS	Appartement	90.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	21/09/2016	30/04/2017
91	0910727W	PARC-DE-VILGÉNIS	MASSY	Appartement	60.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/06/2017
91	0911353B	JEAN-ISOARD	MONTGERON	Appartement	70.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
91	0911353B	JEAN-ISOARD	MONTGERON	Appartement	91.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/06/2017
91	0911353B	JEAN-ISOARD	MONTGERON	Appartement	85.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
91	0910625K	ROSA-PARKS	MONTGERON	Chambre	20.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
91	0910625K	ROSA-PARKS	MONTGERON	Appartement	76.0	3	Convention d'occupation précaire	conseiller/ère principal/e d'éducation	01/07/2016	30/06/2017
91	0910625K	ROSA-PARKS	MONTGERON	Appartement	97.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
91	0910429X	CHÂTEAU-DU-LAC (LE)	OLLAINVILLE	Appartement	108.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
91	0910429X	CHÂTEAU-DU-LAC (LE)	OLLAINVILLE	Chambre	9.0	1	Convention d'occupation précaire	agent de maintenance/entretien technique	01/07/2016	30/06/2017
91	0910429X	CHÂTEAU-DU-LAC (LE)	OLLAINVILLE	Appartement	45.0	2	Convention d'occupation précaire	agent de maintenance/entretien technique	01/07/2016	30/06/2017
91	0910626L	BLAISE-PASCAL	ORSAY	Appartement	43.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/06/2017
91	0910626L	BLAISE-PASCAL	ORSAY	Appartement	70.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/06/2017
91	0912251C	HENRI-POINCARÉ	PALAISEAU	Appartement	95.0	4	Convention d'occupation précaire	conseiller/ère principal/e d'éducation	01/07/2016	30/06/2017
91	0911493D	LES-FRÈRES-MOREAU	QUINCY-SOUS-SENART	Appartement	70.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/06/2017
91	0910627M	JEAN-BAPTISTE-COROT	SAVIGNY-SUR-ORGE	Chambre	18.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2016	30/06/2017
91	0910627M	JEAN-BAPTISTE-COROT	SAVIGNY-SUR-ORGE	Chambre	18.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2016	30/06/2017
91	0910627M	JEAN-BAPTISTE-COROT	SAVIGNY-SUR-ORGE	Appartement	64.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/06/2017
91	0910627M	JEAN-BAPTISTE-COROT	SAVIGNY-SUR-ORGE	Appartement	56.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/06/2017
91	0910627M	JEAN-BAPTISTE-COROT	SAVIGNY-SUR-ORGE	Chambre	18.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2016	30/06/2017
91	0910627M	JEAN-BAPTISTE-COROT	SAVIGNY-SUR-ORGE	Appartement	54.0	2	Convention d'occupation précaire	agent de maintenance/entretien technique	01/08/2016	30/06/2017
91	0910627M	JEAN-BAPTISTE-COROT	SAVIGNY-SUR-ORGE	Appartement	18.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/06/2017

Dpt	UAI	Patronyme de l'établissement	Commune de l'établissement	Type de logement	Superficie (m²)	Nombre de pièces	Occupation du logement	Fonction de l'occupant	Date de début d'occupation	Date de fin d'occupation
92	0920130S	DESCARTES	ANTONY	Appartement	56.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	31/08/2017
92	0921555R	JACQUES-MONOD	CLAMART	Appartement	57.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2017	30/11/2017
92	0920136Y	NEWTON-ENREA	CLICHY	Appartement	26.0	1	Convention d'occupation précaire	conseiller/ère principal/e d'éducation	01/09/2016	31/08/2017
92	0920136Y	NEWTON-ENREA	CLICHY	Chambre	16.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/01/2017	30/06/2017
92	0921229L	ANATOLE-FRANCE	COLOMBES	Appartement	80.0	4	Convention d'occupation précaire	agent de maintenance/entretien technique	01/07/2016	30/06/2017
92	0921229L	ANATOLE-FRANCE	COLOMBES	Appartement	67.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
92	0921229L	ANATOLE-FRANCE	COLOMBES	Appartement	78.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
92	0921229L	ANATOLE-FRANCE	COLOMBES	Appartement	60.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
92	0920138A	PAUL-LAPIE	COURBEVOIE	Appartement	85.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
92	0921230M	LÉONARD-DE-VINCI	LEVALLOIS-PERRET	Appartement	20.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	31/08/2017
92	0921230M	LÉONARD-DE-VINCI	LEVALLOIS-PERRET	Appartement	20.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	22/04/2017	07/07/2017
92	0921592F	COTES-DE-VILLEBON (LES)	MEUDON	Appartement	90.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
92	0921592F	COTES-DE-VILLEBON (LES)	MEUDON	Appartement	70.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
92	0921592F	COTES-DE-VILLEBON (LES)	MEUDON	Appartement	68.0	3	Convention d'occupation précaire	chef de cuisine	01/07/2016	30/06/2017
92	0921626T	CLAUDE-CHAPPE	NANTERRE	Appartement	73.0	3	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education nationale	01/02/2017	31/08/2017
92	0921626T	CLAUDE-CHAPPE	NANTERRE	Appartement	83.0	4	Convention d'occupation précaire	conseiller/ère principal/e d'éducation	01/07/2016	30/06/2017
92	0921626T	CLAUDE-CHAPPE	NANTERRE	Appartement	73.0	3	Convention d'occupation précaire	agent de maintenance/entretien technique	01/07/2016	30/06/2017
92	0920144G	AGORA (L')	PUTEAUX	Chambre	19.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	06/09/2016	30/06/2017
92	0920170K	FLORIAN	SCEAUX	Appartement	104.0	4	Convention d'occupation précaire	proviseur/e adjoint/e	01/10/2016	30/06/2017
92	0920145H	LAKANAL	SCEAUX	Chambre	17.93	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/06/2017
92	0920145H	LAKANAL	SCEAUX	Chambre	17.93	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/06/2017
92	0920147K	PAUL-LANGEVIN	SURESNES	Appartement	45.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	20/10/2016	20/02/2017
92	0920149M	MICHELET	VANVES	Chambre	12.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/03/2017	30/06/2017
92	0920149M	MICHELET	VANVES	Chambre	12.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	03/01/2017	19/12/2017
93	0930117X	LE CORBUSIER	AUBERVILLIERS	Appartement	100	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/12/2016	30/06/2017
93	0930116W	HENRI-WALLON	AUBERVILLIERS	Appartement	70.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/06/2017	31/08/2017
93	0931024H	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	AUBERVILLIERS	Appartement	77.0	4	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education nationale	01/04/2017	30/06/2017
93	0930833A	JEAN-ZAY	AULNAY-SOUS-BOIS	Appartement	70.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	31/08/2017
93	0930834B	VOILLAUME	AULNAY-SOUS-BOIS	Chambre	7.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	09/07/2017
93	0932119Y	EUGÈNE-HÉNAFF	BAGNOLET	Appartement	90.0	4	Convention d'occupation précaire	directeur/trice	01/11/2016	30/06/2017
93	0932119Y	EUGÈNE-HÉNAFF	BAGNOLET	Appartement	90.0	4	Convention d'occupation précaire	adjoint/e au chef de cuisine	01/07/2016	30/06/2017
93	0932119Y	EUGÈNE-HÉNAFF	BAGNOLET	Appartement	90.0	4	Convention d'occupation précaire	conseiller/ère principal/e d'éducation	01/07/2016	30/06/2017
93	0931198X	ALFRED-COSTES	BOBIGNY	Appartement	64.0	3	Convention d'occupation précaire	conseiller/ère principal/e d'éducation	01/11/2016	30/06/2017
93	0932123C	ANDRE-SABATIER	BOBIGNY	Pavillon	98.0	5	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/08/2016	30/06/2017
93	0932123C	ANDRE-SABATIER	BOBIGNY	Pavillon	70.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/08/2016	30/06/2017
93	0930118Y	JEAN-RENOIR	BONDY	Appartement	14.5	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/03/2017	30/06/2017
93	0932282A	LEO-LAGRANGE	BONDY	Appartement	85.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
93	0930119Z	EUGENE-DELACROIX	DRANCY	Appartement	73.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
93	0932034F	WOLFGANG-AMADEUS-MOZART	LE BLANC-MESNIL	Appartement	95.0	4	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education nationale	01/07/2016	30/06/2017
93	0932222K	RENÉ-CASSIN	LE RAINCY	Pavillon	78.0	4	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education nationale	01/07/2016	30/06/2017
93	0932120Z	HENRI-SELLIER	LIVRY-GARGAN	Pavillon	95.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
93	0930121B	JEAN-JAURÈS	MONTREUIL	Appartement	69.0	3	Convention d'occupation précaire	conseiller/ère principal/e d'éducation	08/11/2016	30/06/2017
93	0930121B	JEAN-JAURÈS	MONTREUIL	Pavillon	69.0	3	Convention d'occupation précaire	conseiller/ère principal/e d'éducation	01/07/2016	30/06/2017
93	0930121B	JEAN-JAURÈS	MONTREUIL	Appartement	69.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
93	0930121B	JEAN-JAURÈS	MONTREUIL	Appartement	90.0	5	Convention d'occupation précaire	principale/e adjoint/e	01/07/2016	30/06/2017
93	0932291K	NICOLAS-JOSEPH-CUGNOT	NEUILLY-SUR-MARNE	Appartement	70.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/03/2017	30/06/2017
93	0930123D	OLYMPE-DE-GOUGES	NOISY-LE-SEC	Appartement	76.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2017	31/08/2017
93	0930125F	PAUL-ELUARD	SAINT-DENIS	Appartement	125.0	5	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/11/2016	30/06/2017
93	0930125F	PAUL-ELUARD	SAINT-DENIS	Appartement	55.0	3	Convention d'occupation précaire	conseiller/ère principal/e d'éducation	01/09/2016	30/06/2017
93	0931193S	HÉLÈNE-BOUCHER	TREMBLAY-EN-FRANCE	Appartement	70.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/04/2017	30/06/2017
93	0931193S	HÉLÈNE-BOUCHER	TREMBLAY-EN-FRANCE	Appartement	85.0	5	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
93	0931193S	HÉLÈNE-BOUCHER	TREMBLAY-EN-FRANCE	Appartement	89.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	23/08/2016	30/06/2017
93	0932046U	LÉONARD-DE-VINCI	TREMBLAY-EN-FRANCE	Appartement	85.0	4	Convention d'occupation précaire	conseiller/ère principal/e d'éducation	01/07/2016	30/06/2017
93	0931584S	JEAN-ROSTAND	VILLEPINTE	Appartement	64.0	3	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education nationale	01/07/2016	30/06/2017
93	0931584S	JEAN-ROSTAND	VILLEPINTE	Appartement	110.0	5	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	20/02/2017	30/06/2017

Dpt	UAI	Patronyme de l'établissement	Commune de l'établissement	Type de logement	Superficie (m²)	Nombre de pièces	Occupation du logement	Fonction de l'occupant	Date de début d'occupation	Date de fin d'occupation
94	0940171A	STENDHAL	BONNEUIL-SUR-MARNE	Chambre	14.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	16/01/2017	30/06/2017
94	0940171A	STENDHAL	BONNEUIL-SUR-MARNE	Appartement	51.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	09/03/2017	07/07/2017
94	0940112L	LOUISE-MICHEL	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	Chambre	10.0	1	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education nationale	07/09/2016	31/08/2017
94	0940112L	LOUISE-MICHEL	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	Appartement	70.0	3	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education nationale	10/09/2016	31/08/2017
94	0941974K	ROBERT-SCHUMAN	CHARENTON-LE-PONT	Appartement	100.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
94	0941470M	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	Appartement	109.0	5	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
94	0941604H	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN (PROFESSIONNEL)	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	Appartement	65.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2016	30/06/2017
94	0940141T	JACQUES-BREL	CHOISY-LE-ROI	Appartement	93.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/12/2016	30/06/2017
94	0941018W	EDOUARD-BRANLY	CRETEIL	Appartement	69.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/06/2017
94	0941018W	EDOUARD-BRANLY	CRETEIL	Appartement	55.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/06/2017
94	0941413A	LÉON-BLUM	CRETEIL	Appartement	62.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/06/2017
94	0940114N	SAINT-EXUPÉRY	CRETEIL	Pavillon	120.0	5	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/06/2017
94	0941972H	FERNAND-LÉGER	IVRY-SUR-SEINE	Appartement	100.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/06/2017
94	0940115P	ROMAIN-ROLLAND	IVRY-SUR-SEINE	Chambre	12.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	20/09/2016	30/06/2017
94	0940115P	ROMAIN-ROLLAND	IVRY-SUR-SEINE	Chambre	12.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/06/2017
94	0940115P	ROMAIN-ROLLAND	IVRY-SUR-SEINE	Chambre	12.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	18/10/2016	30/06/2017
94	0940115P	ROMAIN-ROLLAND	IVRY-SUR-SEINE	Chambre	12.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	28/09/2016	30/06/2017
94	0940117S	EDOUARD-BRANLY	NOGENT-SUR-MARNE	Appartement	100.0	5	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/06/2017
94	0940122X	CONDORCET	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	Appartement	90.0	4	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education nationale	01/09/2016	30/06/2017
94	0940123Y	GUILLAUME-APOLLINAIRE	THIAIS	Appartement	95.0	4	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education nationale	01/07/2016	30/06/2017
94	0940743X	GEORGES-BRASSENS	VILLENEUVE-LE-ROI	Appartement	97.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	16/01/2017	31/08/2017
94	0940743X	GEORGES-BRASSENS	VILLENEUVE-LE-ROI	Appartement	92.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/02/2017	31/08/2017
94	0940743X	GEORGES-BRASSENS	VILLENEUVE-LE-ROI	Chambre	11.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	13/09/2016	30/06/2017
94	0940743X	GEORGES-BRASSENS	VILLENEUVE-LE-ROI	Chambre	11.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	28/09/2016	30/06/2017
94	0940743X	GEORGES-BRASSENS	VILLENEUVE-LE-ROI	Chambre	11.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	06/09/2016	31/08/2017
94	0940743X	GEORGES-BRASSENS	VILLENEUVE-LE-ROI	Chambre	11.0	1	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/06/2017
94	0940743X	GEORGES-BRASSENS	VILLENEUVE-LE-ROI	Appartement	78.0	3	Convention d'occupation précaire	conseiller/ère principal/e d'éducation	01/07/2016	30/06/2017
94	0940743X	GEORGES-BRASSENS	VILLENEUVE-LE-ROI	Appartement	78.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	28/09/2016	31/08/2017
94	0941952L	FRANCOIS-ARAGO	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	Appartement	95.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	20/03/2017	30/06/2017
94	0940124Z	HECTOR-BERLIOZ	VINCENNES	Appartement	43.0	2	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	27/09/2016	30/06/2017
94	0941294W	ADOLPHE-CHERIOUX	VITRY-SUR-SEINE	Appartement	109.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/06/2017
94	0941294W	ADOLPHE-CHERIOUX	VITRY-SUR-SEINE	Appartement	81.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
94	0941294W	ADOLPHE-CHERIOUX	VITRY-SUR-SEINE	Appartement	58.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2016	30/06/2017
94	0941294W	ADOLPHE-CHERIOUX	VITRY-SUR-SEINE	Appartement	101.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2016	30/06/2017
94	0940145X	CAMILLE-CLAUDEL	VITRY-SUR-SEINE	Appartement	76.0	4	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education nationale	03/10/2016	02/10/2017
95	0951811C	FERNAND-ET-NADIA-LÉGER	ARGENTEUIL	Appartement	76.0	3	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education nationale	01/01/2017	15/07/2017
95	0950164M	FRANCOISE-DOLTO	BEAUMONT-SUR-OISE	Pavillon	105.0	5	Convention d'occupation précaire	agent de maintenance/entretien technique	01/07/2016	31/08/2017
95	0950164M	FRANCOISE-DOLTO	BEAUMONT-SUR-OISE	Pavillon	85.0	5	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
95	0950164M	FRANCOISE-DOLTO	BEAUMONT-SUR-OISE	Pavillon	85.0	5	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	31/08/2017
95	0950164M	FRANCOISE-DOLTO	BEAUMONT-SUR-OISE	Pavillon	85.0	5	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
95	0951756T	JULES-VERNE	CERGY	Appartement	105.0	4	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education nationale	01/04/2017	31/08/2017
95	0951756T	JULES-VERNE	CERGY	Appartement	110.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2016	31/08/2017
95	0952196W	GUSTAVE-MONOD	ENGHIEN-LES-BAINS	Appartement	70.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/05/2017	30/06/2017
95	0951618T	AUGUSTE-ESCOFFIER	ERAGNY	Appartement	70.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	14/04/2017
95	0951787B	ARTHUR-RIMBAUD	GARGES-LES-GONESSE	Appartement	81.0	4	Convention d'occupation précaire	conseiller/ère principal/e d'éducation	01/09/2016	30/06/2017
95	0951766D	SIMONE-DE-BEAUVOIR	GARGES-LES-GONESSE	Pavillon	105.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/10/2016	31/05/2017
95	0951147F	FRAGONARD	L'ISLE-ADAM	Pavillon	95.0	5	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education nationale	01/07/2016	30/06/2017
95	0950647M	GÉRARD-DE-NERVAL	LUZARCHES	Appartement	75.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/06/2017
95	0951937P	PAUL-EMILE-VICTOR	OSNY	Appartement	85.0	4	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
95	0950658Z	CHÂTEAU-D'EPLUCHES	SAINT-OUEN-L'AUMONE	Appartement	60.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/06/2017
95	0950983C	TOUR-DU-MAIL (LA)	SANNOIS	Appartement	70.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/09/2017
95	0950983C	TOUR-DU-MAIL (LA)	SANNOIS	Appartement	70.0	3	Convention d'occupation précaire	autres fonctions	01/09/2016	30/06/2017
95	0950650R	JEAN-JACQUES-ROUSSEAU	SARCELLES	Appartement	85.0	4	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education nationale	01/07/2016	30/06/2017
95	0951090U	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	VILLIERS-LE-BEL	Appartement	81.0	3	Convention d'occupation précaire	personnel administratif de l'Education nationale	01/09/2016	31/08/2017
95	0951090U	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	VILLIERS-LE-BEL	Appartement	70.0	3	Convention d'occupation précaire	conseiller/ère principal/e d'éducation	01/09/2016	31/08/2017

ANNEXE 2

CONVENTIONS D'OCCUPATION TEMPORAIRE (COT)

Dpt	UAI	Patronyme de l'établissement	Commune de l'établissement	Type de logement	Superficie (m^2)	Nombre de pièces	Occupation du logement	Fonction de l'occupant	Date de début d'occupation	Date de fin d'occupation
75	0750676C	DORIAN	PARIS 11EME	Appartement	81.0	4	Convention d'occupation temporaire	chef de cuisine	01/09/2016	31/08/2017
75	0750675B	VOLTAIRE	PARIS 11EME	Appartement	300.0	7	Convention d'occupation temporaire	proviseur/e	01/09/2016	31/08/2017
75	0750679F	PAUL-VALERY	PARIS 12EME	Appartement	65.0	3	Convention d'occupation temporaire	autres fonctions	01/07/2016	31/03/2017
75	0750679F	PAUL-VALERY	PARIS 12EME	Appartement	53.0	3	Convention d'occupation temporaire	autres fonctions	01/07/2016	30/06/2017
75	0753256G	ALEXANDRE-DUMAS	PARIS 15EME	Appartement	103.0	4	Convention d'occupation temporaire	gestionnaire	01/09/2016	31/08/2017
75	0750713T	JACQUARD	PARIS 19EME	Appartement	68.0	3	Convention d'occupation temporaire	responsable d'entretien général	01/09/2016	31/08/2017
78	0782565P	JULES-FERRY	VERSAILLES	Appartement	114.0	4	Convention d'occupation temporaire	gestionnaire	01/07/2016	31/08/2017
92	0920130S	DESCARTES	ANTONY	Appartement	110.0	4	Convention d'occupation temporaire	gestionnaire	14/10/2016	31/08/2017
94	0941294W	ADOLPHE-CHERIOUX	VITRY-SUR-SEINE	Appartement	129.0	5	Convention d'occupation temporaire	autres fonctions	01/09/2016	30/06/2017
95	0951673C	GUSTAVE-EIFFEL	ERMONT	Appartement	105.0	5	Convention d'occupation temporaire	autres fonctions	01/11/2016	30/06/2017
95	0951281B	TURGOT	MONTMORENCY	Appartement	95.0	4	Convention d'occupation temporaire	agent d'accueil	01/09/2016	31/08/2017
95	0950650R	JEAN-JACQUES-ROUSSEAU	SARCELLES	Appartement	90.0	5	Convention d'occupation temporaire	autres fonctions	01/10/2016	30/04/2017

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-450

DU 18 OCTOBRE 2017

CONSTRUCTIONS ET EQUIPEMENTS SCOLAIRES AFFECTATIONS D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME & D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT CITÉS SCOLAIRES INTERNATIONALES DES YVELINES PROGRAMME 2017 BUDGET 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 donnant délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 07-05 du 31 mars 2005 relative à la transformation en EPLE des lycées à sections internationales de Buc et de Saint-Germain-En-Laye ;

VU Les arrêtés préfectoraux n° 2005-1869 et n° 2005-1870 du 30 septembre 2005 attribuant la responsabilité des lycées à sections internationales au Département des Yvelines ;

VU La convention du 21 juin 2007, approuvée par la délibération n° CP 07-210 du 22 mars 2007, relative à la gestion des cités scolaires internationales du département des Yvelines ;

VU L'avenant n°1 à la convention du 21 juin 2007, approuvée par la délibération n° CP 13-211 du 17 octobre 2013 ;

VU Le budget de la Région pour 2017 et plus particulièrement les inscriptions du chapitre 902 « Enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-450 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

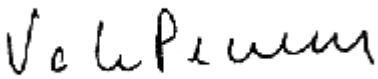
Article 1 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **351.576,50 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement » - Code Fonctionnel 224 « Participation à des Cités Mixtes » - Programme HP 224-012 (122012) « Travaux de Maintenance dans les Cités Mixtes Départementales » - Action (12201201) « Travaux de Maintenance dans les Cités Mixtes Départementales » du budget régional 2017, conformément au programme de travaux 2017 figurant en annexe à la présente délibération.

Article 2 :

Affecte un montant d'autorisations d'engagement de **183.580 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » - Code Fonctionnel 224 « Participation à des Cités Mixtes » - Programme HP 224-020 (122020) « Participation aux charges de fonctionnement des Lycées dans les Cités Mixtes Départementales » - Action (12202002) « Entretien des Lycées en Cités Mixtes Départementales » du budget régional 2017, conformément au programme de travaux 2017 figurant en annexe à la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

PROGRAMME DE TRAVAUX 2017

CMD78 - Programme investissement et fonctionnement 2017

PROGRAMME	2017	DEPARTEMENT	YVELINES (78)	Hors opération de réhabilitation-extension du site

CD78	0783549J	SAINT-GERMAIN EN LAYE	INTERNATIONAL

NATURE DES PROVISIONS	LOCALISATION	VALIDATION DE LA REGION	TAUX DE REALISATION	MONTANT (T.T.C)	TVA APPLICABLE	MONTANT (H.T)	TAUX DE PARTICIPATION REGIONALE	PART REGIONALE (H.T)	CONDUITE D'OPERATION 1,3%	PART REGIONALE TRAVAUX (HT)	TOTAL PART REGIONALE (T.T.C)
FONDS D'URGENCE	PARTIES COMMUNES			15 000,00 €	1,20	12 500,00 €	46,50%	5 812,50 €	0,00 €	5 812,50 €	6 975,00 €
MARCHES A BONS DE COMMANDE	PARTIES COMMUNES			0,00 €	1,20	0,00 €	46,50%	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	TOTAL PROVISIONS LYCEE INTERNATIONAL ST GERMAIN EN LAYE			15 000,00 €		12 500,00 €		5 812,50 €		5 812,50 €	6 975,00 €

NATURE DES TRAVAUX	LOCALISATION	VALIDATION DE LA REGION	TAUX DE REALISATION	MONTANT (T.T.C)	TVA APPLICABLE	MONTANT (H.T)	TAUX DE PARTICIPATION REGIONALE	PART REGIONALE (H.T)	TOTAL PART REGIONALE (T.T.C)
SUBVENTION D'INVESTISSEMENT DIRECTEMENT VERSEE A L'ETABLISSEMENT - Année 2017	Parties Communes			50 000,00 €	1,2	41 666,67 €	46,50%	19 375,00 €	23 250,00 €
	TOTAL SUBVENTION TRAVAUX LYCEE INTERNATIONAL ST GERMAIN EN LAYE			50 000,00 €		41 666,67 €		19 375,00 €	23 250,00 €

NATURE DES TRAVAUX	LIBELLE DE L'OPERATION ET LOCALISATION	LOCALISATION	CONDUITE D'OPERATION	ANNEE DE REFERENCE DE L'OPERATION	VALIDATION DE LA REGION	MONTANT opération (T.T.C)	TVA APPLICABLE	MONTANT (H.T)	TAUX DE PARTICIPATION REGIONALE	PART REGIONALE (H.T)	CONDUITE D'OPERATION	PART REGIONALE TRAVAUX (TTC) HORS CONDUITE D'OPERATION	TOTAL PART REGIONALE (T.T.C)
Opération de réhabilitation sur les planchers du Château d'Hennemont	Planchers du Château d'Hennemont	PARTIES COMMUNES	CD78	2017		660 000,00 €	1,2	550 000,00 €	46,50%	255 750,00 €	0,00 €	306 900,00 €	306 900,00 €
	TOTAL OPERATIONS LYCEE INTERNATIONAL ST GERMAIN EN LAYE					660 000,00 €		550 000,00 €		255 750,00 €	0,00 €	306 900,00 €	306 900,00 €

FONCTIONNEMENT HORS DGF	LOCALISATION	CONDUITE D'OPERATION	ANNEE DE REFERENCE DE L'OPERATION	MONTANT PRESTATION (T.T.C)	TVA APPLICABLE	MONTANT (H.T)	TAUX DE PARTICIPATION REGIONALE	PART REGIONALE (H.T)	TOTAL PART REGIONALE (T.T.C)
FOURNITURE DE GAZ 2017	PARTIES COMMUNES	CD78	2017	40 000,00 €	1,20%	33 333,33 €	46,50%	15 500,00 €	18 600,00 €
CHAUFFAGE URBAIN année 2017	PARTIES COMMUNES	CD78	2017	120 000,00 €	1,20%	100 000,00 €	46,50%	46 500,00 €	55 800,00 €
FOURNITURE D'ELECTRICITE 2017	PARTIES COMMUNES	CD78	2017	110 000,00 €	1,20%	91 666,67 €	46,50%	42 625,00 €	51 150,00 €
FOURNITURE D'EAU 2017	PARTIES COMMUNES	CD78	2017	10 000,00 €	1,20%	8 333,33 €	46,50%	3 875,00 €	4 650,00 €
CONTRATS TECHNIQUES ET D'ENTRETIEN OBLIGATOIRES DEPARTEMENTAUX année 2017 (CTO/CEO)	PARTIES COMMUNES	CD78	2017	26 000,00 €	1,20%	21 666,67 €	46,50%	10 075,00 €	12 090,00 €
TOTAL FONCTIONNEMENT HORS DGF LYCEE INTERNATIONAL ST GERMAIN EN LAYE				306 000,00 €		255 000,00 €		118 575,00 €	142 290,00 €

INVESTISSEMENT

	MONTANT ESTIMATIF TRAVAUX (T.T.C)	MONTANT ESTIMATIF TRAVAUX (H.T)	PART REGIONALE (H.T)	CONDUITE D'OPERATION 1,3%	PART REGIONALE TRAVAUX (HT)	TOTAL PART REGIONALE (T.T.C)
TOTAL PROVISIONS	15 000,00 €	12 500,00 €	5 812,50 €	0,00 €	5 812,50 €	6 975,00 €
TOTAL SUBVENTIONS	50 000,00 €	41 666,67 €	19 375,00 €	0,00 €	19 375,00 €	23 250,00 €
TOTAL TRAVAUX	660 000,00 €	550 000,00 €	255 750,00 €	0,00 €	255 750,00 €	306 900,00 €
TOTAL INVESTISSEMENT	725 000,00 €	604 166,67 €	280 937,50 €	0,00 €	280 937,50 €	337 125,00 €

FONCTIONNEMENT

TOTAL FOURNITURE GAZ / CHAUFFAGE URBAIN	160 000,00 €	133 333,33 €	62 000,00 €	0,00 €	62 000,00 €	74 400,00 €
TOTAL FOURNITURE ELECTRICITE	110 000,00 €	91 666,67 €	42 625,00 €	0,00 €	42 625,00 €	51 150,00 €
TOTAL FOURNITURE D'EAU	10 000,00 €	8 333,33 €	3 875,00 €	0,00 €	3 875,00 €	4 650,00 €
TOTAL CTO/CEO	26 000,00 €	21 666,67 €	10 075,00 €	0,00 €	10 075,00 €	12 090,00 €
TOTAL FONCTIONNEMENT HORS DGF	306 000,00 €	255 000,00 €	118 575,00 €	0,00 €	118 575,00 €	142 290,00 €
TOTAL PROGRAMME 2017	1 031 000,00 €	859 166,67 €	399 512,50 €	0,00 €	399 512,50 €	479 415,00 €

CMD78 - Programme investissement et fonctionnement 2017

PROGRAMME	2017	DEPARTEMENT	YVELINES (78)

Hors opération de réhabilitation-extension du site

CD78	0783548H	BUC	FRANCO-ALLEMAND

NATURE DES PROVISIONS	LOCALISATION	VALIDATION DE LA REGION	TAUX DE REALISATION	MONTANT (T.T.C)	TVA APPLICABLE	MONTANT (H.T)	TAUX DE PARTICIPATION REGIONALE	PART REGIONALE (H.T)	CONDUITE D'OPERATION 1,3%	PART REGIONALE TRAVAUX (HT)	TOTAL PART REGIONALE (T.T.C)
FONDS D'URGENCE	PARTIES COMMUNES			15 000,00 €	1,20%	12 500,00 €	41,29%	5 161,25 €		5 161,25 €	6 193,50 €
MARCHES A BONS DE COMMANDE	PARTIES COMMUNES			0,00 €	1,20%	0,00 €	41,29%	0,00 €		0,00 €	0,00 €
	TOTAL PROVISIONS LYCEE FRANCO-ALLEMAND BUC			15 000,00 €		12 500,00 €		5 161,25 €		5 161,25 €	6 193,50 €

NATURE DES TRAVAUX	LOCALISATION	VALIDATION DE LA REGION	TAUX DE REALISATION	MONTANT (T.T.C)	TVA APPLICABLE	MONTANT (H.T)	TAUX DE PARTICIPATION REGIONALE	PART REGIONALE (H.T)	TOTAL PART REGIONALE (T.T.C)
SUBVENTION D'INVESTISSEMENT DIRECTEMENT VERSEE A L'ETABLISSEMENT - Année 2017	Parties Communes		100%	20 000,00 €	1,20%	16 666,67 €	41,29%	6 881,67 €	8 258,00 €
	TOTAL SUBVENTION TRAVAUX LYCEE FRANCO-ALLEMAND BUC			20 000,00 €		16 666,67 €		6 881,67 €	8 258,00 €

NATURE DES TRAVAUX	LIBELLE DE L'OPERATION ET LOCALISATION	LOCALISATION	CONDUITE D'OPERATION	ANNEE DE REFERENCE DE L'OPERATION	VALIDATION DE LA REGION	MONTANT opération (T.T.C)	TVA APPLICABLE	MONTANT (H.T)	TAUX DE PARTICIPATION REGIONALE	PART REGIONALE (H.T)	CONDUITE D'OPERATION 1,3%	PART REGIONALE TRAVAUX (TTC) HORS CONDUITE D'OPERATION	TOTAL PART REGIONALE (T.T.C)
		PARTIES COMMUNES	CD78				1,2	- €	41,29%	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	TOTAL OPERATIONS LYCEE FRANCO-ALLEMAND DE BUC					0,00 €				0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

FONCTIONNEMENT HORS DGF	LOCALISATION	CONDUITE D'OPERATION	ANNEE DE REFERENCE DE L'OPERATION	MONTANT PRESTATION (T.T.C)	TVA APPLICABLE	MONTANT (H.T)	TAUX DE PARTICIPATION REGIONALE	PART REGIONALE (H.T)	TOTAL PART REGIONALE (T.T.C)
FOURNITURE DE GAZ 2017	PARTIES COMMUNES	CD78	2017	55 000,00 €	1,20%	45 833,33 €	41,29%	18 924,58 €	22 709,50 €
FOURNITURE D'ELECTRICITE 2017	PARTIES COMMUNES	CD78	2017	27 000,00 €	1,20%	22 500,00 €	41,29%	9 290,25 €	11 148,30 €
FOURNITURE D'EAU 2017	PARTIES COMMUNES	CD78	2017	8 000,00 €	1,20%	6 666,67 €	41,29%	2 752,67 €	3 303,20 €
CONTRATS TECHNIQUES ET D'ENTRETIEN OBLIGATOIRES DEPARTEMENTAUX 2017 (CTO/CEO)	PARTIES COMMUNES	CD78	2017	10 000,00 €	1,20%	8 333,33 €	41,29%	3 440,83 €	4 129,00 €
TOTAL FONCTIONNEMENT HORS DGF LYCEE FRANCO-ALLEMAND BUC				100 000,00 €		83 333,33 €		34 408,33 €	41 290,00 €

INVESTISSEMENT

	MONTANT ESTIMATIF TRAVAUX (T.T.C)	MONTANT ESTIMATIF TRAVAUX (H.T)	PART REGIONALE (H.T)	CONDUITE D'OPERATION 1,3%	PART REGIONALE TRAVAUX (HT)	TOTAL PART REGIONALE (T.T.C)
TOTAL PROVISIONS	15 000,00 €	12 500,00 €	5 161,25 €		5 161,25 €	6 193,50 €
TOTAL SUBVENTIONS	20 000,00 €	16 666,67 €	6 881,67 €		6 881,67 €	8 258,00 €
TOTAL TRAVAUX	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL INVESTISSEMENT	35 000,00 €	29 166,67 €	12 042,92 €	0,00 €	12 042,92 €	14 451,50 €

FONCTIONNEMENT

TOTAL FOURNITURE GAZ	55 000,00 €	45 833,33 €	18 924,58 €	0,00 €	18 924,58 €	22 709,50 €
TOTAL FOURNITURE ELECTRICITE	27 000,00 €	22 500,00 €	9 290,25 €	0,00 €	9 290,25 €	11 148,30 €
TOTAL FOURNITURE D'EAU	8 000,00 €	6 666,67 €	2 752,67 €	0,00 €	2 752,67 €	3 303,20 €
TOTAL CTO/CEO	10 000,00 €	8 333,33 €	3 440,83 €	0,00 €	3 440,83 €	4 129,00 €
TOTAL FONCTIONNEMENT HORS DGF	100 000,00 €	83 333,33 €	34 408,33 €	0,00 €	34 408,33 €	41 290,00 €
TOTAL PROGRAMME 2017	135 000,00 €	112 500,00 €	46 451,25 €	0,00 €	46 451,25 €	55 741,50 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-463

DU 18 OCTOBRE 2017

TRAVAUX DANS LES EPLE DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE 6ÈME RAPPORT DE L'ANNÉE 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de l'éducation ;
VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
VU la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;
VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;
VU la délibération du CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU la délibération n° CR 10-16 du 22 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité ;
VU le budget de la Région Île-de-France pour l'année 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-463 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **450.000,00** € figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-001 (122001) « Etudes générales lycées publics », action (12200101) « Etudes générales lycées publics» du budget 2017.

Article 2 :

Affecte, conformément aux tableaux joints en annexes 2 et 3 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **4.856.778,00** € figurant sur le chapitre 902

« Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-004 (122004) « Rénovation des lycées publics », action (12200401) « Rénovation des lycées publics» du budget 2017.

Article 3 :

Affecte, conformément aux tableaux joints en annexes 4et 5 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **1.188.000,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-005 (122005) « Grosses réparations dans les lycées publics », action (12200501) « Grosses réparations dans les lycées publics » du budget 2017.

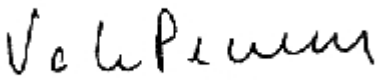
Article 4 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 6 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **838.438,00 €** sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-006 (122006) « Travaux de maintenance », action (12200601) « Travaux de maintenance réalisés par les lycées publics » du budget 2017.

Article 5 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 7 de la délibération un montant d'autorisation de programme de **200.000,00 €** à titre d'affectation provisionnelle sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-006 (122006) « Travaux de maintenance », action (12200602) « Fonds d'urgence » du budget 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

annexes de 1 à 7

Budget 2017 chapitre 902 - Env. HP222-001 / 2031

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MARCHES RELATIFS AUX PRESTATIONS DE RELEVES TOPOGRAPHIQUES OP.No 13B8892220010001 Complément de crédit soit 2,845 ME	50 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	ETUDES POUR MISSIONS DE RECENSEMENT ET D EVALUATION QUALITATIVE DE REVETEMENT DE PDTS ET MATERIAUX A BASE D AMIANTE OP.No 14B0182220010001 Complément de crédit soit 0,485 ME	115 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	CONSULT MARCHE ASSITANCE TECHNIQUE, INSTATLLATION ET RENOVATION CHAUFFAGE OP.No 15B6672220010001 Complément de crédit soit 0,970 ME	250 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MARCHE BC RELAIF A DES MISSIONS DE RECENSEMENT DE REVETMENT A BASE DE PLOMB	35 000,00

Budget 2017 - HP222-001 / 2031 chapitre 902 **450 000,00**

Budget 2017 chapitre 902 - Env. HP222-004 / 2313

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MARCH EXPLOI DE CHAUF AVEC GROS ENTRETIEN ET RENOUVELLEMT DE MATERIELS TYPE P2P3 PFI OP.No 15B3502220050001 Complément de crédit soit 12,106 ME	390 778,00

Budget 2017 - HP222-004 / 2313 chapitre 902 **390 778,00**

Budget 2017 chapitre 902 - Env. HP222-004 / 238

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
78	CONFLANS-SAINTE	ERPD BATELLERIE	0780486E	RENOVATION OP.No 01B67013408 Complément de crédit soit 34,423 ME	98 000,00
78	AUBERGENVILLE	LYP V-VAN-GOGH	0781859X	PPI 2012 2022 RESTRUCTURATIONDE LA DEMI PENSION OP.No 13B1552220040003 Complément de crédit soit 5,388 ME	4 200 000,00
77	PROVINS	LYP TH-CHAMPAGNE	0770942F	RENOVATION-REHABILITATION DU PATRIMOINE DU LYCEE THIBAUD DE CHAMPAGNE A PROVINS OP.No 99B37313408 Complément de crédit soit 40,725 ME	168 000,00

Budget 2017 - HP222-004 / 238 chapitre 902 **4 466 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC AT CÂBLAGE OP.No 15B2052220050010 Complément de crédit soit 2,468 ME	50 000,00
94	CHAMPIGNY-SUR-M	LYP L-WALLON	0940113M	MOD : MISSION DE MOE DANS DE CADRE DE TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT INTÉRIEUR DES SALLES 120 ET 121 DU BÂTIMENT A, R10 ET ACCUEIL C.I.O DU BÂTIMENT B ET INFIRMERIE / AIDE SOCIALE DU BÂTIMENT D	8 000,00

Budget 2017 - HP222-005 / 2031 chapitre 902 **58 000,00**

Budget 2017 chapitre 902 - Env. HP222-005 / 2313

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	TRAVAUX D ENTRETIEN DE MISE AUX NORMES ET DE REPARATION DE VRD ET DE RESEAUX D ASSAINISSEMENT DES EPLE OP.No 13B0792220050001 Complément de crédit soit 13,476 ME	50 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC TRAVAUX GENIE CLIMATIQUE OP.No 15B0682220050023 Complément de crédit soit 7,933 ME	300 000,00
91	MORANGIS	LYP M-YOURCENAR	0911945V	TRAVAUX : REMPLACEMENT DU SSI OP.No 17B0262220050006 Complément de crédit soit 0,210 ME	60 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MBC TRAVAUX D'ENLEVEMENT OU NEUTRALISATION DE MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE OP.No 17B0262220050020 Complément de crédit soit 0,750 ME	350 000,00
94	IVRY-SUR-SEINE	LYP R-ROLLAND	0940115P	REMPLACEMENT DU LAVE-VAISSELLE ET TRAVAUX ANNEXES (MACONNERIE, CARRELAGE, PLOMBERIE…)	290 000,00
94	SUCY-EN-BRIE	LYP CH-COLOMB	0941918Z	MOD: REMPLACEMENT DU SSI HS	80 000,00

Budget 2017 - HP222-005 / 2313 chapitre 902 **1 130 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
78	VERSAILLES	LYP MARIE-CURIE	0782567S	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE VITRAGES DOUBLES ET COLLÉS (BÂTIMENT DES SCIENCES, NIVEAU 1)	5 900,00
78	VERSAILLES	LYP MARIE-CURIE	0782567S	INSTALLATION DE PROTECTIONS MURALES DANS LES CIRCULATIONS DE LA DEMI PENSION	4 200,00
78	SAINT-GERMAIN-E	LYP J-D'ALBRET	0782132U	TRAVAUX DE PEINTURE DES MURS ET BOISERIES DU NIVEAU 1&2 AINSI QUE SUR LE PLAFOND BÉTON DU NIVEAU 1	22 000,00
78	LA BOISSIERE-EC	ERPD HÉRIOT	0783213U	SITE CANCALE : TRAVAUX DE SÉSCURITÉ (20 PORTES COUPE-FEU CHAMBRES DORTOIRS)	50 000,00
78	SAINT-CYR-L'ECO	LP JEAN-PERRIN	0782593V	TRAVAUX D'ASSERVISSEMENT DE 7 PORTES DE LA CUISINE (DP) ET DES LOCAUX VIE SCOLAIRE	10 900,00
78	POISSY	LYP A-BOLLAND	0781983G	TRAVAUX DE FAUX-PLAFOND ACOUSTIQUE ET LUMINAIRE SUSPENDU DANS LE PRÉAU ET SALLE POLYVALENTE	80 000,00
78	POISSY	LYP CH-DE-GAULLE	0781898P	CRÉATION D'UNE SALLE ENSEIGNANTS EN REGROUPANT LE BUREAU A0041 ET DÉPÔT A0040	15 600,00
78	MAUREPAS	LYP D-D'URVILLE	0781883Y	TRAVAUX SUR PORTES COUPE-FEU : REMPLACEMENT DE 6 VENTOUSES	1 200,00
78	MAUREPAS	LYP D-D'URVILLE	0781883Y	TRAVAUX D'ELECTRICITÉ ET DE PLAFONDS SUSPENDUS POUR LES LOCAUX DE VIE SCOLAIRE	3 000,00
78	CARRIERES-SUR-S	LYP PIERRES-VIVE	0781860Y	TRAVAUX DE DÉMOLITION POUR AGRANDISSEMENT DE LA DESSERTE LAVERIE POUR MISE EN PLACE DU TRI COLLABORATIF	15 000,00
78	CONFLANS-SAINTE	LYP JULES-FERRY	0781845G	TRAVAUX DE RÉFECTION DU DALLAGE SUR LE PARVIS DE L'ENTRÉE	40 000,00
75	PARIS 11EME	LP M-DEPREZ	0750788Z	REMPLACEMENT DE 18 EXTINCTEURS	10 000,00
75	PARIS 13EME	LP ARTS-GRAPH	0750787Y	TRAVAUX DE PEINTURES SUITE À SINISTRE DANS LE COULOIR AU 1ER ÉTAGE	5 000,00
75	PARIS 13EME	LP GALILÉE	0750785W	TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT DE LA SALLE ADA SUITE À INFILTRATION (PEINTURE ET FAUX PLAFOND)	10 000,00
92	COLOMBES	LYP C-GARAMONT	0922427N	REMPLACEMENT DU CAISSON D'EXTRACTION INSUFFISANT D'UNE MACHINE DE PRESSE	7 400,00
92	CHATENAY-MALABR	LYP E-MOUNIER	0920135X	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE 12 BANDEAUX VENTOUSE POUR PORTES COUPE-FEU (BÂTS B ET C)	8 000,00
92	LEVALLOIS-PERRE	LYP LÉO-DE-VINCI	0921230M	REMISE EN ÉTAT DE LA TOITURE DU SAS, DES CAPOTS LATÉRAUX ET DES PIVOTS DES PORTES INTÉRIEURES	7 000,00
92	SCEAUX	LP FLORIAN	0920170K	POSE DE RIDEAUX DANS SALON ESTHETIQUE POUR RESPECTER LA CONFIDENTIALITÉ CLIENTE.	5 000,00
92	SCEAUX	LP FLORIAN	0920170K	POSE DE BARRIÉRES, ET MAIN-COURANTES DANS LES ESCALIERS DE LA COUR	15 000,00
92	SCEAUX	LP FLORIAN	0920170K	INSTALLATION D'UNE CLIMATISATION DANS LA ZONE PRÉPARATION FROIDE CUISINE	10 000,00
92	LE PLESSIS-ROBI	LYP MONTESQUIEU	0922249V	RAVALEMENT DE LA FAÇADE ARRIÉRE DU BÂTIMENT PRINCIPAL	40 000,00
92	LE PLESSIS-ROBI	LYP MONTESQUIEU	0922249V	TRAVAUX DE RÉFECTION DES ACCÈS ARRIÉRES, POUR ACCÈS AUX SOUS STATIONS ET AU VIDE SANITAIRE.	50 000,00
92	MONTROUGE	LYP M-GENEVOIX	0921399W	TRAVAUX SECURITÉ INCENDIE : REMPLACEMENT DE LA BATTERIE SSI ET TRAVAUX DÉSENFUMAGE	6 000,00
94	CACHAN	LYP MAX-SORRE	0940580V	TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT D'ÉLÉMENTS DU SSI (DÉTECTEURS DE FUMÉE, DÉCLENCHEUR MANUEL…)	15 000,00
94	CHAMPIGNY-SUR-M	LYP L-WALLON	0940113M	TRAVAUX DE CLOISONNEMENT DES GAINES TECHNIQUES DU BÂTIMENT B, CONFORMÉMENT AUX OBSERVATIONS N°1 ET 10 DE LA COMMISSION DE SÉCURITÉ DU 12 MARS 2015	12 500,00
94	FONTENAY-SOUS-B	LP MICHELET	0941298A	RÉNOVATION DES MURS DES SANITAIRES DU SITE MICHELET PAR LA POSE DE FAÏENCE MURALE	29 000,00
94	FONTENAY-SOUS-B	LYP P-PICASSO	0941347D	POSE DE 30 RIDEAUX (PARE-SOLEIL) DANS PLUSIEURS SALLES DE CLASSE EXPOSÉES SUD	9 000,00
94	IVRY-SUR-SEINE	LYP F-LÉGER	0941972H	MISE EN CONFORMITÉ DU LOCAL TRAITEMENT EAU PORTANT SUR LES EFFLUENTS ACIDES PROVENANT DES PRODUITS CHIMIQUES DES SALLES DE SCIENCES	24 000,00
94	LE KREMLIN-BICE	LYP D-MILHAUD	0941474S	SUITE AU PASSAGE DES SERVICES VÉTÉRINAIRES : MISE EN CONFORMITÉ DE LA CUISINE (TRAVAUX DE MACONNERIE, CARRELAGE, PEINTURE, ETC…)	10 000,00
94	MAISONS-ALFORT	LYP E-DELACROIX	0940116R	TRAVAUX DE MAÇONNERIE POUR L'IMPLANTATION D'UNE LIGNE DE SELF ET DÉBARRASSAGE	9 000,00
94	LE PERREUX-SUR-	LYP P-DOUMER	0940119U	MISE EN PLACE DE 32 DÉCLENCHEURS MANUELS (DM) SUR L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT	10 000,00
95	SAINT-OUEN-L'AU	LP CH-EPLUCHES	0950658Z	TRAVAUX DE REMPLACEMENT ET DE REMISE AUX NORMES RÈGLEMENTAIRES LIÉES À LA SÉCURITÉ INCENDIE, SUR 43 PORTES COUPE-FEU DES BÂTIMENTS A, B, C ET Z. (TRAVAUX DE MENUISERIE).	18 000,00
91	LONGJUMEAU	LYP J-PRÉVERT	0911577V	REMPLACEMENT À NEUF DU VOLET ROULANT LOGEMENT PROVISEUR ADJOINT	1 000,00
91	ARPAJON	LP P-BELMONDO	0910628N	REMPLACEMENT DE DEUX PORTES HS (ENTRÉE HALL REZ-DE-CHAUSSÉE ET PORTE EXTÉRIEURE DONNANT SUR PASSERELLE FACE À SALLE 212)	6 000,00
91	BONDOUFLE	LYP F-TRUFFAUT	0911937L	RENFORCEMENT DE STRUCTURE ALVÉOLÉE PAR ADJONCTION DE PLAQUES POLYCARBONATE DANS LES COULOIRS DU BÂTIMENT C	10 300,00
91	EVRY	LYP P-DES-LOGES	0911251R	SUITE DES TRAVAUX SUR LES PORTES CP DE L'ÉTABLISSEMENT : REMPLACEMENT DE 5 PORTES COUPE-FEU RENDUES INOPÉRANTES (VANTAUX HS) DANS LES CIRCULATIONS DU REZ-DE-CHAUSSÉ	21 000,00
91	CORBEIL-ESSONNE	LYP R-DOISNEAU	0910620E	REMISE EN ÉTAT DE 2 BLOCS SANITAIRES DES MODULAIRES, DÉTÉRIORÉS PAR LES ÉLÈVES	3 400,00
91	ETAMPES	LYP G-ST-HILAIRE	0910622G	MISE EN PLACE DE VENTOUSES SUR LES 4 PORTES VITRÉES DE L'ENTRÉE	7 400,00
95	ARGENTEUIL	LYP JEAN-JAURÈS	0950641F	TRAVAUX DE RÉFECTION SANITAIRE DU BÂTIMENT PRINCIPAL DE L'ÉTABLISSEMENT (6 BLOCS + INTERNAT)	80 000,00
95	ARGENTEUIL	LYP G-BRAQUE	0950666H	RÉFECTION LOGEMENT PROVISEUR À LA SUITE DE CHANGEMENT D'AFFECTATAIRE	15 000,00
95	ARGENTEUIL	LYP G-BRAQUE	0950666H	ETUDE STRUCTURE PLANCHER SUPÉRIEUR DANS LE RÉFÉCTOIRE	10 000,00
95	VAUREAL	LYP C-CLAUDEL	0951710T	TRAVAUX DE RENOVATION DES LOGEMENTS DE L'AGENT TECHNIQUE PRINCIPAL ET DE L'ASSISTANT LANGUE (TX TCE PEINTURE MURS PLAFONDS)	11 000,00

95	CHARS	LP VEXIN	0951282C	POSE D'ÉCLAIRAGES LED ADAPTÉS AU GYMNASE	60 000,00
95	CERGY	LYP GALILÉE	0951637N	TRAVAUX DE PEINTURE AVEC TRAITEMENT PRÉALABLE DE LA STRUCTURE MÉTALLIQUE DU PRÉAU (OXYDATION)	7 000,00
95	BEZONS	LYP RONCERAY FUS	0952173W	MISE AUX NORMES EQUIPEMENT DE SECURITÉ INCENDIE SUITE CCS	20 000,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP CONDORCET	0940122X	REPRISE DES ÉPAUFRURES SUR GRADINS EXTÉRIEURS AU-DESSUS DU GYMNASE ET TRAITEMENT DES INFILTRATIONS	12 000,00
93	PANTIN	LYP M-BERTHELOT	0930124E	MESURES CONSERVATOIRES URGENTES SUR CHEMINÉE MENAÇANT DE TOMBER	16 638,00

Budget 2017 - HP222-006 / 236.1 chapitre 902 **838 438,00**

Budget 2017 chapitre 902 - Env. HP222-006-2 / 236.1

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	FU EPLE 2017 OP.No 17B0262220060001 Complément de crédit soit 2,000 ME	200 000,00

Budget 2017 - HP222-006-2 / 236. chapitre 902 **200 000,00**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-467

DU 18 OCTOBRE 2017

DOTATIONS POUR LA MAINTENANCE IMMOBILIÈRE 6ÈME RAPPORT DE L'ANNÉE 2017. AVENANTS AU MARCHÉ DES INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE. PRESTATIONS P2.

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'éducation et notamment ses articles L 214-6 et L 421-11 relatifs aux compétences des Régions à l'égard des lycées et autres établissements d'enseignement scolaire ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;

VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU le budget régional 2017 et plus particulièrement le chapitre 932 « enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-467 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

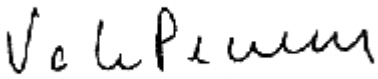
Décide d'attribuer des dotations afin d'assurer la maintenance immobilière du patrimoine des lycées pour un montant de **19 497 €** conformément au tableau figurant en **annexe à la délibération.**

Affecte pour ces opérations une autorisation d'engagement de **19 497 €** prélevée sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-017 (122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action «Maintenance immobilière» (12201702) du budget régional 2017.

Article 2 :

Affecte au titre de la maintenance des installations de chauffage, prestation dite P2, une autorisation d'engagement pour les EPLE de **763 672 €,** disponible sur le chapitre 932, Programme HP 222-17 «participation aux charges de fonctionnement des lycées publics », Action 12201706 «prestation de chauffage des lycées publics» du budget régional 2017, afin de poursuivre l'exécution du marché.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Dotation pour la maintenance immobilière dans les EPLE

Maintenance Immobilière EPLE
Chapitre 932 "enseignement"
code fonctionnel 222 "lycées publics"
programme HP 222-017 (122017) "Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics"
action "Maintenance immobilière" (12201702)

DPT	UAI	Nom de l'établissement	Commune	OBJET	DOTATION	N° IRIS
75	0752799K	CROCE SPINELLI	PARIS	Mise à jour des plans d'évacuation de l'établissement	2 000,00 €	17013815
92	0921230M	LEONARD DE VINCI	LEVALLOIS-PERRET	Mise à jour des plans d'intervention de l'établissement	7 500,00 €	17013818
91	0921230M	JEAN ISOARD	MONTGERON	Location groupe électrogène pendant les travaux EDF pour remplacement des cellules COQ.	9 997,00 €	17014503
					19 497,00 €	

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-473

DU 18 OCTOBRE 2017

LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE "PROJETS - RÉUSSITE POUR TOUS" SECONDE AFFECTATION 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales;

VU Le code de l'éducation ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative au « Schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 » ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la « Mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013. Rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et lycées » ;

VU La délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 relative à « Agir pour la réussite des élèves, paroles de lycéen-ne-s, la suite de la consultation : -Observatoire de la réussite- L'entreprise et les collectivités partenaires des lycéen-ne-s – Actions des lycées et des lycéens – Rencontre lycéennes – Dispositif « Presse pour convention éducation prioritaire » et 'Réseau information jeunesse » ;

VU La délibération n° CR 01-12 du 17 février 2012 relative aux « Lycées municipaux de la ville de Paris. Application des politiques régionales d'aides aux lycéens » ;

VU La délibération n° CR 33-13 du 26 avril 2013 relative au « Plan régional d'action de lutte contre le décrochage » ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à « La nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – Le projet éducatif régional » ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 82-16 du 19 mai 2016 relative à la lutte contre le décrochage scolaire ;

VU La délibération n° CP 2017-257 du 5 juillet 2017 relative à la « Lutte contre le décrochage scolaire - Projets Réussite pour tous, première affectation 2017 » ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-473 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

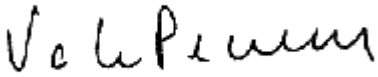
Décide de participer, au titre du dispositif « Réussite pour tous » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **286 846 €.**

Affecte une autorisation d'engagement de **286 846 €,** disponible sur le chapitre 932-Enseignement, code fonctionnel 28 – autres services périscolaires et annexes, programme HP 28-005 – schéma des formations (128005), action- Réussite des élèves (12800501), du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif figurant en annexe 1 à la délibération.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions visées aux alinéas précédents, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) du règlement budgétaire et financier, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, pour les projets dont les références et dates de démarrage suivent :

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage	Motivation démarrage anticipé
EX025294	LGT JOLIOT CURIE NANTERRE (92) - PROJET N°347 - ACCOMPAGNEMENT A LA POURSUITE D'ETUDES - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS	LGT JOLIOT CURIE NANTERRE	06/10/2017	l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.
EX024981	LP ARTHUR RIMBAUD LA COURNEUVE (93) - PROJET 308 - REMOBILISATION FRANCAIS LANGUE SECONDE - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS	LP ARTHUR RIMBAUD LA COURNEUVE	13/09/2017	Les élèves sont pris en charge dès le début de l'année scolaire en septembre 2017.
EX022987	LP DANIEL BALAVOINE BOIS COLOMBES (92) - PROJET N°504 - VOLONTAIRE EN RESIDENCE EN LP - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS	LP DANIEL BALAVOINE BOIS COLOMBES	18/09/2017	l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.
EX024413	LYC RENE AUFFRAY CLICHY (92) - PROJET N°426 -IMAGE PROFESSIONNELLE, ESTIME DE SOI, PREPARATION A L'ENTREE DANS LE MONDE PROFESSIONNEL - SOUTIEN A LA SCOLARITE ACQUISITION DES CODES REUSSITE POUR TOUS	LPO LYC METIER RENE AUFFRAY CLICHY	20/09/2017	l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-473	Budget	2017

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**128005 - Schéma des formations**
Action	**12800501 - Réussite des élèves**

Dispositif : N° 00000228 - Projet-Réussite pour tous

Dossier	EX020446 - LPO ANTOINE DE SAINT EXUPERY CRETEIL (94) - PROJET N°474 - BIEN VIVRE ENSEMBLE EN PRÉPA PRO - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - RÉUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3521 - LPO ANTOINE DE SAINT EXUPERY CRETEIL			
Localisation	LYP A DE SAINT EXUPERY CRETEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 398,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 527,00 €	TTC	52,97 %	2 398,00 €	

Dossier	EX020645 - LPO LYC METIER JEAN MACE VITRY SUR SEINE (94) - PROJET N°430 - AIR : Accompagnement Individualisé vers la Réussite - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3478 - LPO LYC METIER JEAN MACE VITRY SUR SEINE			
Localisation	LYT JEAN MACE (VITRY/SEINE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 356,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 856,00 €	TTC	86,18 %	9 356,00 €	

Dossier	EX022357 - LEGTPA BOUGAINVILLE BRIE-COMTE-ROBERT (77) - PROJET N°76 - BOUGE TON PROBLEME ! SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3668 - LEGTPA BOUGAINVILLE BRIE-COMTE-ROBERT			
Localisation	LYA BOUGAINVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 700,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 700,00 €	TTC	100 %	8 700,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-473	Budget	2017

Dossier	EX022597 - LPO EVARISTE GALOIS NOISY LE GRAND (93) - PROJET 601 - REPRENDRE CONFIANCE POUR UNE SCOLARITE POSITIVE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R18858 - LPO EVARISTE GALOIS NOISY LE GRAND			
Localisation	LYP EVARISTE GALOIS - NOISYLGD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 480,00 €	TTC	68,97 %	2 400,00 €	

Dossier	EX022987 - LP DANIEL BALAVOINE BOIS COLOMBES (92) - PROJET N°504 - VOLONTAIRE EN RESIDENCE EN LP - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3562 - LP DANIEL BALAVOINE BOIS COLOMBES			
Localisation	LP DANIEL BALAVOINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 465,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 524,00 €	TTC	68,44 %	4 465,00 €	

Dossier	EX023259 - LGT JACQUES PREVERT TAVERNY (95) - PROJET N°612 - AIDER LES ELEVES DE 1ERE STMG A COMMUNIQUER PAR L'IMPROVISATION THEATRALE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3403 - LGT JACQUES PREVERT TAVERNY			
Localisation	LYP JACQUES PREVERT (TAVERNY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 750,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 750,00 €	TTC	100 %	3 750,00 €	

Dossier	EX023709 - LYP HONORE DE BALZAC PARIS 17EME - PROJET N°323 - POINT ECOUTE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3372 - LYP HONORE DE BALZAC PARIS 17EME			
Localisation	LYP HONORE DE BALZAC (PARIS 17)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 900,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 850,00 €	TTC	66,67 %	3 900,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-473	Budget	2017

Dossier	EX023757 - LGT JEAN-BAPTISTE SAY PARIS 16EME - PROJET N°112 - ATELIERS D'EXPRESSION THEATRALE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3388 - LGT JEAN-BAPTISTE SAY PARIS 16EME			
Localisation	LYP J-BAPTISTE SAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 300,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 300,00 €	TTC	100 %	6 300,00 €	

Dossier	EX024025 - LPO LANGEVIN WALLON CHAMPIGNY SUR MARNE (94) - PROJET N°546 - REMOBILISATION LONGUE - RESCOLARISATIN MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3530 - LPO LANGEVIN WALLON CHAMPIGNY SUR MARNE			
Localisation	LYP LANGEVIN WALLON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 850,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 850,00 €	TTC	100 %	2 850,00 €	

Dossier	EX024103 - LPO EDOUARD BRANLY CRETEIL (94) - PROJET N°447 - GROUPE DE PAROLES - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R18527 - LPO EDOUARD BRANLY CRETEIL			
Localisation	LYT EDOUARD BRANLY (CRETEIL)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 500,00 €	TTC	100 %	1 500,00 €	

Dossier	EX024107 - LPO GUTENBERG CRETEIL (94) - PROJET N°282 - POINT ECOUTE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R19129 - LPO GUTENBERG CRETEIL			
Localisation	LYP GUTENBERG			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 638,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 638,00 €	TTC	100 %	3 638,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-473	Budget	2017

Dossier	EX024380 - LP PIERRE MENDES-FRANCE RIS ORANGIS (91) - PROJET N°611 - FAVORISER LE CLIMAT SCOLAIRE POUR DIMINUER LES INCIVILITES - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3549 - LP PIERRE MENDES-FRANCE RIS ORANGIS			
Localisation	LP PIERRE MENDES-FRANCE RIS-O			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 400,00 €	TTC	83,33 %	4 500,00 €	

Dossier	EX024413 - LYC RENE AUFFRAY CLICHY (92) - PROJET N°426 -IMAGE PROFESSIONNELLE, ESTIME DE SOI, PREPARATION A L'ENTREE DANS LE MONDE PROFESSIONNEL - SOUTIEN A LA SCOLARITE ACQUISITION DES CODES REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3572 - LPO LYC METIER RENE AUFFRAY CLICHY			
Localisation	LYP RENE AUFFRAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 850,00 €	TTC	94,92 %	8 400,00 €	

Dossier	EX024489 - LGT GUSTAVE EIFFEL GAGNY (93) PROJET N°602 - DEVELOPPER LES COMPETENCES LIÉES A LA MAITRISE DE LA LANGUE - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3635 - LGT GUSTAVE EIFFEL GAGNY			
Localisation	LYT GUSTAVE EIFFEL (GAGNY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 650,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 650,00 €	TTC	100 %	2 650,00 €	

Dossier	EX024505 - LPO LYC METIER FLORA TRISTAN MONTEREAU FAULT YONNE (77) - PROJET N°260 - RELAIS LYCEENS - REMOBILISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3279 - LPO LYC METIER FLORA TRISTAN MONTEREAU FAULT YONNE			
Localisation	LYP FLORA TRISTAN (MONTEREAU)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 223,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 445,00 €	TTC	85,53 %	7 223,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-473	Budget	2017

Dossier	EX024506 - LPO LYC METIER LES PANNEVELLES PROVINS (77) - PROJET 371 - PHOTOGRAPHIER SON METIER - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3282 - LPO LYC METIER LES PANNEVELLES PROVINS			
Localisation	LYT LES PANNEVELLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 875,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 875,00 €	TTC	100 %	1 875,00 €	

Dossier	EX024531 - LYC METIER GOURDOU-LESEURRE SAINT MAUR DES FOSSES - PROJET N°610 - ATELIER D'ORALITE LIE AUX PERIODES DE FORMATION EN MILIEU PROFESSIONNEL - SOUTIEN ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3511 - LP LYC METIER GOURDOU-LESEURRE SAINT MAUR DES FOSSES			
Localisation	LP GOURDOU-LESEURRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 780,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 780,00 €	TTC	100 %	3 780,00 €	

Dossier	EX024550 - LPO LYC METIER FRANCOIS MANSART ST MAUR DES FOSSES (94) - PROJET N°511 - MON CAP VERS MA REUSSITE - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3496 - LPO LYC METIER FRANCOIS MANSART ST MAUR DES FOSSES			
Localisation	LYT FRANCOIS MANSART (ST-MAUR)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 724,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 007,00 €	TTC	85,9 %	1 724,00 €	

Dossier	EX024625 - LGT MARTIN LUTHER KING BUSSY SAINT GEORGES (77) - PROJET N°597 - POINT ECOUTE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R19061 - LGT MARTIN LUTHER KING BUSSY SAINT GEORGES			
Localisation	LYP MARTIN LUTHER KING BUSSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 200,00 €	TTC	100 %	1 200,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-473	Budget	2017

Dossier	EX024628 - LGT MARTIN LUTHER KING BUSSY SAINT GEORGES (77) - PROJET 598 - PROJET VOLTAIRE POUR LES ELEVES DYS ET GPDS ET BTS 1ère ANNEE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R19061 - LGT MARTIN LUTHER KING BUSSY SAINT GEORGES			
Localisation	LYP MARTIN LUTHER KING BUSSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 180,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 180,00 €	TTC	100 %	2 180,00 €	

Dossier	EX024652 - LP LYC METIER JACQUES PREVERT COMBS LA VILLE (77) - PROJET N°509 - JE RÉUSSIS EN VOIE PRO - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3256 - LP LYC METIER JACQUES PREVERT COMBS LA VILLE			
Localisation	LP JACQUES PREVERT (COMBS LV)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 410,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 610,00 €	TTC	73,97 %	3 410,00 €	

Dossier	EX024718 - LPO LYC METIER ETIENNE BEZOUT NEMOURS (77) PROJET N°331 - RELAIS MODULES D ACCOMPAGNEMENT DES ÉLÈVES DÉCROCHEURS DU DISTRICT DE FONTAINEBLEAU - REMOBILISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3704 - LPO LYC METIER ETIENNE BEZOUT NEMOURS			
Localisation	LYP ETIENNE BEZOUT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 015,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 215,00 €	TTC	88,25 %	9 015,00 €	

Dossier	EX024879 - LP LYC METIER JEAN BAPTISTE CLEMENT GAGNY (93) - PROJET N°613 - CHALLENGE AND CO - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3636 - LP LYC METIER JEAN BAPTISTE CLEMENT GAGNY			
Localisation	LP JEAN BAPTISTE CLEMENT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 584,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 784,00 €	TTC	74,92 %	3 584,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-473	Budget	2017

Dossier	EX024981 - LP ARTHUR RIMBAUD LA COURNEUVE (93) - PROJET 308 - REMOBILISATION FRANCAIS LANGUE SECONDE - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3638 - LP ARTHUR RIMBAUD LA COURNEUVE			
Localisation	LP ARTHUR RIMBAUD (COURNEUVE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 400,00 €	TTC	100 %	8 400,00 €	

Dossier	EX025096 - LPO MARGUERITE YOURCENAR MORANGIS (91) - PROJET N°82 - PREVENTION DECROCHAGE SCOLAIRE - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R15365 - LPO MARGUERITE YOURCENAR MORANGIS			
Localisation	LYP MARGUERITE YOURCENAR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 075,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 700,00 €	TTC	90,67 %	6 075,00 €	

Dossier	EX025257 - LPO LYC METIER EUGENE HENAFF BAGNOLET (93) - PROJET N°452 - DÉSIROTHEQUE /BREVES DE MÉTIERS - REMOBILISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3623 - LPO LYC METIER EUGENE HENAFF BAGNOLET			
Localisation	LYP EUGENE HENAFF			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 820,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
56 920,00 €	TTC	24,28 %	13 820,00 €	

Dossier	EX025285 - LGT JACQUES BREL LA COURNEUVE (93) - PROJET N°600 - POLE BILAN POSITIONNEMENT PERMANENT - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3639 - LGT JACQUES BREL LA COURNEUVE			
Localisation	LYP JACQUES BREL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 300,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 300,00 €	TTC	100 %	13 300,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-473	Budget	2017

Dossier	EX025292 - LP LYC JEAN MONNET MONTROUGE (92) - PROJET N°607 - PARI MLDS : SOUTENIR, COMPLETER ET RENFORCER LA LUTTE PREVENTIVE CONTRE LE DECROCHAGE SCOLAIRE DANS LES LP DU BASSIN - RESCOLARISATION MLDS - RPT			
Bénéficiaire	R3590 - LP LYC METIER JEAN MONNET MONTROUGE			
Localisation	LP JEAN MONNET (MONTROUGE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 640,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 640,00 €	TTC	100 %	8 640,00 €	

Dossier	EX025294 - LGT JOLIOT CURIE NANTERRE (92) - PROJET N°347 - ACCOMPAGNEMENT A LA POURSUITE D'ETUDES - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3592 - LGT JOLIOT CURIE NANTERRE			
Localisation	LYP JOLIOT CURIE (NANTERRE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 320,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 142,00 €	TTC	73,84 %	2 320,00 €	

Dossier	EX025328 - LPO LOUIS ARMAND NOGENT SUR MARNE (94) - PROJET N°461 - REUSSIR EN EDPI : Etude et Définition de Produits Industriels - VALORISATION DE LA FILIERE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3490 - LPO LOUIS ARMAND NOGENT SUR MARNE			
Localisation	LYP LOUIS ARMAND (NOGENT S/M)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 710,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 225,00 €	TTC	84,03 %	2 710,00 €	

Dossier	EX025336 - LP PIERRE MENDES-FRANCE RIS ORANGIS (91) - PROJET N°605 - CLASSE ELAN - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3549 - LP PIERRE MENDES-FRANCE RIS ORANGIS			
Localisation	LP PIERRE MENDES-FRANCE RIS-O			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 142,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 692,00 €	TTC	71 %	11 142,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-473	Budget	2017

Dossier	EX025362 - LP CAMILLE CLAUDEL VITRY SUR SEINE (94) - PROJET N°231 - POINT ECOUTE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITIONS DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3479 - LP CAMILLE CLAUDEL VITRY SUR SEINE			
Localisation	LP CAMILLE CLAUDEL (VITRY/S)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 825,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 825,00 €	TTC	100 %	3 825,00 €	

Dossier	EX025411 - EREA EDITH PIAF PARIS 20EME - PROJET N°450 - DYNAMISER ET SOCIALISER GRACE AU TAEKWONDO - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3698 - EREA EDITH PIAF PARIS 20EME			
Localisation	EREA EDITH PIAF			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 700,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 150,00 €	TTC	85,71 %	2 700,00 €	

Dossier	EX025486 - LP JEAN MACE CHOISY LE ROI (94) - PROJET N°522 - POINT ECOUTE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3518 - LP JEAN MACE CHOISY LE ROI			
Localisation	LP JEAN MACE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 500,00 €	TTC	100 %	4 500,00 €	

Dossier	EX025494 - LP PR SAINT FRANCOIS D ASSISE FONTENAY (92) - PROJET N°608 - AVEC LA BOXE EDUCATIVE PERMETTRE UNE INTEGRATION REPUBLICAINE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3053 - LP PR SAINT FRANCOIS D ASSISE FONTENAY			
Localisation	LP SAINT FRANCOIS D'ASSISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 030,00 €		Code nature	65741
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 030,00 €	TTC	100 %	2 030,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-473	Budget	2017

Dossier	EX025521 - LPO CLEMENT ADER TOURNAN EN BRIE (77) - PROJET N°599 - COACHER L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET LA RECHERCHE D'UN CONTRAT D'APPRENTISSAGE - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3289 - LPO CLEMENT ADER TOURNAN EN BRIE			
Localisation	LYP CLEMENT ADER -TOURNAN EN B			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 950,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 250,00 €	TTC	86,67 %	1 950,00 €	

Dossier	EX025528 - LGT EMMANUEL MOUNIER CHATENAY MALABRY (92) - PROJET N°570 - LYCEE DE LA NOUVELLE CHANCE : "RETOUR VERS UN AVENIR" STRUCTURE DE RACCROCHAGE SCOLAIRE - RESCOLARISATION – MICRO-LYCEE - MLDS - RPT			
Bénéficiaire	R3565 - LGT EMMANUEL MOUNIER CHATENAY MALABRY			
Localisation	LYP EMMANUEL MOUNIER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	26 794,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
26 794,00 €	TTC	100 %	26 794,00 €	

Dossier	EX025529 - LP LYC METIER LA TOURNELLE LA GARENNE COLOMBES (92) - PROJET N°609 - LUTTE CONTRE LE DECROCHAGE SCOLAIRE - RESCOLARISATION – MICRO-LYCEE - MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3583 - LP LYC METIER LA TOURNELLE LA GARENNE COLOMBES			
Localisation	LP LA TOURNELLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 910,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 910,00 €	TTC	100 %	8 910,00 €	

Dossier	EX025532 - LGT PARC DES LOGES EVRY (91) - PROJET N°606 - ATELIER GESTION DU STRESS ET DE LA MEMOIRE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3336 - LGT PARC DES LOGES EVRY			
Localisation	LYP PARC DES LOGES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 380,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 880,00 €	TTC	82,64 %	2 380,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-473	Budget	2017

Dossier	EX025586 - LGT JACQUES FEYDER EPINAY SUR SEINE (93) PROJET N°560 - CLASSES "IDIS" INTERDISCIPLINAIRES - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3633 - LGT JACQUES FEYDER EPINAY SUR SEINE			
Localisation	LYP JACQUES FEYDER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 600,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 300,00 €	TTC	67,47 %	5 600,00 €	

Dossier	EX025598 - LP GUSTAVE EIFFEL PARIS 7ème - PROJET N°478 - T'CAP - ORIENTATION - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3420 - LP GUSTAVE EIFFEL PARIS 07EME			
Localisation	LP GUSTAVE EIFFEL (PARIS 7)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 150,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 150,00 €	TTC	100 %	3 150,00 €	

Dossier	EX025640 - LP ARMAND CARREL PARIS 19EME - PROJET N° 603 - VIVRE L'AUTRE PAR LE THEATRE : VECTEUR DE REUSSITE ET DE COHESION - AIDE A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3353 - LP ARMAND CARREL PARIS 19EME			
Localisation	LP ARMAND CARREL (PARIS 19)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 800,00 €	TTC	100 %	2 800,00 €	

Dossier	EX025643 - LP FREDERIC BARTHOLDI SAINT DENIS (93) - PROJET N°12 - AUTO-ECOLE DISPOSITIF NOUVELLES CHANCES - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3662 - LP FREDERIC BARTHOLDI SAINT DENIS			
Localisation	LP FREDERIC BARTHOLDI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	16 998,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 998,00 €	TTC	100 %	16 998,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-473	Budget	2017

Dossier	EX025646 - LGT HENRI MOISSAN MEAUX (77) - PROJET N°510 - FAVORISER LA PERSÉVÉRANCE EN CONSOLIDANT COMPÉTENCES ET PROJET PERSONNEL DE L'ÉLEVE -SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3270 - LGT HENRI MOISSAN MEAUX CEDEX			
Localisation	LYP HENRI MOISSAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 600,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
81 735,00 €	TTC	9,3 %	7 600,00 €	

Dossier	EX025653 - LP ANTONIN CAREME SAVIGNY LE TEMPLE (77) - PROJET N°59 - FAIRE ET AGIR - VALORISATION PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3286 - LP ANTONIN CAREME SAVIGNY LE TEMPLE			
Localisation	LP ANTONIN CAREME			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 287,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 590,00 €	TTC	44,7 %	4 287,00 €	

Dossier	EX025656 - LG RODIN PARIS 13EME - PROJET N°604 - REUSSITE AU BAC ET ELABORATION D'UNE ORIENTATION REUSSIE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE DES ELEVES			
Bénéficiaire	R3445 - LG RODIN PARIS 13EME			
Localisation	LCM RODIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 500,00 €	TTC	100 %	5 500,00 €	

Dossier	EX025674 - LP PR METIER COGNAC-JAY ARGENTEUIL (95) - PROJET N°313 - MISE EN PLACE D'UNE CELLULE ECOUTE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3111 - LP PR METIER COGNAC-JAY ARGENTEUIL			
Localisation	LP JEANNE D'ARC (ARGENTEUIL)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 613,00 €		Code nature	65741
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 613,00 €	TTC	100 %	2 613,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-473	Budget	2017

Dossier	EX025677 - LPO LYC METIER FRANCOIS MANSART ST MAUR DES FOSSES (94) - PROJET N°553 - ENSEIGNER L'ANGLAIS GRACE AUX TECHNIQUES THEATRALES - VALORISATION DE LA FILIERE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3496 - LPO LYC METIER FRANCOIS MANSART ST MAUR DES FOSSES			
Localisation	LYT FRANCOIS MANSART (ST-MAUR)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 504,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 504,00 €	TTC	100 %	2 504,00 €	

Dossier	EX025689 - LGT PIERRE DE COUBERTIN MEAUX (77) - PROJET N°373 - MEAUXTIVACTION - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R18495 - LGT PIERRE DE COUBERTIN MEAUX			
Localisation	LYT PIERRE DE COUBERTIN MEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
17 020,00 €	TTC	70,51 %	12 000,00 €	

Dossier	EX025690 - LGT PIERRE DE COUBERTIN MEAUX (77) - PROJET N°435 - RACCROCHE TOI - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R18495 - LGT PIERRE DE COUBERTIN MEAUX			
Localisation	LP PIERRE DE COUBERTIN (MEAUX)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 900,00 €	TTC	79,71 %	5 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000228 - Projet-Réussite pour tous	286 846,00 €

Total sur l'imputation 932 - 28 - 128005 - 12800501	286 846,00 €

FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020446

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LPO ANTOINE DE SAINT EXUPERY CRETEIL (94) - PROJET N°474 - BIEN VIVRE ENSEMBLE EN PRÉPA PRO - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - RÉUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 527,00 €	52,97 %	2 398,00 €
	Montant Total de la subvention		2 398,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO ANTOINE DE SAINT EXUPERY CRETEIL
Adresse administrative : 2/4 RUE HENRI MATISSE 94000 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Jérôme LE GUILLOU, Proviseur

N° SIRET : 19940114200013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Valoriser l'image de soi des élèves de 3ème Prépa Pro
Créer une cohésion de groupe classe.
Développer leurs qualités de communication et relationnelles en vue de favoriser leur projet d'orientation professionnelle et personnelle.
Découvrir le monde professionnel et les différents métiers d'un secteur d'activité : à travers les métiers du spectacle et la visite du marché de Rungis.

Les impacts attendus sont :
Une meilleure estime de soi,
Ouverture aux autres,
Meilleure communication interpersonnelle,
Préparation aux entretiens professionnels (stages, lycées...),
Découverte de métiers peu connus des élèves,
Création d'un projet d'orientation et professionnel.

Description :
Le projet permet de développer leurs qualités de communication et relationnelle en vue de favoriser leur projet d'origine et de valoriser l'image de soi des élèves de 3ème Prépa Pro. Les élèves développent leurs qualités de communication et relationnelles en vue de favoriser leur projet d'origine et permet aussi d'améliorer les relations élèves-adultes.

Avec la documentaliste, un travail sur l'orientation et la découverte du cursus de formation est mis en place avec une découverte du monde professionnel : notion économique et juridique ; avec une découverte des différentes formations, métiers : visites, interventions en classe.

Un enseignement pratique interdisciplinaire : monde économique et professionnel, ouverture culturelle sur le monde du cinéma en particulier mais aussi sur l'architecture et des monuments parisiens.

Parcours Avenir : la mise en place d'une construction pour chaque élève de son parcours d'information d'orientation et de découverte du monde économique et professionnel.

L'intervention de la Compagnie Masquarades : le but de cette intervention en début d'année est de créer une cohésion du groupe classe mais surtout de préparer les élèves à de futurs entretiens (oral de fin d'année, entretiens de stages, d'orientation, recrutement Pass pro et procédure d'orientation) à travers le théâtre d'improvisation. Grâce à des créations de sketchs, des jeux de confiance et de communication, les élèves vont travailler ensemble, gagner en expression orale et être valorisés. Cela va permettre également de réguler les interactions entre les élèves, de comprendre les expressions verbales et non verbales, d'acquérir les principes de base d'un entretien professionnel.

La visite à la Cité des Métiers du Val-de-Marne : dans le cadre de la découverte professionnelle, de l'enseignement pratique interdisciplinaire et surtout du Parcours Avenir, l'élève doit être capable de créer son projet d'orientation et professionnel. Cette visite a pour but de rendre autonomes les élèves dans leur projet d'orientation et professionnel et de leur faire découvrir un lieu d'information autre que le CDI du lycée ou le CIO. L'élève va découvrir des ressources, des logiciels à disposition ainsi que des personnes/ressources.

La découverte des métiers du spectacle et de l'audiovisuel : grâce à la visite de la Cité du Cinéma, du théâtre du Châtelet ainsi que le Grand Rex permettent aux élèves, à travers un secteur d'activité, de découvrir la multitude de métiers exercés, connus ou non. De plus, la Cité du Cinéma permet de voir la formation possible pour exercer certains métiers grâce aux écoles qui se trouvent dans les locaux. Ces lieux sont également une initiation à l'architecture et à l'histoire des monuments qui font partie des compétences du socle commun. Il y a bien évidemment un prolongement de ces visites avec une étude plus approfondie des métiers au lycée avec la réalisation de fiche métiers (formation, salaire, qualités, compétences...). En effet, des métiers connexes autres que ceux d'artistes sont à découvrir aussi parallèlement à ce secteur précis : maquilleuse, coiffeuse, électricien, menuisier, agenceur de décors, peintre... Une visite au Grand Rex et une de la Comédie Française sont aussi prévues.

La visite du marché de Rungis a un triple objectif : faire découvrir ce qu'est un marché au sens économique, au sens propre et voir un lieu internationalement connu. Cela va permettre également de découvrir les différents métiers qui sont exercés sur ce même lieu.

Les élèves participent à des séances de théâtre d'improvisation pour la prise de conscience de l'importance du langage non verbal et l'aide à une meilleure estime de soi.

Un blog de classe sur le site du lycée est créé ainsi qu'une exposition au CDI. Une des finalités de ces actions sert aussi à l'oral de fin d'année pour le brevet.

Moyens mis en œuvre :

Une enseignante et la documentaliste.
Les intervenants extérieurs : Cultival, Cité des Métiers du Val-de-Marne et la Compagnie Mascarades.

Public(s) cible(s) :
24 élèves de 3ème Prépa Pro.

Localisation géographique :

- LYP A DE SAINT EXUPERY CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Sorties culturelles avec frais de visites	4 259,00	94,08%	Subvention régionale 2017/2018	2 398,00	52,97%
Frais de transport	268,00	5,92%	Reliquat	2 129,00	47,03%
Total	4 527,00	100,00%	Total	4 527,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 398,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 089,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	42 635,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 323,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	4 283,34 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	331 517,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	28 019,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	45 321,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	25 643,75 €
2014	Travaux de maintenance	87 600,00 €

2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 102,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	62 893,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 716,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	3 336,73 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	331 098,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 304,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 126,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	28 802,00 €
2015	Travaux de maintenance	40 200,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	17 002,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	61 214,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 672,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	-2 739,20 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	270 656,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 000,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	43 568,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	117 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	28 494,00 €
2016	Travaux de maintenance	27 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 906,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	10 736,30 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 144,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	277 704,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	9 900,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 649,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	15 000,00 €
2017	Projet-Réussite pour tous	24 253,00 €
2017	Travaux de maintenance	77 000,00 €
	Montant total	1 820 650,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020645

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LPO LYC METIER JEAN MACE VITRY SUR SEINE (94) - PROJET N°430 - AIR : ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISÉ VERS LA RÉUSSITE - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	10 856,00 €	86,18 %	9 356,00 €
	Montant Total de la subvention		9 356,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER JEAN MACE VITRY SUR SEINE
Adresse administrative : 34 RUE JULES FERRY
94407 VITRY SUR SEINE CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Virginie SCHACHTEL, Proviseure

N° SIRET : 19940129000010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Faire baisser le nombre d'élèves décrocheurs en classe de Seconde.
Améliorer les résultats scolaires sur le long terme, prioritairement dans les matières liées au choix de l'orientation.
Prévenir le décrochage scolaire en permettant aux professeurs et aux parents de prendre conscience des difficultés d'apprentissage et des moyens existants pour y faire face.
Permettre un choix "actif" d'orientation de la part des élèves : les jeunes sont reçus et suivi par la COP au sein de l'établissement.

Description :
Ce projet est la suite logique d'un projet de plus grande envergure (Relais Innovant Lycéen) financé par des fonds sociaux européens entre 2010 et 2013 dans le cadre d'un projet académique (RESPIRE). Cette expérimentation a permis de dégager des axes forts pour la prise en charge de ces élèves en voie de

décrochage et de s'attacher plus spécifiquement à la prévention et non seulement à la remédiation.

Moyens mis en œuvre :
Le contenu et le déroulement du projet s'étale sur 4 sessions :

1ère Session : le public est composé de jeunes en 1ère PRO issus de 2nd GT et redoublants de 2nd GT.
L'objectif est d'accompagner les jeunes qui se sont réorientés vers la voie professionnelle ou doublant la 2nde GT en travaillant sur les représentations et émotions avec l'association « 1er acte » et leur apporter une aide méthodologique assurée par une orthopédagogue.
Déroulement des modules :
Le lundi matin : module expression et l'après-midi : module de test diagnostic sur les profils et stratégies d'apprentissage.
Le mardi matin : module expression et l'après-midi : module sur les techniques d'apprentissage.

2ème Session : le public composé des jeunes issus de 2nd GT ou 2nd PRO
L'objectif est d'accompagner les jeunes entrants en Seconde en leur proposant une aide méthodologique assurée par une orthopédagogue, un travail sur les représentations et l'estime de soi assuré par l'association « 1er Acte ».
Déroulement des modules :
Le lundi matin : module expression et l'après-midi : module de test diagnostic sur les profils et stratégies d'apprentissage.
Le mardi matin : module expression et l'après-midi : module sur les techniques d'apprentissage.

Pour la 1ère session, lors du GPDS, les jeunes sont sélectionnés en présence de Mme Muraro et pour 2ème session, les conseils de classe du 1er trimestre des élèves de Seconde vont permettre de cibler les jeunes en difficultés scolaires pour lesquels la session leur est proposée. Une réunion avec Mme Muraro et les CPE est prévue pour établir la liste. Lors de la remise des bulletins les CPE informent les familles et les élèves. Mme Muraro tient informé les Professeurs Principaux du travail effectué avec les jeunes. Mme Lini, référente, recense les absences des élèves sur les 2 jours pour en présenter un bilan lors des réunions de bilans (1ère et 2ème sessions) qui se tient au lycée. La coordonnatrice MLDS fait le lien entre les différents intervenants et centralise les infos.

3ème Session : le public est composé des jeunes issus de 2nd GT ou 2nd PRO
L'objectif est d'accompagner les jeunes de Seconde en difficulté au 2ème trimestre en leur proposant une aide méthodologique assurée par une orthopédagogue, et un travail sur les représentations et l'estime de soi assuré par l'association « 1er Acte ».
Déroulement des modules :
Le lundi matin : module expression et l'après-midi : module de test diagnostic sur les profils et stratégies d'apprentissage.
Le mardi matin : module expression et l'après-midi : module sur les techniques d'apprentissage.

4ème Session : le public > jeunes issus de 2nd GT.
L'objectif est de booster les jeunes pour qu'ils deviennent acteur de leur orientation en leur proposant une aide méthodologique assurée par une orthopédagogue, un travail sur les représentations et l'estime de soi assuré par l'association « 1er Acte ».
Déroulement des modules :
Le lundi matin : module expression et l'après-midi : module de test diagnostic sur les profils et stratégies d'apprentissage.
Le mardi matin : module expression et l'après-midi : module sur les techniques d'apprentissage.

Pour la 3ème session, lors du GPDS, les jeunes sont sélectionnés en présence de Mme Muraro et pour 4ème session, les conseils de classe du 2ème trimestre des élèves de Seconde vont permettre de cibler les jeunes en difficultés scolaires pour lesquels la session leur est proposée. Les CPE informent les

familles et les élèves lors de la remise des bulletins en avril. Une réunion avec Mme Muraro et les CPE est prévue pour échanger sur la liste. Mme Gillet référente recense les absences des élèves sur les deux jours pour en présenter un bilan lors de la réunion bilan. La coordonnatrice MLDS fait le lien entre les différents intervenants et centralise les infos. Réunion bilan de la 4ème session au lycée Jean Macé.

Public(s) cible(s) :
Tous les élèves de Seconde, quelle que soit la filière (Générale, Technologique, Professionnelle) et le statut (redoublant ou non) présentant des difficultés d'apprentissage et des premiers signes de décrochage soit environ 90 élèves.

Localisation géographique :

- LYT JEAN MACE (VITRY/SEINE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Association "1er acte" 26,88h*75€	2 016,00	18,57%
Intervenant 120h*68€	8 160,00	75,17%
Intervenant concertation 20h*34€	680,00	6,26%
Total	10 856,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	9 356,00	86,18%
Dasen 94	1 500,00	13,82%
Total	10 856,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 356,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 787,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	21 102,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 329,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 400,00 €

2014	Centre de ressources - CERGE	10 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	453 371,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	79 536,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	51 600,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	56 097,00 €
2014	Travaux de maintenance	6 400,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	16 478,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	75 453,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	14 122,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 000,00 €
2015	Centre de ressources - CERGE	10 000,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	445 655,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	111 290,26 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	60 350,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	56 758,00 €
2015	Travaux de maintenance	97 920,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	19 388,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	90 230,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	21 915,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	3 600,00 €
2016	Centre de ressources - CERGE	10 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	343 507,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	10 060,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 270,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	13 220,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	58 360,00 €
2016	Travaux de maintenance	74 488,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 731,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	11 213,70 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	19 072,00 €
2017	Centre de ressources - CERGE	10 000,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	350 621,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	98 196,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	38 533,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	41 319,00 €
2017	Projet-Réussite pour tous	46 868,00 €
2017	Travaux de maintenance	6 725,00 €
	Montant total	2 419 893,96 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022357

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LEGTPA BOUGAINVILLE BRIE-COMTE-ROBERT (77) - PROJET N°76 - BOUGE TON PROBLEME ! SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	8 700,00 €	100,00 %	8 700,00 €
	Montant Total de la subvention		8 700,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LEGTPA BOUGAINVILLE BRIE-COMTE-ROBERT
Adresse administrative : ROUTE DEPARTEMENTALE 319
77257 BRIE-COMTE-ROBERT CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Isabelle THUILLIER, Proviseure

N° SIRET : 19771436300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Permettre aux élèves en difficultés d'avoir un maximum d'atout afin de mener à bien leur scolarité.
Favoriser la prise en charge du mal être des élèves afin d'éviter le décrochage scolaire et l'absentéisme.
Accompagner les élèves dans la gestion du stress et des angoisses.
Optimiser leur capacité de concentration.
Favoriser le développement de la confiance et de l'estime de soi.
Agir sur les difficultés d'endormissement à l'internat.
Agir sur les addictions (notamment au cannabis).
Participer à la réussite de tous les apprenants du lycée.
Participer à l'épanouissement et au bien être des apprenants dans leurs études.

Description :
Ce projet permet une prise en charge précoce des élèves en voie de décrochage, s'attachant plus

précisément à la prévention et non seulement à la remédiation des difficultés d'apprentissage. Pour les élèves de l'internat, un travail autour du bien-être et de la réussite scolaire.

Le Point écoute est bien identifié par les élèves et la communauté éducative. Les permanences de 4h00 ont lieu tous les 15 jours et 15 semaines. Les entretiens individuels durent une demi-heure par élève.

La sophrologue intervient sous forme d'atelier collectif : 2 groupes sont constitués et chacun bénéficie d'une heure les lundis soir (soit 2 heures hebdomadaires sur 27 semaines).

Le Théâtre interactif dont la thématique concerne la consommation de produits psychoactifs, cette technique de sensibilisation a un impact très important sur la prise de conscience des jeunes face à cette problématique. L'infirmière reprend ensuite les classes pour continuer le travail de prévention aux addictions.

Moyens mis en œuvre :
Une psychologue tous les 15 jours, qui reçoit les apprenants sur rendez-vous, sur leur demande ou sur les recommandations de l'infirmière.
Séances de sophrologie tous les lundis par groupe d'une dizaine d'apprenants, sur demande des apprenants, recommandations de l'infirmière ou de l'équipe pédagogique.
Intervention auprès des classes entrantes sur les addictions et notamment sur le cannabis.

Public(s) cible(s) :
60 lycéens et étudiants.

Localisation géographique :
- LYA BOUGAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant sophrologue	3 100,00	35,63%
Intervenant psychologue	3 600,00	41,38%
Intervenant théâtre interactif	2 000,00	22,99%
Total	8 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	8 700,00	100,00%
Total	8 700,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	8 700,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 221,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	9 838,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	10 917,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	19 200,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	269 253,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	26 760,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	17 825,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	4 030,00 €
2014	Travaux de maintenance	121 000,00 €
2015	Aide à la certification biologique	569,60 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 996,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	8 427,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	14 041,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	13 370,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	266 676,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	51 044,13 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 459,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	6 970,00 €
2015	Travaux de maintenance	83 551,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 931,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	73 579,69 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	10 560,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	13 915,52 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	161 806,00 €
2016	Ecolycées franciliens	13 000,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 439,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	6 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	65 967,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	596,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	108 550,50 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 153,00 €
2017	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	16 387,43 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	169 640,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	41 956,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	20 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	177 000,00 €
	Montant total	1 567 375,87 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022597

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LPO EVARISTE GALOIS NOISY LE GRAND (93) - PROJET 601 - REPRENDRE CONFIANCE POUR UNE SCOLARITE POSITIVE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 480,00 €	68,97 %	2 400,00 €
	Montant Total de la subvention		2 400,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO EVARISTE GALOIS NOISY LE GRAND
Adresse administrative : 32 AVENUE MONTAIGNE
93160 NOISY LE GRAND
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant :

N° SIRET : 19932047400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Proposer à des élèves en grande difficulté une autre approche de leur situation et une certaine autonomie dans la gestion de leur situation.

Description :
Le projet permet d'enrichir nos dispositifs traditionnels de lutte contre le décrochage scolaire (relation familles, tutorat, lutte contre les absences et les retards, soutien scolaire..) avec des séances de sophrologie pour les élèves en grande difficulté scolaire, sociale et familiale.
En collaboration avec les différentes équipes du lycée, il s'agit d'aider les élèves à retrouver une scolarité positive grâce à une méthode de développement personnel qui leur permet de retrouver confiance en eux.

Ce nouvel axe de travail avec les élèves correspond à un besoin identifié par le GPDS (groupe de prévention du décrochage scolaire) du lycée pour les élèves en grande difficulté personnelle et sociale : il

est nécessaire de leur proposer un cadre propice à se détacher de leur situation pour être disposer à reconstruire leur scolarité.

Par séance d'une heure hebdomadaire le mercredi après-midi. Groupes de 12/15 élèves volontaires et sélectionnés par le groupe de lutte contre le décrochage du lycée (GPDS) pour un cycle de 10 à 12 séances.

Chaque séance se déroule en 4 temps :
- échange sur le ressenti des participants (bilan de la semaine..),
- exercices de relaxation dynamique associés à la respiration,
- exercices de relaxation statique,
- expression des ressentis.

Moyens mis en œuvre :
La sollicitation d'une sophrologue formée avec un suivi mensuel par le GPDS du lycée.
Une vaste salle équipée de chaises et de tapis de sol y est dédiée.

Public(s) cible(s) :
50 élèves suivis dans le cadre du décrochage scolaire par le service de vie scolaire et le GPDS du lycée.

Localisation géographique :
- LYP EVARISTE GALOIS - NOISYLGD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Intervenant sophrologue 32h*75€	2 400,00	68,97%	Subvention régionale 2017/2018	2 400,00	68,97%
HSE (12 heures)	1 080,00	31,03%	HSE	1 080,00	31,03%
Total	3 480,00	100,00%	Total	3 480,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 725,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	39 295,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 631,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 028,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	206 370,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	180 429,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 650,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	15 000,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	9 050,00 €
2014	Travaux de maintenance	20 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 654,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	83 108,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 288,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	661,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	203 939,00 €
2015	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	306 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	34 100,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	11 750,00 €
2015	Travaux de maintenance	80 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 173,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	73 851,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 515,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	149 334,00 €
2016	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	76 474,23 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	63 044,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	4 500,00 €
2016	Travaux de maintenance	90 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 453,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	23 892,69 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 920,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	156 801,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	180 177,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 300,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	55 000,00 €
2017	Projet-Réussite pour tous	4 500,00 €
2017	Travaux de maintenance	180 000,00 €
	Montant total	2 181 242,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022987

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LP DANIEL BALAVOINE BOIS COLOMBES (92) - PROJET N°504 - VOLONTAIRE EN RESIDENCE EN LP - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	6 524,00 €	68,44 %	4 465,00 €
	Montant Total de la subvention		4 465,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP DANIEL BALAVOINE BOIS COLOMBES
Adresse administrative : 7 RUE MARCEAU DELORME
92270 BOIS COLOMBES
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Rachel CAILLAT, Proviseure

N° SIRET : 19921595500014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 18 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.

Objectifs :
Sécuriser les parcours éducatifs par une prévention active du décrochage scolaire des lycéens. Participer à l'amélioration générale du climat scolaire

Description :
Accompagnement individualisé des élèves, atelier de remobilisation, rencontre débat autour de la citoyenneté, construction de projet en lien avec les équipes éducatives de l'établissement,

Ce projet doit permettre de lutter contre le décrochage scolaire, personnaliser, valoriser et sécuriser le parcours de l'élève

Moyens mis en œuvre :
Mise à disposition d'un bureau identifié, accueil de 2 représentants de l'AFEV 2 fois par semaine: le lundi

matin et vendredi toute la journée.
Public(s) cible(s) :
Tous les élèves du Lycée Professionnel. Classes des sections tertiaire bac pro et cap

Localisation géographique :

- LP DANIEL BALAVOINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
AFEV	6108,00	93,62%
Déplacements	116,00	1,78%
Formation	100,00	1,53%
Matériels	200,00	3,07%
Total	6 524,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale demandée 2017/2018	4 465,00	68,44%
Lycée	1 000,00	15,33%
Agence du service civique	1 059,00	16,23%
Total	6 524,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 465 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 121,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 002,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 563,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	6 640,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	111 631,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 000,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	14 089,00 €
2014	Travaux de maintenance	25 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 632,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 825,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	6 465,00 €

	(CR46-14)	
2015	Dotation globale de fonctionnement	119 634,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	19 154,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	14 237,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	4 465,00 €
2015	Travaux de maintenance	25 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 492,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 643,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 285,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	5 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	126 963,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 804,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	11 315,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	30 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	11 500,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 520,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 015,30 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 634,00 €
2017	Budget d'autonomie des lycées (fonctionnement)	20 400,00 €
2017	Budget d'autonomie des lycées (investissement)	13 400,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	133 188,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	12 238,00 €
	Montant total	688 224,30 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023259

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LGT JACQUES PREVERT TAVERNY (95) - PROJET N°612 - AIDER LES ELEVES DE 1ERE STMG A COMMUNIQUER PAR L'IMPROVISATION THEATRALE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 750,00 €	100,00 %	3 750,00 €
	Montant Total de la subvention		3 750,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT JACQUES PREVERT TAVERNY
Adresse administrative : 23 RUE DU CHEMIN VERT DE BOISSY
95150 TAVERNY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Philippe DUVAL, Proviseur

N° SIRET : 19950651000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 29 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Ce projet est né du constat que les élèves de la filière STMG (sciences et technologie du management et de la gestion) sont souvent orientés par défaut, et qu'ils ressentent un échec qui rejaillit sur leurs études et la communauté scolaire dans son ensemble. A cela s'ajoute une incapacité à communiquer réellement, à écouter l'autre, à cause de cloisonnements, de codes, de censures, à cause d'une peur de l'autre.
Trois objectifs sont visés :

VALORISER L'AUTRE ET SE VALORISER, par un apprentissage concret de la communication :
Les techniques issues du jeu dramatique en particulier l'improvisation, quand elle est approfondie et structurée, offrent des outils concrets (et non théoriques) favorisant le "vivre ensemble" par l'écoute et le respect. Elles permettent aussi d'amener les élèves à discuter des problèmes qui les concernent dans cet espace de respect de la parole.

VALORISER LES ÉLÈVES

En l'état actuel des choses, la structure du lycée peine à leur proposer un cadre adéquat pour les aider à avoir une conscience positive d'eux-mêmes, à se revaloriser après leur orientation. Or il semble que l'amélioration de l'image qu'ils ont d'eux-mêmes est une des clefs permettant de faire progresser ces élèves vers un autre rapport au lycée et aux études.

VALORISER LES ÉTUDES :
Le projet comporte aussi un volet purement scolaire, dans la mesure où il développe l'apprentissage concret des techniques de communication verbale et non verbale prévues dans leur formation ; il contribue ainsi au succès de leurs études.

C'est un véritable cours d'instruction civique qui est proposé ici, en actes, et non en paroles.

Description :

Une expérience menée avec les STMG du Lycée Jacques Prévert en 2013-15 a montré l'intérêt d'utiliser des techniques issues du jeu dramatique pour améliorer la communication entre les élèves et l'image qu'ils ont d'eux-mêmes et des autres.

COMMUNIQUER
En effet, le « masque » du personnage libère la parole et permet de casser les masques du quotidien.
L'élève choisit son « masque » quand il joue, contrairement à ce qu'il fait dans la vie, où il n'est pas conscient du « masque » qu'il joue, qu'il soit construit ou emprunté. Dans le cadre du jeu, l'élève maîtrise un « masque » qu'il construit consciemment.

L'improvisation (approfondie et rigoureuse) met en œuvre le respect. Sans le respect du partenaire, rien ne se passe. La communication ne fonctionne pas.
Elle oblige à écouter l'autre jusqu'au bout, car c'est grâce à la parole de l'autre que le personnage existe. On n'existe que par l'autre. L'autre est le révélateur de soi-même. L'autre met en route l'imaginaire de l'acteur et le fait exister et grandir.

La peur de l'autre disparait dans la mesure où celui qui improvise attend quelque chose de l'autre. Ainsi, tout le monde grandit ensemble.
L'autre n'est plus mon destructeur, un danger. Il est celui qui construit mon personnage, qui me construit.

Outre l'improvisation sur le plateau, c'est le rapport spectateur-acteur qui permet aux élèves de percevoir la pertinence de l'écoute sur le plateau ainsi que le partage de celle-ci avec ceux qui regardent.

TRAVERSER ET EXPRIMER DES ÉMOTIONS DANS UN CADRE RIGOUREUX :
Dans une société/école qui dissocie le corps et l'émotion, le théâtre les réunit pour créer quelque chose. Il pallie la tendance au morcellement des êtres.
Réunir le corps et l'émotion
Le jeu théâtral associe et réconcilie le corps et l'émotion. L'émotion passe dans le corps. En cela il est unique.

Moyens mis en œuvre :

Il est proposé de prolonger le travail entamé en 2013-15 dans le cadre de sessions de huit semaines (entre les petites vacances) pour des groupes de 10 à 12 élèves.
Par des improvisations approfondies sur des thèmes forts, qui concernent leur quotidien, les élèves auront la possibilité de traverser et d'exprimer leurs émotions dans un cadre rigoureux.

THEMES
Par la pratique théâtrale, il y a moyen d'amener les élèves à réfléchir et discuter des problèmes qui les

concernent, dans un espace de respect de la parole.
Des improvisations seront proposées autour de ce qui les sépare, mais aussi autour de ce qui les sépare des autres générations.
Rapport à l'autorité/violence/famille (parents-enfants/respect de l'autre et de son identité culturelle, agressivité entre élèves/importation sur le terrain scolaire de conflits extra-scolaires).
Manque d'écoute des professeurs. Censures des codes. Pudeurs.
Les élèves sont amenés, par jeu de rôle interposé, à la discussion et à la réflexion, notamment sur le rapport entre communautés.
Dans un monde où l'identité est de plus en plus cause de conflit, on a ici un espace de mise à distance des problèmes qui permet la réflexion.

VALORISATION DU TRAVAIL/RAYONNEMENT DANS LE LYCEE
Pour que leur travail soit valorisé, il est proposé aux élèves de se produire dans les classes, en « brigades d'intervention ». Pourront aussi être diffusées de courtes vidéos des improvisations sur écran du hall central.

Public(s) cible(s) :

Le public cible est formé des trois classes de 1ère STMG du lycée, soit une centaine d'élèves de 16 à 17 ans.

Localisation géographique :

- LYP JACQUES PREVERT (TAVERNY)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant : Fonds de scène : 40h x 75 €, 70 élèves	3 000,00	80,00%
Intervenant 6h x 75 €, 70 élèves	450,00	12,00%
Restitution 2h x 2 comédiens : 4h x 75 €	300,00	8,00%
Total	3 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale demandée 2017/2018	3 750,00	100,00%
Total	3 750,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 750,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	47 333,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	5 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	190 507,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	26 936,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 020,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	13 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	79 300,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 690,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	74 296,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	185 498,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	16 355,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 863,00 €
2015	Travaux de maintenance	280 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 445,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	16 803,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	153 150,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	800,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 789,00 €
2016	Travaux de maintenance	15 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 520,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	8 892,70 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	145 296,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	360,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 529,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	85 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	5 000,00 €
	Montant total	1 255 375,70 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023709

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LYP HONORE DE BALZAC PARIS 17EME - PROJET N°323 - POINT ECOUTE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	5 850,00 €	66,67 %	3 900,00 €
	Montant Total de la subvention		3 900,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LYP HONORE DE BALZAC PARIS 17EME
Adresse administrative : 118 BOULEVARD BESSIERES
75017 PARIS 17EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant :

N° SIRET : 19750705600012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Remotivation et réinvestissement scolaire, approche plus personnelle des élèves; Prévenir des situations de souffrance, de mal-être, d'isolement social, d'échec scolaire et de ruptures familiales.
Lutter contre l'absentéisme scolaire et la souffrance des jeunes pour la réussite scolaire.

Description :
Le projet est un Point Ecoute d'une permanence d'un psychologue clinicien pour aider à la remotivation et ré-investissement scolaire en prévenant des situations de souffrance, de mal-être, d'isolement social et de ruptures familiales.

Moyens mis en œuvre :
Présence d'un Point Ecoute.
La permanence d'un psychologue clinicien 3 heures par semaine visant à accueillir, écouter et éventuellement orienter.

La permanence est ouverte à tous les lycéens qui rencontrent des difficultés personnelles et/ou psychologiques.
C'est donc l'écoute et la prise en compte des souffrances et des difficultés rencontrées par les élèves avec si nécessaire une orientation vers des partenaires extérieurs quand la situation le demande.

Public(s) cible(s) :
tous les élèves du lycée (1 149 élèves).

Localisation géographique :
- LYP HONORE DE BALZAC (PARIS 17)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant IFAC 90h*65€	5 850,00	100,00%
Total	5 850,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	3 900,00	66,67%
Education Nationale	1 950,00	33,33%
Total	5 850,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 900,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 848,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	10 763,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	7 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	365 362,00 €
2014	Ecolycées franciliens	5 200,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	20 335,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	29 945,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	3 900,00 €

2014	Travaux de maintenance	45 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 325,00 €
2015	Aide à l'écriture de scénario (structures)	1 000,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	15 630,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 310,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	17 000,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	243 279,00 €
2015	Ecolycées franciliens	2 500,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	110 873,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	30 526,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	3 900,00 €
2015	Travaux de maintenance	50 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 965,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	16 767,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	29 184,04 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	185 833,00 €
2016	Ecolycées franciliens	14 500,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	21 385,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 341,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	4 500,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	616,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	25 174,00 €
2017	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	39 338,40 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	181 976,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	62 605,20 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	135 200,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	48 100,00 €
2017	Travaux de maintenance	35 000,50 €
	Montant total	1 449 819,14 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023757

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LGT JEAN-BAPTISTE SAY PARIS 16EME - PROJET N°112 - ATELIERS D'EXPRESSION THEATRALE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	6 300,00 €	100,00 %	6 300,00 €
	Montant Total de la subvention		6 300,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT JEAN-BAPTISTE SAY PARIS 16EME
Adresse administrative : 11 BIS RUE D'AUTEUIL
75016 PARIS 16EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant :
N° SIRET : 19750700700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Favoriser l'insertion scolaire et professionnelle de lycéens malades somatiquement en rupture scolaire de par leurs troubles et/ou leur parcours ;
Définir un projet professionnel et se remettre dans des conditions d'apprentissage ;
Permettre l'acquisition de la langue, en leur offrant un cadre de pratique oral et en groupe.

Description :
Ce public est scolarisé dans l'annexe pédagogique du lycée Claude Bernard située dans une clinique. Le secteur des études de la clinique médicale et pédagogique Edouard Rist regroupe des élèves de 12 à 25 ans, atteints de pathologies diverses, scolarisés en primaire, collège, lycée général, technologique et professionnel ou déscolarisés depuis plusieurs années et sortis sans diplôme des établissements scolaires qu'ils ont fréquentés, d'où une extrême diversité du public et des besoins.

Deux ateliers hebdomadaires par semaine pendant 32 semaines.
Les ateliers ont lieu une matinée par semaine. Ils sont animés par une comédienne-metteur en scène professionnelle et un professeur de l'établissement. Il s'agit pour la comédienne de prendre en charge le

public d’élèves en proposant et pratiquant des activités adaptées.
Le premier atelier, atelier "expression orale", concerne des élèves cérébro-lésés intégrés dans une scolarité. Cet atelier vise à faciliter leur reprise des études et à les remettre dans des conditions d'apprentissage face aux séquelles de leurs accidents.
Le deuxième atelier est intitulé "communication orale" pour d'une part des élèves malades somatiques en réinsertion scolaire et professionnelle, dont la langue d'origine n'est pas toujours le français, d'autre part des élèves en préparation du bac professionnel. L'enjeu de cet atelier est double. Il sert aux élèves étrangers à se constituer de nouveaux repères et les aide à définir des choix professionnels adaptés à leur situation et leurs capacités. Il sert aux élèves préparant les bacs professionnels d'accueil et de commerce à s'exercer à communiquer, en situation de soutien à d'autres jeunes de leur âge en perte de repères.

Moyens mis en œuvre :
Avec les élèves cérébro-lésés, la comédienne part d’un enseignement pratique : comment se présenter en situation professionnelle ou lors d’un examen oral dans le cadre scolaire, comment faire face à une situation interpersonnelle difficile (ex: les situations de conflits).

Avec les élèves en insertion et en parcours professionnel, la comédienne propose un travail autour de la présentation de soi, s'axant sur des méthodes de jeux de rôle, de mise en situation et de prise de conscience par chacun de son langage non-verbal.
Un temps pour favoriser l'expression orale des élèves ne parlant pas le français est aussi aménagé.
Ces activités sont également conçues pour permettre aux jeunes de se projeter dans un avenir professionnel et pour que les élèves s'exercent aux techniques de relation aux clients tel qu'ils y seront confrontés dans leur futur métier.

Intérêt régional :
Insertion scolaire et professionnelle de jeunes en situation de handicap ou primo arrivants

Public(s) cible(s) :
20 élèves cérébro-lésés ; élèves en réinsertion scolaire et professionnelle pour des raisons liées à leurs maladies, leurs problématiques sociales ou psychologiques (souvent mineurs isolés étrangers); élèves hospitalisés pour maladie somatique préparant les bac professionnels commerce et accueil.

Localisation géographique :
- LYP J-BAPTISTE SAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant théâtre 112h*56,25€	6 300,00	100,00%
Total	6 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	6 300,00	100,00%
Total	6 300,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 300,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 444,00 €
2014	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	474,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 485,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	2 718,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	399 560,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	13 717,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	47 560,00 €
2014	Travaux de maintenance	339 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 155,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	13 773,29 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	259 065,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	56 898,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	45 920,00 €
2015	Travaux de maintenance	60 100,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 597,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	2 226,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	9 988,30 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	192 391,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	13 346,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	48 820,00 €
2016	Travaux de maintenance	201 399,20 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	453,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	10 661,00 €
2017	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	1 585,85 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	196 159,00 €

2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	39 948,23 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	40 298,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	20 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	133 000,00 €
	Montant total	1 671 181,87 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024025

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LPO LANGEVIN WALLON CHAMPIGNY SUR MARNE (94) - PROJET N°546 - REMOBILISATION LONGUE - RESCOLARISATIN MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 850,00 €	100,00 %	2 850,00 €
	Montant Total de la subvention		2 850,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LANGEVIN WALLON CHAMPIGNY SUR MARNE
Adresse administrative : 126 AVENUE ROGER SALENGRO
94500 CHAMPIGNY SUR MARNE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Catherine KAPFER, Proviseure

N° SIRET : 19940113400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 6 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Acquérir ou compléter les pré-requis nécessaires à une entrée en formation qualifiante ou diplômante.
Définir les étapes en vue de finaliser un projet et élaborer un parcours de formation qualifiante (formation initiale, en alternance ou professionnelle).
Elaborer un projet professionnel réaliste et les aider à négocier une insertion professionnelle.
Améliorer l'image de soi.
Améliorer ses modes de communication.

Description :
La remobilisation s'inscrit dans la politique de lutte contre le décrochage scolaire et l'absentéisme initié par les plateformes de suivi et d'appui des décrocheurs (PSAD) du bassin est du Val-de-Marne. L'action a pour première finalité de concourir à la prévention des sorties sans qualification et vise à l'accueil et la remotivation des élèves pour l'entrée dans un parcours d'insertion et doivent leur permettre d'acquérir plus solidement les éléments de base de la qualification.

Le dispositif prend en charge des élèves en risque de décrochage et désireux d'intégrer une filière professionnelle. Il les remobilise sur un parcours de formation au travers de stages en entreprise. Il offre un accompagnement renforcé.

Les élèves sont repérés par leur dernier établissement fréquenté ou CIO du district (emménagement, scolarité antérieure dans un établissement éloigné du domicile).
Un entretien de situation est réalisé avec le jeune et sa famille par un ou plusieurs membres de l'établissement et du CIO afin d'éclairer la situation et proposer un accompagnement individualisé. Une réunion d'information est organisée en octobre afin d'expliquer aux jeunes et aux familles les objectifs poursuivis, le déroulement et l'organisation de la formation. Les élèves intègrent l'action après avoir réalisé un entretien individuel avec la coordonnatrice MLDS.

Elle permet aux jeunes d'élaborer un projet professionnel réaliste.
20 semaines de cours et 6 semaines de stages obligatoires sont prévues soit une formation du 6 novembre 2016 au 31 mai 2017.
Les entrées et sorties sont permanentes, la durée du parcours de chaque jeune étant indépendante de la durée totale de l'action.
L'encadrement de la formation au lycée est assuré par une équipe pédagogique constituée d'enseignants volontaires et d'intervenants extérieurs. Afin d'assurer un suivi individualisé des parcours des élèves, en général très diversifiés, l'équipe MLDS s'entoure de différents partenaires dans les domaines de l'insertion professionnelle, de l'orientation, de la santé, de la culture…

Module de formation et contenus :
Module de matières fondamentales : Mathématiques, Français, Anglais, Histoires-Géographie, Physique-Chimie
Module « Projet professionnel » : dans ce cadre un point est fait sur la connaissance des formations et des métiers.

Moyens mis en œuvre :
Atelier de vidéo participative :
Un vidéaste engagé par la Maison des Arts de Créteil intervient auprès des élèves de la MLDS afin de les aider à acquérir une meilleure estime d'eux-mêmes. Il travaille avec l'intervenante d'atelier de théâtre.
L'objectif initial est de construire un clip vidéo autour du thème de la rencontre en initiant les jeunes à la fois à la manipulation technique (caméra, lumière, fond vert) et à l'expression artistique (écriture, jeu, cadre).

Public(s) cible(s) :
20 élèves sans solution à la rentrée scolaire nécessitant un accompagnement dans l'élaboration du projet personnel et de formation et la recherche de solutions.

Localisation géographique :
- LYP LANGEVIN WALLON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Intervenant Maison des Arts de Créteil 38*75€	2 850,00	100,00%	Subvention régionale 2017/2018	2 850,00	100,00%
Total	2 850,00	100,00%	Total	2 850,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 850,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 038,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	57 532,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 933,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	344 832,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	74 987,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	56 080,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	15 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	86 400,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	19 257,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	34 479,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	564,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	6 775,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	341 620,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	32 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	57 947,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	30 800,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	1 125,00 €
2015	Travaux de maintenance	202 700,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	28 770,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	340,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	87 523,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 986,00 €

2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	3 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	211 768,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	8 900,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	61 455,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	2 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	5 325,00 €
2016	Travaux de maintenance	114 394,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 068,00 €
2017	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	3 248,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	26 532,22 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	219 314,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	10 393,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	58 679,00 €
2017	Projet-Réussite pour tous	1 125,00 €
2017	Travaux de maintenance	108 060,00 €
	Montant total	1 996 745,22 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024103

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LPO EDOUARD BRANLY CRETEIL (94) - PROJET N°447 - GROUPE DE PAROLES - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 500,00 €	100,00 %	1 500,00 €
		Montant Total de la subvention	1 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO EDOUARD BRANLY CRETEIL
Adresse administrative : 33 RUE DU PETIT BOIS
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Philippe GIACOBBI, Proviseur
N° SIRET : 19941018400014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 30 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Assurer mensuellement la mise en place d'un espace d'écoute dédié aux adolescentes.
Favoriser la circulation de la parole et l'expression des ressentis et des préoccupations diverses.
Proposer une écoute active, un soutien, des conseils ou une orientation adaptée aux jeunes filles.

Description :
Ce projet permet de travailler sur les points suivants :
- rayonnement de l'établissement
- Cohésion et insertion sociale
- égalité femme/homme
- formation des femmes scientifiques

Moyens mis en œuvre :
Disponibilité des élèves par un aménagement des emplois du temps.
Panier repas à disposition.
Interventions effectuées par une psychologue et un cadre infirmier.

Public(s) cible(s) :
40 élèves filles du lycée des sections professionnelles, technologiques et générales. A noter, les filles représentent environ 5% des effectifs du lycée.

Localisation géographique :

- LYT EDOUARD BRANLY (CRETEIL)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Intervenant Créteil Solidarité 20h*75€	1 500,00	100,00%	Subvention régionale 2017/2018	1 500,00	100,00%
Total	1 500,00	100,00%	Total	1 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 335,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	57 827,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	18 428,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	-7 160,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	0,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	435 772,00 €
2014	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	146 206,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	41 432,00 €

2014	Projet-Réussite pour tous	10 384,00 €
2014	Travaux de maintenance	5 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 824,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	33 746,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	18 395,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	4 843,20 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 400,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	461 825,00 €
2015	Ecolycées franciliens	3 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	99 270,46 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	44 097,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	15 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	10 325,00 €
2015	Travaux de maintenance	79 100,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 332,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	43 135,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	19 395,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	-1 483,17 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 200,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	317 919,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	39 063,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	34 702,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	7 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	8 450,00 €
2016	Travaux de maintenance	48 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 589,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	7 551,40 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 472,00 €
2017	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	-1 054,21 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	324 241,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	25 600,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	49 503,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	10 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	24 900,00 €
	Montant total	2 039 579,68 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024107

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LPO GUTENBERG CRETEIL (94) - PROJET N°282 - POINT ECOUTE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 638,00 €	100,00 %	3 638,00 €
		Montant Total de la subvention	3 638,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO GUTENBERG CRETEIL
Adresse administrative : 16/18 RUE DE SAUSSURE
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Julien LALIVE, Proviseur

N° SIRET : 19941930000025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 7 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Aider les élèves à surmonter leurs difficultés par la constitution et la mise en place d'un maillage associatif et institutionnel.
Proposer une présence et un accompagnement spécialisés auprès des élèves scolarisés et leur famille, réalisés par un intervenant extérieur et étranger à l'institution scolaire réalisant de ce fait une médiation entre les élèves et l'institution scolaire, ainsi qu'avec leur famille.
Approcher les familles dans une dimension d'accompagnement et d'écoute.

Description :
L'objectif principal est celui d'offrir un espace de parole, libre et confidentiel où les élèves, mais aussi les parents, puissent aborder des sujets qui les concernent. Ces permanences gérées par une psychologue n'ont pas pour but de proposer un suivi thérapeutique mais surtout un lieu d'écoute et de soutien. Elles visent surtout à contribuer à lutter contre les situations d'échec et de décrochage scolaire.

La permanence du Point Écoute se tient dans le pôle infirmerie, dans un bureau adapté et aménagé, attenant à celui de l'infirmière : les lundis de 14h à 16h (d'octobre 2017 à janvier 2018)
et les jeudis de 14h à 16h (de février à juin 2018).
Ces entretiens sont à caractère confidentiel.

Moyens mis en œuvre :
Des permanences : 1 fois par semaine de 14h à 16h entretiens individuels, groupe de paroles, réunions avec parents, équipes médico-psycho-sociale.
Les élèves ont intégré qu'il s'agissait d'un dispositif pouvant leur venir en aide selon les difficultés rencontrées et nombreux sont ceux qui viennent spontanément à l'infirmerie pour solliciter un rdv.
Ce Point Écoute fait totalement partie de l'établissement.

Public(s) cible(s) :
Plus de 100 élèves de 14 ans et plus en situation de mal-être et ou d'échec scolaire pour les lycéens et leur famille.

Localisation géographique :
- LYP GUTENBERG

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Espace Droit Famille 64h*46€	2 944,00	80,92%
Frais de fonctionnement et documentations	694,00	19,08%
Total	3 638,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	3 638,00	100,00%
Total	3 638,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 638,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 313,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	59 560,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 363,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 200,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	233 200,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 729,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 783,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	2 930,00 €
2014	Travaux de maintenance	7 800,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 744,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	78 269,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 540,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	2 000,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	230 052,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	25 913,86 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 778,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	3 014,00 €
2015	Travaux de maintenance	77 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 823,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	72 284,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 286,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	193 556,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	27 260,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	57 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	2 960,00 €
2016	Travaux de maintenance	118 500,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 391,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	20 098,89 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 054,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	169 526,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	28 248,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	24 500,00 €
2017	Travaux de maintenance	20 000,00 €
	Montant total	1 332 277,75 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024380

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LP PIERRE MENDES-FRANCE RIS ORANGIS (91) - PROJET N°611 - FAVORISER LE CLIMAT SCOLAIRE POUR DIMINUER LES INCIVILITES - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	5 400,00 €	83,33 %	4 500,00 €
	Montant Total de la subvention		4 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PIERRE MENDES-FRANCE RIS ORANGIS
Adresse administrative : AVENUE DE L'AUNETTE
91130 RIS ORANGIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Marie-Hélène MERCIER, Proviseure

N° SIRET : 19911578300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

- accompagner l'entrée au lycée pro en prévention d'une possible démobilisation scolaire,
- développer un esprit d'initiatives, le travail en groupe et l'ouverture culturelle,
- favoriser un climat scolaire positif afin de lutter contre l'absentéisme et les incivilités

Description :

Le lycée Mendes France va accueillir "en résidence" 14h par semaine 2 volontaires en service civique. Ils seront accompagnés par un salarié de l'association qui les guide dans leurs missions et qui est garant du projet ainsi que du partenariat.
Un volontaire en résidence (VER) occupe une position spécifique : ni enseignant ni professionnel, c'est un(e) jeune adulte en posture bienveillante et exigeante vis à vis des jeunes. Il participe à renforcer ou créer des dynamiques au sein de l'établissement qui peuvent contribuer à améliorer le climat scolaire, la remobilisation scolaire, etc..

L'AFEV, le volontaire en service civique et l'établissement partenaire co-construisent les objectifs du volontaire en résidence, les actions dans lesquelles il va s'impliquer qui viennent en complémentarité avec l'intervention des autre acteurs éducatifs. La souplesse du dispositif permet de s'adapter au contexte et à la réalité de chaque établissement tout en donnant au jeune en volontariat la capacité de construire avec les équipes expertes du lycée un projet utile et pertinent pour les élèves.
Les activités du volontaire au sein de l'établissement s'articulent autour de 2 grands axes :
- il accompagne les lycéens, les lycéens délégués et élus dans l'animation de la MDL mais également dans le cadre de projet de classe, dans la mise en œuvre de projets de sensibilisation à la citoyenneté, à la santé...
- il participe aussi à l'animation de la vie lycéenne à travers des propositions dans et hors les murs et favorise l'appropriation et l'animation des lieux de vie au sein de l'établissement par et pour les lycéens, notamment par l'animation du foyer.
Les axes d'intervention décrits sont volontairement larges pour laisser place à la co-construction des actions en fonction de chaque partenariat.
Pour compléter ces axes, les volontaires pourront accompagner certains lycéens individuellement tout au long de l'année afin de les remobiliser dans leur parcours.

En Ile-de-France, chaque année 1000 étudiants bénévoles et 70 VER mobilisés et formés par l'AFEV interviennent au sein des quartiers populaires auprès d'enfants/jeunes en situation de fragilité scolaire et/ou sociale afin de lutter contre le décrochage et d'accompagner des jeunes vers la réussite. Les accompagnements et autres actions citoyennes mises en place contribuent à répondre à leur situation et leur permettre de dépasser les difficultés rencontrées mais aussi de contribuer à diminuer les incivilités quotidiennes.

Moyens mis en œuvre :
Le projet mené à partir de janvier 2018 afin de permettre la formation des volontaires.
Recrutement des volontaires en service civique :
- septembre 2017 : formation des volontaires en service civique :
- décembre 2017 : premières interventions ponctuelles pour se faire connaitre et découvrir l'équipe.
- janvier 2018 : réunion de lancement avec les référents AFEV et au sein de l'établissement début des interventions régulières premiers accompagnements individualisés.
- mars 2018 : bilan à mi-parcours entre l'AFEV et le référent de l'établissement.
- Fin juin : fin des accompagnements
- Juin : fin du volontariat en service civique, bilan de l'année, préparation de la rentrée.

Public(s) cible(s) :
Jeunes scolarisés en lycée professionnel rencontrant des difficultés dans leur parcours : le fil rouge des actions menées par les engagés de l'AFEV vise la réussite des élèves, en travaillant autour de plusieurs axes : valorisation de l'enseignement professionnel, amélioration du climat scolaire et aide à la maitrise de orientation et à la projection dans l'avenir.

Localisation géographique :
- LP PIERRE MENDES-FRANCE RIS-O

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
AFEV : 150 h x 36 € x 25 élèves	5 400,00	100,00%
Total	5 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale demandée 2017/2018	4 500,00	83,33%
Association(s)	900,00	16,67%
Total	5 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 608,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	33 262,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 759,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	178 298,00 €
2014	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	94 373,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	34 174,00 €
2014	Travaux de maintenance	311 100,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 168,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	105 326,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 187,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	185 612,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	32 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	24 549,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	8 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	6 715,00 €
2015	Travaux de maintenance	85 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 032,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	14 690,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 476,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	145 432,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	14 822,40 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	24 686,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	3 300,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	3 816,00 €
2016	Travaux de maintenance	6 299,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 137,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	26 306,10 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 635,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	141 331,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 100,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 480,00 €

	Montant total	1 122 452,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024413

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LYC RENE AUFFRAY CLICHY (92) - PROJET N°426 -IMAGE PROFESSIONNELLE, ESTIME DE SOI, PREPARATION A L'ENTREE DANS LE MONDE PROFESSIONNEL - SOUTIEN A LA SCOLARITE ACQUISITION DES CODES REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	8 850,00 €	94,92 %	8 400,00 €
	Montant Total de la subvention		8 400,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER RENE AUFFRAY CLICHY
Adresse administrative : 23 RUE FERNAND PELLOUTIER
92110 CLICHY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Patrice LIS, Proviseur

N° SIRET : 19922149000022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 20 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.

Objectifs :

- préparer à l'entrée dans le monde professionnel, meilleure insertion
- augmenter l'estime de soi
- développer les compétences psycho sociales
- respect des codes socio-professionnels
- diminution du décrochage scolaire

Description :

Finalité : prévention primaire des facteurs de risques menant au décrochage scolaire et à la violence.
-interventions animations par une socio-esthéticienne autour de : l'estime de soi, l'image de corps, la

tenue vestimentaire, le regard sur la tenue professionnelle, comment appréhender les entretiens, les stages...
-interventions sur le développement des compétences psychosociales par l'infirmière et l'assistante sociale (formatrices académiques) en privilégiant la valorisation de la formation, l'élaboration de solutions pour réussir son parcours scolaire, le renforcement des compétences psycho sociales en particulier la résistance à la pression du groupe et l'estime de soi.
-mise en place d'une journée hebdomadaire professionnelle
-suivi rapproché des absences
-information des parents: lors de la réunion de rentrée: présentation des exigences de la filière (tenue professionnelle, ponctualité, stages, etc.) ; présentation des personnes ressources avec remise d'un livret personnalisé contenant les numéros de téléphones des personnes à contacter et les procédures en cas d'absences ou de difficultés diverses, afin de favoriser la co-éducation.
-implication dans le processus des professeurs des classes concernés.

Moyens mis en œuvre :
-interventions d'une socio-esthéticienne : 3 séances de 2h en demi classe (15 élèves maximum) répartie au cours de l'année de seconde puis 1 séance de 2h en demi classe par an l'année suivante.
-interventions autour des compétences psychosociales par l'infirmière et l'assistante sociale répartie au cours de l'année et en fonction des besoins spécifiques des classes.
-accueil spécifique des secondes à la rentrée.

Public(s) cible(s) :
1 classe de CAP hôtellerie
3 classes de 2nes professionnels hôtelleries
2 classes de 2nes professionnelles soins et services à la personne
1 classe de 2nde bac pro gestion administration

Localisation géographique :
- LYP RENE AUFFRAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur socio-esthéticienne 2ndes : 84h*75 €, 184 élèves	6 300,00	71,19%
Intervenant extérieur socio-esthéticienne 1ères : 28h*75 €, 184 élèves	2 100,00	23,73%
Autres dépenses : 4 séances, 6h*75 euros, 124 élèves	450,00	5,08%
Total	8 850,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale demandée 2017/2018	8 400,00	94,92%
Reliquats	450,00	5,08%
Total	8 850,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	16 463,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	24 737,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	7 869,24 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 200,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	539 032,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	66 342,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	78 124,00 €
2014	Travaux de maintenance	210 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	18 918,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	20 207,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	11 672,08 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	2 400,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	445 627,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	7 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	79 101,00 €
2015	Olympiades des métiers	2 800,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	6 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	110 500,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 388,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	43 940,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	21 140,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	8 864,64 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	253 059,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	24 612,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	73 861,00 €
2016	Travaux de maintenance	194 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	30 359,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	16 753,70 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	25 545,00 €
2017	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	10 168,09 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	236 881,00 €

2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	73 832,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	69 532,00 €
2017	Travaux de maintenance	160 000,00 €
	Montant total	2 363 895,75 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024489

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LGT GUSTAVE EIFFEL GAGNY (93) PROJET N°602 - DEVELOPPER LES COMPETENCES LIÉES A LA MAITRISE DE LA LANGUE - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 650,00 €	100,00 %	2 650,00 €
	Montant Total de la subvention		2 650,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT GUSTAVE EIFFEL GAGNY
Adresse administrative : 16 CHEMIN DE LA RENARDIERE
93220 GAGNY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Thierry SURSIN, Chef d'établissement
N° SIRET : 19931272900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Permettre à des élèves arrivés depuis quelques années en France de consolider leur maîtrise de la langue française.
Accompagner les élèves vers une poursuite d'étude ambitieuse et conforme à leur projet de vie.

Description :
Des élèves arrivés depuis quelques années en France présentent encore des difficultés de maîtrise de la langue française. L'objectif de ce projet est donc de développer les compétences liés à cette maîtrise.

Ces difficultés sont un frein réel à leur réussite scolaire notamment lors des épreuves du baccalauréat.

Entre le mois de septembre et novembre, les élèves ciblés sont repérés et le projet est présenté aux familles concernées fin novembre.
Durant le mois de décembre, une réunion est organisée avec les acteurs du projet (professeurs de FLE, comédiens et professeur principal de l'élève).
Le projet commence pour les élèves à partir du mois de janvier.

Les élèves bénéficient d'un accompagnement hebdomadaire personnalisé de 2 heures par semaine avec un adulte (titulaire d'un diplôme de FLE) et d'activités pédagogiques encadrées par un comédien autour de la mise en voie de textes littéraires.
Le professeur de FLE accompagne dans un cadre plus scolaire ces élèves et parallèlement le comédien leur donne davantage confiance dans leur maîtrise de la langue.

Moyens mis en œuvre :
Un enseignant FLS, l'intervention de comédiens et des sorties pédagogiques sont aussi mises en place.

Intérêt régional :
La maîtrise de la langue française pour des élèves arrivés en Ile de France au cours de leur scolarité est l'un des piliers d'une intégration réussie. Ces élèves seront amenés à poursuivre leurs études en Ile-de-France et les accompagner vers la réussite dans cette voie est un projet d'établissement et régional.

Public(s) cible(s) :
16 élèves ciblés doivent répondre à 2 critères :
- élèves arrivés en France au cours de leur scolarité ;
- élèves repérés lors du conseil de classe du 1er trimestre par l'équipe pédagogique.

Localisation géographique :
- LYT GUSTAVE EIFFEL (GAGNY)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant comédien 28h*75€	2 100,00	79,25%
Sorties culturelles	550,00	20,75%
Total	2 650,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	2 650,00	100,00%
Total	2 650,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 650,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 372,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	54 233,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	2 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	297 765,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	49 477,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	36 809,00 €
2014	Travaux de maintenance	475 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 355,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	75 744,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	301 279,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	65 238,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	37 551,00 €
2015	Travaux de maintenance	69 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 071,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	91 880,71 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	239,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	246 115,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	35 540,00 €
2016	Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	291 200,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	35 251,00 €
2016	Travaux de maintenance	77 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 543,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	41 802,98 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 443,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	231 472,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	31 230,00 €
2017	Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	291 200,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	30 361,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	26 188,00 €
2017	Travaux de maintenance	255 000,00 €
	Montant total	2 898 594,69 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024505

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LPO LYC METIER FLORA TRISTAN MONTEREAU FAULT YONNE (77) - PROJET N°260 - RELAIS LYCEENS - REMOBILISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	8 445,00 €	85,53 %	7 223,00 €
	Montant Total de la subvention		7 223,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER FLORA TRISTAN MONTEREAU FAULT YONNE
Adresse administrative : 12 AVENUE DU 8 MAI 1945 77130 MONTEREAU FAULT YONNE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Myriam ERIPRET, Proviseure
N° SIRET : 19772312500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Lutter contre le décrochage scolaire.
Remobiliser les élèves sur leur projet professionnel.
Conserver le lien scolaire en donnant du sens à l'expression écrite.
Travailler sur l'image de soi à travers le langage écrit.

Favoriser le maintien des élèves dans leur choix professionnel.
Améliorer la qualité de présence en classe et dans les écrits.

Description :
Le district de Montereau Fault Yonne se situe dans le sud Est de la Seine et Marne avec un territoire péri-urbain et rurale, comprenant 3 lycées (2 sur la ville de Montereau et 1 à Varennes). La population de Montereau accueille un public ayant des catégories sociaux professionnelles faibles voire très faibles, représentant pour le lycée Flora Tristan plus de 75% des effectifs, soit le taux le plus important de « CSP moins » du département. Concernant la ville de Montereau, il convient de noter que le taux de pauvreté

est de 31. 6% contre 11.4 % sur le 77, et le taux de chômage (des 15-64 ans) est de 25 % contre 11.2 %. Ces données corroborent avec le public accueilli au lycée Flora Tristan.

Ainsi, La fragilité économique, culturelle, familiale et la problématique des transports (éloignement-coût) peuvent provoquer du décrochage scolaire. En effet, il semble opportun de mettre en place un dispositif de prévention pour lutter contre le décrochage scolaire.
Il s'agit d'intégrer des modules d'écriture, pour positionner les jeunes lycéens pris en charge, dans une perspective de réussite. Cet objectif passe par la confiance dans leur capacité à produire des écrits.
Depuis de nombreuses années, un GPDS (Groupement de Prévention de Décrochage Scolaire) se réunit une fois par mois, pour repérer et étudier les situations des lycéens en difficultés, tant sur le plan scolaire que personnel.
Dans le cadre du GPDS de l'année scolaire 2016/2017, 30 élèves, ont été repérés, suivis et accompagnés avec des propositions adaptées et individualisées.

Il y a un besoin d'accompagnement spécifique pour ces jeunes lycéens décrocheurs sur des domaines variés tels que :
- une écoute extérieure à l'éducation nationale favorisant la mise en confiance avec l'adulte, une amélioration de l'image de soi et renforçant le lien scolaire ;
- une remise à niveau des compétences écrites en français pour les jeunes allophones et pour des lycéens ayant une pathologie DYS (déclarée ou non).

Moyens mis en œuvre :
De ce fait, le relais lycéen vient en appui au GPDS du lycée avec des propositions complémentaires.
le GPDS se réunit avec la présence : du chef d'établissement et son adjoint, du chef des travaux, 2 CPE, un coordonnateur MLDS, un référent décrochage scolaire, une infirmière, une-assistante sociale, un Psychologue de l'Education Nationale (PsyEN), un enseignant et un éducateur ADSEA.

Ces actions ont pour but d'apporter une réponse aux élèves décrocheurs avec des solutions variées et modulaires : soit un module d'écriture, un module FLE ou un module d'orientation éducative :
« Accroche-toi petit… la suite... »
Cet accompagnement se déroule sur le temps scolaire et au sein de l'établissement afin de limiter les déplacements des lycéens.
Pour les différents modules annoncés le lycée fournit les locaux et le matériel nécessaire pour les intervenants.

De plus, un enseignant référent de l'action prend en charge l'organisation et le déroulé des différentes actions pour les élèves décrocheurs (liste des élèves et suivi, réservation des salles, accueil des intervenants...). Les heures supplémentaires sont allouées par l'inspection académique de Seine et Marne.

Public(s) cible(s) :
40 élèves repérés en GPDS sont sous statut scolaire et toujours inscrits dans l'établissement et de tous niveaux et de toutes les filières professionnelles du lycée.

Localisation géographique :
- LYP FLORA TRISTAN (MONTEREAU)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant sophrologue 120h*60€	7 200,00	85,26%
Frais de déplacement	195,00	2,31%
Intervenant coaching d'accompagnement 14h*75€	1 050,00	12,43%
Total	8 445,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	7 223,00	85,53%
Reliquat	1 222,00	14,47%
Total	8 445,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 223,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 011,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	14 242,00 €
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	10 946,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	169 500,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 754,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	11 570,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	10 558,60 €
2014	Travaux de maintenance	22 300,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 692,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	32 184,00 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	7 964,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	164 383,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	28 492,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	11 570,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	14 957,30 €
2015	Travaux de maintenance	151 200,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 805,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	42 444,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	131 209,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	13 456,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	9 831,00 €

2016	Travaux de maintenance	20 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 194,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	7 656,90 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	747,00 €
2017	Développement des parcours européens des lycées professionnels	1 704,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	133 868,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	11 884,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	17 297,00 €
2017	Projet-Réussite pour tous	3 632,00 €
2017	Travaux de maintenance	1 500,00 €
	Montant total	892 636,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024506

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LPO LYC METIER LES PANNEVELLES PROVINS (77) - PROJET 371 - PHOTOGRAPHIER SON METIER - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 875,00 €	100,00 %	1 875,00 €
	Montant Total de la subvention		1 875,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER LES PANNEVELLES PROVINS
Adresse administrative : ROUTE CHALAUTRE BP 209
77487 PROVINS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Silvio MERMIER

N° SIRET : 19771336500017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 9 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Remobiliser les jeunes, sortis du système scolaire sans diplôme, autour d'un projet commun, en utilisant la photographie comme moyen d'expression, afin de définir leur projet professionnel à venir.
S'informer et communiquer sur les formations du district de Provins.
Se déplacer en transport en commun vers différents lieux de formation.
Apprendre à réaliser des photos.
Se connaître à travers les retours d'image et de photos.
Valoriser ces jeunes décrochés dans un travail personnel autour de "la photo".
Rétablir le lien avec les jeunes décrochés autour d'une dynamique partenariale: EPLE, Educateurs, entreprises, CFA, psychologue scolaire, service social.

Description :

Dans le cadre de la lutte contre le décrochage scolaire, au sein de Le district de Provins, à forte dominante rurale, pose un réel problème d'enclavement géographique et d'accessibilité aux lieux de formation initiaux. En effet, l'étendue du territoire est le plus important de la Seine et Marne, aux frontières de l'Aube (10km) de l'Yonne et de la Marne.

Au sein de la plateforme FOQUALE de Provins, une action de remédiation est implantée au LPO les Pannevelles, pour accueillir des jeunes sortis du système scolaire sans diplôme et en recherche de solution professionnelle. Cette action a pour but de permettre à ces jeunes de plus de 16 ans, de définir leur projet professionnel pour l'année scolaire en cours ou à venir.
Ils sont encadrés par une équipe éducative volontaire, de 6 enseignants, sur l'année avec un référent de l'action. Pour l'année 2016/2017, la classe de remobilisation représentait 23 élèves avec des profils de décrochage divers.

Repérés à l'issue des entretiens de situations en début d'année ou repérés en risque de décrochage dans les établissements du district. Ces lycéens dits « décrocheurs » proposés à l'issue des instances de GPDS sont repérés par une attitude de désintérêt croissant se traduisant par un fort taux d'absentéisme ou une attitude inadaptée en classe ainsi que par des résultats scolaires insuffisants.

Dans le souci de leur insertion professionnelle, il convient de proposer des actions innovantes pour ces jeunes en recherche de solution, à travers une pratique disciplinaire, la photo.
C'est l'occasion, pour ces jeunes :
- de réinvestir les apprentissages autrement,
- de rétablir le lien avec les institutions,
- d'identifier et de valoriser les compétences acquises,
- de gagner en autonomie dans les transports et d'acquérir les codes pour se présenter dans les différentes structures de formation professionnelle ;
- et de découvrir des métiers porteurs sur notre district et ceux avoisinants.

De ce fait, l'équipe se mobilise autour d'un fil conducteur et commun à tous, la photo.
Le projet se déroule en plusieurs étapes :
- l'image d'un jeune décroché : l'association ESPOIR CFDJ intervient au lycée, en réalisant des premières images photos du groupe classe.
- l'équipe pédagogique utilisant la photo comme outil pédagogique: en math (les angles de vue, les distances), en arts appliqués (les cadrages), en EPS (la photo en mouvement, les déplacements), en français (un roman-photo) ;
- visite des EPLE et photos des ateliers,
- sélection des photos pertinentes pour le projet : exposition, roman photo, fiche métier,
- invitation des familles et partenaires pour l'exposition : l'évolution du travail des jeunes.

Moyens mis en œuvre :
Au sein d'une action de remédiation, proposer un projet Photo et Fresque, pour des élèves sans solution, autour des découvertes des métiers et des formations sur le secteur de Provins.

L'équipe enseignante et l'association ESPOIR CFDJ accompagnent les jeunes sur les lieux de formation (transports, contact avec les entreprises et les établissements scolaires).

L'association ESPOIR CFDJ intervient 6 fois au sein de la classe (prise de photos, accompagnement éducatif, montage photo, préparation de l'exposition).

L'équipe enseignante accompagne les jeunes sur 2 plans :
- l'un est pédagogique et disciplinaire,
- le second est dans la construction du projet professionnel individuel (tutorat).

La mise à disposition du matériel photo pour développer une bibliothèque des formations environnantes (en image).
La création d'une exposition photos du travail réalisé par les élèves : cadres photos, tirage, affiches, flyers, une fresque réalisée avec l'association MIX'ART (sur le thème du décrochage scolaire).

Public(s) cible(s) :
15 élèves de 3ème générale et de 3ème prépa-pro ; élèves de CAP ; élèves de 2nde générale, 2nde pro ou 1ère bac pro.

Localisation géographique :

- LYT LES PANNEVELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Mix'Art 12h*75€	900,00	48,00%
Mix'Art : frais de matériels, d'inscription et déplacement	600,00	32,00%
Achats d'appareils photos et cartes SDHC mémoire	375,00	20,00%
Total	1 875,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	1 875,00	100,00%
Total	1 875,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 875,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 245,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	21 064,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	27 049,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	702 976,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	213 436,00 €

2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	76 550,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	9 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	65 370,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 103,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	31 201,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	24 378,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	2 160,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	538 601,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	33 314,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	69 662,00 €
2015	Travaux de maintenance	39 100,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 405,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	79 324,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	21 035,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	332 158,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	181 930,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	76 278,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	35 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	2 520,00 €
2016	Travaux de maintenance	14 500,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 602,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	111 689,73 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	11 566,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	383 472,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	9 032,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	76 713,00 €
2017	Travaux de maintenance	21 600,00 €
	Montant total	2 521 001,73 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024531

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LYC METIER GOURDOU-LESEURRE SAINT MAUR DES FOSSES - PROJET N°610 - ATELIER D'ORALITE LIE AUX PERIODES DE FORMATION EN MILIEU PROFESSIONNEL - SOUTIEN ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 780,00 €	100,00 %	3 780,00 €
	Montant Total de la subvention		3 780,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP LYC METIER GOURDOU-LESEURRE SAINT MAUR DES FOSSES
Adresse administrative : 50/56 BOULEVARD DE CHAMPIGNY 94210 SAINT MAUR DES FOSSES
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Colette COURDES-BOURGEOIS, Proviseure
N° SIRET : 19940140700010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 6 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 16 février 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Préparation à l'entretien de recherche de la préparation aux Périodes de Formation en Milieu Professionnel (PFMP) en Seconde :
- amener les élèves à valoriser leur parcours,
- développer un argumentaire et savoir convaincre,
- favoriser l'aisance dans la prise de parole,
- comprendre et transmettre un message par la mise en œuvre de compétences théâtrales (notamment par le jeu de l'improvisation).

Description :
Le projet ateliers "Oralité", dans le cadre de la préparation aux périodes de formation en milieu professionnel (PFMP) des classes de Seconde professionnelle (SN - MELEC- MEI - EDPI), comporte 4 modules de préparation :
Module 1
« séance type » décomposée en :

- exercices sur la gestion du stress,
- exercices sur le travail de la voix,
- exercices sur le passage d'énergie, l'écoute, la réactivité.

« mise en situation » pour permettre à chaque élève de :
- préparer son entrée dans la salle d'examen ou d'entretien,
- se présenter,
- présenter son expérience passée.

Module 2
« séance type » de mise en situation :
- débat argumenté en duel sur des thématiques pré-établies ;
- écriture d'arguments en groupe et désignation d'un porte-parole ;
- débat animé par le comédien.

Module 3
- préparation en amont avec l'enseignant ;
- apprentissage par cœur de quelques lignes d'un poème, d'un récit, etc…

« séance type » de mise en situation :
- travail sur la restitution du texte appris, sur les intentions, le rythme, la diction, l'assurance ;
- travail sur un texte court non connu, pour travailler ces trois axes de l'expression orale.

Module 4
« séance type » de mise en situation :
- passage de chaque élève individuellement pour aller plus loin dans l'argumentation et l'adresse au public ;
- rôle de jury en alternance pour les élèves (questions, réactions, retours) ;
- improvisation et jeu de rôle autour d'un entretien fictif en tête à tête ;
- évaluation et retours par les élèves.

Moyens mis en œuvre :
L'animation des modules par des comédiens professionnels en partenariat avec le théâtre de Saint-Maur.

Public(s) cible(s) :
96 élèves de Seconde Professionnelle.

Localisation géographique :
- LP GOURDOU-LESEURRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant théâtre 108h*35€	3 780,00	100,00%
Total	3 780,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	3 780,00	100,00%
Total	3 780,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 780,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 425,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	13 483,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 342,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	107 748,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	39 600,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 650,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	4 115,00 €
2014	Travaux de maintenance	90 250,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	7 390,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 768,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	105 950,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	85 044,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 850,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	11 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	3 375,00 €
2015	Travaux de maintenance	106 600,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	234,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	40 724,27 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 602,00 €
2016	Budget d'autonomie des lycées (fonctionnement)	18 100,00 €
2016	Budget d'autonomie des lycées (investissement)	13 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	77 456,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	9 000,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	24 750,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	20 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	8 950,00 €
2016	Travaux de maintenance	14 300,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 876,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	15 621,14 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 027,00 €
2017	Budget d'autonomie des lycées (fonctionnement)	18 540,00 €

2017	Budget d'autonomie des lycées (investissement)	13 090,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	78 943,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	51 100,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 015,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	2 500,00 €
2017	Travaux de maintenance	27 000,00 €
	Montant total	1 007 277,41 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024550

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LPO LYC METIER FRANCOIS MANSART ST MAUR DES FOSSES (94) - PROJET N°511 - MON CAP VERS MA REUSSITE - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 007,00 €	85,90 %	1 724,00 €
	Montant Total de la subvention		1 724,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER FRANCOIS MANSART ST MAUR DES FOSSES
Adresse administrative : 25 AVENUE DE LA BANQUE 94214 SAINT-MAUR-DES-FOSSES
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Michel DJARIAN, Proviseur

N° SIRET : 19940585300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Amener les élèves à être en projet, à réinvestir leur formation, et les accompagner jusqu'à la construction et l'appropriation de leur projet personnel.
Restaurer la confiance dans le système éducatif par des actions au sein du lycée et à l'extérieur.
Restaurer la confiance en soi.

Description :
L'objectif du projet est de fédérer le groupe classe grâce à l'organisation d'actions et organiser des sorties de groupe afin de fédérer le groupe et de nouer un rapport de confiance dans l'équipe pédagogique.
Journée d'intégration au bois de Vincennes : jeux collectifs, pique-nique, gratuité.
Journée Parisienne : visite de musée du parfum et visite de paris intramuros.
Atelier théâtre : pour travailler l'estime de soi à l'aide du théâtre d'improvisation ainsi que la réalisation d'un court métrage sur un thème choisi « la rencontre ».

Partenariat avec une action solidaire pour aider les plus démunis en participant aux activités des Restos du Cœur de l'antenne de Champigny-sur-Marne.
Organiser une collecte au sein du lycée pour les restos du Cœur qui est couplée avec la collecte nationale en mars 2018.
S'intégrer par des diverses actions notamment la participation au projet « Lycéens au cinéma » pour 3 classes.
L'organisation de tables rondes sur le monde professionnel : apporter des éléments d'information et de réflexion sur l'insertion, l'emploi, les qualifications et les métiers.
La mise en place de rencontres avec des anciens élèves du lycée.
Lors de la journée d'intégration est mis en place un tutorat entre élèves et la visite d'anciens élèves venant d'un CAP et qui sont sorties avec un diplôme de BTS.
Une aide personnalisée est mise en place pour les élèves de CAP dans leur recherche de stage, leur apprendre à établir un CV et préparer les entretiens.

Public(s) cible(s) :
40 élèves de CAP (1ère et 2ème année).

Localisation géographique :

- LYT FRANCOIS MANSART (ST-MAUR)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant théâtre La Bande à Léon 25h*75€	1 875,00	93,42%
Frais de sorties pour 24 élèves	132,00	6,58%
Total	2 007,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	1 724,00	85,90%
Reliquat	283,00	14,10%
Total	2 007,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 724,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 994,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	18 917,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	11 084,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	250 436,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	149 284,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	24 320,00 €
2014	Travaux de maintenance	22 650,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 355,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	31 695,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 193,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	251 316,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	111 057,61 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	24 550,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	1 591,00 €
2015	Travaux de maintenance	130 850,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 974,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	32 186,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	11 429,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	170 084,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	78 623,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 650,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	30 700,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	4 677,00 €
2016	Travaux de maintenance	105 750,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 908,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 614,54 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	11 000,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	167 831,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	8 750,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	24 550,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	32 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	66 500,00 €
	Montant total	1 573 294,15 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024625

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LGT MARTIN LUTHER KING BUSSY SAINT GEORGES (77) - PROJET N°597 - POINT ECOUTE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 200,00 €	100,00 %	1 200,00 €
	Montant Total de la subvention		1 200,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT MARTIN LUTHER KING BUSSY SAINT GEORGES
Adresse administrative : 21 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
77600 BUSSY SAINT GEORGES
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Francine MORELLE, Proviseure
N° SIRET : 19772292900019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 8 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Proposer aux élèves un premier accueil de proximité de la consultation de la Maison des Adolescents "Adobase", unité du service de psychiatrie de l'enfance et de l'adolescence rattaché au GHEF, site de Marne La Vallée.
Apporter une expertise précoce.
Soulager et accompagner le jeune dans ses difficultés familiales, relationnelles et scolaires, en lui proposant des pistes de réflexion, une orientation vers des structures adaptées et faciliter un accès aux soins nécessaires si nécessaire.
Prévention des risques en lien avec une souffrance psychologique
Lutter contre l'absentéisme et le décrochage scolaire.
Assurer la sérénité du climat scolaire au sein du lycée propice au bien-être, au savoir-être et aux apprentissages

Description :

L'objectif principal consiste à soutenir le jeune en situation de mal être, de lutter contre l'échec scolaire, l'absentéisme et le décrochage scolaire.

L'accueil est animé, le temps du déjeuner, deux fois par mois, par une psychologue et une infirmière de la Maison des Adolescents. Accueil sans RDV, confidentiel et gratuit.
Les parents d'élèves du lycée sont informés de la mises en place de ce point écoute. Leur autorisation parentale n'est pas requise pour que leur enfant fréquente cet espace.
Les professionnels de ce point écoute sont tenus au secret professionnel et travaillent dans le cadre de la protection de l'enfance.
C'est un lieu où le jeune est libre de se confier mais il ne doit pas être utilisé comme une injonction de la part de l'équipe éducative, mais en revanche, des recommandations peuvent être possibles.

Moyens mis en œuvre :
Une salle accueillante et chaleureuse est attribuée à ce point écoute équipée de chaises et/ou fauteuils et d'un téléphone fixe si possible.

Public(s) cible(s) : l'ensemble des lycéens.

Localisation géographique :

- LYP MARTIN LUTHER KING BUSSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Intervenant psychologue 40h*30€	1 200,00	100,00%	Subvention régionale 2017/2018	1 200,00	100,00%
Total	1 200,00	100,00%	Total	1 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 460,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	9 452,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 419,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	216 314,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	30 577,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	13 593,00 €
2014	Travaux de maintenance	85 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 420,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	52 023,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	262,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	207 761,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 491,20 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	34 458,00 €
2015	Travaux de maintenance	42 200,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 111,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	32 730,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	151 638,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	75 918,70 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	15 669,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	50 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	56 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 163,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	9 671,90 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 895,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	151 823,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 800,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	15 705,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	28 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	20 000,00 €
	Montant total	1 077 640,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024628

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LGT MARTIN LUTHER KING BUSSY SAINT GEORGES (77) - PROJET 598 - PROJET VOLTAIRE POUR LES ELEVES DYS ET GPDS ET BTS 1ÈRE ANNEE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 180,00 €	100,00 %	2 180,00 €
	Montant Total de la subvention		2 180,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT MARTIN LUTHER KING BUSSY SAINT GEORGES
Adresse administrative : 21 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
77600 BUSSY SAINT GEORGES
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant :

N° SIRET : 19772292900019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Améliorer l'intégration des élèves "dys" au regard des exigences du lycée et les préparer au mieux à l'accès aux études supérieures, il paraît nécessaire de leur proposer une méthode d'apprentissage de l'orthographe originale et motivante.
Maîtrise de la langue participe à la lutte contre l'échec scolaire.
Réussir en orthographe, pour l'élève, lui apporte une meilleure estime de soi, la mise en valeur du contenu de ses écrits et enfin lui évite une pénalisation décourageante.

Description :
Inscrire les élèves "dys" sur l'application en ligne du Projet Voltaire" pour permettre d'améliorer les compétences en orthographe.

Associer les élèves du GPDS.
Intégrer les élèves de BTS.
Inscrire les élèves sur la plateforme numérique du projet Voltaire : les élèves s'entraînent régulièrement sur l'application et progressent grâce au logiciel qui personnalise les exercices en fonction du profil d'apprentissage du candidat.

Moyens mis en œuvre :
L'intérêt consiste à faciliter l'inclusion dans l'établissement, à reprendre confiance en leurs productions écrites et à réussir dans toutes les matières. Les élèves peuvent se présenter soit dans un autre établissement en fonction des options soit dans les universités avec des acquis solides en orthographe qu'ils peuvent continuer d'entretenir personnellement en toute confiance.
L'intérêt c'est aussi éviter l'échec scolaire et le décrochage, et une amélioration des résultats nationaux.
Les jeunes peuvent y accéder en utilisant l'ordinateur du lycée, leur ordinateur personnel ainsi que leur téléphone portable ou leur tablette numérique. L'utilisation régulière de ce logiciel permet, d'après l'étude du CNRS, une nette amélioration des compétences orthographiques. Au lycée, cette compétence orthographique est considérée comme acquise et ne fait donc plus partie du programme de français niveau lycée.
Aussi, les élèves "dys" se sentent souvent démotivés par ces erreurs d'orthographe qui les pénalisent, le Projet Voltaire, par son logiciel s'adapte aux spécificités d'apprentissage des jeunes "dys" et propose dès la connexion, une icône qui permet de basculer en mode « DYS » et de choisir l'affichage souhaité en quelques clics, facilitant ainsi la lecture et la compréhension des consignes et des règles : mise en valeur des voyelles, de la ponctuation, choix de la police, des couleurs, de l'interlignage…
Les personnes référentes de l'élève ont accès à l'historique des connexions et des progrès de chacun des jeunes inscrits au projet. Cela permet de remotivés ceux qui se sentent découragés.
Puis, en fin d'année scolaire, pour valider le fruit de leur travail, les élèves passent une certification destinée à une reconnaissance du niveau d'orthographe atteint. Cette certification semble être appréciée par les employeurs et les écoles supérieures.
A partir du mois de janvier, suite au conseil de classe du 1er trimestre, les élèves du groupe "dys" sont inscrits au projet qui est animé par une enseignante spécialisée, une Psy EN, et une infirmière scolaire. Le projet est préalablement présenté aux élèves en indiquant les effets bénéfiques sur la scolarité. D'après une étude du CNRS, progresser en orthographe, c'est devenir meilleur dans toutes les matières.
Aussi, les élèves relevant du Groupe de Prévention du Décrochage Scolaire sont également associés à ce projet car maîtriser la langue participe à la lutte contre l'échec scolaire.

Un document explicatif est remis aux parents avec si besoin une réunion. La famille a un rôle important dans le soutien apporté à leur enfant. Et afin d'assurer un maillage solide, un contact avec le ou la rééducatrice, en accord avec la famille, peux être initié.

Public(s) cible(s) :
50 élèves du dispositif "dys" du lycée ; ainsi que les élèves du Groupe de Prévention du Décrochage Scolaire.

Localisation géographique :
- LYP MARTIN LUTHER KING BUSSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de pack cloud 50 utilisateurs	930,00	42,66%
Frais d'examen certificat Voltaire 50 participants * 25 €	1 250,00	57,34%
Total	2 180,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	2 180,00	100,00%
Total	2 180,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 180,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 460,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	9 452,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 419,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	216 314,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	30 577,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	13 593,00 €
2014	Travaux de maintenance	85 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 420,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	52 023,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	262,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	207 761,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 491,20 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	34 458,00 €
2015	Travaux de maintenance	42 200,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 111,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	32 730,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	151 638,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	75 918,70 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	15 669,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	50 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	56 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 163,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	9 671,90 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 895,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	151 823,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 800,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	15 705,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	28 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	20 000,00 €

	Montant total	1 077 640,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024652

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LP LYC METIER JACQUES PREVERT COMBS LA VILLE (77) - PROJET N°509 - JE RÉUSSIS EN VOIE PRO - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 610,00 €	73,97 %	3 410,00 €
	Montant Total de la subvention		3 410,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP LYC METIER JACQUES PREVERT COMBS LA VILLE
Adresse administrative : 7 AVENUE JEAN JAURES 77380 COMBS LA VILLE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Géraldine MASSON, Proviseure

N° SIRET : 19771997400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 26 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Ce projet reconduit est partiellement modifié dans son format et propose 2 axes :
Axe 1 : s'adresse aux 150 élèves de seconde pour les ancrer dans leur formation et valoriser leur filière respective et découvrir le monde professionnel à travers les entreprises franciliennes.
Poursuivre les objectifs de prévention du décrochage et une sortie anticipée du système éducatif (CAP ou BAC PRO) en aidant les nouveaux élèves entrant en seconde à construire un positionnement professionnel par l'apprentissage des savoir-être et l'acquisition des codes du monde professionnel.

Axe 2 : s'adresse aux élèves de 1ère et Terminale : un accompagnement plus spécifique et plus ponctuel pour les aider à entrer dans le tissu économique francilien.
Suivre une cohorte et les effets des différentes actions sur des élèves qui ont été suivis dans le cadre de

ce projet en seconde avec de nouvelles activités en 1ère et terminale dans le même objectif d'accompagnement des élèves dans leur formation jusqu'au diplôme.

Description :
Axe 1 : les élèves entrants :
A) Intégration, appropriation de la filière :
1) 1er temps fort : liminaire au projet, une journée d'intégration à la rentrée qui repose sur des activités spécifiques d'accueil sur 3 demi-journées (4 et 5 septembre 2017).
2) Entretien de positionnement début octobre pour identifier les élèves dont le projet professionnel n'est pas assuré. C'est « l'ouverture » du livret d'accompagnement qui va suivre l'élève toute l'année sur les différents temps organisés pour s'approprier sa filière et commencer à appréhender le monde professionnel.
3) 2ème temps fort : avant les vacances de Toussaint (le 12/10), une journée banalisée pour tous les élèves de 2des avec l'organisation d'une activité de type défi sportif et quiz de connaissances générales.
B) Actions spécifiques de prévention du décrochage scolaire :
4) Affectation des élèves sur des actions en interne.
C) Préparation à l'entrée dans le monde professionnel :
5) Tout au long de l'année mise en place de différents modules travaillés en groupe : (rédaction CV et lettre de motivation, organisation des recherches de stage, entrainement à l'entretien téléphonique…).
6) 3ème temps fort : mise en place d'une « semaine professionnelle » (du 12 au 16 mars 2018) avec 3 activités spécifiques : interventions de professionnels, visites d'entreprises dans chaque filière, simulation d'un entretien de stage.

Axe 2 : Continuité – suivi de cohorte :
Pour les 1ères : à la rentrée exploitation des stages effectués en fin de 2de avec le livret d'accompagnement. Puis après la PFMP de 1ère, réalisation d'activités pour poursuivre le travail sur la valorisation de la voie professionnelle dans la perspective d'une poursuite d'études ou d'une insertion pro.
Pour les Terminales : courant mars, réalisation de simulation d'entretiens d'embauche avec l'association "Oui je me lance" et des chefs d'entreprises, afin de se préparer à l'intégration sur le marché du travail ou en écoles post-bac.

Moyens mis en œuvre :
a) Moyens internes
- Les équipes pédagogiques de secondes (enseignants et CPE) sont mobilisées pour le repérage des élèves lors des entretiens de positionnement en octobre
- les professeurs d'EPS pour l'organisation de la journée défi sportif/défi intellectuel.
- Les membres du GPDS assurent le suivi de chaque élève identifié par la mise en place des actions correspondant aux problématiques des élèves (réunion toutes les 3 semaines).
- Le référent décrochage scolaire coordonne les actions du GPDS et fait le lien entre les différents intervenants.
- La COP assure un suivi individualisé du parcours de l'élève par des entretiens ponctuels à la demande...
- Le PEPS : Programme d'Évolution Par le Sport, permet de travailler sur les savoir-être.
- Le tutorat : assuré par les enseignants ou d'autres adultes de la communauté éducative pour du soutien méthodologique ou disciplinaire
- Demande de deux aides négociées au PAF pour les enseignants afin de les soutenir dans leur mission d'accompagnement spécifique pour ces jeunes : formation pour les enseignants au « tutorat » pour redéfinir les missions d'un tuteur afin d'accompagner au mieux les élèves (dispensée par le CIO).
Soutien pour accompagner les élèves de première et construire un module « De la PFMP au Lycée : quels liens pour mon projet professionnel ? » animé par 2 COP et 1 professeur du lycée

b) Moyens externes :
- Association "Oui je me lance" d'entrepreneurs dont l'objectif est d'intervenir en terminale pour des

simulations d'entretiens d'embauche.
- ESF (Association d'Entreprises du Sud Francilien) adhésion par le lycée : participation à des petits déjeuners à thèmes, possibilités d'interventions, de témoignages et de visites des professionnels adhérents.
- Visites de structures liées aux activités professionnelles de nos jeunes.

Public(s) cible(s) :
- 150 élèves de 2nde pour l'intégration et l'appropriation de la filière,
- 150 élèves de 1ère pour 2 actions ponctuelles de valorisation de la professionnelle
- 150 élèves de Terminale pour 1 action ciblée à la préparation à l'entrée dans le monde professionnel (simulation d'entretiens d'embauche avec des chefs d'entreprise).

Localisation géographique :
- LP JACQUES PREVERT (COMBS LV)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Oui je me lance entretiens d'embauche 20h*75€	1 500,00	32,54%
Intervenant en coaching 12,5h*64€	800,00	17,35%
Frais d'adhésion ESF	360,00	7,81%
Frais transport visites de structures professionnelles	1 700,00	36,88%
Frais de livrets d'accompagnement	250,00	5,42%
Total	4 610,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	3 410,00	73,97%
Rectorat	500,00	10,85%
GPS	200,00	4,34%
Location partenariat IUT Sénart	100,00	2,17%
Taxe d'apprentissage	400,00	8,68%
Total	4 610,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 410,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 676,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 796,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	10 996,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	4 920,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	2 500,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	118 777,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	69 547,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 220,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 074,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	18 746,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 762,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	3 773,28 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	4 973,93 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	122 125,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	26 569,72 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 468,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	4 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	2 657,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 152,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	32 924,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	11 843,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 752,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	76 537,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	21 403,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	44 100,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	3 520,00 €
2016	Travaux de maintenance	35 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 627,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	6 572,40 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 835,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	80 313,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	45 100,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	29 800,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	5 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	27 500,00 €
	Montant total	827 782,33 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024718

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LPO LYC METIER ETIENNE BEZOUT NEMOURS (77) PROJET N°331 - RELAIS MODULES D ACCOMPAGNEMENT DES ÉLÈVES DÉCROCHEURS DU DISTRICT DE FONTAINEBLEAU - REMOBILISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	10 215,00 €	88,25 %	9 015,00 €
	Montant Total de la subvention		9 015,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER ETIENNE BEZOUT NEMOURS
Adresse administrative : 31 AVENUE ETIENNE DAILLY 77140 NEMOURS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Claude COULON, Proviseur

N° SIRET : 19770940500017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Proposer à des élèves en situation de décrochage et repérés par le Groupe de Prévention de leur établissement d'intégrer des modules de re-mobilisation au niveau du district, de bénéficier d'un accompagnement individualisé et de bénéficier d'un statut d'élève.
Éviter que le décrochage ne s'amplifie et créer un lien avec un public en rupture.
Maintenir scolarisés des élèves en rupture.
Permettre une re-scolarisation après une période de rupture ou de décrochage.

Description :
Ce projet est reconduit depuis plusieurs années et s'optimise par la pérennité. Sa finalité globale est d'éviter le décrochage scolaire, problématique multi-factorielle. Les établissements sont parfois démunis face à ces jeunes à qui ils ont proposé des aménagements et il est indispensable d'apporter un

accompagnement à ce public qui ne trouve pas sa place ou qui traverse une situation de crise et de rejet du système scolaire.

Moyens mis en œuvre :
Les élèves décrocheurs sont repérés par les Groupes de Prévention décrochage Scolaire (GPDS) de chaque établissement qui propose de participer à un ou plusieurs modules externalisés soit :
- une session d'élaboration de projet de 7 jours en deux temps ;
- participation à la formation de conducteur cariste niveau 3 ;
- participation à des sorties sportives culturelles encadrés par des intervenants (visite de Paris : musée Grévin, tour Eiffel) ou sportives (projet avec le centre UCPA de Bois-le-Roi : initiation à des activités, courses d'orientation, etc. ;
- intégration à des cours de remise à niveau en enseignement général : maths, français ;
- effectuer des stages en entreprise ;
- intégrer des dispositifs tels que les espaces de dynamique d'insertion, formation linguistique avec une convention.

Public(s) cible(s) :
60 élèves repérés en moyenne sur l'année, soit décrocheurs de l'année en cours ou perdus de vue issus de la campagne SIEI.

Localisation géographique :
- LYP ETIENNE BEZOUT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant SEP 100h*55€	5 500,00	53,84%
Intervenant AI Formation Caces 25*75€	1 765,00	17,28%
Frais d'activités en centre UCPA	1 700,00	16,64%
Frais de sorties culturelles sur 2 journées	1 250,00	12,24%
Total	10 215,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	9 015,00	88,25%
Reliquat	1 200,00	11,75%
Total	10 215,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 015,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 177,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	35 872,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 264,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	216 561,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	7 729,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 239,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	9 567,40 €
2014	Travaux de maintenance	261 300,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	19 539,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	51 726,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 092,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	3 348,55 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	208 152,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	22 259,80 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 001,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	5 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	10 451,60 €
2015	Travaux de maintenance	67 100,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 265,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	75 247,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 385,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	153 444,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	65 149,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 236,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	11 611,00 €
2016	Travaux de maintenance	322 100,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	17 230,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	14 747,90 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 930,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	153 983,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 197,00 €
2017	Projet-Réussite pour tous	1 200,00 €
2017	Travaux de maintenance	29 600,00 €
	Montant total	1 666 610,25 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024879

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LP LYC METIER JEAN BAPTISTE CLEMENT GAGNY (93) - PROJET N°613 - CHALLENGE AND CO - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 784,00 €	74,92 %	3 584,00 €
	Montant Total de la subvention		3 584,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP LYC METIER JEAN BAPTISTE CLEMENT GAGNY
Adresse administrative : 25 RUE DES TROIS NOYERS
93220 GAGNY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant :

N° SIRET : 19931233100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 4 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Ce projet répond au volet « Réussite des élèves » du Projet d'établissement et plus précisément aux objectifs généraux suivants :
Préparer chaque jeune à une insertion réussie dans la société en favorisant leur ouverture culturelle et sociétale, en suscitant leur curiosité et leur intérêt pour l'art et la culture scientifique et technique. pour permettre à chacun d'entre eux d'acquérir une culture commune.
Créer les conditions du vivre bien et ensemble : former des citoyens responsables et favoriser l'investissement de l'élève dans sa scolarité.
Favoriser la responsabilité, l'initiative et l'innovation.

Ce projet répond aussi au volet « Equité » en ce qu'il permet d'élaborer un parcours de réussite pour

chacun et de prévenir l'absentéisme et le décrochage, grâce à la mise en place d'un dispositif original et fédérateur.
Il répond enfin au volet « Solidarité » puisqu'il s'agit de « renforcer et structurer les relations et les partenariats avec les collectivités et les partenaires ».

Lié au Plan de lutte contre la difficulté scolaire en lycée professionnel (Académie de Créteil, rentrée 2012), cette trajectoire culturelle répond à l'objectif d' « optimiser les pratiques pédagogiques individuelles et collectives » en « faisant vivre une dynamique de projet » et plus précisément « en développant les pratiques culturelles et artistiques afin de donner, par la fréquentation du patrimoine, des références culturelles partagées ».
Ce projet, ancré dans une démarche interdisciplinaire et transversale (Commerce/ Lettres Histoire géographie / Mathématiques / EPS / Documentation / Anglais) répond à de multiples objectifs :
Développer la culture d'entreprise des élèves leur offrant des situations de rencontres directes et réfléchies aves des espaces dédiés et des événements emblématiques
Donner du sens aux apprentissages en permettant la convergence entre différents programmes et favoriser la réussite des élèves à l'examen.

Description :
Le but est de mettre en place des challenges tout au long de l'année afin de motiver les élèves.
Challenge scolaire en 4 parties :
- absences : un bilan des absences sera fait par semestre,
- résultats : un bilan sera fait par semestre,
- comportement : l'objectif est que les élèves ne disent pas de vulgarité,
- Implication : journée à thèmes (Friday wear, couleur, ...).

Challenge sportif : 5 challenges sont mis en place :
- les marches de la Tour Eiffel,
- un multisports à Vaires sur Marne : Il se déroulera par équipe. Les sports proposés sont badminton, crossfit, relais et une activité nautique,
- un paintball (ou laser),
- une course à obstacles : Somad à Torcy.

Challenge culturel en 3 parties :
- un rallye dans Paris : Répondre à des énigmes par équipe sur des lieux cultes comme le cimetière du père Lachaise, Montmartre et la Tour Eiffel. Il y a 4 équipes chacune accompagnée d'un enseignant.
- un quiz (à créer).
- une visite des Traboules de Lyon (http://www.lyontraboules.net/). Par équipe, un questionnaire doit être rempli, il complète le questionnaire sur le centre commercial.

Challenge linguistique :
- anglais : Big challenge et classement par point.

Challenge commercial : visites de 2 centres commerciaux :
- le centre commercial régional de La Part-Dieu est situé dans le quartier de la Part-Dieu, dans le 3ème arrondissement de Lyon. C'est l'un des plus grands centres commerciaux d'Europe. Un questionnaire est à compléter. Cette visite est complétée par la visite des Traboules de Lyon (http://www.lyontraboules.net/). Par équipe un questionnaire doit être rempli sur le centre commercial et le vieux LYON. Classement par point.
- visite au choix d'un centre commercial d'Ile de France ; un questionnaire avec photos doit être complété. Classement par point.
- la création d'une page Facebook.

Challenge scientifique : un quizz sera mis en place sur chaque chapitre. Classement par point.

Les maîtres mots du projet étant :
- cohésion, motivation, entre aide, solidarité, citoyenneté, autonomie, surpassement et réussite à l'examen.

Public(s) cible(s) :
24 élèves de Baccalauréat Professionnel Commerce.

Localisation géographique :
- LP JEAN BAPTISTE CLEMENT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de rallye dans Paris	616,00	12,88%
Frais de fourniture	260,00	5,43%
Activités base de loisirs	756,00	15,80%
Frais d'activité sportive	962,00	20,11%
Frais courses à obstacles à Torcy	990,00	20,69%
Frais de visite de Lyon	1 200,00	25,08%
Total	4 784,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	3 584,00	74,92%
Participation de l'établissement	1 000,00	20,90%
Foyer socio éducatif	200,00	4,18%
Total	4 784,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 584,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 228,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 954,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	5 400,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	101 459,00 €

2014	Ecolycées franciliens	2 500,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	28 816,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 719,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	6 226,00 €
2014	Travaux de maintenance	134 372,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 587,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	51 996,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 327,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	105 927,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 842,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	28 684,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	12 067,00 €
2015	Travaux de maintenance	121 628,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 509,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 193,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 196,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	78 733,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	59 050,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	28 684,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	8 918,00 €
2016	Travaux de maintenance	38 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 223,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 188,60 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 180,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	80 268,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	580,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	32 200,00 €
	Montant total	952 341,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024981

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LP ARTHUR RIMBAUD LA COURNEUVE (93) - PROJET 308 - REMOBILISATION FRANCAIS LANGUE SECONDE - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	8 400,00 €	100,00 %	8 400,00 €
	Montant Total de la subvention		8 400,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP ARTHUR RIMBAUD LA COURNEUVE
Adresse administrative : 112/114 RUE JEAN JAURES
93120 LA COURNEUVE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant :
N° SIRET : 19931738900021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 13 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : les élèves sont pris en charge dès le début de l'année scolaire en septembre 2017.

Objectifs :

OBJECTIFS GENERAUX DE L'ACTION :
Remobiliser des jeunes en voie de déscolarisation ou en difficulté pour atteindre une première qualification,
Inscrire ces élèves dans une dynamique d'apprentissage et de perfectionnement de la langue française,
Renforcer les compétences de base préalables afin d'accéder à une formation qualifiante,
Construire une démarche citoyenne,
Construire le raisonnement et l'ouverture d'esprit,
Aider les élèves à universaliser leurs pensées,
Développer l'ouverture culturelle,
Connaître les dispositifs d'insertion, les ressources disponibles.

OBJECTIFS METHODOLOGIQUES :
Acquérir les repères spatio-temporels,
Apprendre à utiliser les outils de recherche documentaire,
Comprendre les consignes,
Apprendre à mémoriser,
Apprendre à gérer son cahier de textes et organiser son travail scolaire,
Amener les élèves à l'autonomie.

OBJECTIFS FRANCAIS LANGUE SECONDE ET PHONETIQUE :
Acquérir les bases du français "de tous les jours",
Acquérir le vocabulaire de scolarisation,
Développer la communication orale: mémorisation, restitution et cohérence du message,
S'informer, se documenter,
Maîtriser l'expression écrite,
Aider les élèves à développer les compétences orales de prononciation de langue française,
Intégrer le rythme de langue française,
Prendre conscience des différentes parties de leur corps sollicitées pour prononcer un son,
Faciliter l'apprentissage des mots nouveaux,
Consolider l'orthographe.

OBJECTIFS PARENTALITE/MEDIATION POUR LES ELEVES CHINOIS :
Faciliter la communication entre l'équipe pédagogique et administrative et les élèves chinois et leurs familles dans le cadre du suivi individualisé,
Développer un climat de confiance entre les équipes pédagogiques et administratives et les familles,
Permettre aux familles de s'investir dans la scolarité de leurs enfants et comprendre le fonctionnement du système scolaire.

Description :
Chaque année à la rentrée, des jeunes de plus de 16 ans, issus de classes d'accueil pour des élèves allophones, sont repérés comme étant "sans solution" dans le cadre des PSAD FOQUALE. Leur niveau de maîtrise du français et leurs acquis en enseignement général ne leur permettent pas une poursuite d'études.
Dans le cadre de l'accompagnement des parcours de réussite et au titre des activités de la MLDS, le district 2 met en place 2 actions de remobilisation français langue de scolarisation (FLS) pour accueillir ses propres élèves et ceux des districts voisins.
Le lycée RIMBAUD de La Courneuve est l'établissement porteur d'une des 2 actions et accueille une des 2 classes MODAL-FLS (MOdule D'Accueil en Lycée- FLS) du 13/09/2017 au 29/06/2018.
La répartition du public est organisée entre les classes pour favoriser l'intégration: mixité filles-garçons, prise en compte des affinités des projets d'orientation. Le niveau scolaire est aussi pris en compte: les plus avancés sont scolarisés à Rimbaud.

CALENDRIER
- accueil des élèves et des familles du 13/09 au 20/09/2017
-formation (28 semaines dont 2 en stage de découverte des métiers)
- module découverte des métiers "POP" du 13/11/ au 24/11/2017
- accompagnement et suivi : du 18/06 au 29/06/2018.

REGULATION
- entrée et sortie des élèves permanentes selon les places libres,
- gestion des absences par une CPE,
- suivi individualisé assuré par les enseignants tuteurs,
- 5 concertations avec l'équipe pour fixer les objectifs généraux et pédagogiques, répartir le public entre

les deux classes, évaluer et mesurer l'évolution des élèves et des projets, adapter les méthodes et enseignements, établir des liens entre les différents contenus en début et en cours d'action ;
- 3 conseils de classe,
- remise des bulletins chaque trimestre aux familles par les tuteurs en présence des élèves.

Moyens mis en œuvre :
Contenu, organisation:
- 1ère et 2ème semaine : accueil, entretiens individuels menés avec chaque élève et sa famille (ou responsables légaux) et réalisés par la coordonnatrice, la référente de l'action: accueil et écoute individualisés, informations, remobilisation, prise en compte du parcours et du projet de chacun, contractualisation de la formation proposée
- 3ème semaine : intégration, inscription administrative et accueil collectif dans l'établissement, visite des lieux et présentation des personnels du lycée, explication du règlement intérieur, règles de vie, 1/2 journée de rencontres sportives entre élèves et professeurs, accueil collectif parents/intervenants, jeux de rôle, évaluations s'appuyant sur les différents niveaux du DELF.
- formation:
1- jusqu'au 24/11/2017, travail axé principalement sur:
a) l'oral intensif/FLS avec des thématiques communes et transversales (se présenter/environnement proche/alimentation-santé...)
b) recherche de solutions alternatives pour des élèves dont les besoins ne correspondent pas à l'action.
2- à partir du 27/11/2017, et après concertation, mise en place des modules et de sous-groupes(avec évolution en cours d'année) à partir des besoins individuels repérés, mise en place de l'emploi du temps adapté: maths 4h; études littéraires 4h; FLS/méthodologie/phonétique: 5h; EPS 2h; anglais 3h; histoire-géographie 2h; atelier philosophie pratique 2h; biologie 2h; informatique 2h; projet culturel 1h
espagnol 2h et sciences physiques 2 à partir de mars 2018
Préparation au DELF: 3h hebdomadaires de mars à mai ou juin selon le niveau préparé.
Organisation de l'alternance: après avoir suivi le module POP, les élèves font un stage en entreprise d'1 semaine et 1 mini-stage en classe banale pour valider projet professionnel et choix d'orientation.
Interprétariat et médiation en chinois au fil de l'année. Travail sur la parentalité.

Public(s) cible(s) :
25 élèves au lycée Rimbaud de La Courneuve. Jeunes de plus de 16 ans dont le niveau de maîtrise de la langue française et les acquis en enseignement général ne permettent pas une poursuite d'études immédiate et qui nécessitent un accompagnement spécifique leur permettant d'intégrer un parcours d'insertion sociale et professionnelle tout en perfectionnant leur maîtrise de la langue française.

Localisation géographique :
- LP ARTHUR RIMBAUD (COURNEUVE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Nadia Bouyanfif 140h*60€	8 400,00	100,00%
Total	8 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	8 400,00	100,00%
Total	8 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 232,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	18 931,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 596,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	2 336,40 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	153 037,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	5 010,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 370,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	8 100,00 €
2014	Travaux de maintenance	196 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 593,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	16 330,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	14 585,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	161 734,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 320,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	50 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	16 800,00 €
2015	Travaux de maintenance	100 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 368,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	20 381,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 874,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	5 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	120 150,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 187,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 320,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	68 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	16 800,00 €
2016	Travaux de maintenance	10 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 912,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 233,70 €

2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 881,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	115 527,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 703,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	14 542,00 €
2017	Travaux de maintenance	75 000,00 €
	Montant total	1 146 232,10 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025096

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LPO MARGUERITE YOURCENAR MORANGIS (91) - PROJET N°82 - PREVENTION DECROCHAGE SCOLAIRE - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	6 700,00 €	90,67 %	6 075,00 €
		Montant Total de la subvention	6 075,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO MARGUERITE YOURCENAR MORANGIS
Adresse administrative : 62 RUE DES EDOUETS
91420 MORANGIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Muriel RIVIERE, Proviseure

N° SIRET : 19911945400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 13 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Lutter contre le décrochage scolaire par le biais d'un atelier d'écriture et d'un atelier de lecture expressive, ainsi que par la valorisation de l'estime de soi.

Description :
Atelier d'écriture avec rédaction d'un livret sur le thème "éducation aux médias et à l'information", atelier de lecture expressive avec recherche de textes et enregistrement sur CD, groupes de discussion sur les relations affectives et sexuelles, initiation à la céramique avec création de coupelle au tour à quatre mains.

Moyens mis en œuvre :
Intervention des Bords de scènes, de M. Verhaverbeke de la MJC, de l'association Sésame et de l'atelier de poterie.

Public(s) cible(s) :
6 classes de seconde professionnelle, une classe de 1BV et une classe de CAP.

Localisation géographique :

- LYP MARGUERITE YOURCENAR

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur : M. Verhaverbeke 30h*40€, 30 élèves	1 200,00	17,91%
Intervenant extérieur : Bords de Scènes 24h*60€, 30 élèves	1 440,00	21,49%
Réalisation d'un CD	600,00	8,96%
Frais graphiste	550,00	8,21%
Impression livrets	1 250,00	18,66%
Intervention extérieure : l'atelier de la poterie	1 000,00	14,93%
Intervention extérieure : Sésame	660,00	9,85%
Total	6 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Régionale 2017/2018	6 075,00	90,67%
Reliquats	625,00	9,33%
Total	6 700,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 075,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 167,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	31 796,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 072,00 €

2014	Dotation globale de fonctionnement	131 424,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	7 869,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	11 950,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	5 977,22 €
2014	Travaux de maintenance	62 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 988,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	30 672,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 432,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	126 236,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	35 803,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	10 600,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	115 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	105 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 112,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	107 477,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 301,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 000,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	93 144,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	29 087,82 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	9 670,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	5 773,00 €
2016	Travaux de maintenance	52 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 699,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	62 148,10 €
2017	Développement des parcours européens des lycées professionnels	1 704,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	97 449,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	9 888,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	9 900,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	10 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	5 600,00 €
	Montant total	1 098 063,14 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025257

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LPO LYC METIER EUGENE HENAFF BAGNOLET (93) - PROJET N°452 - DÉSIROTHEQUE /BREVES DE MÉTIERS - REMOBILISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	56 920,00 €	24,28 %	13 820,00 €
	Montant Total de la subvention		13 820,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER EUGENE HENAFF BAGNOLET
Adresse administrative : 55 AVENUE RASPAIL
93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Pascal FOURESTIER, Proviseur

N° SIRET : 19932119100017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Favoriser la persévérance scolaire par un travail sur l'estime de soi et le désir d'apprendre.
Permettre à chaque élève de s'approprier la question du désir d'avenir et de s'engager dans une démarche personnelle de projet de formation.
Enrichir les connaissances des élèves (consolidation des acquisitions du socle commun de compétences).
Travailler leurs orientations et projets professionnels.
Restaurer le lien avec l'école, le goût des apprentissages.
Resserrer les liens entre la formation et le monde de l'entreprise.
Intégrer des lycéens à une démarche artistique professionnelle.
Initier à la pensée philosophique comme une ouverture à la citoyenneté à travers des débats engagés en

apprenant à respecter la parole et l'opinion de chacun.

Description :
Ces deux actions de remobilisation s'adressent aux jeunes repérés dans le cadre de la PSAD- FOQUALE du District 6 de la Seine Saint-Denis. Ils sont soit, sans solution (décrochés) de formation ou d'insertion (sans solution d'orientation, échec à l'examen…) soit encore scolarisés (décrocheurs) mais particulièrement exposés au risque de sortie prématurée (notamment absentéisme, difficultés scolaires). Bon nombre de ces jeunes souffrent d'une absence de motivation face à leur orientation, facteur majeur de décrochage scolaire. Cette absence de motivation est souvent induite par une estime de soi fragilisée, par un contexte familial difficile, un rapport aux adultes conflictuel... Se projeter dans un avenir proche et professionnel leur est difficile.

A partir de décembre 2017, les 2 actions de remobilisation du district 6 accueillies aux lycées Hénaff à Bagnolet et Monod à Noisy le Sec accueillent les élèves en moyenne 20h/hebdomadaire sur 28 semaines.
Ce dispositif articulant temps d'apprentissages scolaires et temps d'atelier répond à 2 attentes d'apparence contradictoire liée à la spécificité du public accueilli :
- sortir de l'école, pour échapper à une relation vécue comme "rigide" et "impersonnelle" ;
- être instruit selon un mode reconnu comme légitime, celui de la transmission scolaire.

En effet, il est nécessaire de proposer à ces élèves un projet favorisant une mobilisation positive et valorisante qui leur offre une articulation entre :
- des espaces pour s'autoriser à penser par soi-même et l'expression de leurs sensibilités et de leurs opinions dans le respect des autres ;
- l'acquisition et/ou la consolidation du socle commun de compétences ;
- la construction d'un parcours d'avenir.

Ainsi les élèves des 2 actions bénéficient de 4 ateliers :
- l'atelier « philo » afin de permettre à chacun d'élaborer sa propre pensée autour de son parcours de vie. Il s'agit de développer une pensée personnelle et autonome, une conscience/responsabilité sur des sujets concernant la vie collective et d'apprendre à défendre son point de vue et de l'argumenter dans le respect et l'écoute.
- l'atelier « pratiques culturelles » accompagne le groupe dans l'appropriation d'œuvres du patrimoine culturel légitime qui contribue à la cohésion sociale et au développement de la citoyenneté.
- l'atelier « les racines du présent » propose de traiter la question des racines de façon transversale afin de mieux appréhender son histoire entre passé présent et futur par le biais du théâtre forum et de la caméra comme outil-miroir.
- l'atelier « prémices sociologiques » et « transmission intergénérationnelle » permet aux élèves de questionner leur héritage familial pour les valoriser dans le cadre scolaire.

Moyens mis en œuvre :
Les deux équipes pédagogiques et éducatives sont composées : d'enseignants, 2 CPE, 2 Psy EN, 2 assistants sociaux, 2 infirmières. Les cours d'enseignements généraux sont dispensés par des professeurs dont les pratiques pédagogiques favorisent le goût et le plaisir d'apprendre, la coopération entre pairs, la valorisation des compétences et connaissances acquises en dehors du cadre scolaire. Les élèves bénéficieront ainsi de cours de : Français, Culture Humaniste, anglais, Mathématiques et Sciences, EPS, Technique de Recherche de Stage, orientation, Technique Usuelle de l'Information et de la Communication.
Quatre ateliers péri-éducatifs sont animés par des partenaires extérieurs dont l'association Alter-Natives, engagée dans les activités de la PSAD du district 6 depuis 2 ans déjà.

En moyens matériels ce sont les locaux du lycée et ponctuellement les locaux de l'association Alter-Native.

Des moyens complémentaires grâce à un co-financement Fondation de France, Région Ile-de-France et Rectorat de Créteil des quatre ateliers précités permettra d'assurer la mise en place d'un projet de territoire cohérent et innovant sur le district 6 de la Seine-Saint-Denis.

Public(s) cible(s) :
45 jeunes du district 6 sont accueillis sur deux lycées professionnels Eugène Hénaff à Bagnolet et Théodore Monod à Noisy le Sec.

Localisation géographique :

- LYP EUGENE HENAFF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Le don des Nues 76h*75€	5 700,00	10,01%
Intervenant Quadrilles Productions 87h*60€	5 220,00	9,17%
Forfait montage	1 000,00	1,76%
Intervenant Louis Jesu 24h*50€	1 200,00	2,11%
Intervenant Alter Natives 152h*75€	11 400,00	20,03%
HSE Lycée Hénaff à Bagnolet	16 200,00	28,46%
HSE Lycée Gustave Monod à Noisy-le-Sec	16 200,00	28,46%
Total	56 920,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	13 820,00	24,28%
HSE Rectorat	32 400,00	56,92%
Fondation de France	10 700,00	18,80%
Total	56 920,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	13 820,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 017,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	43 372,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 174,00 €
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	0,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	323 327,00 €
2014	Ecolycées franciliens	4 000,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	43 054,00 €
2014	Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	148 000,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	36 250,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	2 750,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 358,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	87 707,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	28 427,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	8 160,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	245 994,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 000,00 €
2015	Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	40 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	35 750,00 €
2015	Travaux de maintenance	40 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 706,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	57 667,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	27 903,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	11 120,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	171 410,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	174 742,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 230,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	7 675,00 €
2016	Travaux de maintenance	130 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 216,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	34 059,34 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	27 737,00 €
2017	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	20 000,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	179 463,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 100,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 230,00 €
2017	Projet-Réussite pour tous	3 375,00 €
2017	Travaux de maintenance	255 000,00 €
	Montant total	2 025 646,34 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025285

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LGT JACQUES BREL LA COURNEUVE (93) - PROJET N°600 - POLE BILAN POSITIONNEMENT PERMANENT - RESCOLARISATION - MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	13 300,00 €	100,00 %	13 300,00 €
	Montant Total de la subvention		13 300,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT JACQUES BREL LA COURNEUVE
Adresse administrative : 4 RUE DULCIE SEPTEMBER
93120 LA COURNEUVE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant :

N° SIRET : 19931430300017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 novembre 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Maintenir ou de recréer le lien avec l'école et de trouver une solution de formation ou d'insertion pour des jeunes sans solution pendant l'année scolaire (novembre à juin).
Construire et rechercher une poursuite de parcours adaptée à chacun, avec le jeune puisqu'il est totalement acteur dans cette démarche.

Description :
Il s'inscrit dans la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire, est porté par un établissement clairement identifié d'un réseau FOQUALE, piloté par le coordonnateur-conseil et animé par des personnels éducatifs internes à l'Education nationale (enseignants volontaires, COP, CPE) et/ou des intervenants externes ou prestataires.

Le module "Elaboration de projet" : les objectifs du projet sont de remobiliser l'élève en élaborant un parcours de formation individualisé, de le mettre en activité, de l'accompagner vers l'autonomie dans ses recherches, ses démarches, sa réflexion en s'appuyant sur un atelier ADVP (Activation du développement Vocationnel et Personnel).
Le Pôle Bilan Positionnement Permanent s'organise en 4 parcours de 6 semaines, de novembre 2017 à juin 2018, chacun pouvant accueillir jusqu'à 30 élèves. La demande d'aide régionale concerne les 3 parcours prévus entre janvier et juin 2018 et vise à financer les ateliers ADVP, l'initiation à la batterie et l'initiation au flag football.
Le module "Activités péri-éducatives" : les objectifs du projet sont de valoriser l'élève en lui permettant de s'appuyer sur ses compétences extra-scolaires ainsi que de les développer pour faciliter une reprise de parcours. Nous avons choisi de poursuivre ces objectifs en mettant en place une activité d'initiation à la batterie, dont la pratique permet de développer notamment des capacités telles que l'observation, le contrôle de soi, l'attention, la coordination et l'indépendance des quatre membres, la mémorisation.
L'autre activité choisie afin de mener à bien les objectifs de ce module est une initiation au flag football, variante sans contact du football américain dont la pratique permettra de développer les aptitudes sportives des jeunes au sein d'équipes mixtes et dans un cadre favorisant l'appropriation de valeurs comme la discipline et la citoyenneté.

Les ateliers ADVP s'inscrivent dans une démarche éducative qui accorde une place importante à l'expérience et à la pédagogie expérientielle, au travers de 4 étapes essentielles à l'élaboration de projet : explorer, cristalliser, spécifier, réaliser. Ils sont animés par un conseiller en insertion professionnelle de l'association Voices Arts, à raison de 2 séances de 2h par semaine. Chaque séance peux concerner jusqu'à 12 jeunes pendant un cycle de 6 semaines qui se répète 3 fois entre janvier et juin 2018.

L'initiation à la batterie se déroule sur 2 sessions d'1h30 par semaine pouvant accueillir chacune 15 élèves maximum, et ce pendant un cycle de 6 semaines. Cette prestation animée par le Croosover Studio comprend une présentation des principes théoriques de l'instrument, une présentation des principaux courants musicaux, une initiation individuelle, avec adaptation des exercices en fonction du niveau de chacun, une évaluation individuelle, l'installation et le démontage de la batterie sur site à chaque session.

L'initiation au flag football se déroule sous la forme d'une séance de 2h par semaine durant un cycle de 6 semaines. Elle concerne jusqu'à 30 élèves et sera animée par le club Flash de La Courneuve dans un des équipements sportifs de la commune. Chaque session de 6 semaines se ponctue par un tournoi interne au lycée Jacques Brel.

Public(s) cible(s) :
90 élèves, jeunes de plus de 16 ans sans solution orientés vers le district 2 du réseau Foquale suite à un entretien de situation mené au CIO, dans l'établissement d'origine, voire à la DSDEN. Ces jeunes ont en commun une problématique de décrochage scolaire, même si les situations peuvent être différentes : élèves décrochés l'année précédente sans affectation pour l'année en cours, élèves entrant sur le territoire, élèves orientés suite à une décision de la CDAS, élèves décrocheurs inscrits dans un établissement pour lesquels un parcours partagé est préconisé.

Localisation géographique :
- LYP JACQUES BREL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Flag animation 36h*45€	1 620,00	12,18%
Intervenant Voices Arts atelier 72h*70€	5 040,00	37,89%
Intervenant Voices Arts concertation 6h*35€	210,00	1,58%
Intervenant Cross Over 54h*70€	3 780,00	28,42%
Frais de matériels Flag football	1 350,00	10,15%
Frais de matériels initiatation Cross Over	1 300,00	9,77%
Total	13 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	13 300,00	100,00%
Total	13 300,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	13 300,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 395,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	38 725,00 €
2014	Budget participatif des lycées	70 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	207 662,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	12 559,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	24 162,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	38 208,32 €
2014	Travaux de maintenance	105 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 317,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	25 522,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	6 500,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	207 252,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	17 300,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 119,00 €
2015	Travaux de maintenance	100 000,00 €

2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 394,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	21 623,00 €
2016	Budget d'autonomie des lycées (fonctionnement)	45 080,00 €
2016	Budget d'autonomie des lycées (investissement)	19 800,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	166 484,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	24 240,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	24 273,00 €
2016	Travaux de maintenance	70 532,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 747,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	42 501,78 €
2017	Budget d'autonomie des lycées (fonctionnement)	37 296,00 €
2017	Budget d'autonomie des lycées (investissement)	20 080,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	161 309,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	39 240,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	30 975,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	20 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	78 000,00 €
	Montant total	1 487 492,10 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025292

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LP LYC JEAN MONNET MONTROUGE (92) - PROJET N°607 - PARI MLDS : SOUTENIR, COMPLETER ET RENFORCER LA LUTTE PREVENTIVE CONTRE LE DECROCHAGE SCOLAIRE DANS LES LP DU BASSIN - RESCOLARISATION MLDS - RPT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	8 640,00 €	100,00 %	8 640,00 €
	Montant Total de la subvention		8 640,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP LYC METIER JEAN MONNET MONTROUGE
Adresse administrative : 128 AVENUE JEAN JAURES 92120 MONTROUGE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant :

N° SIRET : 19920164100016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 6 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif de l'Institution scolaire et de tous ses acteurs est d'éviter toute sortie prématurée d'élève du système éducatif sans aucune qualification. L'organisation du PARI vise à éviter ces sorties précoces, souvent génératrices d'exclusion sociale voire de marginalisation des élèves décrocheurs.

Finalités :
Le Pôle d'Accompagnement vers la Rescolarisation et l'Insertion est un dispositif de prévention des sorties d'élèves sans qualification et/ou des sorties prématurées de l'Ecole. Voici ses finalités:

- sécuriser au maximum les parcours de formation des élèves en risque de rupture avec l'Ecole ou en situation de décrochage scolaire ;
- remobiliser et remotiver les élèves en redonnant du SENS à leur parcours scolaire ;

- rendre acteurs les élèves dans la construction de leur projet professionnel et la recherche de solutions pour progresser dans ce sens ;
- accompagner chaque élève dans un parcours de réussite vers l'insertion sociale et professionnelle.

Objectifs:
- comprendre la situation de l'élève pour débloquer les difficultés ;
- améliorer l'image et la confiance des élèves en eux-mêmes
- rétablir le dialogue avec les adultes ;
- accompagner les élèves vers le monde de l'entreprise ;
- faire découvrir aux élèves différents environnements professionnels et leur fonctionnement ;
- les raccrocher à une formation.

Etablissements concernés pour 2017-2018 :
4 Lycées Professionnels des communes de Bagneux, Montrouge, Antony et Sceaux

Nombre d'élèves concernés par l'action :
De janvier à juin 2018, le PARI pourra accueillir 50 à 60 élèves si le budget prévisionnel demandé est alloué en totalité (bilan à mi-parcours au 15 mars 2018 et bilan final au 6 juillet 2018)

L'élève est suivi conjointement par un tuteur/tutrice de son établissement d'origine, nommé par le Chef d'établissement, (PP en première intention, CPE, référent décrochage de l'EPLE) et le formateur PARI, lequel fait le lien avec la famille et l'équipe pédagogique du lycée d'origine.

Description :

CONTEXTUALISATION DU PROJET PAR L'ETABLISSEMENT PORTEUR POUR LE RESEAU FOQUALE DU BASSIN D'EDUCATION D'ANTONY :

Le "PARI MLDS" porté par le LP Jean Monnet de Montrouge s'inscrit dans la politique départementale, académique et nationale de lutte contre le décrochage scolaire (DS). Les participants qui adhèrent à ce projet, à travers les 4 LP du secteur, seront liés par une convention avec le lycée porteur. A plus long terme, et en fonction de l'expérimentation 2018, ce projet pourrait être étendu à l'adhésion des autres lycées de ce territoire (4 LGT) afin de pouvoir proposer des alternatives de parcours aux élèves décrocheurs de 2de GT, voire de 1ère, notamment en valorisant des passerelles vers la voie professionnelle. Le bassin d'Antony se situe dans une "zone tertiaire urbaine" qui se caractérise par une "prédominance des activités de service et un haut niveau de qualification de la population active" (Cereq 2006). Toutefois, les constats d'inégalités de carrières scolaires et de comportements absentéistes établis par les GPDS et le réseau FOQUALE, peuvent constituer des facteurs de démotivation pouvant progressivement mener certains élèves à une rupture scolaire. En tant qu'acteurs du système éducatif, nous devons donc analyser et comprendre chaque situation pour y remédier rapidement par des propositions concrètes.

Ce projet contribue à "construire la progressivité et la réversibilité des parcours" scolaires et de formation. Le PARI s'articule ainsi étroitement avec des mesures du plan gouvernemental de lutte contre le DS présenté en novembre 2014, visant une plus grande modularité des formations et souplesse des parcours. La mise en œuvre de cette alliance éducative avec "RESILIENCE" cherche à apporter une réponse personnalisée aux difficultés rencontrées par l'élève, avec l'association renforcée des parents au parcours de leur enfant. Une fiche de suivi GPDS sera utilisée pour saisir le PARI dans le prolongement du travail des GPDS locaux.

Les élèves méconnaissent le monde de l'entreprise ou de la formation en alternance tout en l'idéalisant comme la solution de tous les maux causés par leur rejet du système scolaire. Ils en ont d'ailleurs souvent

des représentations qui ne reflètent pas ou peu la réalité, en particulier concernant les difficultés pour trouver un employeur. Le PARI consiste, en partie, à faire découvrir aux élèves la réalité du monde de l'entreprise pour les guider vers des comportements autonomes et responsables dans la construction sereine de leur projet professionnel et de leur évolution personnelle.

Pour rendre acteurs les jeunes dans la construction de leur projet professionnel et la recherche de solutions, 2 TYPES D'ACCOMPAGNEMENT SONT PROPOSÉS DANS LE PARI :

TYPE 1: l'élève souhaite changer d'orientation. Il effectue des stages en entreprise de courte durée lui permettant de trouver une filière qui l'intéresse. Entre deux stages, il reprend son emploi du temps. L'élève suit les PFMP prévues dans le calendrier de sa formation initiale et se présente aux CCF. Le formateur PARI s'engage à informer les CPE et le professeur principal des périodes de stages de l'élève. Ce 1er type prend aussi en compte les élèves souhaitant continuer dans la même spécialité mais sous la modalité de l'apprentissage.

TYPE 2 : ayant peu d'intérêt pour l'école, voire étant réfractaire au système scolaire, l'élève souhaite poursuivre sa scolarité en alternance. Il ne va plus en cours mais reste sous statut scolaire. Il est accompagné, par une succession de stages, dans sa recherche d'une entreprise qui accepte de signer avec lui un contrat d'apprentissage. En accord avec la famille, il doit savoir qu'il n'est plus accepté en classe. Les Assistants d'Education peuvent, dans la mesure du possible, l'aider dans les matières générales pour réussir les tests d'entrée en CFA. Le formateur PARI négocie cette éventualité avec les CPE pour valider cette démarche puis fixer des rendez-vous.

Moyens mis en œuvre :
En lien avec le coordonnateur MLDS de bassin, M. Olivier Berloquin, chaque établissement propose au jeune et à sa famille d'intégrer le PARI par le biais d'un entretien individuel en établissement avec le formateur PARI. Chaque EPLE propose un bureau muni d'un ordinateur et d'un téléphone. En cas de difficultés sur ce point et en accord avec le formateur PARI, nous envisageons de mutualiser ses 8 heures hebdomadaires d'interventions en 2 demi-journées:
-un temps de 4h regroupées pour accueillir, accompagner et suivre les élèves des 2 LP des villes de Bagneux et Montrouge ;
-un temps de 4h regroupées pour accueillir, accompagner et suivre les élèves des 2 LP des villes d'Antony et Sceaux.
Chaque lycée professionnel du bassin d'Antony peut proposer des élèves au PARI. Tout accompagnement via le PARI fait l'objet d'une convention signée entre l'établissement porteur et celui d'inscription de l'élève. Les responsables légaux et l'élève signeront également une convention avec le Chef d'établissement de l'EPLE où l'élève est inscrit. Ce dernier est reçu en entretien individuel une fois par semaine environ et le formateur PARI propose à l'élève des stages en entreprises, des visites de CFA, de l'EPIDE, de l'Ecole de la deuxième chance, de GRETA, de l'AFPA... Le formateur PARI accompagne les élèves pour préparer des concours permettant l'entrée en formation : concours administratif, auxiliaire de puériculture. Le PARI MLDS s'inscrit dans le 1er axe du projet "20 20, académie de Versailles": "Réussir à tout niveau et dans chaque territoire", répondant à l'objectif "d'accompagner chaque élève dans un parcours ambitieux et sécurisé".

Ainsi, l'alliance éducative de la MLDS avec ce partenaire pourrait être précieuse dans le renforcement de la lutte contre le décrochage scolaire sur ce territoire, en faveur des élèves dont l'absentéisme dénote qu'ils ne parviennent pas à s'inscrire de façon intéressée, continue et assidue dans un parcours de formation.

Public(s) cible(s) :
60 élèves.
Le PARI est destiné à des élèves décrocheurs de 16 à 20 ans, scolarisés en Lycée Professionnel sur le bassin d'éducation d'Antony et ayant signé une convention avec l'établissement porteur, le lycée Jean

Monnet. Souvent, ces élèves qui expriment leur « RAS-LE-BOL » de l'école par leurs absences de la classe et/ou de l'établissement. Ils sont repérés par les équipes pédagogiques et éducatives de l'établissement comme étant en risque ou en situation de DS, ou en voie de déscolarisation et comme pouvant être remotivés par une « parenthèse », via un accompagnement vers un nouveau projet professionnel, en réorientation dans la formation initiale ou vers l'apprentissage. Pour la plupart, ils sont sans appétence scolaire, sans projet d'insertion professionnel réellement défini, jusqu'à des situations de rejet du système scolaire.

Les élèves entrant dans la voie professionnelle (seconde professionnelle et première année de CAP) feront l'objet d'une vigilance particulière. Alors que les élèves redoublent moins en collège, ils arrivent donc en lycée professionnel de plus en plus jeunes, de fait avec un manque de maturité dans la construction de leur projet professionnel ainsi qu'avec une légitime méconnaissance du monde de l'entreprise. Souvent, les élèves orientés vers les filières professionnelles n'ont pas été acteurs de leur orientation, avec, pour conséquence de cette « orientation subie » ou "mal définie", un manque de sens dans les apprentissages poursuivis et, souvent, des rapports négatifs à l'Ecole. Le choix du domaine professionnel est fréquemment dicté en fonction du lycée de proximité et de celui des copains et copines. Pendant leur année d'entrée au LP, ils s'aperçoivent que la spécialité ne leur plaît pas et décrochent rapidement. Pour d'autres, le processus de DS s'affirme pendant la 1ère, année charnière du cursus du baccalauréat.
Le PARI est donc un outil à disposition des établissements pour des élèves prioritairement absentéistes jusqu'en terminale.

Localisation géographique :

- LP JEAN MONNET (MONTROUGE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Association Résilience, 216 h, 50 à 60 élèves sur 22 semaines	8 640,00	100,00%
Total	8 640,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale demandée 2017/2018	8 640,00	100,00%
Total	8 640,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 640,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 617,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 958,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 047,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	4 628,00 €
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	0,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	207 562,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	14 390,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	31 382,00 €
2014	Travaux de maintenance	27 280,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 044,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	8 731,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	11 900,00 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	4 556,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	190 861,00 €
2015	Ecolycées franciliens	10 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	103 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	31 921,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	55 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	126 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 884,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 570,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 378,00 €
2016	Développement des parcours européens des lycées professionnels	7 464,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	120 072,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	24 573,88 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	32 949,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	31 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	102 250,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 643,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	15 859,70 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 060,00 €
2017	Développement des parcours européens des lycées professionnels	2 130,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	100 303,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	13 430,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 754,00 €
2017	Travaux de maintenance	16 000,00 €
	Montant total	1 191 310,58 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025294

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LGT JOLIOT CURIE NANTERRE (92) - PROJET N°347 - ACCOMPAGNEMENT A LA POURSUITE D'ETUDES - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 142,00 €	73,84 %	2 320,00 €
	Montant Total de la subvention		2 320,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT JOLIOT CURIE NANTERRE
Adresse administrative : 92 AVENUE JOLIOT CURIE
92014 NANTERRE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Stéphanie MOTTA GARCIA, Proviseure

N° SIRET : 19920141900017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 6 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.

Objectifs :
Les objectifs de ce projet consistent à :

- favoriser l'estime de soi,
- développer les capacités à communiquer oralement et par écrit,
- connaître le milieu professionnel et ses enjeux,
- donner aux élèves des outils qui leur permettent de réussir aux concours sanitaires et sociaux et aux entretiens de façon plus générale (sélection par des écoles, pour l'embauche,...),
- améliorer la connaissance de soi , la cohésion de groupe pour se sentir bien et réussir

Description :

1. Actions envisagées vis à vis du module IFSI, pour les classes de Terminale:
-Travail sur les connaissances du métier d'infirmier et des études pour le devenir
-Préparation à l'entretien oral (mise en situation, travail sur les représentations, acquisition d'une meilleure aisance personnelle lors de l'entretien).
2. Actions envisagées vis à vis du module Confiance en soi:
a_Intervention d'une comédienne: 3 ateliers qui font suite au travail entrepris l'année dernière sur la même classe.
- Il s'agira d'approfondir les notions abordées pour les ancrer en soi. « Moi : mon corps, ma voix, mes émotions, mes objectifs, ma parole, mes actions ». Le but étant d'amener les élèves à produire un écrit qu'ils présenteront à l'oral.
b_Intervention d'un comédien slameur: 3 ateliers proposés pour l'autre classe : Les élèves verront une vidéo inspirante; analyseront les forces et faiblesses et travailleront la prise de parole dans différents contextes : entretien, présentation cours, oral, etc.
c_Maison de la radio: la rumeur court
- les élèves se mettent dans la peau de journalistes et analysent une rumeur. Après un travail en conférence de rédaction, ils présentent leurs recherches et conclusions lors d'une chronique d'information.

Permettre à des jeunes qui habitent les zones urbaines sensibles et issus de familles modestes de prendre confiance en eux et de devenir une future force vive de la région. Ces jeunes n'auraient peut-être pas eu les moyens d'intégrer une formation qualifiante telle que l'Ifsi (futurs infirmiers) sans l'aide apportée par ce projet (prépa privées existantes mais payantes). Par ailleurs, renforcer leur confiance en eux peut leur permettre de croire en leur capacité et favoriser leur réussite dans les études (au lycée puis post-bac). Cela rentre ainsi dans les compétences de formation professionnelle et lycées qui incombent à la région et surtout permet de lutter contre les inégalités sociales vis à vis d'élèves qui peuvent cumuler de nombreuses difficultés.

Moyens mis en œuvre :
1. Pour le module IFSI:
Moyens techniques et humains : - Intervention du cadre formateur pour présenter la formation et le métier
Dans l'Institut de Formation aux Soins Infirmiers (IFSI) : -Accueil des élèves pour une demi-journée dans la structure de formation afin qu'ils puissent assister à un forum réalisé par les étudiants infirmiers permettant de présenter tous les métiers possibles de la profession.
- 2 journées passées à l'Ifsi permettent ensuite aux élèves de travailler sur les motivations et connaissance de soi ;
- Une préparation supplémentaire type « oral blanc » est ensuite proposée aux élèves admissibles aux concours
2. Pour le module Confiance en soi:
- Intervention d'une comédienne à raison de 3 ateliers de 2H (classe1) et d'un comédien slameur à raison de 3 ateliers de 2H (classe2)
- Atelier "La rumeur court": déplacement des 2 classes à la Maison de la Radio, Paris 16ème. Durée 2H.

Public(s) cible(s) :
•Module IFSI:
Les élèves volontaires issus de 2 classes de terminales ST2S (sciences et techniques sanitaires et sociales).
•Module Confiance en soi:
Tous les élèves des 2 classes de terminales ST2S.
Il s'agit d'élèves peu autonomes, qui éprouvent des difficultés à se projeter dans le cycle des études supérieures du fait d'un manque de confiance en eux. Ce projet s'inscrit dans une logique de long terme. Initié en classe de 1ère, sa continuité devrait permettre d'aboutir à des résultats plus marqués.

Localisation géographique :

- LYP JOLIOT CURIE (NANTERRE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur, IFSI de Nanterre : 20h*37,1€, 20 élèves	742,00	23,62%
Intervenant extérieur, La Belle Humaine : 12h*75€, 30 élèves	900,00	28,64%
Intervenant extérieur Certe Mathurin : 12h*75€, 30 élèves	900,00	28,64%
Maison de la Radio, participation à un atelier "La rumeur court" : 120 € x 2 classes	240,00	7,64%
Sortie théâtre : pouvoir assister à la représentation de l'artiste qui intervient en classe 6 € x 30 élèves x 2 classes	360,00	11,46%
Total	3 142,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale demandée 2017/2018	2 320,00	73,84%
Reliquats	822,00	26,16%
Total	3 142,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 320,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	64 096,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	86 698,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 703,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	654,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	325 916,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	64 981,00 €

2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 597,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	4 567,00 €
2014	Travaux de maintenance	105 500,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 500,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	31 124,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	313 635,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	10 886,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 597,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	4 644,46 €
2015	Travaux de maintenance	14 760,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 096,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	25 440,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	253 073,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	61 748,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 200,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	5 181,00 €
2016	Travaux de maintenance	101 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	104,00 €
2017	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	2 192,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	12 432,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	242 678,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	118 987,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 200,00 €
2017	Travaux de maintenance	85 000,00 €
	Montant total	1 613 766,46 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025328

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LPO LOUIS ARMAND NOGENT SUR MARNE (94) - PROJET N°461 - REUSSIR EN EDPI : ETUDE ET DÉFINITION DE PRODUITS INDUSTRIELS - VALORISATION DE LA FILIERE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 225,00 €	84,03 %	2 710,00 €
	Montant Total de la subvention		2 710,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LOUIS ARMAND NOGENT SUR MARNE
Adresse administrative : 173 BOULEVARD DE STRASBOURG
94736 NOGENT SUR MARNE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Bernard DENY, Proviseur

N° SIRET : 19940118300017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 20 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet est toujours axé sur 3 points : intégration, ouverture et realisation de projets.
L'ensemble de ces actions gardent pour objectif : la motivation, l'autonomie, le respect, la curiosité, le travail.

Description :
L'image de la section de l'établissement de la région est mise en avant auprès des entreprises et de nos partenaires.

Le projet s'articule autour de plusieurs actions dans plusieurs classes.

Une action d'intégration qui essentiel pour nos jeunes qui parfois arrivent dans la section EDPI sans vraiment la connaitre.
Sont organisés des entretiens individuels, des travaux sur leur section, ses débouchés, ses poursuites d'études et des actions concrète pour la rendre attractive.
Une action d'ouverture sur le monde basée sur les sorties dans différents musées pour 1 à 2 classes pour la découverte du monde technologique et l'échange entre les niveaux (2nd - 1ère par exemple).
La mise en place de projets sur les trois niveaux qui permettent de rendre concret leur apprentissage. Ceux-ci sont plus ludiques avec les Secondes notamment grâce à l'utilisation de notre imprimante 3D. Les projets deviennent plus professionnels en 1ère avec des réalisations à faire en accord avec l'entreprise Naudet par exemple ou en Terminale avec la finalisation et le rendu avec notre participation à l'anniversaire des 30 ans de l'Institut du Monde Arabe.

Moyens mis en œuvre :
Les actions sont recentrées sur 3 professeurs du domaine professionnel avec la participation ponctuelle de professeurs d'enseignement générale et de la conseillère principale d'éducation.
L'établissement apporte son aide financière pour certaines sorties et l'aide régionale permet de réaliser des projets ambitieux pour nos jeunes.
L'entreprise Naudet offre visite, matériels et composants de leurs produits.

Public(s) cible(s) :
70 élèves de la section professionnelle EDPI (2nd, 1ère, Tle).

Localisation géographique :
- LYP LOUIS ARMAND (NOGENT S/M)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Projet production et finalisation de maquettes	1 575,00	48,84%
Projet production et finalisation aéroglisseur	450,00	13,95%
Projet Naudet : indicateurs polluants	530,00	16,43%
Sorties culturelles et frais de transports	670,00	20,78%
Total	3 225,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	2 710,00	84,03%
Reliquat	515,00	15,97%
Total	3 225,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 710,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 239,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	19 548,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	26 724,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	219 379,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	90 829,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	27 796,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	10 340,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	1 700,00 €
2014	Travaux de maintenance	220 825,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 400,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	34 847,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	275,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	218 386,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	93 489,06 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	30 755,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	60 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	1 911,05 €
2015	Travaux de maintenance	88 900,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 807,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	50 422,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	31 711,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	173 752,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	14 578,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	32 823,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	1 913,00 €
2016	Travaux de maintenance	107 320,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 149,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	11 833,70 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	11 599,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	182 374,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	48 280,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	34 700,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	12 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	191 500,00 €
	Montant total	1 872 725,81 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025336

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LP PIERRE MENDES-FRANCE RIS ORANGIS (91) - PROJET N°605 - CLASSE ELAN - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	15 692,00 €	71,00 %	11 142,00 €
	Montant Total de la subvention		11 142,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PIERRE MENDES-FRANCE RIS ORANGIS
Adresse administrative : AVENUE DE L'AUNETTE
91130 RIS ORANGIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Armande THOMAS, Proviseure

N° SIRET : 19911578300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 8 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 6 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Remobiliser le jeune dans une scolarité
Diminuer le nombre de jeunes sortis du système scolaire sans diplôme
L'accompagner dans la construction d'un projet d'orientation choisi
Améliorer l'image de soi
Favoriser un climat scolaire positif au sein de l'établissement
Apporter des pédagogies innovantes au lycée
Favoriser les pédagogies de projet
Impulser des partenariats avec le monde de l'entreprise local (visite d'entreprises par les jeunes, présentation de métiers par des professionnels, mise en place de mini-stage...)
Ouvrir le lycée aux partenaires régionaux

Description :
Ce dispositif, proche d'un dispositif relais, aura comme objectif de permettre aux élèves grands décrocheurs de trouver une solution d'orientation choisie. En passant par des pédagogies innovantes, des projets et de nombreux moments de découverte du monde professionnelle et des filières professionnelles, la classe Elan aura pour mission de réconcilier ces élèves avec l'école et de les accompagner dans la construction de leur parcours professionnel.
La classe se déroulera au sein du lycée, elle sera composée d'élèves fort décrocheurs repérés au cours du 1er trimestre. Elle fera intervenir des professeurs motivés, recrutés sur fiche de poste, des intervenants associatifs et des professionnels du monde de l'entreprise. Elle sera alternée avec des périodes de stage de 15 jours (stages ciblés).

Moyens mis en œuvre :
Les élèves repérés durant le premier trimestre seront sortis de leur classe d'origine et mis en SA (session d'accompagnement). Les parents seront rencontrés pour permettre une adhésion et une coéducation optimales.
Les élèves seront intégrés dans la classe ELAN à partir du lundi 15 janvier 2018. Jusqu'au mois de juillet ils alterneront les moments de stage, de découverte professionnelle, de travail sur l'image de soi, de soutien scolaire et de d'accompagnement de projets professionnels.

Intérêt régional :
Ouverture du lycée sur les partenaires régionaux
Associer le lycée aux besoins du marché du travail régional
Diminuer le nombre de jeunes sortis du système scolaire sans diplôme
Améliorer l'attractivité du lycée

Public(s) cible(s) :
15 élèves entrant en secondes et montrant des signes importants de décrochage scolaire au sein du lycée.

Localisation géographique :
- LP PIERRE MENDES-FRANCE RIS-O

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Planète science	5 850,00	37,28%
Olympio	1 392,00	8,87%
Rémunération professeurs (130 heures * 35 euros)	4 550,00	29,00%
AJE 91	3 900,00	24,85%
Le plan	0,00	0,00%
BGE	0,00	0,00%
Crée ton avenir	0,00	0,00%
Reserve citoyenne	0,00	0,00%
Service civique	0,00	0,00%
Total	15 692,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale demandée 2017/2018	11 142,00	71,00%
Etat (MLDS)	4 550,00	29,00%
Total	15 692,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	11 142,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 608,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	33 262,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 759,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	178 298,00 €
2014	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	94 373,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	34 174,00 €
2014	Travaux de maintenance	311 100,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 168,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	105 326,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 187,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	185 612,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	32 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	24 549,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	8 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	6 715,00 €
2015	Travaux de maintenance	85 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 032,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	14 690,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 476,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	145 432,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	14 822,40 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	24 686,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	3 300,00 €

2016	Projet-Réussite pour tous	3 816,00 €
2016	Travaux de maintenance	6 299,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 137,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	26 306,10 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 635,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	141 331,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 100,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 480,00 €
	Montant total	1 122 452,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025362

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LP CAMILLE CLAUDEL VITRY SUR SEINE (94) - PROJET N°231 - POINT ECOUTE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITIONS DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 825,00 €	100,00 %	3 825,00 €
	Montant Total de la subvention		3 825,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP CAMILLE CLAUDEL VITRY SUR SEINE
Adresse administrative : 4 RUE DES CARRIERES
94407 VITRY SUR SEINE CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Frédérique FERLY, Proviseure

N° SIRET : 19940145600017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 8 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Prévenir les situations de crise et leurs répercussions sur la vie scolaire ainsi que sur le parcours scolaire et professionnel des élèves.
Permettre de limiter l'exclusion scolaire temporaire et/ou définitive du jeune de l'établissement.

Description :
Ce projet s'inscrit dans le cadre de la lutte contre l'échec scolaire et l'absentéisme, le point écoute est un lien entre les différents membres de la communauté scolaire et permet une vision de l'élève dans sa globalité. Dans le cadre du GPDS, toutes les personnes qui se préoccupent de la situation de détresse d'un jeune sont réunies, ce qui permet des prises de décisions rapides et coordonnées. L'élève est suivi et pris en charge afin d'éviter toute rupture scolaire.

L'objectif est de réduire sensiblement le taux de décrochage scolaire, lutter contre l'absentéisme et

revaloriser chacun afin qu'il prenne confiance et s'implique dans sa scolarité.

En fonction des besoins ressentis lors des réunions du GDPS, la psychologue peut animer un groupe de parole en direction des élèves ou des enseignants. La présence de la psychologue à ces réunions apporte un avis professionnel et permet une analyse des pratiques.

L'infirmière voit une constante augmentation des passages à l'infirmerie pour des malaises, des douleurs diverses, signe d'un mal-être pour cette population sensible. Les membres de l'équipe éducative sont en demande de soutien et de conseil pour appréhender au mieux les difficultés rencontrées par leurs élèves.

L'équipe éducative peut proposer aux familles un rendez-vous avec la psychologue qui est alors une médiatrice : elle fait le lien avec les structures extérieures pour assurer un suivi plus important quand il est nécessaire.

La cellule d'écoute peut aussi proposer des actions de lutte contre le décrochage scolaire : rencontre avec des structures alternatives, débat autour de problématiques d'adolescents : sexualité, alcoolisme, attitudes déviantes…

Moyens mis en œuvre :
La cellule d'écoute est prise en charge par une psychologue clinicienne extérieure à la communauté éducative. Elle permet à des élèves de parler de leurs difficultés scolaires et extra-scolaires. Il s'agit pour la psychologue et la communauté éducative de dénouer des situations complexes et de favoriser une reprise de la scolarité ou une recherche de solutions positives pour l'élève. Si un élève nécessite un suivi extérieur, la psychologue peut l'aider dans ses démarches et prendre contact avec la famille. La cellule d'écoute peut être un relais pour les parents désorientés par le comportement de leurs enfants.
Elle reste aussi un lieu d'écoute pour le corps enseignants qui éprouve le besoin d'évoquer ses difficultés avec ce type de public fragile.

Le lieu d'écoute se situe à l'infirmerie pour garantir la confidentialité et l'anonymat des entretiens, lieu identifié par les élèves comme un endroit sécuritaire et avec une éthique professionnelle de la confidentialité. Il est ouvert à raison d'une matinée par semaine.

Public(s) cible(s) :
S'adresse à tous les élèves du lycée professionnel de 2nd pro, 1ère CAP au Baccalauréat Professionnel : 420 élèves.

Localisation géographique :

- LP CAMILLE CLAUDEL (VITRY/S)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant psychologue 51h*75€	3 825,00	100,00%
Total	3 825,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	3 825,00	100,00%
Total	3 825,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 825,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 956,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	12 453,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 371,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	148 604,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	12 900,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	15 400,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	25 500,00 €
2014	Travaux de maintenance	26 100,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 256,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	19 486,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 007,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	6 800,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	148 192,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	30 668,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 160,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	25 227,50 €
2015	Travaux de maintenance	99 500,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 406,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	10 076,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	152,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	120 512,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 190,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	20 900,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	4 500,00 €
2016	Travaux de maintenance	63 100,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 546,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	16 836,64 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 202,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	120 727,00 €

2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 025,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 950,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	7 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	37 200,00 €
	Montant total	947 299,14 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025411

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : EREA EDITH PIAF PARIS 20EME - PROJET N°450 - DYNAMISER ET SOCIALISER GRACE AU TAEKWONDO - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 150,00 €	85,71 %	2 700,00 €
	Montant Total de la subvention		2 700,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EREA EDITH PIAF PARIS 20EME
Adresse administrative : 316/322 RUE DE BELLEVILLE
75020 PARIS 20EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Monique GOGUEL, Proviseure

N° SIRET : 19750828600014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 6 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Améliorer le savoir-être et la capacité à vivre ensemble dont les situations vis-à-vis de l'institution scolaire sont différentes, par la pratique d'un sport qui est aussi un sport martial : le TAEKWONDO.
Prévenir le décrochage scolaire.
Prévenir la violence en milieu scolaire.
Restaurer l'estime de soi.
Apprendre de nouveaux codes de communication dans un espace public et dans les relations interpersonnelles.
Fédérer une cohésion, une adhésion au groupe scolaire du fait de l'accueil d'une grande diversité de public à l'EREA.

Description :

L'intervenant sportif en Taekwondo intervient sur des créneaux de 2 heures à l'EREA, une fois par semaine, en lien avec les cours d'EPS. Sont inclus les jeunes de la MLDS et tous les jeunes scolarisés dans les dispositifs d'inclusion (ULIS Lycée, UPE2A).

Moyens mis en œuvre :
Les enseignants d'EPS et l'intervenant sport martial Taekwondo.

Public(s) cible(s) :
150 élèves scolarisés dans l'établissement (formation qualifiante et dispositifs d'inclusion) et jeunes scolarisés en actions MLDS.

Localisation géographique :

- EREA EDITH PIAF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant SAR Taekwondo 21 semaines*2h*75€	3 150,00	100,00%
Total	3 150,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	2 700,00	85,71%
Reliquat	450,00	14,29%
Total	3 150,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 700,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 726,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	9 799,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 384,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	3 952,80 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	101 209,85 €

2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	112 500,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 247,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	5 280,00 €
2014	Travaux de maintenance	224 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 499,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	9 799,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	11 790,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	5 400,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	96 441,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	144 025,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 422,00 €
2015	Travaux de maintenance	55 500,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 178,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 242,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 253,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	1 147,50 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 670,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	103 326,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	10 000,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 500,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	3 150,00 €
2016	Travaux de maintenance	55 300,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 000,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 479,00 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 047,00 €
2017	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	2 221,92 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	74 855,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	25 701,06 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 830,00 €
	Montant total	1 088 529,28 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025486

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LP JEAN MACE CHOISY LE ROI (94) - PROJET N°522 - POINT ECOUTE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 500,00 €	100,00 %	4 500,00 €
	Montant Total de la subvention		4 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP JEAN MACE CHOISY LE ROI
Adresse administrative : 103 RUE MIRABEAU
94600 CHOISY LE ROI
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Yveline PUAULT, Proviseure

N° SIRET : 19941232100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 23 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Prévenir l'exclusion et ses risques (dépréciation, errance, désaffiliation, conduites personnelles et sociales dangereuse) et accompagner les élèves en difficulté.
Renforcer le lien école-parents afin d'aider les parents à soutenir leurs enfants : coéducation et restaurer, améliorer le lien parents – enfants.
Renforcer la langue française pour les élèves et les parents.
Des signaux comme les troubles du comportement, l'absentéisme et le décrochage doivent alerter sur le mal-être des élèves. Il s'agit de prévenir ces risques.
Il y a nécessité de reconnaître et renforcer la coéducation avec les parents. Depuis plusieurs années les actions qui sont conduites dans les établissements auprès des élèves décrocheurs témoignent de la difficulté des parents à accompagner leurs enfants dans leur scolarité et dans leur éducation. Leurs relations sont fréquemment très dysfonctionnelles voire rompues. Le lien avec la communauté éducative est parfois inexistant, il peut être conflictuel et atteste souvent d'un inquiétant sentiment d'impuissance.
Les codes scolaires sont souvent incompris.

Il s’agit d’accompagner les parents en rendant lisibles le lycée et ses attentes.

Description :
Le lycée accueille des élèves de collèges en zone prioritaire : Orly, Choisy le Roi, Vitry, Ivry, Villeneuve St Georges et de plus de 40 communes.
Le public accueilli provient des territoires socialement défavorisés; il est, selon un indicateur récemment développé par l'EN, au deuxième rang du 94 en terme de caractéristiques sociales défavorisées, 12ème rang de l'Académie de Créteil.
Le lycée professionnel, qui a souvent été un lieu de reconstruction scolaire et de restauration de l'image de soi, est le dernier lieu public qui garde un lien avec les familles et les élèves. Ce lien peut permettre d'accompagner encore élèves et familles les plus en difficulté avant l'insertion citoyenne et professionnelle, afin qu'ils la réussissent.
L'action est une alternative à l’exclusion scolaire et à destination des élèves en situation de risque de décrochage scolaire ou déjà dans ce cas et se propose de traiter plusieurs des facteurs générateurs de décrochage (souffrance psychique ; mauvaises relations enfants/parents et mauvaises relations école/parents) et de mettre en place des actions prenant en compte chacun de ces facteurs.

Tout élève présentant une ou plusieurs des difficultés énoncées, repérées par l'équipe éducative ou repéré par l'équipe médico-sociale au cours d'entretiens ou sur sa propre initiative ou celle de ses parents, est dirigé vers l'infirmière. Les situations sont discutées dans le cadre d’un GPDS qui se tient tous les 15 jours :
- élèves en difficulté dans les apprentissages du fait d’une non maîtrise de la langue française ;
- élèves en demande indirecte d’aide (plaintes somatiques multiformes et récurrentes. Ils se rendent régulièrement à l’infirmerie repérée comme un lieu ressource confidentiel et sécurisant.
- élèves en risque ou en situation de décrochage scolaire : absentéisme chronique ou perlé, errance dans l’établissement et absence en classe, démotivation pour les cours et pour les stages, attitude passive.
- élèves qui alertent par le comportement : comportements à risque pour soi et les autres (consommation de substances psycho actives, cyber addiction et/ou cyber harcèlement, mutilations, agressions…), agitation, impulsions imprévisibles, incivilités …
- élèves en demande d’aide directe qui expriment une souffrance psychique.
Toute classe dysfonctionnelle qui alerte par une dynamique de refus d’apprendre.

1) Le Point Ecoute pour les élèves : permanences hebdomadaires à raison de 2 heures au sein de l'établissement assurées par une psychologue sous forme d'entretiens de mi-octobre 2017 à juin 2018.
Elles s'articulent avec les actions du projet d'établissement de lutte contre le décrochage scolaire grâce à une concertation régulière avec les équipes éducatives dans le cadre du GPDS avec la chef d'établissement, la COP, l'infirmière, l'assistante sociale, les professeurs, la Vie scolaire (présentation et analyse des situations, recherche de solutions, recherche de relais internes ou externes selon les problématiques...).
En outre, des interventions selon les besoins, auprès des délégués (information, sensibilisation, repérage, expression participative...) ou de groupes d'élèves dans le cadre de crises signalées par les professeurs peuvent être réalisées.
La psychologue reçoit l'élève dans le cadre confidentiel d'un entretien individuel pour évaluation, accompagnement et soutien.
Elle peut proposer des relais internes ou externes en fonction des besoins et peut également être amenée à entrer en contact avec la famille. Elle suit l'évolution de l'élève.
La psychologue met en place des groupes de parole lorsque des situations collectives sont dysfonctionnelles. Elle associe à ce travail de groupe tout membre de la communauté éducative concerné.
2) Un atelier de restauration de lien parents/enfants et de renforcement du lien parents/école
Cet atelier de 2 heures a lieu le mardi de 18 h à 20 h, à la Maison des parents et des enfants (mise à la disposition du lycée Jean Macé par la Ville) coanimé par la professeure documentaliste et une psychologue clinicienne.

La permanence se tient tous les 15 jours Elle accueille tout parent, qu'il vienne de sa propre initiative ou celle d'un tiers (sus cités) qui lui aura conseillé la démarche.
Modalité collective ou individuelle avec possibilité d'y associer des élèves.

Moyens mis en œuvre :
Point Ecoute :
Aménagement d'un horaire hebdomadaire et mise à disposition d'un local au sein du lycée.
Communication et informations dans les instances de l'établissement (CA ; CDVL ; coordinations de professeurs principaux…) ; via le service médico-social, la Vie scolaire, les professeurs.
Affichage du calendrier prévisionnel et utilisation d'un agenda électronique pour prise de RV
Les signalements de situations difficiles repérées dans la classe, au CDI, au sein des différents ateliers comme l'atelier de réflexion philosophique, le club lecture… remontent par l'équipe éducative soit au pôle médico-social soit à la Vie scolaire.

Pour l'atelier de restauration de lien parents/enfants et de renforcement du lien parents/école : une convention existe avec la ville qui met à disposition la Maison des parents et des enfants de Choisy-le-Roi. Ce lieu est facilement accessible par les transports (gare RER et bus).
Aménagement d'un horaire tous les 15 jours de 18h-20h00 de mi-octobre 2017 à juin 2018 (modalité adaptable en fonction des besoins).
Une coanimation par la psychologue clinicienne et la professeure documentaliste pour offrir un regard croisé.

Programme de communication pour obtenir la mobilisation des parents et l'implication de l'équipe éducative :
- présentation à la pré-rentrée de l'atelier,
- réunion avec les professeurs principaux dès septembre,
- communication avec tous les enseignants (chaque professeur pouvant proposer aux parents de leurs élèves de participer à la permanence),
- utilisation des temps institutionnels tout au long de l'année.

Public(s) cible(s) :
Potentiellement tout élève du lycée (380) de la Troisième Pro à la Terminale Bac Professionnel.

Localisation géographique :
- LP JEAN MACE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant psychologue 60h*75€	4 500,00	100,00%
Total	4 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	4 500,00	100,00%
Total	4 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 370,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 577,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	4 000,00 €
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	3 290,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	124 577,00 €
2014	Ecolycées franciliens	5 500,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 200,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	15 226,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 214,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	10 260,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	3 720,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	3 280,00 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	0,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	125 281,00 €
2015	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	24 302,71 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	13 235,00 €
2015	Travaux de maintenance	56 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 276,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	31 823,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 798,40 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	106 905,00 €
2016	Ecolycées franciliens	2 000,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	12 087,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	15 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	4 500,00 €
2016	Travaux de maintenance	28 200,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 940,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	21 611,49 €

2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	205,00 €
2017	Développement des parcours européens des lycées professionnels	852,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	107 094,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	9 901,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	13 950,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	18 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	8 800,00 €
	Montant total	702 286,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025521

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LPO CLEMENT ADER TOURNAN EN BRIE (77) - PROJET N°599 - COACHER L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET LA RECHERCHE D'UN CONTRAT D'APPRENTISSAGE - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 250,00 €	86,67 %	1 950,00 €
	Montant Total de la subvention		1 950,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO CLEMENT ADER TOURNAN EN BRIE
Adresse administrative : 76 RUE GEORGES CLEMENCEAU
77220 TOURNAN EN BRIE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant :

N° SIRET : 19772342200014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 30 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Lever le frein de la technique de recherche d'emploi pour :
- apprendre à rédiger un CV accrocheur et une lettre de motivation pertinente,
- préparer son entrée dans la vie active,
- décrocher un contrat de travail ou un contrat d'apprentissage.

Relever les défis :
- analyser un bulletin de salaire et rédiger un contrat d'apprentissage,
- décrypter une offre d'emploi/d'apprentissage,
- écrire un CV et une lettre de motivation qui répond à l'offre,
- travailler son positionnement,
- s'entrainer aux entretiens professionnels,

- s’informer sur l’évolution des métiers.

Augmenter le nombre d'apprentis en Ile de France.
Accompagner les jeunes à la recherche d'un emploi.

Description :
Selon le rapport de la DARES remis à la ministre en janvier 2017 : 15% des 15-29 ans ne sont ni en emploi, ni en études ni en formation et les 15-29 ans, titulaires du seul baccalauréat, contribuent pour 1 point au taux de chômage national (de 10,4 %) contre 0,3 point seulement pour les jeunes titulaires d’un diplôme d’enseignement supérieur court (type BTS).
Au lycée Clément Ader, un premier sondage réalisé en mai 2017, auprès des 63 élèves de 1ère Bac Pro Indus passant en classe terminale indique que environ 10 élèves envisagent la vie active après le bac, environ 30 envisagent de poursuivre les études sous statut d’apprentissage, environ 10 élèves envisagent de poursuivre les études par la voie scolaire, les autres sont indécis.

L'objectif des actions proposées aux élèves est de favoriser une meilleure insertion professionnelle et de favoriser la poursuite d’études par la voie d’apprentissage.

Novembre-décembre : une présentation du projet est faite aux 3 classes de Terminale Bac Pro Indus (DDFPT + enseignant éco-gestion + partenaire) ; ainsi que la préparation en classe des CV et lettres de motivation.

Janvier-février : après le conseil de classe du 1er semestre, repérage des élèves qui souhaitent s'insérer dans la vie active ou poursuivre les études par la voie de l'apprentissage et donc la création d'un groupe d'élèves.
En classe dans le cadre du cours d’éco-gestion :
- recherche, analyse et sélection d'une offre d'emploi/d'apprentissage puis mise à jour des CV et LM ;
- définition de la notion de contrat et caractérisation des différents contrats,
- comparaison des bulletins de salaire d’un salarié en CDD/CDI et d’un apprenti.

Mars : un envoi des autorisations de filmer au partenaire ainsi que l'envoi des CV et LM au partenaire qui rédige des fiches individuelles.
1er et 2ème jours :
- l'intervention du partenaire pour des entretiens individuels d'embauche filmés (binôme de 2 consultants spécialisés dans le domaine du recrutement et du management d’équipe : un consultant RH et un consultant manager) ;
- l'intervention du partenaire pour des conseils individuels personnalisés sur les CV (valorisation des expériences) et donner des outils pour des lettres de motivation plus pertinentes.
3ème jour :
- l'intervention du partenaire pour une auto-évaluation des élèves et une synthèse collective à l'aide d'exemples tirés des films et pour des conseils sur la présentation, l'attitude et la gestuelle à adopter lors d'un entretien professionnel ;
- l'intervention du partenaire sur les métiers numériques du futur.
- un moment de convivialité autour d'un goûter.
Après l'intervention :
- communication d’un cadre-modèle de CV pour optimiser les mises en page ;
- travail individuel des élèves pour corriger les CV puis envoi au partenaire pour une dernière lecture ;
- suivi des élèves par le biais d’une adresse mail qui leur est dédiée.

Public(s) cible(s) :
40 à 48 élèves issus des 3 classes de Terminale bac pro (secteur industriel).

Localisation géographique :

- LYP CLEMENT ADER -TOURNAN EN B

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Sylog Conseil 30h*75€	2 250,00	100,00%
Total	2 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	1 950,00	86,67%
Participation de l'établissement	300,00	13,33%
Total	2 250,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 950,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	31 442,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	22 980,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	31 571,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	246 904,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	38 204,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	40 370,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	16 471,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	49 479,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	18 396,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	259 094,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	33 315,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	38 565,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	3 600,00 €
2015	Travaux de maintenance	350 180,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	28 271,00 €

2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	80 702,05 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	33 798,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	173 366,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	41 650,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	2 160,00 €
2016	Travaux de maintenance	58 300,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	17 112,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	54 252,92 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	18 511,00 €
2017	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	11 440,39 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	182 035,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	60 133,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	44 667,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	17 600,00 €
2017	Travaux de maintenance	75 000,00 €
	Montant total	1 832 665,36 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025528

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LGT EMMANUEL MOUNIER CHATENAY MALABRY (92) - PROJET N°570 - LYCEE DE LA NOUVELLE CHANCE : "RETOUR VERS UN AVENIR" STRUCTURE DE RACCROCHAGE SCOLAIRE - RESCOLARISATION – MICRO-LYCEE - MLDS - RPT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	26 794,00 €	100,00 %	26 794,00 €
	Montant Total de la subvention		26 794,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT EMMANUEL MOUNIER CHATENAY MALABRY
Adresse administrative : 35 RUE DES PRES HAUTS
92290 CHATENAY MALABRY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame CATHERINE SEMERIA, Proviseur

N° SIRET : 19920135100012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Permettre à des jeunes qui ont connu une interruption de leur cursus liée à une désaffection de l'institution de se réapproprier une scolarité ;
S'engager dans un projet d'orientation post-bac ;
Développer une culture générale, en vue de la réussite dans l'enseignement secondaire puis supérieur ;
Se valoriser en améliorant l'estime de soi.

Description :
Le projet vise à replacer le jeune au cœur de l'institution scolaire en l'amenant à devenir acteur de sa réussite et en l'accompagnant pour se projeter dans un parcours. Il lui permet aussi de s'inscrire dans un groupe et de bâtir des projets communs.

La démarche se construit avec des temps forts et mobilisateurs sur l'année autour d'une thématique : "imaginer une société pour s'imaginer en société".
- Une première période de 7 semaines (de septembre à novembre) se bâtit autour d'une proposition fédératrice : " La reconstruction d'une nouvelle société dans un nouveau milieu ".
Il s'agit de donner du sens à l'acquisition des savoirs et des compétences en les réinvestissant et créer une interaction dans le travail entre élèves et enseignants. En favorisant la transversalité des différentes matières enseignées, les élèves mobilisent et développent des savoirs et des compétences qu'ils mettent en œuvre au cours d'un voyage de cohésion qui conclut cette première période. Au cours de ce séjour, en groupe, ils développeront leurs propositions de "sociétés" en tenant compte des contraintes imposées (milieu, population, ressources, évènements extérieurs). En se dépassant, au cours de challenges sportifs et culturels, ils font évoluer leurs "sociétés" en collectant des éléments proposés par les professeurs.
Leurs réalisations marquent également le passage à la deuxième période où les jeunes vont s'orienter vers la filière de leurs choix (STMG, L ou ES).
- Une deuxième période (de novembre à juin) continue à maintenir les élèves en synergie en renforçant leur confiance en leur réussite personnelle et collective. Quellle que soit la filière choisie, l'emploi du temps favorise les regroupements et les alignements. En repartant de leurs créations de "sociétés", on les amène à s'inscrire dans la société en les aidant à construire leur avenir.
Pour mener à bien le projet, l'élève est encadré individuellement par un référent qu'il rencontre en entretien toutes les semaines.

A la demande du directeur académique des Hauts de Seine : création d'un lycée de la nouvelle chance (LNC) au lycée Emmanuel Mounier, une action pouvant être appuyée par la Région Ile de France à travers le projet Réussite pour tous, action de lutte contre le décrochage scolaire s'intégrant dans les politiques de la Région Ile de France

Moyens mis en œuvre :
Un encadrement personnalisé jusqu'au passage des examens avec la mise en place de plusieurs dispositifs :
•Une demi-heure de convivialité afin de créer un climat de confiance et d'échanges mobilisant l'équipe pédagogique autour des jeunes,
•Du tutorat avec un professeur référent afin d'établir un lien privilégié pour aider le jeune à se fixer des objectifs et à bâtir une stratégie pour les atteindre,
•Un accompagnement du quotidien pour assurer une écoute constante,
•Une mise en place de séminaires de travail à l'approche des examens.

Des personnels engagés et volontaires travaillant en équipe :
•Avec une participation de l'ensemble de la communauté éducative,
•Avec la mise en place de temps de concertation pour :
- favoriser la transversalité,
- bâtir des projets communs,
- échanger des pratiques pour développer un travail de pédagogie différenciée,
- établir des bilans des rencontres tutorats.

Un espace dédié à l'intérieur du lycée
•Salle de classes aménagées
•Espace de convivialité
Il est prévu d'équiper trois salles en matériels, ouvrages, tablettes, pour apporter un environnement propice aux apprentissages.

Public(s) cible(s) :
18 élèves ; le projet a pour vocation de s'adresser à des jeunes (entre 16 et 20 ans) ayant décroché depuis plus de six mois.

Localisation géographique :

- LYP EMMANUEL MOUNIER

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Sortie cohésion Buthiers	2 970,00	11,08%
Atelier artistique Street art	10 900,00	40,68%
Spectacles	486,00	1,81%
Atelier gestion sport VTT	4 369,00	16,31%
Stade de France	685,00	2,56%
Sophrologie	960,00	3,58%
Voyage révisions	5 698,00	21,27%
Char à voile	726,00	2,71%
Total	26 794,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale demandée 2017/2018	26 794,00	100,00%
Total	26 794,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	26 794,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 746,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	27 132,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	161,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	327 027,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	36 135,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 443,00 €
2014	Travaux de maintenance	110 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 896,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	44 698,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	390 622,00 €
2015	Ecolycées franciliens	3 500,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	22 025,00 €

2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 767,00 €
2015	Travaux de maintenance	280 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	399,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	15 735,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	341 603,00 €
2016	Ecolycées franciliens	4 500,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	28 617,02 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 103,00 €
2016	Travaux de maintenance	213 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 775,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	21 738,02 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	336 758,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	11 145,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	24 315,00 €
2017	Travaux de maintenance	270 000,00 €
	Montant total	2 159 813,04 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025529

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LP LYC METIER LA TOURNELLE LA GARENNE COLOMBES (92) - PROJET N°609 - LUTTE CONTRE LE DECROCHAGE SCOLAIRE - RESCOLARISATION – MICRO-LYCEE - MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	8 910,00 €	100,00 %	8 910,00 €
	Montant Total de la subvention		8 910,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP LYC METIER LA TOURNELLE LA GARENNE COLOMBES
Adresse administrative : 87 BOULEVARD NATIONAL BP 115
92250 LA GARENNE COLOMBES
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Katia MATAR, Proviseure

N° SIRET : 19920158300010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 7 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Déceler les élèves décrocheurs et les aider à retourner en classe en ayant acquis les bases (scolaires, respect des règles, attitude, confiance en soi), pour leur permettre de réussir.
Favoriser le retour en classe et accompagner les élèves dans le but d'obtenir le maintien dans un cursus de formation pour l'obtention d'un diplôme.
Favoriser des relations apaisées avec les adultes de l'établissement mais aussi les camarades de classe.
Donner du sens aux apprentissages.
Donner aux élèves la possibilité de changer : améliorer l'estime de soi et valoriser le changement d'attitude auprès de la communauté scolaire.
Avoir des réponses cohérentes et complémentaires en développant une « alliance pédagogique » forte, regroupant différents intervenants dans un objectif commun.

(le coordonnateur, les CPE, le Professeur Principal et l'ensemble de l'équipe pédagogique)
-Favoriser une estime de soi positive : reconnaissance des ressources propres à chacun car avoir conscience de ses capacités permet d'avoir un regard positif sur ses actions, compétences et donc ouvrir le champ des possibles.

Description :
Le dispositif a vocation à accueillir une trentaine d'élèves sur l'année: secondes en priorité, premières selon les capacités d'accueil du dispositif durant l'année.

GPDS : Repérer et prendre en charge les élèves qui présentent un risque de rupture scolaire ou de déscolarisation. Maintenir les élèves dans un parcours de formation pour leur permettre de valider un diplôme, Limiter les sorties sans qualification, réduire l'absentéisme.

Dispositifs et Actions Personnels ressource
Entretien élève/binôme: propositions d'actions:
-Ré-orientation: mini-stages, entretien COP/CIO
-Module-relais : remédiation scolaire, ateliers (musique, théâtre, relaxation)
-Suivi d'élève : Groupe de parole, tutorat, fiche de suivi
-Suivi extérieur MLDS Vivier pour les binômes de suivi :

Tutorat : membre du binôme ou adulte déjà tuteur

Remédiation scolaire:
- Vivier de profs
- Assistant pédagogique

Le groupe pilote du dispositif évalue la situation de l'élève proposé par l'équipe pédagogique afin de décider de la pertinence d'inclure ou non l'élève dans le dispositif et les actions mises en place.

Modalités :
-(nouvelle évaluation et objectifs possible en cours de dispositif si besoin)
-L'élève va en cours mais il a un emploi du temps aménagé avec des heures supplémentaires dans le module. Son emploi du temps en modifiable de semaine en semaine selon le bilan hebdomadaire effectué sur les objectifs.

-Contenu du nouvel emploi du temps : suivre les séances d'Assistance Pédagogique (Professeurs et/ou Assistant pédagogique) pour rattraper le contenu des cours, mettre ses cahiers à jours, réaliser les évaluations non-faites ainsi que travailler les cours non compris, participer aux interventions d'associations/de professionnels extérieurs et d'ateliers. Le contenu de ces heures varie en fonction de l'entretien d'évaluation fait à l'entrée du dispositif.

Moyens mis en œuvre :
Coordonnateurs (CPE et Professeur Référent) :
- Ils font partie du groupe pilote: ils siègent aux réunions et prennent les décisions en collégialité.
- Ils vérifient le respect des engagements/objectifs posés par le groupe pilote dans la fiche de liaison GPDS élève.

Coordonnateur et référent décrochage : CPE
- Il fait la passerelle avec le chef d'établissement pour le suivi.
- Il vérifie la présence aux différentes actions.
- Il contacte les familles

Coordonnateur et Professeur Référent : 1 enseignant
- Il s'occupe du suivi pédagogique (contenu des actions de remédiation scolaire adaptée à chaque élève).
- Il fait la passerelle avec les professeurs ressources et les professeurs de la classe: bilan du travail réalisé par l'élève.

Quantité horaire:
- Réunion du groupe pilote 1h/ semaine
- Suivi: 2h par semaine par coordonnateur.
Forme: Coordonnateur et référent décrochage
Coordonnateur et Professeur Référent

Les intervenants :
- Vivier de personnels pour les binômes: (à définir à la rentrée)Professeurs, CPE, SMIS, AED, AP
- Ils s'occupent du suivi d'un ou deux élèves entrés dans la cellule décrochage via la fiche de liaison préalablement remplie par le groupe pilote: prise de rendez-vous, propositions et bilans.
- Ils font éventuellement du tutorat de manière individuelle avec un élève de la cellule décrochage.
- Professeurs ressources : Ils s'occupent du soutien scolaire dans leur discipline respective ou mettent en place des méthodologies transversales.
6 Professeurs ressources
Quantité horaire: 1h à 2h / semaine par enseignant.

-Assistant pédagogique référent :
-Il siège dans le groupe de pilotage.
-Il s'occupe du classeur de suivi afin de faire le lien avec le CPE référent décrochage.
-Assistants-pédagogiques: Ils réalisent les tâches attribuables à leurs missions comme l'aide à la récupération des cours, rattraper le contenu des cours manqués, mettre ses cahiers à jours, réaliser les évaluations non-faites.

Public(s) cible(s) :
30 élèves Ce dispositif concerne des élèves en voie de décrochage et /ou avec des problèmes de discipline. Ces élèves doivent remplir un cumul des critères suivants :

-Décrochage avéré : ces élèves ne viennent quasiment plus en cours, ils sont parfois au lycée ou à ses abords (signalement1/2)
-Risque de décrochage : absences repérées par les PP et/ou signalement niveau 1. Absentéisme perlé, retards réguliers.
-Estime de soi : mauvaise image de la filière professionnelle, difficultés d'apprentissage, d'organisation qui engendrent une fuite et du stress vis à vis de l'école.
-Défiance envers l'Institution et ses représentants: comportement en classe ou dans l'établissement inapproprié (punitions multiples, agressivité envers ses camarades /les adultes).
-Démotivation (Présents/absents) : Présent en classe mais n'investissant pas les études, manque visible de motivation pour toute activité au lycée scolaire ou non (dort en classe..).
-Une orientation subie: l'élève n'as pas choisi sa formation et souhaite se réorienter (autre formation/CFA).

Localisation géographique :
- LP LA TOURNELLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mass, 50 h x 75 euros TTC, 15 élèves	3 750,00	42,09%
Juliette Piedevache, 25 h x 75 euros TTC, 15 élèves	1 875,00	21,04%
Studio, enregistrement et réalisation vidéo-clip, forfait 2 jours, 74,28 euros, 15 élèves	1 040,00	11,67%
Théâtre Forum Cie Entrées de Jeu : 1	1 900,00	21,32%
Sorties	345,00	3,87%
Total	8 910,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale demandée 2017/2018	8 910,00	100,00%
Total	8 910,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 910,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 897,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	12 895,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 310,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	576,20 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	186 197,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	23 954,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 087,00 €
2014	Travaux de maintenance	126 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	17 080,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	12 267,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 889,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	-288,10 €
2015	Budget participatif des lycées	70 000,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	184 513,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	10 421,00 €

2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 647,00 €
2015	Travaux de maintenance	44 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 998,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	9 733,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 344,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	150 996,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	20 205,80 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 810,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	5 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	30 700,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 842,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	23 124,44 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 054,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	142 461,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	25 250,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 810,00 €
2017	Travaux de maintenance	105 500,00 €
	Montant total	1 165 076,34 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025532

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LGT PARC DES LOGES EVRY (91) - PROJET N°606 - ATELIER GESTION DU STRESS ET DE LA MEMOIRE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 880,00 €	82,64 %	2 380,00 €
	Montant Total de la subvention		2 380,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PARC DES LOGES EVRY
Adresse administrative : BOULEVARD DES CHAMPS ELYSEES
91012 EVRY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Christine PAGERON, Proviseur

N° SIRET : 19911251700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : Atelier Gestion du stress et de la mémoire

Date prévisionnelle de début de projet : 3 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 3 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Améliorer la réussite des élèves

Description :
Les effets négatifs du stress peuvent être un facteur d'échec aux examens. Parfois plusieurs mois avant le début des épreuves des symptômes psychosomatique apparaissent : maux de ventre, angoisse, insomnies, troubles alimentaires. Jour J, trous de mémoire, problème d'élocution, gestion du temps, confusion... peuvent mettre en péril la réussite aux examens.
Il s'agit donc de mettre en place pour les élèves, des ateliers, leurs permettant grâce à des techniques telles que l'hypnose ou le PNL (Programmation Neuro Linguistique) de transformer les effets négatifs du

stress en effets positifs et ainsi de leur faciliter le passage des épreuves et le vécu de leur scolarité.

Moyens mis en œuvre :
Mise en place d'atelier : groupe de 25 élèves sur des sessions de 12h

Public(s) cible(s) :
75 élèves de Terminales, 1ères des filières générale et technologique.

Localisation géographique :

- LYP PARC DES LOGES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant sophrologue 36h*80€ 75 élèves	2 880,00	100,00%
Total	2 880,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	2 380,00	82,64%
Lycée	500,00	17,36%
Total	2 880,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 380,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 022,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	21 078,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	388 956,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	54 461,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	36 205,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	1 700,00 €
2014	Travaux de maintenance	15 424,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 520,00 €
2015	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	1 120,00 €

2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	24 376,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	323 736,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	25 963,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	43 480,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	13 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	179 960,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	19 868,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	5 377,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	36 401,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 778,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	267 451,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	62 820,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	43 480,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	6 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	93 700,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	23 250,00 €
2017	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	5 851,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	26 331,90 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	704,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	226 625,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 120,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	50 000,00 €
	Montant total	1 660 801,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025586

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LGT JACQUES FEYDER EPINAY SUR SEINE (93) PROJET N°560 - CLASSES "IDIS" INTERDISCIPLINAIRES - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	8 300,00 €	67,47 %	5 600,00 €
	Montant Total de la subvention		5 600,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT JACQUES FEYDER EPINAY SUR SEINE
Adresse administrative : 10 RUE HENRI WALLON
93800 EPINAY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant :

N° SIRET : 19930120100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'expérience des projets interdisciplinaires a montré leurs intérêts pour construire des relations entre les élèves d'une part (au sein de la classe et entre les classes) et entre les élèves et les enseignants d'autre part. Ils sont aussi très utiles et efficaces pour donner du sens et de la cohérence aux apprentissages des élèves.
La communication étant omniprésente dans la société en général et dans la vie des élèves en particulier, cette thématique interdisciplinaire a été choisie et envisagée sous l'angle «histoire des évolutions techniques et impacts associés sur les rapports sociaux ».
Le projet implique 2 classes de 2ndes, travaillant en concertation, qui sont amenées à réaliser une production collective : l'écriture d'un recueil de textes courts (nouvelles, saynètes, lettres ou autres).

Le travail d'écriture, l'accès à la culture, l'histoire des techniques… le caractère interdisciplinaire de notre

dispositif se retrouve bien dans ce projet.

Par ailleurs, les élèves découvrent de nouveaux champs professionnels et des parcours individuels divers lors des rencontres avec différents intervenants ce qui pourra les aider à construire leur projet d'orientation.

Description :
Les classes dites « IDIS » (interdisciplinaires) ont aménagé un espace horaire de 4 heures hebdomadaires massées, le jeudi. Tous les enseignants de l'équipe sont volontaires pour participer à ce projet, et se mobilisent pendant ces heures, au cours desquelles les élèves ne sont jamais notés, mais travaillent des compétences transversales.
Le projet est amorcé (octobre 2016) par la projection d'extrait du film « Premiers contacts» de D.Villeneuve (2016). Ce film aborde la question de la communication, de la langue porteuse de culture, qui façonne la pensée ...

La thématique de la communication peut être abordée selon divers angles mobilisant des champs disciplinaires différents : les langages (lettres, mais aussi mathématiques avec les cryptolangages), les techniques de communication (PC), les droits associés et les conséquences sur les relations entre individus (PFEG, SES), l'éducation aux médias et la lecture d'images (EMC, …), construction de frises chronologiques avec repères principaux, ...

Le projet final est ainsi progressivement dessiné : par petits groupes de 5-6 élèves, écrire un texte court avec deux contraintes majeures : le début est le même pour tous et chaque groupe se voit attribuer un moyen de communication donné (réel ou imaginaire) qui impose un cadre temporel, des contraintes et des enjeux propres à chaque histoire.

Les textes sont écrits lors de séances de type « atelier d'écriture », journées pendant la semaine du bac blanc, février 2018, encadrées par 2 dramaturges, Aurianne Abecassis et Denis Baronnet, qui y collaborent depuis 5 ans.
Au préalable en janvier 2018, ceux-ci seront intervenus lors de séances IDIS pour amener progressivement les élèves à « dédramatiser » l'activité d'écriture, grâce à des activités pour les mettre en confiance, activités dont certaines pourront permettre la rédaction du début du texte commun à tous.

Moyens mis en œuvre :
L'ensemble des professeurs des 2 classes participe au projet et les grandes lignes ont d'ailleurs été élaborées par les enseignants déjà en poste dans l'établissement, qui ont à cœur de bien intégrer et associer les quelques nouveaux collègues qui ont affectés pour la rentrée.
Les intervenants extérieurs assurent des séances devant élèves, mais aussi un temps de concertation, voire de correction et de finalisation des productions.
Le lycée met à disposition son matériel informatique (et une petite participation financière complémentaire en fonction des besoins éventuellement non planifiés).

Le projet a un ancrage local puisqu'il prévoit une collaboration avec le personnel du service affaires culturelles de la mairie d'Epinay-sur-Seine, spécialisé dans les dispositifs d'éducation à l'image.

Par ailleurs, une autorisation sera sollicitée pour une visite des archives du musée des Arts et Métiers puisqu'elles se trouvent à La Plaine Saint-Denis, donc géographiquement proches.

Public(s) cible(s) :
60 élèves de deux classes de Secondes concernées.

Localisation géographique :

- LYP JACQUES FEYDER

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Association Habaquq atelier d'écriture 40h*75€	3 000,00	36,14%
Intervenant Association Habaquq atelier bac blanc 40h*75€	3 000,00	36,14%
Intervenant Q. Pignon	900,00	10,84%
Frais d'impression de livres	1 200,00	14,46%
Visite du Conservatoire National des Arts et Métiers	200,00	2,41%
Total	8 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	5 600,00	67,47%
Ass. Fondation Egalité des Chances	2 200,00	26,51%
Participation de l'établissement	500,00	6,02%
Total	8 300,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 138,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	42 586,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	7 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	290 058,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	34 916,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	27 750,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	50 000,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	5 375,00 €
2014	Travaux de maintenance	120 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	18 355,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	46 185,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 400,00 €

	(CR46-14)	
2015	Dotation globale de fonctionnement	300 947,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	30 400,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	10 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	125 121,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	2 160,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	52 709,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	244 160,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	24 940,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	28 200,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	5 500,00 €
2016	Travaux de maintenance	20 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 849,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	22 113,87 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	226 913,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	8 750,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 260,00 €
2017	Travaux de maintenance	10 000,00 €
	Montant total	1 507 727,87 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025598

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LP GUSTAVE EIFFEL PARIS 7ÈME - PROJET N°478 - T'CAP - ORIENTATION - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 150,00 €	100,00 %	3 150,00 €
	Montant Total de la subvention		3 150,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP GUSTAVE EIFFEL PARIS 07EME
Adresse administrative : 1 RUE DU GENERAL CAMOU
75007 PARIS 07EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant :

N° SIRET : 19752961300014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Travailler l'orientation en amont en permettant aux élèves de réfléchir sur leur projet personnel.
Travailler avec les élèves sur le regard qu'ils portent sur eux-mêmes en favorisant leur estime de soi et en les aidant dans l'élaboration de leur projet personnel et professionnel.
Les principaux objectifs de TCAP sont :
- identifier ses talents et ses envies
- valoriser ses compétences
- s'approprier des outils de communications
- construire sa feuille de route scolaire
- identifier les personnes de son entourage capables de soutenir le projet, ce qui est visé n'est pas tant le choix d'une orientation finale mais plutôt le cheminement et la réflexion. La décision sera alors construite et partagée et permettra un engagement durable. Il s'agit de mettre chaque jeune avec ses spécificités au cœur d'un travail pour l'impliquer le mobiliser.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la politique générale de l'éducation nationale notamment sur :
- la lutte contre le décrochage et la déscolarisation
- la prévention des dérives comportementales
projet intitulé T'CAP :
3 ateliers de 3 heures en groupes de 8 élèves
Cette configuration en groupe restreint est essentielle à l'expression individuelle et collective visant l'implication de tous au service de chacun.
Au cours de ces ateliers 2 thèmes majeurs sont visés :
1 : dessiner son projet
- identifier ses ressources et ses besoins
- parler de soi et faire émerger l'essentiel
- m'atteler à rendre visible mon œuvre de demain
2 : s'équiper pour réaliser son projet
- un outil au service du prjet professionnel
- s'entraîner à communiquer avec des interlocuteurs multiples
- parler de soi de façon valorisante
- accrocher et étendre son réseau
Les modalités de travail sont de 2 sortes : temps de partage et de co-construction
4 termes importants :
- collectif :travail en groupe source d'enrichissement
- créatif : modalités variées pour ouvrir des routes inexpérimentées
- concret
- engagé : chaque acteur est responsable vis à vis de lui-même et des autres.

Description :
Le Lycée Gustave Eiffel est un lycée professionnel de Paris qui accueille 240 élèves répartis dans 10 classes : 1 troisième prépa-professionnelle et 9 classes de lycée sur 3 niveaux (Sde- 1ère-terminale).
Deux baccalauréats professionnels sont préparés : le bac ARCU (Accueil Relation Clients et Usagers) et le Bac GA (gestion-Administration).

La particularité du lycée est de n'accueillir aucun élève de l'arrondissement mais de recruter presqu'exclusivement dans certains territoires plutôt défavorisés (18è, 19è, 20è, 14è, 13è).
Les élèves viennent donc souvent de loin, les parents sont difficiles à contacter, les associations ne peuvent être associées au travail éducatif. En bref, le lycée n'est pas implanté dans un quartier, ce qui est à la fois un atout (les élèves sont coupés de leur environnement, de leurs fréquentations et des mauvaises influences) et un frein (aucune coordination avec les associations et les travailleurs sociaux).
En outre, les élèves que nous accueillons cumulent les difficultés sociales (CSP défavorisés voire très défavorisés), familiales (familles monoparentales, mineurs isolés, sans papiers), médicales (beaucoup de maladies chroniques, de dépressions) et scolaires (gros problèmes en langues française, lacunes dues à des parcours scolaires chaotiques, démotivation, décrochage en cours ou installé).

Les difficultés personnelles auxquelles nos élèves sont confrontés les rendent extrêmement vulnérables et en font des proies faciles. Ils peuvent à tout moment déraper vers la délinquance et/ou la radicalisation religieuse.
Les événements de janvier 2015 nous ont montré à quel point le découragement scolaire pouvait être une cause de dérapage. Il convient donc d'anticiper ces dérives en étayant culturellement nos élèves, en leur redonnant confiance en eux et en leur donnant la possibilité d'un horizon cohérent et raisonnable, tant sur le plan personnel que professionnel.

Offrir aux élèves :
- la possibilité de retrouver un peu d'estime de soi (projets ambitieux)
- un cadre calme et serein pour lutter contre le stress scolaire
- un suivi très rigoureux pour lutter contre l'absentéisme et prévenir le décrochage

- des aides au travail personnel (tutorat, mise en place d'études encadrées, cours de FLE)

Outre ces dispositifs déjà mis en place, il nous paraît important de permettre à nos élèves de premières (une fois la période d'installation au lycée -correspondant à la classe de seconde- terminée) de commencer à réfléchir à leur projet personnel.

En groupe de 8 élèves en travail avec un accompagnant à la réflexion personnelle.

Moyens mis en œuvre :
La constitution de groupes et la mise à disposition de salles.

Public(s) cible(s) :
72 élèves de 1ères professionnelles GA et ARCU ; public en difficultés social et scolaire.

Localisation géographique :

- LP GUSTAVE EIFFEL (PARIS 7)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Transitis 42h*75€	3 150,00	100,00%
Total	3 150,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	3 150,00	100,00%
Total	3 150,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 150,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 874,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	64 073,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 120,00 €

2014	Dotation globale de fonctionnement	76 385,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 000,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	7 320,00 €
2014	Travaux de maintenance	27 503,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 023,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	116 895,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 013,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	83 538,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	6 905,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	7 840,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	5 400,00 €
2015	Travaux de maintenance	40 500,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 776,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	55 826,70 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 144,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	82 379,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 295,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	7 740,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	36 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	4 050,00 €
2016	Travaux de maintenance	41 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 852,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	34 675,00 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 168,00 €
2017	Développement des parcours européens des lycées professionnels	5 112,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	77 012,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	13 500,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	6 646,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	4 500,00 €
	Montant total	768 679,70 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025640

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LP ARMAND CARREL PARIS 19EME - PROJET N° 603 - VIVRE L'AUTRE PAR LE THEATRE : VECTEUR DE REUSSITE ET DE COHESION - AIDE A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 800,00 €	100,00 %	2 800,00 €
	Montant Total de la subvention		2 800,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP ARMAND CARREL PARIS 19EME
Adresse administrative : 45 RUE ARMAND CARREL
75019 PARIS 19EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant :

N° SIRET : 19752700500015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 8 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Créer ensemble un objet théâtral, support permettant de travailler la cohésion du groupe classe, de revisiter les différentes disciplines à l'aune d'une pédagogie de projet.
Tisser les liens entre les disciplines pour créer de la transversalité et, ainsi, redonner sens aux apprentissages.
Par sa préparation, sa conception et sa réalisation finale, ce projet de création théâtrale vise ainsi à développer une pédagogie active et innovante permettant de valoriser les enseignements professionnels, de prévenir le décrochage scolaire et favoriser la réussite de tous les élèves de la classe de Seconde ARCU.

Description :
Depuis plusieurs années, on remarque que les élèves arrivants en Seconde ont vécu une scolarité

difficile, faite de ruptures, et auto-perçue comme un échec. Une représentation dévalorisée de la scolarité de chacun tend à se généraliser. Un certain nombre de ces élèves ne comprend pas les attendus de l'institution, ne maitrise pas les codes relationnels en vigueur dans notre société et ne parvient pas à s'accommoder à son rôle d'élève et de futur citoyen.

Il s'agit ici de fédérer ce groupe classe et de transmettre aux élèves les compétences nécessaires pour l'obtention de leur diplôme, pour la réussite de leurs études mais aussi pour leur insertion socio-professionnelle.

D'abord, par le biais de l'improvisation, les élèves travaillent le placement de la voix, l'imagination, la communication verbale et non verbale et prennent conscience de l'image qu'ils renvoient. L'estime de soi et le rapport à l'autre sont renforcés. Ces compétences psychosociales (expression, écoute, estime de soi..) sont essentielles à acquérir dans le cadre de la formation suivie par les élèves et des situations professionnelles auxquelles les élèves se destinent.
Les élèves doivent intégrer les codes relationnels et le savoir-être indispensables dans l'accueil et la vente. Elles sont retravaillées en classe, avec les professeurs de spécialité (vente et accueil), dans le cadre des programmes scolaires.

Ensuite, par la biais de textes de théâtre, les élèves débutent une création commune. Ils reprennent la pièce et les thèmes choisis avec leur professeur de Français puis écrivent un personnage, une scène et un monologue afin de s'approprier totalement le travail entrepris. Les élèves écrivent en outre des scènes en anglais et en espagnol, en classe de langue, qui sont intégrées dans la restitution.

Parallèlement à la création, les élèves organisent la restitution finale de leur projet, de l'invitation à l'accueil du public. Pour s'y entrainer, les élèves s'emparent de l'accueil du public au sein du théâtre l'étoile du Nord sur une des représentations de la compagnie La Bande à Léon en mars 2018. Ils prendront en charge, avec l'aide de l'équipe du théâtre, la billetterie, le placement du public, le bar, la présentation de la pièce et l'entrée en salle.
Les élèves peuvent également y réaliser un levé de rideau avant le spectacle. Enfin, le Hall du théâtre également lieu d'exposition, peut faire l'objet d'un projet de classe construit avec le professeur d'Arts appliqués sur le thème de l'objet théâtral choisi.

Moyens mis en œuvre :
Ce projet permet à l'ensemble de l'équipe enseignante, à différents professionnels de l'éducation du lycée (équipe vie scolaire) et à divers artistes de s'engager ensemble. Il offre la possibilité, pour les élèves de la classe, d'envisager la communication, l'avenir, la professionnalisation d'une autre manière, dans la cohésion et le partage, par le biais d'un projet culturel exigeant.

- La compagnie "La Bande à Léon" intervient auprès de la classe dans les ateliers d'improvisation et de théâtre ainsi que dans la préparation de la restitution finale. Deux artistes (théâtre, mise en scène et audiovisuel) interviennent durant 40 heures.

- L'équipe professorale (2 enseignants de langue, enseignante de français, enseignant d'arts appliquée et 2 enseignants de vente et d'accueil) organisent un certain nombre de leurs cours autour du projet, dans une approche pédagogique novatrice. Ils reprennent le travail effectué avec les professionnels de la Compagnie et retravaillent sur les différentes compétences développées via ce projet, particulièrement en lien avec la communication orale et écrite et l'acquisition des codes de vivre ensemble.

- Un assistant pédagogique et un assistant d'éducation secondent les enseignants sur certaines séances pédagogiques et proposent des cours de soutien en lien avec le projet.

- L'établissement scolaire met à disposition ses locaux.

- Le partenariat avec le théâtre du Nord permet aux élèves de mettre en pratique leurs compétences liées à l'accueil : dans le cadre de la pièce "Balle(s) Perdue(s) ?" mise en scène et jouée par la compagnie la Bande à Léon en mars 2018 ou de leur propre restitution, ils adoptent une posture professionnelle dans le cadre d'une réelle mise en situation professionnelle.

Public(s) cible(s) :
24 élèves en classe de Seconde préparant le baccalauréat professionnel ARCU (Accueil Relation Clients et usagers).

Localisation géographique :

- LP ARMAND CARREL (PARIS 19)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Intervenant Cie La Bande à Léon 40h*70€	2 800,00	100,00%	Subvention régionale 2017/2018	2 800,00	100,00%
Total	2 800,00	100,00%	Total	2 800,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 895,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	7 170,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 519,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	3 200,00 €

2014	Dotation globale de fonctionnement	87 476,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	5 920,00 €
2014	Travaux de maintenance	21 337,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 000,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	10 000,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 781,00 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	4 522,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	67 721,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	6 061,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 888,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 144,00 €
2016	Budget d'autonomie des lycées (fonctionnement)	15 252,00 €
2016	Budget d'autonomie des lycées (investissement)	12 460,00 €
2016	Développement des parcours européens des lycées professionnels	4 234,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	84 798,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 126,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	5 615,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 776,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	29 357,00 €
2017	Budget d'autonomie des lycées (fonctionnement)	14 520,00 €
2017	Budget d'autonomie des lycées (investissement)	12 420,00 €
2017	Développement des parcours européens des lycées professionnels	3 408,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	92 971,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	10 613,88 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	6 170,00 €
2017	Projet-Réussite pour tous	6 650,00 €
2017	Travaux de maintenance	9 160,00 €
	Montant total	466 188,88 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025643

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LP FREDERIC BARTHOLDI SAINT DENIS (93) - PROJET N°12 - AUTO-ECOLE DISPOSITIF NOUVELLES CHANCES - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	16 998,00 €	100,00 %	16 998,00 €
	Montant Total de la subvention		16 998,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP FREDERIC BARTHOLDI SAINT DENIS

Adresse administrative	:	12 RUE DE LA LIBERTE 93200 SAINT DENIS
Statut Juridique	:	Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant	:	

N° SIRET : 19930138300014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Travailler sur l'estime de soi, rescolarisation, réinsertion scolaire et/ou professionnelle, accompagnement vers les PFMP dans le cadre de parcours individualisés, au travers d'objectifs spécifiques, favoriser l'acquisition de savoirs, favoriser la tolérance, l'expression de l'entraide et la reconnaissance de la diversité, développer l'intégration des élèves dans un dispositif institutionnel, se projeter en tant qu'acteur citoyen.
Développer son esprit critique, favoriser l'apprentissage et l'expérimentation d'une conduite écocitoyenne.
Acquérir de compétences sociales et civiques qui permettent de se projeter vers une insertion dans la vie professionnelle ou scolaire au travers de projets expérimentaux par le biais d'expérimentations pédagogiques et de pratiques innovantes telles que la mise en place de la journée des métiers par des professionnels partenaires, la refonte du Grand conseil ...
Favoriser les échanges avec les membres de l INEPS, groupements de pédagogues et de chercheurs européens. Ce réseau favorise les échanges de pratiques, projets éducatifs innovants, formation de formateurs. Au cœur de ces projets, le concept de productive learning promeut l'idée que l'éducation et les apprentissages doivent être ancrés dans l'expérience de situations réelles, en lien avec la société dans laquelle un jeune évolue (domaines associatifs, professionnels, artistiques, culturels, sportifs…). Le dispositif Auto-école fait le choix d'expérimenter cette pratique en suivant une cohorte d élèves pour lesquels cette solution sera une solution adaptée.

Description :
Le dispositif nouvelles chances a pour principal financeur les dispositifs d'aides régionales qui reste un acteur central dans la volonté de lutter contre les inégalités et de permettre à tous les jeunes d'accéder a une ré-insertion scolaire et/ou professionnelle.
C'est un soutien à la lutte contre le décrochage scolaire, contre les inégalités sociales au travers d'un projet de mutualisation de pratiques pédagogiques innovantes locales, départementales et européennes.
Les jeunes en situation de décrochage sont dans une situation de souffrance à l'école liée à la non-valorisation de leurs talents. Le décrochage constitue ainsi un préjudice psychologique important en termes d'estime de soi. L'école, qui ne parvient pas aujourd'hui à valoriser et motiver tous les élèves, est alors rejetée en tant qu'institution par ces jeunes que nous tentons de réconcilier avec toutes les institutions.
Lors des commissions départementales, sont ciblés les jeunes sortis ou qui risquent de sortir des collèges du département, de lycées professionnels, de missions locales. Ils sont pour la plupart entrés dans un processus de rejet de l'institution scolaire.
Une vigilance pour que la mixité soit respectée dans l'accueil des décrocheurs scolaires afin de garantir

une chance à tous et à toutes. Collégiens et lycéens dont les dossiers ont été étudiés en CDAS, commission départementale de l'absentéisme scolaire.
Toutes les structures institutionnelles, associatives et municipales sont sollicitées et en travail conjoint avec elles pour mieux repérer et orienter les jeunes en fonction de leurs besoins.

Les actions prévues, dans le cadre du projet s'imbriquent entre elles et permettent de répondre aux objectifs suivants au travers de différents axes.
Axe de socialisation :
- lien avec les différents acteurs du département CASDO, CPAM (pour les théâtres forums), la ville de Saint-Denis qui nous permet de bénéficier d'un lieu pour consolider tout ce travail de cohésion de groupe au travers du séjour éducatif.
Axe pédagogique :
- assurer l'acquisition et la consolidation des compétences fondamentales en référence au référentiel de CAP et de 3ème et ce, dans toutes les disciplines à travers un enseignement adapté pour permettre une progression individualisée ;
- accompagner l'élève dans ses démarches de stages,
- accompagner les élèves dans leur projet individuel,
- réconcilier l'élève avec les apprentissages,
- travailler sur l'estime de soi en apprenant différemment.
Axe de socialisation :
- négocier des règles de vie au quotidien et poser des repères pour la prise de décisions collectives ;
- s'impliquer dans la vie en dehors du dispositif : la restauration scolaire avec une prise de conscience des différents circuits d'approvisionnement des denrées alimentaires ;
- accompagner les élèves dans la préparation d'activités en autonomie : le tutorat ;
- favoriser la participation des élèves dans les activités de la vie quotidienne dans le cadre du projet éco-citoyenneté ;
- organiser des moments de débats et de régulation : l'atelier point média, le Grand Conseil, le groupe de Paroles et le Café des Parents et des responsables légaux ;
- constituer un groupe classe pour favoriser la dynamique et la cohésion : vivre ensemble.
Axe d'orientation :
- repérage des lieux ressources et culturels en vue de construire un projet personnel en lien avec les réalités économiques du bassin ;
- enquête au Sénat (demande rendez-vous pour une visite de l'assemblée nationale)
- recherches de stages ou de PFMP, élaboration d'une banque de données d'entreprises partenaires
- travail sur l'autonomie.

Moyens mis en œuvre :
Les moyens mis en œuvre permettront d'articuler l'année scolaire autour de la notion du développement durable de manière transdisciplinaire.
Les élèves développent les compétences suivantes :
- réfléchir sur la société actuelle ;
- réfléchir à des valeurs éco-citoyennes ;
- analyser et faire évoluer des comportements.
A travers une pédagogie de projet, les activités transdisciplinaires qui sont mises en œuvre intègrent trois dimensions :
- la dimension sociale centrée sur l'élève et toutes les manifestations de la vie en société dans son parcours de formation afin de communiquer, se situer et s'engager ;
- la dimension économique en tant que futur producteur et consommateur de richesses afin de s'insérer, se repérer et travailler ;
- la dimension écologique centrée sur les actions de l'homme en général et leurs actions sur l'environnement afin d'économiser, rationaliser et préserver.

L'intégration des élèves s'effectue tout au long de l'année de sorte d'augmenter la capacité d'accueil

autorisée dans notre nouvel établissement. En effet, en 2018, Auto-école fera partie intégrante du nouvel établissement situé à La Plaine. Une consolidation du partenariat avec les MLDS de secteur afin de pouvoir mutualiser et renforcer les pratiques en faveur des élèves décrocheurs tout en accentuant les actions de prévention de décrochage.
Renforcer le partenariat avec l'ensemble du système de formation initiale et des partenaires, allant des actions de prévention jusqu'à la prise en charge des jeunes ayant quitté le système sans diplôme.
- inscription dans la continuité des actions menées sur les territoires et dans la prise en compte des spécificités de ces derniers avec les établissements du département, les associations et la ville de Saint-Denis. En effet, cette dernière permet d'exporter ces pratiques en dehors du territoire départemental afin de travailler sur tous les savoirs des élèves (savoirs, savoir-être, savoir-faire).

Appuyer le dispositif pour donner une nouvelle chance aux élèves décrocheurs grâce à une structure cadrante (les cours ont lieu de 8h30 à 17h, 5 jours par semaine et ce, au travers d'un projet annuel)
Corriger l'impact des inégalités sociales et économiques sur la réussite scolaire, par un renforcement de l'action éducative dans les collèges et les lycées rencontrant les plus grandes difficultés sociales
Encourager les jeunes en situation de décrochage à réintégrer un cursus de formation
Encourager les pratiques de remédiations innovantes
Permettre aux jeunes filles de raccrocher, comme l'écrivait Lise Gervais : "si les décrocheurs ne sont pas riches, les décrocheuses sont carrément pauvres, et lorsqu'elles ont des enfants à charge, leur situation financière est incontestablement périlleuse". Le dispositif leur permet de trouver des réponses adaptées au travers de la prise en charge globale de leur singularité.

Public(s) cible(s) :
17 élèves âgés entre 15 et 18 ans, en situation de décrochage scolaire et manquants de repères sociaux.

Localisation géographique :
- LP FREDERIC BARTHOLDI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant atelier Slam et théâtre 25h*75€	1 875,00	11,03%
Frais de montage : traitement, mixage 20h*28,15€	563,00	3,31%
Intervenant Association Dialogues Citoyens 30h*50€	1 500,00	8,82%
Intervenant Association Seedzik activités 60h*35€	2 100,00	12,35%
Frais d'achats petits équipements	510,00	3,00%
Intervenant Trajectoire d'insertion "groupe de parole" 40h*75€	3 000,00	17,65%
Intervenant Trajectoire d'insertion rencontre parents 12h*37,50€	450,00	2,65%
Frais sorties pédagogiques, semaine révision, fournitures et petits matériels	7 000,00	41,18%
Total	16 998,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	16 998,00	100,00%
Total	16 998,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	16 998,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	17 239,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	29 144,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	24 091,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	6 606,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	4 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	316 333,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	48 000,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 497,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	45 900,00 €
2014	Travaux de maintenance	46 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	989,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	46 728,00 €

2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	23 820,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	3 880,20 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Budget participatif des lycées	70 000,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	241 040,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	61 698,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	34 481,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	15 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	46 808,15 €
2015	Travaux de maintenance	222 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 461,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	23 976,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	20 550,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	719,12 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 700,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	185 501,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	36 346,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	34 481,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	60 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	16 950,00 €
2016	Travaux de maintenance	60 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 967,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	15 128,45 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	14 453,00 €
2017	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	1 860,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	185 792,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	60 956,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	34 477,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	20 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	20 000,00 €
	Montant total	1 848 169,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025646

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LGT HENRI MOISSAN MEAUX (77) - PROJET N°510 - FAVORISER LA PERSÉVÉRANCE EN CONSOLIDANT COMPÉTENCES ET PROJET PERSONNEL DE L'ÉLEVE -SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	81 735,00 €	9,30 %	7 600,00 €
	Montant Total de la subvention		7 600,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT HENRI MOISSAN MEAUX CEDEX
Adresse administrative : 20 COURS DE VERDUN
77109 MEAUX CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Gilles SAVRE, Proviseur

N° SIRET : 19770930600025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Objet du projet : réussite pour tous

Date prévisionnelle de début de projet : 6 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Lutter contre le déterminisme social ;
Accompagner individuellement les élèves dans leur démarche d'intégration ;
Intensifier la liaison 3ème-2nde ;
Favoriser le dialogue dans le cadre de la relation triadique : élèves-parents-lycée ;
Eviter le décrochage ;
Favoriser l'intégration au sein du lycée ;
Proposer les conditions d'une orientation choisie : individualisation des parcours.

Description :
L'objectif est d'éviter le décrochage scolaire et favoriser l'intégration pour proposer les conditions d'une orientation choisie en individualisant les parcours.
L'utilisation des ressorts disponibles du lycée : tutorat, études encadrées, accompagnement personnalisé, dispositifs passerelle (stages, modules thématiques...), soutien entre pairs, semaine persévérance permet aussi de favoriser l'exercice de la parentalité.
L'action s'appuie sur les personnels formés en 2015 au tutorat (12 professeurs) avec la mise en place d'un comité technique et d'un comité de pilotage de l'action qui permet le repérage et l'identification des difficultés et la réalisation d'un bilan de repérage, en s'appuyant :
- sur la commission d'harmonisation de juin menée avec le concours du collège d'origine,
- sur l'élaboration des classes,
- sur l'évaluation diagnostique de début d'année précédant l'intégration dans les groupes de l'Accompagnement Personnalisé.
- sur le GPDS réuni chaque mois.
Il est proposé un suivi précoce et l'élaboration du projet personnel avec l'intégration de la dimension temporelle dans l'avancée du projet en articulant l'année autour des phases et en prévoyant un bilan intermédiaire. L'intégration du dispositif dans le cadre général de l'Accompagnement Personnalisé (éviter les stigmatisations, l'inflation des horaires et permettre aux élèves issus des villages les plus éloignés de bénéficier de cette aide).
Il est défini une série de phases d'intégration en fonction de l'évolution de l'élève :
- phase de diagnostic : commission liaison 3ème/2nde, constitution des classes, évaluation diagnostique générale pour l'Accompagnement Personnalisé, le soutien entre pairs, les études encadrées et le tutorat.
- phase d'intégration : rechercher l'adhésion des familles et des élèves.
Dans le cadre des dispositifs passerelles, intégration volontaire en lycée professionnel.

Moyens mis en œuvre :
L'organisation pédagogique des groupes d'accompagnement personnalisé est à la l'initiative des professeurs en s'appuyant sur l'existant.
En groupe classe : prévoir 1 heure par classe soit un total de 12 heures pour 12 classes.
L'organisation des heures d'études encadrées sont organisées par le comité technique à la demande conjointe des professeurs et des élèves. Une étude est ouverte dès 5 élèves et jusqu'à 12 élèves.
Elle peut revêtir une apparence de module thématique ou disciplinaire en fonction des besoins identifiés et s'inscrire pour une durée limitée.
Le tutorat prévoit 1 tuteur pour 3 élèves, avec des rencontres en moyenne 1 fois par semaine.
Le soutien entre pairs prévoit que des élèves de terminales (volontaires et choisis) aident leurs camarades de seconde (méthodologie, mathématiques, français). Ces derniers s'inscrivent à ce soutien sur la base du volontariat.
Une semaine de modules pour favoriser la persévérance grâce aux ateliers : modules de Techniques de Recherches d'Employeurs / apprentissage ; estime et connaissance de soi ; connaissance de l'environnement ; connaissance de l'entreprise « Sur les chemins de la réussite » ; Photo-langage ; intervention d'Olympio ; intervention d'une association sportive et des entretiens individuels.

Public(s) cible(s) :
100 élèves de Seconde repérés fragiles et qui ont été soutenus dans au moins un des dispositifs.

Localisation géographique :
- LYP HENRI MOISSAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Kabous 68h*75€	5 100,00	6,24%
Intervenant Olympio 45h*75€	3 375,00	4,13%
Intervenant Fantastik Armada	460,00	0,56%
Intervenant Théâtre forum	3 525,00	4,31%
Intevenant Coll 47*75€	3 525,00	4,31%
Intervention du CIO	480,00	0,59%
Frais de transports	1 500,00	1,84%
HSE	63 770,00	78,02%
Total	81 735,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	7 600,00	9,30%
Participation de l'établissement	8 635,00	10,56%
HSE	55 300,00	67,66%
Rectorat	9 720,00	11,89%
CIO	480,00	0,59%
Total	81 735,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	9 197,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	31 626,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	267 467,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 436,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	49 115,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 325,00 €
2015	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	878,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	63 519,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	169,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	262 564,00 €
2015	Ecolycées franciliens	10 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	27 932,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 787,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	9 250,00 €
2015	Travaux de maintenance	120 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 600,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	49 720,00 €

2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	3 390,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	197 094,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 787,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	25 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	7 600,00 €
2016	Travaux de maintenance	210 566,95 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 065,00 €
2017	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	258,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	42 267,93 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	20,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	180 814,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	13 800,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	32 128,00 €
2017	Travaux de maintenance	182 200,00 €
	Montant total	1 617 151,88 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025653

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LP ANTONIN CAREME SAVIGNY LE TEMPLE (77) - PROJET N°59 - FAIRE ET AGIR - VALORISATION PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	9 590,00 €	44,70 %	4 287,00 €
	Montant Total de la subvention		4 287,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP ANTONIN CAREME SAVIGNY LE TEMPLE
Adresse administrative : PLACE GUSTAVE COURBET
77176 SAVIGNY LE TEMPLE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Laurent DÉPREZ, Proviseur

N° SIRET : 19772244000017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Permettre à des jeunes en situation de décrochage de s'interroger sur leurs valeurs, leurs motivations.
Apprendre à mieux connaître l'environnement socio-économique.
Développer des compétences sociales et comportementales.
Travailler leur projet professionnel.

Description :
Il est important que les élèves ne quittent pas le système scolaire sans diplôme.
En effet un jeune est en danger si il n'est plus scolarisé ou dans un contexte de formation ; livré à lui-même il peut parfois dériver (délinquance, radicalisation) et donc poser problème.
A plus long terme, l'obtention d'un diplôme permet de mieux s'insérer dans le monde du travail. Il est absolument nécessaire que tous les élèves trouvent leur voie et donc un emploi et participent à l'essor économique de nos régions.

Chaque élève repéré se voit proposer une diversification de son parcours de formation, contractualisée avec sa famille.
Il est positionné sur la formation "Rebondir" de ce projet durant un parcours maximum de 168 heures.
Rebondir assure l'accueil et le positionnement des jeunes sur un parcours modulaire qui fera l'objet d'un contrat d'objectif et la participation du jeune aux modules suivants :
module 1 : connaissance de soi ;
module 2 : connaissance du milieu socioéconomique ;
module 3 : aide à l'élaboration du projet professionnel et choisir son métier ;
module 4 : développement des compétences sociales et comportementales.

Une aide à la recherche de stage est mise en place afin de tester les orientations professionnelles pressenties pour valider leur choix, avec un suivi de stage et un bilan pour finaliser le projet.
Un accompagnement dans la recherche d'établissement permet à l'élève de concrétiser son projet professionnel. Toutes ces actions sont faites en lien avec les familles.
L'établissement scolaire assure les prestations suivantes : le suivi de l'élève durant sa période au sein de rebondir hebdomadaire, le lien avec les équipes pédagogiques et le lien avec la famille.

Moyens mis en œuvre :
Travail en dynamique de groupe.
Pratique de l'autoscopie.
Travail d'enquête et de recherches.
Formalisation du travail par écrit (CV lettre motivation).
Simulation d'entretien d'embauche, travail sur l'outil informatique et recherche internet.
Pratique de la fiche de synthèse.
Feuille d'émargement signée par la personne et contre signée par le formateur.

Public(s) cible(s) :
10 élèves de lycées professionnels du district de Brie Sénart et en priorité aux élèves entrant en CAP et Seconde professionnelle de Baccalauréat Pro, et qui décrochent.

Localisation géographique :
- LP ANTONIN CAREME

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant diagnostic formation Rebondir	290,00	3,02%
Intervenant Formation Rebondir 150 h*62 €	9 300,00	96,98%
Total	9 590,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	4 287,00	44,70%
Reliquat	3 707,00	38,65%
Participation de l'établissement	1 596,00	16,64%
Total	9 590,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 287,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 385,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	19 848,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	23 274,00 €
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	2 146,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	249 615,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 000,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 546,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	7 610,40 €
2014	Travaux de maintenance	257 400,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	20 674,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	22 932,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	23 078,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	2 530,13 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	2 000,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	269 360,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	12 980,57 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 564,00 €

2015	Mesures de sécurité dans les lycées	22 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	197 205,40 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	17 094,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	48 798,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	21 956,00 €
2016	Budget d'autonomie des lycées (fonctionnement)	30 360,00 €
2016	Budget d'autonomie des lycées (investissement)	16 600,00 €
2016	Développement des parcours européens des lycées professionnels	1 500,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	194 533,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	24 000,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	53 536,00 €
2016	Travaux de maintenance	229 300,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 962,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	27 624,10 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	17 745,00 €
2017	Budget d'autonomie des lycées (fonctionnement)	31 602,00 €
2017	Budget d'autonomie des lycées (investissement)	16 870,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	200 078,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	47 740,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	47 752,00 €
2017	Projet-Réussite pour tous	6 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	77 500,00 €
	Montant total	2 089 451,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025656

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LG RODIN PARIS 13EME - PROJET N°604 - REUSSITE AU BAC ET ELABORATION D'UNE ORIENTATION REUSSIE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE DES ELEVES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	5 500,00 €	100,00 %	5 500,00 €
	Montant Total de la subvention		5 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG RODIN PARIS 13EME
Adresse administrative : 19 RUE CORVISART
75013 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant :

N° SIRET : 19750682700017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 13 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Après avoir accueilli lors de l'année scolaire 2016-2017 les redoublants de TS, répartis alors dans 3 classes de construction identique, le projet pour l'année scolaire 2017-2018 est de proposer une scolarisation de ces élèves dans une classe unique. Cette classe accueillera des élèves redoublants de terminales S de Rodin mais également - pour une majorité – d'élèves non repris pour redoubler dans leurs lycées d'origine (secteur sud-est de Paris).
L'objectif est double : la réussite au bac S et l'élaboration d'une orientation réaliste et choisie vers l'enseignement supérieur ou vers d'autres cadres de formations, afin que la première année dans le supérieur ne se solde pas par un échec.
Au regard du public ciblé, atteindre ces deux objectifs requière que ces jeunes renouent des liens de confiance avec leurs enseignants et les adultes de l'établissement pour accepter de ré-apprendre et de se projeter dans le post-bac de façon constructive.

Description :
Ce projet permet de sécuriser le parcours de ces jeunes adultes. Il doit leur éviter le triplement de leur

terminale, voire le décrochage scolaire (si près du bac !). Il prévient en outre cet enlisement si fréquent en première année de licence, dû à un projet mal ficelé et peu cohérent. Accompagner ces élèves dont le lien à l'école est ténu évitera des errements scolaires puis universitaires coûteux humainement et financièrement.

A l'initiative du rectorat de Paris et de la Proviseure, des enseignants, aux expériences diverses, ont accepté de faire équipe pour participer à ce projet d'accueil des redoublants de plusieurs établissement. La communauté éducative a accueilli ce projet avec enthousiasme.

Modalités d'enseignements :
Il s'agit de s'appuyer sur le fait qu'ils ont déjà vu, même si leurs souvenirs sont lacunaires, le programme de Terminale S. Les enseignants, au moins en Maths, SVT et Physique-Chimie, pratiquent la "classe inversée" et tentent de susciter la curiosité et l'activité intellectuelle des élèves par divers moyens.
Les professeurs veillent à organiser et à fournir aux élèves le contenu des cours sous forme de vidéos ou de polycopiés. Même si ce cours est décortiqué en classe selon les besoins des élèves, cette méthode libère du temps de cours pour les travaux dirigés et pratiques où les élèves se révèlent plus actifs.

Évaluation :
Au regard de l'expérience de l'année scolaire 2016-2017, il paraît important de chercher à savoir ce que connaissent ces élèves et de repartir de là pour les mettre en situation de réussite. Il faut cependant veiller à trouver un équilibre entre une évaluation progressive, qui reconnaît les efforts, et une évaluation plus classique, de type baccalauréat, afin de rester dans le cadre de la procédure APB. Ces élèves restent soumis aux devoirs du samedi matin communs à toutes les Terminales S du lycée.

Suivi des élèves :
L'accompagnement personnalisé est mis en place sous la forme de tutorats. Des échanges professionnels sur cette pratique du tutorat sont nécessaires puisque celle-ci est quasi-absente de la formation des collègues. L'organisation du travail personnel et l'orientation des élèves sont travaillés également en groupe lors d'une heure de vie de classe pendant laquelle des élèves peuvent préparer des visites de lieux de formation ou de travail.

Moyens mis en œuvre :
Avec l'objectif que des liens de confiance se nouent entre ces jeunes et les adultes de l'établissement, il est organisé 4 jours dans une base de loisir francilienne en octobre 2017. L'idée étant de mêler activités physiques de qualité avec des demi-journées de cours de Maths, SVT et Physique-Chimie.

Le Rectorat permet en supplément des heures dues aux élèves d'une terminale S classique, d'autres heures dévolues à ce projet à divers fins.

Un créneau de tutorat est inscrit dans l'emploi du temps des élèves. Chaque semaine, les élèves rencontrent leur référent (enseignant, CPE, AED) pour tirer le bilan de leur semaine et avancer dans l'élaboration de leur projet d'orientation. Une réunion entre membres de l'équipe pédagogique a lieu pendant cette heure de tutorat environ tous les mois, voir tous les deux mois.

Atelier de projet personnel : Il s'agit d'une heure par semaine, où les élèves sont accompagnés dans l'organisation de leur travail personnel et la recherche d'une orientation choisie et réaliste. Les objectifs par période de ce cours sont définis dans le calendrier annuel de la classe. Il est important que la conseillère d'orientation ou la conseillère principale d'éducation puissent coanimer certains de ces ateliers.

Études dirigées : Chaque élève participe à des heures d'étude dirigée inscrites dans l'emploi du temps. La première est encadrée par deux enseignants ou étudiants, en coanimation ou en groupes partagés selon les besoins. La seconde heure se déroule en parallèle de l'heure de tutorat. Un enseignant ou étudiant

encadre cette étude pendant que, dans une autre salle, les collègues tuteurs rencontrent les élèves.

Public(s) cible(s) : 24 élèves.
Ce projet s'adresse à des élèves redoublants de Terminale S. Ils sont accueillis dans une même classe dès septembre 2017 au lycée Rodin. Ils sont pour une partie de redoublants du lycée mais également - et pour une majorité – redoublants d'autres lycées du secteur sud-est de Paris, dans lesquels ils n'ont pas pu redoubler. Nos impressions et chiffres concernant le public cible proviennent d'entretiens que l'équipe éducative (Proviseure, enseignants et COOP) a menés avec ces jeunes conjointement avec la MLDS (une moitié de classe a été reçu en ce mois de juillet), mais aussi de la prise de connaissance des dossiers scolaires de ces jeunes.

Leur rapport à l'école est devenu compliqué en cycle terminale, leur scolarité est marquée par la passivité selon ces jeunes et selon leurs enseignants. Pour la grande majorité de ces élèves, leur cycle terminale est jalonné de nombreuses absences : entre 50 et 300 demi-journées d'absence par an et par élève. Tout cela est symptomatique d'un décrochage à l'intérieur de la classe, qui les éloigne petit à petit de leur cursus.
Leur orientation semble peu réaliste, et parfois, même pas vraiment choisie. Certains ont d'emblée tracé une croix sur leur bac tant ils n’avaient aucune idée d’où atterrir après le bac.

Les notes des élèves qu'on accueillera dans cette classe étaient trop faibles pour qu’ils accèdent aux épreuves de rattrapage du baccalauréat.

Localisation géographique :

- LCM RODIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Séjour de 4 jours d'intégration	5 500,00	100,00%	Subvention régionale 2017/2018	5 500,00	100,00%
Total	5 500,00	100,00%	Total	5 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 370,00 €
2014	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	390,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 345,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 440,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	225 990,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	6 229,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	31 300,00 €
2014	Travaux de maintenance	121 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 315,00 €
2015	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	2 054,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 562,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	2 664,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	120 282,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 620,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	34 500,00 €
2015	Travaux de maintenance	550 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 939,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	1 770,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	7,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 025,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	79 831,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	16 200,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	38 400,00 €
2016	Travaux de maintenance	150 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 247,00 €
2017	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	792,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	40 924,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	83 760,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	54 271,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	35 150,00 €
2017	Travaux de maintenance	150 000,00 €
	Montant total	1 520 387,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025677

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LPO LYC METIER FRANCOIS MANSART ST MAUR DES FOSSES (94) - PROJET N°553 - ENSEIGNER L'ANGLAIS GRACE AUX TECHNIQUES THEATRALES - VALORISATION DE LA FILIERE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 504,00 €	100,00 %	2 504,00 €
	Montant Total de la subvention		2 504,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER FRANCOIS MANSART ST MAUR DES FOSSES
Adresse administrative : 25 AVENUE DE LA BANQUE 94214 SAINT-MAUR-DES-FOSSES
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Michel DJARIAN, Proviseur

N° SIRET : 19940585300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 9 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 23 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Amener les élèves des classes de terminales Bac Professionnel à :
- surmonter les appréhensions liées à l'apprentissage de l'anglais,
- développer leur capacité d'écoute et de compréhension orale,
- prendre la parole en anglais avec plus de spontanéité,
- échanger avec les autres élèves autour d'un thème donné,
- être à l'écoute des autres,
- participer à une réflexion collective,
- prendre confiance en soi, s'affirmer,
- développer des compétences transversales de communication utiles, notamment pour les épreuves orales, générales et professionnelles aux examens.

-

Description :
Les élèves de lycée professionnel ont souvent un niveau très hétérogène en langue et une motivation très inégale, ils ont beaucoup de mal à prendre la parole, de peur de se tromper et redoutent parfois la moquerie des autres.
Aussi pour renouveler l'intérêt des apprenants et leur donner envie de communiquer en anglais avec moins d'appréhension, l'atelier théâtre semble être un outil pédagogique dynamique et ludique pour les préparer au mieux à l'épreuve orale d'anglais du baccalauréat.

L'expérimentation de cet outil pédagogique s'étant révélé très fructueux cette année pour les élèves, il est donc souhaitable de renouveler l'expérience en travaillant avec les deux comédiens professionnels de la Bande à Léon pour animer cet atelier.
Le recours aux techniques théâtrales, tels les exercices d'expression corporelle, mime, voix, lecture et improvisation permettent à l'élève d'oser davantage et de dépasser le jugement de l'autre.
Au cours de l'atelier théâtre les élèves travaillent également sur leurs thèmes respectifs choisis pour leur examen oral (improvisation puis présentation plus structurée de 5mns).
Ces thèmes déterminés en amont avec le professeur tiennent compte des intérêts propres des élèves: récits de voyages, expériences professionnelles, disciplines sportives, genres musicaux, histoire d'un pays anglophone etc....
Les thèmes sont sélectionnés en conformité avec le cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL).

Moyens mis en œuvre :
Pour les 18 interventions de 2 heures prévues avec La Bande à Léon : les 3 premières séances sont animées par les deux comédiens dans chacun des trois groupes, les trois suivantes sont animées par un comédien dans chacun des groupes, le professeur participe à toutes les séances.

Public(s) cible(s) :
40 élèves de Terminale Baccalauréat Professionnel (métiers du bois) : menuisier-agenceur/menuisier-fabricant/technicien constructeur bois.

Localisation géographique :
- LYT FRANCOIS MANSART (ST-MAUR)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant théâtre La Bande à Léon 54h*44€	2 376,00	94,89%
Frais de transport	128,00	5,11%
Total	2 504,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	2 504,00	100,00%
Total	2 504,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 504,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 994,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	18 917,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	11 084,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	250 436,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	149 284,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	24 320,00 €
2014	Travaux de maintenance	22 650,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 355,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	31 695,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 193,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	251 316,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	111 057,61 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	24 550,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	1 591,00 €
2015	Travaux de maintenance	130 850,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 974,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	32 186,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	11 429,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	170 084,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	78 623,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 650,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	30 700,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	4 677,00 €
2016	Travaux de maintenance	105 750,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 908,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 614,54 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	11 000,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	167 831,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	8 750,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	24 550,00 €

2017	Mesures de sécurité dans les lycées	32 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	66 500,00 €
	Montant total	1 573 294,15 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025689

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LGT PIERRE DE COUBERTIN MEAUX (77) - PROJET N°373 - MEAUXTIVACTION - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	17 020,00 €	70,51 %	12 000,00 €
	Montant Total de la subvention		12 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PIERRE DE COUBERTIN MEAUX
Adresse administrative : RUE CHAUSSEE DE PARIS
77109 MEAUX CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Christophe CARTON, Proviseur

N° SIRET : 19770931400011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 3 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Donner à des jeunes l'opportunité de réfléchir sur leur projet professionnel et leur permettre de le construire sur un an :
- apprendre le dépassement de soi pour permettre aux jeunes d'être valorisés et de se découvrir à travers des activités parfois "inconfortables", peut déclencher un déclic dans la capacité à se réinsérer ;
- se confronter à ses limites et connaître sa capacité à progresser ;
- retrouver confiance en soi et en l'adulte, en participant à des activités où le regard de l'adulte sera différent par rapport à l'image que l'élève décrocheur a de lui-même ;
- redonner une dimension plus positive du système scolaire perçu par les jeunes comme un "broyeur d'élèves en échec" ;
- se dépasser à travers des activités inconnues que le jeune accepte de découvrir et où il va pouvoir s'investir, partager une expérience collective et apprendre le vivre-ensemble.

Cette année, les jeunes vont entamer une action solidaire avec une école du Maroc, par une collecte de livres et l'an prochain, le groupe pourrait s'y rendre pour construire avec les maçons marocains une classe à Fès ou près de Merzouga selon les besoins :
- s'exprimer par les arts et des ateliers culturels tels que l'écriture, le théâtre, la musique pour favoriser le développement de la créativité, de l'imaginaire et le lâcher-prise ;
- se bouger par la pratique d'activités sportives pour travailler le goût à l'effort, la motivation et le dépassement de soi ;
- s'investir dans une entreprise au cours d'un stage ;
- s'épanouir grâce à un espace d'expression libre et un temps privilégié de valorisation ;
- effectuer des stages et participer à des modules pour retrouver la motivation pour certains, et se découvrir à travers certaines activités les obligeant à se dépasser, pour d'autres.

Description :
Les différents types de difficultés rencontrées sont le manque de motivation, l'absence du goût de l'effort et d'investissement, un comportement «ascolaire» et agressif parfois, des difficultés d'adaptation, un manque de confiance en soi et un sentiment de dévalorisation.
Ces élèves ont besoin de travailler sur leur projet et donc sur eux-mêmes. Beaucoup manquent de confiance en eux, et ont besoin de retrouver une image plus positive d'eux-mêmes dans la construction d'un projet scolaire ou d'insertion. L'objectif est de leur permettre de s'exprimer à travers divers ateliers d'expressions tels que l'écriture, le théâtre, les arts du cirque.
Ce projet éducatif intitulé "Meauxtivaction" du pôle de mobilisation commence par une période de sensibilisation grâce à des modules de découverte pour les élèves :
- connaissance de soi : entretiens individuels avec 2 enseignants, groupes de paroles, séances de photo langage ;
- connaissance du monde du travail et chantier pédagogique.
Travail sur la motivation et le dépassement de soi : course d'orientation, parcours de motivation sous forme de défis sportifs, théâtre, atelier d'écriture ; mise en situation professionnelle avec un chef d'entreprise ; recherche de stage.
Projet professionnel : rencontrer et travailler avec une conseillère d'orientation psychologue et aborder leur vécu scolaire.
Des modules de remise à niveau sont proposés en :
- français : la connaissance de soi à travers le roman autobiographique méthodologie sur le commentaire de texte. Participer à l'oral et développer une argumentation écrite et un rallye lecture ;
- mathématiques : travailler les maths autrement, comprendre qu'elles font partie de notre quotidien (soldes : pourcentages équation, proportion et fraction, comprendre un budget...) ;
- anglais : reprendre les bases permettant de communiquer oralement et à l'écrit ;
- histoire-géo : comprendre les enjeux de notre société avec les points clés de l'histoire du XX siècle.

Moyens mis en œuvre :
Une remise à niveau par des modules d'une durée de 20h, avec 9 enseignants volontaires et des intervenants extérieurs.
Français, Maths, Anglais, Nouvelles technologies, débats et actualités, Prévention Santé Environnement, Projet et connaissance de soi, stage de découverte du monde professionnel.
EPS : randonnées à Fontainebleau dès la rentrée pour la cohésion du groupe ; courses d'orientation à la forêt de Montceaux les Meaux et équitation.
Culture : visite de Musées (Louvre, Quai Branly).
Un stage d'initiation aux Arts du Cirque et Théâtre sur une semaine avec spectacle à la fin du stage.
Atelier d'écriture : 1 fois par semaine, déposer par écrit une partie de leur histoire et s'exprimer sur différents thèmes : enfance, passé, famille… Ces séances sont suivies d'enregistrement en studio pour aboutir à un clip vidéo et pour les élèves qui souhaitent y participer la publication d'un recueil de poèmes valorisant les écrits des élèves.

Découverte des métiers : chantiers pédagogiques, découverte des métiers du bâtiment et de l'artisanat, stage de rénovation : découverte de la maçonnerie traditionnelle, taille de pierre, menuiserie.
Vidéo : la conception d'un court métrage pour présenter un sujet de manière humoristique.

Public(s) cible(s) :
60 élèves du pôle de mobilisation : sans affectation, vivant leur histoire scolaire comme une fatalité.

Localisation géographique :

- LYT PIERRE DE COUBERTIN MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant chantier rénovation 5 jours	5 650,00	33,20%
Intervenant théâtre Royal Boui Boui 36h*75€	2 700,00	15,86%
Intervenant Olympio 11,5h*60€	690,00	4,05%
Intervenant projet mise en scène 40h*65€	2 600,00	15,28%
Intervenant atelier d'écriture Dynamic Jeunes 24h*70€	1 680,00	9,87%
Sorties culturelles sur Paris	1 000,00	5,88%
Envoi postal projet livres pour une école	2 700,00	15,86%
Total	17 020,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	12 000,00	70,51%
Foyer socio-éducatif	2 520,00	14,81%
Participation lycée	2 500,00	14,69%
Total	17 020,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 710,00 €

2014	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	585,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	10 995,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	760,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	371 624,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	37 060,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	5 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	86 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 116,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	77 928,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 927,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	355 663,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	29 800,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	6 300,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	18 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	94 500,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	20 053,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	495,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	76 033,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 703,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	241 953,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	11 950,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	35 900,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	14 711,00 €
2016	Travaux de maintenance	32 397,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 554,00 €
2017	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	10,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	50 194,82 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	10 792,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	238 962,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	25 331,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	48 829,00 €
2017	Projet-Réussite pour tous	1 125,00 €
2017	Travaux de maintenance	84 000,00 €
	Montant total	1 644 578,82 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025690

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LGT PIERRE DE COUBERTIN MEAUX (77) - PROJET N°435 - RACCROCHE TOI - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum

Dépense subventionnable	6 900,00 €	79,71 %	5 500,00 €
		Montant Total de la subvention	5 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PIERRE DE COUBERTIN MEAUX
Adresse administrative : RUE CHAUSSEE DE PARIS
77109 MEAUX CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Christophe CARTON, Proviseur

N° SIRET : 19770931400011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 8 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Permettre à des élèves de raccrocher le système scolaire et donc réduire le décrochage scolaire ;
Organiser des groupes de parole ;
Permettre un espace d'écoute et d'échange ;
Investir les élèves dans un chantier de rénovation ;
Contribuer au bien-être de l'élève.

Description :
Le Groupe de Prévention du Décrochage Scolaire du lycée va développer cette année, grâce au projet "Raccroche-toi", des actions afin de remobiliser les élèves en décrochage.
En effet, cette année l'absentéisme s'élève à plus de 10% de l'effectif du lycée qui est d'environ 500 élèves.
Une semaine de remobilisation est prévue sous forme d'ateliers d'écriture et d'expression ainsi que des groupes de parole.
Le projet est également constitué :
- d'un chantier de rénovation de 2 demi-journées ;
- d'un atelier jardinage déjà entamé l'an dernier : prolongation ;
- d'un stage Arts du Cirque ;
- d'un atelier d'écriture.

Moyens mis en œuvre :
Le chantier de rénovation s'adresse à des décrocheurs repérés par les enseignants et permet d'aider ces jeunes en difficulté dans la découverte des métiers notamment du bâtiment et leur permettre de raccrocher sur le plan scolaire, afin d'éviter un décrochage.
Des groupes de parole seront mis en place avec l'intervenant extérieur.

Un atelier de jardinage permettant de valoriser les élèves et les motiver sur un projet commun fédérateur avec des personnels du lycée.
Un atelier d'écriture donne aux élèves l'occasion de parler d'eux, de leur mal-être, de leur parcours scolaire.
Les arts du cirque permettent aux élèves de se dépasser à travers des activités demandant de la concentration, de l'agilité et favorisent le travail en groupe.

Public(s) cible(s) :
50 élèves décrocheurs du lycée professionnel du CAP au BAC PRO.

Localisation géographique :

- LP PIERRE DE COUBERTIN (MEAUX)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant accueil psychologique Siham Kabous 36h*75€	2 700,00	39,13%
Intervenant théâtre Royal Boui Boui 24h*75€	1 800,00	26,09%
2 demi-journées chantier rénovation	900,00	13,04%
Chantier jardinage 25h*60€	1 500,00	21,74%
Total	6 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017/2018	5 500,00	79,71%
Participation de l'établissement	1 400,00	20,29%
Total	6 900,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 710,00 €
2014	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes	585,00 €

	écoles	
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	10 995,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	760,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	371 624,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	37 060,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	5 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	86 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 116,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	77 928,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 927,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	355 663,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	29 800,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	6 300,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	18 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	94 500,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	20 053,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	495,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	76 033,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 703,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	241 953,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	11 950,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	35 900,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	14 711,00 €
2016	Travaux de maintenance	32 397,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 554,00 €
2017	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	10,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	50 194,82 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	10 792,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	238 962,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	25 331,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	48 829,00 €
2017	Projet-Réussite pour tous	1 125,00 €
2017	Travaux de maintenance	84 000,00 €
	Montant total	1 644 578,82 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025494

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LP PR SAINT FRANCOIS D ASSISE FONTENAY (92) - PROJET N°608 - AVEC LA BOXE EDUCATIVE PERMETTRE UNE INTEGRATION REPUBLICAINE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 030,00 €	100,00 %	2 030,00 €
	Montant Total de la subvention		2 030,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-65741-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR SAINT FRANCOIS D ASSISE FONTENAY
Adresse administrative : 39 RUE BORIS VILDE
92260 FONTENAY AUX ROSES
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Madame Marie-Claude DELALOY, Directrice

N° SIRET : 30245125700026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 8 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Un certain nombre d'élèves arrive sur le lycée professionnel après une scolarité au collège difficile, voire après un temps de déscolarisation, avec un projet personnel insuffisamment travaillé, des lacunes accumulées, et un terrible sentiment d'échec ! En cohérence avec le projet d'établissement (« Puiser aujourd'hui dans un enseignement de qualité, c'est s'épanouir demain dans le monde professionnel »), il s'agit de permettre à chacun des jeunes d'aller au-delà de ses peurs, de ses doutes… et de prendre alors confiance en lui, en ses talents, ses capacités.
La boxe éducative permet une intégration républicaine grâce à l'ouverture d'esprit et à la notion de tolérance qu'elle développe et enseigne. Elle véhicule des valeurs de courage, d'humilité et de respect. Elle est un outil qui permet une approche de l' « autre » de manière émotionnelle, en faisant prendre conscience de l'intégrité physique et morale de cet « autre », un moyen de canaliser une force intérieure

qui bouillonne.
il est constaté que beaucoup de jeunes ont renoncé à pratiquer une activité sportive, officiellement par « manque de temps », en réalité par paresse, fuyant leurs problème et se réfugiant bien souvent dans la consommation de cannabis ! A tous ces jeunes, le lycée souhaite pouvoir proposer des séances de boxe éducative, au sein du lycée.

Description :
Animation de séances de boxe éducative, comme activité qui permet une « accroche » relativement facile des jeunes, étant entendu qu'il n'est pas question d'enseigner ces techniques de combat extrêmement efficaces si cet enseignement n'est pas accompagné d'une éducation morale.
Etre confronté à soi-même, observer les règles, les notions de respect et d'égalité est essentiel pour se faire respecter (reconnaissance en tant qu'individu reconnu par les autres) et donc respecter les autres et l'individu doit savoir revendiquer sa particularité (existant pour ses qualités).
Une séance se compose :
- d'un échauffement de 15 mn maximum
- de 3 ou 4 ateliers de gestes techniques
- de 20 mn de frappe sur PAOS avec les techniques vues précédemment
- travail d'étirement et d'assouplissement

Les interventions seront proposées aux jeunes par cycle de 3 séances, par groupe de 3 ou 4 jeunes, une fois par semaine, sur toute l'année scolaire, soit 30 semaines au total (6 semaines étant consacrées aux stages en entreprises).

Ce projet doit permettre de lutter contre l'absentéisme scolaire et redonner du sens aux formations professionnelles : sensibiliser les jeunes aux notions de l'effort, du travail et de la persévérance, afin de réussir son activité, sa scolarité, et donc dans la vie. Lors des temps de présence des jeunes sur l'établissement, il est important de rappeler les règles, de dialoguer, d'échanger, en lien avec les parents, premiers éducateurs de leur enfant - y compris si celui-ci est majeur -, et qui doivent adhérer au projet.

Moyens mis en œuvre :
Intervention hebdomadaire de Mme Joëlle STEINER, Educatrice sportive et professeur de Kick Boxing.
Cette activité a déjà été expérimentée (environ 6 heures, sur fonds propres, et avec participation des familles) lors de situations particulièrement difficiles et tendues (alternative à la sanction après un conseil de discipline), et souhaitons l'étendre à davantage d'élèves, à titre préventif essentiellement.

Public(s) cible(s) :
40 élèves de notre établissement et plus particulièrement les classes de 2nde professionnelle.

Localisation géographique :
- LP SAINT FRANCOIS D'ASSISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant 30h x 65 € 40 élèves	1 950,00	96,06%
Equipement : Paos	80,00	3,94%
Total	2 030,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale deandée	2 030,00	100,00%
Total	2 030,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 030,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	7 198,00 €
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	6 260,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	86 277,24 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	118 143,90 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	8 400,00 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	103 779,01 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	119 666,48 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 760,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 138,00 €
2016	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	13 175,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 240,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	102 384,18 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	118 166,88 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 424,00 €
2017	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...)	18 400,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 024,00 €
2017	Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	9 337,00 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 696,00 €
2017	Développement des parcours européens des lycées professionnels	8 520,00 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	90 475,44 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	112 168,54 €

2017	Projet-Réussite pour tous	6 000,00 €
	Montant total	806 538,87 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025674

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LP PR METIER COGNAC-JAY ARGENTEUIL (95) - PROJET N°313 - MISE EN PLACE D'UNE CELLULE ECOUTE - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 613,00 €	100,00 %	2 613,00 €
	Montant Total de la subvention		2 613,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-65741-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR METIER COGNAC-JAY ARGENTEUIL
Adresse administrative : 20 RUE DE LA LIBERTE
95100 ARGENTEUIL
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Madame Christine CADART, Proviseure

Objet : Ce lycée s'appelait auparavant le LP Jeanne d'Arc.

N° SIRET : 77565761200021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 8 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Offrir aux élèves un espace de proximité ayant une fonction d'accueil, d'écoute, de soutien, de sensibilisation, d'orientation et de médiation auprès de nombreux élèves qui rencontrent des difficultés (conflits familiaux, mal être, échec scolaire), qui se sentent isolés ou « déprimés » et qui sont confrontés à des situations à risque (consommation d'alcool, de cannabis).

Description :
Dans le cadre d'un partenariat avec le CMPP d'Argenteuil, concrétisé par la signature d'une convention, une psychologue du CMPP assure une permanence de 3 heures par semaine au sein du lycée. Ce

dispositif appelé "CELLULE ECOUTE" est ouvert à tous les élèves qui en éprouvent le besoin.

Ce dispositif vise à l'accompagnement des élèves et à leur bienêtre. Il permet de lutter contre le décrochage scolaire en favorisant l'écoute et la prise en charge des élèves en difficultés.
Le soutien accordé par la région est mentionné sur le site Internet du lycée, il figure dans les différents supports de communication, est expliqué à l'ensemble des familles ainsi qu'aux différents partenaires impliqués dans l'accompagnement des élèves.

Moyens mis en œuvre :
Un local est mis à disposition de la psychologue. L'information concernant l'existence de ce dispositif est donnée aux élèves en début d'année, un affichage est effectué sur le panneau prévu à cet effet ainsi qu'à l'infirmerie. Les professeurs sont invités à « présenter la cellule écoute » à chaque fois que l'occasion se présente. L'information est transmise aux parents par le biais du carnet de correspondance le jour de la rentrée dans le cadre de la présentation de l'ensemble de l'équipe du lycée. La visite de l'établissement avec les « nouveaux entrants » leur permet de repérer les lieux. Les élèves qui souhaitent rencontrer la psychologue, prennent RV auprès de n'importe quel adulte de l'établissement. L'adulte inscrit alors son nom (par souci de confidentialité) sur le planning informatisé (en réseau). Un élève qui rencontre la psychologue, pourra être revu une deuxième voire une troisième fois – S'il souhaite entrer dans une démarche de soins, il est alors dirigé par vers le CMPP ou le CMP s'il est majeur.

Public(s) cible(s) :
500 élèves.
Rappel : l'établissement accueille environ 500 élèves dont 2/3 de filles. Les élèves sont pour la moitié d'entre eux issus de milieux dits "défavorisés" (SOURCE APAVE) - 23% vivent en ZUS. 25% sont boursiers.
La cellule ECOUTE est accessible à tous les élèves qui rencontrent des difficultés liées à
- des rapports conflictuels avec les parents (absence de dialogue)
-des conflits conjugaux
-La séparation du couple parental difficile à supporter pour le Jeune
-La perte d'un parent
-Les problèmes relationnels avec le beau- père ou la belle mère
-Les violences familiales
-Le rapport mère / fille difficile
-le viol
-le sentiment d'échec scolaire (dyslexie- dyspraxie)
-les addictions (alcool, cannabis)

Pour ces élèves, ces « maux » se traduisent par :
-un manque de confiance en soi
-une quête identitaire
-un mal être
-des comportements à risque
-un repli sur soi
-des états dépressifs
-des troubles alimentaires
-des troubles du sommeil
-de l'absentéisme scolaire
-une intolérance à la frustration
-un non-respect du cadre et des interdits

Localisation géographique :

- LP JEANNE D'ARC (ARGENTEUIL)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Intervernant APAJH 52h x 50,25€	2 613,00	100,00%	Subvention régionale demandée 2017/2018	2 613,00	100,00%
Total	2 613,00	100,00%	Total	2 613,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 613,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	5 000,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	187 131,00 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	234 412,50 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	220 975,18 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	237 433,50 €
2015	Projet-Réussite pour tous	8 656,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 404,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	9 373,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 589,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	4 500,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	226 092,06 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	242 931,96 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 955,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	11 704,00 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	16 628,00 €

2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	228 418,11 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	245 431,26 €
	Montant total	1 624 554,12 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-475

DU 18 OCTOBRE 2017

AIDES RÉGIONALES AUX ÉLÈVES DE SECOND CYCLE ET AUX ÉLÈVES DES BTS, CPGE ET FORMATIONS POST BAC ET ASSIMILÉES : AJUSTEMENT DES DOTATIONS - AIDE RÉGIONALE À LA DEMI-PENSION - AIDE RÉGIONALE À L'ÉQUIPEMENT - AIDE RÉGIONALE À L'ACQUISITION DES MANUELS SCOLAIRES - AIDE RÉGIONALE AUX FRAIS DE CONCOURS - SUBVENTION D'ÉQUILIBRE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU La délibération CR 16-01 du 5 avril 2001 relative au fonctionnement des établissements scolaires, mesures de rentrée scolaire 2001-2002, aide régionale aux lycéens gratuité des manuels scolaires ;

VU La délibération CR 43-03 du 25 septembre 2003 relative à l'aide régionale à la demi-pension dans les établissements du second degré, la mise en place du quotient familial année scolaire 2003-2004 ;

VU La délibération CR 21-04 du 24 juin 2004 relative au fonctionnement des établissements scolaires, aide régionale aux lycéens gratuité des manuels scolaires année scolaire 2004-2005 ;

VU La délibération CR 44-08 du 27 juin 2008 relative aux aides sociales en faveur des élèves en formation post-bac au sein des lycées franciliens ;

VU La délibération CR 83-09 du 9 octobre 2009, relative à la tarification régionale des lycées franciliens année 2010 **;**

VU La délibération CR 23-14 du 14 février 2014 relative au renforcement du service public de la restauration scolaire dans les EPLE d'Ile-de-France vers une tarification plus juste, une qualité nutritionnelle et gustative plus grande, une lutte contre le gaspillage plus efficace ;

VU La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;

VU La délibération CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération CR 86-16 du 20 mai 2016 relative aux mesures d'aides sociales et de

sécurisation pour assurer l'égalité de traitement des élèves du privé avec ceux du public ;

VU La délibération CP 16-238 du 15 juin 2016 relative à la première attribution des dotations au titre de l'année scolaire 2016-2017 dans le cadre de la politique régionale des aides sociales aux lycéens: aide à l'acquisition des manuels scolaires, aide régionale à la demi- pension pré et post bac, aide régionale a l'équipement pré et post bac, aide régionale aux inscriptions aux concours des élèves en CPGE;

VU La délibération CP 16-392 du 12 octobre 2016 relative à la tarification de la restauration des lycées de Paris, des internats et des commensaux pour l'année 2017 ;

VU La délibération CP 16-394 du 21 septembre 2016 relative aux aides régionales aux élèves de second cycle et aux élèves de BTS, CPGE et formations POST BAC et assimilées : aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires, aide régionale à la demi-pension, aide régionale à l'équipement, aide régionale aux frais de concours des élèves en CPGE, subventions d'équilibre. Ajustement des dotations au tire des années scolaires 2016-2017 et 2015-2016 ;

VU La délibération CP 2017-145 du 17 mai 2017 relative à la première attribution des dotations au titre de l'année scolaire 2017-2018 et ajustements de dotations 2016-2017 dans le cadre de la politique régionale des aides sociales aux lycéens et élèves post-bac : aide régionale a la demi-pension pré et post bac, aide régionale à l'équipement pré bac et post bac, aide régionale aux inscriptions aux concours des élèves en CPGE, aide régionale a l'acquisition des manuels scolaires ;

VU La délibération CP 2017-260 du 5 juillet 2017 relative aux aides régionales aux élèves de second cycle et aux élèves des BTS, CPGE et formations post-bac et assimilées : ajustement des dotations : aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires, aide régionale à la demi-pension, modification de tarifs de demi-pension, subventions d'équilibre et convention partenariat CAF.

VU La délibération CP 2017-427 du 20 septembre 2017 relative aux aides régionales aux élèves de second cycle et aux élèves des BTS, CPGE et formations post-bac et assimilées : ajustement des dotations : aide régionale à la demi-pension, aide régionale à l'équipement, aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires, changement de mode de tarification, subvention d'équilibre et tarification des commensaux.

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 et plus particulièrement les dispositions du chapitre 932 « enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-475 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à la demi-pension aux élèves pré bac au titre de l'année scolaire 2017-2018 aux établissements privés sous contrat d'association avec le

ministère de l'éducation nationale telle qu'elle figure en annexe I et qui s'élève à **8 084 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **8 084 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action (12800401) « aide régionale à la demi-pension » du budget 2017.

Article 2 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à l'équipement aux élèves de second cycle au titre de l'année scolaire 2017-2018 aux établissements publics telle qu'elle figure en annexe II et qui s'élève à **3 858 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **3 858 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action 12800402 « aide régionale à l'équipement des lycéens » du budget 2017.

Article 3 :

Adopte l'aide régionale à la demi-pension aux élèves post-bac au titre de l'année scolaire 2017-2018 aux établissements privés sous contrat d'association avec le ministère de l'éducation nationale telle qu'elle figure en annexe III et qui s'élève à **750 €**.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **750 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-009 (128009) « aides aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées », Action 12800901 « aide régionale à la demi-pension aux élèves en BTS et CPGE » du budget 2017.

Article 4 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires et livrets d'exercices consommables destinée aux élèves de second cycle au titre de l'année scolaire 2017-2018 aux établissements publics et privés sous contrat d'association avec le ministère de l'éducation nationale telle qu'elle figure en annexe IV et qui s'élève à **127 742 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **127 742 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) « aides aux élèves de second cycle » action 12800403 « l'aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires et livrets d'exercices consommables» du budget 2017.

Article 5 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires et livrets d'exercices consommables destinée aux élèves de second cycle au titre de l'année scolaire 2016-2017 aux privés sous contrat d'association avec le ministère de l'éducation nationale telle qu'elle figure en annexe V et qui s'élève à **3 355 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **3 355 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) « aides aux élèves de second cycle » action 12800403 « l'aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires et livrets d'exercices consommables» du budget 2017.

Article 6 :

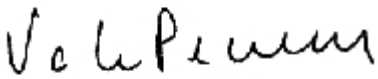
Adopte la répartition relative à l'aide régionale au frais de concours au titre de l'année scolaire 2016-2017 pour un établissement public telle qu'elle figure en annexe VI et qui s'élève à **2 275€**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **2 275 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28 – 009 (128009) « aides aux élèves des BTS et CPGE et formations post bac et assimilées » action 12800903 « aide régionale aux inscriptions aux concours des élèves en CPGE ») du budget 2017.

Article 7 :

Affecte au profit du lycée Racine (75008) une autorisation d'engagement de **8 777 €** conformément à l'annexe VII de la délibération, disponible sur le chapitre 932, « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28 – 004 (128004) « aides aux élèves de second cycle» action 12800401 «aide régionale à la demi-pension» du budget 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1

Annexe I
Aide régionale à la demi-pension pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2017-2018

Lycées privés

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3187	0754015G	LPO PR	JULES-RICHARD-MICROTECHNIQUE	21 RUE CARDUCCI	75019	PARIS	1 082 €
R3064	0920928J	LGT PR	LA-SALLE-PASSY-BUZENVAL	50 RUE OTIS MYGATT	92500	RUEIL MALMAISON	5 073 €
R18567	0921932A	LP PR	LLE-PASSY-BUZENVAL (PROFESSIO	50 RUE OTIS MYGATT	92500	RUEIL MALMAISON	1 929 €
					3	**Établissements**	**8 084 €**

Annexe 2

Annexe II
Aide régionale à l'équipement pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2017-2018

Lycées publics

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3703	0910620E	LPO LYC METIER	ROBERT-DOISNEAU	95 BOULEVARD JEAN JAURES	91107	CORBEIL ESSONNES CEDEX	2 735 €
R3753	0922427N	LPO LYC METIER	CLAUDE-GARAMONT	69 RUE DE L'INDUSTRIE	92701	COLOMBES CEDEX	1 123 €
					2	**Établissements**	**3 858 €**

Annexe 3

Annexe III
Aide régionale à la demi-pension post bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2017-2018

Lycées privés

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3187	0754015G	LPO PR	JULES-RICHARD-MICROTECHNIQUE	21 RUE CARDUCCI	75019	PARIS	303 €
R3064	0920928J	LGT PR	LA-SALLE-PASSY-BUZENVAL	50 AVENUE OTIS MYGATT	92508	RUEIL MALMAISON CEDEX	447 €
					2	**Établissements**	**750 €**

Annexe 4

ANNEXE IV
AIDE RÉGIONALE MANUELS SCOLAIRES
AJUSTEMENTS AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2017-2018

LYCEES PUBLICS

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3407	0750648X	LG	VICTOR-HUGO	27 RUE DE SEVIGNE	75003	PARIS	5 250 €
R3426	0750670W	LG	LAMARTINE	121 RUE DU FG POISSONNIERE	75009	PARIS	4 200 €
R3262	0770926N	LGT	FRANCOIS-COUPERIN	ROUTE HURTAULT	77305	FONTAINEBLEAU CEDEX	5 408 €
R15273	0772243V	LGT	CAMILLE-CLAUDEL	PLACE ANYAMA	77347	PONTAULT COMBAULT CEDEX	6 500 €
R3313	0782549X	LPO	LOUIS-BASCAN	5 AVENUE DU GAL LECLERC	78513	RAMBOUILLET CEDEX	6 750 €
R3710	0782557F	LPO LYC METIER	JEAN-BAPTISTE-POQUELIN	72 RUE LEON DESOYER	78101	ST GERMAIN EN LAYE CEDEX	4 200 €
R3344	0910687C	LGT	FUSTEL-DE-COULANGES	11 RUE DES MIGNEAUX	91300	MASSY	733 €
R3714	0910975R	LPO	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	4 RUE HENRI DOUARD	91220	BRETIGNY SUR ORGE	4 622 €
R3598	0920144G	LGT	AGORA (L')	120 RUE DE VERDUN	92816	PUTEAUX CEDEX	12 600 €
R18521	0930122C	LGT LYC METIER	CONDORCET	31 RUE DESIRE CHEVALIER	93105	MONTREUIL CEDEX	755 €
R15357	0932031C	LGT	CHARLES-DE-GAULLE	102 RUE LAVOISIER	93110	ROSNY SOUS BOIS	9 000 €
R3644	0932073Y	LPO	PAUL-ROBERT	2 RUE DU CHATEAU	93260	LES LILAS	3 600 €
R3647	0932120Z	LPO LYC METIER	HENRI-SELLIER	73 AVENUE DU COLONEL FABIEN	93190	LIVRY GARGAN	5 399 €
R3642	0932222K	LPO LYC METIER	RENE-CASSIN	16 ALLEE DES BOSQUETS	93340	LE RAINCY	7 199 €
R3521	0940114N	LPO	SAINT-EXUPERY	2 RUE HENRI MATISSE	94000	CRETEIL	3 874 €
R3464	0940742W	LPO	GUILLAUME-BUDE	2 VOIE GEORGES POMPIDOU	94456	LIMEIL BREVANNES CEDEX	10 650 €
R3502	0940743X	LPO	GEORGES-BRASSENS	12 AVENUE LE FOLL	94290	VILLENEUVE LE ROI	10 500 €
R3522	0941413A	LPO	LEON-BLUM	5 RUE JEAN GABIN	94000	CRETEIL	6 600 €
R3397	0950649P	LPO LYC METIER	CAMILLE-PISSARRO	1 RUE HENRI MATISSE	95300	PONTOISE	7 500 €
					19	**Établissements**	**115 340 €**

LYCEES PRIVES

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3197	0912117G	LPO PR	NOTRE-DAME-DE-SION	1 AVENUE RATISBONNE	91000	EVRY	5 433 €
R3071	0930933J	LPO PR	ASSOMPTION	12 AVENUE DE VERDUN	93140	BONDY	6 969 €
					2	**Établissements**	**12 402 €**

21	**Établissements publics et privés**	**127 742 €**

Annexe 5

ANNEXE V
AIDE RÉGIONALE MANUELS SCOLAIRES
AJUSTEMENTS AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

LYCEES PRIVES

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3197	0912117G	LPO PR	NOTRE-DAME-DE-SION	1 AVENUE RATISBONNE	91000	EVRY	3 000 €
R3064	0920928J	LGT PR	LA-SALLE-PASSY-BUZENVAL	50 AVENUE OTIS MYGATT	92508	RUEIL MALMAISON CEDEX	355 €
					2	**Établissements**	**3 355 €**

Annexe 6

Annexe VI
Aide régionale aux frais de concours
Ajustements au titre de l'année scolaire 2016-2017

Lycées Publics

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3597	0920143F	LG	FOLIE-SAINT-JAMES (LA)	41 RUE DE LONGCHAMP	92200	NEUILLY SUR SEINE	2 275 €
					1	**Établissement**	**2 275 €**

Annexe 7

ANNEXE VII

Subventions d'équilibre Restauration
solde 2016-2017

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Commune	Dotation
R3421	0750664P	LP	RACINE	20 RUE DU ROCHER	PARIS 08EME	8 777 €

TOTAL subvention d'équilibre 932-28-12800401	**8 777 €**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-476

DU 18 OCTOBRE 2017

LYCÉE NICOLAS LEDOUX AUX PAVILLONS-SOUS-BOIS (93) RESTRUCTURATION D'ENSEMBLE ET EXTENSION DU LYCÉE AUTORISATION À SIGNER UN PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC GTM BÂTIMENT MANDATAIRE : ESSONNE AMÉNAGEMENT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU l'ancien code des marchés publics ;

VU Le code civil et notamment ses articles 2044 à 2052 ;

VU la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits, NOR : PRMX1109903C ;

VU Les délibérations n° CP 02-693 du 7 novembre 2002, CP 03-812 du 27 novembre 2003 et CP n°06-442 du 8 juin 2006 affectant un montant total d'autorisations de programme de 28 720 000 € pour l'opération de restructuration d'ensemble du lycée Nicolas Ledoux de Pavillon sous-bois (93) ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente;

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU Le budget de la Région Ile de France pour 2017 et plus particulièrement les inscriptions du chapitre 902 « Enseignement » ;

VU La convention de mandat n°340 MAN DAS 2002 notifiée à Essonne Aménagement le 9 janvier 2003 et son avenant n°1 notifié le 28-06-2006 ;

VU Le marché n°09-073 relatif au lot n°1 « Gros œuvre étendu » notifié le 3 novembre 2009 à l'entreprise GTM Bâtiment et son avenant n°1 notifié le 16 février 2011 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-476 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Approuve le protocole transactionnel, figurant en annexe à la délibération, relatif au marché n°09-073 conclu avec l'entreprise GTM Bâtiment pour le lot n°1 des travaux de restructuration d'ensemble et extension du lycée Nicolas Ledoux aux Pavillons-sous-Bois qui prévoit de verser à l'entreprise une indemnité globale, forfaitaire et définitive de 192 416,89 € HT, soit 230 900,27 € TTC.

Autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile de France à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Protocole transactionnel GTM Batiment

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

Relatif à l'exécution du marché de travaux n°09-073 – Lot n°1 Gros œuvre étendu pour la restructuration d'ensemble et extension du lycée Claude-Nicolas Ledoux aux Pavillons-sous-Bois (93)

ENTRE

LA REGION ÎLE-DE-FRANCE représentée par Madame Valérie PECRESSE, en sa qualité de Présidente du Conseil Régional Ile-de-France, domiciliée en cette qualité au 33 rue Barbet de Jouy 75007 PARIS, dûment habilitée à cet effet, par délibération de la Commission Permanente n°CP 2017-476 du 18 octobre 2017.

Ci-après désignée « La Région Ile-de-France ».

d'une part,

ET

La société suivante :

TITULAIRE :	GTM BATIMENT
Représentée par :	Monsieur Cédric de Jonckere – Directeur Régional
Forme juridique :	SAS
Capital :	3 036 584 Euros
Domicilié(e)	Adresse : 83-85 rue Henri Barbusse – 92735 NANTERRE
Immatriculé(e)	N° de SIRET : 402 959 886 00043

Ci-après désignée « L'entreprise »

d'autre part,

AU PREALABLE, IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Essonne Aménagement agissant en qualité de mandataire de la Région Ile-de-France dans le cadre de la convention de mandat n° 340 MAN DAS 2002 notifiée le 9 janvier 2003 et avenant n°1 notifié le 28 juin 2006 a conclu un marché de travaux n°09-073 avec la Société GTM Bâtiment pour la réalisation des travaux du **Lot n°1 Gros œuvre étendu,** dans le cadre de l'opération de restructuration d'ensemble et extension du lycée Claude-Nicolas Ledoux aux Pavillons-sous-Bois (93).

Le marché a été notifié à l'entreprise en date du 3/11/2009.

Le délai global contractuel des travaux a été fixé à 30 mois à compter de la date de notification du marché, y compris la période de préparation de chantier de 1 mois.

Le montant total du marché du lot n°1 est de 11 218 820,38 € HT.

Un avenant n°1 d'un montant de 32 259,97 € HT soit 38 582,92 €TTC, soit 0,29 % d'augmentation par rapport au marché initial, notifié à l'entreprise en date du 15/02/2011 avait pour objet :

- de définir des adaptations techniques apportées au projet décrit dans le marché initial ;
  - Suppression des paillasses neuves dans les classes provisoires et remplacement par paillasses existantes ;
  - Modification de la hauteur de l'aire de mise en œuvre ;
  - Alimentation électrique provisoire du bâtiment externat ;
  - Modifications des prestations dans le bâtiment atelier ;
  - Prolongement du remplacement du muret de clôture et clôture au droit des futurs logements de fonction ;
  - Travaux de raccordement des EU des logements au réseau unitaire de la Ville des Pavillons sous-bois ;
- de fixer les incidences financières engendrées par les adaptations et modifications apportées au projet dans le cadre du présent avenant ;
- d'arrêter le nouveau montant du marché.

L'avenant n°2 d'un montant de 108.412,30 € HT soit 129.661,11 € TTC, soit 0,96 % d'augmentation par rapport au marché initial et dont l'objet était :

- de définir certains des aléas techniques imprévus à apporter au projet décrit dans le marché initial ;
  - Désamiantage complémentaire de l'ancien bâtiment administration logements ;
  - Désamiantage complémentaire du bâtiment gymnase ;
  - Désamiantage complémentaire du bâtiment externat Est ;
  - Modifications structurelles sur erreurs du géomètre sur bâtiment gymnase ;
- de définir certains des travaux supplémentaires ou modificatifs à réaliser à la demande du maître d'ouvrage ;
  - Fourniture et pose d'une alarme anti intrusion dans les BD ;
  - Modification des équipements sportifs ;
  - Prolongement du remplacement du muret de clôture et clôture au droit des ateliers ;
  - Suppression du rideau central dans la grande salle de sports du gymnase ;
  - Incidence financière suite à la prolongation du délai contractuel à la demande du maître d'ouvrage ;

- de fixer les incidences financières engendrées par les aléas techniques ou les travaux supplémentaires ou modificatifs apportés au projet dans le cadre du présent avenant ;
- d'arrêter le nouveau montant du marché résultant de ces modifications.

Cet avenant n°2 a été présenté en commission permanente de la Région Ile-de-France le 12/07/2012.

Des compléments concernant l'article 3 Délais (allongement du délai global du marché de 4 semaines supplémentaires) ont été apportés à l'avenant n°2 par la Région Ile-de-France avant le passage en commission permanente. Cependant, l'entreprise GTM n'ayant pas eu connaissance de ces modifications a refusé de signer la version modifiée.

Par ailleurs et conformément aux dispositions de l'article 19.21 du CCAG –Travaux, le délai contractuel d'exécution a été prolongé de 2 mois (dont 1 mois pour les travaux supplémentaires et 1 mois pour les intempéries) jusqu'au 6/07/2012 (OS 09073/17 en date du 05/04/2012).
Le marché (article 4.2 du CCAP) prévoyait 50 jours d'intempéries normalement prévisibles pour la totalité de la durée du chantier. Le pilote ACE BTP a validé 73,5 jours d'intempéries pour ce chantier. Il est donc nécessaire de comptabiliser 23,5 jours d'intempéries réputés non prévisibles dans le cadre de ce marché.

Aussi, la date du 06/07/2012 s'entend, comme une date de fin de travaux pour l'ensemble des lots conformément au planning contractuel initial et à l'ordonnancement des travaux de l'ensemble de l'opération.

A- Exposé de la réclamation de l'entreprise :

Le mémoire en réclamation de l'entreprise GTM reçu par la maîtrise d'œuvre en date du 22/07/2013 fait apparaitre une demande d'indemnisation s'élevant à 482.104,95 € HT.
La réclamation porte sur les postes suivants :

1. **Travaux supplémentaires et modificatifs : <u>213 616.18 € HT</u>**
   - Travaux complémentaires et modifications notifiés par OS et acceptés sans réserves d'un montant de : 108 412,30 € HT ;
   - Travaux complémentaires et modificatifs notifiés par OS et acceptés avec réserves d'un montant de : 75 287,55 € HT ;
   - Travaux supplémentaires indispensables d'un montant de : 29 916,33 € HT acceptés par l'entreprise mais n'ayant pas fait l'objet d'un OS.

2. **Autre demande de rémunération complémentaire : <u>191 520.38 € HT</u>**
   - Frais d'immobilisation pendant la durée d'instruction du 2ème plan de retrait (Découverte amiante en cours du chantier) : 92 879.18 € HT ;
   - Frais de location des classes pendant l'allongement du délai lié aux intempéries : 39 512.02 € HT ;
   - Frais de chantier supplémentaires lié au décalage de la commission de sécurité : 59 129.18 € HT ;

3. **Divers : <u>76 968.39 € HT</u>**
   - Révision de prix : 39 805.58 € HT

- Frais financiers : 29 662.81 € HT
- Coût du mémoire : 7 500.00 € HT

B- Analyse de la réclamation par le mandataire

Voici l'analyse point par point du mandataire : La réclamation a été instruite par la maitrise d'œuvre puis par le mandataire et des discussions ont été entreprises en vue d'un règlement transactionnel.
Concernant les travaux supplémentaires indispensables, faisant suite à des devis ayant fait l'objet d'analyse par la maîtrise d'œuvre, notifiés par OS et acceptés par l'entreprise sans réserves, il a été convenu d'un commun accord entre ESSONNE AMENAGEMENT et la maîtrise d'œuvre de retenir dans le cadre du protocole la somme de 137 603,55 € HT.

1. **TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIFS** :

- Concernant les TS notifiés par OS acceptés par l'entreprise sans réserves, il est demandé par l'entreprise un montant de : 108 412.30 € HT. Ce montant a été ramené à 0 € par la Maîtrise d'œuvre puisqu'il correspondait à l'avenant n°02.

  ❖ **Remarque Essonne Aménagement** : L'avenant n°2 ayant été approuvé en commission permanente en juillet 2012 mais n'ayant pas été signé par GTM, il n'a jamais été notifié à cette dernière. Toutefois il apparait légitime de payer la somme de 108 412.30 € HT, correspondant à cet avenant, sur lequel un accord avait été obtenu sur le contenu et la justification des travaux supplémentaires notamment dû à la découverte de nouveaux matériaux amiantés et à l'ajout de travaux supplémentaires pour le remplacement de la clôture du lycée en mauvais état à la demande du maître d'ouvrage. Il n'y a pas de concessions réciproques sur ce point.

- Concernant les TS notifiés par OS acceptés par l'entreprise avec réserve, il est demandé par l'entreprise un montant de : 75 287.55 €HT (69 274.00 + 6013.55) alors que le montant après analyse et correction par la maîtrise d'œuvre est de 25 944,25 € HT (25 332.00+612.25). Ce montant n'avait pas été intégré dans l'avenant n°02 et concernait le désamiantage complémentaire du bâtiment gymnase. Le montant à retenir est donc de : 25 944,25 € HT.

  ❖ **Remarque Essonne Aménagement** : Essonne Aménagement est en accord avec la Maîtrise d'œuvre concernant ce point.

- Les TS indispensables concernent des travaux que l'entreprise a exécuté sur proposition de devis analysés par la maîtrise d'œuvre et qui s'élèvent d'après la réclamation à 29 916.33 €HT, correspondant à : (15 911.93+11 789.40+ 2 215.00) sont détaillés ci-après :

  1 - Sur ordre de service exécutoire demandé par le maître d'ouvrage, l'entreprise a effectué des travaux de fourniture et pose de trappes

d'accès supplémentaires dans les faux plafonds sur devis TS de : 15 911.93 € HT, qui a fait objet de vérification par la maîtrise d'œuvre, le devis a été corrigé et ramené à : 3 247.00 € HT

❖ **Remarque Essonne Aménagement :** Essonne Aménagement est en accord avec la Maîtrise d'œuvre concernant ce point.

2 - L'entreprise a présenté un devis pour le remplacement des portes DAS dans les cages d'escaliers afin de lever la réserve du rapport du bureau de contrôle, le montant du devis est : 11 789.40 € HT, qui a fait objet de vérification par la maîtrise d'œuvre, et jugé sans objet au vu du marché de l'entreprise d'où le montant ramené à : 0.00 € HT

❖ **Remarque Essonne Aménagement** : Essonne Aménagement est en accord avec la Maitrise d'œuvre concernant ce point.

3 - L'entreprise a présenté un devis de 2 215.00 € HT pour la mise en conformité de la chaufferie du bâtiment Gymnase afin de lever la réserve du rapport du bureau de contrôle. Aucune suite n'a été donnée à ce devis, étant donné qu'il faisait partie du marché global et forfaitaire de l'entreprise. Le montant a donc été ramené à : 0.00 € HT

Remarque Essonne Aménagement : Essonne Aménagement est en accord avec la Maîtrise d'œuvre concernant ce point.

Montants réclamés par GTM	Montants validés par la MOE	Montant acceptés par EA
108 412,30 €	108 412,30 €	108 412,30 €
75 287,55 (69 274,00 + 6 013,55)	25 332,00 + 612,25	25 944,25 €
15 911,93 €	3 247,00 €	3 247,00 €
11 789,40 €	- €	- €
2 215,00 €	- €	- €
	Total	137 603,55 € HT

Remarque Essonne Aménagement : En conclusion du § 1, le total des TS à prendre en compte dans le présent protocole est de 108 412.30 (montant de l'avenant n°2) + 25 944,25 € (désamiantage complémentaire bâtiment gymnase) + 3 247.00 (travaux de fourniture et pose de trappes d'accès supplémentaires dans les faux plafonds) = 137 603,55 € HT.

2. AUTRES DEMANDES DE RÉMUNÉRATION COMPLÉMENTAIRES :

- Les frais d'immobilisation pendant la durée d'instruction du 2ème plan de retrait (découverte d'amiante en cours de chantier), la réclamation s'élève à : 92.879.18€ HT.

Le montant de ce devis a fait l'objet de plusieurs mises au point au préalable entre la maîtrise d'œuvre et l'entreprise qui proposait dans un premier temps 172 000,00 euros. Les prestations chiffrées par l'entreprise concernaient la mobilisation du matériel et bâtiments démontables durant 4 semaines, accordées par le pilote et OS notifié par le maître d'ouvrage.
A la suite de l'analyse du devis, une réunion a eu lieu entre l'entreprise et le maître d'ouvrage (sans la maîtrise d'œuvre). Le chiffrage concernant la masse salariale a été rejeté. L'acceptation concernerait uniquement le montant lié à l'immobilisation des bâtiments démontables soit : 37 235.41 € HT. Nota : ce devis est resté sans suite officielle.

- ❖ **Remarque Essonne Aménagement** : Essonne Aménagement est en accord avec la Maîtrise d'œuvre concernant ce point et propose de retenir le montant de 37 235.41 € HT.

- Frais de location des classes provisoires pendant la période des intempéries : 39 512.02 € HT.
  Dans le forfait du marché, 50 jours d'intempéries ont été prévus pour la période de chantier dans sa totalité. A la suite de l'analyse, l'OPC a validé 30 jours qui ont été notifiés par OS : un de 23.5 jours et un autre de 6.5 jours.
  Ces deux OS ont donné suites à deux devis établis par l'entreprise correspondant à (31 005.96 + 8 506.06) qui ont été approuvés et dont le montant a été approuvé par la maîtrise d'œuvre.

  - ❖ **Remarque Essonne Aménagement** : Contrairement à la Maitrise d'œuvre, Essonne Aménagement pense qu'il n'est pas légitime de verser une compensation financière à l'entreprise pour la location des classes provisoires pendant la période des intempéries.
    Contractuellement, ces jours excédentaires d'intempéries par rapport au marché, doivent permettre de prolonger la durée des travaux sans que cela n'affecte la responsabilité de l'entreprise.
    Essonne Aménagement considère cette requête injustifiée et propose de ne pas donner suite à cette demande.

- Frais de chantier supplémentaires liés au décalage de la commission de sécurité : 59 129.18 € HT.
  Suite au décalage de la commission de sécurité, l'entreprise a présenté un devis de frais de chantier. La maîtrise d'œuvre a rejeté ce devis. N'ayant pas eu d'attestation de la part de l'OPC justifiant le devis, il a été considéré sans objet par la maîtrise d'œuvre et son montant annulé : 0.00 € HT

  - ❖ **Remarque Essonne Aménagement** : Essonne Aménagement est en accord avec la Maitrise d'œuvre concernant ce point.

Montants réclamés par GTM	Montants validés par la MOE	Montants acceptés par EA
92 879,18 €	37 235,41 €	37 235,41 €
39 512,02 €	39 512,02 €	- €
59 128,18 €	- €	- €
	Total	37 235,41 €

Remarque Essonne Aménagement : En conclusion du § 2, le montant total des réclamations liées aux demandes de rémunération complémentaire à prendre en compte dans le présent protocole est de 37 235, 41 € HT.

3. POSTE DIVERS

- Révision de prix : 39 805,58 € HT
  - ❖ **Remarque Essonne Aménagement** : Le montant correspondant à la révision de prix a été calculé à l'aide du dernier indice de prix connu à ce jour, soit : avril 2017 et en fonction du montant des réclamations retenues : 174 838,96 € HT.

N° de situation	Mois de réalisation des travaux	Montant des prestations	Indice de révision M_0								
			Date	BT 01	BT53	BT 27	BT 08	BT 18a	BT 10	BT 09	BT 42	BT 46
1	avr-17	174 838,96 €	mai-09	95,49891	97,09690	93,52507	91,98297	99,29463	95,42054	94,45789	95,25699	98,55810

Indice de révision définitif												
Date	67 % Valeur BT 01	6 % Valeur BT 53	10 % Valeur BT 27	3 % Valeur BT 08	4 % Valeur BT 18a	2 % Valeur BT 10	2 % Valeur BT 09	4 % Valeur BT 42	2 % Valeur BT 46	Coef. de révision		Montant des révisions
avr-17	106,30	109,50	107,10	105,80	108,80	107,80	106,30	106,80	108,60	1,10053780	0,10054	**17 577,93 €**

- Frais financiers : 29 662.81 € HT
  Ce montant est non justifié. L'entreprise a facturé des indemnités sur le montant des travaux de l'avenant n°02. Or, le solde du marché a déjà été perçu par l'entreprise avant la réception de ce mémoire de réclamation par la maîtrise d'œuvre qui considère ce point sans objet et ramène le montant à : 0.00 € HT

  - ❖ **Remarque Essonne Aménagement** : Bien qu'en accord avec la conclusion de la Maitrise d'œuvre, Essonne Aménagement n'acquiesce pas l'argument avancé par cette dernière. En effet, aucun frais financier ne doit être accordé dans la mesure où l'entreprise GTM a refusé de signer l'avenant n°2.
    Ainsi, aucune compensation ne doit être octroyée en ce qui concerne les frais financiers.

- Frais du mémoire : 7 500.00 € HT

L'entreprise a établi un mémoire de réclamation à sa propre initiative d'un montant de : 7 500.00 € HT, dont les frais ne seront en aucun cas rajoutés à la réclamation d'où l'annulation du montant : 0.00 € HT

- **Remarque Essonne Aménagement** : Essonne Aménagement est en accord avec la Maîtrise d'œuvre concernant ce point.

Montants réclamés par GTM		Montants validés par la MOE	Montant acceptés par EA
Révisions	39 805,58 €	0 €	17 577,93 €
Frais financiers	29 662,81 €	0 €	0 €
Frais du mémoire	7 500,00 €	0 €	0 €
		Total	17 577,93 €

Remarque Essonne Aménagement : En conclusion du § 3, le montant total des réclamations liées aux demandes de rémunération complémentaire à prendre en compte dans le présent protocole est de 17 577,93 € HT.

C- Négociations et concessions réciproques :

A l'issue de l'instruction de la réclamation tant par la Maîtrise d'Œuvre que par les services de la Région, des négociations et mises au point ont eu lieu pour rechercher une solution amiable et transactionnelle à ce litige.
A l'issue de l'ensemble des échanges, des concessions respectives ont été faites tout particulièrement sur les chefs de préjudices suivants :

- ✓ Avenant n°2 ..... 108 412.30 € HT.
- ✓ Travaux supplémentaires ou modificatifs ..... 29 191 25 € HT.
- ✓ Demandes de rémunération complémentaires ..... 37 235 41 € HT.
- ✓ Montant des révisions ..... 17 577,93 € HT.

ESSONNE AMENAGEMENT, en accord avec la maîtrise d'œuvre, et le maitre d'ouvrage estiment que le montant des réclamations justifiées s'élève à 192 416,89 € HT y compris les révisions.

En conséquence, cette proposition a été adressée à l'entreprise GTM Bâtiment qui y a répondu favorablement en acceptant une indemnisation globale et forfaitaire arrêtée à la somme de 192 416,89 € HT soit 230 900,27 €TTC soit une diminution de 60,1 %.

CECI EXPOSE IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 :

Pour mettre fin à leur différend et éviter les frais et le délai d'un procès, et après avoir pris l'exacte mesure de leur désaccord et en pleine connaissance de leurs droits respectifs, les parties ont convenu de conclure le présent protocole transactionnel en se faisant des concessions réciproques.

Le présent protocole a pour objet de régler amiablement le litige né de la réclamation de la société GTM Bâtiment et de régler les modalités financières liées à l'exécution du marché de travaux du lot 1 « Gros œuvre étendu » afin d'éviter les aléas et charges qu'entraineraient nécessairement une procédure contentieuse.

Article 2 :

En règlement des litiges exposés en préambule du présent protocole, la Région Ile-de-France accepte de régler à l'entreprise GTM Bâtiment la somme globale, forfaitaire et définitive de 192 416,89 € HT soit 230 900,27 €TTC.

En contrepartie, l'entreprise GTM Bâtiment abandonne irrévocablement toute demande, réclamation ou contestation que ce soit à l'encontre de la Région Ile-de-France et de son mandataire ESSONNE AMENAGEMENT au titre de l'exécution et du règlement financier de son marché de travaux pour la restructuration d'ensemble et extension du lycée Claude-Nicolas Ledoux à Pavillons-sous-Bois.

L'entreprise déclare ainsi être pleinement remplie dans ses droits découlant de l'exécution du marché de travaux n°09-073 relatif aux travaux du lot n°1 « Gros œuvre étendu » pour la restructuration d'ensemble et extension du lycée Claude-Nicolas Ledoux à Pavillons-sous-Bois et n'avoir aucune autre réclamation ou demande financière à formuler au titre de ce marché.

Article 3 :

Le paiement prévu à l'article 2 sera opéré en une seule fois, par virement, à la société GTM Bâtiment, sur le compte bancaire n° FR76 3000 7999 9904 1653 6400 031 (IBAN) de la banque Natexis Paris

Selon les conditions suivantes :

Règlement des sommes dues au titre de l'article 2 du présent protocole : dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent protocole après signature des parties.

Article 4 :

Cet accord transactionnel est de commune intention des parties, conclu conformément aux articles 2044 et suivants du Code Civil sur les transactions et à l'article 2052 du même code prévoyant que le présent accord aura autorité de la chose jugée en dernier ressort et ne pourra être attaqué ni pour cause de lésion, ni pour cause d'erreur de droit.

Les parties admettent expressément, par les concessions réciproques qu'elle consentent, que les dispositions de la présente transaction seront exécutées à titre global, forfaitaire et définitif, conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil et qu'elles auront pour effet de mettre fin aux différends, ayant leur origine dans les conditions d'exécution du marché.

Article 5 :

La présente transaction laisse subsister toutes autres obligations pour l'entreprise résultant du marché, notamment au titre des garanties légales et contractuelles.

Article 6 :

Si l'une quelconque des stipulations de cet accord transactionnel est nulle au regard d'une règle de droit ou d'une loi en vigueur, elle sera réputée non écrite, mais n'entraînera pas la nullité de cet accord transactionnel. Les Parties s'efforceront, dans les meilleurs délais, de lui substituer des dispositions de portée équivalente et les plus proches des clauses invalidées reflétant leur commune intention.

Fait à Paris, le..6/.3/.2017 .

En 2 exemplaires originaux.

(Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé, bon pour transaction »)

Pour la société GTM Bâtiment

lu et approuvé, bon pour transaction.

GTM BATIMENT
Directeur Régional

Pour la Région Ile-de-France

Cédric DE JONCKERE

Dûment habilité par la délibération de la Commission Permanente
n° CP.....
du .....

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-498

DU 18 OCTOBRE 2017

DOTATION COMPLÉMENTAIRE DE FONCTIONNEMENT EN FAVEUR DES LYCÉES SUPPORTS DES FORMATIONS DE LA MISSION DE LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE (MLDS) DE L'ÉDUCATION NATIONALE OU D'UN PROJET ' RÉUSSITE POUR TOUS ' POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2016/2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ; rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et en lycées ;

VU La délibération n° CR 39-10 du 1er octobre 2010 Agir pour la réussite et l'égalité des lycéennes ;

VU La délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 Agir pour la réussite des élèves, paroles de lycéen-ne-s, la suite de la consultation : - observatoire de la réussite – l'entreprise et les collectivités partenaires des lycéen-ne-s – actions des lycées et des lycéens – rencontres lycéennes – dispositifs « presse pour convention éducation prioritaire » et réseau information jeunesse » ;

VU La délibération du Conseil Régional N° CR 33-13 du 26 avril 2013 relative au plan d'action de lutte contre le décrochage ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéens – le projet éducatif régional » ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 208-16 du 14 octobre 2016 relative à la « dotation globale de fonctionnement des établissements scolaires du second degré pour 2017 » ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-498 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide d'adopter, au titre de l'année 2016-2017, la répartition telle que définie en annexe à la présente délibération, de la dotation complémentaire à la dotation globale de fonctionnement des lycées publics (DGFL) votée par délibération du conseil régional n° CR 208-16 du 13 octobre 2016, visant à soutenir les établissements publics supports d'une formation de la Mission de lutte contre le décrochage scolaire de l'éducation nationale ou d'un projet « Réussite pour tous », conformément aux orientations du Schéma des formations 2007-2013 et de son volet « Réussite pour tous ».

Affecte à cette fin une autorisation d'engagement de **343 603 €**, disponible sur le chapitre 932 « enseignement », code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-017 (122017) « DGFL lycées publics », action « DGFL lycées publics » (12201705), nature « 65511 – Etablissements publics » du budget régional 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Répartition de la dotation complémentaire par lycée

N°UAI de l'EPLE	Type établissement	Nom de l'établissement	Commune	Montant dotation MLDS
0750671X	LPO	EDGAR-QUINET	PARIS 09EME	1 852,00
0750673Z	LG	COLBERT	PARIS 10EME	1 003,00
0750675B	LGT	VOLTAIRE	PARIS 11EME	295,00
0750690T	LGT	FRANCOIS-VILLON	PARIS 14EME	3 176,00
0750713T	LGT LYC METIER	JACQUARD	PARIS 19EME	3 645,00
0750775K	LP	GUSTAVE-FERRIE	PARIS 10EME	1 239,00
0750783U	LP	CHENNEVIERE-MALEZIEUX	PARIS 12EME	2 491,00
0750785W	LP	GALILEE	PARIS 13EME	450,00
0750786X	LPO	LAZARE-PONTICELLI	PARIS 13EME	8 369,00
0750793E	LP	BEAUGRENELLE	PARIS 15EME	2 310,00
0750828T	EREA	EDITH-PIAF	PARIS 20EME	3 137,00
0753268V	LPO	JEAN-LURCAT	PARIS 13EME	765,00
0754475G	LPO LYC METIER	LEONARD-DE-VINCI	PARIS 15EME	3 107,00
0770924L	LPO	JULES-FERRY	COULOMMIERS	930,00
0770926N	LGT	FRANCOIS-COUPERIN	FONTAINEBLEAU	3 390,00
0770931U	LGT	PIERRE-DE-COUBERTIN	MEAUX	4 997,00
0770940D	LPO LYC METIER	ETIENNE-BEZOUT	NEMOURS	405,00
0770943G	LP	BENJAMIN-FRANKLIN	LA ROCHETTE	1 936,00
0770944H	LP	AUGUSTE-PERDONNET	THORIGNY-SUR-MARNE	3 176,00
0771171E	LP	LOUIS-LUMIERE	CHELLES	2 755,00
0771336J	LPO LYC METIER	PANNEVELLES (LES)	PROVINS	1 627,00
0771663P	LGT	GEORGE-SAND	LE MEE-SUR-SEINE	3 066,00
0771763Y	LGT	CHARLES-LE-CHAUVE	ROISSY-EN-BRIE	1 062,00
0771941S	LPO	RENÉ-CASSIN	NOISIEL	2 316,00
0771995A	LP LYC METIER	CHAMP-DE-CLAYE (LE)	CLAYE-SOUILLY	2 378,00
0772120L	LGT	JEAN-MOULIN	TORCY	3 213,00
0772225A	LP	LINO-VENTURA	OZOIR-LA-FERRIERE	2 251,00
0772244W	LP	ANTONIN-CARÈME	SAVIGNY-LE-TEMPLE	2 027,00
0772296C	LPO	MARE-CARRÉE (DE LA)	MOISSY-CRAMAYEL	7 558,00
0772312V	LPO LYC METIER	FLORA-TRISTAN	MONTEREAU-FAULT-YONNE	590,00
0780422K	LGT	FRANCOIS-VILLON	LES MUREAUX	605,00
0781578S	LPO LYC METIER	HÔTELLERIE-ET-TOURISME	GUYANCOURT	1 530,00
0781839A	LPO LYC METIER	JEAN-MONNET	LA QUEUE-LES-YVELINES	675,00
0781898P	LGT	CHARLES-DE-GAULLE	POISSY	2 304,00
0781948U	LPO	LAVOISIER	PORCHEVILLE	2 295,00
0781951X	LPO	LEOPOLD-SÉDAR-SENGHOR	MAGNANVILLE	45,00
0781983G	LPO LYC METIER	ADRIENNE-BOLLAND	POISSY	121,00
0781984H	LPO LYC METIER	VAUCANSON	LES MUREAUX	706,00
0782540M	LPO	JEAN-ROSTAND	MANTES-LA-JOLIE	1 440,00
0782546U	LGT	LE-CORBUSIER	POISSY	225,00
0782556E	LPO LYC METIER	LÉONARD-DE-VINCI	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	118,00
0782587N	LPO LYC METIER	VIOLLET-LE-DUC	VILLIERS-SAINT-FREDERIC	2 295,00
0782593V	LP	JEAN-PERRIN	SAINT-CYR-L'ECOLE	1 080,00
0782924E	LGT	EVARISTE-GALOIS	SARTROUVILLE	2 880,00
0783249H	LP LYC METIER	COLBERT	LA CELLE-SAINT-CLOUD	675,00
0783431F	LPO LYC METIER	JULES-VERNE	SARTROUVILLE	2 835,00
0783533S	LPO LYC METIER	CAMILLE-CLAUDEL	MANTES-LA-VILLE	765,00
0910622G	LPO	GEOFFROY-SAINT-HILAIRE	ETAMPES	7 650,00
0910625K	LGT	ROSA-PARKS	MONTGERON	3 015,00
0910676R	LPO	CLÉMENT-ADER	ATHIS-MONS	2 328,00
0910755B	LP LYC METIER	NADAR	DRAVEIL	1 755,00
0911254U	LP LYC METIER	CHARLES-BAUDELAIRE	EVRY	767,00
0911492C	LPO	ESSOURIAU (DE L')	LES ULIS	4 491,00

N°UAI de l'EPLE	Type établissement	Nom de l'établissement	Commune	Montant dotation MLDS
0911577V	LGT	JACQUES-PRÉVERT	LONGJUMEAU	1 350,00
0911828T	LPO LYC METIER	GEORGES-BRASSENS	COURCOURONNES	5 760,00
0911946W	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	826,00
0912142J	LPO LYC METIER	GASPARD-MONGE	SAVIGNY-SUR-ORGE	4 995,00
0920136Y	LPO	NEWTON-ENREA	CLICHY	2 068,00
0920163C	LP	LOUIS-GIRARD	MALAKOFF	2 700,00
0920164D	LP LYC METIER	JEAN-MONNET	MONTROUGE	945,00
0921229L	LPO LYC METIER	ANATOLE-France	COLOMBES	1 350,00
0921230M	LPO LYC METIER	LÉONARD-DE-VINCI	LEVALLOIS-PERRET	2 296,00
0921500F	LP LYC METIER	VOILIN	PUTEAUX	8 877,00
0921592F	LP LYC METIER	COTES-DE-VILLEBON (LES)	MEUDON	2 880,00
0922277A	LPO	CHARLES-PETIET	VILLENEUVE-LA-GARENNE	3 060,00
0930116W	LGT	HENRI-WALLON	AUBERVILLIERS	1 534,00
0930118Y	LGT	JEAN-RENOIR	BONDY	2 704,00
0930125F	LGT	PAUL-ELUARD	SAINT-DENIS	5 570,00
0930128J	LP	DENIS-PAPIN	LA COURNEUVE	1 298,00
0930133P	LP	THEODORE-MONOD	NOISY-LE-SEC	7 084,00
0930135S	LP	SIMONE-WEIL	PANTIN	2 710,00
0930138V	LP	FRÉDÉRIC-BARTHOLDI	SAINT-DENIS	10 786,00
0930831Y	LP	ARISTIDE-BRIAND	LE BLANC-MESNIL	2 395,00
0930846P	LP	VOILLAUME (PROFESSIONNEL)	AULNAY-SOUS-BOIS	2 066,00
0931024H	LP	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	AUBERVILLIERS	7 395,00
0931198X	LP	ALFRED-COSTES	BOBIGNY	5 362,00
0931233K	LP LYC METIER	JEAN-BAPTISTE-CLÉMENT	GAGNY	3 741,00
0931430Z	LGT	JACQUES-BREL	LA COURNEUVE	1 440,00
0931735F	LP LYC METIER	LOUISE-MICHEL	EPINAY-SUR-SEINE	3 770,00
0931738J	LP	ARTHUR-RIMBAUD	LA COURNEUVE	1 180,00
0932030B	LPO LYC METIER	MAURICE-UTRILLO	STAINS	2 057,00
0932034F	LGT	WOLFGANG-AMADEUS-MOZAR	LE BLANC-MESNIL	767,00
0932046U	LPO LYC METIER	LÉONARD-DE-VINCI	TREMBLAY-EN-FRANCE	1 875,00
0932048W	LPO	BLAISE-CENDRARS	SEVRAN	1 681,00
0932074Z	LPO	MARCEL-CACHIN	SAINT-OUEN	2 527,00
0932116V	LPO LYC METIER	EUGÉNIE-COTTON	MONTREUIL	1 180,00
0932117W	LPO	LUCIE-AUBRAC	PANTIN	2 655,00
0932119Y	LPO LYC METIER	EUGÈNE-HÉNAFF	BAGNOLET	4 123,00
0932120Z	LPO	HENRI-SELLIER	LIVRY-GARGAN	1 816,00
0932121A	LPO LYC METIER	SUGER	SAINT-DENIS	1 711,00
0932122B	LPO	ALEMBERT (D')	AUBERVILLIERS	1 475,00
0932129J	LPO LYC METIER	ENNA (L')	SAINT-DENIS	1 089,00
0932221J	LPO	BLAISE-PASCAL	VILLEMOMBLE	2 336,00
0932229T	LPO	LE-ROLLAND	DRANCY	2 305,00
0932260B	LPO	GEORGES-BRASSENS	VILLEPINTE	675,00
0932282A	LPO	LEO-LAGRANGE	BONDY	826,00
0932291K	LPO	NICOLAS-JOSEPH-CUGNOT	NEUILLY-SUR-MARNE	900,00
0932577W	LGT	GERMAINE-TILLION	LE BOURGET	2 714,00
0940113M	LPO	LANGEVIN-WALLON	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	2 754,00
0940114N	LPO	SAINT-EXUPÉRY	CRETEIL	1 935,00
0940126B	LPO LYC METIER	MAXIMILIEN-PERRET	ALFORTVILLE	3 872,00
0940129E	LPO LYC METIER	JEAN-MACÉ	VITRY-SUR-SEINE	8 494,00
0940132H	LP	GABRIEL-PÉRI	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	413,00
0940140S	LP LYC METIER	GOURDOU-LESEURRE	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	1 682,00
0940141T	LPO	JACQUES-BREL	CHOISY-LE-ROI	5 428,00
0940580V	LGT	MAXIMILIEN-SORRE	CACHAN	1 180,00

N°UAI de l'EPLE	Type établissement	Nom de l'établissement	Commune	Montant dotation MLDS
0940585A	LPO LYC METIER	FRANCOIS-MANSART	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	1 180,00
0941018W	LPO	EDOUARD-BRANLY	CRETEIL	2 124,00
0941232D	LP	JEAN-MACÉ	CHOISY-LE-ROI	413,00
0941294W	LPO LYC METIER	ADOLPHE-CHERIOUX	VITRY-SUR-SEINE cedex	1 121,00
0941298A	LP	MICHELET	FONTENAY-SOUS-BOIS	3 693,00
0941355M	LPO	PAUL-BERT	MAISONS-ALFORT	3 156,00
0941918Z	LPO	CHRISTOPHE-COLOMB	SUCY-EN-BRIE	2 201,00
0941975L	LPO	PIERRE-BROSSOLETTE	LE KREMLIN-BICETRE	1 664,00
0942269F	LPO	PAULINE-ROLAND	CHEVILLY-LARUE	2 319,00
0950641F	LPO	JEAN-JAURÈS	ARGENTEUIL	6 660,00
0950646L	LGT	RENÉ-CASSIN	GONESSE	1 242,00
0950649P	LPO LYC METIER	CAMILLE-PISSARRO	PONTOISE	1 440,00
0950650R	LPO	JEAN-JACQUES-ROUSSEAU	SARCELLES	6 930,00
0950657Y	LP	FERDINAND-BUISSON	ERMONT	2 178,00
0950658Z	LP LYC METIER	CHÂTEAU-EPLUCHES	SAINT-OUEN-L'AUMONE	585,00
0950667J	LPO LYC METIER	ROMAIN-ROLLAND	GOUSSAINVILLE	1 815,00
0950949R	LP	JEAN-MERMOZ	MONTSOULT	1 121,00
0951104J	LPO	JEAN-PERRIN	SAINT-OUEN-L'AUMONE	6 743,00
0951282C	LP	VEXIN (DU)	CHARS	450,00
0951399E	LGT	ALFRED-KASTLER	CERGY	5 302,00
0951727L	LPO	CHARLES-BAUDELAIRE	FOSSES	5 310,00
0951728M	LPO LYC METIER	EDMOND-ROSTAND	SAINT-OUEN-L'AUMONE	1 815,00
0951756T	LPO	JULES-VERNE	CERGY	3 408,00
0951763A	LPO	LOUIS-JOUVET	TAVERNY	1 331,00
0951787B	LPO LYC METIER	ARTHUR-RIMBAUD	GARGES-LES-GONESSE	1 003,00
0951811C	LPO LYC METIER	FERNAND-ET-NADIA-LÉGER	ARGENTEUIL	531,00
0951824S	LPO	HAUTIL (DE L')	JOUY-LE-MOUTIER	885,00
0951974E	LPO	LOUIS-ARMAND	EAUBONNE	6 255,00
			Total	**343 603,00**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-508

DU 18 OCTOBRE 2017

PLAN D'URGENCE POUR LES LYCÉES FRANCILIENS : DES LYCÉES NEUFS ET RÉNOVÉS POUR TOUS D'ICI 2027 PREMIÈRE ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE - 2ÈME RAPPORT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code de l'éducation ;
VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 Schéma régional de la formation initiale et continue tout au long de la vie 2007-2013 ;
VU La délibération n° CR 69-08 du 26 juin 2008 Transformation de la SAERP en société publique locale d'aménagement : approbation du projet de statuts, habilitation des représentants de la Région Ile-de-France au sein des instances de gestion de la SAERP à poursuivre les opérations de transformation ;
VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 Mise en œuvre du Schéma Régional de la formation initiale et continue tout au long de la vie pour 2007-2013 – Rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et lycées ;
VU La délibération n° CR 43-11 du 23 juin 2011 Plan Régional pour le Climat d'Ile-de-France ;
VU La délibération n° CR 106-12 du 22 novembre 2012 Programme Prévisionnel d'Investissement 2012-2022 ;
VU La délibération n° CR 112-12 du 22 novembre 2012 Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région Parisienne – Changement de statuts ;
VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 Nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – Le Projet Educatif Régional ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 Délégation d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;
VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 Délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;
VU La délibération CR 83-16 du 19 mai 2016 Un PPI 2016-2022 révisé et renforcé pour faire face à la réalité des besoins ;
VU La délibération CR 114-16 du 17 juin 2016 Changeons d'air en Ile-de-France : plan régional pour la qualité d'air (2016-2021) ;
VU La délibération n° CR 2017-59 du 10 mars 2017 Plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 ;
VU Le budget régional d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-508 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve le programme des opérations suivantes au titre des opérations de création de places nouvelles:

- Lycée Les Pierres Vives à Carrières sur Seine (78) – Extension de capacité (600 places)
- Lycée Pauline Roland à Chevilly Larue (94) – Extension de capacité (400 places)

Article 2 :

Décide d'affecter un montant d'autorisation de programme de 5.430.160 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », Programme HP 222-003 « Construction de lycées» (122003), action « construction de lycées » (12200301) du budget 2017 pour les opérations visées à l'article 1 :

- Lycée Les Pierres Vives à Carrières sur Seine (78) – Extension de capacité (600 places)
  - Montant à affecter pour les études : 4.296.160 €
- Lycée Pauline Roland à Chevilly Larue (94) – Extension de capacité (400 places)
  - Montant à affecter pour les études : 1.134.000 €

Article 3:

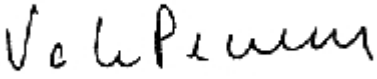
Décide d'autoriser la Présidente à signer avec la SAERP, conformément aux taux de rémunération votés dans le cadre de la délibération n° CR 112-12 du 23 novembre 2012 portant transformation de la SAERP en société publique locale, les 2 conventions de mandat et dont le modèle est joint en annexe 1 pour les opérations suivantes :

- Lycée Les Pierres Vives à Carrières sur Seine (78) – Extension de capacité (600 places) pour un taux de 3.10 %
- Lycée Pauline Roland à Chevilly Larue (94) – Extension de capacité (400 places) pour un taux de 4.60 %

Article 4 :

Pour les opérations visées à l'article 1, décide d'autoriser la Présidente à faire toute demande en vue des autorisations administratives en matière d'urbanisme et de voirie.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Convention type SAERP

CONVENTION DE MANDAT

N°

OPERATION :

OBJET DE LA CONVENTION : MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE

MAITRE D'OUVRAGE : REGION ILE-DE-FRANCE
Pôle lycées
35, boulevard des Invalides
75007 PARIS

La **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France, dûment autorisée par les délibérations de la commission permanente n°

ci-après dénommée " *le maître d'ouvrage* ",

d'une part

et **La Société d'Aménagement et d'Équipement de la Région Parisienne** (SAERP), société anonyme, sise Cité Régionale de l'Environnement d'Ile de France, 90-92 avenue du Général Leclerc, 93500 PANTIN, représentée par Madame Isabelle BONNAUD-JOUIN, sa Directrice générale, en vertu de la délibération du conseil d'administration du 14 mai 2014.

ci-après dénommé " *le mandataire* ",

d'autre part

Sont convenus de ce qui suit :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET ENVELOPPE FINANCIERE

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES

ARTICLE 3 : PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

ARTICLE 4 : STRUCTURE MISE EN PLACE POUR L'OPÉRATION

ARTICLE 5 : CADRE DE LA MISSION DU MANDATAIRE

ARTICLE 6 : LES DIFFERENTES PHASES DE L'OPERATION

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'APPROBATION ET SUIVI DES MARCHES

ARTICLE 8 : ASSURANCES

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'AVANCES DE FONDS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

ARTICLE 10 : PRODUITS FINANCIERS

ARTICLE 11 : ÉVALUATION ET CONTRÔLES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

ARTICLE 12 : PÉNALITÉS ET FRAIS EXCLUS DU BUDGET D'OPÉRATION

ARTICLE 13 : CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE

ARTICLE 14 : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 15 : ACHEVEMENT DE LA MISSION

ARTICLE 16 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

ARTICLE 17 : RÉSILIATIONS

ARTICLE 1 : OBJET ET ENVELOPPE FINANCIERE

La présente convention porte sur l'opération de **xxx**, comportant les missions définies à l'article 3 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dans les conditions prévues à la présente convention, sur la base du programme figurant à l'***annexe 1A*** et du cadre calendaire figurant à l'***annexe 1B*** de la présente convention.

L'enveloppe financière est fixée à xxx euros, toutes dépenses confondues. Cette enveloppe est réputée comprendre tous frais (tous travaux, honoraires y compris ceux du mandataire, assurances, toutes dépenses nécessaires à la réalisation de l'opération).

Elle peut faire l'objet de votes successifs d'autorisations de programme qui seront notifiés au mandataire selon les modalités prévues à l'***annexe 2A***.

Elle est définitivement arrêtée à l'approbation par le maître d'ouvrage de l'avant-projet définitif, ou, à défaut, du projet.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES

La convention et ses annexes :

- Annexe 1A : Programme de l'opération
- Annexe 1B : Cadre calendaire de l'opération
- Annexe 1C : Structure et organisation mise en place par le mandataire
- Annexe 2A : Bilan de l'autorisation de programme
- Annexe 2B : Demande d'avance de fonds/rémunération, Planning prévisionnel détaillé des dépenses 2B bis, Décompte des paiements effectués par le mandataire 2B ter,
- Annexe 2C : Bilan financier de l'opération
- Annexe 3 : Bilan financier annuel
- Annexe 4 : Charte graphique et ses annexes
- Annexe 5 : Documents techniques à remettre par le mandataire au pôle lycées au cours de l'opération
- Annexe 6 : Plan d'archivage

ARTICLE 3 : PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

3.1 – Le prix

Pour l'exercice de sa mission, le mandataire perçoit une rémunération basée sur le montant TTC de l'opération, toutes dépenses confondues, hors sa rémunération.
Ce montant, hors taxe, résulte de l'application d'un taux sur le montant TTC de l'opération toutes dépenses confondues, hors rémunération du mandataire.

Ce montant de rémunération est calculé selon la formule suivante :

Montant HT = [A x B] / [1 + (B x TVA en vigueur)]

A = Montant TTC de l'opération toutes dépenses confondues

B = Taux de rémunération

Le taux de rémunération est fixé à : xx%

3.2 Ajustement de la Rémunération

Il est convenu que lorsque le montant TTC de l'opération, toutes dépenses confondues (hors rémunération du mandataire) augmente par rapport au montant initial, la rémunération du mandataire est ajustée en conséquence, notamment lors des différentes phases de facturation de la rémunération du mandataire.

Une telle augmentation est constatée lorsque l'autorisation de programme de l'opération excède le montant d'origine de l'opération, toutes dépenses confondues (rémunération du mandataire comprise).

La rémunération est également ajustée, lors du bilan de fin de mission, sur la base des règlements effectués. A ce stade, le montant de la rémunération ne pourra cependant pas être inférieur au montant résultant du taux indiqué dans la présente convention appliqué à l'estimation initiale du maître d'ouvrage, à l'exception toutefois de l'application éventuelle de pénalité(s) en cours d'exécution du contrat ou encore à l'exception de la résiliation de ce contrat.

3.3 – Acomptes

Le règlement de la rémunération du mandataire est fractionné selon les étapes suivantes :

Phase	Rémunération du mandataire	% en fonction de l'étape de l'opération
Phase 1	Remise au MO de la note de synthèse des diagnostics finalisés et publication de l'AAPC de maîtrise d'œuvre	3%
	Publication de l'AAPC de maîtrise d'œuvre	2%
	Validation du rapport d'analyse du jury 1	2%
	Validation du dossier de consultation des concepteurs	3%
	Sous-total	**10%**
Phase 2	Démarrage des commissions techniques	2%
	Validation du rapport d'analyse du jury 2	5%
	Notification du marché de maîtrise d'œuvre	3%
	Sous-total	**10%**
Phase 3	Transmission esquisse	2%
	Transmission du rapport APS	5%
	Validation APS	3%
	Sous-total	**10%**
Phase 4	Transmission de l'APD	2%
	Validation de l'APD	4%
	Notification de l'avenant au MOE en phase APD	4%
	Sous-total	**10%**
Phase 5	Validation du PRO	3%
	Validation du DCE	3%
	Validation du RAO	4%
	Sous-total	**10%**
Phase 6	Exécution des travaux	40%
	Sous-total	**40%**
Phase 7	Réception	2,5%
	Levées des réserves / Mise à disposition des ouvrages	2,5%
	Sous-total	**5%**
Phase 8	Etablissement du BFM	2,5%
	Quitus	2,5%
	Sous-total	**5%**

Les acomptes et le solde de la rémunération du mandataire, calculés selon les modalités définies ci-dessus, font l'objet d'un versement distinct de celui des avances faites au mandataire dans le cadre de sa mission.

Pour chaque demande d'acompte sur rémunération, le mandataire transmet au maître d'ouvrage une note d'honoraire auprès du Service Budget – Mission administration, pilotage, projets transverses – Pôle Lycées, en version dématérialisée (.pdf) ou en version papier, à l'adresse suivante : 24 rue du Général Bertrand – 75007 Paris.

3.4 – Paiement

Le paiement s'effectue par mandat administratif, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Le délai de paiement cours à compter de la réception des justificatifs et dossier complet fournis par le mandataire conformément à la présente convention.

ARTICLE 4 : STRUCTURE MISE EN PLACE POUR L'OPÉRATION

Le mandataire est engagé par la qualité des moyens humains proposés et annexés à la présente convention (***annexe 1C***) et, notamment, des qualifications, de l'expérience technique, juridique et administrative et du savoir-faire nécessaires au bon exercice de la mission, du responsable de la présente opération et de son équipe. L'interlocuteur de la Région, désigné par le mandataire pour assurer le suivi de l'opération, aura un niveau équivalent au diplôme d'ingénieur avec une expérience professionnelle de 3 ans au minimum.

L'équipe, au vu de laquelle la présente convention a été notifiée, assure l'ensemble du suivi de l'opération jusqu'à la délivrance du quitus.

Le mandataire assure en toute circonstance la disponibilité d'un personnel compétent pour assister le responsable d'opération ou, en cas de d'absence ou de défaillance de celui-ci, pour assurer la continuité de la mission.

En cas de changement du responsable d'opération et/ou de toute ou partie de son équipe, le mandataire soumet sans délai au maître d'ouvrage, pour accord, les noms des nouveaux correspondants, accompagnés de leurs références, leurs plans de charge et tout renseignement les concernant de nature à établir un niveau de qualification et d'expérience équivalent à celui de la première équipe.

Pour le suivi de l'opération et quelle que soit l'organisation de la structure du mandataire, le responsable d'opération ainsi agréé par le maître d'ouvrage est l'interlocuteur unique du maître d'ouvrage.

Le mandataire s'assure que le nouveau responsable d'opération dispose de l'ensemble des documents et toutes les informations lui permettant d'assurer sans interruption la continuité de l'opération, de sorte que le maître d'ouvrage n'ait pas à assurer, en lieu et place du mandataire, son information.

Pour l'exécution des missions et responsabilités confiées au mandataire, celui-ci peut être représenté par son représentant légal ou une personne dûment habilitée par lui qui est seul en droit d'engager la responsabilité du mandataire pour l'exécution de la présente convention.

Dans l'hypothèse d'une délégation de signature du représentant légal, la délégation est annexée à la présente convention. Le maître d'ouvrage est tenu informé sans délai de tout changement.

Ces dispositions s'appliquent sous peine d'une pénalité définie à l'***article 12.1*** de la convention.

ARTICLE 5 : CADRE DE LA MISSION DU MANDATAIRE

La convention prend effet à compter de sa notification au mandataire. Elle expire lors de la délivrance du quitus par le maître d'ouvrage.

Le mandataire assure, sous les orientations et recommandations du maître d'ouvrage, la conduite de l'opération. A cet effet, il :

- encadre les intervenants et prestataires de l'opération en qualité de représentant du maître d'ouvrage ;
- assure la médiation permanente entre le maître d'ouvrage, les utilisateurs de l'ouvrage, l'équipe de maîtrise d'œuvre, les entreprises et autres intervenants de l'opération ;

- s'assure à tout moment du respect de l'enveloppe financière de l'opération et fournit à la demande du maître d'ouvrage le budget de l'opération actualisé ;
- s'assure à tout moment du respect du calendrier de réalisation de l'opération, établi en accord avec le maître d'ouvrage et compatible avec le cadre calendaire défini en ***annexe 1B*** de la présente convention. A cet effet, il dresse et tient à jour le calendrier opérationnel (Diagramme de Gant) et ses évolutions tout au long de l'opération. Il doit être en capacité de le transmettre au maître d'ouvrage à tout moment ;
- pilote, la démarche Qualité Environnementale pour les opérations concernées et notamment la procédure de certification lorsque celle-ci s'applique à l'opération ;
- assiste, en tant que de besoin, le maître d'ouvrage dans le cadre de la concertation ;
- gère, le cas échéant, la mise en œuvre du 1% artistique ;
- procède à l'élaboration, au lancement de tout marché nécessaire à la réalisation de l'opération, prépare le dossier nécessaire à leur transmission au contrôle de la légalité et procède à leur notification et informe sans délai le maître d'ouvrage en lui transmettant une copie du marché notifié ;
- applique, pour ce faire, les procédures prévues par le code des marchés publics et celles exigées par le maître d'ouvrage soit dans les délibérations de son assemblée délibérante, soit sur le site de la région (http : // marchespublics.iledefrance.fr). Il assure la dématérialisation des procédures, le suivi de la passation et le cas échéant des avenants, en utilisant l'outil informatique spécifique du maître d'ouvrage. Il rend compte des marchés qu'il a passé ;
- gère l'exécution des marchés, assure le paiement des avances et des acomptes des divers marchés dans les conditions de forme et de délai prévues par la règlementation des marchés publics ;
- procède à la signature et à la notification des protocoles transactionnels, le cas échéant ;
- en cas de réclamation indemnitaire, fait des propositions de provisions pour risques ;
- établit les comptes rendus des réunions à chaque phase de l'opération telles que : lancement des diagnostics, synthèse des diagnostics, questions/réponses, commissions techniques, négociations, mise au point du projet (APS, APD, PRO, DCE….) ;
- de manière générale, établit les comptes rendus de toutes les réunions signalées auxquelles il participe, avec ou hors présence du maître d'ouvrage ;
- s'approprie les résultats de l'ensemble des diagnostics liés à l'opération, y compris ceux dont il n'a pas assuré la passation et/ou l'exécution.
- participe à toutes les réunions de chantier en lieu et place du maître d'ouvrage ;
- organise, chaque mois pendant les travaux, une réunion de « maîtrise d'ouvrage » entre le maître d'ouvrage, l'utilisateur, la maîtrise d'œuvre et lui-même, et en établit le compte rendu (hors réunions de chantier et OPC) ;
- prépare la réunion semestrielle d'évaluation sur le suivi de l'opération avec le maître d'ouvrage, sur convocation de ce dernier, en établissant les documents suivants : le calendrier de l'opération à jour, le bilan financier provisoire actualisé de l'opération, un échéancier des dépenses de l'opération, le rapport d'avancement des études, des travaux et plus généralement de tous les marchés en cours et la synthèse des difficultés éventuelles rencontrées ainsi que les solutions envisagées pour y remédier. Le responsable de l'opération assiste à la réunion semestrielle. Il en établit le compte-rendu qu'il transmet pour validation au maître d'ouvrage ;
- rend compte, pendant toute la durée du mandat, des problèmes particuliers survenus et fait des propositions écrites au maître d'ouvrage pour permettre la poursuite de l'opération dans les meilleures conditions de qualité, de délai et financières ;
- s'assure du respect du cahier des charges pour la réalisation des plans numériques : « Charte graphique de la Région d'Ile de France » ;
- fait une note de bilan des réclamations gérées pendant l'opération.

ARTICLE 6 : LES DIFFERENTES PHASES DE L'OPERATION

La présente opération fait l'objet d'un découpage en phases énumérées du **6.1** au **6.5** ci-dessous.

Chaque phase doit être réalisée conformément aux délais fixés à l'***annexe 1B*** de la convention.

Chacune de ces phases comprend des tâches d'organisation, d'animation, d'élaboration et de formalisation de dossiers et de comptes-rendus.

Parmi ces tâches, certaines d'entre elles, qualifiées de « missions encadrées », sont soumises à des délais fixés à l'***annexe 1B***. Ces « missions encadrées » consistent en la remise, soit pour validation, soit pour approbation, soit pour simple réception par le maître d'ouvrage, de divers documents tels que projets d'avis d'appel public à concurrence, dossier de consultation des concepteurs, dossier de consultation des entreprises, comptes-rendus, pièces administratives ou financières, ceci dans des conditions décrites dans les procédures régionales (cf. : site http : // www. iledefrance.fr/marches-publics).

A l'intérieur de chacune de ces phases, le mandataire est tenu de respecter des délais fixés pour ces « missions encadrées ». En cas de non respect du délai global d'une ou de plusieurs phases, tout retard dans la réalisation de ces « missions encadrées » donne lieu à pénalité dans des conditions fixées à l'***article 12.1*** de la convention.

6.1 – De la notification de la convention de mandat à l'envoi de l'AAPC de maîtrise d'œuvre

Le mandataire assure la constitution du dossier de consultation (DCC) des concepteurs et rédige l'avis d'appel public à concurrence (AAPC) pour le marché de maîtrise d'œuvre.

Le maitre d'ouvrage lui remet les diagnostics et études préalables qu'il a fait réaliser, ainsi que tous les référentiels Région, les différents programmes de l'opération et les objectifs du maître d'ouvrage.
Sous cinq jours, il rend une note de compréhension de l'opération qui intègre également son analyse financière et un calendrier de mise en œuvre qu'il tiendra à jour tout au long de l'opération.

Sur la base du dossier d'opération remis par le maître d'ouvrage, le mandataire apprécie la nécessité de réaliser le cas échéant toute autre étude non réalisée par le maître d'ouvrage et en réfère au maître d'ouvrage.
Avec l'accord du maître d'ouvrage, il lance la consultation pour les marchés correspondants dans les supports appropriés, selon les modes et les procédures réglementaires propres au maître d'ouvrage. Dans ce cadre, il réceptionne les offres, les analyse et s'assure de la conformité des études remises. Les résultats des diagnostics sont alors analysés par le mandataire au regard de la fiche financière que le maître d'ouvrage lui a remis au début de l'opération. Il lui appartient d'alerter le maître d'ouvrage sur les difficultés techniques et de les confronter avec le budget de l'opération, de proposer des solutions.

Le mandataire soumet à l'accord du maître d'ouvrage, pour validation :
- le projet de règlement de consultation de maîtrise d'œuvre,
- le DCC complet et finalisé.

Concomitamment à la constitution du DCC, le mandataire rédige le projet d'AAPC pour le marché de maîtrise d'œuvre qu'il soumet également à l'accord du maître d'ouvrage.

Le mandataire remet le DCC (y compris les questions-réponses) au maître d'ouvrage selon les prescriptions de ce dernier (cf. annexe 5 : arborescence et codification).

Il envoie aux publications l'AAPC de maîtrise d'œuvre dès qu'il est validé par le maître d'ouvrage dans les supports appropriés selon les modes et les procédures propres au maître d'ouvrage.

6.2 – De l'envoi de l'AAPC de maîtrise d'œuvre à la notification du marché de maîtrise d'œuvre

6.2.1 : Assistance pour le choix du maître d'œuvre

Le mandataire assure, en coordination et sous le contrôle du maître de l'ouvrage, la procédure de sélection des maîtres d'œuvre et la négociation du marché de maîtrise d'œuvre conformément aux procédures prévues par la réglementation relative aux marchés publics et celles exigées par le maître d'ouvrage :

- il rédige et publie l'AAPC et les éventuels avis rectificatif sur les supports appropriés.

- il établit le rapport d'analyse des candidatures selon les modalités suivantes demandées par le maître d'ouvrage :
  - contexte de l'opération : présentation de l'opération, objectifs du projet, nature et montant prévisionnel des travaux ;
  - déroulement de la procédure avec la publication des avis d'appel publics à la concurrence ;
  - présentation des équipes candidates : recevabilité administrative et technique intégrant une analyse détaillée des candidatures au regard des critères de l'AAPC avec une proposition de classification (sur les supports souhaités par le maître d'ouvrage).

- il assiste le maître d'ouvrage pour la réunion du jury de sélection ou de 1ère phase :
  - finalise les tâches liées à la procédure (cf. site http : //www. iledefrance.fr/marches-publics/) ;
  - assure la présentation orale de l'opération devant le jury ;
  - rédige et envoie les courriers d'attribution et de rejets aux candidats.

- il gère l'ensemble de la consultation dans le respect de l'anonymat et de l'égalité de traitement des candidats :
  - transmet le DCC complet et validé aux équipes concurrentes ;
  - organise et est présent à la (les) visite(s) du site ;
  - à l'issue des réponses aux questions des candidats, transmet, en deux exemplaires, sur CDROM les fichiers informatiques sous format pdf du DCC finalisé (y compris réponses aux questions et modificatifs ou rectificatifs engendrés par celles-ci) ;
  - organise et est présent à la (aux) réunion(s) d'information ;
  - organise et est présent aux commissions techniques ;

- il réalise la synthèse des travaux de la commission technique et rédige le rapport d'analyse selon les modalités définies par le maître d'ouvrage, à savoir :
  - rappel de l'opération : site, bâti, programme, objectifs, procédures, indemnités et règlement de consultation,
  - présentation de chaque projet à partir des documents remis par les candidats,
  - analyse détaillée de chacun des projets et notamment l'analyse architecturale, urbanistique, fonctionnelle, technique, réglementaire, environnemental, phasage des travaux, économique, en accord avec les critères énoncés dans l'AAPC et le RPC.

- il assiste le maître d'ouvrage pour la réunion du jury de désignation du ou des lauréats, ou jury de 2ème phase :
  - finalise les tâches liées à la procédure (cf. site http : // www. iledefrance.fr/marches-publics) ;
  - s'assure de la présence des « experts » de la commission technique ;
  - assure une présentation orale de qualité de l'ensemble des travaux de la commission technique à l'attention du jury ;
  - rédige le procès-verbal du jury qu'il soumet pour approbation au maître d'ouvrage ;
  - rédige et envoie les courriers d'attribution et de rejets motivés

- il assiste le maître d'ouvrage pour la négociation du marché de maîtrise d'œuvre, transmet le rapport de la commission technique au lauréat, analyse les propositions de l'équipe lauréate (taux de complexité, taux de rémunération), rédige les comptes rendu de réunion de négociation ;

- il rédige le rapport destiné au contrôle de légalité puis notifie le marché et publie l'avis d'attribution ;

- le cas échéant, il règle les indemnités aux personnalités qualifiées membres du jury.

6.2.2 : Passation des autres marchés d'études

Aux différents stades des études, le mandataire engage les marchés nécessaires à l'opération et notamment ceux relatifs aux missions suivantes :
- études techniques nécessaires au travail de la commission technique ;
- contrôle technique (CT) ;
- coordination sécurité protection santé (CSPS) ;
- coordination système sécurité incendie (CSSI) le cas échéant ;

- ordonnancement et pilotage de chantier (OPC) le cas échéant ;

Il appartient au mandataire d'anticiper sur les interventions des différents prestataires et de lancer les marchés correspondants.

Il rédige les marchés et, après l'accord du maître d'ouvrage sur ces marchés, lance les consultations correspondantes dans les supports appropriés, selon les procédures réglementaires et celles propres au maître d'ouvrage. Dans ce cadre, il procède notamment à l'analyse des candidatures et des offres ; la soumet, pour approbation, au maître d'ouvrage (Cf. article 7.2 de la présente convention).

6.3 – De la notification du marché de maîtrise d'œuvre au lancement de l'AAPC travaux

6.3.1 : Suivi des études de maîtrise d'œuvre

En application de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1985, le mandataire est tenu de solliciter l'accord préalable du maître d'ouvrage sur les dossiers d'avant-projet.

Le mandataire s'assure de la transmission des dossiers APS, APD, PRO et DCE à l'ensemble des prestataires extérieurs missionnés pour émettre un avis notamment :

- CSPS
- Contrôleur technique
- CSSI
- AMO HQE
- Assistant câblage
- Autres

Il effectue la synthèse de ces avis et l'adresse avec un exemplaire du dossier APS, APD, PRO ou DCE au maître d'Ouvrage.

Il recueille et synthétise les avis du maître d'Ouvrage, notamment sur les thèmes suivants :

- programmation fonctionnelle et technique
- sécurité incendie
- qualité environnementale
- énergie
- Autres

Il organise autant que de besoin la ou les réunions nécessaires selon les problèmes soulevés, en collaboration avec l'ingénieur territorial chargé de l'opération.

A partir de ces éléments, il effectue un rapport de phase pour le soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage.

Ce rapport permet de suivre la traçabilité des avis sur l'ensemble des sujets techniques ainsi que sur l'évolution économique de l'opération par rapport au budget d'origine, en rappelant à chaque fois les décisions et estimations des phases antérieures.

La synthèse des documents à remettre à chaque phase au maître d'ouvrage (services opérationnels de la Région, lycées, outil de gestion du patrimoine) est présentée à l'annexe 5.

Après accord du maître d'ouvrage, le mandataire communique au maître d'œuvre la validation ou le refus du dossier, avec toutes les remarques justifiant la décision.

En phase de validation d'APD, le mandataire effectue un contrôle de la cohérence avec les objectifs et du programme initial, amandée le cas échéant, des remarques de la commission technique du jury de concours reprises lors des négociations avec l'équipe de maîtrise d'œuvre.
Dans ce cadre, il vérifie notamment le respect des éléments suivants : le maintien des objectifs, le respect de programme fonctionnel et environnemental, le respect des surfaces et des fiches techniques du programme. Il rend une note synthèse au maître d'ouvrage dans laquelle il fait des propositions de correction des éventuels écarts.

Le mandataire joint à son analyse du dossier APD le projet d'avenant au marché de maîtrise d'œuvre qui arrête l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre. Ce projet d'avenant est accompagné d'un rapport de présentation. Ce projet est, le cas échéant, soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante du maître d'ouvrage. Le mandataire notifie au maître d'œuvre l'avenant à son marché dans les plus courts délais.

6.3.2 : Permis de construire et autorisations administratives

Au cours de la phase APS ou APD, selon les spécificités de l'opération et en concertation avec le maître d'ouvrage, le mandataire prépare le permis de construire et toutes autres autorisations administratives.

Il compulse, en concertation avec le maître d'œuvre, les dossiers de demande de permis de construire et éventuellement de permis de démolir puis transmet à la signature du maître d'ouvrage ces demandes.

Il dépose ces dossiers auprès des services instructeurs et assure le suivi de leur instruction. Il organise, à cet effet, toutes les réunions nécessaires à l'obtention de ces permis.
Il transmet les arrêtés au maître d'œuvre et s'assure de leur prise en compte au cours de la phase projet de maîtrise d'œuvre.

Il établit toutes autres demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'ouvrage.

Il remet l'ensemble des demandes d'autorisation (permis de construire, permis de démolir, dossier Loi sur l'eau, Installations classées, etc) en y annexant les avis ou rapports d'instruction correspondants sous un fichier PDF unique regroupant les pièces scannées au service ressources techniques bâti et foncier de la Direction des grands projets.

6.4 – Du lancement de l'AAPC travaux à la notification des marchés de travaux

Le mandataire planifie la procédure de consultation des entreprises de travaux, selon le mode de passation et les procédures propres au maître d'ouvrage.

Dès la phase d'élaboration du DCE, il prépare l'ensemble du dossier marché et rédige l'AAPC. L'ensemble des documents sont soumis pour approbation au maître d'ouvrage.

A compter de l'envoi à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence, le mandataire transmet les DCE aux candidats qui en font la demande, assiste le maître d'ouvrage dans la préparation et lors des séances de la commission d'appel d'offres.

Il exerce le suivi de l'analyse réalisée par le maître d'œuvre et compulse le dossier final d'analyse.

Il assure la mise au point du ou des marchés de travaux.

Il prépare le dossier nécessaire à la transmission du dossier marché au contrôle de légalité. Il ne notifie le marché qu'après communication de l'accusé réception par la préfecture.

Il informe sans délai le maître d'ouvrage de la date de notification des marchés et lui transmet le marché et publie l'avis d'attribution.

6.5 – De la notification des marchés de travaux à la fin de la garantie de parfait achèvement

6.5.1 : Suivi de chantier

Le mandataire exerce toutes les charges de la maîtrise d'ouvrage pour le suivi de chantier.

Il participe à toutes les réunions de chantier en lieu et place du maître d'ouvrage.

Il s'assure de la bonne marche du chantier et de la bonne exécution des marchés par l'ensemble des prestataires intervenant sur le chantier.

Le mandataire est le garant d'un suivi rigoureux du montant des travaux et assure la maîtrise des dérives liées aux travaux modificatifs dans le respect de l'enveloppe de l'opération. Il tient à jour la liste complète des travaux modificatifs.

En cas de difficulté sur le chantier et notamment de défaillance d'une entreprise, il rend compte au maître d'ouvrage des solutions envisageables accompagnées d'une analyse de toutes les incidences juridiques, financières, techniques et calendaires.

Doit être soumise pour approbation préalable au maître d'ouvrage toute décision ayant pour effet de porter une modification sur le montant ou le calendrier des travaux, et notamment les documents suivants :
- actes spéciaux de désignation de sous-traitants en cours de travaux ;
- demandes d'avenants aux marchés et réclamations ;
- décision de poursuite des travaux au-delà de la masse initiale ;
- proposition de travaux modificatifs ;
- prolongation de délai ;
- affermissement d'une tranche conditionnelle ;
- mise en demeure.

6.5.2 : Réception de l'ouvrage

Après accord du maître d'ouvrage, la réception de l'ouvrage est prononcée par le mandataire selon les modalités prévues aux articles 41 et 42 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'Arrêté du 8 septembre 2009 (NOR: ECEM0916617A publié au JORF n°0227 du 1 octobre 2009).

Le mandataire assiste aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Après les opérations préalables à la réception, il organise une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participent le maître d'ouvrage, le mandataire, le maître d'œuvre, le contrôleur technique, le coordonnateur de sécurité et de santé. Cette visite donne lieu à l'établissement d'un compte-rendu qui reprend les observations présentées par le maître d'ouvrage et qu'il entend voir réglées avant d'accepter la réception.

Le mandataire reçoit la proposition de réception du maître d'œuvre qu'il transmet immédiatement au maître d'ouvrage avec son avis motivé. A l'appui de l'accord du maître d'ouvrage, le mandataire prononce ou non la réception, éventuellement assortie de réserves. Il notifie sa décision à ou aux entrepreneurs dans les délais prévus à l'article 41.3 du CCAG travaux.

La remise de l'ouvrage à la Région intervient à la date d'effet de la réception mentionnée dans la décision de réception. Elle transfère la garde et l'entretien de l'ouvrage correspondant à la Région.

Le mandataire suit les levées de réserves éventuelles et fait respecter les délais d'exécution précisés dans la décision de réception. La levée de réserves fait l'objet d'un procès-verbal notifié à l'entrepreneur, au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

6.5.3 : Garantie de parfait achèvement

Le mandataire est responsable du suivi des obligations dues au titre de la garantie de parfait achèvement.

Il propose au maître d'ouvrage une méthodologie de suivi du parfait achèvement de l'ouvrage. En particulier, il s'assure de la tenue d'un cahier mentionnant tous les désordres et dysfonctionnements avec l'émargement du maître d'œuvre après réparation.

Il propose l'organisation d'une visite de parfait achèvement avant la fin du délai de garantie.

Il veille à ne pas restituer la retenue de garantie tant que les obligations de l'entrepreneur, au titre des levées de réserves et au titre du parfait achèvement, ne sont pas exécutées.

Il apprécie la nécessité de prolongation du délai de parfait achèvement et soumet sa proposition de levée de réserves pour validation au maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'APPROBATION ET SUIVI DES MARCHÉS

7.1 : Conditions d'approbation des marchés par le maître d'ouvrage

Le/la président(e) de la Région, par délégation du conseil régional, est chargé(e), pour la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Les marchés nécessaires à la réalisation de la présente opération sont signés par le mandataire, par délégation du/de la président(e) de la Région Ile-de-France. Cette signature ne peut intervenir qu'une fois que le/la président(e) de la Région en a reçu l'habilitation expresse par le conseil régional.

Le mandataire rend compte à la plus proche réunion utile du conseil régional de l'exercice de cette compétence et en informe la commission permanente, dans le respect de la réglementation et conformément aux procédures régionales.

En application de l'article 3 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, cette signature doit être précédée de l'approbation préalable par le maître d'ouvrage du choix du maître d'œuvre et des entrepreneurs. Cette approbation intervient dans le respect des procédures régionales.

7.2 : Passation et exécution des marchés

Pour tous les marchés et accords-cadres dont il a la charge dans le cadre du présent mandat, le mandataire assure la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget. Il applique les procédures réglementaires et celles propres au maître d'ouvrage.

Le mandataire établit les cahiers des charges et rédige les avis d'appel public à concurrence. Après accord du maître d'ouvrage, il lance les consultations dans les supports appropriés et vérifie leur parution, il assure l'ensemble du suivi de la procédure de lancement, y compris par voie dématérialisée (notamment les réponses aux questions).

Le mandataire procède à l'ouverture et à l'analyse les candidatures et offres, il rédige le(s) rapport(s) d'analyse. Il mène, le cas échant, les négociations. Il s'assure que les offres sont compatibles avec le budget prévisionnel de l'opération. Il soumet le rapport d'analyse à l'accord du maître d'ouvrage pour validation selon les procédures régionales. Il inscrit et assure la présentation devant la commission d'appel d'offre du maître d'ouvrage le cas échéant. Le cas échant, il fait la mise au point des marchés.

Le mandataire rédige les courriers motivés de rejets et d'attribution, il répond aux éventuelles réclamations des candidats. Ces projets de courrier sont soumis au maître d'ouvrage pour approbation selon les procédures régionales. Il rédige le rapport destiné au contrôle de légalité qu'il transmet, le cas échéant, avec la totalité du dossier d'appel d'offre au Pôle achats, performance, commande publique, juridique (PAPCPJ) pour transmission en préfecture. Il signe et notifie les marchés, et en informe sans délai le maître d'ouvrage, puis il publie l'avis d'attribution et en vérifie la parution.

Le mandataire assure le suivi de la bonne exécution de la mission des différents prestataires et procède aux paiements des marchés qu'il a passé. Il veille à leur bonne et complète exécution avant de solder les paiements, à défaut le mandataire s'expose à supporter les frais complémentaires qui en résulteraient.

Le mandataire informe le maître d'ouvrage de toute difficulté rencontrée qui pourraient augmenter le coût de l'opération ou allonger sa durée d'exécution.

7.3 : Avenants aux marchés

Les avenants aux marchés ne peuvent en bouleverser l'économie, sauf en cas de sujétions techniques imprévues ne résultant pas du fait des parties au marché.

Ils sont, avant tout début d'exécution :
- négociés avec le titulaire du marché et signés par celui-ci ;
- le cas échéant, approuvés préalablement par la commission permanente du maître d'ouvrage qui autorise leur signature et/ou leur complément de crédit ;

- transmis par le maître d'ouvrage au service préfectoral chargé du contrôle de légalité pour les marchés et leur(s) avenant(s) supérieur(s) au seuil de l'article D2131-5-1 du CGCT ;
- signés et notifiés au titulaire du marché par le mandataire.

7.4 : Informations sur les marchés

Le mandataire transmet au maître d'ouvrage, dès notification, une copie du marché *(acte d'engagement, CCAP, les avenants, les actes de sous-traitance…).*

Il lui communique, de plus, le bilan de chaque marché dans le mois suivant le paiement du solde du marché. Ce bilan inclut le numéro du marché, son montant initial, les montants réglés, toutes justifications pour expliquer un écart éventuel entre les deux sommes et une appréciation sur les conditions d'exécution du marché.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

8.1 – Assurance du mandataire

Le mandataire devra, dans le mois qui suit la notification de la convention, fournir au maître d'ouvrage la justification :
- de l'assurance qu'il doit souscrire au titre de l'article L.241-2 du code des assurances, uniquement en cas d'immixtion technique du mandataire ;
- de l'assurance garantissant la totalité des conséquences pécuniaires des responsabilités qui lui incombent dans le cadre de son activité professionnelle à la suite de dommages corporels, immatériels, consécutifs ou non, survenus pendant l'exécution et après la réception des travaux causés aux tiers ou à ses cocontractants ».

8.2 – Police dommage ouvrage et tous risques chantier

La souscription des contrats d'assurances « Dommage Ouvrage » est soumise à l'accord préalable et express du maître d'ouvrage qui se prononce au vu des informations transmises par le mandataire portant notamment sur le montant de l'opération, sa complexité technique, les risques spécifiques identifiés, le nombre de macro lots et l'existence de locaux d'habitation.

Après accord du maître d'ouvrage, le mandataire souscrit pour le compte de la Région, maître d'ouvrage, les contrats d'assurances Dommage Ouvrage de l'opération qui lui est confiée et complète le dossier de l'assureur, en lui transmettant notamment toutes les informations lui permettant d'apprécier le risque assuré jusqu'au terme de la période de parfait achèvement.

Le mandataire signe les contrats. Il en transmet un double au maître d'ouvrage.

Dans le cadre de la garantie, il déclare et assure la gestion des sinistres survenus pendant la durée d'exécution et de parfait achèvement du chantier. Il en rend compte au maître d'ouvrage.

Le mandataire règle les primes dans les délais prévus aux contrats.

8.3 – Assurances des intervenants à la construction

- Responsabilité décennale

Sous peine d'engager sa propre responsabilité, le mandataire veille à la production par tous les intervenants (y compris les sous-traitants) des justificatifs de leur déclaration de l'opération auprès de leur assureur, avant la date d'ouverture du chantier, et d'une attestation d'assurance responsabilité civile décennale répondant aux exigences suivantes :
- être spécifique au chantier (indiquer l'adresse du chantier, le montant TTC des travaux, les délais) ;
- préciser les activités garanties.

Il tient à jour et à la disposition du maître d'ouvrage le registre des assurances en cours de validité durant toute la durée du chantier.

- Responsabilité civile pour tout dommage pendant le chantier et la période de parfait achèvement.

Le mandataire veillera à ce que les intervenants à l'opération (maître d'œuvre, bureau d'étude, entrepreneur, ingénieur-conseil, contrôleur technique, coordonnateurs de chantier et, d'une manière générale, tout autre intervenant participant directement à la réalisation de l'ouvrage) soient suffisamment assurés pour les conséquences pécuniaires de leur responsabilité recherchée en raison de dommages corporels, matériels et immatériels (consécutifs ou non) causés du fait du chantier, y compris pendant la période de parfait achèvement.

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'AVANCES DE FONDS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

9.1 – Conditions des avances de fonds versées au mandataire

Pour toutes les avances de fonds, le mandataire présente les demandes correspondant aux dépenses prévues pour trois mois de mission.

Le maître d'ouvrage procède au mandatement de l'avance de fonds demandée dans les délais réglementaires suivant la réception de la demande d'avance.

Le mandataire ne peut prélever sur les avances de fonds reçues sa rémunération qui lui est versée selon les modalités prévues à l'***article 3*** (prix et modalités de règlement) de la présente convention.

Dans le cas où le montant des dépenses prévues est inférieur au montant de la trésorerie disponible, il n'est pas procédé au mandatement de l'avance de fonds.

9.2 – Versement des avances de fonds

Lors de chaque demande d'avance de fonds, le mandataire adresse au maître d'ouvrage :

1 - le calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération ;
2 - Le budget prévisionnel de l'opération ;
3 - les annexes 2A (bilan de l'autorisation de programme) ; 2B (demande d'avance de fonds / rémunération), 2B bis (planning détaillé des dépenses prévisionnelles) et 2B ter (fiche navette : la liste des factures relatives aux dépenses de la dernière demande d'avance et le total des dépenses de l'opération) en format Excel. Les factures acquittées en 3 exemplaires.
4 - les pièces justificatives des paiements effectués depuis l'avance précédente : factures acquittées en 2 exemplaires.

9.3 – Rejet des demandes d'avances de fonds

Les demandes d'avances de fonds présentées par le mandataire au titre de l'opération objet de la présente convention seront systématiquement repoussées dans les cas ci-après constatés :

- absence de production des pièces décrites à l'***article 9.2*** (versement des avances de fonds) de la présente convention ;
- absence de production d'un bilan annuel par le mandataire dans les délais impartis et précisés à l'***article 11.2.2*** (bilan annuel) ;
- non réponse du mandataire dans un délai de trois mois aux observations adressées sous accusé de réception suite au contrôle d'un bilan annuel régulièrement déposé.

ARTICLE 10 : PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers résultant des disponibilités éventuelles sur les avances reçues par le mandataire sont versés sur le compte bancaire de la SAERP dédié aux opérations du Pôle lycées. Ils sont reversés annuellement à la Région.

Ils sont reversés annuellement à la Région accompagnés d'un extrait du relevé de compte bancaire sur lequel ils sont versés.

ARTICLE 11 : ÉVALUATION ET CONTRÔLES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage peut effectuer à tout moment les contrôles techniques, administratifs et comptables qu'il estime nécessaires. Pour ce faire, le mandataire laisse libre accès au maître d'ouvrage sur le chantier et lui communique les dossiers concernant l'opération.

11.1 – Evaluation

Dans le cadre de la démarche qualité du maître d'ouvrage, le mandataire est régulièrement évalué, notamment sur les critères suivants :

- Respect des dispositions du contrat de mandat et du budget de l'opération
- Maîtrise des délais
- Continuité du suivi
- Information du maître d'ouvrage ; les propositions de solutions et documents de synthèse ; les comptes rendus des réunions
- Qualité du suivi technique : préparation de l'analyse des phases et rapport de synthèse au niveau APS, APD, PRO, DCE ainsi qu'en phase de réalisation
- Présence et coordination sur le chantier
- Respect des procédures et des modèles documentaires (cf. : site http : // www. iledefrance.fr/marches-publics) ; la qualité des rapports d'analyse des candidatures et des offres

Les résultats sont enregistrés et communiqués au mandataire.

11.2 – Contrôle financier et comptable

11.2.1 : Comptabilité

Le mandataire tient une comptabilité distincte pour l'opération, objet de la présente convention, sur le compte bancaire de la SAERP dédié aux opérations du Pôle Lycées.

Le maître d'ouvrage peut vérifier à tout moment cette comptabilité en demandant au mandataire communication de toutes les pièces et marchés concernant l'opération.

En aucun cas, le mandataire ne peut utiliser les éventuels excédents de trésorerie pour financer des dépenses n'ayant pas de lien direct avec l'exécution de la présente convention.

11.2.2 : Bilan annuel

Avant le 15 mai de chaque année civile, le mandataire transmet au maître d'ouvrage :
- un certificat attestant l'état d'avancement de l'opération effectué au cours de l'exercice précédent, ainsi qu'une attestation du comptable certifiant l'exactitude des facturations et des paiements (cf. ***annexe 3***).
- un échéancier prévisionnel de l'opération faisant apparaître les dépenses pluriannuelles des crédits de paiements.

ARTICLE 12 : PÉNALITÉS ET FRAIS EXCLUS DU BUDGET D'OPÉRATION

Le maître d'ouvrage applique au mandataire des pénalités sur sa rémunération selon les modalités suivantes :

12.1 – Pénalités

- Respect du cadre calendaire de l'opération

En cas de dépassement d'un délai par phase tel que prévu à l'***annexe 1B***, le mandataire est passible d'une pénalité de cent euros (100 €) pour chaque jour de dépassement des délais fixés pour les « missions encadrées » énumérées à cette annexe.

- Maintien de la structure opérationnelle

En cas de défaillance d'un responsable d'opération et du non-respect des obligations décrites à l'***article 4*** de la présente convention, le mandataire est passible d'une pénalité de cent cinquante euros (150 €) par jour de retard dans les quinze jours suivant la réception d'une mise en demeure.

- Transmission des comptes rendus et synthèses

En cas de défaut de remise des comptes rendus ou des synthèses demandés par le maître d'ouvrage, le mandataire est passible d'une pénalité de cent euros (100 €) par jour de retard 15 jours après la mise en demeure.

- Ajournement ou réfaction de prix en cas de remises de dossiers incomplets

Dans le cas de production de rapport, compte-rendu, synthèse ou tout autre dossier incomplet, en quantité et/ou en qualité, mais nécessitant des compléments, améliorations ou mises au point, le maître d'ouvrage peut en prononcer l'ajournement.
Si les documents produits ne sont que partiellement exploitables, le maître d'ouvrage peut décider d'une réfaction déterminée en rapport avec le travail accompli et exploitable. La décision d'ajournement ou de réfaction, qui s'exprime en un montant forfaitaire HT, sont notifiées au mandataire.

- Pénalité pour absence aux rendez-vous ou réunions

Pour toute absence non excusée à un rendez-vous ou une réunion auquel il aurait été dûment convoqué par le maître d'ouvrage, le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire de deux cents euros (200 €). Elle est défalquée de l'acompte correspondant à phase en relation avec le rendez-vous ou la réunion manqué.

- Présence aux réunions de chantier

En cas d'absence du mandataire à une des réunions de chantier, celui-ci est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de quatre cents euros (400 €) par absence.

- Transmission des pièces pour les demandes d'avances

En cas de non remise des documents prévus à l'***article 9.2*** (versement des avances de fonds), le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euros (100 €) par jour de retard, quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

- Bilan financier annuel

En cas de retard dans la remise du bilan annuel par rapport au délai fixé à l'***article 11.2.2*** (bilan annuel), le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de huit cents euros (800 €) par mois de retard.

- Transmission des documents visés à l'annexe 4

En cas de non remise des documents prévus à l'***annexe 4*** le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euros (100 €) par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

- Transmission des pièces pour ester en justice et des pièces nécessaires à la gestion des précontentieux et contentieux

En cas de non remise des documents et informations prévus à l'***article 13*** (capacité d'ester en justice) et de l'***article 6.6***, le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de deux cents euros (200 €) par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

- Transmission du DOE vérifié

En cas de remise d'un DOE incomplet résultant d'une absence de vérification et de diligence de sa part, le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euro (100 €) par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir la preuve de sa diligence.

- Transmission des pièces du quitus

En cas de non remise des documents prévus à l'***article 15*** (délivrance du quitus), le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euros (100 €) par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

Cas d'exonération des pénalités :

Pour le décompte des retards éventuels, ne pourront conduire à pénalité :

- les retards occasionnés par le défaut de réponse ou de décision du maître d'ouvrage dans les délais fixés par la présente convention ;

- les éventuels retards d'obtention d'autorisations administratives dès lors que le mandataire établit avoir fait diligence ;

- les conséquences de mise en redressement ou liquidation judiciaire de titulaires de marchés passés par le mandataire ;

- les journées d'intempérie au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ayant entraîné un arrêt de travail sur le chantier,

- les cas de force majeure : tous les événements exceptionnels non imputables au mandataire et n'ayant pu ni être prévus, ni empêchés par lui et le mettant dans l'impossibilité absolue de remplir ses engagements.

12.2 – Frais exclus du budget d'opération

- Charge des intérêts moratoires

Dans le cas où, du fait du mandataire, les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération ont droit à intérêts moratoires pour retard de paiement, le paiement des intérêts moratoires n'est pas prélevé sur le budget alloué à l'opération et est supporté par le seul mandataire.

- Charge des frais financiers

Tous les frais financiers, notamment les frais bancaires, sont à la charge du mandataire.

ARTICLE 13 : CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE

Le maître d'ouvrage dispose seul de la capacité d'ester en justice devant les juridictions compétentes pour préserver et défendre les intérêts de la Région.

Toutefois, il appartient au mandataire, en sa qualité de représentant du maître d'ouvrage auprès des différents intervenants à l'acte de construire d'une part, et des tiers d'autre part, de signaler dans les plus brefs délais au maître d'ouvrage tout incident qui, perturbant le bon déroulement de l'opération, serait à ce titre susceptible de donner lieu à une saisine du juge et ce, à quelque stade que ce soit.

A cette fin, le mandataire saisira le pôle opérationnelle en charge de l'opération et le pôle achats, performance, commande publique, juridique (PAPCPJ) de la Région et transmettra dans les meilleurs délais à compter de la survenance des faits ou de la réception de la réclamation :

- le cas échéant, la réclamation et les pièces du demandeur ;
- un bref résumé de la situation indiquant le contexte, les points litigieux, les différents intervenants et/ou personnes concernés ;

Par ailleurs, afin de permettre au maître d'ouvrage de diligenter en temps utile le référé préventif dans le cadre de l'article R.532-1 du code de justice administrative, le mandataire transmettra, 4 mois avant le début des travaux, les éléments suivants au PAPCPJ :

- un bref résumé de l'opération indiquant le contexte et les différents intervenants ;
- une copie des documents suivants :
  - permis de construire,
  - permis de démolir (si besoin),
  - plan masse,
  - plan d'implantation,
  - relevés des propriétaires et concessionnaires de voiries (avec adresses des propriétaires concernés),

- toutes pièces complémentaires utiles compte tenu du contexte de l'opération.

Pendant toute la durée de la procédure diligentée par le maître d'ouvrage, le mandataire est tenu, en sa qualité de représentant du maître d'ouvrage, à se rendre disponible pour assister le maître d'ouvrage ou le représenter à toutes les réunions qui pourront être organisées pour l'instruction de cette procédure, notamment sur le site.

Le mandataire pourra, à titre dérogatoire, saisir le juge des référés, en cas d'urgence, dans l'intérêt de toutes les parties et pour la conservation des éléments de preuve susceptibles de disparaître se rapportant à des faits susceptibles de donner lieu à un litige devant une juridiction, afin qu'il soit ordonné un constat en application de l'article R.531-1 du code de justice administrative.

Dans ce cas, il devra saisir le maître d'ouvrage préalablement au lancement d'une telle action selon la procédure suivante :

- saisine du maître d'ouvrage dès la survenance des faits ;
- avis du maître d'ouvrage (chargé d'opération) sur les aspects techniques au plus tard dans les 24 heures ;
- transmission du dossier au PAPCPJ dans les 24 heures à compter de la réception du visa du chargé d'opération, pour accord sur l'engagement de l'action par le mandataire ;
- transmission du projet de requête au PAPCPJ pour avis dans les 24 heures à compter de l'accord de cette dernière sur la procédure à engager.

ARTICLE 14 : DISPOSITIONS DIVERSES

14.1 - Propriété des études

Le maître d'ouvrage est seul propriétaire des études réalisées par le mandataire à l'occasion de sa mission.

Le mandataire s'engage à ne pas publier ou divulguer, de quelque façon que ce soit, les informations appartenant à la Région dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention et ce, tant que ces informations ne sont pas du domaine public.

Toute publication ou communication d'informations relatives aux études pendant la durée de la convention et les 6 mois qui suivent son expiration est soumise à l'accord écrit du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage peut demander la suppression ou la modification de certaines informations dont la divulgation serait de nature à porter préjudice à l'exploitation, dans de bonnes conditions, des résultats desdites études. De telles suppressions ou modifications ne peuvent porter atteinte à la valeur technique de la publication.

Le maître d'ouvrage fait connaître ses demandes dans un délai de deux mois à compter de la réception du projet. Passé ce délai, son accord est réputé acquis.

14.2 - Dispositions fiscales

Dans le cadre de sa mission, le mandataire fait son affaire des règlements de tous les impôts et taxes relatifs à la réalisation de l'opération.

ARTICLE 15 : ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du mandataire prend fin lorsque le quitus lui est délivré par le maître d'ouvrage ou lorsque la présente convention est résiliée dans les conditions ci-dessous définies à l'article 17.

Pour la délivrance du quitus, le mandataire doit avoir procédé à l'exécution complète de ses missions, soit après réalisation de toutes les étapes suivantes :

- expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- fin d'exécution des marchés et informations sur leur exécution : cf. : ***art.7.4 de la présente convention.***

Lorsque les conditions visées ci-dessus sont remplies, le mandataire transmet au maître d'ouvrage, à son initiative ou à la demande de celui-ci, les documents suivants :

- Le bilan financier de l'opération valant bilan de fin de mission : cf. : ***annexe 2C***

Ce bilan comporte le détail complet des dépenses et recettes réalisées, visé par le comptable du mandataire ;

- Les pièces justificatives des comptes non encore fournies (toutes les factures originales, relevés de compte pour les produits financiers) ;

- Un compte-rendu synthétique du déroulement de l'opération par le mandataire avec son analyse, en particulier du respect ou non du calendrier et du coût de l'opération ;

- Le dossier de fin d'opération visé en ***annexe 6*** : dossier complet classé suivant le plan d'archivage de la Région comportant tous les documents, dont les originaux. La liste des documents de l'***annexe 6*** peut être unilatéralement modifiée par le maître d'ouvrage, notamment pour tenir compte de l'évolution de la réglementation.

Le maître d'ouvrage vérifie le bilan financier de l'opération et demande éventuellement des justifications complémentaires au mandataire.

Lorsque le bilan financier, rapproché du dernier bilan annuel reçu et de toutes les pièces justificatives, permet un arrêté des comptes, le maître d'ouvrage émet les éventuels titres de recettes correspondant à la trésorerie de l'opération, au trop perçu de rémunération et/ou aux produits financiers.

Après recouvrement des titres de recettes, le maître d'ouvrage notifie le quitus au mandataire et lui verse, le cas échéant, le solde de sa rémunération.

Après délivrance du quitus par le maître d'ouvrage, la responsabilité du mandataire ne peut plus être recherchée sauf en cas de dol, de manœuvres frauduleuses ou en cas de caractère incomplet du dossier susvisé.

Si à la date du quitus, il subsiste des litiges entre le mandataire et les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération, le mandataire est tenu de remettre au maître d'ouvrage tous les éléments en sa possession pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

Le maître d'ouvrage peut refuser de délivrer le quitus pour le cas où à la date du quitus, il subsiste encore des litiges avec les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération.

Si le maître d'ouvrage accepte de délivrer le quitus bien qu'il subsiste encore des litiges liés à l'opération alors le mandataire est tenu de remettre au maître d'ouvrage tous les éléments utiles pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

ARTICLE 16 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ

16.1- Interdiction du travail dissimulé par dissimulation d'activité ou par dissimulation d'emploi salarié – dénonciation – injonction

Sauf travaux d'urgence dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents ou organiser des mesures de sauvetage, la SAERP s'engage à ne pas recourir à du personnel non déclaré. Tout flagrant délit de recours à l'une ou l'autre des formes de travail dissimulé ci-dessus mentionnée donnera lieu à la transmission des éléments de fait ou de droit susceptibles de contribuer à l'exécution des missions dévolues aux agents chargés de la vérification de la situation régulière de l'emploi dans l'entreprise.

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 8222-6, et de l'article R. 8222-3 du Code du travail, et sans préjudice des dispositions figurant à l'article 16.2 ci-dessous, le pouvoir adjudicateur, saisi d'une demande en ce sens par un agent chargé du contrôle de la situation régulière de la société, enjoint cette dernière, par lettre recommandée avec avis de réception, de se conformer à ses obligations.
La SAERP, en réponse à cette injonction, transmet au pouvoir adjudicateur tout élément susceptible de prouver la régularité ou la régularisation de la situation de l'emploi dans la société, dans un délai de 15 jours.

16.2- Pénalités en cas de faits avérés de travail dissimulé par dissimulation d'activité et travail dissimulé par dissimulation d'emploi salarié.

A défaut de correction des irrégularités signalées, le pouvoir adjudicateur en informe l'agent auteur du signalement et appliquera les pénalités suivantes de 10.000 €.

En cas de manquement répété établi par les services chargés de la vérification de la régularité de l'emploi dans l'entreprise, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.

ARTICLE 17 : RÉSILIATIONS

Dans tous les cas visés ci-dessous, la résiliation prend effet 1 (un) mois après notification de la décision de résiliation.

Il est alors procédé à un constat contradictoire des prestations effectuées par le mandataire et des travaux réalisés. Ce constat donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal qui sert de base à la liquidation des comptes.

La date de ce procès-verbal constitue le point de départ du délai de six mois dans lequel le mandataire remet le bilan financier de l'opération et l'ensemble des documents visés en ***annexe 6***.

17.1- Défaillance du mandataire

Dans le cas de carence avérée du mandataire dans l'accomplissement de sa mission et après mise en demeure infructueuse, le maître d'ouvrage peut résilier la présente convention sans indemnité pour le mandataire qui subit en outre une réfaction égale à 10 % de la part de rémunération restant due au regard des prestations déjà exécutées.

Dans l'hypothèse de l'absence de mouvements constatés pendant deux exercices consécutifs à la production d'un bilan annuel, à défaut de la production d'un bilan financier de fin de mission, il sera considéré que l'opération objet de la présente convention est terminée.

S'il y a lieu, après interrogation par lettre recommandée restée sans réponse, un titre de recettes sera émis à l'encontre du mandataire de la différence constatée entre le montant total des avances qui lui ont été consenties et le cumul des justificatifs comptables en possession du maître d'ouvrage.

17.2 – Résiliation du fait du maître d'ouvrage

Dans le cas où le maître d'ouvrage renonce à la poursuite de l'opération telle que définie en ***annexe 1A***, ou en cas de modification substantielle du programme de nature à en bouleverser l'objet et l'économie, le maître d'ouvrage notifie au mandataire la résiliation de la présente convention.

Dans cette hypothèse, le mandataire a droit à la rémunération des prestations qu'il a exécutées ainsi que 5% en cas de résiliation des rémunérations restant dues après remise du bilan financier de l'opération et de l'ensemble des documents visés à l'***annexe 4***.

17.3 – Non obtention des autorisations administratives

Dans le cas de non-obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute du mandataire, la résiliation peut intervenir sur l'initiative de l'une ou l'autre des parties. Dans ce cas, il perçoit la rémunération des prestations qu'il a exécutées.

Les éventuelles indemnités dues aux titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération sont, dans les cas exposés aux ***articles 17.2*** (résiliation du fait du maître d'ouvrage) ***et 17.3*** (non obtention des autorisations administratives) qui précèdent, à la charge du maître d'ouvrage.

Fait en 1 exemplaire original

Le
Pour la SAERP

Le
Pour la Région d'Ile-de-France

La Directrice générale	**La Présidente du Conseil Régional**
Madame Isabelle BONNAUD-JOUIN	**Madame Valérie PÉCRESSE**

(*signature et cachet*)

<u>NOTIFICATION DE LA CONVENTION</u> :

Reçu NOTIFICATION de la convention le : ……

Reçu l'avis de réception postal de la NOTIFICATION de la convention le : ……

_____

Le titulaire :

ANNEXE 1A

CONVENTION DE MANDAT N°

PROGRAMME DE L'OPÉRATION

ANNEXE 1B

CONVENTION DE MANDAT N°

CADRE CALENDAIRE DE L'OPÉRATION

La mission du mandataire est divisée en sept phases :

Phase 1 : De la notification de la convention de mandat à la validation de l'AAPC de maîtrise d'œuvre
Phase 2 : De la validation de l'AAPC de maîtrise d'œuvre par le maître d'ouvrage à la notification du marché de maîtrise d'œuvre
Phase 3 : De la notification du marché de maîtrise d'œuvre à la notification de l'avenant APD
Phase 4 : De la notification de l'avenant APD au lancement de l'AAPC travaux
Phase 5 : Du lancement de l'AAPC travaux à la notification des marchés de travaux
Phase 6 : De la notification des marchés de travaux à la réception des travaux
Phase 7 : De la réception des travaux au quitus

Délais par phases : comptabilisés en mois calendaires

Délais par missions encadrées : en jours ouvrables :
M = délai maximum
m = délai minimum

Phases concernées	**Délai global par phase**	**Missions encadrées**	**Délai des missions encadrées à respecter**
Phase 1 De la notification de la convention de mandat à la validation de l'AAPC de maîtrise d'œuvre	mois	- remise du dossier par le maître d'ouvrage / remise d'une proposition de diagnostics (liste, évaluation, procédure, calendrier, AAPC)	15 jours M
		1) Diagnostics hors CAO validation propositions de diagnostics / remise des cahiers des charges diagnostics	15 jours M
		- accord du maître d'ouvrage sur le cahier des charges du diagnostic / lancement de la consultation	3 jours M
		- lancement de la consultation / remise du rapport d'analyse des offres	25 jours M
		- validation du rapport d'analyse pour le choix des prestataires à retenir / notification des marchés	12 jours M
		OU	
		2) Diagnostics avec CAO validation propositions de diagnostics / remise des cahiers des charges diagnostics	15 jours M
		- accord de l'UL sur le cahier des charges du diagnostic / envoi de l'AAPC pour validation au PAPCPJ	3 jours M
		- validation de l'AAPC par le PAPCPJ / lancement de la consultation	3 jours M
		- lancement de la consultation / remise du rapport d'analyse des offres	25 jours M
		- transmission du PV de CAO / notification des marchés	12 jours M

Phase 2 De la validation de l'AAPC de maîtrise d'œuvre par le maître d'ouvrage à la notification du marché de maîtrise d'œuvre	mois	- validation de l'AAPC de maîtrise d'œuvre par l'UL / passage en CAO - passage en CAO / lancement de la consultation - date de notification de la réception des plis / remise du projet de rapport d'analyse des candidatures	8 jours m 3 jours M 30 jours M
		- remise du projet provisoire de rapport d'analyse des candidatures / jury de 1ère phase	19 jours m y compris délai du dépôt
		- dépôt du rapport validé en 35 exemplaires / jury 1ère phase prévu au calendrier	13 jours m
		- transmission arrêté de jury de 1ère phase / remise du DCC au concepteur	12 jours M
		- date remise des projets (panneaux) / 1ère commission technique	5 jours M
		- remise du projet provisoire de rapport de synthèse / jury de 2ère phase	17 jours m
		- remise du rapport validé en 35 exemplaires / 2ème phase du jury	13 jours m
		- transmission du PV du jury d'attribution / négociations et mise au point du marché - validation de la mise au point du marché / transmission du marché de maîtrise d'œuvre au PAPCPJ pour le contrôle de légalité	10 jours M 5 jours M
		- réception de l'AR préfecture / notification du marché de maîtrise d'œuvre	3 jours M
Phase 3 De la notification du marché de maîtrise d'œuvre à la notification de l'avenant APD	mois (*)	- réception de l'APD / transmission de l'analyse et du rapport de synthèse sur l'APD pour l'avenant APD	25 jours M
		- notification de la délibération / envoi de l'avenant pour contrôle de légalité	5 jours M
		- réception AR préfecture / notification avenant	3 jours M
Phase 4 De la notification de l'avenant APD au lancement de l'AAPC travaux	mois (*)	- réception du projet et DCE / analyse et transmission des documents formalisés à la UL	20 jours M
		- validation du DCE par la UL / transmission de l'AAPC au PAPCPJ	5 jours M
		- validation de l'AAPC par le PAPCPJ / envoi de l'AAPC aux publications	3 jours M

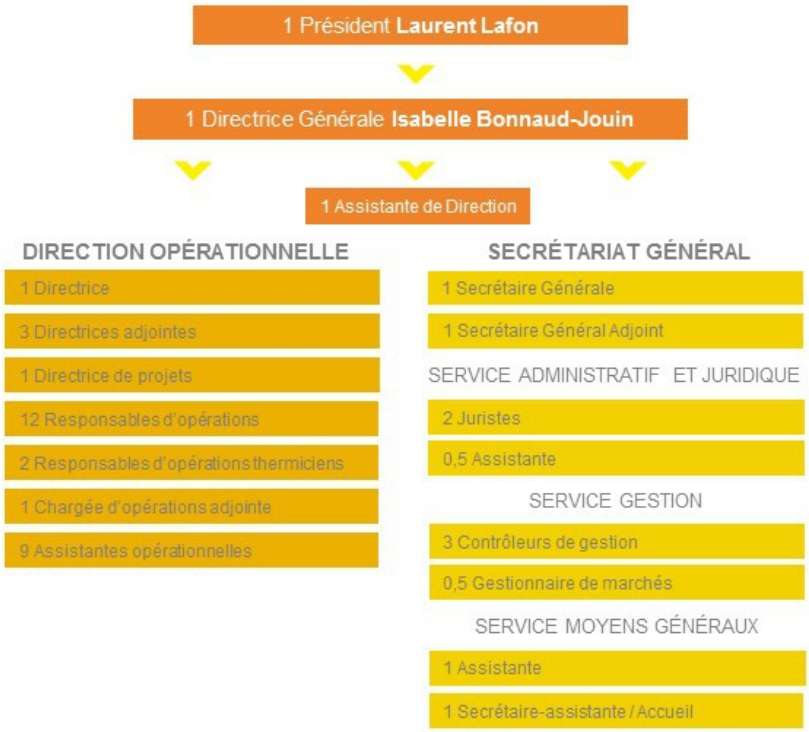
Phase 5 Du lancement de l'AAPC travaux à la notification des marchés de travaux	mois	- transmission du PV de CAO d'ouverture / transmission du RAO (entreprise générale) OU - transmission du PV de CAO d'ouverture / transmission du RAO (lots séparés)	30 jours 40 jours
		- transmission du PV de CAO d'attribution ou de la délibération d'autorisation à signer le(s) marché(s) / transmission du(des) marché(s) au PAPCPJ pour le contrôle de légalité	15 jours M
		- réception de l'AR préfecture / notification marché	5 jours M
Phase 6 De la notification des marchés de travaux à la réception des travaux	mois	En cas d'avenant : - réception proposition d'avenant(s) par le maître d'œuvre / analyse et transmission d'une proposition d'avenant au maître d'ouvrage	10 jours M
		- notification de la délibération / envoi de l'avenant au PAPCPJ pour le contrôle de légalité	5 jours M
		- réception de l'AR préfecture / notification avenant	3 jours M
Phase 7 De la réception des travaux au quitus	mois	- parfait achèvement / transmission de l'ensemble des éléments relatifs au quitus d'opération	3 mois M

(*) ***hors avenant de maîtrise d'œuvre supplémentaire***

ANNEXE 1C

CONVENTION DE MANDAT N°

STRUCTURE ET ORGANISATION
MISES EN PLACE PAR LE MANDATAIRE



ANNEXE 2A

CONVENTION DE MANDAT N°

BILAN DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME

La commission permanente du conseil régional d'Ile de France a décidé pour cette opération l'affectation des autorisations de programme suivantes :

DELIBERATIONS	**AP votées**	**CP mandatées**			**AP disponibles**
		Rémunération	Avance	Total	
CP n° du ……	€	€	€	€	€
CP n° du ……	€	€	€	€	€
TOTAL					

La Région d'Ile de France s'engage à assurer la couverture en crédits de paiement d'un montant de :

CREDITS DEMANDES
AVANCE / RÉMUNERATION
€

Le mandataire en la personne de la _____ s'engage à réaliser le présent programme suivant les clauses contractuelles de la convention de mandat.

Le **Le**

Pour la présidente
du conseil régional d'Ile-de-France

Pour le mandataire

ANNEXE 2B

CONVENTION DE MANDAT N°

DEMANDE D'AVANCE DE FONDS ET /OU DE REMUNERATION N°

	AVANCES	Montants
1	Cumul des autorisations de programme votées	
2	Cumul des avances de fonds reçues (hors rémunération)	
3	Paiements effectués (hors rémunération)	
4	Trésorerie disponible (4 = 2 – 3)	
5	Dépenses prévisionnelles pour 3 mois (hors rémunération) **(détail à préciser en annexe 2 B bis)**	
6	Avance demandée (6 = 5 – 4)	
7	**Avance arrondie à**	

	REMUNERATION	Montants
1	Cumul des autorisations de programme votées	
2	Rémunération totale prévisionnelle	
3	Cumul des rémunérations déjà versées	
4	Montant de la présente demande de rémunération	
5	Pour mémoire, paiements justifiés à la date de la demande	

Le (Cachet et signature du mandataire)	***Cadre réservé aux services de la Région*** Pour la Présidente du Conseil régional Certifié le service fait, arrêté et liquidé à la somme de Imputation budgétaire : N° engagement : N° pré mandat : Le

ANNEXE 2B bis

PLANNING PRÉVISIONNEL DÉTAILLÉ DES DÉPENSES :

Désignation lignes budgétaires en euros TTC	*Cumul des dépenses antérieures*	*Année N*				*N+1*	*N+2*	*N+3*
		Mois 1	*Mois 2*	*Mois 3*	*Total année N*			
Sous-total dépenses								

Le

(Cachet et signature du mandataire)

ANNEXE 2B ter

FICHE NAVETTE

Décompte des paiements effectués par le mandataire

CONVENTION DE MANDAT N°

CUMUL ANTERIEUR	MONTANT TTC	Rémunération	TOTAL	OBSERVATIONS
			-	Lycée XXX à XXXXXX

DATE	OBJET	FOURNISSEURS	N° FACTURE	MONTANT EUROS	Rémunération en EUROS	OBSERVATIONS

	MONTANT TTC	Rémunération	TOTAL
TOTAL GENERAL			

" Le mandataire certifie que les dépenses au titre de la présente demande ont bien été effectuées pour le compte et à la demande du Conseil Régional d'Ile de France et qu'elles ne donnent pas lieu par ailleurs à récupération de la TVA."

Le :

Cachet et signature du mandataire :

ANNEXE 2C

CONVENTION DE MANDAT N°

BILAN FINANCIER D'OPERATION VALANT BILAN DE FIN DE MISSION

Fiche récapitulative

AP AFFECTEES			MONTANTS TTC
CP n°	DU	AP affectée n°	
CP n°	DU	AP affectée n°	
TOTAL DES AP AFFECTEES			0,00 €
RELIQUAT D'AP			0,00 €
AP A DESAFFECTER (reliquat d'AP - rémunération due au quitus)			**#VALEUR!**

AVANCES DE FONDS AU TITRE DES TRAVAUX		MONTANTS TTC
N°1	DU	
N°2	DU	
N°3	DU	
N°4	DU	
N°5	DU	
N°6	DU	
N°7	DU	
N°8	DU	
N°9	DU	
N°10	DU	
N°11	DU	
N°12	DU	
N°13	DU	
N°14	DU	
N°15	DU	
TOTAL DES AVANCES DE FONDS (1)		**- €**

CUMUL DES PAIEMENTS TTC EFFECTUES PAR LE MANDATAIRE AU TITRE DES TRAVAUX	
CUMUL DES ENGAGEMENTS TTC PRIS PAR LE MANDATAIRE AU TITRE DES TRAVAUX (2)	
TRÉSORERIE SUR AVANCES DE FONDS (1-2)	**- €**

ACOMPTES VERSES PAR LA REGION AU TITRE DE LA REMUNERATION DU MANDATAIRE			MONTANTS TTC
N° Facture	PHASES	DATE	
F1	Validation du DCC		- €
F2	Notification du marché de maîtyrise d'œuvre		
F3	Validation de l'APS		
F4	Notification de l'avenant au marché de Maîtrise		
F5	lancement de l'AAPC travaux		
F6	Notification du marché de travaux		
F7	Direction de l'exécution des travaux		
F8	Direction de l'exécution des travaux		
F9	Direction de l'exécution des travaux		
F10	Direction de l'exécution des travaux		
F11	Direction de l'exécution des travaux		
F12	Levée des réserves		
TOTAL DES ACOMPTES VERSES (3)			**- €**

REMUNERATION TTC DUE AU MANDATAIRE AJUSTEE SUR LES DEPENSES EFFECTUEES (4)			[(A*B)+TVA(A*B)]+C
Taux (A) :	%	Montant réel des travaux (B) : 0,00 €	**#VALEUR!**
Forfait pour désignation du MOE TTC (C) :			
TROP PERCU EN REMUNERATION (3-4)			#VALEUR!
REMUNERATION DUE A LA DELIVRANCE DU QUITUS (4-3)			#VALEUR!

PRODUITS FINANCIERS	MONTANTS TTC
CUMUL PRODUIT FINANCIERS (5)	
PRODUITS FINANCIERS DEJA VERSES (6)	
SOLDE DES PRODUITS FINANCIERS A VERSER (5-6)	**- €**

TITRES DE RECETTES A EMETTRE PAR LA REGION	MONTANTS TTC
TRESORERIE SUR AVANCES DE FONDS AU TITRE DES TRAVAUX	- €
TROP PERCU EN REMUNERATION	#VALEUR!
SOLDE DES PRODUITS FINANCIERS A VERSER	0,00 €
TOTAL DES TITRES DE RECETTES	**#VALEUR!**

ANNEXE 3

CONVENTION DE MANDAT N°

BILAN FINANCIER ANNUEL

Mandataire :

Date de mise à jour :

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	Observa-tions
Cumul avances reçues avant 201_	Cumul avances reçues en 201_	Cumul des avances versées (1 + 2)	Paiements effectués hors rémunération avant 201_	Paiements effectués hors rémunération en 201_	Cumul des paiements hors rémunération (4 + 5)	Ecart entre avances et paiements (3 - 6)	Cumul rémunération reçue avant 201_	Cumul rémunération reçue en 201_	Total des rémunérations versées (8 + 9)	Total général des versements (3 + 10)	Cumul produits financiers avant 201_	Cumul produits financiers en 201_	Total produits financiers (12+ 13)	

"Le comptable atteste être en possession de toutes les pièces justificatives et de paiement et certifie l'exactitude des paiements indiqués pour l'année 201_."

" Le mandataire certifie que les dépenses au titre de l'année 201- ont bien été effectuées pour le compte et à la demande du Conseil Régional d'Ile de France et qu'elles ne donnent pas lieu par ailleurs à récupération de la TVA."

Le :

Cachet et signature du mandataire :

Le :

C*achet et signature du comptable :*

BILAN FINANCIER

Liste des dépenses

ANNEXE 3 page 2 sur 2

POSTE DE DEPENSE	NOM DU TITULAIRE	MONTANT DU MARCHE INITIAL EN € HT	MONTANT DE L'AVENANT N°1 *	MONTANT DE LA REVISION EN € HT	CUMUL DES REGLEMENTS EN € HT	MONTANT DE LA TVA ACQUITTEE	CUMUL DES REGLEMENTS EN € TTC	EXERCICE BUDGETAIRE
ETUDES							0,00	
Total études spéciales et complémentaires :							0,00	
Etude topographique - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Etude de sol - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Etude de sol complémentaire - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Total diagnostics techniques :							0,00	
Diagnostic : amiante - marché n°								
Facture n°								
Facture n°								
Diagnostic : plomb - marché n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total indemnités de concours							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de maîtrise d'œuvre - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de contrôle technique - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de coordination SPS - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de coordination SSI - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché OPC							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
TRAVAUX							0,00	
Total marché(s) de travaux - marché n°							0,00	
Marché de travaux lot n°1 - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Marché de travaux lot n°2 - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Marché de travaux lot n°3 - marché n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Total frais de concessionnaires							0,00	
Concessionnaire : ...							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Concessionnaire : ...							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Concessionnaire : ...							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
ASSURANCES							0,00	
Total Assurance construction							0,00	
Assurance : TRC - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Assurance : DO - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
DIVERS							0,00	
Total frais de reprographie							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total frais de publications							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total référé préventif							0,00	
Facture n°								
MANDATAIRE							0,00	
Total honoraires ** - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
TOTAL							0,00	

LEGENDE :

* Ajouter autant de colonnes qu'il y a eu d'avenants

** Rémunération totale et finale du mandataire intégrant la facture du quitus

VISA DU COMPTABLE :

ANNEXE 4

CONVENTION DE MANDAT N°

CHARTE GRAPHIQUE

Cahier des charges pour la réalisation de plans numériques

1. PRESENTATION

La Région Ile-de-France qui assure la Maîtrise d'Ouvrage de 470 Lycées, souhaite optimiser la gestion de ce patrimoine. Pour ce faire, elle met en place d'un dispositif informatique pour l'établissement, la tenue à jour et l'exploitation d'une base de connaissance exhaustive des terrains et bâtiments.

Ce projet suppose que les plans des établissements, soient livrés sous forme informatique, respectant les prescriptions de la charte graphique définie par la Région Ile-de-France.

Un tel dispositif ne peut par ailleurs fonctionner que si les informations données par les plans sont fiables, et la traduction exacte de la réalité, aussi une attention toute particulière sera apportée à la qualité des D.O.E.

2. PRINCIPE D'APPLICATION

Il a été choisi d'imposer les prescriptions de la Charte Graphique dans le cadre des marchés et éléments de mission suivants :

Géomètres :

Les commandes de relevés de terrains et bâtiments devront prendre en compte la Charte Graphique.

MAÎTRISE D'ŒUVRE :

Compte tenu de la durée d'une opération les plans de P.C. et D.C.E. seront structurés selon les prescriptions de la charte graphique et livrés sous forme informatique à la Région Ile de France, y compris en cours d'opération.
En amont (esquisse, A.P.S…) l'application de la charte est recommandée.

Maîtrise d'œuvre et entreprises :

Nous souhaitons renforcer l'exigence de qualité concernant les D.O.E. livrés en fin d'opération.
Ces D.O.E. devront impérativement refléter la réalité du bâtiment réceptionné et être formalisés selon les prescriptions de la charte graphique.
L'ensemble des pièces constituant les DOE seront réunies et organisées sur un support informatique (CD Rom) et livrés à la Région Ile-de-France :

- Tableaux Excel (liste des documents, notices…),
- Fichiers Autocad pour les plans et schémas,
- Documents WORD ou fichiers TIF de documents Scannés pour les notices.

Cette contrainte sera insérée, soit comme un article spécifique, soit venir compléter un article existant sur les "documents à fournir", des CCTP des marchés concernés, la Charte Graphique venant en annexe à ces CCTP.

3. CONTROLE

Le respect de ces prescriptions sera contrôlé par le mandataire.
Le mandataire transmettra copie des CD-Roms contenant les documents, après contrôle, pour avis à la Région Ile-de-France, au service connaissance du patrimoine de la Direction de la programmation pédagogique et patrimoniale.

Afin de faciliter l'application de ces prescriptions, il est souhaitable d'encourager les titulaires de marchés concernés à prendre contact en amont de l'exécution de leur mission avec le correspondant de la Région pour une assistance à l'application de la charte et pour des contrôles intermédiaires avant finalisation des dossiers

Concernant la Charte Graphique le contact à la Région Ile de France est :

DGP - Service ressources techniques bâti et foncier
Tél : 01.53.85.59.14 B : 125
connaissance.patrimoine@iledefrance.fr

La CHARTE GRAPHIQUE Version 1.5.1 de janvier 2009 se compose des 2 éléments suivants, assemblés dans un dossier *CHARTE GRAPHIQUE + ANNEXES V1.5.1*, à transmettre systématiquement :

- Document *CHARTE GRAPHIQUE - version 1.5.1* janvier 2009
- Les annexes contenant les fichiers prototypes *ANNEXES-PROTO CHG V1.5.1*

4. STRUCTURATION DES FICHIERS DU DCC

Afin de pouvoir être intégrés dans la GEDT (Gestion Electronique des Données Techniques), les fichiers DCC, ceux-ci doivent respecter un certain nombre de règles. L'ensemble du dossier doit être décomposé en 2 dossiers :

◆ 1er dossier : **Définition de l'opération** contenant 8 fichiers distincts au format .pdf :

- **RPC** : Règlement particulier de concours *(pièce N°1)*
- **Marché MOE** : contenant les documents suivants – AE ; CCAP ; CCTP ; Annexes au CCTP *(pièces N° 2 ; 2.1 ; 2.2 ; 2.3)*
- **Objectifs du MOA** *(pièce N°3)*
- **Programme fonctionnel** *(pièce N°4.1)*
- **Programme Technique** *(pièce N°4.2)*
- **Programme Environnemental** : contenant les documents suivants – diagnostic ; cahier des charges ; annexes *(pièce N°4.3)*
- **Documents d'urbanisme, situation** *(pièces N°5, 5.1 ; 5.2, 5.3, 5.4)*
- **Réponses aux questions**

◆ 2ème dossier : **Diagnostics techniques** contenant 1 fichier distinct par diagnostic au format .pdf

- **Diagnostic sondage de sol**
- **Diagnostic structures et fondations**
- **Diagnostic clos/couvert**
- **Diagnostic aménagement intérieur**
- **Diagnostic fluides et réseaux**
- **Diagnostic sécurité incendie**
- **Diagnostic alarme anti-intrusion**
- **Diagnostic des espaces extérieurs, phytosanitaire et biodiversité**

ANNEXE 5

CONVENTION DE MANDAT N°

DOCUMENTS TECHNIQUES A REMETTRE PAR LE MANDATAIRE AU PÔLE LYCEES AU COURS DE L'OPERATION

Les pièces devront être classées selon le plan d'archivage décrit ci-après et adressées avec un bordereau de transmission aux destinataires selon le repérage suivant :

- **Pôle lycées** : Eléments à transmettre à l'ingénieur territorial en 2 exemplaires (dossier papier + fichiers informatiques sur 1 CD)

- **Lycée :** Eléments à transmettre à l'établissement pour le gestionnaire (dossier papier + fichiers informatique sur 1 CD)

- **GEDT (Gestion Electronique des Données Techniques) : Eléments à transmettre au service** « ressources techniques bâti et foncier » de la DGP (Direction des grands projets du Pôle lycées) : fichiers informatique sur 1 CD

		Pôle lycées	Lycée	GEDT
1	**AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES** - **1-a** : Permis de construire et ses attendus - **1-b** : Permis de démolir - **1-c :** Dossier Loi sur l'eau - **1-d :** Installations classées**,** etc…..	**X**	**X**	**X**
2	**DOSSIERS MARCHES** **Comprenant tous les marchés et notamment :** - **2-a** : Marché de maîtrise d'œuvre et avenants éventuels - **2-b** : Marché d'assistant qualité environnementale et avenants éventuels - **2-c** : Marché de contrôle technique (C.T) et avenants éventuels - **2-d** : Marché de coordination sécurité et prévention de la santé (C.S.P.S) et avenants éventuels - **2-e** : Marché de coordination des systèmes de sécurité (C.S.S.I) et avenants éventuels - **2**-**f** : Le ou les marchés de travaux - **2-g** : etc	**X**		
3	**DOSSIER ETUDE** **(APS – APD – PRO – DCE)** Comprenant l'ensemble du dossier de chaque phase d'étude accompagné des différents rapports d'analyses et fiches de synthèses avec la preuve de la validation formelle du maître d'Ouvrage. Les dossiers Maîtrise d'œuvre de chaque phase étant transmis à chaque service concerné (Notamment énergie et qualité environnementale)	**X**		**X**

4	**D.O.E (Dossier des Ouvrages Exécutés)** validée par le maitre d'œuvre comprenant notamment: - **F1** : **le dossier architecte** comprenant : o tous les plans et notes nécessaires o le récapitulatif et le détail des surfaces (SU, SHON, SHOB, terrain) - **F2** : **le dossier technique** avec pour chaque lot les plans d'exécution et les pièces suivantes fournies par les entreprises: o Plans o Index des produits et des FDES (Fiches de Déclaration Environnementales et Sanitaires) o Fabricants et fournisseurs o Notes de calcul o Fiches techniques et PV	**X**	**X**	**X**
5	**D.I.U.O** **Dossier d'Intervention Ultérieure sur l'Ouvrage** établi par le coordonnateur sécurité et protection de la santé	**X**	**X**	
6	**CARNET SANITAIRE DES RESEAUX D'EAU** (document évolutif) conformément, à la circulaire DGS/VS 4 n°98-771 du 31 décembre 1998 relative à la mise en œuvre de bonnes pratiques d'entretien des réseaux d'eau dans les établissements de santé et aux moyens de prévention du risque lié à la légionelle dans les installations à risque et dans celles des bâtiments recevant du public, à l'arrêté du 30.11.05 modifiant l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, des locaux de travail ou des locaux recevant du public, ainsi qu'à l'arrêté du 21 Août 2008 sur la récupération des eaux pluviales.	**X**	**X**	
7	**LE GUIDE DE MAINTENANCE** (document évolutif) établi par l'AMO HQE et le BET du maître d'œuvre, accompagné des notices d'entretien de chaque fabricant, les projets de contrat de maintenance et l'inventaire détaillé des équipements de chacune des installations techniques avec le report sur plan de leur positionnement dans le ou les bâtiments et de second œuvre (notamment revêtements sol/mur/plafond/vitrerie, etc …..).	**X**	**X**	
8	**CARNET DE VIE** Document établi par l'AMO HQE du maître d'Ouvrage à destination des usagers : présentation de la qualité environnementale de l'opération pour la communauté scolaire (équipe de direction, enseignants et élèves)	**X**	**X**	**X**
9	**DOSSIER DE SECURITE (document évolutif)** Dossier permettant l'ouverture du registre de sécurité de l'établissement et comprenant notamment : - Les rapports finaux du contrôleur technique accompagné des fiches techniques et PV de tenue au feu - Le rapport initial des installations électriques - le procès-verbal de la commission de sécurité et d'accessibilité - l'arrêté d'ouverture du Maire - etc …….	**X**	**X**	

ANNEXE 6

PLAN D'ARCHIVAGE

CONVENTION DE MANDAT N°

Dossier de fin d'opération à transmettre par le mandataire

Les pièces devront être classées selon le plan d'archivage décrit ci-après et adressées avec un bordereau de transmission aux destinataires selon le repérage suivant:

-Pôle Lycées/DAGE/SAJ: dossier complet nécessaire à la délivrance du quitus
-Pôle Lycées/DGP/Service Maîtrise d'ouvrage (SMO): Eléments à transmettre à l'ingénieur territorial en charge de l'opération
-Pôle Lycées/DGP/Service Ressources techniques, bâti et foncier (SRT): Eléments à transmettre en version dématérialisée

Le Maître d'ouvrage contrôlera l'exhaustivité des envois aux destinataires indiqués à l'annexe 5. A cet effet, le mandataire devra transmettre au Pôle Lycées/DAGE/SAJ une copie de tous les bordereaux de transmission de pièces dans le cadre du quitus.

N°	Dossier	Sous-dossier	Document	DUA[1]	Point de départ du délai[2]	Nb d'exemplaire	Format	Destinataire
1	**Diagnostics, Concours et Etudes**	A	Diagnostics	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
		B	Dossier Concours (toutes les pièces relatives au concours, y compris ONR[4] si DUA 5 ans non dépassée)			1ex	papier	DAGE-SAJ
		C	Dossiers APS, APD, PROJET (plans et pièces administratives afférentes), DCE			1ex	papier	DAGE-SAJ
2	**Marché de maîtrise d'œuvre**		AE, CCAP, CDPGF, Candidature, Contrôle de légalité, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, Attestation d'assurance, Correspondance, DGD	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
3	**Marché de Contrôle technique**	A	AE, CCAP, CCTP, Candidature, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, Attestation d'assurance, Correspondance, DGD ou autre document valant arrêté des comptes	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
4	**Marché de Coordonnateur SSI**							
5	**Marché de Coordonnateur SPS**	B	Publicité, Réception et examen des offres	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
6	**Marché d'OPC**							
7	**Marché HQE**	C	Offres non retenues, offres sans suite[4]	5 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
8	**Marché d'Assurance**							
9	**Autres marchés hors Travaux**	D	Procédure infructueuse	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
10	**Lettre de Commande**		Consultation, Devis, Lettre de commande, Correspondance	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
11	**Marché de Travaux**	A	AE, CCAP, CCTP, DPGF, RC, Candidature, Contrôle de légalité, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, PV de réception (OPR, PV avec réserves, sans réserve, de levée de réserves), Acte spécial de sous-traitance, DGD, Attestation d'assurance, Correspondance	30 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier	DAGE-SAJ
		B	Publicité, Réception et examen des offres (dossier de consultation des entreprises, AAPC, RAO, dossier de séance CAO)	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
		C	Offres non retenues, offres sans suite[4]	5 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
		D	Procédure infructueuse	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier	DAGE-SAJ
12	**Autorisations administratives**	A	Demande de permis de construire accompagnée des pièces administratives		Vie du bâtiment[3]			
		B	Demande de permis de démolir accompagnée des pièces administratives					
		C	Déclaration préalable des travaux, Déclaration d'achèvement des travaux					
		D	Arrêté du permis de construire et ses attendus			1ex	papier	DAGE-SAJ
		E	Déclaration réglementaire d'ouverture de chantier					
		F	Procès-verbal de la Commission de sécurité et d'accessibilité					
		G	Arrêté d'ouverture du Maire					
		H	Autres demandes (dossier loi sur l'eau, taxes diverses, ...)					
13	**Pièces techniques[5]**	A	Compte-rendus de réunions de chantier		Vie du bâtiment[3]	1ex	papier	DAGE-SAJ
		B	Compte-rendus OPC, Calendrier détaillé d'exécution			1ex	papier	DAGE-SAJ
		C	Plan général global de coordination (PGC), Rapport CSPS, Registre-journal de la coordination			1ex	papier	DAGE-SAJ
		D	Rapports du contrôleur technique			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DGP-SMO(1 CDROM)
		E	Rapport initial SSI, Procès-verbal de réception SSI, Dossier d'identité SSI			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DGP-SMO(1 CDROM)
		F	Bilan des surfaces construites			1ex	papier	DAGE-SAJ
		G	Guide de maintenance (notice de fonctionnement, d'entretien et de contrôle des équipements,plans des installations et dispositifs concourant à la sécurité de l'ouvrage ainsi que tous les procès-verbaux d'homologation des matériels installés)			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DGP-SMO(1CDROM)
		H	Carnet de vie (établi par l'AMO HQE, présentation de la qualité environnementale de l'opération) et Carnet sanitaire des réseaux d'eau			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DGP-SMO(1CDROM)
		I	Procès-verbaux d'épreuve et de contrôle des matériaux et équipements mis en œuvre			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ
		J	DIUO (dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage)			2ex	papier+CDROM (1 + 1)	DAGE-SAJ(1 papier) DGP-SMO(1CDROM)
		K	DOE (dossier des ouvrages exécutés, revêtu de la mention "déclaré conforme par le maître d'œuvre" et validé par le mandataire, comprenant les plans de recolement des ouvrages)			3ex	papier+CDROM (1 + 2)	DAGE-SAJ(1 papier) DGP-SMO(1CDROM) DGP-SRT(1CDROM)
14	**Dossier contentieux**		Dossier référé préventif, pré-contentieux, contentieux (correspondance, mémoire en réclamation, note de synthèse, décision de justice, protocole transactionnel,...)		Vie du bâtiment[3]	1ex	papier	DAGE-SAJ

(1)Durée d'utilité administrative: durée légale pendant laquelle un document est susceptible d'être conservé et utilisé par l'administration
(2)Point de départ à partir duquel commence à courir le délai pour la conservation des documents administratifs
(3)Vie du bâtiment: conserver tant que l'immeuble existe les pièces et marchés importants (construction et modification de l'immeuble)
(4)Le mandataire est autorisé par la Sous-direction des archives à éliminer les pièces grisées à échéance de la DUA, dans le respect des procédures Région
(5)Un justificatif de transmission des pièces techniques aux différents services de la Région pourra être demandé par le maître d'ouvrage

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-396

DU 18 OCTOBRE 2017

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'ACTIONS CULTURELLES ANNÉE SCOLAIRE 2017-2018

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU la délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ; rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et en lycées ;

VU la délibération n° CR 39-10 du 1er octobre 2010 **:** « Agir pour la réussite et l'égalité des lycéen-ne-s ;

VU la délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 : « Agir pour la réussite des élèves, parole de lycéen-ne-s, la suite de la consultation » :-observatoire de la réussite- l'entreprise et les collectivités partenaires des lycéen-ne-s-rencontres lycéennes- dispositifs « presse pour convention éducation prioritaire » et « réseau information jeunesse » ;

VU la délibération n° CR 01-12 du 17 février 2012 relative aux lycées municipaux de la Ville de Paris. Application des politiques régionales d'aides aux lycéens ;

VU la délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – le projet éducatif régional ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-396 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « Actions de sensibilisation citoyenne » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **272 922,00 €**.

Subordonne le versement de la subvention à l'établissement public du Parc et de la grande halle de la Villette à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France à la signer.

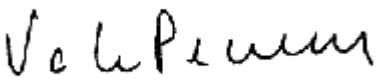
Subordonne le versement des subventions aux autres bénéficiaires à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 modifiée par les dispositions des délibérations n° CR 08-16 du 18 février 2016 et n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **272 922,00 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), Action « Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations » (12800505) du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif figurant en annexe 1 à la délibération.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 4 septembre 2017, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) du règlement budgétaire et financier, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 -ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-396	Budget	2017

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**128005 - Schéma des formations**
Action	**12800505 - Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations**

Dispositif : N° 00000060 - Programme d'actions de sensibilisation citoyennes

Dossier	17012155 - SOUTIEN A L'ASSOCIATION CHROMA - LA MUSIQUE EN COMMUN 2017-2018			
Bénéficiaire	R23513 - ASSOCIATION CHROMA			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
108 162,00 €	TTC	46,23 %	50 000,00 €	

Dossier	17012213 - PROGRAMME "PARCOURS LYCEENS IDF 2017-2018" Villette/RIF			
Bénéficiaire	R7867 - PARC GRDE HALLE VILLETTE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	72 922,00 €		Code nature	65736
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
213 922,00 €	HT	34,09 %	72 922,00 €	

Dossier	17012215 - CONV 2017-2018 SAVOIR AU PRESENT - SENSIBILISATION LYCEENS A L'IMAGE			
Bénéficiaire	R23905 - SAVOIR AU PRESENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	85 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
162 784,50 €	HT	52,22 %	85 000,00 €	

Dossier	17012216 - CONV 2017-2018 LE BAL (nouvelle dénomination de l'association LES AMIS DE MAGNUM PHOTOS) - SENSIBILISATION USAGE IMAGE			
Bénéficiaire	R39238 - LE BAL			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	65 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
148 000,00 €	HT	43,92 %	65 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000060 - Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	272 922,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-396	Budget	2017

Total sur l'imputation 932 - 28 - 128005 - 12800505	272 922,00 €

ANNEXE 2 - FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012155

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SOUTIEN A L'ASSOCIATION CHROMA - LA MUSIQUE EN COMMUN 2017-2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	108 162,00 €	46,23 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION CHROMA
Adresse administrative : 2 RUE SAINT JUST
93130 NOISY-LE-SEC
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Louis TERRANA, Président

Date de publication au JO : 10 juillet 1996

N° SIRET : 41766841500025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes
Rapport Cadre : CR06-08 du 27/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 6 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'action couvre la totalité de l'année scolaire 2017-2018.

Objectifs :
Les objectifs de l'association, à travers ce projet, sont les suivants :

- découvrir des lieux de concerts et un secteur professionnel,
- acquérir des connaissances sur les esthétiques musicales,
- apprendre à écouter, exprimer sa sensibilité et développer son esprit critique et sa créativité,
- favoriser l'investissement personnel dans le cadre scolaire, l'autonomisation et la participation active des élèves avec des outils web.

Description :
Concrètement, La Musique en Commun repose sur le triptyque suivant :

1. Apport de connaissances : marquées d'une grande diversité, les musiques gisant dans les smartphones des élèves n'en sont pas moins reliées entre elles par une histoire commune, des avancées technologiques et une circulation mondiale. Elles s'articulent autour de déflagration du rock qu'a connue en 1955 notre monde contemporain et ses suites multiples et bigarrées. Il s'agit de mettre ces phénomènes et ce contexte en évidence, documenter le plaisir d'écouter un morceau de musique et l'étendre aux généalogies complexes qui l'ont précédé ou vont lui succéder (d'où vient le blues ? que signifient les Beatles dans le mouvement du monde ? de quoi parle Strange Fruit ? que sont les hippies ? et les punks ? que dit le reggae ? quand est né le synthétiseur ? comment s'écrit l'électro ?… bref, apprendre, comprendre).

Différents outils y pourvoient,
● le recueil Une histoire du rock pour les ados, écrit par Edgard Garcia, directeur de Zebrock et Evelyne Pieiller, journaliste ;
● les 3 webdocs du même nom ;
● les pages ressources de zebrock.org et les conférences musicales faites dans les classes.

2. Construction d'un appareillage critique : les ressources éditées permettent la mise en perspective des connaissances, leur mise en regard des programmes scolaires portant sur le monde contemporain, sur la littérature et les formes artistiques contemporaines. La scolarisation d'objets non scolaires comme la mise en perspective historique des musiques, le recours à des documents d'archive et les discussions en classe aident à une assimilation fructueuse. Ils contribuent à une modification positive de l'en-commun de la classe et sont en résonance avec le cursus éducatif : les programmes d'histoire de seconde, première et terminale stipulent que " L'étude des constructions sociales et politiques, la connaissance et le respect de l'altérité, l'identification des valeurs propres a` notre société´, contribuent a` la formation citoyenne de l'élève" et se proposent "d'aborder cette période - le monde contemporain - de façon thématique, a` travers le rôle des Etats-Unis, la remise en cause et la reconstruction de la puissance européenne, l'apparition géopolitique des pays du Sud. Le programme s'ouvre enfin sur les grands enjeux du temps présent."

3. Rencontre avec des artistes : au fil des conférences chantées, dans les salles de musique actuelles de la région proches des établissements participants, lors de concerts donnés dans l'enceinte impressionnante de la Maison de la Radio ou lors du Festival La Musique en Commun au Cabaret Sauvage, le concert, la rencontre avec les artistes en situation de travail, avec des œuvres en cours d'exécution est un volet essentiel de La Musique en Commun.

LES TEMPS FORTS DE L'ACTION EN 2017/2018

Sollicitées, sur la base des recommandations faites par le service lycées de la Région et des relations établies par Zebrock avec les établissements et les enseignants, le cas échéant en collaboration avec les médiateurs de la Région ; Il est recommandé que le projet soit porté par plusieurs enseignants et le/la responsable du CDI.
La réunion d'information se tient en octobre, avant les congés d'automne, afin que le projet puisse débuter avant la fin de l'année. Elle est préparée en amont avec les services de la Région ainsi que qu'avec les Délégations académiques aux arts et à la culture (DAAC) de Créteil, Paris et Versailles.

Le projet est ainsi rythmé :

● Conférence de 3 heures dans la classe
● Début des travaux demandés aux élèves et réalisés en groupe
● Concerts, rencontres, visites.
● Suivi sur le blog www.lamusiqueencommun.org
● Invitation au Festival La Musique en Commun (Cabaret Sauvage) le 20/22 mars 2018
● Restitution des travaux sur le blog.

Dans le détail :

- La conférence chantée est construite sur le choix de 25 chansons jalons importants de l'histoire des musiques actuelles et de l'ensemble des musiques populaires interprétées dans la classe et mises en perspective avec les outils audio visuels qui permettent d'en visualiser le contexte des décennies écoulées. Elles sont remarquablement interprétées par Béatrice Brunet, alias Demi-Mondaine, chanteuse, et Cyril Leclerc, alias Mystic Gordon, chanteur-guitariste. Roman Lafitte, également chanteur, présente les documents audiovisuels et déroule la conférence. Certaines chansons sont entendues dans leur version phonographique originale. Toutes font l'objet de discussions. L'interprétation en direct de chansons marquantes est remarquable dans le cadre inusuel du lycée et frappante par la qualité du chant et du jeu de guitare : elle est immanquablement appréciée par les élèves.
- Les travaux demandés aux élèves : Sur le blog www.lamusiqueencommun.org les élèves sont invités à rédiger un journal de classe comportant une relation des étapes du projet, une enquête sur les goûts musicaux des élèves menée dans le lycée. Des sujets libres complètent utilement le journal. Bien entendu certaines classes peuvent, au gré des professeurs investis accorder une place particulière aux dimensions graphiques de la musique : pochettes de disques, affiches, logos et visuels divers par exemple ou à une séquence historique particulière dont la musique reste marquante, par exemple la campagne pour les droits civiques aux Etats-Unis, dans les années 60.
- Les concerts sont proposés en association avec ou structures culturelles dans la proximité des établissements. Ces concerts permettent de voir et rencontrer des artistes dans le temps de création et de se familiariser avec la jeune scène musicale francilienne. Un effort tout particulier est fourni en faveur des établissements de la grande couronne moins facilement irrigués par l'offre culturelle (des transports seront requis si besoin). Les salles de musiques actuelles et les réseaux musicaux professionnels sont particulièrement mis à contribution : ils peuvent ainsi être identifiés comme une ressource culturelle valable et gagner du public.
- Le blog La Musique en Commun est ouvert dans la site www.zebrock.org le nouvel outil dont vient de se doter Zebrock. Il accueille les travaux (écrit, image, son) des élèves conçus comme des articles constituant un journal de classe numérique. Ces travaux sont modérés par les enseignants et l'équipe de Zebrock.
- Le festival La Musique en Commun propose des concerts de jeunes groupes émergents (eux-mêmes adolescents il y a peu), de groupes lycéens repérés et préparés dès l'amont du projet et accueille le Rallye des métiers de la musique. Ce dernier permet aux dizaines de lycéens (quelque 250 en 2017) participant de rencontrer pour une discussion au ton libre et chaleureux environ vingt professionnels des diverses branches des métiers de la musique et de l'audiovisuel.

En 2017-2018 il est proposé de prolonger le projet :

- d'encourager les enseignants qui le souhaitent à travailler sur des thématiques singulières et connexes : arts graphiques & musique, comédies musicales pop, chants des droits civiques, musique et liberté.
- de mieux repérer et accompagner des jeunes groupes lycéens
- d'organiser la venue de lycéens à des concerts de notre partenaire FIP
- de monter une émission spéciale "lycées en musique" sur FIP
- d'établir un prix des lycéens pour le Grand Zebrock
- d'accueillir en classe des invités de marque : Muzzo, le dessinateur de la bande dessinée Robert Johnson, prix des lycéens d'Ile de France 2016, Jean Fauque, auteur des chansons d'Alain Bashung, administrateur de la Sacem, Eric Tandy, historien du punk, Marc Maret, directeur-adjoint de FIP, Hervé Riesen, responsable de la musique de Radio-France et nombre d'autres
- de systématiser des visites exceptionnelles : discothèque de Radio-France, studios d'enregistrement, département de l'audiovisuel de la BNF.

Par ailleurs il est prévu de renforcer la présence du projet dans les huit départements d'Ile de France en veillant particulièrement aux zones d'éducation prioritaire et aux territoires péri-urbains et ruraux.
De plus nous cherchons à renforcer la coopération avec les structures et lieux culturels établis et agissants dans la proximité des établissements. Ainsi un partenariat avec Rock en Seine est-il en place

pour l'édition 2017 du festival, donnant des perspectives stimulantes pour les jeunes groupes repérés par Zebrock dans le cadre de La Musique en Commun.

Intérêt régional : Action culturelle et citoyenne dans les lycées franciliens.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le projet s'adresse aux élèves de lycées de tout niveau de lycée général, technologique, polyvalent, professionnel ou privés sous contrat avec la Région Île-de-France.

Le projet est mené sous la conduite d'un ou de plusieurs professeurs (lettres, histoire, communication, musique, documentaliste…).

En 2017-2018, 25/30 interventions en lycée, soit environ 800 lycéens.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats liés au projet	13 790,00	12,75%
Services externes (hébergement, location, documentation/recherche, colloque, séminaire, prestation technique)	7 002,00	6,47%
Autres services externes (transport de biens, transport de personnes, déplacements, réceptions, frais postaux et de télécommunication, honoraires, publicité)	12 166,00	11,25%
Frais de personnel	63 581,00	58,78%
Autres charges de gestion courante	600,00	0,55%
Charges exceptionnelles	2 703,00	2,50%
Frais administratifs	8 320,00	7,69%
Total	108 162,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	3 218,00	2,98%
Région Ile-de-France	50 000,00	46,23%
Conseil départemental de Seine Saint-Denis	47 906,00	44,29%
SACEM	6 800,00	6,29%
Participation des adhérents	238,00	0,22%
Total	108 162,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"	40 000,00 €
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	50 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	30 000,00 €
2014	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	50 000,00 €
2015	Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"	40 000,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	50 000,00 €
2015	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	30 000,00 €
2015	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (CR46-14)	50 000,00 €
2016	Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"	55 000,00 €
2016	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	50 000,00 €
2017	Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	55 000,00 €
	Montant total	500 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012216

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : CONV 2017-2018 LE BAL (NOUVELLE DÉNOMINATION DE L'ASSOCIATION LES AMIS DE MAGNUM PHOTOS) - SENSIBILISATION USAGE IMAGE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	148 000,00 €	43,92 %	65 000,00 €
		Montant Total de la subvention	65 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE BAL
Adresse administrative : 6 IMP DE LA DEFENSE
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame DEBANNE Fanny

Date de publication au JO : 3 décembre 2005

N° SIRET : 49396355700027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes
Rapport Cadre : CR06-08 du 27/06/2008

Objet du projet : CONV 2017-2018 LE BAL (nouvelle dénomination de l'association LES AMIS DE MAGNUM PHOTOS) - SENSIBILISATION USAGE IMAGE

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 13 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet se déroule sur l'année scolaire 2017-2018.

Objectifs :
Sensibiliser les jeunes à la société des images est l'objectif premier de La Fabrique du Regard, plate-forme pédagogique du BAL qui, à travers le programme « Mon Oeil ! », entend leur donner des clés, des méthodologies, des outils pour interroger le monde dans lequel chacun évolue et développer un regard critique. Ce programme vient en complément du cursus scolaire des lycéens car il est conçu selon des

objectifs similaires : encourager la curiosité des élèves, les conduire à puiser dans leurs connaissances pour réagir à la nouveauté et favoriser le dialogue.

Les objectifs : interroger les enjeux de création, présenter et diffuser des images.

• Développer un regard critique et citoyen sur les images qui déterminent notre expérience et perception du monde.
• Engager une réflexion transversale autour de l'image photographique, cinématographique en convoquant plusieurs champs de connaissances (art, science, histoire, littérature, etc.) et d'expériences (mémoire, histoire personnelle, situations vécues).
• Inciter un travail collectif aux côtés d'un artiste pour encourager une prise de position
• Accéder à une certaine autonomie du regard et de la pensée et encourager un échange de compétences entre les participants.
• Découvrir les milieux professionnels liés à l'image et ainsi saisir les différentes étapes de la chaîne de production, de diffusion et de réception d'une image fixe ou en mouvement.
• Favoriser des habitudes culturelles et des rencontres et ainsi abattre un certain nombre de barrières psychologiques.

Le programme s'appuie sur des thématiques qui dépassent le champ de l'image et questionnent les élèves sur des sujets de la société actuelle, l'image est un vecteur de réflexion collective et citoyenne.

Description :
Le programme « Mon Œil ! » a pour objectif d'ensemble de permettre aux élèves de lycées franciliens de découvrir et de s'approprier la création documentaire contemporaine (photographie, cinéma, vidéo) au traver des enjeux de la représentation et des réflexions menées par des photographes, artistes, cinéastes, vidéastes sur la question de l'image.

« Mon Oeil ! » s'adresse aux élèves issus de lycées généralistes, technologiques et professionnels.
Les élèves participants sont issus pour la plupart d'établissements éloignés géographiquement d'une offre culturelle ou situés dans des quartiers relevant de la politique de la ville.

Sur une année, 4 ateliers sont menés sur le temps scolaire : l'image exposée, l'image projetée, l'image publiée, l'image expérimentée.

- L'image exposée : les jeunes découvrent l'œuvre d'un photographe et sa mise en espace lors d'une exposition au BAL (En 2016-2017 : « Provoke, entre contestation et performance, la photographie au Japon de 1960 à 1975 »).

- L'image projetée a lieu dans une structure culturelle parisienne (Cinéma des cinéastes ou la FEMIS). Cet atelier est dédié à la projection de courts films documentaires et aux problématiques de l'image en mouvement. Il s'agit d'une séance d'analyse et de débat.

- L'image publiée : les lycéens réfléchissent en classe aux enjeux éditoriaux de la photographie publiée (livres, presse, site internet).

- L'image expérimentée offre à l'enseignant et ses élèves deux possibilités : une rencontre avec un professionnel de l'image (photographe, réalisateur, graphiste, éditeur, iconographe) ou un atelier de recherche et de création avec un artiste. Celui-ci est fonction du projet de classe et de l'établissement.

Ce quatrième temps a été créé en 2011 à la demande des enseignants. Le professionnel incarne vis-à-vis des jeunes la chaine de création et diffusion des images. En partant d'une présentation d'un cas précis lié

à son métier et en échangeant avec les jeunes, le professionnel leur permet de mieux cerner les enjeux des métiers de l'image. L'atelier de recherche et création, quant à lui, favorise l'expression culturelle et artistique des jeunes en les engageant dans un travail collectif.

Chaque année, une thématique commune fédère les quatre ateliers du programme
« Mon œil ! ». En 2016-2017, le thème abordé s'intitulait : "Image / Action" : Comment l'image fait événement ? Qu'engage l'image pour celui qui la produit ? et pour celui qui la regarde ?, en 2015-2016, "Repenser l'histoire".

Ces séances réparties sur une année scolaire permettent aux élèves d'appréhender les démarches et les pratiques d'auteurs documentaires. Plus précisément il s'agit de découvrir la richesse polysémique des images, de comprendre l'interaction des images entre elles à travers une mise en page, un espace physique, celui de l'exposition, un montage filmographique, d'interroger les liens qui articulent image et texte qu'il soit écrit ou dit, d'aborder le contexte d'énonciation d'une image qui induit une orientation du regard et de la compréhension.

Afin de préparer au mieux les enseignants, qu'ils découvrent avant leurs élèves le contenu des rencontres, qu'ils puissent envisager des liens transversaux avec leurs disciplines et établir des ponts entre le contenu de leur cours et le programme, plusieurs rencontres sont organisées au cours de l'année.

Un « dossier enseignant » transdisciplinaire est également remis à l'occasion de ces rendez-vous enseignants. Conçu comme une boîte à outils, constitué d'extraits de textes, d'un parcours d'images, d'une bibliographie ressource, il permet de préparer les différents ateliers qui composent « Mon Œil ! ».

Moyens mis en œuvre :
Pour la mise en œuvre du programme « Mon œil ! », la Fabrique du Regard fera appel à des intervenant(e)s spécialisé(e)s pour chacun des ateliers, conférenciers, historiens de l'art et du cinéma. Ils pensent en amont les différents temps de l'atelier et mènent les ateliers avec les élèves. Pour l'image expérimentée, ce sont des artistes et professionnels de l'image qui interviennent. Ils ont été choisis pour la qualité artistique de leur démarche et leur expérience de médiation et de transmission liée à leur pratique.

La Fabrique du Regard engagera également des frais dans la logistique et le matériel nécessaire aux ateliers : documents de travail destinés aux professeur(e)s et aux élèves, fonds de documentation et conception du matériel pédagogique (diaporama) en ce qui concerne l'atelier autour de l'image publiée, mise à disposition d'une salle de projection et location des films et droits d'auteur pour la projection d'une programmation de films documentaires, achat et location de matériel technique et consommables pour les ateliers de recherche et de création, production d'objets réalisés au cours desdits atelier, frais de fonctionnement de la structure liés au projet.

Intérêt régional : La Région souhaite conforter l'éducation artistique et culturelle dans les lycées, à travers notamment l'installation de relations entre des lycées volontaires et les organismes proposant des programmes d'actions culturelles et citoyennes.

Le programme de l'association LE BAL intitulé « Mon Œil ! », s'inscrit dans ces objectifs et œuvre à la réduction des inégalités territoriales et scolaires. La Fabrique du Regard développe le programme sur l'ensemble des territoires franciliens et notamment ceux situés en Grande Couronne qui sont le plus éloignés de l'offre culturelle.
En 2017-208, 25% des lycées participants seront situés en Grande Couronne.

« Mon Œil ! » à l'aune des priorités de la Région : faciliter l'accès à tous et à toutes à la culture.

Le programme est mis en place à part égale entre lycées techniques, généralistes et professionnels.
« Mon Œil ! » implique des jeunes de toutes filières professionnelles : administration, service et tertiaire, filières liées au bâtiment, industrie. Le programme est mis en place par les équipes enseignantes y compris dans les filières choisies par défaut afin de revaloriser l'enseignement, redonner le goût d'apprendre à des élèves identifiés comme étant potentiellement décrocheurs.

L'intervention de professionnels et d'artistes confirmés, qui vont à la rencontre des jeunes et développent des projets de création permet des échanges, des découvertes et une ouverture culturelle pour les élèves. Ces échanges permettent d'allier analyse et création. En parallèle « Mon Œil ! » forme les enseignants aux enjeux de l'image et vise l'autonomisation de leur pratique pédagogique dans ce domaine en constituant des ressources, des moments de rencontres et de formation.

Articulation du programme Mon Oeil! avec la plateforme numérique ERSILIA:

ERSILIA, levier d'innovation pédagogique
En mai 2016, LE BAL a lancé ERSILIA plateforme numérique d'éducation à l'image dédiée aux jeunes du second degré, aux enseignants de toutes disciplines et aux professionnels, artistes qui interviennent en milieu scolaire.
Utilisée dans le cadre d'un programme pédagogique ou d'un projet éducatif de classe, ERSILIA favorise les initiatives collaboratives et permet de développer de nouvelles pratiques d'enseignement. ERSILIA peut être projetée en classe, utilisée en atelier ou à la maison, sur un ordinateur ou une Tablette.

Au cours de l'année scolaire 2017-2018, des formations destinées aux équipes enseignantes des lycées franciliens engagés dans le programme « Mon Œil ! » seront proposées afin de former le corps enseignant et les lycéens aux usages d'ERSILIA. Les enseignants et lycéens sont amenés à s'approprier ERSILIA, à prolonger et à partager la méthodologie mise en œuvre par le programme « Mon Œil ! ».

La plateforme numérique ERSILIA s'inscrit dans un plan plus large de formations auprès des enseignants des collèges et lycées du bassin francilien notamment par le biais des réseaux CANOPÉ et CLEMI, auprès des formateurs-enseignants au sein des l'ESPE, en prenant part aux plans académiques de formation (PAF) et en sollicitant les réseaux des médiathèques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
750 lycéens, de classes de seconde, première et terminale, généralistes, professionnelles et technologiques issus de 30 lycées franciliens.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Documentation et communication	3 000,00	2,03%
Formation des enseignants et accompagnement des élèves et des enseignants du programme	2 000,00	1,35%
Rémunération des intervenants de la Fabrique du regard pour les 3 rencontres par classe ("image exposée", "image projetée", image publiée" (préparation conception et interventions)	35 000,00	23,65%
Frais liés à l'organisation et la mise en place des ateliers	9 000,00	6,08%
Frais d'organisation et de conception des ateliers "Image expérimentée"	16 000,00	10,81%
Production et restitution inter-lycées	16 000,00	10,81%
salaires, honoraires et frais de fonctionnement liés au programme	64 000,00	43,24%
Logistique du programme Mon oeil ! (déplacements des intervenants et des classes, collation)	3 000,00	2,03%
Total	148 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Club de partenaires du BAL	52 000,00	35,14%
Région Ile-de-France	65 000,00	43,92%
Préfecture de Paris et d'Ile-de-France	16 000,00	10,81%
DRAC Ile-de-France	10 000,00	6,76%
Ministère de l'Education nationale	5 000,00	3,38%
Total	148 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	65 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	65 000,00 €
2015	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (CR46-14)	130 000,00 €
2016	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	65 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Renforcement des nouveaux usages et contenus numériques dans les domaines de l'e-éducation et l'e-santé	160 000,00 €

	Montant total	420 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012213

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : PROGRAMME "PARCOURS LYCEENS IDF 2017-2018" VILLETTE/RÉGION ILE DE FRANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	213 922,00 €	34,09 %	72 922,00 €
	Montant Total de la subvention		72 922,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-65736-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARC GRDE HALLE VILLETTE
Adresse administrative : 211 AV JEAN-JAURES
75019 PARIS 19
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur DIDIER FUSILLIER, Président

N° SIRET : 39140695600014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes
Rapport Cadre : CR06-08 du 27/06/2008

Objet du projet : PROGRAMME "PARCOURS LYCEENS IDF 2016-2017" Villette/RIF

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet se déroule sur l'année scolaire 2017-2018

Objectifs :

- Permettre à plus de 1100 nouveaux lycéens franciliens et environ 45 classes de bénéficier d'une ouverture culturelle et d'une immersion dans la richesse de l'offre de La Villette à travers les parcours de spectateurs
- Favoriser la rencontre entre les jeunes et les formes contemporaines du spectacle vivant
- Développer l'esprit critique des élèves grâce à des outils de médiation adaptés

Description :
Pour la saison 2017-2018, La Villette se propose de renouveler pour une 7ème édition le partenariat avec

la Région Ile-de-France et d'organiser en 2017/18, les nouveaux parcours lycéens, avec des propositions enrichies et renouvelées.

Depuis six ans, les «parcours lycéens » permettent à des élèves de se confronter à des propositions artistiques contemporaines, singulières et novatrices à l'occasion de parcours qui mêlent spectacles, ateliers de sensibilisation et rencontres avec des artistes et des métiers.

Le principe de co-construction de projet avec les équipes éducatives et l'accompagnement personnalisé restent deux axes forts du dispositif, qui permettent d'élaborer des projets sur mesure, adaptés aux particularités de chaque classe.

Afin d'accroitre le rayonnement de ces parcours sur les territoires et au sein des établissements ainsi que son appropriation par l'ensemble de la communauté éducative, plusieurs classes d'un même établissement pourront désormais bénéficier des parcours lycéens.

Un travail de coordination très fin sera mis en place afin de permettre la confrontation des expériences ; les classes viennent le même jour à la Villette, ils font les trajets ensemble. Pourtant, leur « expérience Villette » est différente, les élèves n'assistent pas aux mêmes spectacles et ne bénéficient pas du même accompagnement pédagogique. Le trajet retour est l'occasion d'échanger et de se nourrir des récits et impressions des autres élèves de l'établissement.

En parallèle, l'offre culturelle de La Villette s'enrichie. A la programmation spectaculaire riche et diversifiée s'agrège désormais la programmation de trois grandes expositions immersives : Forsythe/Ikeka, Will Ryman et le collectif japonais TeamLab. Une mise en contact privilégiée avec les autres établissements culturels du site, la Philharmonie, la Cité des Sciences, le Hall de la Chanson ou Villette Makerz ouvre de nouvelles perspectives pour imaginer des parcours totalement originaux.

Ces nouvelles propositions permettent d'articuler exposition, atelier et spectacle et d'ainsi optimiser les déplacements, notamment pour les classes issues d'établissements de grande couronne… Le recrutement de ces établissements plus éloignés des grandes institutions parisiennes sera privilégié. Nos partenaires au sein de la Région Ile-de-France orienteront la campagne de recrutement et la sélection des groupes retenus.

Et encore, afin d'enrichir ce dispositif et toucher un nombre d'élèves plus importants, la Villette propose également de nouvelles actions dans le cadre d'un redimensionnement du partenariat avec les POP UP, des interventions artistiques explosives qui s'invitent dans les classes et les espaces publics des établissements avec des feux d'artifices artistiques surprises.

DE NOUVELLES PROPOSITIONS POUR ENRICHIR LE DISPOSITIF

La confrontation des expériences

Il s'agit de proposer à une sélection d'établissements jugés stratégiques deux voire trois « parcours lycéens » concernant deux ou trois classes de l'établissement.

Les classes viennent le même jour au Parc de la Villette, ils font les trajets ensemble. Pourtant, leur « expérience Villette » est différente, les élèves n'assistent pas aux mêmes spectacles et ne bénéficient pas du même accompagnement pédagogique.

Le trajet retour est l'occasion de confronter les expériences vécues, qui se trouvent ainsi enrichi du récit, des impressions partagées.

La Villette, toute la Villette…

Afin de diversifier encore plus les parcours proposés, les enseignants pourront avoir un accès facilité aux propositions artistiques et pédagogiques parmi l'ensemble de l'offre des structures culturelles du Parc de la Villette : Philharmonie, Cité des Sciences et de l'Industrie, Villette Makerz, Folie de l'aventure, APSV, Hall de la Chanson, Zénith…

Cet enrichissement de l'offre facilite la « confrontation des expériences » et permet aux groupes, notamment ceux de grande couronne, d'optimiser leur journée en multipliant les expériences les plus diverses.

Les « POP UP »
Petite forme explosive cirque, danse hip hop ou danse contemporaine : les « POP UP » s'invitent dans les classes avec une perturbation poétique et spectaculaire. Après avoir fait la tournée des classes, les artistes, investissent à l'occasion de la récréation un espace central et visible du lycée (cour, patio, etc.) pour un feu d'artifice artistique.

Ces petites formes artistiques surprises permettent de toucher un très grand nombre d'élèves et de professeur. L'ensemble de l'établissement est ainsi impacté positivement par le parcours lycéen.

Ce dispositif est accompagné d'un dispositif de communication. Les POP UP sont immortalisés avec la présence d'un photographe. Les établissements reçoivent ensuite une trace de cet ouragan artistique. L'ensemble des photographies des POP UP donnent lieu à une restitution (livre, brochure…) qui est diffusée à l'attention des élèves, de la communauté éducative, des institutions, et de la presse.

Ce dispositif peut donner lieu à un partenariat avec un mécène. Une recherche de partenariat est actuellement en cours.

Les parcours lycéen :

Chaque « parcours lycéen » se construit autour de deux spectacles, deux exposition et deux ateliers de sensibilisation. Les enseignants pourront piocher les propositions dans l'offre de la Villette mais également dans celles des grands établissements culturels présents sur le Parc, notamment dans le cadre de la confrontation des expériences entre élèves d'un même établissement.

Chacun des 45 groupes se voit ainsi proposer :

- Un conseil personnalisé à l'attention des enseignants
- Un parcours sur mesure en fonction du cursus des élèves et des projets pédagogiques (notamment grâce aux rencontres métiers) et l'éventuelle articulation avec une autre classe du même établissement
- Deux spectacles sélectionnés pour leur originalité et leur exigence artistique, qui permettent d'offrir un panorama de la création contemporaine en cirque, danse, théâtre
- Deux ateliers qui viennent préparer la découverte des spectacles avec une approche toujours sensible et adaptée à chaque profil de groupes (ateliers de pratique ou d'analyse critique, visite architecturale ou historique, atelier de sensibilisation au jardinage urbain, etc.)
- L'accès à de grandes expositions exceptionnelles dans la Grande Halle : Forsythe & Ikeda en décembre, Will Ryman en mars, le collectif japonais Team Lab en mai
- Un accès facilité aux expositions et spectacles proposés par les autres établissements du Parc de la Villette : la Philharmonie, la Cité des Sciences…
- Des fiches pédagogiques qui préparent la venue aux spectacles et soulignent les liens avec les programmes scolaires

- Un temps de sensibilisation spécifique sur les spectacles les plus surprenants afin d'accompagner le professeur dans l'exploitation pédagogique de la sortie
- Un accueil et un accompagnement personnalisés dès l'arrivée au Parc de la Villette

Les parcours thématiques :

Afin de favoriser l'appropriation des parcours par les enseignants et de rebondir sur les spécificités de chaque groupe, l'équipe de la médiation de la Villette conçoit et propose des parcours thématiques. En voici 4 exemples :

La fabrique des illusions
Spectacles : La face cachée de la lune – Robert Lepage / Nuit – Collectif Petit travers
¿ Les arts de la scène sont, par essence, le lieu du regard, du ressenti, de l'émotion provoquée par l'illusion qui s'opère sur scène. Un parcours qui s'intéresse aux métiers techniques du spectacle vivant et à la création des effets visuels scéniques.

Du roman à la scène
Spectacles : Les Misérables – Cie Les Karyatides / Voyage au centre de la Terre – Roseland Musical
Deux adaptations au plateau de deux grands romans de la littérature française, avec deux dispositifs diamétralement opposés : théâtre d'objets d'une part, danses et projections numériques 3D d'autre part.

Tableaux vivants
Spectacles: Bosch Dreams – Les 7 doigts de la main / The Great Tamer – Dimitris Papaioannou
Un parcours qui mêle art pictural, plastique et représentation spectaculaire. Avec Bosch Dreams, ce sont les toiles de Jérôme Bosch qui s'animent et deviennent performances circassiennes, avec le chorégraphe Dimitris Papaioannou, des images contemporaines belles et singulières émergent du mouvement des corps en scène.

C'est quoi ce cirque ?
Spectacles : Transit – Flip Fabrique / Spectacle de la 29e promotion du CNAC
A travers deux spectacles, un atelier de pratique et une conférence sur le cirque, les élèves se familiarisent avec les nouvelles esthétiques du cirque contemporain.

Les spectacles proposés

Les « nouveaux parcours lycéens » seront articulés autour d'une sélection de spectacles de la saison 2017/2018 de la Villette :

LES 7 DOIGTS DE LA MAIN, BOSCH DREAMS
En 2016, pour rendre hommage aux 500 ans de la mort de Jérôme Bosch, les circassiens québécois des 7 doigts de la main et le théâtre République du Danemark ont imaginé et coproduit un projet un peu fou. Bosch Dreams fait dialoguer le peintre du Moyen-Âge avec Dalí et Jim Morrisson. Si seulement le primitif flamand avait pu imaginer que son influence allait perdurer des siècles, jusqu'à inspirer le mouvement surréaliste et la naissance du rock psychédélique ! Pour raviver la mémoire du peintre, le collectif a fait appel au vidéaste Ange Potier qui crée les costumes et signe des animations inouïes se fondant avec les acrobaties des artistes. Sur scène, sept complices interprètent vingt-quatre personnages, dont quelques célébrités très identifiables. Le tout est empreint d'une poésie folle, d'une grande maîtrise technique et se répand en débauche de beauté.

ROBERT LEPAGE, LA FACE CACHÉE DE LA LUNE
Yves Jacques interprète le solo historique de Robert Lepage. Revisitant son enfance et son adolescence,

l'auteur remonte la conquête de l'espace jusque dans les années 1970. Il se souvient de la diffusion de ces premières images du côté de la Lune que l'on ne voit pas depuis la Terre, de l'euphorie générale suivie du désintérêt progressif pour le sujet. Sur ce tableau mi-nostalgique, mi-poétique, il tisse une pièce chorale. Il y a l'histoire de ces deux frères frappés par le décès de leur mère, le récit d'une réconciliation, le voyage du cosmonaute russe Alexei Leonov et sa solitude face à l'immensité. Dans une installation vidéo loufoque, un autre personnage, s'imaginant parler à des extra-terrestres leur raconte la vie sur Terre. La Lune c'est tout cela, cet espoir teinté de mélancolie et de promesses.

VINCENT MACAIGNE, EN MANQUE
On ressort toujours d'une pièce de Vincent Macaigne un peu ébranlé. En Manque n'échappe pas à la règle. Un lac paisible devient torrent de violence, seul exutoire trouvé par les protagonistes de ce huis clos à ciel ouvert où le public est invité. Liza et sa bande d'amis sont révoltés. Révoltés par la fornication incestueuse de l'art, du pouvoir, de l'argent et par la disparition de l'espérance. Ils trouvent dans la colère une drogue pour les sens qui soulage la soupape de leur impuissance à influer le cours du monde. Autant en emporte le courant. En Manque est une expérience théâtrale faite d'eau, de chair et de sang, qui éclabousse un peu et fait surtout prendre la mesure de la densité du monde et du sentiment d'être vivant.

FLIP FABRIQUE, TRANSIT
Étoile montante du cirque québécois, Flip FabriQue propose un spectacle sur les tribulations d'une joyeuse troupe de circassiens. Les hauts et les bas de la vie en tournée, la communauté et le plaisir d'être ensemble sont les pivots de cette performance truculente. Face à un grand mur de caissons, les cerceaux s'envolent, le jonglage brille dans le noir et l'acrobatie de très haut vol est une véritable célébration d'amitié. Les saynètes se succèdent sur des rythmes pop. Seulement voilà, ce soir est leur dernier soir de tournée… Et grâce à ce postulat épicurien, tout devient possible : l'adrénaline du présent chasse la peur du lendemain ! Ne restent que la joie, la confiance et le réconfort de l'autre pour dépasser ses propres limites. Transit s'adresse à tous ceux qui aiment s'amuser, être ensemble et rêver beaucoup.

CENTRE NATIONAL DES ARTS DU CIRQUE, SPECTACLE DE FIN D'ÉTUDES DE LA 29E PROMOTION,
MIS EN SCÈNE PAR MATHURIN BOLZE / CIE MPTA
Le spectacle de fin d'études du Centre national des arts du cirque de Châlons-en-Champagne est désormais un rendez-vous incontournable à La Villette. Occasion unique donnée à chaque étudiant(e) sortant(e) de montrer son talent aux professionnels, c'est une véritable aubaine pour le grand public.
Circassiens et circassiennes de tous horizons unissent leurs agrès dans une première production collective majeure. Pour la sortie de la 29e promotion du Cnac, la mise en scène a été confiée à Mathurin Bolze, diplômé de cette même école en 1996. Au sein de la Cie MPTA (les mains les pieds et la tête aussi, 2001), il crée les spectacles Fenêtres, Tangentes, Ali, Du goudron et des plumes, À bas Bruit, Barons perchés… Pour ce projet pédagogique, il réunit des étudiants d'une même génération issus de deux écoles nationales supérieures d'art (les 14 étudiants de la 29e promotion du Cnac et 5 étudiants de la 76e promotion de l'ENSATT - École Nationale Supérieure d'Arts et Techniques du Théâtre) pour susciter dès aujourd'hui les croisements et collaborations de ces futurs artistes et concepteurs, aux formations complémentaires.

COLLECTIF PETIT TRAVERS, NUIT
Tout commence dans le noir le plus complet. Un ballet mystérieux de trois jongleurs alias Julien Clément, Nicolas Mathis et Rémi Darbois, s'accroche à quelques rayons de lumière, cherche des indices, craque des allumettes. Dans un décor de vieux manoir éclairé à la bougie, des balles blanches se matérialisent ex-nihilo. Elles jouent les intruses, rusent, s'échappent. Chassez-en une, elles reviennent toutes au galop ! S'ensuit un chassé-croisé d'apparitions-disparitions où les objets ont au moins autant de personnalité que leurs locataires. Lumineux et magique, Nuit est un spectacle à la théâtralité assumée créé avec la complicité du très grand magicien Yann Frisch. L'humour et la beauté s'y invitent pour révéler ce que le jonglage contemporain a de plus esthétisant.

BARTABAS ET L'ACADÉMIE ÉQUESTRE NATIONALE DU DOMAINE DE VERSAILLES, REQUIEM DE MOZART
AVEC LE CHOEUR RÉGIONAL VITTORIA D'ÎLE-DE-FRANCE
Mozart aimait-il les chevaux ? À en croire la somptueuse création du Requiem signée Bartabas à Salzburg, les lusitaniens crème aux yeux bleus de l'Académie équestre de Versailles apprécient sa musique. Car il y a plus d'une part de sacré dans cette alliance de beauté cavalière et de messe des morts. Une mélodieuse alchimie d'outre vie. Une liturgie de voix et de cavales. Un mystère qui met le coeur en branle et les larmes aux yeux. Une transcendance rythmée par l'inédite chorégraphie autant que par la célèbre partition. Plus qu'un spectacle, c'est un cérémonial, l'offrande d'une communion d'âme à âme : solistes et choeur, pianistes et public, mais surtout palefrois et écuyers.

KOEN AUGUSTIJNEN / ROSALBA TORRES GUERRERO, B
Pour leur toute dernière création, B, Koen Augustijnen et Rosalba Torres Guerrero s'immergent dans l'univers de la boxe de compétition qu'ils font passer de l'arène à la scène. Ils en explorent toutes les facettes, de l'extrême physicalité aux psychologies du boxeur et du public. Pendant le spectacle, la vidéo en direct leur permet d'accentuer les épreuves de force : zoom sur les corps, là où l'envie flirte avec le danger. Le public se prend au jeu, fasciné par cette violence sublimée par sa propre beauté, troublante. Sur scène, cinq boxeurs professionnels et quatre danseurs font cortège. La face cachée du boxeur se dévoile avec sa vulnérabilité, sa solitude et l'humanité du champion.

CIE ROSELAND MUSICAL, VOYAGE AU CENTRE DE LA TERRE
Dans Voyage au centre de la Terre, les danseurs de Roseland Musical et les créations audiovisuelles de Franc Aleu rencontrent Jules Verne, père adoubé de la science-fiction. Adaptée librement du roman de 1864, cette dernière création débute sur les traces d'Eva et Ava, deux soeurs en route pour l'Islande. À l'issue d'une rencontre avec l'improbable Hans, en qui elles trouvent un allié fiable, leur quête se mue en une épopée fantastique au centre de la planète. Une traversée faite de surprises, belles ou laides, de personnages truculents, de paysages fantastiques. Danses contemporaine, classique et breakdance fusionnent avec les univers virtuels projetés sur les écrans. Roseland livre pour les 7-16 ans une version dynamitée, graphique et électrique du très grand classique de la littérature.

Les Ateliers Villette

Véritable sensibilisation et préparation au spectacle, ils s'intègrent idéalement dans un parcours du spectateur avant la venue au spectacle et dans le cadre de l'apprentissage des arts prévu dans les programmes scolaires.

Les ateliers de pratique artistique

Au sein même du parc de la Villette, ils permettent aux lycéen-ne-s d'appréhender la danse, le cirque, la photographie à travers un temps de pratique ludique, sensible ou poétique.

- Atelier d'initiation aux disciplines circassiennes : jonglage, acrobaties, équilibre sur objets, agrès aériens… Dans cet atelier de découverte, le contenu s'adapte en fonction du spectacle auquel les élèves vont assister.
- Atelier d'initiation à la danse hip-hop : entraînés par des intervenants danseurs, les jeunes s'approprient les pas, les rythmes et les figures de différents styles de danse hip hop.
- Le Corps en jeu : avec une suite de propositions ludiques, les jeunes découvrent le plaisir de se mettre en jeu. Tour à tour acteurs et spectateurs, ils développent leur écoute et aiguisent leur regard. Cet atelier peut être adapté pour des propositions théâtrales ou chorégraphiques.
- Vidéo Mouv : encadrés par une jeune réalisatrice, les participants se familiarisent avec le langage des images, puis réalisent une vidéo qui sera analysée collectivement.
- Photos performances : les participants tentent de décrypter l'approche technique de la photo puis c'est au tour des jeunes photographes de réaliser leur propre mise en scène pour créer des effets

visuels étonnants.

Les ateliers d'analyse critique

A travers de nombreuses vidéos extraites de spectacles et d'échanges avec des experts, ces rencontres permettent de se familiariser avec les esthétiques de la création contemporaine et sensibilisation.

- Les Esthétiques du cirque contemporain) : découvrir le cirque contemporain, ses différentes esthétiques et sa richesse créative grâce à une discussion et d'analyses d'extraits vidéo de spectacles.
- Les Esthétiques de la danse contemporaine : parcourir l'histoire de la danse, de ses codes et ses différentes influences grâce à de nombreux extraits de pièces chorégraphiées.
- Conférence dansée hip-hop: Sous forme de conférence, tout en dansant et en interpellant le public, un danseur présente les valeurs, les différents styles de danses et les figures emblématiques qui ont fait naître et évoluer le mouvement hip hop.
- Conférence dansée pour se familiariser avec les origines de la danse hip-hop, ses valeurs et ses nombreux courants.
- Introduction à la scène théâtrale contemporaine : en prenant appui sur des extraits vidéo de mises en scène qui interrogent la place du texte, de l'acteur ou du spectateur, elle explore les frontières du théâtre contemporain.
- L'atelier du lendemain : Comment un spectacle agit-il sur son spectateur et comment parler de son expérience ? A travers l'échange, la mise en mots ou en mouvements, cet atelier permet de prolonger le souvenir encore vif de l'expérience de spectateur afin de développer sa sensibilité, d'ouvrir des pistes de lecture et de façonner son regard au contact des autres.

Les visites découvertes du Parc de la Villette et les ateliers sur le développement durable :

Les visites se déclinent selon trois thèmes : architecte, art des jardins ou histoire. Les ateliers dans les jardins pédagogiques permettent de sensibiliser à la biodiversité aux écosystèmes ou aux cycles naturels.

Intérêt régional : Actions culturelles et citoyennes dans les lycées franciliens.

Dans le cadre de la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens", le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
1100 lycéens des lycées publics et privés d'Ile-de-France, soit environ 45 groupes.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Billetterie spectacle : tarif spécifique pour groupe scolaire sur la base de 25 élèves par classe/45 classes/ parcours de 2 spectacles	22 500,00	10,52%
Accompagnement personnalisé spécifique pour 45 groupes	34 672,00	16,21%
Ateliers de sensibilisation (pratique artistique, conférence, visite historique architecturale ou technique, analyse critique...)	14 400,00	6,73%
Travail de coordination des équipes Villette (relations avec les publics, billetterie, accueil, gestion/administration, communication et édition)	115 000,00	53,76%
Mise à disposition des lieux d'ateliers en ordre de marche (ménage, sécurité, techniques spectacles, petit matériel)	8 000,00	3,74%
Frais annexes (de gestion, de communication, ressources pédagogiques)	18 000,00	8,41%
Billetterie exposition: tarif spécifique pour groupe scolaire sur la base de 25 élèves par classe/45 classes/ 1 exposition	1 350,00	0,63%
Total	213 922,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	72 922,00	34,09%
Parc de la Villette	141 000,00	65,91%
Total	213 922,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	72 922,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	40 000,00 €
2014	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	67 200,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	50 000,00 €
2015	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (CR46-14)	67 100,00 €
2016	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	67 100,00 €
	Montant total	291 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012215

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : CONV 2017-2018 SAVOIR AU PRESENT - SENSIBILISATION LYCEENS A L'IMAGE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	162 784,50 €	52,22 %	85 000,00 €
	Montant Total de la subvention		85 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAVOIR AU PRESENT
Adresse administrative : 63 RUE DU GENERAL LECLERC
94270 LE KREMLIN BICETRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Jean-Eric JOIRE, Président

Date de publication au JO : 3 juillet 1981

N° SIRET : 32341903600021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes
Rapport Cadre : CR06-08 du 27/06/2008

Objet du projet : CONV 2017-2018 SAVOIR AU PRESENT - SENSIBILISATION LYCEENS

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet se déroule sur l'année scolaire 2017-2018

Objectifs :

L'association « Savoir au Présent » propose son programme « Télémaques », un ensemble d'actions de sensibilisation à la lecture de l'image et d'éducation du regard, afin de permettre un regard critique face à la télévision.

Ce projet est proposé aux établissements scolaires dans toute la France. Il est soutenu par les Régions Nouvelle-Aquitaine, Centre-Val de Loire, Grand Est, PACA et Hauts de France.

Compte tenu du nombre de lycées franciliens souhaitant participer au programme « Télémaques »,

l’association a sollicité la Région pour soutenir son projet en direction du public des lycéennes et lycéens d’Ile-de-France dans le cadre d'un partenariat qui existe depuis 2001.
Description :

Le programme « Télémaques » de l'Association "Savoir au Présent" consiste à mettre à la disposition des établissements volontaires, des émissions, accompagnées d’informations sur leur processus de production et sur leur réalisation ainsi que d’éléments susceptibles de soutenir l’action à différents niveaux.

Programme prévisionnel 2017-2018 :

Un premier rendez-vous, (1er plateau), au premier trimestre, réunit tous les professeur(e)s des lycées d’Ile-de-France concernés, pour une journée de travail, permettant une rencontre avec les partenaires des chaînes de télévision, un visionnage des 4 émissions lauréates, et une rencontre avec chaque réalisateur ou producteur de ces émissions.

Les émissions sont pour le moment en cours de sélection.

A l’issue de ce premier plateau, chaque lycée choisit l’émission sur laquelle les équipes pédagogiques (enseignants de toutes matières, documentalistes, conseillères ou conseillers pédagogiques, CPE, aides éducatrices/éducateurs…) feront travailler les élèves tout au long de l’année.

Un DVD de l’émission choisie, libérée des droits, et le thésaurus correspondant qui contient de très nombreux éléments d’information sur la conception, la réalisation et la diffusion de l’émission sont remis à chaque enseignant participant.

Dans chaque lycée, l’émission choisie est projetée in extenso aux élèves concernés dans les formes adoptées par chacun (groupe classe, salle de projection, poste TV ou grand écran…).

Dès lors l'enseignant, avec le soutien du thésaurus et l’accompagnement de l’équipe de « Savoir Au Présent », a toute latitude pour mettre en œuvre une pédagogie inventive. Il mène le travail d’éducation du regard et de découverte de la télévision avec ses élèves, dans les formes et au rythme qu’il choisit.

Au second trimestre, une deuxième journée de travail est organisée pour les enseignants, au Conseil régional d'Ile-de-France. Elle se décline sous forme d’ateliers : les Ateliers du Regard, construits avec la collaboration et en présence des professionnels de l’audiovisuel. Il s’agit d’approfondir une approche technique à partir du regard sur les Emissions Lauréates. Pour 2017-2018, il est envisagé de consulter en ligne les équipes en vue d'améliorer leur accompagnement mais également de recueillir davantage d'information sur leur démarche et les productions réalisées par les élèves.

Cet important travail développé sur une émission va dès lors s’incarner dans la rencontre avec le réalisateur ou l’un des membres de l’équipe technique. Pour 2017-2018, certaines Rencontres pourraient regrouper les élèves de deux ou trois établissements dans un même lycée. Le but serait de découvrir la pluralité des parcours et des approches et mettre davantage au centre des échanges, les productions des élèves. Ces travaux d'élèves (notes d’intention, vidéo, affiches, articles, scénettes...) s'inscriront dans une démarche, un processus. Catalyseurs de questionnement, ils prendraient la valeur de support pour alimenter les échanges et déployer des prises de conscience.

En fin d’année scolaire une grille d’analyse est envoyée à chaque enseignant. L’ensemble des démarches ainsi rassemblées, les observations des groupes de suivi et de l’équipe de « Savoir Au Présent », nourrissent alors une véritable recherche-action qui se concrétise dans des ajustements du dispositif. Véritable laboratoire, « Télémaques » permet ainsi de préciser peu à peu certains fondements de l’éducation à l’image.

Moyens mis en œuvre :

Salles de réunions, intervenants et locaux chaînes de TV, intervenants audiovisuels (réalisatrices, réalisateurs productrices, producteurs, monteuses, monteurs….), membres de l'équipe de Savoir au Présent, négociation droits, déplacements (voitures), DVD, matériel audiovisuel et informatique (TV/lecteurs DVD/ordinateurs…), papeterie (mallettes, porte document, papier, reliures…), édition textes, réunions de travail, déplacements, frais administratifs…

Intérêt régional : La Région souhaite conforter l'éducation artistique et culturelle dans les lycées, à travers notamment l'installation de relations entre des lycées volontaires et les organismes proposant des programmes d'actions culturelles et citoyennes.

Le programme de l'association « Savoir au Présent » intitulé « Télémaques », s'inscrit dans ces objectifs.

Dans le cadre de la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens", le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Public(s) cible(s) :

Les lycéennes et les lycéens des lycées publics et privés sous contrat d'Ile de France

Télémaques est un dispositif pensé pour le plus grand nombre. Il n'y a pas de limite imposée quant au nombre de classes participantes au sein d'un même lycée. Selon les établissements, entre 15 et 150 élèves y participent. En 2016-2017, ce sont près de 2257 élèves qui ont participé.
Pour l'année 2017/2018, une reconduction pour 33 lycées d'Ile-de-France est envisagée. Une attention toute particulière est portée aux établissements des départements de Seine-et-Marne (77), des Yvelines (78), de l'Essonne (91), et du Val-d'Oise (95), départements les plus éloignés des équipements culturels parisiens.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Quote part sur coûts fixes sur les émissions	8 390,00	5,15%
Quote part sur coûts fixes pour les thésaurus	11 087,00	6,81%
Quote part sur coûts fixes pour le commissariat général du programme	3 775,00	2,32%
Coûts locaux pour les émissions	2 376,00	1,46%
Coûts locaux pour les thésaurus	14 943,00	9,18%
Coûts locaux pour les plateaux	11 289,00	6,93%
Coûts locaux pour la réunion de travail thésaurus	2 398,50	1,47%
Coûts locaux pour les rencontres dans les lycées	44 792,00	27,52%
Coûts locaux pour le suivi de chaque équipe	62 403,00	38,33%
Coûts locaux sur les travaux du groupe de pilotage Télémaques	1 331,00	0,82%
Total	162 784,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Savoir au Présent	65 784,50	40,41%
Région Ile-de-France	85 000,00	52,22%
Chaînes de télévision	12 000,00	7,37%
Total	162 784,50	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	85 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	85 000,00 €
2015	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes (CR46-14)	170 000,00 €
2016	Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	85 000,00 €
	Montant total	340 000,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-465

DU 18 OCTOBRE 2017

AIDES RÉGIONALES AU CINÉMA ET A L'AUDIOVISUEL CONVENTION DE COOPÉRATION 2017-2019 POUR LE CINÉMA ET L'IMAGE ANIMÉE ENTRE L'ETAT, LE CNC, LE DÉPARTEMENT DE SEINE-SAINT-DENIS, LA VILLE DE PARIS ET LA RÉGION ILE-DE-FRANCE - AVENANT FINANCIER 2017 SOUTIEN À DES MANIFESTATIONS ET RÉSEAUX CINÉMATOGRAPHIQUES - 4ÈME AFFECTATION 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le régime exempté de notification n°SA.48161 relatif aux aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel

VU Le règlement (UE) N° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité paru au journal officiel de l'Union européenne du 26 juin 2014, L187/1 et notamment son article 54 ;

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 46-15 du 10 juillet 2015 portant adaptation des dispositifs régionaux aux évolutions européennes et nationales

VU La délibération CR 2017-10 du 26 janvier 2017 portant refonte du fonds de soutien cinéma et audiovisuel et amélioration de l'Aide à l'écriture de scénario

VU La délibération n°CP 2017-348 du 5 juillet 2017 adoptant notamment les conventions-types du Fonds de soutien cinéma et audiovisuel

VU La délibération n° CP 16-146 du 18 mai 2016 portant adoption des nouvelles conventions type relatives aux manifestations et réseaux cinématographiques franciliens, au dispositif d'aide après réalisation

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens »

VU La délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2017 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-465 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : convention de coopération 2017-2019 pour le cinéma et l'image animée

Approuve la convention de coopération pour le cinéma et l'image animée 2017-2019 entre l'Etat, le Centre National du Cinéma et de l'image animée, le département de la Seine-Saint-Denis, la Ville de Paris et la Région Ile-de-France jointe en annexe de la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Article 2 : Avenant financier 2017 – Convention de coopération 2017-2019 pour le cinéma et l'image animée

Approuve la convention d'application financière au titre de l'exercice budgétaire 2017, jointe en annexe de la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Article 3 : Actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles

Décide de participer au titre du dispositif Soutien aux manifestations et réseaux cinématographiques au financement du projet détaillé en annexe à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **300 000 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme aux conventions type adoptées par délibération CP n°16-146 du 18 mai 2016 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **300 000 €** disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-009 (131009) "Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel", action 13100902 "Actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles " du budget 2017.

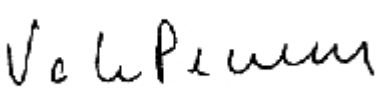
Article 4 : modification du règlement du Fonds de soutien cinéma et audiovisuel

Modifie l'article 1.2 PRODUCTEURS ELIGIBLES 1.2.2 Conditions du dépôt pour le producteur du règlement du Fonds de soutien cinéma et audiovisuel annexé à la délibération n°CR 2017-10 du 26 janvier 2017 comme suit :

« Un producteur ne pourra pas présenter un projet qui a déjà reçu un avis défavorable du Comité de lecture. Une dérogation peut toutefois être accordée pour un nouveau dépôt en cas de réécriture significative de l'œuvre, à condition que le tournage n'ait pas commencé. Le producteur devra en informer les services de la Région 15 jours minimum avant la date de dépôt du dossier par un courrier accompagné d'une note de réécriture.
Le producteur a la possibilité de retirer un dossier déposé, au plus tard la semaine qui précède la date du Comité de lecture. Le nouveau dépôt doit intervenir avant le premier jour de tournage. Un maximum de deux retraits est autorisé pour un même projet.
Les comités de lecture conservent la possibilité d'ajourner un projet si les membres considèrent que les conditions ne sont pas réunies pour rendre leur avis, à condition que le tournage n'ait pas commencé. Dans ce cas le producteur peut représenter son projet quand il le souhaite, mais toujours avant le premier jour de tournage.
Dans tous les cas, un même projet ne pourra faire l'objet que de deux examens en Comité de lecture au total.
Un producteur doit être en règle avec ses obligations contractuelles vis-à-vis de la Région issues

d'un projet antérieur pour lequel il aurait reçu une aide (exemple : compte d'exploitation du film non remis à la Région, absence de mention de la Région à un générique…). Faute de quoi, il ne pourra présenter un nouveau projet. »

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-465	Budget	2017

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131009 - Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel**
Action	**13100902 - Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle**

Dispositif : N° 00000130 - Soutien aux réseaux cinématographiques

Dossier	17014020 - Ciné-Débat au sein des Lycées et CFA franciliens (année scolaire 2017-2018)			
Bénéficiaire	R9036 - UNIS CITE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 042 400,00 €	HT	28,78 %	300 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000130 - Soutien aux réseaux cinématographiques	300 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131009 - 13100902	300 000,00 €

FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014020

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : CINÉ-DÉBATS AU SEIN DES LYCÉES ET CFA FRANCILIENS (ANNÉE SCOLAIRE 2017-2018)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	1 042 400,00 €	28,78 %	300 000,00 €
	Montant Total de la subvention		300 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIS CITE
Adresse administrative : 21 BD NEY
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie TRELLU, Présidente

Date de publication au JO : 28 septembre 1994

N° SIRET : 39819156900209

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux réseaux cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : l'aide à la mise en place de "ciné-débat" au sein des lycées et CFA franciliens au cours de l'année scolaire 2017-2018

Objectifs :
Mise en place de "Ciné-Débat" au sein des Lycées et CFA franciliens au cours de l'année scolaire 2017-2018

Description :

Dans le cadre du grand programme « Citoyens de la Culture » lancé par la Ministre de la culture en 2015, le Centre National du Cinéma et de l'image animée (CNC) et l'association Unis-Cité ont développé une mission citoyenne par le cinéma, dans les lycées et CFA de France. Ce programme national intitulé « Les volontaires Cinéma et citoyenneté » s'inscrit dans la dynamique de Service Civique Universel. Il a vocation à favoriser l'accès de tous à la culture et à mettre la culture au service des valeurs républicaines grâce à la mobilisation de jeunes volontaires en service civique de 16 à 25 ans. Sur l'année scolaire 2016/2017, le programme a été mis en œuvre dans 27 départements, dont 5 en Île-de-France.

Les jeunes sont formés par Unis-Cité à l'animation de débat citoyen et par le CNC et ses partenaires, notamment les réseaux de salles, à la lecture des images cinématographiques. Si le programme est à

visée éducative, les volontaires ne sont ni des professionnels de l'image, ni des professionnels de l'éducation, la vocation du projet étant d'organiser des temps de « ciné-débat » par et pour les jeunes.

Impulsé par le CNC, un premier pilote mobilisant 330 jeunes dans 16 départements sur l'année scolaire 2015/2016 a permis de valider la pertinence du projet et de confirmer l'intérêt de le déployer dès novembre 2016 avec près de 1000 jeunes mobilisés en France.

Ce programme est innovant à la fois par son ampleur et les enjeux qu'il adresse :
- L'image (et particulièrement l'image animée : cinéma, télévision, internet, smartphone...) est partout : comment aider les jeunes à mieux savoir décoder les images animées et moins les subir (développement de l'esprit critique) ?
- L'image animée (et notamment le cinéma) peut être un vecteur d'éducation citoyenne pertinent : comment s'appuyer sur l'image pour mieux comprendre l'histoire, notre société, les différents enjeux d'hier, d'aujourd'hui et de demain ?
- Les jeunes sont très nombreux à exprimer vouloir s'engager au service des autres. Ce programme contribue de manière conséquente au développement des opportunités d'engagement pour les jeunes.

Intérêt régional :
Le soutien régional pour l'année scolaire 2017-2018 doit permettre de donner une ampleur nouvelle au dispositif en Ile-de-France. L'effort financier de la Région bénéficiera d'un apport du CNC à hauteur de 100 000 € selon le principe du 1€ pour 2€.
Une attention particulière sera portée sur les lycées et CFA situés en grande couronne et dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville, en lien avec la stratégie culturelle portée par la Région. Les objectifs chiffrés seront établis au démarrage de la saison avec les services de la Région, sur la base des résultats finaux de l'année précédente et d'une priorisation géographique. L'objectif étant d'atteindre dans les prochaines années 200 ciné-clubs opérationnels en Ile-de-France.
Pour cela, Unis-Cité mobilisera 4 équipes de 25 volontaires, qui seront en service civique d'octobre 2017 à juin 2018.
- 1 équipe principalement sur les Yvelines, les Hauts-de-Seine et Paris – «équipe « Ouest »
- 1 équipe principalement sur le Val d'Oise – équipe « Nord »
- 1 équipe principalement sur l'Essonne – équipe « Sud »
- 1 équipe principalement sur la Seine-et-Marne – équipe « Est »

La consolidation des liens avec les acteurs du cinéma sur le territoire est un objectif prioritaire pour la saison 2017/2018. Elle se traduira par :
- La mise en place de partenariats avec les salles et/ou réseaux de salles art et essai. Ces acteurs seront en effet associés à la formation des volontaires en service civique afin de renforcer ce volet du dispositif. Exemple de parcours de formation : 4 à 6 séances autour de l'histoire du cinéma et des salles, les métiers du cinéma, le cinéma d'auteur et la mise en scène (à partir des films de la mallette mise à disposition pour le programme.
- La coordination de ce dispositif aux autres actions soutenues par la Région, comme « Lycéens et apprentis au cinéma » ou les « Médiateurs culturels » piloté par ARCADI dans le cadre de ses missions d'éducation artistique et culturelle dans les lycées.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)

Libellé	Montant	Taux
Recrutement des volontaires et lien avec l'Agence du service Civique	33 500,00	3%
Bourse service civique et sécurité sociale versée aux jeunes	582 400,00	56%
Encadrement des volontaires	179 000,00	17%
Formation Civique et Citoyenne des volontaires	21 000,00	2%
Préparation à l'après-service civique et coaching professionnel des volontaires	17 000,00	2%
Indemnité complémentaire obligatoire des volontaires	86 000,00	8%
Pilotage et animation locale du projet	36 000,00	3%
Moyens matériels et frais de structures	43 500,00	4%
Frais administratifs et de gestion locale	44 000,00	4%
Total	**1 042 400,00**	**100%**

Recettes(€)

Libellé	Montant	Taux
Etat	582 400,00	56%
Conseil régional IDF (soll.)	300 000,00	29%
Agence service civique/tutorat	80 000,00	8%
Agence service civique/Formation civique	10 000,00	1%
Autres collectivités (CD95, CD91, Villes)	45 000,00	4%
Autres services de l'Etat (DDCS)	15 000,00	1%
Fonds propres Unis-Cités	10 000,00	1%
	1 042 400,00	**100%**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	150 000,00 €
2018	150 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Phénix	34 500,00 €
2017	Phénix	28 500,00 €
	Montant total	63 000,00 €

CONVENTION DE COOPERATION 2017-2019 REGION CNC

CONVENTION DE COOPÉRATION
POUR LE CINÉMA ET L'IMAGE ANIMÉE

ENTRE

L'ÉTAT (DRAC- ILE-DE-FRANCE)

LE CENTRE NATIONAL DU CINÉMA ET DE L'IMAGE ANIMÉE

LA RÉGION ILE-DE-FRANCE

LE DEPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS

LA VILLE DE PARIS

Depuis les premières lois de décentralisation, l'Etat, le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) et les collectivités territoriales coopèrent afin de développer le secteur du cinéma et de l'audiovisuel dans les territoires.

Cette politique s'est structurée depuis la fin des années 1990 autour de conventions de coopération qui couvrent un champ très large : la création, la production, l'exploitation en salles, la diffusion, l'éducation à l'image ainsi que la sauvegarde et la diffusion du patrimoine cinématographique. Les collectivités territoriales sont désormais des partenaires à part entière du secteur du cinéma, de l'audiovisuel et de l'image animée. Cette politique de développement et de coopération entre l'Etat, le CNC et les collectivités territoriales dans le secteur cinématographique et audiovisuel a permis :

- de nourrir la diversité culturelle par la représentation de tous les univers cinématographiques et audiovisuels ;
- d'accroître l'attractivité des territoires en créant des emplois grâce à la structuration d'une filière ;
- de maintenir un parc de salles de cinéma dense, moderne et diversifié ;
- de renforcer le lien social, l'esprit critique et de renouveler les publics grâce aux dispositifs d'éducation à l'image ;
- de concourir à l'animation culturelle du territoire à travers des festivals et en sauvegardant le patrimoine cinématographique.

La politique de coopération Etat – CNC - Collectivités territoriales (Région Ile-de-France, Département de la Seine-Saint-Denis, Ville de Paris) a toujours été envisagée par les partenaires dans sa globalité, chaque action soutenue ayant un impact sur les autres.

Pour les années 2017-2019, à la suite de la concertation des acteurs territoriaux initiée par le CNC et de son Tour de France des régions, les partenaires souhaitent renouveler et approfondir la politique ainsi menée afin d'encourager la mise en place d'écosystèmes locaux et le développement d'une économie de la création, en favorisant l'articulation entre politique culturelle et politique de développement économique.

VOLET STRATEGIQUE

1. Le renforcement de la politique de soutien à la création et à la production d'œuvres de qualité

Par leur intervention conjointe, le CNC et les collectivités territoriales ont pour objectif de contribuer à la diversité culturelle, en soutenant des œuvres de qualité, en contribuant au renouvellement de la création et des talents locaux en matière cinématographique et audiovisuelle, et en accompagnant la filière professionnelle.

1.1. Le repérage de l'émergence, le renouvellement et l'accompagnement des talents par un soutien aux auteurs

L'avenir de la filière passe par l'accompagnement des auteurs et le renouvellement des talents dans leur diversité. L'auteur doit être repéré puis soutenu et accompagné pour créer toute œuvre animée (fiction, animation, documentaire, expérimental et nouveaux médias).
Plusieurs dispositifs mis en œuvre par les collectivités territoriales, accompagnés pour certains par le CNC, y contribuent :

- les soutiens sélectifs à l'écriture d'œuvres cinématographiques (courte ou longue durée) et audiovisuelles en particulier pour les auteurs débutants ;
- les bourses d'écriture pour les œuvres cinématographiques (courte et longue durée) et les dotations de prix dans le cadre de festivals ;
- les aides après réalisation, pour les œuvres cinématographiques de courte et de longue durée (notamment documentaire) ;
- La Région a adopté en juillet 2017 une nouvelle politique culturelle innovante de soutien à la jeune création avec la mise en place du Fonds Régional des Talents Emergents (FoRTE), dont l'objectif est d'accompagner chaque année une quarantaine de jeunes artistes notamment dans le secteur du cinéma et de l'audiovisuel.
- le soutien à des initiatives territoriales s'inscrivant dans la démarche « Talents en court » ou participant à l'émergence de cinéastes autodidactes (dispositif « L'Atelier ») ;
- les résidences de création qui, tout en favorisant une présence artistique forte sur un territoire et ce dans une relation de proximité avec les habitants, sont un levier en termes de professionnalisation, de rayonnement, de capacité de production et de diffusion. Les résidences peuvent se dérouler au sein de structures culturelles, en milieu scolaire, dans le champ social, dans les salles de cinéma et autres lieux de diffusion dédiés à l'image en mouvement.

L'Etat (Direction régionale des affaires culturelles - Drac) apporte également un soutien aux jeunes auteurs à travers l'accompagnement de structures ressources en matière de formation et d'information des professionnels.

1.2. Les projets d'œuvres pour les nouveaux médias

La création s'est emparée des spécificités offertes par les nouveaux médias et les nouveaux usages. En découlent des œuvres innovantes qui se caractérisent par leur diversité (séries digitales, narration interactive, applications mobiles, expériences en réalité virtuelle, etc…).

Ces œuvres nourrissent la diversité culturelle. Afin d'encourager la création de ces contenus innovants, des dispositifs de soutien à l'écriture, au développement et à la production sont mis en place par le CNC, la Région et la Ville de Paris.

1.3. Les œuvres cinématographiques de courte durée

Le renouvellement des talents, la découverte de nouveaux cinéastes et l'émergence de nouvelles sociétés de production dynamiques passent par la production d'œuvres cinématographiques de courte durée. Ainsi, les collectivités territoriales s'engagent pour intervenir dans ce secteur économiquement fragile mais qui reste une étape essentielle dans la structuration d'une filière et le renouveau des talents.
Avec l'accompagnement du CNC, les collectivités territoriales développent des dispositifs de soutien à la création, à la production, à l'après réalisation et à la diffusion en faveur du court-métrage.

1.4. Les œuvres cinématographiques de longue durée et la production audiovisuelle

Le CNC et la Région soutiennent la production d'œuvres cinématographiques de longue durée et d'œuvres audiovisuelles afin d'offrir au public une grande diversité de l'offre culturelle, en particulier d'œuvres françaises, et pour contribuer à structurer un secteur créateur de richesses et d'emplois. La production de ces œuvres est également source d'attractivité pour le territoire régional.

2. Le renforcement de l'attractivité du territoire et de la structuration des filières

Afin de renforcer l'attractivité du territoire français, plusieurs mécanismes d'incitation fiscale ont été mis en place : le crédit d'impôt pour les dépenses de production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles et le crédit d'impôt pour les dépenses de production exécutive d'œuvres étrangères. L'amélioration des modalités de mise en œuvre de ces dispositifs en 2016 permet de relocaliser des tournages en France.

En complémentarité avec ces dispositifs, la Région a fait évoluer son Fonds de soutien cinéma et audiovisuel.

La Ville de Paris, pour sa part, accompagne l'installation immobilière des entreprises sur son territoire (par exemple les entreprises de post-production, d'effet spéciaux, de films d'animation…) et soutient les entreprises innovantes, notamment dans le secteur des industries créatives et de l'audiovisuel.

2.1. Structurer le tissu économique francilien

En janvier 2017, la Région a optimisé son principal dispositif d'aide à la Production pour une meilleure prise en compte des productions à fort impact sur la structuration du tissu économique francilien.

Les aides financières renforcées ont un double objectif :

- Accompagner plus fortement les productions qui contribuent notamment à dynamiser le secteur et les emplois sur le territoire francilien ;
- Inciter les producteurs à innover afin de faire de la Région un territoire pionnier sur certaines technologies et de permettre aux prestataires techniques franciliens de développer les outils et services indispensables à ces pratiques, créant de nombreux emplois et renforçant l'attractivité du territoire pour toutes les productions françaises, européennes ou internationales engagées dans ces démarches et à la recherche de savoirs faire à haute valeur ajoutée.

La Ville de Paris a mis en place le Fonds Innovation Amorçage qui cible les entreprises innovantes accompagnées par un réseau d'incubateurs parisiens. Doté à parts égales par la Ville de Paris et la Banque publique d'investissement, les aides du fonds bénéficient notamment aux jeunes pousses des industries créatives.

2.2. Mettre le cinéma et l'image animée au service de l'attractivité du territoire

Les missions d'accueil de tournage mises en place par la Région et la Ville de Paris sont essentielles pour :

- faciliter l'accueil des tournages et déployer une offre de services associée ;
- recenser et faire connaître la diversité et le savoir-faire des industries techniques, talents, techniciens, décors franciliens, notamment à travers les bases TAF et Décors opérées par Film France ;
- instruire des demandes, accueillir et accompagnement des tournages ;
- avoir une attention particulière sur l'accompagnement de la filière en matière de responsabilité sociale et environnementale (Collectif et démarche Eco-prod) ;
- promouvoir à l'étranger les savoir-faire des talents techniques, les décors franciliens et les mécanismes de financement (Fonds d'aide régionaux et crédit d'impôt international).

2.3. Soutenir le développement de la filière

2.3.1. Créer des pôles pour structurer la filière

Les collectivités territoriales engagent une réflexion pour offrir aux créateurs et aux publics de véritables lieux ressources.

La Région a ainsi inscrit en janvier 2017 dans sa nouvelle délibération en faveur des aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel, le principe de la création, en lien avec les professionnels du secteur, d'une Maison Francilienne des scénaristes.Ellevise à renforcer l'offre de lieux ressources et d'échanges (pépinières) à destination des auteurs et en particulier des jeunes auteurs. Cette Maison, véritable lieu de création et de travail, doit également avoir pour objectif de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes scénaristes au moment de leur entrée dans la vie professionnelle ainsi que la constitution de leur réseau professionnel.

Par ailleurs, le « Projet Image » (titre provisoire), est un projet partenarial de dimension régionale dédié à l'image qui allie une dimension culturelle et une dimension économique dans l'objectif de faire filière. Porté par le Département de la Seine-Saint-Denis, ce projet, qui a pour horizon 2020, va s'incarner dans un lieu dédié et s'articuler autour des champs de la création et de sa diffusion, de l'accompagnement des jeunes porteurs de projets et de la formation. En proposant un socle élargi de l'éducation à l'image à l'éducation aux médias et à l'information, le Projet Image a pour ambition de favoriser l'appropriation d'une culture et

des outils de l'image, levier dans la lutte contre les inégalités et les risques d'exclusion sociale.

2.3.2. Soutenir le développement de la filière et l'entreprenariat culturel

La Région Ile-de-France s'est dotée d'une stratégie économique globale pour la période 2017-2021, la stratégie régionale pour la croissance, l'emploi et l'innovation, avec l'ambition de renouveler en profondeur les initiatives au service de la croissance, de l'emploi et de l'innovation. Elle affirme ainsi sa volonté de développer la compétitivité des entreprises franciliennes, ainsi que l'esprit d'entreprendre et d'innover sur tous les territoires et notamment dans le champ de l'image.

Pour atteindre cet objectif, la Région a notamment décidé un accroissement significatif des aides aux TPE-PME à travers la gamme « Up » (TP'up, PM'up, Innov'up et Back'up) en votant un budget 2017 en forte augmentation.

La Ville de Paris aide les entreprises innovantes, notamment dans le secteur des industries créatives, en investissant massivement dans une offre immobilière adaptée et en créant des hôtels d'entreprises qui proposent des loyers modérés, des espaces communs mutualisés, des baux flexibles, etc. La Ville de Paris soutient également des incubateurs spécialement dédiés à la filière et plus largement un réseau d'une dizaine d'incubateurs parisiens généralistes également ouverts aux industries créatives.

De plus, la Ville de Paris encourage l'entreprenariat culturel, notamment au travers du dispositif Créart'up qui cible les étudiants engagés dans un projet de professionnalisation vers les métiers des industries créatives.

En partenariat avec la Caisse des Dépôts, la Ville de Paris s'engage également dans la démarche « Fabrique à Entreprendre », qui permet de soutenir les porteurs de projets issus des quartiers populaires à travers le dispositif CitésLab (financement, coordination des acteurs).

2.3.3. Renforcer la capacité de financement des entreprises

Des instruments sont mis en place pour faciliter l'engagement des banques en faveur du secteur cinématographique et audiovisuel.

Grâce au soutien du CNC, l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles (IFCIC)[1] facilite l'engagement des banques en faveur du secteur cinématographique et audiovisuel : sociétés de production, distributeurs, exploitants de salles de cinéma, industries techniques de l'image et du son, entreprises du secteur du jeu vidéo.

La garantie bancaire de l'IFCIC couvre l'ensemble des besoins d'investissement de la filière. Certains projets peuvent également bénéficier de prêts directs de l'IFCIC. Afin notamment de faciliter les démarches des entrepreneurs installés en région, l'IFCIC a mis en place en 2015 un partenariat avec Bpifrance (traitement à l'IFCIC de l'ensemble des dossiers culturels).

Outre le fonds Paris Innovation Amorçage, la Ville de Paris soutient des structures de financement et d'accompagnement des jeunes entreprises, tous secteurs confondus.

3. La politique de soutien à l'exploitation

La France possède un parc de salles unique au monde au vu de sa densité, de sa singularité et de sa diversité grâce à une politique de soutien ininterrompu depuis plus de cinquante ans. Ce parc enregistre un haut niveau de fréquentation, témoignant de la vitalité du 7ème art auprès du plus grand nombre.

L'Ile-de-France est la région qui connaît la plus forte fréquentation, avec 54 millions de spectateurs en 2015 dont 24 millions à Paris. Elle dispose d'un grand nombre de salles relevant de tous les modes d'exploitation (cinémas publics et privés, petite, moyenne et grande exploitation…). Elle compte plus de 300 établissements cinématographiques dont la moitié sont des cinémas classés art et essai et accueille également plus de 30 multiplexes sur son territoire. Au total les cinémas art et essai représentent un peu moins d'un tiers des écrans d'Ile-de-France (305 sur 1 073 écrans). Les salles franciliennes recueillent un indice de fréquentation de 4,3 contre 3,26 au niveau national.

3.1. Le maintien d'un parc de salles dense et moderne

Le CNC soutient le secteur de l'exploitation pour assurer le maintien sur l'ensemble du territoire d'un réseau dense et moderne de salles facilitant l'accès du public aux œuvres à travers des aides à l'investissement et au fonctionnement.

Par ailleurs, l'IFCIC, grâce à un mécanisme de garantie bancaire, contribue à l'ensemble des besoins de financement des exploitants de salles de cinéma. Depuis 2015, afin de contribuer au maintien, en France, de la diversité du réseau de salles, le CNC a confié à l'IFCIC la gestion d'un mécanisme de soutien aux opérations de reprise de salles de cinéma (*prêts participatifs* et *garantie bancaire majorée*).

Les collectivités territoriales s'inscrivent en complément de ces dispositifs et interviennent en investissement pour subventionner les équipements ainsi que les travaux de rénovation et de modernisation des cinémas existants classés art et essai.

3.2. Le maintien d'un parc de salles diversifié

Le maintien d'un parc de salles diversifié permet de garantir le pluralisme de l'offre cinématographique et d'assurer l'animation culturelle de son territoire.

L'Etat contribue à la régulation de l'aménagement cinématographique du territoire à travers l'instruction par la Drac des dossiers de demande d'autorisation préalable de création ou d'extension d'établissements de spectacles cinématographiques déposés auprès des Commissions départementales d'aménagement commercial (CDAC) statuant en matière cinématographique, dont il assure également l'organisation.

Le CNC soutient les salles qui offrent une programmation art et essai et/ou qui maintiennent une programmation difficile face à la concurrence.

La Ville de Paris apporte une aide complémentaire en subventionnant les salles de cinéma indépendantes en fonctionnement afin de soutenir leur important travail d'animation culturelle ancré dans leur quartier et en direction de tous les publics.

Outre ces dispositifs de soutien, le CNC accompagne les associations nationales qui favorisent la rencontre du public avec les œuvres et font la promotion de la diversité de la création cinématographique et audiovisuelle : Association française des cinémas d'art et d'essai (AFCAE), Groupement national des cinémas de recherche (GNCR), Association du

cinéma indépendant pour sa diffusion (ACID), Agence du Court métrage (ACM), Agence pour le développement régional du cinéma (ADRC).

Les collectivités territoriales d'Ile-de-France signataires de la présente convention et l'Etat (Drac)favorisent la structuration de réseaux territoriaux de salles de cinéma, dans le but de mettre en œuvre les dispositifs d'éducation à l'image, de développer la mutualisation des ressources, l'innovation et le partage d'expériences entre exploitants dans la perspective de renforcer le travail de chaque salle dans le respect de son identité. Ainsi, les associations départementales (Cinémas 93, Cinémas Indépendants Parisiens, Cinéssonne, Cinéma Public et Ecrans VO) ou régionales (Association des Cinémas de Recherche d'Ile-de-France ACRIF) contribuent grandement à l'aménagement culturel du territoire, solidifient et irriguent chaque jour le maillage territorial par des actions de qualité qui participent au renforcement de la filière image dans une relation de proximité avec les territoires et les publics.

3.3. La salle de demain passe par l'humain

La Région et le CNC aident les salles de proximité à se développer en contribuant au financement d'emplois de médiateurs dans les salles. Ces emplois sont consacrés à l'animation dans les salles, à la recherche de public et à la communication. Ces médiateurs doivent œuvrer au développement culturel des territoires pour diversifier l'offre et toucher des publics plus larges et plus divers notamment les jeunes lycéens et apprentis.

En raison de la spécificité du parc de salles du territoire régional, ces emplois peuvent être mutualisés entre plusieurs salles notamment par l'intermédiaire des associations et réseaux de salles de cinéma.

4. Le développement de l'éducation à l'image et la citoyenneté pour former le public de demain

La démocratisation des outils de création et de diffusion des images, l'omniprésence des écrans, la massification des flux et le formatage commercial des contenus imposent d'accompagner les regards et particulièrement ceux du jeune public. L'enjeu est de comprendre comment sont faites les images, de favoriser l'expression artistique et de proposer une approche sensible des œuvres.

Ces démarches constituent aujourd'hui une priorité des politiques publiques, car lire et écrire le monde qui nous entoure – pour mieux l'appréhender dans toute sa complexité – ne passe pas uniquement par le texte mais également par les images.

Ces actions concernent le public le plus large possible, de la crèche à la sortie du lycée.

4.1. Dans le temps scolaire : renforcer et développer les actions d'éducation artistique et culturelle et les dispositifs nationaux d'éducation à l'image dans une ambition de parcours

L'éducation à l'image s'appuie depuis les années 1990 sur des dispositifs nationaux, dont le CNC est à l'origine, visant à donner aux élèves, de la maternelle à la terminale, une culture cinématographique par la fréquentation des œuvres et des créateurs, grâce au partenariat avec le ministère de la culture (Drac), le ministère de l'Education nationale et les collectivités territoriales. Quatre opérations ont ainsi vu le jour : « École et Cinéma », « Collège au Cinéma », « Lycéens et apprentis au Cinéma » ainsi que les enseignements obligatoires et facultatifs de spécialité cinéma-audiovisuel en série L des lycées. Elles sont fondées sur des principes identiques : la découverte des films en salle de cinéma, la rencontre avec des professionnels et les métiers du cinéma et de l'audiovisuel et le travail pédagogique conduit

par les enseignants et les partenaires culturels à partir de documents et ressources numériques réalisés spécialement à leur intention.

L'éducation artistique et culturelle, dont l'éducation à l'image est un des éléments importants, compte parmi les priorités fortes de l'Etat et des collectivités territoriales signataires (Région, Département de la Seine-Saint-Denis, Ville de Paris). Ils soutiennent ces dispositifs nationaux, qui touchent plus de **250 000 élèves chaque année** sur l'ensemble de l'Ile-de-France, et les enrichissent par des programmations spécifiques, par des actions permettant de toucher le très jeune public ainsi que par des ateliers de pratique.

4.2. Dans le temps périscolaire : renforcer la place de l'éducation à l'image

Les collectivités territoriales mettent en œuvre des nombreuses actions sur le temps périscolaire tout au long de la scolarité (ateliers dans le cadre du temps d'activité périscolaire, sorties cinéma).

Le CNC a souhaité relancer en s'appuyant sur les jeunes du service civique la tradition des ciné-clubs dans les collèges et les lycées, qui a permis à tant de générations de découvrir, d'aimer le cinéma et d'en tirer un regard curieux et critique sur le monde.
La Région va accompagner cette initiative afin de lui donner une ampleur particulière en Ile-de-France. Elle va favoriser par son soutien le déplacement des jeunes en service civique sur l'ensemble du territoire francilien et renforcer la qualité de leur formation en particulier en matière de culture cinématographique.

4.3. Le hors temps scolaire : le maintien des dispositifs Passeurs d'images et Des cinés, la vie

Le CNC a mis en œuvre deux dispositifs hors temps scolaire, **Passeurs d'images**, en direction des publics en difficulté d'accès aux pratiques cinématographiques et **Des cinés, la vie !**destiné à sensibiliser à l'image et à la citoyenneté les mineurs et jeunes majeurs sous protection judiciaire.

La réussite de ces opérations repose sur un partenariat entre les ministères chargés de la culture et de la communication et plus particulièrement des Directions régionales des affaires culturelles, de l'éducation nationale, de l'agriculture, de la politique de ville, de la justice, de la santé et de la jeunesse et des sports ainsi qu'avec les collectivités territoriales et les professionnels du cinéma.

Le CNC finance la coordination nationale de ces dispositifs que la Région et l'Etat mettent en œuvre sur leur territoire. La Région et l'Etat en coordination avec le CNC, décident de prolonger leur partenariat pour faire évoluer **Passeurs d'images** en coopération les autres services ministériels concernés.

Les collectivités territoriales signataires et l'Etat soutiennent des associations pour le développement d'actions de sensibilisation dans les territoires et quartiers prioritaires (ateliers de programmation, d'écriture, de réalisation, de montage, etc.).

5. Un maillage adapté en termes de diffusion culturelle et une politique active en termes de patrimoine cinématographique

5.1. La diffusion d'une offre diversifiée

5.1.1. Le rôle des festivals

Les festivals de cinéma ont un rôle clé dans l'aménagement culturel du territoire, dans l'exposition des œuvres les plus exigeantes dans et hors circuit commercial ainsi que dans la découverte et l'accompagnement des jeunes talents participant aussi à leur insertion professionnelle. Ils contribuent au travail en direction des publics et à leur diversification. Ce sont des acteurs de proximité de la diversité cinématographique et audiovisuelle. Ils contribuent au rayonnement des territoires dans lesquels ils se déroulent et participent pleinement à l'économie locale. C'est à ce titre que nombreux sont ceux qui sont soutenus par les collectivités territoriales signataires ainsi que par l'Etat (Drac) et par le CNC pour les festivals de rayonnement national. L'Etat soutient les projets de plateformes et de diffusion numérique des festivals afin de favoriser leur rayonnement et d'élargir leurs publics dans le respect du droit d'auteur.

5.1.2. Le réseau de diffusion culturelle

A l'initiative du CNC, plusieurs opérations nationales permettent de faire découvrir au public des œuvres appartenant à un genre particulier (Mois du film documentaire, la Fête du Court métrage, la Fête du cinéma d'animation, Images en mémoires, Images en miroirs). Ces opérations sont relayées et financées pour certaines sur les territoires par l'État et les collectivités territoriales signataires.

Dans sa logique de développement culturel des territoires et des publics, la Région souhaite mettre en œuvre des séances de cinéma en plein air au sein des Iles-de-Loisirs franciliennes dans le respect de la règlementation.

5.2. La diffusion culturelle et la citoyenneté

Le CNC et les collectivités territoriales signataires s'engagent dans de nombreuses opérations de diffusion culturelle vers des publics en difficulté d'accès à la culture (Cinéma solidaire, Résonnance culture…).

Les collectivités territoriales signataires et l'Etat soutiennent des associations pour le développement d'actions à destination des publics dits « éloignés » ou « empêchés » (personnes en situation de handicap, sous la main de justice, emprisonnées ou en situation d'exclusion sociale, économique ou culturelle).

5.3. Une politique active en termes de patrimoine cinématographique

Afin de promouvoir une offre cinématographique comprenant les œuvres de patrimoine et d'en assurer la valorisation, le CNC mène une politique patrimoniale nationale et internationale et soutient sur de nombreux territoires des actions de collecte, de conservation, de restauration et de valorisation du patrimoine cinématographique mises en œuvre par des cinémathèques ou des associations œuvrant dans ce secteur.

Les collectivités territoriales et l'Etat apportent leur soutien à certains projets de numérisation et de valorisation de collections cinématographiques à valeur patrimoniale. Ces projets doivent intégrer des œuvres de différents auteurs et présenter un volet diffusion et valorisation important en direction des publics.

Ainsi, pour la durée de la convention, au regard du diagnostic territorial partagé en annexe de la présente convention, les partenaires se donnent comme objectifs prioritaires

1. Le maintien/ le renforcement de la politique de soutien à la création et à la production d'œuvres de qualité ;
2. Le renforcement de l'attractivité du territoire et de la structuration de la filière ;
3. La politique de soutien à l'exploitation renouvelée ;
4. Les dispositifs d'éducation à l'image et la citoyenneté et plus généralement l'éducation artistique et culturelle autour du cinéma hors et sur le temps scolaire ;
5. Un maillage adapté en termes de diffusion culturelle sur l'ensemble du territoire et une politique active dans le domaine du patrimoine cinématographique.

MODALITES TECHNIQUES

Vu le code du cinéma et de l'image animée, notamment ses articles L. 111-2 (2°), L.112-2, L. 321-1 et suivants, R. 112 et D.311-1 ;

Vu le Règlement général des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée, notamment son article 113-2 ;

Vu le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (RGEC) ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1111-4, L. 1511-2, L. 3232-4 et L. 4211-1 (6°) ;

Vu la délibération n°……. du ……du Conseil régional autorisant son Président à signer la présente convention ;

Vu la délibération n° CR 31-05 du 23 juin 2005 du Conseil régional, relative aux aides régionales dans le domaine culturel ;

Vu la délibération n° CR 23-12 du 16 février 2012 du Conseil régional, relative à l'aide régionale après réalisation ;

Vu la délibération n° CR 2017-10 du 27 janvier 2017 du Conseil régional, relative à la refonte du Fonds de soutien cinéma et audiovisuel et de l'Aide à l'Ecriture de Scénario ;

Vu la délibération n°3-10 du 11 juillet 2006 de la Commission permanente du Conseil général de la Seine-Saint-Denis relative à la mise en œuvre du fonds départemental d'aide à la production cinématographique « L'aide au film court » ;

Vu la délibération n°2015-XI-74 du 5 novembre 2015 de la Commission permanente du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis approuvant le règlement de « L'aide au film court » ;

Vu la délibération n°……du ……. de la Commission permanente du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis approuvant ladite convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la délibération n° SG 2006-37 des 15 et 16 mai 2006 du Conseil de Paris instituant un fonds d'aide à la production de courts métrages, et notamment son règlement ;

Vu la délibération n° 2015 DAC 524 du 30 septembre 2015 du Conseil de Paris instituant le fonds d'aide aux projets transmédia, et notamment son règlement ;

Vu la délibération n° …….. du …….. du Conseil de Paris autorisant sa maire à signer la présente convention ;

Vu le budget du Centre national du cinéma et de l'image animée pour 2017 ;

Vu le budget primitif 2017 de la Région ;

Vu le budget primitif 2017 du Département ;

Vu le budget primitif 2017 de la Ville de Paris ;

Considérant le cahier des charges du 6 septembre 2004 relatif au dispositif "Collège au cinéma" ;

Considérant le protocole interministériel du 4 décembre 2006 relatif au dispositif « Lycéens et apprentis au cinéma » ;

Considérant le cahier des charges du 11 mai 2007 relatif au dispositif "Ecole et cinéma" ;

Considérant le protocole d'accord interministériel relatif au dispositif « Passeurs d'Images » du 26 octobre 2009 ;

Considérant la circulaire de la ministre de la culture et de la communication du 8 juin 2016 relative au soutien d'artistes et d'équipes artistiques dans le cadre de résidences,

ENTRE

L'État, représenté par le Préfet de la Région Ile-de-France, Préfet de Paris, Monsieur Michel CADOT, ci-après désigné « l'État »,

Le Centre national du cinéma et de l'image animée, représenté par sa Présidente, Madame Frédérique BREDIN, ci-après désigné « le CNC »,

La Région Ile-de-France, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, ci-après désignée « la Région »

Le Département de la Seine-Saint-Denis représenté par son Président, Monsieur Stéphane TROUSSEL, ci-après désigné « le Département »,

ET

La Ville de Paris représentée par sa Maire, Madame Anne Hidalgo, ci-après désignée « la Ville »,

il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet le développement du secteur cinématographique et audiovisuel dans la région Ile-de-France pour la période 2017-2019. Les signataires s'engagent à mener une politique conjointe dans les domaines de la création et de la production d'œuvres cinématographiques, audiovisuelles et multimédia, de la diffusion culturelle, de l'éducation à l'image, du développement des publics, du patrimoine cinématographique et audiovisuel et de l'exploitation cinématographique.
Les partenaires concluent chaque année une convention d'application financière.

ARTICLE 2 - Rappel du cadre juridique général

Conformément à l'article L. 1111-4 du Code général des collectivités territoriales, « *Les compétences en matière de promotion […] de culture […] sont partagées entre les communes, les départements, les régions et les collectivités à statut particulier* ».

Les aides des collectivités territoriales signataires de la présente convention, constitutives d'une aide d'Etat en application de l'article 107§1 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, sont compatibles avec la règlementation européenne en matière d'aide d'Etat. La Région, le Département et la Ville s'engagent à mettre ses dispositifs d'aides en conformité avec les règles communautaires, notamment celles du Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (RGEC).

Les dispositifs d'aides de la Région, du Département et la Ville ne comportent pas de dispositions contraires au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne dans des domaines autres que les aides d'Etat, en vue d'éviter toute discrimination, au sein de l'Union, en raison de la nationalité des bénéficiaires des aides, et d'assurer notamment la liberté d'établissement, de circulation des marchandises et de libre prestation des services.

TITRE I : SOUTIEN À LA CRÉATION ET À LA PRODUCTION

ARTICLE 3 – Fonds d'aides à la création et à la production

Dans le cadre de la présente convention conclue pour les années 2017-2019, la Région, le Département et la Ville gèrent des fonds d'aide sélective à la création et à la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles, selon les dispositions prévues aux articles 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 de la présente convention.

Sous réserve d'un apport minimum de trois cent mille euros (300 000 €) de la Région et du maintien de l'apport des collectivités signataires dans les dispositifs d'éducation à l'image, et d'un apport respectif de cent mille euros (100 000 €) du Département et de la Ville, le CNC, sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire et de ses possibilités budgétaires accompagne financièrement l'effort des trois collectivités par des apports dont les modalités sont détaillées dans les articles 4, 5, 6, 7, 8 et 9. Les apports financiers du CNC sont subordonnés au respect des conditions de sélectivité dans lesquelles les aides sont accordées, telles qu'elles sont définies à l'article 10.

Le montant total des engagements financiers annuels du CNC en faveur de la Région dans le cadre de la présente convention au titre du fonds d'aide à la production pour la production

cinématographique (longue durée et courte durée) et audiovisuelle ne peut excéder deux millions d'euros (2 000 000 €).

ARTICLE 4- Soutien à l'émergence et au renouveau des talents

4.1- Le déploiement de l'opération Talents en Court

La Région soutient sur son territoire, aux côtés du CNC, du Département de la Seine-Saint-Denis et de la Ville de Paris, le déploiement de l'opération Talents en court qui répond à la charte (http://www.cnc.fr/web/fr/talents-en-court).

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2017 à 2019, les partenaires concernés financent conjointement l'opération « Talents en Court», chaque partenaire versant directement sa participation annuelle à la ou aux structures chargées de la coordination de cette opération.

4.2- Le soutien sélectif à l'écriture

La Région accorde un soutien sélectif à l'écriture et d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles avec l'accompagnement du CNC selon les modalités suivantes.

Ce dispositif d'aide sélective a pour but de soutenir un auteur dans son projet d'écriture scénaristique et la mise en œuvre d'un atelier au sein d'un lycée ou d'une structure d'accueil située en Ile-de-France.

- Eligibilité

L'aide s'adresse à un auteur, débutant ou confirmé, français ou étranger afin d'accompagner des projets cinématographiques ou audiovisuels (fiction, animation, documentaire, projets d'œuvres pour les nouveaux médias) en commencement d'écriture présentés sous la forme d'un synopsis.

- *Critères et procédure d'attribution*

Les aides de la Région sont attribuées après avis du comité de lecture, en considération notamment de la nature du sujet, des caractéristiques et des qualités des projets ainsi que du projet d'ateliers proposés par l'auteur à destination d'un public non professionnel autour de la création cinématographique au sein d'un lycée ou autre structure d'accueil.

- *Nature et montant des aides*

Les aides prennent la forme de bourse versée à l'auteur avec la proposition de participer à une préparation à des séances de pitch en vue de rencontres avec des producteurs et réalisateurs ainsi que d'un accompagnement individualisé par un scénariste consultant pour les auteurs débutants.

La Région fixe le montant de chaque aide attribuée dans la limite de plafonds précisés à l'annexe technique de la présente convention.

- Participation financière du CNC

Le CNC accompagne financièrement l'effort prévisionnel de la Région par une subvention forfaitaire globale annuelle destinée à accroître l'intervention financière de la Région dans ce domaine. Seuls les projets ayant reçu un avis positif du comité de lecture inscrit dans le procès-verbal sont comptabilisés pour le calcul de la participation effective du CNC. Après remise du bilan qualitatif et quantitatif annuel fourni par la Région et d'une attestation des sommes mandatées par projet, le montant de la participation du CNC est proratisé en fonction du montant effectivement mandaté par la Région, sans pouvoir cependant excéder l'engagement prévisionnel inscrit dans la convention annuelle d'application financière.

4. 3– Aide à l'écriture et au développement, Grand Prix Côté Court

Aide au film court en Seine-Saint-Denis : attribution d'une bourse au réalisateur
Dans le cadre de l'Aide au film court en Seine-Saint-Denis, dispositif de soutien à la création et à la production d'œuvres cinématographiques de courte durée, le Département peut attribuer une bourse en numéraire à l'auteur-réalisateur d'un film bénéficiaire du fonds d'aide pour l'écriture d'un nouveau projet d'œuvres cinématographique de courte et de longue durée et ceci sur présentation d'un avant-projet.

Son versement est conditionné à la signature d'une convention et au respect préalable des engagements conventionnels pris par le réalisateur avec le Département et l'association Cinémas 93.

Le Département fixe le montant de la bourse attribuée à chaque réalisateur bénéficiaire dans la limite du plafond précisé à l'annexe technique de la présente convention.

Grand Prix du Festival Côté Court
Le Département attribue au lauréat du Grand Prix du festival Côté Court une aide destinée à l'écriture d'un nouveau projet de réalisation d'œuvre cinématographique de courte et longue durée.

Le Département fixe le montant de la bourse attribuée dans la limite du plafond précisé à l'annexe technique de la présente convention.

4.4–L'Atelier : favoriser l'émergence des talents autodidactes en Seine-Saint-Denis

Le Département soutient financièrement, avec l'accompagnement du CNC, la mise en place du dispositif L'Atelier porté par les associations Côté Court et Cinémas 93 dont l'objet est l'accompagnement sur mesure de trois apprentis réalisateurs autodidactes par des cinéastes confirmés qui jouent un rôle de parrain.

Ce dispositif vise à mettre en relation trois cinéastes émergents avec des professionnels du cinéma afin de leur permettre de mieux comprendre les codes du milieu et d'affiner leur désir de création à travers des rendez-vous mensuels de travail et d'échange sur l'écriture d'un projet de film, des rencontres professionnelles, des modules d'initiation technique, de workshops et des sorties culturelles. Les trois candidats retenus doivent n'avoir aucune formation initiale en cinéma. L'objectif de l'Atelier est d'encourager ce désir de cinéma, en offrant une formation de qualité, encadrée par des réalisateurs confirmés.

Le soutien du Département prend la forme d'un financement à l'association Côté Court qui porte le dispositif.

- Eligibilité

Les cinéastes émergents sélectionnés doivent avoir un lien avec la Seine-Saint-Denis (lieu de naissance et/ou d'études universitaires et/ou lieu de résidence) et justifier d'une première expérience de réalisation (autoproduction, participation à un atelier cinéma…). Ils ne doivent avoir aucune formation initiale en cinéma.
La sélection se fait à partir d'un dossier de demande envoyé par les candidats à Cinémas 93 et Côté Court. Les dossiers sont étudiés par un comité de sélection, répondant aux conditions de l'article 10 de la présente convention, composé :

- des coordinateurs du dispositif,
- d'un cinéaste ayant parrainé les apprentis l'année n-1,
- d'un cinéaste qui parrainera les apprentis l'année n.

Le comité de sélection est attentif aux critères suivants : pertinence de la candidature, qualité artistique des films réalisés, motivations du candidat pour suivre le dispositif. Les personnes présélectionnées passent ensuite un entretien.

Le comité de sélection de L'Atelier désigne les trois lauréats, produit un procès-verbal et annonce les résultats lors de la cérémonie de clôture du festival Côté court.

- Participation financière du CNC

Le CNC accompagne financièrement l'effort prévisionnel du Département par une subvention forfaitaire globale annuelle destinée à accroître l'intervention financière du Département dans ce domaine. Seuls les projets ayant reçu un avis positif du comité de lecture inscrit dans le procès-verbal sont comptabilisés pour le calcul de la participation effective du CNC. Après remise du bilan qualitatif et quantitatif annuel fourni par le Département et d'une attestation des sommes mandatées par projet, le montant de la participation du CNC est proratisé en fonction du montant effectivement mandaté par le Département, sans pouvoir cependant excéder l'engagement prévisionnel inscrit dans la convention annuelle d'application financière.

ARTICLE 5 – Aide au développement de projets d'œuvres pour les nouveaux médias

La Ville accorde un soutien sélectif, dans le cadre de son « fonds transmedia », au développement de projets d'œuvres pour les nouveaux médias avec l'accompagnement du CNC.

Les projets d'œuvres pour les nouveaux médias s'entendent comme des projets d'œuvres, à l'exclusion des jeux vidéo, spécifiquement destinées à une exploitation sur des services ou sous forme de services, mis à disposition du public par tout terminal, fixe ou mobile, permettant l'accès à l'internet.

- Eligibilité

Les aides au développement sont accordées à des entreprises de production constituées sous forme de sociétés commerciales.

- Critères et procédure d'attribution

Les aides de la Ville sont attribuées après avis du comité de lecture, en considération notamment de l'originalité de l'œuvre, de sa contribution à la diversité de la création, de la qualité de l'écriture du projet ainsi que de l'adéquation du projet aux médias sur lesquels il sera exploité et du public visé.

- Montants des aides

Ces aides prennent la forme d'une subvention d'investissement dont le montant sera fixé par le comité de sélection en fonction du budget du projet.

La Ville fixe le montant de chaque aide attribuée dans la limite de plafonds en annexe de la présente convention.

Le montant des aides au développement versées pour une même œuvre ne peut excéder 50 % des dépenses définitives de développement de l'œuvre.

- Participation financière du CNC

Le CNC accompagne l'effort de la Ville par une subvention annuelle forfaitaire destinée à accroître l'intervention de la Ville dans ce domaine sans que son engagement ne puisse dépasser trois cent mille euros (300 000 €) par an sur ce volet.

Seuls les projets ayant reçu un avis positif du comité de sélection inscrit dans le procès-verbal sont comptabilisés pour le calcul de la participation effective du CNC.

Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la participation du CNC les aides accordées par la Ville aux projets répondant aux catégories suivantes :
- déclinaison d'œuvres audiovisuelles ou cinématographiques préexistantes ;
- œuvres remplissant les conditions d'éligibilité aux aides à la production des œuvres audiovisuelles du CNC (« Fonds de Soutien Audiovisuel (FSA) web ») ;
- ouvrages de référence (encyclopédies, atlas…) et services d'information ;
- concepts fondés sur un programme de flux ;
- services d'information ou purement transactionnels ;
- productions institutionnelles ;
- contenus à caractère strictement promotionnel ou publicitaire.

Après remise du bilan quantitatif et qualitatif annuel fourni par la Ville et d'une attestation de la réalisation des projets aidés et des sommes mandatées par projet, le montant de la participation du CNC est proratisé en fonction du montant effectivement mandaté par la Ville, sans pouvoir cependant excéder l'engagement prévisionnel inscrit dans la convention annuelle d'application financière.

ARTICLE 6 - Aide à la production d'œuvres cinématographiques de courte durée

6.1 – Aide régionale à la production d'œuvres cinématographiques de courte durée

La Région soutient la production d'œuvres cinématographiques de courte durée au travers du dispositif d'aide après réalisation décrit à l'article 9 de la présente convention.

6.2 – L'aide au film court en Seine-Saint-Denis

Le Département accorde un soutien sélectif à la production d'œuvres cinématographiques de courte durée avec l'accompagnement du CNC.

Les aides aux œuvres de courte durée sont destinées à soutenir les projets de créateurs, domiciliés ou non dans le département (aide à la production), à favoriser la rencontre des œuvres avec les publics du département à travers leur diffusion (aide à la diffusion) et à

encourager les auteurs dans la phase de développement d'un nouveau projet (pour ce dernier volet voir article 4.3).
La coordination du dispositif « Aide au film court en Seine-Saint-Denis » est assurée par l'association Cinémas 93.

- *Eligibilité*

Le soutien à la production du Département intervient au moment de la fabrication de l'œuvre, sur présentation d'un premier montage ou d'un bout à bout image. Il peut s'adresser à une entreprise de production sous forme de sociétés commerciales, à une microsociété, à un auto-entrepreneur aussi bien qu'à une association. Il est destiné à contribuer financièrement et en priorité aux salaires du réalisateur et de ses collaborateurs (artistes, techniciens…), charges afférentes comprises. Il contribue à l'existence d'une version finalisée de l'œuvre afin d'en garantir la circulation en Seine-Saint-Denis et ce sans obligation de dépense sur le territoire.

Sont éligibles les œuvres cinématographiques d'une durée inférieure ou égale à 60 minutes, indépendamment de leur genre (fiction, documentaire de création, animation, expérimental, essai, etc.).

Le Département s'engage à prendre toutes les dispositions pour que les aides aux œuvres cinématographiques de courte durée bénéficient à l'emploi et soient subordonnées au respect de la législation sociale par le producteur

Tout projet ayant bénéficié d'une aide du CNC ou d'un dispositif d'aide identique mis en place par une autre collectivité territoriale ne peut prétendre à une aide du Département.

- Critères et procédure d'attribution

Les aides du Département sont attribuées après avis du comité de visionnage en considération des qualités de réalisation des œuvres après visionnage d'un premier montage image.

- *Montants des aides*

L'aide au film court en Seine-Saint-Denis prend la forme d'une subvention versée à la structure de production pour son volet « Aide à la production ». Pour le volet « Aide à la diffusion », l'aide consiste à programmer et accompagner la diffusion des films soutenus dans le réseau de salles de cinéma de Seine-Saint-Denis et dans d'autres lieux de diffusion (établissements scolaires, centres sociaux…). Pour le volet « Aide à l'écriture et au développement », l'aide consiste à attribuer une bourse aux réalisateurs (pour ce dernier volet voir article 4.3).

Le Département fixe en Commission Permanente le montant de chaque aide attribuée dans la limite du plafond précisé à l'annexe technique de la présente convention.

Le montant total des aides publiques ne peut excéder 80% du coût définitif de l'œuvre. Lorsque la production de l'œuvre cinématographique de courte durée n'est pas soutenue par le CNC, le Département s'engage à contrôler le respect du seuil d'intensité des aides publiques.

- *Participation financière du CNC*

Le CNC accompagne l'effort du Département par une subvention annuelle destinée à accroître l'intervention du Département dans ce domaine.

L'engagement financier prévisionnel du CNC est calculé selon la modalité du 1 € du CNC pour 2 € engagés par le Département sur son budget propre sous réserve des dispositions du dernier alinéa de l'article 26 de la présente convention.

Sont comptabilisées dans le calcul de la participation effective du CNC, les aides accordées par le Département après un avis favorable de la commission plénière de visionnage inscrit dans le procès-verbal à des entreprises de production constituées sous forme de sociétés commerciales pour des œuvres cinématographiques de courte durée et bénéficiant d'une aide votée par le Département d'un montant égal ou supérieur à quinze mille euros (15 000 €) ou de l'aide de plusieurs collectivités territoriales bénéficiant de l'apport du CNC au titre du dispositif « 1€ du CNC pour 2€ de la collectivité » d'un montant cumulé égal ou supérieur à vingt mille euros (20 000 €).

Après remise du bilan quantitatif et qualitatif annuel fourni par le Département et d'une attestation de la réalisation des projets aidés et des sommes mandatées par projet, le montant de la participation du CNC est proratisé en fonction du montant effectivement mandaté par le Département, sans pouvoir cependant excéder l'engagement prévisionnel inscrit dans la convention annuelle d'application financière.

6.3 – L'aide à la production de la Ville de Paris

La Ville de Paris accorde un soutien sélectif à la production d'œuvres cinématographiques de courte durée avec l'accompagnement du CNC.

- *Eligibilité*

Les aides à la production sont accordées à des entreprises de production sous forme de sociétés commerciales.

Sont éligibles les œuvres cinématographiques d'une durée inférieure ou égale à 60 minutes, appartenant aux genres de la fiction, du documentaire, de l'animation et de l'expérimental.

La Ville s'engage à prendre toutes les dispositions pour que les aides aux œuvres cinématographiques de courte durée bénéficient à l'emploi et soient subordonnées au respect de la législation sociale par le producteur.

- Critères et procédure d'attribution

Les aides de la Ville sont attribuées après avis du comité de lecture, en considération notamment de la nature du sujet, des caractéristiques, des qualités de réalisation des œuvres.

- *Montants des aides*

Ces aides prennent la forme de subvention d'investissement.

La Ville fixe le montant de chaque aide attribuée dans la limite du plafond indiqué en annexe de la présente convention.

Le montant total des aides publiques ne peut excéder 80% du coût définitif de l'œuvre ou, en cas de coproduction internationale, de la participation française. Lorsque la production de l'œuvre cinématographique de courte durée n'est pas soutenue par le CNC, la Ville s'engage à contrôler le respect du seuil d'intensité des aides publiques.

- Participation financière du CNC

Le CNC accompagne l'effort de la Ville par une subvention annuelle destinée à accroître l'intervention de la Ville dans ce domaine.

L'engagement financier prévisionnel du CNC est calculé selon la modalité du 1 € du CNC pour 2 € engagés par la Ville sur son budget propre sous réserve des dispositions du dernier alinéa de l'article 26 de la présente convention.

Sont comptabilisées dans le calcul de la participation effective du CNC, les œuvres cinématographiques de courte durée ayant reçu un avis positif du comité de lecture inscrit dans le procès-verbal et bénéficiant d'une aide votée par la Ville d'un montant égal ou supérieur à quinze mille euros (15 000 €) ou de l'aide de plusieurs collectivités territoriales bénéficiant de l'apport du CNC au titre du dispositif du « 1€ du CNC pour 2€ de la collectivité » d'un montant cumulé égal ou supérieur à vingt mille euros (20 000 €).

Après remise du bilan quantitatif et qualitatif annuel fourni par la Ville et d'une attestation de la réalisation des projets aidés et des sommes mandatées par projet, le montant de la participation du CNC est proratisé en fonction du montant effectivement mandaté par la Ville, sans pouvoir cependant excéder l'engagement prévisionnel inscrit dans la convention annuelle d'application financière.

ARTICLE 7 - Aide à la production d'œuvres cinématographiques de longue durée

La Région accorde un soutien sélectif à la production d'œuvres cinématographiques de longue durée afin de favoriser la création d'œuvres de qualité, de soutenir la diversité de la création ainsi que de créer un effet structurant sur le secteur cinématographique en Ile-de-France avec l'accompagnement du CNC sous réserve d'une intervention annuelle de cent mille euros (100 000 €) de la part de la Région.

- Eligibilité

Les aides à la production sont accordées à des entreprises de production sous forme de sociétés commerciales.

Sont éligibles les œuvres cinématographiques d'une durée de plus de 60 minutes.

- Critères et procédure d'attribution

Les comités de lecture apprécient et sélectionnent les projets selon les critères cumulatifs suivants :

- La qualité d'écriture du scénario et l'approche artistique du dossier ;
- L'originalité du projet et sa contribution à la diversité de la création ;
- Les références du producteur et du réalisateur et/ou des équipes artistiques et techniques ;
- La capacité du projet à favoriser la diversité de création et le renouvellement des talents ;
- La cohérence du budget et du plan de financement du projet ;
- Les perspectives de distribution/diffusion ;

L'impact économique et l'effet structurant sur le secteur cinématographique et audiovisuel francilien.

- *Montants des aides*

La Région fixe le montant de chaque aide attribuée dans la limite du plafond indiqué en annexe de la présente convention.

L'aide de la Région est remboursable selon les modalités énoncées dans la convention signée entre le Producteur et la Région.

Le montant total des aides publiques ne peut excéder 50% du coût définitif de l'œuvre ou, en cas de coproduction internationale, de la participation française. Des dérogations peuvent être accordées dans la limite de 60 % pour les œuvres difficiles ou à petit budget (première et deuxième œuvre d'un réalisateur ou œuvre dont le coût de production est inférieur ou égal à un million deux cent cinquante mille euros (1 250 000 €)).

- Participation financière du CNC

L'engagement financier prévisionnel du CNC est calculé selon la modalité du 1 € du CNC pour 2 € engagés par la Région sur son budget propre sous réserve des dispositions du dernier alinéa de l'article 26 de la présente convention.

Ne sont comptabilisées pour le calcul de la participation effective du CNC que les œuvres cinématographiques de longue durée ayant reçu un avis positif du comité de lecture inscrit dans le procès-verbal, pour lesquelles l'entreprise de production déléguée bénéficie de l'agrément des investissements ou de l'agrément de production délivré par le CNC, et qui ont bénéficié d'une aide votée par la Région d'un montant égal ou supérieur à :

- cent mille euros (100 000 €) pour les œuvres cinématographiques de fiction et d'animation. Dans le cas où l'œuvre reçoit le soutien de plusieurs collectivités territoriales bénéficiant de l'apport du CNC au titre du dispositif du « 1€ du CNC pour 2€ de la collectivité », le montant cumulé des aides attribuées par les collectivités doit être égal ou supérieur à cent cinquante mille euros (150 000 €) ;

- cinquante mille euros (50 000 €) pour les œuvres cinématographiques documentaires. Dans le cas où l'œuvre reçoit le soutien de plusieurs collectivités territoriales bénéficiant de l'apport du CNC au titre du dispositif du « 1€ du CNC pour 2€ de la collectivité », le montant cumulé des aides attribuées par les collectivités doit être égal ou supérieur à soixante mille euros (60 000 €).

Après remise du bilan quantitatif et qualitatif annuel fourni par la Région et d'une attestation de la réalisation des projets aidés et des sommes mandatées par projet, le montant de la participation du CNC est proratisé en fonction du montant effectivement mandaté par la Région, sans pouvoir cependant excéder l'engagement prévisionnel inscrit dans la convention annuelle d'application financière.

ARTICLE 8 - Aide à la production d'œuvres audiovisuelles

La Région accorde un soutien sélectif à la production d'œuvres audiovisuelles appartenant aux genres de la fiction, du documentaire et de l'animation, destinées à une première diffusion à la télévision ou à une première mise à disposition du public sur une plateforme Internet, avec l'accompagnement du CNC sous réserve d'une intervention annuelle de cent mille euros (100 000 €) de la part de la Région. Cette aide vise à soutenir la diversité de la création et à créer un effet structurant sur le secteur audiovisuel en Île-de-France.

- *Eligibilité*

Les aides à la production sont accordées à des entreprises de production sous forme de sociétés commerciales.

Les œuvres répondent aux conditions d'éligibilité aux aides à la production des œuvres audiovisuelles du CNC (« Fonds de Soutien Audiovisuel (FSA) télévisé ou web »).

- Critères et procédure d'attribution

Les comités de lecture apprécient et sélectionnent les projets selon les critères cumulatifs suivants :
- La qualité d'écriture du scénario et l'approche artistique du dossier ;
- L'originalité du projet et sa contribution à la diversité de la création ;
- Les références du producteur et du réalisateur et/ou des équipes artistiques et techniques ;
- La capacité du projet à favoriser la diversité de création et le renouvellement des talents ;
- La cohérence du budget et du plan de financement du projet ;
- Les perspectives de distribution/diffusion ;

L'impact économique et l'effet structurant sur le secteur cinématographique et audiovisuel francilien.

- *Montants des aides*

La Région fixe le montant de chaque aide attribuée dans la limite des plafonds indiqués en annexe de la présente convention.

Le montant total des aides publiques ne peut excéder 50% du coût définitif de l'œuvre ou, en cas de coproduction internationale, de la participation française sauf pour les œuvres difficiles ou à petit budget

Le seuil d'intensité peut s'élever à 60 % pour les œuvres difficiles ou à petit budget définies comme suit :une œuvre difficile est une œuvre présentant un caractère innovant, peu accessible ou délicat, en considération, notamment, du sujet, du format, de la dramaturgie, de la réalisation ou des conditions de production ; une œuvre à petit budget est celle dont le budget total est inférieur ou égal à cent mille euros(100 000 €) par heure.
Le seuil d'intensité d'aide publique est porté à 80 % pour les œuvres difficiles appartenant au genre documentaire de création dont le budget total est inférieur ou égal à cent cinquante mille euros (150 000 €) par heure.

- Participation financière du CNC

L'engagement financier prévisionnel du CNC est calculé selon la modalité du 1 € du CNC pour 2 € engagés par la Région sur son budget propre sous réserve des dispositions du dernier alinéa de la présente convention.

Ne sont prises en compte pour le calcul de la participation effective du CNC que les œuvres ayant reçu un avis positif du comité de lecture inscrit dans le procès-verbal, ayant obtenu l'autorisation préalable délivrée par le CNC et appartenant aux catégories suivantes :
- œuvres de fiction unitaires ou sous forme de séries ;
- œuvres d'animation unitaires ou sous forme de séries ;
- œuvres documentaires unitaires d'une durée minimum de 52 minutes ou sous forme de séries comportant au minimum 2 épisodes d'une durée minimum de 26 minutes.

En outre, les conditions suivantes doivent être réunies :

a) Dans le cas d'une coproduction, le bénéficiaire de l'aide de la Région est l'entreprise de production déléguée qui sollicite l'aide à la production du CNC ou bien l'entreprise de production déléguée mentionnée dans l'accord de pré-achat avec le diffuseur.

b) Lorsqu'il s'agit d'une œuvre unitaire, cette dernière bénéficie d'une aide votée d'un montant égal ou supérieur à :

- vingt-six mille euros (26 000 €) pour les œuvres de fiction d'une durée égale ou inférieure à 26 minutes. Dans le cas où l'œuvre reçoit le soutien de plusieurs collectivités territoriales bénéficiant de l'apport du CNC au titre du dispositif du « 1€ du CNC pour 2€ de la collectivité », le montant cumulé des aides attribuées par les collectivités doit être égal ou supérieur à trente-cinq mille euros (35 000 €) ;
- trente-quatre mille euros (34 000 €) pour les œuvres de fiction d'une durée égale ou supérieure à 26 minutes. Dans le cas où l'œuvre reçoit le soutien de plusieurs collectivités territoriales bénéficiant de l'apport du CNC au titre du dispositif du « 1€ du CNC pour 2€ de la collectivité », le montant cumulé des aides attribuées par les collectivités doit être égal ou supérieur à quarante-cinq mille euros (45 000 €) ;
- quinze mille euros (15 000 €) pour les œuvres documentaires d'une durée égale ou supérieure à 52 minutes. Dans le cas où l'œuvre reçoit le soutien de plusieurs collectivités territoriales bénéficiant de l'apport du CNC au titre du dispositif du « 1€ du CNC pour 2€ de la collectivité », le montant cumulé des aides attribuées par les collectivités doit être égal ou supérieur à vingt-cinq mille euros (25 000 €).

c) Lorsqu'il s'agit d'une série, l'œuvre bénéficie d'une aide votée par la Région d'un montant au moins égal aux seuils définis ci-dessus pour les œuvres unitaires de même catégorie.

Après remise du bilan quantitatif et qualificatif annuel fourni par la Région et d'une attestation de la réalisation des projets aidés et des sommes mandatées par projet, le montant de la participation du CNC est proratisé en fonction du montant effectivement mandaté par la Région, sans pouvoir cependant excéder l'engagement prévisionnel inscrit dans la convention annuelle d'application financière.

ARTICLE 9 – Aide après réalisation de la Région

La Région accorde un soutien sélectif après réalisation pour des œuvres cinématographiques de courte et de longue durée afin de faciliter leur finalisation et leur diffusion de ces œuvres en salle de cinéma avec l'accompagnement du CNC.

- *Eligibilité*

Les aides sont accordées à des entreprises de production constituées sous forme de sociétés commerciales.
Sont éligibles les œuvres cinématographiques (courte et longue durée).

- Critères et procédure d'attribution

Les aides de la Région sont attribuées après avis du comité de lecture, en considération notamment de la nature du sujet, des caractéristiques, des qualités et des conditions de réalisation des œuvres après visionnage de l'œuvre.

- *Montants des aides*

Ces aides prennent la forme de subvention.

La Région fixe le montant de chaque aide attribuée dans la limite du plafond indiqué en annexe de la présente convention.

Le montant total des aides publiques pour les œuvres cinématographiques de longue durée ne peut excéder 50% du coût définitif de l'œuvre ou, en cas de coproduction internationale, de la participation française. Des dérogations peuvent être accordées dans la limite de 60 % pour les œuvres difficiles ou à petit budget (première et deuxième œuvre d'un réalisateur ou œuvre dont le coût de production est inférieur ou égal à un million deux cent cinquante mille euros (1 250 000 €)).

Le montant total des aides publiques pour les œuvres cinématographique de courte durée ne peut excéder 80% du coût définitif de l'œuvre. Lorsque la production de l'œuvre cinématographique de courte durée n'est pas soutenue par le CNC, la Région s'engage à contrôler le respect du seuil d'intensité des aides publiques.

- Participation financière du CNC

L'engagement financier prévisionnel du CNC est calculé selon la modalité du 1 € du CNC pour 2 € engagés par la Région sur son budget propre sous réserve des dispositions du dernier alinéa de l'article 26 de la présente convention.

Ne sont comptabilisées pour le calcul de la participation effective du CNC que les œuvres cinématographiques ayant reçu un avis positif du comité de lecture inscrit dans le procès-verbal et répondant aux conditions suivantes :
-pour les œuvres cinématographiques de longue durée pour lesquelles l'entreprise de production déléguée bénéficie de l'agrément des investissements ou de l'agrément de production délivré par le CNC,
-pour les œuvres cinématographiques de courte durée faisant l'objet d'une attestation de réalisation fournie par la Région.

Après remise du bilan quantitatif et qualitatif annuel fourni par la Région et d'une attestation de la réalisation des projets aidés et des sommes mandatées par projet, le montant de la participation du CNC est proratisé en fonction du montant effectivement mandaté par le Département, sans pouvoir cependant excéder l'engagement prévisionnel inscrit dans la convention annuelle d'application financière.

ARTICLE 10 - Fonctionnement des fonds d'aide à la création et à la production

Les collectivités territoriales s'engagent à doter leurs fonds d'aide à la création et à la production mis en place pour les années 2017-2019, dans les conditions précitées, des moyens humains et logistiques nécessaires pour assurer son bon fonctionnement, notamment en termes de transparence des procédures, d'instruction et de suivi des dossiers, de fonctionnement du comité de lecture et de délais de paiement aux bénéficiaires.

Les collectivités territoriales s'engagent à prendre toutes les dispositions pour que les aides bénéficient à l'emploi et soient subordonnées au respect de la législation sociale par le producteur. Elles sont attentives aux productions s'inscrivant dans une démarche éco responsable.

- **Transparence des procédures**

Le règlement des fonds d'aide, les critères d'intervention des collectivités territoriales et la procédure d'examen des projets sont communiqués aux demandeurs d'aides lors du retrait des dossiers. Ils donnent également lieu, par ailleurs, à une communication publique à l'intention des professionnels, sur les sites Internet et sur tout autre support approprié.

- **Comité de lecture et/ou de visionnage**

Les projets candidats à l'obtention d'une aide sont soumis à l'examen d'un comité de lecture ou de visionnage.

Un règlement intérieur des comités est établi et adopté par les collectivités territoriales, transmis à la DRAC et au CNC, puis communiqué aux professionnels.

Les comités sont composés de professionnels du cinéma et de l'audiovisuel, nommés intuitu personae et représentatifs des différentes branches de la profession ;il comprend des professionnels extérieurs à la région. Les comités de sélection de la Région et de la Ville comprennent également des élus.

La liste des membres du comité, ainsi que toute modification dans sa composition, sont communiquées à la DRAC et au CNC.

Les comités font l'objet d'un renouvellement régulier. Au sein des comités de la Région et du Département, chaque membre ne peut rester plus d'un an, renouvelable une fois au sein d'un comité ; chaque membre titulaire dispose d'un suppléant pour le remplacer en cas d'empêchement.

Le conseiller chargé du cinéma et de l'audiovisuel de la DRAC ou un autre représentant de la DRAC, ou, le cas échéant, un représentant du CNC, reçoit les dossiers au même titre que les autres membres, ainsi que toute documentation utile. Il participe de plein droit aux travaux du comité, en tant qu'observateur avec voix consultative. Il veille aux modalités selon lesquelles les œuvres susceptibles de bénéficier de l'abondement du CNC sont examinées par le comité de lecture ou de visionnage en conformité avec les dispositions du présent article. Il veille également à ce qu'elles aient reçu un avis positif de ce comité.

Chaque année, un calendrier fixant les dates des réunions des comités et les dates limites de dépôt des dossiers des différentes sessions sont élaboré et communiqué aux professionnels ainsi qu'au CNC et à la DRAC.

Préalablement à chaque réunion des comités, les membres disposent d'un délai minimum d'un mois pour étudier les dossiers.

Les collectivités territoriales s'engagent à organiser un nombre suffisant de réunions des comités, de telle sorte que les décisions d'attribution des aides interviennent dans des délais compatibles avec le financement et la réalisation des projets.

Les propositions du comité permettent à la collectivité d'assurer une réelle sélectivité dans les décisions d'attribution des aides.

Tous les membres du comité s'engagent à assurer la confidentialité des débats et des délibérations.

Les réunions des comités font l'objet d'un procès-verbal qui est communiqué à tous les membres, à la DRAC et au CNC.

Pour les dispositifs de la Région, lorsqu'un membre d'un Comité est concerné à titre personnel par un dossier figurant à l'ordre du jour, il ne siège pas du tout au Comité pour la session concernée.

Pour les dispositifs de la Ville de Paris et du Département, lorsqu'un membre d'un Comité est concerné à titre personnel par un dossier figurant à l'ordre du jour, il se retire pendant les discussions sur ce dossier et pendant les opérations de vote. Le procès-verbal du comité mentionne le départ et le retour de l'intéressé.

Pour l'ensemble des dispositifs, sur la base des avis émis par le comité, les projets sont ensuite examinés par les assemblées délibérantes des collectivités territoriales qui prennent les décisions d'attribution des aides. Ces délibérations sont communiquées au CNC et à la DRAC dès leur publication.

- **Suivi des dossiers**

Les collectivités territoriales s'engagent à mettre en œuvre un dispositif efficace d'information des demandeurs et des bénéficiaires des aides, leur permettant de connaître l'évolution de leur dossier (du stade de la prise en compte de la demande d'aide à son versement, le cas échéant).

- **Convention avec les bénéficiaires**

Une convention liant les collectivités territoriales et le bénéficiaire précise les modalités, les conditions et l'échéancier des versements de l'aide, et fixe les obligations du bénéficiaire.

Le modèle de convention pour chaque type de soutien est communiqué par les collectivités territoriales à la DRAC et au CNC.

Le CNC peut demander aux collectivités territoriales communication des dossiers des projets ainsi soutenus en vue notamment de s'assurer de la cohérence des informations fournies par les bénéficiaires auprès des services des collectivités territoriales et du CNC.

- **Communication**

Dans les conventions passées avec les bénéficiaires des aides, la Région veille à ce que le générique des œuvres aidées dans le cadre des dispositifs prévus aux articles 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10de la présente convention comporte la mention « avec le soutien de la Région Ile-de-France en partenariat avec le CNC ».

Dans les conventions passées avec les bénéficiaires des aides, le Département veille à ce que le générique des œuvres aidées dans le cadre du dispositif prévu à l'article 6.2 de la présente convention et bénéficiant du dispositif « 1 € du CNC pour 2€ de la collectivité »comporte la mention « avec le soutien du Département de la Seine-Saint-Denis en partenariat avec le Centre national du cinéma et de l'image animée » et les logos du Département et du CNC.
Pour les œuvres aidées par le Département et ne bénéficiant pas du dispositif « 1€ du CNC pour 2€ de la collectivité », le générique comporte la mention « avec le soutien du Département de la Seine-Saint-Denis » et le logo du Département.

Dans les conventions passées avec bénéficiaires des aides, la Ville de Paris veille à ce que le générique des œuvres aidées dans le cadre des dispositifs prévus aux articles 5 et 6.3 de la présente convention comporte la mention « avec le soutien de la Ville de Paris, en partenariat avec le CNC ».

<u>ARTICLE 11</u> – Le renforcement de l'attractivité du territoire et de la structuration de la filière

- **Accueil des tournages et soutien à la Commission régionale du film**

Le CNC finance la Commission nationale du Film France qui fédère 41 bureaux aisément identifiés et joignables par les producteurs.
Dans la période 2017-2019, la Région s'engage à financer des missions de promotion de son territoire à l'étranger et d'accueil de tournage dans le respect de la charte du réseau Film France.
Paris accueille chaque année près de 900 tournages (tous genres confondus) et plus de 4 000 lieux servent de décors aux équipes de tournages, qui offrent des retombées économiques directes et indirectes importantes pour l'emploi culturel et participent au rayonnement de Paris en France et à l'étranger.

Afin de promouvoir et faciliter l'accueil des tournages, la Ville de Paris a créé au sein de la Mission Cinéma-DAC, un bureau d'accueil des tournages, Paris Film, qui adhère à la charte et au réseau national des commissions du film animé par la Commission Nationale du Film France (CNFF). Paris Film accueille et conseille les équipes de tournage. Elle coordonne, gère les demandes d'interventions techniques et délivre les autorisations de tournages dans les rues de Paris, sur la voie publique et dans les lieux dépendants de la municipalité.
D'importants chantiers ont été menés en 2017 avec le lancement d'une application en ligne de dépôt et de suivi des demandes d'autorisation de tournage, l'élargissement des compétences de la Mission Cinéma-Paris Film en matière de stationnement et la mise en place de nouvelles modalités de facturation des redevances et prestations.

Dans la période 2017-2019, la Ville de Paris s'engage à poursuivre le développement des activités de Paris Film.

- **Le soutien au développement de la filière**

Les collectivités territoriales engagent une réflexion pour offrir aux auteurs de véritables lieux ressources (Maison francilienne des scénaristes, Pôle image en Seine-Saint-Denis).

La Région Ile-de-France a inscrit dans sa nouvelle délibération en faveur des aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel, le principe de la création, en lien avec les professionnels du secteur, d'une Maison Francilienne des scénaristes. Elle viendra renforcer l'offre de lieux ressources et d'échanges (pépinières) à destination des auteurs et en particulier des jeunes auteurs. Cette Maison, véritable lieu de création et de travail, doit également avoir pour objectif de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes scénaristes au moment de leur entrée dans la vie professionnelle ainsi que la constitution de leur réseau professionnel.

Le Département a engagé un projet partenarial intitulé « Projet Image » (titre provisoire) de dimension régionale qui allie une dimension culturelle et une dimension économique dans l'objectif de faire filière. Ce projet qui a pour horizon 2020 va s'incarner dans un lieu dédié et s'articuler autour des champs de la création et de sa diffusion, de l'accompagnement des jeunes porteurs de projets et de la formation. En proposant un socle élargi de l'éducation à l'image à l'éducation aux médias et à l'information, le Projet Image a pour ambition de favoriser l'appropriation d'une culture et des outils de l'image, levier dans la lutte contre les inégalités et les risques d'exclusion sociale.

La Ville de Paris a développé différents dispositifs afin de soutenir les entreprises innovantes, notamment dans le secteur des industries créatives et de l'audiovisuel :

- Le Fonds Innovation Amorçage : destiné aux entreprises innovantes accompagnées par un réseau d'incubateurs parisiens, le fonds est doté à parts égales par la Ville de Paris et la BPI. Les aides du fonds peuvent atteindre 30000 € en subvention et bénéficient notamment aux jeunes pousses des industries créatives. Plus de 1000 entreprises parisiennes en ont déjà bénéficié ;
- Soutien immobilier : la Ville de Paris investit dans une offre immobilière adaptée aux entreprises innovantes et a créé des hôtels d'entreprises tels que le Cargo, Vauvenargues ou Binet, qui proposent des loyers modérés, des espaces communs mutualisés, des baux flexibles, etc. ;
- Incubateurs : la Ville de Paris a développé son soutien aux incubateurs spécialement dédiés à la filière tels que Créatis, le 104 Factory ou la plateforme d'innovation « Industries Numériques, Culturelles et Créatives » (INCC) de Paris&co et plus largement un réseau d'une dizaines d'incubateurs parisiens généralistes également ouverts aux industries créatives ;

- Créart'up : destiné aux étudiants engagés dans un projet de professionnalisation vers les métiers des industries créatives, ce dispositif permet aux lauréats de l'appel à projets de bénéficier d'un accompagnement personnalisé sur une année, de la diffusion de leur projet dans le cadre d'un festival et d'une belle exposition médiatique grâce au soutien de la Ville de Paris ;
- « Fabrique à Entreprendre » : en partenariat avec la Caisse des Dépôts, la Ville de Paris s'engage dans cette démarche qui permet de soutenir les porteurs de projets issus des quartiers populaires à travers le dispositif CitésLab (financement, coordination des acteurs) ;
- Structures de financement et d'accompagnement des jeunes entreprises :la Ville de Paris apporte son soutien aux structures telles que Paris Initiative Entreprises, l'ADIE (Association pour le Droit à l'Initiative Économique) ou les coopératives d'activité et d'emploi, telle que Clara bis qui cible spécifiquement les activités audiovisuelles et multimédia.

ARTICLE 12 – Formation professionnelle relative aux métiers de la création, de la production et de l'accueil des tournages

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2017 à 2019, la Région, la Ville et l'État financent les actions de formation professionnelle relative aux métiers de la création, de la production et de l'accueil des tournages, chaque partenaire versant directement sa participation à la structure chargée de la mise en œuvre de ces actions.

La Ville de Paris soutient le centre de ressources et d'accompagnement de jeunes auteurs et réalisateurs « La Maison du film ».

La Région et la DRAC soutiennent également « La Maison du film», ainsi que « Vidéadoc », centre d'information sur les formations et métiers et d'aide à la création dans le domaine du film documentaire. La DRAC favorise aussi la mise en place de plateformes numériques de diffusion et d'éditorialisation autour des œuvres cinématographiques de courte durée, de documentaires par un soutien aux projets d'autres structures professionnelles.

TITRE II : SOUTIEN A LA DIFFUSION CULTURELLE, A L'EDUCATION ARTISTIQUE ET AU DEVELOPPEMENT DES PUBLICS

ARTICLE 13 – Actions de diffusion culturelle

13.1 – Soutien aux festivals

La Région, le Département, la Ville et l'Etat financent conjointement un certain nombre de festivals qui se déroulent sur le territoire régional. La DRAC assure pour le compte du CNC une mission d'expertise et d'évaluation des manifestations qu'il soutient.

Les collectivités territoriales accordent une aide aux festivals afin de préserver la diversité de l'offre cinématographique sur leur territoire. Elles soutiennent les manifestations qui favorisent la diffusion des films (inédits, art & essai, animation, patrimoine, etc.) et leur accompagnement culturel (rencontres-débats, expositions, etc.). Par ailleurs, ces aides permettent également de conforter les salles de cinéma, comme lieu de vie, dans leur rôle culturel et éducatif. L'implantation de ces équipements constitue un maillage territorial, facilitant l'accès à la culture pour tous.

A cet égard, la Ville de Paris a notamment favorisé la création d'un événement « mon 1er Festival ». Ce festival, créé en 2005, propose avant-premières, documentaires et ciné-concerts au jeune public (2-12 ans) pendant les vacances de la Toussaint, dans plusieurs salles Art et Essai de la capitale et au Forum des images.

La DRAC porte une attention particulière sur les festivals qui mènent un travail d'action culturelle en direction du jeune public (articulation avec les dispositifs d'éducation au cinéma) et en direction des jeunes professionnels (actions de professionnalisation, rencontres). La DRAC privilégie les festivals qui ont des actions de diffusion dans plusieurs salles de cinéma. Elle soutient par ailleurs des projets de diffusion et d'accompagnement numériques de festivals.

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire et de la remise par les bénéficiaires d'un rapport d'activité et d'un bilan financier annuels, la Région, le Département, la Ville, la DRAC et le CNC décident de soutenir les festivals entrant en concordance avec les objectifs précités.

13.2– Soutien aux autres actions de diffusion culturelle

- Soutien du Département

Le Département soutient :

- l'association « Cinémas 93 » pour la diffusion du cinéma art et essai auprès du jeune public grâce au programme pour les tout-petits en partenariat avec l'Education Nationale et le service des crèches du Département. Cinémas 93 mène également un travail de réflexion sur la diffusion des films auprès du très jeune et jeune public (2 à 15 ans) qui aboutit une fois par an à des rencontres professionnelles consacrées à l'éducation à l'image. Cinémas 93 coordonne la diffusion des films aidés dans le cadre du dispositif d'aide au film court,

- l'association « Périphérie » pour son soutien à la création documentaire autour du dispositif «cinéastes en résidence», pendant le temps du montage et de la post-production de des films, en mettant à disposition des cinéastes des moyens techniques de montage et en organisant à travers leur présence et la diffusion de leur travail une relation avec les publics de la Seine-Saint-Denis. Périphérie porte également un travail de valorisation du patrimoine cinématographique de la Seine-Saint-Denis,

- l'association « Côté court » pour ses actions de diffusion et de sensibilisation au court- métrage à l'année sur le territoire départemental,

- l'association « L'Abominable », installée depuis 2012 à La Courneuve pour l'organisation hors les murs de séances de projection des films issus du collectif et, depuis 2014, dans ses propres locaux, où une petite salle de projection pouvant accueillir du public a été installée.

Par ailleurs, dans le cadre de sa politique de coopération territoriale avec les villes, le Département soutient des projets culturels locaux dans le but de les encourager à mener des actions culturelles ambitieuses en matière de cinéma et d'élargir les publics. Dans ce cadre, des conventions triennales de coopération sont signées avec les villes.

- Soutien de la Ville de Paris

La Ville de Paris et l'Etat apportent leurs soutiens à de nombreuses associations parisiennes qui œuvrent en faveur de la diffusion du cinéma, en particulier auprès du jeune public, ou qui accueillent les créateurs et accompagnent leurs projets notamment dans les domaines du court-métrage et du cinéma documentaire. Ce soutien permet de mettre en lumière des écritures cinématographiques fragiles, tel que le documentaire, le court-métrage, ou encore le cinéma expérimental et de s'ouvrir sur les cinématographies étrangères.

La Ville soutient ainsi notamment le Forum des images en finançant majoritairement l'institution. Elle s'engage aussi auprès d'associations qui font venir le cinéma à ceux qui ne peuvent y aller. Des projections sont ainsi organisées :
- pour les enfants hospitalisés ;
- pour les détenus;
- pour les personnes en situation de précarité.

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire et de la remise par les bénéficiaires d'un rapport d'activité et d'un bilan financier annuel, la Ville de Paris et la DRAC Ile-de-France décident de poursuivre leur soutien à ces structures.

13.3– Soutien à la diffusion des œuvres soutenues et d'une cinématographie de qualité.

Le Département et le CNC soutiennent l'association Cinémas 93 pour la diffusion des œuvres ayant bénéficié d'une aide du Département dans le cadre de l'Aide au film court.

Le Département et le CNC soutiennent la mise en œuvre d'actions de diffusion d'une cinématographie de qualité dans les secteurs du court-métrage et du documentaire dans les salles départementales ainsi que sur les territoires dépourvus d'équipements dédiés. Les œuvres diffusées sont majoritairement issues du fonds l'Aide au film court en Seine-Saint-Denis mais pas exclusivement afin d'adapter ces programmations aux lieux et aux publics destinataires. Ces actions sont mises en œuvres par les associations Cinémas 93 et La Fontaine aux images (action Toile sous Toile à Clichy-sous-Bois).

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire et de la remise par les bénéficiaires d'un rapport d'activité et d'un bilan financier annuels, le Département décide de soutenir ces actions de diffusion culturelle.

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire et de la remise du bilan des actions entreprises pour lesquelles le CNC porte une attention particulière, le CNC accompagne l'effort du Département par une subvention annuelle forfaitaire destinée à accroître l'intervention du Département dans ce domaine.

13.4– Soutien aux opérations nationales de diffusion culturelle relayées sur le territoire régional

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, la Région et la Ville de Paris soutiennent L'Association Française du Cinéma d'Animation (AFCA) pour la mise en œuvre de l'opération la Fête du cinéma d'animation sur le territoire régional.

ARTICLE 14– Dispositif régional "Lycéens et apprentis au cinéma"

La Région et l'État, en coordination avec le CNC, décident de prolonger leur partenariat pour développer le dispositif régional *Lycéens et apprentis au cinéma* mis en œuvre dans le cadre du protocole interministériel du 4 décembre 2006.

Au plan national, le CNC prend en charge financièrement les copies numériques et la conception des documents pédagogiques des films du dispositif et organise les rencontres nationales de l'ensemble des partenaires. Il soutient également financièrement le site internet « Transmettre le cinéma ».

Pour les années 2017-2019, le groupement ACRIF/CIP assure la mise en œuvre et la coordination de l'opération sur l'ensemble du territoire régional.

Un comité de pilotage régional, comprenant les représentants des différents partenaires de l'opération, est mis en place. Il définit les grands objectifs de cette politique. Il choisit les films proposés et les actions d'accompagnement, sur proposition du coordinateur régional de l'opération. Il procède à l'évaluation de l'opération à partir des documents de bilan fournis par le coordinateur régional.

- Financement

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2017-2019, la Région et l'État cofinancent le dispositif régional *Lycéens et apprentis au cinéma*, chaque partenaire versant directement sa participation annuelle à la coordination régionale.

ARTICLE 15– Dispositif « Collège au cinéma »

Le Département, la Ville de Paris et l'Etat, en coordination avec le CNC, décident de prolonger leur partenariat pour développer le dispositif « Collège au cinéma ». Dans cette perspective, ils rechercheront la coopération des autres services ministériels déconcentrés concernés.

Le dispositif est coordonné dans le département de la Seine-Saint-Denis par l'association Cinémas 93 qui fait également le lien avec le réseau des 23 salles publiques et associatives du territoire.

Le dispositif est coordonné à Paris par l'Association des Cinémas Indépendants Parisiens.
Son objectif est, non seulement de donner aux élèves des collèges (de la sixième à la troisième), les bases d'une culture cinématographique mais également de susciter leur curiosité et leur goût pour d'autres cinématographies. Dans cet esprit, la programmation constitue un enjeu important.
« Collège au cinéma » s'efforce ainsi :
- de proposer des films correspondant à la tranche d'âge du public concerné (entre 10 et 14 ans) ;
- de faire découvrir prioritairement des films français du patrimoine mais aussi des cinématographies peu diffusées ainsi que des genres cinématographiques tels les films d'animation, les documentaires ou encore les courts métrages.

Au niveau départemental, les collectivités territoriales, le Rectorat de Paris, la DRAC et les exploitants de salles de cinéma constituent un comité de pilotage, avec des représentants des chefs d'établissements et des enseignants volontaires. Ce comité définit les orientations et suit l'opération localement. C'est lui, sur proposition de la structure coordinatrice, qui procède au choix des films dans le catalogue national établi par le CNC. Ce choix s'applique alors à l'ensemble des collèges du département.

La structure coordinatrice est chargée de coordonner les aspects techniques et logistiques de la circulation des copies en liaison avec le CNC et les autres salles de la ville.

Les enseignants bénéficient de stages de formation souvent animés par des intervenants professionnels. Une importance toute particulière est accordée à la formation des enseignants dans le temps scolaire (inscription au Plan annuel de formation).

- *Financement*

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2017 à 2019, le Département, la Ville et l'État (Direction régionale des affaires culturelles) financent conjointement le dispositif départemental « Collège au cinéma » sur leur territoire, chaque partenaire versant directement sa participation annuelle à la structure chargée de la coordination de cette opération.

ARTICLE 16– Dispositif « Ecole au cinéma »

Le Département, la Ville de Paris et l'Etat, en coordination avec le CNC, décident de mettre en place un partenariat pour développer le dispositif « Ecole au cinéma » sur leur territoire.

En Seine-Saint-Denis, le dispositif est coordonné dans le Département par la Direction des services départementaux de l'Education nationale de la Seine-Saint-Denis et l'association Cinémas 93 qui fait également le lien avec le réseau des 23 salles publiques et associatives du territoire...

Au niveau départemental, un comité de pilotage définit les orientations et suit l'opération localement. C'est lui, sur proposition de la structure coordinatrice, qui procède au choix des films dans le catalogue national établi par le CNC. Ce choix s'applique alors à l'ensemble des écoles du département.

Le dispositif est coordonné à Paris par l'association « Enfances au cinéma ».

Au niveau municipal, la collectivité territoriale, le Rectorat de Paris, la DRAC Ile-de-France, l'association nationale « Les enfants de cinéma » et les exploitants de salles de cinéma constituent un comité de pilotage avec des représentants des chefs d'établissements et des enseignants volontaires. Ce comité définit les orientations et suit le dispositif localement. C'est lui qui procède, sur proposition de la structure coordinatrice, au choix des films dans le catalogue national établi par le CNC. Ce choix s'applique alors à l'ensemble des écoles de la ville.

Une importance toute particulière sera accordée à la formation des enseignants dans le temps scolaire (inscription au Plan annuel de formation) et le développement de ce dispositif sera poursuivi progressivement.

- *Financement*

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2017 à 2019, le Département, la Ville et l'État (Direction régionale des affaires culturelles) financent conjointement le dispositif « Ecole au cinéma » sur leur territoire, chaque partenaire versant directement sa participation annuelle à la structure chargée de la coordination de cette opération. .

ARTICLE 17– Dispositif régional d'éducation à l'image périscolaire : des cinés-clubs dans les établissements scolaires

Le Région et le CNC se mobilisent afin de relancer les ciné-clubs sur tout le territoire en s'appuyant sur les jeunes en service civique.

La Région, l'Etat et le CNC cofinancent la mise en place du dispositif permettant de recruter, encadrer, former à la vie citoyenne et civique les jeunes en service civique qui animent les ciné-clubs.

La mise en œuvre des ciné-clubs dans la Région, est assurée par Unis-Cités.

Les jeunes en service civique renforcent l'action des médiateurs décrites à l'article 21 soutenue par la Région et le CNC. Les jeunes en service civique s'appuient sur les médiateurs pour développer les liens et les synergies entre les établissements scolaires et les salles de cinéma.

Le coût du dispositif par jeune est déterminé en commun par les partenaires. L'apport du CNC est plafonné à 1 000 € par jeune.

Dans le respect de la règle de l'annualité budgétaire et sans pouvoir cependant excéder l'engagement prévisionnel inscrit dans la convention annuelle d'application financière, le CNC participe financièrement à la relance des ciné-clubs dans la limite de 100 jeunes par région après remise d'un bilan quantitatif et qualitatif annuel.

ARTICLE 18– Les dispositifs d'éducation à l'image hors temps scolaire

La Région et l'État, en coordination avec le CNC, décident de prolonger leur partenariat pour soutenir le développement des opérations « Passeurs d'images ».

- Protocole d'accord

Le protocole d'accord interministériel du 26 octobre 2009 définit le cadre des opérations inscrites dans le dispositif « Passeurs d'images ».

- Comité de pilotage régional

Un comité de pilotage est mis en place à l'initiative du Directeur régional des Affaires culturelles et sous la responsabilité du Préfet de Région. Il se réunit au moins une fois par an. Il fixe le cadre et les orientations régionales du dispositif pour l'année, en lien avec les orientations du comité national et procède à l'évaluation des actions menées chaque année. Il valide les projets " Passeurs d'Images ".

- Mise en œuvre et coordination régionale

La Région et la DRAC choisissent conjointement la structure qui assure la coordination et la mise en œuvre des opérations dans la région pour les années 2017 à 2019. Sa mission, définie dans le protocole d'accord, consiste à aider et soutenir la mise en place de projets locaux, à proposer des actions de formation et à assurer le lien entre les porteurs de projets locaux et la coordination nationale.

La coordination régionale propose pour validation auprès du comité de pilotage régional, le cadre, les objectifs et les orientations régionales du dispositif, les modalités de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation de l'opération qui peuvent être déclinés sous la forme de cahier des charges.

- Financement

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2017 à 2019, la Région et l'Etat cofinancent sur le territoire régional « Passeurs d'images » chaque partenaire versant directement sa participation annuelle à la structure chargée de la mise en œuvre et de la coordination de cette opération.

ARTICLE 19– Autres actions pour le développement des publics

De façon volontariste, le Département, la Ville et l'Etat (DRAC) ont mis en place plusieurs dispositifs qui visent à élargir les publics de son territoire :

19.1 – En milieu scolaire

Département :
- Les Parcours CAC (Culture et Art au collège, dispositif départemental d'éducation artistique et culturelle) s'adressent aux 125 collèges publics de la Seine-Saint-Denis et ont pour singularité de placer au cœur des projets la relation aux artistes et aux scientifiques. Un appel à projets annuel en direction de toutes les structures culturelles et scientifiques permet aux artistes et aux scientifiques de co-élaborer avec les collèges des parcours d'une quarantaine d'heures. En partenariat avec l'Éducation nationale, le Département prend en charge chaque année jusqu'à trois parcours culturels et artistiques par établissement. La Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC d'Île-de-France) est membre du comité de pilotage de ce dispositif. La découverte et les rencontres autour du cinéma concernent une quarantaine de parcours par année.

- Une douzaine de projets d'éducation aux regards, sur le temps scolaire (environ 50h par projet), dans le cadre du Plan Éducatif Départemental. L'ambition de ces projets est de mobiliser les collégiens dans une démarche de réflexion et de prise de recul par rapports aux images. Il s'agit de mettre en œuvre auprès des élèves les conditions nécessaires à la construction d'un véritable regard à destination de tous les types d'images (virtuelles, artistiques, historiques, médiatiques). Afin de prendre en compte la place centrale de la « culture des écrans » dans notre société contemporaine, et la complexité des processus à l'œuvre dans ce domaine, les projets ont pour vocation d'interpeller la diversité des cultures numériques contemporaines.

- Des résidences « In situ » : dix artistes par an, sollicités par le Département, sont invités en résidence dans des collèges pour une année scolaire. Les résidents sont accueillis pour mener un travail artistique personnel. À ce titre, ils bénéficient d'une bourse de création et mettent ce travail en partage avec les professeurs et les élèves, notamment en établissant une relation au long cours avec une classe référente. Une structure partenaire figure à chaque fois à leurs côtés pour accompagner la résidence et assurer son rayonnement culturel dans l'ensemble du collège et au-delà. Une à deux résidences par an s'inscrivent dans le secteur cinématographique.

Ville :
- « Mon premier cinéma » : A la rentrée 2008, la Ville de Paris a créé et mis en place un dispositif « Mon premier cinéma » visant à initier l'enfant-spectateur à une première découverte d'œuvres cinématographiques en salles de cinéma. Elle est développée et coordonnée par l'association Enfances au cinéma soutenue également par la délégation Académique aux Arts et à la Culture du Rectorat de Paris. En 2015, la DRAC Ile-de-France décide pour la première année d'accompagner sur le plan financier le développement de ce dispositif municipal.
« Mon premier cinéma » propose ainsi au très jeune public (élèves du cycle 1 des écoles maternelles) et aux enseignants un programme de sensibilisation à l'art cinématographique incluant des projections en salles et un travail pédagogique. Des actions d'accompagnement (ateliers de pratique artistique) peuvent être également proposées aux élèves. Ce dispositif permet de :

- Proposer aux classes maternelles parisiennes une programmation cinématographique variée de films d'animation récents ou du patrimoine afin d'éveiller la curiosité et l'intérêt des plus petits au 7ème art.
- Accompagner spécifiquement cette 1ère expérience de spectateur dans une salle de cinéma de quartier par la mise en place d'un accueil adapté : visite guidée du cinéma, découverte de la cabine de projection, présentation et mise en perspective des films avant leur projection.
- Participer à la formation du nouveau spectateur en initiant les tout-petits à l'image en mouvement par la pratique d'ateliers.

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire dans la période 2017 à 2019 et de la remise d'un rapport d'activité et d'un bilan financier annuel, la Ville de Paris et l'Etat décident de poursuivre leur soutien à Enfances au cinéma pour la mise en œuvre de cette action.

Etat :
- L'Etat met en place des résidences en établissements scolaires et des résidences-missions dans le cadre de Contrats locaux d'éducation artistique en partenariat avec les rectorats franciliens et les collectivités. Plusieurs d'entre elles ont le cinéma pour axe principal.

19.2 – Dans le champ social

Département :
- La démarche Figure Libre, parcours artistiques dans le champ social consiste en l'organisation de résidences d'artistes dont des cinéastes dans des structures sociales départementales ou conventionnées qui se déroulent sur une durée de 6 à 9 mois lors d'une vingtaine de séances. Elles renforcent le bien-fondé de la culture comme outil d'accompagnement social pour les professionnels, restaurent l'estime de soi des personnes participantes et les redynamisent dans leurs parcours. Une structure culturelle partenaire enrichit le projet avec des propositions de sorties culturelles en rapport avec le travail de l'artiste, créée les conditions d'une « trace/restitution » du projet, et pérennise la relation aux structures sociales et usagers localement une fois le projet terminé.

Etat :
- Dans le cadre du protocole interministériel Culture-Justice, l'Etat soutient des actions de diffusion et de pratique artistique en matière de cinéma au sein des établissements pénitentiaires d'Ile-de-France.

19.3 –Dans des structures culturelles

Département :
Les résidences de création sont un axe fort de la politique de soutien du Département en matière de politique culturelle. Elles sont accompagnées par des structures culturelles opérant sur le territoire du Département dans le double objectif de soutenir la création et de contribuer à l'élargissement des publics et au renforcement de l'action culturelle. Dans ce cadre, le Département soutient des résidences de cinéastes portées par différentes structures opérant sur le territoire. Un cahier des charges, qui prend appui sur une Charte des résidences, est signé pour chaque projet entre le Département, le cinéaste et la structure accueillante.

Par ailleurs, depuis 2010, le Département mène une politique volontariste de commande d'œuvres d'art dans le cadre du "1% artistique" à l'occasion des constructions départementales. Dans le cadre du plan d'investissement pour les collèges, 1% du coût des travaux a été réservé à la commande ou l'acquisition d'une œuvre auprès d'un artiste qui peut être un cinéaste. Par là -même, il affirme son soutien à la création contemporaine et l'importance de la présence de l'art dans l'espace public, notamment dans les collèges.

D'autres structures territoriales sont soutenues ponctuellement dans le cadre de leurs activités d'ateliers et laboratoires pédagogiques autour des pratiques du cinéma.

Ville :
La Ville de Paris soutient des associations telles que les Cinémas indépendants parisiens qui programment « l'Enfance de l'art » dans une quinzaine de salles parisiennes.

Elle encourage également, par le biais de subventions de fonctionnement aux salles, les initiatives des exploitants qui sont de plus en plus nombreux à proposer, les mercredis et samedis, des programmes spéciaux pour les jeunes et des séances souvent accompagnées pour éveiller leur sens critique. A cet égard, la Ville de Paris soutient la programmation pour enfants mise en œuvre au Studio des Ursulines (5e).

Enfin, la Ville de Paris apporte son aide à des ateliers de pratiques cinématographiques à la fois pendant le temps scolaire et en dehors du temps scolaire et soutient le Forum des images qui développe des activités éducatives à l'attention du jeune public et de tous les publics (Académie, master class, etc.)

Etat :
La DRAC lance chaque année un appel à projets régional visant à développer des projets culturels et artistiques exemplaires et innovants à destination des populations des quartiers prioritaires de la politique de la ville. A ce titre, dix projets dans le domaine du cinéma et de l'audiovisuel ont pu être soutenus. On peut noter par exemple la proposition de l'association "Silhouette" dans les quartiers prioritaires de Seine-Saint-Denis, des Hauts-de-Seine et de Seine-et-Marne, proposant des ateliers d'éducation à l'image et de réalisation de courts films dans le cadre de son dispositif "Capsules documentaires".

TITRE III : SOUTIEN A L'EXPLOITATION CINEMATOGRAPHIQUE

ARTICLE 20– Le soutien pour un parc dense, moderne et diversifié

Les parties s'engagent à s'informer mutuellement et régulièrement des soutiens directs et indirects qu'elles apportent aux salles de cinéma et des orientations qu'elles définissent pour mener leur politique en faveur de l'exploitation cinématographique, afin que soient assurées la cohérence et la complémentarité des dispositifs mis en œuvre par chacun des partenaires.

En ce qui concerne plus précisément le soutien à l'investissement et à l'activité, et dans le respect des procédures de chacun des partenaires, les parties conviennent :

- de se tenir informées de leurs critères d'intervention ;

- de se tenir régulièrement informées des projets de création et de modernisation des salles, ainsi que des aides accordées, et de veiller à la cohérence de leurs interventions respectives ; des réunions de coordination pourront être organisées entre les services compétents de la Région, du Département, de la Ville de Paris, de la DRAC et du CNC.

20.1 Les aides de la Région

Les dispositifs de soutien de la Région s'inscrivent en complémentarité des soutiens du CNC.
La Région intervient en investissement pour subventionner les équipements ainsi que les travaux de rénovation et de modernisation des cinémas classés art et essai.
Le dispositif est ouvert aux établissements exploités par des entreprises à maitrise d'ouvrage publique ou privée et présentant un projet culturel bien identifié.
Pour ce qui concerne la mise en accessibilité des établissements de spectacles cinématographiques aux personnes en situation de handicap, les travaux et investissements réalisés dans ce but sont éligibles aux aides de la Région.

20.2 Les aides de la Ville

La Ville de Paris soutient le parc des salles indépendantes parisiennes dont les salles indépendantes classées Art et Essai non seulement par le biais de subventions d'équipement pour la modernisation et la rénovation des salles, mais aussi par le biais de subventions de fonctionnement pour l'animation de celles-ci dans le cadre de la loi n° 92-651 du 13 juillet 1992, relative à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacles cinématographiques, dite « loi Sueur ».

Pour ses dispositifs de soutien en faveur des établissements de spectacles cinématographiques, la Ville s'engage à ne pas mettre en place de critères discriminants en fonction du statut des établissements (privés, publics ou en gestion associative) et veille à l'équilibre concurrentiel entre les différentes formes d'exploitation.

En outre, la Ville de Paris, a élaboré un « schéma directeur d'accessibilité des salles de cinéma parisiennes » qui vise à offrir à toute personne en situation de handicap (PMR, malentendants, mal voyants, etc.), dans chaque quartier cinématographique, une offre cinématographique accessible. La Ville de Paris soutient les salles de cinéma indépendantes et les salles indépendantes classées Art et essai pour les travaux d'aménagement ou à l'acquisition de matériels spécifiques indispensables à l'accessibilité.

20.3 Action de la DRAC

La DRAC est chargée de l'instruction des dossiers de demandes relatives à des projets d'aménagement cinématographique soumis à autorisation en application de l'article L. 212-7 du code du cinéma et de l'image animée et du rapport de ces dossiers devant la commission départementale d'aménagement cinématographique.

Elle apporte une expertise technique aux différentes commissions du CNC compétentes en matière de soutien sélectif à l'exploitation.

20.4 Aides et actions du CNC

Le dispositif de soutien financier du CNC en faveur de l'exploitation cinématographique comprend des aides automatiques et des aides sélectives. Ces dernières sont constituées d'aides à l'investissement et au fonctionnement :

- Les aides automatiques à la création et à la modernisation: chaque établissement de spectacles cinématographiques bénéficie d'un compte automatique géré par le CNC. Les droits à soutien sont calculés sur la base d'un pourcentage de la taxe sur le prix des entrées aux séances (TSA) que génère chaque établissement. Ce système automatique est redistributif et dégressif en privilégiant les exploitations petites et moyennes.
  Les droits inscrits au compte automatique sont utilisables par les exploitants réalisant des dépenses d'investissement dans leurs salles (travaux de rénovation, équipements, créations de nouvelles salles).
- Les aides sélectives à la création et à la modernisation de salles en zone insuffisamment équipée permettent de favoriser la modernisation du parc dans une optique d'aménagement du territoire, en veillant à préserver la diversité de la diffusion.
- Les aides à la programmation et à la mise en valeur des œuvres cinématographiques d'art et d'essai permettent de soutenir les salles de cinéma qui programment une proportion conséquente de films recommandés « Art et Essai » et qui mettent en avant ces films par une politique d'animation adaptée.
- Les aides à la programmation difficile permettent aux exploitants de salles des grandes villes (communes de plus de 200 000 habitants) de maintenir une programmation difficile dans des contextes très concurrentiels.

Pour ce qui concerne la mise en accessibilité des établissements de spectacles cinématographiques aux personnes en situation de handicap, les travaux et investissements réalisés dans ce but sont éligibles aux mécanismes d'aides sélectives et automatiques du CNC.

Par ailleurs, le CNC assure le secrétariat de la commission nationale d'aménagement cinématographique qui examine les recours exercés contre les décisions des commissions départementales d'aménagement cinématographique relatives à des projets d'aménagement cinématographique.

20.5 Aides des collectivités et de l'Etat (DRAC) : le soutien aux réseaux de salles

Les réseaux de salles de cinéma jouent le rôle de lieux de formation ou de lieux « ressource » pour renforcer la sensibilisation des publics par leur action structurante. Les initiatives d'action culturelle cinématographique mises en place par les réseaux s'ancrent de plus en plus dans une dynamique territoriale à l'échelle d'une ville, d'un département ou de l'ensemble de la Région.

Pour ces raisons, la Région et la DRAC soutiennent les associations des salles de cinéma au niveau départemental (Cinéssonne pour l'Essonne, Cinéma Public pour le Val-de-Marne

et Ecrans VO pour le Val-d'Oise) et régional (l'ACRIF) qui contribuent grandement à l'aménagement culturel du territoire en proposant à leurs adhérents un programme d'actions structurantes assorti de conseils et d'expertises.

Le Département, la Région, et la DRAC soutiennent l'action de l'association Cinémas 93 qui anime le réseau des 23 cinémas, associatifs ou municipaux, du département de la Seine-Saint-Denis.

La Ville, la Région et la DRAC soutiennent l'action de l'association Cinémas Indépendants Parisiens (CIP) qui fédère 32 salles de cinéma sur le territoire parisien et met en œuvre de nombreuses actions communes renforçant l'animation des salles et favorisant le développement des publics.

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire et de leurs disponibilités financières, les collectivités territoriales et l'Etat décident de poursuivre leur soutien aux associations de salles précitées.

<u>ARTICLE 21</u> : Le maintien d'un parc de salles innovantes : le soutien à l'animation culturelle de la salle par l'emploi de médiateurs

La Région s'engage à soutenir les projets de médiations culturelles avec l'accompagnement du CNC.

- *Eligibilité*

Sont éligibles à ces aides les projets de médiation culturelle portés par des salles de proximité ou des réseaux de salles. Ces actions de médiation culturelle visent à toucher plus particulièrement le jeune public. Les médiateurs déployés sur l'ensemble du territoire de la Région développent l'animation dans les salles par des actions de communication, notamment virale sur les réseaux sociaux et sur internet. Ils cherchent à diversifier et à développer le public des salles concernées.

- *Participation du CNC*

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2017-2019, le CNC accompagne l'effort de la Région sur l'emploi de médiateurs selon les modalités du 1€ du CNC pour 2€ de la collectivité dans la limite de 100 K€ par région et par an.

Après remise du bilan des actions des médiateurs ainsi employés précisant notamment le nombre d'emplois et de salles concernés, le nombre d'actions menées, la fréquentation de ces actions, les actions développées avec les jeunes en service civique, le montant de la participation du CNC est proratisé en fonction du montant effectivement mandaté par la Région, sans pouvoir cependant excéder l'engagement prévisionnel inscrit dans la convention annuelle d'application financière.

TITRE IV : ACTIONS EN FAVEUR DU PATRIMOINE CINEMATOGRAPHIQUE

ARTICLE 22– Actions de collecte, de conservation, de restauration et de valorisation du patrimoine cinématographique

Afin de promouvoir une offre cinématographique comprenant les œuvres de patrimoine et d'en assurer la valorisation, les partenaires se sont engagés dans des actions de collecte, de conservation, de restauration et de valorisation du patrimoine cinématographique.

Les aides ainsi attribuées, si elles sont constitutives d'une aide d'Etat en application de l'article 107§1 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, sont compatibles avec la réglementation européenne en matière d'aide d'Etat.

- *Financement*
Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2017 à 2019, la Région et le CNC cofinancent ces actions de collecte, de conservation, de restauration et de valorisation du patrimoine cinématographique, chaque partenaire versant directement sa participation à la structure chargée de la mise en œuvre de ces actions. La DRAC participe avec le CNC à l'expertise et l'évaluation de l'action de ces associations.

ARTICLE 23– Plan de numérisation des œuvres du patrimoine cinématographique

23.1 – Plan de numérisation du CNC

La numérisation des œuvres du patrimoine cinématographique permet d'assurer la préservation et la transmission de ce patrimoine pour les générations futures, de rendre accessibles au public le plus large les œuvres cinématographiques du XXème siècle dans les technologies et les modes de diffusion d'aujourd'hui ainsi que de favoriser l'enrichissement des offres légales sur internet.

Le CNC a lancé, en 2012, un plan de numérisation des œuvres du patrimoine cinématographique. Le dispositif est prévu aux articles 511-1 à 511-15 du règlement général des aides financières du CNC. Il couvre les œuvres représentées en salles avant la création du visa, les œuvres de longue durée ayant obtenu un visa avant le 1er janvier 2000 et les œuvres de courte durée ayant obtenu un visa avant le 1er janvier 2010.

23.2 – Plan de numérisation de la Région

La Région apporte son soutien à certains projets de numérisation et de valorisation de collections cinématographiques à valeur patrimoniale. Ces projets doivent intégrer des œuvres de différents auteurs et présenter un volet diffusion et valorisation important en direction des publics.

23.3 – Plan de numérisation du Département

Les Archives Départementales de la Seine-Saint-Denis ont lancé un plan de numérisation de leur fonds audiovisuel. Ce fonds est spécialisé dans l'actualité locale et départementale, le monde du travail et l'activité syndicale, l'immigration, les films de prévention et à caractère social. Ce plan de numérisation débuté en 2014 se poursuit dans les années à venir.

- *Financement*
Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2017 à 2019, le Département finance ce plan de numérisation des archives départementales.

23.4 – Plan de numérisation de la Ville

- Le Forum des images

Depuis sa création en 1988, le Forum des images a constitué une collection exceptionnelle de 5.500 films sur Paris, complétée par 1.500 films d'autres fonds audiovisuels jusqu'alors inaccessibles au public. La Ville de Paris a financé la numérisation de cette collection, véritable mémoire audiovisuelle de la capitale, ses habitants, son urbanisme et ses évolutions.

- La Cinémathèque Robert-Lynen

La Cinémathèque Robert Lynen, cinémathèque scolaire créée en 1925, développe des activités pédagogiques et conserve une collection unique de documents patrimoniaux. Cette collection est constituée de films (fonds de 3.500 documents sur support 16 et 35 mm) et de photographies (10.000 clichés noir et blanc des années 1 930-1950, 3.200 autochromes de la collection Gervais- Courtellemont mais aussi des photos de tournages rares). La Ville de Paris a lancé en 2013 un plan pluriannuel de numérisation des films conservés par la Cinémathèque Robert-Lynen afin de constituer des programmes destinés au jeune public.

TITRE V : MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION

ARTICLE 24– Durée et renouvellement de la convention

La présente convention est conclue pour les années 2017 à 2019.

Des dispositions nouvelles pourront être proposées par chaque signataire chaque année et donner lieu à des avenants.

ARTICLE 25 – Evaluation de la convention

Une évaluation de l'ensemble des champs couverts par la présente convention sera effectuée par les collectivités chaque année avant le 31 mars de l'année n+1. Dans cette perspective, les collectivités rédigent un bilan qualitatif, quantitatif et financier qu'elles adressent au CNC et à la DRAC avant le 31 mars de l'année n+1.

Les collectivités s'engagent également à évaluer les résultats et les modalités de fonctionnement du fonds régional d'aide à la création et à la production, en prenant notamment en compte les points de vue des professionnels du cinéma et de l'audiovisuel.

En cas d'absence de communication de ce bilan et /ou du non-respect par les collectivités des engagements qu'elles souscrivent dans le cadre de l'article 10 de la présente convention, le CNC peut être conduit à remettre en cause son intervention financière.

ARTICLE 26- Dispositions financières

Les dispositions financières font l'objet chaque année d'une convention d'application financière, établie dans le respect des procédures et des échéances respectives liées à l'élaboration du budget de chacun des partenaires. La Région, le Département et la Ville transmettent au CNC et à la DRAC la copie des délibérations relatives au budget primitif consacrées aux actions concernées par la présente convention dans le mois suivant leur publication.

Les partenaires signataires de la présente convention veilleront à ce que l'octroi et la liquidation des aides soient subordonnés à la régularité de la situation des bénéficiaires au regard de leurs obligations sociales.

En ce qui concerne le fonds régional d'aide à la création et à la production, le CNC verse son apport en deux fois, dans les conditions précisées dans la convention d'application financière.

Les sommes pouvant bénéficier de l'abondement du CNC affectées à des enveloppes spécifiques (aide à la production des œuvres cinématographiques de courte durée, aide à la production des œuvres cinématographiques de longue durée, aide à la production des œuvres audiovisuelles) peuvent, à condition d'une demande écrite de la collectivité avant le dernier comité de lecture de l'année civile concernée et avec l'accord exprès du CNC, dans la limite de cinquante mille euros (50 000 €) être transférées à une autre enveloppe.

En fonction de ses disponibilités financières et en fonction du respect par la Région des dispositions de la présente convention, le CNC peut ne pas appliquer strictement le dispositif du « 1 € du CNC pour 2 € des collectivités » à l'abondement du fonds régional d'aide à la création et à la production.

ARTICLE 27– Actions de communication

Les actions de communication relatives aux opérations prévues par la présente convention devront mentionner la participation des partenaires concernés par celles-ci : l'État, le CNC, la Région, le Département et la Ville.

Les brochures d'information sur le fonds d'aide des partenaires (sous forme papier ou électronique), les invitations et autres documents promotionnels publiés par eux devront faire état du partenariat financier avec le CNC. Il en est de même pour les invitations et autres documents promotionnels relatifs aux avant-premières et aux projections exceptionnelles d'œuvres aidées par les collectivités dans le cadre des dispositifs prévus aux articles 5 à 10 de la présente convention.

En cas de manquement à cette disposition, le CNC se réserve le droit de minorer son intervention financière pour l'année en cours et pour les années ultérieures.

[Concernant les mentions figurant au générique des films aidés, voir l'article 10]

ARTICLE 28– Publication

La présente convention sera publiée au Bulletin officiel du Centre national du cinéma et de l'image animée, disponible sur le site internet du CNC (www.cnc.fr).

ARTICLE 29– Résiliation

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit et avant son expiration, par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 30– Règlement des différends

En cas de survenance d'un différend entre les parties, celles-ci s'engagent à se réunir, aux fins de conciliation, dans les 30 jours qui suivent l'exposé du différend, lequel aura été porté par l'une des parties à la connaissance des autres au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'échec de la conciliation prévue ci-dessus, débouchant sur un litige entre les parties, celles-ci conviennent de porter l'affaire devant le Tribunal administratif de Paris.

La présente convention est signée en dix exemplaires originaux.

A ……. ……, le ……. 2017.

Pour la Région Ile-de-France, La Présidente du Conseil Régional Valérie PECRESSE	Pour l'État, Le Préfet de la Région Ile-de-France Michel CADOT

Pour le Département de la Seine-Saint-Denis, Le Président du Conseil Départemental Stéphane TROUSSEL	Pour la Ville de Paris La Maire Anne HIDALGO

Pour le Centre national du cinéma et de l'image animée, la Présidente Frédérique BREDIN	La Chef de mission de contrôle général économique et financier auprès du Centre national du cinéma et de l'image animée Françoise CAMET

ANNEXE : PLAFONDS DES AIDES DES COLLECTIVITES

REGION ILE-DE-FRANCE

AIDE A L'ECRITURE DE SCENARIO
Montant maximum pour un auteur de CM (10 à 30') : 12 000 €
Montant maximum pour un auteur de MM (30 à 59') : 14 000 €
Montant maximum pour un auteur de LM ou TV (+60') : 18 000 €

FONDS DE SOUTIEN CINEMA & AUDIOVISUEL
Long métrage Cinéma de fiction ou d'animation
Montant maximum de 700 000 € (600 000€ de base + 100 000€ bonus
Fiction/animation TV
Montant maximum de 600 000 € (500 000€ de base + 100 000€ bonus)
Documentaire TV ou Cinéma
Montant maximum de 100 000€

AIDE APRES REALISATION
Court métrage
Montant maximum pour un court métrage de moins de 30mn : 15 000 €
Montant maximum pour un court métrage d'une durée comprise entre 30 et 59 mn : 20 000 €
Long métrage
Montant maximum pour un long métrage de fiction ou d'animation : 55 000 €
Montant maximum pour un long métrage documentaire : 45 000 €

DEPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS

AIDE A LA PRODUCTION D'ŒUVRES CINEMATOGRAPHIQUES DE COURTE DUREE
Montant maximum : 20 000 €

AIDE A L'ECRITURE ET AU DEVELOPPEMENT
Montant maximum : 10 000 €

VILLE DE PARIS

AIDE AU DEVELOPPEMENT DE PROJETS TRANSMEDIA
Montant maximum de 20 000 €

AIDE À LA PRODUCTION DE COURTS METRAGES
Montant forfaitaire de 20 000 €

CONVENTION CNC AVENANT FINANCIER 2017

CONVENTION D'APPLICATION FINANCIÈRE AU TITRE DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2017

DE LA CONVENTION DE COOPÉRATION POUR LE CINÉMA ET L'IMAGE ANIMÉE

2017-2019

ENTRE

L'ÉTAT (DRAC ILE-DE-FRANCE)

LE CENTRE NATIONAL DU CINÉMA ET DE L'IMAGE ANIMÉE

LA RÉGION ILE-DE-FRANCE

LE DEPARTEMENT DE LA SEINE SAINT DENIS

ET

LA VILLE DE PARIS

Vu le code du cinéma et de l'image animée, notamment ses articles L. 111-2 (2°), R. 112-5 et R. 112-23 ;

Vu le Règlement général des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée, notamment son article 113-2 ;

Vu le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (RGEC) ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1111-4, L. 1511-2, L. 3232-4 et L. 4211-1 (6°) ;

Vu la convention de coopération pour le cinéma et l'image entre l'Etat (DRAC Ile-de-France), le CNC, la Région Ile-de-France, le Département de la Seine-Saint-Denis et la Ville de Paris pour la période 2017-2019 et ses modalités techniques ;

Vu la délibération n° CR……. du 22 septembre 2017 du Conseil régional autorisant sa Présidente à signer la présente convention ;

Vu la délibération n°……. du ……de la Commission Permanente du Conseil Départemental autorisant son Président à signer la présente convention ;

Vu la délibération n°……. du ……du Conseil de Paris autorisant sa Maire à signer la présente convention ;

Vu le budget du Centre national du cinéma et de l'image animée pour 2017 ;

Vu le budget primitif 2017 de la Région ;

Vu le budget primitif 2017 du Département ;

Vu le budget primitif 2017 de la Ville.

ENTRE

L'État, représenté par le Préfet de la Région Ile-de-France, Monsieur Michel CADOT, ci-après désigné « l'État »,

Le Centre national du cinéma et de l'image animée, représenté par sa Présidente, Madame Frédérique BREDIN, ci-après désigné « le CNC »,

La Région Ile-de-France, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, ci-après désignée « la Région ».

Le Département de la Seine-Saint-Denis, représentée par son Président, Monsieur Stéphane TROUSSEL, ci-après désigné « le Département ».

ET

La Ville de Paris, représentée par sa Maire, Madame Anne HIDALGO, ci-après désignée « la Ville ».

En application de la convention de coopération pour le cinéma et l'image animée conclue entre l'Etat (DRAC Ile-de-France), le Centre national du cinéma et de l'image animée, la Région Ile-de-France, le Département de la Seine-Saint-Denis et la Ville de Paris, pour la période 2017-2019, et notamment de l'article 26 relatif aux dispositions financières, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - ENGAGEMENTS FINANCIERS DES PARTENAIRES

L'engagement prévisionnel global de chacun des partenaires de la convention de coopération à la mise en œuvre des axes contractuels pour l'année 2017 s'établit comme suit :

Région Ile-de-France	**18 983 000 €**
Etat (DRAC Ile-de-France)	**1 256 811 €**
CNC	**2 891 000 €**
Département de la Seine-Saint-Denis	**1 638 200 €**
Ville de Paris	**2 318 500 €**
TOTAL	**27 053 361 €**

En tout état de cause, l'engagement définitif global du CNC ne peut excéder le montant indiqué ci-dessus.

ARTICLE 2 - TABLEAU FINANCIER RECAPITULATIF 2017

Le tableau détaillé en annexe de la présente convention précise l'engagement prévisionnel de chacun des partenaires propre à chaque action engagée. Ces engagements sont réalisés sous forme de subvention.

ARTICLE 3 - SUBVENTIONS DE LA DRAC ILE-DE-FRANCE

Les subventions de la DRAC Ile-de-France, d'un montant global de **1 256 811 €**, sont imputées de la manière suivante :

- Sur le programme 224 : 880 811 €
- Sur le programme 334 : 376 000 €

Les subventions du programme 224 sont imputées comme suit :
Projets de territoire 155 000 € ; Projets de classe 560 811 € ; accompagnement des acteurs culturels 64 000 €

Les subventions du programme 334 sont imputées comme suit :
Manifestations cinéma 141 000 € ; Aide aux réseaux de salles 132 000 € ; Aide aux lieux, outils et supports 103 000 €.

ARTICLE 4 - SUBVENTIONS DU CNC

a) Les subventions du CNC **à la Région**, d'un montant prévisionnel global de **2 550 000 €,** seront versées en deux fois à l'ordre de Monsieur le payeur régional de la Région Ile-de-France sur le compte suivant : Banque de France – Recette générale des finances – Collectivités territoriales R75000000000, Code banque 30001, Code guichet 00064, Clé 86.
Le premier versement soit 1 275 000 € intervient à la signature de la présente convention sous réserve de la tenue effective d'un ou plusieurs comités de lecture. Le solde intervient à la suite de la réception du bilan visé par la convention de coopération, des délibérations des commissions permanentes, ainsi que d'un courrier attestant de la réalisation effective des projets aidés et des sommes mandatées par projet.

Pour chaque action indiquée ci-dessous, le montant total versé par le CNC est proratisé en fonction du montant effectivement mandaté par la Région, sans pouvoir cependant excéder l'engagement prévisionnel.

Ces subventions sont imputées comme suit :

- **Titre I - Article 4**

« Soutien à l'émergence et au renouveau des talents » sur le budget du CNC, compte 6I65733, code d'intervention D2385 :

Pour l'aide à l'écriture de scénario
50 000 € à la signature,
le solde au plus tard le 31 décembre 2020, après réception d'un bilan qualitatif et quantitatif de l'action et des documents visés au paragraphe a).

- **Titre I - Article 7**

« Aide à la production d'œuvres cinématographiques de longue durée » sur le budget du CNC, compte 6I65733, code d'intervention D2385 :

500 000 € à la signature,
le solde au plus tard le 31 décembre 2020, après réception des documents visés au paragraphe a) du présent article et vérification que les œuvres aidées ont obtenu l'agrément des investissements ou l'agrément de production délivré par le CNC.

- **Titre I - Article 8**

« Aide à la production d'œuvres audiovisuelles » sur le budget du CNC, compte 6I65733, code d'intervention D2385 :

500 000 € à la signature,
le solde au plus tard le 31 décembre 2020, après réception des documents visés au paragraphe a) du présent article et vérification que les œuvres aidées ont obtenu l'autorisation préalable délivrée par le CNC.

- **Titre I - Article 9**

« Aide après réalisation » sur le budget du CNC, compte 6I65733, code d'intervention D2385 :

175 000 € à la signature,
le solde au plus tard le 31 décembre 2020, après réception des documents visés au paragraphe a) du présent article et vérification que les œuvres aidées ont obtenu l'agrément des investissements pour les œuvres cinématographiques de longue durée délivrée par le CNC et après réception de l'attestation de réalisation pour les œuvres cinématographiques de courte durée.

Les sommes pouvant bénéficier du 1€ du CNC pour 2€ de la collectivité affectées à une enveloppe spécifique peuvent, à condition d'une demande écrite de la collectivité avant le dernier comité de lecture du genre ainsi concerné et avec l'accord exprès du CNC, dans la limite de cinquante mille euros (50 000 €) bénéficier à une autre enveloppe.

- **Titre II - Article 17**

« Des ciné-clubs dans les établissements scolaires » sur le budget du CNC, compte 6I65733, code d'intervention D2385 :

50 000 € à la signature,
le solde au plus tard le 31 décembre 2020, après réception d'un bilan qualitatif et quantitatif de l'action des documents visés au paragraphe a) du présent article.

A titre d'information, les subventions du CNC aux Festivals et structures suivantes seront versées directement aux organisateurs et structures selon des modalités fixées par convention bipartite : Festival international du film de femmes de Créteil (**90 K€)** et au Festival Cinéma du Réel de Paris (**52 K€**).

L'ordonnateur de la dépense est la Présidente du CNC, et le comptable assignataire, l'Agent comptable du CNC.

b) Les subventions du CNC **au Département de la Seine-Saint-Denis**, d'un montant prévisionnel global de **69 000 €,** seront versées en deux fois à l'ordre de Monsieur le payeur départemental de la Seine-Saint-Denis sur le compte suivant : Banque de France / BDF Pantin Code banque 30001, Code guichet 934, n° du compte C 93 40 00 00 00, Clé RIB 92. Le premier versement, soit 37 500 € intervient à la signature de la présente convention sous réserve de la tenue effective d'un ou plusieurs comités de lecture. Le solde intervient à la suite de la réception du bilan visé par la convention de coopération, des délibérations des commissions permanentes, ainsi que d'un courrier attestant de la réalisation effective des projets aidés et des sommes mandatées par projet.

Pour chaque action indiquée ci-dessous, le montant total versé par le CNC est proratisé en fonction du montant effectivement mandaté par la Région, sans pouvoir cependant excéder l'engagement prévisionnel.

Ces subventions sont imputées comme suit :

- **Titre I - Article 4**

« Soutien à l'émergence et au renouveau des talents » sur le budget du CNC, compte 6I65733, code d'intervention D2385 :

Pour le projet l'Atelier

6 000 € à la signature.

- **Titre I - Article 6**

« Aide à la production d'œuvres cinématographiques de courte durée » sur le budget du CNC, compte 6I65733, code d'intervention D2385 :

25 000 € à la signature,

le solde au plus tard le 31 décembre 2020, après réception de l'attestation de réalisation des œuvres et des documents visés au paragraphe a) du présent article.

Les sommes pouvant bénéficier du 1€ du CNC pour 2€ de la collectivité affectées à une enveloppe spécifique peuvent, à condition d'une demande écrite de la collectivité avant le dernier comité de lecture du genre ainsi concerné et avec l'accord exprès du CNC, dans la limite de cinquante mille euros (50 000 €), bénéficier à une autre enveloppe.

- **Titre II - Article 13**

« Soutien à la diffusion et à la valorisation des œuvres régionales » sur le budget du CNC, compte 6I65733, code d'intervention D2385 :

6 500 € à la signature,

le solde après réception d'un bilan qualitatif et quantitatif de l'action et des documents visés au paragraphe a).

L'ordonnateur de la dépense est la Présidente du CNC, et le comptable assignataire, l'Agent comptable du CNC.

c) Les subventions du CNC **à la Ville de Paris**, d'un montant prévisionnel global de **130 000 €,** seront versées en deux fois à l'ordre de Monsieur le payeur sur le compte suivant : Banque de France – Recette générale des finances – Collectivités territoriales R75000000000, Code banque 30001, Code guichet 00064, Clé 86.
Le premier versement soit 65 000 € intervient à la signature de la présente convention sous réserve de la tenue effective d'un ou plusieurs comités de lecture. Le solde intervient à la suite de la réception du bilan visé par la convention de coopération, des délibérations des conseils municipaux, ainsi que d'un courrier attestant de la réalisation effective des projets aidés et des sommes mandatées par projet.

Pour chaque action indiquée ci-dessous, le montant total versé par le CNC est proratisé en fonction du montant effectivement mandaté par la Région, sans pouvoir cependant excéder l'engagement prévisionnel.

Ces subventions sont imputées comme suit :

- **Titre I - Article 5**

« Aide au développement de projets transmedia » sur le budget du CNC, compte 6I65733, code d'intervention D2385 :

20 000 € à la signature,
le solde au plus tard le 31 décembre 2020, après réception d'un bilan qualitatif et quantitatif de l'action et des documents visés au paragraphe a).

- **Titre I - Article 6**

« Aide à la production d'œuvres cinématographiques de courte durée » sur le budget du CNC, compte 6I65733, code d'intervention D2385 :

45 000 € à la signature,
le solde au plus tard le 31 décembre 2020, après réception des documents visés au paragraphe a) du présent article.

Les sommes pouvant bénéficier du 1€ du CNC pour 2€ de la collectivité affectées à une enveloppe spécifique peuvent, à condition d'une demande écrite de la collectivité avant le dernier comité de lecture du genre ainsi concerné et avec l'accord exprès du CNC, dans la limite de cinquante mille euros (50 000 €) bénéficier à une autre enveloppe.

L'ordonnateur de la dépense est la Présidente du CNC, et le comptable assignataire, l'Agent comptable du CNC.

ARTICLE 5 - SUBVENTIONS DE LA RÉGION ILE-DE-FRANCE

Les subventions de la Région Ile-de-France, d'un montant global de **18 983 000 €,** seront versées conformément aux dispositifs en vigueur.

Titre I – Articles 4

Aide à l'écriture de scénario : **400 000 €** imputés sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », Programme HP 312-009 « politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », Action 13100904 « soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle ».

Titre I – Articles 7 et 8

Aide à la production d'œuvres cinématographiques de longue durée et **Aide à la production d'œuvres audiovisuelles** : **13 500 000 €** imputés sur le chapitre 903 «Culture», code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-015 (131015) « Fonds d'investissement pour la Culture » action 13101502 « Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle ».
La Région s'engage à consacrer au minimum **2 000 000 €** au soutien de long métrage de cinéma et **2 000 000 €** au soutien d'œuvres audiovisuelles.

Titre I – Articles 9

Aide Après Réalisation : **700 000 €** imputés sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », Programme HP 312-009 « politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », Action 13100905 « aide à l'après réalisation ».

Titre I – Articles 11 : Accueil des tournages
Soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine du cinéma : 928 000 € imputés sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », Programme HP 312-009 « politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », Action 13100903 « Soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine du cinéma».

Titre II – Article 13
Actions de diffusion culturelle : **1 350 000 €** imputés sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », Programme HP 312-009 « politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », Action 13100902 : « actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles ».

Titre II – Article 14
Lycéens et apprentis au cinéma :
800 000 € imputés sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », Programme HP 312-009 « politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », Action 13100902 : « actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles »
Et **25 000 €** imputés sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et apprentissage », Code fonctionnel 12 « Apprentissage », programme HP 12003 « Qualification par l'apprentissage », action 11200302 « Accompagnement de la politique de l'apprentissage ».

Titre II – Article 17
Ciné-Clubs dans les lycées : 200 000 € imputés sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », Programme HP 312-009 « politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », Action 13100902 : « actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles ».

Titre II – Article 18
Passeurs d'images : 80 000 € imputés sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », programme HP 312-007 « aide à la création et à la diffusion des arts de la scène, Action 3 « soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts de la scène ».

Titre III - Article 20 - Aide aux établissements de spectacles cinématographiques
Aide à la rénovation et modernisation des salles : **1 000 000 €** imputés sur le chapitre 903 « culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques», programme HP 312-002 « équipement culturels de diffusion et de création », Action 1 « construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle ».

ARTICLE 6 - SUBVENTIONS DU DEPARTEMENT DE LA SEINE SAINT DENIS

Les subventions du département de la Seine-Saint-Denis, d'un montant global de **1 638 200 €**, seront versées conformément aux dispositifs en vigueur.

ARTICLE 7 - SUBVENTIONS DE LA VILLE DE PARIS

Les subventions et marchés de la Ville de Paris, d'un montant global prévisionnel de **2 318 500 €,** seront versés après vote du Conseil de Paris dans les délais comptables en vigueur par la Direction Régionale des Finances Publiques.

ARTICLE 8 - CLAUSE DE REVERSEMENT

S'il apparaît que les engagements des contractants ne sont pas tenus en tout ou partie dans les mêmes délais, chaque partie peut demander le reversement du montant de sa contribution aux opérations qui ne sont pas réalisées.

ARTICLE 9 - DISPOSITION FINALE

La présente convention ne peut en aucun cas être opposée aux présents signataires par les personnes morales ou leurs représentants cités à la présente, celle-ci ne valant engagement qu'entre les signataires.

La présente convention est signée en dix exemplaires originaux.

A …. , le …… 2017.

Pour la Région Ile-de-France,
La Présidente du Conseil Régional

Valérie PECRESSE

Pour l'État,
Le Préfet de la Région Ile-de-France

Michel CADOT

Pour le Département de la Seine-Saint-Denis,
Le Président du Conseil Départemental

Stéphane TROUSSEL

Pour la Ville de Paris,
La Maire

Anne HIDALGO

Pour le Centre national
du cinéma et de l'image animée,
La Présidente

Frédérique BREDIN

La Chef de mission de contrôle général économique et financier auprès du Centre national du cinéma et de l'image animée

Françoise CAMET

Région Ile-de-France

Tableau financier récapitulatif 2017

Actions	État (DRAC)	CNC	Région Ile-de-France	Ville de Paris	Département de la Seine-Saint-Denis	TOTAL
Titre I - Soutien à la création à la production						
Article 4 Soutien à l'émergence et au renouveau des talents		**106 000 €**	**400 000 €**	**4 000 €**	**36 000 €**	**546 000 €**
Talents en court				4 000 €		
Soutien sélectif à l'écriture		100 000 €	400 000 €			
Aide à l'écriture et au développement, Grand Prix Côté Court					30 000 €	
Projet l'Atelier		6 000 €			6 000 €	
Article 5 Aide au développement de projets d'œuvres pour les nouveaux médias		**40 000 €**		**100 000 €**		**140 000 €**
Article 6 Aide à la production d'œuvres cinématographiques de courte durée		**140 000 €**		**180 000 €**	**100 000 €**	**420 000 €**
		90 000 €		180 000 €	100 000 €	
		50 000 €				
Article 7 Aide à la production d'œuvres cinématographiques de longue durée		**1 000 000 €**	**10 500 000 €**			**11 500 000 €**
Article 8 Aide à la production d'œuvres audiovisuelles		**1 000 000 €**	**3 000 000 €**			**4 000 000 €**
Article 9 Aide après réalisation		**350 000 €**	**700 000 €**			**1 050 000 €**
Article 11 **R**enforcement de l'attractivité du territoire et de la structuration de la filière			**928 000 €**			**928 000 €**
Accueil des tournages et soutien à la Commission régionale du film			928 000 €			
Soutien au développement de la filière						
Article 12 Formation professionnelle relative aux métiers de la création, de la production et de l'accueil des tournages	103 000 €			**10 000 €**		**113 000 €**
TOTAL TITRE I	**103 000 €**	**2 636 000 €**	**15 528 000 €**	**294 000 €**	**136 000 €**	**18 697 000 €**
Titre II - Soutien à la diffusion culturelle, à l'éducation artistique et au développement des publics						
Article 13 Actions de diffusion culturelle	**402 000 €**	**155 000 €**	**1 350 000 €**	**566 500 €**	**701 000 €**	**3 174 500 €**
Soutien aux festivals	296 000 €	142 000 €	1 350 000 €	464 500 €	271 000 €	
Soutien aux autres actions de diffusion culturelle	106 000 €			77 000 €	411 000 €	
Soutien à la diffusion des œuvres soutenues et d'une cinématographie de qualité		13 000 €			19 000 €	
Soutien aux opérations nationales de diffusion cuturelle relayées sur le territoire régional				5 000 €		
Article 14 Dispositif régional "Lycéens et apprentis au cinéma"	**258 211 €**	*260 820 € (pour mémoire)* [1]	**825 000 €**			**1 083 211 €**
Article 15 Dispositif "Collège au cinéma"	**114 100 €**	*590 222 € (pour mémoire)* [2]		**70 000 €**	**120 500 €**	**304 600 €**
Article 16 Dispositif "Ecole au cinéma"	**117 000 €**	*748 550 € (pour mémoire)* [2]		**142 000 €**	**20 000 €**	**279 000 €**
Article 17 Dispositif régional d'éducation à l'image péri-scolaire : Des ciné-clubs dans les établissements scolaires		**100 000 €**	**200 000 €**			**300 000 €**
Article 18 Les dispositifs d'éducation à l'image hors temps scolaire		*293 000 € (pour mémoire)* [3]	**80 000 €**			
Article 19 Autres actions pour le développement des publics	**130 500 €**			**121 000 €**	**271 200 €**	**522 700 €**
TOTAL TITRE II	**1 021 811 €**	**255 000 €**	**2 455 000 €**	**899 500 €**	**1 112 700 €**	**5 744 011 €**
Titre III - Soutien à l'exploitation cinématographique						
Article 20 Soutien pour un parc dense, moderne et diversifié	**132 000 €**		**1 000 000 €**	**1 075 000 €**	**329 500 €**	**2 536 500 €**
Aide aux salles de cinéma	132 000 €	*5 108 971 € pour mémoire* [4]	*1 000 000 € (5)*	1 075 000 € *(8)*		
Le soutien aux réseaux de salles				20 000 €	329 500 €	
TOTAL TITRE III	**132 000 €**	**0 €**	**1 000 000 €**	**1 075 000 €**	**329 500 €**	**2 536 500 €**
Titre IV - Actions en faveur du patrimoine cinématographique						
Article 23 Plan de numérisation des œuvres du patrimoine cinématographique				**50 000 €**	**60 000 €**	**110 000 €**
TOTAL TITRE IV	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**50 000 €**	**60 000 €**	**110 000 €**
TOTAUX	**1 256 811 €**	**2 891 000 €**	**18 983 000 €**	**2 318 500 €**	**1 638 200 €**	**27 087 511 €**

(1) Les montants sont indiqués pour mémoire et ne sont pas comptabilisés. Ce montant correspond à la prise en charge financière 2016 par le CNC des copies numériques et de la conception des documents pédagogiques des films du dispositif "Lycéens au cinéma" au plan national.

(2) Les montants sont indiqués pour mémoire et ne sont pas comptabilisés. Ils concernent en effet les dispositifs d'éducation au cinéma que le CNC soutient au plan national : prise en charge financière des copies numériques et conception des documents pédagogiques, soutien des associations nationales agissant dans ce domaine.

(3) Les montants sont indiqués pour mémoire et ne sont pas comptabilisés. Au plan national, le CNC soutient l'association coordinatrice de l'opération "Passeurs d'images". Le montant indiqué est le montant de la subvention accordée en 2016. Pour la Région ce montant est intégré au budget de fonctionnement de l'Organisme Associé ARCADI qui gère le dispositif en IDF.

(4) Montant des aides sélectives du CNC attribuées au salles de cinéma de la Région Ile-de-France : aide à la diffusion Art et Essai 2016 (2 888 171 €), aide à la création et la modernisation 2016 (662 800 €) et aide à la programmation difficile 2016 (1 558 000 €).

(5) Pour la Région, dans la mesure où le soutien aux salles ne bénéficie pas d'une ligne budgétaire individualisée, le montant est donné à titre indicatif. Il inclut les aides à la modernisation et à la rénovation des salles.

(6) Il s'agit du montant minimum que la Région s'engage à affecter à partir de 2018 aux projets de médiations culturelles portés par les salles de cinéma.

(7) Les montants indiqués pour la Ville de Paris reflètent les aides versées au titre du cinéma uniquement (ne sont pas prises en compte les subventions complémentaires éventuellement versées par des services de la Ville distincts de la Mission Cinéma).

(8) Pour mémoire, la Ville de Paris verse une subvention de fonctionnement au Forum des images hors convention (programmation dans la structure + vigipirate) de l'ordre de 5 677 000 € et une subvention d'équipement de 300 000 € en 2017.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-507

DU 18 OCTOBRE 2017

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DU SPECTACLE VIVANT INCLUSIVE SUR TOUT LE TERRITOIRE FRANCILIEN (TROISIÈME AFFECTATION POUR 2017) : - AIDE AUX FESTIVALS ET MANIFESTATIONS DE SPECTACLE VIVANT A RAYONNEMENT RÉGIONAL - AIDE AU PROJET MUTUALISE POUR LES TERRITOIRES RURAUX ET PÉRIURBAINS - AIDE A LA RÉSIDENCE TERRITORIALE - AIDE À LA CRÉATION AU TITRE DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 2017-52 relative à la politique régionale du spectacle vivant inclusive sur tout le territoire francilien ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par amendement à la délibération n° CP 2017-189 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP 15-640 du 08 octobre 2015 relative à l'attribution d'une subvention pour l'association Théâtre du Soleil (fonctionnement 2016) ;

VU La délibération n° CP 16-655 du 16 novembre 2016 relative à l'attribution d'une subvention pour l'association Théâtre du Soleil (fonctionnement 2017) ;

VU La délibération n° CP 2017-200 du 17 mai 2017 relative à l'adoption des conventions types relatives au soutien aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional et au soutien au projet mutualisé pour les territoires ruraux et périurbains ;

VU La délibération n° CP 2017-200 du 17 mai 2017 relative à l'attribution d'une subvention pour l'association Festival Saint Denis ;

VU La délibération n° CP 2017-294 du 05 juillet 2017 relative à l'adoption des conventions types relatives aux soutiens à la création en fonctionnement et en investissement dans le domaine du

spectacle vivant ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-507 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve la convention type relative au soutien à la résidence territoriale dans le domaine du spectacle figurant en annexe 3 à la présente délibération.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du soutien aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional, du soutien au projet mutualisé pour les territoires ruraux et périurbains, du soutien à la résidence territoriale et des soutiens à la création dans le domaine du spectacle vivant en fonctionnement et en investissement au financement des projets détaillés en annexes 1 et 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **976 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions types adoptées par délibérations n°CP 2017-200 du 17 mai 2017 et n° CP 2017-294 du 05 juillet 2017 et par l'article 1 de la présente délibération, modifié par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **916 000 €**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, sport et loisirs » - code fonctionnel 312 « activités artistiques et culturelles » programme HP 312-005 « aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100501 « soutien au spectacle vivant » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Affecte une autorisation de programme de **60 000 €**, disponible sur le Chapitre : 903 « Culture, Sports et Loisirs » - Code Fonctionnel : 312 « Activités culturelles et artistiques » - Programme HP 312-015 (131015) « Fonds d'investissement pour la culture » - Action 13101501 « Fonds d'investissement pour la culture» du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 et 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Dossier - Code	Bénéficiaire	Date éligibilité
17011524	THEATRE DE SENART	13/06/2017
17011966	NANTERRE AMANDIERS	27/06/2017
17011581	MJC DE LIMOURS	23/06/2017

17014260	BLUES SUR SEINE	28/07/2017
17011590	COMMUNE DE MARCOUSSIS	19/06/2017
17012140	COMMUNE DE MAGNY LES HAMEAUX	03/07/2017
17011588	LA CITE DE LA MUSIQUE - PHILHARMONIE DE PARIS	19/06/2017
17011157	COMPAGNIE SASHA VERNER	10/04/2017
17011537	CIRQUEVOLUTION	12/06/2017
17011555	COMPAGNIE ATELIER DE L'ORAGE	15/06/2017
17011574	ASS FRANCAISE CIRQUE DEMAIN	16/06/2017
17011587	FESTIVAL AU FIL DES VOIX- LE RENDEZ VOUS DES MUSIQUES DU MONDE	19/06/2017
17011647	THEATRE SURESNES JEAN VILAR ECO MIXTE	19/06/2017
17011690	PETITES SCENES OUVERTES	20/06/2017
EX025389	COMMUNE DE BURES SUR YVETTE	19/06/2017
EX025766	COMMUNE DE CERGY	19/06/2017
EX026052	COMMUNE D'ORLY	19/06/2017
EX025134	COMPAGNIE DES MARLINS	19/06/2017
EX025691	LES IDEES HEUREUSES	19/06/2017
EX025813	ASS L'EPATE EN L'AIR	19/06/2017
EX025814	DES RICOCHETS SUR LES PAVES	19/06/2017
EX025828	COMPAGNIE THEATRALE DE LA CITE BL3-56	19/06/2017
EX025887	COMPAGNIE LIRIA	19/06/2017
EX025927	COMPAGNIE LUNATIC	19/06/2017
EX025945	COMPAGNIE TANGIBLE	19/06/2017
EX026063	COMPAGNIE LA MANGROVE	19/06/2017
EX026087	KIVUKO COMPAGNIE	19/06/2017
17011914	MELI MELO	19/06/2017
17011934	LA FONTAINE AUX IMAGES	19/06/2017
17011936	THEATRE A	19/06/2017
17011421	ASSOCIATION LA MUSE EN CIRCUIT	09/06/2017
17011635	ASSOCIATION LES SINGULIERS	19/06/2017
17011807	WANTED POSSE	26/06/2017
17011812	AHOUAI NANSI TROPBIEN	26/06/2017
17011814	COMPAGNIE OPOSITO	26/06/2017
17011815	LES PALADINS	26/06/2017
17011817	L'AMIN COMPAGNIE THEATRALE	26/06/2017
17011824	FRICHTI CONCEPT	26/06/2017
17011827	INOUIE	23/06/2017
17011830	DE LA MAISON DES ARTS ET DE LA CULTURE ANDRE MALRAUX DE CRETEIL PLAINE CENTRALE ET VDM MAC	26/06/2017
17011833	PUBLIC CHERI	26/06/2017
17011834	COLLECTIF DU BONHEUR INTERIEUR BRUT MAISON DES ASSOCIATIONS	26/06/2017
17011836	LE TEMPS DE VIVRE	26/06/2017
17011839	TGP THEATRE GERARD PHILIPPE CTRE DRAMATIQUE NATIONAL	26/06/2017
17011840	COMPAGNIE LES FRERES KAZAMAROFFS	26/06/2017
17011842	L'AIR LIBRE	26/06/2017
17011845	DEUXIEME GROUPE D'INTERVENTION	26/06/2017
17011848	ANNIBAL ET SES ELEPHANTS	26/06/2017
17011852	ASSOCIATION MAN DRAKE	26/06/2017
17012138	JEUNES TALENTS CIRQUE	26/06/2017
17011853	SCENA NOSTRA	26/06/2017

17011855	THEATRE VARIABLE N 2	26/06/2017
17011856	ASSOCIATION ASANISIMASA	26/06/2017
17011858	LES CHOSES DE RIEN	26/06/2017
17011877	POUR AINSI DIRE	26/06/2017
17011883	ASSOCIATION BETULA LENTA	26/06/2017
17011885	GK COLLECTIVE	26/06/2018
17011886	COMPAGNIE OH OUI	26/06/2017
17011890	WLDN	26/06/2017
17011893	COMPAGNIE MOOD/RV6K	26/06/2017
17011921	COMPAGNIE MANQUE PAS D'AIRS	26/06/2017
17011925	L'ORGANISATION	26/06/2017
17011935	COMPAGNIE MARIZIBILL	27/06/2017
17011937	VROD AND CO	22/06/2017
17011944	LES AILES DE L'AIR	26/06/2017
17012143	LA VIE BREVE	28/06/2017
17012144	VIVA LA COMMEDIA	26/06/2017
17012148	ACCORD CROISES	28/06/2017
17014024	LA TORCHE ARDENTE CIE	10/03/2017

Article 4 :

- Décide de modifier la base subventionnable et le taux d'intervention régionale figurants dans la fiche projet n°17003434 jointe en annexe à la délibération n° CP 2017-200 du 17 mai 2017, conformément à la nouvelle fiche projet jointe en annexe 4 à la présente délibération.

- Décide de modifier le taux d'intervention régionale et la base subventionnable figurants dans l'état récapitulatif et la fiche projet N°**15013647** joints en annexe 1 et 2 à la délibération n° CP 15-640 du 08 octobre 2015, conformément aux indications suivantes :

Objet : THEATRE DU SOLEIL (FABRIQUE DE CULTURE - FONCTIONNEMENT 2016)			
Libellé base subventionnable	**Montant base subventionnable**	**Taux d'intervention**	**Montant de subvention maximum**
Soutien aux fabriques de culture	4 611 034,00 €	2,17 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient le Théâtre du Soleil au titre des Fabriques de culture à hauteur de 100 000 € sur une base subventionnable de 4 611 034 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2016 proposé et déduction faite des recettes d'investissement (immobilisations et subvention d'investissement versées au résultat pour un montant total de 2 042 974 €).

Approuve l'avenant n°2 à la convention conclue avec l'association Théâtre du Soleil, jointe en annexe n°5 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil Régional à le signer.

- Décide de modifier le taux d'intervention régionale et la base subventionnable figurants dans l'état récapitulatif et la fiche projet N°**16015437** joints en annexe 1 et 2 à la délibération CP 16-555 du 16 novembre 2016, conformément aux indications suivantes.

Objet :	**THEATRE DU SOLEIL (FABRIQUE DE CULTURE - FONCTIONNEMENT 2017)**		
Libellé base subventionnable	**Montant base subventionnable**	**Taux d'intervention**	**Montant de subvention maximum**
Soutien aux fabriques de culture	5 040 235,00 €	1,98 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient le Théâtre du Soleil au titre des Fabriques de culture à hauteur de 100 000 € sur une base subventionnable de 5 040 235 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2016 proposé et déduction de la subvention d'investissement versées au résultat, de la dotation aux amortissements (1 chambre en Inde), des services bancaires 48 500 € pour un montant total de 1 244 593 €.

Approuve l'avenant n°3 à la convention conclue avec l'association Théâtre du Soleil, jointe en annexe n°5 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil Régional à le signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-507	Budget	2017

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131005 - Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue**
Action	**13100501 - Soutien au spectacle vivant**

Dispositif : N° 00001006 - Aide au projet mutualisé pour les territoires ruraux et périurbains

Dossier	17011581 - MJC DE LIMOURS			
Bénéficiaire	EXM01091 - MJC DE LIMOURS			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
157 592,00 €	TTC	12,69 %	20 000,00 €	

Dossier	17014260 - BLUES SUR SEINE - PROJET MUTUALISE 2017			
Bénéficiaire	R26263 - BLUES SUR SEINE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 500,00 €	HT	37,04 %	10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001006 - Aide au projet mutualisé pour les territoires ruraux et périurbains	30 000,00 €

Dispositif : N° 00001008 - Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional

Dossier	17011157 - COMPAGNIE SASHA VERNER (PROJET : CE QUE PEUVENT LES FEMMES)			
Bénéficiaire	P0037173 - COMPAGNIE SASHA VERNER			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
41 000,00 €	TTC	24,39 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-507	Budget	2017

Dossier	17011537 - CIRQUEVOLUTION (FESTIVAL CIRQUEVOLUTION)			
Bénéficiaire	P0037272 - CIRQUEVOLUTION			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
183 000,00 €	TTC	13,66 %	25 000,00 €	

Dossier	17011555 - COMPAGNIE ATELIER DE L'ORAGE (PROJET : LES HIVERNALES)			
Bénéficiaire	P0016459 - COMPAGNIE ATELIER DE L'ORAGE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
152 680,00 €	HT	7,86 %	12 000,00 €	

Dossier	17011574 - ASS FRANCAISE CIRQUE DEMAIN (39EME EDITION DU FESTIVAL MONDIAL DU CIRQUE DE DEMAIN)			
Bénéficiaire	R25058 - ASS FRANCAISE CIRQUE DEMAIN			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	32 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
587 840,00 €	HT	5,44 %	32 000,00 €	

Dossier	17011587 - AU FIL DES VOIX (FESTIVAL AU FIL DES VOIX)			
Bénéficiaire	EX006162 - FESTIVAL AU FIL DES VOIX- LE RENDEZ VOUS DES MUSIQUES DU MONDE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
237 824,00 €	HT	6,31 %	15 000,00 €	

Dossier	17011588 - LA CITE DE LA MUSIQUE - PHILHARMONIE DE PARIS (ORCHESTRES DEMOS)			
Bénéficiaire	P0021737 - LA CITE DE LA MUSIQUE - PHILHARMONIE DE PARIS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
331 000,00 €	TTC	4,53 %	15 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-507	Budget	2017

Dossier	17011590 - COMMUNE DE MARCOUSSIS (FESTIVAL ELFONDUROCK)				
Bénéficiaire	R1153 - COMMUNE DE MARCOUSSIS				
Localisation	ESSONNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	13 500,00 €			Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 450,00 €	TTC	22,33 %		13 500,00 €	

Dossier	17011647 - THEATRE SURESNES JEAN VILAR ECO MIXTE (26EME EDITION DU FESTIVAL SURESNES CITES DANSE)				
Bénéficiaire	R9090 - THEATRE SURESNES JEAN VILAR ECO MIXTE				
Localisation	HAUTS DE SEINE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	54 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
404 807,00 €	HT	13,34 %		54 000,00 €	

Dossier	17011690 - PETITES SCENES OUVERTES (LA GRANDE SCENE - RENCONTRE NATIONALE DANS #3)				
Bénéficiaire	P0037316 - PETITES SCENES OUVERTES				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
63 000,00 €	TTC	15,87 %		10 000,00 €	

Dossier	17012138 - JEUNES TALENTS CIRQUE (CIRCUSNEXT)				
Bénéficiaire	R35955 - JEUNES TALENTS CIRQUE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	22 500,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
135 111,00 €	TTC	16,65 %		22 500,00 €	

Dossier	17012140 - COMMUNE DE MAGNY LES HAMEAUX (FESTIVAL A BOUT DE CHANT)				
Bénéficiaire	R627 - COMMUNE DE MAGNY LES HAMEAUX				
Localisation	MAGNY-LES-HAMEAUX				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
44 977,00 €	TTC	22,23 %		10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-507	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00001008 - Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	219 000,00 €

Dispositif : N° 00001009 - Aide à la résidence territoriale

Dossier	EX025134 - COMPAGNIE DES MARLINS- RESIDENCE DEMANDE 2017			
Bénéficiaire	P0037357 - COMPAGNIE DES MARLINS			
Localisation	VITRY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
75 464,00 €	TTC	10,6 %	8 000,00 €	

Dossier	EX025389 - COMMUNE DE BURES SUR YVETTE - RESIDENCE DEMANDE 2017			
Bénéficiaire	R1082 - COMMUNE DE BURES SUR YVETTE			
Localisation	BURES-SUR-YVETTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
43 060,00 €	TTC	18,58 %	8 000,00 €	

Dossier	EX025691 - LES IDEES HEUREUSES - RESIDENCE DEMANDE 2017			
Bénéficiaire	EXM01735 - LES IDEES HEUREUSES			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
88 100,00 €	HT	11,35 %	10 000,00 €	

Dossier	EX025766 - COMMUNE DE CERGY - RESIDENCE DEMANDE 2017			
Bénéficiaire	R84 - COMMUNE DE CERGY			
Localisation	CERGY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
39 223,00 €	TTC	20,4 %	8 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-507	Budget	2017

Dossier	EX025813 - ASS L EPATE EN L AIR - RESIDENCE DEMANDE 2017				
Bénéficiaire	P0028166 - ASS L EPATE EN L AIR				
Localisation	ESSONNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
54 600,00 €	HT		18,32 %	10 000,00 €	

Dossier	EX025814 - DES RICOCHETS SUR LES PAVES - RESIDENCE DEMANDE 2017				
Bénéficiaire	P0023998 - DES RICOCHETS SUR LES PAVES				
Localisation	MASSY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	13 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
78 000,00 €	TTC		16,67 %	13 000,00 €	

Dossier	EX025828 - COMPAGNIE THEATRALE DE LA CITE BL3 - RÉSIDENCE DEMANDE 2017				
Bénéficiaire	P0007982 - COMPAGNIE THEATRALE DE LA CITE BL3-56				
Localisation	CC PAYS DE LIMOURS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	8 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
32 100,00 €	HT		24,54 %	8 000,00 €	

Dossier	EX025887 - COMPAGNIE LIRIA - RESIDENCE DEMANDE 2017				
Bénéficiaire	EXM02050 - COMPAGNIE LIRIA				
Localisation	CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
42 500,00 €	TTC		23,53 %	10 000,00 €	

Dossier	EX025927 - COMPAGNIE LUNATIC - RESIDENCE DEMANDE 2017				
Bénéficiaire	R25828 - COMPAGNIE LUNATIC				
Localisation	ROMAINVILLE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	15 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
58 800,00 €	HT		25,51 %	15 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-507	Budget	2017

Dossier	EX025945 - COMPAGNIE TANGIBLE - RESIDENCE DEMANDE 2017			
Bénéficiaire	EXM02055 - COMPAGNIE TANGIBLE			
Localisation	VITRY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
72 595,00 €	TTC	13,78 %	10 000,00 €	

Dossier	EX026052 - COMMUNE D'ORLY - RESIDENCE DEMANDE 2017			
Bénéficiaire	R41 - COMMUNE D'ORLY			
Localisation	ORLY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 825,00 €	TTC	11,3 %	8 000,00 €	

Dossier	EX026063 - COMPAGNIE LA MANGROVE - RESIDENCE DEMANDE 2017			
Bénéficiaire	P0037338 - COMPAGNIE LA MANGROVE			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
35 000,00 €	TTC	22,86 %	8 000,00 €	

Dossier	EX026087 - KIVUKO COMPAGNIE - RESIDENCE DEMANDE 2017			
Bénéficiaire	P0037344 - KIVUKO COMPAGNIE			
Localisation	BOISSY-SAINT-LEGER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
43 255,00 €	TTC	18,49 %	8 000,00 €	

Dossier	17011914 - ASSOCIATION MELI-MELO - RESIDENCE DEMANDE 2017			
Bénéficiaire	P0029741 - MELI MELO			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
18 839,00 €	TTC	42,47 %	8 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-507	Budget	2017

Dossier	17011934 - LA FONTAINE AUX IMAGES - RESIDENCE DEMANDE 2017			
Bénéficiaire	P0016397 - LA FONTAINE AUX IMAGES			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
21 768,00 €	HT	45,94 %	10 000,00 €	

Dossier	17011936 - THEATRE A - RESIDENCE DEMANDE 2017			
Bénéficiaire	P0003028 - THEATRE A			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
51 500,00 €	HT	19,42 %	10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001009 - Aide à la résidence territoriale	152 000,00 €

Dispositif : N° 00001011 - Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant

Dossier	17011421 - ASSOCIATION LA MUSE EN CIRCUIT (PROJET DE CREATION : HAMLET, JE SUIS VIVANT ET VOUS ETES MORTS)			
Bénéficiaire	R20946 - ASSOCIATION LA MUSE EN CIRCUIT			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
117 000,00 €	HT	8,55 %	10 000,00 €	

Dossier	17011635 - ASSOCIATION LES SINGULIERS (PROJET DE CREATION : ENTRE)			
Bénéficiaire	P0037288 - ASSOCIATION LES SINGULIERS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 095,63 €	HT	18,73 %	15 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-507	Budget	2017

Dossier	17011807 - WANTED POSSE (PROJET DE CREATION : SPEAKEASY)			
Bénéficiaire	P0031006 - WANTED POSSE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
120 980,00 €	TTC	12,4 %	15 000,00 €	

Dossier	17011812 - AHOUAI NANSI TROPBIEN (PROJET DE CREATION : LOIN)			
Bénéficiaire	EXM01733 - AHOUAI NANSI TROPBIEN			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
89 328,00 €	TTC	11,19 %	10 000,00 €	

Dossier	17011814 - COMPAGNIE OPOSITO (PROJET DE CREATION : LE CINEMATOPHONE)			
Bénéficiaire	R9578 - COMPAGNIE OPOSITO			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
77 000,00 €	HT	19,48 %	15 000,00 €	

Dossier	17011815 - LES PALADINS (PROJET DE CREATION : AMADIGI DE HAENDEL)			
Bénéficiaire	P0016469 - LES PALADINS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
468 316,00 €	HT	6,41 %	30 000,00 €	

Dossier	17011817 - L'AMIN COMPAGNIE THEATRALE (PROJET DE CREATION : LA TRIBU DE MALGOUMI)			
Bénéficiaire	EX003244 - L'AMIN COMPAGNIE THEATRALE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
94 210,00 €	TTC	8,49 %	8 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-507	Budget	2017

Dossier	17011824 - FRICHTI CONCEPT (PROJET DE CREATION : / (SLASH), OU L'HOMME D)			
Bénéficiaire	P0020502 - FRICHTI CONCEPT			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
63 772,00 €	TTC	12,54 %	8 000,00 €	

Dossier	17011827 - INOUIE (PROJET DE CREATION : COSMOS 1969)			
Bénéficiaire	R24034 - INOUIE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
190 950,00 €	HT	10,47 %	20 000,00 €	

Dossier	17011830 - MAISON DES ARTS DE CRETEIL - MAC (PROJET DE CREATION : CARMEN(S))			
Bénéficiaire	R22796 - DE LA MAISON DES ARTS ET DE LA CULTURE ANDRE MALRAUX DE CRETEIL PLAINE CENTRALE ET VDM MAC			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
745 994,00 €	HT	2,01 %	15 000,00 €	

Dossier	17011833 - PUBLIC CHERI (PROJET DE CREATION : ENVOUTEMENTS, SPECTACLE, PROFERATIONS)			
Bénéficiaire	R12860 - PUBLIC CHERI			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
108 200,00 €	HT	13,86 %	15 000,00 €	

Dossier	17011834 - COLLECTIF DU BONHEUR INTERIEUR BRUT (PROJET DE CREATION : PARRÊSIA#2 - DENONCER)			
Bénéficiaire	P0031100 - COLLECTIF DU BONHEUR INTERIEUR BRUT MAISON DES ASSOCIATIONS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
132 000,00 €	TTC	7,58 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-507	Budget	2017

Dossier	17011836 - LE TEMPS DE VIVRE (PROJET DE CREATION : RIVAGES)			
Bénéficiaire	R39315 - LE TEMPS DE VIVRE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
120 000,00 €	HT	8,33 %	10 000,00 €	

Dossier	17011839 - THEATRE GERARD PHILIPPE (PROJET DE CREATION : L'ÂME HUMAINE SOUS LE SOCIALISME)			
Bénéficiaire	R9916 - TGP THEATRE GERARD PHILIPPE CTRE DRAMATIQUE NATIONAL			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
169 036,00 €	HT	14,79 %	25 000,00 €	

Dossier	17011840 - COMPAGNIE LES FRERES KAZAMAROFFS (PROJET DE CREATION : O.G.M. (OBJETS A GRAVITE MODIFIEE))			
Bénéficiaire	P0016451 - COMPAGNIE LES FRERES KAZAMAROFFS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
74 100,00 €	HT	13,5 %	10 000,00 €	

Dossier	17011842 - L'AIR LIBRE (PROJET DE CREATION : VIVANTS)			
Bénéficiaire	P0025981 - L'AIR LIBRE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
143 948,00 €	TTC	6,95 %	10 000,00 €	

Dossier	17011845 - DEUXIEME GROUPE D'INTERVENTION (PROJET DE CREATION : VIES PARALLELES)			
Bénéficiaire	R29296 - DEUXIEME GROUPE D'INTERVENTION			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
62 892,00 €	TTC	12,72 %	8 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-507	Budget	2017

Dossier	17011848 - ANNIBAL ET SES ELEPHANTS (PROJET DE CREATION : PANEL ET CIRCENSES)			
Bénéficiaire	R4611 - ANNIBAL ET SES ELEPHANTS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
174 692,00 €	HT	4,58 %	8 000,00 €	

Dossier	17011852 - ASSOCIATION MAN DRAKE (PROJET DE CREATION : PRIMAL)			
Bénéficiaire	EXM01726 - ASSOCIATION MAN DRAKE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
140 390,00 €	HT	10,68 %	15 000,00 €	

Dossier	17011853 - SCENA NOSTRA (PROJET DE CREATION : SYNDROME U)			
Bénéficiaire	P0020483 - SCENA NOSTRA			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
237 974,00 €	TTC	8,4 %	20 000,00 €	

Dossier	17011855 - THEATRE VARIABLE N 2 (PROJET DE CREATION : LA FEMME® N'EXISTE PAS)			
Bénéficiaire	EXM00662 - THEATRE VARIABLE N 2			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
145 316,00 €	TTC	10,32 %	15 000,00 €	

Dossier	17011856 - ASSOCIATION ASANISIMASA (PROJET DE CREATION : B. TRAVEN)			
Bénéficiaire	EXM00659 - ASSOCIATION ASANISIMASA			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
261 770,00 €	HT	9,55 %	25 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-507	Budget	2017

Dossier	17011858 - LES CHOSES DE RIEN (PROJET DE CREATION : CIRQUE METAPHYSIQUE)			
Bénéficiaire	EX004138 - LES CHOSES DE RIEN			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
176 153,00 €	HT	10,22 %	18 000,00 €	

Dossier	17011877 - POUR AINSI DIRE (PROJET DE CREATION : LE CHAT N'A QUE FAIRE DES SOURIS MORTES)			
Bénéficiaire	P0008103 - POUR AINSI DIRE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
227 258,00 €	HT	7,92 %	18 000,00 €	

Dossier	17011883 - ASSOCIATION BETULA LENTA (PROJET DE CREATION : ANATOMIE DU SILENCE)			
Bénéficiaire	EXM00664 - ASSOCIATION BETULA LENTA			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
56 700,00 €	TTC	14,11 %	8 000,00 €	

Dossier	17011885 - GK COLLECTIVE (PROJET DE CREATION : REVESZ)			
Bénéficiaire	EXM01734 - GK COLLECTIVE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
65 476,00 €	TTC	15,27 %	10 000,00 €	

Dossier	17011886 - COMPAGNIE OH OUI (PROJET DE CREATION : ELLE VOULAIT MOURIR ET ALLER A PARIS)			
Bénéficiaire	EXM00676 - COMPAGNIE OH OUI			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
130 500,00 €	TTC	9,96 %	13 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-507	Budget	2017

Dossier	17011890 - WLDN (PROJET DE CREATION : SONGLINES)			
Bénéficiaire	EXM01725 - WLDN			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
205 040,00 €	HT	9,75 %	20 000,00 €	

Dossier	17011893 - COMPAGNIE MOOD/RV6K (PROJET DE CREATION : CORPS POUR CORPS - OPERA HIP HOP & BAROQUE)			
Bénéficiaire	P0025083 - COMPAGNIE MOOD/RV6K			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	21 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
183 000,00 €	HT	11,48 %	21 000,00 €	

Dossier	17011921 - COMPAGNIE MANQUE PAS D'AIRS (PROJET DE CREATION : PUIS IL DEVIENT INVISIBLE)			
Bénéficiaire	P0037347 - COMPAGNIE MANQUE PAS D'AIRS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
167 657,00 €	HT	11,93 %	20 000,00 €	

Dossier	17011925 - L'ORGANISATION (PROJET DE CREATION : MAD GRASS, SOCIETE SECRETE DES HERBES FOLLES)			
Bénéficiaire	P0037349 - L'ORGANISATION			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
66 270,00 €	TTC	15,09 %	10 000,00 €	

Dossier	17011935 - COMPAGNIE MARIZIBILL (PROJET DE CREATION : LUCE)			
Bénéficiaire	P0037352 - COMPAGNIE MARIZIBILL			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 689,00 €	TTC	12,39 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-507	Budget	2017

Dossier	17011937 - VROD AND CO (PROJET DE CREATION : LA SOUSTRACTION DES FLEURS SE CONCERTE)			
Bénéficiaire	P0037354 - VROD AND CO			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 948,00 €	HT	8,46 %	6 000,00 €	

Dossier	17011944 - LES AILES DE L'AIR (PROJET DE CREATION : REFLETS)			
Bénéficiaire	P0037362 - LES AILES DE L'AIR			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
53 000,00 €	TTC	15,09 %	8 000,00 €	

Dossier	17012143 - LA VIE BREVE (PROJET DE CREATION : DEMI VERONIQUE)			
Bénéficiaire	P0037396 - LA VIE BREVE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
193 742,00 €	HT	5,16 %	10 000,00 €	

Dossier	17012144 - VIVA LA COMMEDIA (PROJET DE CREATION : LE MISANTHROPE)			
Bénéficiaire	P0037398 - VIVA LA COMMEDIA			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
93 176,00 €	HT	8,59 %	8 000,00 €	

Dossier	17012148 - ACCORD CROISES (PROJET DE CREATION : DORSAF HAMDANI - ARTISTES FRANCAIS VENUS D'AILLEURS)			
Bénéficiaire	P0028627 - ACCORD CROISES			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
78 787,00 €	HT	12,69 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-507	Budget	2017

Dossier	17014024 - LA TORCHE ARDENTE CIE (PROJET DE CREATION : TIMON D'ATHENES)			
Bénéficiaire	P0037568 - LA TORCHE ARDENTE CIE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
204 328,00 €	HT	3,92 %	8 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001011 - Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	515 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131005 - 13100501	916 000,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131015 - Fonds d'investissement pour la culture**
Action	**13101501 - Fonds d'investissement pour la culture**

Dispositif : N° 00001012 - Aide à la création en investissement dans le domaine du Spectacle Vivant

Dossier	17011524 - THEATRE DE SENART (PROJET DE CREATION : JAMAIS SEUL)			
Bénéficiaire	P0032180 - THEATRE DE SENART			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
429 838,00 €	HT	8,14 %	35 000,00 €	

Dossier	17011966 - NANTERRE AMANDIERS (PROJET DE CREATION : LA FILLE DU COLLECTIONNEUR)			
Bénéficiaire	R7137 - NANTERRE AMANDIERS			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
222 608,00 €	HT	11,23 %	25 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001012 - Aide à la création en investissement dans le domaine du Spectacle Vivant	60 000,00 €

Total sur l'imputation 903 - 312 - 131015 - 13101501	60 000,00 €

FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011524

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : THEATRE DE SENART (PROJET DE CREATION : JAMAIS SEUL)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en investissement dans le domaine du Spectacle Vivant	429 838,00 €	8,14 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204141-131015-300
13101501- Fonds d'investissement pour la culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DE SENART
Adresse administrative : 9 A 11 ALLEE DE LA FETE
77565 LIEUSAINT
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur JEAN-MICHEL PUIFFE, Directeur

N° SIRET : 80926540800017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en investissement dans le domaine du Spectacle Vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 13 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité de la production de spectacles, de la nécessité d'études et d'acquisitions préalables à la création, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées. Dépenses de création engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 13/06/2017

Présentation du bénéficiaire

Le Théâtre-Sénart, Scène nationale accueille une soixantaine de spectacles par saison pour près de 150 représentations (théâtre, danse, musiques, jeune public…), 2 à 3 productions par saison, des résidences de création ainsi qu'un important volet d'actions culturelles et artistiques. Dirigé par Jean-Michel Puiffe depuis 2001, le Théâtre est implanté depuis 2015 au Carré-Sénart à Lieusaint.
L'accompagnement des artistes a toujours constitué un des axes forts du projet du directeur actuel qui a favorisé la création en portant la production déléguée de spectacles. Le « Made in Sénart » est désormais une véritable marque de fabrique du Théâtre. Et c'est dans ce cadre que l'accompagnement du travail de Patrick Pineau a débuté, avec plusieurs créations produites au théâtre de Sénart.
Patrick Pineau suit les classes de Denise Bonal, Michel Bouquet et Jean-Pierre Vincent au Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris, il joue le répertoire classique comme contemporain, il fut membre permanent de la troupe de l'Odéon. En tant que metteur en scène, il signe plusieurs mises en

scène notamment au théâtre de l'odéon, pour le festival d'Avignon : création de Peer Gynt en 2004 et Sale août de Serge Valletti en 2010. En 2016, il crée L'Art de la comédie de Eduardo de Filippo au Théâtre-Sénart, qui tourne en France jusqu'en février 2017.

Conventionné par la Drac, la Région Ile-de-France, le département et la communauté d'agglomération, le Théâtre accueille trois équipes artistiques associées du Théâtre-Sénart pour la période 2015-2018 : la Cie Pipo dirigée par Patrick Pineau, l'Orchestre Les Siècles dirigé par François-Xavier Roth et la Cie MAD dirigée par Sylvain Groud.

Présentation du projet de création

Titre de la création : «Jamais seul » Création de la compagnie Pipo
Le théâtre de Sénart est le producteur délégué de cette création.

Esthétique de la création : Théâtre

Présentation de l'équipe artistique :
Mise en scène : Patrick Pineau
Composition musicale : Nicolas Daussy
Auteur : Mohamed Rouabhi
Scénographie, décors : Sylvie Orcier
Lumières : Christian Pinaud
Interprètes - 15 comédiens : Birane Ba, Nacima Bekhtaoui, Nicolas Bonnefoy, François Caron, Morgane Fourcault, Marc Jeancourt, Aline Le Berre, Elise Lhomeau, Nina Nkundwa, Fabien Orcier, Sylvie Orcier, Patrick Pineau, Mohamed Rouabhi, Valentino Sylva, Selim Zahrani
Autres collaborations artistiques : Brigitte Tribouilloy (costumes), Fabien Luszezyszyn (vidéo)

Présentation du projet de création :
Patrick Pineau a passé une commande d'écriture à Mohamed Rouabhi dont il connait le travail en sa qualité de comédien mais aussi d'auteur. Cette création est écrite en plusieurs étapes, et livre une fresque populaire d'une grande humanité. Mohamed Rouabhi écrit sur les gens et pour eux.
Dans Jamais seul, on perçoit tout de suite son sens de la vie quotidienne dans ce qu'elle a de modeste, de simple, de presque invisible. Mais lui la fait voir, cette invisibilité, et comme dit un de ses personnages, il la rend incandescente. Il ne reproduit pas la vie – ce n'est pas du reportage –, il lui donne une vraie forme poétique, moderne et personnelle. L'action se déroule de nos jours en France, dans une ville, avec l'activité humaine qui s'y tisse et la solitude qui y est aussi présente. Mais, une règle prévaut pour ne pas perdre la raison celle de n'être jamais seul.

Calendrier de création :
- Répétitions :
18 jours du 01/10/17 au 21/10/17 au Théâtre-Sénart
18 jours du 23/10/17 au 14/11/17 à la MC93 de Bobigny

- Date et lieu de la première représentation : la première a lieu 15 Novembre 2017 à la MC93 de Bobigny.

Partenaires du projet :
MC93 - Bobigny 80 000 € et apport lieu de résidence en ordre de marche
Cie Pipo - Sénart 40 000 €
MC2 – Grenoble 25 000 €
Châteauvallon, Scène national15 000 €
Scène nationale - Montbéliard 10 000 €
DRAC IDF - 50 000 (quote part)
Département Seine et Marne 20 000 € (sollicité)
CA Grand Paris Sud - 20 000 € (quote part)

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France : 21 représentations sont prévues en Ile-de-France
16 représentations du 15/11/17 au 03/12/17 à la MC93 de Bobigny
Les 7 et 8/12/17 au théâtre Firmin Gémier la Piscine Chatenay-Malabry.
Les 11, 12 et 13/01/18 au Théâtre-Sénart
4 représentations du 16 au 19/01/18 auThéâtre national de Bordeaux
Les 23 et 24/01/18 à la scène nationale de Sète
Les 26 et 27/01/18 au Cratère, Scène nationale d'Alès
Une tournée est d'ores et déjà prévue sur la saison suivante avec notamment des représentations à la MC2 à Grenoble, à MA Scène nationale de Montbéliard, à Châteauvallon, Scène nationale, au Grand T à Nantes, au Théâtre des Liets de Montluçon

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région apporte une aide d'un montant de 35 000 € sur une base subventionnable de 429 838€ correspondant à au budget de production déléguée du Théâtre de Sénart pour la création déduction faite de l'écart entre le montant demandé et le montant proposé.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	282 288,00	64,92%
Dépenses techniques	127 250,00	29,26%
Communication	6 500,00	1,49%
Coûts de structures	18 800,00	4,32%
Total	434 838,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	50 000,00	11,50%
Région IDF - Aide à la création (sollicité)	40 000,00	9,20%
CD Seine-et-Marne (sollicité)	20 000,00	4,60%
CA Grand Paris Sud (acquis)	20 000,00	4,60%
Jeune Théâtre National (acquis)	22 000,00	5,06%
Recettes propres	282 838,00	65,04%
Total	434 838,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 500,00 €
2018	24 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	70 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	75 000,00 €
2017	Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	75 000,00 €
	Montant total	220 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011966

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : NANTERRE AMANDIERS (PROJET DE CREATION : LA FILLE DU COLLECTIONNEUR)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en investissement dans le domaine du Spectacle Vivant	222 608,00 €	11,23 %	25 000,00 €
		Montant Total de la subvention	25 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
13101501- Fonds d'investissement pour la culture

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NANTERRE AMANDIERS
Adresse administrative : 7 AV PABLO PICASSO
92022 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur PHILIPPE QUESNE, DIRECTEUR

N° SIRET : 32489625700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en investissement dans le domaine du Spectacle Vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 27 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité de la production de spectacles, de la nécessité d'études et d'acquisitions préalables à la création, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées. Dépenses de création engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 27/06/2017

Présentation du bénéficiaire

Le Théâtre Nanterre Amandiers est un des plus importants CDN de. Ses salles de spectacle, de répétition, son atelier de fabrication de décors en font un haut lieu de création de théâtre classique et contemporain à l'envergure internationale.
Des metteurs en scène reconnus se succèdent à la direction du Théâtre des Amandiers : Patrice Chéreau, Jean-Pierre Vincent (1990) et Jean-Louis Martinelli (2002). Depuis le 1er Janvier 2014, le CDN est dirigé par Philippe Quesne. Le projet est axé sur les nouvelles écritures scéniques et la création contemporaine, sur l'ouverture au cinéma et aux arts visuels, en visant un renouvellement des publics. Les artistes associés au projet pour les premières saisons sont, entre autres, Gisèle Vienne, Vincent Macaigne et Joël Pommerat. Des représentants de la mise en scène émergente et de la création européenne seront également invités.

Le Théâtre des Amandiers est soutenu par la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Ile-de-France, la Ville de Nanterre, le Conseil général des Hauts-de-Seine et la Région Ile-de-France.
Le CDN de Nanterre Amandiers fait une demande en investissement pour le spectacle du jeune metteur en scène Théo Mercier. Issu des arts plastiques, l'artiste bascule vers le spectacle vivant avec plusieurs créations : « Du futur faisons table rase » (2014), « Radio Vinci Parc » en 2016 pour laquelle il collabore avec le chorégraphe et interprète François Chaignaud.

Présentation du projet de création

Titre de la création : « LA FILLE DU COLLECTIONNEUR »

Esthétique de la création : DANSE

Présentation de l'équipe artistique :
Mise en scène : Theo Mercier
Chorégraphe : Theo Mercier, Francois Chaignaud
Composition : Laurent Durupt
Auteur : Theo Mercier, Marlene Saldana, Jonathan Drillet
Scénographie, Décors : Theo Mercier, Arthur Hoffner
Lumières : Eric Soyer
Interprètes : Francois Chaignaud (Danseur, Chanteur), Jonathan Drillet (Comédien), Angela Laurier (Contorsionniste), Marlene Saldana (Danseuse Comédienne), Harris Gkekas (Danseur)

Présentation du projet de création :
Le plasticien Théo Mercier a évolué récemment vers des formes performatives et spectaculaires tout en conservant une ligne art plastique autour d'un travail sur l'anthropomorphisation des objets et sur le mouvement. Il a rencontré le chorégraphe et danseur François Chaignaud lors de sa précédente création « Radio Vinci Park » en 2016. Il collabore à nouveau avec cet artiste qui chorégraphiera ce spectacle pour cinq interprètes : le danseur François Chaignaud, la danseuse et comédienne Marlène Saldana, le danseur Harris Gkekas, la contortionniste Angela Laurier et le comédien Jonathan Drillet. Intitulée « La fille du collectionneur », la nouvelle création de Théo Mericer souhaite éprouver les incertitudes de l'esprit et de la mémoire et ses liens avec le réel : « sujets réels, souvenirs, détails, recompositions et décompositions s'agenceront pour donner à voir et à éprouver une intériorité, un imaginaire mis à nu et au grand jour ». La scénographie est un cadre mobile, objet d'une déambulation donnant lieu à « la visite d'une collection dont chaque œuvre ne peut être saisie que par instant ». Le corps nu de l'interprète de la fille du collectionneur, modèle d'artiste, sera le point de départ de cette visite proposée comme un jeu au spectateur mettant l'atelier de l'artiste au grand jour.

Calendrier de création :
Les répétitions auront lieu en quasi-totalité au théâtre Nanterre-Amandiers, ainsi que 3 jours au 104 à Paris.
- Date et lieu de la première représentation :
La première représentation aura lieu le 14 novembre 2017 au Théâtre Nanterre-Amandiers.

Partenaires du projet :
Le spectacle est coproduit par la Ménagerie de Verre et la Scène nationale de Bonlieu avec un apport des Amandiers en numéraire et en industrie. Le projet bénéficie également de l'aide de la fondation Hermès.

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
13 représentations sont prévues dont 9 en Île-de-France : au théâtre Nanterre-Amandiers et au Festival Les Inaccoutumées de la Ménagerie de Verre.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 222 608 € et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart de 6 000 € entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	82 942,00	36,14%
Dépenses techniques	85 570,00	37,68%
Communication	13 500,00	5,88%
Coûts de structure	46 596,00	20,30%
Total	228 608,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide à la création (sollicité)	31 000,00	13,51%
Fondation Hermès	60 000,00	26,14%
Coproduction : La ménagerie de Verre	20 000,00	8,71%
Coproduction : Bonlieu Annecy	10 000,00	4,36%
APAP - réseau européen	7 000,00	3,05%
Billetterie	17 700,00	7,71%
Apport Nanterre-Amandiers	82 908,00	36 %
Total	228 608,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 500,00 €
2018	17 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	65 000,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	51 000,00 €
2014	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et	65 000,00 €

	culturelle	
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	51 207,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	65 000,00 €
	Montant total	302 207,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011581

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : MJC DE LIMOURS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au projet mutualisé pour les territoires ruraux et périurbains	157 592,00 €	12,69 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MJC DE LIMOURS
Adresse administrative : 1 RUE MICHEL BERGER
91470 LIMOURS
Statut Juridique :
Représentant : Madame EMMANUELLE VORIN

N° SIRET : 30954031800032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au projet mutualisé pour les territoires ruraux et périurbains
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 23 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 23/06/2017

Présentation du bénéficiaire
La MJC de Limours est dirigé, depuis septembre 2015, par Max Leguem, aussi Président de la Fédération des Associations de Musiques et Danses Traditionnelles. Elle occupe avec l'Ecole de Musique de Limours « Le studio », lieu de musiques actuelles disposant de 7 salles dédiées aux cours, d'un studio de répétitions et d'enregistrements (45m²), d'une salle de spectacle (104m²) de 185 personnes (debout), d'un studio Radio équipé et diffusant 24h/24h la web radio « Radio Terres de Mixes » (lancée en 2016). La MJC est connue en Essonne comme étant un lieu de diffusion, de concert de groupes amateurs comme professionnels. Le Studio d'enregistrement, réputé et largement utilisé, est animé par un régisseur son professionnel,.
La MJC propose de nombreuses activités culturelles et travaille en partenariat avec les autres

associations de la commune, les établissements scolaires (2 écoles élémentaires et maternelles, un collège et un lycée), l'Ecole de Musique, la salle de spectacle de 300 places « LA SCENE » et les services municipaux.
Elle développe une programmation culturelle de concerts de musiques actuelles et de spectacles jeune public, mais également d'expositions. La MJC a organisé en avril 2017 la 1ère édition d'un Festival Métal, « l'Asylum Metal Fest ». Le nombre d'usagers de la MJC, toutes activités confondues, s'élève à plus de 8000.
La commune de Limours compte 6 700 habitants, elle est située entre le nord urbain de l'Essonne et le sud rural du département. 55% du territoire communal est agricole et 25% est forestier. Limours est la ville centre de la Communauté de Communes du pays de Limours (CCPL), qui regroupe 14 communes, dont plusieurs n'atteignent pas les 1000 habitants, et 25 000 habitants.
La MJC est soutenue par la Ville de Limours (convention triennale), qui en est le premier et principal financeur ; elle reçoit également des aides du Département de l'Essonne et de la communauté de communes du Pays de Limours. La CAF, la Fondation de France, la Direction Départementale de cohésion sociale ou encore le réseau musiques actuelles de l'Essonne sont également des partenaires de la MJC.

Présentation du projet
Titre : « Tout monde – Terres de Mixes » / Préfiguration d'une SMAC coopérative

Champ artistique : Musiques actuelles

Communes et structures partenaires du projet :
Commune de Limours
Ecole de Musique de Limours
Lycée intercommunal Jules Verne de Limours
La communauté de communes du Pays de Limours (CCPL)
Les paroisses et églises de Limours, des Molières, de Briis sous Forge et de Fontenay les Briis
Villes des Musiques du Mondes
Ville d'Aubervilliers

Objectifs et genèse du projet :
Partant du constat des faibles moyens consacrés aux musiques du monde et à l'absence de SMAC dédié à ces esthétiques en France et fortes des pratiques musicales importantes sur la Ville et sur le territoire de la CCPL (chorales, harmonies, plusieurs écoles de musiques, intervenant musical dans les écoles…) et de l'intérêt culturel et social des musiques du monde, la MJC en partenariat avec l'Association Villes des Musiques du Monde d'Aubervilliers, porte le projet de labellisation d'une SMAC (Scène de Musique Actuelle), dédiée aux musiques du monde, coopérative, entre les deux associations, les deux communes et les deux territoires (un territoire urbain en politique de la ville et un territoire péri-urbain en milieu rural).
La MJC a ainsi souhaité développer depuis 2016 l'attractivité et la reconnaissance du territoire de Limours et de la communauté de communes du Pays de Limours en mettant en lumière une identité culturelle basée sur les notions de « tradition et de mouvement », l'égale dignité entre savoirs populaires et académiques, patrimoines du terroir et patrimoines de la recherche/création scientifique, en mettant en place une programmation musicale appuyée sur un projet artistique et culturel affirmant une ligne artistique (accueil d'artistes en tournée, en résidence de pré-production ou de création….). Pour accompagner ce projet, depuis la rentrée de septembre 2016, en partenariat avec l'Ecole de Musique, une école des musiques du monde a été créé à travers des cours collectifs et de transmission oral : harmonica, banjo, Kora du Sénégal, violon irlandais, percussions africaines, steel band, deux chorales, une d'adultes et une d'enfants de chants du monde, deux fabriques orchestrales….
Travaillant en complémentarité en termes de compétences comme d'infrastructures, la MJC de Limours assurera le volet Création et Formation du projet et l'association « Ville des Musiques du Monde » le volet diffusion (qui organise notamment le Festival des Villes des Musiques du Monde). Ainsi la MJC recevra chaque année plusieurs musiciens ou groupes en résidence. Les musiciens bénéficieront d'un temps de

création et d'enregistrement et des temps de rencontres avec les publics, notamment en direction des scolaires (élèves de primaires, collégiens et lycéens), seront systématiquement organisés. Ils pourront prendre la forme de master-class avec des musiciens amateurs, de conférences, de projections de films, d'expositions, de rencontres… En outre, la MJC souhaite systématiquement organiser des rencontres, des animations, d'arts et sciences avec des scientifique du plateau de Saclay (chercheurs, enseignants, ingénieurs, étudiants…).

Calendrier et actions prévues :
Le programme de concerts et de résidences prévus pour la saison 2017/18 est le suivant :

Septembre 2017 : concert « Devil's Dream », musique Irlandaise (1 représentation)
Octobre 2017 : le groupe « Ködama » avec Kialla Ogawa (métissage de musique de tradition japonaise avec de la soul et de la techno (résidence de création et un concert)
Novembre 2017
- Brass band «The Chosen Ones» de la Nouvelle Orléans (une master-class et 1 représentation)
- Bal Traditionnel avec le groupe « Balivernes » (1 représentation)
- le groupe « Ballast », musique klezmer (métissage rock, klezmer et jazz), création et rencontre artistique avec le pianiste Denis Cuniot (résidence de création et un concert)

Décembre 2017 : Création de Fabrique Orchestrale autour des Brass Band de la Nouvelle Orléans avec Bruno Wilhem
Janvier 2018 : Compagnie Rassegna (Musiques arabo-andalouse, musiques de la Méditerranée, Musiques provençales) (résidence de création, travail avec les scolaires et un concert) et restitution en concert le 12 Juin 2018.
Février 2018 :
- Concert du groupe « Les 4 Chandelles », musique ancienne (1 représentation)
- Super Warm up avec Hylaire Panda, David Kialla et Tony Allen (1 représentation)
- « Téménik Electric », métissage de musique Gnawa et Rock (résidence de création et un concert)

Mars 2018 :
- Bal Traditionnel avec le groupe « Balivernes » (1 représentation)
- Spectacle musical Jeune Public « Origine Orient » (1 représentation)
- Compagnie « El Elegante Y Su 9x3 Rumba » (métissage de Rumba congolaise et de musiques Gnawa) (résidence de création et un concert)
- ORVOEN (musique celtique et chants de marins breton) (résidence de création et un concert)

Mai 2018 : Kamel Zeckry et le groupe de musique pygmée « Aka » (Métissage de Jazz/musique gnawa/chants polyphoniques pygmées) (résidence de création et un concert)

Les spectacles sont diffusés soit dans la salle de spectacle de la commune de Limours « La Scène » soit dans la salle de la MJC au « Studio ». Par ailleurs, dans le cadre de l'action de développement culturel, des partenariats avec les paroisses ont été passés pour utiliser les églises des villages de la CCPL comme lieu de diffusion. A ce jour, cinq églises ont répondu favorablement : L'église de la métropole orthodoxe roumaine de Limours, l'église St Pierre de Limours, l'église Ste Madeleine des Molières, l'église St Denis de Briis sous Forge et l'église St Martin de Fontenay les Briis. Le logement et la restauration des artistes sont assurés par un établissement « La Benerie », partenaire du projet.

Un projet autour des musiques du monde est par ailleurs mis en place tout au long de l'année avec le Lycée intercommunal Jules Verne de Limours. Des rencontres et ateliers artistiques avec les artistes en résidences, des projets de sensibilisation aux métiers artistiques, des parcours seront menés. Les élèves par ailleurs organiseront des concerts, des expositions, pourront participer à la web radio…

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 157 592 € correspondant au budget prévisionnel proposé et déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée, et en tenant compte des coûts de structure dans la limite des 30% du budget (185 840*30% = 55 752€).

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	43 600,00	23,46%
Dépenses techniques et logistiques	52 440,00	28,22%
Communication	25 800,00	13,88%
Coûts de structure	64 000,00	34,44%
Total	185 840,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONJEP (acquis)	7 107,00	3,82%
Région IDF - Aide au projet mutualisé (sollicité)	40 000,00	21,52%
CD Essonne (acquis)	9 000,00	4,84%
Ville de Limours (acquis)	105 000,00	56,50%
Communauté de Communes du Pays de Limours (acquis)	400,00	0,22%
ASO (emplois aidés, acquis)	18 333,00	9,86%
Recettes propres	6 000,00	3,23%
Total	185 840,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €
2018	8 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014260

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : BLUES SUR SEINE - PROJET MUTUALISE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au projet mutualisé pour les territoires ruraux et périurbains	40 500,00 €	37,04 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BLUES SUR SEINE
Adresse administrative : 28 RUE DE LORRAINE
78200 MANTES-LA-JOLIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain LANGLAIS, Président

Date de publication au JO : 17 mai 2010

N° SIRET : 44448827400028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au projet mutualisé pour les territoires ruraux et périurbains
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 28 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : prise en compte des dépenses à partir du 28/07/17 afin de préparer l'action culturelle avec les scolaires

Présentation du bénéficiaire
Depuis sa création en 1999, l'association Blues sur Seine à la volonté de faire revivre la tradition du blues à Mantes, terre d'accueil historique du blues. Le festival Blues sur Seine s'étend sur un vaste site géographique allant de Bonnières-sur-Seine à Achères (78). Il s'installe aussi bien dans les quartiers sensibles des villes (comme Le Val Fourré à Mantes-la-Jolie), qu'en milieu rural (dans des villages tels que Fontenay St Père ou Guerville. Il se tient au mois de novembre sur plusieurs communes des Yvelines et présente une quarantaine de concerts publics, un tremplin pour les nouveaux talents, près de 200 actions éducatives et une quarantaine d'actions de médiation dans les structures sanitaires et sociales. Parallèlement à cette très importante manifestation, l'association a souhaité proposer au printemps une offre culturelle et une animation de village adaptée aux communes rurales, Tracteur Blues.

Présentation du projet

Dates : 1er au 3 juin 2018

Lieux : trois communes rurales et périurbaines des Yvelines, Guernes, Chapet et Nezel.

Champ artistique : Musiques actuelles

Communes partenaires du projet : Guernes, Chapet, Nezel, Mantes-la-Jolie et Grand Paris Seine & Oise

Objectifs et genèse du projet :
Deux éditions expérimentales de Tracteur Blues se sont tenues en 2016 et 2017. Il s'agit d'un festival musical itinérant gratuit en plein air sur un plateau scénique tracté de commune en commune par un tracteur, l'objectif étant le développement du lien social en mettant en place des activités culturelles éducatives et sociales pour mieux vivre ensemble. L'objectif est de capter un public local mais aussi d'inviter un public urbain via une programmation artistique riche : spectacles jeune public, conerts jazz, rock rhytm'n'blues, folk ou soul, associant artistes internationaux reconnus et artistes du territoire, professionnels et amateurs. Pour cette nouvelle édition, l'association souhaite associer trois communes et augmenter son budget artistique et ses moyens techniques afin de développer au-delà de la diffusion des actions culturelles cohérentes vers les publics des communes bénéficiaires. Tracteur Blues permet de valoriser le patrimoine rural (places de village anciennes, architectures atypiques, points de vue remarquable). Les actions culturelles toucheront les 3 écoles primaires des villages partenaires, le collège Grand Champs de Poissy (restitution à Chapet), le Lycée Camille Claudel de Mantes la Ville. L'association Blues sur Seine apporte son expertise dans la conduite de projet, mobilise son personnel et ses bénévoles et organise la manifestation avec les communes qui allouent une subvention et mobilisent le personnel communal et le matériel. Mantes-la-Jolie apporte la scène itinérante et GPS&O du matériel technique et de la communication.

Calendrier et actions prévues :
Choix des communes : septembre 2017
Liens avec les communes et associations locales : octobre 2017
Programmation : janvier 2018
Actions culturelles : mars à mai 2018
Tracteur blues : 1, 2, 3 juin 2018

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 40 500 euros et correspondant au budget prévisionnel proposé, déduction faite de l'écart de 15 000 € entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	26 700,00	48,11%
Dépenses techniques et logistiques	10 800,00	19,46%
Communication	6 000,00	10,81%
Coûts de structure	12 000,00	21,62%
Total	55 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - Aide au projet mutualisé (sollicité)	25 000,00	45,05%
Ville de Guernes (sollicité)	1 500,00	2,70%
Ville de Nezel (sollicité)	1 500,00	2,70%
Ville de Chapet (sollicité)	1 500,00	2,70%
Communauté Urbaine Grand Paris Seine Oise (sollicité)	10 000,00	18,02%
Mécénat	10 000,00	18,02%
Ressources propres	6 000,00	10,81%
Total	55 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	25 000,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	25 000,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	25 000,00 €
2017	Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	25 000,00 €
	Montant total	100 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011590

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : COMMUNE DE MARCOUSSIS (FESTIVAL ELFONDUROCK)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	60 450,00 €	22,33 %	13 500,00 €
		Montant Total de la subvention	13 500,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MARCOUSSIS
Adresse administrative : 5 RUE ALFRED DUBOIS
91460 MARCOUSSIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Olivier THOMAS, Maire

N° SIRET : 21910363700019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 19 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 19/06/2017

Présentation du bénéficiaire

Le festival Elfondurok défend et promeut la jeune scène pop-rock féminine. Le festival a été parmi les premiers à défendre une programmation exclusive d'artistes et de groupes féminins avec une large place donnée à l'émergence de la scène Pop-rock. La programmation est construite dans un esprit de défricheurs de nouveaux talents féminins. Ont été déjà été accueillies : Olivia Ruiz, Camille, The Plasticines ou encore Jeanne Added. Sa ligne de défense des artistes féminines part du constat de la place minoritaire des artistes femmes sur les scènes des musiques amplifiées. Seuls 27 % des artistes diffusés sur les scènes des musiques actuelles sont des femmes et seules 13% des SMAC sont dirigées par des femmes. Attaché à la rencontre entre amateurs et professionnels, le Festival se déroule sur 2 scènes dans une même salle : LA GRANDE SCENE pour les propositions professionnelles et LA SCENE OFF, scène électro acoustique qui accueille des groupes amateurs, de l'Ecole des Arts de Marcoussis et du territoire. Des actions culturelles sont également menées dans ce cadre (rencontre, accompagnement, soirée thématique…). Elfondurock compte plus de 800 spectateurs à chaque édition.

Elfondurock est organisé par la direction des affaires culturelles de la ville de Marcoussis depuis sa création en 1996 avec le soutien du département de l'Essonne, de la Région et de la communauté Paris-Saclay.

Projet 2018

Dates : Le 23 et 24 mars 2018
Lieux : SALLE JEAN MONTARU – PARC DES CELESTINS – MARCOUSSIS

Programmation prévue : La programmation de la 23ème édition est en cours ; elle sera construite autour d'une ligne artistique maintenue autour de la scène féminine des musiques actuelles amplifiées en privilégiant les esthétiques rock les plus larges. Plusieurs artistes sont pressenties pour faire partie de la programmation : Mademoiselle K et Holy two par exemple.

Action culturelle :
Pour l'édition 2018, le Festival organisera comme lors de chaque édition des rencontres entre les artistes professionnels et les élèves amateurs de l'Ecole des Arts de Marcoussis et plus largement les élèves des conservatoires du territoire.

Indicateurs de suivi 2017-2018

PROJET ARTISTIQUE	2017	2018
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	7	7
Nombre d'équipes artistiques émergentes	4	4
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	7	7
Nombre de représentations ou concerts	7	7
RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	2017	2018
Fréquentation	859	-

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 60 450 € et correspond au montant du budget prévisionnel du projet.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	27 000,00	44,67%
Dépenses techniques / logistiques et sécurité	13 950,00	23,08%
Communication	7 700,00	12,74%
Cout de structure	11 800,00	19,52%
Total	60 450,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide aux festivals (sollicité)	13 500,00	22,33%
Département Essonne (sollicité)	7 000,00	11,58%
Commune de Marcoussis (acquis)	20 950,00	34,66%
Communauté de commune Paris Saclay (sollicité)	5 000,00	8,27%
Mécénat-sponsoring	7 000,00	11,58%
Recettes propres	7 000,00	11,58%
Total	60 450,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 100,00 €
2018	5 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	13 500,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	27 000,00 €
2015	Contrat régional territorial	65 625,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	13 500,00 €
2017	Contrat régional territorial	314 583,25 €
2017	Soutien à l'équipement des polices municipales	5 275,00 €
	Montant total	439 483,25 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012140

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : COMMUNE DE MAGNY LES HAMEAUX (FESTIVAL A BOUT DE CHANT)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	44 977,00 €	22,23 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAGNY LES HAMEAUX
Adresse administrative : 1 PL PIERRE BEREGOVOY
78470 MAGNY LES HAMEAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bertrand HOUILLON, Maire

N° SIRET : 21780356800187

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 3 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 03/07/2017

Présentation du bénéficiaire

Le café culturel l'Estaminet, structure municipale, s'investit dans un soutien à la création et à la diffusion culturelle notamment dans le domaine des musiques actuelles. Il organise depuis 12 ans un festival jeune public et familial dédié à la chanson. Le financement communal représente près de 75% du budget.

Présentation de la manifestation
La programmation du Festival A TOUT BOUT DE CHANT est dédiée à la création jeune public. La dernière édition a accueilli 8 groupes et créations musicales.
Le festival touche les habitants de l'agglomération de Saint-Quentin, du parc naturel et régional de la Haute Vallée de Chevreuse et d'une partie du Sud Essonne (soit 2 520 spectateurs environ). Des projets d'enseignements pratiques interdisciplinaires sont menés avec les scolaires, et des spectacles pour

enfants interprétés par des enfants sont également présentés.

Projet 2018

Dates : du 14 au 25 mars 2018
Lieux : Maison de l'environnement et Café de l'Estaminet – Magny les Hameaux.

Programmation prévue :
Pour cette nouvelle édition, la programmation du festival propose 8 spectacles, essentiellement musicaux, dont certains sont accessibles dès 3 ans. Sont présents : la compagnie de Hip Hop 6ème dimension, le spectacle musical de la compagnie Tout S'Métisse, la Toute petite compagnie ou encore la chanteuse Luciole.

Action culturelle :
Cette dernière mènera près de 15 heures d'intervention dans une classe de 4ème en vue de la présentation des Slam des élèves lors du Festival.
Par ailleurs Tonycello, artiste émergent, également programmé, met en scène une classe de CM1 et Gilles Reynaud un groupe d'élèves autour des chansons « PittOcha » des « Ogres du Barbacks »
Enfin une exposition sur le thème « Au fil de l'eau » sera organisée en parallèle, en collaboration avec les établissements, et en direction du public familial du festival.

Indicateurs de suivi 2017-2018

PROJET ARTISTIQUE	201	20178
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	8	8
Nombre d'équipes artistiques émergentes	2	2
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	8	8
Nombre de représentations ou concerts	15	16

RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	2016	2017
Fréquentation	2380	2844

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 44 977 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- MAGNY-LES-HAMEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	29 727,00	66,09%
Dépenses techniques	5 200,00	11,56%
Communication	1 050,00	2,33%
Coûts de structure	9 000,00	20,01%
Total	44 977,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - Aide aux festivals (sollicité)	10 000,00	22,23%
Ville de Magny (acquis)	32 977,00	73,32%
Recettes propres	2 000,00	4,45%
Total	44 977,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	5 290,00 €
2014	Réalisation de lotissements agricoles	233 200,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	20 000,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
	Montant total	278 490,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011588

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LA CITE DE LA MUSIQUE - PHILHARMONIE DE PARIS (ORCHESTRES DEMOS)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	331 000,00 €	4,53 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65738-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA CITE DE LA MUSIQUE - PHILHARMONIE DE PARIS
Adresse administrative : 221 AVENUE JEAN JAURES 75019 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur LAURENT BAYLE, Directeur

N° SIRET : 39171897000026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 19 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 19/06/2017

Présentation du bénéficiaire

La Philharmonie de Paris - Cité de la musique est à la fois lieu de diffusion, maison des orchestres et pôle éducatif tourné vers le renouvellement des publics. Prenant la suite du projet de la Cité de la musique, l'établissement a pour ambition de placer le concert au centre d'un dispositif ouvert favorisant son appropriation par le public le plus large possible. A ces fins, des ateliers, pratiques collectives, débats ou conférences sont proposés autour des concerts.

Présentation de la manifestation

Démos (Dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale) est un projet de démocratisation culturelle s'adressant à des enfants issus de quartiers prioritaires de la politique de la ville ou de zones rurales insuffisamment dotées en institutions culturelles.

Depuis 2010, Démos s'attache à favoriser l'accès à la musique classique par la pratique instrumentale en

orchestre aux scolaires de 7 à 12 ans Le dispositif associe un encadrement éducatif, la coopération entre acteurs de la culture et acteurs du champ social, le développement d'une pédagogie collective spécifique et la formation continue des intervenants.

Ce projet a été créé à l'initiative du Conseil de la création artistique, avec le soutien du Commissariat Général à l'Egalité des Territoires. Il est coordonné par l'Association de prévention du site de la Villette (APSV) et encadré par des musiciens professionnels de l'Orchestre de Paris et de l'Orchestre Symphonique Divertimento. L'action bénéficie du concours pédagogique de la Cité de la musique, établissement public placé sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication. Elle reçoit également le soutien de la CAF, de la région Île-de-France et des communes partenaires.

DEMOS rassemble sur tout le territoire francilien aujourd'hui environ 1200 jeunes franciliens de 7 à 12 ans sans pratique musicale antérieure dans 12 orchestres. (30 orchestres en France) : Paris (75), Hauts-de-Seine (92), Est Ensemble (93), Plaine Commune (93.), Val d'Oise Nord (95). Depuis 2016 : -Marne-et Gondoire (77), Grand Paris Sud (77-91), Yvelines (78) et depuis 2017 Essonne (91) et Val-de-Marne Ouest (94).
Il a 2 orchestres passerelles à Paris et Est Ensemble. Les orchestres-passerelle Démos rassemblent des enfants ayant commencé leur apprentissage au sein de Démos et des élèves de conservatoire. Ils ont pour fonction de faciliter la transition entre Démos et le conservatoire pour les enfants souhaitant poursuivre leur apprentissage musical.

Projet 2018

En pratique, chaque enfant dispose de son propre instrument de musique. D'octobre à juin, Ils suivent par groupe de 15, quatre heures de cours par semaine, dispensés par des musiciens professionnels, au sein de structures sociales.
Puis une fois par mois de janvier à juin, ils se regroupent, par territoire en orchestre symphonique d'une centaine d'enfants, entourés de 15 musiciens professionnels. Ils se produisent chaque année dans différents lieux franciliens, avec des restitutions à la Philharmonie en fin d'année scolaire.

2 orchestres franciliens dont l'orchestre des Yvelines, se produiront au Château de Versailles en mai 2018 (Environ 15 musiciens par orchestre joueront sur scène avec les enfants, soit 30 musiciens et 200 enfants). 1 orchestre des Hauts-de-Seine se produira à la Seine Musicale début juin.
10 orchestres franciliens et de région, rassemblant environ 1500 enfants sur scène, se produiront sur le temps fort final des 22, 23 et 24 juin à la Philharmonie de Paris.

Les concerts sont en libre accès pour le public et les familles.

Indicateurs de suivi 2017-2018

PROJET ARTISTIQUE	2016/2017	2017/2018
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	10	15
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	3	7
Nombre de représentations ou concerts	3	7

RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	2016/2017	2017/2018
Fréquentation des concerts	6000	12000
Nombre de projets d'action culturelle	10	15

Nombre total d'heures d'intervention artistique des projets d'actions culturelles	17920	26880
Nombre de participants	1000	1500

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention : La base subventionnable s'élève à 331 000 € et correspond au montant du budget du projet moins le différentiel de subvention régionale.

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	176 000,00	48,09%
Communication	120 000,00	32,79%
Couts de structure	70 000,00	19,13%
Total	366 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la culture (acquis)	90 000,00	24,59%
Région Île-de-France (sollicité)	50 000,00	13,66%
Département Hauts-de-Seine (acquis)	12 000,00	3,28%
52 communes de 7 départements franciliens (de 600 à 4000€) (acquis)	48 400,00	13,22%
subvention européenne	60 000,00	16,39%
mécénat	105 600,00	28,85%
Total	366 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 000,00 €
2018	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	15 000,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	3 200 000,00 €

2015	Aides aux manifestations culturelles	15 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	15 000,00 €
	Montant total	3 245 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011157

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : COMPAGNIE SASHA VERNER (PROJET : CE QUE PEUVENT LES FEMMES)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	41000,00 €	24,39 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE SASHA VERNER
Adresse administrative : 12 RUE THEOPHILE ROUSSEL
75012 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIE-ANGE HENRY, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 81856529300029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 10 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 10/04/2017.

Présentation de la manifestation
« Ce Que Peuvent Les Femmes » est un festival créé par la compagnie Sasha Verner. Cette première édition, soutenue par la ville de Combs-La-Ville, propose de mettre en lumière la créativité féminine dans différents styles de musiques : opéra, opérette, musiques classiques et actuelles.

Projet 2017

Dates : 20 mai, 11 juin, 15 juin, 30 septembre, 1er Octobre et 16 décembre 2017.
Lieux : Port-Marly, Versailles, Voisins le Bretonneux, Combs-la-ville, Paris.

Programmation prévue :
Souhaitant défendre et valoriser la cause des femmes, « Ce Que Peuvent Les Femmes » programme musiciennes et chanteuses émergentes et novatrices pour six temps forts artistiques de mai à décembre

2017 dans les Yvelines, en Seine et Marne et à Paris.
Lonny Montem, auteure compositrice folk est invitée pour le premier évènement au théâtre de l'Essaïon de Paris. Charlie de Brosse, pianiste, jouera « Vous, ma muse » dans les résidences pour personnes âgées Simon Vouet de Port-Marly et Val de Bièvre de Versailles dans les Yvelines. La compagnie Sasha Verner présentera sa nouvelle création engagée contre les violences faites aux femmes, « Carmen, Version 2.1 » à la Coupole de Combs-la-Ville en Seine-et-Marne. Enfin, en décembre, Le Petit Atelier Lyrique proposera une opérette, « Boule de Neige » à la Salle polyvalente de Voisins le Bretonneux toujours dans les Yvelines.

Action culturelle :
Le Festival tisse un partenariat avec l'association « Solidarité-Femmes – Le Relais 77 » pour impliquer les femmes bénéficiaires en tant que figurantes dans « Carmen, version 2.1 » et dans une exposition de peinture.
Des actions de sensibilisations seront également menées dans les lycées de Combs-la-Ville en lien avec ce spectacle de la compagnie Sasha Verner.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 41 000€ et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE ET MARNE
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	68 514,00	84,59%
Dépenses techniques / logistiques et sécurité	10 256,00	12,66%
Communication	1 000,00	1,23%
Couts de structure	1 230,00	1,52%
Total	81 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ADAMI (sollicité)	2 000,00	2,47%
Région Île-de-France -Aide aux manifestations (sollcité)	50 000,00	61,73%
Commune de Combs-la-Ville (acquis)	10 000,00	12,35%
Dons	3 000,00	3,70%
Fondations	16 000,00	19,75%
Total	81 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 800,00 €
2018	3 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011537

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : CIRQUEVOLUTION (FESTIVAL CIRQUEVOLUTION)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	183 000,00 €	13,66 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIRQUEVOLUTION
Adresse administrative : 2 AVENUE DU MESNIL
95470 FOSSES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANTONELLA JACOB, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 81278487400016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 12 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 12/06/2017

Présentation du bénéficiaire

Structuré en 2015, Cirqu'évolution est un réseau de 12 lieux de spectacles très majoritairement situés dans le Val d'Oise (l'Espace Lino Ventura de Garges-lès-Gonesse, l'Espace Sarah Bernhardt de Goussainville, L'Orange bleue d'Eaubonne, l'Espace culturel Lucien Jean de Marly-la-Ville, l'Espace Germinal à Fosses, le Théâtre Roger Barat d'Herblay, la Ville de Gonesse, le Théâtre Paul Eluard de Bezons, le théâtre de Cormeilles en Parisis, l'Espace Marcel Pagnol de Villiers-le-Bel, le Centre culturel L'imprévu à Saint-Ouen l'Aumône, ainsi que l'association Sham au Bourget), qui se sont rassemblés pour mutualiser leurs moyens et proposer une programmation commune de cirque contemporain favorisant la prise de risques et la création, ainsi que l'accueil de chapiteaux.
L'objectif est d'élargir les publics et de favoriser leur circulation d'une commune à l'autre grâce à des navettes. Des actions culturelles sont proposées parallèlement aux spectacles. Une première expérience de programmation artistique mutualisée avait été menée en 2015 avec l'accueil en résidence partagée de

Cirque Ici / Johann Le Guillerm qui s'était révélée un succès.
La DRAC (convention pluriannuelle), le Département du Val d'Oise et la Communauté d'agglomération Roissy Pays de France ont confirmé leurs soutiens respectifs : 40 000 €, 15 000 € et 28 000 €. Les sept communes impliquées dans le projet apportent 65 000 € cumulés, sur un budget total de 223 000 €.

Projet 2017/2018

Dates : Du 13 décembre 2017 au 14 février 2018
Lieux de représentation : Espace Lino Ventura - Garges-lès-Gonesse, Espace Sarah Bernhardt-Goussainville, L'Orange bleue – Eaubonne, Parc Courbertin de Goussainville, Espace Germinal- Fosses, Théâtre Roger Barat – Herblay, Centre culturel Le Figuier Blanc – Argenteuil.
La commune de Marly-la-Ville est également partie prenante du projet.

Programmation prévue :
La manifestation proposée fin 2017 et début 2018 s'articule autour de la programmation de 3 spectacles de cirque - dont 2 créations - soit 17 représentations durant 2 mois, dont une série de 9 représentations du Cirque Pagnozoo sous chapiteau à Goussainville pendant 3 semaines.
Dans un premier temps, le Cirque Mandingue présentera « Béré, la fête à Conakry » à Garges-lès-Gonesse, Goussainville et Eaubonne. Puis le Cirque Pagnozzo sera accueillie pour sa nouvelle création équestre « J'accrocherai sur mon front un as de cœur » au Parc Coubertin de Goussainville pour 9 représentations dont 6 scolaires. Enfin, la création de la compagnie Virevolt « Départ Flip » sera programmée à Fosses, Herblay et Argenteuil.
« Béré la fête à Conakry » est le 2ème spectacle de la compagnie du Cirque Mandingue composée de 10 jeunes artistes de cirque guinéens, virtuoses du main à main, des pyramides vertigineuses, de la danse des masques et des contorsions.
« J'accrocherai sur mon front un as de cœur » est le fruit de la rencontre inédite entre le Cirque Pagnozoo, soit une famille de cirque, spécialiste de la voltige à cheval, leurs 11 chevaux et de la metteure en scène Anne-Laure Liégeois, avec également le groupe Louise Jallu & Tango Carbón et le compositeur Bernard Cavanna.
La compagnie Virevolt est dirigée par Aurélie La Sala, formée au cirque, à la danse et aux arts martiaux, et Martin Cuvelier, formé à l'Académie Fratellini puis à l'École de cirque de Chambéry où il devient acrobate, porteur, spécialisé dans le mât chinois et l'aérien. La compagnie invente un langage qui confronte le cirque à d'autres disciplines (danse, escalade, tir à l'arc, musique, écriture…). « Départ Flip » est leur nouvelle création, qui cherche à réinventer l'art du trapèze pour 4 femmes et 1 homme en talons aiguille et qui propose une recherche autour de la notion d'apesanteur, du vol, du temps suspendu, du frisson, du fantasme, de l'homme héros.

Action culturelle :
250 heures d'actions culturelles sont prévues : ateliers, expositions, projections, visites, journées au cirque, stages acrobatie, équilibre, jonglage, voltige, baptême de voltige, petit-déjeuner au cirque... avec des centres sociaux, centres de loisirs, services jeunesse, établissements scolaires centres médico-sociaux...
Afin de faciliter l'accès aux spectacles, le réseau a mis en place une carte pass, donnant lieu à un tarif réduit sur tous les lieux participants et des navettes gratuites mises à disposition pour se rendre d'une commune à une autre.

Indicateurs de suivi 2017-2018

PROJET ARTISTIQUE	2015	2018
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	1	3

Nombre d'équipes artistiques émergentes	1	2
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	1	3
Nombre de représentations ou concerts	6	17

RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	2015	2018
Nombre de villes impliquées dans la manifestation	5	8
Fréquentation	1200	

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir Cirqu'évolution pour sa manifestation prévue de décembre 2017 à février 2018 dans le Val d'Oise à hauteur de 25 000 € sur une base subventionnable de 198 000 € correspondant au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	124 000,00	59,62%
Dépenses techniques / logistiques et sécurité	60 000,00	28,85%
Communication	24 000,00	11,54%
Total	208 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide aux manifestations (sollicité)	50 000,00	24,04%
DRAC Île-de-france (acquis)	40 000,00	19,23%
Département du Val d'oise (acquis)	15 000,00	7,21%
Commune de Goussainville (acquis)	10 000,00	4,81%
Commune de Marly-la-Ville (acquis)	5 000,00	2,40%
Commune d'Eaubonne (acquis)	10 000,00	4,81%
Commune de Fosses (acquis)	10 000,00	4,81%
Commune de Garges-lès-Gonesse (acquis)	10 000,00	4,81%
Commune d'Herblay (acquis)	10 000,00	4,81%
Commune de Gonesse (acquis)	5 000,00	2,40%
Commune d'Argenteuil (acquis)	5 000,00	2,40%
Communauté d'agglomération Roissy Pays de France (acquis)	28 000,00	13,46%
Recettes propres	10 000,00	4,81%
Total	208 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €
2018	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011555

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : COMPAGNIE ATELIER DE L'ORAGE (PROJET : LES HIVERNALES)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	152 680,00 €	7,86 %	12 000,00 €
	Montant Total de la subvention		12 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE ATELIER DE L'ORAGE
Adresse administrative : RUE JEAN-CLAUDE GUILLEMONT
91100 VILLABE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame HELENE ROUET, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 38373520600054

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 15/06/2017

Présentation du bénéficiaire et de la manifestation

La compagnie Atelier de l'Orage, dirigée par Gilles Cuche, est implantée dans le sud de l'Essonne depuis 1990, précisément dans la commune de Villabé. La compagnie est soutenue par la commune de Villabé et par le Conseil Départemental de l'Essonne.
Depuis 2005, la compagnie organise « les Hivernales », un festival itinérant présentant une seule compagnie, d'esthétique chaque année différente, sur plusieurs communes. De 5 en 2005, le festival compte désormais 16 communes partenaires sur un territoire péri-urbain allant de Limours à Villabé et de La Ferté Alais à Vert-le-Grand. Le festival mobilise ainsi entre 3 et 4000 spectateurs.
Les spectacles sont généralement accueillis dans les salles des fêtes et/ou gymnase des communes que le festival investit et équipe.
L'année précédente c'est la compagnie de théâtre masqué Théâtre du Kronope qui a présenté 3 de ses

créations à travers 23 représentations sur le territoire.
Le festival est soutenu par le département de l'Essonne et par les communautés de communes du Val d'Essonne et du Pays de Limours qui soutiennent les actions de sensibilisations qui sont proposées dans les établissements scolaires des communes visitées.

Projet 2018

Dates : Du 12 janvier au 24 mars 2018
Lieux : 16 communes rurales du sud-Essonne: Ballancourt ; Boissy / St Yon ; Bouray-sur-Juine ; Cheptainville ; Itteville ; Fontenay-le-Vicomte ; La-Ferté-Alais ; Lardy ; Limours-en-Hurepoix ; Leudeville ; Marolles-en-Hurepoix ; Ollainville ; St Vrain ; Vert-le-Grand ; Vert-le-Petit ; Villabé et Ris-Orangis

Programmation prévue :
C'est la compagnie de marionnette « les Anges au Plafond » qui présentera 5 de ses spectacles pour l'édition 2018 à travers 38 représentations : « L'Œdipe sur le fil », « Antigone de Papier », « le Cri quotidien », « les nuits polaires » et « Les mains de Camille ». « L'Œdipe sur le fil » qui nécessite un plateau équipé sera présenté à Ris Orangis en spectacle d'ouverture.
Par ailleurs, dans le cadre du partenariat entre les Hivernales et l'Agora – scène nationale d'Evry-Essonne, la compagnie présentera à la scène nationale sa dernière création « R.A.G.E » à la suite des hivernales.
La compagnie Les Anges au Plafond est née en 2000 de la rencontre de deux comédiens-marionnettistes : Camille Trouvé et Brice Berthoud. Marionnettes portées, marionnettes à gaine, théâtre d'ombres ou pop-up, l'univers poétique et décalé de la compagnie se décline au fil des spectacles avec le papier comme matière de prédilection. Invitée d'honneur du Festival mondial de Charleville-Mézières en 2015 et figure incontournable de la Marionnette contemporaine, la compagnie joue ses spectacles partout en France et à l'étranger.

Action culturelle :
En amont des représentations, plus de 100 heures d'actions culturelles seront proposées. Plusieurs rencontres avec la compagnie seront menées dans les médiathèques et maison de retraites. Dans le cadre de partenariats avec les communautés de communes du Val d'Essonne et du pays de Limours, des actions de sensibilisations sont organisées dans les écoles primaires et collèges.
La compagnie des Anges au plafond animera également une master Class au Conservatoire du Val d'Essonne et des stages de marionnettes avec l'Ecole départementale de théâtre. La compagnie interviendra également dans le cadre de classes PEAC des écoles de Villabé et au collège de Marolles.

Indicateurs de suivi 2017-2018

PROJET ARTISTIQUE	2017	2018
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	1	1
Nombre d'équipes artistiques émergentes	-	-
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	3	5
Nombre de représentations ou concerts	23	39
RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	2017	2018
Fréquentation	3910	-

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la

laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 152680€ et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	73 015,00	42,78%
Dépenses techniques / logistique et sécurité	87 405,00	51,21%
Communication	3 860,00	2,26%
Coûts de structure	6 400,00	3,75%
Total	170 680,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide aux festivals (sollicité)	30 000,00	17,58%
Département de l'Essonne (sollicité)	30 000,00	17,58%
Communauté de communes Val d'Essonne (acquis)	5 700,00	3,34%
Recettes propres	104 980,00	61,51%
Total	170 680,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 200,00 €
2018	4 800,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011574

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ASS FRANCAISE CIRQUE DEMAIN (39EME EDITION DU FESTIVAL MONDIAL DU CIRQUE DE DEMAIN)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	587 840,00 €	5,44 %	32 000,00 €
		Montant Total de la subvention	32 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS FRANCAISE CIRQUE DEMAIN
Adresse administrative : 39 AVENUE DES TERNES
75017 PARIS 17
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain PACHERIE, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 33453717200044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 16 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 16/06/2017

Présentation de la manifestation

Fondé en 1977 par Isabelle et Dominique Mauclair, aujourd'hui présidé par Alain Pacherie, directeur du Cirque Phénix, le Festival mondial du cirque de demain est une manifestation exceptionnelle et de référence qui réunit des jeunes artistes de cirque, de nombreux professionnels et un public familial. Le Festival attire un public très nombreux, de l'ordre de 15 000 spectateurs. Il constitue un rendez-vous incontournable du milieu du cirque ou des professionnels du monde entier.
Unique en son genre, le festival se déroule pendant trois jours sous le chapiteau du cirque Phénix installé à Paris (pelouse de Reuilly). Une soirée est généralement retransmise à la télévision.
Le Festival mondial du cirque de demain réunit après une sélection internationale, de jeunes artistes parmi les plus prometteurs de leurs disciplines et de leur pays. Il présente ainsi une grande diversité de

disciplines circassiennes et d'artistes qui débutent souvent, grâce au Festival, de grandes carrières nationales et internationales. Le Festival est une manifestation connue et reconnue dans le monde entier. Il a permis à des centaines de jeunes artistes issus d'écoles, de familles et de continents différents (Parmi les différentes nations représentées ces dernières années, ont été accueillis pour la première fois l'Albanie, l'Inde ou encore l'Iran) de débuter et de présenter leur travail devant un jury international professionnel et un public nombreux. Chaque année, ce sont plus d'une vingtaine de numéros/spectacles qui sont présentés devant un jury formés de personnalités éminentes du monde des arts du cirque. Chaque spectacle est présenté 3 fois, au terme desquels le jury procède à un vote, décernant médailles d'or, d'argent et de bronze.
En parallèle des spectacles, le public peut découvrir des artistes plasticiens exposés dans le foyer et la Galerie du chapiteau, mettant ainsi à l'honneur des propositions artistiques différentes.

Le Festival reçoit le soutien du Ministère de la culture – DGCA, de la Région Île-de-France et de la Ville de Paris.

Projet 2018

Dates : Du 1er au 4 février 2018
Lieux : CIRQUE PHENIX –PARIS 12

Programmation prévue :
Chaque année les numéros sont sélectionnés parmi près de 800 candidatures. Les artistes ayant la possibilité de postuler jusqu'en octobre 2017, les 24 numéros présentés lors de cette 39ème édition ne sont pas encore tous connus. Sont d'ores et déjà présélectionnés des acrobates portugais « Pedro et Anais » (portés acrobatiques), un duo portugais et polonais « Duo destiny » (portés acrobatiques), un numéro de trapèze fixe de Xander Mélanie (canada / nouvelle Zélande) et de Barre russe par « bar code » (Etats-Unis, Canadao et France).
Une compagnie française est par ailleurs invitée chaque année pour créer le tableau d'ouverture et deux anciens lauréats sont invités à se produire lors du Festival.

Action culturelle :
Le Festival propose aux structures scolaires et éducatives d'assister aux répétitions générales des jeudis et vendredis après-midis et de découvrir en plus du spectacle l'envers du décor d'un tel événement.
Par ailleurs le festival organisera à nouveau lors de cette édition des conférences axées sur la thématique du cirque social (12 sont envisagées pour cette année), animées par des historiens et/ou de grands professionnels du cirque.
Chaque année, la barrière est confiée aux jeunes étudiants de l'école nationale des arts du cirque de Rosny-Sous-Bois. Ils sont également en charge, sous la responsabilité des professeurs de l'école, de la mise en œuvre des agrès nécessaires lors des représentations du Festival, partenariat qui entre dans le programme pédagogique de l'école

Indicateurs de suivi 2017-2018

PROJET ARTISTIQUE	2017	2018
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	27	27
Nombre d'équipes artistiques émergentes	24	24
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	27	27
Nombre de représentations ou concerts	69	69
RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	2017	2018

Fréquentation	12249	NC

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 587 840 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	174 000,00	29,45%
Dépenses techniques	225 300,00	38,13%
Communication	70 450,00	11,92%
Coûts de structure	121 090,00	20,49%
Total	590 840,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DGCA (sollicité)	85 602,00	14,49%
Région IDF - Aide aux festivals (sollicité)	35 000,00	5,92%
Ville de Paris (sollicité)	17 630,00	2,98%
SACEM (sollicité)	6 000,00	1,02%
ADAMI (sollicité)	10 000,00	1,69%
SPEDIDAM (sollicité)	6 000,00	1,02%
Recettes propres	430 608,00	72,88%
Total	590 840,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	19 200,00 €
2018	12 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	32 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	32 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	32 000,00 €
	Montant total	96 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011587

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AU FIL DES VOIX (FESTIVAL AU FIL DES VOIX)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	237 824,00 €	6,31 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FESTIVAL AU FIL DES VOIX- LE RENDEZ VOUS DES MUSIQUES DU MONDE
Adresse administrative : 28 RUE STEPHENSON
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PHILIPPE KRUMM, Président
: 8 mars 2008
Date de publication au JO

N° SIRET : 50425115800029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 19 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 19/06/2017

Présentation de la manifestation

Ce festival, créé en 2008, fait partie des festivals franciliens de musiques du monde de renom. Il bénéficie de financements pérennes de sociétés civiles (34.5% : Sacem, Spedidam…), de financements publics (14,8% : ville de Paris et Région). Les recettes propres représentent 43,3%.
Il se déroule en janvier/février à L'Alhambra et depuis trois éditions également au studio de l'Ermitage à Paris.
La programmation internationale, élaborée en partenariat avec les labels indépendants, présente des voix du monde et de nouveaux répertoires, favorisant ainsi les rencontres artistiques, ainsi que de nombreuses découvertes d'artistes émergents. Environ une vingtaine de groupes sont présentés mobilisant plus de 4000 spectateurs.
Par ailleurs le festival développe des actions culturelles (projets pédagogiques, conférences, rencontres

professionnelles,…) notamment en collaboration avec la mairie du Xème arrondissement, afin de favoriser la découverte des cultures différentes portées par les artistes.
Un partenariat avec France Terre d'Asile depuis 2013 permet également à des groupes de jeunes réfugiés de partager autour d'un concert des temps d'échanges avec des artistes du festival.

Projet 2018

Dates : Du 29 janvier au 14 février 2018
Lieux : Alhambra (Xè) et studio de l'Ermitage(XXè) à Paris

Programmation prévue :
Au fil des voix prévoit 24 concerts sur 15 soirées pour cette nouvelle édition. La programmation promeut de nouveau la diversité des musiques du monde et présentera entre autre le blues créole de Delgres la transe bretonne de Charka, le tango argentin de Anna Saekin, le jazz oriental de Ghalia Benali & Maak le flamenco des Balkans de Click Here, Arat Kilo…aux côtés d'artistes plus renommés Manu Dibango, Vincent Segal, Awa Ly

Au fil des voix est également partenaire du projet Prix des musiques d'ici (initié par Villes des musiques du monde et le collectif MDM) qui a vocation à mettre en avant des artistes émergents issus des diasporas en France. Au fil des voix présentera 4 lauréats, lors d'une soirée dédiée, parmi les 8 finalistes qui seront présentés au festival Villes des musiques du monde en octobre.

Action culturelle :
Le festival poursuit son partenariat avec France Terre d'Asile et la mairie du Xème. Au fil des voix organise depuis plusieurs années un concert gratuit à la mairie et des ateliers à destination des enfants au sein des centres de loisirs.
Des partenariats avec des lycées proches de l'Alhambra et du studio de l'Ermitage sont en cours d'élaboration sur des parcours de découverte au cœur du festival et du monde du spectacle vivant.

Indicateurs de suivi 2017-2018

PROJET ARTISTIQUE	2017	2018
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	20	24
Nombre d'équipes artistiques émergentes	7	10
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	20	24
Nombre de représentations ou concerts	12	15

RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	2017	2018
Fréquentation	4218	4796

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable s'élève à 237 824 € et correspond au montant du budget du projet, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	87 752,00	35,70%
Dépenses techniques	65 147,00	26,50%
Communication	44 965,00	18,29%
Coûts de structure	47 960,00	19,51%
Total	245 824,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - Aide aux festivals (sollicité)	23 000,00	9,36%
Ville de Paris (sollicité)	15 000,00	6,10%
Sociétés civiles	105 700,00	43,00%
ASP (emplois aidés) (sollicité)	3 012,00	1,23%
Recettes propres	105 039,00	42,73%
Total	245 824,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 000,00 €
2018	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	25 000,00 €
2015	Méditerranée (CR46-14)	19 000,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	15 000,00 €
	Montant total	59 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011647

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : THEATRE SURESNES JEAN VILAR ECO MIXTE (26EME EDITION DU FESTIVAL SURESNES CITES DANSE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	404 807,00 €	13,34 %	54 000,00 €
	Montant Total de la subvention		54 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE SURESNES JEAN VILAR ECO MIXTE
Adresse administrative : 16 PL DE STALINGRAD
92150 SURESNES
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Olivier MEYER, DIRECTEUR GENERAL

N° SIRET : 37932743000011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 19 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 19/06/2017

Présentation du bénéficiaire

Le Théâtre de Suresnes est au cœur d'une cité-jardin. Dirigé par Olivier Meyer depuis 1990, le Théâtre propose chaque saison plus de 100 représentations et rassemble 40.000 spectateurs autour d'une programmation diversifiée d'accueils et de créations dans tous les domaines du spectacle vivant : théâtre, danse et musique. Il dispose de deux salles de 700 places et 250 places.

Présentation de la manifestation

Suresnes Cités Danse est un festival annuel de danse contemporaine fondé en 1993 et organisé par le Théâtre de Suresnes Jean Vilar. Ce festival cherche à créer une passerelle entre les chorégraphes issus du

mouvement hip-hop dans les années 1980 et la danse contemporaine. Il offre ainsi une chance aux chorégraphes n'ayant pas suivi une formation classique de danse moderne ou contemporaine de travailler et de se produire sur scène avec de nombreux chorégraphes reconnus de la scène contemporaine.
La direction artistique du festival est assurée par Olivier Meyer.

La manifestation est soutenue par le Ministère de la Culture Drac Ile-de-France, le Théâtre étant scène conventionnée pour la Danse, la Ville de Suresnes, le Conseil départemental des Hauts-de-Seine et la Région Ile-de-France.

Le théâtre Jean Vilar de Suresnes porte à l'année des projets d'actions culturelles. Il organise aussi pendant le festival des ateliers d'initiation au Hip Hop et des rencontres avec les artistes, en partenariat avec les structures scolaires et sociale de la ville.

Projet 2018

Dates : Du 12 janvier au 11 février 2018
Lieux : Théâtre de Suresnes Jean Vilar

Programmation prévue :
Pour cette 26ème édition, 30 représentations de 10 spectacles différents sont d'ores et déjà confirmées.
Suresnes cité danse programme des artistes confirmés et leurs nouvelles créations telle « (S)acre » de David Drouard ou « Quintette » de Jann Gallois. Le Festival offre aussi, une réelle visibilité aux talents émergents avec la présence entre autre de Sonia Duchesne, François Lamargo et Ibrahim Sissoko lors des soirées « Cités Danse connexions ».
Enfin, comme à chaque édition une production du théâtre de Suresnes vient compléter la programmation. Il s'agit cette année d'une création de Andrew Skeels « Finding Now ».

Action culturelle :
De nouveaux ateliers de danse hip-hop, des rencontres et répétitions publiques seront mis en place. Le Festival associe également la médiathèque et le Cinéma Capitole de Suresnes pour, respectivement, une exposition photographique dédiée au festival et la projection d'un film lié au projet « Elektrik » de Bianca Li.

Indicateurs de suivi 2017-2018

PROJET ARTISTIQUE	2017	2018
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	16	10
Nombre d'équipes artistiques émergentes	7	4
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	16	10
Nombre de représentations ou concerts	49	30

RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	2017	2018
Fréquentation	13240	8600

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 404 807€ et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	271 158,00	66,98%
Dépenses techniques	48 649,00	12,02%
Communication	85 000,00	21,00%
Total	404 807,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	70 000,00	17,29%
Région IDF - Aide aux festivals (sollicité)	54 000,00	13,34%
TVA sur subvention	-1 111,00	-0,27%
CD Hauts-de-Seine (acquis)	70 000,00	17,29%
Ville de Suresnes (acquis)	86 218,00	21,30%
Recettes propres	125 700,00	31,05%
Total	404 807,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	32 400,00 €
2018	21 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	54 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	54 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	54 000,00 €
	Montant total	162 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011690

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : PETITES SCENES OUVERTES (LA GRANDE SCENE - RENCONTRE NATIONALE DANS #3)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	63 000,00 €	15,87 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PETITES SCENES OUVERTES
Adresse administrative : 7 RUE ETIENNE MARCEL
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame DOMINIQUE GOUDAL, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 49184698600017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 20 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 20/06/2017

Présentation du bénéficiaire

Le réseau chorégraphique des Petites Scènes ouvertes rassemble 7 structures de soutien à la création, dont 2 en Ile-de-France (Les Journées Danse Dense à Pantin et L'Etoile du Nord à Paris). Il est consacré au repérage de l'émergence chorégraphique.
Chaque année depuis 2012, il organise une plate-forme de diffusion, intitulée "La Grande scène", où sont présentées une dizaine de pièces de jeunes compagnies chorégraphiques ; l'évènement donne aussi lieu à des temps d'échanges professionnels, des stages et des formations. L'édition 2016 a proposé 10 spectacles de 10 jeunes compagnies chorégraphiques présentés durant deux jours au Cuvier – CDC d'Aquitaine. Une table-ronde professionnelle a été organisée en partenariat avec l'agence culturelle de Nouvelle Aquitaine (OARA), ainsi qu'un atelier de pratique Feldenkrais et une formation autour du numérique

Le réseau est principalement soutenu par le Ministère de la culture – DGCA et obtient des aides des sociétés civiles (ADAMI) pour ses projets.

Présentation de la manifestation

En 2017, Les Petites scènes ouvertes organisent leur plate-forme de diffusion à Paris au Carreau du Temple et s'associent, pour ce faire, à la 3ème édition de la « Rencontre Nationale Danse ».
La Rencontre nationale Danse est une opération biennale, initiée en 2013 et portée par la Fédération Arts vivants et Départements avec les départements membres de ce réseau, des opérateurs et des lieux de diffusion, avec le soutien du Ministère de la culture. En 2017, la Rencontre se déroulera en Ile-de-France, sur le territoire du Val d'Oise, en partenariat avec le Conseil départemental du Val d'Oise, le Théâtre Paul Eluard de Bezons-scène conventionnée pour la danse, le réseau Escales danse en Val d'Oise, scène de territoire en préfiguration.
En 2017, ces structures se rassemblent pour proposer en Ile-de-France un même temps fort professionnel et public de réflexion et de diffusion, centré sur l'émergence chorégraphique, avec l'ambition de rassembler les professionnels, les artistes et le public autour d'un évènement majeur pour le champ chorégraphique sur le territoire francilien.
Le projet reçoit les soutiens spécifiques de la DRAC (5 000€), de la DGCA (10 000 €), le Département du Val d'Oise (10 000 €) et la Ville de Paris.

Projet 2017

Dates : 7 et 8 décembre 2017
Lieux : Théâtre Paul Eluard de Bezons, le Carreau du Temple à Paris

Programmation prévue : 10 compagnies chorégraphiques émergentes seront accueillies sur 10 représentations dont 9 programmées au Carreau du Temple à Paris et 1 au Théâtre Paul Eluard de Bezons : Christina Towle & Djino Alolo Sabin avec « Debout-se relever », Benjamin Bertrand avec «RAFALES », Paul Changarnier avec « H O M E », Dai Jan avec « On alert », Eloïse Deschemin avec « Etude de cas : Eloïse D (ma vie minuscule) », Flora Detréz avec « Tutuguri », Valéria Guiga avec « Shaw as dancing », David Llari avec « Slave », Leslie Mannes avec « Atomic 3001 » et Jan Martens avec « Sweat baby Sweat » (à Bezons).

Action culturelle : Deux jours d'ateliers, de débats et de rencontres professionnelles sont prévus à Bezons ainsi que plusieurs actions culturelles : un projet avec le lycée professionnel Jean Jaurès de Bezons, la participation au projet "Plume d'escales", porté par le réseau Escales danse en Val d'Oise (partenaire de l'opération), qui regroupe plusieurs classes de collèges et lycées autour d'un travail de critique journalistique, un partenariat avec l'université de Cergy autour de la communication, avec le conservatoire CRR de Cergy, l'université Paris 8 - département danse.
4 lycées du Val d'Oise sont également impliqués dans le projet : lycées Louis Armand d'Eaubonne, Simone de Beauvoir de Garges-lès-Gonesse, Jean Jaurès de Bezons et Camille Claudel de Vauréal.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Indicateurs 2017 :

PROJET ARTISTIQUE	2017
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	10
Nombre d'équipes artistiques émergentes	9
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	10
Nombre de représentations ou concerts	10

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 63000€ et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	25 340,00	40,22%
Dépenses techniques / logistiques et sécurité	12 062,00	19,15%
communication	13 298,00	21,11%
Couts de structure	12 300,00	19,52%
Total	63 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DGCA (acquis)	26 900,00	42,70%
DRAC Île-de-France (acquis)	5 000,00	7,94%
Région Île-de-France - Aide aux Festivals (sollicité)	10 000,00	15,87%
Ville de Paris (acquis)	5 000,00	7,94%
ADAMI	8 000,00	12,70%
Billetterie	500,00	0,79%
Théâtre Paul Eluard de Bezons	7 600,00	12,06%
Total	63 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	**Montant**
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012138

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : JEUNES TALENTS CIRQUE (CIRCUSNEXT)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	135 111,00 €	16,65 %	22 500,00 €
		Montant Total de la subvention	22 500,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JEUNES TALENTS CIRQUE
Adresse administrative : 211 AV JEAN JAURES
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CHANTAL LAMARRE, Présidente

Date de publication au JO : 9 novembre 2013

N° SIRET : 49538781300027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017

Présentation de la manifestation

Le dispositif CircusNext a été mené pour la première fois en 2001/2002 à l'initiative du Ministère de la Culture et de la Communication. L'opération est portée depuis 2007 par l'association Jeunes Talents Cirque Europe et se déploie au niveau européen. Les principaux évènements se déroulent en Ile-de-France, la présentation publique des Lauréats, les Inédits, les conférences…
L'opération CircusNext, unique dispositif de repérage et d'accompagnement d'auteurs de cirque émergents au niveau européen, est bâtie sur : un appel à projets européen, une pré-sélection sur dossier puis une sélection au plateau (maquette puis entretien avec le jury européen), des résidences et bourses de création, un accompagnement des artistes, des présentations publiques des extraits aboutis des futurs spectacles de lauréats devant des professionnels (environ 200) et du grand public (environ 700). Ces présentations ont lieu au Théâtre de la Cité Internationale,
Au sein de cette Saison européenne 2016-2017, Jeune Talent Cirque Europe a co-organisé avec une

dizaine de partenaires franciliens les « Inédits de CircusNext » : des rencontres entre auteurs lauréats CircusNext autour de la création de petites formes créées en quelques jours in situ et présentées aux publics locaux, en extérieur ou en intérieur. Les Partenaires des Inédits sont La Marbrerie (Montreuil), La Ferme du Buisson (Noisiel), Théâtre de l'Agora – Scène nationale de l'Essonne (Evry), Centre culturel Houdremont (La Courneuve), Fête du Chapiteau bleu – Théâtre Louis Aragon (Tremblay-en-France), Ville de Nanterre / Les Noctambules (Nanterre), Espace Périphérique / La Villette (Paris), Théâtre Firmin-Gémier La Piscine (Anthony), L'Avant-Seine (Colombes).
Ce projet est soutenu par la Ville de Paris, le ministère de la culture-DGCA, la Région Île-de-France et des fonds du Programme Culture de la commission européenne.

Projet 2018

Dates : octobre 2017/octobre 2018 + printemps 2018
Lieux : ATLAST#2 - La Marbrerie - Montreuil (93) , La Ferme du Buissons, scène national de Marne-la-Vallée - Noisiel (77), Théâtre de l'Agora, scène nationale d'Evry et de l'Essonne - Evry (91), Centre culturel Jean Houdremont - La Courneuve (93) , Théâtre Louis Aragon, scène conventionnée danse - Tremblay-en-France (93), Ville de Nanterre / Les Noctambules - Nanterre (92), Espace Périphérique / Parc de la Villette - Paris (75), Théâtre Firmin Gémier – La Piscine, Pôle nation des Arts du Cirque - Antony (92), Avant-Seine -Colombes (92) et Théâtre de la Cité Internationale (75).

Programmation prévue :
Une nouvelle opération de repérage et d'accompagnement sera lancée à l'automne et une nouvelle saison des « Inédits de CircusNext » sera montée avec les partenaires franciliens au printemps / été 2018.
En 2017-2018, JTCE renouvelle son engagement auprès des auteurs de cirque émergents et relance un processus de sélection européen basé sur des critères d'excellence artistique et d'innovation. Parallèlement, l'association JTCE poursuivra son ancrage territorial en Île-de-France en renforçant les partenariats construits en 2016-2017 et en offrant plus de visibilité aux artistes accompagnés auprès des populations franciliennes.
Cette année lancera les bases du nouveau projet pluriannuel de JTCE, basé sur une coopération européenne forte et le développement d'une plateforme francilienne, au service des artistes émergents, des opérateurs culturels qui les accompagnent et des publics.

Des anciens et nouveaux artistes présélectionnés ou sélectionnés CircusNext, de toutes les promotions, seront invités à présenter des étapes de travail et des petites formes créées in situ. Pour chaque lieu partenaire, 3 ou 4 auteurs accompagnés par le passé ou nouvellement repérés lors du processus de sélection 2017-2018, se verront proposer une commande qui prendra la forme de numéros / petites formes créés par ces auteurs pour une restitution in situ (commandes spécifiques passées selon un cahier des charges : par exemple création d'un numéro par un duo d'auteurs qui souhaitent travailler ensemble, création d'un solo d'improvisation par un auteur spécifique, proposition d'un trio à deux circassiens et un musicien…).
Les équipes ainsi formées bénéficieront de 2 à 3 jours de création dans un des lieux partenaires avant la présentation de ces formes lors d'un événement organisé par ce partenaire. Les espaces de jeu iront de parcs extérieurs, à des lieux qui ne seraient pas forcément des salles de spectacles, des espaces urbains...
En parallèle Jeune Talent Cirque organisera la nouvelle sélection de jeunes artistes lauréats qui aboutira les années sans « Inédits » à la présentation de d'extraits de spectacles des artistes lauréats au Théâtre de la cité Internationale.

Indicateurs de suivi 2017-2018

PROJET ARTISTIQUE	16/17 (Les inédits 2017)	17/18 (Les inédits 2018 – en cours)
Nombre total de groupes ou équipes artistiques professionnels programmées	21	Une quinzaine

Nombre d'équipes artistiques émergentes	14	Une dizaine
Nombre de spectacles ou de concerts professionnels	11	entre 15 et 20
Nombre de représentations ou concerts	13	entre 15 et 20
RELATIONS AVEC LES PUBLICS ET LE TERRITOIRE	2017	2018
Fréquentation	2554	-

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 135 111€ et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	47 000,00	34,79%
Dépenses techniques	37 733,00	27,93%
Communication	23 640,00	17,50%
Coûts de structure	26 738,00	19,79%
Total	135 111,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DGCA (sollicité)	28 500,00	21,09%
Région IDF - Aide aux festivals (sollicité)	22 500,00	16,65%
Ville de Paris (sollicité)	26 000,00	19,24%
Union Européenne - Programme Europe Créative (sollicité)	35 411,00	26,21%
SACD (sollicité)	10 500,00	7,77%
ASP (acquis)	2 200,00	1,63%
Recettes propres	10 000,00	7,40%
Total	135 111,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	13 500,00 €
2018	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	22 500,00 €
2015	Actions européennes	20 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	22 500,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	22 500,00 €
	Montant total	87 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025389

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : COMMUNE DE BURES SUR YVETTE - RESIDENCE DEMANDE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence territoriale	43 060,00 €	18,58 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BURES SUR YVETTE
Adresse administrative : 45 RUE CHARLES DE GAULLE
91440 BURES-SUR-YVETTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-François VIGIER, Maire

N° SIRET : 21910122700011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la résidence territoriale
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : Accueil de la compagnie du Théâtre de l'Eveil dirigée par Michel Abcassis pour développer le concept de l'école du spectateur en direction de tous les publics

Date prévisionnelle de début de projet : 19 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de cette mise en œuvre du soutien à la résidence territoriale, des dépenses d'organisation sont engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande le 19 juin 2017

Présentation du bénéficiaire
Créé en 1967, et rénové en 2001, le Centre Culturel Marcel Pagnol propose depuis 2002 chaque saison une programmation culturelle pluridisciplinaire à dominante théâtre, d'une vingtaine de spectacles et réunit environ 3700 spectateurs. Il accueille également des formations artistiques amateurs et mène des actions régulières avec des lycéens et des collégiens en lien avec des équipes artistiques en résidence.
Le Centre Culturel dispose d'un hall d'accueil dans lequel sont organisées des expositions, d'une salle de spectacle, d'une régie technique et de salles de cours. Le bâtiment accueille également la ludothèque et le service jeunesse.

Présentation de la résidence

Champ artistique : Théâtre

Partenaire de la résidence : Le Théâtre de l'Eveil
Le Théâtre de l'Eveil est une compagnie de théâtre fondée par Michel Abecassis. Deux axes orientent le travail de la compagnie : des textes chargés d'histoire et/ou de la difficulté d'être, au cœur desquels l'homme et son destin tiennent une place essentielle d'une part, et d'autre part un travail sur la poésie et les auteurs « singuliers ». Il articule son travail autour du rapport au et avec le public. Cette préoccupation rejoint la volonté du Centre Culturel Marcel Pagnol de renforcer les liens avec ses spectateurs et de s'ouvrir à de nouveaux publics.

Partenaires locaux de la résidence
La ville de Bures-sur-Yvette, le conservatoire de musique, la médiathèque de Bures-sur-Yvette, les établissements scolaires de la ville et le lycée Blaise Pascal d'Orsay, le service des arts et culture de l'Université Paris-Sud 11, les communes voisines du territoire.

Description de la résidence, calendrier et actions prévues :
L'objet principal de la résidence du Théâtre de l'Eveil sera le développement des liens de la population avec l'artiste et le centre culturel. Pour cela, le directeur artistique du Théâtre de l'Eveil, Michel Abécassis, mettra en place un projet d'école du spectateur afin de rendre le théâtre dans toutes ses formes accessible au plus grand nombre, dans une optique de mixité des publics.
Le projet se déclinera en 3 volets :
- Un volet destiné au grand public avec 5 rencontres autour des représentations, 3 stages d'écriture par groupe de 15 sur une saison et 3 stages de théâtre sur des week-ends.
- Un volet construit avec les associations et structures locales (conservatoire, le service jeunesse, la médiathèque, association 5 sur 5, université Paris-Sud) avec un objectif de 6 rencontres.
- Un volet adressé aux collèges (Bures-sur-Yvette) et lycées du territoire (Les Ulis et Orsay), construit en lien avec les enseignants.

La résidence se déroulera de janvier 2018 à juin 2019. Elle débutera par les premières rencontres avec les publics avant la présentation de la dernière création de la compagnie, « L'Augmentation » de Georges Pérec, en mai 2018. La résidence se poursuivra sur la saison 18/19.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 43 060 euros et correspond au budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- BURES-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	28 160,00	65,40%
Dépenses techniques	5 400,00	12,54%
Communication	2 000,00	4,64%
Coûts de structure	7 500,00	17,42%
Total	43 060,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - Aide à la résidence territoriale (sollicité)	8 000,00	18,58%
Recettes propres – apport + billetterie	35 060,00	81,42%
Total	43 060,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	13 536,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	18 750,00 €
2017	Actions prévues des lauréats 100 quartiers innovants et écologiques (déjà sélectionnés)	89 000,00 €
2017	Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	29 169,50 €
	Montant total	150 455,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025766

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : COMMUNE DE CERGY - RESIDENCE DEMANDE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence territoriale	39 223,00 €	20,40 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CERGY
Adresse administrative : 3 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
95801 CERGY PONTOISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Paul JEANDON, Maire
N° SIRET : 21950127700897

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la résidence territoriale
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : Accueil en résidence territoriale de la compagnie Blöffique Théâtre pour le projet "Correspondance de quartier"

Date prévisionnelle de début de projet : 19 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de cette mise en œuvre du soutien à la résidence territoriale, des dépenses d'organisation sont engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande le 19 juin 2017.

Présentation du bénéficiaire
Cergy-Pontoise est une ville nouvelle construite à partir des années 1970 autour des communes de Cergy et Pontoise, dans le département du Val d'Oise. Sa population compte près de 204 000 habitants, dont 40% ont moins de 25 ans.
La Ville développe une politique culturelle tournée vers le soutien à la création et à la diffusion, notamment dans les arts de la rue. Elle organise deux manifestations annuelles estivales : Charivari au village, dans la vieille ville, et Cergy Soit !, dans la ville nouvelle (arts de rue et cirque), ce festival constituant l'un des évènements les plus importants du secteur en Ile-de-France.
En plus de la scène nationale de L'Apostrophe, elle est dotée de nombreux équipements culturels : une salle de musiques actuelles, un équipement danse et arts numériques, trois médiathèques, un lieu d'exposition dédié aux arts visuels, une école de musique, et des studios d'enregistrement.
Des équipes artistiques sont régulièrement accueillies en résidence : l'Agence nationale de psychanalyse

urbaine (2009), la compagnie La tortue magique (2010), Les grandes personnes (2012 et 2013), la compagnie Willi Dorner (2013), la compagnie Une peau rouge (2014), compagnie de L'Homme debout (2016).

Présentation de la résidence

Depuis 2014, la Ville de Cergy accueille en amont du festival une équipe artistique en résidence dans les quartiers afin de permettre une appropriation par les habitants et davantage de mobilité pour la population de quartiers souvent cloisonnés et qui ne profitent pas forcément du festival qui se déroule en centre-ville.

Champ artistique : arts de la rue

Equipe artistique accueillie en résidence : Compagnie Blöffique Théâtre (Magali Chabroud)
Fondée en 2006 par Magali Chabroud à sa sortie de la formation avancée et itinérante pour les arts de la rue, la compagnie Blöffique Théâtre est spécialisée dans les formes artistiques pour des lieux non dédiés au théâtre et dans des formes de représentations non conventionnelles (promenades urbaines, installations plastiques in situ...).

Description de la résidence :
Le projet « Correspondance de quartier » est un échange épistolaire entre 5 groupes de 15 habitants du quartier prioritaire Axe majeur Horloge, qui feront des promenades urbaines, des ateliers d'écriture et des prises de vue pour poser un autre regard sur leur ville. Deux temps forts ponctueront le projet à travers des expositions de cartes postales début juillet lors de la fête du quartier et courant septembre pendant le festival Cergy soit !

Calendrier et actions prévues :
- février – avril 2017 : préparation, rencontre et constitution des groupes d'habitants,
- avril – juin 2017 : travail avec des 5 groupes d'habitants : ateliers d'écriture, balades, réalisation des cartes postales
- juin-septembre 2017 : mise en scène des cartes postales, sorties de résidence, exposition itinérante
- octobre 2017 : bilan partagé
- saison 17/18 : perspective de reprise lors des 50 ans de la Ville.

Partenaires locaux impliqués dans la résidence :
Services municipaux : services communication, reprographie, pôle logistique et événementiel, développement économique et commercial, éducation, jeunesse et sport.
Equipements locaux : Studio du Chat Perché, maison de quartier Axe Majeur Horloge, centre de Loisirs l'Escapade, ludothèque Ludomino, école de la Chanterelle, médiathèque Cergy Saint Christophe,
Bailleurs sociaux : Erigere – Résidence intergénérationnelle des Clobilles, Efidis – Résidence étudiante des Clobilles
Associations : Du côté des femmes, Résidence Arpavie Axe Majeur Horloge, Sauvegarde, Agir pour réussir, Le Meuf, Association des habitants de Sébille

Mutualisations de moyens
Moyens mis à disposition par la structure d'accueil pour la résidence :
- lien avec le territoire : mise à disposition de personnes et mise en lien avec les relais du territoire
- l'accompagnement des artistes sur le temps de la résidence : mise à disposition de personnes
- encadrement juridique et financier : apport financier
- mise à disposition de locaux : bureau équipé, lieux de rencontres et d'écriture

Moyens mis à disposition par l'équipe artistique pour la résidence

- mise à disposition du matériel technique et scénographique
Prise en charge de la création et de l'impression des cartes postales

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient La Ville de Cergy pour la résidence de la compagnie Blöffique Théâtre à hauteur de 8 000 euros sur une base subventionnable de 39 223 € correspondant au budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :

- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	32 973,00	79,99%
Coûts de structure	8 250,00	20,01%
Total	41 223,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	10 000,00	24,26%
CGET (acquis)	8 000,00	19,41%
Région IDF - Aide à la résidence territoriale (sollicité)	10 000,00	24,26%
Ville de Cergy (acquis)	13 223,00	32,08%
Total	41 223,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 800,00 €
2018	3 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	9 000,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	35 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	19 750,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	46 380,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	69 080,00 €
2015	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	6 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	35 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	47 820,48 €
2016	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	10 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	35 000,00 €
2017	Aide aux études préalables des aires de valorisation de l'architecture et du patrimoine	14 901,00 €
2017	Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	35 000,00 €
	Montant total	362 931,48 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026052

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : COMMUNE D'ORLY - RESIDENCE DEMANDE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence territoriale	70 825,00 €	11,30 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORLY
Adresse administrative : BP 90054
94311 ORLY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Christine JANODET, Maire

N° SIRET : 21940054600269

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la résidence territoriale
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : Création d'une résidence d'artistes mêlant arts plastiques et spectacle vivant afin de faire occuper l'espace public par une œuvre multiple nourrie par la participation des habitants.

Date prévisionnelle de début de projet : 19 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de cette mise en œuvre du soutien à la résidence territoriale, des dépenses d'organisation sont engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande le 19 juin 2017

Présentation du bénéficiaire
Depuis 2014, la Ville d'Orly, avec le recrutement d'une directrice des affaires culturelles issue des arts de la rue (ancienne codirectrice du festival Arts de la Rue Vivacité en Seine Maritime), a décidé d'impulser une politique culturelle dont les arts de la rue sont un axe fort. L'ambition de la ville est de favoriser l'accès de tous à la culture et de soutenir la présence d'artistes dans l'espace public. Chaque année (depuis 3 ans), un festival dédié aux arts de la rue et au cirque, Orly en Fête, est organisé par la Ville. Doté d'une salle de spectacle de 386 places (le centre culturel Aragon Triolet), la ville d'Orly programme également des spectacles de cirque, de théâtre, de danse mais aussi des concerts de manière à offrir aux habitants des propositions artistiques diversifiées. La saison regroupe ainsi 58 spectacles, 116 représentations (dont 46 lors des festivals) et près de 16 000 spectateurs.

Présentation de la résidence

Champ artistique : Arts de la rue

Partenaire de la résidence : Compagnie Dodue & Pierre Estève/Art Science 21
La Compagnie Dodue a été créée à l'initiative d'Agathe Bezault, diplômée de l'Ecole Supérieure des Arts Décoratifs de Strasbourg et est spécialisée dans les arts de la rue. La compagnie associe l'expression théâtrale et les arts plastiques, notamment la création d'objets. Son univers est marqué par l'importance donnée aux personnages, à l'écologie et la volonté de porter un message.
Pierre Estève est un artiste numérique, compositeur de musique de films et de jeux vidéo. Il propose des installations liant musique, éléments naturels et nouvelles technologies, qui interrogent le spectateur sur son rapport au monde. Avec son association Art Science 21, il propose des ateliers et donne à ses œuvres une dimension éco-citoyenne pour sensibiliser le public à l'environnement.

Partenaires locaux de la résidence :
Les services municipaux (enfance et de l'éducation, petite enfance, le Centre Communal d'Action Sociale, affaires sociales, jeunesse et des sports, agenda 21/développement durable/déchets)
Les collèges Dorval et Desnos, le lycée des métiers Guillaumin, le CFI, l'école de la seconde chance
Des Associations locales (Lire pour vivre (alphabétisation), ACER et Espoir (prévention), Orly Traits d'union (culture et lien social), ECLOR (Cultures du cœur), Femmes de la Sablière, l'AUVM (aide à l'hébergement d'urgence), RESO, Les amicales de locataires…

Description de la résidence, calendrier et actions prévues :
Cette résidence a pour objectif la production d'une œuvre multiple avec la participation des habitants entre janvier et juin 2018. La création « Flowers » de Pierre Estève, foret de fleurs réalisées en bouteilles de plastiques recyclées, fleurs sonores et musicales et interactive, réagissant au toucher, sera réalisé en lien avec l'univers de la compagnie Dodue. La Compagnie Dodue et Pierre Estève proposeront tout au long du semestre des dispositifs de création participatifs : ateliers en rue, interventions spectacle-atelier, ateliers et expo-contées, fresques contées participatives. La Compagnie Dodue fera également intervenir des personnages de son univers en cœur de ville, tandis que des photos prises avec les habitants seront exposées en grand format.
A l'issue de la résidence, les productions collectives issues de la résidence seront installées et se produiront lors du Festival Orly en Fête.
Calendrier :
- Janvier 2018 : évènement d'inauguration et de présentation de la résidence.
- Janvier à juin : une centaine d'ateliers et d'interventions.
- Juin 2018 : restitution dans le Parc Méliès lors du Festival Orly en Fête.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 70 825 euros et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :

- ORLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	59 238,00	71,52%
Dépenses techniques	21 587,00	26,06%
Communication	2 000,00	2,41%
Total	82 825,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	7 000,00	8,45%
Contrat de ville (sollicité)	5 000,00	6,04%
Région IDF - Aide à la résidence territoriale (sollicité)	20 000,00	24,15%
Ville d'Orly (acquis)	50 825,00	61,36%
Total	82 825,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 800,00 €
2018	3 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	23 750,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	23 078,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	4 000,00 €
2016	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	18 000,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	47 250,00 €
2016	Terrains Synthétiques de grands Jeux	91 650,00 €
2017	Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	8 000,00 €
2017	Equipements sportifs de proximité	13 402,20 €
	Montant total	229 130,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025134

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : COMPAGNIE DES MARLINS- RESIDENCE DEMANDE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence territoriale	75 464,00 €	10,60 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE DES MARLINS
Adresse administrative : 119 avenue André Maginot 94 400 Vitry-sur-Seine
Statut Juridique : Association
Représentant : FORESTIER Christophe

N° SIRET : 81459765400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la résidence territoriale
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : Mener des actions artistiques parallèles à la création "Une Fantaise" en travaillant avec un public de jeunes de 6 à 18 ans sur le territoire vitriot en milieu scolaire et en centres socio-culturels.

Date prévisionnelle de début de projet : 19 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de cette mise en œuvre du soutien à la résidence territoriale, des dépenses d'organisation sont engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande le 19 juin 2017

Présentation du bénéficiaire
Après avoir fondée avec François Léonarte, la compagnie Kael, Maryline klein a décidé, en 2015, de créeér sa propre compagnie et de mener ses projets propres. Elle a créé un premier spectacle en 2016 "L'ossuaire et moi" à la Maison des Métallos. Installée à Vitry-sur-Seine, la compagnie a mené en 2017 un projet "Mystic Vitry", ou elle a créé des petites formes avec des adolescents, qui seront présentées lors du Festival Murs murs de la ville en septembre 2017.
Elle mène en parallèle des projets culturels territoriaux auprès de publics variés sur des questions sociétales qui débouchent sur diverses représentations en espace public ou non. Dans ce cadre, la compagnie a noué plusieurs partenariats avec des centres sociaux-culturels et des établissements scolaires dans le Val-de-Marne et en Moselle.
Dans chacune de ses créations, que ce soit à partir de ses propres textes ou bien à partir de l'adaptation d'œuvres littéraires ou philosophiques, Maryline Klein travaille avec les interprètes dans une logique

d'écriture au plateau.

Présentation de la résidence

Champ artistique : Théâtre / espace public

Partenaire de la résidence (équipe artistique ou structure d'accueil) : Centre socioculturel Les Portes du midi et Ecole Victor Hugo.

Partenaires locaux de la résidence
Collège François Rabelais
École élémentaire Victor Hugo
Centre socio-culturel des Portes du Midi
Centre de quartier pré-ados Blaise Pascal
Centre de quartier Blazac
Association l'Espace les Monis
Service culturel
Médiathèque Nelson Mandela

Description de la résidence, calendrier et actions prévues :
La compagnie souhaite prolonger son travail à Vitry, ainsi elle va débuter au début de l'année scolaire 2017 un projet autour de sa prochaine création "Une fantaisie du docteur Ox", d'après la nouvelle de jules Verne, dans le cadre d'un partenariat avec le centre socio-culturel Les portes du Midi. Le projet associera des jeunes de 6 à 18 ans de deux quartiers de la ville.
La compagnie créera son prochain spectacle et associera les jeunes au processus de création en menant des ateliers, en ouvrant les répétitions qui seront menées dans les quartiers, travailler avec les jeunes sur leur propre création. Un parcours culturel sera également construit avec eux.
La compagnie prévoit de travailler avec environ 200 enfants (pour environ 200 heures) en lien avec le centre socio-culturel les portes du midi et l'école Victor Hugo mais également le centre socio-culturel Balzac, le centre Blaise Pascal, le collège Rabelais et l'Espace Les Monis.
Il s'agit pour ce projet, dans le même temps que la création d'une pièce de théâtre, de provoquer des croisements entre les artistes et les publics (jeunes, familles, amateurs) à travers la mise en place d'ateliers de transmission artistique et d'ouvertures aux différentes étapes de travail prévues entre février et avril 2018.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 75 464 euros et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	68 424,00	70,20%
Dépenses techniques	9 543,00	9,79%
Communication	1 000,00	1,03%
Coûts de structure	18 497,00	18,98%
Total	97 464,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	10 000,00	10,26%
Région IDF - Aide à la résidence territoriale (sollicité)	30 000,00	30,78%
CD Val-de-Marne (sollicité)	30 000,00	30,78%
Ville de Vitry-sur-Seine (sollicité)	6 000,00	6,16%
Politique de la ville (sollicité)	8 000,00	8,21%
Fondation de France (sollicité)	10 000,00	10,26%
Recettes propres	3 464,00	3,55%
Total	97 464,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 800,00 €
2018	3 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025691

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LES IDEES HEUREUSES - RESIDENCE DEMANDE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence territoriale	88 100,00 €	11,35 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES IDEES HEUREUSES
Adresse administrative : 7 RUE RAMEAU
75002 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Gilles Pirodon, Président

N° SIRET : 80182109100023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la résidence territoriale
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : L'association Les Idées Heureuses représente juridiquement les activités de 2 ensembles fondés par Julien Chauvin : l'orchestre Le Concert de la Loge et du Quatuor Cambini-Paris.

Date prévisionnelle de début de projet : 19 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de cette mise en œuvre du soutien à la résidence territoriale, des dépenses d'organisation sont engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande le 19 juin 2017

Présentation du bénéficiaire
Les Idées Heureuses sont une association créée en janvier 2014 et qui représente deux ensembles fondés par le violoniste Julien Chauvin :
- Le Concert de la Loge, un orchestre à géométrie variable interprétant le répertoire lyrique, symphonique, sacré ou de musique de chambre. Créé en janvier 2015, il revisite l'histoire du Concert de la Loge Olympique, un des meilleurs orchestres d'Europe à la fin du XVIIIème siècle. Il accompagne aussi de grands solistes tels que Philippe Jaroussky ou Sandrine Piau et travaille en partenariat avec l'ARCAL

et Palazzetto Bru Zane.
- Le Quatuor Cambini-Paris, fondé en 2007, quatuor à cordes sur instruments anciens. Son répertoire comprend des œuvres reconnues de Haydn, Mozart ou Beethoven comme des compositeurs français méconnus.

Les Idées Heureuses sont partenaires de l'Auditorium du Louvre, et sont soutenues par la DRAC au titre de l'aide à la structuration.

Présentation de la résidence

Champ artistique : Musique classique

Partenaire de la résidence (équipe artistique ou structure d'accueil) : Conservatoire Jean-Baptiste Lully de la Ville de Puteaux
Le Conservatoire de Puteaux dispose de 2 salles de 150 et 600 places, et d'une cinquantaine de salles de musique. Il accueille chaque année plus de 3 000 élèves et propose une programmation d'une dizaine de dates de musique classique principalement.

Partenaires locaux de la résidence
- Ville de Puteaux
- Lycée professionnel Voilin
- Académies de Paris et de Versailles

Description de la résidence, calendrier et actions prévues :
Cette résidence a pour objectif de développer les publics du Conservatoire de Puteaux, de s'adresser par des actions culturelles à des publics éloignés ou empêchés, et de créer une dynamique au sein du Conservatoire en développant des projets avec les enseignants.
Le Concert de la Loge travaillera sur deux créations au cours de la résidence : d'une part, le programme « Mozart à Paris » avec Justin Taylor (27 musiciens), et d'autre part, le programme « Mélodies romantiques » avec Sandrine Piau (30 musiciens, partenariat avec Palazzetto Bru-Zane).
Le Concert de la Loge parrainera tout au long de la résidence les élèves du conservatoire, qui pourront notamment assister aux répétitions. Ce parrainage s'achèvera par un concert commun à l'issue de la résidence.
La résidence sera également l'occasion d'un partenariat fort avec le Lycée professionnel Voilin autour d'un projet « Hip Baroque Choc » dont une restitution publique aura lieu au conservatoire en fin d'année.

Calendrier de la résidence :
- Octobre 2017 « Mozart à Paris » avec Justin Taylor ; retransmission dans l'atrium du Conservatoire des répétitions pour sensibiliser le plus grand nombre d'élèves.
- Novembre : conférence et concert avec Julien Chauvin et Justin Taylor
- Novembre à mai : projet Hip Baroque Choc avec le Lycée professionnel Voilin de Puteaux
- Novembre : ateliers dans les écoles primaires de Puteaux et un concert « délocalisé »
- Février 2018 : concert pédagogique dans l'Atrium
- Mars à juin 2018 : travail avec l'orchestre du Conservatoire
- Mars 2018 : « Plaisirs d'Amour » avec Sandrine Piau
- Avril 2018 : concert pédagogique dans l'Atrium
- Mai 2018: représentation publique projet Hip Baroque Choc
- Juin 2018 : concert de l'orchestre des élèves avec les musiciens du Concert de la Loge

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 88 100 euros correspondant au budget prévisionnel proposé et déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	80 000,00	74,01%
Dépenses techniques	8 000,00	7,40%
Communication	4 000,00	3,70%
Coûts de structure	16 100,00	14,89%
Total	108 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	25 000,00	23,13%
Région IDF - Aide à la résidence territoriale (sollicité)	30 000,00	27,75%
DCD Hauts-de-Seine (sollicité)	10 000,00	9,25%
Ville de Puteaux (acquis)	10 000,00	9,25%
Mécénat	13 100,00	12,12%
Recettes propres	20 000,00	18,50%
Total	108 100,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025813

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ASS L EPATE EN L AIR - RESIDENCE DEMANDE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence territoriale	54 600,00 €	18,32 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS L EPATE EN L AIR
Adresse administrative : ALL DU DOC BOURGEOIS
91150 ETAMPES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PHILIPPE UGHETTO, Président

Date de publication au JO : 21 janvier 1997

N° SIRET : 41206719100038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la résidence territoriale
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : " Une yourte en voyage en sud Essonne". Vers une culture humaniste et ancrée sur un territoire.

Date prévisionnelle de début de projet : 19 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de cette mise en œuvre du soutien à la résidence territoriale, des dépenses d'organisation sont engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande le 19 juin 2017

Présentation du bénéficiaire
La Compagnie l'Epate en l'Air est une compagnie fondée en 1997 par deux artistes, auteurs et interprètes : Antoine Dubroux, photographe, comédien-clown, metteur en scène, et Véronique Stékelorom, danseuse aérienne, chorégraphe et pédagogue. La compagnie crée des spectacles de cirque contemporain construits sur des cohérences dramaturgiques qui exploitent plusieurs disciplines artistiques : acrobatie, jonglage, art dramatique, danse, clown, musique, magie et photographie. Elle initie des projets photographiques à grande échelle.
Depuis 2014, la compagnie a réorienté sa ligne artistique autour du clown, et s'est dotée d'une yourte-spectacle de 8m diamètre. Cette structure itinérante permet à la compagnie d'augmenter sa capacité de diffusion et de se rapprocher des publics les plus éloignés de la culture.

Implantée en Essonne, plus particulièrement dans le sud du département, elle y développe différents types de projets artistiques et d'actions culturelles en s'appuyant sur de nombreux partenariats avec les acteurs locaux (structures culturelles de proximité, établissements scolaires…).
La compagnie est soutenue par la Communauté d'agglomération de l'Etampois Sud Essonne, le Conseil Départemental de l'Essonne et la DRAC (SDAT).

Présentation de la résidence
Champ artistique : Cirque sous chapiteau / arts de la rue
Partenaire de la résidence (équipe artistique ou structure d'accueil) : la Communauté d'Agglomération de l'Etampois Sud Essonne (CAESE)
La CAESE rassemble 38 communes du sud-ouest de l'Essonne, et environ 55 000 habitants. Son territoire est principalement rural, en-dehors de la ville d'Etampes, avec 33 communes de moins de 2 000 habitants. Elle travaille avec la Cie l'Epate en l'Air depuis 2015.

Partenaires locaux de la résidence
Lycée Geoffroy St Hilaire d'Etampes (GSH)
Etablissement public de santé "E.P.S. Barthélemy Durand" Etampes
Collège de Guinette- Etampes
Essonne Active
EPS Barthélemy Durand – Etampes
IME la Feuilleraie – Etampes
ITEP de Brunehaut – Morigny Champigny
Structures culturelles intercommunales (musée, théâtre, cinéma art & essaie, bibliothèque, conservatoire)
Mission locale pour le décrochage scolaire (MLDS) - Centre d'information et orientation (CIO) et Bureau information jeunesse (BIJ) du sud Essonne

Description de la résidence, calendrier et actions prévues :
La communauté d'agglomération de l'Etampois Sud Essonne accueille avec le soutien du département la compagnie L'Epate en l'Air pour une résidence d'implantation sur la période 2017-2019.
Durant cette période, la compagnie achèvera sa création 2018, « M. Antoine », un solo clown-magie-mentalisme qui s'inscrit dans un parcours de recherche autour de l'axe « art et science », de la magie en « close-up » et de la photographie.
Cette résidence permettra la pérennisation ou la mise en place de plusieurs actions sur le territoire de la CAESE :
- 3ème édition d'une yourte en voyage à Angerville (octobre 2017). Pendant 20 jours, le village d'Angerville sera animé par la présence de la yourte avec des ateliers et des artistes invités.
- 3ème année du projet Art de toi (janvier février 2018), projet photographique dans l'espace public initié en 2015 avec des lycéens qui au courant de l'année 2017-2018 sera menée avec des collégiens, un institut médico éducatif et des habitants.
- 3ème année du projet cirque et cinéma (mars 2018) dont l'objectif est de faire découvrir les liens entre ces deux arts.
- Le projet Cirque et Clic (décembre 2017 à mai 2018), avec les jeunes de deux établissements médico-sociaux, autour du cirque et de la photographie. Un temps de restitution est prévu à l'issue des ateliers, ainsi qu'une représentation du spectacle Pirouette.
- Le projet « La danse aérienne au lycée » (janvier à mai 2018) avec les lycéens de l'option danse du lycée d'Etampes. L'objectif est de leur faire découvrir une nouvelle dimension de la danse, non abordée habituellement en cours.
- Le projet « Echappée belle » (novembre à février 2018) avec la Mission locale pour le décrochage scolaire.

La compagnie fêtera par ailleurs en mars 2018 ses 20 ans. Elle proposera durant 3 semaines des expositions ainsi qu'une soirée cabaret au théâtre.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 54 600 euros correspondant au budget prévisionnel proposé et déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	51 575,00	79,84%
Dépenses techniques	7 405,00	11,46%
Communication	420,00	0,65%
Coûts de structure	5 200,00	8,05%
Total	64 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	5 000,00	7,74%
ARS (sollicité)	5 000,00	7,74%
Région IDF - Aide à la résidence territoriale (sollicité)	20 000,00	30,96%
CD Essonne (acquis)	9 000,00	13,93%
CA Etampois Sud Essonne (acquis)	10 000,00	15,48%
Fondation ET ...si (sollicité)	2 000,00	3,10%
Mission Locale pour le décrochage Scolaire (sollicité)	2 000,00	3,10%
Recettes propres	11 600,00	17,96%
Total	64 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	10 000,00 €
2015	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	13 000,00 €
	Montant total	23 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025814

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : DES RICOCHETS SUR LES PAVES - RESIDENCE DEMANDE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence territoriale	78 000,00 €	16,67 %	13 000,00 €
	Montant Total de la subvention		13 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DES RICOCHETS SUR LES PAVES
Adresse administrative : 26 RUE EMILE RASPAIL
94110 ARCUEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur RICHARD LE BIHAN, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 53892927400016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la résidence territoriale
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : QUATRE WEEK-END AU PARC Il s'agit d'une création contextuelle sur mesure pour le parc de Vilgénis qui va progressivement s'ouvrir aux habitants. Cette création a été confiée à la FOLIE KILOMETTRE.

Date prévisionnelle de début de projet : 19 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de cette mise en œuvre du soutien à la résidence territoriale, des dépenses d'organisation sont engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande le 19 juin 2017

Présentation du bénéficiaire
La structure Des ricochets sur les pavés, fondée et dirigée par Judith Frydman, est un opérateur culturel qui mène des projets de territoire en partenariat avec des équipes artistiques, principalement Arts de la rue, et des structures partenaires, dans le cadre de résidences artistiques in situ, d'actions culturelles et d'évènements ponctuels. Des ricochets sur les pavés invite des équipes artistiques à inventer des œuvres spécifiques et contextuelles pour des paysages urbains ou péri-urbains. Elle s'intéresse aux questions de ville en mutation, de mythologies urbaines, de représentations symboliques des lieux de vie et des lieux

intermédiaires, de croisement des pratiques entre environnement et art… Le champ des arts de la rue et des arts dans l'espace public plus généralement, qu'il soit urbain ou naturel, à travers toutes ses composantes disciplinaires est le champ privilégié de la structure.
Depuis sa création l'association a développé plusieurs initiatives autour de trois directions :

- la mise en place d'un projet de territoire dédié notamment à la Bièvre
- l'organisation de manifestations ponctuelles
- le développement de formations et d'ingénierie culturelle

Ses partenaires sont, au gré des projets : la DRAC Ile-de-France, le Conseil départemental du Val-de-Marne, le Conseil départemental de l'Essonne, la commune d'Arcueil, le SIAVB (Syndicat intercommunal d'assainissement de la vallée de la Bièvre), le SMBVB Syndicat Mixte du Bassin Versant la Bièvre), l'ACSE (Politique de la ville), l'Agence de l'eau Seine Normandie, les communes partenaires des projets (Paris, Buc, Massy…)

Présentation de la résidence

Champ artistique : arts de la rue

Partenaire de la résidence : La compagnie La Folie Kilomètre
La Folie Kilomètre est un collectif de création en espace public créé en 2011 qui regroupe des artistes issus du spectacle vivant, des arts plastiques et l'aménagement du territoire. Il développe un univers à la croisée de ces disciplines avec des propositions variées, ancrées dans les territoires d'intervention (cartographie sensible, expéditions, spectacles, promenande, créations sonores…).

Partenaires locaux de la résidence :
Service de la Ville de Massy, Lycée de Vilgénis de Massy, Club de street art, club de gym, Ecole de cirque

Description de la résidence, calendrier et actions prévues :
En lien avec le SIAVB, la Ville de Massy et l'aménageur Paris Sud aménagement, Des Ricochets sur les Pavés a co-construit un projet d''accompagnement artistique de la réouverture d'un parc naturel situé à Massy, aujourd'hui inaccessible au public. Le parc de Vilgénis est une ancienne propriété d'Air France qui a été cédée pour moitié à la Ville de Massy et au SIAVB. Des ricochets sur les pavés propose ainsi de mener une résidence d'implantation in situ, sur le thème dedans//dehors avec la compagnie La Folie kilomètre, collectif de création en espace public.

Le collectif la Folie Kilomètre mènera d'abord un travail de repérage du territoire, du parc, de ce qu'il constitue pour les habitants, un travail d'ateliers. Dans un second temps, la compagnie travaillera sous forme d'ateliers à la construction d'éléments scénographiques, signalétiques, chorégraphiques avec le public, et notamment des classes de lycéens du lycée de Vilgénis (secondes, premières et terminales professionnelles) mais également des clubs de street art, de gym, école de cirque.... Pendant 4 week-ends, au printemps, la compagnie présentera des interventions spectaculaires, des évènements festifs, des balades d'explorations, qui découleront du travail mené en amont.
La compagnie sera ainsi présente tout au long de l'année à travers plusieurs types d'intervention et modalités de présence. Un "quartier général" sera matérialisé en centre-ville de manière à donner à voir l'ensemble des étapes du projet.
Le travail de repérage de la compagnie sera mené de septembre 2017 à mars 2018 et d'avril à juillet 2018 : chaque mois, conception, construction, atelier et installation avant un week-end de représentations publiques en fin de mois.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 78 000 euros correspondant au budget prévisionnel proposé et déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :

- MASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	55 400,00	65,18%
Dépenses techniques	10 520,00	12,38%
Communication	2 200,00	2,59%
Coûts de structure	16 880,00	19,86%
Total	85 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	15 000,00	17,65%
Région IDF - Aide à la résidence territoriale (sollicité)	20 000,00	23,53%
CD Essonne (sollicité)	5 000,00	5,88%
Ville de Massy (sollicité)	15 000,00	17,65%
SIA Vallée de la Bièvre (acquis)	5 000,00	5,88%
Mécénat	15 000,00	17,65%
Paris Sud Aménagement (sollicité)	10 000,00	11,76%
Total	85 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 800,00 €
2018	5 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	13 000,00 €
2016	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	15 000,00 €

	Montant total	28 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025828

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : COMPAGNIE THEATRALE DE LA CITE BL3 - RÉSIDENCE DEMANDE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence territoriale	32 100,00 €	24,54 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE THEATRALE DE LA CITE BL3-56
Adresse administrative : 48 RUE BARGUE
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CLAIRE DAVIGNON, Présidente

Date de publication au JO : 5 décembre 1998

N° SIRET : 42872366200022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la résidence territoriale
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : Orchestre en résidence : Orchestre des Cordes Enchantées (OCE). Production & diffusion territoriales, action culturelle, sensibilisation, structuration de l'orchestre et croisements artistiques.

Date prévisionnelle de début de projet : 19 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de cette mise en œuvre du soutien à la résidence territoriale, des dépenses d'organisation sont engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande le 19 juin 2017

Présentation du bénéficiaire
La Compagnie Théâtrale de la Cité (CTC) a été fondée en 1998 par Nicolas Hocquenghem, metteur en scène et comédien. Son projet artistique se développe tout autant avec des grands textes du théâtre de répertoire (Molière, Racine…) que des créations contemporaines (Apert, Astor, Douc…).
Depuis octobre 2009, la Compagnie Théâtrale de la Cité gère le Théâtre de Bligny, situé dans au sein du centre hospitalier du même nom. Ouvert sur l'hôpital et le territoire environnant, il présente une programmation variée d'une trentaine de dates, alliant théâtre de création et de répertoire, musique et

danse ainsi que d'autres expressions du spectacle vivant. Le Théâtre de Bligny dispose d'une salle de spectacles d'une jauge de 206 personnes.
Le projet du Théâtre de Bligny s'inscrit dans la politique culturelle du Centre Hospitalier qui a été labellisé « Culture et Santé » pour la période 2015-2018 par les Ministère de la Santé et de la Culture. La compagnie propose notamment des ateliers « Culture à l'Hôpital » et l'accès aux spectacles est notamment gratuit pour les patients comme pour les personnels du centre.
La Compagnie Théâtrale de la Cité reçoit le soutien du Département de l'Essonne, des communes de Briis-sous-Forge et de Fontenay-les-Briis et de la communauté de commune du Pays de Limours. Elle est membre du collectif Essonne Danse.

Présentation de la résidence
Champ artistique : Musiques

Partenaire de la résidence : Orchestre Les Cordes Enchantées et Jacques Saint-Yves
L'Orchestre les Cordes Enchantées (OCE) est un ensemble d'instruments à corde, de taille variable (10 à 20 musiciens). Basé dans le Gâtinais, l'OCE a déjà travaillé en milieu hospitalier en lien avec l'ARS en 2015. Il expérimente une direction musicale collégiale tout en travaillant avec des solistes et chefs d'orchestre invités.
La résidence associera l'OCE au violoniste Jacques Saint-Yves. Celui-ci est Lauréat du Conservatoire National Supérieur de Musique de Paris et a notamment été violon solo de l'ensemble 2E2M (1993-1998). Il a également une importante activité pédagogique dans l'enseignement supérieur (CRR et CNSM de Paris, Université Paris IV La Sorbonne).

Partenaires locaux de la résidence
Lycée Jules-Verne de Limours
Centre Hospitalier de Bligny
Résidence pour personnes âgées de Briis résidence La Boissière
Résidence pour personnes âgées de Limours résidence l'Avenue aux Moines
Foyer d'accueil médicalisé l'ESSOR à Fontenay-les-Briis
Foyer d'accueil médicalisé la Lendemaine aux Molières
MJC de Briis
Salle des fêtes de Briis

Description de la résidence, calendrier et actions prévues :
Le projet proposé est celui d'une résidence d'un orchestre à cordes, l'Orchestre des Cordes Enchantées associé à un musicien compositeur, Jacques Saint-Yves.
La résidence comporte des créations, des concerts et des actions culturelles menées avec les publics.
L'Orchestre les Cordes Enchantées travaillera au cours de cette résidence sur 4 thèmes choisis par Jacques Saint-Yves : « hommage à Paul Mefano », « Bach et ses 30 ans », « Mozart et Haydn, la fraternité », « Bartók, le génie et ses héritiers ». Chacun de ses thèmes permettra de produire au moins une petite forme exploitable lors d'actions culturelles délocalisées.
Au cours de la résidence, l'OCE présentera également 6 concerts inédits autour des œuvres de Brahms, Vivaldi, Piazzolla, Markeas et Debussy qui seront diffusés au Théâtre de Bligny.
L'OCE mènera des actions auprès des lycéens de Limours (répétitions publiques, rencontres pédagogiques) et des patients du Centre Hospitalier (répétitions publiques, découverte des instruments, ateliers participatifs). Plusieurs petites formes sont prévues hors les murs pour atteindre des publics empêchés (RPA, FAM).
La résidence se déroule sur l'ensemble de la saison 2017-2018, avec 10 semaines de présence effective. Inaugurée lors des Journées Européennes du Patrimoine, le concert de clôture de la saison et de la résidence est prévu fin juin 2018. Les concerts et actions culturelles seront menés tout au long de la saison de décembre 2017 à juin 2018.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 32 100 euros correspondant au budget prévisionnel proposé et déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée, et de la subvention du Conseil Régional "Méditerranée".

Localisation géographique :

- CC PAYS DE LIMOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	29 281,00	53,63%
Dépenses techniques	12 513,00	22,92%
Communication	2 998,00	5,49%
Coûts de structure	9 808,00	17,96%
Total	54 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	2 500,00	4,58%
Région IDF - Aide à la résidence territoriale (sollicité)	30 000,00	54,95%
Région IDF - UAIE Dispositif Méditerranée Archipel (acquis)	500,00	0,92%
CD Essonne (acquis)	2 000,00	3,66%
Ville de Fontenay-lès-Briis (acquis)	750,00	1,37%
Ville de Briis-sous-Forges (acquis)	750,00	1,37%
CC du Pays de Limours (acquis)	1 500,00	2,75%
SPEDIDAM (sollicité)	2 800,00	5,13%
Centre Hospitalier de Bligny (acquis)	2 800,00	5,13%
Recettes propres	11 000,00	20,15%
Total	54 600,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 800,00 €
2018	3 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Méditerranée (CR46-14)	25 000,00 €
	Montant total	25 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025887

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : COMPAGNIE LIRIA - RESIDENCE DEMANDE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence territoriale	42 500,00 €	23,53 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE LIRIA
Adresse administrative : 33 RUE ALPHONSE DAUDET
91210 DRAVEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Samuel ALBARIC

N° SIRET : 50894707400011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la résidence territoriale
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : En parallèle de ses créations, la compagnie dirige le projet « jumelage entre l'Etablissement Public Culturel /musée du Quai Branly et la Zone Sécurité Prioritaire des Tarterêts à Corbeil-Essonnes ».

Date prévisionnelle de début de projet : 19 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de cette mise en œuvre du soutien à la résidence territoriale, des dépenses d'organisation sont engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande le 19 juin 2017

Présentation du bénéficiaire
La compagnie Liria (« liberté » en albanais) a été créée en 2008 par le metteur en scène, comédien, dramaturge et conteur Simon Pitaqaj. Le travail de la compagnie s'attache à la mémoire, notamment aux légendes balkaniques. Elle s'intéresse aux textes dits « classiques » (Dostoïevski, Gogol, Daudet), comme aux auteurs et romanciers vivants (Kadaré et Neziraj) (jeune auteur kosovar).
Depuis sa création, la compagnie est en résidence permanente à la Villa Mais D'Ici à Aubervilliers et a

également été accueillie de 2009 à 2015 à la Maison du Conte Alphonse Daudet.
Depuis 2016, la compagnie développe un partenariat avec le Théâtre de Corbeil-Essonnes. Dans le même temps, elle mène le projet de jumelage entre la zone de sécurité prioritaire des Tarterêts et le musée du quai Branly avec de nombreuses actions culturelles.

Présentation de la résidence

Champ artistique : conte

Partenaire de la résidence (équipe artistique ou structure d'accueil) : le Théâtre de Corbeil-Essonnes
Depuis sa rénovation en 2012-2013, le Théâtre de Corbeil-Essonnes dispose d'une grande salle de 525 places, d'une plus petite de 120 places, dédiée notamment aux résidences, et d'espaces d'exposition. Il propose une programmation pluridisciplinaire d'une quarantaine de spectacles et d'une cinquantaine de dates avec une dominante théâtre mais aussi de la musique, de l'humour, du cirque, des spectacles pour jeune public, des marionnettes, de l'opéra, de la danse et du hip-hop.
Le Théâtre est engagé un contrat local d'éducation artistique (CLEA) avec la DRAC et la communauté d'agglomération Grand Paris Sud, qui permet d'accueillir un artiste ou un collectif pour une résidence-mission de 4 mois. La sélection de l'artiste pour la résidence 2017 est actuellement en cours.
Le Théâtre accueillera également en résidence le collectif Tutti Quanti de 2017 à 2019.

Partenaires locaux de la résidence
- Ville de Corbeil
- Musée du Quai Branly
- Maison des Associations des Tarterêts
- Maison de quartier des Tarterêts
- Lycée Doisneau de Corbeil-Essonnes
- Ville d'Aubervilliers

Description de la résidence, calendrier et actions prévues :
Durant cette résidence, la compagnie Liria poursuivra son travail autour du questionnement identitaire, de la construction de soi et de l'adolescence, avec de deux créations. La première, « Nous, les petits-enfants de Tito », est une pièce autobiographique de Simon Pitaqaj qui revient sur son expérience d'immigration et d'intégration en France. La création aura lieu en décembre 2017 au Théâtre de Corbeil-Essonnes. La seconde, « Le Pont » d'Ismail Kadaré, interroge la place des identités dans le monde moderne et sera présentée en mars 2018 au Théâtre Le Colombier de Bagnolet.

En parallèle de son travail de création, la compagnie mènera des ateliers à raison de 3 par semaine pendant 3 mois avec des jeunes de Corbeil-Essonnes. L'objectif est de les sensibiliser à la langue française et à différentes cultures en se basant sur le conte et la littérature orale.
Trois phases d'ateliers sont prévues : d'abord « Ecouter, découvrir, rencontrer », ensuite « Récoltes d'histoires, imaginer, enrichir, élaborer » et enfin « Organiser, synthétiser, écrire, jouer ». Ces ateliers permettront à ces jeunes d'élaborer, à partir de leurs histoires personnelles ou familiales, leurs propres récits. Ces récits serviront ensuite de base à l'écriture collective d'un spectacle qu'ils présenteront ensuite au Théâtre de Corbeil-Essonnes.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 42 500 euros correspondant au budget prévisionnel proposé et déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :

- CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	29 300,00	46,88%
Dépenses techniques	19 100,00	30,56%
Communication	5 990,00	9,58%
Coûts de structure	8 110,00	12,98%
Total	62 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	10 000,00	16,00%
Région IDF - Aide à la résidence territoriale (sollicité)	30 000,00	48,00%
CD Essonne (acquis)	7 000,00	11,20%
Recettes propres	15 500,00	24,80%
Total	62 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025927

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : COMPAGNIE LUNATIC - RESIDENCE DEMANDE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence territoriale	58 800,00 €	25,51 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE LUNATIC
Adresse administrative : 7/9 RUE DU VAL DE GRACE
75005 PARIS 05
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIE HERZ, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 43877380600023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la résidence territoriale
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : En résidence à Romainville, la Compagnie Lunatic développe un travail sur le territoire durant trois saisons, en particulier auprès du jeune public, alliant création, diffusion et actions culturelles

Date prévisionnelle de début de projet : 19 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de cette mise en œuvre du soutien à la résidence territoriale, des dépenses d'organisation sont engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande le 19 juin 2017

Présentation du bénéficiaire
La compagnie Lunatic est fondée en 1999 par Sébastien Bruas et Cécile Mont-Reynaud qui la dirige depuis 2003. Cécile Mont-Reynaud, acrobate aérienne formée aux Noctambules et enseignante à l'Académie Fratellini, travaille sur des agrès originaux qu'elle conçoit.
La Compagnie Lunatic a ainsi donné naissance à une dizaine de créations données dans différents lieux :

théâtres, espace public, chapiteaux, espaces naturels, écoles… Ces créations sont issues d'une recherche poussée sur les échos réciproques du corps et de l'espace, du mouvement et de l'architecture. Depuis 2012 et la création de « Marche ou Rêve » (150 représentations) la compagnie développe un travail particulier auprès du jeune public.

Elle a développé des partenariats avec l'Abbaye de Port Royal et Anis Gras qui l'accueille régulièrement pour des temps de travail et de diffusion.

Elle est soutenue par la ville de Romainville et le département de la Seine-Saint-Denis.

Présentation de la résidence

Champ artistique : Cirque / Jeune Public

Partenaire de la résidence
La ville de Romainville a conventionné avec la compagnie une résidence d'implantation sur 3 saisons de 2016-2019 afin de développer un travail artistique et culturel sur son territoire, en particulier le jeune public. Elle prévoit des temps de rechercher et de création, la diffusion spectacles à destination des différents publics de la ville et un programme d'actions culturelles à la Maison de l'enfance, dans les écoles maternelles et primaires ainsi que dans les collèges.

Description de la résidence, calendrier et actions prévues :
La compagnie Lunatic va poursuivre le travail sur le territoire mené depuis janvier 2016 autour du projet « Mue », il s'agit d'un projet de recherche sur « les espaces réels et/ou poétiques du corps » inspiré et nourri par la formation de Cécile Mont-Raynaud en « Body Mind Centering ».

Contenu de la 2è année de résidence de juin 2017 à juin 2018
Créations
Une nouvelle création« Twinkle », pour le très jeune public (0-3ans) issue du projet de la compagnie pour la petite enfance, alliant création et action culturelle (création mars 2018). 26 jours de résidence et de recherche sont prévus au Palais des Fêtes.
7 jours de résidence pour les premières recherches pour « Micro-Macro » et 7 jours de résidence dans un parc de la ville pour la création de « Qui Pousse » en plein air.

La diffusion de spectacles déjà créés « Fileuse » et « Qui pousse » et de la nouvelle création « Twinkle » et de « Marche ou rêve

Les actions culturelles
La compagnie Lunatic, mène des ateliers au sein de la maison de l'enfance avec l'objectif de renforcer les liens parents-enfants par des jeux libres autour du corps, de la voix, du rythme …
Elle intervient également dans les écoles maternelles et primaires en associant représentations de spectacles et ateliers de pratiques circassiennes.
Enfin elle sera également impliquée dans un parcours « Culture et art au collège » avec une classe de 5ème. La compagnie proposera des ateliers sur le mouvement et le corps mêlant cirque et architecture. Une restitution sera prévue à destination des tous les élèves et des habitants de Romainville.

- Le parcours CAC avec une classe de 5ème du Collège Houël de Romainville
- des ateliers à la Maison de l'enfance, dans les écoles maternelles et primaires autour de la nouvelle création twinkle
- Des collectes de paroles des habitants de Romainville pour la création de « Micro-Macro ».
- La diffusion de « Fileuse » pour le collège Houël.

Partenaires locaux de la résidence
Le Palais des Fêtes, Les écoles maternelles, élémentaires et le collège, la maison de l'enfance, la maison de

la Philosophie, l'espace Jacques Brel, l'espace Marcel Cachin et la Médiathèque de Romainville.

La ville et les partenaires mettent leurs moyens humains, techniques et logistiques à disposition, la ville met à disposition.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable s'élève à 58800 euros correspondant au budget prévisionnel de la résidence.

Localisation géographique :

- ROMAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	38 727,00	65,86%
Dépenses techniques	9 203,00	15,65%
Communication	3 695,00	6,28%
Coûts de structure	7 175,00	12,20%
Total	58 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - Aide à la résidence territoriale (sollicité)	15 000,00	25,51%
CD Seine-Saint-Denis - Actions culturelles (acquis)	20 000,00	34,01%
CD Seine-Saint-Denis - Parcours CAC (sollicité)	3 800,00	6,46%
Ville de Romainville (acquis)	12 000,00	20,41%
Recettes propres	8 000,00	13,61%
Total	58 800,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 000,00 €
2018	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	6 000,00 €
	Montant total	6 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025945

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : COMPAGNIE TANGIBLE - RESIDENCE DEMANDE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence territoriale	72 595,00 €	13,78 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE TANGIBLE
Adresse administrative : CHEZ HUGUES FOREY
94400 VITRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Françoise Zamour

N° SIRET : 47992327800044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la résidence territoriale
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : Portée par sa connaissance fine du tissu local, en particulier celui des Ardoines, Tangible projette l'écriture d'un vaste projet artistique sur le site de la centrale à charbon EDF de Vitry.

Date prévisionnelle de début de projet : 19 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de cette mise en œuvre du soutien à la résidence territoriale, des dépenses d'organisation sont engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande le 19 juin 2017

Présentation du bénéficiaire
La compagnie Tangible a été créée en 2004 à l'initiative d'Edwine Fournier et Sabine Monthaluc avec pour objectif de modifier l'expérience d'un site en y inscrivant une approche artistique et sensible. L'ambition recherchée est d'élaborer des projets situés au croisement de différentes approches : danse, installations plastiques, création sonore et territoire (avec l'archéographie), danse et rugby (avec la création « Bal de match » par exemple), tango et contact improvisation (avec « les projets « Chemin des Tortues » ou « Inconsolables mais vivants »). La compagnie développe un langage chorégraphique

singulier et des spectacles chorégraphiques et plastiques mettant en scène les corps au plus proche des gestes et des usages du quotidien, posant ainsi l'attention sur les façons d'habiter l'espace de la relation, et sur les usages de l'espace public.
Implantée à Vitry-sur-Seine depuis une dizaine d'année, la compagnie développe sur ce territoire des projets in situ en lien avec les espaces urbains en mutation. Elle intervient également dans d'autres territoires franciliens, notamment des espaces périurbains ou ruraux, elle a ainsi participé à un projet réalisé autour de la Vallée de la Bièvre pendant trois ans, qui l'a emmené de Paris 13éme à Buc dans les Yvelines en passant par Arcueil, Gentilly ou encore L'Haÿ-les-Roses.

Présentation de la résidence

Champ artistique : Arts de la rue / danse

Partenaire de la résidence : Ville de Vitry-sur-Seine, l'Etablissement Public d'Aménagement Orly Rungis Seine Amont (EPA ORSA) et EDF.

Partenaires locaux de la résidence
Ville de Vitry, EDF, EPA ORSA, Lycée Jean Macé de Vitry, collège Rabelais, BTS arts appliqué de Chérioux, Ecole d'Architecture de Versailles, Centre social Balzac, Centre de quartier Blaise Pascal.

Description de la résidence, calendrier et actions prévues :
La ville de Vitry-sur-Seine a souhaité qu'une démarche artistique accompagne le projet d'aménagement de l'ensemble du territoire des Ardoines, dont l'EPA ORSA est le maitre d'ouvrage, et notamment le projet de démantèlement de l'ancienne centrale électrique EDF. C'est ainsi que la compagnie Tangible va travailler en résidence immersive pendant plusieurs années sur le site de l'ancienne centrale et questionnera ainsi l'identité industrielle, culturelle et artistique du territoire, la valorisation et la mémoire d'un patrimoine, la thématique de la transition énergétique, les possibilités d'aménagement futur et de transformation d'un tel site.
La démarche artistique de la compagnie se base sur la pratique de « l'archéographie », processus spécifique d'exploration et de création développée par la compagnie. L'archéographie se décline en 4 temps permettant d'établir le diagnostic sensoriel d'un lieu. Cette démarche engage artistes et participants sur le terrain, qui sont placés en position d'enquêteur, allant à la rencontre de personnes ressources, à la recherche de contenus techniques, historiques et sociaux. L'ensemble des informations recueillies permet d'établir le portrait dynamique du lieu. Cette démarche donne lieu à des créations chorégraphiques, des œuvres plastiques, des vidéos…, le plus souvent pluridisciplinaires, présentées sous la forme de parcours ou d'installations grandeur nature.
La compagnie mènera tout au long de l'année scolaire 2017/2018 de nombreux ateliers (plus d'une trentaine) avec des jeunes lycéens, des collégiens, des étudiants en BTS arts appliqué de Vitry, des étudiants en école d'architecture de Versailles. Des anciens salariés d'EDF seront conviés à rencontrer les jeunes et pourront accompagner certains ateliers. Des géologues, des ethnologues, des géographes seront également conviés à participer aux ateliers. Les ateliers se dérouleront sur site comme dans les établissements scolaires.
A partir de l'inventaire fait des machines et infrastructures du site, des travaux sensibles et artistiques, des portraits dynamiques du lieu et de son devenir possible seront réalisés avec les jeunes. Une signalétique sera réalisée par une équipe de designers / graphistes / scénographe, à partir d'un travail de relevés fait par chaque jeune participant au projet à partir d'un métier « archéographique » identifié par la compagnie (arpenteur, géodésien, géographe, archéologue…).
Des installations sonores et plastiques, des créations chorégraphiques, des présentations ponctueront la résidence et donneront à voir régulièrement le travail effectué sur le site.
Pour matérialiser sa présence sur le site de l'ancienne centrale, la compagnie installera sa « roulotte de chantier », qui pourra circuler à l'intérieur du site au gré des étapes du projet.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 72 595 euros correspondant au budget prévisionnel proposé et déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :

- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	57 198,00	61,77%
Dépenses techniques	20 818,00	22,48%
Communication	4 150,00	4,48%
Coûts de structure	10 429,00	11,26%
Total	92 595,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	10 000,00	10,80%
ACSE (sollicité)	10 000,00	10,80%
Région IDF - Aide à la résidence territoriale (sollicité)	30 000,00	32,40%
Ville de Vitry-sur-Seine (acquis)	6 000,00	6,48%
EPA Orly Rungis Seine Amont (acquis)	10 000,00	10,80%
Mécénat EDF (acquis)	10 000,00	10,80%
CCAS EDF (sollicité)	7 000,00	7,56%
Recettes propres	9 595,00	10,36%
Total	92 595,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026063

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : COMPAGNIE LA MANGROVE - RESIDENCE DEMANDE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence territoriale	35 000,00 €	22,86 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE LA MANGROVE
Adresse administrative : 20 AVENUE DU GENERAL LECLERC
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Marielle COURT, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 50061511700032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la résidence territoriale
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : Créations pluridisciplinaires participatives en partenariat avec les structures municipales et les habitants autour du Patrimoine du quartier des Quatre-chemins se déployant dans les structures locales

Date prévisionnelle de début de projet : 19 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de cette mise en œuvre du soutien à la résidence territoriale, des dépenses d'organisation sont engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande le 19 juin 2017.

Présentation de la résidence

Titre Histoire(s) sensible(s), histoire(s) insensée(s).

Champ artistique : Danse, théâtre et Arts de la rue.

Partenaire de la résidence
Le Ministère de la culture, les villes de Pantin d'Aubervilliers sont les principaux partenaires.

Description de la résidence, calendrier et actions prévues :
Le service des Archives Nationales du Ministère de la Culture a souhaité développer sur le territoire des 4 Chemins (Aubervilliers et Pantin), un projet culturel au titre d'un appel à projet de développement culturel en zone de sécurité prioritaire. Le projet de résidence territoriale par La Mangrove a été retenu par les principaux partenaires Etat, archives Nationales et les deux villes concernées. Le projet s'inscrit dans l'optique de créer les conditions d'un «mieux- vivre ensemble», fédérant des actions artistiques et citoyennes à l'échelle de tout un quartier et l'enjeu artistique consiste à réunir des fragments de territoires.

Il s'agira de donner à voir ce territoire ouvrier, montrer ses origines et racines pour imaginer l'avenir avec ses habitants, rêver d'improbables histoires sensibles ou insensées et renouer les liens de part et d'autre de la nationale. A partir de sources historiques du quartier extraites des archives, la compagnie souhaite raconter ses usines, ses ouvriers qui débarquent de la campagne pour s'éreinter dans les fabriques d'allumettes soufrées, d'équarrissage des bêtes, des filatures de coton ou encore des laboratoires de parfumerie…
Créations pluridisciplinaires participatives en partenariat avec les structures municipales et les habitants autour du Patrimoine du quartier des Quatre-chemins se déploieront dans les structures locales et dans l'espace public.

Contenu de la résidence 2017 - 2018
La compagnie travaillera sur « l'empreinte » du quartier des Quatre-chemins, recherche documents et construction des performances, écritures du récit, Ateliers de sensibilisation Danse/ musique/ Théâtre, parcours culturel (Archives Nationales, Concerts, expositions) avec cette volonté de s'ouvrir à l'autre, de sortir de son quartier, et d'apprendre à l'autre (rencontres avec les artistes). Un premier temps fort de restitution en juin avec comme thématique la place du corps dans le milieu urbain, l'évolution du territoire et un second Temps fort en décembre, plus intime, axé sur le récit d'histoires. Ce projet est en co-construction avec la Maison de quartier et l'antenne jeunesse ainsi que le Lab' (pôle multimédia).

Des ateliers, et des parcours culturel en lien avec la nature du projet et de leur territoire tout au long de chaque saison seront proposés aux habitants. Ils auront l'occasion de rencontrer les artistes de la cie et d'autres avec lesquels, elle collabore afin de leurs présenter différents champs de l'expression artistique contemporaine. Des visites des différents sites des archives seront également organisées avec la consultation collective des fonds qui se rattachent au territoire et au projet artistique en maturation.
Des spectacles et performances seront diffusés tout au long de la résidence.

Partenaires de la résidence
A Pantin : Maison de quartier des 4 chemins, antenne jeunesse, CND, Le Lab', maison des associations, archives municipales, 4Chem1 Evolution, Ecole primaire P.V Couturier, Lycée Marcelin Berthelot.
A Aubervilliers : archives municipales, Les Poussières Aubervilliers, Lycée Professionnel Jean Pierre Timbaud.
Etat : Ministère de la Culture, Archives nationales, Pole Sup93

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 35 000 € correspondant au budget prévisionnel de la résidence, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	21 000,00	50,00%
Dépenses techniques	14 750,00	35,12%
Communication	250,00	0,60%
Coûts de structure	6 000,00	14,29%
Total	42 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - Aide à la résidence territoriale (sollicité)	15 000,00	35,71%
Ministère de la Culture (acquis)	22 000,00	52,38%
Ville de Pantin (acquis)	5 000,00	11,90%
Total	42 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 800,00 €
2018	3 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026087

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : KIVUKO COMPAGNIE - RESIDENCE DEMANDE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence territoriale	43 255,00 €	18,49 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KIVUKO COMPAGNIE
Adresse administrative : 138 Boulevard Richard Lenoir 75011 Paris
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CHRISTINA TOWLE, Autre

N° SIRET : 81366776300029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la résidence territoriale
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : Résidence de création chorégraphique pour le très jeune et jeune public avec le Kivuko Compagnie/ Christina Towle et la Centre Culturel le Forum/ Ville de Boissy-Saint-Léger.

Date prévisionnelle de début de projet : 19 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de cette mise en œuvre du soutien à la résidence territoriale, des dépenses d'organisation sont engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande le 19 juin 2017

Présentation du bénéficiaire
La Kivuko compagnie, créée en 2015, développe les projets chorégraphiques de ses deux co-directeurs : Christina Towle et Djino Alolo Sabin. Kivuko signifiant « d'une rive à l'autre » en swahili, la compagnie relie les cultures américaines, françaises et congolaises, à travers une écriture de danse contemporaine riche des influences de la danse hip-hop et de la danse africaine.
La compagnie crée des spectacles pour un public adulte mais également pour le jeune public voire le très jeune public. Elle mène de nombreuses actions en-dehors des plateaux pour pouvoir rencontrer des publics différents dans des lieux parfois inattendus (parcs, écoles, hôpitaux, PMI, rings de boxe…).
La Cie est accompagnée par Danse Dense - Pole d'Emergence Chorégraphique pour ses projets sur la saison 2016-2017.

Présentation de la résidence

Champ artistique : Danse contemporaine

Structure d'accueil : Ville de Boissy-Saint-Léger – Centre Culturel Le Forum
Boissy-Saint-Léger est une commune de 16 000 habitants dans le sud-est du Val-de-Marne. Au cœur du nouveau Territoire Grand Paris Sud Est Avenir, la commune est à la jonction entre le pôle urbain de Créteil et les communes plus rurales du plateau briard. La résidence s'appuiera notamment sur le Centre Culturel communal Le Forum, salle de spectacle et cinéma, qui propose une programmation d'une vingtaine de dates, majoritairement jeune public, des expositions.

Partenaires locaux de la résidence
- Collège Blaise Cendrars
- Ecole Maternelle Les Châtaignier
- Service municipaux
- Association de danse (danse de salon, danse salsa…)

Description de la résidence, calendrier et actions prévues :
Après une première résidence au Forum en 2016 pour le projet « Danser son film », la compagnie souhaite renforcer son implantation dans la commune avec ce nouveau projet.
Durant cette résidence, la compagnie poursuivra deux projets de création. Elle travaillera tout d'abord à la pièce finale du triptyque jeune public « Lune, Soleil, Entre chien et loup ». Ce duo chorégraphique explorera un univers contrasté (jour nuit, blanc noir, lumière ombre …) pour aborder la question des différences mais aussi de la complémentarité.
La compagnie proposera également une nouvelle expérience de ciné-danse, intitulée « Eclipse ». Cette création associera les écritures chorégraphique et cinématographique pour proposer une danse devant une projection sur écran. Elle explorera la porosité entre l'espace réel de la salle et l'espace rêvé du film.
En parallèle, Kivuko proposera plusieurs actions culturelles notamment aux collégiens (atelier « Filmer le corps » et workshop sur le thème des discriminations), aux scolaires et tout public (trois ateliers sensoriels et un atelier ciné-danse) et aux maternelles (éveil corporel avec des jeux respiratoires).

Calendrier de la résidence :
- Octobre - Novembre 2017 : Résidence pour le ciné-danse Eclipse au Forum
- Janvier 2018 : Ciné-débat autour de la danse
- Février - mars 2018 : Résidence plateau au Forum pour la création Entre chien et loup
- Février 2018 : Ateliers Filmer le corps au Collège Blaise Cendrars
- Mars 2018: Workshop au collège Blaise Cendrars et restitution au Forum
- Avril 2018 : Résidence pour la création Entre chien et loup au Forum
- Mai 2018 : Ateliers artistiques et parcours sensoriel sur Soleil, puis représentations à l'école des Châtaigniers et au Forum
- Eté 2018 : Entre chien et loup - création plein air - à Boissy Plage
- Novembre 2018 : Représentations de Lune au Forum de Boissy-Saint-Léger et ateliers artistiques sur Lune en scolaire et en tout public pour parent-enfant
- Décembre 2018 : Eclipse au Forum et ateliers artistiques

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 43 255 euros correspondant au budget prévisionnel proposé et déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :

- BOISSY-SAINT-LEGER

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	34 135,00	67,92%
Dépenses techniques	11 160,00	22,21%
Communication	1 580,00	3,14%
Coûts de structure	3 380,00	6,73%
Total	50 255,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - Aide à la résidence territoriale (sollicité)	15 000,00	29,85%
CD Val-de-Marne (acquis)	4 000,00	7,96%
Ville de Boissy-Saint-Léger (acquis)	11 000,00	21,89%
SPEDIDAM (sollicité)	2 000,00	3,98%
Réseau Courte-Echelle (acquis)	8 000,00	15,92%
Recettes propres	10 255,00	20,41%
Total	50 255,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 800,00 €
2018	3 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011914

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ASSOCIATION MELI-MELO - RESIDENCE DEMANDE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence territoriale	18 839,00 €	42,47 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MELI MELO
Adresse administrative : 70 B AV DES ETANGS
78170 LA CELLE SAINT CLOUD
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Eva CATE-CARBAJO, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 45398984000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la résidence territoriale
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Objet du projet : résidence d'implantation

Date prévisionnelle de début de projet : 19 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de cette mise en œuvre du soutien à la résidence territoriale, des dépenses d'organisation sont engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande le 19 juin 2017

Présentation du bénéficiaire
Créée en 1998, l'association Méli-Mélo est une association de promotion des arts du cirque située à Versailles. Membre de la Fédération Française des Ecoles de Cirque, l'association propose des ateliers à destination du tout public avec le soutien du Théâtre Montansier, de l'association Versailles Chapiteaux et de la Ville.
L'association est propriétaire depuis 2011 du chapiteau de la ville dans lequel elle accueille régulièrement

en résidence des compagnies confirmées comme émergentes (Cie Jusqu'ici tout va bien, Cie Akiba, Marie Busato … en 2017). Elle propose une programmation d'une trentaine de dates notamment dans le cadre du Mois Molière de la Ville de Versailles et du Festival ORPHEE/Viva la vida.

Présentation de la résidence
Champ artistique : Cirque
Partenaire de la résidence (équipe artistique ou structure d'accueil) : Cara Cie
La Cara compagnie réunit deux circassiens polyvalents, Mattia Furlan et Colas Rouanet, passés par l'Ecole de cirque du Lido à Toulouse, et issus du Collectif Gonzo. Ils se retrouvent après plusieurs années et s'inspirent de leurs histoires personnelles pour travailler sur le thème la famille et de la caravane.

Partenaires locaux de la résidence :
- Direction des Affaires culturelles de la Ville de Versailles
- Direction des Affaires sociales de la Ville de Versailles
- Etablissements scolaires
- Maison de Quartier Pré-aux-Bois
- Collège Raymond Poincaré

Description de la résidence, calendrier et actions prévues :
Cette résidence doit permettre à la Cara Cie d'écrire sa nouvelle création « Ciao ». Centrée sur les thèmes de la famille et de la caravane, elle donnera également une place importante à la jonglerie et à l'interaction avec le public qui incarnera certains membres de la famille. La résidence sera donc l'occasion pour la Cie de développer des liens forts avec le public.
La résidence se déroulera sur trois sites : le chapiteau, le Carré à la Farine et la Maison de Quartier Prés-aux-Bois. Elle comprend la participation à divers évènements culturels de la Ville (Nuit de la création, Mois Molière), des ateliers de jonglerie, des sorties de chantiers régulières et des représentations. Un projet plus poussé avec le Collège Raymond Poincaré est en cours de construction avec l'enseignant d'EPS.

Calendrier du projet :
- Septembre : 1ère résidence
- Octobre : participation à la Nuit de la Création à la Bibliothèque Centrale, 2ème résidence et 1ère sortie de chantier
- Février : 3ème résidence
- Mars : 2ème sortie de chantier
- Avril : master class jonglerie à la Maison de Quartier Pré-aux-Bois ; 4ème résidence, répétition ouverte et 3ème sortie de chantier
- Juin : appel à témoignage et spectacle avec les scolaires

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 18 839 euros correspondant au budget prévisionnel proposé et déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	15 352,00	71,61%
Dépenses techniques	3 037,00	14,17%
Coûts de structure	3 050,00	14,23%
Total	21 439,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	1 000,00	4,66%
Région IDF - Aide à la résidence territoriale (sollicité)	10 600,00	49,44%
Recettes propres	9 839,00	45,89%
Total	21 439,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 800,00 €
2018	3 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	6 500,00 €
	Montant total	6 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011934

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LA FONTAINE AUX IMAGES - RESIDENCE DEMANDE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence territoriale	21 768,00 €	45,94 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA FONTAINE AUX IMAGES
Adresse administrative : 3 ALLEE FERNAND LINDET
93390 CLICHY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIE-LAURENCE NIVET-CARZON, Présidente

Date de publication au JO : 11 avril 1990

N° SIRET : 39044064200028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la résidence territoriale
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 19 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :Dans le cadre de cette mise en œuvre du soutien à la résidence territoriale, des dépenses d'organisation sont engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande le 19 juin 2017.

Présentation du bénéficiaire
Fondée par André Vaverde en 1990, la compagnie La Fontaine aux images s'est installée à Clichy-sous-Bois et y a ouvert son chapiteau fixe en 2005, installé au sein d'un parc boisé.
Le site comprend différents espaces et équipements : un chapiteau de 220 places, un atelier de construction de 40 m², une grande yourte de 55 places assises, des mobil home et caravanes (8 couchages) et des bureaux. Depuis 2014, la direction artistique du projet est assurée par Lisa Valverde, sa fille, qui est également impliquée dans l'association locale de sensibilisation "360° sud".
Les dix premières années de ce projet ont été consacrées à l'implantation et au fonctionnement du lieu (saison de 28 spectacles soit 50 dates par an et 5200 spectateurs, festival de cinéma documentaire, nombreuses actions avec les publics collégiens, lycéens, primaires, centres sociaux, ateliers amateurs réguliers...).
Depuis un an, la Fontaine aux images est entrée dans une nouvelle dynamique d'ouverture à travers la diffusion de ses créations qu'elle souhaite élargir au-delà de la Seine-Saint-Denis et de son propre lieu, le

développement de partenariats avec d'autres réseaux et structures (RAVIV, Fédération arts de la rue, MAAD 93, Ateliers Médicis, Cirque électrique, Théâtre de la Girandole, Académie Fratellini...) et l'accueil croissant de compagnies en résidence courte dans le chapiteau.
La Fontaine aux images dispose du soutien régulier de l'Etat via la DRAC et au titre du contrat de ville, de la cohésion sociale et du fonds interministériel de prévention de la délinquance, du Département de la Seine-Saint-Denis au titre de la culture et de l'éducation artistique, de la Ville de Clichy-sous-Bois au titre de la culture et du contrat de ville et du contrat de ville de Montfermeil.

Présentation de la résidence

Champ artistique : théâtre

Equipe artistique accueillie en résidence : Compagnie Alaska (Bryan Polach et Karine Sahler)
La compagnie Alaska est une jeune compagnie de théâtre en voie de développement, dont l'un des deux directeurs artistiques, Bryan Polach, a été formé au Conservatoire national supérieur d'art dramatique et l'autre, Karine Sahler, au TNS.
La compagnie a été repérée dans le cadre du dispositif « Premières lignes » à Dreux en 2017. Pour sa prochaine création "Violences conjuguées", elle est notamment accompagnée par le Collectif 12 et Mains d'oeuvres, ainsi que par Nanterre-Amandiers, le Théâtre Paris-Villette et le Centquatre et bénéficie des aides à projet de la DRAC Centre-Val de Loire et de la Région Centre.

Description de la résidence :
Implantée en milieu rural, la compagnie Alaska va tester à Clichy un nouveau terrain d'expérience, pour elle, en milieu urbain. Elle viendra jouer sa prochaine création puis travaillera en sessions d'écriture et d'improvisation autour d'une nouvelle création prévue en 2019/20 ("Dear white people" sur le thème des fractures de la société : racisme, sexisme, handicap...), qui associera aussi 3 auteurs (Victoire Tuaillon, Karima El Kharraze, Ludovic Pouzerate).
Elle mènera un stage de théâtre (5 jours), des ateliers d'écriture (6 séances), des rencontres avec des lycéens, des jeunes suivis par des éducateurs de rue, des travailleurs sociaux, des policiers municipaux, des personnes en parcours socio-linguistiques...

Calendrier et actions prévues :
- Octobre 2017 : représentation de la création Violences conjuguées et premières prise de contact avec les partenaires locaux
- Novembre 2017 : stage de pratique théâtrale autour de l'improvisation, démarrage de l'atelier d'écriture, rencontre avec l'association 360° sud
- Janvier – mars 2018 : sessions de travail : écriture au plateau et poursuite de l'atelier d'écriture
- Avril-mai 2018 : résidence technique et répétitions avant la présentation de l'étape de création en mai 2018
- Courant saison 2018/19 : diffusion de la nouvelle création Dear white people.

Partenaires locaux impliqués dans la résidence :
Le collectif ACLEFEU, l'ASTI, le centre social de l'Orange bleue, l'association Arrimages, l'association 360°sud, la police locale et l'ASVP, lycée A. Nobel de Clichy-sous-Bois.

Mutualisations de moyens
Moyens mis à disposition par la structure d'accueil pour la résidence :
- accompagnement technique avec la mise à disposition de 2 techniciens lumière et son
- accompagnement administratif de la résidence et la mise en lien avec les habitants et accompagnement professionnel des projets de création de la compagnie
- mise à disposition d'un bureau, de matériel technique, des espaces de travail (plateau et yourte), de l'atelier de menuiserie et serrurerie
- prise en charge des supports de communication (impression, diffusion locale)

- prise en charge financière du coût plateau de la représentation de « Violences conjuguées » et de celui d'une étape de la prochaine création
- prise en charge financière des actions culturelles menées : stage de pratique théâtrale, atelier d'écriture…

Moyens mis à disposition par l'équipe artistique pour la résidence :
- rémunération des artistes et techniciens sur les phases de répétition et recherche au plateau
- mise à disposition d'un parc de matériel pour les ateliers.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient La Fontaine aux images à hauteur de 10 000 euros sur une base subventionnable de 21 768 € correspondant au budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée, des charges financières et des dotations aux amortissements et des aides régionales emplois-tremplin et emplois d'avenir.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	5 078,00	13,96%
Services extérieurs	484,00	1,33%
Autres services extérieurs	409,00	1,12%
Charges de personnel	29 496,00	81,07%
Charges financières	554,00	1,52%
Dotation aux amortissements	364,00	1,00%
Total	36 385,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat - contrat de ville (quote-part) - acquis	381,00	1,05%
Etat - réserve parlementaire - en cours	7 000,00	19,24%
CRIF - résidence territoriale	16 118,00	44,30%
CD93 - quote-part aide au fonctionnement - acquis	3 075,00	8,45%
Ville de Clichy-sous-Bois - quote-part aide au fonctionnement - acquis	33,00	0,09%
Etat - emploi aidé (CUI-CAE, service civique) - acquis	1 012,00	2,78%
CRIF - emploi-tremplin	1 378,00	3,79%
CRIF - emploi d'avenir	6 203,00	17,05%
CD93 - emploi d'avenir - acquis	1 075,00	2,95%
Adhésions	110,00	0,30%
Total	36 385,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	15 000,00 €
	Montant total	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011936

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : THEATRE A - RESIDENCE DEMANDE 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence territoriale	51 500,00 €	19,42 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE A
Adresse administrative : 43 RUE DU COQ FRANCAIS
93260 LES LILAS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Nathalie MIEL, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 42217184300044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la résidence territoriale
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 19 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de cette mise en œuvre du soutien à la résidence territoriale, des dépenses d'organisation sont engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande le 19 juin 2017

Présentation du bénéficiaire
Fondée en 1998 par Marie Fortuit - comédienne et metteur en scène et Armel Veilhan –auteur-metteur en scène et comédien, la compagnie « Théâtre A » a créé 4 spectacles donnant lieu à 207 représentations en île de France, et a développé, un axe fort d'actions artistiques et culturelles avec les habitants du territoire des Lilas notamment les jeunes.

De 2009 à 2015, la compagnie a dirigé un lieu «La Maille», (soutenue par la Région au titre de la permanence artistique), tissant des relations étroites et fécondes avec les publics, les amateurs qui et a accueilli de nombreuses jeunes équipes en résidence artistiques.

Depuis 2016, en partenariat avec la ville des Lilas et le soutien du département de Seine-Saint-Denis, la

compagnie est en résidence triennale au Théâtre du Garde-Chasse, ou elle travaille ses projets de création avec des actions culturelles menées avec les différents habitants et publics du territoire.

Présentation de la résidence
Champ artistique : Théâtre
Equipe de la résidence
- conception et mise en scène : Marie Fortuit
- collaboration artistique : Armel Veilhan
- dramaturgie : Clémence Bordier
- comédiens: Mounira Barbouch, Louise Belmas, Antoine Formica comédien- musicien (piano) Armel Veilhan
- musicien (Guitare électrique) : Quentin Dumay
- création sonore- composition : Aline Loustalot
- scénographie : Louise Sari
- création lumières : Jacques-Benoît Dardant

Partenaires locaux de la résidence :
Le Théâtre du Garde-chasse, le lycée Paul Robert, la bibliothèque André Malraux, Centre culturel Louise Michel et Jean Cocteau, le service jeunesse de la ville, le Triton au Lilas et le Théâtre de l'Echangeur de Bagnolet.

Description de la résidence
Cette deuxième année de résidence 2017-2018 porte un projet de création « Le Pont du nord » et de diffusion artistique, articulé à un programme d'actions artistiques et culturelles avec les habitants et différents publics, en particulier les jeunes et les lycéens.
Il s'agit d'une création autour d'un premier geste d'écriture, entre conte, slam et monologues intérieurs, se nourrissant d'un travail d'improvisation au plateau. Il y sera question des blessures et d'histoires de l'enfance.

Calendrier :
Résidences de création
- Du 28 août au 2 septembre résidence/répétitions Théâtre du Garde-Chasse Les Lilas
- Du 2 au 6 février 2018 résidence/répétitions Théâtre du Garde-Chasse les Lilas

Actions culturelles :
- Juin 2017 – décembre 17 : atelier d'écriture « Écrire pour dire » Bibliothèque André Malraux- Les Lilas
- 14 et 15 Octobre 2017 : « Graines de théâtre », atelier gratuit et ouvert à tous celles et ceux qui pratiquent le théâtre dans le département et dans la commune.
- Interventions pédagogiques et culturelles au collège des Lilas et Lycée Paul Robert.
- Septembre à novembre 2017. Création des lycéens sur la thématique des droits de l'enfance avec restitution publique le samedi 25 novembre 2017 dans l'auditorium du centre culturel Jean Cocteau et dans le cadre d'une semaine consacrée à l'enfance et ses droits. Ce projet s'articule entre différentes matières (littéraire, économie, sciences) et différentes classes de seconde et première de différents niveaux pour aboutir à une restitution : vidéo, mise en voix, exposition dans le lycée, blog-web, mise en scène théâtre.
- Du 17 au 19 novembre 2017 : atelier de pratique amateur « les ateliers en fêtes », en partenariat avec les ateliers théâtre du Centre Culturel Jean Cocteau.

Les actions culturelles se poursuivront avec les lycéens sur tout le premier semestre 2018 avec une restitution en juin.

Diffusion :
- Restitution de l'objet sonore « Mon voisin est un artiste », réalisé dans l'atelier d'écriture de la

bibliothèque, lectures et débat au Centre Culturel Jean Cocteau.
- mai 2018 Carte Blanche Armel Veilhan Théâtre de l'Echangeur (projet en cours).

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 51 500 € correspondant au budget prévisionnel proposé et déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	43 330,00	70,46%
Dépenses techniques	7 902,00	12,85%
Communication	600,00	0,98%
Coûts de structure	9 668,00	15,72%
Total	61 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - Aide à la résidence territoriale (sollicité)	20 000,00	32,52%
CD Seine-Saint-Denis (acquis)	10 000,00	16,26%
Ville des Lilas (acquis)	7 500,00	12,20%
CA Est Ensemble (acquis)	2 298,00	3,74%
Recettes propres	21 702,00	35,29%
Total	61 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et	10 000,00 €

	culturelle	
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	5 000,00 €
	Montant total	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011421

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ASSOCIATION LA MUSE EN CIRCUIT (PROJET DE CREATION : HAMLET, JE SUIS VIVANT ET VOUS ETES MORTS)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	117 000,00 €	8,55 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LA MUSE EN CIRCUIT
Adresse administrative : 18 RUE MARCELIN BERTHELOT
94140 ALFORTVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame GENEVIEVE GALLOT, Présidente

Date de publication au JO : 15 août 1982

N° SIRET : 32826540000031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 09/06/2017

Présentation du bénéficiaire
La Muse en Circuit a été fondée en 1982 par le compositeur Luc Ferrari pour offrir un outil de travail et de recherche au service des musiques contemporaines reliées aux technologies (musiques électroacoustiques, mixtes et instrumentales). Installée à Alfortville dans des locaux acquis fin 2009, La Muse en Circuit, labellisé « Centre national de création musicale », est dirigé depuis septembre 2013 par Wilfried Wendling prenant la suite de David Jisse.
Wilfried Wendling est metteur en scène, vidéaste, compositeur et interprète, et "pratique en live principalement l'ordinateur". Il créé et met en scène des spectacles pluridisciplinaires dès 1995 avec sa

compagnie Prométhée. Il a été artiste associé à la maison de la poésie de 2010 à 2012.
La Muse en Circuit est soutenue par le Ministère de la Culture et de la Communication, la DRAC Ile-de-France, le Conseil Régional d'Ile-de-France, le Conseil Général du Val-de-Marne, la Ville d'Alfortville, le Rectorat de Créteil. Elle est régulièrement aidée par la Ville de Paris, les sociétés civiles, le FCM, La Fondation de France et l'Adiam 94.

Présentation du projet de création
Titre de la création : « Hamlet, je suis vivant et vous êtes mort »
Esthétique de la création : Musiques
Présentation de l'équipe artistique
Mise en scène: Wilfried Wendling
Compositions musicales: Pierre Henry et Wilfried Wendling
Auteur : Librement inspiré de William Shakespeare
Scenographie, videos : Milosh Luczynski.
Interprètes : Serge Merlin sur le plateau
Valérie Philippin et Julien Desprez en voix off

Présentation du projet de création
Le projet de création, consiste en une réécriture du mythe d'Hamlet sur des musiques électroniques, instrumentales de Pierre Henry (commande a été passée au compositeur) et celles plus vocales de Wilfried Wendlingn. Le comédien au plateau sera immergé dans un dispositif sonore et visuel (vidéoprojecteurs, mapping vidéo, spatialisation du son, orchestre de hauts-parleurs) plongeant le comédien, la salle et le public dans un flot de sons et de voix, issus d'archives des multiples adaptations d'Hamlet, des voix off des autres personnages et de l'imaginaire théâtrale.

Calendrier de création :
- Répétitions :
Après des temps de recherche et de créations vidéo à la Muse en Circuit, l'équipe artistique sera accueillie pour des résidences de création au POC d'Alfortville, et au Théâtre Archipel, Scène Nationale de Perpignan
- Date et lieu de la première représentation :
Le 27 novembre 2017 au Théâtre Archipel, Scène Nationale de Perpignan

- **Partenaires du projet :**
Le festival Aujourd'hui Musique (co-commande musicale à Pierre Henry), le Nouveau théâtre de Montreuil, et ACT Opus. Egalement la DICREAM CNC au titre de l'aide à la production.
- **Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :**
5 représentations sont prévues dont 4 en Île-de-France : au Nouveau théâtre de Montreuil et à la Maison des Arts de Créteil en décembre 2017.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
La structure s'est déjà engagée au recrutement d'un stagiaire dans le cadre de l'aide à la permanence artistique et culturelle dont elle bénéficie.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 107 000 € et correspondant au budget prévisionnel déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	78 660,00	55,39%
Charges techniques	31 640,00	22,28%
Communication	5 000,00	3,52%
Coûts de structure	26 700,00	18,80%
Total	142 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Île-de-France (acquis)	35 000,00	24,65%
CNC DICREAM (acquis)	8 000,00	5,63%
Région Île-de-France - Aide à la crétion (sollicité)	35 000,00	24,65%
Département du Val de Marne (acquis)	3 000,00	2,11%
SACEM	3 000,00	2,11%
Cession scène nationale de perpignan	7 000,00	4,93%
Cession Nouveau théâtre de Montreuil	4 000,00	2,82%
Cession MAC de Créteil	9 000,00	6,34%
Coproduction Scène Nationale de Perpignan	10 000,00	7,04%
Coproduction Nouveau Théâtre de Montreuil	16 000,00	11,27%
Coproduction Act Opus	12 000,00	8,45%
Total	142 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2014	Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"	7 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 200,00 €
2015	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 200,00 €
2016	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et	45 200,00 €

	culturelle	
2016	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	43 839,00 €
	Montant total	193 939,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011635

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ASSOCIATION LES SINGULIERS (PROJET DE CREATION : ENTRE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	80 095,63 €	18,73 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LES SINGULIERS
Adresse administrative : 24 RUE ROBESPIERRE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SYLVIE BRUGNON, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 44496223700020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 19 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 18/10/2017

Présentation du bénéficiaire
Suite à la création de « La Veste » plébiscitée lors de la première édition du dispositif Jeunes Talents de Cirque en 2002, Vincent Berhault fonde la Cie Les Singuliers afin de produire ses propres projets en collaboration avec des artistes venant d'horizons variés. En 2005 Vincent Berhault met en scène et coécrit avec le batteur de jazz, François Merville, le spectacle « Bat-Jong ».De 2007 à 2009 Vincent Berhault a été artiste associé à la Maison des métallos, établissement culturel de la Mairie de Paris. Turcophone passionné Vincent y développe un partenariat culturel avec la Turquie. C'est ainsi, en collaboration avec Ilka Madache, qu'il entame un travail transnational de recherche et d'écriture entre la France et la Turquie portée par la compagnie.
Depuis 2009 la compagnie propose également des spectacles pour l'espace urbain. En 2010-2011 la

compagnie Les Singuliers est accueillie en résidence dans la ville de Bagnolet avec le soutien du Conseil Général de Seine Saint Denis, elle mène un travail de recherche autour de la Frontière et du contrôle avec un chercheur au CNRS.
Depuis de nombreuses années la compagnie mène également des actions culturelles et pédagogiques auprès de publics extrêmement variés de la petite enfance aux adultes et des amateurs aux professionnels, en passant par le milieu carcéral.
La compagnie est soutenue par la DRAC Île-de-France et la Région Ile de France pour sa création.

Présentation du projet de création
Titre de la création : « Entre »
Esthétique de la création : Cirque sous chapiteau
Equipe artistique :
MISE EN SCENE Vincent Berhault
COMPOSITION Benjamin Colin
AUTEUR (TEXTE, LIVRET…) Vincent Berhault
SCENOGRAPHIE, DECORS Plug In Circus
LUMIERES Hervé Frichet
INTERPRETES Benjamin Colin, Barthélémy Goutet, Gregory Kamoun, Xavier Kim, Tomas Roche,
AUTRES COLLABORATIONS ARTISTIQUES Cédric Parizot chercheur en Anthropologie Politique

Présentation du projet de création :
En résonnance avec les précédentes créations de la Compagnie, « Entre » met en scène un héros décalé qui vit une situation extraordinaire, une figure presqu'insaisissable qui questionne l'ordre établi par l'absurde. Pour cela Vincent Berhault a réuni 5 interprètes, 1 circassien, 1 danseur, 2 comédiens et 1 musicien. Le projet « Entre » est la conséquence d'une double inspiration.
Dans un premier temps Vincent Berhault s'intéresse à l'aéroport en tant que concentré de notre monde à l'échelle réduite. Stimulant l'imaginaire du voyage, il est, entre ciel et terre, le lieu d'un parcours presque sacré vers le décollage. Par ailleurs étant la cible de toutes les menaces, il justifie toutes les formes de surveillance et de sécurité. Il est aussi et surtout l'espace d'une frontière, d'un passage vers l'ailleurs sous réserve de remplir les conditions nécessaires aux entrées et aux sorties de territoires. Enfin considéré comme un non-lieu, pour l'anthropologue Marc Augé, l'aéroport fait partie de ces espaces où il faut « faire la preuve de son identité pour pouvoir entrer dans l'anonymat ».
Dans un deuxième temps « Entre » est une mise en abyme du journal écrit par Merhan Karimi Nasseri qui est resté 16 ans au Terminal 1 de Roissy dans l'attente d'un règlement de sa situation administrative. Un personnage intriguant tant par son mystère que par sa présence et d'une dramaturgie très riche.
L'écriture de ce texte saisissant, uniquement publié en anglais, mêle habilement le récit intime, biographique, le quotidien dans l'aéroport et un certain regard sur le monde et ses soubresauts.
Ce personnage nous interroge sur l'accueil réservé à l'Autre dans nos sociétés ainsi que sur l'impact psychologique de l'exil.

Calendrier de création :
- Répétitions : 51 jours de répétitions
- Date et lieu de la première représentation : 7 novembre 2017 au Théâtre d'Arles

Lieux partenaires du projet :
EPPGHV ESPACE PERIPHERIQUE (PARIS) - THEATRE SYLVIA MONFORT (PARIS) - 36 DU MOIS CIRQUE 360 (FRESNES) - PNAC LA VERRERIE (ALES) - LE POLAU (TOURS) - THEATRE D'ARLES

Coproductions
EPPGHV La villette Paris 2 000 €
Cie 36 du mois : 8500 €
PNAC Verrerie (ALES) 5 000 €,
Théâtre d'Ales 8 400 €

Lieux de diffusion et nombre de représentations: 5 représentations sont prévues en Île-de-France et 4 hors Ile de France

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable de 80 095,63 € et correspondant au budget déduction faite de la différence entre le montant d'aide régionale proposé et le montant sollicité

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- ESSONNE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	45 611,09	51,48%
Charges techniques	26 653,51	30,08%
Communication	5 870,00	6,63%
Coûts de structure	10 462,03	11,81%
Total	88 596,63	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DGCA (sollicité)	18 957,35	21,40%
DRAC IDF (sollicité)	2 688,14	3,03%
Région IDF - Aide à la création (sollicité)	23 500,00	26,53%
Recettes propres	43 450,14	49,04%
Total	88 595,63	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 000,00 €
2018	6 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011807

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : WANTED POSSE (PROJET DE CREATION : SPEAKEASY)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	120 980,00 €	12,40 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : WANTED POSSE
Adresse administrative : 10 SQUARE AMICIE LEBAUDY
75020 PARIS
Représentant : Monsieur DIALLO IBRAHIM, Président
N° SIRET : 52789511400017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017

Présentation du bénéficiaire

Wanted Posse est un collectif de danseurs hip-hop, créé en 1993 à l'initiative d'Ahmada Bahssane, qui a remporté le titre convoité de champion du monde au concours Battle of year 2001. Le groupe constitue l'une des compagnies de référence de la danse hip hop.
Trois générations de danseurs se côtoient dans la compagnie et agissent à la fois comme chorégraphes et danseurs. Différents styles chorégraphiques ont été explorés dans les 9 pièces déjà créées depuis 2002 (Bad Moves en 2003, Transe en 2006, Racines en 2009, Révolution en 2011, Hybride en 2015…), souvent en écho à l'actualité.
Fondé en Ile-de-France, le collectif dispose d'un rayonnement national et international important dans le réseau des théâtres de ville, festivals et scènes nationales, ainsi que dans le réseau spécialisé du hip-hop. Après une présence marquée en Essonne au Théâtre Corbeil-Essonnes et au Théâtre de l'Agora à Evry, un partenariat de moyen-terme est envisagé avec l'Espace Michel Simon de Noisy-le-Grand, ville d'origine du collectif, avec le soutien du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis.

Présentation du projet de création

Titre de la création : SPEAKEASY

Esthétique de la création : Danse Hip Hop

Présentation de l'équipe artistique
La chorégraphie sera assurée par Njagui Hagbe, sur une composition de Bruno Dias.
7 danseurs seront présents sur scène et participeront à la création collective.

Présentation du projet de création
La prochaine création rassemblera 7 danseurs et explorera 3 styles de danse des années 20-30 qui seront adaptés et mixés avec des styles contemporains (footworks de la house dance avec le charleston, breakdance avec le lindy hop, le hip-hop free style avec le jitterbug), autour de la période de la Prohibition aux Etats-Unis.

Calendrier de création :
- *Répétitions :*
Après une première phase de répétitions au CCN de la Rochelle et à la scène nationale de Châteauvallon, 41 jours de répétitions sont prévus en Ile-de-France :
- 2 périodes de 13 et 9 jours à La Place à Paris en septembre et octobre 2017
- 19 jours l'Espace Michel Simon de Noisy-le-Grand en octobre 2017

- *Date et lieu de la première représentation* : le 8 novembre 2017à l'Espace Michel Simon de Noisy-le-Grand.

Partenaires du projet :
- 1 partenaire francilien en coproduction financière : subvention du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis (15 000 €)
- 2 partenaires franciliens qui accueillent la compagnie pour des résidences et en diffusion : Espace Michel Simon à Noisy-le-Grand, La Place à Paris
- 2 partenaires hors Ile-de-France qui accueillent la compagnie pour des résidences et apportent un soutien en coproduction : CCN de la Rochelle et la Scène Nationale de Châteauvallon.

Partenaires publics :
Acquis : Département de Seine-Saint-Denis (aide résidence) : 15 000 €
Sollicité : Mairie de Paris : 20 000 €

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
3 représentations sur la saison 2017/18 : 1 représentation à l'Espace Michel Simon de Noisy-le-Grand, 2 représentations à La Place à Paris en novembre 2017
Une reprise devrait avoir lieu en 2018/19. Une négociation est en cours avec un producteur privé pour la diffusion à Paris et à l'échelle nationale.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région apporte une aide d'un montant de 15 000 € sur une base subventionnable de 120 980 € correspondant au budget prévisionnel du projet déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	104 600,00	71,65%
Charges techniques	35 080,00	24,03%
Communication	1 000,00	0,69%
Couts de structure	5 300,00	3,63%
Total	145 980,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide à la création (sollicité)	40 000,00	27,40%
Département Seine-Saint-Denis (sollicité)	20 000,00	13,70%
Ville de Paris (sollicité)	20 000,00	13,70%
FONPEPS - sollicité	4 700,00	3,22%
Cessions	18 000,00	12,33%
Coproductions	33 000,00	22,61%
Fonds propres	10 280,00	7,04%
Total	145 980,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 000,00 €
2018	6 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011812

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AHOUAI NANSI TROPBIEN (PROJET DE CREATION : LOIN)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	89 328,00 €	11,19 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AHOUAI NANSI TROPBIEN
Adresse administrative : MAISON DES ASSOCIATIONS 18
75018 PARIS
Représentant : Madame EMILIE CARL, Présidente

N° SIRET : 49221510800027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017

Présentation du bénéficiaire

La débordante compagnie a été créée en 2007 à l'initiative d'Héloïse Desfarges, chorégraphe et danseuse formée à la danse contemporaine. Elle s'associe à partie de 2011 à Antoine Raimondi, acrobate, metteur en scène et comédien, diplômé du Centre National des Arts du Cirque. Le travail artistique de la compagnie aborde le rapport à l'espace, la perception du spectateur et le questionnement politique du territoire, à travers la danse mais également les champs de l'écriture, du théatre documentaire...
Grâce au soutien d'Animakt, lieu de fabrique des arts de la rue de Saulx les chartreux (91), la compagnie s'insère dans un réseau professionnel solide et bénéficie d'une reconnaissance professionnelle dans le réseau des arts de la rue et plus largement du spectacle vivant. Elle créé en 2012 « Dispersion », puis « Ce qui m'est dû » (2014) et « Rassemblement (2015). Une tournée en lycée a été menée en 2017 avec « Ce qui m'est dû » à Paris en partenariat avec 2r2c.
A compter de la saison 2017/18, la débordante compagnie devient artiste associée (pendant 3 ans) au Théatre de Brétigny, scène conventionnée, en Essonne.

Présentation du projet de création

Titre de la création : « Loin »

Esthétique de la création : Arts de la rue / danse

Présentation de l'équipe artistique

Mise en scène et chorégraphie : Héloïse Desfarges
Direction musicale, composition et interprétation (chanteuse lyrique) : Caroline Marçot
5 danseuses : Anne-Sophie Gabert, Perrine Gontié, Claire Rivera, Julie Galopin, Sarah Pellerin-Ott.
Regard extérieur / accompagnement artistique : Antoine Raimondi

Présentation du projet de création

« Loin » est un spectacle chorégraphique qui se veut « une expérience perceptive proposant une grande profondeur de champ ». S'inspirant de technique cinématographique Héloïse Desfarges cherche à questionner la place du spectateur et le rapport à l'espace. La proposition sera donc frontale (contrairement à la précédente création "rassemblement" qui était une déambulation).
Elle rassemblera 5 danseuses qui partiront de très loin et se rapprocheront progressivement du public, en même temps une chanteuses lyrique positionnée au centre du public, accompagnera leur progression.
Ce spectacle est créé pour pouvoir être présenté et adapté dans des espaces aussi divers que des espaces urbains, industriels, commerciaux, espaces naturels...

Calendrier de création :

- Répétitions :

La compagnie travaillera en résidence dans les espaces de l'Espace Périphérique, de la Coopérative de rue et de cirque et bénéficiera de temps d'exposition professionnelle à Danse Dense (Pantin) et à la Lisière à Bruyères-le-Châtel en lien avec Animakt. Elle devrait également être accueillie, hors Ile-de-France, au 3BISF, Lieux Publics et le Citron Jaune.

- Date et lieu de la première représentation : 11 mai 2018 à Liège au Festival métamorphoses

Partenaires du projet :

- 7 partenaires de coproduction dont 3 franciliens : Ville de Paris, l'espace Périphérique, la Coopérative de Rue et de Cirque, les tombées de la nuit (35), Lieux Publics, Citron Jaune (13) et 3BISF (13). La SPEDIDAM soutient également la création. Une demande est en cours auprès de la DRAC.

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :

10 représentations sont prévues en Île-de-France : avec la Coopérative de rue de cirque (dont une représentation en Lycée) et au Théâtre de Brétigny en Essonne. Quatre avant premières seront présentées au festival Jeunes Pousses de Saulx-Les-Chartreux en Essonne. 6 représentations hors Ile-de-France sont par ailleurs également prévues au Festival les Métamorphoses

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région apporte une aide d'un montant de 10 000€ sur une base subventionnable de 89 328 € correspondant au budget prévisionnel déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- ESSONNE
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	74 360,00	74,86%
Charges techniques	6 800,00	6,85%
Communication	1 282,00	1,29%
Coûts de structure	16 886,00	17,00%
Total	99 328,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Île de France - Aide à la création (sollicité)	12 000,00	12,08%
Région Île-de-France - Aide à la création (sollicité)	20 000,00	20,14%
Ville de Paris (acquis)	10 000,00	10,07%
SPEDIDAM	3 000,00	3,02%
Cessions ANIMAKT	2 000,00	2,01%
Cessions 2R2C	8 500,00	8,56%
Cessions Théâtre de Brétigny	6 108,00	6,15%
Coproduction Espace périphérique	2 000,00	2,01%
Coproduction 2R2C	4 500,00	4,53%
Coproduction Tombées de la nuit	12 000,00	12,08%
Coproduction Danse Dense	720,00	0,72%
Coproduction 3bisF	5 000,00	5,03%
Coproduction Lieux Publics	9 000,00	9,06%
Coproduction Citron Jaune	4 500,00	4,53%
Total	99 328,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011814

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : COMPAGNIE OPOSITO (PROJET DE CREATION : LE CINEMATOPHONE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	77 000,00 €	19,48 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE OPOSITO
Adresse administrative : 53 RUE DE MERLAN
93130 NOISY LE SEC
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Claudine DUSSOLLIER, Présidente

Date de publication au JO : 28 octobre 1986

N° SIRET : 34467163100051

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017

Présentation du bénéficiaire

Depuis sa création en 1982 par Enrique Jimenez (scénographe) et Jean-Raymond Jacob (directeur artistique, auteur et metteur en scène), la compagnie Oposito a créé plus d'une quinzaine de spectacles (plus de 400 représentations au total), a dirigé de nombreux évènements monumentaux en France et à l'international (Europe et Afrique notamment) et des festivals...
Depuis ses débuts en Ile-de-France, la compagnie s'est installée en 1995 dans un lieu à Noisy-le-Sec en Seine-Saint-Denis : le "Moulin fondu", labellisé par l'Etat « Centre national des arts de la rue » en 2010. Depuis 2015, Oposito a initié une nouvelle implantation à Garges-lès-Gonesse dans le Val d'Oise, où va également s'installer le Centre national des arts de la rue et de l'espace public qui y bénéficiera d'un nouveau bâtiment prévu en 2020.
Les créations de la compagnie mêlent théâtre et musique avec une prédilection pour le chant lyrique et la forme déambulatoire. On peut citer : « Les Trottoirs de Jo'Burg…mirage », « La caravane de verre, voyage au pays d'Emile Gallé », « Kori, Kori », « Trois éléphants passent »…
La structure est conventionnée par la DRAC Île-de-France et la Région Île-de-France. Elle reçoit

également le soutien des Départements de Seine-Saint-Denis et du Val d'Oise, et de la Ville de Garges-lès-Gonesse.

Présentation du projet de création

Titre de la création : « Le Cinématophone »

Esthétique de la création : Arts de la rue

Présentation de l'équipe artistique
La direction artistique de ce projet est partagée entre les directeurs artistiques des deux compagnies à l'initiative du projet : Jean-Raymond Jacob (cie Oposito) pour la mise en scène et Michel Risse pour la composition et la direction musicale. La création sonore sera signée par Renaud Biri.
9 comédiens seront impliqués dans le projet.

Présentation du projet de création
"Le Cinématophone" est la recréation d'un spectacle déambulatoire né en 1994, coproduit par deux compagnies phares des arts de la rue : Oposito et Décor sonore, la puissance multi phonique de cette création avait fait date lors de sa sortie.
24 ans après, il s'agit de le recréer avec 9 comédiens qui incarneront 8 personnages, 8 automates porteurs de hauts-parleurs en lien avec des canaux de diffusion octophonique. Une figure féminine mystérieuse avance au milieu de ces automates. C'est une procession curieuse et poétique, aux atmosphères sonores changeantes, pour laquelle la bande-son sera renouvelée et le système son repensé.

Calendrier de création :
- Répétitions :
Le projet sera entièrement travaillé en Ile-de-France :
- 21 jours à la Villa Mais d'ici à Aubervilliers (conception sonore) à l'hiver 2017-18
- 10 jours au Moulin Fondu à Garges-lès-Gonesse (recherche et répétitions) en mars 2018

- Date et lieu de la première représentation :
Le 19 mai 2018 aux Rencontres d'ici et d'ailleurs à Garges-lès-Gonesse

Partenaires publics :
Acquis : DRAC (quote-part convention) : 9500 €
Sollicités : DICREAM et SPEDIDAM : 25 000 €

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
5 représentations sont prévues au printemps 2018 à Garges-lès Gonesse, puis à Onze Bouge de Paris et au Festival De jour De nuit de Bruyeres le Chatel.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 77 000 € et correspondant au budget prévisionnel déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- ESSONNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	40 250,00	45,22%
Charges techniques	35 840,00	40,27%
Communication	3 400,00	3,82%
Couts de structure	9 510,00	10,69%
Total	89 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (acquis)	9 500,00	10,67%
Région Île-de-France - Aide à la création (sollicité)	27 000,00	30,34%
Dicream	15 000,00	28,09%
Spedidam	10 000,00	
Cessions	27 500,00	30,90%
Total	89 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 000,00 €
2018	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	20 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	91 890,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	115 000,00 €
2015	Méditerranée (CR46-14)	26 500,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	115 000,00 €
2017	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	9 265,00 €
	Montant total	377 655,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011815

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LES PALADINS (PROJET DE CREATION : AMADIGI DE HAENDEL)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	468 316,00 €	6,41 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES PALADINS
Adresse administrative : 8 RUE PIERRE DUPONT
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur XAVIER DE BAYSER, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 41102687500053

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017

Présentation du bénéficiaire

Créé en 1997 par Jérôme Corréas, issu d'une double formation de claveciniste et de chanteur, l'ensemble Les Paladins a pour ambition d'explorer des répertoires méconnus (notamment l'opéra-comique et l'opéra italien du XVIIe siècle) et d'affirmer une approche musicale originale, fondée sur la théâtralité et les rapports entre voix parlée et voix chantée.
Depuis 2007, Les Paladins ont noué des collaborations avec des metteurs en scène tous partisans d'une approche essentiellement théâtrale, privilégiant le travail d'acteur. La création en 2010 du « Couronnement de Poppée », coproduit avec l'Arcal et mis en scène par Christophe Rauck, alors directeur du TGP de Saint-Denis, a connu une belle tournée de 40 représentations.
L'ensemble collabore également avec des chœurs : Les Cris de Paris, les Chœurs de l'Opéra de Rennes et de l'Opéra-Théâtre de Metz, la Maîtrise de Notre-Dame de Paris… Par ailleurs, Les Paladins ont enregistré plusieurs disques avec différents labels (Arion, Pan Classics, Ambronay, Glossa,…).
Les Paladins se produisent régulièrement dans les maisons d'opéras et les festivals classiques et lyriques

de France et à l'étranger : Festival Baroque de Pontoise, au Festival de la Chaise-Dieu à l'Opéra de Metz et de Reims, au Théâtre d'Arras, au Festival des Heures musicales de l'Abbaye de Lessay… mais aussi à l'étranger : à Londres, Genève, Utrecht, à la Villa Médicis (Rome), Milan, Prague, Stockholm, Namur et Saint-Pétersbourg et aux Etats-Unis.
Après la Fondation Royaumont et l'Opéra de Reims, les Paladins débutent deux résidences artistiques triennales : au Centre des Bords de Marne du Perreux (94), et à l'Opéra de Massy (91).
L'ensemble mène régulièrement des actions culturelles auprès des publics scolaires et des élèves des conservatoires: concerts commentés, animations, ateliers d'initiation, de pratique chorale, sensibilisation au répertoire baroque, master-classes.
Conventionné par la DRAC Ile-de-France depuis 2011, Les Paladins bénéficient du soutien de la Région Ile-de-France et des sociétés civiles ou encore de mécénat.

Présentation du projet de création

Titre de la création : « AMADIGI DE HAENDEL »

Esthétique de la création : OPERA

Présentation de l'équipe artistique
Mise en scène : Bernard Levy
Direction Musicale : Jérôme Correas, Direction
Composition : Haendel
Scénographie, Décors, Costumes : Alain Lagarde
Lumières : Christian Pinaud
Ensemble Musical : Les Paladins (19 Instrumentistes), Direction Jérôme Correas
Interprètes : Rodrigo Ferreira, Alto – Amadigi, Aurélia Legay, Soprano – Oriana, Emmanuelle De Negri, Soprano – Melissa, Nd - Dardano, Alto, Nd - Orgando, Ténor, Basse
Vidéo : Romain Vuillet

Présentation du projet de création
« Amadigi » d'Haendel, réunira 5 chanteurs et 19 instrumentistes des Paladins. Composé en 1715 et inspiré du Roman Amadis de Gaule, l'Opéra en trois actes se compose d'une série d'épreuves initiatiques que doivent affronter deux amants dans un monde fantastique.
La mise en scène sera signée Bernard Levy, metteur en scène de théâtre.
Avec Jérôme Corréas, ils ont l'ambition de faire ce cet opéra chevaleresque et romanesque une œuvre moderne et contemporaine. Ils aborderont avec les interprètes la technique du « parlé-chanté », en contraste avec le lyrisme des airs, pour donner de l'intensité au récit et aux personnages.
La scénographie entend également s'éloigner de la machinerie baroque traditionnelle pour se concentrer sur un univers épuré en donnant une place importante à la lumière et surtout la vidéo pour mettre en valeur l'essence romantique et féérique de l'histoire.

Calendrier de création :
- Répétitions :
Les répétitions auront lieu à la Fondation Singer-Polignac à Paris et au Théâtre de Sénart en Seine-et-Marne.
- Date et lieu de la première représentation :
11 janvier 2019 au Théâtre de Sénart

Partenaires du projet :
Les lieux coproducteurs sont notamment la Scène Nationale de Sénart, Opéra de Massy, le Centre de Bords de Marne et l'Opéra de Clermont-Ferrand.

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :

12 représentations sont d'ores et déjà prévues en Île-de-France : à la Scène nationale de Sénart, à l'Opéra de Massy, au Centre de Bords de Marne, au Théâtre de l'Athénée, au Théâtre de Poissy et à la Scène Nationale de Saint Quentin en Yvelines. Hors Ile-de-France, « Amadigi » devraient être présenté pour 5 représentions, à l'Opéra de Clermont-Ferrand, à l'Opéra de Reims et à l'Opéra d'Avignon.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable de 468 316 € et correspond au budget prévisionnel du projet déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE ET MARNE
- YVELINES
- ESSONNE
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	283 568,00	59,28%
Charges techniques	118 748,00	24,83%
Communication	6 000,00	1,25%
Coûts de structure	70 000,00	14,63%
Total	478 316,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	41 000,00	8,57%
Région IDF - Aide à la création (sollicité)	40 000,00	8,36%
ADAMI / SPEDIDAM (sollicité)	25 000,00	5,23%
ARCADI (acquis)	19 000,00	3,97%
Recettes propres	353 316,00	73,87%
Total	478 316,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	18 000,00 €
2018	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	15 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	15 000,00 €
2016	Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	15 000,00 €
	Montant total	45 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011817

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : L'AMIN COMPAGNIE THEATRALE (PROJET DE CREATION : LA TRIBU DE MALGOUMI)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	94 210,00 €	8,49 %	8 000,00 €
		Montant Total de la subvention	8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'AMIN COMPAGNIE THEATRALE
Adresse administrative : 09 CHEMIN DU CLOTAY
91350 GRIGNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SYLVIE SARASIN, Présidente
: 29 septembre 1993
Date de publication au JO

N° SIRET : 40346718600058

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017

Présentation du bénéficiaire

Fondée par Christophe Laluque et implantée en Essonne, l'Amin compagnie développe des projets de théâtre d'auteur, un théâtre en prise avec la réalité abordant des enjeux de société. Ses spectacles s'adressent à tous les publics dès l'enfance. Il met notamment en scène les textes de Jon Fosse « noir et humide », « Le manuscrit des chiens » et d'Ad de Bont « Mirad, un garçon de Bosnie ».
L'Amin compagnie théâtrale a été compagnie associée au Théâtre Dunois, théâtre pour l'enfance et la jeunesse à Paris, de 2011 à 2014. Elle a débuté en 2016 deux résidences de trois ans à Fontenay-sous-Bois et sur le territoire de la Communauté de communes du Val Bréon en Seine-et-Marne.
De 2012 à 2017, l'Amin a dirigé un lieu de fabrique à Viry-Châtillon : la Friche. A partir de 2017, le projet se déplacera dans de nouveaux locaux situé à Grigny dans le quartier de la Grand Borne.
L'Amin Compagnie Théâtrale est soutenue par la DRAC Ile-de-France (compagnie conventionnée depuis 2016) et par le Service du développement de l'action territoriale de la DRAC, par la Région Île-de-France, par le Département de l'Essonne, le Département de Seine-et-Marne et la Communauté de communes du

Val Bréon, les Villes de Grigny et de Fontenay-sous-Bois.

Présentation du projet de création

Titre de la création : « LA TRIBU DE MALGOUMI »

Esthétique de la création : Théâtre

Présentation de l'équipe artistique
Mise en scène : Christophe Laluque
Composition : Nicolas Guadagno
Auteur : Laurent Gaudé
Scénographie, Décors, Lumières : Franz Laimé
Interprètes : Camille Davin, Robin Francier
Autres Collaborations Artistiques : Bertrand Sampeur (Photographie), Frédéric Bonnet (Vidéo)

Présentation du projet de création
Dans la "La Tribu de Malgoumi", d'après un texte de l'auteur Laurent Gaudé, Christophe Laluque met en scène un voyage initiatique et fantastique de deux enfants à la rencontre de nouvelles cultures et façons de vivre. Les deux protagonistes seront interprétés par deux comédiens qui passeront de la narration à l'identification, incarnant également ainsi les personnages rencontrés au long de l'aventure. Sans faire un théâtre illustratif, la scénographie s'attachera à évoquer de façon ludique les différents univers traversés.

Calendrier de création :
- Répétitions
Après des temps des recherches à la Friche de Viry-Chatillon, les répétitions auront lieu au Nouveau théâtre de Grigny.

- Date et lieu de la première représentation :
8 février 2018 à l'Espace Gérard Philippe de Fontenay-sous-Bois.

Partenaires du projet :
La création est soutenue par Fontenay-en-Scène et la communauté de commune du Val Briard.

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
29 représentations sont prévues en Île-de-France à l'Espace Gérard Philippe de Fontenay-sous-Bois, l'Espace culturel de Mitry-Mory, l'Espace culturel de Fontenay-Trésigny et au nouveau Théâtre de Grigny.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 94 210€ et correspond au budget prévisionnel du projet déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- ESSONNE
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	62 605,00	57,86%
Charges techniques	25 338,00	23,42%
Communication	7 377,00	6,82%
Coûts de structure	12 890,00	11,91%
Total	108 210,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France - Conventionnement (acquis)	20 000,00	18,48%
Région Île-de-France - Aide à la création (sollicité)	22 000,00	20,33%
Département de la Seine et Marne (sollicité)	13 330,00	12,32%
Communauté d'agglomération du Val Briard (acquis)	9 000,00	8,32%
Aides : ADAMI, SPEDIDAM ARCADI (sollicité)	32 610,00	30,14%
Billetterie	420,00	0,39%
Cessions	3 500,00	3,23%
Coproduction Fontenay en Seine	6 000,00	5,54%
Co réalisation Fontenay en Scène	1 350,00	1,25%
Total	108 210,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 800,00 €
2018	3 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	10 000,00 €
2014	Fabriques de culture - aide à l'aménagement et à l'équipement	180 400,00 €
2014	Soutien aux fabriques de culture	60 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	60 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	60 000,00 €
2017	Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	60 000,00 €
	Montant total	430 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011824

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : FRICHTI CONCEPT (PROJET DE CREATION : / (SLASH), OU L'HOMME D)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	63 772,00 €	12,54 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FRICHTI CONCEPT
Adresse administrative : 23 RUE ALEXANDRE DUMAS
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANNE-LAURE CASTAGNET, Présidente
Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 44862680400026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017

Présentation du bénéficiaire

Créée en 2003 par le danseur, chorégraphe et comédien Brendan LeDelliou et implantée à Paris, la compagnie Frichti concept réunit un collectif d'artistes issus de toutes les disciplines afin de proposer des spectacles dans l'espace public, principalement chorégraphiques, associant aussi la musique, la manipulation d'objet, les improvisations,… La compagnie a plusieurs spectacles à son actif et notamment une dernière création d'envergure qui réunit 6 danseurs dans l'espace publique "IC#6".
Active sur plusieurs territoires où la compagnie propose des actions artistiques (Brunoy, Bagneux, Aubervilliers, Paris 10ème, …), elle a développé pour les habitants des visites sensorielles et chorégraphiques « les safaris urbains ».
Inscrit dans le réseau des arts de la rue, la compagnie y bénéficie de partenaires fidèles, notamment en Ile-de-France (Animakt et la lisière en Essonne, Aubervilliers, le printemps des rues et le CRL 10 (paris), le CCN de Créteil (94) mais également en région (plusieurs CNAREP).
La compagnie est régulièrement soutenue par la DRAC (aide à la production), la Ville de Paris (culture, politique de la ville), la Mairie du 10e arrondissement et la région Île-de-France (aide à la résidence).

Présentation du projet de création

Titre de la création : /(Slash), ou l'Homme D

Esthétique de la création : Art de la Rue

Présentation de l'équipe artistique
Mise en scène : Brendan Le Delliou, Frédéric Fort
Chorégraphe : Brendan Le Delliou, Marie Doiret
Conception du son : Michel Risse, Renaud Biri
Auteur : Brendan Le Delliou
Scénographie, décors : Benoît Afnaïm
Interprètes : Brendan Le Delliou
Assistante sur l'ensemble de la création : Elodie Tuquet
Assistante jeu d'acteur : Doriane Moretus

Présentation du projet de création
/ (Slash), ou l'homme D est un spectacle pour un danseur/un homme décidant de jouer sa vie aux dés tout en biaisant le système qu'il a lui-même mis en place. Pour ce spectacle le chorégraphe s'est inspiré du roman « l'Homme Dé » de Luke Rhinehart et de la théorie de la fonction Oblique de Claude Parent. Il aborde ainsi la question du conditionnement de l'être humain, son rapport à la norme, à la liberté, au libre arbitre.
Ce spectacle sera un parcours dans la ville, mêlant danse, jeu d'acteur et sons acousmatiques, où chaque arrêt constituera un acte de la pièce. Le spectateur, d'abord observateur, pourra petit à petit être amené à participer jusqu'à « lancer les dés ». Le spectacle sera ainsi différent à chaque représentation. L'improvisation et l'aléatoire, propre au dispositif, seront très présents.

Calendrier de création :
- Répétitions :
Les répétitions sont prévues, notamment au Centre d'animation du 10ème arrondissement de Paris, à la Lisière de Bruyeres-le-Chatelet, à Animakt de Saulx les Chartreux, dans la ville d'Aubervilliers, au CCN de Créteil, et aux CNAREP de Sotteville-lès-Rouen et du Vieux Condé.
- Date et lieu de la première représentation :
Avril 2018 au CRL 10

Partenaires du projet :
La création est coproduite par la ville d'Aubervilliers, l'Association CRL10, le festival Zaccros d'ma rue, le CCN de Créteil et la cie Décor sonore. La DRAC Ile-de-France, la ville de Paris, les Cnarep le boulon (59) et l'atelier 231 (76) devraient également soutenir le projet.

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
Une douzaine de représentations sont envisagées : Après les premières représentations dans le 10ème arrondissement, « /(Slash), ou l'Homme D » sera présenté au Festival Le Printemps Des Rues (75), au Festival Jeunes Pousses de Saulx Les Chartreux (91), au Festival De Jour / De Nuit (91) et au Festival Les Nocturbaines (75). Frichti concept prévoit ainsi 6 représentations en Île-de-France.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 63 772 € et correspond au budget prévisionnel du projet déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	41 021,00	57,96%
Charges techniques	10 349,00	14,62%
Communication	8 574,00	12,11%
Coûts de structure	10 828,00	15,30%
Total	70 772,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	12 000,00	16,96%
ASP - CUI/CAE (acquis)	3 045,00	4,30%
Région IDF - Aide à la création	15 000,00	21,19%
Ville de Paris (sollicité)	10 000,00	14,13%
Maire du 10ème arrondissement (acquis)	1 000,00	1,41%
Ville d'Aubervilliers (acquis)	500,00	0,71%
Fondation E C Art Pomart (sollicité)	3 000,00	4,24%
Recettes propres	26 227,00	37,06%
Total	70 772,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4800,00 €
2018	3200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	13 000,00 €
	Montant total	13 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011827

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : INOUIE (PROJET DE CREATION : COSMOS 1969)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	190 950,00 €	10,47 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INOUIE
Adresse administrative : 12 BIS RUE DES OSERAIES
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Véronique DONNAT, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 50944838700027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 23 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 23/06/2017.

Présentation du bénéficiaire

Formé à l'ENSATT, Thierry Balasse créé des formes scéniques et musicales intégrant un travail de scénographie, de lumière, et de mise en scène de la musique. Il développe, avec sa compagnie Inouie, un projet original autour de créations et d'explorations musicales où les questions d'écoute et de son sont centrales. Les différentes créations vont de l'expérimental à la musique pop, du piano acoustique au synthétiseur, de la percussion aux « gants larsen ». Elles mêlent parfois les mots, le texte à la musique. Il compose et travaille régulièrement avec le compositeur Pierre Henry, par exemple pour son dernier spectacle "Concert pour le temps présent". Ses spectacles peuvent également reprendre des musiques de Pink Floyd (avec "la face cachée de la lune" qui a déjà présenté plus de 120 fois), John cage, Debussy…
Installée à Alfortville dans le Val-de-Marne, la compagnie Inouie a bénéficié de plusieurs résidences sur le territoire francilien (de 2010 à 2013 à Gonesse, puis à la scène conventionnée musique de Beynes). La compagnie dispose d'un réseau de partenaires franciliens qui accompagne le travail de création et

pédagogique et d'un important réseau de diffusion sur le territoire régional et national (La Maison de musique de Nanterre, le Pôle culturel d'Alfortville, La Muse en circuit à Alfortville, …).
Inouie est soutenu par la DRAC Ile-de-France au titre de compagnie nationale, par la Région Île-de-France et par le Conseil Départemental du Val-de-Marne.

Présentation du projet de création

Titre de la création : « COSMOS1969 »

Esthétique de la création : Musiques

Présentation de l'équipe artistique
Direction Musicale : Thierry Balasse
Chorégraphie : Chloé Moglia (danseuse circassienne)
Composition: Pink Floyd, King Crimson, The Beatles, David Bowie, Thierry Balasse
Scénographie, Décors et Lumières: Yves Godin
5 Musiciens : Eric Groleau, Eric Lohrer, Elise Blanchard, Thierry Balasse, Cécile Maisonhaute
1 Chanteuse : Elisabeth Gilly
1 Danseuse : Chloé Moglia

Présentation du projet de création
"Cosmos 1969", réunira sur scène 5 musiciens, une chanteuse et une danseuse/circassienne qui sera suspendue au-dessus des musiciens, sorte de corps transposé de Neil Armstrong. Le spectacle proposera une plongée musicale dans le son des années 60/70, bande-son imaginaire de la Mission Apollo 11 qui permettra à Neil Armstrong de poser pour la première fois le pied sur la lune en 1969. Un autre point de départ pour ce spectacle est l'arrivée cette année-là de deux synthétiseurs qui marqueront le monde de la pop musique : le Minimog et le Synthi EMS VCS-3. Le public sera ainsi immergé dans un dispositif sonore de spatialisation du son et une scénographie visuelle. Quelques titres marquant de cette période (Pink Floyd, The Beattles, Bowie) seront interprétés sur scène.

Calendrier de création :
- Répétitions :
La compagnie travaillera au Pôle Culturel d'Alfortville et à la Maison de la Musique à Nanterre.

- Date et lieu de la première représentation :
12 janvier 2018 à la Maison de la Musique de Nanterre.

Partenaires du projet :
La création réunit plusieurs coproducteurs franciliens comme non franciliens : la Maison de La Musique de Nanterre, le Théâtre de St Quentin En Yvelines, le Tandem Arras-Douai, la Maison de la culture de Bourges, le Théâtre Durance, le Château Arnoux, La Filature De Mulhouse, la Barcarolle St Omer et les Scènes Du Jura.

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
18 représentations sont prévues dont 7 en Ile-de-France : à la Maison de la Musique de Nanterre (série de 5 représentations, au Pôle Culturel d'Alfortville et au Théatre de la Cité Internationale. Hors Île-de-France, le spectacle est programmé au Théâtre de Bastia, de Saint-Nazaire, de St-Omer, d'Oullins, de Narbonne, d'Antibes, à l'hippodrome de Douai et à la commanderie de Dole.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 190 950 € et correspond au budget prévisionnel déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- HAUTS DE SEINE
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	104 700,00	49,63%
Charges techniques	85 450,00	40,51%
Communication	2 000,00	0,95%
Coûts de structure	18 800,00	8,91%
Total	210 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - Aide à la création (sollicité)	40 000,00	18,96%
CD Val-de-Marne (sollicité)	7 500,00	3,56%
SPEDIDAM / ADAMI / CNV	22 500,00	10,67%
Recettes propres	140 950,00	66,82%
Total	210 950,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €
2018	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	4 995,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	23 000,00 €
2017	Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	23 000,00 €

	Montant total	90 995,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011830

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : MAISON DES ARTS DE CRETEIL - MAC (PROJET DE CREATION : CARMEN(S))

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	745 994,00 €	2,01 %	15 000,00 €
		Montant Total de la subvention	15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DE LA MAISON DES ARTS ET DE LA CULTURE ANDRE MALRAUX DE CRETEIL PLAINE CENTRALE ET VDM MAC
Adresse administrative : PL SALVADOR ALLENDE
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CHRISTIAN FOURNIER, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 39255389700019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017.

Présentation du bénéficiaire

José Montalvo est danseur et chorégraphe de renommée nationale et internationale. En 1988, il fonde la compagnie Montalvo-Hervieu avec Dominique Hervieu, interprète principale de ses pièces telle « Double Trouble », pièce fondatrice dans la présence des nouvelles technologies dans son travail.
En 1998, il est nommé directeur du Centre chorégraphique national de Créteil et du Val-de-Marne. En 2000, il devient directeur de la danse au Théâtre National de Chaillot et en 2008, José Montalvo et Dominique Hervieu sont nommés à la tête du Théâtre National de Chaillot. Il crée « Don Quichotte du Trocadéro », « Asa nisi masa » et « Y olé » entre 2013 et 2015.
Il est depuis septembre 2016, codirecteur de la MAC de Créteil aux cotés de Nathalie Decoudu. Leur projet

repose sur la défense du métissage et sur la volonté de faire de la MAC un lieu de l'échange, du partage et de la confrontation des pensées et des émotions. Ils souhaitent axer leur projet sur la création et la production en associant à la MAC des artistes en résidence dont ils soutiennent les projets. La programmation mêle tous les arts de la scène, avec cependant une présence importante de la danse.
Les partenaires de la MAC sont la DRAC Ile-de-France, le Conseil départemental du Val-de-Marne, la Ville de Créteil, l'Etablissement Public Grand Paris Sud Est Avenir et la Région Ile-de-France.

Présentation du projet de création

Titre de la création : « Carmen(s) »

Esthétique de la création : Danse

Présentation de l'équipe artistique
Chorégraphe : José Montalvo
Composition : Georges Bizet Et Saied Shanbehzadeh
Lumières : Vincent Paoli
Interprétation Musical : Saeid Shanbehzadeh
16 interprètes : Karim Ahansal dit Pépito, Serge Dupont Tsakap, Samuel Florimond dit Magnum, Elisabeth Gahl, Rocío Garcia, Florent Gosserez dit Acrow, Rosa Herrador, Chika Nakayama, Beatriz Santiago, Lidia Reyes, Denis Sithadé Ros dit Sitha. (Distribution en cours)
Conception Vidéo : José Montalvo /
Collaboration sur la vidéo : Pascal Minet
Infographistes : Michel Jaen, Clio Gavagni
Assistante chorégraphique : Joëlle Iffrig

Présentation du projet de création
Carmen(s) réunira au plateau 16 interprètes et un musicien. Ce spectacle viendra clôturer un triptyque espagnol après "don quichotte" et "Y Olé". José Montalvo souhaite aborder les thématiques de la migration, de l'enfance et mettre en valeur la figure de la femme libre représentée par Carmen. La musique de Bizet sera mêlée à la musique live du compositeur et musicien iranien Saeid Shanbehzadeh.
Avec Carmen José Montalvo abordera les thématiques qui ont jalonné son écriture chorégraphique : les métissages esthétiques, les voyages de l'imaginaire, la migration, l'enfance. Il souhaite également mettre en avant la figure de la femme, libre, émancipée, souveraine.

Calendrier de création :
- Répétitions :
Les répétitions auront lieu à la Maison des Arts de Créteil.

- Date et lieu de la première représentation :
24 janvier 2018 à la Maison des Arts de Créteil.

Partenaires du projet :
La création est coproduite par le Théâtre National de Chaillot, le théâtre de Caen, le théâtre de la ville de Luxembourg et Festspielhaus St Pölten (Autriche).

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
Sur la prochaine saison 26 représentations sont prévues en Île-de-France dont une série de 17 dates au Théâtre National de Chaillot et une série de 4 représentations à la MAC de Créteil puis le spectacle sera présenté au Théâtre des sablons de Neuilly sur Seine et au Gémeaux, Scène nationale de Sceaux. 11 représentations en France et à l'étranger sont également prévues au : Radiant à Caluire, Grand Théâtre d'Aix en Provence, Théâtre de Caen, Théâtre du Luxembourg et Festspielhaus St Pölten (Autriche).

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
La structure s'est déjà engagée au recrutement d'un stagiaire dans le cadre de l'aide à la permanence artistique et culturelle dont elle bénéficie.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 745 994 € et correspond au budget prévisionnel déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- HAUTS DE SEINE
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	517 629,00	67,14%
Dépenses techniques	253 365,00	32,86%
Total	770 994,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Île-de-France (acquis)	115 529,00	14,98%
Région Île-de-France - Aide à la création (sollicité)	40 000,00	5,19%
Département Val de Marne (acquis)	53 913,00	6,99%
Etablissement public territorial 11 (acquis)	69 318,00	8,99%
Billetterie	32 000,00	4,15%
Cessions	280 234,00	36,35%
Coproductions	180 000,00	23,35%
Total	770 994,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 000,00 €
2018	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	160 000,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	100 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	160 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	70 000,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	33 380,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	160 000,00 €
2017	Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	160 000,00 €
	Montant total	743 380,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011833

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : PUBLIC CHERI (PROJET DE CREATION : ENVOUTEMENTS, SPECTACLE, PROFERATIONS)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	108 200,00 €	13,86 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PUBLIC CHERI
Adresse administrative : 59 AV DU GENERAL DE GAULLE
93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Christiane LORET, Présidente

Date de publication au JO : 23 mai 1990

N° SIRET : 38766947600021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017.

Présentation du bénéficiaire
Régis HEBETTE, auteur-metteur en scène, dirige la Cie Public Chéri conventionnée depuis 1994 et le Théâtre l'Echangeur qu'il a créé à Bagnolet en 1996. Formé aux Ateliers du Théâtre de Quartier d'Ivry (dir. Philippe Adrien), à l'Atem (dir. Georges Aperghis), à l'université de Paris-Nanterre (J. Jourdheuil, J.-L. Besson, J.-P. Sarrazac) et à l'université Sorbonne Nouvelle-Paris 3, il développe à travers ses propres textes (Onomabis repetito 2010, Ex-onomachina 2008, Populiphonia 2000…) et ses adaptations de textes non dramatiques (Hélène Bessette 2015, et 2014 ; Miguel de Cervantès 2013 ; Vladimir Maïakovski 2004 ; Antonin Artaud 1998…), une recherche autour du statut de la langue et des modalités de son traitement à la

scène.

Cristina DE SIMONE est auteure d'une thèse en Études théâtrales intitulée «Proféractions ! Poésie en action à Paris (1946-1969) » (en cours de publication aux Editions du réel) et de plusieurs articles publiés dans des revues théâtrales (notamment Théâtre/Public) et des ouvrages collectifs. Elle a développé une pratique du jeu de l'acteur au sein de la compagnie Teatro della Pioggia sous la direction d'Anne Zénour (Sienne, Italie) et une recherche vocale notamment au Conservatoire à rayonnement régional d'Aubervilliers-La Courneuve ainsi qu'une pratique de la marionnette (Bread&Puppet, Ilka Schönbein). Depuis 2016, elle développe une recherche au plateau avec Régis Hebette et la Cie Public Chéri, et une collaboration artistique avec le Théâtre l'Échangeur

La compagnie est soutenue par la DRAC Île-de-France et la Région Ile de France pour la mise en œuvre du projet de lieu de fabrique du théâtre de l'Echangeur. Elle a créé 10 pièces parmi les dernières Don quichotte (2013 - 73 représentations), Prière de ne pas diffamer (27 représentations)

Présentation du projet de création
Titre de la création : «Envoûtements, spectacle, profération »
Esthétique de la création : Théâtre

Equipe artistique :
Mise en scène Régis Hébette
Composition François Tarot
Auteur Cristina de Simone et Régis Hébette
Lumières Saïd Lahmar
Comédiens Cristina de Simone, Pascal Bernier Michaël Hallouin:
Musicien François Tarot

Présentation du projet de création :
La création « Envoûtements, spectacle, profération » prolonge à la scène une recherche universitaire développée par Cristina De Simone dans une thèse intitulée « Proféractions ! Poésie en action à Paris (1946-1969) » (éditions du réel 2017). Cette thèse retrace une histoire de la poésie-performance à Paris de l'après-guerre à Mai 68 et de différentes expériences artistiques qui inventèrent – à partir de l'oralité – des formes d'engagement à la fois poétiques et politiques dans le but de transformer radicalement la manière de vivre.
Ces expériences et les problématiques qui les traversent sont également celles qui jalonnent le parcours artistique de Régis Hébette comme metteur en scène et adaptateur ou auteur depuis la création de « Arto Guerrier » en 1998; c'est dans cette communauté d'intérêt que s'origine le présent projet.

En ouvrant la scène du théâtre aux exigences de l'exposé universitaire et en soumettant celui-ci à la nécessité de s'inventer une théâtralité, notre conférence en action brouille les lignes de démarcation entre une approche «savante », historiquement fondée, et une lecture sensible, voire poétique de son sujet. Elle vise, en exposant la pensée construite aux résonnances physiques et émotionnelles de sa mise en jeu, à une saisie paradoxale de l'évènement où savoir et affect, théorie et pratique, mais aussi sérieux et dérision, échapperaient à toute forme de classification, de hiérarchie et de séparation.
À travers ce passage à la scène il s'agira notamment de se conformer aux visées de tentatives qui – d'Antonin Artaud à Guy Debord en passant par les artistes du mouvement lettristes – manifestent une même volonté d'embrasser dans un seul geste pensée et action pour en finir avec toute forme de vie séparée.
Le jeu autour des proférations, mais aussi le chant, la musique, l'engagement physique au plateau, tout autant que la relation au présent de la confrontation publique, voire de la « situation », seront nos points d'appui pour retrouver quelque chose de la vitalité joyeuse de ces aventures artistique qui refusaient d'envisager « la scène » ou l'acte artistique comme un fin en soi. Le format de notre « proposition scénique » sera de ce fait atypique ; il se pourrait qu'on y retrouve quelque chose des formes du « varietà » italien ou du cabaret allemand des années 20 et 30.

Calendrier de création :
- Répétitions : 40 jours prévus jusqu'en janvier 2018 au Théâtre de l'échangeur à Bagnolet (93).

- Date et lieu de la première représentation : 7 février 2018 au Théâtre de l'échangeur à Bagnolet (93).

Lieux partenaires du projet :
Le théâtre de l'Echangeur à Bagnolet (93),

Partenaires publics :
Acquis : Université Paris X 10 000 €, département 93 15 000 € (quote part), (Drac 22 000 € (quote part conventionnement lieu) Ville de Bagnolet 15 000 € (quote part fonctionnement).

Sollicités : Drac 12 000 €, Adami 7000 €

Lieux de diffusion et nombre de représentations (cessions) :
14 représentations sont prévues en Île-de-France : 2 séries de 6 représentations en février et mai 2018 au Théâtre de l'échangeur à Bagnolet (93). 2 représentations en octobre 2018 au Collectif 12 (78).

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable de 108 200 € et correspondant au budget déduction faite de la différence entre le montant d'aide régionale proposé et le montant sollicité

Localisation géographique :
- YVELINES
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	86 700,00	73,35%
Charges techniques	18 800,00	15,91%
Communication	4 400,00	3,72%
Coûts de structure	8 300,00	7,02%
Total	118 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC aide à la production (sollicité)	12 000,00	10,15%
DRAC quote-part convention lieu (acquis)	22 000,00	18,61%
Région Île-de-France - Aide à la création (sollicité)	25 000,00	21,15%
Département Seine-Saint-Denis (acquis)	15 000,00	12,69%
Commune Bagnolet (acquis)	15 000,00	12,69%
ADAMI	7 000,00	5,92%
Nanterre Paris Ouest - LAbex	10 000,00	8,46%
Billetterie	7 200,00	6,09%
Cessions Collectif 12	5 000,00	4,23%
Total	118 200,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 000,00 €
2018	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	30 000,00 €
2014	Fabriques de culture - aide à l'aménagement et à l'équipement	134 920,00 €
2014	Soutien aux fabriques de culture	120 000,00 €
2015	Fabriques de culture - aide à l'aménagement et à l'équipement	200 445,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	19 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	120 000,00 €
2016	Soutien aux fabriques de culture	120 000,00 €
	Montant total	749 365,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011834

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : COLLECTIF DU BONHEUR INTERIEUR BRUT (PROJET DE CREATION : PARRÊSIA#2 - DENONCER)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	132 000,00 €	7,58 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COLLECTIF DU BONHEUR INTERIEUR BRUT MAISON DES ASSOCIATIONS
Adresse administrative : 41 RUE RAYMOND DU TEMPLE 94300 VINCENNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne GRAILLE, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 43926940800027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017.

Présentation du bénéficiaire

Le Collectif Du Bonheur Intérieur Brut est une compagnie d'arts de rue créée en 2001 par Jack Souvent et Isabelle Rivoual. Les créations du collectif Bonheur Intérieur Brut tournent dans les grands festivals d'arts de rue en France (Aurillac, Chalons, Sotteville..) ainsi qu'à l'international. La compagnie est implantée à Vincennes.
Le rapport au public est un des axes essentiels de la recherche du BIB. La compagnie réinvente sa forme artistique en fonction des spectacles (spectacle en fixe « La Montagne », « Origins », « Tickets »), en semi-déambulation (« N'importe où Hors du Monde », « Courage Restons! »), spectacle en immersion invisible (« Parresia #1 »). Les créations de la compagnie abordent des thèmes politiques et citoyens et interrogent le lien entre l'intime et le collectif.

La compagnie est soutenue au gré de ses projets par des partenaires tels que la Ville de Vincennes, le Conseil départemental du Val-de-Marne, le Ministère de la culture - DGCA, la DRAC Ile-de-France, la Région Ile-de-France, l'association Beaumarchais, la SACD, la spedidam, l'adami...

Présentation du projet de création

Titre de la création : « PARRÊSIA#2 »

Esthétique de la création : Arts de la rue

Présentation de l'équipe artistique
Mise en scène et auteur : Jack Souvant
Interprètes : 6 comédiens Jack Souvant, Isabelle Rivoal, Gilles Guelbum, Frank Baruk, Aurélie Galibourg, Rémi Boissy
Créateur sonore : Yann Priest

Présentation du projet de création
« Parrêsia#2 » réunit 6 interprètes, c'est le deuxième volet du projet autour de la place publique.
Le premier volet abordait la question de la prise de parole en publique, de la place poétique, du vivre ensemble et avait pour point de départ les rassemblements des places publiques, notamment de la place de la République, qui ont suivi les attentats de janvier 2015.
Le deuxième volet, « Parresia#2 » aura pour thème général la prise de parole dans l'élaboration des idées et dans la naissance de la polémique. Un travail sera aussi engager sur le lien entre les mots et le corps.
La compagnie travaillera en semi-improvisation dans l'espace public, pour un public convoqué et non-convoqué. Il s'agit de placer le spectateur au cœur d'un dispositif sensible et sonore où il peut choisir d'intervenir ou non. Plusieurs ambiances sonores fictives de places (la place Maïdan en Ukraine, la place Tahir en Egypte, une fête foraine, un hall de piscine, une rame de métro, …) de manière à transporter public et acteurs dans d'autres espace-temps. Des séquences seront créées à partir d'extraits de voix actuelles ou historiques, avec lesquelles les personnages pourront interagir (discours historiques, polémiques contemporaines, chanson, publicité…).
L'idée est de provoquer le surgissement de la parole. Le spectacle sera donc toujours différent selon les configurations des places et des réactions du public.

Calendrier de création :
- Répétitions :
Les répétitions auront lieu à la Lisière (Bruyère le Chatel et Grigny), 2r2c (place d'Italie) et à Vincennes, pour l'Île-de-France ; ainsi qu'au CNAREP de la Rochelle, de Brest, Villeurbanne et d'Ardèche.

- Date et lieu de la première représentation :
En mai 2018 au Festival De jour de nuit dans l'Arpajonnais (91)

Partenaires du projet :
Le projet est soutenu par le CNAREP Sur le Pont de La Rochelle et par La Lisière (Obtention d'une bourse écrire pour la rue SACD-DGCA)

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
8 représentations sont prévues en Île-de-France : Festival de jour et de Nuit (91), Festival et 20 l'été (75), 2R2C(75) et Festival Cergy Soit ! Puis au Festival Chalon dans la rue, au Festival les rias de Quimperlé et à La Rochelle et Villeurbanne.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 132 000 € et correspond au budget prévisionnel du projet déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- ESSONNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	88 558,00	63,26%
Charges techniques	39 419,00	28,16%
Communication	4 373,00	3,12%
Couts de structure	7 650,00	5,46%
Total	140 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Île-de-France (sollicité)	18 000,00	12,86%
DGCA - écrire pour la rue / La lisière (acquis)	9 000,00	6,43%
Région Île-de-France - Aide à la création (sollicité)	18 000,00	12,86%
Ville de Vincennes (sollicité)	7 500,00	5,36%
Mairie de Paris (sollicité)	10 000,00	7,14%
ADAMI	15 000,00	10,71%
SPEDIDAM	8 500,00	6,07%
SACD écrire pour la rue	2 000,00	1,43%
SACD auteurs d'espace	5 000,00	3,57%
Cessions ET20 l'ETE	3 000,00	2,14%
Cessions 2R2C	1 500,00	1,07%
Cessions Festival de jour de nuit	1 500,00	1,07%
Cessions Festival Cergy Soit	3 500,00	2,50%
Coproduction Sur le pont	10 500,00	7,50%
Coproduction 2R2C	5 000,00	3,57%
Corpoduction APSOAR	7 500,00	5,36%
Coproduction Le Fourneau	7 500,00	5,36%
Coproduction Les Ateliers Frappaz	7 000,00	5,00%
Total	140 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	10 000,00 €
2016	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	15 000,00 €
	Montant total	25 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011836

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LE TEMPS DE VIVRE (PROJET DE CREATION : RIVAGES)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	120 000,00 €	8,33 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE TEMPS DE VIVRE
Adresse administrative : 9 RUE DE STRASBOURG
92700 COLOMBES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FRANCOISE MARTY, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 39010291100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017.

Présentation du bénéficiaire

La compagnie Le temps de Vivre a été créée en 1992 par Rachid Akbal, comédien-conteur, auteur et metteur-en-scène. Elle s'est donnée pour mission de diffuser les arts de la parole (théâtre, conte, oralité) en France et à l'étranger. La compagnie est implantée à Colombes (92) où elle organise depuis 17 ans le festival « Rumeurs Urbaines ».
La narration occupe une place centrale dans le théâtre de Rachid Akbal, les arts de la parole se sont imposés comme principal langage de la compagnie. Ces dernières années, les créations se sont centrées autour du récit et de sa mise en théâtre. La compagnie tend à utiliser de nouvelles techniques du théâtre contemporain comme la vidéo ou le mélange des disciplines. Le théâtre de Rachid Akbal se veut à l'écoute de l'actualité. La compagnie a notamment créé les spectacles « Alger Terminal 2 », « Samedi la révolution »

d'après le texte de l'auteur algérien Arezki Mellal, « Le long voyage d'Ulysse », « Mon vieux et moi » sur la thématique du grand âge et de la fin de vie d'après le texte de Pierre Gagnon. La dernière création est « Gilgamesh », en 2015, sur le thème de la séparation du politique et du religieux. La compagnie évolue aujourd'hui vers de plus grandes formes théâtrales.
La compagnie Le Temps de Vivre est soutenue par la DRAC (au titre de l'aide à la production dramatique, de l'aide à la résidence et de la culture et du lien social), le Conseil Départemental des Hauts-de-Seine, le Conseil Départemental du Val-d'Oise et la Ville de Colombes.

Présentation du projet de création

Titre de la création : « Rivages »

Esthétique de la création : Théâtre

Présentation de l'équipe artistique
Mise en Scène et Auteur : Rachid Akbal
Scénographie, Décors : Blandine Vieilllot
Lumières : Hervé Bontemps
Interprètes - 6 Comédiens : Marcel Mankita, Christine Guenon, Abdon Fortune Koumbah, Teddy Bogaert, Matthieu Duval, Rachid Akbal
Assistante à la Mise en scène : Camille Behr
Création Son : Clément Roussillat
Costumières : Fabienne Desfleches

Présentation du projet de création

Le texte de Rachid Akbal porte sur l'exil, et le drame actuel des migrants, inspiré par l'histoire de Morsen Lihideb qui ramasse les objets des disparus en mer. La pièce met en scène l'interview de ce « jardinier de la mer », et questionnera par des aller/retours entre réel et imaginaire, le traitement de l'information. La scénographie se voudra mobile, évocatrice et transformée par le jeu central de la lumière.

Calendrier de création :
- Répétitions :

Les répétitions auront lieu à la Ferme du Buisson de Noisel, à la Salle Jacques Brel de Champs-sur-Marne, à l'Espace 89 de Villeneuve-la-Garenne et au Collectif 12 de Mantes-la-Jolie.

- Date et lieu de la première représentation :
Le 9 novembre 2017 au Collectif 12 de Mantes la Jolie

Partenaires du projet :
La création est coproduite par l'Avant-Seine, théâtre de Colombes et par Tropiques atrium de Fort de France.

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
15 représentations de « Rivages » sont prévues dont 12 en Île-de-France au Collectif 12, à Gare au théâtre et au théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine, à l'Avant-Seine de Colombes, à l'Espace 89 de Villeneuve-la-Garenne, à la Salle Jacques Brel de Champs-sur-Marne, à l'Espace Lino Ventura de Garges-Lès-Gonesse et à Tropiques Atrium de Fort de France.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette

subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable de 120 000 € et correspond au budget déduction faite de la différence entre le montant d’aide régionale proposé et le montant sollicité.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- YVELINES
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	71 690,00	56,90%
Charges techniques	45 860,00	36,40%
Communication	2 200,00	1,75%
Coûts de structure	6 250,00	4,96%
Total	126 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	16 000,00	12,70%
Région IDF - Aide à la création (sollicité)	16 000,00	12,70%
CD Hauts-de-Seine (acquis)	5 000,00	3,97%
Ville de Colombes (acquis)	5 000,00	3,97%
ADAMI (sollicité)	12 000,00	9,52%
ESAD (sollicité)	6 430,00	5,10%
Recettes propres	65 570,00	52,04%
Total	126 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
2017	Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	20 000,00 €
	Montant total	80 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011839

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : THEATRE GERARD PHILIPPE (PROJET DE CREATION : L'ÂME HUMAINE SOUS LE SOCIALISME)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	169 036,00 €	14,79 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TGP THEATRE GERARD PHILIPPE CTRE DRAMATIQUE NATIONAL
Adresse administrative : 59 BD JULES GUESDE
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur JEAN BELLORINI, Directeur

N° SIRET : 32725916400017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017.

Présentation du bénéficiaire

Le Théâtre Gérard Philipe à Saint-Denis est un Centre dramatique national. Il est dirigé depuis 2014 par le metteur en scène Jean Bellorini, dont les créations mêlent théâtre et musique et qui défend un théâtre poétique, politique et rassembleur dans un esprit de troupe généreux. Au-delà des créations de l'artiste directeur, dont l'un des objectifs est de faire vivre un répertoire de troupe, le TGP mène une politique soutenue de production, coproduction et d'accompagnement auprès d'artistes associés ou complices, ou de jeunes équipes émergentes, qui va jusqu'à la prise en charge administrative et financière des productions comme c'est le cas ici.
Le TGP assure par ailleurs une programmation hors-les-murs sur le territoire de la Seine Saint-Denis et plus largement grâce à de nombreux partenariats avec des structures du département (Festival de Saint-Denis, MC93, Théâtre Louis Aragon à Tremblay…), mais aussi de Paris (104, Le Tarmac, Théâtre national de Chaillot) et du réseau national (Festival d'Art lyrique d'Aix en Provence, Théâtre du Nord, CDN de Vire)

et international (Théâtre Amstramgram à Genève, Orange Noyée à Montréal, Le Berliner Ensemble, l'Atelier Piotr Fomenko à Moscou, Le Théâtre Alexandrinski à Saint-Petersbourg…) La transmission et la pratique artistique sont inscrites au cœur du projet du théâtre et ce grâce à l'implication du collectif d'acteurs et de techniciens réunis autour de Jean Bellorini.
En 2015/16, la fréquentation a continué sa progression pour atteindre le seuil des 40 666 spectateurs qui ont assisté à 238 représentations ; par ailleurs, 147 représentations des créations de la troupe ont été jouées en tournée.
Le TGP bénéficie du soutien de la DRAC Ile-de-France, de la Ville de Saint-Denis et du Département de la Seine-Saint-Denis.
Il a bénéficié en 2016 d'une aide au projet de la Région Ile-de-France pour la création « Karamazov » mise en scène par Jean Bellorini au Festival d'Avignon et en Ile-de-France.
La Région Ile-de-France est également intervenue au titre des crédits d'investissement pour financer les travaux de rénovation du lieu en 2012.

Présentation du projet de création

Titre de la création : « l'Ame humaine sous le socialisme »

Esthétique de la création : Théâtre

Présentation de l'équipe artistique
Le projet de création est produit par le TGP - CDN de Saint-Denis. Il est porté par quatre artistes d'horizons différents qui se rassemblent pour la première fois sur un même projet : Séverine Astel, cofondatrice du collectif DeQuark, comédienne, metteure en scène, performeuse ; Céline Champinot, membre du groupe La Galerie, actrice, metteure en scène et auteure (éditée) ; Gérald Kurdian, musicien pop qui a créé plusieurs "concerts obliques" et Geoffry Rondeau, acteur fétiche de Jean Bellorini et formé à l'école Claude Mathieu (notamment avec YN Génod).
Trois d'entre eux seront sur scène : Séverine Astel, Geoffroy Rondeau et Gérald Kurdian

Présentation du projet de création
Il s'agit d'adapter à la scène avec deux comédiens et un musicien l'essai intitulé "l'âme humaine sous le socialisme" d'Oscar Wilde qui imagine un nouveau contrat social utopique : l'esclavage des machines et une société de purs artistes.
A partir du texte, les quatre artistes questionneront et déconstruiront les codes de l'individualisme contemporain, du consumérisme et de la place de l'art dans le monde, dans une esthétique mêlant design, musique pop et "sea-punk" (mouvement esthétique inspiré de l'univers aquatique).

Calendrier de création :
- *Répétitions :* Les 45 jours de répétitions auront lieu au Théâtre Gérard Philipe de Saint-Denis
- *Date et lieu de la première représentation* : 29 janvier 2018 au Théâtre Gérard Philippe CDN- Saint-Denis

Partenaires du projet :
- 2 lieux et opérateurs franciliens coproducteurs : Théâtre Gérard Philipe (producteur), Compagnie Jérôme Deschamps (12 000€ + résidence)
- 1 lieu hors Ile-de-France coproducteur : Théâtre national de Marseille – La Criée (20 000€).

Partenaires publics
Sollicité : SACEM (10 000€)

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
Une série de 17 représentations sont prévues au Théâtre Gérard Philippe, suivies par 4 représentations au théâtre National de la Criée-Marseille.
Des discussions sont en cours avec le 104 et la Ferme du Buisson pour la saison 2018/19.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 169 036 € et correspond au budget prévisionnel déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	59 705,00	32,44%
Charges techniques	85 455,00	46,43%
Communication	16 376,00	8,90%
Cout de structure	22 500,00	12,23%
Total	184 036,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide à la création (sollicité)	40 000,00	21,73%
SACEM	10 000,00	5,43%
Billetterie	12 240,00	6,65%
Coproduction - Compagnie Jérôme Deschamps	12 000,00	6,52%
Coproduction - Théâtre National de Marseille - La Criée	20 000,00	10,87%
Coproduction : Théâtre Gérard Philippe - CDN de Saint-Denis	48 785,00	26,51%
Cessions de spectacles	41 011,00	22,28%
Total	184 036,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €
2018	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2015	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	4 740,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	68 285,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	50 000,00 €
	Montant total	123 025,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011840

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : COMPAGNIE LES FRERES KAZAMAROFFS (PROJET DE CREATION : O.G.M. (OBJETS A GRAVITE MODIFIEE))

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	74 100,00 €	13,50 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE LES FRERES KAZAMAROFFS
Adresse administrative : 45 RUE D ABLON
91200 ATHIS-MONS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CLAUDE BERNON, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 41750545000037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017.

Présentation du bénéficiaire

Installée en Essonne, la compagnie Les Frères Kazamaroffs est une compagnie historique du cirque fondée en 1997 par Benoit Belleville (acrobate et jongleur) et Gérard Clarté (jongleur et manipulateur d'objets), elle est aujourd'hui dirigée par Gérard Clarté seul.
Les Frères Kazamaroffs ont fait le choix de l'itinérance et de la proximité avec les publics. Le premier spectacle « Le cirque clandestin » a tourné pour plus de 150 représentations de 1997 à 2001. La

compagnie a développé une expérience forte à l'international avec de longs voyages (Russie, Europe) qui nourrissent la création de ses spectacles : « Faux Rebonds », « La caravane suspendue », « Gadalka ».
Les frères Kazamaroff disposent d'une yourte qui permet des résidences d'implantation : Fleury-Mérogis, Athis Mons, à Bruyères-le-chatel ou encore à Villeneuve-saint-George. Parallèlement à ses créations, la compagnie mène des actions culturelles, notamment des stages de jonglage.
Le Département de l'Essonne, le Département du Val-de-Marne, la Région Ile-de-France et la DRAC (SDAT) qui soutiennent les projets de la compagnie.

Présentation du projet de création

Titre de la création : « OGM (OBJETS AGRAVITE MODIFIEE) »

Esthétique de la création : Cirque sous chapiteau

Présentation de l'équipe artistique
Mise en scène et Auteur: Gérard Clarté
Chorégraphe : Dounia-Maria Jabbori
Composition : Sébastien Clément
Scénographie, Décors : Pierre Lenczner
Lumières : Franz Laimé
Interprètes : Gérard Clarté – Manipulateur D'objets, Jongleur, Sébastien Clément – Musicien Percussionniste / Pianiste.
Autres Collaborations Artistiques : Roland Barthélémy – Magicien- Regard Extérieur Sur La Magie, Amélie Gagnot – Costumière

Présentation du projet de création
Pour le prochain spectacle des Fréres Kazamaroffs, la compagnie s'est équipée d'une yourte de 10m de diamètre, pouvant accueillir 120 personnes face à une piste de 6 m de diamètre.
Le spectacle mêlera danse contemporaine, jonglerie, manipulation d'objet et magie nouvelle. Le spectacle réunira deux interprètes, un jongleur manipulateur d'objet et un musicien percussionniste-pianiste (cherchant dans des objets improbables des sonorités inattendues).
C'est deux "chercheurs - scientifiques" interrogent les lois physiques, l'emprise de l'homme sur la nature, le rapport au temps, à travers des manipulations d'objets et des "expériences scientifiques" magiques, jouant avec les perceptions du public.

Calendrier de création :
- Répétitions :
Les répétitions auront lieu à la Norville, à la Lisière de Bruyeres-le-Chatel, à Morangis - Bords de Scènes et au Temps des Cerises de Reims.

- Date et lieu de la première représentation :
18 novembre 2017 aux Bords de Scènes à Morangis

Partenaires du projet :
La création est soutenue par le Centre Culturel Les Bords De Scenes / Juvisy (91), le Centre Culturel D'Ablon / Ablon-Sur-Seine (94), le Centre Culturel André Malraux / Fleury-Merogis (91), le Marque Page/ La Norville (91) et le Temps Des Cerises/ Reims (51)

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
18 représentations sont prévues (dont 15 en Île-de-France) : aux Bords de Scènes à Morangis, à l'Ecole de cirque Méli-Melo de Versailles, au CAP d'Ablon-sur-Seine, au Marque Page à La Norville, puis au Temps des Cerises à Reims.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 74 100 € et correspond au budget prévisionnel du projet déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	30 150,00	33,46%
Charges techniques	37 150,00	41,23%
Communication	5 300,00	5,88%
Coûts de structure	17 500,00	19,42%
Total	90 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide à la création (sollicité)	26 000,00	28,86%
Département de l'Essonne (acquis)	7 800,00	8,66%
Département du Val de Marne (acquis)	7 000,00	7,77%
Commune d'Albon-sur-Seine (acquis)	1 500,00	1,66%
Commune de Fleury-Mérogis (acquis)	3 000,00	3,33%
EPCI des Bords de Scènes (acquis)	8 000,00	8,88%
SPEDIDAM	8 000,00	8,88%
Cession	20 500,00	22,75%
Coproduction La Norville	4 000,00	4,44%
Coproduction Le Temps des Cerises à Reims	2 500,00	2,77%
Billetterie	1 800,00	2,00%
Total	90 100,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	10 000,00 €
	Montant total	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011842

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : L'AIR LIBRE (PROJET DE CREATION : VIVANTS)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	143 948,00 €	6,95 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'AIR LIBRE
Adresse administrative : 4 T RUE DE LA TUILERIE
78490 GALLUIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SOPHIE GABOREAU, Présidente
Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 53802748300022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017.

Présentation du bénéficiaire

La compagnie arts de la rue les Fugaces (association l'Air libre), dirigée par Laura Dahan et Cécile Le Meignen est implantée à Galluis, une petite commune de l'ouest des Yvelines depuis 2012 où elle participe activement aux manifestations culturelles. La compagnie travaille principalement sur des pièces de théâtre dans l'espace public mettant l'accent sur le texte et le jeu des acteurs. Elle a 3 créations à son actif, soutenues par les CNAREPEP et de nombreux festivals arts de la rue. Dont la création 2013 adaptée du roman de Lola Lafond « Nous sommes les oiseaux de la tempête qui s'annonce » qui a été soutenue par la Région Île-de-France dans le cadre de l'aide à projet pour les arts de la rue. Depuis 2015 la compagnie mène plusieurs résidences dans 4 communes de la Haute Vallée de Chevreuse, avec le soutien du Parc Naturel Régional et du Département des Yvelines.

Présentation du projet de création

Titre de la création : « VIVANTS »
Esthétique de la création : arts de la rue

Présentation de l'équipe artistique
Mise en Scène : Cécile Le Meignen
Assistante A La Mise En Scène : Laura Dahan
Auteur : Aude Schmitter
Interprètes : Laura Dahan. Zoumana Meite. Vincent Longuefay. Mikaëlle Fratissier. Guillaume Mika

Présentation du projet de création
Le spectacle proposé est une déambulation autour d'un texte original d'Aude Schmitter. Les spectateurs scindés en petits groupes, suivront un des 5 acteurs, incarnant de jeunes adultes qui entament 5 trajectoires simultanées. Au fil des actions et des choix, ils vont se lier et se rencontrer. La ville est prise comme un décor brut, sans ajout, contrainte technique, ou limitation de la circulation. Cette création s'inscrit dans le contexte de l'implantation de la compagnie dans les Yvelines. Dans ce cadre elle mène une résidence artistique et culturelle, avec un projet de création « l'étincelle » au Lycée Jean Monnet de la Queue-lez-Yvelines autour de la création de « Vivants ».

Calendrier de création :
- Répétitions :
La première période en amont de la présentation des « avants –premières » se déroulera à Orly (en collaboration avec Animakt), dans une école de Galluis, un collège de Montfort-l'Amaury, un lycée de la Queue-lez-Yvelines, l'Atteline de Montpellier, la Maison Folie Moulin de Lille et le Théâtre du Sillon de Clermont-l'Hérault.

Une deuxième période de résidences de création mènera à une forme retravaillée de la création, qui sera présentée en avril 2019 à la Queue-lez-Yvelines

Date et lieu de la première représentation :
Attachée aux habitants et au territoire Yvelinois, la compagnie a souhaité réaliser deux séries en avant-première en mai 2018.

Partenaires du projet :
Le projet est soutenu par la Ville d'Orly, L'atelline, Maison Folie Moulin à Lille, le théâtre du Sillon de Clermont L'Hérault, La Constellation / La Lisière, et le Festival Des Vendanges de Suresnes. La compagnie reçoit également le soutien pour ce projet du département des Yvelines pour la résidence en milieu scolaire et du Parc Naturel Régional de la Haute Vallée de Chevreuse.

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
La compagnie présentera son travail sous forme d'avant-premières de « Vivants » entre mai et septembre 2018 : 14 représentations sont envisagées (dont 9 en Île-de-France) dans les communes de Montfort l'Amaury, Jouars-Pontchartrain et La Queue-lez Yvelines, les communes à l'est du PNR de la Haute Vallée de Chevreuse (Chevreuse, Bosnelles, Gif sur Yvette), les communes de Salins les bains, Laroque et Saint-Martin de Londres (Hérault), le Festival de Suresnes (92) et la commune de Grigny (91) (via La Lisière / La CONSTELLATION)

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 143 948 € et correspond au budget prévisionnel du projet déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée
Localisation géographique :

- YVELINES
- HAUTS DE SEINE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	101 876,00	69,80%
Charges techniques	15 672,00	10,74%
Communication	2 200,00	1,51%
Coûts de structure	26 200,00	17,95%
Total	145 948,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DGCA (sollicité)	15 000,00	10,28%
DRAC IDF (sollicité)	13 500,00	9,25%
SDAT (sollicité)	6 000,00	4,11%
Région IDF - Aide à la création (sollicité)	12 000,00	8,22%
CD Yvelines (acquis)	10 000,00	6,85%
Communes des Yvelines (acquis)	7 500,00	5,14%
PNR de la Haute-Vallée de Chevreuse (acquis)	4 000,00	2,74%
ADAMI (sollicité)	5 000,00	3,43%
SPEDIDAM (sollicité)	8 000,00	5,48%
SACD Auteur d'espace (sollicité)	5 000,00	3,43%
Ecrire en campagne (sollicité)	1 500,00	1,03%
Recettes en propres	58 448,00	40,05%
Total	145 948,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	6 500,00 €
2015	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	6 500,00 €
2017	Aide au projet mutualisé pour les territoires ruraux et périurbains	11 000,00 €
	Montant total	24 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011845

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : DEUXIEME GROUPE D'INTERVENTION (PROJET DE CREATION : VIES PARALLELES)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	62 892,00 €	12,72 %	8 000,00 €
		Montant Total de la subvention	8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEUXIEME GROUPE D'INTERVENTION
Adresse administrative : 21 TER BOULEVARD STALINGRAD
92240 MALAKOFF
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SHARA RALEY, Présidente

Date de publication au JO : 12 juillet 2010

N° SIRET : 41757106400043

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017.

Présentation du bénéficiaire

Créé en 1995 par Ema Drouin, Deuxième groupe d'intervention est une équipe artistique très investie sur l'espace public et concernée par ses métamorphoses. Elle est implantée depuis 2007 à Malakoff, où elle a créée plusieurs spectacles pluridisciplinaires et installations dont la déambulation « A quoi rêve Peter ?» et le monologue « Le garçon qui veillait ». Elle développe un laboratoire artistique à partir de 2012 : « Une ville entre toi et moi », en investissant la ville d'installations plastiques, parcours et promenades artistiques.

Conventionnée par la DRAC Île-de-France, la compagnie est également soutenue par le département des Hauts de Seine et la Ville de Malakoff. Deuxième groupe d'intervention est régulièrement accompagnée par le réseau des CNAREP, collabore avec la maison des arts de Malakoff, le théâtre 71 et le théâtre de Chatillon. Elle est sociétaire de 2R2C-Paris. Ema Drouin est également membre de la commission "écrire

pour la rue".

Présentation du projet de création

Titre de la création : « VIES PARALLELES »

Esthétique de la création : Arts de la Rue

Présentation de l'équipe artistique
Mise en scène, Auteur, Scénographie, Décors : Ema Drouin
Direction Musicale et composition : Frantz Loriot
Ensemble Musical : Frantz Loriot / Jean-Brice Godet
Interprètes : 3 Comédien-n-es / Geoffrey Dahm, Noémie Fourdan, Catherine Salvini - 1 Danseur : Jonathan Foussadier
Ingénieur Son : Marc Vincent
Photographe et Vidéaste : Vincent Muteau

Présentation du projet de création
La compagnie Deuxième groupe d'intervention propose une nouvelle création pour 4 interprètes (3 comédiens et un danseur) interrogeant les transformations urbaines, la perte de repères et leurs conséquences sur les populations. Une voix off, associée à un danseur, fil conducteur, guideront les spectateurs, les entraineront dans un terrain vague, espace en chantier, devenant espace théâtral et musical grâce à une spatialisation du son et de la musique.

Calendrier de création :
- Répétitions :
Les répétitions auront lieux à la Maison des arts de Malakoff, avec la Coopérative 2R2C dans le 13ème arrondissement, au théâtre de Valenton (94) et à Lieux Publics (13)

- Date et lieu de la première représentation :
Le 8 juin 2018 – terrain Vague du 13ème arrondissement

Partenaires du projet :
La création est coproduite par la Maison des arts de Malakoff, la Coopérative 2R2C, la Ville de Valenton (94) et Lieux Publics.

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
19 représentations sont prévues, dont 10 en Île-de-France : Sur des terrains vagues du 13ème arrondissement, de Valenton, de Malakoff, de Chalons en Champagne, de Marseille et de Sotteville les Rouen.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 62 892 € et correspond au budget prévisionnel du projet déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	38 582,00	59,46%
Charges techniques	14 390,00	22,18%
Communication	4 400,00	6,78%
Coûts de structure	7 520,00	11,59%
Total	64 892,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	9 000,00	13,87%
Région IDF - Aide à la création (sollicité)	10 000,00	15,41%
SACEM (sollicité)	4 000,00	6,16%
Paris Habitat (sollicité)	2 000,00	3,08%
Ville de Valenton (cession)	6 000,00	9,25%
Ville de Malakoff (cession)	8 000,00	12,33%
Coopérative de Rue de Cirque (cession)	8 000,00	12,33%
Coopérative de Rue de Cirque (coproduction)	7 000,00	10,79%
Lieux Publics centre national des arts de la rue et de l'espace public Marseille (coproduction)	8 000,00	12,33%
Ressources propres	2 892,00	4,46%
Total	64 892,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 800,00 €
2018	3 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011848

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ANNIBAL ET SES ELEPHANTS (PROJET DE CREATION : PANEL ET CIRCENSES)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	174 692,00 €	4,58 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANNIBAL ET SES ELEPHANTS
Adresse administrative : 5 CITE HALPHEN
92700 COLOMBES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Yves TOUBLANC, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 38509407300066

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017.

Présentation du bénéficiaire

Annibal et ses éléphants, dirigée par Thierry Lorent est une compagnie historique des arts de la rue. La compagnie est installée dans un lieu, « la Cave à Théâtre », au cœur d'une cité de la ville de Colombes, qui est soutenue par la région Île-de-France au titre de l'aide à la Permanence artistique et culturelle. La compagnie a construit en 2002 un théâtre ambulant, et développé une écriture ouverte et populaire pour la troupe de comédiens. Elle a notamment crée « Le film du dimanche soir », soutenu en 2011 par la SACD, et la DRAC Île-de-France (aide à la reprise) et qui compte aujourd'hui près de 227 représentations. La compagnie tourne beaucoup au national, voir à l'international. Elle est aussi très impliquée localement, avec un temps fort original, le Festival International du Banc Public, point d'orgue chaque année du projet « Etre acteur de son quartier ». La compagnie est soutenue par la DRAC Île-de-France, le département des Hauts de Seine et la Ville de Colombes.

Présentation du projet de création

Titre de la création : « PANEL ET CIRCENSES »

Esthétique de la création : Arts de la rue

Présentation de l'équipe artistique
Mise en Scène : Fagnen Evelyne et Benzine Irchad
Auteur : Fort Frédéric
Interprètes - 5 Comédiens : Bacon-Lorent Thomas, Besancon Jean-Michel, Fort Frédéric, Fussi Jonathan, Lorent Thierry
Costumière : Berthou Sylvie.

Présentation du projet de création
« Panel et circenses », inspiré de l'expression latine « Panem et circenses » (du pain et des jeux), est la nouvelle création pour 5 artistes proposée par Annibal et ses Eléphants. Il s'agit d'un "spectacle d'arène interactif" sur le thème de la statistique et des sondages. Dans une scénographie à 360 degrés chaque spectateur est un acteur potentiel et influe ainsi sur la dramaturgie.

Calendrier de création :
- Répétitions :
Les répétitions auront lieu aux CNAREP de Garges-les-Gonesses, du Vieux Condé, de Sotteville, à La lisière (91), la Cave à théâtre (92), ART-R(75), l'Archipel de Granville et à la Déferlante.

- Date et lieu de la première représentation :
Le 1er Juin 2018 au Festival Parade(s) de Nanterre.

Partenaires du projet :
« Panel et circenses » est coproduit par les CNAREP de Garges-les-Gonesses, du Vieux Condé, de Sotteville, ainsi que par Nil Admirari, l'Archipel de Granville, la déferlante, Art'r et l'Avant-Seine de Colombes.

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
24 représentations sont prévues dont 9 en Île-de-France : au festival Parade(S) de Nanterre, à Art'r, à la Fête des Vendanges, à l'Avant Seine de Colombes, la Lisière et à Sotteville, Vire, l'Archipel de Granville, La Fleche, Eclats De Rue à Caen, La Déferlante, La Hague et au Vieux Condé.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable de 174 692 € et correspond au budget prévisionnel du projet déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	121 826,00	61,94%
Charges techniques	47 286,00	24,04%
Communication	5 000,00	2,54%
Coûts de la structure	22 580,00	11,48%
Total	196 692,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	50 000,00	25,42%
DGCA (sollicité)	15 000,00	7,63%
Région IDF - Aide à la création (sollicité)	30 000,00	15,25%
ARCADI (sollicité)	5 000,00	2,54%
ADAMI (sollicité)	10 000,00	5,08%
Recettes propres	86 692,00	44,08%
Total	196 692,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 800,00 €
2018	3 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	15 000,00 €
	Montant total	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011852

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ASSOCIATION MAN DRAKE (PROJET DE CREATION : PRIMAL)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	140 390,00 €	10,68 %	15 000,00 €
		Montant Total de la subvention	15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION MAN DRAKE
Adresse administrative : 21 RUE DES CHARMES
93100 MONTREUIL
Représentant : Madame SOPHIE LAMPEL, Présidente

N° SIRET : 38863143400031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017.

Présentation du bénéficiaire

Toméo Vergés, danseur et chorégraphe, après une carrière d'interprète auprès de Maguy Marin, Régine Chopinot, François Verret ou encore Caroline Carlson, crée la compagnie Man Drake en 1992 et présente sa première pièce « Chair de Poule » à la biennale de Lyon.
Il a créé depuis une douzaine de spectacles présentés en Ile-de-France, en France et à l'étranger. Ces spectacles mêlent danse et théâtre, Toméo Vergés travaille d'ailleurs régulièrement avec des metteurs en scènes.
Il est Implanté en Ile-de-France, et conventionné par la Drac Ile-de-France. Des partenaires fidèles accompagnent son travail : l'Atelier de paris-Carolyn Carlson - CDC, le Centre des Bords de Marne du Perreux-sur-Marne (où il a été en résidence pendant trois ans 2015-2017), la Briqueterie ou encore l'Espace 1789, le Théâtre Paul Eluard de Bezons et l'ECAM.

Présentation du projet de création

Titre de la création : PRIMAL

Esthétique de la création : Danse

Présentation de l'équipe artistique:
Chorégraphe : Toméo Vergés
Scénographie, Décors : Anaïs Heureaux
Lumières : Ondine Trager
Interprètes : 6 : Danseurs : Sandrine Maisonneuve, Sandrine Buring, Alvaro Morell, Antje Schur
Chanteuse : Eve Coquart. Musicien: Denis Mariotte.
Collaboration Dramaturgie : Véronique Petit

Présentation du projet de création
Pour "PRIMAL", Toméo Vergès a rassemblé 4 danseurs, 1 chanteuse et 1 musicien. Le spectacle sera une exploration "viscérale" entre rêve et cauchemar, il prend comme point de départ les notions de cri et de menaces et se réfère au texte "Paysage sous surveillance" de Heiner Müller et au film "Les oiseaux" d'Hitchcock. Cette atmosphère inquiétante sera renforcée par le biais d'une scénographie évoquant un paysage mouvant et une étrangeté angoissante.

Calendrier de création :
- Répétitions :
Le Centre des Bords de Marne au Perreux-sur-Marne, le Théâtre Bertelot de Montreuil, l'Usine Tournefeuille (31), la Briqueterie – CDC du Val de Marne et l'ateliers de Paris – Carolyn Carlson –sont les partenaires de résidence de l'équipe artistique.

- Date et lieu de la première représentation :
25 janvier 2018 à l'Atelier de Paris - Carolyn Carlson (Centre de developpement chorégraphique)

Partenaires du projet :
La création est coproduite financièrement par le Centre des Bords de Marne, par l'Atelier de Paris – Carolyn Carlson et La Briqueterie.

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
10 représentations sont prévues au cours de la saison 2017/2018 à l'Atelier de Paris – Carolyn Carlson, à l'Onde de Velizy, au théâtre Berthelot de Montreuil, au Théâtre Antoine Vitez d'Ivry sur Seine et au centre des Bords de Marne du Perreux-sur-Marne.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 140 390 € et correspond au budget prévisionnel du projet.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- YVELINES
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	89 700,00	63,89%
Charges techniques	38 270,00	27,26%
Communication	2 500,00	1,78%
Coûts de structure	9 920,00	7,07%
Total	140 390,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	23 000,00	16,38%
Région IDF - Aide à la création (sollicité)	15 000,00	10,68%
CD Val-de-Marne (sollicité)	10 000,00	7,12%
ADAMI / SPEDIDAM (sollicité)	11 000,00	7,84%
Recettes propres	81 390,00	57,97%
Total	140 390,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 000,00 €
2018	6 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011853

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SCENA NOSTRA (PROJET DE CREATION : SYNDROME U)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	237 974,00 €	8,40 %	20 000,00 €
		Montant Total de la subvention	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCENA NOSTRA
Adresse administrative : ESPACE DES GRESILLONS
92230 GENNEVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MICKAEL GABIN, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 48216737600037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017.

Présentation du bénéficiaire

La compagnie Scena Nostra a été créée en 2009 par l'auteur et metteur en scène Julien Guyomard. Elle a créé un premier spectacle "Naissance" en 2010 avec le soutien de la Drac, d'Arcadi et de l'ONDA présenté à Ardanthé (Théâtre de Vanves) et au TGP. Elle expérimente par ailleurs des formes de résidences et d'écritures telles que le projet« Brèves » ou il s'agit d'une écriture en urgence de saynètes issues d'anecdotes des habitants. Elle s'investit ensuite dans un projet de territoire, "Immersion", mobilisant plusieurs artistes au sein de la ville de Gennevilliers où elle est implantée et bénéficie de l'aide de la Ville. Julien Guyomard est également artiste associé au CDN-Comédie de Valence pour les 3 prochaines années et artiste résident au théâtre de l'avant-Scène à Colombes.

Présentation du projet de création

Titre de la création : « SYNDROME U »

Esthétique de la création : Théâtre

Présentation de l'équipe artistique
Mise en scène et auteur : Julien Guyomard
Scénographie, décors : Michaël Dusautoy et Alexandre Dujardin
Interprètes : Eric Jovencel, Damien Houssier, Elodie Vom Hofe, Renaud Triffault, Richard Sandra

Présentation du projet de création
« Syndrôme U » est la nouvelle création de Julien Guyomard. C'est une fiction d'anticipation sur les dérives d'une société, questionnant démocratie et citoyenneté. On suit alors un technicien censé créer l'homme politique parfait. 5 acteurs échangent et argumentent dans un huis-clos (le quatrième mur est également vitré) à la fois lieu de vie et de travail.

Calendrier de création :
- Répétitions :
Les répétitions auront lieu à l'Atelier de décors du théâtre du Nord, au théâtre du fil de l'eau à Pantin, à la Comédie de Valence, à la Rose de Vents de Villeneuve d'Ascq.

- Date et lieu de la première représentation :
Le 7 novembre 2017 à la Comédie de Valence

Partenaires du projet :
La création est soutenue par la comédie de Valence, le théâtre du Nord en partenariat avec La rose des vents de Villeneuve d'Ascq, le théâtre de l'Avant-Seine de Colombes et le Groupe des 20 en Île-de-France. La Drac Île-de-France apporte également son soutien au titre de l'aide à la production.

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
31 représentations sont prévues dont 19 en Île-de-France : à la Comédie de Valence, à La Rose des Vents – Scène nationale de Villeneuve-d'Ascq, au Théâtre Roger Barat (Herblay), à l'Orange Bleue (Eaubonne), l'Espace Lino Ventura (Garges-lès-Gonesse), au Théâtre du Fil de l'Eau (Pantin), Théâtre Gérard Philipe (Champigny-sur-Marne), au Théâtre de Rungis, Théâtre Paul Eluard (Choisy-le-Roi), Théâtre Romain Rolland (Villejuif), Théâtre des Bords de Scènes (Juvisy-sur-Orge), Théâtre de Chatillon, Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines, à l'Espace Germinal (Fosses), au Pôle culturel d'Alfortville et au Théâtre de l'Avant-Seine (Colombes)

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 237 974 € est correspondant au budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	107 578,00	45,21%
Charges techniques	100 261,00	42,13%
Communication	27 585,00	11,59%
Coûts de structure	2 550,00	1,07%
Total	237 974,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	12 000,00	5,04%
DICREAM (sollicité)	15 000,00	6,30%
Région IDF - Aide à la création (sollicité)	20 000,00	8,40%
ARCADI (sollicité)	16 000,00	6,72%
Recettes propres	174 974,00	73,53%
Total	237 974,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €
2018	8 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011855

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : THEATRE VARIABLE N 2 (PROJET DE CREATION : LA FEMME® N'EXISTE PAS)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	145 316,00 €	10,32 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE VARIABLE N 2
Adresse administrative : 7 RUE DU DR PESQUE
93300 AUBERVILLIERS
Représentant : Monsieur QUENTIN RIOUAL, Président
N° SIRET : 53333698800043

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017.

Présentation du bénéficiaire

Théâtre Variable N°2 est une jeune compagnie de théâtre documentaire, fondée en 2010 par Barbara Métais-Chastanier et Keti Irubetagoyena, formées à l'Ecole nationale supérieure de Lyon. Barbara Métais-Chastanier a collaboré avec Olivier Coulon-Jablonka pour la dramaturgie de la pièce d'actualité, "81 avenue Victor Hugo" créé à La Commune - CDN d'Aubervilliers, mais aussi avec Gwenaël Morin, Noëlle Renaude, Marie Lamachère. Keti Irubetagoyena est par ailleurs artiste associée à la Comédie de Poitou-Charentes.
Les créations de la compagnie traitent de grandes questions politiques et sociales (les frontières, les conditions de la fin de vie, les discriminations raciales…) et s'inscrivent dans des cycles thématiques, qui nécessitent et de longues périodes de recherches. Depuis 2015, avec le spectacle « Il n'y a pas de de certitude », la compagnie a initié un cycle sur les systèmes de dominations intitulé « luttes et émancipation ».
La compagnie a participé à plusieurs dispositifs de repérage de l'émergence, notamment avec la création 2010 « Embrassez-les tous » et « Ordonne tes restes » en 2014 : Festival Impatience, festival Péril Jeune

de Confluences en 2014, Paris jeunes Talents 2015. Elle a bénéficié de résidences au Centquatre et à La Commune - CDN d'Aubervilliers.
Installée à Aubervilliers, la compagnie a obtenu une aide au fonctionnement de la Ville. Elle bénéficie également de l'aide à la résidence et de l'aide à la production de la DRAC pour sa prochaine création.

Présentation du projet de création

Titre de la création : « LA FEMME® N'EXISTE PAS » - Variation sur « La Colonie » de Marivaux

Esthétique de la création : Théâtre

Présentation de l'équipe artistique
Les deux directrices artistiques de la compagnie assureront, pour l'une, l'écriture (Barbara Métais-Chastanier), pour l'autre, la mise en scène (Keti Irubetagoyena).
5 comédiens seront sur le plateau.

Présentation du projet de création
Le projet de création, deuxième volet du cycle « luttes et émancipation » s'inspire de "la Colonie" de Marivaux qui relate l'histoire utopique d'hommes et de femmes qui fuient la guerre et se réfugient sur une île pour y fonder une nouvelle société, mais où les femmes s'insurgent quand leurs maris les excluent du pouvoir. L'auteur garde la trame originale mais propose une réécriture contemporaine, enrichie de dialogues et de digressions anachroniques, pour mettre en évidence le triple rapport de domination présent : de genre, de classe et de race, tout en conservant l'humour grinçant de la comédie pour faire face à l'échec annoncé de cet élan révolutionnaire.
Le spectacle rassemblera 5 acteurs (dont des jeunes acteurs soutenus par le JTN) et donnera lieu à un important travail de transmission avec des collégiens et des lycéens.

Calendrier de création :
- Répétitions
La résidence longue à Mains d'œuvres mise à part, le projet de création implique 81 jours de répétitions dont 56 jours en Ile-de-France :
- 6 jours au Studio Théâtre de Vitry,
- 20 jours au Vaisseau à Coubert
- 14 jours au Collectif 12
- 10 jours au TGP à St-Denis
- 6 jours à la Ferme du Buisson
La Comédie de Poitou-Charentes, la Chartreuse d'Avignon et le CDN de Normandie accueilleront également la compagnie en résidence.

- Date et lieu de la première représentation : 1er mars 2018 à l'Echangeur de Bagnolet

Lieux partenaires du projet :
- 1 lieu francilien partenaire coproducteur du projet : Le Vaisseau à Coubert (11 000 €)
- 1 lieu hors Ile-de-France partenaire coproducteur : La Comédie de Poitou-Charentes (20 000 €)
- 6 lieux franciliens partenaires en accueil de résidence et en diffusion : Mains d'œuvres à Saint-Ouen (résidence, diffusion), Studio Théâtre de Vitry (résidence), Collectif 12 (résidence, diffusion), TGP à St-Denis (résidence), Théâtre Louis Aragon de Tremblay-en-France (diffusion), L'Echangeur à Bagnolet (diffusion)
- 6 lieux hors Ile-de-France partenaires en accueil de résidence et en diffusion : Théâtre Sorano à Toulouse, Théâtre Jules Julien à Toulouse, Le Périscope à Nîmes, Scène nationale d'Albi, CDN de Normandie à Rouen, La Chartreuse de Villeneuve les Avignon

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :

A ce jour, 9 représentations en cession et 10 représentations en coréalisation sont actées en Île-de-France sur la saison 2017/18 (26% d'entre elles se déroulent en grande couronne) : à L'Echangeur à Bagnolet, à Main d'œuvres à Saint-Ouen, au Collectif 12 de Mantes-la-Jolie et au Théâtre Louis Aragon de Tremblay-en-France, ainsi que 8 représentations hors Île-de-France : Théâtre Sorano et Théâtre Jules Julien à Toulouse, Le Périscope à Nîmes, Scène Nationale d'Albi et Comédie de Poitou-Charentes.
Une reprise est prévue sur la saison 2018/19 en Ile-de-France notamment (Vitry, Marne la Vallée, Nanterre).

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 145 316.€ et correspond au budget prévisionnel déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- YVELINES
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	100 253,00	54,69%
Charges technique	43 042,40	23,48%
Communication	9 496,00	5,18%
Couts de structure	30 525,00	16,65%
Total	183 316,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Île-de-France (acquis)	10 000,00	5,46%
Région Île-de-France - Aide à la création (sollicité)	53 000,00	28,91%
ARCADI - Parcours d'accompagnement (sollicité)	20 000,00	10,91%
Mairie d'Aubervilliers (acquis)	500,00	0,27%
SPEDIDAM	23 000,00	12,55%
JTN - Aide à l'embauche	4 020,00	2,19%
Billetterie	6 000,00	3,27%
Cessions	21 880,00	11,94%
Coproductions	31 000,00	16,91%
Frais annexes pris en charges par les lieux d'accueil	5 502,40	3,00%
Reprises sur fonds dédiés	8 414,00	4,59%
Total	183 316,40	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 000,00 €
2018	6 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011856

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ASSOCIATION ASANISIMASA (PROJET DE CREATION : B. TRAVEN)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	261 770,00 €	9,55 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ASANISIMASA
Adresse administrative : 35 RUE DES PETITS CARREAUX
75002 PARIS

Représentant : Madame CAROLINE SCHATZ, Présidente

N° SIRET : 44536376500014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017.

Présentation du bénéficiaire

Créée en 2001 par Frédéric Sonntag, auteur, acteur et metteur en scène à sa sortie du conservatoire national supérieur d'art dramatique, la compagnie a créé une dizaine de pièces écrites par F. Sonntag, plusieurs ayant été primées et traduites en plusieurs langues.
La compagnie produit des pièces et des performances axées sur l'image ou sur la forme du concert ou même de l'installation in situ et du théâtre d'objets, telles « Sous contrôle », « George Kaplan », « Benjamin Walter ».
Très présente en Ile-de-France, la compagnie après avoir été artiste associé au Prisme d'Elancourt en 2015/2016, est désormais en résidence pour trois ans au Nouveau Théâtre de Montreuil, à l'Apostrophe de Cergy-Pontoise et au Grand R de la Roche-sur-Yon. Ces résidences d'implantations sont généralement accompagnées d'actions culturelles à destinations des adolescents (collèges et lycées).
La compagnie est conventionnée par la DRAC Île-de-France.

Présentation du projet de création

Titre de la création : « B.Traven »

Esthétique de la création : Théâtre

Présentation de l'équipe artistique
L'écriture et la mise en scène sont assurées par Frédéric Sonntag, Leslie Menahem est assistante à la mise en scène et dramaturge ; la composition et la direction musicale sont assurées par Paul Levis, la scénographie et les décors sont signés par Marc Lainé et la création vidéo par Thomas Rathier, autant de collaborateurs artistiques fidèles de la compagnie.
8 comédiens seront présents sur le plateau ainsi que 2 musiciens dont Paul Levis.

Présentation du projet de création
Le projet de création « B. Traven » met en scène un kaléidoscope d'histoires et de destins, sur plusieurs générations (1914-2014), et différents continents, autour de la figure mystérieuse de B.Traven, l'auteur de plusieurs romans devenus cultes, qui a revêtu de nombreuses identités et a refusé toute médiatisation.
La pièce sera à la croisée du roman noir et du roman d'aventures. Sous forme d'un jeu de piste à travers les décennies, « B.Traven » interrogera la place des mythes, des récits et des héritages idéologiques dans l'histoire du 20ème siècle.
« B.Traven » compose avec « George Kaplan » et « Benjamin Wlater » la « trilogie Fantôme, un cycle, de 3 personnages mystérieux, qui questionne le concept d'identité et l'influence des récits.

Calendrier de création :

- *Répétitions :*
68 jours de répétitions sont prévus au total dont 49 jours en Ile-de-France :
- 12 jours au Nouveau Théâtre de Montreuil
- 17 jours au POC d'Alfortville
- 20 jours à la Ferme du Buisson
Le Grand R et la Scène Nationale d'Alençon accueilleront également des sessions de résidence.

- *Date et lieu de la première représentation :* 12 mars 2018 à la Scène Nationale d'Alençon

Lieux partenaires du projet :
- 2 lieux franciliens partenaires en coproduction financière : le Nouveau Théâtre de Montreuil (40 000 € + diffusion), l'Apostrophe de Cergy (10 000€ + diffusion)
- 2 lieux hors Ile-de-France coproducteurs : le Grand R de la Roche-sur-Yon et la Scène Nationale d'Alençon
- 2 lieux franciliens partenaires en accueil de résidence et diffusion : POC d'Alfortville (résidence), Ferme du Buisson (résidence, diffusion), Scène nationale de Sénart (diffusion), Théâtre Paul Eluard de Choisy-le-Roi (diffusion), le prisme à Elancourt (diffusion)

Partenaires publics du projet :
Acquis : DRAC IDF (quote-part convention) : 35 000 €
Sollicité : CNT : 17000 €

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
33 représentations sont prévues en 2017/18 et 2018/19 dont 29 en Île-de-France (soit 9 en grande couronne : 31%), au Nouveau Théâtre de Montreuil, à l'Apostrophe de Cergy, à La Ferme du Buisson, au Théâtre Paul Eluard de Choisy, au Prisme d'Elancourt ainsi qu'au Grand R de la Roche sur Yon et à la Scène Nationale d'Alençon, la Manufacture de Nancy, au CDN de Dijon et au Rayon vert à Saint-Valéry en Caux.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 261 770 € et correspond au budget prévisionnel déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- YVELINES
- VAL DE MARNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	171 278,00	61,88%
Charges techniques	73 010,00	26,38%
Communication	4 300,00	1,55%
Couts de structure	28 182,00	10,18%
Total	276 770,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Île-de-France (acquis)	35 000,00	12,65%
CNT - Aide à la production (sollicité)	17 000,00	6,14%
Région Île-de-France - Aide à la création (sollicité)	40 000,00	14,45%
JTN - Aide à l'insertion jeune comédien	8 020,00	2,90%
ESTBA - Aide à l'insertion jeune comédien	6 621,00	2,39%
Cessions	66 300,00	23,95%
Coproductions	75 000,00	27,10%
Frais annexes	5 536,00	2,00%
Fonds propres compagnie	23 293,00	8,42%
Total	276 770,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €
2018	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011858

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LES CHOSES DE RIEN (PROJET DE CREATION : CIRQUE METAPHYSIQUE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	176 153,00 €	10,22 %	18 000,00 €
	Montant Total de la subvention		18 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES CHOSES DE RIEN
Adresse administrative : 68 RUE DE LA VILLETTE
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BASILE BERNARD, Président

Date de publication au JO : 27 mars 2004

N° SIRET : 47934675100023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017.

Présentation du bénéficiaire

Après avoir cofondé la compagnie Zampanos en 1996 et travaillé avec d'autres artistes et compagnies tels que Philippe Découflé, Kitsou Dubois, le Caravansérail, Boris Gibé fonde la compagnie de cirque contemporain Les Choses de Rien en 2004. Lauréat du prix Jeunes Talent cirque en 2004 pour le spectacle « Le Phare », un chapiteau de 300 places en forme de phare, Boris Gibé a, depuis, créé plusieurs spectacles et dispositifs scénographiques mobiles et innovants (pour près de 350 représentations) : "Installation Tripode" (2005), un tripode dans l'eau avec un acrobate, une corde, une poulie et un seau d'eau, puis "Les Fuyantes" (2011) avec Camille Boitel et « Bienheureux sont ceux qui rêvent debout, sans marcher sur leur vie » en 2015.

La compagnie est conventionnée DRAC et artiste associé à la scène nationale de Besançon (2015-2017). En Île-de-France, elle travaille régulièrement avec 2R2C, le Théâtre F. Gémier - Pôle national cirque, Les

Noctambules à Nanterre, Nil Obstrat, l'Académie Fratellini et hors Île-de-France avec le Cirque d'Amiens, la Brèche - PNAC de Cherbourg, Bonlieu, scène nationale d'Annecy.

Présentation du projet de création

Titre de la création : « L'Absolu »

Esthétique de la création : cirque sous chapiteau

Présentation de l'équipe artistique
Le spectacle est conçu et interprété par Boris Gibé qui est à l'origine de la structure, de la scénographie et des décors intérieurs. Il s'entoure d'autres collaborateurs artistiques : Samuel Lefeuvre et Florencia Demestri pour la chorégraphie (membres des ballets C.de la B d'Alain Platel et du groupe Entorse), d'Elsa Dourdet pour le regard dramaturgique. Olivier Pfeiffer assure la direction musicale.

Présentation du projet de création
Le projet de création "L'absolu" a commencé en 2008 avec le désir de Boris Gibé de construire un espace scénographique qui place le spectateur en son centre.
"Le Silo" a été construit et homologué fin 2015 selon la réglementation ERP-CTS : c'est un chapiteau de tôle itinérant de 9 m de diamètre, 12 m de haut et d'une jauge de 100 places assises, surplombant la piste et les interprètes du haut de deux escaliers périphériques.
Dans cette structure singulière, autoportée, la compagnie va créer un spectacle, qui fait le choix de questionner le rien, le vide, l'infini (en opposition à la surreprésentation de soi dans la société actuelle), dans un univers cinématographique révélé par une création lumière associant miroirs et illusions d'optiques. Sur scène seront mêlés acrobatie, chorégraphie, contorsion, expériences et performances physique. Différentes matières seront convoquées telles des partenaires de jeu : champ magnétique, particules de carbone, air, eau, feu.

Calendrier de création :
- Répétitions :
Depuis ses débuts en 2008, le projet a bénéficié d'accueils en résidences renouvelés (sessions de recherche, construction, laboratoires…) aux Noctambules à Nanterre, à Nil Obstrat à Saint-Ouen-l'Aumône, à l'Académie Fratellini à Saint-Denis.
Les répétitions à proprement parler, soit 130 jours prévus, se déroulent à Paris avec 2R2C et la compagnie Retouramont, à Besançon, à Marigny le Cahouet (21), au Château de Monthelon de Montréal (89), et à Vilnius.

- Date et lieu de la première représentation : Le 3 octobre 2017 aux 2 Scènes, scène nationale de Besançon.

Lieux partenaires du projet :
- 2 lieux et opérateurs franciliens coproducteurs financiers : Coopérative 2R2C (10 500€) le Théâtre Firmin Gémier d'Antony (8 000 €)
- 4 lieux hors Ile-de-France coproducteurs financiers : Les Deux scènes à Besançon, Espace Legendre à Compiègne, Cirque Jules Verne à Amiens, CNDC Châteauvallon

Partenaires publics
Acquis : DRAC IDF (quote-part convention) : 37000€, DGCA aide à la production : 20 000€, DGCA MIR : 5000 €, DGCA itinérance : 1850 €
Sollicité : Ville de Paris : 5 000€

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
La création sera diffusée en Ile-de-France en mai-juin 2018 en extérieur, avec le Théâtre de la Cité

internationale à Paris en partenariat avec la coopérative 2R2C lors d'un temps fort de 15 représentations (en coréalisation) pendant 4 semaines.
Une reprise aura lieu en 2018/19 au Pôle cirque d'Antony avec une série de représentations (nombre encore en discussion) en cessions.
Près de 46 représentations sont déjà prévues hors Ile-de-France lors de 3 séries de représentations sous le chapiteau du Silo.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 176 153 € et correspond au budget prévisionnel du projet.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	41 945,00	23,81%
Charges technique	110 486,00	62,72%
Communication	3 500,00	1,99%
Couts de structure	20 222,00	11,48%
Total	176 153,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Île-de-France (acquis)	37 000,00	21,00%
DGCA - Aide à la production cirque (acquis)	20 000,00	11,35%
DGCA - MIR (acquis)	5 000,00	2,84%
DGCA - aide à l'itinérance (sollicité)	1 850,00	1,05%
Région Île-de-France - Aide à la création (sollicité)	18 000,00	10,22%
Ville de Paris (sollicité)	5 000,00	2,84%
Cessions	28 303,00	16,07%
Coproduction : Les 2 scènes Besançon	10 000,00	5,68%
Coproduction : 2R2C	8 000,00	4,54%
Coproduction : Cirque Jules Verne - Amiens	7 000,00	3,97%
Coproduction : espace Jean Legendre - Compiègne	20 000,00	11,35%
Résidence : Les 2 scènes	16 000,00	9,08%
Total	176 153,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 800,00 €
2018	7 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	14 590,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	14 140,00 €
	Montant total	28 730,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011877

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : POUR AINSI DIRE (PROJET DE CREATION : LE CHAT N'A QUE FAIRE DES SOURIS MORTES)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	227 258,00 €	7,92 %	18 000,00 €
	Montant Total de la subvention		18 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : POUR AINSI DIRE
Adresse administrative : 80 RUE GABRIEL PERI
94120 FONTENAY SOUS BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DIDIER BUTZBACH, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 40998020800030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017.

Présentation du bénéficiaire

Compagnie de théâtre jeune public de référence, Pour Ainsi Dire a été créée en 1996 par Philippe Dorin, auteur, et Sylviane Fortuny, metteuse en scène. Elle a obtenu en 2008 le Molière du spectacle jeune public pour "l'Hiver quatre chiens mordent mes pieds et mes mains".
Ses spectacles tournent beaucoup en Ile-de-France et aux niveaux national et international (Québec, La Réunion, Russie). Chaque création réalise entre 150 et 300 représentations.
La compagnie bénéficie d'un ancrage fort en Ile-de-France, notamment dans le Val-de-Marne où elle s'est installée en résidences d'implantation longues à Fontenay-sous-Bois puis Choisy-le-Roi jusqu'en 2015. A partir de la saison 2017/18, elle est pour les deux prochaines saisons, associée au Théâtre Gérard Philipe – CDN de Saint-Denis.
La compagnie est conventionnée par la DRAC Île-de-France et soutenue par le Département du Val-de-

Marne en fonctionnement. Elle bénéficiera également de l'aide du Département de Seine-Saint-Denis pour sa résidence au TGP.

Présentation du projet de création

Titre de la création : « LE CHAT N'A QUE FAIRE DES SOURIS MORTES »

Esthétique de la création : Jeune Public – à partir de 9 ans

Présentation de l'équipe artistique
Le texte est une œuvre originale écrite par Philippe Dorin et la mise en scène sera assurée par Sylviane Fortuny, soit les deux co-directeurs artistiques de la compagnie.
5 comédiens seront présents sur le plateau, accompagnés d'un magicien.

Présentation du projet de création
Le projet de création proposé s'inspire librement du mythe de "Faust" et du "Maître et Marguerite" en s'adressant aux enfants et adolescents. Il sera aborder en mettant en scène 4 acteurs représentant 4 figures de l'adolescence, dont une, diabolique, jalouse de l'humanité. Cette pièce s'intéresse à ce moment de la vie où tout peut basculer et où l'on prend sa vie et son destin en main.

Calendrier de création :
- *Répétitions :*
Le projet sera entièrement travaillé en Île-de-France : au T2G – CDN de Gennevilliers (5 jours), au Théâtre des Bergeries à Noisy-le-Sec (11 jours cumulés) et au TGP à Saint-Denis (25 jours cumulés), soit 41 jours de répétitions.

- *Date et lieu de la première représentation :* Le 9 novembre 2017 au Théâtre Gérard Philippe de Saint-Denis.

Lieux partenaires du projet :
- 3 partenaires franciliens en coproduction financière : Théâtre Gérard Philippe de Saint-Denis (30 000 €), le théâtre des Bergeries de Noisy-le-Sec (5 000 €), le Festival Théâtral du Val d'Oise (7 000 €)
- 1 partenaire hors Ile-de-France en coproduction financière : théâtre des 4 saisons de Gradignan (3000€)
- 3 partenaires franciliens qui accueillent la compagnie pour des résidences : Théâtre Gérard Philippe de Saint-Denis, le théâtre des Bergeries de Noisy-le-Sec, Théâtre 2 Gennevilliers

Partenaires publics :
Acquis : DRAC (quote-part convention) : 33 000 €, Département de Seine-Saint-Denis : 15 000 €

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
26 représentations dont 14 scolaires prévues en Ile-de-France sur la saison 2017/18 : le TGP accueillera les 9 premières représentations (dont 5 scolaires) avant une grande tournée de 17 représentations avec le FTVO (Saint-Ouen-l'Aumône, Argenteuil, Taverny) puis au Théâtre des Bergeries de Noisy-le-Sec, au Théâtre Louis Aragon de Tremblay, et au T2G de Gennevilliers.
23% se dérouleront en grande couronne.
27 représentations sont également prévues en France : au Grand R de la Roche-sur-Yon, au 7 Collines de Tulle, au TNT de Toulouse, au théâtre Massalia de Marseille.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 227 258 € et correspondant au budget prévisionnel déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	130 075,00	54,37%
Charges techniques	64 893,00	27,12%
Communication	1 200,00	0,50%
Couts de structure	43 090,00	18,01%
Total	239 258,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (acquis)	33 000,00	13,79%
Région Île-de-France - Aide à la création (sollicité)	30 000,00	12,54%
Département Seine-Saint-Denis (acquis)	15 000,00	6,27%
ADAMI (sollicité)	27 000,00	11,28%
Aide Ecole du Nord	6 030,00	2,52%
Cessions	73 300,00	30,64%
Coproductions	45 000,00	18,81%
Fonds propres	9 928,00	4,15%
Total	239 258,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 800,00 €
2018	7 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011883

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ASSOCIATION BETULA LENTA (PROJET DE CREATION : ANATOMIE DU SILENCE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	56 700,00 €	14,11 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION BETULA LENTA
Adresse administrative : MAISON DE LA VIE ASSOCIATIVE
93200 SAINT-DENIS
Représentant : Madame AGNES STUPFLER, Présidente
N° SIRET : 52315815200026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017.

Présentation du bénéficiaire

Formée en danse classique et contemporaine, Maxence Rey a fondé la compagnie Betula Lenta en 2010, après avoir notamment été coordinatrice de la Danse de Mains d'œuvres.
Après la création de plusieurs pièces, solo, trio, sa dernière création 2016, "Le Moulins des tentations", est sa première pièce de groupe : un quintet avec lequel elle poursuit son exploration entre danse et arts plastiques.
Animée par le souci de sortir la danse du théâtre, elle créé, en lien avec ses spectacles, des performances, intitulées « extensions », qui l'amène dans des friches, dans l'espace public, les galeries, les musées…, pour diversifiées les possibilités de rencontre avec le public.
Elle mène aussi des actions avec différents publics, elle a notamment travaillé avec des lycéens, des collégiens, des enseignants, étudiants, élèves de conservatoire, et amateurs (notamment des groupes de femmes).
De 2012 à 2015 la compagnie Betula Lenta a été accueillie en résidence longue de 3 ans à l'Etoile du Nord. Elle collabore régulièrement avec Micadanse, l'Atelier de Paris, le TPE de Bezons, et la Briqueterie.
Elle débute en septembre 2017 une nouvelle résidence au théâtre Jean Vilar de Vitry au cours de laquelle la compagnie va diffuser, créer et mener des actions en direction des publics (notamment des lycéens).

Présentation du projet de création

Titre de la création : « Anatomie du Silence »

Esthétique de la création : Danse

Présentation de l'équipe artistique
Chorégraphie et interprétation : Maxence Rey.
Création sonore : Bertrand Larrieu
Création Lumière et installation visuelle : Cyril Leclerc
Assistante création lumière : Jenny Abouav
Costume : Sophie Hampe
Regard extérieur : Corinne Taraud.

Présentation du projet de création
"Anatomie du Silence" est chorégraphiée et interprétée par Maxence Rey. Elle sera accompagnée sur scène par le créateur lumière et le créateur sonore qui interviendront en temps réel de manière à créer un dispositif qui « immergera » les spectateurs dans un univers scénique et sonore. Les spectateurs seront placés en proximité avec le corps de la danseuse, présenté comme le matériau brut, terrain des expériences plastiques et sensitives. Le dispositif prévoit ainsi une jauge maximum de 100 personnes pour assurer une bonne visibilité à tous les spectateurs.
Avec cette pièce la chorégraphe souhaite portée une attention au subtil, à l'infime, au ralentissement, à l'écoute, en écho à une société où la vitesse est le nouveau dogme et ou le bruit coupe l'individu de l'écoute de soi et des autres.

Calendrier de création :
- Répétitions :
La Briqueterie – CDC du Val de Marne, le Centre National de la Danse de Pantin, Micadanses Paris et le théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine sont les partenaires de résidences de la compagnie.

- Date et lieu de la première représentation :
26 novembre 2017 au théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine.

Partenaires du projet :
La création est coproduite par le Théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine, la Drac Île-de-France et le département du Val de Marne ainsi que par la Briqueterie (apport en industrie).

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
7 représentations sont prévues au cours de la saison 2017/18 en Ile-de-France : au théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine et théâtre de Chatillon

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 56 700 € et correspond au budget prévisionnel du projet déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	34 000,00	57,92%
Charges techniques	8 000,00	13,63%
Communication	4 700,00	8,01%
Coûts de structure	12 000,00	20,44%
Total	58 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	10 000,00	17,04%
Région IDF - Aide à la création (sollicité)	10 000,00	17,04%
CD Val-de-Marne (sollicité)	10 000,00	17,04%
Recettes propres	28 700,00	48,89%
Total	58 700,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 800,00 €
2018	3 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011885

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : GK COLLECTIVE (PROJET DE CREATION : REVESZ)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	65 476,00 €	15,27 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GK COLLECTIVE
Adresse administrative : 40 RUE DES AMANDIERS
75020 PARIS
Représentant : Monsieur NICOLAS COMBET, Président
N° SIRET : 81843294000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017.

Présentation du bénéficiaire

La compagnie GK Collective a été fondée par Gabriella Cserhati en 2009. Elle défend une ligne très particulière de théâtre participatif, basé sur le dispositif de mise en scène nommé le Théâtre caché. La compagnie joue à introduire de la fiction dans le réel, cherche à expérimenter différents rapports au public. La compagnie créée des formes où le spectateur est placé au centre de la recherche, le spectateur faisant partie de l'histoire. Le théâtre caché se déroule en intérieur (appartement, café) ou en extérieur (espace public, transports). Les spectateurs se rendent à un point de rendez-vous précis, et ils sont emmenés par des comédiens dans une histoire où ils ne peuvent discerner ce qui relève du spectacle et ce qui relève de la réalité. De 2012 à 2016, la compagnie a créé trois créations principales : Urgence, EnVie et PROUST.
La compagnie développe ses partenaires en Ile-de-France comme au national dans et hors du réseau des arts de la rue, de par la singularité de son projet. En Ile-de-France, ses partenaires sont notamment Mains d'œuvres à Saint-Ouen, Animakt à Saulx-les-chartreux, le Collectif 12 à Mantes-la-Jolie, le Théâtre de Chatillon. La compagnie est présente dans de nombreux festivals arts de la rue en Ile-de-France comme au national.
Le GK est soutenu au grès de ses projets par la DRAC Ile-de-France, la DGCA, la Ville de Paris, la Région Ile-de-France, la Spedidam…

Présentation du projet de création

Titre de la création : « REVESZ »

Esthétique de la création : Théâtre / Arts de la Rue

Présentation de l'équipe artistique
Mise en scène et auteur : Gabriella Cserhati
Dramaturge et scénographie Sonore : Fabien Lartigue
Ingénieur son : Jean-Barthélémy Levay
6 Interprètes : Isabelle Hazaël, Rachel Huet-Bayelle, Morgane Le Rest, Arnaud Lesimple, Quentin Pradelle, Julien Prévost.
Autres collaborations artistiques : Antoine Raimondi pour intervenir sur les thèmes de la crise écologique et le réchauffement climatique

Présentation du projet de création
La compagnie souhaite inviter le spectateur à s'isoler du groupe et à prendre place sur une barque face à un comédien (aussi rameur) qui énoncera un monologue continu. La barque, si elle isolera le spectateur physiquement et le mettra dans un état de vigilance, d'angoisse comme de lâcher-prise, elle permettra d'évoquer symboliquement les thématiques de la mort, des migrants, de l'écologie, d'un monde en déclin.
L'idée première est de jouer ce spectacle de nuit pour renforcer la sensation de danger, mais la compagnie explore également la possibilité de jouer ce spectacle de jour et ainsi, de confronter le propos à la beauté de la nature environnante. Une scénographie sonore sera associée au monologue du comédien suggérant une réalité lointaine et évocatrice.

Calendrier de création :
- Répétitions :
L'équipe sera accueillie à Animakt (Saulx les Chartreux), au Domaine de Chamarande (91) mais également au Polau de Saint Pierre des Corps (37), à l'Atelline de Montpellier, à la Paperie de Saint Barthélémy d'Anjou (49), et au Citron Jaune (13)

- Date et lieu de la première représentation : 9 juin 2018 au Centre National de arts de la rue Le Citron Jaune de Port Saint Louis du Rhône

Partenaires du projet :
Animakt (obtention de l'aide « Ecrire pour la rue » de la SACD)., le Polau et Le Citron Jaune, L'Atteline et La Paperie devraient soutenir financièrement le projet.

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
6 représentations sont prévues dont deux en Ile-de-France : au domaine de Chamarande en partenariat avec Animakt, mais également au Citron Jaune et au Festival de Villeneuvette.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 65 746 € et correspond au budget prévisionnel du projet déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	54 476,00	77,30%
Charges techniques	4 700,00	6,67%
Communication	500,00	0,71%
Coûts de structure	10 800,00	15,32%
Total	70 476,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide à la création (sollicité)	15 000,00	21,28%
SPEDIDAM	5 000,00	7,09%
ADAMI	8 000,00	11,35%
SACD- écrire pour la rue	2 000,00	2,84%
ARCADI	8 000,00	11,35%
Cession Domaine de Chamarande	6 000,00	8,51%
La Paperie	6 000,00	8,51%
Atteline	7 000,00	9,93%
Le Citron Jaune	6 000,00	8,51%
Animakt	7 476,00	10,61%
Total	70 476,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011886

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : COMPAGNIE OH OUI (PROJET DE CREATION : ELLE VOULAIT MOURIR ET ALLER A PARIS)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	130 500,00 €	9,96 %	13 000,00 €
	Montant Total de la subvention		13 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE OH OUI
Adresse administrative : 108 RUE DU FAUBOURG DU TEMPLE
75011 PARIS
Statut Juridique :
Représentant : Monsieur DIDIER GUESTON, Président

N° SIRET : 48823566400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017.

Présentation du bénéficiaire

La compagnie est codirigée par Alexandra Fleisher et Joachim Latarjet, fondateur de Sentimental bourreau et compositeur de musiques de spectacles, notamment de Découflé ou de Sylvain Maurice.
La compagnie Oh oui se caractérise par l'omniprésence de la musique dans son travail et une écriture à partir de textes a priori non théâtraux. Depuis 2004, la compagnie Oh oui a créé 13 spectacles dont « Le chant de la terre », le ciné concert « King-Kong », « La petite fille aux allumettes », …

Présentation du projet de création

Titre de la création : « Elle voulait mourir et aller à Paris »

Esthétique de la création : Musiques

Présentation de l'équipe artistique
Mise en scène, composition et direction musicale : Joachim Latarjet
Auteur : Joachim Latarget et Alban Lefranc
Lumières : Léandre Garcia Lamolla
Interprètes : Joachim Latarjet – Musicien, Alexandra Fleischer – Comédienne, Emmanuel Matte – Comédien, Alexandre Thery – Danseur, Daphné Koutstafti – Comédienne Et Danseuse
Vidéo : Alexandre Gavras
Son : François Vatin
Costumes : Nathalie Saulnier

Présentation du projet de création
Théâtre musical pour 5 comédiens, musiciens et danseurs, cette création de Joachim Latarjet s'intitule "Elle voulait mourir et aller à Paris" inspiré du parcours de sa mère. Le spectacle, est une archéologie familiale et interroge chacun sur ses origines, l'endroit d'où l'on vient et l'endroit où l'on vit. La question de la langue sera aussi présente, « Elle voulait mourir et aller à Paris » réunira sur scène des interprètes grecs et français représentant la jeunesse et le souvenir d'un côté et l'exil de l'autre. La musique composée par Joachim Latarjet utilisera les instruments dont jouaient les exilés juifs, arméniens, dans les bars des ports grecs : violon, baglama, bouzouki, oud …

Calendrier de création :
- Répétitions :
Les répétitions auront lieu aux Subsistances de Lyon, à L'Onde de Velizy et à la Chaufferie de Saint-Denis.

- Date et lieu de la première représentation :
Le 27 novembre 2017 à l'Espace Malraux de Chambery.

Partenaires du projet :
La création est coproduite par les subsistances de Lyon et soutenue par la Drac Île-de-France au titre de l'aide à la production.

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
19 représentations sont prévues, dont 14 en Île-de-France : Au Carreau du temple, au CDN de Sartrouville, à l'Onde de Vélizy, et aux Plateaux sauvages.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 130 500 € et correspond au budget prévisionnel déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	70 315,00	53,07%
Charges techniques	50 005,00	37,74%
Communication	1 140,00	0,86%
Coûts de structure	11 040,00	8,33%
Total	132 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	15 000,00	11,32%
Région IDF - Aide à la création (sollicité)	15 000,00	11,32%
ARCADI (sollicité)	16 000,00	12,08%
ADAMI / SPEDIDAM (sollicités)	22 000,00	16,60%
Recettes propres	64 500,00	48,68%
Total	132 500,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 800,00 €
2018	5 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011890

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : WLDN (PROJET DE CREATION : SONGLINES)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	205 040,00 €	9,75 %	20 000,00 €
		Montant Total de la subvention	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : WLDN
Adresse administrative : 14 RUE DE CRUSSOL
75011 PARIS
Statut Juridique :
Représentant : Madame MAGALI OLLIER, Présidente
N° SIRET : 80538388200018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017.

Présentation du bénéficiaire

Danseuse et chorégraphe, Johann Leighton a dirigé le CCN de Franche-Comté à Belfort de 2010 à 2015. Reconnu internationalement, ses spectacles sont diffusés dans de nombreux pays. Elle diffuse ses pièces dans des théâtres mais également dans des espaces "hors les murs" non théâtraux. Elle créée par exemple les « veilleurs de Berlfort », où 732 habitants se relaient pour veiller sur la ville, cette œuvre sera notamment repris à Rennes, Haguenau, Freiburg…, ou encore « I am sitting in a room » quator sur un texte d'Alvin Lucier.
A sa sortie du CCN, Johann Leighton reprend son travail de compagnie en créant WLDN et s'implante en Ile-de-France.
Elle bénéficie de partenaires franciliens qui accompagnent son travail de création, d'actions avec les publics, qui l'accueillent en résidence, et diffusent ses pièces. Elle a été en résidence à la Scène Nationale de Malakoff (saison 2016/17), en résidence-mission (CLEA Vitry et Ivry en partenariat avec La Briqueterie et la DRAC Ile-de-France). Pendant 2 ans, de 2017 à 2019, le Paris Réseau Danse a choisi d'accompagner la compagnie pour une résidence longue. Enfin à compter de 2017, la compagnie sera en résidence longue de trois ans en Essonne avec le Collectif Essonne Danse qui réunit de nombreux lieux

en Essonne.

Présentation du projet de création

Titre de la création : « SONGLINES »

Esthétique de la création : DANSE

Présentation de l'équipe artistique
Chorégraphe : Joanne Leighton
Direction Musicale: Peter Crosbie
Scénographie, Décors et Costumes : Alexandra Bertaut
Lumières : Sylvie Mélis
Interprètes - Danseurs : Marie Fonte, Marion Carriau, Alexandre Da Silva, Lauren Bolze, Yoann Boyer, Arthur Perole (En Cours)
Régisseur General et Lumières : François Blet

Présentation du projet de création
Poursuivant son travail sur la marche entamé dans son précédent spectacle "9000 pas" (un sextet marché sur un parterre de sel), Johann Leighton va créer « Songlines ». Le spectacle est inspiré par les sentiers chantants de la culture aborigène, chemins invisibles, « empreintes des ancêtres » qui sillonnent l'Australie. Il réunira 6 danseurs emportés à l'unisson dans l'action de la marche, la ronde, le chant, dans un mouvement perpétuel, rituel, évoluant sur un plateau habillé par un paysage sensoriel.

Calendrier de création :
- Répétitions :
Les répétitions auront lieu : au théâtre 71, Scène Nationale de Malakoff, à la Briqueterie-CDC du Val de Marne, à la salle Jean Montaru de Marcoussis, au Studio de Danse Eric Durant de Viry-chatillon, au CDC Atelier de Paris-Carolyn Carlson, à l'Etoile du Nord, Micadanses, au Studio le regard du Cygne, au théâtre de la Passerelle de Palaiseau, au CDC-le Pacifique de Grenoble, et à la salle Pablo Picasso de la Norville.

- Date et lieu de la première représentation :
8 février 2018 au CDC-Atelier de Paris-Carolyn Carlson.

Partenaires du projet :
Les structures coproductrices du projet sont le Paris réseau danse (qui réunit l'atelier de Paris Carolyn Carlson, l'Etoile du Nord, Micadanses et le Regard du cygne), le collectif Essonne Danse ainsi quen apport en nature le Théâtre de la Passerelle à Palaiseau, La Briqueterie –CDC du Val-de-Marne et le Pacifique – CDC de Grenoble.

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
9 dates sont envisagées en Île-de-France : au CDC-Atelier de Paris-Carolyn Carlson, à la salle Pablo Picasso de la Norville, au théâtre de la Passerelle de Palaiseau, au Monfort théâtre, au théâtre de Bretigny, à l'Espace Boris Vian les Ulis, au Bords de Seine de Juvisy, et 6 en France : au CDC-le Pacifique de Grenoble, Au Théâtre Le Merlan – Scène Nationale (13), Au Tangram – scène Nationale Evreux Louviers, (27), a La scène Nationale D'Orléans (45), Art Danse – CDCN Dijon Bourgogne, et au Triangle Cite De La Danse, Rennes.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 205 040 € et correspond au budget prévisionnel du projet déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	120 600,00	54,81%
Charges techniques	59 180,00	26,90%
Communication	7 375,00	3,35%
Coûts de structures	32 885,00	14,95%
Total	220 040,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DGCA - délégation à la danse (acquis)	30 000,00	13,63%
DRAC Île-de-France (sollicité)	25 000,00	11,36%
Région Île-de-France - Aide à la Création (sollicité)	35 000,00	15,91%
Fonds de soutien : ADAMI, SACEM, SACD...	7 000,00	3,18%
ARCADI - parcours d'accompagnement (acquis)	4 265,00	1,94%
Cessions	67 075,00	30,48%
Coproduction Paris réseau Danse	15 000,00	6,82%
Coproduction Collectif Essonne Danse	10 000,00	4,54%
Coproduction théâtre Freiburg	12 515,00	5,69%
ARCADI aide à la diffusion	5 735,00	2,61%
Ressources propres	8 450,00	3,84%
Total	220 040,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €
2018	8 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011893

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : COMPAGNIE MOOD/RV6K (PROJET DE CREATION : CORPS POUR CORPS - OPERA HIP HOP & BAROQUE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	183 000,00 €	11,48 %	21 000,00 €
	Montant Total de la subvention		21 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE MOOD/RV6K
Adresse administrative : 24 BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE
93290 TREMBLAY EN FRANCE

Représentant : Monsieur GUILLAUME VOELCKEL, Président

N° SIRET : 50802435300023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017.

Présentation du bénéficiaire

La compagnie a été créée en 2006 par Hervé Sika, chorégraphe, danseur et pédagogue qui a travaillé avec des artistes aussi différents que Christine Bastin, Hamid Ben Mahi, Mohamed Rouabhi, Guy Alloucherie, mais aussi avec l'historien Gérard Noiriel, avec les institutions de l'Académie Fratellini, le centre Pompidou ou encore le Palais de Tokyo.
Les créations d'Hervé Sika évoquent régulièrement le thème de la migration et convoquent plusieurs disciplines. Ainsi, « Un rebond dans la tête » en 2009 et « Reste encore un peu » en 2013 sont à la croisée de la culture hip hop, de la danse contemporaine, du butô, du cirque, du théâtre, des arts plastiques... ou encore de la musique classique, après sa rencontre avec la cheffe d'orchestre Mélanie Lévy-Thiébaut et la création en 2017 à la Philharmonie de « Hip Hop story » avec 80 danseurs, chanteurs et musiciens amateurs, faisant suite à un travail mené durant deux années.
Son implantation et ses partenariats en Île-de-France se sont renforcés ces dernières années grâce à de nombreuses résidences d'envergure menées en Seine-Saint-Denis (le territoire d'origine de la compagnie), dans les Hauts-de-Seine et dans les Yvelines avec le soutien de villes, d'agglomérations et de départements

ainsi que de la préfecture.
La compagnie mènera sur la saison 2017/2018, une résidence sur le territoire ZSP Les Mureaux au Château de Versailles.

Présentation du projet de création

Titre de la création : « Corps pour Corps » - opéra Hip-Hop & Baroque

Esthétique de la création : Danse

Présentation de l'équipe artistique (metteur en scène, chorégraphe, nombre d'interprètes…)
La chorégraphie et la mise en scène sont signées par Hervé Sika, Mélanie Levy-Thiebaut est directrice musicale et dirige l'Orchestre Manifesto (11 musiciens). Le texte est écrit par Douna Loup. La dramaturgie et le livret sont assurés par Hervé Sika et Emanuela Pace.
Sur le plateau seront également présents 7 danseurs, 2 chanteurs lyriques, 1 DJ, soit 22 artistes au total.

Présentation du projet de création
L'opéra Hip Hop et baroque portera sur un texte d'une auteure contemporaine suisse Douna Loup, en trois actes : « Traverser », « percuter », « avancer » autour du récit tragique d'un personnage féminin et de sa trajectoire de migration.
Hervé Sika a fait le choix de la forme opératique, pour inscrire le propos dans une autre temporalité et prendre ainsi de la distance avec la réalité. Il souhaite également faire dialoguer chacune des esthétiques et en bousculer les codes : la musique baroque sera accompagnée par les scratchs des DJ, et la danse Hip Hop par les ornementations et mondanités baroques.

Calendrier de création :
- *Répétitions* :
Le projet sera travaillé entièrement en Île-de-France soit 36 jours de recherche et répétitions à La Place à Paris, à La Briqueterie de Vitry-sur-Seine, au Théâtre de Saint Maur, à L'Espace Lino Ventura de Garges-lès-Gonesse et au CND de Pantin.

- *Date et lieu de la première représentation :* 1er décembre 2017 au Théâtre J. Prévert à Aulnay-sous-Bois.

Lieux partenaires du projet :
- 4 lieux et opérateurs franciliens coproducteurs financiers : Théâtre Jacques Prévert d'Aulnay-sous-Bois (8000€ + diffusion), Centre de danse du Galion d'Aulnay-sous-Bois (5000€), théâtre Paul Eluard de Bezons (5000€+diffusion), Théâtre de Saint-Maur (3000€, résidence, diffusion),
- 5 lieux franciliens partenaires en accueils de résidence et diffusion : Le Centre d'Art de Meudon (diffusion), l'Espace Lino Ventura de Garges (résidence, diffusion), La Place à Paris (résidence), La Briqueterie (résidence), et le CND (résidence)

Partenaires publics :
Acquis : Département de la Seine-Saint-Denis (résidence territoriale) : 6500 €, Société suisse des auteurs (2500 €)
Sollicités : Caisse des dépôts et consignations (20 000€), Adami (20 000€), Spedidam (15000€)

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
Sont déjà prévues 6 représentations (dont 1 scolaire) en Île-de-France : au Théâtre J. Prévert à Aulnay-sous-Bois, au théâtre Paul Eluard de Bezons, au Centre d'Art et Culture de Meudon, à l'Espace Lino Ventura de Garges et au Théâtre de Saint Maur.
50% des représentations sont lieu en grande couronne.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.
Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 183 000 € et correspond au budget prévisionnel déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	137 564,00	65,51%
Charges techniques	33 938,00	16,16%
Communication	6 800,00	3,24%
Couts de structure	31 698,00	15,09%
Total	210 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide à la création (sollicité)	48 000,00	22,86%
Département Seine-Saint-Denis (acquis)	6 500,00	3,10%
Société suisse des auteurs	2 500,00	1,19%
Caisse des dépôts	20 000,00	9,52%
Spedidam	15 000,00	7,14%
Adami	20 000,00	9,52%
Cessions	77 000,00	36,67%
Coproductions	21 000,00	10,00%
Total	210 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 600,00 €
2018	8 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011921

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : COMPAGNIE MANQUE PAS D'AIRS (PROJET DE CREATION : PUIS IL DEVIENT INVISIBLE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	167 657,00 €	11,93 %	20 000,00 €
		Montant Total de la subvention	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE MANQUE PAS D'AIRS
Adresse administrative : VILLA MAIS D'ICI
93300 AUBERVILLIERS
Représentant : Monsieur STANISLAS KANDELMAN, Président
N° SIRET : 49934353100046

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017.

Présentation du bénéficiaire

La compagnie a été créée en 2007 par Alexandra Lacroix, metteure en scène, auteure et scénographe, qui a travaillé comme assistante à la mise en scène à l'Opéra de Paris, au Théâtre national de Strasbourg, aux Amandiers, à la mise en scène avec Musica Nigela, l'orchestre Pelleas, l'Orchestre de chambre de Paris...
La compagnie s'appuie sur un noyau dur d'artistes : Christophe Grapperon à la direction musicale (qui travaille régulièrement avec la compagnie Les Brigands, avec Accentus et Solistes XXI), François Rougier au chant, et poursuit l'ambition de rendre l'art lyrique plus accessible au public en favorisant une interprétation plus intimiste et incarnée avec un engagement corporel et scénique important des chanteurs et des musiciens qui jouent sans partition.
La compagnie a d'abord créé des petites formes de théâtre musical (Orphée et Eurydice de C.W. Gluck, Didon et Enée de H. Purcell…) entre 2008 et 2012. En 2014, elle a initié un ambitieux triptyque autour des Passions de JS Bach dont elle a déjà créé deux volets ("Et le coq chanta" en 2014 à l'Athénée et dans les scènes nationales de Besançon et La Rochelle, "D'autres le giflèrent" en 2015 au Carreau du Temple, à la scène nationale de Besançon et en Suisse), qui ont connu une belle diffusion en Ile-de-France notamment.

En Ile-de-France, la compagnie a noué plusieurs partenariats en Seine-Saint-Denis où elle est implantée à travers sa présence à Aubervilliers (partenariat avec le Théâtre de La Commune), et plusieurs projets en résidence dans des conservatoires (Rosny-sous-Bois, les Lilas) ainsi qu'avec Mains d'œuvres à Saint-Ouen, à Paris (L'Athénée, Carreau du Temple, fondation Singer-Polignac, L'Odéon), dans le Val de Marne et notamment à Vitry-sur-Seine au Théâtre Jean Vilar et avec le conservatoire, avec le Centre des bords de Marne, le théâtre de Maisons-Alfort, dans le Val d'Oise (L'orange bleue à Eaubonne, Espace Saint-Exupéry à Franconville), en Seine-et-Marne (Théâtre de Fontainebleau, Théâtre de Chelles) et dans les Hauts-de-Seine (CAC de Meudon, conservatoire de Puteaux).
La compagnie reçoit le soutien régulier des sociétés civiles pour ses créations (Adami, Spedidam, Fonds de création lyrique). Ses précédentes créations ont été soutenues par Arcadi et elle a bénéficié d'une aide à la résidence en conservatoire du Département de la Seine-Saint-Denis en 2016.

Présentation du projet de création

Titre de la création : « Puis il devient invisible », 3ème volet du triptyque autour des Passions de JS Bach

Esthétique de la création : opéra

Equipe artistique :
La mise en scène sera assurée par Alexandra Lacroix, également auteur du livret et qui signe la scénographie avec Mathieu Llorry Dupuy, la direction musicale est assurée par Christophe Grapperon.
La compagnie a passé une commande d'œuvre musicale au compositeur Andrea Sarto, qui a été notamment résident à la Fondation Royaumont - atelier Voix nouvelles et à l'Ircam), qui crèera une œuvre intitulée "Interludio".
10 interprètes seront rassemblés sur le plateau dont 4 chanteurs, 4 musiciens, 1 comédienne, 1 danseuse-performeuse.

Présentation du projet de création :
Au croisement du théâtre et de la musique, la création sera centrée sur le moment qui suit la mort du Christ autour de thèmes comme les apparitions, la transparence, l'absence, l'invisible, l'eau..
Le projet a d'abord été travaillé sous forme de laboratoires de recherche dans plusieurs conservatoires en associant des amateurs (soit 6 semaines cumulées).

Calendrier de création :

- *Répétitions* :
Après une phase de 6 semaines de recherche et de laboratoire, les répétitions auront lieu entièrement en Ile-de-France et sont prévues sur 19 jours :
- 5 jours au Théâtre de Maisons-Alfort en octobre 2017
- 14 jours au Théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine en octobre et novembre 2017

- *Date et lieu de la première représentation* : 12 novembre 2017 au Théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine

Lieux partenaires du projet :
- 2 partenaires franciliens en coproduction financière : Mains d'œuvres à Saint-Ouen (5000€) et Théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine (28 012 €) soit 33 012 € au total
- 8 partenaires franciliens qui accueillent la compagnie pour des résidences : Fondation Singer-Polignac, Conservatoire de Rosny –sous-Bois, CAC Meudon, Mains d'œuvres, Théâtre Jean Vilar de Vitry, conservatoire de Vitry, Ville de Pantin, Théâtre de Maisons-Alfort.

Partenaires publics
acquis : Département de Seine-Saint-Denis (aide résidence conservatoire) : 23 000 €, Département du Val de Marne (création) : 12 500 €

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
4 représentations sur la saison 2017/18 : 2 représentations au Théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine (dont 1 scolaire) et 2 représentations à Mains d'œuvres en novembre 2017.
Une reprise devrait avoir lieu en 2018/19, de nombreux lieux franciliens partenaires de la compagnie attendant la création.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région apporte une aide en faveur de la compagnie Manque pas d'airs pour la création de « Puis il devient invisible » d'un montant de 20 000 € sur une base subventionnable de 167 657 € correspondant au budget du projet.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	129 597,00	69,06%
Charges techniques	45 550,00	24,27%
Communication	2 000,00	1,07%
Couts de structure	10 510,00	5,60%
Total	187 657,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide à la création (sollicité)	40 000,00	21,32%
Département Seine-Saint-Denis (acquis)	23 000,00	12,26%
Département Val de Marne (sollicité)	15 000,00	7,99%
ADAMI	18 000,00	29,84%
Mécénat	10 000,00	5,33%
Cessions	20 000,00	10,66%
Coproductions	10 000,00	5,33%
Apport compagnie	13 657,00	7,28%
SPEDIDAM	18 000,00	
FCL	20 000,00	
Total	187 657,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 000,00 €
2018	8 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011925

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : L'ORGANISATION (PROJET DE CREATION : MAD GRASS, SOCIETE SECRETE DES HERBES FOLLES)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	66 270,00 €	15,09 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'ORGANISATION
Adresse administrative : 51 RUE DE L'OURCQ
75019 PARIS
Représentant : Monsieur MUSTAPHA ELMANFERRAH, Président

N° SIRET : 52036891100019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017.

Présentation du bénéficiaire

L'organisation est un "atelier de création pluridisciplinaire" dédié aux écritures contemporaines qui propose des spectacles, performances, installations et des concerts. Ces formes sont jouées dans des théâtres mais aussi dans des musées ou dans la ville.
La structure a été créée en 2010 par deux artistes hors-normes : Elodie Ségui (actrice formée notamment par J-M Rabeux et Y-N Génod, metteure en scène, performeuse, formatrice) et Emmanuelle Destremeau (chanteuse et fondatrice du groupe Ruppert Pupkin, auteure - finaliste du Grand prix de littérature dramatique en 2006 -, scénariste, comédienne au théâtre et au cinéma avec C. Honoré, F. Melquiot...) Elodie Ségui et Emmanuelle Destremeau ont créé ensemble « Kalldewey farce » au Palais de Tokyo, puis « Cosmos 110 » et travaillent sur « La modification des organes génitaux chez les poissons du Lac de Thoune » en résidence au Théâtre Gérard Philippe – CDN de Saint-Denis.
La compagnie est accompagnée par différentes structures en Île-de-France, en France et à l'étranger : Le Centquatre, la Ménagerie de Verre, L'Apostrophe, le TGP de Saint-Denis, TNG de Lyon, le Grand Bleu à

Lille, Théâtre Am Stram Gram à Genève, Lille 3000. Elle a bénéficié d'une aide au projet de la DRAC Hauts-de-France en 2016 pour une résidence au Musée de Condé à Chantilly.

Présentation du projet de création

Titre de la création : « MAD GRASS, SOCIETE SECRETE DES HERBES FOLLES ».

Esthétique de la création : Jeune Public

Présentation de l'équipe artistique
Le projet est conçu par le duo Elodie Segui et Emmanuelle Destremau, mis en scène par Elodie Segui, tandis que Emmanuelle Destremau signe l'écriture et la création vidéo. La direction et la composition musicale sont assurées par le groupe Ruppert Pupkin et Billy Jet Pilot
3 interprètes sont au plateau.

Présentation du projet de création
Le projet s'adresse au jeune public à partir de 9 ans et croise théâtre, arts plastiques et botanique. Il rassemble 3 acteurs sur une composition musicale du groupe de rock Ruppert Pupkin et met en scène des personnages imaginaires mi-chamanes, mi-hackers, dans une langue inventée, scandée et chantée, qui décident de végétaliser les villes et de libérer les graines.
L'enjeu scénographique est de créer un microcosme végétal où le plateau se transforme et les corps des acteurs fusionnent avec les plantes.

Calendrier de création :
- Répétitions :
La création fait l'objet de 22 jours de répétitions dont 15 jours en Île-de-France à Saint-Denis et Villiers-le-Bel puis l'équipe sera accueillie au Grand Bleu de Lille et au théâtre Am stram gram de Genève.

- Date et lieu de la première représentation : le 26 avril 2018 à Genève

Lieux partenaires du projet :
- 1 lieu francilien partenaire en coproduction : TGP – CDN de Saint-Denis (3 000 € + résidence + diffusion)
- 2 lieux franciliens partenaires en accueils de résidence et diffusion : Ville de Villiers le Bel (résidence, diffusion), L'Apostrophe à Cergy (diffusion)
- 1 lieu hors Ile-de-France coproducteur du projet : Le Grand Bleu à Lille (10 000 €résidence, diffusion)
- 1 lieu hors Ile-de-France partenaire en accueil de résidence et diffusion : théâtre Am stram gram de Genève (résidence, diffusion)

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
L'Organisation prévoit 24 représentations, dont 10 en Île-de-France (50% en grande couronne) : à L'Apostrophe en mai 2018 (3 représentations) puis une reprise en 2018/19 au TGP de Saint-Denis (5 représentations) et à Villiers le Bel (2 représentations), ainsi qu'à Lille et Genève.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable de 66 270 € et correspondant au budget déduction faite de la différence entre le

montant d’aide régionale proposé et le montant sollicité

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	43 302,00	61,62%
Charges techniques	16 582,00	23,60%
Communication	861,00	1,23%
Coûts de structure	9 525,00	13,55%
Total	70 270,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Hauts-de-France (sollicité)	14 000,00	19,92%
Région Île-de-France - Aide à la Création (sollicité)	14 000,00	19,92%
Cessions - L'apostrophe de Cergy	10 441,00	14,86%
Cessions - Théâtre Gérard Philippe CDN de Saint-Denis	12 186,00	17,34%
Cessions - Ville de Villiers-le-Bel	6 643,00	9,45%
Coproduction - Le Grand Bleu - Lille	10 000,00	14,23%
Coproduction - Théâtre Gérard Philippe - CDN de Saint-Denis	3 000,00	4,27%
Total	70 270,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011935

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : COMPAGNIE MARIZIBILL (PROJET DE CREATION : LUCE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	80 689,00 €	12,39 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE MARIZIBILL
Adresse administrative : MAISON DU CITOYEN
94120 FONTENAY-SOUS-BOIS
Représentant : Madame FRANCOISE BAQUE, Présidente

N° SIRET : 48973570400020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 27 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 27/06/2017.

Présentation du bénéficiaire
Depuis sa création en 2006, la compagnie Marizibill mène une recherche autour du théâtre contemporain, et notamment sur sa rencontre avec la marionnette, explorant la capacité de celle-ci à transcender les frontières et les genres, particulièrement dans son rapport à l'acteur. Implantée à Fontenay-sous-Bois , la direction artistique de la compagnie est assurée par Cyrille Louge et la conception des marionnettes par Francesca Testi.
Le jeune public occupe une place centrale dans le travail de la compagnie : cinq des sept spectacles créés l'ont été pour les tout-petits. Rumba sur la lune (créé en 2011) a obtenu en 2013 le prix du public (catégorie marionnette) au Festival d'Avignon, et compte depuis sa création plus d'une centaine de représentations par saison de tournée (soit environ 400 dates), jusqu'au Festival International Tam-Tam à la Réunion, et en Suisse. En juin 2014, le spectacle a été l'invité du Festival Croisements en Chine organisé par l'Institut Français, pour des représentations à Tianjin, Pékin et Shenzhen. Ce spectacle a bénéficié de l'aide à la reprise d'Arcadi. Le dernier spectacle en date, La petite casserole d'Anatole (2015), est adapté de l'album d'Isabelle Carrier (Ed. Bilboquet). Il a reçu l'aide d'Arcadi et l'aide à la résidence de la Région Poitou-Charentes. Il a bénéficié d'une résidence aux Studios de Virecourt (86).

Créé au Festival Off d'Avignon en 2015, le spectacle dépassera les 300 représentations en mai 2017 et jouera à nouveau dans plus d'une 40aine de lieux en 2017-2018. Il a été joué au Théâtre Paris-Villette, dans plusieurs scènes nationales, en Suisse et, en mai-juin 2016, dans trois villes de Chine (Pékin, Xi'an et Changsha), avec le soutien de l'Institut Français ; fin août 2017, il sera à nouveau joué en Chine, à Shanghai et Guangzhou.

Présentation du projet de création
Titre de la création : «Luce»
Esthétique de la création : Jeune public

Equipe artistique :
MISE EN SCENE Cyrille Louge
CONCEPTION MARIONNETTES Francesca Testi
COMPOSITION Yom (Clarinettiste)
AUTEUR (TEXTE, LIVRET…) roman de Jeanne Benameur « Les Demeurées »
LUMIERES Bastien Gérard
INTERPRETES 3 comédiennes-manipulatrices : Sophie Bezard, Mathilde Chabot et Sonia Enquien
AUTRES COLLABORATIONS ARTISTIQUES Collaboratrice à la mise en scène : Francesca Testi

Présentation du projet de création :
Depuis plusieurs années maintenant, la Compagnie Marizibill travaille sur la question de la différence, du handicap et de la difficulté d'être en général, qui a conduit à la création des spectacles Bazar monstre, Grace et dernièrement La petite casserole d'Anatole. Ce travail s'est traduit par une recherche plastique et scénique autour du lien entre la marionnette et l'acteur, qui interroge la supposée « normalité » et ses frontières, et le rapport à « l'autre ».
La pièce a pour point de départ le roman de Jeanne Benameur « Les Demeurées » qui raconte l'histoire de Luce ; une petite fille différente des autres enfants, confinée par sa mère, l'idiote du village,. Lorsque Solange, l'institutrice, lui ouvre la porte de l'école, c'est comme un appel d'air qui fait vaciller l'enfant, alors à la croisée de deux mondes.
Luce est au cœur d'un trio pouvant être vu comme les trois facettes du même personnage. Les personnages sont à « taille humaine », à taille réelle, évoluant dans tout l'espace du plateau, sans castelet. L'esthétique des marionnettes, têtes, visages, est en cours de recherche, mais les visages des «demeurées » seront stylisés.

Calendrier de création :
- Répétitions : 6 temps de résidence sont prévus
DU 18 AU 22 SEPT 2017 VILLE DE VIROFLAY (78) - AUDITORIUM
DU 25 AU 29 SEPT 2017 ECAM – KREMLIN-BICETRE (94)
DU 19 FEVRIER AU 4 MARS 2018 STUDIO DE VIRECOURT (86)
DU 16 AU 20 AVRIL 2018 VILLE DE LESIGNY (77) - THEATRE
DU 23 AVRIL AU 1ER MAI 2018 THEATRE JEAN ARP – CLAMART (92)

- Date et lieu de la première représentation : 2 mai 2018 au Théâtre Jean Arp à Clamart.

Lieux partenaires du projet :
Coproductions
ville de Viroflay et studio de Vignecourt apports en nature, Théâtre jean Arp apport en industrie et en nature.
Ecam 3000 €, Théâtre de Lésigny 1 000€
Lieux de diffusion et nombre de représentations: 18 représentations sont prévues en Île-de-France dont 12 en grande couronne Ile de France et 12 spectacles pour les scolaires.

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention : La base subventionnable de 80 689 €correspond au budget déduction faite de la différence entre le montant d'aide régionale proposé et le montant sollicité

Localisation géographique : SEINE ET MARNE/YVELINES/HAUTS DE SEINE/ VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	40 245,00	42,06%
Charges techniques	25 674,00	26,83%
Communication	10 200,00	10,66%
Coûts de la structure	19 570,00	20,45%
Total	95 689,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	6 000,00	6,27%
Région IDF - Aide à la création (sollicité)	25 000,00	26,13%
ADAMI / SPEDIDAM	11 000,00	11,50%
Coproduction théâtre de Lésigny et ECAM	4 000,00	4,18%
Cessions	45 457,00	47,50%
Fonds propres	4 232,00	4,42%
Total	95 689,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011937

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VROD AND CO (PROJET DE CREATION : LA SOUSTRACTION DES FLEURS SE CONCERTE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	70 948,00 €	8,46 %	6 000,00 €
	Montant Total de la subvention		6 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VROD AND CO
Adresse administrative : C/O GERARD DIGUET
94700 MAISONS-ALFORT
Représentant : Madame SANDRINE GARCIA, Présidente
N° SIRET : 82192042800017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 22 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 22/06/2017.

Présentation du bénéficiaire

Violoniste issu des musiques traditionnelles françaises, la palette musicale de Jean François Vrod couvre des esthétiques diverses (musiques et danses traditionnelles, Jazz, musiques improvisées, musiques savantes contemporaines, théâtre musical, performance…). La compagnie Vrod&Co œuvre ainsi dans le domaine de création musicale en prenant appui sur le répertoire des traditions orales et privilégie les productions allant dans le sens de la création et de l'innovation dans le secteur de l'oralité du domaine francophone. Avec un gout prononcé pour les formes musicales innovantes, Jean-François Vrod a notamment collaboré avec le violoniste de Jazz Dominique Pifarely, le compositeur Alain Savouret, le pédagogue Patrick Moutal, le conteur Abbi Patrix ou encore le performer Fantazio.
Le trio "la soustraction des fleurs" réunit depuis 2002 Jean-François Vrod, Frédéric Aurier (Violon et voix) et Sylvain Lemetre (Zarb et voix). Le trio a 3 concerts-spectacles à son actif « Concert d'ouverture », « L'après de l'avant » et « le Jardin des Jardins », et 2 CD publiés par le label signature de Radio France.

Présentation du projet de création

Titre de la création : « La soustraction des fleurs se concerte »

Esthétique de la création : Musiques

Présentation de l'équipe artistique
Mise en scène : Collective
Direction Musicale et Auteur : Jean-François Vrod.
Composition : Jean-François Vrod, Frédéric Aurier, Sylvain Lemêtre.
Lumières : Samuel Mary
Ensemble Musical : Le trio « La Soustraction des fleurs »,
3 interprètes fixes : Musiciens. Frédéric Aurrier, Sylvain Lemêtre, Jean-François Vrod.
Collaborations artistiques :
Noémi Boutin : Violoncelle.
Alban de Tournadre : Performer, plasticien, jongleur.
Leïla Martial : Voix.
Cyril Isnard : Anthropologue.
Sébastien Boisseau : Contrebasse.

Présentation du projet de création
Après trois spectacles, le trio formé par Jean-François Vrod, Frédéric Aurier (Violon et voix) et Sylvain Lemetre (Zarb et voix) souhaite approfondir son approche du répertoire traditionnel et créer un objet musical singulier.
Le trio s'appuiera sur les traditions instrumentales (violon populaire du massif central français), le répertoire de la littérature orale (contes, mythes, légendaire…) et la chanson traditionnelle francophone (complaintes, airs à danser).
L'idée du trio est d'inviter d'autres artistes à apporter leurs univers au programme de manière à composer de nouvelles pièces pour présenter un objet musical inédit témoin de la rencontre à chaque représentation.
Plusieurs artistes sont déjà pressentis : La violoncelliste Noémi Boutin, le plasticien-jongleur Alban de Tournade, la chanteuse Leïla Martial, le contrebassiste Sébastien Boisseau…

Calendrier de création :
- Répétitions :
Les répétitions auront lieu au dans un studio de répétition et au Conservatoire de Fresnes, à la NEF de Pantin, au Silo de Méréville et à la cité du verbe de Missery (21)

- Date et lieu de la première représentation :
Le trio a souhaité jouer à l'école de musique de Fresnes en journée pour sa première représentation qui aura lieu le 6 novembre 2017.

Partenaires du projet :
La création est soutenue par le Festival AFRICOLOR et la Cité du Verbe de Missery.

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
Sont prévues 3 représentations à Méréville dans le cadre d'Africolor et une représentation au nouveau Pavillon à Nantes.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable de 70948 € correspond au budget prévisionnel du projet déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- ESSONNE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
charges artistiques	43 182,00	58,51%
charges techniques	9 464,00	12,82%
communication	6 400,00	8,67%
couts de structures	14 755,00	19,99%
Total	73 801,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Île-de-France - Aide au projet (sollicité)	10 000,00	13,55%
Région Île-de-France - Aide à la création (sollicité)	8 853,00	12,00%
Arcadi - Aide à la production (sollicité)	9 000,00	12,19%
Fonds de soutiens : SPEDIDAM, ADAMI , FCM, CNV et SACEM	31 000,00	42,00%
Fondations BNP Paribas et SNCF	4 716,00	6,39%
Cessions de spectacles (Nouveau Pavillon et ENM Fresnes)	3 591,00	4,87%
Coproduction AFRICOLOR	2 200,00	2,98%
Coproduction Cité du Verbe de Missery	541,00	0,73%
Transports et défraiements	2 800,00	3,79%
Autres fonds propres	1 100,00	1,49%
Total	73 801,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 600,00 €
2018	2 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011944

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LES AILES DE L'AIR (PROJET DE CREATION : REFLETS)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	53 000,00 €	15,09 %	8 000,00 €
		Montant Total de la subvention	8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES AILES DE L'AIR
Adresse administrative : 17 RUE LE VAU
75020 PARIS
Représentant : Monsieur KEVIN LEVY, Président
N° SIRET : 49018782000017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017.

Présentation du bénéficiaire

La compagnie XXème Tribu, portée par l'association « Les ailes de l'air » est créée en 2006 par François Lamargot et quatre autres danseurs hip-hop du 20ème arrondissement. François Lamargot a été interprète pour Georges Momboye, Salia Sanou et Seydou Boro, Claude Brumachon, Blanca Li, Mourad Merzouki, Ibrahim Sissoko, Laura Scozzi.
Son travail mêle la danse hip hop avec d'autres styles chorégraphiques : danse africaine, danse contact, danse contemporaine. Parmi ses pièces, on peut citer : « Horizon » en 2006, « Alaska » en 2011 et « Gardien du temps » en 2015. Il a également réalisé deux courts-métrages : « Reflet » et « les Ailes de l'air ». La compagnie est repérée par le réseau de la danse hip hop (Rencontres de la Villette, IADU, Maison des Métallos, Paris Hip-hop, CCN La Rochelle, Pôle Pik...).

Présentation du projet de création

Titre de la création : « Reflets »

Esthétique de la création : Danse

Présentation de l'équipe artistique
La chorégraphie et l'interprétation sont assurées par François Lamargot, qui sera seul en scène, sur une composition sonore de Jean-Charles Zambo et une création vidéo de Ludovic Rivaland. La chorégraphe Laura Scozzi intervient en tant que dramaturge et regard extérieur.

Présentation du projet de création
« Reflets » est un solo de François Lamargot sous le regard extérieur de Laura Scozzi, prévu pour tout public à partir de 6 ans. Inspiré du court –métrage « Reflets » réalisé en 2016, François Lamargot souhaite retranscrire sur scène la multiplicité des êtres en chacun de nous.
La place de la vidéo dans le dispositif scénique sera importante, en interaction avec la chorégraphie, et permettra de mettre en scène un homme scrutant son reflet, en proie à ses illusions, dans un espace clos orné de miroirs.

Calendrier de création :
- Répétitions :
La création fait l'objet de 45 jours de recherche et répétitions dont 35 jours en Île-de-France : à l'IADU – La Villette à Paris, au CCN de Créteil, à Visages du Monde à Cergy et au Théâtre Jean Vilar de Suresnes. 10 jours de répétitions se sont également déroulés à Bron et à la Rochelle.

- Date et lieu de la première représentation : 13 janvier 2018 dans le cadre du Festival Suresnes Cité Danse.

Lieux partenaires du projet :
- 4 lieux et opérateurs franciliens partenaires coproducteurs : CCN de Créteil (3000 €), Centre de Danse du Galion (2500 € + diffusion), Visages du Monde à Cergy (5000 € + résidence + diffusion) et le Théâtre Jean Vilar de Suresnes (3000€ + résidence + diffusion)
- 1 lieu hors Ile-de-France partenaire de coproduction : CCN de La Rochelle (5000€ + résidence)
- 1 lieu francilien partenaire en accueil de résidence : Initiatives artistiques en danse urbaine – la Villette (résidence)

Partenaires publics
Sollicités : DRAC IDF – aide au projet : 8 000 €
SACD Beaumarchais : 3500 €

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
8 représentations sont prévues dont 7 en Île-de-France (3 en grande couronne soit 43%): au Festival Suresnes Cité Danse et à Visages du Monde de Cergy, et une avant-première au Festival H2O d'Aulnay-sous-Bois en décembre 2017.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable de 53 000 € et correspond au budget prévisionnel du projet déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	17 302,00	27,03%
Charges techniques	34 862,00	54,47%
Communication	500,00	0,78%
Couts de structure	11 336,00	17,71%
Total	64 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Île-de-France - Aide au projet (sollicité)	8 000,00	12,50%
Région Île-de-France - Aide à la Création (sollicité)	19 000,00	29,69%
SACD BEAUMARCHAIS	3 500,00	5,47%
Mécénat - Pascal Lédée	3 500,00	5,47%
Cessions - Théâtre Jean Vilar, Suresnes	3 000,00	4,69%
Cessions - Visages du Monde, Cergy	4 500,00	7,03%
Cessions - Festival H2O, Aulnay-Sous-Bois	2 500,00	3,91%
Cessions- La Maison de Begon, Blois	1 500,00	2,34%
Coproduction - CCN de Créteil	3 000,00	4,69%
Coproduction - CCN de La Rochelle	5 000,00	7,81%
Coproduction - Centre de danse du Gallion	2 500,00	3,91%
Coproduction - Visages du Monde	5 000,00	7,81%
Coproduction - Théâtre Jean Vilar	3 000,00	4,69%
Total	64 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 800,00 €
2018	3 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012143

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LA VIE BREVE (PROJET DE CREATION : DEMI VERONIQUE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	193 742,00 €	5,16 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA VIE BREVE
Adresse administrative : 12 RUE SAINT MATHIEU
75018 PARIS
Statut Juridique :
Représentant : Madame SOPHIE DARRAGI, Présidente

N° SIRET : 51442506500026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 28 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 28/06/2017.

Présentation du bénéficiaire

Le collectif La vie brève a été fondé en 2009. C'est un "ensemble" composé de musiciens mais aussi d'acteurs, metteurs en scène, scénographes et costumiers. Il est codirigé par Samuel Achache et Jeanne Candel et travaille sur les liens entre la musique et le théâtre, faisant ainsi de "l'opéra avec les moyens du théâtre". Il a créé en 2013 « Le crocodile trompeur / Didon et Enée » (Molière du spectacle musical) et « Orféo » en 2017.
Francilien, le collectif est conventionné par la DRAC Île-de-France et a été accueilli de 2013 à 2016 en résidence au Théâtre de la Cité Internationale dans le cadre de la Permanence artistique et culturelle du lieu.

Présentation du projet de création

Titre de la création : « Demi-Véronique »

Esthétique de la création : Théâtre
Présentation de l'équipe artistique
Mise en scène : Jeanne Candel
Composition : Gustav Mahler
Auteur : création collective d'après la cinquième symphonie de Gustav Mahler
Scénographie : Lisa Navarro
Lumières : Vyara Stefanova
Interprètes : Jeanne Candel, Lionel Dray, Caroline Darchen
Objets et masques : Loïc Nebreda et Simona Grassano
Céramiques : Dora Stanczel
Costumes : Pauline Kieffer
Dispositif sonore : Julien Fezans
Construction décors : Vincent Lefèvre et Philippe Gauliard

Présentation du projet de création
« Demi Véronique » est le nom d'une passe en tauromachie ou le torero contraint l'arrêt de la charge en usant de sa cape. Jeanne Candel y voit le lien avec le soupir en musique, c'est une pause, une transition. "Demi Véronique" s'inspire de la 5eme symphonie de Mahler. Ce ballet théâtral pour 3 comédiens se veut plus intimiste que les grandes formes d'opéra précédentes. La vie brève à ainsi la volonté de présenter son travail dans de plus petites salles, plus modestes et /ou en périphérie des grandes villes et grands équipements pour aller à la rencontre d'un nouveau public.

Calendrier de création :
- Répétitions :
Les répétitions auront lieu à la Fondation Royaumont, au théâtre Garonne, au théâtre de Lorient, au théâtre du Soleil et à la Comédie de Valence

- Date et lieu de la première représentation :
Le 2 février 2018 à la Comédie de Valence.

Partenaires du projet :
Le spectacle est soutenu financièrement par la comédie de Valence, le théâtre de Lorient, le théâtre Garonne et la DRAC Île-de-France. Il est également soutenu par le théâtre du Soleil et le théâtre des Bouffes du Nord.

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
La vie brève prévoit 33 représentations dont 13 en Île-de-France : A la comédie de Valence, au théâtre Garonne, au théâtre de Chaumont, au théâtre de Choisy, au Théâtre de Lorient, du Bois de l'Aune et aux Bouffes du Nord.

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 193 742 € et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	91 512,00	44,92%
Charges techniques	91 653,00	44,98%
Communication	1 300,00	0,64%
Coûts de la structure	19 277,00	9,46%
Total	203 742,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - Aide à la création (sollicité)	20 000,00	9,82%
SPEDIDAM (sollicité)	5 000,00	2,45%
ADAMI (sollicité)	5 000,00	2,45%
NEW SETTINGS (sollicité)	20 000,00	9,82%
Recettes propres	153 742,00	75,46%
Total	203 742,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012144

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VIVA LA COMMEDIA (PROJET DE CREATION : LE MISANTHROPE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	93 176,00 €	8,59 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VIVA LA COMMEDIA
Adresse administrative : 61 RUE DES PRES AUX BOIS
78000 VERSAILLES
Représentant : Monsieur FREDERIC MAGNIER, Président

N° SIRET : 44478908500024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 26/06/2017.

Présentation du bénéficiaire

La compagnie de théâtre Viva la Commedia est créée en 2002 par le metteur en scène et scénographe Anthony Magnier. La compagnie est chaque année présente à Avignon et propose près de 150 représentations par an principalement du répertoire classique dans l'esprit et l'énergie des tréteaux tout en revisitant les codes esthétiques et en explorant des dispositifs scénographiques : Othello, Cyrano, Un fil à la patte, Andromaque...
Viva est en résidence à Versailles depuis 2010. La compagnie crée, diffuse ses spectacles et mène différentes actions de sensibilisation avec les structures du territoire.

Présentation du projet de création

Titre de la création : « Le Misanthrope »

Esthétique de la création : Théâtre

Présentation de l'équipe artistique :
Mise en scène : Anthony Magnier
Auteur : Molière
Scénographie, décors : Anthony Manier
Lumières : Stéphane Balny
Comédiens : Anthony Magnier, Caroline Nolot, Laurent Paolini, Eugénie Ravon, Xavier Martel, Victorien Robert, Agathe Boudrières et Julien Renon

Présentation du projet de création :
Anthony Magnier propose un Misanthrope pour 8 interprètes, centré sur l'amour impossible entre Alceste et Célimène, abordant les thèmes de l'hypocrisie et de la médisance et qui entre en résonnance dans la société d'aujourd'hui. L'univers créé sera familier, mais légèrement distancé, le public devant pouvoir s'identifier à la situation sans perdre le comique de Molière.

Calendrier de création :
- Répétitions :
Les répétitions auront lieu à Versailles (78), à l'Espace Lino Ventura à Torcy (77) et au Centre Culturel Juliette Drouet de Fougères (35)

- Date et lieu de la première représentation :
Le 13 mars 2018 au centre Culturel Juliette Drouet de Fougères

Partenaires du projet :
Les coproducteurs sont Le Centre culturel Yves Montand de Livry Gargan, l'Espace Lino Ventura à Torcy et le Mois Molière de Versailles.

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :
11 Représentations sont prévues dont 7 en Ile-De-France : Au C.Culturel Yves Montand de Livry Gargan, à l'espace Jean Vilar de Marly Le Roi, au C.Culturel L'imprévu de Saint Ouen L'aumône, à L'espace Lino Ventura de Torcy, à L'espace Sarah Bernhardt Goussainville, et au festival Du Mois Molière de Versailles (78). Puis au C.Culturel Juliette Drouet Fougères (35), au Théâtre Le Forum De Fréjus (83) et au Printemps Culturel à Aulnoy Les Valenciennes (59).

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable de 93 176 € correspond au budget prévisionnel du projet déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- YVELINES
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	61 380,00	58,36%
Charges techniques	19 046,00	18,11%
Communication	3 250,00	3,09%
Coûts de structure	21 500,00	20,44%
Total	105 176,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - Aide à la création (sollicité)	20 000,00	19,02%
ADAMI / SPEDIDAM (sollicités)	18 000,00	17,11%
Recettes propres	67 176,00	63,87%
Total	105 176,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 800,00 €
2018	3 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012148

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ACCORD CROISES (PROJET DE CREATION : DORSAF HAMDANI - ARTISTES FRANCAIS VENUS D'AILLEURS)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	78 787,00 €	12,69 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACCORD CROISES
Adresse administrative : 28 RUE STEPHENSON
75018 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur SAID ASSADI, GERANT

N° SIRET : 41102906900043

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 28 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 28/06/2017.

Présentation du bénéficiaire

Accords croisés est une maison de production et un label, dirigé par Saïd Assadi, axant particulièrement son travail sur la promotion des « grandes voix du monde ». Accords Croisés produit des artistes, leurs discographies, ainsi que des créations et collaborations entre artistes venant d'horizons différents. Accords croisés présente un projet de Dorsaf Hamdani, grande voix tunisienne qui après « Ivresse » et « Princesses du chant arabe » a rencontré le succès avec son dernier spectacle "Fairouz-Barbara". Interprétant librement textes et musiques, l'émotion qu'elle cherche à transmettre tranche parfois avec l'austérité des chants arabes.

Présentation du projet de création

Titre de la création : DORSAF HAMDANI « Artistes français venus d'ailleurs »

Esthétique de la création : Musiques

Présentation de l'équipe artistique

Direction musicale : Dorsaf Hamdani et Daniel Mille
Composition/arrangement : Daniel Mille et Lucien Zerrad
Interprètes : Dorsaf Hamdani, Lucien Zerrad, Zied Zouari, Youssef Zayed.

Présentation du projet de création

Accompagnée d'un accordéoniste, d'un guitariste et d'un percussionniste, Dorsaf Hamdani abordera le patrimoine de la chanson française en interprétant les chansons d'artistes venus des quatre coins du monde : Aznavour, Django Reinhardt, Joe Dassin, Gainsbourg, Ferré, … Rappelant l'universalité de la chanson française, certaines des chansons seront traduites et interprétées en arabe

Calendrier de création :

- Répétitions :

Les répétitions auront lieu au centre d'action culturel Georges Brassens de Mantes-la-Jolie et au CRD de Mantes en Yvelines.

- Date et lieu de la première représentation :

Le 2 octobre 2017 au Centre d'Action Culturel Georges Brassens.

Partenaires du projet :

Le projet est soutenu par le conservatoire de Mantes en Yvelines associé au Centre d'action culturelle Georges Brassens, et par la Cordonnerie de Romans sur Isère. La Drac Île-de-France apporte aussi son soutien au titre de l'aide à la création.

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de-France :

9 représentations sont prévues dont 6 en Île-de-France : au centre d'action culturel Georges Brassens de Mantes-le-Jolie et au CRD de Mantes en Yvelines, au Café de la Danse de Paris, dans le cadre de Villes et Musiques du Monde, au Cratère d'Ales et à l'Opéra de Lille.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable s'élève à 78 787 € et correspondant au budget prévisionnel déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	48 964,00	50,07%
Charges techniques	19 022,00	19,45%
Communication	10 916,00	11,16%
Coûts de structure	18 885,00	19,31%
Total	97 787,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	10 000,00	10,23%
Région IDF - Aide à la création (sollicité)	29 000,00	29,66%
Recettes propres	58 787,00	60,12%
Total	97 787,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	200 000,00 €
	Montant total	200 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014024

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LA TORCHE ARDENTE CIE (PROJET DE CREATION : TIMON D'ATHENES)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	204 328,00 €	3,92 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA TORCHE ARDENTE CIE
Adresse administrative : 24 RUE MADEMOISELLE
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BRUNO FRACHON, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 50246546100023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 10 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 10/03/2017.

Présentation du bénéficiaire

La compagnie de théâtre La Torche Ardente est créée en 2005 par le metteur en scène Cyril Le Grix à sa sortie du cours Florent. Il a depuis mis en scène « Dom Juan » de Molière en 2009, « Brulon Voltaire » de Labiche en 2010 et « Démons » de Lars Noren en 2013 créée à la Scène Nationale – la Rose des Vents de Villeneuve d'Ascq.
La compagnie reçoit le soutien de l'ADAMI et la SPEDIDAM.

Présentation du projet de création

Titre de la création : « TIMON D'ATHENES » de Shakespeare.

Esthétique de la création : Théâtre

Présentation de l'équipe artistique
Mise en scène : Cyril le Grix
Chorégraphe : Emilie Delbée
Composition : Julian Julien
Auteur : Shakespeare, traduction : Jean-Claude Carrière
Scénographie : Benjamin Gabrié
Décor : Rémi Cassan et Lelia Demoisy
Lumières : Carole van bellegem
Interprètes : 3 musiciens : Karim Touré, Florent Hinschberger et Jon Lopez de Vicuna ; 15 comédiens : Patrick Catalifo, Xavier Bazin, Philippe Catoire, Thibault Corrion, Thomas Dewynter, René Hernandez, Maud Imbert, Jérôme Keen, Alexandre Mousset, Carole Schaal, Aksel Carrez, Ghislain Declety, Valentin Fruitier, Thomas Harel et Jérémy Hoffman-Karp ; 1 danseuse : Emilie Delbée
Ingénieur Sonore : Ivan Paulik

Présentation du projet de création
Le spectacle Timon d'Athènes est mis en scène par Cyril Le Grix. Le metteur en scène a préalablement étudié le texte en anglais (édition Oxford 2013) et la traduction de 1974 de Jean-Claude Carrière pour en proposer une adaptation. Elle est abordée comme une comédie noire et grinçante avec un personnage principal extrême, excessif, entre le sublime et le grotesque. C'est une création comprenant 15 comédiens, 3 musiciens et une danseuse.

Calendrier de création :
- Répétitions :
Les répétitions ont eu lieu au Théâtre 13 de Paris, au Magasin de Malakoff et au théâtre de la Tempête.

- Date et lieu de la première représentation :
Le spectacle a été créé le 2 mars 2017 à la Tempête.

Partenaires du projet :
C'est une création de la compagnie La Torche ardente avec le soutien de l'ADAMI et de la SPEDIDAM. Le Théâtre 13 soutient également le projet à travers un accueil en résidence.

Lieux de diffusion et nombre de représentations prévus en Ile-de//-France :
28 représentations sont prévues dont 10 en Île-de-France sur la saison 2018/2019 au théâtre Donald Cardwell de Draveil, au théâtre de Saint-Maur, au centre des Bords de Marne du Perreux-sur-Marne et au théâtre Louis Aragon de Tremblay-en France, puis, entre autre au théâtre de Gascogne, au théâtre de la Renaissance d'Oullins, à la scène nationale de Bayonne, au Grand théâtre de Calais …

Intérêt régional :
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable est de 204 328 € et correspondant au budget déduction faite de la différence de 32 000 entre le montant d'aide régionale proposé et le montant sollicité.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	156 428,00	66,19%
Charges techniques	52 500,00	22,21%
Communication	24 200,00	10,24%
Coûts de structure	3 200,00	1,35%
Total	236 328,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - Aide à la création (sollicité)	40 000,00	16,93%
Fonds de soutien (ADAMI, SPEDIDAM, ENSATT) (acquis)	28 125,00	11,90%
Pro Arti (crowdfunding)	925,00	0,39%
Billetterie	22 279,00	9,43%
Cessions (Théâtre Donald Cardwell, Théâtre de Saint-Maur, Centre des Bords de Marne, Théâtre Louis Aragon)	145 000,00	61,36%
Total	236 329,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 800,00 €
2018	3 200,00 €

CONVENTION TYPE : SOUTIEN A LA RESIDENCE TERRITORIALE

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° du ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif "aide à la résidence territoriale" adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-52 du 10 mars 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N°CP du , la Région Île-de-France a décidé de soutenir pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : (référence dossier n°).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à €, soit un montant maximum de subvention de €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Chaque demande de versement de subvention est revêtue du cachet de l'organisme ou collectivité, datée et signée par le représentant légal qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 60 % du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Le versement d'acompte est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses dûment complété.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le versement du solde est également subordonné à la production de 1 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production :

- d'un bilan d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité,
- d'un compte rendu financier de l'action comprenant la signature du représentant légal, de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes si l'organisme en est doté (dans le cas contraire, la signature du trésorier est requise),
- d'un état récapitulatif des dépenses dument complété et signé par le représentant légal.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production :

- d'un bilan d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité,
- d'un compte rendu financier de l'action comprenant la signature du représentant légal,
- d'un état récapitulatif des dépenses dument complété et signé par le représentant légal et le comptable public. Le comptable public certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité et leurs règlements.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le .

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Pour les personnes morales de droit privé : la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Pour les personnes morales de droit public : la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° du

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

Le Président
du Conseil Régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire

FICHE N° 17003434 : FESTIVAL SAINT DENIS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003434

Commissions permanentes du 17 mai 2017 CP2017-200 et du 18 octobre CP2017-504

Objet : FESTIVAL SAINT-DENIS (FESTIVAL SAINT DENIS CLASSIQUE ET METIS 2017)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	2 818 000,00 €	3,19 %	90 000,00 €
	Montant Total de la subvention		90 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FESTIVAL SAINT-DENIS
Adresse administrative : 16 PLACE DE LA LEGION D'HONNEUR
93200 ST DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Monique PRIM, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 33276100600011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional
Rapport Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Date prévisionnelle de début de projet : 13 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 17 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est le 13/02/2017.

Présentation de la manifestation
Actif depuis 1969, le Festival de Saint-Denis constitue l'un des festivals de musique classique de référence en Ile-de-France. Il accueille à la fois des grands noms de la scène classique internationale et de jeunes talents. Les concerts symphoniques se déroulent dans la Basilique de Saint-Denis et la Maison de la Légion d'Honneur accueille des récitals et des concerts de musique de chambre.
Depuis 2004, la programmation s'est ouverte aux musiques traditionnelles et musiques du monde, dans un objectif d'élargissement des publics. Le Festival a ainsi initié des concerts décentralisés dans les quartiers d'une dizaine de villes de l'agglomération Plaine commune. Les concerts ont lieu dans les structures culturelles mais aussi dans les écoles, gymnases, maisons de quartier, parcs.
Le Festival accueille aussi des ensembles en résidence en amont de la manifestation ; les artistes bénéficient d'une visibilité accrue pendant le festival et sont impliqués dans les actions culturelles auprès des jeunes (concerts scolaires, master-class, concerts dans les quartiers…).
Au total, le festival propose une offre de 60 concerts fréquentés par un large public (42 800 spectateurs en 2016). De nombreuses actions culturelles sont organisées autour du festival, notamment avec les

artistes des ensembles accueillis en résidence, que ce soit en milieu scolaire (plusieurs lycées sont partenaires), avec les conservatoires, le tissu associatif et les services municipaux, soit 270 heures d'interventions artistiques par an.
Le budget du Festival atteint près de 2,9 M€ en 2016, financé pour une bonne moitié par les subventions publiques (51% soit 1,5 M €) et par son chiffre d'affaires (49% des produits soit 1,3 M €), issu des recettes de billetterie (346 274 €) et surtout des partenariats privés (1 M €).
Le premier partenaire public du festival est la Ville de Saint-Denis (484 866 €), suivi de près par le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis (396 580 €) et l'Etablissement public territorial Plaine Commune (313 000 €). L'Etat intervient à travers une aide à la résidence de la DRAC (23 000 €), une aide du Centre des Monuments nationaux (15 000 €), une aide au titre de la politique de la ville (contrat de ville) (5 000 €).
La Région Ile-de-France intervenait jusqu'en 2016 à travers deux aides : l'une d'un montant de 40 000 € pour le volet de la programmation classique (aide aux manifestations culturelles) et l'autre d'un montant de 50 000 € (60 000 € avant 2016) pour le volet de la programmation musiques du monde et musiques traditionnelles (« Métis ») du Festival (aide au festival de musiques actuelles).

Projet 2017

Dates : du 9 mai au 30 juin 2017 (50 ans du festival)

Lieux : Concerts à la Basilique Cathédrale de Saint-Denis, au Pavillon de la Musique de la Maison d'Education de la Légion d'Honneur à Saint-Denis, dans les salles des quartiers de Saint-Denis, dans les équipements culturels déjà existants ou venant d'ouvrir des villes de Plaine Commune (Saint-Denis, L'Ile-Saint-Denis, Aubervilliers, Villetaneuse, La Courneuve, Pierrefitte-sur-Seine, Epinay-sur-Seine, Stains et Saint-Ouen).

Programmation prévue :
Musique classique : Mahler Chamber Orchestra, Orchestre Philharmonique de Radio France, Orchestre national de France, Orchestre de Chambre de paris, orchestre national d'Ile-de-France, Le balcon, Cappella Mediterranea, Monteverdi Choir & Orchestra, Cie La tempête, Ibrahim Maalouf
Récitals de musique de chambre : Lestyn Davies, Thomas Dunford, Varvara, Jean Rondeau, Edgar Moreau, David Kadouch

Créations musiques du monde/musique classique : Ophélie Gaillard, Waed Bouhassoun, Moslem Rahal, Bachar Mar-Khalifé, Ten Thing Bras Band, Tine Thing Helseth, Naïssam Jalal, Kersten Hochapfel, Quatuor Tercea, Keyvan Chemirani, Ensemble Convergences, Romain Leleu, Quatuor Debussy.
Trois artistes seront accueillis en résidence à l'occasion du festival : Keyvan Chemirani, percussionniste iranien, le Mahler Chamber Orchestra, la Cappella Mediterranea et Romain Leleu et son ensemble Convergences.

Actions culturelles prévues :
- 6 concerts donnés par Romain Leleu et l'ensemble Convergences, pour les écoles élémentaires, accompagnés d'ateliers et de rencontres avec les artistes,
- 5 parcours thématiques pour les collégiens avec l'ensemble Le Balcon, l'ensemble Amalgames, un percussionniste de l'Orchestre national de France,
- 4 répétitions générales publiques pour les collégiens, lycéens et élèves de conservatoires,
- 2 parcours thématiques avec des lycées franciliens : l'un autour de l'Orfeo de Monteverdi avec le Cappella Mediterranea (lycée Paul Eluard de Saint-Denis et lycée Feyder d'Epinay-sur-Seine), l'autre autour des Motets de Bach avec le Mahler Chamber Orchestra et le Chœur Music Aeterna avec le lycée Les Pierres Vives à Carrières-sur-Seine (78) et un lycée du 77. Ces deux projets associeront également, pour l'un, des associations et centres culturels du territoire, et pour l'autre, les chœurs de Seine-Saint-Denis et le CRR Aubervilliers-La Courneuve.
- 1 projet avec la compagnie Le Tréteau et l'Orchestre de chambre de paris autour d'un projet de création sur deux ans avec des classes d'écoles élémentaires de Paris et Saint-Denis (avec la réalisation également d'un web-documentaire),
- des ateliers-rencontres avec Ibrahim Maalouf avec des associations et des collégiens,

- 3 master-class avec le CRR d'Aubervilliers – La Courneuve et 1 rencontre inter-conservatoires avec l'ensemble Amalgames autour du Soundpainting et une collaboration avec le groupe Demos de Plaine commune,
- 15 visites « architecture et musique » avec le Centre national des Monuments nationaux,
- des conférences et rencontres avec les 25 médiathèques de Plaine commune,
- 3 projections Kinopéras au cinéma L'Ecran.
- 2 concerts décentralisés dans les quartiers à Saint-Denis,
- la retransmission en direct de concerts, en plein air, sur le parvis de la basilique.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région intervenait jusque-là à travers deux aides au titre de deux dispositifs distincts : aide aux manifestations culturelles et aide aux festivals de musiques actuelles. Etant donné que les dispositifs sont désormais fusionnés, que les deux programmations font partie du même évènement et qu'elles sont organisées par le même porteur de projet, il est proposé de fusionner les deux aides régionales, soit une aide régionale de 90 000 €.
La base subventionnable s'élève à 2 818 000 € et correspond au montant du budget du projet.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	1 411 000,00	50,07%
DEPENSES TECHNIQUES ET LOGISTIQUES	574 000,00	20,37%
COMMUNICATION	265 000,00	9,40%
COUTS DE STRUCTURE	568 000,00	20,16%
Total	2 818 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	68 000,00	2,41%
Subvention Région (sollicitée)	90 000,00	3,19%
Subvention Département du 93 (sollicitée)	381 380,00	13,53%
Subvention EPT Plaine commune (sollicitée)	313 000,00	11,11%
Subvention Commune de Saint-Denis (sollicitée)	484 866,00	17,21%
Mécénat sponsoring	1 100 000,00	39,03%
Recettes propres	380 754,00	13,51%
Total	2 818 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	90 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	60 000,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	40 000,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	60 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	40 000,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	50 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	40 000,00 €
2017	Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	90 000,00 €
	Montant total	340 000,00 €

AVENANTS 2 ET 3 : THEATRE DU SOLEIL

Avenant n°2 à la convention n°15-640
Entre la Région Ile-de-France et THEATRE DU SOLEIL

La Région d'Ile-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE agissant en vertu de la délibération n° CP 2017-507 du 18 octobre 2017
ci-après dénommée la " Région "
d'une part,

et

la structure dénommée : THEATRE DU SOLEIL
adresse : BOIS DE VINCENNES 75012 PARIS
représentée par M. .....
en vertu de: .....
ci-après dénommée " la structure "
d'autre part,

Après avoir rappelé ce qui suit :

En vertu de la délibération n°CP 15-640 du 08 octobre 2015, une subvention d'un montant maximum de 100 000 €, représentant 1,56 % du montant de la dépense subventionnable a été attribuée à THEATRE DU SOLEIL.

A la suite d'une erreur matérielle intervenue sur la fiche projet jointe en annexe à la délibération CP n°15-640 et afin de maintenir l'intégralité du montant d'aide régionale votée précédemment, il est proposé de modifier la base subventionnable et le taux d'intervention, précédemment votés par délibération n° CP 15-640 du 08 octobre 2015.

ARTICLE 1 : Modification de l'article 1

L'article 1 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 15-640 du 08 octobre 2015, la Région Île-de-France a décidé de soutenir THEATRE DU SOLEIL pour la réalisation du projet de fabrique tel que proposé dans la fiche projet du rapport, à savoir THEATRE DU SOLEIL (FABRIQUE DE CULTURE - DEUXIEME CONVENTION TRIENNALE).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention globale de fonctionnement correspondant à 2,17 % du budget de l'année 2016, soit un montant maximum de subvention de 100000 €. »

ARTICLE 2 : Modification de l'annexe à la convention

Le paragraphe « détail du calcul de la subvention » de la fiche projet est remplacé par les dispositions suivantes :

« **Détail du calcul de la subvention :**
La Région soutient le Théâtre du Soleil au titre des Fabriques de culture à hauteur de 100 000 € sur une base subventionnable de 4 611 034 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2016 proposé et déduction faite des recettes d'investissement (immobilisations et subvention d'investissement versées au résultat pour un montant total de 2 042 974 €). »

Le tableau récapitulatif de la fiche projet est remplacé par le tableau suivant :

Objet :	**THEATRE DU SOLEIL (FABRIQUE DE CULTURE - FONCTIONNEMENT 2016)**		
Libellé base subventionnable	**Montant base subventionnable**	**Taux d'intervention**	**Montant de subvention maximum**
Soutien aux fabriques de culture	4 611 034,00 €	2,17 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet dès sa notification au titulaire.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES

Toutes les stipulations de la convention triennale non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le .....

Le.....

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France

M.
(*signature et cachet*)

Avenant n°3 à la convention n°16-555
Entre la Région Ile-de-France et THEATRE DU SOLEIL

La Région d'Ile-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE agissant en vertu de la délibération n° CP 2017-507 du 18 octobre 2017
ci-après dénommée la " Région "
d'une part,

et

la structure dénommée : THEATRE DU SOLEIL
adresse : BOIS DE VINCENNES 75012 PARIS
représentée par M. .....
en vertu de: .....
ci-après dénommée " la structure "
d'autre part,

Après avoir rappelé ce qui suit :

En vertu de la délibération n°CP 16-555 du 16 novembre 2016, une subvention d'un montant maximum de 100 000 €, représentant 1,67 % du montant de la dépense subventionnable a été attribuée à THEATRE DU SOLEIL.

A la suite d'une erreur matérielle intervenue sur la fiche projet jointe en annexe à la délibération CP n°16-555 et afin de maintenir l'intégralité du montant d'aide régionale votée précédemment, il est proposé de modifier la base subventionnable et le taux d'intervention, précédemment votés par délibération n° CP 16-555 du 16 novembre 2016.

ARTICLE 1 : Modification de l'article 1

L'article 1 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 16-555 du 16 novembre 2016, la Région Île-de-France a décidé de soutenir THEATRE DU SOLEIL pour la réalisation du projet de fabrique tel que proposé dans la fiche projet du rapport, à savoir THEATRE DU SOLEIL (FABRIQUE DE CULTURE - DEUXIEME CONVENTION TRIENNALE).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention globale de fonctionnement correspondant à 1,98 % du budget de l'année 2017, soit un montant maximum de subvention de 100000 €. »

ARTICLE 2 : Modification de l'annexe à la convention

Le paragraphe « détail du calcul de la subvention » de la fiche projet est remplacé par les dispositions suivantes :

« **Détail du calcul de la subvention :**
La Région soutient le Théâtre du Soleil au titre des Fabriques de culture à hauteur de 100 000 € sur une base subventionnable de 5 040 235 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2017 proposé et déduction de la subvention d'investissement versées au résultat, de la dotation aux amortissements (1 chambre en Inde), des services bancaires 48 500 € pour un montant total de 1 244 593 €. »

Le tableau récapitulatif de la fiche projet est remplacé par le tableau suivant :

Objet :	**THEATRE DU SOLEIL (FABRIQUE DE CULTURE - FONCTIONNEMENT 2017)**		
Libellé base subventionnable	**Montant base subventionnable**	**Taux d'intervention**	**Montant de subvention maximum**
Soutien aux fabriques de culture	5 040 235,00 €	1,98 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

ARTICLE 3: DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet dès sa notification au titulaire.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES

Toutes les stipulations de la convention triennale non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le .....

Le.....

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France

M.
(*signature et cachet*)

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-471

DU 18 OCTOBRE 2017

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE EN MATIÈRE D'ACTION SOCIALE, DE SOLIDARITÉ ET DE SOUTIEN AUX FAMILLES CINQUIÈME AFFECTATION POUR 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article 4221-1 ;

VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L115-1 et suivants ;

VU la délibération n°CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à la politique sociale régionale ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ; modifiée par la délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n°CR01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ; modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU la délibération n° CP 15-320 du 17 juin 2015 relative à la politique régionale de santé – Approbation de la convention-type relative à la participation régionale en investissement dans les domaines de l'action sociale et de la santé ;

VU la délibération n° CP 2017-070 du 8 mars 2017 – Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles en 2017 ;

VU le budget de la région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-471 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Dispositif en faveur des personnes en situation précaire – Investissement Etablissements et services accueillant des femmes en difficulté et leurs enfants

Décide de participer, au titre du programme «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire», au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de 4 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **459 181€.**

Subordonne le versement de ces subventions en investissement à la conclusion, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n°CP 15-320 du 17 juin 2015 et modifiée selon les dispositions de la délibération N°CR 08-16 du 18 février 2016 et de la délibération N°CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **459 181€** disponible sur le chapitre 904 «Santé et action sociale», code fonctionnel 42 «Action sociale», programme HP 42 003 (142 003) «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire», action 142 003 01 «Etablissements et services pour femmes en difficulté», conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1, au titre du budget 2017.

Article 2 : Dispositif en faveur des personnes en situation précaire – Investissement soutien aux innovations sociales

Décide de participer, au titre du programme «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire», au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant de **163 500 €** au titre du budget 2017.

Subordonne le versement de cette subvention en investissement à la conclusion, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n°CP 15-320 du 17 juin 2015 et modifiée selon les dispositions de la délibération N°CR 08-16 du 18 février 2016 et de la délibération N°CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer

Affecte une autorisation de programme de **163 500 €** disponible sur le le chapitre 904 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42-003 « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 142 003 11 « Actions d'innovation sociale » , conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1, au titre du budget 2017.

Article 3 : Autorisation de démarrage anticipé Investissement

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17014000	plateforme du centre d'appels 3919-Violence Femmes Info : informatique et téléphonie	FNSF FEDERATION NATIONALE SOLIDARITE FEMMES	01/08/2017
17013885	accueil de jour pour femmes victimes de violences et leurs enfants au 13 rue Courteline, 77100 Meaux.	SOS FEMMES 77	01/09/2017
17013983	achat foncier pour la création d'un CHRS de 51 logements et d'une résidence sociale, au 6-10 Passage Dubail Paris 10°, pour femmes en difficulté et leurs enfants.	VILOGIA SA D'HLM	01/01/2016
17011384	favoriser la réduction des risques de contamination par le VIH et le VHC chez les usagers de drogues par voie intraveineuse	ASS SAFE	01/06/2017

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Etat récapitulatif des subventions.doc

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-471	Budget	2017

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**42 - Action sociale**
Programme	**142003 - Dispositif en faveur des personnes en situation précaire**
Action	**14200301 - Établissements et services pour femmes en difficulté**

Dispositif : N° 00000695 - Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté

Dossier	17013983 - achat foncier pour la création d'un CHRS de 51 logements et d'une résidence sociale, au 6-10 Passage Dubail Paris 10°, pour femmes en difficulté et leurs enfants.			
Bénéficiaire	R32945 - VILOGIA SA D'HLM			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 615 000,00 €	HT	5,34 %	300 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000695 - Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	300 000,00 €

Dispositif : N° 00000711 - Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté

Dossier	17012995 - Achat d'un véhicule pour l'accueil de jour situé 20 rue Ampère à Meaux (77)			
Bénéficiaire	P0037266 - ASSOCIATION REGIONALE POUR L'INSERTION LE LOGEMENT ET L'EMPLOI			
Localisation	MEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 500,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 000,00 €	TTC	50 %	13 500,00 €	

Dossier	17013885 - accueil de jour pour femmes victimes de violences et leurs enfants au 13 rue Courteline, 77100 Meaux.			
Bénéficiaire	R9965 - SOS FEMMES 77			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300 000,00 €	TTC	33,33 %	100 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-471	Budget	2017

Dossier	17014000 - plateforme du centre d'appels 3919-Violence Femmes Info : informatique et téléphonie			
Bénéficiaire	R28539 - FNSF FEDERATION NATIONALE SOLIDARITE FEMMES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 681,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
91 362,00 €	TTC	50 %	45 681,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000711 - Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté	159 181,00 €

Total sur l'imputation 904 - 42 - 142003 - 14200301	459 181,00 €

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**42 - Action sociale**
Programme	**142003 - Dispositif en faveur des personnes en situation précaire**
Action	**14200311 - Actions d'innovation sociale**

Dispositif : N° 00001042 - Innovation sociale - investissement

Dossier	17011384 - Favoriser la réduction des risques de contamination par le VIH et le VHC chez les usagers de drogues par voie intraveineuse.			
Bénéficiaire	R32586 - ASS SAFE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
200 000,00 €	TTC	50 %	100 000,00 €	

Dossier	17014019 - dons solidaires en direct, des entreprises à des associations caritatives : plateforme informatique pour le don à proximité de produits de première nécessité non alimentaires			
Bénéficiaire	P0027269 - DONS SOLIDAIRES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	63 500,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
127 000,00 €	TTC	50 %	63 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001042 - Innovation sociale - investissement	163 500,00 €

Total sur l'imputation 904 - 42 - 142003 - 14200311	163 500,00 €

Fiches projet

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013885

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ACCUEIL DE JOUR POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES ET LEURS ENFANTS AU 13 RUE COURTELINE, 77100 MEAUX.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté	300 000,00 €	33,33 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
14200301- Établissements et services pour femmes en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOS FEMMES 77
Adresse administrative : 13 RUE GEORGES COURTELINE
77100 MEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Raymonde JOBELIN, Présidente

Date de publication au JO : 23 octobre 1979

N° SIRET : 32125412000025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : accueil de jour pour femmes victimes de violences et leurs enfants au 13 rue Courteline, 77100 Meaux.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'association doit acheter ce local en urgence dès qu'un accord est trouvé avec le vendeur, faute de quoi elle devrait transférer l'ensemble de ses locaux vers un autre endroit à trouver, avec la même qualité d'accueil au public. Une promesse de vente est signée le 28 juillet.

Objectifs :
SOS Femmes 77 a pour objet la lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes. Ainsi, elle a développé différents services pour les femmes seules ou accompagnées d'enfants :
- Hebergement d'insertion (33 places) et de stabilisation (11 places), centre maternel (20 places).

- Hébergement d'urgence (49 places) pour la mise à l'abri, ou en transition entre les hébergements du 115 et un hébergement ou logement plus adapté.
- Pour les non résidentes, une antenne d'accueil, information et orientation, qui a reçu et épaulé 309 nouvelles femmes en 2016, ainsi qu'un lieu sécurisant pour les besoins de première nécessité (hygiène, repas, vestiaire, repos)

L'accompagnement comprend, selon les services, différents volets tels que : écoute, suivi administratif, conseils ou insertion sociale et professionnelle, ouverture des droits au logement et aux prestations sociales, accompagnement médical et juridique, éventuellement défense juridique ou gestion du danger de mort, soutien psychologique, à la parentalité, aide aux enfants,… pour réconforter, éclairer la prise de décision ou reconstruire des repères stables permettant de se projeter dans une reconstruction personnelle et familiale. L'association gère le TGD Téléphone Grand Danger, et est « référent violences conjugales » pour le Nord du Département.

Elle souhaite acquérir les locaux du 13 rue Courteline où, locataire depuis 16 ans, elle a son accueil, ses bureaux éducatifs et administratifs, d'entretien destinés au public. En effet, le propriétaire veut vendre, alors que l'association est propriétaire depuis longtemps de la maison mitoyenne, au 15. Il s'agit de pérenniser les prestations au public par cet achat.

Description :
Les deux maisons sont déjà communicantes sur les 3 étages, ce qui a permis de fonctionner aisément depuis longtemps. Elles sont adaptées aux missions de l'association. Leur situation géographique est favorable aux activités de l'association et de son public (proximité des transports, du centre-ville, etc.).
La maison à acquérir a une surface de 344m2 et un jardin bien apprécié des femmes et des enfants.

Intérêt régional :
Les activités de cette association bénéficient à toute la moitié Nord du Département 77.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Femmes victimes de violences conjugales et leurs enfants.

Détail du calcul de la subvention :
100.000 € = plafond du dispositif.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
acquisition immobilière	300 000,00	100,00%
Total	300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	100 000,00	33,33%
Enprunt	200 000,00	66,67%
Total	300 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	4 316,00 €
2014	Soutien à la prévention	10 000,00 €
2015	Soutien à la prévention	7 500,00 €
	Montant total	21 816,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012995

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ACHAT D'UN VÉHICULE POUR L'ACCUEIL DE JOUR SITUÉ 20 RUE AMPÈRE À MEAUX (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté	27 000,00 €	50,00 %	13 500,00 €
	Montant Total de la subvention		13 500,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
14200301- Établissements et services pour femmes en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION REGIONALE POUR L'INSERTION LE LOGEMENT ET L'EMPLOI
Adresse administrative : 40 BOULEVARD JEAN ROSE
77100 MEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Paul NATAF, Président

Date de publication au JO : 8 avril 1978

N° SIRET : 31506321400219

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : achat d'un véhicule pour l'accueil de jour situé 20 rue Ampère à Meaux (77)

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'Association Régionale pour l'Insertion le Logement et l'Emploi a pour but d'insérer les familles et personnes en difficulté et d'agir contre la répétition des situation d'exclusion. Elle est issue de la fusion fin 2016 des associations BAIL, Habitat Educatif, ARILE et Horizon.

Son établissement Horizon comporte divers secteurs : accompagnement à l'emploi, pôle justice (dont des

actions de prévention des violences conjugales, responsabilisation des auteurs,…) et un secteur hébergement logement comportant un service de domiciliation (909 boites aux lettres actives, 60 personnes par jour), des services d'hébergement (CHRS, CHU, dispositif hivernal hôtel urgence famille), et un accueil de jour ouvert en mars 2016, dédié à des familles hébergées par le 115 dans des hôtels de Meaux et des alentours. Elles sont orientées par l'Equipe Mobile d'Accompagnement Social et de Mediation (EMASM)liée au SIAO 77 après évaluation des besoins de la famille, vers cet accueil de jour qui a déjà réalisé en 2016 une centaine d'ateliers d'activités diverses, une centaine de démarches administratives, 858 tournées de machine à laver et sèche-linge, 3000 repas de midi, etc..

Ce sont quasi exclusivement les femmes, avec enfants, qui fréquentent l'accueil de jour, venant de certains hôtels éloignés jusqu'à 4,9 km, sans transport en commun adéquats ; elles ne peuvent pas aisément effectuer les trajets à pieds, d'autant plus qu'elles sont chargées de linge, accompagnées d'enfants en poussette ou à pieds, sur des voies parfois peu carrossables, et contraintes par les horaires scolaires ; l'absentéisme est très important lorsqu'il pleut. Ainsi, les enfants comme les mères peuvent difficilement bénéficier correctement de la restauration (cuisiner est interdit à l'hôtel), de l'accueil (certains hôtels ferment en journée), des activités, de l'accompagnement qui nécessitent une régularité pour être efficaces.

Description :
C'est pourquoi l'ARILE souhaite acquérir un véhicule de 9 places, pour accompagner ces personnes de leurs hôtels respectifs vers son accueil de jour, ou si besoin vers celui de SOS Femmes de Meaux, association voisine spécialisée dans l'accompagnement des femmes victimes de violences.
Ce véhicule permettra de donner son efficacité et d'étendre un dispositif d'accompagnement peu courant, de l'orientation par les EMASM auprès des familles en hôtel social jusqu'à l'accueil de jour.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Femmes et enfants en grande difficulté sociale et d'hébergement, en Seine et Marne.

Localisation géographique :
- MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
vehicule 9 places	27 000,00	100,00%
Total	27 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	13 500,00	50,00%
Etat (DDCS) (attr)	13 500,00	50,00%
Total	27 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	13 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014000

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : PLATEFORME DU CENTRE D'APPELS 3919-VIOLENCE FEMMES INFO : INFORMATIQUE ET TÉLÉPHONIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté	91 362,00 €	50,00 %	45 681,00 €
	Montant Total de la subvention		45 681,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
14200301- Établissements et services pour femmes en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FNSF FEDERATION NATIONALE SOLIDARITE FEMMES
Adresse administrative : CS 60047
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Dominique GUILLEN-ISENMANN, Présidente

Date de publication au JO : 4 février 1987

N° SIRET : 32534704500057

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : plateforme du centre d'appels 3919-Violence Femmes Info : informatique et téléphonie

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : sécuriser en urgence le fonctionnement de la ligne d'écoute 3919 Violences Femmes Info : le centre d'appels actuel, de 2007, a présenté récemment une suite de défaillances sur le retour des données (nombre, durée des appels…).

Objectifs :
FNSF fédère un réseau de 67 associations spécialisées dans le soutien (accompagnement, hébergement,…) aux femmes victimes de violence.

Elle s'occupe de l'organisation de mises en sécurité des femmes en très grand danger, collecte de données sur les violences conjugales, formation des professionnels, sensibilisation du public, propositions réglementaires pour améliorer le parcours des femmes, veille et conseils juridiques lors des appels au 3919…
Le 3919 est un numéro d'écoute anonyme et gratuit assuré tous les jours par des écoutantes professionnelles.
Pour garantir une bonne gestion du trafic (environ 65.000 appels/an avec des pics d'affluence) et la collecte des données relatives aux appels, le système de 2007 doit être intégralement changé ; outre la fiabilité et une gestion matérielle et de maintenance qui sera désormais pilotée directement par la FNSF, le nouveau système permettra plus de souplesse et de services dans la gestion de l'administration du centre : création de modules de remontée de données, relevé rapide d'un numéro d'appel en cas d'urgence, paramétrages divers, ergonomie, etc.
Plusieurs mois sont nécessaires, tests compris pour que l'installation soit effective.

Moyens mis en œuvre :
- autocommutateur avec messagerie vocale IPBX, installation, assistance à maitrise d'ouvrage et prestations diverses pour la rénovation de l'ensemble de la plateforme
- centre d'appels 15 nouveaux postes, interconnexion, réglages, logiciel,
- serveur, avec système d'exploitation, onduleur, prestations d'installation
- formation aux outils
- 4 ordinateurs ayant la capacité suffisante pour utiliser les logiciels courants actuels

Intérêt régional :
FNSF s'est déjà engagée à prendre 2 stagiaires lors de la subvention pour la mise en œuvre de l'accès au logement de femmes victimes de violences sur le contingent régional en 2017. Pour permettre un encadrement adapté et tenir compte des locaux, un seul stagiaire supplémentaire est prévu au titre de cette subvention en investissement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Femmes victimes de violences (toutes les violences, violences conjugales, violences sexuelles, mariages forcés, mutilations sexuelles féminines, violences au travail), leur entourage et les professionnels

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
autocommutateur	40 082,00	43,87%
centre d'appels	38 172,00	41,78%
serveur	9 136,00	10,00%
formation	1 972,00	2,16%
ordinateurs	2 000,00	2,19%
Total	91 362,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	45 681,00	50,00%
Emprunt	45 681,00	50,00%
Total	91 362,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	45 681,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Subvention annuelle à la FNSF	40 000,00 €
2015	Subvention annuelle à la FNSF	40 000,00 €
2016	Subvention annuelle à la FNSF	40 000,00 €
2017	Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	40 000,00 €
	Montant total	160 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011384

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : FAVORISER LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CONTAMINATION PAR LE VIH ET LE VHC CHEZ LES USAGERS DE DROGUES PAR VOIE INTRAVEINEUSE.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	200 000,00 €	50,00 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
14200311- Actions d'innovation sociale

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS SAFE
Adresse administrative : 11 AVENUE PORTE DE LA PLAINE
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PIERRE CHAPPARD, PRESIDENT

Date de publication au JO : 1 novembre 1989

N° SIRET : 39506543600044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Innovation sociale - investissement
Rapport Cadre : CP2017-070 du 08/03/2017

Objet du projet : favoriser la réduction des risques de contamination par le VIH et le VHC chez les usagers de drogues par voie intraveineuse.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les besoins en approvisionnement étant continus et répondant à d'urgentes nécessités, l'opération a dû démarrer dès le mois de juin 2017.

Objectifs :
L'action a pour objectif de favoriser la réduction des risques de contamination par le VIH et le VHC chez les usagers de drogues par voie intraveineuse par les biais suivants :
- développement de l'implantation d'automates distributeurs et récupérateurs de matériels à usage unique adaptés

- facilitation de l'accès 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24
- facilitation de l'accès de la prévention par la diffusion d'outils d'éducation à la santé.

Description :
Le projet consiste à finaliser la pose de 11 distributeurs.

Les lieux prioritairement ciblés pour la pose de nouveaux appareils sont Paris 17ème (devant l'hôpital Marmottan), les gares de Lyon et Montparnasse, les communes de Courbevoie, Boulogne et Villeneuve-la-Garenne.

Intérêt régional :
Participation à la prévention santé des toxicomanes en Île-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Usagers de drogues résidant sur le territoire francilien.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures (outils de prévention et automates)	200 000,00	100,00%
Total	200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ARS Île-de-France	80 000,00	40,00%
DASES de Paris	20 000,00	10,00%
Conseil régional Île-de-France	100 000,00	50,00%
Total	200 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux établissements de prise en charge des addictions	100 000,00 €
2016	Aide aux établissements de prise en charge des addictions	50 000,00 €
	Montant total	150 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014019

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : DONS SOLIDAIRES EN DIRECT, DES ENTREPRISES À DES ASSOCIATIONS CARITATIVES : PLATEFORME INFORMATIQUE POUR LE DON À PROXIMITÉ DE PRODUITS DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ NON ALIMENTAIRES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	127 000,00 €	50,00 %	63 500,00 €
	Montant Total de la subvention		63 500,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
14200311- Actions d'innovation sociale

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DONS SOLIDAIRES
Adresse administrative : 13 RUE DE TEMARA
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Paul BOURDU, Président

Date de publication au JO : 7 août 2004

N° SIRET : 49302900300032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Innovation sociale - investissement
Rapport Cadre : CP2017-070 du 08/03/2017

Objet du projet : dons solidaires en direct, des entreprises à des associations caritatives : plateforme informatique pour le don à proximité de produits de première nécessité non alimentaires

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'association collecte auprès des industriels les invendus de consommation courante afin de les redistribuer à des associations caritatives, signataires d'une charte d'utilisation de ces produits. Il s'agit de produits de première nécessité (produits d'hygiène et d'entretien, puériculture, vêtements, articles scolaires, jouets, etc.). Les dons sont centralisés dans un entrepôt en Seine-et-Marne puis distribués contre une participation minime aux frais, selon les demandes gérées par l'association depuis Saint-

Germain-en- Laye.
Ce mécénat de produits, favorable à l'obligation de Responsabilité Sociale et Environnementale des entreprises, leur évitant de stocker puis détruire leurs invendus, a un impact environnemental et social.

Des entreprises ont sollicité l'association pour que les produits soient distribués aux associations caritatives à proximité, sans passer par l'entrepôt central ; cette mise en relation directe a été réalisée pour quelques unes de façon expérimentale ; le projet Dons Solidaires en Direct a pour objectif la mise en place d'un outil informatique qui permettra le développement à grande échelle d'un service décentralisé de gestion d'invendus en circuit court, et donc de démultiplier le service aux personnes en précarité.

Outre ses partenaires informatiques habituels, quelques fournisseurs ou enseignes sont impliqués dans la reflexion pour la conception de la plateforme, et le seront également lors d'une phase pilote avant le lancement général. En effet, les contraintes sont nombreuses pour que la démarche de don reste simple et de qualité :
- souplesse, adaptabilité, réactivité, traçabilité pour les entreprises
- moindre coût, produits adaptés à leurs besoins, clarté de l'offre, prise en compte de leurs contraintes en termes de conditionnement et de livraison, etc. pour les associations

Description :
Ce service passe par le développement d'une plateforme informatique dédiée à la mise en relation entre donateurs locaux et associations de proximité, et la création d'une interface entre cette plateforme et le progiciel actuel de suivi des dons de l'association. Il s'accompagne d'une mise à niveau du parc informatique existant pour adapter la capacité du serveur, revoir le câblage des locaux, et créer trois postes informatiques additionnels : achats de matériels, prestations et travaux sont nécessaires.
L'association a également débuté par ailleurs les démarches pour agrandir son équipe de 2 personnes dédiées à ce futur service.

Intérêt régional :
La Région participe à ce projet numérique socialement innovant qui va permettre à l'association d'être encore plus efficace pour permettre l'accès à ces produits, pour de plus nombreuses personnes en difficulté. Il contribue également à la lutte contre le gaspillage et ainsi au développement durable.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Personnes en précarité, soutenues par des associations caritatives.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
postes informatiques et licences	15 000,00	11,81%
plateforme informatique et interface	95 000,00	74,80%
mise à niveau serveur	5 000,00	3,94%
cablage locaux et baie informatique	12 000,00	9,45%
Total	127 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Region	63 500,00	50,00%
Credit Agricole (attr)	20 000,00	15,75%
Galeries Lafayettes (attr)	20 000,00	15,75%
Fondations (EC)	23 500,00	18,50%
Total	127 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €
2018	43 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	26 500,00 €
	Montant total	26 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013983

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : CRÉATION D'UN CHRS DE 51 LOGEMENTS ET D'UNE RÉSIDENCE SOCIALE, AU 6-10 PASSAGE DUBAIL PARIS 10°, POUR FEMMES EN DIFFICULTÉ ET LEURS ENFANTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	5 615 000,00 €	5,34 %	300 000,00 €
	Montant Total de la subvention		300 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20421-142003-300
14200301- Établissements et services pour femmes en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VILOGIA SA D'HLM
Adresse administrative : 74 RUE JEAN JAURES
59491 VILLENEUVE D'ASCQ
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Pierre GUILLON, Président

N° SIRET : 47568081500051

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : création d'un CHRS de 51 logements et d'une résidence sociale, au 6-10 Passage Dubail Paris 10°, pour femmes en difficulté et leurs enfants

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : achat foncier réalisé en janvier 2016 et nécessaire à la réalisation du projet de création du CHRS.

Objectifs :
Vilogia est présent dans 300 communes, ce bailleur social a livré 2200 logements neufs en 2016 ; il est déjà propriétaire d'une résidence sociale gérée par l'association Aurore à Pantin, pour un public en difficulté sociale.
En lien avec les associations Aurore et Une Femme un ToIT (FIT) et les autorités concernées, il prépare les travaux de construction d'un bâtiment au 6-10 Passage Dubail, parcelle de 896 m2 sur un

emplacement réservé pour du logement social, actuellement occupée par un bâtiment des années 30 à usage de parkings.

Aurore est spécialisée dans les publics en difficulté sociale particulièrement, et gère des établissements dans chacun des 8 départements franciliens ; FIT est spécialisée dans le soutien aux femmes victimes de violences, particulièrement les jeunes femmes, et gère un CHRS de 60 places dans le 3° arrondissement de Paris.

Description :
Sur ce terrain proche du Canal St Martin, après démolition du parking, sera ensuite construit un bâtiment R+6 étages, une surface habitable de 1832 m2 est prévue, et la demande de permis de construire déposée, en vue d'établir :

- Un CHRS de 51 logements dont 12 permettant de recevoir une femme avec enfant, géré par FIT : 4 étages
- Une résidence sociale (maison relais) de 30 logements, géré par Aurore : 2 étages
- Et un étage à partager (bureaux, locaux d'accueil, salles et locaux divers).

Ces travaux ultérieurs ne sont pas l'objet de la présente subvention.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Femmes en difficulté, notamment jeunes femmes victimes de violences, avec ou sans enfant.

Détail du calcul de la subvention :
Dépense éligible jusqu'à 2 ans après l'acquisition, pour le CHRS : CP 17-070, article 2.
La seule vente du foncier au 52 ter rue de Vinaigriers et 6/10 passage Dubail a été conclue au montant de 5.615.000€ HT (soit 5.923825€ TTC) ; reparti au prorata des surfaces avec la maison relais, un montant de 3.717.757€ est à affecter au CHRS. Le dispositif plafonne la subvention au foncier à 300.000€.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
achat du foncier	5 615 000,00	100,00%
Total	5 615 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Region	300 000,00	5,34%
Paris (EC)	1 459 900,00	26,00%
Etat, DRIHL (EC)	954 550,00	17,00%
Emprunts	2 900 550,00	51,66%
Total	5 615 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	300 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	89 377,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 077 653,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 000 441,00 €
	Montant total	2 078 094,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-486

DU 18 OCTOBRE 2017

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE L'ACTION RÉGIONALE DANS LE DOMAINE DU HANDICAP CINQUIÈME AFFECTATION POUR 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.4221-1 ;
VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L114-1 & suivants ;
VU la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ; adopté par délibération n° 33-10 du 17 juin 2010.
VU la délibération n° CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à la politique sociale régionale ;
VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU les délibérations n° CR 2017-51 du 09 mars 2017 et n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 relatives à la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité ;
VU La délibération n°CP 15-320 du 17 juin 2015 - Attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale de lutte contre les inégalités sociales et de sante et pour l'autonomie action régionale dans le domaine de la sante-troisième affectation 2015
Approbation de la convention-type relative à la participation régionale en investissement dans les domaines de l'action sociale et de la sante ;

VU le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-486 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap – Services et établissements pour enfants et adolescents – Investissement

Décide de participer, au titre du dispositif « La politique sociale régionale », au financement de 2 projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **574 027 €.**

Subordonne le versement de ces subventions en investissement à la conclusion, avec les bénéficiaires, de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 15-320 du 17 juin 2015 et modifiée par les dispositions des délibérations n° CR 08-16 du 18 février 2016, n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 et n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **574 027 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap », action 142 004 01 « Etablissements et services d'éducation spéciale et de prévention pour enfants et adolescents en situation de handicap» du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap – Services et établissements pour adultes – Investissement

Décide de participer, au titre du dispositif «La politique sociale régionale», au financement de 6 projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **268 057 €.**

Subordonne le versement de ces subventions en investissement à la conclusion, avec les bénéficiaires, de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 15-320 du 17 juin 2015 et modifiée par les dispositions des délibérations n° CR 08-16 du 18 février 2016 et n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 et n° CP 2017-191 du 17 mai 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

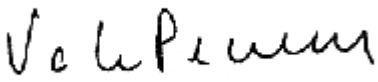
Affecte une autorisation de programme de **268 057 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap», action 142 004 02 « Aide à l'équipement de structures spécialisées de proximité d'accueil de personnes en situation de handicap» du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Dossier-code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17011584	Acquisition d'un véhicule adapté pour le transport de 5 fauteuils roulants, pour le FAM Jacqueline MALLET situé au 22, route de Gressay à Richebourg (78).	FONDATION MALLET NEUFLIZE	01/07/2017

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

état récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-486	Budget	2017

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**42 - Action sociale**
Programme	**142004 - Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap**
Action	**14200401 - Établissements et services d'éducation spéciale et de prévention pour enfants et adolescents en situation de handicap**

Dispositif : N° 00000701 - Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap

Dossier	17008546 - restructuration de l'Unité d'Accueil Temporaire La Sapinière Moret-sur-Loing			
Bénéficiaire	R18720 - FONDATION LEOPOLD BELLAN			
Localisation	MORET LOING ET ORVANNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	120 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
720 000,00 €	HT	16,67 %	120 000,00 €	

Dossier	17011250 - Reconstruction d'un batiment de l'externat médico-pédagogique 26, rue Jean Allemane 94500 Champigny			
Bénéficiaire	R10468 - AFASER FOYERS ET SAJ			
Localisation	CHAMPIGNY-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	454 027,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 513 425,00 €	HT	30 %	454 027,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000701 - Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	574 027,00 €

Total sur l'imputation 904 - 42 - 142004 - 14200401	574 027,00 €

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**42 - Action sociale**
Programme	**142004 - Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap**
Action	**14200402 - Aide à l'équipement de structures spécialisées de proximité d'accueil de personnes en situation de handicap**

Dispositif : N° 00000682 - Services d'accompagnement et établissements d'accueil de jour des personnes en situation de handicap

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-486	Budget	2017

Dossier	17013909 - Acquisition d'un véhicule destiné au transport des personnes en situation de handicap résidant au sein du CITL-Foyer "la Volière", situé à Montgeron (91).			
Bénéficiaire	R19020 - ALTERITE			
Localisation	MONTGERON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
25 293,31 €	TTC	39,54 %	10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000682 - Services d'accompagnement et établissements d'accueil de jour des personnes en situation de handicap	10 000,00 €

Dispositif : N° 00000701 - Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap

Dossier	17003555 - Équipement mobilier et acquisition de deux véhicules de service du Fam pour 40 adultes autistes situé rue du Pré Meunier, à Coulommiers (77).			
Bénéficiaire	R18592 - AEDE ASS DES ETABLISSEMENTS DOMAINE EMMANUEL			
Localisation	COULOMMIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	76 525,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
701 839,50 €	TTC	10,9 %	76 525,00 €	

Dossier	17011584 - Acquisition d'un véhicule adapté pour le transport de 5 fauteuils roulants, pour le FAM Jacqueline MALLET situé au 22, route de Gressay à Richebourg (78).			
Bénéficiaire	R33953 - FONDATION MALLET NEUFLIZE			
Localisation	RICHEBOURG			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
53 400,00 €	TTC	18,73 %	10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000701 - Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	86 525,00 €

Dispositif : N° 00000706 - Etablissements et services d'aide par le travail

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-486	Budget	2017

Dossier	17013984 - Equipements matériels et mobiliers du restaurant de l'ESAT, situé au 17, impasse Truillot à paris dans le 11ème			
Bénéficiaire	R8022 - ANRH ASSOCIATION POUR L'INSERTION ET LA REINSERTION PROFESSIONELLE ET HUMAINE DES HANDICAPES			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	131 852,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
263 705,00 €	HT	50 %	131 852,00 €	

Dossier	17013986 - Sécurisation du réseau informatique des établissements franciliens de l'ANRH, située à Paris dans le 11ème arrondissement			
Bénéficiaire	R8022 - ANRH ASSOCIATION POUR L'INSERTION ET LA REINSERTION PROFESSIONELLE ET HUMAINE DES HANDICAPES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	29 680,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
59 360,00 €	HT	50 %	29 680,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000706 - Etablissements et services d'aide par le travail	161 532,00 €

Dispositif : N° 00000709 - Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap

Dossier	17013865 - Acquisition d'un véhicule adapté pour le foyer de vie « Jean MASAUDON » situé voie Cheminet à Morangis (91).			
Bénéficiaire	R15122 - ENVOLUDIA			
Localisation	MORANGIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
57 474,14 €	TTC	17,4 %	10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000709 - Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	10 000,00 €

Total sur l'imputation 904 - 42 - 142004 - 14200402	268 057,00 €

fiches projets

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013909

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ACQUISITION D'UN VÉHICULE DESTINÉ AU TRANSPORT DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP RÉSIDANT AU SEIN DU CITL-FOYER "LA VOLIÈRE", SITUÉ À MONTGERON (91).

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépenses charge foncière, études, travaux, honoraires et équipement	25 293,31 €	39,54 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20421-142004-300
14200402- Aide à l'équipement de structures spécialisées de proximité d'accueil de personnes en situation de handicap

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALTERITE
Adresse administrative : 1 IMPASSE DE LA TOUR DE FRANCE
91260 JUVISY-SUR-ORGE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jacky BESSON, Président

Date de publication au JO : 9 mars 2013

N° SIRET : 33476927000201

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Services d'accompagnement et établissements d'accueil de jour des personnes en situation de handicap
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : Acquisition d'un véhicule destiné au transport des personnes en situation de handicap résidant au sein du CITL-Foyer "la Volière", situé à Montgeron (91).

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'association ALTERITE gère sur le département de l'Essonne 21 établissements et services pour l'accompagnement d'enfants, adolescents et adultes en situation de handicap. Elle accueille ainsi près de 1.000 personnes en situation de handicap.
Parmi ces établissements, elle gère le Foyer-CITL « la Volière ».

Description :
Créé en 1991 le Foyer La Volière va devenir un Centre d'Initiation au Travail et aux Loisirs (CITL) en septembre 1992 puis « Centre d'Intégration par le Travail et les Loisirs ». Le Foyer CITL La Volière d'une capacité de 33 places d'internat et 15 d'externat accueille des adultes présentant une déficience intellectuelle légère, moyenne ou profonde, ne leur permettant pas d'envisager un mode de vie autonome, sans accompagnement
Cette structure dont les locaux sont éloignés géographiquement les uns des autres souhaite acquérir un véhicule adapté. Le choix de l'établissement s'est porté sur un véhicule de 5 places permettant le transport d'un fauteuil roulant.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
48 adultes présentant une déficience cognitive

Localisation géographique :
- MONTGERON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Véhicule TPMR	25 293,91	100,00%
Total	25 293,91	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	39,54%
Fonds Propres	15 293,91	60,46%
Total	25 293,91	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	10 000,00 €
2015	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	10 000,00 €
2016	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	201 175,00 €
2017	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	10 000,00 €
	Montant total	231 175,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003555

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ÉQUIPEMENT MOBILIER ET ACQUISITION DE DEUX VÉHICULES DE SERVICE DU FAM POUR 40 ADULTES AUTISTES SITUÉ RUE DU PRÉ MEUNIER, À COULOMMIERS (77).

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	701 839,50 €	10,90 %	76 525,00 €
	Montant Total de la subvention		76 525,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
14200402- Aide à l'équipement de structures spécialisées de proximité d'accueil de personnes en situation de handicap

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AEDE ASS DES ETABLISSEMENTS DOMAINE EMMANUEL
Adresse administrative : 5 RTE DE PEZARCHES 77515 HAUTEFEUILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CLAIRE-LISE DOS SANTOS-GRABER, Présidente

Date de publication au JO : 11 décembre 2002

N° SIRET : 77572284600026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : Équipement mobilier et acquisition de deux véhicules de service du Fam pour 40 adultes autistes situé rue du Pré Meunier, à Coulommiers (77).

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Créé en 2002 et initialement spécialisée dans l'accompagnement des personnes en situation de handicap mental, l'AEDE (Association des Etablissements du Domaine Emmanuel) a su développer ses actions en créant progressivement de nouvelles structures, dont la dernière est issue d'un projet novateur avec l'accompagnement de personnes de moins de 60 ans atteintes par la maladie d'Alzheimer. Elle s'ouvre également à d'autres types de handicaps : psychique, polyhandicap, autisme, troubles du comportement, personnes handicapées vieillissantes.

Aujourd'hui, l'AEDE gère 27 établissements et services médico-sociaux implantés principalement en Seine-et-Marne et Seine-Saint-Denis et depuis le 1er janvier 2017 dans le Bas-Rhin (Alsace).

Description :
Ce Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM), d'une capacité de 40 places dont 38 places d'hébergement permanent et 2 places d'hébergement temporaire accueillera des adultes de plus de vingt ans ayant des troubles envahissants du développement. La structure s'organisera autour de 7 unités de vie accueillant 6 personnes. La présente demande vise l'acquisition de l'équipement mobilier pour l'ensemble du FAM. De plus, la structure souhaite acquérir deux véhicules de service à propulsion électrique.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
40 adultes de plus de vingt ans ayant des troubles envahissants du développement

Détail du calcul de la subvention :
En vertu de la délibération cadre CR 23-11, 2 véhicules à hauteur de 8 263,10 € chaque et 59 998,80 € pour le mobilier (maximum 1 500€ x 40 places)

Localisation géographique :
- COULOMMIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Équipements mobiliers	668 787,10	95,29%
Véhicule de service 1	16 526,20	2,35%
Véhicule de service 2	16 526,20	2,35%
Total	701 839,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	76 525,00	10,90%
fonds propres	625 314,50	89,10%
Total	701 839,50	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	76 525,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	79 700,00 €
2014	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	406 200,00 €
2014	Logement social pour les personnes en situation de handicap	321 900,00 €
2014	Services de soutien et/ou de soins à domicile pour personnes en situation de handicap	12 000,00 €
2015	Aide à la certification biologique	284,80 €
2015	Equipements sportifs d'intérêt régional	-335 298,60 €
2015	Etablissements et services d'aide par le travail	157 650,00 €
2015	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	237 996,00 €
2015	Services d'information et d'insertion sociale pour personnes en situation de handicap	8 275,00 €
2016	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	8 021,00 €
2016	Services de soutien et/ou de soins à domicile pour personnes en situation de handicap	8 279,00 €
	Montant total	985 905,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008546

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : RESTRUCTURATION DE L'UNITÉ D'ACCUEIL TEMPORAIRE LA SAPINIÈRE MORET-SUR-LOING

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	720 000,00 €	16,67 %	120 000,00 €
	Montant Total de la subvention		120 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
14200401- Établissements et services d'éducation spéciale et de prévention pour enfants et adolescents en situation de handicap

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION LEOPOLD BELLAN
Adresse administrative : 64 RUE DU ROCHER
75008 PARIS
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur BERNARD DE LATTRE, Président

Date de publication au JO : 30 mai 1996

N° SIRET : 77567216500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : construction et extension d'un institut médico-éducatif La Sapinière accueillant des adolescents (110 + 10 places) (déficience intellectuelle légère ou moyenne)

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Fondation léopold Bellan compte 65 établissements et services, 3 800 lits et places sur les régions IdF,

Centre Val-de-Loire et hauts de France.
10 000 usagers au total ont été éccompagnés par les établissements de la Fondation en 2016.

L'objectif concernant l'IME la Sapinière à Moret sur Loing est la restructuration de l'Unité d'Accueil Temporaire (UAT) qui proposera 10 places pour jeunes déficients intellectuels âgés de 12 à 20 ans représentant un accueil sur une année de 97 à 120 jeunes.

Cette opération d'extension et d'aménagement constitue l'un des objectifs fixés par l'ARS dans le cadre du contrat pluri-annuel d'objectifs et de moyens 2014-2018.

Description :
- L'adaptation des locaux va permettre de distinguer l'espace pour la cuisine et les repas de la salle spécifiquement dédiée aux activités, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent. Cette distinction permettra de ne pas interrompre les activités qui auront démarré et de favoriser l'accompagnement individualisé dont a besoin ce public.

- Des sanitaires individuels vont remplacer les sanitaires communs (conformément aux recommandations de l'article L.312 et suivants du CASF)

- L'aménagement d'un bureau éducatif au sein de l'UAT facilitera le fonctionnement administratif quotidien pour les éducateurs

Il est également prévu de remplacer le chauffage électrique actuel par un chauffage au gaz, plus économique.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
10 places en accueil temporaire représentant un accueil sur une année de 97 à 120 jeunes déficients intellectuels

Détail du calcul de la subvention :
la subvention régionale pour les travaux est fixée à 30% de la base subventionnalbe dans la limite de 12 000 € par place, soit 10 places x 12 000 € = 120 000 €

Localisation géographique :
- MORET LOING ET ORVANNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
construction, travaux et extension	600 000,00	83,33%	Subvention Région (sollicitée)	120 000,00	16,67%
APAVE	60 000,00	8,33%	subvention CCAH sollicitée	100 000,00	13,89%
honoraires	60 000,00	8,33%	autofinancement	500 000,00	69,44%
Total	720 000,00	100,00%	Total	720 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	0,00 €
2018	120 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accueil de jour en EHPAD	200 000,00 €
2014	Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	2 306 910,20 €
2014	Etablissements et services d'aide par le travail	300 000,00 €
2015	Aide à la certification biologique	569,60 €
2015	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	148 000,00 €
2017	Services d'accompagnement et établissements d'accueil de jour des personnes en situation de handicap	704 000,00 €
	Montant total	3 559 479,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011250

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : RECONSTRUCTION D'UN BATIMENT DE L'EXTERNAT MÉDICO-PÉDAGOGIQUE 26, RUE JEAN ALLEMANE 94500 CHAMPIGNY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	1 513 425,00 €	30,00 %	454 027,00 €
	Montant Total de la subvention		454 027,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
14200401- Établissements et services d'éducation spéciale et de prévention pour enfants et adolescents en situation de handicap

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFASER FOYERS ET SAJ
Adresse administrative : 1 AV MARTHE
94500 CHAMPIGNY S/MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DANIEL PINSON, Président

Date de publication au JO : 26 février 1992

N° SIRET : 78555894100023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : reconstruction d'un batiment de l'externat médico-pédagogique 26, rue Jean Allemane 94500 Champigny

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'association AFASER a pour objet d'améliorer des conditions de vie des personnes handicapées

mentales et de favoriser leur insertion dans la vie sociale et professionnelle par l'accueil, le soutien, l'éducation et la recherche.

Description :
L'opération consiste en la démolition du bâtiment existant (bâtiment en structure légère type algeco inadapté à la prise en charge des enfants accueillis, mauvaise isolation phonique et thermique notamment) et la construction d'un bâtiment en dur d'une plus grande superficie.
Actuellement, il est composé de 2 salles de classe, 4 bureaux que se partagent 7 professionnels à temps partiel et des toilettes.

La création d'un bâtiment en dur d'une plus grande superficie permettra de répondre aux besoins actuels et à venir des jeunes accueillis avec une nouvelle affectation plus cohérente de certains espaces, l'objectif étant de créer des espaces manquant tels que
- un réfectoire pour une trentaine de jeunes
- un agrandissement des salles d'activité psychosensorielles mieux adaptées aux méthodes recommandées par la HAS (Haute Autorité de Santé)
- un accueil de plain-pied pour les plus jeunes
- un gymnase amélioré

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
117 enfants et adolescents

Détail du calcul de la subvention :
En référence à la délibération cadre CR 23-11, l'EME de Champigny relève de l'article 19, soit 1 513 425 x 30% = 454 027,50 €

Localisation géographique :
- CHAMPIGNY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux honoraires compris	1 513 425,00	100,00%
Total	1 513 425,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	454 027,00	30,00%
ARS	486 728,00	32,16%
fonds disponibles de l'établissement	572 670,00	37,84%
Total	1 513 425,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	0,00 €
2018	454 027,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	30 000,00 €
2015	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	678 900,00 €
2016	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	542 118,00 €
2017	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	10 000,00 €
	Montant total	1 261 018,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011584

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ACQUISITION D'UN VÉHICULE ADAPTÉ POUR LE TRANSPORT DE 5 FAUTEUILS ROULANTS, POUR LE FAM JACQUELINE MALLET SITUÉ AU 22, ROUTE DE GRESSAY À RICHEBOURG (78).

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	53 400,00 €	18,73 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
14200402- Aide à l'équipement de structures spécialisées de proximité d'accueil de personnes en situation de handicap

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION MALLET NEUFLIZE
Adresse administrative : 22 RTE DE GRESSEY - BP 43
78550 RICHEBOURG
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Etienne MALLET, Président

Date de publication au JO : 13 août 1948

N° SIRET : 77566718100033

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : Acquisition d'un véhicule adapté pour le transport de 5 fauteuils roulants, pour le FAM Jacqueline MALLET situé au 22, route de Gressay à Richebourg (78).

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'établissement devait normalement effectuer le renouvellement de son véhicule de transport adapté. Pour autant, une défaillance grave de ce denier le rend inutilisable. Dans ce

contexte, ce dernier, qui se situe en zone rurale, doit pour mener dans de bonnes conditions son accompagnement auprès des résidents faire l'acquissions de ce véhicule en urgence. Ces éléments motivent cette dérogation

Objectifs :
Fondation Jacqueline Mallet pour la réadaptions des personnes handicapées, créée en 1947 et reconnue d'utilité publique a pour mission d'aider les personnes en situation de handicap à s'insérer dans la vie sociale. Ainsi elle gère quatre établissements distincts sur la commune de Richebourg :
- la micro-crèche "Les Petits Pas",
- un Institut d'Education Motrice,
- un Pôle de Médecine Physique et de Réadaptation
- un Foyer d'Accueil Médicalisé

Description :
Ouvert en 1991, le Foyer d'Accueil médicalisé (FAM) Jacqueline MALLET d'une capacité de 75 places d'hébergement permanent, 3 places d'hébergement temporaire et 5 places d'accueil de jour, accueille des adultes présentant un polyhandicap ou des troubles moteurs avec ou sans troubles associés. Cet établissement souhaite renouveler un véhicule adapté au transport de fauteuils roulants. Ce véhicule, qui sera modulable pourra transporter 9 personnes dont 5 en fauteuil roulant. Il permettra aux résidents de mener à bien des activités du FAM telles que consultations médicales, sorties pédagogiques, culturelles ou sportives.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
83 adultes présentant un polyhandicap ou des troubles moteurs avec ou sans troubles associés.

Localisation géographique :
- RICHEBOURG

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'un véhicule adapté TPMR	53 400,00	100,00%
Total	53 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	18,73%
Fonds propres	43 400,00	81,27%
Total	53 400,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	1 179 239,02 €
	Montant total	1 179 239,02 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013984

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : EQUIPEMENTS MATÉRIELS ET MOBILIERS DU RESTAURANT DE L'ESAT, SITUÉ AU 17, IMPASSE TRUILLOT À PARIS DANS LE 11ÈME

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements et services d'aide par le travail	263 705,00 €	50,00 %	131 852,00 €
	Montant Total de la subvention		131 852,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
14200402- Aide à l'équipement de structures spécialisées de proximité d'accueil de personnes en situation de handicap

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANRH ASSOCIATION POUR L'INSERTION ET LA REINSERTION PROFESSIONELLE ET HUMAINE DES HANDICAPES
Adresse administrative : 17 IMPASSE TRUILLOT BP 477 75528 PARIS 11 CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Annie PEREZ-VIEU, Présidente

Date de publication au JO : 6 juin 1954

N° SIRET : 77566097000309

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Etablissements et services d'aide par le travail
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : Equipements matériels et mobiliers du restaurant de l'ESAT, situé au 17, impasse Truillot à paris dans le 11ème.

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'Association pour l'insertion et la Réinsertion professionnelle et humaine des Handicapés (ANRH), créée en 1954 et reconnue d'utilité publique en 1968 est une association gestionnaire d'établissements et

services d'aide par le travail et d'entreprises adaptées. En Ile de France, l'ANRH est gestionnaire de 8 entreprises adaptées, 3 ESAT et un Centre de Rééducation professionnelle. Chaque établissement apporte un accompagnement social et professionnel adapté aux travailleurs accueillis : 490 salariés travailleurs handicapés en entreprises adaptées dans les établissements d'Ile de France, 232 usagers travailleurs handicapés dans les ESAT d'Ile de France et 90 stagiaires au CRP situé à Saint-Ouen (93).

Description :
L'ESAT situé au 17, impasse Truillot à Paris 11e accueille 94 personnes en situation de handicap. Ses activités de production sont le routage, le conditionnement, les travaux administratifs ainsi que la réparation et vente de cycles.

Cet établissement, saisissant l'opportunité de l'ouverture, en 2018, d'un jardin public reliant les boulevards Richard Lenoir et Voltaire (11e arrondissement de Paris) et ouvert sur l'impasse Truillot, souhaite créer un restaurant ouvert au personnel de l'ESAT ainsi qu'à un public extérieur.
Ainsi l'offre consistera à produire sur place et vendre des repas distribués au niveau de la salle de restauration lors du service du midi et des produits à emporter.

Ce restaurant, qui sera implanté dans les locaux appartenant à l'association, pourra accueillir 76 places assises. La fréquentation moyenne estimée est de 120 repas par jour (dont 60 distribués au personnel de l'ESAT) et une quarantaine de ventes à emporter.
L'établissement souhaite s'intégrer pleinement dans la vie du quartier et en particulier avec d'autres restaurants à vocation sociale.
La présente demande porte sur les équipements dédiés comme le matériel de cuisine froide et chaude, triporteur, mobilier, machine à café, vaisselle et petit matériel.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
94 travailleurs présentant un handicap psychique ou cognitif.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Cuisiniste à froid	102 333,00	38,81%
Vaisselle et petit materiel	10 169,00	3,86%
Cuisiniste à chaud	79 399,00	30,11%
Mobiliers et store	47 506,00	18,01%
Machine à café et M58onnayeur	5 836,00	2,21%
Materiel de transport	13 870,00	5,26%
rengements	4 592,00	1,74%
Total	263 705,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	131 852,00	50,00%
Fonds Propres	131 853,00	50,00%
Total	263 705,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	131 852,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013986

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SÉCURISATION DU RÉSEAU INFORMATIQUE DES ÉTABLISSEMENTS FRANCILIENS DE L'ANRH, SITUÉE À PARIS DANS LE 11ÈME ARRONDISSEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements et services d'aide par le travail	59 360,00 €	50,00 %	29 680,00 €
	Montant Total de la subvention		29 680,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
14200402- Aide à l'équipement de structures spécialisées de proximité d'accueil de personnes en situation de handicap

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANRH ASSOCIATION POUR L'INSERTION ET LA REINSERTION PROFESSIONELLE ET HUMAINE DES HANDICAPES
Adresse administrative : 17 IMPASSE TRUILLOT BP 477 75528 PARIS 11 CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Annie PEREZ-VIEU, Présidente

Date de publication au JO : 6 juin 1954

N° SIRET : 77566097000309

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Etablissements et services d'aide par le travail
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : Sécurisation du réseau informatique des établissements francilien de l'ANRH, située à Paris dans le 11ème arrondissement.

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'AssociatioN pour l'insertion et la Réinsertion professionnelle et humaine des Handicapés (ANRH), créée en 1954 et reconnue d'utilité publique en 1968 a pour but l'insertion dans la société civile et/ou le monde

du travail des personnes adultes qui, en raison de leur handicap physique ou/et psychique, sont en situation de délaissement, de marginalisation ou d'exclusion sociale. Elle gère sur la France entière, 18 Entreprises Adaptées (EA) , 3 Établissements et Services d'Aide par le Travail (ESAT) et enfin 2 structures de formation .
En Ile-de-France, elle est gestionnaire de 8 entreprises adaptées, 3 ESAT et un Centre de Rééducation Professionnelle. Ainsi, sur la Région, elle accueille près de 722 travailleurs en situation de handicap et près de 90 stagiaires dans son Centre de Réadaptation Professionnelle(CRP).

Description :
Les établissements de l'ANRH sont des prestataires de service qui doivent développer, de plus en plus, l'échange et le stockage dématérialisé de données avec leurs partenaires.
Dans ce contexte, l'association souhaite renforcer et sécuriser son réseau informatique sur l'ensemble de ses structures. Les serveurs qui hébergent les applications métier et les outils de gestion commune à l'association se trouvent à Paris 11ème au siège de cette dernière. Les autres sites de l'association doivent être équipés d'un matériel supplémentaire de sécurisation.
Le projet proposé ici est donc la mise en sécurisé de l'ensemble des 13 sites franciliens de l'association (12 établissements et le siège). Le montant des matériels et de l'équipement s'élève à 59.360 € soit 4.566 € en moyenne par établissement.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
232 travailleurs présentant un handicap psychique ou cognitif.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aquision d'équipements informatiques	59 360,00	100,00%
Total	59 360,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	29 680,00	50,00%
fonds propres	29 680,00	50,00%
Total	59 360,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	29 680,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013865

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ACQUISITION D'UN VÉHICULE ADAPTÉ POUR LE FOYER DE VIE « JEAN MASAUDON » SITUÉ VOIE CHEMINET À MORANGIS (91).

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	57 474,14 €	17,40 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
14200402- Aide à l'équipement de structures spécialisées de proximité d'accueil de personnes en situation de handicap

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENVOLUDIA
Adresse administrative : 5 RUE DE L AMIRAL COURBET
94160 SAINT MANDE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CORINNE PIRES, Présidente

Date de publication au JO : 10 janvier 1970

N° SIRET : 77573329800183

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : Acquisition d'un véhicule adapté pour le transport de 4 fauteuils roulants, pour le foyer de vie « Jean MASAUDON » situé voie Cheminet à Morangis (91).

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'Association ENVOLUDIA est une association issue de la fusion le 1er juillet 2013 entre deux associations de familles. Elle gère et crée des établissements et des services en direction d'enfants, adolescents ou adultes présentant une infirmité motrice cérébrale (IMC) et/ou un polyhandicap. Ainsi,

avec ces 6 établissements d'accueil de jeunes enfants et ses 11 établissements médico-sociaux, ce sont près de 600 personnes en situation de handicap qu'elle accompagne. En avril 2015, l'association a présenté à l'ARS et au Conseil Départemental de l'Essonne un projet visant
- à délocaliser le foyer de vie « Espace Jean Marsaudon » sur la commune de Morangis(91)
- à la création de 7 places de Foyer Accueil Médicalisé (FAM)
- à la transformation de 9 places de foyer de vie en appartements externalisés.
Ce nouvel établissement, d'une capacité de 41 places a été autorisé par un arrêté conjoint ARS et Conseil départemental en date du 23 mars 2016.

Description :
Ce nouvel établissement qui ouvre en octobre 2017 doit, afin de répondre au mieux à l'accompagnement de ses résidents, acquérir un véhicule adapté pour le transport de fauteuil roulant. Son choix c'est porté sur un véhicule de 9 places pouvant transporter 4 fauteuils roulants.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
41 handicapés moteurs avec ou sans troubles associés.

Localisation géographique :
- MORANGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Véhicule TPMR	57 474,14	100,00%
Total	57 474,14	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	17,40%
fonds propres	47 474,14	82,60%
Total	57 474,14	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	10 000,00 €
2016	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	10 000,00 €
2017	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	20 000,00 €
	Montant total	40 000,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-464

DU 18 OCTOBRE 2017

SOUTIEN RÉGIONAL AUX RADIOS LOCALES EN ÎLE-DE-FRANCE : 1ÈRES AFFECTATIONS POUR 2017 AFFECTATION POUR UN MARCHÉ SIMPLE DE FORMATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU La directive 2007/65/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 89/552/CEE du Conseil visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle ;
VU La décision 1718/2006/CE du Parlement européen et du Conseil portant sur la mise en œuvre d'un programme de soutien au secteur audiovisuel européen ;
VU La loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 - modifiée par la loi n°2000-719 du 1er août 2000 - relative à la liberté de communication ;
VU Le décret n°2006-1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80 de la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;
VU La délibération n° CR 2017-121 du 21 septembre 2017 relative aux nouvelles modalités de soutien régional aux radios locales en Ile-de-France ;
VU La délibération n° CR 143-16 du 8 juillet 2016 relative au plan régional de lutte pour la défense de la laïcité, des valeurs de la République et l'engagement dans la prévention de la radicalisation ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à la mesure des « 100 000 nouveaux stages » ;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte des valeurs de la République et de la laïcité et modifiée par la CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;
VU La délibération n° CP 2017-116 du 8 mars 2017 relative au protocole de diffusion entre la Région, le CROSIF et radios locales franciliennes ;
VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-464 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article n°1 :

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien régional aux radios en Ile-de-France » en fonctionnement, au financement des **20 projets** détaillés en annexes 1 et 2 à la présente

délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **280 762 €.**

Adopte la convention type relative au dispositif « Soutien régional aux radios locales en Ile-de-France » telle que présentée en annexe 3 à la délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type et autorise la présidente du conseil régional à les signer. Cette convention précise l'engagement des bénéficiaires à :

- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France, conformément à la délibération-cadre n° CP 2017-116 adoptée par la commission permanente du 8 mars 2017 ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Affecte une autorisation d'engagement de **280 762 €** disponible sur le budget 2017, chapitre budgétaire : 930 « Services généraux » Sous-fonction 021 « Conseil régional » Programme HP 021-005 (102 005) « Jeunesse et Vie associative » Action 10200507 – « Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur Internet en Ile-de-France » conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article n°2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions mentionnées en annexe 1 à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets figurant en annexe 2 à la délibération, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier et prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Bénéficiaire	Numéro de dossier	Date prévisionnelle de démarrage
INTER AS ALTERNATIVE FM	17013791	01/10/2017
ASSOCIATION OXYGENE	17013774	01/10/2017
ASSOCIATION MEDIA 78	17013762	13/10/2017
RADIO SOLEIL	17012567	01/10/2017
REGROUPEMENT RADIO GINGLET – LA BOUCLE	17013779	01/10/2017
HORIZON FM ASSOCIATION RADIO HORIZON	17013798	12/10/2017
RVE RADIO VIEILLE EGLISE	17013733	01/10/2017

UNE RADIO ETUDIANTE A PARIS	17012676	01/10/2017
ANPHI - ASSOCIATION NATIONALE POUR LA PREVENTION DES HANDICAPS ET POUR L'INFORMATION	17012649	01/10/2017
LES ANTENNES DE LA RELEVE - RADIO NEO	17012986	01/10/2017
DECLIC THEATRE	17012651	12/10/2017
PROGRAMME ASSOCIATIF RADIOPHONIQUE D'INTERET SOCIAL	17013810	12/10/2017
FREQUENCE PROTESTANTE	17012565	12/10/2017
ASSOCIATION FRANCO ARMENIENNE COMMUNICATION	17013781	01/10/2017
MEDIATION FAMILLE INTEGRATION	17012566	12/10/2017
RAJE PARIS	17012936	01/10/2017
LE CARRE DE CHINE	17012931	01/10/2017
CASE SOCIALE DES OUTRE MER	EX025395	21/09/2017

Article n°3 :

Affecte une autorisation d'engagement de **20 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 21 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200503 « Citoyenneté et valeurs de la République » du budget 2017, pour permettre l'exécution d'un marché simple de formation d'une durée d'un an conformément à l'article 1 de la délibération n° CR 143-16 du 8 juillet 2016.

Affecte une autorisation d'engagement de **12 500 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 21 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200503 « Citoyenneté et valeurs de la République » du budget 2017, pour l'organisation d'un colloque régional « Radicalisation dans le sport » en novembre 2017, et notamment les frais d'accueil et de restauration des participants, l'élaboration des documents, compte-rendu et actes, ainsi que l'animation du colloque.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N°1 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-464	Budget	2017

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**021 - Conseil Régional**
Programme	**102005 - Jeunesse et vie associative**
Action	**10200507 - Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF**

Dispositif : N° 00000185 - Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement

Dossier	17012565 - Aide à la diffusion FREQUENCE PROTESTANTE / Annuelle			
Bénéficiaire	R41222 - FREQUENCE PROTESTANTE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
58 200,00 €	TTC	25,77 %	15 000,00 €	

Dossier	17012566 - Aide à la diffusion MFI RADIO MANGEMBO / Année 1 du programme triennal			
Bénéficiaire	R40692 - MEDIATION FAMILLE INTEGRATION			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
31 500,00 €	TTC	47,62 %	15 000,00 €	

Dossier	17012567 - Aide à la diffusion RADIO SOLEIL / Année 1 du programme triennal			
Bénéficiaire	P0000097 - RADIO SOLEIL			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 000,00 €	TTC	37,5 %	15 000,00 €	

Dossier	17012617 - Aide à la diffusion IDFM RADIO ENGHIEN / Année 1 du programme triennal			
Bénéficiaire	P0028382 - IDFM RADIO ENGHIEN			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
78 500,00 €	TTC	19,11 %	15 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-464	Budget	2017

Dossier	17012625 - Aide à la diffusion LFM ELLES FM - Annuelle			
Bénéficiaire	P0004132 - LFM ELLES FM			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 600,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
66 000,00 €	TTC	19,09 %	12 600,00 €	

Dossier	17012649 - Aide à la diffusion ANPHI - ASSOCIATION NATIONALE POUR LA PREVENTION DES HANDICAPS ET POUR L'INFORMATION / Annuelle			
Bénéficiaire	R27449 - ANPHI - ASSOCIATION NATIONALE POUR LA PREVENTION DES HANDICAPS ET POUR L'INFORMATION			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
17 000,00 €	TTC	50 %	8 500,00 €	

Dossier	17012651 - Aide à la diffusion DECLIC THEATRE / Année 1 du programme triennal			
Bénéficiaire	R9938 - DECLIC THEATRE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	TTC	50 %	15 000,00 €	

Dossier	17012676 - Aide à la diffusion UNE RADIO ETUDIANTE A PARIS / Année 1 du programme triennal			
Bénéficiaire	R4939 - UNE RADIO ETUDIANTE A PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
62 489,00 €	TTC	24 %	15 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-464	Budget	2017

Dossier	17012931 - Aide à la diffusion Le Carré de Chine (Radio Mandarin) / Année 1 du programme triennal			
Bénéficiaire	P0037500 - LE CARRE DE CHINE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
58 000,00 €	TTC	25,86 %	15 000,00 €	

Dossier	17012936 - Aide à la diffusion RAJE PARIS / Année 1 programme triennal			
Bénéficiaire	P0029807 - RAJE PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
38 717,00 €	TTC	38,74 %	15 000,00 €	

Dossier	17012986 - Aide à la diffusion LES ANTENNES DE LA RELEVE RADIO NEO / Année 1 du programme triennal			
Bénéficiaire	P0001398 - LES ANTENNES DE LA RELEVE RADIO NEO			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 268,00 €	TTC	33,14 %	15 000,00 €	

Dossier	17013733 - Aide à la diffusion RADIO VIEILLE EGLISE / TRIENNAL ANNEE 1			
Bénéficiaire	P0028530 - RVE RADIO VIEILLE EGLISE MAISON COMMUNALE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 700,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 400,00 €	TTC	50 %	5 700,00 €	

Dossier	17013754 - Aide à la diffusion RADIO ALIGRE FM / Annuelle			
Bénéficiaire	R21052 - RADIO ALIGRE FM			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
96 000,00 €	TTC	15,63 %	15 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-464	Budget	2017

Dossier	17013762 - Aide à la diffusion MEDIA 78 / Année 1 du programme triennal			
Bénéficiaire	P0000100 - ASSOCIATION MEDIA 78			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 962,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
29 925,00 €	TTC	50 %	14 962,00 €	

Dossier	17013774 - Aide à la diffusion RADIO OXYGENE / Année 1 du programme triennal			
Bénéficiaire	R41227 - ASSOCIATION OXYGENE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
61 500,00 €	TTC	24,39 %	15 000,00 €	

Dossier	17013779 - Aide à la diffusion RADIO GINGLET LA BOUCLE / Année 1 du programme triennal			
Bénéficiaire	R9459 - REGROUPEMENT RADIO GINGLET- LA BOUCLE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
46 950,00 €	TTC	31,95 %	15 000,00 €	

Dossier	17013781 - Aide à la diffusion RADIO ARMENIE / Annuelle			
Bénéficiaire	P0037536 - ASSOCIATION FRANCO ARMENIENNE COMMUNICATION			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	TTC	30 %	15 000,00 €	

Dossier	17013791 - Aide à la diffusion ALTERNATIVE FM / Année 1 du programme triennal			
Bénéficiaire	R39565 - INTER AS ALTERNATIVE FM			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
35 820,00 €	TTC	41,88 %	15 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-464	Budget	2017

Dossier	17013798 - Aide à la diffusion RADIO HORIZON / Année 1 du programme triennal			
Bénéficiaire	R22089 - HORIZON FM ASSOCIATION RADIO HORIZON			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
35 000,00 €	TTC	42,86 %	15 000,00 €	

Dossier	17013810 - Aide à la diffusion PARIS / Annuelle			
Bénéficiaire	P0001058 - PROGRAMME ASSOCIATIF RADIOPHON INTERET SOCIAL			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
74 200,00 €	TTC	18,87 %	14 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000185 - Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	280 762,00 €

Total sur l'imputation 930 - 021 - 102005 - 10200507	280 762,00 €

ANNEXE N°2 : FICHES PROJETS AU TITRE DU SOUTIEN REGIONAL AUX RADIOS LOCALES EN ILE-DE-FRANCE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013754

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE A LA DIFFUSION RADIO ALIGRE FM / ANNUELLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	96 000,00 €	15,63 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RADIO ALIGRE FM
Adresse administrative : 42 RUE DE MONTREUIL
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe VANNINI, Président

Date de publication au JO : 28 août 1990

N° SIRET : 32370840400047

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR 2017-121

Objet du projet : aide à la diffusion 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 30 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Aide à la diffusion 2017.

Description :
Cette radio francilienne mène une politique de proximité et intègre dans la plupart de ses programmes des thématiques sur l'éducation, la formation, la santé, les sciences, les droits de l'Homme, le civisme, l'environnement et le handicap, ainsi que des informations sur la vie associative, les arts et les spectacles en Ile-de-France. Toutes ses actions sont menées dans un esprit de création de lien social dans la cité, de compréhension de l'autre pour amener un mieux vivre.

Action de lutte contre les discriminations :
- participation à une action collective de la FRADIF (fédération des radios associatives d'Ile-de-France) visant à la mise en commun d'émissions autour de la lutte contre les discriminations, dans le cadre d'échanges de programmes avec les autres radios membres de la fédération.
- la parole est donnée à de jeunes réfugiés au cours d'un atelier radio mené avec eux et encadrés par l'association France Terre d'Asile.

Action contre les inégalités : Ecole de la deuxième chance : depuis janvier 2017 Aligre FM accueille dans ses locaux un groupe de 7 à 8 stagiaires pour des ateliers radiophoniques. Encadrés par une journaliste bénévole et leurs formateurs, ces jeunes gens s'initient à l'expression radiophonique et réalisent leur propre émission d'une durée d'une heure.

Action en faveur de l'intégration des personnes handicapées : l'émission hebdomadaire « La Voix du Ghetto » se consacre à mettre en valeur des actions avec ou pour des publics en situation de handicap de tout type ou envers des populations marginalisées par la marche du monde.

Action en faveur des droits de l'Homme et des valeurs républicaines : une émission bimensuelle avec interventions de journalistes et politologues assure la défense des valeurs de la République.

Actions en faveur de l'intégration des différentes communautés de la société : des émissions sont consacrées aux cultures de différents pays d'origines afin de faciliter la transmission interculturelle.

Actions en faveur des compétitions et événements sportifs en Ile-de-France : à la rentrée 2017, la radio va intégrer une émission dédiée au monde du sport, en réfléchissant notamment aux phénomènes d'engouement qu'il entraine chez le grand public.

Moyens mis en œuvre :
Détails des frais de diffusion :
- la diffusion est assurée par un diffuseur, en l'occurrence JDF,
- la location auprès d'Orange d'une liaison spécialisée permet d'acheminer le signal des locaux de Paris 11ème jusqu'au site de diffusion alloué par JDF,
- les cotisations SACEM et SPRE,
- la location des locaux avec un studio aménagé servant à la production et à la réalisation des émissions,
- les frais de personnel technique, via des contrats aidés, contrats de professionnalisation ou contrats de droit classique,
- des frais d'hébergement d'un site internet, émettant en streaming et permettant le téléchargement des émissions pour les internautes,

Une évolution est également envisagée vers la RNT, pour laquelle Aligre a reçu l'autorisation du CSA et émet désormais.

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :
- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le public cible est l'ensemble des habitants de la région Ile-de-France.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Diffusion JTF	21 000,00	21,88%
Internet, téléphonie, site	2 500,00	2,60%
Location studio + charges	27 000,00	28,13%
Entretien et réparations	500,00	0,52%
Salaires techniciens	17 600,00	18,33%
Charges	9 400,00	9,79%
Intermédiaires extérieurs	6 000,00	6,25%
SACEM	8 000,00	8,33%
SPRE	4 000,00	4,17%
Total	96 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	45 000,00	46,88%
Ministère de la Culture FSER	36 000,00	37,50%
Région Ile-de-France	15 000,00	15,63%
Total	96 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2015	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2016	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	12 487,00 €
	Montant total	42 487,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013791

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE A LA DIFFUSION ALTERNATIVE FM / ANNEE 1 DU PROGRAMME TRIENNAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	35 820,00 €	41,88 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INTER AS ALTERNATIVE FM

Adresse administrative : 80 AV GASTON VERMEIRE
95340 PERSAN

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Noëlle VALLAT, Présidente

Date de publication au JO : 9 janvier 1982

N° SIRET : 33178926300026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR 2017-121

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Aide à la diffusion 2017.

Description :
En 2017, Alternative FM poursuivra ses actions en matière de communication sociale de proximité, de lutte contre les discriminations, de défense des valeurs, de prévention de la radicalisation, de sensibilisation à la défense de l'environnement, de lutte contre l'exclusion :

- rubriques d'information (annonces sur les initiatives, courtes interviews, événements, rappel de la loi, des principes de la République et de la laïcité),
- magazines consacrés à ces thèmes,
- magazines de proximité tel « Au cœur de la ville, Persan »,
- ateliers à vocation pédagogique, éducative, d'aide à l'expression pour faciliter l'insertion,
- annonces et couverture des compétitions et événements en Ile-de-France,

- à travers ses rubriques, magazines, journaux, Alternative FM informe de l'intérêt de la pratique du sport pour tous, des différentes disciplines sportives.

La radio participera également activement à la communication sur tous les événements et compétitions en Ile-de-France, principalement, ceux coordonnés par le CROSIF :
- rubriques annonces événements et compétitions,
- interviews des responsables,
- reportages.

Moyens mis en œuvre :
Détails des frais techniques de diffusion :
- frais de fonctionnement (EDF) et maintenance des deux sites (émetteurs, pylônes, etc.),
- liaison DSL entre les studios situés à Persan (95) et les sites d'émission,
- frais hébergement et de streaming, maintenance et actualisation du site web,
- location de logiciels de programmation/diffusion FM,
- frais de personnel (technicien).

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :
- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Auditeurs du Val-d'Oise, parties des départements 93 78 75 et 60 et participants aux ateliers radiophoniques.

Localisation géographique :
- Region Ile-de-France

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de fonctionnement EDF et maintenance (2 sites)	2 200,00	6,14%
Liaison spécialisée	7 350,00	20,52%
Frais de diffusion (internet/streaming)	1 450,00	4,05%
Location logiciel programmation / diffusion	3 470,00	9,69%
Frais de personnel (technicien diffusion, programmation / webmaster)	16 850,00	47,04%
Droits d'auteurs (Sacem + Spre)	4 500,00	12,56%
Total	35 820,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres et quote-parts subventions de fonctionnement attribuées aux frais de diffusion	20 820,00	58,12%
Région Ile-de-France	15 000,00	41,88%
Total	35 820,00	100,00%

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais fonctionnement	2 250,00	6,21%
Liaison spécialisée	7 460,00	20,60%
Frais diffusion internet et streaming	1 470,00	4,06%
Location logiciel programmation/diffusion	3 520,00	9,72%
Frais de personnel	17 020,00	46,99%
Droits d'auteurs	4 500,00	12,42%
Total	36 220,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	21 220,00	58,59%
Région Ile-de-France	15 000,00	41,41%
Total	36 220,00	100,00%

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais fonctionnement	2 280,00	6,23%
Liaison spécialisée	7 550,00	20,65%
Frais diffusion internet et streaming	1 490,00	4,07%
Location logiciel programmation/diffusion	3 560,00	9,73%
Frais de personnel	17 190,00	47,01%
Droits d'auteurs	4 500,00	12,31%
Total	36 570,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	21 570,00	58,98%
Région Ile-de-France	15 000,00	41,02%
Total	36 570,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2015	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2015	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en investissement	15 000,00 €
2016	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	12 487,00 €
	Montant total	57 487,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012649

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE A LA DIFFUSION ANPHI - ASSOCIATION NATIONALE POUR LA PREVENTION DES HANDICAPS ET POUR L'INFORMATION / ANNUELLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	17 000,00 €	50,00 %	8 500,00 €
	Montant Total de la subvention		8 500,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANPHI - ASSOCIATION NATIONALE POUR LA PREVENTION DES HANDICAPS ET POUR L'INFORMATION
Adresse administrative : 16 RUE DE COURCELLES
75008 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Christian BERTHUY, Président

Date de publication au JO : 21 janvier 1987

N° SIRET : 39919509800021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR 2017-121

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Aide à la diffusion 2017.

Description :
L'association nationale pour la prévention des handicaps et pour l'information (ANPHI) créée en 1986 fonde son engagement sur trois missions essentielles :

- informer (reportages, entretiens),
- donner la parole et de ce fait, démystifier le handicap auprès des auditeurs valides,
- valoriser l'insertion en contribuant à l'accueil des stagiaires de sa formation et en contribuant à favoriser la réinsertion sociale et professionnelle des stagiaires.

Elle accorde beaucoup d'importance aux reportages dédiés aux évènements sportifs en Ile-de-France par le biais de directs, comme l'intégrathlon ou lors de l'émission régulière « à chacun son sport ».

Les questions abordées par la radio sont : la santé physique et mentale, l'emploi, la scolarité, l'accessibilité, la vie affective, les aidants familiaux, la recherche scientifique, la vie politique et associative.

Moyens mis en œuvre :
- 35 animateurs, journalistes, animateurs, techniciens et personnels encadrants.
  La moitié des 15 salariés de Vivre FM est en situation de handicap.

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :
- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les personnes handicapées, âgées dépendantes et leurs proches, les acteurs du monde du handicap.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de diffusion	9 000,00	52,94%
Coût matériels	2 500,00	14,71%
Coûts humains	3 000,00	17,65%
Frais généraux	2 500,00	14,71%
Total	17 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	8 500,00	50,00%
Région Ile-de-France	8 500,00	50,00%
Total	17 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	3 750,00 €
2016	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	3 750,00 €
	Montant total	7 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012651

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE A LA DIFFUSION DECLIC THEATRE / ANNEE 1 DU PROGRAMME TRIENNAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	30 000,00 €	50,00 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DECLIC THEATRE
Adresse administrative : 17 VOIE DE STALINGRAD NORD
78190 TRAPPES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Dominique CHARRIER, Président

Date de publication au JO : 17 février 1993

N° SIRET : 39039571300030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR107-08 du 16/10/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Il s'agit d'un soutien au fonctionnement d'une radio locale francilienne. Cette radio contribue à faire vivre la diversité des programmes radiophoniques destinés aux francilien(ne)s, à informer des évènements locaux.

Description :
Marmite FM est un outil de démocratie locale à vocation culturelle, éducative et citoyenne, ayant pour mission de donner et de faire prendre la parole aux habitants de Trappes et des environs.
Les programmes sont réalisés à 65% par des bénévoles associatifs ou individuels sur la base de la valorisation de leurs actions ou de leurs talents respectifs. Ils prennent ainsi part à la vie de la cité en portant un discours public.

La réalisation de portraits d'habitants, de reportages locaux lui permet d'avoir une grande proximité avec le territoire, une grande réactivité vis à vis de ses habitants et une plus grande visibilité en général.

Marmite FM renforce son implantation locale en développant les partenariats avec les collectivités, les associations et la population de Saint-Quentin.

Un troisième axe consiste à toucher d'autres populations (soit en âge scolaire, soit en situation de fragilité sociale) au travers d'ateliers de découverte, de créations radiophoniques, d'éducation aux médias et à la citoyenneté. Ces ateliers sont développés auprès des publics en partenariat avec des professionnels relais. Ils constituent un véritable outil de valorisation de la parole et de citoyenneté des personnes participantes.
Marmite FM est en partage d'antenne avec Yvelines Radio.

Marmite FM, c'est :
- 19 émissions et chroniques animées par 33 bénévoles ;
- 2 émissions régulières animées par des partenaires locaux ;
- 3 émissions de la rédaction : « micro dans la ville » émission de reportage sur le territoire saint quentinois, « micro ouvert » émission hebdomadaire en studio recevant des invités autour d'initiatives particulières et de programmations culturelles, « Marmite fait son actu » émission mêlant chroniques, actu locale et invités locaux ;
- 3 ateliers radiophoniques sur l'année avec réalisation d'émissions hebdomadaires (35 participants) ;
- 2 stages radiophoniques avec réalisation radiophonique (32 participants : jeunes extrascolaires de la ville de Guyancourt / classe de CE1 de la ville de Trappe) ;
- 3 visites scolaires avec initiation à l'éducation aux médias (85 participants) ;
- 2 visites découvertes pour 10 femmes issues de l'immigration en apprentissage du français ;
- des partenariats sur des événements locaux : forum des associations, printemps des poètes, etc.

Concernant les évènements sportifs, la radio a développé une émission hebdomadaire en direct, « Parlons Sport », qui a pour plus spécifique le sport régional avec des invités, acteurs de ce sport, qui viennent mettre en avant leur activité et les compétitions auxquelles ils participent. L'objectif est de donner une meilleure visibilité au sport régional dans toute sa diversité et notamment au travers des évènements coordonnés par le CROSIF.

Moyens mis en œuvre :
- frais de location de sites,
- frais de personnel dédié à la diffusion : reporter et technicien de proximité.

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :
- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Populations en situations sociales disparates et d'origines culturelles multiples.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location studio + émetteur	3 681,64	12,27%
EDF	1 600,00	5,33%
Lignes internet / téléphone	2 320,80	7,74%
Maintenance site emetteur	894,61	2,98%
Maintenance logiciels diffusion	540,00	1,80%
SACEM	3 840,00	12,80%
SPRE	620,00	2,07%
Technicien	7 259,80	24,20%
Reporter	6 184,15	20,61%
Chargée de mission	2 169,20	7,23%
Abonnement podcast	33,00	0,11%
Abonnement streaming	856,80	2,86%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Culture FSER (EC)	10 000,00	33,33%
Région Ile-de-France	15 000,00	50,00%
Département des Yvelines (ATT)	4 815,54	16,05%
Fonds propres	184,46	0,61%
Total	30 000,00	100,00%

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location studio + émetteur	3 681,64	10,49%
EDF	1 600,00	4,56%
Lignes internet / téléphone	2 320,80	6,61%
Maintenance site émetteur	894,61	2,55%
Maintenance logiciels diffusion	540,00	1,54%
SACEM	3 840,00	10,94%
SPRE	620,00	1,77%
Technicien	9 763,48	27,83%
Quote part brut reporter	3 344,04	9,53%
Quote part brut chargée de mission	1 561,08	4,45%
Cotisations sociales technicien	4 127,40	11,76%
Quote part cotisations sociales reporter	1 294,07	3,69%
Quote part cotisations sociales chargée de mission	608,12	1,73%
Abonnement podcast	33,00	0,09%
Abonnement streaming	856,80	2,44%
Total	35 085,04	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Culture FSER	14 000,00	39,90%
Région Ile-de-France	15 000,00	42,75%
Département Yvelines	6 085,05	17,34%
Total	35 085,05	100,00%

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Locations studio + émetteur	3 730,00	8,86%
EDF	1 620,00	3,85%
Lignes internet / téléphone	2 350,00	5,58%
Maintenance site émetteur	906,00	2,15%
Maintenance logiciels diffusion	550,00	1,31%
SACEM	3 890,00	9,24%
SPRE	630,00	1,50%
Technicien	17 994,00	42,76%
Quote part brut reporter	2 258,00	5,37%
Quote part brut chargée de mission	1 582,00	3,76%
Cotisations sociales technicien	4 181,00	9,94%
Quote part cotisations sociales reporter	874,00	2,08%
Quote part cotisations sociales chargée de mission	616,00	1,46%
Abonnement podcast	33,50	0,08%
Abonnement streaming	868,00	2,06%
Total	42 082,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Culture FSER	14 000,00	33,27%
Région Ile-de-France	15 000,00	35,64%
Département des Yvelines	8 082,50	19,21%
Commune de Saint-Quentin-en-Yvelines	5 000,00	11,88%
Total	42 082,50	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	14 000,00 €
2014	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	15 261,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2015	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €

2016	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	12 487,00 €
	Montant total	191 748,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012565

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE A LA DIFFUSION FREQUENCE PROTESTANTE / ANNUELLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	58 200,00 €	25,77 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FREQUENCE PROTESTANTE
Adresse administrative : 1 RUE DENIS POISSON
75017 PARIS 17
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel VAQUIN, Président

Date de publication au JO : 3 août 1983

N° SIRET : 32946387100023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR 2017-121

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Aide à la diffusion.
Le projet consiste à augmenter l'audience de la radio et à développer la production d'émissions originales, notamment dans le domaine de la communication sociale.

Description :
Emise sur 100.7 en région Ile-de-France, Fréquence Protestante est une radio généraliste qui traite des grandes questions contemporaines - sociales, économiques, éducatives et culturelles, à côté des émissions de nature spirituelle. Elle aborde les thématiques suivantes : l'emploi, l'éducation, le développement économique et social, l'environnement.

La radio collabore avec une vingtaine d'associations : Centre d'Action Sociale Protestant, Fédération d'Entraide, la Cimade, l'Emploi pour cible, le DEFAP, MIR, la Cause, l'ACAT, la Bienvenue, Défense de la culture Tzigane, SOS Amitiés, etc.

Radio de proximité, Fréquence Protestante permet aux auditeurs et acteurs de la vie locale de s'exprimer en direct. Elle répond aux nombreux appels téléphoniques qui sollicitent des informations sur des institutions et associations.
A titre d'exemples, « l'Esprit de réforme » traite des questions d'actualité, « Partage » parle des initiatives locales (collectivités et associations), « l'Antenne est à vous » répond à toutes questions.

Fréquence protestante poursuit des émissions avec les antennes régionales de grandes associations (La Cimade, le Casp, La FEP, Terre d'Asile, Amitiés islamo-chrétiennes, amitiés judéo-chrétiennes). Y sont abordées sous un angle concret les actions d'insertion, d'intégration, de l'emploi et de l'aide sociale, du logement, de lutte contre les inégalités, de lutte contre la violence.

Seront consacrées plusieurs émissions « Clin d'œil » à diverses initiatives culturelles, sportives, pour la jeunesse, les familles ou les personnes âgées, ainsi que de diverses opérations de solidarité et pratiques de dialogue :

- pour l'action culturelle, la radio relaye régulièrement des animations jeunesses proposées dans les musées nationaux d'Ile de France ;
- pour l'emploi, la radio relaye régulièrement les opérations organisées par le MEDEF Ile-de-France (Salon de l'emploi des séniors, fête de l'alternance) ;
- pour le sport, Fréquence protestante s'engage à diffuser plusieurs chroniques concernant des manifestations organisées par le CROSIF, ainsi qu'une émission d'information sur ce qu'est le CROSIF.

La radio engage également des actions de partenariats avec diverses initiatives, en apportant son soutien bénévole (participation, logo, annonces à l'antenne, etc.)

Moyens mis en œuvre :
La radio fonctionne avec une équipe professionnelle permanente, composée d'une coordinatrice des programmes (salariée) et de 3 techniciens (en portage salarial), et plus de 90 animateurs bénévoles. Elle accueille chaque année une dizaine de stagiaires (étudiants journalistes ou techniciens).

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :

- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location de l'émetteur TDF	26 000,00	44,67%
Location émetteur numérique	2 000,00	3,44%
Salaire des techniciens en Régie	25 000,00	42,96%
Liaison téléphonique avec TDF	3 000,00	5,15%
SACEM/SPRE	2 200,00	3,78%
Total	58 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	13 200,00	22,68%
FSER	30 000,00	51,55%
Région Ile-de-France	15 000,00	25,77%
Total	58 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	3 750,00 €
2015	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	3 750,00 €
2016	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	3 750,00 €
	Montant total	11 250,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013798

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE A LA DIFFUSION RADIO HORIZON / ANNEE 1 DU PROGRAMME TRIENNAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	35 000,00 €	42,86 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HORIZON FM ASSOCIATION RADIO HORIZON
Adresse administrative : 8 RUE DE PARIS
91090 LISSES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Misha AGARD, Président

Date de publication au JO : 12 juillet 1981

N° SIRET : 42472253600036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR 2017-121

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
La radio sans Pub, c'est une radio qui donne la parole aux acteurs de proximité à travers des reportages, interviews et émissions spécifiques.
Toute association, toute collectivité peut bénéficier de ce temps d'antenne soit en recevant la visite d'un membre de l'équipe soit en se rendant dans le studio situé à Sainte Geneviève des Bois. En effet, pour accentuer sa proximité, la Radio sans Pub garantie un accueil de 6h à 19h dans ses locaux afin que tous les acteurs puissent s'exprimer.
De même, pour faciliter la mobilité, chaque collaborateur salarié de la station est équipé d'un matériel de reportage pour qu'à tout moment il soit donné la parole aux acteurs locaux.
L'idée du projet est donc d'augmenter le nombre d'acteurs bénéficiant de ces temps d'antenne dans tous les domaines qui sont chers à la station : la protection de l'environnement, la lutte contre l'exclusion, la citoyenneté, la lutte contre la radicalisation, le vivre ensemble, les initiatives positives menées sur les territoires, le handicap.
Les actions et manifestations coordonnées par le CROSIF font l'objet d'annonces et de reportages lorsque qu'une manifestation se passe sur son territoire.

Les actions et politiques menées par la Région bénéficient aussi de mises en avant sur l'antenne à travers des reportages comme par exemple : l'annonce de dispositifs spécifiques (ex : plateforme de recherche de stage), le relais de l'actualité du STIF.

Moyens mis en œuvre :
L'association Radio Horizon édite le programme « La Radio Sans Pub ». L'idée de la station est de proposer un programme unique sur la bande FM, composé de musique et d'informations locales.
Un grand nombre de rubriques locales sont diffusées afin de relayer la tenue des manifestations organisées par les collectivités, les associations et différents acteurs du tissu associatif local. Parmi ces rubriques locales, les auditeurs peuvent écouter des idées de sorties, les résultats de sport, mais aussi des rubriques environnementales, sociales et musicales. De son côté, la rédaction est composée d'un journaliste qui sillonne le terrain pour donner la parole à ceux qui font l'actualité locale. La ligne éditoriale est positive mettant en lumière les initiatives du territoire. Ainsi, chaque matin, 6 journaux d'informations locales sont réalisées en direct avec reportages et interviews diverses.

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :
- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
78 000 personnes chaque semaine et 169 000 plus globalement.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Diffusion Créacast	3 000,00	8,57%
Frais de déplacements	5 000,00	14,29%
Matériel de reportage	2 000,00	5,71%
Personnels pour reportage	20 000,00	57,14%
Emetteur FM	5 000,00	14,29%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la Culture	10 000,00	28,57%
Région Ile-de-France	15 000,00	42,86%
Fonds propres	10 000,00	28,57%
Total	35 000,00	100,00%

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Diffusion Créacast	3 000,00	8,57%
Frais de déplacements	5 000,00	14,29%
Matériel de reportage	2 000,00	5,71%
Personnels pour reportage	20 000,00	57,14%
Emetteur FM	5 000,00	14,29%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la Culture	10 000,00	28,57%
Région Ile-de-France	15 000,00	42,86%
Fonds propres	10 000,00	28,57%
Total	35 000,00	100,00%

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Diffusion Créacast	3 000,00	8,57%
Frais de déplacements	5 000,00	14,29%
Matériel de reportage	2 000,00	5,71%
Personnels pour reportage	20 000,00	57,14%
Emetteur FM	5 000,00	14,29%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la Culture	10 000,00	28,57%
Région Ile-de-France	15 000,00	42,86%
Fonds propres	10 000,00	28,57%
Total	35 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	12 487,00 €
	Montant total	12 487,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012617

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE A LA DIFFUSION IDFM RADIO ENGHIEN / ANNEE 1 DU PROGRAMME TRIENNAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	78 500,00 €	19,11 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IDFM RADIO ENGHIEN
Adresse administrative : 26 B RUE DE MORA
95880 ENGHIEN-LES-BAINS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Bernard TOUBLANC, Président

Date de publication au JO : 31 mars 1982

N° SIRET : 38287026900026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR 2017-121

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Aide à la diffusion 2017.

Description :
IDFM-Radio Enghien, créée en 1982, est diffusée sur 98 FM et sur internet. Radio généraliste, elle est animée par 142 bénévoles et 4 salariés. Elle s'adresse à tout public (44 200 auditeurs par semaine). La priorité est donnée aux informations locales et régionales, avec une place importante pour les questions d'emploi, de handicap, de bien-être, de non-discrimination. De nombreuses émissions donnent la parole aux entreprises, aux élus, aux professionnels de la santé, aux organisateurs d'évènements, aux associations. Diverses actions menées ou à venir sur la lutte contre les discriminations, l'illettrisme ainsi que la participation à des manifestations sportives, donneront lieu à des partenariats.

La radio est plus particulièrement active sur les sujets suivants :
- lutte contre la discrimination à l'égard des femmes,
- lutte contre la discrimination et pour l'égalité des chances,
- partenariat avec EMMAUS Val-d'Oise : annonces des manifestations et des ventes, temps d'antenne et de paroles accordés aux Compagnons et délégués du Mouvement,
- partenariat avec ODER (Opération Solidaire de Redistribution d'Aides diverses aux associations),

- partenariat avec le Secours populaire : annonce des manifestations, appels aux dons, temps de paroles accordés,
- opération Monsieur Nez rouge (soutien aux enfants hospitalisés et à leurs familles) : annonce des manifestations, temps de paroles accordés, chroniques,
- soutien sous forme d'annonces ou de prises de paroles à diverses associations : EPIDE-CLE (association de lutte contre l'illettrisme), Valmorency Lions Club de Enghien-les-Bains.

Dans le domaine du sport, la radio est active au travers de partenariats ou de conventions particulières avec divers clubs représentant un grand nombre d'activités sportives : Vélo-Club, Club de rugby, Sports nautiques, Courses hippiques, etc.
La radio intervient en couvrant les domaines classiques de l'annonce des manifestations, de temps de paroles accordés, d'interviews des organisateurs ou des lauréats : Vélo-Club de Saint-Prix, Club de rugby de Domont.

Dans les domaines culturel et musical, la radio propose un nombre d'émissions et a notamment organisé et diffusé le festival « les ballades musicales ».

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :
- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TDF diffusion du signal	35 000,00	44,59%
TDF traitement du son	3 000,00	3,82%
TDF transport radio	7 000,00	8,92%
Rémunération chef technicien	33 500,00	42,68%
Total	78 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	63 500,00	80,89%
Région Ile-de-France	15 000,00	19,11%
Total	78 500,00	100,00%

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TDF Diffusion du signal	36 000,00	45,06%
TDF traitement du son	3 000,00	3,75%
TDF transport radio	7 100,00	8,89%
Rémunération chef technicien	33 800,00	42,30%
Total	79 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	63 900,00	80,99%
Région Ile-de-France	15 000,00	19,01%
Total	78 900,00	100,00%

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TDF diffusion du signal	36 500,00	45,17%
TDF traitement du son	3 100,00	3,84%
TDF transport radio	7 200,00	8,91%
Rémunération chef technicien	34 000,00	42,08%
Total	80 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	63 800,00	80,96%
Région Ile-de-France	15 000,00	19,04%
Total	78 800,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2015	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en investissement	15 000,00 €
2016	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	12 487,00 €
	Montant total	42 487,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012625

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE A LA DIFFUSION LFM ELLES FM - ANNUELLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	66 000,00 €	19,09 %	12 600,00 €
	Montant Total de la subvention		12 600,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LFM ELLES FM
Adresse administrative : 1 RUE FREDERIC CHOPIN
78200 MANTES-LA-JOLIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Saadia AREJDAL, Présidente

Date de publication au JO : 6 décembre 2008

N° SIRET : 51025243000028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR 2017-121

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé : Non

Objectifs :
Aide à la diffusion.

Description :
LFM diffuse ses programmes 24h/24, 7 jours/7 et offre une grille des programmes variée avec une nouvelle émission mensuelle.

En plus de la grille des programmes, des émissions spéciales sont réalisées ponctuellement dans l'année en fonction de l'actualité.
La radio dédie une tranche d'animation quotidienne « Le Journal local de la rédaction » à toute l'actualité de la région. Cela se traduit par la réalisation de reportages dans les différentes villes du territoire, de micro-trottoirs, et la présence d'invités dans les studios. Elle accueille chaque jour les acteurs locaux qui agissent pour la mise en lumière du territoire à travers les diverses actions qu'ils mènent (événements culturels et sportifs, actions bénévoles, manifestations, aménagements du territoire, campagne de prévention, etc.).

La radio mène tout au long de l'année des actions de lutte contre les discriminations :

- les « vœux pour la tolérance » permettent de rassembler les acteurs du territoire autour de cette thématique (associations, personnalités politiques, chefs d'entreprises) ;
- la « semaine de direct contre les discriminations : #TOUSUNISCONTRELAHAINE », réalisée à l'occasion de la journée internationale contre les discriminations (le 21 mars) ;
- une nouvelle émission hebdomadaire « Etat et civils », qui sera programmée à partir de janvier 2018. Ce nouveau rendez-vous visera à créer un espace de rencontre et de dialogue privilégié entre la population, les représentants d'associations, les jeunes et des représentants des forces de sécurité au sein du Val Fourré de Mantes-la-Jolie, mais aussi de Chanteloup-les-Vignes, les Mureaux, Poissy, Carrières-sous-Poissy, et d'améliorer les relations entre les habitants et les représentants de l'Etat.

Moyens mis en œuvre :
Détails de l'aide à la diffusion :

- émetteur Towercast,
- achat de matériel technique : renouvellement de micros nagras-casques et plastique de mix,
- ligne Oléane permettant l'acheminement des studios vers l'émetteur,
- ligne téléphonique pour les inserts téléphoniques et appels auditeurs,
- frais de personnel : programmateur,
- frais de streaming pour la diffusion sur internet et mobiles.

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :

- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tout public, en plus d'un public jeune (15 -25 ans) de par sa programmation musicale.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Emmeteur Towercast	20 500,00	31,06%
Matériel technique	2 700,00	4,09%
Ligne Oléane	4 000,00	6,06%
France télécom	5 000,00	7,58%
Rémunération programmateur	31 800,00	48,18%
Streaming pour diffusion sur internet et mobiles	2 000,00	3,03%
Total	66 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FSER – att.	31 400,00	47,58%
Région Ile-de-France	12 600,00	19,09%
Département des Yvelines – EC.	12 000,00	18,18%
Commune de Mantes-la-Jolie – EC.	10 000,00	15,15%
Total	66 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 040,00 €
2018	7 560,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement (CR46-14)	15 000,00 €
2016	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	12 487,00 €
	Montant total	42 487,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013762

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE A LA DIFFUSION MEDIA 78 / ANNEE 1 DU PROGRAMME TRIENNAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	29 925,00 €	50,00 %	14 962,00 €
	Montant Total de la subvention		14 962,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION MEDIA 78
Adresse administrative : RUE DE GASSICOURT
78200 MANTES-LA-JOLIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GEORGES SANDJIVY, Président

Date de publication au JO : 12 juin 1999

N° SIRET : 43169619400031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR 2017-121

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Aide à la diffusion.

Description :
La radio Média 78 propose une programmation éclectique du lundi au vendredi à travers une émission familiale en direct, avec de nombreux rendez-vous tels que l'information nationale et internationale, l'information locale, la météo, etc.
De nombreuses rubriques à caractère social (rubrique emploi, association du jour, un jour un magasin), culturelles (théâtre, concerts), historiques (histoire et patrimoine des Yvelines), et de vie quotidienne (rubrique environnement, qualité de l'air, sortir pas cher) sont proposées.

Média 78, conjointement avec Radio Vieille Eglise (Rambouillet), va réaliser une série d'émissions mensuelles qui auront pour thèmes la défense des valeurs de la République, ainsi que les moyens de prévenir les phénomènes de repli et de radicalisation. Grace à cet effort de mutualisation et la réunion des deux principales radios des Yvelines, ces émissions seront diffusées sur une grande partie du

département des Yvelines. Lors de ces émissions, des sujets divers seront abordés comme le parcours citoyen des écoliers, les principes de laïcité et de bien vivre ensemble à l'école mais également dans le milieu de l'entreprise, comment faire vivre la République dans la société d'aujourd'hui, plurielle et multiculturelle, comment lutter contre les dérives et les déviances du communautarisme.

Dans cette émission la lutte contre la radicalisation sera également abordé, le but sera de conseiller les familles et les acteurs du champ social, de la jeunesse, et de prévenir la radicalisation par la déconstruction des argumentaires radicaux et des théories du complot, ainsi que par la compréhension du fait religieux avec chaque mois des invités: Imam, associations etc.

Moyens mis en œuvre :
Détails de l'aide à la diffusion :
- Frais d'acheminement du signal audio du studio à l'émetteur, et ligne Orléane (Orange),
- Frais de location du pylône et de l'émetteur, diffusion et Towercast,
- Frais de personnel : technicien radio et maintenance et programmatrice radio.

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :
- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La radio BPM s'adresse à un large public qui s'intéresse de près ou de loin à la vie locale, associative, sociale, ou culturelle et qui est constitué de personnes de 15 à 60 ans. Elle génère du lien social auprès de ses auditeurs habitants dans le quartier sensible du Val-Fourré.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'acheminement + ligne Orléane	5 472,00	18,29%
Location pylône et émetteur + diffusion + Towercast	10 182,00	34,03%
Technicien radio	4 686,00	15,66%
Programmatrice radio	9 585,00	32,03%
Total	29 925,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	14 963,00	50,00%
Région Ile-de-France	14 962,00	50,00%
Total	29 925,00	100,00%

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acheminement du signal	5 472,00	18,29%
Location pylône et émetteur + diffusion + Towercast	10 182,00	34,03%
Salaire technicien	4 686,00	15,66%
Programmatrice radio	9 585,00	32,03%
Total	29 925,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	14 963,00	50,00%
Région Ile-de-France	14 962,00	50,00%
Total	29 925,00	100,00%

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acheminement du signal	5 472,00	18,29%
Frais de location du pylône et de l'émetteur + diffusion	10 182,00	34,03%
Salaire technicien	4 686,00	15,66%
Programmatrice radio	9 585,00	32,03%
Total	29 925,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	14 963,00	50,00%
Région Ile-de-France	14 962,00	50,00%
Total	29 925,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 984,80 €
2018	8 977,20 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Lutte contre les discriminations	17 500,00 €
2014	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2015	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en investissement	14 802,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement (CR46-14)	15 000,00 €
2016	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	12 482,00 €
	Montant total	74 784,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013810

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE A LA DIFFUSION PARIS / ANNUELLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	74 200,00 €	18,87 %	14 000,00 €
	Montant Total de la subvention		14 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PROGRAMME ASSOCIATIF RADIOPHONIQUE INTERET SOCIAL
Adresse administrative : 1 RUE DE LA SOLIDARITE
75019 PARIS 19
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jacques SONCIN, Président

Date de publication au JO : 25 décembre 1991

N° SIRET : 39079258800035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR 2017-121

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
Radio associative, généraliste, non commerciale, de catégorie A, FPP a été créée en 1991 et émet sur la fréquence 106.3fm. Environ 300 bénévoles assurent les 84 émissions originales hebdomadaires, encadrées par les 6 salariés permanents. La ligne éditoriale se répartit autour de 4 grands secteurs thématiques : le social, la politique et la solidarité internationale ; les arts et les cultures plurielles ; les communautés immigrées minoritaires ; les musiques plurielles.

Les émissions de proximité participent tout au long de l'année à de nombreux événements dans les banlieues, œuvrant sur la sensibilisation et la formation autour de la culture et du refus de toute exclusion. La radio participe régulièrement à des événements se produisant annuellement et qui participent d'une manière ou d'une autre à la communication sociale de proximité et à la lutte contre les discriminations.

Les 31 émissions axées spécifiquement sur le social, la politique et la solidarité internationale, ainsi que les 12 émissions des communautés immigrées minoritaires témoignent de l'engagement quotidien de la radio dans la lutte contre toutes les formes de discriminations et pour la défense des valeurs laïques et

républicaines. Cet engagement au long cours depuis la création de Fréquence Paris Plurielle en 1992, agit respectueusement et efficacement comme préventif à toutes les formes de radicalisation, en toute adéquation avec notre charte.

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :

- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture électrique	10 000,00	13,48%
Location toit antenne Rue Compans	20 000,00	26,95%
Maintenance	4 000,00	5,39%
Assurance Multirisque	1 600,00	2,16%
Frais ADSL	4 600,00	6,20%
Responsable technique	10 500,00	14,15%
Responsable administratif	10 500,00	14,15%
Charges sociales	2 500,00	3,37%
Redevance SPRE	1 500,00	2,02%
Redevance SACEM	9 000,00	12,13%
Total	74 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	1 000,00	1,35%
FSER	36 000,00	48,52%
Région Ile-de-France	14 000,00	18,87%
ASP	13 800,00	18,60%
Produits de gestion courante	3 500,00	4,72%
Transfert de charges	5 900,00	7,95%
Total	74 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 600,00 €
2018	8 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	15 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	15 000,00 €
2016	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	12 487,00 €
	Montant total	57 487,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013781

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE A LA DIFFUSION RADIO ARMENIE / ANNUELLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	50 000,00 €	30,00 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION FRANCO ARMENIENNE COMMUNICATION
Adresse administrative : 17 RUE BLEUE
75009 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Henri PAPAZIAN, Président
N° SIRET : 39443987100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR 2017-121

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Aide à la diffusion.

Description :
AYP FM est une radio thématique franco-arménienne bilingue, qui manifeste une vocation de service à la disposition du tissu associatif de la communauté franco-arménienne. L'antenne est largement ouverte aux associations (caritatives, humanitaires, culturelles, sportives, de jeunesse) leur permettant de rendre compte de leur activité et d'assurer la promotion de leurs projets. La radio s'engage également dans des partenariats d'évènements culturels et artistiques (salon du livre, soirées culturelles, campagne de promotion de films etc.) et qui sont en accord avec la thématique de la radio.
La radio propose une grille structurée autour d'une triple vocation :

- l'information bilingue diffusée plusieurs fois par jour dans ses journaux traitant de l'actualité française, arménienne et internationale,
- une vocation pédagogique de maintien et de promotion de la culture arménienne,
- une ouverture de fenêtre d'échanges et de réflexions au cours d'émissions de rencontre et de débats.

La radio se met à la disposition des associations humanitaires telles que Médecin du Monde, Médecins

sans frontières pour les accompagner dans leurs campagnes ou leur collecte de dons.
La radio accompagne également les migrants originaires d'Arménie et de ces régions, notamment des pays frappés par les conflits armés, qui les sollicitent afin de les aider dans leur intégration. La radio qui véhicule bilinguisme et double culture est un facteur positif d'accompagnement dans cette démarche d'intégration.
L'association accueille également des stagiaires qu'il s'agisse de lycéens ou collégiens.

Moyens mis en œuvre :
Equipe de 4 permanents à laquelle se joint une trentaine de bénévoles qui se succèdent à l'antenne.

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :

- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'émetteurs	20 000,00	40,00%
Poste, téléphonie, Internet	4 000,00	8,00%
Personnel et charges	22 000,00	44,00%
Fournitures (matériel de bureau)	4 000,00	8,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FSER	20 000,00	40,00%
Région Ile-de-France	15 000,00	30,00%
ASP	5 000,00	10,00%
Dons de particuliers et d'associations	10 000,00	20,00%
Total	50 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 000,00 €
2018	6 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012676

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE A LA DIFFUSION UNE RADIO ETUDIANTE A PARIS / ANNEE 1 DU PROGRAMME TRIENNAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	62 489,00 €	24,00 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNE RADIO ETUDIANTE A PARIS
Adresse administrative : 50 RUE DES TOURNELLES
75003 PARIS 3
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Fanny CATTE, Présidente

Date de publication au JO : 7 mars 1998

N° SIRET : 42060020700021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR 2017-121

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Aide à la diffusion.

Description :
Radio Campus Paris est un média de communication sociale de proximité à l'attention des jeunes et des étudiants fondée en 1998. Cette vocation se traduit par cinq actions principales complémentaires :

- L'accueil de bénévoles non professionnels pour les former à la pratique radiophonique et leur permettre de porter un projet éditorial de manière autonome.
- La diffusion de plus de 80 programmes qui traitent de l'information politique, sociale et culturelle sous un angle local et qui accordent une place prépondérante à la valorisation d'initiatives jeunes et/ou citoyennes en faveur de la culture, de l'intégration pour tous, de la lutte contre les discriminations et de l'environnement.
- La mise en place de partenariats de communication avec des acteurs locaux pour promouvoir sur l'antenne de la radio leurs événements. En 2017, plus de 200 partenariats seront montés avec des

associations étudiantes, des acteurs de l'éducation populaire, des institutions culturelles ou des services publics.
- La réalisation d'actions éducatives à travers le média radio à l'attention d'élèves franciliens scolarisés ou de jeunes issus de quartiers politique de la Ville. En 2017, ce projet sera de nouveau lancé sur la thématique du sport.
- L'organisation d'événements éditoriaux fédérateurs sur le territoire francilien pour créer du lien social et produire du contenu de transmission. Il s'agit d'animer sur le territoire francilien, en direct et en public, des programmes de médiation. En 2017, plus de 100 émissions en hors les murs seront enregistrées.

Actions éditoriales : Radio Campus Paris relaie sur son antenne les initiatives culturelles, sociales et politiques portées par des étudiants et des jeunes franciliens à l'attention de ses 60 000 auditeurs quotidiens (Médiamétrie 2015). Une attention toute particulière est portée aux projets en faveur de thématiques telles que : l'environnement, le développement local, l'intégration et la lutte contre les discriminations.
Le magazine de société quotidien « La Matinale de 19h » éclaire ces problématiques en recevant chaque année plus de 300 invités et en réalisant des centaines de reportages et chroniques sur des initiatives franciliennes.
La grille d'antenne de Radio Campus Paris compte au total 80 programmes (émissions culturelles, musicales, sociétales, scientifiques).

Actions éducatives : actions continues auprès d'enfants dans le cadre d'ateliers.
Initier les étudiants et les jeunes parisiens aux pratiques radiophoniques, pour leur donner les moyens techniques et pratiques de s'exprimer, est l'axe majeur du projet.

Actions culturelles : Radio Campus Paris aborde de nombreuses thématiques liées au monde de la culture tout au long de l'année dans ses émissions culturelles.

Moyens mis en œuvre :
- 4 salariés en CDI temps plein
- 1 salarié de la Fédération des associations Radio Campus Paris
- 8 services civiques
- stagiaire
- bénévoles
- Techniques : deux studios de production et une salle de montage

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :
- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- 60 000 auditeurs (tranche 18-35 ans).
- les bénévoles engagés dans l'association : les étudiantes et les jeunes franciliens.

- les participants aux ateliers: enfants, étudiants.
- les institutions franciliennes.
- les stagiaires et services civiques, les salariés.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Diffusion FM	16 248,00	26,00%
Diffusion RNT	5 136,00	8,22%
Ligne internet OVH	3 240,00	5,18%
Connexion internet Free	552,00	0,88%
Sacem	6 000,00	9,60%
Spré	2 000,00	3,20%
Serveur site web	1 400,00	2,24%
Maintenance logiciel antenne	1 120,00	1,79%
Assurance matériel	793,00	1,27%
Salarié technique	26 000,00	41,61%
Total	62 489,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ETAT – FSER – att.	24 289,00	38,87%
ETAT - Emploi d'avenir- att.	13 200,00	21,12%
Région Ile-de-France	15 000,00	24,00%
Ville de Paris- att.	10 000,00	16,00%
Total	62 489,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	12 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	3 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2016	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	12 487,00 €
2017	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	8 000,00 €
2017	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	3 000,00 €
	Montant total	58 487,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012931

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE A LA DIFFUSION LE CARRE DE CHINE (RADIO MANDARIN) / ANNEE 1 DU PROGRAMME TRIENNAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	58 000,00 €	25,86 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE CARRE DE CHINE
Adresse administrative : 7 RUE LARREY
75005 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Huong TAN, Président
N° SIRET : 50917122900016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR 2017-121

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Aide à la diffusion.

Description :
Radio Mandarin d'Europe (RME) est une radio locale associative parisienne, portée exclusivement par l'association Le Carré de Chine, elle-même fondée en 2004 à Paris. Il s'agit du premier média de masse communautaire bilingue français-chinois de la République française.

RME est un média français généraliste et indépendant. En cela, elle ne représente aucun parti politique ni influence religieuse. Son autonomie établie lui assure une liberté de parole. Les programmes en français sont diffusés de minuit à midi, et ceux en mandarin de midi à minuit.

Dès sa conception initiale, le pluralisme culturel est un axe de développement privilégié de la station. L'objectif premier de la radio est de collaborer à l'élaboration d'une passerelle entre la France et la Chine, entre les deux grandes cultures, dans un contexte de mondialisation répandant la multiplicité ethno-socio-culturelle dans les grandes agglomérations. L'idée qui anime la radio étant celle du bien vivre ensemble.

RME est également un outil de prévention contre les discriminations et pour la cohésion sociale. Elle est un canal assuré de transmission du patrimoine immatériel des aînés aux jeunes générations créatrices de valeurs pour la République.

Conformément aux engagements stipulés dans la convention signée avec le CSA, Le Carré de Chine produit elle-même au minimum 8h de programmes à intérêt local : les actualités en français et en chinois mandarin ; des émissions cultures et traditions de l'Asie et de la Chine, de l'Europe et de la France ; « Aujourd'hui dans l'histoire ».
Radio Mandarin d'Europe s'engage également à diffuser au moins 40% des chansons d'expression français.

Les axes de développement pour de nouvelles émissions sont :
- Diffuser 1h d'émission en langue régionale chinoise par jour,
- Produire et diffuser six heures d'émissions en langue vietnamienne, khmère et laotienne le week-end,
- Produire une émission en langue chinoise consacrée au tourisme de la francilienne,
- Produire une émission en langue française consacrée à la gastronomie asiatique.

Public cible :
Le champ autorisé par le CSA et couvert par RME abrite environ 8 millions de Parisiens et de Franciliens.

Moyens mis en œuvre :
- 10 à 12 bénévoles,
- 3 à 5 stagiaires.

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :
- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	19 000,00	32,76%
Loyer, électricité, charges, entretien	21 000,00	36,21%
Services : abonnement télécom, prestations de diffusion, redevances, cotisations etc.	15 000,00	25,86%
Défraiements repas et transport des bénévoles	3 000,00	5,17%
Total	58 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la Culture	15 000,00	25,86%
Région Ile-de-France	15 000,00	25,86%
Dons	10 000,00	17,24%
Recettes publicitaires (20 %)	8 000,00	13,79%
Vente de produits et prestations : productions radiophoniques, études et prestations de services	10 000,00	17,24%
Total	58 000,00	100,00%

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	25 000,00	37,88%
Frais locatives	23 000,00	34,85%
Services extérieurs	15 000,00	22,73%
Contributions en nature	3 000,00	4,55%
Total	66 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la Culture	15 000,00	22,73%
Région Ile-de-France	15 000,00	22,73%
Dons	15 000,00	22,73%
Recettes publicitaires (20 %)	9 000,00	13,64%
Vente produits et prestations	12 000,00	18,18%
Total	66 000,00	100,00%

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnels	30 000,00	40,00%
Frais locatives	24 000,00	32,00%
Services extérieurs	16 000,00	21,33%
Contributions en nature	5 000,00	6,67%
Total	75 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la Culture FSER	20 000,00	26,67%
Région Ile-de-France	15 000,00	20,00%
Dons	10 000,00	13,33%
Recettes publicitaires	15 000,00	20,00%
Vente produits et prestations	15 000,00	20,00%
Total	75 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	9 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012566

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE A LA DIFFUSION MFI RADIO MANGEMBO / ANNEE 1 DU PROGRAMME TRIENNAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	31 500,00 €	47,62 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEDIATION FAMILLE INTEGRATION
Adresse administrative : 9 RUE CLAUDE BERNARD
77000 MELUN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-PIERRE MANDIANGU LEMBA, Président

Date de publication au JO : 12 juin 2003

N° SIRET : 47844471400016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR 2017-121

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Aide à la diffusion.

Description :
Radio Mangembo FM est une radio qui parle "à" la communauté africaine mais reste une radio de proximité.
Elle propose des émissions radio, des reportages sur la vie de la Cité et des citoyens engagés dans leur devenir. Le vivre ensemble en est le fil conducteur.

Elle accompagne les actions de la politique de la Ville "CUCS" et de l'ACSE, crée du lien social, incite les habitants des quartiers sensibles à la citoyenneté et à la participation à la vie publique, et plus particulièrement les bénéficiaires du programmes de rénovation urbaine ANRU des agglomérations de Melun Val-de-Seine, Sénart et Val d'Essonne.
Elle sert de relais entre les institutions, les familles, l'éducation nationale et les jeunes, et rapproche les populations d'origine africaine et les communautés d'accueil.

Enfin, elle brise la ségrégation sociale qui touche les populations primo-arrivantes sur le territoire et donne aux familles les outils pour maintenir le dialogue avec les jeunes, dans la délicate phase de crise d'adolescence.

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :

- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
La radio s'adresse en particulier au public des quartiers en rénovation urbaine pour qui elle relaye la médiation montante et descendante entre les institutions, l'école et les familles d'une part, et favorise les échanges interculturels entre les communautés.

La radio s'appuie sur une programmation musicale ouverte sur les musiques du monde et françaises, avec un peu plus d'Afrique.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maintenance Emetteur FM+Antenne	4 500,00	14,29%
Maintenance Equipement production+Studio	2 500,00	7,94%
Diffusion WebTv Bouquet ORAO/Zion3	5 500,00	17,46%
Sacem	6 000,00	19,05%
SPREE	2 500,00	7,94%
AFDAS	500,00	1,59%
Part salaire responsable radio	10 000,00	31,75%
Total	31 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ACSE	3 000,00	9,52%
FSER	7 500,00	23,81%
Région IDF	15 000,00	47,62%
Département	5 000,00	15,87%
Ressources indirectes affectées	1 000,00	3,17%
Total	31 500,00	100,00%

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maintenance émetteur FM	4 500,00	14,29%
Maintenance équipement	2 500,00	7,94%
Diffusion	5 500,00	17,46%
SACEM	6 000,00	19,05%
SPREE	2 500,00	7,94%
AFDAS	500,00	1,59%
Frais de personnels	10 000,00	31,75%
Total	31 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ACSE	3 000,00	9,52%
FSER	7 500,00	23,81%
Région Ile-de-France	15 000,00	47,62%
Département	5 000,00	15,87%
Ressources indirectes affectées	1 000,00	3,17%
Total	31 500,00	100,00%

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maintenance émetteur Fm	4 500,00	14,29%
Maintenance équipement	2 500,00	7,94%
Diffusion	5 500,00	17,46%
SACEM	6 000,00	19,05%
SPREE	2 500,00	7,94%
AFDAS	500,00	1,59%
Frais de personnels	10 000,00	31,75%
Total	31 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ACSE	3 000,00	9,52%
FSER	7 500,00	23,81%
Région Ile-de-France	15 000,00	47,62%
Département	5 000,00	15,87%
Ressources indirectes affectées	1 000,00	3,17%
Total	31 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2016	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	12 487,00 €
	Montant total	27 487,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012986

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE A LA DIFFUSION LES ANTENNES DE LA RELEVE RADIO NEO / ANNEE 1 DU PROGRAMME TRIENNAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	45 268,00 €	33,14 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES ANTENNES DE LA RELEVE RADIO NEO
Adresse administrative : 35 RUE DU CHEMIN VERT
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur OLIVIER POUBELLE, Président

Date de publication au JO : 8 juillet 2000

N° SIRET : 44103676100035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR 2017-121

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Aide à la diffusion.

Description :
L'association Les antennes de la relève édite un programme radiophonique dénommé Néo, diffusés sur 95.2 FM en Ile-de-France. Néo diffuse également ses programmes 24 h sur 24 sur internet via le player du site de radio Néo www.radioneo.org et à Paris en RNT.

Le contenu éditorial de la Radio va dans le sens de la lutte contre les discriminations.
Radio Néo réalise des émissions sur le droit des femmes, des personnes handicapées, des sans-abris, sur les lieux de vies des quartiers et sur toutes les innovations sociales et tous les nouveaux modèles d'entraide et d'ouverture sur l'autre.

La radio couvre des évènements et donne la parole à des associations qui luttent contre toutes les formes

de discrimination. Tournée vers l'émergence, elle ouvre ses portes à toutes les esthétiques musicales, ce qui en fait un média ouvert et qui lutte aussi en interne contre les discriminations culturelles.

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :

- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Un public de 20 à 55 ans.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Towercast	22 140,00	48,91%
SFR	3 528,00	7,79%
Logiciels/licences	1 900,00	4,20%
SACEM/SPRE	4 300,00	9,50%
Rémunération des personnels	8 800,00	19,44%
Charges patronales	4 600,00	10,16%
Total	45 268,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	30 268,00	66,86%
Région Ile-de-France	15 000,00	33,14%
Total	45 268,00	100,00%

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Towercast	22 140,00	48,91%
SFR	3 528,00	7,79%
Logiciels / licences	1 900,00	4,20%
SACEM / SPRE	4 300,00	9,50%
Frais de personnels	8 800,00	19,44%
Charges patronales	4 600,00	10,16%
Total	45 268,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	30 268,00	66,86%
Région Ile-de-France	15 000,00	33,14%
Total	45 268,00	100,00%

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Towercast	22 140,00	48,91%
SFR	3 528,00	7,79%
Logiciel / licences	1 900,00	4,20%
SACEM / SPRE	4 300,00	9,50%
Frais de personnels	8 800,00	19,44%
Charges patronales	4 600,00	10,16%
Total	45 268,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	30 268,00	66,86%
Région Ile-de-France	15 000,00	33,14%
Total	45 268,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2015	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2016	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	12 487,00 €
	Montant total	42 487,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013774

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE A LA DIFFUSION RADIO OXYGENE / ANNEE 1 DU PROGRAMME TRIENNAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	61 500,00 €	24,39 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION OXYGENE
Adresse administrative : 36 SQ BEAUMARCHAIS
77130 MONTEREAU FAULT YONNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean Paul LHUILLIER, Président

Date de publication au JO : 9 octobre 1996

N° SIRET : 42082989700065

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR 2017-121

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Aide à la diffusion.

Le soutien de la Région aura pour but de permettre de faire face aux coûts engendrés à l'occasion de la réalisation des émissions et interviews mettant en avant les associations et acteurs des territoires.

Description :
Oxygène est la radio qui donne la parole aux acteurs de proximité à travers des reportages, interviews et décrochages spécifiques de ses programmes. Son projet est donc de renforcer d'avantage sa présence sur le terrain et le temps d'antenne dédié à la réalisation et à la diffusion de ces émissions et interviews spécifiques. C'est tout le sens de la communication sociale de proximité.

Toute association, toute collectivité peut bénéficier de ce temps d'antenne soit en recevant la visite d'un membre de l'équipe de la radio soit en se rendant dans l'une des agences Oxygène implantées dans 4 villes : Nemours, Montereau, Provins et Coulommiers.

En effet, pour accentuer sa proximité, Oxygène s'installe au cœur des villes Seine et Marnaises grâce à des agences situées en centre-ville. Chaque collaborateur salarié de la station est équipé d'un matériel de reportage pour qu'à tout moment il soit donné la parole aux acteurs locaux. L'idée du projet est donc d'augmenter le nombre d'acteurs bénéficiant de ces temps d'antenne dans tous les domaines qui sont chers à la station : la protection de l'environnement, la lutte contre l'exclusion, la citoyenneté, la lutte contre la radicalisation, le vivre ensemble, les initiatives positives menées sur les territoires, le handicap.

Les actions et manifestations coordonnés par le CROSIF font l'objet d'annonces et de reportages lorsque qu'une manifestation se passe sur ses territoires.

Moyens mis en œuvre :
- 8 salariés
- 2 auto-entrepreneurs

A l'origine, la station disposait d'une seule fréquence à Montereau. Une second lui a été attribuée à Nemours en 2001, puis Provins en 2011 et Coulommiers en 2016.

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :
- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Loyers diffusion et local Montereau	8 400,00	13,66%
Diffusion vers émetteurs (Créacast)	10 000,00	16,28%
Personnels pour production	24 000,00	39,00%
Loyers diffusion et local Provins	9 500,00	15,45%
Loyers diffusion et local Coulommiers	8 100,00	13,17%
Loyers diffusion et local Nemours	1 500,00	2,44%
Total	61 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la culture	46 500,00	75,61%
Région Ile-de-France	15 000,00	24,39%
Total	61 500,00	100,00%

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Loyers diffusion	27 500,00	44,72%
Diffusion vers émetteurs (Créacast)	10 000,00	16,28%
Personnels pour production	24 000,00	39,00%
Total	61 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la Culture	46 500,00	75,61%
Région Ile-de-France	15 000,00	24,39%
Total	61 500,00	100,00%

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Loyers diffusion	27 500,00	44,72%
Diffusion vers émetteurs (Créacast)	10 000,00	16,28%
Personnels pour production	24 000,00	39,00%
Total	61 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la Culture	46 500,00	75,61%
Région Ile-de-France	15 000,00	24,39%
Total	61 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	12 487,00 €
	Montant total	12 487,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012567

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE A LA DIFFUSION RADIO SOLEIL / ANNEE 1 DU PROGRAMME TRIENNAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	40 000,00 €	37,50 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RADIO SOLEIL
Adresse administrative : 57 RUE D'AVRON
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ABDELMAJID DABOUSSY, Président

Date de publication au JO : 4 novembre 1981

N° SIRET : 37889585800017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR 2017-121

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
La subvention régionale permettra la prise en charge des frais de diffusion de la radio.

Description :
Radio soleil, radio associative crée en 1981, s'adresse aux communautés immigrées d'Ile-de-France : accès à la citoyenneté, lutte contre le racisme et les discriminations. Elle a été autorisée par les trois autorités successives (HACA, CNCL et CSA).

Emissions de service :
- proposition d'une aide juridique aux auditeurs afin de les orienter vers des associations spécialisées sur les questions suivantes : séjour, retraite, et diverses questions sociales ;
- émissions régulières sur les banlieues et la politique de la ville avec des témoignages d'habitants et des responsables locaux et associatifs (2 fois par semaine) ;

- émission hebdomadaire sur la diversité et l'emploi, et la lutte contre les discriminations ;
- émissions culturelles ;
- compilations de musiques traditionnelles et classiques du Maghreb.

Partenariats :
- envoie des programmes aux autres radios du réseau de Radio soleil (Marseille, Nancy et Saint-Etienne).
- réalisation directe de 80% du programme, le reste est issu des grands journaux d'informations fournis par RMC-Montecarlo Doualiya (filiale de RFI-Radio France).
- promotion des actions culturelles, sociales et sportives du Conseil Régional d'Ile-de-France, et promotion des évènements sportifs du CROSIF.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :
- Un technicien chargé de la maintenance et de la technique.

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :
- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

L'audience de Radio Soleil est estimée entre 80000 et 100000 auditeurs par jour (en FM et en streaming internet et smartphone).

Cette radio contribue à faire vivre la diversité des programmes radiophoniques destinés aux francilien(ne)s, à informer des évènements locaux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Le public de la radio est la population franco-maghrébine en général et l'objet de Radio Soleil est la lutte contre les discriminations et l'accès à la citoyenneté.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires technicien	13 600,00	34,00%
Téléphones studios et administration	800,00	2,00%
Streaming internet radio	1 200,00	3,00%
EDF	800,00	2,00%
Locations et charges locatives	15 600,00	39,00%
Diffusion en FM	8 000,00	20,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	5 000,00	12,50%
Fonds expressions radiophonique	20 000,00	50,00%
Région Ile-de-France	15 000,00	37,50%
Total	40 000,00	100,00%

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires technicien	13 600,00	34,00%
Téléphones studios et administration	800,00	2,00%
Streaming internet radio	1 200,00	3,00%
EDF	800,00	2,00%
Locations et charges locatives	15 600,00	39,00%
Diffusion en FM	8 000,00	20,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	5 000,00	12,50%
Fonds expression Radiophonique	20 000,00	50,00%
Région Ile-de-France	15 000,00	37,50%
Total	40 000,00	100,00%

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires technicien	13 600,00	34,00%
Téléphones studios et administration	800,00	2,00%
Streaming internet radio	1 200,00	3,00%
EDF	800,00	2,00%
Locations et charges locatives	15 600,00	39,00%
Diffusion en FM	8 000,00	20,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	5 000,00	12,50%
Fonds expressions radiophonique	20 000,00	50,00%
Région Ile-de-France	15 000,00	37,50%
Total	40 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2015	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2016	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	12 487,00 €
	Montant total	42 487,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013733

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE A LA DIFFUSION RADIO VIEILLE EGLISE / ANNUELLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	11 400,00 €	50,00 %	5 700,00 €
	Montant Total de la subvention		5 700,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RVE - RADIO VIEILLE EGLISE MAISON COMMUNALE
Adresse administrative : RTE DE L'ETANG DE LA TOUR
78125 VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Pierre FERRER, Président

Date de publication au JO : 23 août 1983

N° SIRET : 35053024200014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR 2017-121

Objet du projet : aide à la diffusion

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
L'étude de l'évolution de la radio permet de satisfaire à sa demande de renouvellement de la subvention régionale par la prise en charge des frais de diffusion.

Description :
Radio Vieille Eglise est une radio associative locale depuis 33 ans. RVE se veut le reflet fidèle de la vie locale sur sa zone de diffusion. La radio est située près de Rambouillet et sa zone de diffusion couvre un rayon d'environ 30 kilomètres.
RVE a son propre émetteur avec une diffusion des programmes 24/24 et 7/7 et diffuse aussi sur internet. Elle fonctionne avec une équipe de 3 salariés avec l'appui d'une équipe de 22 bénévoles.

Elle propose 8 flashs d'information locale, 16 flashs nationaux, 30 spots "services", des chroniques (sciences, santé, consommation, mission locale, bibliothèque sonore, chronique du GEM donnant la

parole à des personnes en état de fragilité psychologique, interviews, Europe dans la vie quotidienne et jardinage).
RVE a des émissions hebdomadaires : sport, actualité de la bd, agenda du week-end, émission sur les sciences et l'astronomie, des débats politiques lors de chaque campagne électorale, 6 émissions musicales thématiques (jazz, année 60 et 80, lounge, talents locaux).
RVE propose une programmation musicale variée. Elle y inclut les nouveaux talents et diffuse plusieurs fois par an, avec entre autre le département des Yvelines.

Objet de l'aide à la diffusion :
1. Frais techniques de diffusion :
    - frais d'abonnements ADSL liés à la diffusion internet 24h/24 et 7jours/7
    - frais de maintenance du logiciel de diffusion
2. Frais de personnel :
    - 1 technicien,
    - 1 programmateur.
3. Droits d'auteurs :
    - contribution SACEM (Société des Auteurs, compositeurs et Editeurs de Musique),
    - contribution SPRE (Société de Perception de la Rémunération Equitable).

Moyens mis en œuvre :
- 1 technicien (12.3% en temps plein) et 1 technicien (12.3% à mi-temps).
- 22 bénévoles au sein de la structure.

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :
- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Un public généraliste.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Terrain 40 % du loyer total	270,00	2,37%
Technicien 1 temps plein	4 005,00	35,13%
Technicien 2 temps partiel	1 705,00	14,96%
Windmédia	1 010,00	8,86%
SACEM	3 560,00	31,23%
SPRE	850,00	7,46%
Total	11 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	5 700,00	50,00%
Région Ile-de-France	5 700,00	50,00%
Total	11 400,00	100,00%

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Terrain 40 % du loyer total	270,00	2,50%
Technicien 1 temps plein	3 700,00	34,29%
Technicien 2 temps partiel	1 400,00	12,97%
Windmédia	1 010,00	9,36%
SACEM	3 560,00	32,99%
SPRE	850,00	7,88%
Total	10 790,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	5 000,00	46,34%
Région Ile-de-France	5 790,00	53,66%
Total	10 790,00	100,00%

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Terrain 40 % du loyer total	270,00	2,37%
Technicien 1 temps plein	4 005,00	35,13%
Technicien 2 temps partiel	1 705,00	14,96%
Windmédia	1 010,00	8,86%
SACEM	3 560,00	31,23%
SPRE	850,00	7,46%
Total	11 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	5 700,00	50,00%
Région Ile-de-France	5 700,00	50,00%
Total	11 400,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 280,00 €
2018	3 420,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	5 200,00 €
	Montant total	5 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012936

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE A LA DIFFUSION RAJE PARIS / ANNEE 1 PROGRAMME TRIENNAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	38 717,00 €	38,74 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RAJE PARIS
Adresse administrative : 102 RUE AMELOT
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Florent BESSAGUET, Président

Date de publication au JO : 27 novembre 2010

N° SIRET : 80131605000021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR 2917-121

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Le soutien régional à cette radio a pour but l'aide à la diffusion.

Description :
RAJE Paris a pour objectif la création et la diffusion de contenus radiophoniques en Ile-de-France. A la fois radio musicale et d'information, RAJE Paris s'emploie à proposer aux auditeurs des contenus éditoriaux rigoureux et de qualité. La programmation musicale se veut diverse et éclectique : il s'agit à la fois de mettre en avant de jeunes artistes avant-gardistes et de valoriser les plus grands hits grand public de qualité.

Depuis 2014, RAJE Paris développe son rôle de radio de proximité. Toutes les semaines, sont diffusés deux rendez-vous phares : « Nos Assos ont du talent » et « Ils font bouger nos villes », avec pour objectif de mettre en valeur des acteurs (entreprises, associations, artistes) ayant un réel ancrage sur le territoire. Cela permet de valoriser les associations œuvrant en faveur de la lutte contre toutes les formes de discrimination, pour plus d'égalité et pour la préservation de l'environnement et le développement durable.

Il s'agit de valoriser les entrepreneurs du territoire, qu'ils soient sociaux ou culturels, sur des problématiques variées allant de l'accès à la culture pour tous à un engagement pour plus de citoyenneté.

Dès la rentrée 2017, la radio développera un projet expérimental ambitieux auprès de jeunes sous protection judiciaire, plus particulièrement au sein du Centre Educatif Fermé de Liévin et de l'Unité Educative d'Activités de Jour de Beauvais.
Le projet consiste à accompagner des jeunes et leur référent à la création d'un média de proximité et citoyen au sein de leur structure afin de les sensibiliser à la lecture de contenus médiatiques et aux usages d'internet en leur permettant de développer un esprit critique, nécessaire à une réception avertie des différents flux d'informations qui leur parviennent (en décryptant notamment les théories du complot).
Une émission thématique sera réalisée sur le développement de médias de proximité chez les jeunes placés sous-main de justice en fin d'année 2017.

A la rentrée 2017, une émission spéciale sera réalisée et diffusée sur l'antenne de Raje afin de mettre en avant les moments forts de cet atelier. Raje souhaite valoriser la parole des jeunes sur les sujets citoyens porteurs de sens dont ils se seront emparés. La radio réalise de nombreux ateliers grâce à l'outil radio auprès des jeunes franciliens, et intervient au sein d'établissements scolaires mais aussi au sein d'autres types de structures, comme des centres sociaux. Grâce à ces ateliers, les jeunes ont pu améliorer leur expression écrite et orale, développer leurs connaissances dans des domaines nouveaux, ils ont également appris à travailler en groupe et à coopérer les uns avec les autres. Nos ateliers d'éducation aux médias permettent aux plus jeunes de se familiariser avec l'univers médiatique et de le comprendre, ce qui facilitera leur développement en tant que jeunes citoyens.

A l'occasion d'événements sportifs, la radio ouvre un rendez-vous hebdomadaire sur sa grille de rentrée 2017 dédié au sport en Ile-de-France dans lequel elle sera amenée à interviewer des acteurs du sport local en lien avec le magazine sportif « l'enquête sport » qui traite essentiellement de faits de société à travers le prisme sportif. Des interviews communes mensuelles sont ainsi prévues dans le cadre de ce nouveau partenariat. Il s'agira d'un rendez-vous bimensuel, « La Minute Sport ».

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :
- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations techniques	20 000,00	51,66%
Diffusion numérique en RNT via TDF en DAB+	10 999,00	28,41%
Streaming via serveur relay externe Infomaniak	98,00	0,25%
Hébergement OVH	120,00	0,31%
Rémunérations	7 500,00	19,37%
Total	38 717,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	3 000,00	7,75%
Ministère de la Culture	20 717,00	53,51%
Région Ile-de-France	15 000,00	38,74%
Total	38 717,00	100,00%

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations techniques	24 000,00	53,08%
Diffusion numérique	10 999,00	24,32%
Streaming	98,00	0,22%
Hébergement OVH	120,00	0,27%
Frais de personnels	10 000,00	22,12%
Total	45 217,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	3 817,00	8,44%
Ministère de la Culture	26 400,00	58,39%
Région Ile-de-France	15 000,00	33,17%
Total	45 217,00	100,00%

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations techniques	26 000,00	49,79%
Diffusion numérique	10 999,00	21,06%
Streaming	98,00	0,19%
Hébergement OVH	120,00	0,23%
Frais de personnels	15 000,00	28,73%
Total	52 217,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	5 537,00	10,60%
Ministère de la Culture	31 680,00	60,67%
Région Ile-de-France	15 000,00	28,73%
Total	52 217,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Prévention des conduites à risques chez les jeunes	5 500,00 €
2016	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	12 487,00 €
	Montant total	17 987,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013779

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE A LA DIFFUSION RADIO GINGLET LA BOUCLE / ANNEE 1 DU PROGRAMME TRIENNAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	46 950,00 €	31,95 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : REGROUPEMENT RADIO GINGLET - LA BOUCLE
Adresse administrative : MAISON DE QUARTIER DES TOULEUSES
95020 CERGY CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Damien MOREL, Président

Date de publication au JO : 3 juin 1985

N° SIRET : 32946468900028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR 2017-121

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Aide à la diffusion.

Description :
RBG mène des actions en matière de communication sociale de proximité et notamment de lutte contre toutes les formes de discriminations, de défense des valeurs de la République et de la laïcité :

- travail avec l'école de la 2ème Chance du Val d'Oise ;
- action citoyenneté avec CESAME, espace dynamique d'insertion à Eragny-sur-Oise ;
- action avec l'Apostrophe, sur l'égalité femmes/hommes, et projets à destination d'adolescents et de jeunes adultes ;
- action avec le foyer d'accueil médicalisé d'Hautil à Ménucourt (95) afin de donner la parole à des personnes en situation de handicap ;
- actions autour de la cohésion sociale avec les villes de Cergy, Pontoise, Vauréal, Saint-Ouen l'Aumône et Eragny-sur-Oise, avec la Communauté d'agglomération de Cergy Pontoise et le Conseil

départemental du Val-d'Oise (actions sociales, sport pour tous, éducation et culture, égalité des chances).

RGB s'attache à soutenir ses partenaires impliqués dans la prévention de la radicalisation : la CAF du Val d'Oise, les REAAP (réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents), la maison des adolescents du Val-d'Oise, l'UDAF et les acteurs de la prévention spécialisée. Elle pourra inscrire dans sa programmation des interventions dans le cadre de l'éducation aux médias et à l'information (EMI).

RGB contribue également à la promotion de la pratique sportive pour tous (et handisport) et à communique sur les actions franciliennes : réalisation de reportages dédiés aux compétitions et évènements sportifs en Ile-de-France, notamment ceux coordonnés par le CROSIF, et plus particulièrement les actions « Sports et Loisirs » avec l'Ile de loisirs de Cergy-Pontoise.

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :

- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- YVELINES
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
France télécom orange + liaison spécialisé / internet	9 600,00	20,45%
Internet hébergement et streaming	1 400,00	2,98%
Logiciel de programmation/diffusion fm et internet	690,00	1,47%
A2PRL Deezer	4 400,00	9,37%
Contrat d'assurance multirisque	2 260,00	4,81%
Rémunération technicien	22 600,00	48,14%
SACEM / SPRE	6 000,00	12,78%
Total	46 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	31 950,00	68,05%
Région Ile-de-France	15 000,00	31,95%
Total	46 950,00	100,00%

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
France télécom + liaison	9 700,00	19,52%
Internet hébergement et streaming	1 500,00	3,02%
Logiciel	700,00	1,41%
A2PRL - Deezer	4 500,00	9,05%
Contrat d'assurance multirisque	2 300,00	4,63%
Frais de personnel	24 000,00	48,29%
SACEM / SPRE	7 000,00	14,08%
Total	49 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	34 700,00	69,82%
Région Ile-de-France	15 000,00	30,18%
Total	49 700,00	100,00%

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
France télécom + liaison spécialisée / internet	9 500,00	18,87%
Internet hébergement et streaming	1 550,00	3,08%
Logiciel	750,00	1,49%
A2PRL - Deezer	4 550,00	9,04%
Contrat d'assurance multirisque	2 500,00	4,97%
Frais de personnel	24 500,00	48,66%
SACEM / SPRE	7 000,00	13,90%
Total	50 350,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	35 350,00	70,21%
Région Ile-de-France	15 000,00	29,79%
Total	50 350,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €
2018	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2014	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en investissement	15 000,00 €
2015	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2016	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	12 487,00 €
	Montant total	57 487,00 €

ANNEXE N°3 : CONVENTION TYPE DES RADIOS LOCALES

CONVENTION n°

Entre

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° **xxxx** du **xxxxx**,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **xxxxx**
dont le statut juridique est : **xxxxx**
N° SIRET : **xxxxx**
Code APE : **xxxxx**
dont le siège social est situé : **xxxxx**
ayant pour représentant **xxxxx**
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Soutien régional aux radios locales d'Ile-de-France - Fonctionnement » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-121 du 21 septembre 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° xxx du xxx, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation de l'action dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à **xx,xx %** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **xxx xxx,xx €,** soit un montant maximum de subvention de xxx **xxx,xx €,**

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est présenté en annexe dénommée « fiche projet », et qui précise ce qu'il mènera en matière de :

- Communication de proximité, et notamment sur les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté ou encore sportives,
- Diffusion, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et évènements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Ile-de-France (cf. article 2.1.1),
- Participation à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République,
- Information aux auditeurs concernant les actions et dispositifs régionaux, notamment en faveur de la jeunesse, de l'apprentissage, du sport, de la culture et de la formation professionnelle.

Le suivi et l'évaluation au fur et à mesure de la réalisation du projet ou du programme (convention pluriannuelle), sur un plan quantitatif comme qualitatif seront réalisés selon les modalités suivantes : le bénéficiaire de la subvention s'engage à transmettre à la Région des données permettant d'alimenter et de vérifier la réalisation de l'action subventionnée. L'analyse des données, qui doivent être aussi exhaustives que possibles, doit constituer une base afin d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs définis dans l'annexe dénommée « fiche projet » ; de disposer d'une description précise et étayée des actions menées grâce aux financements apportés à l'organisme et de mesurer les résultats obtenus ainsi que les retombées indirectes des actions de l'organisme.

Le bénéficiaire s'engage également à fournir un bilan qualitatif de l'action/du projet subventionnée.

ARTICLE 2.1.1 : OBLIGATION RELATIVE A LA SIGNATURE DU PROTOCOLE DE DIFFUSION DE L'INFORMATION AVEC LE CROSIF

Le bénéficiaire s'engage à signer le protocole de diffusion de l'information concernant les manifestations et évènements sportifs qui a été adopté en CP n°2017-116 du 8 mars 2017 entre la Région, le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France) et les radios locales franciliennes. Il vise à favoriser le développement de la pratique sportive en Ile-de-France.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter x stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Convention pluriannuelle : avant la mise en œuvre des années 2 ou 3 du programme soutenu, la Région vérifiera que lesdites informations lui ont été communiquées.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet.

Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. Les correspondances, notamment celles vis-à-vis des bénéficiaires de l'objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région. Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. Ainsi, à titre d'exemple, dès lors que sont prévus des événements de promotion ou de lancement avec les financeurs, ou une prise de parole à la faveur de ces derniers, le bénéficiaire a l'obligation d'octroyer le même espace d'expression à la Région.

De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres cofinanceurs.

Après l'achèvement de l'action subventionnée, le bénéficiaire présente, sous la forme de son choix, un bilan de visibilité de la participation régionale au financement du projet (exemple : photo, journal, éditorial sur support papier ou numérique, plaquette promotionnelle, programme, dossier de presse, communiqué de presse, carton d'invitation, impressions écran des supports numérique site internet ou réseaux sociaux ou newsletter, etc.).

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Le respect des usages, du protocole, de l'ordre de préséance et des relations publiques sur les supports d'invitation en tant que financeur ainsi que le respect du rang et des préséances de l'exécutif régional présent lors d'une cérémonie ou manifestation sont obligatoires. La présence ou l'absence de l'exécutif régional ou de son représentant ne préempte pas de ne pas le faire systématiquement figurer comme force invitante sur tous les supports.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 40% du montant de la subvention.

Le bénéficiaire est tenu de produire les pièces demandées dans le cadre du versement du solde (article 3.2.3 de la présente convention) dès l'achèvement de l'action. A défaut, il devra reverser à la Région le montant de la subvention versée.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Il est assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé)

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité,
- 2 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du xxxxxxx et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **xxxx.**

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale (ou du solde de la subvention de la dernière année d'exécution du programme pour une convention pluriannuelle) ou, à défaut, par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

Convention pluriannuelle : les années 2 et 3 des programmes doivent obligatoirement faire l'objet de la signature d'un avenant qui fixera le montant de la subvention de l'action N+1 ou N+2 validé par la commission permanente. Le projet/action de l'année écoulée devra être soldé selon les modalités prévues par la convention avant toute continuité du programme.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Ainsi, en cas de non-respect de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication, la Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° xxxxx du xxxx .

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le **La Présidente** **du Conseil Régional d'Île-de-France**	Le **Le bénéficiaire**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-512

DU 18 OCTOBRE 2017

ATTRIBUTION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DU SPORT EN ÎLE-DE-FRANCE
- DISPOSITIF D'AIDE À LA CONSTRUCTION, RECONSTRUCTION, EXTENSION, RÉNOVATION D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS LIES AUX LYCÉES
- DISPOSITIF TERRAINS SYNTHÉTIQUES DE GRAND JEU
- DISPOSITIF ÉQUIPEMENTS DE PROXIMITÉ

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'Education;

VU Le code du Sport;

VU La Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment son article 133,

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU La délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 portant nouvelles ambitions pour le sport en Ile-de-France – Première partie ;

VU La délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 portant modification des délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CP 2017-199 du 17 mai 2017 relative portant adoption de nouvelles conventions types suite aux votes des délibérations cadre de décembre 2016 et mars 2017 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-512 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 32-001 « Equipements sportifs d'intérêt régional »

1- Dispositif « Aide à la construction, reconstruction, rénovation, extension d'équipements sportifs liés aux lycées »

Décide de participer au titre du dispositif « Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées » au financement des projets détaillés en annexe 2 (fiches projet) par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel total de **122 350.90** €.

Affecte une autorisation de programme de **122 350.90** € disponible sur le chapitre 903 «Culture, Sport et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sports », au titre du programme HP32-001(132001) «Equipement sportifs d'intérêt régional », action « Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens » (13200106), du budget régional 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

2- Dispositif « Terrains synthétiques de grands jeux »

Décide de participer au titre du dispositif « Terrains synthétiques de grands jeux » au financement des projets détaillés en annexes 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel total de **235 136,87** €.

Affecte une autorisation de programme de **235 136,87** € disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-001 (132001) « Equipement sportifs d'intérêt régional », action « Equipements sportifs de proximité » (13200110) du budget régional 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

3- Dispositif « Equipements sportifs de proximité »

Décide de participer au titre du dispositif « Equipements sportifs de proximité » au financement du projet détaillé en annexe 2 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel total de **139 270,47** €.

Affecte une autorisation de programme de **139 270,47** € disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-001 (132001) « Equipement sportifs d'intérêt régional », action « Equipements sportifs de proximité » (13200110) du budget régional 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

N° d'aide versée	Bénéficiaires	Opérations	Date prévisionnelle de démarrage
EX025713	Commune de Boulogne Billancourt	Travaux de réhabilitation au gymnase Souriau	07/07/2017
EX023216	Commune de Lésigny	Réhabilitation d'un équipement couvert	01/07/2017

EX023499	Commune de Palaiseau	Installation d'une structure de pratique sportive autonome de plein air au sein du stade Georges Collet	15/06/2017
EX023864	Commune de Pantin	Aménagement d'une station de sport en libre accès aux Courtillières	11/09/2017
17014269	Commune de Pontault Combault	Travaux d'amélioration de l'éclairage du gymnase Auriol	06/02/2017
17014445	SIERIEG (Taverny)	Réhabilitation d'une petite salle du gymnase Messager	15/06/2017
EX024986	Communauté de Communes Le Dourdannais en Hurepoix	Transformation du terrain en stabilisé en pelouse synthétique au stade Maurice Gallais	04/09/2017

Subordonne, pour chacun des dispositifs, le versement des subventions à la signature avec chaque bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type liée à chaque dispositif, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

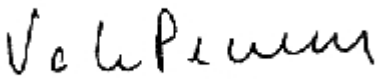
Article 3 :

Approuve l'avenant n° 1 à la convention conclue avec le District de Seine-Saint Denis de Football par délibération n° CP 2017-116 du 8 mars 2017 ainsi que la fiche projet IRIS 17002586 modifiée intégrant les coûts de l'acquisition foncière et les frais y afférents dans la base subventionnable. Ces deux documents sont proposés en annexe 4 à la présente délibération et autorise la Présidente à signer l'avenant n° 1.

Article 4 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à compter du 8 mars 2017 pour le dossier IRIS n° 17002586 par dérogation aux alinéas 3 et 7 de l'article 17 du règlement budgétaire et financier prorogée, par délibération n° CR 01-16 du 23 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Etat récapitulatif Investissement

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-512	Budget	2017

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132001 - Équipements sportifs d'intérêt régional**
Action	**13200106 - Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens**

Dispositif : N° 00000316 - Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées

Dossier	17014269 - Pontault-Combault : Travaux d'amélioration de l'éclairage du gymnase J. Auriol			
Bénéficiaire	R858 - COMMUNE DE PONTAULT COMBAULT			
Localisation	PONTAULT-COMBAULT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 807,21 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
47 228,85 €	HT	25 %	11 807,21 €	

Dossier	17014445 - SIERIEG : Réhabilitation de la petite salle du gymnase A. Messager			
Bénéficiaire	R37731 - SI ETUDES REALIS EQUIP INTERET GENERAL			
Localisation	TAVERNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	110 543,69 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
442 174,74 €	HT	25 %	110 543,69 €	

Total sur le dispositif N° 00000316 - Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	122 350,90 €

Total sur l'imputation 903 - 32 - 132001 - 13200106	122 350,90 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132001 - Équipements sportifs d'intérêt régional**
Action	**13200110 - Equipements sportifs de proximité**

Dispositif : N° 00000647 - Terrains Synthétiques de grands Jeux

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-512	Budget	2017

Dossier	EX024754 - MOUSSY LE NEUF: Transformation d'un terrain football en schiste en terrain football synthétique à 11 et à 8			
Bénéficiaire	R818 - COMMUNE DE MOUSSY LE NEUF			
Localisation	MOUSSY-LE-NEUF			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	119 334,77 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
795 565,15 €	HT	15 %	119 334,77 €	

Dossier	EX024986 - COMMUNAUTE DE COMMUNES LE DOURDANNAIS EN HUREPOIX : Transformation du terrain stabilisé en terrain synthétique au Stade Maurice Gallais à Dourdan			
Bénéficiaire	P0034116 - COMMUNAUTE DE COMMUNES LE DOURDANNAIS EN HUREPOIX			
Localisation	CC DOURDANNAIS EN HUREPOIX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	115 802,10 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
772 014,00 €	HT	15 %	115 802,10 €	

Total sur le dispositif N° 00000647 - Terrains Synthétiques de grands Jeux	235 136,87 €

Dispositif : N° 00001019 - Equipements sportifs de proximité

Dossier	EX022520 - Villemomble : Création de terrains multisports dans le cadre de l'aménagement des espaces extérieurs du complexe sportif Alain Mimoun			
Bénéficiaire	R1272 - COMMUNE DE VILLEMOMBLE			
Localisation	VILLEMOMBLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	38 061,75 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
253 745,00 €	HT	15 %	38 061,75 €	

Dossier	EX023151 - CHALAUTRE LA GRANDE (77) - Installation d'une structure de street workout			
Bénéficiaire	R300 - COMMUNE DE CHALAUTRE LA GRANDE			
Localisation	CHALAUTRE-LA-GRANDE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 192,50 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 385,00 €	HT	50 %	8 192,50 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-512	Budget	2017

Dossier	EX023216 - LESIGNY (77) - Réhabilitation de la toiture du Gymnase Les Hyverneaux			
Bénéficiaire	R487 - COMMUNE DE LESIGNY			
Localisation	LESIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 462,70 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
404 627,00 €	HT	10 %	40 462,70 €	

Dossier	EX023499 - PALAISEAU : Installation d'une structure de pratique sportive autonome de plein air au sein du stade Georges Collet			
Bénéficiaire	R1180 - COMMUNE DE PALAISEAU			
Localisation	PALAISEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 496,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 995,00 €	HT	49,99 %	12 496,00 €	

Dossier	EX023864 - PANTIN : Aménagement d'une station de sport en libre accès aux Courtillières			
Bénéficiaire	R1261 - COMMUNE DE PANTIN			
Localisation	PANTIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	HT	50 %	25 000,00 €	

Dossier	EX025713 - BOULOGNE BILLANCOURT (92) - Divers travaux de réhabilitation au gymnase Souriau pour le renouvellement des équipements vieillissants			
Bénéficiaire	R1013 - COMMUNE DE BOULOGNE BILLANCOURT			
Localisation	BOULOGNE-BILLANCOURT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 057,52 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
150 575,21 €	HT	10 %	15 057,52 €	

Total sur le dispositif N° 00001019 - Equipements sportifs de proximité	139 270,47 €

Total sur l'imputation 903 - 32 - 132001 - 13200110	374 407,34 €

Annexe 2 : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025713

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : BOULOGNE BILLANCOURT (92) - DIVERS TRAVAUX DE RÉHABILITATION AU GYMNASE SOURIAU POUR LE RENOUVELLEMENT DES ÉQUIPEMENTS VIEILLISSANTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	150 575,21 €	10,00 %	15 057,52 €
	Montant Total de la subvention		15 057,52 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOULOGNE BILLANCOURT
Adresse administrative : 26 AVENUE ANDRE MORIZET
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre-Christophe BAGUET, Maire

N° SIRET : 21920012800011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Divers travaux de réhabilitation au gymnase Souriau afin de renouveler des équipements vieillissants très sollicités par les joueurs.

Date prévisionnelle de début de projet : 7 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 4 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison d'infiltrations d'eau et de la vétusté du parquet posé il y a 8 ans, des désordres et déformations sont apparus, pouvant entraîner chutes et blessures. Aussi, la commune a souhaité commencer les travaux durant l'été 2017, pour garantir l'utilisation du gymnase dès la rentrée au sport scolaire et aux différentes sections de l'Athlétic Club (section hand).

Objectifs :
Améliorer l'accueil des sportifs dans le gymnase pour des questions de sécurité.

Description :
Le gymnase Paul Souriau est un bâtiment utilisé pour le sport scolaire et par différentes sections de l'Athlétic Club de Boulogne Billancourt (section handball notamment).
La pose du sol sportif qui date de 8 ans, ainsi que de multiples infiltrations d'eau ont causé des désordres, pouvant occasionner chutes et blessures des utilisateurs.

Le revêtement de sol de la salle principal, très sollicité, est actuellement un complexe en bois recouvert d'un linoléum à déformation surfacique. Le nouveau revêtement envisagé est en caoutchouc d'une épaisseur de 7.5 mm à déformation ponctuelle. Les plinthes et barres de seuil seront elles aussi remplacées.

Le présent projet prévoit les travaux suivants :

-la pose d'un nouveau revêtement au sol
-des travaux d'étanchéité pour éviter de nouvelles infiltrations et donc de nouveaux dégâts
-le relamping du gymnase avec pose de 96 appareils
-la pose d'un coffrage mural avec structure métallique pour répondre aux normes de sécurité
-le remplacement des buts de handball devenus vétustes
-la pose de portes entre les douches et vestiaires pour offrir un meilleur accueil aux sportifs

Moyens mis en œuvre :
Les travaux sont réalisés suite au lancement de marchés publics.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Scolaires, clubs sportifs de la commune

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation d'un équipement couvert

Montant HT des travaux : 150 575,21 €
Taux d'intervention : 10%
Montant de la subvention : 15 057,52 €

Localisation géographique :

- BOULOGNE-BILLANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation du sol - parquet	102 714,84	68,21%
Travaux pour installation coffrage mural	4 250,89	2,82%
Relamping de la salle	14 717,29	9,77%
Travaux d'étanchéité soubassementde la salle	12 315,00	8,18%
Fournitur équipements hand-ball - paire de buts compétition	2 257,19	1,50%
Travaux installation portes séparation vestiaires	14 320,00	9,51%
Total	150 575,21	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile de FRance	15 057,52	10,00%
Réserve parlementaire	59 800,00	39,71%
Financement de la commune	75 717,69	50,29%
Total	150 575,21	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	15 057,52 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	7 760,00 €
2015	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	320 000,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	267 786,50 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	16 500,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
2016	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	400 000,00 €
2016	Manifestations littéraires	5 000,00 €
2017	Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	10 000,00 €
2017	Equipements sportifs de proximité	200 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	36 000,00 €
	Montant total	1 256 546,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023151

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : CHALAUTRE LA GRANDE (77) - INSTALLATION D'UNE STRUCTURE DE STREET WORKOUT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	16 385,00 €	50,00 %	8 192,50 €
	Montant Total de la subvention		8 192,50 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHALAUTRE LA GRANDE
Adresse administrative : MAIRIE
77171 CHALAUTRE-LA-GRANDE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Michèle PANNIER, Maire
N° SIRET : 21770072300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : demande de nombreux adolescents pour une structure à caractère sportif qui leur serait destinée

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La ville de Chalautre-la-Grande souhaite aménager sur son terrain de sport déjà existant, une aire sportive ou structure dite "street workout" dédiée aux jeunes de la commune.

Description :
L'équipement sportif comprend une planche abdominale inclinée, plusieurs stations de SWO, ainsi qu'un banc assis debout. L'installation sera faite sur des dalles Grasslok de 1mx1m.

Intérêt régional :
La jeunesse est une priorité pour la commune qui compte déjà parmi ses équipements sportifs, ludiques et culturels, un stade de football, une aire de pétanque, un terrain de tennis, une table fixe de ping pong,

une aire de jeux pour les plus petits et une bibliothèque.

L'isolement géographique des jeunes a engendré plusieurs problèmes : addiction aux jeux vidéo, problèmes médicaux, inactivité croissante, augmentation de l'obésité, délinquance... Après consultation de ses jeunes habitants, la ville a opté pour cet équipement qui permettra de répondre à un besoin d'activité sportive, et créera un lieu de rencontre et d'appartenance.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Usage en complète liberté; structure ouverte à tous, et notamment aux adolescents et jeunes de la commune.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : construction d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 16 385 €
Taux d'intervention : 50%
Montant de la subvention : 8 192,50 €

Localisation géographique :
- CHALAUTRE-LA-GRANDE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture et pose de la strcuture (4 modules)	6 468,00	39,48%
Fourniture et pose panneau d'information	357,00	2,18%
POse jeu et scellement béton	2 200,00	13,43%
Pose du revêtement sous les modules	7 360,00	44,92%
Total	16 385,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2017	8 192,50	50,00%
Participation de la commune	192,50	1,17%
Réserve parlementaire	8 000,00	48,83%
Total	16 385,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	8 192,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrats ruraux	24 300,00 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	61 172,00 €
	Montant total	85 472,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023216

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LESIGNY (77) - RÉHABILITATION DE LA TOITURE DU GYMNASE LES HYVERNEAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	404 627,00 €	10,00 %	40 462,70 €
		Montant Total de la subvention	40 462,70 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LESIGNY
Adresse administrative : 6 RUE DE VILLARCEAU
77150 LESIGNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel PAPIN, Maire
N° SIRET : 21770249700017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Réhabilitation d'un équipement couvert - travaux de réhabilitation de la toiture du Gymnase Les Hyverneaux

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Nécessité que les travaux soient réalisés en été afin que les utilisateurs (scolaires et associations) puissent accéder au gymnase dès la rentrée scolaire et sportive.

Objectifs :
Réhabilitation de la toiture du Gymnase Les Hyverneaux

Description :
Le gymnase Les Hyverneaux de la commune est un équipement qui date de 1975 et celui-ci nécessite des travaux de réhabilitation importants, notamment concernant la toiture. Les travaux d'étanchéité et de couverture sont nécessaires pour assurer la sécurité des utilisateurs et éviter la dégradation du bâtiment.

Moyens mis en œuvre :
Les travaux sur les toitures terrasses :

- Déposer et remplacer à l'identique le complexe d'étanchéité de la salle de gymnastique pour une surface de 255m² (Zone 1)
- Déposer et remplacer la couverture étanchée en bacs aluminium par des bacs aciers, sur la zone entrées vestiaires pour une surface de 321m² (Zone 2)
- Déposer les dalles de sous-faces en fibres-ciments amiantées, les remplacer par du lambris PVC,
- Remplacer les bardages verticaux en périphérie des toitures terrasse
- Poser un isolant en laine de roche
- Poser un garde-corps auto portant
- Reprendre les étanchéités et les chéneaux

Les travaux sur la couverture cintrée de la salle multisport :

- Déposer la couverture existante en bardage aluminium et panneaux translucides, cintrés sur une surface de couverture de 1400m² (surface au sol 1120m²) (Zone 3)
- Déposer les émergences existantes
- Remplacer l'isolation existante par feutre de laine de verre
- Poser une couverture en bacs aciers cintrés
- Poser des exutoires désenfumage

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les enfants scolarisés dans les écoles primaires et le collège, ainsi que l'ensemble des usagers inscrits dans les associations sportives de la commune.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : Réhabilitation ou construction d'un équipement couvert

Montant HT des travaux : 404 627 €
Taux d'intervention : 10%
Montant de la subvention : 40 462,70 €

Localisation géographique :

- LESIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'étanchéité	166 101,00	41,05%
Travaux de couverture	238 526,00	58,95%
Total	404 627,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	40 462,70	10,00%
Participation Département	59 200,00	14,63%
Fonds de la commune 304964.3	304 964,30	75,37%
Total	404 627,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 462,70 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrats régionaux	98 000,00 €
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	1 670,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	1 637,40 €
2015	Soutien au Réseau Information Jeunesse	1 070,00 €
	Montant total	102 377,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023499

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : PALAISEAU : INSTALLATION D'UNE STRUCTURE DE PRATIQUE SPORTIVE AUTONOME DE PLEIN AIR AU SEIN DU STADE GEORGES COLLET

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	24 995,00 €	49,99 %	12 496,00 €
	Montant Total de la subvention		12 496,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PALAISEAU
Adresse administrative : 91 RUE DE PARIS
91125 PALAISEAU CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Grégoire de LASTEYRIE, Maire
N° SIRET : 21910477500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : installation d'une structure de pratique sportive autonome de plein air au sein du stade Georges Collet afin de faciliter l'activité physique autonome déjà constatée sur ce site.

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : les travaux sont réalisés dans le courant de l'été au sein du stade pendant la période creuse d'utilisation de l'infrastructure de manière à offrir dès la rentrée ce nouvel espace sportif

Objectifs :
Mettre à disposition des sportifs amateurs et des plus aguerris un équipement permettant d'effectuer des étirements et du renforcement musculaire.

Description :
Acquisition et installation d'un équipement de plein air permettant aux utilisateurs d'effectuer des étirements ou du renforcement musculaire sans supervision (pratique autonome).
Implantation sur le site du stade Georges Collet.

Moyens mis en œuvre :
La Ville de Palaiseau a décidé d'installer une structure de pratique sportive autonome qui permettra aux palaisiens d'accéder librement à une structure facilitant l'activité physique de plein air déjà constatée sur ce site.

Cette structure s'adressera aux sportifs occasionnels comme aux plus aguerris et devra permettre d'exercer des étirements et du renforcement musculaire. L'installation devra bien entendu respecter les exigences de sécurité définies dans la norme NF EN 16630 du 29 mai 2015.

Les devis présentés ont servi de base pour estimer le projet. Une consultation des entreprises sera lancée dans les semaines à venir pour obtenir des offres variées et étudier les différentes solutions qui seront proposées à la Ville.
Le projet verra le jour sur le site du stade Georges Collet sur un espace plat, le long d'un parcours de course souvent emprunté par les sportifs.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
sportifs occasionnels comme sportifs aguerris

Détail du calcul de la subvention :
le projet entre dans la catégorie des Equipements sportifs en accès libre.

Montant prévisionnel du projet : 24.995 € HT
Taux de subvention : 50 %
Montant de la subvention : 12.497,50 € ramené à 12.496 € pour respecter les 20 % à la charge du maître d'ouvrage. Le taux est également revu à 49,99 %.

Localisation géographique :
- PALAISEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
acquisition et pose des différentes agrès sur l'aire sportive	24 995,00	100,00%
Total	24 995,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNDS	7 500,00	30,01%
Région IDF	12 496,00	49,99%
Commune de Palaiseau	4 999,00	20,00%
Total	24 995,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	12 496,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat régional territorial	650 000,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	22 651,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	27 779,00 €
2016	Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	2 695,46 €
2017	Politique de l'eau-Investissement	9 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	215 250,00 €
	Montant total	910 930,46 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023864

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : PANTIN : AMÉNAGEMENT D'UNE STATION DE SPORT EN LIBRE ACCÈS AUX COURTILLIÈRES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	50 000,00 €	50,00 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PANTIN
Adresse administrative : 84-88 AV DU GENERAL LECLERC
93507 PANTIN CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bertrand KERN, Maire
N° SIRET : 21930055500014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : aménagement d'une station de sport en libre accès aux Courtillières

Date prévisionnelle de début de projet : 11 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : les travaux démarrent début septembre pour une durée de 4 mois afin d'offrir dès les vacances de Noël un équipement innovant aux pratiquants.

Objectifs :
La Ville souhaite faire l'acquisition d'une station de sport innovante et connectée du type « Station sport Lib' duo ». L'équipement est connecté (Compatible avec Apple iOS, Androïd et les plus grandes marques de bracelets connectés) accompagné par le digital.

Il est possible de créer son profil, son avatar, constituer ses équipes et participer à des challenges au sein de la communauté Station Sport Lib'.

Un sac de frappe connecté est disponible afin de défier des sportifs amateurs ou des pros.

Il est également possible de se donner rendez-vous sur les Stations Sport Lib' à proximité et de se connecter à distance.

Description :
La Station Sport Lib' est une structure sportive dédiée à la pratique sportive exécutée au poids du corps :

- Boxe
- squats-fentes-jumps
- Abdos-gainage
- Agilité
- Tirage
- Poussé

Moyens mis en œuvre :
Un devis a été demandé pour l'installation d'une station duo et une estimation par les services techniques de la ville a été faite concernant les travaux préalables à l'installation de l'équipement. Le coût total du projet est estimé à 50 000 € HT.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Cette activité peut toucher un public très large , débutants, confirmés, hommes, femmes de tous âges.

Détail du calcul de la subvention :
Ce projet s'inscrit dans la catégorie des équipements en accès libre.

Coût prévisionnel : 50.000 € HT
Taux de subvention : 50 %
Montant de la subvention : 25.000 €

Localisation géographique :

- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Terrassement	13 200,00	26,40%
Aménagement de la station de sport	36 800,00	73,60%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	25 000,00	50,00%
Ville de Pantin	10 000,00	20,00%
CNDS	15 000,00	30,00%
Total	50 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	18 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	46 152,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	160 869,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 070 632,00 €
2014	Jardins solidaires en Ile de France	10 000,00 €
2014	Politique énergie climat	9 746,00 €
2014	Stratégies territoriales de sécurité – Investissement	70 000,00 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	129 417,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	444 608,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	131 250,00 €
2016	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	22 000,00 €
2016	Fonds Propreté	121 169,40 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	25 701,94 €
2017	Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 500 000,00 €
2017	Equipements sportifs de proximité	25 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 4	123 544,11 €
	Montant total	3 747 220,45 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022520

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : VILLEMOMBLE : CRÉATION DE TERRAINS MULTISPORTS DANS LE CADRE DE L'AMÉNAGEMENT DES ESPACES EXTÉRIEURS DU COMPLEXE SPORTIF ALAIN MIMOUN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	253 745,00 €	15,00 %	38 061,75 €
	Montant Total de la subvention		38 061,75 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEMOMBLE
Adresse administrative : 13 B RUE D'AVRON
93250 VILLEMOMBLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrice CALMEJANE, Maire
N° SIRET : 21930077900200

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipements sportifs de proximité
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : création de terrains multisports dans le cadre de l'aménagement des espaces extérieurs du complexe sportif Alain Mimoun

Date prévisionnelle de début de projet : 20 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet vise la réalisation de deux terrains multisports et d'un terrain de pétanque, avec l'ambition de renforcer l'attractivité du complexe sportif et la diversité de l'offre en matière d'équipements sportifs.

Description :
La commune souhaite aménager les espaces disponibles autour de la halle de tennis afin d'une part faciliter l'accès à l'ensemble des installations sportives et également d'offrir une zone de loisirs en libre accès à la population des ensembles résidentiels situés à proximité. Ce projet comprend la réalisation d'un parking, d'un terrain de football à 5 en gazon synthétique, d'un terrain multisports en gazon synthétique et d'un terrain de pétanque.

Intérêt régional :
La commune consacre un budget important à la valorisation du complexe A. Mimoun, et à son utilisation par les habitants au travers des structures sportives ou dans le cadre scolaire. La pérennisation de la pratique sportive et de loisirs qui en résulte participe à la cohésion sociale.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les infrastructures du complexe sportif A. Mimoun sont mises à la disposition des associations sportives, des établissements scolaires primaires et secondaires de la commune.
Les installations subventionnées seront en accès libre, et utilisables par les établissements scolaires, le centre social et les associations.

Détail du calcul de la subvention :
Le dispositif "Equipements de proximité" prévoit un taux de subvention de 15 % appliqués aux montants HT des dépenses éligibles dans le cas de la réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur.

Localisation géographique :
- VILLEMOMBLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires	4 000,00	1,58%
Assainissement (caniveaux, regards, évacuation...)	22 000,00	8,67%
Enrobés et circulations aires de sport	100 236,00	39,50%
Fourniture et pose terrain foot à 5	65 339,20	25,75%
Fourniture et pose terrain multisport	53 068,80	20,91%
Réalisation du terrain de pétanque	9 101,00	3,59%
Total	253 745,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNDS	126 872,50	50,00%
CRIF	38 061,75	15,00%
Commune de Villemomble	88 810,75	35,00%
Total	253 745,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	38 061,75 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	177 215,77 €
	Montant total	177 215,77 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014269

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : PONTAULT-COMBAULT : TRAVAUX D'AMÉLIORATION DE L'ÉCLAIRAGE DU GYMNASE J. AURIOL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	47 228,85 €	25,00 %	11 807,21 €
	Montant Total de la subvention		11 807,21 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200106- Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PONTAULT COMBAULT
Adresse administrative : 107 AV DE LA REPUBLIQUE
77340 PONTAULT-COMBAULT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Monique DELESSARD, Maire
N° SIRET : 21770373500019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : travaux d'amélioration de l'éclairage du gymnase J. Auriol

Date prévisionnelle de début de projet : 6 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 17 février 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Un incendie, en date du 23/09/2016, s'est déclenché à la suite d'une défaillance d'un bloc luminaire. Après expertise, la ville a décidé de procéder à la réhabilitation et la mise en sécurité de l'éclairage de ce gymnase. Les travaux ont été effectués en urgence durant la période de congés scolaires de Février 2017.

Objectifs :
Remettre en état de fonctionnement et en sécurité la salle multisports du gymnase J. Auriol, suite à un incendie de nature électrique.

Description :
Un incendie de nature électrique (engendré par un bloc luminaire défaillant) a mis à mal la possibilité d'utilisation en toute sécurité de cette salle sportive. L'expertise a établi le besoin de réhabilitation de l'éclairage de cette salle afin de garantir la sécurité des utilisateurs de cet espace.
Il a ainsi été décidé le remplacement de l'ensemble de l'installation par la mise en place de projecteurs LED, synonymes de meilleure qualité d'éclairage et de meilleure performance énergétique.

Intérêt régional :
Le lycée Camille Claudel et l'UNSS utilisent les différentes salles de l'équipement entre 40 et 70 heures par semaine, selon la période de l'année scolaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Lycée Camille Claudel, Ecole primaire Aimé Césaire, Sections Tennis de table, Badminton et Gymnastique de l'UMS

Détail du calcul de la subvention :
Le règlement d'intervention du dispositif prévoit un taux de subvention de 25 % appliqués aux montants HT des dépenses éligibles dans le cas de la construction ou rénovation d'un gymnase.

Localisation géographique :
- PONTAULT-COMBAULT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires : dépose projecteurs et câbles, et pose des nouveaux câbles	23 739,50	50,26%
Fourniture, pose, raccordement et réglage des nouveaux projecteurs led	23 489,35	49,74%
Total	47 228,85	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	11 807,21	25,00%
Commune de Pontault-Combault	35 421,64	75,00%
Total	47 228,85	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	11 807,21 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Politique de l'eau-Investissement	10 564,40 €
	Montant total	10 564,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014445

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SIERIEG : RÉHABILITATION DE LA PETITE SALLE DU GYMNASE A. MESSAGER

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	442 174,74 €	25,00 %	110 543,69 €
	Montant Total de la subvention		110 543,69 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200106- Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SI ETUDES REALIS EQUIP INTERET GENERAL
Adresse administrative : 2 PL CHARLES DE GAULLE
95150 TAVERNY
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Représentant : Madame Lucie MICCOLI, Présidente
N° SIRET : 25950199700029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : réhabilitation de la petite salle du gymnase A. Messager

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la teneur et de l'ampleur des travaux, il a été décidé de les réaliser dès la saison sportive / année scolaire achevée afin de ne pénaliser ni la pratique scolaire, ni la pratique des clubs résidents, et de pouvoir mettre à disposition le plus tôt après la rentréecet équipement rénové.

Objectifs :
Réhabilitation d'une partie du gymnase A. Messager, notamment sur les aspects d'isolation et d'accessibilité. Ces travaux permettront une pratique dans de meilleures conditions, et de meilleures

performances énergétiques.

Description :
La "Petite salle" est à elle seule un petit bâtiment situé au sein du complexe sportif A. Messager

La réhabilitation a trois objectifs majeurs :
- la réfection complète de l'enveloppe du bâtiment en conservant ses structures existantes
- le rafraîchissement des revêtements intérieurs
- la refonte des équipements techniques : ventilation, chauffage, électricité.

Intérêt régional :
Les Lycées Prévert et Louis Jouvet sont de forts utilisateurs de cet équipement (qui se décompose en 4 salles). Les deux lycées bénéficient de créneaux à hauteur de 138 heures hebdomadaires et l'UNSS de 8,5 heures hebdomadaires (réparties sur les 4 salles).
La salle spécifiquement concernée par la réhabilitation justifie à elle seule d'une utilisation hebdomadaire de 37 heures et 2,5 heures, respectivement pour les lycées et l'UNSS.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Lycées Prévert et Louis Jouvet, associations sportives locales (Zumba, Break dance, Kung-fu, capoeira, yoga) et les clubs locaux de Hand Ball, GRS et Karaté.

Détail du calcul de la subvention :
Montant des travaux : 442.174,74 € HT
Taux de subvention : 25 %
Montant de la subvention : 110.543,69 €

Localisation géographique :
- TAVERNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préliminaires (installation du chantier)	31 000,00	7,00%
VRD (terrassement, voirie légère et bordures)	11 300,00	2,55%
Charpente, couverture, étanchéité, bardage	69 847,18	15,78%
Murs, ossature bois, menuiserie extérieure	121 773,80	27,51%
Aménagements intérieurs (dalles plafond, isolation, bloc portes...)	29 500,00	6,67%
Revêtements de sols, peinture	41 715,00	9,43%
Chauffage, traitement d'air, désenfumage	60 150,00	13,59%
Electricité	25 508,76	5,76%
AMO et missions	51 780,00	11,70%
Total	442 574,74	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNDS	9 040,00	2,04%
CD95	110 543,69	24,98%
CRIF	110 543,69	24,98%
Primes énergie	10 000,00	2,26%
SIEREIG	202 447,36	45,74%
Total	442 574,74	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	110 543,69 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024986

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : COMMUNAUTE DE COMMUNES LE DOURDANNAIS EN HUREPOIX : TRANSFORMATION DU TERRAIN STABILISÉ EN TERRAIN SYNTHÉTIQUE AU STADE MAURICE GALLAIS À DOURDAN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	772 014,00 €	15,00 %	115 802,10 €
	Montant Total de la subvention		115 802,10 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE DE COMMUNES LE DOURDANNAIS EN HUREPOIX
Adresse administrative : 17 RUE PIERRE CECCALDI
91410 DOURDAN
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Madame Jocelyne GUIDEZ, Présidente

N° SIRET : 24910059500027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Terrains Synthétiques de grands Jeux
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : transformation du terrain stabilisé en terrain synthétique au Stade Maurice Gallais à Dourdan

Date prévisionnelle de début de projet : 4 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux de grande ampleur doivent débuter dès début septembre pour ne pas pénaliser les pratiquants au-delà d'une saison.

Objectifs :
Le Dourdannais se caractérise par une présence associative forte comme relais de l'action publique. La transformation du terrain synthétique revêt une importance forte pour des raisons à la fois technique, sociale et sociétale. La CCDH entend remplir comme objectif : l'amélioration de l'offre qualitative des équipements sportifs et l'entretien de son patrimoine.

Le terrain stabilisé actuel est un terrain en schiste qui n'a pas fait l'objet d'investissements importants ce

qui nuit à son utilisation. Malgré l'entretien opéré par les services de la CCDH et en recourant annuellement au service d'une entreprise spécialisée, il s'avère, qu'aujourd'hui, le terrain stabilisé du stade Maurice Gallais présente une dangerosité pour les utilisateurs.

A titre indicatif les différents risques de ce terrain sont les suivants :
•en hiver, le froid et le gel le rende très dur et donc quasiment impraticable sans risque de traumatologie articulaire. le terrain est donc régulièrement fermé
•bien que la planimétrie ait été améliorée, des creusements dans le sol engendrent des risques de chute pour les utilisateurs ;
•la présence d'un géotextile empêche un écoulement optimal en période de fortes perturbations météorologiques.
•En été, la poussière due au schiste gène la pratique d'une activité sportive

Il résulte que la transformation du terrain répond aux deux objectifs exposés ci-dessus. Cette transformation permettra aussi de proposer une solution à l'engorgement des gymnases Nicolas Billiault et Lino Ventura. En effet, ces deux équipements fréquentés par les collégiens du Collège Condorcet et les lycéens des deux lycées Kastler et Sarcey ne sont plus en capacité d'accueillir l'ensemble des créneaux des cours de sport.

Aussi, le terrain synthétique pourra accueillir des scolaires en journée. Enfin, cette transformation doit permettre au club de Dourdan Sports de développer son école de foot ainsi qu'une classe football et de renforcer ses activités sociales.

Description :
Les dimensions de l'aire de jeu sont les suivantes :
•100,00m x 60,00m (classement FFF : Niv. 6) avec 2,50m de touche et 6,00m derrière les buts à 11 ;
•Tracés foot à 11 blanc et foot à 8 bleu ;
Le projet porte sur :
- La reprise du réseau de drainage et d'eaux pluviales ;
- fourniture et la pose d'équipements sportifs ;
- fourniture et la pose de clôtures, portail et pare-ballons ;
- travaux de terrassement, bordurage et revêtement ;
- travaux périphériques ;
- reprise de l'éclairage ;

Dans le cadre de ces travaux, la collectivité réalisera la mise en accessibilité PMR de l'ouvrage.
Le détail de la partie principale du projet est la suivante :
•Déposes préalables des équipements, portails, démolition de petits ouvrages maçonnés, avec évacuation en décharge
•Dépose du réseau de drainage actuel, bouches d'arrosage,…. avec évacuation en décharge
•Dépose des clôtures et pare-ballons, et de toutes les mains courantes
•Décapage du schiste et des enrobés avec évacuation en décharge
•Décaissement des matériaux et enlèvement du géotextile avec évacuation en décharge
•Déblais / remblais avec les matériaux du site et purges localisées et évacuation en décharge
•Compactage et réglage fin du fond de forme (0.70% en pente transversale en toit et plat dans le sens longitudinal)
•Apport et mise en place de graves GNT 0/60 + compactage
•Pose d'un géotextile anti-contaminant 200g/m²
•Apport et mise en place de graves drainantes 0/20 + compactage
•Apport et mise en place de graves GNT 0/31.5 + compactage
•Apport et mise en place d'une couche de déflachage (sable 1/2mm) sur environ 1cm d'épaisseur, afin de combler les flaches et de niveler précisément la plateforme, avec une niveleuse – réglage : 1cm maximum sous la barre de 3m

•Essais de portance (30MPa minimum), contrôle de la planéité du terrain (par un laboratoire indépendant) et essais de perméabilité
•Pose de caniveaux CC1, caniveaux grille et bordures P1
•Pose du gazon synthétique, avec remplissage sable + SBR + tracé

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Licenciés du club de football de Dourdan Sports et licenciés des autres clubs de football du territoire notamment pendant la période hivernale durant laquelle la collectivité doit ménager les terrains en herbe.

Collégiens de la 6ème à la 3ème du Collège Condorcet et Lycéens des lycées Kastler et Sarcey à Dourdan.

Service Jeunesse de la Mairie de Dourdan en journée pendant les vacances scolaires.

Détail du calcul de la subvention :
Montant des travaux : 772.014 € HT
Taux de subvention : 15 %
Montant de la subvention : 115.802,07 €

Localisation géographique :
- CC DOURDANNAIS EN HUREPOIX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Transformation du terrain	772 014,00	100,00%
Total	772 014,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DETR	150 000,00	19,43%
Contrat de ruralité	325 196,50	42,12%
Région IDF	115 802,10	15,00%
CC Le Dourdannais en Hurepoix	181 015,40	23,45%
Total	772 014,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	115 802,10 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024754

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : MOUSSY LE NEUF: TRANSFORMATION D'UN TERRAIN FOOTBALL EN SCHISTE EN TERRAIN FOOTBALL SYNTHÉTIQUE À 11 ET À 8

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	795 565,15 €	15,00 %	119 334,77 €
	Montant Total de la subvention		119 334,77 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200110- Equipements sportifs de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MOUSSY LE NEUF
Adresse administrative : PL DE GAULLE
77230 MOUSSY-LE-NEUF
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard RIGAULT, Maire
N° SIRET : 21770322200018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Terrains Synthétiques de grands Jeux
Rapport Cadre : CR204-16 du 14/12/2016

Objet du projet : transformation d'un terrain football en schiste en terrain football synthétique à 11 et à 8 avec mains courantes, filets pare-ballons et équipements sportifs, fourniture et pose de pylônes d'éclairage

Date prévisionnelle de début de projet : 3 juin 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Disposer de plus d'heures d'utilisation pour les entraînements des équipes du club (200 licenciés), multiplier les créneaux horaires.
Faciliter les calendriers d'utilisation des différentes compétitions et ne pas être dépendant des mauvaises conditions météorologiques
Disposer de créneaux horaires pour les scolaires et le centre de loisirs.

La réalisation de cet équipement permettra d'offrir des créneaux supplémentaires d'utilisation tant sportive que scolaire.
L'emplacement du terrain en schiste, actuellement mis à la disposition des associations et des scolaires, permet la construction d'un terrain synthétique en respectant les normes d'homologation en vigueur à la

FFF

Description :
Une surface de jeu pour le football à 11 et 2 surfaces de jeu pour le football à 8 avec un classement minimum FFF: FOOTA11 SYE.

Moyens mis en œuvre :
Le terrain synthétique est réalisé en lieu et place d'un terrain en schiste.

Intérêt régional :
Dans la perspective de construction d'un collège sur le territoire de la commune, cette installation sportive pourra être utilisée par les collégiens.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Toutes les catégories d'âge, sans exception, féminines et masculines sont concernées pour disposer de plusieurs créneaux d'entrainement proche de leur domicile

Détail du calcul de la subvention :
Montant prévisionnel des travaux : 795.565,15 € HT
Taux de subvention : 15 %
Montant de la subvention : 119.334,77 €

Localisation géographique :
- MOUSSY-LE-NEUF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
tranformation du terrain schiste en synthétique	795 565,15	100,00%
Total	795 565,15	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FFF (FAFA)	79 565,00	10,00%
CNDS	384 257,97	48,30%
Région IDF	119 334,77	15,00%
Commune de Moussy le Neuf	212 407,41	26,70%
Total	795 565,15	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	119 334,77 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrat régional territorial	368 647,74 €
	Montant total	368 647,74 €

Annexe 3 : Avenant n° 1 District 93 Foot

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION CONCLUE ENTRE LA RÉGION

ILE-DE-FRANCE ET LE DISTRICT DE SEINE-SAINT-DENIS DE FOOTBALL

N° 17002586

EN PREAMBULE, IL EST RAPPELE QUE :

Par délibération n° CP 2017-116 du 8 mars 2017, la Région Ile-de-France et le District de Seine-Saint-Denis de Football ont conclu une convention pour l'aménagement du nouveau siège social du district situé à La Courneuve.

IL EST EGALEMENT EXPOSE QUE :

Le projet du district qui émarge sur le dispositif « Equipements sportifs d'intérêt régional » a été soumis aux dispositions excluant l'acquisition foncière et qu'il convient de la réintégrer dans l'enveloppe financière globale du projet, le montant de la subvention votée restant par ailleurs identique.

ARTICLE 1 :

L'alinéa 2 de l'article 3 de la convention est modifié comme suit :

« Conformément aux délibérations N° CP 2017-116 du 8 mars 2017 et CP 2017-512 du 18 octobre 2017, la Région attribue une subvention d'un montant maximal de 100.000 € représentant 6,97 % du coût global TTC du projet retenu à 1.434.284,79 € TTC, conformément à la fiche projet modifiée. ».

ARTICLE 2 :

L'ensemble des autres stipulations de la convention, non modifiées par le présent avenant, reste inchangé.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux,

Le

Pour le District de Seine-Saint-Denis de Football **Le Président**	**Pour le Conseil Régional Ile-de-France**
Nasser GAMMOUDI	

Annexe 4 : Fiche projet modifiée - District Football 93

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002586

Commission permanente du 8 mars 2017 et Conseil régional du

Objet : DISTRICT 93 DE FOOTBALL : CONSTRUCTION DU SIÈGE DU DISTRICT ET SALLES DE FORMATION À LA COURNEUVE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs d'intérêt régional	1.434 284,79 €	6,97 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
13200101- Équipements sportifs de niveau régional

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DISTRICT DE LA SEINE ST-DENIS
Adresse administrative : 12 RUE EUGENE VARLIN
93150 LE BLANC-MESNIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur NASSER GAMMOUDI, Président
N° SIRET : 32249917900016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention spécifique Sports, Jeunesse, Vie associative (investissement)
Rapport Cadre : CR 2017-162 du 21/09/2017

Objet du projet : Construction du siège du district et salles de formation à La Courneuve

Date prévisionnelle de début de projet : 13 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Construction du nouveau siège du District de Football

Description :
L'opération consiste en l'acquisition d'un bâtiment de plus de 1.000 m² situé à La Courneuve et en sa rénovation.

Il s'agit d'une structure R+2.

Au rez-de-chaussée, outre l'accueil et les locaux d'archivage et de stockage, seront installées des salles de réunion communicantes qui pourront être ouvertes pour ne former qu'un seul espace de 137 m², permettant d'accueillir les formations les plus importantes. Une bibliothèque/médiathèque sera aussi implantée.

En les deux étages seront constitués d'un mix de bureaux et de salles de réunions. Ces dernières seront notamment équipées de tout le matériel permettant la dispense des formations organisées par le District.

De plus, en proximité immédiate, 2 terrains offriront le complément idéal aux aspects techniques développés dans le cadre des formations et un appoint pour l'organisation de compétitions.

Intérêt régional : Apporter les meilleures conditions au fonctionnement du District, instance représentative de la Ligue IDF sur le territoire de Seine-Saint-Denis.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Licenciés, dirigeants

Détail du calcul de la subvention :
Taux d'intervention : 6,97 %
Coût total du projet : 1.434.284,79 € TTC
Montant de la subvention : 100.000,00 €

Localisation géographique :

- LA COURNEUVE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière	1 000 000,00	69,72%
Frais notariaux	100 000,00	6,97%
Travaux d'aménagements	259 793,44	18,11%
Equipements	74 491,35	5,19%
Total	1 434 284,79	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil Départemental 93	100 000,00	6,97%
FFF	150 000,00	10,46%
FFF - Prêt taux 0%	100 000,00	6,97%
Prêt bancaire	300 000,00	20,91%
District 93 Football	684 284,79	47,72%
Région IDF	100 000,00	6,97%
Total	1 434 284,79	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-477

DU 18 OCTOBRE 2017

VALORISER LE MÉRITE, L'EXCELLENCE ET L'OUVERTURE SOCIALE À TRAVERS LE SOUTIEN RÉGIONAL AUX CORDÉES DE LA RÉUSSITE 3ÈME AFFECTATION 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU Le code de l'éducation ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;
VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;
VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ; rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et en lycées ;
VU La délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 relative à la consultation du printemps 2011 : répondre aux attentes des lycécéen-ne-s ;
VU La délibération n° CR 01-12 du 17 février 2012 relative aux lycées municipaux de la Ville de Paris. Application des politiques régionales d'aides aux lycéens ;
VU La délibération n° CR 51-12 du 28 juin 2012 portant dispositions diverses en matière éducative;
VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – le projet éducatif régional ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 96-16 du 19 mai 2016 visant à « relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence » ;
VU La délibération n° CP 16-490 du 12 octobre 2016 visant à « relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence à travers le soutien aux cordées de la réussite » ;
VU La délibération n° 2017-439 du 20 septembre 2017 Valoriser le mérite, l'excellence et l'ouverture sociale à travers le soutien régional aux cordées de la réussite – 2ème affectation 2017 ayant approuvé le nouveau règlement d'intervention pour le dispositif des cordées de la réussite ;
VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2017 ;
VU l'avis de la commission des finances ;
VU l'avis de la commission du développement économique de l'emploi et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-477 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article Unique : Soutien au dispositif d'ouverture sociale et de soutien aux cordées de la réussite

Décide de participer, au titre du dispositif de soutien aux cordées de la réussite, au financement des projets détaillés en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **176 935 €.**

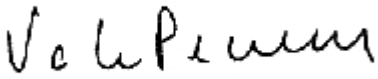
Subordonne le versement de ces subventions à la signature par les lycées publics bénéficiaires d'une convention conforme au modèle type approuvé par délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature par les autres bénéficiaires d'une convention conforme au modèle type approuvé par délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 et modifié par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016.

Autorise la présidente du conseil régional d'Île-de-France à signer les conventions objet des deux précédents alinéas.

Affecte une autorisation d'engagement de **176 935 €** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 23 «Enseignement supérieur», Programme «Accompagnement des conditions de vie et d'études des étudiants» (123008), Action «Développement de l'accès à l'enseignement supérieur» (12300802) du budget 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-477	Budget	2017

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**23 - Enseignement supérieur**
Programme	**123008 - Accompagnement des conditions de vie et d'études des étudiants**
Action	**12300802 - Développement de l'accès à l'enseignement supérieur**

Dispositif : N° 00000424 - Les cordées de la réussite

Dossier	EX021928 - LPO PR METIER LE REBOURS PARIS 13EME - "CORDEE LITTERAIRE JEUNE WEPLER" ANNEE SCOLAIRE 2017/2018 - DISPORITIF LES CORDEES DE LA REUSSITE			
Bénéficiaire	R3160 - LPO PR METIER LE REBOURS PARIS 13EME			
Localisation	LYT LE REBOURS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 100,00 €	TTC	39,74 %	6 000,00 €	

Dossier	EX024058 - LPO LEON BLUM CRETEIL " DU BAC PRO VERS LE BTS : PREPARATION ET INSERTION" DISPOSITIF LES CORDEES DE LA REUSSITE ANNEE SCOLAIRE 2017/2018			
Bénéficiaire	R3522 - LPO LEON BLUM CRETEIL			
Localisation	LYP LEON BLUM			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 815,00 €		Code nature	65511
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 519,00 €	HT	79,99 %	2 815,00 €	

Dossier	EX024236 - ASSOCIATION GROUPE ESSEC "ARIANE-ESSAIMAGE-IDF" DISPOSITIF LES CORDEES DE LA REUSSITE ANNEE SCOLAIRE 2017/2018			
Bénéficiaire	R20437 - ASSOCIATION GROUPE ESSEC			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
220 455,00 €	TTC	13,61 %	30 000,00 €	

Dossier	EX024589 - UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE "DE LA VOIE PROVERS LES METIERS DU NUMERIQUE" DISPOSITIF LES CORDEES DE LA REUSSITE ANNEE SCOLAIRE 2017/2018			
Bénéficiaire	R1467 - UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	HT	50 %	25 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-477	Budget	2017

Dossier	EX024756 - UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE "CORDEE-LINK, LA CORDEE SCIENCES CONNECTED" - DISPOSITIF LES CORDEES DE LA REUSSITE ANNEE SCOLAIRE 2017/2018			
Bénéficiaire	R1467 - UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
34 500,00 €	HT	72,46 %	25 000,00 €	

Dossier	EX025547 - LGT ROGER VERLOMME PARIS 15EME "CORDEE BAC PRO-BTS" DISPOSITIF LES CORDEES DE LA REUSSITE ANNEE SCOLAIRE 2017/2018			
Bénéficiaire	R3381 - LGT ROGER VERLOMME PARIS 15EME			
Localisation	LYT ROGER VERLOMME			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	65511
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
38 863,00 €	TTC	51,46 %	20 000,00 €	

Dossier	EX025628 - LPO JEAN LURCAT PARIS 13EME "CORDEE BAC PRO/BTS" DISPOSITIF LES CORDEES DE LA REUSSITE - ANNEE SCOLAIRE 2017/2018			
Bénéficiaire	R3444 - LPO JEAN LURCAT PARIS 13EME			
Localisation	LYT JEAN LURCAT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 920,00 €		Code nature	65511
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 320,00 €	TTC	78,8 %	8 920,00 €	

Dossier	EX025664 - LT JULES SIEGFRIED PARIS 10EME "LIAISON BAC PRO-BTS CI OPTION METIERS DE LUXE" DISPOSITIF LES CORDEES DE LA REUSSITE ANNEE SCOLAIRE 2017/2018			
Bénéficiaire	R3430 - LT JULES SIEGFRIED PARIS 10EME			
Localisation	LYP RABELAIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	65511
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 396,00 €	HT	49,35 %	15 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-477	Budget	2017

Dossier	EX025876 - LG HENRI IV PARIS PARIS 5ème "CORDEE CPES HENRI IV/PSL" DISPOSITIF LES CORDEES DE LA REUSSITE - ANNEE SCOLAIRE 2017-2018			
Bénéficiaire	R3415 - LG HENRI IV PARIS 05EME			
Localisation	LCM BUFFON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	65511
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
87 000,00 €	HT	11,49 %	10 000,00 €	

Dossier	EX025888 - LYCEE NOTRE-DAME GROUPE SCOLAIRE ST-VINCENT-DE-PAUL PARIS 13ème - "CORDEE PRO SANTE SOCIAL" - DISPOSITIF LES CORDEES DE LA REUSSITE - ANNEE SCOLAIRE 2017/2018			
Bénéficiaire	EXM01472 - GROUPE SCOLAIRE ST-VINCENT-DE-PAUL			
Localisation	LP NOTRE DAME (PARIS 13)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 200,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
49 530,00 €	HT	48,86 %	24 200,00 €	

Dossier	EX026044 - UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE "DESTINATION SANTE" DISPOSITIF LES CORDEES DE LA REUSSITE - ANNEE SCOLAIRE 2017/2018			
Bénéficiaire	R1467 - UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE			
Localisation	CHELLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
19 090,00 €	HT	52,38 %	10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000424 - Les cordées de la réussite	176 935,00 €

Total sur l'imputation 932 - 23 - 123008 - 12300802	176 935,00 €

FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024058

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LPO LEON BLUM CRETEIL " DU BAC PRO VERS LE BTS : PREPARATION ET INSERTION" DISPOSITIF LES CORDEES DE LA REUSSITE ANNEE SCOLAIRE 2017/2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les cordées de la réussite	3 519,00 €	79,99 %	2 815,00 €
	Montant Total de la subvention		2 815,00 €

Imputation budgétaire : 932-23-65511-123008-1800
12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LEON BLUM CRETEIL
Adresse administrative : 5 RUE JEAN GABIN
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Martine KERBER, Proviseure

N° SIRET : 19941413700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Les cordées de la réussite
Rapport Cadre : CP2017-439 du 20/09/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 23 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 6 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Préparer l'entrée des élèves de Bac Pro en BTS,
Développer la culture générale afin de faciliter la compréhension de certaines nouvelles matières en BTS (culture générale, expression, management),
Développer la confiance et dépasser le champ des possibles par le biais de soutien méthodologiques, d'aide à l'orientation, d'ouverture culturelle, de la découverte des métiers.

Description :
Le projet comporte 2 phases.
.Phase 1 - Repérage d'élèves en première bac pro commerce.
Module 1 : consolider son choix d'orientation en BTS et comprendre la nature du diplôme Accompagnement culturel visant à s'approprier le territoire parisien (potentiel ressource de stages).
Module 2 : découverte et sensibilisation de l'orientation en BTS
Travail sur les représentations du métier Préparation visite d'entreprise.

Phase 2 - Accompagnement des élèves de terminale.
Objectifs :
-Approfondir et consolider le travail qui aura été mené en première.
-Identifier les métiers auxquels le BTS prépare, et les compétences à acquérir.
- Préparation visite deuxième entreprise.

- Organisation d'une semaine d'intégration dans l'établissement d'accueil du futur BTS.

Moyens mis en œuvre :
Séances de préparation et organisation d'une Visite de Paris avec l'opérateur OPEN TOUR,
Séances de préparation et organisation de visites de musées avec comptes-rendu avec le professeur de lettres et histoire),
Préparation et organisation de visites en entreprises

Public(s) cible(s) :
10 élèves de Première Bac Pro Commerce
10 élèves de Terminale Bac Pro Commerce

au total 20 élèves du Lycée Léon Blum à Créteil

Localisation géographique :
- LYP LEON BLUM

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Préparation visite Open Tour 10h*37,16€	371,60	10,56%
Visite Open Tour 33€*20élèves+2 accompagnateurs	726,00	20,63%
Préparation visites et comptes-rendus des musées 25h*37,16€	929,00	26,40%
Visite Musées + visite guidée	564,00	16,02%
Préparation et visites en entreprises 25h*37,16€	929,00	26,40%
Total	3 519,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017	2 815,00	79,99%
Rectorat Créteil	704,00	20,01%
Total	3 519,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2017	2 815,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 352,00 €
2014	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	2 152,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	34 027,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 246,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	245 573,00 €
2014	Ecolycées franciliens	4 500,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 436,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 693,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	1 366,08 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 542,00 €
2015	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	832,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	69 175,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	11 529,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	3 000,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	200 481,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	20 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 192,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	40 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	6 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	3 194,52 €
2015	Travaux de maintenance	52 500,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 258,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	80 937,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 497,00 €
2016	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	2 500,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	144 971,00 €
2016	Ecolycées franciliens	3 000,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 976,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	10 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	3 300,00 €
2016	Travaux de maintenance	24 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 776,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	12 821,50 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	283,00 €
2017	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	12 600,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	146 644,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 798,00 €
2017	Projet-Réussite pour tous	2 500,00 €
2017	Travaux de maintenance	10 000,00 €

	Montant total	1 063 007,10 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025547

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LGT ROGER VERLOMME PARIS 15EME "CORDEE BAC PRO-BTS" DISPOSITIF LES CORDEES DE LA REUSSITE ANNEE SCOLAIRE 2017/2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les cordées de la réussite	38 863,00 €	51,46 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-23-65511-123008-1800
12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT ROGER VERLOMME PARIS 15EME
Adresse administrative : 24 RUE FONDARY
75015 PARIS 15EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Antonia CORTES, Proviseur

N° SIRET : 19750696700011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Les cordées de la réussite
Rapport Cadre : CP2017-439 du 20/09/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 23 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 6 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Préparer les élèves de bac professionnel à une poursuite réussie à l'étude en BTS :

1) Accompagnement du parcours personnel de l'élève
2) Etayage culturel et linguistique
3) Lutte contre le décrochage scolaire

Description :
Mise en réseau de cinq lycées professionnels et d'un lycée technologique proposant des BTS.
Cette cordée s'inscrit dans la prolongation d'un liaison Bac Pro/BTS.
Mise en place commune d'actions de culture générale, d'ouverture culturelle et internationale et de tutorat collectif et individuel.

Moyens mis en œuvre :
Implication des équipes pédagogiques via l'Accompagnement Personnalisé.
Travail en partenariat (association et institutions).
Tutorat.
Module d'approfondissement.
Construction d'une harmonisation des pratiques pédagogiques et des objectifs dans le cadre d'une FIL.
Semaine d'intégration proposée aux élèves de Bac Pro en classe de BTS avec une co-animation des professeurs de BTS et de Bac Pro.

Découvertes des filières : projet C'Possible/la Fabrique, visite des installations BTS, abonnement à une plateforme de formation en ligne et d'assistance pour les logiciels de bureautique, abonnement à la presse généraliste et spécialisée, visite de salons professionnels, actions d'informations sur les débouchés professionnels, visite d'entreprise en région parisienne, organisations de manifestations sur la poursuite d'études.

Projets culturels : sorties théâtre, musées, cinéma, Parlement européen, abonnement au projet Voltaire, stages à l'étranger.

projets Tutorats : 1 livret "passeport pour le lycée" par élève de première, tutorat intervenants extérieurs, suivi du projet de stage au Royaume Uni.

Public(s) cible(s) :
Tête de cordée : Lycée Roger Verlomme Paris 15ème : 172 élèves en 1ère année BTS Technologique,
Lycée Louis Armand Paris 14ème : 130 élèves en 1ère année BTS Technologique,
Lycée Beaugrenelle Paris 15ème : 192 élèves de première et terminale professionnelle,
Lycée Anthime Corbon : 96 élèves de première et terminale professionnelle,
Lycée René Cassin Paris 16ème : 180 élèves de première et terminale professionnelle,
Lycée Gustave Eiffel Paris 7ème : 144 élèves de première et terminale professionnelle,

Soit un total de 914 élèves concernés.

Localisation géographique :
- LYT ROGER VERLOMME

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Projet C'Possible/La Fabrique	3 200,00	8,23%
Abonnements plateforme formation en ligne et presse et visite installations	1 350,00	3,47%
Visites de salons, sorties et information sur débouchés professionnels	2 450,00	6,30%
Découvertes et visites d'entreprises	1 400,00	3,60%
Sorties théâtre	1 400,00	3,60%
Sorties musées	3 200,00	8,23%
Atelier Théâtre Monfort	2 280,00	5,87%
Visite Parlement Européen	1 500,00	3,86%
Abonnement Projet Voltaire	4 400,00	11,32%
Accompagnement culturel	2 200,00	5,66%
Parcours Avenir (passeport, tutorat, interventions extérieures...)	7 461,00	19,20%
Informations sur la poursuite d'études	4 011,00	10,32%
Stages	4 011,00	10,32%
Total	38 863,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention régionale 2017	20 000,00	51,46%
CGET	9 431,50	24,27%
Rectorat de Paris	9 431,50	24,27%
Total	38 863,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 248,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	524,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	3 750,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	109 208,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	11 042,00 €
2014	Travaux de maintenance	15 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 934,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	131,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 500,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	110 798,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	11 022,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	15 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	48 000,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	486,00 €

2016	Dotation globale de fonctionnement	99 529,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	12 117,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 124,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	95 927,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	7 520,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	12 117,00 €
2017	Travaux de maintenance	20 000,00 €
	Montant total	476 350,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025628

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LPO JEAN LURCAT PARIS 13EME "CORDEE BAC PRO/BTS" DISPOSITIF LES CORDEES DE LA REUSSITE - ANNEE SCOLAIRE 2017/2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les cordées de la réussite	11 320,00 €	78,80 %	8 920,00 €
	Montant Total de la subvention		8 920,00 €

Imputation budgétaire : 932-23-65511-123008-1800
12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO JEAN LURCAT PARIS 13EME
Adresse administrative : 48 AVENUE DES GOBELINS
75013 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Véronique DUPAYRAT, Proviseur

N° SIRET : 19753268200014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Les cordées de la réussite
Rapport Cadre : CP2017-439 du 20/09/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 6 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 6 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Faciliter l'accès aux élèves de bac professionnel en BTS et les accompagner dans leur parcours.

Description :
Le lycée P. Lescot et le lycée J. Lurçat mutualisent leurs moyens pour permettre à des élèves de bac pro commerce, vente ou accueil de construire un projet de poursuite d'études en BTS.
Ces élèves participeront à des actions d'orientation (salons, rencontres avec des professionnels et des étudiants), assisteront à des cours de BTS et seront sensibiliser à la question des savoir-être. Enfin, un volet culturel leur permettra d'acquérir des connaissances supplémentaires par un autre biais que les enseignements traditionnels.

Moyens mis en œuvre :
1. Repérage et préparation à l'orientation : rencontre étudiants STS-élèves pour les premières et les

terminales, visites de salons, projet voltaire pour remise à niveau, livret de parcours pour choix d'orientation.
2. Préparation à l'intégration en BTS : immersion des élèves dans les classes de STS, initiation à la philosophie, module arithmétique et calculs en tous genres, accueil et accompagnement disciplinaire des étudiants de BTS issus de bac pro.
3. Ouverture sociale et culturelle : module savoir-être et parcours culturel, école du spectateur, concerption et diffusion de e-fiches, module arts, parcours d'excellence centre Pompidou.
4. Tutorat : collectif pour les 1ère professionnelle 8 rencontres à raison d'une par mois (construction du projet professionnel, remédiation et accompagnement disciplinaire et individuel pour les terminale (accompagnement dans la construction du projet et la poursuite d'études 10 rencontres dans l'année à raison d'1 heure toutes les deux semaines.

Public(s) cible(s) :
48 élèves en 1ère et terminale Bac pro Commercial, issus du lycée Jean Lurçat (tête de cordée) et du lycée Pierre Lescot.

Localisation géographique :

- LYT JEAN LURCAT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
conférences café philo et parcours culturel	1 500,00	13,25%
EGEE séances de prération au projet professionel et poursuite d'études	800,00	7,07%
Visites de musées et transports des élèves	600,00	5,30%
Matériel et fournitures	200,00	1,77%
Parcours culturel théâtre et sortie Théâtre La Colline	820,00	7,24%
Tutorat collectif	2 400,00	21,20%
Tutorat individuel	5 000,00	44,17%
Total	11 320,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017	8 920,00	78,80%
Rectorat de Paris	2 400,00	21,20%
Total	11 320,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 920,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 949,00 €
2014	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	810,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	21 844,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 053,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 600,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	361 750,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	5 210,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	53 787,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	1 916,72 €
2014	Travaux de maintenance	37 599,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 811,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	28 028,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 874,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	278 996,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	590,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	47 419,00 €
2015	Travaux de maintenance	53 500,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 934,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	1 080,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	25 383,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 065,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	289 617,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 600,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	47 686,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	6 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	66 525,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 878,00 €
2017	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	1 202,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	46 130,00 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 401,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	311 462,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	9 984,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	50 255,00 €
2017	Travaux de maintenance	19 350,00 €
	Montant total	1 444 159,72 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025664

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LT JULES SIEGFRIED PARIS 10EME "LIAISON BAC PRO-BTS CI OPTION METIERS DE LUXE" DISPOSITIF LES CORDEES DE LA REUSSITE ANNEE SCOLAIRE 2017/2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les cordées de la réussite	30 396,00 €	49,35 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-23-65511-123008-1800
12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LT JULES SIEGFRIED PARIS 10EME
Adresse administrative : 12 RUE D'ABBEVILLE
75010 PARIS 10EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant :

N° SIRET : 19750674400014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Les cordées de la réussite
Rapport Cadre : CP2017-439 du 20/09/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 23 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Sécuriser le parcours des élèves de lycée professionnel en BTS. Le BTS CI du lycée accueillant 80% élèves de bac professionnel,
Informer sur les filières et débouchés professionnels.

Description :
La cordée repose sur un partenariat étroit avec les lycées d'origine, un accompagnement spécifique des élèves de section européenne qui se destinent au BTS CI. Cet accompagnement se poursuivrait en première année de BTS, en particulier autour de projets culturels très riches et un renforcement important du niveau linguistique des élèves, surtout en anglais.

Actions d'accompagnement culturel : les lycées professionnels envisagent au moins trois visites culturelles et trois visites de salon par an. A celles-ci viendraient s'ajouter des conférences et des visites

d'entreprises.

Actions de tutorat : collectivement, il s'agira de mettre en place un renforcement de compétences transversales liées à l'argumentation, la numération et la maîtrise des langues étrangères. Ces actions seront complétées par l'instauration d'une ou deux heures d'études surveillées en BTS.
Un tutorat individuel pourra également être mis en place sur demande à raison d'une fois par semaine.

Moyens mis en œuvre :
Sorties culturelles,
Sorties salons
Conférences,
Mise en place d'un projet Voltaire
Voyage d'études

Public(s) cible(s) :
Lycée Professionnel François Truffaut Paris 3ème : 12 élèves de terminale professionnelle,
Lycée Professionnel Piere Lescot Paris 1er : 12 élèves de terminale professionnelle,
Lycée Technique Jules Siegfried Paris 10ème : 24 élèves de 1ère année de BTS Commerce International.

Soit un total de 48 élèves (pour la première année de mise en place du dispositif)

Localisation géographique :
- LYP RABELAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Sorties culturelles	11 136,00	36,64%
Sorties salons	3 660,00	12,04%
Conférences/intervenants extérieurs	5 000,00	16,45%
Conférences CCE	300,00	0,99%
Projet Voltaire	300,00	0,99%
Voyage d'études	10 000,00	32,90%
Total	30 396,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017	15 000,00	49,35%
Rectorat Paris	7 896,00	25,98%
Fonds propres Lycées	7 500,00	24,67%
Total	30 396,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 416,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 094,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	114 771,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 700,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	9 907,00 €
2014	Travaux de maintenance	44 000,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	14 361,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 298,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	112 587,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	12 740,00 €
2015	Travaux de maintenance	76 000,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	35 336,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 016,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	77 195,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 850,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	12 700,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	30 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	42 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	46,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	24 511,00 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 754,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	80 914,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	5 710,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	12 333,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	49 000,00 €
2017	Travaux de maintenance	23 000,00 €
	Montant total	702 468,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025876

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LG HENRI IV PARIS PARIS 5ÈME "CORDEE CPES HENRI IV/PSL" DISPOSITIF LES CORDEES DE LA REUSSITE - ANNEE SCOLAIRE 2017-2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les cordées de la réussite	87 000,00 €	11,49 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-23-65511-123008-1800
12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG HENRI IV PARIS 05EME
Adresse administrative : 23 RUE CLOVIS
75005 PARIS 05EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame MARTINE BREYTON, Autre

N° SIRET : 19750654600013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Les cordées de la réussite
Rapport Cadre : CP2017-439 du 20/09/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 23 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
-favoriser l'accès des élèves issus de milieux modestes au Cycle Pluridisciplinaire d'Enseignement Supérieur (CPES) créé en partenariat avec la Comue Paris Sciences et Lettres (PSL) ;
- atteindre 50 % de boursiers en première année de CPES (2016/2017 = 45 %) .

Description :
- Information dans le lycée
- Découverte directe du CPES
- Préparation à l'enseignement supérieur
- Suivi personnalisé des candidatures

Moyens mis en œuvre :
1. Information dans le lycée : En coordination avec les programmes « Egalité des chances » des

établissements de PSL, un ou des représentants de PSL et d"Henri-IV se rendra (rendront) dans le lycée partenaire, pour animer une (ou des) séance(s) d'information sur le CPES, destinée(s) à des élèves de terminale et/ou de tout autre niveau et des membres des équipes pédagogiques.
2. Découverte directe du CPES : en accord avec le lycée partenaire, une journée de préparation à l'enseignement supérieur se déroulera au Lycée Henri-IV et/ ou dans d'autres établissements de PSL. Au cours de cette journée, les élèves du lycée partenaire et leurs professeurs seront pris en charge par des professeurs et des étudiants du CPES et pourront s'informer en direct sur les méthodes et les contenus de cette formation.
3. Préparation à l'enseignement supérieur : le Lycée Henri-IV et PSL pourront proposer aussi de prolonger ces actions par une préparation aux études supérieures organisée avec le concours du lycée partenaire. Cette action pourra prendre diverses formes : initiation aux méthodes de travail du supérieur, formalisation du projet personnel…
4. Suivi personnalisé des candidatures au CPES déposées par les élèves du lycée partenaire. L'admission dans le CPES se fait via le portail APB. Toutefois, pour les élèves candidats issus du lycée partenaire, nous solliciterons un avis très personnalisé du professeur référent en plus de celui du Proviseur.

Public(s) cible(s) :
400 élèves de terminale issus de 20 lycées franciliens (20 terminale générale par établissement) :

ARGENTEUIL : Lycées Ferdinand Léger, Georges Braque, Jean Jaurès
AUBERVILLIERS : Lycée Henri Wallon
AULNAY-SOUS-BOIS : Lycée Voillaume
DONDOUFLE : Lyée François Truffaut
BOULOGNE-BILLANCOURT : Lycée Jacques Prévert
CHEVILLY-LARUE : Lycée Pauline Roland
CHLICHY-SOUS-BOIS : Lycée Alfred Nobel
CORBEIL ESSONNES : Lycée Robert Doisneau
DAMMARIE LES LYS : Lycée Frédéric Joliot-Curie
FONTENAY-SOUS-BOIS : Lycée Pablo Picasso
GARGES-LES-GONESSE : Lycée Simone de Beauvoir
LE-BLANC-MESNIL : Lycée Mozart
LIMELLE-BREVANNES : Lycée Guillaume Budé
MONTGERON : Lycée Rosa Parks
MONTROUGE : Lycée Maurice Genevoix
NANTERRE : Lycée Frédéric et Irène Joliot-Curie
SARCELLES : Lycée Jean-Jacques Rousseau
VILLEPINTE : Lycée Jean Rostand

Localisation géographique :
- LCM BUFFON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Préparation à l'enseignement supérieur : documents et cours spécifiques	40 000,00	45,98%
Actions d'information dans les lycées : documents et journée découverte	27 000,00	31,03%
Accompagnement des élèves recrutés : stage d'anglais	20 000,00	22,99%
Total	87 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017	10 000,00	11,49%
CGET	20 000,00	22,99%
Rectorat de CréteiL	5 000,00	5,75%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et Recherche	5 000,00	5,75%
Lycée Henri IV Fonctionnement et HSE	11 000,00	12,64%
PSL Fonctionnement et Mission Egalité des Chances	26 000,00	29,89%
Lycées Partenaires HSE	10 000,00	11,49%
Total	87 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 298,00 €
2014	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	14 387,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	9 877,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	541 251,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	31 766,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	103 200,00 €
2014	Travaux de maintenance	233 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 280,00 €
2015	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	298,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	10 879,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	383 843,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	23 950,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	104 100,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	7 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	429 600,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 305,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	12 974,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	268 840,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	37 824,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	93 400,00 €

2016	Mesures de sécurité dans les lycées	10 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	801 000,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	47 518,00 €
2017	Dotation globale de fonctionnement	263 600,00 €
2017	Equipements pédagogiques dans les EPLE	24 511,00 €
2017	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	82 900,00 €
2017	Mesures de sécurité dans les lycées	20 000,00 €
	Montant total	3 013 113,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024589

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE "DE LA VOIE PROVERS LES METIERS DU NUMERIQUE" DISPOSITIF LES CORDEES DE LA REUSSITE ANNEE SCOLAIRE 2017/2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les cordées de la réussite	50 000,00 €	50,00 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-23-65738-123008-1800
12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE
Adresse administrative : 61 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 94010 CRETEIL CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Olivier MONTAGNE, Président

N° SIRET : 19941111700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Les cordées de la réussite
Rapport Cadre : CP2017-439 du 20/09/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 30 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
De nombreux élèves des voies professionnelles Gestion-Administration et Accueil-Vente- Commerce quittent l'enseignement secondaire sans réelles perspectives de réussite à court terme.

Par ailleurs, la transformation numérique de la société nécessite un surcroît de main d'œuvre à tous les niveaux des organisations, avec un enjeu tout particulier pour les TPE/PME, les artisans et petits commerçant ainsi que les organisations de petite taille.

L'objectif de cette cordée est la mise en place d'un accompagnement d'un ensemble de lycéens de la voie

professionnelle, dont ceux participant à une formation proposée dans les lycées, intitulée « Interprétation des données digitales », en vue d'améliorer leur appréhension du monde professionnel en général et du secteur du numérique en particulier afin de leur donner l'envie de poursuivre des études dans l'enseignement supérieur et d'augmenter de façon significative leurs chances de succès.

Description :
Les axes majeurs :
1- Élargir l'horizon des jeunes et leur donner les clés de compréhension du monde numérique : découverte des établissement d'enseignement supérieur, etc.
2- Restaurer la confiance des jeunes à la fois dans leur capacité propre à réussir leur parcours et plus largement dans la volonté des acteurs socio-économiques à leur offrir des perspectives d'épanouissement personnel et professionnel ; ceci contribuera activement à lutter contre l'auto-censure.
3- Donner aux jeunes la capacité de se projeter dans une activité professionnelle ; construire un réseau relationnel.

Les actions proposées :
• Tutorat (aide à la réussite...)
• Acculturation (visites d'entreprise, etc.)
• Actions créatives (sensibilisation et accompagnement sur le projet d'études et professionnel) : hackatons, concours, etc.
• Actions-débat (sensibilisation et réflexion sur le numérique et ses usages dans la société).
• Coaching – développement personnel.

Les lycées ciblés sont tous situés en zone QPV

Moyens mis en œuvre :
Tutorat des lycéens suivant la formation. 24 lycéens/tuteurs

Coaching pour les lycéens suivant la formation :
- Journées « hors les murs » d'ateliers de développement personnel
- Ateliers mensuels de jeu/travail sur les capacités primaires correspondantes.

Actions pour un panel de lycéens (incluant ceux de la formation) compris entre 20 et 50 lycéens par action :
- Visites d'entreprise du secteur du numérique (IBM, Google, etc.)
- Visites de dispositif d'innovation et d'entrepreneuriat (Fab'Lab, incubateurs, espaces de co-working, etc.)
- Visites d'exposition (Cité des Sciences, etc.), séances de cinéma (films ou documentaires).
- Participation à des actions créatives (hackatons, concours, etc.)
- Conférences/débats de sensibilisation sur des thématiques du numérique par des professionnels/spécialistes : protection des données, réseaux sociaux, cyber-sécurité...

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
130 lycéens de la voie professionnelle "Gestion Administrative et accueil/Vente/commerce" :

50 élèves de terminale Lycée Samuel Champlin à Chennevières (94)
30 élèves de terminale Lycée Joliot Curie Dammary-les-Lys (77)

50 élèves de terminale Lycée Auguste Blanqui à Saint-Ouen (93)

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Tutorat : entretiens présentiels et suivi pour 24 tuteurs	3 500,00	7,00%
Coaching : Prestations d'une équipe de coachs (30 jours*24 tuteurs)	31 000,00	62,00%
Acculturation : 50 élèves*6 sorties	4 000,00	8,00%
Actions créatives : inscription, déplacement, matériel (3actions*40élèves)	5 000,00	10,00%
Actions débat pour 80 élèves (environ 8 conférances par an)	6 500,00	13,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017	25 000,00	50,00%
Contribution UPEC	10 000,00	20,00%
CGET	10 000,00	20,00%
Rectorat de Créteil	5 000,00	10,00%
Total	50 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	292 500,00 €
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	198 000,00 €
2014	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les	110 930,00 €

	étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	12 000,00 €
2014	Partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI) - fontionnement	291 700,00 €
2014	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	250 000,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	110 577,66 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	3 000,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2014	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	1 750 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	261 000,00 €
2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	194 000,00 €
2015	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	114 365,00 €
2015	Mise en oeuvre d'ateliers de création urbaine	15 000,00 €
2015	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	400 000,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	110 577,66 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	6 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	216 450,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	220 000,00 €
2016	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	118 045,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	102 728,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	6 000,00 €
2017	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	240 000,00 €
2017	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	115 290,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Renforcement des nouveaux usages et contenus numériques dans les domaines de l’e-éducation et l’e-santé	350 760,35 €
2017	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	92 455,20 €
2017	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	7 000,00 €
2017	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	200 000,00 €
	Montant total	5 868 378,87 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024756

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE "CORDEE-LINK, LA CORDEE SCIENCES CONNECTED" - DISPOSITIF LES CORDEES DE LA REUSSITE ANNEE SCOLAIRE 2017/2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les cordées de la réussite	42 000,00 €	59,52 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-23-65738-123008-1800
12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE
Adresse administrative : 61 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 94010 CRETEIL CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Olivier MONTAGNE, Président

N° SIRET : 19941111700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Les cordées de la réussite
Rapport Cadre : CP2017-439 du 20/09/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 23 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La cordée-link a trois objectifs au travers de l'utilisation de ressources et outils numériques:
-augmenter la réussite, l'ambition, les compétences et la motivation de jeunes issus de milieux ruraux de l'académie de Créteil
-favoriser l'orientation active des jeunes lycéens éloignés qui doivent pouvoir construire leur réseau et leur projet professionnel
-dans le cadre du « gagnant-gagnant » caractérisant les cordées de la réussite, permettre à des étudiants de développer des compétences de vulgarisation scientifique et de communication en français et en anglais, tout en construisant eux aussi leur projet professionnel.

Cette cordée, dans sa configuration actuelle, représente un laboratoire d'expérimentation, qui doit permettre d'identifier des pratiques alliant numérique et présentiel qui pourraient ensuite être essaimées dans d'autres établissements de l'Est Francilien, éloignés des grands centres et où peu d'actions sur l'ambition, l'orientation ont lieu.

Description :
Afin de résoudre les problèmes d'éloignements des collégiens et lycéens, notamment de Seine et Marne, en étroite collaboration avec les enseignants des établissements du secondaire, des étudiants de la Faculté des sciences de l'UPEC effectueront des interventions sur des sujets scientifiques en présentiel, par visio-conférences et en utilisant des robots de télé présence. Les travaux scientifiques des élèves et étudiants auront aussi comme objectif de participer à des séances du « journal Club » effectué « en live » avec les étudiants du programme CURE du Dana Farber Cancer Center de l'université de Harvard (USA) dont les valeurs sont proches de ceux des cordées et implique un travail en anglais.
Par ailleurs, les étudiants recevront une formation spécifique par JobIRL pour intervenir lors des séances d'aide personnalisée dédiées à l'orientation. Ils accompagneront les élèves dans la construction de leur projet professionnel en utilisant notamment les ressources du réseau social JobIRL

Moyens mis en œuvre :
Au niveau de la Faculté des sciences de l'UPEC :
La faculté des sciences possède une équipe d'enseignants, d'administratif avec l'expérience de la gestion d'une cordée de la réussite. Rompu à l'organisation d'action et d'évènements sur la réussite et l'ambition, un premier Journal club avec le programme CURE d'Harvard a eu lieu le 26 juin 2017.
20 à 30 étudiants seront impliqués dans les actions de cette cordée. Ils seront formés sur différents aspects de leur mission : expression française, vulgarisation scientifique, autocensure et ambition, …
Des ressources numériques, visio conférences, capsules vidéo, ...de l'UPEC et de ses partenaires (Exploradome, CURE, …), seront utilisées afin de travailler sur les connaissances et compétences des élèves et favoriser la construction de leur projet professionnel.
Au niveau de JobIRL :
JobIRL (www.jobirl.com) est une association d'aide des 14-25 ans dans leur orientation et leur insertion professionnelle. Elle développe et anime le premier réseau social solidaire dédié à la mise en relation de jeunes et de professionnels, réunissant 30 000 membres dont 3500 professionnels de tous secteurs, et 15 000 étudiants.
Dans cette cordée, JobIRL formera les étudiants afin qu'ils acquièrent les compétences pour l'utilisation d'un réseau social professionnel comme JobIRL, la rédaction d'un mail de contact, d'un CV, le développement de son propre réseau Pro. Les étudiants formeront à leur tour les élèves lors de séances d'AP dédiées à l'orientation, en étroite collaboration avec les COP et les enseignants. L'idée n'est pas de se substituer, mais d'apporter un ensemble d'informations et de compétences concrètes pour la construction du projet professionnel de chaque élève.
Un forum « métiers », sera ainsi co-organisé par JobIRL, les élèves et les étudiants dans un des lycées cibles au cours de l'année. Les élèves échangeront avec une quinzaine de professionnels représentant les métiers d'avenir et qui recrutent (numérique, industrie, ...)

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Coulommiers	Jules FerrY	Première	Générale	150
Faremoutiers	Collège Louise Michel	Seconde	Générale	150

Rebais	Jacques Prévert	Seconde	Générale	100
Rozay en brie	La tour des Dames	Première	Générale	150

Total 550

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Formation des étudiants FST	2 900,00	6,90%
Ateliers JobIRL co-animés Etudiants UPEC/JobIRL	8 000,00	19,05%
Forum métiers : recherche d'entreprises	2 500,00	5,95%
Forum métiers : organisation et matériel	1 500,00	3,57%
Coordination proejt JobIRL-FST-UPEC	1 500,00	3,57%
Plateforme JobIRL : Création groupes et modération échanges	1 600,00	3,81%
Frais de transports	500,00	1,19%
Frais de communication	1 000,00	2,38%
Transports sorties (bus et train) 9€*500 élèves	4 500,00	10,71%
Robot de téléprésence	12 000,00	28,57%
Matériel informatique/visio	3 000,00	7,14%
Frais divers	1 000,00	2,38%
Frais de gestion UPEC	2 000,00	4,76%
Total	42 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017	25 000,00	59,52%
Rectorat de Créteil	2 000,00	4,76%
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	15 000,00	35,71%
Total	42 000,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	292 500,00 €
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	198 000,00 €
2014	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	110 930,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	12 000,00 €
2014	Partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI) - fontionnement	291 700,00 €
2014	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	250 000,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	110 577,66 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	3 000,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2014	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	1 750 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	261 000,00 €
2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	194 000,00 €
2015	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	114 365,00 €
2015	Mise en oeuvre d'ateliers de création urbaine	15 000,00 €
2015	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	400 000,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	110 577,66 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	6 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	216 450,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	220 000,00 €
2016	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	118 045,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	102 728,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	6 000,00 €
2017	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	240 000,00 €
2017	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	115 290,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Renforcement des nouveaux usages et contenus numériques dans les domaines de l’e-éducation et l’e-santé	350 760,35 €
2017	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	92 455,20 €
2017	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	7 000,00 €
2017	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	200 000,00 €
	Montant total	5 868 378,87 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026044

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE "DESTINATION SANTE" DISPOSITIF LES CORDEES DE LA REUSSITE - ANNEE SCOLAIRE 2017/2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les cordées de la réussite	19 090,00 €	52,38 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-23-65738-123008-1800
12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE

Adresse administrative : 61 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 94010 CRETEIL CEDEX

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Monsieur Olivier MONTAGNE, Président

N° SIRET : 19941111700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Les cordées de la réussite
Rapport Cadre : CP2017-439 du 20/09/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 23 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 6 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet, initié en 2011 par la Faculté de Médecine et le SCUIO-BAIP de l'Université Paris-Est Créteil, sous l'égide du Rectorat de l'Académie de Créteil, implique actuellement 3 lycées (du 77 et du 94) et a pour but de donner l'ambition des études de santé aux lycéens de Seine et Marne et/ou en zone d'éducation prioritaire.
Les objectifs actuels sont de développer un dispositif d'égalité des chances autour de la Première Année Commune aux Études de Santé (PACES) avec 4 thèmes majeurs :
- L'orientation active accompagnée au lycée autour des métiers de la santé (cible lycéens) ;
- L'aide à la réussite en PACES (cible étudiants)
- L'orientation et la réorientation accompagnées des étudiants en PACES (cible étudiants)

- La mise en place d'une préparation accélérée à l'entrée dans les IFSI (cibles étudiants)
- L'élargissement des actions menées depuis 2011 dans le cadre des cordées de la réussite à des établissements situés en zone rurale de Seine et Marne.

Description :
1- L'orientation active accompagnée a pour but de permettre aux lycéens première et de terminale motivés par les études de santé de mieux connaître le métier (visites culturelles et sur sites, immersions) et de s'adapter aux exigences spécifiques de la PACES (préparation en terminale avec intervention d'étudiants en médecine tuteurs)
2-L'aide à la réussite en PACES propose aux étudiants boursiers un accueil spécifique (visite de services du CHU Mondor et familiarisation avec l'environnement numérique), avec la pré-rentrée de PACES organisée le Tutorat étudiant
3- L'orientation et la réorientation accompagnées des étudiants en PACES avec mise en place d'actions sensibilisant l'étudiant sur son projet professionnel via le PEC et son ouverture sur d'autres métiers autour de la santé
4-La création d'une préparation au concours IFSI pour 20 étudiants de PACES en réorientation précoce -cf. projet détaillé
5- L'élargissement des actions aux établissements en zone rurale

Moyens mis en œuvre :
Pour chaque thème, des moyens en personnes et financiers sont nécessaires pour les actions spécifiques impliquant les lycées en cordée, la Faculté de Médecine, le SCUIO-BAIP de l'Université Paris-Est Créteil, l'association des étudiants de médecine de Créteil (AEMC) et des professionnels du secteur de la santé (Ordre des médecins et paramédicaux …)

Tutorat par des enseignants du secondaire, des étudiants de Médecine tuteurs/référents et des professionnels de l'orientation ainsi que des professionnel du secteur de la santé (ordre des médicins et paramédicaux),

Elargir le champ des visites culturelles : musée de l'histoire de la médecine, musée du CNAM, Académie de Médecine, ENVA, les hôpitaus et les écoles de formation.

Une préparation spécifique en amont de la journée Port ouverte, Forum Santé avec présentation de l'offre de formation, la marche CALIPSSO, organisée par le Groupe Hospitalier Henri Mondor et Albert Chenevier, permettant de soutenir financièrement un projet important dans le domaine de la cancérologie. Action d'information sur la recherche médicale.

Mise en place d'un dispositif de préparation aux concours d'entrée dans les IFSI,
Développement es action à destinations des établissements situés en zone rurale : visites d'entreprises, actions créatives à vocation de sensibilisation et accompagnement à la réflexion sur le prjet d'études, actions débat à vocation de sensibilisation et de réflexion sur la santé, coaching individuel et collectif.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
60 élèves de terminale S issus de trois lycées :
CHAMPIGNY : Lycée Charles Michel (40 élèves)

CHELLES : Lycées Gaston Bachelard et Jehan-de-Chelles (20 élèves)

Localisation géographique :

- CHELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures et matériel	5 040,00	26,40%
Sorties (billetterie)	400,00	2,10%
Tutorat Etudiant	1 500,00	7,86%
Suivi et coordination de la cordée	1 750,00	9,17%
Méthologie préparation concours IFSI	4 200,00	22,00%
Développement et suivi	4 200,00	22,00%
Supports de communication	2 000,00	10,48%
Total	19 090,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017	10 000,00	52,38%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et Recherche	8 000,00	41,91%
Rectorat de Créteil	1 090,00	5,71%
Total	19 090,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	292 500,00 €
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	198 000,00 €
2014	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	110 930,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	12 000,00 €
2014	Partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI) - fontionnement	291 700,00 €
2014	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	250 000,00 €

2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	110 577,66 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	3 000,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2014	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	1 750 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	261 000,00 €
2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	194 000,00 €
2015	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	114 365,00 €
2015	Mise en oeuvre d'ateliers de création urbaine	15 000,00 €
2015	Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	400 000,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	110 577,66 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	6 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	216 450,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	220 000,00 €
2016	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	118 045,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	102 728,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	6 000,00 €
2017	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	240 000,00 €
2017	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	115 290,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Renforcement des nouveaux usages et contenus numériques dans les domaines de l’e-éducation et l’e-santé	350 760,35 €
2017	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	92 455,20 €
2017	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	7 000,00 €
2017	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	200 000,00 €
	Montant total	5 868 378,87 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021928

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LPO PR METIER LE REBOURS PARIS 13EME - "CORDEE LITTERAIRE JEUNE WEPLER" ANNEE SCOLAIRE 2017/2018 - DISPORITIF LES CORDEES DE LA REUSSITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les cordées de la réussite	15 100,00 €	39,74 %	6 000,00 €
	Montant Total de la subvention		6 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-23-6574-123008-1800
12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR METIER LE REBOURS PARIS 13EME
Adresse administrative : 44 BOULEVARD AUGUSTE BLANQUI 75013 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Madame Isabel du MAS des BOURBOUX, Directrice

N° SIRET : 78454451200014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Les cordées de la réussite
Rapport Cadre : CP2017-439 du 20/09/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 23 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Faire découvrir aux élèves en STMG (management et gestion), les bac Pro Vente, commerce, accueil, gestion/administration, de la possibilité d'excercer leur profession dans le secteur du livre, de l'édition et multimédia.
- créer une cordée novatrice afin d'ouvrir les recherches dans de nouveaux champs d'orientation professionnelle.
- les élèves retenus pour participer à cette cordée le seront sur le seul critère de la motivation. Ils s'engagent à participer aux rencontres et aux activités culturelles autour de l'écriture et du monde de l'édition.

Description :
1. Durant l'année entière, seront constitués deux groupes de 20 élèves pour vivre une plongée dans le

monde culturel différent de leur domaine de spécialité.
Les lycéens établiront une liste de 4 livres, à l'issuer de leur lecture, ils choisiront leur lauréat, qui sera invité lors d'un dîner littéraire. Les élèves organiseront la soirée (mise en place des menus, création d'affiches, les invitations...),
2. Particiaption à la grande soirée du "Prix Wepler Fondation La Poste" : les élèves seront invités à rencontrer tous les écrivains de la liste établie par le jury adulte,
Pour questionner leurs goûts et réfléchir sue les enjeux de la littérature contemporaine, seront organisées des rencontres avec des professionnels de l'édition et de l'imprimerie.
3. Participation au salon du livre de Paris dans le cadre des "flaneries littéraires" pour écouter des lectures et participer à des débats,
4. Sortie à Radio France pour assiter à l'enregistrement de l'émission littéraire "le masque et la plume".
5. un tutorat est envisagé avec les étudiants de l'Institut national de formation à la librairie (INFL), afin de faire partager une expérience sur des parcours professionnels,
6. Rencontres et visites à l'université UPEC Marne la Vallée avec les étudiants en Master LACT, métiers du livre, de l'édition et multimédia.

Moyens mis en œuvre :
- achat de livres;
- organisation d'une soirée littéraire,
- création d'un film autour de la manifestation (synopsis, film, montage, mise en musique...),
- communication: faire réaliser un reportage, apprendre à rédiger des communiqués de presse, créer des affiches, et participer à une émission de radio.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
ALBERT DE MUN Paris: 20 élèves de Terminale STMG, Bac Pro Vente, Vente, Commerce, Graphisme,

LE REBOURS Paris : 20 élèves de Terminale STMG, Bac Pro Vente, ARCU.

Soit un total de 40 élèves (pour la première année d'existence de la cordée).

Localisation géographique :
- LYT LE REBOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Choix et achat de livres	2 500,00	16,56%
Organisation soirée remise du prix	2 000,00	13,25%
Ateliers rencontres professionnelles (éditeurs, imprimeurs, correcteurs...)	2 000,00	13,25%
Intervenants, animation ..	6 000,00	39,74%
Tutorat (formation des tuteurs)	1 000,00	6,62%
Fête de la librairie indépendante et participation salon du livre	600,00	3,97%
Communication globale	1 000,00	6,62%
Total	15 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	6 000,00	39,74%
CGET 75	2 000,00	13,25%
MESR et MEN	1 100,00	7,28%
Fondations	6 000,00	39,74%
Total	15 100,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	188 934,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	354 170,04 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	390 259,80 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	418 224,60 €
2015	Forfait d'externat - part personnel	395 289,29 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 903,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	270,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	6 031,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 419,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	408 972,20 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	386 292,27 €
2016	Ouverture sociale - Cordées de la réussite	20 000,00 €
2017	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 574,00 €
2017	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	272,00 €
2017	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 896,00 €
2017	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 072,00 €

2017	Développement des parcours européens des lycées professionnels	2 556,00 €
2017	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	408 041,72 €
2017	Forfait d'externat - part personnel	387 558,60 €
2017	Les cordées de la réussite	24 000,00 €
	Montant total	2 901 634,63 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024236

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ASSOCIATION GROUPE ESSEC "ARIANE-ESSAIMAGE-IDF" DISPOSITIF LES CORDEES DE LA REUSSITE ANNEE SCOLAIRE 2017/2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les cordées de la réussite	71 813,00 €	41,78 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-23-6574-123008-1800
12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION GROUPE ESSEC
Adresse administrative : AV BERNARD HIRSCH BP 105
95021 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Vicenzo ESPOSITO VINZI, Directeur Général

Date de publication au JO : 24 juin 2011

N° SIRET : 77566395800046

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Les cordées de la réussite
Rapport Cadre : CP2017-439 du 20/09/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 23 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Ari@ne-ESSAIMAGE-IDF démarre la généralisation sur toute l'Ile de France du dispositif numérique basé sur le "MOOC" "Se préparer aux études supérieures quand on est au lycée".
Le déploiement commence par la création de 3 nouvelles cordées, créées dans des logiques territoriales, par bassins d'éducation.
Chacune des 3 cordées propose 4 parcours, allant de la préparation au lycée (pour les collégiens de 3ème) à la Terminale, les élèves, accompagnés par leurs professeurs auparavant formés dans le cadre du PAF par l'ESSEC, sont amenés à se créer leur propre parcours de réussite.

Les cordées développent l'ambition, l'envie de poursuite d'études et la réussite à terme de l'insertion

professionnelle pour tous les lycéens : généraux, technologiques et professionnelles.

Description :
Ari@ne-ESSAIMAGE-ILE DE FRANCE permet de mettre en oeuvre 3 nouvelles cordées de la réussite, essaimant en Yvelines et en Seine-Saint-Denis, ce qui se fait en Val d'Oise avec les 3 cordées Ari@ne95. Ainsi, le numérique crée dès 2017-2018 un total de 6 cordées nouvelles en Ile de France

Avec ce projet les parcours numériques sont déployés en classe au service de l'égalité des chances de tous les élèves, en travaillant en étroite collaboration avec l'éducation nationale et avec les acteurs locaux de ces territoires - entreprises, collectivités locales comme la mairie de Drancy

Toutes les ressources sont gratuitement mises à disposition des enseignants.

De plus, des rencontres sont organisées entre les lycéens, des étudiants et des professionnels pour favoriser une orientation réussie

Moyens mis en œuvre :
Parmi les 3 cordées ici présentées, 2 sont déployées sur les Yvelines et une en Seine Saint-Denis.

Chaque cordée bénéficie :
- de ressources numériques pour les élèves
- de ressources pédagogiques pour les enseignants utilisées dans les classes
- d'une formation des enseignants (et progressivement une formation de formateurs)
- d'un accompagnement humain à la réussite du projet : visite dans les établissements, co-animation...
- événements pour les lycéens : rencontre avec des étudiants et des professionnels
- des étudiants de l'ESSEC et d'ailleurs interviendront dans les lycées à la demande des établissements, pour éclairer les lycéens sur la vie après le bac et répondre à toutes leurs questions.

Quelques précisions :
- Les 3 cordées de Ari@ne-ESSAIMAGE-IDF ont été validées par le Rectorat de Versailles et le Rectorat de Créteil.

- Tous les établissements partenaires, déploient les cordées à la fois en seconde, en 1ère et en Terminale,
- Dans plusieurs établissements, ces cordées concernent à la fois les filières générales, technologiques et professionnelles.
- Comme l'indique le budget, le projet Ari@ne-ESSAIMAGE-IDF est co-financé par des fonds européens.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Aubergenville : Van Gogh Seconde Générale 450
Aulnay-sous-Bois : Voillaume Seconde Générale 400
Bobigny : Charles Péguy Terminale Générale 360
Clichy-sous-Bois : Alfred Nobel Terminale Technologique 200
Drancy : Delacroix Seconde Générale 600
Saint-Germain Seconde Générale 450
Le Bourget : Germaine Tillon Seconde Générale 400

Les Mureaux : Vancanson Terminale Professionnelle 450
Mantes-la-Jolie : Saint-Exupéry Première Technologique 450
Poissy : Le Corbusier Seconde Professionnelle 450
Sartrouville : Evariste Galois Terminale Générale 450
Sourdun Internat d'excellence Sourdun Seconde Général 400
Trappes : 950 élèves issus des trois lycées suivants :
Blériot Seconde Professionnelle 200
Matisse Première Professionnelle 200
Plaine de Neauphle Seconde Générale 450

Total 5 910 lycéens

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services, matières, fournitures et services	3 282,00	1,49%
Services extérieurs : pédagogie, sorties culturelles, assurances, documentation	45 028,00	20,43%
Autres services extérieurs	1 208,00	0,55%
Autres charges de gestion courante	22 295,00	10,11%
Charges de personnel (rémunération et charges). Non éligible	148 642,00	67,43%
Total	220 455,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017	30 000,00	13,61%
CGET	30 000,00	13,61%
Fonds Eurépéens FEDER	60 000,00	27,22%
Entreprises Privées	50 000,00	22,68%
Ventes de produits finis, prestations de services et marchandises	50 455,00	22,89%
Total	220 455,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	4 500,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	6 000,00 €
2014	Ouverture sociale	35 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	3 150,00 €
2015	Ouverture sociale	28 700,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	2 700,00 €
2016	Ouverture sociale - Cordées de la réussite	40 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - Renforcement des nouveaux usages et contenus numériques dans les domaines de l'e-éducation et l'e-santé	234 322,43 €
	Montant total	354 372,43 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025888

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LYCEE NOTRE-DAME GROUPE SCOLAIRE ST-VINCENT-DE-PAUL PARIS 13ÈME - "CORDEE PRO SANTE SOCIAL" - DISPOSITIF LES CORDEES DE LA REUSSITE - ANNEE SCOLAIRE 2017/2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les cordées de la réussite	49 530,00 €	48,86 %	24 200,00 €
	Montant Total de la subvention		24 200,00 €

Imputation budgétaire : 932-23-6574-123008-1800
12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GROUPE SCOLAIRE ST-VINCENT-DE-PAUL
Adresse administrative : 49 RUE BOBILLOT
75013 PARIS
Statut Juridique :
Représentant : Madame BRIGITTE CHIBANI MANDEVILLE

N° SIRET : 78454446200012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Les cordées de la réussite
Rapport Cadre : CP2017-439 du 20/09/2017

Date prévisionnelle de début de projet : 6 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif général de cette cordée est de faciliter l'accès des élèves de l'enseignement secondaire professionnel vers l'enseignement supérieur sanitaire et social, quel que soit leur milieu socio-culturel.

Cette Cordée Sanitaire et Sociale est le résultat de nombreux échanges entre les chefs d'établissements des lycées partenaires dans le but d'ouvrir des ambitions et d'améliorer les chances de réussite en BTS des élèves de Baccalauréat Professionnel de notre filière commune sanitaire et sociale :

-Réussir son parcours de formation grâce à un appui et un suivi régulier
-Limiter l'autocensure, et préférer une attitude ambitieuse
-Favoriser les réussites dans les parcours choisis

-S'orienter positivement et non « par défaut »
-Se créer un réseau, à la fois avec les élèves des autres lycées, avec des étudiants de différents secteurs et avec des professionnels
-Développer leur curiosité et leurs capacités d'analyse.
-Préparer aux épreuves des concours d'entrée en écoles

Description :
La tête de cordée Lycée Notre Dame, lycée des Métiers de la Santé et du Social propose des formations de Bac-3 à Bac +3, du CAP à la Licence Professionnelle, par la voie scolaire et l'alternance.
Les formations soutenues par cette cordée sont des baccalauréats professionnels
-Bac Pro ASSP - Accompagnement Soins et Services à la Personne
-Bac Pro SPVL - Services de proximité et Vie Locale.

Les lycées partenaires appartiennent tous à une filière sanitaire et sociale, dans le cadre d'une approche globale de la personne, en étroite collaboration avec les professionnels de la santé, les travailleurs sociaux, les partenaires institutionnels. Les élèves concernés sont ceux des classes de Terminales et/ou de Premières selon les actions.
Le soutien de cette cordée leur donnera les moyens d'envisager des poursuites d'études notamment en BTS ESF ou SP3S. La participation est gratuite.

Moyens mis en œuvre :
-Action N° 1 : Tutorat collectif par des élèves de l'enseignement supérieur en BTS ESF

-Action N°2 : IMMERSION en supérieur, 2 jours en classe de BTS : se confronter à la réalité des enseignements et exigences de l'enseignement supérieur. Les stages d'immersion se déroulent en année de terminale, en début de 2e semestre.

-Action N°3 : Méthodologie
. Ateliers d'approfondissement de certaines matières spécifiques SMS, Biologie humaine
. Préparation aux épreuves écrites des concours : tests d'aptitudes psychotechniques
. Méthodologie d'analyse, synthèse et rédactionnelle
. Atelier de méthodologie des apprentissages : apprendre à apprendre, intelligences multiples, lecture rapide, gestion du stress
. Mind mapping : carte d'organisation d'idées pour gagner en efficacité
. découverte de son profil d'apprentissage pour mieux adapter son travail, optimiser son temps,
Méthodologie de projet : accompagnement à la préparation des dossiers de poursuite d'études, de recherches d'employeur (pour les formations supérieures en alternance…).

-Action N°4: Ouverture culturelle. Conférences thématiques, visite d'exposition et de monuments…
« Ecole du théâtre » : abonnement à 6 pièces de théâtre avec étude de l'œuvre via l'expérience d'un professionnel du théâtre - pour Tous les élèves de 1ère et Terminales, hors périodes de formation en milieu professionnel.

-Action N°5 : Développement personnel par l'improvisation théâtrale visant à développer l'écoute, l'affirmation de soi, le leadership, à réussir tout type de prestation orale.

-Action N°6 : Culture Professionnelle en lien avec l'actualité sanitaire et sociale

-Action N°7 : Communiquer pour convaincre : Concours d'éloquence

-Action N°8 : stage professionnel au Canada Partenariat) avec SAE Commission scolaire des Rives du-Saguenay. 11 sem de stage en struct sociale ou de la petite enfance- : 2 élèves sur l'ensemble des classes

Public(s) cible(s) :
121 élèves de Terminale Pro Sanitaire et sociale issus des lycées :
- Notre-Dame (Saint-Vincent de Paul) Paris 13ème (Tête de cordée)
- Carcado-Saisseval Paris 6ème,
- Institut Clorivière Paris 12ème,
- Saint-Jean de Montmartre Paris 18ème

Localisation géographique :
- LP NOTRE DAME (PARIS 13)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Tutorat et immersion Action 1 et 2	100,00	0,20%
Méthodologie, préparation à l'enseignement supérieur Action 3	2 400,00	4,85%
Ouverture culturelle Action 4	9 665,00	19,51%
Développement personnel Action 5	3 750,00	7,57%
Culture Professionnelle Action 6 et 8	3 615,00	7,30%
Coordination Intervenants et communication, journée des cordées,	30 000,00	60,57%
Total	49 530,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2017	24 200,00	48,86%
Rectorat	4 953,00	10,00%
CGET	9 900,00	19,99%
Fondation Saint Matthieu	10 477,00	21,15%
Total	49 530,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	24 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014443

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE RÉGIONALE AU MÉRITE - ANNÉE UNIVERSITAIRE 2017-2018 –BOURSES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale au mérite	3 574 900,00 €	100,00 %	3 574 900,00 €
	Montant Total de la subvention		3 574 900,00 €

Imputation budgétaire : 932-23-6513-123008-1800
12300802- Développement de l'accès à l'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CROUS CENTRE REGIONAL OEUVRE UNIV SCOLAIRES
Adresse administrative : 39 AVENUE GEORGES BERNANOS 75231 PARIS 05 CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National Administratif
Représentant :

N° SIRET : 18750006100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale au mérite
Rapport Cadre : CR96-16 du 19/05/2016

Objet du projet : attribution de l'aide régionale au mérite pour l'année universitaire 2017-2018

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'aide régionale couvre l'année universitaire 2017-2018 débutant le 1er septembre 2017.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 448 168,00 €
2018	1 494 132,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2016	Aide régionale au mérite	2 340 000,00 €
	Montant total	2 340 000,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-478

DU 18 OCTOBRE 2017

1. CPER 2015-2020
AFFECTATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME POUR LES OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES SUIVANTES :
- COMUE PARIS SEINE : CAMPUS INTERNATIONAL DE CERGY-PONTOISE -ETUDES DE PROGRAMMATION
- UNIVERSITE DE CERGY-PONTOISE : IUT DE NEUVILLE-SUR-OISE - ETUDES

2. CONVENTION AVEC LE MEDEF POUR LE PORTAIL DE L'ORIENTATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de l'éducation ;
VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 adoptant le Contrat de Plan Etat – Région 2015-2020 ;
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;
VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU la délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 relative à la révision du CPER 2015-2020
VU la délibération n° CP 2017-098 du 8 mars 2017 approuvant la convention type figurant en annexe 2 à la délibération relative au financement des projets immobiliers inscrits dans le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, décidant de participer au financement des études de programmation du Campus international de Cergy-Pontoise en affectant une autorisation de programme de 110 000 €, et relative au portail régional de l'orientation ;
VU le budget de la région Île-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-478 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du CPER 2015-2020 au financement des études de programmation du Campus International de Cergy-Pontoise tel que détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution à la COMUE Paris Seine d'une subvention d'un montant

maximum prévisionnel de 435 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type approuvée par la délibération CP 2017-098 du 8 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte, une autorisation de programme d'un montant de 435 000 € prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme PR 23-002 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur », action 423002012 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur » du budget régional 2017.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020 ;
Volet 2 « Enseignement supérieur, recherche et innovation »
Sous volet 211 « Opérations nouvelles »
Projet 21132 « Campus International de Cergy-Pontoise : études de programmation »

Axe de territorialité : région Ile-de-France.
Localisation : Cergy-Pontoise(95)

Article 2 :

Décide de participer au titre du CPER 2015-2020 au financement des études préalables à la construction d'un IUT tel que détaillé en annexe 3 à la présente délibération, par l'attribution à l'université de Cergy-Pontoise, d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de
1 000 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type approuvée par la délibération CP 2017-098 du 8 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 1 000 000 € prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme PR 23-002 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur », action 423002012 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur » du budget régional 2017.

Cette affectation relève du Contrat de projets 2015-2020 :
Volet 2 « Enseignement supérieur, recherche et innovation »
Sous volet 21 « Enseignement supérieur, recherche »
Sous volet 211 « Opérations nouvelles »
Projet 21129 « Construction d'un bâtiment pour l'IUT à Neuville, regroupant toutes les activités IUT de l'UCP, à l'exception de celles de Sarcelles (études et travaux)

Axe de territorialité : région Ile-de-France.
Localisation : Neuville-sur-Oise (95)

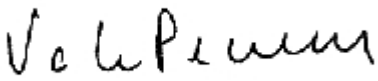
Article 3 :

Décide de l'adhésion de la Région à l'association de préfiguration du Campus international de Paris Seine en tant que membre adhérent, sous réserve de la création de cette dernière et de l'agrément des membres fondateurs.

Article 4 :

Approuve la convention jointe en annexe 4 à la présente délibération qui fixe le partenariat de la Région avec le MEDEF pour la mise à disposition de vidéos d'information sur les métiers pour le futur portail de l'orientation, et autorise la Présidente à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Etat recapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-478	Budget	2017

Chapitre	**902 - Enseignement**
Code fonctionnel	**23 - Enseignement supérieur**
Programme	**423002 - Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur**
Action	**423002012 - Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur**

Dispositif : N° 00000252 - Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche

Dossier	17014155 - CONSTRUCTION D'UN IUT A NEUVILLE-SUR-OISE			
Bénéficiaire	R3218 - UNIVERSITE CERGY PONTOISE			
Localisation	NEUVILLE-SUR-OISE			
CPER/CPRD	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE/Construction d'un bâtiment pour l'IUT à Neuville regroupant toutes les activités IUT de l'UCP sauf celles de Sarcelles - Hors CPRD			
Montant total	1 000 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 420 000,00 €	TTC	70,42 %	1 000 000,00 €	

Dossier	17014168 - ETUDES DE PROGRAMMATION DU CAMPUS INTERNATIONAL DE L'UNIVERSITE PARIS SEINE - 2ème phase			
Bénéficiaire	P0031328 - COMUE COMMUNAUTE D UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS UNIVERSITE PARIS SEINE			
Localisation	CA CERGY-PONTOISE (95-VAL D'OISE)			
CPER/CPRD	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE/Financement des études de programmation du Campus International de Cergy-Pontoise à Neuville - Hors CPRD			
Montant total	435 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
435 000,00 €	TTC	100 %	435 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000252 - Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	1 435 000,00 €

Total sur l'imputation 902 - 23 - 423002 - 423002012	1 435 000,00 €

Annexe 2 : FICHE PROJET COMUE PARIS SEINE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014168

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ETUDES DE PROGRAMMATION DU CAMPUS INTERNATIONAL DE L'UNIVERSITE PARIS SEINE - 2EME PHASE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	435 000,00 €	100,00 %	435 000,00 €
	Montant Total de la subvention		435 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-23-204182-423002-1800
423002012- Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMUE COMMUNAUTE D UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS UNIVERSITE PARIS SEINE
Adresse administrative : 1 AV BERNARD HIRSCH
95000 CERGY
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur François Germinet, Président

N° SIRET : 13001632200021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif est de préfigurer le campus international de Cergy-Pontoise (programmation, traduction spatiale, montage opérationnel), qui constitue la déclinaison immobilière du projet I-SITE.

Description :
Trois études prioriaires ont été lancées au premier semestre 2017 et ont fait l'objet d'une subvention de 110 000€ .

Il s'agit de poursuivre pour le second semestre, dans une seconde phase, avec les études suivantes:

- Suite de la programmation LIEU DE VIE(S) ET DE SAVOIR(S)/Learning Center : il est nécessaire de passer dans une nouvelle phase d'études visant à préparer et réaliser la programmation technique.

- Suite de la programmation Berges du Campus International : suite à une première étape de l'analyse portant sur les contraintes de cette zone du campus (lancée début 2017, le travail se poursuit), la COMUE souhaite lancer des études permettant de valider, dans trois domaines spécifiques, la compatibilité de la programmation des aménagements envisagés avec les règlementations ; ces études, qui complèteront l'analyse en cours, porteront sur les questions hydrauliques, écologiques et paysagères.

- Etude de faisabilité « rond point / échange à niveau » des Berges.

L'analyse des contraintes de la zone Berges a aussi révélé le besoin d'approfondir la question de la desserte de cette partie du campus. La zone est actuellement traversée principalement par la RD 203 et se situe à proximité d'un échangeur entre la RD 203, le boulevard de l'Hautil (lien avec le Hub) et le secteur Ham (secteur de développement des Berges). Les caractéristiques routières de la RD 203 et de l'échangeur ne correspondent pas aux besoins d'accès du campus des Berges, ni à sa desserte par différents modes de déplacement incluant des mobilités douces. L'étude Devillers propose de remplacer l'échangeur par un rond point / échange à niveau qui permettra de créer un accès direct aux Berges du campus et d'apaiser la circulation sur l'actuel RD 203. Pour confirmer cette proposition et définir les prochaines étapes d'un tel projet, la COMUE souhaite lancer cette étude de faisabilité

- Etudes pré-opérationnelles « Parc du campus - fonctionnement du Hub » : (1) définition des fonctionnalités du parc éco-work comme « centre du campus urbain » et son articulation avec les équipements / programmes du Hub ; (2) approfondissement du fonctionnement du Hub (mobilité, circulations, mise en qualité des espaces etc.) et de son lien avec les Berges du campus ; (3) premières études et/ou maquettes pour les réalisations du Hub (par exemple : ouverture de l'ESSEC sur le parc)

- Bilan économique global du Campus International Paris Seine : analyse des enjeux de financement des programmes du Campus International, en investissement et en fonctionnement, et proposition d'un (ou de différents modèles de) montage économique et financier du projet global. L'étude proposera un / des plan(s) d'action pour réaliser le(s) montage(s) proposé(s), incluant des propositions de portage opérationnel.

Le montant global de ces études s'élève à 435 000 € TTC.

Moyens mis en œuvre :

La COMUE Université Paris Seine s'appuiera sur des prestataires extérieurs pour réaliser ces différentes études.

Intérêt régional : A l'occasion de la révision du CPER 2015-2020 en décembre 2016, la Région a souhaité rééquilibrer ses financements en faveur des acteurs universitaires et scientifiques porteurs d'un projet I-SITE.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :

Etudiants, enseignants, personnels administratifs et techniques.

Localisation géographique :

- CA CERGY-PONTOISE (95-VAL D'OISE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE/Financement des études de programmation du Campus International de Cergy-Pontoise à Neuville

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes de programmation	435 000,00	100,00%
Total	435 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	435 000,00	100,00%
Total	435 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	0,00 €
2018	200 000,00 €
2019	235 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Insertion professionnelle des doctorants	8 000,00 €
2017	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	110 000,00 €
	Montant total	118 000,00 €

Annexe 3 : FICHE PROJET UNIVERSITE DE CERGY-PONTOISEE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014155

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : CONSTRUCTION D'UN IUT A NEUVILLE-SUR-OISE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	1 420 000,00 €	70,42 %	1 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-23-204182-423002-1800
423002012- Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE CERGY PONTOISE
Adresse administrative : 33 BOULEVARD DU PORT
95011 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur François GERMINET, Président

N° SIRET : 19951793900013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet porté par l'Université de Cergy-Pontoise vise le regroupement des formations de l'IUT (actuellement dispersées sur 4 sites) dans un bâtiment unique situé à Neuville-sur-Oise, pour près de 1700 étudiants formés au sein de 7 spécialités de DIUT et de 17 licences professionnelles.

Description :
Le projet de rénovation et de construction porte sur un ensemble immobilier d'une surface plancher de 7 508 m² proposant :

- Un pôle Enseignement ;
- Des plateformes Technologiques;
- Des espaces de travail ;
- Des espaces administratifs ;
- Un pôle entrepreneuriat
- Des locaux logistiques et techniques
- Des espaces d'accueil et de vie

La construction de ce bâtiment technologique comprend l'organisation d'un concours de maîtrise d'œuvre et la réalisation d'études techniques et d'ingénierie préalables.

Moyens mis en œuvre :
Le montant des études de maîtrise d'œuvre et d'ingénierie, de la phase concours au DCE s'élève à 1420 000 € TTC.

Intérêt régional : La Région Ile-de-France a mis au cœur de ses priorités l'amélioration des conditions de vie et d'études des étudiants franciliens. Cet engagement se traduit dans la signature avec l'Etat le 9 juillet 2015 du CPER 2015-2020 qui vise à conforter le rayonnement international de la Région capital en offrant aux 18 000 étudiants franciliens et aux 680 enseignants chercheurs des espaces de travail de bonne qualité.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Enseignants, chercheurs, étudiants, personnels administratifs et techniques, entreprises

Localisation géographique :
- NEUVILLE-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE/Construction d'un bâtiment pour l'IUT à Neuville regroupant toutes les activités IUT de l'UCP sauf celles de Sarcelles

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes de maitrise d'oeuvre du concours au DCE	1 420 000,00	100,00%
Total	1 420 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	1 000 000,00	70,42%
Etat	290 000,00	20,42%
fonds propres	130 000,00	9,15%
Total	1 420 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	0,00 €
2018	300 000,00 €
2019	700 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	202 500,00 €
2014	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	3 000,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	47 587,50 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	36 500,00 €
2015	Accompagnement VAE renforcé	3 600,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	158 850,00 €
2015	Manifestations scientifiques hors DIM	4 000,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	47 587,50 €
2015	SESAME	350 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	36 500,00 €
2015	Soutien aux actions en faveur de la démocratisation de l'enseignement supérieur	15 000,00 €
2016	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	196 133,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	134 100,00 €
2016	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	150 000,00 €
2016	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	47 587,50 €
2017	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	500 000,00 €
2017	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	44 550,00 €
	Montant total	2 079 695,50 €

Annexe 4 : Convention avec le MEDEF - Portail de l'Orientation

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNES
Le Mouvement des Entreprises de France « MEDEF » situé 55, avenue Bosquet à Paris VIIème
représenté par son président, Pierre GATTAZ

ci-après désigné par **«MEDEF »,**

D'une part,

ET :

La Région Ile-de-France
dont le siège est situé 33, rue Barbet-de-Jouy à Paris VIIème
représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération N° CPXX-XXX du XX

ci-après désignée par **« Région Ile-de-France»**,

D'autre part,

Ci-après désignés ensemble « parties ».

PREAMBULE

La Région crée le futur Portail régional de l'Orientation. C'est un outil qui réunit de nombreux acteurs franciliens dans le but de soutenir les démarches d'orientation, d'accompagner les parcours professionnels et d'améliorer l'emploi en Ile-de-France.
Il apportera aux franciliens des informations complètes, actualisées et concrètes et des outils pratiques adaptés à leurs besoins. Le portail sera véritablement centré sur l'emploi sur le territoire puisqu'il proposera des données précises et actuelles sur tous les métiers notamment ceux les plus représentés en Ile de France.

Souhaitant proposer un choix large de vidéos métiers, la Région Ile-de-France veut mettre en place un partenariat avec le MEDEF en vue de la mise à disposition de vidéos d'information sur les métiers issues de ses programmes « Beau Travail » et « Rue de la formation » sur son portail de l'orientation qui sera accessible à tous.

Dans ce cadre, les parties se sont accordées pour établir un contrat de partenariat :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer le cadre général du partenariat entre les parties et de définir les termes et les conditions dans lesquelles les parties vont coopérer afin d'assurer l'alimentation et la diffusion de ressources au sein du portail régional de l'orientation.

Par le présent partenariat, le MEDEF autorise la Région Ile-de-France à réaliser des liens profonds à partir du site du portail de l'orientation pointant des ressources vidéo produites par le MEDEF et hébergées sur les sites internet du MEDEF www.beautravail.org et www.ruedelaformation.org .

ARTICLE 2 : CONTRIBUTIONS DES PARTIES

Les parties envisagent de collaborer selon les modalités suivantes.
La liste des ressources sélectionnées par la Région Ile-de-France sera communiquée ultérieurement au MEDEF.

2.1 Obligation de la Région Ile-de-France

La Région Ile-de-France s'engage à tenir informé le MEDEF des ressources vidéo du site appartenant au MEDEF en lui transmettant la liste des ressources pour lesquelles des liens profonds seront créés sur le site du MEDEF.

La Région Ile-de-France s'engage à apposer les logos officiels du MEDEF selon les modalités définies à l'article 5 de la convention.

2.2 Obligations du MEDEF

Le MEDEF autorise gratuitement la Région Ile-de-France à créer des liens profonds en direction de son site. La Région Ile-de-France s'engage à tenir informé le MEDEF en cas de retrait des ressources diffusées sur le site internet qu'il anime, rendues accessibles sur le portail de l'orientation.

Le MEDEF garantit à la Région Ile-de-France qu'il a obtenu auprès de l'ensemble des ayants droit des ressources vidéo de son site les autorisations nécessaires pour l'exploitation de ces ressources prévue dans le cadre du présent partenariat.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS GENERALES

Les parties s'obligent mutuellement à se tenir informées des difficultés éventuellement rencontrées dans le cadre du présent partenariat, pour qu'ensemble elles puissent rapidement décider des solutions adaptées.

ARTICLE 4 : DUREE

La présente convention prend effet à la date de sa signature pour une durée d'un an
La convention pourra ensuite être renouvelée avec l'accord de l'ensemble des parties.
Toute modification des conditions d'exécution de la présente convention sera constatée par les parties par voie d'avenant.

ARTICLE 5 : MENTIONS LEGALES – LOGOS

Il est expressément prévu que le site internet où seront diffusées les ressources vidéo est protégé par la législation française sur la propriété intellectuelle et que tous les droits sont réservés.

Notamment il est fait mention auprès du public que tout élément composant ce site est protégé par le droit d'auteur et que **toute utilisation totale ou partielle, de ce site** ou des éléments qui le composent (ressources, textes, illustrations graphiques animées ou non, icônes, photographies, plans, cartes, logos, séquences vidéos, sons ou images, etc.)**, par quelque procédé que ce soit est interdite et constituerait une contrefaçon, sauf autorisation expresse du conseil régional d'Île-de-France** ou exception expressément autorisée par la loi**..**

La mention suivante devra systématiquement figurer sur chacune des fiches présentant un lien profond vers une ressource vidéo du site du MEDEF : « Cette vidéo est issue du site beautravail.org ou ruedelaformation.org selon la vidéo concernée».

Par ailleurs, il sera fait mention du logo du MEDEF au sein du site internet. Le MEDEF autorise ainsi que son logo soit reproduit au sein de la rubrique « partenaires » du portail de l'orientation et transmettra ainsi dans les meilleurs délais son logo pour intégration au sein du site internet.

ARTICLE 6: RESILIATION

En cas de violation ou d'inexécution totale ou partielle par l'une ou l'autre des parties de l'une quelconque des obligations prévues à la présente convention, la présente convention pourra être résiliée par l'autre partie trente jours après que soit restée infructueuse une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées adressée à la partie défaillante par lettre recommandée avec accusé de réception.

A l'issue de ce délai, la décision de résiliation devra être confirmée par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception signée de la partie plaignante et adressée à la partie défaillante. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations qu'elle aura contractées en vertu de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

ARTICLE 7 : LITIGES

La présente convention est régie par les lois et règlements français.

Les parties conviennent de tenter de régler à l'amiable les différends ou litiges qui viendraient à se produire par suite ou à l'occasion de la présente convention. A défaut d'accord amiable entre les parties dans un délai de trois mois calendaires à compter de leur survenance, tout litige sera porté par la partie la plus diligente devant les tribunaux français compétents.

Fait à Paris Le ……

En 2 (DEUX) exemplaires originaux.

Pour la Région Ile-de-France

Pour le MEDEF

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-458

DU 18 OCTOBRE 2017

AIDE EN FAVEUR DU LOGEMENT DES ÉTUDIANTS, DES JEUNES ET DES APPRENTIS
QUATRIÈME AFFECTATION POUR 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par amendement à la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;
VU La délibération n° CR 132-09 du 26 novembre 2009 portant approbation du Schéma régional du logement étudiant ;
VU La délibération n° CR 39-15 du 19 juin 2015 portant actualisation du schéma régional du logement étudiant ;
VU La délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017 relative à l'action régionale pour la production de logements - amélioration et simplification de la politique régionale en faveur du logement social ;
VU La délibération n° CP 2017-133 du 17 mai 2017 relative à l'aide en faveur du logement des étudiants, des jeunes et des apprentis - Deuxième affectation pour 2017 ;
VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU l'avis de la commission du logement et de la politique de la ville ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU le rapport n°CP 2017-458 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien régional à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants » de la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017, au financement des projets de création de résidences étudiantes détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 3 759 600 €.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **3 759 600 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat – Logement », programme HP

54-005 (154005) « Action en faveur du logement des jeunes », action 15400501 « Logements des étudiants » du budget 2017, répartie conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 2017-133 du 17 mai 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien régional à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants » de la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017, au financement du projet de création d'une résidence pour jeune détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 768 000 €.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **768 000 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat – Logement », programme HP 54-005 (154005) « Action en faveur du logement des jeunes », action 15400502 « Logements des jeunes et des apprentis » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2017-133 du 17 mai 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions identifiées ci-dessous, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, en application de l'article 17 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

N° de dossier	Opération	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17002306	réalisation, hors charge foncière, d'une résidence pour jeunes de 64 logements PLAI, offrant 64 places, sise 58-66, rue de Mouzaia à Paris (19ème)	RIVP REGIE IMMOBILIERE DE LA VILLE DE PARIS	22/05/2017
17002307	réalisation, hors charge foncière, d'une résidence pour étudiants de 103 logements PLUS, offrant 127 places, sise 58-66, rue de Mouzaia à Paris (19ème)	RIVP REGIE IMMOBILIERE DE LA VILLE DE PARIS	22/05/2017

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : État récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-458	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154005 - Action en faveur du logement des jeunes**
Action	**15400501 - Logements des étudiants**

Dispositif : N° 00000996 - Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants

Dossier	EX021130 - 75 - PARIS 13EME - ZAC RIVE GAUCHE B1 A1/A2 - RESIDENCE ETUDIANTE 92 PLUS			
Bénéficiaire	R6846 - RIVP REGIE IMMOBILIERE DE LA VILLE DE PARIS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	744 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 448 787,00 €	TTC	8,81 %	744 000,00 €	

Dossier	15018800 - 75 - PARIS 14EME - TOMBE ISSOIRE - RESIDENCE ETUDIANTE 29 PLUS			
Bénéficiaire	R17255 - L HABITATION CONFORTABLE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	376 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 141 404,00 €	TTC	11,97 %	376 000,00 €	

Dossier	17000113 - 91 - PALAISEAU - ZAC POLYTECHNIQUE LOT P2.1.A - RESIDENCE ETUDIANTE 192 PLUS/PLS			
Bénéficiaire	R34240 - LOGEMENT FRANCILIEN			
Localisation	PALAISEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 623 600,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
17 109 557,00 €	TTC	9,49 %	1 623 600,00 €	

Dossier	17002307 - 75 - PARIS 19 - RUE MOUZAIA - RESIDENCE ETUDIANTE 103 PLUS			
Bénéficiaire	R6846 - RIVP REGIE IMMOBILIERE DE LA VILLE DE PARIS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 016 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 746 296,00 €	TTC	11,62 %	1 016 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-458	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000996 - Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	3 759 600,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154005 - 15400501	3 759 600,00 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154005 - Action en faveur du logement des jeunes**
Action	**15400502 - Logements des jeunes et des apprentis**

Dispositif : N° 00000996 - Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants

Dossier	17002306 - 75 - PARIS 19 - RUE DE MOUZAIA - RESIDENCE JEUNES 64 PLAI			
Bénéficiaire	R6846 - RIVP REGIE IMMOBILIERE DE LA VILLE DE PARIS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	768 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 531 642,00 €	TTC	16,95 %	768 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000996 - Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	768 000,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154005 - 15400502	768 000,00 €

Annexe 2 : Fiches projets

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021130

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 75 - PARIS 13EME - ZAC RIVE GAUCHE B1 A1/A2 - RESIDENCE ETUDIANTE 92 PLUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	8 448 787,00 €	8,81 %	744 000,00 €
	Montant Total de la subvention		744 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-200
15400501- Logements des étudiants

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RIVP REGIE IMMOBILIERE DE LA VILLE DE PARIS
Adresse administrative : 11 AV DE LA PORTE D ITALIE
75013 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame FREDERIQUE CALANDRA, Présidente

Objet : Construire pour la location des logements sociaux et des équipements annexes liés à la vie économique et sociale (locaux d'activités, commerces, crèches...).
Développer l'offre de logements par l'acquisition de biens immobiliers ou lots de copropriété.
Rénover, restructurer, réhabiliter le bâti ancien et améliorer le patrimoine existant.
Louer et entretenir les logements, les équipements et les parties communes.
Accompagner et offrir un suivi social individualisé des locataires.

N° SIRET : 55203270800216

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, d'une résidence étudiante de 92 logements PLUS, offrant 93 places, sise rue Jean-Baptiste Berlier / quai d'Ivry / boulevard du Général d'Armée Jean-Simon, ZAC Paris Rive Gauche (lots B1 A1-A2) à Paris (13ème)

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La résidence sera composée de 92 T1' dont le plus grand sera destiné à un couple.

Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain (valorisation des déchets)
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement

Lerichemont assurera la gestion de la résidence. Les redevances prévisionnelles s'élèveront à 416,09 € par personne. Ce montant pourra varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant. Le détail des redevances est donné en annexe 2 du présent rapport.

Détail du calcul de la subvention :

Calcul de la subvention : 8.448.787 € x 20% = 1.689.757 €

Plafond : 93 places x 8.000 € = 744.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	8 980 268,00	100,00%
Total	8 980 268,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	486 157,00	5,41%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	2 000 000,00	22,27%
SUBVENTION COMMUNE (ATTRIBUEE)	2 113 843,00	23,54%
PRETS CDC	3 636 268,00	40,49%
SUBVENTION REGION	744 000,00	8,28%
Total	8 980 268,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 352 000,00 €
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 063 384,00 €
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	300 000,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	353 037,00 €
2014	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	1 000 000,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	91 822,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	744 308,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	727 177,00 €
2014	Soutien à l'immobilier d'entreprises	1 000 000,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 176 000,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 977 467,00 €
2015	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	60 000,00 €
2015	Services et accueils de jour pour les personnes sans abri, les familles demandeuses d'asile et les réfugiés	100 000,00 €
2015	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	5 000 000,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 192 000,00 €
2017	Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	456 000,00 €
	Montant total	9 589 177,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018800

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 75 - PARIS 14EME - TOMBE ISSOIRE - RESIDENCE ETUDIANTE 29 PLUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	3 141 404,00 €	11,97 %	376 000,00 €
	Montant Total de la subvention		376 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-200
15400501- Logements des étudiants

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L HABITATION CONFORTABLE
Adresse administrative : 21 B RUE CLAUDE BERNARD
75005 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Roger MADEC, Président

N° SIRET : 57219645900075

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, d'une résidence étudiante de 29 logements PLUS offrant 47 places sise 80, rue de la Tombe Issoire à Paris (14ème)

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La résidence sera composée de 11 T1 et 18 T2 (colocation 2 personnes)

Les étudiants en colocation bénéficieront, au même titre que les autres étudiants, des locaux communs et services de la résidence.

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification Patrimoine habitat & environnement, BBC Effinergie Rénovation

Le CROUS de Paris assurera la gestion de la résidence. Les redevances prévisionnelles varieront de 319,23 € à 372,17 € par personne. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant. Le détail des redevances est donné en annexe 2 du présent rapport.

Détail du calcul de la subvention :

Calcul de la subvention : 3.141.404 € x 20% = 628.281 €

Plafond : 47 places x 8.000 € = 376.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 375 743,00	100,00%
Total	3 375 743,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	175 176,00	5,19%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	1 320 534,00	39,12%
SUBVENTION COMMUNE (SOLLICITEE)	24 290,00	0,72%
PRETS CDC	1 479 743,00	43,83%
SUBVENTION REGION	376 000,00	11,14%
Total	3 375 743,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002306

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 75 - PARIS 19 - RUE DE MOUZAIA - RESIDENCE JEUNES 64 PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	4 531 642,00 €	16,95 %	768 000,00 €
	Montant Total de la subvention		768 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-200
15400502- Logements des jeunes et des apprentis

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RIVP REGIE IMMOBILIERE DE LA VILLE DE PARIS
Adresse administrative : 11 AV DE LA PORTE D ITALIE
75013 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame FREDERIQUE CALANDRA, Présidente

Objet : Construire pour la location des logements sociaux et des équipements annexes liés à la vie économique et sociale (locaux d'activités, commerces, crèches...).
Développer l'offre de logements par l'acquisition de biens immobiliers ou lots de copropriété.
Rénover, restructurer, réhabiliter le bâti ancien et améliorer le patrimoine existant.
Louer et entretenir les logements, les équipements et les parties communes.
Accompagner et offrir un suivi social individualisé des locataires.

N° SIRET : 55203270800216

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, hors charge foncière, d'une résidence pour jeunes de 64 logements PLAI, offrant 64 places, sise 58-66, rue de Mouzaia à Paris (19ème)

Date prévisionnelle de début de projet : 22 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à démarrer les travaux pour faire coïncider l'ouverture de la résidence avec la rentrée universitaire et afin de respecter les engagements contractuels pris avec l'Etat qui a cédé le foncier.

Description :
La résidence sera composée de 47 T1, 13 T1' et 4 T1 bis.

Chauffage/ECS : collectif gaz et récupération de chaleur sur eaux grises
Caractéristiques techniques : Certification Patrimoine, habitat & environnement, BBC Effinergie Rénovation

Le CROUS de Paris assurera la gestion de la résidence. Les redevances prévisionnelles varieront de 344,40 € à 522 € par personne. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant. Le détail des redevances est donné en annexe 2 du présent rapport.

Détail du calcul de la subvention :

Calcul de la subvention : 4.531.642 € x 20% = 906.328 €

Plafond : 64 places x 12.000 € = 768.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	7 013 364,00	100,00%
Total	7 013 364,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	736 004,00	10,49%
PRIME SPECIFIQUE	561 587,00	8,01%
SUBVENTION COMMUNE (ATTRIBUEE)	1 262 409,00	18,00%
PRETS CDC	3 388 834,00	48,32%
PRET	216 831,00	3,09%
FONDS PROPRES	79 699,00	1,14%
SUBVENTION REGION	768 000,00	10,95%
Total	7 013 364,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 352 000,00 €
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 063 384,00 €
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	300 000,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	353 037,00 €
2014	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	1 000 000,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	91 822,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	744 308,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	727 177,00 €
2014	Soutien à l'immobilier d'entreprises	1 000 000,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 176 000,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 977 467,00 €
2015	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	60 000,00 €
2015	Services et accueils de jour pour les personnes sans abri, les familles demandeuses d'asile et les réfugiés	100 000,00 €
2015	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	5 000 000,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 192 000,00 €
2017	Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	456 000,00 €
	Montant total	9 589 177,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002307

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 75 - PARIS 19 - RUE MOUZAIA - RESIDENCE ETUDIANTE 103 PLUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	8 746 296,00 €	11,62 %	1 016 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 016 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-200
15400501- Logements des étudiants

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RIVP REGIE IMMOBILIERE DE LA VILLE DE PARIS
Adresse administrative : 11 AV DE LA PORTE D ITALIE
75013 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame FREDERIQUE CALANDRA, Présidente

Objet : Construire pour la location des logements sociaux et des équipements annexes liés à la vie économique et sociale (locaux d'activités, commerces, crèches...).
Développer l'offre de logements par l'acquisition de biens immobiliers ou lots de copropriété.
Rénover, restructurer, réhabiliter le bâti ancien et améliorer le patrimoine existant.
Louer et entretenir les logements, les équipements et les parties communes.
Accompagner et offrir un suivi social individualisé des locataires.

N° SIRET : 55203270800216

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, hors charge foncière, d'une résidence pour étudiants de 103 logements PLUS, offrant 127 places, sise 58-66, rue de Mouzaia à Paris (19ème)

Date prévisionnelle de début de projet : 22 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à démarrer les travaux pour faire coïncider l'ouverture de la résidence avec la rentrée universitaire et afin de respecter les engagements contractuels pris avec l'Etat qui a cédé le foncier.

Description :
La résidence sera composée de 83 T1, 5 T1', 1 T1 bis, 7 T2 (colocation 2 personnes), 6 T3 (colocation 3 personnes) et 1 T6 (colocation 6 personnes).

Les étudiants en colocation bénéficieront, au même titre que les autres étudiants, des locaux communs et services de la résidence.

Chauffage/ECS : collectif gaz et récupération de chaleur sur eaux grises
Caractéristiques techniques : Certification Patrimoine, habitat & environnement, BBC Effinergie Rénovation

Le CROUS de Paris assurera la gestion de la résidence. Les redevances prévisionnelles varieront de 344,40 € à 424,80 € par personne. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant. Le détail des redevances est donné en annexe 2 du présent rapport.

Détail du calcul de la subvention :

Calcul de la subvention : 8.746.296 € x 20% = 1.749.259 €

Plafond : 127 places x 8.000 € = 1.016.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	12 168 203,00	100,00%
Total	12 168 203,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	169 222,00	1,39%
SUBVENTION COMMUNE (ATTRIBUEE)	3 830 778,00	31,48%
PRETS CDC	6 621 213,00	54,41%
PRET	530 990,00	4,36%
SUBVENTION REGION	1 016 000,00	8,35%
Total	12 168 203,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 352 000,00 €
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 063 384,00 €
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	300 000,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	353 037,00 €
2014	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	1 000 000,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	91 822,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	744 308,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	727 177,00 €
2014	Soutien à l'immobilier d'entreprises	1 000 000,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 176 000,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 977 467,00 €
2015	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	60 000,00 €
2015	Services et accueils de jour pour les personnes sans abri, les familles demandeuses d'asile et les réfugiés	100 000,00 €
2015	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	5 000 000,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 192 000,00 €
2017	Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	456 000,00 €
	Montant total	9 589 177,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000113

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 91 - PALAISEAU - ZAC POLYTECHNIQUE LOT P2.1.A - RESIDENCE ETUDIANTE 192 PLUS/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	17 109 557,00 €	9,49 %	1 623 600,00 €
	Montant Total de la subvention		1 623 600,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-200
15400501- Logements des étudiants

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LOGEMENT FRANCILIEN
Adresse administrative : 18 AV D ALSACE
92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Gérard SEIGNE, Président

N° SIRET : 48993840700272

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, d'une résidence étudiante de 192 logements (96 PLUS - 96 PLS) offrant 282 places (96 PLUS - 186 PLS) sise avenue de la Vauve / boulevard Gaspard Monge, ZAC du quartier de l'Ecole Polytechnique (lot P 2.1.A), à Palaiseau

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La résidence sera composée de 138 T1, 18 T1' pour couples et 36 T4 en colocation (3 personnes).

Les étudiants en colocation bénéficieront, au même titre que les autres étudiants, des locaux communs et services de la résidence.

Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain (géothermie)
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE, label Effinergie + et niveau RT 2012 - 20%

L'ALJT assurera la gestion de la résidence. Les redevances prévisionnelles varieront de 223,30 € à 409,13 € par personne. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant. Le détail des redevances est donné en annexe 2 du présent rapport.

Détail du calcul de la subvention :

Calcul de la subvention : 17.109.557 € x 20% = 3.421.911 €

Plafond : (96 places x 8.000 €) + (186 places x 4 600 €) = 1.623.600 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 5 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PALAISEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	19 020 697,00	100,00%
Total	19 020 697,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	266 634,00	1,40%
PRETS CDC	14 058 463,00	73,91%
FONDS PROPRES	3 072 000,00	16,15%
SUBVENTION REGION	1 623 600,00	8,54%
Total	19 020 697,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 341 500,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	372 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	778 657,00 €
2015	Logement social pour personnes sans abri	551 769,56 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	410 000,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	58 465,00 €
2015	Politique énergie climat	36 620,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	864 960,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	521 821,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	403 599,89 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	514 620,00 €
	Montant total	5 400 946,45 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-462

DU 18 OCTOBRE 2017

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE D'AIDE À LA CRÉATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX
QUATRIÈME AFFECTATION POUR 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU La délibération du Conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission Permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017 relative à la production de logements et à l'amélioration et simplification de la politique régionale en faveur du logement social ;
VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;
VU La délibération n° CP 14-676 du 20 novembre 2014 portant notamment attribution de subventions en faveur du logement social et très social ;
VU La délibération n° CP 2017-060 du 8 mars 2017 approuvant les modalités de mise en œuvre de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 et la convention-type relative à l'engagement annuel de recrutement de stagiaires et portant affectation de subventions en faveur du logement social, très social et intermédiaire ;
VU La délibération n° CP 2017-134 du 17 mai 2017 portant notamment approbation de la convention type relative à l'aide régionale en faveur de la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires et affectation de subventions en faveur du logement social, très social et intermédiaire ;
VU La délibération n° CP 2017-251 du 5 juillet 2017 portant notamment approbation de signature de conventions dans le cadre de la mise en œuvre de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 et affectation de subventions en faveur du logement social, très social et intermédiaire ;
VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017 ;
VU L'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission du logement et de la politique de la ville ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-462 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif «Soutien aux logements familiaux de type PLS » de la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017, au financement des projets de logements détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 1 421 197 €.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **1 421 197 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat – Logement », programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social », action 15400201 « Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires » du budget 2017, répartie conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif «Soutien aux logements familiaux de type PLUS » de la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017, au financement des projets de logements détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 4 093 595 €.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **4 093 595 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » code fonctionnel 54 « Habitat – Logement » programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social » action 15400202 « Aide à la création de logements locatifs sociaux » du budget 2017, répartie conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien aux logements très sociaux de type PLAI » de la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017, au financement des projets de logements détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 5 171 461 €.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **5 171 461 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » code fonctionnel 54 « Habitat – Logement » programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social » action 15400203 « Aide à la création de logements locatifs très sociaux » du budget 2017, répartie conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 4 :

Subordonne le versement des subventions des opérations décrites en annexe 2 à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2017-134 du 17 mai 2017 et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Article 5 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, en application de l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

N° de dossier	Opération	Bénéficiaire	OS/Date prévisionnelle de démarrage
16016091	réalisation de 117 logements PLS sis place Jean Bart à Neuilly-sur-Marne	EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE	16/02/2017

Article 6 :

Transfère à l'OPH Val d'Oise habitat les deux subventions détaillées ci-dessous, votées par délibération n° CP 14-676 du 20 novembre 2014 en faveur de l'Opievoy, pour la réalisation de 10 logements PLUS/PLAI situés rue Ferdinand Berthoud à Argenteuil :

- Subvention dossier n° 12020782 d'un montant de 38 142 € ;
- Subvention dossier n° 12020783 d'un montant de 60 000 €.

Subordonne le versement de ces deux subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 11-868 du 16 novembre 2011 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 7 :

Approuve l'avenant, en annexe 3, aux 27 conventions relatives à l'aide régionale en faveur de la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires et portant sur les subventions attribuées en faveur de la SA d'HLM Immobilière 3 F par délibérations n° CP 2017-060 du 8 mars 2017, CP 2017-134 du 17 mai 2017 et CP 2017-251 du 5 juillet 2017.

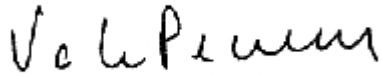
Subordonne le versement des 27 subventions à la signature dudit avenant et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 8 :

Approuve l'avenant, en annexe 4, aux 2 conventions relatives à l'aide régionale en faveur de la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires et portant sur les subventions attribuées en faveur de l'association Fréha, par délibération n° CP 2017-134 du 17 mai 2017.

Subordonne le versement des 2 subventions à la signature dudit avenant et autorise la présidente du Conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-462	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154002 - Développement du parc locatif social**
Action	**15400201 - Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires**

Dispositif : N° 00000994 - Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial

Dossier	EX019722 - 77- SAVIGNY-LE-TEMPLE - CLOS FAVIERE - 10 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R22606 - VALOPHIS CHAUMIERE IDF			
Localisation	SAVIGNY-LE-TEMPLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
251 244,00 €	TTC	3,98 %	10 000,00 €	

Dossier	EX019758 - 95 - GARGES LES GONESSE - RUE DU COLONEL FABIEN - 25 PLS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	GARGES-LES-GONESSE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	125 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 067 055,00 €	TTC	4,08 %	125 000,00 €	

Dossier	EX022753 - 78 -TRIEL-SUR-SEINE - RUE DE SABLONVILLE 20 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE			
Localisation	TRIEL-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
431 958,00 €	TTC	4,63 %	20 000,00 €	

Dossier	EX024139 - 78 - HOUILLES - RUE ROBESPIERRE/QUARTIER DE LA GARE 40 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R7008 - BATIGERE ILE DE FRANCE SA D'HLM			
Localisation	HOUILLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	33 855,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
677 098,00 €	TTC	5 %	33 855,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-462	Budget	2017

Dossier	EX025054 - 94 - VILLENEUVE SAINT GEORGES - 88 ET 96BIS AVENUE DE CHOISY - 86 PLS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	430 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 212 260,00 €	TTC	3,84 %	430 000,00 €	

Dossier	EX025405 - 94 - FRESNES - RUE DES FRERES LUMIERE - 16 PLS - 60 LOGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	FRESNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	77 700,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 553 998,00 €	TTC	5 %	77 700,00 €	

Dossier	16011583 - 78 - VAUX SUR SEINE - GENERAL DE GAULLE - 40 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R6850 - SA D'HLM LOGIREP			
Localisation	VAUX-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	34 889,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
697 774,00 €	TTC	5 %	34 889,00 €	

Dossier	16016091 - 93 - NEUILLY SUR MARNE - PLACE JEAN BART - 117 PLS			
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE			
Localisation	NEUILLY-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	585 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 477 933,00 €	TTC	3,78 %	585 000,00 €	

Dossier	17003411 - 78 - LA CELLE SAINT CLOUD - AV DE LOUVECIENNES - 13 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R5029 - SA D'HLM ICF LA SABLIERE			
Localisation	LA CELLE-SAINT-CLOUD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
285 033,00 €	TTC	3,51 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-462	Budget	2017

Dossier	17004937 - 95 - VAUREAL - AVENUE GAVROCHE - 55 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R1771 - ERIGERE			
Localisation	VAUREAL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	55 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 362 615,00 €	TTC	4,04 %	55 000,00 €	

Dossier	17008545 - 95 - DEUIL LA BARRE - 103 ROUTE DE SAINT DENIS - 19 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R6850 - SA D'HLM LOGIREP			
Localisation	DEUIL-LA-BARRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 753,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
495 068,00 €	TTC	5 %	24 753,00 €	

Dossier	17012416 - 91 - SAINT-MICHEL-SUR-ORGE - RUE SAINT EXUPERY - 12 PLAI/PLUS/PLS			
Bénéficiaire	R5019 - ESSONNE HABITAT			
Localisation	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
434 302,00 €	TTC	3,45 %	15 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000994 - Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 421 197,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154002 - 15400201	1 421 197,00 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154002 - Développement du parc locatif social**
Action	**15400202 - Aide à la création de logements locatifs sociaux**

Dispositif : N° 00000994 - Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-462	Budget	2017

Dossier	EX019719 - 77 - SAVIGNY LE TEMPLE - CLOS FAVIERE - 10 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R22606 - VALOPHIS CHAUMIERE IDF			
Localisation	SAVIGNY-LE-TEMPLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 085,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
601 702,00 €	TTC	5 %	30 085,00 €	

Dossier	EX019946 - 91 - NOZAY - RUE DES PYLANDRIES CHEMIN DE LA POUPARDIERE 37 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R13001 - ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE			
Localisation	NOZAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	175 663,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 513 259,00 €	TTC	5 %	175 663,00 €	

Dossier	EX020971 - 77-BOISSISE-LE-ROI - RUE DU MOULIN MONTGERMONT - 6 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R22455 - LOGIVAM LE LOGEMENT FAMILIAL SOISSONS ET AISNE			
Localisation	BOISSISE-LE-ROI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 449,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
348 978,00 €	TTC	5 %	17 449,00 €	

Dossier	EX021280 - 95 - SAINT WITZ - 32 RUE DE PARIS - 39 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R27883 - SA D'HLM DOMAXIS			
Localisation	SAINT-WITZ			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	207 372,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 147 434,00 €	TTC	5 %	207 372,00 €	

Dossier	EX021760 - 95 - FONTENAY EN PARISIS - 75 RUE AMBROISE JACQUIN - 48 PLUS/PLAI - 60 LOGTS			
Bénéficiaire	R20390 - OPAC OFFICE PUBLIC AMENAGEMENT CONSTRUCT OISE			
Localisation	FONTENAY-EN-PARISIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	192 727,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 854 546,00 €	TTC	5 %	192 727,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-462	Budget	2017

Dossier	EX021858 - 78 - L'ETANG LA VILLE - CHEMIN DE LA TOURNELLE - 69 PLUS/PLAI - 76 LOGTS			
Bénéficiaire	R5036 - SA D HLM FRANCE HABITATION			
Localisation	L'ETANG-LA-VILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	291 745,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 834 903,00 €	TTC	5 %	291 745,00 €	

Dossier	EX022442 - 91 - VARENNES-JARCY - RUE DE LA LIBERATION 5 PLUS-PLAI			
Bénéficiaire	P0033399 - LOGEO SEINE ESTUAIRE			
Localisation	VARENNES-JARCY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 154,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
303 074,00 €	TTC	5 %	15 154,00 €	

Dossier	EX022514 - 91 - GUIBEVILLE - RUE PASTEUR 4 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R1721 - SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES			
Localisation	GUIBEVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 773,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
515 463,00 €	TTC	5 %	25 773,00 €	

Dossier	EX022688 - 77-LIVRY-SUR-SEINE - RUE DE LA ROCHETTE 7 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R17440 - HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM			
Localisation	LIVRY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	29 758,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
595 161,00 €	TTC	5 %	29 758,00 €	

Dossier	EX022755 - 78 -TRIEL-SUR-SEINE- RUE DE SABLONVILLE - 20 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE			
Localisation	TRIEL-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	71 946,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 438 928,00 €	TTC	5 %	71 946,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-462	Budget	2017

Dossier	EX022759 - 77-LIVRY-SUR-SEINE - RESIDENCE DU FIEF DU PRE/AVENUE DE LA GARE 8 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R17440 - HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM			
Localisation	LIVRY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	38 303,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
766 076,00 €	TTC	5 %	38 303,00 €	

Dossier	EX022884 - 78 - BOIS D'ARCY - RUE ETIENNE JULES MAREY 52 PLUS/PLAI/74 LGTS			
Bénéficiaire	R16744 - SAIMV SA IMMO MOULIN VERT SA HAB LOYER MODERE			
Localisation	BOIS-D'ARCY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	177 343,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 546 865,00 €	TTC	5 %	177 343,00 €	

Dossier	EX023325 - 77 - MORMANT - AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 34 PLUS/PLAI/48 LGTS			
Bénéficiaire	R15560 - SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			
Localisation	MORMANT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	117 452,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 349 046,00 €	TTC	5 %	117 452,00 €	

Dossier	EX023504 - 95 - SAINT LEU LA FORET - GAMBETTA/GUYNEMER - 22 PLUS/PLAI - 27 LOGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	SAINT-LEU-LA-FORET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 196,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 203 921,00 €	TTC	5 %	60 196,00 €	

Dossier	EX023778 - 77 - COURTRY - RUELLE DES PROCESSIONS 12 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R15560 - SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			
Localisation	COURTRY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 828,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
816 563,00 €	TTC	5 %	40 828,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-462	Budget	2017

Dossier	EX024141 - 78 - HOUILLES - RUE ROBESPIERRE 40 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R7008 - BATIGERE ILE DE FRANCE SA D'HLM			
Localisation	HOUILLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	63 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 260 000,00 €	TTC	5 %	63 000,00 €	

Dossier	15018724 - 91 - VARENNES JARCY - RUE LIBERATION - 23 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	P0033399 - LOGEO SEINE ESTUAIRE			
Localisation	VARENNES-JARCY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	110 335,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 206 699,00 €	TTC	5 %	110 335,00 €	

Dossier	16006938 - 91 - FLEURY MEROGIS - SALVADOR ALLENDE/CNR - 68 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R20468 - LOGIAL OPH OHSA			
Localisation	FLEURY-MEROGIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	372 666,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 453 317,00 €	TTC	5 %	372 666,00 €	

Dossier	16007028 - 91 - SACLAY - CLOS DE L'HOPITAL - 34 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R7364 - SA D'HLM OSICA			
Localisation	SACLAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	99 680,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 993 609,00 €	TTC	5 %	99 680,00 €	

Dossier	16007064 - 78 - VIROFLAY - AVENUE DU GENERAL LECLERC - 16 PLUS/PLAI - 24 LOGTS			
Bénéficiaire	R7364 - SA D'HLM OSICA			
Localisation	VIROFLAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	53 030,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 060 604,00 €	TTC	5 %	53 030,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-462	Budget	2017

Dossier	16011580 - 78 - VAUX SUR SEINE - RUE DU GENERAL DE GAULLE - 40 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R6850 - SA D'HLM LOGIREP			
Localisation	VAUX-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	151 366,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 027 316,00 €	TTC	5 %	151 366,00 €	

Dossier	16016659 - 78 - CARRIERES SOUS POISSY - ZAC NOUVELLE CENTRALITE ILOT S1 - 39 PLUS/PLAI - 48 LOGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	CARRIERES-SOUS-POISSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	162 340,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 247 994,00 €	TTC	5 %	162 340,00 €	

Dossier	16016662 - 78 - MANTES LA VILLE - ZAC MANTES UNIVERSITE LOT 4.3a - 14 PLUS - 20 LOGTS			
Bénéficiaire	R5029 - SA D'HLM ICF LA SABLIERE			
Localisation	MANTES-LA-VILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	90 456,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 809 128,00 €	TTC	5 %	90 456,00 €	

Dossier	16016847 - 77-DAMPMART - VADEL-COLAS - 15 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R17440 - HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM			
Localisation	DAMPMART			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	74 518,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 490 369,00 €	TTC	5 %	74 518,00 €	

Dossier	17000034 - 91 - FORGES LES BAINS - GENERAL LECLERC - 42 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R1721 - SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES			
Localisation	FORGES-LES-BAINS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	184 110,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 682 201,00 €	TTC	5 %	184 110,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-462	Budget	2017

Dossier	17000036 - 91 - ARPAJON - JEU DE PAUME - 22 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R1721 - SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES			
Localisation	ARPAJON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	90 469,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 809 382,00 €	TTC	5 %	90 469,00 €	

Dossier	17002380 - 91 - ORSAY - DUBREUIL/ARCHANGE - 16 PLUS/PLAI / 23 LGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	ORSAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	42 026,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
840 518,00 €	TTC	5 %	42 026,00 €	

Dossier	17003408 - 78 - LA CELLE SAINT CLOUD - AV DE LOUVECIENNES - 13 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R5029 - SA D'HLM ICF LA SABLIERE			
Localisation	LA CELLE-SAINT-CLOUD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	43 632,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
872 639,00 €	TTC	5 %	43 632,00 €	

Dossier	17003418 - 95 - L'ISLE ADAM - AVENUE DES BONSHOMMES - 42 PLUS/PLAI - 64 LOGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	L'ISLE-ADAM			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	127 825,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 556 494,00 €	TTC	5 %	127 825,00 €	

Dossier	17004707 - 77 - VAIRES SUR MARNE - RUE DE TORCY - 35 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R15560 - SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			
Localisation	VAIRES-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	125 947,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 518 933,00 €	TTC	5 %	125 947,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-462	Budget	2017

Dossier	17004813 - 91 - SAINT-MICHEL-SUR-ORGE - RUE SAINT EXUPERY - 12 PLAI/PLUS/PLS			
Bénéficiaire	R5019 - ESSONNE HABITAT			
Localisation	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	31 293,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
625 867,00 €	TTC	5 %	31 293,00 €	

Dossier	17004914 - 77 - COMBS LA VILLE - PABLO PICASSO - 58 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R5830 - OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SEINE ET MARNE			
Localisation	COMBS-LA-VILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	221 253,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 425 066,00 €	TTC	5 %	221 253,00 €	

Dossier	17004935 - 95 - VAUREAL - AVENUE GAVROCHE - 55 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R1771 - ERIGERE			
Localisation	VAUREAL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	186 756,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 735 123,00 €	TTC	5 %	186 756,00 €	

Dossier	17008541 - 95 - DEUIL LA BARRE - 103 ROUTE DE SAINT DENIS - 19 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R6850 - SA D'HLM LOGIREP			
Localisation	DEUIL-LA-BARRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	64 560,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 291 192,00 €	TTC	5 %	64 560,00 €	

Dossier	17011188 - 95 - SANNOIS - 58 RUE DU MARECHAL JOFFRE - 71 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE			
Localisation	SANNOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	306 539,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 130 772,00 €	TTC	5 %	306 539,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-462	Budget	2017

Total sur le dispositif N° 00000994 - Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 093 595,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154002 - 15400202	4 093 595,00 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154002 - Développement du parc locatif social**
Action	**15400203 - Aide à la création de logements locatifs très sociaux**

Dispositif : N° 00000994 - Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial

Dossier	EX019659 - 77 - SAVIGNY LE TEMPLE - CLOS FAVIERE - 10 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R22606 - VALOPHIS CHAUMIERE IDF			
Localisation	SAVIGNY-LE-TEMPLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	48 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
502 468,00 €	TTC	9,55 %	48 000,00 €	

Dossier	EX019947 - 91 - NOZAY - RUE DE PYLANDRIES, CHEMIN DE LA POUPARDIERE 37 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R13001 - ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE			
Localisation	NOZAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	132 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 473 981,00 €	TTC	8,96 %	132 000,00 €	

Dossier	EX020572 - 95 - ENGHIEN-LES-BAINS - 80 ALLEE DES ECOLES - 22 PLAI			
Bénéficiaire	R19094 - FREHA FRANCE EURO HABITAT			
Localisation	ENGHIEN-LES-BAINS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	624 411,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 753 324,00 €	TTC	16,64 %	624 411,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-462	Budget	2017

Dossier	EX020974 - 77-BOISSISE-LE-ROI - RUE DU MOULIN MONTGERMONT 6 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R22455 - LOGIVAM LE LOGEMENT FAMILIAL SOISSONS ET AISNE			
Localisation	BOISSISE-LE-ROI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	36 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
272 904,00 €	TTC	13,19 %	36 000,00 €	

Dossier	EX021221 - 77-MORMANT - 7 LGTS TRES SOCIAUX ANAH			
Bénéficiaire	R8176 - SOLIHA SEINE-ET-MARNE			
Localisation	MORMANT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	194 024,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
848 466,00 €	TTC	22,87 %	194 024,00 €	

Dossier	EX021281 - 95 - SAINT WITZ - 32 RUE DE PARIS - 39 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R27883 - SA D'HLM DOMAXIS			
Localisation	SAINT-WITZ			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	144 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 687 744,00 €	TTC	8,53 %	144 000,00 €	

Dossier	EX021761 - 95 - FONTENAY EN PARISIS - 75 RUE AMBROISE JACQUIN - 48 PLUS/PLAI - 60 LOGTS			
Bénéficiaire	R20390 - OPAC OFFICE PUBLIC AMENAGEMENT CONSTRUCT OISE			
Localisation	FONTENAY-EN-PARISIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	216 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 445 365,00 €	TTC	8,83 %	216 000,00 €	

Dossier	EX021797 - 78 - L'ETANG LA VILLE - CHEMIN DE LA TOURNELLE - 69 PLUS/PLAI - 76 LOGTS			
Bénéficiaire	R5036 - SA D HLM FRANCE HABITATION			
Localisation	L'ETANG-LA-VILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	276 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 137 755,00 €	TTC	12,91 %	276 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-462	Budget	2017

Dossier	EX021837 - 91 - GUIBEVILLE - RUE PASTEUR 4 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R1721 - SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES			
Localisation	GUIBEVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
171 604,00 €	TTC	6,99 %	12 000,00 €	

Dossier	EX022444 - 91 - VARENNES-JARCY - RUE DE LA LIBERATION 5 PLUS-PLAI			
Bénéficiaire	P0033399 - LOGEO SEINE ESTUAIRE			
Localisation	VARENNES-JARCY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
214 564,00 €	TTC	11,19 %	24 000,00 €	

Dossier	EX022731 - 77-LIVRY-SUR-SEINE - RUE DE LA ROCHETTE 7 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R17440 - HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM			
Localisation	LIVRY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
313 373,00 €	TTC	7,66 %	24 000,00 €	

Dossier	EX022752 - 78 - TRIEL-SUR-SEINE RUE DE SABLONVILLE 20 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE			
Localisation	TRIEL-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	72 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
803 703,00 €	TTC	8,96 %	72 000,00 €	

Dossier	EX022764 - LIVRY-SUR-SEINE - RESIDENCE DU FIEF DU PRE/AVENUE DE LA GARE 8 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R17440 - HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM			
Localisation	LIVRY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	36 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
451 158,00 €	TTC	7,98 %	36 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-462	Budget	2017

Dossier	EX022885 - 78-BOIS D'ARCY - RUE ETIENNE JULES MAREY - 25 PLUS/PLAI/74 LGTS			
Bénéficiaire	R16744 - SAIMV SA IMMO MOULIN VERT SA HAB LOYER MODERE			
Localisation	BOIS-D'ARCY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	312 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 324 130,00 €	TTC	9,39 %	312 000,00 €	

Dossier	EX023298 - 75-PARIS 13 - AVENUE DES GOBELINS - 1 PLAI			
Bénéficiaire	R13320 - SNL PROLOGUES			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 840,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
39 467,00 €	TTC	30 %	11 840,00 €	

Dossier	EX023326 - 77 -MORMANT - AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 34 PLUS/PLAI/48 LGTS			
Bénéficiaire	R15560 - SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			
Localisation	MORMANT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	144 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 372 742,00 €	TTC	10,49 %	144 000,00 €	

Dossier	EX023500 - 95 - SAINT LEU LA FORET - GAMBETTA/GUYNEMER - 22 PLUS/PLAI - 27 LOGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	SAINT-LEU-LA-FORET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	120 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
905 580,00 €	TTC	13,25 %	120 000,00 €	

Dossier	EX023777 - 77 - COURTRY - RUELLE DES PROCESSIONS 12 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R15560 - SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			
Localisation	COURTRY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	48 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
483 918,00 €	TTC	9,92 %	48 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-462	Budget	2017

Dossier	EX024140 - 78 - HOUILLES - RUE ROBESPIERRE/QUARTIER DE LA GARE 40 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R7008 - BATIGERE ILE DE FRANCE SA D'HLM			
Localisation	HOUILLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	216 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 311 110,00 €	TTC	16,47 %	216 000,00 €	

Dossier	15018745 - 91 - MORSANG SUR ORGE - JULES FERRY - 6 PLAI			
Bénéficiaire	R13320 - SNL PROLOGUES			
Localisation	MORSANG-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	153 186,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
724 927,00 €	TTC	21,13 %	153 186,00 €	

Dossier	16007029 - 91 - SACLAY - CLOS DE L'HOPITAL - 34 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R7364 - SA D'HLM OSICA			
Localisation	SACLAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	132 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 323 779,00 €	TTC	9,97 %	132 000,00 €	

Dossier	16007065 - 78 - VIROFLAY - AVENUE DU GENERAL LECLERC - 16 PLUS/PLAI - 24 LOGTS			
Bénéficiaire	R7364 - SA D'HLM OSICA			
Localisation	VIROFLAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	84 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
794 358,00 €	TTC	10,57 %	84 000,00 €	

Dossier	16007093 - 91 - VARENNES JARCY - RUE LIBERATION - 23 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	P0033399 - LOGEO SEINE ESTUAIRE			
Localisation	VARENNES-JARCY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	96 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 127 541,00 €	TTC	8,51 %	96 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-462	Budget	2017

Dossier	16011582 - 78 - VAUX SUR SEINE - GENERAL DE GAULLE - 40 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R6850 - SA D'HLM LOGIREP			
Localisation	VAUX-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	144 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 599 942,00 €	TTC	9 %	144 000,00 €	

Dossier	16016660 - 78 - CARRIERES SOUS POISSY - ZAC NOUVELLE CENTRALITE ILOT S1 - 39 PLUS/PLAI - 48 LOGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	CARRIERES-SOUS-POISSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	120 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 179 689,00 €	TTC	10,17 %	120 000,00 €	

Dossier	16016848 - 77- DAMPMART - VADEL-COLAS - 15 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R17440 - HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM			
Localisation	DAMPMART			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
668 185,00 €	TTC	8,98 %	60 000,00 €	

Dossier	17000035 - 91 - FORGES LES BAINS - GENERAL LECLERC - 42 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R1721 - SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES			
Localisation	FORGES-LES-BAINS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	156 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 469 043,00 €	TTC	10,62 %	156 000,00 €	

Dossier	17000037 - 91 - ARPAJON - JEU DE PAUME - 22 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R1721 - SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES			
Localisation	ARPAJON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	84 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
677 264,00 €	TTC	12,4 %	84 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-462	Budget	2017

Dossier	17002381 - 91 - ORSAY - DUBREUIL/ARCHANGE - 16 PLUS/PLAI / 23 LGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	ORSAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	84 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
742 715,00 €	TTC	11,31 %	84 000,00 €	

Dossier	17003410 - 78 - LA CELLE SAINT CLOUD - AV DE LOUVECIENNES - 13 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R5029 - SA D'HLM ICF LA SABLIERE			
Localisation	LA CELLE-SAINT-CLOUD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	48 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
328 091,00 €	TTC	14,63 %	48 000,00 €	

Dossier	17003419 - 95 - L'ISLE ADAM - AVENUE DES BONSHOMMES - 42 PLUS/PLAI - 64 LOGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	L'ISLE-ADAM			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	288 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 518 109,00 €	TTC	8,19 %	288 000,00 €	

Dossier	17004708 - 77 - VAIRES-SUR-MARNE - RUE DE TORCY 35 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R15560 - SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			
Localisation	VAIRES-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	156 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 374 755,00 €	TTC	11,35 %	156 000,00 €	

Dossier	17004915 - 77 - COMBS LA VILLE - PABLO PICASSO - 58 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R5830 - OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SEINE ET MARNE			
Localisation	COMBS-LA-VILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	252 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 499 469,00 €	TTC	10,08 %	252 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-462	Budget	2017

Dossier	17004936 - 95 - VAUREAL - AVENUE GAVROCHE - 55 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R1771 - ERIGERE			
Localisation	VAUREAL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	192 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 131 975,00 €	TTC	9,01 %	192 000,00 €	

Dossier	17008544 - 95 - DEUIL LA BARRE - 103 ROUTE DE SAINT DENIS - 19 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R6850 - SA D'HLM LOGIREP			
Localisation	DEUIL-LA-BARRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	72 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
633 264,00 €	TTC	11,37 %	72 000,00 €	

Dossier	17008683 - 91 - SAINT-MICHEL-SUR-ORGE - RUE SAINT EXUPERY - 12 PLAI/PLUS/PLS			
Bénéficiaire	R5019 - ESSONNE HABITAT			
Localisation	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	48 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
501 335,00 €	TTC	9,57 %	48 000,00 €	

Dossier	17011189 - 95 - SANNOIS - 58 RUE DU MARECHAL JOFFRE - 71 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE			
Localisation	SANNOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	312 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 737 898,00 €	TTC	8,35 %	312 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000994 - Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	5 171 461,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154002 - 15400203	5 171 461,00 €

Annexe 2 - Fiches projet

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023298

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 75-PARIS 13 - AVENUE DES GOBELINS - 1 PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	39 467,00 €	30,00 %	11 840,00 €
	Montant Total de la subvention		11 840,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNL PROLOGUES
Adresse administrative : 18 COUR DEBILLE
75011 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-René POILLOT, Président

N° SIRET : 40298762200048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, d'un logement PLAI situé 39 avenue des Gobelins à Paris 13ème

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 17,9%
Source DRIHL Inventaire RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : individuel électrique

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 14,47 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 11,72 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 39.467 € x 30 % = 11.840 €

Plafond : 1.028,50 €* x 14,47 m² = 14.882 €
* Majoration convention de partenariat avec Fondation Abbé Pierre

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	41 783,00	100,00%
Total	41 783,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	10 083,00	24,13%
PRIME SPECIFIQUE	4 178,00	10,00%
SUBVENTION VILLE DE PARIS (OBTENUE)	4 732,00	11,33%
SUBVENTION FONDATION ABBE PIERRE	4 178,00	10,00%
PRETS CDS	1 000,00	2,39%
FONDS PROPRES	5 772,00	13,81%
SUBVENTION REGION	11 840,00	28,34%
Total	41 783,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Clôturé_Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux_Clôturé	10 359,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	360 618,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 400 962,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	870 948,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	898 475,00 €
	Montant total	2 673 422,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020971

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 77-BOISSISE-LE-ROI - RUE DU MOULIN MONTGERMONT - 6 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	348 978,00 €	5,00 %	17 449,00 €
		Montant Total de la subvention	17 449,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LOGIVAM LE LOGEMENT FAMILIAL SOISSONS ET AISNE
Adresse administrative : 51 ALLEE GEORGES CHARPAK 02202 SOISSONS CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur YVES DUPONT, Président

N° SIRET : 71688028100036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : construction de 3 logements PLUS sis rue du Moulin Montgermont à Boissise-le-Roi

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz - chaudière gaz à condensation
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE - RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 193,88 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,13 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 348.978 € x 5% = 17.449 €

Plafond : 10.000 € x 3 = 30.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BOISSISE-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	498 847,00	100,00%
Total	498 847,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	20 400,00	4,09%
SUBVENTION 1%	16 500,00	3,31%
PRETS CDC	372 050,00	74,58%
FONDS PROPRES	72 448,00	14,52%
SUBVENTION REGION	17 449,00	3,50%
Total	498 847,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 880 394,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	64 815,00 €

2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	111 348,00 €
	Montant total	2 056 557,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020974

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 77-BOISSISE-LE-ROI - RUE DU MOULIN MONTGERMONT 6 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	272 904,00 €	13,19 %	36 000,00 €
	Montant Total de la subvention		36 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LOGIVAM LE LOGEMENT FAMILIAL SOISSONS ET AISNE
Adresse administrative : 51 ALLEE GEORGES CHARPAK 02202 SOISSONS CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur YVES DUPONT, Président

N° SIRET : 71688028100036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : construction de 3 logements PLAI sis rue du Moulin Montgermont à Boissise-le-Roi

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 7,9%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : individuel gaz - chaudière gaz à condensation

Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE - RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 148,50 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,79 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 272.904 € x 30 % = 81.871 €

Plafond : 12.000 € x 3 = 36.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BOISSISE-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	387 353,00	100,00%
Total	387 353,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	20 400,00	5,27%
SUBVENTION 1%	16 500,00	4,26%
PRET 1%	52 000,00	13,42%
PRETS CDC	262 453,00	67,76%
SUBVENTION REGION	36 000,00	9,29%
Total	387 353,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 880 394,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	64 815,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	111 348,00 €
	Montant total	2 056 557,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17004914

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 77 - COMBS LA VILLE - PABLO PICASSO - 58 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 425 066,00 €	5,00 %	221 253,00 €
	Montant Total de la subvention		221 253,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 10 AVENUE CHARLES PEGUY 77002 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Brice RABASTE, Président

N° SIRET : 27770001900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 37 logements PLUS sis rue Pablo Picasso à Combs la Ville

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : Collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2.564,87 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,19 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 4.425.066 € x 5% = 221.253 €

Plafond : 10.000 € x 37 = 370.000 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- COMBS-LA-VILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	5 521 339,00	100,00%
Total	5 521 339,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	142 450,00	2,58%
PRIME SPECIFIQUE	66 600,00	1,21%
PRET 1%	964 000,00	17,46%
PRETS CDC	4 127 036,00	74,75%
SUBVENTION REGION	221 253,00	4,01%
Total	5 521 339,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	100 000,00 €
2014	Convention régionale de patrimoine social	2 436 125,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 050 711,00 €
2015	Aide en faveur des ateliers d'artistes	82 320,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 682 493,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 926 927,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	447 596,00 €
	Montant total	6 289 706,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17004915

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 77 - COMBS LA VILLE - PABLO PICASSO - 58 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 499 469,00 €	10,08 %	252 000,00 €
	Montant Total de la subvention		252 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 10 AVENUE CHARLES PEGUY
77002 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Brice RABASTE, Président

N° SIRET : 27770001900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 21 logements PLAI sis rue Pablo Picasso à Combs la Ville

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 18,6%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collectif gaz

Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 1.448,75 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,40 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 2.499.469 € x 30 % = 749.841 €

Plafond : 12.000 € x 21 = 252.000 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- COMBS-LA-VILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 118 705,00	100,00%
Total	3 118 705,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	80 850,00	2,59%
PRIME SPECIFIQUE	37 800,00	1,21%
PRETS CDC	2 748 055,00	88,12%
SUBVENTION REGION	252 000,00	8,08%
Total	3 118 705,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	100 000,00 €
2014	Convention régionale de patrimoine social	2 436 125,00 €

2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 050 711,00 €
2015	Aide en faveur des ateliers d'artistes	82 320,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 682 493,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 926 927,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	447 596,00 €
	Montant total	6 289 706,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023778

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 77 - COURTRY - RUELLE DES PROCESSIONS 12 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	816 563,00 €	5,00 %	40 828,00 €
	Montant Total de la subvention		40 828,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE
Adresse administrative : 32 CRS DU DANUBE
77700 SERRIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Francis BOREZEE, Président

N° SIRET : 78482506900056

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 8 logements PLUS sis 74-76 ruelle des Processions à Courtry

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : Collectif gaz - pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE - RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 413,7 m²

Loyer / m² SU - Valeur juin 2017 : 7,55 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 816.563 € x 5% = 40.828 €

Plafond : 10.000 € x 8 = 80.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- COURTRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 122 383,00	100,00%
Total	1 122 383,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	36 800,00	3,28%
PRIME SPECIFIQUE	13 562,00	1,21%
PRET 1%	215 995,00	19,24%
FONDS PROPRES	135 031,00	12,03%
PRETS CDC	680 167,00	60,60%
SUBVENTION REGION	40 828,00	3,64%
Total	1 122 383,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 592 668,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 860 662,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 342 419,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 393 930,00 €
	Montant total	6 083 624,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023777

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 77 - COURTRY - RUELLE DES PROCESSIONS 12 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	483 918,00 €	9,92 %	48 000,00 €
	Montant Total de la subvention		48 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE
Adresse administrative : 32 CRS DU DANUBE
77700 SERRIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Francis BOREZEE, Président

N° SIRET : 78482506900056

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 4 logements PLAI sis 74-76 ruelle des Procession à Courtry

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 7,8%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : Collectif gaz - pompe à chaleur

Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE RT 2012 -10 %

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 245,1 m²
Loyer / m² SU - Valeur juin 2017 : 6,42 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 483.918 € x 30 % = 145.175 €

Plafond : 12.000 € x 4 = 48.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- COURTRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	652 344,00	100,00%
Total	652 344,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	29 200,00	4,48%
PRIME SPECIFIQUE	8 038,00	1,23%
PRET 1%	128 005,00	19,62%
PRETS CDC	395 695,00	60,66%
FONDS PROPRES	43 406,00	6,65%
SUBVENTION REGION	48 000,00	7,36%
Total	652 344,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 592 668,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 860 662,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 342 419,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 393 930,00 €
	Montant total	6 083 624,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16016847

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 77-DAMPMART - VADEL-COLAS - 15 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 490 369,00 €	5,00 %	74 518,00 €
	Montant Total de la subvention		74 518,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM
Adresse administrative : 14 AVENUE THIERS
77000 MELUN
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Madame Renée WOJEIK, Présidente

N° SIRET : 78496756400112

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 10 logements PLUS situés rue Juliette Vadel et rue Colas à Dampmart

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz - panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile :592,28 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,59 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.490.369 € x 5% = 74.518 €

Plafond : 10.000 € x X10 = 100.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DAMPMART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 785 271,00	100,00%
Total	1 785 271,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	56 500,00	3,16%
SUBVENTION 1%	45 000,00	2,52%
PRET 1%	232 000,00	13,00%
PRETS CDC	1 177 539,00	65,96%
FONDS PROPRES	199 714,00	11,19%
SUBVENTION REGION	74 518,00	4,17%
Total	1 785 271,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-20 392,00 €
2014	Politique énergie climat	1 027 477,50 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	632 715,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 587 927,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 011 281,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	522 280,00 €
	Montant total	4 015 721,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16016848

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 77- DAMPMART - VADEL-COLAS - 15 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	668 185,00 €	8,98 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM
Adresse administrative : 14 AVENUE THIERS
77000 MELUN
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Madame Renée WOJEIK, Présidente

N° SIRET : 78496756400112

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 5 logements PLAI situés rue Juliette Vadel et rue Colas à Dampmart

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 9,3%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : individuel gaz - panneaux solaires

Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 265,54 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,76 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 668.185 € x 30 % = 200.455 €

Plafond : 12.000 € x 5 = 60.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DAMPMART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	800 414,00	100,00%
Total	800 414,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	28 250,00	3,53%
PRETS CDC	712 164,00	88,97%
SUBVENTION REGION	60 000,00	7,50%
Total	800 414,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-20 392,00 €
2014	Politique énergie climat	1 027 477,50 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	632 715,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 587 927,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 011 281,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	522 280,00 €
	Montant total	4 015 721,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022688

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 77-LIVRY-SUR-SEINE - RUE DE LA ROCHETTE 7 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	595 161,00 €	5,00 %	29 758,00 €
	Montant Total de la subvention		29 758,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM
Adresse administrative : 14 AVENUE THIERS
77000 MELUN
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Madame Renée WOJEIK, Présidente

N° SIRET : 78496756400112

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : construction de 5 logements PLUS sis 15/17 rue de la Rochette à Livry-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 275,10 m²

Loyer / m² SU - Valeur décembre 2016 : 7,24 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 595.161 € x 5% = 29.758 €

Plafond : 10.000 € x 5 = 50.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LIVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	818 309,00	100,00%
Total	818 309,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	19 250,00	2,35%
PRIME SPECIFIQUE	8 250,00	1,01%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	7 455,00	0,91%
SUBVENTION 1%	27 500,00	3,36%
PRET 1%	120 000,00	14,66%
FONDS PROPRES	70 242,00	8,58%
PRETS CDC	535 854,00	65,48%
SUBVENTION REGION	29 758,00	3,64%
Total	818 309,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-20 392,00 €
2014	Politique énergie climat	1 027 477,50 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	632 715,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 587 927,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 011 281,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	522 280,00 €
	Montant total	4 015 721,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022731

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 77-LIVRY-SUR-SEINE - RUE DE LA ROCHETTE 7 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	313 373,00 €	7,66 %	24 000,00 €
	Montant Total de la subvention		24 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM
Adresse administrative : 14 AVENUE THIERS 77000 MELUN
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Madame Renée WOJEIK, Présidente

N° SIRET : 78496756400112

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : construction de 2 logements PLAI sis 15-17 rue de la Rochette à Livry-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 12,51%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : individuel gaz

Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 144,85 m²
Loyer / m² SU - Valeur décembre 2016 : 6,45 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 313.373 € x 30 % = 94.012 €

Plafond : 12.000 € x 2 = 24.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LIVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	430 869,00	100,00%
Total	430 869,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	7 700,00	1,79%
PRIME SPECIFIQUE	3 300,00	0,77%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	2 982,00	0,69%
SUBVENTION 1%	11 000,00	2,55%
PRETS CDC	381 887,00	88,63%
SUBVENTION REGION	24 000,00	5,57%
Total	430 869,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-20 392,00 €
2014	Politique énergie climat	1 027 477,50 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	632 715,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 587 927,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 011 281,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	522 280,00 €
	Montant total	4 015 721,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022759

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 77-LIVRY-SUR-SEINE - RESIDENCE DU FIEF DU PRE/AVENUE DE LA GARE 8 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	766 076,00 €	5,00 %	38 303,00 €
	Montant Total de la subvention		38 303,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM
Adresse administrative : 14 AVENUE THIERS
77000 MELUN
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Madame Renée WOJEIK, Présidente

N° SIRET : 78496756400112

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : Construction de 5 logements PLUS sis Résidence Fief du Pré Avenue de la Gare à Livry-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE

Mode de conventionnement PLUS

Surface utile : 335,58 m²
Loyer / m² SU - Valeur décembre 2016 : 7,07 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 766.076 € x 5% = 38.303 €

Plafond : 10.000 € x 5 = 50.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LIVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	985 313,00	100,00%
Total	985 313,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	19 250,00	1,95%
PRIME SPECIFIQUE	12 000,00	1,22%
SUBVENTION 1%	27 500,00	2,79%
PRET 1%	120 000,00	12,18%
PRETS CDC	657 313,00	66,71%
FONDS PROPRES	110 947,00	11,26%
SUBVENTION REGION	38 303,00	3,89%
Total	985 313,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-20 392,00 €
2014	Politique énergie climat	1 027 477,50 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	632 715,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 587 927,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 011 281,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	522 280,00 €
	Montant total	4 015 721,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022764

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : LIVRY-SUR-SEINE - RESIDENCE DU FIEF DU PRE/AVENUE DE LA GARE 8 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	451 158,00 €	7,98 %	36 000,00 €
	Montant Total de la subvention		36 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM
Adresse administrative : 14 AVENUE THIERS 77000 MELUN
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Madame Renée WOJEIK, Présidente

N° SIRET : 78496756400112

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 3 logements PLAI sis résidence du Fief du Pré/avenue de la Gare à Livry-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 3,1%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 197,63 m²
Loyer / m² SU - Valeur décembre 2016 : 6,29 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 451.158 € x 30 % = 135.347 €

Plafond : 12.000 € x 3 = 36.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LIVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	545 265,00	100,00%
Total	545 265,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	11 550,00	2,12%
PRIME SPECIFIQUE	6 900,00	1,27%
SUBVENTION 1%	16 500,00	3,03%
PRETS CDC	474 315,00	86,99%
SUBVENTION REGION	36 000,00	6,60%
Total	545 265,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-20 392,00 €
2014	Politique énergie climat	1 027 477,50 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	632 715,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 587 927,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 011 281,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	522 280,00 €
	Montant total	4 015 721,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023325

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 77 - MORMANT - AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 34 PLUS/PLAI/48 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 349 046,00 €	5,00 %	117 452,00 €
	Montant Total de la subvention		117 452,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE
Adresse administrative : 32 CRS DU DANUBE
77700 SERRIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Francis BOREZEE, Président

N° SIRET : 78482506900056

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 22 logements PLUS sis avenue du Général de Gaulle à Mormant

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz - panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012 -10 %

Mode de conventionnement PLUS

Surface utile : 1.398,15 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 5,91 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.349.046 € x 5% = 117.452 €

Plafond : 10.000 € x 22 = 220.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MORMANT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 395 369,00	100,00%
Total	3 395 369,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	62 700,00	1,85%
SUBVENTION 1%	120 000,00	3,53%
PRET 1%	750 000,00	22,09%
PRETS CDC	1 812 000,00	53,37%
FONDS PROPRES	533 217,00	15,70%
SUBVENTION REGION	117 452,00	3,46%
Total	3 395 369,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 592 668,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 860 662,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 342 419,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 393 930,00 €
	Montant total	6 083 624,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023326

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 77 -MORMANT - AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 34 PLUS/PLAI/48 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 372 742,00 €	10,49 %	144 000,00 €
	Montant Total de la subvention		144 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE
Adresse administrative : 32 CRS DU DANUBE
77700 SERRIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Francis BOREZEE, Président

N° SIRET : 78482506900056

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 12 logements PLAI sis avenue du Général de Gaulle à Mormant

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 21,9%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : individuel gaz - panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 817,05 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 5,25 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.372.742 € x 30 % = 411.823 €

Plafond : 12.000 € x 12 = 144.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MORMANT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 984 194,00	100,00%
Total	1 984 194,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	34 200,00	1,72%
PRETS CDC	1 500 000,00	75,60%
FONDS PROPRES	305 994,00	15,42%
SUBVENTION REGION	144 000,00	7,26%
Total	1 984 194,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 592 668,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 860 662,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 342 419,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 393 930,00 €
	Montant total	6 083 624,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021221

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 77-MORMANT - 7 LGTS TRES SOCIAUX ANAH

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	848 466,00 €	22,87 %	194 024,00 €
	Montant Total de la subvention		194 024,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOLIHA SEINE-ET-MARNE
Adresse administrative : 649 AVENUE DE BIR-HAKEIM
77350 LE MEE-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Daniel DOMETZ, Président

Date de publication au JO : 13 septembre 1993

N° SIRET : 78497182200050

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, de 7 logements très sociaux de type PLAI (Anah) situés 133 rue Charles de Gaulle à Mormant

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 5,7%
Source DRIHL Inventaire RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certifications NF Habitat

Mode de conventionnement ANAH
Surface utile : 452,27m²
Loyer / m² SU - Valeur décembre 2014 : 4,96 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 848.466 € x 30 % = 254.540 €

Plafond : 429 €* x 452,27 m² = 194.024 €
* Majoration convention de partenariat avec Fondation Abbé Pierre

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MORMANT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	986 135,00	100,00%
Total	986 135,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANAH	380 231,00	38,56%
PRETS CDC	313 267,00	31,77%
SUBVENTION FONDATION ABBE PIERRE	98 613,00	10,00%
SUBVENTION REGION	194 024,00	19,68%
Total	986 135,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide aux associations PACT	96 615,00 €
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	40 000,00 €
2015	Aide aux associations PACT	75 300,00 €
2015	Plan régional énergies- sensibilisation	40 000,00 €
2016	Aide aux associations PACT	10 800,00 €
2016	Plan régional énergies- sensibilisation	28 080,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	95 328,00 €
2017	Plan régional énergies- sensibilisation	14 040,00 €
	Montant total	400 163,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019722

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 77- SAVIGNY-LE-TEMPLE - CLOS FAVIERE - 10 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	251 244,00 €	3,98 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VALOPHIS CHAUMIERE IDF
Adresse administrative : 81 RUE DU PONT DE CRETEIL
94107 ST MAUR DES FOSSES CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme Coopérative Ouvrière de Production
Représentant : Monsieur FARID BOUALI, Président

N° SIRET : 31254951200043

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 2 logements PLS sis Clos Favière à Savigny-le-Temple

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz - panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 127,58 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 9,17 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 251.244 € x 5% = 12.562 €

Plafond : 5.000 € x 2 = 10.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAVIGNY-LE-TEMPLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	314 499,00	100,00%
Total	314 499,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	60 000,00	19,08%
PRETS CDC	244 499,00	77,74%
SUBVENTION REGION	10 000,00	3,18%
Total	314 499,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	212 013,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	160 000,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	378 378,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 214 033,00 €

	Montant total	1 766 046,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019719

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 77 - SAVIGNY LE TEMPLE - CLOS FAVIERE - 10 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	601 702,00 €	5,00 %	30 085,00 €
	Montant Total de la subvention		30 085,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VALOPHIS CHAUMIERE IDF
Adresse administrative : 81 RUE DU PONT DE CRETEIL
94107 ST MAUR DES FOSSES CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme Coopérative Ouvrière de Production
Représentant : Monsieur FARID BOUALI, Président

N° SIRET : 31254951200043

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 4 logements PLUS sis Clos Favière à Savigny-le-Temple

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz - panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 305,54 m²

Loyer / m² SU - Valeur décembre 2016 : 6,99 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 601.702 € x 5% = 30.085 €

Plafond : 10.000 € x 4 = 40.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAVIGNY-LE-TEMPLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	753 191,00	100,00%
Total	753 191,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRETS CDC	614 988,00	81,65%
PRET 1%	108 118,00	14,35%
SUBVENTION REGION	30 085,00	3,99%
Total	753 191,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	212 013,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	160 000,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	378 378,00 €

2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 214 033,00 €
	Montant total	1 766 046,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019659

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 77 - SAVIGNY LE TEMPLE - CLOS FAVIERE - 10 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	502 468,00 €	9,55 %	48 000,00 €
	Montant Total de la subvention		48 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VALOPHIS CHAUMIERE IDF
Adresse administrative : 81 RUE DU PONT DE CRETEIL
94107 ST MAUR DES FOSSES CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme Coopérative Ouvrière de Production
Représentant : Monsieur FARID BOUALI, Président

N° SIRET : 31254951200043

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 4 logements PLAI sis Clos Favière à Savigny-le-Temple

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 28,9%
RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : individuel gaz - panneaux solaires

Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 255,15 m²
Loyer / m² SU - Valeur décembre 2016 : 6,22 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 502.468 € x 30 % = 150.740 €

Plafond : 12.000 € x 4 = 48.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAVIGNY-LE-TEMPLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	628 974,00	100,00%
Total	628 974,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	44 000,00	7,00%
PRET 1%	122 282,00	19,44%
PRETS CDC	414 692,00	65,93%
SUBVENTION REGION	48 000,00	7,63%
Total	628 974,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	212 013,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	160 000,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	378 378,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 214 033,00 €
	Montant total	1 766 046,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17004707

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 77 - VAIRES SUR MARNE - RUE DE TORCY - 35 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 518 933,00 €	5,00 %	125 947,00 €
	Montant Total de la subvention		125 947,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE
Adresse administrative : 32 CRS DU DANUBE
77700 SERRIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Francis BOREZEE, Président

N° SIRET : 78482506900056

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 22 logements PLUS sis rue de Torcy à Vaires-sur-Marne

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : Collectif gaz - pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE

Mode de conventionnement PLUS

Surface utile : 1.229,77 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 7,45 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.518.933 € x 5% = 125.947 €

Plafond : 10.000 € x 22 = 220.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAIRES-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 584 753,00	100,00%
Total	3 584 753,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	160 600,00	4,48%
PRET 1%	216 000,00	6,03%
PRETS CDC	2 554 564,00	71,26%
FONDS PROPRES	527 642,00	14,72%
SUBVENTION REGION	125 947,00	3,51%
Total	3 584 753,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 592 668,00 €

2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 860 662,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 342 419,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 393 930,00 €
	Montant total	6 083 624,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17004708

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 77 - VAIRES-SUR-MARNE - RUE DE TORCY 35 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 374 755,00 €	11,35 %	156 000,00 €
	Montant Total de la subvention		156 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE
Adresse administrative : 32 CRS DU DANUBE
77700 SERRIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Francis BOREZEE, Président

N° SIRET : 78482506900056

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 13 logements PLAI sis rue de Torcy à Vaires-sur-Marne

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 18;2%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz - pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 671,17 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 6,62 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.374.755 € x 30 % = 412.426 €

Plafond : 12.000 € x 13 = 156.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAIRES-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 956 446,00	100,00%
Total	1 956 446,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	94 900,00	4,85%
PRET 1%	156 000,00	7,97%
PRETS CDC	1 262 106,00	64,51%
FONDS PROPRES	287 440,00	14,69%
SUBVENTION REGION	156 000,00	7,97%
Total	1 956 446,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 592 668,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 860 662,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 342 419,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 393 930,00 €
	Montant total	6 083 624,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022884

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 78 - BOIS D'ARCY - RUE ETIENNE JULES MAREY 52 PLUS/PLAI/74 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 546 865,00 €	5,00 %	177 343,00 €
	Montant Total de la subvention		177 343,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAIMV SA IMMO MOULIN VERT SA HAB LOYER MODERE
Adresse administrative : 33 AV DU MAINE 75015 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Etienne GUENA, Président

Objet : En vue principalement de la location, de construire, d'acquérir, d'améliorer, d'aménager, d'assainir, de réparer et de gérer, dans les conditions prévues par les livres III et IV du code de la construction et de l'habitation, des habitations collectives ou individuelles avec leur jardins, dépendances ou annexes et, éventuellement, lorsque ces habitations forment un ensemble, des locaux à usage commun ou des installations nécessaires à la vie économique et sociale de cet ensemble.

N° SIRET : 57216132100045

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 26 logements PLUS sis 16-18 rue Etienne Jules Marey à Bois d'Arcy

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017

Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.677,53 m²
Loyer / m² SU - Valeur mai 2017 : 6,87 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.546.865 € x 5% = 177.343 €

Plafond : 10.000 € x 26 = 260.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- BOIS-D'ARCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 729 153,00	100,00%
Total	4 729 153,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	600 000,00	12,69%
PRETS CDC	3 242 437,00	68,56%
FONDS PROPRES	709 373,00	15,00%
SUBVENTION REGION	177 343,00	3,75%
Total	4 729 153,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	500 000,00 €
2014	Etablissements et services d'aide par le travail	670 000,00 €
2014	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	607 176,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	109 488,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	143 565,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	316 424,00 €
	Montant total	2 237 165,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022885

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 78-BOIS D'ARCY - RUE ETIENNE JULES MAREY - 25 PLUS/PLAI/74 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 324 130,00 €	9,39 %	312 000,00 €
	Montant Total de la subvention		312 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAIMV SA IMMO MOULIN VERT SA HAB LOYER MODERE
Adresse administrative : 33 AV DU MAINE 75015 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Etienne GUENA, Président

Objet : En vue principalement de la location, de construire, d'acquérir, d'améliorer, d'aménager, d'assainir, de réparer et de gérer, dans les conditions prévues par les livres III et IV du code de la construction et de l'habitation, des habitations collectives ou individuelles avec leur jardins, dépendances ou annexes et, éventuellement, lorsque ces habitations forment un ensemble, des locaux à usage commun ou des installations nécessaires à la vie économique et sociale de cet ensemble.

N° SIRET : 57216132100045

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 26 logements PLAI sis 16-18 rue Etienne Jules Marey à Bois d'Arcy

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017

Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 9,6%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 1.572,18 m²
Loyer / m² SU - Valeur mai 2017 : 6,21 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 3.324.130 € x 30 % = 997.239 €

Plafond : 12.000 € x 26 = 312.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- BOIS-D'ARCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 432 173,00	100,00%
Total	4 432 173,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	416 000,00	9,39%
PRET 1%	300 000,00	6,77%
PRETS CDC	2 739 347,00	61,81%
FONDS PROPRES	664 826,00	15,00%
SUBVENTION REGION	312 000,00	7,04%
Total	4 432 173,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	500 000,00 €
2014	Etablissements et services d'aide par le travail	670 000,00 €
2014	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	607 176,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	109 488,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	143 565,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	316 424,00 €
	Montant total	2 237 165,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16016659

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 78 - CARRIERES SOUS POISSY - ZAC NOUVELLE CENTRALITE ILOT S1 - 39 PLUS/PLAI - 48 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 247 994,00 €	5,00 %	162 340,00 €
	Montant Total de la subvention		162 340,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 29 logements PLUS sis avenue de l'Europe / avenue Ernest Jolly, ZAC Nouvelle Centralité (îlot S1), à Carrières-sous-Poissy

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain (biomasse)

Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1 735 m²
Loyer / m² SU - Valeur janiver 2016 : 7,10 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.247.994 € x 5% = 162.340 €

Plafond : 10.000 € x 29 = 290.000 €

Localisation géographique :

- CARRIERES-SOUS-POISSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 974 919,00	100,00%
Total	4 974 919,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION 1%	45 000,00	0,90%
PRET 1%	1 428 000,00	28,70%
FONDS PROPRES	559 579,00	11,25%
PRETS CDC	2 780 000,00	55,88%
SUBVENTION REGION	162 340,00	3,26%
Total	4 974 919,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €

2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 251 076,00 €
	Montant total	27 293 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16016660

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 78 - CARRIERES SOUS POISSY - ZAC NOUVELLE CENTRALITE ILOT S1 - 39 PLUS/PLAI - 48 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 179 689,00 €	10,17 %	120 000,00 €
	Montant Total de la subvention		120 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 10 logements PLAI sis avenue de l'Europe / avenue Ernest Jolly, ZAC Nouvelle Centralité (îlot S1), à Carrières-sous-Poissy

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 28,5%

Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain (biomasse)
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 646,35 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,32 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.179.689 € x 30 % = 353.907 €

Plafond : 12.000 € x 10 = 120.000 €

Localisation géographique :

- CARRIERES-SOUS-POISSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 806 918,00	100,00%
Total	1 806 918,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	195 000,00	10,79%
SUBVENTION 1%	180 000,00	9,96%
PRET 1%	500 000,00	27,67%
FONDS PROPRES	141 918,00	7,85%
PRETS CDC	670 000,00	37,08%
SUBVENTION REGION	120 000,00	6,64%
Total	1 806 918,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €

2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 251 076,00 €
	Montant total	27 293 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003411

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 78 - LA CELLE SAINT CLOUD - AV DE LOUVECIENNES - 13 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	285 033,00 €	3,51 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM ICF LA SABLIERE
Adresse administrative : 24 RUE DE PARADIS
75490 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Patrick JEANSELME, Président

N° SIRET : 55202210500357

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 2 logements PLS sis 1-5 avenue de Louveciennes à La Celle-Saint-Cloud

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel électrique - pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 129,12 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 10,00 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 285.033 € x 5% = 14.252 €

Plafond : 5.000 € x 2 = 10.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LA CELLE-SAINT-CLOUD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	379 694,00	100,00%
Total	379 694,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION 1%	45 000,00	11,85%
FONDS PROPRES	37 970,00	10,00%
PRETS CDC	286 724,00	75,51%
SUBVENTION REGION	10 000,00	2,63%
Total	379 694,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 457 117,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	782 000,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	237 000,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 483 412,00 €

	Montant total	5 905 675,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003408

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 78 - LA CELLE SAINT CLOUD - AV DE LOUVECIENNES - 13 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	872 639,00 €	5,00 %	43 632,00 €
	Montant Total de la subvention		43 632,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM ICF LA SABLIERE
Adresse administrative : 24 RUE DE PARADIS
75490 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Patrick JEANSELME, Président

N° SIRET : 55202210500357

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 7 logements PLUS sis 1-5 avenue de Louveciennes à La Celle-Saint-Cloud

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel électrique - pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 395,32 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,38 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 872.639 € x 5% = 43.632 €

Plafond : 10.000 € x 7 = 70.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LA CELLE-SAINT-CLOUD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 162 445,00	100,00%
Total	1 162 445,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	51 800,00	4,46%
SUBVENTION COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VERSAILLES GRAND PARC ATT	33 601,00	2,89%
SUBVENTION 1%	180 000,00	15,48%
FONDS PROPRES	174 279,00	14,99%
PRETS CDC	679 133,00	58,42%
SUBVENTION REGION	43 632,00	3,75%
Total	1 162 445,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 457 117,00 €

2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	782 000,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	237 000,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 483 412,00 €
	Montant total	5 905 675,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003410

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 78 - LA CELLE SAINT CLOUD - AV DE LOUVECIENNES - 13 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	328 091,00 €	14,63 %	48 000,00 €
	Montant Total de la subvention		48 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM ICF LA SABLIERE
Adresse administrative : 24 RUE DE PARADIS
75490 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Patrick JEANSELME, Président

N° SIRET : 55202210500357

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 4 logements PLAI sis 1-5 avenue de Louveciennes à La Celle-Saint-Cloud

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 11,40 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : individuel électrique - pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 148,63 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,56 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 328.091 € x 30 % = 98.427 €

Plafond : 12.000 € x 4 = 48.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LA CELLE-SAINT-CLOUD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	437 051,00	100,00%
Total	437 051,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	29 600,00	6,77%
SUBVENTION COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VERSAILLES GRAND PARC ATT	18 578,00	4,25%
PRETS CDC	340 873,00	77,99%
SUBVENTION REGION	48 000,00	10,98%
Total	437 051,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 457 117,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	782 000,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	237 000,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 483 412,00 €
	Montant total	5 905 675,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021858

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 78 - L'ETANG LA VILLE - CHEMIN DE LA TOURNELLE - 69 PLUS/PLAI - 76 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	5 834 903,00 €	5,00 %	291 745,00 €
	Montant Total de la subvention		291 745,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D HLM FRANCE HABITATION
Adresse administrative : 1 SQ CHAPTAL
92300 LEVALLOIS PERRET
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Michel CLAIR, Président

N° SIRET : 58214281600294

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 46 logements PLUS sis chemin de la Tournelle - clos des Vignes à l'Etang-la-Ville

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - PAC
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 3 626,35 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,64 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 5.834.903 € x 5% = 291.745 €

Plafond : 10.000 € x 46 = 460.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- L'ETANG-LA-VILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	10 849 152,00	100,00%
Total	10 849 152,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	1 629 970,00	15,02%
PRETS CDC	8 927 437,00	82,29%
SUBVENTION REGION	291 745,00	2,69%
Total	10 849 152,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 174 528,00 €

2014	Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	654 547,00 €
2014	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	367 689,00 €
2014	Logement social pour les personnes en situation de handicap	580 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 825 613,00 €
2015	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	264 840,00 €
2015	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	1 260 000,00 €
2015	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	118 960,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	816 990,00 €
2016	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	454 627,00 €
2016	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	350 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	530 536,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	276 260,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	249 336,00 €
2017	Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	1 492 000,00 €
	Montant total	6 818 819,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021797

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 78 - L'ETANG LA VILLE - CHEMIN DE LA TOURNELLE - 69 PLUS/PLAI - 76 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 137 755,00 €	12,91 %	276 000,00 €
	Montant Total de la subvention		276 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D HLM FRANCE HABITATION
Adresse administrative : 1 SQ CHAPTAL
92300 LEVALLOIS PERRET
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Michel CLAIR, Président

N° SIRET : 58214281600294

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 23 logements PLAI sis chemin de la Tournelle - clos des Vignes à l'Etang-la-Ville

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 4,10 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz - PAC
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 1 286,02 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,39 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 2.137.755 € x 30 % = 641.327 €

Plafond : 12.000 € x 23 = 276.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- L'ETANG-LA-VILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 993 559,00	100,00%
Total	3 993 559,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	207 000,00	5,18%
PRIME SPECIFIQUE	414 000,00	10,37%
FONDS PROPRES	599 034,00	15,00%
PRETS CDC	2 497 525,00	62,54%
SUBVENTION REGION	276 000,00	6,91%
Total	3 993 559,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 174 528,00 €
2014	Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	654 547,00 €
2014	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	367 689,00 €
2014	Logement social pour les personnes en situation de handicap	580 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 825 613,00 €
2015	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	264 840,00 €
2015	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	1 260 000,00 €
2015	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	118 960,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	816 990,00 €
2016	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	454 627,00 €
2016	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	350 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	530 536,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	276 260,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	249 336,00 €
2017	Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	1 492 000,00 €
	Montant total	6 818 819,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024139

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 78 - HOUILLES - RUE ROBESPIERRE/QUARTIER DE LA GARE 40 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	677 098,00 €	5,00 %	33 855,00 €
	Montant Total de la subvention		33 855,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BATIGERE ILE DE FRANCE SA D'HLM
Adresse administrative : 89 RUE DE TOCQUEVILLE
75828 PARIS 17
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Dominique DUBAND, Président

N° SIRET : 58200010500137

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 7 logements PLS sis rue Robespierre / quartier de la Gare à Houilles

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 282,88 m²

Loyer / m² SU - Valeur juin 2017 : 11,36 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 677.098 € x 5% = 33.855 €

Plafond : 5.000 € x 7 = 35.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- HOUILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	933 673,00	100,00%
Total	933 673,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRETS CDC	473 839,00	50,75%
FONDS PROPRES	425 979,00	45,62%
SUBVENTION REGION	33 855,00	3,63%
Total	933 673,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	31 320,00 €
2015	Politique énergie climat	4 540,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 515 248,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 816 800,00 €
2016	Politique énergie climat	10 400,00 €

2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	75 309,00 €
2017	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	2 830 000,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	350 936,00 €
	Montant total	5 546 985,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024141

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 78 - HOUILLES - RUE ROBESPIERRE 40 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 260 000,00 €	5,00 %	63 000,00 €
	Montant Total de la subvention		63 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BATIGERE ILE DE FRANCE SA D'HLM
Adresse administrative : 89 RUE DE TOCQUEVILLE
75828 PARIS 17
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Dominique DUBAND, Président

N° SIRET : 58200010500137

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 15 logements PLUS sis rue Robespierre / quartier de la Gare à Houilles

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 526,40 m²

Loyer / m² SU - Valeur juin 2017 : 8,55 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.260.000 € x 5% = 63.000 €

Plafond : 10.000 € x 15 = 150.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- HOUILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 737 465,00	100,00%
Total	1 737 465,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	198 000,00	11,40%
PRETS CDC	549 602,00	31,63%
FONDS PROPRES	926 863,00	53,35%
SUBVENTION REGION	63 000,00	3,63%
Total	1 737 465,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	31 320,00 €
2015	Politique énergie climat	4 540,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 515 248,00 €

2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 816 800,00 €
2016	Politique énergie climat	10 400,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	75 309,00 €
2017	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	2 830 000,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	350 936,00 €
	Montant total	5 546 985,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024140

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 78 - HOUILLES - RUE ROBESPIERRE/QUARTIER DE LA GARE 40 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 311 110,00 €	16,47 %	216 000,00 €
	Montant Total de la subvention		216 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BATIGERE ILE DE FRANCE SA D'HLM
Adresse administrative : 89 RUE DE TOCQUEVILLE
75828 PARIS 17
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Dominique DUBAND, Président

N° SIRET : 58200010500137

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 18 logements PLAI sis rue Robespierre / quartier de la Gare à Houilles

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 12,01%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collectif gaz

Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 547,75 m²
Loyer / m² SU - Valeur juin 2017 : 7,60 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.311.110 € x 30 % = 393.333 €

Plafond : 12.000 € x 18 = 216.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- HOUILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 807 934,00	100,00%
Total	1 807 934,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	144 000,00	7,96%
PRIME SPECIFIQUE	120 000,00	6,64%
PRET 1%	440 000,00	24,34%
PRETS CDC	843 295,00	46,64%
FONDS PROPRES	44 639,00	2,47%
SUBVENTION REGION	216 000,00	11,95%
Total	1 807 934,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	31 320,00 €
2015	Politique énergie climat	4 540,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 515 248,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 816 800,00 €
2016	Politique énergie climat	10 400,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	75 309,00 €
2017	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	2 830 000,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	350 936,00 €
	Montant total	5 546 985,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16016662

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 78 - MANTES LA VILLE - ZAC MANTES UNIVERSITE LOT 4.3A - 14 PLUS - 20 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 809 128,00 €	5,00 %	90 456,00 €
	Montant Total de la subvention		90 456,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM ICF LA SABLIERE
Adresse administrative : 24 RUE DE PARADIS
75490 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Patrick JEANSELME, Président

N° SIRET : 55202210500357

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 14 logements PLUS sis avenue de la Grande Halle/boulevard Roger Salengro, ZAC Mantes Université (lot 4.3a) à Mantes-la-Ville

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 931,54 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,40 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.809.128 € x 5% = 90.456 €

Plafond : 10.000 € x 14 = 140.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MANTES-LA-VILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 436 582,00	100,00%
Total	2 436 582,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION 1%	175 000,00	7,18%
PRET 1%	52 000,00	2,13%
FONDS PROPRES	417 895,00	17,15%
PRETS CDC	1 701 231,00	69,82%
SUBVENTION REGION	90 456,00	3,71%
Total	2 436 582,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 457 117,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	782 000,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	237 000,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €

2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 483 412,00 €
	Montant total	5 905 675,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022753

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 78 -TRIEL-SUR-SEINE - RUE DE SABLONVILLE 20 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	431 958,00 €	4,63 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 4 logements PLS sis rue de Sablonville à Triel-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification HQE RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 187,24 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 10,5 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 431.958 € x 5% = 21.598 €

Plafond : 5.000 € x 4 = 20.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- TRIEL-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	555 391,00	100,00%
Total	555 391,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	120 000,00	21,61%
PRETS CDC	279 848,00	50,39%
FONDS PROPRES	135 543,00	24,40%
SUBVENTION REGION	20 000,00	3,60%
Total	555 391,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €

2016	Aide à l’équipement matériel et mobilier	61 379,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 338 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 003 970,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	799 000,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	659 362,00 €
	Montant total	12 082 246,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022755

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 78 -TRIEL-SUR-SEINE- RUE DE SABLONVILLE - 20 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 438 928,00 €	5,00 %	71 946,00 €
	Montant Total de la subvention		71 946,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 10 logements PLUS sis 31 rue de Sablonville à Triel-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : Individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 623,73 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 6,97 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.438.928 € x 5% = 71.946 €

Plafond : 10.000 € x 10 = 100.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- TRIEL-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 850 108,00	100,00%
Total	1 850 108,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	72 017,00	3,89%
PRET 1%	592 000,00	32,00%
PRETS CDC	943 359,00	50,99%
FONDS PROPRES	170 786,00	9,23%
SUBVENTION REGION	71 946,00	3,89%
Total	1 850 108,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €

2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €
2016	Aide à l'équipement matériel et mobilier	61 379,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 338 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 003 970,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	799 000,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	659 362,00 €
	Montant total	12 082 246,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022752

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 78 - TRIEL-SUR-SEINE RUE DE SABLONVILLE 20 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	803 703,00 €	8,96 %	72 000,00 €
	Montant Total de la subvention		72 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalistion de 6 logements PLAI sis rue de Sablonville à Triel-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 5,2%
Source DRIHLRPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification HQE RET 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 348,37 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 6,20 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 803.703 € x 30 % = 241.111 €

Plafond : 12.000 € x 6 = 72.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- TRIEL-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 033 365,00	100,00%
Total	1 033 365,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	127 999,00	12,39%
PRET 1%	572 000,00	55,35%
PRETS CDC	261 366,00	25,29%
SUBVENTION REGION	72 000,00	6,97%
Total	1 033 365,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €
2016	Aide à l'équipement matériel et mobilier	61 379,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 338 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 003 970,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	799 000,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	659 362,00 €
	Montant total	12 082 246,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011583

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 78 - VAUX SUR SEINE - GENERAL DE GAULLE - 40 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	697 774,00 €	5,00 %	34 889,00 €
	Montant Total de la subvention		34 889,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LOGIREP
Adresse administrative : 127 RUE GAMBETTA
92154 SURESNES
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur DANIEL BIARD, Président

N° SIRET : 55209333800382

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 8 logements PLS sis 50-54, rue du Général de Gaulle à Vaux-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 331,34 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 10,00 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLS

Calcul de la subvention : 697.774 € x 5 % = 34.889 €

Plafond : 5.000 € x 8 = 40.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAUX-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	895 957,00	100,00%
Total	895 957,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	240 000,00	26,79%
FONDS PROPRES	54 707,00	6,11%
PRETS CDC	566 361,00	63,21%
SUBVENTION REGION	34 889,00	3,89%
Total	895 957,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	300 000,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	74 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 588 969,00 €

2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	428 500,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 804 032,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 292 160,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	649 794,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	360 022,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	507 159,00 €
	Montant total	6 996 151,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011580

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 78 - VAUX SUR SEINE - RUE DU GENERAL DE GAULLE - 40 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 027 316,00 €	5,00 %	151 366,00 €
	Montant Total de la subvention		151 366,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LOGIREP
Adresse administrative : 127 RUE GAMBETTA
92154 SURESNES
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur DANIEL BIARD, Président

N° SIRET : 55209333800382

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 20 logements PLUS sis 50-54 rue du Général de Gaulle à Vaux-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1 392,87 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,83 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.027.316 € x 5 % = 151.366 €

Plafond : 10.000 € x 20 = 200.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAUX-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 887 141,00	100,00%
Total	3 887 141,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	130 000,00	3,34%
PRET 1%	420 000,00	10,80%
FONDS PROPRES	397 348,00	10,22%
PRETS CDC	2 788 427,00	71,73%
SUBVENTION REGION	151 366,00	3,89%
Total	3 887 141,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	300 000,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	74 000,00 €

2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 588 969,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	428 500,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 804 032,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 292 160,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	649 794,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	360 022,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	507 159,00 €
	Montant total	6 996 151,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011582

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 78 - VAUX SUR SEINE - GENERAL DE GAULLE - 40 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 599 942,00 €	9,00 %	144 000,00 €
	Montant Total de la subvention		144 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LOGIREP
Adresse administrative : 127 RUE GAMBETTA
92154 SURESNES
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur DANIEL BIARD, Président

N° SIRET : 55209333800382

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 12 logements PLAI sis 50-54, rue du Général de Gaulle à Vaux-sur-Seine.

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 10 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 734,52 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,07 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.599.942 € x 30 % = 479.983 €

Plafond : 12.000 € x 12 = 144.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAUX-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 054 360,00	100,00%
Total	2 054 360,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	78 000,00	3,80%
PRET 1%	240 000,00	11,68%
FONDS PROPRES	157 436,00	7,66%
PRETS CDC	1 434 924,00	69,85%
SUBVENTION REGION	144 000,00	7,01%
Total	2 054 360,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	300 000,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	74 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 588 969,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	428 500,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 804 032,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 292 160,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	649 794,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	360 022,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	507 159,00 €
	Montant total	6 996 151,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007064

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 78 - VIROFLAY - AVENUE DU GENERAL LECLERC - 16 PLUS/PLAI - 24 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 060 604,00 €	5,00 %	53 030,00 €
	Montant Total de la subvention		53 030,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM OSICA
Adresse administrative : 102 AVENUE DE FRANCE
75646 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Anne-Sophie GRAVE, Présidente

Objet : La SA d'HLM OSICA a pour objet la construction et la gestion d'habitations à loyer modéré.

N° SIRET : 55204648400259

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 9 logements PLUS sis 99-103, avenue du Général Leclerc à Viroflay

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 507,97 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,59 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.060.604 € x 5% = 53.030 €

Plafond : 10.000 € x 9 = 90.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VIROFLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 971 659,00	100,00%
Total	1 971 659,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	58 500,00	2,97%
SUBVENTION COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VERSAILLES GRAND PARC ATT	159 660,00	8,10%
SUBVENTION 1%	90 000,00	4,56%
FONDS PROPRES	46 861,00	2,38%
PRETS CDC	1 563 608,00	79,30%
SUBVENTION REGION	53 030,00	2,69%
Total	1 971 659,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 857 407,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	2 625 170,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 221 382,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 220 902,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 411 859,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 283 670,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 278 197,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	408 277,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	768 293,00 €
	Montant total	14 550 312,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007065

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 78 - VIROFLAY - AVENUE DU GENERAL LECLERC - 16 PLUS/PLAI - 24 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	794 358,00 €	10,57 %	84 000,00 €
	Montant Total de la subvention		84 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM OSICA
Adresse administrative : 102 AVENUE DE FRANCE
75646 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Anne-Sophie GRAVE, Présidente

Objet : La SA d'HLM OSICA a pour objet la construction et la gestion d'habitations à loyer modéré.

N° SIRET : 55204648400259

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 7 logements PLAI sis 99-103, avenue du Général Leclerc à Viroflay

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 9,52 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 419,10 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,45 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 794.358 € x 30 % = 238.307 €

Plafond : 12.000 € x 7 = 84.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VIROFLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 476 708,00	100,00%
Total	1 476 708,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	45 000,00	3,05%
SUBVENTION COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VERSAILLES GRAND PARC ATT	124 180,00	8,41%
SUBVENTION 1%	90 000,00	6,09%
PRETS CDC	1 133 528,00	76,76%
SUBVENTION REGION	84 000,00	5,69%
Total	1 476 708,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 857 407,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	2 625 170,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 221 382,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 220 902,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 411 859,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 283 670,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 278 197,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	408 277,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	768 293,00 €
	Montant total	14 550 312,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000036

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 91 - ARPAJON - JEU DE PAUME - 22 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 809 382,00 €	5,00 %	90 469,00 €
	Montant Total de la subvention		90 469,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES
Adresse administrative : 112 AVENUE ARISTIDE BRIAND
92160 ANTONY
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-François GRILLON, Président

N° SIRET : 67202208400053

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 15 logements PLUS sis 1, ruelle du Jeu de Paume à Arpajon

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE et RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 992,10 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,14 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.809.382 € x 5% = 90.469 €

Plafond : 10.000 € x 15 = 150.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ARPAJON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 659 558,00	100,00%
Total	2 659 558,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	82 500,00	3,10%
PRETS CDC	1 724 589,00	64,84%
SUBVENTION 1%	520 000,00	19,55%
FONDS PROPRES	242 000,00	9,10%
SUBVENTION REGION	90 469,00	3,40%
Total	2 659 558,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	571 363,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 128 153,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 083 526,00 €

2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	10 344,00 €
	Montant total	1 821 603,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000037

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 91 - ARPAJON - JEU DE PAUME - 22 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	677 264,00 €	12,40 %	84 000,00 €
	Montant Total de la subvention		84 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES
Adresse administrative : 112 AVENUE ARISTIDE BRIAND
92160 ANTONY
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-François GRILLON, Président

N° SIRET : 67202208400053

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 7 logements PLAI sis 1, ruelle du Jeu de Paume à Arpajon

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 23,2%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE et RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 371,35 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,34 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 677.264 € x 30 % = 203.179 €

Plafond : 12.000 € x 7 = 84.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ARPAJON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	995 491,00	100,00%
Total	995 491,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	38 500,00	3,87%
PRETS CDC	872 991,00	87,69%
SUBVENTION REGION	84 000,00	8,44%
Total	995 491,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	571 363,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 128 153,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 083 526,00 €

2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	10 344,00 €
	Montant total	1 821 603,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006938

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 91 - FLEURY MEROGIS - SALVADOR ALLENDE/CNR - 68 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	7 453 317,00 €	5,00 %	372 666,00 €
	Montant Total de la subvention		372 666,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LOGIAL OPH OHSA
Adresse administrative : 86B QUAI BLANQUI
94146 ALFORTVILLE CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Luc CARVOUNAS, Président

N° SIRET : 38895630200029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 56 logements PLUS sis rue Salvador Allende / rue du Conseil National de la Résistance / rue Marchand Feraoun à Fleury-Mérogis

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : chaudière gaz
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et Environnement, RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 3.986,40 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 6,78 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 7.453.317 € x 5% = 372.666 €

Plafond : 10.000 € x 56 = 560.000 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- FLEURY-MEROGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	10 351 054,00	100,00%
Total	10 351 054,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	145 756,00	1,41%
SUBVENTION 1%	535 000,00	5,17%
PRETS	7 265 007,00	70,19%
PRET 1%	300 000,00	2,90%
SUBVENTION DEPARTEMENT EN COURS	252 000,00	2,43%
FONDS PROPRES	1 480 625,00	14,30%
SUBVENTION REGION	372 666,00	3,60%
Total	10 351 054,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 479 438,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	830 242,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et	482 431,00 €

	intermédiaires – Logement familial	
	Montant total	1 679 617,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000034

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 91 - FORGES LES BAINS - GENERAL LECLERC - 42 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 682 201,00 €	5,00 %	184 110,00 €
	Montant Total de la subvention		184 110,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES
Adresse administrative : 112 AVENUE ARISTIDE BRIAND
92160 ANTONY
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-François GRILLON, Président

N° SIRET : 67202208400053

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 29 logements PLUS sis rue du Général Leclerc à Forges-les-Bains

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE et RT 2012 -10 %

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2.111,30 m²

Loyer / m² SU - Valeur janiver 2016 : 6,87 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.682.201 € x 5% = 184.110 €

Plafond : 10.000 € x 29 = 290.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- FORGES-LES-BAINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	5 410 740,00	100,00%
Total	5 410 740,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	159 500,00	2,95%
PRETS CDC	4 007 130,00	74,06%
PRETS 1%	1 060 000,00	19,59%
SUBVENTION REGION	184 110,00	3,40%
Total	5 410 740,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	571 363,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 128 153,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 083 526,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	10 344,00 €

	Montant total	1 821 603,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17000035

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 91 - FORGES LES BAINS - GENERAL LECLERC - 42 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 469 043,00 €	10,62 %	156 000,00 €
	Montant Total de la subvention		156 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES
Adresse administrative : 112 AVENUE ARISTIDE BRIAND
92160 ANTONY
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-François GRILLON, Président

N° SIRET : 67202208400053

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 13 logements PLAI sis rue du Général Leclerc à Forges-les-Bains

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 1,4%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE et RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 842,30 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,27 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.469.043 € x 30 % = 440.713 €

Plafond : 12.000 € x 13 = 156.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- FORGES-LES-BAINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 158 658,00	100,00%
Total	2 158 658,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	71 500,00	3,31%
PRETS CDC	1 931 158,00	89,46%
SUBVENTION REGION	156 000,00	7,23%
Total	2 158 658,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	571 363,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 128 153,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 083 526,00 €

2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	10 344,00 €
	Montant total	1 821 603,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022514

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 91 - GUIBEVILLE - RUE PASTEUR 4 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	515 463,00 €	5,00 %	25 773,00 €
	Montant Total de la subvention		25 773,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES
Adresse administrative : 112 AVENUE ARISTIDE BRIAND
92160 ANTONY
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-François GRILLON, Président

N° SIRET : 67202208400053

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 3 logements PLUS sis rue Pasteur à Guibeville

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : gaz individuel et ballon thermodynamique
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat et RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 237,90 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,63 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 515.463 € x 5% = 25.773 €

Plafond : 10.000 € x 3 = 30.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- GUIBEVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	651 883,00	100,00%
Total	651 883,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION COMMUNAUTE DE COMMUNE (SOLLICITEE)	7 500,00	1,15%
PRETS CDC	477 422,00	73,24%
FONDS PROPRES	141 188,00	21,66%
SUBVENTION REGION	25 773,00	3,95%
Total	651 883,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	571 363,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 128 153,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 083 526,00 €

2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	10 344,00 €
	Montant total	1 821 603,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021837

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 91 - GUIBEVILLE - RUE PASTEUR 4 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	171 604,00 €	6,99 %	12 000,00 €
	Montant Total de la subvention		12 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES
Adresse administrative : 112 AVENUE ARISTIDE BRIAND
92160 ANTONY
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-François GRILLON, Président

N° SIRET : 67202208400053

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, d'un logement PLAI sis rue Pasteur à Guibeville

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : NC

Chauffage/ECS : gaz individuel et ballon thermodynamique
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat et RT 2012 -10 %

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 79,20 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 5,90 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 171.604 € x 30 % = 51.481 €

Plafond : 12.000 € x 1 = 12.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- GUIBEVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	217 020,00	100,00%
Total	217 020,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	11 000,00	5,07%
PRIME SPECIFIQUE	9 000,00	4,15%
COMMUNAUTE DE COMMUNE (SOLLICITEE)	2 500,00	1,15%
PRETS CDC	182 520,00	84,10%
SUBVENTION REGION	12 000,00	5,53%
Total	217 020,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	571 363,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 128 153,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 083 526,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	10 344,00 €
	Montant total	1 821 603,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018745

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 91 - MORSANG SUR ORGE - JULES FERRY - 6 PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	724 927,00 €	21,13 %	153 186,00 €
	Montant Total de la subvention		153 186,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNL PROLOGUES
Adresse administrative : 18 COUR DEBILLE
75011 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-René POILLOT, Président

N° SIRET : 40298762200048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, de 6 logements PLAI situés 34 rue Jules Ferry à Morsang-sur-Orge

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 25,3%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification BBC effinergie

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 211 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,78 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 724.927 € x 30 % = 217.478 €

Plafond : 726 €* x 211 m² = 153.186 €
* Majoration convention de partenariat avec Fondation Abbé Pierre

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MORSANG-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	786 527,00	100,00%
Total	786 527,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION PLAI	188 533,00	23,97%
PRIME SPECIFIQUE	72 919,00	9,27%
SUBVENTION DEPARTEMENT ATTRIBUEE	180 000,00	22,89%
SUBVENTION FONDATION ABBE PIERRE	78 653,00	10,00%
FONDS PROPRES	113 236,00	14,40%
SUBVENTION REGION	153 186,00	19,48%
Total	786 527,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Clôturé_Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux_Clôturé	10 359,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	360 618,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 400 962,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	870 948,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	898 475,00 €
	Montant total	2 673 422,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019946

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 91 - NOZAY - RUE DES PYLANDRIES CHEMIN DE LA POUPARDIERE 37 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 513 259,00 €	5,00 %	175 663,00 €
	Montant Total de la subvention		175 663,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE
Adresse administrative : 59 RUE DE PROVENCE
75009 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Denis LOTHAIRE, Président

Objet : Louer, construire, acquérir, améliorer, aménager, assainir, réparer et gérer des habitations collectives ou individuelles avec leurs jardins, dépendances ou annexes et, éventuellement, lorsque ces habitations forment un ensemble, des locaux à usage commun ou des installations nécessaires à la vie économique et sociale de cet ensemble.

N° SIRET : 31551880300046

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 26 logements PLUS sis rue des Pylandries, chemin de la Poupardière à Nozay

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz et pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE - RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.608,35 m²
Loyer / m² SU - Valeur juillet 2016 : 7,58 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.513.259 € x 5% = 175.663 €

Plafond : 10.000 € x 26 = 260.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- NOZAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 647 374,00	100,00%
Total	4 647 374,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRETS CDC	2 741 656,00	58,99%
PRET 1%	780 000,00	16,78%
FONDS PROPRES	950 055,00	20,44%
SUBVENTION REGION	175 663,00	3,78%
Total	4 647 374,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accueil de jour en EHPAD	100 000,00 €
2014	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	393 000,00 €
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 852 742,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 736 017,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 544 013,00 €
2015	Aide en faveur du logement des jeunes et apprentis	267 751,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 826 994,00 €
2016	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 216 055,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 001 806,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	400 000,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	725 318,00 €
	Montant total	8 380 894,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019947

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 91 - NOZAY - RUE DE PYLANDRIES, CHEMIN DE LA POUPARDIERE 37 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 473 981,00 €	8,96 %	132 000,00 €
	Montant Total de la subvention		132 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE
Adresse administrative : 59 RUE DE PROVENCE
75009 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Denis LOTHAIRE, Président

Objet : Louer, construire, acquérir, améliorer, aménager, assainir, réparer et gérer des habitations collectives ou individuelles avec leurs jardins, dépendances ou annexes et, éventuellement, lorsque ces habitations forment un ensemble, des locaux à usage commun ou des installations nécessaires à la vie économique et sociale de cet ensemble.

N° SIRET : 31551880300046

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 11 logements PLAI sis rue de Pylandries, chemin de la Poupardière à Nozay

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 7%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz et pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE - RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 674,78 m²
Loyer / m² SU - Valeur juillet 2016 : 6,61 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.473.981 € x 30 % = 442.194 €

Plafond : 12.000 € x 11 = 132.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- NOZAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 949 796,00	100,00%
Total	1 949 796,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRETS CDC	1 455 503,00	74,65%
PRET 1%	177 293,00	9,09%
SUBVENTION ETAT	185 000,00	9,49%
SUBVENTION REGION	132 000,00	6,77%
Total	1 949 796,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Accueil de jour en EHPAD	100 000,00 €
2014	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	393 000,00 €
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 852 742,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 736 017,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 544 013,00 €
2015	Aide en faveur du logement des jeunes et apprentis	267 751,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 826 994,00 €
2016	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 216 055,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 001 806,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	400 000,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	725 318,00 €
	Montant total	8 380 894,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002380

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 91 - ORSAY - DUBREUIL/ARCHANGE - 16 PLUS/PLAI / 23 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	840 518,00 €	5,00 %	42 026,00 €
	Montant Total de la subvention		42 026,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 9 logements PLUS sis boulevard Dubreuil / rue Archangé à Orsay

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat et RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 550,75 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,02 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 840.518 € x 5% = 42.026 €

Plafond : 10.000 € x 9 = 90.000 €

Localisation géographique :

- ORSAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 177 888,00	100,00%
Total	1 177 888,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	53 000,00	4,50%
PRETS CDC	911 000,00	77,34%
PRETS 1%	162 000,00	13,75%
FONDS PROPRES	9 862,00	0,84%
SUBVENTION REGION	42 026,00	3,57%
Total	1 177 888,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €

2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 251 076,00 €
	Montant total	27 293 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17002381

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 91 - ORSAY - DUBREUIL/ARCHANGE - 16 PLUS/PLAI / 23 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	742 715,00 €	11,31 %	84 000,00 €
	Montant Total de la subvention		84 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 7 logements PLAI sis boulevard Dubreuil / rue Archangé à Orsay

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 14,4%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat - RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 486,67 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,38 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 742.715 € x 30 % = 222.814 €

Plafond : 12.000 € x 7 = 84.000 €

Localisation géographique :

- ORSAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 040 829,00	100,00%
Total	1 040 829,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	41 000,00	3,94%
PRETS CDC	639 500,00	61,44%
PRETS 1%	112 000,00	10,76%
FONDS PROPRES	164 329,00	15,79%
SUBVENTION REGION	84 000,00	8,07%
Total	1 040 829,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €

2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 251 076,00 €
	Montant total	27 293 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007028

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 91 - SACLAY - CLOS DE L'HOPITAL - 34 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 993 609,00 €	5,00 %	99 680,00 €
	Montant Total de la subvention		99 680,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM OSICA
Adresse administrative : 102 AVENUE DE FRANCE
75646 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Anne-Sophie GRAVE, Présidente

Objet : La SA d'HLM OSICA a pour objet la construction et la gestion d'habitations à loyer modéré.

N° SIRET : 55204648400259

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 16 logements PLUS sis rue de Paris / chemin de la Rigole / Clos de l'Hôpital à Saclay

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et Environnement - RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.109,05 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,83 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.993.609 € x 5% = 99.680 €

Plafond : 10.000 € x 16 = 160.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SACLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 203 662,00	100,00%
Total	3 203 662,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET CDC	1 512 402,00	47,21%
PRET 1%	1 125 000,00	35,12%
FONDS PROPRES	466 580,00	14,56%
SUBVENTION REGION	99 680,00	3,11%
Total	3 203 662,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et	1 857 407,00 €

	apprentis	
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	2 625 170,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 221 382,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 220 902,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 411 859,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 283 670,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 278 197,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	408 277,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	768 293,00 €
	Montant total	14 550 312,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007029

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 91 - SACLAY - CLOS DE L'HOPITAL - 34 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 323 779,00 €	9,97 %	132 000,00 €
	Montant Total de la subvention		132 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM OSICA
Adresse administrative : 102 AVENUE DE FRANCE
75646 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Anne-Sophie GRAVE, Présidente

Objet : La SA d'HLM OSICA a pour objet la construction et la gestion d'habitations à loyer modéré.

N° SIRET : 55204648400259

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 11 logements PLAI sis rue de Paris - chemin de la Rigole - Clos de l'Hôpital à Saclay

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 13,1%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification Habitat Environnement et RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 722,80 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,08 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.323.779 € x 30 % = 397.133 €

Plafond : 12.000 € x 11 = 132.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SACLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 127 267,00	100,00%
Total	2 127 267,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	110 000,00	5,17%
PRIME SPECIFIQUE	38 500,00	1,81%
PRET 1%	505 000,00	23,74%
PRETS CDC	1 341 767,00	63,07%
SUBVENTION REGION	132 000,00	6,21%
Total	2 127 267,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 857 407,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	2 625 170,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 221 382,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 220 902,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 411 859,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 283 670,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 278 197,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	408 277,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	768 293,00 €
	Montant total	14 550 312,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012416

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 91 - SAINT-MICHEL-SUR-ORGE - RUE SAINT EXUPERY - 12 PLAI/PLUS/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	434 302,00 €	3,45 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESSONNE HABITAT
Adresse administrative : 2 ALLEE EUGENE MOUCHOT - BP 79
91131 RIS ORANGIS CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Chantal ELIE-LEFEBVRE, Présidente

N° SIRET : 96520288000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 3 logements PLS sis rue Saint Exupéry - quartier Gambetta à Saint-Michel-sur-Orge

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : indiviuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE et RT 2012 -12%

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 219,37 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 9,68 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 434.302 € x 5% = 21.715 €

Plafond : 5.000 € x 3 = 15.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-MICHEL-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	686 413,00	100,00%
Total	686 413,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRETS CDC	60 000,00	8,74%
PRETS 1%	551 413,00	80,33%
FONDS PROPRES	60 000,00	8,74%
SUBVENTION REGION	15 000,00	2,19%
Total	686 413,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	564 979,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 035 610,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	484 867,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 486 868,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 574 386,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et	700 929,00 €

	intermédiaires – Logement familial	
	Montant total	4 311 050,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17004813

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 91 - SAINT-MICHEL-SUR-ORGE - RUE SAINT EXUPERY - 12 PLAI/PLUS/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	625 867,00 €	5,00 %	31 293,00 €
	Montant Total de la subvention		31 293,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESSONNE HABITAT
Adresse administrative : 2 ALLEE EUGENE MOUCHOT - BP 79
91131 RIS ORANGIS CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Chantal ELIE-LEFEBVRE, Présidente

N° SIRET : 96520288000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 5 logements PLUS sis rue Saint Exupéry - quartier Gambetta à Saint-Michel-sur-Orge

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : chaudière au gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE et RT 2012 -10%
Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 365,07 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,93 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 625.867 € x 5% = 31.293 €

Plafond : 10.000 € x 5 = 50.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-MICHEL-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	989 180,00	100,00%
Total	989 180,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	20 000,00	2,02%
PRET 1%	232 000,00	23,45%
PRET CDC	428 675,00	43,34%
FONDS PROPRES	277 212,00	28,02%
SUBVENTION REGION	31 293,00	3,16%
Total	989 180,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	564 979,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 035 610,00 €

2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	484 867,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 486 868,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 574 386,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	700 929,00 €
	Montant total	4 311 050,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008683

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 91 - SAINT-MICHEL-SUR-ORGE - RUE SAINT EXUPERY - 12 PLAI/PLUS/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	501 335,00 €	9,57 %	48 000,00 €
	Montant Total de la subvention		48 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESSONNE HABITAT
Adresse administrative : 2 ALLEE EUGENE MOUCHOT - BP 79
91131 RIS ORANGIS CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Chantal ELIE-LEFEBVRE, Présidente

N° SIRET : 96520288000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 4 logements PLAI sis rue Saint Exupéry - quartier Gambetta à Saint-Michel-sur-Orge

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 19%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE et RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 292,43 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,16 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 501.335 € x 30 % = 150.400 €

Plafond : 12.000 € x 4 = 48.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-MICHEL-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	792 357,00	100,00%
Total	792 357,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	16 000,00	2,02%
PRETS CDC	728 357,00	91,92%
SUBVENTION REGION	48 000,00	6,06%
Total	792 357,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	564 979,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 035 610,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	484 867,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 486 868,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 574 386,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	700 929,00 €
	Montant total	4 311 050,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018724

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 91 - VARENNES JARCY - RUE LIBERATION - 23 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 206 699,00 €	5,00 %	110 335,00 €
	Montant Total de la subvention		110 335,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LOGEO SEINE ESTUAIRE
Adresse administrative : 53 RUE GUSTAVE FLAUBERT
76056 LE HAVRE CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Dominique GIRY, Président

N° SIRET : 36750089900144

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 15 logements PLUS sis 12, rue de la Libération à Varennes-Jarcy

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : gaz collectif et pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et Environnement - RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.020,09 m²
Loyer / m² SU - Valeur décembre 2015 : 6,84 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.206.699 € x 5% = 110.335 €

Plafond : 10.000 € x 15 = 150.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VARENNES-JARCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 992 557,00	100,00%
Total	2 992 557,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION DEPARTEMENT (sollicitée)	67 500,00	2,26%
SURCHARGE FONCIERE VILLE (sollicitée)	130 435,00	4,36%
SUBVENTION 1%	225 000,00	7,52%
PRETS CDC	2 238 940,00	74,82%
FONDS PROPRES	220 347,00	7,36%
SUBVENTION REGION	110 335,00	3,69%
Total	2 992 557,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007093

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 91 - VARENNES JARCY - RUE LIBERATION - 23 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 127 541,00 €	8,51 %	96 000,00 €
	Montant Total de la subvention		96 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LOGEO SEINE ESTUAIRE
Adresse administrative : 53 RUE GUSTAVE FLAUBERT
76056 LE HAVRE CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Dominique GIRY, Président

N° SIRET : 36750089900144

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 8 logements PLAI sis 12, rue de la Libération à Varennes-Jarcy

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 3,89 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS :gaz collectif et pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et Environnement - RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 511,32 m²
Loyer / m² SU - Valeur juillet 2015 : 6,18 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.127.541 € x 30 % = 338.262 €

Plafond : 12.000 € x 8 = 96.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VARENNES-JARCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 514 822,00	100,00%
Total	1 514 822,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	80 000,00	5,28%
PRIME SPECIFIQUE	46 500,00	3,07%
SUBVENTION DEPARTEMENT (sollicitée)	102 000,00	6,73%
SURCHARGE FONCIERE VILLE (sollicitée)	69 565,00	4,59%
SUBVENTION 1%	45 000,00	2,97%
PRETS CDC	915 757,00	60,45%
FONDS PROPRES	160 000,00	10,56%
SUBVENTION REGION	96 000,00	6,34%
Total	1 514 822,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022444

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 91 - VARENNES-JARCY - RUE DE LA LIBERATION 5 PLUS-PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	214 564,00 €	11,19 %	24 000,00 €
	Montant Total de la subvention		24 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LOGEO SEINE ESTUAIRE
Adresse administrative : 53 RUE GUSTAVE FLAUBERT
76056 LE HAVRE CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Dominique GIRY, Président

N° SIRET : 36750089900144

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 2 logements PLAI sis 12 rue de la Libération à Varennes-Jarcy

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 3,9%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 90,53 m²
Loyer / m² SU - Valeur décembre 2015 : 6,64 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 214.564 € x 30 % = 64.369 €

Plafond : 12.000 € x 2 = 24.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VARENNES-JARCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	275 176,00	100,00%
Total	275 176,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	20 000,00	7,27%
PRIME SPECIFIQUE	7 500,00	2,73%
SUBVENTION 1%	45 000,00	16,35%
PRETS CDC	147 712,00	53,68%
FONDS PROPRES	30 964,00	11,25%
SUBVENTION REGION	24 000,00	8,72%
Total	275 176,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022442

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 91 - VARENNES-JARCY - RUE DE LA LIBERATION 5 PLUS-PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	303 074,00 €	5,00 %	15 154,00 €
	Montant Total de la subvention		15 154,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LOGEO SEINE ESTUAIRE
Adresse administrative : 53 RUE GUSTAVE FLAUBERT
76056 LE HAVRE CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Dominique GIRY, Président

N° SIRET : 36750089900144

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 3 logements PLUS sis rue de la Libération à Varennes-Jarcy

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 131,10 m²
Loyer / m² SU - Valeur décembre 2015 : 7,46 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 303.074 € x 5% = 15.154 €

Plafond : 10.000 € x 3 = 30.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VARENNES-JARCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	396 133,00	100,00%
Total	396 133,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION 1%	45 000,00	11,36%
PRET 1%	60 000,00	15,15%
PRETS CDC	231 906,00	58,54%
FONDS PROPRES	44 073,00	11,13%
SUBVENTION REGION	15 154,00	3,83%
Total	396 133,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16016091

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 93 - NEUILLY SUR MARNE - PLACE JEAN BART - 117 PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	15 477 933,00 €	3,78 %	585 000,00 €
	Montant Total de la subvention		585 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 117 logements PLS sis place Jean Bart à Neuilly-sur-Marne

Date prévisionnelle de début de projet : 16 février 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à commencer les travaux en raison des spécificités des marchés en conception-réalisation

Description :
Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain (géothermie)
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -20%)

Mode de conventionnement PLS

Surface utile : 8 243 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,85 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 15.477.933 € x 5% = 773.897 €

Plafond : 5.000 € x 117 = 585.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- NEUILLY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	18 647 662,00	100,00%
Total	18 647 662,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	1 816 544,00	9,74%
PRETS CDC	16 246 118,00	87,12%
SUBVENTION REGION	585 000,00	3,14%
Total	18 647 662,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €
2016	Aide à l'équipement matériel et mobilier	61 379,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 338 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 003 970,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	799 000,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	659 362,00 €
	Montant total	12 082 246,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025405

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 94 - FRESNES - RUE DES FRERES LUMIERE - 16 PLS - 60 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 553 998,00 €	5,00 %	77 700,00 €
	Montant Total de la subvention		77 700,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 16 logements PLS, sis rue des Frères Lumière à Fresnes

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain (géothermie)
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 823,32 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 10,13 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 1.553.998 € x 5% = 77.700 €

Plafond : 5.000 € x 16 = 80.000 €

Localisation géographique :

- FRESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 364 610,00	100,00%
Total	2 364 610,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	360 000,00	15,22%
SUBVENTION MINISTERE DE LA JUSTICE	100 000,00	4,23%
FONDS PROPRES	236 461,00	10,00%
PRETS CDC	1 590 449,00	67,26%
SUBVENTION REGION	77 700,00	3,29%
Total	2 364 610,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €

2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 251 076,00 €
	Montant total	27 293 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025054

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 94 - VILLENEUVE SAINT GEORGES - 88 ET 96BIS AVENUE DE CHOISY - 86 PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	11 212 260,00 €	3,84 %	430 000,00 €
	Montant Total de la subvention		430 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 86 logements PLS sis 88 et 96bis avenue de Choisy à Villeneuve-Saint-Georges

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - PAC
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 5 515,05 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 8,15 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 11.212.260 € x 5% = 560.613 €

Plafond : 5.000 € x 86 = 430.000 €

Localisation géographique :

- VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	15 110 693,00	100,00%
Total	15 110 693,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	2 340 000,00	15,49%
FONDS PROPRES	1 511 070,00	10,00%
PRETS CDC	10 829 623,00	71,67%
SUBVENTION REGION	430 000,00	2,85%
Total	15 110 693,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €

2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 251 076,00 €
	Montant total	27 293 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008545

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 95 - DEUIL LA BARRE - 103 ROUTE DE SAINT DENIS - 19 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	495 068,00 €	5,00 %	24 753,00 €
	Montant Total de la subvention		24 753,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LOGIREP
Adresse administrative : 127 RUE GAMBETTA
92154 SURESNES
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur DANIEL BIARD, Président

N° SIRET : 55209333800382

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 5 logements PLS sis 103 route de Saint-Denis à Deuil-la-Barre

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel électrique
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 222,42 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 10,40 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 495.068 € x 5% = 24.753 €

Plafond : 5.000 € x 5 = 25.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEUIL-LA-BARRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	639 936,00	100,00%
Total	639 936,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	120 000,00	18,75%
FONDS PROPRES	128 749,00	20,12%
PRETS CDC	366 434,00	57,26%
SUBVENTION REGION	24 753,00	3,87%
Total	639 936,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	300 000,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	74 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 588 969,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	428 500,00 €

2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 804 032,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 292 160,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	649 794,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	360 022,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	507 159,00 €
	Montant total	6 996 151,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008541

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 95 - DEUIL LA BARRE - 103 ROUTE DE SAINT DENIS - 19 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 291 192,00 €	5,00 %	64 560,00 €
	Montant Total de la subvention		64 560,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LOGIREP
Adresse administrative : 127 RUE GAMBETTA
92154 SURESNES
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur DANIEL BIARD, Président

N° SIRET : 55209333800382

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 8 logements PLUS sis 103 route de Saint-Denis à Deuil-la-Barre

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel électrique
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 580,08 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,88 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.291.192 € x 5% = 64.560 €

Plafond : 10.000 € x 8 = 80.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEUIL-LA-BARRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 669 016,00	100,00%
Total	1 669 016,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRIME SPECIFIQUE	32 000,00	1,92%
PRET 1%	180 000,00	10,78%
FONDS PROPRES	213 605,00	12,80%
PRETS CDC	1 178 851,00	70,63%
SUBVENTION REGION	64 560,00	3,87%
Total	1 669 016,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	300 000,00 €

2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	74 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 588 969,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	428 500,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 804 032,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 292 160,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	649 794,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	360 022,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	507 159,00 €
	Montant total	6 996 151,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17008544

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 95 - DEUIL LA BARRE - 103 ROUTE DE SAINT DENIS - 19 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	633 264,00 €	11,37 %	72 000,00 €
	Montant Total de la subvention		72 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LOGIREP
Adresse administrative : 127 RUE GAMBETTA
92154 SURESNES
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur DANIEL BIARD, Président

N° SIRET : 55209333800382

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 6 logements PLAI sis 103 route de Saint-Denis à Deuil-la-Barre

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 16,7 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : individuel électrique
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 284,50 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,82 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 633.264 € x 30 % = 189.979 €

Plafond : 12.000 € x 6 = 72.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEUIL-LA-BARRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	818 568,00	100,00%
Total	818 568,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	21 000,00	2,57%
PRIME SPECIFIQUE	54 000,00	6,60%
PRET 1%	180 000,00	21,99%
PRETS CDC	491 568,00	60,05%
SUBVENTION REGION	72 000,00	8,80%
Total	818 568,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	300 000,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	74 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 588 969,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	428 500,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 804 032,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 292 160,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Réhabilitation durable	649 794,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	360 022,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	507 159,00 €
	Montant total	6 996 151,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX020572

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 95 - ENGHIEN-LES-BAINS - 80 ALLEE DES ECOLES - 22 PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 753 324,00 €	16,64 %	624 411,00 €
	Montant Total de la subvention		624 411,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FREHA FRANCE EURO HABITAT
Adresse administrative : 92-98 BD VICTOR HUGO
92110 CLICHY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pascal ROBIN, Président

Date de publication au JO : 3 décembre 2005

N° SIRET : 38334910700045

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, de 22 logements PLAI situés 80 allée des écoles à Enghien-Les-Bains

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 9,5%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 860,07 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,31 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 3.753.324 € x 30 % = 1.125.997 €

Plafond : 726 €* x 860,07 m² = 624.411 €
* Majoration convention de partenariat avec Fondation Abbé Pierre

Localisation géographique :
- ENGHIEN-LES-BAINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 244 464,00	100,00%
Total	4 244 464,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	584 440,00	13,77%
SUBVENTION FONDATION ABBE PIERRE	424 447,00	10,00%
SUBVENTION EPFIF	223 600,00	5,27%
SUBVENTION VILLE (OBTENUE)	449 000,00	10,58%
SURCHARGE FONCIERE COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VALLEE DE MONTMORENCY EC	175 000,00	4,12%
PRET 1%	628 000,00	14,80%
PRETS CDC	1 135 566,00	26,75%
SUBVENTION REGION	624 411,00	14,71%
Total	4 244 464,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	959 821,00 €
2014	Services et accueils de jour pour les personnes sans abri, les familles demandeuses d'asile et les réfugiés	100 000,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	754 138,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	101 720,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	417 083,00 €
	Montant total	2 261 049,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021760

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 95 - FONTENAY EN PARISIS - 75 RUE AMBROISE JACQUIN - 48 PLUS/PLAI - 60 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 854 546,00 €	5,00 %	192 727,00 €
	Montant Total de la subvention		192 727,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPAC OFFICE PUBLIC AMENAGEMENT CONSTRUCT OISE
Adresse administrative : 9 AV DU BEAUVAISIS
60006 BEAUVAIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Arnaud DUMONTIER, Président

N° SIRET : 78050391800044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 30 logements PLUS sis 75 rue Ambroise Jacquin à Fontenay-en-Parisis

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS

Surface utile : 1 918,52 m²
Loyer / m² SU - Valeur avril 2017 : 7,00 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.854.546 € x 5% = 192.727 €

Plafond : 10.000 € x 30 = 300.000 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- FONTENAY-EN-PARISIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	5 269 837,00	100,00%
Total	5 269 837,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRIME SPECIFIQUE	56 000,00	1,06%
PRET 1%	515 800,00	9,79%
FONDS PROPRES	1 154 507,00	21,91%
PRETS CDC	3 350 803,00	63,58%
SUBVENTION REGION	192 727,00	3,66%
Total	5 269 837,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021761

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 95 - FONTENAY EN PARISIS - 75 RUE AMBROISE JACQUIN - 48 PLUS/PLAI - 60 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 445 365,00 €	8,83 %	216 000,00 €
	Montant Total de la subvention		216 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPAC OFFICE PUBLIC AMENAGEMENT CONSTRUCT OISE
Adresse administrative : 9 AV DU BEAUVAISIS
60006 BEAUVAIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Arnaud DUMONTIER, Président

N° SIRET : 78050391800044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 18 logements PLAI sis 75 rue Ambroise Jacquin à Fontenay-en-Parisis

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 2 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : individuel gaz

Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 1 199,51 m²
Loyer / m² SU - Valeur avril 2017 : 6,23 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 2.445.365 € x 30 % = 733.609 €

Plafond : 12.000 € x 18 = 216.000 €

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- FONTENAY-EN-PARISIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 343 240,00	100,00%
Total	3 343 240,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	162 000,00	4,85%
PRIME SPECIFIQUE	54 000,00	1,62%
PRET 1%	336 000,00	10,05%
PRETS CDC	2 575 240,00	77,03%
SUBVENTION REGION	216 000,00	6,46%
Total	3 343 240,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019758

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 95 - GARGES LES GONESSE - RUE DU COLONEL FABIEN - 25 PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 067 055,00 €	4,08 %	125 000,00 €
	Montant Total de la subvention		125 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 25 logements PLS sis 40 rue du colonel Fabien à Garges-lès-Gonesse

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 1 595,75 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,95 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 3.067.055 € x 5% = 153.353 €

Plafond : 5.000 € x 25 = 125.000 €

Localisation géographique :

- GARGES-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 037 686,00	100,00%
Total	4 037 686,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	720 000,00	17,83%
FONDS PROPRES	278 686,00	6,90%
PRETS CDC	2 914 000,00	72,17%
SUBVENTION REGION	125 000,00	3,10%
Total	4 037 686,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €

2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 251 076,00 €
	Montant total	27 293 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003418

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 95 - L'ISLE ADAM - AVENUE DES BONSHOMMES - 42 PLUS/PLAI - 64 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 556 494,00 €	5,00 %	127 825,00 €
	Montant Total de la subvention		127 825,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 18 logements PLUS sis 112 avenue des Bonshommes à L'Isle-Adam

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz

Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1 145,30 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,75 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.556.494 € x 5% = 127.825 €

Calcul du plafond : 10.000 € x 18 = 180.000 €

Localisation géographique :

- L'ISLE-ADAM

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 635 435,00	100,00%
Total	3 635 435,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRIME SPECIFIQUE	126 000,00	3,47%
PRET 1%	455 359,00	12,53%
FONDS PROPRES	349 819,00	9,62%
PRETS CDC	2 576 432,00	70,87%
SUBVENTION REGION	127 825,00	3,52%
Total	3 635 435,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €

2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 251 076,00 €
	Montant total	27 293 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17003419

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 95 - L'ISLE ADAM - AVENUE DES BONSHOMMES - 42 PLUS/PLAI - 64 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 518 109,00 €	8,19 %	288 000,00 €
	Montant Total de la subvention		288 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 24 logements PLAI sis 112 avenue des Bonshommes à L'Isle-Adam

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 18,73 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : individuel gaz

Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 1 576,10 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,00 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 3.518.109 € x 30 % = 1.055.433 €

Calcul du plafond : 12.000 € x 24 = 288.000 €

Localisation géographique :

- L'ISLE-ADAM

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	5 002 889,00	100,00%
Total	5 002 889,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	216 000,00	4,32%
PRET 1%	626 641,00	12,53%
FONDS PROPRES	500 288,00	10,00%
PRETS CDC	3 371 960,00	67,40%
SUBVENTION REGION	288 000,00	5,76%
Total	5 002 889,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €

2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 251 076,00 €
	Montant total	27 293 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023504

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 95 - SAINT LEU LA FORET - GAMBETTA/GUYNEMER - 22 PLUS/PLAI - 27 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 203 921,00 €	5,00 %	60 196,00 €
	Montant Total de la subvention		60 196,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 12 logements PLUS sis rue Gambetta - rue Guynemer à Saint-Leu-la-Forêt

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 668,27 m²
Loyer / m² SU - Valeur mai 2017 : 7,28 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.203.921 € x 5% = 60.196 €

Plafond : 10.000 € x 12 = 120.000 €

Localisation géographique :

- SAINT-LEU-LA-FORET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 996 344,00	100,00%
Total	1 996 344,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	13 697,00	0,69%
PRIME SPECIFIQUE	12 556,00	0,63%
PRET 1%	367 540,00	18,41%
FONDS PROPRES	250 201,00	12,53%
PRETS CDC	1 292 154,00	64,73%
SUBVENTION REGION	60 196,00	3,02%
Total	1 996 344,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €

2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 251 076,00 €
	Montant total	27 293 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX023500

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 95 - SAINT LEU LA FORET - GAMBETTA/GUYNEMER - 22 PLUS/PLAI - 27 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	905 580,00 €	13,25 %	120 000,00 €
	Montant Total de la subvention		120 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 10 logements PLAI sis rue Gambetta - rue Guynemer à Saint-Leu-la-Forêt

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 18,85 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 502,66 m²
Loyer / m² SU - Valeur mai 2017 : 6,63 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 905.580 € x 30 % = 271.674 €

Plafond : 12.000 € x 10 = 120.000 €

Localisation géographique :

- SAINT-LEU-LA-FORET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 501 634,00	100,00%
Total	1 501 634,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	100 303,00	6,68%
PRIME SPECIFIQUE	9 444,00	0,63%
PRET 1%	276 460,00	18,41%
FONDS PROPRES	113 478,00	7,56%
PRETS CDC	881 949,00	58,73%
SUBVENTION REGION	120 000,00	7,99%
Total	1 501 634,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €

2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	400 000,00 €
2016	Politique énergie climat	107 100,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 941 734,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	790 326,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 251 076,00 €
	Montant total	27 293 122,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021280

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 95 - SAINT WITZ - 32 RUE DE PARIS - 39 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 147 434,00 €	5,00 %	207 372,00 €
	Montant Total de la subvention		207 372,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM DOMAXIS
Adresse administrative : 44 RUE SAINT-CHARLES
75015 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Pierre DUPORT, Président

N° SIRET : 32231555700049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 27 logements PLUS sis 32 rue de Paris à Saint-Witz

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz - PAC
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1 897,10 m²

Loyer / m² SU - Valeur décembre 2016 : 7,06 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 4.147.434 € x 5% = 207.372 €

Plafond : 10.000 € x 27 = 270.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-WITZ

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	5 554 314,00	100,00%
Total	5 554 314,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	108 000,00	1,94%
PRIME SPECIFIQUE	81 000,00	1,46%
PRET 1%	732 000,00	13,18%
FONDS PROPRES	1 900 011,00	34,21%
PRETS CDC	2 525 931,00	45,48%
SUBVENTION REGION	207 372,00	3,73%
Total	5 554 314,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	654 952,00 €

2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	100 000,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	262 878,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	441 880,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 8 OS 13	4 442 363,00 €
	Montant total	5 773 296,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX021281

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 95 - SAINT WITZ - 32 RUE DE PARIS - 39 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 687 744,00 €	8,53 %	144 000,00 €
	Montant Total de la subvention		144 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM DOMAXIS
Adresse administrative : 44 RUE SAINT-CHARLES
75015 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Pierre DUPORT, Président

N° SIRET : 32231555700049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 12 logements PLAI sis 32 rue de Paris à Saint-Witz

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 0,2 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : individuel gaz - PAC
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 772 m²
Loyer / m² SU - Valeur décembre 2016 : 6,28 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.687.744 € x 30 % = 506.323 €

Plafond : 12.000 € x 12 = 144.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-WITZ

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 260 255,00	100,00%
Total	2 260 255,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	36 000,00	1,59%
PRET 1%	224 000,00	9,91%
FONDS PROPRES	180 000,00	7,96%
PRETS CDC	1 676 255,00	74,16%
SUBVENTION REGION	144 000,00	6,37%
Total	2 260 255,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	654 952,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	100 000,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	262 878,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	441 880,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 8 OS 13	4 442 363,00 €
	Montant total	5 773 296,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011188

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 95 - SANNOIS - 58 RUE DU MARECHAL JOFFRE - 71 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	6 130 772,00 €	5,00 %	306 539,00 €
	Montant Total de la subvention		306 539,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 45 logements PLUS sis, 58 rue du Maréchal Joffre (résidence Belle Etoile) à Sannois

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2 757,20 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 7,05 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 6.130.772 € x 5% = 306.539 €

Plafond : 10.000 € x 45 = 450.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SANNOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	7 014 809,00	100,00%
Total	7 014 809,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	108 000,00	1,54%
PRET 1%	1 528 000,00	21,78%
FONDS PROPRES	1 636 076,00	23,32%
PRETS CDC	3 436 194,00	48,98%
SUBVENTION REGION	306 539,00	4,37%
Total	7 014 809,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €

2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €
2016	Aide à l'équipement matériel et mobilier	61 379,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 338 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 003 970,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	799 000,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	659 362,00 €
	Montant total	12 082 246,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011189

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 95 - SANNOIS - 58 RUE DU MARECHAL JOFFRE - 71 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 737 898,00 €	8,35 %	312 000,00 €
	Montant Total de la subvention		312 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation de 26 logements PLAI sis, 58 rue du Maréchal Joffre (résidence Belle Etoile) à Sannois

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 28,7 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz - pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 1 681,05 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 6,27 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 3.737.898 € x 30 % = 1.121.369 €

Plafond : 12.000 € x 26 = 312.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SANNOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 276 389,00	100,00%
Total	4 276 389,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	249 600,00	5,84%
PRET 1%	240 000,00	5,61%
PRETS CDC	3 474 789,00	81,26%
SUBVENTION REGION	312 000,00	7,30%
Total	4 276 389,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €
2016	Aide à l'équipement matériel et mobilier	61 379,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 338 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 003 970,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	799 000,00 €
2017	Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	659 362,00 €
	Montant total	12 082 246,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17004937

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 95 - VAUREAL - AVENUE GAVROCHE - 55 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 362 615,00 €	4,04 %	55 000,00 €
	Montant Total de la subvention		55 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ERIGERE
Adresse administrative : 176 RUE MONTMARTRE
75002 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur STEPHANE BUFFETAUT, Président

N° SIRET : 61205059100066

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 11 logements PLS sis avenue Gavroche à Vauréal

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz - PAC
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 687,59 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 10,03 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 1.362.615 € x 5% = 68.131 €

Plafond : 5.000 € x 11 = 55.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAUREAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 006 233,00	100,00%
Total	2 006 233,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	360 000,00	17,94%
FONDS PROPRES	601 580,00	29,99%
PRETS CDC	989 653,00	49,33%
SUBVENTION REGION	55 000,00	2,74%
Total	2 006 233,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	837 716,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	479 949,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	372 639,00 €

	Montant total	1 673 682,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17004935

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 95 - VAUREAL - AVENUE GAVROCHE - 55 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 735 123,00 €	5,00 %	186 756,00 €
	Montant Total de la subvention		186 756,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ERIGERE
Adresse administrative : 176 RUE MONTMARTRE
75002 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur STEPHANE BUFFETAUT, Président

N° SIRET : 61205059100066

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 28 logements PLUS sis avenue Gavroche à Vauréal

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz - PAC
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1 875,24 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,50 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.735.123 € x 5% = 186.756 €

Plafond : 10.000 € x 28 = 280.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAUREAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	5 499 375,00	100,00%
Total	5 499 375,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRIME SPECIFIQUE	84 000,00	1,53%
SUBVENTION COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE CERGY PONTOISE EC	196 000,00	3,56%
PRET 1%	1 912 000,00	34,77%
FONDS PROPRES	520 410,00	9,46%
PRETS CDC	2 600 209,00	47,28%
SUBVENTION REGION	186 756,00	3,40%
Total	5 499 375,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	837 716,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	479 949,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	372 639,00 €
	Montant total	1 673 682,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17004936

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : 95 - VAUREAL - AVENUE GAVROCHE - 55 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 131 975,00 €	9,01 %	192 000,00 €
	Montant Total de la subvention		192 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ERIGERE
Adresse administrative : 176 RUE MONTMARTRE
75002 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur STEPHANE BUFFETAUT, Président

N° SIRET : 61205059100066

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial
Rapport Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 16 logements PLAI sis avenue Gavroche à Vauréal

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 24,1 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : individuel gaz -PAC
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 1 070,37 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 5,78 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 2.131.975 € x 30 % = 639.592 €

Plafond : 12.000 € x 16 = 192.000 €

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAUREAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 138 987,00	100,00%
Total	3 138 987,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	144 000,00	4,59%
PRIME SPECIFIQUE	48 000,00	1,53%
SUBVENTION COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE CERGY PONTOISE EC	128 000,00	4,08%
PRET 1%	388 000,00	12,36%
PRETS CDC	2 238 987,00	71,33%
SUBVENTION REGION	192 000,00	6,12%
Total	3 138 987,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	837 716,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	479 949,00 €
2017	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	372 639,00 €
	Montant total	1 673 682,00 €

Annexe 3 - Avenant I3F

AVENANT AUX CONVENTIONS n°

14018527	16007106	16011588	16016034	16016675	17000086	17000135	17004692	17008569
16006800	16007454	16011589	16016673	17000038	17000087	17002300	17004693	17008630
16007103	16011587	16016028	16016674	17000039	17000134	17002301	17008568	17008631

RELATIVES Á L'AIDE RÉGIONALE EN FAVEUR DE LA PRODUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX, TRÉS SOCIAUX ET INTERMÉDIAIRES

Entre

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2017-134 du 17 mai 2017,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé : IMMOBILIERE 3F
dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET est : 55214153300018
dont le siège social est situé :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part.

Vu la délibération n° CP 2017-060 du 8 mars 2017 et notamment son article 8 ;
Vu la délibération n° CP 2017-251 du 5 juillet 2017 approuvant la conclusion d'une convention relative à la mise en œuvre du dispositif 100 000 stages et portant engagement à recruter 55 stagiaires en contrepartie des subventions affectées sur l'exercice 2017 au titre des aides en faveur du logement locatif social ;
Vu l'article 7 de la délibération n° CP 2017-462 du 18 octobre 2017 ;

Il est convenu ce qui suit.

ARTICLE UNIQUE :

L'article 2.2 de chacune des 27 conventions ci-dessus référencées est rédigé comme suit : « Le bénéficiaire s'engage à recruter 55 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois. Cette obligation est remplie, soit dans le cadre de la présente affectation, soit dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mise en œuvre du dispositif 100.000 stages pour le chapitre 905-54 - secteur du logement social, négociée et signée avec la Région au titre de l'année d'affectation de la subvention.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. ».

Les autres articles desdites conventions demeurent inchangés.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

Pour la SA d'HLM Immobilière 3F

Le

Pour la Présidente du Conseil régional
d'Île-de-France
Le Directeur du logement et du renouvellement
urbain

Annexe 4 - Avenant Fréha

AVENANT
AUX CONVENTIONS n° 16015241 et 17003470
RELATIVES Á L'AIDE RÉGIONALE EN FAVEUR DE LA PRODUCTION
DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX, TRÉS SOCIAUX ET INTERMÉDIAIRES

Entre

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2017-134 du 17 mai 2017,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé : FREHA FRANCE EURO HABITAT
dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET est : 38334910700045
dont le siège social est situé :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part.

Vu la délibération n° CP 2017-060 du 8 mars 2017 et notamment son article 8 ;
Vu la délibération n° CP 2017-251 du 5 juillet 2017 approuvant la conclusion d'une convention relative à la mise en œuvre du dispositif 100 000 stages et portant engagement à recruter 7 stagiaires en contrepartie des subventions affectées sur l'exercice 2017 au titre des aides en faveur du logement locatif social ;
Vu l'article 8 de la délibération n° CP 2017-462 du 18 octobre 2017 ;

Il est convenu ce qui suit.

ARTICLE UNIQUE :

L'article 2.2 de chacune des 2 conventions ci-dessus référencées est rédigé comme suit : « Le bénéficiaire s'engage à recruter 7 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois. Cette obligation est remplie, soit dans le cadre de la présente affectation, soit dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mise en œuvre du dispositif 100.000 stages pour le chapitre 905-54 - secteur du logement social, négociée et signée avec la Région au titre de l'année d'affectation de la subvention.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. ».

Les autres articles desdites conventions demeurent inchangés.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

Pour FREHA FRANCE EURO HABITAT

Le

Pour la Présidente du Conseil régional
d'Île-de-France
Le Directeur du logement et du renouvellement urbain

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-451

DU 18 OCTOBRE 2017

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DU LOGEMENT - AIDE AU PARC PRIVÉ QUATRIÈME AFFECTATION POUR 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales,

VU Le Code de la construction et de l'habitation,

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens,

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017,

VU -La délibération n° CR 09-11 du 10 février 2011 modifiée relative à l'action régionale en faveur du logement,

VU la délibération n° CR 73-09 du 18 juin 2009 relative au dispositif régional d'action foncière,

VU La délibération n° CP 12-363 du 12 juillet 2012 portant approbation de la convention type d'aide aux travaux ainsi que la labellisation de la copropriété Le Clos de Pacy à Sucy-en-Brie,

VU La délibération n° CP 13-730 du 17 octobre 2013 approuvant notamment la labellisation de la copropriété Les Bleuets à Villiers-le-Bel,

VU La délibération n° CP 14-300 du 18 juin 2014 approuvant notamment la labellisation de la copropriété Le Clos des Sansonnets à Epinay-sur-Seine,

VU La délibération n° CP 15-162 du 09 avril 2015 approuvant notamment la labellisation de la copropriété Espace au Mée-sur-Seine

VU La délibération n° CP 15-574 du 08 octobre 2015 approuvant notamment la labellisation de la copropriété Tour 75 à Sarcelles et la labellisation de la copropriété « résidence Fabien » à Garges-lès-Gonesse,

VU La délibération n° CP 16-300 du 12 juillet 2016 portant approbation de la convention type d'appui en ingénierie,

VU La délibération n° CP 16-535 du 16 novembre 2016 approuvant les labellisations des copropriétés Tour Boileau et Tour d'Estrée à Mantes-la-Jolie,

VU Le rapport <%numCX%> présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France,

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017,

VU l'avis de la commission du logement et de la politique de la ville ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-451 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Accorde un label régional « Copropriété en difficulté soutenue par la Région », d'une durée de 5 ans, aux copropriétés suivantes :

- Copropriété le Parc de la Noue sise, avenue du Parc de la Noue à Villepinte (93420).

- Copropriété sise 69, avenue du Président Wilson à Saint-Denis (93200).

Subordonne l'octroi de ces labels à la conclusion avec les bénéficiaires de conventions conformes à la convention-type valant protocole de redressement des copropriétés labellisées par la Région approuvée par délibération n° CP 12-363 du 12 juillet 2012 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif « Politique régionale du logement », au financement des programmes de travaux détaillés en annexe 2 à la présente délibération et relevant de la délibération n° CR 09-11 du 10 février 2011 par l'attribution de 7 subventions d'un montant maximum prévisionnel de 936 269, 00 €.

Subordonne le versement de ces subventions pour travaux à la conclusion avec les bénéficiaires de conventions conformes à la convention-type d'aide aux travaux approuvée par délibération n° CP 12-363 du 12 juillet 2012 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **936 269,00 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat-Logement », programme HP 54-004 « Aide au parc privé » (154004), action 15400403 « Aide aux copropriétés en difficulté » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 :

Décide de participer au titre du dispositif « Politique régionale du logement », au financement des mesures d'ingénierie détaillées en annexe 2 à la présente délibération et relevant de la délibération n° CR 09-11 du 10 février 2011 par l'attribution de 8 subventions d'un montant maximum prévisionnel 224 781,00 €.

Subordonne le versement de ces subventions en ingénierie à la conclusion avec les bénéficiaires de conventions conformes à la convention-type d'appui en ingénierie approuvée par délibération n° CP 16-300 du 12 juillet 2016, modifiée le cas échéant, par les dispositions des délibérations n° CR 08-16 du 18 février 2016 et n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **224 781,00 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat-Logement », programme HP 54-004 « Aide au parc privé » (154004), action 15400403 « Aide aux copropriétés en difficulté » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 4 :

Décide la poursuite sur 2017/2019, en partenariat avec la Caisse des dépôts et consignations, du dispositif d'aide au portage foncier pour les opérations d'achat de lots en vue du redressement de copropriétés relevant d'un label « copropriété en difficulté soutenue par la Région » délivré par la commission permanente.

Approuve la convention entre la Région et la Caisse des dépôts et consignations relative à la mise en œuvre du dispositif, jointe en annexe 3 à la présente délibération.

Décide d'attribuer une subvention de 250 000 € à la Caisse des dépôts et consignations au titre du dit partenariat.

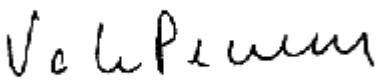
Affecte à cet effet une autorisation de programme de **250 000 €** prélevée sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat-Logement », programme HP 54-004 « Aide au parc privé » (154004), action 15400403 « Aide aux copropriétés en difficulté » du budget 2017, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 5 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution d'une subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, en application de l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
17011589	MISSION D'INGENIERIE SOCIALE DANS LE CADRE DE PORTAGE PROVISOIRE DE LOTS DE COPROPRIETES LABELLISEES PAR LA REGION	COPROCOOP IDF	01/01/2017
17011873	MISSION DE SUIVI-ANIMATION DU PLAN DE SAUVEGARDE DE LA COPROPRIETE LE CLOS DES SANSONNETS A EPINAY-SUR-SEINE (93800)	COMMUNAUTE D AGGLOMERATION PLAINE COMMUNE	01/04/2017
17012550	TRAVAUX URGENTS - SDC TOUR 75 - 4 AVENUE PIERRE KOENIG - SARCELLES	LD CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT	19/06/2017
17013446	MISSION DE SUIVI-ANIMATION POST-OPAH DE LA COPROPRIETE CLOS DE PACY A SUCY-EN-BRIE (94370)	GRAND PARIS SUD EST AVENIR	22/11/2016
17013465	AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE ESPACE-35-87 SQUARE SULLY PRUDHOMME - 77350 LE MEE-SUR-SEINE	PH CONTANT B CARDON SOCIETE D ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES	02/05/2017
17013468	AIDE AUX PROCEDURES DE RECOUVREMENT CONTENTIEUX - SDC COPROPRIETE ESPACE-35-87 SQUARE SULLY PRUDHOMME - 77350 LE MEE-SUR-SEINE	PH CONTANT B CARDON SOCIETE D ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES	01/04/2017
17013715	TRAVAUX DE REHABILITATION DES PARTIES COMMUNES DU SDC LES BLEUETS A VILLIERS-LE-BEL (95400)	SABIMO	01/09/2017
17013840	AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE TOUR 7 A SARCELLES (95200)	LD CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT	01/06/2017

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N°1 - ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-451	Budget	2017

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154004 - Aide au parc privé**
Action	**15400403 - Aide aux copropriétés en difficulté**

Dispositif : N° 00000740 - CR09-11 Habitat privé : ingénierie

Dossier	17011589 - MISSION D'INGENIERIE SOCIALE DANS LE CADRE DE PORTAGE PROVISOIRE DE LOTS DE COPROPRIETES LABELLISEES PAR LA REGION			
Bénéficiaire	R31904 - COPROCOOP IDF			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	66 299,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
132 597,00 €	TTC	50 %	66 299,00 €	

Dossier	17011873 - MISSION DE SUIVI-ANIMATION DU PLAN DE SAUVEGARDE DE LA COPROPRIETE LE CLOS DES SANSONNETS A EPINAY-SUR-SEINE (93800)			
Bénéficiaire	P0034104 - PLAINE COMMUNE			
Localisation	EPINAY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	101 581,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
203 162,00 €	HT	50 %	101 581,00 €	

Dossier	17013446 - MISSION DE SUIVI-ANIMATION POST-OPAH DE LA COPROPRIETE CLOS DE PACY A SUCY-EN-BRIE (94370)			
Bénéficiaire	P0034123 - GRAND PARIS SUD EST AVENIR			
Localisation	SUCY-EN-BRIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 900,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
39 800,00 €	HT	50 %	19 900,00 €	

Dossier	17013465 - AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE ESPACE-35-87 SQUARE SULLY PRUDHOMME - 77350 LE MEE-SUR-SEINE			
Bénéficiaire	P0032121 - PH CONTANT B CARDON SOCIETE D ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES			
Localisation	LE MEE-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 007,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 692,00 €	HT	30 %	5 007,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-451	Budget	2017

Dossier	17013468 - AIDE AUX PROCEDURES DE RECOUVREMENT CONTENTIEUX - SDC COPROPRIETE ESPACE-35-87 SQUARE SULLY PRUDHOMME - 77350 LE MEE-SUR-SEINE			
Bénéficiaire	P0032121 - PH CONTANT B CARDON SOCIETE D ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES			
Localisation	LE MEE-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 550,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 100,00 €	TTC	50 %	5 550,00 €	

Dossier	17013730 - MISSION DE SUIVI-ANIMATION DU PLAN DE SAUVEGARDE DE LA COPROPRIETE "RESIDENCE FABIEN" A GARGES-LES-GONESSE (95140)			
Bénéficiaire	R123 - COMMUNE DE GARGES-LES-GONESSE			
Localisation	GARGES-LES-GONESSE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 432,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
78 108,00 €	HT	30 %	23 432,00 €	

Dossier	17013840 - AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE TOUR 75 A SARCELLES (95200)			
Bénéficiaire	P0034545 - LD CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT			
Localisation	SARCELLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 012,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 041,67 €	HT	30 %	3 012,00 €	

Dossier	17014931 - DISPOSITIF REGIONAL D'AIDE AU PORTAGE FONCIER ET IMMOBILIER			
Bénéficiaire	R5012 - CDC CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	250 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
250 000,00 €	TTC	100 %	250 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000740 - CR09-11 Habitat privé : ingénierie	474 781,00 €

Dispositif : N° 00000746 - CR09-11 Habitat privé CDSR - Parties privatives

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-451	Budget	2017

Dossier	17011465 - TRAVAUX EN PARTIE PRIVATIVE - COPROPRIETE LES BLEUETS - VILLIERS-LE-BEL (95400)			
Bénéficiaire	P0037250 - NGO YENA FIDELE			
Localisation	VILLIERS-LE-BEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 066,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 665,61 €	TTC	39,99 %	1 066,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000746 - CR09-11 Habitat privé CDSR - Parties privatives	1 066,00 €

Dispositif : N° 00000747 - CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété

Dossier	17012550 - TRAVAUX URGENTS - SDC TOUR 75 - 4 AVENUE PIERRE KOENIG - SARCELLES			
Bénéficiaire	P0034545 - LD CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT			
Localisation	SARCELLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 189,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 378,00 €	TTC	50 %	11 189,00 €	

Dossier	17013715 - TRAVAUX DE REHABILITATION DES PARTIES COMMUNES DU SDC LES BLEUETS A VILLIERS-LE-BEL (95400)			
Bénéficiaire	R19466 - SABIMO			
Localisation	VILLIERS-LE-BEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	70 049,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
140 099,05 €	TTC	50 %	70 049,00 €	

Dossier	17013812 - TRAVAUX DE RENOVATION DU SDC TOUR D'ESTREE A MANTES-LA-JOLIE (78200)			
Bénéficiaire	R35824 - FONCIA BOUCLES DE SEINE			
Localisation	MANTES-LA-JOLIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	424 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 664 592,27 €	TTC	15,91 %	424 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-451	Budget	2017

Dossier	17013819 - TRAVAUX DE RENOVATION SDC TOUR BOILEAU A MANTES-LA-JOLIE (78200)				
Bénéficiaire	R35824 - FONCIA BOUCLES DE SEINE				
Localisation	MANTES-LA-JOLIE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	284 000,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 338 553,24 €	TTC		12,14 %	284 000,00 €	

Dossier	17013832 - TRAVAUX DE REHABILITATION SDC TOUR D'ESTREE A MANTES-LA-JOLIE (78200)				
Bénéficiaire	R35824 - FONCIA BOUCLES DE SEINE				
Localisation	MANTES-LA-JOLIE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	101 057,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
202 114,85 €	TTC		50 %	101 057,00 €	

Dossier	17013835 - TRAVAUX DE REHABILITATION SDC TOUR BOILEAU A MANTES-LA-JOLIE (78200)				
Bénéficiaire	R35824 - FONCIA BOUCLES DE SEINE				
Localisation	MANTES-LA-JOLIE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	44 908,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
89 815,29 €	TTC		50 %	44 908,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000747 - CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	935 203,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154004 - 15400403	1 411 050,00 €

ANNEXE N° 2 - FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011873

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : MISSION DE SUIVI-ANIMATION DU PLAN DE SAUVEGARDE DE LA COPROPRIETE LE CLOS DES SANSONNETS A EPINAY-SUR-SEINE (93800)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	203 162,00 €	50,00 %	101 581,00 €
	Montant Total de la subvention		101 581,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204141-154004-200
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLAINE COMMUNE
Adresse administrative : 21 AVENUE JULES RIMET
93210 SAINT DENIS
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur PATRICK BRAOUEZEC, Président

N° SIRET : 20005786700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de la cinquième annéee de la mission de suivi-animation du plan de sauvegarde de la copropriété Le Clos des Sansonnets à Epinay-sur-Seine (93800).
Nombre de lots concernés : 536

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à la nécessaire continuité de la mission de suivi-animation en cours pour mener à bien le redressement de la copropriété Le Clos des Sansonnets à Epinay-sur-Seine. Projet bénéficiant d'un label déjà approuvé par délibération n°14-300 du 18/06/2014 (label n°14-300 CDSR 93800-01).

Objectifs :
Réalisation de la cinquième année (avril 2017-avril 2018) de la mission de suivi-animation du plan de sauvegarde de la copropriété Le Clos des Sansonnets à Epinay-sur-Seine (93800).

Description :
- assister la copropriété dans la gestion et traitement des aspects juridiques,

- accompagner le relogement et veiller aux besoins éventuels de portage,
- assister la copropriété dans la réalisation des travaux,
- favoriser l'insertion urbaine de la copropriété,
- piloter l'opération.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % maximum d'une dépense annuelle éligible plafonnée à 500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 536 lots) est fixée à 101 581, 00 € compte-tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :

- EPINAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	242 981,75	100,00%
Total	242 981,75	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	101 581,00	41,81%
Subvention ANAH (sollicitée)	87 359,66	35,95%
Quote part EPT	54 041,09	22,24%
Total	242 981,75	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	122 700,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	4 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €

2016	Chantier école	50 302,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	433 981,00 €
2016	Passerelles entreprises	100 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	60 000,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	60 000,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	111 981,00 €
2017	Dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire	157 800,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FEDER - ITI Axe 1 OS 1	133 532,50 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 3	105 000,00 €
2017	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 5 OS 8	161 749,00 €
2017	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	15 000,00 €
2017	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	10 500,00 €
2017	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	79 002,00 €
	Montant total	1 715 547,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013446

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : MISSION DE SUIVI-ANIMATION POST-OPAH DE LA COPROPRIETE CLOS DE PACY A SUCY-EN-BRIE (94370)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	39 800,00 €	50,00 %	19 900,00 €
	Montant Total de la subvention		19 900,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204141-154004-200
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PARIS SUD EST AVENIR
Adresse administrative : 14 RUE EDOUARD LE CORBUSIER
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur LAURENT CATHALA, Président

N° SIRET : 20005800600061

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : la réalisation de la mission de suivi-animation post OPAH de la copropriété Le Clos de Pacy à Sucy-en-Brie (94370).
nombre de lots d'habitation concernés : 97

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à la nécessaire articulation avec la précédente mission pour mener à bien la réhabilitation de la copropriété.
Projet bénéficiant d'un label déjà approuvé par délibération n° CP 12-363 du 12 juillet 2012 (label n° 12-363 CDSR 94370-01)

Objectifs :
Contribuer au redressement de la copropriété Le Clos de Pacy à Sucy-en-Brie en permettant l'achèvement des actions mises en place dans le cadre de l'OPAH ainsi que la réalisation et le suivi des derniers travaux.

Description :
- accompagnement du syndic et du conseil syndical dans la gestion et le fonctionnement de la copropriété (préparation et participation à l'assemblée générale et traitement de l'apurement des comptes, accompagnement sur le suivi des prêts, les dispositifs financiers et fiscaux dont bénéficie la copropriété, accompagnement pour l'obtention du label BBC, suivi de la mise à jour du règlement de copropriété et de l'état descriptif de division),
- formation du conseil syndical et du syndic avec pour objectif de rendre la copropriété autonome,
- assistance pour la gestion du contentieux et dans la poursuite des procédures,
- accompagnement de la copropriété au démarrage, au suivi et à la clôture du chantier de réfection de la placette,
- gestion administrative et financière des concours liés aux travaux de la placette.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % maximum de la dépense annuelle dans la limite de 500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 97) est fixée à 19 900 €.

Localisation géographique :
- SUCY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	46 680,00	100,00%
Total	46 680,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	19 900,00	42,63%
Quote-part EPT	26 780,00	57,37%
Total	46 680,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	1 071 807,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	230 200,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	67 161,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	45 000,00 €
2016	Promouvoir les métiers d'art, de création et du design en IDF	4 000,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	629 198,71 €
2017	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	10 394,00 €
	Montant total	2 057 760,71 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013730

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : MISSION DE SUIVI-ANIMATION DU PLAN DE SAUVEGARDE DE LA COPROPRIETE "RESIDENCE FABIEN" A GARGES-LES-GONESSE (95140)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	78 108,00 €	30,00 %	23 432,00 €
	Montant Total de la subvention		23 432,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204141-154004-200
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GARGES-LES-GONESSE
Adresse administrative : 8 PL DE L HOTEL DE VILLE
95140 GARGES LES GONESSE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Maurice LEFEVRE, Maire

N° SIRET : 21950268900017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de la troisième année (oct. 2017 à oct. 2018) de la mission de suivi-animation de la copropriété "résidence Fabien" à Garges-lès-Gonesse (95140).
nombre de lots d'habitation : 194

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Accompagner la troisième année (oct. 2017 à oct. 2018) de la mission de suivi-animation du plan de sauvegarde de la copropriété "Résidence Fabien" à Garges-lès-Gonesse (95140).

Description :
Mission de suivi-animation comprenant:
- actions d'aide à la régularisation juridique,
- actions d'aide au redressement financier,

- actions d'information/ formation des copropriétaires,
- aide à la définItion d'une stratégie globale de solvabilisation des ménages,
- animation de la commission sociale partenariale,
- accompagnement à la lutte contre l'habitat indigne,
- aide à la préparation, au vote et au suivi des travaux de réhabilitation.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % maximum dans la limite de 500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 194) est fixée à 23 432 € compte-tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :

- GARGES-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	93 729,60	100,00%
Total	93 729,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANRU (sollicitée)	23 000,00	24,54%
Subvention Région (sollicitée)	23 432,00	25,00%
Subvention Département (sollicitée)	6 100,00	6,51%
Quote part commune	41 197,60	43,95%
Total	93 729,60	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	20 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	104 890,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création	109 485,00 €

	culturelle	
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	24 000,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	98 812,20 €
2015	Soutien aux contrats de ville	40 000,00 €
2016	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	10 000,00 €
2016	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	165 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - ITI Axe 4	127 688,00 €
2016	Soutien à la création et à la diffusion numérique	79 373,00 €
2016	Soutien aux contrats de ville	11 000,00 €
2017	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	20 175,00 €
2017	DESSINE-MOI LE GRAND PARIS DE DEMAIN (INV) : une expérimentation pour soutenir la qualité architecturale des projets portés par les collectivités franciliennes (clôturé)	60 000,00 €
	Montant total	870 423,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17014931

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : DISPOSITIF REGIONAL D'AIDE AU PORTAGE FONCIER ET IMMOBILIER

PAR APPLICATION DU BAREME	**Montant de subvention maximum : 250 000, 00 €**

Imputation budgétaire : 905-54-204181-154004-200
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CDC CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS
Adresse administrative	:	56 RUE DE LILLE 75356 PARIS SP 07
Statut Juridique	:	Personne Morale de Droit Administratif
Représentant	:	
N° SIRET	:	18002002600019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Portage foncier
Rapport Cadre : CR73-09 du 18/06/2009

Objet du projet : mise en œuvre de la convention approuvée dans le cadre du présent rapport.

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mise en œuvre de la convention approuvée dans le cadre du présent rapport.

Description :
Soutenir les bénéficiaires éligibles, par le biais d'une aide au portage foncier et immobilier, pour la réalisation d'opérations de requalification e l'habitat privé (achats de lots en vue du redressement de copropriétés en difficulté relevant du label "copropriété en difficulté soutenue par la Région" délivré par la commission permanente ou de leur transformation en logements sociaux et des acquisitions engagées dans le cadre de la résorption de l'habitat indigne ou insalubre).

L'aide régionale prend la forme d'une subvention d'investissement correspondant au montant des intérêts des emprunts contractés par les opérateurs auprès de la Caisse des dépôts.

Une enveloppe de 250 000 € est affectée par la Région à la Caisse des dépôts pour la durée de la

convention, qui l'utilise au fur et à mesure des décisions prises par le comité d'engagement.

L'assiette prise en compte correspond au montant global de l'acquisition majoré des frais supportés le cas échéant au titre des travaux de restructuration et des charges de copropriété.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Portage foncier	500 000,00 €
	Montant total	500 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011589

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : MISSION D'INGENIERIE SOCIALE DANS LE CADRE DE PORTAGE PROVISOIRE DE LOTS DE COPROPRIETES LABELLISEES PAR LA REGION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	132 597,00 €	50,00 %	66 299,00 €
	Montant Total de la subvention		66 299,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-200
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COPROCOOP IDF
Adresse administrative : 2 RUE DE LA ROQUETTE
75011 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur PIERRE ROUSSEL, Directeur

N° SIRET : 49132934800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation d'une mission d'ingénierie sociale pour l'année 2017 dans le cadre du portage immobilier provisoire de lots de copropriétés labellisées par la Région.
nombre de lots concernés : 270

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : poursuite sur l'ensemble de l'année 2017 (du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017) de la mission d'ingénierie sociale initiée dans le cadre du portage provisoire de lots de copropriétés labellisées par la Région.

Objectifs :
Réalisation d'une mission d'ingénierie pour l'année 2017 dans le cadre du portage provisoire de lots de copropriétés labellisées par la Région, dans les communes d'Epinay-sur-Seine, de Villiers-le-Bel, de Courcouronnes, de Bobigny, de Garges-lès-Gonesse, de Sevran, de Montfermeil et duMée-sur-Seine.

Description :
- identification des ménages,
- diagnostic social approfondi,
- négociation préalable à la mise en place d'un compromis de vente avec les familles identifiées et éligibles au portage,
- mise en place de mesure d'accompagnement et de suivi-social spécifique notamment pour les familles en attente de relogement,
- participation aux comités de pilotage.

Intérêt régional :

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50% maximum d'une dépense annuelle éligible plafonnée à 500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 270) est fixée à 66 299 € compte-tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :
- LE MEE-SUR-SEINE
- COURCOURONNES
- MONTFERMEIL
- EPINAY-SUR-SEINE
- BOBIGNY
- SEVRAN
- GARGES-LES-GONESSE
- VILLIERS-LE-BEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	132 597,00	100,00%
Total	132 597,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	66 299,00	50,00%
Subvention ANAH (sollicitée)	33 149,00	25,00%
Subvention Communes (sollicitées)	33 149,00	25,00%
Total	132 597,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	74 418,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	65 532,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	60 500,00 €
	Montant total	200 450,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013465

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE ESPACE-35-87 SQUARE SULLY PRUDHOMME - 77350 LE MEE-SUR-SEINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	16 692,00 €	30,00 %	5 007,00 €
		Montant Total de la subvention	5 007,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-200
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PH CONTANT B CARDON SOCIETE D ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES
Adresse administrative : 8 RUE DES CORDELIERS
77100 MEAUX
Statut Juridique : Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur PHILIPPE CONTANT, Administrateur judiciaire

N° SIRET : 48339466400013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : aide à la gestion de la copropriété Espace sise 35-37 square Sully Prudhomme au Mee-sur-Seine (77350).
nombre de lots d'habitation concernés : 98

Date prévisionnelle de début de projet : 2 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence liée au projet de réhabilitation de la copropriété. Projet bénéficiant d'un label déjà approuvé par délibération n° CP15-162 du 9/04/2015 (label 15-162 CDSR 77350-01).

Objectifs :
Soutien à l'activité de gestion (pour la période mai 2017 - mai 2018) menée par l'administrateur provisoire de la copropriété Espace dans le cadre du redressement de ladite copropriété, au titre de l'ordonnance du Tribunal de Grande Instance de Melun en date du 2 juillet 2013, prorogée par celle du 13 février 2017.

Description :
Mission agrée dans le cadre du programme de requalification de la copropriété Espace défini dans le label n° 15-162 CDSR 77350-01 du 9 avril 2015.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 30 % maximum des honoraires correspondants plafonnés à 150 € par lot d'habitation (en l'occurrence 98) est fixée à 5 007, 00 €.

Localisation géographique :

- LE MEE-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	16 692,00	100,00%
Total	16 692,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	5 007,00	30,00%
Quote-part copropriété	11 685,00	70,00%
Total	16 692,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	275 084,00 €
2016	Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	14 700,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	4 410,00 €
	Montant total	294 194,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013468

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE AUX PROCEDURES DE RECOUVREMENT CONTENTIEUX - SDC COPROPRIETE ESPACE-35-87 SQUARE SULLY PRUDHOMME - 77350 LE MEE-SUR-SEINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	11 100,00 €	50,00 %	5 550,00 €
	Montant Total de la subvention		5 550,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-200
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PH CONTANT B CARDON SOCIETE D ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES
Adresse administrative : 8 RUE DES CORDELIERS
77100 MEAUX
Statut Juridique : Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur PHILIPPE CONTANT, Administrateur judiciaire

N° SIRET : 48339466400013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : accompagnement du recouvrement contentieux engagé au titre de la gestion de la copropriété Espace au Mée-sur-Seine (77350).
nombre de lots d'habitation concernés : 98

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence liée au nécessaire accompagnement des procédures judiciaires en cours pour mener à bien le redressement de la copropriété. Projet bénéficiant d'un déjà approuvé par délibération n° CP 15-571 du 8 octobre 2015 (label n° 15-574 CDSR 77350-01).

Objectifs :
Participer au redressement de la copropriété Espace sise 35-87, square Sully Prudhomme au Mée-sur-Seine (77350).

Description :
Actions contentieuses à mener par la copropriété dans le but de recouvrer les impayés (mises en demeure, saisies immobilières, honoraires d'avocat) pour la période 1er avril 2017 au 1er avril 2018).

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % maximum d'un coût plafonné à 1500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 98) est fixée à 5 550, 00 €.

Localisation géographique :

- LE MEE-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	11 100,00	100,00%
Total	11 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	5 550,00	50,00%
Quote-part copropriété	5 550,00	50,00%
Total	11 100,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	275 084,00 €
2016	Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	14 700,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	4 410,00 €
	Montant total	294 194,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013840

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE TOUR 75 A SARCELLES (95200)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	10 041,67 €	30,00 %	3 012,00 €
	Montant Total de la subvention		3 012,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-200
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LD CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT
Adresse administrative : 3 ALLEE HECTOR BERLIOZ
95130 FRANCONVILLE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant :

N° SIRET : 54206101500286

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : aide à la gestion de la coprorpiété Tour 75 à Sarcelles (95200).
nombre de lots d'habitation : 50

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence liée au projet de requalification de la copropriété. Projet bénéficiant d'un label approuvé par délibération n° CP 15-574 du 8 octobre 2015 (label 15-574 CDSR 95200-01).

Objectifs :
Soutien à l'activité de gestion (pour la période juin 2017 - décembre 2018) menée par le syndic de la copropriété Tour 75 sise 4, avenue Pierre Koenig à Sarcelles (95200), dans le cadre du contrat de gestion en cours.

Description :
Mission agrée dans le cadre du programme de requalification de la copropriété Tour 75 défini dans le label n° 15-574 CDSR 95200-01.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention au taux de 30 % maximum des honoraires correspondants plafonnés à 150 € par lot d'habitation (en l'occurrence 50) est fixée à 3012, 00 €.

Localisation géographique :

- SARCELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	10 041,67	100,00%
Total	10 041,67	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	3 012,00	30,00%
Quote part copropriété	7 029,67	70,00%
Total	10 041,67	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 090 000,00 €
2015	Politique énergie climat	4 695,00 €
2016	Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	10 300,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	2 250,00 €
2016	Politique énergie climat	37 245,00 €
2017	Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	5 100,00 €
	Montant total	1 149 590,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011465

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : TRAVAUX EN PARTIE PRIVATIVE - COPROPRIETE LES BLEUETS - VILLIERS-LE-BEL (95400)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Parties privatives	2 665,61 €	39,99 %	1 066,00 €
	Montant Total de la subvention		1 066,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-200
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NGO YENA FIDELE
Adresse administrative : 9 ALLEE DES BLEUETS
95400 VILLIERS-LE-BEL
Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant :

Objet : TRAVAUX PRIVATIFS

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé CDSR - Parties privatives
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de travaux privatifs au profit d'un copropriétaire-occupant de la copropriété Les Bleuets à Villiers-le-Bel (95400).
Nombre de logement : 1
Projet validé par délibération n° CP 13-730 du 17 octobre 2013 (label n°13730CDSR9540001)

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Accompagner le redressement de la copropriété Les Bleuets (label CDSR)

Description :

Travaux privatifs de pose d'une chaudière à condensation

Localisation géographique :

- VILLIERS-LE-BEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	2 665,61	100,00%
Total	2 665,61	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH 95	1 516,00	56,87%
Subvention Région (sollicitée)	1 066,00	39,99%
Quote part	83,61	3,14%
Total	2 665,61	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17012550

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : TRAVAUX URGENTS - SDC TOUR 75 - 4 AVENUE PIERRE KOENIG - SARCELLES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	22 378,00 €	50,00 %	11 189,00 €
	Montant Total de la subvention		11 189,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-200
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LD CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT
Adresse administrative : 3 ALLEE HECTOR BERLIOZ
95130 FRANCONVILLE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant :

N° SIRET : 54206101500286

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de travaux urgents de plomberie de la copropriété Tour 75 sise 4, avenue Pierre Koenig à Sarcelles (95200).
nombre de lots d'habitation : 50

Date prévisionnelle de début de projet : 19 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée aux problèmes sanitaires, à l'écoulement d'eau à proximité des éclairages et aux dysfonctionnements des équipements communs, notamment des ascenseurs.

Objectifs :
Engager les travaux urgents de plomberie de la résidence Tour 75 conformément au projet validé par la délibération CP n° 15-574 du 08 octobre 2015 (labellisation n°15-574CDSR95200-01)

Description :

Remplacement d'une colonne eau-vanne suite à une fuite d'eau

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % maximum dans la limite de 10 000 € par logement (en l'occurence 50 logements) est fixée à 11 189 € compte tenu des financements attendus par ailleurs

Localisation géographique :

- SARCELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	22 378,00	100,00%
Total	22 378,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH (sollicitée)	10 172,00	45,46%
Subvention Région (sollicitée)	11 189,00	50,00%
Quote part	1 017,00	4,54%
Total	22 378,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 090 000,00 €
2015	Politique énergie climat	4 695,00 €
2016	Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	10 300,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	2 250,00 €
2016	Politique énergie climat	37 245,00 €
2017	Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	5 100,00 €
	Montant total	1 149 590,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013715

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : TRAVAUX DE REHABILITATION DES PARTIES COMMUNES DU SDC LES BLEUETS A VILLIERS-LE-BEL (95400)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	140 099,05 €	50,00 %	70 049,00 €
	Montant Total de la subvention		70 049,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-200
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SABIMO
Adresse administrative : 23 AV DU HUIT MAI 1945
95200 SARCELLES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Joseph MPINDA, GERANT

N° SIRET : 38518551700021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : mise en œuvre de travaux en parties communes de la copropriété Les Bleuets à Villiers-le-Bel (95400).
nombre de lots d'habitation concernés : 200

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence liée à la nécessaire articulation avec la mise en oeuvre du programme de travaux en cours.
Projet bénéficiant d'un label déjà approuvé par délibération N° CP 13-730 du 17/10/ 2013 (label 13-730 CDSR 95400-01)

Objectifs :
Accompagnement de la mise en œuvre des travaux en parties communes de la copropriété Les Bleuets à

Villiers le Bel (95400).

Description :
- fourniture et mise en œuvre d'un terminal de ventouses vers l'extérieur,
- désamiantage des halls,
- fourniture et pose d'un système d'éclairage de secours dans la cage d'escalier,
- contrôle technique.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50% maximum de la dépense subventionnable dans la limite de 10 000 € par lot (en l'occurrence 200) est fixée à 70 049 € compte-tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :
- VILLIERS-LE-BEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	140 099,05	100,00%
Total	140 099,05	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH (sollicitée)	63 583,66	45,38%
Subvention Région (sollicitée)	70 049,00	50,00%
Quote part copropriété	6 466,39	4,62%
Total	140 099,05	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	89 598,01 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	6 124,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	1 035 550,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	864 000,00 €
2016	Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	17 322,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	14 022,00 €

2017	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	8 771,00 €
	Montant total	2 035 387,01 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013812

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : TRAVAUX DE RENOVATION DU SDC TOUR D'ESTREE A MANTES-LA-JOLIE (78200)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	2 664 592,27 €	15,91 %	424 000,00 €
	Montant Total de la subvention		424 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-200
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONCIA BOUCLES DE SEINE
Adresse administrative : 28 AV DE LA REPUBLIQUE
78200 MANTES LA JOLIE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : MONSIEUR GARCIA, FONCIA LES 3 ILES

Objet : ADMINISTRATEUR DE BIENS

N° SIRET : 47818053200028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : mise en oeuvre du programme de réhabilitation de la copropriété Tour d'Estrée à Mantes-la-Jolie (78200).
nombre de lots d'habitation concernés : 106

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Accompagnement du projet de réhabilitation de la copropriété Tour d'Estrée sise 3, rue Jacques Cartier à Mantes-la-Jolie (78200).
Projet bénéficiant d'un label régional approuvé par délibération n° CP 16-535 du 16 novembre 2016 (label n°16-535 CDSR 78200-02).

Description :
Programme de travaux intégrant des postes d'amélioration thermique :
- ravalement ITE,
- remplacement des menuiseries extérieures,
- réfection de l'étanchéité de la toiture terrasse et mise en sécurité,
- renouvellement de la VMC,
- honoraires .

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale d'un taux de 25 % maximum de la dépense éligible dans la limite de 4 000 € par lot d'habitation (en l'occurrence 106) est fixée à 424 000, 00 € compte-tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :
- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de réhabilitation (honoraires compris)	2 664 592,27	100,00%
Total	2 664 592,27	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH(sollicitée)	1 159 467,00	43,51%
Subvention Région (sollicitée)	424 000,00	15,91%
Subvention Fonds européens (sollicitée)	622 776,00	23,37%
Quote part copropriété	458 349,27	17,20%
Total	2 664 592,27	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	15 000,00 €
2016	Politique énergie climat	7 075,00 €
	Montant total	22 075,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013819

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : TRAVAUX DE RENOVATION SDC TOUR BOILEAU A MANTES-LA-JOLIE (78200)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	2 338 553,24 €	12,14 %	284 000,00 €
		Montant Total de la subvention	284 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-200
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONCIA BOUCLES DE SEINE
Adresse administrative : 28 AV DE LA REPUBLIQUE
78200 MANTES LA JOLIE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : MONSIEUR GARCIA, FONCIA LES 3 ILES

Objet : ADMINISTRATEUR DE BIENS

N° SIRET : 47818053200028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : mise en œuvre du programme de réhabilitation de la Tour Boileau à Mantes-la-Jolie (78200).
nombre de lots d'habitation : 71

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Accompagnement du projet de réhabilitation de la copropriété Tour Boileau sise 2, rue Christophe Colomb à Mantes-la-Jolie (78200).
Projet bénéficiant d'un label régional approuvé par délibération n° CP 16-535 du 16 novembre 2016 (label n° 16-535 CDSR 78200-01).

Description :
Programme de travaux intégrant des postes d'amélioration thermique :
- ravalement ITE,
- remplacement des menuiseries extérieures,
- réfection de l'étanchéité de la toiture terrasse et mise en sécurité,
- renouvellement de la VMC,
- honoraires .

Détail du calcul de la subvention :
La subvention d'un taux de 25 % maximum de la dépense éligible dans la limite de 4 000 € par lot d'habitation (en l'occurrence 71) est fixée à 284 000, 00 € compte-tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :
- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de réhabilitation (honoraires compris)	2 338 553,24	100,00%
Total	2 338 553,24	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH (sollicitée)	1 105 356,00	47,27%
Subvention Fonds européens (sollicitée)	538 785,00	23,04%
Subvention Région (sollicitée)	284 000,00	12,14%
Quote part copropriété	410 412,24	17,55%
Total	2 338 553,24	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	15 000,00 €
2016	Politique énergie climat	7 075,00 €
	Montant total	22 075,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013832

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : TRAVAUX DE REHABILITATION SDC TOUR D'ESTREE A MANTES-LA-JOLIE (78200)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	202 114,85 €	50,00 %	101 057,00 €
	Montant Total de la subvention		101 057,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-200
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONCIA BOUCLES DE SEINE
Adresse administrative : 28 AV DE LA REPUBLIQUE
78200 MANTES LA JOLIE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : MONSIEUR GARCIA, FONCIA LES 3 ILES

Objet : ADMINISTRATEUR DE BIENS

N° SIRET : 47818053200028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : mise en oeuvre des travaux de réhabilitation de la copropriété Tour d'Estrée à Mantes-la-Jolie (78200).
nombre de lots d'habitation : 106

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Accompagnement du projet de réhabilitation de la tour d'Estrée sise 3, rue Jacques Cartier à Mantes-la-Jolie (78200).
Projet bénéficiant d'un label régional approuvé par délibération n° CP 16-535 du 16 novembre 2016 (label n°16-535 CDSR 78200-02).

Description :
- installation de chantier (ravalement),
- traitement des ouvrages et mise en peinture,
- remplacement des portes palières des ascenseurs,
- travaux de mise en sécurité électrique,
- honoraires.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50% maximum de la dépense éligible plafonnée à 10 000 € par lot d'habitation (en l'occurrence 106) est fixée à 101 057, 00 € compte-tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :
- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de réhabilitation (honoraires compris)	202 114,85	100,00%
Total	202 114,85	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH (sollicitée)	84 520,00	41,82%
Subvention Région (sollicitée)	101 057,00	50,00%
Quote part copropriété	16 537,85	8,18%
Total	202 114,85	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	15 000,00 €
2016	Politique énergie climat	7 075,00 €
	Montant total	22 075,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17013835

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : TRAVAUX DE REHABILITATION SDC TOUR BOILEAU A MANTES-LA-JOLIE (78200)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	89 815,29 €	50,00 %	44 908,00 €
	Montant Total de la subvention		44 908,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-200
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONCIA BOUCLES DE SEINE
Adresse administrative : 28 AV DE LA REPUBLIQUE
78200 MANTES LA JOLIE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : MONSIEUR GARCIA, FONCIA LES 3 ILES

Objet : ADMINISTRATEUR DE BIENS

N° SIRET : 47818053200028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : mise en oeuvre du programme de travaux de réhabilitation de la copropriété Tour Boileau à Mantes-la-Jolie.
nombre de lots : 71

Date prévisionnelle de début de projet : 18 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Accompagnement du projet de réhabilitation de la copropriété Tour Boileau sise 2, rue Christophe Colomb à Mantes-la-Jolie (78200).
Projet bénéficiant d'un label régional approuvé par délibération n° CP 16-535 du 16 novembre 2016 (label n° 16-535 CDSR 78200-01).

Description :
- installation de chantier (ravalement),
- traitement des ouvrages et mise en peinture,
- remplacement des portes palières des ascenseurs,
- travaux de mise en sécurité électrique,
- honoraires.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50% maximum de la dépense éligible plafonnée à 10 000 € par lot d'habitation (en l'occurrence 71) est fixée à 44 908, 00 € compte-tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :
- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de réhabilitation (honoraires compris)	89 815,29	100,00%
Total	89 815,29	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH (sollicitée)	40 777,00	45,40%
Subvention Région (sollicitée)	44 908,00	50,00%
Quote part copropriété	4 130,29	4,60%
Total	89 815,29	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	15 000,00 €
2016	Politique énergie climat	7 075,00 €
	Montant total	22 075,00 €

ANNEXE N° 3 - CONVENTION CDC

CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE D'UN DISPOSITIF D'AIDE AU PORTAGE FONCIER

Entre

LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

Collectivité territoriales identifiée sous le numéro de SIREN 237 500 079 et dont le siège est sis 33 rue Barbet-de-Jouy à Paris (75007) représentée aux fins des présentes par Madame Valérie PÉCRESSE, agissant en sa qualité de Présidente et dûment habilitée à cet effet par délibération n° ** du conseil régional du 18 octobre 2017

Ci-après, dénommée la « **Région** »

et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS,

Etablissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, et dont le siège social est situé au 56 rue de Lille à PARIS (75007), représentée aux fins des présentes par Madame Marianne LOURADOUR, agissant en sa qualité de Directrice régionale pour la Direction régionale Ile-de-France, et dûment habilitée à cet effet par arrêté du Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations en date du 10 juillet 2017.

Ci-après, indifféremment, dénommée la « **Caisse des Dépôts** », la « **CDC** »

Ceux-ci désignés ci-après, individuellement ou ensemble, « **Partenaire(s)** »

PREAMBULE

Les Partenaires ont signé en 2002 une première convention de partenariat relative à la mise en œuvre d'un dispositif d'aide au portage foncier aux fins de faciliter la réalisation d'opérations destinées prioritairement au logement social.

Les Partenaires ont souhaité renouveler leur partenariat en faveur des opérations de portage dans les copropriétés en difficulté.

CECI EXPOSE, LES PARTENAIRES AUX PRESENTES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT

CHAPITRE I - RELATIONS ENTRE LA REGION ET LA CDC

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention, ci-après la « **Convention** », a pour objet de :

- définir les modalités selon lesquelles la Région et la CDC collaborent pour la mise en œuvre d'un dispositif d'aide au portage foncier et immobilier en vue de la requalification de copropriétés en difficulté ;

- définir les modalités de traitement des demandes des bénéficiaires du dispositif.

La Convention comprend une annexe technique appelée « Annexe ».

ARTICLE 2 - DISPOSITIF D'AIDE AU PORTAGE

La Région et la Caisse des Dépôts mettent en œuvre un dispositif d'aide au portage destiné à soutenir les acquisitions effectuées ou engagées en vue de la requalification de copropriétés en difficulté.

Ce dispositif repose, d'une part, sur la mobilisation de prêts sur fonds d'épargne par la CDC et, d'autre part, sur la mise en œuvre de subventions régionales destinées à réduire la charge des intérêts et autres frais exposés au titre de l'opération de portage immobilier provisoire.

Les bénéficiaires potentiels de ce dispositif sont les opérateurs intervenant dans les projets de renouvellement urbain ou de requalification de copropriétés en difficulté, y compris les opérateurs de droit privé.

Les demandes sont instruites par le secrétariat du comité d'engagement spécialement créé à cet effet et traitées dans les conditions définies à l'Article 3.

Les modalités d'instructions sont décrites à l'Annexe.

ARTICLE 3 - COMITE D'ENGAGEMENT

Un comité d'engagement est composé, pour la CDC, du Directeur régional Ile-de-France ou de son représentant et, pour la Région, du Président du conseil régional ou de son représentant. Il se prononce sur les demandes de mise en œuvre du dispositif d'aide au portage et délibère à l'unanimité.

Le comité d'engagement se prononce périodiquement en fonction du nombre de dossiers qui lui sont soumis.

Les dossiers sont examinés en fonction :

- de l'éligibilité de l'opération conformément à l'Annexe;
- de la solvabilité des emprunteurs et de la compatibilité du plan de financement avec leurs ressources.

Le comité constate les manquements des emprunteurs à leurs obligations conformément à l'article 11 ci-après.

Le secrétariat du comité d'engagement est assuré par la CDC.

Le secrétariat a pour missions :

- l'instruction des demandes préalablement à leur examen par le comité d'engagement ;
- l'établissement d'une proposition de décision, sur la base d'une fiche de synthèse ;
- l'élaboration des relevés de décisions du comité qui seront signés par ses membres.

ARTICLE 4 - MODALITES D'INTERVENTION DE LA CDC

Dans le cadre du dispositif régional prévu à l'article 2 et conformément à l'Annexe :

4.1 La CDC mobilise ses prêts de portage foncier délivrés sur fonds d'épargne sous réserve du maintien des lignes de financement correspondantes au titre du fonds d'épargne.
Les prêts accordés sont d'une durée maximale de 5 ans pour les opérations dans le cadre du parc privé, à échéance annuelle et comportent un différé d'amortissement inférieur d'un an à la durée du contrat. Les taux des prêts, effectivement applicables, seront ceux en vigueur à la date d'établissement des contrats de prêt par la CDC et révisables sur le Livret A.

4.2 La CDC identifie sur un compte dédié, appelé ci-après « **Dispositif d'aide au portage** », la subvention versée par la Région au titre de ce dispositif, telle que définie dans l'Annexe.

4.3 Est imputée sur ce dispositif une aide équivalant à 2,1 % pour les prêts visés à l'Article 4.1 pendant toute la durée du prêt.

4.4 Les variations éventuelles à la hausse du taux des prêts seront supportées par les emprunteurs pour les prêts déjà octroyés.

Pour les nouveaux prêts, toute actualisation du montant de la contribution régionale ne peut être mise en œuvre qu'après l'adoption d'un avenant conformément à l'article 13 ci-après.

En cas de baisse des taux, la contribution régionale est ajustée automatiquement afin que le taux résiduel pour les emprunteurs demeure égal à 0 %.

4.5 Les remboursements par anticipation ne donnent lieu à la perception par la CDC d'aucune indemnité ou pénalité de quelque nature que ce soit, dans le cas où l'opération envisagée de cession se réalise avant le terme du contrat.

ARTICLE 5 - ENGAGEMENTS DE LA CDC

La CDC s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la mise en œuvre du dispositif d'aide au portage pendant la durée de la Convention telle que définie à l'Article 12 et à :

- distinguer dans sa comptabilité les crédits affectés au dispositif et en garantir le fonctionnement autonome ;
- communiquer tous les trimestres à la Région le relevé des bonifications accordées et, avant le 31 janvier, le bilan détaillé de l'emploi des fonds et du montant restant disponible pour affectation de l'année n-1 ;
- faciliter le contrôle par la Région, ou par toute personne dûment habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds liés à la Convention par l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'aux pièces justificatives relatives au contrat de prêt dès lors que ces éléments ne portent pas atteinte aux droits de la CDC et des emprunteurs ;
- conserver l'ensemble des pièces justificatives pendant 15 ans à compter de l'expiration de la convention ;
- transmettre à la Région les renseignements transmissibles fournis par les emprunteurs et essentiellement ceux concernant le remboursement des prêts et les opérations financées, dès lors que ces éléments ne préjudicient pas aux droits des emprunteurs;
- concevoir en commun avec la Région tout plan de publicité et les documents y afférents concernant le dispositif et à faire figurer sur ses documents le logo de la Région Ile-de-France selon la charte graphique qui lui sera fournie par la Région.

ARTICLE 6 - ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région attribue à la CDC une autorisation de programme sous forme de subvention d'investissement d'un montant de 250 000 € affectée par délibération n° CP 2017-451 du 18 octobre 2017.

ARTICLE 7 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention affectée par la Commission permanente de la Région s'exécute en crédits de paiement sur plusieurs années, en fonction des justificatifs fournis par la CDC.

La couverture des sommes engagées est assurée par trois versements de crédits de paiement, dont chaque montant correspond au total de la charge des intérêts correspondant aux échéances à échoir au cours des mois de mai, août et décembre, dates des échéances des contrats mis en place par la CDC, majorés des frais complémentaires liés au portage.

En conséquence, ces versements sont effectués avant le 1er avril, le 1er juillet et le 1er novembre de chaque année sur présentation d'un appel de subvention transmis au plus tard un mois avant et sur production des informations suivantes :

- état cumulé et détaillé des prélèvements, par bénéficiaire et par type d'opérations envisagées ;

- pour chaque bénéficiaire, date du contrat, durée et montant du prêt.

Les versements sont effectués sur le compte établi :

Au nom de : CDC - REGION ILE–DE-FRANCE - PORTAGE FONCIER
Ouvert : à la Caisse des dépôts et consignations
Compte n° : 0000263704J (Code Banque : 40031 ; Code Guichet : 00001)

Son comptable assignataire est le Receveur Général des finances de Paris, Trésorier Payeur général de la Région Ile-de-France.

ARTICLE 8 - PRODUITS FINANCIERS

Les éventuels produits financiers générés par les fonds en attente d'emploi à la suite des versements prévus à l'article 7 sont enregistrés sur le compte bancaire défini à l'article précédent ci-dessus et reversés à la Région avant le 30 avril de chaque année.

ARTICLE 9 - GESTION ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE

La gestion administrative et comptable du dispositif est prise en charge à parité par la CDC et la Région, sur la base d'un coût forfaitaire prévisionnel de 1.220 € TTC par dossier sur la base d'une TVA à 20% à la date de la Convention.

La part régionale est prélevée par la CDC sur le compte dédié au dispositif d'aide au portage sur la base d'une facture avec un état transmis à la fin de chaque année civile à la Région indiquant le nombre de contrats mis en place au cours de l'année.

CHAPITRE II - RELATIONS AVEC LES BENEFICIAIRES

ARTICLE 10 - SAISINE DU DISPOSITIF

Les demandes d'intervention du Dispositif d'aide au portage sont formulées par les emprunteurs auprès du secrétariat du comité d'engagement, en deux exemplaires.

Le premier exemplaire est destiné à la saisine du comité d'engagement ; le second est transmis pour information à la Région dans les 48 heures qui suivent leur réception par la CDC.

Les demandes doivent être présentées conformément à l'Annexe, et sont examinées au plus tard quinze jours avant la réunion du comité d'engagement.

ARTICLE 11 - CONTRATS DE PRETS

Les contrats de prêts sont conclus par la CDC avec chaque bénéficiaire sur la base de contrats-types comportant des clauses spécifiques tenant compte des dispositions de la Convention.

Ceux-ci précisent que la charge des intérêts est accordée sous réserve de l'engagement de l'opération finale envisagée dans un délai maximal de cinq années et qu'à défaut, l'emprunteur est tenu de rembourser l'équivalent de la subvention régionale dont il a bénéficié. Celui-ci est tenu de tenir la CDC régulièrement informée de l'avancement de l'opération et transmet en temps utile tout document permettant de vérifier l'adéquation de l'opération réalisée avec l'objet initial du prêt.

Les contrats précisent en outre que l'emprunteur est tenu de rembourser l'équivalent de la subvention régionale lorsque l'objet de l'opération finale a été modifié ou que celle-ci n'a pas été réalisée.

Ils précisent également que la revente du bien acquis est un cas de remboursement anticipé obligatoire du prêt ou de la part du prêt ayant financé l'acquisition ; ce cas de remboursement anticipé obligatoire donne lieu au seul paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Ils précisent également qu'en cas de remboursement anticipé volontaire et pour tous les autres cas de remboursement anticipé obligatoire, l'emprunteur est tenu de rembourser l'équivalent de la subvention régionale à moins que l'acquéreur et que la nouvelle opération ne remplissent les conditions d'éligibilité au Dispositif d'aide au portage. Dans ce dernier cas, le prêt peut être transféré à l'acquéreur après décision du comité d'engagement prévu à l'Article 3.

Le comité d'engagement doit être saisi et informé par l'emprunteur initial avant la vente sous peine de devoir rembourser le montant de la subvention régionale.

Les manquements des emprunteurs à leurs obligations sont constatés par le comité d'engagement.

Les remboursements sont versés par les emprunteurs sur le compte défini à l'Article 6.2.

Ils sont appelés par la CDC, pour le compte de la Région. Les procédures contentieuses éventuelles sont à la charge de cette dernière.

CHAPITRE III - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 12 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La Convention est conclue pour la période 2017-2019 et prend effet à compter de sa date de signature.

Sous réserve des dispositions de l'Article 14, les engagements qui en sont issus expirent à la date de paiement de la dernière échéance des prêts ayant bénéficié du dispositif de prise en charge des intérêts.

ARTICLE 13 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la Convention fait l'objet d'un avenant adopté préalablement par la Commission permanente de la Région.

ARTICLE 14 - DENONCIATION – RESILIATION

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la Convention pourra être résiliée de plein droit en cas d'inexécution d'un des engagements prescrits. La résiliation est effective à l'issue d'un délai de préavis de trois mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandée avec demande d'avis de réception, sauf si, dans ce délai :

- Les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,

- L'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis ci-dessus défini, les Partenaires à la Convention sont tenues de respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation donne lieu au reversement par la CDC à la Région des sommes non affectées à la prise en charge des intérêts, ainsi que des produits financiers éventuellement générés par elles. Le reversement doit intervenir sous un délai de trois mois.

En tout état de cause, il est entendu entre les Partenaires que les engagements de la Région et de la CDC demeurent pour tous les contrats de prêts établis par la CDC à la date effective de la résiliation de la Convention.

Fait en deux exemplaires originaux.

Paris, le

Pour la Caisse des Dépôts,
La Directrice régionale Île-de-France,

Madame Marianne LOURADOUR

Paris, le

Pour la Région Île-de-France,
La Présidente du Conseil Régional,

Madame Valérie PÉCRESSE

ANNEXE TECHNIQUE

REGLEMENT DU DISPOSITIF REGIONAL D'AIDE AU PORTAGE FONCIER ET IMMOBILIER

Les acquisitions foncières ou immobilières concernées : les acquisitions de lots au sein de copropriétés dans le cadre d'opérations de requalification de copropriétés faisant l'objet d'un label délivré par la Commission permanente du Conseil Régional.

Sont considérées comme des opérations de portage éligibles les acquisitions de lots en vue de leur revente : le portage prend fin à la date de vente du dernier lot.

L'aide régionale prend la forme d'une subvention d'investissement correspondant :

- au montant des intérêts des emprunts contractés en vue de la réalisation des opérations visées ci-dessus, dans le cadre d'acquisitions amiables ou suite à des décisions judiciaires ;
- aux frais supportés éventuellement au titre des travaux de restructuration et des charges de copropriété.

La mesure peut bénéficier aux emprunteurs suivants :

- tout opérateur intervenant dans les projets de requalification de copropriétés en difficulté, y compris les opérateurs de droit privé.

La procédure :
Pour pouvoir bénéficier du dispositif : dépôt unique d'un dossier en double exemplaire comprenant :

- une fiche d'opportunité sur la nature de l'opération finale ;
- un compromis de vente ou un acte notarié de moins de six mois ;
- une copie de l'estimation des domaines ;
- un calendrier prévisionnel de ladite opération précisant notamment la durée du portage et la date de démarrage envisagée ;
- Le cas échéant, les autorisations d'urbanismes devenues définitives ;
- une délibération de l'autorité compétente (selon le cas conseil d'administration, conseil municipal…) autorisant l'acquisition ;
- un plan de financement prévisionnel de l'opération de portage ;
- tout document nécessaire au prêteur pour apprécier la situation financière de l'emprunteur et sa capacité à rembourser (comptes, simulations prévisionnelles…) ;
- tout document émanant des autorités compétentes sur la destination finale des biens financés.

Principales caractéristiques financières de l'aide :

- prise en charge des intérêts du prêt dans la limite d'un plafond de 2,1 % ;
- durée : 5 ans maximum.

Coordonnées du secrétariat du dispositif pour adresser les demandes :
Caisse des Dépôts
Direction régionale Île-de-France
2, avenue Pierre Mendès-France
75013 Paris

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-521

DU 18 OCTOBRE 2017

AFFECTATIONS PROVISIONNELLES D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT SUR LE CHAPITRE 930 ET D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME SUR LE CHAPITRE 900 RELATIVES À LA COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 3ÈME RAPPORT POUR 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

VU L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

VU Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relatives aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégation du conseil régional à sa Présidente

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2017

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-521 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte une autorisation d'engagement de 1 073 000 €, à titre provisionnel, sur le chapitre 930 « services généraux », code fonctionnel 0202 « autres moyens généraux », programme HP0202-003 (102003) « communication institutionnelle » du budget 2017 pour les dépenses de fonctionnement récurrentes liées à la communication institutionnelle de la Région.

Article 2 :

Affecte une autorisation de programme de 39 200 €, à titre provisionnel, sur le chapitre 900 « services généraux », code fonctionnel 0202 « autres moyens généraux », programme HP0202-003 (102003) « communication institutionnelle » du budget 2017 pour les dépenses d'investissement récurrentes liées à la communication institutionnelle de la Région.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 20/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-520

DU 18 OCTOBRE 2017

RAPPORT DONNANT MANDATS SPÉCIAUX AUX ÉLUS RÉGIONAUX - OCTOBRE 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

VU le décret n° 2007-23 du 5 janvier 2007 modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant notamment dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU les arrêtés d'application du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 susvisé, notamment l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 04-16 du 21 janvier 2016 relative aux conditions d'exercice du mandat régional et aux conditions de fonctionnement des groupes d'élus ;

VU le budget de la Région pour l'année 2017 ;

VU la délibération n° CP 17-039 du 27 janvier 2017 portant affectations provisionnelles et spécifiques d'autorisations d'engagement et d'autorisations de programme sur les chapitres 930 et 900 « Services généraux » ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-520 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

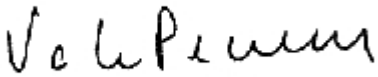
Décide de donner mandat spécial à chaque conseiller régional, mentionné au sein du tableau annexé à la présente délibération, pour représenter la collectivité régionale dans les conditions prévues au sein de ce même tableau.

Autorise la prise en charge, par le budget régional, des dépenses afférentes à ces déplacements et détaillées au sein de ce même tableau annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Les dates de départ et de retour indiquées dans le tableau joint en annexe sont susceptibles d'être ajustées de plus ou moins une journée pour tenir compte des impératifs de début et de fin de mission sur place ainsi que des disponibilités de transport.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Additif tableau mandats spéciaux au 18 octobre

TABLEAU CP DU 18 OCTOBRE 2017

MANDATS SPECIAUX
PROPOSES AU VOTE DE LA COMMISSION PERMANENTE

NOM	PRENOM	PAYS	VILLE	OBJET	DATE DEPART	DATE RETOUR	DEPENSES SUPPLEMENTAIRES *					
							RELATIONS PUBLIQUES	MOYEN DE TRANSPORT	FRAIS TRANSPORT SUR SITES	VISAS	VACCINS	DIVERS
EVREN	Agnès	Royaume-Uni	Londres	Mission ministérielle internationale	15/11/2017	15/11/2017	x	x	x			x
PECRESSE	Valérie	Israël	Tel Aviv	Rencontres avec les acteurs institutionnels	22/10/2017	24/10/2017	x	x	x	x		x
BERTHOUT	Florence	Israël	Tel Aviv	Rencontres avec les acteurs institutionnels	22/10/2017	24/10/2017	x	x	x	x		x
REDLER	Jérémy	Israël	Tel Aviv	Rencontres avec les acteurs institutionnels	22/10/2017	24/10/2017	x	x	x	x		x
CHKROUN	Benjamin	Israël	Tel Aviv	Rencontres avec les acteurs institutionnels	22/10/2017	24/10/2017	x	x	x	x		x
ROMERO	Jean-Luc	Etats-Unis	San Francisco	Région sans SIDA	29/10/2017	01/11/2017	x	x	x	x		x
SPIRI	Jean	Etats-Unis	San Francisco	Région sans SIDA	29/10/2017	01/11/2017	x	x	x	x		x
CHARTIER	Jérôme	Israël	Tel Aviv et Jérusalem	Start-up et la smart City	31/10/2017	02/11/2017	x	x	x	x		x

NOM	PRENOM	PAYS	VILLE	OBJET	DATE DEPART	DATE RETOUR	RELATIONS PUBLIQUES	MOYEN DE TRANSPORT	FRAIS TRANSPORT SUR SITES	VISAS	VACCINS	DIVERS
BEAUDET	Stéphane	Suisse	Lausanne	Expérimentation et échange sur l' offre globale et intégrée de la mobilité	07/11/2017	08/11/2017	x	x	x			x
PECRESSE	Valérie	Royaume-Uni	Londres	Attractivité suite au Brexit	13/11/2017	14/11/2017	x	x	x			x
DIDIER	Geoffroy	Royaume-Uni	Londres	Attractivité suite au Brexit	13/11/2017	14/11/2017	x	x	x			x
DUBLANCHE	Alexandra	Royaume-Uni	Londres	Attractivité suite au Brexit	13/11/2017	14/11/2017	x	x	x			x
VON EUW	Stéphanie	France	Marseille	Séminaire du partenariat du fonds européen	27/11/2017	28/11/2017	x	x	x			x
VON EUW	Stéphanie	France	Strasbourg	Déplacement session du parlement	11/12/2017	12/12/2017	x	x	x			x

* éventuellement au regard des conditions prévues à la délibération CR 04-16

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-386

DU 18 OCTOBRE 2017

COTISATIONS ET SUBVENTIONS EN FAVEUR DE DIVERSES ASSOCIATIONS (RÉGIONS DE FRANCE, CESER DE FRANCE, AMCT / AMIF, AMICALE DES ANCIENS ÉLUS)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 stages pour les jeunes franciliens ;

VU le budget 2017 de la Région Île-de-France ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-386 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide le versement de la cotisation à Régions de France au titre de l'année 2017.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **480 200 €** au profit de Régions de France, disponible sur le chapitre 930 « Services généraux » code fonctionnel 0202 « Autre moyens généraux » programme HP 0202-016 « Subventions à divers organismes » (102016), action 10201601 « divers organismes » du budget 2017.

Article 2 :

Décide le versement de la cotisation à CESER de France, Assemblée des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux de France, au titre de l'année 2017.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **8 000 €** au profit du CESER de France, disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP 0202-016 « Subventions à divers organismes » (102016), action 10201601 « divers organismes » du budget 2017.

Article 3 :

Décide le versement de la cotisation à l'Association des Médiateurs des collectivités territoriales (AMCT), au titre de l'année 2017.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **200 €** au profit de l'AMCT disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP 0202-016 « Subventions à divers organismes » (102016), action 10201601 « divers organismes » du budget 2017.

Article 4 :

Décide de soutenir le fonctionnement de l'association des maires d'Ile-de-France (AMIF) pour l'année 2017 par le versement d'une subvention.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **30 000 €** au profit de l'AMIF disponible sur le chapitre 930 « Services généraux » code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux » programme HP 0202-016 « Subventions à divers organismes » (102016), action 10201601 « divers organismes » du budget 2017.

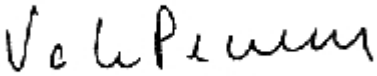
Approuve la convention annexée à la présente délibération fixant les conditions du partenariat entre la Région et l'AMIF et habilite la présidente à la signer.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la présente subvention à compter du 1er janvier 2017, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier et prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 5 :
Décide de soutenir le fonctionnement de l'Amicale des anciens conseillers régionaux d'Ile-de-France pour l'année 2017 par le versement d'une subvention.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **7 000 €** au profit de l'Amicale des anciens conseillers régionaux d'Ile-de-France disponible sur le chapitre 930 « Services généraux » code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux » programme HP 0202-016 « Subventions à divers organismes » (102016), action 10201601 « divers organismes » du budget 2017.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Convention relative au soutien de la Région Ile-de-France à l'AMIF

CONVENTION
relative au soutien de la Région Ile-de-France
à l'Association des Maires de l'Ile-de-France

La Région Ile-de-France représentée par sa Présidente,
Madame Valérie PECRESSE en vertu de la délibération n° CP 2017-386 du 18 octobre 2017
Ci-après dénommée la « Région »

d'une part

et

L'Association des Maires de l'Ile-de-France (A.M.I.F.)
Association loi de 1901 à but non lucratif
Dont le siège est situé 26 rue du Renard, 75004 Paris
Représentée par Monsieur Stéphane BEAUDET en sa qualité de Président
Ci-après dénommée l' « A.M.I.F. »
N° de Siret : 388 139 693 00021

d'autre part

PREAMBULE

Après avoir rappelé que :

L'AMIF est une association d'élus pluraliste répondant aux attentes des communes franciliennes, en quête d'une structure de concertation et d'information à l'échelon régional. Elle assure un rôle de représentation des élus locaux et participe au dynamisme régional.

Sa représentativité et sa structure interdépartementale lui confèrent un rôle de porte-parole des Maires de l'Ile-de-France dans le débat régional.

L'A.M.I.F. intervient comme un interlocuteur privilégié sur les grandes questions qui conditionnent l'avenir de la région, voire du pays.

La Région Ile-de-France est donc le partenaire naturel de l'A.M.I.F. La marque Ile-de-France, fédératrice et porteuse de sens est valorisée à travers l'ensemble des actions de l'association.

SONT CONVENUS CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat entre la Région et l'AMIF pour l'organisation des Assises de l'A.M.I.F qui se tiennent tous les ans, sur trois jours.

L'action soutenue correspond à la description suivante : les Assises et autres conférences ou manifestations. Outre le moment fort des Assises, l'AMIF favorise des rencontres avec la Région sous forme de petits-déjeuners de travail, colloques, visites de terrain.

ARTICLE 2. – OBLIGATIONS DE L'A.M.I.F

L'A.M.I.F. s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires et à :

- Porter à la connaissance de la Présidente de la Région toute modification concernant les statuts de l'organisme ;

- Communiquer à la Région :
  - Le nom et les coordonnées du Président et du ou des Commissaires aux Comptes,
  - La composition du Bureau et du Conseil d'Administration,
  - Le rapport annuel d'activité accompagné des pièces comptables fournies par le cabinet comptable de l'A.M.I.F.
  - Bilan financier
  - Compte rendu d'exécution

ARTICLE 3. – ENGAGEMENTS DE L'A.M.I.F. EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, l'A.M.I.F. s'engage à faire clairement apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées aux Assises ou autres conférences ou manifestations qui seront envisagées d'un commun accord entre la Région et l'A.M.I.F.

Cette contribution prendra la forme de la mention « en partenariat avec la Région Ile-de-France » et l'apposition du logo de la Région (conformément à la charte graphique régionale).

Elle prendra notamment les formes suivantes pour tous les évènements de relations publiques et opérations de médiatisation conjointement organisés :
- Présence physique sur les manifestations ou colloques organisés conjointement
- Diffusion de documentation à l'entrée
- Logo de la Région sur les panneaux
- Signalétique et conférences de presse qui associent la Région
- Logo de la Région sur les cartons d'invitations aux ateliers, conférences et colloques des Assises

- Insertion du logo de la Région sur les dossiers de presse, affiches et autres documents
- Invitation des conseillers régionaux aux déjeuners organisés lors des Assises régionales et mise à disposition d'invitations pour les acteurs régionaux conformément à une liste préalablement établie
- Mise à disposition pour la Région d'un stand de 20m² aménagés aux Assises lors du salon de la Nouvelle Ville

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.
Les photos pourront aussi être utilisées librement par la Région.

ARTICLE 4. – ENGAGEMENTS DE LA RÉGION

La Région s'engage à soutenir financièrement les Assises de l'A.M.I.F. et toutes autres manifestations organisées conjointement par le versement d'une subvention dont le montant s'élève à 30 000 €.

(Montant révisable avec l'accord des 2 parties)

ARTICLE 5. – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le versement de la subvention est effectué sur le compte établi au nom de l'organisme

Ouvert à :	La Banque Postale
Établissement :	20041
Code guichet :	00001
N° compte :	0108009G020
Clé RIB :	23

Cette subvention sera mandatée en un seul versement dès la notification de la convention.

ARTICLE 6. – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention est réalisée par voie d'avenant préalablement approuvé par la commission permanente du conseil régional d'Ile-de-France.

ARTICLE 7. – DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention à l'AMIF, à savoir le 18 octobre 2017. Les dépenses éligibles à l'attribution de la subvention sont prises en compte à compter du 1er janvier 2017. Elle expire après agrément par la Région du compte-rendu d'exécution et du bilan financier, lesquels doivent être remis au plus tard trois mois après la prise d'effet de la présente convention. Sans observations de la Région dans un délai de deux mois à compter de leur réception, ces documents sont réputés tacitement agréés.

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée régionale, l'AMIF, n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

ARTICLE 8. – RÉSILIATION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de la réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

Fait en 3 exemplaires originaux, à Paris, le

Pour l'A.M.I.F.	**Pour la Région Ile-de-France**
(signature et cachet)	*(signature et cachet)*
Le Président,	La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France,

Etat recapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-386	Budget	2017

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**0202 - Autres moyens généraux**
Programme	**102016 - Subventions à divers organismes**
Action	**10201601 - Divers organismes**

Dispositif : N° 00000616 - Subventions à divers organismes

Dossier	17011174 - SUBVENTION 2017 AMICALE DES ANCIENS CONSEILLERS REGIONAUX IDF			
Bénéficiaire	R22337 - ASSOCIATION AMICALE DES ANCIENS CR IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 000,00 €	HT	100 %	7 000,00 €	

Dossier	17011175 - SUBVENTION 2017 AMIF			
Bénéficiaire	R16447 - AMIF ASS DES MAIRES IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	HT	100 %	30 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000616 - Subventions à divers organismes	37 000,00 €

Total sur l'imputation 930 - 0202 - 102016 - 10201601	37 000,00 €

Fiche projet Amicale

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011174

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SUBVENTION 2017 AMICALE DES ANCIENS CONSEILLERS REGIONAUX IDF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subventions à divers organismes	7 000,00 €	100,00 %	7 000,00 €
	Montant Total de la subvention		7 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-0202-6574-102016-500
10201601- Divers organismes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION AMICALE DES ANCIENS CR IDF
Adresse administrative : 33 RUE BARBET DE JOUY 75007 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Serge LAGAUCHE, Président

Date de publication au JO : 13 mars 1996

N° SIRET : 79394398600018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions à divers organismes

Objectifs :
L'Amicale des anciens conseillers régionaux d'Ile-de-France créée le 13 mars 1996, a pour objet de maintenir les relations entre les anciens membres du conseil régional, d'assurer, le cas échéant, certaines actions de solidarité et d'entraide et de conserver des liens avec les conseillers en exercice.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	7 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Subventions à divers organismes	7 000,00 €
2015	Subventions à divers organismes	7 000,00 €
2016	Subventions à divers organismes	7 000,00 €
	Montant total	21 000,00 €

Fiche projet AMIF

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011175

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : SUBVENTION 2017 AMIF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subventions à divers organismes	30 000,00 €	100,00 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-0202-6574-102016-500
10201601- Divers organismes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AMIF ASS DES MAIRES IDF
Adresse administrative : 26 RUE DU RENARD
75004 PARIS 04
Statut Juridique : Association
Représentant : Stéphane BEAUDET, Président

Date de publication au JO : 21 mars 1990
N° SIRET : 38813969300021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions à divers organismes

Date prévisionnelle de début de projet : 28 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 mars 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Tenue du Salon des Maires d'Ile-de-France 2017 les 28, 29 et 30 mars à la Villette.

Objectifs :
L'Association des maires de l'Ile-de-France (AMIF), créée en 1990, a pour but de répondre aux attentes des communes franciliennes, en quête d'une structure de concertation et d'information à l'échelon régional.

Forte de sa représentativité et de sa structure interdépartementale, qui lui confère un rôle de porte-parole des maires de l'Ile-de-France dans le débat régional, elle est l'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics et le chef de file de l'identité francilienne.

Description :
La marque Ile-de-France, fédératrice et porteuse de sens, est valorisée à travers l'ensemble des actions de l'association. Les conditions d'application sont précisées dans la convention jointe en annexe à la délibération, qui définit les modalités du partenariat entre la Région et l'AMIF.

Moyens mis en œuvre :
Le salon des Maires d'Ile-de-France 2017, dont c'était la 21ème édition, s'est tenu les 28, 29 et 30 mars au Paris Event Center à la Villette.
Parmi les temps forts, quatre conférences autour des thématiques suivantes :
- Paris 2024
- Education : le numérique à l'école
- Citoyenneté : mission communale
- Communication : notre attractivité

Par ailleurs, l'AMIF ne manque pas de faire participer les élus régionaux à ses différents travaux, commissions, colloques, débats, visites de terrain et d'assurer la visibilité de la Région à travers l'ensemble des documents qu'elle émet.

Intérêt régional :
Rôle de porte-parole des maires d'Ile-de-France dans le débat régional

Démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la présente subvention à compter du 1er janvier 2017, autorisée par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier et prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Subventions à divers organismes	43 200,00 €
2015	Subventions à divers organismes	43 200,00 €
2016	Subventions à divers organismes	30 000,00 €
	Montant total	116 400,00 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-524

DU 18 OCTOBRE 2017

AVIS SUR LE PROJET DE SDAASP DU DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales **;**

VU La loi n°95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire et son article 26 ;

VU La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles **;**

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) et son article 98 relatif à l'élaboration du schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public ;

VU Le décret n° 2016-402 du 4 avril 2016 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU L'avis de la CTAP sur le projet de SDAASP de l'Essonne en date du 8 septembre 2017 ;

VU l'avis de la commission du grand paris ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU le rapport n°CP 2017-524 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Donne un avis favorable sur le projet de Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public établi par le département de l'Essonne et l'Etat.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Projet de SDAASP de l'Essonne

SCHÉMA DÉPARTEMENTAL D'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ DES SERVICES AU PUBLIC (SDAASP) DE L'ESSONNE

Projet soumis à la consultation

Réalisé avec le concours de :

SOMMAIRE

1. L'ÉLABORATION DU SDAASP 3

1.1. Le cadre légal 3

1.2. Le champ d'action du SDAASP 3

1.2.1. La notion d'accessibilité aux services 3

1.2.2. La notion de services au public 4

1.3. Les étapes de la production du SDAASP 4

1.3.1. La réalisation d'un état des lieux et d'une enquête auprès de la population 5

1.3.2. Élaboration du volet opérationnel 6

1.3.3. Rencontres avec les opérateurs 7

2. SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC 8

2.1. Quelles offres, pour quels besoins ? 8

2.1.1. L'offre de services existante 8

2.1.2. Les besoins des usagers 18

2.1.3. Les zones les plus éloignées des équipements 23

2.2. Quatre axes d'amélioration 27

2.2.1. En matière d'accessibilité dans les centres-bourgs 27

2.2.2. En matière de santé et d'accès aux soins 27

2.2.3. En matière de services sociaux et d'accompagnement tout au long de la vie 28

2.2.4. En matière d'accès à la culture, aux sports et aux loisirs 29

3. STRATÉGIE ET PLAN D'ACTIONS 31

3.1. Axe 1 : Pérenniser les services existants 31

3.2. Axe 2 : Attirer de nouveaux services 37

3.3. Axe 3 : Permettre aux usagers d'accéder aux services 45

4. GOUVERNANCE ET SUIVI DU SDAASP 61

4.1. Comité de pilotage 61

4.2. Comité technique 61

4.3. Comité de suivi par axe de travail 61

4.4. Dispositifs d'observation et de valorisation 62

1. L'ÉLABORATION DU SDAASP

1.1. Le cadre légal

La loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe), promulguée le 7 août 2015, prévoit, dans chaque département, la création d'un schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public (SDAASP).

Ce dispositif, élaboré conjointement par l'État et les Conseils départementaux a pour vocation d'améliorer et de renforcer l'accès aux services sur le territoire et ainsi faciliter la vie quotidienne des habitants. Il réaffirme leur volonté partagée de faire de l'accessibilité des services au public (mobilités, éducation, services en direction des personnes âgées, numérique...) une de leurs priorités.

Cependant, ce schéma ne se substitue pas aux autres dispositifs qui traitent de ces différents domaines. Le SDAASP permet avant tout d'identifier les enjeux d'accessibilité et de s'assurer que les réponses sont apportées dans un cadre adapté.

Ainsi « ce schéma définit, pour une durée de six ans, un programme d'actions destiné à renforcer l'offre de services dans les zones présentant un déficit d'accessibilité des services. Il comprend un plan développement de la mutualisation des services sur l'ensemble du territoire départemental. Il dresse une liste des services au public existants sur le territoire départemental à la date de son élaboration ou de sa révision, leur localisation et leurs modalités d'accès ».

Ce dispositif poursuit donc un double objectif. D'une part, il permet d'identifier les zones du territoire présentant un déficit en matière d'offre et d'accès aux services au public, par le biais d'un diagnostic à la fois quantitatif mais aussi qualitatif de l'offre de service.

Et d'autre part, à partir d'une analyse concertée des éléments collectés, le schéma concourt à construire une stratégie partagée par l'ensemble des acteurs, État, collectivités territoriales et opérateurs pour maintenir et améliorer l'accessibilité dans les territoires déficitaires. Cette démarche se concrétisera par la mise en œuvre d'un plan d'actions, véritable déclinaison opérationnelle des objectifs fixés par le SDAASP.

1.2. Le champ d'action du SDAASP

Préalablement au lancement de la démarche, les co-pilotes ont définis précisément les concepts d'accessibilité et de services au public qui constituent les deux socles du SDAASP.

1.2.1. La notion d'accessibilité aux services

L'accessibilité doit être envisagée au sens large, c'est-à-dire comme la facilité pour tout usager de disposer d'un service et non pas seulement sous l'angle de l'accessibilité physique aux infrastructures, pour des personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite.

Elle peut se décomposer en six dimensions :

- temps et facilité d'accès (chronodistance et mobilité) ;
- disponibilité du service (présence, amplitude d'horaires, délai de délivrance du RDV, …) ;
- coût du service (coût direct, coût induit par le déplacement pour y accéder) ;
- niveau de service (qualité, accompagnement) ;
- possibilité de choix (densité de services ou d'équipements, découpages administratifs) ;
- information sur l'existence et les modalités de service.

Deux paramètres transversaux doivent également être pris en compte :

- les caractéristiques individuelles de l'usager (par exemple, la situation de handicap) ;
- les évolutions des usages induites par le numérique (en particulier la dématérialisation).

1.2.2. La notion de services au public

Le SDAASP s'attache aux services au public tels que définis par le Conseil Économique Social et Environnemental (CESE), c'est-à-dire comme « recouvrant l'ensemble des services, publics et privés, nécessaires aux populations, répondant aux besoins des usagers et indispensables à la vie des territoires ».

Le SDAASP appréhende donc un périmètre large de services utiles au quotidien, qu'ils soient marchands ou non marchands : services de santé, commerces et services de proximité, services d'aide à l'emploi, services en direction des publics en situation de fragilité, transports, numérique, etc. (cf. liste en page suivante).

1.3. Les étapes de la production du SDAASP

Le département de l'Essonne constitue un territoire fortement contrasté entre un sud majoritairement périurbain et rural, caractérisé notamment par une faible densité démographique et marqué par l'agriculture, et un tiers nord urbain, densément peuplé, en majeure partie intégré dans les dynamiques métropolitaines et économiques du cœur d'agglomération.

Ces différences impactent inévitablement le besoin de services au public des Essonniens, qui ne s'apprécie pas de la même manière en fonction du secteur géographique où ils résident ou de leur profil.

Dans ce contexte, l'Etat et le Conseil départemental, co-pilotes de la démarche, ont organisé la construction du SDAASP autour d'une démarche participative afin d'impliquer le plus grands nombres d'acteurs. Ainsi, en sus des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, les deux copilotes ont également associé à la réflexion de grands opérateurs de services (La Poste, la CNAV, la CAF, Pôle Emploi, la Fédération bancaire française, la SNCF, Optile, …), les chambres consulaires, ainsi que des représentants du secteur associatif.

De cette manière, ils ont souhaité susciter une adhésion du plus grand nombre possible d'acteurs aux principes du schéma et aux actions qui en découlent. Cette implication précoce des acteurs permet, en effet, d'anticiper sur la levée de certaines résistances et donc de gagner du temps dans la suite du processus.

Par ailleurs, cette démarche participative permet aux copilotes de bénéficier très en amont du processus de construction du schéma – notamment pour le diagnostic – des connaissances des partenaires sur cette question de l'amélioration de l'accessibilité, dans leur champ de compétence. En outre, ces échanges faciliteront le choix des actions les plus pertinentes pour l'ensemble du département.
Enfin, en associant un large éventail d'acteurs, les deux copilotes s'assurent également d'une diffusion élargie du futur schéma.

L'élaboration du schéma s'est organisée en plusieurs étapes à compter du Comité de pilotage (COPIL) de lancement en juillet 2016 :
Étape 1 : Réalisation du diagnostic, basé sur un état des lieux de l'offre de services et de son accessibilité, sur la consultation des opérateurs et sur une enquête auprès de la population (de septembre 2016 à février 2017)
Étape 2 : Mise en place de 5 groupes de travail avec les partenaires qui ont abouti à la rédaction du plan d'actions (de mars à juin 2017)
Étape 3 : Projet de schéma soumis à diverses procédures de consultation (de juillet à octobre 2017). Ainsi, il est transmis pour avis aux

établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), ainsi qu'au Conseil régional et à la Conférence territoriale de l'action publique (CTAP).

Au cours du dernier trimestre 2017, il fera l'objet in fine d'une délibération du Conseil départemental puis d'un arrêté préfectoral.

1.3.1. La réalisation d'un état des lieux et d'une enquête auprès de la population

La phase de diagnostic constitue la première étape de construction du SDAASP. Elle doit permettre de connaître les principales caractéristiques du territoire ainsi que les espaces présentant un déficit de services.

Pour réaliser le diagnostic, les deux copilotes ont dans un premier temps défini le périmètre des services considérés comme essentiels pour la qualité de vie des habitants. S'ils répondent à la définition précédemment rappelée de la notion de services au public, leur choix s'est également fait en respectant l'échelon de subsidiarité de premier niveau représenté par les communes et les EPCI, conduisant à exclure du champ de l'étude, les services qui relèvent de leur compétence.
Par ailleurs, l'élaboration de cette liste de services s'est également appuyée sur l'identification de secteurs d'activités où l'État et le Département n'interviennent pas directement et/ou exclusivement en tant que prestataires de services (par ex. : emploi, santé, commerce, …).
Enfin, les deux copilotes ont intégré, dans le champ de l'étude, des services privés considérés comme étant de première nécessité.

Sur la base de cette liste, les deux copilotes ont procédé à un état des lieux de l'existant qui leur a permis d'identifier les zones en déficit. Cette analyse s'est appuyée sur des données quantitatives liées à la densité d'équipements présents dans chaque commune, à la distance et au temps d'accès pour les atteindre. Une cartographie de l'implantation et du rayonnement des équipements a ainsi été dressée.

LISTE DES SERVICES ET/OU ÉQUIPEMENTS RETENUS

Services de proximité :
- Services postaux
- Banques / distributeurs automatiques de billets
- Commerces alimentaires de proximité (boulangerie, épicerie, alimentation de proximité, marché, …)
- Commerces non alimentaires de proximité (coiffeur, point presse, …)
- Stations-services

Services administratifs et de sécurité :
- Préfecture / sous-préfecture, Trésorerie
- SDIS / Centres de secours et d'incendie/ Urgences médicales
- Police / gendarmerie
- Justice (tribunal, avocats, points d'information sur les droits, …)

Mobilité :
- Offre de transport de voyageurs (TER, bus, TAD, aire de covoiturage…)
- Auto-écoles
- Accès Internet et téléphonie

Aide à l'emploi :
- Pôle emploi
- Mission locale et maison de l'information sur la formation et l'emploi (MIFE)

Services sociaux et à destination des publics spécifiques :
- Accueil social : MDS, CCAS, maisons locales de l'autonomie, …
- Etablissements d'accueil / hébergement pour les personnes âgées et les personnes en situation du handicap
- Structure d'accueil de la petite enfance (crèches, haltes garderies, …)
- Prestations sociales : CAF, CPAM, Caisses de retraite, MSA, …
- Centres PMI, centres de prévention santé, …

Service de santé ambulatoire :

- Médecin généraliste et maison de santé
- Médecin spécialiste
- Pharmacie
- Infirmier
- Kinésithérapeute
- Dentiste
- Laboratoire d'analyses médicales

Jeunesse, éducation, culture :

- Enseignement primaire (maternelle et primaire)
- Enseignement secondaire (collège et lycée)
- Centres de loisirs
- Equipements sportifs divers
- Piscines
- Equipements culturels (structures culturelles conventionnées, cinéma, musées, écoles de musique / conservatoires)
- Bibliothèques

Par ailleurs, afin de caractériser plus finement le manque de services, les copilotes ont croisé cette approche avec celle qualitative fondée sur le ressenti de la population. En effet, l'accessibilité ne doit pas être appréhendée sous le seul angle de la proximité. La fréquentation d'un équipement dépend d'autres critères qui sont d'ordre qualitatifs et subjectifs.

A cette fin, l'État et le Département ont diffusé un questionnaire auprès des usagers essonniens (cf. 2.1.2), avec un focus spécifique sur les quartiers politique de la ville. Cette enquête a permis de mieux comprendre quels sont les services indispensables dans le quotidien des essonniens, leurs niveaux d'accessibilité ainsi que les pratiques d'accès aux services (physique, à distance, …) des différentes catégories de population du département.

Pour compléter cette approche qualitative, les principaux opérateurs de services ont été interrogés (cf. 1.3.3.), par le biais d'un questionnaire mais également dans le cadre d'entretiens spécifiques, pour identifier précisément le service qu'ils rendent, recueillir leur connaissance sur le profil et les besoins de leurs usagers et connaître leurs perspectives d'évolution. Ces échanges ont notamment permis aux copilotes du SDAASP d'identifier les initiatives préexistantes en matière de maintien ou d'amélioration de l'accès aux services.

1.3.2. Élaboration du volet opérationnel

A partir des enjeux et conclusions du diagnostic, l'État et le Département ont élaboré le volet opérationnel du SDAASP sur la base d'une réflexion menée par le biais de groupes de travail :

Au nombre de 4 et composée d'une vingtaine de personnes disposant d'une expertise spécifique dans le domaine abordé (professionnels du secteur, membres d'associations, représentants de services publics, ...), ces groupes ont respectivement travaillé sur les thématiques suivantes :

- l'accompagnement tout au long de la vie
- la santé
- la culture, le sport et les loisirs
- les services de proximité et les centres bourgs

Pour chacun des groupes, ces 4 axes ont été envisagés sous les angles suivants :

- l'implantation des services
- l'adaptation des services
- les publics et les territoires spécifiques
- la mobilité et l'accessibilité
- l'expérimentation
- la mutualisation, la gouvernance et le partenariat.

Par ailleurs, afin de faciliter la mise en œuvre de ces temps de travail et permettre un débat ouvert, les copilotes ont confié leur organisation à un prestataire : préparation des groupes en proposant notamment une méthodologie de travail, animation des séances de travail et rédaction des documents de synthèse à l'issue des travaux de chaque groupe.

Ces temps de travail ont permis de compléter le diagnostic et les enjeux d'un point de vue qualitatif et de faire émerger des pistes d'actions autour de quatre leviers :

- maillage de l'offre, aménagement, mobilité et numérique
- gouvernance, coordination et observation
- adaptation de l'offre de services
- sensibilisation, communication et information

Ces éléments ont permis aux co-pilotes d'élaborer les axes stratégiques et les fiches actions proposées dans le schéma.

1.3.3. Rencontres avec les opérateurs

Compte tenu de leur poids dans leurs secteurs d'activités respectifs et au regard de la liste de services considérés comme essentiels pour les usagers, les deux copilotes ont également rencontré spécifiquement certains opérateurs : la Fédération française bancaire, La Poste, OPTILE, La SNCF, Pôle Emploi et la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

Ces échanges ont permis d'identifier leur stratégie territoriale, leurs initiatives en matière de maintien ou d'amélioration de l'accès aux services et leurs leviers d'actions, dont pourrait s'inspirer le SDAASP.

Ainsi, en termes de mobilité, les entretiens avec les représentants de l'association OPTILE – qui regroupe l'ensemble des entreprises privées exploitant des lignes d'autobus régulières principalement en moyenne et grande couronne d'Ile-de-France – et de la SNCF ont montré la nécessité de proposer d'autres formes de déplacements alternatives (covoiturage, transport à la demande [TAD], …) favorisant l'intermodalité entre la route et la desserte ferrée, pour proposer aux usagers une offre de transport cohérente et diversifiée.

En outre, les échanges avec le Directeur régional de la SNCF font ressortir la possibilité d'élargir la gamme des services déjà proposés dans les gares avec des services innovants et utiles au quotidien.

Par ailleurs, comme le souligne le représentant en Essonne de la Fédération bancaire française, il convient aussi de développer des actions communes entre les acteurs publics et privés afin de consolider la présence de services et garantir le maillage territorial notamment dans les territoires en déficit.

Les partenariats avec les collectivités territoriales développés par La Poste et Pôle emploi et évoqués lors des entretiens illustrent cette dynamique de concertation et d'action communes entre opérateurs privés et publics.

Enfin, comme le montre la dématérialisation de certaines procédures par Pôle Emploi et la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV), l'utilisation des outils numériques représente également une opportunité pour garantir l'offre de service. Ils permettent aux usagers un accès facilité au service et offrent de nouvelles possibilités d'information et de formation (actions de formation en ligne développées par Pôle emploi).

Proposition a été faite aux opérateurs rencontrés de s'engager, dans le cadre du SDAASP, aux côtés des collectivités, institutions et organismes à la mise en œuvre de projets : participation à des projets mutualisés, mise à disposition de locaux, information aux usagers, formation (par exemple à l'accès aux services dématérialisés) ou animation sur des thèmes particuliers.

2. SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC

2.1. Quelles offres, pour quels besoins ?

2.1.1. L'offre de services existante

Services de proximité

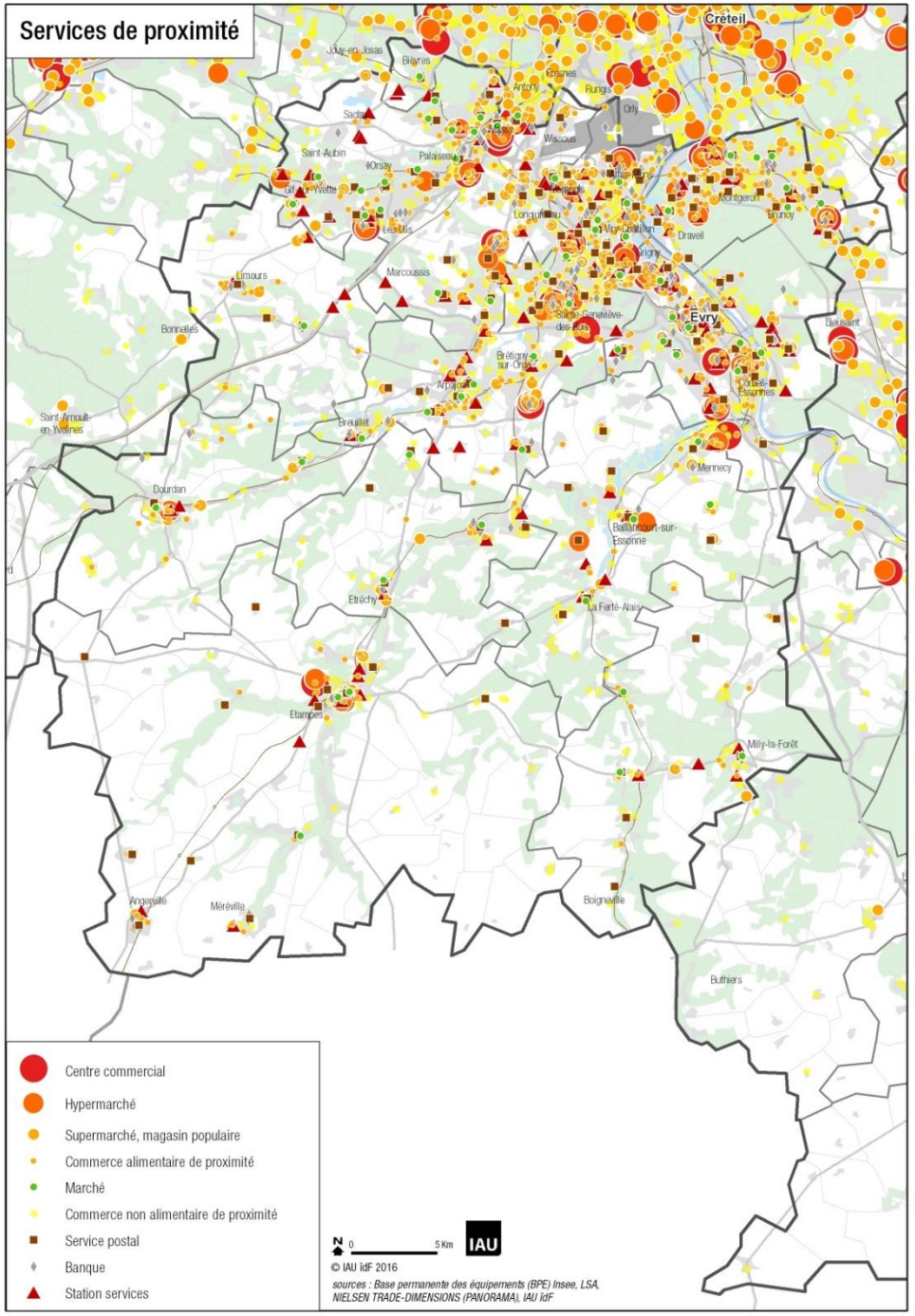
- *Services postaux*
- *Banques / distributeurs automatiques de billets*
- *Commerces alimentaires de proximité (boulangerie, épicerie, …)*
- *Commerces non alimentaires de proximité (coiffeur, point presse, …)*
- *Stations-services*

Constats :

- L'usage d'Internet change les comportements des consommateurs.
- Une offre comparable en Essonne à ce qui est observé dans les autres départements de grande couronne
- Une offre plus importante (volume) dans la partie urbaine et périurbaine du territoire que dans la partie rurale
- Les territoires périurbains sont plus dotés en grandes surfaces commerciales.
- Les espaces urbains essonniens présentent des dotations en commerces de proximité qui semblent plus importantes que ce qui est observé en moyenne en Ile-de-France (hors Paris).
- Une offre commerciale généralement peu développée dans les quartiers politique de la ville, souffrant pour certains d'entre eux d'obsolescence et entrainant des situations de vacance durable

Enjeux :

- Développement d'une offre alternative (commerces multiservices, commerces ambulants, livraisons à domicile)
- Rendre attractifs les centres-bourgs
- Pérenniser et développer l'offre au sein des quartiers en Politique de la ville



Services administratifs et de sécurité

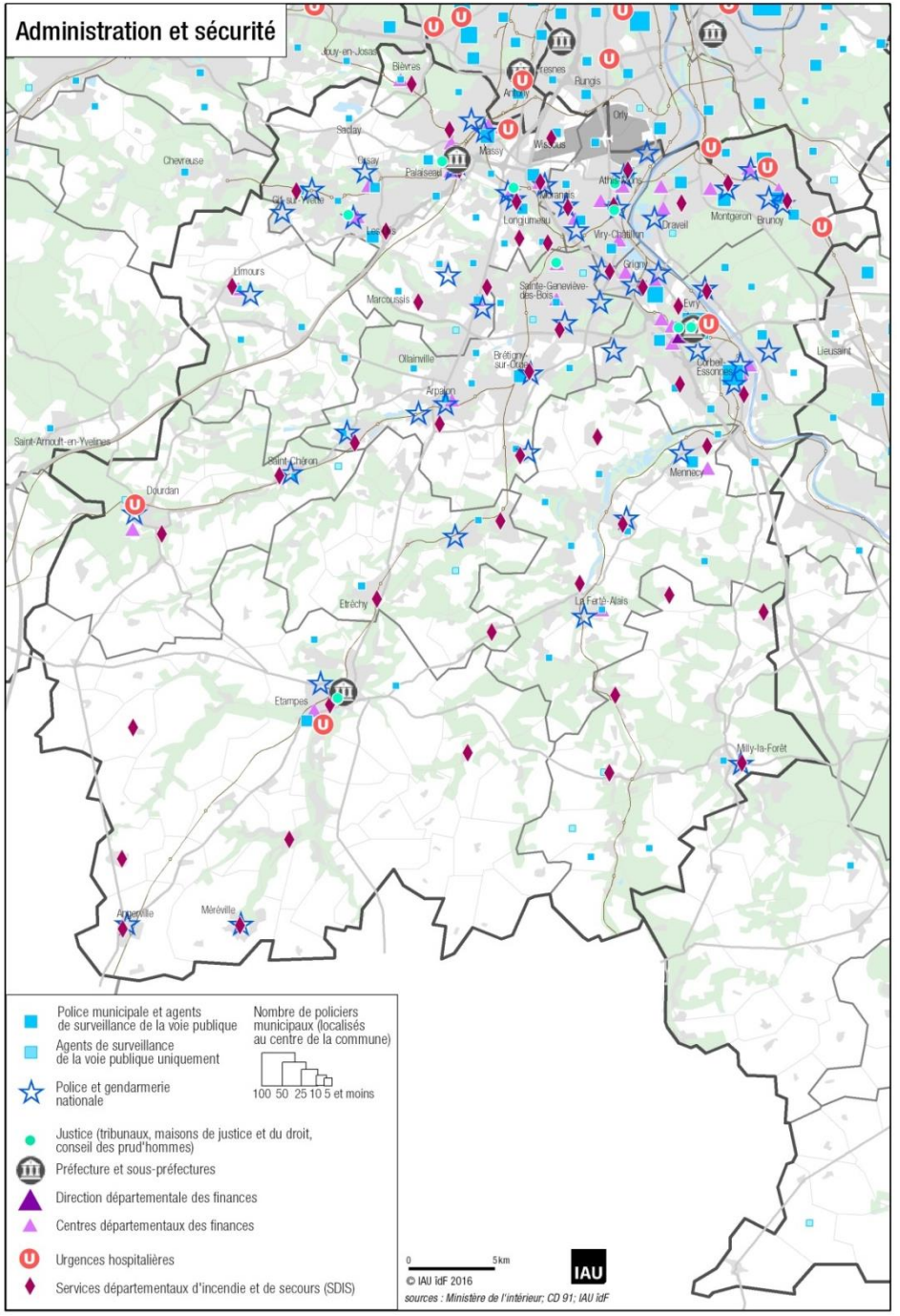
- *Préfecture / sous-préfecture, Trésorerie*
- *SDIS / Centres de secours et d'incendie/ Urgences médicales*
- *Police / gendarmerie*
- *Justice (tribunal, avocats, points d'information sur les droits, …)*

Constats :

- Concentration des commissariats dans les zones urbaines densément peuplées au nord du département
- Répartition des brigades de gendarmerie dans les zones périurbaines et rurales
- Concernant le nombre de policiers municipaux pour 1 000 habitants, l'Essonne se situe à un niveau très proche de la moyenne nationale (0,94‰ contre 0,98‰ en France).
- Le service de police municipale d'Evry figure au 58ème rang des 100 plus grandes polices municipales de France.
- Concernant le SDIS, deux objectifs de délai moyen d'intervention : 15 min pour les zones rurales et 10 min pour les zones urbaines à compter du déclenchement de l'alerte (cf. SDACR 2012)

Enjeux :

- Sensibiliser les citoyens à la vigilance
- Maintenir la proximité et la qualité de service des secours



Mobilité

- *Offre de transport de voyageurs (TER, bus, TAD, aire de covoiturage, …)*
- *Auto-écoles*

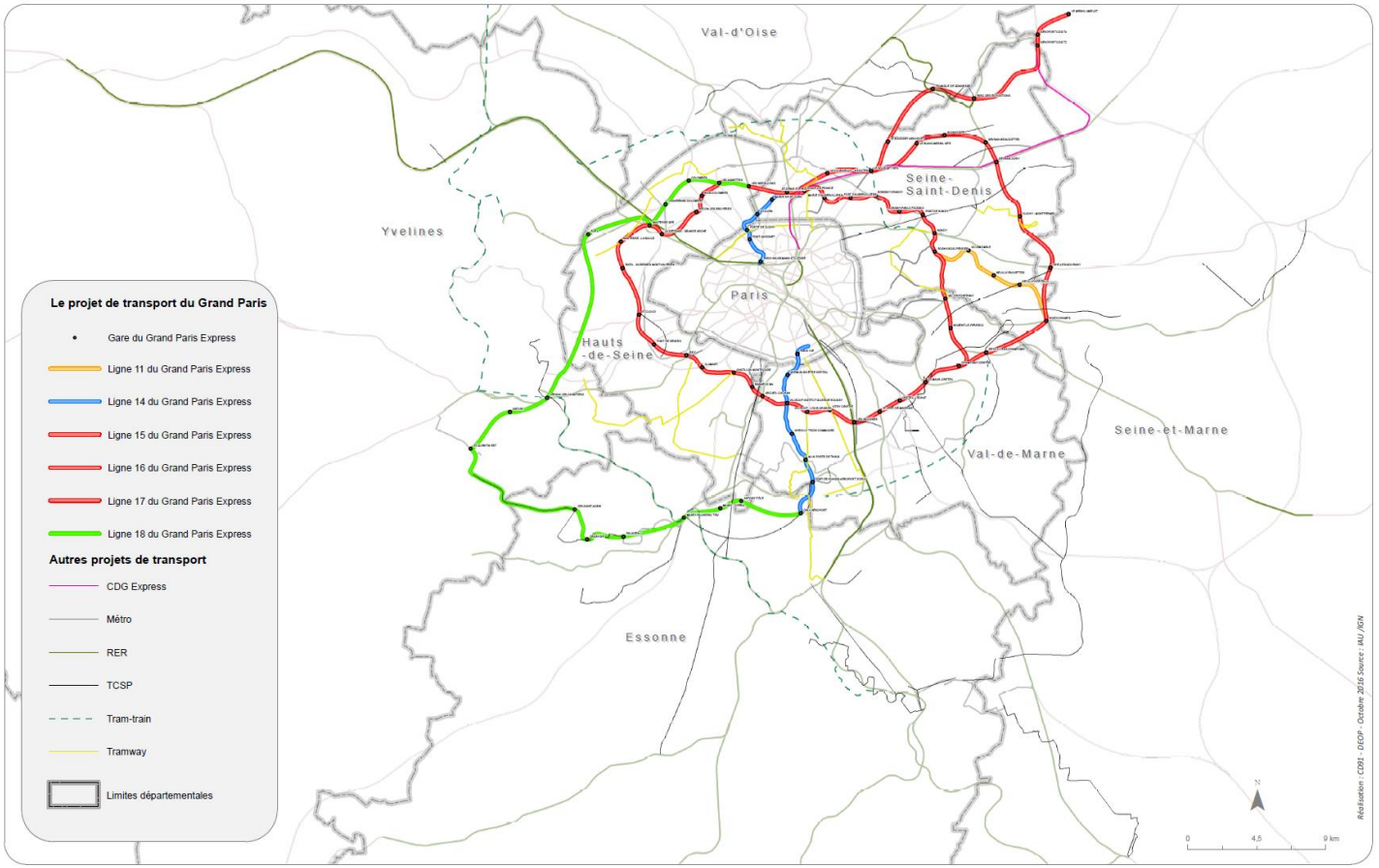
Constats :

- 3 lignes de RER (B, C et D)
- Des axes routiers structurants (A6, A10, N104, N118, N20, N7 et N6)
- 34% de la population vit à moins de 800 mètres d'une gare et 31% des emplois se situent à moins de 800 mètres d'une gare.
- Une dizaine d'aires de covoiturage (situées dans le périurbain ou le rural)
- Différents services de Transports à la demande
- Plusieurs projets à venir : prolongement T7, Tram-train Massy-Evry, ligne 18 du Grand Paris Express, transformation de la ligne de bus 402 en TZen4, plusieurs TCSP, réaménagement du ring des Ulis et étude sur un nouveau franchissement de Seine

Enjeux :

- Mieux lier les enjeux de mobilité avec les problématiques d'aménagement
- Renforcer les liaisons transversales et l'accès aux pôles d'emploi du nord Essonne
- Définir les modalités d'une amélioration de l'offre, en particulier de l'offre bus
- Renforcer le soutien au covoiturage
- Améliorer la communication sur l'offre existante

Les projets de transport en commun à l'échelle régionale



L'accès Internet et téléphonie

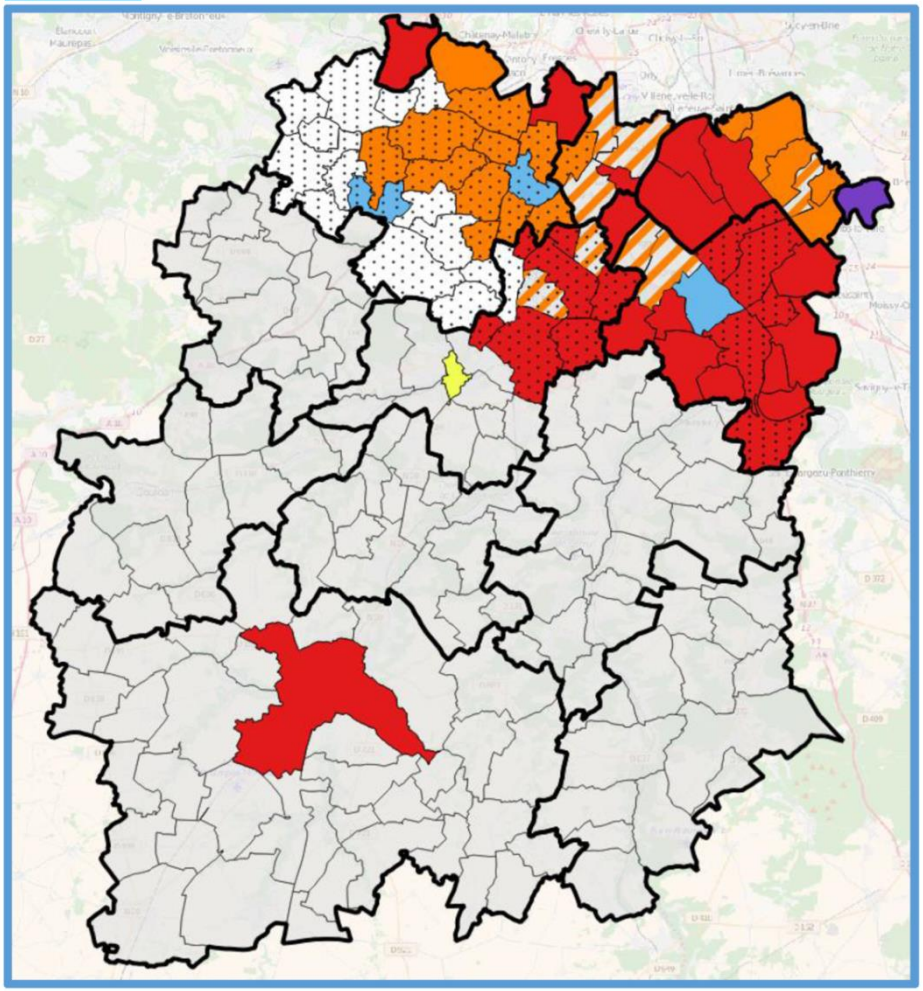
Constats :

- Un réseau 4G non généralisé sur le territoire
- Une couverture en fibre optique partielle et concentrée sur la partie nord du département
- Le Département a réalisé un schéma territorial d'aménagement numérique dont l'objectif est de fibrer les communes essonniennes non desservies par les opérateurs privés (fin en 2020).

Enjeux :

- Mise en œuvre du schéma territorial d'aménagement numérique
- S'assurer que les opérateurs privés respectent leurs engagements sur le calendrier de déploiement
- Développer les services en ligne sans pour autant supprimer les modes d'accès traditionnels
- Poursuivre et renforcer l'accompagnement à l'usage d'Internet

Communes concernées par les initiatives privées et les réseaux publics



FttH : fiber to the home RIP : réseau d'initiative publique ZTD : zone très dense

Aide à l'emploi

- *Pôle emploi*
- *Mission locale et maison de l'information sur la formation et l'emploi (MIFE)*

Constats :

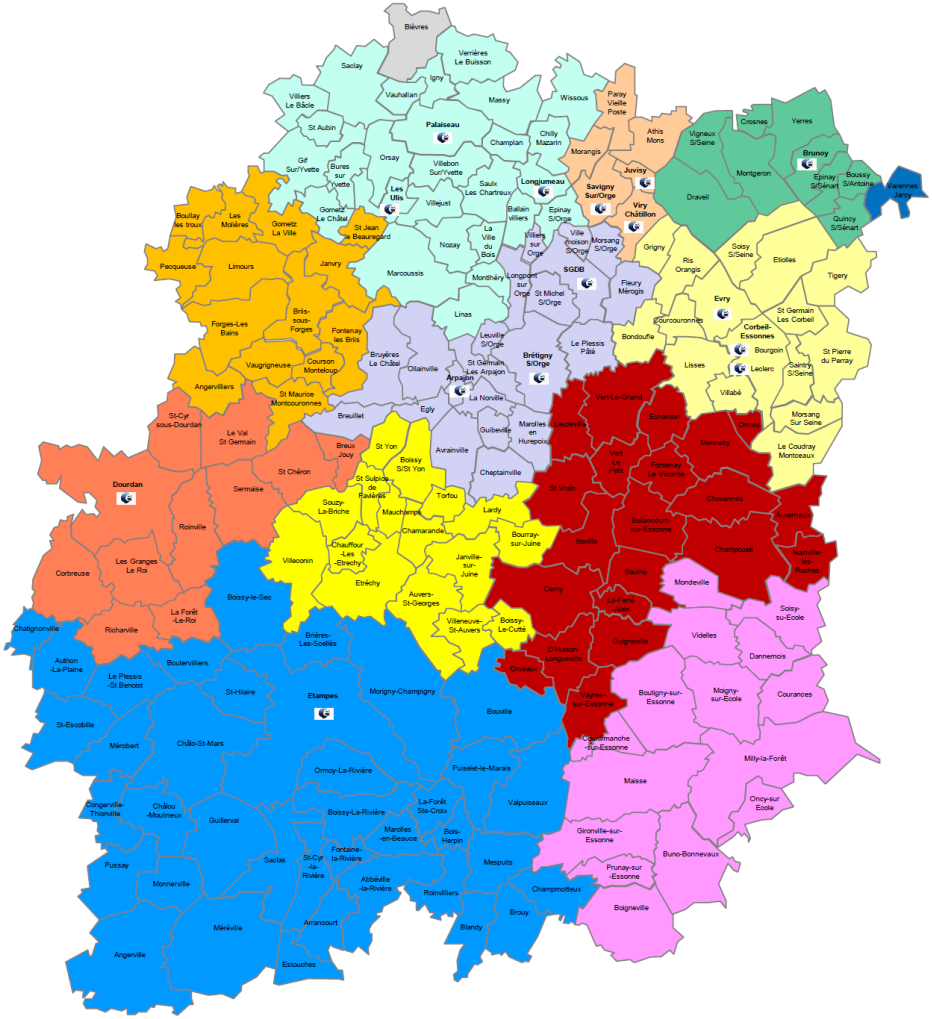
- Le taux de chômage en Essonne demeure l'un des moins élevés d'Ile-de-France mais c'est celui qui a le plus progressé depuis 2008.
- 15 agences Pôle emploi sur le territoire essonnien, pas d'agence sur 4 intercommunalités : CCEJR, CCPL, CCVE et CC2V
- 10 missions locales interviennent sur le territoire.

Enjeux :

- Faciliter l'accès aux agences Pôle emploi pour les territoires les plus éloignés des agences, en particulier les territoires périurbains
- Améliorer l'accompagnement des demandeurs d'emploi

pôle emploi
Sud-Est Francilien

ESSONNE
CORRESPONDANCE AGENCES POLE EMPLOI / ARRONDISSEMENT



Services sociaux et à destination des publics spécifiques

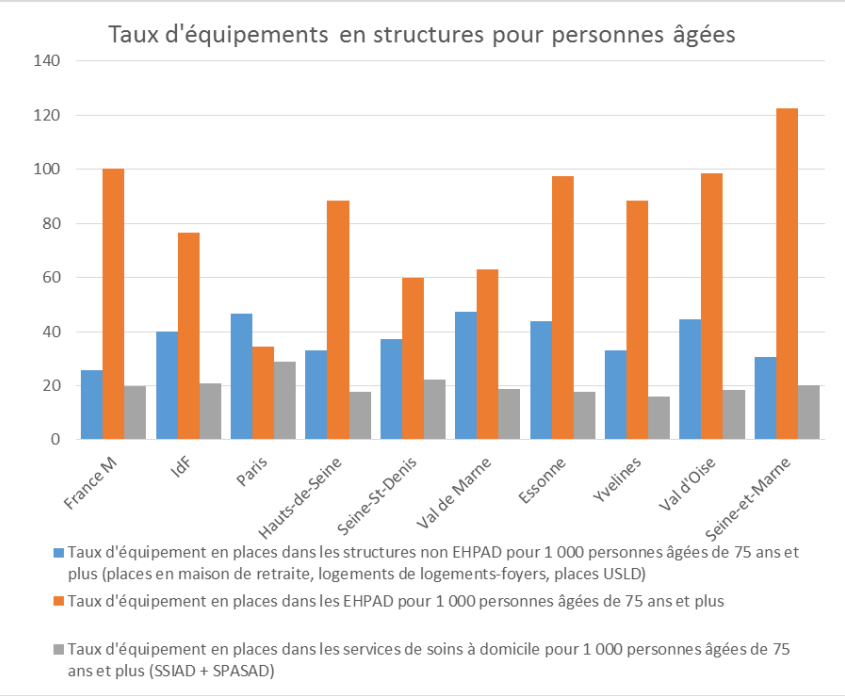
- *Accueil social : MDS, CCAS, maisons locales de l'autonomie, …*
- *Etablissements d'accueil / hébergement pour les personnes âgées et les personnes en situation du handicap*
- *Structure d'accueil de la petite enfance (crèches, haltes garderies, …)*
- *Prestations sociales : CAF, CPAM, Caisses de retraite, MSA, …*
- *Centres PMI, centres de prévention santé, …*

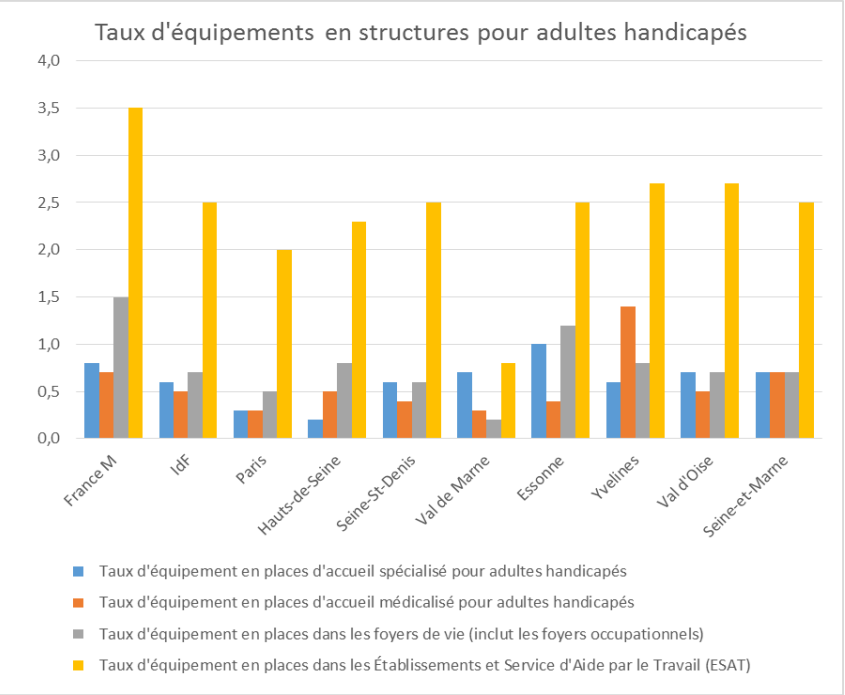
Constats :

- Les Maisons départementales des solidarités (MDS) jouent un rôle majeur dans l'accompagnement des personnes en difficulté sociale.
- En matière d'Etablissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), le département de l'Essonne apparait globalement bien doté avec un niveau d'équipement proche de la moyenne nationale.
- En matière de structures spécialisées dans le handicap, le département de l'Essonne apparait bien doté en accueil spécialisé, en foyers de vie, en Etablissement et service d'aide par le travail (ESAT) mais moins bien doté en accueil médicalisé.
- En matière de petite enfance, une offre en établissements d'accueil des jeunes enfants (EAJE) moins étoffée qu'au niveau régional (nombre de places pour 100 enfants âgés de moins de 3 ans).

Enjeux :

- MDS et opérateurs sociaux : renforcer les relations entre les différents organismes
- Personnes âgées et personnes handicapées : favoriser le maintien à domicile, rompre avec l'isolement, faciliter la mobilité et anticiper les besoins futurs en lien avec le vieillissement de la population
- Enfance et petite enfance : mettre en réseau les acteurs et coordonner leurs actions ; développer l'offre d'EAJE sur les territoires en déficit





Services de santé ambulatoire

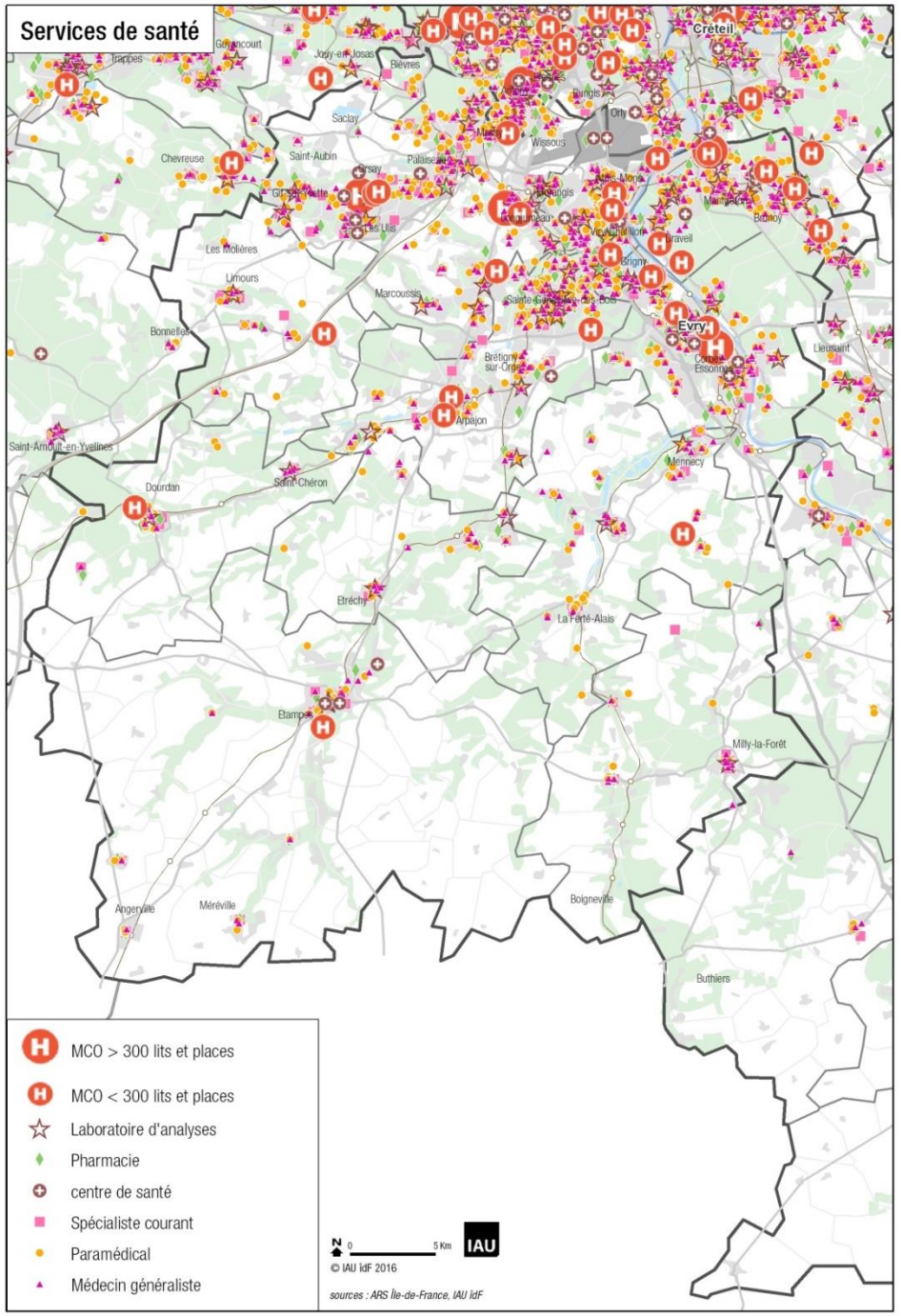
- *Médecin généraliste et maison de santé*
- *Médecin spécialiste*
- *Pharmacie*
- *Infirmier*
- *Kinésithérapeute*
- *Dentiste*
- *Laboratoire d'analyses médicales*

Constats :

- Une offre en généralistes libéraux relativement faible par rapport aux autres départements français mais un rang plus favorable pour l'offre en spécialistes libéraux
- Une problématique de renouvellement des praticiens avec un risque de désertification progressive de certains secteurs
- Une offre meilleure dans les territoires denses et urbains et qui diminue dans le périurbain et plus encore dans le rural
- Des quartiers relevant de la politique de la ville en difficulté
- Des territoires déficitaires et fragiles, notamment Méréville et Grigny

Enjeux :

- Prioriser les efforts sur les secteurs les plus fragiles
- Renforcer les partenariats entre les différents acteurs de la santé
- Améliorer l'information sur l'offre existante
- Accompagner les personnes les plus fragiles
- Développer la télémédecine



Education

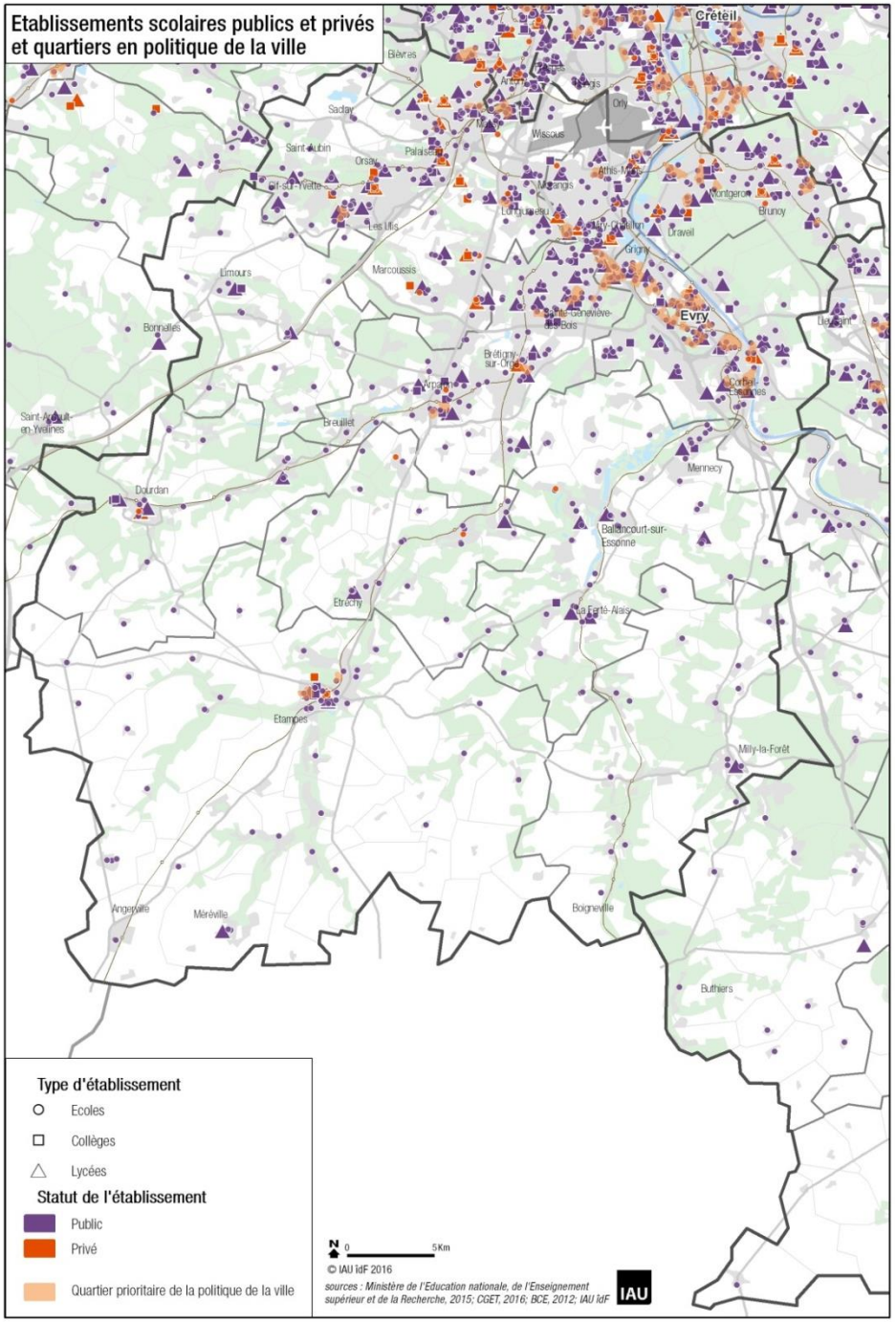
- *Enseignement primaire (maternelle et primaire)*
- *Enseignement secondaire (collège et lycée)*

Constats :

- Une offre de plus en plus concentrée en zones urbaines et périurbaines au fur et à mesure de l'avancement en âge des jeunes Essonniens
- Une faible part de l'enseignement privé
- Des établissements d'enseignement plutôt de grande taille
- Des taux de scolarisation sur place plus élevés que dans les autres départements de grande couronne

Enjeux :

- Anticiper les évolutions démographiques à venir pour répondre aux besoins
- Coordonner les acteurs participant à l'offre scolaire
- Optimiser l'organisation des transports scolaires dans les zones rurales
- Accompagner les établissements situés dans les quartiers en politique de la ville



Les équipements culturels de proximité

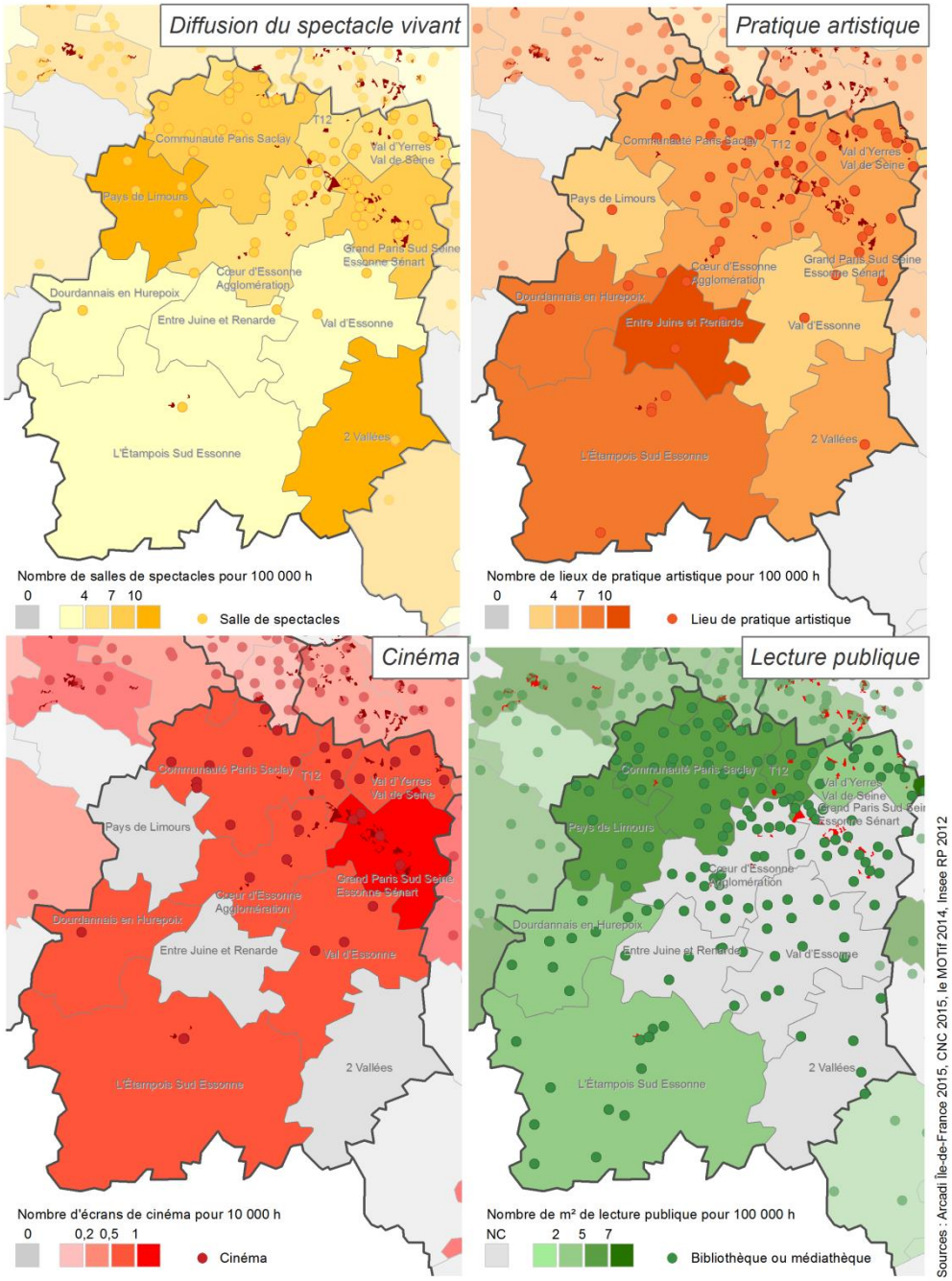
- *Equipements culturels (structures culturelles conventionnées, cinéma, musées, écoles de musique / conservatoires)*
- *Bibliothèques*

Constats :

- Un département bien doté, notamment en salles de spectacles et lieux de pratique artistique
- Le département dispose d'un réseau intéressant de lieux de lecture publique, même si certains sont de petite taille.
- Une offre limitée en cinéma mais plusieurs projets à venir

Enjeux :

- Déployer des outils spécifiques visant à une meilleure coordination entre les acteurs culturels et les structures de proximité dans les quartiers en politique de la ville
- S'adapter aux contraintes des habitants en termes de périodes et d'horaires d'ouverture, de tarification et d'accueil
- Systématiser des passerelles avec les milieux scolaires
- Développer la mise en réseau des équipements



Les équipements sportifs et de loisirs

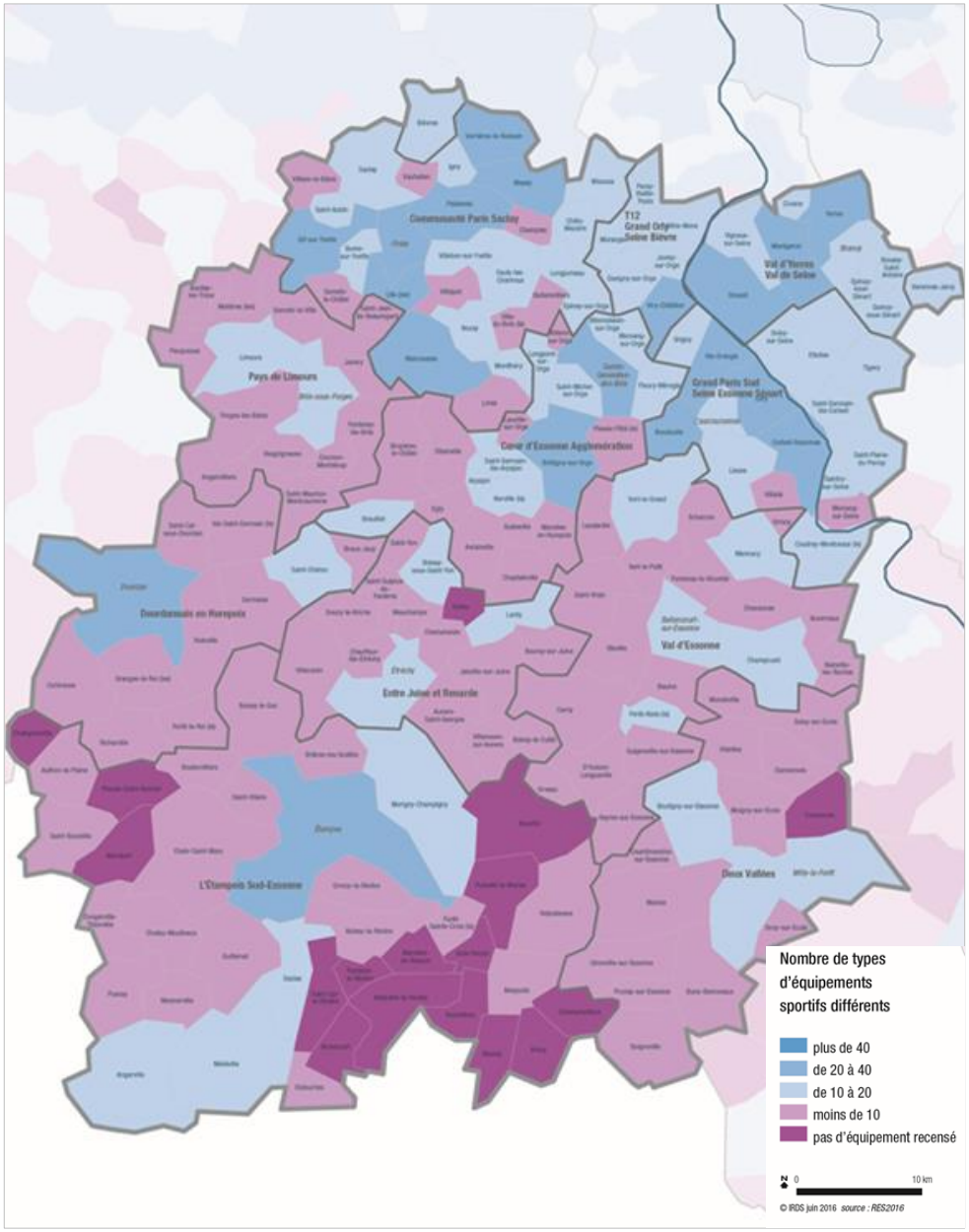
- *Centres de loisirs*
- *Equipements sportifs divers*
- *Piscines*

Constats :

- Une offre plus importante en Essonne que dans le cœur de l'agglomération mais une offre carencée pour certains équipements (piscines)
- Une offre en équipements relativement diversifiée au-delà des équipements classiques (golf, patinoire, île de loisirs, centres équestres, parcours d'escalade…)
- Trois problématiques différentes entre le nord et le sud du département (urbain/rural) et une frange intermédiaire (diagonale) :
    - au nord-ouest du département, une offre relativement bonne à développer (mis en réseau d'équipements)
    - une diagonale de communes moins aisées comptant des quartiers prioritaires moins bien équipés avec des classes d'âges plus jeunes
    - une partie sud rurale avec une offre moins importante et moins diversifiée, confrontée au risque d'absorber une grande part du vieillissement de la population prévue à long terme

Enjeux :

- Tirer parti de la présence des espaces de nature afin de développer le sport de nature
- Développer la mutualisation des équipements
- Développer l'offre à destination des communes et/ou quartiers sous-dotés



Inventaire des mutualisations existantes

L'Essonne accueille :

- 4 Maisons de Services au Public (MSAP) à Angerville, Ballancourt-sur-Essonne, Evry (Pimms) et Saclas ;
- 11 Maisons de santé pluridisciplinaires ;
- 3 Maisons de justice et du droit (Athis-Mons, Les Ulis et Villemoisson-sur-Orge) ;
- 8 Points d'accès aux droits tous publics et 4 PAD spécifiques.

Au-delà de ces regroupements encadrés, de nombreux opérateurs de services, collectivités et/ou associations se sont organisés pour proposer un accès aux services en un seul et même point, en particulier via la mise en place de systèmes de permanences.

2.1.2. Les besoins des usagers

Précision méthodologique : ***En raison du faible nombre de réponses et du type d'enquête (ouverte sans échantillonnage), l'enquête dont les principaux résultats sont présentés ici ne peut être considérée comme représentative de l'expression de l'avis et des besoins de l'ensemble des Essonniens en termes d'accès aux services. Toutefois, elle apporte un éclairage sur la fréquentation des équipements et/ou services, l'évaluation de leur accessibilité et leurs conditions d'accès, ainsi qu'une confirmation des grandes tendances relevées par les autres schémas.***

Le questionnaire visait à obtenir des informations sur :

- le profil du répondant ;
- sa fréquence d'utilisation de l'offre de services ;
- son avis sur l'accessibilité de cette offre ;
- sa disponibilité pour accéder aux services, ses modalités d'accès privilégiées et les obstacles rencontrés dans ce cadre.

Eléments généraux :

- **447 personnes ont répondu à l'enquête mise en ligne sur le site internet du Conseil départemental + 141 à l'enquête spécifique menée au sein des quartiers « politique de la ville » (QPV).**
- Les répondants sont des femmes pour plus des deux tiers (71%). Plus de la moitié des personnes (53%) ont entre 40 et 59 ans et un quart (26%) entre 25 et 39 ans.
- 57% des répondants vivent en couple, 31% vivent en couple avec des enfants. 22% vivent seuls et 7% seuls avec des enfants.
- Les répondants sont en large majorité des actifs (74%). On compte également des retraités (11%) et des personnes en recherche active de travail (6%).
- La catégorie socioprofessionnelle (CSP) la plus représentée est celle des employés (34%), puis celle des cadres (25%) et enfin celle des professions intermédiaires (14%).

- 46% des répondants utilisent principalement un véhicule particulier pour se déplacer.
- 55% des répondants utilisent souvent Internet pour accéder à des services. Seulement 8% des sondés n'utilisent jamais Internet pour l'accès aux services.
- Concernant le téléphone, 36% des répondants l'utilisent souvent pour accéder à des services et 48% parfois.

Lien entre le niveau de fréquentation des équipements et l'appréciation de leur accessibilité :

a) Services de proximité et commerces

87% des répondants déclarent avoir besoin de services de proximité tels que les commerces, la poste, la banque… au moins une fois par semaine (42% au quotidien et 45% une fois par semaine). Parmi ceux-là, la majorité estime que les services sont accessibles (51%) et très accessibles (26%). 20 % de l'ensemble des répondants estime que ces services sont peu accessibles.

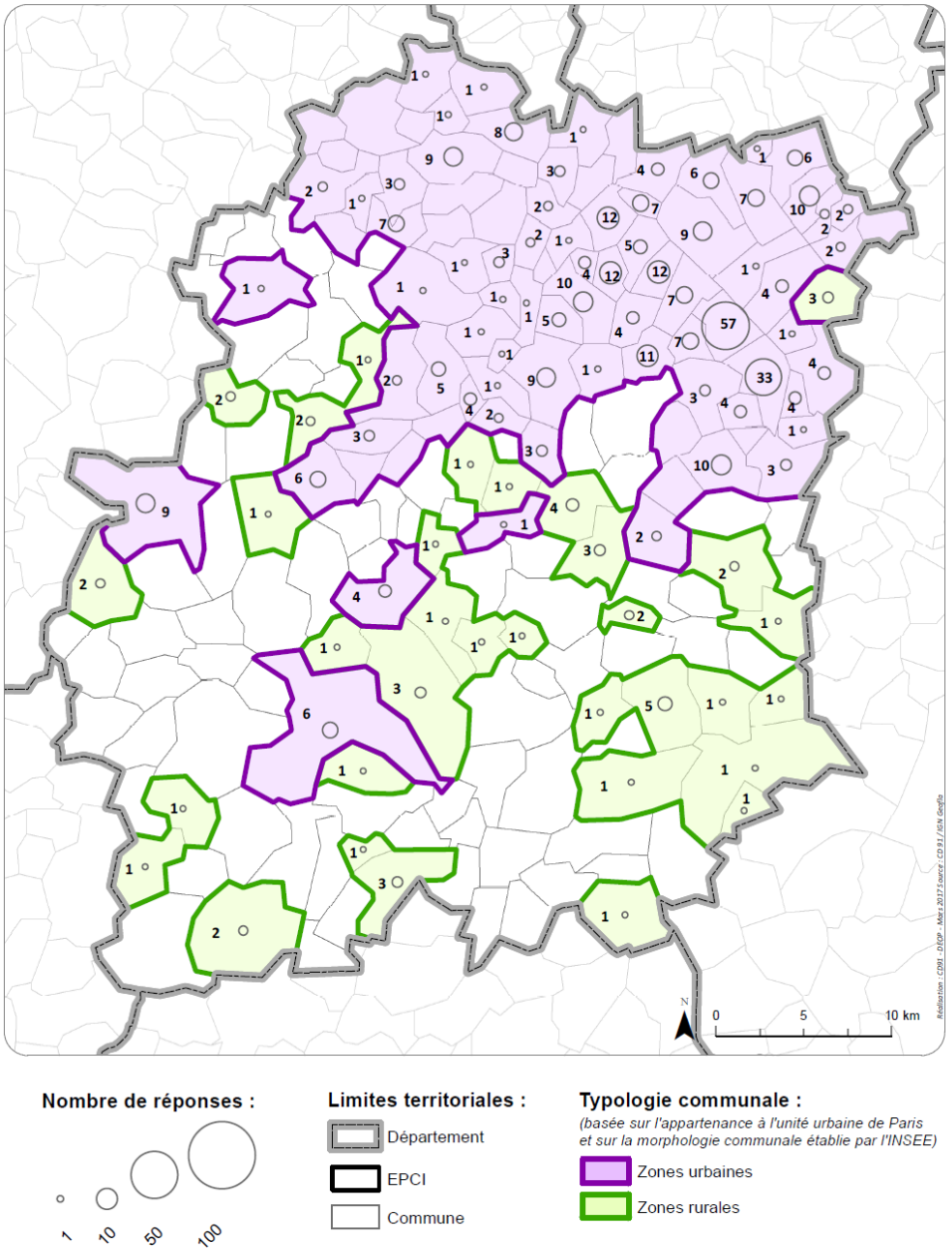
Zoom QPV : la majorité des répondants estime que les services et commerces sont peu ou pas accessibles.

b) Equipements sportifs

42% des répondants fréquentent régulièrement un équipement sportif, de manière quotidienne (6%) et hebdomadaire (36%). Parmi ceux-là, une majorité juge l'offre accessible (59%) et 20% très accessible. A noter, 25% des répondants n'utilisent aucun équipement sportif.

Zoom QPV : La moitié de ceux qui pratiquent un sport régulièrement estiment que les installations sont peu accessibles.

Questionnaire du SDASP :
Nombre de réponses selon l'origine géographique



c) *Equipements éducatifs et d'accueil de la petite enfance*

Parmi ceux qui fréquentent les équipements éducatifs, la majorité le fait d'une manière quotidienne, et les services sont jugés principalement très accessibles (25%) ou accessibles (56%), idem pour les structures d'accueil de l'enfance et de la petite enfance (garderie, centre de loisirs..).

Zoom QPV : Cette approche est différente des personnes habitant dans les QPV qui semblent rencontrer davantage de difficultés d'accès sur les deux types d'équipements.

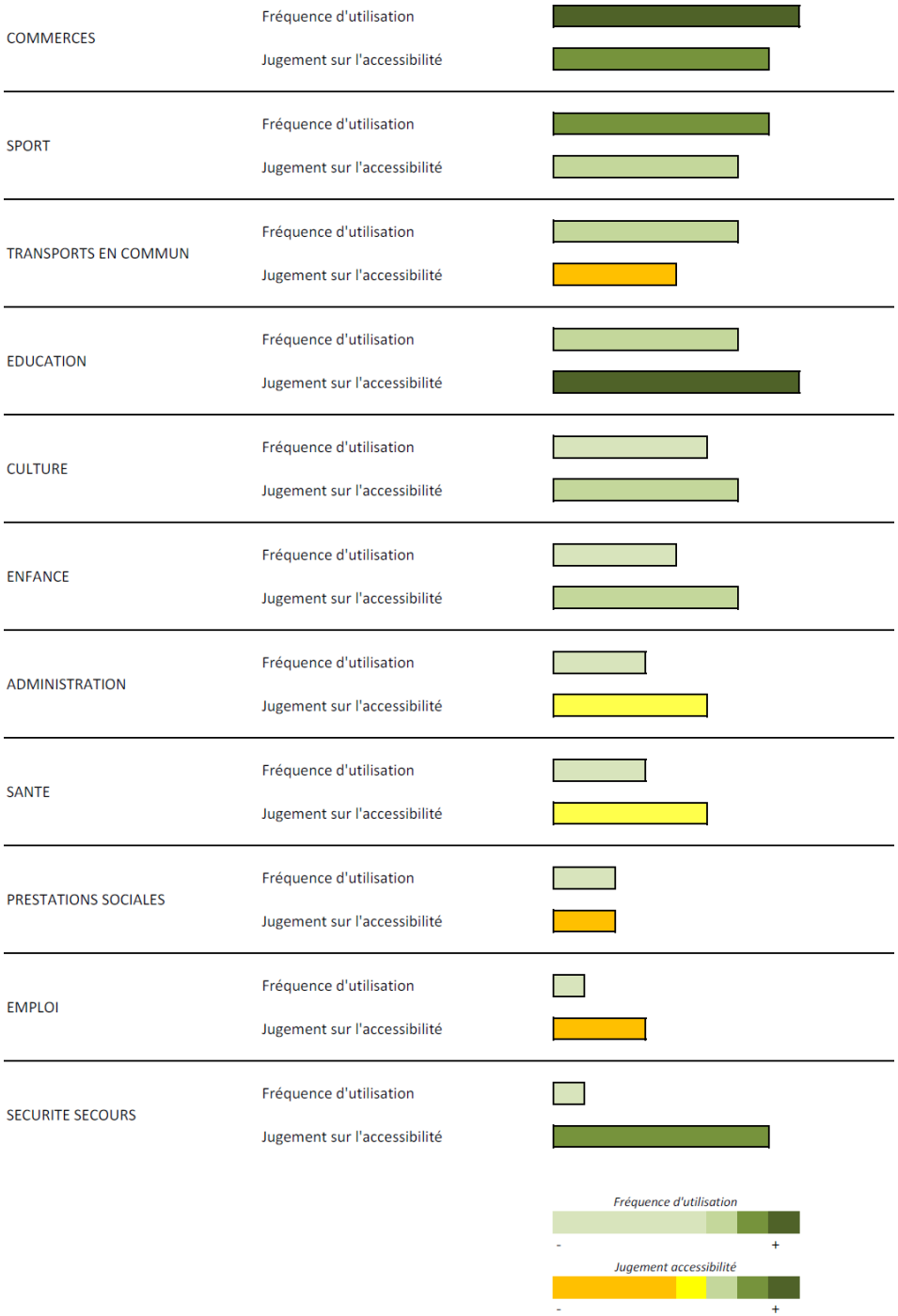
d) *Equipements culturels*

39% des répondants fréquentent au moins une fois dans le mois un équipement culturel, 24% au moins une fois dans la semaine et 5% quotidiennement (68% en tout). Parmi ceux-là, 59% jugent l'offre accessible, 17% très accessible (soit 76% de satisfaits) et 18% peu accessible.

Zoom QPV : La moitié de ceux qui fréquentent l'offre culturelle juge celle-ci peu accessible.

e) *Services administratifs*

La majorité des répondants fréquentent rarement les services administratifs : 54% une fois dans l'année et 26% une fois dans le mois. Cependant, 32% de tous les répondants jugent ces services peu accessibles.



f) *Services sociaux*

Les services sociaux sont pour près de la moitié des répondants sollicités qu'une seule fois dans l'année (47%) et pour 30% jamais. Il n'empêche que 29% des répondants estiment que ceux-là sont peu accessibles.

Zoom QPV : 40% jugent l'offre peu accessible ou inaccessible.

g) *Services de santé*

84% des répondants fréquentent les services de santé soit mensuellement (42%) soit au moins une fois dans l'année (42%). Parmi ceux-là, plus du quart (29%) jugent l'offre peu accessible. Le reste la juge accessible (51%) et très accessible (9%). 28% de l'ensemble des répondants estiment que les services sont peu accessibles et 5% inaccessibles.

Zoom QPV : Plus de 40% des sondés estiment que les services sont peu accessibles.

h) *Transports collectifs (TC)*

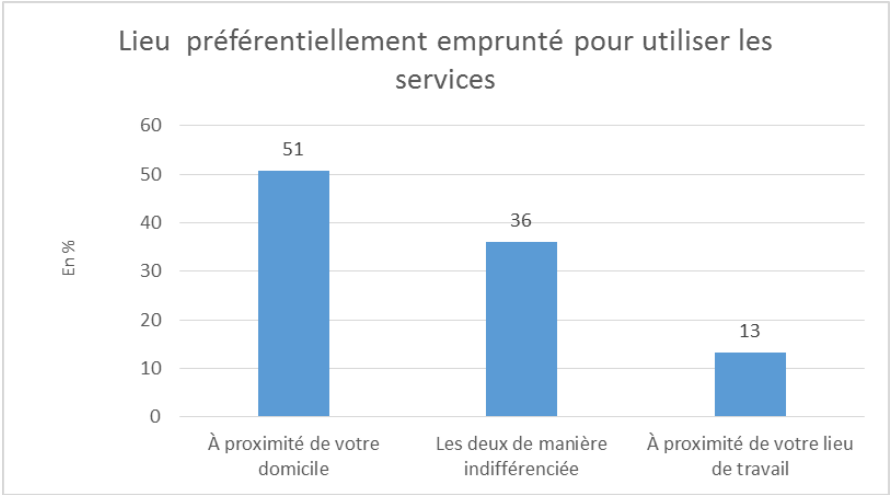
26% des répondants utilisent les transports en communs tous les jours et 8% au moins une fois par semaine. Pour ces utilisateurs réguliers, 29% jugent l'offre peu accessible. 30% utilisent les TC au moins une fois dans l'année et parmi ceux-là 28% estiment l'offre peu accessible. 27% de l'ensemble des répondants estiment que les TC sont peu accessibles et 8% inaccessibles.

Zoom QPV : La moitié des répondants juge l'offre en transport en commun peu accessible.

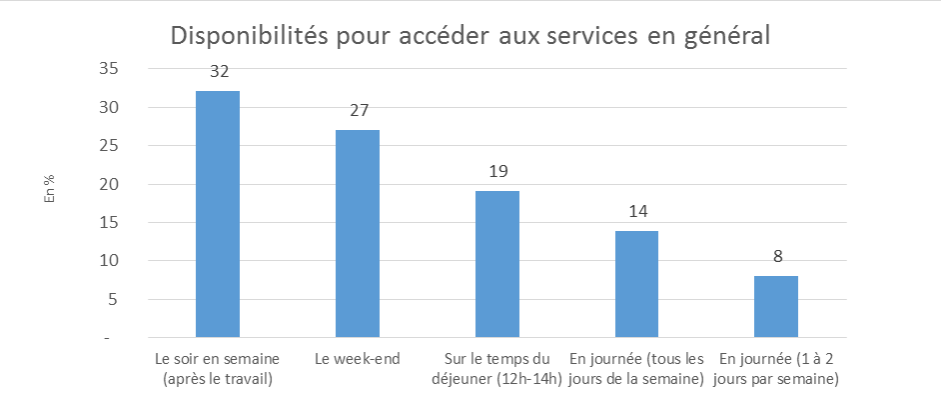
Préférences de fréquentation et propositions d'améliorations

La zone autour du domicile reste pour la moitié des répondants l'espace privilégié pour accéder aux services, et un tiers n'a pas de préférence entre le lieu de domicile et celui du travail.

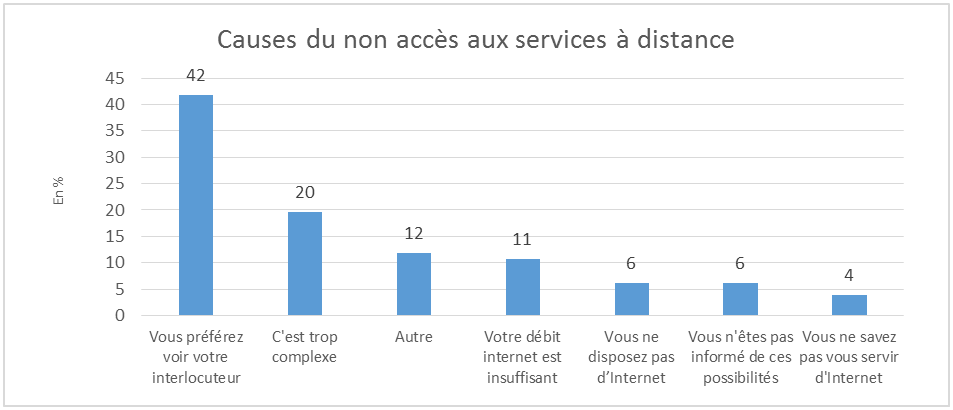
Zoom QPV : une préférence encore plus appuyée pour une proximité autour du domicile



Près de 80% des répondants déclarent être disponibles pour accéder aux services hors des plages horaires classiques de travail : le soir (32%), le WE (27%) et sur le temps de pause méridienne (19%).

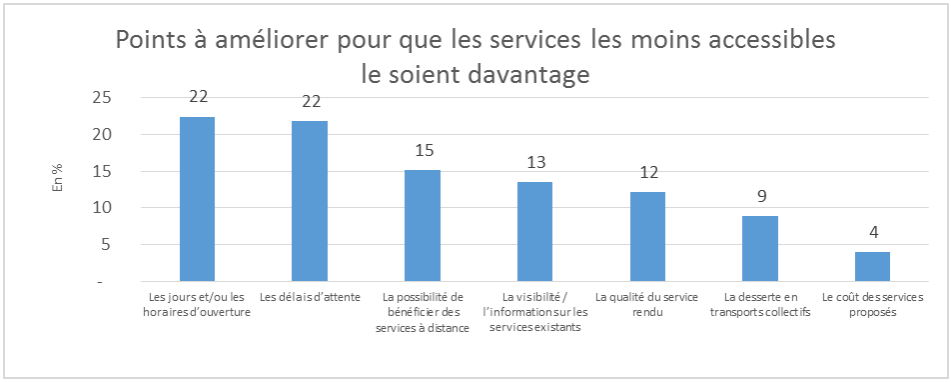


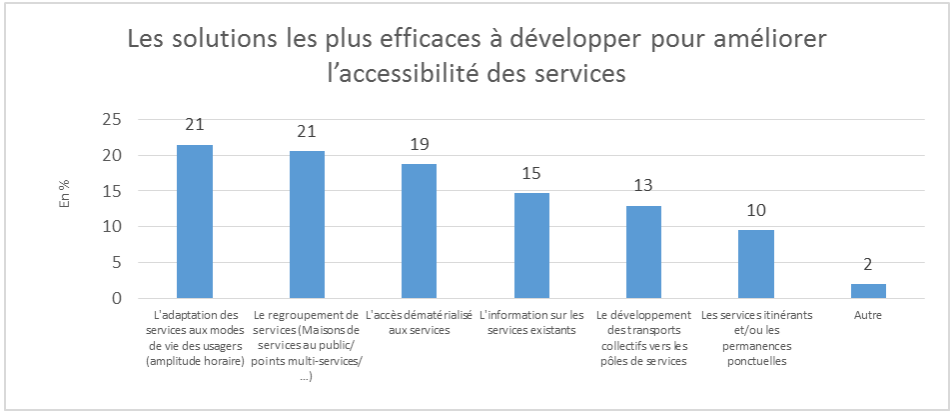
La préférence de voir un interlocuteur et la complexité des offres de services sont les deux causes principales de non recours aux services à distance.



Adaptation des amplitudes horaires, regroupement des services et dématérialisation sont les solutions les plus plébiscitées. Ces solutions sont les mêmes pour les services les moins accessibles, avec cependant une demande de la réduction des temps d'attente.

Zoom QPV : L'information sur l'offre de services est la solution la plus plébiscitée par les habitants des QPV, puis arrive en second le besoin de services itinérants.





2.1.3. Les zones les plus éloignées des équipements

Méthodologie pour mesurer l'accessibilité aux équipements

Le CGET et l'Insee ont élaboré quatre paniers de services « de base » et « de proximité » nécessaires pour répondre aux besoins de toutes les catégories de la population et à tout âge de la vie :

- un panier « vie courante » pour répondre aux besoins universels de la vie quotidienne (commerces alimentaires, médecins, pharmacies, ...) ;
- un panier « jeunes adultes » (19-29 ans), qui met l'accent sur les équipements sportifs, de santé et l'emploi ;
- un panier « famille » ciblé sur les besoins des familles avec au moins un enfant de moins de 18 ans, nécessitant des services liés à l'éducation, la santé, la culture, ... ;
- un panier « seniors » (65 ans et plus), avec un spectre d'équipements large comprenant santé, sport, soins à domicile, services d'aide aux personnes, loisirs, etc.

Pour chacun des quatre paniers, l'éloignement des communes et le temps d'accès de la population permettent de mesurer les disparités et les inégalités territoriales. Au niveau national, le seuil qualifiant l'éloignement des populations est le seuil distinguant les 10% de la population de France métropolitaine ayant les temps d'accès les plus élevés aux équipements du panier.

Pour le panier « vie courante », le seuil retenu est celui de sept minutes. En effet, en France métropolitaine, 10 % de la population la plus éloignée parcoure un trajet d'au moins 7 minutes pour accéder à chacun des équipements du panier. De la même manière, ce seuil est de 16 minutes pour le panier « jeunes adultes », de 16 minutes pour le panier « famille » et de 12 minutes pour le panier « seniors ».

Le Sud-Essonne, territoire le plus éloigné des équipements

Quel que soit le panier de services observé, les communes les plus éloignées se situent dans le sud du département.

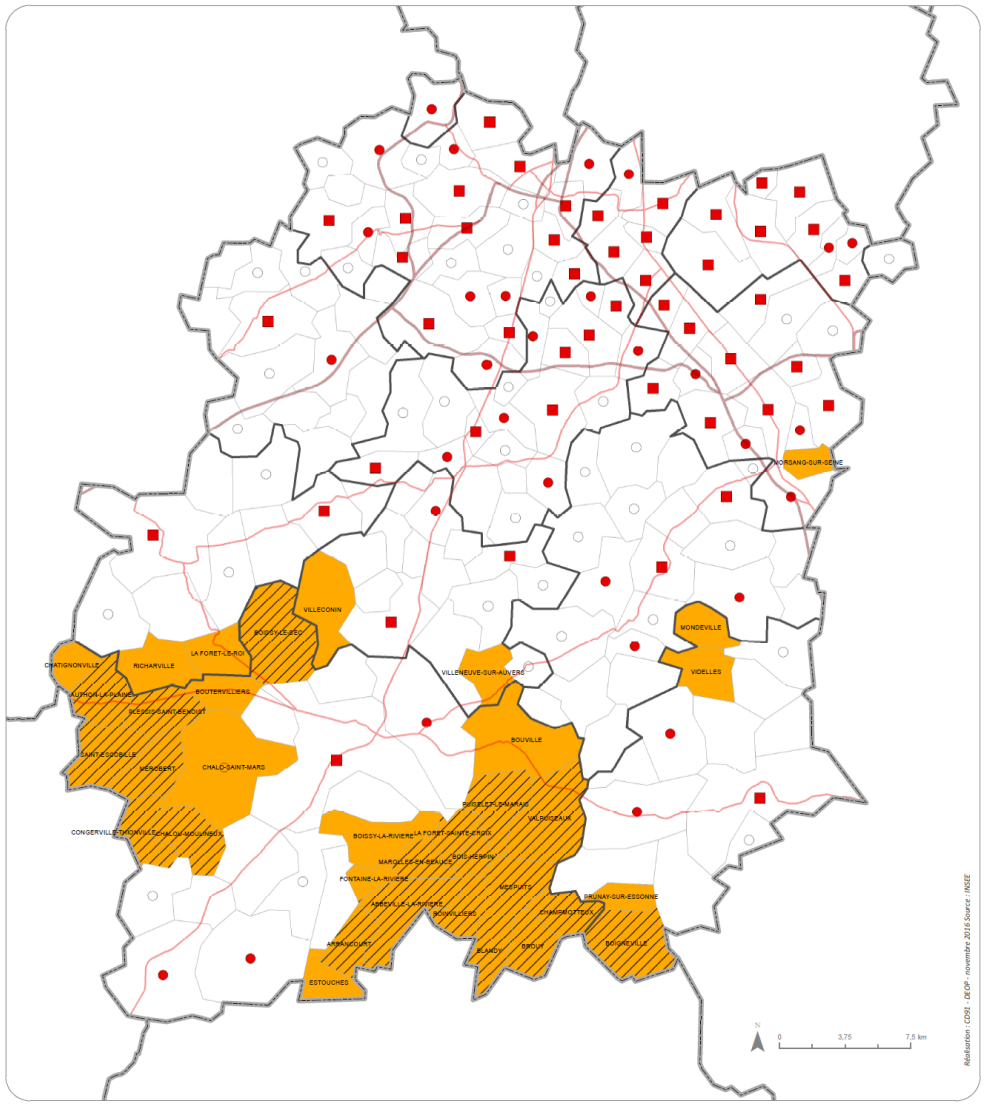
Concernant le panier « vie courante », deux parties du territoire essonnien sont éloignées des services du quotidien avec un temps d'accès de plus de 7 minutes : une zone à l'ouest d'Etampes allant de Congerville-Thionville à Villeconin et une autre zone à l'est d'Etampes formant un triangle entre Estouches, Villeneuve-sur-Auvers et Boigneville.

Concernant le panier « famille », 5 communes du sud du département sont fortement éloignées des services du panier famille avec un temps d'accès de plus de 16 minutes. Il s'agit de communes frontalières avec le département voisin du Loiret.

Pour le panier « jeunes adultes », une zone au sud-est du département présente un temps d'accès à ce panier supérieur à 16 minutes. Cette zone forme un arc de cercle allant de Blandy à Mondeville en passant par Milly-la-Forêt.

Concernant le panier « seniors », une partie du territoire essonnien, située entre Etampes et Maisse, affiche un temps d'accès supérieur à 12 minutes. Il s'agit de communes formant un triangle entre Roinvilliers, Valpuiseaux et Boigneville.

Les communes essonniennes les plus éloignées des services du panier vie courante



Nombre d'équipements du panier vie courante présents sur la commune

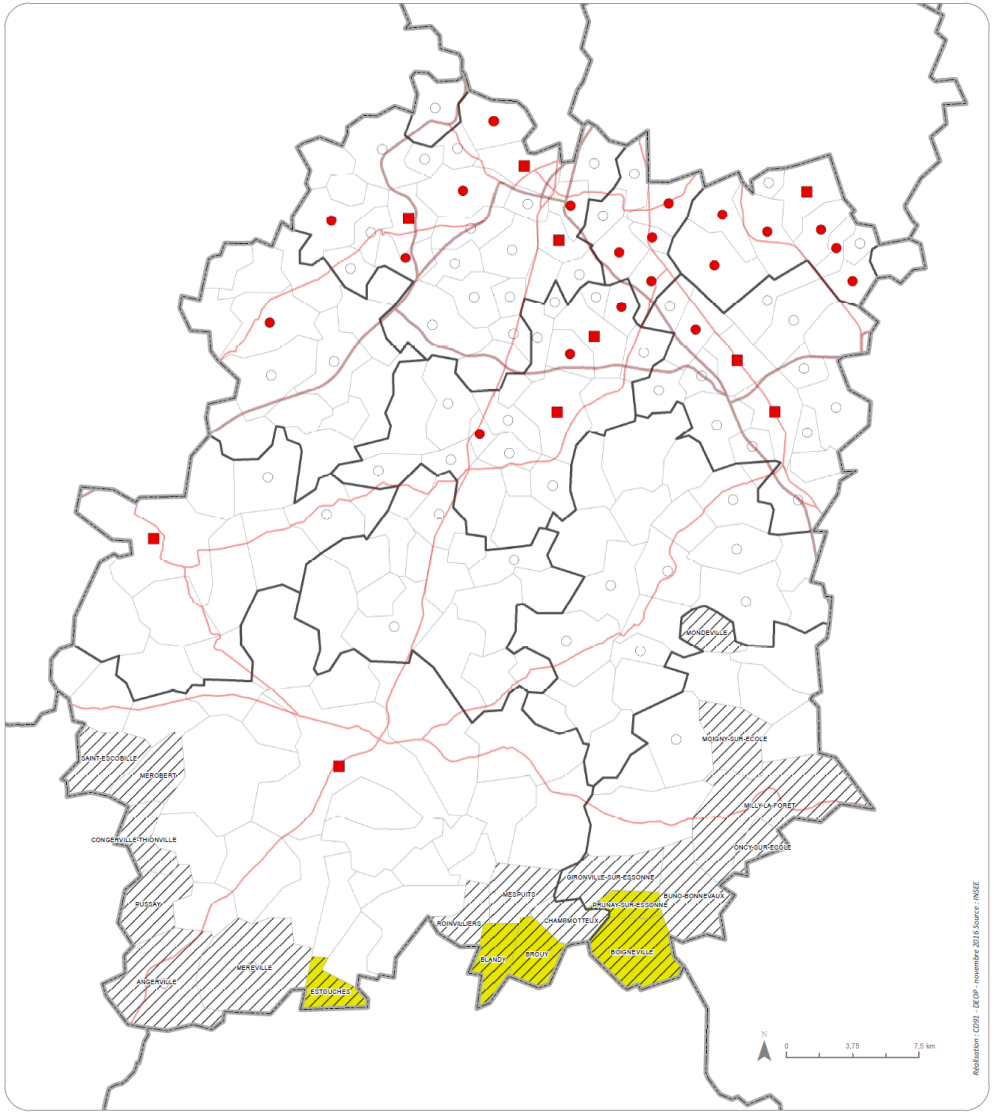
- de 7 à 14
- de 15 à 19
- de 20 à 22

Les 20 communes essonniennes les plus éloignées du panier vie courante

Les communes essonniennes dont l'éloignement au panier d'équipements vie courante est supérieur à 7 min (seuil définit nationalement)

- Limites départementales
- Limtes intercommunales
- Limites communales
- Réseau routier magistral
- Réseau routier principal

Les communes essonniennes les plus éloignées des services du panier famille



Nombre d'équipements du panier familles présents sur la commune

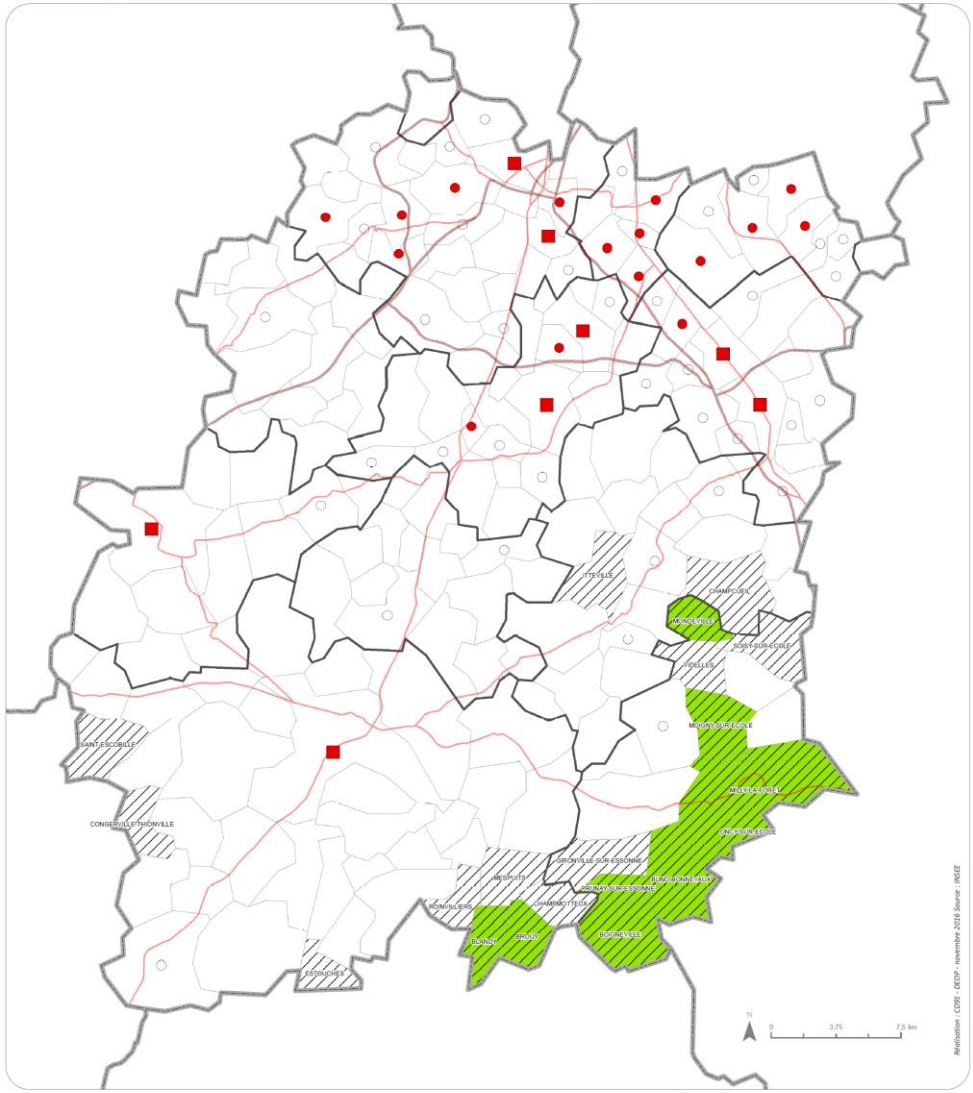
- de 7 à 14
- de 15 à 19
- de 20 à 23

Les 20 communes essonniennes les plus éloignées du panier famille

Les communes essonniennes dont l'éloignement au panier d'équipements famille est supérieur à 16 min (seuil définit nationalement)

- Limites départementales
- Limtes intercommunales
- Limites communales
- Réseau routier magistral
- Réseau routier principal

Les communes essonniennes les plus éloignées des services du panier jeunes adultes



Nombre d'équipements du panier jeunes adultes présents sur la commune

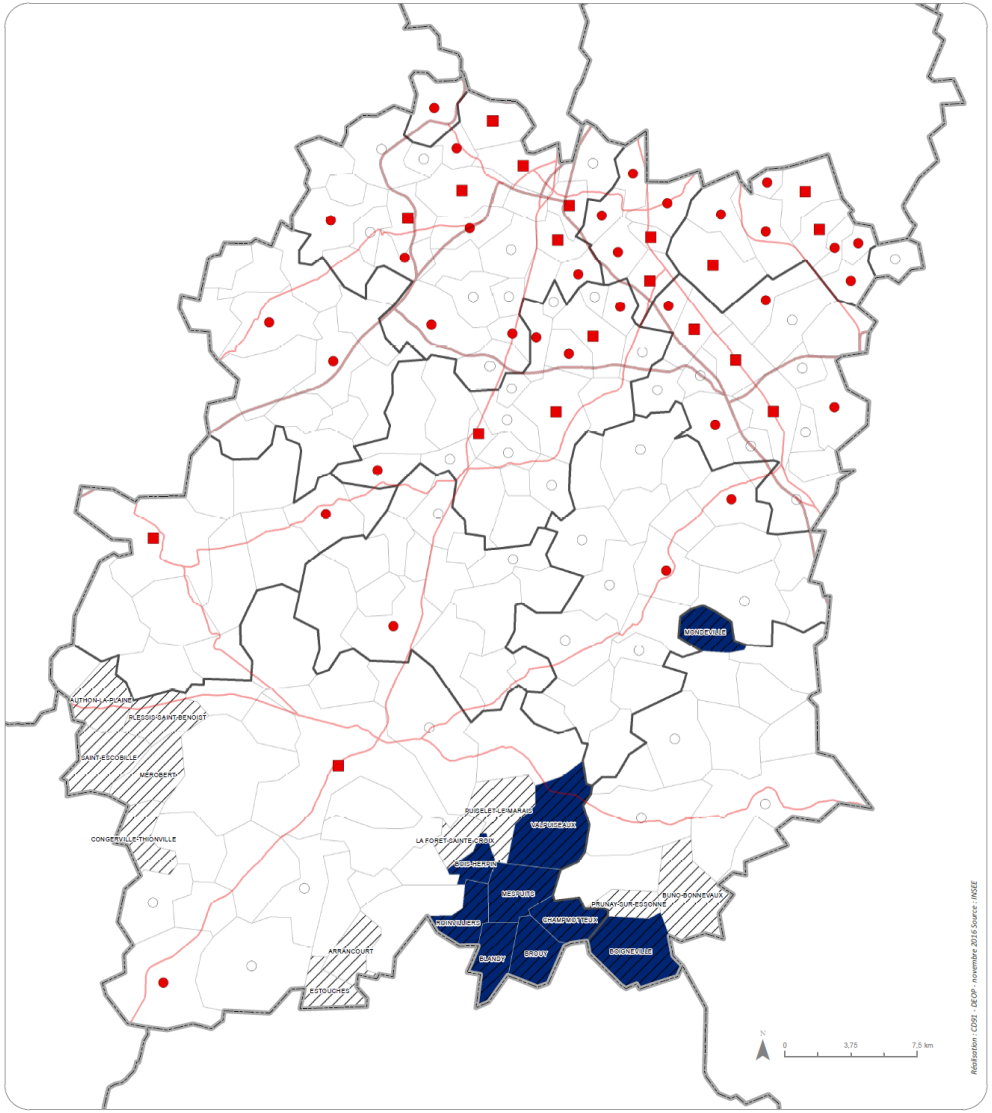
- de 5 à 7
- de 8 à 10
- de 11 à 13

Les 20 communes essonniennes les plus éloignées du panier jeunes adultes

Les communes essonniennes dont l'éloignement au panier d'équipements jeunes adultes est supérieur à 16 min (seuil définit nationalement)

Limites départementales
Limtes intercommunales
Limites communales
Réseau routier magistral
Réseau routier principal

Les communes essonniennes les plus éloignées des services du panier seniors



Nombre d'équipements du panier seniors présents sur la commune

- de 7 à 9
- de 10 à 13
- de 14 à 16

Les 20 communes essonniennes les plus éloignées du panier seniors

Les communes essonniennes dont l'éloignement au panier d'équipements seniors est supérieur à 12 min (seuil définit nationalement)

Limites départementales
Limtes intercommunales
Limites communales
Réseau routier magistral
Réseau routier principal

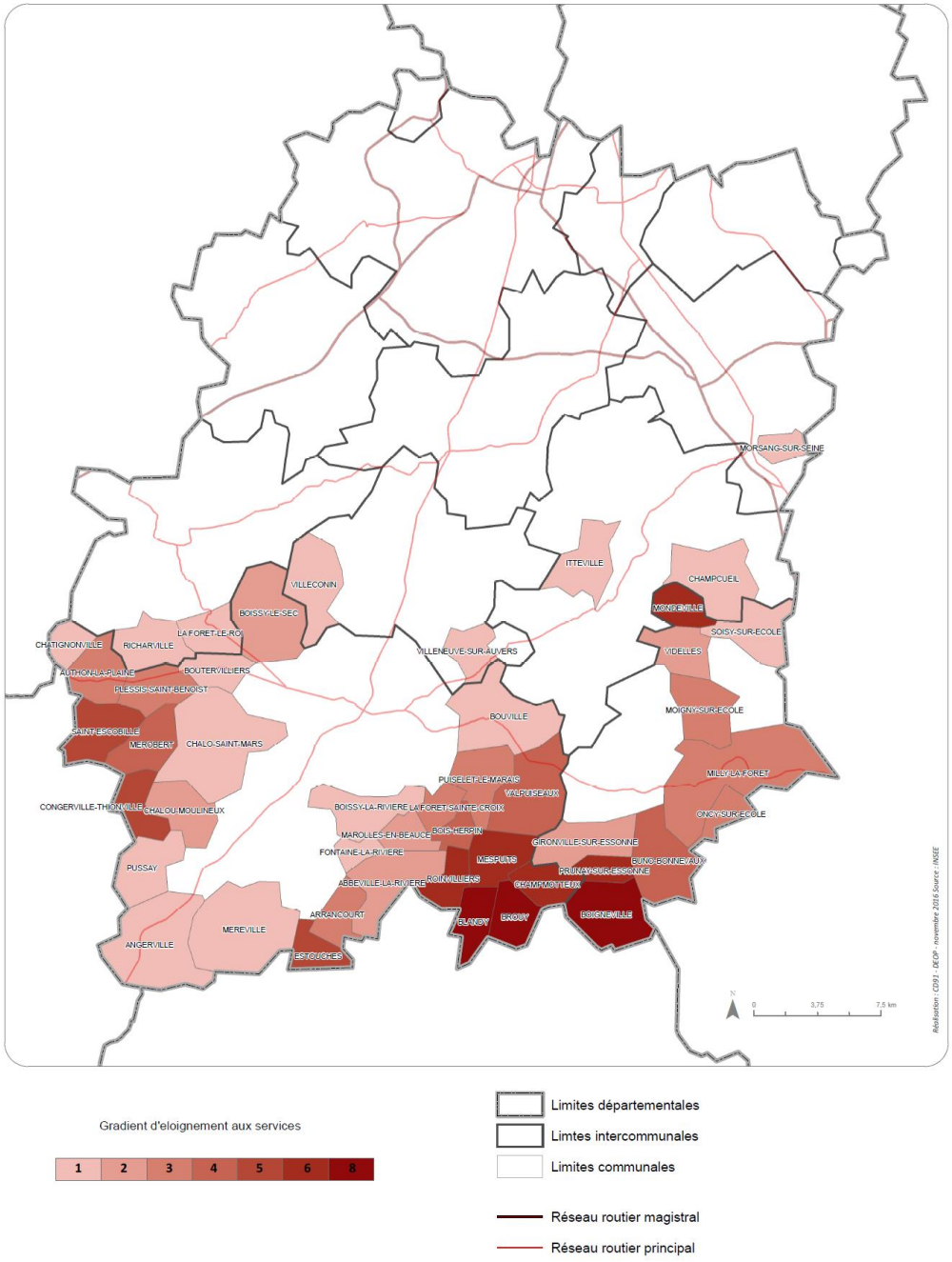
La carte ci-contre permet de mettre en évidence les territoires cumulant des temps d'accès élevés pour plusieurs des paniers de services. Ainsi, plus une commune affiche des temps d'accès élevés pour différents paniers, plus elle est coloriée en rouge foncé.

On remarque donc deux zones fortement éloignées des services : une zone située au sud-ouest du département à la frontière avec l'Eure-et-Loir et une autre zone formant une bande au sud entre Estouches et Buno-Bonnevaux.

Cette analyse sur l'éloignement des communes aux services permet ainsi d'identifier les communes pour lesquelles les habitants doivent effectuer les déplacements les plus longs pour accéder aux services.

Afin de compléter l'analyse sur l'accessibilité aux services, un questionnaire aux usagers a été réalisé et 4 ateliers thématiques réunissant les acteurs des services au public ont eu lieu.

Les territoires les plus éloignés des services



2.2. Quatre axes d'amélioration

Les 4 groupes de travail ont permis de dégager des axes d'amélioration.

2.2.1. En matière d'accessibilité dans les centres-bourgs

L'approche en matière d'accessibilité des services au public sous le focus des services de proximité dans les centres-bourgs est liée aux spécificités territoriales selon qu'il s'agisse de territoires urbains, périurbains ou ruraux.

La notion de service de proximité renvoie à la tendance des ménages à privilégier la proximité par rapport à leur lieu de résidence. Parallèlement, le recours à Internet progresse et modifie les comportements des usagers et des consommateurs. Néanmoins, les ménages rattachent encore les produits ou services de consommation courante (produits alimentaires, soins de santé) à la notion de proximité.

La pérennisation des services de proximité existants requiert des actions articulées autour de 3 axes :

- Le maintien et la revitalisation des centres-bourgs et des centres-villes, en réponse à leur perte d'attractivité : la réflexion sur leur aménagement pour en renforcer la visibilité et l'attractivité passe aussi par un accès facilité par les différents modes de transports en commun, une plus grande possibilité de stationnement et l'animation des centres.
  L'offre commerciale existante est instable ou inadaptée aux besoins : phénomène de vacance commerciale, diminution de la diversité et / ou de la qualité commerciale, difficulté de reprise des commerces en cas de fermeture.

- La préparation de la mutation des commerces et des centres-villes pour répondre aux attentes des usagers ou pour pallier l'éloignement des services doit induire d'autres approches : intégration du numérique, travail sur les amplitudes horaires, modalités nouvelles de développement des services (itinérance, modalités alternatives comme des distributeurs de produits, services à domicile, mode de transports alternatifs en cas d'absence ou d'insuffisance de transport).

- L'accompagnement des usagers en cas de difficultés particulières, comme une maîtrise insuffisante de la langue ou des outils numériques, peut s'appuyer sur un accompagnement par des associations pour faciliter l'accès des populations aux services que ce soit de façon physique ou par le biais des outils numériques.

Il convient également d'observer les pratiques pour une meilleure connaissance des situations locales (possibilité d'anticipation des évolutions en matière de services, accompagnement des opérateurs, etc.) et des dispositifs et services existants, ainsi que de développer l'information auprès des usagers.

2.2.2. En matière de santé et d'accès aux soins

Le développement d'actions d'amélioration de l'accessibilité aux services de santé doit prendre appui sur différents leviers :

- Des actions d'aménagement du territoire pour favoriser l'installation des professionnels de santé et renforcer l'accès aux soins en réponse à l'absence d'offre de proximité et à la saturation de l'offre de soins dans certains territoires. Ce volet doit aussi permettre de lutter contre la solitude des praticiens dans l'exercice professionnel pour inciter à l'émergence d'initiatives d'exercices collectifs et mutualisés.

L'approche en termes d'aménagement doit aussi aborder les questions de transport et de desserte des lieux de soins, ainsi que la mobilité des patients. Sur ce dernier aspect, des solutions de proximité ou des interventions alternatives comme par exemple la télémédecine peuvent être envisagées.

- La coordination de l'action de l'ensemble des partenaires (professionnels de santé, collectivités, financeurs divers d'un projet concret, aides en ingénierie de projet, …) autour d'un projet concret de santé, par exemple une structure d'exercice collectif, ainsi que pour œuvrer au développement de services complémentaires aux soins par des prises en charge adaptées (aide à la personne, parcours de soins…), est essentielle.

- Cette coordination doit permettre de lever les obstacles à l'accès aux soins pour les personnes les plus vulnérables, tels que l'insuffisante prise en charge de certains patients (par ex. : bénéficiaires de la CMU) ou le manque d'information sur l'offre de santé.
  Le Schéma de santé fournit aussi le cadre de mise en œuvre de mesures qui ont vocation à améliorer les prises en charge à travers, par exemple, des actions d'accompagnement qui peuvent contribuer à rendre plus accessibles les services de soins.

2.2.3. En matière de services sociaux et d'accompagnement tout au long de la vie

L'accompagnement tout au long de la vie concerne les thèmes de la petite enfance, de l'action sociale, ainsi que de l'autonomie et de la vieillesse. L'accessibilité aux services peut rencontrer des obstacles de divers ordres.

1) Dans les champs de l'action sociale :

- l'éloignement ou la difficulté de déplacement ou d'accès, notamment en zone rurale ;
- une offre peu disponible voire inexistante consécutive aux contraintes financières, aux horaires ou à la surcharge des organismes ou opérateurs assurant les prises en charge ;
- des difficultés rencontrées par le public lui-même en raison de divers facteurs tels que les outils pour accéder aux services (difficulté de maîtrise de la langue, dématérialisation qui ne facilite pas l'accès) ou la méconnaissance des droits ;
- un manque de coordination et de collaboration entre les acteurs principalement dû à l'absence au niveau local d'un chef de file pour assurer l'articulation et favoriser les coopérations.

2) L'accès aux services pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap

La principale difficulté est l'accès à l'information. Les centres locaux d'information et de coordination (CLIC) ne couvrent pas tout le territoire du département ou ne touchent pas toutes les personnes qui en ont besoin. Les informations restent difficiles à trouver. La multiplicité des canaux est un moyen de diffusion de l'information, par exemple, par le biais des entreprises dans le cadre des départs à la retraite, l'instauration de guichets uniques, la mise en place d'instances spécifiques pour améliorer la coordination entre acteurs.

Le parcours des individus étant évolutif, cela exige de mettre en place des solutions d'accueil adaptées aux besoins, d'envisager l'évolution de ces besoins et les capacités financières (coûts des services) des usagers pour y accéder.

Le public concerné doit également être accompagné pour l'accès aux services de la vie courante. Cet accompagnement s'effectue soit par des professionnels, soit par des aidants à titre bénévole. Les modalités favorisant l'intégration des publics âgés et/ou handicapés sont multiples : adaptation des services, lieux multi-services pour limiter les déplacements, offre de transports, accessibilité physique aux bâtiments et à la ville, etc.

3) L'accès aux services de la petite enfance

L'accès aux services de la petite enfance peut être facilité en mettant en œuvre des solutions pour remédier à l'inadéquation entre l'offre et la demande en matière d'accueil et de mode garde de la petite enfance. Ce sujet porte sur la diversité des réponses qui peuvent être apportées en termes de fournitures des services, d'accessibilité par les transports ou de disponibilité de ces services (y compris les horaires d'ouverture).

Le partenariat doit être développé avec une démarche transversale et avec l'aide des collectivités. Une approche des secteurs déficitaires doit être engagée de façon spécifique pour formuler des réponses en correspondance avec les manques ou faiblesses relevés, notamment par rapport à l'accès aux modes d'accueil pour les publics les plus fragiles (lien avec les démarches de retour à l'emploi, lutte contre l'isolement, mise en capacité de recourir aux modes de garde au regard du coût financier…).

Les services de la petite enfance concernent également les soins de santé et les actions d'accompagnement sur des orientations comme la parentalité (accessibilité à des équipements / lieux d'accueil parents-enfants, lieux de socialisation…).

Le Schéma départemental des services aux familles fournit un cadre et apporte des indications en matière d'actions de développement des modes d'accueil. En outre, le Plan départemental d'insertion 2016-2020 prévoit des actions spécifiques aux modes d'accueil pour faciliter l'accès à l'emploi. Ces documents cadres sont des ressources à mobiliser dans la mise en œuvre du SDAASP.

2.2.4. En matière d'accès à la culture, aux sports et aux loisirs

L'accès à la culture, aux sports et aux loisirs dépend de l'existence et du maillage des équipements ainsi que de leur situation (quartier « Politique de la ville » ou territoires ruraux notamment). Dans les quartiers relevant de la politique de la ville, certains équipements peuvent être sous-utilisés par un public pourtant présent, mais qui a besoin d'une médiation vers le sport, la culture ou les loisirs. Enfin, la mobilité est un facteur important de l'accès aux équipements.

Les obstacles identifiés sont de nature diverses avec une utilisation des équipements culturels et sportifs interrogeant le maillage du territoire et une saturation de ces équipements constatée en journée en raison de leur utilisation par les scolaires ou sur les créneaux en soirée par les associations ou clubs sportifs. Cela rend difficile la pratique non licenciée. Les solutions à explorer peuvent consister à mutualiser les équipements de taille importante à l'échelle de l'EPCI, en y regroupant une gamme large d'activités et en développant la flexibilité horaire. L'utilisation d'équipements scolaires peut aussi être étudiée.

La mise en œuvre de ces actions peut s'appuyer sur des associations qui peuvent jouer un rôle d'animation et de portage.

Par ailleurs, le vieillissement des équipements eux-mêmes et la sous-utilisation de ceux en mauvais état ou en déficit d'image est aussi un obstacle. Ce constat est notamment vrai pour les équipements implantés en politique de la ville ou en zones rurales.

Le partage des compétences en matière de sports et de culture pose la question du rôle des acteurs et de la répartition de leurs compétences. Des disparités sont constatées entre les communes ou les EPCI et, au sein d'une même commune (urbaine), entre les quartiers. Dans ce cadre, le rôle des associations doit être interrogé. La recherche d'une offre variée et structurée, prenant appui sur des acteurs locaux, permettrait de favoriser des projets à plus large échelle.

Par ailleurs, le décalage entre l'offre culturelle et sportive locale et les pratiques et attentes des usagers se manifeste par une valorisation moindre de l'offre locale au profit d'autres offres, notamment à Paris, ou par une déconnexion de cette offre par rapport aux attentes (par ex. : enseignements artistiques classiques proposés par rapport aux nouvelles formes d'art).

Enfin, la question du rapprochement de certains publics spécifiques en retrait (femmes, habitants des quartiers politique de la ville et plus généralement les publics éloignés de l'offre culturelle et sportive) pose de nouveau la question de la médiation pour emmener ces publics vers les lieux de pratique.

La mobilité vers les équipements doit être questionnée car, si l'on se réfère au maillage des équipements à l'échelon intercommunal, la structuration des transports doit accompagner la réflexion sur les équipements, notamment dans les territoires où l'offre de transports est moins présente.

3. STRATÉGIE ET PLAN D'ACTIONS

La question de l'accessibilité des services au public constitue un enjeu fondamental pour l'accès au droit de chacun des usagers ainsi que pour l'attractivité des territoires.

Le présent schéma se veut donc être un document-cadre, permettant en premier lieu d'améliorer la coordination entre les acteurs publics, parapublics et privés, d'autre part d'envisager la mise en œuvre et la déclinaison locale d'actions opérationnelles et enfin de favoriser le recours aux dispositifs existants par les partenaires en constituant une boite à outils mobilisable pour répondre aux enjeux de l'accessibilité des services au public au sein de notre département.

Aussi, les actions présentées ci-après sont déclinées sous la forme de fiches présentant :

- l'objectif stratégique poursuivi par l'action ;
- les enjeux auxquels répond l'action ;
- les modalités de réalisation de l'action ;
- les structures et organismes identifiés comme susceptibles de piloter et/ou de contribuer à la réalisation de l'action :
  - collectivités territoriales : communes, établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (communautés de communes ou d'agglomération), Conseil départemental ;
  - opérateurs : Pole-emploi, Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) de l'Essonne, Caisse d'allocations familiales (CAF) de l'Essonne, Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV), Mutualité sociale agricole (MSA), La Poste, EDF, GRDF, SNCF ;
  - Chambres consulaires : Chambre de commerce et d'industrie, chambre de métiers et de l'artisanat, chambre d'agriculture ;
  - État : à travers l'ensemble de ses services déconcentrés ;
- le niveau de priorisation des actions, qui sera proposé lors du dernier Comité de pilotage en s'appuyant sur les avis des EPCI, du Conseil régional et de la CTAP recueillis lors de la consultation ;
- les indicateurs de suivi.

3.1. Axe 1 : Pérenniser les services existants

Certains territoires du département – principalement ruraux ou situés dans les quartiers prioritaires pour la politique de la ville – sont touchés par l'apparition de plusieurs phénomènes remettant en cause l'accessibilité des services pour les usagers, et plus encore pour les publics les plus fragiles : désertification médicale, vacance commerciale, contraintes financières pesant sur les acteurs publics et remettant éventuellement en cause leur présence au sein des territoires.

Pour lutter contre ces situations de plus en plus prégnantes, le Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public entend en premier lieu pérenniser l'existence des services au sein des territoires :

- en encourageant la création de structures mutualisées entre les services publics, seules à même de répondre à la fois aux enjeux en matière de maillage du territoire et aux enjeux financiers pour les services publics ;
- en favorisant le maintien du commerce de proximité dans les centres-bourgs et les centres-villes pour renforcer l'attractivité du territoire ;
- en associant les habitants et les usagers lors de l'élaboration de l'ensemble des projets d'aménagement afin d'identifier les besoins en services ou en équipements.

Action n°1.1	Favoriser la création de structures mutualisées
Enjeux auxquels répond l'action	• Maintenir ou améliorer le maillage du territoire en services au public • Coordonner et fédérer les acteurs des services au public pour améliorer à la fois leur efficacité et leur accès
Présentation de l'action	➔ **Mettre à jour annuellement la liste des services disponibles et des lieux vacants au sein des communes et des EPCI** Les communes et EPCI abritent des services nombreux et divers, publics ou privés : services publics, bureaux de postes, gares ou commerces. Le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) a déterminé 22 services recouvrant les besoins du quotidien devant être accessibles à 7 minutes au maximum par tout un chacun. Néanmoins, la présence de ces services dans les communes peut être soumise à des mutations en fonction des évolutions réglementaires, démographiques ou économiques. Si la mutualisation peut constituer un élément de réponse au maintien ou à l'implantation de services, il convient néanmoins d'avoir une bonne connaissance des services de proximité présents sur le territoire. L'objectif est donc de maintenir une connaissance fine du maillage du territoire en services via les communes, les EPCI et les opérateurs (ex : chambres consulaires). Parallèlement, il convient également de recenser régulièrement les lieux vacants susceptibles de bénéficier aux services ouverts à la mutualisation. ➔ **Définir le cadre de la mise à disposition de locaux à travers l'élaboration de conventions** Chaque service possède ses propres règles de fonctionnement. La recherche d'une mutualisation efficace et bénéfique pour les usagers comme pour les agents doit nécessairement envisager la mise en œuvre de règles de fonctionnement claires. Ainsi, la mise à disposition de locaux et leur utilisation doit passer par l'établissement de conventions qui permettront de définir les conditions d'utilisation des sites. L'objectif de cette action est d'accompagner les collectivités territoriales dans l'élaboration de leurs conventions avec les gestionnaires de services susceptibles d'être intéressés par la réalisation d'opérations de mutualisation, principalement immobilières (ex : établissement de conventions-types). L'État et le Département peuvent également appuyer ces opérations en matière d'ingénierie technique. ➔ **Encourager la création de guichets uniques** Afin d'apporter le maximum de services aux usagers, d'améliorer le maillage du territoire et de rendre aux usagers des services de manière efficace, le présent schéma entend favoriser la création de structures mutualisées, permettant aux usagers de retrouver sur un même lieu, un ensemble de services. Leur organisation pourra être variable en fonction des spécificités des territoires (urbain, périurbain, rural).

<table>
<tr><td></td><td>Diverses structures mutualisées ont d'ores et déjà vu le jour en Essonne, puisqu'à l'heure actuelle, celui-ci compte par exemple 4 maisons de services au public (MSAP) labellisées, 3 maisons de justice et du droit, 8 points d'accès aux droits tous publics et 4 points d'accès aux droits spécifiques.

Si les MSAP sont un moyen efficace pour mutualiser les ressources des collectivités et des opérateurs et pour rendre plus accessibles les services publics à destination des usagers, celles-ci doivent néanmoins respecter un cahier des charges strict.

<u>L'objectif est donc de permettre le développement de structures mutualisées comprenant, outre les MSAP, les guichets uniques entre les communes et EPCI, les maisons de justice et du droit ou encore les points d'accès au droit</u>. A ce titre, l'État soutiendra les initiatives locales par ses moyens de droit commun ou par des crédits dédiés (ex : DETR, FSIL).
Dans ce cadre, la Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) est une forme juridique intéressante permettant de rassembler autour de missions partagées ou complémentaires et dans un cadre commun des associations et des collectivités territoriales.</td></tr>
<tr><td>Acteurs</td><td>➔ Recenser les services disponibles et les lieux vacants au sein des communes et EPCI
<table>
<tr><th>Pilotes</th><th>Partenaires</th></tr>
<tr><td>Communes, EPCI</td><td>Chambres consulaires, Etat, Conseil départemental, opérateurs</td></tr>
</table>
➔ Définir le cadre de la mise à disposition de locaux à travers l'élaboration de conventions
<table>
<tr><th>Pilotes</th><th>Partenaires</th></tr>
<tr><td>Communes, EPCI</td><td>Etat, Conseil départemental, opérateurs</td></tr>
</table>
➔ Encourager la création de guichets uniques
<table>
<tr><th>Pilotes</th><th>Partenaires</th></tr>
<tr><td>Communes, EPCI, opérateurs</td><td>Etat, Conseil départemental</td></tr>
</table></td></tr>
<tr><td>Niveau de priorité</td><td>A définir</td></tr>
<tr><td>Indicateurs de suivi</td><td>• Nombre de structures mutualisées créées (guichets uniques, MSAP, agences postales communales, …)
• Moyens de droit commun et financiers mobilisés</td></tr>
</table>

Action n°1.2	Favoriser le maintien du commerce de proximité
Enjeux auxquels répond l'action	• Maintenir ou améliorer le maillage du territoire en commerces de proximité • Rendre attractifs les centres-bourgs • Pérenniser et développer l'offre commerciale au sein des quartiers relevant de la politique de la ville
Présentation de l'action	➔ **Sensibiliser les communes et EPCI sur la mobilisation des dispositifs en faveur du maintien des commerces de proximité** Le commerce de proximité est un élément fondamental d'attractivité et de dynamisation du territoire tant s'agissant des zones rurales qu'urbaines (quartiers prioritaires de la politique de la ville notamment). Par ailleurs, les commerces permettent d'assurer le lien social, d'animer les centres-villes et les quartiers ou de promouvoir les produits locaux. En matière de commerces de proximité, l'INSEE, distingue : - **Les commerces de quotidienneté** qui regroupent les commerces pour lesquels les achats des consommateurs sont quotidiens, ou très fréquents : commerces alimentaires spécialisés (boulangeries-pâtisseries, boucheries-charcuteries, poissonneries, commerces de fruits et légumes, de boissons et autres commerces de détail alimentaires), alimentation générale, supérettes, éventaires et marchés, traiteurs, cafés-tabacs, librairies, marchands de journaux, papeteries et pharmacies ; - **Les commerces dits « en pôle de vie »**, caractérisés par la présence d'activités « locomotives », principalement des commerces alimentaires. Dans les grandes communes, ces pôles de vie sont repérés par la présence, dans un rayon de moins de 300 mètres, d'au moins quatre activités du commerce de quotidienneté hors commerce sur éventaires et marchés, traiteur et pharmacie. Or, deux phénomènes contradictoires prennent corps depuis de nombreuses années : d'une part, le développement de zones commerciales nécessitant le recours à des véhicules individuels, d'autre part, le vieillissement de la population entraînant quant à lui un besoin croissant de proximité, notamment en matière d'accès aux commerces. Par ailleurs, un phénomène de vacance affecte de plus en plus les centres-villes et centres-bourgs, contribuant en outre à la diminution de la diversité ou de la qualité commerciale et pouvant engager les centres-villes et centres-bourgs dans une spirale dégradant leur image. Dans ce contexte, le Centre régional d'observation du commerce, de l'industrie et des services (CROCIS) d'Ile-de-France mène actuellement une étude avec la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Paris-Ile-de-France et la CCI de l'Essonne afin

<table>
<tr><td></td><td>d’examiner les problématiques auxquelles les 11 300 commerçants de l’Essonne sont confrontés en matière de fréquentation et d’accessibilité notamment.
Les premiers résultats de cette enquête, qui doivent permettre d’identifier les commerces de proximité les plus adaptés aux zones envisagées (ex : zones rurales ou urbaines) indiquent notamment que :
- Le taux de vacance des locaux commerciaux dans les centres-villes est de 7 % ;
- Le taux de vacance des locaux commerciaux dans les centres commerciaux s’établit à près de 24 % ;
- 56 % des commerçants interrogés qualifient leur activité de décevante ;
- 60 % des commerçants interrogés prévoient un chiffre d’affaires en baisse ou au mieux stable.

L’objectif est donc de mobiliser l’ensemble des moyens et dispositifs disponibles pour assurer la pérennité des commerces de proximité :
- périmètre de sauvegarde du commerce et de l’artisanat de proximité et droit de préemption commercial ;
- contrat de revitalisation artisanale et commerciale (CRAC), prévu à titre expérimental jusqu'en juin 2019 ;
- fonds d’intervention pour les services, l’artisanat et le commerce (FISAC) ;
- mobilisation de l’EPARECA, établissement public national d’aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux ;
- dispositif d’aide à la revitalisation commerciale des territoires ruraux mis en place par le Département dans le cadre de sa politique en faveur de la ruralité (cf. fiche-action n°14), dont le règlement d’intervention doit encore être défini.</td></tr>
<tr><td>Acteurs</td><td><table><tr><th>Pilotes</th><th>Partenaires</th></tr><tr><td>Communes, EPCI, Etat</td><td>Chambres consulaires, EPARECA</td></tr></table></td></tr>
<tr><td>Niveau de priorité</td><td>A définir</td></tr>
<tr><td>Indicateurs de suivi</td><td>• Nombre de communes ayant mis en place un périmètre de sauvegarde du commerce et de l’artisanat de proximité
• Nombre de biens préemptés
• Nombre de contrats de revitalisation artisanale et commerciale conclus
• Crédits engagés au titre du FISAC
• Nombre de saisines de l’EPARECA</td></tr>
</table>

<table>
<tr><th>Action n°1.3</th><th>Recueillir les besoins en services et/ou équipements des habitants dans les projets d'aménagement</th></tr>
<tr><td>Enjeux auxquels répond l'action</td><td>• Anticiper les évolutions démographiques à venir pour répondre aux besoins
• Améliorer la prise en compte des besoins des habitants dans les projets d'aménagement</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'action</td><td>➔ Mettre en place des instances de concertation lors des projets d'aménagement pour identifier les besoins en services et/ou équipements

L'Essonne est concernée par des projets urbains majeurs, pour certains déjà en cours de réalisation, qui vont générer l'installation de nouveaux habitants et/ou l'arrivée de nouveaux usagers non-résidents (salariés, étudiants, enseignants, …).

Il s'agit notamment des projets liés :
- à la réalisation du Campus urbain en lisière sud du plateau de Saclay porté par l'EPAPS : 8 150 logements familiaux sur la frange Sud du plateau, 8 000 chambres d'étudiants (dont 7 700 sur le Plateau de Saclay), 38 000 étudiants, plus de 9 000 (post)-doctorants, 12 000 enseignants-chercheurs, … ;
- au développement de Massy et de Palaiseau : Quartier Atlantis à Massy, notamment la Place du Grand Ouest (près de 700 logements), quartier Camille Claudel livré en 2015 à Palaiseau (2 000 logements), …
- à la mise en œuvre du Contrat d'intérêt national (CIN) de la Porte Sud du Grand Paris (autour d'Evry et jusqu'à Brétigny-sur-Orge) : achèvement de la EAC Centre urbain à Evry (près de 1 600 logements), quartier Canal Europe autour de la reconversion de l'ancien hôpital (env. 1 200 logements), ZAC Centre-ville à Grigny (1 100 logements à terme), …

L'arrivée de nouveaux habitants, ainsi que de non-résidents, génèrent des besoins en services et/ en équipements de tout ordre : équipements scolaires, sportifs et/ou de loisirs, professionnels de santé, commerces et services de proximité, etc.

L'objectif est de <u>systématiser le recueil des besoins des habitants lors de la conception de projets urbains d'envergure par la mise en place d'instances de concertation dédiées</u>, à l'instar des « conseils citoyens » mis en place dans les quartiers prioritaires.</td></tr>
<tr><td>Acteurs</td><td><table><tr><th>Pilotes</th><th>Partenaires</th></tr><tr><td>EPCI, communes</td><td>Etat, Département, opérateurs, usagers</td></tr></table></td></tr>
<tr><td>Niveau de priorité</td><td>A définir</td></tr>
<tr><td>Indicateurs de suivi</td><td>• Nombre de projets d'aménagement ayant fait l'objet de la mise en place d'une instance de concertation dédiée</td></tr>
</table>

3.2. Axe 2 : Attirer de nouveaux services

Pour répondre aux enjeux d'accessibilité, les acteurs publics doivent être en mesure de renforcer l'attractivité des territoires, qui dépend notamment de la présence de services essentiels pour toutes les catégories d'usagers : petite enfance, jeunesse, familles ou encore personnes âgées. C'est pourquoi le présent schéma entend attirer de nouveaux services au sein des territoires en agissant sur :

- le développement d'approches stratégiques par les territoires, passant notamment par une plus grande coordination entre les différents échelons locaux (communes et EPCI) et tendant à un maillage plus efficace du territoire ;
- le développement de tiers-lieux, nouveaux espaces collaboratifs au service de l'innovation et des usages partagés ;
- la promotion des atouts du territoire auprès des professionnels de santé, et particulièrement des étudiants en médecine afin de favoriser leur implantation à l'issue de leurs études.

Action n°2.1	Encourager les territoires à développer une approche stratégique en matière d'aménagement
Enjeux auxquels répond l'action	• Rendre attractifs les centres-bourgs • Maintenir ou améliorer le maillage du territoire en services et leur efficacité • Anticiper les besoins futurs en lien avec le vieillissement de la population
Présentation de l'action	➔ **Favoriser l'élaboration de documents d'urbanisme stratégiques au niveau intercommunal et accompagner les territoires en matière d'ingénierie territoriale** L**e** département de l'Essonne est marqué par des approches territoriales différentes entre un nord fortement urbanisé et un sud plus rural. Les problématiques liées à l'accès des services au public devront donc être traitées de manière différenciée entre ces deux types de territoires. Néanmoins, le maillage territorial des services au public doit être envisagé dans une approche stratégique prenant en compte : - les caractéristiques propres à chaque territoire ; - les évolutions à venir dans les 10 à 15 prochaines années. Les documents d'urbanisme tels que les plans locaux d'urbanisme intercommunaux (PLUi) et les schémas de cohérence territoriale (SCoT) constituent l'un des moyens de renforcer la présence et l'efficacité des services au public en ce qu'ils : - sont des documents stratégiques ; - permettent une coordination de l'ensemble des acteurs ; - articulent les politiques publiques d'aménagement, de transport et d'habitat. A ce jour : - Le département de l'Essonne ne compte aucun PLUi en cours d'élaboration ; - 3 territoires sont couverts par un SCoT approuvé et 2 EPCI ont prescrit l'élaboration d'un schéma de cohérence territoriale. Par ailleurs, certaines communes du département de l'Essonne ont également créé des postes de *managers de centre-ville (par* exemple à Brunoy ou Montgeron) visant à fédérer un réseau d'acteurs institutionnels et d'acteurs privés et permettre de revitaliser les centres-villes et d'accroitre l'attractivité des territoires. Près de 400 managers de centres-villes ont par ailleurs été recruté sur l'ensemble du territoire national. L'objectif est de sensibiliser les communes et EPCI sur la nécessité de développer une vision globale de l'aménagement, d'encourager les territoires à s'emparer de ces dispositifs et de mettre à leur disposition des moyens en matière d'ingénierie

<table>
<tr><td></td><td>territoriale (accompagnement technique et financier des services de l'État et du Département).

➔ Soutenir la création de nouveaux services dans le cadre de l'implantation d'entreprises, la création de zones d'activités et les projets d'aménagement des centres-villes

Les projets d'implantation d'entreprises et la création de zones d'activités constituent des opportunités pour réfléchir au maillage du territoire en matière de services, notamment dans les zones économiquement denses.
En effet, avec le développement économique émergent de nouveaux usagers – notamment des salariés – et de nouveaux besoins en matière d'accès aux services.

L'objectif est donc de prendre appui sur la création de zones d'activités voire lors de l'implantation d'entreprises pour engager une réflexion sur la création de nouveaux services (crèches, restaurant d'entreprises, conciergeries, services d'aide à l'emploi, …).
Il convient également de favoriser un aménagement des centres-villes et centres-bourg propice au développement de services – notamment les commerces de proximité – via le stationnement, la gestion de la circulation et la piétonisation.</td></tr>
<tr><td>Acteurs</td><td>➔ Favoriser l'élaboration de documents d'urbanisme stratégiques au niveau intercommunal et accompagner les territoires en matière d'ingénierie territoriale
<table>
<tr><th>Pilotes</th><th>Partenaires</th></tr>
<tr><td>Etat</td><td>Communes, EPCI</td></tr>
</table>
➔ Soutenir la création de nouveaux services dans le cadre de l'implantation d'entreprises ou la création de zones d'activités
<table>
<tr><th>Pilotes</th><th>Partenaires</th></tr>
<tr><td>Communes, EPCI</td><td>Etat, Conseil départemental, opérateurs</td></tr>
</table></td></tr>
<tr><td>Niveau de priorité</td><td>A définir</td></tr>
<tr><td>Indicateurs de suivi</td><td>• Nombre de PLUi et SCoT élaborés
• Nombre de projets soutenus en matière d'ingénierie territoriale
• Moyens de droit commun et financiers mobilisés</td></tr>
</table>

Action n°2.2	Soutenir le développement de tiers-lieux
Enjeux auxquels répond l'action	• Mutualiser et rapprocher le service de l'usager • Poursuivre et renforcer l'accompagnement à l'usage d'Internet
Présentation de l'action	➔ **Développer la mutualisation d'infrastructures et de services entre structures publiques et privées (par ex. : crèche, garde d'enfant, …)** Les tiers lieux se définissent comme des espaces indépendants, hybrides et collectifs où les individus peuvent se rencontrer, se réunir et échanger de façon informelle, ainsi que partager des biens et des savoirs. Accueillant principalement des actifs venant y travailler, ils paraissent adaptés à la mutualisation de services et d'infrastructures entre le public et le privé, à vocation permanente ou éphémère. En mai 2017, l'IAU recense 621 tiers lieux en Île-de-France : 35% sont des lieux d'accompagnement pour les entreprises (pépinière, incubateur, …), 28% des espaces de co-working, 23% des bureaux mutualisés (par ex. : télécentres) et 14% des Fablabs. L'Essonne compte 36 tiers-lieux, soit 6% de l'ensemble des tiers-lieux franciliens (contre 52% à Paris et 80% en tout pour la MGP) : 5 d'entre eux sont implantés en zone périurbaine ou rurale, le reste en zone urbaine, principalement sur les territoires de la CA Communauté Paris Saclay et de la CA Grand Paris Sud. Ce sont principalement des espaces d'accompagnement (13) et de coworking (13), mais on compte également 8 Fablabs, dont 3 conjugués à des espaces de co-working. L'Essonne connaît un essor de ces projets, en particulier en zone périurbaine ou rurale. Sur le territoire de la CC Entre Juine et Renarde, un espace de co-working a été inauguré au début de l'été à Etréchy, un autre tiers-lieu le sera à la rentrée à Boissy-sous-Saint-Yon. De son côté, la CC des Deux Vallées a engagé une étude sur l'implantation de tiers-lieux, soutenue par le Département. En effet, dans le cadre de sa politique en faveur de la ruralité approuvée fin 2016, le Département a choisi d'encourager le développement des tiers-lieux en apportant un soutien à la réalisation d'études permettant d'interroger l'opportunité et la faisabilité d'un projet de tiers-lieux bénéficiant d'une implantation pré-identifiée (cf. fiche-action n°16). L'objectif est d'encourager le développement de tiers-lieux (par ex. : espace de coworking, Fablab, atelier de fabrication, de réparation ou de réemploi, …) reposant sur un partenariat entre le public et le privé (par ex. : mise à disposition de locaux par le public, aide à l'émergence, …), en favorisant leur association avec des services de proximité, aux usagers et/ou aux entreprises (Maison d'assistantes maternelles, crèche associative, …).

<table>
<tr><td></td><td>➔ Développer cette mutualisation en s’appuyant sur les polarités existantes (par ex. : gares, centres commerciaux, …)

Espaces où l’on se croise, où l’on se rencontre, où l’on se regroupe, les polarités comme les gares ou les centres commerciaux peuvent constituer des espaces pertinents d’accueil de tiers-lieux. En effet, elles bénéficient généralement d’une desserte en transport et de capacités de stationnement, et comportent souvent des locaux vacants qui peuvent être aménagés et animés pour devenir des tiers lieux.

L’objectif est d’inciter les gestionnaires de polarités existantes à développer l’accueil de tiers lieux, en particulier :
- d’étudier les possibilités et les conditions d’accueil de tiers lieux
- de faire émerger des projets de tiers lieux, par exemple :
○ via des appels à projets
○ en s’adossant à un dispositif mis en place par une collectivité locale</td></tr>
<tr><td>Acteurs</td><td>➔ Développer la mutualisation d'infrastructures et de services entre structures publique et privées (par ex. : crèche, garde d'enfant, …)
<table><tr><th>Pilotes</th><th>Partenaires</th></tr><tr><td>Département, EPCI, communes</td><td>Associations</td></tr></table>
➔ Développer cette mutualisation en s’appuyant sur les polarités existantes (par ex. : gares, centres commerciaux, …)
<table><tr><th>Pilotes</th><th>Partenaires</th></tr><tr><td>Département, EPCI, communes</td><td>SNCF, centres commerciaux, associations</td></tr></table></td></tr>
<tr><td>Niveau de priorité</td><td>A définir</td></tr>
<tr><td>Indicateurs de suivi</td><td>• Nombre de tiers-lieux créés
• Nombre d’usagers des tiers-lieux</td></tr>
</table>

Action n°2.3	Rendre attractif le territoire essonnien pour les professionnels de santé et les étudiants en médecine
Enjeux auxquels répond l'action	• Renforcer les partenariats entre les différents acteurs de la santé • Prioriser les efforts sur les secteurs les plus carencés
Présentation de l'action	➔ **Attirer des professionnels de santé et inciter à leur regroupement dans des Maisons de santé** Aujourd'hui, l'Essonne est confrontée à un problème important de baisse du nombre de médecins en activité totale, estimée à -7,2% entre 2007 et 2015 (de 3 372 à 3 138), ce qui place l'Essonne au 3ème rang des départements ayant connu la plus forte baisse derrière les Yvelines (-9,6%) et Paris (-8,2%). Cette tendance va se poursuivre d'ici 2020 et concerner essentiellement les médecins généralistes. En 2015, l'âge moyen des médecins généralistes en Essonne était proche de 54 ans et on estime que seul 1 médecin généraliste sur 10 qui part à la retraite est remplacé. L'objectif est de maintenir, voire d'améliorer l'offre de soins de premier recours, en contribuant à l'installation de nouveaux professionnels de santé. Pour ce faire, il s'agit d'encourager à la mise en place de dispositifs incitant les praticiens de santé de premier recours à venir s'installer sur le territoire essonnien et à exercer leur activité en priorité dans les zones identifiées comme déficitaires ou fragiles par l'Agence régionale de santé (ARS) et dont la cartographie est en cours de révision. Les incitations peuvent être de différentes natures : aide à l'installation, proposition d'un local, financement de matériel médical, … A ce sujet, dans le cadre de sa politique en faveur de la ruralité approuvée fin 2016, le Département travaille à la mise en place d'une aide à l'investissement pour les praticiens en zone périurbaine ou rurale (périmètre : 6 EPCI du sud de l'Essonne), qui sera liée à la nouvelle cartographie de l'ARS concernant les zones déficitaires et fragiles (cf. fiche-action n°1). Par ailleurs, les motivations et conditions d'exercice de la médecine ont beaucoup évolué. Ainsi, de moins en moins de médecins généralistes, en particulier les jeunes, souhaitent exercer de manière isolée. La profession s'est en outre féminisée, le nombre d'heures d'activité par médecin a diminué et les jeunes praticiens souhaitent aujourd'hui davantage d'installer en ville que dans les espaces périurbains ou ruraux. Autant de facteurs qui expliquent le développement des Maisons de santé pluridisciplinaires (MSP) en Essonne qui compte aujourd'hui 11 MSP. L'objectif est de développer ces Maisons de santé pluridisciplinaires en Essonne, dont il est toutefois rappelé qu'une condition de réussite essentielle est l'existence préalable d'un projet porté par une équipe de soins pluridisciplinaires sur le territoire. Dans ce cadre, le soutien des collectivités peut porter sur l'immobilier (identification du bâtiment et/ou du terrain ou construire la MSP, convention d'occupation, …), l'aide à l'investissement pour du matériel commun ou encore un appui au fonctionnement de la MSAP sur le plan administratif, comptable, technique (par ex. : ménage, …), etc.

A ce sujet, dans le cadre de sa politique en faveur de la ruralité, le Département travaille à la mise en place d'une aide à l'investissement à destination des collectivités de l'ensemble du territoire rural essonnien afin de soutenir la réalisation de structures d'exercice collectif en matière d'acquisition, de construction, de rénovation ou de restructuration (cf. fiche-action n°2).

➔ **Inciter les futurs professionnels de santé de premiers recours et les étudiants en formation sanitaire à venir faire leur stage puis exercer en Essonne**

Difficulté supplémentaire, aujourd'hui l'Essonne ne compte pas sur son territoire de Centre hospitalier universitaire (CHU), qui permettrait de faire connaître le département à des étudiants en médecine et de les inciter à s'installer pour exercer en Essonne à l'issue de leurs études de médecine. Pourtant, le département compte des établissements hospitaliers de premier plan, tels le Centre Hospitalier Sud Francilien (CHSF) et le futur hôpital de Paris-Saclay, en lien avec des laboratoires de recherche de pointe, notamment autour des biotechnologies (Génopole).

L'objectif est développer des liens / partenariats, ainsi que de communiquer au sein des facultés de médecine et auprès de l'Ordre des médecins pour :

- faire connaître aux étudiants les possibilités de stages et de carrière en Essonne ;
- encourager les étudiants en médecine à venir réaliser leurs stages pratiques en Essonne ;
- inciter les étudiants en médecine, à l'issue de leur cursus, à venir s'installer et exercer en Essonne.

L'objectif est également d'encourager la mise en place de dispositifs incitant les futurs professionnels de santé de premier recours et les étudiants en formation sanitaire à venir exercer leur activité en zones déficitaires ou fragiles telles qu'identifiées par l'Agence régionale de santé (ARS). Ces dispositifs peuvent consister en :

- une aide financière pendant les dernières d'études en contrepartie d'un engagement à venir exercer ;
- une aide au logement et/ou d'un soutien financier pour se déplacer ;
- un travail pour augmenter le nombre de maîtres de stage parmi les médecins généralistes, …

Acteurs

➔

Pilotes	Partenaires
ARS, EPCI	Région, Département, Ordre des médecins, Facultés de médecine

➔ **Inciter les futurs professionnels de santé de premiers recours et les étudiants en formation sanitaire à faire leur stage puis à venir exercer en Essonne**

Pilotes	Partenaires

	ARS, EPCI	Région, Département, Ordre des médecins, Facultés de médecine
Niveau de priorité	A définir	
Indicateurs de suivi	• Nombre d'installations de nouveaux professionnels de santé en Essonne, en particulier de médecins généralistes • Nombre d'étudiants en médecine réalisant leur stage en Essonne • CRES Etudiants : nombre d'installations effectives au regard du nombre de bourses attribuées • CRES Praticiens : nombre de praticiens aidés	

3.3. Axe 3 : Permettre aux usagers d'accéder aux services

La mobilité, l'accessibilité au sens de la loi du 11 janvier 2005 ou le développement de services et d'outils numériques constituent des éléments de réponse essentiels aux enjeux du Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité de services au public. En effet, la consommation de services par les usagers a profondément muté depuis 30 ans, du fait de l'apparition des nouvelles technologies, de nouveaux modes de transport ou encore d'une plus grande prise en compte du handicap. Le présent schéma entend donc accompagner ces mutations :

- en développant et en favorisant l'itinérance des services afin d'apporter des solutions au plus près des territoires et des usagers ;
- en accompagnant les acteurs publics dans la prise en compte du handicap et la perte d'autonomie dans l'aménagement et la conception de leur offre de services ;
- en améliorant les accès au numérique et en développant ses usages ;
- en s'appuyant sur les réseaux de services d'aide à domicile, afin d'accompagner les publics les plus fragiles dans leurs démarches ;
- en améliorant l'information auprès des usagers ;
- en favorisant la mobilité des usagers.

Action n°3.1	Développer et favoriser l'itinérance des services
Enjeux auxquels répond l'action	• Développer une offre de services alternative • Accompagner les publics les plus fragiles au plus près de leurs besoins
Présentation de l'action	➔ **Maintenir et/ou créer des services itinérants** Plusieurs formes d'itinérance des services visant à les rapprocher des usagers existent déjà en Essonne : - les permanences proposées par des opérateurs dans des locaux qui leur sont mis à disposition (par ex. : conseillers en retraite itinérants de la CNAV, …) ; - les véhicules et/ou équipements de services itinérants (ex. : bus PMI du Département, Cinessonne, …) ; - la délivrance de prestations à domicile (ex. : soins, aide à domicile, …) ; - les commerces ambulants (ex. : épicerie, « food truck », …). Pour les publics les plus fragiles et/ou les plus éloignés des services (cf. difficultés de transports), l'objectif est de maintenir et/ou développer ces services itinérants sous toutes ses formes en fonction des besoins des territoires (ex. : services sociaux, relai emploi, halte-garderie, bibliothèque, cinéma, espace public numérique, …), en particulier des services mutualisés (ex. : MSAP itinérante). ➔ **Assurer la gratuité du stationnement pour les professionnels de santé assurant des visites à domicile et/ou des professionnels de l'aide à domicile** Les politiques de santé publique mises en place ces dernières années visent à favoriser le maintien chez soi et les soins à domicile plutôt qu'en milieu hospitalier. Par ailleurs, certains publics présentant des besoins spécifiques en matière de soins mais peu de capacités à se déplacer (personnes âgées, personnes handicapées) nécessitent une intervention à domicile régulière des professionnels de santé (médecin généraliste, infirmier, masseur-kinésithérapeute, …). Pour faciliter cette intervention à domicile, l'objectif est d'inciter les communes à prévoir dans leur politique de stationnement des dispositions spécifiques visant à faciliter le stationnement des professionnels de santé, par exemple : - par des mesures de « tolérance » vis-à-vis du stationnement irrégulier dès lors qu'il n'est ni gênant ni dangereux (pas de procès-verbal) ; - par la mise en place de conditions tarifaires spécifiques pour les professionnels de santé (ex. : abonnement, paiement de la 1ère tranche horaire seulement, …) ; - par la délivrance d'une vignette « urgences » autorisant à se garer sur les places de livraison, etc.

<table>
<tr><td></td><td>➔ Favoriser les modes de distribution de services innovants (commerces)

En milieu rural, voire davantage urbain, les automates de produits alimentaires se multiplient. Ils permettent en effet de répondre à la fois aux intérêts du producteur et/ou du commerçant (multiplier les points de vente sans recourir à une main d'œuvre supplémentaire, proposer une offre hors horaires d'ouverture « classiques ») et du consommateur (pallier l'absence de commerces, permettre un accès 7j/7, 24h/24).

L'objectif est de développer ces automates de produits alimentaires dans les secteurs identifiés comme déficitaires en commerces, voire d'élargir leur offre aux produits de première nécessité y compris non alimentaires (piles, produits d'hygiène, …), en facilitant leur installation, en particulier en centre-bourg.</td></tr>
<tr><td>Acteurs</td><td>➔ Maintenir et/ou créer des services itinérants
<table>
<tr><th>Pilotes</th><th>Partenaires</th></tr>
<tr><td>Etat</td><td>Département, opérateurs, EPCI, communes, associations</td></tr>
</table>
➔ Assurer la gratuité du stationnement pour les professionnels de santé assurant des visites à domicile et/ou des professionnels de l'aide à domicile
<table>
<tr><th>Pilotes</th><th>Partenaires</th></tr>
<tr><td>Communes</td><td>Ordre des médecins</td></tr>
</table>
➔ Favoriser les modes de distribution de services innovants
<table>
<tr><th>Pilotes</th><th>Partenaires</th></tr>
<tr><td>Communes, EPCI</td><td>Commerçants, CCI, CMA</td></tr>
</table></td></tr>
<tr><td>Niveau de priorité</td><td>A définir</td></tr>
<tr><td>Indicateurs de suivi</td><td>• Nombre de services itinérants, permanences et distributeurs mis en place
• Nombre de communes concernées par l'un de ces services</td></tr>
</table>

Action n°3.2	Accompagner les personnes publiques dans la prise en compte du handicap et la perte d'autonomie dans l'aménagement et la conception des offres de services
Enjeux auxquels répond l'action	• Permettre l'accès aux services des publics les plus fragiles
Présentation de l'action	➔ **Assurer la mise en œuvre des agendas d'accessibilité programmés (Ad'AP) et des plans de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics (PAVE)** La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances a instauré des obligations pour rendre accessibles les établissements recevant du public (ERP). Par ailleurs, le second comité interministériel du handicap qui s'est déroulé le 2 décembre 2016 a réaffirmé le caractère prioritaire de l'accessibilité aux transports, à l'éducation, au logement, aux soins, aux services et aux différentes offres médico-sociales. La politique d'accessibilité déployée depuis 2005 répond en effet à plusieurs objectifs : - adapter le cadre de vie à l'ensemble de la population, y compris aux personnes handicapées ou à mobilité réduite afin de leur permettre de participer pleinement à la vie sociale, culturelle, éducative et professionnelle ; - assurer une chaîne de déplacements (bâti existant, voirie, espaces publics, transports) accessible dans toute sa continuité aux personnes handicapées et à mobilité réduite ; - favoriser la mobilité pour des raisons de santé publique et de maintien de l'autonomie. Pour atteindre ces objectifs, les pouvoirs publics ont notamment développé deux dispositifs : - Les agendas d'accessibilité programmée (Ad'AP), qui visent à rendre accessibles aux personnes handicapées et à mobilité réduite l'ensemble des établissements – publics et privés – recevant du public; - Les plans de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics (PAVE) qui visent à rendre accessible aux personnes handicapées et à mobilité réduite l'ensemble des circulations piétonnes et des aires de stationnement situées sur les territoires communaux ou intercommunaux. L'objectif est d'accompagner les communes et EPCI dans la mise en œuvre de ces dispositifs tant s'agissant de leur patrimoine que pour les ERP privés situés sur leur territoire. Pour ce faire, les services de l'État, notamment la Direction départementale des territoires, pourront être mobilisés pour fournir un appui technique et financier.

<table>
<tr><td>Acteurs</td><td>➔ Assurer la mise en œuvre des agendas d’accessibilité programmés (Ad’AP) et des plans de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics (PAVE)
<table>
<tr><th>Pilotes</th><th>Partenaires</th></tr>
<tr><td>Communes, EPCI</td><td>Etat</td></tr>
</table></td></tr>
<tr><td>Niveau de priorité</td><td>A définir</td></tr>
<tr><td>Indicateurs de suivi</td><td>• Nombre d’ERP engagés dans les agendas d’accessibilité programmés
• Nombre de PAVE élaborés</td></tr>
</table>

Action n°3.3	Améliorer l'accès au numérique et à ses usages en termes de services
Enjeux auxquels répond l'action	• Permettre à tous d'avoir accès au numérique • Améliorer l'accessibilité des services grâce au numérique
Présentation de l'action	➔ **Achever la couverture numérique du département** Le Département a adopté le 12 mars 2012 son Schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN), révisé le 26 septembre 2016. L'intervention publique, matérialisée par un investissement public réalisé en complément des investissements prévus par les opérateurs privés et les réseaux d'initiative publique (RIP) existants (ceux des ex CAPS, CAEE et CASE) sur la zone dense de l'Essonne (le nord + Etampes), doit permettre d'atteindre l'objectif d'une couverture universelle en très haut débit numérique du territoire de l'Essonne à l'horizon 2020. Un Réseau d'initiative publique desservant la totalité des foyers en très haut débit situés dans les territoires non traités par l'initiative privée ou les trois RIP d'EPCI existants est mis en place pour couvrir 131 communes sur les 196 essonniennes (116 000 prises). Pour ce faire, le Département et les 6 EPCI du sud de l'Essonne créent un Syndicat mixte ouvert pour porter le projet d'aménagement numérique. Cette couverture numérique s'organise selon un scénario progressif de mix technologique (Fiber to the home [FTTH] ou Montée en Débit [MeD]) dans lequel le FTTH est la règle et la MeD l'exception qui permet de répondre de manière ponctuelle aux situations les plus urgentes en fonction de critères techniques, financiers établis en lien avec les EPCI et communes concernés. ➔ **Développer et sensibiliser aux démarches administratives dématérialisées** La dématérialisation des démarches administratives se déploie progressivement en France. Ainsi, en mai 2017, parmi les particuliers déclarant avoir réalisé une démarche administrative au cours des 12 derniers mois (37% de l'échantillon interrogé), 3 sur 4 déclaraient l'avoir effectuée en ligne. La dématérialisation répond en effet à plusieurs enjeux, pour les usagers comme pour l'administration : - simplifier les démarches des particuliers et des entreprises - rendre les services publics plus efficaces et plus réactifs - optimiser le traitement des dossiers, en termes de temps, de coût et de qualité de suivi de l'usager Pour renforcer la dématérialisation, l'objectif est double : - inciter les acteurs publics à poursuivre la dématérialisation de leurs procédures, en s'appuyant notamment sur les outils

existants :

- le dispositif « téléprocédure simplifiée : TPS », qui est une plateforme expérimentale de dématérialisation des démarches administratives entièrement en ligne mise en place par le Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP) ;
- le dispositif « FranceConnect » qui permet à l'usager de s'identifier chez les fournisseurs de services publics en ligne utilisant ce service, en garantissant pour l'administration une identité vérifiée ;

- inciter les usagers à effectuer leurs démarches administratives en ligne :
  - soit directement auprès des opérateurs de services permettant d'effectuer tout ou partie des démarches en ligne (CAF, Pôle Emploi, CPAM / Ameli, …) ;
  - soit via le site Service-Public.fr qui centralise l'ensemble des services en ligne et formulaires pour l'administration française.

➔ **Améliorer l'accompagnement des usagers dans les démarches numériques**

Si la dématérialisation contribue globalement à l'amélioration de l'accessibilité des services pour la majorité des usagers, elle présente un risque d'exclusion supplémentaire pour les citoyens qui cumulent précarité sociale et numérique, soit qu'ils n'aient pas un accès à Internet, soit qu'ils n'en maîtrisent pas l'utilisation. Emmaüs estime à 5 millions en France ces personnes éloignées du numérique.

L'objectif est d'accompagner ces usagers vers l'autonomie numérique :

- intégrer la lutte contre l'exclusion numérique comme objectif dans le futur Schéma Directeur Territorial des Usages du Numérique (SDTUN) ;
- travailler avec les espaces publics numériques (EPN) et de façon plus générale les associations et/ou collectivités qui proposent un accompagnement pour l'apprentissage des outils et des usages numériques ;
- former les acteurs de l'action sociale à la médiation numérique.

➔ **Permettre l'accès au numérique des personnes âgées et handicapées au sein des établissements spécialisés**

Le numérique constitue un moyen intéressant d'accéder aux services pour des personnes dont la mobilité est réduite et/ou contrainte par l'âge et/ou le handicap, par exemple en matière de santé (télémédecine, télé-régulation, …) à la fois pour améliorer le temps d'accès aux consultations de spécialistes et diminuer les déplacements et les hospitalisations inadéquates (ex. de l'expérimentation de télémédecine en gériatrie « TMG 91 » menée aux Magnolias à Ballainvilliers). Toutefois, il est nécessaire de prendre en compte les situations de handicap psychologique ou cognitif que peuvent rencontrer ces publics.

<table>
<tr><td></td><td>Pour permettre de rendre accessible l'offre de services numériques aux personnes résidant en établissement spécialisé, l'objectif est :
- d'encourager les établissements à s'inscrire dans des projets innovants autour du numérique favorisant l'accès aux services de leurs résidents ;
- de développer des outils intuitifs et adaptés aux difficultés psychologiques et/ou cognitives (par ex. : tablette numérique développée par Auticiel).</td></tr>
<tr><td>Acteurs</td><td>➔ Achever la couverture numérique du département
<table>
<tr><th>Pilotes</th><th>Partenaires</th></tr>
<tr><td>SMO Essonne Numérique</td><td>Etat, EPCI, opérateurs numériques</td></tr>
</table>
➔ Développer et sensibiliser aux démarches administratives dématérialisées
<table>
<tr><th>Pilotes</th><th>Partenaires</th></tr>
<tr><td>Etat</td><td>Département</td></tr>
</table>
➔ Améliorer l'accompagnement des usagers dans les démarches numériques
<table>
<tr><th>Pilotes</th><th>Partenaires</th></tr>
<tr><td>Etat, Département</td><td>EPN, associations de médiation</td></tr>
</table>
➔ Permettre l'accès au numérique des personnes âgées et handicapées au sein des établissements spécialisés
<table>
<tr><th>Pilotes</th><th>Partenaires</th></tr>
<tr><td>Département</td><td>ARS, EHPAD, établissements spécialisés</td></tr>
</table></td></tr>
<tr><td>Niveau de priorité</td><td>A définir</td></tr>
<tr><td>Indicateurs de suivi</td><td>• Niveaux de débit Internet par commune + desserte FFTH
• Nombre de dossiers reçus de façon dématérialisée par administration et/ou opérateur</td></tr>
</table>

Action n°3.4	S'appuyer sur les réseaux de services d'aide à domicile
Enjeux auxquels répond l'action	• Accompagner les publics les plus fragiles au plus près de leurs besoins
Présentation de l'action	➔ **Promouvoir la livraison de services à domicile** La question de la dépendance est d'ores et déjà un enjeu crucial pour les territoires puisque, la France comptait en 2016, 15,4 millions de personnes âgées de 60 ans et plus. Celle-ci sera par ailleurs de plus en plus prégnante puisque dès 2030, la génération des *baby-boomers* arrivera aux âges de la dépendance : on estime ainsi que le nombre de personnes dépendantes doublera d'ici à 2060. En outre, 2,7 millions de français présentent au moins une limitation fonctionnelle et sont donc, soit d'ores et déjà placés en situation de dépendance, soit pourront y être confrontés. Face à ce constat, les acteurs publics doivent se mobiliser pour permettre aux usagers dépendants (personnes âgées ou handicapées) de bénéficier d'un ensemble de services et notamment: - l'assistance dans les actes quotidiens de la vie ; - l'accompagnement dans les déplacements hors du domicile ; - la livraison de courses et de repas à domicile ; - l'assistance administrative à domicile. Par ailleurs, d'autres services pourraient être développés tels que : - la réalisation de petits travaux de bricolage et de jardinage ; - la réalisation de soins esthétiques à domicile ; - l'assistance informatique. Il est à noter que La Poste développe actuellement des conventions avec des commerçants locaux (ex : Pharmacies, maraichers, fleuriste) permettant d'achalander, via le réseau des postiers, des services jusqu'à l'habitant. Par ailleurs, l'opérateur vient de lancer un service payant (« Veiller sur mes parents ») de visite des postiers auprès des personnes âgées, incluant également un service de téléassistance. De leur côté, plusieurs EPCI du sud de l'Essonne (CC du Val d'Essonne, CC Entre Juine et Renarde et CC des Deux Vallées) ont engagé des actions favorisant le maintien à domicile (portage de repas, soins infirmiers, aide ménagère, …), en s'appuyant sur les associations locales préexistantes et en intervenant dans un rôle de coordination et/ou de financement pour homogénéiser les interventions et les tarifs de ces associations. Précisons que le Département, dans le cadre de l'élaboration de son Schéma de l'autonomie, questionne le fonctionnement des

<table>
<tr><td></td><td>services à domicile, leur modèle économique, les difficultés rencontrées, ainsi que les solutions à apporter pour résoudre ces difficultés (diagnostic en cours).

L'objectif est donc de promouvoir et d'encourager le développement des services à domicile, en s'appuyant sur les EPCI, les réseaux de services d'aide à domicile de type associatif et les opérateurs (ex : La Poste).

➔ Développer l'offre de formation dans le domaine des services d'aides à la personne

Compte-tenu des enjeux démographiques à venir, les services d'aide à domicile doivent être promus et valorisés. En effet, les aidants familiaux ou associatifs bénévoles constituent la première pierre de l'aide aux personnes âgées et handicapées. Ces aidants, et plus globalement l'ensemble de la chaine des services d'aide à domicile doivent être accompagnés notamment par l'établissement de formations propres à leur permettre d'assumer leur rôle, y compris sur le plan administratif. A ce titre, le Conseil départemental de l'Essonne travaille actuellement à la mise en place d'une plateforme dédiée à l'aide à la personne.

Aussi, l'objectif est de développer l'offre de formation et faciliter son accès pour les bénévoles et les prestataires. Parallèlement, ces activités et métiers devront être valorisés auprès des établissements d'enseignement, les partenaires et la population à travers des campagnes de communication voire une labellisation des formations.</td></tr>
<tr><td>Acteurs</td><td>➔ Promouvoir la livraison de nouveaux services à domicile
<table>
<tr><th>Pilotes</th><th>Partenaires</th></tr>
<tr><td>EPCI, associations d'aide à domicile, opérateurs</td><td>Département, Etat</td></tr>
</table>
➔ Développer l'offre de formation dans le domaine des services d'aide à la personne
<table>
<tr><th>Pilotes</th><th>Partenaires</th></tr>
<tr><td>Département, Région</td><td>Département, Etat, établissement d'enseignement et de formation, acteurs associatifs</td></tr>
</table></td></tr>
<tr><td>Niveau de priorité</td><td>A définir</td></tr>
<tr><td>Indicateurs de suivi</td><td>• Nombre de services à domicile développés
• Nombre de personnes bénéficiant de services à domicile
• Nombre de formations dans le domaine des services d'aide à la personne développées</td></tr>
</table>

<table>
<tr><th>Action n°3.5</th><th>Améliorer l'information des usagers</th></tr>
<tr><td>Enjeux auxquels répond l'action</td><td>

Permettre à tous d'avoir accès aux services
Accompagner les publics les plus fragiles au plus près de leurs besoins

</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'action</td><td>
➔ Mettre en place des plateformes de recensement de l'offre de service

L'accessibilité aux services dépend prioritairement de la connaissance par les usagers des dispositifs et des acteurs qu'ils peuvent mobiliser. A ce titre, on constate que, par méconnaissance de certains services, dispositifs ou prestations, certains usagers n'y recours pas.
Par ailleurs, la méconnaissance des droits résulte également de la multiplicité des acteurs et partant, du caractère éparse des modalités d'information du public.

<u>L'objectif est ainsi de parvenir à une meilleure information des usagers via la création de plateformes de recensement de l'offre de service en fonction des besoins, que celles-ci soit numériques et/ou téléphoniques. Pour ce faire, un rapprochement et une meilleure coordination des réseaux d'acteurs devront être recherchés. Par ailleurs, une mise en commun des données devra être réalisée.</u>

➔ Rapprocher les services des publics les plus en difficulté

Les difficultés sociales, économiques ou physiques éloignent certains publics des services. En outre, le recours croissant à la dématérialisation peut également constituer un obstacle pour l'accès aux services de certains publics du fait de l'absence d'équipement numérique ou en cas de difficulté d'appréhension des outils numériques.
Néanmoins, l'Essonne dispose d'atouts grâce à un important réseau d'associations œuvrant dans l'accompagnement social et permettant d'orienter les usagers ou de leur fournir un premier niveau de renseignement. La mise en place de dispositifs tels que les adultes-relais permet également d'assurer un meilleur accès des usagers aux informations et aux services.

<u>Néanmoins, l'objectif doit être de renforcer la coordination entre les partenaires publics et les associations de médiation sociale (par l'identification de référents, la constitution de réseaux, l'organisation de rencontres régulières ou la mise en place de plans d'actions) pour rapprocher davantage les publics les plus fragiles des services et équipements publics.</u>
</td></tr>
<tr><td>Acteurs</td><td>
➔ Mettre en place des plateformes de recensement de l'offre de service
<table>
<tr><th>Pilotes</th><th>Partenaires</th></tr>
<tr><td>Conseil départemental</td><td>Etat, communes, opérateurs, acteurs associatifs</td></tr>
</table>
</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td></td><td>➔ Rapprocher les services des publics les plus en difficulté
<table>
<tr><th>Pilotes</th><th>Partenaires</th></tr>
<tr><td>Conseil départemental</td><td>Etat, opérateurs, acteurs associatifs</td></tr>
</table>
</td></tr>
<tr><td>Niveau de priorité</td><td>A définir</td></tr>
<tr><td>Indicateurs de suivi</td><td>• Nombre de plateformes créées
• Nombre d’usagers ayant utilisé les plateformes</td></tr>
</table>

Action n°3.6	Favoriser la mobilité des usagers
Enjeux auxquels répond l'action	• Favoriser les déplacements des usagers les plus éloignés des modes de transport en raison de l'insuffisance de l'offre de transport en termes de développement ou de maillage ou en raison de leur situation économique et sociale. • Proposer des modes de déplacements alternatifs et durables pour disposer d'une solution autre que la voiture individuelle. • Mettre en place des actions innovantes par un accompagnement des personnes éprouvant des difficultés à se déplacer, en particulier les personnes âgées.
Présentation de l'action	➔ **Mettre en place des plateformes de mobilité** L'objectif est la mise en place de plateformes de mobilité sur des parties du territoire avec le soutien des collectivités territoriales. Une plateforme de mobilité est souvent portée par une association. De par son implantation locale et sa modularité, elle joue un véritable rôle d'interface entre les acteurs de la mobilité des territoires, dont elle vient compléter les dispositifs existants. Ces dispositifs ont une vocation inclusive et visent à aider les personnes en insertion ou en recherche d'emploi à acquérir une autonomie dans leurs déplacements, à trouver un mode de transport adapté à leurs besoins ou tout simplement à se repérer dans les réseaux de transport existants. A partir de diagnostics individualisés, elles proposent aux personnes repérées par les acteurs de l'emploi et l'insertion des offres de formation adaptées (préparation au permis de conduire par exemple) et des aides (microcrédit pour acheter ou réparer un véhicule, location à frais réduit, auto-école sociale). Le Département a pour objectif de contribuer et de faciliter la mise en œuvre d'une plateforme multiservices de la mobilité dans l'objectif d'offrir un guichet unique de conseil, d'assistance et d'aides matérielles pour le public en insertion. ➔ **Mettre en place le Plan Bus départemental** Le Département a adopté le 27 mars 2017 son Schéma cadre des mobilités dont l'objet est d'apporter une réponse globale aux besoins en matière de mobilité par la mise en place de solutions multiples. Ce schéma dont la mise en œuvre s'étend jusqu'en 2021 intègre plusieurs plans opérationnels relatifs à la sécurité routière, l'éco-mobilité, le vélo, le fret et le transport de marchandises, les déplacements des agents départementaux et un plan spécifique au bus. Le constat est que le mode de transport par bus, loin d'offrir une offre complémentaire cohérente sur l'ensemble du territoire, manque aujourd'hui d'une visibilité claire pour l'usager, avec un réseau structuré mais pénalisé par les difficultés de circulation au nord, et un réseau plus local sur les territoires périurbains et ruraux qui ne facilitent pas les liaisons vers les principaux pôles générateurs de déplacements.

Le Plan Bus tel que défini par le Département en tant que coordonnateur d'études et des actions a pour objectifs de :

- prioriser, en lien avec les EPCI et les transporteurs, le renforcement et le développement de l'offre à porter auprès du STIF : améliorer la desserte des pôles majeurs (emploi, études, santé et loisirs), renforcer la qualité de l'offre, améliorer la multi-modalité des pôles d'échanges, créer de nouvelles liaisons de bus pour les mobilités quotidiennes ;
- rendre le mode bus attractif pour les mobilités quotidiennes en agissant sur l'infrastructure routière et créer de nouveaux pôles d'échanges multimodaux ;
- rendre le mode bus plus lisible pour l'usager en facilitant l'accès et la compréhension de l'offre.

➔ **Favoriser les modes de déplacements alternatifs à la voiture individuelle (en particulier le co-voiturage)**

Il s'agit de poursuivre la dynamique initiée en matière de création d'aires de covoiturage, en collaboration avec les partenaires qui peuvent y participer, au premier rang desquels les collectivités locales. L'action consiste à déployer des infrastructures encourageant la pratique du co-voiturage afin de constituer un réseau d'aires à l'échelle du territoire.

En fin d'année 2016, la réalisation de 10 aires de covoiturage était achevée, essentiellement dans la partie sud de l'Essonne, dans le cadre de la politique d'éco-mobilité régionale (convention établie en 2013 entre l'Essonne et la Région Ile-de-France). Le renouvellement de cette convention est envisagé en cohérence et co-construction avec la Région au titre de la politique régionale en matière de déplacement (« plan route et anti bouchons »), avec une réflexion autour de l'extension du périmètre d'intervention à l'ensemble du territoire essonnien.

Le co-voiturage peut être étendu par *le « court-voiturage »* qui permet de parcourir des distances plus réduites pour les déplacements domicile-travail ou d'autres motifs (loisirs, emplettes…). Les modalités de mise en œuvre sont centrées sur celles permettant de proposer des itinéraires clés en main, si besoin intermodaux, grâce à une application adéquate permettant de rapprocher l'offre de court-voiturage et la demande en déplacement (lieux de rencontres pertinents, trajets, horaires…).

Dans ce cadre, mentionnons également l'action du PNR du Gâtinais Français (PNRGF) qui a mis en place en 2016 un système d'autostop organisé en partenariat avec REZO POUCE pour les déplacements courts de village à village ou vers les gares. En juin 2017, 37 communes du PNRGF (en Essonne et en Seine-et-Marne) ont rejoint le REZO POUCE et d'autres sont à venir.

L'objectif est de développer une offre alternative de déplacement, complémentaire aux transports en commun réguliers et à la voiture individuelle. Le co-voiturage, notamment pour les trajets de courte distance et les déplacements domicile-travail (structurants en termes de temps passé à se déplacer et de distance parcourue), peut efficacement contribuer à répondre aux besoins de mobilité et aux enjeux qu'elle porte.

	➔ **Développer l'offre de logements à destination des étudiants, en tablant aussi sur des solutions de logement intergénérationnel** L'objectif est d'agir sur le levier du logement de publics particuliers (étudiants) en développant des projets proches des lieux structurant et générant le déplacement de ce public. Le développement d'un parc spécifique de cette nature s'effectue en concertation avec les établissements de formation et d'enseignement, y compris les hôpitaux (internes en médecine), avec une possibilité d'occupation du logement étendue aux premiers temps de la vie professionnelle. Une autre formule pour le logement étudiant est le logement intergénérationnel. La majorité des personnes âgées vivent au quotidien dans un périmètre limité et certaines d'entre elles se trouvent dans une situation d'isolement, notamment dans les petites communes éloignées des pôles ou parce qu'elles vivent en périphérie des bourgs ruraux ou dans des zones où les transports en commun classiques sont peu adaptés et où on constate une dépendance à la voiture individuelle. Cela induit des problématiques d'accessibilité aux services à moyenne et longue distance et, aussi, des difficultés au regard des longues distances à parcourir pour les aidants, les services à domiciles, les médecins… Ces constats sont corroborés par le diagnostic réalisé dans le cadre de l'élaboration du présent schéma : il apparaît que, pour l'accès aux services du panier « Seniors », le sud du département concentre les 20 communes les plus éloignées (en temps) des services destinés aux personnes âgées. Parmi elles, 9 communes présentent un temps minimal d'accessibilité supérieur à 12 minutes (valeur théorique), qui correspond au seuil national. Le manque d'accessibilité aux services du panier « Seniors », identifié sur la partie sud de l'Essonne, constitue un frein au maintien à domicile des personnes âgées, dont le taux de motorisation baisse avec l'âge. Il peut donc être possible de prévenir l'isolement des personnes âgées en leur proposant d'héberger des jeunes ou des étudiants entre 18 et 30 ans, à la recherche d'un logement gratuit ou à prix modéré. En matière de mixité intergénérationnelle, il est aussi possible de proposer aux personnes ne disposant pas d'assez d'espace ou ne souhaitant pas ce type de cohabitation, de participer au projet en recevant la visite de jeunes ou en se joignant à eux pour diverses activités. En contrepartie de ces rencontres régulières avec les aînés, un opérateur pourrait proposer aux étudiants des studios à prix modéré.

<table>
<tr><td>Acteurs</td><td>
➔ Mettre en place des plateformes de mobilité
<table>
<tr><th>Pilotes</th><th>Partenaires</th></tr>
<tr><td>Département, communes ou EPCI</td><td>Etat, EPCI, communes, opérateurs de transport</td></tr>
</table>
➔ Mettre en place le Plan Bus
<table>
<tr><th>Pilotes</th><th>Partenaires</th></tr>
<tr><td>Département</td><td>Etat, Région, STIF, EPCI, communes, transporteurs</td></tr>
</table>
➔ Favoriser la création de zones de covoiturage
<table>
<tr><th>Pilotes</th><th>Partenaires</th></tr>
<tr><td>Département, EPCI ou communes</td><td>Région, communes, EPCI, entreprises, opérateurs.</td></tr>
</table>
➔ Développer l’offre de logements à destination des étudiants
<table>
<tr><th>Pilotes</th><th>Partenaires</th></tr>
<tr><td>EPCI, Communes</td><td>Région, communes, bailleurs sociaux, établissements de formation ou d’enseignement, opérateurs, associations.</td></tr>
</table>
</td></tr>
<tr><td>Niveau de priorité</td><td>A définir</td></tr>
<tr><td>Indicateurs de suivi</td><td>

Nombre de plateformes mises en place
Nombre d’utilisateurs en insertion recourant une plateforme de mobilité
Interventions sur les infrastructures routières
Nouvelles liaisons bus créées pour faciliter les mobilités quotidiennes
Points d’échanges multimodaux créés ou en projet
Modalités d’amélioration de l’accès à l’information (moyens, supports…) pour faciliter l’utilisation et la compréhension du réseau de bus par les usagers
Nombre de zones de covoiturage aménagées et nombre de places induites et maillage du territoire
Taux d’occupation des aires
Nombre de logement créés pour les étudiants
Nombre de logements intergénérationnels

</td></tr>
</table>

4. GOUVERNANCE ET SUIVI DU SDAASP

Durant les six prochaines années, l'État et le Département s'engagent à assurer le pilotage et le suivi du schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public – SDAASP.

La mise en œuvre des actions inscrites dans le schéma donne lieu à une convention conclue entre les représentants de l'État, le Département, les communes et groupements intéressés ainsi que les organismes publics et privés concernés et les associations d'usagers des services au public.

Afin d'assurer la gouvernance du SDAASP dans le département de l'Essonne pour la mise en œuvre des actions programmées, trois niveaux d'instances sont ainsi déclinés :

1- Comité de Pilotage – annuel
2- Comité Technique – biannuel
3- Comité de suivi par axe de travail (fréquence à déterminer par le comité technique)

4.1. Comité de pilotage

Ce 1er niveau de gouvernance co-piloté par la Préfète et le Président du Conseil départemental ou leurs représentants va permettre l'organisation d'un comité de pilotage annuel dont le rôle sera de :

- valider le bilan annuel d'exécution et les propositions d'actualisation des actions du schéma, soumise par le comité technique ;
- évaluer les besoins territoriaux en termes d'accès au public ;
- déterminer les moyens de mise en œuvre adéquats ;
- proposer si nécessaire une révision du schéma.

Sont réunis au sein de ce comité de pilotage, le Conseil Régional, les EPCI à fiscalité propre et les signataires de la convention de mise en œuvre.

4.2. Comité technique

Le comité technique dédié à la mise en œuvre et au suivi des actions définies dans le schéma, rassemblera deux fois par an, les représentants techniques désignés compétents au sein des services de l'État et du Département, les représentants des comités de suivi ainsi que les référents des opérateurs et des partenaires associatifs. Il sera co-piloté par le Sous-Préfet et le Directeur général adjoint Territoires et Mobilités des services du Département.

Ce comité technique aura pour fonction de :

- réaliser le bilan annuel de la mise en œuvre du SDAASP présenté au comité de pilotage ;
- assurer la remontée d'informations relatives à l'évolution de la situation sur le territoire en matière de services et d'actions réalisées ;
- émettre des préconisations d'actualisation du programme d'actions du schéma ;
- préparer les comités de pilotage annuel.

4.3. Comité de suivi par axe de travail

Ce comité de suivi qui rassemble l'ensemble des partenaires sous forme de groupes de travail thématiques permettra notamment :

- d'échanger sur les objectifs définis dans le programme d'actions ;
- recenser les actions réalisées et soumettre d'éventuelles améliorations au comité technique.

Les groupes de travail se réunissent en fonction des actions en cours et seront déterminés par le comité technique.

4.4. Dispositifs d'observation et de valorisation

Le SDAASP offre l'opportunité d'impulser une dynamique d'observation multipartenariale et multithématique de l'évolution des services au public en Essonne et de leur accessibilité. Pour ce faire, un travail préalable de définition des indicateurs et d'identification des sources a été effectué. Dans le cadre de la mise en œuvre du schéma, il sera nécessaire de définir les modalités d'organisation pour la collecte et le traitement des données.

Un bilan annuel de la mise en œuvre du SDAASP sera produit : il proposera une synthèse quantitative sur la base des indicateurs identifiés, ainsi que qualitative sur les leviers ou les freins rencontrés pour la mise en œuvre des actions.

Il est également proposé de mettre en place un dispositif permettant d'identifier, de faire connaître et de valoriser les bonnes pratiques et projets novateurs en matière d'accès aux services afin de favoriser leur déploiement.

Enfin, le suivi de la mise en œuvre opérationnelle du SDAASP pourrait reposer sur la définition d'indicateurs communs à l'ensemble des opérateurs de services publics afin de favoriser le suivi des usagers et des comportements (report de fréquentation d'une structure sur une autre par exemple).

Annexe 2 : Annexes au projet de SDASSP de l'Essonne

ANNEXES DU SCHÉMA DÉPARTEMENTAL D'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ DES SERVICES AU PUBLIC (SDAASP) DE L'ESSONNE

Diagnostic complet du SDAASP
Concertation menée dans le cadre de l'élaboration du SDAASP

Projet soumis à la consultation

Réalisé avec le concours de :

DIAGNOSTIC COMPLET DU SDAASP DE L'ESSONNE

Réalisé avec le concours de :

SOMMAIRE DU DIAGNOSTIC COMPLET DU SDAASP

PRÉAMBULE 6

1. LE CONTEXTE ESSONNIEN 9

1.1. Un territoire de « transition » entre l'espace urbain et l'espace rural 9

1.2. La population continue de croître, portée par le solde naturel et les signes d'un regain d'attractivité résidentielle 10

1.2.1. Des écarts de densité importants selon un gradient nord / sud, mais également à l'échelle infra-communale 10

1.2.2. Un dynamisme démographique essonnien qui reste porté par le solde naturel, mais le solde migratoire apparent redevient positif 11

1.2.3. Les premiers signes d'un « retour » de l'attractivité résidentielle 14

1.3. Une population plutôt jeune, mais concernée par le vieillissement et l'évolution de la composition des ménages 17

1.3.1. Une population jeune qui croît plus vite en Essonne qu'à l'échelle régionale, avec toutefois un poids en légère baisse 17

1.3.2. Un département concerné à la fois par la hausse du nombre de personnes âgées et par le vieillissement 19

1.3.3. Dynamiques démographiques en Essonne à l'horizon 2030 20

1.3.4. L'Essonne concernée par le desserrement des ménages et la hausse des ménages d'une seule personne 23

1.4. Caractéristiques du parc de logements essonnien et des dynamiques de construction 25

1.4.1. Un parc de logements marqué par une majorité de propriétaires et un équilibre entre maisons et appartements 25

1.4.2. L'Essonne, l'un des départements les plus contributifs à la production de logements en Île-de-France 26

1.5. Des disparités territoriales et sociales qui persistent malgré des indicateurs socio-économiques favorables en Essonne 27

1.6. Politique de la ville 28

1.7. Une mobilité essonnienne en majorité automobile qui se réalise souvent à proximité du domicile pour le quotidien 30

1.7.1. Une moyenne de 4 déplacements par jour pour chaque résident essonnien dans un périmètre qui reste celui du département 30

1.7.2. Une mobilité qui demeure largement automobile en Essonne 30

1.7.3. Une nette baisse de la part des déplacements pour des motifs « contraints » (travail, études) 30

1.7.4. Des déplacements souvent courts et effectués à proximité du domicile, sauf pour le travail 31

1.7.5. Une concentration de plus en plus forte de l'emploi qui oriente les déplacements des résidents essonniens 32

2. L'OFFRE DE SERVICES 34

2.1. Services de proximité 34

2.1.1. Une forte polarisation des commerces et services de proximité, notamment en zone dense 35

2.1.2. Une offre importante de grandes et moyennes surfaces commerciales 36

2.1.3. Urbain, périurbain et rural : des dotations essonniennes comparables à la moyenne régionale 36

2.2. Services de sécurité 38

2.2.1. Les services de police et de gendarmerie nationales 38

2.2.2. Les services de police municipale 39

2.2.3. Centre de secours et d'incendie 40

2.3. Mobilité 41

2.3.1. L'offre de transports 41

2.3.2. Les projets de transports 42

2.4. Accès internet et téléphonie 47

2.5. Aide à l'emploi 48

2.6. Services sociaux et à destination des publics spécifiques ... 49

2.6.1. Accueil social 49

2.6.2. Les personnes âgées 50

2.6.3. Les personnes en situation de handicap 50

2.6.4. La petite enfance 51

2.7. Service de santé ambulatoire 54

2.7.1. Des indicateurs franciliens qui ne sont pas toujours favorables 54

2.7.2. Un niveau d'offre essonnien comparable à celui observé dans les autres départements de grande couronne 55

2.7.3. Des perspectives de démographie médicale à surveiller 55

2.7.4. Une offre qui s'étoffe en fonction du degré d'urbanisation des territoires 56

2.7.5. Etat des lieux de chaque EPCI 56

2.8. Education 59

2.8.1. Une offre d'enseignement essentiellement publique dans le département 59

2.8.2. Des établissements d'assez grande taille 59

2.8.3. Des taux élevés de scolarisation sur place des jeunes Essonniens 60

2.9. Les équipements culturels de proximité 61

2.9.1. L'Essonne bien situé en matière de pratique amateur et de diffusion de spectacle vivant 61

2.9.2. Une situation plus contrastée en matière de cinéma et de lecture publique 61

2.10. Les équipements sportifs et de loisirs 64

2.10.1. La pratique sportive des Essonniens 64

2.10.2. Une offre d'équipements sportifs et de loisirs plus développée que dans le cœur de l'agglomération 64
2.10.3. Une concentration spatiale de la diversité 65
2.10.4. Taux d'équipements des communes 65
2.10.5. Des marges de progrès sur la question de l'accessibilité aux personnes en situation de handicap 66

3. L'ACCESSIBILITÉ AUX ÉQUIPEMENTS 67

3.1. Les disparités territoriales en terme d'éloignement aux principaux équipements et services au public 67

3.1.1. Méthodologie employée 67
3.1.2. Analyse des résultats sur le territoire essonnien 68

3.2. Zoom sur l'accessibilité aux services de santé 76

3.3. L'accessibilité aux personnes à mobilité réduite 77

3.4. L'accès dématérialisé aux services 78

4. L'ENQUÊTE AUPRÈS DES USAGERS 79

4.1. Méthodologie de l'enquête 79

4.2. Profil des personnes ayant participé à l'enquête 83

4.3. Lien entre le niveau de fréquentation des équipements et l'appréciation de leur accessibilité 84

PRÉAMBULE

Le Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public est prévu par la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe). Elaboré conjointement par l'Etat et le Département, il définit pour une durée de 6 ans un programme d'actions visant à renforcer l'offre de services dans les zones concernées par un déficit d'accessibilité.

Le schéma comprend :

- pour l'ensemble du département, un bilan de l'offre existante, avec sa localisation et son accessibilité, une analyse des besoins de services de proximité et l'identification des territoires présentant un déficit d'accessibilité à ces services ;
- pour les territoires présentant un tel déficit, un programme d'actions d'une durée de 6 ans comportant des objectifs quantitatifs et qualitatifs de renforcement de l'accessibilité des services au public, ainsi que des mesures permettant d'atteindre ces objectifs ;
- un plan de développement de la mutualisation des services au public s'appliquant à tout le territoire départemental, établi à l'issue de l'inventaire des mutualisations existantes.

Les EPCI sont associés à l'élaboration du schéma, ainsi que les opérateurs et autres structures ou acteurs intervenant dans le champ des services à la population et identifiés préalablement.

CHAMP DE L'ÉTUDE

Le SDAASP poursuit deux objectifs principaux :

- l'identification des déficits en matière d'accès des services au public ;
- la mise en œuvre de solutions pour le maintien ou l'amélioration de l'accessibilité dans les territoires concernés par un déficit voire une absence de services.

La notion de services au public

La notion de services au(x) public(s) doit être définie dans le cadre de l'élaboration de chaque schéma, autour de plusieurs principes :

- elle est aujourd'hui davantage liée à l'utilité du service plutôt qu'à sa nature ou à celle de l'opérateur qui le met en œuvre (fin du « public / gratuit » versus « privé / marchand ») ;
- elle est mouvante, car elle est liée à l'évolution des besoins des usagers ;
- elle varie selon les territoires (urbains, périurbains, ruraux) et les populations concernées ;
- elle doit s'attacher aux services considérés comme nécessaires par les habitants.

Dès le démarrage de l'élaboration du schéma, il y a donc un enjeu de sélection et de définition de la liste des services identifiés comme indispensables à intégrer à la réflexion et à analyser.

Pour réaliser le diagnostic, les deux copilotes ont dans un premier temps défini le périmètre des services considérés comme essentiels pour la qualité de vie des habitants. S'ils répondent à la définition précédemment rappelée de la notion de services au public, leur choix s'est également fait en respectant l'échelon de subsidiarité de premier niveau représenté par les communes et les EPCI, conduisant à exclure du champ de l'étude, les services qui relèvent de leur compétence.

Par ailleurs, l'élaboration de cette liste de services s'est appuyée sur l'identification de secteurs d'activités où l'État et le Département

n'interviennent pas directement en tant que prestataires du service comme en matière de service à l'emploi ou à la santé.
Enfin, les deux copilotes ont intégré dans le champ de l'étude des services privés considérés comme étant de première nécessité.

La notion d'accessibilité aux services

En novembre 2012, la DATAR (devenue CGET) a défini l'accessibilité des services comme la capacité et/ou la facilité pour un usager de disposer d'un service. Elle peut se décomposer en 6 dimensions :

- le temps et la facilité d'accès (chronodistance et mobilité) ;
- la disponibilité du service (présence, amplitude d'horaires, délai de délivrance du RDV, …) ;
- le coût du service (coût direct, coût induit par le déplacement pour y accéder) ;
- le niveau du service (qualité, accompagnement) ;
- la possibilité de choix (densité de services ou d'équipements, découpages administratifs) ;
- l'information sur l'existence et les modalités du service.
- Deux paramètres transversaux doivent également être pris en compte :
- les caractéristiques individuelles de l'usager (par exemple, la situation de handicap) ;
- l'évolution des usages induite par le numérique (en particulier la dématérialisation).

Toutefois, il n'est pas pertinent, dans le cadre de cet exercice, d'analyser de façon fine l'ensemble de ces dimensions, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il n'est pas possible de mobiliser des données à une échelle fine pour l'ensemble de ces dimensions. Par ailleurs, toutes n'ont pas la même capacité à être traitées par les politiques publiques ou via des accords avec les grands opérateurs de services.

LISTE DES SERVICES ET/OU ÉQUIPEMENTS RETENUS

Services de proximité :

- Services postaux
- Banques / distributeurs automatiques de billets
- Commerces alimentaires de proximité (boulangerie, épicerie, alimentation de proximité, marché, …)
- Commerces non alimentaires de proximité (coiffeur, point presse, …)
- Stations-services

Services administratifs et de sécurité :

- Préfecture / sous-préfecture, Trésorerie
- SDIS / Centres de secours et d'incendie/ Urgences médicales
- Police / gendarmerie
- Justice (tribunal, avocats, points d'information sur les droits, …)

Mobilité :

- Offre de transport de voyageurs (TER, bus, TAD, aire de covoiturage…)
- Auto-écoles
- Accès Internet et téléphonie

Aide à l'emploi :

- Pôle emploi
- Mission locale et maison de l'information sur la formation et l'emploi (MIFE)

Services sociaux et à destination des publics spécifiques :

- Accueil social : MDS, CCAS, maisons locales de l'autonomie, …
- Etablissements d'accueil / hébergement pour les personnes âgées et les personnes en situation du handicap
- Structure d'accueil de la petite enfance (crèches, haltes garderies, …)
- Prestations sociales : CAF, CPAM, Caisses de retraite, MSA, …
- Centres PMI, centres de prévention santé, …

Service de santé ambulatoire :

- Médecin généraliste et maison de santé
- Médecin spécialiste
- Pharmacie
- Infirmier, kinésithérapeute, dentiste
- Laboratoire d'analyses médicales

Jeunesse, éducation, culture :

- Enseignement primaire (maternelle et primaire)
- Enseignement secondaire (collège et lycée)
- Centres de loisirs
- Equipements sportifs divers
- Piscines
- Equipements culturels (structures culturelles conventionnées, cinéma, musées, écoles de musique / conservatoires)
- Bibliothèques

CONTENU DE L'ÉTUDE

Le périmètre d'analyse du diagnostic d'accessibilité des services au public repose sur deux types d'approches :

- une approche quantitative, basée sur l'implantation et le rayonnement des équipements / services ;
- une approche sensible, appuyée sur l'usage / la fréquentation des équipements / services en fonction des profils des individus, mais aussi sur les retours des opérateurs.

Les deux approches s'appuient chacune sur des dimensions géographiques :

- la première, par l'intermédiaire de cartographies précises, s'appuyant sur des modèles théoriques d'accessibilité ;
- la deuxième, par l'intermédiaire d'enquêtes (usagers et opérateurs) permettant d'élargir l'analyse des facteurs d'accessibilité et de difficultés d'accès, ainsi que les manques.

Une attention particulière sera apportée aux territoires les plus éloignés des centralités de services (territoires ruraux et périurbains), ainsi que pour les habitants en quartier « politique de la ville ».

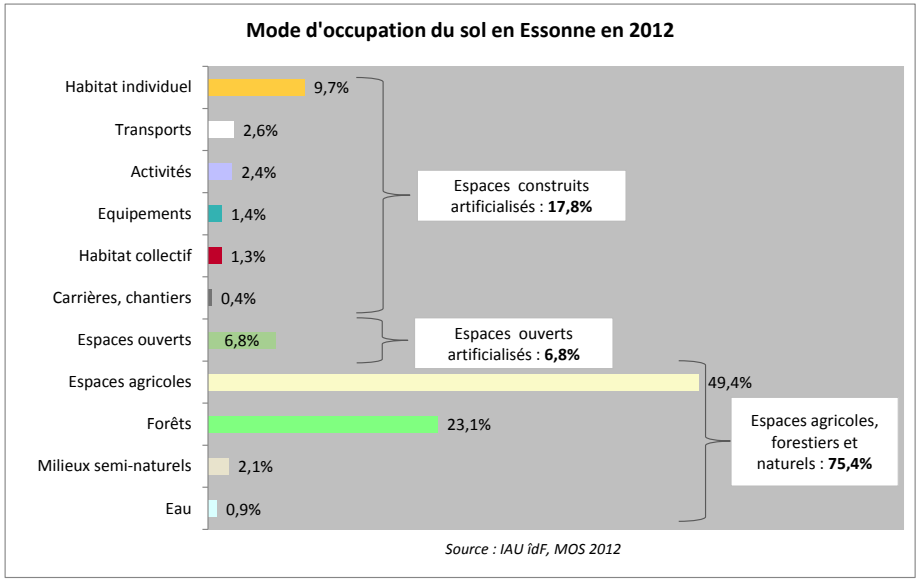


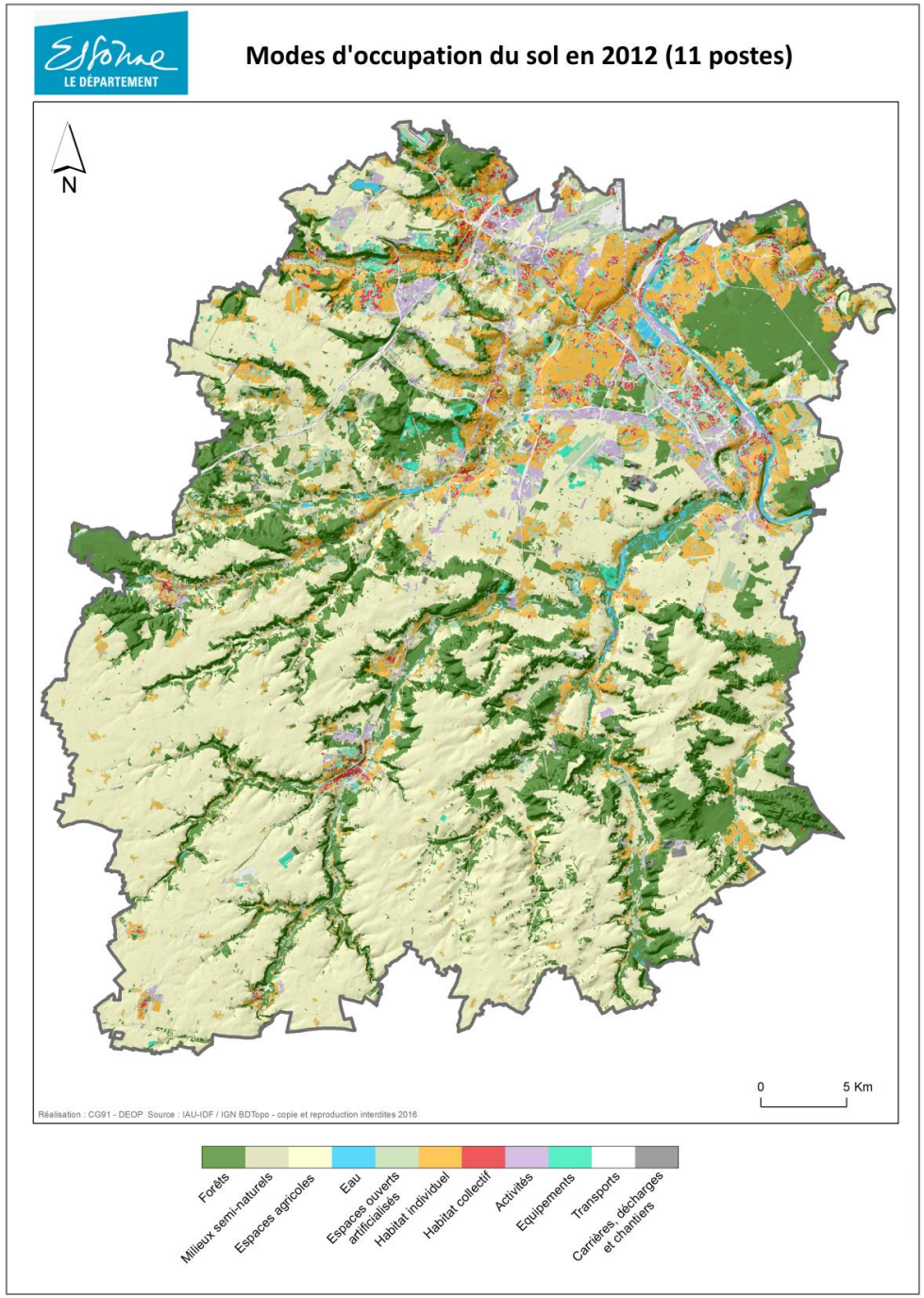
1. LE CONTEXTE ESSONNIEN

1.1. Un territoire de « transition » entre l'espace urbain et l'espace rural

Entre un nord urbain et un sud où dominent les espaces ouverts, entre des banlieues pavillonnaires et des grands ensembles, entre des plateaux cultivés et des petites vallées ponctuées de bourgs et de villages, l'Essonne est une terre de contrastes.

Les trois quarts du territoire essonnien sont composés d'espaces non urbanisés et/ou non artificialisés (137 195 ha) – pour moitié d'espaces agricoles (89 802 ha) et pour presque un quart d'espaces forestiers (42 012 ha) – qui structurent fortement les paysages.





Au sein des espaces artificialisés (44 661 ha), on peut distinguer les espaces ouverts (parcs, jardins, espaces enherbés, …) qui représentent presque 7% du territoire départemental et les espaces construits (32 344 ha), dont l'habitat individuel est la forme dominante d'occupation du sol (9,7% de la surface départementale, soit 17 690 ha).

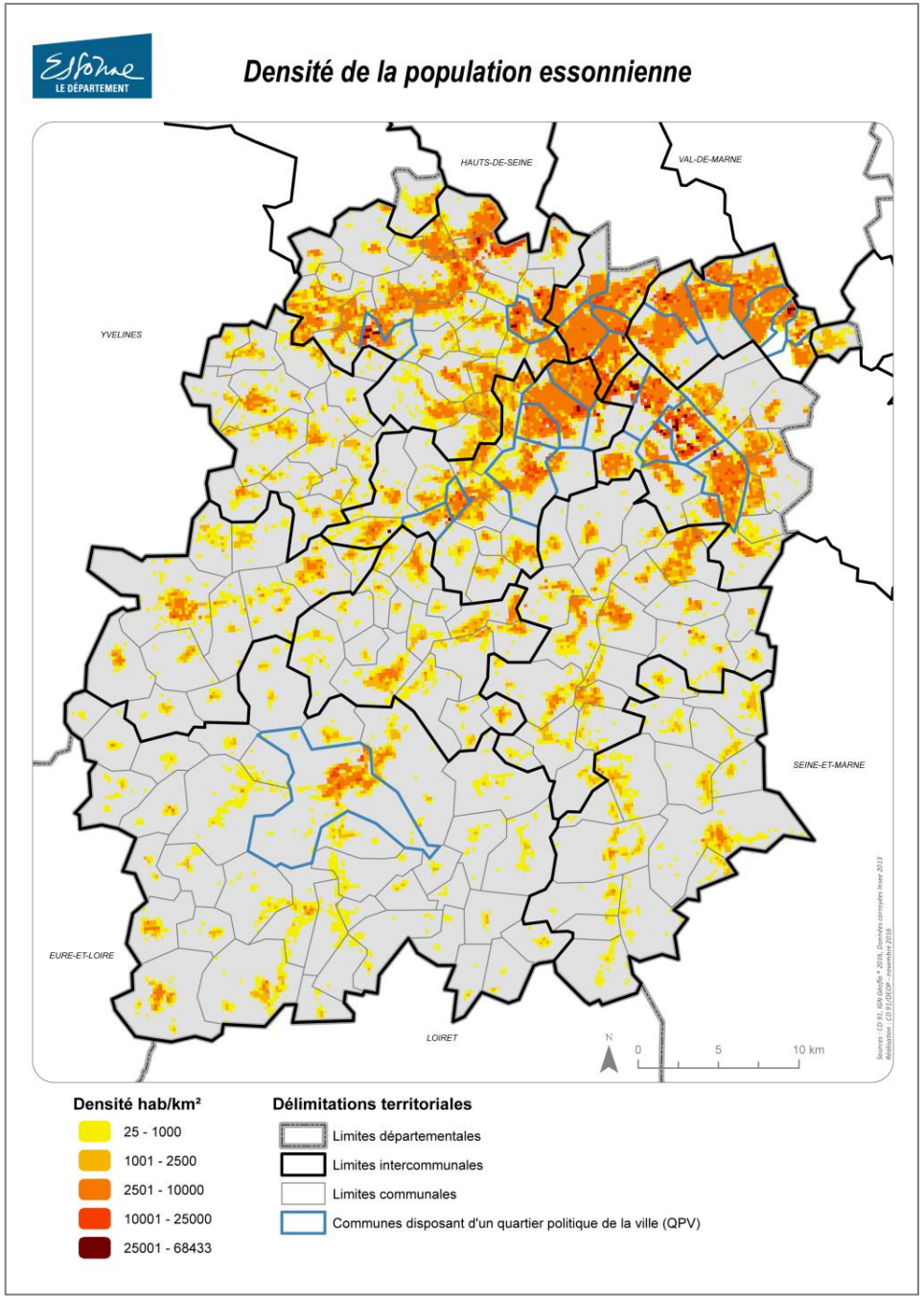
1.2. La population continue de croître, portée par le solde naturel et les signes d'un regain d'attractivité résidentielle

1.2.1. Des écarts de densité importants selon un gradient nord / sud, mais également à l'échelle infra-communale

Avec 1 253 931 habitants recensés en 2013, l'Essonne représente 10,5 % de la population francilienne et compte près d'un quart de la population des départements de la grande couronne.

La population essonnienne est inégalement répartie sur le territoire, avec une forte concentration dans le tiers nord du département, le long des principales vallées : Seine, Orge (à partir d'Arpajon), Yerres et Yvette.

Moins d'un quart des communes concentrent plus de 70% des habitants et cinq EPCI concentrent 82% de la population essonnienne : la CA Communauté Paris Saclay (24%), la CA Grand Paris Sud (19%), la CA Cœur d'Essonne Agglomération (15%), la CA Val d'Yerres Val de Seine (14%) et la partie essonnienne de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre (11%). 84% des Essonniens vivent dans une commune comptant plus de 5 000 habitants et plus d'un sur deux dans une commune de plus de 20 000 habitants.



La densité moyenne du département s'élève à 694 habitants par km², masquant un gradient très différencié nord / sud, allant de 11 habitants par km² à Chatignonville à 6 940 hab./km² à Juvisy-sur-Orge.
La densité est faible dans une large moitié sud, où les communes conjuguent vaste territoire et faible population, avec quelques pôles : Limours, Etampes, Etréchy, La Ferté-Alais, Ballancourt-sur-Essonne.

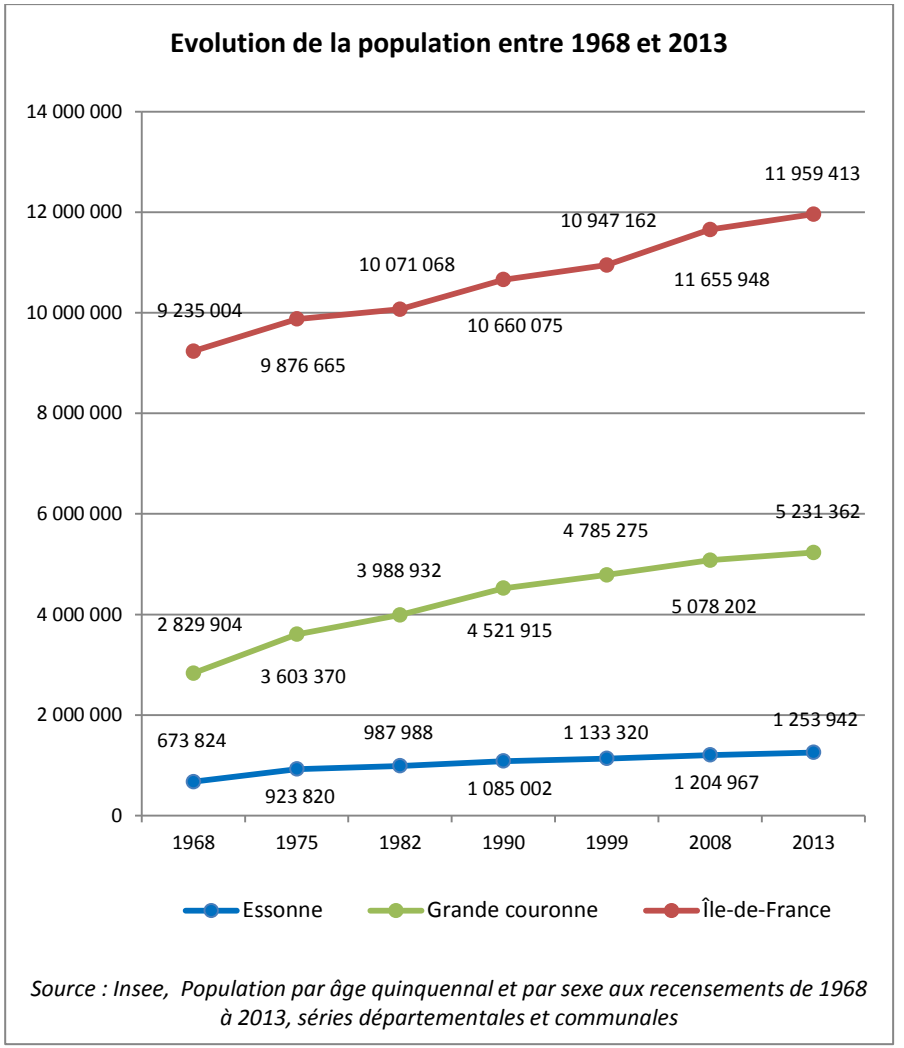
Les différentiels de densité s'observent également à l'échelle infra-communale avec des phénomènes de très fortes concentrations par quartier : certains quartiers relevant de la politique de la ville connaissent des densités au carreau (200 mètres / 200 mètres) supérieures à 50 000 hab./km² (par exemple Grigny 2).

1.2.2. Un dynamisme démographique essonnien qui reste porté par le solde naturel, mais le solde migratoire apparent redevient positif

Depuis la création du Département, l'Essonne a toujours connu un taux de croissance annuel moyen positif : les plus importants ont été enregistrés durant la période 1968-1975, à hauteur de +4,6% par an. Les périodes suivantes ont vu un net ralentissement, en particulier la période 1990-1999, marquée par une rupture forte : en effet, pour la première fois, le département a connu un déficit migratoire apparent (- 20 000 personnes).

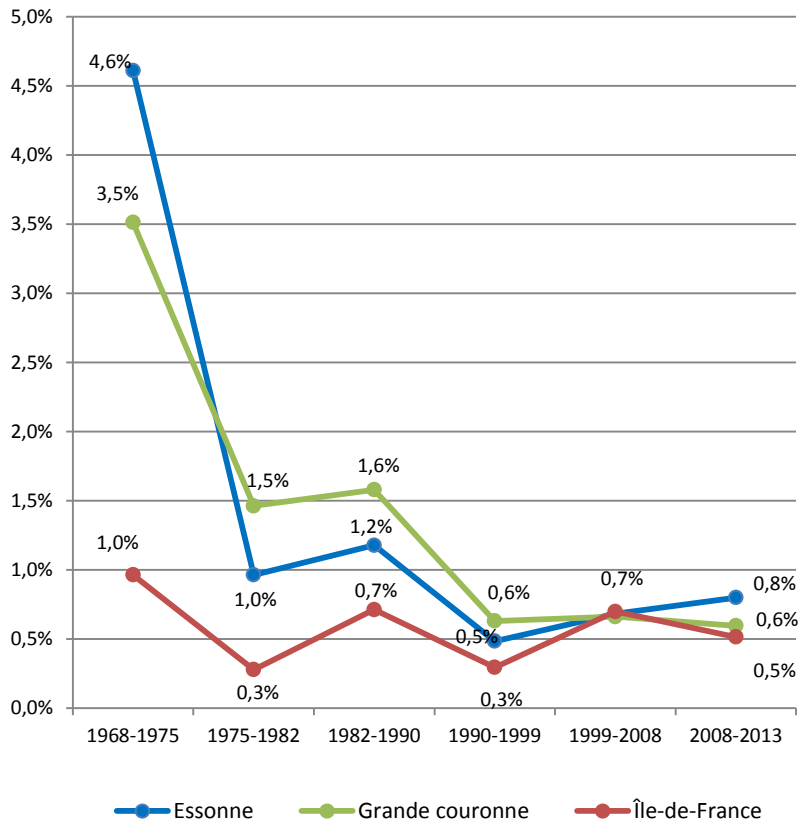
Entre 2009 et 2014, l'Essonne est le département qui a enregistré la plus forte croissance démographique (+5,0%) juste devant la Seine-et-Marne (+4,9%), largement supérieure à celle de la population au niveau régional (+2,6%) et de la Grande couronne dans son ensemble (+3,4%).

Si elle s'est appuyée sur le dynamisme du solde naturel (+0,9%/an), à l'instar du reste de l'Île-de-France, il faut souligner que, pour la première fois depuis 1990, l'Essonne a connu un solde migratoire apparent positif entre 2009-2014 (+0,1%/an), à hauteur de celui de la Seine-et-Marne.



Source : Insee, Population par âge quinquennal et par sexe aux recensements de 1968 à 2013, séries départementales et communales

Evolution du taux de croissance annuel moyen entre 1968 et 2013



Source : Insee, Population par âge quinquennal et par sexe aux recensements de 1968 à 2013, séries départementales et communales

Différence entre le solde migratoire et le solde migratoire « apparent »

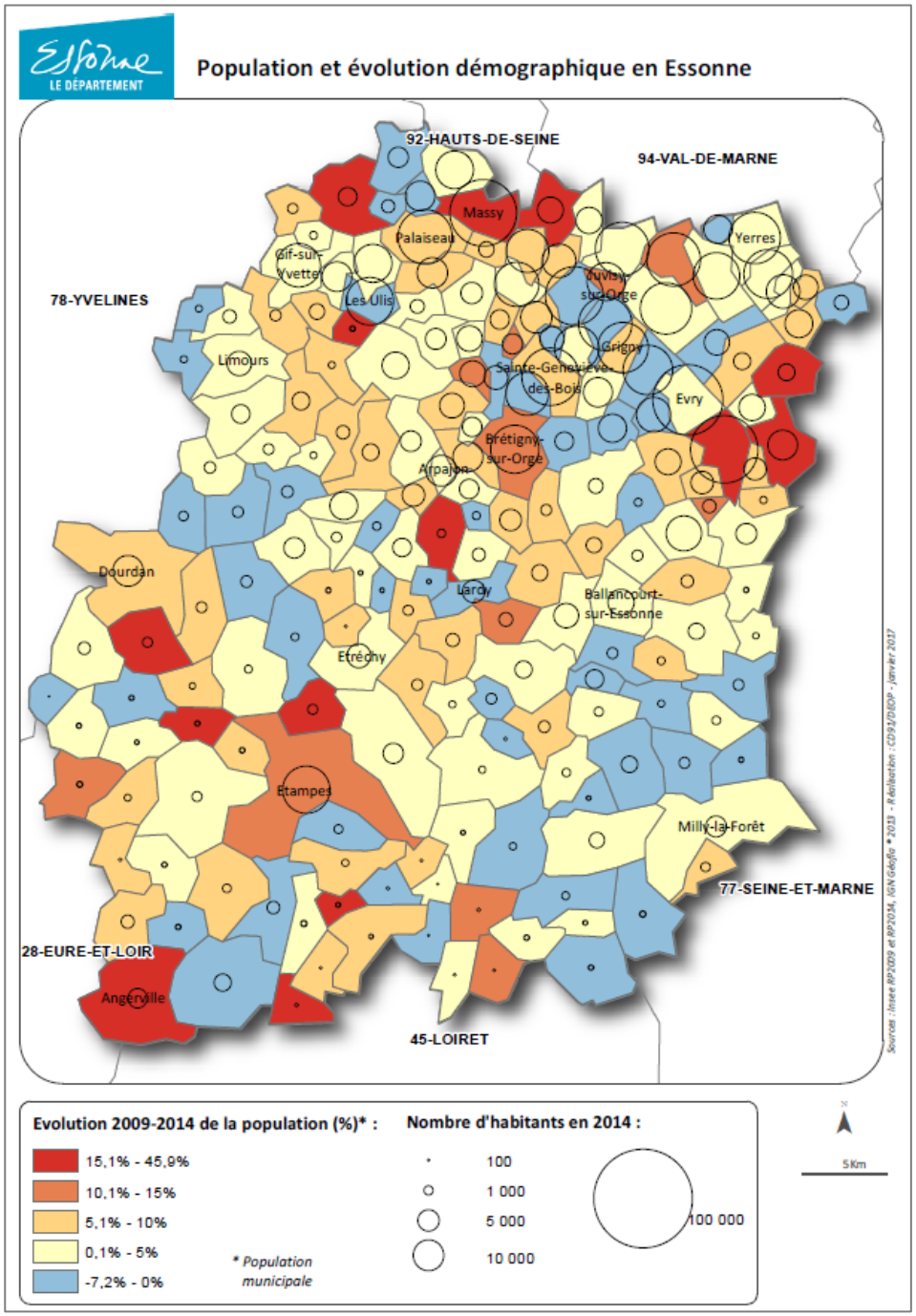
Le **solde migratoire** est la différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de l'année.

Il repose sur l'analyse du fichier détail « Migrations résidentielles », issu de l'exploitation complémentaire du recensement de la population (RP).

L'Insee ayant modifié sa méthode d'enquête pour recenser les déménagements, il n'est pas possible de comparer les dernières données quinquennales (2003-2008) avec celles issues du RP2013. Il est néanmoins possible de dégager des tendances sur 2012-2013, qui resteront à confirmer avec les résultats des prochains recensements.

Le **solde migratoire « apparent »** est estimé indirectement par différence entre la variation totale et le solde naturel. Ce solde migratoire est donc altéré des imprécisions sur la variation totale de population, tenant aux défauts de comparabilité entre deux recensements (évolutions de concepts de population et inégale qualité).

Le solde migratoire apparent est calculé pour chaque période intercensitaire. Il est exprimé en valeur annuelle pour permettre les comparaisons entre périodes dont les pas de temps sont différents.



Variation de la population entre 2009 et 2014

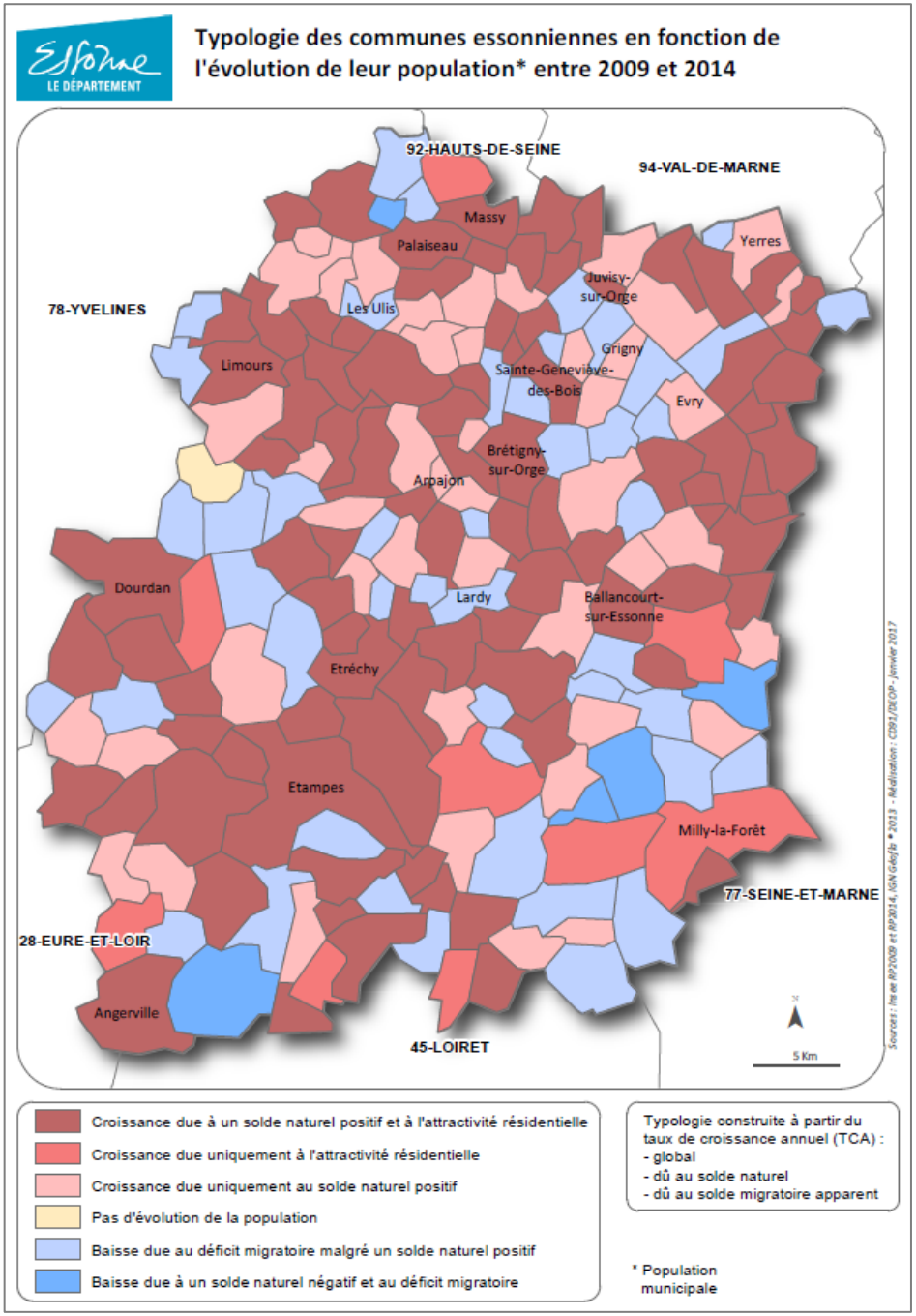
	75	92	93	94	77	78	91	95	IdF
Evolution de la population 2009-2014 (%)	-0,6	2,3	3,6	3,5	4,9	1,0	5,0	3,1	2,6
Taux annuel moyen (%)	-0,1	0,5	0,7	0,7	1,0	0,2	1,0	0,6	0,5
dont dû au solde naturel (%)	0,7	1,0	1,3	1,0	0,9	0,8	0,9	1,0	0,9
dont dû au solde apparent (%) des entrées / sorties	-0,8	-0,5	-0,6	-0,3	0,1	-0,6	0,1	-0,4	-0,4

Source : Insee, RP2009 et RP2014 exploitations principales

En Essonne, 74% des communes ont vu leur population croître entre 2009 et 2014. Parmi les communes de plus de 10 000 habitants qui ont connu la plus forte croissance, on retrouve Saint-Pierre-du-Perray (+26%), Massy (+19%), Corbeil-Essonnes (+16%) et Vigneux-sur-Seine (+15%).

On peut distinguer 5 catégories de communes en fonction de l'évolution de leur population (municipale) entre 2009 et 2014, selon que celle-ci est due au solde naturel et/ou au solde migratoire apparent :

- 90 communes dont la population a crû entre 2009 et 2014 grâce à un solde naturel positif et une attractivité résidentielle ;
- 9 communes dont la population a crû grâce à leur attractivité alors qu'elles ont enregistré plus de décès que de naissances ;
- 1 commune dont la population n'a pas évolué entre 2009 et 2014 ;
- 45 communes dont la population a crû grâce à un solde naturel positif, alors qu'elles ont connu un déficit migratoire sur la période ;
- 46 communes dont la population a baissé malgré un solde naturel positif, mais qui n'a pas suffi à combler le déficit migratoire ;
- 5 communes dont la population a baissé en raison d'un solde naturel négatif et d'un déficit d'attractivité résidentielle.



1.2.3. Les premiers signes d'un « retour » de l'attractivité résidentielle[1]

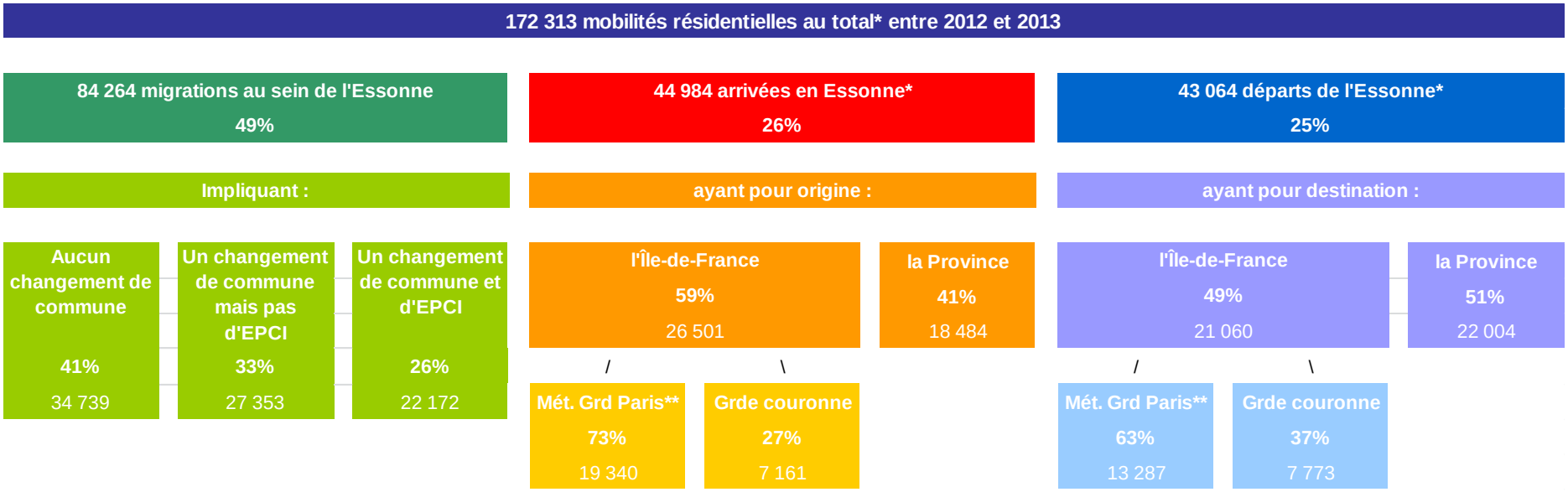
L'analyse par le Département des dernières données quinquennales de l'Insee disponibles sur les mobilités résidentielles (2003-2008) avait permis de dégager les grandes dynamiques suivantes :

- un déficit migratoire « installé » pour tous les départements d'Île-de-France sauf la Seine-et-Marne (solde migratoire quasi nul) ;
- un solde migratoire favorable des départements de la Grande couronne avec Paris et la Petite couronne, mais qui ne permettait pas de compenser la perte de population avec la Province ;
- une forme « d'ancrage » dans le département, puisque 60% des Essonniens ayant déménagé durant la période étaient restés en Essonne (27% dans la même commune) ;
- une attractivité pour les jeunes actifs des classes moyennes (en particulier les 25-35 ans), mais une perte des plus jeunes et surtout des seniors, en particulier aux alentours de la retraite (55-70 ans) ;
- un département de « transition » permettant une (des) étape(s) dans les parcours résidentiels des Franciliens vers la Province.

Les derniers résultats du recensement de la population (2013) concernant les mouvements migratoires sur 1 an montrent que l'Essonne a accueilli davantage d'habitants qu'elle n'en a vu partir : +1 920 habitants. Elle connaît toujours des échanges migratoires déficitaires avec la Province (perte nette de 3 520 habitants) comme la majorité des autres départements franciliens (à l'exception de Paris et des Hauts-de-Seine), mais est cependant toujours largement gagnante dans ses échanges avec le reste de l'Île-de-France (+ 5 440 habitants), qui compensent la perte de population avec la Province.

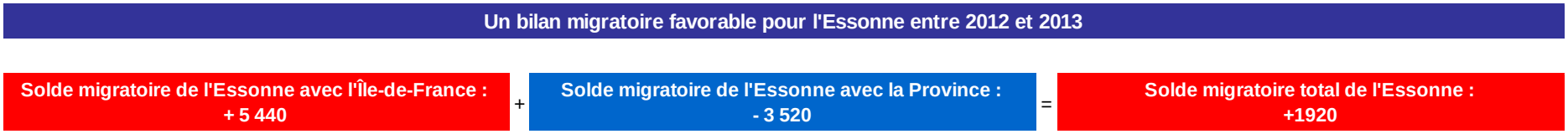
[1] Analyse du fichier détail « Migrations résidentielles » de l'Insee issu de l'enquête complémentaire du RP2013

Sur les 172 313 mobilités résidentielles ayant concerné l'Essonne entre 2012 et 2013, la moitié sont intra-départementales (49%), 26% sont le fait de nouveaux arrivants en Essonne et 25% d'anciens Essonniens qui ont quitté le département. Alors que les personnes quittant l'Essonne se répartissent de manière assez équilibrée entre Île-de-France et Province, les arrivées sont davantage le fait de Franciliens (59%) que de provinciaux.



** Sont exclues les migrations avec les DOM-TOM et l'étranger*
*** Métropole du Grand Paris = Paris + départements de la Petite couronne*

Source : INSEE, RP 2013, exploitation complémentaire



Solde migratoire = différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre qui en est sorti au cours d'une période donnée
Exemple : 26 501 arrivées en Essonne ayant pour origine l'Île-de-France - 21 060 départs ayant pour destination l'Île-de-France = solde migratoire de + 5 440 individus

➢ ***Des parcours résidentiels qui privilégient à la fois la proximité et l'urbain, selon un mouvement global du nord vers le sud***

Les Essonniens qui ont changé de domicile entre 2012 et 2013 sont pour les 2/3 restés dans le département (66%). Parmi ceux restés dans le département, ¾ sont restés dans le même EPCI : les déménagements semblent donc s'organiser selon une logique de proximité / contiguïté.

En outre, les mobilités résidentielles témoignent d'un mouvement plutôt orienté nord / sud (Métropole du Grand Paris → Essonne → Province), qui privilégie les communes denses et urbanisées[2] du nord Essonne.

Ainsi, 3 nouveaux arrivants en Essonne sur 4 (75%) se sont installés dans une commune urbaine ou dense en 2013, ce qui est légèrement supérieur au poids de ce type de communes dans la population totale essonnienne (70%) : dans le détail, c'est le cas de 80% des arrivants de Paris / petite couronne, de 73% des arrivants de la Province et de 67% des arrivants des autres départements de la Grande couronne.

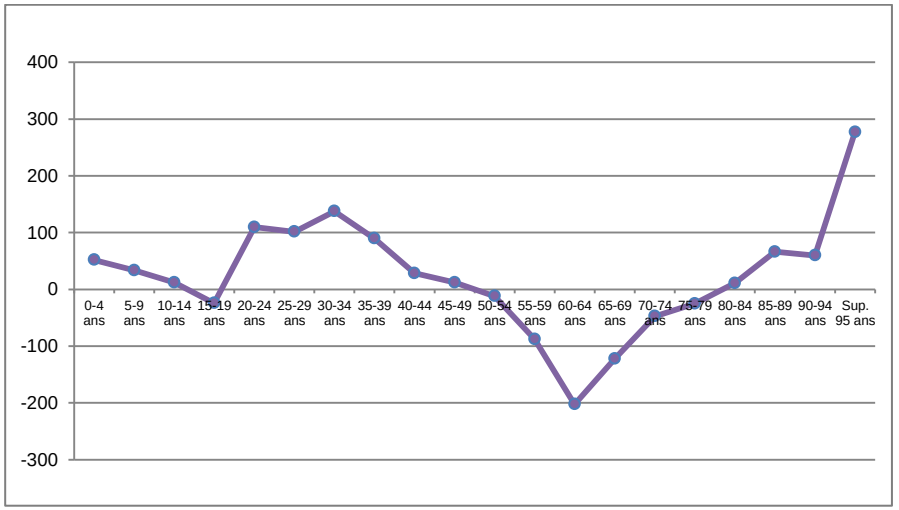
➢ ***Une terre de parcours résidentiel pour les couples de jeunes actifs et les familles, mais qui continue de perdre ses seniors***

De manière générale, **le département de l'Essonne reste attractif pour les jeunes actifs** entre 20 et 35 ans (début de carrière, création de famille, achat du premier logement, …). Cette tranche d'âge représente ainsi environ 42% des arrivées en Essonne, mais également 40% des départs. Elle enregistre également les soldes (c'est-à-dire la différence entre les entrées et les sorties) les plus favorables (+ 2 865 individus en tout).

Par ailleurs, par rapport à ce qui était observé entre 2003 et 2008, l'Essonne retrouve des soldes positifs pour les plus jeunes, excepté pour la tranche d'âge des 15-19 ans.

En corrélation, l'Essonne attire les petits ménages (personnes seules et couples sans enfant), mais les « perd » également[3] : En moyenne, 2/3 des ménages qui entrent en Essonne comptent 2 personnes au maximum. Ils représentent également 7 ménages sortants sur 10. Le solde au niveau départemental est donc négatif. A l'inverse, les ménages composés d'au moins 3 personnes viennent d'avantage s'installer en Essonne qu'ils ne la quittent (30% des arrivées contre 24% des départs seulement).

Taux de migration par âge entre 2012 et 2013 (pour 10 000 habitants)



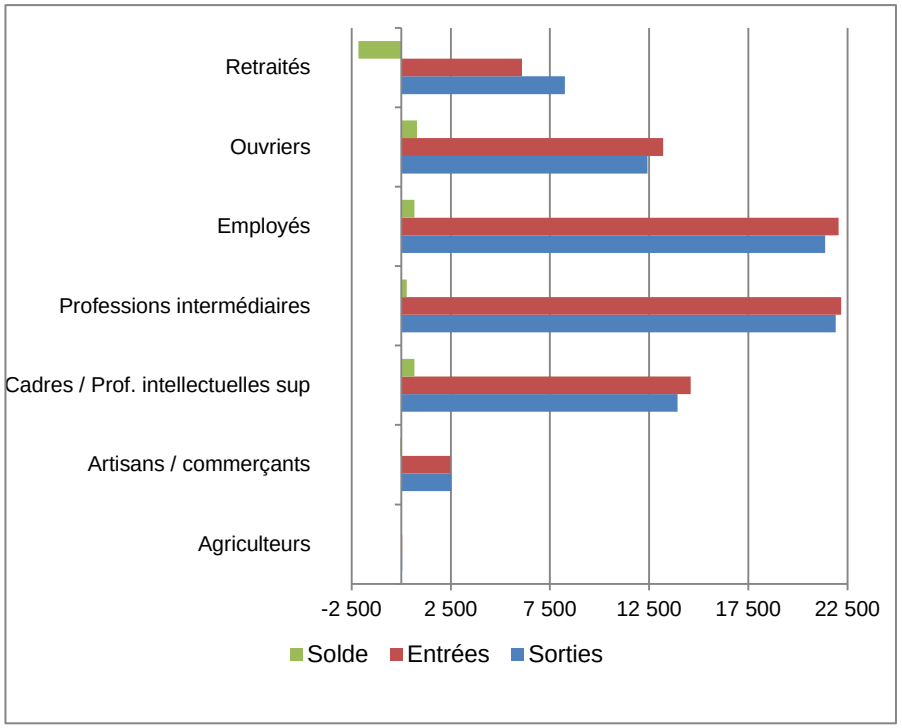
Source : Insee, RP2013 exploitation complémentaire

[2] En fonction du découpage morphologique de l'IAU, l'Essonne compte 5 communes denses, 42 communes urbanisées, 34 communes de frange d'agglomération, 8 communes principales et 33 autres communes périurbaines, ainsi que 74 communes rurales.

[3] Estimations CD91

Le département confirme un profil de terre d'accueil des classes moyennes : la PCS[4] « professions intermédiaires » est en effet celle qui a connu les flux migratoires les plus importants entre 2012 et 2013, suivie immédiatement par celle des employés et des ouvriers. L'Essonne tend à davantage garder ses actifs des classes moyennes que le reste de la région (derrière la Seine-et-Marne et les Hauts-de-Seine). De manière générale, l'Essonne gagne plus d'actifs qu'elle n'en perd, quelle que soit la CSP.

Mobilités résidentielles par CSP depuis / vers l'Essonne sur 2012-2013



Source : Insee, RP2013 exploitation complémentaire

[4] PCS = Profession et Catégorie Socioprofessionnelle

Parallèlement, l'Essonne a continué de perdre ses seniors, en particulier ses jeunes seniors aux alentours de l'âge de la retraite, puisque la tranche d'âge présentant le solde le plus négatif est celle des 60-64 ans (- 1 356 individus). La CSP des retraités est d'ailleurs celle qui connaît le solde négatif le plus important (- 2 161) : ces départs s'opèrent quasi exclusivement vers la Province. Le département ne retrouve des soldes positifs que pour le 4ème âge (à partir de 80 ans) : il serait intéressant d'étudier la corrélation avec l'offre d'hébergement en EHPAD.

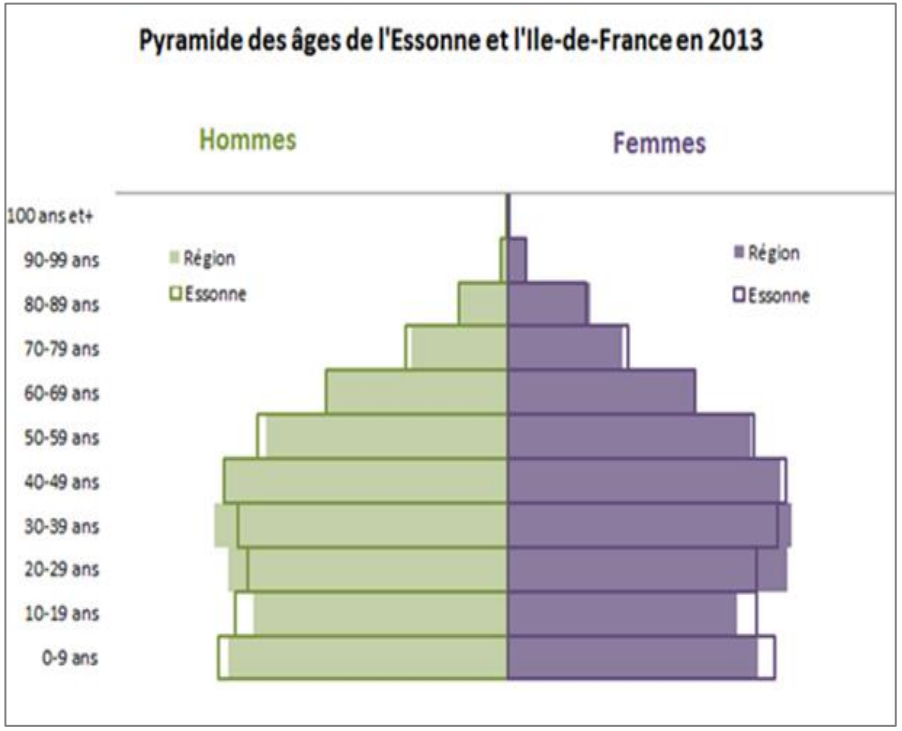
1.3. Une population plutôt jeune, mais concernée par le vieillissement et l'évolution de la composition des ménages

1.3.1. Une population jeune qui croît plus vite en Essonne qu'à l'échelle régionale, avec toutefois un poids en légère baisse

Le territoire de l'Essonne se caractérise par la jeunesse de sa population : le département compte 27,4% de moins de 20 ans en 2013, une part un peu en deçà de celle de la Grande couronne (27,7%) mais supérieure à la moyenne régionale (25,8%), comme le montre la pyramide des âges.

Entre 2008 et 2013, l'Essonne a connu une croissance plus importante du nombre de jeunes de moins de 20 ans comparativement aux moyennes de la MGP et de la Grande couronne (+3,6% contre +2,6% et +1,9%).

Pourtant, le poids des 0-19 ans a légèrement baissé par rapport à l'ensemble de la population essonnienne, à l'instar des autres départements de Grande couronne, tandis que la part des plus de 60 ans a au contraire augmenté (passant de 17,2% à 19,0%).

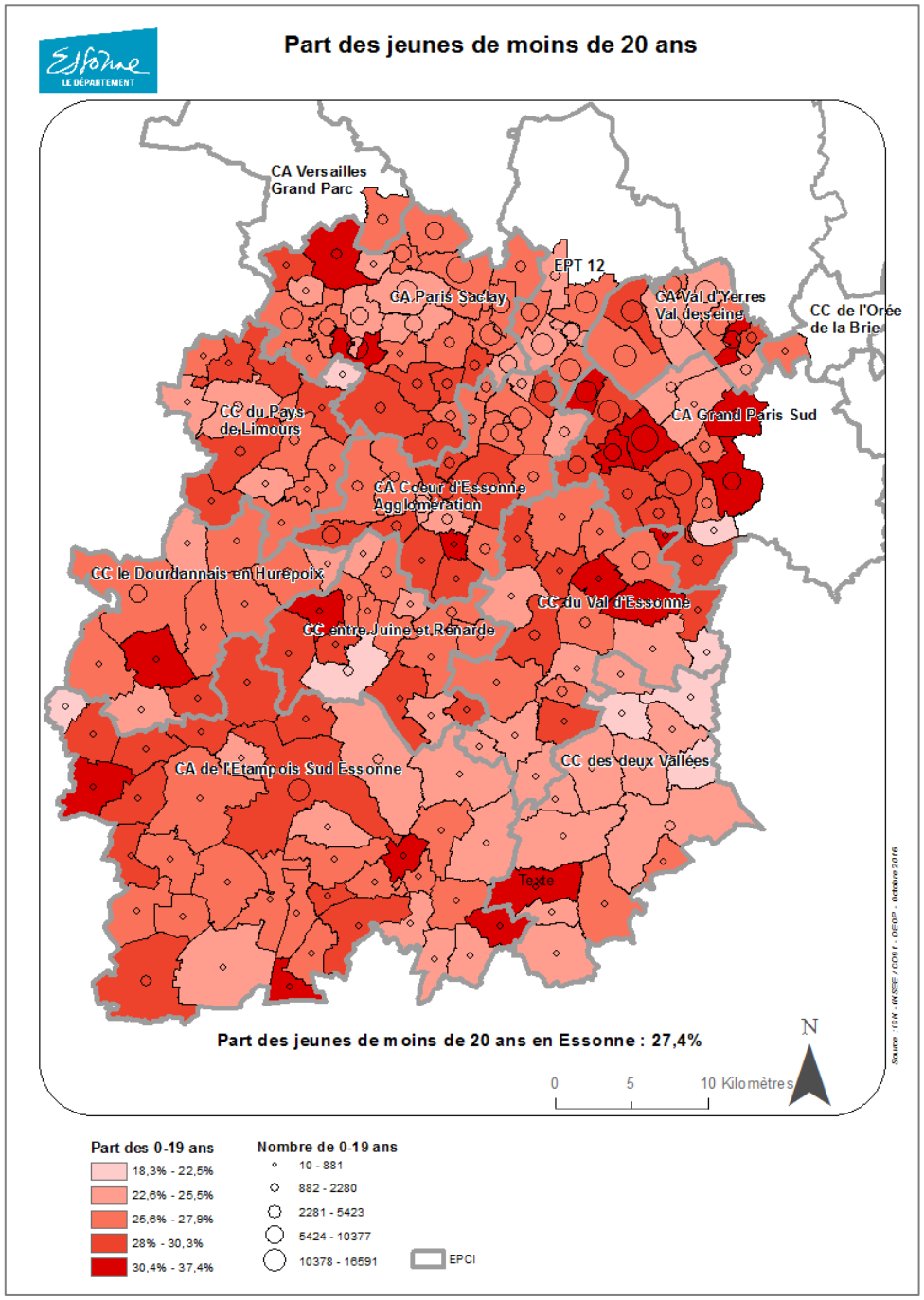


Source : Insee, RP 2013

Part et évolution des jeunes de moins de 20 ans entre 2008 et 2013

	Part des 0-19 ans en 2008 (%)	Part des 0-19 ans en 2013 (%)	Evolution des 0-19 ans sur 2008-2013
Essonne	**27,5%**	**27,4%**	**3,6%**
Métropole Gd Paris	24,2%	24,3%	2,6%
Grande Couronne	28,0%	27,7%	1,9%
Île-de-France	25,8%	25,8%	2,3%

Source : Insee, RP 2008 et 2013



1.3.2. Un département concerné à la fois par la hausse du nombre de personnes âgées et par le vieillissement

Malgré son dynamisme et sa jeunesse, le département connaît à la fois un phénomène de gérontocroissance (c'est-à-dire une hausse du nombre de personnes âgées résidant en Essonne) et un vieillissement de sa population (c'est-à-dire une augmentation de la proportion de personnes âgées), à l'instar des autres départements de la Grande couronne.

L'Essonne présente en 2013 un taux de personnes âgées de plus de 60 ans supérieur à celui de la région (19% contre 18,8%), à hauteur de celui de la MGP et un peu supérieur à celui de la Grande couronne (18,7%).

Entre 2008 et 2013, l'Essonne a connu une croissance des personnes âgées de 60 ans et plus supérieure à celle de la région (+14,4% contre +12,3%), mais inférieure d'un point à celle de la Grande couronne. En parallèle, le poids des 60 ans et + dans la population totale s'est renforcé.
Si la plupart des communes essonniennes (85%) sont marquées par un accroissement du nombre de personnes âgées depuis 2008, elles connaissent des dynamiques différentes.

Part et évolution des seniors entre 2008 et 2013

	Part des 60 ans et + en 2008 (%)	Part des 60 ans et + en 2013 (%)	Part des 75 ans et + en 2013 (%)	Evolution des 60 ans et + entre 2008 et 2013
Essonne	17,2%	**19,0%**	6,6%	14,4%
MGP	**17,6%**	19,0%	**6,9%**	9,9%
GC	16,7%	18,7%	6,4%	**15,4%**
IdF	17,2%	18,8%	6,7%	12,3%

Source : Insee, RP 2008 et 2013

Si l'on combine les deux indicateurs suivants – le poids des personnes âgées de plus de 75 ans en 2013 et l'évolution de leur part entre 2008 et 2013 – on distingue des entités territoriales différenciées :

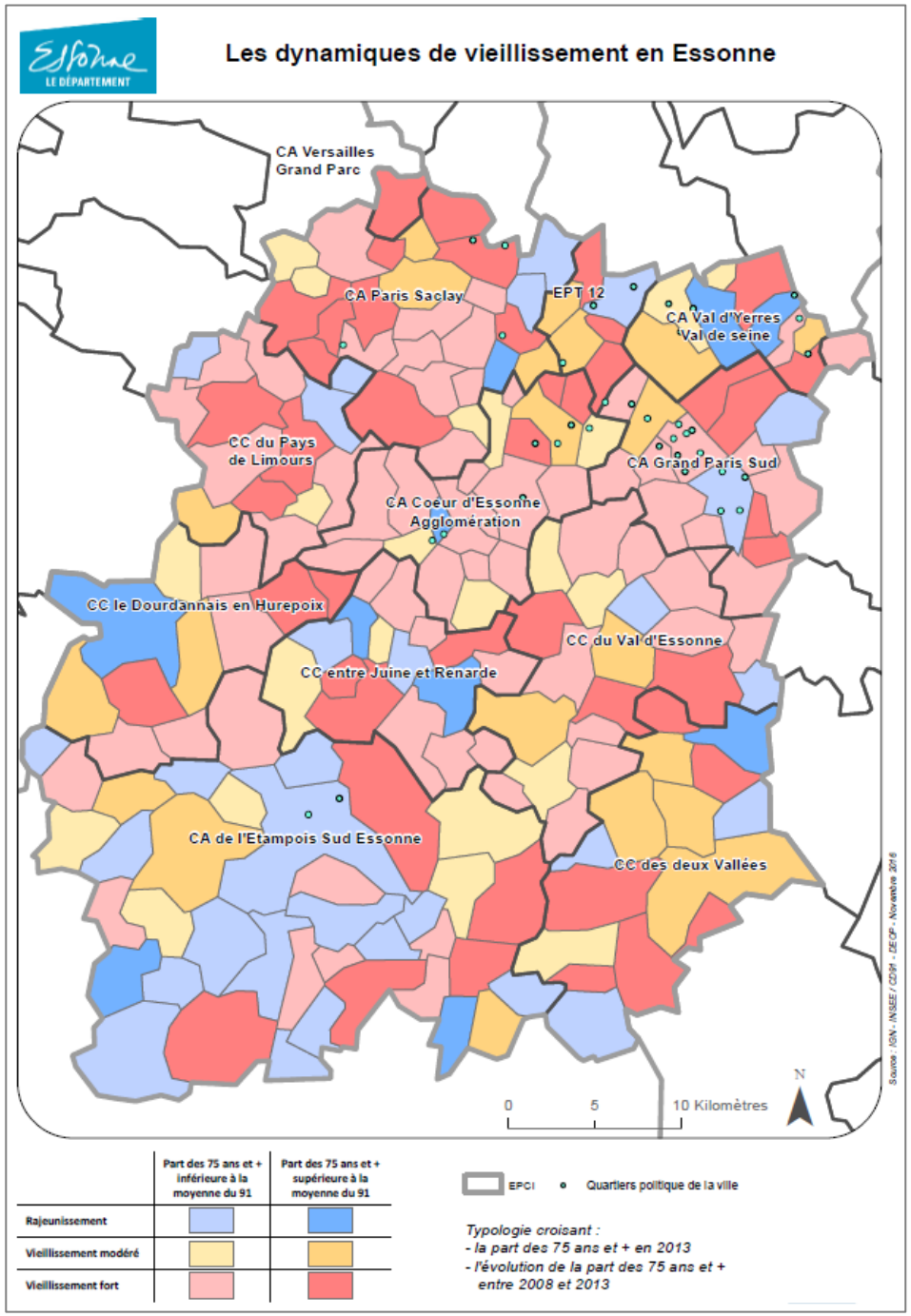
- Une zone nord-ouest qui vieillit, car l'accès au logement y reste difficile compte tenu des prix des logements élevés, ne permettant ni une fluidité des parcours résidentiels ni une offre suffisante pour l'installation d'un nombre important de jeunes ménages ;
- Une large bande centrale, partant de la CC du Pays de Limours jusqu'à la CC du Val d'Essonne, qui reste « jeune » mais qui aujourd'hui voit croître la part des plus âgés dans la population ;
- Des communes où se localisent les quartiers de la politique de la ville qui pour partie semblent « rajeunir » et pour d'autres (Corbeil, Grigny, Massy) voient leur population sénior « peser » d'avantage ;
- Pour la partie rurale, deux logiques s'observent : le sud-ouest du département, au sud d'Etampes et à Dourdan, qui semble « rajeunir », illustrant la redynamisation des secteurs ruraux par leur capacité à accueillir de jeunes ménages, tandis que le sud-est, moins « jeune» » et où la part des plus de 75 ans progresse.

Evolution de l'indice de jeunesse5 en Ile-de-France

	2008	2013	Evolution 2008-2013 (%)
Essonne	1,60	1,45	-9,4%
Métropole Gd Paris	1,37	1,28	-6,6%
Grande Couronne	1,68	1,48	-11,7%
Ile-de-France	1,50	1,37	-8,9%

Source : Insee, RP 2008 et 2013

[5] L'Indice de jeunesse est le rapport entre la population âgée de moins de 20 ans et celle des 60 ans et plus.



Les deux phénomènes de gérontocroissance et de vieillissement se lisent dans l'évolution de l'indice de jeunesse : il est passé de 1,60 en 2008 en Essonne à 1,45 en 2013, soit une baisse de 9,4%, légèrement plus forte que celle de l'Île-de-France (-8,9%), mais moins que la Grande couronne dans son ensemble (-11,7%). Ces phénomènes ont vocation à s'accélérer dans les prochaines décennies, en raison de l'avancée en âge de la génération du baby-boom et de l'augmentation de l'espérance de vie.

1.3.3. Dynamiques démographiques en Essonne à l'horizon 2030

Afin d'avoir une vision prospective sur les taux d'équipements et leur capacité à répondre aux besoins de demain, des projections démographiques ont été menées par l'IAU à l'horizon 2030, avec un état des lieux intermédiaire en 2023, date supposée d'achèvement du plan d'action du SDAASP. Elles intègrent les nouvelles projections de population de l'Insee pour la France à l'horizon 2020, publiées début novembre 2016, qui impliquent un vieillissement plus important de la population française. Deux scénarios ont ainsi été étudiés pour l'Essonne.

➢ ***Présentation des deux scénarios***

Le premier scénario, dit « tendanciel », s'inscrit dans la poursuite des dynamiques démographiques observées depuis 2007 et repose sur les hypothèses suivantes :

- maintien des taux de fécondité par âge de la mère au niveau moyen observé au cours des 5 dernières années connues en Essonne : cette hypothèse conduit à un indice synthétique de fécondité de 2,2 enfants par femme tout au long de la période de simulation ;
- évolution des quotients de mortalité par sexe et âge détaillé sur la base du scénario central de l'Insee (nov. 2016) : l'espérance de vie à la naissance passe de 79,9 à 86,5 ans entre 2012-2014 et 2040 chez

les hommes en Essonne (79,9 à 86,7 ans en Île-de-France) et de 85,1 à 89,8 ans chez les femmes (85,2 à 90,2 ans en Île-de-France) ;

- taux de migrations par sexe et âge détaillé de la période 2006-2013 retenus puis corrigés des évolutions attendues de la construction de logements en Essonne entre 2013 et 2030 (par rapport à 2006-2013) dans un scénario tendanciel de construction conduisant à une hausse de 37 000 logements / an en Île-de-France d'ici à 2030.

Le deuxième scénario, dit « volontariste », repose sur les mêmes hypothèses de fécondité et de mortalité que le scénario tendanciel mais prend en compte des migrations plus importantes du fait de l'intégration des orientations de construction du SDRIF établissant une hausse de 53 000 logements chaque année en Île-de-France.

➢ ***Une augmentation de la population d'au moins 9 % à attendre sur la période 2013-2030***

En 2013, date du dernier recensement, la population totale de l'Essonne s'élevait à 1 253 931 personnes.

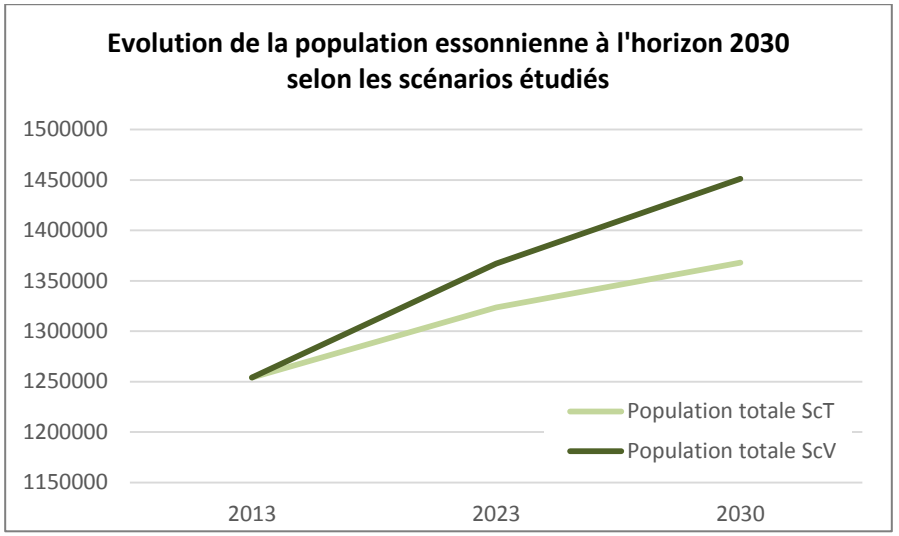
En 2030, la population totale en Essonne est estimée :

- à environ 1 367 940 individus selon le scénario tendanciel, soit une hausse de la population de 9,1% sur la période 2013-2030 avec un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 0,51 % : le rythme de croissance serait plus important sur 2013-2023, avec un TCAM estimé à 0,54% qu'entre 2023 et 2030 (TCAM estimé à 0,47 %) ;
- à environ 1 451 324 personnes selon le scénario volontariste, soit une augmentation de la population d'environ 16% sur la période 2013-2030 avec un TCAM établi à 0,86 % avec des TCAM relativement constants sur la période 2013-2023 et 2023-2030.

Projections de population à l'horizon 2030

	2013	2030 Scénario tendanciel (ScT)	2030 Scénario volontariste (ScV)
Essonne	1 253 931	1 367 940	1 451 324
Île-de-France	11 959 807	12 815 000	13 155 000

Source : IAU îdF, Insee, Driea



Source : IAU îdF, Insee, Driea

➢ ***Le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus pourrait augmenter de 40 % à l'horizon 2030***

Les deux scénarios de projection de la population essonnienne à l'horizon 2030 confirment un vieillissement de la population au-delà de 60 ans avec l'arrivée des baby-boomers dans les âges élevés.

Selon le scénario dit « tendanciel » (poursuite des tendances actuelles) :

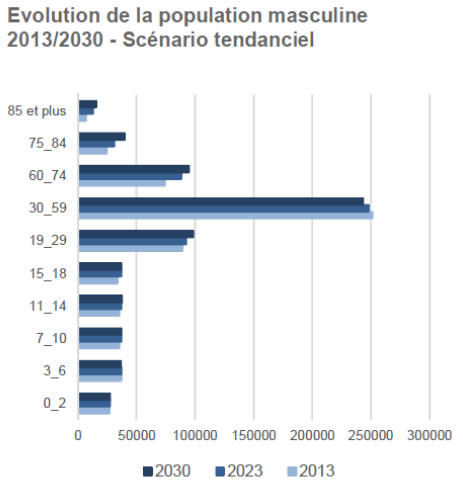
- Le nombre de personnes de 60 ans et plus pourrait augmenter de 38% à l'horizon 2030 (soit environ 89 280 individus en plus) avec un TCAM[6] établi à plus de 2% sur 2013-2023 puis le phénomène se ralentirait entre 2023 et 2030 avec un taux de 1,7% ;
- Une augmentation du nombre de jeunes (moins de 18 ans) serait aussi à noter avec une hausse de 6 % sur la période 2013-2030 (soit environ 19 200 individus en plus sur cette période) et un TCAM établi aux alentours de 0,5% pour la période 2013-2023 puis un fort ralentissement entre 2023 et 2030 avec un taux à 0,13% ;
- La classe des 19-59 ans devrait peu évoluer avec une croissance estimée à 1% sur la période 2013-2030 (soit 5 520 personnes environ) : cette croissance se retrouverait sur la période 2023-2030 (TCAM à 0,10%) mais elle serait très faible sur 2013-2023 (0,01%).

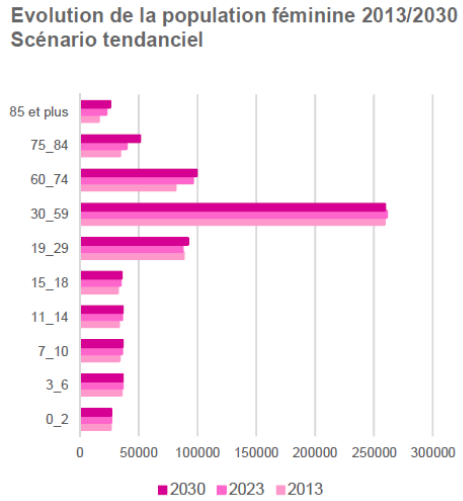
Selon le scénario dit « volontariste » (impact des migrations) :

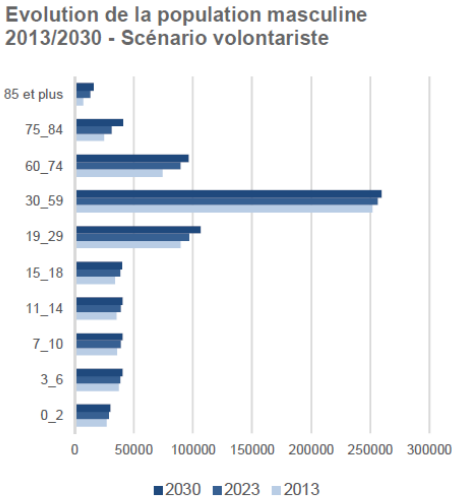
- Le nombre de personnes de 60 ans et plus augmenterait de 40% à l'horizon 2030 (+ 94 200 individus) avec un TCAM établi à 2,1% sur la période 2013-2023 puis un phénomène qui se ralentirait entre 2023 et 2030 avec un taux de 1,8% ;
- Une augmentation plus importante du nombre de jeunes (moins de 18 ans) serait à considérer dans ce scénario avec une hausse de 14% sur la période 2013-2030 (+ 47 000 individus) et un TCAM établi aux alentours de 0,90% pour la période 2013-2023 puis un ralentissement entre 2023 et 2030 avec un taux estimé à 0,64% ;
- Les 19-59 ans connaitraient dans ce scénario une hausse de 8% sur la période 2013-2030 (+ 56 100 personnes) : cette augmentation serait plus importante sur la période 2023-2030 avec un TCAM de 0,6% que sur la période 2013-2023 (0,4%).

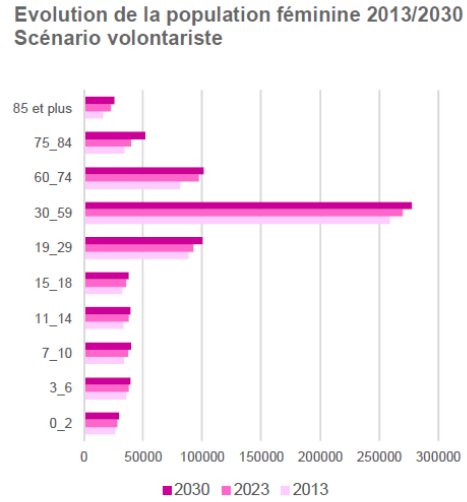
[6] TCAM = taux de croissance annuel moyen (exprimé en pourcentage)

L'adaptation des équipements face à cette croissance de population semble donc primordiale avec une hausse de la population de + 114 000 personnes entre 2013 et 2030 selon le scénario tendanciel ou + 197 400 selon le scénario volontariste.









Source : Insee, Driea, IAU îdF

La répartition des personnes d'âge actif (51 %) et des mineurs (25 %) reste relativement comparable à la situation 2013, celle des plus de 60 ans augmente considérablement et représenterait, en 2030, près de 24 % de la population totale contre 19 % en 2013. La croissance serait particulièrement marquée pour les 85 ans et plus, avec une augmentation de la population aux alentours de 78 % dans le scénario tendanciel par rapport à la situation de 2013, soit plus de 18 000 personnes, posant la question de l'offre en EHPAD dans le département.

Ce constat s'avère similaire, dans une moindre mesure, pour les jeunes de moins de 18 ans avec une population en nette augmentation de + 19 200 individus dans le scénario tendanciel et + 47 000 dans le scénario volontariste. La classe qui augmente le plus à l'horizon 2030 est celle des 15-18 ans (10 % soit 6 960 individus dans le scénario tendanciel et +18 % dans le scénario volontariste, soit +11 760 personnes), entrainant des besoins supplémentaires à prévoir en lycées notamment.

1.3.4. L'Essonne concernée par le desserrement des ménages et la hausse des ménages[7] d'une seule personne

La taille moyenne des ménages essonniens en 2013 (2,50 personnes) est proche de celle de la Grande couronne (2,53), mais supérieure à celle de la région (2,33). Cette taille moyenne plus élevée en Essonne, comme en Grande couronne, est le reflet de la structure de la population (part plus importante de familles avec enfants), de la fonction résidentielle de ces territoires pour les familles accédant à la propriété et du poids de l'habitat individuel, qui représente la moitié des résidences principales en Essonne.

[7] D'après l'Insee, de manière générale, un ménage – au sens statistique du terme – désigne l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté (en cas de cohabitation, par exemple). Un ménage peut être composé d'une seule personne.

Après une période de baisse régulière (2,78 en 1990), la taille moyenne des ménages s'est globalement stabilisée depuis la fin des années 2000 tandis que le nombre total de ménages essonniens s'est accru de 5,3%.

Evolution de la taille des ménages

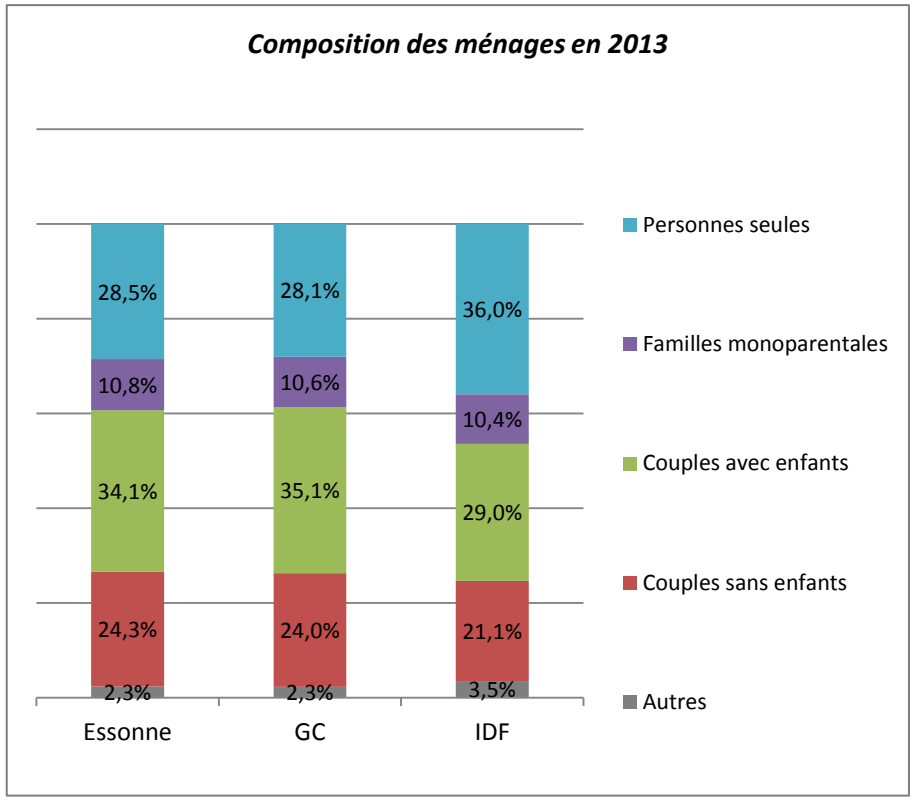
	Taille moyenne des ménages en 2013	Evolution de la taille des ménages 2008-2013 (%)
Essonne	2,50	-1,0%
Île-de-France	2,33	-0,2%
Grande Couronne	2,53	-1,4%
France métropolitaine	2,24	-1,8%

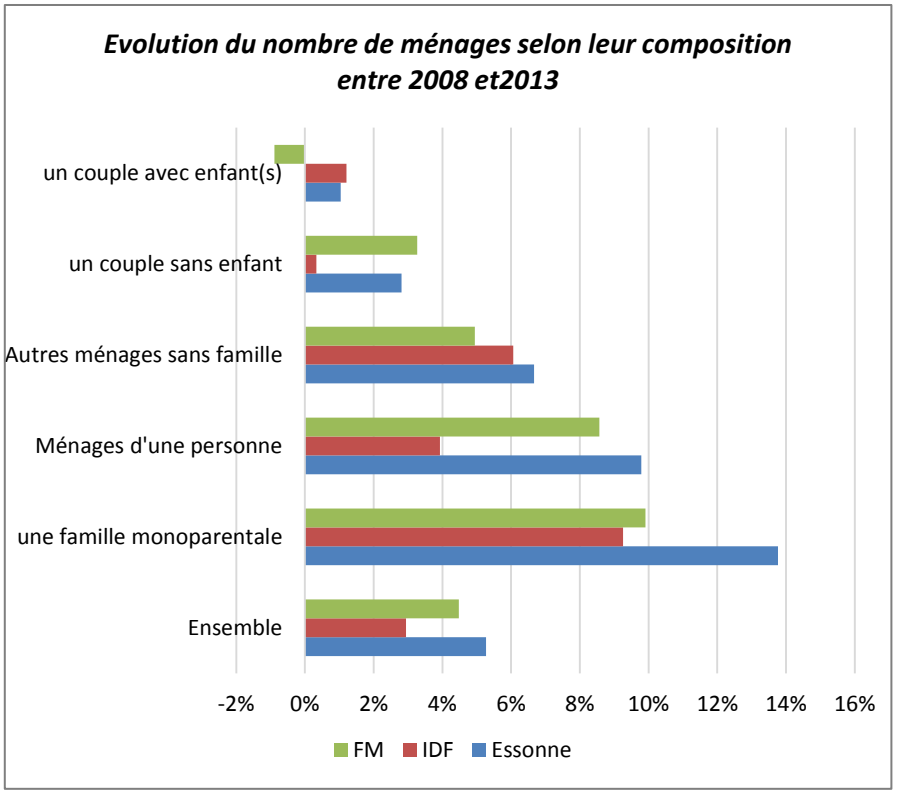
Source : Insee, RP 2008 et 2013

La structure des ménages essonniens est similaire à celle des départements de grande couronne. En 2013, l'Essonne compte 489 194 ménages, parmi lesquels 34% de couples avec enfants, entre un quart et un tiers de personnes seules et 11% de familles monoparentales.

En comparaison, la composition des ménages franciliens comprend une part plus importante de personnes seules (36%) et de couples sans enfants (29%), du fait de la structure singulière des ménages parisiens.

L'Essonne a connu entre 2008 et 2013 une augmentation du nombre de ses ménages (toutes tailles confondues) de plus de 5,3% (+ 3% en Île-de-France). Cette hausse provient essentiellement de l'accroissement du nombre de familles monoparentales (+13,8%) et de ménages composés d'une seule personne (+9,8%) qui s'explique notamment par le vieillissement de la population.





Source : Insee, RP 2008 et 2013

1.4. Caractéristiques du parc de logements essonnien et des dynamiques de construction

1.4.1. Un parc de logements marqué par une majorité de propriétaires et un équilibre entre maisons et appartements

En 2013, l'Essonne compte 526 432 logements, ce qui représente 9,5% du parc francilien. Depuis 2008, le nombre de logements a progressé de 6,2%, une hausse supérieure à celle de la Grande couronne (+5,3%) et à celle de l'Île-de-France dans son ensemble (+3,5%). Seule la Seine-et-Marne a connu une hausse supérieure entre 2008 et 2013 (+7,0%).

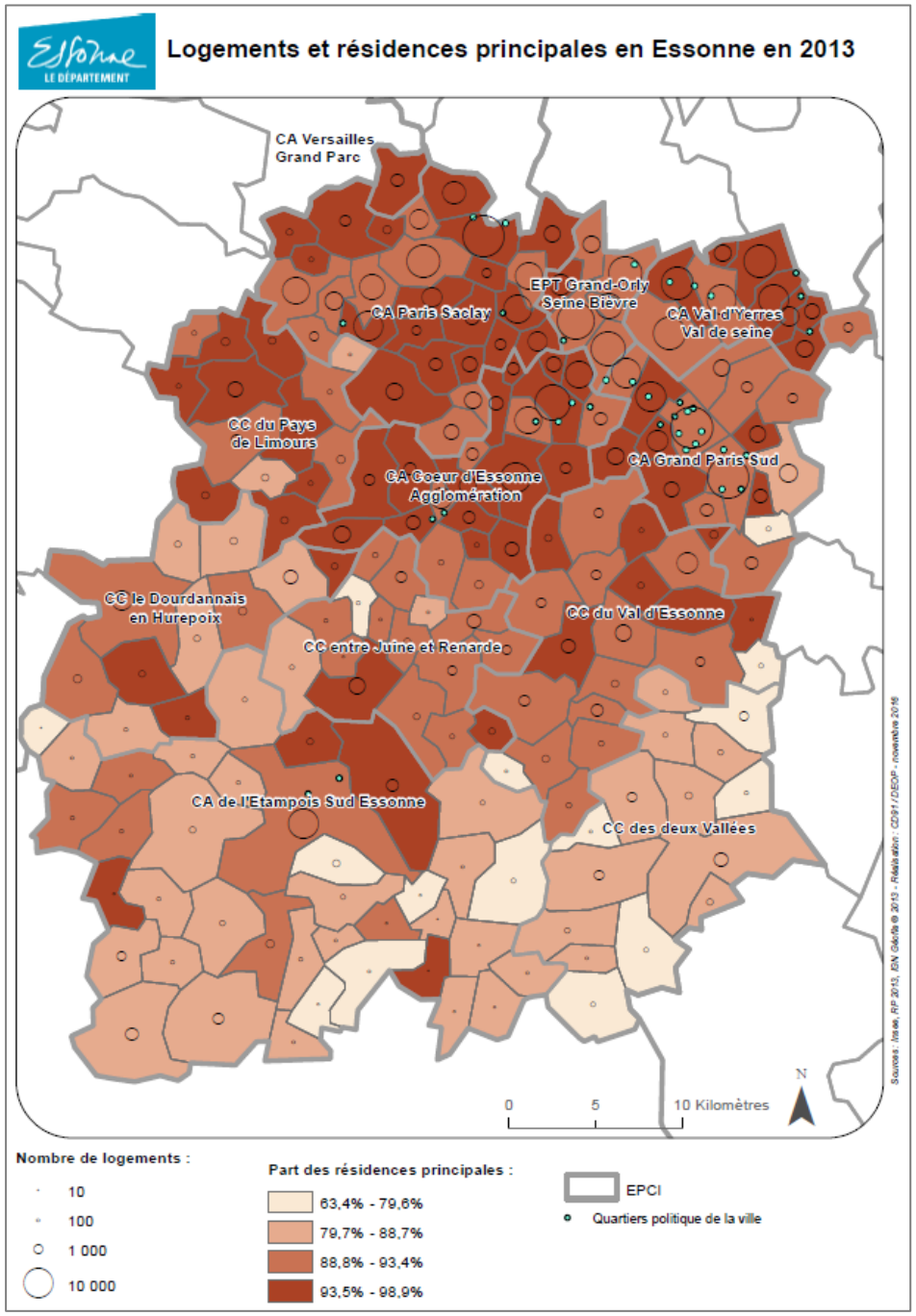
En 2013, le parc de logements essonnien est composé pour 92,9% de résidences principales, pour 5,7% de logements vacants et pour 1,4% de résidences secondaires et logements occasionnels. Cette répartition est assez similaire à celle de la Grande couronne et de l'Île-de-France.

Répartition par nature des logements en Île-de-France en 2013

	Nombre de logements	Nombre de résidences principales	Part des résidences principales	Part des résidences secondaires	Part des logements vacants
Essonne	526 433	489 170	92,9%	1,4%	5,7%
Grande couronne	2 197 509	2 027 132	92,2%	2,0%	5,8%
Ile-de-France	5 566 984	5 041 712	90,6%	3,2%	6,2%

Source : Insee, RP 2013, exploitation principale

Le parc essonnien, comme celui de la Grande couronne, est caractérisé par une répartition équilibrée entre les logements individuels (48,3%) et les logements collectifs (50,5%) ; alors que le parc francilien comprend



une plus faible part de logements individuels (26,7%) en raison de la nette domination des logements collectifs à Paris et en Petite couronne.

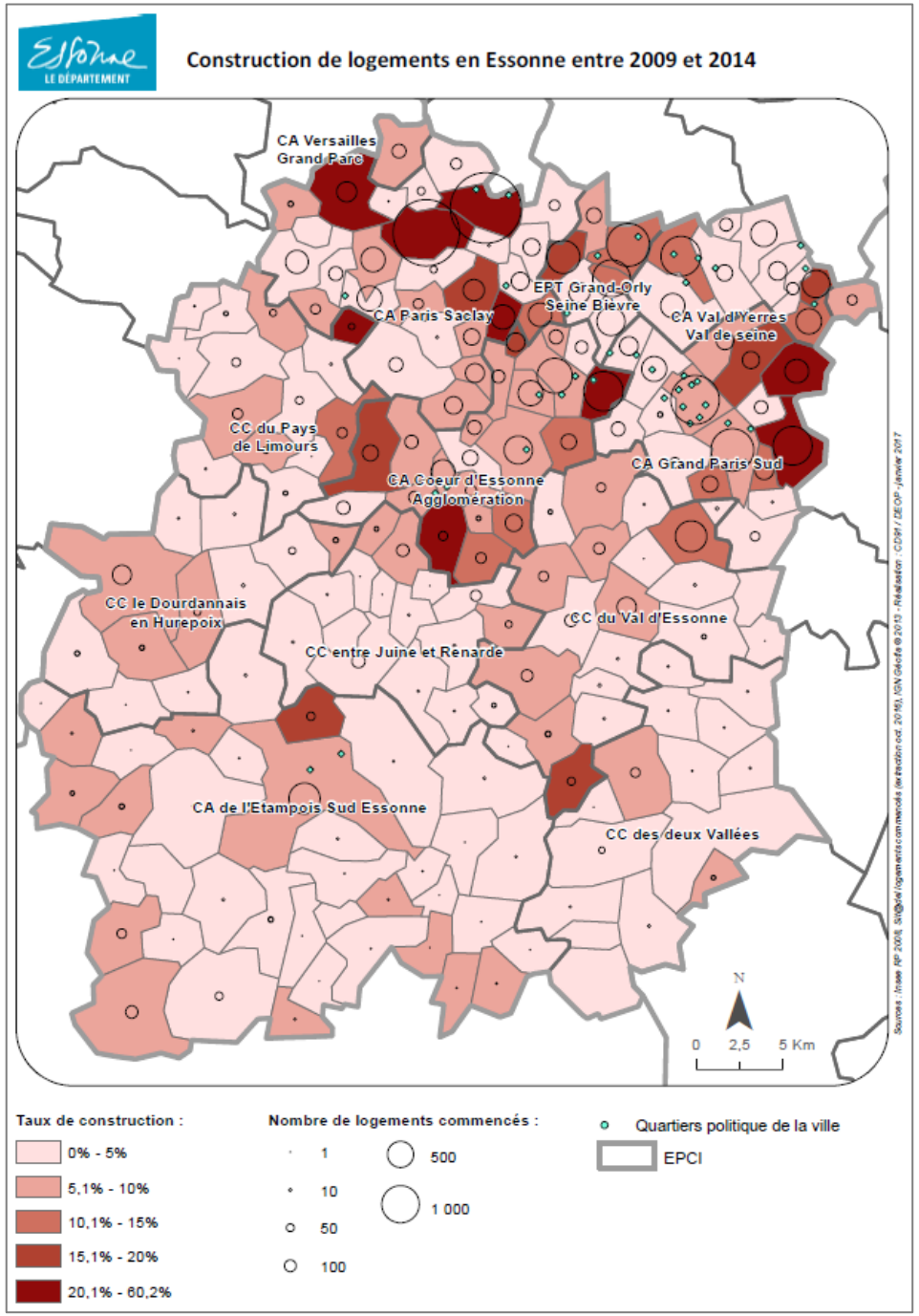
L'Essonne, comme le reste de la Grande couronne, compte une majorité de propriétaires : 60,4% des résidences principales y sont occupées par leur propriétaire (contre 47,5% en moyenne en Île-de-France), 19,5% sont occupées par des locataires privés et 18,3% sont des HLM.

1.4.2. L'Essonne, l'un des départements les plus contributifs à la production de logements en Île-de-France

Dans un contexte francilien marqué par l'insuffisance de la construction depuis la fin des années 1990 d'une part, et le net décrochage entre l'évolution du coût des logements et les revenus des ménages d'autre part, l'Essonne se démarque comme l'un des départements les plus contributifs (derrière la Seine-et-Marne) avec une production de 25%8 du total de la construction francilienne depuis les années 2000.

En Essonne, la production de logements qui avait augmenté en moyenne de 4 760 logements par an entre 2000 et 2009, a connu un regain à partir de l'année 2010 avec une production annuelle moyenne de 6 032 logements de 2009 à 2014. Elle reste néanmoins largement inférieure à l'objectif TOL qui fixe une production de 9 329 logements par an.

On observe une diminution de la production en 2014, avec seulement 4 960 logements produits. Cependant l'augmentation des autorisations délivrées en 2014 (+16,8%) devrait amorcer une reprise en 2015.



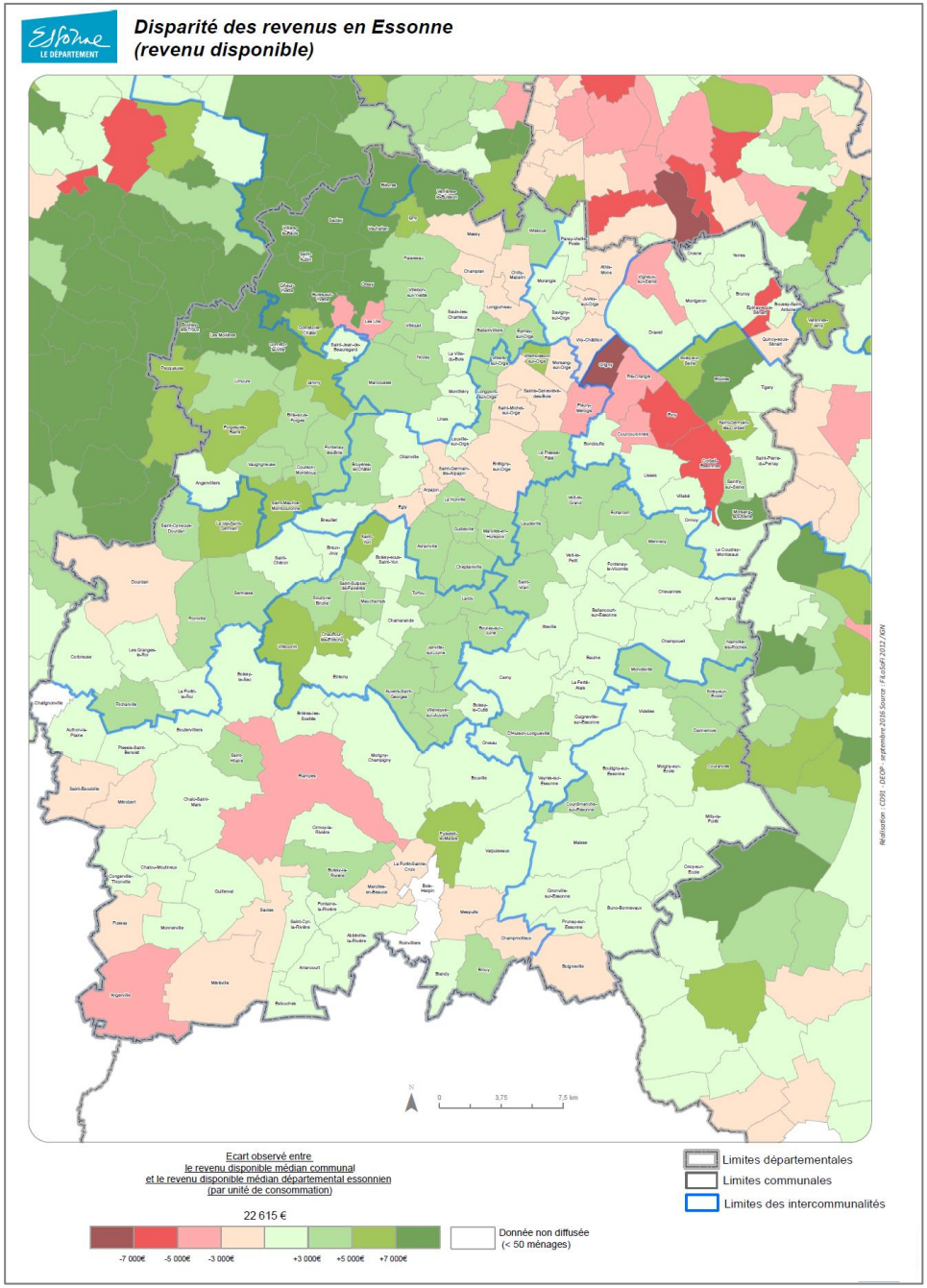
[8] Source : Diagnostic SRHH de l'hébergement, IAU îdF, juillet 2015

1.5. Des disparités territoriales et sociales qui persistent malgré des indicateurs socio-économiques favorables en Essonne

En 2012, 15 % des Franciliens vivent en-dessous du taux de pauvreté, soit avec un revenu mensuel inférieur à 990 euros. L'Essonne se place au 4ème rang des départements franciliens les moins pauvres avec un taux de pauvreté égal à 12%, inférieur au taux de pauvreté de la France métropolitaine (14%).

Le revenu médian disponible essonnien en 2012 est de 22 615 € par Unité de Consommation alors que celui de la région est de 22 180. Cependant, le territoire connait d'importantes disparités de revenu liées notamment à des concentrations de situations économique et sociales difficiles et localisées.

Dans le nord-est se concentrent des populations à faibles revenus et plus fortement dépendantes aux prestations sociales. Dans le Nord-ouest résident des catégories socioprofessionnelles plus aisées, néanmoins s'y trouvent aussi des poches de précarité. Le Sud est un territoire plus rural qui attire des familles moins exposées à la pauvreté. Cependant, l'éloignement des infrastructures et l'isolement des personnes peuvent fragiliser les conditions de vie de ces ménages.



1.6. Politique de la ville

Le 30 décembre 2014, l'Etat a publié par décret la liste des nouveaux quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville (dans le cadre de la Loi Lamy adopté le 21 février 2014). La définition de ces quartiers et de leurs contours a été réalisée sur la base d'un carroyage de l'Insee et un indicateur unique de concentration des ménages précaires.

Cette nouvelle géographie s'accompagne d'un contrat de ville élaboré à l'échelle intercommunale qui associe l'ensemble des partenaires.

Parallèlement à la définition de cette nouvelle géographie, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) a publié la liste des quartiers dits « d'intérêt national » qui bénéficieront du nouveau programme de renouvellement urbain.

Une liste complémentaire de quartiers dits « d'intérêt régional » a été publiée en juin 2015.

Les quartiers « d'intérêt national » faisant l'objet du nouveau programme de renouvellement Urbain :

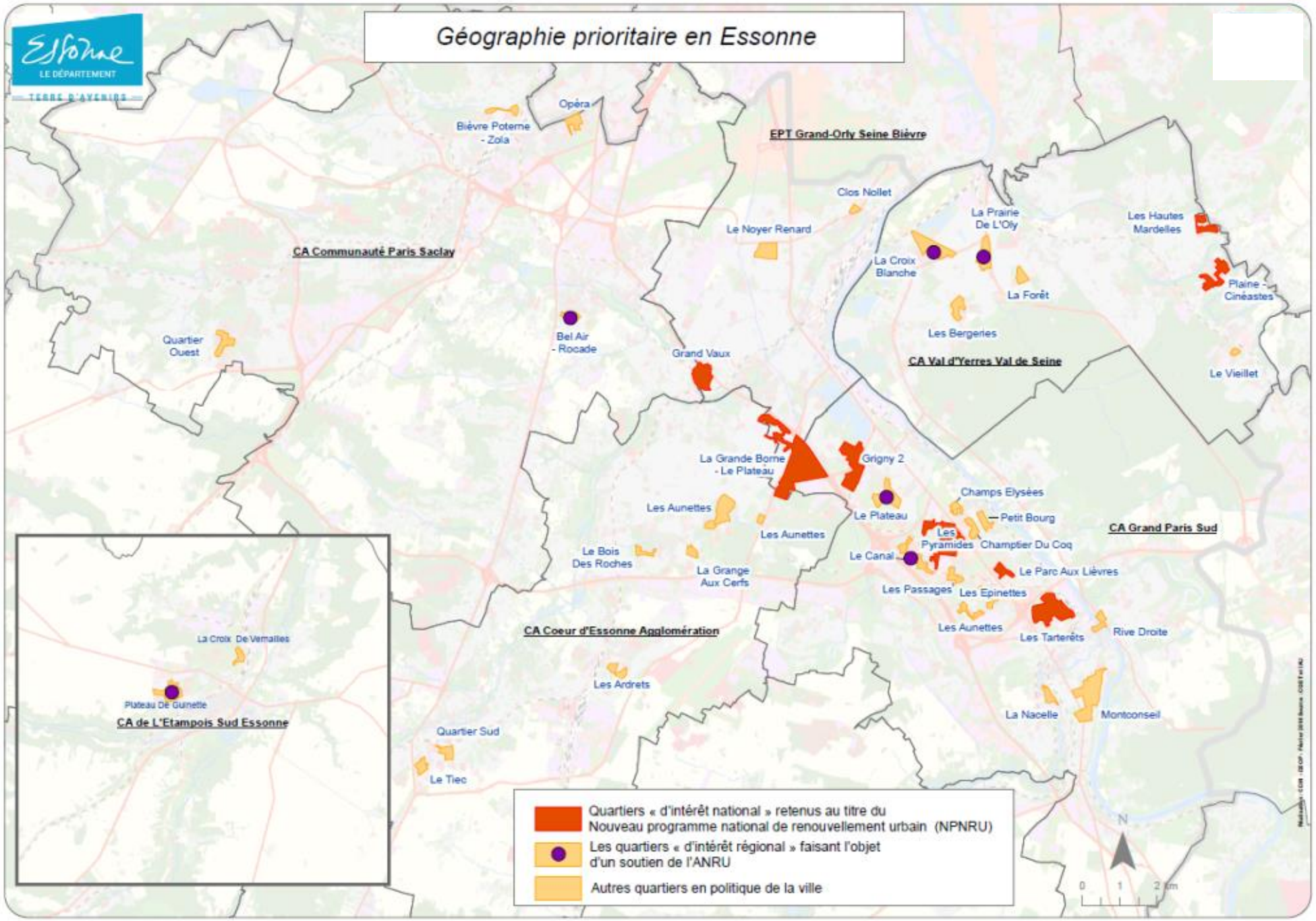
- Evry : Pyramides-Bois Sauvage et Parc aux lièvres
- Grigny : Grigny 2
- Grigny / Viry-Chatillon : Grande Borne – Plateau
- Corbeil-Essonnes : Les Tarterêts
- Epinay-Sous-Sénart : Plaine – Cinéastes
- Brunoy : Hautes Mardelles ;
- Savigny-sur-Orge : Grand Vaux

Les quartiers « d'intérêts régional » faisant l'objet d'un soutien de l'ANRU:

- Ris-Orangis : Le Plateau
- Courcouronnes : Le Canal
- Longjumeau : Bel Air – Rocade
- Vigneux-sur-Seine : Croix Blanche
- Vigneux-sur-Seine / Montgeron : Prairie de l'Oly
- Etampes : Plateau de Guinette

Les autres quartiers en politique de la ville :

- Athis-Mons : Noyer Renard et Clos Nollet
- Evry : Champtier du Coq, Les Aunettes, Passages, Les Epinettes, Champs Elysées, Petit Bourg
- Massy : Grand-Ensemble/Opéra, Villaine/Bièvre-Poterne
- Les Ulis : Quartier Ouest
- Corbeil-Essonnes : Montconseil-Ermitage, La Nacelle, Rive Droite
- Draveil / Vigneux-sur-Seine : Les Bergeries
- Montgeron : La forêt
- Sainte-Geneviève-des-Bois : Les Aunettes, La Grange aux Cerfs
- Saint-Michel-sur-Orge : Bois des Roches
- Fleury-Merogis : Les Aunettes
- Bretigny-sur-Orge : Les Ardrets
- Quincy-sur-Sénart : le Vieillet
- Arpajon : Quartier Sud
- Egly, Arpajon : Le Tiec
- Etampes : Croix de Vernailles


Géographie prioritaire en Essonne
Essonne
LE DÉPARTEMENT
TERRE D'AVENIRS
EPT Grand-Orly Seine Bièvre
CA Communauté Paris Saclay
CA Val d'Yerres Val de Seine
CA Grand Paris Sud
CA Coeur d'Essonne Agglomération
CA de L'Etampois Sud Essonne
Opéra
Bièvre Poterne - Zola
Clos Nollet
Le Noyer Renard
La Prairie De L'Oly
Les Hautes Mardelles
La Croix Blanche
La Forêt
Plaine - Cinéastes
Les Bergeries
Le Vieillet
Quartier Ouest
Bel Air - Rocade
Grand Vaux
La Grande Borne - Le Plateau
Grigny 2
Champs Elysées
Le Plateau
Petit Bourg
Les Aunettes
Les Pyramides
Champtier Du Coq
Le Bois Des Roches
Le Canal
La Grange Aux Cerfs
Le Parc Aux Lièvres
Les Passages
Les Epinettes
Les Aunettes
Les Tarterêts
Rive Droite
La Croix De Vernailles
Plateau De Guinette
Les Ardrets
La Nacelle
Montconseil
Quartier Sud
Le Tiec
Quartiers « d'intérêt national » retenus au titre du Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU)
Les quartiers « d'intérêt régional » faisant l'objet d'un soutien de l'ANRU
Autres quartiers en politique de la ville
N
0 1 2 km

1.7. Une mobilité essonnienne en majorité automobile qui se réalise souvent à proximité du domicile pour le quotidien[9]

1.7.1. Une moyenne de 4 déplacements par jour pour chaque résident essonnien dans un périmètre qui reste celui du département

Le nombre moyen de déplacements d'un Essonnien de plus de 5 ans par jour est de 4,0 en 2010, contre 3,3 en 1976. Après Paris, l'Essonne est le département qui compte le nombre moyen de déplacements quotidiens le plus élevé avec celui des Yvelines.

Environ 78% des déplacements effectués par les Essonniens sont internes à l'Essonne, soit 3,5 millions sur 4,34 millions de déplacements journaliers.

1.7.2. Une mobilité qui demeure largement automobile en Essonne

Les caractéristiques et l'évolution de la mobilité montrent une distinction de plus en plus forte entre Paris / Petite couronne et Grande couronne.

Alors que le poids de la voiture diminue à Paris / cœur d'agglomération, son usage reste largement majoritaire en Grande couronne, en particulier en Essonne. La voiture est le mode de déplacement privilégié pour les petites distances, en Essonne comme en Grande couronne.

Les déplacements en transports collectifs se concentrent majoritairement dans les territoires à forte densité urbaine. Le métro est le mode de déplacement le plus utilisé à Paris, tandis que le RER / le train permettent d'assurer les liaisons radiales entre Paris / le cœur d'agglomération et le reste de l'Île-de-France, notamment pour les actifs de Grande couronne.

La marche constitue le premier mode de déplacements des Franciliens (39%), avec toutefois : ce chiffre masque néanmoins de fortes disparités entre Paris (52%), la Petite couronne (42%) et la Grande couronne (29%). Particulièrement pratiquée en zone urbaine dense (surtout Paris et dans une moindre mesure le cœur de métropole), la marche à pied voit sa pratique décroître fortement au fur et à mesure que l'on s'éloigne du centre et que les tissus urbains se font plus lâches.

Répartition des déplacements par mode en 2010

	Transports collectifs (hors RER)	RER	Voiture	2 roues motorisés	Autres (dont taxi)	Vélo	Marche à pied
Essonne	**5%**	**7%**	**59%**	**1%**	**0%**	**1%**	**26%**
Paris	28%	4%	10%	2%	1%	3%	52%
Grande couronne	8%	5%	55%	1%	0%	1%	29%
Petite couronne	15%	7%	33%	2%	0%	1%	42%
Île-de-France	15%	5%	38%	1%	0%	2%	39%

Source : EGT 2010 – STIF – OMNIL – DRIEA

1.7.3. Une nette baisse de la part des déplacements pour des motifs « contraints » (travail, études)

L'évolution des motifs de déplacements est le reflet de « l'évolution des modes de vie et des effets générationnels »[10]. Les déplacements

[9] Source : Enquête Globale Transport 2010 / STIF – OMNIL – DRIEA

[10] STIF / OMNIL / DRIEA / IAU, Fiche n°1 de l'Enquête Globale Transport (EGT) 2010 « La mobilité en Île-de-France »

contraints, en particulier les mobilités domicile-travail, voient leur part diminuer (22% des déplacements des Franciliens en 2001 contre 18% seulement en 2010), au profit des déplacements pour les loisirs, les achats ou encore l'accompagnement.

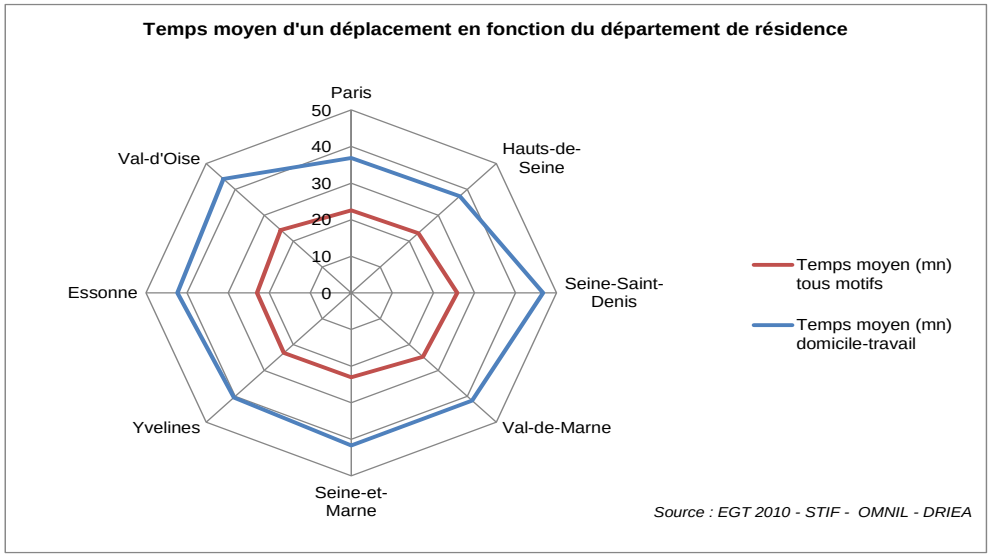
1.7.4. Des déplacements souvent courts et effectués à proximité du domicile, sauf pour le travail

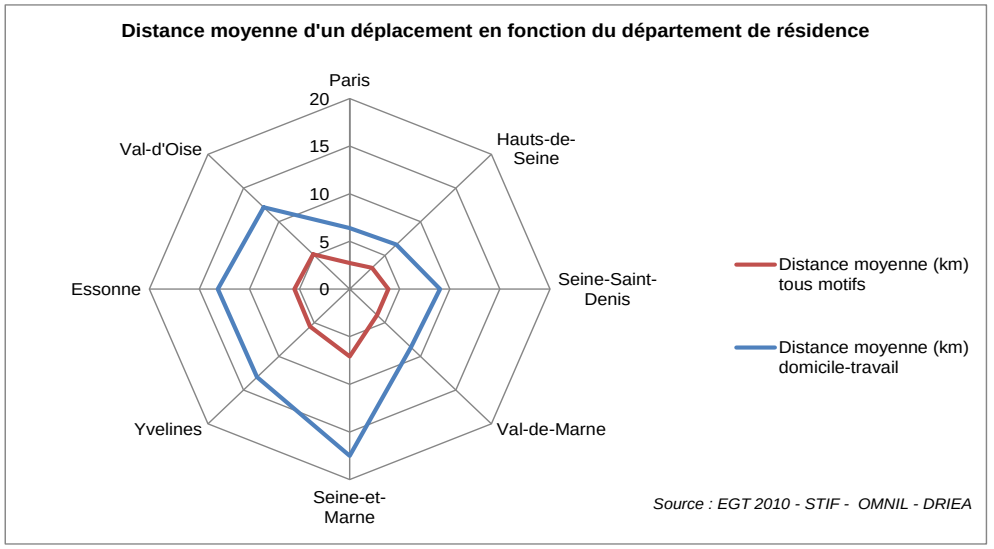
La majorité des déplacements des Essonniens, à l'instar de ceux des Franciliens, sont courts et effectués à proximité du domicile, excepté pour rejoindre le lieu de travail.

Si les déplacements tous modes confondus sont un peu plus longs en Grande couronne que la moyenne régionale (5,8 km contre 4,4 km), le lieu de résidence n'a pas d'impact significatif sur leur durée moyenne : 24 minutes en Grande couronne, soit un temps identique à la moyenne régionale.

Les principales différences s'observent à l'analyse des modes de déplacement, ainsi que des motifs.

Ainsi, les déplacements domicile-travail des Essonniens, à l'instar de ceux des autres résidents franciliens, ont une portée et une durée nettement plus importante que les déplacements tous motifs confondus : 13,2 km et 42 minutes, contre 5,5 km et 23 minutes. De même, quelle que soit la zone étudiée, les déplacements en TC sont les plus longs en termes de temps de transport, en particulier en Grande couronne (60 minutes).





1.7.5. Une concentration de plus en plus forte de l'emploi qui oriente les déplacements des résidents essonniens

S'ils ont perdu du poids dans l'ensemble des motifs de déplacements, les déplacements domicile-travail n'en restent pas moins structurants car ils représentent un investissement important en termes de temps passé à se déplacer (30% du temps quotidien) et de distances parcourues (41%).

En moyenne, près de 6 Essonniens sur 10 travaillent en Essonne[11] (57%) dont plus d'un tiers (35%) dans leur EPCI de résidence. On observe ainsi :

- 2 principaux pôles d'emploi au nord : Evry / Corbeil-Essonnes et Massy / Saclay / Les Ulis ;
- 1 pôle d'emploi intermédiaire au centre : Arpajon / Brétigny / Sainte-Geneviève-des-Bois ;
- 2 pôles d'emploi ruraux au sud : Etampes et Dourdan ;
- une zone interstitielle multipolarisée autour de Juvisy-sur-Orge).

Un autre tiers (35%) des Essonniens travaille dans la Métropole du Grand Paris, Paris étant 1ère destination de la majorité des actifs qui travaillent hors de l'Essonne, en particulier des résidents du nord et du nord-est de l'Essonne.
Les pôles d'emploi de petite couronne limitrophes exercent une attraction importante, notamment pour les résidents du nord / nord-est de l'Essonne : Orly / Rungis (Val-de-Marne) et Antony (Hauts-de-Seine).

On distingue 5 profils d'EPCI sur la base des navettes des actifs et de l'origine des actifs ayant un emploi en Essonne (cf. carte en page suivante) :

- Les pôles d'emploi nord-essonniens : ils constituent les seuls EPCI comptant plus d'emplois que d'actifs résidents. 44% des actifs résidents travaillent dans l'EPCI (part la plus haute).

- Le nord-est sous forte influence métropolitaine : Il existe une interdépendance entre les territoires du nord-est et la Métropole du Grand Paris, puisque 1 actif qui y réside sur 2 travaille au sein de la métropole.

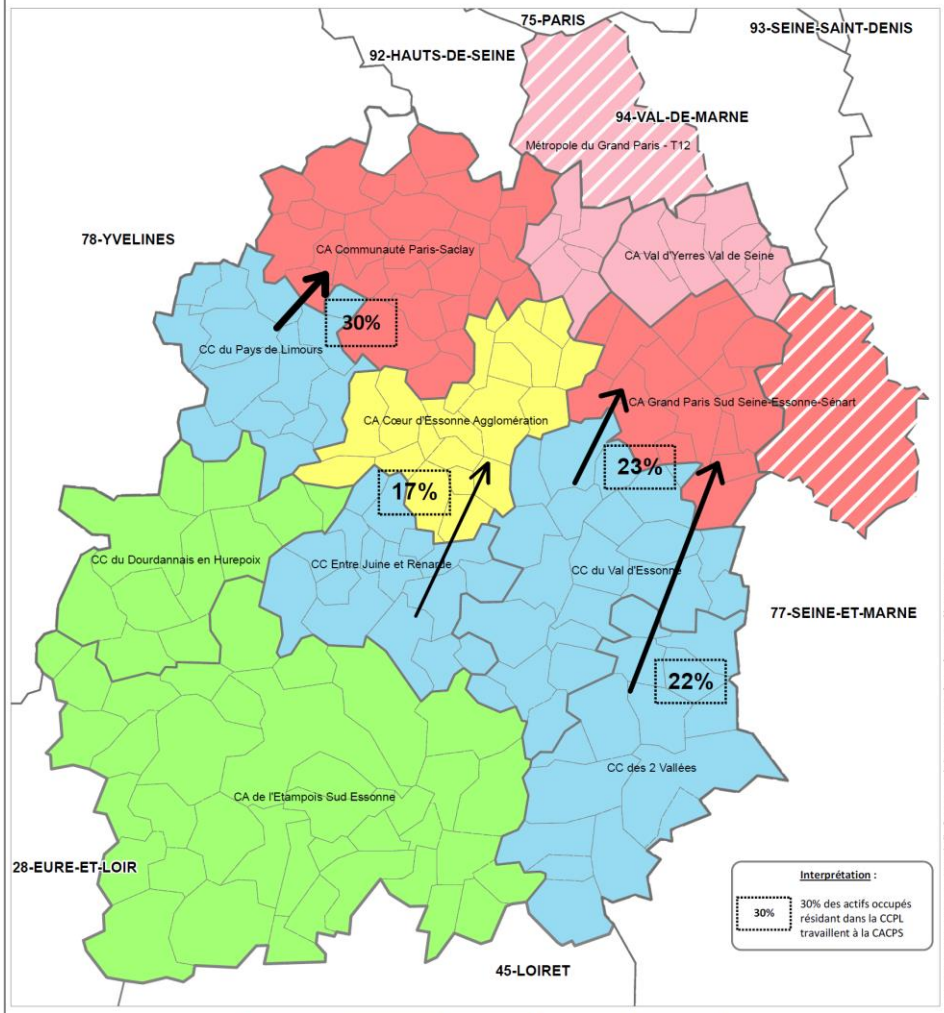
- La zone carrefour du Centre Essonne : elle présente un profil intermédiaire, avec un rapport emplois / actifs moyen et un équilibre dans la géographie des navetteurs (1/3 reste dans l'EPCI, 1/3 en Essonne, 1/3 part vers la MGP).

- Les territoires périurbains « d'hinterland résidentiel » (et leur pôle de rattachement) : ils ont un caractère résidentiel affirmé, marqué par le déséquilibre entre nombre d'emplois et nombre d'actifs résidents (49 pour 100).

- Les pôles ruraux du sud-ouest essonnien : ils présentent un fonctionnement plus endogène (de type centre bourg / périphérie). La part de navettes internes à l'EPCI et à l'Essonne y est assez élevée, et une forte part des emplois est pourvue par des actifs résidant dans l'EPCI (59%).

[11] Source : Insee, RP 2012

Cinq logiques de déplacements domicile-travail en Essonne



Sources : Insee RP 2012, IGN Géofla ® 2013 - Réalisation : CD91/DIDT/POPPT - février 2016

N.B: Seules les communes essonniennes ont été prises en compte dans le calcul des indicateurs	Profil 1 Pôles d'emploi essonniens	Profil 2 Influence métropolitaine	Profil 3 Centre carrefour	Profil 4 Hinterland résidentiel	Profil 5 Pôles ruraux
Indice de concentration de l'emploi (rapport emplois / actifs)	**1,08**	0,53	0,67	**0,49**	0,69
Part des navettes internes à l'EPCI	**44%**	26%	32%	**24%**	41%
Part des navettes internes à l'Essonne	57%	**43%**	63%	70%	**73%**
Part des navettes vers la MGP	34%	**50%**	31%	21%	**19%**
Part des emplois occupés par des actifs résidant dans l'EPCI	**41%**	49%	48%	50%	**59%**
Part des emplois occupés par des actifs résidant en Essonne	**67%**	75%	**84%**	82%	81%

2. L'OFFRE DE SERVICES

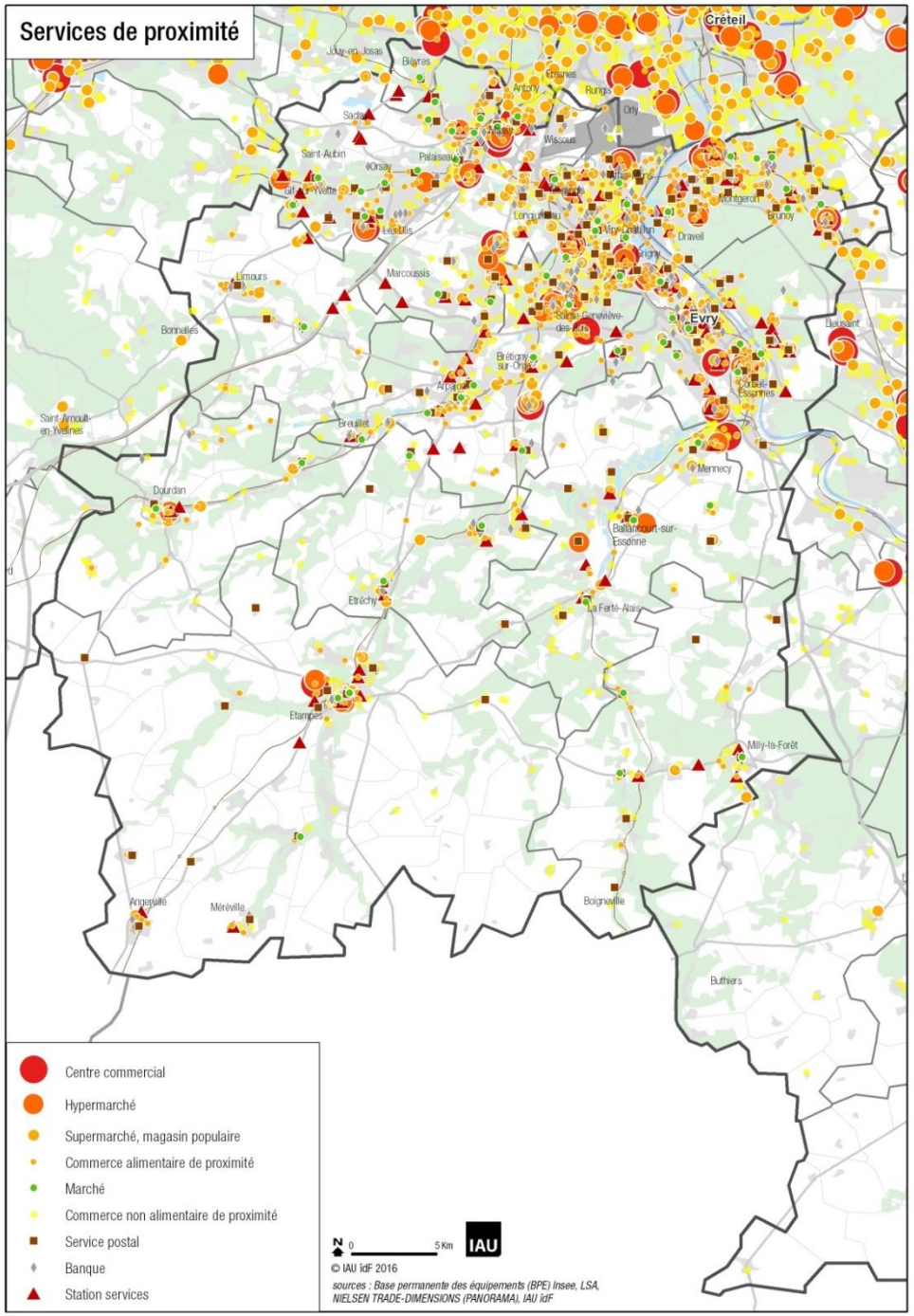
2.1. Services de proximité

Pour leurs achats quotidiens, les ménages ont tendance à privilégier de plus en plus la proximité de leur domicile. C'est la raison pour laquelle l'offre commerciale est davantage calée sur les lieux de résidence des ménages.

La dernière enquête globale transport de 2010 confirme ce constat puisque « les distances quotidiennes parcourues dans le périurbain se stabilisent pour tous les modes de déplacement laissant à penser que ses habitants exploitent de plus en plus les ressources de leur proximité »[12].

Dans le même temps, Internet progresse et change les comportements des consommateurs. L'enquête Région IAU menée en 2016 auprès des Franciliens montre la généralisation de l'achat en ligne quel que soit le lieu de résidence, que l'on habite en zone dense ou dans un autre territoire d'Île-de-France.

Néanmoins, les produits de consommation courante tels que les produits alimentaires ou de santé sont encore peu achetés sur internet : pour seulement 6 % des personnes interrogées, la dernière transaction a concerné ces produits et seulement 1 personne sur 5 a acheté un produit alimentaire par internet dans les 12 derniers mois.



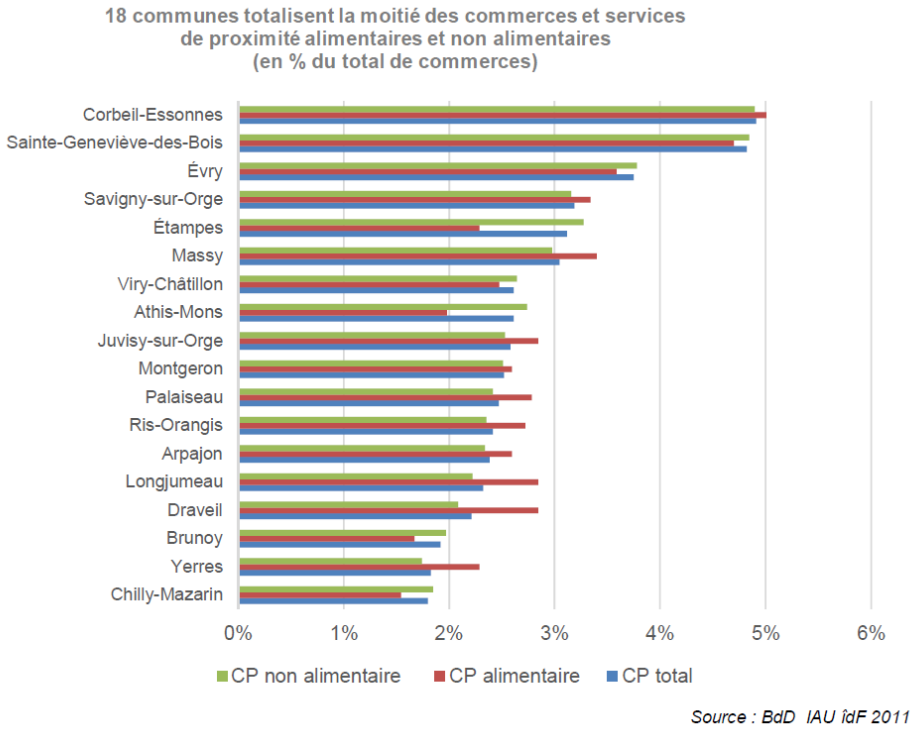
[12] Source : IAU

2.1.1. Une forte polarisation des commerces et services de proximité, notamment en zone dense

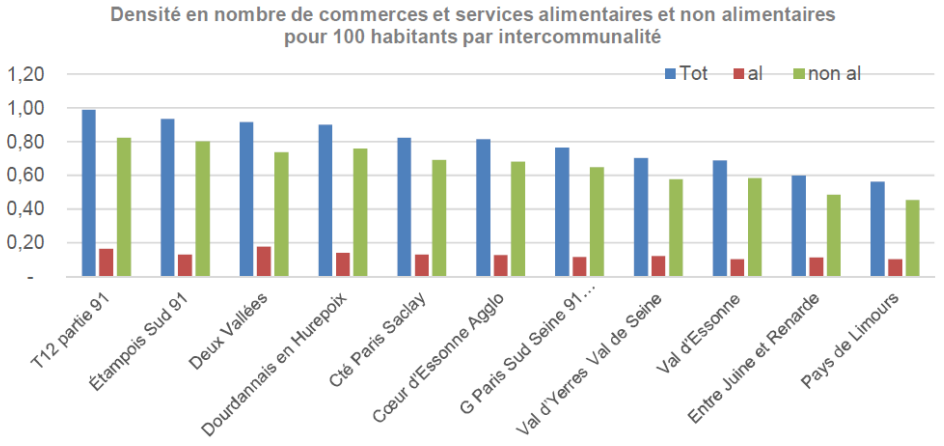
Dans le département de l'Essonne, on note une forte concentration géographique des petits commerces et services : la moitié des établissements sont localisés dans 18 communes, pour la plupart situées dans la partie la plus dense au nord du département, Palaiseau, Massy, Chilly-Mazarin, Longjumeau, Juvisy-sur-Orge, Viry-Chatillon, Draveil, Montgeron, Brunoy.

Mais plusieurs autres polarités se détachent : autour de Corbeil-Essonnes, Evry, Ris-Orangis et plus au sud encore à Arpajon et Etampes. Les commerces alimentaires sont peu nombreux au regard des commerces non alimentaires.

Lorsqu'on rapporte le nombre de commerces au nombre d'habitants (nombre pour 100 habitants), les différences entre territoires s'atténuent. Le graphique ci-contre compare les résultats entre intercommunalités de l'Essonne.
Ce sont les intercommunalités les plus périphériques du département (Etampois sud Essonne, Deux vallées, Dourdannais) qui sont relativement les mieux dotées avec la partie essonnienne de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre (T12).
Viennent ensuite les intercommunalités du centre et du nord du département.



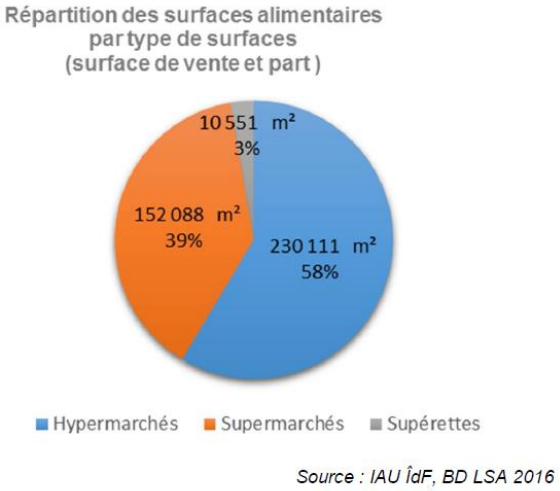
Source : BdD IAU îdF 2011



Source : BD équipement IAU îdF 2011

2.1.2. Une offre importante de grandes et moyennes surfaces commerciales

En Ile-de-France, l'Essonne se situe en seconde place derrière la Seine-et-Marne pour la densité en grandes et moyennes surfaces alimentaires (325 m²/1000 hab.).

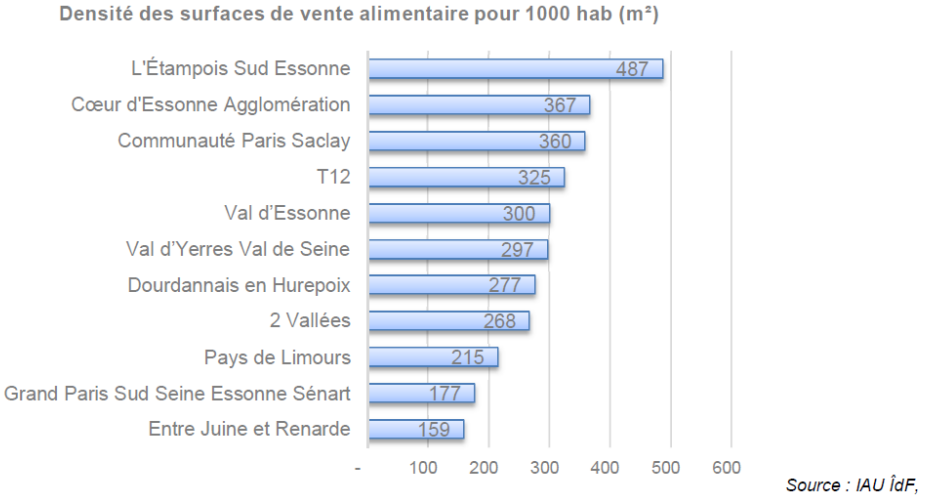


Source : IAU ÎdF, BD LSA 2016

Les surfaces de vente cumulées sont très variables d'une intercommunalité à l'autre et liées à la présence de pôles commerciaux importants :

- aux Ulis, La Ville-du-Bois, Villebon-sur-Yvette et Massy pour ce qui concerne la CA Communauté Paris Saclay ;
- à Brétigny-sur-Orge, Sainte-Geneviève-des-Bois et Saint-Michel-sur-Orge sur le territoire de la CA Cœur d'Essonne Agglomération ;
- à Boussy-Saint-Antoine et Vigneux-sur-Seine pour le Val d'Yerres Val de Seine ;
- à Athis- Mons et Viry-Châtillon dans l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre (T12) ;
- à Evry et Villabé pour ce qui concerne la CA Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart.

Cependant, les écarts sont moins marqués lorsqu'on regarde les densités. Mais une situation interpelle, celle de l'Etampois Sud Essonne, dont la densité dépasse de loin celle des autres intercommunalités.



Source : IAU ÎdF, BD LSA 2012

2.1.3. Urbain, périurbain et rural : des dotations essonniennes comparables à la moyenne régionale

Les densités de commerces alimentaires de proximité en Essonne sont comparables à celle observées en moyenne en Ile-de-France (hors Paris), et ce que ce soit dans les territoires urbains, périurbains ou ruraux.

Zoom sur les quartiers en politique de la ville

Un des axes du contrat de ville de la CA Evry-Centre-Essonne et des villes d'Evry, Courcouronnes et Ris-Orangis est le maintien et le développement des commerces de proximité sur chacun des quartiers, avec notamment le dispositif « territoires entrepreneurs », qui prolonge les ZFU, qui devrait continuer de bénéficier au quartier des Pyramides/Bois Sauvage.
Les outils de planification commerciale et le droit de préemption des villes sont également mentionnés comme pouvant être utilisés pour renforcer et diversifier l'offre de commerces dans les quartiers. La question des commerces de proximité est aussi au cœur des projets de rénovation urbaine, avec notamment un volet commercial appuyé pour le projet du Parc aux Lièvres/Bras de Fer.

Le contrat de ville d'Europ'Essonne pointe une offre commerciale pauvre dans les quartiers Zola et Bièvre-Poterne, et aucun commerce de proximité en cœur de quartier Rocade-Bel-Air à Longjumeau (mais présence de deux petits pôles commerciaux à redynamiser à proximité et présence de nombreux commerces à Massy, dont un marché structurant avec une halle et un marché extérieur). Les projets de renouvellement urbain en cours ou prévus projettent une redynamisation de l'offre commerciale.

Les autres contrats de ville essonniens font tous également mention de la nécessité de développer les commerces et les services dans les quartiers non seulement pour répondre aux besoins des habitants, mais également pour contribuer au développement économique du territoire et à l'emploi des habitants.

Pour autant, le contrat de ville de l'ex CA Les Portes de l'Essonne (CALPE) précise la diversité de la situation des quartiers prioritaires, dans lesquels la qualité et la quantité de l'offre commerciale diffèrent d'un quartier à l'autre (très fragilisée à Grand Vaux, revalorisée au Noyer Renard...), nécessitant une coordination très étroite des différentes politiques publiques.

Est également souligné le cercle vicieux des commerces de ces quartiers : en mauvais état, ils sont peu attractifs et la vacance est forte et perdure.

Pour les commerces et services non alimentaires de proximité, ainsi que pour les grands commerces alimentaires, les types d'espaces essonniens (urbain, périurbain ou rural) se situent également à des niveaux comparables à ceux observés en moyenne en région, mais avec des dotations périurbaines et urbaines supérieures à celles observées dans le milieu rural.

Toutefois, l'observation des taux d'équipements semblent indiquer que l'urbain essonnien se démarque de la moyenne régionale par des densités de commerces non alimentaires de proximité et de grands commerces alimentaires plus importantes.

En conclusion :

- Une offre comparable en Essonne à ce qui est observé dans les autres départements de grande couronne
- Une offre plus importante (volume) dans la partie urbaine et périurbaine du territoire
- Les territoires périurbains plus dotés en grandes surfaces commerciales
- Les espaces urbains essonniens qui présentent des dotations en commerces de proximité qui semblent plus importants que ce qui est observé en moyenne en Île-de-France (hors Paris)

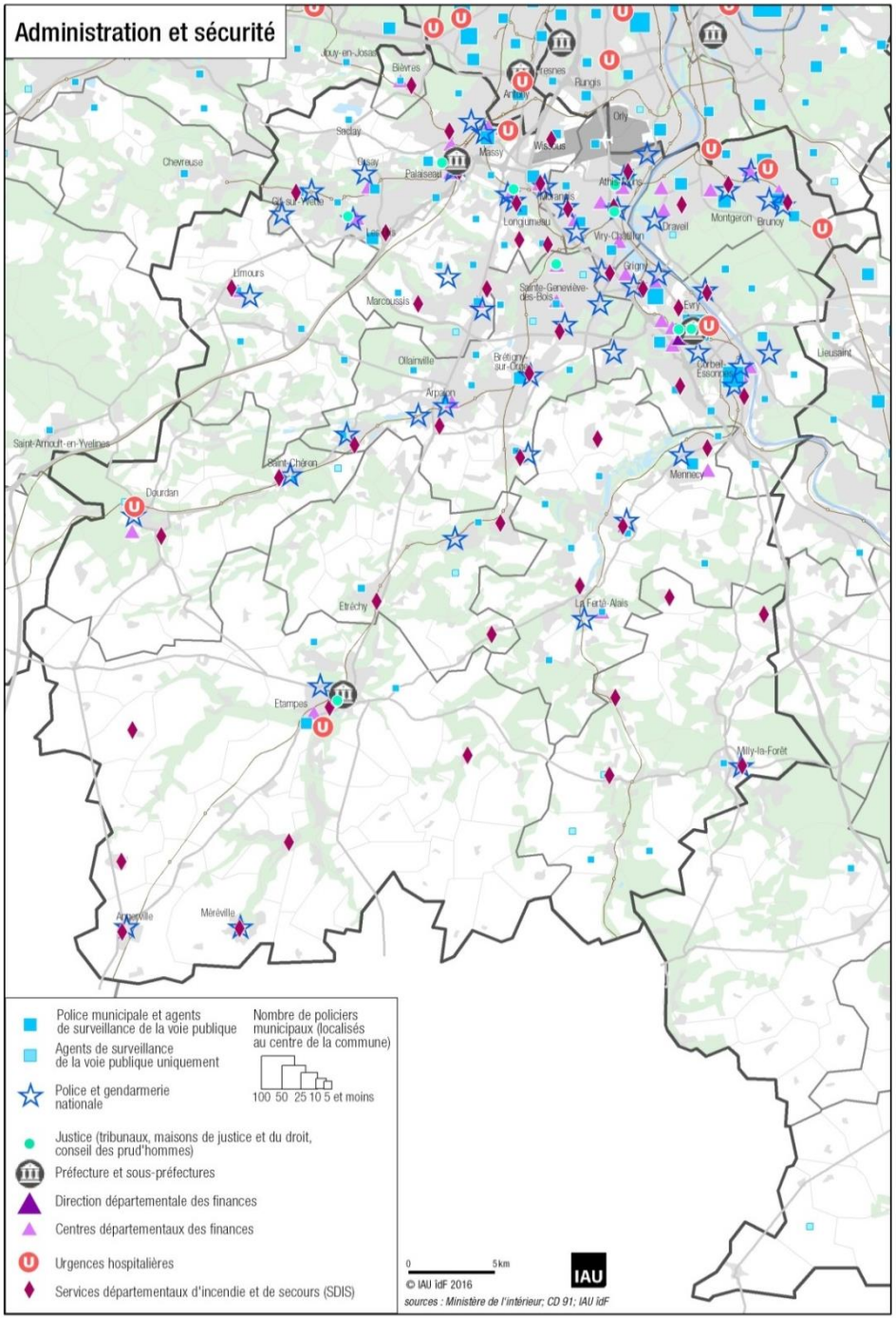
2.2. Services de sécurité

2.2.1. Les services de police et de gendarmerie nationales

Implantés à l'échelle des circonscriptions de sécurité publique, les commissariats de police nationale et les brigades territoriales de gendarmerie sont des services déconcentrés de l'Etat, notamment chargés d'accueillir le public et d'intervenir en réponse aux appels de « police secours » (17).

Concernant ces services, la carte de l'Essonne donne à voir une répartition des plus classiques : concentration des commissariats dans les zones urbaines densément peuplées (tiers nord-ouest du département), dispersion des brigades de gendarmerie dans les zones périurbaines et rurales (pour reprendre la terminologie gendarmique) moins densément peuplées.

Cette répartition est conforme à la logique qui prévaut dans le maillage territorial des services policiers de l'État, le périmètre des circonscriptions de sécurité publique étant pour l'essentiel indexé sur la taille de la population (non pas sur la superficie du territoire couvert). Ce n'est cependant pas sans incidence sur la capacité réactive des services, puisqu'à l'évidence, l'étendue du territoire couvert conditionne les délais d'intervention – qu'on peut supposer plus courts dans la circonscription resserrée de Corbeil-Essonnes (1 commissariat compétent pour la ville) que dans de la vaste circonscription de Méréville (1 brigade de gendarmerie compétente sur 16 communes au sud du département).



2.2.2. Les services de police municipale

Implantés à l'échelle des communes (voire des intercommunalités dans de rares cas), les services de police municipale sont chargés de la prévention et de la surveillance du bon ordre, de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publiques. Ils dépendent directement des Maires qui ont toute latitude pour en définir les effectifs (dans les limites des contraintes budgétaires) et les missions (dans les limites du cadre juridique).

En complément ou alternativement, les mairies peuvent en outre recruter des agents de surveillance de la voie publique (ASVP), dont les prérogatives sont toutefois plus restreintes.

Pour l'Essonne, les données 2015 du ministère de l'Intérieur font état de :

- 417 policiers municipaux au total, répartis dans 73 communes ;
- 155 agents de surveillance de la voie publique (ASVP), répartis dans 50 communes (dont 9 ne comptent aucun policier municipal, à l'instar de Dourdan, Draveil, Linas ou encore Saint-Michel-sur-Orge).

Au plan régional, ces effectifs sont globalement proportionnels au poids de la population du département :

- À l'échelle de l'Île-de-France, l'Essonne représente 11,5% du nombre total de policiers municipaux et 9,9% du nombre total d'ASVP, pour 10,5% de la population.
- À l'échelle des quatre départements de Grande Couronne, l'Essonne représente 19,5% du nombre total de policiers municipaux et 23,5% du nombre total d'ASVP, pour 24% de la population.
- S'agissant du nombre de policiers municipaux pour 1 000 habitants, l'Essonne se situe à niveau très proche de la moyenne nationale, avec un ratio de 0,94 ‰ contre 0,98 ‰ en France.

Ces données moyennes à l'échelle du département ne sauraient cependant gommer les disparités locales.
Le service de police municipale d'Evry, par exemple, figure au 58ème rang des 100 plus grandes polices municipales de France. Fort de 50 agents et d'une quinzaine d'ASVP, il a, dans les faits, peu de choses à voir avec les micro-services de police municipale des 41 communes essonniennes qui compte 4 agents tout au plus.

En outre, par-delà la taille des services, ce sont les missions des polices municipales qui varient considérablement d'une ville à l'autre, en fonction des spécificités des territoires et des objectifs fixés par les maires.

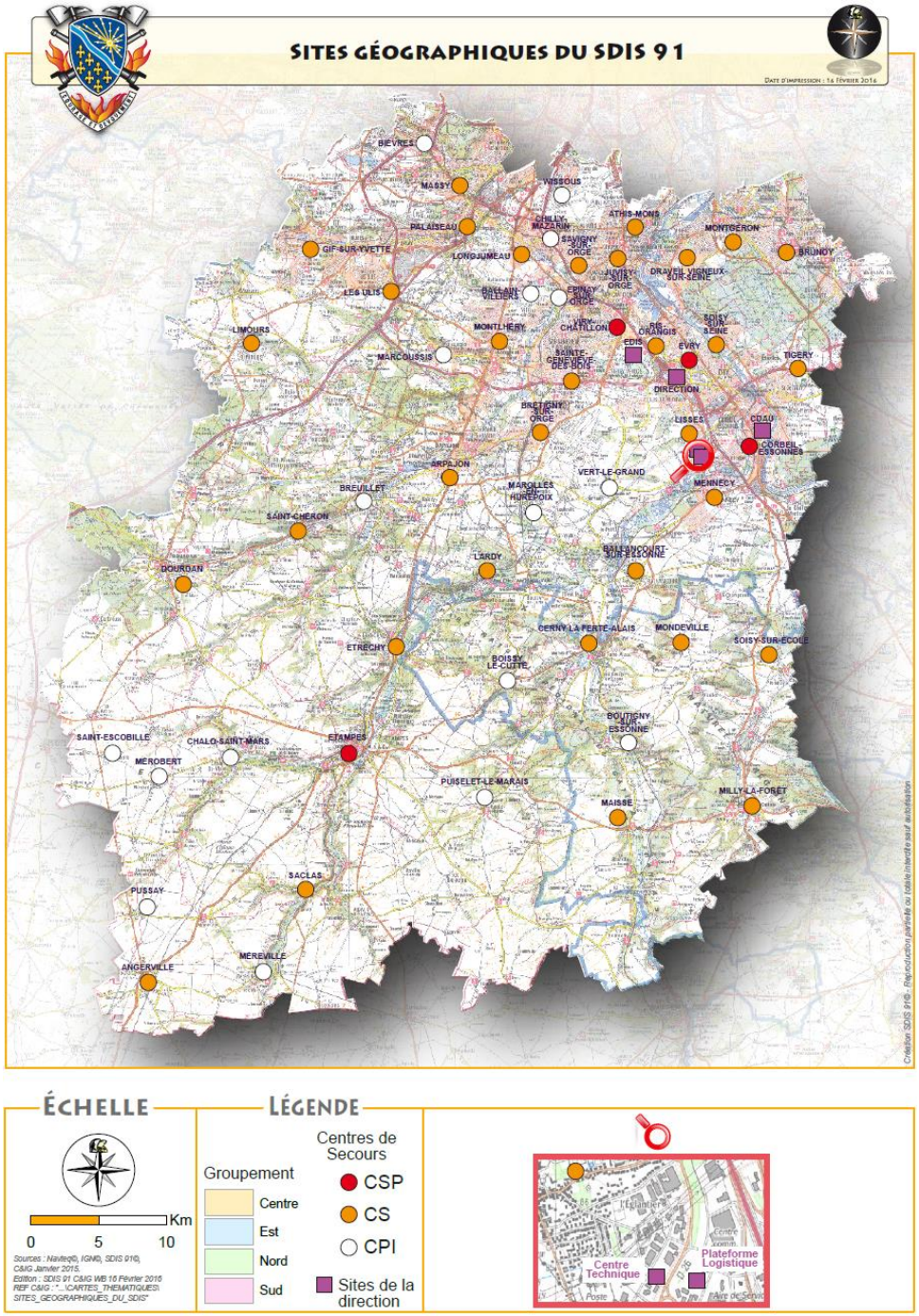
2.2.3. Centre de secours et d'incendie

Le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de l'Essonne est placé sous l'autorité du Président délégué à la sécurité au Conseil départemental et Président du Conseil d'administration du SDIS, s'agissant de son fonctionnement administratif et financier et sous celle de la Préfète de l'Essonne, ou sous celle des Maires des communes essonniennes pour ce qui concerne ses missions de prévention, de secours et de lutte contre l'incendie.

En 2015, on recense :

- 50 Centres (CIS) sur tout le territoire essonnien ;
- 3 219 agents répartis en : 1 006 sapeurs-pompiers professionnels, 1 925 sapeurs-pompiers volontaires et 288 personnels administratifs, techniques et sociaux.

L'administration centrale ne fixe pas de délais d'intervention pour les sapeurs-pompiers. En Essonne, le CA du SDIS a délibéré sur deux niveaux de délai de premiers secours d'urgence : un objectif de délai moyen de 15 minutes pour les zones rurales et un objectif de 10 min pour les zones urbaines, à compter du déclenchement de l'alerte du centre d'incendie et de secours[13].



[13] Source : SDACR 2012

2.3. Mobilité

2.3.1. L'offre de transports

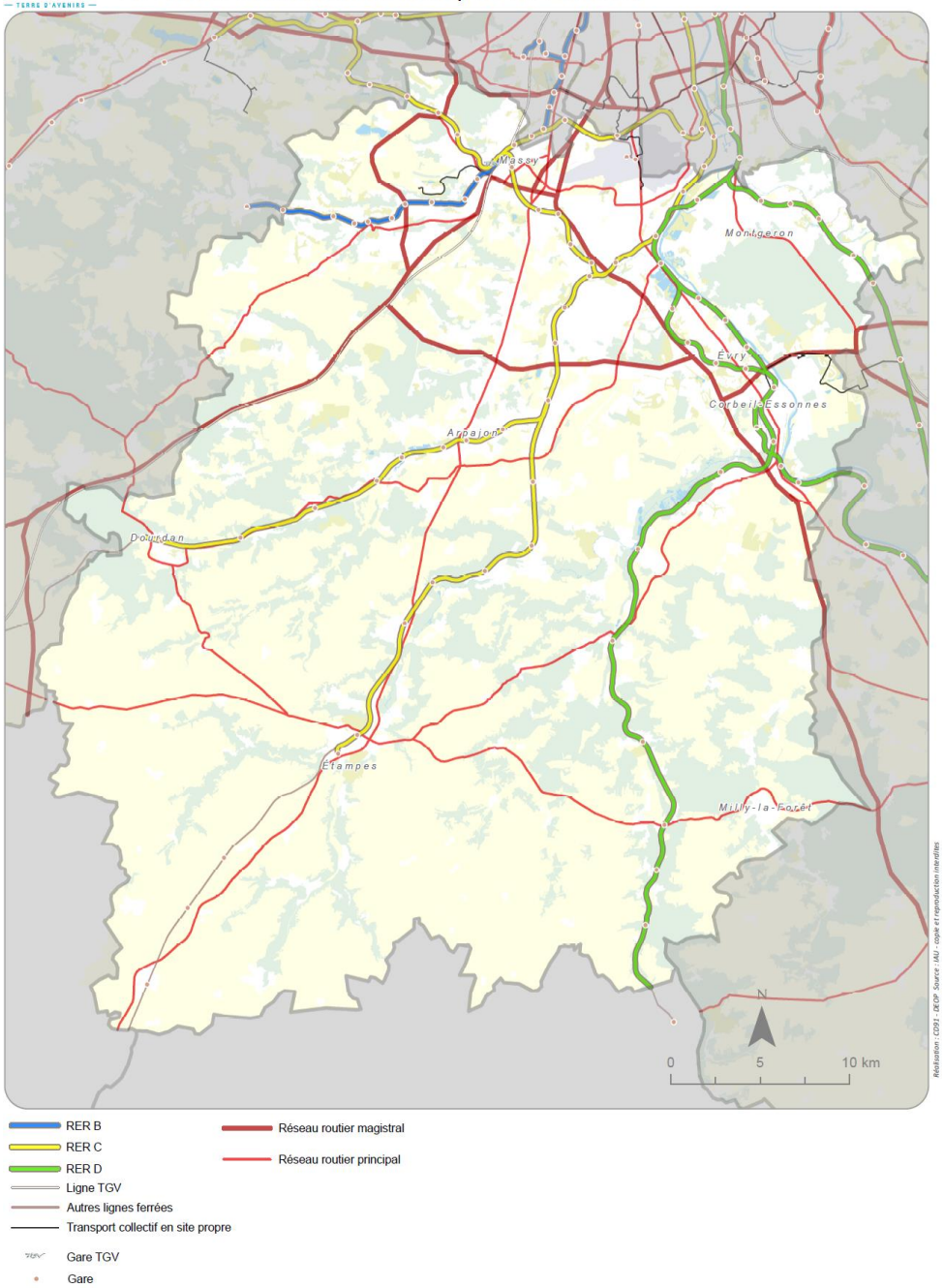
Le département essonnien est irrigué par 3 lignes de RER :

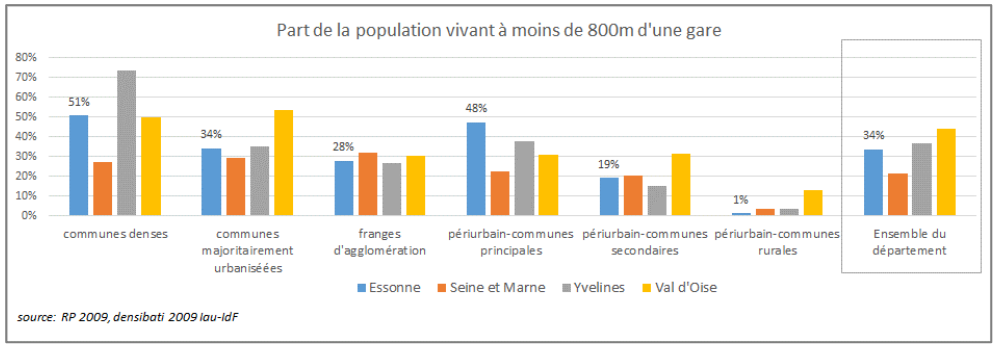
- Le RER D et ses trois branches dessert le Val d'Yerres Val de Seine, le territoire de Grand Paris Sud et le sud-est de l'Essonne.
- Le RER C dessert une large partie du territoire départemental : le nord-ouest, le centre et le sud-ouest. Le RER C constitue également une liaison entre le RER D et le RER B.
- Le RER B irrigue les communes de Massy, de Palaiseau et plusieurs communes de la vallée de l'Yvette.

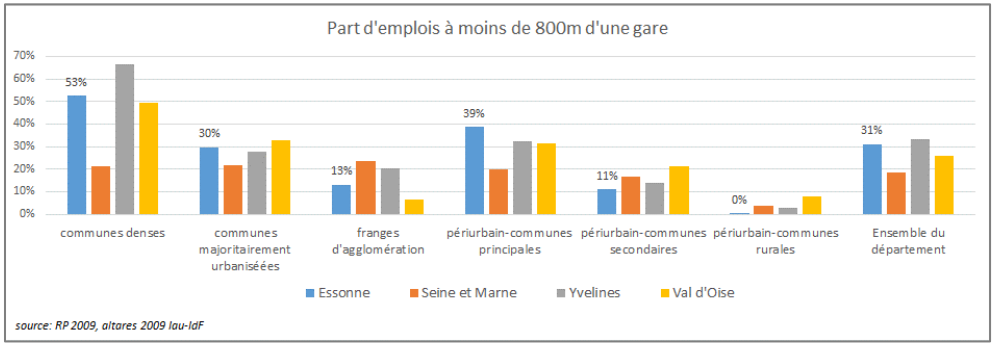
L'ensemble de ces lignes permet de relier les territoires essonniens au cœur de la métropole.

De façon générale, le territoire essonnien est relativement bien desservi par l'offre de transport ferrée.
Environ une personne sur deux vivant dans une commune dense du département vit à moins de 800 m d'une gare, ce qui est moins que dans le département des Yvelines, mais beaucoup plus qu'en Seine-et- Marne.
Par ailleurs, les communes principales du périurbain sont plutôt mieux desservies, avec 48 % des habitants vivant à moins de 800 m d'une gare, ce qui est plus que dans les autres communes équivalentes de grande couronne.
De la même façon, les pôles d'emplois principaux sont globalement bien desservis, du moins aussi bien que dans les autres départements de grande couronne. Sur l'ensemble du département, 31 % des emplois sont situés à moins de 800 m d'une gare, proportion très proche de celle observée dans les autres départements de grande couronne.

Le réseau structurant de transport en Essonne







Concernant le réseau routier, le territoire essonnien est traversé par des voies structurantes au niveau régional voire national avec la présence des autoroutes A6 et A10, de la Francilienne (N104), de la N118 et de plusieurs anciennes routes nationales (N20, N7 et N6). Ce réseau structurant est accompagné par de nombreuses routes départementales qui irriguent l'ensemble des territoires essonniens.

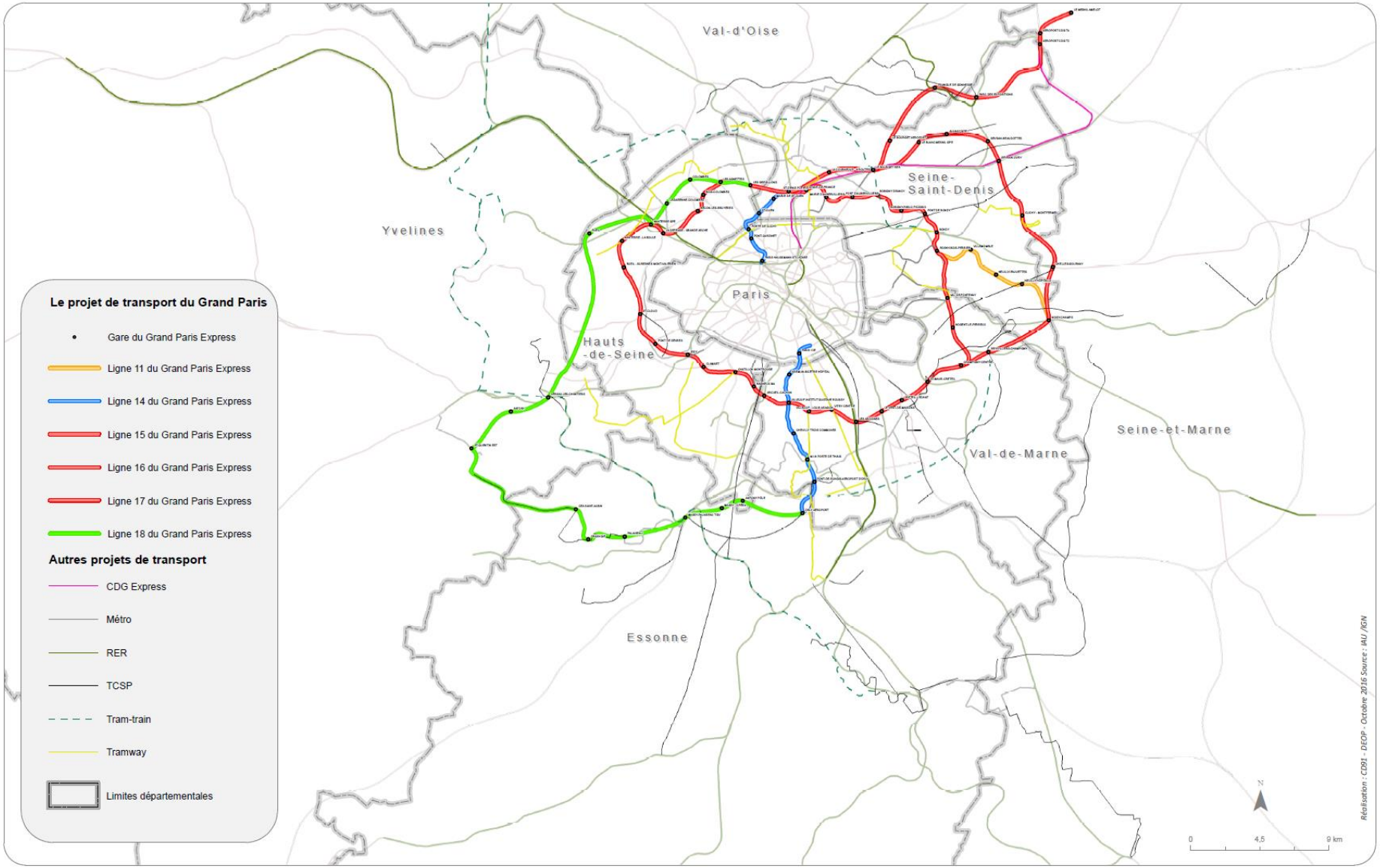
En ce qui concerne les nouvelles mobilités, on recense sur le territoire essonnien une dizaine d'aires de covoiturage, toutes sont situées dans le périurbain ou le rural et le plus souvent dans des parkings de surfaces commerciales. Différents services de Transport à la demande (TAD) interviennent sur le département, notamment dans le Val d'Essonne ou l'Etampois.

2.3.2. Les projets de transports

Afin de compléter et d'améliorer l'offre de transports plusieurs projets vont voir le jour dans un futur plus ou moins proche :

- le prolongement du tramway T7 d'Athis à Juvisy-sur-Orge ;
- l'aménagement du pôle intermodal de Juvisy-sur-Orge dont la mise en service est envisagée pour la mi-2020 : le projet de pôle vise à mieux répondre aux besoins des voyageurs en termes d'amélioration de l'intermodalité, d'accessibilité et de confort ;
- le tram-train Massy-Evry dont la mise en service est prévue pour 2021. Le projet, long de 20 km, utilisera les infrastructures ferroviaires existantes sur le tronçon Massy – Epinay-sur-Orge puis sera en mode tramway sur la portion jusqu'à Evry ;
- la réalisation de la ligne 18 du Grand Paris Express : de l'aéroport d'Orly à la gare de Versailles Chantiers la ligne 18 parcourra 35 kilomètres et comprendra 9 gares ainsi que la gare Aéroport d'Orly, terminus commun des lignes 14 et 18 ; elle permettra des correspondances rapides, à Orly, avec la ligne 14 prolongée, à Massy Palaiseau avec les RER B et C ;
- transformation de la ligne de bus 402 en TZen4 de Viry-Chatillon à Corbeil-Essonnes, en site propre avec des bus de grande capacité ;
- réalisation de plusieurs transports collectifs en site propre : entre Massy et Les Ulis en passant par la zone d'activité de Courtabœuf, entre Massy et Arpajon, entre Massy et Saint- Quentin-en-Yvelines ;
- la modernisation des lignes RER, aussi bien au niveau des infrastructures que du matériel roulant ;
- réaménagement du ring des Ulis pour assurer une meilleure répartition des flux entre les RN et RD et améliorer la desserte du parc d'activités de Courtabœuf ;
- étude sur un nouveau franchissement de la Seine afin de relier le Val d'Yerres Val de Seine au pôle d'Orly-Rungis.

Les projets de transport en commun à l'échelle régionale



Focus opérateur

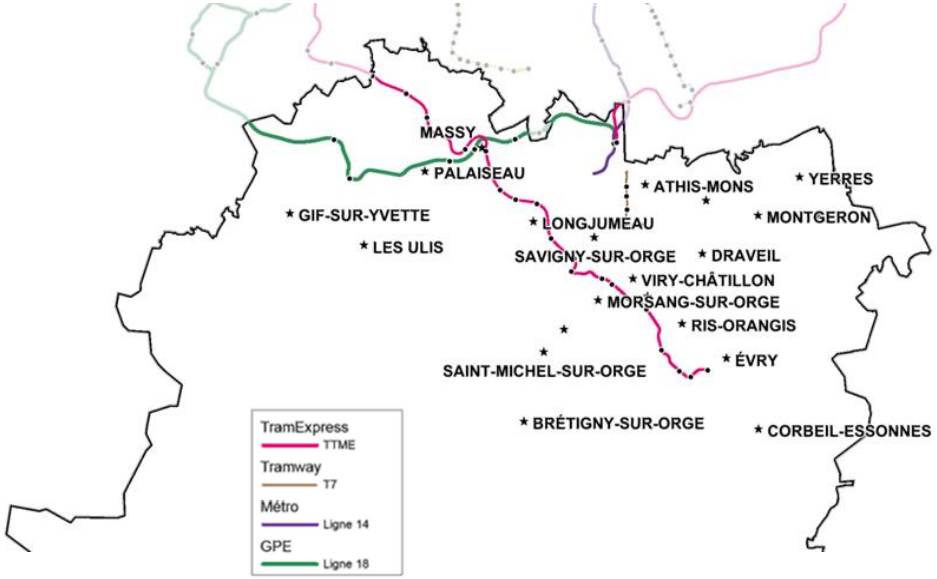
La RATP[14]

Quelques chiffres :

- Ligne B du RER : 875 000 voyageurs par jour et +35% de fréquentation entre 2000 et 2010
- Bus : 20 lignes qui transportent environ 175 000 voyageurs par jour
- T7 : ligne mise en service en 2013 Villejuif-Athis-Mons (extension prévue jusqu'à Juvisy-sur-Orge en 2021)

Projet / perspectives :

- GPE ligne 18 : SGP (2024)
- T12 (ex TTME) : SNCF (2019)
- Evolution des systèmes d'information voyageurs et services digitaux
- Renforcement de la sécurité et sensibilisation sur les conduites à risques
- Mise en place de navettes TAD électriques
- Plan Bus : adaptation du reseau pour être en adequation avec les nouvelles attentes des passagers (pakings, liaisons autoroutières, transport à la demande)









[14] Présentation de la RATP au CESEé le 7 septembre 2016

Focus opérateur

La SNCF[15]

Quelques chiffres :

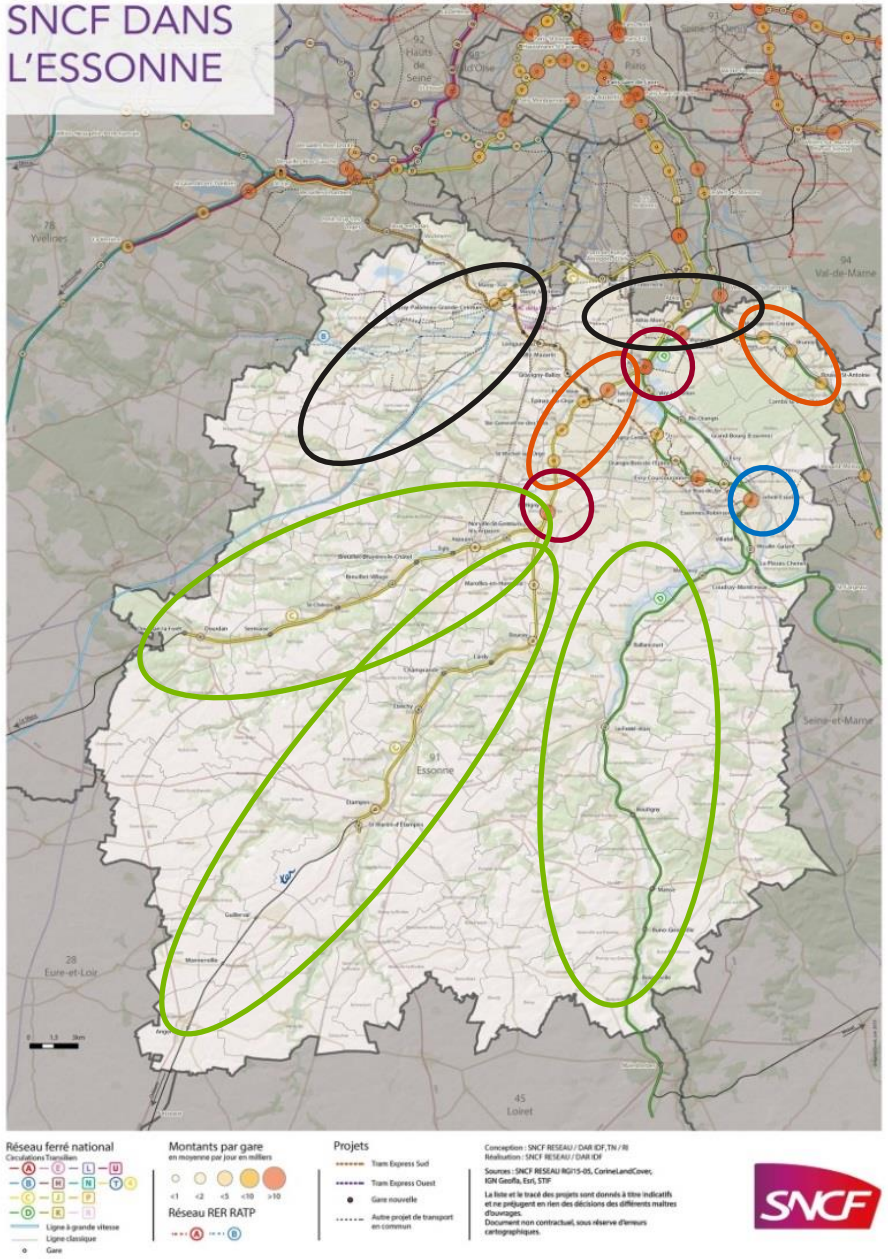
- 225 000 déplacements / jour en Essonne sur le réseau SNCF
- Juvisy : 60 000 montants/jours ; Corbeil-Essonnes : 10 200/j ; Evry-Courcouronnes, Brétigny, Savigny : plus de 10 000/j
- +3% de fréquentation des trains en 10 ans et + 7% entre 2011 et 2015

Projets / perspectives :

- T12 (ex. TTME)
- Interconnexion du Grand Paris
- Nouveau pôle de Juvisy

Réflexions :

- Les dessertes efficientes de la nouvelle ZAE « ex BA 217 »
- Les liens RER C et RER D en Grande couronne, pour des alternatives en situation perturbée
- La structuration des dessertes, rapides en Grande couronne, fréquentes en zone dense
- Favoriser le déploiement des équipements, commerces et services publics dans les abords des gares
- Mobilités personnalisées
- Mettre en lien les centres commerciaux et les lieux de livraison intégrés à la vie des habitants



[15] Présentation de la SNCF au CESEé le 7 septembre 2016

Focus opérateur

OPTILE[16]

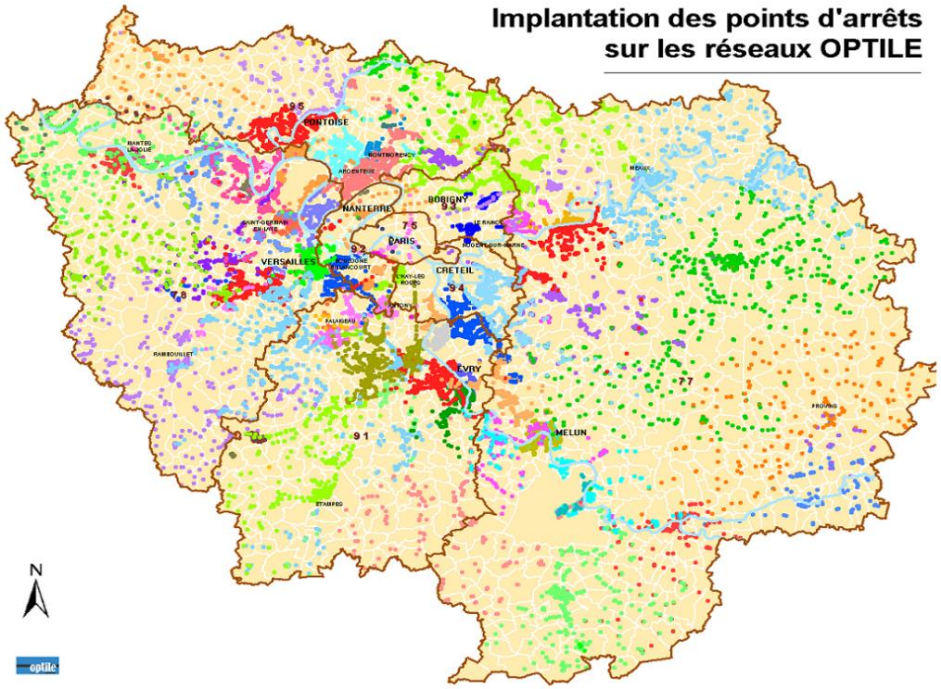
Quelques chiffres :

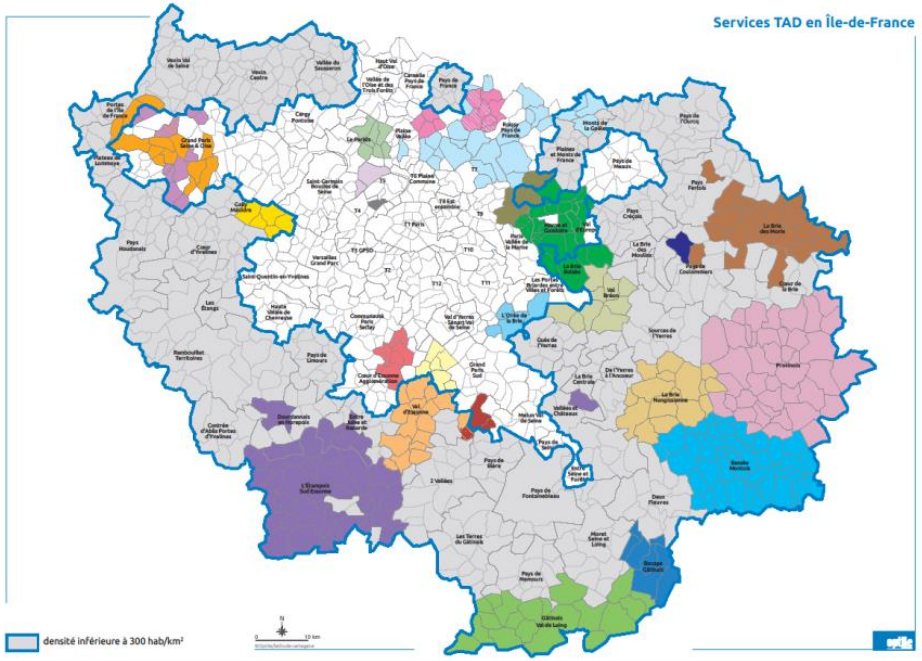
- Sur la période 2011-2014 l'offre de nos réseaux a augmenté de 7% en moyenne la semaine, de 11% le samedi et de 26% le dimanche.
- Forte concentration de l'offre sur les heures de pointe durant la semaine

Projets pour la moyenne et grande couronne:

Le projet de Plan bus :

- hiérarchisation des lignes avec renforcement des 150 lignes les plus « fortes » qui garantit une fréquence minimum de 15 mn en semaine, 20 mn le samedi et 30 mn le dimanche
- pour les 100 lignes suivantes, une fréquence de 20 mn en semaine et 30 mn le samedi et le dimanche
- Transport à la demande pour les EPCI aux plus faibles densités avec deux systèmes (46 EPCI en Île-de-France) :
  - Si présence d'un pôle d'attractivité, proposition de lignes avec horaires précis et réalisation de la course à partir de la confirmation d'au moins un voyageur
  - Si demande plus faible avec destination multiples, proposition d'un service à la demande





[16] Présentation d'OPTILE au CESEé le 7 septembre 2016

2.4. Accès internet et téléphonie

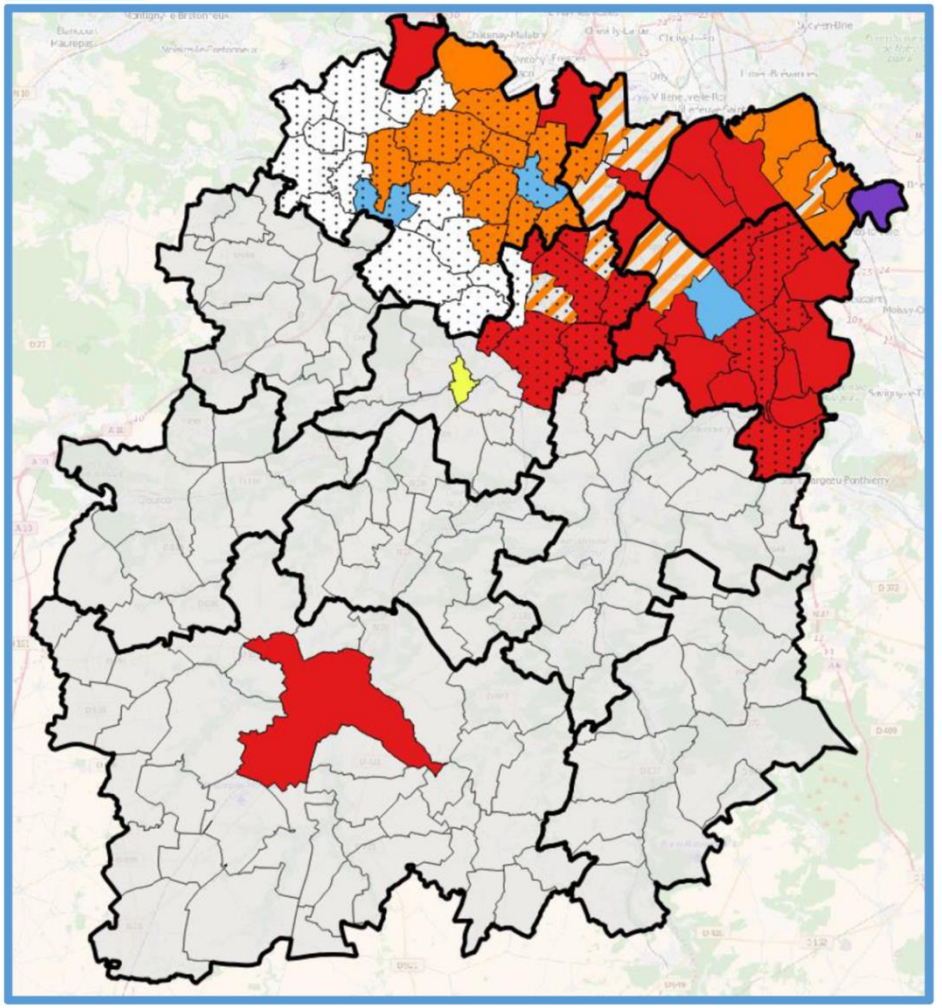
Concernant le réseau de téléphonie mobile, la couverture du territoire par le service 4G (le plus performant à ce jour) est la plus contrastée, les réseaux 2 et 3 G étant plus généralisés sur le territoire.

Aujourd'hui, la couverture du département en fibre optique jusque chez les abonnés est partielle et principalement concentrée dans la partie nord du département.

Cependant, un plan est engagé par le Département (Schéma directeur territorial d'aménagement numérique - SDTAN), avec le soutien financier de l'Etat et la Région, pour fibrer toutes les communes essonniennes.
L'objectif est d'arriver à une couverture de 100 % à l'horizon 2020 pour que la fibre optique arrive jusqu'à tous les abonnés (logements et locaux d'activité).
Pour cela, la puissance publique prendra en charge de développement du réseau dans les zones non desservies par les opérateurs privés. Ce réseau d'initiative publique devrait donc compléter la couverture actuelle, surtout pour la partie sud du département, à l'horizon 2020.

Les technologies DSL restent le mode dominant en Essonne. Toutefois, ces technologies présentent l'inconvénient d'avoir des performances très contrastées, avec un débit proche du très haut débit à proximité du central (dans le cas du VDSL) mais une chute de performance proportionnelle à l'éloignement du central.

Communes concernées par les initiatives privées et les réseaux publics



Légende

- Périmètre FttH RIP CD91
- Déploiement multi-opérateur ZTD
- Déploiement Orange
- Déploiement Orange avec co-investissement SFR
- Communes reprises par Orange
- Déploiement SFR avec co-investissement Orange
- Zone de RIP FttH Intercommunal
- EPCI 77

2.5. Aide à l'emploi

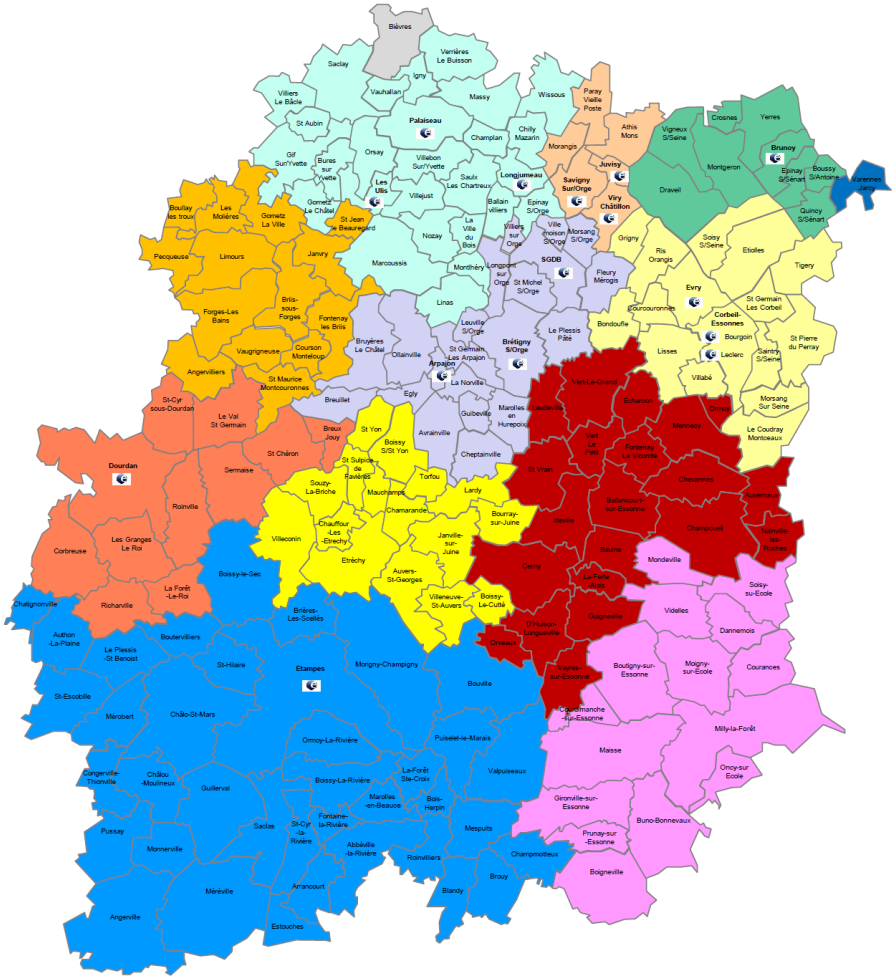
Dans le cadre de sa mission de service public, Pôle emploi a pour missions l'accompagnement des demandeurs d'emploi dans leur recherche d'emploi et de répondre aux besoins de recrutement des entreprises.
15 antennes Pôle emploi sont réparties sur le territoire essonnien. Certaines intercommunalités disposent de plusieurs antennes sur leur territoire (CA Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart, Communauté Paris Saclay, Cœur d'Essonne Agglomération et EPT 12) alors que d'autres intercommunalités n'en disposent pas : CC Entre Juine et Renarde, CC du Pays de Limours, CC des Deux Vallées et CC du Val d'Essonne.

Les missions locales orientent et aident les jeunes dans leurs démarches de recherche d'emploi mais aussi leurs démarches sociales. Chaque mission locale suit les jeunes qui vivent dans sa « zone de couverture ».

L'activité des missions locales est variée : entretiens individuels, ateliers, organisation de séances d'informations collectives, proposition de formations, de périodes d'immersion, aides financières ponctuelles… Les jeunes suivis par les missions locales peuvent être inscrits comme demandeurs d'emploi à Pôle emploi. En Essonne, 10 missions locales interviennent et couvrent des territoires de tailles très variées.

pôle emploi
Sud-Est Francilien

ESSONNE
CORRESPONDANCE AGENCES POLE EMPLOI / ARRONDISSEMENT



2.6. Services sociaux et à destination des publics spécifiques

2.6.1. Accueil social

Les Maisons départementales des solidarités (MDS) assurent, au plan territorial, les missions définies dans le cadre du Code de l'Action Sociale et des Familles et des schémas départementaux.

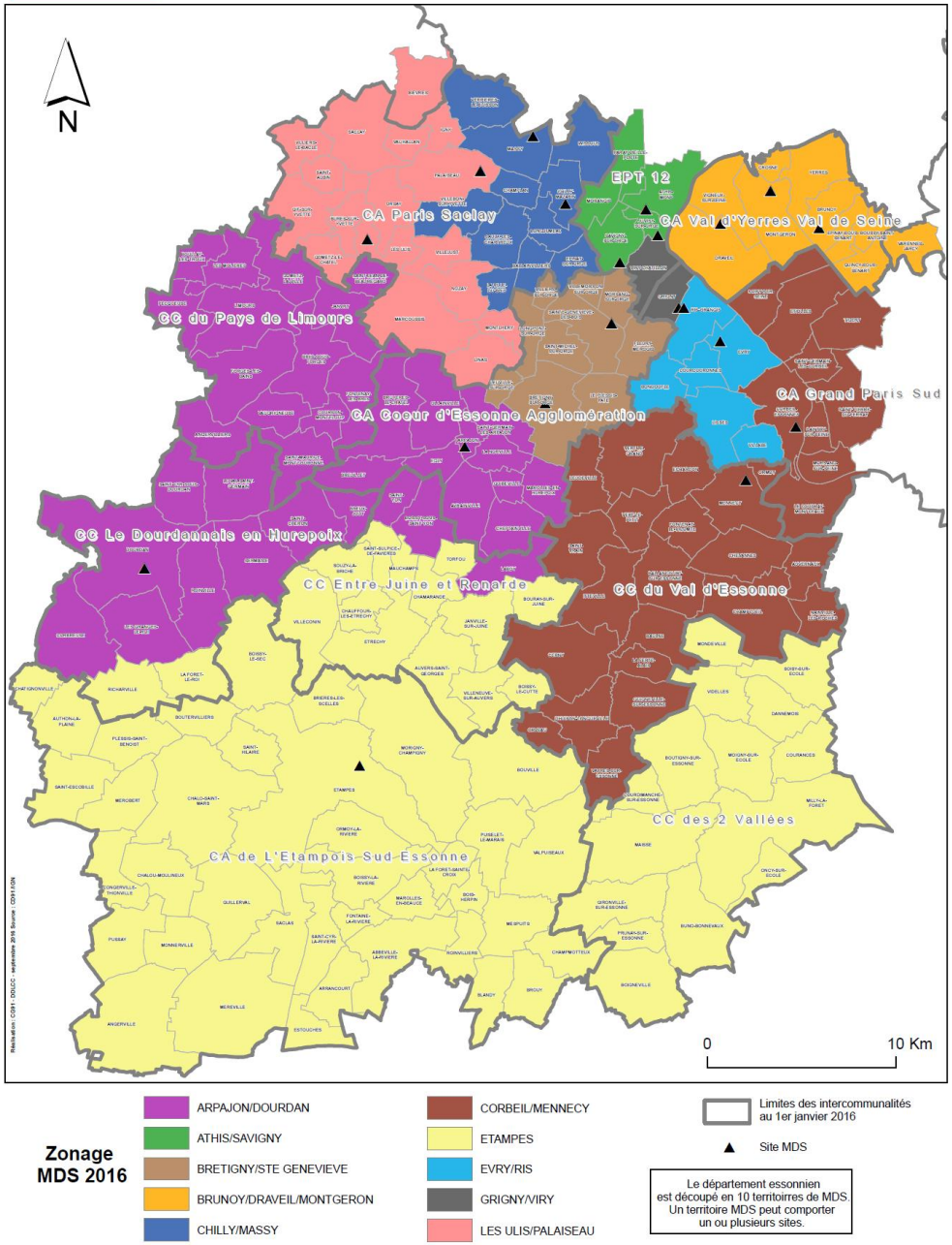
Réparties sur 20 sites, les MDS assurent l'accueil de tout public et l'accompagnement social des publics prioritaires. Elles regroupent différentes équipes et interviennent sur les thématiques suivantes :

- le soutien et l'aide aux personnes et familles en difficulté
- la protection de l'enfance
- la lutte contre les exclusions
- la prévention et la protection maternelle et infantile

En 2014, 168 341 personnes ont été accueillies physiquement en MDS et 310 812 personnes ont sollicité téléphoniquement les MDS. Des permanences MDS (environ 100) permettent une action au plus proche des essonniens.

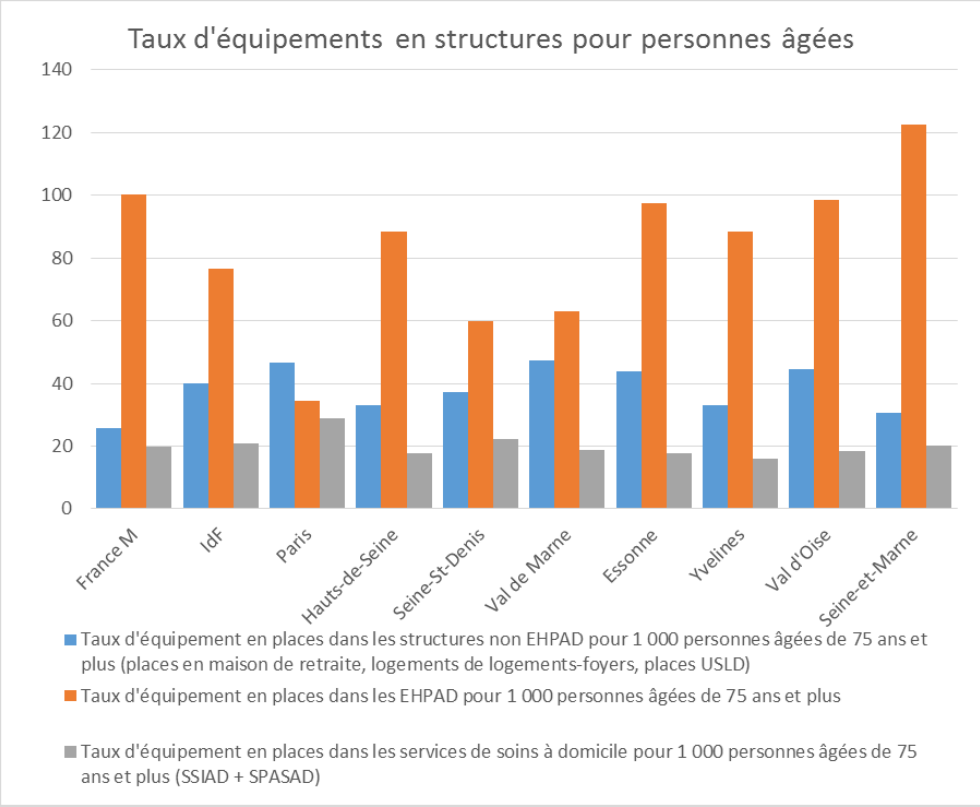
Les Centre communaux d'action sociale (CCAS) des communes complètent l'action sociale.

Sectorisation des MDS et limites des intercommunalités



2.6.2. Les personnes âgées

En ce qui concerne les structures d'hébergement des personnes âgées dépendantes (EHPAD), l'Île-de-France se caractérise, malgré des efforts de rééquilibrage, par une offre inférieure à la moyenne nationale ainsi que par une répartition régionale des structures existantes très nettement défavorable aux départements centraux.



Source : Drees, Finess, ARS - Statiss 2015, données au 01.01.2015

Dans ce contexte, l'Essonne apparaît globalement bien dotée, avec un niveau d'équipement s'approchant de la moyenne nationale, comparable à ce qui est observé dans le Val d'Oise, supérieur au niveau des Yvelines, mais qui reste inférieur au niveau observé en Seine-et-Marne.

Il semblerait qu'il y ait moins de personnes âgées déclarant avoir de nombreuses difficultés en Essonne qu'en moyenne en Île-de-France ou au niveau national. Il apparaît également que les taux de recours aux aides en Essonne soient dans la moyenne régionale et nationale. 71% des personnes âgées de 60 ans et plus se situent dans la catégorie personnes ne présentant aucune difficulté d'autonomie contre 65 en Île-de-France[17].

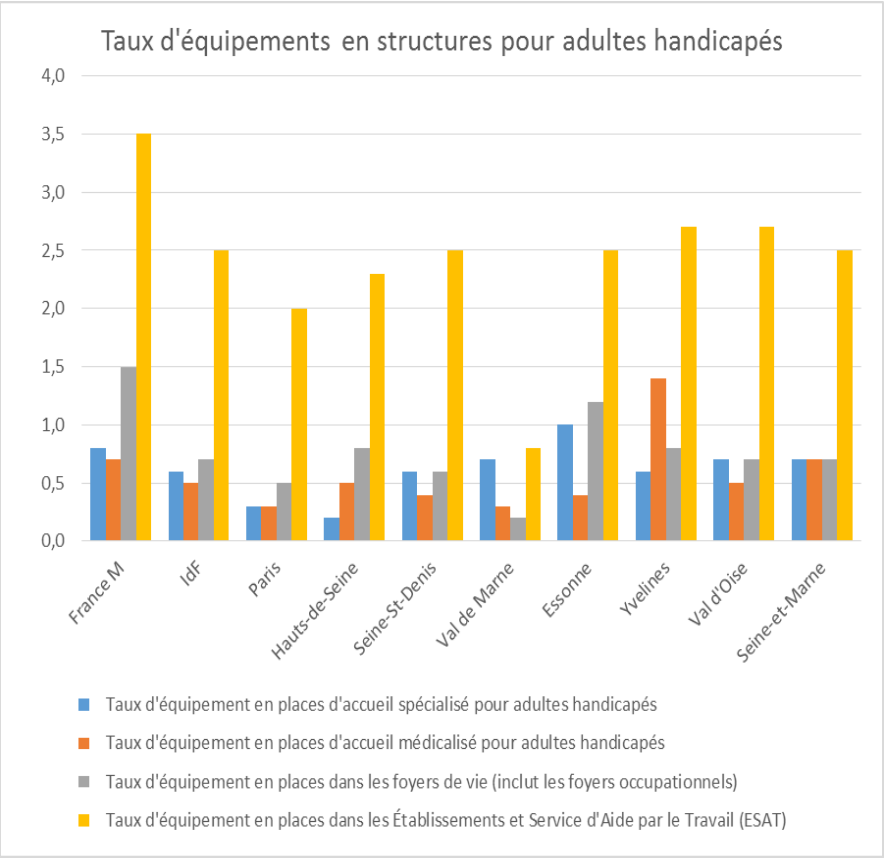
En Essonne, 53,1 % des 80 ans ou plus qui vivent dans un immeuble ne disposent pas d'ascenseur et ont donc potentiellement des difficultés à entrer ou sortir de leur logement.

2.6.3. Les personnes en situation de handicap

En ce qui concerne les structures d'hébergement des adultes handicapés, l'Île-de-France se caractérise encore par une offre inférieure à la moyenne nationale dans tous les domaines.

Dans ce contexte, l'Essonne apparaît globalement bien dotée en accueil spécialisé (taux supérieur y compris à la moyenne nationale), et, dans une moindre mesure, en foyers de vie. En revanche, le département est moins bien doté en places d'accueil médicalisé. Pour les établissements et services d'aide par le travail (ESAT), l'Essonne est dans la moyenne francilienne (inférieure à la moyenne nationale), mais est dans une situation moins favorable que les Yvelines et le Val d'Oise.

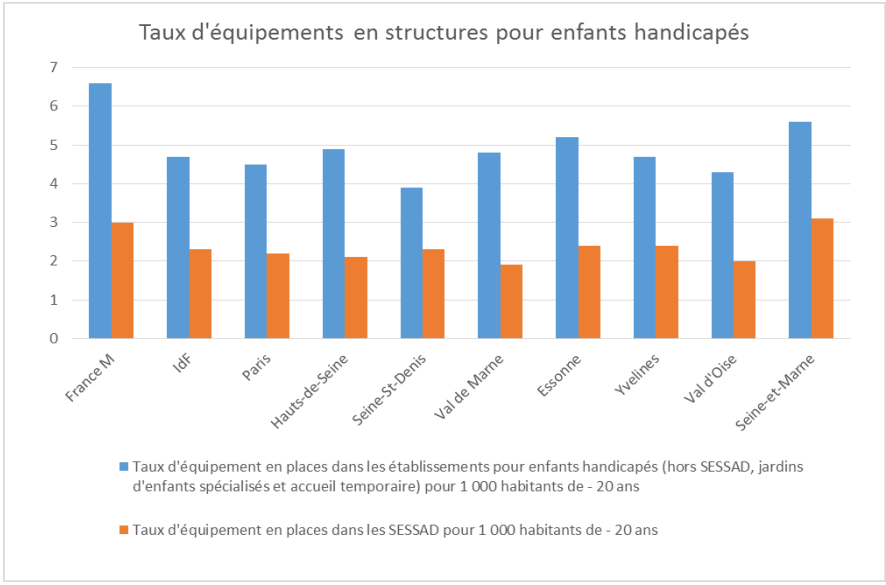
[17] Enquête vie quotidienne et santé ; 2014, DRESS



Source : Drees, Finess, ARS - Statiss 2015, données au 01.01.2015
(Places pour 1 000 habitants de 20 à 59 ans)

En ce qui concerne les structures pour enfants handicapés, l'Île-de-France se caractérise une fois encore par une offre inférieure à la moyenne nationale.

L'Essonne apparaît comme le deuxième département francilien le mieux doté en établissements d'accueil après la Seine-et-Marne. Pour les services d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD), qui peuvent intervenir « à domicile », l'Essonne est dans la moyenne francilienne (inférieure à la moyenne nationale) et se compare à la Seine-Saint-Denis et aux Yvelines mais reste inférieur à ce qui est observé en Seine-et-Marne.



Source : Drees, Finess, ARS - Statiss 2015, données au 01.01.2015

2.6.4. La petite enfance

Avec 21,5 places en Etablissement d'accueil de jeunes enfants (EAJE) pour 100 enfants, l'Essonne se situe en deçà de la moyenne francilienne et des départements de petite couronne (sauf celui de la Seine-Saint- Denis), mais est plutôt bien située en regard des autres départements de grande couronne.

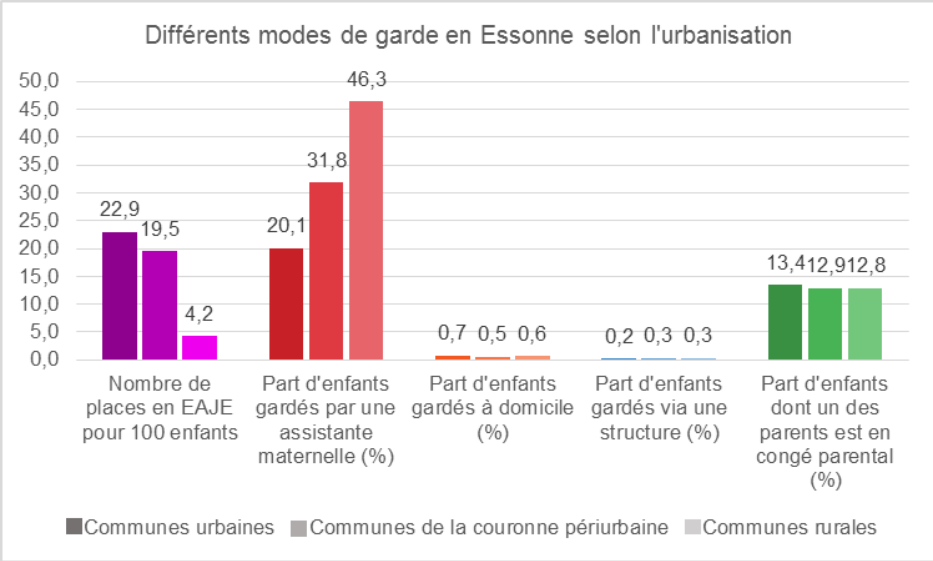
	Enfants agés de 0 à 2 ans	Places en établissement d'accueil de jeunes enfants	Nombre de places en EAJE pour 100 enfants âgés de moins de 3 ans
Paris	71 533	31 082	43,45
Hauts-de-Seine	68 412	24 336	35,57
Seine-Saint-Denis	77 692	13 380	17,22
Val-de-Marne	57 065	14 012	24,55
Seine-et-Marne	57 270	7 836	13,68
Yvelines	56 573	14 077	24,88
Essonne	52 843	11 355	21,49
Val-d'Oise	54 233	8 509	15,69
Île-de-France	495 620	124 587	25,14

Sources : CAF d'Île-de-France, Insee RP 2013

En raison du coût important de la création et de fonctionnement d'une crèche, les collectivités rurales en créent peu et organisent davantage le mode de garde individuel, chez les assistantes maternelles notamment. C'est pourquoi les habitants des départements de Grande couronne, qui comptent de nombreuses communes rurales, ont davantage recours à ce mode de garde.

En effet, alors que la part d'enfants gardés par une assistante maternelle est de 16 % dans l'ensemble de la région, elle atteint 24 % en Essonne, le taux le plus élevé juste après la Seine-et-Marne. La part d'enfants gardés par un de leurs parents est légèrement au-dessus de la moyenne francilienne avec 13 %. Le recours à la garde à domicile ou à une structure est très faible, probablement en raison d'un coût en moyenne plus élevé pour les familles.

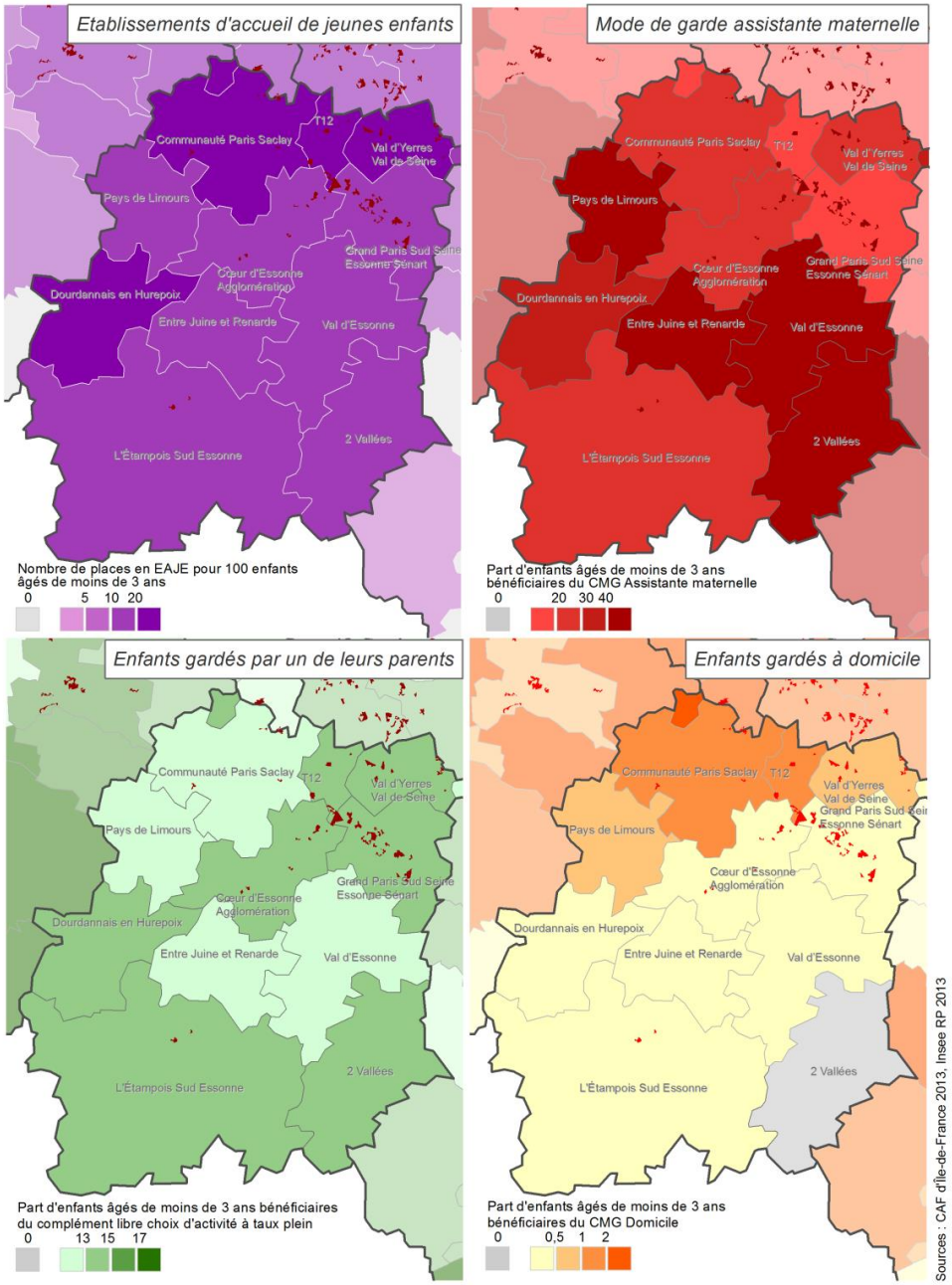
Au sein du département, selon l'urbanisation de la commune, le recours aux différents modes de garde diffère.



Sources : CAF d'Île-de-France, Insee RP 2013

La capacité d'accueil diminue de 23 places pour 100 enfants âgés de moins de 3 ans dans les communes urbaines à 4 pour les communes rurales. Inversement, la proportion d'enfants gardés par une assistante maternelle augmente de 20 % dans les communes urbaines à 46 % dans les communes rurales.

Les autres modes de garde varient peu selon le degré d'urbanisation. La part de congés parentaux est sensiblement la même quel que soit le type de commune, ce qui laisse penser que les familles font ce choix sans être contraintes par la présence ou non des modes de garde (en revanche, le coût d'un mode de garde en regard du revenu familial entre peut-être en jeu dans cette décision).



Focus opérateur

CAF de l'Essonne[1]

Contexte :

- La Caf de l'Essonne est un organisme de sécurité sociale qui porte la politique et l'action de la branche Famille en faveur des partenaires et des allocataires sur le territoire de l'Essonne.
- L'action de la Caf s'articule principalement autour d'une offre de service globale alliant les prestations légales et familiales (allocations familiales, aides au logement, RSA et prime d'activité…) et l'action sociale (aides aux associations et communes, aides aux familles).

La CAF propose différents points d'information en direction des allocataires :

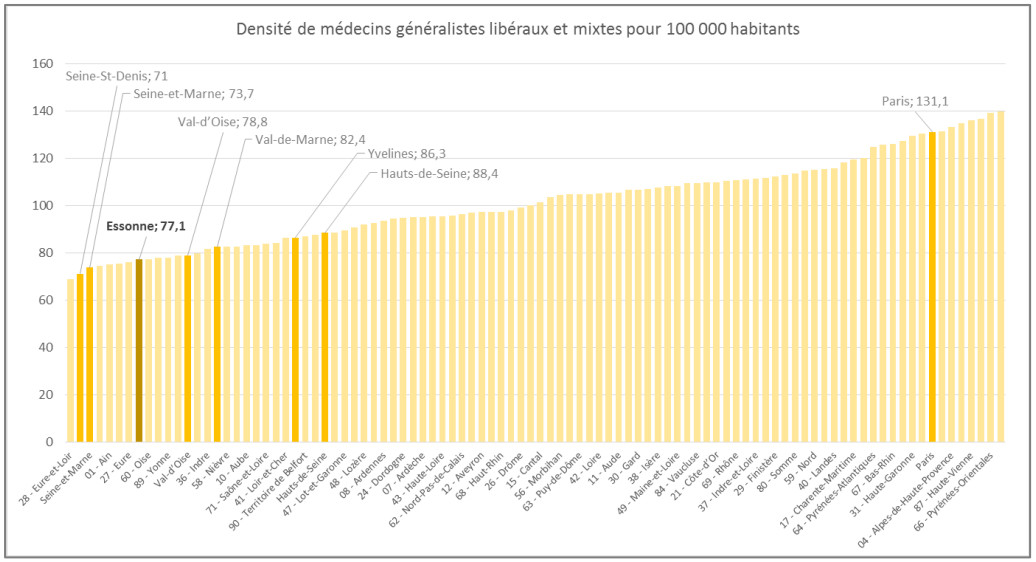
- **5 espaces accueil** : *Arpajon, Corbeil-Essonnes, Evry, Les Ulis et Massy*
- **7 points relais caf.fr :** *Pimm's et Génération II à Evry, Epicerie sociale de Viry-Chatillon, Centre social d'Etampes, CCAS de Milly-la-Forêt, Ballancourt-sur-Essonne et les Restos du Cœur 91*
- **2 espaces numériques** (*Arpajon et Evry)*
- **18 bornes** : *Angerville, Arpajon (2), Athis-Mons, Brunoy, Corbeil-Essonnes, Evry (3), Juvisy-sur-Orge, Massy (3), Sainte-Geneviève-des-Bois (2), Savigny-sur-Orge, Yerres et Les Ulis*
- **11 permanences administratives** : *Athis-Mons, Brunoy, Epinay-sous-Sénart, Etampes, Evry (accueil pour les sourds et malentendants), Longjumeau, Montgeron, Saint-Michel-sur-Orge, Sainte-Geneviève-des-Bois, Vigneux-sur-Seine et Yerres*
- **7 antennes sociales** : *Arpajon, Athis-Mons, Corbeil-Essonnes, Epinay-sous-Sénart, Etampes, Grigny et Massy*
- **61 permanences sociales** : *Arpajon (2), Athis-Mons, Ballancourt-sur-Essonne, Brétigny-sur-Orge (4), Breuillet, Briis-sous-Forges, Brunoy, Chilly-Mazarin, Corbeil-Essonnes (5), Courcouronnes, Dourdan (2), Draveil (3), Egly, Epinay-sous-Sénart (2), Etampes (5), Evry (2), Fleury-Mérogis, Grigny (4), La-Ville-du-Bois, Les Ulis (2), Longjumeau, Massy, Mennecy, Milly-La-Forêt, Montgeron (2), Morsang-sur-Orge, Palaiseau (2), Quincy-sous-Sénart, Saint-Germain-lès-Arpajon (2), Saint-Michel-sur-Orge (2), Sainte-Geneviève-des-Bois (2), Vigneux-sur-Seine (2), Villemoisson-sur-Orge et Yerres*

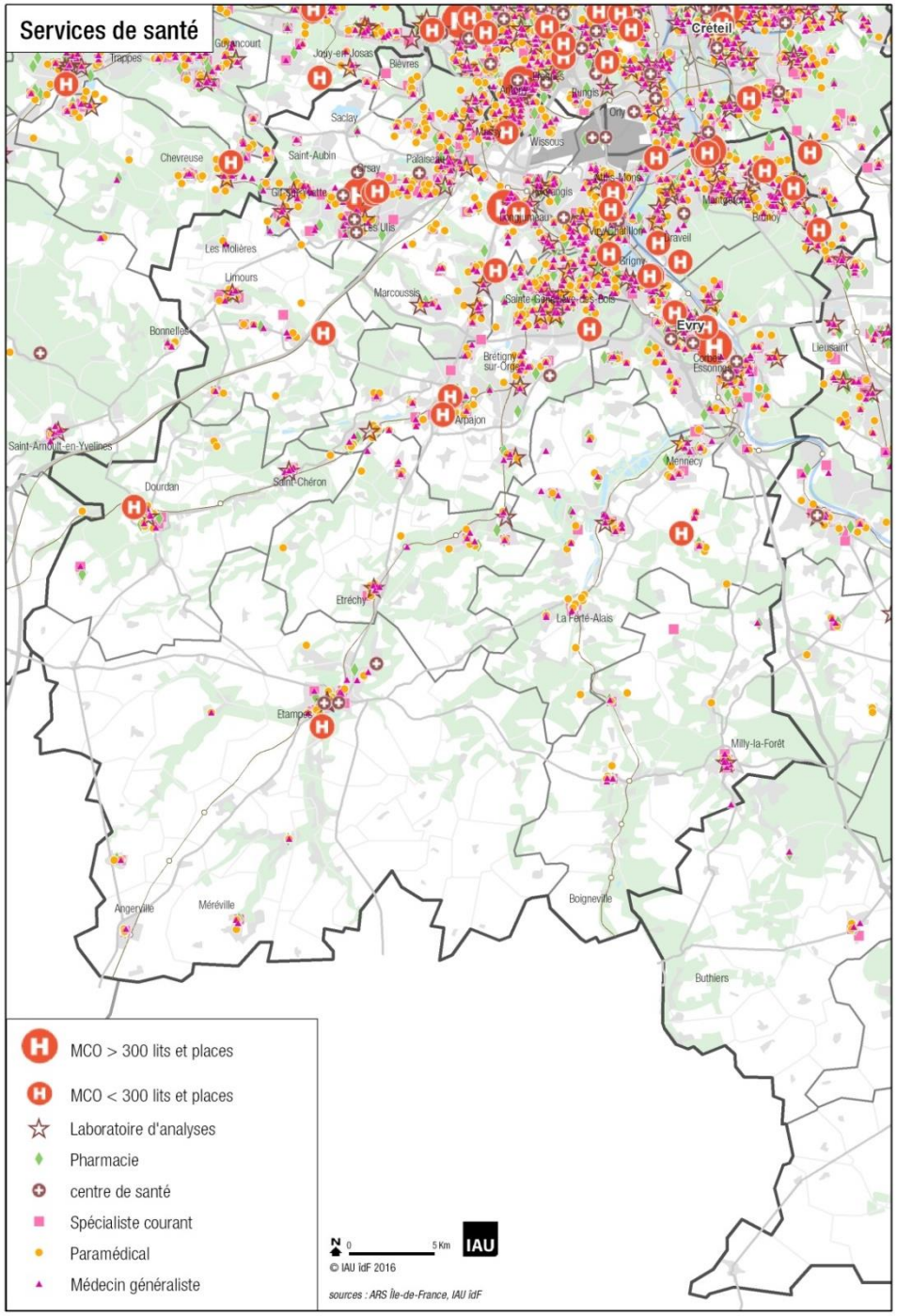
2.7. Service de santé ambulatoire

2.7.1. Des indicateurs franciliens qui ne sont pas toujours favorables

Le département est ainsi dans une situation comparable à ce qui s'observe en moyenne dans les départements de Grande couronne, et dans une situation moins favorable que la moyenne francilienne globale (incluant la Métropole du Grand Paris).

Or, l'Île-de-France, elle-même, est la seconde région française qui compte le moins de médecins généralistes de ville par habitant. Les départements franciliens (à l'exception de Paris) sont également les départements français les moins bien dotés, l'Essonne arrivant en 8ème position.





En revanche, en ce qui concerne les médecins spécialistes, l'Île-de-France arrive en première position des régions françaises les mieux dotées, mais ce score est surtout dû à la spécificité parisienne. En effet, les autres départements franciliens sont dans des situations plus contrastées :

- Les départements les plus aisés, tels que les Hauts-de-Seine et les Yvelines présentent des densités de spécialistes libéraux parmi les plus fortes de France ;
- La Seine-et-Marne et la Seine-Saint-Denis sont plutôt dans le tiers inférieur ;
- L'Essonne, proche du Val d'Oise, se situe dans une situation intermédiaire (56ème rang).

2.7.2. Un niveau d'offre essonnien comparable à celui observé dans les autres départements de grande couronne

Les densités médicales et taux d'équipements sanitaires moyens des intercommunalités franciliennes de grande couronne sont, pour la plupart des services sanitaires, inférieurs à ceux observés en moyenne dans la MGP. C'est particulièrement vrai pour les spécialistes médicaux et pour les centres de santé. En revanche, la présence d'infirmiers est plus conséquente dans les espaces de grande couronne.

Pour ce qui est du département de l'Essonne, les densités médicales et taux d'équipements sanitaires moyens des intercommunalités essonniennes sont globalement comparables à ceux observés en moyenne dans les EPCI de grande couronne.
Le nombre de laboratoires d'analyses médicales et de dentistes par habitant y est même légèrement supérieur.
En revanche, le département de l'Essonne est en léger retrait par rapport à la moyenne des EPCI de grande couronne en ce qui concerne les pédiatres.

2.7.3. Des perspectives de démographie médicale à surveiller

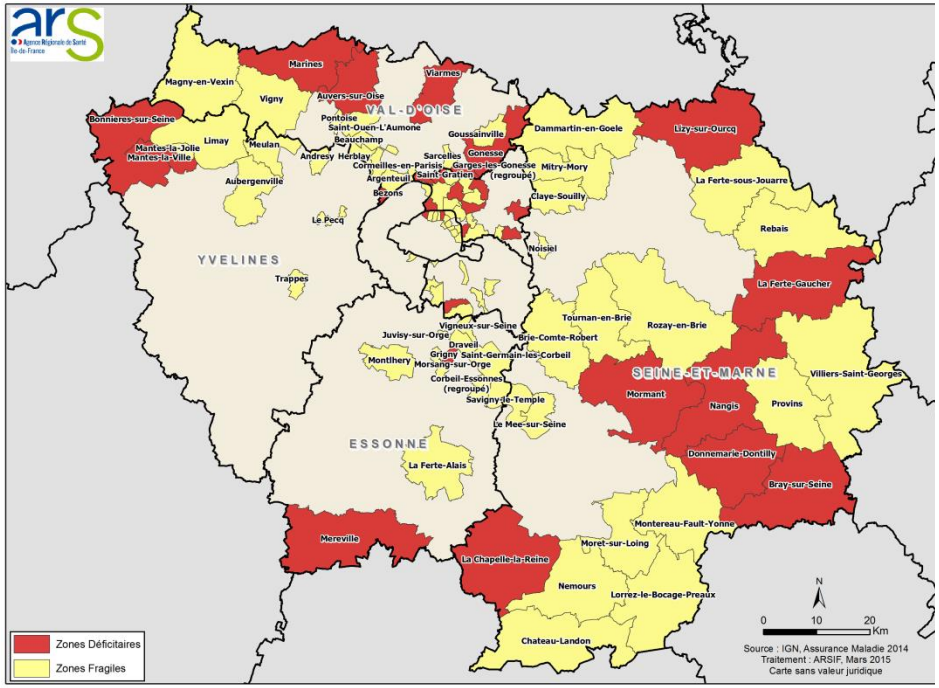
Entre 2007 et 2015, selon l'Ordre national des médecins, le nombre de médecins généralistes libéraux ou mixtes en activité régulière aurait diminué, dans toutes les régions de France, mais de manière tout à fait marquée en Île-de-France (-17 % sur l'ensemble de la région, -18 % en Essonne), et cette diminution serait amenée à se poursuivre.

Toujours selon l'Ordre national des médecins, ce facteur est fortement lié à l'âge des médecins généralistes qui est de 53 ans en Essonne, et dont 30% de l'effectif a plus de 60 ans.

La grande majorité des bassins de vie franciliens sont touchés par cette baisse. Le bassin de vie francilien ayant enregistré la plus forte baisse (-71%) se situe dans l'Essonne : il s'agit du bassin de vie de Grigny.

Compte tenu des perspectives de démographie médicale et des caractéristiques des populations, l'Agence régionale de santé (ARS) d'Île-de-France a délimité les zones franciliennes déclarées réglementairement comme étant déficitaires ou fragiles en termes d'offre de soins de premier recours (cf. carte en page suivante).

Dans l'Essonne, Grigny et Méréville apparaissent d'ores-et-déjà déficitaires, mais La Ferté-Alais, Montlhéry, Vigneux-sur-Seine, Juvisy-sur-Orge, Morsang-sur-Orge, Draveil, Saint-Germain-lès-Corbeil et Corbeil-Essonnes apparaissent comme des zones dites fragiles.



2.7.4. Une offre qui s'étoffe en fonction du degré d'urbanisation des territoires

Comme sur l'ensemble de l'Ile-de-France, le niveau d'équipement sanitaire des communes essonniennes est fortement corrélé avec leurs caractéristiques morphologiques : les communes rurales sont moins bien dotées que les communes périurbaines, elles-mêmes moins dotées que les communes urbaines, au moins en ce qui concerne les médecins spécialistes.

Toutefois, le département se démarque de la moyenne francilienne dans chacun des espaces :

- Les communes rurales du département apparaissent mieux dotées en généralistes, ophtalmologistes ou sages-femmes que le reste de l'espace rural francilien. Par contre, la présence d'infirmiers y est moindre ;
- Les communes périurbaines de l'Essonne sont inversement moins bien dotées en spécialistes libéraux de premier recours que le reste de l'espace périurbain francilien ;
- L'espace urbain essonnien est doté de manière globalement équivalente au reste de l'espace urbain francilien (hors Paris).

2.7.5. Etat des lieux de chaque EPCI

Les intercommunalités essonniennes appartenant à l'agglomération parisienne, au nord du département, sont les plus densément peuplées, mais aussi, comme la plupart des zones denses, les mieux dotées en offre de soins. Elles se démarquent cependant les unes des autres avec :

- La CA Grand Paris Sud Essonne Sénart, pourtant très peuplée (338 000 habitants), présente des densités médicales contrastées : inférieures aux moyennes des EPCI de l'Essonne pour les dentistes, mais surtout pour les infirmiers et masseurs-kinésithérapeutes. Cependant, sa densité de population lui permet de bénéficier d'une offre qui reste supérieure à la moyenne de Grande couronne pour les autres médecins de premiers recours et pour les laboratoires d'analyses médicales.

- La CA Cœur d'Essonne Agglomération (193 000 habitants) est relativement bien dotée notamment en ophtalmologistes, mais moins dotée que les autres EPCI « urbains » du département en ce qui concerne les centres de santé ou pédiatres.

- Les CA Communauté Paris Saclay (302 000 habitants) et Val d'Yerres Val de Seine (175 000 habitants) sont les mieux dotées en

offre de soins : la première avec des densités de dentistes, gynécologues, pédiatres et ophtalmologistes et de masseurs-kinésithérapeutes, les plus importantes ; la seconde bien dotée en généralistes et centres de santé, ainsi qu'en paramédicaux et laboratoires d'analyses médicales.

- En ce qui concerne la CC du Pays de Limours (27 000 habitants), pédiatres, ophtalmologistes, et infirmiers sont surreprésentés par rapport aux moyennes intercommunales du département. L'offre en omnipraticiens, dentistes, gynécologues, pharmacies ou laboratoires d'analyse est en deçà des moyennes essonniennes.

- La CA Etampois sud Essonne (53 000 habitants) est relativement bien dotée en offre de grande proximité (omnipraticiens, dentistes, gynécologues, masseurs-kinésithérapeutes et centres de santé), à l'exception des infirmiers, pharmacies et laboratoires d'analyses médicales. Par contre, elle présente des densités de spécialistes médicaux (ophtalmologistes et pédiatres) inférieures aux moyennes observées sur l'ensemble des intercommunalités du département.

- La CC du Dourdannais en Hurepoix (26 000 habitants) présente une offre conséquente en dentistes, gynécologues, ophtalmologistes, masseurs-kinésithérapeutes et laboratoires d'analyses médicales. Par contre, les pédiatres sont absents du territoire, manque à mettre certainement en regard de l'offre importante présente sur l'intercommunalité voisine du Pays de Limours.

- La CC Entre Juine et Renarde (27 000 habitants) est peu moins dotée en médecins ou paramédicaux autres qu'en omnipraticiens. Elle présente en revanche un bon niveau de laboratoires d'analyses médicales et un niveau moyen en ce qui concerne les pharmacies.

L'offre sanitaire des deux intercommunalités du sud-est du département (Val d'Essonne et Deux Vallées) est également contrastée, et plus fortement tournée vers les spécialités les plus courantes :

- Les deux intercommunalités semblent complémentaires en ce qui concerne l'offre en ophtalmologistes.
- Elles ont toutes deux relativement bien dotées en omnipraticiens (relativement aux moyennes des EPCI essonniens) et en dentistes.
- L'offre est limitée en gynécologues et pédiatres, et est exclusivement présente sur le territoire de la CC du Val d'Essonne (58 000 habitants), tandis que les autres spécialistes, les infirmiers, les masseurs-kinésithérapeutes et les laboratoires d'analyses médicales sont plus présents au contraire sur le territoire de la CC des 2 Vallées (19 000 habitants).
- Les centres de santé ne sont pas présents sur le territoire.

Zoom sur les quartiers en politique de la ville

Dans le département, le Centre de ressources politique de la ville en Essonne (CRPVE) comptabilise 6 ateliers santé-ville (Corbeil-Essonnes, Courcouronnes, Evry, Grigny/Viry-Châtillon, Palaiseau, Val d'Orge) et l'ARS, 3 contrats locaux de santé (Corbeil-Essonnes, Grigny / Viry-Châtillon, Evry / Courcouronnes.). Les diagnostics préalables montrent des problèmes relativement récurrents.

A Epinay-sur-Sénart, la baisse attendue de la démographie médicale (notamment due au départ à la retraite de médecins) risque d'accentuer le surmenage décrit par les professionnels en exercice, d'autant que, malgré le statut de zone franche urbaine, le territoire est trop peu attractif pour inciter de jeunes professionnels à s'installer. Les professionnels de santé plaident pour rendre la ville plus attractive en jouant sur la sécurisation et la revitalisation (de l'activité économique et des commerces), sur l'information sur les différentes aides à l'installation, sur des aides à la mise aux normes et à la sécurisation des cabinets, ainsi que sur la mise à disposition de locaux.

A Grigny / Viry-Châtillon, la densité médicale apparaît également relativement faible, avec, de surcroît, une forte activité des médecins en place et un âge moyen des professionnels relativement élevé. La réalisation d'une Maison de santé à Grigny 2 a connu un véritable succès. Cependant, la démographie médicale sur le quartier de la Grande Borne et des Coteaux de l'Orge reste préoccupante. Ainsi, liée à la programmation de la rénovation urbaine entreprise au sein des ZUS les Coteaux de l'Orge et la Grande Borne, l'analyse du niveau de services révèle – depuis 2008 – une aggravation de la carence qui frappe ces deux quartiers en matière d'offre libérale de santé. Les Ateliers de l'avenir, menés en mai 2012 sur le quartier de la Grande Borne, ont fait ressortir parmi les 4 grandes priorités des 80 habitants présents « la création d'un centre de santé-social accessible financièrement ».

A Courcouronnes, et notamment dans le quartier du Canal, l'accès aux soins est considéré par les professionnels de santé comme « un véritable parcours du combattant » compte-tenu de la saturation des principales structures du territoire. De manière générale, que ce soit pour les enfants ou pour les adultes, les conséquences observées sont bien souvent une tendance au renoncement aux soins dès que les délais sont trop importants. Outre les mesures précédemment citées, le diagnostic de Courcouronnes met également en avant l'intérêt qu'il y aurait à désigner un interlocuteur ressource au sein des services municipaux vers lequel les professionnels de santé puissent orienter des patients pour lesquels un accompagnement social est nécessaire.

A Corbeil-Essonnes, l'offre en médecins libéraux pourrait être renforcée, notamment pour faire face au vieillissement des praticiens en exercice. Le développement de l'offre est notamment primordial sur le quartier Montconseil.

En conclusion :

- Une offre essonnienne comparable à celle des autres départements franciliens de Grande couronne
- Une offre en généralistes libéraux relativement faible, par rapport aux autres départements français mais un rang plus favorable pour l'offre en spécialistes libéraux
- Des perspectives de démographie médicale à surveiller
- Une offre meilleure dans les territoires denses et urbains et qui diminue dans le périurbain et plus encore dans le rural
- Un rural essonnien mieux doté en généralistes que le reste du rural francilien mais un périurbain essonnien moins bien doté en spécialistes de premier recours
- Des quartiers en politique de la ville en difficulté
- Des territoires déficitaires et fragiles, notamment Méréville et Grigny

2.8. Education

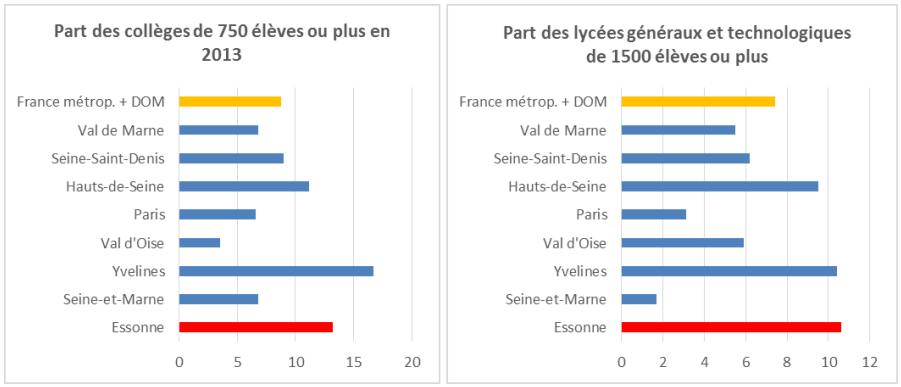
2.8.1. Une offre d'enseignement essentiellement publique dans le département

La part des établissements privés d'enseignement est relativement faible en Essonne par comparaison avec d'autres départements franciliens, notamment Paris, les Hauts-de-Seine et les Yvelines. Elle est proche de la moyenne observée dans les autres départements de Grande couronne.

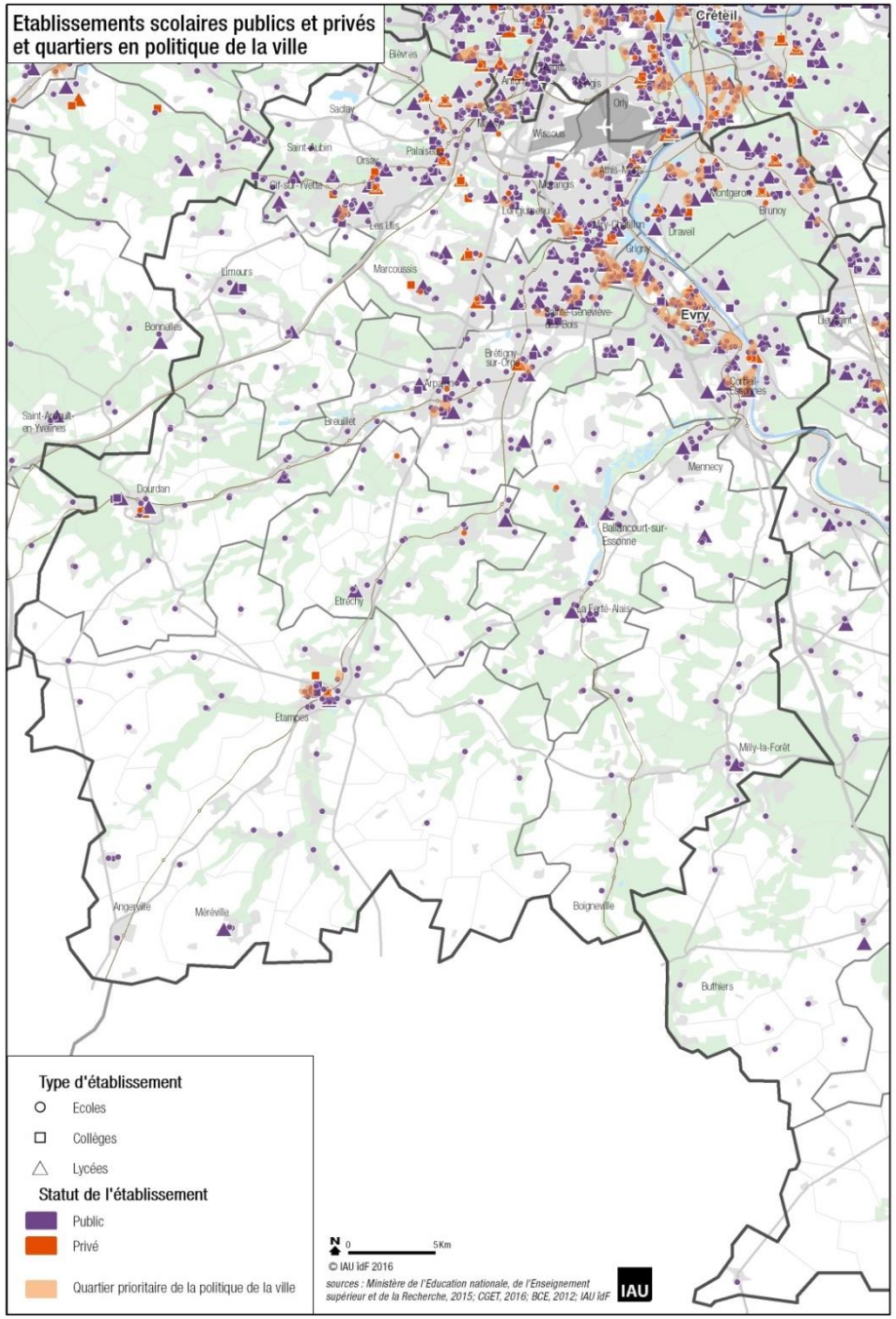
La proportion d'élèves inscrits dans un établissement privé progresse avec l'avancement en âge des élèves : dans le département, elle s'établit à 5,2 % dans l'enseignement primaire et à 13,5 % dans l'enseignement secondaire.

2.8.2. Des établissements d'assez grande taille

Les « gros » établissements (écoles comprenant au moins 8 classes, collèges de plus de 750 élèves, lycées généraux de plus de 1 500 élèves et lycées professionnels de plus de 600 élèves) sont plus nombreux en Essonne que dans la plupart des autres départements de la Grande couronne et plus généralement de la région.



Source:Géographie de l'école, MEN-DEPP, 2014



Ces « gros » établissements « proposent souvent une gamme élargie voire complète d'offre de formation ; mais l'importance de leurs effectifs peut excéder la capacité théorique d'accueil et s'éloigner d'un enseignement à dimension humaine »[18] .

2.8.3. Des taux élevés de scolarisation sur place des jeunes Essonniens

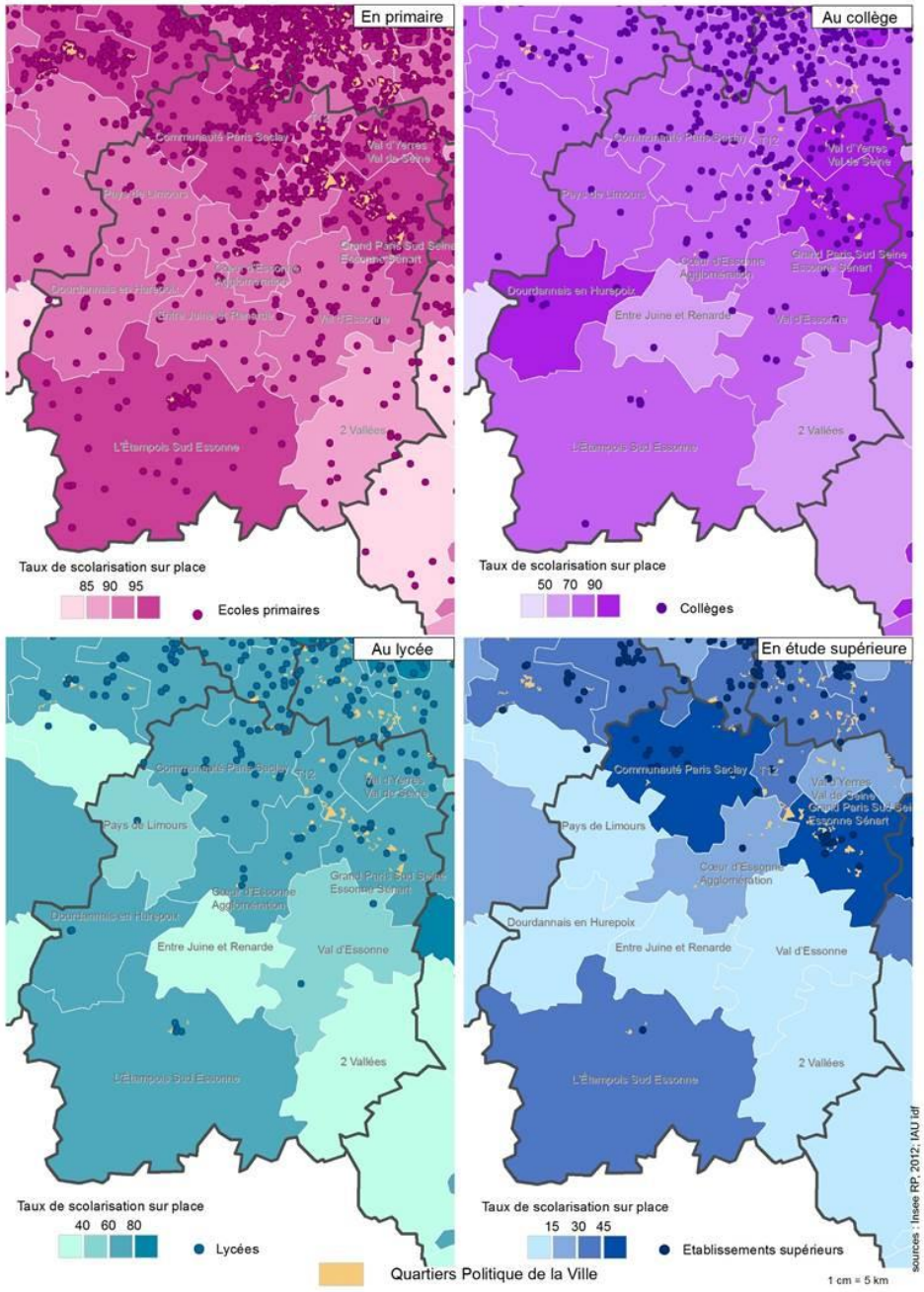
Parmi les départements de grande couronne, l'Essonne est celui qui « retient » le mieux ses élèves et étudiants sur leur territoire de résidence, ceci quel que soit leur âge. L'écart entre départements est faible au niveau de l'enseignement primaire, mais il devient significatif dès le collège et se maintient jusqu'au niveau de l'enseignement supérieur.

En Essonne, la part des élèves scolarisés au sein même de leur territoire passe en moyenne de 93% au niveau de l'enseignement primaire, à 82% en collège, 57% en lycée et 22% dans l'enseignement supérieur. Les résidents des secteurs ruraux sont davantage contraints à la mobilité que les autres dès le début de leur scolarité.

En conclusion :

- Une offre de plus en plus concentrée en zones urbaines et péri-urbaines au fur et mesure de l'avancement en âge des jeunes Essonniens
- Une faible part de l'enseignement privé
- Des établissements d'enseignement plutôt de grande taille
- Des taux de scolarisation sur place plus élevés que dans les autres départements de grande couronne

TAUX DE SCOLARISATION DANS LES TERRITOIRES PAR NIVEAU D'ÉTABLISSEMENT



[18] Géographie de l'école, MEN-DEPP, 2005.

2.9. Les équipements culturels de proximité

2.9.1. L'Essonne bien situé en matière de pratique amateur et de diffusion de spectacle vivant

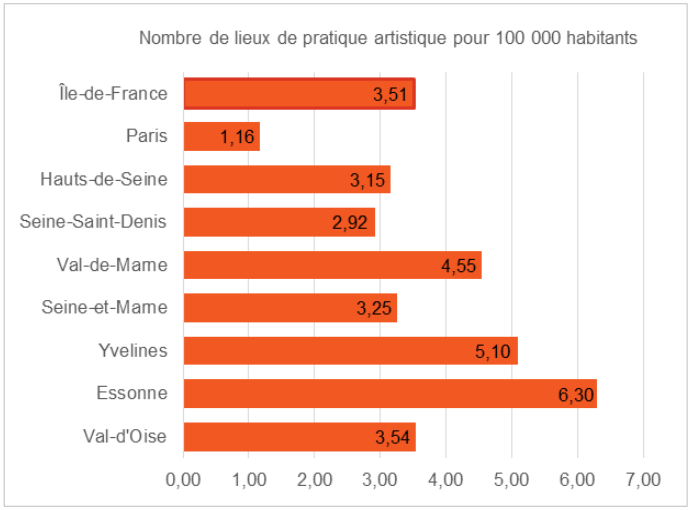
Avec 6,3 lieux de pratique artistique pour 100 000 habitants, le département de l'Essonne apparaît – par rapport aux autres départements franciliens – très bien pourvu en lieux de pratiques artistiques (qui tiennent compte des conservatoires agréés, des écoles de musique non agréées, des ateliers d'arts plastiques et d'autres ateliers culturels proposés, entre autres, par les centres socio-culturels). Ce bon niveau d'équipement est d'autant plus intéressant que l'Île-de-France, elle-même, est globalement bien dotée par rapport aux autres régions françaises.

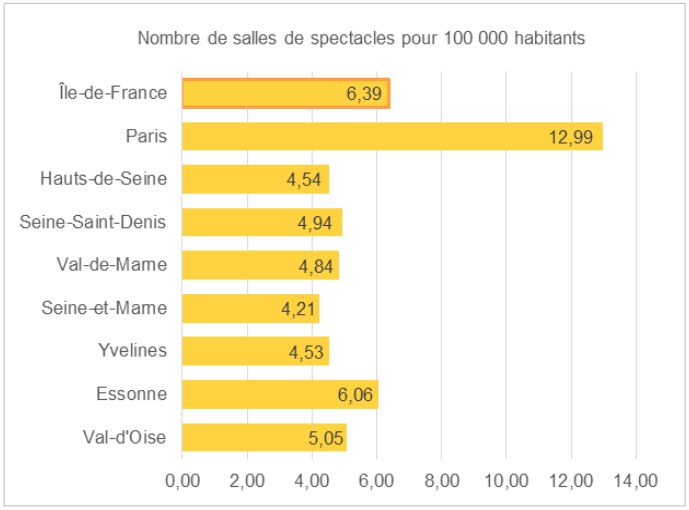
Le département est également bien doté en salles de spectacles, bien après Paris certes, mais en deuxième position parmi les départements franciliens, avec, encore une fois, une Île-de-France particulièrement bien positionnée dans le paysage français sur cette thématique.

2.9.2. Une situation plus contrastée en matière de cinéma et de lecture publique

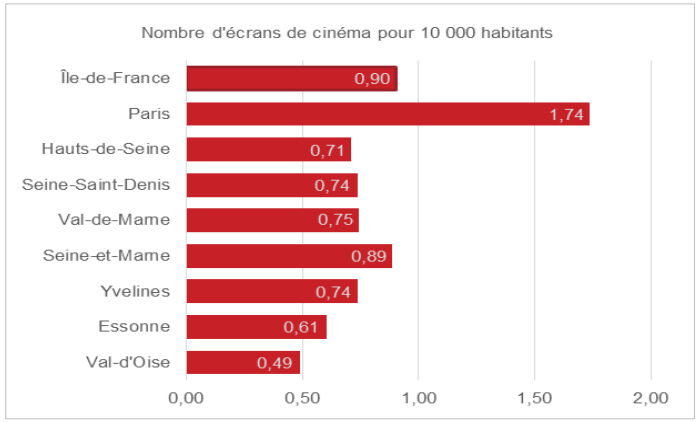
Si le département de l'Essonne est plutôt bien placé dans la région en matière de nombre de cinémas, il l'est moins en nombre d'écrans par habitant. Or, c'est ce denier indicateur qui permet de rendre compte de la diversité de l'offre proposée, même de manière schématique. L'offre essonnienne est alors en-dessous de la moyenne régionale, de celle des départements de la MGP, mais également de celles des Yvelines et de Seine-et-Marne.

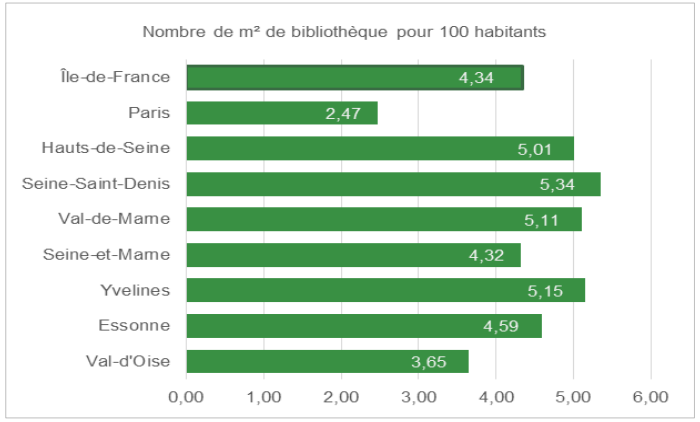
Pour enrichir cette offre, des projets sont en cours notamment à Massy et à Bretigny-sur-Orge (projets de multiplexe).



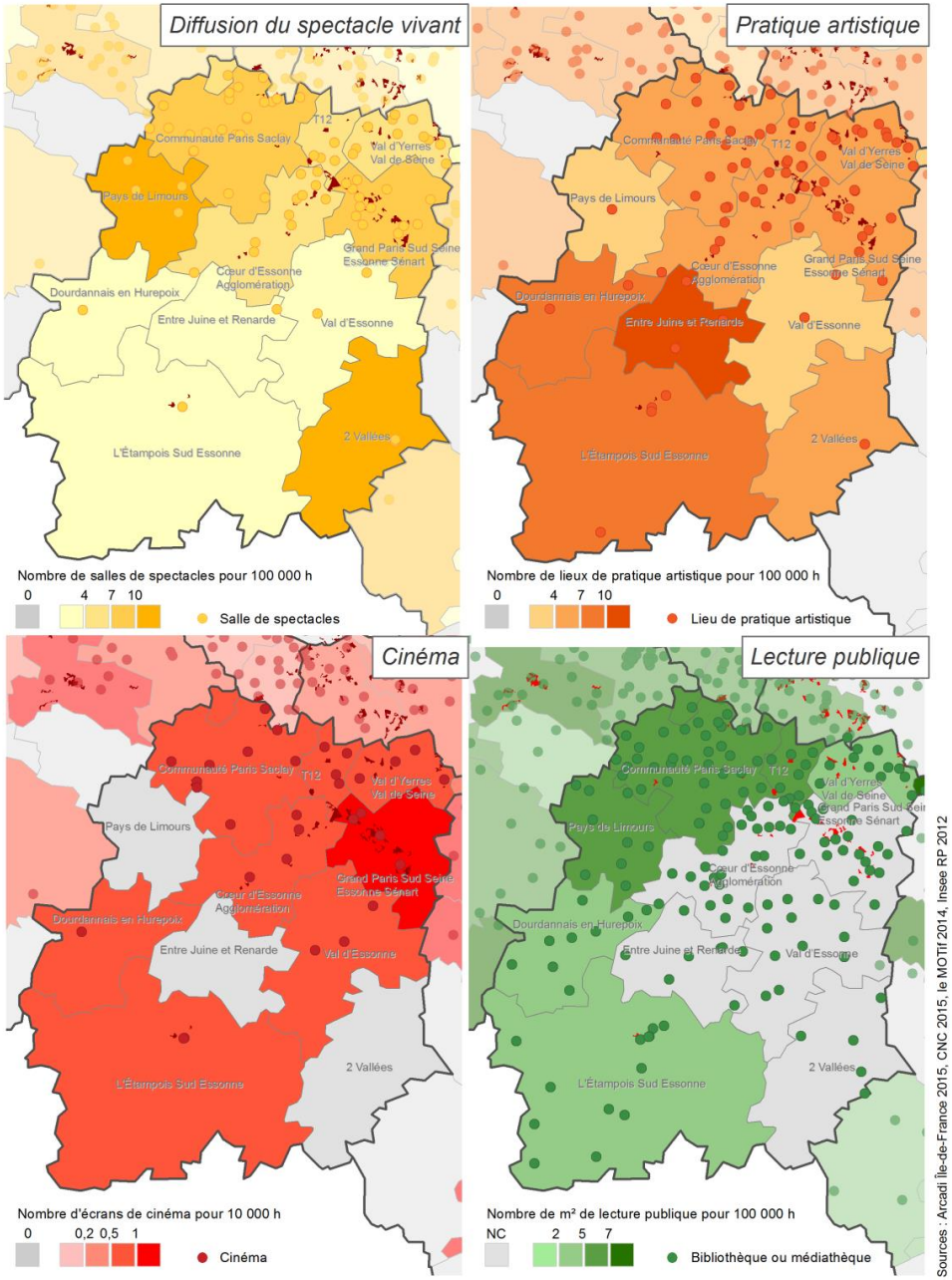


Source : CNT/DGCA/DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication





Source : DGMIC, Ministère de la Culture et de la Communication



De même, pour la lecture publique, le constat diffère selon que l'on observe le nombre de mètres carrés ouverts au public ou le nombre d'équipements. Dans le premier cas, l'Essonne est dans une situation intermédiaire : moins bien doté que les départements de petite couronne et des Yvelines, mais dans une situation plus favorable que celles observées en Seine-et-Marne et dans le Val d'Oise. Dans le second cas, l'Essonne, comme les autres départements de grande couronne, apparaît

bien dotée avec 1,31 bibliothèque pour 10 000 habitants (la moyenne francilienne étant de 0,89 et le département le plus doté, la Seine-et-Marne, en comptant 1,82).

L'offre de lecture publique devrait s'améliorer dans les années à venir au regard des projets de médiathèques connus par le Département (au moins 13 projets de construction ou d'extension).

A noter enfin, en matière de lecture publique, que la région Île-de-France est particulièrement mal dotée par rapport aux autres régions françaises, malgré des efforts considérables dans ce domaine au cours des 15 dernières années.

En conclusion :

- Un département bien doté, notamment en salles de spectacles et lieux de pratique artistique
- Un département qui dispose d'un réseau intéressant de lieux de lecture publique, même si certains sont de petite taille
- Un rural essonnien mieux doté en salles de spectacles et en lieux de lecture publique que le reste du rural francilien
- Une offre limitée en cinémas mais des projets à venir

Zoom sur les quartiers en politique de la ville

Les contrats de ville des quartiers en politique de la ville du département de l'Essonne mettent en avant un besoin de développement et d'adaptation de l'offre culturelle selon les besoins et les contraintes des habitants des quartiers. Notamment, le contrat de ville de la CA Evry-Centre-Essonne et des villes d'Evry, Courcouronnes et de Ris-Orangis pointe une faible fréquentation des équipements culturels par les habitants des quartiers : le déploiement de projets participatifs et de grande proximité (hors les murs) favoriseraient l'accès à la culture.

Que ce soit dans les contrats de ville d'Evry-Centre-Essonne ou d'Europ'Essonne, la nécessité d'un accompagnement du public vers les pratiques culturelles est également mise en avant : afin d'accompagner le public vers les pratiques culturelles, des outils spécifiques doivent être déployés visant à une meilleure coordination entre les acteurs culturels et les structures de proximité qui sont en lien direct avec les habitants, à une communication adaptée et à des actions de sensibilisation aux pratiques culturelles.

D'autre part, les équipements et projets culturels du territoire, dont beaucoup sont situés au cœur des quartiers, doivent s'adapter aux contraintes des habitants en termes de périodes et d'horaires d'ouverture, de tarification, et d'accueil.
Les autres contrats de ville du département pointent sur des éléments similaires.

2.10. Les équipements sportifs et de loisirs

2.10.1. La pratique sportive des Essonniens

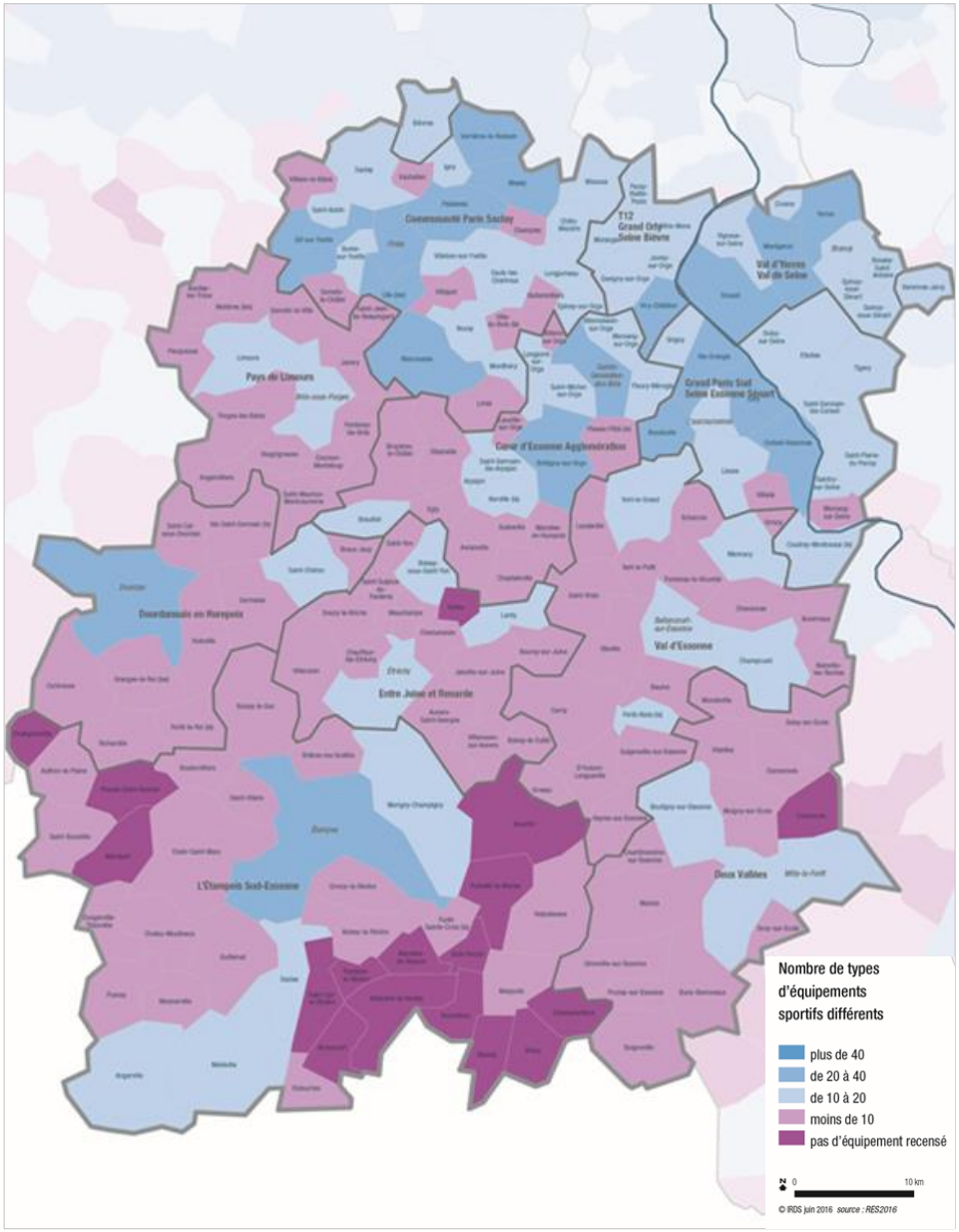
Aujourd'hui le taux moyen de pratique sportive régulière (au moins une fois par semaine) des Essonniens est comparable à celui des Franciliens. Le département de l'Essonne est comme ses homologues de grande couronne plus sportif que le cœur dense de l'agglomération. Ces écarts sont liés à la quantité et à la qualité des équipements disponibles sur le territoire et sont liés également à la composition sociodémographique des départements.

Par ailleurs, l'Essonne a la particularité d'offrir à ses habitants une offre conséquente de pratiques de sport de nature, une demande qui va croissante chez les Français. Et de fait, le milieu naturel est le premier lieu de pratique des Essonniens : 56 % pratiquent leur activité régulière (encadrée et/ou autonome) en milieu naturel contre seulement 48 % en moyenne en Île-de-France.

2.10.2. Une offre d'équipements sportifs et de loisirs plus développée que dans le cœur de l'agglomération

L'île-de France compte 22 équipements pour 10 000 habitants quand la moyenne France est à 50. L'Essonne en compte 30.

Comme d'autres départements de grande couronne, l'Essonne dispose d'un nombre d'équipements rapporté à la population plus important que dans le cœur de l'agglomération. En revanche, la distance à parcourir pour y accéder est souvent plus longue. En règle générale, les sportifs essonniens pratiquent essentiellement le soir en semaine et majoritairement dans leur département. Ils se déplacent essentiellement en voiture pour se rendre sur le lieu de leur activité.



2.10.3. Une concentration spatiale de la diversité

Si globalement le territoire présente une diversité d'équipement, cette diversité se concentre logiquement dans le nord du département au sein des territoires les plus peuplés. Comme pour les autres départements de grande couronne, les territoires ruraux disposent d'une offre plus réduite.

Dans le détail des équipements, le territoire présente des particularités, deux îles de loisirs y sont implantées avec de nombreuses activités sportives et de loisirs en leur sein, 4 patinoires sur les 11 existantes en Île-de-France sont en Essonne.

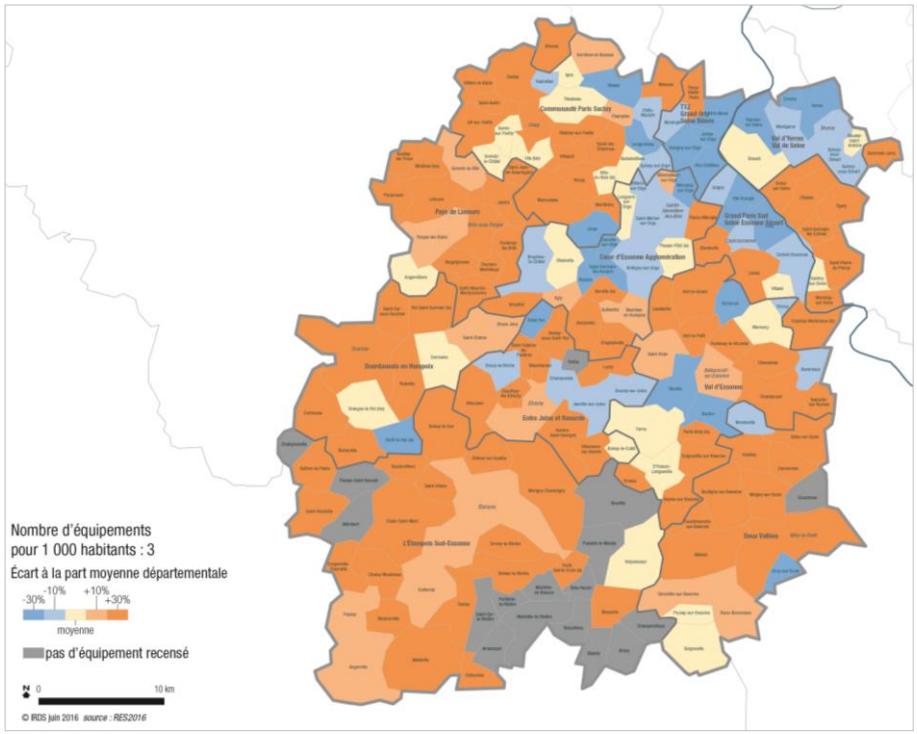
Autre particularité, le département compte 6,5 courts de tennis pour 10 000 habitants contre 4,8 sur l'ensemble des autres départements de grande couronne.

En ce qui concerne les bassins de natation, l'Essonne en compte près de 80 dans 42 piscines. Plus des deux tiers sont couverts (certains découvrables) et une dizaine sont des bassins extérieurs, une offre importante pour la baignade estivale.
Malgré cette offre si on compare le nombre de m² de bassins disponible par rapport au poids de population[19], il manquerait environ 10 bassins (25 x 15) dans le département pour satisfaire aux besoins de la population. Des projets sont en cours afin de combler ce manque en bassin de natation, notamment à Mennecy et à Milly-la-Forêt.

2.10.4. Taux d'équipements des communes

Si la question de la diversité des équipements mis à disposition est primordiale pour inciter à la pratique sportive, la question de la dimension de l'offre est aussi cruciale. Un équipement peut être présent sur le territoire mais être saturé compte tenu d'une demande forte.

C'est ce que montre en partie la carte : si les communes du nord du département possèdent un nombre d'équipements plus important et on l'a vu plus varié, leur poids de population fait qu'elles connaissent probablement des effets de saturation de certains équipements. En résumé, le nord du département détient un plus grand nombre d'équipements et de type varié mais selon les communes, présente certainement de fortes carences. Inversement au sud, l'offre d'équipements est pauvre dans sa diversité mais présente des taux d'équipements meilleurs du fait des poids plus faibles de population.



[19] Ratio de 0,02 m² de bassins par habitant

Zoom quartiers en politique de la ville

Environ 120 équipements y sont implantés soit 3 % des équipements du département. Le taux d'équipement dans les QPV est de 9 pour 10 000 habitants celui du département de 30.

On sait par ailleurs que les écarts sont notables également dans la diversité des équipements mis à disposition. Ainsi, les équipements sportifs des QPV franciliens sont pour 28 % d'entre eux des plateaux extérieurs d'EPS, contre 8 % hors QPV, inversement 9 % des équipements des QPV sont des terrains de tennis contre 20 % en dehors.

Cette offre faible en quantité et qualité n'est pas sans influence sur la pratique sportive des habitants, même si elle ne constitue pas l'unique facteur. Ainsi en Essonne 21 % des habitants sont licenciés, ils sont 23 % hors QPV contre 11 % dans les quartiers en politique de la ville.

2.10.5. Des marges de progrès sur la question de l'accessibilité aux personnes en situation de handicap

Du fait de l'âge des installations sportives, nombreuses sont celles qui ne sont pas accessibles aux personnes en situation de handicap.
En effet avec 90 % des équipements en services avant 2005, soit bien avant la loi du 11 février 2005 qui a réaffirmé l'obligation de rendre accessible les équipements et services à la population, le travail de mise aux normes est important.

Cependant cette accessibilité progresse nettement, sur la région, 2/3 des installations sportives seraient accessibles en 2016 contre seulement 16 % en 2008.

En conclusion :

- Une offre plus importante en Essonne que dans le cœur de l'agglomération mais une offre carencée pour certains équipements (notamment les piscines)
- Une offre en équipements relativement diversifiée au-delà des équipements classiques (golf, patinoire, île de loisirs, centres équestres, parcours d'escalade, …)
- Trois problématiques différentes entre le nord et le sud du département (urbain/rural) et une frange intermédiaire (diagonale) :
  - Nord-ouest du département avec une offre relativement bonne à développer (mis en réseau d'équipements)
  - une diagonale de communes moins aisées avec la présence de quartiers en QPV moins bien équipés avec des classes d'âges plus jeunes
  - une partie sud rurale avec une offre moins importante et moins diversifiée avec le risque d'absorber une grande part du vieillissement de la population prévue à long terme

3. L'ACCESSIBILITÉ AUX ÉQUIPEMENTS

3.1. Les disparités territoriales en terme d'éloignement aux principaux équipements et services au public

3.1.1. Méthodologie employée

Pour enrichir l'analyse de l'offre thématique par thématique, l'Insee, le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) et l'Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France ont déterminé quatre paniers types de commerces et services pour ensuite mesurer l'éloignement des communes ou de la population à ces paniers.

Le premier s'intitule panier « vie courante ». Il comprend 22 équipements ou services. Ceux-ci ont été choisis en fonction de la proximité, de la mobilité qu'ils impliquent, de l'importance qui leur est donnée au quotidien et de leur fréquence d'usage. Ils comprennent une grande partie des équipements de la gamme dite de proximité les plus présents sur le territoire. Pour les mêmes raisons, d'utilité et d'usage, des services ou équipements moins fréquents mais conditionnant tout autant la qualité de vie dans les bassins de vie ont été pris en compte : collèges, stations-services, supermarchés, laboratoire d'analyse médicale, etc. Pour le panier « vie courante », la population prise en compte est l'ensemble de la population au recensement 2012.

Les trois autres paniers ont été élaborés pour intégrer des services plus spécialisés, utiles pour des populations particulières. Ils répondent aux besoins de populations choisies en fonction de leur vulnérabilité potentielle. Ils permettent d'aborder notamment les problématiques générationnelles.

Un panier « jeunes » ou « jeunes adultes », ciblé sur les 19-29 ans. Il comprend 13 équipements de type sport, santé, emploi. Pour le panier « jeunes », la population prise en compte est le nombre de jeunes de 19 à 29 ans résidant sur la commune au recensement 2012.

Un panier « familles », ciblé sur les familles avec au moins un enfant de moins de 18 ans. Il est axé sur la santé, la culture et l'éducation. Ce panier assez large de 23 équipements permet de relever les disparités territoriales d'accessibilité auxquelles sont confrontés les parents, enfants et adolescents selon leur commune de résidence. Pour le panier « familles », la population prise en compte est l'ensemble des personnes (adultes et enfants de 18 ans ou moins) vivant dans une famille comprenant au moins un enfant de moins de 18 ans au recensement 2012.

Un panier « seniors », ciblé sur les plus de 65 ans, donc essentiellement à la retraite. Cette population assez hétérogène regroupe des populations dépendantes, des seniors « actifs »… d'où un spectre de 16 équipements, comprenant santé, sport, soins à domicile, maison de retraite, services d'aide (équipement important même si la localisation n'est pas forcément pertinente, car le siège ne reflète pas l'étendue géographique de la prestation). Pour le panier « seniors », la population prise en compte est l'ensemble des personnes âgées de 65 ans ou plus résidant sur la commune au recensement 2012.

Le temps d'accès à un panier d'équipements est la moyenne des temps d'accès à chacun de ses équipements. Ainsi, pour chaque commune du département et pour chaque panier, on détermine le temps d'accès des communes du département à l'ensemble des équipements les plus rapidement accessibles du panier par voie routière.

Pour chacun des quatre paniers, l'éloignement des communes et le temps d'accès de la population permettent de mesurer les disparités et

inégalités territoriales. Au niveau national le seuil qualifiant l'éloignement des populations est le seuil distinguant les 10 % de la population de France métropolitaine ayant les temps d'accès les plus élevés aux équipements du panier.

Pour le panier « vie courante », le seuil retenu est celui de sept minutes. En effet, en France métropolitaine, 10 % de la population la plus éloignée parcourent un trajet d'au moins 7 minutes pour accéder à chacun des équipements du panier. De la même manière, ce seuil est de 16 minutes pour le panier « jeunes », de 16 minutes pour le panier « familles » et de 12 minutes pour le panier « seniors ».

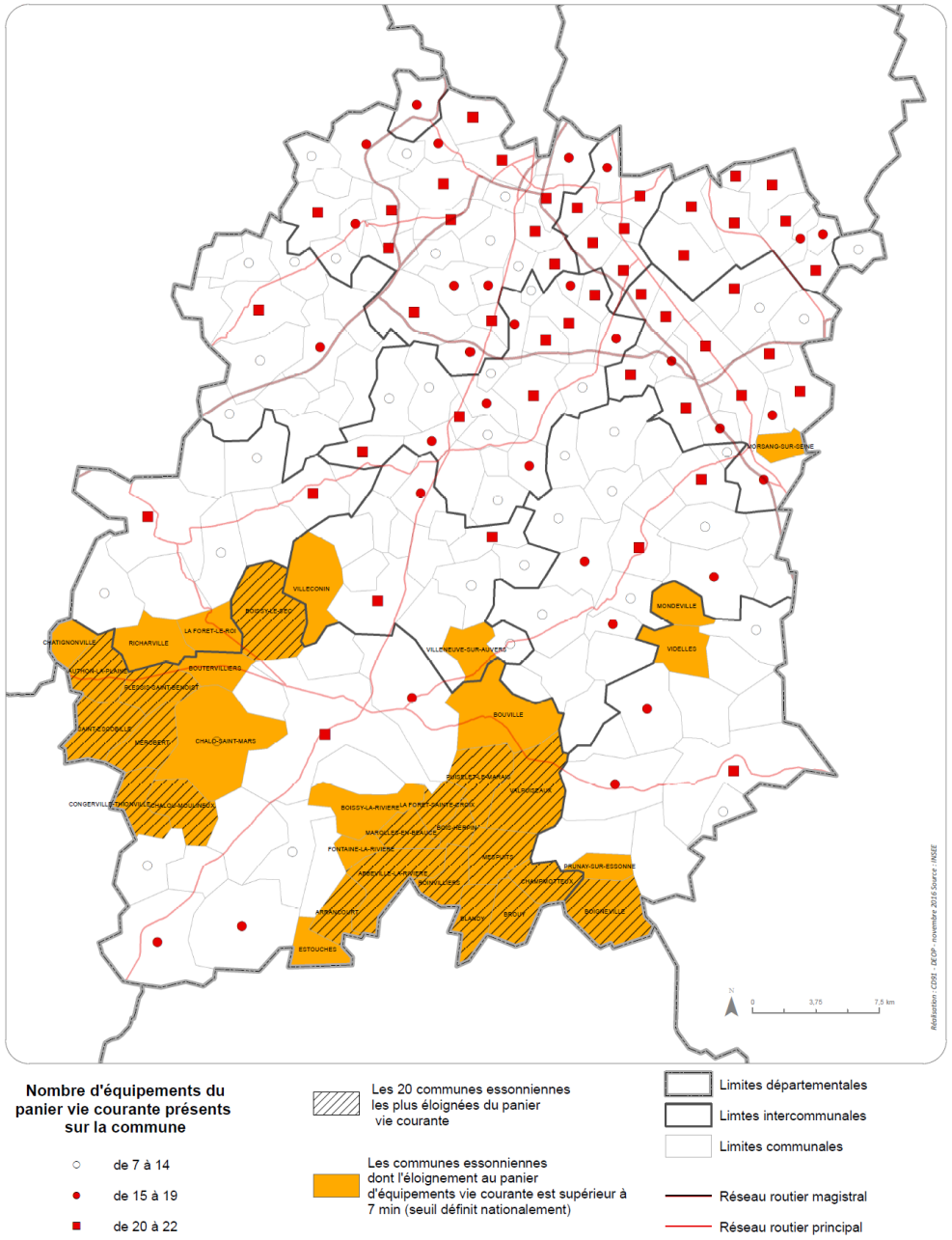
3.1.2. Analyse des résultats sur le territoire essonnien

➢ ***Panier « vie courante »***

<u>Rappel</u> : le panier de la vie courante propose une gamme de 22 services de tout type et recouvre les besoins du quotidien. La population de référence correspond à la totalité de la population essonnienne, soit 1 237 507 habitants (RP2012). Le seuil d'accessibilité national est de 7 mn.

Le territoire départemental est maillé par de nombreuses polarités principales de services de la vie courante, regroupant entre 20 et 22 de ces services (carrés rouges sur la carte). En tout, 903 717 habitants habitent dans une commune identifiée comme étant un pôle de service de la vie courante, soit 48 communes. Ces polarités sont très concentrées au nord, dans les communes urbanisées et densément peuplées. On retrouve également certains de ces pôles principaux dans les communes de frange d'agglomération comme Brétigny-sur-Orge, Marcoussis, Lisses, Breuillet, Mennecy et Saint-Pierre-du-Perray. Enfin, des polarités sont présentes dans le périurbain et les bourgs ruraux : Saint-Chéron, Dourdan, Limours, Milly-la-Forêt, Etampes, Lardy.

Les communes essonniennes les plus éloignées des services du panier vie courante



188 945 habitants habitent dans une commune appartenant à la catégorie des pôles intermédiaires (15 à 19 types d'équipements sur 22, ronds rouges sur la carte), soit 31 communes dont la valeur médiane d'accessibilité est de 3,4 mn.

98 221 habitants habitent dans une commune identifiée comme un pôle relais (7 à 14 types d'équipements sur 22, ronds blancs sur la carte), soit 40 communes dont la valeur médiane d'accessibilité est de 4,5 mn.

Enfin, 46 624 personnes (3,7%) habitent dans une commune qui n'est pas une polarité de service (soit moins de 7 types de services représentés sur 22), ce qui fait 77 communes (39%). Pour ces communes, la valeur médiane d'accessibilité est de 6,8 mn. Notons que 12 communes ne disposent d'aucun équipement de la vie courante (1 993 personnes). Parmi ces communes, la grande majorité est rurale mais on en retrouve également quelques-unes en zones périurbaines ou de frange d'agglomération.

En France, les 10% de la population les plus éloignés des paniers de la vie courante effectuent des trajets d'au moins 7 mn. En Essonne, cela concerne 13 750 personnes (1,1%), habitants des communes en orange sur la carte (35 communes). Ces communes sont quasi exclusivement des communes rurales, sauf deux : Villeneuve-sur-Auvers en zone périurbaine et Morsang-sur-Seine en frange d'agglomération.

A l'échelle du département, les 10% de la population (120 000 personnes) les plus éloignés du panier de la vie courante effectuent au minimum un trajet de 4,1 mn pour y accéder et 50% de la population essonnienne se situe à temps de 3,3 mn et plus.

La médiane d'accessibilité des communes au panier vie courante est de 4,4 mn et le temps d'accès pour 10% des communes les plus éloignées est d'au moins 8,5 mn.

Du point de vue des bassins de vie de l'Insee, ce sont ceux de Dourdan, d'Etampes et d'Angerville où la population subit le plus l'éloignement (entre 10 et 25 % de la population).

- ***Panier « familles »***

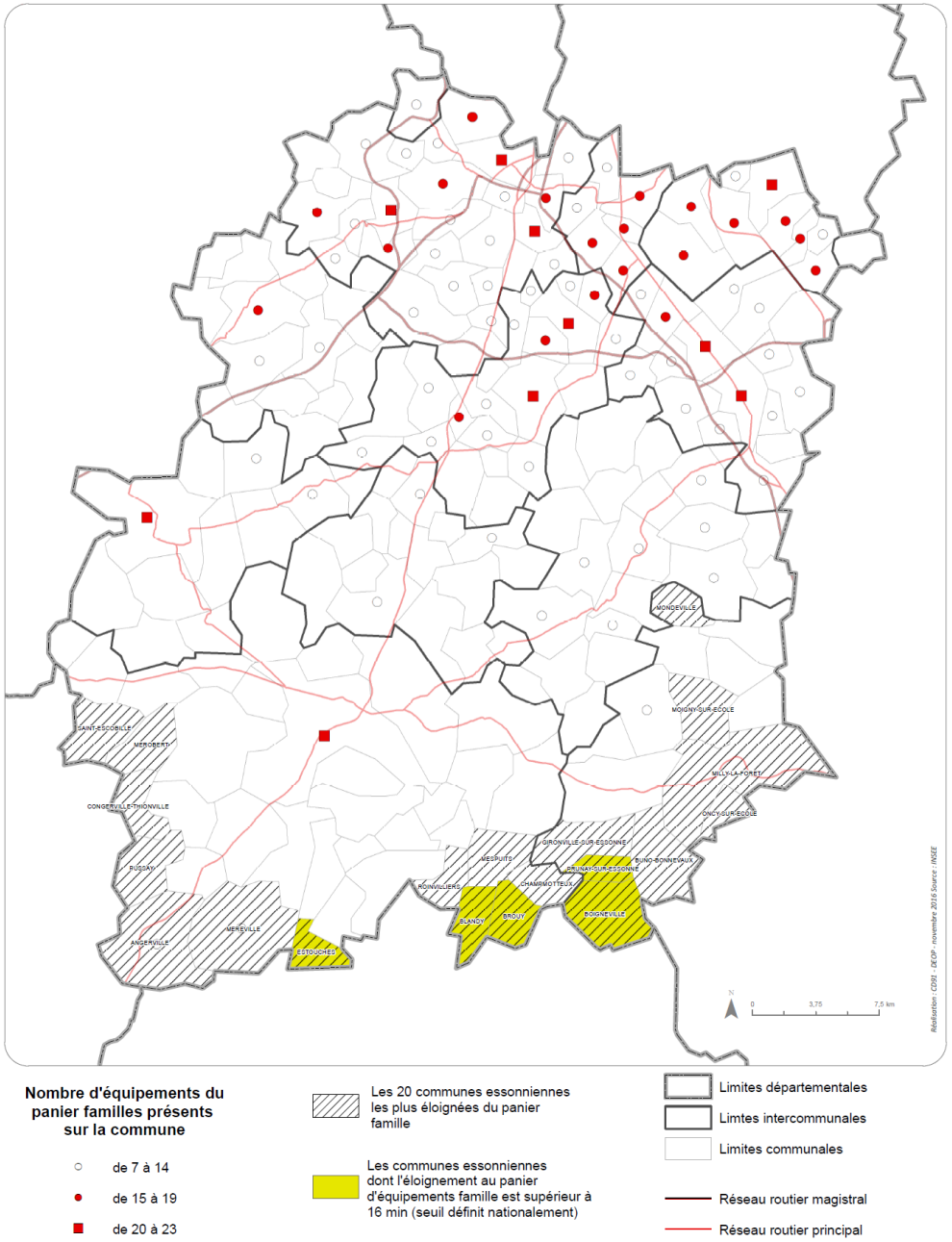
<u>Rappel</u> : le panier des familles propose une gamme de 23 équipements destinés à répondre aux besoins quotidiens des familles, c'est à dire des ménages composés d'au moins un adulte et un enfant de moins de 18 ans. En Essonne, cela représente 767 062 personnes (62% de la population essonnienne). Le seuil d'accessibilité national est de 16mn.

55% des communes de l'Essonne (108) ne constituent pas des polarités d'équipement et de services (6 types d'équipements/services ou moins sur 23) et 5,6% n'ont aucun équipement (11 communes). 66 906 personnes concernées par le panier « familles » habitent dans ces communes, soit 9% de la population des familles. Pour toutes ces communes, la valeur médiane d'accessibilité au panier est de 10,1 mn.

A part la commune d'Ormoy, située en zone urbanisée, le reste des communes dont le nombre d'équipements est de 6 ou moins est localisé en zones rurales et périurbaines. La présence de Milly-la-Forêt parmi ces communes peu ou pas équipées est à noter.

En France métropolitaine, les 10% des familles les plus éloignées effectuent des trajets de minimum 16 mn pour accéder aux équipements du panier « familles ». En Essonne, cela concerne 5 communes (en jaune sur la carte), soit 610 personnes concernées par le panier « familles », toutes situées en zone rurale. 10% des personnes les plus éloignées ont accès au panier « familles » par un trajet d'au moins 8,8 mn et 50% de la population des familles se situent sur un temps de 6,1 mn et plus.

Les communes essonniennes les plus éloignées des services du panier famille



Nombre d'équipements du panier familles présents sur la commune

- de 7 à 14
- de 15 à 19
- de 20 à 23

Les 20 communes essonniennes les plus éloignées du panier famille

Les communes essonniennes dont l'éloignement au panier d'équipements famille est supérieur à 16 min (seuil définit nationalement)

Limites départementales

Limtes intercommunales

Limites communales

Réseau routier magistral

Réseau routier principal

Le temps d'accès pour les 10% de communes les plus éloignées est d'au moins 13,7 mn (communes hachurées sur la carte). Les communes d'Angerville et de Milly-la-Forêt font partie de ces communes les plus éloignées.

➢ ***Panier « jeunes adultes »***

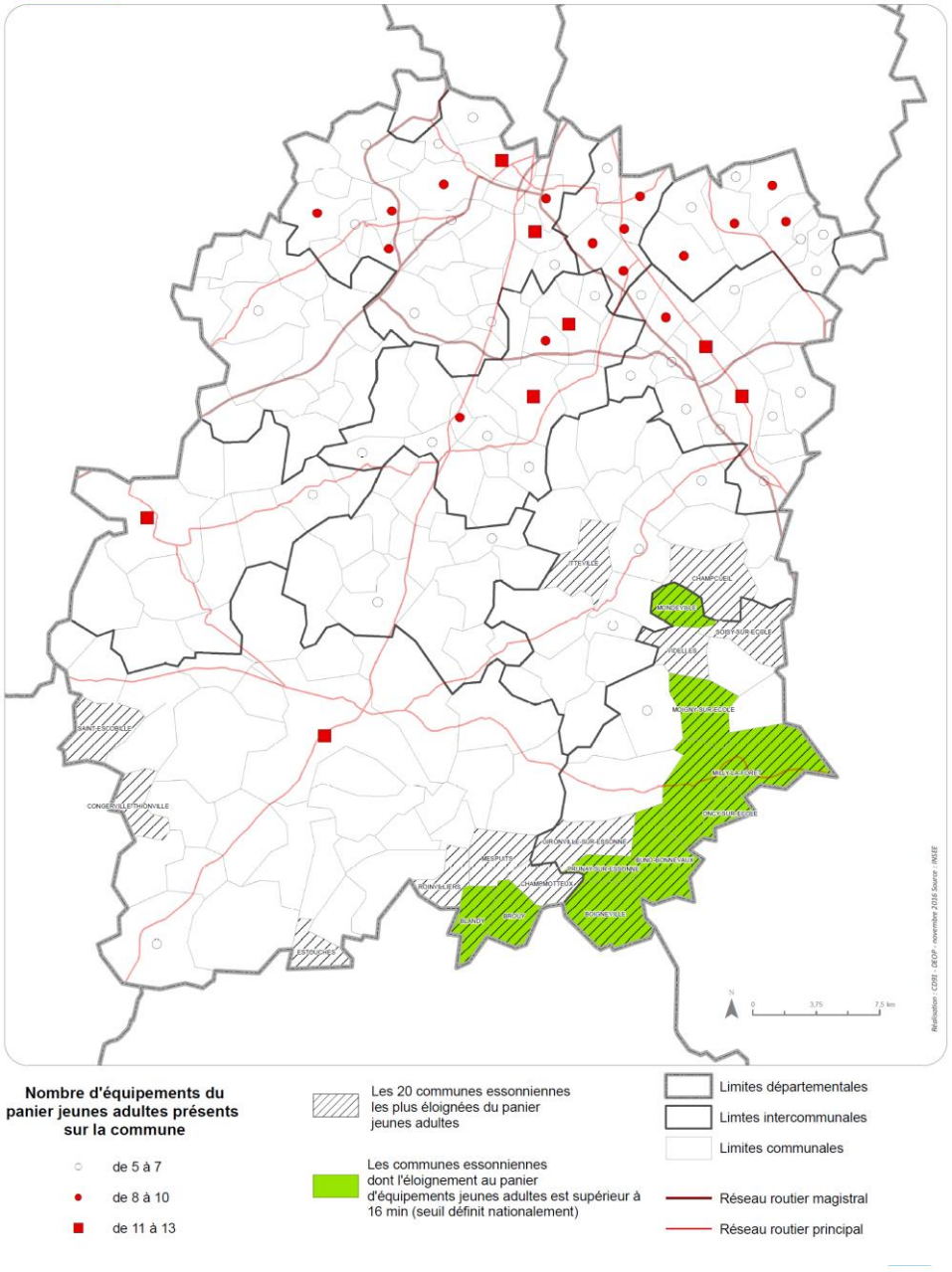
<u>Rappel</u> : le panier « jeunes adultes » propose une gamme de 13 équipements orientés autour du sport, de la santé, de l'emploi et destinés à répondre aux besoins quotidiens de jeunes de 19 à 29 ans, soit 177 355 personnes en Essonne. Le seuil d'accessibilité national est de 16mn.

69% des communes de l'Essonne (135) ne constituent pas des polarités d'équipements et de services (4 types d'équipements/services ou moins sur 13) et 17% (33 communes) n'en n'ont aucun. 31 871 jeunes Essonniens habitent dans ces communes, soit 18% des jeunes âgés de 19 à 29 ans. Pour toutes ces communes, la valeur médiane d'accessibilité au panier est de 10,7 mn.

On retrouve ces communes principalement en zones rurales et périurbaines, mais également dans les zones urbaines. Fleury-Mérogis, Saint-Germain-lès-Arpajon ou encore Morangis comptent chacune moins de 5 types équipements sur 13 de la gamme « jeunes adultes ». Néanmoins, ces trois communes se trouvent à proximité de communes disposant d'un large panel d'équipements du panier « jeunes adultes », ce qui se traduit par un temps d'accès peu élevé à ce panel d'équipements.

En France métropolitaine, les 10% des jeunes adultes les plus éloignés des équipements de leur panier effectuent des trajets de 16 mn minimum. En Essonne cela concerne 9 communes (communes en vert sur la carte ci-contre), soit 860 jeunes adultes, situés en zone rurale et périurbaine. On peut noter la présence de Milly la Forêt (451jeunes adultes) parmi ces communes dont les jeunes adultes sont au-dessus du seuil national. Pour

Les communes essonniennes les plus éloignées des services du panier jeunes adultes



le département de l'Essonne, les 10% les plus éloignés effectuent un temps d'accès minimal de 9,8 mn et 50% de la population essonnienne jeunes adultes se situe sur un temps de 6,7 mn et plus.

La médiane d'accessibilité des communes essonniennes au panier jeunes adultes est de 9,8 mn et le temps d'accès minimal pour les 10% de communes les plus éloignées (communes hachurées sur la carte ci-contre) est de 14,2 mn.

- ***Panier « seniors »***

<u>Rappel</u> : le panier « séniors » propose une gamme de 16 équipements destinés à répondre aux besoins quotidiens des personnes de 65 ans et plus. En Essonne, cela représente 164 975 personnes (13% de la population essonnienne). Le seuil d'accessibilité national est de 12mn.

54% des communes de l'Essonne (105 communes) ne constituent pas des polarités d'équipement et de services (6 types équipements/services sur 13 ou moins) et 11% n'ont aucun type d'équipement (20 communes). 13 109 seniors habitent dans ces communes, soit 8% des plus de 65 ans. Pour toutes ces communes, la valeur médiane d'accessibilité au panier est de 8,5 mn.

En France métropolitaine, les 10% des séniors les plus éloignées doivent effectuer des trajets au minimum de 12 mn pour accéder aux équipements de leur panier. En Essonne, cela concerne 9 communes (en bleu sur la carte), soit 385 personnes âgées de plus de 65 ans, situés en zone rurale. Pour le département, les 10% les plus éloignés doivent effectuer un trajet de minimum 7,3 mn et 50% des seniors essonniens se situent sur un temps de 5,1 mn et plus.

La médiane d'accessibilité des communes au panier senior en Essonne est de 7 mn et le temps d'accès minimal pour les 10% de communes les plus

éloignées (communes hachurées sur la carte ci-contre) est de 10,6 mn et concerne 793 personnes âgées de plus de 65 ans (1%). Ces dernières sont exclusivement des communes rurales.

➢ ***Analyse croisée des quatre paniers***

Tout d'abord, le calcul d'un temps moyen d'accès, prenant en compte les quatre paniers d'équipements/services, met en évidence les communes présentant les situations les plus favorables et inversement les communes connaissant les situations les moins favorables.

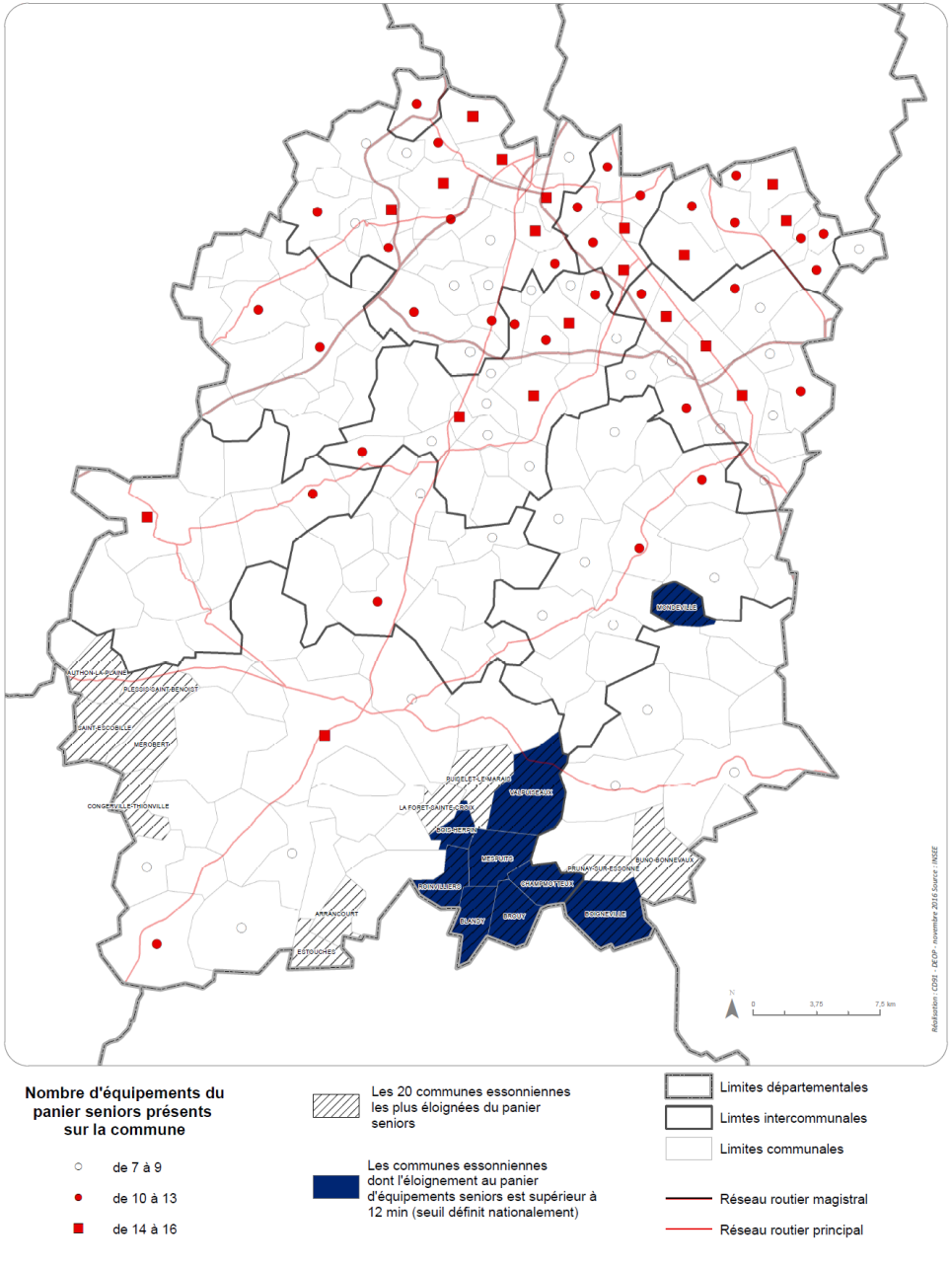
Les 10 communes présentant les situations les plus favorables sont Dourdan, Arpajon, Brunoy, Quincy-sous-Sénart, Chilly-Mazarin, Etampes, Linas, Massy, Saint-Germain-lès-Arpajon et Evry. Cela représente 210 453 habitants.

Les 10 communes présentant les situations les moins favorables sont Buno-Bonnevaux, Prunay-sur-Essonne, Mondeville, Boigneville, Champmotteux, Congerville-Thionville, Blandy, Brouy, Mespuits et Roinvilliers. Cela représente 3 046 habitants.

L'analyse croisée des quatre paniers permet de mettre en évidence des spécificités territoriales :

- La commune de Milly-la-Forêt présente une situation assez particulière. En effet, son temps d'accès au panier vie courante est l'un plus favorables du département (2,3 mn, médiane départementale à 4,4 mn) alors que ses temps d'accès aux paniers famille et jeunes adultes se situent dans les valeurs les plus élevées du département, de manière plus accentuée pour le panier jeunes adultes (17,1 mn, médiane départementale à 9,8 mn). Enfin le temps d'accès au panier seniors est proche de la médiane (7,7 mn contre 7,0 mn). La commune d'Oncy-sur-Ecole présente un profil similaire.

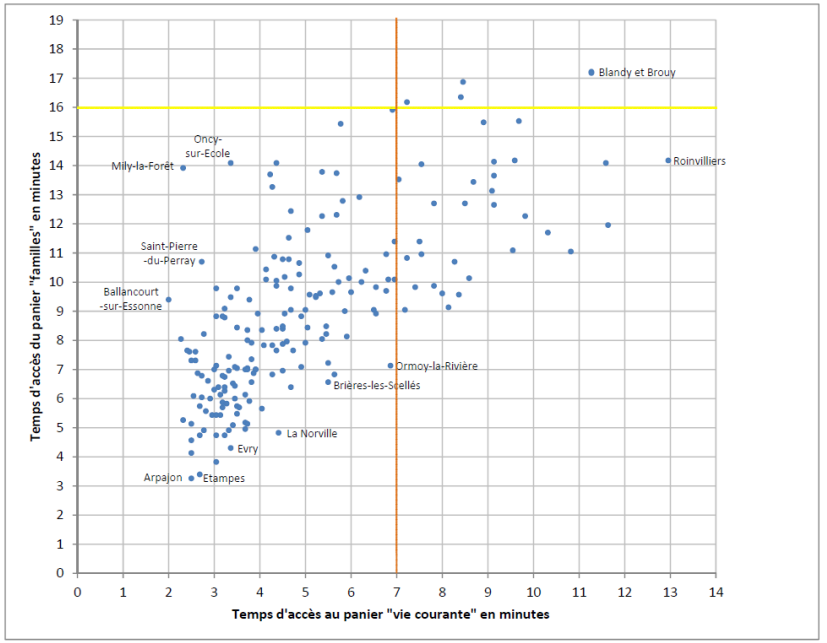
Les communes essonniennes les plus éloignées des services du panier seniors

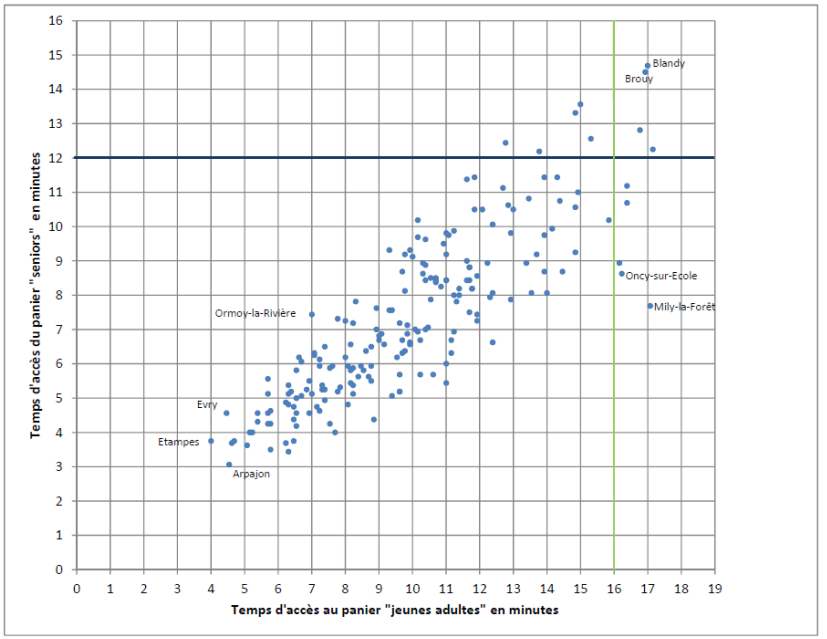


- La commune de Saint-Pierre-du-Perray présente un temps d'accès au panier vie courante favorable (2,7 mn, médiane à 4,4 mn) mais des temps d'accès aux autres paniers plus élevés que les médianes départementales : 8,2 mn contre 7 mn pour le panier seniors, 10,7 mn contre 8,8 mn pour le panier famille et 11,8 mn contre 9,8 mn pour le panier jeunes adultes. La commune de Ballancourt-sur-Essonne est dans la même situation mais avec des temps d'accès moins éloignés de la médiane départementale pour les paniers seniors (7,4 mn) et famille (9,4 mn) et un temps d'accès comparable à Saint-Pierre-du-Perray pour le panier jeunes adultes (11,9 mn). A noter que la commune de Ballancourt-sur-Essonne présente le temps d'accès au panier vie courante le plus favorable du département avec un temps de 2 mn.

- La commune de La Norville est également dans une situation particulière. En effet, elle bénéficie d'un temps d'accès au panier vie courante assez moyen, au niveau de la médiane départementale, alors qu'elle présente des temps d'accès très favorables aux autres paniers : 4,6 mn pour le panier seniors (médiane à 7 mn), 4,8 mn pour le panier famille (médiane à 8,8 mn) et 5,7 mn pour le panier jeunes adultes (médiane à 9,8 mn). La proximité géographique avec les communes d'Arpajon, de Saint-Germain-lès-Arpajon et de Brétigny-sur-Orge explique ces temps d'accès favorables aux trois paniers seniors, famille et jeunes adultes.

- La commune d'Ormoy-la-Rivière présente un temps d'accès au panier vie courante assez défavorable (6,9 mn), nettement supérieur à la médiane départementale et proche du seuil national de 7 mn. Néanmoins, ses temps d'accès aux paniers famille et jeunes adultes sont bien plus favorables : 7,1 mn pour le panier famille (médiane à 8,8 mn) et 7 mn pour le panier jeunes adultes





(médiane à 9,8 mn). La présence de la commune d'Etampes à proximité, commune disposant d'un large panel d'équipements et services, explique ces temps d'accès favorables aux paniers famille et jeunes adultes. La commune de Brières-les-Scellés présente un profil similaire mais avec un temps d'accès au panier vie courante moins défavorable (5,5 mn).

➢ ***Le Sud Essonne, le territoire le plus éloigné des équipements***

Quel que soit le panier de services, les communes les plus éloignées se situent dans le Sud du département :

- Panier « vie courante » : deux parties du territoire essonnien sont éloignées des services du quotidien avec un temps d'accès de plus de 7 minutes : une zone à l'Ouest d'Etampes allant de Congerville-Thionville à Villeconin et une autre zone à l'est d'Etampes formant un triangle entre Estouches, Villeneuve-sur-Auvers et Boigneville.

- Panier « famille » : 5 communes du sud du département sont fortement éloignées des services du panier famille avec un temps d'accès de plus de 16 min. Il s'agit de communes frontalières avec le Loiret.

- Panier « jeunes adultes » : une zone au sud-est du département présente un temps d'accès à ce panier supérieur à 16 min. Cette zone forme un arc de cercle allant de Blandy à Mondeville en passant par Milly-la-Forêt.

- Panier « seniors » : une partie du territoire essonnien, située entre Etampes et Maisse, affiche un temps d'accès supérieur à 12 min. Il s'agit de communes formant un triangle entre Roinvilliers, Valpuiseaux et Boigneville.

Nom du Panier	Population de référence	Nombre de communes n'étant pas une polarité de service / nombre de personnes concernées	Nombre de communes sans aucun équipement du panier / nombre de personnes concernées	Seuil d'accessibilité national	Nombre de communes présentant un temps d'accès supérieur au seuil national / nombre de personnes concernées
Vie courante	1 237 507	77 communes / 46 624 personnes	12 communes / 1 993 personnes	7 min	35 communes / 13 750 personnes
Famille	767 062	108 communes / 66 906 personnes concernées par le panier famille	11 communes / 927 personnes concernées par le panier famille	16 min	5 communes / 610 personnes concernées par le panier famille
Jeunes adultes	177 355	135 communes / 31 871 jeunes adultes	33 communes / 1 334 jeunes adultes	16 min	9 communes / 860 jeunes adultes
Seniors	164 975	105 communes / 13 109 seniors	20 communes / 888 seniors	12 min	9 communes / 385 seniors

La carte ci-contre permet de mettre en évidence les territoires cumulant des temps d'accès élevés pour plusieurs des paniers de services.

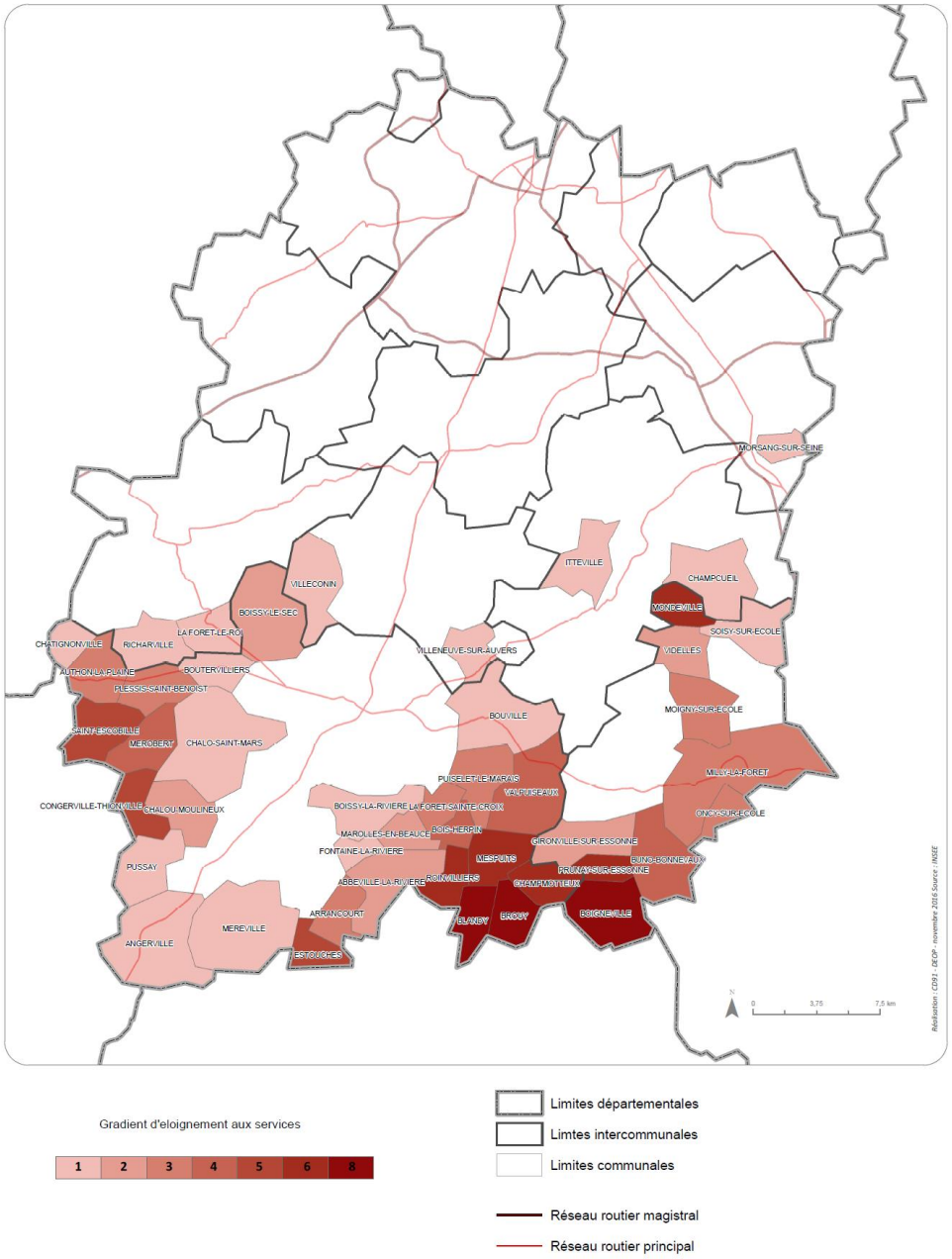
Ainsi, plus une commune affiche des temps d'accès élevés pour différents paniers, plus elle est coloriée en rouge foncé.

On remarque donc deux zones fortement éloignées des services :

- une zone située au sud-ouest du département à la frontière avec l'Eure-et-Loir ;
- une zone formant une bande au sud entre Estouches et Buno-Bonnevaux ;

Cette analyse sur l'éloignement des communes aux services permet ainsi d'identifier les communes pour lesquelles les habitants doivent effectuer les déplacements les plus longs pour accéder aux services.

Les territoires les plus éloignés des services



3.2. Zoom sur l'accessibilité aux services de santé

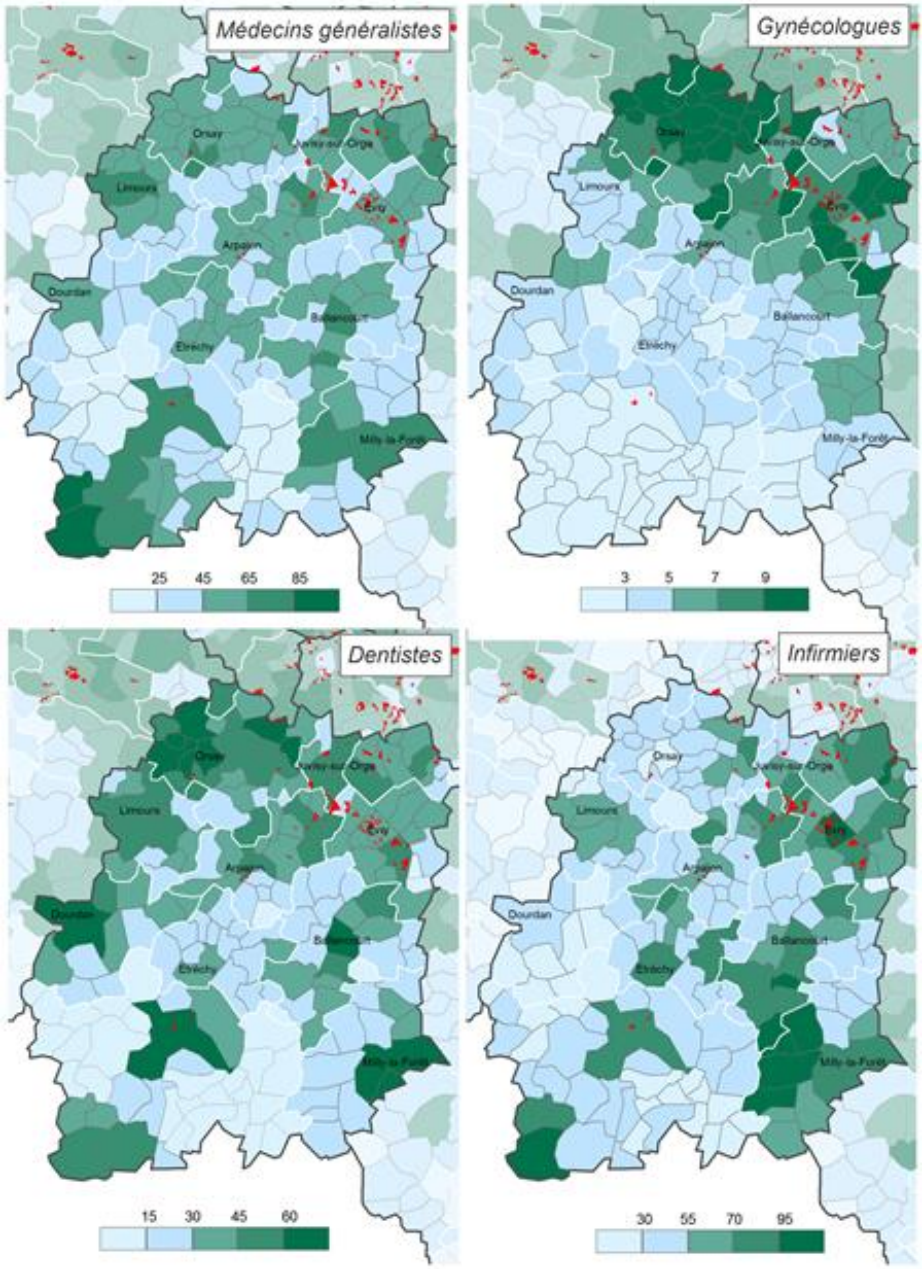
Les Français consultent le médecin de leur choix, qu'il exerce dans leur commune ou pas.

L'Accessibilité Potentielle Localisée (APL) est un indicateur développé par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) et l'Institut de recherche et documentation en économie de la santé (Irdes), qui permet de comptabiliser le nombre de médecins accessibles (par la route, en un temps maximal donné) et ce, compte tenu de la répartition des professionnels de santé sur le territoire, de leur temps de travail moyen, du nombre et de l'âge des patients qu'ils sont amenés à suivre.

Cet indicateur se lit comme une densité classique (nombre de médecins par habitant), mais reflète de manière plus exacte l'accessibilité des individus aux professionnels de santé de proximité.

Décliné pour différentes spécialités, la cartographie de cet indicateur illustre bien la meilleure répartition sur l'ensemble des territoires de l'offre en généralistes et dentistes, même si certaines zones « blanches » apparaissent, notamment au sud du département autour de Mespuits et de Chalo-Saint-Mars.
L'accessibilité aux infirmiers est meilleure à l'est du département, tandis que les spécialistes de premier recours, comme les gynécologues (les cartes pour les pédiatres et ophtalmologues sont sensiblement similaires) sont principalement accessibles dans les communes les plus urbaines au nord du département.

L'Accessibilité aux professionnels de santé libéraux (APL)



En rouge : les quartiers en politique de la ville

Source : Drees, 2013

3.3. L’accessibilité aux personnes à mobilité réduite

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 portant sur l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, fixe le principe d'une accessibilité généralisée, intégrant tous les handicaps et les mobilités réduites, et prévoit la mise en accessibilité du cadre bâti, de la voirie, des espaces publics et des transports.

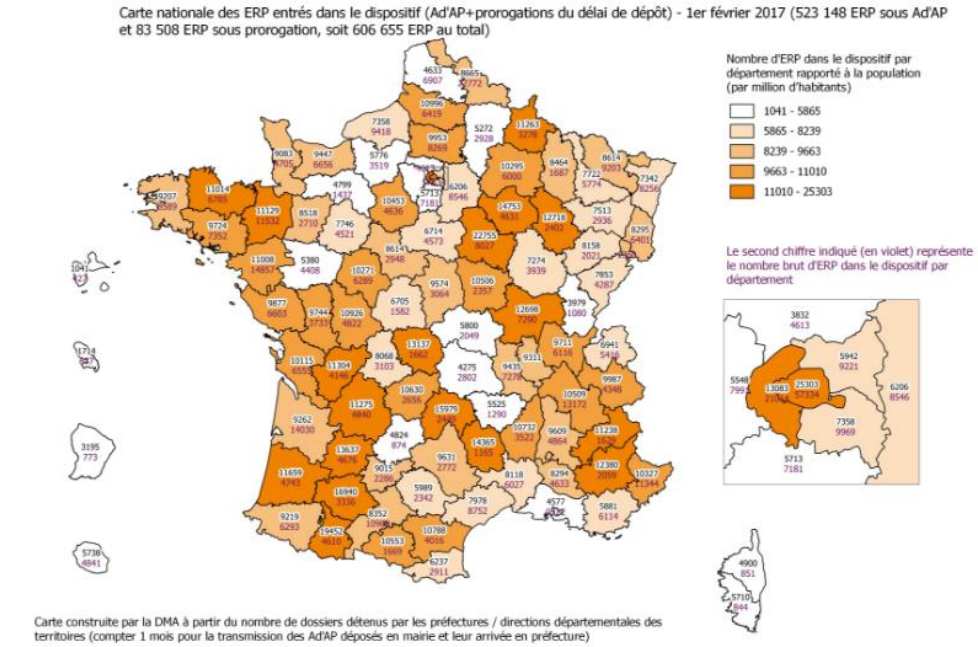
Elle attribue de ce fait de nouvelles obligations aux décideurs et aux constructeurs.

La direction départementale des territoires (DDT) a pour rôle de donner un avis sur les permis de construire des établissements recevant du public (ERP) et de veiller à la prise en compte de la règlementation lors de l'élaboration des projets.

Pour les ERP existants, la loi a fixé l'obligation de mettre les locaux en accessibilité avant le 1er janvier 2015. Toutefois, les maîtres d'ouvrage et les exploitants de ces établissements ont la possibilité d’obtenir des délais supplémentaires de 3 à 9 ans en s’engageant dans une démarche d’agendas d’accessibilité programmée (Ad'AP), validée par le Préfet.

En Essonne, au 1er février 2017, 7 181 ERP sont sous Ad’AP. Rapportés au nombre d’habitants, l’Essonne, présente un ratio assez faible mais supérieur à deux autres départements de grande couronne : les Yvelines et le Val-d’Oise. Concernant les collectivités territoriales essonniennes, une centaine de communes ont élaboré un Ad’AP ainsi que 10 EPCI.

Carte nationale des ERP entrés dans le dispositif au 1er février 2017 (chiffres rapportés à la population)



3.4. L'accès dématérialisé aux services

En 2017, le secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP) a publié le 4ème tableau de bord des services publics numériques. Cet outil permet de suivre, depuis 2012, la perception qu'ont les Français des démarches administratives dématérialisées, et l'évolution de leur taux d'utilisation par rapport aux autres canaux.

La dématérialisation répond en effet à plusieurs enjeux, pour les usagers comme pour l'administration :

- simplifier les démarches des particuliers et des entreprises ;
- rendre les services publics plus efficaces et plus réactifs ;
- optimiser le traitement des dossiers, en termes de temps, de coût et de qualité de suivi de l'usager.

Les résultats 2016 montrent une satisfaction toujours très élevée des particuliers envers les démarches dématérialisées. Ils révèlent aussi une utilisation en constante augmentation des canaux numériques, conséquence d'un déploiement progressif de la dématérialisation des démarches administratives en France.

Ainsi, en mai 2017, parmi les particuliers déclarant avoir réalisé une démarche administrative au cours des 12 derniers mois (37% de l'échantillon interrogé), 3 sur 4 déclaraient l'avoir effectuée en ligne.
Par ailleurs, entre 2012 et 2016, sur les 30 démarches analysées, la part réalisée de façon dématérialisée a progressé de 24 pts ; 24 démarches ont atteint ou dépassé l'objectif 2016 fixé.

A titre d'exemple, concernant certains services plus spécifiquement visés par le SDAASP, en 2016 :

- Déclaration de revenus : 49% de l'ensemble des foyers fiscaux l'ont effectuée par voie dématérialisée, soit +23,5% par rapport à 2015 ;
- Déclaration trimestrielle RSA : 69% des déclarations ont été effectuées en ligne, sous l'impulsion des CAF, soit une hausse de +6 points de l'usage du canal numérique par rapport à 2015 ;
- Demandes d'aide au logement : 61% des demandes ont été effectuées en ligne, soit +16 points par rapport à 2015.

Cependant, si la dématérialisation contribue globalement à l'amélioration de l'accessibilité des services pour la majorité des usagers, elle présente un risque d'exclusion supplémentaire pour les citoyens qui cumulent précarité sociale et numérique, soit qu'ils n'aient pas un accès à Internet, soit qu'ils n'en maîtrisent pas l'utilisation. Emmaüs Connect estime ainsi à 5 millions en France ces personnes éloignées du numérique.

4. L'ENQUÊTE AUPRÈS DES USAGERS

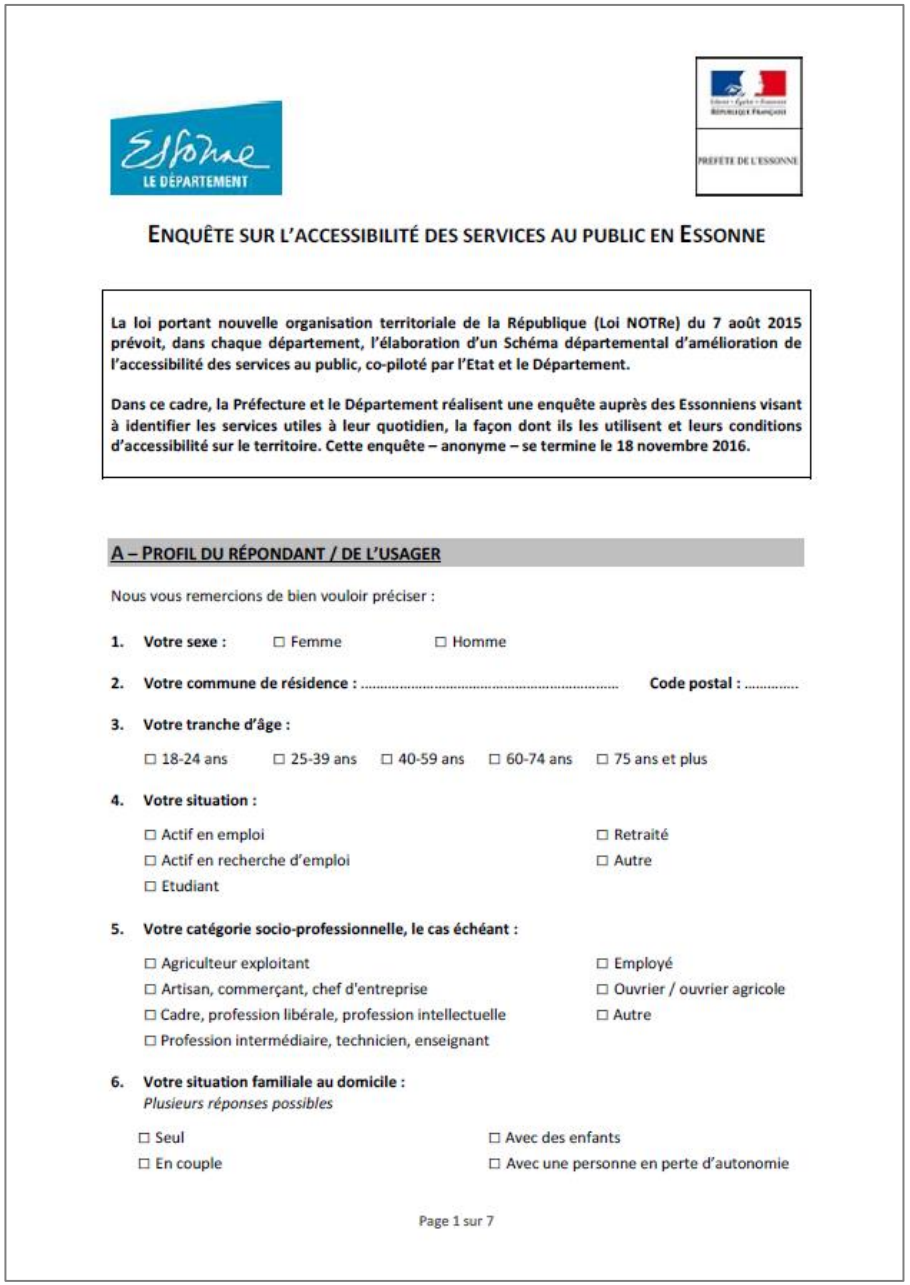
4.1. Méthodologie de l'enquête

La notion d'accessibilité n'est pas toujours corrélée à la proximité. La raison de la fréquentation d'un équipement / service dépend aussi d'autres critères qui sont d'ordre qualitatifs et cognitifs. Aussi, il était fondamental d'obtenir une approche sensible et qualitative de la part des usagers du service, public comme privé.

Dans le cadre de l'élaboration du SDAASP de l'Essonne, la Préfecture et le Département ont réalisé une enquête auprès des Essonniens visant à identifier les services utiles à leur quotidien, la façon dont ils les utilisent et leurs conditions d'accessibilité sur le territoire.

L'enquête auprès de la population s'est déroulée en deux phases : du 17 octobre 2016 au 18 novembre 2017 et du 3 janvier au 31 janvier 2017
Le questionnaire était disponible en ligne – à remplir directement ou à télécharger – sur le site www.essonne.fr. Il a également été relayé par la Préfecture sur son site internet.
Par ailleurs, il a été administré par voie papier à la Préfecture, dans les sous-Préfectures, ainsi que dans les Maisons départementales des solidarités (MDS) et les principaux centres de PMI.

Parallèlement, la même enquête a été menée spécifiquement dans les quartiers relevant de la politique de la ville, grâce au relais des associations locales travaillant dans ces quartiers. Malheureusement, les remontées ont été très disparates en fonction des EPCI et des QPV.



Essonne LE DÉPARTEMENT

PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

ENQUÊTE SUR L'ACCESSIBILITÉ DES SERVICES AU PUBLIC EN ESSONNE

La loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (Loi NOTRe) du 7 août 2015 prévoit, dans chaque département, l'élaboration d'un Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public, co-piloté par l'Etat et le Département.

Dans ce cadre, la Préfecture et le Département réalisent une enquête auprès des Essonniens visant à identifier les services utiles à leur quotidien, la façon dont ils les utilisent et leurs conditions d'accessibilité sur le territoire. Cette enquête – anonyme – se termine le 18 novembre 2016.

A – PROFIL DU RÉPONDANT / DE L'USAGER

Nous vous remercions de bien vouloir préciser :

1. **Votre sexe :** ☐ Femme ☐ Homme
2. **Votre commune de résidence :** ..... **Code postal :** .....
3. **Votre tranche d'âge :**
   ☐ 18-24 ans ☐ 25-39 ans ☐ 40-59 ans ☐ 60-74 ans ☐ 75 ans et plus
4. **Votre situation :**
   ☐ Actif en emploi ☐ Retraité
   ☐ Actif en recherche d'emploi ☐ Autre
   ☐ Etudiant
5. **Votre catégorie socio-professionnelle, le cas échéant :**
   ☐ Agriculteur exploitant ☐ Employé
   ☐ Artisan, commerçant, chef d'entreprise ☐ Ouvrier / ouvrier agricole
   ☐ Cadre, profession libérale, profession intellectuelle ☐ Autre
   ☐ Profession intermédiaire, technicien, enseignant
6. **Votre situation familiale au domicile :**
   Plusieurs réponses possibles
   ☐ Seul ☐ Avec des enfants
   ☐ En couple ☐ Avec une personne en perte d'autonomie

Page 1 sur 7

B – FRÉQUENCE D'UTILISATION DE L'OFFRE DE SERVICES

Nous vous remercions de bien vouloir indiquer la fréquence avec laquelle vous êtes amené à recourir aux services et/ou fréquentez les équipements suivants :

7. Commerces et services de proximité (boulangerie, épicerie, banque, …) :

☐ Quotidiennement ☐ Au moins une fois dans le mois ☐ Jamais
☐ Au moins une fois par semaine ☐ Au moins une fois dans l'année

8. Equipements éducatifs (primaire, secondaire) :

☐ Quotidiennement ☐ Au moins une fois dans le mois ☐ Jamais
☐ Au moins une fois par semaine ☐ Au moins une fois dans l'année

9. Structures d'accueil de l'enfance et de la petite enfance (garderie, centre de loisirs, …) :

☐ Quotidiennement ☐ Au moins une fois dans le mois ☐ Jamais
☐ Au moins une fois par semaine ☐ Au moins une fois dans l'année

10. Services administratifs (Mairie, Préfecture, Trésorerie, …) :

☐ Quotidiennement ☐ Au moins une fois dans le mois ☐ Jamais
☐ Au moins une fois par semaine ☐ Au moins une fois dans l'année

11. Services de prestations sociales (CAF, CPAM, Caisses de retraite, APA, …) :

☐ Quotidiennement ☐ Au moins une fois dans le mois ☐ Jamais
☐ Au moins une fois par semaine ☐ Au moins une fois dans l'année

12. Services de sécurité et secours (police, gendarmerie, pompiers, urgences, …) :

☐ Quotidiennement ☐ Au moins une fois dans le mois ☐ Jamais
☐ Au moins une fois par semaine ☐ Au moins une fois dans l'année

13. Services de santé de premier recours (médecin généraliste, kiné, infirmier, …) :

☐ Quotidiennement ☐ Au moins une fois dans le mois ☐ Jamais
☐ Au moins une fois par semaine ☐ Au moins une fois dans l'année

14. Services de transport en commun (RER, bus, transport à la demande, …)

☐ Quotidiennement ☐ Au moins une fois dans le mois ☐ Jamais
☐ Au moins une fois par semaine ☐ Au moins une fois dans l'année

15. Services d'accompagnement à l'emploi (Pôle emploi, mission locale, …)

☐ Quotidiennement ☐ Au moins une fois dans le mois ☐ Jamais
☐ Au moins une fois par semaine ☐ Au moins une fois dans l'année

16. Equipements sportifs (terrain de sport, gymnase, piscine, …)

☐ Quotidiennement ☐ Au moins une fois dans le mois ☐ Jamais
☐ Au moins une fois par semaine ☐ Au moins une fois dans l'année

17. Equipements culturels (bibliothèque, école de musique, musée, cinéma, …)

☐ Quotidiennement ☐ Au moins une fois dans le mois ☐ Jamais
☐ Au moins une fois par semaine ☐ Au moins une fois dans l'année

C – ACCESSIBILITÉ DE L'OFFRE DE SERVICES

Nous vous remercions de bien vouloir évaluer globalement l'accessibilité des services et/ou des équipements suivants (proximité, accès en ligne / tél., jours / heures d'ouverture, accès handicap …) :

18. Commerces et services de proximité (boulangerie, épicerie, banque, …) :

☐ Très accessible ☐ Peu accessible ☐ Je ne sais pas
☐ Accessible ☐ Inaccessible

19. Equipements éducatifs (primaire, secondaire) :

☐ Très accessible ☐ Peu accessible ☐ Je ne sais pas
☐ Accessible ☐ Inaccessible

20. Structures d'accueil de l'enfance et de la petite enfance (garderie, centre de loisirs, …) :

☐ Très accessible ☐ Peu accessible ☐ Je ne sais pas
☐ Accessible ☐ Inaccessible

21. Services administratifs (Mairie, Préfecture, Trésorerie, …) :

☐ Très accessible ☐ Peu accessible ☐ Je ne sais pas
☐ Accessible ☐ Inaccessible

22. Services de prestations sociales (CAF, CPAM, Caisses de retraite, APA, …) :

☐ Très accessible ☐ Peu accessible ☐ Je ne sais pas
☐ Accessible ☐ Inaccessible

23. Services de sécurité et secours (police, gendarmerie, pompiers, urgences, …) :

☐ Très accessible ☐ Peu accessible ☐ Je ne sais pas
☐ Accessible ☐ Inaccessible

24. Services de santé de premier recours (médecin généraliste, kiné, infirmier, …) :

☐ Très accessible ☐ Peu accessible ☐ Je ne sais pas
☐ Accessible ☐ Inaccessible

25. Services de transport en commun (RER, bus, transport à la demande, …)

☐ Très accessible ☐ Peu accessible ☐ Je ne sais pas
☐ Accessible ☐ Inaccessible

26. Services d'accompagnement à l'emploi (Pôle emploi, mission locale, …)

☐ Très accessible ☐ Peu accessible ☐ Je ne sais pas
☐ Accessible ☐ Inaccessible

27. Equipements sportifs (terrain de sport, gymnase, piscine, …)

☐ Très accessible ☐ Peu accessible ☐ Je ne sais pas
☐ Accessible ☐ Inaccessible

28. Equipements culturels (bibliothèque, école de musique, musée, cinéma, …)

☐ Très accessible ☐ Peu accessible ☐ Je ne sais pas
☐ Accessible ☐ Inaccessible

D – MODES D'ACCÈS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE LA VIE COURANTE

Nous vous remercions de bien vouloir indiquer :

29. Vos disponibilités pour accéder aux services en général :
Plusieurs réponses possibles

☐ En journée (tous les jours de la semaine) ☐ Le soir en semaine (après le travail)
☐ En journée (1 à 2 jours par semaine) ☐ Le week-end
☐ Sur le temps du déjeuner (12h-14h)

30. Le lieu où vous utilisez préférentiellement les services :
Plusieurs réponses possibles

☐ À proximité de votre domicile ☐ Les deux de manière indifférenciée
☐ À proximité de votre lieu de travail

31. Le mode de déplacement que vous utilisez pour y accéder :
Plusieurs réponses possibles

☐ Véhicule particulier ☐ Marche à pied
☐ Transports collectifs ☐ Vélo
☐ Autre

32. Votre usage de l'accès aux services par téléphone :

☐ Souvent ☐ Parfois ☐ Jamais

33. Votre usage de l'accès aux services par internet :

☐ Souvent ☐ Parfois ☐ Jamais

34. Si vous n'accédez pas aux services à distance, quelle en est l'explication ?
Plusieurs réponses possibles

☐ Vous ne disposez pas d'Internet ☐ Vous préférez voir votre interlocuteur
☐ Votre débit internet est insuffisant ☐ Vous n'êtes pas informé de ces possibilités
☐ Vous ne savez pas vous servir d'Internet ☐ C'est trop complexe
☐ Autre

E – PROPOSITIONS D'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ DES SERVICES AU PUBLIC

Nous vous remercions de bien vouloir identifier :

35. Les points à améliorer pour que les services les moins accessibles le soient davantage :
Plusieurs réponses possibles

☐ Les jours et/ou les horaires d'ouverture
☐ La visibilité / l'information sur les services existants
☐ La qualité du service rendu
☐ Les délais d'attente
☐ Le coût des services proposés
☐ La desserte en transports collectifs
☐ La possibilité de bénéficier des services à distance
☐ Autre

36. Les solutions les plus efficaces à développer pour améliorer l'accessibilité des services :
Plusieurs réponses possibles

☐ Le regroupement de services (Maisons de services au public, points multi-services, ...)
☐ L'accès dématérialisé aux services,
☐ Les services itinérants et/ou les permanences ponctuelles
☐ L'information sur les services existants
☐ L'adaptation des services aux modes de vie des usagers (amplitude horaire, ...)
☐ Le développement des transports collectifs vers les pôles de services
☐ Autre

37. Avez-vous des commentaires ou suggestions concernant l'amélioration de l'accessibilité des services au public en Essonne ?

Nous vous remercions de votre participation.

Questionnaire à retourner à l'adresse suivante :

Conseil départemental de l'Essonne
Direction des études, de l'observation et de la prospective
Boulevard de France
91 012 EVRY Cedex

4.2. Profil des personnes ayant participé à l'enquête

447 personnes ont répondu à l'enquête mise en ligne sur le site internet du Conseil départemental. En raison du faible nombre de réponses et du type d'enquête (ouverte sans échantillonnage), l'enquête dont les principaux résultats sont présentés ici ne peut être considérée comme représentative de l'expression de l'avis et des besoins de l'ensemble des Essonniens en termes d'accès aux services. Toutefois, elle apporte un éclairage sur la fréquentation des équipements et/ou services, l'évaluation de leur accessibilité et leurs conditions d'accès, ainsi qu'une confirmation des grandes tendances relevées par les autres schémas.

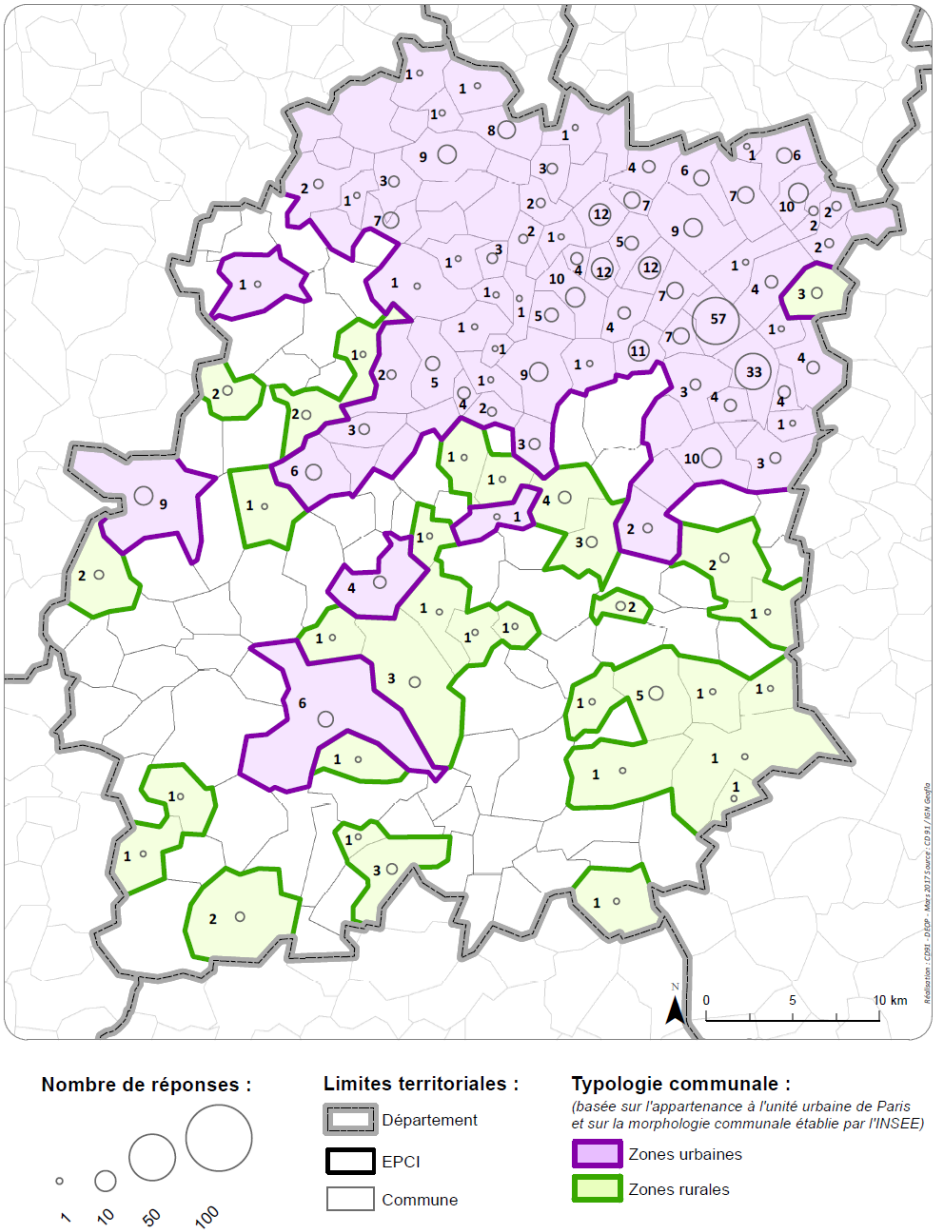
En termes de profil des répondants :

- 87% habitent dans une commune urbaine (au sens de l'INSEE).
- Les répondants sont des femmes pour plus des deux tiers (71%).
- Plus de la moitié des personnes (53%) ont entre 40 et 59 ans et un quart (26%) entre 25 et 39 ans.
- 57% des répondants vivent en couple, 31% vivent en couple avec des enfants. 22% vivent seuls et 7% seuls avec des enfants.
- Les répondants sont en large majorité des actifs (74%). On compte également des retraités (11%) et des personnes en recherche active de travail (6%).
- La CSP la plus représentée est celle des employés (34%), puis celle des cadres (25%) et celle des professions intermédiaires (14%).

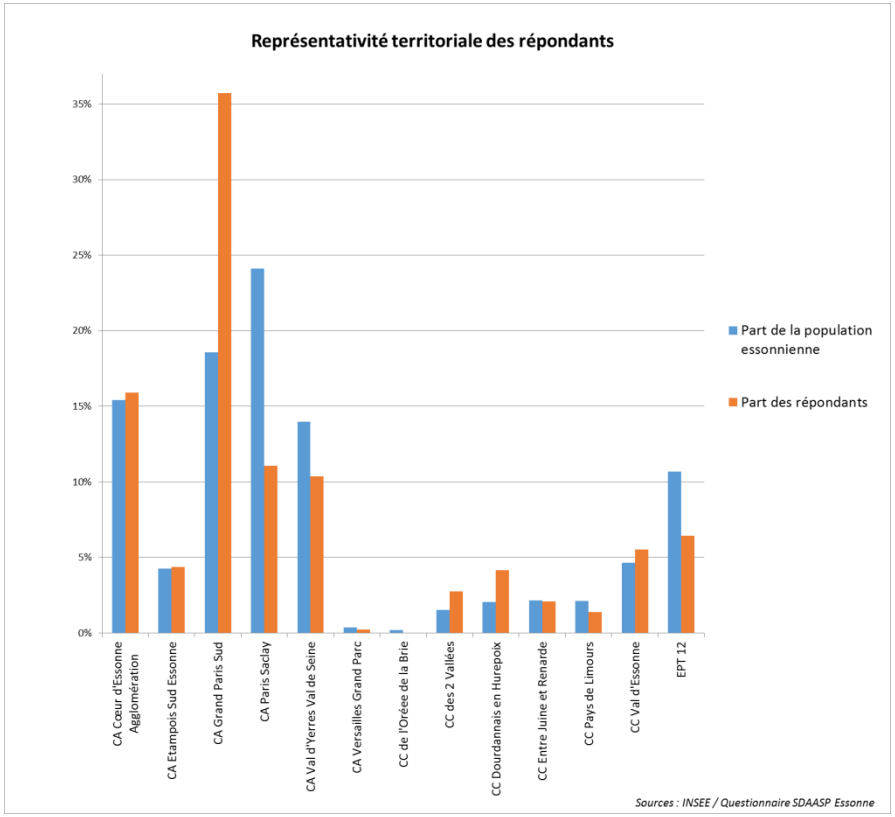
En termes d'accès aux services :

- 46% des répondants utilisent principalement un véhicule particulier pour se déplacer. A noter que 33% disent utiliser la marche à pied principalement.
- 55% des répondants utilisent souvent internet pour accéder à des services. Seulement 8% des sondés n'utilisent jamais internet pour l'accès aux services. Concernant le téléphone, 36% des répondants l'utilisent souvent pour accéder à des services et 48% parfois.

Questionnaire du SDASP :
Nombre de réponses selon l'origine géographique



En ce qui concerne la représentativité territoriale, on observe une répartition géographique des répondants plutôt en cohérence avec le poids démographique des EPCI (cf. graphique).



On note néanmoins une surreprésentation des répondants domiciliés sur la CA Grand Paris Sud : 35,7% des répondants habitent au sein de la CAGPS alors que la population de la CAGPS (partie essonnienne) représente 18,6% de la population départementale. A l'inverse, les répondants domiciliés sur la CA Communauté Paris Saclay sont sous-représentés : 11,1% des répondants habitent au sein de la CACPS alors que la population de la CACPS représente 24,1% de la population départementale.

Zoom QPV : Le questionnaire spécifique aux habitants des quartiers en politique de la ville a recueilli 141 réponses.
Près de 80% des répondants habitent la CA Val d'Yerres Val de Seine.
47% des répondants à l'enquête sont actifs et 26% retraités.
Les habitants interrogés déclarent utiliser davantage le téléphone qu'internet.

4.3. Lien entre le niveau de fréquentation des équipements et l'appréciation de leur accessibilité

➢ ***Services de proximité et commerces***

87% des répondants déclarent avoir besoin de services de proximité tels que les commerces, la poste, la banque… au moins une fois par semaine (42% au quotidien et 45% une fois par semaine). Parmi ceux-là, la majorité estime que les services sont accessibles (51%) et très accessibles (26%). 20 % de l'ensemble des répondants estime que ces services sont peu accessibles.

Zoom QPV : la majorité des répondants estime que les services et commerces sont peu ou pas accessibles.

➢ ***Equipements sportifs***

42% des répondants fréquentent régulièrement un équipement sportif, de manière quotidienne (6%) et hebdomadaire (36%). Parmi ceux-là, une majorité juge l'offre accessible (59%) et 20% très accessible. A noter, 25% des répondants n'utilisent aucun équipement sportif.

Zoom QPV : La moitié de ceux qui pratiquent un sport régulièrement estiment que les installations sont peu accessibles.

➢ ***Equipements éducatifs et d'accueil de la petite enfance***

Parmi ceux qui fréquentent les équipements éducatifs, la majorité le fait d'une manière quotidienne, et les services sont jugés principalement très accessibles (25%) ou accessibles (56%), idem pour les structures d'accueil de l'enfance et de la petite enfance (garderie, centre de loisirs..).

Zoom QPV : Cette approche est différente des personnes habitant dans les QPV qui semblent rencontrer davantage de difficultés d'accès sur les deux types d'équipements.

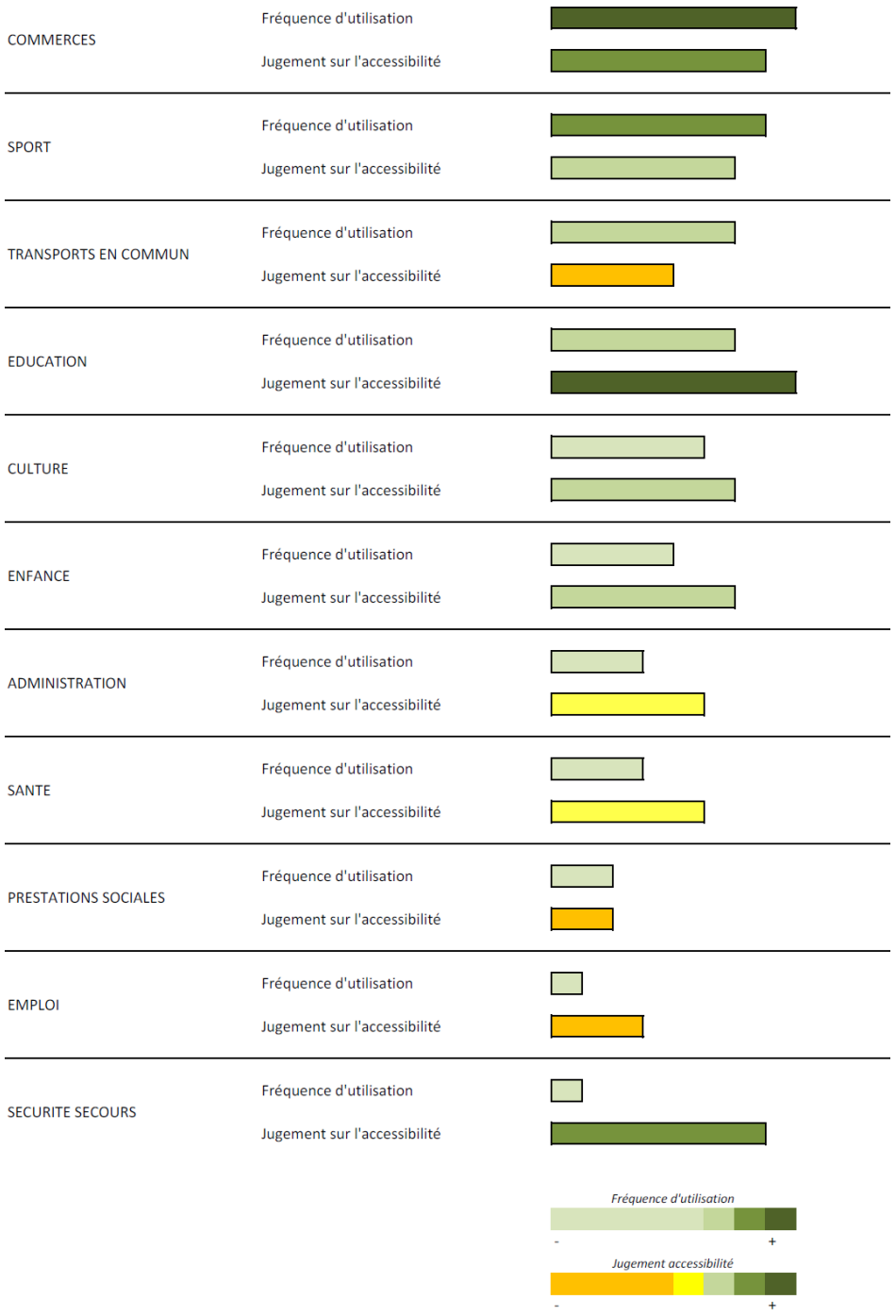
➢ ***Equipements culturels***

39% des répondants fréquentent au moins une fois dans le mois un équipement culturel, 24% au moins une fois dans la semaine et 5% quotidiennement (68% en tout). Parmi ceux-là, 59% jugent l'offre accessible, 17% très accessible (soit 76% de satisfaits) et 18% peu accessible.

Zoom QPV : La moitié de ceux qui fréquentent l'offre culturelle juge celle-ci peu accessible.

➢ ***Services administratifs***

La majorité des répondants fréquentent rarement les services administratifs : 54% une fois dans l'année et 26% une fois dans le mois. Cependant, 32% de tous les répondants jugent ces services peu accessibles.



➢ ***Services sociaux***

Les services sociaux sont pour près de la moitié des répondants sollicités qu'une seule fois dans l'année (47%) et pour 30% jamais. Il n'empêche que 29% des répondants estiment que ceux-là sont peu accessibles.

Zoom QPV : 40% jugent l'offre peu accessible ou inaccessible.

➢ ***Services de santé***

84% des répondants fréquentent les services de santé soit mensuellement (42%) soit au moins une fois dans l'année (42%). Parmi ceux-là, plus du quart (29%) jugent l'offre peu accessible. Le reste la juge accessible (51%) et très accessible (9%). 28% de l'ensemble des répondants estiment que les services sont peu accessibles et 5% inaccessibles.

Zoom QPV : Plus de 40% des sondés estiment que les services sont peu accessibles.

➢ ***Transports collectifs (TC)***

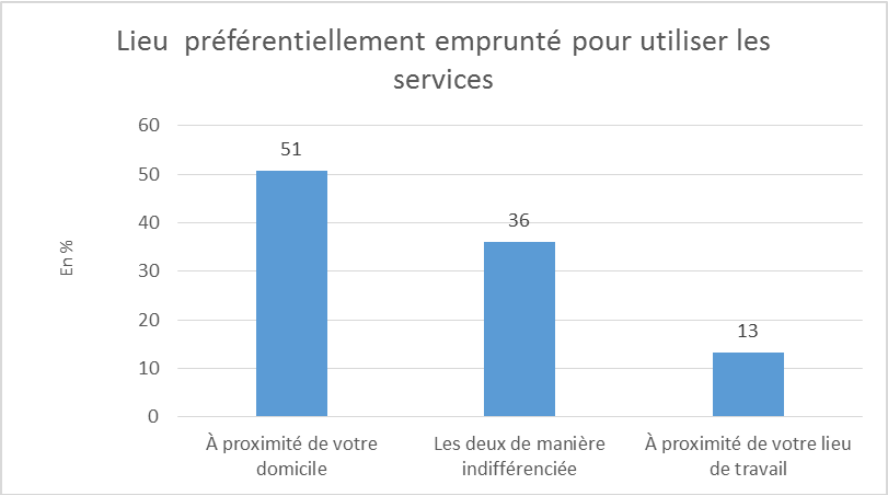
26% des répondants utilisent les transports en communs tous les jours et 8% au moins une fois par semaine. Pour ces utilisateurs réguliers, 29% jugent l'offre peu accessible. 30% utilise les TC au moins une fois dans l'année et parmi ceux-là 28% estime l'offre peu accessible. 27% de l'ensemble des répondants estiment que les TC sont peu accessibles et 8% inaccessibles.

Zoom QPV : La moitié des répondants juge l'offre en transport en commun peu accessible.

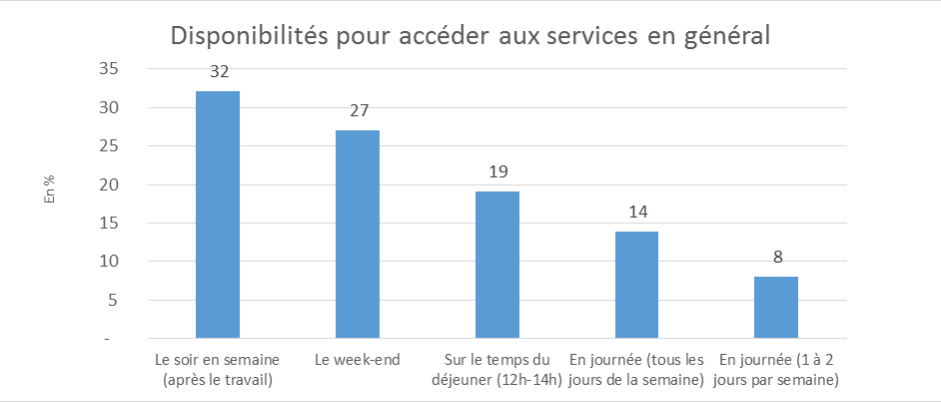
Préférences de fréquentation et propositions d'améliorations

La zone autour du domicile reste pour la moitié des répondants l'espace privilégié pour accéder aux services, et un tiers n'a pas de préférence entre le lieu de domicile et celui du travail.

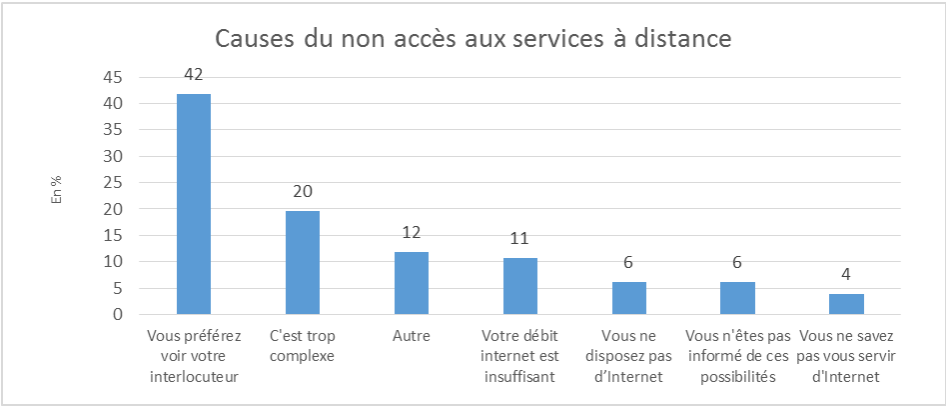
Zoom QPV : une préférence encore plus appuyée pour une proximité autour du domicile



Près de 80% des répondants déclarent être disponible pour accéder aux services hors des plages horaires classiques de travail : le soir (32%), le WE (27%) et sur le temps de pause méridienne (19%).

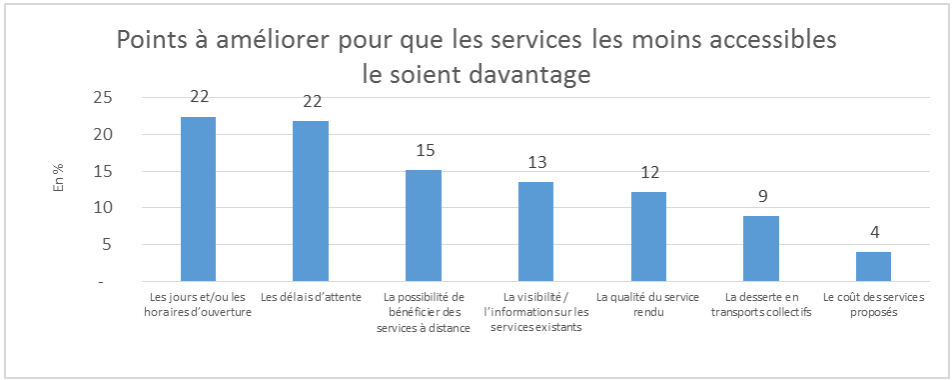


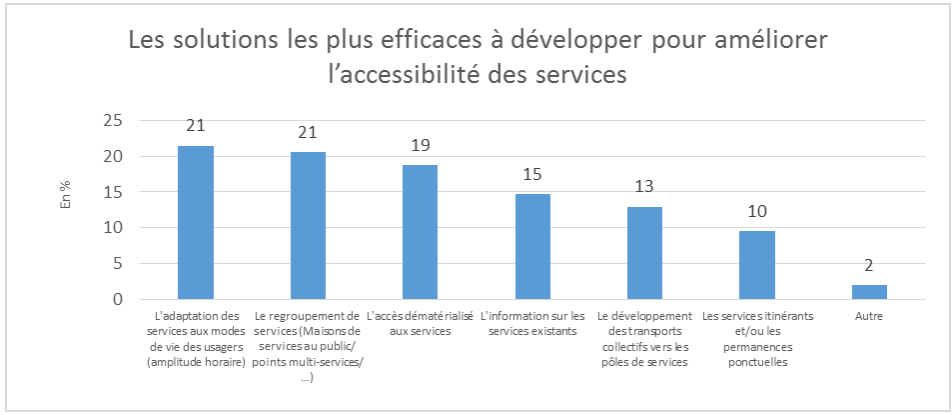
La préférence de voir un interlocuteur et la complexité des offres de services sont les deux causes principales de non recours aux services à distance



Adaptation des amplitudes horaires, regroupement des services et dématérialisation sont les solutions les plus plébiscitées. Ces solutions sont les mêmes pour les services les moins accessibles, avec cependant une demande de la réduction des temps d'attente.

Zoom QPV : L'information sur l'offre de services est la solution la plus plébiscitée par les habitants des QPV, puis arrive en second le besoin de services itinérants.





CONCERTATION MENÉE DANS LE CADRE DE L'ÉLABORATION DU SDAASP

Réalisé avec le concours de :

CONCERTATION AVEC LES OPÉRATEURS

Les opérateurs de services ont été associés tout au long de la procédure d'élaboration du SDAASP autour de trois temps.

1. Un appel à contribution auprès des opérateurs et des EPCI

Il est apparu nécessaire d'interroger les principaux opérateurs afin de connaître à la fois leur organisation actuelle et le service qu'ils rendent, de recueillir leurs connaissances sur le profil et les besoins de leurs usagers, ainsi que connaître leurs perspectives d'évolution.

Pour ce faire, les co-pilotes ont défini une liste d'opérateurs auquel le questionnaire a été envoyé :

- la CAF
- la DSDEN / Académie de Versailles
- l'ARS / délégation territoriale de l'Essonne
- Pôle Emploi
- la CNAV
- la CARSAT
- la SNCF
- la RATP
- OPTILE
- Groupe La Poste
- EDF – ENEDIS
- ENGIE – GRDF
- Banque de France
- Orange
- SFR
- Chambres consulaires : CCI, CMA, Chambre d'agriculture

Le même questionnaire a été envoyé aux EPCI essonniens.

2. Des rencontres Préfecture / Département avec 6 opérateurs

Compte tenu de leur poids dans leur secteur d'activités respectif (services bancaires, postaux, transports, emploi, services sociaux) et au regard de la liste de services considérés comme essentiels pour les usagers, les deux copilotes ont également rencontré spécifiquement certains opérateurs :

- la Fédération française bancaire,
- La Poste,
- OPTILE,
- la SNCF,
- Pôle Emploi,
- la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

3. 4 groupes de travail thématiques comprenant des opérateurs

Enfin, la plupart de ces opérateurs ont été invités à participer aux 4 groupes de travail thématiques en fonction de leur expertise et de leur domaine d'intervention (cf. annexe suivante).

Enfin, les opérateurs ont été conviés aux Comités de pilotage qui ont eu lieu en juillet 2016 pour engager l'élaboration du schéma et en décembre 2016 pour présenter les grands éléments diagnostic et expliquer le processus de concertation engagé autour des 4 groupes de travail.

Essonne
LE DÉPARTEMENT

PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

SCHÉMA DÉPARTEMENTAL D'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ DES SERVICES AU PUBLIC
APPEL À CONTRIBUTION ÉCRITE AUX OPÉRATEURS

A – PRÉSENTATION DE L'OPÉRATEUR ET DU SERVICE RENDU

- coordination niveau national / niveau départemental
- nature du service rendu

B – STRATÉGIE TERRITORIALE DE L'OPÉRATEUR

- organisation actuelle sur le territoire (localisation du siège, nombre de sites territorialisés, existence de permanences, de services itinérants et/ou à domicile, ...)
- formalisation d'une stratégie territoriale guidant l'implantation actuelle
- perspectives d'évolution de l'implantation territoriale (ouverture / fermeture de site, regroupement, mutualisation, ...)
- contraintes d'implantation

C – ACCESSIBILITÉ DU SERVICE RENDU

- jours / horaires d'ouverture, temps moyen d'attente, ...
- poids du numérique dans le service rendu (dématérialisation, bornes relais, ...)
- niveau de prise en compte des publics spécifiques, en particulier les personnes à mobilité réduite et les personnes en insertion (aide à la mobilité, offre de services à domicile, ...)

D – CONNAISSANCE DES USAGERS DE L'OPÉRATEUR

- nombre d'usager utilisant quotidiennement le service en Essonne
- origine géographique des usagers
- profil (âge, niveau de dépendance, ...)
- besoins (notamment si une enquête a déjà été réalisée)

E – PARTENARIAT ET MUTUALISATION

- expériences déjà engagées en matière de mutualisation des services avec d'autres opérateurs sur le territoire essonnien (lieu, partenaires, forme, ...)
- projets envisagés de mutualisation des services avec d'autres opérateurs sur le territoire essonnien (lieu, partenaires, forme, ...)

GROUPES DE TRAVAIL THÉMATIQUES

Pour la préparation et l'animation des groupes de travail thématiques, les co-pilotes ont été accompagnés par le cabinet Rouge Vif Territoires.

4 groupes de travail ont été organisées autour de thématiques identifiées suite au diagnostic réalisé, aux premiers retours des opérateurs et à l'enquête auprès de la population :

- la culture, le sport et les loisirs
- les services de proximité et les centres-bourgs
- l'accompagnement tout au long de la vie
- la santé

Composés chacun d'une vingtaine de personnes disposant d'une expertise sur le domaine abordé, ces groupes de travail ont réuni :

- les principaux opérateurs de services et professionnels du secteur
- les services de l'Etat et du Département
- des représentants de l'Union des Maires de l'Essonne (UME)
- des représentants des chambres consulaires
- des associations essonniennes et des représentants de fédérations d'usagers

Les objectifs de ces groupes de travail pour la maîtrise d'ouvrage étaient de :

- mettre les acteurs autour de la table pour identifier les stratégies de chacun (en particulier des opérateurs) et ce que chacun serait en mesure de porter ;
- scénariser la démarche du SDAASP afin de mobiliser chacun des participants dans son élaboration et, ultérieurement, dans sa mise en œuvre ;
- cadrer la production des participants dans les objectifs / grandes orientations définis par la Préfecture et le Conseil départemental.

Chaque groupe de travail a été l'occasion de :

- faire réagir les participants aux enjeux saillants du diagnostic sur la thématique du groupe de travail et sur les zones à enjeux au regard de la thématique ;
- recenser / identifier les actions existantes pour compléter le diagnostic et leurs conditions de reproduction ;
- réfléchir sur les actions à conduire pour améliorer l'accessibilité des services au public sur les différentes thématiques et via les différents leviers d'action (mutualisation, numérisation, etc.).

Les 4 groupes de travail ont chacun fait l'objet d'un compte-rendu annexé ci-après, ainsi que la liste des participants

Compte-rendu de l'atelier Sport, Culture, loisirs
SDAASP ESSONNE
7 mars 2017

Le groupe de travail a été invité à contribuer dans un format world café. Une table était consacrée aux territoires urbains, notamment aux quartiers Politique de la Ville et une table était consacrée aux territoires ruraux. Les axes de travail présentés étaient les suivants :

- *La gestion et la typologie des équipements sportifs et culturels (ex : saturation, maillage, taille…)*
- *La médiation vers le sport et la culture, notamment dans les quartiers Politique de la Ville (ex : phénomène de sous-utilisation)*
- *La mobilité vers les équipements sportifs et culturels*

Plus largement, l'atelier a permis d'aborder le sens des politiques sportives et culturelles et de s'interroger sur la place des associations dans l'équilibre de ce secteur.

Remarque : L'une des questions sous-jacentes concerne le sens et les objectifs des politiques publiques culturelles et sportives qui semble s'équilibrer sur les trois éléments suivants :

- La cohésion sociale
- L'égalité d'accès aux loisirs pour tous et tous les territoires
- Le soutien à la compétition et à l'excellence

Certains participants ont souhaité que la culture soit prioritaire dans la Politique de la Ville.

1. Une utilisation des équipements culturels et sportifs qui pose la question de leur maillage sur le territoire

Obstacle 1.1 : la saturation des équipements

- Une saturation des équipements est notée notamment sur les créneaux entre 18h et 22h et le week-end. De nombreux équipements sportifs sont principalement utilisés par les scolaires en journée et ne sont pas adaptés à la pratique des adultes (horaires d'ouverture).
- Pour le domaine sportif, la saturation est aussi liée à la multiplicité des associations et des initiatives individuelles. Le développement des pratiques non licenciées doit d'ailleurs être pris en compte dans la gestion des équipements. La pratique non licenciée pourrait être plutôt soutenue à l'échelle locale communale, même si les EPCI peuvent également jouer un rôle.

Propositions d'actions du groupe de travail :

- Élargir les horaires d'ouverture des équipements sportifs et culturels. À noter toutefois que l'élargissement des horaires des équipements publics représente des coûts importants.
- Utiliser des espaces non exploités comme par exemple les écoles (ex. « école ouverte »). Cependant la réglementation Vigipirate actuelle limite cette possibilité. Compte-tenu de la difficile mise en œuvre d'une telle action, le principe d'une expérimentation pourrait être proposé.
- Soutenir des initiatives locales (ex : au sud du nord).
- Prendre en compte les espaces naturels et les parcs comme des équipements pour la pratique sportive et culturelle.

Obstacle 1.2 : l'éloignement ou le paysage incomplet des équipements

- Dans le rural, même si le territoire est relativement bien maillé en équipements sportifs de premier niveau (type terrain ouvert), la densité d'équipements est plus faible avec une

diversité potentiellement plus limitée (équipements couverts, équipements spécialisés etc.). Ce paysage d'équipements est plus limité encore concernant le domaine de la culture. Dans ce dernier domaine, l'offre de premier niveau peut toutefois exister sans structure matérielle associée (associations culturelles, évènements, animations etc.)

Propositions d'actions du groupe de travail :

- Mutualiser des équipements à l'échelle EPCI pour proposer des équipements structurants, de taille importante et regroupant un nombre d'activités significatif pour réduire les déplacements, développer la flexibilité horaire ainsi que la diversité et la qualité des activités proposées. Une étude pourrait être effectuée sur la mutualisation des équipements scolaires. Pour que de tels espaces fonctionnent, il s'agit de les animer et de prévoir leur gouvernance. La place des associations pourrait être importante dans cette animation et cette gouvernance. Un local dédié pourrait leur être accordé dans ces structures. À noter que dans le fonctionnement des associations culturelles et sportives, le poids des habitudes et l'attachement au « clocher » est parfois un frein pour mener des projets collectifs et d'ampleur intercommunale. La dimension de ces équipements ne correspond de plus pas nécessairement aux pratiques actuelles des associations et des usagers tournées vers la proximité (petites salles qui accueillent un public fidèle et régulier).
- Repenser globalement l'urbanisme pour favoriser l'accessibilité aux services des territoires enclavés. Dans les QPV notamment, il faut recréer des centralités dans lesquelles on pourrait trouver une pluralité de services : sport, culture, santé, services publics, commerces etc.

Obstacle 1.3 : le vieillissement des équipements et la sous-utilisation de certains équipements en mauvais état ou en déficit d'image

- Aujourd'hui, les équipements sportifs sont vieillissants. Certains sont dans un état qui restreint significativement leur utilisation (vétusté, absence de sécurité et important travail de mise aux normes), notamment dans les QPV. Pour certains équipements culturels, l'enjeu est un enjeu d'image (ex : cinéma de Dourdan).
- Si une logique de mutualisation au sein de d'équipements structurants est adoptée, cela interroge l'avenir des équipements vétustes à l'échelle locale. La question de la reconversion de ces espaces a été soulevée.

Propositions d'actions du groupe de travail :

- Compte-tenu des contraintes budgétaires fortes liées aux équipements, accentuer l'approche détachée des équipements (lieux ouverts, évènements etc.). D'autant que, dans le domaine culturel, certains équipements constituent plutôt un obstacle dans l'accès à l'offre, au moins pour certains publics.

2. Le sport et la culture : des compétences partagées qui posent la question de leur répartition et du rôle des acteurs

Obstacle 2.1 : l'hétérogénéité des politiques culturelles et sportives sur les territoires

- Le champ Sport, Loisirs, Culture constitue une compétence partagée.
- Tous les EPCI n'ont pas pris la compétence sport, culture (ex : la CC des deux Vallées n'a pas pris la compétence tandis que dans l'Etampois, la compétence a été prise). Lorsqu'ils l'ont fait, c'est à l'occasion de la construction un équipement intercommunal.
- Il est noté que les dispositifs extrascolaires mis en place par les communes sont très hétérogènes avec des communes qui ont mis en place une offre variée et structurée et d'autres dont l'offre reste très pauvre. La différence se retrouve également entre les quartiers urbains. Une rupture avec cette politique classique communale est souhaitée pour favoriser des projets à une plus large échelle.

- Il a été rappelé que le Département œuvre pour garantir une offre culturelle sur l'ensemble du territoire.

Propositions d'actions du groupe de travail :

- Mettre en place une gouvernance partagée pour clarifier le sens et les objectifs des politiques Sport, Loisirs, Culture et inclure l'ensemble des acteurs qui constitue l'écosystème du secteur (associations sportives et culturelles, associations locales, collectivités, Etat).
- Renforcer la dynamique de mise en réseau et d'échanges de bonnes pratiques entre acteurs culturels et sportifs.

Obstacle 2.2 : la diminution des fonds pour le soutien aux associations

- Les associations sportives et culturelles représentent 80% de l'offre en activités sportives et culturelles. Elles contribuent largement à l'équilibre du secteur. La raréfaction des soutiens publics aux associations apparaît comme une menace pour cet équilibre, notamment dans des territoires où seule une offre associative existe. Les fonds diminuent tandis que les associations locales ont des besoins (par exemple : locaux, salles).
- L'intégration de nouveaux critères (action à destination des femmes, des personnes handicapées, des personnes âgées) et de financements de plus en plus basés sur « le projet » et moins sur le fonctionnement, pose des contraintes importantes aux associations (dossiers de subventions, fonctionnement avec des personnels, en contrat aidé ou en service civique, changeant souvent etc.). Un sentiment d'instrumentalisation des projets sportifs et culturels par les politiques publiques a été relevé par certains représentants d'associations. Les nouvelles réglementations interrogent aussi. Par exemple, l'impact de la loi Notre pose question : quel est le rôle des associations dans ce nouveau cadre et de quelle manière vont-elle travailler avec les collectivités à l'avenir ?

Propositions d'actions du groupe de travail :

- Mobiliser les bailleurs sociaux par exemple pour mettre à disposition des salles (actuellement une taxe les incite à le faire mais elle est peu utilisée).
- Chiffrer le coût de l'action menée par le bénévolat pour inciter au maintien des soutiens financiers.
- Impliquer les entreprises pour permettre le développement de l'activité sportive et culturelle : laisser du temps pour les activités sportives et culturelles, permettre aux encadrants de se former, développer le mécénat, actuellement très faible etc.

3. *Une offre culturelle et sportive qui peut être en décalage avec les pratiques et les attentes des usagers*

Obstacle 3.1 : une offre locale qui pourrait être encore plus valorisée

- Une offre culturelle essonnienne qui est parfois dévalorisée par rapport à l'offre parisienne. Toutefois, une majorité des essonniens fréquentent les offres culturelles locales.
- Les espaces naturels publics étaient signalés comme peu exploités. Selon les participants, ils semblent suffisamment aménagés pour la pratique du sport et des loisirs de nature, dans la limite de la compatibilité avec d'autres objectifs tels que la protection de l'environnement.

Propositions d'actions du groupe de travail :

- Communiquer davantage et valoriser l'offre culturelle et sportive essonnienne. Il pourrait être intéressant de développer le lien entre le sport, la culture et le tourisme pour réaliser cette valorisation (design de produits touristiques valorisant le patrimoine).
- Sensibiliser les usagers et les associations à l'utilisation des espaces naturels

Obstacle 3.2 : une offre qui ne correspond pas aux attentes du public

- Les enseignements artistiques restent majoritairement classiques, notamment dans le rural, avec des difficultés à trouver des lieux adaptés aux nouvelles formes d'arts (surtout en musique) et à mobiliser les enseignants qualifiés.
- Le turnover des animateurs culturels et sportifs est important (services civiques, contrats aidés, stagiaires etc.)

Propositions d'actions du groupe de travail :

- Impliquer les usagers pour mieux faire correspondre l'offre aux besoins et aux attentes. Il conviendrait d'impliquer les habitants, notamment les jeunes, dans la conception des équipements et des programmes culturels et sportifs.
- Pérenniser les postes d'animateurs et médiateurs culturels et sportifs.

Obstacle 3.3 : une offre qui ne correspond pas à certaines catégories de publics

- Certains publics, comme les femmes, restent plus éloignés de la pratiques sportive, culturelle et des loisirs et se saisissent moins des dispositifs d'aides (ex : faible mobilisation du ticket loisirs). Le poids croissant des pratiques religieuses dans certains foyers restreint encore davantage les pratiques des femmes. Il existe une vraie nécessité de médiation sur ces aspects, pour susciter l'acceptation et l'envie d'aller vers une pratique culturelle et sportive.
- Certains contenus culturels sont peu lisibles et peu attractifs pour des publics éloignés de l'offre culturelle. Pour amener ces publics vers l'offre culturelle et sportive, notamment dans les QPV, il faut adapter la présentation de l'offre.

Propositions d'actions du groupe de travail :

- Valoriser le travail des associations sociales et locales qui jouent un rôle essentiel dans la médiation culturelle et sportive.
- Développer le dialogue entre associations sportives et culturelles et structures locales, sociales, de quartier.
- Adapter les équipements sportifs pour permettre une pratique mixte.
- Amener de nouveaux publics à pratiquer une activité sportive et culturelle peut passer par d'autres leviers que les leviers intrinsèques au sport et à la culture (ex : garde d'enfants pour favoriser l'accès des femmes).
- Contextualiser l'offre culturelle dans une approche globale en lien avec la culture des publics pour les amener ensuite sur d'autres horizons culturels.
- Travailler le lien entre l'école et la famille car il peut exister une rupture complète entre les approches de ces deux sphères.

4. *Quand se déplacer vers l'offre est complexe, une multitude leviers semblent pouvoir être activés par divers acteurs*

Obstacle 4.1 : se déplacer vers l'offre culturelle et sportive

- Si le maillage des équipements culturels et sportifs est à l'échelle intercommunale, il faut penser parallèlement la structuration des transports. Or cette compétence en reconfiguration relève aujourd'hui plutôt des EPCI et de la Région. Quid du rôle du Schéma Départemental sur ce leviers d'action ?
- Pour se déplacer vers l'offre culturelle, la difficulté est moins de relier Paris que de relier les espaces de l'Essonne entre eux. Dans le sud Essonne, la structuration des transports en commun est particulièrement faible ce qui complique l'accès aux équipements sportifs et culturels. Le transport des personnes peu mobiles vers les équipements échoie souvent aux

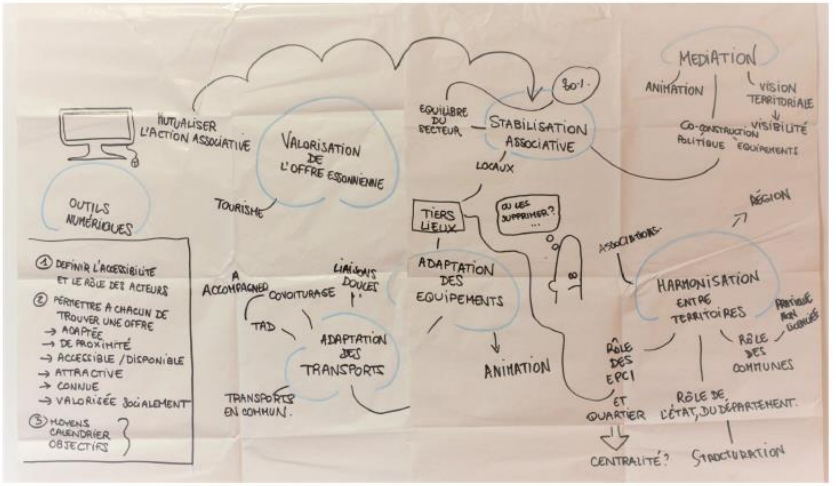
communes qui peuvent avoir des difficultés à organiser cette offre, notamment le soir et le week-end (horaires du spectacle vivant).

Propositions d'actions du groupe de travail :

- Travailler sur une tarification transport dédiée aux personnes les plus modestes pour l'accès à l'offre culturelle et sportive pourrait être entrepris.
- Développer les offres de mobilité alternatives et douces : vélo, covoiturage, TAD. Si ces offres se développent, il faut leur donner les moyens d'être appropriées par la population : pédagogie, visibilité de ces offres etc.
  - Il pourrait être imaginé de relier les communes aux équipements structurants via des pistes cyclables
  - Le maillage de l'offre de covoiturage est en cours sur le département (la politique départementale en faveur de la ruralité soutient ce développement). Un travail semble à faire sur les mentalités car dans les pratiques, il semble que les personnes pensent plus au covoiturage pour l'accès à l'emploi qu'au sport, à la culture et aux loisirs.
  - L'offre TAD est également en structuration mais présente des limites importantes liée à son coût et son manque de visibilité, parfois aussi à ses usages restreints (uniquement pour les sorties scolaires à Massy par exemple).
  - Systématiser des navettes pour relier les zones résidentielles à l'offre évènementielle culturelle et sportive.

- Valoriser les dispositifs itinérants comme CinEssonne qui fonctionnent bien. Il existe aussi des initiatives privées à valoriser (librairie itinérante par exemple).
- Exploiter le levier numérique pour l'accès à la culture.
- Développer le système de livraison de livres des bibliothèques. Pour faciliter le développement de cette offre, il s'agit de structurer les réseaux, par exemple les réseaux de médiathèques.

SYNTHESE EFFECTUEE AVEC LES PARTICIPANTS LORS DE LA RESTITUTION



Compte-rendu de l'atelier Services de proximité
SDAASP ESSONNE
14 mars 2017

Le groupe de travail a été invité à contribuer dans un format world café. La réflexion s'est articulée autour de trois axes de travail :

- *Maintenir et revitaliser les centres-bourgs et centres-villes*
- *Hybrider et innover dans les formes des services de proximité*
- *Observer les pratiques*

L'atelier a également permis de mettre en valeur certaines spécificités territoriales entre territoires urbains, périurbains et ruraux.

D'une manière générale, les participants ont soulevé l'importance d'inscrire dans le cadre du SDAASP des projets structurants associant les divers acteurs concernés (Conseil départemental, Etat, Chambres consulaires, Essonne développement, Région, EPCI, SNCF, Banque de France, CAUE, usagers, acteurs départementaux du tourisme, opérateurs de services tels que la Poste…) et mobilisant notamment les partenariats public-privé. Il s'agit en effet d'éviter l'émiettement des actions par des projets micro-locaux.

1. Maintenir et revitaliser les centres-bourgs et centres-villes

Obstacle 1.1 : des centres villes et centres bourgs qui perdent en attractivité

- L'évolution des modes de consommation au profit du développement de grandes surfaces commerciales en périphéries des bourgs et des villes entraine une fragilisation forte du commerce de proximité (prix moins attractifs, stationnement et circulation plus contraints, moindre diversité en un même lieu, …). Il a par ailleurs été noté que la baisse des opportunités d'emplois dans certains centres-villes avait un impact sur la fréquentation des services de proximité locaux (manque de mixité fonctionnelle). De ce fait, le rôle de centralité des bourgs et des cœurs de villes est remis en cause. Une réflexion sur l'aménagement des centres-villes et centres-bourgs est en cours sur de nombreux territoires, entre autres dans le cadre des SCoT, pour en améliorer la visibilité et l'attractivité pour les usagers. Deux leviers ont été particulièrement relayés pour favoriser les centres :
  - L'accès au centre via les différents modes de transport et le stationnement (ex. de Saclas).
  - L'animation des centres. Des managers de centres-villes existent dans plusieurs communes, parfois y compris des communes proches (Brunoy, Montgeron). Des financements du Conseil régional existent sur la création de ces postes.

Propositions d'actions du groupe de travail :

- Concernant l'aménagement des centres-villes et centres-bourgs (notion de centralité) :
  - Favoriser un aménagement des centres-villes et centres-bourgs propice aux commerces de proximité, via le stationnement, la gestion de la circulation, la piétonisation, l'amélioration de leur accessibilité pour les personnes à mobilité réduite et l'offre en transport en commun. Pour cela, il s'agit notamment pour le Conseil départemental, les chambres consulaires et la Région d'appuyer les collectivités dans la modernisation des leurs centres villes.
  - Avoir une politique globale d'aménagement du centre liant les questions de logement, de commerces et d'emplois. Les documents d'urbanisme constituent un outil majeur pour permettre d'orienter l'aménagement.
  - Inciter les professionnels à se regrouper ou à exercer en proximité afin de favoriser une dynamique de centralité.
- Concernant l'animation des centres-villes et centres-bourgs (notion de lieu de vie) :

  - Mettre en réseau les commerçants sur un secteur
  - Animer les centres-villes via les associations de commerçants (soutien à leur création et fonctionnement) ou via emplois dédiés (animateur de centre-ville). Malgré la compétence communale sur cet aspect, la création de ces postes pourrait être pensée à l'échelle intercommunale ou de plusieurs communes, en associant les chambres consulaires dans l'étude de définition du besoin, afin d'optimiser l'exercice. Les chambres consulaires accompagnement également les collectivités et professionnels dans la mise en place d'animations commerciales.
  - Lier l'animation commerciale au tourisme (de plus en plus de communes ou commerces sollicitent par exemple le Comité départemental du Tourisme pour organiser des évènements liant gastronomie et tourisme) et à la culture (organisation d'animations commerciales en liens avec des évènements culturels…).
- Globalement, il s'agit de mobiliser ces leviers (animation, aménagement, communication) pour faire des centres de véritables lieux de vie concentrant emplois, commerces, services publics, accès au très haut débit, logements, animations culturelles, lieux publics agréables et conviviaux… Il est donc nécessaire de sensibiliser les communes sur cette nécessité d'avoir une vision globale de l'aménagement et de l'attractivité des centres. Des acteurs tels que le CAUE, les services de l'État ou le Conseil départemental peuvent jouer ce rôle d'accompagnement et sensibilisation.

Obstacle 1.2 : une offre commerciale instable et parfois inadaptée aux besoins de la population

- Un phénomène de vacance commerciale affecte de plus en plus de centres-villes et centres-bourgs, accompagné le plus souvent d'une diminution de la diversité ou de la qualité commerciale (spirale de fermetures dégradant l'image du centre). L'augmentation du nombre de friches commerciales pose la question d'un éventuel surdimensionnement des opérations commerciales ou d'une inadaptation des commerces proposés à la demande. Au sein des centres commerciaux (par exemple l'Agora à Evry), on observe un changement régulier des enseignes commerciales du fait des difficultés économiques rencontrées et du manque de fréquentation.
- Fréquemment, les surfaces commerciales en pied de nouveaux immeubles trouvent difficilement preneurs du fait d'un manque de réflexion globale sur les besoins commerciaux et d'écoute des habitants. Dans les quartiers de la politique de la ville, on observe également une vacance commerciale importante suite aux projets de rénovation urbaine qui peuvent entrainer la fermeture de commerces.
- Le professionnalisme et la qualité des commerçants eux-mêmes peuvent être au cœur de la problématique de maintien du commerce de proximité (poids du bouche-à-oreille dans le commerce de proximité qui peut jouer positivement ou négativement).

Propositions d'actions du groupe de travail :

- Concernant l'aménagement commercial
  - Améliorer la prise en compte des besoins de la population dans les projets d'aménagement. Il s'agit d'impliquer d'avantage les usagers dans les projets en mettant notamment en place des appels à projets pour soutenir des habitants désireux de développer des activités commerciales (tout particulièrement dans le cadre de quartiers politique de la ville).
  - Sensibiliser les élus sur leur rôle d'écoute et d'identification de l'évolution des besoins des habitants.
  - Questionner le fonctionnement de la Conférence Départementale de l'Aménagement Commercial (CDAC) afin de ne pas autoriser le développement de trop nombreuses surfaces commerciales qui peuvent se transformer en friche par manque de demandes d'installation et concurrencent les commerces de centre-ville et centre-bourg.
  - Utiliser le levier fiscal pour attirer des commerces.

- Mener des réflexions sur la transformation de l'usage de locaux commerciaux vacants à l'image des projets menés par la SNCF sur ses propriétés immobilières dans l'optique de développer des tiers-lieux.
- Encourager les commerces éphémères afin d'occuper les espaces vacants et de créer une animation commerciale. Les commerces éphémères peuvent également permettre de tester des besoins.
- Poursuivre les projets de redynamisation des friches et centres commerciaux à l'image des actions menées par l'EPARECA[1].
- Soutenir les initiatives relevant de l'économie collaborative et locale, répondant souvent aux modes de consommation d'une part de la population.

➢ Concernant la qualité et l'image des commerces de proximité :

- Valoriser les atouts du commerce de proximité : le conseil à l'usager, la qualité, le lien social etc. De manière associée, il s'agit de veiller au maintien de la qualité dans les commerces de proximité et de leur différenciation par rapport aux grandes surfaces, notamment via la professionnalisation et la formation des commerçants.
- Sensibiliser les usagers à un mode de consommation durable et de qualité : « acheter moins mais mieux » etc.
- Développer les liens entre commerçants et élus locaux pour encourager l'ancrage local des entreprises.
- Mettre en place des chartes qualité pour les devantures commerciales et enseignes, améliorer la signalétique des centres et contraindre la publicité.
- Travailler sur la reprise et transmission des commerces afin d'assurer la diversité de l'offre commerciale et de services dans les centres.
- Développer la visibilité numérique des commerces de proximité.

2. Hybrider et innover dans les formes des services de proximité

Les participants ont souligné que l'enjeu est de préparer la mutation des commerces et des centres-villes et centres-bourgs pour répondre aux nouvelles attentes des usagers (numérique, hybridation des pratiques, …) et non pas de préserver un ancien modèle aujourd'hui obsolète. Pour cela, il s'agit donc de développer des solutions au cas par cas et de promouvoir le droit à l'expérimentation.

Obstacle 2.1 : des horaires des services de proximité peu adaptés au rythme des actifs

- Il a été noté que les actifs, notamment ceux qui travaillent loin de leur territoire de résidence, ne peuvent souvent plus consommés après leur journée de travail en raison de l'amplitude horaire des commerces. Il y a donc un enjeu d'adaptation des horaires des commerces aux nouveaux modes de vie, notamment des actifs.

Propositions d'actions du groupe de travail :

➢ Favoriser les tiers lieux et/ou les commerces ambulants ouverts jusqu'en soirée dans les espaces de transit (ex. gares SNCF) afin de proposer une offre aux usagers qui rentrent du travail (ex : commerces alimentaires, services administratifs, services à la petite enfance). Dans ce sens, la SNCF recherche notamment des porteurs de projets pour développer les services dans les gares du département (paniers fraîcheurs, présence de la Ruche qui dit oui, étude sur la mise en place d'une crèche dans la gare d'Etampes…).

Obstacle 2.2 : des espaces ruraux ou périurbains naturellement plus éloignés des services de proximité

[1] L'EPARECA est un établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux qui accompagne les collectivités locales dans la reconquête de leurs zones commerciales et artisanales de proximité, au sein des quartiers en difficulté.

- Il existe des initiatives dans certaines communes rurales qui propose des services de manière alternative ou itinérante (ex : distributeur de pain à Chauffour-les-Etrechy, Baby truck, Book Truck etc.). Ces offres permettent de plus une plus grande souplesse horaire.
- La Poste développe des conventions avec les commerçants locaux (pharmacies, cavistes, fleuristes, maraîchers etc.) afin d'achalander, via le réseau des postiers, des services jusqu'à l'habitant.
- La mobilité vers les services de proximité est un élément-clé, notamment dans les zones rurales éloignées du service. Ces flux de mobilité ont été mesurés dans certains territoires (ex : sud Essonne).
- Des services de Transport à la Demande (TAD) existent mais ils sont coûteux et parfois peu connus des habitants (excepté dans le sud-ouest de l'Essonne où le système est fortement utilisé). Il existe par ailleurs des dispositifs communaux, majoritairement à destination des personnes âgées. À Angerville, ce service est financé par les commerçants pour permettre d'amener les usagers vers les commerces de proximité.

Propositions d'actions du groupe de travail :

➢ Développer la mobilité ou la diffusion de l'offre :

- Développer une offre ambulante pour les services de proximité publics ou privés, non concurrente à l'offre fixe. Le développement d'une telle offre ne serait pas incompatible avec les logiques économiques des commerçants puisque l'offre ambulante ne semble pas représenter un coût supplémentaire par rapport à l'offre fixe.
- Développer les systèmes de distributeurs ou de dépôt alimentaire.
- S'appuyer sur les réseaux qui se déplacent au domicile des personnes, comme les postiers ou les services d'aide à domicile, afin de distribuer des denrées et des services jusqu'au particulier. Les conventions actuelles pourraient être élargies à d'autres secteurs de services en s'inspirant d'exemples vus ailleurs (pressing en Bretagne etc.).
- Développer les modalités d'achats via Internet. Un point de vigilance a cependant été soulevé quant à la pertinence des achats numériques pour certains secteurs de services. Néanmoins les chambres consulaires peuvent accompagner les commerçants qui le souhaitent à développer des modalités de vente en ligne.

➢ Développer la mobilité des usagers

- Développer des systèmes de transport collectif ou à la demande coordonnés, notamment pour les personnes les moins mobiles. L'enjeu de rendre visible ces services à également été évoqué.
- S'appuyer sur les taxis ou les VTC (véhicules de transport avec chauffeur) afin d'apporter des solutions de mobilité plus flexibles.

➢ Étudier l'opportunité de reprise de commerces par la puissance publique au regard des besoins de la population et des spécificités locales (le succès de ce type d'initiatives sur le département étant très variable).

Obstacle 2.3 : des populations éloignées des services de proximité par la barrière de la langue ou la barrière financière

- Plusieurs associations territoriales œuvrent pour faciliter l'accès des populations qui ne maîtrisent pas le français, aux services de la vie courante (ex. Poste, services administratifs et commerciaux etc.). Un accompagnement peut également être délivré sur les outils numériques, puisqu'un certain nombre de services publics sont aujourd'hui dématérialisés.
- La maison de Marianne à Grigny a été présentée comme un lieu exemplaire, fortement identifié et regroupant plusieurs services publics et associatifs. Ce lieu a été créé dans l'optique de devenir un lieu de vie fortement identifié par les habitants.
- Certaines associations peuvent aussi devenir des points relais pour l'accès numérique à certains services publics (ex. CAF).

- Il a été évoqué le fait que certains publics ne peuvent accéder aux services commerciaux de proximité en raison du coût du service.

Propositions d'actions du groupe de travail :

- Coordonner et consolider le réseau des partenaires afin de faciliter le travail des associations auprès des publics fragiles.
- Favoriser la création de structures mutualisées présentant un guichet unique à l'usager, en ouvrant le panel des services représentés pour mêler services publics et privés.

3. Observer les pratiques

Obstacle 3.1 : la méconnaissance des situations locales

- Les acteurs notent un manque de visibilité sur l'évolution du tissu commercial qui limite la capacité d'anticipation sur l'activité. En partie en raison de ce manque d'anticipation, on assiste à des phénomènes de vacances et le travail de transmission/reprise d'activités est complexifié et rendu moins qualitatif.
- Si, compte-tenu de l'évolution des compétences des collectivités territoriales, le Conseil départemental n'est pas compétent en matière de développement économique, il peut jouer un rôle d'accompagnement des EPCI sur lesquels ces compétences sont recentrées. En effet, l'économie locale, notamment commerciale, est directement liée à la question des services au public. Le Conseil départemental et ses partenaires pourront mettre à profit de cette nouvelle gouvernance une expérience en animation de clubs d'experts et de professionnels à l'échelle départementale.

Propositions d'actions du groupe de travail :

- Développer une veille plus fine sur les flux commerciaux (à l'échelle de la rue, de la commune et de l'EPCI) afin d'anticiper l'évolution du tissu commercial et faciliter la transmission/reprise d'activité. Cette veille peut notamment se faire en lien avec l'animation commerciale des centres villes et centres bourgs.
- Construire une gouvernance cohérente sur les services liés à l'activité économique, en prenant en compte la nouvelle géographie des bassins d'emplois régionaux et en faisant du SDAASP, une entrée départementale dans cette gouvernance partagée regroupant la Région, les EPCI et les communes. Un travail à cette échelle doit permettre de prendre du recul pour faire évoluer les commerces et de penser la cohérence territoriale de l'offre commerciale.
- Amélioration et mettre en commun les outils de diffusion des annonces auprès des professionnels et collectivités afin de faciliter la reprise et transmission des commerces

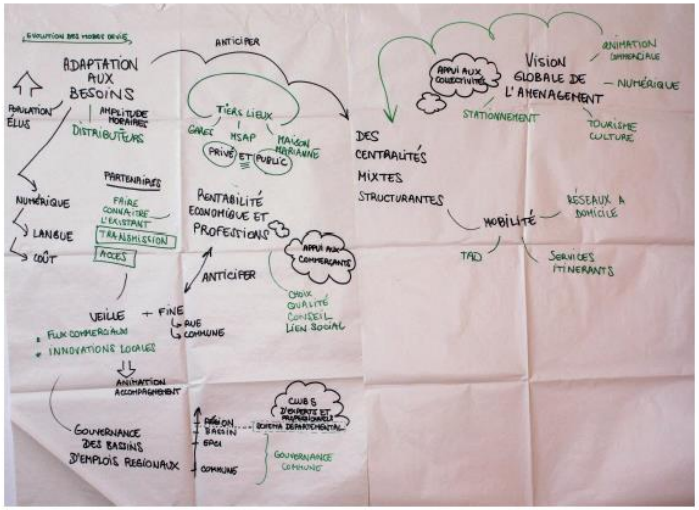
Obstacle 3.2 : une méconnaissance de l'ensemble des dispositifs et services existants

- Nombre d'usagers et même d'acteurs ne sont pas informés sur la variété des dispositifs existants :
  - Exemple de dispositif encore méconnu des usagers : possibilité d'envoyer un colis de chez soi pour la Poste
  - Exemple d'acteur encore méconnu des entrepreneurs : poste créé par la Banque de France de « correspondant aux Très Petites Entreprises », qui est déployé dans chaque département afin d'accompagner et orienter les créateurs ou repreneurs de TPE).

Propositions d'actions du groupe de travail :

- Communiquer davantage et de manière plus locale sur les dispositifs existants auprès des partenaires et des usagers.
- Développer un système d'observation pour rendre visible les innovations locales afin d'accompagner les initiatives locales et de les encourager.

SYNTHESE EFFECTUEE AVEC LES PARTICIPANTS LORS DE LA RESTITUTION



Compte-rendu de l'atelier Accompagnement tout au long de la vie
SDAASP ESSONNE
21 mars 2017

Le groupe de travail a été invité à contribuer dans un format world café. La réflexion s'est articulée autour de trois axes de travail thématiques :

- *La petite enfance*
- *L'action sociale*
- *L'autonomie et la vieillesse*

Si ces trois thématiques présentent chacune des caractéristiques propres, les leviers évoqués ont souvent été similaires.
Il a été demandé d'intégrer plusieurs données au diagnostic au cours du groupe de travail, en lien avec les autres schémas en cours :

- *Les données sur la fréquentation des permanences des MDS*
- *L'étude de l'État sur la fracture numérique*
- *Les données du schéma aux familles*
- *Les données du schéma de l'autonomie*

1. Accéder aux services d'action sociale

Obstacle 1.1 : le service est éloigné ou les usagers ont des difficultés à se déplacer pour accéder à l'offre

- La structuration des transports en commun peut rendre difficile l'accès aux services sociaux, y compris dans une relative proximité. Pour le rural, l'éloignement des services sociaux est plus important, ce qui pose problème pour les populations précaires isolées et non motorisées.
- Les services des opérateurs sociaux ont tendance à se concentrer et à limiter leur présence physique au profit d'un accès numérique ou mutualisé. En lien avec ce processus, un réseau de structures de 1er niveau ou de proximité se renforce pour orienter les usagers vers les services adéquats. Cet accueil de 1er niveau peut être effectué par des associations (restos du Cœur, Génération 2 etc.)

Propositions d'actions du groupe de travail :

- Proposer des services itinérants (ex : dispositif bus santé social en cours de réflexion au Conseil départemental pour mener des services de lutte contre l'isolement, de dépistage, d'accompagnement numérique etc.)
- Développer l'information autour des solutions de mobilité. Un projet de Plateforme Mobilité est en cours de mise en œuvre au Conseil départemental, avec 4 ETP recrutés à l'échelle du département, pour orienter les usagers, proposer des prêts de véhicules, des services de réparation solidaires, des aides au permis de conduire pour les jeunes etc.

Obstacle 1.2 : une offre peu disponible

- L'ensemble des acteurs a noté la diminution des moyens publics et les conséquences en termes de prise en charge des besoins sociaux. La surcharge des professionnels engendre actuellement des temps d'attente parfois très importants pour obtenir des réponses aux besoins des usagers.
- La question des horaires limités a également été relevée comme un obstacle potentiel. Toutefois, plusieurs expérimentations ont été menées, notamment au Département, sur des horaires élargis le week-end et sur le temps de midi, sans succès auprès des usagers

- La démarche « accueil qualité » est en cours pour l'ensemble des services du Conseil départemental

Propositions d'actions du groupe de travail :

- Faire connaître le système d'astreinte pour les cas urgents qui interviennent lorsque le service est fermé

Obstacle 1.3 : des usagers qui ne maîtrisent pas la langue ou les outils pour accéder aux services et des usagers qui méconnaissent leurs droits

- Les associations locales travaillent auprès des publics qui ne maîtrisent pas la langue ou les outils pour accéder aux services. Afin de faciliter l'accessibilité, un travail sur les logos des opérateurs est par exemple effectué. Le dispositif « adulte relais » mis en place dans les Quartiers Politique de la Ville du département, va également dans ce sens.
- La dématérialisation des services publics est une tendance forte. Or cette dématérialisation est un obstacle pour l'accès aux services d'un certain nombre de publics. L'identification de ces publics est toutefois malaisée.
-

Propositions d'actions du groupe de travail :

- Concerter les usagers pour rendre plus intuitifs les modes d'accès aux services, notamment les outils numériques. À noter que la concertation ne doit pas générer une complexité supplémentaire mais qu'elle doit être pensée de manière cohérente, harmonisée sur la forme et sur le fond, afin de privilégier l'égal accès de tous aux services

Obstacle 1.4 : une coordination et une coopération perfectibles entre les acteurs de l'action sociale

- L'un des obstacles les plus importants évoqués par les partenaires est le manque de coordination entre les acteurs de l'actions sociale.
  - D'une part, il est difficile, actuellement d'avoir une vision des acteurs en présence, de leur rôle et de la manière dont on peut accéder aux services qu'ils proposent. Il existe un Registre National des Associations qui pourrait faire l'objet de davantage de communication. Le défi consiste également à tenir à jour un outil type agenda, notamment en raison du turnover des interlocuteurs.
  - D'autre part, le fonctionnement national des opérateurs publics et les normes de la CNIL, limite les possibilités de coopération, notamment le développement d'outils de suivi communs. Compte-tenu de l'hétérogénéité des indicateurs observés, il est difficile d'évaluer le besoin et les transferts de flux potentiels entre les structures de l'action sociale.
- Malgré ces limites il existe des volontés de coopération et des réseaux locaux :
  - Un réseau des associations d'accompagnement social, reconnues par l'Etat, le Conseil départemental et les opérateurs publics, est structuré sur le centre-Essonne. Un champ d'amélioration réside sur l'articulation entre les associations et les assistantes sociales, dans la répartition des rôles et la place de la médiation effectuée par les associations.
  - Dans le rural, par exemple à Milly-la-Forêt, le réseau est structuré autour du CCAS (assistantes sociales, associations, partenaires publics etc.)
  - Les MDS ont également ce rôle de fédérer des réseaux d'acteurs sociaux partenaires sur leur territoire
- Cette coordination et cette mise en réseau reste cependant à parfaire, notamment au niveau départemental. Pour cela, il s'agit d'identifier un chef de file. Cette identification s'est révélée complexe car, malgré les compétences du Conseil départemental en matière d'action sociale, plusieurs acteurs interviennent dans cette gouvernance : EPCI, communes etc.

- Un besoin de « vocabulaire commun » a été soulevé pour définir ce que sont le 1er accueil, l'orientation etc. À noter qu'un schéma du 1er accueil social de proximité est également prescrit par la loi.
- La mutualisation en cours sur le département participe également à une meilleure coordination entre les acteurs sociaux
    - Il existe aujourd'hui 4 Maisons de Services au Public (MSAP) : Saclas, Ballancourt, Angerville et Boissy-la-Rivière.
    - On compte également un PIMMS à Evry et la Maison de Marianne à Grigny qui propose également un panel de services au public.
    - Les Maison des Solidarités (MDS) qui structurent le département, au nombre de 22, sont actuellement en cours de redéfinition. Les futurs Territoires d'Action Départementale (TAD), au nombre de 7, découperont le territoire et proposerons l'ensemble des compétences départementales. Une expérimentation est en cours à Étampes sur ces TAD.

Propositions d'actions du groupe de travail :

- Proposer un travail sur les indicateurs entre opérateurs et acteurs locaux afin de déterminer les éléments d'observation communs qui peuvent être élaboré.
- Augmenter la coordination dans le cadre d'études sur des sujets similaires ou complémentaires, avec une tentative de rapprochement des cahiers des charges pour mettre en cohérence les demandes et éviter les redondances, notamment au moment du diagnostic
- Le Conseil départemental travaille sur un outil de recensement de l'ensemble des acteurs œuvrant dans le champ du social. Des coopérations avec plusieurs acteurs ont été envisagées : le SGMAP (en charge de la plateforme Mesaides.gouv), Agile etc. La dimension technique est aujourd'hui un obstacle à la concrétisation de l'outil.
- Un autre projet départemental, qui devrait être mis en œuvre à moyen terme, consiste à mettre en place une plateforme téléphonique commune pour l'ensemble des services départementaux
- Développer les conventions entre les associations et le Conseil départemental pour coordonner l'action de médiation et le travail des assistants sociaux

2. Accéder aux services pour les personnes âgées et handicapées

Obstacle 2.1 : l'information sur les services aux personnes âgées et handicapées

- Le territoire nord-est n'est pas couvert pas des CLIC. Il existe par ailleurs une véritable difficulté à mesurer la capacité du CLIC à toucher et informer toutes les personnes qui en ont besoin.
- Une information est également diffusée via les caisses de retraite mais n'est pas nécessairement consultée par les usagers.
- La méconnaissance des services dédiés aux personnes âgées semble rester forte. En effet, les participants ont souligné l'extrême complexité de trouver les informations nécessaires, d'autant plus dans un moment délicat dans la vie de personnes.

Propositions d'actions du groupe de travail :

- Tout d'abord améliorer la visibilité des CLIC et développer des guichets-uniques assurant des fonctions d'information centralisée et de suivi des usagers dans leurs démarches (point d'entrée unique sur la question de l'autonomie).
- Préparer au sein des entreprises le départ en retraite et informer sur le rôle d'aidant. En effet, les entreprises sont un lieu privilégier pour rencontrer les personnes proches de la retraite, pour les informer sur leurs droits et les services dédiés aux personnes âgées. Elles sont aussi un lieu qui accueille « la génération pivot » qui s'occupe de ses enfants mais également potentiellement de

ses parents. Un travail de sensibilisation et de partenariat avec les entreprises est à effectuer préalablement en ce sens.

- Développer la prévention auprès des personnes âgées (sanitaire, alimentaire etc.).
- Améliorer la coordination entre les acteurs (via la conférence des financeurs notamment, qui regroupe CLIC, ARS, MAIA, Conseil départemental, CCAS, CIAS, collectivités, hôpitaux…) pour simplifier la communication et l'accompagnement.

Obstacle 2.2 : trouver des solutions d'accueil adaptées aux besoins et à l'évolution des besoins (parcours de vie) et aux enjeux financiers

- Le parcours d'une personne âgée ou, a fortiori d'une personne handicapée, peut évoluer fortement au cours des années. Il s'agit donc de réfléchir en termes de parcours de vie et de complémentarité des offres à destination de ces publics : maintien à domicile, accueils de jour, accueils médicalisés … Il est en effet souhaitable de laisser la possibilité d'un ajustement en termes de logement ou d'accueil avec une diversité de structures adaptées à différents types de besoins.
- Le maintien à domicile concerne la majorité des personnes âgées. Il existe une pluralité d'alternatives entre le maintien à domicile et l'accueil dans une structure médicalisée mais elles sont peu connues, peu développées ou peu ancrées dans la culture. Un travail de valorisation et d'information sur ces options semble nécessaire (ex : familles d'accueil, logements intergénérationnels).
- Pour les personnes handicapées, il est fait le constat d'une insuffisance des capacités d'accueil sur le département ou à proximité, rendant ainsi complexe les parcours de vie. Par ailleurs, les services proposés représentent un coût très important qui constitue un frein majeur pour l'accès aux services.
- Le coût des services représente d'ailleurs un frein majeur tant pour les personnes âgées qu'handicapées, d'où l'enjeu de réfléchir à des solutions intermédiaires ou alternatives à un accueil systématique en établissement spécialisé.

Propositions d'actions du groupe de travail :

- Réaliser un diagnostic sur l'offre et les besoins concernant le handicap afin de mieux connaître ces besoins et leur évolution. Il s'agit ainsi d'adapter au mieux l'offre à la demande.
- Diversifier les modes d'accueil et de logement : collocation, logement intergénérationnel, MARPA, familles d'accueil, foyers-logements, maison de retraite parentale, accueil intergénérationnel, etc. Pour réduire les coûts, il convient en effet de réfléchir à des formes alternatives aux accueils traditionnels en structures spécialisées. Pour développer certaines de ces formes il existe parfois peu d'acteurs référents ou d'association. C'est le cas pour l'habitat intergénérationnel en Essonne. À Pithiviers, cette dimension est traitée par la mission locale.
- Adapter l'habitat aux besoins des personnes âgées et handicapées (aides aux travaux, construction de logements adaptés, …).
- Développer des unités mobiles et services d'accompagnement itinérants.
- Concernant les personnes handicapées, intégrer l'enjeu de vieillissement des personnes handicapées qui implique une augmentation de l'offre médicale adaptée et une augmentation du nombre de places en établissements spécialisés (également du fait du vieillissement des aidants et parents).
-

Obstacle 2.3 : l'accompagnement des aidants

- Les aidants familiaux ou associatifs constituent, sur la base du bénévolat, un socle pour le système de l'aide aux personnes âgées et handicapées. Ces aidants rencontrent parfois des situations de tensions avec les professionnels du secteur. Il existe un besoin de reconnaissance du « savoir-faire » de l'aidant mais aussi des besoins d'accompagnement de ces populations, notamment avec la notion de répit de l'aidant.

Propositions d'actions du groupe de travail :

- Proposer une diversité de formes de soutien aux aidants, pour s'adapter aux diverses demandes : groupes de partage (cafés des aidants), aménagement de temps de répit etc.
- Développer les formations à l'aide aux personnes et notamment à l'aide aux personnes âgées. Une plateforme d'aide à la personne (SAP) est en cours de formalisation au Conseil départemental.
- Valoriser les métiers de l'accompagnement des personnes âgées et handicapées (financièrement et socialement).
- Augmenter les aides aux aidants pour faciliter le maintien à domicile, des personnes handicapées notamment.
- Valoriser les solidarités individuelles.

Obstacle 2.4 : accéder aux services de la vie courante et à la vie de la cité lorsqu'on est une personne âgée ou handicapée

- L'enjeu est ici de favoriser l'intégration des publics âgés et handicapés dans la vie quotidienne en adaptant les services à leurs besoins (mise en accessibilité des commerces, aménagement de lieux multi-services limitant les besoins de déplacements et accessibles aux personnes à mobilité réduire, offre de transports adaptés, adaptation de l'offre médicale ...).
- La question de la santé mentale constitue une problématique très importante et peu traitée dans le cadre de l'accès aux services. Sur ce plan, un travail avec l'ARS est souhaitable. Des contrats locaux de santé mentale existent dans le département.
- L'intégration de ces publics dans un milieu « normal » constitue un levier essentiel pour lutter contre leur isolement. Le volet des mobilités est un sujet majeur sur ce point.

Propositions d'actions du groupe de travail :

- Mener des actions de lutte contre l'isolement des personnes âgées et handicapées.
- Développer les lieux multi-services.
- Mettre en œuvre la loi de mise en accessibilité pour les personnes à mobilité réduite.
- Développer l'accès aux numériques pour ces publics, notamment dans les établissements spécialisés afin de lutter contre la fracture numérique qui les touche également.
- Développer les sports adaptés aux personnes âgées et handicapées (sensibiliser les comités sportifs, charte d'accessibilité des sports et activités culturelles...).
- Améliorer l'accès à la mobilité pour ces publics.
- Développer les outils de diagnostic de l'isolement des personnes âgées et handicapées.

3. *Accéder aux services petite enfance*

Obstacle 3.1 : une inadéquation entre l'offre et la demande

- Pour répondre à la demande et aux besoins des parents, il s'agit de développer les amplitudes horaires des accueils, les accueils en horaires atypiques ou encore la diversité des modes d'accueil.
- Sur ce sujet, l'enjeu ne porte pas tant sur l'information mais sur la diversité des types d'offre et leur accessibilité via les modes de transports.
- Par ailleurs, l'enjeu est de développer les partenariats et le travail en transversalité sur ce type de projets (notamment sur les horaires atypiques) et de s'appuyer sur les collectivités.
- Le Schéma des services aux familles constitue un schéma ressource pour le SDAASP car, à l'issue d'un diagnostic, il fixe de nombreuses actions portant sur le développement des modes d'accueil dans les secteurs déficitaires.

Propositions d'actions du groupe de travail :

- Développer les partenariats public-privé notamment pour la création de crèches d'entreprises.
- Valoriser les solidarités individuelles.

- Développer la souplesse des accueils tout en étant vigilants aux enjeux financiers. Adapter les horaires des structures collectives et des assistantes maternelles (exemples : crèches 24/24, bonification de certaines heures pour les assistantes maternelles...).
- Accompagner les crèches familiales tant en investissement qu'en fonctionnement.
- Développer les modes de gardes au sein des tiers-lieux (espaces de co-working proposant un mode d'accueils, enjeu de développement des lieux multi-services). La SNCF porte notamment des réflexions sur le développement d'offre de gardes dans les gares (exemple d'Etampes).
- Couvrir tous les territoires de l'Essonne par un réseau de référents petite enfance au sein des collectivités (commune ou EPCI selon la compétence). Globalement, il serait préférable de faire de l'intercommunalité l'échelle de réflexion à privilégier pour penser la proximité à destination de la petite enfance.
- Créer de nouvelles structures collectives en milieu rural. Dans le cadre de sa politique de ruralité, le Département prévoit notamment une fiche spécifique sur cette question en intégrant notamment les enjeux d'accompagnement des collectivités dans ces projets et l'étude de l'opportunité de mettre en place des systèmes itinérants.
- Accompagner et sensibiliser les assistantes maternelles à cet enjeu d'adaptation aux besoins et aux évolutions sociétales (développement des temps partiels, horaires décalés avec des coupures, question culturelle...) via les formations continues.
- Développer les relais assistantes maternelles car il s'agit d'une initiative peu coûteuse qui permet de rompre l'isolement des assistantes maternelles.
- Valoriser le droit à l'expérimentation

Obstacle 3.2 : l'accès aux modes d'accueil pour les publics les plus fragiles

- Le Plan départemental pour l'insertion (PDI) 2016-2020 prévoit un certain nombre d'actions relatives aux modes d'accueil pour faciliter l'accès à l'emploi. En effet, la difficulté de trouver un mode d'accueil adapté à ses besoins constitue un frein majeur pour le retour à l'emploi, tout particulièrement des femmes (tant pour les démarches de recherche d'emplois que de capacité à assurer un emploi).
- Le taux important de non recours, notamment en lien avec l'isolement et la fracture numérique, constitue une problématique importante pour les publics fragiles.
- La question de la sécurisation du paiement par les publics en insertion pour les assistantes maternelles constitue un enjeu important.
- La numérisation des démarches (passage de la CAF au numérique) et des informations pose la problématique de la fracture numérique qui tend à s'aggraver.

Propositions d'actions du groupe de travail :

- Le PDI encourage des actions de développement et de suivi du nombre de places en accueil collectif ouvertes aux personnes en insertion et accompagne pour cela des expérimentations (accès à des modes de garde atypiques pour ce public spécifique). Néanmoins, il s'agit de renforcer la communication sur ce type d'initiatives car elles sont peu connues du public en insertion.
- Améliorer l'accompagnement dans les démarches numériques. Pour cela, la CAF développe notamment des points numériques (points relais) en labellisant des espaces (centres sociaux, associations, PIMMS, MSAP ...) qui proposent un accompagnement des allocataires au numérique. La CAF propose elle-même à ces allocataires des formations au numérique dans ces espaces.
- Simplifier les démarches administratives pour améliorer l'accès aux droits.

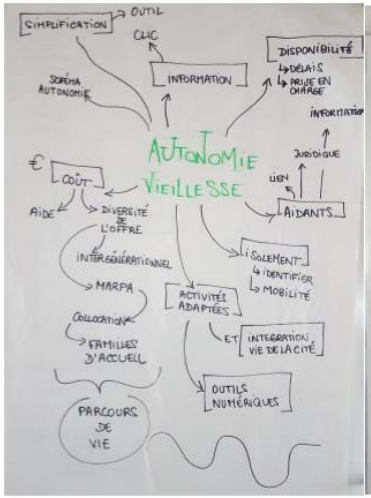
Obstacle 3.3 : L'accompagnement à la parentalité, l'offre de santé et de loisirs pour la petite enfance

- L'accompagnement à la parentalité constitue un enjeu fort pour le département.
- Il est constaté une désertification médicale qui touche également ce public par le manque de pédiatres, spécialistes et généralistes accueillant les tous petits.

Propositions d'actions du groupe de travail :

- Renforcer la formation des assistantes maternelles sur le volet accompagnement à la parentalité.
- Développer les lieux d'accueil parents-enfants.
- Communiquer davantage sur les espaces de jeux à destination de la petite enfance notamment via des lieux d'information. Il s'agit en effet de lieux de socialisation intéressants.

SYNTHESES EFFECTUEES AVEC LES PARTICIPANTS LORS DE LA RESTITUTION







Compte-rendu de l'atelier Santé
SDAASP ESSONNE
28 mars 2017

Le groupe de travail a été invité à contribuer dans un format plénier. La réflexion s'est articulée autour de trois axes de travail :

- *Aménager le territoire pour attirer des professionnels de santé et favoriser l'accès aux soins*
- *Coordonner l'action des partenaires sur la thématique Santé*
- *Travailler sur la santé des personnes les plus vulnérables*

Plusieurs éléments ont été soulevés en réaction à la présentation du diagnostic :

- *La cartographie des zonages produite par l'ARS est en cours de mise à jour et reste en vigueur. Cette carte n'est pas une carte de diagnostic mais une carte stratégique qui cible les territoires qui peuvent bénéficier d'aides à l'installation*
- *L'âge des praticiens, d'environ 58 ans en Essonne, doit également être pris en compte dans le diagnostic afin de ne pas sous-estimer la désertification médicale à court et moyen termes. Près de 30% des médecins généralistes ont 60 ans ou plus et environ 25% prévoient de partir à la retraite dans les 5 ans à venir. Le taux de renouvellement de ces professionnels est estimé à 10% (pour 10 médecins qui partent, 1 est remplacé). D'autant que les pratiques des nouveaux professionnels tendent vers une diminution des heures effectuées. Les projections de la DRESS estiment une régression du nombre de médecins jusqu'en 2025.*
- *Ont été signalées les limites de l'enquête déplacement qui ne prenaient en compte que les déplacements effectués la veille par les enquêtés. De ce fait, les constats concernent majoritairement des usagers qui fréquentent quotidiennement ou régulièrement le médecin. Il faudrait une enquête spécifique pour connaitre les profils des personnes qui ne fréquentent pas, ou très peu, ainsi que leurs raisons. L'Enquête Globale Transport du STIF permet cependant d'apprécier la part des déplacements pour motif santé, et de faire observer que ce sont les distances et les modes de déplacements d'un point à un autre qui différencient l'accès et non le temps parcouru. Le département complètera cette approche par les résultats d'une enquête BVA menée en 2013 sur les soins de premier recours en Essonne.*
- *Des études réalisées par la PMI, la CPAM, l'ARS ou la DRESS existent et pourront être transmises aux copilotes du schéma afin d'enrichir le diagnostic. Par ailleurs, une étude sur la provenance des patients va également être menée par le Centre hospitalier sud Essonne.*
- *Concernant l'offre de santé, il a été souligné que l'offre située à proximité du département devait également être prise en compte car elle représente une opportunité réelle pour les usagers.*

Par ailleurs, l'atelier a insisté sur l'importance d'identifier le rôle et la place du Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public dans le paysage des actions et schémas existants. Une association des mutuelles de santé a également été relevée comme pertinente sur la thématique.

1. Aménager le territoire pour attirer des professionnels de santé et favoriser l'accès aux soins

Obstacle 1.1 : saturation de l'offre de soins dans plusieurs territoires

- Un manque d'anticipation a été relevée lors des opérations d'aménagement augmentant le nombre de logements sur un territoire : l'offre de services correspondant à l'augmentation des besoins des territoires est rarement présente (ex. Bondoufle)

- Des problèmes de sécurité ou d'agressivité rencontrés par les professionnels notamment dans les centres de santé saturés
- L'inéluctable diminution du nombre de professionnels de santé, notamment de médecins sur les territoires étant actée, il s'agit d'imaginer une évolution des pratiques en matière de santé, pour les professionnels et pour les usagers

Propositions d'actions du groupe de travail :

- Attirer les étudiants en faculté de médecine pour les inciter à faire leur stage puis à exercer sur le département. Cependant, la difficulté de ce démarchage a également été soulignée.
- Développer de nouveaux métiers pour anticiper la diminution du nombre de médecins : des professionnels de l'orientation et/ou des professionnels pouvant administrer des premiers soins : facilitateurs en soins, infirmiers cliniciens, infirmiers de pratique avancée. Une expérimentation a lieu en Essonne sur ce type de métier. À noter que les expérimentations de transfert de tâche, mises en place par l'ARS, sont particulièrement complexes. Le rôle des pharmacies a été interrogé : si la nature marchande de l'activité des pharmacies a été posée, le maillage et les compétences des pharmaciens ont été mis en avant comme des atouts pour réaliser ce transfert de charge d'orientation.
- Changer l'approche de la santé afin que celle-ci soit moins tournée vers le soin, en développant la prévention et l'information (lien axe 3)
- Coordonner l'action des professionnels de la santé et du social pour ne pas « bloquer » des lits dans les établissements de soins (lien axe 2)

Obstacle 1.2 : absence d'offre de proximité

- La solitude de l'exercice semble constituer un modèle de pratique de moins en moins envié par les professionnels. En réponse à cela, les initiatives d'exercices collectifs et mutualisés se sont développées en Essonne, à l'initiative des professionnels de santé. Il existe aujourd'hui dix maisons pluridisciplinaires de santé en Essonne. 10 projets sont également en cours. L'Essonne est précurseur par rapport à l'Ile-de-France. La terminologie « équipe de soins pluridisciplinaire » plutôt que « maisons de santé » est préférée par les professionnels de santé car il démontre l'importance fondamentale du projet de santé et du projet d'équipe dans ce type d'exercice.
- Avec le vieillissement de la population et la politique en faveur du maintien à domicile des personnes, le besoin de proximité physique aux services de santé va augmenter. En effet, on peut considérer que les personnes âgées sont relativement moins mobiles que le reste de la population.
- Des expérimentations sont en cours en téléconsultation dans les EHPAD (Les Magnolias).

Propositions d'actions du groupe de travail :

- Maintenir l'ensemble de l'offre de services dans les polarités existantes que sont les centres-villes et les centres-bourgs (école, opportunités d'emplois pour les conjoints des médecins, loisirs, services publics etc.)
- Développer de nouvelles polarités adaptées aux nouvelles pratiques des usagers dans les gares, les gares autoroutières, les péages, les zones ou centres commerciaux etc. (ex. Gare autoroutière de Briis-sous-forge). Ces nouvelles centralités, proches de la notion de tiers lieux, présentent des atouts en termes d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite (nouvelles constructions plus faciles que la mise aux normes de l'ancien)
- Intégrer la dimension de l'accès en transport en commun pour tout nouveau projet de maisons de santé et impliquer les collectivités dans cette dimension. La mise à disposition de locaux aux normes d'accès conformes à la réglementation concernant l'accessibilité des personnes à mobilité réduite peut également être du domaine de la collectivité.
- Favoriser la desserte des maisons de santé existantes par les transports en commun (dans le cadre d'un travail en coopération avec les autorités organisatrices de transport). Il a été

souligné que les maisons de santé favorisaient la permanence des soins, le regroupement permettant une flexibilité horaire élargie.

- Rapprocher les habitants, notamment les personnes âgées, des polarités de services
- Multiplier les solutions de mobilité pour favoriser l'accès aux pôles de santé :
  - Transports en commun
  - Transport à la Demande
  - Transport privé qui a l'avantage de la souplesse :
    - Incitation des citoyens à l'entreprenariat type « uber santé » ou au développement de systèmes d'échanges de services
    - Chèques taxis distribués par les opérateurs de services ou les collectivités
- Développer les permanences des professionnels de santé dans des cabinets secondaires relais. L'ordre des médecins est prudent sur ce système et de ce fait, il existe peu d'actions en ce sens. Cependant, si un dispositif clair et organisé existait, les médecins pourraient être incités à exercer de cette manière.
- S'appuyer sur la coordination médecin-infirmière ou médecin-aide à domicile pour réaliser des consultations à domicile ou localisées. Certaines associations peuvent aussi être mobilisées : l'association-réseau de santé Appolline91 se déplace par exemple dans les EHPAD pour les soins dentaires. L'ARS se montre plus favorable à ce type de fonctionnement qui implique de la coordination entre les professionnels de santé. Pour que ce système à distance fonctionne, il est cependant essentiel que la couverture numérique et téléphonie mobile du département progresse. Il s'agit également de pouvoir garantir le partage des dossiers médicaux (ex. outil Trajectoire qui fonctionne bien).
- Développer les solutions de télémédecine

2. Coordonner l'action des partenaires sur la thématique Santé

Obstacle 2.1 : une coordination parfois complexe des acteurs

- Dans le cadre de la création de projets de santé, impliquant les élus locaux, les professionnels de santé et l'ARS, la coordination des acteurs est un enjeu important.
- Les maisons de santé souhaitent aller plus loin sur le champ de l'intégration des diverses problématiques autour des soins : aide à la personnes, dimension sociale etc. mais un temps long est nécessaire pour mettre en place ces dispositifs
- Les plateformes territoriales d'appui prévues dans la loi Santé vont dans le sens de l'intégration de la pluri-professionnalité
- Il existe des blocages pour gérer l'après-soin : dans de nombreux cas, les établissements médico-sociaux sont confrontés à la prise en charge de personnes soignées, qui ne nécessite plus d'être accueilli dans l'établissement à temps complet, mais qui attendent d'être pris en charge par un tuteur ou des structures sociales. Ce phénomène de « lits bloqués » empêche l'accès aux soins d'autres patients. Un enjeu majeur a été souligné : l'importance d'organiser de manière anticipée et coordonnée le parcours de soin

Propositions d'actions du groupe de travail :

- Apporter un soutien à l'ingénierie de la part du Conseil départemental et/ou l'État sur la coordination entre élus, professionnels de santé et acteurs locaux, en lien avec l'ARS.
- Développer les liens entre les professionnels de santé et les services d'aide à domicile ou les associations locales
- Mettre au point un outil numérique harmonisé et cohérent pour le partage des dossiers médicaux (chantier en cours)
- Inciter les collectivités à impliquer une politique incitative de stationnement pour les professionnels de santé en visite à domicile

- Développer la pluri-professionnalité pour répondre à l'ensemble des problématiques rencontrées par les personnes malades (soins, aide à domicile etc.)
- Développer le lien entre les maisons de santé et les acteurs du social, notamment les travailleurs sociaux. Pour cela, il s'agit d'identifier les bons interlocuteurs et d'organiser le dialogue entre les parties.
- Fluidifier la prise en charge de l'après-soin entre les structures médico-sociales et sociales
- Développer des lieux d'hébergements transitoires à proximité des établissements hospitaliers, afin de ne pas utiliser un lit d'hospitalisation entre les consultations rapprochées et de ne pas contraindre le patient à une mobilité potentiellement difficile.

3. Travailler sur la santé des personnes les plus vulnérables

Pour cet axe, il s'est agi de réfléchir dans un premier temps à qui étaient ces publics fragiles. Ont été cités :

- Les personnes âgées
- Les jeunes, notamment par rapport à la santé sexuelle mais également plus largement. Le programme de prévention OSE agit également en faveur de la santé des jeunes
- Les femmes, notamment dans certains contextes familiaux, culturels et religieux
- Les personnes en situation de précarité
- Les migrants - Notamment pour des maladies type tuberculose, un programme de dépistage du Conseil départemental est en place et fonctionne bien
- Les personnes peu mobiles (personnes non motorisées, personnes à mobilité réduite etc.)
- La problématique spécifique de la prostitution a également été évoquée.

Les participants ont également considéré que les personnes malades constituaient aussi un public vulnérable avec des besoins spécifiques, notamment compte-tenu des potentielles conséquences de la maladie sur la situation sociale et sur l'emploi des personnes.

Les acteurs-relais suivant ont été identifiés comme pouvant opérer une médiation et une sensibilisation auprès des usagers concernant la santé et l'accès aux soins :

- Les associations locales d'usagers
- L'école via le CDCESS (comité départemental de coordination de l'éducation à la santé et la sexualité) et la médecine scolaire / L'entreprise via la médecine du travail
- Les centres de prévention et de la planification
- Les CCAS et centres sociaux
- Les missions locales
- Les PIJ (Points Information Jeunesse)
- Les CLIC (Centres Locaux d'Information et de Coordination), les MAIA, l'association de gérontologie de l'Essonne qui est très active
- Les mairies
- Les réseaux de santé
- Les maisons de santé

À noter que l'UDAF propose des formations aux acteurs des CCAS sur l'orientation santé. Ce type de formations au niveau des CCAS gagneraient à être développées.

Obstacle 3.1 : un obstacle à la prise en charge de certains patients chez les professionnels

- Un cas précis a été cité dans lequel, le travail de prévention effectué en amont était compromis au niveau de l'offre de soin : la prévention buccodentaire réalisée dans les écoles par la CPAM se heurte à la rareté des dentistes ou au refus de certains dentistes de traiter les enfants.

Propositions d'actions du groupe de travail :

- Sensibiliser les professionnels de santé pour garantir la cohérence de l'accès à la santé et au soin

Obstacle 3.2 : une information limitée des citoyens

- Une partie de la population ne maîtrise pas les codes permettant d'accéder aux soins et à la prise en charge des soins. Il y a un enjeu d'aller vers car ces personnes vulnérables qui peuvent renoncer aux soins par découragement, du fait de la complexité du système
- En Essonne, le CIPE, consultation d'infirmières de prévention permet de remettre les personnes dans le parcours de santé. Une évaluation des risques est faite et peut ré-initier des soins (ex. vaccination). Plusieurs antennes accolées aux centres de prévention santé ou centres sociaux sont réparties sur le territoire de l'Essonne.
- Dans le cadre des ateliers Santé ville, les associations d'usagers (ex. Génération 2) ont fait remonter des questionnaires d'usagers sur le parcours de soins et un travail approfondi a été effectué entre médiateurs et professionnels.
- Le travail de lisibilité/visibilité de l'offre de soins doit se faire également de manière à préserver l'intimité des personnes.
- Les outils d'information, tels que le livret des services distribués aux nouveaux arrivants à Evry, n'existent plus. D'autres outils de recensement de professionnels de santé existent numérique : Améli.fr, Doctolib.fr

<u>Propositions d'actions du groupe de travail :</u>

- S'appuyer sur le réseau d'acteurs relais en matière de médiation santé d'information et de sensibilisation
- Développer les formations à destination des acteurs relais via notamment une information plus précise sur l'identification des bons interlocuteurs
- Associer les usagers et leurs représentants dans les projets d'aménagement, de configuration de services afin qu'ils puissent faire remonter les leviers les plus adaptés pour rendre le service accessible aux citoyens.

SYNTHESE EFFECTUEE AVEC LES PARTICIPANTS LORS DE LA RESTITUTION



Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 23/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 23/10/2017

DÉLIBÉRATION N° CP 2017-503

DU 18 OCTOBRE 2017

AFFECTATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DU TOURISME
ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS EN INVESTISSEMENT ET EN FONCTIONNEMENT AU TITRE DU FONDS POUR LE TOURISME - QUATRIÈME AFFECTATION 2017

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 221-16 du 15 décembre 2016 relative à la création du Fonds pour le tourisme ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU La délibération n° CP 14-022 du 30 janvier 2014 relative à l'adoption de la convention d'objectifs et de moyens entre la Région et le CRT ;

VU La délibération n° CP 16-584 du 16 novembre 2016 portant approbation de deux avenants relatifs aux conventions d'objectifs et de moyens des organismes associés dans le domaine du tourisme ;

VU La délibération n° CP 16-659 du 13 décembre 2016 portant approbation d'un avenant relatif à la convention d'objectifs et de moyen du CRT ;

VU La délibération n° CP 2017-155 du 17 mai 2017 portant approbation de conventions relatives au dispositif du fonds régional pour le tourisme ;

VU La délibération n° CP 2017-378 du 20 septembres 2017 portant attribution d'une dotation spécifique en faveur du CRT ;

VU Le Régime d'aides exempté n° SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2017.

VU l'avis de la commission du tourisme ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2017-503 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « fonds régional pour le tourisme » au financement des projets détaillés en annexe n°2 de la présente délibération par l'attribution de 18 subventions d'un montant maximum de **1 735 068 €.**

Affecte une autorisation de programme de **919 172 €** sur le chapitre 909 «Action économique» code fonctionnel 95 «Tourisme et thermalisme» programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 19500109 « Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme » du budget 2017.

Affecte une autorisation de programme de **167 500 €** sur le chapitre 909 «Action économique» code fonctionnel 95 «Tourisme et thermalisme» programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 19500110 «Région multilingue» du budget 2017.

Affecte une autorisation de programme de **375 000 €** sur le chapitre 909 «Action économique» code fonctionnel 95 «Tourisme et thermalisme» programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 19500111 «Sécurité pour le tourisme» du budget 2017

Affecte une autorisation d'engagement de **273 396 €** sur le chapitre 939 «Action économique» code fonctionnel 95 «Tourisme et thermalisme» programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 19500108 « Fonds de soutien au tourisme » du budget 2017.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n°CP 2017-155 du 17 mai 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer '.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates indiquées dans le tableau ci-après, en application des articles 17 et 29 de l'annexe de la délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 .

Projet	Bénéficiaire	Date d'éligibilité des dépenses
Acquisition de la maison Rosa Bonheur	KL Héritage	1er septembre 2017
Musée en plein air Sisley	Commune de Moret Loing Orvanne	1er juin 2017
Actions en faveur de la création du musée Landowski	Commune de Boulogne-Billancourt	1er juillet 2017
Actions de communication en faveur de la création du musée Landowski	Commune de Boulogne-Billancourt	1er juillet 2017
Organisation du Jubilé impérial	Commune de Rueil Malmaison	1er juillet 2017
Festival des métiers d'art à Sermaise	Association « Bien vivre à Sermaise »	1er juin 2017

Article 3:

Approuve l'avenant à la convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Région Île-de-France et le Comité régional du tourisme tel qu'il figure en annexe 3 de la présente délibération, autorise la Présidente du Conseil régional à le signer et subordonne le versement des dotations spécifiques accordées au Comité régional du tourisme au titre du plan de relance du tourisme, adoptées par délibérations n°CP 2017-155 du 17 mai 2017 et n°CP 2017-378 du 20 septembre 2017, à la signature de cet avenant.

Article 4 :

Décide, suite à une erreur matérielle survenue dans les dossiers n°17007093 et n°17011643, respectivement approuvés par délibérations n°CP 2017-155 du 17 mai 2017 et n°CP 2017-378 du 20 septembre 2017, de modifier les bases subventionnables et les taux d'intervention des dotations spécifiques accordées au CRT, tel que cela figure en annexe n°4 de la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-503	Budget	2017

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**95 - Tourisme et thermalisme**
Programme	**195001 - Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique**
Action	**19500108 - Fonds de soutien au tourisme**

Dispositif : N° 00001003 - Fonds pour le tourisme Fonctionnement

Dossier	EX024368 - REALISATION D'UN FILM DE PROMOTION DE 52 MINUTES (VERSION FRANCAISE ET ANGLAISE) SUR LA FORET DE FONTAINEBLEAU.			
Bénéficiaire	EXM01790 - AMIS FORET FONTAINEBLEAU			
Localisation	CA PAYS DE FONTAINEBLEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 732,00 €	TTC	48,81 %	15 000,00 €	

Dossier	EX024755 - FESTIVAL DES METIERS D'ART ET DE LA RESTAURATION DU PATRIMOINE DE BLANCHEFACE A SERMAISE 91.			
Bénéficiaire	EXM01854 - BIEN VIVRE A SERMAISE			
Localisation	CC DOURDANNAIS EN HUREPOIX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 950,00 €	TTC	38,61 %	5 000,00 €	

Dossier	EX025720 - PROGRAMME DE COMMUNICATION ET DE PROMOTION AUTOUR DE L'OUVERTURE DU MUSEE PAUL LANDOWSKI A BOULOGNE-BILLANCOURT 92			
Bénéficiaire	R1013 - COMMUNE DE BOULOGNE BILLANCOURT			
Localisation	BOULOGNE-BILLANCOURT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	33 333,50 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
66 667,00 €	HT	50 %	33 333,50 €	

Dossier	EX025935 - ORGANISATION DU JUBILE IMPERIAL 2017 A RUEIL-MALMAISON 92			
Bénéficiaire	R1036 - COMMUNE DE RUEIL MALMAISON			
Localisation	RUEIL-MALMAISON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 313 950,00 €	TTC	15,22 %	200 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-503	Budget	2017

Dossier	EX026092 - CREATION D'UN FILM DESTINE A PROMOUVOIR PARIS ET SA REGION AUPRES DES VISITEURS DE PARIS EXPO VERSAILLES			
Bénéficiaire	R11309 - SEPCP SOCIETE D'EXPLOITATION DU PALAIS DES CONGRES DE PARIS VIPARIS LE PALAIS DES CONGRES			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 062,50 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 125,00 €	HT	50 %	20 062,50 €	

Total sur le dispositif N° 00001003 - Fonds pour le tourisme Fonctionnement	273 396,00 €

Total sur l'imputation 939 - 95 - 195001 - 19500108	273 396,00 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**95 - Tourisme et thermalisme**
Programme	**195001 - Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique**
Action	**19500109 - Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme**

Dispositif : N° 00001002 - Fonds pour le tourisme Investissement

Dossier	EX022971 - CREATION D'UN MUSÉE EN PLEIN AIR ALFRED SISLEY A MORET-SUR-LOING 77			
Bénéficiaire	P0037025 - COMMUNE DE MORET LOING ET ORVANNE MAIRIE			
Localisation	MORET LOING ET ORVANNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 600,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 000,00 €	HT	30 %	6 600,00 €	

Dossier	EX025717 - ACTIONS EN FAVEUR DE L'OUVERTURE DU MUSEE PAUL LANDOWSKI DANS L'ESPACE LANDOWSKI (TRAVAUX ET OUTILS DE MEDIATION)A BOULOGNE-BILLANCOURT			
Bénéficiaire	R1013 - COMMUNE DE BOULOGNE BILLANCOURT			
Localisation	BOULOGNE-BILLANCOURT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	55 540,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
185 133,00 €	HT	30 %	55 540,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-503	Budget	2017

Dossier	EX025981 - REFONTE DU SITE "VALDOISE-TOURISME" POUR SA MISE EN CONFORMITE AVEC LA BASE DE DONNEES TOURISTIQUES REGIONALES APIDAE			
Bénéficiaire	EXM02061 - VAL D'OISE TOURISME			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 890,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
46 300,00 €	TTC	30 %	13 890,00 €	

Dossier	EX026049 - Création d'un nouveau site internet POUR L'OFFICE DU TOURISME DE MILLY LA FORET adapté aux nouvelles utilisations du web, et compatible avec la nouvelle base de donnée touristique APIDAE 91			
Bénéficiaire	R36378 - OFF TOURISME ET SYN INIT MILLY LA FORET			
Localisation	CC 2 VALLEES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 170,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 900,00 €	TTC	30 %	1 170,00 €	

Dossier	EX026256 - Accessible.net référence et décrit les établissements disposant d'installations accessibles aux publics à besoins spécifiques (personnes en situation de handicaps, seniors, famille avec enfants).			
Bénéficiaire	EX006602 - KERNIX SOFTWARE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
140 000,00 €	HT	30 %	40 000,00 €	

Dossier	EX026282 - CREATION D'UN LIEU TOURISTIQUE AUTOUR DU PEINTRE ROSA BONHEUR : REHABILITATION DE SON CHATEAU /ATELIER/MUSEE, CREATION D'HERBERGEMENTS HAUT-DE-GAMME , SALLES DE CONFERENCES			
Bénéficiaire	EXM02099 - KL HERITAGE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 001 000,00 €	HT	10 %	200 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-503	Budget	2017

Dossier	EX026287 - DEVELOPPEMENT D'UN PLANIFICATEUR DE "VOYAGE VELOTOURISME" EN CONNEXION AVEC LE TRANSPORT EN COMMUN ET LA BASE APIDAE			
Bénéficiaire	EX006634 - LA COMPAGNIE DES MOBILITES PARIS REGION LAB INCUBATEUR SNCF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	31 472,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
104 909,38 €	HT	30 %	31 472,00 €	

Dossier	EX026289 - CREATION D'UN PARCOURS SONORE "VIVEZ L'HSTOIRE EN 3D A VAUX LE VICOMTE" ET D'UNE PROJECTION MONUMENTALE 3D SUR LA COUPOLE DU CHATEAU 77			
Bénéficiaire	EXM02100 - LES AMIS DE VAUX LE VICOMTE			
Localisation	MAINCY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	340 500,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 135 000,00 €	TTC	30 %	340 500,00 €	

Dossier	EX026339 - INSTALLATION DE DEUX BORNES POUR OFFRIR UNE EXPERIENCE DE REALITE VIRTUELLE HISTORIQUE INEDITE SUR LE TOIT DES GALERIES LAFAYETTE			
Bénéficiaire	EXM02105 - GL HAUSSMANN GALERIES LAFAYETTE HAUSSMANN			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
101 400,00 €	HT	29,59 %	30 000,00 €	

Dossier	EX026363 - RENOVATION COMPLETE DU CAMPING DE PARIS DANS LE PNR DU VEXIN DE NIVEAU QUATRE ETOILES			
Bénéficiaire	EXM02108 - CAMPING DE PARIS			
Localisation	NESLES-LA-VALLEE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 824 712,00 €	HT	10,96 %	200 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001002 - Fonds pour le tourisme Investissement	919 172,00 €

Total sur l'imputation 909 - 95 - 195001 - 19500109	919 172,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-503	Budget	2017

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**95 - Tourisme et thermalisme**
Programme	**195001 - Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique**
Action	**19500110 - Région multilingue**

Dispositif : N° 00001002 - Fonds pour le tourisme Investissement

Dossier	EX026283 - TRADUCTION EN PLUSIEURS LANGUES ET ADAPTATION DE LA PLATEFORME ACCESSIBLE.NET			
Bénéficiaire	EX006602 - KERNIX SOFTWARE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 000,00 €	HT	50 %	30 000,00 €	

Dossier	EX026290 - ADAPTATION EN LANGUES ETRANGERES DU NOUVEAU PARCOURS SONORE BINAURAL (3D) AU CHATEAU DE VAUX-LE-VICOMTE 77.			
Bénéficiaire	EXM02100 - LES AMIS DE VAUX LE VICOMTE			
Localisation	MAINCY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	137 500,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
275 000,00 €	TTC	50 %	137 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001002 - Fonds pour le tourisme Investissement	167 500,00 €

Total sur l'imputation 909 - 95 - 195001 - 19500110	167 500,00 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**95 - Tourisme et thermalisme**
Programme	**195001 - Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique**
Action	**19500111 - Sécurité pour le tourisme**

Dispositif : N° 00001002 - Fonds pour le tourisme Investissement

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	18/10/2017	N° de rapport	CP2017-503	Budget	2017

Dossier	EX026288 - REFONTE COMPLETE DU SYSTEME DE SECURITE ET DE SURETE DU CHATEAU DE VAUX-LE-VICOMTE 77.				
Bénéficiaire	EXM02100 - LES AMIS DE VAUX LE VICOMTE				
Localisation	MAINCY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	375 000,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
750 000,00 €	TTC		50 %	375 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00001002 - Fonds pour le tourisme Investissement	375 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 95 - 195001 - 19500111	375 000,00 €

ANNEXE 2 : FICHES-PROJETS

AXE FONDS DE SOUTIEN AU TOURISME

ACTIONS DE COMMUNICATION ET DE PROMOTION

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024368

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : REALISATION D'UN FILM DE 52 MINUTES (VERSION FRANÇAISE ET ANGLAISE) SUR LA FORET DE FONTAINEBLEAU.77

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	30 732,00 €	48,81 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-95-6574-195001-020
19500108- Fonds de soutien au tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DES AMIS DE LA FORET DE FONTAINEBLEAU
Adresse administrative : 26 rue de la Cloche
77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Denis BAUCHARD , Président

Date de publication au JO : 2 janvier 1908

N° SIRET : 78494287200036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Fonctionnement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Réalisation d'un film de 52 minutes (version française et anglaise) sur la forêt de Fontainebleau. Ce film a pour objectif de faire découvrir cette forêt exceptionnelle aux visiteurs et aux touristes.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Ce film a pour objectif de faire connaître aux touristes non seulement les sites remarquables de la forêt de Fontainebleau à travers son histoire, sa géographie et sa diversité, mais aussi de sensibiliser les visiteurs à ce milieu naturel fragile. Cette forêt est un des sites touristiques les plus visités d'île de France avec près de 10 millions de visites par an. Ce film permettra de répondre aux questions que se posent ces visiteurs, mais aussi de les informer en faisant intervenir des spécialistes et des acteurs de la Forêt.

L’association, Les Amis de la Forêt de Fontainebleau, créée en 1907 et reconnue d'utilité publique le 3 février 2010, œuvre depuis plus d'un siècle à assurer la conservation et la protection de la flore, la faune et des sites pittoresques de la Forêt de Fontainebleau. Elle participe activement à l'accueil du public et des touristes en forêt en assurant bénévolement le balisage et l'entretien d'environ 200Km de sentiers de promenade en Forêt de Fontainebleau (les sentiers bleus). Elle publie un guide des sentiers pour conduire les promeneurs vers les sites les plus remarquables et organise chaque année une quarantaine de promenades guidées pour la faire découvrir.

La Forêt de Fontainebleau fait l'objet actuellement d'un dossier de demande d'inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO en complément du classement en 1981 du Château de Fontainebleau. Ce film devrait paraître au moment de l'aboutissement de cette procédure qui permettra de mettre en valeur de la forêt au niveau national et international. Ce sera alors un outil moderne de communication touristique en langue française et en langue anglaise sur ce site de premier plan en Île de France.

Description :
Ce film bilingue français et anglais de 52 mn permettra en montrant les paysages de la forêt de Fontainebleau, de faire découvrir au public ses peuplements forestiers façonnés par l'homme depuis que les rois de France s'y sont intéressé, ses chaos rocheux extraordinaires, ses circuits d'escalade et de randonnées ainsi que l'inspiration qu'elle a stimulée chez les écrivains ou les peintres de Barbizon.

La narration sera menée par un personnage invisible, la forêt elle-même, qui nous parlera de son histoire, des hommes qu'elle a connus et ses sentiments sur le travail des hommes et du temps. Cette voix off sera complétée par des intervenants, spécialistes dans chaque domaine, qui donneront plus de précisions sur certains sujets touchant à l'histoire, la biodiversité, le relief, les loisirs, la sylviculture : (Historien, forestier de l'ONF, bénévole des Amis de la Forêt, naturaliste...).
Pour la réalisation de ce documentaire ambitieux, les Amis de la Forêt se sont rapprochés d'une société de production audiovisuelle Chlorofilm de Saint Pierre Les Nemours (Seine et Marne). Cette société, connue localement, répond bien à nos critères de qualité, car ses intervenants ont une bonne connaissance des sites de la forêt de Fontainebleau, tout en utilisant des dispositifs modernes de tournage.

Chlorofilm prévoit de réaliser des images aériennes en drone et des images au sol avec des dispositifs de travelling sur rail ou sur des bras articulés. Le tournage se réalisera sur un an pendant les différentes saisons afin d'avoir un panel de paysages représentatif de la forêt. Le montage, la voix off en français et en anglais ainsi que la traduction des paroles des spécialistes sont les postes les plus importants. La création du DVD avec chapitrage et version est également un poste important.

Une fois le film réalisé, sa diffusion pourra se faire non seulement par DVD mais aussi ultérieurement selon les tendances futures de la vidéo via l'Internet ou par clés USB. Il sera mis à disposition de tous les offices de tourisme et lieux d’accueil touristiques de la Région.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humain et intellectuels :
Les Amis de la Forêt apporteront leur contribution par les interventions de bénévoles spécialistes qui sont membres de l'association (historien, naturaliste, baliseur,etc.) ou qui sont partie prenante à cette forêt comme l'ONF.

Intérêt régional :
Le principal intérêt du film est de mettre en valeur ce site d’île de France déjà un des plus visité de la région tant par les touristes franciliens que les touristes nationaux ou étrangers (plus de 10 millions de visites par an). Il contribuera à renforcer l'image attractive du tourisme en île de France.
Ce film devrait être un instrument moderne de communication avec les visiteurs pour la promotion de ce territoire et aussi être un "souvenir" heureux pour les touristes. Il n'y a actuellement aucun film traitant de la forêt de Fontainebleau.
Cet outil de communication et de promotion sur la forêt de Fontainebleau devrait être un moyen de

renforcer aussi le tourisme local en complément des autres sites touristiques franciliens.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Ce film est à destination :

- des touristes franciliens et nationaux
- des touristes étrangers (grâce à la version en anglais)
- des habitants de proximité désireux de mieux connaître leur lieu de promenade.
- des enfants (ce film pourra être un outil pédagogique pour les enseignants)

Ce film pourra être mis à disposition des sites suivants:

- Les Offices de Tourisme de proximité de la Forêt (Fontainebleau, Barbizon, Moret, Melun etc.)
- Les Office de tourisme d'île de France.
- Les librairies locales et les librairies spécialisées "nature" dans la France entière.
- Les Hôtels d'Ile-de-France.

Localisation géographique :

- CA PAYS DE FONTAINEBLEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de tournage du film et fabrication du DVD	30 732,00	100,00%
Total	30 732,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
fonds propres	12 732,00	41,43%
Région	15 000,00	48,81%
Mécénat ONF	3 000,00	9,76%
Total	30 732,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX024755

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ORGANISATION DU FESTIVAL DES METIERS D'ART DE LA RESTAURATION DU PATRIMOINE DE BLANCHEFACE A SERMAISE 91.

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	12 950,00 €	38,61 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-95-6574-195001-020
19500108- Fonds de soutien au tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BIEN VIVRE A SERMAISE
Adresse administrative : 222 Grande Rue
91530 SERMAISE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Sylvain BAILLOUX, président

N° SIRET : 50949024900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Fonctionnement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Festival des métiers d'art de la restauration du patrimoine de Blancheface.
Démonstrations de savoir-faire. Promotion des métiers d'art et écoles associées. Conférences diverses.
Entrée gratuite.

Date de réalisation : 01 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La manifestation a lieu le 17 septembre.

Objectifs :
Le manque d'événements publics et le peu de visibilité des communes rurales, mais encore plus leurs hameaux et lieux dit, sont source d'un désintérêt certain de notre secteur, malgré une richesse dans notre patrimoine local.
Les difficultés économiques que connaissent les artisans des métiers d'art, et encore plus dans le domaine particulier de la restauration du patrimoine, ainsi que le manque de visibilité envers le grand public, sont des connaissances et savoir-faire en danger pour leur préservation.
Le Festival des métiers d'art de la restauration du patrimoine de Blancheface allie dans un même évènement ces deux contextes de désert d'activité locale et de difficulté artisanale.
Les objectifs sont multiples :

- redynamiser le hameau de Blancheface en lui proposant un événement annuel, lui permettant de fédérer ses habitants, mais aussi en lui offrant une vitrine, pour sa richesse patrimoniale locale – le porteur organise également un autre événement annuel, autour du Livre (un Troc livres, cette année le

dimanche 28 mai, dans le hameau du Mesnil, après l'avoir organisé en 2015 et 1016, dans le hameau de Montflix) – Objectif : redynamiser les hameaux.

- Donner aux rares artisans des métiers d'art de la restauration, l'occasion de se faire connaître auprès du grand public.
- Mettre en avant les établissements scolaires et d'apprentissage de ces secteurs d'activités, afin de les faire connaitre auprès des jeunes.
- Sensibiliser les acteurs locaux, institutions et le grand public à la préservation de notre richesse patrimoniale.

Description :

Ce Festival sera organisé pour sa 9ème édition en 2017.Son entrée est ouverte à tous et gratuitement.
Le principe est de mettre à la disposition du grand public des démonstrations de savoir-faire d'artisans qui travaillent dans le domaine de la restauration du patrimoine. Ainsi, les artisans sont installés sous des tentes, sous lesquelles ils installent leur atelier, de façon à pouvoir travailler devant les promeneurs, tout en échangeant sur leur métier.

Cette année, plus d'une soixantaine d'artisans, compagnons, maîtres d'art, meilleurs ouvriers de France, reconnus par l'Unesco comme représentants des « métiers rares de France » ou dirigeant d'une entreprise labellisée EPV (Entreprise du Patrimoine Vivant) sont attendus.
Horloger, mosaïste, maître verrier, ébéniste, luthier, restaurateur de peinture, d'objets d'art, de céramique, doreur, tapissier, tailleur de pierre, souffleur de verre, dinandier, taillandier, vannier, maréchal-ferrant, couvreur, charpentier, coutelier, rémouleur, ciseleur, tourneur sur bois, tapissière et restaurateur de costumes, exercent leurs métiers en pleine rue.

Parmi les grands noms de la restauration : Ateliers Gohard, Socra, Fondation de Coubertin, LRMH (laboratoire de recherche des monuments historique.
Une exposition est présentée dans la chapelle Saint Georges, du XIVème siècle (en 2016, exposition de toiles du Peintre officiel de la marine Christoff Debusschere).

Plusieurs écoles de formation s'associent à l'évènement : l'école de la Bonne Graine, l'Ecole d'Art Mural de Versailles, le CFA de Brétigny-sur-Orge, la Tecomah de Jouy-en-Josas et les Compagnons du Devoir.
Des conférences diverses, par des chercheurs du CNRS, CEA ou spécialistes reconnus, animent cette journée.
Des ateliers de mosaïque, de moulage, de dessin et de taille de pierre permettent aux enfants de prendre par d'une manière ludique à la manifestation.

L'organisation d'un tel évènement demande une préparation de longue date, des prises de contacts nombreuses, des déplacements importants auprès des artisans, une mobilisation de bénévoles, la création des moyens de communication ainsi que leur reproduction, l'achat de matériels divers (tentes, panneaux bois d'affichage…), la location de matériels de projection, d'éclairage et de sonorisation et de frais de déplacements de certains intervenants, mais également pour l'accueil de nos artisans.
La demande porte donc sur l'ensemble de ces éléments de préparation indispensable à la bonne réussite de l'évènement et plus particulièrement sur l'un des postes les plus onéreux, à savoir la communication.

Moyens mis en œuvre :

Les moyens mis en œuvre sont multiples et variés, à savoir camions, remorques, 50 tentes, 4 barnums, 80 tables, bancs, chaises, écran géant, sonorisation, éclairages (exposition et conférence), barrières et signalisation routière, panneaux d'affichage, ensemble pour la restauration des artisans et bénévoles.
C'est une équipe d'une trentaine d'adhérents et bénévoles qui s'anime pendant plusieurs jours, avant et après le Festival.

Intérêt régional :

L'intérêt pour la région est de pouvoir compter sur un tel évènement culturel, d'une qualité indiscutable de par la richesse des participants, dans un secteur géographique de l'Ile de France peu mis en valeur.
Ce Festival permet d'attirer d'année en année, un public toujours plus nombreux, connaisseur ou simple

curieux, voisins ou en provenance d'autres régions, ou même pays, avec en 2016 la présence d'une délégation d'étudiants libanais.
Conscient de l'importance d'un tel évènement pour le secteur sud Essonnien, le porteur a reçu, entre autre, le soutien de la DRAC Ile-de-France, du Conseil Départemental de l'Essonne, du Domaine départemental de Chamarande, de la Communauté de communes du Dourdannais en Hurepoix, du Comité départemental du Tourisme, de la Fondation du Patrimoine, des chantiers du Cardinal, du Crédit Agricole, du Rotary Club.
Proposer un évènement contemporain de qualité – promotion de métiers rares et artistiques, dans un lieu avec un patrimoine local historique, sont les principales atouts de ce Festival d'exception unique en son genre.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, de tous les âges, curieux de découvrir des savoir-faire et peut-être même des vocations, ce qui serait pour nous un accomplissement de notre démarche.

Localisation géographique :
- CC DOURDANNAIS EN HUREPOIX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
inauguration festival	850,00	6,56%
réception artisans	900,00	6,95%
prise en charge des bénévoles	500,00	3,86%
conception communication envois postaux	1 500,00	11,58%
achat petit matériel	1 700,00	13,13%
impression supports	2 700,00	20,85%
sonorisation et éclairage	3 000,00	23,17%
frais déplacement intervenants	1 800,00	13,90%
Total	12 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
fonds propres	5 000,00	38,61%
Région	5 000,00	38,61%
Mécénat	2 950,00	22,78%
Total	12 950,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025720

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : PROGRAMME DE COMMUNICATION ET DE PROMOTION AUTOUR DE L'OUVERTURE DU MUSEE PAUL LANDOWSKI A BOULOGNE-BILLANCOURT. 92

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	66 667,00 €	50,00 %	33 333,50 €
	Montant Total de la subvention		33 333,50 €

Imputation budgétaire : 939-95-65734-195001-020
19500108- Fonds de soutien au tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOULOGNE BILLANCOURT
Adresse administrative : 26 AVENUE ANDRE MORIZET
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre-Christophe BAGUET, Maire

N° SIRET : 21920012800011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Fonctionnement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Programme de communication et de promotion autour de l'ouverture du musée Paul Landowski

Date prévisionnelle de début de projet : 1er juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : les actions ont été lancées en été afin que le musée puisse ouvrir pour les journées du Patrimoine en septembre.

Objectifs :
La Ville a fait le choix de l'ouverture de ce nouveau musée lors des Journées du Patrimoine et de proposer la gratuité pendant 4 jours. Une campagne régionale sera lancée afin de faire connaitre ce nouveau lieu touristique moderne (installations numériques et multilingues).

Description :
La campagne de promotion est axée la communication et la promotion qui aura lieu en amont de l'ouverture et après cette ouverture au public.

Moyens mis en œuvre :
Programme de promotion nationale et internationale;

- action à l'internationale dans les pays relais de l'œuvre de Landowski
- actions de promotion dans les publications des compagnies aériennes, notamment vers la Chine et le Brésil
- campagne en Ile de France pour l'ouverture du nouveau site touristique

Intérêt régional :
Campagnes de communication régionale à destination des franciliens et de certains pays étrangers

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s):
- public jeune
- public familial
- franciliens
- touristes sur Boulogne-Billancourt
- touristes en ile de France

Localisation géographique :
- BOULOGNE-BILLANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
programme de communication autour de l'œuvre de Paul Landowski	66 667,00	100,00%
Total	66 667,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
commune de Boulogne-Billancourt	33 333,50	50,00%
Région	33 333,50	50,00%
Total	66 667,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	7 760,00 €
2015	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	320 000,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	267 786,50 €
2016	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	16 500,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
2016	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	400 000,00 €
2016	Manifestations littéraires	5 000,00 €
2017	Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	10 000,00 €
2017	Equipements sportifs de proximité	200 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	36 000,00 €
	Montant total	1 256 546,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025935

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ORGANISATION DU JUBILE IMPERIAL 2017 A RUEIL-MALMAISON . 92

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	1 313 950,00 €	15,22 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-95-65734-195001-020
19500108- Fonds de soutien au tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RUEIL MALMAISON
Adresse administrative : 13 BOULEVARD DU MARECHAL FOCH
92500 RUEIL-MALMAISON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick OLLIER, Maire

N° SIRET : 21920063100014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Fonctionnement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Organisation du Jubilé Impérial 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 1er juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 24 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La manifestation a lieu le 23 et le 24 septembre.

Objectifs :
Depuis le 21 octobre 2011, les Villes de Rueil-Malmaison, Compiègne, Fontainebleau et St Cloud ont créé la marque "Ville Impériale".
Dans cette dynamique de développer le tourisme autour de l'Empire, la Ville a mis en place le 1er Jubilé Impérial en septembre 2012.

Description :
La Ville de Rueil-Malmaison organise en 2017 son 3ème Jubilé Impérial en septembre 2017, manifestation qui retrace la vie sous l'Empire le temps d'un week-end

Cette année auront lieu :

- un spectacle de reconstitution (en particulier le Traité de Tilsit)

- une grande parade avec 500 musiciens, 600 soldats, 100 cavaliers, 80 acteurs majeurs avec notamment Napoléon 1er, Joséphine, le Tsar Alexandre, le roi de Prusse ...
- un concert des fanfares (6 fanfares européennes et la Garde Républicaine)
- 150 manifestations en centre-ville (stands, activités ludiques....)
- la vie d'un bivouac des 600 soldats

Moyens mis en œuvre :
Cette manifestation a recours à 200 bénévoles, 150 responsables d'associations, les services municipaux et la municipalité et les mécènes.
Le patrimoine impérial situé sur Rueil-Malmaison est mis à disposition du public pendant toute la durée de la manifestation

Intérêt régional :
Promouvoir le tourisme régional en mettant en valeur le patrimoine lié à l'Empire.
Accueillir des délégations étrangères (villes jumelles de la Ville de Rueil-Malmaison et personnalités étrangères invitées).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
- le grand public (familles, individuels....)
- les amateurs de l'Histoire en particulier de l'Empire
- les touristes
- les établissements scolaires

Localisation géographique :
- RUEIL-MALMAISON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
reconstitutions militaires civiles et fanfares	268 900,00	20,47%
moyens généraux	463 550,00	35,28%
communication et presse	103 500,00	7,88%
évènements	478 000,00	36,38%
Total	1 313 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Département	32 000,00	2,44%
Région	200 000,00	15,22%
Mécénat	950 000,00	72,30%
fonds propres	131 950,00	10,04%
Total	1 313 950,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	125 705,60 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	492 194,46 €
2016	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	277 732,01 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	44 500,00 €
2016	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	18 346,00 €
2017	Politique énergie climat	1 203 624,00 €
	Montant total	2 942 102,07 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026092

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : CREATION D'UN FILM A 360 ° DESTINE A PROMOUVOIR PARIS ET SA REGION AUPRES DES VISITEURS DE « PARIS EXPO » PORTE DE VERSAILLES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	40 125,00 €	50,00 %	20 062,50 €
	Montant Total de la subvention		20 062,50 €

Imputation budgétaire : 939-95-6574-195001-020
19500108- Fonds de soutien au tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEPCP SOCIETE D'EXPLOITATION DU PALAIS DES CONGRES DE PARIS VIPARIS LE PALAIS DES CONGRES
Adresse administrative : 2 PL DE LA PORTE MAILLOT 75853 PARIS 17 CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Jean-Yves DURANCE , Président

N° SIRET : 71204549100032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Fonctionnement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aide en faveur du développement touristique

Objet du projet : Création d'un film destiné à promouvoir Paris et sa région auprès des visiteurs de Paris Expo Porte de Versailles (grand public et visiteurs de manifestations professionnelles

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Création d'un film destiné à promouvoir Paris et sa région auprès des visiteurs de Paris Expo Porte de Versailles (grand public et visiteurs de manifestations professionnelles

Description :
Chaque année, Paris Expo Porte de Versailles accueille plus de 7,5 millions de visiteurs pour des événements de grande ampleur.
Le site connait depuis 2015 un vaste projet de modernisation. Il s'est doté en 2017 d'un dispositif outdoor

exceptionnel permettant de projeter des contenus innovants en 360°.
Les visiteurs qui se rendent sur site sont variés : familles pour les événements grand public, organisateurs, exposants et acheteurs pour les salons professionnels mais aussi congressistes venus du monde entier assister à des conférences exceptionnelles.
La principale raison de venue des organisateurs, exposants mais aussi visiteurs, n'est pas seulement les infrastructures que Viparis peut proposer, mais aussi et surtout tout ce que Paris et sa région ont à offrir.

Moyens mis en œuvre :
Il est opportun de réaliser un film promotionnel de la région parisienne qui mettra en valeur 4 aspects majeurs de la Destination :

- l'aspect historique : histoire et monuments
- l'innovation et la création. Paris et sa région étant résolument tournées vers l'avenir
- l'art de vivre à la française : gastronomie, spectacle, luxe, mode...
- et enfin, l'impertinence qui fait de Paris et sa région « une destination à nul autre pareil »

Intérêt régional :
Promotion avec ce dispositif exceptionnel 360° présent à Paris Expo Porte de Versailles de Paris et sa Région.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Plus de 7.5 millions de visiteurs par an sur Paris Expo Porte de Versailles
Cible grand-public, professionnels et tourisme d'affaire via les congrès internationaux

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
création et production du film en 360 degrés	40 125,00	100,00%
Total	40 125,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
fonds propres	20 062,50	50,00%
région	20 062,50	50,00%
Total	40 125,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 062,50 €

FONDS POUR LA MODERNISATION ET LA TRANSITION NUMÉRIQUE DU TOURISME

ACTIONS POUR LA MODERNISATION DE L'OFFRE TOURISTIQUE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026282

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : CREATION D'UN LIEU TOURISTIQUE AUTOUR DU PEINTRE ROSA BONHEUR A THOMERY 77 : REHABILITATION DE SON CHATEAU/ATELIER/MUSEE, CREATION D'HEBERGEMENTS HAUT DE GAMME, SALLES DE CONFERENCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	2 001 000,00 €	10,00 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-020
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KL HERITAGE
Adresse administrative : 12 RUE ROSA BONHEUR
77810 THOMERY
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Katherine POULACHON-BRAULT, gérante

N° SIRET : 82323979300016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aide en faveur du développement touristique

Objet du projet : Création d'un pôle touristique autour du peintre Rosa Bonheur. Réhabilitation de son château/atelier/musée, création d'hébergements haut de gamme, salles de conférence, musée, boutique, salon de thé.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 19 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Concerne uniquement la vente de la propriété qui est engagée et la vente sera signée début septembre.

Objectifs :
Rosa Bonheur est la première femme artiste à recevoir la légion d'honneur. Elle est l'artiste peintre le plus vendu dans le monde au XIXème. C'est aussi une femme étonnamment moderne. Son château, labellisé "Maison des Illustres " par le Ministère de la Culture, atteste de l'intérêt patrimonial. Les lieux exceptionnels et l'artiste mondialement connue sont des atouts qui doivent servir de" locomotive" au projet

pour attirer les touristes franciliens et étrangers à venir et surtout à séjourner au domaine pour découvrir la région dans un environnement unique et expérientiel. Un tourisme culturel au musée Rosa Bonheur lié à l'art de vivre français typique du XIXème avec des modes de consommation et de communication du XXIème où le numérique est au cœur des dispositifs.
Le territoire ne propose, actuellement, que très peu d'hébergements haut-de-gamme malgré son positionnement touristique. Le village de Thomery et la région ont de très nombreux atouts qui permettent de cibler une clientèle exigeante à la recherche d'expériences et d'émotion qu'un séjour dans l'intimité authentique de l'artiste se propose d'offrir.

Description :
Création d'un pôle touristique autour du château de Rosa Bonheur.

- Achat du domaine
- Ouverture de 5 grandes suites de plus de 45 M2, haut-de-gamme dans le corps principal du château avec table d'hôte, piscine chauffée en géothermie et spa.
- Aménagement de salles de conférences et de réception.
- Petit salon de thé, boutique
- Réouverture de l'atelier /musée aménagé et scénarisé avec parcours olfactif.
- Mise en valeur du parc et des constructions dans le parc. (pavillon Louis XVI) Animation de conférences et de concerts d'atelier...

Moyens mis en œuvre :
Sauvegarde et restauration du domaine, aménagement des suites. Travaux de mises aux normes des espaces ouverts au public. Aménagement et équipement des salles de conférences et de réception. Aménagement des espaces boutique et salon de thé. Signalétique et réaménagement des extérieurs.
Acquisition des meubles ayant appartenus à Rosa Bonheur .Aménagement de 3 chambres studio pour accueillir des stagiaires ou apprentis et un étudiant chercheur en résidence.

Intérêt régional :

- Mise en valeur du patrimoine architectural et culturel régional d'intérêt international, élargissement de l'offre touristique culturelle.
- Création du premier site réunissant musée et hébergement dans la résidence d'un artiste en France.
- Sauvegarde de l'atelier d'artiste du XIXème le mieux conservé en France.
- Création d'une nouvelle zone touristique à 40 minutes de Paris en train et 6 minutes de Fontainebleau.
- Création d'une offre d'hébergement haut de gamme déficiente sur cette partie du territoire.
- Création d'emploi direct sur le site et participation à l'augmentation de l'activité économique dans les environs.
- Offrir aux scolaires la découverte d'une femme au destin exceptionnel.
- Bicentenaire de la naissance de l'artiste en 2022 et anniversaire des 120ans de sa mort en 2019. Nombreuses manifestations prévues dans le monde.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Public très large pour le musée, les conférences, la boutique et le salon de thé des scolaires aux retraités en passant par les familles et les amateurs d'art, d'histoire ou d'architecture.

Public aisé francilien et étrangers pour les suites.
Offres particulières à destination des jeunes retraités et voyageurs solo ainsi que des amateurs américains, anglais... de peintures naturalistes et animalières...
Amateurs de tourisme nature et culture

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat du château de By	1 380 000,00	68,97%
Mises aux normes électricité et sanitaires	80 000,00	4,00%
Aménagement des suites	50 000,00	2,50%
Travaux d'aménagement du musée	70 000,00	3,50%
Réfection de la serre de G Eiffel	30 000,00	1,50%
Aménagement de la boutique du musée	30 000,00	1,50%
Aménagement des salles,	50 000,00	2,50%
Aménagement des extérieurs	25 000,00	1,25%
Sauvegarde et réparation de la verrière	50 000,00	2,50%
Travaux de mise en sécurité du château	30 000,00	1,50%
Travaux et équipement des parties communes	30 000,00	1,50%
Équipement cuisine	20 000,00	1,00%
Création de la roseraie, tracé des allées	20 000,00	1,00%
Outils de communication	10 000,00	0,50%
Installation géothermie	80 000,00	4,00%
Hébergement pour stagiaires	20 000,00	1,00%
Chambre pour étudiante chercheur	6 000,00	0,30%
Equipement audiovisuel pour conférence	20 000,00	1,00%
Total	2 001 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide publique - Europe	15 000,00	0,75%
Aide publique - Région Île-de-France	200 000,00	10,00%
Emprunt Bancaire	500 000,00	24,99%
Fonds propres	1 206 000,00	60,27%
Crowdfunding	20 000,00	1,00%
Mécénat privé US	10 000,00	0,50%
Fondation du patrimoine	30 000,00	1,50%
Emprunt familial	20 000,00	1,00%
Total	2 001 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	**Montant**
2017	100 000,00 €
2018	100 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026363

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : RENOVATION COMPLETE DU CAMPING DE PARIS DANS LE PNR DU VEXIN DE NIVEAU QUATRE ETOILES .95

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	1 824 712,00 €	10,96 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-020
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAMPING DE PARIS
Adresse administrative : 37 AVENUE FRANKLIN ROOSEVELT
78200 MANTES-LA-JOLIE
Statut Juridique : SARL
Représentant : Philippe WAWER, président

N° SIRET : 83121781500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aide en faveur du développement touristique

Objet du projet : Rénovation Complète de tout le Camping : chemin , chapiteaux , Jeux , site Internet , mobil homes , signalétiques , laverie , barrière Automatique , piscine , pataugeoire , couverture de piscine

Date prévisionnelle de début de projet : 2 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 février 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les campings de la Région parisienne sont souvent mal équipés, sans infrastructures de ce niveau. Dans le Val d'Oise, l'offre est inexistante. Il y a seulement 8 campings, dont la moitié sans étoile. L'autre moitié repose sur des campings 2 et 3 étoiles, offrant un hébergement plutôt social que touristique .Le Camping De Paris est le seul camping 4 étoiles du Val d'Oise. L'objectif est d'en faire l'un des plus beaux campings de la Région.

Description :
Le Camping de Paris à Nesles-la-Vallée est un domaine de 6 hectares, avec un classement Atout France de 135 parcelles.
Le Domaine est situé à 35 kilomètres de Paris, et 12 kilomètres de la station RER de Cergy. Cette Station RER de ligne A, n'est qu'à 25 minutes de la station Charles-de-Gaulle-Etoile .Actuellement toutes les parcelles du camping ont un point d'eau et d'électricité .Seul le tout à l'égout n'est que sur la moitié du Camping.
Les autres équipements sont :

- Une Maison de 200 M2 servant de logement et d'accueil.
- Une Maison de 100 M2 servant de logement pour les gardiens
- Un bâtiment de 400 M2 servant de salle de jeux
- Un bloc sanitaire.
- Un petit lac

Les actions envisagées portent sur la modernisation complète du site en lui donnant la possibilité de se positionner sur une véritable offre 4 étoiles avec les aménagements suivants :

- Création d'une piscine
- Création d'une pataugeoire
- Installation d'un abri de piscine
- Rénovation de tous les chemins du camping
- Installation de barrières automatiques
- Création d'un parc de Jeux
- Pose d'une signalétique sur l'ensemble du camping
- Création d'un site Internet
- Installation de 60 mobil homes
- Création d'une laverie automatique
- Installation d'un Snack bar

Moyens mis en œuvre :
Réalisation des travaux mentionnés
Embauche pour la saison 2018 des postes suivants :
-1 Directeur de Site
-3 réceptionnistes
-1 Jardinier
-1 Technicien
-2 Femmes de ménage
-1 Surveillant de Piscine
-1 Veilleur de nuit en saison

Intérêt régional :
Avec l'attribution des Jeux Olympiques et la création du Grand Paris, la Région parisienne a besoin d'hébergements riches, variés et de qualités. L'activité touristique engendre de nouvelles possibilités d'emploi. Le tourisme peut, aussi accroitre la demande de produits alimentaires locaux et de fournitures pour les hôteliers et donc créer des gains indirects pour d'autres secteurs. Les entreprises de tourisme favorisent le développement économique, et ainsi relève le niveau de vie.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
-Proposer des hébergements locatifs modernes, avec tout le confort nécessaire avec les standards d'aujourd'hui pour accueillir des touristes étrangers souhaitant visiter Paris et sa Région.
Les touristes seront pour la plupart : Français, Anglais, Hollandais, Espagnols, Allemands, Belges.

Les Moyens de Communications sont:
-Création d'un site Internet
-Partenariats avec des Tours Opérateurs comme Expedia , Booking.com, Hotel.com,Voyagessncf.com....

Localisation géographique :
- NESLES-LA-VALLEE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
rénovation des chemins	198 843,00	10,90%
changement des pompes de relevage	20 178,00	1,11%
construction piscine	93 956,00	5,15%
construction pataugeoire	43 721,00	2,40%
rénovation réseau électrique	24 485,00	1,34%
installation barrières levantes	12 600,00	0,69%
création laverie automatique	14 010,00	0,77%
couverture des piscines	60 000,00	3,29%
installation terrasses pour les mobil homes	6 000,00	0,33%
création réseau des eaux usées	62 000,00	3,40%
rénovation bâtiment d'accueil	155 632,00	8,53%
création site internet	34 984,00	1,92%
achat mobil homes	1 098 303,00	60,19%
Total	1 824 712,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
fonds propres	424 712,00	23,28%
emprunt	200 000,00	10,96%
Région	200 000,00	10,96%
financement SGB	1 000 000,00	54,80%
Total	1 824 712,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €
2018	100 000,00 €

ACTION POUR LA MODERNISATION DE L'OFFRE TOURISTIQUE ET LA TRANSITION NUMÉRIQUE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025717

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ACTIONS EN FAVEUR DE L'OUVERTURE DU MUSEE PAUL LANDOWSKI DANS L'ESPACE LANDOWSKI (TRAVAUX ET OUTILS DE MEDIATION) A BOULOGNE-BILLANCOURT 92

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	185 133,00 €	30,00 %	55 540,00 €
	Montant Total de la subvention		55 540,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-204142-195001-020
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOULOGNE BILLANCOURT
Adresse administrative : 26 AVENUE ANDRE MORIZET
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre-Christophe BAGUET, Maire

N° SIRET : 21920012800011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Les travaux prévus permettront d'apporter une médiation numérique et moderne. Ce nouveau site culturel a pour vocation d'attirer un plus grand nombre de visiteurs.

Date prévisionnelle de début de projet : 1er juillet 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 14 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : les actions ont été lancées en été afin que le musée puisse ouvrir pour les journées du Patrimoine en septembre.

Objectifs :
La ville de Boulogne-Billancourt possède sur son territoire un équipement culturel appelé : Espace Landowski qui abrite notamment le musée des années 30.La commune souhaite installer dans ce lieu, un espace spécifique dédié à l'artiste : le musée Paul Landowksi qui abritera notamment la sculpture dite du « Mur du Héros ».

Afin d'accompagner ce musée, l'objectif est de mettre en place des équipements numériques afin de

renouveler l'offre culturelle présentée au public dans ce nouveau musée :

Description :
La Ville souhaite installer des dispositifs numériques, une application proposant 10 parcours, une table multitouch, une mallette pédagogique pour les enfants et réaliser des travaux d'aménagement pour l'installation de ce nouveau musée dans l'espace Landowski.
La Ville souhaite également transférer l'œuvre emblématique du sculpteur : « le Mur du Héros » à l'occasion de l'ouverture de ce nouveau musée, dans le nouvel espace prévu à cet effet. Enfin, la Ville a prévu de réaliser des cartels, panneaux et brochures.

Moyens mis en œuvre :
- Dispositifs numériques
- application pour 10 parcours
- table multitouch
- mallette pédagogique
- travaux d'aménagement
- Opération de transfert d'une œuvre et son installation dans le musée
- Création de supports multilingues

Intérêt régional :
Renommée nationale et internationale de sculpteur Paul-Landowski, créateur de la statue du Christ rédempteur de Rio.
Installation du musée au 4ème étage du musée des Années 30 et de l'espace Landowski, passage très fréquenté à Boulogne-Billancourt, seconde ville de la Région.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois

Public(s) cible(s) :
-public jeune
-public familial
-public scolaire
-visiteurs
-touristes
-visiteurs du musée des Années 30

Localisation géographique :
- BOULOGNE-BILLANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dispositifs numériques	19 583,00	10,58%
application 10 parcours	8 000,00	4,32%
tables multitouch	16 667,00	9,00%
mallette pédagogique	16 667,00	9,00%
travaux d'aménagement	20 883,00	11,28%
mur du Héros : déplacement et mise en place dans le musée	75 000,00	40,51%
création cartels panneaux brochures	28 333,00	15,30%
Total	185 133,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ville de Boulogne Billancourt	129 593,00	70,00%
région	55 540,00	30,00%
Total	185 133,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	55 540,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	7 760,00 €
2015	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	320 000,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	267 786,50 €
2016	Acquisitions d'œuvres d'Art pour les musées - FRAM	16 500,00 €
2016	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
2016	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	400 000,00 €
2016	Manifestations littéraires	5 000,00 €
2017	Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	10 000,00 €
2017	Equipements sportifs de proximité	200 000,00 €
2017	Soutien à l'équipement en vidéoprotection	36 000,00 €
	Montant total	1 256 546,50 €

ACTIONS POUR LA TRANSITION NUMÉRIQUE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX022971

Commission permanente du18 octobre 2017

Objet : CREATION D'UN MUSÉE EN PLEIN AIR ALFRED SISLEY A MORET-SUR-LOING. 77

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	22 000,00 €	30,00 %	6 600,00 €
		Montant Total de la subvention	6 600,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-204142-195001-020
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MORET LOING ET ORVANNE
MAIRIE
Adresse administrative : 26 RUE GRANDE
77250 MORET LOING ET ORVANNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur le Maire Patrick SEPTIERS

N° SIRET : 20005506900013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

Objet du projet : MUSÉE EN PLEIN AIR ALFRED SISLEY
Au printemps 2017, les sites historiques de Moret-sur-Loing ont été décorés d'une exposition en plein air proposant les grandes œuvres du peintre impressionniste.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les actions ont été lancées en juin afin d'être prêtes pour la saison touristique de l'été.

Objectifs :
Le musée en plein air Alfred Sisley est organisé dans le cadre de la création d'une « route européenne Alfred Sisley » ; un évènement pour conforter la démarche engagée depuis plusieurs années par l'Association Eau & Lumière qui vise à classer au patrimoine mondial de l'UNESCO les paysages impressionnistes.

Un double objectif, touristique et culturel :
Sisley a vécu et est mort dans cette commune où il a peint de nombreuses toiles devenues célèbres. Si les paysages sont demeurés intacts, à ce jour aucune évocation de ces toiles n'existait sur place.

L'objectif est donc de faire découvrir le riche patrimoine culturel de Moret Seine et Loing et permettre la découverte de grandes œuvres impressionnistes d'Alfred Sisley, tout en parcourant ces lieux emblématiques au cœur de la ville. Véritable musée à l'air libre, ce parcours permettra à chacun de vérifier que les bâtiments et paysages, peints par Alfred Sisley ont été encore aujourd'hui peut impactés par notre monde moderne.

Description :
Création d'un parcours au cœur de la ville : Une promenade artistique pour se transporter et s'imprégner, de l'atmosphère de cette fin du 19ème siècle que la cité de Moret personnifie.
Le Musée en Plein air Alfred Sisley, comprend :

- Un parcours au cœur de la ville :
- 7 grandes œuvres impressionniste seront imprimées en grands format et exposées de juin à octobre, dans la ville.
- Un espace numérique 3D installé à l'Office de Tourisme MSL : une façon originale de découvrir les œuvres du peintre
- Projection de films sur le thème de Moret et l'impressionnisme sur grand écran adapté d'une nouvelle technologie 3D (sans l'utilisation de lunettes)
- Adaptation de film 2D vers la 3D

Moyens mis en œuvre :
Le Musée en plein air Sisley s'inscrit dans le cadre du projet de ROUTES DES IMPRESSIONNISTES en EUROPE, déposé auprès de l'institut européen des ITINÉRAIRES CULTURELS, au Luxembourg.

Ce projet a pour objet de créer et de faire vivre un lien entre les sites ayant inspiré les peintres, les endroits où ils ont vécu, les musées qui abritent leurs œuvres. Objectif principal : valoriser une culture européenne partagée.

Implication importante de la municipalité de MORET et l'Association « Les Amis d'Alfred Sisley », défenseur de ce projet en 2017 au Luxembourg.

Intérêt régional :
Alfred Sisley est un peintre mondialement reconnu qui s'installa à Moret-sur-Loing en 1882. Parcourant à pied la région en quête de motifs, il retrouva là toutes les sources d'inspiration de l'impressionnisme : la Seine, les eaux du Loing, baignées d'une lumière si particulière, le paisible village de Moret-sur-Loing au passé médiéval, toujours présent, ancienne ville fortifiée du 12e siècle avec ses portes, son donjon, sa jolie église et son pont enjambant le Loing et ses moulins.

À travers plus de 500 toiles réalisées durant les 20 dernières années de sa vie, Alfred Sisley représenta les sites d'une manière presque topographique, peignant les mêmes sujets à différentes heures, saisons et conditions climatiques. La vision panoramique circulaire qu'il nous laisse ainsi de Moret-sur-Loing, du pont, de la porte de Bourgogne, des rives du Loing est impressionnante.
Alfred Sisley repose au cimetière de Moret-sur-Loing.
Ce patrimoine d'un rayonnement international est d'intérêt régional.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Public touristique, Départemental, Régional, National et international avec le rayonnement de la Route des Impressionnistes.

Localisation géographique :

- MORET LOING ET ORVANNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
traitement des images en 3D	700,00	3,18%
impressions quadri recto sur bâche	3 198,00	14,54%
6 cadres modulaires	6 692,00	30,42%
adaptation numérique film 2D EN 3D	4 000,00	18,18%
grand écran 3D	7 410,00	33,68%
Total	22 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
commune	6 600,00	30,00%
Région	6 600,00	30,00%
Département	8 800,00	40,00%
Total	22 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aide aux structures d'exercice collectif	300 000,00 €
2016	Construction et aménagement de médiathèques	527 400,00 €
	Montant total	827 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX025981

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : REFONTE DU SITE "VALDOISE-TOURISME.COM" POUR SA MISE EN CONFORMTIE AVEC LA BASE DE DONNEES TOURISTIQUES REGIONALES APIDAE .95

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	46 300,00 €	30,00 %	13 890,00 €
	Montant Total de la subvention		13 890,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-020
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VAL D'OISE TOURISME
Adresse administrative : HOTEL DU DEPARTEMENT
95000 CERGY
Statut Juridique : association
Représentant : Gerard LAMBERT MOTTE, Président

N° SIRET : 32949249000035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Refonte de l'un des outils majeurs de prescription touristique du Val d'Oise - valdoise-tourisme.com - émanant de la base de données touristiques régionale APIDAE (CRT Paris-Ile de France).

Date prévisionnelle de début de projet : 30 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans un contexte de bouleversement des usages et de celui d'une nécessaire complémentarité efficiente département/région par la définition de la stratégie départementale de développement touristique et du schéma régional de développement touristique et des loisirs (SRDTL), Val d'Oise Tourisme souhaite se positionner en lien étroit avec le Comité régional du Tourisme Paris-Ile de France sur une contribution et une prescription qualitatives de son offre culturelle, touristique et de loisirs, en s'appuyant sur une forte implication en faveur de la base de données régionale engagée par le CRT(Apidae).
La stratégie ainsi déployée par Val d'Oise Tourisme s'appuiera sur :
- une animation départementale (organisationnelle, structurelle) portée auprès des EPCI et/ou de leur représentant en faveur d'un outil commun collecteur (Apidae)

- la qualification des données (rédactionnels, iconographie, vidéos ...) ainsi collectées au travers d'un cahier des charges défini collectivement et ce, par filière
- la contribution de ces données à l'échelon départemental auprès d'outils dédiés (site internet, réseaux sociaux ...)
- la contribution de ces données à l'échelon régional auprès d'outils dédiés (IDfutees.com, site marchand CRT, réseaux sociaux régionaux ....), en réponse aux attentes et besoins spécifiques du CRT

Cette stratégie doit ainsi s'inscrire pleinement dans le cadre du SRDTL ainsi que de la stratégie départementale du Val d'Oise de développement touristique.

Un plein et entier positionnement numérique du Val d'Oise, en complémentarité des actions de la Région, se veut s'inscrire dans une réelle volonté d'innovation technologique par l'engagement en parallèle d'une démarche numérique prospective, toujours en lien avec celle engagée par le CRT

Description :
Cinq ans après sa dernière refonte, il convient de constater que le site internet www.valdoise-tourisme.com s'essouffle, devenu techniquement, graphiquement et éditorialement obsolète et n'offrant plus ni la vitrine départementale efficace ni celle régionale pour répondre aux exigences actuelles d'accessibilité et aux dernières innovations technologiques.

Parallèlement, en cours d'élaboration, la nouvelle stratégie départementale de développement touristique se veut être en parfaite complémentarité avec le prochain schéma régional de développement touristique d'Ile de France sur les nouveaux outils digitaux. Des premières pistes de réflexion issues de concertations avec les acteurs touristiques départementaux et régionaux ont d'ores et déjà été établies pour répondre au mieux aux problématiques actuelles d'évolutions et de partages de connaissances. Les thématiques phares du département du Val d'Oise telles l'Impressionnisme, le tourisme fluvial, la famille, le tourisme d'affaires… et ses axes de développement, une nouvelle structuration territoriale s'appuyant sur l'émergence de territoires d'attractivité, se concentreront autour d'outils innovants et performants.

Depuis janvier 2016, Val d'Oise Tourisme est un contributeur et un adhérent actif du Système d'Information Touristique régional APIDAE travaillant de concert avec le CRT Paris Ile-de-France au développement de l'image régionale (site idfutees.com par ex).

Les offres touristiques présentées seront issues de la base de données APIDAE (à la fois réseau d'utilisateurs et base d'informations en ligne).
Val d'Oise Tourisme engage ainsi parallèlement un chantier de co-construction avec ses principaux partenaires (CRT, OT, EPCI, PNR, Gîtes de France Val d'Oise, Clévacances) sur la gestion des données touristiques départementales et des enjeux de diffusion qui en découlent. L'objectif est de créer une dynamique départementale en positionnant d'Apidae au cœur du dispositif numérique.

Moyens mis en œuvre :
Les moyens mis en œuvre dans la réalisation de ce projet :

- humains :
* 1 agent dédié à temps plein couvrant une mission d'Animation Numérique du Territoire en faveur de la structuration, la qualification de l'offre prescrite par les territoires et l'animation et la professionnalisation de ses acteurs
* 1 agent en contrat en temps partiel dans le cadre d'une alternance dans le suivi de la contribution de l'information (Apidae) et l'animation des outils digitaux dédiés (réseaux sociaux notamment).
* Parallèlement seront renforcés les efforts d'ores et déjà engagés depuis 2010 dans l'animation territoriale du réseau des EPCI suite à leur (re)structuration.

- financiers :
* co-financement du projet par des fonds propres estimés à 35 770 €
* identifications en années n+ d'une ligne budgétaire dédiée aux éventuels investissements nécessaires

aux évolutions technologiques, aux évolutions liées aux animations territoriales en lien avec le CRT
* définition d'un plan de formation pertinent, conjoint avec le CRT, tant en interne qu'auprès des acteurs contributeurs départementaux

Intérêt régional : L'intérêt régional de valdoise-tourisme.com se traduit par :

- la prescription d'une offre touristique, culturelle, évènementielle, de loisirs complémentaire de celle véhiculée par le CRT dans ses réseaux de promotion "classiques"

- le recensement et la qualification d'une offre départementale contributive aux positionnements régionaux (Impressionnisme par ex.) au travers de contenus éditoriaux et d'outils adaptés et suivis dans leur mise à jour

- l'identification et la prescription d'offres patrimoniales, culturelles, évènementielles ... renforçant qualitativement des spécificités identitaires et attractives de la Région Ile de France

- l'identification d'un réel savoir et savoir-faire régional dans l'organisation touristique structurelle et dans son animation collaborative

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les clientèles suivantes seront ciblées :

- clientèles franciliennes et départements limitrophes excursionnistes
- clientèles franciliennes et départements limitrophes de court séjour
- clientèles franciliennes, départements limitrophes et nationales dans l'itinérance
- clientèles "famille" franciliennes et départements limitrophes
- clientèles valdoisiennes
- clientèles franciliennes et départements limitrophes dans le tourisme d'affaire (offre complémentaire)

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
création du site internet	30 000,00	64,79%
design	9 000,00	19,44%
reportage photos	3 300,00	7,13%
reportage photos drone	2 200,00	4,75%
module de prise en charge Traces GPX	1 800,00	3,89%
Total	46 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
fonds propres	32 410,00	70,00%
Région	13 890,00	30,00%
Total	46 300,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	15 330,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026049

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : CREATION D'UN NOUVEAU SITE INTERNET POUR L'OFFICE DU TOURISME DE MILLY-LA-FORET ADAPTE AUX NOUVELLES UTILISATIONS DU WEB ET COMPATIBLE AVEC LA NOUVELLE BASE DE DONNEES TOURISTIQUES APIDAE. 91

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	3 900,00 €	30,00 %	1 170,00 €
	Montant Total de la subvention		1 170,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-020
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OFFICE DU TOURISME MILLY LA FORET
Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE
91490 MILLY LA FORET
Statut Juridique : Association
Représentant : Marie Gabrielle BOBAULT, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 39382396800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

Objet du projet : Création d'un nouveau site internet qui soit adapté aux nouvelles utilisations du web, et compatible avec la nouvelle base de donnée touristique APIDAE.

Date prévisionnelle de début de projet : 1er novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1er mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'office accueille tout au long de l'année près de 12 000 visiteurs : touristes français ou étrangers, mais également le public local. Il communique régulièrement sur les événements ayant lieu dans la Communauté de Communes des Deux Vallées, et participe à l'animation locale, et à la promotion du tourisme et des professionnels du tourisme présents sur le territoire.

L'une de ses missions principales est l'information du public, concernant les activités, et prestataires

touristiques présents sur notre territoire de promotion.
Pour mener à bien cette mission, l'office a besoin d'un site internet qui soit adapté aux nouvelles utilisations du web, et compatible avec la nouvelle base de donnée touristique utilisée en région Ile de France (APIDAE).
Le site internet actuel étant hors ligne suite à un souci d'hébergement, la création de ce nouveau site est un enjeu capital, car il est une véritable vitrine numérique du tourisme sur la Communauté de Communes des Deux Vallées, tant sur le plan des sites touristiques, qu'au niveau des hébergements, de la restauration, et des prestataires de loisir.

Description :
L'office travaille en collaboration avec les référents APIDAE détachés à l'Ile de France afin de créer un site internet qui réponde aux besoins actuels des touristes et qui soit compatible avec les attentes de ces derniers (responsive, mobile...).
Ayant déjà renseigné les fiches APIDAE sur les sites touristiques, le patrimoine, les services, etc sur le territoire, le plus gros du travail est déjà réalisé ce qui permettra idéalement de mettre en ligne ce site rapidement.
Afin de renseigner le maximum d'utilisateurs, ce site sera traduit en langue anglaise dans un premier temps, d'autres langues seront à l'étude par la suite.
Création du site internet:
Gestion de projet, intégration des éléments graphiques sur le site, moteur nativement PAIDAE, interface d'administration, cartographie dynamique, carnet de voyage personnalisé, gestion multilingue, contenus multimédias, réseaux sociaux, contact, téléchargements, test et mise en production.

Option story telling: réalisation de la partie technique et graphique, test et mise en production.

Moyens mis en œuvre :
Les référents APIDAE de Seine-et-Marne, qui sont très avancés dans le domaine du tourisme numérique ont été contactés afin qu'ils nous accompagnent.
Grâce à eux, un accord avec un prestataire pour le site a été réalisé et les salariés seront formés à la gestion de site internet, gestion de projet numérique, APIDAE

Intérêt régional :
La communauté de communes des Deux Vallées compte 15 communes et 8 sites touristiques d'envergure, dont certains plébiscités par le public étranger (le Cyclop, le Moulin de Dannemois, le Château de Courances, la Maison de Jean Cocteau, le Conservatoire National des Plantes,...).
Proche du domaine des Trois Pignon, haut lieu de varappe mondialement reconnu, ce territoire se trouve dans le périmètre du PNR du Gâtinais Français, qui compte de nombreux producteurs et artisans.
L'Office de Tourisme reçoit près de 12 000 visiteurs par an, pour 90% Francilien, et les sites touristiques accueillement entre 10 000 et 60 000 visiteurs par an. La destination est recherchée, grâce à toutes ses richesses.

Un site internet complet, moderne et efficace est indubitablement un atout majeur.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les publics:
Familles
Individuels

Groupes
Etrangers

Localisation géographique :

- CC 2 VALLEES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
création du site internet	3 000,00	76,92%
rédaction du story telling	900,00	23,08%
Total	3 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
fonds propres	2 730,00	70,00%
Région	1 170,00	30,00%
Total	3 900,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 170,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026256

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ADAPTATION DE LA PLATEFORME ACESSIBLE.NET EN FAVEUR DES TOURISTES EN SITUATION DE HANDICAP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	140 000,00 €	30,00 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-020
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KERNIX SOFTWARE
Adresse administrative : 15 RUE CELS
75014 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur François BOIS, gérant

N° SIRET : 43527435200036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aide en faveur du développement touristique

Objet du projet : Accessible.net référence et décrit les établissements disposant d'installations accessibles aux publics à besoins spécifiques (personnes en situation de handicaps, seniors, famille avec enfants).

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Accessible.net fut créé en 2009 par l'agence parisienne Kernix. Cette agence réalise depuis 2001 des plateformes web notamment dans les domaines des transports, du tourisme et des loisirs. Constatant que ces sites n'étaient en mesure de donner de l'information sur l'accessibilité (manque de temps, d'argent, d'informations), Kernix décida de créer une base de données de référence des ERPs accessibles en France. Le point de départ d'accessible.net est le projet handistrict qui fut lauréat de l'appel à projets Web 2.0 du Secrétariat d'Etat charge´ de la Prospective et du Développement de l'Economie Numérique.

Cette structure a également déposé une demande au titre de l'axe « région multilingue » pour traduire ce

site en plusieurs langues.

Description :
Faire évoluer accessible.net dans 2 axes :

1/ Faire en sorte que l'interface qui permet de créer et de modifier la fiche d'un établissement soit utilisable en mobilité. Cela sera particulièrement utile aux lieux pour leur permettre de réaliser le référencement des installations en se déplaçant dans l'établissement (cela se révèlera plus pratique que de noter les informations sur un formulaire et de les retranscrire dans l'interface).

2/ Se rendre sur un apple store est un réflexe partagé par la plupart des utilisateurs de smartphones. Cette troisième réalisation consiste par conséquent à créer une application mobile native d'accessible.net pour la plateforme Android. Le développement de webservices sur la plateforme web sera nécessaire pour alimenter l'application en données.

Moyens mis en œuvre :
Kernix consacre une partie de ses équipes à accessible.net. Qu'il s'agisse de la gestion de projet, du design et de la communication, ces équipes ont à cœur de faire croitre cette plateforme pour en faire la plateforme de référence consacrée à l'accessibilité.

Intérêt régional :
Accessible.net est utilisé au quotidien par le pôle accessibilité-qualité du Comité Régional du Tourisme Paris Île-de-France. Elles exploitent en effet cette plateforme pour référencer l'accessibilité établissements situés dans leur "périmètre" francilien. Les experts en accessibilité apportent leurs conseils aux responsables de lieux (l'accessibilité étant un sujet "technique") et valident, in situ, les informations renseignées sur accessible.net. Une fois les informations validées, le logo "Paris Région" est placé sur la fiche de l'établissement. En cliquant sur ce logo, l'internaute peut prendre connaissance de la politique menée par la région en matière d'accessibilité. Il convient de mentionner que ce partenariat fait l'objet d'une convention qui a été renouvelée trois fois.
Le CRT a depuis le début du projet participé au développement de la plateforme (création des critères avec les associations, évolution du front et du middle office, visites terrain …).

La région Ile-de-France est mise en avant sur la page d'accueil avec l'affichage d'un logo qui redirige directement vers le site http://www.idfutees.com/ et également vers le portail professionnel du CRT (http://pro.visitparisregion.com/Optimisation-de-vos-prestations/Accessibilite).

Le logo du CRT est également présent sur les flyers (français et anglais) qui sont notamment distribués dans les offices de tourisme, les points d'informations touristiques situés aux aéroports, aux Galeries Lafayette, à Versailles et Disney.

De nombreuses publications du CRT (ex. Mon été à Paris, Mon hiver à Paris) font mention du partenariat avec accessible.net

Des développements ont été réalisés (web service xml) pour permettre au site grand public de Paris Région de récupérer les critères d'accessibilité des établissements partenaires. Ce modus operandi évite la duplication et assure la cohérence des données. Des discussions sont en cours pour diffuser ces données sur d'autres portails de la Région.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Accessible.net s'adresse à trois publics.

1/ Les personnes à besoins spécifiques.
Le moteur de recherche d'accessible.net permet de trouver des lieux en précisant une zone géographique (rue, ville, département) et un type de lieu (ex. hôtel, restaurant, musée, etc.). Une fois l'établissement identifié, l'utilisateur peut analyser très précisément à quel point ce dernier dispose d'installations qui lui conviennent.

2/ Les responsable d'établissements.
Les responsables d'ERP ont l'obligation à la fois de rendre leur établissement accessible et communiquer au grand public le niveau d'accessibilité. Accessibile.net est une solution clef en main qui leur permet de réaliser cette communication.

3/ Les partenaires.
Des partenaires tels que le Comité Régional du Tourisme Paris Ile-de-France, la Vendée, Anjou Tourisme etc utilisent accessible.net pour référencer l'accessibilité de leur zone géographique. Ces partenaires considèrent en effet que la mutualisation des efforts sera toujours plus efficace que la multiplication de micro-portails géographiques spécifiques consacrés à l'accessibilité.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
mise en place de l'outil permettant l'interface avec les professionnels du tourisme	65 000,00	46,43%
application Android	75 000,00	53,57%
Total	140 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SARL KERNIX	100 000,00	70,00%
Région	40 000,00	30,00%
Total	140 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	40 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026287

Commission permanente du 5 juillet 2017

Objet : : DEVELOPPEMENT D'UN PLANIFICATEUR DE VOYAGE VELOTOURISME EN CONNEXION AVEC LES TRANSPORTS EN COMMUN ET LA BASE APIDAE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	104 909,38 €	30,00 %	31 472,00 €
	Montant Total de la subvention		31 472,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-020
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA COMPAGNIE DES MOBILITES PARIS REGION LAB INCUBATEUR SNCF
Adresse administrative : 76 B RUE DE RENNES 75006 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Gael SAUVANET, gérant

N° SIRET : 52156374200068

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aide en faveur du développement touristique

Objet du projet : Développement d'un planificateur de voyage vélotourisme en connexion avec le transport et commun, la base APIDAE et vue immersive des véloroutes-voies vertes en Région Ile de France.

Date prévisionnelle de début de projet : 20 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Géovélo est une application qui permet de calculer et d'être guidé sur un trajet vélo pour aller au travail ou à un rendez-vous en Ile de France et sur de nombreuses métropoles françaises. Elle est aujourd'hui utilisée en Région Ile de France par de nombreux usagers du vélo pour trouver le bon chemin, rechercher un vélib, une station véligo. Géovélo est aussi déployée sur le calculateur régional d'IDF Mobilités, Vianavigo, et offrira d'ici quelques semaines via son "API" des itinéraires vélos en connexion avec le

transport en commun sur toute l'Ile de France.
Géovélo entend intégrer la dimension touristique dans ses futurs développements. Elle souhaite répondre à des besoin formulés régulièrement pour ses utilisateurs mais aussi par des études sur le tourisme à vélo. Deux types de profils sont fortement présents dans la pratique cyclotouristique. Un profil qui cherche simplement à suivre une balade ou une voie verte déjà identifiée, un autre plus aventurier qui cherche à agrémenter son parcours et qui va sélectionner finement des lieux de visite, des prestations. Dans tous les cas la préparation et le suivi de son trajet se font principalement via l'outil numérique où se croisent deux vrais enjeux : comment accéder à ma balade, la suivre et comment personnaliser son parcours. Géovélo entend répondre principalement à ces deux problématiques en proposant un projet de planificateur d'itinéraire vélotourisme multimodal présentant des fonctionnalités innovantes de personnalisation d'itinéraire et de guidage in situ.

Description :
Une des premières attentes des cyclotouristes est de pouvoir arriver et répartir de sa balade. De plus en plus, ce parcours d'approche se fait par les transports en commun plus pratique que la voiture et surtout plus en phase avec la philosophie de la pratique du vélo. Pour faciliter cette accessibilité, Geovelo développera un moteur de calcul intermodal connecté à l'api Vianavigo qui proposera un trajet depuis chez soi jusqu'au point de départ le plus pratique de la balade ou de la véloroute. L'accessibilité des gares sera prise en compte dans les critères de calcul ainsi que la fréquence des trains. Ce module sera également intégré pour combiner sur un parcours itinérant, le train et vélo. Il sera déployé sur les plateformes iPhone, Android et Web

L'autre fonctionnalité est de pouvoir personnaliser son parcours. L'idée est de proposer un outil d'aide à la décision qui pourra proposer des itinéraires vélotourisme suivant différents critères comme le temps disponible, le budget, les goûts de l'utilisateur, son équipement (vélo électrique, vélo avec remorque) et la stratégie intermodale. Ces fonctionnalités seront adaptées à chaque profil de cyclotouriste et seront corrélées avec les bases de données de prestations touristiques que ce soit pour une balade du dimanche, un itinéraire au long cours comme la véloroute Paris-Londres ou la création de son propre trajet. Elle sera déployée sur les plateformes iPhone, Android et Web

Afin de valoriser les résultats et combinaisons proposées Géovélo développera une fonctionnalité de visualisation de cheminement augmentée des itinéraires structurants de vélotourisme en Ile de France, l'idée étant de passer d'une visualisation plane de l'information touristique à une information à 360° des lieux à visiter, des paysages à admirer sur l'itinéraire.

Usage 1 : Accéder à un monument, une expo, une balade à vélo facilement

Ce module vise à proposer pour les franciliens et les touristes de passage en deux clics un itinéraire vélotrain ou vélo pour aller visiter un monument, un jardin, une exposition ou accéder à une balade à vélo proposée par les CDT/ADT et autres offices de tourisme.
Il sera développé sur la partie transport en commun un connecteur permettant de calculer des itinéraires Vélo+TC facilement. Ce connecteur s'appuiera sur l'api Vianavigo
Il sera développé sur la partie point d'intérêt, événement un connecteur à partir de la base Apidae. Cette base nourrie par un ensemble d'acteurs du Tourisme en Région Ile de France offre à la fois des informations froides, sur un ensemble de sites à visiter en Ile de France, et chaude sur des expositions, concerts, festivals.
D'autres bases de contenus pourront être appelées suivant leurs intérêts pour le projet et leur cohérence à l'échelle régionale et nationale.

Usage 2 : Outil de planification de parcours tourisme vélotrain journée/weekend

Ce module vise à proposer selon son origine, son choix d'étapes et sa destination des propositions d'itinéraire mariant intelligemment le transport en commun et le vélo dans un but de promenade.

Un travail va être fait sur différents scenarii d'usage et de profil d'utilisateur.

Le voyageur souhaite marier la visite d'un site et une balade à proximité avec une fourchette de temps défini.

Il inscrit son point de départ et l'étape du site de visite et laisse faire le calculateur. Il se voit proposer différents combinaisons d'itinéraires qui peuvent aller d'un itinéraire en boucle depuis le site, d'un itinéraire de gare en gare. Sur la carte on peut visualiser les points de restauration et de pique-nique et les intégrer à la feuille de route. L'algorithme propose également d'autres suggestions, soit parce qu'elles correspondent au goût de l'utilisateur ou bien parce-elles sont à proximité de sa balade.

Moyens mis en œuvre :

- Calculateur et guidage
- Développement algorithme de calcul multicritère (interne)
- Développement système de guidage point à point avec rupture de charge transport en commun, visite, types d'arrêts. (interne)
- Architecture serveur (interne)
- Développement Web et développement nouvelles fonctionnalités (interne)
- Développement Mobile
- Design de l'ensemble des écrans et actions sur mobile (externe)
- Développement du Module Tourisme Vélotrain sur iPhone (externe)
- Développement du Module Tourisme Vélotrain sur Android (interne)
- Cartographie fine des itinéraires/boucles cyclotouristique en région IDF à partir d'OpenStreetMap (interne)/Itinéraires dans les deux sens de circulation
- Équipements liés table de pique-nique, point d'eau, espace de stationnement
- Vues immersives 360°
- Acquisition images 360 véloroutes voies vertes Région IDF (interne)
- Développement Intégration POI dans images immersive (interne)

Intérêt régional :
Développement de l'écosystème numérique modes doux en région IDF
Utilisation des données Apidae et Api ViaNavigo
Futur récepteur des données de fréquentation des véloroutes et boucles touristiques de la Région

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Touristes de proximité (12 millions d'habitants potentiellement intéressés)
Itinérants véloroutes/voies vertes
Touristes de passage sur les grands sites

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Développement iPhone	33 000,00	31,46%
Développement Android	14 114,10	13,45%
Développement Algorithme& GestionBackoffice	6 593,28	6,28%
Design Digital	5 000,00	4,77%
Développement Web	10 368,00	9,88%
Cartographie	8 154,00	7,77%
Acquisition images immersives	22 680,00	21,62%
Matériel acquisition	5 000,00	4,77%
Total	104 909,38	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	31 472,00	30,00%
Fonds propres	73 437,38	70,00%
Total	104 909,38	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	31 472,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Projets R&D&I collaborative dans les domaines de SRI-SI	170 259,58 €
	Montant total	170 259,58 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026289

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : CREATION D'UN PARCOURS SONORE "VIVEZ L'HISTOIRE EN 3D A VAUX-LE-VICOMTE" ET D'UNE PROJECTION MONUMENTALE 3D SUR LA COUPOLE DU CHATEAU. 77

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	1 135 000,00 €	30,00 %	340 500,00 €
	Montant Total de la subvention		340 500,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-020
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES AMIS DE VAUX LE VICOMTE
Adresse administrative : CHATEAU DE VAUX-LE-VICOMTE
77950 MAINCY
Statut Juridique : Association
Représentant : Alexandre de Vogüé, Président

Date de publication au JO : 30 avril 1983

N° SIRET : 48216674100017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

Cette aide est octroyée sur la base du régime d'aides exempté n° SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014. Cette aide d'un montant de 340 500 € représente 30% des coûts éligibles au titre du régime.

Objet du projet : Vivez l'Histoire en 3D à Vaux-le-Vicomte : création d'un parcours sonore 3D sur le parcours de visite et d'une projection monumentale 3D sur la coupole de 400m² du grand salon

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
A une heure de Paris, en Seine-et-Marne, le Château de Vaux-le-Vicomte est le plus grand monument historique privé en France. Construit au XVII siècle, il est le témoin d'un épisode-clé de l'Histoire de France : l'avènement de la monarchie absolue. Autour de Fouquet, bâtisseur de Vaux-le-Vicomte, les plus

grands personnages du Royaume interviennent : Louis XIV, Colbert et Mazarin. Le complot de Colbert et Louis XIV contre Fouquet trouve son paroxysme lors de la somptueuse fête à Vaux-le-Vicomte en 1661, puis s'achève par l'arrestation de Fouquet par d'Artagnan, le célèbre procès et l'emprisonnement à vie de Fouquet.

Parallèlement, les artistes choisis par Fouquet pour créer Vaux-le-Vicomte (Le Nôtre, Le Vau et Le Brun) conçoivent une œuvre d'art qui constituera le modèle d'un style artistique nouveau : "le jardin à la française", décliné par la même équipe à Versailles.

Vaux accueille aujourd'hui 300 000 visiteurs par an. La moitié vient par goût pour l'Histoire et l'art. Les autres recherchent plus de divertissement.

Aujourd'hui, la mission de l'association consiste à :
- partager avec le plus large public ce témoin de l'Histoire de France et de l'Histoire de l'art. C'est une mission d'intérêt public qui nous incombe.
- innover pour offrir une expérience de visite vivante et interactive à ceux que l'Histoire et l'art n'intéressent pas.

Les technologies récentes permettent d'atteindre cet objectif expérientiel. Ainsi est né le projet « Vivez l'Histoire en 3D».

Conçu comme un spectacle en réalité augmentée dans un décor réel, cet outil de médiation numérique attirera un public nouveau : celui qui est davantage intéressé par les parcs de loisirs que par les visites culturelles (Disneyland Paris et ses 13 millions de visiteurs annuels sont à 40 minutes). Ce projet contribue donc également à démocratiser la culture et l'histoire.

A ce jour, Vaux-le-Vicomte n'a jamais bénéficié d'aide financière de la part de la Région Ile de France.

L'association sollicite une aide régionale à trois titres dans le présent rapport : sur l'axe « transition numérique » objet de la présente demande, sur l'axe « Région multilingue » (fiche-projet EX 026290) pour réaliser la traduction en cinq langues des supports numériques nouvellement créés et enfin sur l'axe sécurité (voir fiche projet EX026288).

Description :
Vivez l'Histoire en 3D» est une expérience inédite de réalité augmentée, d'abord sonore, puis visuelle :
- munis d'un casque et d'un boîtier électronique, les visiteurs vivent des scènes d'Histoire là où elles ont eu lieu, grâce au déclenchement interactif d'un récit en son 3D …
- puis, dans la pièce centrale du château, à 18 mètres au-dessus de leurs têtes, les visiteurs découvrent une projection 3D monumentale sur le plafond ovoïde de 400 m² de la coupole du grand salon.

La réalité sonore augmentée est obtenue en intégrant deux technologies :
- le son 3D (ou son binaural), une technique d'enregistrement qui crée un espace sonore à 360°. Venu de devant, derrière, droit, gauche, le son 3D met le visiteur au centre d'une scène historique ;
- des balises interactives fonctionnant en Bluetooth, reconnaissent le boîtier du visiteur et déclenchent automatiquement des sons au fil de sa déambulation : les personnages historiques interpellent le visiteur, l'accompagnent, chuchotent à son oreille ou s'éloignent…

Le son 3D est immersif. De ce fait, « Vivez l'Histoire en 3D» est une expérience de cinéma sonore, avec les décors historiques réels, conçue pour être accessible à tous les publics de 7 à 77 ans.

Dans le grand salon central du château, cette expérience sonore en 3D sera complétée par une expérience visuelle en 3D avec la projection d'un mapping video sur le plafond de 400 m², à 18 mètres au-dessus des visiteurs.

Après une restauration complète du plafond, un système sophistiqué de projection adapté à sa forme particulière, permettra de découvrir des spectacles vidéo historiques tels que la reconstitution sous forme vivante et animée, en 3D, de la peinture monumentale que Le Brun avait prévu de réaliser sur ce plafond si Fouquet n'avait pas été arrêté.

Ainsi, l'immersion au milieu des scènes historiques majeures du Grand Siècle sera totale et porteuse d'émotions.

PARCOURS SONORE 3D :

Phase 1 : conception
- la dimension technologique : il n'existe pas de solution technologique sur le marché. Il faudra donc écrire le cahier des charges d'une application ad hoc et des besoins en équipement (casques, boîtiers, balises).
- la dimension éditoriale : trouver un fil conducteur au récit, accrocheur pour tous les publics, de 7 à 77 ans.

Phase 2 : production
- Développement de l'application, intégration des fichiers sons, des cartes des parcours.
- Choix et achat des équipements (boîtiers, casques, rack de rechargement), Intégration sur site, tests finaux utilisateurs.
- Finalisation des récits sonores et traduction, tournages in-situ, post-production en studio.

PROJECTION MAPPING-VIDEO 3D :

Après une phase de restauration complète du plafond de 400 m² en forme d'anse de panier inversé (avec camouflage réversible de l'aigle central), sous le contrôle de l'architecte en chef des monuments historiques et de la DRAC Ile de France, débute l'installation du système de projection 3D :

Phase 1 : conception du système de projection
- modélisation 3D du plafond ;
- conception d'un ensemble de projecteurs qui couvre l'intégralité de la surface du plafond et qui doivent être invisibles depuis le sol ;
- conception d'un logiciel qui adapte les images de toute production vidéo à la forme du plafond modélisé, découpe la vidéo et la répartit vers chaque projecteur ;
- conception d'une régie autonome pour des projections permanentes.

Phase 2 : installation
- Occultation des fenêtres du 1er étage du grand salon du château ;
- Installation des projecteurs sur les bords de fenêtres du 1er étage ;
- Camouflage des projecteurs ;
- Câblage et installation de la régie autonome.

Phase 3 : production d'un mapping 3D en lien avec le scénario sonore 3D.
- Ecriture d'un scénario selon le cahier des charges fixé par le scénario du parcours sonore binaural
- Réalisation du mapping.

Moyens mis en œuvre :
« Vivez l'Histoire en 3D » est un projet pivot pour Vaux : il est novateur, structurant et permet de cibler de nouveaux publics.

Pour produire le volet sonore de « Vivez l'Histoire en 3D », la société Narrative a été retenue. Basée à Paris, Narrative a produit depuis 2008 une quarantaine de projets « transmédia » pour le grand public. En 2016, Narrative a « inventé » et produit le premier parcours sonore en son 3D pour l'Abbaye aux Dames

de Saintes, avec un beau succès auprès du public. La société est lauréate de l'appel à projets 2017 Services Numériques Innovants du Ministère de la Culture visant à accompagner les solutions facilitant l'accès au patrimoine, à la culture et à la création et favorisant la transmission des savoirs et la démocratisation culturelle. L'équipe de Narrative a l'expérience du son binaural, des applications mobiles.

Pour la projection vidéo mapping, c'est également un prestataire francilien qui sera retenu : fourniture du matériel de projection, régie de commande et logiciels de calcul vidéo.

Intérêt régional :
« Vivez l'histoire en 3D » est un projet innovant :
- Première expérience de réalité sonore augmentée en Ile de France.
- Première expérience de réalité sonore augmentée dans un grand château français.
- Plus grande projection de mapping-vidéo permanente à l'intérieur d'un monument français.
- Démocratisation de la culture favorable au public asiatique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
« Vivez l'histoire en 3D » nous permettra accroître la fréquentation des cibles suivantes :

- Public familles : une médiation vivante et immersive attractive pour les enfants.
- Publics nouveaux : pour ceux que ni l'Histoire, ni l'art n'intéresse à priori.
- Public francilien : En proposant un parcours théâtral sonore 3D en 2018, puis le complément vidéo 3D en 2019, « Vivez l'Histoire en 3D » incite les Franciliens à revenir dans un monument qu'ils connaissent déjà pour le redécouvrir sous de nouvelles facettes. Après 2019, de nouveaux scénarii du parcours sonore et de nouvelles productions de mapping viendront compléter les premiers et ainsi inciter le public régional à revenir.
- Public international : la traduction en 5 langues étrangères incitera les publics étrangers davantage attirés par les loisirs (public de Disneyland Paris et du Village Nature) à venir découvrir un monument animé par des moyens technologiques innovants ; la dimension expérientielle attirera le public asiatique.
- Public chinois : Une adaptation plus courte et en mandarin attirera le public chinois.
- Public scolaire : l'émotion procurée chez les scolaires par cette expérience théâtrale itinérante ne pourra que renforcer leur mémorisation des faits et personnages historiques.
- Publics à déficience visuelle : le parcours sonore binaural permettra au public non-voyant d'imaginer les scènes du XVIIème siècle, même sans voir les décors du château.

L'application développée pour « Vivez l'Histoire en 3D » permettra de recueillir des données utilisateurs afin d'optimiser l'expérience de visite de manière continue et contextuelle.

Localisation géographique :
- MAINCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
conception, rédaction saynettes, enregistrement, post production	215 000,00	18,94%
achat des boitiers numériques et des casques	150 000,00	13,22%
développement de l'application dédiée	20 000,00	1,76%
achat et installation du matériel de video projection et de sonorisation	640 000,00	56,39%
production des videos	110 000,00	9,69%
Total	1 135 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
association	794 500,00	70,00%
Région	340 500,00	30,00%
Total	1 135 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €
2018	240 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026339

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : INSTALLATION DE DEUX BORNES POUR OFFRIR UNE EXPERIENCE DE REALITE VIRTUELLE HISTORIQUE INEDITE SUR LE TOIT DES GALERIES LAFAYETTE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	101 400,00 €	29,59 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-020
19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GL HAUSSMANN GALERIES LAFAYETTE HAUSSMANN
Adresse administrative : 27 RUE DE LA CHAUSSEE D'ANTIN 75009 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Philipe HOUZE Président du Directoire des Galeries Lafayette

N° SIRET : 57206259400062

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aide en faveur du développement touristique

Objet du projet : Proposer aux visiteurs une expérience immersive inédite. Principe: l'installation de 2 bornes pour offrir une expérience de réalité virtuelle historique inédite à tous.

Date prévisionnelle de début de projet : 30 octobre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Contexte: l'histoire des Galeries Lafayette (1894) se confond avec celle de Paris, capitale de la création et de la mode.
Les Galeries Lafayette sont également un des lieux iconiques de Paris avec plus de 37 millions de visiteurs annuels.
Les Galeries Lafayette ne sont pas uniquement un grand magasin, c'est un lieu de vie à part entière avec outre le shopping, des restaurants et de nombreux événements - un véritable théâtre de la création.

La terrasse des Galeries Lafayette offre une des vues sur Paris les plus spectaculaires: Tour Eiffel, Opéra, tour Montparnasse.. C'est un atout majeur et un driver de flux.
Les Galeries Lafayette mettent également la culture en avant via des expositions à la Galerie des Galeries.
Objectifs:

- continuer à offrir à nos visiteurs des expériences innovantes
- soutenir l'innovation et les start up françaises
- être un acteur culturel et permettre de faire (re)découvrir l'histoire du Paris de la Belle Epoque
- contribuer à la sauvegarde du patrimoine culturel Lafayette.

Description :
Le projet consiste en l'installation de 2 bornes Timescope sur la terrasse des Galeries Lafayette Haussmann.
Grâce à ces bornes (des longues vues), et gratuitement, les visiteurs pourront profiter d'une expérience de réalité virtuelle inédite et se plonger dans le Paris de la Belle Epoque.
Il s'agit d'un film qui commence par une vue 360 degrés depuis le toit des Galeries puis le visiteur se trouve projeté dans le Paris de la Belle Epoque. Dans différentes scènes il découvre le Paris de l'époque, son effervescence, la mode...
Le projet offre un rendu expérientiel extrêmement qualitatif

Moyens mis en œuvre :
Il y a tout à créer pour pouvoir développer ce projet:
- les deux bornes (conception, fabrication, implantation, location)
- les films de réalité virtuelle (plusieurs scènes à développer en 360 et réalité augmentée + superposée)
-communication pour faire connaître le projet et le lancer
- maintenance sur l'année

Intérêt régional :
Valorisation d'un site touristique de 1er plan.
Au niveau des Galeries Lafayette, un chef de projet pour piloter l'opération et un investissement de toute une équipe marketing + une équipe de maintenance.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tout public mais notamment:
- les enfants
- les touristes
-les Parisiens

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location matériel (2 bornes Timescope)	26 400,00	26,04%
Conception et réalisation d'un film de réalité virtuelle premium	54 000,00	53,25%
Conception d'une vidéo 360 de vue augmentée	12 000,00	11,83%
Film teaser "découvrez l'expérience de voyage dans le temps"	5 000,00	4,93%
Autres (maintenance, personnalisation des bornes)	4 000,00	3,94%
Total	101 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	30 000,00	29,59%
Autofinancement commune ou EPCI (minimum 20% du coût HT du projet)	71 400,00	70,41%
Total	101 400,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €

AXE RÉGION MULTILINGUE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026283

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : TRADUCTION EN PLUSIEURS LANGUES ET ADAPTATION DE LA PLATEFORME ACCESSIBLE.NET

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	60 000,00 €	50,00 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-020
19500110- Région multilingue

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KERNIX SOFTWARE
Adresse administrative : 15 RUE CELS
75014 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : François-Xavier BOIS, Président

N° SIRET : 43527435200036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aide en faveur du développement touristique

Objet du projet : Accessible.net référence et décrit les établissements disposants d'installations accessibles aux publics à besoins spécifiques (personnes en situation de handicaps, seniors, famille avec enfants).

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Accessible.net fut créé en 2009 par l'agence parisienne Kernix. Cette agence réalise depuis 2001 des plateformes web notamment dans les domaines des transports, du tourisme et des loisirs. Constatant que ces sites n'étaient en mesure de donner de l'information sur l'accessibilité (manque de temps, d'argent, d'informations), Kernix décida de créer une base de données de référence des ERPs accessibles en

France. Le point de départ d'accessible.net est le projet handistrict qui fut lauréat de l'appel à projets Web 2.0 du Secrétariat d'Etat chargé de la Prospective et du Développement de l'Economie Numérique.

Cette structure a déposé une demande d'aide régionale au titre de la transition numérique pour son site internet et la présente demande porte sur la traduction du site nouvellement mis en place.

Description :
L'ambition est d'internationaliser la plateforme accessible.net. Il s'agit à la fois de rendre l'interface multilingue et de permettre aux responsables de lieux, s'ils le souhaitent, de renseigner les textes (descriptions, horaires, accès) dans plusieurs langues. Ce développement nécessitera à la fois de faire évoluer profondément la structure de la base de données et de réaliser des modifications techniques dans l'interface de contribution et sur le site grand public. Il est donc proposé de traduire ce site en trois langues.

Moyens mis en œuvre :
Kernix consacre une partie de ses équipes à accessible.net. Qu'il s'agisse de la gestion de projet, du design et de la communication, ces équipes ont à cœur de faire croitre cette plateforme pour en faire la plateforme de référence consacrée à l'accessibilité.

Intérêt régional :
La traduction en plusieurs langues de ce site offrira un service supplémentaire aux touristes étrangers en situation de handicap et contribuera à l'amélioration de l'accueil.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Accessible.net s'adresse à trois publics.

1/ Les personnes à besoins spécifiques.
Le moteur de recherche d'accessible.net permet de trouver des lieux en précisant une zone géographique (rue, ville, département) et un type de lieu (ex. hôtel, restaurant, musée, etc.). Une fois l'établissement identifié, l'utilisateur peut analyser très précisément à quel point ce dernier dispose d'installations qui lui conviennent.

2/ Les responsable d'établissements.
Les responsables d'ERP ont l'obligation à la fois de rendre leur établissement accessible et communiquer au grand public le niveau d'accessibilité. Accessibile.net est une solution clef en main qui leur permet de réaliser cette communication.

3/ Les partenaires.
Des partenaires tels que le Comité Régional du Tourisme Paris Ile-de-France, la Vendée, Anjou Tourisme etc utilisent accessible.net pour référencer l'accessibilité de leur zone géographique. Ces partenaires considèrent en effet que la mutualisation des efforts sera toujours plus efficace que la multiplication de micro-portails géographiques spécifiques consacrés à l'accessibilité.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
traduction de la plateforme en trois langues	60 000,00	100,00%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SARL KERNIX	30 000,00	50,00%
Région	30 000,00	50,00%
Total	60 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026290

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : ADAPTATION EN LANGUES ETRANGERES DU NOUVEAU PARCOURS SONORE BINAURAL (3D) AU CHATEAU DE VAUX-LE-VICOMTE. 77

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	275 000,00 €	50,00 %	137 500,00 €
	Montant Total de la subvention		137 500,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-020
19500110- Région multilingue

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES AMIS DE VAUX LE VICOMTE
Adresse administrative : CHATEAU DE VAUX-LE-VICOMTE
77950 MAINCY
Statut Juridique : Association
Représentant : Alexandre de Vogüé, Président

Date de publication au JO : 30 avril 1983

N° SIRET : 48216674100017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

Cette aide est octroyée sur la base du régime d'aides exempté n° SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014. Cette aide d'un montant de 137 500€ représente 50% des coûts éligibles au titre du régime.

Objet du projet : Adaptation en langues étrangères du nouveau parcours sonore binaural (3D) au Château de Vaux le Vicomte.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
A une heure de Paris, en Seine et Marne, le Château de Vaux-le-Vicomte est le plus grand monument historique privé en France. Construit au XVII siècle, il est le témoin d'un épisode-clé de l'Histoire de France : l'avènement de la monarchie absolue. Autour de Fouquet, bâtisseur de Vaux-le-Vicomte, les plus grands personnages du Royaume interviennent : Louis XIV, Colbert et Mazarin. Le complot de Colbert et

Louis XIV contre Fouquet trouve son paroxysme lors de la somptueuse fête à Vaux-le-Vicomte en 1661, puis s'achève par l'arrestation de Fouquet par d'Artagnan, le célèbre procès et l'emprisonnement à vie de Fouquet.

Parallèlement, les artistes choisis par Fouquet pour créer Vaux-le-Vicomte (Le Nôtre, Le Vau et Le Brun) conçoivent une œuvre d'art qui constituera le modèle d'un style artistique nouveau : "le jardin à la française", décliné par la même équipe à Versailles.

Vaux accueille aujourd'hui 300 000 visiteurs par an. La moitié vient par goût pour l'Histoire et l'art. Les autres recherchent plus de divertissement.

Aujourd'hui, la mission de l'association consiste à :
- partager avec le plus large public ce témoin de l'Histoire de France et de l'Histoire de l'art. C'est une mission d'intérêt public qui nous incombe.
- innover pour offrir une expérience de visite vivante et interactive à ceux que l'Histoire et l'art n'intéressent pas.

Les technologies récentes permettent d'atteindre cet objectif expérientiel.

Ainsi est né le projet « Vivez l'Histoire en 3D».

Conçu comme un spectacle en réalité augmentée dans un décor réel, cet outil de médiation numérique attirera un public nouveau : celui qui est davantage intéressé par les parcs de loisirs que par les visites culturelles (Disneyland Paris et ses 13 millions de visiteurs annuels sont à 40 minutes). Ce projet contribue donc également à démocratiser la culture et l'histoire.

A ce jour, Vaux-le-Vicomte n'a jamais bénéficié d'aide financière de la part de la Région Ile de France.

Description :
Il s'agit de traduire en plusieurs langues l'action décrite dans la fiche-projet n°EX026289.

« Vivez l'Histoire en 3D» est une expérience inédite de réalité augmentée, d'abord sonore, puis visuelle :
- munis d'un casque et d'un boîtier électronique, les visiteurs vivent des scènes d'Histoire là où elles ont eu lieu, grâce au déclenchement interactif d'un récit en son 3D …
- puis, dans la pièce centrale du château, à 18 mètres au-dessus de leurs têtes, les visiteurs découvrent une projection 3D monumentale sur le plafond ovoïde de 400 m² de la coupole du grand salon.

La réalité sonore augmentée est obtenue en intégrant deux technologies :
- le son 3D (ou son binaural), une technique d'enregistrement qui crée un espace sonore à 360°. Venu de devant, derrière, droit, gauche, le son 3D met le visiteur au centre d'une scène historique ;
- des balises interactives iBeacons, fonctionnant en Bluetooth, reconnaissent le boîtier du visiteur et déclenchent automatiquement des sons au fil de sa déambulation : les personnages historiques interpellent le visiteur, l'accompagnent, chuchotent à son oreille ou s'éloignent…

Le son 3D est immersif. De ce fait, « Vivez l'Histoire en 3D» est une expérience de cinéma sonore, avec les décors historiques réels, conçue pour être accessible à tous les publics de 7 à 77 ans.

Dans le grand salon central du château, cette expérience sonore en 3D sera complétée par une expérience visuelle en 3D avec la projection d'un mapping video sur le plafond de 400 m², à 18 mètres au-dessus des visiteurs.

Ainsi, l'immersion au milieu des scènes historiques majeures du Grand Siècle sera totale et porteuse d'émotions.

Le présent projet vise à traduire en 5 langues étrangères le parcours sonore binaural (3D). Les langues pressenties sont :
- l'anglais ;
- l'allemand ;
- l'espagnol ;
- l'italien ;
- le mandarin.

• Traduction et adaptation du texte français dans chacune des langues étrangères. Pour le mandarin, le texte devra être adapté pour offrir un parcours plus court de 30 à 40% que le parcours en français.
• Pour chacune des 5 langues étrangères : recrutement de comédiens de langue maternelle ; apprentissage du texte et de la mise en scène ; enregistrement in-situ dans les 20 pièces du château avec les comédiens, les figurants et l'équipe technique, post-production en studio.
• Acquisition de 200 boîtiers et casques supplémentaires.
• Intégration des scènes en langues étrangères dans tous les boîtiers.

Moyens mis en œuvre :
« Vivez l'Histoire en 3D » est un projet pivot pour Vaux : il est novateur, structurant et permet de cibler de nouveaux publics.

Pour produire le volet sonore de « Vivez l'Histoire en 3D », la société narrative a été retenue. Basée à Paris, narrative a produit depuis 2008 une quarantaine de projets « transmédia » pour le grand public. En 2016, narrative a « inventé » et produit le premier parcours sonore en son 3D pour l'Abbaye aux Dames de Saintes, avec un beau succès auprès du public. La société est lauréate de l'appel à projets 2017 Services Numériques Innovants du Ministère de la Culture visant à accompagner les solutions facilitant l'accès au patrimoine, à la culture et à la création et favorisant la transmission des savoirs et la démocratisation culturelle. L'équipe de narrative a l'expérience du son binaural, des applications mobiles.

Intérêt régional :
« Vivez l'histoire en 3D » est un projet innovant :
• Première expérience de réalité sonore augmentée en Ile de France.
• Première expérience de réalité sonore augmentée dans un grand château français.
• Démocratisation de la culture favorable au public asiatique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Les 5 langues choisies permettent de couvrir 85% des nationalités des touristes internationaux qui fréquentent Paris chaque année.

Localisation géographique :
- MAINCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
traduction en langue étrangère 1	55 000,00	20,00%
traduction en langue étrangère 2	55 000,00	20,00%
traduction en langue étrangère 3	55 000,00	20,00%
traduction en langue étrangère 4	55 000,00	20,00%
traduction en langue étrangère 5	55 000,00	20,00%
Total	275 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
association des amis de Vaux le Vicomte	137 500,00	50,00%
Région	137 500,00	50,00%
Total	275 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	137 500,00 €

AXE SÉCURITÉ POUR LE TOURISME

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX026288

Commission permanente du 18 octobre 2017

Objet : REFONTE COMPLETE DU SYSTEME DE SECURITE ET DE SURETE DU CHATEAU DE VAUX-LE-VICOMTE. 77

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	750 000,00 €	50,00 %	375 000,00 €
	Montant Total de la subvention		375 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-020
19500111- Sécurité pour le tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES AMIS DE VAUX LE VICOMTE
Adresse administrative : CHATEAU DE VAUX-LE-VICOMTE
77950 MAINCY
Statut Juridique : Association

Représentant : Alexandre de Vogüé, Président

Date de publication au JO : 30 avril 1983

N° SIRET : 48216674100017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Investissement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

Cette aide est octroyée sur la base du régime d'aides exempté n° SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014. Cette aide d'un montant de 375 000 € représente 50% des coûts éligibles au titre du régime.

Objet du projet : Refonte complète du système de sécurité et de sûreté du Château de Vaux-le-Vicomte.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2018
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Vaux-le-Vicomte est le plus grand monument historique privé en France :
- 500 hectares ;
- 18.000 m² de planchers dans les bâtiments ;
- 2 hectares de toitures ;
- 27 km d'allées ;
- 80 employés pour l'exploitation touristique et l'entretien.

En tant que monument privé, il ne bénéficie que peu d'aides publiques : moins de 20.000 € par an de la part de la DRAC en 2016 et 2017, des campagnes d'affichage du CRT et du CDT.

La mission principale de Vaux-le-Vicomte, en tant que témoin majeur de l'histoire de France et de l'histoire de l'art (modèle du jardin à la française), est son ouverture au public. Pour apporter un témoignage de qualité au public, le monument doit être en bon état de préservation. La fréquentation du public est donc à la fois l'objet de la mission de Vaux-le-Vicomte et la source financière qui permet de préserver l'objet de leur visite.

Il est donc primordial que Vaux-le-Vicomte puisse rester ouvert au public et accueillir un public de plus en plus large et de plus en plus varié.

En tant que centre touristique du sud Seine et Marne, le domaine de Vaux-le-Vicomte génère une vulnérabilité structurelle, avec de fortes concentrations de visiteurs (moyenne annuelle de 275 000 visiteurs), avec des pics journaliers de fréquentation de plus de 4000 visiteurs.

Dans un contexte de menace terroriste, la direction du domaine s'efforce tant bien que mal d'assurer la sécurité du public malgré la dégradation des conditions extérieures. Le système de sécurité actuel a été installé en 1998. Âgé de près de 20 ans, il est non seulement devenu obsolète, mais présente des lacunes car il n'avait pas été installé dans son intégralité.

Description :
Aujourd'hui, afin de diminuer les risques de sûreté qui pèsent sur les touristes à Vaux-le-Vicomte, les objectifs sont les suivants:

- restreindre toute agression par des mesures physiques et organisationnelles ;
- détecter au plus tôt les atteintes à la sûreté, donner l'alerte et fournir le maximum d'informations pertinentes pour permettre une intervention efficace du gardiennage, voire des forces de l'ordre, puis de définir les mesures correctives à appliquer.

Les objectifs du nouveau système de sûreté sont :

- moderniser un système de sécurité obsolète (passage au numérique, réseau en fibre optique...) ;
- optimiser la gestion des données d'une manière centralisée (création d'un poste central de sécurité) à partir d'une distribution de liens par la fibre optique ;
- faire remonter en immédiat une image en fonction du pont de détection pour une levée de Tranche

1 : sûreté dans les bâtiments.

- Mise en place d'une architecture générale en fibre optique pour la gestion d'un système de vidéosurveillance et de contrôle d'accès.
- Aménagement d'un local "Poste central de sûreté " (PCS), dans lequel toutes les informations seront centralisées. Ce local sera protégé contre les intrusions de force et disposera d'une alimentation secourue.
- Remplacement du système de vidéosurveillance analogique par un système numérique.
- Mise en place d'un système de détection laser couvrant l'ensemble du périmètre du bâtiment.

Tranche 2 : contrôle des accès.

- Mise en place d'un système de contrôle d'accès par badge personnalisable pour les employés et les visiteurs. Élargissement de son application suivant les zones géographiques et les heures ouvrables ou non ouvrables à l'ensemble du domaine.
- Création d'une billetterie électronique avec « antipass back ».
- Mise en place de vidéosurveillance aux guichets intérieurs et extérieurs et au contrôle de billetterie.

Tranche 3 : sécurité extérieure.
Installation de dispositifs de filtrage des véhicules des visiteurs (entrée / sortie) et d'une vidéosurveillance sur l'ensemble des parkings. Eclairage et poste de gardiennage.
Du fait du montant réduit des aides publiques en faveur de Vaux, le droit d'entrée à Vaux-le-Vicomte est l'un des plus élevés des sites culturels français. Par conséquent, ce droit d'entrée est souvent critiqué par les visiteurs, habitués aux tarifs des monuments publics. Pour cette raison, il n'est pas envisageable de créer un parking payant à Vaux-le-Vicomte.

Moyens mis en œuvre :
En interne, une équipe-projet supervise la réalisation des actions à mettre en œuvre :
En externe, des prestataires franciliens seront choisis pour réaliser un diagnostic de l'existant et mettre en

place les nouvelles installations de sûreté / sécurité : installateurs agréés, entreprise de travaux, électriciens.

Intérêt régional :
La protection des touristes à Vaux-le-Vicomte contribuera à améliorer la sécurité des sites touristiques franciliens. Une atteinte à la sûreté des personnes entraîne toujours un impact fort, immédiat et durable sur la fréquentation de la région, de façon encore plus sensible lorsqu'il s'agit des populations asiatiques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, mais plus particulièrement les publics chinois qui constituent la cible prioritaire du développement touristique de Vaux-le-Vicomte (une attachée commerciale chinoise vient d'être embauchée).

Localisation géographique :
- MAINCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise en place d'un système de sécurité-sureté dans les bâtiments	320 000,00	42,67%
Mise en place d'un système de contrôle des accès	190 000,00	25,33%
Mise en place d'un système de sécurité pour les parkings et abords	240 000,00	32,00%
Total	750 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
association des amis de Vaux-le-Vicomte	375 000,00	50,00%
région	375 000,00	50,00%
Total	750 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	375 000 €

ANNEXE 3 : AVENANT COM CRT

AVENANT MODIFICATIF
à l'annexe 1 de la convention d'objectif et de moyens entre la Région Ile-de-France et le Comité régional du tourisme (CRT)
pour la période 2014-2016

La Région d'Ile-de-France, dont le siège est situé au 33, rue Barbet-de-Jouy, 75007 Paris,
représentée par son Président, Madame Valérie Pécresse,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le Comité régional du tourisme Paris Ile-de-France,
association loi 1901,
dont le n° SIRET est : 301072880 00091
dont le siège social est situé 11, rue du Faubourg Poissonnière, 75009 Paris,
ayant pour représentant son Président, Monsieur Frédéric Valletoux,
ci-après dénommé « l'organisme »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

La convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Région Île-de-France et le Comité régional du Tourisme d'Île-de-France (CRT) a été adoptée par délibération n° CP 14-022 du 30 janvier 2014, puis prorogée par délibération n°CP 16-584 du 16 novembre 2016.

Afin de répondre à la crise traversée par le tourisme en 2016, l'Etat a décidé de lancer un plan de relance pour renforcer les actions de promotion en faveur de la destination Paris Ile-de-France. La création d'un fonds d'urgence exceptionnel pour la promotion du tourisme a été annoncée par Jean-Marc Ayrault et confirmée par le Premier ministre lors du Comité interministériel pour le tourisme le 7 novembre 2016.

Ce fonds d'un montant de 8 M € est abondé à hauteur de 4M € par l'Etat, 2M€ par la ville de Paris. La région a souhaité s'associer à ce plan de relance afin de soutenir la promotion du tourisme et relancer la destination en déterminant notamment des typologies d'actions en cohérence avec sa stratégie de développement.

Elle a souhaité confier la participation du plan de relance au Comité Régional du Tourisme de Paris Ile-de-France et sa mise en œuvre en partenariats avec Atout France pour l'ensemble des actions menées durant l'année 2017.

La délibération n° CR 221-16 du 15 décembre qui fixe le cadre d'intervention du Fonds pour le tourisme prévoit l'attribution d'une dotation spécifique au CRT pour mener ces opérations supplémentaires de promotion.

Il convient néanmoins de d'ajouter ce nouvel objectif à la convention d'objectifs et de moyens du CRT.

Article 1 :

L'objectif *« incarner le positionnement et le marketing global de la destination »* figurant dans le tableau annexé à la convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Région Ile-de-France et le Comité régional du tourisme est complété par un objectif opérationnel dans les conditions suivantes :

Objectifs opérationnels	**Actions annuelles**	**Mesure de l'activité**	**Mesure de l'efficacité**	**typologie**	**cible**	**Cout**
relancer la destination	Campagnes de communication de promotion pour l'année 2017	% de satisfaction	Retombées en nombre de touristes	Multi marchés	Marchés étrangers	2 M €

Article 2 :

Les autres dispositions de la convention d'objectifs et de moyens et de ses annexes restent inchangées.

Fait à Paris, en 3 exemplaires originaux,

Le, …….....

Le, …….....

Pour la Région
La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

Pour le Comité régional du tourisme
Le Président

Frédéric VALLETOUX

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

Notifié le :

ANNEXE 4 : FICHES PROJETS MODIFIEES

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17007093

Commission permanente du 17 mai 2017

Objet : DOTATION SPECIFIQUE AU COMITE REGIONAL DU TOURISME

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	500 000,00 €	100,00 %	500 000,00 €
	Montant Total de la subvention		500 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-95-6574-195001-300
19500108- Fonds de soutien au tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE REGIONAL DU TOURISME PARIS ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 11 RUE DU FG POISSONNIERE 75009 PARIS 09
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Frédéric VALLETOUX, Président

Date de publication au JO : 9 janvier 2011

N° SIRET : 30107288000091

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Fonctionnement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 20 mai 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Secteur stratégique majeur pour la croissance de l'économie française, le tourisme est confronté depuis plusieurs mois à une diminution significative de son activité. En effet, les différents évènements survenus en novembre 2015 et durant l'été 2016 ont eu un impact très négatif en termes de flux touristiques et d'attractivité de la destination France.

Afin de renforcer les actions de promotion de la destination Paris Ile-de-France, la création d'un fonds d'urgence exceptionnel pour la promotion du tourisme a été annoncée par Jean-Marc Ayrault et confirmée par le Premier ministre lors du Comité interministériel pour le tourisme le 7 novembre 2016.

Paris et sa région est la destination la plus affectée par la baisse de la fréquentation touristique. Un budget spécifique du fonds d'urgence sera alloué à Atout France en 2017 en soutien à Paris Ile-de-France, sur la base d'un cofinancement du plan d'actions.

La présidente de la Région Paris Ile-de-France, Valérie Pécresse, a mobilisé des moyens exceptionnels afin de soutenir la promotion du tourisme et relancer la destination. La Région a déterminé des typologies d'actions en cohérence avec sa stratégie de développement.

Atout France et le Comité Régional du Tourisme de Paris Ile-de-France sont chargés de mettre en œuvre du plan d'actions partagé et d'en définir les modalités de mise en œuvre.

Description :

Ces actions sont définies dans le cadre du Plan de promotion dans lequel un co-financement est prévu. Le Plan de promotion vient s'inscrire en complément des actions déjà engagées par le CRT PIDF sur les marchés internationaux.
Les marchés qui ont été définies sont les suivants : France /Belgique/Pays Bas/Suisse/Italie/Espagne.

La délibération n° CR 221-16 du 15 décembre qui fixe le cadre d'intervention du Fonds pour le tourisme prévoir l'attribution d'une dotation spécifique au CRT pour mener ces opérations supplémentaires de promotion.

Moyens mis en œuvre :
Le CRT Paris Ile-de-France travaille en étroite collaboration avec l'ensemble des acteurs touristiques dans le cadre d'une approche marketing territoriale au bénéfice de l'ensemble de la Région. Le CRT PIDF participe, en liaison étroite avec le Conseil Régional d'Ile-de-France, et l'ensemble des acteurs touristiques à la définition et mise en œuvre de la stratégie touristique régionale. Son rôle en matière de marketing et de développement touristique constitue le cœur de sa mission au service de la destination.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Actions de promotion en faveur des marchés France, Belgique, Suisse, Italie, Espagne	500 000,00	100,00%
Total	500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	500 000,00	100,00%
Total	500 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	500 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	OA / Comité Régional du Tourisme (CRT)	18 261 000,00 €
2015	OA / Comité Régional du Tourisme (CRT)	16 572 000,00 €
2016	OA / Comité Régional du Tourisme (CRT)	14 500 280,00 €
2017	OA / Comité Régional du Tourisme (CRT)	6 000 000,00 €
	Montant total	55 333 280,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 17011643 MODIFIÉE

Commission permanente du 20 septembre 2017

Objet : DOTATION SPECIFIQUE AU COMITE REGIONAL DU TOURISME

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	1 000 000,00 €	100,00 %	1 000 000,00 €
		Montant Total de la subvention	1 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-95-6574-195001-020
19500108- Fonds de soutien au tourisme

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE REGIONAL DU TOURISME PARIS ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 11 RUE DU FG POISSONNIERE 75009 PARIS 09
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Frédéric VALLETOUX, Président

Date de publication au JO : 9 janvier 2011

N° SIRET : 30107288000091

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds pour le tourisme Fonctionnement
Rapport Cadre : CR221-16 du 14/12/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 20 septembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'Etat, la Région Ile-de-France et la Ville de Paris ont décidé de façon conjointe d'agir fortement et rapidement pour venir en aide au secteur du tourisme. Cette industrie, premier employeur de notre région avec près de 500 000 emplois directs ou indirects liés à ce secteur est également fortement porteur en matière de retombées économiques avec plus de 19 milliards d'euros en 2016. Les attentats successifs ayant touché notre destination ont eu un impact considérable pour la fréquentation hôtelière qui a reculé de près de 11% soit une perte de 1,5 million de touristes.

Après avoir accompagné les croisiéristes fortement touchés par les crues historiques de juin 2016 qui ont stoppé leur activité durant près de trois semaines, après avoir fait de même avec l'activité des cabarets, la Région a souhaité à titre exceptionnel co-construire avec l'Etat et la Ville de Paris un plan de relance

inédit de la destination. De nombreuses actions de communication et de promotion ont ainsi été décidées et sont, en 2017, mises en œuvre.

Chaque tutelle a donc confié la réalisation de ces actions de promotion à son opérateur touristique : l'Etat à Atout France, la Ville de Paris à l'OTCP et la Région Ile-de-France au Comité Régional du Tourisme Paris Ile-de-France. Un comité de pilotage tripartite permet de valider les opérations à venir ainsi que les marchés à cibler.

Description :
L'objectif de ces opérations de promotion est de déclencher des séjours à Paris et en Ile-de-France. L'enjeu est de nouer des partenariats avec des transporteurs ferroviaires ou aériens en vue de campagnes digitales : c'est le cas de la campagne menée en Suisse en lien avec TGV Lyria, en Espagne avec l'opérateur en ligne Logitravel, en Italie avec Air France, en Israel avec Smartair...

L'autre objectif, dans un contexte d'inquiétude autour de notre destination, est de redonner l'envie de venir à Paris et en Ile-de-France : c'est dans cet esprit que de nombreux accueils de blogueurs, d'influenceurs, de journalistes spécialisés ont été organisés. Le lancement de la saison culturelle, la découverte de l'impressionnisme, les parcours nocturnes, les châteaux et jardins franciliens, la gastronomie sont autant de thèmes qui ont permis à la destination d'accueillir ces cibles.

Moyens mis en œuvre :
Le CRT Paris Ile-de-France travaille en étroite collaboration avec l'ensemble des acteurs touristiques dans le cadre d'une approche marketing territoriale au bénéfice de l'ensemble de la Région. Le CRT PIDF participe, en liaison étroite avec le Conseil Régional d'Ile-de-France, et l'ensemble des acteurs touristiques à la définition et mise en œuvre de la stratégie touristique régionale. Son rôle en matière de marketing et de développement touristique constitue le cœur de sa mission au service de la destination.

Intérêt régional :

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Campagne de promotion en Suisse en Espagne, en Italie avec Air France, en Israel	700 000,00	75,00%
Lancement de la saison culturelle, la découverte de l'impressionnisme, les parcours nocturnes, les châteaux et jardins franciliens, la gastronomie.	300 000,00	25,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	1 000 000,00	100,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 000 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	OA / Comité Régional du Tourisme (CRT)	18 261 000,00 €
2015	OA / Comité Régional du Tourisme (CRT)	16 572 000,00 €
2016	OA / Comité Régional du Tourisme (CRT)	14 500 280,00 €
2017	Fonds pour le tourisme Fonctionnement	500 000,00 €
2017	OA / Comité Régional du Tourisme (CRT)	6 000 000,00 €
	Montant total	55 833 280,00 €

Agence des Espaces Verts

île de France

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, le 24 OCT. 2017

Transmise au contrôle de légalité, le 24 OCT. 2017

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N° 17- 111 du 24 octobre 2017
(report de la session du 19 octobre 2017)

Approbation de l'avenant n° 5 à la convention d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et l'Agence des espaces verts et à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU Le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-14 ;

VU la délibération n°14-002 du 11 février 2014 du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts relative à l'approbation de la convention quinquennale d'objectifs et de moyens entre la Région d'Île-de-France et l'Agence des espaces verts fixant les orientations prioritaires en matière d'espaces verts, naturels et agricoles et les obligations réciproques pour la période 2014-2018 ;

VU la délibération n°15-070 du 9 juin 2015 du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts relative à l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention d'objectifs et de moyens entre la Région d'Île-de-France et l'Agence des espaces ;

VU la délibération n° 16-027 du 31 mars 2016 du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts relative à l'approbation de l'avenant n° 2 à la convention d'objectifs et de moyens entre la Région d'Île-de-France et l'Agence des espaces ;

VU la délibération n° 16-099 du 11 octobre 2016 du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts relative à l'approbation de l'avenant n° 3 à la convention d'objectifs et de moyens entre la Région d'Île-de-France et l'Agence des espaces ;

VU la délibération n° 16-100 du 11 octobre 2016 du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts relative à l'approbation de l'avenant n° 4 à la convention d'objectifs et de moyens entre la Région d'Île-de-France et l'Agence des espaces ;

VU la délibération n° CR 2017-50 du 9 mars 2017, relative au plan Vert de l'Ile-de-France : la nature pour tous et partout ;

VU la délibération n° CR 2017-119 du 7 juillet 2017 approuvant le règlement d'intervention du Plan Vert de l'Ile-de-France ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France.

DELIBERE

Article 1 Approuve la conclusion de l'avenant N°5 à la convention d'objectifs et de moyens entre la Région d'Île-de-France et l'Agence des espaces verts, ci-annexé.

Article 2 Habilite la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts à signer cet avenant.

Nombre de votants ..... :	6
Votes POUR ..... :	4+2
Votes CONTRE ..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

AVENANT N° 5 A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET L'AGENCE DES ESPACES VERTS FIXANT LES ORIENTATIONS PRIORITAIRES EN MATIERE D'ESPACES VERTS, NATURELS ET AGRICOLES ET LES OBLIGATIONS RECIPROQUES POUR LA PERIODE 2014-2018

Entre

La Région d'Ile-de-France, située 33 rue Barbet-de-Jouy 75007 Paris, représentée par sa Présidente, dûment habilitée par la délibération n° **CP 2017- 405 du 20 septembre 2017**, Ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

Et

L'Agence des Espaces Verts de la Région d'Ile-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège administratif est sis 90-92, avenue du Général Leclerc – 93500 PANTIN, créée par la loi N° 76-394 du 6 mai 1976 codifiée et agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France en vertu des articles L. 4413-2 et R. 4413-1 du Code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n° **17-111 du 24 octobre 2017 (report de la session du 19 octobre 2017)**.

Ci-après dénommée « l'Agence »

d'autre part,

Il a été convenu de ce qui suit :

PREAMBULE :

Le présent avenant a pour objet de modifier la convention n° CR 12-14 du 14 février 2014 signée pour une durée de cinq années entre la Région et l'Agence des espaces verts pour intégrer les dispositions du règlement d'intervention du Plan Vert voté par délibération n° CR 2017-119 en date du 7 juillet 2017.

Article 1 : La convention citée en préambule est modifiée comme suit :

- Au sein de l'article 1 relatif aux objectifs généraux de la convention quinquennale, l'article 1.1 : « participer à la construction d'une métropole agréable à vivre en développant les espaces naturels dans les espaces urbanisés et les nouveaux espaces d'urbanisation » est complété par un dernier paragraphe rédigé comme suit :

« Pour mettre en œuvre ce deuxième axe, l'Agence des espaces verts accompagne les maîtres d'ouvrage et assure l'instruction technique des projets du Plan Vert selon le processus décrit en annexe à la présente convention. »

- Au sein de l'article 3 relatif aux engagements de la Région, un article 3.4 est ajouté et rédigé comme suit :

«Article 3.4 : Accès à la Plateforme d'Aide Régionale (PAR)

Pour que l'AEV puisse disposer des dossiers de demande de subvention dans le temps imparti pour leur instruction technique, la Région lui donne accès à la PAR. »

- Au sein de l'Article 4 relatif aux suivi de la Convention d'Objectifs et de Moyens et évaluation des actions, l'article « 4.1 : comité technique de suivi » est complété par un dernier paragraphe rédigé comme suit :

« Le dispositif exposé en annexe de la convention fera l'objet d'une évaluation fin 2018 dans le cadre plus général du bilan de la convention pluriannuelle en cours. »

Article 2 :

La convention citée en préambule est complétée par une annexe intitulée « Descriptif du processus d'instruction des dossiers de demandes de subventions relatives au Plan Vert », ci-annexée.

Article 3 :

Les autres dispositions de la convention, non modifiés par le présent avenant, restent inchangées.

Fait à Paris en deux exemplaires originaux, le

Pour la Région Ile-de-France
La Présidente du Conseil Régional

Valérie PECRESSE

pour l'Agence des espaces verts
de la région d'Ile-de-France

La Présidente

Annexe à la convention d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et l'Agence des Espaces Verts

Descriptif du processus d'instruction des dossiers de demandes de subventions relatives au Plan Vert

Actions	Contrats verts et projets	
	Région	AEV
Faire connaître le Plan vert et son RI pour sensibiliser les MO : actions de communication, site internet, réunions....	Actions de promotion de la politique régionale, en mentionnant le rôle de l'AEV	Contribution de l'AEV à la promotion de la politique régionale, conformément à ses missions
Rencontre des communes ou intercommunalités dans les territoires très carencés pour leur proposer un contrat vert	Politique contractuelle de la Région	
Détection des projets : identifier les Maîtres d'ouvrage, leurs besoins et leurs intentions de passer à l'acte	Action territoriale partagée Région/AEV	Action territoriale partagée Région/AEV
Lancement des appels à projets (phase de dépôt des dossiers) et ouverture de la Plateforme des Aides Régionales (PAR)	Rédaction et publication d'un Web mail sur le site internet de la Région. Communication sur la procédure et le calendrier des appels à projets	Relai des appels à projets par la communication de l'AEV (site web, ...)
Accompagnement à la définition des projets en cohérence avec les objectifs du Plan vert : périmètres et contenus		Assuré par l'AEV conformément à ses missions
Instruction technique des dossiers après dépôt sur la PAR et calcul de la subvention		Assurés par l'AEV conformément à ses missions
Présentation des dossiers au comité de programmation		Réalisée par l'instructeur du dossier à l'AEV
Sélection des projets retenus pour proposition au Conseil régional	Vice-Président(e) en charge	
Instruction administrative et passage en Commission permanente	Acte juridique relevant de la Région	
Suivi administratif des dossiers et constatation du service fait	Réalisés par la Région	
Inauguration des projets	Organisée par le maître d'ouvrage avec la Région	Participation de l'AEV
Suivi et évaluation de la politique régionale Plan vert	Réalisés par la Région	Participation de l'AEV

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 24 OCT. 2017

Transmise au contrôle
de légalité, le : 24 OCT. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-112 du 24 octobre 2017

(report de la session du 19 octobre 2017)

Approbation de la convention type d'occupation précaire type, dite COP15, pour la mise à disposition de logement

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16,

VU la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale notamment son article 21,

VU le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L 2222-11, R. 2124-68, 2124-70 et R. 2222-18

VU le décret n° 2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de logement,

VU le rapport présenté par Madame la Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région Ile de France,

CONSIDERANT la nécessité de conclure une convention d'occupation précaire avec astreinte avec les agents concernés.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la convention type d'occupation précaire dite COP15 ci-annexée.

Article 2 : Le montant de la redevance mensuelle sera calculé sur la base de la valeur locative estimée par les services des Domaines.

Article 3 : Les recettes seront imputées sur le budget général de l'Agence

Nombre de votants..... :	6
Votes POUR ..... :	4+2
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE D'UN LOGEMENT (COP15)

Entre :

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège est sis 90-92 Avenue du Général Leclerc – 93500 PANTIN, agissant pour le compte de la Région Ile de France en vertu des articles L. 4413-2 et R. 4413-2 du Code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée par la délibération N° 17 - 112 du 24 octobre 2017 (report de la session du 19 octobre 2017),

Dénommée ci-après " L'Agence "

d'une part,

et

..... *(Nom prénom)*, occupant un emploi de .....*(fonction)*

Dénommé ci-après " Le Bénéficiaire " d'autre part,

PREAMBULE :

L'Agence des espaces verts gère, au sein du domaine régional de....., sur la commune de ..... *(département)* une propriété régionale inscrite dans la liste des propriétés pouvant être mises à disposition dans le cadre d'une convention d'occupation précaire COP15 (délibération n°..... du).
La présente a pour objet de convenir des modalités de mise à disposition.

Ceci exposé, est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet à titre précaire, de mettre à disposition du Bénéficiaire, la propriété régionale bâtie sise *(adresse) – (code postale) (commune*), et cadastrée section *(références cadastrales)* bâti n° *(numéro de bâti).*

Article 2 : Consistance de la propriété

Cette propriété comprend un logement, d'une surface de *(surface)*, *(description du bien objet de la convention)*

Article 3 : Durée de la convention

La présente convention prendra effet à compter du .....(date).

La présente convention étant établie à titre précaire, elle cessera de plein droit si les conditions qui l'on motivée viennent à changer notamment en cas d'aliénation de l'immeuble occupé, de changement d'usage, si l'intéressé ne jouit pas des locaux en bon locataire au regard des règles du Code Civil, et en tout état de cause à la date où *(nom du bénéficiaire)* cessera d'occuper son emploi au sein de l'Agence au titre duquel la présente est consentie.
Dans ce dernier cas, le Bénéficiaire devra libérer les lieux, sous peine de se voir appliquer les sanctions prévues par l'article R.102 du Code du domaine de l'Etat.

Le Bénéficiaire pourra à tout moment dénoncer la convention en respectant un préavis de 2 mois.

Article 4 : Redevance d'occupation

Cette convention est consentie moyennant le paiement d'une redevance mensuelle, payable d'avance le 1er de chaque mois.

Cette redevance est calculée sur la base d'un pourcentage unique représentant 85% de la valeur locative réelle de la surface occupée estimée par les services des Domaines soit .....€ x 0.85.

La redevance mensuelle ainsi fixée s'élève à .....€.

Cette redevance sera révisée chaque année au 1er janvier sur la base de l'indice de référence des loyers (IRL) publié par l'INSEE, avec référence à l'indice connu au moment de la signature de l'arrêté selon la formule ci-dessous :

$$R_{n+1} = \frac{R_i \times I_n}{I_i}$$

R_{n+1} : redevance actualisée de l'année n+1
R_i : redevance de base fixée à la signature du bail
I_n : indice de référence des loyers de l'année n au 1er janvier de l'année de révision
I_i : dernier indice connu à la signature de l'arrêté

En sus de la redevance, le Bénéficiaire est tenu de payer l'ensemble des réparations, charges et taxes qui incombent au locataire au regard des textes applicables et notamment sans que cette liste soit limitative : électricité, gaz, téléphone, eau, taxe sur les ordures ménagères, taxe d'habitation, taxe assainissement...

Article 4 : Caractère personnel de la convention

La présente convention est conclue intuitu personae c'est-à-dire qu'elle est exclusivement accordée au Bénéficiaire au regard des fonctions qu'il exerce au sein de l'Agence.

Toute sous-location, même à titre gratuit, ou prêt du terrain et des bâtiments sont interdits, sous peine de résiliation de plein droit de la présente convention.

Article 5 : Utilisation de la propriété

La propriété est louée pour un usage exclusif d'habitation pour le Bénéficiaire. Toute autre utilisation de la propriété mise à disposition est formellement interdite.

Article 6 : Etat des lieux

Un état des lieux d'entrée sera établi contradictoirement à la date de prise d'effet de la présente convention, entre le Bénéficiaire et le représentant de l'Agence. Il sera annexé à la présente convention.

De même, un état des lieux de sortie sera établi à la date de départ du Bénéficiaire qui s'engage à cette occasion à remettre les clés à l'Agence et à faire procéder à la fermeture de tous les compteurs ouverts en son nom et à résilier tous les contrats souscrits au titre de cette convention. Le logement devra être laissé en bon état, le cas échéant une liste des réparations à la charge du Bénéficiaire sera établie.

Article 7 : Obligations du bénéficiaire

La présente convention est consentie aux charges, clauses et conditions suivantes, et par référence au Code Civil pour toutes les relations non précisées à la présente, que le Bénéficiaire s'oblige à exécuter et accomplir :

- Le Bénéficiaire prendra les lieux dans l'état dans lesquels il les trouve au moment de son entrée, à ne pas les dégrader et devra les rendre en bon état d'entretien ;

- En dehors des travaux d'entretien courant, il ne pourra faire aucune transformation des lieux sans l'accord écrit et préalable de l'Agence. A l'expiration de la convention, toutes les transformations ou améliorations deviendront la propriété de l'Agence

- Il s'engage à faire connaître à l'Agence toute dégradation ou détérioration nécessitant des travaux de réparation incombant à cette dernière ;

- Il devra laisser exécuter dans les lieux tous travaux engagés par l'Agence ainsi que les laisser visiter chaque fois que cela sera nécessaire pour l'entretien, les réparations et la sécurité du logement, ainsi que deux heures par jour ouvrable en vue de la vente du logement ;

- Le Bénéficiaire devra faire assurer le logement auprès d'une compagnie d'assurance contre les risques lui incombant en tant que locataire et notamment sans que cette liste soit limitative contre l'incendie, l'explosion, les dégâts des eaux, le recours des voisins et des tiers etc...;

- Il devra justifier de la souscription d'une assurance lors de la remise des clefs puis chaque année durant l'occupation du logement ;

- Il ne pourra exercer aucun recours contre l'Agence en cas de vol, cambriolage ou troubles de jouissance survenus du fait des locataires environnants ou de toute personne et devra faire son affaire personnelle de toute assurance à ce sujet ;

-

Article 8 : Dépôt de garantie

Pour garantir l'exécution de ses obligations, le Bénéficiaire versera, à la remise des clés, la somme de .....€, représentant un mois de loyer en principal. En cas de révision du loyer, le dépôt de garantie ne sera pas modifié.

Ce dépôt ne sera pas constitutif d'intérêts, est indépendant des loyers et des charges, lesquels devront être régulièrement payés aux dates fixées jusqu'au départ effectif du locataire.

Il sera restitué au Bénéficiaire après :

- établissement contradictoire de l'état des lieux de sortie de la propriété,
- complet déménagement et remise des clés,
- déduction faite, le cas échéant, des sommes dûment justifiées restant dues à l'Agence.

En aucun cas le Bénéficiaire ne pourra imputer le loyer et les charges dont il est redevable sur le dépôt de garantie.

Article 11 : Litige

En cas de litige persistant n'ayant pu aboutir à l'amiable, celui-ci devra être porté devant la juridiction civile compétente à savoir le Tribunal administratif de Paris.

Article 12 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile :
- l'Agence en son siège, 90-952 Avenue du Général Leclerc 93500 Pantin,
- le Bénéficiaire en la propriété objet des présentes

Fait en trois exemplaires à Pantin, le .....

Le Bénéficiaire

Pour l'Agence des espaces verts de la Région Ile de France

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le 24 OCT. 2017

Transmise au contrôle de légalité, le 24 OCT. 2017

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17- 113 du 24 octobre 2017

(report de la session du 19 octobre 2017)

Approbation de la nouvelle convention d'occupation précaire type pour la mise à disposition d'un logement à l'ONF

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16,

VU la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale notamment son article 21,

VU le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L 2222-11, R. 2124-68, 2124-70 et R. 2222-18

VU le rapport présenté par Madame la Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région Ile de France,

CONSIDERANT la nécessité de conclure une convention d'occupation précaire pour la mise à disposition d'un logement en vue de garantir la surveillance des sites régionaux gérés par l'Agence des espaces verts,

DELIBERE

Article 1 : Approuve la convention type d'occupation précaire pour la mise à disposition d'un logement à l'ONF ci-annexée.

Article 2 : Le montant de la redevance annuelle sera fixé par l'Agence des espaces verts.

Article 3 : Les recettes seront imputées sur le budget général de l'Agence

Nombre de votants	6
Votes POUR	4+2
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE POUR LA MISE A DISPOSITION D'UN LOGEMENT A L'ONF

Entre :

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège est sis 90-92 Avenue du Général Leclerc – 93500 PANTIN, agissant pour le compte de la Région Ile de France en vertu des articles L. 4413-2 et R. 4413-2 du Code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée par la délibération N° 17 - 113 du 24 octobre 2017 (report de la session du 19 octobre 2017),

Dénommée ci-après " L'Agence "

d'une part,

et

L'Office National des Forêts (ONF), adresse, représenté par son Directeur, Monsieur Christian Dubreuil,

Dénommé ci-après " Le Bénéficiaire " d'autre part,

PREAMBULE :

L'Agence des espaces verts gère, au sein du domaine régional de....., sur la commune de ..... *(département)* une propriété régionale inscrite dans la liste des propriétés pouvant être mises à disposition dans le cadre d'une convention d'occupation précaire à l'ONF (délibération n°..... du).
La présente a pour objet de convenir des modalités de mise à disposition.

Ceci exposé, est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet à titre précaire, de mettre à disposition du Bénéficiaire, la propriété régionale bâtie sise *(adresse)* – *(code postale)* *(commune)*, et cadastrée section *(références cadastrales)* bâti n° *(numéro de bâti).*

Article 2 : Consistance de la propriété

Cette propriété comprend un logement, d'une surface de *(surface)*, *(description du bien objet de la convention)*

Article 3 : Durée de la convention

La présente convention prendra effet à compter du ....

La présente convention étant établie à titre précaire, elle cessera de plein droit si les conditions qui l'on motivée viennent à changer notamment en cas d'aliénation de l'immeuble occupé, de changement d'usage, si l'intéressé ne jouit pas des locaux en bon locataire au regard des règles du Code Civil.
Dans ce dernier cas, le Bénéficiaire devra libérer les lieux, sous peine de se voir appliquer les sanctions prévues par l'article R.102 du Code du domaine de l'Etat.

La date de départ du préavis de trois mois sera fixée par l'Agence.

Article 4 : Redevance d'occupation

Cette convention est consentie moyennant le paiement d'une redevance annuelle, payable à terme échu.

Cette redevance annuelle s'élève à .....€.

Cette redevance sera révisée chaque année au 1er janvier sur la base de l'indice de référence des loyers (IRL) publié par l'INSEE, avec référence à l'indice connu au moment de la signature de l'arrêté selon la formule ci-dessous :

$$R_{n+1} = \frac{R_i \times I_n}{I_i}$$

R_{n+1} : redevance actualisée de l'année n+1
R_i : redevance de base fixée à la signature du bail
I_n : indice de référence des loyers de l'année n au 1er janvier de l'année de révision
I_i : dernier indice connu à la signature de l'arrêté

En sus de la redevance, le Bénéficiaire est tenu de payer l'ensemble des réparations, charges et taxes qui incombent au locataire au regard des textes applicables et notamment sans que cette liste soit limitative : électricité, gaz, téléphone, eau, taxe sur les ordures ménagères, taxe d'habitation, taxe assainissement...

Article 4 : Utilisation de la propriété

La propriété est louée pour un usage exclusif d'habitation pour le Bénéficiaire. Toute autre utilisation de la propriété mise à disposition est formellement interdite.

Article 5 : Etat des lieux

Un état des lieux d'entrée sera établi contradictoirement à la date de prise d'effet de la présente convention, entre le Bénéficiaire et le représentant de l'Agence. Il sera annexé à la présente convention.

De même, un état des lieux de sortie sera établi à la date de départ du Bénéficiaire qui s'engage à cette occasion à remettre les clés à l'Agence et à faire procéder à la fermeture de tous les compteurs ouverts en son nom et à résilier tous les contrats souscrits au titre de cette convention. Le logement devra être laissé en bon état, le cas échéant une liste des réparations à la charge du Bénéficiaire sera établie.

Article 6 : Obligations du bénéficiaire

La présente convention est consentie aux charges, clauses et conditions suivantes, et par référence au Code Civil pour toutes les relations non précisées à la présente, que le Bénéficiaire s'oblige à exécuter et accomplir :

- Le Bénéficiaire prendra les lieux dans l'état dans lesquels il les trouve au moment de son entrée, à ne pas les dégrader et devra les rendre en bon état d'entretien ;

- En dehors des travaux d'entretien courant, il ne pourra faire aucune transformation des lieux sans l'accord écrit et préalable de l'Agence. A l'expiration de la convention, toutes les transformations ou améliorations deviendront la propriété de l'Agence

- Il s'engage à faire connaître à l'Agence toute dégradation ou détérioration nécessitant des travaux de réparation incombant à cette dernière ;

- Il devra laisser exécuter dans les lieux tous travaux engagés par l'Agence ainsi que les laisser visiter chaque fois que cela sera nécessaire pour l'entretien, les réparations et la sécurité du logement, ainsi que deux heures par jour ouvrable en vue de la vente du logement ;

- Le Bénéficiaire devra faire assurer le logement auprès d'une compagnie d'assurance contre les risques lui incombant en tant que locataire et notamment sans que cette liste soit limitative contre l'incendie, l'explosion, les dégâts des eaux, le recours des voisins et des tiers etc...;

- Il devra justifier de la souscription d'une assurance lors de la remise des clefs puis chaque année durant l'occupation du logement ;

- Il ne pourra exercer aucun recours contre l'Agence en cas de vol, cambriolage ou troubles de jouissance survenus du fait des locataires environnants ou de toute personne et devra faire son affaire personnelle de toute assurance à ce sujet ;

Article 7 : Résiliation – Dénonciation

7.1 – Résiliation

En cas de non-exécution par le Bénéficiaire de l'une des obligations décrites dans la présente convention, cette dernière pourra être résiliée de plein droit à tout moment, avec effet immédiat et aux torts exclusifs du bénéficiaire.
Le Bénéficiaire ne pourra prétendre à aucune indemnité de résiliation.

7.2 – Dénonciation

Le Bénéficiaire reconnait le caractère temporaire et précaire de la mise à disposition du bien objet de la présente.

Ainsi, la convention pourra être dénoncée par l'Agence, par simple lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Bénéficiaire, en respectant un délai de deux mois à compter de la notification de la dénonciation.

Le Bénéficiaire ne pourra prétendre à aucune indemnité suite à cette dénonciation.

Le Bénéficiaire pourra mettre fin à la présente convention, par simple lettre recommandée avec accusé réception, adressée à l'Agence en respectant un délai de deux mois.

Article 8 : Litige

En cas de litige persistant n'ayant pu aboutir à l'amiable, celui-ci devra être porté devant la juridiction civile compétente à savoir le Tribunal administratif de Paris.

Article 9 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile :

- l'Agence en son siège, 90-92 Avenue du Général Leclerc 93500 Pantin,
- le Bénéficiaire en la propriété objet des présentes

Fait en trois exemplaires à Pantin, le .....

Le Bénéficiaire	Pour l'Agence des espaces verts de la Région Ile de France

Agence des Espaces Verts

île de France

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 24 OCT. 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le : 24 OCT. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17- 114 du 24 octobre 2017

(report de la session du 19 octobre 2017)

Approbation de la liste des propriétés régionales à usage de logement pouvant être proposées dans le cadre d'une convention d'occupation précaire

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16,

VU la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale notamment son article 21,

VU le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L 2222-11, R. 2124-68, 2124-70 et R. 2222-18

VU la délibération n°13-055 ter du 28 mai 2013, relative à l'actualisation des logements,

VU le rapport présenté par Madame la Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région Ile de France,

CONSIDERANT qu'une présence dans les propriétés régionales contribue à la sécurité des sites régionaux gérés par l'Agence des espaces verts et présente un intérêt certain pour l'exercice des missions de cette dernière, chargée de gérer les propriétés régionales,

DELIBERE

Article 1 : Approuve la liste des propriétés régionale ci-annexée susceptibles d'être octroyées dans le cadre d'une convention d'occupation précaire ;

Article 2 : Rapporte la délibération n°13-055 ter du 28 mai 2013 relative à l'actualisation des logements dans le cadre de la convention précaire

Nombre de votants..... :	6
Votes POUR ..... :	4+2
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

Liste des logements susceptibles d'être proposées dans le cadre d'une convention d'occupation précaire

DEPT	PRIF	NOM MAISON	Numéro de bâti	ADRESSE	Surface en m²	Nombre de pièces
77	Ferrières	MF de la Bretèche	117	26 rue du chemin vert - 77135 PONTCARRE	100	
77	Ferrières	MF des Renardières	114	Chemin de la Brosse 77164 Ferrières en Brie	100	5
77	Ferrières	Pavillon de la Planchette	342	Lieudit 'Route de la Planchette 77220 Favières	95	4
77	Ferrières	Pavillon de la Tuilerie N° 4	121	5 Hameau de la Tuilerie 77135 Pontcarré	120	5
77	Ferrières	Pavillon d'Hermières	127	RD 10 - 77220 Favières	80	3
77	Ferrières	Pavillon de la tuilerie n°2	119	Pavillon de la Tuilerie n°2	70	3
77	Ferrières	MF de la Tuilerie	128	MF de la Tuilerie RD 471 77135 Pontcarré	90	5
77	Montgé	Domaine de St-Thibault	140	Domaine de St-Thibault 77230 Montgé-en-Goële	92	5
77	Montgé	MF des Tillières	139	MF des Tillères -32 rue du Vieux Château 77230 Montgé-en-Goële	110	5
77	Rougeau	MF du Réveil Matin	132	77176 Savigny-le-Temple	145	5
78	Rosny	Ferme de Chatillon 1	40	Domaine de Chatillon 78710 Rosny-sur-Seine	125	5
78	Rosny	Ferme de Chatillon 2	513	Domaine de Chatillon 78710 Rosny-sur-Seine	125	6
93	BONDY	MF de Coubron 1	86	2 rue Jean Jaurès 93470 Coubron	91	4
93	BONDY	MF de Coubron 2	87	2 rue Jean Jaurès 93470 Coubron	91	4

93	BONDY	MF de Bondy	83	35 av. Vve Lindet Girard 93390 Clichy S/Bois	100	5
93	BONDY	MF de l'Hermitage 1	43	153 bld Hardy 93470 Coubron	95	4
93	BONDY	MF de l'Hermitage 2	44	155 BLD Hardy 93470 Coubron	95	4
93	BONDY	M.Forestiers Juniors	84	37 av. Vve Lidet Girard 93390 Clichy S/Bois	58	3
94	Grosbois	MF du Chevreuil	108	MF du Chevreuil - 154 rue des Marolles Parc de Grosbois 94470 BOISSY ST-LEGER	100	4
94	Grosbois	MF des Bruyères	109	154 rue de Marolles Parc de Grosbois 94470 BOISSY ST-LEGER	105	4
95	Boissy	maison Bétrancourt	226	51 rue de la Descente de Boissy 95150 Taverny	155	5
95	Butte Pinson	maison Carpentier	273	8 rue Suzanne Valadon 95360 Montmagny	105	5
95	Buttes du Parisis	Maison Vauchot	686	5 chemin d'Argenteuil - 95130 Franconville	120	4
95	Buttes du Parisis	Maison Veillerot B	169	3 chemin de la Borne Marbre 95240 Cormeilles en P.	85	4

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le 24 OCT. 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le : 24 OCT. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17- 115 du 24 octobre 2017

(report de la session du 19 octobre 2017)

Approbation d'une convention de mise à disposition d'une propriété régionale pour l'implantation d'un poste de distribution d'électricité et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention (Plaine de la Haye)

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L. 2211-1 et L. 2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine privé des personnes publiques ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la signature d'une convention de mise à disposition d'une propriété régionale pour l'implantation d'un poste transformateur avec la société ENEDIS, ci-annexée ;

Article 2 : Autorise la Présidente à signer ladite convention.

Article 3 : Autorise la Présidente à signer l'acte authentique relatif à cette convention.

Nombre de votants..... :	6
Votes POUR..... :	4+2
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

Annexe N°1 à la délibération N°17 – 115 du 24 octobre 2017 (report de la session du 19 octobre 2017)

N° de Conces -sion	PRIF	Bénéficiaire	Objet auquel se rapporte la recette	Parcelles et lieu	Surface ou linéaire	Calcul de la redevance	Montant de la redevance	Ligne budgétaire	Début de l'autorisation	Fin de l'autorisation
7	PLAINE DE LA HAYE	ENEDIS	Convention de mise à disposition Poste transfo	Les Mureaux AB 97	0ha 00ca 20a		Gratuit		Date de signature	Durée de vie de l'ouvrage

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
POUR L'IMPLANTATION D'UN POSTE DE DISTRIBUTION PUBLIQUE
CONSTITUTIVE DE DROITS REELS

Poste : **DUBLIN** Commune : **LES MUREAUX** Code INSEE : **78440**

Entre les soussignés :

Enedis L'ELECTRICITE EN RESEAU, société anonyme à conseil de surveillance et directoire au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social Tour Enedis, 34 place des corolles, 92 079 Paris La Défense Cedex,

Représentée par Monsieur Pierre PITOU, agissant en qualité de Chef d'agence, élisant domicile « Le Stephenson » 1-3 rue Stephenson 78180 Montigny Le Bretonneux, dûment habilité à cet effet,

Désignée ci-après par l'appellation « Enedis »

d'une part ;

Et

1. **Agence des Espaces Verts de la Région Ile de France**
   Adresse : 90 / 92 avenue du Général Leclerc 93500 PANTIN
   Représentée par : Madame Anne CABRIT, en qualité de Présidente, dûment habilitée à cet effet agissant en tant que propriétaire des bâtiments et terrains sis :
   Chemin de la Haye / rue de la Haye 78130 LES MUREAUX

   Références Cadastrales : Section : AB Numéro : 97

   (le « ***Propriétaire*** »)

d'autre part ;

Enedis et le Propriétaire étant désignés, individuellement, la « ***Partie*** » et, ensemble, les « ***Parties*** » ;

1/5

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE :

(A) Qu'en tant que gestionnaire du réseau de distribution d'électricité, Enedis est légalement investie de la mission de service public de distribution d'électricité (articles L 121-4 et L 322-8 et suivants du code de l'énergie), qu'elle exerce au travers de contrats de concessions conclus avec les autorités locales compétentes en la matière (articles L. 322-1 et suivants du code de l'énergie ; article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales) ;

(B) Que pour mener à bien sa mission, elle développe, construit, entretient et exploite des ouvrages, parmi lesquels figurent des postes de distribution d'électricité ;

(C) Qu'à cette fin, elle est amenée à solliciter, dans les conditions fixées par les articles 7 et 9B du cahier des charges de concession applicable (la « ***Concession*** »), la mise à disposition de parcelles ou de locaux adéquats auprès de leurs propriétaires ;

Que, pour les besoins de sa mission de service public, elle a sollicité le Propriétaire qu'il mette à sa disposition le terrain sis : **Chemin de la Haye / rue de la Haye 78130 LES MUREAUX** – Cadastre Section : **AB** Numéro : **97** - Surface du Poste : **20 m²** - d'une superficie totale du terrain d'environ : **1880 m²** (le « ***terrain***»), ce que le Propriétaire a accepté ;

C'est dans ces conditions que les Parties ont négocié et conclu la présente convention (la « ***Convention*** »).

CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – MISE A DISPOSITION CONSTITUTIVE DE DROITS REELS

Le Propriétaire, qui déclare et garantit à Enedis être régulièrement propriétaire du Terrain nécessaire à l'implantation d'un poste de transformation, concède à Enedis, pour lui-même et pour ses ayants-droit, dans le cadre de la distribution publique d'électricité et dans les conditions fixées par la Convention, les droits suivants :

1.1 - Occupation

Le Propriétaire consent à Enedis le droit d'occuper le Terrain sur lequel est installé un poste de transformation « ***DUBLIN – 78440P0063*** » et tous ses accessoires alimentant le réseau de distribution publique d'électricité, notamment les canalisations (le Poste et ses accessoires étant ensemble désignés les « ***Ouvrages*** »). L'entretien du poste est sous la responsabilité d'Enedis, les abords sont sous la responsabilité du propriétaire qui en assume l'entretien.

Il est annexé à la Convention un plan délimitant l'emplacement réservé à Enedis.

Il est rappelé que les Ouvrages font partie de la Concession, qu'à ce titre, ils seront entretenus et renouvelés par Enedis et qu'ils pourront également être utilisés pour la desserte d'autres usagers que le Propriétaire, ce que ce dernier reconnaît et accepte.

Le Propriétaire consent à Enedis, au titre de cette occupation, un droit réel de jouissance spéciale sur l'emprise du Terrain, en vue de l'exercice par Enedis de ses missions de service public et de gestionnaire de réseau de distribution.

1.2 – Droit de passage et d'utilisation

1.2.1. Le Propriétaire consent à Enedis le droit de faire passer, en amont comme en aval du Poste dont l'assiette est déterminée à l'article 1.1, toutes les canalisations électriques moyenne ou basse tension (y compris, éventuellement, les supports et ancrages de réseaux aériens) nécessaires pour assurer l'alimentation du Poste, ce droit correspondant aux prérogatives visées par les articles L. 433-6 et suivants du code de l'énergie.

1.2.2. Le Propriétaire reconnait à Enedis le droit d'utiliser les Ouvrages et de réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc.).

Pour assurer l'exploitation des Ouvrages, Enedis bénéficiera de tous les droits qui lui sont conférés par les lois et règlements, notamment celui de procéder aux élagages ou abattages de branches ou d'arbres pouvant compromettre le fonctionnement des Ouvrages et/ou porter atteinte à la sécurité des biens et des personnes.

1.3 – Droit d'accès

Le Propriétaire s'engage à laisser accéder en permanence, de jour comme de nuit, à l'emplacement réservé à Enedis les agents d'Enedis ou tous entrepreneurs accrédités par elle, ainsi que les engins et matériels nécessaires, en vue de l'installation, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des Ouvrages et de les laisser disposer en permanence des dégagements permettant le passage et la manutention du matériel.

Le Propriétaire sera averti de ces interventions **15** jours à l'avance, sauf situation d'urgence ne permettant pas le respect de ce préavis.

Le Propriétaire garantit à Enedis ce libre accès et prend notamment toute mesure afin que le chemin d'accès rester en permanence libre et non encombré.

Le plan, ci-annexé et approuvé par les Parties, situe le Terrain, le Poste (si ce dernier n'est pas situé dans un local), les canalisations et les chemins d'accès.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE

Pour assurer la continuité de l'exploitation, le Propriétaire s'interdit de faire, sur et sous le tracé des canalisations électriques, aucune plantation, aucune culture, et plus généralement aucun travail et aucune construction qui soit préjudiciable à l'établissement, à l'entretien, à l'exploitation et à la solidité des Ouvrages.

Le Propriétaire s'interdit notamment de porter atteinte à la sécurité des Ouvrages et d'entreposer des matières inflammables contre le Poste ou d'en gêner l'accès.

ARTICLE 3 –MODIFICATION DES OUVRAGES

Le Propriétaire conserve sur sa propriété tous les droits compatibles avec l'exercice de la mise à disposition ainsi constituée par la Convention.

Tous les frais entraînés par une modification ou un déplacement des Ouvrages seront à la charge de la Partie à l'origine de la modification ou du déplacement.

ARTICLE 4 – REVENTE ULTERIEURE OU LOCATION

Le Propriétaire reconnait que le droit de jouissance spécial accordé à Enedis au titre de la Convention constitue un droit d'usage opposable aux propriétaires successifs du Terrain.

Par conséquent, en cas de vente ou de location des biens sur lesquels est situé le Terrain, le Propriétaire devra :

- avertir Enedis par lettre recommandée avec accusé de réception trois (3) semaines au moins avant la signature, selon le cas, de la promesse de vente ou de l'acte de vente, ou de la promesse de bail ou du bail
- notifier au futur acquéreur une copie de la Convention ; et veiller à et se porter fort que le futur acquéreur soit subrogé dans les droits et obligations du Propriétaire tels que définis dans la Convention.

ARTICLE 5 – CESSION DES DROITS ET OBLIGATIONS D'UNE PARTIE

5.1 - Cession des droits et obligations d'Enedis

Le Propriétaire reconnait et accepte dès à présent que, comme il est stipulé à l'article 7 de la Concession (joint en annexe), l'autorité organisatrice de la distribution d'électricité, en sa qualité de concédant, sera subrogée dans les droits et obligations d'Enedis au terme (normal ou anticipé) de la Concession. Cette subrogation interviendra de plein droit à la date à laquelle la Concession prendra fin, sans indemnité due au Propriétaire.

Toutefois, par dérogation à ce qui précède, l'exécution de la Convention se poursuivra *mutatis mutandis* en cas de nouvellement de la Concession au bénéfice d'Enedis.

5.2 - Cession des droits et obligations du Propriétaire

En cas de vente ultérieure des biens sur lesquels sont situés le Terrain, le nouveau propriétaire sera subrogé dans les droits et obligations du Propriétaire selon les modalités prévues à l'article 4.

ARTICLE 6 – DOMMAGES

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, ou qui seraient causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les Parties ne s'entendraient pas sur le montant de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 7 – DUREE DE LA CONVENTION

La Convention prend effet à compter de sa signature par les Elle est conclue pour la durée d'affectation au service public de la distribution de l'électricité des Ouvrages, et de tous ceux qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des Ouvrages existants.

ARTICLE 8 – INDEMNITE

La convention est conclue à titre gratuit

ARTICLE 9 – DROIT APPLICABLE ET LITIGES

La Convention est soumise au droit français.

En cas de litige entre les Parties portant l'interprétation ou l'exécution de la Convention, et sans préjudice des stipulations de l'article 6, les Parties s'efforceront de rechercher un règlement amiable à leur litige dans le mois suivant la saisine, d'une Partie par l'autre, dudit litige.

A défaut d'accord entre les Parties, le litige sera soumis au tribunal compétent du lieu de situation du Local par la Partie la plus diligente.

ARTICLE 10 – FORMALITES

La Convention sera réitérée par acte authentique pour être enregistrée puis publiée au service de la publicité foncière dans le délai de **30** jours suivant sa signature par les Parties.

Les frais d'enregistrement et de publication seront à la charge d'Enedis.

Le propriétaire qui ne souhaite pas se rendre en personne chez un notaire, comme précisé ci-dessus, donne dès à présent, pouvoir à un mandataire de signer et/ou ratifier ledit acte authentique en signant, ce jour, le pouvoir figurant en annexe à la présente.

Article 11 – CORRESPONDANCE

Tous les courriers échangés entre les Parties seront envoyés à l'adresse suivante :

- pour le Propriétaire : à l'adresse figurant en entête de la Convention
- pour Enedis :
  DR IDF Ouest
  Service Patrimoine et Infrastructure
  1-3 rue Stephenson
  78052 Saint Quentin en Yvelines Cedex

Fait en Quatre (4) Exemplaires,

A....., le .....

LE PROPRIETAIRE

A ....., le .....

Enedis
L'ELECTRICITE EN RESEAU

5/5

Département :
YVELINES

Commune :
MUREAUX (LES)

Section : AB
Feuille : 000 AB 01

Échelle d'origine : 1/2000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 29/09/2016
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2016 Ministère des Finances et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

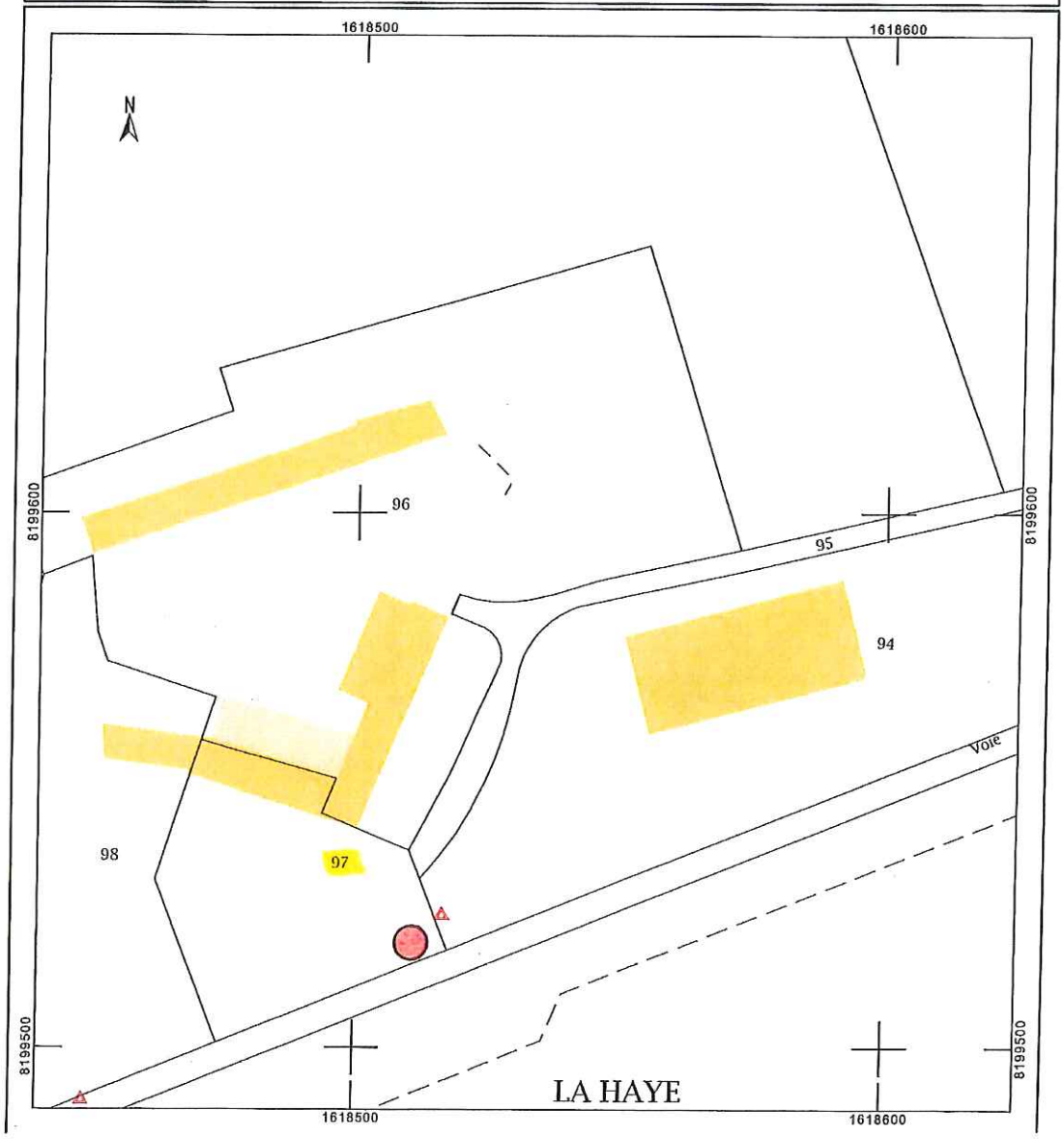
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Emplacement poste

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
VERSAILLES- Accueil - Délivrance des documents
ouvert du lundi au vendredi de 8h30/12h et 13h30/16h00 sauf le mercredi de 8h30/12h 78015
78015 VERSAILLES CEDEX
tél. 01 30 97 44 52 -fax 01 30 97 45 76
cdif.versailles@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Nord
Pylône
Pylône
Rue de La Haye
Vers Pont Sourdis - "LES MUREAUX"
Tranchée
Fouille
Echelle 1/200
0
2m
20m

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le 24 OCT. 2017

Transmise au contrôle de légalité, le : 24 OCT. 2017

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17- 116 du 24 octobre 2017

(report de la session du 19 octobre 2017)

Approbation d'un avenant à un bail rural à long terme avec un agriculteur et habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant (Plaine de Montesson)

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L. 2211-1 et L. 2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine privé des personnes publiques ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la conclusion d'un avenant à un bail rural à long terme avec un agriculteur, récapitulé dans le tableau ci-annexé.

Article 2 : Habilite la Présidente à signer cet avenant.

Article 3 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	6
Votes POUR	4+2
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Annexe N°1 à la délibération N°17 –116 du 24 octobre 2017 (report de la session du 19 octobre 2017)

N° de Conces -sion	PRIF	Bénéficiaire	Objet auquel se rapporte la recette	Parcelles et lieu	Surface ou linéaire	Calcul de la redevance	Montant de la redevance	Ligne budgétaire	Début de l'autorisation	Fin de l'autorisation
17	PLAINE DE MONTESSON	Un agriculteur	Avenant au bail rural	CARRIERES SUR SEINE AX n°180 – 182 – 195 – 197 – 199 – 200 – 202 BL n°49 – 51 – 103	2ha 15ca 64a	Selon arrêté préfectoral	232,42 € / an	937 76 757 (code service 10)	Date de signature	Durée de 9 ans

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le 24 OCT. 2017

Transmise au contrôle de légalité, le : 24 OCT. 2017

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-117 du 24 octobre 2017

(report de la session du 19 octobre 2017)

Approbation d'un bail rural à long terme avec un agriculteur et habilitation donnée à la Présidente pour signer ce bail (Plaine de Montesson)

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L. 2211-1 et L. 2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine privé des personnes publiques ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la conclusion du bail rural à long terme avec un agriculteur, récapitulé dans le tableau ci-annexé.

Article 2 : Habilite la Présidente à signer le bail.

Article 3 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	6
Votes POUR	4+2
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Annexe N°1 à la délibération N°17 – 117 du 24 octobre 2017 (report session du 19 octobre 2017)

N° de Conces -sion	PRIF	Bénéficiaire	Objet auquel se rapporte la recette	Parcelles et lieu	Surface ou linéaire	Calcul de la redevance	Montant de la redevance	Ligne budgétaire	Début de l'autorisation	Fin de l'autorisation
49	PLAINE DE MONTESSON	Un agriculteur	Bail rural	CARRIERES SUR SEINE AX n°212 – 213 – 218 – 222 – 226 – 228 – 235 – 237 – 238	1ha 60ca 16a	Selon arrêté préfectoral	203,58 € / an	937 76 757 (code service 10)	Date de signature	Durée de 9 ans

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 24 OCT. 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le : 24 OCT. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17- 118 du 24 octobre 2017

(report de la session du 19 octobre 2017)

Approbation d'un avenant à un bail rural à long terme avec un agriculteur et habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant (Haute Vallée de Chevreuse)

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L. 2211-1 et L. 2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine privé des personnes publiques ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la conclusion d'un avenant à un bail rural à long terme avec un agriculteur, récapitulé dans le tableau ci-annexé.

Article 2 : Habilite la Présidente à signer cet avenant.

Article 3 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	6
Votes POUR	4+2
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Annexe N°1 à la délibération N°17 – 118 du 24 octobre 2017 (report de la session du 19 octobre 2017)

N° de Conces -sion	PRIF	Bénéficiaire	Objet auquel se rapporte la recette	Parcelles et lieu	Surface ou linéaire	Calcul de la redevance	Montant de la redevance	Ligne budgétaire	Début de l'autorisation	Fin de l'autorisation
9	HAUTE VALLEE DE CHEVREUSE	Un agriculteur	Avenant au bail rural	MAGNY LES HAMEAUX A n°155 – 156 – 157 – 158 – 159 – 161 – 186	51ha 82ca 56a	Selon arrêté préfectoral	6 401,36 € / an	937 76 757 (code service 10)	11 novembre 2002	Durée de 18 ans

Agence des Espaces Verts

île de France

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 24 OCT. 2017

Transmise au contrôle
de légalité, le : 24 OCT. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17- 119 du 24 octobre 2017

(report de la session du 19 octobre 2017)

Approbation de la convention de partenariat de mise à disposition réciproque de bases de données d'information géographique avec le Département de Seine-et-Marne et habilitation donnée à la Présidente de la signer

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le rapport présenté par Madame Anne CABRIT, Présidente du Conseil d'Administration de l'Agence des Espaces Verts de la Région d'Ile-de-France ;

CONSIDERANT la volonté de l'Agence des espaces verts d'organiser des échanges de données localisées avec le Département de Seine-et-Marne.

DELIBERE

Article 1 Autorise la conclusion de la convention de partenariat d'échanges de données localisées avec le Département de Seine-et-Marne.

Article 2 La convention est conclue à titre gratuit.

Article 3 Habilite la Présidente à signer la convention ci-annexée à la présente.

Nombre de votants	6
Votes POUR	4+2
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Convention de partenariat pour la mise à disposition réciproque de bases de données d'information géographique

Entre :

Le Département de Seine-et-Marne, représenté par le Président du Conseil départemental, agissant au nom et pour le compte du Département, en vertu d'une délibération de la Commission Permanente, en date du 6 novembre 2017, élisant domicile à l'Hôtel du Département, 77010 Melun cedex.

Ci-après dénommé le Département,

Et,

L'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France en vertu des articles L. 4413-2 et R. 4413-1 du code général des collectivités territoriales dont le siège est situé Cité régionale de l'environnement, 90-92 avenue du Général Leclerc,93500 PANTIN, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée par la délibération n° 17-119 du 24 octobre 2017 (report de la session du 19 octobre 2017),

Ci-après désignée « AEV».

SOMMAIRE

Préambule 3

Définitions préalables 3

Article 1 : objet de la convention 4

Article 2 : bases de données mises à disposition dans le cadre de la convention 4

Article 3 : droit de propriété sur les bases de données 4

Article 4 : droits d'utilisation des bases de données 4

Article 5 : communication des bases de données à un prestataire 5

Article 6 : garanties d'utilisation 5

Article 7 : responsabilité 5

Article 8 : modalités de mise à jour ultérieure des bases de données mises à disposition 6

Article 9 : modalités de livraison 6

Article 10 : dispositions financières 6

Article 11 : Assurance – Responsabilité 6

Article 12 : Modifications de la convention 6

Article 13 : Durée et entrée en vigueur de la convention 7

Article 14 : Résiliation 7

Article 15 : Règlement des litiges 7

Annexe 1 : catalogue des bases de données mise à disposition dans le cadre de la convention 8

Annexe 2 : modèle d'acte d'engagement pour l'utilisation des données par un prestataire 10

Préambule

L'AEV intervient sur l'ensemble du territoire régional. Elle a pour missions principales l'accroissement des espaces naturels ouverts au public, la veille foncière pour le maintien des espaces agricoles périurbains ainsi que la mise en valeur du patrimoine et la préservation de la biodiversité. Ses zones d'action sont délimitées précisément : ce sont les Périmètres Régionaux d'Intervention Foncière (ou PRIF) créés par la Région Ile-de-France.

Afin de disposer d'outils informatiques adaptés à l'ampleur et à la diversité du patrimoine dont elle a la gestion, un système d'information géographique (SIG) a été mis en œuvre à partir de 2005. La base de données géographique de l'AEV est constituée de données localisées au sein des PRIF portant sur des thématiques environnementales, d'aménagement et de gestion. Les données géographiques ainsi produites constituent une base de données consolidée à l'échelle régionale.

Le Département a mis en place, dans le cadre de ses missions départementales, un système d'information géographique départemental utilisé par plusieurs de ses directions comme par exemple : Direction de l'Aménagement et du Développement du Territoire ; Direction de l'Eau et de l'Environnement ; Direction Principale des Routes.

Le Département et L'AEV sont en relation régulière depuis plusieurs années pour échanger des données, partager les expériences et mutualiser les coûts de recueil ou de mise à jour des données géo-référencées correspondant à leurs domaines d'intérêt.

La présente convention a pour objet de proposer une liste mise à jour des couches thématiques pouvant donner lieu à des échanges périodiques entre les deux partenaires.

Définitions préalables

Dans la présente convention, l'expression **"base de données"** est définie de la façon suivante : base de données numériques d'information géographique, vectorisées sous forme d'objets (surfaces, lignes, points), individuellement accessibles ou rastérisées sous formes d'images géoréférencées et structurées sous une forme adaptée à leur traitement par un système d'information géographique. Les bases de données comportent des données attributaires comprenant des éléments d'identification et des données associées, de qualification et de quantification.

« L'utilisateur » s'entend comme le cocontractant qui utilise les bases de données de l'autre partie à la convention.

Est dénommé « fournisseur », le cocontractant qui met à disposition de l'autre partie les bases de données dont il est propriétaire.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'organiser la mise à disposition réciproque de bases de données numériques entre le Département et l'AEV pour pouvoir intégrer ces données dans leurs SIG respectifs.

En outre, la présente convention définit le cadre dans lequel s'effectuent ces mises à disposition de bases de données, en précisant en particulier les modalités de fourniture, les droits d'utilisation, les garanties et responsabilités et en proposant une liste des couches thématiques susceptibles de donner lieu à des échanges périodiques entre les signataires.

Article 2 : Bases de données mises à disposition dans le cadre de la convention

Les bases de données mises à disposition comportent non seulement les bases de données elles-mêmes mais aussi la documentation associée.

Les bases de données mises à disposition font l'objet d'un catalogue (annexe 1 de la présente convention) qui sera mis à jour de façon régulière.

Pendant la durée de la convention, des bases de données pourront être ajoutées au catalogue ou en être retirées sur l'initiative de leur propriétaire (cf. article 8), ces ajouts et ces retraits feront l'objet d'un échange préalable entre les parties à la convention.

Lorsqu'une base de données est retirée du catalogue à l'initiative de son propriétaire, ceci entraîne la fin du droit d'utilisation de cette base de données, sauf accord express et écrit du fournisseur autorisant l'utilisateur à utiliser les données dans l'état de leur dernière livraison.

A défaut de cet accord, l'utilisateur a l'obligation de détruire, sur tout support, la base de données concernée et toutes les reproductions qu'il en a faites au sens de l'article 4.1 de la présente convention. Toutefois, les représentations qu'il a effectuées avant la date de retrait du catalogue restent acquises à son profit dans les conditions définies aux articles 4.2 et 4.3 de la présente convention. L'obligation de destruction ne vise que les bases de données.

Si le propriétaire d'une base de données décide de ne plus assurer sa mise à jour, il peut cependant la maintenir dans le catalogue, en précisant qu'il n'assure plus la mise à jour de la base.

Article 3 : Droit de propriété sur les bases de données

Les bases de données ne font pas l'objet d'une cession mais d'un droit d'utilisation consenti à titre gratuit non cessible et non exclusif entre le fournisseur et l'utilisateur, pendant toute la durée de la convention et pour les besoins de l'utilisateur dans le cadre de ses missions.

Le fournisseur reste propriétaire des bases de données qu'il met à disposition de l'utilisateur et jouit du droit d'auteur qui s'y rattache au sens de l'article L.112-3 du Code de la Propriété Intellectuelle.

Par ailleurs, il bénéficie, conformément à l'article L.341-1 du même code, d'une protection du contenu de la base de données en tant que producteur de celle-ci.

Article 4 : Droits d'utilisation des bases de données

L'utilisateur s'interdit toute divulgation, communication, mise à disposition à des tiers des bases de données qui lui ont été fournies, ni sous leur forme originale, ni sous forme de copies, de dérivées ou de composites, sauf dans le cas prévu à l'article 5.

Il prend toutes mesures (cryptage, mot de passe, etc.) pour les protéger contre le piratage.

4.1 Droits de reproduction des bases de données pour les besoins propres et internes de l'utilisateur

L'utilisateur jouit du droit de :

- faire des copies des bases de données fournies pour son usage personnel,
- fabriquer des bases de données numériques dérivées par toute méthode de sélection ou de traitement des bases de données fournies,
- fabriquer des bases de données numériques composites, en croisant les bases de données fournies avec ses propres informations.

L'utilisateur devient alors propriétaire de ces créations au sens de l'article L.112-3 du Code de la Propriété Intellectuelle.

Les droits précédemment cités sont consentis pour la durée de la mise à disposition des bases de données fixée dans le cadre de la présente convention.

4.2 Droit de représentation sur papier des bases de données pour les besoins propres et pour les publications de l'utilisateur

L'utilisateur est autorisé à :

- faire une représentation des bases de données sur support papier, sous la forme d'études, de tableaux, de graphiques, de cartes, d'images de cartes.

L'utilisateur s'engage à apposer sur toutes ces représentations la mention de la source des bases de données dans les termes indiqués dans leur documentation. Il s'engage également à y apposer les avertissements éventuels relatifs aux bases de données tels qu'ils figurent dans la documentation.

4.3 Droit de représentation électronique pour les besoins propres et pour les publications de l'utilisateur

L'utilisateur jouit du droit de représentation des bases de données sur son site Intranet ou sur l'Internet ou sur cédérom, sous la forme d'études, de tableaux, de graphiques, de cartes, d'images.

L'utilisateur s'engage à ce que les bases de données, ni sous leur forme originale, ni sous forme de copies, de dérivées ou composites, ne soient librement accessibles à des tiers, notamment sur l'Internet, dans ces représentations électroniques. Il mettra en oeuvre tout moyen (cryptage, mot de passe, etc.) pour les protéger contre le piratage.

L'utilisateur s'engage à maintenir visible, sur toutes ces représentations électroniques, la mention de source des bases de données dans les termes indiqués dans leur documentation. Il s'engage également à y maintenir visibles les avertissements éventuels relatifs aux bases de données tels qu'ils figurent dans la documentation.

Article 5 : Communication des bases de données à un prestataire

Par exception aux dispositions de l'article 4 de la présente convention, l'utilisateur est autorisé à remettre temporairement les bases de données à un prestataire mandaté par lui pour l'exécution, pour son compte, d'une prestation technique dont l'objet doit être strictement défini et entré dans le cadre du droit d'utilisation consenti dans le cadre de la présente convention. Dans ce cas, l'utilisateur signera avec son prestataire une lettre d'engagement définissant les conditions d'utilisation de la base de données appartenant au fournisseur, et dont le modèle est fixé en annexe 2 à la présente convention.

Cette exception ne concerne pas la donnée géographique représentant les projets de Périmètres Régionaux d'Intervention Foncière. Cette donnée ne pourra en aucun cas être transmise à un prestataire.

Article 6 : Garanties d'utilisation

L'appréciation de la compatibilité des bases de données avec les moyens logiques et matériels de l'utilisateur relève exclusivement de ce dernier.

Le fournisseur s'oblige à fournir avec les bases de données qu'il met à disposition de l'utilisateur une documentation technique assez complète pour que ce dernier puisse travailler dans de bonnes conditions. L'objet de la documentation est de décrire de façon la plus exhaustive, la plus juste et la plus neutre possible les bases de données fournies, de sorte qu'elles puissent être utilisées de façon pertinente et sans risques, tant pour le fournisseur des bases de données que pour l'utilisateur de celles-ci. Cette description a pour but de qualifier les bases de données.

Le fournisseur pourra le cas échéant apporter son conseil à l'utilisateur à titre gratuit.

L'utilisateur est censé connaître la documentation des bases de données avant de s'en servir. Il doit faire connaître les limites éventuelles de validité des bases de données mises en oeuvre aux utilisateurs finaux et aux bénéficiaires des représentations définies aux articles 4.2 et 4.3 de la présente convention.

Article 7 : Responsabilité

L'utilisateur reconnaît avoir eu communication, par le fournisseur, des spécifications techniques des bases de données, de leur date de référence et de toute information utile à leurs utilisations et renonce, en conséquence, à tout recours contre le fournisseur fondé sur un défaut de convenance des spécifications des bases de données aux utilisations qu'il envisage.

L'engagement du fournisseur se limite à mettre à disposition des bases de données conformes aux spécifications techniques annoncées dans leur documentation.

Mais il appartient à l'utilisateur de prendre toute mesure pour limiter les conséquences des erreurs ou omissions éventuelles qui pourraient être mises en évidence à l'occasion de l'utilisation des bases de données qu'il a reçues.

La responsabilité du fournisseur ne pourra en aucun cas être engagée dans l'utilisation qui sera faite des bases de données qu'il a fournies.

Chaque fournisseur déclare qu'il dispose des droits nécessaires pour mettre à disposition de l'utilisateur les bases de données dans les conditions prévues par la présente convention.

Il s'engage à intervenir et à assurer la défense commune avec l'utilisateur dans toute contrefaçon des bases de données et dans toute atteinte aux droits d'auteur ou violation du droit de propriété intellectuelle attachés aux bases de données qu'il lui a fournies.

Article 8 : Modalités de mise à jour ultérieure des bases de données mises à disposition

Le Département et l'AEV s'informeront mutuellement et régulièrement de l'évolution de leurs bases de données.

La décision de mettre à jour les bases de données appartient au fournisseur.

Le fournisseur informera l'autre partie des évolutions et mises à jour de bases de données inscrites au catalogue et les mettra à sa disposition dès validation.

Enfin, le Département et l'AEV s'informeront mutuellement des difficultés éventuelles qu'ils pourront rencontrer dans l'utilisation des bases de données fournies, ainsi que des erreurs ou omissions qu'ils pourront relever, afin de permettre la prise en compte de ces éléments lors de la mise à jour des bases de données concernées et de contribuer aussi à l'amélioration des outils communs.

Une réunion annuelle, à chaque date anniversaire de la signature de la présente convention, permettra de balayer les champs de coopération et d'échanges réciproques des données, et de lister les contenus et les dates prévisibles de ces échanges.

L'inscription dans le catalogue de la convention de nouvelles bases de données ou la suppression de bases de données déjà inscrites (Cf. article 2) sera officialisée par courrier ou dans les comptes-rendus de ces réunions annuelles.

Article 9 : Modalités de livraison

Les bases de données échangées entre le fournisseur et l'utilisateur seront livrées dans le système de coordonnées Lambert 93 dès que possible, sur un support cédérom, via une plateforme de téléchargement ou par messagerie électronique.

Le format de livraison est précisé au catalogue en annexe 1 de la présente convention.

Les fiches de documentation associées seront livrées sous forme numérique.

Article 10 : Dispositions financières

La mise à disposition des bases de données dans le cadre de la présente convention ne donne pas lieu à une contrepartie financière. Les droits concédés par l'AEV au Département et réciproquement, aux termes de la présente convention, le sont à titre gratuit.

Les frais de mise à disposition (extraction des bases de données, gravure de CD, expédition) demeurent à la charge de chaque fournisseur.

Article 11 : Assurance – Responsabilité

Chaque partie à la présente convention exerce ses activités sous sa responsabilité exclusive. En aucun cas, la responsabilité du fournisseur ne pourra être recherchée notamment en cas d'utilisation frauduleuse des bases de données par l'utilisateur.

Article 12 : Modifications de la convention

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant, à celle-ci, soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante du Département et du conseil d'administration de l'AEV.

Article 13 : Durée et entrée en vigueur de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de quatre ans. Elle prendra effet au jour de sa notification à l'AEV par le Département après signature des deux parties.

Six mois avant l'expiration de la convention, le Département prendra l'initiative de solliciter l'AEV pour définir les modalités de poursuite de la coopération.

Article 14 : Résiliation

Si l'une des parties souhaite mettre fin à la présente convention avant son terme, elle devra avertir l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un délai de préavis de 3 mois. Cette résiliation anticipée ne peut en aucun cas donner lieu à indemnisation.

En cas de résiliation, et sauf accord particulier, l'utilisateur conserve le droit d'utiliser les fichiers, objets de la présente convention, dans la version mise à disposition par le fournisseur au moment de la résiliation de la convention.

En cas de manquement grave d'une des parties à ses obligations contractuelles, en particulier en ce qui concerne l'utilisation externe des fichiers et la mention de la source des fichiers utilisés, et s'il n'est remédié à ce manquement dans un délai de 30 jours à compter de la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, l'une ou les deux autres parties peuvent résilier la présente convention et demander l'indemnisation du préjudice subi du fait de ce manquement.

Article 15 : Règlement des litiges

En cas de litige, né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à épuiser toutes les voies de conciliation possible, avant de saisir le tribunal compétent.

Fait en un seul exemplaire original, à ..... , le

Pour	**Pour**
l'AEV	**le Département**
Anne Cabrit	Jean-Jacques Barbaux
Présidente de l'AEV	Président du Conseil départemental

Annexe 1 : catalogue des bases de données mises à disposition dans le cadre de la convention

Liste des bases de données de l'AEV Île-de-France mises à la disposition du Département

Nature des bases de données	Désignation abrégée	Disponibilité	Zone	Format	Actualité (à la signature)
Périmètres régionaux d'intervention foncière	PRIF	oui	77	Géodatabase	2015
Zones de préemption des espaces naturels sensibles (ZPENS) déléguées à l'AEV	ZPENS_AEV	oui	77	Géodatabase	2017
Déclaration d'utilité publique sur les zones de PRIF	DUP_AEV	oui	77	Géodatabase	2015
Projets de PRIF (*)	PROJET_PRIF_AEV	oui	77	Géodatabase	2017
Parcelles cadastrales acquises par l'AEV (avec date d'acquisition)	PARCELLES_AEV	oui	77	Géodatabase	2016
Réserves Naturelles Régionales, classées ou en projet, gérées par l'AEV	RNR_AEV	oui	77	Géodatabase	2015

(*) Restrictions d'utilisation (cf. article 5)

- **Liste des bases de données du Département mises à la disposition de l'AEV Ile-de-France**

Nature des bases de données	Disponibilité	Zone	Format	Actualité (à la signature)
Chemins de randonnée inscrits au PDIPR	Oui	77	Géodatabase	2011
Espaces naturels sensibles	Oui	77	Géodatabase	2011
Aménagements cyclables	Oui	77	Géodatabase	2017

Annexe 2 : modèle d'acte d'engagement pour l'utilisation des données par un prestataire

Le modèle ci-après est à utiliser pour l'application des dispositions de l'article 5 de la convention (communication des bases de données à un prestataire de l'utilisateur).

Acte d'engagement pour l'utilisation

d'une base de données géographiques

Conditions d'utilisation de la base de données appartenant à XXXX

La base de données géographiques appartenant à **XXXX** ci-après définie :

Nom de la base de données

est mise à la disposition, par **YYYY**, du prestataire de service :

Nom et adresse du prestataire

dans le cadre de l'étude ..... portant sur ..... (désigner clairement le marché ou la commande d'étude).

L'emprise géographique de la base de données correspond *au territoire des x communes suivantes : ....., ..., ..., ..., ..., ..., ... (ou toute autre désignation d'emprise claire).*

Les spécifications techniques des bases de données ont été communiquées au prestataire avant la signature du présent acte d'engagement.

Par le présent acte, le prestataire s'engage à respecter les dispositions suivantes :

- la base de données fournie ne sera pas utilisée, même sous une forme modifiée ou altérée, pour d'autres usages que la prestation commandée ;
- le prestataire s'interdit également toute divulgation, communication, mise à disposition de cette base de données à des tiers, sous toute forme et sous tout support, et pour quel que motif que ce soit, sans l'autorisation expresse de **XXXX** ;
- à l'issue du contrat de prestation, le prestataire ne conservera qu'une copie d'archive de la base de données fournies, que ce soit sous sa forme originale ou sous des formes dérivées issues des traitements réalisés dans le cadre de la prestation. Les autres copies des bases de données (originales ou dérivées) réalisées dans le cadre de la prestation seront effacées de tous les ordinateurs du prestataire ;
- le prestataire s'engage à apposer, sur tous documents graphiques où la base de données sera utilisée, respectivement les mentions " **source : Nom de la base de données, XXXX année**"

Fait à , le ,

(mention manuscrite : lu et approuvé)

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
d'Ile-de-France, le 24 OCT. 2017

Transmise au contrôle
de légalité, le 24 OCT. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N° 17-120 du 24 octobre 2017

(report de la session du 19 octobre 2017)

Approbation d'un protocole d'accord avec la commune de Claye-Souilly (77) relatif au développement de l'accessibilité à la forêt régionale dans le cadre de la création d'un nouveau centre commercial

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU Le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-14 ;

VU La délibération du conseil municipal de Claye-Souilly n°2017-67 en date du 21 septembre 2017 approuvant le protocole d'accord avec l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France dans le cadre d'une opération d'aménagement et de la réalisation d'un échangeur et autorisant Monsieur le Maire à signer ce protocole d'accord ;

VU Le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France.

DELIBERE

Article 1 Approuve la conclusion d'un protocole d'accord, ci-annexé, avec la commune de Claye-Souilly (77).

Article 2 Habilite la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts à signer ledit protocole d'accord.

Nombre de votants ..... :	6
Votes POUR ..... :	3+2
Votes CONTRE ..... :	1
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

PROTOCOLE D'ACCORD ENTRE LA COMMUNE DE CLAYE-SOUILLY ET L'AGENCE DES ESPACES VERTS RELATIF AU DÉVELOPPEMENT DE L'ACCESSIBILITÉ À LA FORÊT RÉGIONALE DANS LE CADRE DE LA CREATION D'UN NOUVEAU CENTRE COMMERCIAL

ENTRE

La commune de Claye-Souilly dont le siège administratif est sis à l'Hôtel de ville de Claye-Souilly, allée Andrée Benoist – 77 410 Claye-Souilly, représentée par son Maire en exercice, dûment habilité par la délibération n° ..... du .....de son Conseil municipal

ci-après dénommée la « Commune »,

ET

L'Agence des Espaces Verts de la Région d'Île-de-France, dont le siège administratif est sis 90-92 avenue du général Leclerc, 93500 PANTIN, établissement public régional à caractère administratif, agissant au nom et pour le compte de la région Île-de-France en vertu de l'article L. 4413-2 alinéa 3 du code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilité en vertu de la délibération n° 17-120 du 24 octobre 2017 de son Conseil d'administration (report de la session du 19 octobre 2017),

ci-après dénommée l' « AEV »,

PREAMBULE

Le périmètre régional d'intervention foncière de la forêt de Claye-Souilly a été créé en 1989 par le conseil régional d'Île-de-France et étendu à certains espaces agricoles situés aux abords du massif boisé en 2008, puis en 2015. Le périmètre régional s'étend aujourd'hui sur 442 ha de la Commune. Une zone de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles a également été mise en place en 1989 sur les espaces boisés par le conseil départemental de Seine-et-Marne avec délégation du droit de préemption à l'AEV.

La Région Ile-de-France est devenue propriétaire de 265 ha d'espaces forestiers suite à une procédure de Déclaration d'Utilité Publique réalisée en 2000. La forêt assure aujourd'hui une liaison physique et écologique entre le canal de l'Ourcq au Nord et l'aqueduc de la Dhuys au Sud, deux coulées vertes d'envergure régionale. À ce titre, elle constitue un maillon essentiel de la ceinture verte régionale. Le domaine est aujourd'hui aménagé et ouvert au public. L'AEV poursuit l'aménagement de la forêt afin de la désenclaver et d'offrir une meilleure accessibilité au public. La forêt régionale fait l'objet d'une demande de soumission au régime forestier. L'Office National des Forêts va conduire ensuite la réalisation d'un aménagement forestier, en concertation avec l'AEV qui souhaite mettre en place une gestion sylvicole de la propriété régionale, pour pérenniser sa viabilité écologique et économique.

Dans sa partie Nord, le massif forestier est aujourd'hui fortement enclavé. En effet, celui-ci est cerné par la RN3 au Sud, le Domaine privé de Morfondé à l'Ouest sur la commune de Villeparisis, le canal de l'Ourcq au Nord et le parc communal Papillon de la Prée et des terres agricoles à l'Est. L'accès aux véhicules de service ne peut se faire que par le Domaine de Morfondé et l'accès aux camions grumiers, dont le passage est nécessaire pour la future exploitation forestière, est aujourd'hui impossible.

La commune de Claye-Souilly souhaite permettre la réalisation d'un nouveau centre commercial dans le prolongement de la zone commerciale existante « Les Sentiers ». Ce futur centre commercial, dont l'ensemble du site relèvera du domaine privé, a vocation à être exemplaire en termes écologiques. Il jouxte la forêt régionale qui apparait comme un atout fort pour la valorisation du cadre environnemental et paysager de la future zone commerciale.
Compte tenu des conditions de desserte et de circulations locales, le futur centre commercial nécessite la réalisation d'un nouvel échangeur sur la Route Nationale 3. Cette infrastructure sera réalisée sous maîtrise d'ouvrage de la commune. L'assiette foncière nécessaire à la réalisation de cet ouvrage comprend 2 471 m² d'emprise régionale forestière.

Par ailleurs et compte tenu de l'enclavement de la partie Nord du massif forestier régional, la réalisation de nouvelles voiries dans l'emprise du futur centre commercial constitue la dernière

opportunité pour permettre l'accès des camions grumiers au massif forestier régional. Cet accès est une condition *sine qua non* pour que l'AEV puisse mettre en œuvre une gestion sylvicole sur la partie Nord du domaine régional.

Au regard de l'ensemble de ces considérations, la Commune et l'AEV se sont rapprochées pour définir leurs engagements respectifs au regard de leurs intérêts communs.

Tel est l'objet du présent protocole d'accord.

ARTICLE 1 : OBJET DU PROTOCOLE

Le présent protocole d'accord a pour objet de définir les engagements respectifs de l'AEV et de la Commune dans le cadre de la réalisation du futur centre commercial et du nouvel échangeur qui permettra sa desserte depuis la Route Nationale 3.

ARTICLE 2 : ACCORDS DE PRINCIPE GLOBAUX

Les parties s'accordent sur les principes suivants :

- La présence de la forêt régionale représente une opportunité pour le cadre environnemental et paysager du futur centre commercial,
- L'accès des habitants de Claye-Souilly à la forêt doit être facilité et développé,
- Le projet de centre commercial est une opportunité pour permettre de désenclaver la partie Nord de la forêt régionale de Claye-Souilly,
- Des synergies seront recherchées entre la forêt régionale et le futur centre commercial notamment en termes d'aménagement et d'accessibilité.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'AEV

L'AEV s'engage à permettre la cession au profit de la Commune, dans un cadre amiable et dans les meilleurs délais, des emprises forestières régionales nécessaires à la réalisation d'une bretelle d'insertion sur la Route Nationale 3 et à mener toutes les procédures afférentes pour permettre cette cession.

Conformément à l'avis du Domaine, la surface des emprises est de 2 471 m². Le prix de cette cession sera de 7.200,00 €.

Pour rappel, les parcelles concernées ont été acquises par voie d'expropriation via une Déclaration d'Utilité Publique au titre de la protection du massif forestier et de son ouverture au public.

La réduction du périmètre d'Espace Naturel Sensible sur les emprises concernées et pour lequel l'AEV est délégataire du droit de préemption est un préalable pour engager la cession de ces emprises.

L'AEV s'engage par ailleurs à travailler avec la Commune et l'aménageur du centre commercial pour définir les aménagements et les accès à la forêt régionale. L'AEV s'engage également à fournir toutes les données et études utiles dont elle dispose pour permettre la définition de ces accès.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

Dans le cadre de l'aménagement du futur centre commercial et de la réalisation du nouvel échangeur sur la Route Nationale 3, la Commune s'engage à mobiliser les moyens dont elle dispose pour permettre la réalisation d'accès à la partie Nord du massif forestier régional notamment pour l'accueil du public, les véhicules de service et les camions grumiers.

La réalisation du nouvel échangeur devra permettre de développer des liaisons douces pour l'accès au futur centre commercial et à la forêt régionale.

Les autorisations d'urbanisme délivrées pour la réalisation du futur centre commercial devront prévoir les accès pour le public, les véhicules de service et les camions grumiers à la partie Nord du massif forestier régional.

La commune s'engage à mettre en place des réunions de travail entre l'AEV et le ou les aménageur(s) et à recueillir préalablement l'avis de l'AEV sur le programme d'aménagement du centre commercial.

La commune s'engage à permettre la mise en place d'une signalétique indiquant la présence du massif forestier régional et ses accès depuis le futur centre commercial.

ARTICLE 5 : FONCTIONNEMENT DES ACCÈS

Les modalités de fonctionnement (servitudes de passage) à la forêt régionale depuis le futur centre commercial devront faire l'objet d'une convention tripartite entre l'AEV, la Commune et le propriétaire et/ou gestionnaire du centre commercial.

ARTICLE 6 : DUREE

Le présent protocole est conclu pour une durée de trois ans à compter de sa signature.

ARTICLE 7 : NON RES PECT DES ENGAGEMENTS

En cas de contestations ou de litiges pouvant naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent protocole, les parties s'engagent à rechercher, préalablement à tout recours, un accord amiable.

A défaut d'accord amiable constaté par l'une ou l'autre des parties à l'issue d'un délai de trois mois, pouvant être prorogé d'un commun accord entre les parties, tous les litiges afférents à la

validité, l'interprétation ou à l'exécution du présent protocole seront soumis au Tribunal de Grande Instance territorialement compétent.
Les parties font élection de domicile en leur siège respectif.

Fait à Pantin, en 2 exemplaires originaux le .....

Pour la Commune

Monsieur Yves ALBARELLO
Maire de Claye-Souilly

Pour l'AEV

Agence des Espaces Verts

île de France

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
d'Ile-de-France, le : 24 OCT. 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le : 24 OCT. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N° 17-121 du 24 octobre 2017

(report de la session du 19 octobre 2017)

Approbation d'une convention de recherche et de développement entre l'Agence des espaces verts et le Muséum National d'Histoire Naturelle – UMS 2006 – Patrinat et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le Budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts ;

CONSIDERANT que le programme de recherche et développement élaboré conjointement par l'Agence des espaces verts et le Muséum National d'Histoire Naturelle – UMS 2006 Patrinat (outil d'évaluation de la biodiversité sous le prisme biodiversité, étude des potentialités du foncier de l'AEV dans une optique d'offre de compensation écologique et de restauration de continuités écologiques) permettra une prise en compte optimisée des enjeux de biodiversité dans les missions principales de l'AEV

DELIBERE

Article 1 Approuve la conclusion de la convention de partenariat ci-annexée.

Article 2 Autorise la Présidente à signer cette convention ;

Article 3 Les recettes et les dépenses afférentes à ladite convention seront appliquées sur le budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants..... :	6
Votes POUR ..... :	4+2
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

MUSÉUM
NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

MNHN SJ 792-17

CONVENTION RELATIVE A UN PROGRAMME DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

-

METHODOLOGIE D'EVALUATION DES ACTIONS BIODIVERSITE DE L'AEV, DEFINITION D'UNE DEMARCHE « COMPENSATION » ET ANALYSE DES POTENTIALITES DE RESTAURATION DE CONTINUITES ECOLOGIQUES

ENTRE :

- **L'AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA REGION ILE-DE-FRANCE,**
  établissement public régional à caractère administratif,
  situé 90/92, avenue du général Leclerc, 93500 PANTIN,
  représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée à signer la présente convention en vertu de la délibération N°17-121 du 24 octobre 2017
  désignée ci-après par le sigle « **AEV** »,

D'une part,

ET :

- **LE MUSÉUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE**
  Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
  57, rue Cuvier- 75005 PARIS,
  Représenté par son Président, Monsieur Bruno DAVID,
  Ci-après désigné comme « **le Muséum** »,

»,

D'autre part,

Ci-après désignées collectivement « **les Parties** » et individuellement « **la Partie** ».

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Le Muséum national d'histoire naturelle et son UMS 2006 - PATRINAT

En vertu de l'article L.411-5 du Code de l'Environnement, le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) s'est vu confier la mission, en tant que Centre National de référence sur la biodiversité, de mettre en œuvre l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN) pour l'ensemble du territoire national terrestre, fluvial et marin.

Créé en janvier 2017, l'Unité Mixte de Service 2006 « Patrimoine naturel » (UMS 2006 - PATRINAT), anciennement Service du Patrimoine Naturel (SPN), se définit comme un centre d'expertise et de données sur la nature articulé autour des missions de ses trois tutelles, que sont le Muséum national d'histoire naturelle, l'Agence Française de la Biodiversité (AFB) et le CNRS.
Cette structure rattachée à la Direction Générale Déléguée Recherche, Expertise, Valorisation et Enseignement du Muséum (DGD REVE), a pour objectif de fournir, en lien fort avec les activités de Recherche, une expertise scientifique sur la biodiversité et géodiversité de France métropolitaine et ultra-marine, sur les thématiques terrestres et marines, pour l'environnement passé et actuel.
Elle contribue à faire émerger les questions scientifiques et offre des réponses appliquées à la prise en compte de la nature dans la société. A travers ses missions, elle s'engage à diffuser, former et sensibiliser les différents publics sur les enjeux de biodiversité et de préservation de la nature.
L'UMS est chargé de la mutualisation et de l'optimisation de la collecte, de la synthèse et la diffusion d'informations sur le patrimoine naturel et ainsi de mettre en œuvre l'Inventaire National du Patrimoine naturel (INPN).

L'Agence des espaces verts de la région d'Ile de France

Opérateur de la Région Île-de-France, l'Agence des espaces verts (AEV) contribue, depuis plus de 40 ans, à garantir le fragile équilibre entre ville et nature, en préservant et en aménageant les espaces naturels au sein de la Région-Capitale.
Elle imagine et organise le territoire pour améliorer le cadre de vie des Franciliens. Les agents de l'AEV interviennent sur près de 15 000 hectares de forêts, sites naturels et agricoles, notamment dans la Ceinture verte francilienne.

L'AEV poursuit 4 missions essentielles :
- ✓ Aménager le territoire
- ✓ Accueillir le public et favoriser l'accès aux espaces verts de proximité
- ✓ Maintenir l'agriculture péri-urbaine
- ✓ Préserver la biodiversité

Au 1er janvier 2015, les acquisitions foncières représentent près de 14 200 hectares et sont réalisées au sein de 55 périmètres régionaux d'intervention foncière (PRIF) créés par le conseil régional d'Ile-de-France. La superficie totale des périmètres sur lesquels l'Agence des espaces verts est habilitée à intervenir s'étend sur quelques 38 893 hectares.

Deux conventions ont été engagées entre l'AEV et le Muséum entre 2011 et 2012 (réf SJ 106-11 et 174-12). Ces premiers partenariats ont eu pour objectif principal de construire une méthodologie d'évaluation de l'action de l'AEV sous le prisme biodiversité.

L'ancien Service du Patrimoine Naturel du Muséum avait été chargé des actions suivantes :

1. Rédaction d'un protocole pour la bio-évaluation des PRIF dans le contexte régional
2. Définition d'une méthode d'évaluation de l'état de conservation des espèces et habitats naturels d'intérêt patrimonial
3. Proposition d'une méthodologie d'évaluation des actions de l'AEV en matière de biodiversité

A l'issue de ces deux premières conventions, une méthodologie d'évaluation de l'action de l'AEV en matière de biodiversité sur ses sites a été produite par le Muséum, et présenté à l'AEV.

Les données naturalistes issues des diagnostics écologiques commanditées par l'AEV depuis ses origines, ont fait l'objet d'une saisie dans l'outil Cardobs en vue d'une intégration dans l'INPN. L'objectif premier était de rendre ces données plus facilement exploitables pour les besoins de l'AEV mais aussi de les harmoniser et de les valider scientifiquement et géographiquement.

ARTICLE I : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions et les modalités d'une coopération entre l'AEV et le Muséum visant à développer un projet conjoint et innovant en vue d'une prise en compte optimisée des enjeux de biodiversité dans les missions principales de l'AEV : création d'un outil d'évaluation des PRIF sous le prisme *biodiversité,* étude des potentialités du foncier de l'AEV dans une optique d'offre de compensation écologique et de restauration de continuités écologiques (ci-après le Projet).

Ce projet fera appel à l'expertise scientifique du Muséum / UMS 2006 - PATRINAT dans le cadre de son engagement biodiversité et à la connaissance territoriale et à l'expérience de gestion des milieux naturels de l'AEV.

L'Agence Régionale de la Biodiversité d'Ile-de-France, une fois constituée, sera associée en tant que de besoin à ce projet.

Cette convention entre dans le cadre d'une coopération entre personnes publiques, en application de l'article 18 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

ARTICLE II : CONTENU du PROJET

Le Muséum / et l'AEV mettront en œuvre, dans le cadre de ce Projet, les actions suivantes :

1) La finalisation et la mise en application du de l'outil d'évaluation de la biodiversité dans les PRIF et des actions de gestion de l'AEV ;

2) Le développement d'un cadre de référence « ERC » basé sur l'identification des potentialités écologiques du foncier de l'AEV en vue d'orienter des propositions de compensation.

3) Projet portant sur l'analyse des potentialités de restauration de continuités écologiques au sein des PRIF et entre les PRIF.

4) La valorisation et le partage des connaissances.

L'ensemble des livrables prévus au présent article sera transmis à l'AEV, conformément au calendrier joint en annexe 2.

Volet 1 : Projet innovant d'évaluation des actions biodiversité dans les PRIF

Si une première version de la méthode a été élaborée au cours du précèdent partenariat en 2011-2012, il s'agit ici de créer le projet d'évaluation des actions de gestion de l'AEV, de le tester et de le mettre en pratique. Cette méthode a vocation à permettre l'évaluation de l'état écologique des périmètres gérés par l'AEV et à orienter cette dernière dans les stratégies de gestion de ses sites.

La mise en œuvre de cette méthode présente plusieurs intérêts pour les parties:

- Mieux appréhender la responsabilité de l'AEV vis-à-vis des enjeux de biodiversité, dans le contexte régional (en termes d'habitats naturels et d'espèces présents dans les PRIF)
- Disposer d'une connaissance plus synthétique et systématique de la biodiversité dans les PRIF (permettant des comparaisons dans le temps et un ajustement de la gestion)
- Orienter, suivre et valider les actions de gestion entreprises par l'AEV
- Disposer d'un outil de communication sur le sujet (grand public, élus locaux, partenaires).

- Disposer d'un dispositif d'évaluation testé et reproductible pour d'autres gestionnaires d'espaces naturels.

–Le Muséum assure :

- La mise à jour de la version 1 de la méthode : listes d'habitats et d'espèces (selon nouvelles listes rouges régionales…), indicateur de valeur environnementale et évaluation de l'état de conservation des habitats prioritaires.

- L'examen de la cohérence avec les exigences de rapportage FSC.

- Le test de cette méthode (V2) sur 4 PRIF de l'AEV et la production des rapports d'évaluation pour chaque site.

- La rédaction de la version finale de la méthode.

- Un accompagnement de l'AEV pour l'appropriation et le déploiement de la méthode via notamment la formation des agents de l'AEV à Ison utilisation (à hauteur d'une formation chaque année sur toute la durée de la convention) et un appui technique si nécessaire.

- Un appui à l'AEV dans la rédaction d'un cahier des charges visant l'acquisition et la bioévaluation des données naturalistes en accord avec la méthodologie définie.

- La bancarisation des données « espèces » recueillies sur les sites tests dans le jeu de données dédié « AEV » et leur diffusion sur l'INPN selon les termes de la charte INPN signée par l'AEV (annexe 1).

- Des actions de vulgarisation : documents de synthèse, présentations…

L'AEV assure :

- Le choix des sites tests en lien avec les recommandations du Muséum

- La mise en place à terme de ce dispositif d'évaluation sur les PRIF dont la connaissance est suffisante

Livrables :

- Note sur les objectifs de la mise à jour de la méthodologie développée en 2011-2012 et production d'un outil opérationnel d'évaluation de la biodiversité dans les PRIF et des actions de gestion de l'AEV

- Rapport de synthèse sur les tests méthodologiques réalisés sur 4 PRIF de l'AEV et restitution orale à l'AEV qui déterminera pour chaque PRIF les personnes référentes

- Remise du projet finalisé sur la base des résultats des tests réalisés et d'une synthèse

- Organisation d'une session de formation sur une journée des agents de l'AEV à l'utilisation de la méthodologie (chaque année de la convention).

- Éléments de cahier des charges type pour l'acquisition de données et leur bioévaluation

Volet 2 : Cadre de référence et catalogue pour la démarche de compensation

En lien avec ses missions de protection et de mise en valeur des milieux naturels, le cœur des sites historiques de l'AEV n'a pas vocation à faire l'objet d'opérations de compensation. La nature et le contexte des secteurs acquis par l'AEV sont variés et ne présentent pas tous les mêmes enjeux de biodiversité : zones périphériques des PRIF, secteurs présentant des points durs en termes de continuité, sites présentant un potentiel de restauration ou de préservation et/ou étant couverts par une mesure de protection mais ne faisant pas l'objet d'une gestion adaptée, …
Certains secteurs pourraient ainsi éventuellement répondre à des besoins de mesures assimilables à des mesures compensatoires ou mesures d'accompagnement au sens de la démarche « Eviter-Réduire-Compenser ».

L'AEV se place dans le respect de la logique d'additionnalité des mesures compensatoires (gain net de biodiversité) en favorisant la contribution des maîtres d'ouvrage de projets impactant l'environnement à des mesures permettant une plus-value écologique.

L'objectif n'est pas pour l'AEV de s'engager à proprement parler dans un système d'offre de sites naturels de compensation, dans le cadre duquel des unités de compensations, créées, gérées a priori, sont ensuite revendues à des maîtres d'ouvrage ayant des besoins de compensation.

La démarche vise l'élaboration d'un **cadre de référence** permettant à l'AEV d'adopter une logique vertueuse par rapport à la démarche ERC. Il s'agira notamment de construire une approche fondée sur l'identification des potentialités écologiques et compensatoires des propriétés régionales et parcelles en PRIF en cours d'acquisition ou ayant vocation à être acquises en priorité.
L'évaluation des besoins de compensations liés aux impacts probables, l'identification et le suivi de mesures permettant de restaurer des milieux en intégrant les problématiques de fonctionnalité à long terme des habitats et de continuités.

Ainsi, l'AEV s'inscrira dans une démarche nouvelle correspondant à ses missions et ses valeurs, à savoir la valorisation des espaces naturels et la participation à des solutions durables d'aménagement du territoire et de préservation de la biodiversité.

Cette démarche prendra en compte la grille d'analyse « compensation » construite par l'AEV ainsi que les résultats issus de l'analyse faite en 2017 des périmètres portant les mesures mises en œuvre par l'AEV.
En outre elle s'appuiera sur les travaux menés par l'UMS sur le sujet ainsi que sur les résultats issus des travaux menés dans le premier volet de la convention.

–le Muséum assure :

La définition d'un cadre de référence ERC dans le contexte spécifique des missions et du foncier de l'AEV. Ce cadre s'attachera à :- Analyser les besoins de compensations par identification des impacts probables (localisation, habitats et espèces concernés).

- Évaluer le potentiel écologique des sites, en PRIF, sous acquisition foncière, en cours d'acquisition ou susceptibles d'être acquis en priorité : constitution d'un catalogue des potentialités.

Le projet d'évaluation de la biodiversité et de la gestion menée par l'AEV et déployé sur les PRIF sera utilisé. Ce catalogue sera analysé dans une optique de démarche ERC.

- Analyser les enjeux de la compensation et les solutions que pourraient apporter l'AEV dans le déploiement de la démarche ERC.

- Analyser les mesures de compensation ou d'accompagnement visant un gain écologique, pouvant être mises en œuvre par l'AEV (y compris en termes de fonctionnalités écologiques).

- Fournir une aide à la décision concernant les projets de « compensation par la demande » proposés à l'AEV (dans la limite de 3 par an et de 2 jours maximum consacrés à chaque projet).

- Définir les conditions de réalisation des mesures compensatoires, de suivi et permettant d'assurer leur pérennité.

L'AEV assure :

- la transmission à l'UMS 2006 - PATRINAT de toutes les données (données SIG, données naturalistes...) et bibliographies à sa disposition qui seront de nature à renforcer l'expertise et la connaissance des PRIF.
- la mise à disposition de données connues sur les impacts probables au niveau de la région.

Livrables :

- Cadre méthodologique du référentiel ERC (impacts attendus, équivalence, possibilités de compensations en PRIF) dans le contexte des PRIF.

- Rapport de synthèse sur l'application du cadre dans le contexte du foncier AEV à partir des données disponibles ou acquises au cours de la convention. Le rapport mettra en avant les besoins de compensation identifiés au niveau régional, évaluera et identifiera les sites en PRIF susceptibles de répondre à ces besoins sur la base des données disponibles (étude bibliographique) et des relevés de terrain.

Volet 3 : projet portant sur l'analyse des potentialités de restauration de continuités écologiques structurelles et fonctionnelles.

L'étude de l'effet potentiel de mesures de restauration sur les continuités fera l'objet d'une étude spécifique en R&D et fera appel à une démarche d'analyse spatiale fondée sur l'occupation des sols.

- Une étude globale de la connectivité structurelle des principaux milieux naturels présents sur le territoire francilien sera réalisée, sur la base de la mobilisation de données de cartographie de l'occupation des sols (type ECOMOS) et des cartographies d'habitats disponibles pour les sites de l'AEV. Cette étude permettra de repositionner les sites de l'AEV au sein des réseaux écologiques afin d'identifier ceux présentant une position stratégique.

- Une analyse plus fine de la connectivité fonctionnelle potentielle des sites de l'AEV au sein des continuités écologiques sera effectuée pour certains milieux à fort enjeu régional (milieux ouverts...), définis en accord avec l'AEV. Il s'agira de modéliser les réseaux écologiques sur la base de l'approche structurelle précédente complétée par la prise en compte de données de dispersion d'espèces cibles et parapluies.
  Des inventaires terrain ou la mobilisation de données existantes sur les espèces choisies permettront de tester le modèle.

  La modélisation pourra être utilisée en tant qu'outil d'aide à la décision pour tester différents scénarios de zones à restaurer afin d'identifier les plus pertinentes quant à la restauration de la connectivité des milieux.

Ce volet s'articulera avec le volet 2 « Cadre d'une démarche de compensation » afin d'identifier d'éventuelles mesures de réduction ou de compensation d'impact pouvant permettre d'améliorer la connectivité au sein du réseau de sites de l'AEV.

Livrables :

- Note sur la méthodologie déployée pour les approches structurelles et fonctionnelles
- Rapport sur l'étude de l'insertion des sites de l'AEV dans les réseaux écologiques (approche structurelle) et recommandations localisées sur les actions potentielles favorables (travaux de restauration, de renaturation, de gestion, voire acquisitions foncières nécessaires)
- Note sur le choix des espèces cibles et analyse des résultats de l'approche fonctionnelle.
- Test de scénarios et rapport sur l'analyse de l'effet de mesures de restauration sur la connectivité fonctionnelle potentielle

Volet 4 : Partage des connaissances

Le Muséum apporte sa contribution à l'AEV dans les actions de communication visant à rendre compte des travaux menés lors de la convention (publications, participation à des manifestations de type colloque, etc)

L'AEV s'engage à verser ses données naturalistes au Système d'Information sur la Nature et les Paysages (SINP) au travers de leur intégration à la plateforme de gestion des données naturalistes d'Ile-de-France : CETTIA Ile-de-France.

ARTICLE III : MOYENS MATERIELS ET HUMAINS

Pour la réalisation du Projet, le Muséum, met à disposition de l'AEV, le matériel nécessaire pour son exécution et les ressources humaines suivantes :

- Un chargé de mission (de niveau ingénieur, master ou équivalent), dédié aux besoins du présent Projet et qui en assure la coordination.
- Un encadrement scientifique et technique, assuré par la responsable de pôle « Espaces et Partenariats » et le responsable de cellule « Conventions d'appui ».

L'AEV met à disposition l'ensemble des données nécessaires à l'exécution du Projet, dans le cadre de cette convention pour les données AEV (cf annexe 3) et via des actes d'engagement spécifiques pour les données de partenaires extérieurs.

Elle facilite l'accès aux sites et ses chargés de mission territoriaux et les techniciens responsables de site pourront être sollicités, notamment au vu de leur connaissance du terrain..

Elle désigne également un(e) responsable du suivi du Projet, qui sera notifiée par écrit à l'UMS 2006.

ARTICLE IV : COMITE DE PILOTAGE

Le comité de pilotage a pour objectif de valider l'ensemble des décisions concernant le Projet. Il se réunit dans les locaux de l'une des Parties, à chaque fois que cela s'avère nécessaire pour le suivi de l'exécution de la présente Convention, et a minima chaque semestre, à la demande de l'une ou l'autre des Parties.

Il est composé de la manière suivante :

Pour le Muséum :
- du Directeur de l'UMS 2006 - PATRINAT, responsable scientifique du projet et Président du comité de pilotage,
- du Chargé de mission désigné pour suivre l'étude.
- du chef du pôle « Espaces et Partenariats » et du responsable de cellule « Conventions d'appui »de l'UMS.

Pour l'AEV :
- de son Directeur général ou de son représentant,
- de la responsable du service de prospective territoriale
- de la responsable du service expertise technique
- du responsable de la mission Environnement

Chaque structure jugera de l'opportunité de convier d'autres agents concernés. Pourront éventuellement participer des acteurs d'autres structures, en raison de leurs connaissances concernant le Projet sous réserve de l'accord des deux Parties, notamment l'Agence Régionale de la Biodiversité d'Ile-de-France une fois constituée.

ARTICLE V : DUREE DE LA CONVENTION

La Convention prend effet à compter de sa signature et pour une durée de trois ans à compter de la date de prise de fonction du chargé de mission de l'UMS désigné pour suivre le Projet .
Elle peut être modifiée ou prolongée par voie d'avenant convenu entre les Parties.

ARTICLE VI : REMUNERATION ET MODALITES DE PAIEMENT

VI.I. Montant et échéances des paiements

En contrepartie de l'implication du Muséum l'AEV, sous réserve du respect des engagements prévus ci-dessus, s'engage à couvrir les frais induits pour le Muséum sur la base d'un montant forfaitaire global fixé à 250 000 (deux cent cinquante mille) euros hors taxes (HT), soit un montant de 300 000 (trois cent mille) euros toutes taxes comprises (frais de gestion MNHN 8% et TVA inclus).

Ce coût inclus les frais de déplacement, restauration et hébergement des agents de l'UMS 2006 - PATRINAT intervenant au titre de ladite convention.

Ladite somme sera allouée par l'AEV aux fins de réalisation de l'Etude, par application des montants fractionnés et forfaitaires synthétisés dans le tableau ci-après :

Année 2017

Désignation		Montant total TTC (€)
Second semestre	Signature de la convention en 2017 (avance)	50 000 €
	Total TTC	**50 000 €**

Année 2018

Désignation		Montant total TTC (€)
1er semestre	à la remise des livrables suivants : - Note d'objectifs sur la mise à jour méthodologique (volet1) - Outil opérationnel d'évaluation (avant test) (volet 1)	50 000 €
2nd semestre	à la remise des livrables suivants : Production d'un cadre de référence ERC version préliminaire (volet 2) - Note méthodologique sur l'analyse de la connectivité (volet 3)	50 000 €
	Total TTC	**100 000 €**

Année 2019

Désignation		Montant total TTC (€)
1er semestre	à la remise des livrables suivants : - Rapport sur le retour des tests terrains (volet 1) - Outil opérationnel d'évaluation validé (volet1) Rapport d'étude de l'insertion des sites AEV dans les réseaux écologiques (volet 3) Organisation d'une session de formation à la méthodologie (volet 1)	50 000 €
2nd semestre	COPIL suivant la remise des livrables suivants : Organisation d'une session de formation à la méthodologie (volet 1) - Rapport de synthèse sur l'application du cadre ERC (volet 2) Rapport sur l'approche connectivité fonctionnelle et espèces cibles (volet 3)	50 000 €
	Total TTC	**100 000 €**

Année 2020

Désignation		Montant total TTC (€)
1er semestre	- Organisation d'une session de formation à la méthodologie (volet 1) À l'issue de la convention : - Rapport sur les scenarios de restauration de continuités écologiques (volet 3) - Capitalisation, finalisation et remise de l'ensemble des livrables de l'étude	50 000 €
	Total TTC	**50 000 €**

VI.II. Modalités de paiement

La participation financière de l'AEV sera versée selon les règles de la comptabilité publique, au vu de la remise des livrables prévus à chaque volet et décrits à l'article 2.

Les paiements relatifs à l'étude seront effectués dans un délai de 30 jours après réception de factures suivant l'échéancier présenté à l'article VI.I. Les factures seront transmises par voie électronique à l'adresse suivante : efinances@aev-iledefrance.fr

Toute suspension de la prestation pendant plus de 30 (trente) jours conduira à la suspension des paiements pendant la même durée et prolongera d'autant la durée de la Convention, avec un maximum de 6 mois.

Les échéances seront réglées par virements bancaires sur le compte ouvert au nom de « l'agent comptable du Muséum national d'histoire naturelle», TTPARIS RGF, code banque : 10071, code guichet : 75000, n° de compte : 00001005297, clé RIB : 97.

ARTICLE VII : ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE

Les agents de l'UMS 2006 - PATRINAT se conformeront au règlement intérieur en vigueur sur les sites gérés par l'AEV.

Ils solliciteront les autorisations nécessaires aux prospections nécessitant l'entrée dans des propriétés privées autres que celles administrées par l'AEV.

Le Muséum est responsable de l'application par son personnel des mesures légales et réglementaires d'hygiène et de sécurité relatives à son activité.

ARTICLE VIII : CONFIDENTIALITE

Chaque Partie reconnaît que la négociation et l'exécution de la présente convention et la réalisation du Projet peut l'amener à prendre connaissance d'informations appartenant à l'autre Partie.

Par conséquent, chaque Partie s'engage et se porte fort pour son personnel et ses sous-traitants du respect de l'obligation de ne pas utiliser à d'autres fins que l'exécution de la présente Convention, et de ne communiquer à quiconque, soit directement, soit indirectement, les renseignements, informations ou documents (qu'ils portent ou non une mention de confidentialité) recueillis à l'occasion de l'exécution de la convention ou à l'occasion d'échanges ou de visites précédant et suivant la conclusion de celle-ci.

Toutefois, ne sont pas considérées comme des informations confidentielles :

- les informations, légitimement d'ores et déjà connues de la partie réceptrice préalablement à leur communication (à charge pour la partie invoquant cette connaissance préalable d'en apporter la preuve),
- les informations obtenues de tiers non tenus d'une obligation de secret par des moyens légitimes,
- les informations qui étaient dans le domaine public ou qui y tombent sans que la Partie réceptrice n'ait commis de faute à cet égard.

Chaque Partie pourra divulguer, sous la plus stricte confidentialité, la présente Convention et les documents y afférents à son courtier d'assurance, à ses commissaires aux comptes, aux organismes fiscaux et sociaux en cas de contrôle et à leur organisme de tutelle ou maison mère ou lorsque cette divulgation est nécessaire pour permettre la mise en œuvre ou prouver l'existence de droits, en vertu de la convention.

La présente obligation de confidentialité survivra pendant une durée de cinq (5) ans à compter de l'expiration de la convention.

ARTICLE IX : PROPRIETE INTELLECTUELLE

IX.I. Connaissances antérieures

Les résultats, savoir-faire, logiciels et autres brevets obtenus par les Parties antérieurement ou parallèlement au Projet, mais sans aucun lien direct avec celui-ci, restent leurs propriétés respectives, l'autre Partie ne recevant sur ces résultats, savoir-faire, logiciels et brevets aucun droit du fait de la signature et de l'exécution de la présente convention.

De même, les savoir-faire et connaissances mis en œuvre par l'UMS 2006 - PATRINAT pour la réalisation du Projet restent la propriété du Muséum. Par conséquent, et en toute logique, toute amélioration de son savoir-faire demeurera la propriété du Muséum.

IX.II. Connaissances acquises lors de l'exécution de la présente convention

Les résultats issus du Projet appartiennent en copropriété à l'AEV et au Muséum.

Le Muséum et l'AEV pourront librement utiliser les données récoltées lors de l'exécution de la présente convention pour leurs travaux sur les inventaires scientifiques de la biodiversité.

ARTICLE X : PUBLICATION, COMMUNICATION, VALORISATION

Chaque Partie peut utiliser librement les données issues du Projetet des livrables pour une exploitation non commerciale.
Les Parties s'engagent à indiquer, lors de l'utilisation des données résultant du Projet, la mention « Projet original réalisé par le Muséum national d'histoire naturelle – UMS 2006 - PATRINAT - et l'Agence des Espaces Verts de la région Ile-de-France ».
Chaque Partie s'engage à ne faire aucune utilisation commerciale des résultats et notamment des données et des livrables produits dans le cadre de la Convention sans autorisation écrite préalable de l'autre Partie afférente au projet spécifique de commercialisation qui lui aura été préalablement communiqué.

De plus, dans les cas où les données issues du Projet devaient être transmises à des tiers, ces dernières devront être préalablement agréées par écrit par les Parties et seront également soumises à une obligation de confidentialité. Elles devront impérativement citer leurs auteurs, conformément à la législation et la réglementation en vigueur sur la propriété intellectuelle et notamment les droits d'auteur.

ARTICLE XI. MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant entre les Parties.

ARTICLE XII : RESILIATION DE LA CONVENTION

XII.I Cas général

L'AEV aura la faculté de résilier la Convention sans aucune indemnisation en cas de manquement grave du Muséum. Seront notamment considérés comme manquement grave :

- la divulgation d'informations en violation des articles IX et X,
- le non-respect des délais d'exécution et/ou de livraison des livrables, sans information préalable des problèmes d'exécution du Projet
- l'incapacité du Muséum à répondre aux objectifs de la Convention.

En tout état de cause, la résiliation interviendra à la suite d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception et prendra effet trente (30) jours si cette dernière est restée sans effet.

De même, parallèlement, la Convention pourra être résiliée par le Muséum en cas de manquement grave de l'AEV. L'AEV s'acquittera alors des sommes correspondant aux prestations effectivement réalisées pour lesquelles les livrables lui auront été transmis.

XII. 2 Cas de force majeure

La responsabilité d'une Partie ne pourra être recherchée si l'exécution de la Convention est retardée ou empêchée en raison d'un cas de force majeure, tel que défini par la jurisprudence rendue par les juridictions françaises.

En tout état de cause, la Partie empêchée devra tout mettre en œuvre et réaliser les meilleurs efforts pour faire cesser ou limiter les effets du cas de force majeure.

Dans l'hypothèse où l'une des Parties serait confrontée, au cours de l'exécution de la Convention, à la survenance d'un événement de force majeure de nature à retarder l'exécution de l'une de ses obligations au titre de la Convention, elle s'engage à informer sans délai l'autre Partiede la nature, de la durée et des conséquences prévisibles de cet événement sur la ou les obligations affectées.

Si les effets de la force majeure se faisaient sentir sur une période supérieure à trente (30) jours, les Parties, sur l'invitation écrite de la plus diligente d'entre elles, se concerteront pour en tirer les conséquences sur l'exécution de la Convention.

A défaut de négociation ou d'accord dans un délai de trente (30) jours après expiration de cette période, l'une des Parties pourra résilier la convention de plein droit avec effet immédiat par lettre recommandée avec accusé de réception, sans que cette résiliation ouvre droit à indemnité au bénéfice de l'autre Partie.

Dans ce cas, le Muséum sera payé à hauteur des prestations effectivement réalisées jusqu'à la date de résiliation, pour lesquelles les livrables auront été transmis à l'AEV.

ARTICLE XIII : CLAUSES DE SURETE

XIII.I Responsabilité et Assurances

XIII.I.I Responsabilité

La responsabilité du Muséum pour tout dommage subi par l'AEV résultant de son fait sera engagée en application de la législation, de la réglementation, de la jurisprudence ou des usages en vigueur.

L'AEV est quant à elle responsable des dommages pouvant être subis par les agents du Muséum sur les PRIF, sauf agissements résultant de leurs propres faits.

Le Muséum s'engage à n'effectuer aucun recours contre l'AEV du fait des accidents ou pertes partielles ou totales qui pourraient survenir soit à son matériel fixe ou mobile, soit à son personnel si ces dommages ne sont pas du fait de l'AEV et résultent de faits extérieurs à l'AEV.

XIII.I.II. Assurance

Chaque Partie s'engage à être couverte par une assurance responsabilité civile, laquelle lui permet de couvrir tout dommage qui résulterait de son propre fait, pour toute la durée d'exécution de la Convention et à la transmettre à l'autre Partie à la première demande.

XIV. : LITIGES

Les Parties ont le désir de mettre en place un mécanisme de règlement des différends qui facilite le règlement rapide et amiable de toute éventuelle difficulté d'interprétation ou d'exécution de la Convention.

De ce fait, à l'exception des cas d'urgence justifiant le recours au juge des référés, les Parties s'engagent, en cas de différend survenant entre elles et préalablement à la saisine de la juridiction compétente, à mettre en œuvre une procédure destinée à faciliter un règlement amiable dans un délai de trente (30) jours.

A cet effet, dès qu'une Partie identifiera un différend avec l'autre Partie, il lui appartiendra de demander la convocation d'une réunion ad hoc, par lettre recommandée avec accusé de réception, réunissant les représentants de chacune des Parties, afin de convenir d'un règlement à l'amiable. Cette réunion se tiendra dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de la réception de ladite lettre recommandée par la Partie destinataire.

Si dans un délai supplémentaire de quinze (15) jours aucune solution n'est trouvée, entérinée par un écrit signé des représentants des Parties, ou si la réunion ad hoc n'a pas lieu, chaque Partie reprendra sa liberté d'action.

En cas de désaccord ou litige persistant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut de résolution amiable, le Tribunal Administratif de Paris sera seul compétent.

Fait à Paris, en deux (2) exemplaires, le

Pour le MNHN
Le Président
Bruno DAVID

Pour l'AEV
La présidente
Anne CABRIT

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 – Charte INPN

Inventaire National du Patrimoine Naturel

inpn.mnhn.fr

Charte d'utilisation des données naturalistes transférées dans le cadre de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel

L'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN) est un programme de consolidation et de synthèse de la connaissance sur la biodiversité. Ce programme national a été élaboré pour centraliser, gérer et diffuser des informations de référence métropolitaines et ultra-marines, sur les espèces, les habitats naturels, les espaces protégés et le patrimoine géologique, terrestre et marin. L'INPN, via son site web[1], affiche et diffuse les répartitions des espèces selon plusieurs niveaux de synthèse : maillage 10 x 10 km (grille nationale ou européenne), secteur marin[2], département, commune et espace protégé.

Ce programme est placé sous la responsabilité scientifique du Muséum national d'Histoire naturelle (MNHN) (article L 411.5 du code de l'environnement). L'INPN se traduit notamment par des synthèses de répartition, la conduite d'inventaires nationaux et l'évaluation de l'état de la biodiversité.

Pour mener à bien ses missions, le Service du Patrimoine Naturel (SPN-MNHN), gestionnaire de l'INPN, s'appuie sur des jeux de données constitués par tous les acteurs produisant de la connaissance.

L'INPN s'inscrit dans le cadre du Système d'Information sur la Nature et les Paysages (SINP) dont il constitue la plate-forme nationale. Cette charte permet donc notamment l'apport de données au SINP. Sa signature est facultative pour les organismes ayant déjà adhéré au protocole du SINP[3].

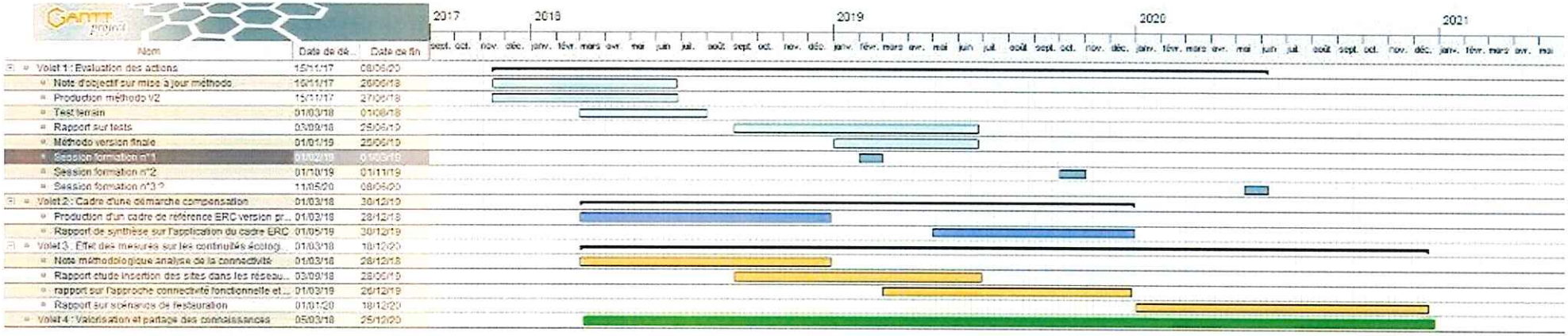
Cette charte définit les engagements entre :

et

le Service du Patrimoine Naturel du MNHN, gestionnaire de l'INPN.

1 inpn.mnhn.fr
2 Extensions départementales à 12 miles, plateau continental, domaine océanique
3 http://www.naturefrance.fr/sinp/presentation-du-sinp/protocole-sha-sinp

Annexe 2 : Planning prévisionnel de la présente convention



Nom	Date de dé...	Date de fin
Volet 1 : Evaluation des actions	15/11/17	08/06/20
Note d'objectif sur mise à jour méthodo	15/11/17	26/06/18
Production méthodo V2	15/11/17	27/06/18
Test terrain	01/03/18	01/06/18
Rapport sur tests	03/09/18	25/06/19
Méthodo version finale	01/01/19	25/06/19
Session formation n°1	01/02/19	01/05/19
Session formation n°2	01/10/19	01/11/19
Session formation n°3 ?	11/05/20	08/06/20
Volet 2 : Cadre d'une démarche compensation	01/03/18	30/12/19
Production d'un cadre de référence ERC version pr...	01/03/18	28/12/18
Rapport de synthèse sur l'application du cadre ERC	01/05/19	30/12/19
Volet 3 : Effet des mesures sur les continuités écolog...	01/03/18	18/12/20
Note méthodologique analyse de la connectivité	01/03/18	28/12/18
Rapport étude insertion des sites dans les réseau...	03/09/18	28/06/19
rapport sur l'approche connectivité fonctionnelle et ...	01/03/19	26/12/19
Rapport sur scénarios de restauration	01/01/20	18/12/20
Volet 4 : Valorisation et partage des connaissances	05/03/18	25/12/20

Annexe 3 : **Conditions d'utilisation des fichiers numériques de données géographiques de l'Agence des espaces verts confiées au MNHN – UMS 2006 PATRINAT.**

Les spécifications techniques et les conditions d'utilisation des fichiers sont décrites dans les documents de métadonnées relatives aux données.

Par le présent acte, le partenaire:

- s'engage à conserver les données sous toute forme et sous tout support, si l'utilisation de ces données est strictement liée à l'objet des travaux ;
- s'interdit tout autre usage des données ;
- s'interdit également toute divulgation, communication, mise à disposition de ces données à des tiers, sous toute forme et pour quelque motif que ce soit ;
- s'engage à détruire les données qu'il n'aurait pas restituées à l'issue de la prestation ;
- s'engage à apposer sur tous documents graphiques où la base de données sera utilisée les mentions " source : Agence des Espaces Verts, *année de la donnée*"

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le : 24 OCT. 2017

Transmise au contrôle de légalité, le : 24 OCT. 2017

La Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-122 du 24 octobre 2017

(report de la session du 19 octobre 2017)

Approbation d'acquisitions foncières et habilitation donnée à la Présidente pour signer les actes correspondants

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU la délibération N°17- 024 du 14 avril 2017 portant approbation du budget primitif 2017 ;

VU la délibération N°17-056 du 30 mai 2017 (report de la session du 23 mai 2017) portant approbation du budget supplémentaire 2017 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts ;

VU les avis des domaines sur chaque acquisition envisagée.

DELIBERE

Article 1 Approuve les acquisitions listées en annexe 1.

Article 2 Habilite la Présidente à signer les actes de vente et les actes d'acquisition et les promesses de vente relatifs aux opérations énumérées à l'annexe 1 et à mandater, en vue du paiement, les prix d'acquisition, les honoraires de notaires ou frais d'actes, les honoraires d'opérateur foncier liés à ces transactions.

Article 3 Annule l'acquisition d'un ensemble foncier à Saint Rémy-les-Chevreuse (78) (PRIF Haute Vallée de Chevreuse dossier N°) approuvée par délibération N°16-075 du 5 juillet 2016 ainsi que l'affectation de l'autorisation de programme du budget 2016 correspondante d'un montant de 484.077 € ;

Article 4 Affecte cette autorisation de programme pour un montant de 366.956,00 € aux opérations d'acquisition foncière listées en annexe 1 ;

Article 5 Affecte cette autorisation de programme pour un montant de 117.121 € aux opérations d'acquisition foncière à mener dans le cadre de la DUP de La Tégéval ;

Article 6 Autorise la démolition du bâtiment désigné ci-après et habilite la Présidente à signer la demande de permis de démolir correspondante :

PRIF	Dépt	Commune	Adresse	Parcelles	Bâti
Rougeau Bréviande	77	Nandy	Route de Corbeil	AH 337	135

Article 7 Habilite la Présidente à solliciter des aides financières de l'Agence de l'Eau Seine Normandie pour les acquisitions foncières relevant de son 9ème programme et, en cas d'attribution de subventions, à signer les conventions financières correspondantes.

Article 8 Les crédits nécessaires seront imputés sur le Budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants ..... :	6
Votes POUR ..... :	4+2
Votes CONTRE ..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

ANNEXE 1

Butte Pinson (36)

N° de Dossier : 801 () CHADEFAUX Amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
18/07/17	13/09/16		0 ha 07 a 60 ca
7 400,00 €			Prix principal au m² : 9,74 €/m²

Prix total : 7 400,00 € dont prix principal : 7 400,00 € dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95427	MONTMAGNY	AC	250	0 ha 03 a 56 ca	240
95427	MONTMAGNY	AC	1057	0 ha 02 a 06 ca	
95427	MONTMAGNY	AC	1058	0 ha 01 a 98 ca	253

Total Butte Pinson 0 ha 07 a 60 ca 7 400,00 € Nb dossiers : 1

Buttes du Parisis (41)

N° de Dossier : 1437 () NICOLAS Amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
05/08/17	15/09/17		0 ha 58 a 89 ca
33 000,00 €			Prix principal au m² : 5,6 €/m²

Prix total : 33 000,00 € dont prix principal : 33 000,00 € dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95018	ARGENTEUIL	CT	94	0 ha 21 a 37 ca	
95018	ARGENTEUIL	CT	161	0 ha 09 a 73 ca	
95018	ARGENTEUIL	CT	186	0 ha 05 a 95 ca	
95018	ARGENTEUIL	CT	192	0 ha 21 a 84 ca	

Buttes du Parisis (41)

N° de Dossier : 1505 () BERTON Amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
18/08/17	15/09/17		0 ha 12 a 12 ca
8 100,00 €			Prix principal au m² : 6,68 €/m²

Prix total : 8 100,00 € dont prix principal : 8 100,00 € dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95018	ARGENTEUIL	AB	40	0 ha 02 a 15 ca	
95018	ARGENTEUIL	CP	77	0 ha 09 a 97 ca	

Total Buttes du Parisis 0 ha 71 a 01 ca 41 100,00 € Nb dossiers : 2

*** pour les acquisitions auprès de la SAFER, le prix est fixé par le Commissaire du Gouvernement siégeant à la SAFER et représentant le Ministère des Finances.**

**** Est indiqué le montant des frais d'acquisition et des honoraires pour les seules opérations d'acquisition, auprès de la SAFER dans le cadre de la convention de partenariat.**

Pour les autres opérations, le montant des honoraires est prélevé sur l'enveloppe d'AP affectée à cette fin.

Orge Aval (29)

N° de Dossier : 705 (Hurepoix Longpont-36) SAFER Ile de France Attribution SAFER préemption

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
01/09/17		02/07/13	0 ha 03 a 10 ca
2 160,00 €			Prix principal au m² : 1,5 €/m²

Prix total :	2 160,00 €	dont prix principal :	465,00 €	dont honoraires**	1 695,00 €

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
91347	LONGPONT SUR ORGE	AV	46	0 ha 03 a 10 ca	

Total Orge Aval	0 ha 03 a 10 ca	2 160,00 €	Nb dossiers : 1

Plaine de Montesson (53)

N° de Dossier : 62 () ETAT Amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
22/08/17	22/08/17		4 ha 38 a 92 ca
175 568,00 €			Prix principal au m² : 4 €/m²

Prix total :	175 568,00 €	dont prix principal :	175 568,00 €	dont honoraires**	

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
78418	MONTESSON	AD	67	0 ha 19 a 62 ca	
78418	MONTESSON	AD	106	0 ha 38 a 34 ca	
78418	MONTESSON	AD	112	0 ha 17 a 33 ca	
78418	MONTESSON	AD	115	0 ha 64 a 11 ca	
78418	MONTESSON	AD	603	0 ha 03 a 61 ca	
78418	MONTESSON	AD	626	0 ha 28 a 91 ca	
78418	MONTESSON	AD	630	0 ha 32 a 33 ca	
78418	MONTESSON	AE	72	0 ha 03 a 44 ca	
78418	MONTESSON	AE	265	0 ha 13 a 70 ca	
78418	MONTESSON	AE	276	0 ha 15 a 51 ca	
78418	MONTESSON	AH	121	0 ha 08 a 32 ca	
78418	MONTESSON	AH	122	0 ha 17 a 14 ca	
78418	MONTESSON	AH	125	0 ha 25 a 06 ca	
78418	MONTESSON	AH	137	0 ha 02 a 30 ca	
78418	MONTESSON	AH	161	0 ha 11 a 64 ca	
78418	MONTESSON	AH	165	0 ha 35 a 68 ca	
78418	MONTESSON	AH	172	0 ha 11 a 66 ca	
78418	MONTESSON	AH	177	0 ha 14 a 57 ca	
78418	MONTESSON	AH	183	0 ha 04 a 52 ca	
78418	MONTESSON	AH	185	0 ha 05 a 37 ca	
78418	MONTESSON	AH	186	0 ha 05 a 17 ca	

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
78418	MONTESSON	AH	243	0 ha 08 a 37 ca	
78418	MONTESSON	AH	245	0 ha 30 a 32 ca	
78418	MONTESSON	ZH	8	0 ha 21 a 90 ca	

Plaine de Montesson (53)

N° de Dossier : 127 () Etat/ ministère des transports, de l'équipement, mer Amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
22/08/17	22/08/17		0 ha 04 a 89 ca
1 956,00 €			Prix principal au m² : 4 €/m²

Prix total : 1 956,00 € dont prix principal : 1 956,00 € dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
78124	CARRIERES SUR SEINE	AX	51	0 ha 04 a 89 ca	

Total Plaine de Montesson 4 ha 43 a 81 ca 177 524,00 € Nb dossiers : 2

Rougeau-Bréviande (01)

N° de Dossier : 84 () Grand Paris Aménagement GPAmgt (ex AFTRP) Amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
06/04/17	08/04/16		6 ha 28 a 75 ca
138 772,00 €			Prix principal au m² : 2,21 €/m²

Prix total : 138 772,00 € dont prix principal : 138 772,00 € dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
77326	NANDY	A	65	1 ha 07 a 55 ca	
77326	NANDY	AE	351	1 ha 12 a 45 ca	
77326	NANDY	AE	377	0 ha 00 a 60 ca	
77326	NANDY	AE	378	0 ha 28 a 37 ca	
77326	NANDY	AE	379	0 ha 37 a 90 ca	
77326	NANDY	AE	382	0 ha 04 a 30 ca	
77326	NANDY	AH	337	1 ha 39 a 09 ca	
77326	NANDY	AH	338	1 ha 98 a 49 ca	

Total Rougeau-Bréviande 6 ha 28 a 75 ca 138 772,00 € Nb dossiers : 1

TOTAL annexe 11 ha 48 a 45 ca

TOTAL annexe 366 956,00 € Dont Prix principal 365 261,00 € dont honoraires 1 695,00 €

Soit 3,2 €/m² Nb dossiers : 7

*** pour les acquisitions auprès de la SAFER, le prix est fixé par le Commissaire du Gouvernement siégeant à la SAFER et représentant le Ministère des Finances.**

**** Est indiqué le montant des frais d'acquisition et des honoraires pour les seules opérations d'acquisition , auprès de la SAFER dans le cadre de la convention de partenariat.**

Pour les autres opérations, le montant des honoraires est prélevé sur l'enveloppe d'AP affectée à cette fin.

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
d'Ile-de-France, le : 24 OCT. 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le : 24 OCT. 2017
La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N° 17- 123 du 24 octobre 2017

(report de la session du 19 octobre 2017)

Approbation d'une cession de parcelles régionales situées sur la commune d'Herblay (95), au sein du Périmètre régional d'intervention foncière de la plaine de Pierrelaye

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R.4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 471-1 à L 471-3 et R. 471-1 à R. 471-5 ;

VU le Schéma départemental d'habitat et d'accueil des gens du voyage ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU l'avis des Domaines ;

VU le rapport présenté par Madame Anne CABRIT, Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la cession des parcelles régionales mentionnées en annexe, d'une superficie totale de 609 m², au profit de la commune d'Herblay (95) au prix de 16.278 euros.

Article 2 : Habilite la Présidente à signer les documents et actes afférents à cette cession.

Article 3 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	: 6
Votes POUR	: 4+2
Votes CONTRE	: 0
Abstentions	: 0
Ne prend pas part au vote	: 0

ANNEXE

Liste des parcelles à céder

Commune	N° INSEE	Sec	N°	Surf. cadastrale
HERBLAY (95)	77108	AO	489	00 ha 01 a 93 ca
HERBLAY (95)	77108	AO	892	00 ha 01 a 58 ca
HERBLAY (95)	77108	AO	899	00 ha 02 a 58 ca
TOTAL				**00 ha 06 a 09 ca**

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, le 24 OCT. 2017

Transmise au contrôle
de légalité, le 24 OCT. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N° 17- 124 du 24 octobre 2017

(report de la session du 19 octobre 2017)

Approbation d'une cession de parcelles régionales situées sur la commune de Chelles (77) au sein du Périmètre régional d'intervention foncière du Mont Guichet, au profit de la Société du Grand-Paris.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R.4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 471-1 à L 471-3 et R. 471-1 à R. 471-5 ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le décret en Conseil d'Etat du 28 décembre 2015 déclarant d'utilité publique le projet de réseau de transport public des lignes 16, 17 Sud et 14 Nord ;

VU l'avis des Domaines ;

VU le rapport présenté par Madame Anne CABRIT, Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la cession des parcelles régionales mentionnées en annexe, d'une superficie totale de 8.821 m², au profit de la Société du Grand Paris au prix de 16.800 euros, indemnité de remploi comprise.

Article 2 : Habilite la Présidente à signer les documents et actes afférents à cette cession.

Article 3 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	6
Votes POUR	4+2
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

ANNEXE

Liste des parcelles à céder

Commune	N° INSEE	Sec	N°	Lieudit	Surf. cadastrale
CHELLES	77108	CB	208	La Peau Grasse (CB)	0 ha 10 a 17 ca
CHELLES	77108	CB	209	La Peau Grasse (CB)	0 ha 15 a 87 ca
CHELLES	77108	CB	210	La Peau Grasse (CB)	0 ha 10 a 70 ca
CHELLES	77108	CB	211	La Peau Grasse (CB)	0 ha 13 a 07 ca
CHELLES	77108	CB	212	La Peau Grasse (CB)	0 ha 11 a 21 ca
CHELLES	77108	CB	213	La Peau Grasse (CB)	0 ha 27 a 19 ca
					0 ha 88 a 21 ca

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, le 24 OCT. 2017
Transmise au contrôle de légalité, le 24 OCT. 2017

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N° 17-125 du 24 octobre 2017

(report de la session du 19 octobre 2017)

Approbation d'une cession d'une parcelle régionale située sur la commune de Chelles (77) au sein du Périmètre régional d'intervention foncière du Mont Guichet au profit de la commune de Montfermeil

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R.4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 471-1 à L 471-3 et R. 471-1 à R. 471-5 ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU l'avis des Domaines ;

VU le rapport présenté par Madame Anne CABRIT, Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la cession de la parcelle régionale cadastrée section CA n° 417 à Chelles (77), d'une superficie de 20 m² au prix de 36 euros, au profit de la commune de Montfermeil (93).

Article 2 : Habilite le Présidente à signer les documents et actes afférents à cette session.

Article 3 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	6
Votes POUR	4+2
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
d'Ile-de-France, le 24 OCT. 2017

Transmise au contrôle
de légalité, le 24 OCT. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N° 17- 126 du 24 octobre 2017

(report de la session du 19 octobre 2017)

Approbation d'un échange de parcelles régionales avec la commune de Franconville (95) au sein du PRIF des Buttes du Parisis

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R.4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 471-1 à L 471-3 et R. 471-1 à R. 471-5 ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU les autorisations de programme disponibles sur le programme 12 du budget 2017 d'un montant de 279.736,55 € ;

VU l'avis des Domaines ;

VU le rapport présenté par Madame Anne CABRIT, Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 Approuve la cession des parcelles régionales mentionnées en annexe, d'une superficie totale de 4.489 m², au profit de la commune de Franconville (95).

Article 2 Approuve l'acquisition des terrains communaux mentionnés en annexe, d'une superficie totale de 4.907 m², auprès de la commune de Franconville (95).

Article 3 Habilite la Présidente à signer les documents et les actes relatifs à cet échange et à mandater, en vue du paiement, le montant de la soulte de 10.348 € et les honoraires de notaires ou frais d'actes liée à cette transaction.

Article 4 Un montant de 10.348 € d'autorisations de programme du budget 2017, programme 12, est affecté à cette opération.

Article 5 Le montant disponible sur les autorisations de programme du budget 2017, programme 12, s'élève à 269.388,55 €.

Article 6 Les crédits nécessaires seront imputés sur le Budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants..... :	6
Votes POUR..... :	4+2
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

ANNEXE

Liste des parcelles régionales à céder

Sec	N°	Surface cadastrale en m²	Surface mesurée à céder
C	695	375	393
C	696	177	202
C	1116p	1.375	879
C	1117p	872	659
C	1561	550	550
AK	798p	860	748
AK	799	280	280
	TOTAL	**4.489**	**3.711**

Liste des parcelles communales à acquérir

Sec	N° parcelle	surface cadastrale en m²
AI	349	275
AI	812	290
C	124	123
C	177	125
C	178	120
C	194	430
C	976	960
C	988	107
C	992	112
C	994	198
C	1430	975
C	1516	221
D	46	971
TOTAL		**4.907**

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
d'Ile-de-France, le : 24 OCT. 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le : 24 OCT. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N° 17- 127 du 24 octobre 2017

(report de la session du 19 octobre 2017)

Approbation d'une cession de parcelles régionales situées la commune de Claye-Souilly (77), au sein de la forêt régionale de Claye-Souilly, au profit de la commune.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R.4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 471-1 à L 471-3 et R. 471-1 à R. 471-5 ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU la délibération du Conseil Municipal de Claye-Souilly du 27 février 2017 relative à la demande au Conseil Départemental de Seine-et-Marne de modification du périmètre de l'Espace Naturel Sensible sur la commune de Claye-Souilly ;

VU la délibération du Conseil d'administration de l'Agence des Espaces Verts N° 17-052 du 27 avril 2017 relative à la demande de modification du périmètre de l'Espace Naturel Sensible sur la commune de Claye-Souilly ;

VU la délibération du Conseil départemental de Seine-et-Marne du 28 septembre 2017 modifiant le périmètre de l'Espace Naturel Sensible sur la commune de Claye-Souilly ;

VU l'avis des Domaines ;

VU le rapport présenté par Madame Anne CABRIT, Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la cession des parcelles régionales mentionnées en annexe, d'une superficie totale de 2.471 m², au profit de la commune de Claye-Souilly au prix de 7.200 euros.

Article 2 : Habilite la Présidente à signer les documents et actes afférents à cette cession.

Article 3 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	6
Votes POUR	3+2
Votes CONTRE	1
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

ANNEXE

Liste des parcelles à céder

Commune	Sec	N°	Surf. cadastrale	Emprise à céder
CLAYE-SOUILLY (77)	A	823	88 ha 52 a 71 ca	0 ha 19 a 66 ca
CLAYE-SOUILLY (77)	A	824	0 ha 20 a 80 ca	0 ha 02 a 99 ca
CLAYE-SOUILLY (77)	A	825	0 ha 04 a 78 ca	0 ha 02 a 06 ca
TOTAL				0 ha 24 a 71 ca

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 24 OCT. 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le : 24 OCT. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DELIBERATION

N° 17-128 du 24 octobre 2017

(report de la session du 19 octobre 2017)

Habilitation donnée à la Présidente de l'Agence des espaces verts pour signer les décisions de préemption au titre des Espaces Naturels et Sensibles Plateau d'Andilly

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L 142-3 et L 213-4-1 ;

VU le rapport présenté par Madame la Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France ;

CONSIDERANT que les décisions de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles proposées sont motivées par les objectifs assignés aux périmètres régionaux d'intervention foncière qui sont l'ouverture au public et la protection des espaces naturels et boisés qui les composent.

D E L I B E R E

Article 1 Autorise l'exercice du droit de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles pour les biens décrits à l'annexe 1 ci-jointe, à un prix compatible avec l'avis du Domaine.

Article 2 Habilite la Présidente à signer la décision relative à l'exercice du droit de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles, pour l'opération décrite à l'annexe N°1 ci-jointe.

Article 3 Habilite également la Présidente à saisir le juge de l'expropriation pour cette opération, en cas de fixation judiciaire du prix, ainsi qu'à procéder à la consignation.

Nombre de votants..... :	6
Votes POUR..... :	4+2
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

Plateau d'Andilly

N° de Dossier : 41 (Plateau d'Andilly 44) ANSQUER Paul François Jacques Monsieur

Montant de la DIA : 400 000,00 €	Surface : 2 ha 86 a 54 ca	Prix moyen : 13,96 €/m²

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95014	ANDILLY	AB	8	2 ha 86 a 54 ca	

Total Plateau d'Andilly	2 ha 86 a 54 ca	400 000,00 €	Nb dossiers : 1

TOTAL	2 ha 86 a 54 ca	400 000,00 €	Nb dossiers : 1
	Prix moyen au m²	13,96 €	

NB : la préemption ne concerne que l'emprise incluse dans la zone de préemption au titre des espaces naturels sensibles déléguée à l'Agence des Espaces Verts, soit 2,2 ha environ.

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 24 OCT. 2017
Transmise au contrôle
de légalité, le : 24 OCT. 2017
La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17- 129 du 24 octobre 2017

(report de la session du 19 octobre 2017)

Demande de prorogation de la déclaration d'utilité publique relative au projet de la coulée verte « La Tégéval »

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 alinéa 3 ;

VU le code de l'expropriation et notamment ses articles L. 11-1 et suivants ;

VU les délibérations n°97-29 du 16 octobre 1997 et n° 99-46 du 30 novembre 1999 du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la région Île-de-France relative à l'étude de programmation et à la création du périmètre d'acquisition régional de la Coulée Verte de l'interconnexion des TGV ;

VU la délibération n° CR 52-99 du 16 décembre 1999 du conseil régional d'Île-de-France approuvant l'étude de programmation créant un périmètre d'acquisition régional et autorisant le recours à la procédure de déclaration d'utilité publique pour la maîtrise du foncier du projet de la Coulée Verte de l'interconnexion des TGV ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2008-253-1 du 9 septembre 2008 portant création du syndicat mixte d'étude et de réalisation de la Coulée Verte de l'Interconnexion des TGV (SMER ITGV) ;

VU la délibération N°CR 46-11 du 29 septembre 2011 du Conseil régional d'Île-de-France relative au recours à la procédure de déclaration d'utilité publique pour l'acquisition des emprises foncières nécessaires à la Tégéval ;

VU l'arrêté interpréfectoral n°2013/1267 du 09 avril 2013 prononçant la déclaration d'utilité publique au profit du SMER pour la partie aménagement et au profit de l'AEV agissant pour le compte de la Région, pour la partie foncière ;

VU le rapport présenté par Madame Anne CABRIT, Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région Île-de-France ;

CONSIDERANT que la maîtrise du foncier n'est pas totale ; que seule une première phase d'acquisition a été réalisée et qu'il convient de poursuivre la procédure sur 8,5 ha environ,

CONSIDERANT que le projet initial n'a pas été modifié de manière substantielle d'un point de vue financier, technique ou environnemental,

CONSIDERANT que le délai pour l'expropriation est limité à 5 ans à compter de la date de publication de l'arrêté préfectoral et qu'il peut être prorogé sans nouvelle enquête publique pour une durée au moins égale,

CONSIDERANT que dans ces conditions il convient de solliciter auprès de Messieurs les Préfets du Val-de-Marne et de l'Essonne, la prorogation de la déclaration d'utilité publique du 09 avril 2013 pour une durée de 5 ans,

DELIBERE

Article 1 Demande la prorogation de l'arrêté inter-préfectoral n°2013/1267 du 09 avril 2013 déclarant d'utilité publique au profit d'une part de l'Agence des espaces verts (AEV) agissant pour le compte de la région Île-de-France et d'autre part du Syndicat mixte d'études et de réalisation de la Tégéval, l'acquisition des terrains relatifs au projet de la coulée verte de l'interconnexion des TGV dite « Tégéval ».

Article 2 Demande à la Présidente du Conseil régional d'Île-de France de soumettre au Conseil régional le mémoire correspondant.

Nombre de votants..... :	6+2
Votes POUR..... :	4+2
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, le 24 OCT. 2017

Transmise au contrôle
de légalité, le : 24 OCT. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 17-131 du 24 octobre 2017

(report de la session du 19 octobre 2017)

Décision modificative N° 2 du budget 2017 de l'Agence des espaces verts

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 4413-2 et R. 4413-16 ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M71 ;

VU le budget primitif 2017 du budget principal approuvé par délibération N° 17-024 du 14 avril 2017 du Conseil d'administration du 14 avril 2017 ;

VU le budget supplémentaire 2017 du budget principal approuvé par délibération N° 17-056 du Conseil d'administration du 30 mai 2017;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France.

CONSIDERANT la nécessité d'intégrer les modifications au budget principal de l'Agence des espaces verts,

D E L I B E R E

Article unique : La décision modificative N° 2 au budget 2017 de l'Agence des espaces verts, annexée à la présente délibération, est approuvée par chapitre et équilibrée à l'intérieur de chaque section.

Nombre de votants ..... :	6
Votes POUR ..... :	4+2
Votes CONTRE ..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

ANNEXE - DÉCISION MODIFICATIVE N° 2 DU BUDGET 2017

Le Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts a approuvé le budget primitif par délibération N°17-024 du 14/04/2017, le budget supplémentaire (décision modificative N°1) par délibération N°17-056 du 30/05/2017.

Cette décision modificative N°2 de 2017 répond à la nécessité d'ajustements budgétaires postérieurs au vote de ces deux précédentes étapes budgétaires.

Il s'agit tout d'abord de mettre en concordance les autorisations budgétaires ouvertes au budget de l'Agence avec les délégations de crédits affectées par le Conseil Régional d'Ile-de-France le 18 octobre 2017. En l'espèce, le Conseil Régional a décidé d'affecter 672 950,00 € supplémentaires représentant la contrepartie des produits de cessions versés en 2016.

Par ailleurs, il s'agit de constater la baisse de certaines recettes de fonctionnement attendues et donc de diminuer les crédits de dépenses en conséquence.

I. En autorisations pluriannuelles :

A. Section d'Investissement (Autorisations de Programme : AP)

Il convient donc d'augmenter les autorisations de programme (AP) « Acquisitions 2017 » pour un montant total de 72 950,00 € et de 200 000,00 € pour le programme « Aide à l'acquisition et à l'aménagement d'espaces verts, de forêts ou de promenades » compte tenu des perspectives d'acquisitions foncières sur l'exercice et des besoins d'aides financières pour les projets d'espaces verts et naturels des collectivités et des partenaires. Il convient enfin d'augmenter de 400 000,00 € les AP du programme « Aménagements » pour faire face à des opérations urgentes non applicables.

Libellé de l'AP	Chapitre	Montant AP (BP + BS)	AP votées lors de la présente délibération (DM2)	Total AP 2017
2017-12HDP Acquisition Espaces verts et agricoles régionaux – Programme 12	907	1 369 498,60	+72 950,00	1 442 448,60
2017-13HDP Aménagement – Programme 13	907	4 812 414,00	+ 400 000,00	5 212 414,00
2017-14HDP Tégéval – Programme 14	907	1 800 000,00		1 800 000,00
2017-15HDP Aide à l'acquisition et à l'aménagement d'espaces verts, de forêts ou de promenades - Programme 15	907	400 000,00	+ 200 000,00	600 000,00
2017-16HDP Équipement - Programme 16	900	100 000,00		100 000,00
Total Général		**8 481 912,60**	**+ 672 950,00**	**9 154 862,60**

B. Section de fonctionnement (Autorisations d'Engagement : AE)

L'Agence des espaces verts ne tient pas de comptabilité d'engagement pluriannuelle concernant la section de fonctionnement, cet état reste donc néant :

Libellé de l'AE	Chapitre	Montant AE (BP + BS)	AE votées lors de la présente délibération (DM2)	Total AE 2017
		0,00	0,00	0,00
Total Général		**0,00**	**0,00**	**0,00**

II. En crédits de paiements :

A. Section d'Investissement

Il convient de diminuer les recettes et dépenses d'investissement hors programme de 10 912,00€ compte tenu de la baisse du montant de F.C.T.V.A. attendu.

Par ailleurs, des cessions de terrains ayant donné lieu à des recettes de 148 020,00€, celles-ci sont créditées en recettes avec leur contrepartie en dépenses afin de pouvoir procéder au reversement de ces sommes auprès de la Région Ile-de-France

B. Section de Fonctionnement :

Il s'agit de constater la baisse des participations aux frais d'entretiens des forêts régionales attendues des collectivités pour 156 000,00€ et de constater le montant de la dotation régionale de fonctionnement qui ne sera pas versé suite à la mesure de gestion interne dite de Mise En Réserve (M.E.R.) pour 108 240,00€.

Afin de compenser cette baisse des recettes il convient de diminuer globalement de 264 240,00€ les crédits de dépenses affectés aux Moyens Généraux de l'établissement.

	DEPENSES			RECETTES		
	Crédits votés (BP+BS)	Propositions nouvelles	Total	Crédits votés (BP+BS)	Propositions nouvelles	Total
INVESTISSEMENT	**51 163 774,91**	**137 108,00**	**51 300 882,91**	**51 163 774,91**	**137 108,00**	**51 300 882,91**
dont: 900 MOYENS GENERAUX	*905 951,31*	*- 10 912,00*	*895 039,31*	*-*	*-*	*-*
907 PATRIMOINE NATUREL	*16 828 395,60*	*148 020,00*	*16 976 415,60*	*1 573 000,00*	*148 020,00*	*1 721 020,00*
922 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS				*11 156 786,06*	*- 10 912,00*	*11 145 874,06*
FONCTIONNEMENT	**34 762 578,00**	**- 264 240,00**	**34 498 338,00**	**34 762 578,00**	**- 264 240,00**	**34 498 338,00**
dont: 930 MOYENS GENERAUX	*10 078 487,73*	*- 264 240,00*	*9 814 247,73*	*10 478 874,05*	*- 108 240,00*	*10 370 634,05*
937 PATRIMOINE NATUREL	*3 355 910,00*	*-*	*3 355 910,00*	*3 683 401,95*	*- 156 000,00*	*3 527 401,95*

ARRETE - SIGNATURES

Délibération 17-131 :Décision modificative N° 2 du budget 2017 de l'Agence des espaces verts

Présenté par le Président (Mme Anne CABRIT)

A Paris, le 24 octobre 2017

Le Président,

Nombre de membres en exercice : 22
Nombre de membres présents : 4
Nombre de suffrages exprimés : 6
VOTES : Pour : 4+2
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 19 octobre 2017

Délibéré par le Conseil d'administration, réunie en session du 24 octobre 2017 (report de la session du 19 octobre 2017)

A Paris, le 24 octobre 2017

Les membres du Conseil d'administration

M. Oliver DOSNE

M. Michel CAFFIN

Mme Sophie DESCHIENS

M. Benoit CHEVRON

M. Gerard HEBERT

Mme Brigitte MARSIGNY

M. Ludovic TORO

M. Jean-François VIGIER

Mme Huguette FOUCHE

Mme Ramatoulaye SALL

Mme Roseline SARKISSIAN

Mme Melissa YOUSSOUF

M. Didier MIGNOT

Mme Corinne RUFET

Mme Vanessa JUILLE

Mme Dominique DUVAL

M. Pierre CUYPERS

M. Damien GREFFIN

M. Michel FOUCHAULT

M. Etienne DE MAGNITOT

M. Christophe HILLAIRET

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
Ile-de-France, le : 24 OCT. 2017

Transmise au contrôle
de légalité, le : 24 OCT. 2017

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N°17-132 du 24 octobre 2017

(report de la session du 19 octobre 2017)

APPROBATION DU PROGRAMME D'AMENAGEMENT DES SITES RÉGIONAUX

GERES PAR L'AGENCE DES ESPACES VERTS
Autorisations de programme 2017

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU la délibération n° 17-024 portant approbation du budget primitif de l'Agence des espaces verts ;

VU le montant de l'autorisation de programme 2017 sur les programmes 13 et 14 ;

VU la délibération n° 17-056 du 30 mai 2017 (report de la session du 23 mai 2017) portant approbation du budget supplémentaire de l'Agence des espaces verts ;

VU la délibération n° 17-131 relative à l'approbation de la Décision modificative n°2 du budget 2017 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts ;

DELIBERE

Article 1 Une autorisation de programme d'un montant de 400 000 € est affectée à l'aménagement des espaces verts régionaux et ventilée par site ou projet selon le tableau annexé à la présente. Cette affectation est imputée sur le budget 2017, chapitre 907, programme 13 « Aménagement des espaces verts régionaux ».

Article 2 Habilite la Présidente à solliciter une aide financière de l'Agence de l'Eau Seine Normandie pour le financement des opérations éligibles aux aides de cet établissement.

Article 3 Habilite la Présidente à solliciter une aide financière de l'Union européenne pour le financement des opérations d'accueil du public et de desserte forestière éligibles aux aides du FEADER.

Nombre de votants ..... :	6
Votes POUR ..... :	4+2
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

Exercice 2017
Délibération N°17-132 du 24 octobre 2017
(report de la session du 19 octobre 2017)

PRIF		Montant proposé	Montant affecté le 04-07-2017	Montant affecté le 23-05-2017	Montant affecté le 14-04-2017	Total affecté AP 2017	Opérations
1	Rougeau - Bréviando		50 000,00 €		234 000,00 €	284 000,00 €	Rougeau : Réfection du mur de soutènement de Morsang s/Seine - Restauration des écoulements du parking de la Maison forestière des Régales - Mobilier : enlèvement de clôtures, remplacement de barrières - Prise de possession Bréviande : Prise de possession - Pose de barrières - Domaine des Iles : démolition de bâti ; pose d'une passerelle et réfection éventuelle ; pose d'un portail et réfection de mur pour l'accès agricole ; mise en place d'une barrière ; mise en place de clôtures pour le pâturage - création d'un passage busé
1	RNR des Bruyères de Ste-Assise			85 100,00 €		85 100,00 €	Mise en œuvre du plan de gestion
2	Vallée de l'Yerres et du Réveillon		21 000,00 €			21 000,00 €	Mise en place d'abonnements aux réseaux individuels - Prise de possession
4	Ferrières				90 000,00 €	90 000,00 €	Remplacement de corbeilles - Réfection de l'Allée du Pas du Cheval - Etude diagnostic des équipements en bois de l'étang de la Planchette - Mise en place de gabarits limiteurs sur les parkings de Piscop et de Belle-Assise
6	Moulin des Marais		100 000,00 €			100 000,00 €	Projet d'aménagement 2ème tranche
7	Montgé				50 000,00 €	50 000,00 €	Création d'accès et de places de dépôt
9	Précy-sur-Marne		50 000,00 €			50 000,00 €	Démolition d'un pavillon
10	Vallières		40 000,00 €		90 000,00 €	130 000,00 €	Abattages de sécurité et sécurisation des accès - Etudes naturalistes préalables à l'aménagement - Démolition de nouvelles acquisitions à Carnetin
12	Seigiats				20 000,00 €	20 000,00 €	Prise de possession et mise en sécurité
13	Dhuis				50 000,00 €	50 000,00 €	Réfection d'allées de promenade ravinées
35	Maubué				50 000,00 €	50 000,00 €	Bois de la Grange : Sécurisation à la suite d'évacuation de campements
38	Brosse et Gondoire		30 000,00 €		23 000,00 €	53 000,00 €	Prise de possession et mise en place de barrières - Bornages - Démolition d'un bâtiment à St-Thibault des Vignes
48	Vallée de la Marne				10 000,00 €	10 000,00 €	Complément de sécurisation de la ferme de la Renaissance
51	RNR du Grand-Voyeux			12 500,00 €		12 500,00 €	Mise en œuvre du plan de gestion
Total 77			**291 000,00 €**	**97 600,00 €**	**617 000,00 €**	**1 005 600,00 €**	
8	Plaine de la Haye				10 000,00 €	10 000,00 €	Suppression de dépôts - Bornages
18	Moisson				25 000,00 €	25 000,00 €	Démolition de cabanes à Freneuse - Traitement de chenilles processionaires
18	RNR de Moisson			42 500,00 €		42 500,00 €	Mise en œuvre du plan de gestion
19	Rosny		20 000,00 €		50 000,00 €	70 000,00 €	Création de places de dépôts - Elagage de lisières
20	Butte de Marsinval			15 000,00 €	15 000,00 €	30 000,00 €	Verneuil : changement des lisses du parking ; restauration de landes (compensation écologique)
22	Galluis				20 000,00 €	20 000,00 €	Inventaires naturalistes préalables à l'aménagement forestier
23	Hautil et Oise				10 000,00 €	10 000,00 €	Reprise de signalétique / fontis
Total 78			**20 000,00 €**	**57 500,00 €**	**130 000,00 €**	**207 500,00 €**	
26	Bois Chardon				10 000,00 €	10 000,00 €	Création d'une place de dépôt
29	Orge Aval				1 000,00 €	1 000,00 €	Fourniture et pose de bancs
30	Fosse aux carpes				20 000,00 €	20 000,00 €	Sécurisation du périmètre
57	St-Eutrope		88 000,00 €			88 000,00 €	Reprise de voirie
Total 91			**88 000,00 €**	**- €**	**31 000,00 €**	**119 000,00 €**	
33	Bondy				18 000,00 €	18 000,00 €	Démolition d'un ponton de l'étang de Virginie et réfection du platelage
34	Coteaux de l'Aulnoye				28 924,00 €	28 924,00 €	Sécurisation des champs sente de derrière les jardins - Plantation forestière (compensation)
Total 93			**- €**	**- €**	**46 924,00 €**	**46 924,00 €**	
37	Grosbois			30 684,00 €		30 684,00 €	Réouverture de landes (compensation écologique)
55	Montjean				50 000,00 €	50 000,00 €	Premiers aménagements
Total 94			**- €**	**30 684,00 €**	**50 000,00 €**	**80 684,00 €**	
24	Roche-Guyon		60 000,00 €		15 000,00 €	75 000,00 €	Systèmes anti-intrusion - Ouverture de périmètres sur les coteaux calcaires - Remise en état de l'arboretum
36	Butte Pinson		20 000,00 €		215 000,00 €	235 000,00 €	Etudes préalables aux travaux de mise en sécurité - Prise de possession - Bornages - Amélioration de l'accès au Bois de Moreau Fontaine - Reprise de voirie
41	Buttes du Parisis		10 000,00 €		860 000,00 €	870 000,00 €	Complément à l'aménagement du sommet de la Butte des Châtaigniers - Mise en défens des accès à la Butte des Châtaigniers - Cascades de Montigny : travaux hydrauliques - Prise de possession et démolitions - Démolition d'un cabanon - Bornages et divisions parcellaires - Fermeture de dépendances du Fort - Suivi des inclinomètres Butte des Châtaigniers - Signalétique anti-motos
44	Plateau d'Andilly				20 000,00 €	20 000,00 €	Enlèvements de clôtures
45	Boissy				70 000,00 €	70 000,00 €	Suppression d'un bosquet et de clôtures - Aménagement de l'entrée chaussée Jules César - Sécurisation de lisières
46	Ecouen				60 000,00 €	60 000,00 €	Amélioration de l'accès sud de la forêt - Création de places de dépôt
52	Plaine de Pierrelaye				85 000,00 €	85 000,00 €	Sécurisation des berges de l'île de Vaux
54	RNR du Marais de Stors			226 630,00 €		226 630,00 €	Mise en œuvre du plan de gestion
Total 95			**90 000,00 €**	**226 630,00 €**	**1 325 000,00 €**	**1 641 630,00 €**	
IMPRÉVUS		200 000,00 €			200 000,00 €	400 000,00 €	
TRAVAUX D'INVESTISSEMENT SYLVICOLE					300 000,00 €	300 000,00 €	
EXTERNALISATIONS AMO - MOE					50 000,00 €	50 000,00 €	
ETUDE D'EVALUATION DE LA BIODIVERSITE DES SITES				100 000,00 €		100 000,00 €	
INVESTISSEMENT BATIMENTS					400 000,00 €	400 000,00 €	
REBOUCHAGE NIDS DE POULE					15 000,00 €	15 000,00 €	
MISE EN SECURITE TOUS SECTEURS					200 000,00 €	200 000,00 €	
PRISE DE POSSESSION TOUS SECTEURS		200 000,00 €			100 000,00 €	300 000,00 €	
DEMOLITIONS TOUS SECTEURS					100 000,00 €	100 000,00 €	
TOTAL PROGRAMME 13		**400 000,00 €**	**489 000,00 €**	**512 414,00 €**	**3 564 924,00 €**	**4 866 338,00 €**	
TEGEVAL PROGRAMME 14					**1 800 000,00 €**	**1 800 000,00 €**	
TOTAL GÉNÉRAL		**400 000,00 €**	**489 000,00 €**	**512 414,00 €**	**5 364 924,00 €**	**6 666 338,00 €**	

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 10/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/10/2017

îledeFrance
Conseil régional

ARRETE N°17-150

portant délégations de signature du pôle logement et transports

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à M. Christophe SAINTILLAN, Directeur général adjoint en charge du pôle Logement et transports à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Direction des transports

Article 2 :

Délégation permanente est donnée à M. Paul BEAUVALLET, Directeur des Transports, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de la direction.

Article 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Paul BEAUVALLET, délégation est donnée à M. Vincent MOUTARDE, directeur-adjoint de la Direction des transports , à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de la direction.

R E P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

Article 4 :

Délégation permanente est donnée à M. Emmanuel HASTINGS, chef du service Budget, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

En cas d'absence ou d'empêchement d'Emmanuel HASTINGS, délégation est donnée à Mme Isabelle GRAMMATICO, adjointe au chef du service Budget, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à Mme Charlotte CHARBONNIAUD, cheffe du service Transports collectifs ferrés, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à Mme Nathalie GRANES, cheffe du service Fret et entreprises de transport, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à M. Jérôme CHIASSON, chef du service Pôles et voiries, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Jérôme CHIASSON, délégation est donnée à Mme Claire SOUET, adjointe au chef du service Pôles et voiries, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à M. Cédric AUBOUIN, chef du service Mobilité et politique de transports, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Direction du logement et du renouvellement urbain

Article 5 :

Délégation permanente est donnée à M. Angelo ZAGALOLO, Directeur du logement et du renouvellement urbain, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences de la direction logement et renouvellement urbain.

Article 6 :

Délégation permanente est donnée à M. Jérôme de VIVIES, chef du service Logement social, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à M. Loïc GANDAIS, chef du service Parc privé, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à M. Srinouvelou ADY, chef du service Renouvellement urbain, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à M. Eric MONTUCLARD, Responsable du service CRHH et partenariats et de la cellule budgétaire de la direction logement et renouvellement urbain, à l'effet de signer tous actes ou décisions entrant dans les compétences du service.

Article 7 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté 17-41 du 10 mars 2017.

Article 8 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 25 septembre 2017

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 05/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 05/10/2017

ARRETE N°17-151 du 29 septembre 2017

de désignation des candidats admis à présenter une offre dans le cadre du concours de maîtrise d'œuvre pour les travaux d'aménagement de l'hémicycle et d'une salle polyvalente du futur hôtel de la Région Ile de France à Saint-Ouen (93)

îledeFrance

La Présidente du Conseil Régional d'Ile de France

Vu le code des collectivités territoriales et son article L 4231-3, 1er alinéa ;
Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment son article 8 ;
Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment les articles 88 et 89 ;
Vu le code des collectivités territoriales et son article L 1411-5 ;
Vu la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative à la délégation du Conseil Régional à sa Présidente en matière de marchés publics ;
Vu l'arrêté 15-261 du 18 décembre 2015 portant délégation de fonction à Madame Marie-Carole CIUNTU, 14è Vice-présidente déléguée à l'administration générale ;
Vu l'arrêté 16-18 du 2 février 2016, désignant Madame Marie-Carole CIUNTU, pour représenter la Présidente du Conseil Régional à la présidence des jurys de concours ;
Vu la délibération n° CR 145-16 du 16 juin 2016, désignant les membres de la commission d'appel d'offres, du jury de conception-réalisation et jury de concours ;
Vu le procès-verbal du jury de maîtrise d'œuvre en date du 29 septembre 2017, admettant à concourir trois candidats

Après avoir délibéré, le jury propose conformément à l'article 88 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics :

1) Fabienne BULLE (Fabienne Bulle architecte & associés) / Pascale POIRIER (Fabienne Bulle architecte & associés) / SIBAT / Jean Paul LAMOUREUX / COMMENT SARL (pli n°4)
2) MAUD CAUBET ARCHITECTES / QUADRIPLUS GROUPE / CREAPRAG / DYNALIGHTHING /SCB ECONOMIE (pli n°37)
3) CLAUDE DENU (DENU & PARADON ARCHITECTES) / Bureau d'études BEA / ATELIER AUDIOVISUEL / INTERIEURS D'ARCHITECTURES FABRICE BOLENOR / CAPRI ACOUSTIQUE / LIGHTEC CONCEPT (pli n°10)

ARRETE

Article unique :
La liste des candidats admis à concourir est établie comme suit :
- Fabienne BULLE (Fabienne Bulle architecte & associés) / Pascale POIRIER (Fabienne Bulle architecte & associés) / SIBAT / Jean Paul LAMOUREUX COMMENT SARL
- MAUD CAUBET ARCHITECTES / QUADRIPLUS GROUPE / CREAPRAG / DYNALIGHTHING /SCB ECONOMIE
- CLAUDE DENU (DENU & PARADON ARCHITECTES) / Bureau d'études BEA / ATELIER AUDIOVISUEL / INTERIEURS D'ARCHITECTURES FABRICE BOLENOR / CAPRI ACOUSTIQUE / LIGHTEC CONCEPT

La Vice Présidente
Chargée de l'administration générale
Marie-Carole CIUNTU

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/10/2017

ile de France
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-152
du 2 octobre 2017

Portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein du Comité consultatif de la Réserve Naturelle Régionale des Bruyeres Sainte-Assise (77)

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU la Délibération n° CP 09-968 C du 22 octobre 2009 portant création de la Réserve Naturelle Régionale des Bruyères de Sainte-Assise,

VU l'Arrêté n° 11-31 du 2 mars 2011 relatif à la constitution d'un Comité consultatif de la Réserve Naturelle Régionale des Bruyères Sainte-Assise.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein du Comité consultatif de la Réserve Naturelle Régionale des Bruyères Sainte-Assise :

- **Monsieur Eric JEUNEMAITRE,** Conseiller régional d'Île-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/10/2017

ileDeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-153
du 2 octobre 2017

Portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein du Comité consultatif de la Réserve Naturelle Régionale des étangs de Bonnelles (78)

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU la Délibération n° CP 182-16 du 13 octobre 2016 portant création de la Réserve Naturelle Régionale des étangs de Bonnelles,

VU l'Arrêté n° 17-114 du 28 juin 2017 portant désignation des membres du Comité consultatif de la Réserve Naturelle Régionale des étangs de Bonnelles.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein du Comité consultatif de la Réserve Naturelle Régionale des étangs de Bonnelles :

- **Monsieur Gaël BARBOTIN,** Conseiller régional d'Île-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/10/2017

île de France
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-154
du 2 octobre 2017

Portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein du Comité consultatif de la Réserve Naturelle Régionale du Marais de Larchant (77)

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU la Délibération n° CP 08-1283 B du 27 novembre 2008 relative au classement de la Reserve Naturelle Régionale du Marais de Larchant,

VU l'Arrêté n° 09-07 du 16 janvier 2009 relatif à la gestion de la Réserve Naturelle Régionale du Marais de Larchant.

VU l'Arrêté n° 09-08 du 16 janvier 2009 relatif à la constitution d'un Comité consultatif de la Réserve Naturelle Régionale du Marais de Larchant.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein du Comité consultatif de la Réserve Naturelle Régionale du Marais de Larchant :

- **Monsieur Frédéric VALLETOUX,** Conseiller régional d'Île-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/10/2017

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-156
du 2 octobre 2017

Portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein du Comité consultatif de la Réserve Naturelle Régionale du site géologique de Limay (78)

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU la Délibération n° CP 09-968 B du 22 octobre 2009 portant création de la Réserve Naturelle Régionale du site géologique de Limay,

VU l'Arrêté n° 15-136 du 7 septembre 2015 portant modification de l'arrêté n° 11-30 du 2 mars 2011 relatif à la création du Comité consultatif de la Réserve Naturelle Régionale du site géologique de Limay.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein du Comité consultatif de la Réserve Naturelle Régionale du site géologique de Limay :

- **Monsieur Michel CAFFIN,** Conseiller régional d'Île-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/10/2017

ilede**France**

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-157
du 2 octobre 2017

Portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein du Comité consultatif de la Réserve Naturelle Régionale du site géologique de Vigny-Longuesse (95)

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU la Délibération n° CP 09-968 A du 22 octobre 2009 portant création de la Réserve Naturelle Régionale du site géologique de Vigny-Longuesse,

VU l'Arrêté n° 11-32 du 2 mars 2011 relatif à la constitution du Comité consultatif de la Réserve Naturelle Régionale du site géologique de Vigny-Longuesse.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein du Comité consultatif de la Réserve Naturelle Régionale du site géologique de Vigny-Longuesse :

- **Monsieur Thibault HUMBERT,** Conseiller régional d'Île-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/10/2017

ile de France
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-158
du 2 octobre 2017

Portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein du Comité consultatif de la Réserve Naturelle Régionale du domaine des Seiglats (77)

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU la Délibération n° CP 09-614 C du 9 juillet 2009 relative au classement de la Réserve Naturelle Régionale du Domaine des Seiglats,

VU l'Arrêté n° 10-65 du 28 avril 2010 relatif à la constitution du Comité consultatif de la Réserve Naturelle Régionale du Domaine des Seiglats.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein du Comité consultatif de la Réserve Naturelle Régionale des Seiglats :

- **Monsieur Benoît CHEVRON,** Conseiller régional d'Île-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 11/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 11/10/2017

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-159
du 2 octobre 2017

Portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein du Comité consultatif de la Réserve Naturelle Régionale du Grand Voyeux (77)

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU la Délibération n° CP 12-794 du 21 novembre 2012 portant création de la Réserve Naturelle Régionale du Grand Voyeux,

VU l'Arrêté n° 13-45 du 23 avril 2013 portant création du Comité consultatif de gestion de la Réserve Naturelle Régionale du Grand Voyeux.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein du Comité consultatif de la Réserve Naturelle Régionale du Grand Voyeux :

- **Monsieur Benoît CHEVRON,** Conseiller régional d'Île-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 10/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/10/2017

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-160
du 5 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la Délibération n° CR 89-15 du 18 décembre 2015 relative à la composition et l'élection de la Commission permanente.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Madame Manon LAPORTE, Conseillère régionale d'Île-de-France, est nommée déléguée en charge de l'Education artistique et culturelle.

Elle est chargée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Elle informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'elle exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/10/2017

Conseil régional

ARRETE N°17-162

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

Vi l'arrêté n°16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation à titre temporaire, du 2 au 3 novembre 2017 inclus, est donnée à M. Jean-Philippe DE SAINT-MARTIN à l'effet de signer tous actes administratifs, contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, arrêtés, décisions, instructions internes et correspondances se rapportant aux affaires traitées dans les services de la Région ainsi que tous documents comptables et pièces justificatives relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses du budget régional ainsi que les mouvements de crédits nécessaires et, d'autre part, à la constatation des droits et créances au profit de la Région et à l'émission des titres de recettes et ordres de reversement correspondants, à l'exception des rapports et communications au conseil régional et à la commission permanente.

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 09 octobre 2017

Valérie PECRESSE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/10/2017

ile de France
Conseil régional

ARRETE N° 17-163
portant délégations de signature
du Pôle ressources humaines

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 modifié portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnel du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à Mme Fabienne CHOL, Directrice générale adjointe du pôle ressources humaines, à l'effet de signer tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats et marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle ressources humaines, à l'exception des rapports et communications au Conseil régional et à la Commission permanente.

Article 2 :

Délégation permanente est donnée à Mme Aline RIDET, adjointe à la Directrice générale adjointe du pôle ressources humaines, à l'effet de signer tous actes, arrêtés, décisions, tous contrats et marchés ou conventions ainsi que les actes entrant dans la compétence du pôle ressources humaines, à l'exception des actes de nomination des agents à un emploi permanent, rapports et communications au Conseil régional et à la Commission permanente et des actes relatifs à la gestion des élus régionaux.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Fabienne CHOL, délégation de signature est donnée à Mme Aline RIDET dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté.

Mission Administration Pilotage Projets Transverses

Article 3 :

Délégation permanente est donnée à M. Guillaume AUBIN, responsable de la mission administration pilotage projets transverses (MAPPT) du pôle ressources humaines, à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de la MAPPT y compris ceux qui engagent financièrement la Région dans la limite de 20 000 € HT (vingt mille euros) et ceux qui portent, quel que soit leur montant, certification du service réalisé et liquidation des factures.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Mme Fabienne CHOL et de Mme Aline RIDET, délégation de signature est donnée à M. Guillaume AUBIN, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté et à l'exception des actes relatifs au recrutement des agents et des actes relatifs à la gestion des élus régionaux.

Direction de l'administration du personnel

Article 4 :

Délégation permanente est donnée à Mme Claire FOUCQUIER, directrice de l'administration du personnel, à l'effet de signer tous les actes entrant dans la compétence de la direction de l'administration du personnel et relatifs à la carrière et à la rémunération des agents de la Région, à l'exception :

- des actes de nomination et de radiation des agents autres que ceux pris en application de l'article 3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

La délégation permanente comprend également les actes entrant dans la compétence de la direction de l'administration du personnel :

- qui engagent financièrement la Région dans la limite de 10 000 € HT (dix mille euros) ;
- qui portent, quel que soit leur montant, certification du service réalisé et liquidation des factures.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Claire FOUCQUIER, délégation est donnée à M. Mayeul PLACES, directeur adjoint de la direction de l'administration du personnel, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 4 du présent arrêté.

Article 6 :

Délégation permanente est donnée à Mme Claire FOUCQUIER, directrice de l'administration du personnel, à l'effet de signer tous bordereaux, mandats, titres de recette, pièces justificatives, certificats pour paiement et, plus généralement, tous certificats en rapport avec les opérations de paie et relevant de la responsabilité de la direction de l'administration du personnel.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Claire FOUCQUIER, délégation de signature est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'alinéa précédent et relevant de la responsabilité du service pilotage paie – masse salariale à M. Mayeul PLACES.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Claire FOUCQUIER et de M. Mayeul PLACES, délégation de signature est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'alinéa précédent et relevant de la responsabilité du service pilotage paie – masse salariale à M. Philippe FERREIRA-MARTINS, Chef du service « pilotage paie – masse salariale » de la direction de l'administration du personnel.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Mme Claire FOUCQUIER, de M. Mayeul PLACES et de M. Philippe FERREIRA-MARTINS, délégation de signature est donnée dans les mêmes limites que celles fixées au 1er alinéa et relevant de la responsabilité du service « pilotage paie- masse salariale » à M. Eric L'ECUYER, coordinateur de paie au sein du service « pilotage paie –masse salariale » à la direction de l'administration du personnel.

Article 7 :

Délégation permanente est donnée à Mme Florence DANIEL, chef du service « Administration des agents des lycées Nord » de la direction de l'administration du personnel, à l'effet de signer :

- tous les actes entrant dans la compétence du service de l'administration des agents des lycées du nord de la région d'Ile-de-France liés à la maladie, la maternité et la paternité ;
- tous les actes liés à la maladie, la maternité et la paternité quel que soit leur montant, portant certification du service réalisé et liquidation des factures ;
- l'ensemble des courriers liés à la gestion de la carrière des agents.

Article 8 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Florence DANIEL, délégation de signature est donnée à Mme Françoise RAYMOND, Adjointe au chef de service, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 7 du présent arrêté.

Article 9 :

Délégation permanente est donnée à M. Adamou ADAMOU, chef du service « Administration des agents des Lycées Sud» de la direction de l'administration du personnel, à l'effet de signer :

- tous les actes entrant dans la compétence du service de l'administration des agents des lycées du sud de la région d'Ile-de-France liés à la maladie, la maternité et la paternité ;
- tous les actes liés à la maladie, la maternité et la paternité quel que soit leur montant portant certification du service réalisé et liquidation des factures ;
- l'ensemble des courriers liés à la gestion de la carrière des agents.

Article 10 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Adamou ADAMOU, délégation de signature est donnée à M. Clément FOURREAU, Adjoint au chef de service, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 9 du présent arrêté.

Article 11 :

Délégation permanente est donnée à Mme Anne-Clémence SORBARA, chef du service « Administration des agents du siège » de la direction de l'administration du personnel à l'effet de signer :

- tous les actes entrant dans la compétence du service de l'administration des agents du siège de la région d'Ile-de-France liés à la maladie, la maternité et la paternité ;
- tous les actes liés à la maladie, la maternité et la paternité quel que soit leur montant portant certification du service réalisé et liquidation des factures ;
- l'ensemble des courriers liés à la gestion de la carrière des agents.

Article 12 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anne-Clémence SORBARA, délégation de signature est donnée à Mme Vanessa OUDALI, adjointe au chef de service dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 11 du présent arrêté.

Article 13 :

Délégation permanente est donnée à Mme Camille GREMET, chef du service « accompagnement retraite » de la direction de l'administration du personnel à l'effet de signer tous les actes entrant dans la compétence du service accompagnement retraite liés à la gestion de la retraite et aux validations de service des agents de la Région.

Direction du développement et de l'accompagnement des ressources humaines

Article 14 :

Délégation permanente est donnée à Mme Caroline GODINOT, directrice du développement et de l'accompagnement des ressources humaines, à l'effet de signer tous les actes entrant dans la compétence de la direction du développement et de l'accompagnement des ressources humaines, y compris ceux qui engagent financièrement la Région dans la limite de 10 000 € HT (dix mille euros), tous les actes qui portent, quel que soit leur montant, certification du service réalisé et liquidation des factures entrant dans la compétence de la direction.

Article 15 :

Délégation permanente est donnée à Mme Stéphanie CHASSAT, chef du service « emploi et mobilité », à l'effet de signer tous les actes entrant dans la compétence du service « emploi et mobilité » y compris ceux qui engagent financièrement la Région dans la limite de 5 000 € HT (cinq mille euros), tous les actes qui portent, quel que soit leur montant, certification du service réalisé et liquidation des factures entrant dans la compétence du service.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanée de Mme Caroline GODINOT et de M. Frédéric HEHN, chef du service formation, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions que celles fixées à l'article 16 et relevant de la compétence du service formation à Mme Stéphanie CHASSAT.

Article 16 :

Délégation permanente est donnée à M. Frédéric HEHN, chef du service formation à l'effet de signer tous les actes entrant dans la compétence du service formation y compris ceux qui engagent financièrement la Région dans la limite de 5 000 € HT (cinq mille euros), tous les actes qui portent, quel que soit leur montant, certification du service réalisé et liquidation des factures entrant dans la compétence du service.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanée de Mme Caroline GODINOT et de Mme Stéphanie CHASSAT, délégation de signature est donnée, dans les mêmes conditions que celles fixées à l'article 15 et relevant de la compétence du service « emploi et mobilité » à M. Frédéric HEHN.

Mission Communication interne

Article 17 :

Délégation permanente est donnée à Mme Laurence DOMINIC, responsable de la mission communication interne, à l'effet de signer tous les actes entrant dans la compétence de la mission communication interne, y compris ceux qui engagent financièrement la Région dans la limite de 10 000 € HT (dix mille euros), tous les actes qui portent, quel que soit leur montant, certification du service réalisé et liquidation des factures entrant dans la compétence de la mission.

Direction du bien-être au travail, de l'action sociale et du dialogue social

Article 18 :

Délégation permanente est donnée à Mme Isabelle MOREL, directrice du bien-être au travail, de l'action sociale, et du dialogue social, à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de la direction du bien-être au travail, de l'action sociale et du dialogue social, y compris ceux qui engagent financièrement la Région dans la limite de 10 000 € HT (dix mille euros), tous les actes qui portent, quel que soit leur montant, certification du service réalisé et liquidation des factures entrant dans la compétence de la direction.

Article 19 :

Délégation permanente est donnée à Mme Marie ARRESTIER, directrice adjointe de la direction du bien-être au travail, de l'action sociale et du dialogue social, à l'effet de signer tous les actes entrant dans la compétence du service du dialogue social, y compris ceux qui engagent financièrement la Région dans la limite de 5 000 € HT (cinq mille euros), tous les actes qui portent, quel que soit leur montant, certification du service réalisé et liquidation des factures entrant dans la compétence du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Isabelle MOREL, délégation est donnée à Mme Marie ARRESTIER, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 18 du présent arrêté.

Article 20 :

Délégation permanente est donnée à M. Laurent BAUDRY, chef du service des prestations sociales, à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence du service des prestations sociales, y compris ceux qui engagent financièrement la Région dans la limite de 5 000 € HT (cinq mille euros), tous les actes qui portent, quel que soit leur montant, certification du service réalisé et liquidation des factures entrant dans la compétence du service.

Article 21 :

Délégation permanente est donnée à M. Lionel RIVIERI, chef du service prévention et santé au travail, à l'effet de signer tous les actes entrant dans la compétence du service « prévention et santé au travail » et y compris ceux qui engagent financièrement la Région dans la limite de 5 000 € HT (cinq mille euros), tous les actes qui portent, quel que soit leur montant, certification du service réalisé et liquidation des factures entrant dans la compétence du service.

Article 22 :

Délégation permanente est donnée à Mme Caroline AZOULAY, chef du service logement, à l'effet de signer tous les actes entrant dans la compétence du service logement.

Direction du développement et de l'accompagnement des ressources humaines Lycées

Article 23 :

Délégation permanente est donnée à Mme Emmanuelle BARRE, directrice du développement et de l'accompagnement des ressources humaines Lycées, à l'effet de signer :

- tous les actes entrant dans la compétence de la direction du développement et de l'accompagnement des ressources humaines lycées, à l'exception des actes de nomination des agents des lycées ;
- tous les actes qui engagent financièrement la Région dans la limite de 10 000 € HT (dix mille euros), entrant dans la compétence de la direction du développement et de l'accompagnement des ressources humaines lycées ;
- tous les actes qui portent, quel que soit leur montant, certification du service réalisé et liquidation des factures entrant dans la compétence de la direction du développement et de l'accompagnement des ressources humaines lycées.

Article 24 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Emmanuelle BARRE, délégation est donnée à Mme Gwenaëlle NUN, directrice adjointe du développement et de l'accompagnement des ressources humaines Lycées, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 23 du présent arrêté.

Article 25 :

Délégation permanente est donnée à Mme Bénédicte FABA, responsable d'antenne « sud-est », à l'effet de signer les courriers adressés aux agents exerçant leurs fonctions dans les EPLE du ressort géographique de l'antenne « sud-est » et aux agents qui sollicitent une mobilité dans un EPLE du ressort géographique de l'antenne « sud-est » ainsi que les décisions d'affectation des agents des lycées exerçant leurs fonctions dans les EPLE du ressort géographique de l'antenne « sud-est », à l'exception des arrêtés de nomination des agents et des actes engageant financièrement la Région.

Article 26 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Bénédicte FABA, délégation est donnée à Mme Evelyne CASSOU, adjointe au responsable d'antenne, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 25 du présent arrêté.

Article 27 :

Délégation permanente est donnée à M. Stéphane GERFAUX, responsable d'antenne « nord-est », à l'effet de signer les courriers adressés aux agents exerçant leurs fonctions dans les EPLE du ressort géographique de l'antenne « nord-est » et aux agents qui sollicitent une mobilité dans un EPLE du ressort géographique de l'antenne « nord-est » ainsi que les décisions d'affectation des agents des lycées exerçant leurs fonctions dans les EPLE du ressort géographique de l'antenne « nord-est », à l'exception des arrêtés de nomination des agents et des actes engageant financièrement la Région.

Article 28 :

Délégation permanente est donnée à Mme Isabelle GHAYATE, adjointe au responsable d'antenne « sud-ouest », à l'effet de signer les courriers adressés aux agents exerçant leurs fonctions dans les EPLE du ressort géographique de l'antenne « sud-ouest » et aux agents qui sollicitent une mobilité dans un EPLE du ressort géographique de l'antenne « sud-ouest » ainsi que les décisions d'affectation des agents des lycées exerçant leurs fonctions dans les EPLE du

ressort géographique de l'antenne « sud-ouest » à l'exception des arrêtés de nomination des agents et des actes engageant financièrement la Région.

Article 29 :

Délégation permanente est donnée à Mme Frédérique LAMAUD, responsable d'antenne « nord-ouest », à l'effet de signer les courriers adressés aux agents exerçant leurs fonctions dans les EPLE du ressort géographique de l'antenne « nord-ouest » et aux agents qui sollicitent une mobilité dans un EPLE du ressort géographique de l'antenne « nord-ouest » ainsi que les décisions d'affectation des agents des lycées exerçant leurs fonctions dans les EPLE du ressort géographique de l'antenne « nord-ouest » à l'exception des arrêtés de nomination des agents et des actes engageant financièrement la Région.

Article 30 :

Délégation permanente est donnée à Mme Axelle LETHEREAU, chef du service « emploi-compétences-organisation » à l'effet de signer tous les courriers liés à la gestion de la carrière des agents des lycées et les décisions d'affectation des agents des lycées.

Article 31 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 17-48 du 22 mars 2017.

Article 32 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 11 octobre 2017

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 09/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/11/2017

îledeFrance
Conseil régional

ARRETE N° 17-165 MODIFIANT L'ARRETE N° 16-326

Fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du conseil économique, social et environnemental régional

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU les articles L 4231-3 et L 4134-5 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté n°16-326 du 25 novembre 2016 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du conseil économique, social et environnemental régional modifié en dernier lieu par l'arrêté n° 17-49 du 23 mars 2017 ;

VU l'avis du comité technique du 6 décembre 2016 ;

VU l'avis du comité technique du 3 juillet 2017 ;

VU l'avis du comité technique du 11 octobre 2017 ;

ARRETE

Article 1er :

Aux articles 1er et 6 de l'arrêté n° 16-326, la dénomination du pôle fonctionnel « achats, performance, marchés, juridique » est remplacée par « achats, performance, commande publique, juridique ».

Article 2 :

I. Le point I. de l'article 2 de l'arrêté n° 16-326 est remplacé par « La direction générale est constituée d'un directeur général des services (DGS), d'un secrétariat général, et de cinq directions : la direction de la communication ; la direction des solidarités, de la sécurité et de la modernisation ; la direction de la culture ; la direction de la jeunesse, des sports et des loisirs ; la direction des systèmes d'information ».

II. Au point II. de l'article 2 de l'arrêté n° 16-326 la phrase « Il est suppléé par un directeur général délégué » est supprimée.

III. Le point V. de l'article 2 de l'arrêté n° 16-326 est remplacé par « La direction des solidarités, de la sécurité et de la modernisation vient en appui de la direction générale des services dans sa conduite du pilotage stratégique de l'administration.

Elle coordonne les projets prioritaires dont le caractère transversal relève d'une gestion au niveau de la direction générale dès lors que plusieurs directions sont concernées. Elle assure notamment le suivi et la consolidation globale des schémas et contractualisations (contrat de plan Etat région). Elle consolide les démarches liées à l'évaluation des politiques publiques et à la territorialisation de l'action régionale. Elle conduit des politiques engagées dans le domaine de la sécurité publique du fait de la transversalité des orientations. Elle accompagne le volet « modernisation et innovation publique » et s'attache à développer la connaissance des évolutions en cours dans ce domaine.

Par ailleurs, elle assure la définition et la mise en œuvre de la politique en faveur du renforcement des solidarités et du développement social francilien. Elle conduit les interventions de la région dans le domaine :
- du handicap, notamment pour le pilotage transversal de l'agenda 22 pour l'identification et la mobilisation du droit commun en faveur des personnes en situation de handicap ;
- de la santé, notamment pour le soutien au maintien de l'offre de santé et la lutte contre les déserts médicaux, la promotion des politiques de prévention en faveur des jeunes, et la mobilisation pour une Ile de France sans SIDA ;
- de la solidarité, notamment en soutien aux familles, aux aidants, et à la petite enfance ;
- de la lutte contre les discriminations et en faveur des quartiers relevant de la politique de la ville.

La direction des solidarités, de la sécurité, de la modernisation se compose de cinq services, d'une délégation et d'une mission :
- le service « Pilotage Transverse et Territorialisation (PTT) » ;
- le service « Sécurité Publique » ;
- le service « Modernisation e-Innovation Publique (MIP) ;
- le service « Citoyenneté, égalité et lutte contre les discriminations » ;
- le service « Action sociale, santé et famille » ;
- la Délégation au handicap ;
- la Mission d'administration, de Pilotage et de projets transverses (MAPP) de la DGS veille à la cohérence des actions des directions et assure la relation avec les autres pôles. Elle assure notamment les fonctions suivantes : coordination générale, contrôle de gestion, relais pour les questions de ressources humaines et de communication, suivi du budget et consolidation des besoins en traitements de l'information.

IV. Le point VIII de l'article 2 de l'arrêté n° 16-326 est supprimé.

Article 3 :

Le point III. de l'article 8 de l'arrêté n°16-326 est modifié comme suit, concernant la composition de la direction :

« Elle se compose de quatre services :

- Le service « Coordination budgétaire, CRHH (Comité régional de l'habitat et de l'hébergement) et partenariats » ;
- Le service « Logement social » ;
- Le service « Parc privé » ;
- Le service « Renouvellement urbain ».

Article 4 :

Le présent arrêté entre en vigueur à compter de sa date de publication.

Article 5 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 18 octobre 2017

David BONNEAU
Directeur général des services

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/10/2017

Ile de France
Conseil régional

ARRETE N°17-166

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

Vi l'arrêté n°16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation à titre temporaire, le 27 octobre 2017, est donnée à M. Marc SAUVAGE à l'effet de signer tous actes administratifs, contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, arrêtés, décisions, instructions internes et correspondances se rapportant aux affaires traitées dans les services de la Région ainsi que tous documents comptables et pièces justificatives relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses du budget régional ainsi que les mouvements de crédits nécessaires et, d'autre part, à la constatation des droits et créances au profit de la Région et à l'émission des titres de recettes et ordres de reversement correspondants, à l'exception des rapports et communications au conseil régional et à la commission permanente.

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 18 octobre 2017

Valérie PECRESSE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/10/2017

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17- 167 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la Délibération n° CR 2017-180 du 18 octobre 2017 relative à la composition et l'élection de la Commission permanente.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Monsieur Jérôme CHARTIER, vice-président du Conseil régional d'Île-de-France, est délégué à la stratégie institutionnelle et aux relations internationales.

Il est chargé, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Il informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'il exerce dans ce cadre.

Délégation lui est accordée pour signer tout acte administratif, contrat ou convention, marché et correspondance se rapportant aux affaires traitées dans le cadre de sa délégation à l'exception des arrêtés portant nomination aux emplois fonctionnels de direction de la Région et des rapports et communications au Conseil régional et à la Commission permanente.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Monsieur Jérôme CHARTIER, premier vice-président, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressé et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

L'arrêté n°15-248 du 18 décembre 2015 est abrogé.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/10/2017

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-168 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la Délibération n° CR 2017-180 du 18 octobre 2017 relative à la composition et l'élection de la Commission permanente.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Madame Marie-Carole CIUNTU, vice-présidente du Conseil régional d'Île-de-France, est déléguée aux lycées et à l'administration générale.

Elle est chargée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Elle informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'elle exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Madame Marie-Carole CIUNTU, deuxième vice-présidente, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressée et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

L'arrêté n°15-261 du 18 décembre 2015 est abrogé.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/10/2017

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-169 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la Délibération n° CR 2017-180 du 18 octobre 2017 relative à la composition et l'élection de la Commission permanente.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Monsieur Stéphane SALINI, vice-président du Conseil régional d'Île-de-France, est délégué aux finances et à l'évaluation des politiques publiques.

Il est chargé, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Il informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'il exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Monsieur Stéphane SALINI, troisième vice-président, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressé et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

L'arrêté n°15-254 du 18 décembre 2015 est abrogé.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/10/2017

îledeFrance

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17- 170 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la Délibération n° CR 2017-180 du 18 octobre 2017 relative à la composition et l'élection de la Commission permanente.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Madame Agnès EVREN, vice-présidente du Conseil régional d'Île-de-France, est déléguée à la culture, au patrimoine et à la création.

Elle est chargée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Elle informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'elle exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Madame Agnès EVREN, quatrième vice-présidente, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressée et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

L'arrêté n° 15-255 du 18 décembre 2015 est abrogé.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/10/2017

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-171 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la Délibération n° CR 2017-180 du 18 octobre 2017 relative à la composition et l'élection de la Commission permanente.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Monsieur Stéphane BEAUDET, vice-président du Conseil régional d'Île-de-France, est délégué aux transports et aux mobilités durables.

Il est chargé, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Il informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'il exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Monsieur Stéphane BEAUDET, cinquième vice-président, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressé et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

L'arrêté n° 15-250 du 18 décembre 2015 est abrogé.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/10/2017

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-172 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la Délibération n° CR 2017-180 du 18 octobre 2017 relative à la composition et l'élection de la Commission permanente.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Madame Stéphanie VON EUW, vice-présidente du Conseil régional d'Île-de-France, est déléguée aux affaires européennes.

Elle est chargée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Elle informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'elle exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Madame Stéphanie VON EUW, sixième vice-présidente, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressée et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

L'arrêté n° 15-253 du 18 décembre 2015 est abrogé.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/10/2017

îledeFrance

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-173 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la Délibération n° CR 2017-180 du 18 octobre 2017 relative à la composition et l'élection de la Commission permanente.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Monsieur Geoffroy DIDIER, vice-président du Conseil régional d'Île-de-France, est délégué à l'attractivité, au logement et à la rénovation urbaine.

Il est chargé, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Il informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'il exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Monsieur Geoffroy DIDIER, septième vice-président, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressé et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

L'arrêté n°15-260 du 18 décembre 2015 est abrogé.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/10/2017

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-174 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la Délibération n° CR 2017-180 du 18 octobre 2017 relative à la composition et l'élection de la Commission permanente.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Madame Faten HIDRI, vice-présidente du Conseil régional d'Île-de-France, est déléguée à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Elle est chargée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Elle informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'elle exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Madame Faten HIDRI, huitième vice-présidente, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressée et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

L'arrêté n° 15-259 du 18 décembre 2015 est abrogé.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/10/2017

îledeFrance

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-175 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la Délibération n° CR 2017-180 du 18 octobre 2017 relative à la composition et l'élection de la Commission permanente.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Monsieur Patrick KARAM, vice-président du Conseil régional d'Île-de-France, est délégué aux sports, aux loisirs, à la jeunesse, à la citoyenneté et à la vie associative.

Il est chargé, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Il informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'il exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Monsieur Patrick KARAM, neuvième vice-président, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressé et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

L'arrêté n° 15-258 du 18 décembre 2015 est abrogé.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/10/2017

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17- 176 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la Délibération n° CR 2017-180 du 18 octobre 2017 relative à la composition et l'élection de la Commission permanente.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Madame Farida ADLANI, vice-présidente du Conseil régional d'Île-de-France, est déléguée aux solidarités, à la santé et à la famille.

Elle est chargée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Elle informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'elle exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Madame Farida ADLANI, dixième vice-présidente, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressée et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

L'arrêté n°15-257 du 18 décembre 2015 est abrogé.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/10/2017

îledeFrance

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-177 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la Délibération n° CR 2017-180 du 18 octobre 2017 relative à la composition et l'élection de la Commission permanente.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Madame Alexandra DUBLANCHE, vice-présidente du Conseil régional d'Île-de-France, est déléguée au développement économique, à l'agriculture et à la ruralité.

Elle est chargée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Elle informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'elle exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Madame Alexandra DUBLANCHE, onzième vice-présidente, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressée et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/10/2017

îledeFrance

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-178 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la Délibération n° CR 2017-180 du 18 octobre 2017 relative à la composition et l'élection de la Commission permanente.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Monsieur Frédéric PECHENARD, vice-président du Conseil régional d'Île-de-France, est délégué à la sécurité et à l'aide aux victimes.

Il est chargé, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Il informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'il exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Monsieur Frédéric PECHENARD, douzième vice-président, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressé et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

L'arrêté n°15-252 du 18 décembre est abrogé.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/10/2017

îledeFrance

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-179 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la Délibération n° CR 2017-180 du 18 octobre 2017 relative à la composition et l'élection de la Commission permanente.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Madame Béatrice de LAVALETTE, vice-présidente du Conseil régional d'Île-de-France, est déléguée au dialogue social.

Elle est chargée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Elle informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'elle exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Madame Béatrice de LAVALETTE, treizième vice-présidente, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressée et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

L'arrêté n°16-269 du 1er juillet 2016 est abrogé.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/10/2017

îledeFrance

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-180 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la Délibération n° CR 2017-180 du 18 octobre 2017 relative à la composition et l'élection de la Commission permanente.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLÉMENT, vice-président du Conseil régional d'Île-de-France, est délégué à l'écologie et au développement durable.

Il est chargé, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Il informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'il exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLÉMENT, quatorzième vice-président, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressé et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 26/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 26/10/2017

îledeFrance

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-181 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

VU la Délibération n° CR 2017-180 du 18 octobre 2017 relative à la composition et l'élection de la Commission permanente.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Madame Hamida REZEG, vice-présidente du Conseil régional d'Île-de-France, est déléguée au tourisme.

Elle est chargée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Elle informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'elle exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans l'ordre de sa désignation à la Commission permanente, Madame Hamida REZEG, quinzième vice-présidente, remplace la Présidente du Conseil régional en cas d'absence ou d'empêchement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressée et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/10/2017

ileDeFrance

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17- 182 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Monsieur Vincent JEANBRUN est désigné conseiller régional délégué spécial à l'emploi, à la formation professionnelle et à l'apprentissage.

Il est chargé, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Il informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'il exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressé et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/10/2017

ileDeFrance

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17- 183 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Monsieur Arnaud RICHARD est désigné conseiller régional délégué spécial à l'économie sociale et solidaire.

Il est chargé, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Il informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'il exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressé et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 3 :

L'arrêté n°16-276 du 11 juillet 2016 est abrogé.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/10/2017

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17- 184 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Monsieur Pierre DENIZIOT est désigné conseiller régional délégué spécial au handicap.

Il est chargé, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Il informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'il exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressé et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 3 :

L'arrêté n°15-267 du 18 décembre 2015 est abrogé.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/10/2017

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17- 185 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Monsieur Thierry MEIGNEN est désigné conseiller régional délégué spécial au déménagement.

Il est chargé, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Il informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'il exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressé et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 3 :

L'arrêté n°15-266 du 18 décembre 2015 est abrogé.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/10/2017

ileDeFrance

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17- 186 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Monsieur David DOUILLET est désigné conseiller régional délégué spécial aux grands projets d'investissements.

Il est chargé, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Il informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'il exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressé et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 3 :

L'arrêté n°15-275 du 11 juillet 2016 est abrogé.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/10/2017

ileDeFrance

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17- 187 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Monsieur Didier BARIANI est désigné conseiller régional délégué spécial à la coopération interrégionale.

Il est chargé, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Il informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'il exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressé et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 3 :

L'arrêté n°16-274 du 11 juillet 2016 est abrogé.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/10/2017

ileDeFrance

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17- 188 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Monsieur Philippe LAURENT est désigné conseiller régional délégué spécial à l'exposition universelle.

Il est chargé, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Il informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'il exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressé et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 25/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 25/10/2017

ileDeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-189 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Monsieur Frédéric VALLETOUX est désigné conseiller régional délégué spécial au commerce et à l'artisanat.

Il est chargé, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Il informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'il exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressé et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/10/2017

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17- 190 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Monsieur Vincent ROGER est désigné conseiller régional délégué spécial aux Jeux Olympiques.

Il est chargé, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Il informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'il exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressé et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/10/2017

îledeFrance

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17- 191 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Madame Anne CABRIT est désignée conseillère régionale déléguée spéciale à l'agriculture et à la ruralité.

Elle est chargée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Elle informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'elle exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressée et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/10/2017

îledeFrance

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17- 192 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Madame Babette de ROZIERES est désignée conseillère régionale déléguée spéciale à la Cité de la gastronomie.

Elle est chargée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Elle informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'elle exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressée et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 3 :

L'arrêté n°15-265 du 18 décembre 2015 est abrogé.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/10/2017

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-193 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Madame Charlotte BAELDE est désignée conseillère régionale déléguée spéciale au campus des métiers et des qualifications.

Elle est chargée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Elle informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'elle exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressée et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 3 :

L'arrêté n°15-277 du 11 juillet 2016 est abrogé.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/10/2017

ile de France

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17- 194 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Madame Marie-Pierre BADRÉ est désignée conseillère régionale déléguée spéciale à l'égalité femme-homme.

Elle est chargée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Elle informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'elle exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressée et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 3 :

L'arrêté n°16-37 du 1er mars 2016 est abrogé.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/10/2017

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-195 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Madame Manon LAPORTE est désignée conseillère régionale déléguée spéciale aux actions culturelles et artistiques dans les lycées.

Elle est chargée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Elle informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'elle exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressée et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 3 :

L'arrêté n°17-160 du 5 octobre 2017 est abrogé.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/10/2017

ileDeFrance

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17- 196 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Madame Marie-Christine DIRRINGER est désignée conseillère régionale déléguée spéciale à la smart région.

Elle est chargée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Elle informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'elle exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressée et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/10/2017

ileDeFrance

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17- 197 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Madame Sophie DESCHIENS est désignée conseillère régionale déléguée spéciale à l'économie circulaire.

Elle est chargée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Elle informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'elle exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressée et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 24/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 24/10/2017

ileDeFrance

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17- 198 du 18 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU la Loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la Délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015 relative à l'élection de la Présidente du Conseil régional.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Madame Béatrice LECOUTURIER est désignée conseillère régionale déléguée spéciale à l'orientation.

Elle est chargée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente du Conseil régional, de la préparation et du suivi des dossiers relevant de cette matière. Elle informe régulièrement la Présidente des fonctions qu'elle exerce dans ce cadre.

Cette délégation de fonction n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressée et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 10/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/11/2017

Conseil régional

ARRETE N°17- 203

portant composition de la commission de désignation des candidats aux logements sociaux de la Région d'Ile-de-France

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif au comité technique des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU l'arrêté n°15-185 du 28 octobre 2015 portant composition de la commission de désignation des candidats aux logements sociaux de la Région d'Ile-de-France ;

VU l'arrêté n°16-19 du 1er février 2016 portant composition du comité technique de la Région Ile-de-France ;

VU l'arrêté n° 16-65 du 1er avril 2016 portant délégation de signature au Directeur général des Services ;

VU l'arrêté n° 17-80 du 12 mai 2017 portant composition de la commission de désignation des candidats aux logements sociaux de la Région d'Ile-de-France ;

VU le règlement intérieur de la commission de désignation des candidats aux logements sociaux de la Région d'Ile-de-France approuvé lors de la séance d'installation du comité technique du 9 mars 2015 ;

SUR la proposition du directeur général des services ;

îledeFrance

Conseil régional

ARRETE

Article 1er : La composition de la commission de désignation des candidats aux logements sociaux de la Région d'Ile-de-France est fixée comme suit :

Représentants de la collectivité

Titulaires :

- Mme Marie-Carole CIUNTU, vice-présidente chargée des lycées et de l'administration générale ;
- M. Jean-François LEGARET, conseiller régional ;
- M. Benoît JIMENEZ, conseiller régional ;
- M. Gilbert CUZOU, conseiller régional ;
- Mme Fabienne CHOL, directrice générale adjointe des services du pôle ressources humaines ;
- Mme Emmanuelle BARRE, directrice du développement et de l'accompagnement des ressources humaines lycées du pôle ressources humaines ;
- M. Angelo ZAGALOLO, directeur du logement, de l'action foncière et du renouvellement urbain du pôle logement et transports.

Suppléants :

- M. Jean-Pierre LECOQ, conseiller régional ;
- M. Geoffroy DIDIER, vice-président en charge du logement et de la politique de la ville ;
- Mme Valérie MONTANDON, conseillère régionale ;
- Mme Dominique BARJOU, conseillère régionale ;
- M. Guillaume AUBIN, responsable de la mission administration, pilotage et projets transverses du pôle ressources humaines ;
- Mme Claire FOUCQUIER, directrice de l'administration du personnel du pôle ressources humaines ;
- Mme Gwenaelle NUN, adjointe à la directrice du développement et de l'accompagnement des ressources humaines lycées du pôle ressources humaines ;
- M. Jérôme de VIVIES, chef du service logement social au sein de la direction du logement, de l'action foncière et du renouvellement urbain du pôle logement et transports ;
- M. Clément FOURREAU, adjoint au chef du service « administration des agents des lycées du Sud, du pôle ressources humaines ;
- M. Lionel RIVIERI, chef du service « prévention et santé au travail » du pôle ressources humaines.

Représentants des organisations syndicales

. Syndicat Force Ouvrière du Personnel de la Région Ile-de-France (FO)

Titulaire :

- M. Elie ZARKA

Suppléants :

- Mme Lydiane LAPORTE
- M. Alex DELUGE

. Syndicat des personnels du Conseil régional d'Ile-de-France - Confédération Générale du Travail (SPERCRIF - CGT)

Titulaire :

- M. Marc MICHAUD

Suppléants :

- Mme Malika HALLOU
- Mme Corinne JACONELLI

. Fédération Autonome de la Fonction Publique Territoriale / Syndicat des personnels de la Région Ile-de-France (FA-FPT / SYNPER IDF)

Titulaire :

- Mme Jeannette CALYDON

Suppléants :

- Mme Léa EL OURAOUI
- M. Saïd HAMIDALLAH

. Syndicat des services publics parisiens - Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT INTERCO-SPP)

Titulaire :

- M. Gérard CARDONA

Suppléants :

- Mme Amel KOUIDER-MONIOT
- Mme Géraldine LHOPITEAU

. Fédération des syndicats solidaires, unitaires, démocratiques (SUD EDUCATION)

Titulaire :

- Mme Delphine BAYA

Suppléants :

- Mme Valérie JOUFFROY
- Mme Fabienne PAIRE

. Syndicat national unitaire des agents des collectivités territoriales et de l'Etat et syndicat national de l'enseignement technique agricole public affiliés à la fédération syndicale unitaire (SNUACTE-FSU et SNETAP-FSU)

Titulaire :

- M. Vincent SERRE

Suppléants :

- M. Cyril RIGAUDIERE
- M. Julien IROULIN

. Union nationale des syndicats autonomes conseil régional d'Ile-de-France affiliée à l'union nationale des syndicats autonomes (UNSA TERRITORIAUX CRIDF)

Titulaire :

- M. Patrick HEBRARD

Suppléants :

- Mme Doriana COMUCE
- Mme Sabine VIGILANT
- M. Patrick ETENNA

Article 2 : L'arrêté n°17-80 du 12 mai 2017 portant composition de la commission de désignation des candidats aux logements sociaux de la Région d'Ile-de-France est abrogé et remplacé par le présent arrêté[1].

Article 3 : Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 24 octobre 2017

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France et par délégation :
Le Directeur Général des Services,

David BONNEAU



1 - La Présidente informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 27/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/10/2017

îledeFrance
Conseil régional

ARRETE N°17-204

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

Vi l'arrêté n°16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation à titre temporaire, le 27 octobre 2017, est donnée à M. Jean-Philippe DE SAINT MARTIN à l'effet de signer tous actes administratifs, contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, arrêtés, décisions, instructions internes et correspondances se rapportant aux affaires traitées dans les services de la Région ainsi que tous documents comptables et pièces justificatives relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses du budget régional ainsi que les mouvements de crédits nécessaires et, d'autre part, à la constatation des droits et créances au profit de la Région et à l'émission des titres de recettes et ordres de reversement correspondants, à l'exception des rapports et communications au conseil régional et à la commission permanente.

Article 2 :

L'arrêté N° 17-166 du 18 octobre est abrogé.

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 26 octobre 2017

Valérie PECRESSE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 31/10/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 31/10/2017

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-205 du 27 octobre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1414-2 et l'article L. 4231-3 1er alinéa,

VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 modifié relatif aux marchés publics et notamment son article 89,

VU la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 modifiée relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 11 I-3°,

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente,

VU la délibération n° CR 145-16 du 16 juin 2016 désignant les membres de la commission d'appel d'offres, du jury de conception-réalisation et du jury de concours.

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Abroge l'arrêté n° 16-200 du 16 juin 2016.

ARTICLE 2 :

Désigne Monsieur Jean-François LEGARET, Conseiller régional pour représenter la Présidente du Conseil régional à la présidence de la commission d'appel d'offres, du jury de conception-réalisation et du jury de concours.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'intéressé et au Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 03/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 03/11/2017

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

ARRETE N° 17-207
du 30 octobre 2017

Portant désignation du représentant du Conseil régional d'Ile-de-France au sein de la SA EQUISOL

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 4231-1 à L.4231-9 ;

VU les statuts de la société anonyme coopérative à capital variable EQUISOL.

ARRETE

ARTICLE 1 :

Est désignée en qualité de représentant du Conseil régional d'Ile-de-France au sein de la SA EQUISOL :

Madame Alexandra DUBLANCHE
Vice-présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

ARTICLE 2 :

L'arrêté n°16-83 du 13 avril 2016 est abrogé.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Région Ile-de-France.

Valérie PECRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 10/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 10/11/2017

îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°17-208 du 31 octobre 2017

portant composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Région d'Ile-de-France

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale ;

VU le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale, modifié par le décret n°2012-170 du 3 février 2012 ;

VU les résultats des élections des conseillers régionaux d'Ile-de-France du 13 décembre 2015 ;

VU l'arrêté du 3 juin 2014 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique territoriale ;

VU la délibération du CR 42-14 du 19 juin 2014 relatives aux instances statutaires et élections professionnelles au comité technique du 4 décembre 2014 ;

VU le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour l'élection des représentants du personnel au comité technique de la Région Ile de France du 5 décembre 2014 et la proclamation des résultats de l'élection du 4 décembre 2014 ;

VU l'arrêté n°14-124 du 16 décembre 2014 fixant la répartition des sièges des organisations syndicales au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Région d'Ile-de-France ;

SUR la proposition du directeur général des services.

îledeFrance

Conseil régional

ARRETE

Article 1er : La composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Région d'Ile-de-France est fixée comme suit :

Représentants de la collectivité

Titulaires :

- Mme Marie-Carole CIUNTU, vice-présidente en charge des lycées et de l'administration générale
- Mme Béatrice DE LAVALETTE, conseillère déléguée auprès de la Présidente en charge du Dialogue social
- M. Jean-François LEGARET, conseiller régional
- M. David BONNEAU, directeur général des services
- Mme Fabienne CHOL, directrice générale adjointe du Pôle ressources humaines
- M. Patrick TONDAT, directeur général adjoint du Pôle lycées
- M. Daniel DAEHN, directeur général adjoint du Pôle patrimoine et moyens généraux
- M. Marc SAUVAGE, directeur général adjoint du Pôle achats performance marchés et juridique
- Mme Aline RIDET, adjointe à la directrice générale adjointe du Pôle ressources humaines
- M. Robin MONNIER, directeur grands projets du Pôle lycées

Suppléants :

- M. Pierre DENIZIOT, délégué spécial auprès de la Présidente, en charge du handicap
- Mme Christel ROYER, conseillère régionale
- M. Arnaud LE CLERE, conseiller régional
- Mme Catherine DESHORS, adjointe au directeur général adjoint du Pôle lycées
- Mme Guylène ROTTIER, directrice soutien des sites du Pôle patrimoine et moyens généraux
- Mme Gwenaelle NUN, directrice adjointe du développement et de l'accompagnement des ressources humaines lycées du Pôle ressources humaines
- Mme Claire FOUCQUIER, directrice de l'administration du personnel du Pôle ressources humaines
- Mme Catherine ODIN, responsable de la Mission Administration Pilotage et Projets Transverses (MAPPT) du Pôle développement économique emploi et formation
- Mme Emmanuelle PASTUREAU, responsable de la Mission Administration Pilotage et Projets transverses (MAPPT) du Pôle achats performance marchés et juridique
- M. Guillaume AUBIN, responsable de la Mission Administration Pilotage et Projets Transverses (MAPPT) du Pôle ressources humaines

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Représentants du personnel

. Syndicat Force Ouvrière du Personnel de la Région Ile-de-France (FO)

Titulaires :

- M. Frédéric SCHNEIDER
- M. Olivier FRANCOIS
- Mme Christine SILVA
- M. Patrice CAUNET

Suppléants :

- M. Gilles RUFF
- M. Tony SAUVAGE
- Mme Hatoumoussa KONARE
- Mme Michèle FUMA

. Syndicat des personnels du Conseil régional d'Ile-de-France - Confédération Générale du Travail (SPERCRIF - CGT)

Titulaires :

- M. Dominique MARE
- M. Gino BESNARD

Suppléants :

- Mme Christine LONCLE
- M. Pascal HUBERLAND

. Fédération Autonome de la Fonction Publique Territoriale / syndicat des personnels des départements franciliens et de la Région Ile-de-France (FA-FPT / SYNPER IDF)

Titulaire :

- M. Eric DESROCHES

Suppléant :

- M. Said HAMIDALLAH

. Syndicat des services publics parisiens - Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT INTERCO-SPP)

îledeFrance

Conseil régional

Titulaire :

- M. Frédéric FLASCHNER

Suppléant :

- Mme Géraldine LHOPITEAU

. Fédération des syndicats solidaires, unitaires, démocratiques (SUD EDUCATION)

Titulaire :

- Mme Delphine BAYA

Suppléante :

- Mme Fabrine BORD

. Membres indépendants

Titulaire :

- Mme Fanny ROUSSEAU-MOUSSET

Suppléant :

- M. Eric GILLET

Article 2 : L'arrêté n°17-139 du 21 août 2017 portant composition du comité d'hygiène et de sécurité de la Région d'Ile-de-France est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 3 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France et par délégation :
Le Directeur Général des Services,

David BONNEAU

La Présidente informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 14/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 14/11/2017

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-209
du 7 novembre 2017

Portant désignation du représentant du Conseil régional d'Île-de-France au sein de la SAS FinanCités.

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU les statuts de la Société par Actions Simplifiée FinanCités.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

L'arrêté n°16-85 du 13 avril 2016 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Est désignée pour représenter le Conseil régional d'Île-de-France au sein de la SAS FinanCités :

- ***Madame Alexandra DUBLANCHE,*** *Vice-présidente du Conseil régional d'Île-de-France*

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 14/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 14/11/2017

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-210
du 7 novembre 2017

Portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France et du Président du Conseil de Surveillance au sein de la SAS Fonds Régional de Co-investissement (FRCI) Île-de-France (futur « Paris Région Venture Fund »).

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU les statuts de la Société par Actions Simplifiée Fonds Régional de Co-investissement Île-de-France.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

L'arrêté n°16-87 du 13 avril 2016 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Est désignée pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de la SAS Fonds Régional de Co-investissement Île-de-France (futur « Paris Région Venture Fund ») et pour en présider le Conseil de Surveillance :

- ***Madame Alexandra DUBLANCHE,*** *Vice-présidente du Conseil régional d'Île-de-France*

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 14/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 14/11/2017

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-211
du 7 novembre 2017

Portant désignation du représentant du Conseil régional d'Île-de-France et du Président du Conseil de Surveillance au sein de la SA IDF CAPITAL.

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU les statuts de la Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance ÎLE-DE-FRANCE CAPITAL.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

L'arrêté n°16-84 du 13 avril 2016 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Est désignée pour représenter le du Conseil régional d'Île-de-France au sein de la SA ÎLE-DE-FRANCE CAPITAL :

- ***Madame Alexandra DUBLANCHE,*** *Vice-présidente du Conseil régional d'Île-de-France*

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 14/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 14/11/2017

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-212
du 7 novembre 2017

Portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de la SAS SCIENTIPÔLE CAPITAL.

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU les statuts de la Société par Actions Simplifiée à capital variable SCIENTIPÔLE CAPITAL.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

L'arrêté n°16-82 du 13 avril 2016 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Est désignée pour représenter le du Conseil régional d'Île-de-France au sein de la SAS SCIENTIPÔLE CAPITAL:

- ***Madame Alexandra DUBLANCHE,*** *Vice-présidente du Conseil régional d'Île-de-France*

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 14/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 14/11/2017

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 17-213
du 7 novembre 2017

Portant désignation du représentant du Conseil régional d'Île-de-France au sein de la SA G1J Île-de-France.

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU les statuts de la Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance G1J Île-de-France.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

L'arrêté n°16-86 du 13 avril 2016 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Est désignée pour représenter le Conseil régional d'Île-de-France au sein de la SA G1J Île-de-France :

- ***Madame Alexandra DUBLANCHE,*** *Vice-présidente du Conseil régional d'Île-de-France*

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 08/11/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 08/11/2017

îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N° 2017 - 216
fixant les modalités du tirage au sort
pour la désignation des représentants de la catégorie C (groupe hiérarchique 2)
de la commission administrative paritaire du 28 novembre 2017

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 modifié relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et notamment les articles 23 b et 34 ;

VU le décret n° 95-1018 du 14 septembre 1995 modifié fixant la répartition des fonctionnaires territoriaux en groupes hiérarchiques en application de l'article 90 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Considérant qu'une commission administrative paritaire de la catégorie C se tiendra le 28 novembre 2017 pour examiner notamment la promotion interne au grade d'agent de maitrise ;

Considérant que les 3 représentants titulaires et les 3 représentants suppléants du groupe hiérarchique 2 sont concernés à titre personnel par cette promotion et ne peuvent donc prendre part aux délibérations de la commission administrative paritaire relatives à cet avancement ;

SUR la proposition du Directeur général des services.

ARRETE

Article 1er : Un tirage au sort pour désigner les représentants du groupe hiérarchique 2 de la catégorie C pour l'examen de la promotion interne au grade d'agent de maitrise se tiendra :

- **Le mercredi 15 novembre 2017 à 18 heures**
  Salle 154 au 35, Boulevard des Invalides à Paris 7ème.

Article 2 : La liste est constituée des agents titulaires du groupe hiérarchique 2 qui ne sont eux-mêmes pas concernés par cette promotion et qui détiennent l'un des grades suivants :

- Agent de maitrise principal et agent de maitrise ;
- Adjoint administratif principal de 1ère et de 2ème classe ;
- Adjoint technique principal de 1ère et de 2ème classe ;
- Adjoint technique principal de 1ère et 2ème classe des établissements d'enseignement.

La liste des agents éligibles est appréciée au 31 décembre 2016. Cette liste est classée par ordre alphabétique. A chaque agent éligible est affecté un numéro.

Article 3 : Cette liste est consultable au pôle ressources humaines, direction de l'administration du personnel, service des CAP – 35 boulevard des Invalides, Paris 7ème.

Article 4 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France et affiché dans les locaux administratifs du 35 boulevard des Invalides, Paris 7ème.

Fait à Paris, le - 8 NOV. 2017

Pour la Présidente du Conseil régional
d'Ile-de-France et par délégation
La Directrice générale adjointe
du pôle « Ressources Humaines »

Fabienne CHOL

La présidente informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.